



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

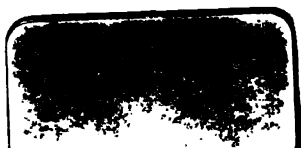
Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





1230

Per. 3977 d.  $\frac{162}{NS. 54}$











LE

**CORRESPONDANT**

---

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

---



LE  
**CORRESPONDANT**

**RECUEIL PÉRIODIQUE**

---

**RELIGION — PHILOSOPHIE — POLITIQUE**

**— SCIENCES —**

**LITTÉRATURE — BEAUX-ARTS**

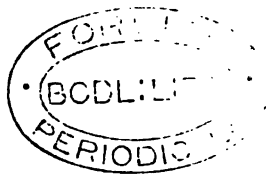
---

**TOME QUATRE-VINGT-QUATORZIÈME**

**DE LA COLLECTION**

**NOUVELLE SÉRIE. — TOME CINQUANTE-HUITIÈME**

---



**PARIS**

**CHARLES DOUNIOL ET C<sup>ie</sup>, LIBRAIRES-ÉDITEURS**

**29, RUE DE TOURNON, 29**

**1874**



LE

# CORRESPONDANT

---

LES CONTINUATEURS

## DE M. DE TOCQUEVILLE

---

A la veille du 18 brumaire, un des hommes qui avaient le plus fidèlement conservé les mœurs de l'ancien régime et qui devaient le plus honorer le nouveau, Portalis, écrivait à Mallet du Pan, proscrit comme lui : « Je n'ai pas voulu me mêler des changements et des réformes projetés par les premiers révolutionnaires, parce que je me suis aperçu qu'on voulait former un nouveau ciel et une nouvelle terre, et qu'on avait l'ambition de faire un peuple de philosophes, lorsqu'on n'eût dû s'occuper qu'à faire un peuple d'heureux. » Quinze ans plus tard, M. de Talleyrand exprimait, sous une forme plus concise et plus pittoresque, une pensée analogue : « La Révolution, disait-il, a désossé la France. »

Plus le temps marche, plus se vérifie la profondeur de ces paroles. Jamais peut-être mieux que de nos jours nous n'avons été en mesure d'en comprendre toute la justesse. Il semble, en effet, que pour les nations, comme pour les hommes, la vie passée s'explique,

s'éclaire et s'illumine, en quelque sorte, à la lueur de l'infortune. Or, quand ce douloureux enseignement nous a-t-il été donné plus sévèrement qu'aujourd'hui? S'il y eut un pays courbé sous le poids du malheur, c'est le nôtre; s'il y eut une génération frappée par la justice divine, c'est la nôtre. Aucune n'avait conçu d'aussi hautes espérances, aucune n'a subi d'aussi amères déceptions. Née à une époque de paix et de liberté parlementaire, elle avait porté dans la poursuite des richesses, dans les luttes fécondes de l'industrie et du commerce, tout ce qu'elle avait d'intelligence et d'activité; elle s'était endormie et comme enivrée au son de ces mots magiques de concorde, de justice, de solidarité internationale et d'émancipation intellectuelle des masses, dont la berçaient d'imprudents écrivains. Hier encore, renouvelant le rêve philanthropique de l'abbé de Saint-Pierre, elle prêtait aux apôtres de la paix perpétuelle une oreille attentive et sympathique... Quel réveil! Tout à coup, en quelques jours, on pourrait presque dire en quelques heures, elle s'est sentie étreinte et broyée par la guerre sous sa forme la plus hideuse et la plus terrible, la guerre sans héroïsme et sans générosité, implacable par système, cruelle de sang-froid, dévastant méthodiquement et au nom de la science : la guerre prussienne, en un mot. Notre génération avait poussé, en théorie, le respect de la vie humaine jusqu'à discuter la légitimité de la peine de mort, et le canon lui a répondu en couchant sur le sol ensanglanté de la France près de deux cent mille victimes. Elle avait, en mainte occasion, revendiqué pour les peuples le droit de décider de leurs destinées, et elle voit renaître le droit de conquête dans toute sa rudesse féodale. Elle avait pris pour devise : *Justice et liberté*, et, du sein du triomphe, une voix cyniquement railleuse lui jette ce mot sinistre : « *La force prime le droit.* » Elle avait appelé de tous ses vœux l'effacement des inégalités sociales, l'extinction du paupérisme, l'éducation populaire, l'apaisement des dissensions intestines, et elle vient d'avoir à lutter contre la plus hideuse insurrection qui ait jamais épouvanté le monde.

Quand on récapitule cette série de déceptions cruelles, cette suite de désastres vraiment inouïs, on s'étonne moins du découragement dont les plus fermes caractères paraissent atteints; on comprend qu'une telle crise ait brisé les plus fortes natures. Personne — et ce n'est pas là le caractère le moins alarmant de la situation actuelle — personne, pour ainsi dire, ne sait plus où s'arrêter ni où se prendre; personne, ou à peu près, ne voit clairement ce qu'il doit croire et ce qu'il peut espérer. Plus d'une fois sans doute, dans le cours de sa carrière si longue et si agitée, la France a connu le malheur, la défaite et la guerre civile; plus d'une fois, comme on l'a dit, elle a

traversé des périodes de désastres comparables à la crise actuelle, et toujours elle en est sortie revêtue d'une force plus grande, brillant d'une jeunesse nouvelle. Mais elle avait alors ce qui paraît lui manquer aujourd'hui : des traditions et un but, une idée dominante et une ardente passion au cœur. Elle pouvait succomber à Crécy, à Azincourt, à Poitiers, voir Paris au pouvoir des Anglais et son roi relégué à Bourges : sa foi chrétienne et patriotique la préparait d'avance à entendre la voix de la sainte héroïne dont Dieu lui réservait la miraculeuse assistance. Vaincue, écrasée à Ramillies, à Malplaquet, à Blenheim, elle conservait intacte la foi monarchique qui allait enfanter le prodige de Denain. Au milieu des convulsions horribles de la Révolution, jusque sous le coup de la Terreur, elle vivait encore des idées, des passions, des illusions du dix-huitième siècle : en s'enivrant de victoires, elle s'imaginait combattre pour l'affranchissement du genre humain ; elle était soutenue par la crainte et la haine de l'ancien régime, si récemment aboli et si menaçant encore. Au lendemain de Waterloo, elle attendait tout de l'introduction des institutions anglaises parmi nous ; en 1830, du parlementarisme et de la politique des intérêts ; en 1848, de l'alliance de la religion et de la liberté.

Qui pourrait dire aujourd'hui quel est, dans l'ordre des choses temporelles, l'objet de notre foi ? Qui pourrait indiquer un pôle fixe vers lequel gravitent les idées et les hommes ? Nous avons usé de tout, nous sommes lassés de tout, nous avons renversé, brisé tout, et, de cette ruine universelle, nous n'avons gardé que de violentes haines, un incurable scepticisme et un profond découragement. Unis pour critiquer, renverser et détruire, nous ne savons guère nous mettre d'accord pour fonder. Nous sommes plus téméraires qu'énergiques, plus ignorants que résolus ; nous conservons des illusions ; rarement nous nous sentons animés d'un espoir sérieux et réfléchi. Nous attendons tout du gouvernement, à la fois confiants dans son omniscience et prêts à le critiquer sans relâche. Nous oublions que notre sort actuel et notre avenir sont surtout dans nos mains. Nous croyons à la toute-puissance des lois, nous méconnaissons trop l'importance, bien plus grande encore, des mœurs. Nous prétendons réaliser le progrès dans nos institutions, marcher en avant, préparer l'avenir : nous avons le tort de ne pas prendre pour point d'appui les traditions du passé. Seule entre toutes les nations, la France essaye, depuis près de cent ans, d'asseoir sur un sol mouvant les plus vastes édifices constitutionnels : elle semble avoir pris à tâche d'éteindre tous les foyers de vie locale et d'activité individuelle que lui avait légués l'ancien régime ; avec une société pulvérisée, elle prétend bâtir pour l'éternité. Aussi a-t-elle ce malheur de

voir son avenir, son existence même liée aux destinées toujours changeantes de ses gouvernements. Elle sait et elle sent que le sol se dérobe en quelque sorte sous ses pas et qu'elle est à la merci du moindre coup de vent révolutionnaire. Comme la société est désorganisée et ne subsiste que grâce à l'intervention constante de l'État, si la machine gouvernementale s'arrête un instant, on se trouve en face du néant. Chez les autres peuples, les crises intérieures aboutissent tout au plus à une révolution politique; chez nous, elles prennent aussitôt les proportions d'un bouleversement social.

Au milieu de cette confusion générale et prolongée, nous avons perdu non-seulement l'unité morale et le sens politique, mais encore le souvenir de notre passé et, pour ainsi dire, la conscience de nous-mêmes. La France pourrait être comparée à ces fils de famille qui, après avoir couru le monde et jeté au vent leur patrimoine, reviennent au pays natal et ne savent plus y reconnaître les limites de l'héritage paternel, ni même y retrouver la trace des hauts faits de leurs aïeux. Elle ressemble plus encore à ces hommes dont une maladie violente ou une grande douleur a, pour ainsi dire, partagé la vie en deux, et qui, sortis de la crise, ont tellement oublié leur existence passée, qu'il faut la leur raconter et la leur apprendre comme l'histoire d'autrui.

C'est là, sans contredit, l'un de nos plus grands malheurs, l'une de nos plus déplorables faiblesses. La crise de 1789 a été si terrible, on fit alors si complètement table rase des anciennes institutions, nous avons, depuis lors, couvert d'un si profond dédain les souvenirs du passé que nous sommes, en quelque sorte, devenus des étrangers dans notre propre maison. C'est nous-mêmes que nous connaissons le moins; c'est notre propre histoire que nous ignorons le plus, et que nous avons le plus urgent besoin d'apprendre. Quelques grands esprits l'ont compris, et se sont efforcés de renouer la chaîne des temps. M. de Tocqueville, le premier, nous a révélé notre passé dans son livre sur *l'Ancien régime et la Révolution*. Il donna ainsi un grand exemple plutôt qu'il ne fit une grande œuvre. Malgré l'étendue des recherches et la profondeur des aperçus, l'ouvrage manque en effet de deux qualités essentielles : il n'est ni assez détaillé ni assez concluant. En véritable fils de ce siècle, M. de Tocqueville a cherché de préférence, soit au centre de l'État, soit dans le monde gouvernemental et dans l'organisation administrative, les éléments de comparaison entre l'ancien et le nouveau régime; il n'a pas assez étudié la vie provinciale et les mœurs privées. Il a, d'un autre côté, paru accepter avec une sorte d'indifférence sceptique et de fatalisme résigné la transformation radicale, et souvent malheureuse, que la France a subie depuis quatre-vingts ans. Tout en re-

connaissant, comme elles doivent l'être, les sérieuses conquêtes de la civilisation moderne, tout en déplorant, d'autre part, de trop réelles erreurs, souvent décorées du nom de progrès, il semble assister en spectateur désintéressé à une décadence dont il constate les symptômes; il déclare trop tôt la lutte impossible, il renonce trop vite au combat, et ne songe pas assez à indiquer, parmi les institutions et les mœurs de l'ancien régime, celles qui peuvent et doivent s'adapter aux besoins de la société nouvelle.

Si graves que soient ces défauts, M. de Tocqueville n'en conservera pas moins le mérite et l'honneur d'avoir été un initiateur. La voie a été ouverte, l'impulsion donnée par lui : les imitateurs ont suivi. Le maître a fait école. L'histoire provinciale d'abord, puis l'organisation administrative de l'ancienne France ont été étudiées en détail; de savants travaux nous ont ensuite initiés aux incidents, souvent si curieux, de la vie municipale, à la situation des campagnes, des corporations industrielles et du commerce sous l'ancien régime. Aujourd'hui, notre curiosité va plus loin encore : c'est dans la vie privée de nos aïeux, dans leurs foyers, dans leur oratoire, que nous pénétrons, à l'aide de leurs manuscrits les plus intimes, et en quelque sorte de leur aveu même. Comprendrons-nous enfin les enseignements précieux qui se dégagent de ces révélations?

## I

On a publié récemment deux livres très-différents de sujet et de forme, mais procédant de la même inspiration, conçus dans le même esprit, qui semblent faits pour se compléter l'un l'autre, et dont l'apparition simultanée est comme un signe du temps. L'un décrit, d'après les *livres de raison* inédits des vieux Provençaux, l'état moral des familles et de la société en France avant la Révolution<sup>1</sup>; il est dû à la plume d'un savant et ingénieux écrivain, M. Charles de Ribbe, bien connu des lecteurs du *Correspondant*. L'autre, intitulé : *les Temps nouveaux*<sup>2</sup>, est l'œuvre d'un magistrat, M. Nadault de Buffon, qui joint à la sévérité d'un avocat général la verve mordante d'un satirique. L'auteur y trace le portrait, peu flatté, de la société contemporaine. En homme qui comprend les causes véritables de nos malheurs et les conditions essentielles de notre régénération, il s'occupe beaucoup moins de la place publique que du foyer

<sup>1</sup> Paris; Albanel, 1873. 1 volume in-12.

<sup>2</sup> Paris; Furne, 1873. 1 volume in-8°.



domestique. Les statistiques judiciaires et les journaux en main, d'après le témoignage de nos pièces de théâtres et de nos romans, il recherche quelle est la situation actuelle de la famille, il en examine un à un les différents membres, il trace, pour ainsi dire, le portrait de chacun d'eux. Quels types il nous dépeint, et avec quelle impitoyable vérité ! Voici, d'abord, la femme du *high-life*, sortant des mains de son *tailleur* ou de son coiffeur, ornée de faux cheveux, initiée à tous les secrets du maquillage, plus étrange que jolie sous son costume à demi masculin, passionnée pour les émotions vives, pour les plaisirs violents, pour les exercices dangereux de l'autre sexe, résolue à tout pour satisfaire son goût de toilette et de dépense, prête à emprunter, à s'endetter, à dérober même dans les magasins, constamment éloignée du foyer domestique, ennemie de la maternité, en attendant qu'elle se mette en révolte contre le lien conjugal. Le mâle de ce triste couple n'est pas moins repoussant : « homme de joie et homme de proie » tout à la fois, il gagne et prodigue l'argent avec un égal mépris de l'honneur et des lois morales ; le nombre des banqueroutes, des escroqueries et des abus de confiance donne la mesure de sa probité ; les progrès de la dépravation publique permettent d'apprécier sa moralité ; la statistique du suicide, de l'alcoolisme et de la folie indique le degré de bonheur dont il jouit. L'enfant, lorsqu'il y en a un, tient de ses père et mère : né vieux et en même temps voué, sous certains rapports, à une perpétuelle enfance, éloigné de la maison paternelle, il ne connaît que de nom le foyer domestique, il s'habitue à ne compter que sur lui-même, à ne croire qu'en lui, à ne chercher que son intérêt, à ne voir partout que le mal et le ridicule, à imiter en toutes choses les hommes faits. Il fume et joue, boit et parie, cause de politique et de coulisses, et se trouve lancé à travers le monde, sans attaches, sans appui, sans affections de famille, avec le scepticisme ironique pour toute science et la soif de la jouissance pour unique mobile.

Après avoir buriné ces figures sinistres ou grotesques, M. Nadault de Buffon signale la déplorable influence exercée par de tels exemples sur toutes les classes de la société ; il montre la corruption gagnant tour à tour la haute bourgeoisie après l'aristocratie financière, la petite bourgeoisie après la haute, le peuple après tous et plus que tous les autres. Il résume le mal en deux mots : dissolution de la famille, perversion du sens moral ; il en fait toucher du doigt les désastreuses conséquences, c'est-à-dire le développement des haines sociales, la gêne universelle malgré l'accroissement de la richesse publique, la dégénérescence de la race et la décroissance de la population.

Si, de ce livre, on passe, sans transition, à celui de M. de Ribbe,

on éprouve une sensation analogue à celle qui s'empara d'Enée, quand il quitta le Ténare pour les champs Élysées. On est comme dégagé d'une pénible oppression, d'un cruel cauchemar ; on respire plus à l'aise, on contemple avec ravissement un ciel plus pur, une terre plus hospitalière :

Largior hic campos æther et lumine vestit  
 Purpureo ; solemque suum, sua sidera norunt.

On se trouve, en effet, au cœur de la vieille France, au milieu de gens de cœur, d'expérience et de sens, parmi de bons chrétiens et de bons patriotes, dont un autre homme de bien recueille les supêmes recommandations, nous transmet les dernières paroles.

Je n'essayerai pas de donner un résumé du livre de M. de Ribbe. Même incomplet, il dépasserait les bornes d'un article, sans dispenser de lire l'ouvrage. Il ne saurait non plus m'appartenir d'entreprendre ici l'éloge de cet important travail. Il a été loué de si haut dans la presse et au dehors, il a été recommandé ici même avec tant d'autorité par un éminent critique<sup>1</sup> ; il a, dès son apparition, rencontré dans le public un si favorable accueil qu'il suffit de constater son mérite et d'engager ceux qui ne le connaissent pas encore à se le procurer sans retard, à le lire et à le méditer. Ils y trouveront sûrement plaisir et profit. Mon seul but serait de préciser, en les résumant, les données historiques qu'il renferme, de mettre en relief les conclusions morales qui s'en dégagent et de rapprocher des usages étudiés en Provence par M. de Ribbe les coutumes analogues que d'autres écrivains ont pu relever sur différents points de nos anciennes provinces. L'ancien régime apparaîtrait ainsi sous son vrai jour, avec tous ses abus, mais avec sa puissante organisation sociale, en même temps que l'attention serait fixée sur une source nouvelle d'intéressantes études.

De tous les documents dont se forme l'histoire, il n'en est pas, en effet, de plus authentiques et de plus sûrs que les livres de raison. On sait ce qu'il faut entendre par là. Le livre de raison, héritage des Romains, religieusement conservé dans l'ancienne Provence, était à la fois le livre de comptes (*liber rationum*) et le mémorial-domestique (*tablinum*) du père de famille antique. Quiconque savait écrire en tenait un, et le nombre des lettrés était déjà grand en Provence, avant 1789. Quelques-uns des chefs de famille se bornaient à inscrire sur ce livre les recettes et les dépenses ; la plupart y consignaient,

<sup>1</sup> Voir les quelques pages consacrées au livre de M. de Ribbe par M. Douhaire, dans une de ses dernières *Revue critiques*. (Numéro du *Correspondant*, du 25 avril 1873.)

sur des feuillets réservés, les principaux événements de leur vie de famille ; d'autres y mentionnaient, en outre, les divers incidents de leur vie publique, les faits les plus importants de l'histoire de la commune, les événements mémorables dont ils étaient témoins. Plusieurs y inséraient leur testament ; presque tous accompagnaient les mentions insérées sur le livre de réflexions pieuses, de prières ou de recommandations ; parfois ils leur donnaient les proportions d'autobiographies complètes ou même de véritables mémoires. Le *livre de raison* formait l'un des éléments constitutifs de la famille ; il était, pour les roturiers, ce que les archives sont pour l'État, les arbres généalogiques pour la noblesse. On se le transmettait de père en fils, en même temps que le foyer paternel ; on le respectait à l'égal du testament.

Tels sont les précieux documents que la confiance des familles a remis entre les mains de M. de Ribbe. Il en a consulté plusieurs centaines ; il en cite plus de cinquante dans son ouvrage. Ils appartiennent aux époques les plus diverses, depuis le commencement du quinzième siècle jusqu'à la fin du dix-huitième, bien que le plus grand nombre date du seizième siècle. Ils ont pour auteurs des hommes de toutes conditions, depuis le petit marchand jusqu'au grand seigneur, depuis le simple *mesnager* rural jusqu'aux descendants de ces vieilles lignées parlementaires qui comptaient parfois jusqu'à quinze et vingt générations de juges ou de magistrats municipaux. Si différentes cependant que soient les dates et les origines de ces *livres de raison*, on reconnaît, entre eux, une sorte de lien moral et comme un air de parenté. Tous, en effet, s'accordent à nous présenter la famille comme la base de l'ordre social, comme l'école de la vie politique, et l'autorité de leur témoignage unanime est accrue par la diversité de leur date et de leur origine, non moins que par leur destination purement intime. En parcourant ces souvenirs des siècles passés, véritables reliques sauvées de l'oubli par une publicité inespérée, on éprouve une surprise mêlée de quelque humiliation, on sent mieux la profondeur et la vérité du mot célèbre de madame de Staël : « Ce qui est nouveau en France, ce n'est pas la liberté, c'est le despotisme. » Sans doute, la liberté, dans la grande et noble acception du mot, la liberté politique étendue à tout l'État n'existe pas encore au temps où écrivent les pères de famille cités par M. de Ribbe ; mais leurs *livres de raison* prouvent avec quelle largeur d'idées et quelle entente pratique des nécessités administratives les municipalités provençales étaient alors organisées. Dans les papiers de famille, il est fort souvent question des franchises de la cité, des élections, des pouvoirs du consul et des affaires de la commune, auxquelles les rédacteurs des *livres de rai-*

son paraissent prendre, en général, la part la plus active. Or, d'après leurs témoignages unanimes, recueillis et rapprochés par M. de Ribbe, voici quels furent, depuis le quinzième siècle jusqu'à la Révolution, les principes constitutifs des communes provençales :

« 1° Tout chef de famille, propriétaire, ayant un intérêt dans la communauté locale à laquelle il est incorporé, est électeur. Il y est également éligible, à la condition d'offrir les garanties nécessaires par l'inscription d'une certaine valeur foncière au cadastre.

« 2° Sont obligatoires, sous peine d'amende, le suffrage de tout chef de famille électeur, l'assiduité de tout chef de famille élu. Ce suffrage et cette assiduité sont considérés comme des devoirs.

« 3° Sont obligatoires les fonctions locales auxquelles on a été nommé par le suffrage de ses concitoyens.

« 4° Ces fonctions sont temporaires, en sorte que tous aient leur part des charges et des honneurs.

« 5° Tous sont responsables : les élus dans leurs personnes et dans leurs biens, s'ils violent les lois ou administrent mal, par leur faute, les finances locales ; les électeurs dans leurs propriétés, qui sont le gage des créanciers, si la communauté des habitants devient impuissante à payer<sup>1</sup>. »

Je ne sais si, malgré sa réputation de libéralisme, notre génération osera jamais asseoir sur des bases aussi larges le régime municipal. Ici, ni intervention du pouvoir central dans le choix des magistrats municipaux, ni minorité des communes, ni tutelle administrative. Chaque ville fait ses affaires en toute indépendance, avec le concours, mais aussi aux risques et périls de tous ses habitants. Une garantie unique suffit pour assurer le fonctionnement régulier de ce régime à la fois si simple et si hardi : les chefs de famille propriétaires sont seuls électeurs, seuls éligibles. Élevés à l'école du foyer domestique, habitués par l'exemple paternel au respect du pouvoir et de l'autorité, préparés par la gestion de leurs propres intérêts au maniement des affaires publiques, ils prennent part aux votes municipaux ou remplissent les charges communales en hommes que préoccupe avant tout le soin de conserver leur patrimoine et d'assurer l'avenir de leurs enfants. Le sentiment paternel répond de leur prudence, le sentiment religieux maîtrise l'ardeur de leurs passions et prévient les fâcheux excès des rivalités locales. Ainsi se forment et se développent ces *familles consulaires* de Provence, où les magistratures municipales se perpétuent de génération en génération,

<sup>1</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. I, chap. IV, pages 87 et 88.

pendant des siècles; ainsi naissent et grandissent ces Cincinnatus campagnards qui font le désespoir des *commissaires départis*, des intendants, des *maîtres des requestes*, de tous les représentants de la fiscalité royale, en un mot, et de qui l'un des agents du cardinal de Richelieu, Henri de Sourdis, écrivait, en 1637, à Sublet des Noyers : « Je n'ai pu faire céder une assemblée intraitable de certains consuls qu'on ne connaît pas, et qui retournent prendre le manche de la charrue après avoir quitté le chaperon <sup>1</sup>. »

Défenseurs énergiques de leurs libertés municipales vis-à-vis du pouvoir central et de ses agents, les pères de famille provinciaux ne s'en montrent pas moins jaloux vis-à-vis de leurs propres élus : ils ne connaissent ni délégations générales, ni fonctionnaires à titre permanent. Leurs magistrats ne sont que les membres d'une sorte de commission de permanence chargée de veiller au maintien de l'ordre dans la cité et à la conservation des franchises de la commune. S'agit-il de prendre une détermination de quelque importance, de régler la situation financière de la ville, ce n'est pas un conseil municipal qui statue, c'est l'assemblée générale de tous les pères de famille contribuables, tenus, comme nous l'avons dit, à faire acte de présence, sous peine d'amende. Presque toujours ils se réunissent sur la place publique, souvent à l'ombre d'un orme séculaire; et cela non-seulement dans de petites bourgades perdues au fond des montagnes, mais dans les plus importantes cités de la province, dans des villes telles que Toulon, Aix et Marseille. Ces assemblées comptent parfois quatre ou cinq mille membres; néanmoins elles sont pacifiques et relativement calmes, ainsi que de nos jours les réunions des *vestries* anglaises, les *Landsgemeinden* des petits cantons suisses et les *town-councils* américains.

Comme aux États-Unis, également, la gestion des intérêts municipaux n'est confiée ni à un fonctionnaire électif unique, ni aux divers agents du pouvoir central. Les différents services municipaux sont fractionnés entre un grand nombre d'habitants désignés par les suffrages de leurs compatriotes. Chacun de ces délégués est spécialement préposé à l'une des branches de l'administration communale; sa mission est des plus restreintes : elle est limitée de telle sorte que le plus grand nombre possible de « bourgeois » soit associé à l'administration de la cité, et que chacun d'eux n'ait à remplir qu'une tâche légère dont il puisse s'acquitter aisément sans négliger ses propres affaires. Dans ces bornes étroites, ils jouissent d'une liberté d'action à peu près complète, sanctionnée, il est vrai, par une rigoureuse responsabi-

<sup>1</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. I, chap. v, page 140.

lité. L'un est chargé de la viabilité de son quartier, l'autre des réparations de la « maison de ville ; » celui-ci, de la garde des archives ; celui-là, de la surveillance de l'école ; tel autre, du nettoyage des rues ou de l'entretien des fontaines publiques. Partout l'homme du métier trouve sa place marquée ; partout les taxes prélevées sur la masse des citoyens ont leur emploi spécial et direct : partout la responsabilité est définie, précise, effective et facile à mettre en jeu<sup>1</sup>.

## II

Si de l'hôtel de ville on passe à la maison d'école, on y voit l'intervention des pères de famille non moins active et non moins bienfaisante. D'eux-mêmes, sans nul secours de l'État ni de ses délégués, sous la seule inspiration du bon sens, de l'amour paternel et de la foi religieuse, les pères de famille des plus petites communes provençales avaient, dès le seizième siècle, inauguré le système scolaire que pratiquent actuellement l'Allemagne, les États-Unis, la Suède, et qui nous est depuis longtemps donné pour modèle. Si l'instruction primaire n'était pas obligatoire en vertu d'un texte de loi formel, elle l'était, du moins, moralement, d'après les canons des conciles et les recommandations impérieuses de l'Église. Elle était gratuite dans presque toutes les villes, et, dans les campagnes, la charité privée payait l'écolage des enfants indigents. Elle était surtout absolument indépendante de l'État : on eût, en effet, grandement surpris les bourgeois des siècles passés, si l'on avait proposé devant eux de faire nommer les instituteurs par un fonctionnaire administratif, tel que le préfet, et plus encore si l'on avait qualifié de mesure libérale cet expédient autoritaire. Ils entendaient autrement la liberté scolaire : ils regardaient comme une de leurs prérogatives les plus précieuses, comme une de leurs obligations les plus strictes, celle de ne confier à personne qu'à eux-mêmes ou à des délégués investis de leur confiance le choix des hommes chargés d'élever leurs enfants. Quelquefois l'école était une fondation privée, et, dans ce cas, le fondateur et ses descendants, devenus *patrons scolaires*, exerçaient le droit de nomination. Mais, le plus souvent, c'était au conseil municipal, élu par les chefs de famille, c'est-à-dire à un corps analogue aux *Schulrâthe* d'Allemagne, aux *Boards of schools* d'Amérique, qu'appartenait

<sup>1</sup> Sur tous ces points, les faits spéciaux révélés par M. de Ribbe ne font que confirmer le tableau général, tracé par M. de Tocqueville, dans son livre : *de l'Ancien régime et de la Révolution*. (Voir spécialement liv. II, chap. III, p. 72 et suiv.)

la direction de l'instruction locale. Le conseil devait pourvoir à l'entretien des écoles ; il en fondait de nouvelles, s'il y avait lieu, arrêtait le programme des études, fixait le traitement de l'instituteur ; enfin, et c'était là son attribution la plus importante, il nommait le maître d'école. Cette nomination n'avait, au surplus, rien d'arbitraire : les brevets d'instituteur ou de *régent* étaient mis au concours. C'était ce que l'on appelait la *dispute des écoles*. Pour rehausser la position de l'instituteur, autant que pour témoigner du prix attaché par la commune à l'instruction, on avait soin d'entourer cette épreuve d'une certaine solennité. La commune payait les frais de nourriture et de logement des candidats. Annoncé plusieurs mois à l'avance, l'examen était subi devant un jury spécial, composé des hommes de la contrée les plus renommés pour leur savoir. Dans la petite commune de Solliès-Pont, par exemple, en 1612, deux avocats de la ville d'Hyères sont les juges du concours. Les pères de famille conservent toujours, d'ailleurs, le droit d'intervenir pour confirmer ou amender les décisions du jury d'examen. Une délibération de 1615 porte, en effet, que « de tout temps, les régents ont été désignés parmi les personnes les plus capables et les plus agréables aux assistants, après dispute. »

Le maître d'école est donc considéré, avant tout et par-dessus tout, comme l'auxiliaire et le délégué des pères de famille ; l'école n'est, en quelque sorte, qu'une succursale et une dépendance du foyer domestique. Aussi, dans toutes les communes, les chefs de famille se montrent-ils prodigues des deniers publics, lorsqu'il s'agit d'assurer la fondation ou la prospérité de l'école. Le traitement de l'instituteur est un des articles essentiels de tout budget municipal, même aux époques de détresse financière et de calamité publique. « Dès l'époque où les budgets communaux sont dressés, en Provence, pour la liquidation des dettes locales, nous ne voyons pas, dit M. de Ribbe<sup>1</sup>, une commune qui n'ait son maître ou régent d'école. Nous avons consulté un grand nombre de ces budgets, et nous les avons même tous recueillis pour certains cantons. Ils portent annuellement et invariablement une allocation pour un maître, quelquefois pour une maîtresse chargée de l'instruction des filles. « Le chiffre de la subvention est plus ou moins élevé selon les pays ; il dépend de ce que l'instituteur peut percevoir directement des élèves, et, si ces ressources sont insuffisantes, le conseil municipal lui vient en aide. Ainsi, en 1658, à Solliès, le traitement des deux régents est augmenté, « à cause que les enfants pauvres don-

<sup>1</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. II, chap. IV, p. 288.



« nent peu. » Il n'était que de 100 livres en 1635 ; en 1760, il est porté pour l'un d'eux à 225 ; en 1771, à 288. Dans une autre commune, à Rogne, le conseil vote, en 1664, une subvention de 60 livres et règle le tarif des rétributions mensuelles que le maître sera autorisé à recevoir, selon la classe fréquentée par l'élève : 4 sols par mois pour les commençants ; 5 sols, pour ceux qui apprennent à écrire le français ; 8 sols, pour ceux qui étudient l'arithmétique et le latin. En 1697, la subvention est de 90 livres ; en 1725, elle s'élève à 180 livres. Les communes fournissaient aux instituteurs le logement, et une délibération du 7 décembre 1788, prise par celle de Muy (Var), nous apprend que ces frais de logement sont évalués à 55 livres. » Ces chiffres paraîtront, sans doute, très-faibles ; mais que l'on songe à la dépréciation constante de l'argent depuis un siècle, que l'on tienne compte de l'augmentation énorme du prix des denrées de première nécessité, et l'on reconnaîtra qu'avec leurs appointements actuels de sept, huit cents et mille francs, les instituteurs sont encore plus gênés que ne pouvaient l'être leurs devanciers avec un traitement fixe de 100 à 200 livres, dans un temps où madame de Sévigné parlait, comme d'un prodige de cherté, d'un poulet vendu deux sous en Bretagne.

Ainsi l'instruction primaire, aux seizième et dix-septième siècles, et surtout au seizième, disposait, dans la plupart des communes provençales, de ressources au moins égales à celles qu'elle possède aujourd'hui. Elle était largement gratuite et à peu près obligatoire ; mais nul ne songeait à la déclarer laïque. Tout au contraire, l'idée de Dieu, le sentiment religieux étaient, à l'école comme dans la famille, la base de l'éducation et le principe de toute autorité.

« *Les enfants apprendront à craindre et à louer Dieu ; ils seront instruits dans la lecture, l'écriture, le calcul, et principalement dans les bonnes mœurs* : telles sont les formules à peu près invariables qui se reproduisent partout<sup>1</sup>. » La tâche du maître d'école ne diffère pas à ce point de vue, de celle du père, ni de celle du catéchiste : tous les livres de raison en font foi, tous les documents contemporains en portent unanimement témoignage. Selon les admirables paroles de Charron, appréciateur clairvoyant des besoins moraux de l'enfance, malgré son scepticisme philosophique, le maître doit « premièrement instruire l'enfant à craindre et révéler Dieu, trembler sous ceste infinie et reconnue Majesté, luy remplir et grossir le cœur d'ingénuité, franchise, candeur, intégrité et l'apprendre à estre noblement et fièrement homme de bien. » Aux yeux des

<sup>1</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. II, chap. IV, p. 289.

pères de famille provençaux, faire de l'enfant un savant, lui donner ce que l'école radicale appelle aujourd'hui l'*instruction intégrale*, n'est pas la mission de l'instituteur ; en faire un homme n'est même pas, selon eux, le but principal de l'éducation ; elle doit, avant tout, s'attacher à en faire un chrétien. Les récits bibliques, les grandes scènes de l'Ancien Testament, les préceptes sublimes de l'Évangile sont l'objet habituel de l'enseignement : il a le Décalogue pour base, le *Credo* pour couronnement. Il faut d'ailleurs le remarquer, la religion qu'on enseigne alors soit dans les écoles, soit au foyer domestique, n'est point une religiosité indéfinie et vaguement philosophique, qui se contente d'adresser à Dieu un hommage platonique, sans l'honorer par un culte précis, ni par l'observation rigoureuse de certains préceptes moraux ; elle n'a rien, non plus, d'une dévotion étroite et extérieure, toute faite de pratiques surrogatoires, de démonstrations bruyantes, de formules sèches que ne vivifie pas le souffle du christianisme. Si, vers la fin du seizième siècle, avec les « confréries de pénitents » et les « flagellants, » le goût des manifestations théâtrales et parfois scandaleuses se répand en Provence, comme partout ailleurs, c'est contrairement aux traditions du pays, aux enseignements de l'école, et surtout malgré les conseils prodigués par les pères de famille dans leurs *livres de raison* : « Que vostre dévotion soit simple, sincère, ronde, sans éclat, » écrit, en 1687, un habitant d'une petite commune des Basses-Alpes, M. de Mongé, dans les dernières recommandations qu'il adresse à ses enfants ; « soyez meilleur que vous ne paroltrez<sup>1</sup>. » Saint François de Sales ne parlait pas autrement lorsqu'il conseillait à madame de Chantal « d'aimer Dieu rondement, naïvement et à la vieille françoise, » ou lorsqu'il témoignait « de son amour pour l'âme du bon M. Le Prévost, » en disant « qu'elle lui sembloit bonne, ronde et franche<sup>2</sup>. »

### III

On vient de voir les pères de famille provençaux dans leur vie publique, à la tête de la commune ou de l'école. Il est temps maintenant de les suivre là où ils sont vraiment, selon la vieille expression de leur temps, « maîtres et seigneurs, » là où s'exerce pleinement leur royauté patriarcale : au sein du foyer domestique. Le mot de royauté n'est pas trop fort pour qualifier le pouvoir absolu

<sup>1</sup> M. de Ribbe, liv. II, chap. II, pag. 232 en note.

<sup>2</sup> Cité par M. de Ribbe, liv. II, chap. II, pag. 232.

et souverain que les chefs de famille tiennent alors des lois, aussi bien que des mœurs. « Nous devons, dit le chancelier du Vair, dans sa *Philosophie des stoïques*, regarder nos pères comme des dieux en terre, qui ne nous sont pas seulement donnez pour nous moyenner la vie, mais pour nous la béatifier par une bonne nourriture et sage institution. » — « Les vraies images de Dieu sur la terre, écrit Étienne Pasquier à un fils de famille, M. de Guerlière, sont les pères et mères envers leurs enfants... ; — souvenez vous, écrit-il à un autre, qu'êtes fils, et que le plus bel héritage que feu monsieur vostre père vous ait laissé en mourant est la mémoire de son nom, contre laquelle je vous prie de ne rien entreprendre. » Les rédacteurs des *livres de raison* provençaux ne tiennent pas un autre langage, ne nous tracent pas de la famille un tableau différent. Ainsi que le dit en termes excellents M. de Ribbe, « les familles vouées au travail, soit aux champs, soit ailleurs, constituent le personnel organisé d'autant de ces petits ateliers, qui ont la loi morale comme base des croyances et principe producteur des dévouements, la coutume du bien comme règle, l'épargne comme moyen de former et de reformer sans cesse le capital, le testament comme charte d'autonomie<sup>1</sup>. »

La conservation du domaine rural sans partage, la perpétuité du foyer, l'unité de la famille groupée autour du même chef et sous la même autorité : tels sont les principes universellement respectés sur lesquels reposait, avant 1789, l'organisation sociale en Provence. La puissance paternelle, absolue en principe, tempérée en fait par l'affection naturelle des parents pour leurs enfants, est le lien puissant et durable de ces petites sociétés domestiques, images et fondements de l'État. L'enfant y est soumis de sa naissance à sa mort ; ni la majorité, ni le mariage ne l'en affranchit. La femme qu'il épouse vient prendre place au sein de la famille de son mari ; la dot presque toujours faible qu'elle lui apporte et qui ne comprend jamais d'immeubles, se confond avec la masse de la fortune patrimoniale. Du fait du mariage, il ne se crée pas un nouveau foyer ; le père de famille acquiert purement et simplement, par adoption, un nouvel enfant. Son fils marié devient à son tour, père et même aïeul, sans arriver à la dignité de chef d'une famille indépendante. Seule, la volonté paternelle peut le faire sortir de sa perpétuelle minorité, soit en l'instituant héritier associé du vivant même du père, soit en le relevant de son incapacité légale par une émancipation solennelle, analogue à la *manumission* romaine. Rien de plus imposant, de plus

<sup>1</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. III, chap. 1, page 409.

touchant que cette cérémonie dont M. de Ribbe a retrouvé, dans les papiers de famille provençaux, le tableau naïf et la vive peinture.

« La scène se passe devant un juge, un consul et un notaire. Le père dit ses intentions et le juge l'interpelle pour savoir s'il agit sans subornation ni contrainte. Puis on procède à l'acte symbolique en vertu duquel le fils pourra désormais contracter, acquérir, vendre, recevoir, donner, tester, en un mot, avoir le plein gouvernement de lui-même.

« Le dit père estant assis sur une chaise et son fils au-devant de lui à deux genoux, teste nue, a mis les mains de son dit fils entre les siennes, et lors s'inclinant à la prière et réquisition d'icelui, de son pur gré, franche et libre volonté, l'a émancipé et mis en liberté et hors de la puissance paternelle, sauf naturellement l'honneur, respect et amitié que lui doit son fils stipulant et humblement remerciant.

« En signe de quoi, son dit père, élargissant ses mains, a relaxé celles de son dit fils, l'a mis et le met en pleine liberté, *le faisant père de famille*, pour d'hors en avant trafiquer, contracter tous actes, s'obliger personnes et biens, acquérir à soi et son profit, soit par libéralité d'autrui, soit par bonne fortune, et son labeur et industrie'. »

Redevable à son père de son existence juridique comme de sa vie physique, c'est encore au bon plaisir paternel que le fils devra plus tard sa fortune. La liberté, « cette jalouse liberté de tester, » pour parler comme le chancelier du Vair, existe avant 1789, en Provence comme dans tout le Midi. Le testament est la sanction suprême de l'autorité paternelle. Le droit d'ainesse n'existe pas ; la quotité disponible ne dépasse pas les deux tiers des biens du testateur ; et même, quand le père laisse plus de cinq enfants, elle est réduite à la moitié ; néanmoins, la liberté de tester, ainsi restreinte, suffit pour assurer la conservation de l'unité des familles et, en quelque sorte, la perpétuité de l'autorité paternelle au delà du tombeau. A ce point de vue, on peut dire que la différence entre l'ancien et le nouveau régime est moins dans les lois que dans les mœurs, moins dans les institutions que dans les hommes chargés de les mettre en jeu. Ce n'est ni au chiffre de la quotité disponible, assez peu différent de celui qu'ont fixé nos lois actuelles, ni à la loi aristocratique du droit d'ainesse, inconnue en Provence, que les familles de ce pays doivent leur forte organisation, leur durée séculaire et leur inépuisable fécondité. Ces merveilleux résultats ont une autre cause : si les scis-

<sup>1</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. II, chap. II, page 215.

sions, les partages, les procès ruineux sont si constamment prévus par un habile usage du pouvoir paternel, c'est que le père de famille, habitué à être entouré et obéi de ses enfants, ne néglige jamais d'user de ses droits testamentaires. Nobles et plébéiens, présidents de compagnies souveraines et petits paysans font leur testament; mourir intestat est considéré par tous comme un véritable malheur. Si le père ne peut ni ne veut exhérer complètement aucun de ses enfants, il a du moins le droit de prendre, dans leur intérêt, les mesures les plus propres à empêcher les effets souvent désastreux d'une fausse et artificielle égalité. Il peut convertir en une rente la part de ceux de ses fils dont il redoute les tendances dissipatrices; il a presque toujours recours à la même combinaison vis-à-vis de ses filles, afin d'éviter que des immeubles ne passent de sa famille dans une autre; enfin (et c'est là son œuvre capitale), il institue, par acte de dernière volonté, s'il ne l'a déjà fait par acte entre-vifs, son *héritier*, c'est-à-dire le nouveau chef de sa famille, le conservateur de ses traditions et de son œuvre. C'est à cet *héritier*, aîné ou non, que sont laissés dans son intégrité le foyer paternel et le fonds patrimonial, avec mission de les conserver intacts et de les transmettre aux générations à venir; c'est lui qui doit recueillir sa mère, élever ses plus jeunes frères, protéger, marier et doter ses sœurs, continuer à la famille entière les conseils, l'assistance, les consolations et l'appui que lui et les siens avaient jusqu'alors trouvés auprès de leur père.

Voilà ce qu'était un testament provençal avant 1789. Il formait, en quelque sorte, la pierre angulaire de la société, la charte de cette unité sociale qui constituait alors la famille, et que Bodin, au seizième siècle, définissait si bien : « Mesnage est le droit de gouvernement de plusieurs subjects, sous l'obéissance d'un chef de famille. » Lorsqu'on voit en action cette énorme puissance du père de famille, on sent plus que jamais la profondeur de l'abîme qui sépare l'ancienne France de la société contemporaine. On ne sait lequel plus admirer, de l'empire presque absolu dont le père de famille est investi, ou du respect profond dont ses volontés sont entourées. A la suite de tant de décisions si graves sur des intérêts vitaux, on ne constate ni procès de successions, ni brouilles de famille. La soumission des enfants est complète, comme l'autorité du père. Elle tient, en effet, à un sentiment plus fort que la contrainte légale et même que l'amour filial. Comme la puissance paternelle si étendue dans ses prérogatives et si sage dans ses applications, comme toutes les institutions de la même époque, elle dérive de la foi religieuse. On accepte sans murmurer l'arrêt du père de famille, parce qu'on sait qu'il n'est pa

mort tout entier, parce qu'on croit à une autre vie, à une réunion future, à une justice éternelle et l'on justifie ainsi le mot si profond de Leibniz : « Les testaments en droit pur n'auraient aucune existence de raison, si l'âme n'était immortelle. » Si le père lui-même parle avec tant d'autorité, c'est qu'il se sent en présence de Dieu, qu'il a la conscience d'agir sous son œil et comme son représentant. Le sentiment religieux le plus profond et le plus élevé est le lien de tous les enfants dans une même famille, de toutes les familles dans une même ville. Seul, il sert de sauvegarde contre le despotisme local et contre les abus d'autorité paternelle ; seul, il est le frein de tous les pouvoirs, la garantie de toutes les faiblesses. Il est comme la substance commune des *livres de raison* consultés par M. de Ribbe. Ces Mémoires d'humbles bourgeois provençaux, ces papiers de famille en sont remplis et en quelque sorte pénétrés. La foi chrétienne y circule, pour ainsi dire, dans toute sa puissance, dans toute sa pureté ; elle y trouve des expressions touchantes, dont la simplicité même relève encore la mâle et forte beauté. C'est au nom de Dieu, sous l'invocation de la sainte Vierge et des saints que le jeune homme ouvre, le jour même de son mariage, le livre où seront retracées les destinées du nouveau couple. C'est par une prière qu'au lendemain de la mort de son père, l'héritier clôt l'ancien registre et se prépare à en commencer un autre. Chaque événement de famille, chaque incident de la vie est marqué par un nouvel appel à la miséricorde divine, par de touchantes et solennelles actions de grâces. Un enfant vient-il à naître, le père note avec un soin scrupuleux non-seulement la date de sa naissance, mais encore le jour et l'heure de son baptême, les noms du parrain et de la marraine, souvent choisis parmi les pauvres, par un admirable raffinement d'humilité et de charité chrétiennes. Le père ne se borne pas à cette mention ; il renouvelle les engagements religieux pris au nom de l'enfant, sur les fonts baptismaux, il appelle sur lui la bénédiction céleste et le voue au service de Dieu. Plus d'un *livre de raison* renferme, à cet égard, des paroles d'une énergie presque effrayante :

« Si elle doit offenser Dieu, dit en parlant de sa fille nouveau-née un bourgeois provençal du dix-huitième siècle, que Dieu lui fasse la grâce de la retirer de ce monde avant qu'elle ait l'usage de la raison ! *Aut sancta, aut nulla*<sup>1</sup>... » — « Dieu, écrit un autre, la conserve toujours dans son innocence baptismale, et qu'il me l'enlève de ce monde, si elle y manque ! — Qu'elle meure plutôt que de don-

<sup>1</sup> *Livre de raison* de Trophime Tronc de Codolet (1756-1823), cité par M. Ch. de Ribbe, liv. I, ch. II, page 46

ner à gauche ! — Dieu lui fasse la grâce d'observer religieusement tout ce que j'ai promis pour elle sur les fonts baptismaux, et que Dieu l'enlève plutôt que de faire brèche à sa vertu <sup>1</sup> ! »

La même pensée religieuse, qui consacre le berceau des enfants et sanctifie les joies de la famille, tempère, au jour de l'épreuve, les amertumes de la séparation :

« Le 26 octobre 1736, écrit un bourgeois de Toulon, Jean Laugier, ma chère femme est décédée, munie des sacrements de l'Église. Dieu veuille la recevoir dans son saint paradis ! Qu'il récompense par une éternité de gloire ses bonnes qualités et la tendresse qu'elle a eue toujours pour moi et pour mes enfants <sup>2</sup> ! »

Frappé, à son tour, du même coup, le fils de Jean Laugier écrit en 1753 : « Le 13 du mois de juillet, j'ai perdu ma femme, qu'une fièvre maligne, survenue après ses couches, emporta en quatre jours. L'union tendre, sincère et inaltérable qui avait toujours régné entre nous, sa piété, ses vertus et l'attachement inexprimable qu'elle avait pour moi me la rendaient infiniment chère. Elle faisait tout mon plaisir et toute ma consolation. Le Seigneur ne pouvait me frapper par un endroit plus sensible. Que sa sainte volonté soit faite ! Je le prie de lui faire miséricorde et de me donner la consolation dont j'ai besoin. Qu'il me fasse la grâce de nous rejoindre l'un et l'autre dans son paradis, pour le bénir et le louer éternellement. Ainsi soit-il <sup>3</sup> ! »

L'invocation à la miséricorde divine n'est pas seulement le soutien de ces vaillants chrétiens dans les heures d'angoisse : elle est encore le point de départ de chacune de leurs entreprises ; elle préside à tous leurs actes, à leur vie entière. Un bourgeois d'Ollioules, déjà avancé en âge, plante-t-il une vigne, il en fait mention sur son *livre de raison* et ajoute : « Dieu nous laysse veser que buva del vin : Dieu nous donne assez de vie pour en boire le vin ! » Un autre recommande à Dieu ses nouvelles plantations d'oliviers ; un troisième a, dans son *livre de raison*, un chapitre ainsi intitulé : « Compte des brebis que Dieu nous a données <sup>4</sup>. » Ce sentiment de confiance en Dieu, mêlé aux moindres détails de la vie et aux préoccupations du métier, trouve parfois des expressions d'une naïveté qui fait sourire. Voici, par exemple, comment un notaire lettré du

<sup>1</sup> *Livre de raison* de Pierre de Saboulin (1734), cité par M. Ch. de Ribbe, liv. I, chap. II, page 47.

<sup>2</sup> M. de Ribbe, *Livre de raison* de Pierre de Saboulin (1734), liv. II, chap. VIII, page 394.

<sup>3</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. II, chap. VIII, pag. 395.

<sup>4</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. I, chap. II, pages 52 et 53.



dix-septième siècle, cité par M. de Ribbe, commence son *livre de raison* :

Mon Dieu, mon Saint-Esprit, mon Seigneur souverain,  
Illuminez mon cœur, mon sens et ma mémoire,  
Conduisez, s'il vous plaît, mon ignorante main,  
Afin que mes contracts soyent tous à vostre gloire.

Un autre ouvre son livre par le quatrain suivant :

Je vous prie, ô mon Dieu, toujours m'estre propice,  
Et gouverner mes dicts, mes pensées et mes faicts,  
Afin qu'estant exempt de crime et de méfaicts,  
Je puisse, selon vous, exercer mon office<sup>1</sup>.

Cette poésie notariale vient de nous faire toucher aux limites du comique. Voici maintenant le sublime. La foi religieuse des pères de famille provençaux y arrive d'un seul élan, et, en quelque sorte, de plain pied, en face de ce « maistre jour de la mort », où elle subit sa dernière et sa plus victorieuse épreuve. En tête du testament par lequel il règle en souverain le sort de toute sa famille, le père renouvelle sa profession de foi chrétienne, il s'humilie devant Dieu avant de commander à ses enfants; il adore la main toute-puissante de son Créateur et de son Sauveur en des termes dont les plus grands philosophes de l'antiquité, Socrate, Aristote et Platon, eussent envié la sobre et majestueuse grandeur :

« Seigneur! Dieu, père omnipotent, qui m'a mis au monde et fabriqué de néant », écrit un conseiller à la cour des comptes de Provence, Jehan Duranti, en tête de son testament daté du 15 octobre 1593, « je te recommande mon esprit et mon âme, quand il te plaira l'appeler à toy et qu'elle abandonnera ce corps corruptible. Qu'il te plaise la recevoir entre tes mains, combien qu'elle en soit indigne! Et, pour tant de diverses offenses qu'elle a commises contre ta divine bonté, je te prie très-humblement, n'entre point en jugement avec ton serviteur, ny regarde à ses iniquités. Car, si ainsi estoit, mon jugement en est jà fait. Par ta sainte bonté et grâce, aye miséricorde de ce pauvre pescheur, et donne luy la grâce de pouvoir disposer du bien qu'il t'a pleu luy donner entre ses enfans, et que eux et leurs hoirs et les hoirs de leurs hoirs les puissent posséder longuement, sans procès ny rancune, lesquels je mets entre tes mains et sauvegarde, pour les conduire suivant ta sainte volonté. »

A un siècle de distance, un autre testateur, Rossel d'Aubarne; seigneur de Pontarêches, ne parle pas un autre langage. Il prescrit à

<sup>1</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. I, chap. II, page 36.

ses descendants « de ne servir que Dieu seul, d'entourer des plus grands respects leur mère, de vénérer le roi et d'être toujours fidèles à sa cause, de rendre à chacun ce qui lui est dû, de s'aimer, de s'entraimer et de s'assister mutuellement : ainsi je le veux, ajoute-t-il, ainsi je l'ordonne, telle est la justice, tel est l'intérêt de mes enfants<sup>1</sup>. »

## IV

Les extraits des *livres de raison* réunis par M. de Ribbe ne nous présentent pas seulement un tableau moral d'une beauté achevée, ils nous permettent encore d'apprécier, de toucher, pour ainsi dire, du doigt les heureux résultats de ces mœurs si fortes et si pures qu'ils nous dépeignent. L'ancien régime nous y apparaît sous un jour tellement nouveau, que nous hésitons presque à en croire l'irrécusable témoignage des contemporains. Habités à juger de confiance sur la foi d'historiens plus superficiels qu'érudits et souvent plus systématiques que sincères, nous nous sommes accoutumés à ne voir dans les siècles antérieurs à la Révolution que des temps de calamités, de douleurs et de ténèbres. L'oppression des peuples, la division et l'hostilité des castes sociales, la concentration de la propriété dans les mains de quelques privilégiés, la misère générale et l'ignorance universelle : tels sont les traits sous lesquels nous nous représentons la France d'avant 1789. Le « pauvre bûcheron tout couvert de ramée » de la Fontaine, ces « animaux velus et noirs » que la Bruyère nous dépeint courbés sur la terre et acharnés à la gratter, le paysan ruiné dont Fénelon et Vauban dénonçaient si éloquemment les souffrances, dans les dernières années du règne de Louis XIV : tels sont, pour nous, les types symboliques de la vieille France monarchique.

Ces types ont existé sans doute, et il serait injuste et cruel de leur refuser sympathie et pitié ; mais il n'y aurait ni moins d'injustice, ni moins d'exagération à les généraliser outre mesure. Si la condition des masses populaires était presque partout devenue déplorable à la veille de la Révolution, elle ne l'avait pas toujours été au même degré ; si elle avait, de tout temps, été fort dure dans les « pays d'élection » soumis au bon plaisir des agents du pouvoir central, elle était, au contraire, des plus douces là où les populations avaient réussi, malgré la féodalité et le despotisme royal, à se maintenir en

<sup>1</sup> M. de Ribbe, *les Familles et la Société en France avant la Révolution*, liv. III, chap. III, page 479.

possession de leurs franchises municipales. La situation de l'ancienne Provence, telle que M. de Ribbe nous la dépeint d'après des documents d'une authenticité indiscutable, en est une preuve manifeste. Grâce à des prodiges de travail et d'économie, des familles, à la fois aisées et nombreuses, se maintiennent, prospèrent et grandissent pendant des siècles; elles arrivent ainsi, par la seule force des mœurs privées, par la simple et constante pratique des vertus domestiques, à la solution de ce problème social, dont les générations actuelles demandent en vain la clef aux calculs statistiques et aux théories de la science économique : elles concilient la conservation des fortunes avec l'accroissement de la population, la multiplication des enfants avec le développement de la richesse publique. Elles ont pour elles, non-seulement le nombre et le travail, mais encore l'instruction. Dès le seizième siècle, il n'est si pauvre commune provençale qui ne paye son instituteur, qui n'ait sa maison d'école ou sa fondation scolaire; dans plusieurs bourgades et jusque dans les plus petits villages des Alpes, les illettrés sont exclus des fonctions municipales; enfin, il n'est pas rare de voir le programme de l'école primaire comprendre, outre la lecture, l'écriture, le calcul, la grammaire, l'histoire sainte et le catéchisme, les éléments de la musique et même un peu de latin. Ces écoles, si bien organisées, ne sont pas, comme celles de nos jours, fréquentées exclusivement par les classes ouvrières : elles comptent aussi parmi leurs élèves les enfants de la bourgeoisie qui viennent y commencer leur éducation avant d'entrer au collège; elles ont ainsi, dans une certaine mesure, le caractère démocratique qui distingue aujourd'hui les *common-schools* américains.

L'un des traits les plus remarquables de cette vieille société provençale, que M. de Ribbe a pour ainsi dire ressuscitée, est, en effet, l'absence de tout esprit de caste, de toute morgue aristocratique, de tout égoïsme de classe. Grâce à l'autonomie municipale, nobles et roturiers, bourgeois et manants participent aux mêmes charges et aux mêmes honneurs. L'hôtel du grand seigneur, la maison du gros marchand, la chaumière du manouvrier se touchent au sein de la même ville, dans les limites du même quartier. Chacun d'eux connaît et parfois fréquente ses voisins; chacun est possesseur de son toit et maître absolu dans son foyer. Le sol rural est déjà très-morcelé : dès le quinzième siècle, les rôles des contributions attestent l'existence et le développement de la petite propriété. Enfin, la communauté de la foi religieuse, l'énergie du sentiment chrétien, la pratique constante de la charité directe et personnelle établissent entre les habitants d'une même ville des liens puissants et indissolubles. La société est organisée et, en quelque sorte, *hiérarchisée*;

elle n'est pas divisée et violemment scindée. L'appellation de *déclassé* n'existe pas plus que la chose. Chacun connaît sa place, et la garde; chacun suit la voie que lui ont tracée ses ancêtres. Les faibles ne jaloussent pas les puissants, les humbles ne portent pas envie aux grands, parce que ceux-ci ne craignent pas d'élever jusqu'à eux leurs inférieurs, en les soulageant sans les blesser, en les conseillant sans les flatter. La question sociale n'existe pas, parce que le soin des malheureux est universel et constant. Il n'est pas de famille riche qui n'ait sa clientèle d'indigents, pas de testament qui ne contienne la part des pauvres, pas de père de famille qui ne les recommande en mourant à ses enfants. C'est le temps où la vertu des filles pauvres est protégée par les peines les plus sévères et les plus rigoureusement appliquées contre les entreprises des séducteurs riches; c'est le temps où un amiral de France, messire Malet, sire de Granville, « lègue au menu peuple, le plus chargé de tailles, pour la diminution d'icelles, 80,000 livres, déclarant avoir eu des roys de France, qu'il avoit servis par longues années, de grands estats, dons et bienfaits, à raison desquels le peuple avoit été surchargé, et que, pour son regard, il en faisait un scrupule de conscience. » C'est encore à cette époque, dans ces siècles d'ancien régime si sévèrement condamnés, qu'Olivier de Serres écrit son *Mesnage des champs*, et y trace, en ces termes admirables, le rôle du maître vis-à-vis de ses serviteurs : « Quant aux ouvriers et paysans, le père de famille les chérira comme ses enfants, pour, en leurs besoins, les soulager de ses crédits et faveurs,... leur fera faire bonne justice,... sera sévère punisseur des vices, à ce qu'extirpés de sa terre, Dieu y soit seul servi et honoré. Il adjoustera à ces œuvres pies et charitables de s'employer à pacifier les différends et querelles entre ses subjects et voisins, les gardant d'entrer en procès, et à les en sortir, s'ils y sont; à ce que, la paix estant conservée parmi eux, il participe lui-mesme à l'aise et repos qu'il aura produit, imitant par son entremise plusieurs grands seigneurs et gentilshommes de ce royaume, lesquels, avec beaucoup d'honneur, ont telle exquise partie en recommandation... Il aimera les pauvres pour exercer charité envers eux, leur despartant de ses biens selon ses moïens et selon leurs nécessités, desquelles il s'enquerra surtout en temps de famine et de cherté, comme aussi, en toutes saisons, des pauvres malades, nécessiteux et désolés, pour leur assister opportunément de vivres, d'habits, de deniers, de consolations, aiant au cœur : « Que Dieu conserve et bénit la maison qui a pitié du pauvre misérable. »

## V

Les longs développements qui précèdent n'ont dû laisser au lecteur aucun doute sur la valeur et sur l'intérêt de l'œuvre de M. de Ribbe. On a vu combien son livre est consciencieux, original et intéressant, de quels préjugés invétérés il fait justice, de quelles accusations imméritées il dispense l'ancien régime. A lui seul cependant il n'est pas suffisamment probant. Les documents que M. de Ribbe a consultés et qu'il cite ont, sans doute, d'autant plus de poids, qu'ils sont tirés des archives des familles et empruntés aux siècles les plus différents, aux classes sociales les plus diverses. Ils échappent, dès lors, au reproche d'avoir été composés en vue de la publicité, ou de ne représenter que l'image d'une époque privilégiée, d'une élite intellectuelle et morale. Mais, s'ils ont le mérite incontestable de la sincérité, on peut, d'un autre côté, se fonder, pour contester leur autorité, sur leur caractère exclusivement provençal. Ils nous offrent le tableau séduisant de l'ancienne Provence, c'est-à-dire d'un pays favorisé du ciel, doué d'un climat enchanteur, d'un sol fertile et d'un littoral admirable où afflue, depuis des siècles, la majeure partie du commerce méditerranéen. Ils nous montrent le régime municipal florissant dans une ancienne colonie romaine, où l'empreinte des mœurs et des institutions de la conquête ne s'est jamais effacée; ils nous révèlent l'existence d'écoles nombreuses et bien organisées dans un pays qui fut, au moyen âge, le berceau des troubadours et de la *gaie science*; ils nous font voir, dans l'autorité si étendue des pères de famille des cinq derniers siècles, la continuation de la *patria potestas* romaine, dans les *livres de raison* le souvenir du *tablinum* antique. Pour que la démonstration fût complète, pour qu'elle profitât à l'ancien régime, il faudrait que l'on pût retrouver dans d'autres provinces, surtout au nord de la Loire, la trace d'institutions et de coutumes analogues à celles que M. de Ribbe a si bien étudiées en Provence.

Ici, la tâche est presque tout entière à remplir. Elle est vaste et compliquée, mais bien digne de tenter l'esprit investigateur des érudits modestes et des savants inconnus que la province renferme en si grand nombre. Les éléments de travaux semblables au livre de M. de Ribbe abondent certainement, soit dans les archives des villes, soit dans les papiers des vieilles familles provinciales. Il faut se hâter d'en faire usage, les mettre, sans retard, à l'abri des atteintes du temps et de la main des ménagères, souvent plus meurtrière que le temps lui-même.

C'est à peine si quelques études de détail ont déjà été publiées sur les mœurs des générations antérieures à 1789, sur leurs usages scolaires, leurs institutions municipales et leur régime testamentaire ; mais, si limité que soit le champ de leurs investigations, les faits locaux qu'elles révèlent, les résultats partiels qui s'en dégagent suffisent pour faire présumer l'identité des mœurs privées et des institutions locales de l'ancienne France septentrionale avec celles dont M. de Ribbe a retrouvé la trace en Provence.

Il paraît, tout d'abord, certain que, si l'usage des mémoires de famille ou *livres de raison*, a été plus général en Provence que partout ailleurs, il n'en était pas moins très-répandu dans les autres provinces du royaume. L'esprit d'ordre de nos ancêtres suffirait à le faire supposer, et plus d'un document tend à le prouver. Dès 1855, la publication du journal de la comtesse de Sanzay<sup>1</sup> mettait entre les mains des érudits un curieux spécimen des livres de comptes d'une grande famille normande au seizième siècle. Toutefois, le manuscrit de la noble châtelaine était aussi pauvre en souvenirs de famille, en détails généalogiques et en réflexions morales et religieuses que riche en supputations, en chiffres, en indications de prix et de valeurs. C'était, en un mot, un registre de dépenses plutôt qu'un livre de famille. Par là, il différait essentiellement des *livres de raison* provençaux.

Il en est autrement de trois publications plus récentes, dues à des savants de province et bien faites pour exciter l'émulation de leurs confrères en érudition. L'une est une petite brochure, intitulée : *Papiers curieux d'une famille de Bresse*<sup>2</sup> ; l'autre, la *Chronique du maréchal ferrant J.-B. Hun de Turckheim de 1273 à 1858*, sorte d'histoire locale et domestique, commencée par un humble artisan, en plein moyen âge, continuée par ses descendants et insérée dernièrement dans la *Revue d'Alsace*<sup>3</sup> ; la troisième, enfin, et la plus importante est la volumineuse collection des *Manuscrits de Pagès*<sup>4</sup>, mis en ordre et imprimés par les soins d'un

<sup>1</sup> *Journal de la comtesse de Sanzay*, etc., publié par le comte Hector de la Ferrière. Percy-Paris, Dumoulin, 1855. 1 volume in-8°. (Bibliothèque nationale. *Imprimés*, n° du catalogue L<sup>1</sup> 2846.)

<sup>2</sup> *Papiers curieux d'une famille de Bresse*, par Philibert Le Duc. Nantua. Arène. 1862. 1 volume in-16. (Bibliothèque nationale. *Imprimés*, n° du catalogue Lk<sup>2</sup> 412.)

<sup>3</sup> Nouvelle série, 1872, tome I<sup>er</sup>, pages 522 et suivantes.

<sup>4</sup> *Manuscrits de Pagès, marchand d'Amiens*, écrits, à la fin du dix-septième et au commencement du dix-huitième siècle, sur Amiens et la Picardie, mis en ordre et publiés par Louis Douchet, membre de la Société des antiquaires de Picardie. Amiens; Caron, 1856-59; 6 volumes in-8°. (Bibliothèque nationale. *Imprimés*, n° du catalogue Lk<sup>2</sup> 1310.)

antiquaire de Picardie. Pagès était un bon bourgeois d'Amiens. Il y fit, de 1684 à 1723, le commerce de la mercerie, et ne s'éloigna jamais de sa ville natale. Plus instruit que la plupart des hommes de son temps et de sa condition, il ne cessa d'étudier les origines, les institutions, les mœurs et les monuments d'Amiens et de ses environs, et il consigna le résultat de ses recherches historiques et archéologiques, à la suite du registre où il tenait note des principaux événements de sa vie de famille. C'est bien là, sous le ciel du Nord, le *livre de la raison*, exact et complet, à la fois moral et financier, familial et municipal, tel que M. de Ribbe l'a exhumé, à l'autre extrémité de la France, de la poudre des archives provençales.

Si de la forme nous passons au fond de ces documents historiques, l'analogie apparaît, plus frappante encore, entre les anciennes mœurs domestiques du Midi et celles du Nord. Voici, par exemple, le début de la généalogie paternelle et maternelle, écrite par Pagès :

« Dieu a béni mon mariage avec Jeanne de Rouvroy, ma femme, fille de Pierre de Rouvroy, marchand épicier de cette ville, et de Jeanne Acard, ses père et mère, par la naissance de huit enfants, sçavoir d'un garçon et de sept filles, jusqu'à ce jour, 20<sup>e</sup> de janvier 1701, que j'écris la présente généalogie...<sup>1</sup>. » — Ne reconnaît-on pas ici la simplicité naïve et le sentiment religieux dont nous avons tant de fois trouvé l'expression dans les *livres de raison* ?

Plus loin, Pagès mentionne le jour et l'heure de la naissance, du baptême de ses enfants, et jusqu'au moindre détail de ces importants événements domestiques avec le même soin, presque dans les mêmes termes que les pères de famille provençaux cités par M. de Ribbe :

« La divine bonté, dit-il, continuant de verser ses saintes bénédictions sur notre mariage, nous favorise par la naissance d'un fils. Je prie Dieu de tout mon cœur que, par le mérite de son précieux sang, il luy plaise faire la grâce au père, à la mère et à nos neuf enfants, tous vivants, de le servir si fidèlement sur la terre, que nous puissions le posséder éternellement dans le ciel. Ainsi soit-il !<sup>2</sup> »

La première communion, la confirmation des enfants, sont notées de même avec une religieuse gratitude pour la bonté de Dieu, avec foi dans sa miséricorde. Aux jours d'épreuve et de séparation, la douleur n'étouffe pas l'espoir en la grâce divine. Le sentiment chrétien redouble, au contraire, d'énergie. Le 27 février 1708, Pagès

<sup>1</sup> *Manuscrits de Pagès*; supplément, tome VI, page 26. (Extraits du manuscrit, de 155 pages in-4°, de la main de Pagès, contenant toute sa généalogie paternelle et maternelle.)

<sup>2</sup> *Manuscrits de Pagès*, t. VI, p. 29 et 30.

perd sa fille Agnès, âgée de treize ans ; et, après avoir rappelé, en quelques mots pleins de tristesse, ce douloureux événement, il ajoute :

« Le lendemain, sur les onze heures du matin, elle fut portée par les prestres dans notre église paroissiale de Saint-Martin, dans laquelle, après qu'on eut chanté l'office des morts à trois leçons, les laudes et une messe haute, elle fut enterrée dans ladite église, au milieu de la nef, devant le crucifix du jubé, où elle repose en attendant la résurrection générale et le jugement universel, dans lequel je prie notre redoutable Juge de vouloir nous faire à tous miséricorde, pour jouir éternellement de sa divine présence. Ainsi soit-il ! — *Requiescat in pace. Amen*<sup>1</sup>. »

Ce n'est pas seulement par la mention des événements de famille et par la manifestation répétée du sentiment chrétien, que les manuscrits de Pagès méritent d'être comparés aux *livres de raison* provençaux ; comme ceux-ci, ils nous fournissent encore, sur les institutions locales d'Amiens et de la Picardie, plus d'une indication précieuse, d'où semble se dégager l'identité morale des diverses provinces de l'ancienne France. Ainsi, d'après la charte de la commune d'Amiens, dont le texte est rapporté dans les Mémoires de Pagès, les fonctions de maire et d'échevin sont obligatoires, comme celles de consul en Provence ; la sanction pénale du refus est même beaucoup plus rigoureuse en Picardie que dans le Midi : le réfractaire encourt non pas une simple amende, mais une peine vraiment draconienne, la démolition de sa maison<sup>2</sup> ! Comme en Provence, les élections municipales ont lieu au scrutin, à partir du milieu du seizième siècle ; de même qu'en Provence le droit de suffrage est le privilège des pères de famille contribuables, de même, à Amiens, il est réservé aux *maîtres compagnons* qui composent les corporations ou *bannières*. Enfin, comme en Provence, la liberté testamentaire est grande, et l'usage du testament universel. Mourir intestat n'est pas seulement tenu pour un malheur

<sup>1</sup> *Manuscrits de Pagès*, t. VI, p. 35.

<sup>2</sup> *Item*, chaque bannière fait son majeur, fors ly waidiers et ly merciers, et les maires et eschevins d'Amiens font de ces deux bannières mayer.

*Item*, les maires et eschevins nomment par leurs serments trois personnes de leur eskevinage pour estre mayer de la cité de l'un de ces trois, et portent mayeurs des bannières ces trois personnes, et les mayeurs des bannières en prennent l'un, et par leur serment le mieux suffisant, et ne le peuvent les mayeurs de bannière refuser que l'un de ces trois ne soit prins, et convient, que cil qui prins est fasse serment de le mairie, et s'il ne le veut faire, on abattera sa maison, et demeurera en la mercy du Roy, au jugement des eskevins, etc. — Même pénalité pour le refus de l'échevinage ou de l'office de « compteur. » (*Manuscrits de Pagès*, t. I<sup>er</sup>, p. 483 et 484.)



grave, mais encore pour un déshonneur, presque pour un crime. A Abbeville, on refuse la sépulture aux incestuels, et il faut, en 1409, un arrêt du Parlement, pour faire disparaître cet usage étrange, où le respect de la puissance paternelle et de la volonté des mourants est poussé jusqu'à la barbarie.

Dans les papiers de famille des Bressans, l'autorité paternelle ne nous apparaît pas entourée d'un moindre respect qu'en Provence et en Picardie. Là aussi, le père est souverain absolu dans son foyer ; tous ses enfants, majeurs ou mineurs, mariés ou non, restent groupés sous son toit et sous sa puissance ; l'émancipation seule les rend indépendants, et elle est accordée dans la forme symbolique, si touchante et si solennelle, dont M. de Ribbe nous a déjà donné la description. Voici, à titre d'exemple, l'une des vieilles chartes tirées des archives de la famille Riboud, de Bourg en Bresse :

« Du 27 avril 1715. Par-devant nous, Louis Davier, avocat en parlement, juge ordinaire, civil et criminel en la justice du Pont-Dains et terres en dépendantes, a comparu M<sup>r</sup> Jean-Bernard Riboud, avocat en parlement, résidant à Bourg en Bresse, lequel nous a dit et remontré qu'estant aagé d'environ vingt-sept ans, gradué et versé aux affaires, et en estat d'acquérir en son propre et gouverner ses affaires, il auroit supplié très-humblement sieur Claude-François Riboud son père de le vouloir émanciper ; lequel à ces fins se seroit transporté avec luy au lieu de Pontdains en nostre hostel, et adhérent aux supplications dudit M<sup>r</sup> Riboud, son filz, et estant assis dans un fauteuil, ledit M<sup>r</sup> Riboud estant à genoux aux piedz de son dit père, les mains jointes, ledit sieur Riboud tenant les mains sur la teste de son dit filz, auroit levé les mains de dessus sa teste, luy auroit ouvert les mains qu'il tenoit jointes et luy auroit commandé de se lever, luy déclarant qu'il l'émancipe, et le met hors de sa puissance, avec pouvoir qu'il luy donne d'acquérir et gouverner ses affaires, vendre, acheter et disposer de ses biens et dernière volonté, comme personne libre et bon père de famille, à la charge néantmoins de luy porter le respect qu'un filz doit à son père ; ce que ledit Riboud a promis de faire ; dont il nous a requis acte, et ont signé avec nous et nostre greffier<sup>1</sup>, etc. »

Deux ans après, François Riboud émancipait dans les mêmes formes un autre de ses fils, âgé de vingt-cinq ans, « à la condition expresse, et non autrement, qu'il ne pourroit contracter aucun mariage sans son consentement et autorité<sup>2</sup>. » Quelques années plus tard, il mourait, laissant une fortune considérable pour l'époque, et

<sup>1</sup> *Papiers curieux d'une famille de Bresse*, p. 67 et 68.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 75.

notamment une bibliothèque de quinze cents volumes. « La famille, disent les papiers publiés par M. Le Duc, conserva un in-4° manuscrit, relié en rouge, sur lequel il avait, pendant un séjour à Paris, copié d'une très-belle écriture *l'Imitation de Jésus-Christ*. »

Si minime qu'il soit, ce dernier fait a paru digne de mention : il contribue à prouver combien a été exagérée la prétendue ignorance de l'ancien régime. On a vu plus haut les développements que l'instruction primaire avait pris en Provence, bien avant 1789, sous l'impulsion énergique et la direction dévouée des pères de famille. Les faits constatés par M. de Ribbe dans son pays natal se reproduisent ailleurs. Au seizième siècle, dans le diocèse d'Évreux, chaque paroisse a sa maison scolaire, chaque école a sa fondation due à la munificence de la commune ou à la générosité privée. Sous François 1<sup>er</sup>, un ambassadeur vénitien, Marino Giustiniano, constate qu'en France, « il n'est personne, si pauvre qu'il soit, qui n'apprenne à lire et à écrire. » Michel Suriano s'exprime de même, en 1561, dans la *Relation* qu'il adresse à la Sérénissime République, au retour de son ambassade. Les guerres civiles et religieuses, les invasions et la misère qui en est la suite, retardent, il est vrai, pendant de longues années, les progrès de l'éducation populaire. Néanmoins, dans les périodes les plus désastreuses, aux époques les plus troublées, la sollicitude des classes moyennes pour cet objet essentiel d'une bonne administration ne se dément, ne se relâche jamais. Tous les cahiers des états généraux, tous les vœux des assemblées de notables en font foi. On en trouve le témoignage plus fréquent et plus éclatant encore dans les délibérations des assemblées des pays d'états. Enfin, au déclin du dix-huitième siècle, sous le gouvernement paternel, éclairé et réformateur de Louis XVI, il semble que l'on ait regagné en quelques années tout le terrain perdu pendant deux siècles de despotisme. De patientes recherches, faites sur les registres des paroisses ou des bailliages, tendraient en effet à prouver, contrairement à l'opinion généralement répandue, qu'au moins dans les pays d'états, le niveau de l'instruction populaire était, à la veille de la Révolution, aussi élevé qu'aujourd'hui, M. de Ribbe a trouvé dans les *livres de raison*, dans leur forme précise et souvent élégante, dans leur écriture ordinairement belle, la preuve matérielle du degré d'instruction qu'avaient acquis, sous l'ancien régime, toutes les classes de la population provençale. En Artois, on a été amené à reconnaître, par l'examen des actes de l'état civil, que, dans plusieurs communes, le nombre des hommes en état de signer leur nom dépassait, avant 1789, non-seulement la moyenne du commencement de ce siècle, mais encore la moyenne actuelle. Enfin, durant les patientes investigations auxquelles il a dû se livrer

pour la composition de son remarquable livre sur *les Assemblées provinciales*, M. Léonce de Lavergne a été frappé du degré d'instruction que dénotaient presque partout l'aspect et le style des nombreux documents qui ont passé entre ses mains : il en a admiré, dit-il, l'écriture nette et ferme, la rédaction claire et presque toujours correcte. Il ne faudrait sans doute pas exagérer la portée de ces indices ; il n'en faudrait pas conclure à la science des siècles passés et à l'ignorance du nôtre. Néanmoins, la concordance de ces faits indiscutables mérite de fixer l'attention : elle doit nous engager à multiplier les recherches pour éclaircir le problème historique qui s'en dégage ; elle doit surtout servir à nous mettre en garde contre les accusations absolues d'ignorance qu'il est d'usage d'adresser indistinctement et sans examen à l'ancien régime.

Si les progrès de notre instruction primaire sont douteux, ceux de la population et de l'union sociale parmi nous sont beaucoup plus problématiques. Les familles nombreuses dont les *livres de raison* racontent les destinées n'existaient pas seulement en Provence. En dépit des guerres, des famines, des fléaux de tout genre, le nombre des habitants de la France s'accroissait rapidement, et, malgré la difficulté d'arriver à une donnée statistique quelque peu sérieuse, lorsqu'il s'agit de temps si reculés, des auteurs dignes de foi ne l'évaluent pas, pour le quatorzième siècle, à moins de trente-cinq millions<sup>1</sup>. Enfin, s'il faut parler d'union et de paix sociale, quelle différence entre les habitants des villes du moyen âge, unis entre eux par la coutume, par les statuts des corporations, par la communauté de la foi chrétienne, et les tristes populations ouvrières que nous voyons aujourd'hui languir ou se déchaîner tour à tour dans nos immenses cités, sans lien, sans appui, sans foyer ici-bas, sans une pensée pour l'autre vie, dispersées et comme émiettées, rongées de haine, d'envie et de désespoir ! Sur les sentiments de fraternité chrétienne qui unissaient au moyen âge bourgeois et manants, les preuves sont nombreuses en Provence comme dans toutes les autres parties de la vieille France, les documents abondent au nord comme au midi. Tantôt ce sont les pieux usages des Bretons à la naissance de leurs enfants, « le morceau de pain noir attaché par la mère au cou du nouveau-né, lorsqu'il est conduit à l'église pour le baptême, en signe de l'humble position qui l'attend dans ce monde<sup>2</sup> ; » tantôt le touchant empressement des

<sup>1</sup> Voir Dureau de la Malle (*Mémoires de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, t. XIV, II<sup>e</sup> partie), confirmé par M. Léopold Delisle.

<sup>2</sup> Alfred de Nore, *Coutumes, mythes et traditions des provinces de France*. Paris. Perisse, 1846, 1 volume in-8°, page 185. (Bibliothèque nationale, Imprimés, n° du catalogue Li28<sup>3</sup>.)

jeunes femmes bretonnes qui se pressent autour de l'accouchée et « sollicitent chacune comme une grâce de présenter la première le sein au nouveau-né : pour elles, l'enfant qui vient de voir le jour est un ange qui arrive du ciel, et ses lèvres innocentes doivent alors sanctifier le sein qu'elles pressent pour la première fois, ce qui porte bonheur. »

Ailleurs, les statuts des anciennes confréries portent, dans chacun de leurs articles, l'empreinte et comme la marque du plus vif esprit de charité. Un des documents les plus remarquables, à ce point de vue, est le règlement de la « *confrairie* ou charité de saint Malo, » fondée en 1446 à Bayeux et mentionnée dans une brochure d'un antiquaire de cette ville, M. Pluquet<sup>1</sup>.

« La confrairie de saint Malo, dit l'auteur, comptait, en 1475, plus de 1,200 frères et sœurs ; les personnes les plus distinguées de la ville s'y faisaient recevoir. On s'est beaucoup moqué des confrairies ; ces institutions, comme toutes les choses humaines, ont pu dégénérer. Mais qu'on lise leurs statuts, on y verra tout ce que la religion et l'humanité ont jamais suggéré de plus affectueux pour réunir les hommes, les faire vivre en paix et soulager leurs maux<sup>2</sup>. »

Les dispositions citées par M. Pluquet justifient largement cet éloge. Il est impossible de les lire sans en être touché, sans admirer la puissance de l'union fraternelle créée par la foi chrétienne entre des hommes étrangers les uns aux autres.

« *Item*, dit l'un des premiers articles, s'il advient, Dieu permettant, que aulcun desdicts frères ou sœurs eschoit en maladie de mezellerie (lèpre), ou aultre, par quoy il soit séparé de compaignie humaine, et se il requiert avoir des biens d'icelle charité, on luy aydera jusqu'à la somme de vingt sols tornois, et aura une basse messe en la paroisse dont il partira, et sera convoyé des dicts frères jusqu'au lieu accoutumé ; lesquels l'exhorteront à prendre en patience son mal et affliction, et à ne point désespérer de la miséricorde de nostre beneoit salveur, et après sa mort aura messe et vigille au lieu de la fundaccion d'icelle charité.

« *Item*. Se aulcun frère ou sœur demeure en maladie, et ne puisse gagner ne aller à l'église, les eschevins et frères servans seront tenus le visiter une foys la sepmaine et luy faire dire espitres, évangiles et orezons devant lui, et luy ayder des biens de la charité, sui-

<sup>1</sup> *Pièces pour servir à l'histoire des mœurs et des usages du Bessin dans le moyen âge*, recueillies et publiées par Frédéric Pluquet, pharmacien à Bayeux, etc. Caen. Chalopin, 1823. Une brochure in-8°. (Bibliothèque nationale. Imprimés, n° du catalogue Li28<sup>10</sup>.)

<sup>2</sup> *Pièces pour servir à l'histoire des mœurs et des usages du Bessin*, page 21.

vant la conscience des dessus dictz ; porveu que il ayt léaument fait son devoir quant il avoit santé et voulenté...

« *Item.* Se, par adventur de feu ou aultre cas de fortune, aulcun des frères et sœurs avoit perdu ses biens, il aura des biens de la dicte charité jusqu'à la somme de trente sols tornois, se il les requiert et en fera serment entre les mains des eschevins.

« *Item.* Se aulcuns des frères et sœurs estoient en noise et dissencion ensemble, les provosts, eschevins, frères servans et le clerc sont tenuz moyenner entre icelles parties pour les mettre en paix, accort et bonne union, se la chose est possible ; et celuy qui ne voudroit abandonner la noise et dissencion pourra estre bouté hors de la dicte charité, et privé des prières des frères et sœurs '... »

Un autre exemple, plus frappant encore, de la bonne entente qui existait, sous l'ancien régime, entre voisins et gens de même condition, nous est fourni par le Nivernais. Guy Coquille y étudiait, il y a trois siècles, et M. Dupin y décrivait, à son tour, en 1840, les unions de familles ou *communautés taisyables* établies par un usage séculaire, en vue de l'exploitation des terres données en *bordelage*. Ce genre de *tenure* consistait principalement en ce que les terres louées, « quelques améliorations qu'y eussent faites les détenteurs, devaient faire retour à la Seigneurie, à la mort du concessionnaire, s'il ne laissait pas d'hoirs (parents), *vivants en communauté* sur ladite terre<sup>1</sup>. » Pour éviter cette réversibilité, les *communs parsonniers* avaient pris le parti, non-seulement de vivre constamment sous le même toit et sous l'autorité du père, mais encore d'associer à la famille primitive issue en ligne directe du *bordeleur* originaire les familles sorties de branches collatérales, dont ils étaient institués héritiers exclusifs à charge de réciprocité, et avec lesquelles l'union agricole se formait par le seul fait de la cohabitation, pendant *an et jour, au même pot, sel et chateau de pain*.

« Le père originaire de la communauté fut le père de famille, ensuite son fils, et cette hérédité naturelle se continua aussi longtemps que se maintint la ligne directe, et que l'on put distinguer un aîné doué de la capacité convenable. Mais à mesure qu'en s'éloignant la proximité de la parenté s'est affaiblie au point de ne plus offrir que des collatéraux, on a choisi le plus capable parmi les hommes faits pour diriger les affaires, et la femme la plus entendue, pour présider

<sup>1</sup> Extrait du Cartulaire du prieuré de Saint-Vigor de Bayeux, dressé en 1250, et cité dans la brochure de M. Pluquet, pages 22 à 24.

<sup>2</sup> *Le Morvan*. Topographie, agriculture, mœurs des habitants, état ancien, état actuel, par M. Dupin, ancien député de la Nièvre, etc. Paris; Plon, 1855. 1 volume in-12. (Bibliothèque nationale. Imprimés, n° du catalogue Lk<sup>2</sup> 1176 A.)

aux soins de ménage<sup>1</sup>. » — « Ainsi, écrivait Guy Coquille, en son langage expressif et pittoresque, ainsi est élu le *maître* de la communauté, lequel commande à tous les autres, va aux affaires qui se présentent *ès villes ou ès foires*, et ailleurs; a pouvoir d'obliger ses *parsonniers* en choses mobilières qui concernent le fait de la communauté, et lui seul est nommé à tous les rôles. Vrai est qu'il ne vient guère à conclusion que du consentement de ses communs; car, eux tous vivans d'un pain, couchans sous une couverture et se voyant tous les jours, le maître est malavisé ou trop superbe, s'il ne communique et prend l'avis de ses *parsonniers* sur les affaires importantes... Par ces arguments se peut cognoltre que ces communautés sont vraies familles et collèges qui, par considération de l'intellect, sont comme un corps composé de plusieurs membres, combien que les membres soient séparez l'un de l'autre; mais par fraternité, amitié et liaison économique font un seul corps... En ces communautés on fait compte des enfants qui ne savent encore rien faire, pour espérance qu'on a qu'à l'avenir ils feront; on fait compte de ceux qui sont en vigueur d'âge pour ce qu'ils font; on fait compte des vieux, et pour le conseil, et pour la souvenance qu'on a qu'ils ont bien fait<sup>2</sup>. »

Lorsqu'en 1840, M. Dupin visita la communauté nivernaise des *Jault*, la dernière qui subsistât encore, il la trouva organisée d'après les règles indiquées par Guy Coquille et en pleine voie de prospérité. D'après les papiers de la famille, conservés dans une *arche* depuis l'an 1500, et qui parlent de la communauté comme d'une chose déjà ancienne à cette époque, les *parsonniers* ne possédaient, au début de l'association, qu'un pauvre coin de terre, presque sans valeur. En 1840, grâce au travail accumulé et aux économies de plusieurs générations, le champ primitif était devenu un vaste domaine de 200,000 francs, qui suffisait largement aux besoins de plusieurs familles associées. Enfants, vieillards, infirmes étaient, en leur qualité de sociétaires, assurés de leur subsistance : tous faisaient partie de la communauté par droit de naissance; tous lui devaient leur travail et leur succession, à l'exception du *pécule*, réservé à chacun d'eux et provenant de la dot de sa femme, de la succession de sa mère ou de dons et legs à lui personnels. Afin d'éviter l'intrusion de nouveaux membres par mariage et le morcellement qui en eût été la suite, les femmes n'étaient pas copropriétaires de l'immeuble; elles n'avaient droit qu'à une dot prise sur le fonds commun de l'association, et s'élevant parfois jusqu'à 1,350 francs. En outre, la

<sup>1</sup> M. Dupin, *le Morvan*, pages 90 et 91.

<sup>2</sup> 58<sup>e</sup> question sur les coutumes.

communauté rachetait, jusqu'à concurrence de 2,000 francs, ceux de ses membres que la conscription atteignait.

L'union était complète dans la famille des Jault, le bien-être constant, la santé excellente, les mœurs pures, la probité sans tache : jamais un seul de ses membres n'avait comparu en police correctionnelle. Enfin, et ce dernier trait achève le tableau, « cette famille est très-charitable, écrivait M. Dupin. Nous le savions, et nous en eûmes la preuve sous nos yeux. Pendant que nous causions de tout ce que je viens de vous raconter, à l'un des bouts de la salle, deux pauvres, assis près de la cheminée, qui était à l'autre extrémité, tenaient sur leurs genoux une écuelle de soupe, qu'ils mangeaient fort tranquillement. Aucun pauvre ne passe sans trouver la soupe ou le pain <sup>1</sup>. »

## VI

Il faut s'arrêter sur ce tableau d'intérieur, digne du pinceau d'un Téniers ou d'un van Ostade. La famille des Jault, que M. Dupin avait visitée en 1840, subsistait encore en 1853 ; il l'atteste dans son livre sur *le Morvan* ; mais, dès cette époque, elle n'existait plus qu'à titre d'exception, comme fait isolé, comme épave des siècles passés. Qui sait si, aujourd'hui, elle n'est pas dissoute à son tour, si elle n'a pas imité tant d'autres familles sorties de communauté, dont M. Dupin avait soin de peindre, par contraste, l'impuissance, le dénûment et les interminables querelles ?

Quoi qu'il en soit, et si incomplets qu'ils puissent être, les détails réunis dans les pages qui précèdent suffisent pour démontrer le caractère général des institutions et des mœurs révélées à M. de Ribbe par les livres de raison des pères de famille provençaux. Bien plus, ces mêmes institutions, ces mêmes mœurs, qui régissaient plus ou moins les diverses provinces de l'ancienne France avant 1789, nous les retrouvons, aujourd'hui encore, vivantes et respectées chez tous les peuples puissants, chez toutes les nations jalouses de leur liberté. Le groupement de tous les enfants, mariés ou non, mineurs ou majeurs, sous le toit et sous l'autorité du père de famille, existe encore en Suède, en Norwège, en Russie, en Autriche, parmi les populations simples et mâles qui font la force de ces empires. La liberté de tester est une loi presque universelle : l'Amérique, l'Angleterre, la Suisse ont fait reposer l'or-

<sup>1</sup> M. Dupin, *le Morvan*, pages 95 et 96.

ganisation de leurs *townships* et de leurs *Landsgemeinden* sur des règles analogues à celles qui existaient, avant 1789, dans les communes françaises et surtout dans les municipalités provençales ; l'intervention des pères de famille dans le choix des instituteurs et dans la direction des écoles primaires est, enfin, un principe universellement admis par les pays les plus libéraux comme par les monarchies les plus autoritaires, en Angleterre comme en Prusse, aux États-Unis comme en Suisse.

Seule, la France a violemment rompu, depuis quatre-vingts ans, avec ces usages consacrés par une expérience séculaire, avec ces traditions domestiques qui se liaient, pour ainsi dire, à son histoire. Elle s'est, en quelque sorte, répudiée elle-même et déchirée de ses propres mains ; il semble qu'elle ait tenté de se scinder en deux, au risque de périr dans l'entreprise. Déjà, au moment où éclata la Révolution, l'ascendant chaque jour plus grand exercé par la capitale sur le reste du royaume, la corruption des mœurs, l'affaiblissement des croyances, l'action lente et dégradante du despotisme royal avaient presque ruiné les libertés locales et porté à l'esprit public une atteinte plus grave encore. La crise, commencée au seizième siècle, touchait à son dénouement ; proclamé par la Renaissance, le principe païen de l'omnipotence de l'État et du pouvoir absolu des rois produisait ses conséquences extrêmes. Sur les débris de toutes les libertés locales, le trône seul était debout, et il s'affaissait, à son tour, sous le poids des fautes accumulées pendant trois siècles par les souverains absolus qui l'avaient occupé. Institutions politiques, organisation sociale, tout croulait à la fois, tout devait être, sous peine des plus graves périls, immédiatement restauré. C'est à cette œuvre immense, ardue, périlleuse, mais indispensable, que trois hommes de cœur, trois de nos plus grands citoyens, Louis XVI, Turgot et Necker convièrent toutes les lumières, toutes les forces, tous les dévouements. Ils eurent le mérite, si rare, de comprendre le mal et de voir où était le remède. Ils voulurent le chercher dans le relèvement des anciennes mœurs et dans le rétablissement de l'autonomie provinciale.

Tel fut le but de la convocation des Assemblées provinciales, mesure de salut qui reste le plus grand acte du règne de Louis XVI et l'une des réformes les plus importantes de l'ancienne monarchie. On ne peut se défendre d'un vif sentiment d'amertume et de regret lorsqu'on suit, dans les lumineuses et savantes études de M. Léonce de Lavergne<sup>1</sup>, la marche de ces Assemblées, si novices, généralement si timides, parfois au contraire si téméraires, mais tou-

<sup>1</sup> *Les Assemblées provinciales sous Louis XVI*, par M. Léonce de Lavergne. Paris ; Michel Lévy, 1 volume in-8°



jours animées de tant de patriotisme sincère et de désintéressement, d'où pouvait sortir, sans violences et sans secousses, le salut de la France. On éprouve une sorte d'angoisse en constatant, à l'aide de documents authentiques, que l'égalité des trois ordres, le vote par tête, le doublement du tiers, l'abolition des corvées et des droits seigneuriaux, la suppression même des privilèges, en un mot toutes les grandes réformes dont on fait honneur à la Constituante, étaient déjà ou allaient être accomplies, du consentement de la cour, par le seul fait de la réunion des Assemblées provinciales.

Hélas ! il suffit des imprudences de quelques Assemblées, des terreurs trop promptes de la cour pour faire avorter ce grand et beau mouvement où la France aurait dû trouver son salut. Ce qui soufflait alors sur notre pays, ce n'était plus l'esprit de réforme, c'était déjà cet esprit, jusqu'alors inconnu, de bouleversement radical et de changement violent qui s'est appelé, dès son apparition, et qui s'appelle encore l'esprit révolutionnaire. Deux écoles politiques étaient en présence : l'une, l'école historique, anglaise, l'école de Montesquieu, enseignait à redresser les abus, à améliorer les institutions existantes, en profitant des enseignements de l'histoire, des traditions du passé, en s'appuyant sur les franchises locales, en tenant compte de l'état des mœurs publiques et privées, et en s'attachant plus au possible et au relatif qu'à l'idéal et à l'absolu ; l'autre école, l'école philosophique, celle de Rousseau et de l'antiquité, parlait de la théorie pure pour arriver à la pratique gouvernementale : elle prenait pour base la nature même de l'homme telle qu'elle la concevait ou plutôt telle qu'elle la désirait et, sur ce fondement, elle érigait un édifice politique et social absolument nouveau, qui devait, dans sa pensée, convenir à tous les temps, à tous les pays et devant lequel elle prétendait faire disparaître tous les débris de l'ancien monde.

Ce fut malheureusement cette dernière école qui l'emporta. Éprise de rêves humanitaires et de chimères philosophiques, la France du dix-huitième siècle voulut les mettre en pratique. La Constituante, fidèle reflet de la nation, eut, par malheur, le même désir et, pour le réaliser, elle commença par réduire en poudre la vieille France. Tout ce qui formait un lien entre les citoyens, un point intermédiaire entre l'État et l'individu, fut sacrifié au principe de la table rase ; tout ce qui était ancien était condamné sans appel. Rabaut Saint-Étienne donna sa formule à cette *bande noire* politique :

« Pour rendre le peuple heureux, disait-il à la tribune de la Constituante, il faut le renouveler, changer ses idées, changer ses lois, changer ses mœurs, changer les hommes, changer les choses, tout détruire, oui, tout détruire, puisque tout est à recréer. »

Et Barère s'écriait après lui :

« Nous n'avons pris ce parti (la division de la France en départements) que pour effacer tout souvenir d'histoire, tous les préjugés résultant de la communauté des intérêts ou des origines ; tout doit être nouveau en France, et nous ne voulons dater que d'aujourd'hui. »

« Ne dater que d'aujourd'hui » : voilà bien le mot de la Révolution, voilà son esprit et celui de ce siècle, son mal et le nôtre. Le jour où Barère prononça ces paroles, il traça le programme et prononça l'arrêt de la Révolution. Elle en fit sa devise. Nulle faute ne pouvait être plus terrible, plus féconde en désastreuses conséquences. Rompre brusquement avec le passé est toujours un jeu périlleux ; mais le tenter, en pleine crise, faire table rase des institutions locales et des mœurs domestiques au milieu d'une complète transformation politique, se priver ainsi de son seul point d'appui au moment de la plus difficile révolution, c'est le comble de la folie.

La Constituante, la Législative, la Convention, ont échoué, sombré tour à tour sous le poids de cette faute énorme. Que de fois, hélas ! ne l'avons-nous pas renouvelée depuis ? N'y persistons-nous pas encore ? En comprendrons-nous enfin les funestes conséquences ? Sentirons-nous que la France ne saurait seule, entre toutes les nations, conserver sa puissance en rompant avec son passé et asseoir sur une table rase un édifice constitutionnel de quelque durée ? Il ne saurait être question, sans doute, ni d'une apologie en règle, ni d'une résurrection de l'ancien régime, il ne s'agit pas de lui emprunter son déplorable système gouvernemental, désormais condamné sans retour. Mais, à côté de sa constitution politique, l'organisation sociale, les mœurs domestiques, l'administration locale qui faisaient sa force, surtout aux quinzième et seizième siècles, présentent, de toutes parts, sujet d'étude et matière à imitation. Des lois vitales, au moins aussi importantes que la constitution, la loi sur l'instruction primaire, la loi sur l'organisation communale, la loi électorale sont à la veille d'être discutées. N'offrent-elles pas une occasion précieuse de rendre à l'autorité paternelle un peu de son prestige systématiquement affaibli ? Ne doivent-elles pas servir à remettre en honneur quelques-unes des traditions de l'ancien régime, mieux connu et mieux compris, et à essayer enfin la réalisation de ce sage programme, trop longtemps négligé : des institutions modernes avec les mœurs anciennes ?

RENÉ LAVOLLÉE.

---

# PROSPER MÉRIMÉE

---

*Lettres à une inconnue. — Dernières nouvelles. — Michel Lévy.*

---

A mesure que nous avançons dans la vie, il se fait dans notre esprit, à propos des contemporains célèbres, un revirement assez singulier. Nous songeons beaucoup moins à leurs qualités ou à leurs défauts, aux beautés de leurs ouvrages, aux querelles d'école qu'ils soulevèrent ou partagèrent, un peu plus aux dates qui nous rapprochèrent un moment de ces existences si rarement enviables. Le charme ou la tristesse du souvenir personnel finit par prévaloir sur l'admiration du lecteur, les rancunes de l'adversaire ou les réserves du critique. C'est ce qui explique, soit dit en passant, pourquoi les peuples vieilliss préfèrent les Mémoires à l'Histoire, la curiosité à l'émotion et l'anecdote au raisonnement.

Le 22 avril 1854, ce fut pour moi un très-vif plaisir, — non moins qu'un très-grand honneur, — de prendre ma part d'une promenade à la fontaine de Vaucluse, organisée par un ami commun, pour fêter deux hôtes illustres, MM. Fauriel et Prosper Mérimée. Cet ami s'appelait Requien; nom resté cher au Comtat et à la Provence! Aussi modeste que savant, doué d'admirables aptitudes pour les sciences naturelles, botaniste et géologue de premier ordre, Requien, sur un plus grand théâtre, eût été le rival des Jussieu, des Candolle et des Mirbel. Il se contentait d'héberger ceux qu'il égalait. Mérimée, alors inspecteur des monuments historiques dans le midi de la France, usa largement de cette hospitalité cordiale qui répondait si bien à ses habitudes de touriste, à ses prétentions d'archéologue, à ses instincts de gourmand, et qui lui prodiguait, sans compter, tous les trésors d'une mémoire prodigieuse, toutes les merveilles de la cuisine méridionale. Je m'attendais à trouver

ce nom de Requien dans les *Lettres à une inconnue*, qui sont datées d'Avignon. L'auteur de *Colomba* n'y a pas pensé. C'a été pour lui comme s'il avait logé et dîné dans une banale auberge. Je mentionne ce détail sans y attacher trop d'importance, uniquement pour montrer aux provinciaux, aux jeunes gens, aux volontaires de l'admiration, à ceux surtout qui se font délivrer des brevets de génie ou des promesses d'avenir, combien ils s'abusent lorsqu'ils croient exister pour ceux qu'ils admirent.

Prosper Mérimée avait alors trente-deux ans. Plus jeune que lui d'une dizaine d'années, exilé de Paris avant d'avoir pu y faire autre chose que le métier de comparse ou de *claqueur*, j'apportais dans mes relations, devenues fort rares, avec les célébrités du groupe *romantique*<sup>1</sup>, une exubérance d'enthousiasme *quand même*, qui n'admettait ni réflexion, ni triage; et cependant la première impression ne fut pas absolument favorable. Il était grand, svelte, d'une taille élégante, d'une tenue sobre et correcte comme son style. Sa figure irrégulière, — il se dit laid dans ses *Lettres*, il ne l'était pas, — rachetait ses imperfections par l'ampleur du front, plus large que haut; par la netteté et la profondeur du regard et par le fin sourire de la bouche, grande mais spirituellement ironique. Dans ce milieu où tout le mettait à l'aise, où de braves gens, plus ou moins pauvres d'esprit, ne lui demandaient que de manger avec appétit et peut-être de leur narrer après boire quelques-unes de ces histoires qu'il *contait si bien*, Mérimée s'était évidemment proposé d'être tout à fait bonhomme ou *bon enfant*. Mais son naturel, vrai ou factice, l'emportait sur ses résolutions. Je fus dès lors frappé d'un contraste que j'ai retrouvé depuis, chaque fois que le hasard m'a remis en présence de cet homme bizarre, que l'on ne pouvait voir et entendre sans songer à une serrure à secret ou à une boîte à double fond. Il manquait d'*entre-deux*, de cet *entre-deux* qui est la grâce des esprits supérieurs, et que Sainte-Beuve possédait si bien.

Au premier abord, on avait devant soi un type de *gentleman*, plus anglais que français, roide, glacial, un peu hautain, boutonné jusqu'au menton, se tenant constamment en garde contre l'attendrissement ou la surprise, et opposant à toutes les variétés de l'imprévu un sang-froid essentiellement britannique. Puis, comme il fallait bien se départir de ce caractère ou de ce rôle comparable à un costume officiel, Mérimée passait d'un extrême à l'autre. On eût

<sup>1</sup> Plus tard, Mérimée, bien posé dans le monde et les lettres, repoussa ce titre de romantique, qui ne lui semblait pas sérieux et qui s'accordait mal avec la sobriété de sa manière; mais il était du groupe, et ne s'en sépara que dix ou douze ans après ses débuts.

dit qu'il ne connaissait pas de moyen terme entre l'uniforme et le nu. Tout à l'heure, il se serait cru compromis s'il eût perdu un millimètre de sa taille; maintenant, il semblait vouloir marcher à quatre pattes. Le compatriote du *cant* devenait un riverain de l'Arno, disciple ou camarade de l'Arétin, un rabelaisien, sans avoir pour excuse la fougue intempérante de Rabelais. La sobriété de ses manières, la distinction de toute sa personne, le *mezza voce* de sa causerie, formaient une étrange dissonance avec l'incroyable dévergondage de ses propos et de ses sous-entendus. Je ne saurais assez dire le fâcheux effet que produisaient ces grave-lures, ces obscénités de langage, débitées du même ton et avec le même flegme que si le causeur, chez une duchesse... ou une impératrice, eût parlé de la pièce nouvelle, donné son avis sur un tableau ou aiguisé un commérage de bonne compagnie.

Si je m'arrête un moment à ce triste détail, c'est qu'il me semble caractéristique, et nous livre l'en-dessous de ce talent d'apparence si propre et si bienséante. On connaîtrait mal Prosper Mérimée, si on ne le jugeait que par ses Nouvelles, dont la plupart sont exquises; par ses histoires, qui sont ternes, sèches et ennuyeuses; et par l'attitude qu'il gardait dans le monde, de peur d'être confondu avec les vulgaires *gens de lettres*. C'était là le Mérimée didactique, artificiel et académique; ce n'était pas le véritable. Celui-ci se réservait partout, au Sénat comme à l'Institut, dans sa littérature comme dans sa correspondance. S'il se trahit, c'est par un mot, un sourire, une réticence. Tout en restant fidèle à son rôle de dilettante, de gentleman ou de *dandy*, il ne serait pas fâché qu'on lui attribuât quelque visée méphistophélique; quand on le croit bonhomme, il n'est tout au plus que bon diable. Il prendrait aisément plaisir à laisser deviner la griffe sous le gant jaune, le pied fourchu sous la botte vernie. A ce point de vue, il procède de lord Byron, bien plus que de la poétique pléiade qui jeta un si vif éclat sur les dernières années de la Restauration; un lord Byron en prose, amoindri, reposé, réfléchi, aimant ses aises, ennemi du scandale inutile, habile à régler sa vie d'après ses goûts, se dévouant à madame Libri au lieu de se hasarder au service de Botzaris, et ayant soin de demeurer célibataire pour être sûr de ne jamais plaider en séparation. Ce célibat, cher aux égoïstes, il en fit la condition essentielle d'une vie intelligente et heureuse. Il y a bien longtemps, dans une notice sur Théodore Leclercq, dont les *Proverbes* eurent de la vogue, mais dont les mœurs étaient fort décrites, il disait : « Théodore Leclercq sut toujours vivre en homme d'esprit, — y compris, bien entendu, le célibat. »

Du poète de *Lara* et de *Don Juan*, Mérimée eut l'humeur nomade,

les prédilections orientales, le culte de la force, la haine des conventions sociales, le goût de l'*outlaw*, du bandit, de l'exception violente, du coup de pistolet ou de poignard, et, — pourquoi ne pas le dire? — l'athéisme aristocratique. Seulement, chez lord Byron, l'athéisme et la guerre aux idées reçues ont les rumeurs et les états d'une tempête. Il y met l'ardeur de sa passion, l'âcreté de son ironie, le lyrisme de sa poésie. Il en fait le synonyme de ses griefs contre le ciel et la terre, contre le pied-bot qui l'humilie et le tourmente, contre la pruderie anglaise qui le calomnie et le proscriit. Au besoin, il blasphémerait pour mieux s'assurer qu'il ne croit pas. Chez Prosper Mérimée, le procédé est tout différent. Son scepticisme a des allures aussi discrètes que s'il existait, rue Jacob ou quai Malaquais, un tribunal de l'Inquisition. Il déteste les servitudes officielles; mais il les subit de bonne grâce, sans en excepter le traitement; il écrit, en confidence, après une séance de Sénat, à sa chère *inconnue*: « J'avais une peur atroce, mais je l'ai très-bien surmontée, en me disant que j'étais en présence de deux cents ~~imbéciles~~. » — Ce qui, par parenthèse, n'est pas très-agréable pour ses collègues, les académiciens, ci-devant sénateurs; — Mais soyez certain que, s'il a rencontré ces imbéciles dans un grand dîner ou à une réception des Tuileries, sa stricte politesse leur aura parfaitement déguisé ce qu'il pense de leurs facultés intellectuelles; même, si le dîner est bon, il aura été bon convive. Il ressemble aux augures ou aux prêtres du paganisme, qui sacrifiaient aux faux dieux avec toute la gravité désirable, et qui, rentrés chez eux, se moquaient de leurs idoles et d'eux-mêmes, sans oublier de garder pour leur table les parties les plus succulentes de la victime. Même, jusqu'à la publication de ces *Lettres à l'inconnue*, on pouvait supposer que le scepticisme de Mérimée était respectueux et presque bienveillant; que le spirituel auteur d'*Arsène Guillot* aimait à taquiner doucement les belles dames à propos du sermon de la veille ou de la quête du lendemain, mais qu'il eût été désolé d'être mis à l'index par les élégantes habituées de Saint-Roch ou de Sainte-Clotilde. A présent, l'illusion n'est plus possible. Il y a, dans ces *Lettres*, des pages qui forcent la note et nous prouvent que cette superbe indifférence était faite de dédain, de raillerie contenue, j'allais dire de haine.

Ceci me ramène à ma remarque sur le penchant visible de Mérimée, précurseur des modernes réalistes, à se dédommager dans sa conversation des réticences et des réserves qu'il s'imposait dans ses écrits. Si l'admirable conteur de *Matteo Falcone* et du *Vase étrusque* prodiguait à huis clos les crudités et les gravelures, c'est que le sceptique endurci aime à remuer sans cesse l'étrange cloa-

que où se débat la nature humaine. Son mépris de toute foi et de toute loi morale lui laisse un fond d'inquiétude dont il ne se rend pas compte, et dont il veut se débarrasser à tout prix. La vérité qu'il repousse l'importune de son absence. Pour acquérir, faute de mieux, la sécurité du néant, il regarde constamment l'humanité par ses bas côtés. C'est pour lui une joie de démontrer à soi et aux autres que cette fange ne peut être animée d'une étincelle divine, que cet amas de pourriture ne saurait avoir une destinée immortelle et qu'on serait insensé de chercher une âme dans ce corps abandonné aux ignobles tyrannies de la matière. Le chrétien, lui aussi, se complait dans le spectacle de nos abaissements et de nos faiblesses ; mais c'est pour dompter son orgueil au profit de sa foi, pour invoquer le secours céleste qui peut relever cette bassesse et purifier cette souillure ; pour adorer le Dieu de bonté et de miséricorde, qui a donné à sa misérable créature le droit et le moyen d'échapper à ses ténèbres et d'aspirer aux suprêmes clartés. L'athée part du même point pour arriver à un but diamétralement contraire. Cet inventaire de nos laideurs morales, ces débauches de la chair, ces preuves perpétuelles de notre chute et de notre vice, il en fait les versets de son évangile. Il nous jette à la face notre boue, non pour nous rappeler que nous avons besoin de Dieu, mais pour prouver que Dieu n'existe pas. Dans ce vide immense, le mépris lui tient lieu de tout, et il traite d'imbéciles les sénateurs, les provinciaux, les évêques et les académiciens. *Impius, cum in profundum venerit, contemnit.*

Trente-six ans, presque jour pour jour, après notre première rencontre, en avril 1870, je revis Mérimée à Cannes. C'était pendant la délicieuse saison dont il parle à la fin de son second volume : « Rien de plus beau que ce pays-ci en cette saison ; il y a tant de fleurs et de si belles partout, que la verdure est une exception dans le paysage. » Mérimée n'avait plus que cinq mois à vivre. Certes, nous étions réservés, pour une époque bien prochaine, à des catastrophes horribles, à des émotions poignantes ; et pourtant je me souviens encore de l'espèce de frisson que je ressentis en voyant cet heureux du siècle, ce bel esprit comblé de tous les honneurs politiques et littéraires, ce favori des soirées de Saint-Cloud et de Compiègne, assez intime pour se dispenser même d'être courtisan, descendu au niveau de ces vieillards de Sainte-Périne qui ne sont plus bons qu'à s'asseoir sur un banc et à se chauffer au soleil. Pâle, sombre, voûté, l'œil morne, la tête basse, il s'acheminait sur la plage d'un pas de fantôme, invariablement flanqué des deux vieilles Anglaises légendaires qui ne le quittaient pas plus que son ombre et lui faisaient acheter par un despotisme méticuleux et d'incessants

annus leur dévouement et leurs soins. Le temps n'était plus où Mérimée, pour dégager ses poumons et peut-être se donner l'illusion d'un retour à l'ère païenne, allait tirer de l'arc dans les bois de pins qui abritent le golfe de la Napoule, et où ses Anglaises portaient complaisamment le carquois, la cible et les flèches. Maintenant elles marchaient à ses côtés, droites et roides, dans le plus profond silence ; le contraste de ce ciel bleu, de ces tapis de fleurs, de ces élégantes collines, de ce pittoresque paysage, de cette plage baignée dans un rayon de soleil, avec la tristesse de ce malade traîné à la remorque par ces quakeresses, ajoutait encore à l'effet lugubre. Méthodistes zélées, ces infirmières au nez crochu et aux joues ridées gardaient à vue le pauvre asthmatique, se promettant bien d'en faire un protestant, sinon pour le pasteur, au moins pour le cimetière. Elles auraient surtout redoublé de surveillance, si une soutane suspecte eût rodé autour de l'hôtel Méry-Georges. Or c'est ce qui faillit arriver. Quelques femmes pieuses, quelques ecclésiastiques spirituels et lettrés, se demandaient avec anxiété si on laisserait mourir ainsi cet homme éminent, aussi éloigné de Calvin que de Bossuet. Je me souvins que j'avais entendu dire dans un salon de Paris (je crois que c'était par M. Cousin) : « Mérimée aura au moins trois prêtres à son lit de mort, » et que, lors de la réception de notre illustre comte de Montalembert à l'Académie française, il avait tenu à honneur d'être un de ses deux témoins. Il y eut donc une sorte d'innocent complot non suivi d'effet. Un laïque devait se présenter comme une ancienne connaissance ; puis, une fois la glace rompue, il introduisait à son tour un aumônier digne de trouver une âme sur les ruines de ce corps et de cet esprit. La combinaison avorta dès le début. On refusa de recevoir le laïque sous prétexte qu'on ne le connaissait pas. Huit jours après, Mérimée partit pour Paris, assista aux préparatifs insensés d'une guerre fatale, apprit nos premiers désastres, en prophétisa le dénouement, eut le temps de voir tomber le gouvernement qu'il aimait, plaida vainement auprès de M. Thiers la cause de l'impératrice-régente, et revint à Cannes achever de mourir. Inutile d'ajouter que les vieilles Anglaises eurent honneur à leur fait et décernèrent des funérailles protestantes à cet élève de Voltaire, trop bon élève pour ne pas haïr le prêche encore plus que le sermon.

Pourquoi ce préambule ? Pour aborder plus franchement les *Lettres à une inconnue*, qui s'encadrent naturellement entre ces deux dates et qui, malgré les conflits parlementaires et les tragiques émotions du procès Bazaine, ont passionné, depuis un mois, la curiosité publique. Elles occupent un espace de trente années, deux fois le *grande mortalis ævi spatium*, de Tacite. Les



premières sont d'un jeune homme, la dernière est d'un agonisant. Mérimée inaugure sa mystérieuse correspondance au seuil de cette seconde jeunesse qui marque, chez les Parisiens célèbres, le point culminant de la vie active et des succès de toutes sortes. Il la termine d'une main tremblante au moment où il va mourir. En 1840, date probable des premières pages et de la crise, il n'a pas dépassé l'âge où on se contente difficilement de ce qu'il appelle le pain bis de l'amitié. Il se soumet pourtant, non sans murmurer et sans exercer son esprit critique ou ses délicates ironies aux dépens de cette femme énigmatique, qui ne vit que par le cerveau et se plaît à jouer avec le feu ; assez coquette pour retenir l'homme supérieur que pourraient éloigner ses refus, assez froide pour être sûre d'elle-même et fixer des limites infranchissables. Le sceptique amoureux se venge à sa façon, en présentant à son inflexible amie un miroir qui n'est pas toujours flatteur, en lui prouvant par de légers croquis, assaisonnés d'épigrammes, qu'il la connaît, qu'il pourrait la peindre et qu'il ne persiste à l'aimer — hélas ! c'est la meilleure raison ! — que parce qu'il ne peut faire autrement. Mais, chose singulière et consolante pour les héros des succès d'estime ! à mesure que l'on vieillit et que les dents tombent, le pain bis devient plus facile à manger et à digérer que le pain blanc. Peut-être, si l'inconnue avait été plus proche parente d'Héloïse que de madame Récamier, tout se serait borné à une intrigue vulgaire, de courte haleine, resserrée entre les heures d'ivresse et les années d'oubli. Par ses honnêtes ou savantes rigueurs, cette rivale anonyme de Laure et de Béatrix — on ne rencontre pas une seule fois, dans ces deux volumes, même son nom de baptême, — a prolongé ce qu'elle risquait de décourager et ce qu'elle semblait affaiblir. Il lui fut possible, à elle aussi, de vieillir sans que les cheveux blancs et les rides fissent de trop cruelles différences entre le roman et l'épilogue. Peu à peu le récalcitrant s'apaise et se rassérène ; le mécontent cesse de se plaindre. Aux querelles et aux reproches succèdent les affectueuses confidences. L'amitié profite en détail de toutes les économies de l'amour. C'est l'automne avec ses mélancoliques douceurs. Si, écrivant à une femme distinguée, à une *marquise*<sup>1</sup>, dont il avait éprouvé la vertu approximative et qui s'était peut-être flattée de le convertir, Prosper

<sup>1</sup> Est-ce bien une *MARQUISE*, une grande dame de la rive gauche ? Les avis sont fort partagés. Les enveloppes ne cachent pas toujours tout ce qu'elles couvrent, et, d'après une indiscretion d'enveloppe, les mauvaises langues prétendent : 1° qu'il y aurait à rabattre de ce blason et de ce titre ; 2° que, chez cette demoiselle de BONNE COMPAGNIE, le substantif était encore plus réel que l'adjectif ; 3° que, pour trouver le vrai nom, il faut bien songer à saint Thomas d'Aquin, mais en supprimant saint Thomas.

Mérimée avait toujours observé les convenances, s'il eût gardé, sur les questions religieuses et *sur d'autres*, une neutralité polie, s'il s'était résigné, lui, fort jaloux de ses prérogatives d'homme sérieux et d'homme du monde, à rester simplement homme de bonne compagnie, ce serait touchant et charmant.

C'est ici que nous reprenons notre droit de critique; droit d'autant plus évident qu'il s'agit d'un *malin* que révoltait l'idée d'être dupe, et dont M. Taine a pu tracer ainsi le programme : « Souviens-toi d'être en défiance, telle fut sa devise... Être en garde contre l'expansion, l'entraînement et l'enthousiasme, ne jamais se livrer tout entier, réserver toujours une part de soi-même, n'être dupe ni d'autrui, ni de soi, agir et écrire comme en la présence perpétuelle d'un spectateur indifférent et railleur, être soi-même ce spectateur... » — Et plus loin : « A force de retourner la tapisserie, on finit par la voir habituellement à l'envers. »

Pendant que s'imprimaient les *Lettres à une inconnue*, on les comparait d'avance aux *Lettres à la princesse*, de Sainte-Beuve, et des hommes d'esprit, qui n'avaient aucune raison de préférer le conteur au critique, nous disaient : « Vous verrez quelle différence ! Sainte-Beuve a plutôt perdu que gagné à la publication posthume de ses *Lettres*. Sauf quelques passages où on le retrouve, il nous y apparaît un peu cuistre, un peu cancanier, trop préoccupé surtout de cadeaux, d'invitations et de drogues. Mérimée, au contraire, montre dans sa correspondance avec l'inconnue une élévation, une sensibilité, une faculté d'attendrissement, des instincts de grandeur, de dévouement et de bonté, qu'on ne lui soupçonnait pas. » Le mot de Gustave Planche : « Tenez pour certain que Mérimée a beaucoup pleuré ! » sera justifié par ces deux volumes. Ils nous révéleront un Mérimée tout nouveau, tendre, aimant, passionné, susceptible d'abnégation, épris d'idéal et de sacrifice, tel, en un mot, qu'on le chercherait vainement dans ses meilleurs récits, et jusque dans les personnages qui lui ont servi à se peindre ; le capitaine Georges, de la *Chronique de Charles IX*, Saint-Clair, du *Vase étrusque*, Darcy, de la *Double méprise* et le colonel Sacqueville, des *Deux Héritages*. »

Est-ce bien exact ? la différence est-elle donc si grande ? la révélation si complète ? le nouveau Mérimée si préférable à l'ancien ? En conscience, je ne le crois pas.

D'abord la partie n'est pas égale. Sainte-Beuve, déjà vieux, atteint d'une maladie incurable, peu habitué au monde beaucoup plus homme de lettres que Mérimée, entre en correspondance avec une princesse arrivée à un âge que Balzac et Charles de Bernard, malgré

tout leur talent, n'ont pas réussi à rajeunir. Il ne s'est jamais trouvé à pareille fête, et, tout en conservant la justesse de son coup d'œil et la sagacité de son esprit, il a l'air parfois de ne pas trop savoir comment on écrit à une altesse, assez belle encore pour qu'il regrette d'être infirme et sexagénaire. Il n'est pas arrivé à cette amitié désintéressée par gradations successives, en passant de la jeunesse à l'âge mûr et de la résignation forcée à la résignation facile. Il n'a pas traversé les années de stage romanesque qui communiquent aux amitiés d'arrière-saison quelque chose de leur parfum et de leur charme. Il commence par les derniers chapitres, ceux où les pantoufles brodées remplacent les échelles de soie. On lui donne beaucoup de bibelots, et il en remercie ; il subit des crises fréquentes, et il les raconte ; il prend des remèdes, et il en parle ; il est forcé d'ajourner, de déplacer des invitations et des rendez-vous, et il est bien facile de ne pas être très-brillant avec des mercredis substitués à des dimanches. On voit d'ici tous les désavantages. Dans ce cadre étroit, dans ces conditions fâcheuses, Sainte-Beuve ne pouvait être, à talent égal, que très-inférieur à un homme dont le roman épistolaire, purifié d'abord par la volonté de l'héroïne, puis par la fuite des années, a sa phase de jeunesse, sa maturité, son soleil couchant et son adieu. Ici d'ailleurs la femme recueille les bénéfices de la distance et de l'inconnu. Elle intéresse d'autant plus qu'on l'entrevoit dans le lointain et le vague. Elle est continuellement séparée de son interlocuteur, et il en résulte, dans la correspondance, une variété de tons, d'idées, de renseignements, de paysages et de portraits, une facilité à changer de décors, une largeur d'horizon et d'atmosphère, que l'on ne pouvait rencontrer entre le boulevard Montparnasse, la rue de Courcelles et Saint-Gratien.

A présent, si nous arrivons de ces détails personnels aux inspirations générales, aux jugements sur les hommes et les choses, aux sentiments et aux opinions qui s'accusent dans les deux correspondances, nous découvrons de frappantes analogies. On dirait souvent que Sainte-Beuve et Mérimée se sont donné le mot. Le proverbe a raison, les beaux esprits se rencontrent, et les esprits forts encore plus. Nous avons vu dans les *Lettres à la princesse* bien des éclairs de haine, bien des gouttes de fiel, chaque fois qu'il est question du pape, du pouvoir temporel, de Rome, du père Gratry, de monseigneur l'évêque d'Orléans, des luttes et des souffrances de l'Église. Mérimée ne veut pas être en reste. Il y met moins de vivacité et de colère, plus d'aversion et de dédain. Ainsi, après avoir parlé de tous ses sujets d'ennui, le Sénat d'abord, puis le dîner en ville, — et ici il copie une jolie tirade de M. Dumanoir, où TURBOT rime à POREL et CHABOT, — puis le *Tannhauser*, qu'il appelle la revanche de Solfé-

rino, il ajoute : « Mais le plus ennuyeux de tout, c'est le catholicisme. » Et plus loin : « Avez-vous lu la lettre de l'abbé Dupanloup ? L'âme de Torquemada est entrée dans son corps. Il nous brûlera tous, si nous n'y prenons garde.... Vous ne sauriez croire combien ces vieux généraux qui ont traversé tant d'aventures ont peur du diable à présent. » Ailleurs : « Nous voilà en proie aux cléricaux et bientôt, pour être admis comme candidat, il faudra produire un billet de confession... » — « Avez-vous lu *la Vie de Jésus*, de Renan ? C'est peu de chose et beaucoup. Cela est comme un grand coup de hache dans l'édifice du *catholicisme*. L'auteur est si épouvanté de son audace à nier la divinité, qu'il se perd dans des hymnes d'admiration et d'adoration... Avez-vous lu le mandement de l'évêque de Tulle, qui ordonne à toutes les religieuses de son diocèse de réciter des *Ave* en l'honneur de M. Renan, ou plutôt pour empêcher que le diable n'emporte tout, à cause du livre de ce même M. Renan ?... » Ainsi de suite. Mérimée se demande, à plusieurs reprises, où il ira passer cet ennuyeux temps de Pâques, cette assommante semaine sainte... En revanche, ce qui l'amuse infiniment, c'est de songer que les livres de M. Charles Lambert, qui démolit le saint roi David et la Bible, de M. Edmond About, de M. Peyrat, *se vendent comme du pain*, grâce aux anathèmes des évêques. » Nous ignorons quelle est la religion de l'inconnue, que Mérimée traite parfois de dévote ; mais, catholique ou protestante, il l'a mise à une rude épreuve, et on doit supposer que, si elle ne lui a pas imposé silence, c'est qu'elle tenait moins à sa religion qu'à sa vertu. Mais que dis-je ? comment cette vertu, tempérée d'une spirituelle coquetterie et d'une éducation raffinée, a-t-elle pu supporter des brutalités révoltantes, qui feraient rougir un lieutenant de cuirassiers et qui ressemblent à des gageures de libertin mis au régime et se rattrapant en paroles ? (notamment pages 198 et 333 du second volume.) Ici je ne puis pas même citer, et je me trouve désarmé sans avoir ri. L'auteur ajoute, il est vrai, après avoir raconté ces ignobles histoires ou risqué ces phrases à quadruple entente : « Vous ne comprenez pas. » Ou bien : « Je vois d'ici votre mine. » Ou encore : « Vous allez être, en lisant ceci, d'une belle colère ! » Mais enfin, comprises ou non, accueillies avec un chaste courroux ou une séraphique indulgence, ces choses immondes sont écrites, et, qui pis est, imprimées<sup>1</sup>.

En dehors de ces quelques détails orduriers, Mérimée s'occupa

<sup>1</sup> Que dire des anecdotes scandaleuses, qui, très-probablement, s'étaient en détail dans le texte primitif, et où les éditeurs, par un sentiment de convenance, ont multiplié les classiques *plusieurs points* et les initiales transparentes ? Aggrandir sans cesse le domaine du vice, c'était sans doute, aux yeux de Mérimée, un moyen de flatter la vertu.

beaucoup trop des pieds, des jambes, des jarretières, des femmes décolletées, des toilettes fantaisistes ou indécentes ; il y revient avec trop de complaisance et en connaisseur trop sûr de son fait pour qu'il nous soit possible d'extraire de ces curieuses *Lettres* le Mérimée nouveau, idéaliste et romanesque, que l'on nous avait annoncé. Il est difficile de croire qu'un homme tellement préoccupé de plastique ait jamais pensé à s'élancer vers le pays du bleu pour s'y rencontrer avec sa noble amie. Non ; un des traits caractéristiques des *Lettres à une inconnue*, c'est un terre-à-terre relevé par beaucoup d'esprit, l'application constante d'une intelligence épicurienne à tirer parti de la réalité. Faute de sentiments chevaleresques, je me contenterais d'une parfaite honnêteté. Or, n'allez pas vous figurer que l'impitoyable sceptique ne se moque que des cléricaux ou des évêques ; il y a des railleries, des ironies pour tout le monde, et ces ironies sont d'autant plus cruelles qu'elles semblent ne pas pénétrer au delà de l'épiderme. Nous avons déjà vu les DEUX CENTS IMBÉCILES, composant ce Sénat où Mérimée n'était probablement pas entré par force et dont presque tous les membres avaient dû recevoir de lui, dans le monde officiel, des témoignages de déférence ou de sympathie. Ce n'est pas non plus, j'imagine, sans l'avoir sollicité, qu'il est arrivé, presque coup sur coup, à l'Académie française et à l'Académie des inscriptions. Aurait-il eu aussi bonne chance, si un de ces respectables savants, regardant par-dessus son épaule, avait lu l'agréable comparaison que voici : « Avez-vous jamais vu des chiens entrer dans le terrier d'un blaireau ? Quand ils ont quelque expérience, ils font une mine effroyable en y entrant, et souvent ils en sortent plus vite qu'ils n'y sont entrés ; car c'est une vilaine bête que le blaireau. Je pense toujours au blaireau en tenant la sonnette d'un académicien... »

Hé ! bien, dussé-je vous paraître hébété par le cléricisme, je vous demande si vous trouvez absolument honnête cette façon de vivre, de parler, d'agir et d'écrire en parties doubles ; de ne rien négliger de ce qui peut aider à faire figure dans le monde, de passer, pour parvenir aux dignités et aux honneurs, par toutes les formalités traditionnelles, par les démarches voulues, par le cérémonial obligé, et d'avoir une confidente avec laquelle on s'égaye sous seing privé aux dépens de ceux que l'on semble prendre le plus au sérieux en qualité de collègues, de confrères, de convives et peut-être de patrons. Si ce sont là les libertés de l'Église voltairienne, il faut avouer qu'elles sont encore plus accommodantes que celles de l'Église gallicane.

L'armée, la littérature, l'Institut, la poésie, le faubourg Saint-Germain, ne sont pas beaucoup plus ménagés que la crosse et

la mitre. Mérimée ne frappe pas toujours juste, et même quand il frappe juste, il appuie souvent trop fort. Nous avons vu ce qu'il dit des généraux qui, au déclin de leur carrière, ont la bêtise desonger à Dieu. Le maréchal duc de Malakoff est un affreux monstre, grossier d'habitude et peut-être de calcul. Page 125 du second volume, après avoir persiflé les *martyrs* de Castelfidardo : « Ils ne parlent pas trop bien de Lamoricière (ô honte ! ô mensonge !) qui n'aurait pas été aussi héroïque qu'ils l'avaient annoncé. » — Walewski est ridicule ; la brochure de Villemain est d'une platitude extraordinaire. Lamartine ferait mieux de vendre des plumes métalliques à la porte des Tuileries. Et Victor Hugo ! Certes, on ne nous accusera pas de l'avoir flatté depuis quinze ans ; mais est-ce le juger que de dire : « Avez-vous lu *les Misérables* ? C'est encore un des sujets sur lesquels je trouve l'espèce humaine au-dessous de l'espèce gorille (toujours le goût du singe ! ) » — Un peu plus loin : « Quel dommage que ce GARÇON (Victor Hugo à soixante ans !), qui a de si belles images à sa disposition, n'ait pas l'ombre de bon sens, ni la pudeur de se retenir de dire des platitudes indignes d'un honnête homme ! Il n'y a ni fond, ni solidité, ni sens commun ; c'est un homme qui se grise de ses paroles et qui ne prend plus la peine de penser. » — Bravo ! rien de plus vrai ; mais quand Mérimée ajoute, à propos de ce même discours : « Ce sont des mots sans idées, quelque chose comme *les Orientales* en prose », il est aussi injuste pour ce merveilleux recueil que pourrait l'être un survivant de l'école de Delille ou d'Esménard. Lorsque, parlant des absurdes *Chansons des rues et des bois*, œuvre de vieux libertin tombé en enfance, il écrit : « Pourriez-vous me dire si vous trouvez qu'il y a une très-grande différence entre ses vers d'autrefois et ceux d'aujourd'hui ? Est-il devenu subitement fou ou l'a-t-il toujours été ? Quant à moi, je penche pour le dernier. » — On croit rêver, on se souvient de ce beau groupe de 1830 qui reconnaissait Victor Hugo pour son chef, où figurait l'auteur de *Clara Gazul*, et où l'ode, la nouvelle, le drame, le roman, la saynette, la critique, l'art, se soutenaient les uns les autres ; et l'on se dit que Mérimée, lié à la famille impériale par toutes sortes d'attaches, a probablement voulu châtier *les Châtiments*.

Passé encore pour nos amis Laprade, Joseph Autran et Jules Sandeau ; ils en sont quittes à bon marché... *Telum sine ictu* ! — « Hors de Paris, on arrive rapidement à être souche, et quand on n'a pas les goûts de mon confrère M. de Laprade, qui voudrait être chêne, cette transformation n'a rien de bien agréable. » — « Jules Janin est resté à la porte, ainsi que mon ami Autran, qui, étant Marseillais pour tout potage, a voulu se faire clérical et a été abandonné par ses amis religieux. » — « J'ai vu venir ce matin Sandeau dans tous

les états d'un homme qui vient d'essayer pour la première fois des culottes courtes ; il m'a fait cent questions d'une naïveté telle, que cela m'a alarmé. » — Mais que dire de la demi-page sur Alfred de Musset ? — « Je suis content que vous fassiez cas des vers de Musset (15 avril 1843), et vous avez raison de le comparer à Catulle. Catulle écrivait mieux sa langue, et Musset a le tort de ne pas croire à l'âme plus que Catulle, que son temps excusait. » Ceci est impardonnable et inexplicable. Pour une fois que Mérimée semble s'inquiéter de l'âme, il a joué de malheur. J'ignore si Catulle écrit mieux sa langue que Musset ; mais ce que nous savons tous — ou presque tous — c'est d'abord que Catulle, comme Properce, Tibulle et Ovide, a été un érotique, tel que le comportaient le paganisme, les mœurs romaines et une civilisation où les héroïnes des poètes étaient des courtisanes ; c'est ensuite qu'Alfred de Musset, en écrivant *l'Épître à Lamartine*, *les Nuits*, *l'Espoir en Dieu*, *le Souvenir*, a fait acte, sinon d'un christianisme bien net, au moins d'un spiritualisme admirable et d'une inspiration très-supérieure à celle de Catulle. Pauvre Musset ! Lamartine l'a comparé à Saint-Évremond ; Mérimée le place un peu au-dessous d'un de ces Latins qui bravaient l'honnêteté et qui forçaient leur traducteur, le brave abbé de Marolles, à remplacer les passages intraduisibles par cette vague formule : « Je vous ferai d'étranges choses. » — Décidément les illustres n'entendent rien à se juger entre eux ; ils devraient laisser ce soin à de pauvres gens tels que nous, assez désintéressés en matière de génie et de gloire pour faire la distribution en conscience et ne pas se tromper de poids et de mesure.

Quoi qu'il en soit, ces jugements si sévères, si malins et parfois si excessifs, nous suggèrent deux remarques. A quelles explosions de colère, à quelle bordée de sarcasmes et d'injures ne sont pas exposés les critiques sincères qui protestent, au nom de la conscience et du goût, contre des œuvres monstrueuses ou coupables, essayent d'opérer un triage dans les œuvres discutables et demandent au talent fourvoyé compte de ses aberrations et de ses déchéances ? — « Haro sur le baudet chargé de reliques ! Parlez de votre goût particulier et non pas des lois du goût ! » Tel est, en pareil cas, le cri des frères et amis, surtout si le grand homme a eu le soin de couvrir d'un pied de rouge les rides de son génie. Quelle furie, quel scandale, quand il nous arrivait de dire que *les Contemplations* ne valaient pas *les Feuilles d'automne*, ou bien, dans un autre ordre d'idées, qu'une édition monumentale, où l'on ne nous fait pas grâce d'un quatrain d'album, d'un fragment de tragédie ou d'une homélie d'archevêque de Grenade, n'est peut-être pas en harmonie parfaite avec la muse légère et charmante du *Caprice* et de *Namouna* ! Hé

bien, voilà un artiste supérieur, un dilettante infailible, un maître, incapable de sacrifier à une conviction quelconque ses préférences ou ses antipathies ; celui-là n'y met pas tant de façons ; il jette dans le même tas — j'allais dire dans la même hotte — les chefs-d'œuvre de la trentième année et les radotages d'une vieillesse éclairée au pétrole ; il invite Lamartine à vendre des porte-crayons ou des chaînes de sûreté ; il abaisse Alfred de Musset au niveau d'un de ces petits poètes latins qui firent de leur poésie la complaisante de leurs vices. Toutefois je parierais que personne ne murmurerait. Ce maître a deux mérites, l'un que je n'ai pas tout à fait encore, l'autre que je n'aurai jamais ; il est mort, et il était athée.

Seconde remarque : Mérimée le prend de haut — de trop haut — avec des hommes dont il reste, en définitive, l'inférieur dans l'histoire de son temps. Il se moque des burgraves, qui s'appellent, je crois, Guizot, Villemain, Cousin, Barante, de Broglie, Saint-Marc Girardin, Vitet — sans compter son ingrate idole, M. Thiers. — Quelles que soient les perfections relatives des récits et des nouvelles de sa première manière, il y a eu, ce me semble, moins de gloire à écrire *Tamango*, *la Partie de trictrac* ou *la Vénus d'Ille*, qu'à prendre Sébastopol, à servir avec héroïsme toutes les nobles et saintes causes, à créer la critique moderne, à renouveler la poésie contemporaine, à ranimer le culte de l'idéal ou à exercer sur les âmes cette merveilleuse influence, qui fait à la fois de notre grand évêque un charmeur et un apôtre, un ami et un guide. Dès lors, qu'arrive-t-il ? Les lecteurs se demandent ce qu'a produit ce railleur pour avoir le droit d'être si impitoyable, et Mérimée se diminue de tout ce que son ironie essaye d'enlever à ses victimes. Mais patience ! les blessés des *Lettres à une inconnue*, comme ceux des *Lettres à la princesse*, vont avoir une bien meilleure vengeance. Ces indépendants que nul soleil n'éblouit, qui récusent Dieu, qui se montrent si hardis contre les puissances célestes et humaines, qui jouent avec le génie et la gloire d'autrui comme les escamoteurs avec leur muscade, suivons-les chez les Majestés et chez les Altesses. Là ils changent de ton. Nous avons vu Sainte-Beuve, après avoir tour à tour immolé à ses colères libres penseuses le pape, les cardinaux, les prélats, le pouvoir temporel, les zouaves pontificaux, les vainqueurs de Mentana, l'évêque étourdi, M. de Barante, les robes noires, le père Gratry, etc., fléchir le genou sur la première marche de l'escalier du Palais-Royal, entonner un dithyrambe en l'honneur du prince Napoléon et ranger parmi les lions et les aigles le revenant de la guerre de Crimée. Mérimée est moins expansif et moins lyrique ; mais, outre ses prédilections d'ancienne date pour l'Espagne de don Guzman et ses droits morgannatiques aux familiarités impériales,



Napoléon III l'avait pris par son faible, en lui offrant sous un triple aspect son héros favori. Il lui présentait trois Césars à la fois, celui dont il racontait l'histoire, celui de qui il tenait son prestige et ses pouvoirs, et enfin, en sa problématique personne, le biographe de l'un et l'héritier de l'autre. Comment résister à cet ensemble de séductions qui caressaient, chez Mérimée, toutes les cordes sensibles, et lui laissaient croire qu'il était encore érudit quand il était déjà courtisan ? Il ne résista pas. Collaborateur du livre, commensal de la maison, amuseur des soirées intimes, — il s'intitulait *le fou de l'impératrice*, bien qu'il n'eût guère le physique de l'emploi, — il prit au sérieux l'ouvrage et l'auteur ; l'ouvrage, qui fut une des mystifications et un des ridicules du règne, et l'auteur, qui lui préparait, pour les derniers mois de sa vie, de si cruels revers de médaille impériale. Ses *Lettres à une inconnue* sont parsemées d'hommages, de louanges, de témoignages de satisfaction, de sympathie et d'estime. Le prince impérial n'est pas moins bien traité. Le hasard nous l'avait fait rencontrer au mois de mai 1870, et il nous avait paru chétif, malingre, triste, maladif, doué d'une figure intelligente, mais sans aucune des grâces de son âge. Aux yeux de Mérimée, c'est le plus bel enfant du monde, et les bons mots de cet enfant-prodige méritent d'être conservés à la postérité.

Hélas ! Napoléon III et le prince impérial ne sont pas les seules admirations de ce terrible partisan du *Nil admirari*. Il en a une autre... M. de Bismark ! « Le roi de Portugal m'a regardé avec deux gros yeux ronds ébahis qui ont failli me faire manquer à tous mes devoirs. Un autre personnage, M. de Bismark, m'a plu davantage. C'est un grand Allemand, très-poli, qui n'est point naïf. Il a l'air absolument dépourvu de *gemuth*, mais plein d'esprit. IL A FAIT MA CONQUÊTE... »

Malheureusement, il en a fait d'autres. Mais, pour la consolation des vaincus de Sadowa et de Reischoffen, Mérimée, toujours exact à nous apprendre sur quel pied marchent toutes les femmes qu'il rencontre, — encore s'il ne remontait pas plus haut ! — nous donne, sur les extrémités inférieures de la comtesse de Bismark et de sa fille, — « qui marche *dans* les traces de sa mère, » — des détails qui adoucissent l'effet de cette première conquête.

Laissons là le chancelier plein d'esprit et ces gigantesques pieds d'outre-Rhin, qui n'ont fait que trop de chemin depuis Biarritz. Sérieusement, les simples et les croyants, les bonnes gens qui ne se méfient pas de leurs admirations et qui ne veulent pas tout sacrifier au plaisir de n'être pas dupes, peuvent trouver une revanche dans le contraste de ces prodiges de sagacité, de clairvoyance, de scepticisme, de malice, de sens critique et d'ironie, avec cette fa-

cilité à se laisser éblouir par la mûre beauté d'une princesse, le souvenir d'une impératrice, la fausse érudition d'un César de contrebande, la perspective d'un habit brodé ou le charme de ces petits cadeaux qui entretiennent l'amitié. Est-ce tout ? Pas encore. Cette pénétration, cette finesse, cette prodigieuse faculté d'analyse qu'ils exercent aux dépens de leur prochain — et d'eux-mêmes, — Mérimée et Sainte-Beuve vont en faire l'instrument de leur supplice. Ils ne sont pas des courtisans ordinaires ; ils ne s'aveuglent pas sur les côtés faibles et les points noirs. Les cinquante dernières pages des *Lettres à la princesse* sont, nous l'avons vu, remplis de sinistres présages. Séparé de la cour par le mur mitoyen qui s'élève entre la coterie de la princesse Mathilde et celle de l'impératrice, Sainte-Beuve voit plus juste et de plus loin que Mérimée. Ces incidents que son collègue traite avec une nonchalance de grand seigneur, le banquet de Bruxelles, le discours de Victor Hugo, l'élection d'Eugène Pelletan, les émeutes et les clubs préliminaires, tout cela l'épouvante, et il y démêle l'annonce des catastrophes prochaines. Il meurt, en octobre 1869, neuf ou dix mois trop tôt pour assister à l'accomplissement de ses douloureuses prophéties. Mérimée, moins heureux, entend sonner presque à la même heure le glas de son agonie et celui de son cher Empire. Il est à Paris bien malade lors de la déclaration de guerre, et, au milieu du délire universel, de cet enthousiasme où il y avait déjà plus de révolution que de patriotisme, il est assailli de craintes qui aggravent ses souffrances : « Nous présentons un triste spectacle par la façon dont nous usons de la liberté et du gouvernement parlementaire... Ce régime représentatif est une comédie peu amusante ; tout le monde y ment avec effronterie, et néanmoins se laisse prendre par le mieux disant. Il y a des gens qui trouvent que Crémieux est éloquent et que Rochefort est un grand citoyen. » — Et un peu plus tard : « Je crois qu'il faut se porter admirablement bien et avoir des nerfs d'une vigueur particulière pour que les événements qui se passent glissent sans trop affecter. » — Et, trois semaines après, le 9 août : « On ne voit que des gens abattus ou des ivrognes qui chantent *la Marseillaise*. Grand désordre partout ; tout peut encore se réparer ; mais, pour cela, il faut presque un miracle. » — Enfin, trois jours avant le désastre de Sedan : « Je vois les choses en noir... Ces dernières affaires ont été épouvantables... Cette terrible boucherie, il ne faut pas se le dissimuler, n'est qu'un prologue à une tragédie dont le diable seul sait le dénouement. Une nation n'est pas impunément remuée comme a été la nôtre. Il est impossible que de notre victoire comme de notre défaite ne sorte pas une révolution. Tout le sang qui a coulé ou coulera est au profit de la république, c'est-à-dire du désordre organisé... »

Mérimée écrit, le 29 août, ces lignes fatidiques, et il meurt le 23 septembre.

Là ne se bornait pas le châtiment de ces fiers esprits, forcés, par leur supériorité même, de comprendre les dangers et de prévoir les malheurs du gouvernement qu'ils aimaient, tandis que le gros des courtisans ne savait qu'encenser et s'abuser. Mérimée et Sainte-Beuve, en songeant à leur passé, devaient subir un raffinement de torture. Le premier usage qu'ils avaient fait de cette intelligence trop finement trempée pour se soumettre et plier, ce fut de prendre rang parmi les libéraux les plus accentués de la Restauration. C'est à titre d'irréconciliable ou d'intransigeant (les deux mots n'étaient pas encore inventés) que Mérimée, en 1829, refusa de se laisser attacher à l'ambassade de Londres (voir la correspondance de madame Récamier). Le fougueux libéralisme de Sainte-Beuve alla plus loin. Il sauta par-dessus la révolution de Juillet pour se déclarer, en 1833, républicain de la nuance la plus avancée (*id.*, *ibid.*). Quel sujet de réflexions, d'humiliations et de pénitence pour ces fanatiques de liberté, quand leur pensée se reportait sur les belles années de leur jeunesse ! Ce vif esprit qui leur avait servi à juger le gouvernement de Charles X et de Louis-Philippe trop despotique pour eux, il leur servait maintenant, non-seulement à se moquer de leurs opinions ou de leurs chimères d'autrefois, non-seulement à saluer avec transports le coup d'État et ses suites, mais à deviner que ce splendide asile de leur vieillesse désabusée ne pouvait rester debout qu'en laissant la liberté, leur premier amour, se morfondre à sa porte, et que l'*Empire libéral* serait bientôt l'Empire écroulé. Vous le voyez, on peut se consoler d'avoir moins d'esprit que Sainte-Beuve et Mérimée.

Est-ce à dire que ces *Lettres à une inconnue*, supérieures seulement par la richesse du cadre et la variété des sujets aux *Lettres à la princesse*, ne justifient en rien la curiosité publique et ne soient pas dignes de la plume si bien taillée qui nous a donné des modèles de l'art d'écrire et surtout de raconter ? A Dieu ne plaise ! Même en acceptant nos réserves et nos critiques, il reste encore dans ces deux volumes, — d'un format trop majestueux pour la circonstance, — de quoi défrayer une bien piquante lecture. Mérimée, qui avait quelques prétentions d'aquarelliste et dont les aquarelles étaient déplorables, se rattrape avec l'écritoire. Ses paysages sont sobres et fins, ses croquis enlevés de main de maître. Il lui suffit d'un trait, d'une phrase, d'un mot, pour rendre visible ce qu'il peint. Il a le secret d'être naturel et de paraître simple tout en restant le raffiné que nous connaissons. Les *épistoliers* les plus célèbres, Cicéron, Plin<sup>e</sup>, madame de Sévigné, M. de Voltaire (je ne parle pas, bien en-

tendu, de Balzac l'ancien et de Voiture, dont le mérite m'échappe absolument), ont bien peu de pages préférables à la scène de mademoiselle Rachel chez l'académicien à lunettes, au voyage en malleposte avec la belle Avignonnaise enchantée et effrayée de voyager avec un homme aussi illustre, mais sentant un peu le fagot; à la promenade en bateau qui finit par cette question mélancolique : « Comment se fait-il que les hommes les plus indifférents soient les plus aimés?... » — et surtout à la délicieuse histoire du petit oiseau dans les arènes de Nîmes, qui pourrait avoir pour sous-titre : « Tout ce que croient les gens qui ne croient à rien. » — Pages charmantes qui, lues au milieu du désarroi de la littérature actuelle, nous ramènent au bon style et rappellent la langue du dix-septième siècle avec un peu plus de montant. Ces morceaux de choix ont été déjà cités par trop de *Revue*s et de journaux pour que je songe à les reproduire; mais voici un petit coin de tableau, genre ou paysage, qui me ravit pour deux raisons : premièrement, parce qu'il me rappelle *Colomba*; secondement, parce que Mérimée y met en présence un bandit et un évêque, sans donner trop ouvertement la préférence au bandit :

« L'impératrice m'a raconté des anecdotes assez curieuses de son voyage en Corse; l'évêque lui a parlé d'un bandit nommé Bosio, dont l'histoire a l'air d'avoir été copiée sur *Colomba*. C'est un fort honnête garçon, que les conseils d'une femme ont poussé à commettre deux ou trois petits meurtres. On court après lui depuis quelques mois, mais inutilement; on a mis en prison des femmes et des enfants soupçonnés de lui porter à manger; mais impossible de mettre la main dessus; personne ne sait où il est. Sa Majesté, qui a lu le roman que vous savez, s'est intéressée à cet homme et a dit qu'elle serait bien aise qu'on lui donnât les moyens de sortir de l'île et d'aller en Afrique ou ailleurs, où il pourrait devenir un bon soldat et un honnête homme. — « Ah! madame, dit l'évêque, me permettez-vous de lui faire dire cela? — Comment! monseigneur, vous savez donc où il est? » — Règle générale, le plus mauvais garnement, en Corse, est toujours apparenté au plus honnête homme. Ce qui les a beaucoup surpris, c'est qu'on leur a demandé un nombre prodigieux de grâces, mais pas un sou; aussi l'impératrice est revenue fort enthousiasmée. »

En somme, déduction faite des pages oiseuses, des détails de santé, des marivaudages de médiocre aloi, des traits de cynisme mal déguisé, des jugements sommaires et excessifs, et des passages où la haine anticléricale s'accuse trop, un tiers environ de ce recueil de *Lettres à une inconnue* est de l'excellent Mérimée. Mais que dire des *Dernières Nouvelles*? Ne vaudrait-il pas mieux n'en rien

dire? Pourtant, nous ne croyons pas devoir les passer tout à fait sous silence; car enfin, au milieu de toutes nos infériorités, il nous est permis de profiter de nos rares avantages et peut-être arriverait-on à conclure que la foi sincère, la confiance naïve, la simplicité de cœur et d'esprit ont du bon, si l'on sait quelles imaginations le scepticisme malade appelle à son aide pour se distraire d'images plus menaçantes et plus sombres. Éliminons d'abord les traductions de Pouchkine, les récits d'ancienne date (1846), les bribes recueillies dans de vieux tiroirs. Il n'y a de vraiment neuf dans ce volume que *Lokis* et la *Chambre bleue*, cette *Chambre bleue* spécialement écrite pour l'impératrice, et qui, j'aime à le croire, n'aurait pas été publiée si le 4 septembre n'y avait mis la main.

*Lokis* tient plus de place qu'il ne vaut dans la correspondance de l'auteur avec l'inconnue. Il y revient avec une persistance et une prédilection visible, en homme content de son œuvre et qui voudrait faire partager son contentement. Il paraît que la dame avait demandé et obtenu des retouches. « A Saint-Cloud, lui dit-il, j'ai lu *Pours* devant un auditoire très-select, dont plusieurs demoiselles, qui n'ont rien compris, à ce qu'il m'a semblé. » — J'avoue, à ma honte ou à mon honneur, qu'en lisant *Lokis* dans la *Revue des Deux Mondes*, je n'avais pas été plus perspicace que les rosières de Saint-Cloud. L'extrême bizarrerie du sujet m'avait paru palliée plutôt que sauvée par l'habileté de l'exécution; voilà tout, et je n'y avais pas entendu plus de malice. Mais du moment que Mérimée, qui savait probablement ce qu'il avait voulu faire, nous impose, pages 333 et suiv., son interprétation personnelle, du moment que, pour l'édification de cette femme qu'il a aimée et qu'il devrait respecter, il tourne et retourne dans tous les sens cette interprétation hideuse et monstrueuse, il faut bien le croire, et, dès lors, *Lokis* n'est plus et ne peut plus être qu'un objet d'horreur et de dégoût.

Je suis plus à l'aise avec la *Chambre bleue*. On me dit qu'un vaudevilliste de cinquième ordre en a extrait une pièce qui a eu sept ou huit représentations; c'est tout l'honneur que méritait ce récit, digne de Paul de Kock, et où je ne retrouve même plus la correction de style et la justesse de trait si remarquables chez Mérimée. Puisque nous en sommes au Vaudeville, je dois ajouter qu'on y jouait, en 1868, une drôlerie intitulée le *Petit voyage*, bien plus spirituelle et bien plus gaie que cette *Chambre bleue*, qui lui ressemble en laid. Nous n'aurions pas même mentionné cette nouvelle d'une trentaine de pages, si son *auguste* destination ne lui eût donné quelque importance. Voilà donc de quelle littérature se délectaient l'impératrice et son groupe! Loin de nous l'idée de manquer de respect à cette grande infortune! mais, en vérité, comment s'étonner des incohérences qui

signalèrent les dernières années de l'Empire et précipitèrent sa chute, quand on essaye de démêler ce qui se passait (style Sainte-Beuve) dans *cette jolie cervelle*? Des aspirations généreuses, de beaux traits de patriotisme et de courage, des trésors de tendresse maternelle, une piété catholique dont on ne saurait douter, même en présence de contradictions inouïes, une charité active, et, à côté de ces qualités attrayantes ou sérieuses, une futilité incroyable, une fièvre de plaisirs, une passion de toilettes et d'inventions *ultra-françaises* qui condamnait, par imitation, son entourage à un luxe ruineux, donnait l'exemple de prodigalités insensées et devenait parfaitement ridicule à mesure que se rapprochaient... ou s'éloignaient les horizons de la quarantaine; en littérature, dans le roman, dans l'art, au théâtre, le goût de tout ce qui excluait l'idée de grandeur, de vertu, d'héroïsme, de santé morale; une préférence visible pour le rose, le joli, le faux, le déshabillé et le maquillage; des sentiments vagues de dévotion espagnole fraternisant avec des œuvres et des auteurs matérialistes; sous prétexte de triompher à tout prix de cet inexorable ennui qui fait le fond de la vie des cours, une tendance puérile à s'étourdir, à s'agiter dans le vide, à chercher des sensations imprévues, à s'éprendre de l'extraordinaire, fût-ce aux dépens de la pudeur féminine et de la dignité souveraine; une religiosité factice s'entremêlant à des bizarreries ou à des indécences de costume; toute licence autorisée, pourvu qu'elle donnât matière à déguisements, à charades, à tableaux vivants, à mise en scène; *Salammbô* catéchisée par *Sybille*; l'eau bénite d'Octave Feuillet dans la cuvette de madame Bovary; Offenbach et Chaplin tendant la main à Flaubert et à Feydeau... Et c'est avec cela qu'on aurait prétendu remplir un intérim monarchique, suppléer aux défaillances du gouvernement personnel, remplacer les roués et les habiles qui avaient concouru à l'établissement de l'Empire, réprimer les débuts d'une révolution sociale, et conjurer les périls d'une situation terrible qui eût exigé le génie de Richelieu, la souplesse de Mazarin, la finesse d'Anne d'Autriche et l'énergie de Marie-Thérèse!

Ceci me ramène aux *Lettres à l'inconnue* et à l'impression qu'elles nous laissent. Cette impression, malgré les sourires et les malices de détail, c'est une tristesse profonde. Chateaubriand racontant à grands traits, dans ses *Mémoires d'outre-tombe*, le retour de l'île d'Elbe et les Cent jours, nous parle de cette fameuse séance royale du 16 mars 1815, où Louis XVIII représentait l'ancienne monarchie menacée par le militarisme révolutionnaire, et il ajoute : « Dans les moments de silence, on croyait entendre les pas de Napoléon Bonaparte s'acheminant vers le palais des Tuileries. » En lisant le dernier volume des *Lettres* de Mérimée, on croit entendre, à travers la

nuit, les chevaux des uhlans, le roulement de l'artillerie prussienne, le sourd murmure de la fourmilière allemande, le tumulte de l'invasion, les voix lugubres de la défaite. On ne peut s'abstraire des scènes d'angoisse et de deuil, des calamités effroyables qui suivirent de si près les brillantes réceptions de Biarritz et de Compiègne, de Saint-Cloud et de Paris, décrites par Mérimée avec ce dilettantisme goguenard qui constate la folie des toilettes, la longueur des traînes, l'ampleur des crinolines, l'insuffisance des corsages, sans se formaliser ou s'effrayer de ces défis lancés par une société imprévoyante à la nation, à l'avenir, à la fortune publique et privée, à la Providence, à la morale et au bon sens. On sait quel fut le dénoûment, quelle fut l'expiation de ces fêtes ; il semble que l'ombre de nos malheurs s'étende peu à peu sur ces pages qui ne nous parlent que de galants commérages, d'anecdotes scandaleuses, d'épaules nues, de comédies mondaines, de tout ce que peuvent inventer, pour dérider leur bonheur et leur grandeur, les grands et les heureux d'ici-bas. La plupart des palais qui servirent de théâtres à ces vanités et à ces joies ne sont plus aujourd'hui que des ruines. L'œil peut suivre sur ces restes de murailles effritées et noircies la trace de nos ennemis du dehors et du dedans. On dirait qu'une mince et transparente cloison sépare à peine ces gaietés de nos douleurs, que ces lustres et ces candélabres se sont tout à coup changés en chapelle ardente, que ces valse et ces quadrilles se sont achevés sur des tombeaux, que ces fringantes beautés du Décaméron impérial se sont brusquement évanouies dans l'ombre pour reparaitre avec le pâle visage et les allures fantastiques des *Willis* de la légende.

Ajoutons, en finissant, que le tour d'esprit et le genre de talent de Prosper Mérimée ne sont pas de nature à dissiper cette illusion funèbre. Cette école littéraire, qui devait aboutir à nos *impassibles*, ne saurait prétendre à raviver ce qu'elle touche, à consoler ceux qui ne veulent pas qu'on les amuse. J'ai lu, je ne sais où, que le fond de la littérature de Mérimée était la cruauté. Je n'irai pas aussi loin ; mais c'est du moins le contraire de la sympathie, de la tendresse et de la pitié. Il n'a pas le don des larmes ; il ne sait ni les faire couler, ni les étancher. Peu lui importe de consoler les douleurs qu'il retrace, d'essuyer le sang qui jaillit sous les couteaux dont il abuse. Demandant à son sang-froid le moyen de tripler son effet, je le comparerais volontiers — toute proportion gardée de situation, d'art et de style — aux *reporters* des journaux à sensation, les meilleures gens du monde, qui ne voudraient faire de mal à personne, mais qui, rencontrant sous leurs pas un assassinat ou un suicide, un incendie ou un naufrage, se sentent dans leur élément et ne songent plus qu'à tirer parti de leur trouvaille. Les chefs-d'œuvre les plus

parfaits de Mérimée, *l'Enlèvement de la redoute*, *Matteo Falcone*, *le Vase étrusque*, *Carmen*, *Colomba*, *Arsène Guillot*, *la Chronique du temps de Charles IX*, étonnent, frappent, saisissent, ou, comme on dit en argot de théâtre, *empoignent*, mais sans que le lecteur éprouve cette émotion communicative qui nous identifie avec l'auteur pour l'aimer, avec les personnages pour partager leurs afflications et leurs joies. C'est d'ailleurs la condition du scepticisme — de quelque nom qu'on le décore, — d'apporter avec soi des germes de dissolution et de mort. Supprimer l'âme, c'est faire de la tragédie humaine une boucherie où le plus faible est fatalement la proie du plus fort ; c'est lui enlever cette moralité suprême, faite de miséricorde, de vérité et de justice, qu'exprimait vaguement le chœur antique, et dont le christianisme a le secret. C'est condamner le corps à être toujours en prospérité ou en liesse, sous peine de tomber plus bas que la plus misérable guenille. Dshériter la vie future, c'est contraindre celle-ci à n'être qu'une série de jouissances ou à résumer toutes les tortures de l'enfer. De là cette irrésistible froideur dont on ne peut se défendre, même en admirant. La littérature sceptique, fataliste, réaliste — c'est la même chose sous diverses étiquettes, — prend les devants sur le lit de mort et le cercueil. Son dernier mot, si on le pousse à bout ou si on a affaire à un fou comme Baudelaire, c'est le règne du néant et le triomphe du mal. Il est difficile d'adoucir avec ces procédés implacables les douleurs des individus ou des peuples. Il est malaisé de leur créer, pour les temps d'épreuve, une force intime qui les soutienne et les sauve. C'est pourquoi, tout en appréciant le vrai talent, le véritable esprit français partout où ils se rencontrent, gardons-nous de nous humilier devant cette littérature du doute, de l'ironie, du dédain et de la haine. Prenez les œuvres de Mérimée ; remontez jusqu'à son maître Stendhal, à qui il a consacré cette scandaleuse notice, débauche d'athéisme dont il est gêné de ne pas parler ; puis descendez aux imitateurs, aux successeurs de l'éminent écrivain, à ceux qui ont délayé son élixir dans des flots d'absinthe et inauguré les saturnales du réalisme. Parcourez en idée ces œuvres étranges, morbides, désolantes, excessives, venimeuses, cyniques, brutales, véreuses, faisandées, qui eurent leur jour de vogue et que favorisa le second Empire. Après ce pénible inventaire, revenez aux inspirations de la littérature spiritualiste et chrétienne ; à Lacordaire, à Montalembert, à Tocqueville, à Ozanam, à Gerbet, à madame Swetchine, à Eugénie de Guérin, au *Récit d'une sœur*, à d'autres encore que je pourrais nommer, — et dites-moi où est le souffle, où est la lumière, où est le charme, où est la consolation, où est l'espérance, où est la force, où est le rayon, où est la vie ?



# LA SOUVERAINÉTÉ DU NOMBRE

## ET LE GOUVERNEMENT LIBRE

---

### LA LOI ÉLECTORALE

II<sup>1</sup>

---

#### LE BOULEVERSEMENT DE 1848 ET L'AVÈNEMENT DES MASSES AU POUVOIR POLITIQUE.

Le 23 février 1848, le suffrage universel n'était que le rêve de quelques utopistes, l'instrument de quelques ambitieux, et la foi d'un nombre à peine appréciable de croyants. Il est le 5 mars suivant une réalité redoutable. Il possède la masse inconsciente et persuade, au moins ostensiblement, ses plus fermes adversaires de la veille. Il inquiète l'ambition, mais elle lui fait bon visage et brigue ses faveurs. Il plait à la frivolité et subjugué l'expérience. Un coup de main, une misérable échauffourée militaire a produit, suivant le langage de la flatterie nouvelle, *l'avènement des masses au droit politique*. La veille, la raison universelle condamnait le vote universel. Il est le lendemain la loi des lois, la source de toutes les lois, et la manifestation infaillible de ce dieu nouveau, qu'Anacharsis Clootz, un Prussien mêlé au désordre de notre première révolution, avait appelé, « notre seigneur le genre humain. » Actuellement encore, cette foi peu naïve et très-intéressée persiste en présence des spectacles les mieux faits pour l'ébranler. A la séance du 19 novembre dernier, M. Rouher, confondant le suffrage universel avec la souve-

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* du 25 décembre 1873.

raineté nationale, l'a élevé à la hauteur d'un dogme<sup>1</sup>, et l'on peut voir, partout étalée, la photographie d'un très-jeune prince, représenté debout, la main solennellement étendue sur l'urne d'où sortirent tant des parodies de la liberté, et des gouvernements si funestes, et sur cette urne l'inscription suivante : *Tout pour le peuple et tout par le peuple*. Ce jeune prince est bien mal conseillé. Il trahit, avec une naïveté singulière, une ambition bien dangereuse. Il offre au peuple un droit bien illusoire en échange du pouvoir absolu qu'il lui redemande.

D'après M. de Lamartine, le plus illustre pontife, que dis-je ? le *révéléateur*<sup>2</sup> de la révolution de Février, le suffrage universel a été « le couronnement du peuple ; le peuple ne se laissera pas découronner. » Jetons un regard sur la cérémonie du sacre : ses formes sont nouvelles, et les paroles sacramentelles ne manquent ni de gravité, ni de grandeur, dans la bouche d'un tel pontife.

Le 24 février 1848, les flots de la multitude soulevée envahissaient la Chambre après le sac des Tuileries. Quelques minutes avant, dans un entretien secret avec les meneurs républicains, M. de Lamartine avait exprimé ses doutes. « Le suffrage universel il est une énigme et contient un mystère... Son premier mot sera république, son second sera monarchie ou empire<sup>3</sup>. » Mais le tumulte grandit, le flot monte, les coups de fusil retentissent. M. Thiers agite les bras avec le geste d'un pilote en perdition.

Alors M. de Lamartine monte à la tribune, et « d'une voix sourde comme l'abîme de la destinée qu'il allait sonder<sup>4</sup> » il prononce quelques paroles indécises qui provoquent des murmures. Le flot monte, monte encore : ses hésitations cessent. « Comment ! s'écrie-t-il, trouver un gouvernement parmi les éléments flottants du naufrage dans cette tempête où nous sommes tous emportés, où une vague populaire va grossir à chaque minute dans cette enceinte la vague qui nous a submergés ? Comment trouver cette base inébranlable ? Comment, messieurs ? En allant jusqu'au fond du peuple et du pays, en allant extraire du droit national le grand mystère d'où sortent tout ordre, toute liberté, toute vérité. » Puis, aux applaudissements frénétiques de cette foule ivre de sang et de pillage, il propose la création d'un gouvernement provisoire qui aura « pour première mission d'établir la trêve entre les citoyens ; secondement de convoquer le pays électoral tout entier, et, quand je dis tout

<sup>1</sup> *Journal officiel*, 30 novembre 1873, page 1069.

<sup>2</sup> « Si j'étais, disait-il à ses collègues du gouvernement provisoire, seul dictateur et révéléateur de cette révolution. » (*Mémoires politiques de Lamartine*, t. II, p. 392.)

<sup>3</sup> *Mémoires politiques de Lamartine*, t. II, p. 168.

<sup>4</sup> *Ibid.*, t. II, p. 208.

L'insouciance s'explique par des causes assez simples, les unes accidentelles, les autres permanentes. D'abord, le peuple envisagé dans son ensemble, n'était pas si fier qu'on le suppose de sa prétendue conquête. En vain on glorifiait sa victoire, il sentait qu'elle était une œuvre de guerre civile, accomplie par une fraction très-infime de lui-même. Il n'avait pas au début ces passions démocratiques et sociales, pour ne pas dire antisociales, que l'exercice prolongé du suffrage universel développe chez l'homme pauvre. Le peuple n'avait pas demandé le pouvoir politique. Quelques factieux le lui avaient donné dans un but d'ambition personnelle : il ne savait qu'en faire. « Pourquoi me dérangerai-je ? » pensaient vaguement le paysan et l'ouvrier. Que ce soit tel ou tel, celui-ci ou celui-là dont le nom sort de l'urne, payerai-je moins d'impôts ? vendrai-je mieux mes grains, mes bestiaux, mes produits ? Que les discours soient bons ou mauvais, que m'en reviendra-t-il ? » Ajoutons le vote au chef-lieu de canton qui éloignait les électeurs ruraux du scrutin. Toutefois, cet éloignement ne les a pas empêchés de voter avec ensemble pour le prince président, contre le général Cavaignac, pourtant chef du pouvoir, et fortement soutenu par des préfets républicains, dont il avait fait la fortune politique, qui étaient soumis à ses ordres et dévoués à sa candidature.

Cette ardeur plébiscitaire tient à la nature du suffrage universel, qui est, en matière d'élection, la solution radicale et le règne absolu du souverain populaire. Est-il étonnant que Sa Majesté très-universelle ressemble aux autres souverains absolus ? qu'elle n'aime pas les parlements, qu'elle préfère une personnalité puissante à une assemblée de législateurs, un grand pouvoir au règne des lois, et, pour reproduire une plaisanterie de Voltaire, un beau lion à une collection de rats ? Il y a plus : le suffrage universel a encore moins d'aptitude que de goût pour le régime parlementaire. Il lui faut des questions simples : « Veux-tu telle forme de gouvernement ? Surtout, veux-tu tel homme ? » — et des questions définitives ; car si on lui posait la même à de courts intervalles, il risquerait fort de se contredire, ne serait-ce que pour mettre un terme aux demandes indiscretes.

Le régime parlementaire n'est pas simple : il vit de discussions incessantes sur les questions les plus compliquées. Il est la publicité portée à son plus haut degré. Telle est sa grandeur, telle est aussi sa difficulté ; car ce haut degré de publicité exige la plus extrême lucidité des idées dans le plus grand silence des passions. Le suffrage universel, au contraire, a les passions vives et les idées obtuses. La raison politique, surtout la raison parlementaire, disent : calme, modération, persistance des principes dans la mobilité des personnes,

esprit de suite et de transaction. Le suffrage universel aime le changement parce qu'il souffre, les solutions simples et tranchées, parce qu'il n'en peut pas comprendre d'autres. Le pouvoir absolu est, à la fois, la solution la plus tranchée et le remède le plus efficace à sa versatilité : il aime le pouvoir absolu par un sentiment instinctif de son infirmité.

Il a trahi cet amour, en dépit de ses flatteurs, par des actes éclatants et des complicités manifestes. La première application qui en a été faite n'a pas produit, il est vrai, tout le mal qu'on pouvait craindre : l'Assemblée constituante de 1848 a été honnête, loyale, sincère ; elle n'était ni monarchique ni républicaine. Elle a voté la république parce qu'elle était dominée par le fait accompli. En république, les conservateurs sont républicains. A leurs yeux tout vaut mieux qu'une subversion nouvelle. — Mais ce n'est pas en un jour qu'on peut faire l'expérience des principes de gouvernement, même de ceux dont l'action délétère est la plus active. Appliqué à l'improvisiste, le suffrage universel a trouvé des populations calmes, laborieuses, occupées, capables d'opposer la puissance du bon sens, du sang-froid, de la famille, à l'effet subversif des idées impraticables et folles que les clubs déchainaient sur la France. Le 27 avril 1848, les populations furent, en présence de l'urne électorale, telles que les avait faites les principes antérieurs, non telles que les fit depuis le suffrage universel réglementé, telles surtout que les ferait le suffrage universel affranchi.

Mais attendez quinze jours : le 15 mai, les élus du suffrage universel seront injuriés et chassés par ceux qui l'avaient conquis le 24 février. Attendez deux mois : le 24 juin, ils seront obligés de soutenir la guerre sociale contre ces mêmes conquérants. Attendez neuf mois : le 10 novembre, le peuple souverain couronnera sa Constitution républicaine par une élection princière, l'élection d'un prétendant au trône impérial. Attendez treize mois : le 13 mai 1849, aux élections générales de l'Assemblée législative, il nominera, sans doute pour mettre son futur César d'accord avec sa Constitution républicaine, une majorité monarchique, ennemie à la fois de la république et du césarisme.

Vous croyez sans doute que les 11 dictateurs de 1848, les *révélateurs* de la révolution de Février et du suffrage universel, tous élus le 27 avril 1848, à d'immenses majorités, seront réélus le 13 mai 1849 ? Eh bien, non ! Comme si ce n'était pas assez d'avoir renié la république par la nomination d'un prétendant impérial, et d'avoir ensuite renié ce prétendant par des élections monarchiques, le suffrage universel reniera aussi ses promoteurs. Des 11 dictateurs de 1848, deux seulement seront réélus en 1849. Mais ce n'est pas tout.

Aux élections du 10 mars 1850, Paris, le grand initiateur, nommera l'insurgé de juin de Flotte à une majorité de 128,000 voix contre 119,000 données au candidat de l'ordre ; et, le 28 avril suivant, il portera ses votes sur le romancier Eugène Sue, cet écrivain sans principes enrichi par l'exploitation du vice, dont la plume éhontée flattait les mauvaises passions du riche par des peintures licencieuses, sous le suffrage restreint, les mauvaises passions du pauvre par des divagations socialistes, sous le suffrage illimité.

Avions-nous tort d'affirmer que le suffrage universel est la versatilité même, l'ami et le complice involontaire du pouvoir absolu ?

Est-ce à dire que la masse populaire voulait l'insurrection de Juin et le communisme ? Mon Dieu, non : elle ne voulait pas plus ces crimes et ces niaiseries, qu'elle ne voulait Robespierre et la Terreur en 1793, et pourtant elle nommait les instigateurs et les acteurs de ces crimes : elle nommait Robespierre, Vidal, de Flotte, Eugène Sue. On se demande même si les conquérants du suffrage universel dans la journée du 24 février 1848 voulaient ce suffrage ; car, enfin, ils se sont soulevés plusieurs fois sous le gouvernement provisoire pour l'empêcher de se prononcer par des élections régulières. — Mais cessons de raisonner sur ce qui échappe au raisonnement. Est-ce que l'homme du peuple, pris individuellement, peut savoir ce qu'il veut en politique ? C'est à peine si l'homme d'Etat le sait : le suffrage universel, c'est-à-dire l'homme du peuple pris en masse, l'ignore absolument. On lui demande ce qu'il veut : il ne le sait pas. A défaut d'intelligence politique, il mord à tous les pièges, à toutes les intrigues, à toutes les tentations de paraître plus grand que les grands, plus fort que le pouvoir. C'est une infirmité qui tient à sa nature ; elle peut être mortelle pour la nation qui s'y complaît.

Mais à quoi tendaient, entre le 24 février et le 27 avril 1848, les manifestations populaires contre la convocation d'une Assemblée Constituante ? Tout simplement à la candidature officielle : les meneurs de Paris se défilent de la province. Ils voulaient se donner le temps de préparer le succès de leurs candidats par l'action la plus énergique des moyens révolutionnaires. — *Vos pouvoirs sont illimités*, — portent les fameuses circulaires adressées, en mars 1848, par le ministre de l'intérieur à ses préfets. La candidature officielle prend ainsi, à la première application du suffrage universel, et sous la main de ses promoteurs, un degré d'intensité inconnu sous le suffrage restreint. Qu'on ne s'en étonne pas. Ce phénomène est normal. Plus est inconscient l'être auquel sont confiées les plus grandes destinées, les destinées d'une nation, plus il importe de rectifier ses aberrations inévitables par une sage direction. — Votes illimités des populations ! pouvoirs illimités des préfets ! — Le système est

dur, mais logique. Il y avait un grain de bon sens dans ces manifestations hostiles à la convocation de l'Assemblée constituante. Nous verrons, sous le second Empire, la candidature officielle hautement revendiquée par le pouvoir et autorisée par la législature, dans un intérêt social, comme un correctif indispensable du suffrage universel et une nécessité de salut public.

## LA LOI DU 31 MAI.

En 1848, le suffrage universel s'était prononcé à la fois pour la république modérée et pour l'empire, en 1849, pour la réaction monarchique, en 1850, pour l'insurrection de juin 1848 et la pire forme du socialisme, l'exploitation de l'ignorance et de la misère par un romancier licencié. Qu'allait-il faire aux élections générales de 1852? Il avait voté blanc aux élections générales de 1849, donc, à en juger par l'analogie des faits antérieurs, il voterait rouge à celles de 1852. On aurait une majorité d'insurgés de Juin et de socialistes et alors !!!... alors, avec la complicité du législateur, le désordre passerait de la rue et des têtes démocratiques et sociales dans les lois. On aurait les assignats, la collectivité, la liquidation sociale, et, pour tout dire en un mot, la subversion légale. Un je ne sais quoi qui n'a de nom dans aucune langue, prendrait la place du code civil.

En attendant, le travail manquait, l'anxiété était affreuse; la nation la plus ferme serait inquiète à moins. Ces bonds, ces caprices, ces soubresauts, ces éventualités ténébreuses troublaient les meilleures têtes, même les têtes républicaines, et même la sereine et radieuse intelligence de M. de Lamartine.

On lisait dans *le National*, journal de MM. Marrast, Bastide, Goudchaux et Vaulabelle, l'appréciation suivante : « Les droits politiques accordés aux masses, sont d'excellents instruments de la philosophie critique qui vise au renversement de la situation établie. Mais par cette raison même, ils sont impuissants pour maintenir et consolider quoi que ce soit. » — M. de Lamartine n'était pas plus rassuré. On lisait dans son *Conseiller du peuple* : « Du premier pas, vous avez touché les limites du possible, en fait de gouvernement. Vous êtes submergés de droits et d'exercices des droits politiques. Seulement on a jeté l'intrigue et la confusion dans l'exercice de votre souveraineté électorale, par le scrutin de liste. J'ai protesté, j'ai pressenti que ce serait l'élection des ténèbres au lieu de l'élection du grand jour. La Constitution révisée rectifiera cette aberration

du scrutin de liste, inventée par ceux qui ont dit au peuple : « Tu seras roi, mais à condition que tu auras un bandeau sur les yeux. » A cela près, vous êtes un peuple de rois. »

Ainsi le grand pontife du suffrage universel, celui qui l'a sacré roi, celui dont les mémoires politiques célèbrent à chaque page l'attitude religieuse du peuple dans les journées du sacre, M. de Lamartine, voyait un bandeau sur les yeux de son nouveau souverain. On était dans les ténèbres, ténèbres de l'intelligence autrement poignantes que les ténèbres matérielles, ténèbres visibles, même pour les yeux les plus intéressés à affirmer la lumière, pour ceux qui avaient salué, dans l'avènement du suffrage universel, l'aurore d'un monde nouveau, et de destinées meilleures au sein d'une humanité affranchie et relevée.

M. de Lamartine réclamait beaucoup de modifications au suffrage universel : exclusion des professions infâmes, des existences frappées par la justice et le discrédit, même de l'indigence, conditions de domicile plus sévères, fixation de la majorité politique à vingt-cinq ans, obligation de savoir lire et écrire. Il définissait cette dernière obligation un cens *spiritualiste*, par opposition au cens *matérialiste*, suivant lui, qui avait prévalu antérieurement, et qui prévalait encore chez presque toutes les nations civilisées.

M. Émile de Girardin voulait que l'homme marié votât deux fois, et, pour chaque enfant, une fois de plus ; point de vue supérieure-ment développé ici même par M. le comte de Champagny<sup>1</sup>.

Mais on avait les mains liées par la Constitution de 1848, dont les articles 24, 25 et 30 imposaient l'âge de vingt et un ans, le scrutin de liste, le suffrage direct, universel et sans condition de cens. Telles sont souvent les prétendues conquêtes de la Révolution ; elles consacrent les surprises de la violence par des textes constitutionnels inviolables, qui enchaînent tout l'avenir, et produisent ainsi, sous l'apparence mensongère du droit et de la liberté, des obstacles insurmontables aux réformes nécessaires et de réelles impossibilités de vivre.

Cependant fallait-il que la France pût sous le poids d'un principe faux, éclos dans l'orage, parce que ce principe était inscrit dans une de ces dix Constitutions contradictoires dont le fatal génie des révolutions a doté notre malheureux pays ? Évidemment, non !

Le 3 mai, cinq jours après l'élection de M. Eugène Sue à Paris, le *Moniteur officiel* annonça la nomination d'une commission fameuse dans la polémique du temps, sous le nom de Commission des dix-sept, et chargée de préparer « les réformes électorales nécessai-

<sup>1</sup> Livraison du 25 mai 1873.

res. » Cette Commission avait été choisie, dans la Chambre, par le ministre de l'intérieur, M. Baroche, et composée de MM. Benoist d'Azy, Berryer, Beugnot, de Broglie, Buffet, de Chasseloup-Laubat, Daru, Léon Faucher, Jules de Lasteyrie, Molé, de Montalembert, de Montebello, Piscatory, de Sèze, le général Saint-Priest, de Vatimesnil et Thiers, qui avait alors un dédain superbe pour la popularité.

Singulière et lamentable inconséquence politique d'une nation qui a livré aux jeux de la force sa puissance législative et constituante ! Avant la journée du 24 février 1848, la *réforme* porte sur l'extension nécessaire de droits politiques trop restreints ; entre cette journée et le coup d'État de 1851, sur les restrictions nécessaires à des droits politiques trop étendus ; après ce coup d'État, le suffrage universel rétabli, mais dominé par le césarisme, cesse d'inquiéter : l'effort de la discussion se concentre sur les libertés nécessaires.

Aujourd'hui, l'ardent promoteur de la loi du 31 mai, l'homme à la fois des restrictions et des libertés nécessaires, soutient l'innocuité de ce suffrage, qu'alors, il déclarait antisocial, d'accord avec MM. Baroche et Rouher, ministres du prince président, qui, eux-mêmes, se sont prévalu, pendant dix-huit ans, de son rétablissement et de ses manifestations, sous ce même prince devenu empereur. M. Rouher l'invoque encore au profit du fils de l'empereur. Qu'on dise, après de telles palinodies infligées à des hommes de cette supériorité politique, que le suffrage n'a pas été l'empire de la contradiction<sup>1</sup> !

On le voit : la situation qui motiva la loi du 31 mai se rapproche de la situation actuelle par des analogies frappantes. Mais elle s'en éloigne par des contrastes importants ; en 1850, dans l'œuvre de la réforme nécessaire, on était lié par des textes constitutionnels, mais on n'avait contre soi qu'une pratique antérieure de deux ans. Aujourd'hui on est libre de toute entrave constitutionnelle, mais on a contre soi un suffrage universel acclimaté par une pratique de vingt-cinq ans. La révolution et l'ennemi ont fait la *table rase* de Des-

<sup>1</sup> En des temps moins douloureux, en serait tenté de rappeler le vers de Molière :

Et c'est tout justement la cour du roi Pétaud.

Ce roi était le chef élu par les mendiants réunis en corporation. Son nom vient du mot latin *Peto*, Je demande. Il demandait à ses sujets ce qu'il avait à faire. — C'est ainsi que les officiers de la garde nationale demandaient à leurs soldats s'ils voulaient faire l'exercice, aller à la corvée, recevoir des cartouches pour se battre... ou plutôt ne pas se battre. Dans le même ordre de principes déraisonnables, un très-honnête homme auquel ses camarades offraient un grade dans la milice citoyenne, leur répondit : « Non messieurs, car, si vous me donniez le mandat de vous commander, je serais obligé de vous obéir. »



cartes : peut-on faire l'*instauratio magna*, la grande réorganisation de Bacon ?

Les articles 24, 25 et 30 de la Constitution de 1848 avaient interdit à la société menacée les garanties d'âge, de capacité, d'indépendance, de patronages conservateurs, qui forment le droit commun des nations civilisées. Par un étrange renversement, ce n'était pas à l'ordre, mais au désordre électoral qu'elle donnait des gages. Toutefois, elle avait laissé le domicile dans le domaine de la loi. Le législateur ne trouva que cette issue pour échapper à l'anarchie constitutionnelle; il s'en empara avec ardeur, porta la durée du domicile électoral de six mois à trois ans, et statua que ce domicile serait *constaté* par l'inscription au rôle, soit de la taxe personnelle, soit de la prestation en nature pour les chemins vicinaux. En ce qui concernait les électeurs domiciliés chez des ascendants ou des patrons, et, dès lors, sans domicile personnel, l'inscription était remplacée par des certificats de ces ascendants et de ces patrons.

Toute la loi était dans ces dispositions. Les trois ans de domicile, combinés avec l'inscription aux rôles du fisc, éloignaient de l'urne l'indigence et la population flottante des grandes villes. — Ainsi était conjuré le principal danger du suffrage universel, qui est d'intéresser l'ambition vulgaire à capter les suffrages par l'appel aux passions antisociales. L'inscription au rôle du fisc était présentée, non comme un cens, mais comme un *moyen de constatation* du domicile. En fait, il équivalait à un cens très-abaisé, analogue à ceux qu'avait édictés le règlement du 24 janvier 1789, et la Constitution de 1791 pour les électeurs du premier degré. Là était le côté faible et l'artifice de la loi, artifice d'ailleurs nécessaire; l'interdiction du cens par la Constitution ne laissait que ce moyen d'exclure l'élément nomade et irresponsable, conformément aux règles suivies dans le monde entier, y compris les États-Unis d'Amérique.

D'accord avec le gouvernement du futur empereur, la commission des dix-sept avait rapidement terminé son travail, sous l'active impulsion du ministre de l'intérieur, M. Baroche, et de son rapporteur M. Léon Faucher. La discussion commença le 21 mai. Elle fut brillante et très-passionnée. Nous venons d'en faire connaître les résultats. Nous lui emprunterons plus loin les éléments utiles aux solutions cherchées. Bornons-nous, pour le moment, à en esquisser la physiologie.

Les hommes de l'absolu démocratique s'inquiètent peu de savoir si le suffrage universel est salubre ou ruineux pour leur pays. Que leur importe ! Périssent la France plutôt que les principes dont ils ont fait l'instrument de leur fortune politique ! Ils purent donner carrière à leur triste logique. MM. de Flotte, Pas-

cal Duprat, Jules Favre, Grévy développèrent leur thèse favorite de ces droits antérieurs et supérieurs aux lois positives qui existent par eux-mêmes, que les Constitutions peuvent reconnaître, mais qu'elles ne créent pas. Or, la souveraineté du peuple est un de ces droits et n'est, suivant eux, qu'un vain mot sans le suffrage universel. Mais la loi proposée ne se borne pas à organiser ce suffrage; elle le mutilé. Donc elle viole, non-seulement la Constitution, mais le droit antérieur et supérieur de la souveraineté du peuple.

M. Victor Hugo fit l'apothéose du vote illimité, glorifia l'infailibilité populaire, et menaça de l'indignation du souverain mutilé le législateur téméraire qui oserait toucher au suffrage universel. Il voyait dans l'avènement des masses au vote politique, l'échange du droit d'insurrection contre le droit de suffrage, du pavé contre le bulletin, l'apaisement, la conciliation, la concorde, l'ancre de salut, le port après l'orage, l'assise de granit, « sur laquelle le pouvoir est inébranlable parce qu'il pose sur le peuple comme Antée pose sur la terre. » « L'ouvrier, d'après M. Victor Hugo, entre dans la salle du scrutin avec le front triste du prolétaire accablé, il en sort avec le regard du souverain », etc., etc.

Un peu revenu de ces trop puissantes déclamations, après quelques mois de sa dictature provisoire, M. de Lamartine donnait des raisons excellentes à l'appui des restrictions nécessaires, mais il voulait les différer jusqu'à l'époque fixée pour la révision de la constitution. Quelques ultras du parti légitimiste et du parti bonapartiste tenaient, avec les pères de la doctrine démocratique, pour l'absolu du suffrage universel. Les généraux Fabvier et de Lamoricière accusaient le projet de manquer de franchise, et le général Cavaignac, de rétablir le *pays légal*, tant reproché au ministère qu'avait présidé M. Guizot.

Les hommes politiques, Léon Faucher, Jules de Lasteyrie, Béchard, de Vatimesnil, Berryer, de Montalembert, Thiers, Baroche écartèrent ces apparences, ces exagérations, ce dogmatisme, cette vaine théologie humanitaire, même cet honnête scrupule, et concentrèrent l'effort de la discussion sur les deux intérêts dominateurs, le péril social et le besoin d'une représentation vraie et digne de la France.

Dans le cours de la discussion, il fut bien établi que cette loi serait applicable à la nomination du président; elle fut votée par 433 voix contre 241 : majorité considérable, mais inférieure à celle des trois quarts, qui était exigée pour la révision de cette Constitution<sup>1</sup>. D'après une opinion accréditée, toute loi électorale serait un testament politique après lequel une assemblée n'a qu'à se dissoudre.

<sup>1</sup> Art. III de la Constitution du 4 novembre 1848.

L'Assemblée législative ne s'est pas soumise à cette opinion ; elle a voté la loi du 31 mai, près de deux ans avant la date nécessaire de sa dissolution, fixée par la Constitution au mois de mai 1852.

Si l'on en juge par son attitude en présence de la loi du 31 mai, le peuple n'a pas, pour le suffrage universel, l'attachement passionné que le préjugé général et l'ambition démocratique lui supposent. Découragés par la fermeté du gouvernement et la fidélité de l'armée, ses meneurs l'avaient laissé à lui-même : il accueillit la loi avec une grande indifférence. Le peuple de Paris vit rayer 150,000 électeurs sur la liste de 1849, 250,000 sur la liste de 1848, avec moins d'émotion qu'il n'en éprouve à la nouvelle du moindre échec militaire, ou même d'un simple contre-temps. En règle générale, le peuple se laisse mener par les ambitieux sans talent et sans scrupule ; ramener par les bons gouvernements, et mater par les pouvoirs audacieux, dans cette période d'anxiété et de remords qui suit le désordre révolutionnaire. Il suffit, pour s'en convaincre, de réfléchir à l'accueil qu'il a fait à la loi du 31 mai et au coup d'État.

La loi du 31 mai avait rayé un peu plus du tiers des électeurs sur la liste de la France entière, et beaucoup plus sur celle de certains départements, par exemple, le département du Nord, le premier appelé à nommer un député sous son empire. Cette première application de la loi du 31 mai donna les résultats suivants : 290,196 électeurs étaient inscrits sur la liste illimitée, 142,255 seulement sur la liste nouvelle ; 68,497 prirent part au vote. Le général de Lahitte fut élu par 63,891 suffrages. Il avait été seul candidat. L'abstention avait été, immédiatement après le vote de la loi du 31 mai, le mot d'ordre révolutionnaire.

Le 4 janvier 1851, la réunion de la Montagne, consultée de nouveau, « réitéra l'avis formel que les démocrates devaient s'abstenir dans toutes les élections qui auraient lieu sous l'empire du suffrage restreint. » Cet avis, toutefois, ne fut pas partout suivi : car, le 27 juillet suivant, dans le même département, M. Waisse fut nommé par 41,912 voix, contre 11,917 données à M. de Larayère, adversaire déclaré de la loi du 31 mai. Il y avait, en outre, 6,628 bulletins blancs et voix perdues. — Aux élections partielles, qui eurent lieu en septembre 1851, dans le Finistère et le Morbihan, il n'y eut que 34,246 et 24,637 votants sur 88,468 et 74,816 inscrits. Nous avons signalé une négligence plus grande encore aux élections partielles faites sous l'empire du *suffrage illimité*.

La loi du 31 mai atteignait son but : elle assurait la majorité au *grand parti de l'ordre*, suivant le langage du temps. Langage excellent. Sous son empire, toutes les élections furent conservatrices. Un suffrage conservateur est la condition *sine qua non* du gouvernement

libre. Elle n'en soulevait pas moins de sérieuses objections, manifestées par l'expérience des élections partielles, reconnues par ses auteurs dans les mois qui précédèrent le coup d'État, et déjà consignées, avec des projets de réforme, dans un rapport de M. de Vatimesnil.

Les objections se rattachaient au fait suivant : pour échapper aux interdictions constitutionnelles, les auteurs de la loi avaient subordonné le vote politique à des lois financières bien conçues dans l'ordre financier, mais ne s'adaptant qu'imparfaitement au but politique qu'ils se proposaient. Par exemple, ils avaient attaché la constatation du domicile au paiement de l'impôt personnel et mobilier, de la *capitation*, pour employer un terme commun à toutes les organisations financières depuis les Romains.

En principe, tous doivent la capitation et doivent être inscrits au rôle, ne fût-ce que pour savoir le nombre des têtes entre lesquelles doit être répartie la somme à recouvrer. Mais en fait, d'après une proportion constatée en 1861, sur 10,643,000 chefs de famille, ou réputés tels au point de vue de la capitation, 3,162,000, près d'un tiers, ne sont pas cotisés<sup>1</sup>. Or, parmi ces 3,162,000 électeurs, indistinctement rayés par la loi du 31 mai, il y en avait un très-grand nombre qu'on aurait voulu conserver.

D'autre part, pour les ouvriers vivant chez leurs patrons, et les descendants vivant chez leurs ascendants, la loi du 31 mai avait suppléé au domicile personnel par des certificats de ces patrons et de ces ascendants, mais elle avait omis de statuer pour les frères vivant chez leurs frères, les ascendants vivant chez leurs descendants. Cette omission de la loi était, d'ailleurs, aggravée par la négligence des intéressés, qui oubliaient très-souvent de faire, ou de renouveler les déclarations prescrites dans le délai légal, entre le 1<sup>er</sup> et le 31 décembre. La discussion sur ces difficultés, ces vices de la loi du 31 mai, venait de commencer à la tribune de l'Assemblée, lorsque éclata le coup d'État.

Signalons en passant une contradiction significative : toutes les lois électorales de la période révolutionnaire, depuis le décret du 24 janvier 1789 jusqu'au premier Empire, ont exclu les serviteurs attachés à la personne de la liste des citoyens actifs. Cette exclusion était motivée par une raison d'indépendance et de dignité : leur

<sup>1</sup> Ce défaut de cotisation procédait de l'autorisation donnée par la loi du 31 avril 1832 aux villes qui ont un octroi, de payer, sur la caisse municipale, en tout ou en partie, le contingent de la contribution personnelle et mobilière, autorisation que, contrairement à la légalité stricte, mais dans un but louable d'humanité, les répartiteurs ont étendue à beaucoup de communes qui n'avaient pas d'octroi, afin de pouvoir décharger les indigents de la capitation, pour la porter sur les citoyens aisés.

vote risquait d'être servile s'ils votaient avec leurs maîtres, sédi-tieux, s'ils votaient contre eux. A l'inverse de ces lois, celle du 31 mai s'attache à faciliter le vote des serviteurs : le contraste s'ex-plique par la différence des temps. Au début, les pensées d'affran-chissement dominant. Mais la pire corruption est celle des choses les meilleures : *Corruptio optimi pessima*. Ces pensées, perverties par l'idéologie, la violence et l'hypocrisie révolutionnaires, ont ensuite soulevé de tels orages, qu'on a cherché des ancrs de miséricorde dans les liens tutélaires du patronage et de la famille.

Le 4 novembre 1851, le ministre de l'intérieur, M. de Thorigny, avait lu, au nom du prince-président, ce message précurseur du coup d'État, dont l'objet apparent était un exposé des motifs à l'ap-pui du retrait de la loi du 31 mai, et avait déposé en même temps le projet de retrait. Nous avons vu l'établissement du suffrage illi-mité par le coup d'État populaire du 24 février, nous allons voir son rétablissement par le coup d'État militaire du 2 décembre. En 1848, il est jeté en pâture aux passions d'une multitude inconsciente; en 1852, il devient un expédient de coup d'État, entre les mains d'un futur César, et l'instrument dont il se sert pour briser une Assem-blée et se mettre au-dessus des lois.

Le message du prince était habile : « ..... Il n'entendait pas renier l'approbation qu'il avait donnée à l'initiative prise par le ministère qui réclama des chefs de la majorité, dont cette loi était l'œuvre, l'honneur de la présenter... » mais il affectait de ne voir en elle qu'une loi de circonstance, une mesure de salut public. « Les mesu-res de salut public n'ont qu'un temps limité. »

« La loi du 31 mai, dans son application, a même dépassé le but qu'on pensait atteindre. Personne ne prévoyait la suppression de trois millions d'électeurs, dont les deux tiers sont des habitants pai-sibles des campagnes. Qu'en est-il résulté ? C'est que cette immense exclusion a servi de prétexte au parti anarchique qui couvre ses dé-testables desseins de l'apparence du droit ravi à reconquérir.

« La proposition que je vous fais, messieurs, n'est ni une tactique de parti, ni un calcul égoïste, ni une résolution subite ; c'est le ré-sultat de méditations sérieuses et d'une conviction profonde. Au-jourd'hui, rétablir le suffrage universel, c'est enlever à la guerre ci-vile son drapeau, à l'opposition son dernier argument. »

La demande d'urgence fut rejetée, le 13 novembre, à la majorité de 7 voix, 355 contre 348, conformément aux conclusions d'un rap-port présenté par M. Daru, au nom de la commission nommée pour l'examen du projet césarien ; et le 28 novembre, la loi du 31 mai fut maintenue, à la majorité d'une voix, sauf les atténuations élaborées et arrêtées dans l'esprit de la majorité depuis plusieurs mois. Quatre

jours après, le 2 décembre, était affichée la proclamation fameuse :

« Au nom du peuple français, le président de la république décrète :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'Assemblée nationale est dissoute.

Art. 2. — Le suffrage universel est rétabli. La loi du 31 mai est abrogée. »

Étrange destinée du système de la volonté de tous ! Le suffrage universel a été donné à l'émeute, le 24 février 1848 par un seul député, M. de Lamartine ; la loi du 31 mai, qui en réduisait d'un tiers le chiffre illimité, a été maintenue, le 28 novembre 1851, à la majorité d'une seule voix, et son chiffre illimité a été rétabli, le 2 décembre suivant, par une seule volonté !

#### LE SUFFRAGE UNIVERSEL ET LE SECOND EMPIRE.

Tels ont été la naissance et le rétablissement du suffrage universel sous la seconde république. Ce sont des *faits accomplis*, si l'on veut, mais accomplis par la violence populaire ou la force du pouvoir absolu, accomplis au mépris de tous les résultats acquis par la discussion et de tous les principes du gouvernement libre. Nous n'en vivons pas moins sous leur empire. Mais nous vivons mal. Car ce n'est pas ainsi que se gouvernent les nations maîtresses de leurs destinées. De tels faits tranchent et ne résolvent pas. Aux yeux de la raison pure, la question du suffrage universel, toujours tranchée par la force, jamais résolue par la discussion, n'est pas plus avancée aujourd'hui, en France, que le 24 février 1848.

Quelles furent donc « ces méditations sérieuses, ces convictions profondes » qui portèrent le prince-président à trancher la question par un coup d'État ? Ne les cherchez pas dans le message ; tout y est artifice et calcul, sauf un seul mot : « l'apparence du droit ravi à reconquérir est une grande force. » Le prince accuse, il est vrai, le parti anarchique de se couvrir de cette apparence. Mais, ce dont il l'accuse, il le fait au profit de sa dictature. Il se sert de cette apparence comme d'un masque pour dissimuler, aux yeux de la crédulité populaire, son attentat contre l'Assemblée et la république. — Depuis l'avènement des masses à la politique, l'apparence domine la réalité dans le gouvernement. — Napoléon III présente la loi du 31 mai comme une loi de circonstance ; il déclare « ne sortir de la légalité que pour rentrer dans le droit. » Beau mot, pure manœuvre. Le 2 décembre, il a sacrifié l'intérêt permanent de la France à l'intérêt éphémère de son pouvoir et à la *manœuvre électorale* au moyen de laquelle il s'en est emparé.

Il a trompé tout le monde, même ses ministres<sup>1</sup>. Y a-t-il une excuse à cette tromperie universelle ? Oui ; il était le chef d'un Etat populaire dans lequel tout le monde fait de la politique sans la comprendre. Or le peuple veut être trompé sur les conduites gouvernementales auxquelles on s'obstine à le mêler, bien que la nature des choses lui en refuse l'intelligence.

On a vu la scène de haute comédie qui s'était passée entre Napoléon, Sieyès et le suffrage universel, en décembre 1799, à l'époque de la constitution du premier Empire. Napoléon le Grand, ce premier favori du suffrage universel, Français malgré son origine italienne, avait traité son maître comme un grand enfant : il l'avait satisfait par de vaines apparences, incarnant, dans le vote illimité, la souveraineté nationale dont il n'aurait pas eu si facilement raison sous une autre forme, et ne laissant subsister de ce vote que juste ce qui était nécessaire pour en faire l'instrument passif de ses volontés. Son attention, d'ailleurs, était aux champs de bataille, où il versait le sang du peuple souverain comme de l'eau. Napoléon III, non moins favori du suffrage universel français, se comporta vis-à-vis de son maître avec plus d'égards et de mesure, il le prit plus au sérieux. La comédie électorale du rétablissement de l'Empire est plus savante et plus ironique que celle de son établissement : elle a laissé, hélas ! des traces plus profondes.

Les trois partis en présence, la fusion, le parti révolutionnaire, le parti impérial, assiégeaient de leurs offres et de leurs sollicitations le prince dépositaire de la force publique : phénomène politique naturel chez un peuple toujours livré aux entreprises de la force. Le parti de la fusion, alors comme aujourd'hui, le plus apte au gouvernement libre et disposant dans la Chambre d'une faible majorité, avait besoin du pouvoir exécutif contre les violents. Les violents, pour qui toute volonté doit fléchir devant la fascination de l'émeute, éprouvaient moins de répulsion pour le triomphe de la force concentrée dans un seul, que pour le gouvernement libre pratiqué par des monarchistes constitutionnels. Il y a, en effet, moins de distance entre les dictatures anarchiques et le césarisme, qu'entre ces dictatures et le gouvernement libre. Quant au parti impérial, faible dans la Chambre, mais puissant au dehors par la légende de Sainte-Hélène, encore dans son éclat, il conseillait tout simplement au prince d'employer la force gouvernementale à saisir le pouvoir absolu sous la forme césarienne que Napoléon I<sup>er</sup> lui avait donnée, et que les circonstances offraient encore une fois à son neveu.

<sup>1</sup> Les ministres Baroche, Rouher et Buffet avaient donné leur démission pour ne pas s'associer au retrait de la loi du 31 mai.

Qu'est, en effet, le césarisme ? Le revers de la médaille démagogique, l'emploi résolu, complet, des forces nationales à la destruction des forces subversives, l'application du fer rouge de la puissance militaire sur la plaie du radicalisme : remède douloureux, mais héroïque, qui plait au patriotisme des masses par la légende impériale, à leurs passions révolutionnaires par l'oppression du droit sous la force.

Ceci compris, on lit facilement, dans la tête de Napoléon III, les motifs et les mobiles vrais du retrait de la loi du 31 mai. « Je puis, pensa-t-il, offrir aux violents dans le rétablissement du suffrage universel un appât auquel ils mordront certainement, car ils savent que ce suffrage pleinement pratiqué leur appartient et leur assure prochainement le pouvoir. Après les avoir gagnés *pour un instant*, eux et le suffrage universel, à ma cause, j'emploierai cette force inespérée à mettre hors de combat le seul parti de gouvernement sérieux, celui de la monarchie constitutionnelle. La république disparaîtra dans le conflit. Dans les dangers suprêmes, la France a toujours résolument sacrifié la liberté à l'ordre. L'occasion de lui montrer la nécessité de ce sacrifice, même de la faire naître, en la plaçant entre l'anarchie et ma dictature, est unique : profitons-en. Elle n'a jamais hésité, elle n'hésitera pas. Il est vrai que le mot de république plait au peuple, mais la chose lui est mauvaise. Il y a mille moyens de faire vibrer la fibre populaire, les grands mots, les grands travaux, l'éclat des armes : nous emploierons ces moyens. Quant à la république, nous sauverons les apparences. Au temps de mon oncle, le peuple ne se payait-il pas de pièces de monnaie qui portaient, sur l'une des faces *République française* ; sur l'autre *Napoléon empereur* ? Dans les crises décisives, il a, à défaut de logique, un instinct providentiel de ce qu'il lui faut. Sans se l'avouer, sans permettre surtout qu'on le lui dise, il sent qu'il se perdrait par la pratique du suffrage universel affranchi de mes sages directions. Il faut le tromper pour son bien, parce qu'il veut être trompé, et parce que, s'il ne l'était par moi, il le serait par des ambitieux subalternes intéressés à lui faire faire et refaire, jusqu'à extinction de sa vie, ce qu'il ne sait pas et ne peut pas savoir, ce que, dès lors, il ne peut que mal faire. » Sur ces réflexions tristes, mais trop vraies, l'homme de Strasbourg, de Boulogne, du 2 décembre et de Sedan, l'homme par excellence du suffrage universel, homme d'ailleurs remarquable et personnellement sympathique, lança ses appels au peuple et à l'armée.

Restait la difficulté du vote illimité, gage de prochaine victoire dont le parti anarchique, son allié d'un jour et son futur ennemi, comptait bien se servir. Mais ce parti avait calculé sans le césarisme. Anarchique dans les conditions du gouvernement libre, le suffrage universel est césarien dans celles du pouvoir absolu. Le rétablisse-



sement du système impérial devait suivre immédiatement celui du vote illimité, et le prince devait trouver, dans l'étendue illimitée de ses pouvoirs, des armes contre la démagogie sa complice, et le seul contre-poids suffisant à l'étendue illimitée des suffrages.

Le coup d'État n'avait rétabli le suffrage universel que pour le dominer. Depuis, l'empire a cherché et cherche encore son excuse et ses titres dans les dangers de ce suffrage. Mauvaise excuse ! titres funestes ! car ces dangers, dangers mortels peut-être, la sagesse de la nation les avait conjurés par la loi du 31 mai. L'empire les a fait renaître pour se rendre nécessaire.

Que n'a-t-on pas dit de ce sphinx impérial qui a si longtemps tenu l'Europe attentive ? Il a été, depuis lors, cruellement dévisagé par les événements. Mais tout n'était pas illusion dans ce grand prestige. Il y a eu, dans l'acte du 2 décembre, et dans la prévision de ses conséquences lointaines, une réelle profondeur. Par la dissolution de l'Assemblée, Napoléon III plaçait le présent entre l'anarchie et sa dictature ; par le rétablissement du suffrage universel, il plaçait tout l'avenir entre les dangers de bouleversement social et le maintien du système impérial, et rivait ainsi la France à sa dynastie césarienne.

Actuellement, toute la force du parti de l'appel au peuple réside dans l'affirmation suivante : Le régime impérial peut seul conjurer les dangers du suffrage universel ; avec le gouvernement libre, tel que le comprennent la république conservatrice et la monarchie constitutionnelle, le suffrage universel conduit infailliblement la France à la subversion légale. — Cette force est grande, car l'affirmation est vraie.

On peut en juger par les décrets et circulaires du 2 décembre : dans le décret de dissolution de l'Assemblée, le rétablissement du suffrage universel est immédiatement suivi de la proclamation de l'état de siège. La circulaire du ministre de l'intérieur à ses préfets est encore plus significative : « Monsieur le préfet, vous remplacerez immédiatement les juges de paix, les maires <sup>1</sup>, et les autres fonctionnaires dont le concours ne vous serait pas assuré..... Vous ferez arrêter immédiatement tout individu qui tenterait de troubler la tranquillité, et vous ferez suspendre tout journal dont la polémique pourrait y porter atteinte. »

Ces prescriptions contiennent en germe toute la politique électorale de cet empire électif qui a porté péniblement, pendant dix-neuf ans, le poids de son origine de suffrage universel, comme le gouver-

<sup>1</sup> Aux termes de la loi municipale en vigueur, la nomination des maires appartenait aux conseils municipaux dans les communes au-dessous de 20,000 âmes.

nement de Juillet a porté péniblement le poids de son origine révolutionnaire. Tandis que MM. de Roon, de Moltke, Bismark et le roi Guillaume dirigeaient tout l'effort de la puissance prussienne sur leurs grandes manœuvres diplomatiques ou militaires, le gouvernement impérial subordonnait toute son action administrative, politique, militaire même, au maniement du suffrage universel. Par exemple, on donnait les commandements dans la garde mobile à l'influence politique, non à l'aptitude militaire. On ne faisait que les petites manœuvres militaires ; on ne faisait pas les grandes, parce qu'elles exigent le cantonnement, quelquefois même la réquisition, et que l'on craignait d'indisposer les électeurs ruraux qui avaient fait et soutenaient l'Empire.

Non, jamais, depuis qu'il y a des gouvernements, effet autoritaire n'a dépassé l'ascendant conquis sur le suffrage universel par le coup de force du 2 décembre et les actes qui suivirent. Le nouveau plébiscite était ainsi conçu : « Le peuple souverain veut le maintien de l'autorité de Louis-Napoléon, et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour faire une Constitution sur les bases proposées dans la proclamation du 2 décembre. » Il était calqué sur celui qui conféra, le 1<sup>er</sup> décembre 1804, la dignité impériale à Napoléon I<sup>er</sup> et l'hérédité à sa descendance. Que l'on remarque d'abord le ton impératif de cette formule : *Le peuple souverain veut*, etc. La reconnaissance de la souveraineté populaire y est contenue à l'intention des habiles ; mais la masse — il s'agit de l'*avènement des masses*, — la masse qui, au fond, a très-peu le sentiment de la liberté du vote, n'y voit qu'un *ordre de vouloir*. La formule plébiscitaire, telle que l'avait conçue le génie singulièrement positif de Napoléon I<sup>er</sup>, reproduisait l'avertissement du percepteur ou la lettre d'appel militaire, l'ordre de payer l'impôt ou de satisfaire à la conscription.

Toutefois il y a, du premier au second Empire, un singulier progrès : le plébiscite du 1<sup>er</sup> décembre 1804 mettait au moins sous les yeux du peuple le sénatus-consulte dont il lui dictait l'approbation. Celui du 21 décembre 1851 lui intimait l'ordre d'approuver à l'avance telle constitution qu'il plairait au dictateur de rédiger, sur des bases à peine indiquées, et tellement vagues qu'elles ne l'engageaient aucunement.

Ce plébiscite est aussi extraordinaire dans la vie d'une nation que le serait dans la vie privée le blanc seing suivant : « Pierre confère à Paul le droit de disposer, actuellement et pendant toute sa vie, de tous ses biens et de toutes ses actions. » D'où avait pu naître cet étrange progrès dans l'emploi du procédé plébiscitaire ? Tout simplement de l'aggravation du péril social, aggravation produite par cinquante années de révolution qu'avait couronnées l'acceptation

du suffrage universel comme rouage nécessaire, permanent, habituel de gouvernement. L'adage : *Finis coronat opus*, dont l'ironie antique se plaisait à stigmatiser la témérité, l'impuissance, l'avortement des œuvres de l'orgueil, ne serait-il pas ici bien à sa place ?

Louis-Napoléon posait au peuple souverain la question suivante : Trouves-tu bien que j'aie chassé et emprisonné les représentants que tu as nommés ? Trouves-tu bien que je brise la Constitution que tu as approuvée ? Trouves-tu bien qu'à moi seul, je dispose de tout ton présent et de tout ton avenir, en faisant une autre Constitution ? Le peuple souverain répondit par 7,473,431 *oui* contre 641,351 *non* : Je trouve cela bien. — La dictature romaine, limitée à quelques opérations militaires et à quelques semaines, n'est qu'un accident, comparée à l'immensité des pouvoirs demandés par Napoléon ! La *Charte octroyée* était la perfection du gouvernement libre, comparée à cet abandon de tous les pouvoirs à un seul ! Non, jamais, dans l'histoire de la liberté, vote de confiance n'a égalé nos plébiscites français ! Ces plébiscites ont livré aux éphémères et funestes favoris de la multitude, incomparablement plus que ne s'étaient arrogé les descendants de la monarchie antique qui a fait la France.

Après avoir voté à l'unanimité la Constitution anarchique de 1793, et combattu pour l'anarchie dans de trop fameuses journées, le peuple avait voté à la presque unanimité le pouvoir concentré en un seul, dans la personne de Napoléon I<sup>er</sup>. Dans des circonstances analogues, le peuple a suivi une conduite analogue en 1851. Même, le plébiscite de 1851 eut l'autorité morale du vote secret, qui manquait à celui de 1804. Il y a plus : ce peuple a bien fait de répondre *oui* ; car, si le *oui* était la dictature, le *non* était l'anarchie. La dictature est détestable, mais moins mauvaise que l'anarchie.

Il y a plus encore : le plébiscite doit être impératif. Par cela seul qu'on appelle le peuple à faire ce qu'il ne sait pas, à statuer sur des questions vitales qu'il ignore, il faut lui dicter, à l'exemple des Napoléons, la volonté qu'il exprimera ; car, si on ne la lui dictait pas, il exprimerait celle de ses meneurs subalternes et se perdrait. Ce qui est mauvais, c'est l'idolâtrie humanitaire qui appelle les masses humaines à des jugements dérisoires sur des questions supérieures à leurs facultés. Cette idolâtrie admise, le plébiscite peut être un remède, mais seulement dans les formes et avec les freins napoléoniens. Il serait la plus pire forme du mal, si jamais — ce qui n'est pas impossible — le plébiscite socialiste<sup>2</sup> remplaçait le plébiscite napoléonien.

<sup>1</sup> Le plébiscite de 1804 avait été voté par 3,321,675 *oui* contre 2,579 *non*.

<sup>2</sup> Nous en donnerons plus loin la formule.

D'ailleurs Napoléon III est moins déraisonnable, lorsqu'il se fait déléguer par le peuple souverain les pouvoirs nécessaires pour lui donner une Constitution, que M. de Lamartine livrant, le 24 février, avec la promesse du suffrage universel, tout l'avenir de la France à une force qu'un instant avant, en présence des délégués républicains, il déclarait pleine d'inconnu et de mystère.

Paris lui-même a semblé converti par le coup d'État à la cause de l'ordre représentée par le pouvoir absolu. D'une minorité, pleine d'angoisse, de 10,000 voix aux élections qui avaient précédé la loi du 31 mai, cette cause passe à une majorité rassurante de 100,000 voix ; le plébiscite de 1851 est voté à Paris par 196,791 *oui* contre 96,911 *non*.

En écrivant ces faits et gestes du suffrage universel, nous sommes quelquefois tenté de poser la plume et de nous demander si nous ne sommes pas victime de quelque hallucination. Mais non, tout cela est vrai. L'homme de Strasbourg et de Boulogne allait, de par le suffrage universel, disposer à lui seul de tout l'avenir de la France, être le législateur, le Lycurgue, le Solon, le Minos du peuple souverain : jamais nation n'avait si complètement abdiqué entre les mains d'un homme. Cet énorme suffrage aime l'énormité et obéit à l'énormité.

Le succès grandit avec l'intensité de la dictature : après onze mois, le rétablissement de l'empire rallie 7,824,189 acceptants contre 253,145 refusants. A Paris même, le nombre des acceptants s'élève à 208,658, celui des refusants s'abaisse à 53,753 ; il est évident que beaucoup d'électeurs habituellement inféodés aux candidatures socialistes, et même que beaucoup de combattants de Juin ont voté pour l'Empire. Ces faits sont très-surprenants, mais ce qui l'est plus, c'est qu'après de telles expériences on puisse voir encore dans le suffrage universel une garantie contre les entreprises du pouvoir absolu et un rouage régulier de gouvernement libre.

La candidature officielle, telle que l'Empire l'a pratiquée, reproduit dans le détail, avec des proportions moindres et une puissance moins impérieuse, les principes du plébiscite. Le candidat impérial avait imposé et sa candidature et l'empire à la France, par le mouvement qu'il avait imprimé aux événements et la manière dont il avait posé sa question plébiscitaire. Au point où il avait mis les choses, sa question équivalait à ceci : « Nommez-moi, car si vous ne me nommez pas, vous allez avoir l'anarchie. » Les préfets vont faire de même : ils imposeront leurs candidats par la menace du péril dans lequel la nomination des hommes d'opposition jetterait l'Empire et la société dont il est le bouclier. Tout candidat de l'opposition sera présenté comme ennemi. Il n'y aura plus que deux dra-

peaux en présence, celui de l'empereur et celui de la démagogie. Le suffrage universel nommera le candidat de l'empereur. Une lettre de chambellan, publiée à propos, fera l'élection.

Il a suffi au prince d'une année de suppression absolue de la liberté de la presse, pendant laquelle il a agi et parlé seul, pour rallier presque tous les suffrages. Mais des libéraux tels que MM. Billault et Baroche, qui, le 24 février, avaient devancé la justice du peuple, des hommes aussi expérimentés, ne pouvaient ignorer la puissance de la presse et la versatilité du suffrage universel. Ils vont s'efforcer à tout prix de soustraire l'existence du nouvel Empire à ces deux causes de ruine.

La presse sera sous le régime administratif, c'est-à-dire soumise au pouvoir discrétionnaire du gouvernement. Depuis le maire jusqu'au ministre, tout l'effort de l'administration sera tendu vers le succès des candidatures gouvernementales. A l'image de son maître, le représentant de l'empereur agira et parlera seul dans son département. En vain vous chercherez à l'entretenir des affaires locales, il répondra candidature ; en vain lui-même voudra entretenir le ministre des affaires départementales, le ministre lui répondra candidature. Tout fonctionnaire d'un ordre quelconque devra son concours au préfet, en matière électorale ; le refus de concours sera puni de la perte de la carrière pour les fonctionnaires révocables, de la perte de l'avancement pour les fonctionnaires inamovibles. La neutralité sera interdite.

D'ailleurs, par ordre supérieur, l'administration impériale fera bon, souvent gracieux visage. Elle aimera et réussira à plaire. Le *préfet à poigne* aura une main de fer gantée de velours, et une main très-large. Sans citer aucun nom, pas même celui de M. Janvier, les mieux en cour auprès du ministre de l'intérieur et de Sa Majesté très-universelle seront les plus audacieux et les plus prodigues de la fortune publique.

Les armes de la candidature officielle étaient le classement des chemins, la distribution des subventions et la nomination des maires réservés aux préfets par les lois administratives et par l'article 51 de la Constitution. En temps ordinaire, les maires étaient attirés dans le cabinet du préfet par le soin des affaires communales et la bienveillance de l'accueil qu'ils recevaient. A la veille des élections législatives, les préfets se rendaient à des réunions de maires pour la grosse, l'unique question ; ils réchauffaient le sentiment conservateur et désignaient le candidat de l'empereur. Cet ensemble de mesures, cet échange de bons procédés, cette sorte d'enseignement politique mutuel, faisaient de l'administration une puissance électorale prépondérante, mise de plus en plus, à mesure que le suffrage universel acquérait

le sentiment de la liberté du vote, et dans les dernières années, mis tout entière au service de la candidature officielle.

Tel était le sol mouvant sur lequel reposait le colosse impérial. On prétendait avoir remplacé la pyramide sur sa base. Cette base était plus mobile que l'Océan. Napoléon III s'est toujours senti menacé. Il affectait de croire et faisait croire à sa force : ce fut une de ses habiletés. Mais une obsession incessante lui a toujours fait chercher — M. de Bismark l'a remarqué — dans la politique étrangère, les expéditions lointaines et la guerre européenne, une diversion aux périls intérieurs. N'osant lâcher les rênes au dedans, parce que le gouvernement libre aurait livré le suffrage universel, d'abord à l'opposition républicaine, après aux passions antisociales, il fit de la liberté, suivant un terme en vogue à cette époque, une marchandise d'exportation : il engagea cette politique des nationalités et des grandes agglomérations, ces guerres d'affranchissement qui ont abouti si rapidement au démembrement de la France par un ennemi dont il avait secondé la puissance et provoqué l'ambition.

Suivant le langage expressif de M. de Bismarck, les questions de nationalité se tranchent par le fer, par le feu et par le sang. Cette politique supposait une France armée jusqu'aux dents. Mais un gouvernement si fort occupé à discipliner le suffrage universel avait-il le temps d'organiser une armée ? La grosse affaire du gouvernement prussien était l'armée ; la grosse affaire de notre gouvernement était l'élection : il fallait, avant tout, s'assurer les suffrages. Le souci de son existence est le premier pour tout gouvernement, le gouvernement républicain comme les autres : sans en chercher loin la preuve, celui du 4 septembre l'a fournie par la prolongation de la guerre. L'Empire, au moins, avait quelque chance de vaincre lorsqu'il l'a déclarée. Le gouvernement du 4 septembre n'en avait aucune : il n'en a pas moins doublé les désastres en la continuant, dans un intérêt de parti, contre toute espérance, jusqu'au moment où la destruction de notre dernière armée nous livrait à la merci du vainqueur.

Mais entrons plus avant dans la question : les esprits élevés, les caractères droits et sincères supportaient impatiemment les lisières administratives. L'Empire avait à peine quelques années d'existence, et déjà les mille voix de la presse se récriaient sur la difficulté d'arracher un verdict indépendant à des électeurs aussi dépendants, aussi fortement enlacés dans les combinaisons d'une centralisation abusive et mal conçue au point de vue des libertés locales, mais savamment concentrée sur le succès électoral. On oubliait le péril passé et latent sous la pression administrative, pour ne voir que l'obstacle actuel. Telle est la nature de l'ambition politique : elle

poursuit les résultats immédiats. M. de Lamartine avait prétendu affranchir la France en lui donnant le suffrage universel, on prétendit la remettre en possession d'elle-même en émancipant ce suffrage.

Les élections législatives de 1852 donnèrent la presque unanimité aux candidats soutenus par l'administration. Fidèle à ses habitudes de versatilité, le suffrage universel n'avait réélu que 80 membres, sur les 750 dont se composait l'Assemblée dissoute par le coup d'État. Mais autant le suffrage universel avait été inconstant dans sa pratique sincère sous un régime de liberté, autant il allait être invariable dans les lisières administratives, sous une presse asservie. Sauf la fameuse opposition des cinq de plus, et notre illustre Montalembert de moins, — Montalembert le seul organe de l'opposition constitutionnelle, — les élections du 20 juin 1857 ramenèrent presque tous les membres du précédent Corps législatif. Voici les résultats généraux de ces élections non compris les bulletins blancs, nuls ou annulés. En 1852, 6,220,000 électeurs, et, en 1857, 6,118,000 seulement s'étaient rendus au scrutin ; en 1852, 5,218,000 électeurs avaient voté pour les candidats de l'administration, 810,000 pour ceux de l'opposition ; en 1857, 5,462,000 pour les candidats de l'administration, 552,000 seulement pour ceux de l'opposition.

Cependant Napoléon III n'était pas étranger aux grands instincts de la liberté. Dans les dernières années, ses ministres et le chef de l'opposition, M. Thiers, avaient constaté en lui le tempérament du souverain constitutionnel. Après neuf années d'un pouvoir absolu mais tempéré, se sentant affermi par deux guerres heureuses, il avait conçu, rêvé peut-être, — c'était un idéologue, — la plus noble, la plus difficile entreprise que le génie de l'homme puisse se proposer, la fondation d'un gouvernement libre. Dès l'année 1861, le premier usage que fit l'Assemblée du droit d'adresse que l'empereur venait de lui concéder fut de réclamer la liberté des élections. Les députés les plus honorables de la majorité, par exemple, MM. Plichon et Lemer cier, étaient d'accord sur ce point avec l'opposition des cinq. Cette réclamation fut reproduite chaque année avec une telle insistance, qu'elle amena, de la part de l'orateur du gouvernement, M. Baroche, président du Conseil d'État, la réponse suivante : « Quelle autorité voudriez-vous qu'ait aux yeux de la France et du monde ce Corps législatif qui représente le pays, si on pouvait faire croire au dedans et au dehors que les élections ne sont qu'un leurre, qu'une honteuse et malveillante comédie, dans laquelle les candidats du gouvernement triomphent nécessairement par la violence et par la fraude<sup>1</sup> ? »

<sup>1</sup> Séance du 18 juin 1862.

L'année suivante, en 1863, M. Baroche complétait la pensée du gouvernement par ces mots caractéristiques : « Eh bien, messieurs, faut-il répéter une fois de plus, *que ces candidatures gouvernementales sont la conséquence la plupart du temps nécessaire de notre système en matière d'élection* ? Le suffrage universel ne saurait fonctionner en beaucoup d'endroits s'il était complètement abandonné à lui-même. Et ce serait un tort et une faute de la part du gouvernement de renoncer à un droit qu'il a toujours exercé, et dont la Chambre a plusieurs fois approuvé l'exercice <sup>1</sup>. »

Aux élections de 1863, *l'Union libérale*, composée des opposants de toutes les couleurs, réussit, grâce à l'affaiblissement des freins, à grossir l'opposition des cinq, de quelques recrues importantes, particulièrement MM. Magnin, Marie, Berryer, et surtout M. Thiers, le plus dangereux chef d'opposition qui fut jamais, doué par Dieu d'une étrange aptitude pour l'élaboration patiente et lointaine de l'œuvre révolutionnaire. Les réclamations contre la candidature officielle prirent un caractère de réalité et de pénétration plus inquiétantes. En définitive, quoi qu'on pût dire de la pression administrative, le gouvernement s'était retranché avec succès derrière la haute garantie morale de sincérité et de liberté qui est contenue dans le secret du vote. Il fallait l'expulser de ce retranchement. Les bonnes raisons ne manquèrent pas.

En effet, dans la plénitude du gouvernement libre, la liberté électorale comprend, non-seulement l'absence d'intimidation, mais l'existence de tous les moyens de publicité propres à éclairer l'électeur, liberté de réunion, d'association, de presse, etc., etc. Il ne suffit pas que l'électeur puisse voter sans crainte, il faut qu'il puisse voter avec connaissance de cause.

C'est sur ce point que va porter tout le débat. L'opposition sait que le suffrage universel, dans sa pleine liberté, lui assure un prochain triomphe, et, comme toujours, sacrifiant l'avenir aux résultats immédiats, elle dirige contre la candidature officielle la plus vive attaque qu'elle ait jamais subie, sous la forme de l'amendement suivant : « Dans un pays de suffrage universel, on voit les comités électoraux poursuivis sous le nom d'associations illicites, et, pour la première fois, à ceux qui ont le droit d'élire, on conteste le droit de délibérer <sup>2</sup>. »

L'un des points discutés était de savoir si les comités électoraux pourraient correspondre entre eux. MM. Ollivier et Jules Favre parlèrent avec éloquence : ils qualifièrent toute direction gouvernemen-

<sup>1</sup> Séance du 5 février 1863.

<sup>2</sup> Séance du 1<sup>er</sup> avril 1865.



tale sur le suffrage universel de « mise en tutelle de la souveraineté nationale au profit des hommes de pouvoir ; » stigmatisèrent comme un attentat à cette souveraineté la prétention de « mesurer à ce suffrage la somme de liberté dont il était capable. » Avec son sens pratique et sa lucidité incisive, M. Thiers parla du « suffrage universel *empêché*. » Il alla même jusqu'à revendiquer pour le peuple le droit de se tromper. Tous réclamèrent, pour les comités électoraux, le droit de s'associer et de correspondre.

L'organe du gouvernement, M. Vuitry répondit : « C'est surtout dans les pays où règne le suffrage universel qu'il est vrai de dire, qu'il n'y a aucune association possible que celle que forme le suffrage universel lui-même, entre tous les citoyens, et qui s'appelle la nation... Cette association qui vit et qui agit sous votre contrôle, et sous la direction de la dynastie nationale que le pays s'est donnée. — Si je suis parvenu à faire passer dans vos esprits la conviction sincère qui est dans le mien, vous rejetterez l'amendement qui vous est soumis, et soyez convaincu, que lorsque vous l'aurez rejeté, on ne pourra pas dire du suffrage universel qu'il est empêché, mais bien plutôt qu'il est *sagement préservé et efficacement garanti*. »

La discussion continua sur ce terrain, avec une âpreté croissante pendant les cinq dernières années de l'empire, l'opposition continuant à réclamer tous les droits et toutes les latitudes, comme des conditions essentielles à la liberté du vote, le gouvernement à présenter les libertés de réunion, de presse d'association comme incompatibles avec le vote illimité, et la tutelle administrative comme un corollaire et un correctif nécessaires du suffrage universel. L'empire en réglait l'exercice tout en le concédant. C'est dans ces termes qu'il l'a acclimaté en France.

Toutefois, *l'empire constitutionnel* ne fut pas un vain mot. Au perpétuel dilemme de l'opposition : — Ou le suffrage universel est pour vous, alors, pourquoi tant de défiance envers lui ? Ou il est contre vous, alors, pourquoi vous prévaloir du succès des plébiscites et des élections législatives ? — A ce dilemme, le gouvernement avait répondu par la concession des droits d'adresse et d'interpellation, qui rendirent tout son retentissement au débat politique entre 1860 et 1868. Un pas plus décisif fut fait par deux lois : celle du 11 mai 1868, qui délivra la presse du joug de l'autorisation préalable et la fit passer du régime administratif au régime judiciaire, et celle du 6 juin suivant, qui concéda certains droits de réunion, notamment la faculté pour les candidats et pour les électeurs de tenir des réunions publiques et politiques pendant la période électorale.

Tout homme de bon sens et de sang-froid qui a assisté aux réu-

nions électorales du suffrage universel, sait qu'elles n'ont rien de commun avec la pratique du gouvernement libre. Si on en doutait, la conduite de M. Thiers, le grand promoteur des libertés nécessaires, le prouverait surabondamment : s'est-il rendu à ces vastes réunions ouvertes à tous, bruyantes, tumultueuses, où quelques candidats modérés eurent la simplicité de rechercher les suffrages par le langage du patriotisme et de la raison ? Non : il a convoqué, dans de petits locaux convenablement répartis sur la surface d'une circonscription riche, par lettres individuelles et par groupes de 150 à 200, les électeurs dont il était sûr, pour en faire les agents de sa candidature. Or pourquoi l'habile homme agissait-il ainsi ? Était-ce, comme il le disait, parce que les assemblées nombreuses, retentissantes, tumultueuses, ne convenaient ni à son âge, ni à ses habitudes, ni à sa taille, ni à la faiblesse relative de ses poumons ? Non : bien simple a été le bon public qui se payait de cette défatte. C'est pour une raison bien autrement grave et vraie, que M. Thiers a toujours refusé de comparaître devant les assemblées du suffrage universel : c'est parce qu'il savait que ni son âge, ni son talent, ni la grandeur de son esprit et de son patriotisme, ni son immense expérience des hommes et de la parole publique ne pouvaient lutter contre les passions antisociales exploitées par la plus vulgaire déclamation. Devant le suffrage universel de Paris et ses assemblées plénières, Vermersch est plus fort que M. Thiers, et *la Lanterne* de M. le comte de Rochefort-Luçay, plus lumineuse que tous les organes réunis de la presse raisonnable.

Mais poursuivons : le suffrage universel émancipé par l'impérial tuteur, entre les mains duquel il avait deux fois abdiqué, parut peu satisfait et nullement reconnaissant de cet affranchissement. Aux élections générales du 24 mai 1869, dans la capitale, où l'action des droits concédés était très-grande, celle des contre-poids administratifs très-faible, toutes les candidatures d'opposition républicaine l'emportèrent, malgré l'énorme puissance des intérêts conservateurs accumulés par la richesse publique ; et dans l'ensemble du pays, où l'administration impériale s'était résignée au rôle de machine électorale faisant flèche de tout bois, depuis les hautes influences du sacerdoce jusqu'aux appétits subalternes du cabaret, les candidats recommandés ne réunirent que 4,477,000 suffrages, contre 5,258,000 donnés aux candidatures opposantes ; telle fut la première démarche du suffrage universel émancipé dans une faible mesure : elle faisait pressentir à l'empire, d'après des calculs statistiques que ses adversaires ne lui ménageaient pas, l'éventualité probable d'une majorité opposante, peut-être subversive, aux prochaines élections générales.

Un déplacement probable de 700,000 voix, environ un quinzième des électeurs inscrits, suffisait pour mettre en péril, non-seulement la dynastie, mais l'ordre social. Pour les esprits clairvoyants, le suffrage universel, en vain retenu par les freins administratifs dans la zone tempérée de l'empire libéral ou de la république conservatrice, commençait déjà son évolution naturelle, des rivages fantastiques de la légende impériale aux pôles glacés de l'illusion et de l'exploitation socialiste.

Après avoir retenu pendant quinze ans le pouvoir absolu, et pendant deux ans un pouvoir semi-absolu, au nom de l'ordre social menacé — politique que le suffrage universel excuse, car il contient réellement cette menace — Napoléon III commença à craindre pour lui-même, et surtout pour son fils. La hache était en effet à la racine de l'arbre. Il eut donc recours au plébiscite, cette arme de gouvernement commune à la république et à l'Empire, cette *ultima ratio* des Napoléons vis-à-vis de leurs ennemis du dedans : une troisième fois, il plaça une nation harassée de révolutions entre une révolution nouvelle et le maintien de son pouvoir.

La réponse affirmative était commandée par les circonstances : elle fut donc affirmative, non sans produire toutefois d'amères déceptions. Le nombre des électeurs inscrits pour le plébiscite de 1852 avait été de 9,777,052 ; il fut de 10,882,255 pour celui du 8 mai 1870, soit une augmentation d'environ 11 pour 100, au moins égale à l'accroissement de la population. Ces chiffres montrent à quel degré l'empire avait respecté, sinon la liberté, du moins le nombre, dans l'exercice de la souveraineté du nombre. Mais, relativement au plébiscite de 1852, le gouvernement avait perdu près de 500,000 voix ; l'opposition en avait gagné près de 1,300,000 : le chiffre des *non* était passé, pour le département de la Seine, de 53,753 à 184,345<sup>1</sup> ; pour la France entière, de 253,145 à 1,538,825.

Quelle était la cause de ces différences ? Les fautes de l'empire ? Sans doute, l'empire en avait commis d'énormes. Dans Napoléon III, jugé d'après les événements de 1870, on ne voit plus que le complice et la dupe de deux hommes politiques supérieurs à lui : MM. Cavour et de Bismark, ces grands promoteurs des nationalités italienne et allemande. Mais le 8 mai 1870, avant la catastrophe, la place de l'empereur et son prestige parmi les souverains de l'Europe étaient bien autres qu'en 1852 : Strasbourg et Boulogne étaient oubliés, il s'agissait du vainqueur de la Russie et de l'Autriche, de l'arbitre de la paix et de la guerre, sans la permission duquel, suivant un

<sup>1</sup> Le nombre des voix données à M. Barodet reproduit presque exactement ce chiffre.

mot célèbre, il ne pouvait être tiré un coup de canon en Europe. Prestige faux, soit, mais subi par les masses populaires, qui sont toujours mal informées. C'était donc moins aux fautes de l'Empire qu'aux conditions de gouvernement, qu'il fallait attribuer l'échec relatif du plébiscite de 1870.

Celui de 1852 arrivait après une année de dictature, pendant laquelle le prince-président avait parlé seul ; celui de 1870, après deux années de liberté, pendant lesquelles tout le monde avait pu lui reprocher toutes ses fautes. Les chiffres de la capitale étaient surtout inquiétants. Le plébiscite avait posé la question sur le maintien ou la déchéance de la dynastie : 108,000 voix seulement avaient répondu *oui* ; 184,000 voix avaient répondu *non* : il y avait donc dans Paris, ce redoutable creuset révolutionnaire, une très-forte majorité que la crainte de cette déchéance ne faisait pas reculer. Si, conformément à certains principes, on avait donné des *armes légales* à tous les électeurs, la révolution aurait immédiatement renversé l'Empire.

L'empereur regretta des concessions qui atteignaient les sources même de sa puissance. Commencée par la publication d'un livre sur le paupérisme, première amorce tendue à la souveraineté du nombre par une âme bienveillante et ambitieuse, la vie de Napoléon III n'avait été qu'une longue méditation sur le suffrage universel. On l'a appelé l'homme de Sedan : il eût été plus juste de l'appeler l'homme du suffrage universel ; car il en a été plus que tout autre le favori, et il est vraisemblable que, sans lui, il n'aurait pas été l'homme de Sedan. Voici pourquoi : ce favori du suffrage universel connaissait les causes de sa faveur, et il avait discerné, à côté de la trop puissante légende impériale, deux mobiles sérieux aux votes qui l'avaient élevé et le maintenaient sur le trône : ces mobiles étaient une pensée de préservation sociale et une passion secrète de patriotique revanche contre les mutilations infligées par les traités de 1814 et 1815.

Quant à l'intérêt social, il croyait y avoir satisfait par son coup d'État, et avoir agi, en l'opérant, sous l'impulsion et la protection visible de la Providence. Cette conviction s'est trahie bien des fois dans ses entretiens familiers et ses discours publics.

Quant au sentiment patriotique, les amis les plus énergiques du second Empire, ceux qui avaient salué (cruelle ironie !) dans l'élu du 10 décembre, « un grand souvenir et une grande espérance, » avaient toujours regretté qu'on n'eût pas saisi la première occasion de satisfaire à la fois, par une marche victorieuse sur le Rhin, la passion nationale, l'intérêt social et l'intérêt dynastique, alors unis par le danger toujours imminent du vote illimité. Cette politique de

guerre était peut-être la politique vraiment napoléonienne. Sous l'impulsion de mobiles moins puissants, la Prusse a réalisé des projets plus téméraires avec des ressources très-inférieures.

Mais quelle différence dans les situations ! Le roi Guillaume, MM. de Roon, de Moltke et de Bismark n'avaient pas, comme Napoléon III, à compter avec les surprises de l'émeute et du vote illimité, qui excitaient et inquiétaient son ambition, le poussaient à la guerre et lui ôtaient la liberté d'allure nécessaire pour la bien préparer, la bien déclarer et la bien soutenir. Libres de ces entraves, ils étaient mieux en mesure d'organiser leurs moyens et de profiter des occasions. Suivant une remarque devenue banale à l'étranger, les gouvernements français cherchent dans la guerre une diversion à l'extrême difficulté de leurs affaires intérieures : tentation périlleuse au suprême degré, à laquelle, seule, la monarchie n'a pas succombé. Quant à nos démocraties de vote illimité, république ou empire, lorsque l'*ultima ratio* du plébiscite n'a pas suffi pour résoudre leurs embarras intérieurs, elles ont toujours eu recours à l'*ultima ratio* du canon et de la guerre de propagande ou de conquête, dans toute leur sauvagerie et fatale grandeur.

Le général Wimpfen commence son livre intitulé *Sedan* par le jugement suivant : « Napoléon III a déclaré la guerre pour ressaisir le pouvoir absolu. » Jugement conforme à la logique des faits ; car le suffrage universel, vrai titre de sa dynastie, lui échappait par l'effet de ses concessions libérales. La victoire, et, par elle, le pouvoir absolu, étaient le seul moyen de regagner les voix. Ce n'est pas un des effets les moins nuisibles de ce suffrage, que d'avoir ramené, pour ainsi dire condamné au pouvoir absolu, et poussé aux abîmes, un souverain mûri par l'adversité, bienveillant, éclairé, libéral, formé à l'école de la politique anglaise, d'un talent littéraire remarquable, et doué pour un grand règne. Ce suffrage l'a poussé à la guerre, comme la démagogie parisienne à la marche de Sedan. « Si vous ne marchez pas au secours de Bazaine, la révolution est à Paris, » portent les télégrammes qu'il recevait dans l'Argonne les 28 et 29 août. Le suffrage universel a été son heureux destin et sa fatalité. Il allait où le menait cette force aveugle. « Je suis une force, non une intelligence, » disait souvent ce mandataire de la souveraineté du nombre. Où cette force aveugle mènera-t-elle la France ? La plus grave responsabilité, la condamnation de Napoléon III devant l'histoire, sera d'avoir joué avec le feu, d'avoir fait du rétablissement de ce suffrage un expédient de coup d'État, de l'avoir rendu à la France avec la plénitude de ses dangers, et de l'y avoir acclimaté.

Le premier essai du vote illimité a complètement déjoué les cal-

culs plus ou moins désintéressés des docteurs de l'absolu démocratique. Leur triste adage : « Périssent la France, plutôt que le droit antérieur et supérieur du suffrage universel ! » n'a servi que l'ambition d'un seul. Ce suffrage n'a été un rouage régulier de gouvernement qu'entre les mains du pouvoir absolu.

Quant aux ministres de Napoléon III, condamnés au maniement ingrat de cet énorme suffrage, malgré leur volonté hautement manifestée par des démissions éclatantes, ils n'ignoraient certes pas ce qu'il en fallait penser. Ils savaient que le suffrage trop restreint, tel que l'avait pratiqué la monarchie constitutionnelle, se rapprochait incomparablement plus du gouvernement libre que le suffrage illimité, mais en tutelle, qu'ils étaient obligés de glorifier sous le second Empire. Ils n'en ont pas moins soutenu jusqu'au bout la candidature officielle, avec ses moyens et ses freins administratifs, comme une nécessité supérieure de salut public. « Vous voyez, disaient-ils souvent, ce qu'est le suffrage universel dirigé ; vous ne voyez pas ce que serait le suffrage universel affranchi. » Cette opiniâtreté était-elle fondée ? avait-elle pour mobile l'infatuation du pouvoir, ou la sage prévoyance de l'homme d'État aux prises avec une situation mauvaise, et, entre beaucoup de maux, choisissant le moindre ? C'est ce que vont nous dire les faits et gestes du suffrage universel et de ses mandataires après nos désastres de 1870 et 1871.

#### LE SUFFRAGE UNIVERSEL SOUS LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE.

Le 4 septembre eut pour conséquence la dissolution de l'Assemblée nommée, l'année précédente, par le suffrage universel. La souveraineté de l'émeute se comportait avec la souveraineté du nombre et le césarisme son satellite, aussi brutalement qu'avec les monarchies traditionnelles et constitutionnelles. Ainsi vont nos grandes affaires politiques. Cette misérable force émeutière, qu'en rare campagne quelques bataillons prussiens ou français disperseraient comme un feu de paille, dispose de nous souverainement. Il y a plus : elle exerce sur notre faiblesse politique la fascination religieuse d'une force surhumaine, et nous fait accepter ses non-sens comme des étapes du progrès. La violation d'une lettre, dans un intérêt de sûreté publique, nous met hors des gonds : la violation de nos assemblées, la destruction de nos gouvernements, nous laissent froids, ou même provoquent, chez bon nombre de Gaulois,

dans les grandes villes, on ne sait quelle satisfaction béate et ridicule.

Issu d'une subversion opérée, à la grande joie de l'ennemi, grâce au désastre de notre armée, le gouvernement du 4 septembre fut menacé à son tour, le 31 octobre, par une insurrection socialiste, au sein de la capitale bloquée par le vainqueur. Alors, dans sa détresse, il sentit la nécessité d'imiter l'empire, et d'en appeler par un plébiscite, de la folie du peuple soulevé et mugissant, à la raison du peuple calmé et rentré en lui-même. Ainsi agira tout gouvernement livré sans gouvernail à l'océan populaire. Le plébiscite parisien du 3 novembre 1870 le maintint dans ses pouvoirs à une majorité de 557,996 *oui* contre 62,638 *non*<sup>1</sup>.

C'était un succès plus complet encore que celui de Napoléon III dans le plus heureux de ses plébiscites, le plébiscite de 1852, par lequel il n'avait pu rallier, à Paris du moins, que 208,000 votes affirmatifs contre 53,000 votes négatifs. Quelle était la cause de cette différence? Tout simplement une aggravation dans l'imminence du péril. Le plébiscite de 1852 plaçait la France maîtresse d'elle-même entre Napoléon III et l'éventualité d'une révolution; celui de 1870 plaçait Paris bloqué et rationné, entre des républicains plus ou moins conservateurs et l'orgie populacière sous les pieds du soldat prussien. Il n'y avait pas à hésiter. On n'hésita pas : monarchistes, impérialistes et conservateurs votèrent comme un seul homme le maintien des républicains, qui n'avaient cessé de travailler à la ruine de la monarchie et de l'Empire. La vile multitude qui venait de les élever vota seule leur renversement. Cette multitude s'intitulait le parti de *la guerre à outrance* : en réalité, elle ne faisait pas la guerre, et n'était que le parti de la subversion à outrance.

Que sert de se flatter? On ne guérit pas son mal en mettant la main devant les yeux pour ne pas le voir : c'est ce parti qui nous mène depuis quatre-vingts ans. Il serait bien téméraire de ne pas compter avec lui. Dix fois maître du pouvoir par l'émeute, il en a été dix fois chassé par l'armée; mais il a gardé, dans le suffrage universel, un gage de victoire : il pourra s'en rendre maître un jour légalement. Alors, qui le chassera? L'armée? Non. Elle serait dissoute et remplacée par l'armement, l'indiscipline et la délibération universelle sous les armes. Qui donc le chassera? car il devra l'être. Il est la honte, l'impossible et le néant. Qui donc? Notre âme française refuse la réponse : demandez-la à la Grèce, à l'Espagne, au Mexique, aux républiques espagnoles de l'Amérique du Sud, à tous les peu-

<sup>1</sup> Sur les 620,634 votants, il y avait 253,000 votes militaires, composés jusqu'à concurrence des  $\frac{9}{10}$  de gardes mobiles et de conscrits.

ples enfin, qui, après avoir détruit dans leur sein les éléments de l'ordre social, ont fait appel à la force étrangère. Cette humiliation suprême a failli souiller la France en mars 1871.

On sait les retards apportés par le gouvernement du 4 septembre à l'exercice du suffrage universel, qu'il avait tant invoqué dans l'opposition, la convocation tardive, le 29 janvier 1871, de l'Assemblée qui, seule, pouvait terminer le supplice de la France par un traité, enfin, l'inéligibilité de tout le personnel gouvernemental du second Empire édictée le lendemain par M. Gambetta : mesure qui imposait au suffrage universel le reniement de tous ses votes antérieurs et qui fut rapportée avant les élections.

Les élections du 8 février 1871 nous montrent le vote illimité sous un de ses aspects les plus graves : victime en temps ordinaire des exploitations malsaines, il est capable, dans l'adversité, des inspirations les plus nobles et les plus justes. Quel était, en effet, le péril ? Ce n'était rien moins qu'un refus formel opposé par le vainqueur à la reconstitution de l'unité française. Ce danger fut conjuré. On peut en mesurer l'imminence à la satisfaction mêlée de surprise que le récit de M. Jules Favre, notre négociateur, trahit assez naïvement à la nouvelle du consentement donné à cette reconstitution. On sent, à son langage, le remords patriotique du renverseur de trônes, qui a prétendu tout sauver par la république et qui n'a réussi qu'à isoler sa patrie vaincue au sein de l'Europe monarchique, et à la livrer, sans alliance possible, à la rapacité du vainqueur <sup>1</sup>. « La France sera seule à régler ses comptes avec l'Allemagne, » s'était écrié M. de Bismark à la nouvelle du 4 septembre. Il y avait, en effet, peu d'apparence que les monarchies de l'Europe prissent la défense d'une nation qu'il se proposait de leur montrer plus révolutionnaire que jamais, et menaçante pour leur existence au premier retour de fortune. — Eh bien, par les élections du 8 février 1871, le suffrage universel déjoua l'inimitié et les calculs de M. de Bismark, et fut beaucoup plus diplomatique que nos meilleures têtes républicaines. Il comprit qu'il fallait tenir compte de l'opinion des juges dans le choix des avocats, et que des avocats républicains ne pourraient que perdre la grande cause de la France devant le tribunal des monarchies ; que ce qu'il y avait de mieux à faire, c'était d'appuyer les négociateurs par des élections monarchiques, et de montrer à l'Europe une France fidèle aux souvenirs de son glorieux passé, seule force subsistante dans l'effondrement de sa puissance actuelle.

Manifestation d'autant plus significative que les élections furent faites conformément à la loi de 1849, avec le scrutin de liste et le

<sup>1</sup> *Le Gouvernement de la défense nationale*, par M. Jules Favre, p. 373.



vote au chef-lieu de canton, procédés favorables à l'impulsion révolutionnaire, contraires aux freins conservateurs; mais deux sentiments dominèrent les combinaisons de cette loi : l'instinct national du relèvement par la monarchie et une indignation, hélas ! trop fondée, contre le monstrueux égoïsme de la guerre *jusqu'à épuisement*, poursuivie, dans un intérêt de parti, sans aucune chance de succès, par une dictature républicaine étrangère à ses périls.

L'Assemblée nationale, à son début, avant les élections partielles et la séparation du centre gauche, comptait une majorité monarchiste constitutionnelle de plus de 500 membres. A Paris, toutefois, le mouvement antisocial avait vaincu cette inspiration générale de bon sens et de patriotisme. Les candidats de l'Internationale tenaient la tête de la liste. M. Louis Blanc était le premier nommé avec 60,000 voix de majorité sur M. Thiers, qui en réunissait à peine 100,000. L'opposition républicaine ou révolutionnaire avait la majorité dans les grands centres. Le vote au chef-lieu de canton et la difficulté des communications dans les pays occupés par l'ennemi ont dû éloigner de l'urne un certain nombre d'électeurs ruraux. Au moment de l'agitation dissolutionniste, M. Gambetta a évalué à 5,700,000 le nombre des électeurs qui avaient pris part au scrutin du 8 février et s'est prévalu de la faiblesse de ce chiffre contre l'Assemblée : argument moins fort qu'il ne pensait ; car, aux élections générales de 1852 et 1857, le nombre des votants n'a été que de 6,222,000 et 6,118,000.

Nous n'avons pas à examiner si la diplomatie de M. Thiers a utilisé, comme il aurait fallu, la force que le suffrage universel lui confiait par le scrutin du 8 février. M. Thiers a voulu la république conservatrice; mais il ne réussissait que la république radicale : sur 120 élections partielles opérées entre le 24 mai 1871 et le 24 mai 1873, 20 seulement furent franchement conservatrices, 20 à 30 douteuses, 70 à 80 franchement radicales. Le mouvement électoral imprimé sous son gouvernement, et peut-être malgré lui, aboutissait donc à une majorité radicale, avec toutes ses conséquences : désorganisation de la force publique, substitution de la délibération sous les armes à l'obéissance militaire, retour à Paris d'un gouvernement, d'abord complaisant, puis victime; enfin, ce qui est bien autrement grave, instrument de l'émeute.

D'où naissait cette impuissance, ce désordre électoral sous un gouvernement où, suivant le langage familier de M. Thiers, « tout est électoral ? » De l'inhabileté du chef de l'État ? Évidemment non. Nul plus que lui et ses amis n'étaient capables d'exercer l'empire de la persuasion. Cette impuissance procédait de la nature même du suffrage universel.

On a beaucoup dit et répété que le suffrage universel était la seule expression complète de la souveraineté nationale, et M. Gambetta a ajouté que la république était la seule forme *adéquate* de cette souveraineté. Nous reviendrons sur cette métaphysique ou, si l'on veut, cette métapolitique, trop puissante sur l'ignorance et l'irréflexion. Bornons-nous, pour le moment, à constater la contradiction flagrante qui existe entre ces grandes théories et la réalité.

Loin d'être le récit du gouvernement régulier de tous par tous, l'histoire du suffrage universel n'est que la sèche, monotone, douloureuse nomenclature de ses contradictions sous nos deux premières républiques, de ses abdications sous nos deux empires. Il y a plus : ces abdications sous les empires sont l'aveu et l'expiation de l'abus qu'il a fait de sa liberté sous les républiques. Nos plébiscites français contiennent implicitement, dans l'ordre du gouvernement libre, les plus éclatants aveux d'impuissance dont l'histoire ait gardé le souvenir. Qu'on ne nous oppose pas la pression impériale à la décharge du suffrage universel ; car ses résultats sont encore plus mauvais sous la présidence de M. Thiers, qui n'exerce d'autre empire que celui de la persuasion et l'exerce avec une supériorité qu'on ne dépassera pas.

A qui donc obéira le suffrage universel ? A la raison et au patriotisme soutenant la candidature de M. de Rémusat par la bouche de M. Thiers ? Non. A la passion se ruant vers la république radicale avec M. Barodet. Les éléments conservateurs du suffrage universel préfèrent habituellement un homme à une assemblée, par exemple, M. Thiers à la majorité. Mais le suffrage universel pris en masse préfère la république radicale à la république conservatrice. Pourquoi ? Parce que la première satisfait les passions, satisfaction malsaine sans doute, mais immédiate, tandis que la seconde ne parle qu'à la raison. Or, le suffrage universel est la passion populaire faite gouvernement : il veut un gouvernement à son image.

M. Thiers parlait le langage de la raison au suffrage universel ; il lui disait : « La république sera conservatrice, ou elle ne sera pas ; » si donc vous voulez la république, faites des choix conservateurs. Pas de choix conservateurs, pas de république. Pour toute réponse, le suffrage universel écarta l'ami de toute sa vie, l'académicien, le ministre, le négociateur de la paix, le libérateur du territoire, la candidature patriotique, pour celle du maître d'école, de l'agitateur, du complaisant de la Commune. Le suffrage universel n'est pas l'ours, mais convenons qu'il agit à sa manière : il assomme ses amis politiques lorsque, après lui avoir parlé le langage de la passion pour se faire donner le pouvoir, ceux-ci lui parlent celui de la raison pour le garder.

Ce détail, hélas ! n'est qu'un prélude, et la menace d'un mouvement bien autrement redoutable, si on ne prend pas les mesures nécessaires pour l'arrêter avant qu'il soit invincible. La morale en est profondément triste. Que seront désormais l'âge, les travaux accomplis, le talent, l'illustration, le génie, si, devant un suffrage qui dispose de tout, la médiocrité est certaine de l'emporter sur les plus éclatants services, par un facile appel aux plus vulgaires passions ? Toutes les ambitions, même les plus nobles, celles qui tendraient naturellement au bien, ne seront-elles pas tentées de suivre la médiocrité dans cette triste et funeste voie ? M. Thiers lui-même, en d'autres temps si dédaigneux de la popularité, n'a-t-il pas, depuis, succombé bien des fois à cette tentation irrésistible, notamment dans sa lettre retentissante au maire de Nancy ? Nul mieux que lui ne connaissait l'état des esprits et la défaite irrévocable de l'ancien régime, et pourtant il n'a pas craint d'en évoquer le spectre, dans un vulgaire intérêt électoral, contre des adversaires pleinement ralliés aux idées modernes, parce qu'il en avait éprouvé l'action répulsive sur les imaginations et les votes populaires.

Que voulez-vous ? C'est avec des fantômes qu'on mène les grands enfants. Et, quand ils disposent du pouvoir, il faut bien évoquer ces fantômes pour avoir prise sur eux et les empêcher de le remettre en de mauvaises mains. Telle est l'excuse de l'ambition : l'ambition est partout la même : partout où les lois lui offriront des tentations de cette nature, elle y succombera.

M. Thiers vient de faire nommer, mais dans l'opposition et avec l'appui des radicaux, cet ami dont il avait soutenu sans aucun succès la candidature par tous les moyens de gouvernement, lorsqu'il était chef de l'État : rentré au pouvoir, le ferait-il renommer ? Il est permis d'en douter d'après l'expérience de l'élection Barodet. Au fond, M. de Rémusat n'est rien moins que radical. Nous connaissons ses sentiments. Il n'y a que le pauvre peuple qui puisse les ignorer. Mais est-il bien honnête de se faire ainsi nommer par les passions que l'on se propose de combattre, avec la force qu'on leur devra, lorsqu'après avoir joué et réussi le tour électoral, on aura mis la main sur le pouvoir ? Et quel sera le résultat définitif de toute cette tactique ? Probablement de frayer le passage au vrai radicalisme par l'issue momentanément ouverte au faux. Aux prochaines élections générales, la gauche se gênera-t-elle pour dire au centre gauche :

La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir ?

Mais alors même que les faux radicaux réussiraient à se rendre maîtres de la situation par l'ostentation peu loyale d'un drapeau

qu'ils détestent, n'auraient-ils pas troublé, agité les esprits et fait naître des espérances qu'ils devraient ensuite comprimer, comme a été comprimée la Commune ?

On a voulu expliquer par des circonstances accidentelles la contradiction entre les élections générales et les élections partielles, et le rejet de la république conservatrice par le suffrage universel. Les monarchistes auraient voté pour M. Barodet en haine de M. Thiers ; les Lyonnais pour l'insurgé Ranc, afin de protester contre la suppression de la mairie centrale ; les élections partielles auraient été faites en réaction contre la majorité de l'Assemblée, comme les élections générales ont été faites en réaction contre l'Empire et le gouvernement de la défense nationale. Pauvres raisons. Le débat portait sur la question sociale. Les impérialistes ont voté pour le colonel Stoffel ; les conservateurs de toutes les nuances, y compris les bourgeois républicains qui avaient autrefois combattu derrière les barricades, pour M. de Rémusat ; et pourtant ces deux candidatures n'ont réuni que 163,000 voix contre 185,000 données à M. Barodet, le complaisant des passions socialistes.

La suppression de la mairie centrale de Lyon était une mesure de salut public trop longtemps différée. Aucun gouvernement ne serait viable avec un suffrage que de telles mesures jetteraient dans l'opposition. — Pendant la Commune, le débat entre Paris et Versailles n'a-t-il pas porté sur l'élection du généralissime des gardes nationales par le peuple ? Il ne fallait, disait-on, que cette concession pour faire tomber les armes des mains des insurgés. Mais cette concession aurait produit la dissolution de l'armée et la dictature de la populace : il est clair que le pouvoir légitime a dû la refuser. Laissons donc ces mauvaises raisons ou portons-les, non à la décharge, mais à la charge du suffrage universel.

Les explications cherchées dans les idées d'action et de réaction politiques sont plus spécieuses : elles n'ont pas, toutefois, la valeur qu'on leur suppose, soit pour M. Thiers, soit contre la majorité. Le suffrage universel, faisant des élections radicales après des élections monarchiques, recommençait son évolution de 1850 ; il était fidèle à sa nature essentiellement instable, toujours en réaction contre elle-même. Si l'on tient à expliquer le revirement électoral par une réaction contre l'Assemblée, ne serait-il pas plus raisonnable de dire : Le suffrage universel voulait un gouvernement fort, et il avait nommé une majorité monarchique pour le lui donner sous la forme monarchique. Cette majorité n'a pas fait la monarchie. Il vote pour ceux qui le lui promettent sous la forme républicaine. Mais n'est-ce pas lui supposer plus de logique qu'il n'en a ? D'au-

tant plus qu'il a immédiatement faussé les solutions républicaines, en les poussant au radicalisme.

Que prouvent ces chiffres et ces faits? Tout simplement que les passions antisociales, habilement dissimulées, mais présentes derrière la candidature de M. Barodet, étaient plus puissantes au tribunal du suffrage universel par la plume de la médiocrité, que les meilleures raisons par la parole si éminemment persuasive de M. Thiers.

Lorsqu'elle est consultée par des procédés déraisonnables, la volonté de tous est inconsciente comme l'ignorance, versatile comme la passion, volontaire comme le caprice : elle exprime encore moins la pensée nationale que la volonté d'un seul. Plus que la volonté d'un seul, elle pousse les nations où elles ne veulent pas aller, les empêche d'aller où elles veulent, et les précipite vers leur ruine. Lesquels, des candidats officiels de Napoléon III, ou des candidats radicaux nommés sous la présidence de M. Thiers, exprimaient le mieux la volonté de la France? Les candidats radicaux, si ce sont nos passions jalouses qu'il s'agit de représenter; les candidats officiels, si ce sont nos intérêts, nos droits, notre volonté réfléchie.

Ou plutôt, il n'y a le plus souvent que des candidatures officielles avec le suffrage universel : les candidatures officielles de tous les intérêts qui triomphaient avec l'appui des préfets, sous Napoléon III ; les candidatures officielles de toutes les passions et de toutes les convoitises, qui triomphaient avec la presse démocratique et sociale, sous la présidence de M. Thiers, en dépit de ses appels impuisants au règne de la raison.

Si, toutefois, au lieu de compter les suffrages, on les pesait, les 163,000 voix du colonel Stoffel et de M. de Rémusat pèseraient dix fois plus que les 185,000 de M. Barodet. Là est le salut, quand on aura le courage de le vouloir avec fermeté et intelligence.

Le système de M. Thiers consistait à gagner par la persuasion les grandes villes et, par elles, la France entière à la république conservatrice. Ce système était condamné par l'insuccès des candidatures les mieux faites pour le faire réussir. Son gouvernement était battu sur le terrain du suffrage universel, comme le sera, d'ailleurs, tout gouvernement libre. Il l'était même plus que les monarchistes constitutionnels, qui, au moins, avaient réussi à faire passer quelques-uns de leurs candidats.

Ces défaites répétées, non-seulement de la république conservatrice et de la monarchie constitutionnelle, mais du bon sens et de la raison universels, prouvaient, qu'avec le vote illimité, l'union du gouvernement et de la majorité conservatrice est une nécessité de salut

public, et que la moindre division entre eux risque de livrer le gouvernement à une majorité d'extrême gauche. Il serait, d'ailleurs, par trop naïf de régler une conduite politique d'après le joli paradoxe de M. Thiers : « La république est ce qui nous divise le moins. » En fait, nos deux premières républiques ont été ce qui nous a le plus divisés, et la troisième a ajouté une division nouvelle à nos divisions anciennes. Elle a scindé le grand parti de l'ordre en deux groupes distincts et quelquefois hostiles : le centre gauche, groupe séparé par M. Thiers, qui accepte la république pour éviter une révolution nouvelle ; la droite et le centre droit, qu'une prévoyance plus lointaine rattache à la monarchie constitutionnelle.

Justement préoccupés du désordre électoral, les chefs de la majorité voulurent se concerter avec le chef de l'État. Bien des fois, notamment dans une entrevue célèbre, ils l'entretenirent de la redoutable éventualité d'une majorité radicale, se frayant un passage à la faveur du conflit existant entre le pouvoir et les conservateurs, éventualité qu'une politique *résolument conservatrice* pouvait seule conjurer. Pour comprendre le conflit des passions, des intérêts, des principes dans cette entrevue, et voir la scène telle qu'elle se passa, il faut avoir présents à l'esprit les faits suivants : La majorité actuelle a pour chefs les plus nobles défenseurs du gouvernement libre sous le second Empire, victimes de la candidature officielle, et ayant lutté contre elle pendant dix-huit années. Aussi le premier acte législatif de cette majorité avait été de briser, entre les mains du pouvoir, les meilleures armes de cette candidature, par le vote des lois qui lui retirèrent le classement des chemins, la disposition des subventions et la nomination des maires dans les communes dont la population est inférieure à 20,000 âmes.

Or, sous le second Empire, ces moyens avaient exercé une action décisive sur les électeurs ruraux, qui forment les trois quarts du corps électoral. Les lois qui les retiraient aux préfets pour les donner aux conseils municipaux et aux commissions départementales, étaient conformes à la politique de décentralisation de la droite, politique sage avec un suffrage conservateur, mais téméraire avec le suffrage universel, qui cesse de l'être par cela seul qu'il est livré à ses meneurs. Depuis qu'il y a des gouvernements, c'est, en définitive, dans une forte centralisation que réside le remède le plus efficace contre les dangers d'anarchie.

En fait, M. Thiers avait combattu la décentralisation pour divers motifs, dont le principal, sagement laissé dans l'ombre, mais compris à demi-mot par l'expérience politique, était la nécessité de réserver à l'ordre social une garantie contre les aberrations du vote illimité. La candidature officielle est à ce vote ce qu'est la médecine

à la maladie. En santé, on déblatère contre le médecin. Est-on malade? vite mon médecin. Dans l'opposition, on déblatère contre la candidature officielle. Est-on dans la majorité ou au pouvoir? vite la candidature officielle.

Il y avait peut-être quelque contradiction, de la part des chefs de la majorité, à réclamer le concours électoral de M. Thiers, après avoir blâmé pendant dix-huit ans toute ingérence gouvernementale dans les élections, et retiré au pouvoir ses moyens d'action les plus efficaces sur les électeurs. Avec sa prestesse habituelle, le rusé parlementaire les saisit à ce défaut de leur cuirasse. — Vous l'avez voulu, leur dit-il, de quoi vous plaignez-vous? l'opinion est le vent qui souffle, je gouverne avec le vent, faites comme moi, ou subissez la protection de M. Rouher. — La passion l'égarait. Il ne voyait pas que lui-même était tombé dans des contradictions plus fortes, en réclamant, pour son gouvernement les anciennes armes de la candidature officielle, et en proclamant l'innocuité du suffrage universel, que, toujours, il avait déclaré subversif, notamment dans la discussion de la loi du 31 mai 1850. — Cette dure personnalité, incessamment reproduite avec une âpreté indigne de son incomparable esprit, termina ce fameux discours du 24 mai dernier, qui a provoqué sa chute.

« M. le duc de Broglie sera le protégé, je vais lui dire de qui, d'un protecteur que l'ancien duc de Broglie aurait repoussé avec horreur, il sera le protégé de l'Empire<sup>1</sup>. » Qui a été, depuis, le protégé ou au moins l'allié de l'Empire, si ce n'est celui qui, alors, rejetait cette protection à la face de ses adversaires, comme une cause d'indignité politique? Dans cette conduite si étrangement passionnée du vétéran de la politique française, les actes les plus conséquents avaient été le maintien de l'état de siège à côté du maintien du suffrage universel, et l'effort tenté pour reconstituer, au profit de son gouvernement, l'ancienne puissance électorale du second Empire.

Mais qu'importent ces tristes personnalités dans un si grand débat! Il s'agissait, non des hommes, mais du péril social. M. le duc de Broglie avait placé, la veille, la question sur son terrain vrai, lorsqu'il avait appelé les sévérités de l'histoire sur ceux qui livraient la société dont la garde leur était confiée.

Dès l'année 1865, les ministres de l'Empire, vivement interpellés sur la candidature officielle, avaient fait reculer l'opposition par la menace d'une Chambre radicale, présentée comme une consé-

<sup>1</sup> Séance du 24 mai. *Journal officiel*, p. 3315. — Le ministère du 24 mai a interdit à ses préfets et à ses sous-préfets toute ingérence dans les élections.

quence nécessaire de l'affranchissement du suffrage universel. M. Thiers n'avait pas dénié cette possibilité, mais elle ne l'effrayait pas au delà d'une certaine mesure. Alors même que ce suffrage aurait envoyé une majorité socialiste sur les bancs du parlement, il croyait sa parole assez puissante pour créer la lumière dans ce chaos et assurer le triomphe des principes vrais. Il a trahi cette confiance dans son discours du 24 mai : « J'ai traversé la Constituante. Ceux qui m'accusent n'y étaient pas comme moi. Quand on a vu ces neuf cents députés, — socialistes, il faut le dire, de bonne foi, par ignorance, — quand on les a vus céder à la raison, et, sur les questions les plus importantes, finir par les solutions les plus raisonnables, on ne s'effraye pas autant de l'avenir<sup>1</sup>. »

Ainsi M. Thiers se résignait à la défaite, devant le suffrage universel, des principes conservateurs pratiqués par toutes les nations civilisées, et à la nomination d'une Assemblée socialiste, dans le vain espoir d'une victoire parlementaire remportée, par la puissance de la parole, sur cette Assemblée socialiste ! Est-il besoin de dire que l'Assemblée constituante de 1848 ne l'était pas, et que sa composition n'avait rien de commun avec le recrutement radical de la gauche, tel qu'il s'est produit sous sa présidence. C'était donc à ces vains espoirs, à ces fausses analogies, que M. Thiers confiait la fortune de la France ! C'était à ce degré d'illusion que le suffrage universel acculait un chef d'État de cette supériorité !

Lorsqu'on parlait à M. Thiers de l'aggravation du désordre moral, résultat inévitable des luttes de l'ambition en présence du suffrage universel, il répondait : « L'ordre matériel existe, je ne dispose pas de l'ordre moral ; » et il paraissait tenir cette distinction pour une garantie suffisante. Cette placidité dans un tel doute n'est-elle pas étrange ? L'ordre matériel serait-il donc indépendant de l'ordre moral ? N'a-t-on pas toujours vu, dans l'histoire, les grands désordres matériels suivre de près les grands désordres moraux ? L'ordre moral importe si fort à l'ordre matériel, notre avenir doit être si différent, suivant qu'il existe ou qu'il n'existe pas, que toute politique raisonnable doit y tendre de tous ses efforts. Le maréchal Mac-Mahon a fait espérer « le rétablissement de l'ordre moral<sup>2</sup>, » et ce mot a brillé comme un trait de lumière à travers un ciel chargé d'orage.

Le 10 avril 1871, l'Assemblée législative a rétabli le vote à la commune ; le 2 mai suivant, elle a prolongé l'incompatibilité entre les fonctions de préfet et de sous-préfet, et le mandat de député,

<sup>1</sup> *Journal officiel* du 25 mai 1873, p. 3,312.

<sup>2</sup> Lettre du maréchal de Mac-Mahon aux représentants.



pendant les six mois qui suivraient la cessation de ces fonctions; le 18 février 1873, elle a appliqué aux élections législatives l'article 44 de la loi du 4 mai 1855, sur les conseils municipaux, d'après lequel nul ne peut être élu au premier tour de scrutin, s'il ne réunit un nombre de voix, égal à la majorité des suffrages exprimés, et au quart des électeurs inscrits. Enfin, un projet de loi électoral figure au nombre des projets constitutionnels déposés, le 21 mai dernier, par le gouvernement de M. Thiers. On sait, par les résultats déjà produits, l'impuissance des palliatifs que la Chambre a votés. Le projet présenté le 21 mai serait-il plus efficace? Nous en doutons. Nous produirons plus loin nos doutes et nos solutions.

Le 7 mai 1848, le plus illustre promoteur du suffrage universel, M. de Lamartine, rendait compte de la révolution de Février et des actes du gouvernement provisoire, devant notre première Assemblée de suffrage direct et universel<sup>1</sup>; ce compte rendu se terminait par les mots suivants : « Puisse l'histoire, au lieu des noms obscurs et oubliés des hommes qui se sont dévoués au salut commun, inscrire dans ses pages deux noms seulement : le nom du peuple, qui a tout sauvé, et le nom de Dieu, qui a tout béni ! » La grandeur des illusions égalait la grandeur du langage. Le temps les a dissipées.

Élire, c'est disposer du pouvoir, c'est régner. Le suffrage universel a régné vingt-cinq ans. Qu'a-t-il fait de la France? Dieu n'a rien béni; le peuple n'a rien sauvé. L'histoire a inscrit dans ses pages les plus grandes douleurs qu'ait jamais ressenties une âme française. Loin de nous être propice, la sagesse suprême semble s'être retirée de la nation téméraire, inconsciente ou abusée, qui, sous la menace de l'émeute, a donné à la nature humaine, par le vote universel, un témoignage de confiance illimitée; témoignage qu'en aucun temps et en aucun lieu, comme nous allons le prouver par un rapide examen des lois étrangères, elle n'a reçu d'aucun législateur agissant dans la plénitude de sa liberté.

J. PAIXHANS.

La suite prochainement.

<sup>1</sup> On sait que les Assemblées de la première Révolution avaient été nommées par le suffrage à deux degrés.

---

# FONCTIONNAIRES ET BOYARDS

II<sup>1</sup>

---

## VI

TATIANA.

Le mariage de Lanine eut lieu le dimanche suivant. La veille, Wladimir avait engagé, en qualité de secrétaire, l'employé Nicolas Popoff, que Müller lui avait chaudement recommandé. Le secrétaire, ayant appris que les nouveaux mariés avaient l'intention de passer leur lune de miel dans une propriété que le père de Tatiana possédait en Crimée, avait demandé et obtenu la mission de partir en avant pour préparer les étapes. Le lendemain du mariage, Popoff quitta Saint-Petersbourg, après avoir laissé à sa mère une somme d'argent assez considérable, que Wladimir lui avait fait avancer sur ses appointements à venir.

Müller était allé voir Wladimir le soir même de son entretien avec Schelm. Il prétextait un héritage considérable qu'il venait de recevoir en Courlande, pour expliquer à son ami le changement subit survenu dans sa position. Le bohème appartenait à une bonne famille, et Lanine l'avait jadis connu dans une position relativement brillante. Le comte crut sans peine à l'histoire de son héritage, et il l'en félicita sincèrement. Les deux jeunes hommes s'étaient rencontrés au milieu de cette vie bruyante par laquelle commence presque tout jeune fils de famille indépendant et riche; Lanine y avait renoncé par lassitude et dégoût, Müller par nécessité. Wladimir était le dernier ami d'occasion qu'avait eu Müller dans le monde du plaisir; la

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* du 25 décembre 1873.

ruine venue, il s'attacha à lui plutôt qu'à ceux avec lesquels il avait été lié depuis plus longtemps. Il avait pour maxime que « un nouvel ami vaut mieux qu'un ancien, » et, cette fois, il ne se trompa pas. Brusquement abandonné par toutes ses relations, il trouva dans le comte un protecteur zélé et généreux.

Le soir où il vint chez Lanine pour lui annoncer son changement de fortune, Müller tira de sa poche 1,314 roubles, et les tendit à son ami en lui disant qu'il croyait lui devoir cet argent. Wladimir lui avait plusieurs fois prêté quelques petites sommes, mais sans jamais compter; il voulait refuser, mais Müller insista tellement, que force fut au jeune homme d'accepter cette restitution. Le Courlandais lui dit alors qu'il avait toujours tenu un compte détaillé des sommes que son ami lui prêtait, afin de pouvoir les lui rendre s'il le pouvait un jour. Lanine avait touché du doigt la misère profonde de son ami; il l'avait toujours connu scrupuleusement honnête; cette exactitude persévérante le toucha et le transporta d'admiration; aussi l'amitié protectrice qu'il lui accordait se changea-t-elle en un sentiment de profonde estime.

Il offrit à Müller de lui céder le logement qu'il abandonnait en se mariant; il lui prêta des habits convenables et le mena, le soir même, au Club anglais, où il se rendait pour attendre le moment d'être reçu par sa fiancée. Nous l'avons dit, Müller avait, dans le temps, fréquenté le bon monde: il rencontra au club quelques-uns de ses anciens camarades de plaisir. Ces messieurs, ayant appris qu'il avait hérité, n'hésitèrent pas à le reconnaître. Wladimir le présenta à quelques nouveaux habitués. Depuis qu'il avait été accepté par Tatiana, son cœur débordait de joie: il disait, en présentant l'ex-bohème: « M. Müller de Müllershausen, mon meilleur ami. » Depuis quinze jours, sa voix avait constamment des notes attendries. Cette émotion fut attribuée à son amitié pour Müller, qui, le soir même et sans aucune difficulté, se retrouva de plain pied dans le monde que son désastre l'avait obligé de quitter.

Le mardi 2 novembre 1849, Wladimir, uni à Tatiana, partit pour le Midi, non sans avoir présenté son ami à sa femme, et exigé de celui-ci la promesse formelle de venir le visiter en Crimée, ce à quoi Müller s'engagea.

Par un hasard étrange, Müller, préoccupé de son changement de fortune, et Lanine, de son mariage, avaient complètement oublié l'existence de Popoff, et n'en avaient pas dit un mot entre eux. Aussi, quand le Courlandais vint, selon sa promesse, passer les fêtes de Noël chez Lanine, il fut stupéfait d'y rencontrer l'employé de Schelm installé en qualité de secrétaire et de factotum. Müller ne savait rien de ce qui s'était passé entre Schelm et Nicolas; mais, instincti-

vement, la présence de Popoff, et surtout les relations quasi familiales qu'il semblait avoir avec le comte, lui furent suspectes et lui déplurent. Quand Lanine lui dit à dîner, où Popoff avait son couvert mis : « Je te remercie, Müller, de m'avoir fait connaître monsieur ! » le Courlandais ne lui répondit que par une froide inclination de tête. Mais, le soir même, Popoff s'arrangea de façon à se trouver seul à seul avec le bohème enrichi :

— Voisin, lui dit-il, je suis pour le moment sans intention hostile, car je suis heureux ici, et les miens sont heureux là-bas ! C'est à vous que je dois tout cela, et je vous ai voué une reconnaissance éternelle. Quant aux autres, ils n'ont rien à craindre, tant que je serai dans cette situation et que l'on ne m'attaquera pas.

Müller, qui ne comprit rien à ce que lui disait l'employé, fut cependant satisfait de ses protestations de dévouement. Toutefois, il ne voulait pas trop s'avancer, et il se contenta de dire à Nicolas : « Je suis enchanté de voir que vous vous êtes fait bien venir dans cette maison ; » mais quand Popoff, d'après une conversation qu'il entendit, se fut convaincu que Müller ne se cachait nullement de sa misère passée, il raconta un jour à dîner comment il avait secouru sa mère, et cette charité du pauvre fit monter des larmes aux yeux de Tatiana et valut au Courlandais une énergique pression de main de Wladimir. Dès que Müller fut persuadé des honnêtes dispositions du secrétaire de Lanine, ils devinrent les meilleurs amis du monde.

Müller resta quinze jours en Crimée, et, comme si les événements eux-mêmes s'étaient rendus ses complices, il n'arriva aucune visite importune pendant ces quinze jours ; il devint intime dans la maison. Le Courlandais était instruit, bien élevé, gai, spirituel ; il conquit bientôt les bonnes grâces de Tatiana et sut se faire aimer de tout le monde. Il partit au mois de janvier, emportant la promesse des nouveaux mariés d'être de retour à Saint-Petersbourg au commencement de mars.

Tatiana et Lanine, qui s'aimaient tous les jours de plus en plus, auraient bien voulu prolonger leur retraite ; mais cela devenait impossible : le congé de Wladimir était expiré, et le vieux Vérénine réclamait sa fille à grands cris. A la fin de février, leur retour fut décidé.

Popoff les précéda à Saint-Petersbourg et fut chargé de leur louer un hôtel. Nicolas était méconnaissable ; l'expéditionnaire râpé avait fait place à un élégant jeune homme, que quelques mois de fréquentation des grands avaient complètement métamorphosé. Le nom de Popoff est fort commun en Russie ; ce fut donc sans aucune appréhension que Nicolas revint à Saint-Petersbourg, où il loua, dans la Liteinaïa, un magnifique hôtel, au nom du comte Wladimir Lanine.

Il avait été autorisé à donner une chambre à sa mère dans les communs; mais, craignant des poursuites, l'employé n'avait pas osé se risquer chez madame Popoff, quoique la veuve ne demeurât plus dans le quartier suburbain où nous l'avons trouvée au commencement de cette histoire. Pourtant, quand tout fut installé à l'hôtel Lanine, qu'il alla voir sa mère, et qu'il apprit qu'elle n'avait nullement été inquiétée, Nicolas se rassura complètement.

Dans les premiers jours de mars, le jeune ménage revint à Saint-Petersbourg. Le jour même de son arrivée, Wladimir envoya prévenir Müller.

La semaine de Pâques — la solennité religieuse la plus grande de la Russie — venait de s'écouler; les bals et les fêtes de fin d'hiver allaient commencer.

Nous trouvons Tatiana dans son cabinet de toilette, pièce somptueusement meublée, où des parfums d'Orient brûlent dans des casolettes d'or, où l'air est imprégné de parfums pénétrants, où l'art et le luxe ont entassé leurs produits les plus recherchés. Nonchalamment étendue sur un divan, un de ses pieds posé sur un tabouret brodé, elle tendait l'autre à une femme de chambre agenouillée, qui la chaussait d'une bottine de satin. Une deuxième camériste était occupée à échelonner des camellias blancs sur sa magnifique chevelure brune. Non loin de ce groupe, deux autres servantes étaient occupées, l'une à corriger minutieusement les plis d'une robe étalée sur une chaise; l'autre à ouvrir et à parfumer des gants gris perle à quinze boutons. Tatiana, vêtue d'un peignoir en dentelle, semblait dormir; elle se laissait habiller les yeux fermés, sans faire le moindre mouvement.

Tout à coup, un grattement respectueux à l'une des portes du cabinet attira l'attention de la servante qui préparait les gants. Abandonnant sa besogne, elle alla à la porte, l'entr'ouvrit, chuchota un instant avec un interlocuteur invisible, et revint auprès de Tatiana :

— Monsieur le comte envoie demander si madame la comtesse veut bien le recevoir, dit-elle.

— Priez le comte d'attendre quelques minutes, répondit Tatiana. Quelle heure est-il?

— Cinq heures et demie, madame la comtesse.

— Vite! vite! habillez-moi : je suis en retard! dit-elle en se redressant.

La toilette ne dura plus longtemps. Dix minutes n'étaient pas écoulées, que la comtesse, habillée, ordonnait à ses femmes de

chambre de la laisser seule, et de faire prévenir son mari qu'il pouvait se présenter. Quand Wladimir entra, Tatiana, debout au milieu du cabinet, achevait de boutonner ses gants. Il y avait une expression de contrariété et d'impatience sur la figure de Lanine quand il pénétra dans le sanctuaire ; mais à l'aspect de sa femme, belle, somptueusement parée, et souriante, ses traits se détendirent ; il courut à elle les bras ouverts, la figure rayonnante, avec l'intention de l'embrasser. Tatiana le repoussa doucement :

— Prenez garde, Wladimir, dit-elle ; vous allez me chiffonner !

Il recula blessé.

— Tatiana, murmura-t-il, vous ne m'aimez plus !

Elle éclata de rire.

— Vraiment, dit-elle, vous autres hommes, vous êtes incroyables ! Si on n'est pas toute la journée après vous, vous croyez qu'on ne vous aime plus !... Mon bon Wladimir, je vous aime autant et peut-être plus qu'autrefois ; mais, comme j'ai tout le temps de vous embrasser, je préfère me passer cette fantaisie sans froisser une robe qui me plat.

Il s'assit tout rêveur :

— Nous étions plus heureux en Crimée, dit-il. Là, il n'y avait pas de monde, pas de soirées, pas de belles robes, et nous vivions l'un pour l'autre ! Quand je ne vous avais pas vue d'une heure, je vous embrassais, et vous ne me repoussiez pas !

Tatiana vint s'asseoir auprès de lui, et, lui mettant la main sur l'épaule :

— Voyons, mon ami, ne me faites pas de peine, et soyez raisonnable ! Vous m'aimez de tout votre cœur, et je le crois. Je suis heureuse d'être aimée de cette manière et de vivre en tête-à-tête avec vous. Nous avons vécu ainsi cet hiver, nous vivrons encore ainsi cet été. Mais à Saint-Petersbourg, je me dois à mon père, à mes anciennes connaissances. Qui vous dit que je ne serai pas bien plus heureuse après, quand notre bonne intimité reviendra?... Maintenant, laissez-moi un peu voir le monde.

— Oui, le monde ! interrompit-il tristement, où vous allez sans moi ! Depuis cinq semaines, je vous vois à peine trois heures par jour ; si vous ne vous habillez pas, vous vous déshabillez. Dîners, soirées, bals, promenades... Quand nous sortons ensemble, il faut que je fasse semblant de ne pas prêter la moindre attention à vous ; quand vous recevez, il faut que je quitte l'hôtel. Une visite avec moi est inconvenante. Oh ! ce monde !... Voyez-vous, Tatiana, on ne devrait jamais être amoureux de sa femme, quand on appartient à la société. C'est un supplice !

Elle continuait à rire.

— Vous êtes charmant dans ce rôle, Wladimir, et vous m'amusez ! Tenez, pour la peine, je vais vous embrasser, sans chiffonner ma robe, toutefois.

Elle lui donna un baiser sur le front, et se leva :

— Maintenant, dit-elle, je vais, mon seigneur et maître, vous soumettre l'emploi de ma journée. Je dine chez Marguerite avec Sophie et le comte de Halm ; puis nous allons chez la princesse Olga, pour y terminer une affaire importante dont on vous fera part, si vous êtes bien sage ; enfin je reviendrai à onze heures, et nous prendrons le thé ici, en tête-à-tête. Voyons, Wladimir, ne suis-je pas gentille ?

— Adorable, Tatiana ! Mais permettez-moi une petite observation. Vous commencez la vie, ceci m'enhardit à vous donner un conseil. Cette Marguerite, dont vous me parlez toujours, n'a pas, permettez-moi de vous le dire, une réputation complètement intacte, et je ne trouve pas que ce soit une société convenable pour une dame de votre rang.

Elle se pinça les lèvres.

— Vous devenez mauvaise langue, mon ami, et cela me déplaît. Qu'avez-vous à alléguer contre Marguerite ?

— Le bruit qui se fait autour d'elle... Cette Française, en arrivant ici, a révolutionné toute notre société !... Ses toilettes, ses voitures sont extravagantes ; ses manières sont trop libres. L'engouement qu'elle a excité ici fait, il est vrai, que l'on accepte et que l'on admire toutes ses excentricités et toutes ses audaces. Je vous crois trop supérieure pour suivre la foule dans ses écarts, et je vous avoue que je souffre de vous voir partout avec la femme d'un petit secrétaire de l'ambassade de France, et de vous y voir, pardon ! confondue avec sa suite.

— Oh ! oh ! riposta-t-elle, c'est de l'habileté, cela, et vous croyez en arriver à vos fins en vous attaquant à mon amour-propre. Elle est presque laide, et je suis belle ! elle est pauvre, et je suis riche ! On ne me confondra jamais avec ceux ou celles de sa suite. Quant à ses excentricités, comme vous les appelez, Dieu merci ! ce n'est que de la franchise et de la gaieté. Ces qualités ont toujours manqué à notre société, qui se croit spirituelle parce qu'elle ne parle pas, et honnête parce qu'elle est hypocrite ! D'ailleurs, vous ne voulez pas que je sois plus difficile que l'impératrice, qui ne peut se passer de Marguerite.

— Trop de bruit, ma chère ! Et la preuve que je dis la vérité, c'est que nul ne sera étonné d'apprendre que madame Dugarey a un amant ; car tout le monde s'y attend et s'étonne qu'on ne lui en connaisse pas. C'est suffisant. Je trouve qu'une femme dont on s'étonne de ne pas connaître l'amant n'est pas une honnête femme. Sophie et

la princesse Olga sont des folles. La réputation de conquérant du comte de Halm, qui est de toutes vos parties, et par lequel vous jurez toutes, ne s'allie pas, permettez-moi de vous le dire, avec la respectabilité d'une jeune femme.

Tatiana s'était éloignée de son mari et se mirait dans une psyché.

— Je vous ai laissé parler, n'est-ce pas ? dit-elle d'un petit ton sec ; maintenant, assez, mon ami, si vous ne voulez m'impatisser sérieusement ! Vous savez que je ne souffre pas aisément que l'on contrarie mes volontés ? N'en parlons donc plus et donnez-moi votre avis sur ma robe.

Il se leva à son tour pour s'approcher d'elle ; il était légèrement pâle et sa voix tremblait quand il lui dit :

— C'est que, voyez-vous, Tatiana, je suis jaloux.

Elle se retourna avec vivacité et ses yeux lancèrent un éclair.

— Ne répétez jamais ce mot devant moi ! dit-elle, car ce mot est une insulte. S'il y a des femmes assez humbles pour pardonner, pour encourager même la jalousie dans leurs maris, je ne suis pas de ces femmes-là. Si vous devez m'adorer au-dessus de tout au monde, vous ne devez pas être jaloux de moi, car ce serait me profaner ! Comment ! vous pourriez supposer que je souillerais ma personne, cette personne pour laquelle j'ai un culte aussi grand que celui que vous pouvez avoir vous-même !... Qu'est-ce que la jalousie, sinon la crainte de la souillure ? Wladimir, si vous êtes jaloux, ne me le montrez jamais, car je pourrais cesser de vous aimer. Je veux, non-seulement de l'amour, mais du respect, du culte... !

Wladimir était passionnément épris de sa femme ; l'habitude de voir tout le monde s'incliner devant elle, son profond amour, un certain étonnement, firent qu'il s'agenouilla en disant :

— Quelle femme vous êtes, Tatiana ! comme je suis peu de chose auprès de vous, et combien je vous aime !

Elle lui tendit son pied :

— Baisez alors, Wladimir, et demandez pardon !

Quand il eut effleuré de ses lèvres la bottine :

— Vos lèvres ne froisseront pas ma bottine, du moins, dit-elle en riant et en se baissant pour l'embrasser sur le front. Restons bons amis, croyez-moi ; aimez-moi, laissez-moi faire mes petites volontés, et nous serons heureux, je vous jure, car nous nous convenons parfaitement.

— Je vais donc, dit-il avec un soupir, être obligé de dîner ce soir avec Müller.

— Est-ce qu'il est ici, votre ami ?

— Oui, il m'attend au salon. Il est venu me dire bonjour. Je vais



aller manger avec lui au restaurant, car ici je dîne mal quand je dîne sans vous.

— Et vous ne lui faites pas admirer votre femme, égoïste ! dit-elle. J'ai quinze minutes à vous donner encore ; faites-le monter ici.

Elle sonna et, deux minutes après, Müller pénétrait dans le cabinet de toilette. A sa façon d'entrer, on voyait qu'il était l'intime de la maison : il alla droit à Tatiana, déposa un baiser sur son gant, l'examina avec une admiration comique, et, frappant des mains :

— La ! dit-il. Est-ce assez beau une jolie femme en grande toilette !... Laissez-moi vous regarder de côté... Tournez-vous... Est-elle assez complaisante, votre femme, Wladimir ; comme elle se laisse admirer !

— Je suis si bonne ! dit Tatiana en riant.

— Aie ! ne nous y fions pas trop ! s'écria Müller. Serait-ce indiscret de vous demander où vous allez si belle ?

— Chez madame Dugarey ; j'y dîne ce soir avec Sophie Pelensky et le comte de Halm.

— Oh ! s'écria Müller, à la place de Wladimir, je serais jaloux ! Ce Halm a une réputation de conquérant... !

— Voyez-vous, Tatiana, dit Lanine, Müller dit la même chose que moi, et vous ne vous fâchez pas contre lui.

— Ce qui est permis à un étranger ne vous est pas permis à vous, répondit la comtesse. Ne recommençons pas, n'est-ce pas, monsieur Müller ? Je vous laisse mon mari, car il paraît que vous allez dîner ensemble au restaurant, ce qui vous arrivera non-seulement aujourd'hui, mais encore probablement samedi.

— Oh ! encore ! s'écria Wladimir.

— Encore, répondit-elle malicieusement.

Il courba la tête. Cette soumission silencieuse parut désarmer Tatiana.

— Comme il faudra bien que tôt ou tard vous le sachiez, dit-elle, je vais vous confier un secret, connu seulement, à l'heure qu'il est, de quelques dames de la société et du comte de Halm. C'est le secret d'une conspiration ! Nous avons décidé, Marguerite, Sophie, Olga, moi et plusieurs autres dames, de nous réunir chez Marguerite une fois par semaine. Les hommes ne seront pas admis ; seul, le comte de Halm se tiendra dans un salon contigu, non en qualité d'associé, mais en qualité de secrétaire. Si l'on a besoin de lui, on l'appellera ; mais il ne pourra pénétrer dans le salon sans y être demandé. Notre société sera une sorte de club comme vous en avez, vous autres ! Samedi, nous tenons notre première séance pour y nommer les membres fondateurs et y régler nos statuts.

— Ah ! mon Dieu ! s'écria Wladimir, en voilà une innovation ! Eh bien, c'est joli ; ces jours-là, nous ne nous verrons pas du tout, alors !

— Pas du tout !... Il paraît qu'à Paris il y a quelque chose d'approchant. Ces dames ont inventé cela pour punir ces messieurs de leur préférence pour les cartes et les courses ! Tant pis pour les maris comme vous, Wladimir ; vous payerez pour les autres !

Müller riait de bon cœur, mais Lanine était réellement contrarié.

— Que le diable les emporte, votre monde et votre extravagante Française ! dit-il moitié riant, moitié fâché.

Tatiana éclata de rire.

— Mon pauvre Wladimir, il faudra en prendre votre parti ; mais je vais tâcher de vous y habituer peu à peu... Tenez, samedi prochain, je ne vous verrai pas, il est vrai, de la journée, et vous dînez avec M. Müller au restaurant ; mais, en revanche, dans la soirée, vous enverrez prendre une loge au théâtre Michel — je n'ai pas encore vu la nouvelle troupe française — et nous viendrons vous y rejoindre avec Marguerite. Je serai au théâtre entre neuf et onze heures. Allons, maintenant, adieu, dit-elle après avoir interrogé la pendule, qui marquait six heures. Je m'enfuis !

— A revoir, Tatiana, et revenez de bonne heure, dit Lanine avec un soupir.

— Oui, oui ! répondit-elle en disparaissant derrière une portière.

Wladimir prit le bras du Courlandais :

— Nous, dit-il, allons nous ennuyer en attendant l'heure du repas, car je suppose que vous ne voulez pas manger avant sept heures et demie.

— Même pas avant huit heures, ce soir, mon pauvre ami ; j'ai affaire et je vous abandonne, moi aussi ! Si vous voulez que nous dînions ensemble, attendez-moi chez Dusaux, à huit heures.

— C'est charmant ! répondit Lanine avec dépit. Quelle affaire pouvez-vous avoir ?

— Ah ! c'est trop fort ! ces hommes mariés sont d'une curiosité et d'un égoïsme !... Je ne suis pas marié, moi !

— Bon ! bon ! répondit Wladimir, adieu, alors ! j'irai me promener en voiture.

Müller était sur le seuil ; il se retourna :

— Je vais du côté du théâtre Michel, voulez-vous que je vous retienne une loge pour samedi ? demanda-t-il.

— Oui, vous me ferez plaisir !

## VII

## LA CONSPIRATION.

Nous allons suivre l'exemple de Müller et de Tatiana, et nous abandonnerons Wladimir à son ennui pour suivre le Courlandais, qui sortit de l'hôtel Lanine presque aussitôt après la voiture qui emportait la comtesse. Müller marchait d'un pas rapide. Il enfila la perspective de Nevsky, la suivit jusqu'au pont Anitchkoff, traversa le pont et longea le canal. Parvenu dans une rue d'un aspect assez misérable, Müller changea d'allure. Il ralentit le pas, s'engagea dans la rue en flânant et en regardant autour de lui. Tout à coup il s'arrêta, releva le collet fourré de son paletot, et dissimula ainsi complètement ses traits ; puis il se plaça sous la voûte d'une maison, et attendit.

Il attendit en sifflotant un air étrange ; ensuite il ôta son bonnet de zibeline comme pour arranger ses cheveux, et se mit à en lisser la fourrure avec sa manche. C'était probablement un signal convenu avec quelqu'un, car, après avoir fait ce manège pendant une longue minute, il le cessa tout à coup, se remit en marche, et entra sans hésiter dans un cabaret borgne qui se trouvait dans la maison à côté. En entrant, Müller ordonna au garçon de lui servir une bouteille de bière, et s'assit sur un banc auprès d'une petite table voisine de la fenêtre. Presque sur les pas du Courlandais, un individu sale et débraillé pénétra dans le bouge, en fredonnant le même air qu'avait siffloté Müller sous la voûte, et en lissant son chapeau carré, qu'il avait ôté en entrant.

L'individu alla droit à la table du Courlandais, se versa un verre de bière, et une conversation à voix basse s'engagea entre les deux hommes. Ils causèrent pendant plusieurs minutes, puis l'individu se leva.

— C'est entendu, n'est-ce pas ? dit Müller d'une voix un peu plus élevée. Samedi, au théâtre Michel, deux agents intelligents et bien mis... On saura le numéro le soir ; d'ailleurs, il ne peut y avoir d'erreur, je me trouverai dans la loge.

— C'est entendu.

L'homme s'inclina et disparut. Müller, après avoir payé la bouteille de bière, sortit à son tour, fit quelques pas dans la rue, entra dans la maison voisine du cabaret, passa sous la porte cochère, monta deux étages, et sonna à une porte.

Un guichet dissimulé dans la boiserie s'ouvrit au son du timbre, et un œil explora minutieusement le palier et l'escalier. Alors seulement les verrous grincèrent et Müller entra. Il se trouva dans une petite antichambre dont l'aménagement rappelait celui d'un bureau ou d'une caisse. Un autre guichet s'ouvrait en face de l'entrée, protégé par un grillage; un tourniquet séparait la pièce en deux; auprès du tourniquet, un homme se tenait debout. Celui qui avait ouvert questionna le Courlandais :

- Que demandez-vous ?
- La grande partie.
- Qui êtes-vous ?
- L'As de carreau.
- Votre nom parmi les joueurs !
- Initiative.
- Passez.

Müller s'approcha du tourniquet, dont une des barres s'écarta devant lui, souleva une draperie qui cachait une porte, et frappa contre le bois trois coups distancés. La porte s'ouvrit. Le Courlandais pénétra dans une vaste pièce éclairée par des lampes suspendues au plafond. Une grande table, recouverte d'un tapis vert, occupait le milieu de la pièce. Autour de la table, trente-cinq hommes étaient assis.

C'étaient des jeunes gens, pour la plupart : quelques-uns portaient l'habit bourgeois ; d'autres, les uniformes splendides des divers régiments de la garde impériale. Deux ou trois barbes blanches tranchaient sur ces figures juvéniles et sur ces moustaches blondes ou brunes. Devant chaque homme, une carte piquée sur le tapis avec une épingle à tête noire marquait une place ; au centre de la table, on voyait un paquet de cartes. L'assistance n'était pas au complet, car plusieurs sièges étaient inoccupés, quoiqu'ils fussent marqués. Un as de cœur désignait évidemment la place du président, car il se trouvait entre une boîte et une sonnette. Le fauteuil présidentiel était vide.

L'homme qui avait ouvert la deuxième porte regagna sa chaise en silence, et Müller fit quelques pas dans la salle sans que personne lui eût adressé le plus léger salut ni le moindre mot. Le Courlandais se dirigea vers la place marquée « as de carreau », qui se trouvait à côté de l'as de cœur, et s'assit.

Cette salle sombre et froide ressemblait à une maison de jeu ; cependant personne ne jouait, et le silence était profond.

Six heures et demie sonnèrent. Müller tira une clef de sa poche, ouvrit la boîte, y trouva une lettre, la décacheta, la lut, allongea la main vers la sonnette et l'agita à plusieurs reprises. Deux hommes

entrèrent et occupèrent deux chaises vides. C'étaient celui qui avait ouvert la première porte et l'homme du tourniquet. Alors Müller agita derechef la sonnette.

— Messieurs, dit-il, l'As de cœur ne peut assister aujourd'hui à la séance ; il m'annonce cela par la voie ordinaire, et me délègue ses pouvoirs.

Il changea de fauteuil, s'assit au haut bout de la table, et agita la sonnette pour la troisième fois.

— Messieurs, dit-il, la séance est ouverte.

On devint attentif, et Müller continua :

— Avant de discuter sur l'opportunité des mesures que nous allons adopter dans cette séance, qui probablement sera l'avant-dernière, je vais procéder à l'appel des absents... Le Dix de pique est malade. Le Roi de trèfle, le Valet et le Huit de cœur sont de service à leurs administrations respectives. Le Dix de carreau est mort... Que Dieu ait son âme ! Notre secrétaire, chargé de la correspondance, a mis cette liste dans la boîte, comme il le fait d'ordinaire. Nous ne sommes donc que quarante et un, et par conséquent nous ne sommes plus au complet. Mais, vu l'approche de l'accomplissement de notre œuvre, je propose de ne plus admettre personne dans nos rangs. Est-ce votre avis ?

— Oui ! répondit-on à l'unanimité.

— Monsieur le secrétaire général, qu'a-t-on décidé à la dernière séance ?

L'homme du tourniquet se leva.

— L'As de trèfle, le Valet de carreau et le Neuf de carreau ont parlé, à la satisfaction générale, et le plan proposé par eux a été adopté. Dans la séance d'aujourd'hui, le Dix de cœur, ayant nom « Force » parmi nous, doit rendre compte de ces démarches.

— Le Dix de cœur a la parole, dit Müller.

Un jeune colonel d'un régiment d'infanterie de la garde commença alors en ces termes :

— Messieurs, mon régiment me suivra partout. Depuis six mois, depuis que la grande œuvre régénératrice a réuni autour de cette table les quarante-deux braves qui forment notre association, j'ai su, dans mon régiment, apprendre aux brutes stupides qui le composaient jadis les droits sacrés de l'homme. Ils comprennent aujourd'hui ce que c'est que l'honneur du soldat ; ils ont, comme nous tous, horreur de l'esclavage, de la punition corporelle qui dégrade tout homme, de l'arbitraire qui fausse toute conscience. Quand le moment sera venu, je serai prêt. Le lieutenant Deux de trèfle, ainsi que beaucoup de ses amis qu'il a su endoctriner, pourront provoquer, par l'organe de notre jeunesse militaire, une scission dans presque

tous les régiments de la garde. Les sept capitaines et les six colonels qui sont dans nos rangs répondent individuellement des compagnies et des bataillons qu'ils commandent. Vous disposer donc, messieurs, d'une partie de la force armée de la capitale. Le Neuf de carreau, caissier au ministère des finances, agira, nous a-t-il dit, selon nos intérêts...

— Pour le bien de mon pays, interrompit un homme d'une quarantaine d'années, je suis capable de tout, même de vol... Ce que j'ai dit, je suis prêt à le faire. J'ai dans ma caisse huit millions de roubles; au jour fixé, j'apporterai cet argent à l'association.

Le colonel continua :

— Nous sommes donc parvenus à avoir une organisation complète : nous avons l'armée, qui est la force; l'argent, qui est l'intelligence; des ramifications dans toutes les sociétés et dans toutes les administrations. Tarder plus longtemps, messieurs, serait, à mon avis, trahir notre cause et jouer nos existences. Grâce à notre dévouement à tous, grâce surtout à la protection occulte dont nous avons pu, chose inouïe et incroyable dans les annales du despotisme, mûrir tout un gigantesque plan de conspiration aux portes mêmes de l'ancre de la tyrannie! Aujourd'hui, messieurs, nous sommes prêts. Hésiter davantage serait criminel. Nous, les chefs suprêmes de ceux des Russes qui veulent demander au tsar un compte terrible de l'asservissement dans lequel il s'obstine à tenir soixante millions d'hommes, nous ne pourrions plus maintenir le flot qui débordera si nous n'ouvrons les écluses! Au nom de l'armée, je vous dis : Messieurs, j'attends le signal, et je l'attends avec impatience. Il faut qu'il soit donné promptement! Au nom de l'armée, messieurs, je vous dis : En avant! et hurrah pour les libertés russes!

Le colonel se rassit au milieu du frémissement que ses paroles avaient provoqué; presque tous les conspirateurs témoignaient, par un mouvement de tête ou par un geste, de leur adhésion à ces paroles; seuls deux vieillards, assis au bas bout de la table, hochaient la tête. Müller se leva :

— J'appuie de toutes mes forces, dit-il, la motion du colonel. Les temps sont venus; oui, il faut agir. Nous ne devons pas permettre aux vils séides du despotisme de découvrir nos projets, et il nous serait difficile, impossible même, de conspirer plus longtemps sans exciter la défiance du gouvernement. Je propose donc de nous réunir samedi, à dix heures du soir, pour la dernière fois, en une séance suprême. Nous nous distribuerons les rôles; nous discuterons le plan de l'action générale, et, après nous être unis tous dans une dernière et fraternelle étreinte, nous nous disperserons pour aller à la victoire ou à

la mort. Samedi prochain, nous nous lierons par un dernier serment plus terrible que ceux prononcés par nous jusqu'à présent. Samedi prochain, messieurs, une existence nouvelle commencera pour nous. Nous cesserons d'être des conspirateurs et des hommes ; nous deviendrons les archanges de la liberté ; nos épées flamboyantes disperseront les nuages de l'obscurantisme, ou nous mourrons martyrs !

On ne pouvait pas faire de bruit dans cette enceinte, car à Saint-Petersbourg l'oreille des agents de la police est ouverte à tous les bruits ; cependant le discours de Müller produisit un enthousiasme réel, qui se manifesta par un murmure approbateur. Le Courlandais saisissait déjà la sonnette pour proclamer la clôture de la séance, quand un des vieillards se leva et demanda la parole. Étonné et mécontent, Müller eut sur les lèvres un sourire de dédain, mais il n'osa refuser.

— L'As de pique a la parole, dit-il.

— Vous m'avez parmi vous, dit celui-ci, donné le nom d'« Expérience », messieurs, et vous avez eu raison. Je suis un conspirateur expérimenté, parce que, depuis ma tendre jeunesse, j'ai toujours eu en haine le despotisme sous lequel gémit notre sainte Russie ! J'ai conspiré contre Catherine, contre Paul et contre Alexandre I<sup>er</sup>. J'ai, en 1826, conspiré contre Nicolas. De ces conspirations, quelques-unes avortèrent, d'autres furent découvertes. J'ai souffert...

— A la question ! cria un des assistants.

— As de pique, dites ce que vous voulez dire sans prolonger par des phrases inutiles ces réunions, qui sont toujours dangereuses... vous devez le savoir, dit Müller, vous, un vétéran des conspirations.

Le vieillard apostropha directement Müller :

— Ce préambule me paraissait nécessaire pour expliquer mon discours, que quelques-uns d'entre vous pourraient taxer de timidité. Si j'ai demandé la parole, c'était pour discuter votre proposition. Jusqu'ici, messieurs, nous n'avons fait que nous réunir secrètement et causer entre nous. Ce que nous avons fait n'est pas bien grave. Nous avons discuté, déclamé, tonné contre les abus. Mais samedi, messieurs, on va nous proposer d'agir : nous allons risquer nos existences et nos fortunes, notre président nous l'a dit lui-même. Or je désire savoir qui nous mène dans cette aventure et qui est notre chef. Je désire, avant d'aller plus loin, connaître l'As de cœur. Jusqu'aujourd'hui, je n'ai vu qu'un homme masqué qui est venu ici plusieurs fois, ou qui a délégué par une voie détournée ses pouvoirs à M. Müller.

Quelques-uns des conjurés firent un signe de tête approbatif. Müller avait légèrement pâli. L'As de pique continua :

— C'est un personnage puissant, nous a-t-on dit ; il désire rester

inconnu, soit ! Jusqu'à présent, il pouvait avoir ses raisons pour agir ainsi ; mais maintenant, quand quelques jours à peine nous séparent de l'action, cette méfiance nous froisse et nous irrite. Pourquoi devons-nous marcher aveuglément à la suite de quelqu'un qui se défie de nous ? Pourquoi cette inégalité dans la confiance ? Tant qu'il ne s'agissait que de parler, peu nous importait ; mais aujourd'hui que l'on nous demande le sacrifice de nos vies, et que ce sacrifice est proche, nous sommes tous égaux devant le danger, nous avons le droit de connaître celui qui nous dirige.

— L'As de pique a raison, dirent plusieurs voix.

Une certaine hésitation se manifestait dans l'assemblée ; Müller avait froncé le sourcil. Soudain il agita la sonnette.

— Vous vous défiez de l'As de cœur, messieurs ! dit-il. Hé ! ne vous a-t-il pas donné assez de preuves de son dévouement à notre cause et de sa toute-puissance ? N'est-ce pas grâce à son intervention que le libraire Simonoff, celui qui propage les écrits révolutionnaires, a été relâché et laissé libre de continuer sa vente ? n'est-ce pas à son intervention que notre frère le Deux de trèfle, accusé de démoraliser les soldats et arrêté sous cette inculpation, a dû sa mise en liberté ? Faut-il vous rappeler toutes les occasions où l'As de cœur nous a prouvé son pouvoir ? faut-il que notre complot avorte faute de confiance ? Une curiosité puérile vous ferait-elle oublier la grande œuvre que nous avons entreprise ?

— Ce n'est pas une curiosité puérile qui nous pousse, répondit l'As de pique. Nous ne vous avons rien demandé jusqu'à ce jour où vous nous mettez en demeure d'agir ! C'est bien le moins que nous sachions qui nous guide ! Nous sommes, non des enfants que l'on mène à la baguette, mais des hommes qui jouent « la grande partie ! » Notre association a vu, il est vrai, l'As de cœur lui apporter la force, la vitalité et l'intelligence. De douze que nous étions, nous sommes vus, et je me plais à le reconnaître, monter en trois mois au nombre de quarante ; l'armée, la finance, l'aristocratie, l'administration même nous ont envoyé leurs représentants, depuis que l'As de cœur est devenu l'âme de nos réunions ; tout cela est vrai. Mais lui nous connaît, et nous ne le connaissons pas ! Or, chaque fois qu'il a été empêché de nous présider, il a délégué ses pouvoirs à M. Müller de Müllershausen ; je crois que nous avons le droit de demander à M. Müller, qui paraît être seul à posséder sa confiance, de nous le faire connaître. Je le répète, c'est notre droit. Il serait trop commode de compromettre quarante-deux hommes d'action et de rester soi-même dans l'ombre ! Nulle situation, nulle grandeur ne peut autoriser ces choses-là ! Je suis d'avis de ne pas faire



un pas avant que l'on nous ait fait connaître l'homme qui dispose de nous.

L'assistance ondula sous un murmure approbateur. Quelques membres causèrent entre eux, puis un jeune lieutenant dit à haute voix :

— Nous nous rangeons tous à l'avis de l'As de pique.

Müller était un peu pâle, mais une sombre résolution éclatait sur ses traits contractés et dans ses yeux étincelants.

— Vous le voulez, dit-il, soit ! Je connais l'As de cœur, et je vais le démasquer ; mais notre président, qui nous a tant de fois donné des preuves de son dévouement et de son audace, ne peut se confier à ceux qui doutent de lui ! Vous l'avez vous-même avoué, frère Expérience, il a été l'âme de notre conjuration. Il nous a apporté tout : argent, force et intelligence ! Il ne peut donc se découvrir qu'à ceux qui, comme lui, ont apporté leur contingent et qui le connaissent déjà d'une façon détournée. Je propose donc ceci : que les prudents s'abstiennent d'insister davantage, ils choisiront neuf délégués qui resteront aujourd'hui dans cette salle ; à ceux-là, je dirai le nom de l'As de cœur. Seuls ils se réuniront samedi, et transmettront aux autres les dispositions suprêmes ! Je propose de clore à l'instant même la séance et de ne plus nous réunir. Nous n'avons pas été découverts, nous ne le serons plus ! Les timides n'auront donc rien à craindre !... D'ailleurs, s'ils ont peur, rien ne les force d'agir !

Il était magnifique d'audace ! Les auditeurs furent éblouis. Ils voulurent protester, admettre des explications ; l'As de pique lui-même courbait la tête. Toute l'assistance s'écria :

— Non, non ! nous avons confiance !

Mais Müller voulut profiter de son avantage :

— L'As de cœur, messieurs, ne peut rester sous le coup d'un doute. Il est indispensable qu'il soit connu maintenant ; le succès de notre œuvre en dépend. Nommez vos délégués, puis séparons-nous... Le scrutin est ouvert et la séance est levée.

Il y eut un brouhaha général... Puis le secrétaire, après avoir consulté les assistants, proclama dix-huit noms, qui répondaient à dix-huit cartes, et parmi lesquels on devait choisir les neuf délégués. Alors chacun tira une carte du paquet placé au centre de la table, et la jeta dans une corbeille. Le président, à qui on apporta la corbeille, proclama les neuf noms, parmi lesquels il y avait le Dix de cœur, le Deux de trèfle, l'employé des finances. Puis Müller s'adressa aux conspirateurs avec un sourire ironique :

— Comme nous n'avons que cette pièce pour discuter, et que nous ne sortons jamais ensemble de peur d'éveiller les soupçons, veuillez,

messieurs, nous attendre dans l'antichambre ! Nous ne serons pas longs, nous vous rappellerons bientôt.

Les conjurés étaient domptés par l'aplomb de Müller ; plusieurs d'entre eux, l'As de pique le premier, regrettaient leur démarche. Ils sortirent silencieusement.

Quand Müller fut seul avec les neuf délégués, il se redressa de toute sa hauteur :

— Messieurs, dit-il, je suis heureux que le scrutin ait été aussi intelligent. Si j'avais voulu choisir les délégués, je n'aurais pas pu mieux faire ! Ceux qui m'entendront doivent être à toute épreuve ! Leur audace doit égaler leur dévouement à notre cause, car le succès de l'entreprise reposera absolument sur eux. Vous avez voulu connaître l'As de cœur ! Messieurs, je vais satisfaire votre désir : l'As de cœur, c'est moi !

— Vous !... s'écrièrent simultanément les délégués, qui reculèrent de surprise.

Müller fouilla vivement dans sa poche, en sortit un masque noir à capuchon dont il se couvrit entièrement la tête, et continua, après avoir modifié le timbre de sa voix :

— Reconnaissez-vous ce geste et cette voix ?

D'un mouvement théâtral mais imposant, et avec une énergie sauvage, il jeta au loin le masque :

— Ah ! dit-il, il vous faut des personnages puissants, des influences occultes ? L'intelligence intrinsèque ne suffit pas à la foule, et jamais elle ne voudra lui obéir ! je savais cela, messieurs. J'avais dans la tête un plan gigantesque, que j'ai seul préparé, conçu et élaboré. J'avais, pour son exécution, besoin de bras ! Vous m'aviez reçu parmi vous ; vous n'étiez alors que douze, et toute votre ambition consistait à vous procurer des livres interdits. J'ai enflammé votre imagination ; j'ai exalté votre patriotisme ; je vous ai donné le courage de l'initiative ! Mais qu'étais-je pour vous ? Un homme honorable, vous le saviez, car avant de m'admettre vous aviez pris vos renseignements. Si je vous avais, cependant, proposé d'être votre chef suprême, vous auriez cru que j'étais devenu fou. C'est alors qu'un jour je suis venu masqué ; je vous ai apporté la grâce de Simonoff et 50,000 roubles !... C'est le colonel qui m'a amené. Demandez-lui pourquoi il l'a fait !

— J'avais reçu une lettre de Londres, d'un correspondant que j'ai là, répondit le colonel. Deux de mes camarades, de ceux qui attendent le résultat de notre conversation, m'avaient répondu de l'homme masqué. Quand je l'ai vu nous apporter l'argent et la grâce, je n'hésitai plus...

— Comment j'ai pu faire tout cela, interrompit Müller, je vous

l'expliquerai plus tard. Qu'il vous suffise de savoir à présent que mon intelligence a suppléé à tout ! Je me suis fait des relations, j'ai trouvé de l'argent et j'ai mené l'intrigue à moi seul ! Qu'il y ait derrière moi un homme qui, enthousiasmé par l'idée libérale que j'ai fait miroiter devant ses yeux, a voulu coopérer à la grande œuvre et a mis à ma disposition sa bourse et son crédit, je ne dis pas le contraire. Cet homme existe, il est riche et sa famille est puissante ; mais ce n'est pas un personnage, et il n'a nul besoin de se cacher derrière un masque. Je vous ferai connaître cet homme samedi. Il m'a donné l'argent dont j'ai disposé, il m'a facilité ma tâche ; mais il n'a jamais été que mon ombre, qu'un instrument dont je me suis servi.

Il rejeta ses cheveux en arrière :

— J'ai fait tout cela, messieurs ! Maintenant, vous me connaissez, voulez-vous encore de moi pour votre chef ?

— Oui ! oui ! crièrent d'une seule voix les neuf délégués.

Ils avaient écouté le Courlandais en silence, et quand il eut fini, ils ne cherchèrent même pas à déguiser leur admiration et leur enthousiasme. Un éclair de triomphe brilla dans le regard de Müller, et en même temps sa figure prit une expression étrange de regret et de douceur.

— Messieurs, dit-il, nous sommes les chefs, et nous suffirons, je crois, à mener l'entreprise à fin ! Je pense qu'il est inutile que nous nous réunissions plus longtemps au complet. Ces réunions sont toujours suspectes. Je propose donc de nous séparer aujourd'hui même. Les neuf délégués et moi, nous viendrons seuls samedi ; les résolutions prises par nous seront transmises aux autres membres de l'association. La prudence est indispensable au moment décisif : l'audace viendra après. Nous assumerons sur nos têtes toute la responsabilité ; le succès de l'entreprise nous sera dû, et nous serons seuls en face de la loi si nous échouons. Notre rôle est beau, messieurs, voulez-vous le remplir jusqu'au bout ?

— Vous avez raison, dit le colonel ; pour ma part, j'accepte.

— Nous aussi ! s'écrièrent les autres délégués.

Müller ouvrit la porte de la salle.

— Messieurs, dit-il, veuillez rentrer. Un de vos délégués vous fera connaître nos résolutions. Moi, je vous quitte... Colonel, veuillez venir avec moi.

Il prit le bras du Dix de cœur et sortit de la pièce, la démarche hautaine, l'œil altier. Dans la rue, il se sépara du colonel après lui avoir dit :

— Remontez, et, si l'on insiste trop pour connaître l'As de cœur, autorisez vos amis à me nommer. Mais surtout, continua-t-il, faites

mettre fin à nos réunions. Les timides ne peuvent qu'entraver notre marche!... Adieu, colonel, jusqu'à l'heure de la lutte!

Il héla une voiture et se fit conduire au théâtre Michel, où il loua une loge de baignoires presque adossée à la scène. Il était huit heures vingt minutes quand Müller entra chez Dusaux; Lanine l'attendait avec impatience.

— Pardon, dit le Courlandais, j'ai été retenu... Dinons!

Et, après avoir déplié sa serviette :

— Je me suis occupé de vous, dit-il, voici la loge.

— Merci, répondit Lanine.

## VIII

### LE PALAIS D'HIVER.

La cour impériale était réunie dans la salle Saint-Georges; les hommes en grand uniforme, les femmes en costume national, étaient rangés sur deux rangs, en face de la place réservée à la famille de l'empereur; un maître des cérémonies, sa canne officielle à la main, se promenait dans l'espace vide ménagé entre le rang des hommes et celui des femmes. C'était le jour de « grande sortie » (*bolchoisvhykhod*), et toute la famille du tzar allait être vue au sortir de la messe.

Le Jardin d'hiver, séparé de la salle Saint-Georges par la galerie de Pompée, avait été envahi par quelques employés supérieurs du palais qui formaient des groupes et causaient entre eux.

Nul cependant n'osait pénétrer dans la galerie; car deux des personnages les plus importants de l'empire s'y promenaient en long et en large. C'étaient le comte Orloff, chef des gendarmes et ami particulier de l'empereur, et le comte Pérofsky, ministre de l'intérieur.

Le factionnaire de la Compagnie d'Or (*Zlotaia Rota*), qui se tenait à la porte de la galerie de Pompée, conduisant à la salle Blanche et de là aux appartements particuliers de l'empereur, présentait les armes chaque fois qu'ils s'approchaient de lui, et l'Arabe de garde à la porte opposée les suivait des yeux avec respect.

— Oui, mon cher ministre, disait Orloff, j'ai laissé Sa Majesté triste et préoccupée. Je ne lui ai d'ailleurs pas donné de bonnes nouvelles, car ce que vous me dites, je le savais déjà. Depuis deux mois, ma police est sur les traces d'une conspiration très-dangereuse, qui s'organise dans l'ombre; mais, comme mes agents ont plusieurs fois trouvé sur leur chemin ceux de votre M. Schelm, nous n'avons pas

voulu empiéter sur vos attributions. Un de mes aides de camp les plus actifs, le colonel Palkine, m'a dit cependant hier que M. Schelm errait dans le vide, et que, si l'on n'arrêtait pas le mal dans sa racine, le complot pourrait devenir plus dangereux qu'il ne l'est en réalité.

— Vraiment ? répondit le ministre, il est si habile, votre Palkine. Je crois, du moins c'est l'avis de Schelm, qu'il sait mieux inventer les conspirations que les découvrir.

Le chef des gendarmes sourit.

— Palkine m'a dit précisément la même chose à propos de Schelm. Ce sont deux gredins et ils se valent. Mais quant à inventer des complots, Palkine, qui me connaît, ne l'aurait jamais osé. Je ne dis pas qu'il n'en soit pas capable, c'est un coquin et je le connais. Mais il sait que je l'aurais fait envoyer en Sibérie pour y travailler aux mines pendant toute sa vie ! Connaissiez-vous un crime plus grand que celui de briser vingt existences, que de porter de fausses accusations, que d'inquiéter l'empereur ! Si jamais une chose pareille se fût passée dans mon administration, j'aurais sévi sans pitié, sans ménagement, et l'empereur aurait été encore plus sévère que moi : il m'aurait, je crois, retiré sa bienveillance, et, ma foi, il aurait eu raison !

— Comme vous prenez feu, mon cher général, répondit le ministre. Mon Dieu, je n'accuse pas votre Palkine !

— C'est que je ne veux pas d'infamies chez moi ! Je suis chargé de la sûreté de cet empire, et je maintiendrai l'ordre et la paix ! mais j'exige de mes subordonnés, j'exige même des instruments vils que je suis obligé d'employer une scrupuleuse honnêteté, sinon par conviction, du moins par crainte. Si, avec le pouvoir immense dont je dispose, j'agissais autrement, je serais plus méprisable que le dernier de mes agents ! Assez là-dessus. Toutes ces histoires de conspiration me navrent ; mais le devoir avant tout ! Je vous préviens donc que j'ai autorisé Palkine à agir ; car il prétend être sur la piste. Comme je sais que vous désirez voir cette affaire passer par vos mains, continua le comte avec un sourire ironique, et que je ne veux pas rivaliser de zèle avec vous, j'ai dit au colonel de ne rien entreprendre avant huit jours.

Le front du ministre était soucieux.

— Je vous remercie, cher comte, dit-il. Il m'est pénible d'inquiéter Sa Majesté, mais puisque ma chancellerie a découvert cette conspiration, je désirerais en avoir le bénéfice.

— Rien de plus juste, répondit le chef des gendarmes avec un imperceptible haussement d'épaules ; et j'ai agi en conséquence.

A ce moment, le soldat de garde présenta les armes, la draperie

de la salle Blanche s'écarta, et le général aide de camp de l'empereur, comte Lanine, pénétra dans la galerie de Pompée. Il s'approcha des deux hauts fonctionnaires, leur serra les mains et leur dit :

— Je suis tout ému encore de la conversation que je viens d'avoir avec l'empereur. C'est vous, comte, qui le rendez triste avec vos éternelles histoires de conspirations !

— Hélas ! répondit Orloff... Mais que vous a dit Sa Majesté ?

— Oh ! j'aurais voulu que toute la Russie entendit ce que je viens d'entendre ! Quand je suis entré, il était pensif, et sa belle tête majestueuse était appuyée sur sa main : « Mon pauvre Lanine, m'a-t-il dit, encore une conspiration ! Orloff en a été prévenu par le chef de la police secrète... Ils ne veulent donc pas me laisser être leur père, ils ne veulent pas que je sois bon comme mon cœur le désire ! Empereur et autocrate de toutes les Russies ! oui, je le suis ; mais je voudrais être empereur pour mener nos armées à la victoire, et autocrate pour pouvoir faire le bonheur de mes sujets en les réunissant tous dans un seul embrassement paternel ! Ils me forcent de sévir ! Pourquoi, mon Dieu, puisque vous nous avez mis à la tête des hommes, ne nous avez-vous pas donné en même temps la puissance d'empêcher le mal ?... » Il était ému, sa voix tremblait, et je crois même qu'une larme apparut au coin de son sourcil hautain. Je frissonnai d'émotion, et il s'en aperçut : « Mon brave Lanine, s'est-il écrié, tu m'aimes, toi ! — Oh ! sire ! — Oui, mais combien y en a-t-il qui m'aiment parmi ceux qui m'entourent !... Des ambitions et des espérances de cour ! Quant à ceux qui crient dans l'ombre, que veulent-ils ?... Des réformes ? Est-ce qu'un peuple qui a besoin de réformes les demande par la voix de quelques individus mécontents et déclassés ? Non. Le peuple ne demande pas, il exige ! et les souverains apprennent que les temps sont venus, car ils se trouvent, non en face d'un complot, mais en face d'une révolution ! Je hais les révolutions, mais je méprise les complots ! On peut, sans honte, céder à une manifestation populaire, mais écouter les menaces de quelques mécontents, ce serait folie ! ce serait lâcheté ! — Oui, sire ! répondis-je, pour ceux-là, le châtiment ! un châtiment inflexible ! — Le châtiment ! murmura-t-il, toujours ce mot. Oh ! ce mot me brûle les lèvres ! »

— Quel grand cœur ! murmura Orloff ému. Pourquoi n'est-il connu que de ceux qui, comme nous, l'approchent tous les jours ! Pourquoi tous ses serviteurs ne lui ressemblent-ils pas ?

Le ministre de l'intérieur était toujours silencieux, et ses traits ne se détendaient pas.

Lanine continua :

— « Inflexible ! dis-tu. Hélas ! il le faut ! Le pays ne peut être

agité ! J'ai à rendre, à Dieu, compte de mon gouvernement. S'il y a un complot, tu présideras le conseil qui jugera les coupables, et tu seras inflexible, Lanine ! — Je serai inflexible, Sire... » Je voulais m'éloigner... « Cependant, ajouta l'empereur quand je fus sur le seuil, souviens-toi... pas de condamnation à mort ! Je n'en veux plus sous mon règne ! Quelque grand que soit le crime de ceux que l'on recherche aujourd'hui, ils auront la vie sauve, je le jure ! »

Un murmure respectueux interrompit Lanine ; le grand chambellan venait d'apparaître sur le seuil de la salle Saint-Georges... A un signe de sa main, toutes les portes s'ouvrirent à deux battants, le regard put plonger dans l'intérieur des appartements, et voir l'imposante enfilade des salles du Palais d'hiver.

Le maître des cérémonies frappa par trois fois le sol de sa canne d'or, et annonça à haute voix :

— Messieurs ! L'empereur !

Quand, plusieurs heures après la cérémonie, le comte Pérofsky fit venir M. Schelm dans son cabinet, le ministre reçut le chef de la chancellerie avec une physionomie sévère et froide. Il lui reprocha sa lenteur et lui fit part de la conversation qu'il avait eue avec le chef des gendarmes.

— La conspiration dont vous parlez depuis trois mois, dit le ministre, est éventée par la police secrète du chef des gendarmes. Le colonel Palkine est sur la piste. Nous n'aurons pas le mérite de l'avoir découverte, et ce sera encore eux qui en bénéficieront. Prenez garde, monsieur Schelm, vous pouvez perdre votre place ! Je ne peux me mêler cependant de ces choses-là, et je crains que vous ne soyez pas à la hauteur de votre mission. On vous accuse même d'inventer des complots. Je vous le répète, monsieur Schelm, prenez garde.

Schelm s'inclina profondément, mais ne parut nullement intimidé.

— Le complot, Excellence, est entre nos mains, dit-il ; pour en finir, il faut pouvoir user des moyens dont je ne dispose pas... Je n'ai pas toute la police secrète de l'empire à mes ordres, et je suis obligé de payer les agents que j'emploie. J'ai déjà avancé de mes propres deniers une somme assez forte, dont je me proposais de parler à Votre Excellence aujourd'hui même ! Pour mener promptement l'opération à bonne fin, il faudrait encore de l'argent, beaucoup d'argent !

— Hé ! que ne parliez-vous plus tôt ! s'écria le ministre. N'avons-nous pas des fonds secrets à notre disposition ? Quelle somme vous faut-il ?

— Deux cent mille roubles, Excellence!

Le ministre, étonné de l'énormité de la demande, leva sur le chef de la chancellerie un regard interrogateur et soupçonneux.

— J'ai déjà dépensé une cinquantaine de mille roubles, dit Schelm, et il me faut, pour réussir avant huit jours, acheter celui qui est l'âme du complot. C'est un homme indépendant, mais il se laissera séduire par une somme assez forte. Je vous garantis le succès, et...

Le ministre l'interrompt :

— Il faut réussir à tout prix, dit-il.

Il saisit une feuille de papier, et se mit à écrire.

— Que Votre Excellence daigne mettre, dit Schelm au ministre pendant qu'il écrivait, « pour les dépenses faites et à faire...; » comme j'ai avancé de l'argent...

— Bon ! bon ! dit le comte en continuant d'écrire : « Pour les dépenses faites et à faire, dépenses relatives à la conspiration... »

Le ministre s'arrêta et, comme jadis Müller, il demanda à Schelm :

— Comment appelez-vous votre fameuse conspiration ? Comment faudra-t-il préciser pour le contrôleur général ?

— La conspiration Lanine ! répondit Schelm froidement.

Le ministre sauta sur sa chaise.

— Vous avez dit ?

— Lanine, Excellence.

— Le général comte Lanine, un des aides de camp généraux que Sa Majesté affectionne le plus, serait un conspirateur ! Allons donc, Schelm, vous êtes fou !

— Ce n'est pas le général, c'est son neveu, un jeune homme imbu d'idées révolutionnaires.

Le ministre secoua la tête.

— En êtes-vous sûr ? Schelm.

— Parfaitement sûr ! Excellence.

— Et c'est Lanine, un des hommes les plus riches de Saint-Petersbourg, que vous voulez acheter 150,000 roubles ?

— Non, Excellence ! J'ai dit l'âme et non pas le chef... L'âme du complot est un individu très-intelligent, que je me réserve de vous faire connaître en temps et lieu.

— C'est donc très-sérieux ?

— Excessivement sérieux !

— Vous ne faites pas erreur, Schelm ? Vous savez qu'une erreur pourrait vous coûter cher.

— Je ne fais pas erreur, Excellence, et j'accepte la responsabilité de mes actes, répondit Schelm avec fermeté. En tout cas, reprit-il avec un sourire sardonique, le complot existe, et si le jeune homme



y était moins compromis que je le crois, il sera toujours temps de biffer son nom.

Le ministre écrivit « Lamine » et signa. Puis il tendit le papier à Schelm en disant :

— Allez ! et agissez au mieux de vos intérêts et des miens.

Schelm rentra dans son cabinet, après être passé lui-même à la caisse ; il tenait entre les mains le faux reçu échangé contre le nouveau que le comte Pérofsky venait de lui donner ; il avait encore 100,000 roubles dans sa poche. Le chef de la chancellerie devait être content ; et cependant il était pensif, et sa joie ne se fit jour que quand l'employé de service lui annonça que Müller demandait à être introduit.

— Faites entrer ! cria Schelm.

Le chef de la chancellerie se composa un visage revêché pour recevoir Müller aussi froidement qu'il avait été lui-même reçu par le ministre. Mais le Courlandais ne lui laissa pas le temps de prononcer le petit speech dont il s'appropriait déjà à le gratifier, et il cria du seuil :

— Bonnes nouvelles, Excellence ! bonnes nouvelles !

Depuis longtemps déjà, Schelm ne permettait plus à Müller de le traiter en camarade. En parlant à l'ex-bohème, il employait un ton négligent et protecteur et exigeait que son agent lui donnât de l'Excellence.

— Quelles nouvelles ? demanda-t-il, dites vite !

— Le complot est mûr ; apprêtez vos hommes ! Samedi soir, à dix heures, vous les prendrez tous au gîte !

— Mais lui ! lui ! cria Schelm. Je l'ai nommé au ministre. Lui, le tenez-vous ?

— Tout sera fait selon vos désirs ! Seulement je vous avais promis quarante-deux coupables du crime de conspiration au premier chef, de rébellion et de lèse-majesté, vous n'en aurez que onze.

— Comment ? s'écria Schelm.

La voix de Müller prit des notes d'une douceur et d'une mélancolie suprêmes :

— Oui, dit-il. Au dernier moment, un remords m'a pris ! J'ai fait grâce au menu fretin, et j'ai choisi neuf victimes, de ceux qui sont les plus à craindre, car ils sont les plus courageux et les plus intelligents ! Que vous importe à vous ? Le complot existe, et il vous fera frissonner vous-même ! Oh ! j'ai été un bon agent provocateur, je m'en vante ! Les neuf que je vous livre ont conçu, à mon instigation, un plan gigantesque de réforme ! L'armée, l'administration, les finances, sont représentées parmi eux ! Ils se seraient levés au moment décisif, et ce moment était fixé à samedi. Derrière eux se

serait insurgée une masse redoutable et énergique ! Ce n'eût pas été une émeute, c'eût été une révolution. On devait demander des réformes à l'empereur, et, en cas de refus... les avis étaient partagés..., les uns voulaient charger un conjuré d'assassiner Sa Majesté, les autres voulaient marcher à la tête de l'armée, — car nous avions une armée, — s'emparer du Palais d'hiver et proclamer la déchéance ! Oh ! c'était une belle conspiration ! Nous n'étions jamais inquiétés ! Nous discussions librement, sous l'égide de Votre Excellence ! Nous ne sommes pas des enfants, m'a dit un vieillard, à qui j'ai fait grâce, continua Müller pensif ! Hélas ! ce sont des enfants ! Mais leur enfantillage leur coûtera cher !... Oui, c'était une belle conspiration !

Schelm avait écouté le Courlandais sans l'interrompre.

— Vous serez toujours, Müller, un être indéchiffrable ! dit-il. Vous voilà des remords !... Enfin ! je veux bien, quoique je n'en trouve pas la nécessité, faire grâce à vos imbéciles en faveur de la bonne nouvelle que vous me donnez. Ah ! ah ! continua-t-il en se frottant les mains... Vous avez dit vrai, belle conspiration !... J'enverrai ce soir même l'ordre aux gendarmes de me prêter main-forte !... J'écrirai à Palkine !... Ce sera lui qui sera obligé de me prêter son concours ! Ha ! ha ! ha ! belle conspiration !... et belle revanche !...

Soudain le chef de la chancellerie se dressa sombre et pensif.

— Excellence, disait Müller, je serai arrêté avec les autres, mais je compte sur vous ! Vous me ferez partir pour l'étranger, et je vivrai là tranquille et oublié... Peut-être m'oublierai-je moi-même là-bas, sous un autre ciel, ajouta-t-il avec un soupir.

— Oui ! oui ! répondit Schelm, c'est convenu !... Mais lui, Müller ! lui ! vous n'avez pas encore répondu ! Savez-vous que je le hais ! Hier j'ai rencontré sa femme au bal du ministre des affaires étrangères ! Je me suis fait présenter à elle. C'est une splendide créature ! Quelle puissance doit avoir une pareille femme ! Oh ! cet homme, je lui en veux ! Il me le faut ! sans cela rien n'est fait !... Mais tenez, Müller, je me défie de vous ! je crois que vous l'aimez !...

— Non ! il n'est plus mon ami ! Il est le gibier que je poursuis avec acharnement et persistance ; je vous l'ai déjà dit, je suis loyal dans le mal comme je l'étais dans le bien. Je ne l'aime plus, je le traque, et, n'en doutez pas, je vous le livrerai.

Le ton de Müller était tellement affirmatif, que Schelm demanda avec avidité :

— Il a donc adhéré au complot ? O Müller, si c'était vrai !

— Lui ! adhérer au complot ! Allons donc ! il ne faut même pas lui en parler ! Il m'aurait chassé avec indignation si j'en avais ouvert la bouche. C'est le plus fidèle sujet que l'empereur ait dans tout

son empire, le meilleur Russe de toute la Russie. Ce complot lui ferait horreur !

— Mais alors, Müller, comment espérez-vous... ?

— Excellence, je vous répéterai ce mot du sénateur romain : « Si ma chemise connaissait mon secret, je brûlerais ma chemise. »

Et sur cette phrase, Müller s'inclina et sortit.

## IX

### LE COUP DE Foudre.

Le samedi, à deux heures de l'après-midi, Akoulina Ivanovna, la mère de Popoff, devenue la femme de charge de Wladimir, venait de donner tous ses ordres au nombreux personnel de l'hôtel, et elle était assise sur une chaise, essoufflée de ses allées et venues, et heureuse d'être essoufflée. Nicolas Popoff, son fils, se tenait debout devant elle.

— Cette activité vous convient, ma mère, disait-il en souriant.

— Oui, mon fils, et tous les jours je remercie Dieu de nous avoir fait connaître ce noble seigneur. Comme il est bon pour nous !...

— C'est au voisin Müller que nous devons cela.

— Oui ! Brave voisin ! lui aussi a changé de situation... Un héritage inattendu, m'a-t-il dit !...

— Je ne sais trop ce qu'il en est, répondit Popoff. Müller n'aime pas qu'on lui en parle. Il y a là-dessous un secret, mais ce n'est pas à nous, qui lui devons tout, d'essayer de le pénétrer.

— Vous avez raison, mon fils, et j'aime vous voir ces sentiments. Mais, puisque l'occasion s'en présente, je désire vous parler de quelqu'un que vous semblez avoir oublié, ce qui m'étonne et m'attriste, je vous l'avouerai. Mon fils, la prospérité vous rendrait-elle ingrat ? Vous ne me parlez jamais d'Hélène ; ne seriez-vous plus dans l'intention de l'épouser ?

— Toujours, ma mère ! Mes sentiments pour elle n'ont subi aucun changement, répondit froidement Popoff ; mais rien ne presse, ma situation n'est pas encore assez bien établie pour que je...

Madame Popoff l'interrompt :

— Votre position était plus mauvaise quand vous lui avez, pour la première fois, parlé mariage. C'était alors son père qui ne voulait pas ; aujourd'hui, son père ne demande pas mieux !

— Ah ! dit Popoff, il vous a fait des ouvertures ?

— Oui ! Hélène m'a fait visite hier ; elle est triste, elle croit que

vous ne l'aimez plus, et son père lui a dit : « Vois-tu, ma fille, quand il était misérable, il te recherchait pour ton argent ; maintenant, il te méprise. Ils sont tous les mêmes ! » Alors la pauvre enfant est accourue me demander si cela était vrai, si tu la méprisais, car depuis ton retour, tu ne l'as vue que rarement, et seulement lorsqu'elle est venue ici.

— Mes occupations ne me permettent guère, vous le savez, d'aller la voir dans ce quartier éloigné ; mais j'aime toujours Hélène, et ce que vous me dites, ma mère, me décide. Je ne m'avançais pas, pour ne pas m'exposer à un deuxième refus de l'épicier ; mais puisque c'est lui qui fait lui-même les avances, eh bien, ma mère, si vous voulez, nous pourrons faire la noce bientôt !

— Sérieusement ? mon fils.

— Très-sérieusement ! répondit-il. Ma froideur apparente ne venait que du désir de ramasser assez d'argent pour pouvoir demander la main d'Hélène sans risquer d'être refusé.

— Et vous faisiez une bêtise, mon cher Popoff, dit soudain derrière eux Wladimir, qui s'était approché sans qu'ils s'en aperçussent. Que ne parliez-vous de cela ? Si l'obstacle ne tenait qu'à ce que vous dites, nous l'aurions levé.

— O monsieur le comte ! balbutia Popoff ému.

Sa mère se précipita sur la main de Wladimir, et la baisa, malgré ses efforts pour l'en empêcher.

Wladimir était entré avec Müller. Depuis plusieurs jours, ce dernier, en chasseur consommé, ne quittait pas de l'œil celui qu'il poursuivait, et il venait voir Wladimir tous les jours.

— Que Dieu vous rende tout le bien que vous nous faites, monsieur le comte, disait en pleurant de joie Akoulina Ivanovna.

— Je ne fais, chère madame, que payer votre fils de ses excellents services. Mon cher Popoff, demanda alors le comte, ne sauriez-vous pas si ma femme est chez elle ?

— Madame la comtesse a commandé sa voiture, répondit Akoulina Ivanovna ; et je viens de l'envoyer prévenir que le cocher attend ses ordres. Je crois qu'elle va sortir dans quelques instants... Il y a une dame en visite chez madame la comtesse !... Ah ! la voici.

La porte du salon s'ouvrit à deux battants. Tatiana entra ; une dame fort élégamment vêtue l'accompagnait. Popoff et Akoulina Ivanovna s'inclinèrent et sortirent.

— Je suis heureux, dit le comte d'un ton légèrement ironique, du hasard qui fait que je me trouve sur votre passage, chère amie. Je me croyais condamné à être privé de votre présence toute cette journée.

Elle le menaça du doigt.

— Serait-ce un hasard, en effet ? dit-elle. Enfin, je vous pardonne. Il ne faut pas être trop exigeante !

Elle se tourna vers la dame qui l'accompagnait, et lui dit :

— Permettez-moi, ma chère Marguerite, de vous présenter mon mari. Usez, si vous tenez à le ranger parmi vos adorateurs, de tous vos moyens de séduction à son égard, car je vous préviens qu'il ne vous aime pas !... Permettez-moi aussi de vous présenter notre excellent ami, M. Müller de Müllershausen.

Les deux hommes saluèrent, et Wladimir, légèrement confus, dit à sa femme :

— Comment, Tatiana... !

Mais la Française ne lui permit pas d'achever :

— Ne vous excusez pas, monsieur, dit-elle avec volubilité. Je trouve votre sentiment naturel ! Quand on a le bonheur d'être le mari de Tatiana, on jalouse ceux qui l'aiment, et qui, par conséquent, veulent jouir de sa société. Je suis, je l'avoue, de celles-là ! J'accapare et j'accaparerai votre femme autant que je le pourrai. Mais au lieu de m'en vouloir, faites mieux : venez souvent là où nous nous trouvons ensemble, ne fût-ce que chez moi ! Je serai, quant à moi, enchantée de vous voir !

Wladimir s'inclina. Madame Dugarey lui tendit la main :

— Nous nous réconcilierons, j'espère ! dit-elle.

— Vous venez dans notre loge, ce soir ? n'est-ce pas, Marguerite ? demanda Tatiana.

— Certainement !

— Est-il permis de vous demander à quelle heure on pourra vous y attendre ? dit Müller.

— Impossible de rien préciser à cet égard, répondit madame Dugarey en riant. Attendez-nous de neuf à onze heures. Nous avons beaucoup à faire !

— Ah ! oui ! dit Wladimir, votre fameux club !

— Justement, nous ferons, entre nous, ce que vous faites dans vos cercles ! nous jouerons, nous parierons, nous dirons du mal de vous !

— Tout ce que font les hommes ! Savez-vous, dit Müller, que ce n'est pas si facile ! Les hommes jouent, boivent, font des armes, parfois des orgies !

Elle éclata de rire :

— Eh bien, nous aussi, nous en ferons, n'est-ce pas, Tatiana ?

— Certes !

— Sur ce, partons ! ces dames nous attendent ! Adieu, messieurs. A ce soir !

Et les deux dames se dirigèrent en riant vers la porte. Sur le seuil, Tatiana se retourna.

— Ah ! à propos, Wladimir, j'oubliais ! Savez-vous qui s'est fait présenter à moi, hier, au ministère des affaires étrangères ? M. Schelm ! Il est hideux ! mais il m'a demandé avec tant d'esprit pardon de son insolence, le seul terme, m'a-t-il dit, qui convint pour exprimer la liberté qu'il avait prise avec moi, que, ma foi ! je lui ai pardonné sa laideur, et que j'ai presque regretté notre petite espièglerie de l'autre jour ! Je ne suis pas ce qu'il est, mais, à coup sûr, c'est un homme d'esprit.

— C'est absolument mon avis ! répondit Wladimir.

— Hum ! hum ! grommela Müller.

— Monsieur proteste ! cria madame Dugarey, en éclatant de rire. Je vous demanderai, après l'orgie, un compte sévère de votre protestation, monsieur l'ami du mari de Tatiana.

Et, en continuant à rire, elle entraîna la comtesse.

Wladimir prit alors le bras de Müller, et les deux amis entrèrent dans l'appartement du comte.

— As-tu remarqué, disait Müller, les étranges intonations qu'a cette dame française quand elle parle ? elle semble dire la vérité... Lorsqu'elle m'a dit : « Nous ferons des orgies, » il m'a pris comme un frisson ! il m'a semblé que c'était vrai. Tiens, je flaire là quelque importation étrangère et suspecte à laquelle elle veut initier ta femme.

Wladimir lui serra le bras :

— C'est juste, ce que tu dis là !

— N'est-ce pas ?

— Oh ! cette société me déplaît pour ma femme ! Je ne sais pourquoi, mais quelque chose me dit qu'un malheur plane sur ma tête ! C'est puéril ; mais je suis triste, jaloux, malheureux.

— Jaloux, dit Müller, je le serais, à ta place ! Ta femme va trop dans le monde... Je sais bien que la retenir n'est pas facile...

— J'adore Tatiana, interrompit Wladimir, et ses moindres caprices deviendront pour moi des ordres tant qu'ils ne seront qu'excentriques ou ruineux ; mais si je vois que sa réputation en souffre, je saurai user de mon autorité.

— Et tu auras raison... Maintenant, adieu, Wladimir ! A tantôt, n'est-ce pas ? Nous dînerons ensemble.

— C'est convenu...

Müller passa sa journée en courses, et alla du cabaret borgne au ministère de l'intérieur, et du ministère au cabaret borgne. Wladimir

rait, selon les conventions préalables et le programme de la soirée.

— Mais c'est un roman que vous me contez là.

Intéressés au plus haut point, le prince et Lanine écoutaient de toutes leurs oreilles. Müller était anxieux, mais il sut amener un sourire incrédule sur ses lèvres, et il faisait semblant, chaque fois que le regard de Wladimir l'interrogeait, de hausser imperceptiblement les épaules.

— C'est le roman de toutes ces dames, continua le premier interlocuteur. Ce qui se passe dans cette maison ? quelles sont les visiteuses du jour ? quels sont les heureux appelés de la soirée ? C'est le secret de madame Dugarey, qui, en sa qualité de Française, doit se connaître aux mystères de *la Tour de Nesle*. C'est d'ailleurs très-bien organisé ; on n'y entre qu'avec un mot d'ordre : « Que voulez-vous ? demande le comte de Halm. — La grande partie. — Qui êtes-vous ? — L'As de cœur ! » Alors on peut entrer.

— Comment la police tolère-t-elle des réunions semblables ?

— La police ? Est-ce qu'elle s'occupe d'autre chose que des affaires politiques ? D'autre part, madame Dugarey est étrangère, très-bien vue à la cour ; les dames qui fréquentent sa maison sont toutes du grand monde. La police ferme les yeux.

— Et c'est tous les jours fête ?

— Non ! mais aujourd'hui, par exemple, il y a nombreuse réunion. En partant de chez moi, j'ai vu la Française y entrer avec la belle comtesse Lanine. Elles ont renvoyé leur voiture...

Wladimir s'était levé tout droit ; ce qui se passait était devenu tellement sérieux, que le prince X... avait pâli lui-même.

— Müller, dit Lanine, que dit-il donc ?

Müller était livide ; il serra la main de son ami.

— Cela m'a étonné d'abord, continua le narrateur, de voir en telle compagnie la belle Tatiana. Mais ces grandes dames, ne leur faut-il pas toujours du nouveau ?

— Prince, dit Wladimir, demandez son nom à ce monsieur, vous lui donnerez le mien ! Vous savez ce que vous avez à faire ; vous m'apporterez la réponse ce soir, à l'hôtel.

— C'est bien ! comptez sur moi, répondit le prince, qui sortit immédiatement.

— Quant à moi, dit Wladimir d'une voix brève et profonde, je veux voir !... « Carrefour Schtcherbakoff, 17, a-t-il dit... La grande partie ! L'as de cœur... » Oh ! je me souviens ; toutes ses paroles ont, comme un fer rouge, brûlé mon cœur !

Il serra le bras de son ami, qui tremblait, involontairement ému de ce profond désespoir.

— J'y vais... il faut que je voie... Mais il a menti, n'est-ce pas? Müller, continua Lanine.

— Hélas!... je connais la maison.

Lanine passa la main sur son front.

— Je deviens fou!... Il faut que je sache... C'est un mauvais rêve... Adieu, Müller.

— Je te suis, Wladimir. Je t'attendrai en bas... Je ne t'abandonnerai pas, puisque j'ai tout entendu...

— Viens, interrompit Wladimir, viens! Si cet homme a menti, je le tuerai; si ce qu'il a dit est vrai, Müller!... tout me deviendra indifférent! Viens.

Il s'élança, et, sans prendre sa fourrure, traînant Müller derrière lui, descendit l'escalier du théâtre, sauta dans le premier traîneau d'isvostchik qu'il rencontra, et cria :

— Ventre à terre! carrefour Schtcherbakoff! 100 roubles de pourboire!

Le cocher partit comme un trait; il faisait humide et froid; mais ni Wladimir ni Müller ne le sentaient. Sombres et recueillis, ils n'échangèrent pas une parole... La légère voiture dévorait l'espace; cinq minutes n'étaient pas écoulées qu'elle s'arrêta devant la maison indiquée. Au moment de descendre, Lanine eut une dernière hésitation et un dernier espoir, et, avant d'entrer dans la maison, il dit au Courlandais, comme si, au moment suprême, cette démarche lui répugnait :

— N'est-ce pas que cela ne peut être vrai? Tatiana! si fière et si hautaine...! Oh! c'est impossible!

— Je l'espère, murmura Müller, mais elle a été bien gâtée par son père; ensuite, cette Française... Je vous l'ai dit ce matin, Wladimir...

Lanine sonna; la porte cochère s'ouvrit.

— J'ai les mots de passe; mais vous m'avez dit, Müller, connaître la maison, aidez-moi!

— Le salon de jeu est au premier étage; il faudra, je suppose, que nous montions au deuxième.

Il y avait dans la petite loge du portier trois personnages, qui avaient l'air de causer entre eux. A l'aspect de Müller et de Lanine, ils cessèrent subitement leur conversation, et un des étrangers dit quelques mots à l'oreille du portier.

— Messieurs, cria celui-ci, messieurs, où allez-vous?

— Je suis l'As de cœur, répondit Lanine sans détourner la tête.

— Moi, je suis l'As de carreau! dit Müller; puisqu'on laisse passer les as, on me permettra bien d'entrer!

Lanine n'entendait ni ne voyait rien; il ne s'opposa pas à ce que



Müller le suivit ; il ne se rendait plus compte de ses actions. Une seule pensée régnait dans sa tête : il voulait savoir. Le portier cria :

— C'est bien ; passez, messieurs.

Un des trois hommes écrivait quelque chose sur son carnet. Wladimir était déjà au premier ; il montait quatre à quatre les escaliers. Le Courlandais avait de la peine à le suivre.

Au deuxième étage, Müller dit à son ami d'une voix que l'émotion rendait presque inintelligible :

— Ce doit être ici ! Sonnez.

Lanine sonna à tour de bras ; le guichet s'ouvrit, et, deux secondes après, les verrous grincèrent. Wladimir se précipita dans l'antichambre.

— Je demande la grande partie. Je suis l'As de cœur ! cria-t-il.

— Passez, répondit l'homme qui avait ouvert la porte, en lui indiquant le tourniquet. C'est par là.

Ce n'était pas le comte de Halm, et cependant l'homme qui avait ouvert ne ressemblait en rien à un domestique. La précaution du guichet avait confirmé les soupçons du comte :

— C'est le tour d'un autre, ce soir, grommela-t-il entre ses dents.

Pendant ce temps, Müller disait à l'oreille de l'homme du tourniquet :

— Nous n'avons pas de temps à perdre en formalités inutiles ; le temps presse !

L'homme s'inclina et Lanine, suivi de son ami, se trouva, après avoir dépassé le tourniquet, en face d'une porte... Le Courlandais voulut frapper, mais l'exaltation de Wladimir était arrivée à son dernier degré. Il poussa du pied la porte, qui s'ouvrit toute grande, et se trouva dans une salle où les huit délégués étaient déjà réunis.

Le Dix de cœur pérorait ; il finissait un discours et il disait :

— Messieurs, si l'empereur refuse, mort à l'empereur !

Au bruit de la porte, les conspirateurs se retournèrent vivement. Lanine, ébloui d'abord par la lumière des lampes, étonné de ne voir que des hommes, stupéfait par la dernière phrase qu'il venait d'entendre, restait bouche bée sur le seuil comme frappé de la foudre. Ses idées, bouleversées par un événement inattendu, lui refusaient leur service. Il concentra toute son attention, et alors il lui sembla qu'il connaissait quelques-uns de ceux qu'il avait devant lui.

Tout à coup trois voix s'écrièrent :

— Comment ! c'est Lanine, c'est vous notre chef, l'As de cœur !  
Vive Lanine !

Wladimir passa la main sur son front :

— Voyons, dit-il, je ne comprends pas ! Où suis-je ? Qu'est-ce que tout cela veut dire ? Ces cris... ces discours... Müller, explique-moi cela !...

Le Courlandais était livide et son visage ruisselait de sueur ; il voulait répondre ; il n'en eut pas le temps. Le secrétaire, qui avait été élu délégué, et qui, par conséquent, assistait à la dernière séance, faisait seul, ce jour-là, son service dans l'antichambre. C'était lui qui avait introduit les deux amis. Il se précipita dans la salle en criant :

— Messieurs, les gend...

Un coup de sabre lui coupa la parole ; il roula, sanglant, sur le sol. En une seconde, les boiseries de la salle volèrent en éclats, les portes furent ouvertes, les fenêtres brisées, et, par toutes les issues, une nuée de gendarmes, sabres et pistolets en mains, se précipita dans la pièce.

La voix retentissante du colonel Palkine domina alors tous les bruits :

— Garrottez-les, les misérables ! « Mort à l'empereur ! » garrottez-les !

Le premier moment de stupéfaction passé, tous les conjurés, excepté Lanine, qui regardait cette scène avec des yeux dilatés par l'étonnement, et Müller, qui avait reconquis tout son calme, se groupèrent dans un coin de la salle. Le Dix de cœur tira tout à coup son sabre et se jeta sur le gendarme le plus rapproché ; une détonation retentit, le Dix de cœur tomba blessé. Les autres conjurés étaient sans armes ; ils courbèrent la tête et se laissèrent garrotter sans résistance.

Tout cela se passait au milieu d'un silence relatif. Les conjurés, anéantis, ne proféraient pas une parole et n'opposaient plus de résistance. Soudain, Lanine, qui ne s'était pas encore rendu un compte exact de la situation, se sentit touché par une main brutale. Ce contact lui rendit toute son énergie. Il se dégagera brusquement.

— Vous faites erreur, dit-il au gendarme qui s'était approché de lui avec l'intention de lui lier les mains. Je suis ici par hasard, je vous assure. Je suis le comte Lanine !

Il y avait un tel accent de vérité dans sa voix, que le gendarme hésita un instant. Alors, le Dix de cœur blessé leva la tête et jeta sur Wladimir un regard de mépris. Palkine éclata de rire :

— Bah ! cria-t-il. L'As de cœur innocent ! C'est du nouveau !

— Je vous jure...

Palkine lui jeta également un coup d'œil dédaigneux :

— Il faut être plus brave, que diable ! dit-il ; quand on se lance dans ces sortes d'aventures, on en subit les conséquences. J'étais en bas quand, en passant, vous avez crié : « Je suis l'As de cœur ! »

— C'est que je venais...

— Silence !

— Mais...

— Ah ! assez ! qu'on le bâillonne.

Lanine voulut résister ; malgré ses efforts, deux gendarmes le bâillonnèrent. Bientôt tous les conjurés, pieds et poings liés, gisaient sur le tapis à côté du Dix de cœur blessé et du secrétaire évanoui. Wladimir croyait faire un mauvais rêve, car il ne comprenait encore absolument rien à tout ce qui lui arrivait. Alors la porte s'ouvrit, et Schelm entra ; il tenait un dossier sous le bras, et il était radieux.

Poussé par une force irrésistible, Wladimir dirigea machinalement son regard vers le dossier.

Sur l'enveloppe, en grosses lettres majuscules, il lut distinctement ces mots : « Conspiration Lanine. »

Alors Wladimir commença à comprendre, et le sourire satanique qui se jouait sur les lèvres minces de Schelm fut pour lui une révélation. Les paroles du vieux Vérénine lui revinrent à la mémoire. Il se sentit perdu. Il jeta à Müller, garrotté aussi, un regard d'indicible reproche ; mais le Courlandais avait détourné la tête, et Lanine ne put saisir l'expression de ses traits.

— Qu'on les transporte immédiatement à la forteresse ! ordonna Schelm. Je commencerai demain leur interrogatoire.

## X

### MADAME DUGAREY.

Cependant Tatiana et madame Dugarey entraient à dix heures au théâtre Michel ; la comtesse se fit ouvrir la loge de Wladimir. Les deux dames ne furent nullement étonnées de trouver la loge vide.

— Ces messieurs seront allés fumer, dit Tatiana.

— Probablement !

L'entrée des deux dames fit sensation. Le prince X... était de ces hommes du monde que la mésaventure d'un ami amuse toujours. Après avoir cherché inutilement l'homme qui avait parlé aux fauteuils d'orchestre, et qui s'était éclipsé aussitôt après avoir vu

Wladimir quitter la loge, le prince ne put s'empêcher de raconter à ceux qu'il connaissait la mission dont il avait été chargé.

Quand Tatiana parut, tous les regards, beaucoup de lorgnettes se braquèrent sur elle. Quoique la jeune comtesse fût habituée à provoquer partout la curiosité et l'admiration, le mouvement général fut tellement accentué ce soir-là, qu'elle en fut un peu étonnée. Madame Dugarey, avec le tact que donne l'expérience du monde, se douta aussitôt qu'il se passait quelque chose d'insolite dans la salle, et que ce quelque chose les regardait elles-mêmes, elle dit :

— Il circule encore des cancans sur nous ! On nous regarde trop aujourd'hui.

Tatiana, toujours hautaine, eut un mouvement d'épaules dédaigneux :

— Ne faites pas attention ! dit-elle.

L'acte s'acheva. Pendant l'entr'acte, les lorgnettes restaient braquées sur la loge de Wladimir avec une telle persistance, que Tatiana en éprouva de l'embarras. A cet embarras succéda l'inquiétude : ni Wladimir ni Müller ne revenaient.

— Il se passe quelque chose d'extraordinaire, et, je ne sais pourquoi, je suis inquiète, dit-elle à la Française. L'absence de ces messieurs n'est pas naturelle !

Vers la moitié du deuxième acte, Tatiana, qui regardait à tout moment la porte de la loge, n'y tint plus ; elle se leva, et dit à son amie :

— Excusez-moi, je vais rentrer.

Madame Dugarey était pensive :

— Vous avez raison, dit-elle, un événement fâcheux, et qui concerne l'une de nous, a dû se passer ce soir ! Dans les temps ordinaires, votre loge et la mienne ne désemplissent pas, et ce soir personne n'est venu ; cependant le théâtre est plein de gens de notre connaissance.

— C'est vrai ! dit Tatiana. Je n'y tiens plus ! adieu !

— Je vous suis, si vous voulez de moi, répondit Marguerite.

— Oui, venez à l'hôtel. Je ne sais pourquoi, mais j'ai peur aujourd'hui de rester seule.

Les deux dames arrivèrent bientôt à l'hôtel Lanine. Personne n'avait vu ni Wladimir ni Müller. A toutes les questions de Tatiana personne ne sut répondre.

— Ma foi ! dit soudain Tatiana qui essaya de plaisanter, de deux choses l'une : ou ces messieurs se sont ennuysés d'attendre, ou bien ils sont restés une heure à fumer. En tout cas, ce n'est pas galant. Notre disparition, en leur donnant de l'inquiétude, sera leur châtiment.

On apporta le thé, et les deux amies portèrent machinalement leurs tasses à leurs lèvres; toutes deux étaient sombres et pensives. Tatiana devenait de plus en plus inquiète, et la gaieté de la Française s'était envolée sous le souffle d'une préoccupation sérieuse. Tout à coup, Popoff, essoufflé, livide, se précipita dans la salle à manger en s'écriant :

— Les gendarmes ! l'hôtel est envahi par les gendarmes !

Tatiana se souvint en ce moment, et par une réminiscence étrange, de la prédiction de son père, la hideuse figure de Schelm passa un instant devant sa pensée; elle s'affaissa en s'écriant :

— O mon Dieu ! mon Dieu ! nous sommes perdus !

— Perdus ! Pourquoi cela ? demanda Popoff étonné. La visite des gendarmes m'étonne, mais ne m'effraye pas ! On recherche probablement quelque criminel ?

— Hélas ! dit Tatiana, vous ne savez pas ? Mon mari a disparu ; il est arrêté, j'en suis sûre ! c'est la vengeance de Schelm !

Popoff fit un bond :

— Schelm ! Vous avez dit Schelm ? Vous connaissez Schelm ?

— Oui, et je crains que nous l'ayons offensé. Oh ! mon père avait raison.

Tout ce qui avait été obscur pour Popoff : la subite richesse de Müller, son intimité dans la maison, les lettres L. A... du reçu du chef de la chancellerie, tout cela lui revint soudain à l'esprit ! Il ne comprit pas d'abord, mais tout cela passa et repassa devant sa pensée. Popoff était un homme énergique et intelligent ; en s'attaquant à Lanine on s'attaquait à lui, on portait atteinte à sa situation : il eut bientôt pris une résolution.

— Je crois que vous avez raison, dit-il. Mais, silence ! laissez-moi faire, et peut-être pourrai-je vous être utile.

Prenant, par son attitude, une influence subite sur Tatiana effrayée et sur madame Dugarey stupéfaite, il s'assit à la table et se versa une tasse de thé.

— Quand on entrera, dit-il à Tatiana, et qu'on vous interrogera, dites que je suis votre invité.

Cette scène avait duré l'espace de deux minutes à peine ; Popoff parlait et agissait vite, comme font, au moment du danger, les hommes résolus. Il n'avait pas fini de sucrer sa tasse de thé, que la porte s'ouvrit, et Palkine, suivi d'un gendarme qu'il laissa à la porte, entra dans la salle à manger, et cria brutalement aux deux dames qui s'étaient levées à son aspect :

— Laquelle de vous est la comtesse Lanine ?

Tatiana, à qui jamais personne n'avait adressé la parole d'un pa-

reil ton, oublia son chagrin et, sa hauteur reprenant le dessus, elle toisa le gendarme en lui disant :

— Quel est l'insolent qui ose me parler ainsi ?

Palkine s'assit sur une chaise qu'il s'avança d'un geste violent, il lui répondit :

— Ah! ah! digne femme d'un rebelle! On ne parle pas ainsi à un gendarme, sachez-le, quand on a le malheur d'avoir un mari qui a conspiré contre Sa Majesté.

Tatiana s'attendait à ce coup, mais cependant elle fléchit.

— O mon Dieu! mon Dieu! c'est donc vrai, dit-elle. Il est dangereux de parler haut devant ces personnages, qui tâchent, dans chaque idée, de saisir une allusion.

Palkine la regarda de son œil dur et inquisiteur.

— Oh! oh! dit-il, vous saviez donc quelque chose?

Madame Dugarey examinait le gendarme avec un petit air ironique :

— Dites donc, monsieur le gendarme, lui dit-elle en français, je comprends un peu le russe, et je vous trouve parfaitement inconvenant! Vous avez l'air d'interroger la comtesse?

Palkine se tourna vers son interlocutrice :

— Et vous, qui êtes-vous? lui répondit-il également en français. Quelque gouvernante? Tâchez de vous taire! Il y a des prisons pour vous aussi, et il n'est pas difficile de vous reconduire à la frontière! Allons! assez là-dessus... Où mène cette porte? demanda-t-il à Tatiana en lui désignant du doigt la porte opposée à celle par laquelle il était entré.

Mais, nous l'avons dit, Tatiana n'était pas facile à intimider; le premier moment d'étonnement passé, elle redevint hautaine et impérieuse.

— Quand vous me parlerez comme on me parle chez moi, je vous répondrai, répliqua-t-elle.

Il se leva et enveloppa la pauvre femme d'un regard menaçant.

— Vos façons n'avanceront pas vos affaires, ni celles de votre mari. Peu m'importe, d'ailleurs! Holà! ordonna-t-il au gendarme qui était sur le seuil, appelle deux de tes camarades!

— De la violence, monsieur! s'écria Tatiana.

— Je n'emploie pas encore la violence, quoique j'en aie le droit. J'appelle ces gendarmes pour les mettre en faction aux portes de toutes les chambres de votre maison.

Soudain Palkine avisa Popoff.

— Quel est cet homme? demanda-t-il à Tatiana.

Nicolas ne laissa pas le temps à Tatiana de répondre :

— Je me nomme Popoff et je suis invité par...

— Bon ! bon !... Vous fréquentez là une mauvaise société ! interrompit Palkine. Mais, où vous ai-je donc vu ?...

Il n'eut pas le temps de continuer ses investigations à cet endroit ; deux gendarmes pénétraient dans la salle à manger. Palkine se leva, et, suivi de ses acolytes, il se dirigea vers la porte, qui était celle du boudoir de Tatiana. La fière comtesse rougit d'indignation.

— C'est ma chambre, là, monsieur ! dit-elle.

Palkine haussa les épaules et continua son chemin. Il disparut bientôt derrière la draperie, laissant madame Dugarey, Tatiana et Popoff sous la surveillance du gendarme qui était de faction à la porte de la salle à manger.

— Madame, dit alors Popoff à voix basse et en français, il est indispensable que je voie monsieur votre père, et il faut que je quitte votre maison. Je sais qu'on ne trouvera rien ici, et qu'on sera obligé de vous laisser libre ; mais je suis persuadé aussi qu'on fera occuper votre hôtel par les gendarmes. Demain, Schelm va sans doute venir ici, et celui-là me reconnaîtra. Pour pouvoir vous être utile, il faut que je conserve ma liberté d'action.

— Mon Dieu ! mon Dieu ! disait Tatiana, quelle épouvantable catastrophe ! Il est innocent, cependant... je le sais !.. j'en suis sûre !..

— Oui, répondit Popoff ; mais une dénonciation de M. Schelm est terrible ! Madame, soyez forte ! j'espère sauver le comte.

— Je suis forte, monsieur Popoff, répondit-elle en se redressant ; je lutterai ! Vous avez dû voir que je ne suis pas facile à intimider... Je sauverai mon mari ou je succomberai, moi aussi ; mais certes, je ne me laisserai pas manquer de respect.

Popoff s'inclina devant elle :

— Madame, dit-il, mon dévouement vous est acquis ; disposez de moi !

Ce fut alors madame Dugarey qui parla. Elle était transformée ; l'indignation brillait dans ses yeux, et sa contenance respirait l'audace :

— Ce sera moi qui vous ferai sortir d'ici, dit-elle. Donnez-moi votre bras... Tatiana ! continua-t-elle en embrassant la comtesse sur le front, ayez bon espoir ! Je veillerai sur vous, et dussé-je voir l'empereur, j'espère sauver votre mari, s'il est innocent toutefois. Venez, monsieur !

Elle se leva, prit le bras de Popoff et se dirigea vers la porte. Le gendarme la regardait avec indifférence ; mais quand elle fut à côté de lui :

— On ne passe pas ! dit-il.

Elle continua d'avancer :

— Je passe, moi ! dit-elle, je ne suis pas Russe !

— On ne passe pas !

Elle avançait toujours. Le gendarme, en voyant cette femme élégante marcher sur lui sans faire attention à ses gestes de menace, eut honte d'employer la force contre elle. C'était curieux à voir : le gigantesque soldat, mu par un sentiment de respect, n'osait toucher à cette faible femme.

— A moi, colonel ! cria-t-il.

Sa voix attira Palkine, qui parut sur le seuil :

— Qu'est-ce ? demanda-t-il... C'est encore la gouvernante française !... Ah ! ça, vous voulez donc vous faire arrêter, folle que vous êtes ?

A l'aspect de Palkine, madame Dugarey avait cessé d'avancer :

— Faites-moi livrer passage, monsieur ; et je vous conseille d'être poli. Votre façon de procéder me déplaît, et si vous continuez, je m'en plaindrai à Sa Majesté. Je suis madame Dugarey, de l'ambassade de France !

Madame Dugarey était, nous l'avons dit, très à la mode à Saint-Petersbourg ; son nom était dans toutes les bouches. Palkine connaissait parfaitement ses relations avec l'impératrice ; il se mordit les lèvres.

— C'est différent, dit-il. Mais comme je n'ai pas l'honneur de vous connaître, je vous ferai accompagner par un gendarme. Votre identité constatée, j'enverrai mes excuses à l'ambassade de France... Je suis désolé d'être obligé d'agir ainsi, mais c'est mon devoir.

— Faites, mais laissez-moi sortir. Je crains cependant que vous n'outrepassiez vos pouvoirs, monsieur le colonel... Nulle loi ne saurait permettre, chez un peuple civilisé, qu'on en agisse ainsi avec des femmes.

Palkine s'inclina avec politesse, mais froidement.

— Tu suivras partout madame, ordonna-t-il au gendarme. Je n'ai plus besoin de toi ici !

— C'est bien, mon colonel, répondit le gendarme.

— Veuillez passer, madame. Quant à monsieur, continua Palkine, il voudra bien rester ici et se mettre à la disposition de la justice.

— Monsieur ne quittera pas mon bras ! répondit avec fermeté madame Dugarey. J'ai des courses à faire, et votre gendarme pourra m'accompagner partout ; mais je ne veux pas être seule avec lui, je n'accepte pas un tel cavalier.

— Madame, cria Palkine impatienté, monsieur est sujet russe, et...

— Allons, dit-elle en se redressant de toute sa hauteur, assez !...



Je ne quitte pas le bras de monsieur! Touchez-y, si vous l'osez!... Monsieur est sous la protection de la France!

— Prenez garde, madame!... vos immunités diplomatiques ne vont pas jusque-là!... L'empereur saura tout!

— Ah! s'écria-t-elle, vous le prenez sur ce ton! C'est bien!... Je vais de ce pas au Palais d'hiver! Votre gendarme et monsieur m'y accompagneront. Ce sera moi qui expliquerai tout à l'empereur!... Place, monsieur! Vous, gendarme, allez en avant, je vous suis... Nous allons au Palais d'hiver!

Palkine courba la tête :

— Tu accompagneras madame partout, recommanda-t-il de nouveau au gendarme, et tu ne la perdras pas de vue!... C'est bien... vassez; mais je ferai mon rapport.

— Eh! faites ce que vous voudrez!

Madame Dugarey fit de la main un dernier signe d'adieu à Tatiana, qui était restée à sa place tremblante et affaissée, et, précédée du gendarme, ayant Popoff au bras, elle descendit l'escalier de l'hôtel Lanine. Le gendarme héla une voiture; madame Dugarey et Popoff y montèrent, en ordonnant au cocher d'aller au Palais d'hiver.

Au moment où la voiture s'ébranlait, une autre voiture s'arrêtait devant le perron. M. Schelm, son portefeuille sous le bras, en descendit.

Il était deux heures du matin, et A.-A. Vérénine dormait profondément, quand son valet de chambre le réveilla, et lui apprit qu'une dame étrangère, accompagnée du secrétaire de son gendre et suivie d'un gendarme, insistait pour être reçue. Alexandre-Alexandrovitch Vérénine n'aimait pas à être dérangé; mais, dès qu'il s'agissait de sa fille, il était toujours prêt à obéir. Tout en grommelant, il jeta sur ses épaules une robe de chambre, et entra au salon.

Popoff et madame Dugarey étaient assis auprès du feu. Le gendarme resta debout sur le seuil. Vu l'heure avancée, la Française n'avait pu être reçue par l'Impératrice, et elle s'était fait conduire chez le père de Tatiana.

Quand le conseiller apprit l'épouvantable nouvelle, il fondit en larmes et s'arracha les cheveux de désespoir.

— Je l'avais bien dit, répétait-il. C'est la vengeance de Schelm! Ma fille! ma pauvre fille! Dès ce matin, je cours, je vais voir ce Schelm; je me jetterai à ses pieds!... Mon gendre n'est pas coupable, j'en réponds!... Cela dût-il me coûter ma fortune, je le sauverai!

— Si vous ne réussissez pas, Excellence, dit alors Popoff, ce sera mon tour d'agir.

Vérénine le regarda avec étonnement.

— Qui es-tu donc, toi?

— Je suis le secrétaire du comte Wladimir, et je lui dois tout!... Avant d'entrer chez lui, j'ai été employé de M. Schelm, et j'ai contre lui des armes qui, entre mes mains, ne sont pas bien terribles peut-être, mais...

— Alors que veux-tu ?

— Entre les vôtres, Excellence, elles seront peut-être plus efficaces que tout l'argent de la Russie !

— Quelles sont ces armes ? dis vite !

— Des preuves contre M. Schelm, des preuves de sa scélératesse et de l'innocence du comte. Mais c'est à l'empereur lui-même qu'il faudra les remettre.

Vérénine tomba anéanti sur une chaise :

— A l'empereur!... Hier, je pouvais encore le voir ; demain, beau-père d'un homme accusé de conspiration, je ne pourrai plus me présenter devant Sa Majesté ! Hélas ! tes armes ne sont pas...

Madame Dugarey l'interrompt.

— Je suis l'amie de Tatiana ; moi, je pourrai voir l'empereur!... Confiez-moi vos papiers. Lundi, il y a bal masqué à l'Assemblée de la noblesse ; Sa Majesté y sera. Je lui parlerai, et, je vous le jure, je lui remettrai ces papiers.

Vérénine hocha la tête :

— Il est défendu de parler à Sa Majesté au bal ! c'est impossible !

— Allons donc ! s'écria madame Dugarey. Ce qui est défendu à un homme est permis à une femme, surtout à une Française ! D'ailleurs, je prends tout sur moi. Si l'empereur n'est pas content, s'il ne me remercie pas de lui avoir donné l'occasion de faire justice, eh bien, nous quitterons la Russie, voilà tout.

— Oh ! madame, dit Vérénine, si c'était vrai...

— C'est vrai, monsieur... Monsieur Popoff, donnez-moi vos preuves !

Mais le secrétaire fit un geste de refus.

— Madame, ce n'est qu'au dernier moment, et quand toutes les autres ressources seront épuisées, que je ferai cette démarche ; car les armes qui écraseront Schelm m'écraseront aussi... Nous autres, les petits, quand nous faisons tomber les grands, nous tombons avant eux.

— Qu'est-ce donc que votre M. Schelm ? demanda la Française étonnée.

Vérénine se chargea de lui répondre :

— C'est l'homme qui veille à la sûreté de l'État, qui travaille dans l'ombre, et qui suit toutes les pistes...

— Ah ! ah ! interrompit-elle. Un mouchard en chef !... Oh ! alors,

raison de plus : mon concours vous est acquis. Quel est votre plan, monsieur Popoff?

— Que Son Excellence aille lundi voir Schelm à son cabinet ; qu'il lui propose de l'argent, beaucoup d'argent. Qu'il se fasse accompagner par la comtesse! S'ils ne réussissent pas, j'irai au ministère le soir. Pendant ce temps vous vous rendrez tous au bal et vous m'y attendrez. Si je ne vous apporte pas la grâce du comte, je vous livrerai les preuves de l'infamie de M. Schelm.

Votre gendre est innocent, n'est-ce pas? demanda madame Dugarey.

— Oh! oui! Puisque vous avez vu Schelm descendre de voiture, puisque Schelm est mêlé dans cette affaire, Wladimir est innocent. C'est une vengeance de cet homme! je l'avais prévu!

— Nous le sauverons, Excellence, je vous le jure!

— Ta fortune sera faite alors, jeune homme, dit Vérénine.

— Adieu, maintenant, messieurs, dit madame Dugarey. Je verrai Tatiana demain matin, et je me tiens toujours et toute à votre disposition.

— Oh! merci, madame, merci! dit Vérénine, qui lui baisa la main.

Madame Dugarey se dirigea vers la porte; mais le gendarme l'arrêta.

— Monsieur reste? demanda-t-il.

— Oui, répondit-elle. Je rentre à l'ambassade.

— Impossible, madame! J'ai ordre de vous suivre tous les deux.

Elle éclata de rire.

— Allons, dit-elle, monsieur Popoff, votre bras! Vous coucherez ce soir à l'ambassade! Ah! vous avez, vous autres Russes, de fiers gendarmes!

— Mon Dieu! mon Dieu! s'écria Vérénine, quand ils furent disparus, sauvez-les, et prenez ma vie en échange!

Et le vieux conseiller resta toute la nuit au coin du feu, sombre, recueilli, pensif.

## X

### LA FORTERESSE.

Les cloches sonnaient à toute volée par la ville, et les rues étaient pleines de passants. Un soleil radieux faisait resplendir encore davantage les coupoles dorées de Notre-Dame de Kazan et de Saint-

Isaac. Saint-Petersbourg avait revêtu son costume des jours fériés. C'était le lendemain des événements que nous venons de décrire, et c'était un dimanche.

Seule, la sombre forteresse de Pétropavlovsk, qui baigne ses fondements granitiques dans les eaux de la Nèva, semblait s'isoler de la gaieté générale. Ses murs gris et sinistres paraissaient ne pouvoir être égayés par les rayons solaires, et le brouillard violet qu'ils distillaient leur donnait l'apparence vague d'un immense monument tumulaire. Les cloches de l'église de la forteresse, sépulcre des tsars de la famille Romanoff, carillonnaient cependant comme celles des autres églises; mais leur son paraissait rauque et profond comme un glas funèbre.

Dans le deuxième sous-sol de la gigantesque bâtisse, il existe un couloir plus sombre encore que l'aspect extérieur de la forteresse, et qui serpente dans les fondations, presque au niveau des eaux du fleuve. Des lampes, suspendues à la voûte, l'éclairent jour et nuit, et leur lumière forme sur les pierres des trapèzes tremblotants et livides. Des deux côtés du couloir, des portes massives, à cadenas rouillés, à rainures de fer, paraissent, quand par hasard elles entrent dans l'espace éclairé par les lampes, autant d'instruments de torture, hérissés de clous et de tenailles.

Ce sont les prisons de la forteresse.

Le cachot n° 12 se trouve à l'extrémité du couloir, et une porte grillée lui fait face. Le bois de cette porte disparaît sous un assemblage de cadenas, de verroux, de cercles, de barres de fer. C'est la sortie qui mène à l'escalier du bord de l'eau. Le cachot n° 12 ressemble aux autres; il n'a rien de particulier: ce sont les mêmes murs humides et lésardés, le même plancher en briques vaseux et froid, le même plafond voûté. Comme dans les autres cachots, la petite fenêtre en forme d'entonnoir est grillée, et là, comme partout, la seule vue dont on jouisse est celle du fleuve, dont la clarté douteuse colore la pierre. Cependant les geôliers eux-mêmes tressaillent lorsqu'ils ouvrent la porte de ce cachot où l'on n'enferme les prisonniers que quand il n'y a plus de place ailleurs dans la forteresse. Ce cachot a une réputation sinistre; plusieurs prisonniers y trouvèrent la mort, et la légende dit que, lors de la fameuse inondation de 1787, l'infortunée princesse Tarakanoff y fut noyée par les eaux qui y firent irruption. Un vieux porte-clefs se souvenait encore, disait-il en 1849, avoir vu le squelette de la malheureuse femme, qu'on avait trouvé dans ce sépulcre humide huit jours après l'inondation. Quelques lambeaux de chair adhéraient encore aux os, mais le corps avait été mangé par les rats.

La journée avait été nombreuse la veille, et la porte de la forte-

resse s'était ouverte onze fois. Il avait fallu utiliser le sinistre cachot, qui était échu pour demeure à Müller de Müllershausen.

Assis sur un escabeau, appuyé contre l'unique table de la prison, le Courlandais réfléchissait profondément. Il y avait déjà quinze heures qu'il avait été arrêté, et il n'avait pas encore reconquis tout son calme. Le Courlandais était un homme d'action, énergique et intelligent ; il jouissait de tout son sang-froid dès qu'il s'agissait de lutter, et pendant la lutte il avait toutes les initiatives et toutes les audaces ; mais quand il se trouva seul dans le sinistre cachot, en face de lui-même, l'heure de la réflexion vint, et avec la réflexion la crainte, le remords et l'appréhension.

— Voilà l'acte d'iniquité consommé, pensait-il. Schelm est vainqueur... Moi, j'ai réussi... j'ai réussi à commettre la plus épouvantable action qu'un être humain ait conçue. Je me fais horreur à moi-même ! Le Dix de cœur, ce colonel si brave, si loyal, si déterminé, sera fusillé, pendu... ou bien condamné à aller travailler dans quelque mine de la Sibérie ! Le Quatre de cœur, ce jeune homme chez la mère de qui j'ai dîné la semaine passée, il était si confiant ! il m'admirait... Arrêté aussi ! Le caissier des finances, c'est moi qui lui ai dit : « Qu'est-ce que l'honnêteté?... » car il a été honnête trente ans, celui-là ! « Qu'est-ce que l'honnêteté ? lui ai-je dit. Est-ce la stupide obéissance à ceux qui sont au-dessus de nous ? On vous apporterait de l'argent volé, vous sauriez à qui on l'a volé... Serait-ce pour vous un dépôt sacré ? Non. Eh bien, l'empereur vole depuis des siècles l'argent de la Russie !... » Je lui ai dit tout cela, avec ma voix, mon geste...

Müller se leva.

— Oui, et je puis agir sur les masses ; ma voix a de l'autorité, mon geste, de la noblesse. J'exalte, j'impressionne, je persuade... Et avec tout cela je serais mort de faim si je n'avais pas accepté les propositions de cette canaille de Schelm !

Il se promenait dans son cachot d'un pas furieux.

— J'ai employé mes facultés à perdre neuf hommes, après les avoir entraînés dans une conspiration à laquelle ils ne songeaient même pas. Et Wladimir !... Oh ! c'est affreux ! Je ne crois pas aux absurdités que nous débitent les prêtres... Pourtant, si c'était vrai ?... s'il y avait un Dieu ?...

Il regarda la fenêtre, et le jour livide qui arrivait du fleuve emplissait son âme d'une indicible tristesse.

— Il y a, en tout cas, un M. Schelm, et c'est un fier gredin !... Il tarde bien !

Comme le font souvent les solitaires, il s'adressa alors à un interlocuteur invisible :

— Savez-vous, disait-il, qu'il est capable de me tromper ! J'aurai

commis le plus abominable des crimes pour rien ! Pourquoi ne vient-il pas, ce Schelm ? C'est qu'il y a longtemps déjà que je suis enfermé !... Il devrait être venu m'apporter l'argent et la liberté. Savez-vous que laisser un homme dans la situation horrible où je me trouve, c'est cruel ! J'ai besoin d'air, d'espace... Je veux partir, quitter la Russie, oublier... O ma misère, ma misère, que je te regrette !

Il se promena encore, puis il s'approcha de la fenêtre.

— Là-bas, dit-il, c'est le fleuve, la mer... c'est l'Allemagne, la France, les pays où je veux habiter... J'oublierai Wladimir, la Russie, le tzar, la Sibérie ; tout cela n'existera plus pour moi... Mais pourquoi ne vient-il pas, ce Schelm ? Il ne sait donc pas que je puis encore faire crouler tout son échafaudage ?

Il continuait sa promenade, grinçant les dents et treignant d'anxiété et de fièvre.

— Oh ! répétait-il, comme il tarde !

Soudain il s'arrêta et prêta l'oreille ; un rat, sorti on ne sait d'où, traversa le cachot, grimpa sur la paroi du mur et disparut entre les grilles de la fenêtre.

— Ce n'est qu'un rat, un de ceux qui me mangeront peut-être ; car Schelm est capable de m'oublier ici ! Oh ! mais, c'est affreux, cela... S'il me trahissait comme j'ai trahi les autres !

Mais le rat avait été effrayé par un bruit du dehors. Avec un battement de cœur indicible, Müller entendit les verrous grincer, et le guichetier apparut, éclairant avec sa lanterne sourde un individu qui le suivait. C'était Schelm. Il fit un signe impérieux au guichetier, qui disparut en fermant la porte, et l'instigateur et le complice se trouvèrent seul à seul.

— Enfin ! dit Müller. Je vous attendais avec impatience. Je crois que, si vous aviez tardé davantage, je serais devenu fou.

Schelm eut un sourire équivoque.

— Je viens remplir mes engagements, car je suis satisfait. Je vous ai promis de l'argent ; voici cent mille roubles. Cette somme vous suffit-elle ?

— Oui ; je pourrai vivre quelque part, tranquille et oublié ; mais l'argent ne suffit pas. Quand serai-je libre ? Vous venez, je suppose, me délivrer ?

— Oh ! oh ! pas encore, répondit Schelm. J'ai besoin de vous ; votre témoignage est précieux. Ce Lanine niera ; il faudra le convaincre.

— Oh ! murmura Müller, encore cette honte !

— Oui, quand on vous confrontera.

Les traits de Müller se contractèrent affreusement

— Oh ! dit-il, pas cela !... pas de confrontation ! Je ne pourrai supporter son regard , et je serai capable de tout trahir. Pour vous-même, ne faites pas cela ! Je déposerai, je dirai, je signerai ce que vous voudrez ; mais que je ne le voie jamais ! Je me tuerai plutôt.

— Allons, allons, mauvaise tête, répondit Schelm, tranquillisez-vous ; on vous obéira. Mais je compte sur votre déposition ; votre liberté est à ce prix.

— Vous ne voulez donc pas faire grâce à ce pauvre Wladimir ?

— Grâce ? est-ce que, par hasard, je ressemblerais à quelqu'un qui veut faire grâce ? Regardez-moi un peu, Müller. Je suis laid ; eh bien, je dois être presque beau à présent, tant j'ai de joie dans le cœur. J'aime l'argent ; eh bien, j'ai eu du plaisir à vous en donner, car c'est cet argent qui me procure la petite jouissance que j'éprouverai tout à l'heure lorsque je vais commencer l'interrogatoire du comte Wladimir Lanine.

Il était hideux en prononçant ces paroles, et Müller fut presque effrayé.

— Son cachot touche au vôtre, continua le chef de la chancellerie.

Müller recula jusqu'au mur opposé.

— Ha ! ha ! ha ! dit Schelm, toujours des remords ! Ne craignez donc rien ; les murs sont épais : vous n'entendrez pas ses gémissements. Mais assez ! Je reviendrai demain, et si vous êtes sage, vous serez libre la semaine prochaine.

Il alla à la porte et frappa dans ses mains. Le guichetier se mit à tirer les verrous. Müller était toujours collé contre le mur :

— Vous me ferez quitter promptement ce lieu maudit, n'est-ce pas ? murmura le Courlandais d'une voix tremblante.

Le guichetier avait ouvert la porte.

— Oui, oui, la semaine prochaine, répondit Schelm, qui sortit du cachot.

Le chef de la chancellerie, une fois dans le couloir, haussa énergiquement les épaules, et ordonna au geôlier de lui ouvrir la porte voisine de celle du cachot de Müller. Là était enfermé Wladimir.

Depuis le moment de son arrestation, depuis surtout qu'il avait vu son nom écrit en grosses lettres sur le dossier que portait Schelm, le comte sentait vaguement qu'il était perdu. Il comprenait que quelque chose se tramait contre lui, et que le filet dont il était enveloppé avait des mailles artistement combinées. Il ne saisissait cependant pas encore toute l'intrigue. Schelm avait évidemment trempé dans l'affaire ; Müller lui paraissait coupable aussi ; il n'y avait pas jusqu'à sa femme qu'il ne soupçonnât par moments. Comment on était parvenu à grouper les événements d'une telle façon

qu'il se trouvât, lui innocent, prisonnier à la forteresse et sous l'inculpation du plus grand crime prévu par le code pénal russe, il ne pouvait encore le deviner. Sa tête éclatait sous toutes les suggestions que son cerveau malade lui fournissait. La haine de Schelm était évidente à ses yeux ; mais ce qui l'étonnait, c'est que le chef de la chancellerie eût construit tout cet échafaudage uniquement pour le perdre. Ces représailles féroces d'une plaisanterie inoffensive lui paraissaient improbables.

Peu à peu il en vint à chercher, dans sa vie passée, s'il n'avait pas réellement dit ou fait quelque chose propre à servir de base à une accusation. Il eut beau se creuser la tête, il ne trouva rien : sa vie politique était aussi immaculée que sa vie privée. Alors il songea à Tatiana, et il se dit que c'était une punition du ciel pour ses soupçons contre sa femme. L'idée de sa parfaite innocence, qui entra persuasive dans son cœur, fut pour lui pendant quelques instants un baume à ses souffrances.

Il mangea, en souriant tristement, un peu de pain noir que le geôlier avait laissé dans son cachot, et regarda à sa montre : il était quatre heures du soir. Il avait été arrêté à minuit, et il était deux heures du matin quand les portes de la forteresse de Pétropavlovsk s'étaient fermées sur lui. Il était donc prisonnier depuis quinze heures, et ce temps, grâce à ses réflexions, avait passé assez rapidement. Wladimir se leva et s'approcha de la fenêtre qui était au-dessus de sa tête. La Néva coulait au niveau des grilles, et le regard s'enfonçait dans la nappe bleuâtre et liquide, sans parvenir à voir autre chose, pas même un coin de ciel bleu. Le soleil, en se couchant, teintait de rose l'eau du fleuve, et la réverbération rendait verdâtre le jour qui éclairait les murs de la prison. C'était navrant. Wladimir s'accouda à la pierre du mur qui formait ellipse en descendant de la fenêtre, et, se parlant à lui-même :

— Il est impossible qu'on me condamne, se dit-il ; rien ne me sera plus facile que de prouver mon innocence. C'est une trame, soit, et fort bien ourdie ; mais j'ai des amis, des parents haut placés.

La porte s'ouvrit à ce moment, et Lanine tressaillit de tout son corps : Schelm entra dans son cachot. Le geôlier qui l'avait introduit laissa la porte entr'ouverte, et se plaça à distance respectueuse dans le couloir.

À l'aspect du chef de la chancellerie, Wladimir ne fit qu'un bond de la fenêtre à la porte ; il se plaça en face de son visiteur, et lui dit avec force :

— Pouvez-vous m'expliquer ce qui m'arrive, vous qui paraissez connaître l'histoire de ce complot ?

Un rire infernal, aigu et acéré, fut l'unique réponse de Schelm.



— Vous ricanez ! cria Lanine ; mais vous savez cependant bien que je suis innocent !

Schelm avança son doigt noir et crochu avec une hésitation ironique.

— Vous, dit-il, innocent !... Bah !

Wladimir le saisit par le pan de sa redingote.

— Voyons, dit-il, monsieur Schelm, expliquez-vous. Je me suis permis une plaisanterie déplacée, c'est vrai ; vous voulez m'en punir, j'en suis puni suffisamment. Vous ne vous doutez pas des heures horribles que j'ai passées ici, assis sur cet escabeau, ou là, debout au pied de cette meurtrière, regardant la Nèva ! En voilà sans doute assez, monsieur Schelm ; je regrette ce que j'ai fait jadis. Faites cesser cette torture !

Schelm souriait toujours, et contemplait sa victime avec une satisfaction féroce.

— Vous ne répondez rien ! Que voulez-vous donc ? Ma fortune ?... Prenez-la, monsieur Schelm. Vous êtes tout-puissant, je le reconnais ; excusez-moi ! j'ai été votre camarade...

— Ah çà ! jeune homme, répondit soudain Schelm, quel galimatias me débitez-vous depuis que je suis entré ici ? Vous ne vous trouvez pas en face de M. Schelm, qui a pu autrefois vous connaître et qui alors a pu avoir à se louer ou à se plaindre de vous ; vous vous trouvez en face du chef de la chancellerie de S. Exc. le ministre de l'intérieur, qui vient pour vous interroger et qui ne connaît plus en vous qu'un homme accusé du crime de rébellion et de lèse-majesté.

Wladimir le regarda en face, et Schelm baissa les yeux sous ce regard ferme et loyal.

— Vous savez que je suis coupable ? reprit Lanine, se contenant à peine. Les mots que j'ai lus sur votre portefeuille ont été une révélation pour moi !... Vous savez que j'ai conspiré ?

— Depuis deux mois, mes agents suivent l'As de cœur, chef d'un complot infâme. Vous avez avoué vous-même que vous étiez l'As de cœur.

— Moi !... grand Dieu !... Vous savez pourtant que ce n'est pas vrai. C'est une machination odieuse, insondable... Mais je ne me laisserai pas égorger ainsi. J'ai des amis, des parents !

Schelm éclata de rire :

— Quand on a conspiré contre Sa Majesté, on n'a plus ni amis ni parents. Tâchez de me répondre franchement, jeune homme, et peut-être votre franchise pourra-t-elle désarmer le juste courroux de Sa Majesté.

Soudain, par la porte entr'ouverte, le jeune homme entendit dans

le couloir un bruit extraordinaire. C'était des pas précipités et sonores, accompagnés d'un cliquetis d'éperons et d'un bruit de sabres traînant sur les dalles ; des torches éclairaient de leur lumière rouge et éclatante les murs verdâtres du couloir, et quatre soldats, porteurs de ces torches, se placèrent à l'entrée du cachot de Wladimir, que le geôlier avait ouvert tout au large. Sur le seuil apparut le gouverneur de la forteresse, et à ses côtés le général aide de camp de l'empereur comte Lanine. Schelm était devenu livide ; Wladimir se précipita vers la porte.

— Vous voyez bien qu'il me reste encore des parents, quoi que vous en disiez, infâme ! Mon oncle, cria-t-il au général, sauvez-moi !

Mais le général le repoussa d'un geste froid et sévère.

— S'il vous a dit que vous n'avez plus de parents, monsieur a eu raison ! Je ne viens pas pour vous sauver, ni pour vous plaindre, car vous avez mérité votre sort ; je viens par ordre de Sa Majesté impériale, qui veut bien, en faveur de mes vieux services, ne pas couvrir notre nom d'une honte éternelle !

Schelm, voyant la tournure que prenait l'affaire, voulut distiller encore son venin :

— Excellence, dit-il, il devrait avouer !

Le général Lanine l'interrompit :

— Qui vous parle, à vous, et que venez-vous faire ici ? dit-il. Sa Majesté impériale a consenti, en ma faveur, à ne pas juger ces hommes, et à étouffer cette affaire. Ils ont été pris en flagrant délit ; le coupable ici présent s'est nommé lui-même chef anonyme d'une conspiration ? Il n'y a donc pas besoin de jugement. En faveur de votre nom, monsieur, que j'ai le malheur de porter, Sa Majesté impériale a daigné ajourner toute enquête judiciaire. Vous serez envoyé administrativement en Sibérie, où Sa Majesté daigne encore vous faire la grâce de vous infliger une peine légère : vous ne serez ni galérien, ni soldat, vous serez simplement colon. Pour vos complices, monsieur, ils ne subiront pas non plus de peines plus fortes, et ils ne seront pas jugés. Sa Majesté récompense noblement mes services. Remerciez Sa Majesté, insensé que vous êtes, et oubliez, sous la tunique de paysan que vous porterez désormais, jusqu'au nom que vous avez sali !

Wladimir avait écouté le discours du général les yeux démesurément ouverts et hébété par la terreur. Le comte Lanine lui avait toujours montré une affection qui était presque de la faiblesse. La façon dont il l'apostrophait maintenant le convainquit de l'impossibilité de démontrer son innocence, puisqu'un de ses parents les

plus proches et les plus affectionnés l'abandonnait ainsi. Il se révolta cependant contre cette suprême injustice.

— Mon oncle ! cria-t-il, je veux des juges ! je demande des juges ! C'est une machination infâme ! Je suis innocent !

Le cri désespéré du jeune homme impressionna douloureusement le vieux général ; ce fut d'une voix plus douce qu'il lui dit :

— Vous êtes fou ! Tâchez, au lieu d'adopter ce système impossible de défense, de vous conduire bien désormais. La clémence du tzar est inépuisable, et peut-être, dans dix ans...

— Mais, cria Wladimir haletant, je vous jure, mon oncle, que je suis innocent. Laissez-moi...

— Assez ! interrompit sévèrement Lanine. Ayez du moins le courage de votre crime, vos complices ont tout avoué.

— Je vous conjure, écoutez...

— Non ! préparez-vous à partir après-demain. Vous ! cria le général en apostrophant Schelm, vous n'avez plus rien à faire ici. Venez avec moi.

— Pour l'amour de Dieu, mon oncle !...

Mais les torches s'éloignèrent, les verroux grincèrent, et Wladimir se retrouva seul dans sa prison.

Le soleil était couché. Une nuit compacte avait succédé, dans le cachot, au jour bleuâtre et incertain. L'eau du fleuve était devenue noire, et le vague de cette obscurité immense et houleuse à laquelle, de temps en temps, un rayon de lune donnait des tons verdâtres, produisit sur le pauvre prisonnier une impression aiguë de désespoir. Il se jeta sur le sol et éclata en sanglots.

Cependant Schelm était sorti du cachot ; dans le couloir, le général lui fit un signe dédaigneux de congé, prit le bras du gouverneur de la forteresse, et disparut avec les porteurs de torches. Le chef de la chancellerie se retrouva seul dans le couloir sombre. Sa vengeance n'était pas complète ; la clémence de l'empereur remplissait son cœur de rage : il avait espéré que Wladimir serait pendu, ou tout au moins condamné aux mines. Le guichetier, qui était resté auprès de lui avec sa lanterne sourde, rompit le cours de ses réflexions en lui demandant respectueusement :

— Votre Excellence ne remonte pas ?

— Non, répondit brusquement Schelm, ouvre-moi le cachot n° 12 et ne t'éloigne pas, pendant que je causerai avec le prisonnier.

Müller était plus calme, et il mangeait son pain, quand la porte de sa prison s'ouvrit une deuxième fois ! Schelm était sur le seuil, et n'avancait pas. La figure du chef de la chancellerie était telle-

ment sinistre, que Müller se dressa tout debout, et attendit vaguement inquiet.

— Personne ne sera jugé... personne. La clémence de l'empereur vous atteint tous ! Je n'ai pas besoin de votre déposition, et vous ne me reverrez plus ! Je n'ai rien à faire ici. Je vous fais cadeau de l'argent.

— Et ma liberté ? demanda Müller tremblant.

— Ha ! ha ! ha ! la liberté d'un conspirateur ! Adieu, Müller ! songez à moi en Sibérie !

Le Courlandais se ramassa sur lui-même et bondit en avant avec l'intention d'étrangler Schelm. Il se brisa les poings contre le fer de la porte que le guichetier venait de refermer, à un geste du chef de la chancellerie, qui, une fois dans le couloir, se frotta les mains.

Alors Müller cria, d'une voix tellement éclatante, qu'elle traversa le bois et le fer de la porte :

— Tu ne me connais pas encore, Schelm ! Fussé-je aux mines de la Sibérie, je me vengerai de toi, infâme !

— Quelle puissance de voix, dit Schelm au guichetier. Il a manqué sa vocation ! L'empereur aime ceux qui se font entendre de loin et qui commandent bien les troupes. S'il avait suivi la carrière militaire, il aurait été peut-être général !

Le guichetier ouvrait de grands yeux.

— Si son voisin crie comme lui, ils pourront causer ! J'aurais voulu être à ta place, et entendre cela ! Leur conversation sera drôle !

Et il frappa amicalement sur l'épaule du géolier :

— Bah ! ils causeront en Sibérie ! Ce sera encore plus drôle, dit-il avec un sourire satanique.

Prince JOSEPH LUBOMIRSKI.

La suite prochainement.

## LES DERNIÈRES ANNÉES DE MANZONI

---

Alexandre Manzoni vient de mourir à Milan, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, après avoir donné à ce siècle troublé le rare spectacle d'une vie aussi sereine que son œuvre. C'est le moment que l'on a choisi, en Italie et en France, pour porter sur ce grand écrivain un de ces jugements que notre vanité appelle définitifs et que l'âge suivant ne manque guère de réviser. Il arrive même souvent que ce jugement et cette révision sont renouvelés à plusieurs reprises, pour peu qu'entre le moment où un homme de génie a atteint l'apogée de sa renommée et celui où il meurt, il se soit écoulé un long temps. Il en est, en pareil cas, du grand homme comme du soleil, et de la renommée de l'un comme de la lumière de l'autre : toutes deux s'affaiblissent progressivement avant l'heure où elles disparaissent. On peut dire que Manzoni a échappé à cette commune destinée. Entré avant 1830 dans sa pleine gloire, il y avait plus de quarante ans qu'il en jouissait sans conteste, quand la mort est venue mettre fin à sa paisible existence, et le jour de sa mort est peut-être celui où sa renommée a jeté le plus d'éclat, a fait le plus de bruit et a été le plus unanimement consacré.

D'où lui est venu ce respect de tous, à une époque où les plus grands et les meilleurs n'échappent pas à cette destinée d'être contestés ou reniés, ne fût ce qu'un jour ? Je crois, de ce que Manzoni, catholique sincère depuis sa jeunesse, a porté dans sa foi un si fier sentiment de patriotisme qu'il ne pouvait être suspect à ceux qui, à tort selon nous, ont cru voir dans le catholicisme un ennemi de la liberté italienne, et que, serviteur aussi intelligent que fidèle de la papauté, il s'était déjà enseveli dans cette retraite à laquelle rien n'a pu l'arracher, le jour où la question a été posée, mal posée suivant

nous, entre la papauté et l'Italie. Les uns l'ont vu dévoué toute sa vie à la liberté et à l'indépendance de la patrie; les autres l'ont connu, à toutes les époques, un fils respectueux et docile de l'Eglise; et comme placé en dehors de la lutte, quand la lutte a commencé, il n'a été mis en demeure de se prononcer ouvertement pour aucune solution absolue, chaque parti a accepté et honoré une gloire qu'il croyait, à bon droit sans doute, pouvoir revendiquer comme sienne. Voilà pourquoi, le 29 mai, on voyait se confondre sous le dôme de Milan peuples et princes, prêtres et magistrats, artistes et soldats, ministres et tribuns. Qu'il meure un membre de la dynastie nouvelle, et on verra s'il se rencontre, même sur une tombe, la même unanimité. Mais je ne serais pas étonné qu'après ces magnifiques funérailles, on vit les partis se disputer les opinions de l'illustre trépassé, s'acharner sur sa mémoire et mettre ses livres en lambeaux pour y chercher des arguments et des titres.

En attendant, ce grand esprit, auquel le siècle actuel, en Italie, serait tenté de donner son nom, a tenu si peu de place dans la politique active, que, dans le reste de l'Europe, c'est surtout l'écrivain supérieur que l'on honore en lui et dont les moindres journaux racontent les dernières années, ne pouvant analyser les derniers ouvrages.

En France surtout, l'écrivain était devenu classique, particulièrement le grand romancier. Le poète, on l'avait longtemps admiré sur parole, sur la parole de Fauriel et de Cousin. *Le Comte de Carmagnola*, *Adelphis*, les *Hymnes sacrés*, surtout l'ode sublime sur la mort de Napoléon, dont Lamartine s'était souvenu, ayant eu l'occasion de la lire en Italie au moment où elle parut, et d'en connaître l'auteur, tout cela les lecteurs d'élite l'avaient célébré chez nous. Mais sa grande popularité, Manzoni l'a due certainement à son admirable roman des *PROMESSI SPOSI*.

Ce fut donc avec une sincère hésitation que je me hasardai, en 1841, à donner une traduction de l'œuvre poétique du maître.

J'avais mis en tête de ma version une courte introduction où je ne vois pas, en la relisant, que j'aie rien à désavouer et à retrancher de ce que j'écrivais alors de la vie et des ouvrages de Manzoni. Tout au plus pourrais-je préciser certains points et certaines dates, et c'est ce que je vais essayer de faire, en m'aidant de ce que j'ai pu apprendre de nouveau et de ce que j'ai lu récemment, dans les revues et ailleurs, à l'occasion de la mort et des funérailles populaires du grand poète.

Alexandre Manzoni était né à Milan le 8 mars 1785. Sa mère, on le sait, était la fille du célèbre Beccaria, qu'il ne connut lui-même que tout enfant; et en cherchant bien, peut-être trouverait-on aussi

dans sa famille paternelle ce nom de Manzoni, déjà honorablement porté par un poète, au siècle dernier.

Manzoni, tout jeune encore, suivit sa mère en France, et fut admis avec distinction dans la société d'Auteuil, dont le nom de Beccaria lui ouvrit facilement la porte. Ce n'était pas là assurément, et dans la familiarité de Volney, de Cabanis, de Garat, de Tracy, qu'il pouvait puiser les impressions religieuses qui devaient bientôt faire de lui, et pour le reste de sa vie, un catholique sincère et convaincu; mais ce fut à Auteuil qu'il trouva l'ami précieux qui devait avoir une si heureuse influence sur l'éducation de son esprit, M. Fauriel. Quant à celle de son âme, un moment incertaine, elle devait reprendre sans bruit sa pente naturelle. Ce fut, dit-on, dans une église, et en France, qu'il se sentit averti d'en haut. Mais l'œuvre de sa conversion ne fut achevée qu'en Italie, où l'amour mit un terme tout à la fois à ses doutes et à la vie un peu dissipée qu'il avait menée jusqu'à vingt ans. Vingt ans! quel éloge dans ce seul mot, et comme cette précoce maturité de l'âme explique bien celle du génie!

Son premier ouvrage, ses vers sur la *Mort de Carlo Imbonati*, marqués au coin d'une certaine austérité stoïque, préparait les *Hymnes sacrés*, qui marquent de plus en plus l'unité de sa vie morale. Ils portent la date de 1813, et on se demande comment, dans sa vie solitaire et pieuse, il ne songea point à compléter ce livre lyrique. Avait-il déjà donné toute sa pensée à cette réforme du théâtre qu'il méditait, à cette création d'une scène nationale et d'un drame historique où il n'a fait que deux pas, pas de géant si l'on veut, mais condamnés à rester une tentative isolée et qui ne devait pas trouver après lui d'imitateurs qui aient marqué.

Son coup d'essai fut le *Comte de Carmagnola*, qu'il commença dès 1816 et qu'il ne devait achever qu'en 1819, et en France, dans un second voyage qu'il y fit, et sous les yeux de Fauriel, auquel il dédia son œuvre et qui ne tarda pas à la traduire.

Ce puissant essai, pour lequel le poète ne paraît pas avoir recherché le tumulte et la popularité de la scène, fit cependant assez de bruit pour que l'écho en allât jusqu'à Goethe, qui daigna en dire toute sa pensée. Mais avant que le demi-dieu prit la parole, du haut de son Olympe de Weimar, la critique, en France et en Angleterre, s'était émue de tant de hardiesse. Les plus distingués à cette époque n'avaient pas encore la liberté d'esprit que Fauriel ne craignait pas de montrer. Seule, chez nous, madame de Staël eût osé, avec Fauriel, élever la voix en faveur du téméraire; mais depuis deux ans elle n'était plus. M. Raynouard, dans le *Journal des savants* (et en 1824!), loua dans le *Comte de Carmagnola* « l'expression des senti-

ments, l'éclat et la vérité de la couleur historique ; » mais il se demandait ensuite avec doute « si les beautés de cette tragédie étaient le résultat de la violation des règles classiques, ou si elles existaient malgré cette violation. » Pour l'auteur des *TEMPLIERS*, la question ne pouvait se poser que sur cette base étroite, et on sait d'avance dans quel sens il la devait résoudre.

M. Auguste Trognon, qui avait aussi traduit le *Comte de Carmagnola* pour la *Collection des théâtres étrangers*, le loua « pour la hauteur de la conception dans l'ensemble et pour la diction éminemment tragique, en ce qu'elle est parlout d'une noble simplicité. » Il y avait déjà, on le voit, tout un historien dans le critique<sup>1</sup>.

Dans la *Revue encyclopédique*, un autre critique distingué, mais un Italien cette fois, le très-estimé continuateur de Ginguené, faisait un pas en avant vers la liberté en traitant la question soulevée par la tentative de Manzoni, et reconnaissait, c'était déjà le mot de ceux qui n'étaient pas fâchés que l'on osât, qu'il y avait quelque chose à faire. Entraîné par la force de la vérité autant que par le sentiment de la vanité nationale, Salvi rendait justice à son jeune compatriote et « à cette morale patriotique et pure » qui distinguait le drame nouveau.

Dans le *Lycée* enfin, un recueil savant et modeste dans lequel faisaient alors leurs premières armes des membres distingués de l'Université, et plus tard de l'Académie, Charles Loyson, M. Patin, etc., M. Chauvet écrivait, d'une plume bienveillante et courtoise, cet article dont l'Italie et la France auraient à le remercier, quand elles ne lui devraient que la belle lettre de Manzoni sur les unités. Mais M. Chauvet, qui lui-même, si je ne me trompe, avait donné à la scène un certain *Arthur de Bretagne*, ou qui du moins méritait bien de l'avoir écrit, M. Chauvet, pour apprécier *Carmagnola*, était resté à peu près sur le terrain de La Harpe et de son école.

Mais tout doit faire silence devant la grande voix de Goethe, qui, dans son *Recueil sur l'art et l'antiquité*, publié à Stuttgart, prit fait et cause pour le jeune et brillant esprit, en qui il était flatté de reconnaître un disciple. Pour peu qu'on ait abordé les ténèbres de l'esthétique allemande, on sera surpris de trouver tant de clarté dans ce travail de l'auteur de *Götz de Berlichingen*. C'est, sans nulle concession dans le fond des idées, toute la simplicité d'exposition, toute la limpidité de langage à laquelle nous a accoutumés la critique française. Goethe n'a garde de rien céder sur cette partie de

<sup>1</sup> M. Trognon, que nous avons eu la douleur de perdre tout récemment, laisse, outre une belle Biographie de la reine Marie-Amélie et une savante Vie de saint Paul, une Histoire de France en cinq volumes, à laquelle l'Académie française a justement décerné le grand prix Gobert. (*Note de l'auteur.*)



récusables de la vérité historique avec tout ce que réclament le sentiment moral et l'esthétique du poète. »

Qui parle ainsi ? Goethe ou Fauriel ? Ce dernier, en effet, ne disait guère autrement dans cette analyse de l'*Adelghis*, où il loue Manzoni de nous avoir donné un Charlemagne qui est bien celui de l'histoire. Mais Manzoni lui-même abondait dans le sens de Goethe, en animant son principal personnage de ses propres sentiments et en faisant du fils de Didier une manière de marquis de Posa. A notre tour cependant de remarquer que Manzoni cherche à maintenir son *Adelghis* dans ce milieu élevé et sensé où lui-même il maintiendra sa vie entière, cherchant à accorder sa soumission au pape avec sa passion pour l'indépendance de son pays.

Si de *Carmagnola* à *Adelghis* le talent de Manzoni avait grandi, en devenant plus souple, et s'était établi dans l'admiration de Goethe, on va voir ce que l'homme avait gagné également dans les sympathies personnelles de celui-ci.

Le 28 avril 1825, M. Cousin, qui déjà, en 1817, avait fait une visite à Goethe, lui en fit une seconde. La conversation amena cette phrase : — Je suis heureux que parmi les choses dont vous pouvez vous occuper, vous ayez mis la nouvelle littérature italienne et mon ami Manzoni.

— Ah ! Manzoni ! (en levant les yeux et avec un accent réfléchi) c'est un jeune homme bien intéressant. Il a commencé à s'écarter des règles reçues et surtout de l'unité de lieu. Mais les *anciénistes*, dit-il en souriant lui-même de son mot, ne veulent pas cela.

— Oui, on lui en a voulu, et cependant il ne s'en est écarté qu'avec mesure, et cela me plaît. C'est très-bien commencé. D'ailleurs ces querelles dureront toujours, et il n'y a pas de mal ; il faut que chacun fasse à sa manière.

— Oui, j'ai reçu l'*Adelchi*, j'en ai même fait un extrait que je publierai peut-être, si j'en ai l'occasion. Je l'ai bien étudié, il y a de très-belles choses ; je n'aime pas à m'arrêter aux particularités, c'est toujours l'ensemble qu'il faut voir. Mais tenez, rappelez-vous ce soldat longobard chez qui se réunissent les conjurés, et qui ne songe qu'à sa propre élévation. Comme il arrange tout pour lui !... (Ici Goethe, fatigué et toujours toussant, quoique paraissant s'intéresser à la conversation, accompagna le peu de mots qu'il pouvait prononcer de regards et de gestes, comme pour me faire entendre ce qu'il ne pouvait exprimer.) Comme il fait servir les desseins de tout le monde à son but ! et ensuite, à la cour de Charlemagne, comme il a l'air de protéger ceux qu'il a trahis !

— Oui, Manzoni se tient à l'histoire et aux personnages réels qu'elle fournit ; mais (en souriant doucement) il les élève jusqu'à

nous par les caractères qu'il leur donne; il leur prête nos sentiments humains, libéraux même, et il a raison. Nous ne pouvons nous intéresser qu'à ce qui nous ressemble un peu, et non aux Lombards ou Longobards, et à la cour de Charlemagne, qui serait aussi un peu trop rude. Voyez *Adelchi*, c'est un caractère de l'invention de Manzoni. Et là-dessus je lui dis avec un peu d'émotion :

— Les sentiments d'*Adelchi* mourant sont ceux de Manzoni lui-même. Manzoni, qui est toujours un poète lyrique, s'est peint dans *Adelchi*.

— Oui, vraiment, il y a longtemps que j'avais connu son âme et sa manière de sentir dans ses *Inni sacri*. C'est un catholique naïf et vertueux.

Son dernier mot fut celui-ci : « Si vous voyez Manzoni, dites-lui combien je l'estime et l'aime. »

Tout ce qui précède et se rattache à l'inspiration intime de l'*Adelphis* me paraît expliquer à merveille pourquoi cette seconde tragédie, d'un caractère au fond si personnel, est dédiée par Manzoni à sa femme, à celle qui l'avait ramené au christianisme, si ce n'était lui plutôt, comme quelques-uns l'ont raconté, qui l'avait prise au protestantisme pour la donner au catholicisme.

Louise-Henriette Blondel était fille d'un Genevois, établi à Milan. Manzoni l'épousa très-jeune, très-jeune aussi lui-même, et jusqu'en 1833, qu'il eut le malheur de la perdre, elle fut l'honneur et le bonheur caché de sa vie solitaire, et mérita les termes passionnément respectueux de la dédicace.

Devenu veuf, il attendit longtemps avant de se décider à prendre une seconde femme. Mais sa solitude, devenue plus profonde par la perte de plusieurs de ses enfants, finit par lui peser, et il se laissa persuader d'y introduire une nouvelle compagne, qui, elle aussi, par sa mort, devait le laisser seul pendant les dernières années de sa vie. On aimerait à pénétrer dans cet intérieur austère de l'homme de génie et à lui demander quel y était l'emploi de cette active intelligence, de ce cœur si élevé. Il ouvrait volontiers sa porte à un petit nombre d'amis que la mort lui enleva l'un après l'autre; mais il a mis tant de soins à se dérober aux regards curieux de ceux qui apportaient seulement au grave spectacle de sa vie un intérêt littéraire, que le simple biographe éprouve à passer outre une certaine pudeur. On dit, d'ailleurs, que Manzoni a laissé des Mémoires. Aucune de ces indiscretions qui ajournent la publication de ce genre de témoignages posthumes n'était à redouter d'un tel homme; il faut donc espérer que si ces Mémoires existent, ils ne tarderont pas à être publiés. Ce sera le moment alors de franchir ce seuil, devant lequel le respect nous arrête encore. En attendant, revenons au poète.

On ne voit pas que Manzoni ait jamais eu l'intention d'ajouter un troisième essai à *Carmagnola* et à l'*Adelghis* ; mais ces deux vigoureuses études donnent la mesure de sa forte pensée, et Sainte-Beuve a eu raison de les comparer quelque part à deux immenses colonnes destinées à soutenir le portique d'un temple qui n'a jamais été construit. Elles attestent, du moins, avec grandeur que l'Italie a tenu glorieusement sa place dans ce vif mouvement de réforme dramatique qui, parti de l'Allemagne, a marqué dans le reste de l'Europe, et chez nous en particulier, le premier tiers de ce siècle. Si le poète, avec ses deux tragédies, eût résolument abordé la scène italienne, d'autres tentatives auraient suivi sans doute, et le drame nouveau était fondé. Mais, en y regardant de près, on ne voit pas que le génie italien ait éprouvé le besoin de se produire au théâtre avec cette liberté puissante, et le public lui-même paraît s'y être contenté sans grand regret des quelques tentatives honorables qui lui ont été soumises. Quant à celles de Manzoni, reléguées dans ses œuvres, elles y resteront comme deux magnifiques pierres d'attente, ou, si l'on veut, comme un généreux défi à l'avenir.

Dans le récit de cette visite que M. Cousin fit à Goethe en janvier 1825, et dont on a extrait la partie relative à Manzoni, le philosophe continue :

« Je lui appris que Manzoni faisait un roman, où il serait plus fidèle à l'histoire que Walter Scott, et appliquerait à la rigueur son système historique.

— Et quel est le sujet ?

— Le seizième siècle à Milan.

— Le seizième siècle à Milan ! Manzoni est de Milan ; il aura bien étudié ce siècle. »

On sait, en effet, comment il l'étudia, et quel chef-d'œuvre sortit de ce nouveau labeur. Mais nous n'avons pas à reparler ici des *Promessi sposi* ; ce nous sera seulement une occasion de faire voir l'empreinte profonde que creuse à la longue dans le sol italien et dans les intelligences italiennes chacune des rares œuvres de Manzoni. De même qu'à l'entour de son double monument dramatique, il a rassemblé ces notes et ces discours comme autant de postes avancés d'où il est facile d'en mesurer la hauteur et les proportions, de même d'autres et lui-même ont ajouté à l'intérêt des *Fiancés* par des ouvrages extérieurs qui rehaussent encore leur portée historique et morale. C'est ainsi que l'auteur lui-même, échappé tout ému au spectacle terrible de cette peste de Milan, qu'il venait de décrire tour à tour avec la plume de Thucydide et celle de Boccace, se souvient un matin qu'il est le petit-fils de Beccaria, et revise dans un admirable Mémoire, comme l'eût fait son illustre aïeul, et avec la

même autorité de logique et le même amour de l'humanité, le procès de ce malheureux que l'on accusa d'avoir attaché aux murailles de Milan les germes du fléau. C'est ainsi qu'à son exemple, et pendant que Rosini écrivait, non sans intérêt, le roman des terribles amours de la religieuse de Monza, à l'usage de ceux qui, après avoir achevé la lecture des *Fiancés*, voulaient encore qu'on leur en parlât, le comte Tullio Dandolo mettait au jour pour la première fois, et dans toute son horreur, le procès authentique de Virginie de Leyva.

Quant au chef-d'œuvre lui-même, populaire dès son apparition dans toute l'Europe, il eut d'abord en Italie le sort que l'Évangile promet aux prophètes dans leur pays. Cependant, dès qu'on sut ce que Goethe en avait dit à Eckermann, et sans doute répété à bien d'autres, que c'était le roman le plus parfait qu'il connût; dès qu'il fut notoire que Walter Scott lui-même, à qui Manzoni offrait son livre comme le fruit de l'étude qu'il avait faite de ses ouvrages, et comme étant bien à lui, lui avait répondu que, dans ce cas, c'était le meilleur de ses romans; lorsque ces mots, qui étaient autant de jugements irrévocables, passèrent de bouche en bouche, l'opinion, en Italie, revint peu à peu de sa froideur première, et les *Fiancés* prirent sans difficulté la haute place que depuis ils n'ont plus quittée. Les *Promessi sposi* devinrent une de ces sources vives, où puisent à l'envi tous les arts : la peinture, la sculpture, la poésie, la musique. Les personnages mêmes qui, dans l'admirable récit, n'appartiennent pas à l'histoire, y entrèrent peu à peu, et si bien, qu'hier encore, aux funérailles de Manzoni, au milieu des députations les plus illustres, on montrait avec attendrissement celle du canton de Lecco, où le romancier a placé les simples amours de Renzo et de Lucia.

Les *Fiancés* parurent en 1827. Ce fut presque aussitôt après que commença ce grand silence autour de Manzoni. Sa gloire n'en souffrit aucunement, et il se tut près d'un demi-siècle, sans qu'il vint à l'idée de personne que son génie était épuisé. Il n'était pas sans danger de se donner ainsi à soi-même le spectacle de sa propre gloire et d'assister vivant à une renommée qui eût la sérénité d'une consécration posthume et acceptée. Certes, il fallait que l'œuvre eût donné de l'ouvrier une bien haute idée, pour que l'opinion, chose de sa nature si changeante, même en littérature, les ait laissés si longtemps l'un et l'autre à la même place. Il fallait que ce long silence parût bien volontaire pour ne pas être regardé comme un calcul habile de l'impuissance. L'Italie y vit simplement une dernière preuve de la force qui se réserve tout entière.

Il se passait tout à côté de Manzoni, et dans le pays même, quelque chose de semblable : c'était le silence de Rossini. L'un comme

l'autre s'étaient brusquement arrêtés sur un triomphe, s'étaient tus après un chef-d'œuvre, et quand on attendait encore de tous deux des merveilles égales. A chaque instant, et sur la foi de quelque confiance bientôt démentie; le public ouvrait tout à coup l'oreille et écoutait; mais rien ne venait. Plus d'une fois, sans doute, il parut renoncer à toute espérance et se tourna vers d'autres; mais il applaudissait aux nouveaux venus sans les adopter entièrement, et quand on le croyait tout à fait conquis et détaché, un cri de regret venait témoigner de sa fidélité aux admirations premières, et il se livrait à quelque comparaison terrible qui remettait chacun à sa place.

Ces deux génies supérieurs, Rossini et Manzoni, malgré la date déjà ancienne de leur dernier ouvrage, paraissaient si bien de ce monde, que l'on s'obstinait, la critique comme le public, à ne voir dans leur silence que l'effet d'une volonté capricieuse, ou dédaigneuse du présent, et qu'on leur supposait quelque part un portefeuille plein de chefs-d'œuvre, qu'on verrait s'ouvrir soudainement, au moment où l'on n'y penserait plus. Mais ils sont morts tous les deux sans que ce moment soit venu, et de moins en moins il est permis d'espérer qu'il vienne. Le caprice et le dédain, on pouvait en surprendre l'expression dans le malicieux et ironique sourire de Rossini; mais rien de pareil ne se lisait sur le calme et olympien visage de Manzoni.

Retiré à la campagne, il écrivait peut-être; mais à coup sûr il étudiait. Dans ce poète, qui eut deux des grandes cordes de la lyre, dans ce romancier d'une imagination si vaste, d'une observation si pénétrante et si sûre, il y avait encore un érudit, est-ce dire assez? un grammairien, mais dans le sens le plus étendu et le plus élevé du mot. Pendant que d'autres poursuivaient l'unité de l'Italie par la politique et dans les ténébreuses menées des sociétés secrètes, ne voyant, quelques-uns du moins, dans *les Fiancés* que l'œuvre d'une réaction fatale, Manzoni, plus profondément patriote que pas un, travaillait à commencer l'unité italienne par la langue. Ce fut le rêve et le labeur de ces silencieuses dernières années. Pendant que les impatients souriaient à l'apparition de chacun de ces petits traités que l'on a réunis en deux minces volumes, lui, unitaire à sa façon, et cachant un grand dessein dans ses modestes dissertations, poursuivait, avec toute l'énergie d'une intelligence qui ne vieillit pas, l'unification de l'Italie intellectuelle et littéraire. Je ne sais s'il n'y tenait pas plus qu'à l'autre; toujours est-il qu'il portait dans cet effort toute l'énergie de ses jeunes années. Mais comme tous ceux qui, prévenus d'une idée, la poussent à l'extrême, je serais assez disposé à croire, avec des critiques sérieux, qu'il a quelque peu gâté les

*Fiancés*, en leur faisant parler, dans les dernières éditions, l'idiome artificiel qu'il rêvait, espèce de métal de Corinthe dans lequel il eût voulu voir se fondre tous les dialectes de l'Italie. Il s'en préoccupa jusqu'au dernier jour.

J'emprunte à l'un des plus récents et plus ingénieux biographes de Manzoni <sup>1</sup> le tableau de la dernière retraite où la mort le surprit, si toutefois la mort a pu surprendre une âme si bien préparée :

« Ceux qui l'ont vu l'autre jour encore dans la chambre où il avait fermé les yeux, nous le montrent couché sur un lit de fer peint en rouge, le front très-beau, le visage calme, le menton retenu par un mouchoir. Le corps reposait sur une couverture blanche, avec une grande croix d'ivoire et d'ébène sur la poitrine, et sans autre ornement funèbre que deux candélabres allumés et posés sur une table de nuit. La chambre était vaste, mais modestement tapissée d'un papier jaunâtre à fleurs ; un bouquet de roses peintes s'épanouissait au centre du plafond. Quelques petits tableaux de dévotion, un crucifix pendu au mur, près du lit, le portrait sans cadre du meilleur ami de Manzoni, le professeur Rossari, mort il y a deux ans, puis quelques livres çà et là, un canapé en laine blanche et bleue, une petite table ronde en bois de noyer, avec un marbre jaune, enfin le vieux fauteuil préféré, garni de cuir, voilà tout l'ameublement, toute la décoration de cette chambre patriarcale ; mais l'âme du maître était là. »

Voilà où l'on peut dire que l'Italie entière vint le prendre pour l'accompagner à ce *duomo* de Milan, qui, depuis bien des générations, n'avait pas vu entrer sous ses voûtes un mort si grand et si digne du respect de tous. Ces voûtes tendues de noir voyaient défilér, pour aller se presser autour d'un somptueux catafalque, les princes et les magistrats, tous les grands corps de l'État, l'Italie entière, on peut le dire ; et pour présenter cette grande âme à Dieu, ce ne fut pas trop du successeur des saint Ambroise et des Borromée : l'archevêque de Milan officiait. L'écusson des armoiries de la famille, placé sous le portique, témoignait devant tous qu'à côté de l'illustration personnelle, l'Italie ne dédaigne pas encore de rappeler celle de la race, et de garder leur place aux gloires du passé parmi celles de l'âge présent. Au cimetière, des discours éloquents furent prononcés. Jamais le noble poète ne se fût douté qu'il dût faire un jour tant de bruit, après toute la peine qu'il s'était donnée pour apaiser celui qu'avaient fait les œuvres de ses jeunes années ; et je crois volontiers que les fidèles amis des dernières, étourdis de ce tumulte où tant de voix s'étaient élevées pour parler de tant de choses que

<sup>1</sup> M. Marc-Monnier, *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> juillet.

toutes peut-être il n'eût pas aimé à entendre, éprouvèrent le besoin de rentrer dans cette chambre austère où on vient de nous le montrer, et d'y rendre, dans le silence et la solitude, un dernier et muet hommage à celui qu'ils avaient aimé.

Avant d'adresser nous-même un suprême adieu à la tombe qui vient de se refermer sur ce vrai grand homme, nous voudrions constater un double fait à son honneur.

Le premier, c'est que le poète qui, de nos jours, en Italie, a rompu avec le plus d'éclat avec la tradition classique, ne se survivra à lui-même que dans un petit nombre d'œuvres accomplies, et se rattache cependant encore, originalité à part, à l'école des anciens maîtres par la pureté de l'inspiration, l'élévation des idées et la perfection de la forme.

La seconde remarque, la voici. Notre siècle est celui des œuvres hâtives et des écrivains qui se dépensent au hasard et sans compter. Jadis on choisissait; aujourd'hui, tout ce qui échappe à la fantaisie journalière du talent devient aussitôt la pâture des lecteurs. Manzoni n'a offert à leur suffrage que ce qui a commencé par mériter le sien. De là le très-petit nombre de ses écrits; mais rien, dans ce sobre écrivain, ne laisse soupçonner l'indigence du génie. Chaque production de sa plume atteste la force autant que la perfection, mais cette force maîtresse d'elle-même, et chez qui la mesure est encore un signe de la puissance. L'œuvre de Manzoni forme dans son ensemble un monument dont on achève aisément le tour, mais qui, fait de granit et établi sur une base solide, est de ceux que le temps ne démolit pas. Pour en revenir à la langue de la critique, on se tromperait en croyant que l'illustre Milanais n'a écrit que pour les lecteurs choisis : *les Fiancés* sont également faits pour enchanter les simples et les forts, et, dans le récit populaire du prosateur, comme dans l'œuvre à la fois savante et inspirée du poète, la part des délicats est partout.

ANTOINE DE LATOUR.

---

# SCÈNES DE LA VIE ANGLAISE

PENDANT LA GUERRE

## ENTRE LA FRANCE ET LA PRUSSE

II \*

---

VII

Miss Nellie ne descendit pas à la bibliothèque de toute la matinée, et si enfin elle s'établit au métier de tapisserie à côté de mademoiselle Jeanne, c'est qu'il neigeait à gros flocons, qu'il n'y avait ni sortie possible ni aucun prétexte pour s'exempter de venir au salon.

Pendant que les dames parlaient de la manière dont elles se proposaient de passer les fêtes de la Noël (car cette solennité est l'époque des grandes dispersions en Angleterre, celle que toute maîtresse de maison passe chez elle), un cavalier s'avavançait vers la maison. Le magnifique mélèze placé devant l'habitation étendait ses rameaux enveloppés de blanc et avait l'air de la dame blanche souhaitant la bienvenue à ce nouveau Georges d'Avenel égaré dans les solitudes de Holly-Holme.

— C'est James ! s'écria le révérend Shaw, qui quitta le salon pour aller au-devant de son cousin.

— Il ne devait venir que pour sa fête, dit miss Nellie se levant pour regarder M. James, qui descendait de cheval.

Un moment après, M. James, le col de son épais manteau relevé

\* Voir le *Correspondant* du 10 décembre 1873. — Ces scènes, sur la nature desquelles quelques lecteurs se sont trompés, n'ont rien de romanesque : ce sont des souvenirs réels où seulement, par un naturel sentiment des convenances, les noms des personnes et des lieux ont été déguisés.



jusqu'aux oreilles, en bottes à l'écuyère et une cravache à la main, se tenait entre la portière et la porte ouverte du salon.

— Je n'ose pas entrer, mesdames, dans cet accoutrement, dit-il, pendant que je lui serrais la main.

— Et votre bras, cher monsieur de Prieux, toujours en écharpe?... Ah! Nellie, vous voilà! où est ma mère?

— Venez que je vous conduise, dit sa cousine en passant son bras sous le sien et en s'éloignant avec lui.

Les plis de la portière allaient tomber entre le salon et la galerie qu'ils traversaient, lorsque je surpris le baiser très-affectueux que M. James déposa sur le front de miss Nellie.

— Encore un cousin! pensais-je, reprenant ma place auprès de mademoiselle Jeanne. Le révérend Shaw rentra aussi, se frottant les mains d'un air réjoui.

— Vous aviez donc déjà fait la connaissance de M. James Noxwell? demanda mademoiselle Jeanne.

— J'ai eu cet avantage, répondis-je, c'est un homme charmant.

— Pas mal du tout, dit mademoiselle Jeanne, un air martial, genre franc-tireur; pas de favoris et pas roux, c'est étonnant!

— Pourquoi cela, mademoiselle?

— Parce que je me le suis figuré autrement. Maman m'avait dit que M. James était un véritable Anglais. Elle le jugeait au moral, sans doute.

Elle changea alors brusquement de conversation et me demanda d'un air confidentiel si j'avais lu le manuscrit de sa mère. Comme j'hésitais à répondre, elle poursuivit : — Je vous demande cela parce que je serais heureuse de l'avoir pendant quelques heures. Je veux le prêter.

Mademoiselle Jeanne ne s'était pas aperçue que le révérend Shaw nous écoutait, et il me vint à l'idée de profiter de sa curiosité pour lui faire une bonne plaisanterie, et pour punir en même temps mademoiselle Jeanne d'avoir cherché à obtenir ce que sa mère lui avait refusé.

— Sachant, lui dis-je, que vous désirez prêter ce manuscrit à une personne qui a le désir de s'éclairer, je consentirai, pour mon compte, à remettre à un autre moment cette intéressante lecture.

Mademoiselle Jeanne ne poussa pas ses confidences jusqu'à confirmer cette insinuation indirecte, mais le révérend Shaw redoubla d'attention.

— Vous comprendrez cependant, poursuivis-je en jouant avec des brins de soie sur le métier et en affectant de parler à l'oreille de ma blonde compatriote, que j'attache une grande importance à ne pas faire de propagande religieuse chez nos hôtes; je trouverais cela

tout à fait indigne. Aussi ne voudrais-je pas donner de ma main ce récit d'une conversion au catholicisme. Que les personnes qui veulent le lire viennent elles-mêmes le chercher. Elles le trouveront dans le tiroir de mon bureau, où elles n'auront qu'à le remettre lorsqu'elles en auront terminé la lecture. De cette manière je ne serai pour rien dans les abjurations en masse qui vont se faire dans cette maison.

Un commencement de gémissement s'échappa de la poitrine du révérend. Mademoiselle Jeanne n'y fit pas attention.

— Ah ! je vous remercie, dit-elle, votre complaisance ne sera pas mise à l'épreuve bien longtemps... Vous voulez dire le bureau de chêne qui est dans la bibliothèque, n'est-ce pas ?

Je fis à mademoiselle Jeanne un signe affirmatif, et profitai de la première occasion qui se présenta pour me retirer du salon. Ce fut avec un plaisir de collégien que je me rendis à la bibliothèque, qui heureusement était déserte, et que j'y fis un rouleau de papier écolier, vierge de toute écriture, lequel fut noué ensuite avec une élégante faveur bleue. Je n'eus pour témoin que le petit Coal, dont les yeux à moitié fermés me guettaient avec défiance, et qui faisait de petits grognements sourds et menaçants. Il aboya pour tout de bon longtemps après que je fus monté dans ma chambre.

La présentation réciproque de mademoiselle Jeanne et de M. James avait eu lieu pendant mon absence. Lorsque je redescendis à l'heure du dîner, le fils de la maison lui offrait le bras pour la conduire à table. Le *Times* n'avait pas paru à Holly-Holme de toute la journée, et chacun se demanda entre l'entrée et le rôti ce qui pouvait expliquer un événement aussi extraordinaire.

— Les mauvais chemins ! suggéra M. Noxwell.

Plus tard, je me rappelai l'air embarrassé avec lequel il avait dit ces paroles ; mais, au moment même, il ne me parut pas impossible que les porteurs de journaux eussent été empêchés de faire leur service par un temps aussi détestable.

Du reste, le dîner se passa très-gaiement ; miss Nellie était plus animée que de coutume, et M. James se montrait tout empressé auprès de mademoiselle Jeanne. Le révérend n'eut pas à se plaindre non plus, étant placé à côté de sa cousine, et on aurait regretté de voir se terminer le repas sans la perspective d'entendre miss Nellie jouer une de ces sonates de Beethoven que les Anglais aiment tant et que son oncle lui avait demandée quelques jours à l'avance pour ce soir-là. Elle l'exécuta avec beaucoup de goût et de talent. Je fus peut-être le seul à m'apercevoir qu'au moment où tous l'écoutaient avec une attention presque religieuse, le révérend Shaw quitta le salon sans bruit, et comme s'il eût craint d'être vu. Un singulier soupçon s'em-

para de mon esprit, je me figurais qu'il allait chercher le manuscrit de madame de Marbois là où il supposait devoir le trouver. Mais bientôt, comme j'entendis le docteur prononcer mon nom, ce soupçon fit place à d'autres pensées. M. Forbes racontait, pour la centième fois au moins, l'histoire de ma blessure. Cette fois-ci ce fut M. James qui s'en informa à voix basse, et en réponse le docteur s'écria :

— Mais oui, vous avez raison, il était à Sarrebrück à cette époque... Il devait y être en même temps que madame de Marbois. Dites donc, de Prieux, n'est-ce pas une coïncidence étrange? Vous étiez à l'ambulance anglaise en même temps que madame. Et il désigna la mère de mademoiselle Jeanne d'un petit salut.

Je n'eus qu'à jeter les yeux du côté de madame de Marbois pour voir sur ses traits un embarras extrême. Elle m'avait donc reconnu !

— Je vous avoue, cher docteur, dis-je, que toutes les ambulances se ressemblent tellement, quand on a eu le bras presque emporté, que les coïncidences les plus heureuses du monde vous laissent froid...

— Mais enfin, malheureux, dites seulement qu'étant aujourd'hui instruit de la présence de madame au moment où vous souffriez tant, vous regrettez de ne pas avoir été soigné par une compatriote aussi... aussi... On est Français pour savoir tourner un compliment.

Ce fut un rire général, car le bon docteur s'impatientait de ne pouvoir trouver le compliment tout seul.

— Je ne puis cependant pas dire, docteur, que j'éprouve le regret de n'avoir pas été un des blessés de madame. Ce serait d'abord d'un égoïsme, et puis d'une ingratitude envers...

— Envers votre sœur grise, n'est-ce pas? Avouez.

— Ah! cela, c'est très-mal, docteur.

— Avouez, avouez, dit M. James, tandis que son père se frottait les mains en disant :

— Tiens! comme les choses se découvrent!

— Eh bien, puisque vous le voulez, dis-je, en jetant un regard rassurant à madame de Marbois, qui avait plusieurs fois changé de couleur, je vais vous raconter l'histoire de la sœur grise, et vous allez juger si je puis être ingrat envers elle. Elle me prodigua d'abord les consolations de la religion; mais son dévouement alla plus loin, car elle combina avec moi le plan de mon évasion, et voici de quelle manière nous avons pu le mettre à exécution. Une nuit, lorsque tout le monde dormait, elle arriva à côté de mon lit affublée d'un large manteau prussien aux manches pendantes jeté par-dessus son costume d'infirmière. Sa tête était majestueusement

ornée d'une casquette. Je l'attendais à moitié habillé sous mes couvertures. En moins de cinq minutes, j'avais revêtu le manteau et la casquette. Grâce à ce déguisement et au cliquetis d'un sabre traînant que la sœur grise avait en réserve, je pus sortir de l'ambulance et passer à travers les factionnaires. Une fois dans la ville, je me rendis chez une brave femme avec laquelle mon infirmière était au mieux. Là, j'échangeai mon uniforme pour la blouse d'un garçon boulanger, des sabots, un feutre de meunier, et je me rendis, ainsi accoutré, à la frontière belge. Vous savez le reste, cher docteur.

— Si jamais vous retrouvez votre sœur grise, monsieur de Prieux, me dit M. Noxwell, que votre premier soin soit de l'informer qu'elle a des amis à Holly-Holme.

Il me fut impossible de démêler, au rapide coup d'œil échangé entre lui et madame de Marbois, si cette parole était pour elle ou pour moi.

C'est ainsi que se termina un petit incident qui avait paru fort inquiéter l'ex-sœur grise. Il restait encore à savoir pourquoi elle désirait faire un mystère de notre rencontre en Allemagne.

Aussitôt que la maison fut plongée dans le sommeil, je me rendis, sur la pointe des pieds, à la bibliothèque, afin de savoir pourquoi M. Shaw avait quitté le salon. Craignant de faire encore rougir une Anglaise à la vue de ma robe de chambre, je descendis en tenue ordinaire, mon bougeoir à la main. Ce fut l'affaire d'un instant d'ouvrir le tiroir de gauche de mon bureau et de constater l'absence du rouleau. Parti ! Il y avait de quoi mourir de joie. Vite, je fis un tour de clef, et je venais de la retirer de la serrure lorsque j'entendis descendre par le petit escalier tournant. J'éteignis vite ma lumière et me retirai sous la portière par laquelle j'étais entré, afin de me sauver dès que j'aurais vu ce qui allait se passer.

Des pas descendaient toujours le long de l'escalier de chêne ; ils n'étaient certainement pas ceux de M. Noxwell. C'était toute une histoire que cette descente ; tantôt la personne s'arrêtait pour rattraper une pantoufle restée en arrière, tantôt pour dégager un vêtement pris dans la rampe, ou bien, elle avançait sa lumière pour chercher où poser le pied. Les marches étaient, en effet, fort roides ; l'on se décida à la fin à franchir les dernières d'un bond.

C'était mademoiselle Jeanne.

Je manquai étouffer en enfonçant mon mouchoir entre mes dents pour ne pas rire. La jeune réfugiée venait certainement chercher le manuscrit pour le prêter en cachette à miss Nellie. Elle com-

mença par s'asseoir pour respirer après l'élan qu'elle venait de prendre, puis elle alla droit au tiroir. Fermé ! Elle s'agenouilla alors devant le meuble avec un dépit fort visible, examina la serrure, frappa, et tira, comme dernière ressource, une épingle de ses cheveux. Elle la tourna si bien dans la serrure, qu'elle ne put plus la retirer. Elle eut beau essayer, l'épingle se tordit, puis se cassa. Mademoiselle Jeanne eut un admirable moment de désespoir, les deux coudes sur le bureau et la tête entre ses deux mains. Ce n'était pas dans sa nature de parler toute seule, sans quoi j'eusse assisté à un de ces monologues de théâtre où les principaux personnages accusent toujours les absents ; elle n'eût pas manqué de m'appeler un distrait personnage, et de maudire les serrures, mais au lieu de tout cela, elle alla se regarder dans la glace, pour consulter, sur sa physionomie, l'effet que produisait sa situation. L'unique bougie ne montrait rien de rassurant. Elle revint donc au bureau et essaya de retirer l'épingle qui allait rester dans le tiroir comme pièce de conviction. Cet effort fut infructueux ; alors elle alla vers l'escalier, mesura du regard l'élévation qu'elle devait escalader pour rentrer chez elle, se ravisa, et tournant brusquement sur ses talons, arriva droit à ma portière. Ce changement si soudain me prit au dépourvu, je ne pus trouver l'ouverture de la porte, me jetai du côté opposé pour ne pas recevoir la bougie de mademoiselle Jeanne sous le nez, la lumière s'éteignit, et heureusement nous laissa tous les deux dans l'obscurité de minuit moins le quart. Cela me rendit un peu de calme, assez pour trouver mon chemin et me sauver quatre à quatre, fermant la porte derrière moi et laissant mademoiselle Jeanne de l'autre côté de la portière, persuadée que s'il n'y avait pas de revenants à Holly-Holme, c'est qu'il y avait des combats nocturnes de rats, ou bien que certaines personnes passaient les nuits derrière les portes.

La dernière de ces suppositions dut la tenir éveillée jusqu'à la première sonnerie, le lendemain matin.

## VIII

— Pas de journaux ? aucun ? demanda le révérend Shaw au domestique de M. Noxwell, lorsque celui-ci nous distribua nos lettres le lendemain.

— Il n'y a eu aujourd'hui que les journaux de monsieur, et il les a fait mettre dans sa voiture, avant de partir, dit respectueusement l'homme de confiance du maître de la maison.

— C'est étrange, incompréhensible ! J'irai en ville voir ce que cela signifie. J'écrirai une lettre de réclamation au *Times*.

M. Shaw était d'une humeur exécrable. Pour ajouter encore à son irritation, miss Nellie ne se fit voir qu'un moment, et c'était pour me prier de venir l'aider, elle et mademoiselle Jeanne, à décorer de guirlandes de verdure la longue galerie. Le lendemain était la fête de M. James, et on devait danser le soir même. Je courus à l'appel avec joie, laissant la mauvaise humeur de M. Shaw s'exhaler sous la forme d'un long article qu'il adressa, pour se distraire, au journal de la Cité.

Pendant que je travaillais aux décorations de la galerie, miss Nelly me dit tout bas : — J'ai quelque chose à vous demander. Et comme je la regardais étonné : — De grâce, ne me regardez pas ainsi. On n'aurait qu'à croire que je vous confie quelque chose. Tenez, voici des touffes rouges.... Passerez-vous les fêtes de Noël à Holly-Holme, monsieur de Prieux ?

Il était défendu de tourner la tête ; mais c'est moi qui m'étonnais de cette demande.

— Je vous avoue, mademoiselle, que je n'ai pas songé aux fêtes qui approchent. D'ailleurs, il n'y en aura pas pour moi tant que je ne pourrai pas tenir un chassepot. Lorsque je serai en état de le faire, je me trouverai là où mon pays aura besoin de moi, que ce soit à Noël, à Pâques ou à la Trinité.

— C'est que je m'en vais, moi, à Noël, et avant de partir, j'ai à vous prier de vouloir bien me rendre un service. Il me semble me rappeler vous avoir entendu parler d'un ami de collège, d'un Anglais, lequel, après avoir terminé ses études en France, serait retourné en Angleterre, où il s'est, depuis, converti au catholicisme et serait devenu prêtre. Est-ce que je me trompe ? Ai-je rêvé cela ?

— Votre mémoire est fidèle, miss Nellie... De la ficelle, s'il vous plaît. Merci... Je me rappelle avoir même dit que j'espérais ne pas quitter l'Angleterre sans revoir ce bon Grahame.

— Oui, c'est ce nom-là. Father Grahame... L'échelle est-elle solide, monsieur de Prieux ?

— Comme un rocher.

— Eh bien, je désirais vous dire que je me sens attirée, d'une manière invincible, vers l'étude des dogmes de l'Église catholique, et que vous me rendriez service en me mettant en rapport, — par correspondance, bien entendu, — avec notre ami le prêtre anglais.

Ah ! pour le coup, si l'échelle tenait bon, je n'y tenais plus du tout, moi. C'était la demande la plus inattendue, la plus britannique que j'eusse pu imaginer. Une conversion au catholicisme par épîtres, et

avec un inconnu ! Je manquai tomber enfin d'une surprise, mêlée de joie, malgré tout.

— Ah ! prenez garde, de Prieux, s'écria M. James.

— Ce n'est rien ! répondis-je, descendant et faisant semblant de remettre l'échelle d'aplomb.

Peu après ce petit incident, les conversations et le travail recommencèrent. Miss Nellie m'aidait à lier un nouveau feston, elle plaçait les feuilles autour d'une épaisse corde sur laquelle je les maintenais avec de la ficelle.

— C'est à Forest-Manor que je me rends, dit-elle, avec précipitation ; j'y resterai auprès d'une tante âgée qui me demande.

— Vous avez donc changé d'idée ?

— J'avais refusé, il est vrai, mais après une seconde demande, fort pressante de la part de madame Ormes, madame Noxwell, elle-même, m'engage à y aller pour les fêtes seulement. Elle s'imagine que je n'y consens qu'à contre-cœur ; mais en réalité, depuis la lecture du manuscrit de madame de Marbois, j'ai songé que ce projet de départ vient fort à propos. J'ai besoin de silence, de calme, de recueillement.

— Quel vide cela va faire ! m'écriai-je.

— Encore des houx pour remplir, dit miss Nellie, me passant une brassée de feuilles piquantes.

— Non, mademoiselle, le feston est assez garni ; je vais le monter, et... malheur ! voici votre révérend cousin qui arrive. Le marteau, je vous prie ; j'ai besoin de m'étourdir.

Derrière M. Shaw arrivait madame Noxwell, et, avec cette excellente femme, un monsieur très-bien mis, évidemment en discussion avec le pasteur.

— Monsieur de Prieux, je vous l'avais demandé et vous ne me l'avez pas dit !... Qu'est-ce que c'est qu'un cotillon ? Monsieur, que voici et que je vous présente, — votre nom, s'il vous plaît ? demanda-t-elle à l'étranger.

— Barker. Je m'appelle Barker, madame.

— Oui, c'est cela. M. Barker est chef de musique et il me propose un cotillon pour ce soir. Mon neveu soutient que c'est une danse inconvenante, qui nous mènerait tous en enfer, et cependant lady Editha, que vous connaissez, chère Nellie, ne nous aurait pas envoyé des fleurs si choisies pour nous parer à cette intention, elle surtout qui sait que les danses tournantes sont prohibées chez moi. Pas de valse, pas de polkas, de redowas, de mazurkes ou de schottishs à Holly-Holme !

— Alors, que danse-t-on chez madame ? demanda le chef de musique consterné.

— Aucune de ces choses échevelées, monsieur, répondit le révérend, que madame Noxwell vient de nommer, et auxquelles la femme d'un ministre de l'Église ne pourrait prendre part sans rougir.

J'eus à descendre de l'échelle, sans quoi je m'exposais à me casser le cou à force de distractions.

— Où allez-vous, monsieur de Prieux? Expliquez-moi bien ce que c'est qu'un cotillon.

Grâce à l'air solennel de M. le ministre, qui m'en imposa, je pus donner à madame Noxwell une idée nette de ce qu'elle me demandait.

— Ah! des tours de valse, des tours de galop; pas de cela chez moi! Pas de cela, monsieur le chef de musique! Comment lady Editha a-t-elle pu croire que...? Est-ce qu'elle ferait danser des cotillons chez elle, par hasard?... Allez trouver James, je vous prie, monsieur de Prieux, et dites-lui d'arrêter les préparatifs pour cette sarabande.

J'étais heureux de pouvoir me sauver.

A midi, toutes les décorations étaient terminées. Le repas improvisé au buffet offrit aux hommes l'occasion de servir les dames, et je me trouvai encore auprès de miss Nellie; cependant notre entretien ne se poursuivit qu'à bâtons rompus, M. Shaw venant officieusement lui offrir quelque chose à tout moment, et mademoiselle Jeanne cherchant à profiter de chaque occasion pour me parler — peut-être même pour me chercher querelle à propos de la serrure. La seule chose que miss Nellie put me dire avec suite fut qu'elle comptait tout à fait sur moi pour écrire à mon ami; qu'elle se félicitait de ne pas le connaître personnellement.

— Je raisonnerai tout cela froidement, dit-elle, sans subir aucune influence; chaque parole restera là, devant moi, je pourrai questionner à mon loisir, prendre le temps de chercher, de réfléchir avant de répondre...

— Permettez-moi, dis-je à mon tour à miss Nellie, de vous avertir que cette épreuve à laquelle vous allez soumettre votre raison deviendra bien pénible avant la fin de la lutte. Vous éprouverez le besoin de confier vos incertitudes et de vous épancher auprès de quelqu'un. Vous trouverez bien insuffisante la consolation que donne une réfutation même complète: la raison perdra de son orgueil en se voyant si petite, le cœur et l'âme parleront, vous fléchirez, vous verserez des larmes; à qui irez-vous?

— Ah! je ne sais. Ma tante Noxwell ne voudra plus entendre parler de moi; ma tante Ormes me déshériterait; mon révérend cousin me renierait; il n'y a guère que mon oncle Noxwell, qui... Voici mistress



Bridget qui me cherche. En effet, la femme de charge vint dire quelque chose à l'oreille de miss Nellie, qui se leva aussitôt.

— Promettez-moi, dis-je, en la retenant un moment pour laisser partir mistress Bridget, que vous vous souviendrez d'un pauvre blessé, dont les conseils seront toujours à votre service et dont le cœur vous est tout dévoué.

— Vous pouvez compter, répondit-elle, en me remettant le petit manuscrit de madame de Marbois, que si je me fais catholique, je réclamerai vos conseils; si je reste protestante, je conserverai toujours le souvenir de votre dévouement.

M. James, fort préoccupé des vins qu'on servirait le soir, venait de faire ouvrir plusieurs bouteilles de différents crus. Il s'en référait à l'avis du pasteur pour en apprécier le bouquet; et le révérend, fort flatté de cette marque de distinction, mêlait les vins blancs et rouges, les bourgogne et les bordeaux avec un abandon rempli de confiance. Plusieurs verres étaient rangés devant lui, et pendant qu'il levait tantôt l'un, tantôt l'autre, les examinant à la lumière, et y trempant les lèvres, mademoiselle Jeanne vint prendre la chaise que miss Nellie avait quittée. Je devinai que mes prédictions allaient se réaliser.

— Ah ça! monsieur de Prieux, vous n'avez pas du tout l'air de vous douter que vous êtes cause de ce que j'ai manqué mourir cette nuit.

— Ciel! mademoiselle, que dites-vous là?

— Je vous répète que c'est grâce au plus grand des hasards que je vois ce jour. Il s'est passé cette nuit quelque chose d'épouvantable dans la bibliothèque, derrière la portière...

— Vous y étiez?

— J'étais devant heureusement; mais sans lumière, et dans une angoisse..., craignant à chaque instant de voir face à face des gens qui semblent passer de singulières nuits en cette maison, entre porte et portière. Figurez-vous que ces personnes ont soufflé et gratté... Ne faites pas tant l'étonné, monsieur de Prieux, je ne vous reproche pas d'avoir été l'individu qui a éteint ma bougie; mais pourquoi vous êtes-vous amusé à fermer à clef le tiroir du bureau où j'allais prendre le manuscrit?

— Je vous jure, mademoiselle, que le tiroir était ouvert lorsque nous nous sommes mis à table, et que, de toute la soirée, le révérend Shaw a seul pénétré dans la bibliothèque.

Le personnage dont je venais de parler arrivait de notre côté, d'un pas léger.

— N'est-il pas vrai, monsieur le ministre, lui demandai-je, que vous avez été à la bibliothèque hier au soir?

M. Shaw fit un pas en arrière. Sa confusion causa une vive impression sur mademoiselle Jeanne.

— Serait-ce vous, monsieur le pasteur, dit-elle, qui avez manqué de m'étouffer cette nuit derrière la portière ?

— Moi, mademoiselle !

— Il se passe ici une chose bien curieuse, dis-je confidentiellement au révérend, en le prenant par la boutonnière. Mademoiselle Jeanne a trouvé mon bureau fermé à clef ; je l'avais laissé ouvert avant le dîner.

M. Shaw s'essuya le front avec son fin mouchoir de batiste.

— Il n'y a que vous, mademoiselle Jeanne et moi, qui ayons pénétré dans la bibliothèque. Je suis d'avis que, pour éclaircir cette affaire, nous devrions aller voir ensemble s'il y a eu effraction. Visitons la serrure.

— A quoi bon ? demanda mademoiselle Jeanne, devant qui se dressa probablement une vision d'épingle tordue.

— Certainement, monsieur. Vous avez raison, il faut visiter la serrure, dit le révérend Shaw.

Je sortis le premier, et me trouvai seul un moment après, avec M. Shaw devant le bureau de chêne. Je m'assis et ouvris le tiroir à l'aide de la petite clef.

— Pas de manuscrit ! m'écriai-je.

— Parole d'honneur, il n'y en avait pas, dit le révérend, qui, devinait qu'il avait été victime de quelque mystification. Il me tenait le bras et était d'une pâleur livide.

— Inutile de jouer cette comédie jusqu'au bout, monsieur de Prieux, je vous avais entendu dire que le manuscrit était dans ce tiroir à la disposition de...

— Ceux qui avaient des doutes sur leur foi... repris-je. Si j'avais pu penser que vous étiez de ce nombre, je n'aurais pas placé là un rouleau de papier.

— C'est donc vous qui... ? Ce n'est pas mademoiselle Jeanne ? demanda le révérend s'affaissant sur un fauteuil. La tête me tourne. J'ai voulu, monsieur, en cherchant le manuscrit, empêcher que l'âme d'une personne qui m'est chère, dont l'âme... Ah ! je me sens mal à l'aise !...

— Et j'ai voulu empêcher que votre sollicitude privat miss Nellie de l'occasion qui se présentait de s'éclairer sur la foi catholique. Voici le manuscrit, ajoutais-je, le mettant dans le tiroir ouvert. Là-dessus je me levai, saluai le révérend et sortis, mais on verra que vingt-quatre heures ne s'étaient pas écoulées qu'il me faisait payer l'humiliation qu'il venait d'éprouver.

Je n'eus le bonheur de rendre à mademoiselle Jeanne son épingle

tordue que le soir, au milieu de la chaîne des dames, vers la fin des Lanciers. La morale qui l'accompagnait fut reçue avec une moue qui cachait mal cependant un sentiment de contrition. Soit que l'histoire du rouleau, ou que le mélange des crus eût complètement démoralisé le révérend Shaw, il dut rester dans sa chambre, et le docteur lui prescrivit un calmant.

Je puis dire que cette soirée a été une des plus heureuses de ma vie ; on s'amusa fort bien, sans danses tournantes, et sans danser toute une nuit. On improvisa une ravissante scène de comédie anglaise. L'orchestre se dédommagea de ne pouvoir jouer de valses, en nous donnant des morceaux de musique délicieux, dans la serre, où l'on se promenait en causant. M. Noxwell avait sorti ses précieux cartons ; on soupa, et chacun put librement jouir même du repos d'un *buen retiro*, où quelques volumes rares retenaient le bibliophile prisonnier. A la fin de la soirée, on forma deux lignes du haut en bas de la grande galerie et les jeunes et les vieux dansèrent la rustique : *Sir Roger de Coverley*.

Les invités qui restaient à Holly-Holme se séparèrent peu à peu, et ce n'était pas un spectacle à dédaigner que celui de toutes ces jeunes femmes et jeunes filles en robes couvertes de fleurs se promenant, se reconduisant, se parlant dans les corridors éclairés. C'étaient des *Good night !* maternels, des *God bless you !* des *Sleep well !* de tous côtés.

J'allais me retirer aussi, lorsque le docteur courut après moi. « Venez, dit-il, assister au toast que M. Noxwell porte tous les ans à son fils. Ne craignez pas d'être témoin d'une scène de taverne, comme il s'en passe, malheureusement dans bien des familles aisées à Londres, quand les hommes restent seuls à table après le départ des dames. Vous savez que M. Noxwell n'a jamais laissé prendre cette habitude à Holly-Holme. Vous entendrez ce que c'est que le toast d'un père à son fils, et si cela se fait ici, entre hommes seuls, c'est pour conserver à cette petite cérémonie une sorte de solennité grave, dont vous apprécierez la portée.

Il ne me fallait pas tant d'explications pour m'engager à retourner sur mes pas. Je passai mon bras valide sous celui du docteur et nous entrâmes tous les deux dans la salle à manger, dont la table avait été fraîchement arrangée depuis le souper, et n'était couverte que de desserts et de cristaux contenant des vins fins. Madame Noxwell était la seule dame présente. Son mari occupait sa place au bout de la table en face d'elle. M. James causait avec un petit cercle d'amis. Tous s'assirent avec l'expression d'une grande satisfaction, lorsque M. Noxwell, se tournant du côté de ceux dont les têtes étaient déjà grisonnantes, se leva et s'exprima ainsi :

« En jetant un regard autour de moi, je revois avec joie les figures de ceux dont les encouragements ne m'ont jamais manqué depuis les petits commencements de ma carrière, et dont les exemples ont été un enseignement si précieux pour moi. Je vous remercie, mes chers et excellents amis, de votre bonne et constante amitié, et, continua M. Noxwell, après avoir un moment considéré le petit groupe de jeunes gens autour de son fils, je vous remercie vous tous également de ce que vous nous offrez la consolation de voir les traditions de nos pères se continuer en vous. L'amitié est vraiment le centre d'où rayonnent tous les dévouements, et d'où sortent tous ces trésors de compassion dont notre faiblesse humaine a tant besoin à mesure que nous vieillissons.

« Mais si la diminution des forces et des facultés sollicite un renouveau perpétuel de généreuses sympathies et de tolérant support de la part de nos amis d'enfance, combien plus ardues sont devenues les obligations sociales de nos enfants ! Il paraît tout naturel aux hommes de notre âge de se tenir étroitement unis : les souvenirs de l'enfance sont encore là, et celui des temps où nous marchions sans murmurer sur les traces de ceux qui nous avaient devancés ; mais nos descendants, habitués à se frayer une route dans les sables mouvants du progrès ont appris à ne compter que sur leurs propres efforts pour sortir de tous les dangers, et de là naît cette individualité qui est le caractère de la jeunesse contemporaine.

« On a taxé cette tendance d'égoïsme, mais la génération présente n'est, hélas ! que ce que nous l'avons faite. Tenons-nous unis ; que nos voix dominent le bruit des vagues montantes pour encourager nos enfants à avancer toujours ! Il n'y en a pas un d'entre nous qui n'aime son pays autant que sa maison, et qui ne considère un moment l'état des affaires de la nation comme si elles étaient les siennes propres. Il y a des années de gêne, d'angoisses dans l'histoire des peuples comme dans celle des familles ; des années qu'il faut passer en s'imposant des travaux supplémentaires, car nous avons heureusement acquis la bonne et longue habitude de ne pas compter sur le gouvernement pour ce qu'il est du devoir de chacun d'accomplir sans son concours. Nous ne pouvons pas nous dissimuler que nos institutions subissent à cette époque une rude épreuve ; elles sont pour ainsi dire mandées à la barre de l'opinion publique, et l'examen si minutieux des novateurs doit trouver en nous des défenseurs conciliants. De ce que nous avons parmi nous des éléments dissolvants pour l'état social de la *vieille Albion*, il ne s'ensuit pas que nous soyons menacés du spectre rouge qui fait partout si grand' peur. Et puis, un pays est-il jamais vieux en raison de ses années ? C'est par le manque de courage, d'intelligence et de vertu que les

nations s'épuisent. Puisque la sagesse, les ressources de l'expérience et la patience nous restent, conservons l'espoir de détourner des torrents menaçants. C'est avec sérénité que je voudrais voir la *jeune Albion* aller au-devant de ces théories socialistes qui grondent dans nos centres manufacturiers ; c'est avec l'éloquence de la raison, jeunes gens, qu'il faut faire comprendre aux travailleurs que l'égalité dans les jouissances n'est pas possible, là où il y a des capacités inégales ; qu'il n'y a pas d'égale division de capitaux là où il y a des gains inégaux ; que celui qui se refuse le bien-être matériel afin d'améliorer sa condition morale mérite la récompense de ses sacrifices : la distinction et l'avancement.

« C'est avec modération, mais aussi avec fermeté, qu'il faut initier les ouvriers à la logique irréfutable de certaines questions posées d'une façon si timorée devant eux aujourd'hui. Qu'ils sachent que l'homme n'a droit qu'à la justice, qu'à la protection des lois, qu'à la liberté de pensée et d'action, qu'à cette mesure d'instruction qui suffit pour lui faire connaître l'usage de ses membres et de ses facultés. La société ne lui en doit pas davantage : le reste, il faut le conquérir ; et, plus encore, que l'ouvrier sache bien que, de même qu'il est certain de jouir de ses succès, de même il aura à subir les conséquences de ses erreurs. Au delà de ces conditions si austères, ils doivent trouver en nous, comme adoucissements, la générosité et la sympathie, cette large charité chrétienne sans laquelle le bonheur serait impossible ici-bas, et dont les fonctions sont d'autant meilleures qu'elles exigent l'oubli de soi pour le bien de tous. J'entends encore dire de tous côtés aujourd'hui que le principe d'autorité, si respecté aujourd'hui en Angleterre, est gravement atteint. Il n'y a rien d'étonnant à ce que nous soyons ébranlés par cette grande clameur qui s'élève sur le continent européen, et que l'on en soit venu, ici comme partout, à demander compte à l'État de son action toujours de plus en plus envahissante. Ne nous en inquiétons pas trop : un pays n'a jamais gardé que le gouvernement qu'il mérite. Une nation qui aurait la force de soutenir un gouvernement paternel et sage prouverait, par son attachement même à ce gouvernement, qu'elle a assez de sagesse et d'énergie pour respecter et faire respecter sa législation. Une nation qui se laisserait gouverner par une nuée de fonctionnaires ne saurait plus se passer d'eux. Notre grand effort a été de réduire le nombre des employés qui, avec leur arsenal de certificats, de rapports, de formalités et de signatures, compliquent le rouage des affaires ; et c'est précisément parce que nous nous sommes exercés à nous appuyer sur nos lois, que nous sommes devenus un peuple robuste et fort, capable de résister aux fausses doctrines politiques.

« Depuis cinquante ans cependant, l'immense extension de nos manufactures et l'accumulation de populations hétérogènes nous font un devoir de supporter l'ingérence de l'État, là où nos ancêtres ne l'auraient pas tolérée; mais il est bien entendu que nous ne nous soumettons à ce contrôle que comme moyen d'enseignement, et qu'autant que le gouvernement a une mission d'initiation à remplir. Le jour où cette mission sera accomplie, l'opinion publique saura écarter cette surveillance, comme elle a su abolir les spectacles grossiers, le combat de coqs et la boxe.

« Je n'ai pas pensé qu'il fût inutile de parler de ces points noirs qui se montrent à notre horizon. Les houillères dirigées par James sont gravement menacées d'une grève. Il n'est pas inopportun d'envisager quelles en seraient les suites, et combien il est nécessaire de préparer par de sages conseils la ligne de conduite que tout chef d'établissement devra tenir; car une grève veut dire la fin d'une discussion et le commencement d'une guerre. Les tribunaux mixtes, composés de patrons et d'ouvriers, représentant les intérêts des uns et des autres, devraient dès maintenant se réunir, afin de fixer le tarif des salaires, et non-seulement au moment de ces grandes contestations, mais continuellement, à des époques déterminées; car, je le répète, tout marche, nous devons tous savoir marcher avec notre temps. »

Une légère pause suivit cette dernière phrase, après laquelle M. Noxwell reprit, d'une voix plus émue :

« Que sont, après tout, pour le moment du moins, nos épreuves et nos luttes, à côté des terribles désastres dont se trouve accablée notre alliée de Crimée? Que dire, devant les vicissitudes inouïes de la France? Ne l'oublions pas, quelles qu'aient été nos discordes passées, le sang de ce peuple généreux a été trop souvent mêlé à celui de nos ancêtres et a trop souvent arrosé nos sillons, pour que nous puissions nous associer maintenant aux hurrahs des vainqueurs. Ne discutons pas la justice de cette guerre (Dieu veuille que la justice soit toujours de notre côté!) ne contemplons qu'une nation sœur expiant un moment d'égarement. Et que serait l'Europe, sans le sourire, le refrain, la vigne de la France? que serait notre jeunesse sans les arts français? que seraient nos bibliothèques sans la littérature française? C'est à la jeune Angleterre d'encourager le rire, le chant, l'art et le génie français. Voilà les trésors que l'ennemi ne pourra ni réquisitionner, ni saccager, ni brûler, et c'est là la meilleure part. Permettez donc, mon cher James, que le souvenir de notre alliée vaincue se mêle aux vœux que je forme, ainsi que tous nos amis, pour votre bonheur et pour votre prospérité comme fils et comme citoyen dévoué à la grandeur de notre cher pays! »

Tous les amis de M. Noxwell se levèrent instantanément, et répondirent à ce speech par un formidable : « Hip, hip, hurrah ! » J'étais trop ému des dernières paroles de M. Noxwell pour réfléchir à l'étrangeté de cette exclamation de joie qui, en tout autre moment, m'eût rappelé les banquets des Angles dans les temps druidiques. D'un commun accord, tous les verres cherchèrent le mien :

« Aux blessés de l'armée et aux réfugiés français ! » s'écria M. James.

Un second « Hip, hip, hurrah ! » retentit dans la vaste salle à manger. L'écho venait de le répéter dans la longue galerie, dont les portes étaient ouvertes, et le docteur allait proposer un nouveau toast, lorsqu'il me vit debout, et me céda la parole.

— Je voudrais, messieurs, dis-je, après avoir fait un effort pour dominer mon émotion, pouvoir répondre dignement aux nobles paroles de notre hôte, paroles inspirées par la conscience et le respect de tous les devoirs. Je ne suis que le plus ignoré, le plus impuisant des officiers français ; mais, au nom de tous, je vous remercie ; au nom de toute l'armée, dont la tradition — si mes pressentiments de cette nuit ne me trompent pas — est notre seul espoir pour l'avenir de la France ! Oui, mes amis, amis de l'heure de l'épreuve, une crainte affreuse s'empare de mon imagination. Tandis que je vous parle, une inquiétude poignante, l'ignorance de ce qui se passe depuis deux jours ; la pensée qu'une sortie désespérée de la capitale affamée a peut-être échoué ; que Chanzy est défait ; qu'une nouvelle insurrection a peut-être éclaté ; qu'une nouvelle lutte s'engage, sans armée, sans gouvernement régulier. — Tout cela dépasse les rêves les plus sombres qui jusqu'ici aient chassé mon sommeil ; et pourtant, quoique toutes ces navrantes pensées se disputent mon cœur, je rends grâce à Dieu de ce qu'il a permis que je sois en présence d'hommes comme vous, au moment suprême de nos désastres. S'il est vrai que tout est perdu, votre loyale fidélité au malheur soutiendra la mienne ; la mâle dignité de votre résolution en face de l'épreuve m'aidera à contenir mon désespoir et me donnera le courage si difficile de porter le deuil de la patrie avec une foi calme et soumise dans les destinées de l'avenir.

Je ne pus en dire davantage. Ma voix fut couverte par les assurances du succès de la France dans une revanche prochaine. Mais ces paroles de consolation, ces encouragements, trahirent de la part de mes excellents amis la vérité qu'ils voulaient me cacher, celle de quelque catastrophe.

Je ne voulus rien demander, et, de leur côté, ils respectaient assez ma douleur pour s'interdire de m'avouer toute la vérité. Je me séparai de M. James avec autant de fermeté qu'il mit de

cordialité à souhaiter de me revoir à Holly-Holme à pareille époque de l'année suivante. Une fois rendu à la solitude, la réserve imposée par la bienséance se brisa, et je marchai dans ma chambre comme un fou. Quel pouvait être ce nouveau désastre? J'aurais donné une année de ma vie pour la dépêche la plus laconique, le moindre mot qui pût me mettre sur la voie. Comme je tombai, à la fin, épuisé, sur la chaise devant ma table, je vis, à ma grande stupéfaction, étalé devant mes yeux un numéro du *Times*. Sans me demander comment il se trouvait là, j'en consultai la date : 22 décembre. C'était l'édition du soir même. Je remerciai de tout mon cœur celui qui avait trouvé ce moyen de ménager le premier élan de ma douleur, lorsqu'en tournant les feuilles pour chercher les « telegrams, » je découvris le nom du révérend Olivier Shaw, écrit en grandes lettres à la tête du journal. L'avait-il reçu lui-même par la poste? Il n'y avait pas de timbre; il l'avait donc acheté! Je compris, après avoir parcouru les funestes nouvelles, que ce journal était bien à lui, et qu'il l'avait apporté là.

« Défaite de Chanzy.

« Sortie de Paris, défaite des Français.

« Tours bombardé et pris par les Prussiens. »

.....

Mais le révérend Shaw s'était trompé en combinant son petit plan de vengeance. Il ne pouvait savoir tout ce qu'il y a de résistance énergique contre la mauvaise fortune dans le cœur du soldat français. Ce que l'incertitude m'avait fait souffrir avant de voir le *Times* était plus sensible que cette réalité. Celle-ci, au moins, m'appelait à agir, à partir, à mettre un terme à un exil inutile. « Défaite des Français. » On en était donc à avoir besoin de tous les bras. Je n'en avais qu'un, mais il pouvait servir à monter une garde, à charger le chassepot d'un autre, à écrire l'ordre de résister... quand même. Et là-dessus, rêvant de me retrouver encore parmi des Français, je m'endormis : doux sommeil, celui de l'oubli — et je le devais au révérend Shaw!

## IX

Une grande lassitude, à la suite du bal de la veille, retint au lit jusqu'à une heure fort avancée de la matinée tous les habitants de Holly-Holme. On entendit pourtant partir la voiture de M. Noxwell à l'heure habituelle, et bien avant cela, le cliquetis des clefs de sa



femme, qui allait et venait, ouvrant et fermant les armoires de réserve.

La résolution que j'avais prise de quitter l'Angleterre avant ma guérison complète se fortifia pendant que je m'habillais ; mais je ne me fis pas d'illusion sur les difficultés que j'aurais à vaincre. Je me dirigeai vers le petit salon, espérant y déjeuner en tête-à-tête avec madame Noxwell ; mais je n'avais pas songé à la seule personne dont les habitudes pouvaient être plus matinales que les miennes et que celles de M. et madame Noxwell réunies, c'est-à-dire à madame de Marbois, que je trouvais occupée à coudre devant divers appareils à thé, à chocolat et à café, attendant que les retardataires vinssent faire un appel à sa complaisance pour les servir.

Il m'était fort agréable de me trouver enfin seul avec elle.

— Ah ! mon Béarnais ! s'écria-telle, me tendant la main et m'attirant avec une douce violence sur la chaise à côté d'elle. Vous allez vous asseoir là, et pendant que vous déjeunerez, vous me ferez l'aveu de toutes les mauvaises pensées que vous avez eues contre moi.

— Madame, répondis-je, interdit, je ne me serais pas permis, moi encore moins qu'un autre, d'entretenir une mauvaise pensée contre vous.

— Qu'avez-vous pensé de mon indifférence envers un vieil ami ?

— Que vous auriez le droit de m'appeler un malappris, un maladroit, un malotru, si vous aviez su que j'ai un moment eu le désir de vous arracher ce que, pour des raisons inspirées sans doute par la raison même, vous vouliez oublier.

— Allons, consolez-vous, dit madame de Marbois après un moment de silence, et en plaçant une tasse de thé sur une assiette devant moi. J'avais cru voir percer dans votre manière d'être un soupçon de dépit. Avouez qu'il y en a eu un peu, ou bien de l'orgueil froissé ?

Il y a toujours dans la perspicacité des femmes un côté divertissant qui vient, soit de la vérité de leurs observations, soit de la manière imprévue dont elles nous les révèlent. Au moment où madame de Marbois fixait sur moi son regard et sondait, pour ainsi dire, ma plaie morale, j'avalais justement une gorgée de thé bouillant qui s'en alla de travers et me fit venir les larmes aux yeux.

— Vous avez passé de plus mauvais moments que celui-ci, lors des pansements de ce malheureux bras, dit madame de Marbois avec un calme imperturbable. Remettez-vous, et je vais vous expliquer pourquoi je ne tenais pas du tout à vous donner le moindre signe qui pût vous faire croire que je vous avais reconnu.

J'étais déjà bien remis, et je regardais madame de Marbois avec une curiosité toujours croissante.

— Votre premier mouvement eût été de m'exprimer des félicitations, des remerciements, n'est-ce pas ?

Je fis un signe de tête affirmatif.

— Eh bien, cela m'aurait contrariée. Je n'approuve pas du tout ce que j'ai fait en favorisant votre évasion de Sarrebrück ; et tous ces sentiments de reconnaissance dont votre bon cœur déborde, je ne les mérite pas. Restez assis, je vous prie, monsieur de Prieux, je n'ai pas fini. Je suis convaincue aujourd'hui que je vous ai rendu un fort mauvais service. Un officier ne doit jamais s'évader, quoi qu'il arrive.

— Vous aimeriez peut-être, madame, que j'aie à l'instant même me reconstituer prisonnier entre les mains des Prussiens ?

Madame de Marbois [ne riait pas du tout, et elle reprit avec un terrible sérieux :

— Vous eussiez beaucoup gagné comme homme et comme soldat à rester en exil.

— Ah ! comme soldat, lui dis-je, je serais peut-être devenu une de ces belles machines automatiques qui tuent un homme en trois mouvements et à une lieue de distance ; comme homme, il est certain que j'aurais laissé pousser mes cheveux, mes favoris et que j'aurais porté des lunettes. Malgré ces avantages physiques, je persiste à croire, néanmoins, que mon séjour à Holly-Holme m'a été plus agréable, et c'est avec une vraie douleur que je vois approcher le moment où il faudra le quitter.

— Que voulez-vous dire ?

— Que je pars, chère madame ; je vais me faire reprendre prisonnier, soyez tranquille.

Et comme les traits de madame de Marbois exprimaient un vif étonnement, je repris avec une animation toujours croissante, faisant à grands pas le tour de la table :

— C'est un peu fort ! moi, Victor de Prieux, blessé sur le champ de bataille avant d'avoir seulement pu tirer un coup de fusil, et conduit à l'ambulance sans avoir vu l'ennemi en face, j'aurais dû, une fois remis sur mes deux bonnes jambes que voici, ne pas m'en servir ? ne pas courir vite à la frontière et chercher la première occasion de me trouver nez à nez avec un Prussien ?

— Qu'un homme est donc malheureux d'avoir un tempérament méridional ! s'écria madame de Marbois. Tenez, monsieur de Prieux, voici miss Nellie : demandez-lui si vous n'avez pas l'air de Jupiter tonnant.

— Que se passe-t-il ? demanda la nièce de madame Noxwell, nous souhaitant le bonjour avec un sourire étonné.

— C'est l'imagination de M. de Prieux qui le transporte au théâtre de la guerre, et le met en présence de M. de Bismark.

— Pardon, mademoiselle, dis-je à mon tour, ce sont les principes de madame de Marbois, administrés à jeun.

— Une discussion, enfin ? demanda miss Nellie. Les disputes se gagnent donc à Holly-Holme ? Je viens d'en avoir une dans l'escalier avec mon cousin, qui prétend que je dois avoir plus de respect pour ses opinions que je ne lui en témoigne ; et comme je lui ai dit que je le respectais, lui, beaucoup plus que ses opinions, il m'a annoncé qu'il allait partir d'ici, aujourd'hui même, par l'express de onze heures moins quarante-cinq minutes.

— Pourvu qu'il ne manque pas le train ! m'écriai-je.

— Je disais donc à M. de Prieux, reprit madame de Marbois, en versant du café à sa jeune amie, que je désapprouve l'évasion de nos officiers français internés en Allemagne.

Miss Nellie baissa les yeux et ne répondit pas.

— Et vous, mademoiselle, quel est votre avis ? demandai-je en reprenant ma place en face d'elle.

— Celui de madame... et parce que leur liberté a été achetée au prix de la parole violée.

— A la bonne heure !... Écoutez, mesdames, j'avais donné ma parole la plus sacrée à ceux qui me transportaient du champ de Spieckeren que je ne resterais pas prisonnier, et c'est pour ne pas manquer à ma parole donnée que je me suis sauvé.

— Quant à vous, monsieur de Prieux, dit vivement miss Nellie, je vous absous, vous étiez vraiment dans des circonstances si exceptionnelles que...

— Il ne faut pas chercher la part que font les circonstances, interrompit madame de Marbois ; le service militaire exige tous les héroïsmes, surtout celui de l'abnégation dans l'intérêt de l'esprit de discipline. Le droit des gens de guerre est chose sacrée, et voilà ce qui, dans le passé, a fait de l'armée française une armée chevaleresque. A la manière dont vous tournez votre moustache, monsieur de Prieux, je vois qu'un nouvel orage se prépare.

— Du tout, du tout, répondis-je. Serait-ce indiscret de vous demander ce qui a fait naître ces réflexions dans votre esprit ?

Les paroles que je viens de vous dire sont à peu près celles d'un officier supérieur de mes amis qui fut blessé à Forbach, au commencement de la guerre, et dont la captivité fut vraiment pénible. M. de B....., d'une nature toute française, souffrait plus qu'un autre de la situation faite aux hommes de cœur et de mérite condamnés à partager l'exil et les privations de nos soldats ; il souffrait aussi de ce mal si cruel que nous appelons le mal du pays. Il en était arrivé à ce degré de résignation qu'à force de dompter ses révoltes et ses colères intérieures, il se recueillait pour ainsi dire dans l'épreuve, et

laissait passer dans le silence contenu, les crises violentes de ses douleurs. M'étant trouvée en sa société le jour de mon passage par la ville de Dusseldorf, au retour de Metz, quelqu'un m'enviait mon bonheur de quitter l'Allemagne et s'écriait près de lui : — Rien que dix minutes de marche et nous pourrions nous évader !

— N'y aurait-il que la longueur de cette salle à parcourir, dit M. de B....., que ce peu d'espace serait une barrière infranchissable ; celle de l'honneur ne connaît point de frontières. Mes pieds ne foulèrent le sol français que lorsque la dernière heure de la captivité aura sonné ; le calice alors sera plein jusqu'aux bords. A chacun sa part, puisque nous ne pouvons mourir l'épée à la main !

— Qu'est-il devenu ce M. de B... ? demandai-je.

— Il est toujours à Dusseldorf, passant ses journées à étudier la langue allemande, ne voulant recevoir de France que ces nouvelles : « Tout va bien, » et comme tout va mal, il reste sans en recevoir. De cette manière, les Prussiens ne seront pas informés de nos revers par sa correspondance. Vous figurez-vous un lieutenant-colonel ne voulant pas dépasser d'un centime la misérable somme accordée aux prisonniers ?... Ah ! si chacun avait puisé cette force morale dans nos désastres, quelles vertus, à défaut de victoires, cette guerre aurait mises en lumières ! quelle grandeur individuelle à côté de nos humiliations publiques !

Madame de Marbois avait raison. Je m'étais levé et j'arpentais de nouveau le salon, persuadé qu'il ne me restait qu'à me faire tuer pour me réhabiliter à ses yeux et à ceux de miss Nellie, qui causait à voix basse avec ma compatriote et qui me dit soudainement :

— Qu'est-ce que cela veut dire, monsieur de Prieux ? J'apprends que vous quittez Holly-Holme ; mon oncle est-il instruit de ce projet ?

— Pas encore, mademoiselle.

— Et vous croyez qu'on vous laissera partir ? James en aura un chagrin...

— Je regrette beaucoup de faire de la peine à M. James, dis-je avec roideur.

— Et à moi, et à tout le monde ici ?...

— Mais puisque vous partez demain, ma chère Nellie ? dit madame de Marbois.

— C'est égal, si M. de Prieux allait rejoindre sa famille ; mais pour aller encore courir les risques de se faire prendre...

— Puisqu'il s'agit de devenir l'émule de ce M. de B..., de Dusseldorf, dis-je avec un rire forcé.

Miss Nellie me jeta un regard dans lequel les reflets d'un véritable volcan jaillissaient.

-- Je vous défends de vous laisser prendre, me dit-elle. Je n'aurai

pas la force de devenir catholique si je perds tous les amis dont les conseils désintéressés me sont si nécessaires.

Madame de Marbois prit la main de miss Nellie.

— C'est un sentiment tout à fait humain qui vous fait parler ainsi, chère enfant, lui dit-elle. Vous ne deviendrez vraiment catholique que si vous renoncez à toutes les consolations de l'amitié pour vous appuyer sur Dieu seul. Il faut semer dans les larmes pour récolter dans la joie.

Miss Nellie se tourna vers moi et m'adressa du regard une interrogation muette.

— Cela est vrai, répondis-je, mais tout en supportant les peines que nous ne pouvons éviter, il est permis d'attendre avec joie la récompense qui sera le prix de nos combats. D'ici à quelques semaines, nous récolterons le bonheur, si vous le voulez bien.

Et me tournant vers madame de Marbois, je lui demandai si miss Nellie lui avait fait part de ses doutes religieux.

— Je n'ai pas de secrets pour madame, répondit la jeune Anglaise en rougissant.

— Me permettez-vous de partager avec vous, miss Nellie, le droit de lui confier les miens ?

Une larme brilla dans ses yeux noirs, mais elle ne les détourna pas.

— Voulez-vous que madame de Marbois, repris-je, soit pour nous la même amie, le même conseil et le lien par lequel nous resterons unis lorsque nous aurons tous deux passé par les luttes qui vont nous rendre dignes de ce bonheur ?

Madame de Marbois voulut parler, mais elle se ravisa, et une petite toux discrète lui coupa la parole.

La réponse de miss Nellie, adressée sous forme de demande à madame de Marbois, me montra que l'assentiment indirect est une forme de consentement commune aux femmes de toutes les nations.

— Consentiriez-vous, demanda-t-elle à son amie, à recevoir les confidences de M. de Prieux ?

— Je garde tous les secrets qu'on me confie, pour moi seule, répondit l'ex-sœur grise. Et comme je témoignais par un geste que ce n'était pas là ce que je désirais en cette occasion, elle continua : — Cependant, je ne refuse pas mon concours à votre réunion future, et j'encouragerai même tous les efforts que vous désirez faire l'un et l'autre dans le but qu'envisage M. de Prieux. Ai-je compris ? me demanda madame de Marbois.

— Parfaitement, répondis-je, prenant la main de miss Nellie.

Une légère étreinte de ses doigts fut la conclusion muette de cet accord.

— Et maintenant, à l'œuvre ! m'écriai-je ; father Grahame recevra sa lettre aujourd'hui même.

— Vous lui donnerez mon adresse bien correctement, recommanda miss Nellie.

— Je tirai mon carnet et écrivis ce qu'elle me dicta : « Miss Nellie Ward, chez madame Ormes, Forest-Manor, Herefordshire. »

— Comment ! madame Ormes ? J'ai entendu ou j'ai lu ce nom-là ailleurs, m'écriai-je.

— Vous aurez entendu parler de madame Ormes, qui est une sœur de mon père ; Forest-Manor est sa propriété.

— J'ai vu tout cela par écrit, dis-je, en cherchant dans mes poches. Tenez, continuai-je, ouvrant une lettre et montrant aux deux dames la même adresse. C'est là que va demeurer father Grahame.

— Un prêtre catholique chez ma tante ! s'écria miss Nellie.

— Mais madame Ormes est catholique, dis-je.

— Voilà la première fois que j'entends cette nouvelle, dit Nellie très-émue, et je suis bien certaine que toute la famille l'ignore aussi. Comment savez-vous cela, monsieur de Prieux ?

— Par cette lettre. Parcourez-la, je vous prie.

Miss Nellie la prit précipitamment de mes mains et alla la lire près de la croisée.

— C'est bien cela, dit-elle, lisant le passage à haute voix. « Madame Ormes veut faire restaurer une ancienne abbaye qui se trouve dans ses terres, et elle m'y invite, en qualité de futur aumônier d'une fondation pour les catholiques de la paroisse de Forest-Manor. »

Miss Nellie en était là de sa lecture, lorsque le révérend, qui rentrait de son tour de promenade, longea la terrasse devant la fenêtre à laquelle nous nous tenions : moi, regardant par-dessus l'épaule de miss Nellie ; elle, suivant du doigt la petite écriture de father Grahame.

— Ah ! mon cousin ! s'écria miss Nellie en chiffonnant la lettre entre ses deux mains et me la rendant en cet état. Au nom du ciel, qu'il ne sache rien de madame Ormes ! Il n'aurait qu'à le dire à ma tante Noxwell, et jamais on ne me laisserait aller à Forest-Manor.

Puis, avec la subite expression de la plus grande joie, elle se jeta au cou de madame de Marbois, balbutia quelques paroles sur sa reconnaissance envers Dieu, qui lui ménageait tant de bonheurs à la fois, et, sans un seul regard pour moi, quitta le salon. Madame de Marbois avait commencé à exprimer son étonnement des découvertes de la matinée, lorsque madame Noxwell entra.

— Cette pauvre Nellie est tout en larmes à l'idée de nous quitter demain ! s'écria-t-elle.

Au lieu de me donner la main, elle me tendit par distraction le

petit Coal qu'elle portait sur le bras. On pense bien que je ne l'acceptai pas, et que je ne fis pas d'efforts pour retenir le pug, qui se cacha sous la table en grognant.

— Qu'allons-nous devenir? Tout le monde s'en va! poursuit madame Noxwell; sans madame de Marbois, sa fille, et vous-même, monsieur de Prieux, nous ne serions que vingt-quatre à table le jour de Noël! Mon neveu vient de me faire ses adieux à l'instant même. Pour lui, il ne faut pas trop le regretter : ses offices le réclament; mais Nellie va s'enterrer toute vivante, pauvre petite, auprès d'une vieille folle de tante qui est bien la femme la plus fantasque et la plus orgueilleuse que je connaisse. Vous saurez que l'orgueil est le défaut dominant de la famille, du côté paternel; mais enfin, Nellie étant l'héritière naturelle de madame Ormes; ce serait nuire à ses intérêts, ainsi qu'à ceux de mon neveu, de s'opposer à ce qu'elle accepte une invitation trois fois réitérée. Ces jeunes gens se marieront très-probablement lorsque, M. Shaw pourra acheter une cure, car il faut beaucoup d'argent chez nous pour s'établir convenablement dans le clergé, et un héritage n'est jamais de trop. J'admire la patience de ce bon Olivier, continua madame Noxwell... Il y a cinq ans qu'on lui parle de ce mariage...

— Il est vrai, dis-je, que la perspective d'une union avec une aussi charmante personne que miss Nellie ferait attendre les sept années imposées à Jacob pour obtenir la main de Rachel.

— A la bonne heure! voici enfin un Français qui ne se figure pas qu'on peut voir sa future, l'aimer, lui faire la cour, acheter l'anneau nuptial et conclure la cérémonie de mariage, par-dessus le marché, en cinq semaines.

La bonne opinion de madame Noxwell m'encourageait à lui confier mon projet de départ; mais elle ne me laissa pas le temps de placer un mot.

— Ainsi donc, reprit-elle, sans l'aimable société de mes réfugiés cette maison serait un vrai désert.

— De Prieux! venez, de Prieux! fit une voix au dehors, — c'était celle de M. James; — arrivez vite!

Je courus au dehors et le rejoignis sous la marquise.

Mon cousin part et me charge de vous faire ses adieux. Tenez, le voilà qui s'éloigne. J'ai voulu le retenir et je lui ai dit pour rire qu'il vous serait peut-être agréable de recevoir sa bénédiction; mais il s'est fâché. Si vous la désirez, il faut courir, car il part par le train express.

Courir après la bénédiction du révérend Olivier me parut tout à fait superflu.

— Allons, m'écriai-je, il est plus simple de ne pas se déranger ; je vais lui donner, d'ici, la mienne. Je lui souhaite tout ce que son cœur désire.

— A commencer par la femme qu'il aime, n'est-ce pas ? dit M. James en plaisantant. Ah ! la femme qu'on aime ! répéta-t-il avec un soupir. Puis il passa son bras sous le mien et me proposa une promenade.

Nos chapeaux et nos paletots pendaient dans le vestibule, et à l'heure où le révérend Shaw voyageait à toute vapeur vers ses paroissiens, nous échangeions chacun nos confidences aux bords d'un petit cours d'eau qui charriait de gros morceaux de glace à travers une prairie voisine.

## X

### CONCLUSION.

Il ne me reste que quelques lignes à ajouter pour compléter l'histoire de ces scènes de famille.

Lors des confidences échangées entre M. James et moi pendant notre promenade, il m'avoua qu'il aimait mademoiselle Jeanne, et me demanda si je n'aimais pas sa cousine... Comme je ne savais que répondre, M. Noxwell *junior* (comme on le désignait à Holly-Holmes), me pria de ne pas chercher à faire de mystères, m'assurant en même temps qu'il désirait beaucoup ne pas voir sa cousine Nellie épouser M. Shaw. Je lui déclarai que son désir était partagé. En nous séparant, nous nous fîmes des promesses mutuelles. Je devais mettre mon éloquence à son service auprès de madame de Marbois. Il promit, de son côté, d'aplanir toutes les difficultés auprès de sa mère, d'annoncer mon départ au docteur et à M. Noxwell, afin de les préparer à la communication que je comptais leur faire le soir même.

Je ne fus donc que faiblement étonné de me voir revenir au petit salon par M. Noxwell, après la prière.

— J'ai à vous parler, cher de Prieux, me dit-il.

Et lorsque la dernière de ses invitées se fut retirée, il se tourna vers moi et m'ouvrit ses deux bras.

Je m'y précipitai avec un bonheur indicible. Que les fils sont heureux d'avoir de tels pères ! J'étais fier de l'étreinte paternelle de ce digne, de ce généreux ami.

— Que Dieu vous accompagne et vous protège, mon brave de Prieux ! Vous auriez bien fait de passer les fêtes de Noël avec nous ;



vous faites encore mieux en partant ! C'est beaucoup risquer ; c'est exposer sa vie, je le sais, mais le devoir avant tout.

Je balbutiai quelques paroles.

— Nous nous retrouverons ici à la fin de la guerre, dit M. Noxwell, que vous veniez pour vous reposer ou pour vous faire soigner une nouvelle et honorable blessure.

— Que dira le docteur ? demandai-je en traversant la galerie, car M. Noxwell m'avait pris le bras et me reconduisait à ma chambre, comme pour me soustraire à de nouveaux adieux.

— Il sera furieux, répondit-il. Attendez-vous à une colère... James est monté chez lui en ce moment, afin de recevoir le premier feu...

— Et madame Noxwell ?

— N'en dormira pas de la nuit.

Nous étions à la porte de ma chambre.

— Je partirai avant votre lever, demain, cher de Prieux... Voici l'adresse de ma maison dans la Cité ; c'est là que je reçois les mauvaises nouvelles, et ici les bonnes. Adieu.

Ce dernier mot ne fut pas plutôt prononcé, que déjà M. Noxwell était au bout du corridor. J'avais pourtant eu le temps de voir briller une larme dans ses yeux...

Une surprise m'attendait. Sur la table, au centre de ma chambre, se trouvait un étui de maroquin avec la carte Noxwell, au revers de laquelle se trouvaient ces deux mots : *God speed* ! (bonne chance). Ces paisibles paroles prenaient une tout autre signification lorsqu'en ouvrant l'étui, j'y trouvai un magnifique revolver !

— Que Dieu me donne la chance d'en tuer quelques-uns ! murmurai-je. Et j'étais encore à admirer le pistolet, lorsque le docteur entra brusquement en s'essuyant le front avec un grand foulard. Il m'apostropha de la manière suivante :

— Vous êtes un véritable idiot, de Prieux, fou à lier, mon ami ; plus fou que don Quichotte ! Je croyais que vous aviez quelque chose là dedans, continua-t-il en se frappant le crâne ; absolument rien, rien, rien !

— Mais, docteur...

— Il n'y a pas de mais. J'aurais dû vous mettre à l'hospice des aliénés. Un bras qui ne tenait plus, redevenu un bras dont les muscles jouent comme des cordes de harpe ; un bras sur lequel j'ai épuisé la science chirurgicale des meilleurs praticiens de l'Europe et de l'Amérique ; un bras dont j'ai rêvé jour et nuit, que j'ai sauvé, et qui, au moment où j'en allais retirer l'appareil le plus parfait !...

— Je pense bien que vous avez fait tout cela pour que je m'en serve, docteur ?

— Du tout, monsieur ; votre bras est une conquête acquise à la chirurgie. Il ne vous appartient pas de l'enlever à la science...

— Il est bien à moi... un peu, repris-je en voyant que cette affirmation exaspérait davantage le docteur. Allons, dis-je, m'approchant de lui avec la soumission la plus absolue, je vais vous signer un papier par lequel je vous en rends possesseur?...

— Du tout, répondit le docteur sérieusement... Gardez... Mais vous m'écrirez une promesse par laquelle vous vous engagerez à me le confier de nouveau au premier accident.

— Convenu !

— Espérons que cet accident ne se fera pas trop longtemps attendre ! dit le docteur avec effusion. Hé bien ! bonsoir, de Prieux ! Je ne vous aurais pas cru si incapable de raisonnement ! A demain !

Il n'y avait pas moyen de le retenir. Je savais qu'il ne serait pas plutôt rentré chez lui qu'il aurait des remords de m'avoir parlé si rudement. Et, en effet, je n'avais pas fini d'examiner mon revolver et de le retourner en tous sens, qu'il revint. Il n'ouvrit la porte que pour passer la tête et me dire :

— Faut vous habituer à tirer de la main gauche, mon enfant.

J'accourus vers la porte, mais il me la ferma au nez et disparut.

Madame Noxwell, madame de Marbois, sa fille et miss Nellie se tenaient toutes sous la marquise à l'heure de mon départ. Nous avions déjeuné ensemble à neuf heures, et, à part l'expression de quelques regrets, chacun s'était donné le mot pour ne pas faire d'adieux lugubres. Madame Noxwell avait été préparée à me voir partir par son fils et son mari ; elle se figura montrer beaucoup d'héroïsme en ne se plaignant pas, et en me remplissant les poches de friandises pour le voyage, puis elle murmura à mon oreille :

— Nous ne serons que vingt-six à table le jour de Noël, et pas de jeunes gens !

Quant à miss Nellie, elle m'avait, dès le grand matin, demandé le manuscrit de madame de Marbois pour son oncle, qui, en partant, lui avait recommandé de ne pas oublier de le lui procurer. Quand je le lui remis, je présentai à la jeune fille un petit bouquet de perce-neige, les seules fleurs qu'il me fût possible de cueillir ce jour-là. Elle les pressa sur ses lèvres au moment où la voiture m'emportait.

M. James et le docteur m'accompagnèrent au chemin de fer et ne me quittèrent que lorsque le signal du départ eut été donné.

GEORGES DE PRIEUX.

---

# MÉLANGES

---

## M. TROGNON

Je sors d'une église où j'ai vu le modeste convoi d'un homme de lettres, suivi par des princes : hommage honorable pour lui, honorable pour eux. Et cet homme qui avait formé leur jeunesse, avait auparavant instruit la mienne ; plus que personne, il avait poussé mon esprit dans la voie des modestes études qui ont rempli ma vie. Arrivé à cette période où l'âge de l'élève se nivelle ou peu s'en faut avec celui du maître, j'aimais à lui dire que si jamais mon travail littéraire avait eu quelque valeur, c'était à lui qu'elle était due. S'il n'y eut pas eu trop de présomption à prendre le langage d'Horace, répété aussi par Corneille, j'eusse volontiers adressé à mon vieux maître ce mot : *Quod spiro et placeo, si placeo, tuum est.*

Mais peu importe ce qui me touche. Ce que j'aime surtout à dire de M. Trognon, c'est que c'était un chrétien et un grand chrétien. Lorsque, vers 1819, l'Université établit dans son sein l'enseignement de l'histoire et qu'il débuta dans cet enseignement nouveau pour lui, nouveau pour tous, M. Trognon, pris à l'improviste, se servit des premiers matériaux qui lui tombèrent sous la main ; Voltaire, Jean de Müller, ne laissèrent pas que de déteindre sur les leçons de la première année, et moi, petit écolier, je ne laissais pas que de m'en apercevoir. Mais à peine eut-il touché le terrain jusque-là inexploré de l'histoire, qu'il se prit d'amour pour elle. Dès la seconde année, où j'eus encore la joie de l'entendre, Grégoire de Tours et Frédégaire avaient remplacé l'*Essai sur les mœurs* ; on demandait la vérité aux in-folio des Bénédictins plutôt qu'aux pamphlets de Voltaire ; on en était venu à trop aimer l'histoire pour consentir à la recevoir de seconde main et pour ne pas puiser à la source. La vérité eut donc gain de cause, et, à mesure que l'enseignement de M. Trognon fut plus approfondi, plus éclairé, fait avec plus d'amour, il fut aussi plus chrétien. L'action de l'Église, vue de plus près, fut plus dignement appréciée ; le moyen âge ne

fut plus un temps de pure barbarie, ni les papes d'ambitieux usurpateurs ; nous trouvâmes, nous, les disciples, que le cours d'histoire se réconciliait assez bien avec le catéchisme. La vérité est une : qui l'aime bien et la recherche consciencieusement par un-de ses bouts, finit par la posséder tout entière. Et cette possession entière de la vérité ne tarda pas à être donnée à M. Trognon. Ce fut, m'a-t-on dit, dans une demeure princière, auprès des fils et des filles de saint Louis, que la lumière devint complète pour lui, et il ne laissa pas que d'être aidé dans cette conquête par l'éloquente affection d'un apôtre qui devint son ami et qui fut depuis l'illustre évêque d'Orléans. Mais, quel que fût le moment où il atteignit ce but, et quel que fût le secours qu'il eût pour l'atteindre, s'il y arrivait, il y arrivait bien par le chemin qu'il s'était ouvert à lui-même, le chemin qui en a amené bien d'autres, qui particulièrement a amené notre savant et regretté Charles Lenormant : il y arrivait par l'amour sincère de la science.

Cette sincérité dans la science était au plus haut degré le mérite de M. Trognon. Nous en avons pour preuve tout ce qu'il a écrit et surtout son œuvre capitale, son *Histoire de France*. Il y a bien des Histoires de France en vingt ou trente volumes qui ont coûté à leurs auteurs beaucoup moins de travail, qui condensent infiniment moins de savoir, qui surtout portent sur l'ensemble de notre vie nationale un jugement beaucoup moins sûr et moins éclairé que les cinq volumes de M. Trognon. Il y a aussi bien des abrégés, les uns plus courts, les autres plus longs que son livre ; mais son œuvre, si résumée qu'elle soit, n'est pas un abrégé. C'est l'œuvre d'un homme qui sait tout, qui a passé sa vie sur les annales de notre pays, qui a sondé tous les écueils, examiné toutes les questions douteuses, et qui dépose devant nous avec une judicieuse sincérité, avec une conscience parfaitement et imperturbablement édifiée. Les lecteurs du *Correspondant* ont certainement oublié que, par deux fois, je leur ai parlé de cette œuvre. Mais j'espère bien qu'ils n'ont pas oublié l'œuvre elle-même. Non-seulement comme base, mais plus encore peut-être comme résumé de toute étude sérieuse, j'ose affirmer qu'il n'y a pas de livre comparable au livre de M. Trognon. C'est le livre de ceux qui veulent apprendre et c'est le livre de ceux qui savent.

Mais, hélas ! ce livre n'était pas achevé que s'approchait trop visiblement pour l'auteur une épreuve, de toutes les épreuves physiques, la plus douloureuse pour l'homme d'étude. Ses yeux, fatigués par tant de veilles, commençaient à lui refuser leur secours. A cette infirmité vinrent se joindre des douleurs cruelles, et à la fin une impuissance à peu près absolue de se mouvoir. Il payait ainsi et son zèle pour l'étude et peut être cette reconnaissante et courageuse fidélité qui lui avait fait suivre dans l'exil, au sein des brouillards de l'Angleterre, les princes auprès desquels il avait vécu à l'ombre des palais. Il avait été leur maître ; il restait leur ami et le compagnon de leurs épreuves. Et, quand les événements de ces dernières

années eurent enfin mis un terme à cet exil, lorsqu'ils eurent permis (nous savons au prix de quelles sollicitations) à ces âmes si françaises de revoir la France, à ce sang si français de couler pour la France, quand M. Trognon s'était à peine installé parmi nous, ses infirmités, s'aggravant de jour en jour, le menèrent bientôt au terme de sa vie. C'est là ce que l'incrédule appelle une fatalité; mais c'est ce que le chrétien appelle une consolation; il sait, lui, que, plus l'épreuve a été rude et courageusement supportée, plus la fidélité à Dieu et aux hommes a été constante, plus l'amour de la vérité a été ardent et sincère, plus aussi la récompense est belle et assurée. Le chrétien pleure; mais, comme saint Augustin le dit d'après saint Paul, il pleure des larmes *consolables*, car il « ne pleure point comme ceux qui n'ont point d'espérance. » Tout ce qui lui donne un regret de plus, lui donne aussi un espoir de plus.

F. DE CHAMPAGNY.

#### VIE DU P. LACORDAIRE

Par M. FOISSET. — 2<sup>e</sup> édit.

La librairie Lecoffre vient de publier une édition en petit format de la *Vie du P. Lacordaire*, par M. Foisset. Cette édition, donnée par un des amis de l'auteur d'après l'exemplaire que M. Foisset avait annoté pour la réimpression qu'il préparait quand la mort l'emporta il y a bientôt un an, ne diffère pas sensiblement de la première. Les modifications que l'auteur y a faites ont une certaine importance, mais elles sont peu nombreuses. « On ne s'en étonnera pas, dit l'éditeur. M. Foisset avait trop étudié son sujet et connaissait trop à fond les hommes et les choses qu'il s'était proposé de raconter et de juger, pour avoir rien hasardé dans son travail et se trouver dans la nécessité d'y beaucoup changer. Il avait toujours eu, au double titre d'honnête homme et de chrétien, le respect de la vérité, et plus il avançait en âge, plus il se montrait attentif à surveiller sa plume. Dans ce livre, comme antérieurement sur son siège de magistrat, il entendait parler (c'était son mot) uniquement en juge. »

Aussi la publication de la *Vie du P. Lacordaire* n'amena-t-elle qu'un petit nombre de réclamations. M. Foisset y a fait droit, dans la mesure où il les a crues légitimes, par des notes au bas de la page, mais sans toucher au texte autrement que pour en améliorer encore la précision et la fermeté magistrales.

En réponse à quelques-unes des plaintes et des observations qui lui

avaient été adressées, M. Foisset avait rédigé, sans toutefois le destiner à la publicité, un mémoire justificatif assez développé. L'éditeur, qui en a l'original entre les mains, espère n'être pas amené à le mettre au jour : le souvenir des hommes dont il y est question et dont la carrière est en cause, n'aurait rien à y gagner en effet, croyons-nous. Nous comptons donc que cette édition nouvelle de la vie du grand orateur et du saint religieux que M. Foisset a le premier mis en pleine lumière, trouvera auprès des nouveaux lecteurs auxquels, dans son format plus modeste, elle s'adresse particulièrement, le même accueil empressé qu'elle reçut, il y a trois ans, à son apparition.

P. DOUHAIRE.

---

## PHILOSOPHIE DE LA NATURE

Par le D<sup>r</sup> HENRI LEVITToux<sup>1</sup>

Tous les livres sérieux qui ont paru jusqu'à ce jour, comme ceux de Lamarck, d'Étienne et d'Isidore Geoffroy Saint-Hilaire, de Darwin, de Vogt, de Huxley, de Lyell, etc., et qui touchent de près ou de loin à la question de la création, ne l'envisagent que dans le sens du développement progressif de la nature déjà créée.

Dans la *Philosophie de la nature*, l'auteur, en s'occupant des métamorphoses de la nature créée, de ses phases diverses dans le développement progressif et continu des êtres organiques, cherche à élucider les questions importantes de la force, de la matière, et finalement cherche à résoudre le problème de la création dans le sens le plus rigoureux du mot.

---

<sup>1</sup> Un beau vol. in-8 de 644 pages. — Prix : 12 fr. — F. Savy, libraire-éditeur 24, rue Hautefeuille, Paris.

# QUINZAINE POLITIQUE

9 janvier 1874.

Le regard tendu vers l'horizon de l'avenir, les nations s'en vont, s'agitant dans la carrière que Dieu leur trace ; les unes, sans savoir bien la main qui les pousse, les autres, sans sentir le mouvement qui les emporte, la plupart, sans daigner retourner la tête, considérer le chemin et réfléchir. Il faudrait qu'un sage, un de ceux dont la raison s'élève au-dessus de nos intérêts et de nos partis, pût, à la chute de chaque année, arrêter un instant dans leur course ces nations entraînées par leurs désirs et la préoccupation du présent ; il faudrait qu'il pût ramener leurs pensées en arrière, leur montrer la route qu'ils viennent de suivre haletantes ou d'un pas allègre, et leur persuader d'en revoir les étapes, non pas avec cette curiosité des souvenirs qui se retrouvent, mais avec cette attention de la conscience qui se recherche et s'instruit. Hélas ! où sont-ils, les sages qui ont ce pouvoir ? Et, s'il y en a, n'est-ce pas nous d'abord, nous, Français, qui nous en allons d'ordinaire à nos destinées comme à des aventures, nous les plus insoucians d'entre les voyageurs de ce monde, n'est-ce pas nous qu'il faudrait de préférence enseigner à suspendre un moment, dans ce passage d'une année à l'autre, le vol de nos légères et rapides espérances, pour écouter notre mémoire et pour en prendre conseil ?

Certes, la France aurait, dans son histoire de 1873, de grands événements à se rappeler, de grandes leçons à s'inculquer. Elle a vu passer, par delà ses frontières, le cercueil de Napoléon III exilé : eh bien, s'est-elle redit suffisamment qu'il avait mené nos drapeaux aux plaines fatales de Mexico et de Sedan ? a-t-elle assez compris com-

bien il en coûte de renoncer au viril contrôle de la liberté? a-t-elle vraiment vu disparaître avec cette ombre les regrets et les ambitions qui formaient encore le cor ége du César vieilli et mourant? Ce nom effacé de la liste de ses prétendants, sent-elle vraiment dans son sein une dissension de moins? Plus tard, le 24 mai, elle a transmis le pouvoir des mains de M. Thiers à celles du maréchal de Mac-Mahon. Or a-t-elle suffisamment rallié et raffermi autour de lui toutes ses forces conservatrices? a-t-elle entendu assez distinctement les cris de joie et de haine qui sont sortis, comme des grondements, des bas-fonds de la société, pour célébrer les Barodet et les Ranc? Puis, elle est redevenue libre sur son territoire, elle a payé sa rançon, elle s'est affranchie de la police de son vainqueur. Mais se souvient-elle assez qu'elle a pour bornes les Vosges, des montagnes que Dieu avait créées françaises sur leurs deux versants? songe-t-elle, comme elle le doit, à la captivité de l'Alsace-Lorraine? a-t-elle bien cette héroïque abnégation qui sacrifie à la patrie les partis et les hommes? Elle a pu, au 5 août, apercevoir devant elle, unis pour sa gloire et sa prospérité, tous les fils de ses anciens rois : a-t-elle estimé à son juste prix cette royauté qui a fait jadis sa grandeur en Europe? a-t-elle courageusement imposé silence aux clameurs des préjugés populaires? et, d'autre part, a-t-on bien su ménager sa délicate et capricieuse fierté? s-t-on su distinguer les nécessités du temps? a-t-on su concilier les droits de la monarchie et ceux de la nation? Enfin, au 19 novembre, la France, effrayée de sa propre incertitude et cédant au besoin de s'assurer un gouvernement, a prorogé pour sept ans la présidence de son modeste et fidèle maréchal de Mac-Mahon : a-t-elle pourtant accepté cette paix et reconnu cette obligation avec toute la sagesse et toute l'honnêteté de la bonne foi? en profite-t-elle, avec un intelligent patriotisme, pour l'ordre, pour le travail, pour la réparation de sa fortune? Voilà les faits importants qu'elle inscrivait dans ses annales de 1873, et voilà les graves questions qui s'y trouvent posées comme pour lui servir d'avertissements en 1874.

L'année 1872, au lendemain des tragiques douleurs de l'invasion, avait été comme une année perdue dans l'étonnement, la souffrance, l'effort, l'essai et le doute : c'était le travail pénible et confus d'un peuple qui se relève d'au milieu de ses débris, qui mesure ses ruines d'un œil épouvanté, qui remet à l'œuvre une main blessée et un cœur gémissant, qui débarrasse son sol des décombres les plus gênants, et qui rassemble ses ressources éparses et diminuées. L'année 1873 — nous pouvons en louer Dieu malgré nos fautes — nous a rendu quelques forces et apporté quelques consolations. La France



a reconstitué tous ses services publics ; la régularité règne de nouveau dans tous ses ministères. L'Assemblée a rétabli le conseil supérieur de l'instruction publique. Le conseil d'État fonctionne avec toute l'autorité de la science et de l'équité ; la justice a repris son empire. La loi militaire s'applique : deux générations de volontaires sont dans nos régiments ; nos dix-huit corps d'armée sont répartis dans leurs régions ; la discipline se restaure. Le crédit de la France s'est maintenu ; elle n'a pas subi la crise monétaire de Berlin, de Vienne, de Londres et de New-York ; elle a suppléé au manque de ses récoltes ; elle a liquidé presque tous ses comptes de guerre, en même temps qu'elle soldait à la Prusse sa dernière indemnité ; elle paye exactement tous ses impôts, et de 1872 à 1873, elle en a réduit de 140 millions la moins-value ; à la Bourse, sa rente vaut davantage ; bientôt elle aura rétabli l'équilibre dans son budget ; ses relations commerciales s'étendent, grâce à de meilleurs traités ; son industrie renaît et multiplie ses affaires avec l'étranger. Ce sont d'heureux présages. Elle a même vu reluire sur les restes de sa fortune ternie un rayon de sa vieille gloire : à Paris, c'était bien l'éclat de sa resplendissante richesse d'autrefois, autant que l'aimable sourire de la France en fête, qui paraît, aux yeux de l'Europe étonnée, la royale et féerique hospitalité qu'elle donnait au shah ; à Vienne, les arts de la France ont montré que son génie était supérieur à son bonheur, et lui ont mérité les plus belles des palmes données, comme les plus nombreuses. Il est certain aussi qu'en dépit de tant de volontés mauvaises et de difficultés graves, en dépit de tant d'hésitations ou de périls, le gouvernement de la France s'est amélioré : il est plus conservateur ; il contient plus fermement les hardies convoitises du radicalisme ; il a fait plus sûre et plus vigoureuse l'administration du pays ; il prépare des lois plus préservatrices de la société ; l'Assemblée délibère en paix à Versailles, et sa durée, son mandat, ses droits, ne sont plus, comme au temps où M. Thiers joignait la dictature de la menace à celle de l'éloquence, un sujet journalier de contestations et d'insultes.

Il est juste de goûter ces consolations ; et Dieu nous garde d'interdire à notre patrie cette joie de l'espérance dont elle sut toujours faire une de ses vertus, une de ses puissances ! Mais gardons-nous aussi de nous laisser prendre à la duperie d'une trop facile et vaniteuse confiance. Il faut que la France reconnaisse virilement sa faiblesse, qu'elle aperçoive son insuffisance et qu'elle mesure d'un clair regard toutes les menaces et tous les périls. Nous ne sommes pas seulement aujourd'hui un peuple désuni par les haines de cinq ou six partis ; nous sommes une nation sans lois constitutionnelles ; nous

avons moins un gouvernement qu'une administration nationale ; aucun de nos pouvoirs n'est encore fixe, notre société vacille, et c'est à peine si l'Assemblée commence à remettre l'ordre et la lumière dans nos ténèbres et parmi nos débris. Une nouvelle dette de huit milliards surcharge notre travail, et tels sont nos besoins qu'en 1876, même sans tenir compte d'aucun amortissement, nous aurons 2 milliards 525 millions de dépenses régulières à faire ; il n'est pas sûr que nous réussissions à nous épargner longtemps une crise monétaire ; il reste à l'Assemblée à prescrire des impôts pour une somme de plus de 60 millions : quelles que soient donc les ressources de notre crédit et de notre économie, la France se trouve dans de si graves nécessités qu'évidemment, durant bien des années, la liberté manquera à ses desseins. Notre armée est incomplète ; ses réserves territoriales n'existent encore que dans l'imagination du ministre ; sur nos frontières, pas un obstacle à l'audace de l'ennemi, point de forteresse entre Strasbourg, Metz et Paris ; il nous en coûtera un milliard et demi avant d'avoir reconstruit le matériel de guerre dont nous avons besoin ; et si loin que la France regarde autour de soi, dans cet univers jadis plein des témoignages rendus à sa force comme des hommages rendus à sa gloire, elle n'aperçoit les signes d'aucune alliance assurée. Enfin, sa population a déchu, non-seulement par suite de nos désastres, mais par l'effet d'une funeste stérilité : elle n'était plus que de 36,102,921 habitants au commencement de l'an 1873. Ce sont là de graves raisons pour redoubler d'efforts. Nous avons, nous autres enfants d'une race qui, d'un coup d'aile, s'est tant de fois relevée de la terre aux cieux, le droit de ne pas désespérer de la fortune de la France. Notre histoire tout entière nous crie courage, et c'est cette vaillance obstinée d'âmes légères et vives que rien ne peut enchaîner dans le désespoir, c'est cette vaillance qui aida nos pères à reconquérir si souvent leurs trésors et leur gloire. Soit. Mais il sied aussi de ne pas comparer trop exactement les siècles, les hommes et les choses, et de voir si les circonstances nouvelles où ses malheurs ont placé la France ne nous imposent pas des soins plus pénibles et des devoirs plus héroïques qu'à aucune époque de son passé.

Parmi ces soins et ces devoirs, nous n'avons pas la prétention d'indiquer ceux du gouvernement et de l'Assemblée. Mieux que nous, les ministres savent que pour gouverner, quelque nom qu'on porte et quelque magistrature qu'on exerce, il faut assurer le respect du pouvoir qui commande à la nation : c'est là une nécessité qui n'est particulière à aucun régime, mais inhérente à tout gouvernement ; elle procède de l'idée même de gouverner. Le maréchal

de Mac Mahon a reçu de l'Assemblée la présidence de nos affaires pour sept ans : nul n'a légalement le droit d'en réduire le terme et d'en contester la durée; tout l'interdit, la loi, la loyauté et le bon sens. Les ministres n'ignorent pas non plus qu'il faut à leurs intentions et à leurs actes l'unité d'une même direction : sans le concours des volontés, tout est désordre, faiblesse, erreurs et retards dans l'administration du pays et dans la politique du gouvernement. Nous n'avons pas besoin davantage de les stimuler à l'œuvre qu'ils ont entreprise pour préserver la société et la patrie des folies ou des fureurs du radicalisme. Cette énergie, ils l'ont, et ils en sont loués. Qu'ils se délient néanmoins des conseils qui les invitent, soit à concentrer toute la force du gouvernement dans une mesure, soit à ne craindre aucune rigueur. C'est le propre de l'esprit français que de vouloir la simplicité dans l'action comme dans la doctrine; mais c'est peu connaître le cœur humain, et ne pas voir tous les maux, toutes les fautes et tous les vices dont souffre notre nation, que de croire un seul moyen capable de les guérir, de les réparer et de les corriger tous ensemble. On n'y réussira pas avec une seule loi, celle des maires, celle du suffrage universel ou celle de la presse : il les faut employer à la fois, ou plutôt il faut des lois diverses, nombreuses, efficaces et définitives; il faut l'aide du temps aussi, et le secours de cette éducation que le temps permet de dispenser avec les lois. Se confier, quand il s'agit de la vie si profonde et si vaste d'une nation, se confier à la vertu d'un seul remède, c'est s'inviter soi-même à en exagérer la force pour le rendre plus salubre. Eh bien, nulle part le danger n'en est plus grand qu'en France; car, de tous les peuples, le Français est, par tempérament, le plus prompt aux réactions.

L'Assemblée, en reprenant ses travaux, va traiter plusieurs des questions les plus controversées et soulever quelques-unes des passions les plus vives de notre pays. Le courage et la clairvoyance ne lui manqueront pas, nous en sommes sûrs. Mais, quelques décisions qu'elle prenne, il faut qu'elle sache bien que pour elle et pour nous, elle a à surmonter d'autres périls encore que ceux qu'elle aura particulièrement sous les yeux, au milieu de ces graves débats. Le premier, c'est l'abus du régime parlementaire. On rencontre en trop grand nombre, dans notre pays, des gens qui ne cessent de décrier les libertés des assemblées : serviteurs intéressés de la dictature, soit impériale, soit populaire, ils ne s'occupent, dans les besoins de leur ambition ou pour l'excuse de leur passé, qu'à signaler les inconvénients et les imperfections de ces libertés. Il ne faut pas trop mépriser leurs reproches, devant une nation aussi amoureuse que la

noître de logique absolue, aussi vite fatiguée, aussi variable dans ses volontés. Soit que l'Assemblée s'impose des règles, soit qu'elle établisse des coutumes en se contentant de ces précautions de l'esprit qui valent des lois, il importe qu'elle veille attentivement à l'usage de ses droits parlementaires : il serait bon que, moins studieuse des idées générales et moins éprise de beaux discours, elle activât ses travaux législatifs ; il serait bon qu'elle diminuât la fréquence des interpellations, qu'elle assignât une durée à ces lois qu'on la prie trop souvent de défaire et de refaire, et qu'elle n'érigéât pas ses comités en petites assemblées. Le second des dangers que les conservateurs lui indiquent, regarde seulement la majorité : c'est la discorde. Il est triste d'avoir à remarquer les récriminations, les soupçons et les haines que quelques-uns répandent dans ses rangs pour la diviser. « Oui, l'union est aujourd'hui la seule ressource qui reste à nos espérances ». Avec tous les accents de l'honneur, du patriotisme et de la foi indignés, l'évêque d'Orléans le disait hier en rectifiant, comme M. H. de Lacombe l'avait fait aussi dans une lettre éloquente et courageuse, ces récits erronés de *l'Univers*, où le nom de sa ville épiscopale, son clergé et lui-même se trouvaient indignement outragés. Hélas ! c'est une douloureuse nécessité que celle d'une défense, même généreuse et juste comme celle-là, quand il faut l'opposer à des hommes que tous les intérêts et tous les devoirs rangent d'avance parmi les conservateurs. Ces imprudentes violences qu'on prétend mettre au service de l'Église et de la royauté, ont-elles donc d'autre effet, par le dégoût ou l'effroi qu'elles causent, que d'éloigner bon nombre d'honnêtes gens de ces autels et de ce trône devant lesquels on fait retentir ainsi les clameurs et les insultes ?

Des divers événements qui sont survenus, cette année, dans la vie des peuples européens, on n'en voit pas qui aient directement influé sur les destinées de la France ; mais il en est plus d'un qui a mérité son attention, malheureusement trop distraite par le souvenir de ses infortunes, le sentiment de sa faiblesse ou l'incertitude de sa situation. Devant nous, sur cette frontière de l'Est où sa grandeur nous presse et où ses victoires semblent toujours nous assiéger, s'est encore accrue l'excessive puissance de la Prusse : M. de Bismark a ressaisi, dans les conseils de l'Empire, le sceptre qu'il feignait d'y avoir abandonné ; il tente, pour adjoindre à sa politique une ressource de plus, d'asservir l'Église à l'État ; il vient, dans les élections du Landtag, de s'acquérir les suffrages d'une majorité docile ; après les empereurs de Russie et d'Autriche, il attire Victor-Emmanuel à Berlin, comme au centre où se nouent aujourd'hui toutes les grandes alliances de l'Europe ; il a fait paraître sa marine à Carthagène, dans une intervention hautaine et bruyante ; il a, depuis 1870,

augmenté son armée d'une armée nouvelle de 135,000 hommes : en sept jours, il peut jeter au Nord comme à l'Ouest 710,370 combattants, avec 116,840 chevaux et 2,082 canons ; enfin, il achève d'unifier l'Allemagne, en imposant à tous les États de l'Empire soit les mêmes monnaies, soit le même Code civil. L'Autriche, sept ans après avoir reçu sa blessure de Sadowa, n'est encore occupée que de raffermir en paix ses forces ébranlées : l'heure n'est pas venue où elle pourra, l'épée haute, rentrer sur la scène du monde. Ses peuples ont dans leur souverain une affectueuse confiance ; le prince Auersperg a groupé plus étroitement dans le nouveau Reichsrath les nationalités rivales dont se compose l'Empire ; il y aura en 1874 un excédant dans le budget de l'Autriche ; l'armement du pays se perfectionne ; mais on ne sent encore dans l'empire austro-hongrois ni la richesse, ni la vigueur, ni la solidité qui lui seraient nécessaires pour une grande entreprise : peut-être M. Andrassy a-t-il tort de tourner si jalousement vers l'Orient les vues de sa politique ; mais il est certain qu'à l'heure présente, il ne saurait les porter vers l'Occident : tant que la France sera faible et qu'elle devra s'isoler, on sera obligé à Vienne de ménager l'arrogante fortune qui règne à Berlin. La Russie se félicite de son bonheur, et son orgueil en est bien libre : elle s'est emparée de Khiva ; elle a conquis et cédé la rive droite de l'Amour au khan de Bokhara, son vassal fidèle, qui veille pour elle sur la route de l'Inde, en face de l'émir de Caboul, qui sur cette même route est la sentinelle de l'Angleterre ; elle a constitué un gouvernement du Turkestan ; en Europe, elle a préparé à une longue défense ses places fortes de l'Ouest ; elle développe sur des espaces infinis le réseau de ses chemins de fer et de ses télégraphes ; elle affranchit ses soldats des peines corporelles et leur donne l'instruction primaire ; enfin, son immense armée sera bientôt tout entière réorganisée. Il y a quinze ans que la Russie se recueillait : à quelque dessein que son ambition l'appelle, la voici prête.

La Suisse a déshonoré ses vieilles libertés par son intolérance religieuse : elle égale, dans cette oppression de l'Église, sa république à celle de 1793. L'Italie a spolié les couvents romains ; vain moyen de s'enrichir : il y a, dans ses finances, un déficit de 150 millions, et ses populations gémissent sous le poids des impôts : quel que soit l'appareil de grande puissance dont elle se couvre, sa force est moindre que son faste. Quelle facilité prête-t-elle en secret aux haines inassouvies que la Prusse est avide de satisfaire aux dépens de nos derniers biens et de notre dernier honneur ? Nous ne savons ; et ce n'est pas parce que M. Minghetti a succédé à M. Lanza dans le ministère, et que le général La Marmora a dénoncé au monde, dans de curieuses et honnêtes révélations, la perfidie de M. de Bismark

en 1866, ce n'est pas parce que d'anciennes amitiés semblent les unir encore à la France, que nous laisserons s'assoupir nos craintes et nos défiances : nous demanderons notre sûreté, non à la gratitude de l'Italie, mais à la sagace circonspection de la France. La Grèce querelleuse et turbulente se tait, et ne fait plus parler d'elle : elle a réglé son affaire du Laurium avec la France et l'Italie. La Turquie a beau changer de vizirs et d'emprunts ; elle a beau enfler la voix pour commander à ses tributaires : elle languit, à demi endormie dans son fatalisme oriental ; elle ne relève point sa puissance ; son capricieux sultan a permis au vice-roi d'Égypte de lui acheter la liberté d'un pouvoir vraiment souverain. Le Portugal, la Belgique, les États scandinaves prospèrent, dans l'activité régulière de leurs droits et de leurs devoirs constitutionnels. La Hollande, dans son expédition d'Atchin, protège son empire de Sumatra. L'Angleterre suit d'un regard inquiet ses colons et ses soldats engagés sur la côte d'Afrique, dans la guerre des Ashantees. Le travail de ses destinées intérieures, ce travail où elle mêle si bien à la hardiesse des réformes la fidélité des traditions, a été ardent en 1873. Elle a commencé cet essai du vote au bulletin, qu'elle doit continuer jusqu'en 1880 ; et par une émulation qui n'est pas tant la recherche de la popularité qu'un juste instinct de leur prévoyance politique, whigs et tories proposent d'accorder aux classes agricoles la faculté de voter : ce seraient deux millions de suffrages de plus dans les élections de l'Angleterre. Les patrons se sont fédérés contre les grévistes ; et s'il est vrai que les ouvriers multiplient les Trade's Unions, il faut remarquer aussi que la légalité et l'habitude des choses pratiques, ces deux sauvegardes familières au peuple anglais, tempèrent tous leurs efforts. Le 12 mars, M. Disraéli, victorieux de M. Gladstone, dans le Parlement, eût pu former un ministère : il a été plus sage d'attendre ; les conservateurs gagnent de jour en jour des sièges au Parlement : ils gouverneront avec plus de force, quand ils auront derrière eux une majorité plus compacte ; et plaise à Dieu qu'ils donnent alors à l'Angleterre une politique extérieure plus digne de son passé, plus généreuse et plus noble, plus conforme aux intérêts généraux de l'Europe, que ne l'a été celle de M. Gladstone, de 1870 à 1873, à l'heure de nos désastres, devant les réclamations de la Russie, dans les affaires de l'*Alabama* et de San-Juan, et lors de la campagne de Khiva ! Pour la France surtout, il importe que l'Angleterre reprenne une place plus haute dans les conseils de l'Europe.

On sait dans quelle convulsion la république espagnole, après onze mois de désordres et de fureurs, vient de voir finir la dictature de M. Castelar et commencer celle du maréchal Serrano. M. Castelar, que de plus en plus l'expérience avertissait du néant de ses

utopies d'autrefois, a succombé sous les coups de M. Salmeron et de M. Pi y Margall, pour avoir essayé, dans l'exercice du pouvoir, de gouverner selon l'ordre nécessaire à toutes les sociétés ; il en était arrivé, de leçon en leçon, d'aveu en aveu, à reconnaître que le fédéralisme n'eût été que la dissolution de sa patrie ; les événements l'avaient contraint de confesser qu'il faut une armée, et dans l'armée une discipline : ses amis l'ont jugé infidèle ; ils se sont irrités qu'il voulût refréner la licence des démagogues, lui qui l'avait déchainée en la légitimant des noms de la liberté et de la république ; ils ont suspecté sa foi républicaine ; et le premier jour qu'il a rassemblé les Cortès, tandis qu'au loin grondait le canon qui bombarde Carthagène et qu'au nord Moriones se dérobait dans les détours fuyants de sa stratégie, ils l'ont renversé sans s'inquiéter des maux qu'ils pourraient favoriser : c'est la coutume révolutionnaire ; c'est un exemple de plus, dans cette histoire de l'Espagne, pour autoriser M. Naquet à dire que « la république, c'est le provisoire permanent. » M. Castelar avait conspiré pour la république contre le roi Amédée ; et, le 23 avril 1873, il avait lui-même expulsé les députés assemblés dans le palais des Cortès. Le général Pavia, et derrière lui, l'homme qui dirigeait son épée, le maréchal Serrano, n'ont fait qu'imiter M. Castelar et son parti. Certes, le coup d'État du 3 janvier est un acte d'usurpation et de violence : il n'y a pas, dans la conscience plus que dans la loi, un droit qui excuse cette brutale victoire remportée par un soldat sur une Assemblée ; mais l'Espagne, lasse et malheureuse, habituée à ces surprises, tolérante pour ces méfaits, partagée entre mille craintes et mille hostilités à la fois, l'Espagne semble avoir accepté sans résistance ce règne de la force : c'est qu'elle n'avait aucun regret à donner aux six gouvernements que la république, avec l'instabilité de son régime et la multiplicité de ses compétitions, l'avait forcée de subir depuis le 11 février 1873. Quel sort, meilleur ou pire, le maréchal Serrano lui apporte-t-il ? quels sont ses desseins ? Quelques conjectures qu'on forme à ce sujet, on peut, par malheur, supposer qu'il y aura encore plus d'une intrigue inattendue et plus d'une péripétie émouvante dans ce trop long drame espagnol. Souhaitons qu'au moins la France s'instruise à ce spectacle, en attendant que l'Espagne, ainsi traînée sur ce théâtre qu'elle couvre de son sang, profite elle-même des moqueries et des douleurs qu'elle y endure !

Les fléaux, ceux du choléra, de la famine et de la misère, ont sévi cruellement en Europe, cette année : ils ont dépeuplé plus d'une de ces provinces allemandes où les vainqueurs de 1871 avaient orgueilleusement étalé les trophées de nos défaites. Mais la guerre, ce fléau qui vient du cœur des hommes, n'a dévasté aucun pays européen,

si ce n'est l'Espagne, que ravagent ses propres fureurs. Aucune borne n'a donc été déplacée sur notre continent. Toutefois, aucune des grandes injustices des dernières conquêtes n'a été réparée, ni dans le Slesvig, ni dans la confédération du Nord, ni dans notre Alsace-Lorraine. Point de révolution politique en Europe, sinon dans les deux républiques latines d'au delà et en deçà des Pyrénées : ici, un gouvernement qui se renouvelle, par la volonté légale et pacifique de l'Assemblée nationale ; là, le pouvoir six fois changé, deux parlements violemment dissous, la république décrétant la dictature, et dans ce désordre le coup d'État d'un soldat ; en face, la monarchie constitutionnelle assurant, sous tous les ciels et pour toutes les races de l'Europe, la tranquillité, la liberté et le bonheur des nations. Partout, il faut le dire, le mal social fermente au cœur des foules : il trouble également les ouvriers dans le Danemark, la Prusse, l'Angleterre, la France et l'Espagne. C'est la menace des convoitises affaîmées par le besoin ou la débauche : autant que la force, il faut employer à les calmer les bienfaits de l'éducation, de la foi, de la charité, de la prévoyance et du travail. L'année 1873, hélas ! aura rendu à l'Europe l'odieux spectacle des persécutions religieuses : l'intolérance, croyait-on, n'était plus possible aux hommes du dix-neuvième siècle ; malheur donc à ceux qui, à pareille époque, ont tenté cette tyrannie dans le libre royaume des âmes ! Rien n'en console, surtout à une heure de ce siècle où l'historien pouvait compter comme des progrès pour l'humanité, cet amour de la paix qui, cette année, a eu ses apôtres jusque dans les parlements, ce commerce des peuples qui se répand à travers les déserts et qui va rejoindre les Indes à l'Europe, cette science des rapports internationaux qui simplifie les traités et réunit les nations, cette civilisation qui ouvre l'Orient et transforme le Japon, et enfin ce grand acte de bienfaisance et de justice qui aura, en 1873, aboli l'esclavage à Cuba, à Zanzibar et à Khiva.

AUGUSTE BOUCHER.

A l'heure où ces lignes s'impriment, nous apprenons qu'à la rentrée même de l'Assemblée, dans la séance du 8, la gauche, résolue et préparée à surprendre un vote, s'est empressée, en voyant les bancs de la droite presque vides, de faire décider, par un coup de majorité factice, qu'on ajournerait la discussion de la loi des maires ;



c'était une décision contraire aux résolutions antérieures de l'Assemblée, qui d'urgence avait inscrit cette loi à son ordre du jour d'hier. Une telle surprise, ajoutons-le, est indigne d'un peuple qui veut être libre et d'une Assemblée qui veut rester honnête : on ne joue pas à ce jeu perfide et puéril les destinées d'un gouvernement, sans discréditer le régime parlementaire et sans inquiéter la nation. M. Picard, par une habileté mesquine, et M. Grévy, avec des raisonnements plus subtils que sincères, ont profité d'une imprudence de M. de Francieu, qu'on ne saurait trop regretter. 268 voix, contre 226, ont prononcé l'ajournement : environ 140 députés de la droite manquaient à cette délibération. Les ministres ont offert leur démission au maréchal de Mac-Mahon : il l'a refusée, en laissant ainsi à l'Assemblée le temps et la faculté de réparer le tort de cette étonnante surprise. Si M. de Broglie demande un vote de confiance, nous ne doutons pas que la majorité, enfin réunie et présente, l'accorde en toute justice au ministère.

A. B.

*L'un des Gérants :* CHARLES DOUNIOL.

# UNE FAMILLE D'AUTREFOIS

---

Ce qu'on va lire est-il digne de nos lecteurs? Ne sont-ce pas choses qu'ils savent déjà? N'ont-ils rien lu de pareil? Je ne doute pas que, dans bien des archives de familles, dans bien des vieilles caisses poudreuses, reléguées au fond des greniers d'un château, et destinées, hélas! à remplacer au besoin les allumettes chimiques, des souvenirs pareils et d'un plus grand prix ne puissent se retrouver. Il suffirait d'y regarder, mais on n'y regarde pas. Et, puisque les quelques lettres, dont on va voir des extraits, sont tombées en mes mains, pourquoi ne pas en parler, ne fût-ce que pour provoquer des publications pareilles, autrement remarquables, et qui, sans doute, feront bien oublier la mienne?

Ce qui suit, en effet, ce n'est pas de la politique, ce n'est pas de l'histoire; ce sont des vestiges d'un passé qui est tout près de nous, chronologiquement parlant, qui est à mille lieues de nous, moralement parlant; nous l'avons oublié ce passé, nous ne le connaissons pas; nous le connaissons moins que l'antiquité et le moyen âge, parce que, l'antiquité et le moyen âge, nous prenons la peine de les étudier. Ce sont des vestiges de cet ancien régime qui, dans mon enfance, passait déjà pour une vieillesse (qu'est-ce donc aujourd'hui?) qui est oublié, suranné, *démodé*, dont on fait à cette heure, moyennant les grosses couleurs dont on prend soin de le surcharger, un épouvantail pour les classes ignorantes; cet ancien régime que nul d'entre nous ne souhaite voir renaître et dont aucun homme raisonnable ne redoute l'impossible retour, qu'il faudrait cependant connaître, je ne dis pas pour le regretter, mais au moins pour le juger.

Je n'écris pas, Dieu m'en garde! d'après des papiers officiels, ou

des correspondances de cour ou des archives de grandes maisons. Je n'ai pas la prétention de faire figurer ici des grands seigneurs ou de hauts financiers plus puissants souvent que les grands seigneurs; encore moins de peindre ce monde de Versailles et de Paris, qui constitue à proprement parler le dix-huitième siècle, avec ses hardiesses, ses caprices, ses engouements et ses scandales. Non, il s'agit de l'intérieur d'une famille, d'une famille de gentilshommes il est vrai, mais de ces modestes gentilshommes de province qui pesaient sur les destinées de la France beaucoup moins que la maîtresse d'un fermier général ou la première femme de chambre de madame de Pompadour; de ces gentilshommes dont la fortune était médiocre, la carrière peu brillante, et qui étaient trop heureux lorsqu'après avoir, pendant vingt ans, donné au roi leurs fatigues et leur sang, ils pouvaient se retirer avec quelques écus de moins et la croix de Saint-Louis de plus. Un seul membre de cette famille avait jadis percé, avait été quelque peu homme de cour, gentilhomme d'ambassade sous Louis XIV, major et chevalier des ordres. Les autres, depuis trois siècles, combattaient obscurément sans atteindre les hauts grades de l'armée, se faisaient tout bonnement tuer, ceux-ci au siège de Dôle, celui-là à Crefeld; ou bien ils arrivaient à grand'peine à acheter une compagnie (deux seulement furent majors, un lieutenant-colonel); et alors, après vingt-cinq ans de vie militaire, « les dépenses inséparables du service, en ce temps où les capitaines étaient propriétaires de leurs compagnies, ayant dérangé leurs affaires, malgré leur inclination pour le service, ils demandaient leur retraite, afin de conserver une fortune suffisante pour que leurs enfants pussent les remplacer<sup>1</sup>. » Tels étaient ces aristocrates hautains, ces despotes, ces sangsues du peuple, auxquels il était urgent que la guillotine de 1793 fit payer l'odieux privilège dont ils avaient abusé pendant trois cents ans, de donner pour la France leur sang et leur argent à la fois.

Les lettres qui me sont tombées entre les mains nous peignent l'intérieur d'une telle famille. On y est de son siècle, on a lu Jean-Jacques; on y a pris cette phraséologie sentimentale du temps, empreinte à nos yeux de banalité et d'affectation; on parle de son cœur, ce qui, aujourd'hui, est prohibé: mais aussi, quoiqu'on ne vive pas dans le grand monde, on est gens du monde; on aime une certaine élégance de conversation, et même de meubles et de vêtements; quoiqu'on ne soit pas riche, on n'est pas bourgeois, on garde la distinction des paroles et des manières. On habite loin de Paris, on y va peu;

<sup>1</sup> C'est ce que les papiers de famille disent de l'un d'eux, mort en 1786 et dont nous reparlerons dans un instant.

on lui demande (et on a bien raison) plutôt son Eau de Cologne et son éventail que ses idées et ses mœurs. Il y a bien là un père un peu rigide, ce soldat retiré après quatorze campagnes et vingt-trois ans de service dont je parlais tout à l'heure, bon et sage chrétien, ménager à juste titre d'une fortune bien restreinte, qui trouve que ses fils, pages du roi, se laissent trop séduire par le luxe de Versailles et lui font payer bien cher les compagnies qu'ils achètent; qui se plaint aussi que les chanoinesses, ses filles, embellissent un peu trop leurs cellules: mais, après tout, on s'aime et on aime à se le dire; père et enfants, frères et sœurs, cousins et cousines, amis et amies ne craignent pas de multiplier ces expressions d'amitié et de tendresse que notre siècle positif ou positiviste a bannies de son style. Ici pourtant elles sont sincères; on s'est toujours aimé les uns les autres, et on ne cessera pas de s'aimer. Dans toute cette correspondance, jusqu'à l'heure de cette révolution qui a brisé tant de cœurs et même affaibli tant de liens, je ne vois pas trace d'un dissentiment, encore moins d'une querelle, encore moins d'une faute grave; on vit amicalement, cordialement, gaiement; l'esprit ne manque pas, mais la bonne humeur et le bon cœur encore moins. Que ce fussent des esclaves ou des despotes, des vassaux humiliés ou des aristocrates arrogants, je ne puis m'empêcher, en lisant leurs lettres, de dire : Les heureuses gens !

Ces chanoinesses dont je viens de parler, et une d'elles surtout, à laquelle la plupart de ces lettres sont adressées, nous représentent un type à peu près inconnu aujourd'hui. Quoi qu'on puisse faire, le mariage ne sera jamais, dans aucune société, une loi sans exception. Il y a eu des célibataires dans les temps antiques comme dans les temps chrétiens, plus encore que dans les temps chrétiens : mais avec cette différence que le célibat païen, le célibat sans Dieu, égoïste et dissolu, était un fléau pour les sociétés humaines; le célibat chrétien, au contraire, chaste et dévoué, est un bienfait. La fréquence du célibat, dans l'ancienne Rome, finit par épouvanter les législateurs, auxquels il faisait craindre à juste titre la diminution de la race, et ils s'armèrent contre lui de prohibitions toujours inefficaces, de pénalités toujours insuffisantes. L'Europe chrétienne a pu se passer de ces impuissantes rigueurs. L'Eglise, en interdisant le mariage au prêtre et au religieux, purifiait et sanctifiait le célibat bien plutôt qu'elle n'augmentait le nombre des célibataires. Par suite du même principe qui lui faisait donner à la virginité le premier rang, elle donnait le second à la chasteté conjugale; le célibat profane et dissolu demeurait flétri. Aussi, tandis que l'empire païen voyait sa population diminuer de siècle en siècle, le moyen âge chrétien (chose remarquable, mais qui s'explique facilement), le moyen âge chré-

lien, malgré la multitude des moines, des prêtres et des religieuses, voyait sa population augmenter de siècle en siècle. Les célibataires du monde païen, en dépit des impuissantes prohibitions de la loi, marchaient en tête de la société, donnant l'exemple de la dissolution des mœurs, de la volupté sans frein, de la richesse insolente et égoïste. Les célibataires du monde chrétien, moins nombreux, marchaient, eux aussi, en tête de la société, donnant, par la pureté des mœurs, l'abnégation, la pauvreté et la pauvreté volontaire, un salutaire exemple qu'au-dessous d'eux on s'efforçait de suivre, chacun selon sa vocation, dans le mariage même, et par le mariage. Le célibat profane est une peste ; le célibat sanctifié est un baume salutaire.

Or, puisque la force des choses, bien plutôt que les institutions civiles, a fait de tout temps du célibat la condition obligée d'un grand nombre de créatures humaines, pourquoi ne pas relever et sanctifier autant que possible le célibat ? Quand Dieu a parlé au cœur, quand il a appelé un nouvel Abraham à désertier les lieux témoins de son enfance, la porte du sanctuaire s'ouvre pour lui ; rien de plus saint et de plus auguste. Mais ceux, ou du moins celles que Dieu n'a pas honorées d'un appel semblable, voulez-vous qu'elles demeurent toutes sur cette pente de la vie mondaine, qui les mènera peut-être au mariage, mais qui les mènera peut-être au déshonneur, attendant d'abord, puis désirant, sollicitant, puis mendiant, aux dépens de leur dignité présente et du bonheur de leur avenir, un époux qui ne se trouve pas ? N'était-il pas souvent d'une vraie tendresse paternelle de soustraire sa fille à cette chanceuse loterie où ne rien gagner est quelquefois le meilleur lot ; de lui trouver un asile qui, après tout, ne la liait point pour jamais, qui ne lui rendait pas le mariage impossible, mais la mettait à même de s'en passer, et, au lieu de l'impatience inquiète de la fille à marier, lui donnait, avec toute la dignité de la vierge, quelque chose de la liberté de la jeune femme ? Elle ne quittait complètement ni sa famille ni même le monde, mais elle était mise à part et plus rapprochée de l'autel, ayant de pieux devoirs à remplir, un séjour obligé auprès de la maison du Seigneur, et elle avait plus de liberté dans le monde par cela même qu'elle était plus particulièrement la servante de Dieu.

Lors donc que, en 1772, trois jeunes filles, presque trois enfants — Ursule, Victoire et Mélanie (les noms de famille importent peu), — furent présentées au chapitre royal de Lons-le-Saulnier, recevant un titre, s'imposant quelques pratiques pieuses, mais ne se liant point pour la vie ; leurs parents, soyez-en sûrs, ne s'imaginèrent pas faire d'elles des victimes cloîtrées, comme on disait alors, ni se rendre coupables d'un acte de tyrannie paternelle, ni même s'honorer

par un grand sacrifice chrétien. Pieux et tendres, ayant la lourde charge de deux fils au service du roi, sentant que les dots seraient maigres et peu enviées, ils voulaient rendre possible à leurs filles, au lieu de cette chasse inquiète et haletante après un introuvable époux, un célibat honorable et pieux. Elles allaient à quelque quarante lieues du toit paternel ; mais sans y renoncer ni pour toute la vie, ni même pour toute l'année ; mais encore, elles se séparaient si peu de leurs parents, que ceux-ci pouvaient les suivre et s'établir auprès d'elles dans la cité où leurs devoirs les appelaient : c'est ce qu'ils firent plus d'une fois. Qu'on trouve cela un peu mondain, je le conçois ; mais qu'on le trouve tyrannique, je ne le conçois pas. Ce n'étaient pas des religieuses, c'étaient seulement des chrétiennes disant par avance au mariage : « Je ne veux pas de vous, » ce qui fit peut-être que le mariage voulut d'elles.

Au début de cette correspondance, toute cette génération est bien jeune encore. L'aînée des trois sœurs a vingt-six ans, la seconde dix-huit, la dernière est presque une enfant. Non-seulement on est jeune, mais on a de jeunes parentes mariées, des cousins et des cousines répandus de çà et de là dans les provinces avoisinantes. On s'écrit amicalement, gaïement, plaisamment, en gens heureux, qui s'amuse parfois, tant ils sont heureux, à jouer la tristesse. En voici un échantillon qui me semble original. La lettre est écrite de Saint-Flour, au sein des montagnes du Cantal, par une bien triste exilée, on va le voir :

« A la plus aimable, la plus belle, la plus indifférente, quoique la plus aimée des cousines, Nannette de la S. de D., reléguée dans les rochers au milieu des montagnes arides, et qui n'a d'autre consolation que celle de penser à sa chère Victoire, offre ses hommages et ses baise-mains... Vous me passerez, je vous prie, mes airs montagnards, et j'aurai besoin de quelque indulgence de votre part et de vos leçons pour reprendre la figure et le ton du Forez. Je suis devenue si Auvergnate et, qui pis est, si montagnarde, que j'en suis honteuse. J'ai beau secouer la poussière qui s'attache à mes pieds, pour ne pas contracter ce vernis plus que provincial ; mes efforts sont inutiles. Mes oreilles se sont presque accoutumées aux sons barbares d'un langage plus barbare encore sortant de ces bouches glapissantes... Ce n'est pas le plus grand de mes désagréments. Je suis dans la compagnie d'un diable déchaîné des enfers pour mon supplice, et qui s'acquitte très-bien de sa commission. Ce diable, tout méchant qu'il est, et que vous reconnaîtrez sans doute pour être celui qu'on m'a donné pour mari, a convoqué un autre diable plus noir et plus méchant encore, arrivé ici par la voiture de messieurs les diables. C'est à ces deux démons que je suis livrée... Je n'ouvre les yeux que

pour apercevoir que je suis plongée dans un puits profond. L'aspect du ciel m'est interdit, et je ne le vois que par un trou ménagé pour ne pas nous laisser dans une entière obscurité. Le peu de lumière que je reçois ne sert qu'à me faire voir la difformité des diables qui m'obsèdent. Je baise mille fois cette lettre plus heureuse que moi, puisqu'elle va fuir de ces horribles lieux pour se rendre entre vos mains. » Et elle signe : *La S... bien fâchée d'être D...* — Mais ici la plume du mari intervient et proteste : « M. de D..., qui est bien fâché d'avoir un petit chiffon de femme comme je l'ai, et vous exhorte à ne jamais ressembler à votre cousine de la S..., non fâchée d'être D... » — Mais la femme, à son tour : « Si ! fâchée d'être D... ; c'est très-vrai. » — Et la querelle conjugale continue de s'épancher sur la même feuille de papier, chacun prenant la plume à son tour, la repassant à son adversaire, la femme pour décrier l'Auvergne, et le mari pour protester que l'Auvergne est un pays de Cocagne ; la femme disant que son mari est un démon, le mari appelant sa femme un petit diable sorti des enfers : ce qui nous mène à conclure que l'Auvergne n'était pas si laide ni la vie de château si désagréable dans les montagnes du Cantal, et qu'en cette demeure de Saint-Eustache on ne faisait pas, en définitive, trop mauvais ménage.

Voici un autre exemple, moins intime, plus mondain, de la gaieté étourdie de cette jeune société qui marchait ainsi en riant vers l'abîme de 1789. Elle, du moins, n'avait pas charge de le prévoir. C'est en février 1781, et c'est un récit de voyage écrit par un parent quel que peu parisien à sa parente Victoire.

Il raconte qu'il était à la campagne, en visite pour quelques jours. Il a roulé de château en château, avec trois chevaux ombrageux et un très-mauvais cocher, lequel n'était autre qu'un de ses amis. L'un des chevaux ruant, l'autre se cabrant, l'autre reculant, il est arrivé enfin là où il comptait séjourner quelques jours. Mais dès le lendemain (voyez le malheur !) « une certaine madame D... nous parvient, ... disant qu'il y a une belle comédie à Moulins, que la Girardin y fait *flores*, et que nous serions à temps pour la voir. C'était à table, à l'entremets, à deux heures passées, qu'elle tint ce maudit propos, au lieu de se coudre la bouche. Nous nous levons par acclamation : « C'est bien dit ! Voulez-vous ? — Allons, vite, les chevaux ! A ce soir. » Nous voilà partis ; nous oublions étourdiment les trois quarts de ce qu'il faut pour faire rouler la voiture ; la voiture roule toute seule. Nous prenons des chevaux de poste au Vernet ; nous courons tour à tour pour faire hâter les relais. Les chevaux écumant ; on eût dit qu'un dieu pressait leurs flancs poudreux. — « Mais, messieurs, c'est fou ; jamais nous n'arriverons ! Il est déjà nuit ! C'est de la moutarde après dîner ! Nous nous ferons moquer de nous ! Il vaut

mieux retourner! » — C'était à moitié chemin de Moulins que se tenait ce petit colloque. — « Mais écoutez! il y a un remède à tout. Nous manquerons probablement la comédie à Moulins; allons à l'Opéra à Paris, nous ne le manquerons pas. — Bravo! bravo! — Veux-tu, toi? — Je ne demande pas mieux. — Et moi aussi! Foin de qui se dédit! » — Bref, nous allons à Paris. A Paris, madamel Comment trouvez-vous le coup? Nous n'avions ni bonnet de nuit, ni chemise, ni harnais au cabriolet (il en fallait emprunter à toutes les postes), ni ailes, ni strapontin; nous étions quatre, assis les uns sur les autres, ni, ce qui était pis, le sou dans nos poches. Nous empruntions sur la route, nous ne mangeons qu'en l'air, nous dormons de même. Dans l'espace d'un dimanche à l'autre, nous partons et nous revenons, et nous avons vu l'Opéra, les Français, les Italiens, Nicolet, Audinot, l'Écluse, les élèves de l'Opéra, la foire Saint-Germain et le Wauxhall. »

Sans vapeur, sans chemin de fer, sans télégraphe, on n'était donc pas en province si loin de Paris. On avait tout autant de goût pour le plaisir; mais, ne fût-ce que pour le plaisir, on savait se gêner. Le mot de *comfort* n'était pas encore dans notre langue.

Ainsi on était gai, et de cette gaieté sans amertume, sans raillerie mordante, sans mélange de dissentiment et de jalousie, qui est la gaieté de la bonne jeunesse. Il y avait cependant des peines; il y en avait, comme toujours, de réelles; il y en avait, comme toujours aussi, d'imaginaires. La chanoinesse ou même la comtesse Victoire (car le chapitre donnait le titre de comte) était charmante d'esprit, de cœur, de visage, enchantant tous les autres, mais ne se plaisant pas toujours à elle-même. On lui prodigue les marques d'amitié et de fraternelle tendresse; on lui parle sans cesse du charme qu'on trouve auprès d'elle; mais il faut aux amitiés joindre les conseils, les remontrances, les douces exhortations à vaincre des maux et des peines imaginaires. On ne lui parle que de son aimable jeunesse, et à vingt-deux ans elle se plaint de vieillir. Il faut qu'on la console de chagrins qu'on ne connaît pas. Ce n'est pas que son esprit soit oisif; dans cette vie semi-religieuse, où le monde a sa part, la famille la sienne, l'étude a sa part aussi; la cellule n'est pas si sérieuse que le piano y soit déplacé, qu'on n'y étudie l'anglais, l'italien, le latin même quelquefois (on aurait bien fait d'y étudier un peu plus l'orthographe), qu'on ne s'y occupe de peinture plus encore que de broderie; et je recueille dans ces lettres un mot caractéristique d'une autre chanoinesse: « Si mon abbesse me mande au chapitre cette année, il m'y faut absolument un forte-piano. » Mais que voulez-vous? il n'est point de jeunesse, surtout quand l'esprit est actif et l'imagination vive, qui n'ait connu de ces tristesses-là,



Pour les mettre en fuite, il faut, hélas! les tristesses véritables. Elles inquiètent pourtant le pauvre père, tendre père et austère chrétien, facilement inquiet pour l'âme de ses enfants, lui qui écrit à un de ses fils, officier : « Je crains Paris, je crains Nancy, je crains tout pour toi. » Il s'inquiète aussi de sa fille, certes, beaucoup moins exposée. Il ne sera pas du nombre de ces imprudents amis ou amies qui se hasardent à parler mariage à Victoire. Suggestion dangereuse! Dans ces rêveries de jeunesse, l'idée du mariage apporte du trouble bien plutôt que du calme. Non, il ne poussera pas Victoire à quitter le port où il a pris soin de l'abriter. Il aime mieux lui parler le sévère langage de l'Évangile : « Tu as raison, lui dit-il, la vie la plus heureuse est celle où il y a des peines. C'est une terre de douleur que nous habitons; il faut avoir cette foi-là, ou brûler l'Évangile. Notre soumission seule fait notre bonheur. Compare tes souffrances avec celles des malheureux, avec celles des pères et mères de famille; cette considération te portera à convenir que rien n'est aussi aimable que ta situation, si le Seigneur te fait la grâce de la conserver. » Et, en effet, le grand remède à ces peines de l'imagination, ce sont les peines véritables, si elles nous arrivent; et, si elles nous manquent — ce qui est rare — le remède, ce sont les peines d'autrui.

Le bon père savait bien ce qu'il disait, quand il parlait des soucis des pères de famille, et il avait grandement raison d'en parler à celle qui, tout en ne s'étant faite religieuse qu'à demi, avait bien certainement choisi la meilleure part. Et pourtant, dans le milieu où vivait sa famille, le mariage pouvait être tentant. Il semble qu'il n'y eût autour d'elles que de bons ménages. On s'était peut-être empreint quelque peu du sentimentalisme de Rousseau; mais au moins on n'avait rien pris des mœurs de la Régence. On ignorait, je crois, dans ces quartiers perdus, qu'il y eût jamais eu une Dubarry ou une Pompadour. On trouvait tout simple d'aimer sa femme, de n'aimer qu'elle, et de le dire. Les compliments — s'il faut les appeler ainsi — que des cousins ou des amis adressent aux trois sœurs, et qui nous semblent, à nous, trop enthousiastes pour ne pas être de l'amour, c'est de la politesse, de la galanterie, si vous le voulez, mais encore plus de l'amitié, vraie, profonde, sincère, pure, et d'une amitié qui craint d'autant moins d'approcher du langage de l'amour qu'elle savait bien qu'on ne la confondrait pas avec l'amour.

En voulez-vous une preuve? Un ami — je ne crois même pas que ce soit un parent — qui semble avoir été le professeur de Victoire le jour où elle avait eu la fantaisie du latin, cet ami achève ainsi une lettre qu'il lui écrit : « Autrefois, j'aurais fini ma lettre en vous disant, madame : *Vale et ama me*; mais, comme vous avez renoncé à

cette langue, et que je ne peux vous dire en français ce que je dirais en latin, je me borne à l'usage actuel qui, plus sincère en moi qu'en personne, est d'être avec un profond respect, madame, votre très-humble et très-obéissant serviteur. » Ce latin-là vous paraît suspect, et vous le soupçonnerez peut-être de vouloir enlever la belle chanoinesse à son chapitre. Eh bien, attendez un peu, et vous verrez à ce même ami une préoccupation toute opposée : il pense si peu à la chanoinesse, qu'il pense à tout le sexe féminin plutôt qu'à elle, et il lui en fait part. Les trois sœurs *innuptæ* sont les confidentes de ses perplexités matrimoniales : « Dites-moi, je vous prie, ce qu'est mademoiselle de M... Il est question de me marier avec cette demoiselle ; mais j'ai plusieurs autres parlés en l'air... Il y a bien, entre autres, une personne pleine d'esprit, de talent et de beauté, mais elle est trop grasse. » Il en a trouvé une autre qui a 92,000 livres argent comptant, à laquelle il a été assez heureux pour convenir ; mais elle n'est pas bien de figure, mais elle est petite, mais elle accuse vingt-neuf ans, et elle en a probablement davantage. Il est « dans une perplexité horrible et déchirante. » On compatit à ses peines, on s'informe, on écrit, on lui envoie des renseignements, on l'engage à faire dans ce but un voyage dans la province. Outre celles dont il s'occupait, on lui trouve même une demoiselle de plus, celle-ci « grande, belle, bien faite, et, ce qui mettrait le comble à sa joie, parente des trois sœurs. » Mais il est trop tard ; la bombe éclate, il écrit tout à coup, non plus qu'il veut se marier, ni même qu'il va se marier, mais qu'il est marié. Il n'a voulu ni de la première, ni de la seconde, ni de la troisième, ni d'aucune ; il les « a répudiées toutes, pour épouser mademoiselle L..., et il bénit le ciel de n'avoir pas épousé mademoiselle de B. Il n'a osé rien écrire, ni la veille, ni le lendemain, ni bien des jours après ; il n'était pas encore assez sûr de son bonheur pour en faire part à de si chères amies. » Il « ne savait pas si, nouveau marié, il verrait son nouvel état avec plaisir. Au milieu de ces combats, sa plume timide n'osait pas écrire ; mais elle s'éveille aujourd'hui et agit d'après son cœur, en marquant toute la joie du nœud charmant qu'il vient de former... A un ami ordinaire, le cérémonial porte à annoncer son mariage avant de le faire ; à un ami plus particulier, on ne s'empresse de l'annoncer que lorsqu'on sait qu'il est heureux. » Quoi qu'il en soit de cette théorie, l'intimité qui provoquait de telles confidences, et qui ne s'en blessait pas, était franche et pure autant qu'elle était cordiale.

Il y a même une circonstance où l'on trouve que le bonheur conjugal passe les bornes. Un jeune couple, uni à Paris, vient d'arriver au château paternel. « Le village leur a fait une belle *bravade* à leur

arrivée et est allé les attendre plus loin que Saint-P... (6 lieues de distance) avec les tambours, fifres, fusils, etc. Le père du marié a marqué la joie la plus vive et a eu des moments de souvenir qui l'ont fait pleurer avec moi, » dit l'amie qui écrit. Mais ces jeunes gens sont d'un bonheur intolérable; « ils ne peuvent se quitter d'une minute, ils oublient l'univers entier. Je crois que les cinq jours que nous avons passés chez eux, M. de C... et moi, sur l'invitation de toute la maison, leur auront paru fort longs, à en juger par la manière froide, cérémonieuse et silencieuse dont le mari et la femme nous ont reçus; sans un quart d'heure de compliments que nous a faits M. de R... peu avant notre départ, nous n'aurions pas su s'il nous reconnaissait... Quant à sa femme, on ne peut juger de son esprit, car elle n'est occupée que de son mari. M. de L... et madame du L... n'ont reçu aucune marque d'amitié. La comtesse s'est lassée de les prévenir, et chacun pense à s'en aller. Le chevalier de F..., qui a l'air gai, honnête, bon enfant, s'ennuyait à mourir et est allé à B..., chez sa tante. Il vient peu de visites; MM. F... sont venus, M. Hercule, M. l'abbé de R..., mademoiselle de V..., y sont venus. » Rien que cela ! Il ne paraît pas cependant, par les lettres subséquentes, que cette maison, heureuse jusqu'à être ainsi désertée, soit devenue tout à fait inhospitalière.

Je vais citer un nouvel exemple de ce qu'était la vivacité et en même temps la pureté de ces amitiés. Le style du temps, ce style à la Jean-Jacques, les enveloppe d'une certaine emphase qui nous déplaît à nous, gens *matter-of-fact* que nous sommes; il les orne de trop d'épithètes, de formules qui sentent trop la galanterie. C'est de l'amour, ce nous semble, ou c'est du mensonge. Non, ce n'est ni l'un ni l'autre. On s'aime vivement et fraternellement, on se le dit dans la langue de son temps, voilà tout. Nous, nous avons changé tout cela; tout ce qui sort d'une parfaite sécheresse nous semble affectation et hypocrisie. Nos pères abusaient du sentiment, nous abusons du réalisme (pour parler notre langue); ils jouaient parfois, peut-être, la sensibilité; nous nous faisons honneur de l'égoïsme. Qu'est-ce qui vaut le mieux ?

En 1783, donc, un nouveau venu apparaît dans la famille. Quand je dis un nouveau venu, ce n'est pas qu'il ne soit né dans la province et n'ait vécu quelques jours auprès du foyer paternel; mais il l'a quitté enfant, et, sur les dix-huit dernières années, il n'y a passé que huit jours. Le premier de sa famille, il s'est embarqué; il a pris part aux lointains voyages et aux guerres lointaines; il a combattu sur mer avec d'Estaing et la Motte-Piquet pour la liberté de l'Amérique; peu s'en est fallu même que, blessé à la tête et demeuré sans mouvement, il ne fût jeté à la mer comme un cadavre; un ami

l'a sauvé. Il revient donc, fier, non, je ne dirai pas fier, il ne connaît jamais l'orgueil, mais honoré par sa glorieuse blessure. On l'a à peine couronné ; mais on l'aime pour ses parents, pour sa famille, pour le renom de sa glorieuse campagne. Des lettres de félicitation l'attendent à son arrivée. Victoire, ardente et enthousiaste, n'est pas des dernières à fêter son retour. Il lui répond : « Et vous aussi, petite cousine, vous m'accablez de compliments et vous mettez la renommée en jeu ! Vous ne craignez pas que cette fumée que vous me faites respirer ne me fasse tourner la tête ? » Il lui demande de le former aux manières du monde : « Après tant d'années que j'ai passées sur la mer où j'ai dû prendre la rudesse des manières, suite inévitable du genre de vie sauvage que j'ai menée, ... qu'il est fâcheux pour moi de ne commencer cette connaissance importante qu'à un âge où on n'apprend plus rien et où les habitudes enracinées par un long usage deviennent incorrigibles ! Aussi rien n'égale la timidité farouche et la gaucherie maussade de cet animal amphibie qui ose s'appeler votre cousin... Si quelque chose pouvait guérir en lui ce mal presque incurable, ce serait sans doute les leçons d'une cousine aimante et aimée. » Et le reste, tendre, amical, affectueux autant qu'on peut l'être envers une personne que l'on ne voit que dans ses souvenirs d'enfance, mais avec tout le charme des souvenirs d'enfance.

Ceci vous semble le début d'un roman, ou, peut-être, au contraire, y voyez-vous cette élégante galanterie de paroles dans laquelle le cœur n'entrait pour rien. Eh bien, non ; car à la fin de la lettre, on presse, on sollicite, on est à genoux. Mais que demande-t-on ? « Comment ! mon frère n'a pas répondu à une lettre de vous ! Il m'honore souvent de ces négligences ; ce n'est point étonnant, je ne suis que son frère : mais vous vouliez bien être sa sœur ! Oh ! le petit ingrat ! Punissez-le comme il mérite de l'être. Dégradez-le, mais faites-moi l'héritier de ce titre flatteur qu'il n'est plus digne de porter. Devenez ma sœur, je vous le demande à genoux et en vous baisant bien humblement les mains. Personne ne mérite mieux que moi d'avoir une sœur ; car personne ne le désire plus... Dédommagez-moi de la cruauté de la nature qui m'a refusé une sœur... Recevez le serment inviolable d'un attachement sans bornes et d'une amitié à l'épreuve de tout. » Cette amitié fut à l'épreuve de tout, et ce serment ne fut pas violé. Cinquante ans après, on était et on s'appelait encore « frère et sœur. »

Or, cet attachement était bien véritablement et bien purement fraternel. Le glorieux marin Jean-Baptiste avait, quelque dix années auparavant, dans ces huit jours qu'il avait eus pour revoir sa chère province, rencontré un enfant, une petite fille qui devait être l'ange de toute sa vie. C'était une parente aussi, mais une parente éloi-

gnée. En 1783, elle était au couvent, il put l'y voir, il commença à l'aimer, et leurs parents songèrent à les unir. En 1787, elle était sa femme, et voici ce qu'il écrit à Victoire, toujours restée sa sœur, ou, pour mieux dire, devenue leur sœur. Je me sens presque tenté de demander pardon de ce qu'on va lire ; l'amour conjugal est aujourd'hui d'une discrétion sans pareille ; il se cache comme devrait se cacher un autre amour. Il se cachait aussi, et se cachait peut-être plus encore (si, par hasard, il s'y rencontrait) à la cour et dans le grand monde, sous le règne de M. le duc de Richelieu et de madame la marquise de Pompadour ; mais il n'en était pas de même chez les petites gens et parmi les arriérés de la province.

« J'aime bien tendrement ma femme ; je l'aime autant que je puis aimer et qu'elle mérite d'être aimée ; on ne peut, je crois, en dire davantage. Mais ce sentiment impérieux qui s'est emparé de toutes les facultés de mon âme et qui remplit mon cœur, n'en chasse pas toutes les affections compatibles avec lui, il ne relâche pas les liens qui m'unissaient à mes parents et à mes amis. Aussi pur, aussi noble que celle qui l'a fait naître, ce sentiment céleste semble élever mon âme et étendre la sphère de ses affections. Il me rend plus sacrés les devoirs de la parenté et de l'amitié ; il me fait adhérer à tout ce qui est bon et honnête, il m'attache encore davantage à ce que je dois estimer et aimer. Jugez, Victoire, combien il doit ajouter à l'inviolable amitié que vous m'avez inspirée dès l'instant que je vous ai connue ; revenez de votre injustice et soyez bien persuadée que vous avez dans votre cousin un bon parent, un véritable ami et le plus tendre frère. »

Et dans une autre lettre : « J'ai laissé jusqu'à présent votre lettre sans réponse ;... mais l'enchanteresse auprès de laquelle je passe ma vie et qui remplit mon temps tout comme mon cœur, ne me laisse que de courts instants où je puisse m'occuper d'autre chose que d'elle. » Cette enchanteresse n'était pas une sirène ; c'était un ange ; toute la correspondance le dit assez, et nous le savons d'ailleurs.

On vivait ainsi ; les affections se déguisaient aussi peu que cela , légitimes et pures, elles n'avaient pas besoin de déguisement. On ne sortait, pour ainsi dire, pas de cette intimité de la famille. Quand les devoirs du chapitre appelaient les trois sœurs dans la lointaine Franche-Comté, le père les y suivait, un vieil oncle même venait y chasser. On avait là un petit établissement de famille que l'on installait avec goût et avec amour ; on avait là comme partout des amis. Il y avait sans doute des commérages, de petites rivalités dans le chapitre, des prétentions opposées entre les vieilles, les jeunes et les neutres (pour être chanoinesse, on ne laisse pas que d'être femme) ; mais on demeurait parmi les neutres, on n'écoutait ni les unes ni

les autres, on se bouchait les oreilles, et pour ne pas entendre, on avait le piano à la maison, l'orgue et le chant à l'église, la prière partout. Mais, quand le temps des vacances était arrivé, on revenait visiter le pays natal. Quoique cette tribu de frères et de cousins fût dispersée entre trois provinces limitrophes, l'Auvergne, le Bourbonnais et le Forez (sans compter ces amis Parisiens, nouvellistes et commissionnaires qui envoyaient les bruits de la cour et les toilettes à la mode), on ne se sentait pourtant pas trop loin les uns des autres, et l'on trouvait du temps pour aller se voir. Victoire et ses sœurs étaient dans le Forez chez leur père, dans le Bourbonnais chez leur aïeul maternel ; sans parler de bien des maisons parentes ou amies répandues çà et là sur les bords de la Loire ou de l'Allier. On allait de l'une à l'autre sans rail-road, souvent sans chevaux de poste et sans diligence, avec la monture de celui-ci, la patache de celui-là, le jardinier qui revenait du marché, le granger ou le vigneron dont on empruntait le cheval et qu'on faisait asseoir sur le siège de sa voiture. On était secoué, cahoté, fatigué, mais ce siècle-là était fait aux cahots ; et, en arrivant, on s'embrassait de si bon cœur !

Et puis de nouveaux arrivants venaient apporter une joie nouvelle. Tantôt, c'était cet ami de Paris, marié après tant de perplexités, qui venait (car lui aussi était du pays) confier sa jeune femme à l'amitié des trois sœurs, sauf à les gronder un peu après, lorsqu'elles avaient laissé cette jeune nourrice s'amuser trop longtemps au bal. Tantôt, c'était le frère de Victoire, revenant tout fier d'être devenu capitaine, au sortir du régiment des *Cravates* (comme on disait alors), mais immédiatement saisi par le père, qui, obligé de songer aux besoins du lendemain, lui imposait, du fond de la Franche-Comté, des comptes à faire, des travaux à surveiller, des métayers à faire payer, et le reste. Puis, c'était une charmante créole, amie sinon parente, tombée au milieu de ce cercle de jeunes sœurs, et devenue tout de suite une sœur. Enthousiasmé, on écrivait : « A elle seule, elle vaut tout Paris et tout Versailles. » C'est ainsi qu'on parlait là, non-seulement les uns aux autres, mais les uns des autres. Mais tout dans cette vie n'était pas causerie et frivole divertissement. Bien qu'on arrivât du chapitre, on avait encore, pendant ces vacances, des temps de retraite. On s'enfermait pour quelques jours dans un couvent ; on y trouvait deux tantes religieuses (car cette famille peuplait les couvents comme les régiments), qui donnaient à votre âme l'hospitalité de la prière, ne se doutant guère qu'avant peu d'années, ce serait à elles de venir, fugitives et exilées, demander à leurs nièces l'hospitalité du foyer paternel. Et puis, même cette vie de château n'était pas purement une vie d'oisiveté et de trivial bavardage ; on travaillait de l'aiguille, du pinceau, même de la plume. Dans ce

petit cercle d'amis, il y avait des poètes et des musiciens, je ne juge pas leur poésie, encore moins leur musique. La chose dont on s'occupait le moins, c'était la politique; je n'en trouve guère de trace. La Constitution d'alors n'interdisait pas, mais, du moins, elle dispensait de parler politique, et par moments je me prends à regretter la Constitution d'atòrs.

Vous trouverez peut-être ces détails bien frivoles, cette vie, en somme, trop mondaine, et en même temps trop obscure, trop peu historique en un mot, pour vous être racontée. Rassurez-vous, cela va finir. L'aurore de 1789 se lève; je dirais volontiers, le coup de foudre de 1789 se prépare. Bientôt il faudra dire adieu à ces joies de la vie de château et de la vie de famille, à ces douces et familières visites, à cette innocente poésie et à cette musique inoffensive du salon. Si le cercle que j'essaye de vous peindre était trop jeune, n'ayez pas peur, sa jeunesse touche à sa fin. Deux années vont le vieillir plus que deux siècles ne l'eussent vieilli. Et non-seulement cela; mais il faudra dire adieu, et un adieu plus bêtif et plus douloureux encore, à ces douces communautés de prière, à ce vénéré chapitre royal de Lons-le-Saulnier, à ces retraites pieuses auprès de « nos tantes des Ursules. » Les couvents seront moins ménagés encore que les salons; il sera également interdit et d'être aimable et d'être chrétien.

Dans ce petit monde que nous essayons de décrire, avait-on quelque pressentiment de la révolution qui allait se faire? On eût été plus clairvoyant que toute la France, y compris le roi et ses ministres. Je ne vois dans ces lettres que deux points de contact, plus ou moins éloignés, avec la politique. Le procès du Collier, dont on raconte l'issue sans autre observation; — la représentation des *Noces de Figaro*, dont le correspondant parisien, cité ci-dessus, tout jeune qu'il est, juge très-bien la portée; il ne conçoit pas qu'on « ait permis la représentation de cette pièce qui fronde tout dans l'ordre du gouvernement sous les traits les plus hardis, et qui est bien loin d'être pure quant aux mœurs. » — « Tout cela ressemble, dit-il, aux romans que les jeunes personnes lisent en s'enfermant. Quelque succès que cela ait au théâtre, ce ne serait pas supportable à la lecture. » Il s'indigne d'une autre pièce, les *Druides*, « qui est une continuité d'injures envers les prêtres et la religion. » Ce provincial, passant à Paris, ne soupçonne rien encore de l'orage politique qui est si près d'éclater; mais, honnête homme et chrétien, il se révolte déjà contre ce qui outrage les principes de la morale et de la foi. Tout le mal, au fond, n'était-il pas là?

Du reste, sauf cette indignation qui n'était pas de l'inquiétude, nous voyons se passer dans ce petit cercle de province ce qui se passait à

Versailles, à Paris, partout. Quand la révolution commence, on prend les choses légèrement d'abord, puis avec enthousiasme, mais avec un enthousiasme où entre encore beaucoup de légèreté. En décembre 1788, au moment des élections pour les états généraux, une femme écrit : « Notre bonne ville ne rêve qu'états, ne parle qu'états, et n'en est pas plus aimable. Je laisse au cousin\*\*\* le soin de vous dire tout ce qui s'y est fait. Pour moi, j'en bâille comme L'Éveillé du *Barbier de Séville*, rien qu'en-en-en-entendant parler. » Un peu plus tard, la révolution est commencée, et nous voyons des traces de cette incroyable et naïve fascination, avec laquelle tout un peuple, bourgeois, magistrature, finances, noblesse, et le monarque lui-même, se laissent entraîner vers l'abîme, avec des fleurs sur la tête et des chants de triomphe sur les lèvres. On a déjà vu Paris en révolte, la Bastille attaquée sans péril et vaincue sans gloire, et des couronnes jetées de toutes parts aux héros de cette ignoble aventure, amenée à fin par la trahison, et suivie d'un lâche massacre. On a vu, quelques jours après, promener dans Paris les têtes de Berthier et de Foulon, assassinés par la populace avec une cruauté raffinée; des châteaux ont été brûlés dans le Dauphiné, la Bourgogne, la Franche-Comté, de toutes parts, en un mot, autour de la cité que les trois sœurs habitent. Leur chapitre même a été menacé par le peuple qui, insensé et brutal là comme ailleurs, « cherchait pour le maltraiter un homme dont jusque-là il avait été accoutumé à respecter le rang et la personne. » — Et au milieu de ces horribles scènes, vous allez voir ce qu'écrit tranquillement la candide Victoire.

La tréole dont nous parlions tout à l'heure est devenue sa belle-sœur, et l'obligation de s'occuper de leurs affaires coloniales va la forcer, elle et son mari, de passer les mers. Avant de partir, elle adresse ses adieux à Victoire, dès longtemps son amie avant d'être sa sœur; et, en quittant cette France si troublée, elle lui offre, s'il en est besoin, un asile au delà de l'Océan. « Oui, ma sœur, lui répond la chanoinesse avec une placidité merveilleuse, oui, j'irai vous voir à Cayenne, si je le puis; j'irai pour le plaisir de me trouver avec mes amis; je franchirai les mers pour leur prouver mon amitié, ou pour leur dire que je les aime : mais je n'irai pas pour quitter les troubles de la France. Ne vous tourmentez pas là-dessus; peut-être qu'avant que vous n'ayez vu les bords paisibles des lieux qui vous ont vue naître, la paix sera rétablie en France. Le force se tait où finit la résistance. Le tiers état est tout-puissant; il a remporté plus qu'il n'osait espérer, plus même qu'il ne demandait. Il n'attaquera pas la noblesse, puisqu'il n'a plus rien à lui demander, et qu'elle a tout donné. Elle perdra peut-être son existence politique?



J'en suis toute consolée. Que perdons-nous à cela ? Aucun bien réel et tout au plus un peu de fumée. Je n'en ai jamais été enivrée. »

Allons plus loin, nous sommes en 1791. — Victoire elle-même a commencé à s'inquiéter. Il lui a fallu quitter Lons-le-Saulnier et chercher un asile, asile bien précaire, dans un couvent de Dijon. Quoiqu'elle ait payé comme une autre sa contribution patriotique, elle commence à trouver que les sacrifices faits par la noblesse ne sont guère une garantie pour elle, et que le lion populaire ne paraît pas vouloir se contenter des os qu'on lui a donnés à ronger. La révolution est devenue plus que jamais antichrétienne, car la Constitution civile a été votée ; plus que jamais sanguinaire, car les scènes sanglantes des 5 et 6 octobre ont été la main-mise de la tyrannie populacière sur la royauté dégradée ; les assassinats politiques se multiplient. Mirabeau, qui avait fait l'indigne calcul de pousser la monarchie à sa ruine afin d'être le sauveur nécessaire de la monarchie, Mirabeau a vu son calcul trompé ; venu à temps pour perdre, il est venu trop tard pour sauver, et il est mort, entraînant avec lui, comme il le dit, les lambeaux de la monarchie. Et tout récemment enfin, la royauté captive ayant fait pour s'affranchir une tentative unique et désespérée, cette tentative manquée, sa captivité va être plus étroite, son impuissance plus absolue que jamais. Aussi Victoire, naguère si confiante, la pauvre Victoire s'épouvante. N'importe ; elle trouve des optimistes plus obstinés qu'elle. Elle trouve un oncle qui lui écrit bravement le 27 juin, le surlendemain de ce fatal retour de Varennes : « Il est sans doute des choses pénibles dans la révolution, mais il faut chercher des motifs de consolation dans le bonheur qu'elle prépare à l'humanité entière ; il faut de la philosophie, se dépouiller d'abord de tout intérêt personnel, et s'occuper de la masse entière de la nation. Les hommes avaient des droits imprescriptibles sans doute, ils ont donc dû les reprendre : heureux et mille fois trop heureux, s'ils avaient pu faire cette conquête sans qu'il en eût coûté une goutte de sang, une seule larme à un individu ! mais cela était-il possible ? »

Et plus loin : « Quels grands événements, ma bonne amie, viennent de se succéder : le premier était foudroyant, en réfléchissant sur les maux qu'il pouvait entraîner (le départ du roi) ; le second est rassurant et j'en conçois les espérances les plus consolantes (le roi ramené de force). » Et lorsqu'on songe que des milliers d'autres, dans la même situation et avec les mêmes lumières, ne pensaient pas autrement que cet intrépide optimiste, on est forcé de convenir que la pauvre nation française était folle !

Il y avait cependant quelques hommes de sens ; mais, pour rappeler la parole du poète (*Rari nantes in gurgite vasto*), l'obscurité du

gouffre au-dessus duquel ils nageaient encore et qui allait bientôt les engloutir ne permet guère de les apercevoir. Il y en avait un cependant parmi les personnages que nous avons présentés à nos lecteurs, le seul d'entre eux qui fut appelé à jouer un rôle politique, le brave et bien-aimé officier de marine, Jean-Baptiste. Nul homme moins que lui n'avait ambitionné d'être quelque chose dans la politique; mais la politique s'était emparée de lui par surprise. Dans les réunions de la noblesse de sa province, pour les élections aux états généraux, il avait eu à prendre la parole; et, sans nulle prétention d'orateur ni d'homme d'État, sans nulle coterie disposée en sa faveur, dans une province hors de laquelle il avait toujours vécu, la supériorité de son jugement et l'élégance naturelle de sa parole, lui avaient valu l'honneur, mais aussi le fardeau de la députation. Arrivé à Versailles, non sans quelques illusions sur l'avenir du pays, elles furent bien vite dissipées. Il ne devait pas être homme à pardonner si vite à la révolution le sang du 14 juillet et du 6 octobre; mais il n'était pas non plus de ceux, comme il s'en est toujours vu et comme il s'en voit encore, qui n'attendent le bien que de l'excès du mal, et s'abstiennent en face du désordre dans l'espérance de voir le désordre périr de ses propres mains. Il vota donc, triste et sans espoir, avec les gens sages, les gens modérés, c'est-à-dire avec le très-petit nombre. Une seule fois, il prit la parole dans une question politique, et ce fut pour sauver une tête. A force d'éloquence et de courage, il arracha à Robespierre une victime; triomphe éclatant que, vingt-cinq ans après, le roi Louis XVIII sut bien lui rappeler, mais dont, deux ans après, Robespierre, lui aussi, sut bien se souvenir.

Ses lettres font foi et de cette prévoyance et de cette tristesse. Dès les premiers jours (2 juin 1789), il est frappé de l'imprudente obstination de la noblesse : « J'avais toujours redouté, dit-il, l'emploi dont on m'a honoré, et l'événement justifie mes tristes pressentiments. Je n'ai point à me plaindre du rôle que j'ai joué dans cette Assemblée. S'il n'a pas été brillant, il a été honnête, et je puis me rendre ce témoignage de n'avoir été dirigé que par l'amour du bien. Mais hélas ! la Chambre de la noblesse, aveuglée par ses préjugés et les passions de quelques intrigants trop intéressés à l'existence des abus pour en désirer la réforme, a perdu de vue ce guide salutaire. Elle a marché à pas précipités dans une route dangereuse. Ses délibérations n'ont été ni réfléchies ni mesurées; elle n'a songé qu'à elle et non à l'État, et en mettant un obstacle invincible à cette concorde sans laquelle il ne peut y avoir d'états généraux, elle s'est peut-être rendue l'artisan des maux de l'État. J'ai le malheur d'en être le complice involontaire; et le chagrin d'être plus qu'un autre à portée de prévoir les maux dont nos dissensions nous menacent

serait une triste compensation de l'honneur que l'on m'a fait, si jamais j'y avais attaché quelque importance. »

Mais sa tristesse sera plus grande encore lorsqu'après la réunion des trois ordres, il se trouvera en face des passions populaires, dans le Pandémonium de la Constituante. Là il ne déplorera plus les imprudentes résistances de la noblesse, mais son imprudente abdication. Il déplorera ce tumulte inséparable, ce semble, des assemblées françaises et qui donne souvent raison, non aux esprits les plus sages, mais aux poumons les plus puissants, non à l'autorité du vote, mais à l'ascendant du tapage ; il déplorera en particulier cette nuit du 4 août, cette orgie de générosité, si je puis l'appeler ainsi, mauvaise et funeste comme toutes les orgies : « C'est de l'Assemblée et sur mes genoux que je vous écris (9 août 1789) au milieu d'un fracas épouvantable sans motif et sans objet » (au sujet du préambule d'un projet d'emprunt) ; « car nos séances deviennent de plus en plus tumultueuses et la raison s'y fait difficilement entendre si elle n'a une voix forte pour organe..... L'enthousiasme, le désir de flatter les passions populaires nous gagnent chaque jour de plus en plus et pourront nous faire bien du mal. Dans la séance du 4 août au soir, à ces motifs se sont jointes une certaine émulation de générosité, une pique réciproque entre les deux ordres privilégiés qui leur ont fait abandonner et même offrir tous les droits dont ils étaient le plus jaloux, et que, dans des temps plus calmes, ils avaient défendus avec la plus aveugle opiniâtreté. Vous avez sans doute eu tous les détails relatifs de cette fameuse séance. Lorsqu'elle a commencé, aucun de nous ne pouvait s'attendre à ce qui est arrivé ; nous nous sommes retirés à deux heures de la nuit ; et sans doute que le matin, en s'éveillant, chacun a cru avoir fait un rêve. Depuis ce temps, nous nous occupons de la rédaction de l'arrêté qui doit comprendre tant de résolutions prises avec une précipitation sans exemple, cette rédaction qui ne devrait porter que sur les mois, souffre beaucoup plus de difficulté et de lenteur que le fonds même n'en a éprouvé. »

Enfin l'orage éclate ou plutôt il est à son comble. Le trône s'est écroulé ; le crime est roi. Ce serait abuser de la patience du lecteur que de suivre à travers toutes les phases de la dispersion révolutionnaire chacun des membres de cette famille que nous avons vue si heureuse, si simplement et si cordialement heureuse, sous le despotisme monarchique. Tous les sanctuaires sont envahis, et au lieu d'être un asile, deviennent la plus périlleuse de toutes les demeures. Les sœurs de Victoire, chanoinesses à Lons-le-Saulnier, s'enfuient à Besançon ; elle-même, qui a quitté Lons-le-Saulnier pour un couvent de Dijon, ne peut plus habiter ce couvent et va vivre chez une.

femme de la ville, dont elle est, dans les correspondances, censée la servante. On s'écrit, en effet, par énigmes; on écrit de Paris à Victoire : « Chère citoyenne, bien des personnes à Paris et dans les environs sont attaquées de la même maladie que vos parents, et, le temps ne changeant pas, bien d'autres aujourd'hui craignent d'être malades d'un jour à l'autre. » Cela veut dire : « Il y a bien des gens emprisonnés comme le sont vos parents, et, la force politique demeurant aux mêmes mains, bien d'autres vont l'être encore. » On écrit encore : « Vous avez dû soupçonner vos maîtres d'avoir ouvert ma dernière lettre, parce qu'ils se permettent quelquefois cette infidélité. » Cela veut dire : « Vous avez dû croire que votre lettre avait été lue à la poste... » Il faut se faire à cette phraséologie du temps révolutionnaire où tout honnête homme se sentait suspect.

Pendant quelque temps néanmoins, Jean-Baptiste fut épargné. Le château qu'il était venu habiter après sa douloureuse corvée de la Constituante, château récemment échu à sa famille et bien trop somptueux pour sa fortune présente, put s'ouvrir encore à bien des parents ou des parentes fugitives : ursulines chassées de leur cloître, femmes chassées de leurs demeures parce que leurs maris avaient émigré, mères et enfants, trouvèrent là le repos de quelques jours.

Un exilé plus cher encore et plus auguste habita sous le même toit. Pendant que le frère de Victoire, Claude Benoît, au risque de sa vie, donnait asile à un ministre de Dieu, proscrit par l'athéisme révolutionnaire, son cousin Jean-Baptiste, au risque de sa vie, donnait asile à un autre proscrit, à Dieu lui-même. Jésus-Christ, chassé de l'Église, habita dans ce château; la messe s'y dit en cachette, pendant que Jean-Baptiste veillait à une porte extérieure, prêt à avertir si quelqu'un des sicaires d'Hérode fût venu chercher là l'Enfant de Bethléem. Ces scènes de la primitive Église se répétèrent à cette époque dans bien des châteaux et bien des chaumières. Les descendants de ces hôtes courageux de Jésus-Christ ne peuvent-ils pas dire, eux aussi : Nous sommes les enfants des saints? Ils peuvent le dire, ce semble, non pas à meilleur droit, mais avec moins d'embarras que la race royale qui portait jadis cette devise.

Mais il était bien précaire, cet asile ouvert aux fugitifs. Jean-Baptiste avait trop marqué dans le parti des gens de bien. En novembre 1793, il fut conduit en prison, c'est-à-dire dans le vestibule de l'échafaud. Claude Benoît, le frère de Victoire, y fut conduit aussi pour ce crime d'hospitalité dont nous parlions tout à l'heure.

A ce moment-là, chose étrange, la pauvre Victoire se mariait. Elle était à Dijon, à trente-cinq lieues de son cousin et de son frère : trente-cinq lieues sous la Terreur, c'était la distance d'un pôle à

l'autre. Victoire ne devait certainement rien savoir du sort des siens. Seule donc, séparée de sa famille, n'ayant plus, hélas ! l'abri du sanctuaire ; ayant déjà vu, à l'époque où les premières secousses de la Révolution étaient venues troubler sa vie, se former pour elle des projets de mariage qui ne s'étaient pas rompus sans quelque amertume ; elle se laissa reprendre à la même pensée, et non sans bien des perplexités, sans bien des émotions diverses, elle contracta un mariage que, deux ans auparavant, on eût appelé une mésalliance. Mais alors il n'y avait d'autre mésalliance (s'il faut l'appeler d'un nom aussi doux) que le parjure de ces indignes prêtres qui, pour mieux constater leur apostasie, se faisaient unir par le maire à leur servante. Elle, confiante, sans doute, en la protection divine, eut le courage, probablement bien rare, de se marier en pleine Terreur, dans les premiers mois de 1794.

Pendant que ce mariage se célébrait dans le silence et la solitude, une autre Victoire que, pour la distinguer, nous appellerons Victoire-Blandine, la femme de Jean-Baptiste, partait tous les matins de ce château naguère si heureux pour aller voir son mari dans sa prison. Elle allait à pied, dans la neige et dans la boue, menant avec elle une petite fille de cinq ans, enfant héroïque comme les enfants savaient l'être alors, chacune munie d'un panier, apportant au prisonnier quelques provisions, et surtout lui apportant la consolation de se voir si courageusement aimé. — Victoire-Blandine était sans peur ; il lui arriva une fois de se rencontrer avec des maraudeurs qui coupaient du bois sur sa terre ; petite, frêle, délicate, elle marcha à eux comme elle l'eût fait au temps de sa seigneurie, leur reprocha leur attentat à la propriété et arracha même la serpe de la main de l'un d'eux. Frappés de ce courage, ces paysans obéirent, et tout ce qu'ils réclamèrent, ce fut la serpe, qui leur fut généreusement rendue. — Du reste, la vie de la prison, sauf le luxe, l'aisance et la liberté, ressemblait à une vie de château. On y était entre parents et entre amis, toute la bonne compagnie de la province ; on causait, on était même gai (avec cette merveilleuse puissance de gaieté que possédaient nos ancêtres). Les plus courageux attendaient paisiblement la mort sans la désirer ni la craindre ; les plus faibles y aspiraient pour être délivrés plus tôt ; et l'on m'a raconté que l'un d'eux, impatient d'en finir, put, avec la permission du sans-culotte régnant, prendre la poste, vint à Paris entre deux gendarmes, se présenta devant le tribunal, fut jugé et exécuté quelques jours avant le jour qui l'aurait délivré.

Cette délivrance fut tardive ; mais elle vint enfin. Un matin, en effet, revenant de cette visite à la prison, Victoire-Blandine rencontra une femme de son village, haletante, effarée. « Madame ! lui dit celle-ci, savez-vous la nouvelle ? Qui l'eût dit ? bon Dieu ! Robespierre

nous trahit ! » Robespierre était tombé, Robespierre dès lors était un traître ; ainsi raisonne le peuple.

Robespierre, en effet, traître ou non, était tombé, et le 9 thermidor avait eu pour écho, d'un bout de la France à l'autre, un cri de délivrance. Jean-Baptiste, quelques mois après, sortit de prison ; quant à son cousin, le frère de Victoire, il avait été délivré comme par miracle. La population au milieu de laquelle il vivait n'était pas encore à la hauteur du progrès révolutionnaire. A la nouvelle de son arrestation, les paysans, ses voisins, s'attroupèrent, vinrent à la ville, et, criant : « Rendez-nous notre bon seigneur ! » frappèrent aux portes de la prison. Toujours peureux dès qu'ils avaient devant eux une force quelconque, les autocrates de 1793 s'empressèrent de leur rendre leur bon seigneur.

On était donc délivré, on vivait, on commençait à se reconnaître ; on s'informait des absents, on pleurait les morts. Ce ne pouvaient plus être ces jours de joie et de jeunesse que nous décrivions tout à l'heure. On avait tant vieilli pendant ces quatre années ! Tant d'amis avaient péri dans cette province plus coupable que Lyon lui-même dans l'héroïque insurrection lyonnaise ! Tant d'amis et de parents avaient émigré ! Leurs biens demeuraient saisis ; leurs femmes et leurs enfants n'avaient plus d'asile. Les joies semi-enfantines d'avant 1789 devaient alors apparaître à la pensée presque comme un remords, et le souvenir de la modeste aisance de ces temps-là devait être amer dans l'universelle pauvreté des temps nouveaux. Le 9 thermidor avait plutôt atténué qu'aboli la Terreur. La révolution régnait toujours. Du Comité de salut public à la Convention, de la Convention au Directoire, on avait sans doute descendu quelques degrés de l'échelle ; on s'était rapproché de ces bas-fonds vulgaires où habitent les nations en paix ; on s'était éloigné des sommités révolutionnaires, mais on était encore bien haut. La paix, la consolation, la confiance étaient loin d'être revenues pour la France ; bien que les plaisirs bruyants, je ne dirai pas la gaieté, fussent revenus pour Paris : « Quand vous viendrez dans cette capitale, dit Jean-Baptiste pendant un court voyage qu'il y fit en 1797, vous la trouverez aussi brillante que jamais. » N'avons-nous pas vu, ne voyons-nous pas aujourd'hui quelque chose de pareil ?

La révolution régnait si bien que Jean-Baptiste, qui avait passé le temps de la Terreur en prison, était réduit à prouver, et cela à grand-peine, qu'il ne l'avait pas passé hors de France. La municipalité de Brest s'était avisée de l'inscrire, lui et tous les officiers du port, sur une liste d'émigrés, et il vit le moment où il allait être obligé de s'expatrier pour se faire absoudre de cette prétendue expatriation.

La révolution régnait si bien que ce *petit chiffon de femme*, dont nous avons vu, au début de ce travail, la prétendue querelle avec son mari, était proscrire et menacée de la prison, sinon de la mort, pour avoir trop aimé son mari. Il avait émigré et elle lui avait écrit ; forfait inexpiable ! Elle fut poursuivie, menacée, réduite à s'enfuir ; elle ne se vit finalement absoute qu'après le 18 brumaire.

Et Victoire, que devenait-elle ? Si républicain que l'on fût alors, son mariage, tardivement connu dans la famille (les billets de part circulaient peu durant la Terreur), n'avait pas laissé que de lui attirer quelques doux reproches. « Il me paraît, par votre lettre, que vous vous êtes mariée. Recevez-en mon compliment. Je l'aurais fait plus tôt si je l'avais su. Vous ne devez pas douter de l'intérêt que je prends à votre sort. » C'est ce que lui écrit, à la fin d'une lettre d'affaires, cet oncle que nous avons vu, en 1791, si avancé en politique. Une tante lui écrit aussi : « Les sentiments que vous m'avez inspirés sont toujours les mêmes, et je ne sais pourquoi j'en aurais changé. Je sais ce que l'on doit aux convenances ; mais je ne mettrai jamais sur la même ligne les préjugés et les principes... Tant que la vertu est intacte, on a les mêmes droits à l'estime. » On ne condamnait pas, mais on regrettait.

En outre, Victoire avait à lutter contre un ennemi qui était à cette époque l'ennemi de tout le monde, la pauvreté. Son mari n'avait pas de fortune ; elle n'en avait guère, même avant la Révolution ; qu'était-ce aujourd'hui ? Elle trouva aide, appui, consolation auprès de Jean-Baptiste et de sa femme ; elle trouva un asile sous leur toit. Cette amitié, ou, pour employer leur langage, cette fraternité des temps prospères, se fortifia et devint plus vive que jamais, dans ces temps de péril et de douleur. On s'aima pour toutes les larmes qu'on avait versées ensemble, pour toutes les angoisses dont on s'était fait la mutuelle confiance. Les deux Victoires, l'une vive, mobile, et, comme on dit aujourd'hui, *impressionnable* ; l'autre pleine de charme et de douceur, mais aussi, grâce à sa piété, de force et de courage, s'aimèrent doublement, pour le secours que celle-ci donnait, que recevait celle-là. Cette amitié du mari et de la femme pour celle qu'ils nommaient leur sœur, cette amitié qui rappelait et les jours les plus prospères et les plus tristes jours de la vie, dura, à travers bien des vicissitudes de fortune, jusqu'à la mort.

Un autre appui, celui-là plus éloigné, était donné à Victoire par sa sœur aînée. Seule des trois chanoinesses, Ursule, était demeurée dans sa voie. Elle avait souffert comme les autres ; comme les autres, elle avait dû changer de demeure ; comme les autres, elle était pauvre, mais son cœur était demeuré en paix. Pendant plus de trente ans encore, elle devait, de loin plus souvent que de près, ai-

mer, aider, consoler la pauvre Victoire, toujours tourmentée par les agitations de son âme, par les embarras de sa pauvreté, par ses soucis de mère de famille. Comme il arrive souvent, celle qui était demeurée sans famille restait un des meilleurs appuis de la famille; celle qui n'avait voulu être que la servante de Dieu était la meilleure servante de ses frères.

Et ce jeune étourdi de 1781, qui nous racontait tout à l'heure son voyage de la campagne à Moulins, et de Moulins à l'Opéra, qu'est-il devenu? Comme les autres, la Révolution l'a mûri. Il a souffert, il n'y a pas de doute; tout le monde a souffert. En outre, il s'est marié; il est père de famille, et père de famille sérieux, réfléchi, plein de jugement et de sagesse. Lisez plutôt ce qu'il écrit à Victoire, devenue, elle aussi, mère de famille, mais dont le cœur est toujours trop jeune; lisez les sages conseils qu'il lui donne, conseils, si je ne me trompe, bien bons à répéter aujourd'hui : « A propos d'enfants gâtés, je vous dirai qu'à ne regarder que le présent et sans jeter du tout la vue sur l'avenir, nos enfants sont des plus heureux qu'il y ait, et plus heureux peut-être que l'heureux Raphaël. J'ai vu beaucoup d'enfants gâtés, très-malheureux, toujours grognons pour se faire mignarder; pleurant et hurlant à la moindre égratignure, parce que ce leur est une bonne occasion d'occuper d'eux, dont ils veulent user longuement; contrariés de tout, même des complaisances qu'on a pour eux, parce qu'elles ne sont pas précisément telles qu'ils les voudraient. Si on leur donne tout, ils finissent par vouloir la lune qu'ils ne peuvent obtenir; en un mot, ils désolent toute une maison, et sont les premiers très-malheureux, par leurs caprices et la susceptibilité qu'ils ont contractée, et qui va toujours en augmentant. Les miens sont les plus heureux du monde; ils font les meilleurs rires du monde, des rires éclatants; ils sont contents de tout, parce qu'ils savent que rien ne doit aller à leur fantaisie que ce qu'ils font eux-mêmes et peuvent faire. Les complaisances qu'on a pour eux leur sont plus sensibles, parce qu'ils savent qu'elles ne leur sont pas dues. Comme un sultan dans son sérail reçoit des faveurs sans goût et sans plaisir, ainsi les enfants gâtés exigent et reçoivent. Les nôtres obtiennent; ils savent supporter les petits maux, et par là les effacent. Ils se font quelquefois des blessures épouvantables : « Tu t'es bien fait mal? leur dit-on. — Bah! c'est bientôt passé! » répondent-ils en riant. La douleur ne dure qu'un petit moment, c'est le chagrin et l'humeur qui sont longs et qu'on perpétue en amollissant le caractère de l'enfant par une douilletterie perfide. Enfin, je ne sais pas le but où les vôtres et les miens arriveront; mais je sais que les miens passent par un chemin bon pour eux, bon pour



nous, bon pour la société où ils doivent entrer ; et je crois l'autre chemin mauvais, mauvais pour tous, plus mauvais pour eux. »

Je pourrais suivre plus loin ces correspondances. Elles se continuent, en effet, et à travers l'Empire et à travers la Restauration et au delà ; mais ce n'est plus le souffle des premiers jours. On traverse des fortunes diverses ; on a des heures de paix et de joie, des heures d'inquiétude et de peine ; on est toujours ami, on s'écrit toujours, on a des affaires et on se parle de ses affaires ; mais ce ne sont plus ces lettres pleines d'entrain et de jeunesse, comme on les écrivait avant 1789. Pendant que cette génération vieillit, une autre arrive ; les parents n'ont plus le temps d'écrire, les jeunes gens n'en ont plus le goût. Peut-être parce que la vie aujourd'hui est plus compliquée, peut-être parce qu'on est plus près les uns des autres, peut-être parce qu'on peut s'écrire plus souvent, on s'écrit plus rarement, et avec moins de charme. On correspond, on ne cause pas.

Je me figure par moments, si le progrès continue à se faire dans le même sens, madame de Sévigné et madame de Grignan réparaisant, dans une certaine d'années d'ici, en la personne de deux de leurs petites-filles. Elles sont l'une à Paris, l'autre en Provence, occupées chacune de ses affaires, quand tout à coup la mère se rappelle qu'elle a une fille, et veut savoir de ses nouvelles. Elle écrit ; non, elle n'écrit pas, elle télégraphie :

« Comtesse Grignan. Préfecture. Marseille.

« Comment vas-tu ? Je vais bien. Le froid m'épale.

« SÉVIGNÉ. »

La fille, en même temps, se rappelle qu'elle a une mère, et télégraphie :

« Marquise Sévigné, rue Culture, 17, Paris.

« Comment vas-tu ? Je vais bien. La chaleur m'éreinte.

« GRIGNAN. »

Puis chacune compte si elle n'a pas plus de vingt mots, et les deux dépêches vont, à l'encontre l'une de l'autre, réjouir le cœur de la mère et de la fille. Mais ces longues conversations la plume à la main, mais ces nouvelles de la ville, et de la cour, mais ces expressions répétées d'amitié et de tendresse, tout cela, les affaires, le télégraphe, les journaux, les habitudes d'une vie positive, et, plus

encore, la sécheresse et le sans-gêne qui s'introduisent dans les relations de famille, l'interdisent ou en dispensent.

En voilà bien assez, trop peut-être sur cette histoire d'une seule famille qui m'intéresse bien plus sans doute qu'elle n'intéressera le public. M'est-il cependant permis de revenir sur un des faits que j'ai racontés : l'emprisonnement de Claude Benoit et sa délivrance par le peuple ? Ce fait n'est pas isolé. A la même époque, dans une province éloignée de celle dont nous parlons, une femme âgée habitait seule un château ; elle s'était fait, par ses bienfaits, aimer et respecter. Aussi ne manqua-t-on pas de l'arrêter ; elle fut conduite à la ville voisine, et de là, avant peu de jours, elle devait être menée au tribunal révolutionnaire, c'est-à-dire à la guillotine. Mais là aussi les paysans du village se soulevèrent, allèrent à la ville, forcèrent la prison, délivrèrent la prisonnière, la ramenèrent au château et montèrent la garde autour d'elle.

Seulement il faut ajouter, hélas ! ce qui s'est passé au même lieu et à l'égard de la même famille, quatre-vingts ans après ; il faut comparer le peuple de 1870 au peuple de 1793. En 1870, les Prussiens approchent de ce même village : quelques soldats ou francs-tireurs se trouvent là, les Prussiens sont repoussés. Le lendemain, comme toujours, ils reviennent en force ; la résistance est impossible, les soldats français se retirent. Mais il reste là d'autres Français... non, des paysans, tremblant pour leurs personnes et pour leurs biens. Que font-ils pour les sauvegarder ? Ils vont au-devant de la troupe prussienne, maire et municipaux en tête, le maire décoré de son écharpe. « Ce n'est pas nous, disent-ils, qui avons tiré sur vous, ce sont les gens du château. Bien pis que cela, une ambulance a été établie au château, on y a reçu des soldats français et des prisonniers prussiens » (c'était vrai !) ; » on y soigne bien les Français ; mais on empoisonne les plaies des Prussiens. » Là dessus, comme on peut le croire, colère des vainqueurs, invasion du château, portes brisées. Heureusement, ils trouvent là leurs propres compagnons blessés et malades qui, eux du moins véridiques, attestent qu'on ne les a pas empoisonnés et qu'on les soigne comme les Français. C'est triste, mais il faut le dire : ce château et cette famille mis en péril par l'égoïsme et les calomnies de quelques Français furent sauvés par la justice et la sincérité des Prussiens ! Voilà ce que ce peuple est devenu de 1793 à 1870 !

Le plus grand crime de la Révolution, c'est peut-être cette haine brutale, aveugle, ignorante, qu'elle a inspirée à la classe populaire contre quiconque a de plus qu'elle quelques écus et surtout quelques lumières. J'ose le dire, il n'y a pas eu, depuis les temps chrétiens, d'ignorance et de crédulité pareille à celle du peuple de nos

jours. Il sait lire, dit-on. Non, il ne sait pas lire. — Apprend-il ses lettres plus qu'autrefois ? Je n'en sais rien. Des recherches désormais hors de toute contestation ont établi qu'avant 1789, les écoles populaires étaient plus nombreuses, plus suivies qu'elles ne l'ont été pendant les quarante années suivantes. La Révolution, qui se vante d'être progressive, a fait main basse sur les écoles ; « sous la Terreur, dit l'illustre statisticien Ch. Dupin, elles ont été toutes fermées, et tant que la révolution a duré, elles n'ont pas été suivies par un cinquantième de la population. » (*Forces productives de la France*, t. I<sup>er</sup>.) Tel fut ce vandalisme de la Convention, qu'il ne faut pas cesser de prouver, puisqu'on ne cesse pas de le nier. — Mais du reste, à bien parler, savoir ses lettres n'est pas savoir lire ; savoir ses lettres et ne rien lire, c'est de l'ignorance ; savoir ses lettres et ne lire que des sottises, c'est pis que l'ignorance. — Somme toute, est-ce par la lecture que le peuple s'instruit ? Est-ce dans des livres ou même dans les journaux qu'il a appris ce qu'en fait de politique, il croit de ferme foi, à peu près d'un bout de la France à l'autre ? Est-ce dans les livres ou dans les journaux qu'il a vu que 50,000 fr., 100,000 fr., plus encore, ont été envoyés aux Prussiens par tels ou tels grands propriétaires qui, au contraire, sont allés eux-mêmes ou ont envoyé leurs fils combattre les Prussiens ? Sont-ce les livres ou même les journaux qui lui ont appris que tel évêque envoyait aux Prussiens l'argent des quêtes pour les ambulances ? Est-ce là qu'il a su que M. de Bismark était le parent de M. de B..., grand propriétaire de telle province, ou le cousin de M. A..., grand propriétaire dans telle autre, ou même le fils de M. Z..., grand propriétaire dans une troisième (car chaque département a sa légende, toutes semblables, sauf les noms propres) ; que l'on a vu, peu avant la guerre, circuler de nuit une voiture noire, avec des chevaux noirs, un cocher noir et les roues enveloppées de linge pour ne pas faire de bruit, et que cette voiture était certainement celle du cousin Bismark allant comploter avec ses cousins la ruine de la France ? N'en rions pas, ces calomnies infâmes et ces fables absurdes ont circulé identiquement dans les parties les plus diverses de la France ; elles ont été crues et elles le sont encore. Nul journal, même le plus éhonté, n'eût osé les reproduire ; on n'imprime pas ces choses-là ; mais on les laisse circuler, on les fait circuler et on en profite. Elles sont, à l'heure qu'il est, le *Credo* de la majorité des Français ; et, si par opinion publique, il faut entendre l'opinion du suffrage universel, ne nous y trompons pas, elles sont l'opinion publique.

On parle de la crédulité du moyen âge. S'il y a eu quelques fausses légendes au moyen âge, du moins elles reposaient sur un sentiment vrai, noble, pieux. C'étaient des rêveries, si vous le vou-

lez, mais des rêveries d'âmes religieuses et pures; c'était le rêve de la charité et de la foi. La légende du peuple révolutionnaire, c'est le rêve de la haine; disons mieux, c'est le mensonge de l'homme de parti accepté par la sottise et par la haine.

Le mal durera tant que cette muraille d'ignorance, de défiance et de haine séparera les classes inférieures des classes supérieures, l'homme qui a besoin d'être conseillé de celui qui peut le conseiller, l'homme qui ne sait rien de celui qui sait quelque chose, l'homme qui sait lire, si vous le voulez, mais ne lit rien ou ne lit rien de sensé, de celui qui, par la lecture sérieuse et bien plus encore par le commerce de la vie, a pu acquérir un certain discernement. Le mal durera tant que l'absence du sens moral, c'est-à-dire de foi religieuse dans les classes populaires, leur fera admettre aussi facilement qu'elles l'admettent aujourd'hui que tout ce qui est placé au-dessus d'elles, prêtres, officiers, gentilshommes, magistrats, manufacturiers, banquiers, négociants, sont, tous sans distinction, des traîtres et des assassins. Toutes les absurdités politiques, économiques, industrielles, qui circulent dans ces classes et font la puissance du radicalisme, s'évanouiraient comme fumée le jour où serait levé le voile de non-sens moral qui leur permet de croire à un tel complot.

Mais comment se fait-il que des pensées analogues arrivent parfois à des esprits que leur éducation devrait en préserver? Dans le sein de l'Assemblée nationale, un député digne de tous les respects, qui a vu son propre fils, non pas même tué sur le champ de bataille, mais assommé à coups de bâton par les Prussiens, ne s'en est pas moins entendu appeler Prussien : un de ses collègues, je ne sais lequel, a eu le cœur de lui jeter cette injure. — Un homme dont j'honore le caractère et l'érudition a écrit, en parlant de la Terreur, cette phrase inconcevable : « La terrible bataille de 1793, où le peuple ne menagca pas les classes qui ne l'avaient pas ménagé! » Vraiment! les victimes de 1793 étaient donc toutes de grands seigneurs, de hauts magistrats, de puissants financiers; il n'y avait dans ce nombre, ni paysans, ni ouvriers, ni gens du peuple! Ne sait-on pas qu'il y en eut par milliers? Et eux-mêmes, ces grands seigneurs, magistrats, prélats, financiers; ces femmes et ces enfants que la Terreur n'avait pas épargnés, avaient donc été bien oppresseurs! ils avaient sans doute dénoncé, dépouillé, tourmenté, emprisonné, guillotiné bien des milliers d'hommes, pour mériter d'être à leur

<sup>1</sup> M. Littré dans son *Application de la philosophie positive au gouvernement* (p. 40) : « Depuis lors, les révolutions ont été clémentes et magnanimes », ajoutait-il; en 1850, hélas!

tour, dénoncés, dépouillés, tourmentés, emprisonnés, guillotinés par milliers ! Certes, la société du dix-huitième siècle dont j'ai essayé ici de peindre un petit coin, mérite de bien graves reproches, mais on ne peut lui reprocher d'avoir été oppressive. Il y a dans madame de Sévigné elle-même quelques mots durs que nous ne retrouverions plus, je le pense, sous la plume d'une de ses descendantes au siècle suivant. On avait, au contraire, alors la prétention d'être humain ; Jean-Jacques Rousseau enseignait la philanthropie ; Voltaire avait défendu Calas ; on s'était attendri sur les trois roués de Bordeaux ; on avait versé des larmes sur les innocentes victimes de la justice du parlement ; on avait protesté contre la confiscation et la torture. N'eût-ce été que par décorum, il n'était plus possible de faire bon marché de la peau d'un vilain. La philanthropie des salons et des académies est-elle du moins tenue à se respecter un peu plus que la philanthropie des clubs. Seuls, les disciples révolutionnaires de Rousseau, lorsque vint leur jour, continuèrent à parler de leur sensibilité tout en envoyant des milliers d'hommes à la guillotine et à mettre la main sur leur cœur en faisant promener par les rues les têtes de leurs ennemis. Quand ce n'eût été que par pudeur, un gentilhomme de l'ancienne France ne pouvait se mentir à lui-même comme M. de Robespierre, M. Marat et M. de Saint-Just.

Non, ne médisons pas trop de nos pères. Commençons par valoir ce qu'ils valaient, par les imiter au moins dans ce qu'ils ont eu de louable, et nous serons libres de critiquer le reste. Ne prenons pas leur sentimentalisme, qui nous semble un peu affecté, ni leur gaieté qui nous semble trop frivole ; mais prenons leur honneur, leur amitié, leur désintéressement, et surtout, quand elle se trouve dans l'héritage, la tradition de leur foi. Cette sainte et courageuse Victoire-Blandine, dont j'aurais aimé à parler davantage, n'avait qu'un vœu ou plutôt il y avait chez elle un vœu qui dominait tous les autres, c'est que ses enfants (et elle devait en laisser huit qui tous sont arrivés à âge d'homme) gardassent tous la foi de leurs pères. Bénissons-en le ciel : cette prière a été accomplie, et ses quatre fils et ses quatre filles sont demeurés fidèles au culte de Dieu que leur avait enseigné leur mère, tous, même le plus indigne,

F. DE CHAMPAGNY.

---

# FONCTIONNAIRES ET BOYARDS

III<sup>e</sup>

---

## XII

MONSIEUR SCHELM.

Les perquisitions faites à l'hôtel Lanine n'ayant abouti à aucun résultat, Palkine et ses gendarmes abandonnèrent la maison de l'accusé, et laissèrent Tatiana libre.

Il n'était pas encore neuf heures du matin, et les employés, profitant de leur lundi, n'étaient pas encore rendus à leurs bureaux respectifs, que Vérénine et Tatiana entraient au ministère de l'intérieur et se faisaient annoncer à Schelm. Le chef de la chancellerie fit répondre, que, occupé avec Son Excellence, il ne pourrait recevoir avant sept heures du soir. C'était toute une journée d'angoisses à ajouter à celle du dimanche, et Tatiana voulait aller voir le ministre lui-même; mais Popoff, qui avait quitté l'ambassade de France et qui était revenu à l'hôtel, lui fit comprendre que c'était une démarche non-seulement inutile, mais encore dangereuse, car elle lui ôtait la possibilité de corrompre Schelm.

— Le ministre, dit le secrétaire, ne connaît de cette affaire que ce que lui aura dit son chef de chancellerie. Si même il vous reçoit, ce dont je doute, il vous renverra à Schelm.

— Mais que faire alors? que faire? Je ne vis plus... Je me meurs d'angoisse et d'anxiété.

— Attendre sept heures, madame; je vous accompagnerai en voiture, et je vous attendrai au coin de la rue qui touche au minis-

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* du 25 décembre 1873 et 10 janvier 1874.

tère. Si vous ne réussissez pas, j'agirai ; j'aurai suffisamment de temps jusqu'à l'heure du bal.

Madame Dugarey entra :

— Hé bien ? demanda-t-elle.

— Rien encore ! Et vous, ne savez-vous rien ?

— Si ! je sais que votre mari est sorti du théâtre pour aller à votre recherche. Il avait entendu deux inconnus causer aux fauteuils d'orchestre. Ces hommes prétendaient vous avoir vue entrer avec moi dans une maison de jeu, dont j'avais fait, disait-on, une succursale de la Tour de Nesle. Votre mari est sorti du théâtre comme un fou, escorté par cet ami, M. Müller, dont je me défie, quoi que vous en disiez ! Depuis on ne les a revus nulle part.

— Comment ! s'écria Tatiana, Wladimir a pu soupçonner... ! Oh !

— Que voulez-vous, ma chère ? La jalousie, l'amour, la réputation d'excentricité qui s'attache à ma personne... Enfin, nous n'y étions pas, c'est le principal !... C'était évidemment un coup monté... Le prince X..., qui m'a raconté cette histoire, m'a dit en français : « J'en suis bleu !... Lanine, accusé de conspiration !... arrêté dans une maison... ! » Puis soudain il se tut : « Ce sont peut-être des secrets d'État, a-t-il ajouté à voix basse. On s'est servi de vous et de moi. » Votre mari avait chargé le prince de provoquer un de ces hommes en habit bourgeois qui racontaient des horreurs sur notre compte à toutes les deux. Voilà ce que je sais, mais cela me suffit ; mon nom a été prononcé dans cette affaire ; c'est une raison pour que je la prenne à cœur. Je vous aiderai de toutes mes forces ; mais, hélas ! ce n'est pas facile ! On ne peut plus parler de vous sans faire trembler tout le monde et sans que tout le monde prenne un air pincé et malveillant.

— O ma chère amie ! que les hommes sont donc lâches et méchants ! s'écria Tatiana. Moi, depuis que je sais que mon mari est malheureux, je l'aime dix fois, cent fois plus !

— Hélas ! ma chère, on ne discute pas avec les passions et les intérêts ! Je crois que votre mari est victime du plus noir complot, et dussé-je être la seule, je ne l'abandonnerai pas !

— Merci, chère amie, merci !

— C'est un rude adversaire et un fier brigand que votre Schelm.

— Avec quelle ingénieuse scélératesse il a conduit tout cela ! répondit Tatiana ; car, j'en suis persuadée maintenant, c'est lui, lui seul, qui a fait arrêter Wladimir... Je l'ai vu ; il est venu ici pour faire, soi-disant une perquisition. Il savait qu'il ne trouverait rien, et il a accompli cet acte avec une précipitation qui, à elle seule, serait une preuve suffisante contre lui... Cet homme nourrissait d'avance...

— Mais il faut convenir de nos rôles, interrompit madame Duga-

rey ; je suis une femme d'action. Il s'agit de se décider. Comment allons-nous faire ?

— Madame, dit Popoff, aujourd'hui, à sept heures, M. Véréline et madame la comtesse doivent voir M. Schelm ; je les attendrai en voiture pour connaître le résultat de leur démarche. Vous, soyez au bal masqué à neuf heures du soir ; donnez à madame la comtesse le moyen de vous reconnaître. Si le chef de la chancellerie refuse toutes les propositions, j'irai le voir, moi, et il ne me refusera rien, je vous l'assure. Madame la comtesse et son père se rendront au bal et m'attendront à la porte du grand escalier ; j'y serai à dix heures au plus tard ! La comtesse vous dira alors comment il faudra agir.

— J'aurai un domino noir avec quatre gardenia blancs sur chaque épaule. Vous me reconnaîtrez facilement, Tatiana ; d'ailleurs, moi aussi, je verrai votre père, qui ne vous quittera probablement pas.

— Oui, je l'espère !

— Seulement, dit Popoff, souvenez-vous, madame, qu'il faut absolument que vous voyiez l'empereur ; car vous êtes dès aujourd'hui d'une famille de proscrits, et peut-être ne pourrez-vous plus l'approcher désormais.

— Ne craignez rien, monsieur Popoff, répondit madame Dugarey, je ne suis pas Russe, moi, et je puis toujours m'adresser à Sa Majesté !

— Hélas ! répondit Tatiana, si l'innocence de Wladimir n'est pas proclamée, pourrez-vous et oserez-vous continuer à me voir ? Votre mari lui-même ne vous forcera-t-il pas à nous abandonner ?

Madame Dugarey baissa la tête. On lui avait déjà, en effet, fait entendre, à l'ambassade de France, qu'elle ne devait plus trop fréquenter la maison d'un criminel d'État.

— Vous voyez ! dit amèrement Tatiana.

— En attendant, répondit madame Dugarey, ce soir, nous jouons notre partie, et je vous ai déjà juré de vous aider de toutes mes forces. N'anticipons pas sur les événements. Votre mari est pour moi complètement innocent, et je m'emploierai à faire éclater son innocence. A ce soir, au bal ! Monsieur Popoff, apprêtez vos batteries !

— Madame, répondit Popoff avec fermeté, je vous réponds du succès.

— Dieu vous entende ! soupira Tatiana.

A sept heures du soir, M. Schelm reçut la comtesse et son père avec cet air froid et guindé que le chef de la chancellerie savait prendre vis-à-vis de ceux qui dépendaient de lui. Le conseiller d'État lui proposa un million de roubles, la moitié de sa fortune ; Tatiana, la sœur Tatiana, le supplia avec des larmes et se fit humble pour l'attendrir. Rien n'y fit.



Schelm, dont les yeux étincelèrent à la proposition de Véréline et à la vue de Tatiana, qui se tordait sous la douleur, jouit de la souffrance de ses ennemis, mais il leur répondit froidement :

— Cela ne dépend plus de moi, mais tranquillisez-vous ! Je sais que Sa Majesté est disposée à la clémence. Ils seront envoyés en Sibérie en qualité de colons, voilà tout !

— Mais, s'écria Tatiana, vous savez bien que mon mari est innocent !

Schelm leva ses lunettes et joua admirablement la stupéfaction :

— Innocent ! répéta-t-il, votre mari ! l'As de cœur !... le chef !...

— Trêve d'hypocrisie ! s'écria Tatiana impatientée. Vous vous vengez d'une innocente plaisanterie, et votre vengeance est atroce. C'est vous qui avez tout inventé ou, du moins, c'est vous qui, grâce à une machination diabolique que je ne puis concevoir, êtes parvenu à impliquer mon mari dans ce complot !

Schelm joignit les mains :

— Bon ! dit-il. Mon Dieu, madame, continua le fonctionnaire en simulant une pitié hypocrite, je comprends la douleur, les angoisses, je comprends ! mais moi, je n'y peux rien. Remettez-vous. Le lit... un médecin...

Il pressa un timbre qui se trouvait sur son bureau. L'employé de service entra.

— Reconduisez monsieur et madame jusqu'au bas de l'escalier. Excusez-moi, mon temps ne m'appartient pas !

— Prenez garde, monsieur Schelm, dit Tatiana ; nous luttons et...

— Je remuerai ciel et terre pour vous démasquer ! entendez-vous, misérable ! s'écria Véréline, exaspérée de voir Schelm traiter sa fille avec tant d'impertinence.

Schelm haussa les épaules :

— Ayez bien soin de ce pauvre vieillard et de cette dame, dit-il à l'employé. Qu'ils ne tombent pas sur les escaliers.

— C'est bien, dit Tatiana. Adieu, monsieur Schelm.

— Hé ! voilà dix minutes que j'attends ce mot, répondit-il brutalement... Elle n'est pas suffisamment abattue encore, cette orgueilleuse femme ! se dit Schelm quand la porte se fut fermée sur eux : je veux la briser ! Au fait, cette séparation serait peut-être un bonheur pour elle ? C'est que parfois c'est difficile de réussir à leur faire, à tous ces puissants, tout le mal qu'on leur désire.

Il mit sa tête entre ses mains et réfléchit. Dix minutes s'écoulèrent, et l'employé de service gratta à la porte du cabinet pour attirer l'attention de son chef.

— Entrez, dit Schelm.

L'employé lui tendit un morceau de papier.

— Un individu insiste pour être immédiatement introduit auprès de Votre Excellence. Voici son nom, qu'il a écrit en disant que vous le recevriez certainement.

Le chef de la chancellerie s'écria après avoir lu :

— Nicolas Popoff !... Faites entrer, faites entrer sur-le-champ ! Ah ! ah ! il vient de lui-même !... Écoutez, ordonna-t-il : regardez bien l'homme que vous allez introduire ici.

— Oui, Excellence.

— Pendant qu'il va être avec moi, vous sortirez, vous vous rendrez au poste voisin et vous demanderez deux agents de police que vous placerez à la porte du ministère. Quand cet homme sortira de mon cabinet, vous l'accompagnerez sous un prétexte quelconque et vous le ferez arrêter... D'ailleurs, vous devez connaître cet individu : il a été employé ici.

— Je suis au cabinet depuis deux mois seulement.

— Alors, regardez-le bien. C'est un individu très-dangereux... vous le ferez fouiller et vous m'apporterez ce que vous trouverez sur lui.

— Excellence, dit l'employé, le colonel Palkine se trouve à cette heure chez le ministre, et je puis...

— Exécutez donc ce que l'on vous commande ! cria Schelm... Vous ferez arrêter cet homme par deux agents de la police... à moins, toutefois, dit-il après avoir réfléchi, que je ne vous donne contre-ordre ! Dans ce cas, je vous appellerai et je vous dirai : « Je ne veux plus voir personne. » Ce sera le signal, que vous interpréterez en congédiant les agents. M'avez-vous bien compris ?

— Oui, Excellence.

— Allez maintenant, et introduisez cet individu.

L'employé s'éclipsa.

— Ah ! ah ! dit joyeusement Schelm, c'était le seul que je ne pouvais atteindre, car j'avais perdu sa trace. Il vient se livrer lui-même ! Décidément, le diable est pour moi !...

L'employé de service rentra, introduisit Popoff, et, après avoir fermé la porte, disparut en courant. Nicolas s'avança.

— Ah ! c'est vous, grommela Schelm, que demandez-vous ?

— Une simple chose : la grâce du comte Lanine.

Schelm sauta sur son fauteuil.

— Lanine !... que vous importe Lanine ? demanda-t-il étonné.

— Je suis à son service ; il m'a recueilli quand vous m'avez chassé. « Je me tairai si l'on ne m'attaque pas ! » vous ai-je écrit. J'ai été muet. Aujourd'hui, en poursuivant le comte, qui me protège, vous portez atteinte à ma situation ; je la défends ! Je vous ai dit : « Je

demande la grâce de Lanine! » je me suis trompé, je devais dire : « J'exige la preuve de l'innocence du comte et la cessation de toute poursuite contre lui ! »

Schelm était revenu de sa stupéfaction.

— Ah ! ah ! dit-il, voici le mystère ! Bien. Je vous ai laissé parler, n'est-ce pas ? et vous devez être content ! Maintenant, voici ma réponse : Vous êtes un employé malhonnête et insolent. Sortez !

Popoff, au lieu d'obéir, avança de quelques pas encore :

— Je ne sortirai pas avant d'avoir obtenu ce que je viens chercher ici. J'ai des preuves contre vous !

— Ah ! oui, la copie de ma lettre... Ha ! ha ! ha ! j'ai suivi vos conseils... Montrez ce que vous avez contre moi... L'employé Popoff accusateur du chef de la chancellerie ! c'est risible. Tenez, je serai bon, et, au fond, j'aime mieux, puisque vous avez été mon complice, car vous l'avez été, dit Schelm avec un rire équivoque ; j'aime mieux m'expliquer. Le vieux reçu est entre mes mains ; ce que vous avez ne prouve rien ! On ne chicanera pas sur les moyens si vous réussissez, avez-vous dit ; vous aviez raison. Le ministre me remerciera d'avoir agi ainsi. D'ailleurs, vous me menacez de montrer mon reçu ! A qui ? qui parviendrez-vous à voir ? des employés subalternes, ou la famille d'un proscrit !... Écoutez, Popoff, rendez-moi mon reçu, et peut-être consentirai-je à vous pardonner. Ce n'est pas bien grave, mais j'aime autant à savoir où sont ces sortes de papiers.

— Contre la liberté du comte, répondit Popoff, je veux bien vous rendre ce reçu.

— Ah ça ! cria Schelm, il est insensé. Il me fait des conditions ! Mais, triple fou que tu es, ton papier ne prouve rien ! Je peux te faire arrêter et fouiller ! Cette pièce, entre tes mains, que prouve-t-elle ? que j'ai demandé de l'argent à la caisse des fonds secrets et que tu as fait un faux ?

— Oui, mais elle prouve aussi qu'au 30 octobre de l'année passée, car le reçu est daté, vous avez demandé de l'argent pour la conspiration LA...

— Eh bien, après ? Sais-tu si cette conspiration n'a pas commencé alors ?

— C'est vrai, répondit Popoff froidement ; ce papier entre mes mains ne vaut pas grand'chose, mais entre celles du général comte Lanine, ou du père de la comtesse, il est précieux, et si vous ne faites pas ce que j'exige de vous, je remettrai votre reçu et je raconterai tout ce que je sais au comte Lanine ! Vous pouvez me faire arrêter au sortir d'ici ; mais je me réclamerai d'un général aide de camp de l'empereur, et j'indiquerai où l'on trouvera des papiers appartenant au comte ! Vous pouvez me faire fouiller, on ne trou-

vera rien sur moi... Ah ! pardon, dit tout à coup Popoff, qui vit que Schelm avançait la main vers le timbre, ne jouez pas avec cela, n'est-ce pas ?

La voix de Nicolas était tellement menaçante, que Schelm, qui avait détourné la tête avec l'intention de sonner, se retourna involontairement. L'employé dirigeait le canon d'un pistolet vers le chef de la chancellerie, et une résolution inébranlable éclatait dans ses yeux étincelants ; Schelm eut peur et resta hésitant, la main étendue, la bouche béante.

— Ah ! vous croyez que je me risquais désarmé dans votre antre ! vous vouliez sonner, me faire arrêter, fouiller, disparaître. Cherchez ensuite les papiers d'un homme disparu, folie ! Ah ! j'ai reculé jusqu'au dernier moment, car je me perds en vous perdant, et, depuis six mois, je commence à tenir à la vie ! Un geste, un cri, je vous tue ! On arrivera au bruit de la détonation et je serai arrêté... je dirai alors tout ce que je sais et on saura ce que je ne sais pas !... Ce que je fais là n'arrive pas tous les jours en Russie ; si je vous tue, je cesse d'être un criminel vulgaire ! Je compte sur le scandale pour me faire écouter par les plus hauts personnages ! Je me perds, mais je sauve le comte, qui n'abandonnera ni ma mère, ni mon frère, ni ma fiancée. Je vous explique tout cela, continua Popoff, pour que vous sachiez bien que je suis décidé à tout.

Schelm était interdit. Il était vert de rage et de peur.

— Me menacer d'un pistolet, ici, au ministère, cela ne s'est jamais vu en Russie !... Vous êtes un monstre ! bégaya-t-il, grotesque dans son indignation administrative.

Popoff éclata d'un rire nerveux et fébrile.

— Vous ne pouvez croire à tant d'insolence ! Un misérable employé russe !... Allons, dit-il en faisant jouer la gachette du pistolet, à nos affaires !

— Mais que voulez-vous de moi ? balbutia Schelm.

— Je vous l'ai dit : la preuve de l'innocence du comte Lanine.

— C'est insensé ! le comte est coupable ; je ne sais rien, je ne puis rien. Je n'ai pas de preuves !

— Quelque chose me dit que vous les avez ! D'ailleurs, peu importe ! Je veux qu'il soit innocent. Les autres conspirateurs ne m'intéressent pas ! Arrêtez, tuez, envoyez en Sibérie la moitié de Saint-Petersbourg, je ne me mêlerai pas de vos affaires ; mais ne touchez pas au comte Lanine, c'est mon protecteur ! Vous êtes tout-puissant, vous avez accusé, vous pouvez innocenter ! Le comte ne peut être un grand criminel !

— Mais je vous dis...

— Assez ! cria Popoff. Voulez-vous, oui ou non, faire ce que j'exige?...

Schelm avait repris l'usage de ses facultés et il essaya de ruser.

— Je tâcherai, j'essayerai, voulut-il dire ; au fond, je ne tiens pas tant que cela...

— Comme les hommes les plus intelligents sont bêtes en face du danger ! dit Popoff avec un rire de mépris. Et vous croyez, comme cela, que je m'en irai sur votre parole, pour être arrêté dans la rue ? Je chercherai moi-même les preuves dont j'ai besoin. Vos papiers secrets se trouvent là, dans ce placard, dit-il en désignant de l'œil le portrait d'Alexandre I<sup>er</sup>. Ouvrez ce placard ! ordonna-t-il.

Si le regard de Schelm avait pu foudroyer l'ex-employé du ministère, Popoff serait mort. Le chef de la chancellerie était hors de lui-même.

— C'est donc un scorpion que ce ver de terre ! hurla-t-il. Mais d'où est sorti cet homme-là ?

— Du service de l'État, où la misère et les procédés de ses chefs en ont fait un désespéré... Ce placard ! vite, ou sinon...

La gachette du pistolet claqua une deuxième fois. Schelm, comme un tigre dompté, courba l'échine, forcé par un pistolet dont le canon, dirigé par la main de Nicolas, suivait tous ses mouvements : il alla au portrait d'Alexandre I<sup>er</sup>, et, rugissant de colère, pressa le ressort : la toile se détacha du mur et découvrit le placard.

— Pas un pas de plus ! cria Popoff. Restez là ! Je chercherai moi-même les papiers qu'il me faut, et je ne vous les restituerai que quand le comte Lanine sera libre.

Schelm s'arrêta, dévorant sa rage. Alors Popoff s'avança, et, se plaçant devant le placard, saisit une liasse de papiers. Pour faire cela, il fut obligé de détourner pour un instant son pistolet, qu'il tenait précédemment braqué contre Schelm. Ce mouvement lui fut fatal. Prompt comme l'éclair, le chef de la chancellerie sauta de côté, et, d'un mouvement d'une promptitude et d'une force extrêmes, il poussa le portrait du tzar, qui se referma sur la muraille, en précipitant l'employé dans le placard et en l'y aplatissant.

Schelm poussa un ricanement sauvage, et, ruisselant de sueur, il tomba sur son fauteuil.

Cependant Popoff, quoique un peu meurtri, n'avait pas eu grand mal. Il rassembla ses esprits. Il se trouvait dans un trou noir, d'un mètre de large sur deux de haut. Il regarda autour de lui et ne put distinguer rien, tant l'obscurité était compacte. Puis, Popoff éprouva des nausées et des élancements dans les tempes : le placard manquait absolument d'air, et Popoff étouffait. Alors l'employé se mit à

crier, puis il voulut se baisser pour ramasser son pistolet qu'il avait laissé tomber à terre dans un premier mouvement de surprise ; le trou était trop étroit, et Popoff n'y put parvenir. Alors, dans un accès de désespoir insensé, Nicolas ferma les poings et il se mit à frapper les murs avec frénésie et sans discernement : il se sentait devenir fou... Soudain, une vive douleur à la main lui fit pousser un petit cri : Popoff avait frappé contre quelque chose de plus dur que le bois, et il s'était luxé le poignet. Cependant il sentit qu'il étouffait moins, et qu'un peu d'air lui arrivait du côté du placard opposé au cabinet de Schelm. Il avança la main et se convainquit qu'il avait, en battant désespérément les murs de ses poings, fait jouer un ressort et découvert une issue secrète.

— Ah ! dit-il, je ne suis donc pas perdu encore !

Popoff, nous l'avons dit, était un homme résolu et intelligent ; il emplît ses poches de tous les papiers qu'il prit au hasard sur une des planches du placard, et, comprenant que le temps pressait, il ne s'amusa pas à rechercher inutilement son pistolet, et s'engagea résolument dans le couloir qu'il venait de découvrir.

Popoff comprit qu'il marchait entre deux murs ; le couloir était tellement étroit, que Nicolas était obligé de marcher de côté. A quelque pas du placard, le corridor décrivait une légère courbe, et, de sombre qu'il avait été jusque-là, il lui apparut légèrement éclairé par un mince filet de lumière qui venait, évidemment, d'une chambre communiquant secrètement avec le cabinet de Schelm.

Bientôt Popoff fut au bout du couloir, et il vit devant lui une étroite fissure dans le mur. Le secrétaire de Lanine appliqua son œil contre cette fissure ; la lumière provenait de quelque chose qui ressemblait à une lampe, et il perçut distinctement le son de plusieurs voix humaines.

Popoff était indécis. A ce moment, il entendit derrière lui la voix de Schelm qui criait :

— Mais c'est le démon que cet homme ; il a découvert l'issue !

Alors Popoff ne calcula plus. Il ne voulait, pour rien au monde, retomber entre les mains de son ennemi. Il rassembla toutes ses forces, et s'élança contre la porte d'un élan formidable.

Un craquement, le bruit d'un pupitre qui tombait, et Popoff se trouva en pleine lumière, précipité par son élan au milieu d'une vaste pièce meublée avec un luxe princier.

Un homme âgé, en costume de général en chef, un colonel de gendarmerie et trois employés le regardaient avec effroi et curiosité.

— Le ministre ! se dit Popoff. Je suis perdu !

— Quel est cet homme, et que vient-il faire ici ?... Comment con-

naît-il mes secrets?... Qui êtes-vous? répondez! dit le comte Pérofsky.

Palkine — car c'était lui qui se trouvait auprès du ministre — examina alors attentivement l'intrus :

— Oh! oh! dit-il, mais je l'ai vu chez la comtesse Lanine!... C'est un des conspirateurs; ils ont des ramifications jusque dans le ministère de l'intérieur. Je le reconnais bien!...

Il s'avança vers lui et lui mit la main sur l'épaule :

— Monsieur, dit-il, je vous arrête!

— La gendarmerie! pensa Popoff. Palkine! l'ennemi de Schelm!... Oh! du moins, je vengerai le comte, et je me ferai de belles funérailles.... C'est bien, colonel, dit-il à haute voix, je suis votre prisonnier!

Alors, par-dessus les décombres de l'étagère qui masquait, du côté du cabinet du ministre, l'issue secrète, apparut la tête effarée de Schelm :

— Le voilà, disait-il; c'est un de mes anciens employés, un homme très-dangereux! Il a volé les papiers secrets du ministère. Il faut le fouiller, me remettre ces papiers.

Voici ce qui s'était passé. Après avoir laissé écouler dix minutes, Schelm s'était dit avec raison que, vu le manque d'air, Popoff devait s'être évanoui, et qu'ainsi, il ne lui serait pas difficile de le fouiller, de lui reprendre les papiers et de le faire arrêter ensuite. Schelm ne voulait pas laisser mourir le secrétaire, car il lui aurait été difficile d'expliquer la présence d'un homme mort dans cette issue connue du ministre, et il était impossible de sortir un cadavre du ministère. Il ouvrit donc le placard, et, en constatant la disparition de Nicolas, il se lança à sa poursuite.

— Fouillez-le, arrêtez-le et faites-le disparaître! criait-il.

— Pardon! interrompit Popoff, j'avoue tout. Je possède les papiers secrets du ministère de l'intérieur, et je les rendrai au colonel, qui pourra en prendre connaissance! Il n'y a pas de secrets pour le chef des gendarmes! J'ai des révélations à faire!

— Oh! alors, dit Palkine, c'est différent! Votre Excellence me permettra-t-elle de prier un de ses employés de faire venir des gendarmes pour conduire monsieur chez Son Excellence?

— Il y a précisément des agents appelés par moi qui attendent à la porte, dit Schelm.

— Non, non, répondit Palkine, qui flaira un mystère; nous faisons nos affaires nous-mêmes.

— Mais ce sont nos secrets! cria Schelm. Vous n'avez pas le droit...

— Vous avez tort, répondit le comte Pérofsky; il n'y a pas de secrets pour le chef des gendarmes ! N'insistez plus, Schelm.

Et d'un signe de la main, il congédia tout le monde.

Sa Majesté l'empereur était arrivée à dix heures au bal masqué de l'Assemblée de la Noblesse, et il avait mis son casque sur sa tête. C'était le signal officiel par lequel Sa Majesté permettait à tout le monde de se couvrir et bannissait toute étiquette. On ne devait plus, dès ce moment, ni saluer l'empereur, ni faire la moindre attention à lui. Il était parfois bousculé dans la mêlée, et on lui marchait sur les pieds; mais tous ces petits accidents de la vie avaient le privilège de l'amuser énormément, car il était heureux de descendre une ou deux fois par an de son piédestal de grandeur. Pour la même raison, il était permis à tout masque d'accoster le souverain, de causer, de plaisanter avec lui, de l'intriguer; mais il était absolument défendu de lui parler affaires ou de lui présenter des pétitions sous le couvert du masque. Sa Majesté se promenait donc au bal, et elle paraissait s'amuser énormément; elle avait à son bras un petit domino noir, avec quatre gardenia blancs brodés sur chaque épaule. Le souverain et le masque chuchotaient en riant. L'empereur avait fait déjà plusieurs tours dans la grande salle de l'Assemblée, et la conversation du masque ne paraissait pas le lasser. Autour de Sa Majesté la foule ondulait gaiement; les masques, les uniformes, les fracs se promenaient sans nul souci de la présence du souverain, dont la physionomie majestueuse respirait la satisfaction et le calme. En face de l'escalier, seuls, au milieu de cette foule bruyante, adossés à une colonne de la salle, étaient Tatiana en domino, et A.-A. Vérénine en habit noir. L'empereur n'avait pas aperçu le conseiller, qui n'avait pas bougé de la porte d'entrée; mais Tatiana suivait, quand elle n'interrogeait pas l'escalier avec anxiété, tous les mouvements du souverain et du domino qui l'accompagnait.

Dix heures et demie sonnèrent, et Tatiana soupira

— Mon Dieu ! dit-elle tout bas à son père, il ne vient pas ! Il nous a dit pourtant qu'il serait ici à dix heures.

La comtesse entendit alors quelqu'un murmurer à son oreille :

— Hé bien, Tatiana ?

Le domino à gardenia blancs était à ses côtés; il avait quitté le bras de l'empereur.

— Rien ! répondit-elle; rien encore !

— Il faut cependant qu'il vienne ! car j'ai su arracher à Sa Majesté la promesse de ne pas quitter le bal avant onze heures et demie. Je lui ai promis de revenir prendre son bras et de me démasquer à cette



heure-là dans son salon particulier. Mais l'empereur quittera l'Assemblée avant minuit, et l'occasion ne se retrouvera plus !

— Mon Dieu ! mon Dieu ! murmura Tatiana ! cet homme nous trahit lui aussi, peut-être ?

— Ma fille, dit Vérénine, restez ici seule un instant et ne bougez pas de cette place ; j'irai jusqu'au ministère de l'intérieur ; je l'attendrai à la porte ! peut-être saurai-je là quelque chose...

— Oui, oui ! allez, mon père ! J'attends ici.

— Vous n'aurez pas peur ?

— Peur ! moi ! dit Tatiana ; quand il s'agit de sauver mon mari !... Allez, mon père !

— Je vous quitte aussi, Tatiana. Deux masques comme nous pourraient attirer l'attention, il ne faut pas qu'on se doute...

— Oui, oui ! allez ! allez !

— Quand vous me reverrez au bras de l'empereur, et que vous aurez quelque chose à me remettre, approchez-vous hardiment.

Madame Dugarey se perdit dans la foule, et Tatiana resta seule, adossée à la colonne, les yeux fixés sur l'escalier avec persistance. La foule passait et repassait derrière elle, mais la comtesse ne voyait rien, absorbée par le sentiment de l'attente. Elle ne remarqua pas plusieurs officiers de la cavalerie de la garde qui descendaient l'escalier des galeries de la salle. Les officiers étaient un peu gris, grâce aux nombreuses bouteilles de champagne qu'ils avaient bues. A leur tête était le prince X..., un peu plus monté que les autres.

Le regard du prince tomba sur Tatiana ; il eut bientôt détaillé l'élégance de son costume, la petitesse de son pied, la souplesse de sa taille. Il s'arrêta et se mit à l'examiner avec persistance. Tatiana ne voyait rien.

— Hé ! dit le prince après quelques secondes d'un examen minutieux, c'est qu'elle est charmante !

Il toucha du doigt son camarade le plus rapproché :

— Regarde ce domino, dit-il.

Tous les officiers s'arrêtèrent, et, après avoir constaté que le prince n'avait pas exagéré le charme mystérieux du domino, ils entourèrent Tatiana. X... lui mit la main sur l'épaule. La comtesse tressaillit à l'attouchement et se retourna avec vivacité. En se voyant au centre de ce groupe aux yeux brillants, aux faces enluminées, elle poussa un petit cri d'angoisse.

— N'aie pas peur, charmant masque, dit le prince, nous sommes tes admirateurs passionnés. Voyons, choisis parmi nous ton cavalier. Quand on est aussi jolie, on ne reste pas seule au bal masqué.

— Messieurs, balbutia Tatiana d'une voix étranglée, par grâce, laissez-moi !

— Tu attends quelqu'un... c'est cruel ! nous sommes tous amoureux de toi.

— Prince, dit Tatiana, je vous assure que vous vous trompez!... Par pitié!...

Le prince X... éclata de rire.

— Tu me connais, dit-il ! Oh ! alors, pas de grâce ! Viens faire un tour avec moi, et après je te ramènerai, et tu continueras à attendre l'heureux mortel...

La comtesse tremblait comme la feuille.

— Il faut que je reste ici, murmura-t-elle. Vous ne savez pas...

— Nous ne voulons rien savoir, dit un officier. Tu connais le prince, donne-lui le bras, et nous formerons ta suite !

— De grâce, laissez-moi ! C'est lâche, ce que vous faites !

— Lâche !... Oh ! oh ! dit le prince, des gros mots ! Allons, viens !...

Il voulut lui prendre le bras. Mais, indignée, elle lui donna un violent coup d'éventail sur la main, en disant :

— On touche donc aux femmes, ici !

Les officiers, d'abord interdits, reformèrent le cercle. Moitié riant, moitié fâché, le prince s'avança encore. Tout à coup le groupe d'officiers s'ouvrit sous la pression d'une main robuste, et Vérénine, livide, haletant, hagard, s'approcha de la comtesse :

— Ma fille ! cria-t-il. Venez avec moi. Tout est perdu ! Popoff est arrêté ! Je viens de le voir en voiture, escorté par deux gendarmes !

— Sa fille ! dit le prince : c'est donc la comtesse Lanine ?

— La comtesse, crièrent plusieurs voix, au bal ! quand son mari est en prison !... Ho ! ho !... la comtesse Lanine au bal !... Quelle horreur !

Tatiana était affolée, brisée, prête de s'évanouir. Vérénine, blême de colère, la soutenait dans ses bras, affrontant du regard la foule attirée par cet incident.

Soudain toutes les têtes se courbèrent, et la foule devint muette en s'écartant respectueusement. Une voix forte, impérieuse, avait retenti derrière ceux qui entouraient Tatiana et son père. Cette voix demandait d'un ton de commandement :

— D'où vient ce bruit ?

Et Sa Majesté l'empereur Nicolas apparut au milieu du cercle que la foule avait formé, et se trouva en face de Tatiana agonisante, et de Vérénine tremblant de colère. Le silence respectueux qui se fit tout à coup avertit Tatiana, qui leva les yeux et reconnut l'empereur.

Alors elle se redressa, s'élança jusqu'au souverain, arracha son masque, qu'elle jeta au loin, et se précipita à genoux, en criant :

— Je suis la comtesse Lanine, Sire, et je viens ici pour vous demander une grâce !

L'empereur fronça le sourcil.

— Que voulez-vous de nous? madame, demanda-t-il d'une voix sévère.

— Mon mari, dit-on, a commis un crime, mais pour cela il n'a pas cessé d'être mon mari! La justice de Votre Majesté l'a condamné à la déportation en Sibérie, que votre clémence daigne me permettre de l'y suivre!

L'empereur abaissa le regard; sa belle figure respirait la bienveillance :

— Pauvre femme! dit-il. C'est bien, nous nous rendons à votre prière.

Il la releva et lui prit la main.

— Maintenant, venez, madame, je vous reconduis jusqu'à votre voiture! Votre place n'est pas ici.

Et enveloppant la foule d'un regard sévère, l'empereur sortit du bal, en emmenant Tatiana.

#### XIV

##### LE GOUVERNEUR DE CAZAN.

La neige est dure; elle brille dans la campagne, en faisant miroiter sous les rayons d'un soleil radieux toutes les couleurs du prisme. Le Volga, gelé, semble, au milieu de la plaine, un ravin immense; partout la campagne blanchit, ainsi qu'un suaire; et la neige, pareille aux paillettes d'or de quelque tissu artistique et luxueux, tranche sur cette blancheur, et étincelle au loin. La route qui longe le cours du fleuve, en accompagnant servilement de ses courbes tous les circuits du Volga, paraît un deuxième ravin moins profond que le premier. A gauche, la nappe blanche est sans horizon; à droite, le regard, sautant par-dessus le ravin, s'arrête, au bout d'un linceul, pareil à celui de gauche, sur une ligne sombre de sapins. Le noir, qui, de ce côté, tranche sur le blanc, donne au paysage l'aspect d'une colossale mante de deuil, taillée pour quelque vierge gigantesque. La ligne de démarcation est vigoureusement tracée; là où le blanc finit, commence le noir, et il continue au loin sans limites, sans éclaircies, sans horizon, car où la terre est blanche, le ciel, lui aussi, est laiteux, mais au-dessus de la forêt de sapins, il change de couleur et, en se confondant avec la cime des arbres, il devient brun et menaçant.

Il fait beau; pas un souffle de vent, pas un nuage au ciel; le

soleil brille dans tout son éclat, mais ses rayons sont pâles et froids. Il semblerait même que dans ces contrées l'apparition de l'astre du jour est plus mélancolique encore que le déchainement des éléments, et on se prend à désirer entendre le sifflement du vent, et voir un ciel sombre plutôt que cette clarté malade, qui illumine sans chauffer, et qui resplendit sans égayer.

Comme un petit insecte noir et remuant, une voiture, attelée de quatre chevaux, se montrait, au milieu de la plaine neigeuse, se dirigeant vers l'orient. C'était une espèce de courte berline, adaptée à un traîneau, ce que dans le pays on appelle un vozok. Les clochettes suspendues au cou des chevaux de poste résonnaient tristement dans cette solitude sans bruit, et se répercutaient dans les ravins.

A une lieue et demie à peu près du lieu où était la voiture, du côté de l'orient, sur la route même, et la fermant comme un verrou gigantesque, était une poutre noire, ajustée à deux poteaux d'inégale grandeur, et formant un triangle avec le sol. Vue de loin, cette poutre peinte en noir et en blanc, recouverte, sur son côté supérieur, d'une épaisse couche de neige congelée, ressemblait au bras d'une colossale guillotine.

De temps en temps la poutre se mouvait, tantôt en s'élevant vers le ciel en un bâillement formidable, tantôt en s'abaissant, comme la lame du couperet.

Le vozok arriva bientôt auprès de la poutre. La neige, de ce côté, était devenue grisâtre, piétinée qu'elle était par les hommes et les animaux. Une certaine animation régnait en cet endroit. Plusieurs traîneaux, recouverts de peaux de mouton, quelques bœufs, deux ou trois hommes et une autre voiture, stationnaient auprès de la poutre. Les hommes se réchauffaient en frappant l'une contre l'autre leurs mains gantées de peau et les animaux tressaillaient convulsivement sous les atteintes du froid.

La poutre figurait la barrière (*schlagbaum*) de la porte de Cazan. Voyageurs et paysans attendaient leur tour de pénétrer dans l'enceinte de la cité.

Toutes les cinq minutes, un homme, adossé au plus petit des poteaux, tirait une corde et relevait ou abaissait la poutre horizontale. A chaque fois, une voiture passait sur la barrière. Après avoir passé, chaque voiture s'arrêtait en face d'une petite maisonnette, située à quelques pas de la barrière. C'était une cabane sordide et puante. Son unique fenêtre, percée irrégulièrement, ressemblait à une meurtrière ; sur la vitre, la neige avait formé des rosaces bizarres, et chaque fois qu'on ouvrait la porte, une vapeur nauséabonde s'en échappait en tourbillons grisâtres et nuageux.

Telle qu'elle était, cependant, cette cabane devait représenter quelque formidable spectacle, car tous ceux qui y entraient avaient la crainte peinte sur la figure. Le cocher qui, sur la route, cinglait avec tant de désinvolture les reins de ses chevaux, en jetant à l'air le refrain d'une chanson à boire, ôtait son bonnet fourré d'astrakan, et pénétrait dans la maisonnette en se grattant le front et en interrogeant les murs d'un regard louche et circonspect. Le riche marchand, qui, avec un jovial sourire, compulsait dans son traîneau le gain de la journée, courbait l'échine et dissimulait son ventre. Le boyard lui-même qui, dix minutes auparavant, regardait dédaigneusement par les vitres de sa dormeuse le menu fretin des autres voyageurs, soulevait son bonnet de zibeline avec un geste de déférence.

En revanche, dès que la petite porte de la maisonnette s'était refermée derrière eux pour la deuxième fois, le cocher reprenait son air insouciant, le marchand se remettait à son calcul interrompu, le seigneur enfonceait plus avant son bonnet sur son front ; et cocher, marchand et boyard remontaient en voiture d'une façon plus dégagée qu'ils n'en étaient descendus.

La maisonnette servait de cabinet à un employé de la police, chargé de vérifier les passeports, et de constater l'identité des personnes.

À côté de la cabane se tenait un groupe de cosaques. C'était la force armée, dont l'homme de la police avait droit de se servir en cas de besoin.

Le vozok s'arrêta à côté d'un traîneau indigène ; le postillon descendit de son siège et piétina le sol pour se réchauffer. Une des glaces de la voiture s'abaissa alors, et un homme âgé de cinquante ans, à la physionomie calme et bienveillante, apostropha le postillon.

— Nous sommes arrivés à la barrière ? demanda-t-il.

— Oui, répondit le postillon. Nous sommes à Cazan.

L'homme rentra la tête dans l'intérieur de la voiture et dit en s'adressant à deux dames qui étaient assises dans le fond :

— C'est la barrière, il nous faudra montrer ici nos passeports.

Il y avait quatre voyageurs dans le vozok : trois femmes et un homme. La personne à qui s'était adressé tout particulièrement le voyageur était une femme jeune encore, et splendidement belle. La magnificence des fourrures dont elle était enveloppée de la tête aux pieds témoignait d'une richesse princière. La femme assise à ses côtés, déjà âgée, était simplement, mais convenablement mise. Quant à la troisième personne qui se trouvait sur la banquette de devant, à côté de l'homme qui avait parlé, elle avait tout l'air

d'une soubrette de grande maison ; son petit nez retroussé, ses yeux vifs, son air intelligent, donnaient à sa physionomie une apparence de gaieté, peu en harmonie avec le décor lugubre du paysage et avec l'air de tristesse répandu sur les traits de ses compagnes.

La jeune dame qui paraissait être la reine de tout ce monde demanda à l'homme :

— Cazan est la dernière ville un peu convenable de la Russie d'Europe, n'est-ce pas ?

— Oui, madame la comtesse, répondit-il, mais nous avons huit cents verstes à parcourir avant d'arriver à la frontière de la Sibérie, et nous n'avons encore fait que la partie la plus facile de notre voyage.

— O cher docteur, qu'il me tarde d'arriver ; vous ne vous doutez pas de ce que je souffre depuis cette épouvantable catastrophe. Ce pauvre Wladimir ! comme il doit être malheureux ! Chaque verste parcourue me rapproche de lui, et je compte chaque verste, car je suis sûre qu'il m'attend là-bas. Il est séparé, par la proscription, du reste du monde il n'entend rien dans sa formidable prison des bruits du dehors, et cependant je suis persuadée qu'il espère me voir et que cette idée seule lui fait supporter ses souffrances. Depuis cette fatale soirée, je ne sais rien de son sort. Connaissez-vous quelque chose de plus épouvantable que l'incertitude ?

— Mon Dieu, madame la comtesse, dit la dame âgée, je suis dans la même anxiété sur le sort de mon fils, qui, vous le savez, a disparu aussi, mais je suis presque sûre de le rencontrer en Sibérie. Voyez-vous, madame, quand, dans notre pays, on constate la disparition d'une personne, si cette personne a des ennemis puissants, on n'a qu'une chose à faire : prendre la route d'Orient, et aller tout droit devant soi ; peu à peu les villes deviennent plus rares, puis les villages mêmes s'échelonnent à des distances de plus en plus longues, pour disparaître à leur tour. On est arrivé alors. Quelques misérables oubliés habitent des cabanes solitaires au milieu d'un désert. On fouille ces cabanes du regard et du cœur, et on est sûr de trouver là-bas celui que l'on cherche. C'est avec cette intention que je vous ai suivie, madame la comtesse, et que cette enfant m'a accompagnée. Peut-être retrouverons-nous là-bas notre pauvre Nicolas.

— Ma bonne Akoulina Ivanovna, répondit la jeune dame, je ne sais comment vous remercier de ne pas m'avoir abandonnée ! Tout ce que j'ai pu conserver encore de crédit et d'influence, je le mets à votre disposition pour retrouver votre fils. C'est, d'ailleurs, un devoir sacré pour nous.

— Comme le nôtre est de vous servir avec dévouement et respect, et je dis toujours à Hélène qu'elle ne comprend pas assez le devoir qu'elle s'est imposé.

La jeune fille de la banquette de devant fit une petite moue railleuse.

— Oui, oui, continua Akoulina Ivanovna, il n'y a pas de quoi rire, nous avons toutes accepté une mission ; il s'agit de la remplir, demandez plutôt au docteur. Je vous remercie, Hélène, dit-elle sérieusement, et je vous serai reconnaissante toute ma vie de l'amour que vous portez à mon fils. Lui et moi, nous n'avons vis-à-vis de vous que des devoirs que nous saurons, je l'espère, remplir ; mais, vis-à-vis de madame, nos rôles changent. Nous lui devons tous chaque instant de notre vie, nous devons prévenir ses moindres désirs, la servir à genoux, pleurer lorsqu'elle pleure ; et comme elle a banni le sourire de ses lèvres, nous devons aussi nous abstenir de rire. N'est-ce pas, docteur ?

— Certainement ; vous avez parfaitement raison, Akoulina Ivanovna.

Tatiana eut un pâle sourire.

— Vraiment, ma bonne, dit-elle, vous exagérez. Vous me devez bien peu de chose, Hélène encore moins ; quant au docteur, que vous paraissiez enrôler parmi ceux qui sont obligés de me servir, vous n'oubliez qu'une chose, chère amie, c'est que c'est à moi de le remercier du dévouement désintéressé qu'il veut bien me témoigner.

— O madame, répondit le docteur, qui aurait pu s'empêcher en vous voyant si belle, si noble et si malheureuse, d'éprouver un sentiment de respectueuse commisération ! J'ai été heureux de pouvoir mettre à vos pieds le concours de ma vieille expérience et de me dévouer à une cause comme la vôtre. Depuis le jour que vous m'avez accepté, je suis devenu le premier de vos serviteurs, et Akoulina Ivanovna a dit vrai : c'est à genoux que nous devons vous servir, et en votre présence le rire ne doit pas effleurer nos lèvres.

Tatiana lui tendit la main.

— J'ai été toujours gâtée par ceux qui m'ont approchée et je me suis toujours laissé faire.

Un deuxième sourire mélancolique erra sur ses lèvres.

— Je suis forcée, continua-t-elle, de lutter parfois contre l'attachement des miens ; croiriez-vous que mon père, qui d'abord ne voulait pas me laisser partir, a voulu ensuite m'accompagner ? il a fallu que je me fâche pour l'en dissuader. Il n'a consenti à mon départ que sur la promesse formelle que je lui ai faite de revenir dans deux ans au plus tard. — Sinon, m'a-t-il dit, que tu le veuilles ou non, j'irai te rejoindre.

— Pourquoi n'avez-vous pas permis à Son Excellence de vous accompagner ?

— Y pensez-vous, docteur, à son âge ? Ensuite ne faut-il pas qu'il reste à Saint-Petersbourg afin de tâcher de faire éclater l'innocence de Wladimir ? Si mon devoir est de consoler mon mari, en lui adoucissant les souffrances de l'exil, le sien est de le protéger. Pauvre père ! il a consenti à tout ! Il est devenu hardi, entreprenant, il a osé même demander une audience à l'empereur. Hélas ! il n'a pu l'obtenir, car nous sommes devenus une famille de rebelles. D'ailleurs qu'aurait-il pu dire à Sa Majesté ? Rien, car nous ne savons rien, ni la raison ni la cause du châtimement. Par une faveur spéciale, nous connaissons les termes de la sentence et le lieu d'exil. Oh ! il faut que je voie mon mari, qu'il me parle, qu'il s'explique. Depuis cette terrible nuit, je ne l'ai pas vu et si je sais qu'il n'est pas mort, c'est que Sa Majesté l'empereur a daigné me le faire apprendre avant mon départ.

— Mais, dit le docteur, vous m'aviez dit avoir vu l'empereur.

— Oui, le soir du bal masqué. Les seuls souvenirs d'affection et de reconnaissance que je garde encore à Saint-Petersbourg sont pour Sa Majesté et pour une amie que j'ai laissée là ; ce sont les seuls qui m'aient encouragée et plainte ; toutes mes autres connaissances se sont détournées de moi par crainte de déplaire au souverain. Oui, j'ai vu l'empereur et je lui ai demandé la grâce d'aller en Sibérie. Que pouvais-je lui demander de plus ? pouvais-je lui parler de l'innocence de mon mari ? Pour oser lui dire cela, il fallait avoir des preuves. Ce sont ces preuves que je vais chercher en Sibérie, car je suis sûre que mon mari me les donnera !

En ce moment, le postillon remonta sur son siège et la voiture avança lentement de quelques pas, pour passer sous la poutre qui se levait ; après quoi elle s'arrêta devant la maisonnette. Deux cosaques s'approchèrent alors et ouvrirent la portière.

— Docteur, dit Tatiana, veuillez descendre et montrer nos feuilles de route.

Un des cosaques, qui entendit ces mots, dit alors :

— C'est la barrière du gouvernement. Ici, il faut que tout le monde descende.

Tatiana obéit et prit le bras du docteur ; puis elle se dirigea vers la cabane.

L'agent au visage rougeaud et commun qui compulsait des papiers devant une table boiteuse, unique meuble de l'unique chambre, se souleva avec respect et étonnement ; il ne put s'empêcher d'ôter son bonnet à l'aspect de cette femme d'une suprême élégance et d'une beauté radieuse.



— Votre feuille de route, madame, demanda-t-il, en adoucissant quelque peu sa voix rauque et brutale.

Le docteur tira de sa poche un papier timbré et le tendit. Après avoir lu, l'agent hocha la tête.

— Cela ne suffit pas, dit-il, votre feuille de route porte que le docteur Haas voyage en compagnie de trois personnes et qu'il a droit de réclamer dans chaque station quatre chevaux de poste. C'était suffisant pour arriver jusqu'à Cazan, mais pour entrer dans la ville, il faut autre chose. Quelles sont les dames qui vous accompagnent, et ont-elles leurs passeports? Veuillez me les faire voir.

Tatiana s'avança.

— Je suis la comtesse Lanine, monsieur, et je me rends à Irkoutsk pour y rejoindre mon mari exilé. Je voyage avec une permission spéciale de Sa Majesté.

L'employé s'inclina.

— Nous vous attendions, madame, dit-il; votre passage nous a été annoncé. Le gouverneur désire vous voir. Veuillez vous rendre chez lui.

Et sans donner le temps à la comtesse de lui répondre, il appela un des cosaques qui étaient sur la porte.

— Mon Dieu, monsieur, dit Tatiana légèrement troublée, qu'est-ce que cela veut dire?

— Nous avons reçu des ordres qui vous concernent, répondit l'agent d'un ton sec.

— Mais, monsieur, dit alors le docteur, madame voyage avec un permis spécial de l'empereur. Nul n'a le droit d'entraver son chemin.

— Je n'arrête pas madame, répondit l'agent; madame s'expliquera avec le gouverneur, j'exécute mes instructions.

Le cosaque était sur le seuil.

— Tu diras à deux cavaliers, lui commanda l'agent, d'escorter la voiture de madame jusqu'à la maison du gouverneur.

Le gouverneur de Cazan était assis dans son cabinet et causait avec notre ancienne connaissance, le colonel Palkine.

— Vos prisons, disait le colonel, ne sont pas, je le vois, bien garnies. Vous dites n'avoir que douze détenus qui attendent le prochain convoi des exilés.

— Oui, à peine, répondit le gouverneur, et encore ce ne sont que de pauvres diables de voleurs; il n'y a qu'un seul individu dangereux parmi tout ce menu fretin.

— Vous appelez cet individu...? demanda Palkine.

— C'est un nommé Popoff, ancien employé du ministère de l'intérieur. Il m'est recommandé, comme quelqu'un de très-dangereux, par le chef de la chancellerie de S. Exc. le ministre. Il est destiné au prochain envoi des colons de Nertschink. C'est vous dire qu'on veut le faire disparaître. Provisoirement, il est ici au plus grand secret.

Si le gouverneur avait, en parlant, jeté un regard sur son interlocuteur, il aurait vu l'œil du colonel lancer un éclair, aussitôt réprimé, et son front se plisser sous le coup d'une pensée subite. Mais Palatine ne laissait jamais voir plus d'une seconde sur ses traits les impressions de son âme. Quand le gouverneur le regarda, il avait composé son visage, et ce fut d'un ton complètement calme qu'il lui demanda :

— Puis-je voir cet homme ?

— Certainement ! répondit le gouverneur ; votre mission vous ouvre les portes de toutes les prisons.

— Oui, mais ma mission ne commence qu'en Sibérie ; ici je ne suis que votre hôte. Comme je crois connaître l'affaire de ce Popoff, qui est en effet un homme très-dangereux, je désirerais le voir, et, qui sait ? peut-être me chargerais-je de l'emmener avec moi pour le faire disparaître plus facilement... toujours, continua le colonel en s'inclinant avec courtoisie, sauf votre approbation et non en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par le chef des gendarmes.

Le gouverneur comprit parfaitement le sens caché dans la phrase du colonel, qui demandait courtoisement ce qu'il pouvait exiger. Il s'inclina :

— Complètement à vos ordres, répondit-il.

L'employé de service entra alors dans le cabinet du gouverneur et lui dit quelques mots à l'oreille.

— Faites entrer cette dame et l'homme qui l'accompagne, répondit le haut fonctionnaire.

Et quand l'employé fut sorti pour exécuter ses ordres, il dit au colonel :

— C'est la comtesse Lanine, la femme d'un exilé. Vous devez avoir eu connaissance de cette affaire.

— Certainement !... Que vient-elle faire chez vous ?

— Elle passe par Cazan pour se rendre à Irkoutsk afin d'y rejoindre son mari. J'ai reçu de M. Schelm les ordres les plus sévères à son égard. Je dois la retenir ici, l'empêcher de continuer sa route, car il paraît qu'elle va en Sibérie avec des intentions ténébreuses. Elle possède un permis de circulation, mais la chancellerie de Son Excellence me prévient qu'elle ne l'a obtenu qu'en surprenant la religion de Sa Majesté.

Palkine paraissait réfléchir.

— Je désirerais voir cette dame, dit-il. D'ailleurs, je la connais déjà un peu. C'est moi qui ai arrêté son mari.

— Rien de plus facile, restez céans, vous la verrez tout à l'heure. Tenez, la voici.

Effectivement, Tatiana et le docteur furent introduits en ce moment. La comtesse semblait avoir le pressentiment d'un nouveau malheur : elle était pâle ; mais son caractère altier ne l'abandonnait nulle part. Elle entra la tête haute, sans paraître éprouver la moindre appréhension. Quant au docteur, sa figure avait subi une transformation complète : de doux et bienveillants qu'ils étaient d'ordinaire, ses traits avaient pris l'expression d'une résolution énergique. Il entra comme une bombe dans le cabinet en criant :

— Excellence, vos agents nous ont...

Tatiana l'interrompit d'un geste majestueux :

— Laissez, dit-elle, je parlerai moi-même à monsieur,

Le docteur se tut.

— Monsieur, continua la comtesse en s'adressant au gouverneur, Sa Majesté l'empereur m'a permis de rejoindre mon mari, exilé en Sibérie. Voici le laissez-passer impérial dont je vous prie de prendre connaissance, dit-elle en lui tendant un papier dont le gouverneur s'empara. Je ne sais de quel droit vos agents subalternes m'ont traînée jusque chez vous, s'y prétendant autorisés. C'est un manque de respect pour la volonté impériale que je ne puis m'expliquer que par une erreur. Je vous prie donc, monsieur, après avoir pris connaissance de mes papiers, de me permettre de continuer mon chemin, car je...

Tatiana recula, une soudaine émotion l'empêchant de terminer sa phrase. La comtesse en entrant n'avait pas remarqué la présence du colonel dans le cabinet du gouverneur, car Palkine s'était, probablement à dessein, dissimulé dans un large fauteuil. Quand il eut vu le gouverneur lire les papiers de Tatiana, il s'était levé et s'était approché pour les examiner à son tour. C'est alors que Tatiana l'aperçut ; et l'horrible scène de la fatale nuit lui revint à la mémoire. La sinistre figure du gendarme avait laissé un profond souvenir dans le cœur de la pauvre femme ; elle le reconnut parfaitement, et cette rencontre inopinée avec un de ses persécuteurs qu'elle supposa être allé à l'autre bout de l'empire avec l'intention de la poursuivre, remplit son âme d'une folle terreur. Elle regarda le colonel avec des yeux démesurément ouverts et s'affaissa en murmurant :

— Je suis perdue !

Le docteur eut à peine le temps de lui avancer un fauteuil, sur

lequel elle tomba à moitié évanouie. Cependant Palkine s'approcha d'elle :

— Madame, dit-il d'une voix dont il s'efforça d'amollir les notes, je comprends que ma vue ne vous soit pas agréable. J'ai eu naguère une mission pénible à remplir dans votre maison. Mon devoir m'y obligeait. Ne croyez cependant pas que je sois votre ennemi ; bien au contraire : si je puis vous être utile à quelque chose, disposez de moi.

Le gouverneur, d'abord légèrement étonné du ton impératif de Tatiana, et puis de son affaissement subit, n'avait encore rien dit ; il s'adressa à la comtesse :

— Je suis fâché, dit-il, de dissiper vos illusions, madame. Je savais que le papier que vous venez de me montrer était entre vos mains, mais cela ne m'empêche pas de vous prier de retourner en arrière, car j'ai ordre de ne pas vous laisser continuer votre chemin.

## XV

### LE COLONEL DE GENDARMERIE.

La comtesse était tellement abattue, qu'elle ne répondit rien ; elle écoutait sans entendre, regardait sans voir. Cette fois ce fut le docteur qui protesta avec énergie.

— Mais Votre Excellence n'a pas ce droit-là ! dit-il d'une voix ferme. Vous n'avez probablement pas lu avec attention le permis de la comtesse ; il y a écrit là « par ordre impérial, » et le papier porte la signature de Sa Majesté.

Le gouverneur fut choqué du ton du docteur, il se retourna vivement vers lui :

— De quoi vous mêlez-vous ? cria-t-il. Et d'abord qu'êtes-vous ?

Le docteur se redressa :

— Peu de chose. On m'appelle Haas et je suis médecin. Pour le moment, j'accompagne la comtesse Lanine. Je suis compris parmi les personnes que Sa Majesté a autorisées à suivre madame jusqu'à Irkoutsk. J'ai donc le droit de continuer mon chemin et personne ne peut m'ôter ce droit-là.

— Hé ! qui vous empêche d'aller où bon vous semble ? répondit le gouverneur ; mes ordres ne concernent que madame.

— Quand j'ai offert mes services à la comtesse, elle a daigné les accepter ; ce jour-là, j'ai cessé de m'appartenir. Lorsque je parle de mon droit, je veux parler de celui de madame.

En ce moment, le colonel se mêla à la conversation :

— Voyons, voyons ! dit-il, nous pourrons peut-être nous arranger. Veuillez, mon cher gouverneur, me montrer ce permis.

Le gouverneur lui tendit le papier. Palkine l'examina avec attention, le lut d'un bout à l'autre et dit au gouverneur :

— Je trouve ce permis parfaitement en règle et je ne crois pas que vous ayez le droit d'arrêter madame.

Tatiana, étonnée de trouver un défenseur là où elle croyait rencontrer un ennemi, leva ses beaux yeux où se reflétait une fugitive lueur d'espérance.

— Vous voyez bien, monsieur le gouverneur, que j'avais raison, dit le docteur.

Le fonctionnaire haussa les épaules :

— Je vous ai déjà dit que je vous savais porteur de ce permis, mais j'ai reçu les ordres les plus précis de passer outre. Ces ordres me sont venus du ministère de l'intérieur, du chef de la chancellerie de Son Excellence pour les affaires politiques ; je suis obligé de les exécuter.

— Je ne suis pas de votre avis, dit le colonel Palkine, pas du tout. Aucun Schelm au monde ne peut annuler un ordre impérial. Je suis complètement de l'avis de monsieur ; vous n'avez pas ce droit-là.

Le gouverneur ouvrit de grands yeux :

— Comment, dit-il, vous me conseillez.... !

— Parfaitement. Je fais plus, je vous y engage. Vous devez savoir qu'il suffit de la signature impériale pour en annuler une autre.

Le gouverneur était perplexe :

— Mais comprenez, dit-il, que ma responsabilité vis-à-vis de M. Schelm...

— Serait-elle plus grande que vis-à-vis de l'empereur ?

Le gouverneur courba la tête.

— D'ailleurs, continua Palkine, je veux vous dégager de toute espèce de responsabilité ; ma qualité d'officier supérieur de la gendarmerie m'oblige à veiller à l'exécution des ordres de Sa Majesté... A moins, toutefois, dit-il, s'inclinant devant Tatiana, que madame ne désire rester ici ; demandez-le-lui, mon cher gouverneur : si elle consent à se conformer au désir de M. Schelm, je ne m'y oppose pas.

Le docteur, dans un transport de reconnaissance, saisit les deux mains du colonel :

— Oh ! merci, vous êtes notre providence !

Tatiana avait été tellement éprouvée, elle avait essuyé tant de malheurs et constaté tant de trahisons, qu'il n'y avait plus dans son cœur place pour beaucoup d'espérance. En outre, elle se défiait sin-

gulièrement de Palkine, dont la sinistre physionomie et le regard louche n'étaient pas faits pour inspirer de la confiance; un pressentiment secret lui disait de ne pas se livrer. Ce fut donc d'un ton relativement froid que, de son côté, dit au colonel :

— Je vous remercie, monsieur, de m'avoir fait rendre justice.

La froideur de ce remerciement, dont le gendarme s'aperçut, ne manqua pas de lui déplaire. Il n'en montra cependant rien.

— C'est convenu, n'est-ce pas? dit-il au gouverneur; vous laissez madame continuer son chemin sans lui susciter d'autres empêchements; d'ailleurs, je me rends moi-même à Yrkoutsk et je lui servirai d'escorte.

En entendant ces mots, la comtesse saisit le bras du docteur, qui s'était rapproché, et lui dit à l'oreille :

— Non, je ne veux pas voyager avec lui. Cet homme m'effraye.

— Acceptez, murmura le docteur, c'est le seul moyen que vous avez; je crois que vous vous effrayez à tort; d'ailleurs, ne suis-je pas là?

Elle acquiesça de la tête :

Cependant, le colonel, après avoir causé quelques minutes avec le gouverneur et levé ses derniers scrupules, revint vers la comtesse.

— Madame, dit-il, je quitte Cazan ce soir même, après avoir réglé une affaire grave qui me retient encore ici. Je suis nommé chef de la gendarmerie de la Sibérie orientale, c'est vous dire que je me rends à Irkoutsk. Si vous voulez donc retarder votre voyage de quelques heures, j'aurai l'honneur de vous servir d'escorte et d'écarter tous les obstacles de votre chemin.

Toujours froide et hautaine, Tatiana répondit :

— C'est bien, monsieur, je vous obéirai.

— Il ne s'agit pas de m'obéir, répondit Palkine légèrement froissé, il s'agit de me répondre si vous voulez accepter ma protection.

— Oui, oui, répondit le docteur avec empressement: madame accepte et vous remercie.

Tatiana s'inclina, et force fut au colonel de se contenter de cette adhésion muette.

Cependant le gouverneur ne paraissait pas complètement rassuré. Il dit au colonel :

— Je cède à vos raisons et je laisse, sous votre responsabilité, madame continuer son chemin; mais, pour me mettre à couvert, je me vois forcé d'instruire M. Schelm de tout ce qui s'est passé.

— Faites, répondit Palkine, rien de plus juste. Maintenant, continua-t-il, voulez-vous me permettre de visiter la prison?

— Je vais prendre mes dispositions, répondit le gouverneur qui sortit.

Comme Tatiana et le docteur s'apprétaient à en faire autant, Palkine les retint du geste.

— Veuillez m'attendre, dit-il, à la station de poste. Nous voyagerons ensemble ; mon traîneau suivra votre voiture, et je vous assure que je ferai tout pour vous rendre moins pénible ce long voyage.

Palkine dit cela d'un ton tellement respectueux, que cette fois Tatiana lui tendit la main :

— C'est bien, dit-elle, je vous attendrai.

Quand il fut seul dans le cabinet du gouverneur de Cazan, le gendarme se frotta joyeusement les mains.

— Ah ! ah ! dit-il, monsieur Schelm, vous n'avez pas encore gagné la belle, il me reste des atouts.

Ce n'était pas un cachot, et cependant, c'était épouvantablement triste : une petite chambre nue, froide, à fenêtre unique et grillée, donnant sur la crête du mur où la neige avait formé un triangle long et ininterrompu : c'était blanc et c'était lugubre.

Depuis un an, Nicolas Popoff vivait dans cette chambre en attendant le convoi dont il devait faire partie et qui devait le transporter à l'autre bout du monde. L'employé ne se faisait aucune illusion sur son sort ; il savait que, par décret supérieur, pour avoir osé s'attacher à plus grand que lui, il était condamné à être retranché de la société des hommes. La peine de mort n'existe pas en Russie, où la législation est relativement humaine ; aussi, quand un geôlier humain ou bavard lui apprit un jour qu'il était considéré comme un homme très-dangereux et qu'il devait disparaître, ce jour-là les déserts sans limites des extrêmes confins de la Sibérie lui apparurent en idée et n'abandonnèrent plus son imagination.

Depuis un an, Nicolas vivait absolument seul ; il n'avait vu d'autre figure humaine que celle de son geôlier et n'avait entendu d'autre bruit que celui du guichet pratiqué dans la porte de sa prison et par lequel on lui passait ses repas ; ce guichet s'ouvrait deux fois par jour. Popoff ne savait même pas où il était ; il se doutait bien qu'il se trouvait loin de la capitale et dans une localité située sur la route de Sibérie, mais il ne pouvait préciser au juste quelle était cette localité, car il avait voyagé dans une voiture cellulaire. Peu à peu un dégoût profond de la solitude absolue dans laquelle il végétait s'empara de lui, et il attendit avec anxiété le moment de son départ pour la Sibérie. Ce départ devint le seul objectif de sa pensée, car cette inaction absolue, sans distraction, sans espérance, minait sourdement son organisation jeune et énergique.

Nous l'avons dit, la porte de sa prison ne s'était pas ouverte depuis douze mois ; aussi Nicolas tressaillit-il de la tête aux pieds quand il entendit un bruit inusité. Ce n'était pas le panneau du guichet qui jouait, c'était la porte qui s'ouvrait, c'était donc la fin de cette phase de son emprisonnement. Nicolas attendit tout ému le visiteur qui pénétrait auprès de lui.

Palkine entra : alors, Nicolas, qui le reconnut, oublia tout, ses tortures, ses espérances, sa solitude, et une colère immense, folle, irraisonnée, s'empara de lui. Il se souvint de sa vie écoulée, et l'aspect de cet homme qui l'avait arrêté et qui était le premier, sinon le principal auteur de son malheur, exaspéra sa rancune. Il courut à lui et cracha plutôt qu'il ne prononça ces mots :

— Lâche bourreau !...

Mais la figure de Palkine était souriante, et, n'eût été l'expression toujours méchante de ses yeux, elle eût pu paraître bienveillante.

— Oui, répéta Nicolas, lâche, traître et infâme !... Oh ! faites de moi ce qu'il vous plaira, je n'ai plus peur de vous !... Lâche ! lâche !

— Hé non, répondit Palkine ironiquement, imbécile tout au plus !

Le calme du colonel, la mansuétude avec laquelle il répondait aux insultes de Nicolas produisirent sur ce dernier l'impression d'une douche d'eau froide. Il recula vers le mur.

— Écoutez, Popoff, dit le gendarme. Je vous ai trompé, il est vrai ; mais j'ai été dupe moi-même. Les papiers que j'ai trouvés sur vous...

— Vous les avez vendus à Schelm, interrompit Nicolas.

— Parbleu ! mais je m'y suis mal pris, voilà le tort que j'ai eu. Que voulez-vous ? mon cher, les loups ne se mangent pas entre eux. Il m'en a mal pris d'écouter ce proverbe. Schelm m'a payé ces papiers 50,000 roubles, c'était une belle somme, et je me suis laissé tenter.

— Et vous m'avez sacrifié, ainsi que deux innocents ?

— Cela, c'est tout simple. D'ailleurs, de quoi vous plaignez-vous ? Est-ce vous qui m'aviez confié ces papiers ? Je les ai trouvés sur vous en vous fouillant, je pouvais en disposer.

— Oh ! votre âme de policier trouvera toujours des excuses...

Palkine haussa les épaules.

— Voyons, Popoff, trêve de récriminations, et écoutez-moi. Je ne vous ai jamais voulu de mal ; aujourd'hui, c'est autre chose, je puis vous faire du bien.

Nicolas devint attentif :

— Au fait, dit-il avec un sourire amer, il est impossible à présent de me faire du mal. Parlez, je vous écoute.

— Dès que Schelm eut appris que j'avais vos papiers en mon pou-



voir, il devint humble et insinuant, et finalement il me proposa de les acheter. Je fus assez bête pour me dire qu'après tout, il valait mieux posséder une belle somme que de nuire à un rival, qui n'était alors même pas mon ennemi... J'acceptai... Dès que Schelm eut vos reçus entre ses mains... — Ah ! à propos, dit Palkine en s'interrompant, ne posséderiez-vous pas d'autres papiers?... — je lui donnai le reçu du caissier, et une lettre très-compromettante signée Müller, que vous avez trouvée dans le placard secret; mais il n'avait pas l'air satisfait, il m'a demandé si je n'avais pas autre chose... Il m'a interrogé pendant une heure. Auriez-vous d'autres preuves contre lui, Popoff? ajouta Palkine en regardant Nicolas avec persistance.

Un éclair fugitif brilla dans le regard du prisonnier, mais il s'éteignit aussitôt. Avec son coup d'œil d'agent, le colonel s'en aperçut et attendit avec une indifférence simulée la réponse de l'employé. Popoff haussa les épaules.

— Comment voulez-vous que j'aie quelque chose? ne m'avez-vous pas déshabillé en me fouillant? Vous avez cherché jusque dans mes bas.

— Oui, insista Palkine; mais que ne dérobe-t-on pas aux investigations les plus minutieuses!

— Non! répondit Popoff... je n'ai rien, hélas!

— Tant pis! car une preuve pareille vous aurait beaucoup aidé... N'importe! je vous disais donc que Schelm, une fois en possession de ses papiers, et persuadé que je n'avais plus d'armes contre lui, changea complètement. Il se déclara ouvertement mon ennemi. Dénonciations, embûches, insinuations commencèrent à pleuvoir contre moi auprès de mon chef. Les premiers jours, elles ne produisirent aucun effet; mais leur fréquence, certaines coïncidences avec quelques-unes des erreurs involontaires que tout homme peut commettre, finirent par influencer le comte. J'avais beau dire que Schelm était un homme perfide, que sa fameuse conspiration n'était qu'une invention, cela m'a nui plus peut-être que les manœuvres du chef de la chancellerie. Un jour j'appris que j'étais nommé chef de la gendarmerie de la Sibérie orientale!

— Mais c'est un poste élevé, cela! de quoi vous plaignez-vous?

— Ah! vous croyez!... Savez-vous ce que c'est qu'un poste pareil donné à un homme que son chef commence à traiter avec froideur? On vous y envoie, comme on l'a fait pour moi, avec la promesse de revenir dans deux ans. C'est un stage indispensable, vous dit-on. Chez nous on ne peut pas refuser. Or, de deux choses l'une: ou l'on vous y oublie complètement, et c'est le mieux qui vous arrive, ou bien on vous envoie ce que l'on appelle chez nous

des inspecteurs de gendarmerie. Nous tremblons devant ceux-là comme vous tremblez devant nous. Cet inspecteur a des ordres. On trouve des malversations que vous avez commises—quand on le veut en haut lieu, on trouve toujours ces choses-là—et un beau jour vous vous réveillez exilé et colon... Il y a au Kamtchatka dix familles peut-être devenues jakoutes, dont les ancêtres étaient des colonels chefs de la gendarmerie!... Oh! on est expéditif chez nous!

Popoff regardait le colonel avec des yeux étonnés et ne comprenait pas encore où il voulait en venir.

— C'est Schelm qui me vaut cette disgrâce, car c'en est une. Mais on ne fait pas disparaître le colonel Palkine comme on l'a fait de ce niais de Lanine! J'ai encore de bonnes dents! C'est maintenant entre Schelm et moi une lutte à mort. Savez-vous qu'il brigue d'obtenir une place dans notre administration? Il veut devenir le directeur de la police secrète! Cet homme serait mon chef!... Je suis perdu si je n'agis pas vivement. Or, vous savez beaucoup de choses sur le compte de Schelm, n'est-ce pas? C'est votre ennemi...

— Je le hais de toutes les forces de mon âme!

— Eh bien, voulez-vous me suivre! Je vais en Sibérie; j'y vais chercher le comte Lanine, j'y mène la comtesse qui est ici.

Popoff tressaillit.

— La comtesse Lanine est ici!

— Oui, je pars avec elle; elle m'attend à la station de poste.

Popoff passa la main sur son front:

— D'abord, dit-il, où suis-je? Comment s'appelle la ville dont fait partie cette prison?

Cette question était tellement navrante, qu'elle impressionna même le colonel.

— Vous l'ignorez donc!... Vous êtes à Cazan!... Voyons, voulez-vous m'accompagner? J'ai dit au gouverneur que je me chargeais de vous faire disparaître. Vous êtes passés ici pour très-dangereux. Je vous emmènerai dans mon traineau comme un prisonnier d'importance. Cela vous convient-il?

Popoff se défiait encore.

— Pourquoi me proposez-vous cela? demanda-t-il.

— Je vous l'ai dit! pour que vous m'aidiez à perdre Schelm! Je crois que vous pourrez m'être utile!... Vous vous défiez encore de moi, et je le comprends, mais quand vous verrez le comte Lanine!... D'ailleurs, je suis bien bon de vous demander tout cela, s'interrompt-il, et cela seul doit vous prouver que je ne suis pas animé envers vous de mauvaises intentions, car je n'ai qu'à vous ordonner de me suivre!

Popoff ricana:

— Et vous m'emmènerez dans votre traîneau ! Ne craignez-vous pas que je m'évade ?

Le colonel sourit, se leva, déploya sa taille gigantesque, et mit la main sur l'épaule de Nicolas, qui, affaibli par l'inaction et les souffrances, ploya sous la pression.

— Vous voyez ! dit le gendarme... Allons ! voulez-vous me suivre, oui ou non ?... Je ne vous forcerai pas, quoique j'en aie le droit. Si vous voulez rester ici encore quelques années, et puis aller à Nertschinsk, à votre aise !

L'idée de cette solitude épouvantable, qui le glaçait d'effroi, reprit à ce moment tout son empire sur Popoff.

— Tout autre que vous qui m'aurait proposé de quitter cette horrible prison, je me serais jeté à ses pieds et je les lui aurais embrassés avec reconnaissance ! De vous, je me défie encore. Cependant, n'importe, je vous suivrai, dit-il... Ordonnez...

— Nous ferons le voyage dans un traîneau qui suivra la voiture de la comtesse Lanine. Il faudra me promettre de ne pas tâcher de la voir avant que je vous en aie donné la permission.

— Je vous obéirai... Vous me ferez voir le comte ?... Je saurai des nouvelles des miens, n'est-ce pas ?

— Oui, plus tard, quand nous serons en Sibérie.

— Quand vous m'appellerez, je serai prêt ; ce que vous m'ordonnerez, je le ferai.

— C'est bien !... Ramassez vos bardes, et suivez-moi !

Popoff se dressa d'un bond.

— Comment ! comme cela ! de suite !

— Oui ! venez !

Nicolas croyait rêver : ce passage brusque de la solitude à l'activité, ce changement inattendu le charmaient et l'effrayaient à la fois. Par un sentiment inexplicable, il enveloppa pour la dernière fois, et d'un regard presque ami, cette chambre où il avait tant souffert pendant un an... Puis, il prit sa capote, son bonnet, et dit au colonel :

— Je suis prêt ! Quel que soit votre dessein, merci à vous qui me rendez à l'air et à l'espace ! Je vais donc voir des hommes aujourd'hui !

Le colonel avait frappé contre la porte pour appeler le guichetier. La porte s'ouvrit devant Nicolas, et, quelques minutes après, il se trouvait dans la rue. Le colonel le fit monter dans son traîneau et ils se dirigèrent rapidement vers la station de poste.

## XVI

LA FEMME DU STANOVOÏ<sup>1</sup>.

Nous avons franchi 4,400 verstes et nous sommes aux environs d'Irkoutsk.

Un homme, jeune encore, marchait dans la neige, courbé sous le faix d'une lourde charge de bois. Le chemin qu'il suivait sortait d'un épais massif de sapins, pour devenir la rue principale d'un village. Les cabanes construites des deux côtés étaient basses, misérables et mal bâties; la neige, qui s'était amoncelée pendant toutes les tourmentes de l'année, s'était élevée des deux côtés de la route en collines régulières, dont la base reposait sur le sol et dont la cime atteignait presque au toit des habitations.

Sur les faites aigus, la neige avait formé une couche épaisse et dure et des glaçons pareils à des stalactites pendaient sur tous les rebords comme des franges de diamants. Le ciel était sombre et menaçant, et la vie semblait avoir abandonné le village. Pas un passant dans la rue, pas une fenêtre ouverte, pas un chant d'oiseau.

Seul, courbé sous son fardeau, l'homme avançait lentement; visiblement, il n'était pas habitué à un tel labeur. Ses traits étaient corrects et distingués, mais ses yeux avaient perdu leur éclat : tout chez lui dénotait l'affaissement et la souffrance physique et morale.

Le village où nous faisons entrer le lecteur était un hameau de colons exilés. L'homme qui marchait péniblement ployé sous le poids de son fardeau était le comte Wladimir Lanine; seulement, ici, il ne s'appelait plus ainsi; il n'était plus ni noble, ni comte, ni même propriétaire; le souffle de la justice impériale avait passé sur sa tête, et il ne s'appelait plus que le colon Wladimir.

Il avait été obligé de se construire lui-même son habitation; puis, pour se nourrir, de cultiver de ses mains un petit champ que l'État lui avait concédé. L'hiver, il vivait du produit de sa chasse. Il n'avait plus de privilèges, plus de droits, plus d'indépendance, et le stanovoï, chef suprême de son district, était devenu le dispensateur absolu de ses destinées. Il pouvait exiger de lui tout travail, il pouvait lui infliger toutes peines sans en excepter même la peine corporelle, et le colon Wladimir n'avait aucun recours contre lui.

Il faisait froid ce jour-là, et Wladimir était allé dans la forêt

<sup>1</sup> Stanovoï, chef d'un canton, en Russie. En Sibérie, on les appelle *Zasiedatel*.

couper du bois pour se chauffer. Il rentrait exténué, brisé, à moitié mort de fatigue.

Il s'arrêta devant une des cabanes du village et déchargea dans la neige son fardeau, avec un soupir de soulagement ; puis il poussa la porte et rentra chez lui. Les colons ne peuvent rien posséder en propre, et il leur est défendu de fermer leurs maisons, autrement qu'avec un loquet, pour ne pas gêner la surveillance à laquelle ils sont assujettis ; Wladimir ne fut donc que médiocrement étonné de trouver sa porte ouverte et un des cosaques surveillants du village installé dans sa chambre.

En voyant entrer Wladimir, cet homme l'apostropha avec brutalité.

— Tu es bien long à rentrer, dit-il. Voici une heure que je t'attends !

— J'ai coupé du bois dans la forêt, répondit Wladimir, et comme mes mains ne sont pas encore habituées à cette besogne, j'ai pu, en effet, m'y attarder.

— Bon ! bon ! grommela le cosaque, viens avec moi, le stanovoï te demande.

Wladimir eut un geste de contrariété :

— Que me veut-il encore ? demanda-t-il.

— Qu'est-ce que cela te fait ? répondit grossièrement le surveillant. Tu n'as qu'une chose à faire, obéir.

Les yeux de Lanine lancèrent un éclair, et il eut comme une velléité de révolte ; mais aussitôt, la réalité apparut à son esprit et il courba la tête.

— Allons, suis-moi, reprit le cosaque, qui se dirigea vers la porte.

Wladimir obéit en jetant sur la charge de bois un regard de regret. Ils furent bientôt dans la rue et suivirent un sentier qui aboutissait à une maison plus grande et plus ornée que les autres, et située à l'extrémité du village. C'était celle du stanovoï.

Sur leur chemin, et avant d'arriver à cette maison, ils se croisèrent avec un autre colon ; celui-ci s'approcha d'eux :

— Tu fais partie, n'est-ce pas, Wladimir, de notre expédition de ce soir au magasin de pelleteries ? Il faut en finir avec ces voleurs sauvages. Le stanovoï nous a permis d'aller les surprendre ce soir, et nous ne pouvons jamais être trop nombreux.

— Le stanovoï m'a envoyé chercher, répondit Wladimir. Je ne sais s'il me laissera libre ce soir. Je lui demanderai cependant de me permettre de vous accompagner, car ces vols perpétuels doivent cesser.

— Oui, nous comptons sur toi, dit le colon, qui, après avoir salué le cosaque, continua son chemin.

Le stanovoï était un ancien officier d'infanterie de la ligne, ignorant, grossier et ivrogne. Ce n'était pas un méchant homme, mais au fond il ne valait rien. Il n'aurait pas fait le mal pour le plaisir de le faire, mais le bien était une chose qu'il ignorait complètement. L'autorité absolue dont il disposait était exercée par lui d'une façon capricieuse et tyrannique. Quand il avait bu, il était brutal et méchant; à jeun, il était indifférent et égoïste. Pour faire du mal, il ne fallait à un pareil homme qu'une influence pernicieuse, et, malheureusement pour les colons soumis à sa juridiction, cette influence existait.

Alors qu'il était encore militaire, il avait épousé, dans la petite ville où son régiment tenait garnison, une Allemande nommée Caroline. Quels étaient les antécédents de cette femme, tout le monde l'ignorait; mais sa jeunesse avait été probablement peu édifiante. Elle avait dû être excessivement jolie, et de mauvais bruits couraient sur l'origine de sa fortune.

Elle avait trente-six ans quand le stanovoï la vit. Un peu par amour, beaucoup par spéculation, l'officier l'épousa en fermant les yeux sur son passé. Deux ans après, il donna sa démission et brigua et obtint la place de stanovoï dans la Sibérie orientale.

Au moment où recommence notre histoire, Caroline avait donc près de quarante ans, et sa beauté était flétrie. Caroline n'avait jamais été bonne. Quand son miroir lui apprit que sa beauté se dégradait, elle devint acariâtre, méchante et cruelle. Elle exerçait sur son mari, qui la redoutait, une domination sans bornes, et elle employait cette influence à faire peser un joug de fer sur les malheureux administrés du stanovoï. Caroline était blonde; ses traits réguliers étaient durs et anguleux, ses lèvres minces et serrées, et une méchanceté diabolique se lisait dans ses yeux gris et perçants.

Quand Wladimir fut introduit dans la pièce basse et enfumée qui servait de salon au fonctionnaire, il trouva le stanovoï qui se promenait en long et en large, et Caroline, assise sur un canapé, lisant un roman allemand.

Dès qu'il entra, elle leva les yeux de dessus son livre, et ne cessa dès lors, bien qu'elle fit semblant de continuer sa lecture, de jeter des coups d'œil à la dérobée sur le colon exilé. Le stanovoï alla à Wladimir, et lui frappa amicalement sur l'épaule :

— Ah ! ah ! dit-il, te voilà enfin, je t'ai envoyé chercher pour te donner de la besogne. Tu es instruit, et ton ancienne qualité de comte te donne une certaine façon élégante de tourner les phrases qu'un pauvre diable comme moi ne peut avoir. Or voici ce qui m'arrive : un ordre m'est venu d'Irkoutsk, et il m'enjoint de présenter au gouverneur général de la Sibérie orientale un rapport sur l'état

du canton que j'administre. Il faut que ce rapport soit terminé dans le plus bref délai. Je te charge de l'écrire.

— Je vous obéirai, répondit Wladimir ; que voulez-vous que je traite dans ce rapport ?

Le stanovoï éclata de rire :

— Absolument ce que tu voudras, répondit-il. Personne ne songera jamais à vérifier l'exactitude de tes renseignements, et il ne viendra jamais à l'idée d'un haut fonctionnaire de faire le voyage de ce pays perdu ; pourvu que le gouverneur trouve le rapport bien écrit, c'est tout ce qu'il faut. Aligne donc de belles phrases, et raconte ce qui te passera par la tête. Dieu est haut et le tsar est loin ! Voici des plumes, du papier, mets-toi là et commence. Moi, je vais en ville et ne serai de retour qu'à la nuit. J'espère que je trouverai ta besogne suffisamment avancée.

— Je suis à vos ordres, répondit Wladimir ; mais vous vous souvenez sans doute que vous nous avez permis de faire une expédition contre les Toungouses qui nous volent nos provisions de fourrures. L'expédition doit avoir lieu cette nuit, et mes camarades voudraient que j'en fisse partie !

— Bon, bon, répondit le stanovoï, si je ne reviens pas avant onze heures, tu peux quitter ta besogne.

— Mais...

— Ah ! assez. J'ai dit.

Le stanovoï enfonça son bonnet sur sa tête et sortit. Wladimir resta avec Caroline. L'exilé s'assit à la table que lui avait indiquée le fonctionnaire, et commença à écrire sans paraître faire la moindre attention à la dame, qui, de son côté, semblait absorbée par sa lecture. Quelques minutes se passèrent ainsi. Caroline examinait Wladimir, et il y avait dans ses yeux un mélange extraordinaire de dureté et de tendresse. La plume de l'exilé courait toujours sur le papier, et il ne détournait pas la tête. Alors la femme du stanovoï sembla s'armer d'une résolution soudaine, et elle apostropha Wladimir :

— Vous connaissez donc bien ce pays, monsieur le comte, lui dit-elle, que l'improvisation vous vient si facilement ?

Lanïme tressaillit au son de cette voix ; en entendant ce titre, que personne ne lui donnait plus, il leva la tête et répondit froidement, mais avec courtoisie :

— Depuis un an que, travaillant, chassant et pêchant, je le traverse dans toutes les directions, il n'est pas extraordinaire, madame, que je le connaisse un peu.

Après lui avoir fait cette réponse, il se remit à écrire. Les traits de Caroline exprimèrent quelque dépit.

— Vous n'êtes guère galant, monsieur le comte, dit-elle. Laissez donc pour quelques secondes votre grimoire, et causons un peu.

Wladimir lui répondit sans détourner la tête :

— Vous avez entendu les ordres de votre mari, je dois lui obéir.

Alors le dépit de Caroline se changea en colère.

— Je me moque bien des ordres de mon mari ! je désire causer avec vous. La plus simple politesse exige que vous vous conformiez à mon désir... Posez donc votre plume et veuillez me répondre.

— Mon Dieu ! madame, répondit l'exilé en se tournant vers elle à demi, je suis désespéré, mais la besogne que m'a donnée votre mari doit être achevée très-vite, et je ne pourrais, avouez-le, lui faire agréer le prétexte d'avoir causé avec vous. Le stanovoï vous importe peu, ajouta-t-il, il n'est pas votre chef, tandis qu'il est le mien.

— Mais, monsieur le comte...

— Je vous prierai ensuite de ne pas me donner ce titre que personne ne me donne, qui réveille toutes mes douleurs, et qui, d'ailleurs, ne m'appartient plus.

Il reprit la plume et tourna le dos. Caroline se mordit les lèvres jusqu'au sang. Dès le jour de l'arrivée de Lanine au village administré par son mari, la femme du stanovoï l'avait remarqué. Elle lui fit des avances que le comte accueillit d'abord froidement, ensuite avec une certaine hostilité. En raison de cette froideur et de cette hostilité, elle s'entêta, et bientôt devint éprise de Wladimir. Elle fit tant de démarches, tant d'imprudences, que Lanine s'aperçut de cet amour. Depuis ce moment, il évita cette femme, et s'appliqua, dans toutes les occasions, à lui témoigner son indifférence et une résolution inébranlable de rester éloigné d'elle.

L'honnêteté de Wladimir lui fit commettre une imprudence, car s'il eût pris la peine de regarder Caroline quand une de ses démarches ne lui réussissait pas, il eût vu l'éclair de méchanceté qui, à chaque fois, brillait dans son regard. Tout entier absorbé par sa douleur et par le souvenir de Tatiana, Lanine ne s'apercevait de rien. Caroline l'ennuyait, et cet ennui lui paraissait insupportable, ajouté à ses souffrances.

Cette fois encore, si, au lieu d'écrire, il eût jeté un coup d'œil sur la femme du stanovoï, il eût vu, à la contraction de ses traits, au sourire cruel et méchant qui errait sur ses lèvres, qu'elle roulait dans sa tête quelque projet de vengeance.

Une heure se passa sans aucun incident. Lanine écrivait et Caroline semblait lire avec attention. La pendule du stanovoï sonna sept heures du soir. Caroline posa son livre sur le canapé et re-



garda le colon, toujours penché sur son papier ; son regard était dur et agressif.

— J'ai envie de prendre du thé, dit-elle soudain. Laissez pour un moment votre besogne, et allez dans la cuisine apprêter le samovar.

Il se retourna comme touché par un courant électrique.

— C'est à moi que vous parlez ? demanda-t-il.

— Certainement, il n'y a dans la pièce aucun autre de mes serveurs.

Il haussa les épaules et se remit à son travail. D'un bond de tigresse, elle s'élança en avant et lui tordit l'épaule d'une étreinte furieuse :

— Je vous ordonne d'apporter le samovar, entendez-vous ? cria-t-elle.

Il la regarda froidement :

— Vous devenez folle ! dit-il. Appelez vos cosaques, ils sont dans l'antichambre.

— Je veux que ce soit toi qui me serve ; entends-tu, rebelle !

— Vous savez bien que je ne suis pas votre domestique. Voyons, laissez-moi tranquille.

— Non, tu n'es pas mon domestique ; mais tu es serf, serf du tzar... et ici je représente le tzar... obéis !

— Calmez-vous, répondit-il, vous êtes en démençe.

— Ah ! ah ! tu crois que je plaisante ? Mon mari a le droit — et je le lui prends pour aujourd'hui — de te faire faire toutes les corvées. Je t'ordonne d'apporter le samovar. Prends garde ! ne me force pas à le répéter une troisième fois !... Obéiras-tu ?

— Certainement non !

— C'est pour me faire plaisir, dit-elle soudain d'une voix sourde et menaçante. C'est pour me plaire... Tu ne veux me plaire en aucune façon, dis ?

— En aucune façon, répondit-il en la regardant dans les yeux.

— Ah ! prends garde une dernière fois...

— Non ! répondit-il. Vous êtes folle !

Et il recommença à écrire.

Alors elle fit volte-face, courut à la porte, et, dans sa précipitation, se heurta violemment la tête contre une poutre qui servait de support au plafond. La rage, la douleur lui firent pousser un rugissement. Elle ouvrit la porte et cria :

— A moi !

Quatre cosaques firent irruption dans la pièce. Wladimir s'était levé, et, pour la seconde fois de sa vie, il comprit qu'il se trouvait en face d'un danger imprévu, et il resta assis, muet et inactif.

— Saisissez ce misérable et attachez-le là ! cria Caroline en désignant aux cosaques la poutre contre laquelle elle s'était heurtée. Il a osé profiter de l'absence de mon mari pour me manquer de respect !

Les cosaques se précipitèrent sur Wladimir, qu'ils eurent bientôt attaché à la poutre. L'exilé, le premier moment de stupéfaction passé, voulut se défendre. La colère, le mépris, le sentiment de son innocence, l'horreur que lui inspirait cette furie ne lui permirent plus de garder le moindre ménagement.

— Cette femme ment ! cria-t-il aux cosaques. Elle ment, vous dis-je ; c'est elle qui...

— Baïllonnez-le ! cria Caroline, livide de fureur. Mon mari, à son retour, décidera de son sort.

Lanine fut baïllonné. A ce moment, on entendit dans la rue le son des clochettes de poste, et une voiture s'arrêta devant la maison du stanovoï. Deux cosaques se précipitèrent dehors.

— Voilà mon mari ! cria Caroline en menaçant Wladimir du poing ; tu sauras ce qu'il en coûte de me manquer de respect !

La porte s'ouvrit. A moitié folle de rage et de colère, persuadée que c'était son mari qui rentrait, empêché d'aller en ville par quelque circonstance inattendue, elle cria :

— Mon ami ! en ton absence, le colon Wladimir a osé...

Caroline s'arrêta tout court, elle se trouvait en face d'une femme qui entraînait la tête haute. Derrière cette femme venait un homme accompagné par un colonel de gendarmerie.

Les cosaques s'étaient mis au port d'armes.

Comme Caroline avait presque frôlé la dame étrangère, celle-ci la repoussa de la main avec dédain, en demandant au colonel :

— Qu'est-ce que cette vieille folle ?

— La femme ou la cuisinière du stanovoï, répondit le colonel.

Il s'avança dans la salle :

— Je suis le colonel Palkine, chef des gendarmes ; je viens passer la nuit dans cette maison... Allons ! vieille mégère, qu'on se remue !

Le poteau auquel était attaché Wladimir se trouvait dans l'ombre, sur la même ligne que la porte, et, par conséquent invisible pour ceux qui entraient. Quand Palkine se fut nommé à Caroline absourdie, il se tourna vers sa compagne :

— Madame la comtesse... voulut-il dire.

Alors son regard tomba sur Lanine.

— Qu'est-ce que cela veut dire, demanda-t-il, et quel est cet homme ?

Tatiana avait suivi Palkine ; elle s'était avancée de quelques pas,

et elle se trouvait en pleine lumière. Soudain Wladimir l'aperçut. L'émotion extraordinaire qu'il ressentit à sa vue lui fit monter le sang à la tête. Le bâillon l'étouffait ; il se démenait désespérément sous ses liens, et ses yeux, fixés sur Tatiana, lançaient des éclairs. Le mouchoir rouge et bleu d'un des cosaques, qui couvrait la moitié de la figure de l'exilé, le rendait méconnaissable, et la comtesse ne le reconnut pas. Cependant cet homme attaché, se tordant sous la douleur, ces yeux expressifs qui la regardaient avec désespoir, excitèrent en elle un sentiment inexplicable de compassion. Elle s'approcha instinctivement du prisonnier. Palkine continua son interrogatoire, et sa voix avait pris l'accent du commandement :

— J'ai déjà demandé quel était cet homme ! disait-il aux cosaques.

Les cosaques n'osèrent répondre. Caroline s'avança alors. Elle était pâle et légèrement intimidée ; ce gendarme gigantesque et brutal qui parlait en maître dans la maison, et à qui elle savait bien être obligée d'obéir, la faisait trembler involontairement. La présence d'une autre femme, en exaltant son dépit, fut cause cependant qu'elle essaya de lutter.

— Colonel, dit-elle, c'est un colon exilé que mon mari avait chargé de copier un rapport, et qui a profité de l'absence du stano-voï pour me faire des déclarations d'amour... Allons, ordonna-t-elle aux cosaques, portez-le dans la cave !

— Ho ! ho ! cria Palkine, pas si vite ! Otez-lui son bâillon, d'abord ! J'ai envie d'entendre la voix de cet homme, amoureux d'une vieille sorcière comme toi !... Allons, ordonna-t-il à son tour aux cosaques, enlevez-lui ce mouchoir !

Caroline était livide.

— Mais..., voulut-elle dire.

Palkine l'interrompit et cria aux cosaques :

— Ah ça ! voulez-vous que je vous fasse mourir sous le bâton?... Que l'on m'obéisse !

Les cosaques, exécuteurs dociles de la discipline militaire, voyant aux insignes de Palkine qu'il avait le droit de commander, obéirent. Le bâillon de Wladimir tomba.

— Tatiana ! fut son premier cri. Vous ne croyez pas cette furie, n'est-ce pas ?

— Wladimir ! s'écria la comtesse. Vous ici, dans cet état ! O mon Dieu !

Elle se précipita dans ses bras, et couvrit sa figure, ses habits, ses cheveux, de baisers et de larmes.

— Tatiana ! disait-il, vous ne la croyez pas ?

— Pas une minute ! répondit l'altière jeune femme. Un homme

aimé par moi, et qui vit de mon souvenir, ne peut s'abaisser jusqu'à une femme pareille ! Je vous en veux presque de vos excuses... Colonel, dit-elle d'une voix tellement impérieuse, que Caroline trembla de tout son corps, vous n'avez pas encore fait tomber les cordes qui lient mon mari à ce poteau !

Palkine fit un signe. Les liens de Wladimir tombèrent. Le docteur Haas s'essuyait les yeux.

La méchanceté de Caroline avait été excitée au plus haut degré par cette scène. La beauté de Tatiana, qui était surhumaine à ce moment, la transporta de jalousie et de rage. Tremblante de colère, elle s'avança vers Palkine :

— Vous disposez de tout ici, dit-elle. De quel droit?... Je ne suis qu'une femme ! si mon mari était là !...

— Si ton mari était ici, il serait déjà tombé à genoux, dit Palkine. Sais-tu que vous risquez tous les deux d'aller moisir dans les mines ? Allons, sorcière, à ta niche ; va préparer le samovar ! Tu enverras ta servante pour aider madame à se débarrasser de ses fourrures !

— Me croyez-vous votre domestique?... Je ne discuterai pas avec vous, puisque vous êtes le plus fort, mais je ne vous obéirai pas ! répliqua-t-elle.

— Je te ferai porter jusqu'à la cuisine par les cosaques, entends-tu ? Tout le monde est forcé de m'obéir : je suis le chef des gendarmes... Holà ! cria-t-il.

Les cosaques s'avancèrent, et Caroline comprit à leur attitude qu'ils n'hésiteraient pas à exécuter les ordres du chef des gendarmes. Elle courba la tête et murmura d'une voix rauque :

— C'est bien ; j'obéirai.

— Va, et envoie-nous ta servante !

— Je n'ai pas de servante, grommela-t-elle.

— Eh bien, tu vas revenir pour débarrasser madame de ses fourrures et la déchausser.

— Moi ! hurla-t-elle.

— Toi !

Tatiana dit alors au colonel :

— Nous partons cette nuit pour Irkoutsk, n'est-ce pas ? Je ne veux pas laisser une seconde de plus mon mari entre les mains de cette femme !

— Hélas ! madame, cela ne dépend plus de moi. Je ne puis faire changer de résidence à un colon exilé. C'est du ressort du gouverneur, répondit Palkine.

— Oh ! n'importe ! Nous partirons cette nuit même avec vous, colonel ; je verrai le gouverneur demain matin, et demain soir je re-

... pour enlever mon mari, ou pour habiter ce village avec lui. Le docteur restera ici pour protéger Wladimir.

Mais, madame, les chevaux sont fatigués, ce village se trouve en dehors de la grande route postale. C'est un pays perdu... Le temps peut changer. Nous risquons de nous égarer!

— Je n'écoute rien! Colonel, vous qui avez tant fait pour moi, me refuserez-vous ce dernier service?

Palkine s'inclina, et un furtif éclair brilla dans ses yeux.

— J'ai appris à vous admirer, madame, et je ne vous refuserai rien. Mais les chevaux sont sur les dents!

— Ils auront trois heures pour se reposer. Nous partirons à minuit.

— Soit!

Il se retourna pour donner un ordre. Caroline, arrêtée sur le seuil, écoutait. Palkine fronça le sourcil et frappa du pied.

— Tu n'es pas encore partie!... A ta cuisine!

Caroline se courba et disparut, en lançant à Palkine et à Tatiana un regard chargé de haine.

— Maintenant, madame, dit le colonel, qui s'inclina avec courtoisie, nous vous laisserons avec votre mari, et nous vous attendrons dans la chambre du stanovoï, qu'un de ces braves gens nous indiquera. Dans une heure, vous nous permettrez de revenir ici prendre le thé avec vous; dans trois heures nous serons partis... Docteur, venez!

Tatiana alla à lui et lui tendit la main :

— Colonel, merci pour le voyage, merci pour votre protection!... Wladimir, demanda-t-elle au comte, reconnaissez-vous le colonel?

La figure de Palkine était de celles que l'on n'oublie pas quand on les a vues une fois. Les circonstances terribles de sa première rencontre avec le gendarme revinrent en foule à l'esprit de l'exilé. Il frémit et répondit d'une voix sourde :

— Oui, oh! oui!

— Eh bien, lui dit-elle, remerciez-le... C'est un noble cœur et une grande âme!... Si vous me voyez, c'est à lui que vous devez cela!... Quand il vous a arrêté, il obéissait à son devoir. Aujourd'hui il obéit à son cœur. Wladimir, le colonel Palkine est devenu un de mes meilleurs amis!

Un sentiment inexplicable de répulsion, auquel obéissait tout le monde à l'aspect du gendarme, sentiment, d'ailleurs, que Tatiana avait éprouvé elle-même, fit hésiter Wladimir. Palkine alla à lui :

— Voulez-vous me donner la main, monsieur le comte? demanda-t-il.

Donner son titre à un exilé politique est une preuve de courage et d'indépendance fort rare en Russie, surtout chez un fonctionnaire public. Wladimir fut touché.

— De grand cœur, colonel, dit-il.

Les deux hommes se serrèrent la main ; puis Palkine prit le bras de Haas en disant :

— Allons, docteur, venez !

— Wladimir, je vous parlerai plus tard, et au long, de cet autre ami, dit Tatiana en souriant à Haas. Maintenant, aidez-moi à me débarrasser de mes fourrures, car j'étouffe ici.

Palkine était déjà sur le seuil, quand il entendit la demande de Tatiana. Un sourire cruel et mystérieux se dessina sur ses lèvres :

— Hé ! toi, vieille sorcière, cria-t-il de toute la force de ses poumons, ici de suite, ou sinon !...

Caroline était domptée ; elle montra sa face blême entre les battants d'une porte qu'elle entr'ouvrit.

— Madame veut se déchausser, lui dit Palkine. Retire-lui ses bottes !

Caroline recula jusque dans la cuisine, livide de fureur. Palkine courut à elle, la prit par les épaules et la poussa jusqu'à Tatiana, qui avait déjà déposé ses fourrures sur un canapé, mais qui avait encore aux pieds ses bottes fourrées. D'une pression de sa main, le colonel força la femme du stanovoï à s'agenouiller, puis il lui ordonna de déchausser la comtesse. Par un sentiment bizarre de hauteur et de vengeance féminine, Tatiana tendit un de ses pieds en souriant. La figure de Caroline était hideuse de rage pendant qu'elle exécutait les ordres du colonel. Elle déchaussa la comtesse.

— Merci, ma bonne, dit celle-ci.

— Allons, au samovar, maintenant ! ordonna Palkine.

On entendit sangloter dans la cuisine la femme du stanovoï. Palkine souriait.

## XVII

### LE STANOVOÏ.

Tatiana et Wladimir restèrent seuls. Tout ce que leurs deux cœurs renfermaient de tendresse déborda dans le serrement de leurs mains et dans leurs regards. Ils s'examinèrent comme s'ils ne s'étaient jamais vus. Wladimir tâchait de saisir un changement quelconque dans ces traits aimés, qui lui apparaissaient aussi radieux et aussi beaux que jadis. Il avait tellement craint que la

souffrance n'eût enlevé à Tatiana sa beauté ! Puis vint le moment des confidences. Il fallait bien se dire ce qu'on avait fait depuis le jour de la séparation, c'est-à-dire depuis plus d'un an.

Wladimir commença. Il raconta à Tatiana ses angoisses, son désespoir, ses travaux, les souffrances qu'il avait éprouvées avant de s'habituer à cette vie de labeur et de servitude :

— Je serais mort, mon adorée, si je n'avais toujours, à tout moment de ma vie, ton image présente à ma mémoire. Te souviens-tu d'un jour où tu me disais avoir fait un rêve ? Dans ce rêve, tu me voyais malheureux, triste et désespéré ; tu m'apportais la consolation et l'espérance. Une nuit, dans ma prison de la forteresse, alors qu'accoudé à ma fenêtre, je regardais rouler les flots de la Néva, ce que tu m'avais dit la veille de notre mariage se présenta à mon esprit : Elle viendra, et je la reverrai encore ! me dis-je. Depuis ce jour, je fus résigné, presque heureux, car j'avais l'espérance, qui était entière, inébranlable dans mon âme. Que m'importait le froid de la prison, l'horreur de la solitude, le voyage, l'abandon de mes amis, les mauvais traitements de mes geôliers et de mes chefs ! j'espérais voir ma Tatiana ! j'avais la foi ; et, comme les anciens martyrs chrétiens qui souffraient dans l'espérance de la récompense céleste, je marchais dans ma voie douloureuse la tête haute et le calme dans le cœur.

— Cher Wladimir, vous n'avez donc jamais douté de moi ?

Il baissa la tête :

— Une seule fois, le soir de cette fatale nuit... J'en ai été cruellement puni ; mais j'accepte le châtimement avec résignation. Douter de vous, Tatiana, c'est un crime !

Elle l'embrassa avec tendresse ; puis elle devint sérieuse, et elle lui dit qu'elle n'était pas venue seulement pour le consoler et le rejoindre, mais encore pour recueillir les preuves de son innocence. Elle le pria de lui raconter dans ses moindres détails la scène de l'arrestation et tout ce qui s'était passé depuis ce moment. Wladimir refit en peu de mots le récit que nos lecteurs connaissent déjà ; puis il lui apprit qu'il avait été un soir tiré de sa prison, jeté dans une charrette de poste, à côté d'un gendarme taciturne, et qu'il était arrivé à Irkoutsk après deux mois d'un voyage pénible.

— Les lettres écrites sur le dossier de Schelm furent pour moi une révélation. Je me sentais d'ailleurs parfaitement innocent. Je criais cela aux murs de ma prison, au geôlier qui m'apportait mon pain ! Les murs étaient muets, et le geôlier ricanait. J'attendais toujours, j'espérais toujours, malgré ce que m'avait dit mon oncle, qu'on me jugerait, que l'on m'interrogerait. Espoir inutile !... Quand je me vis à côté du gendarme, sur la grande route, j'eus une

dernière velléité de révolte ! Je racontai mon histoire à cet homme, qui paraissait muet et insensible. Imaginez-vous que depuis Saint-Petersbourg jusqu'à Ekaterinbourg, c'est-à-dire pendant dix-huit jours de voyage, cet homme ne m'adressa pas une seule fois la parole... Et cependant, avec des pleurs et des sanglots, je lui avais plus de vingt fois redit mes malheurs en accusant Schelm. Ce ne fut que de l'autre côté de l'Oural qu'il ouvrit pour la première fois la bouche. Je ne sais si vous avez remarqué, Tatiana, que la Sibérie est tellement éloignée du reste du monde, que tout change dans ce pays. On n'a plus peur des puissants, car ils sont trop loin ; on n'a plus l'amour de l'argent, car il ne sert pas à grand' chose ! La conscience, en face de l'immensité et de Dieu, parle plus haut ! le cœur s'amollit sous l'influence de la solitude et du néant ! On se sent plus près de l'Éternel. Mon gendarme devint moins taciturne ; il n'était plus entouré d'habitations, je ne pouvais plus fuir, et nous voyagions parfois des journées entières sans rencontrer âme qui vive. « Pauvre jeune homme ! me dit-il un jour ; c'est peut-être vrai ce que vous me dites là ; mais qu'y puis-je ? et pourquoi me racontez-vous tout cela ? Innocent ou non, vous êtes à jamais colon de la Sibérie ; un seul espoir vous reste, la clémence impériale ; et, encore, elle atteint rarement les innocents, car entre elle et vous, il y aura toujours ceux qui ont intérêt à ce qu'elle ne vous atteigne pas !... » Il me disait cela, un soir, en face d'une plaine sans fin où la neige blanchissait à perte de vue, colorée par un rayon livide d'une lune à face humaine. Oh ! se sentir innocent et être obligé de vivre dans ce pays où nous nous enfonceons de plus en plus !... Nous approchions d'un campement ostiak... Une femme amassait des branches sèches... Elle était hideuse, mais c'était une femme ! Je me souvins alors de vous, Tatiana ; et de cette comparaison impossible est sorti précisément le contraire de ce qui devait arriver... le désespoir immense, le profond abattement qui s'étaient emparés de moi aux paroles du gendarme disparurent comme par enchantement... Elle me sauvera, me dis-je, où elle viendra me rejoindre !... Depuis ce moment, je souffre, mais j'espère !... Hier encore la pensée de la mort est venue à mon esprit... je l'ai repoussée. Je ne voulais pas mourir sans vous avoir revue !... Mais si vous venez chercher des preuves de mon innocence, hélas ! je n'en ai pas d'autres que ma conscience !

— Oh ! vous vous trompez ! je suis plus forte maintenant !... Le portefeuille que Schelm avait dans cette terrible nuit n'est-il pas une preuve ?... Ensuite, ce que vous m'avez dit du changement que produit la Sibérie sur la nature de l'homme, je l'ai éprouvé... Savez-vous, par exemple, que ce colonel de gendarmes a été pour



moi d'une bonté inépuisable. Depuis que nous sommes en Sibérie, il n'y a pas de prévenances, de respect dont il ne m'ait entouré.

— Prenez garde, Tatiana, interrompit Wladimir, la figure de cet homme ne m'inspire pas grande confiance !...

— Oh ! vous ne devez pas aimer les gendarmes ! Mais celui-ci est une exception... Il n'est pas beau, j'en conviens, et mon premier sentiment, à moi aussi, a été de la répulsion en effet... Mais voyez comme j'avais été injuste... Il a rempli jusqu'au bout sa mission de protecteur, et il l'a remplie avec respect, constance, sollicitude... D'ailleurs, je crois qu'il est devenu amoureux de moi !

— Amoureux ! dit Wladimir... Oh !...

— Seriez-vous encore jaloux ! dit-elle... Oui, amoureux ! Mais comme je suis habituée à voir tous ceux qui m'approchent devenir amoureux de moi, cela ne m'impressionne guère... Comme le colonel ne s'est jamais départi à mon égard du plus profond respect, vous comprenez que je n'ai pas le droit de sonder ses pensées secrètes. Maintenant, je crois qu'il veut vous être utile ; il vous l'a d'abord déjà prouvé... Ensuite, — je l'ai appris dans mes conversations avec lui, — il est l'ennemi mortel de Schelm, qui l'a desservi. Il veut se venger : il m'a avoué qu'il était loin d'être satisfait de son changement de position, qui équivalait à une disgrâce... Persuadé de votre innocence, il m'aidera à la faire éclater.

— Vraiment ! dit Wladimir. Vous croyez à sa sincérité ?

— J'en suis persuadée. Votre ancien secrétaire, Nicolas Popoff, qui l'accompagne...

— Popoff est ici ?...

— Oui, ainsi que sa mère et sa fiancée, qui m'ont suivie... Palkine, pour la première fois depuis Cazan, lui a permis de les voir... Ils nous ont précédés, sous la conduite d'un gendarme, pour apprêter nos logements à Irkoutsk.

— Comment est-il ici ?

— Condamné à l'exil comme vous !... Je ne sais rien de plus. Il a réussi, malgré la surveillance dont l'entourait le colonel, à me parler une fois, à Omsk... « Palkine est sincère, m'a-t-il dit ; il hait Schelm. » Popoff a quelques preuves contre ce dernier. Il attend l'occasion favorable pour les produire. On veut le faire disparaître... Il a baisé le bas de ma robe quand je lui ai appris que sa mère et sa fiancée étaient avec moi ; le colonel le lui avait laissé ignorer, et son traîneau était toujours trop éloigné de notre voiture, pour qu'il ait pu reconnaître les personnes qui m'accompagnent. Oui, Wladimir, j'espère faire éclater votre innocence et déjouer la scélératesse de Schelm !

— Dieu vous entende, Tatiana !

— J'ai sur moi une somme considérable : un million de roubles. Avec cela on fait beaucoup ! Mon père s'occupe de votre affaire à Saint-Petersbourg. Ce soir, je pars pour Irkoutsk. J'espère, avec la protection du colonel, obtenir du gouverneur la permission pour vous d'habiter une localité plus rapprochée de la ville, car ici vous en êtes à 50 verstes, n'est-ce pas ?

— Oui...

— Je pars dans une heure, et je vous laisse sous la garde du docteur... Ah ! je ne vous en ai pas encore parlé : c'est un des dévouements que j'ai inspirés et une des amitiés que j'ai gagnées dans mon malheur... Le docteur Haas, mon cher Wladimir, est un Français catholique, venu tout enfant en Russie avec la grande armée. La vie de cet homme est une vie d'abnégation, le malheur en a fait un héros de charité. Un autre jour, je vous dirai son histoire, qui est touchante, et qu'on soupçonne à peine à Pétersbourg. Il me l'a confiée durant ce voyage... Riche, car il l'était devenu du fruit de son talent, il se fait pauvre tous les jours ; il refuse tout honoraire et se consacre de préférence aux malheureux, et particulièrement à ceux qui sont condamnés à l'exil en Sibérie. L'empereur, qui connaît son dévouement et qui respecte sa foi, tout étrangère qu'elle est à la nôtre, lui laisse à cet égard toute liberté. Il s'est pris d'intérêt pour moi, et s'est offert à m'accompagner... Wladimir, il faut que vous respectiez cet homme, et qu'il devienne votre ami...

— De tout cœur, Tatiana !

— Il vous défendra, car il est courageux, et maintenant encore vous avez besoin d'être défendu.

La porte s'ouvrit. Deux cosaques apportèrent un samovar et des verres. Puis le docteur Haas apparut sur le seuil, demandant timidement :

— Puis-je entrer ?

— Oui ! répondit Tatiana. Mais où est le colonel ?

— Il cause avec le stanovoï, qui vient d'arriver...

Le stanovoï revenait effectivement de sa course. Les cosaques de l'antichambre lui annoncèrent l'arrivée d'un colonel des gendarmes, et avec cette habitude qu'ont les Russes subalternes de parler toujours de leurs supérieurs en employant le pluriel, ils lui dirent : « Ils daignent être de bien mauvaise humeur ; leurs figures renversées ne présagent rien de bon ; » et le stanovoï, effrayé, se précipita dans la pièce où se trouvait le terrible personnage. Palkine reçut le fonctionnaire très-sévèrement, et le stanovoï, qui connaissait sa puissance, tremblait de tous ses membres. Soudain Palkine changea

de ton et eut l'air de prendre en pitié le malheureux qui s'annihilait devant lui :

— Ta femme a fait une sottise, lui dit-il avec un peu moins de rudesse, mais tu peux la réparer.

— Oh ! balbutia le stanovoï, je suis prêt à obéir à tous les ordres que vous voudrez bien me donner.

Palkine le regarda avec une certaine bienveillance :

— Que penses-tu, dit-il, de la place de capitaine ispravnick d'Irkoutsk ? Cette place te conviendrait-elle ?

Le stanovoï, qui s'attendait à rien moins qu'à de l'avancement, surtout après l'algarade qu'il venait de subir, crut que le colonel se moquait de lui, et en fut intérieurement enchanté. Si son chef daignait plaisanter, c'est qu'il n'était plus en colère. Il se courba en deux et répondit avec un sourire adulateur par le proverbe sibérien ;

— « Hélas ! cette fourrure est trop belle pour mes sales épaules ! »

Palkine le toisa de la tête aux pieds :

— Tu ne dois pas être excessivement scrupuleux, lui dit-il, tu dois être même un fier gredin, n'est-ce pas ?

Le fonctionnaire répondit froidement :

— J'obéis toujours et en tout aux ordres de ceux qui sont au-dessus de moi, quels que soient ces ordres.

— C'est bien !... Écoute !... Tu n'ignores pas, je le suppose, que je puis t'envoyer au Kamtchatka.

— Oui, je le sais !

— Tu sais aussi que tu l'as mérité et qu'en t'y envoyant, après ce que j'ai trouvé ici, je ne commettrais pas d'injustice ?

Le stanovoï courba le front.

— Eh bien, continua Palkine, si tu veux m'obéir, non-seulement je n'en ferai rien, mais encore je te garantis avant deux mois la place de capitaine ispravnick d'Irkoutsk.

— Que faut-il faire pour cela ?... Ordonnez...

Palkine baissa la voix :

— Pour des raisons que je ne trouve pas nécessaire de t'expliquer, je suis obligé de paraitre protéger l'exilé Lanine. Au fond, cet homme m'est totalement indifférent. Ce que j'ai voulu savoir, je le sais déjà, ou plutôt je le saurai tout à l'heure. Je pars cette nuit pour Irkoutsk, et la comtesse m'accompagne. Elle espère revenir demain, après avoir obtenu du gouverneur, pour son mari, la permission de changer de lieu d'exil. Si elle réussit dans sa démarche, elle sera de retour demain avant le coucher du soleil ; sinon, elle ne reviendra jamais. Jusqu'à ce moment, le colon Wladimir est inviolable, mais dès que commencera la nuit de demain, je te le livre,

ou plutôt je le livre à ta femme. Tu peux en faire ce que bon te semblera, et je t'engage, continua le colonel avec un rire cruel, à t'arranger de façon à ce qu'on n'en entende jamais parler. Je serai prêt, dans ce cas et si l'histoire s'ébruite, à témoigner en ta faveur. L'extravagante accusation de ta femme, appuyée par moi, deviendra croyable... La comtesse laisse ici pour protéger son mari un certain docteur Haas. Tu comprends que cet homme peut devenir pour toi un témoin incommode... Personne ne s'inquiétera de la disparition de cette espèce de fou.

— Tout ce que vous me demandez là, répondit le stanovoï, est non-seulement facile, mais agréable à exécuter.

— Je pars dans une heure. Combien y a-t-il de verstes jusqu'à la grande route postale ?

— Dix verstes à peu près.

— Plaine?... bois ?

— Plaine et bois.

— Les postillons connaissent-ils bien le chemin ?

— Parfaitement ; ils font ce trajet fort souvent.

— Eh bien, il faut que celui qui me conduira cette nuit s'égare avant d'arriver à la route postale. Je te charge de lui ordonner cela.

Le stanovoï, enhardi par les confidences du gendarme, risqua un plat sourire et répondit en plaisantant :

— Tout cela est bien facile et la place d'ispravnick ne me sera pas bien lourde à gagner.

— Halte-là ! cria Palkine ; si tu fais la moindre bêtise, je t'abandonne et te dénonce. Avant la nuit de demain, souviens-toi que Lachine et le docteur te sont sacrés. Qu'il ne tombe pas un seul cheveu de leur tête ; sans cela il pourrait t'en cuire. On ne sait ce qui peut arriver. Si, contre toutes mes prévisions, la comtesse revenait demain avec l'autorisation, tu ne mettras aucun obstacle au départ du comte et tu prendras congé de lui en le saluant jusqu'à terre. Dans ce dernier cas, je te ferai venir à Irkoutsk et je te donnerai la place que tu ambitionnes ; tu y attendras mes ordres, que tu t'engageras à exécuter sans discussion ni commentaire. Ce n'est qu'à cette condition que je te fais grâce. M'as-tu bien compris ?

— Oui, répondit le stanovoï en se courbant jusqu'à terre.

— Maintenant, va et exécute mes ordres. En passant, prévient la comtesse que je descends dans dix minutes pour prendre le thé avec elle.

Le stanovoï s'inclina et sortit.

Resté seul, Palkine prit sa tête entre ses mains et se mit à réfléchir. Tatiana ne s'était pas trompée, le colonel s'était épris de sa beauté. Le contact journalier de cette splendide créature l'avait profondé-

ment impressionné; le sombre gendarme ne pouvait éprouver un amour pur et désintéressé. Il savait qu'une déclaration, ou même un regard trop expressif, auraient été le signal d'une entière rupture entre lui et la fière Tatiana; aussi, pendant tout le voyage, il s'était étudié à cacher sa passion sous les dehors d'une admiration respectueuse. Peu à peu cependant, cette passion s'était exaltée, et il en était arrivé, pour la première fois de sa vie peut-être, à désirer ardemment quelque chose qui n'était ni de l'argent ni un grade. Il croyait fermement que si son amour n'était pas satisfait, il serait malheureux toute sa vie, et cependant il comprenait l'impossibilité d'arriver à ses fins par les voies ordinaires. Palkine résolut de commettre un crime. « Cela ne m'empêchera pas, pensait-il, de me venger de Schelm. Lanine me dira ce soir même tout ce qu'il sait. S'il a des preuves, il les confiera à sa femme. D'ailleurs, je crois que la preuve principale est entre les mains de Popoff, que je tiendrai toujours en mon pouvoir. Je puis continuer ma campagne contre Schelm, et je n'ai besoin ni de Lanine, ni de sa femme pour cela. Il est plus facile de poursuivre la réhabilitation de la mémoire d'un homme décédé que d'innocenter un vivant. La mort de Lanine sera plus utile à mes desseins. Oui, c'est décidé... je saurai tout ce soir même... et cette nuit... Il faut en finir... ou je deviendrai fou! »

Il se leva, vida un verre d'eau-de-vie qu'il s'était fait apporter pour se réchauffer et entra dans la salle, où le docteur, Tatiana et Wladimir étaient assis autour d'une table sur laquelle fumait un samovar. Le stanovoi, par discrétion, s'était éclipsé par la porte entr'ouverte; Caroline espionnait ses hôtes inattendus.

En entrant, le colonel l'aperçut.

— Qu'on ferme la porte! lui cria-t-il d'une voix tonnante.

Caroline obéit vivement. Palkine alla à la table et s'assit entre Tatiana et Wladimir. Ils causèrent quelque temps de choses indifférentes, et la comtesse ne perdit pas une occasion d'exprimer au colonel toute sa reconnaissance. Puis Palkine, après s'être assuré qu'il n'y avait pas d'étrangers dans le salon, dit à Wladimir :

— Monsieur le comte, madame m'a fait connaître votre histoire; j'ai vingt fois regretté de m'être vu jadis forcé par mon devoir de vous arrêter!... Alors, je ne pouvais rien; aujourd'hui, c'est autre chose. L'homme qui vous poursuit est aussi mon ennemi. Madame se portera garante, je l'espère, de ma sincérité...

— Certainement, répondit Tatiana.

— Je vous servirai de toutes mes forces, mais, pour vous servir, il me faudrait connaître toutes les circonstances qui ont précédé votre arrestation. Vous devez avoir une preuve, quelle qu'elle soit, de votre innocence! Il faudrait me raconter tout, me confier vos preuves...

— Hélas ! répondit Wladimir, je n'en ai pas... Je suis innocent, c'est tout ce que je sais... mais la trame ourdie contre moi a été si artistement menée, que je commence à désespérer de faire éclater mon innocence.

— Je sais que vous n'êtes pas coupable, monsieur le comte, dit Palkine, et j'en ai eu les preuves entre les mains. Malheureusement, ajouta-il avec un sourire hypocrite, Schelm n'est pas le premier venu, et non-seulement je n'ai pu me servir de ces preuves, mais encore j'ai été obligé de m'en dessaisir par ordre supérieur.

— Voyez-vous, lutter contre cet homme est impossible, s'écria Lanine.

— Oh ! excusez-moi ; je vais être franc. Alors, j'ai pu céder, car, ne vous connaissant pas, je me souciais peu de votre culpabilité ou de votre innocence. Aujourd'hui, pour des raisons trop longues à vous expliquer, mais que madame la comtesse connaît sommairement, ma destinée est liée à la vôtre. Je me défends moi-même en vous défendant. Si j'avais ces papiers entre les mains aujourd'hui, vous seriez libre dans quelques mois, et Schelm viendrait occuper votre place.

— Mais quelles sont ces preuves ? demanda Wladimir. Je n'en connais aucune, hélas !

Un reçu de cent mille roubles signé « Schelm. » Il a pris cet argent sur les fonds secrets le 30 octobre 1849, et il a indiqué l'emploi de cette somme de la façon suivante : « ... pour démarches relatives à la conspiration LA..., » les deux premières lettres de votre nom. Or certaine histoire de lettre de mariage, dont madame m'a fait l'honneur de me parler, coïncide étrangement avec cette date. Je suppose qu'il vous sera facile de prouver, si une enquête est ouverte, que, le 30 octobre, au moment où vous faisiez la cour à votre femme, vous ne pouviez conspirer. Le tout est d'obtenir une enquête.

— Hélas !...

— Nous espérons y arriver... Ceci est la première preuve ; la seconde est plus décisive. Dans toute cette affaire, Schelm s'est servi d'un agent provocateur, d'un certain Müller de Müllershausen...

— Müller ! s'écria Wladimir. Oh !...

— Oui, dit Tatiana, votre ami était un traître. Marguerite se défiait de lui, et je ne l'ai pas crue !...

— Müller ! mon meilleur ami ! je m'en doutais presque..., mais cette certitude me navre. Êtes-vous sûr de ce que vous dites là, colonel ?

— Parfaitement sûr. J'ai lu les engagements dudit Müller, dans lesquels il promettait de servir Schelm en qualité d'agent provoca-

teur dans la conspiration LA... — toujours ces deux lettres, et toujours le 30 octobre !...

— Mais, dit Tatiana, puisque vous n'avez plus ces papiers, colonel, il faudrait essayer de retrouver ce Müller... Malheureusement, ce sera difficile ; je suppose que Schelm l'aura fait partir pour l'étranger.

— Non ; je sais de source certaine que Schelm, toujours loyal, a trompé cet agent, et qu'il l'a fait disparaître. Müller doit être quelque part en Sibérie.

— Hélas ! dit Wladimir, la Sibérie est si grande !

— Nous le retrouverons, ne craignez rien. La gendarmerie a le bras long. En attendant, monsieur le comte, racontez-moi toute votre histoire.

Wladimir obtempéra au désir du colonel. Quand il eut fini, Palkine dit :

— Monsieur le comte, votre affaire est claire comme le jour, et vous vous disculperez facilement... le tout est d'être écouté... Il faut aussi retrouver Müller. Je m'en charge. Vous allez, séance tenante, écrire au chef des gendarmes une pétition que je m'engage à lui transmettre. Ne parlez pas de cela au gouverneur, madame, dit Palkine à Tatiana, car si je relève directement du chef des gendarmes, le gouverneur, lui, est obligé, quelle que soit d'ailleurs sa bonne volonté, de correspondre par le canal de M. Schelm... Vous allez rédiger un aperçu succinct de toute votre affaire pendant qu'on va atteler les chevaux ; vous me confierez ce papier... je l'enverrai par le prochain courrier au chef des gendarmes. Je vous promets qu'on ouvrira une enquête ; car le chef des gendarmes est un homme juste et loyal. Il faut que vous rédigiez cela de suite, car Dieu sait quand nous nous reverrons... Le gouverneur peut vous assigner une résidence éloignée... et alors je ne pourrai plus vous être utile promptement...

— Oh ! merci, colonel, dit Wladimir en lui serrant les mains.

— Vous aviez déjà beaucoup fait pour moi, dit à son tour Tatiana, cela double ma reconnaissance ! Colonel, je vous suis tout acquise ; en toute circonstance, disposez de moi.

Le docteur Haas n'avait pas encore prononcé un mot. Il se leva, alla vers Palkine et lui serra énergiquement la main :

— Vous êtes un honnête homme, colonel, s'écria-t-il, et un autre honnête homme est heureux de vous serrer la main.

Palkine réussit à paraître ému :

— Mes amis, disait-il, cela n'en vaut pas la peine. Je suis trop

heureux... Mais le temps passe, il est onze heures... Holà ! cria-t-il, stanovoï ! ici !

Le stanovoï se précipita dans la pièce.

— Fais apporter du papier et de l'encre et ordonne au postillon d'atteler les chevaux, dit Palkine.

Pendant que le stanovoï était occupé à exécuter cet ordre, Palkine demanda à Lanine :

— Connaissez-vous bien le pays, monsieur le comte ?

— Oui, assez bien.

— Il n'y a pas de chemin tracé d'ici à la grande route ?

— Non, pendant l'hiver. La neige est dure et carrossable. Les traîneaux glissent dans cette neige en longeant le bois ; du moins...

— N'est-il pas facile de s'égarer ? Je vous demande cela, parce que je ne voyage point seul ; moi, cela ne m'effrayerait pas, mais madame...

— Quand il fait beau, c'est assez difficile... Il y a un bois qu'on longe pendant cinq verstes... puis on arrive à notre magasin de pelletteries ; au delà on suit le cours d'un affluent de l'Angara. Mais il faut toujours prendre à gauche ; si l'on prend à droite, on s'enfonce dans la plaine, et alors on risque de s'égarer.

— Merci !

— Colonel, mes camarades vont faire cette nuit une expédition contre les TOUNGouses, qui pillent notre dépôt de fourrures... Si vous partez dans une heure, je pourrai encore, comme je le leur ai promis, les suivre dans cette expédition. Voulez-vous dire au stanovoï de me le permettre ?

— Bah ! répondit Palkine, vous n'êtes plus destiné à rester longtemps avec les colons de ce village ; abstenez-vous de cette corvée...

— J'ai promis ! colonel... D'ailleurs, puisqu'il m'arrive un bonheur, ce n'est pas une raison pour abandonner mes malheureux compagnons ; ils ont confiance en moi... excusez-moi si j'insiste.

— Soit !

Wladimir s'assit à la même table où il avait écrit le rapport du stanovoï et commença à rédiger sa pétition. Tatiana, appuyée contre le dossier de sa chaise, suivait sa plume du regard par-dessus son épaule. De temps en temps elle corrigeait, avec son instinct de femme, telle phrase qui lui semblait trop violente, telle autre qui ne lui paraissait pas suffisamment persuasive. Palkine et Haas causaient en continuant à absorber force tasses de thé, que le gendarme mêlait de beaucoup de rhum.

Il était minuit quand Lanine eut terminé son travail. Il le montra au colonel qui, après l'avoir lu, approuva pleinement le sens et le



style de la pétition, et l'enferma dans son portefeuille. Le stanovoï, sur ces entrefaites, montra sur le seuil sa face moustachue.

— Le postillon attend vos ordres, dit-il.

Le colonel s'inclina devant Tatiana :

— Moi, j'attends les vôtres, madame, dit-il.

— Je suis prête, répondit-elle. A demain, Wladimir ! J'espère que l'on ne nous séparera plus !... Docteur, je vous le confie.

— Colonel, dit l'exilé, veuillez rappeler à M. le stanovoï la permission qu'il m'a donnée d'accompagner mes camarades.

— Oui, c'est convenu, répondit le gendarme. Monsieur le stanovoï, *jusqu'au retour de madame*. — Palkine appuya sur ces mots, — le colon Wladimir est libre de ses actions. C'est entendu, n'est-ce pas ?

Le fonctionnaire s'inclina.

— Madame, continua le colonel, je vous attends.

Tatiana s'était enveloppée de ses fourrures :

— Partons, monsieur, répondit-elle, je me mets sous votre protection !

Prince JOSEPH LUBOMIRSKI.

La suite prochainement.

---

# LA PROTECTION DE LA VIE DES NAVIGATEURS

---

*Nos marins (Our seamen)*, par SAMUEL PLIMSOL, membre du Parlement. — Rapport de la Commission royale d'Angleterre. — Commission française de la marine marchande.

---

## DEUXIÈME ARTICLE<sup>1</sup>.

J'ai déjà cité la réponse de M. John Glover au livre de M. Plimsol<sup>2</sup>. L'attaque est vive, pleine de verve et d'*humour* britannique. La brochure a eu un grand succès et plusieurs éditions. L'auteur, armateur respectable, est très-compétent dans les matières qu'il traite, beaucoup plus compétent que M. Plimsol, marchand de charbon du comté de Derby. Il bafoue agréablement la sensibilité de M. Plimsol, dont il rectifie les appréciations et les chiffres et dont il signale les contradictions. Peut-être la bonne humeur de M. John Glover l'emporte-t-elle un peu loin, lorsqu'il prend philosophiquement son parti d'une noyade annuelle de 1500 marins. « Nous avons, dit-il, environ 300,000 marins à bord des navires anglais, et la mortalité annuelle est estimée de 12000 à 16000. Mais sur ce nombre il n'y a pas plus de 1500 noyés, en sorte que la noyade par naufrage est la *moindre* de toutes les causes de mortalité. » Ce placide calcul d'armateur, qui élimine même les passagers, témoigne d'un équilibre de nerfs assez remarquable. Il est certain que nous sommes tous mortels, les marins ne sont pas exemptés de la loi commune, et il

<sup>1</sup> Voir *le Correspondant* du 25 décembre 1873.

<sup>2</sup> *The Plimsol Sensation; a Reply.*

importera médiocrement, dans un demi-siècle, qu'ils soient morts de noyade ou de maladie. Ce n'est donc pas la peine de se troubler d'une proportion de 10 pour 100. Seulement je me représente un ingénieur de chemin de fer appliquant le même procédé de raisonnement, et soutenant la thèse suivante : « Nous avons 10 millions de Français, plus ou moins, qui voyagent sur les chemins de fer, et la mortalité annuelle parmi eux est d'environ 400,000. Mais, sur ce nombre, il n'y a pas plus de 40,000 victimes d'accidents, en sorte que les accidents de voyage sont la *moindre* de toutes les causes de mortalité. » Je me demande si le public qui voyage se déclarerait très-satisfait de l'argumentation.

Il est clair qu'avec cette dose de philosophie, M. John Glover trouve que tout est pour le mieux. Dans les cas d'innavigabilité trop notoires, on intentera des procès. M. Glover est fermement convaincu que « deux ou trois condamnations et quelques refus de paiement des assureurs feront plus pour guérir le mal que M. Plimsol, et son livre, et son *bill*, et la Commission royale, et le Parlement mis ensemble. » Il oublie de dire quelle sera l'efficacité du remède des procès, si, par aventure, ce sont les assureurs qui les perdent.

On doit croire que M. Glover conclut à ne rien réformer. Point du tout. A la grande surprise du lecteur, il tourne court en terminant son écrit, et devient un réformateur aussi audacieux que M. Plimsol lui-même. Il demande que le Parlement passe un acte qui prononce *l'illégalité absolue* des chargements de bois sur le pont, en frappant d'une pénalité les armateurs et les capitaines, et en *confisquant* les chargements sur le pont. On voit que le moyen serait assez radical. Il demande que, lors de l'engagement de l'équipage, les armateurs et les capitaines soient obligés de déclarer devant un officier spécial et d'inscrire sur les papiers du bord la description du chargement pris ou à prendre, *ainsi que le tirant d'eau au delà duquel le navire ne sera pas immergé*. Il demande qu'on se hâte de rendre plus sévères les *règlements* des registres de classification des navires. Il demande enfin qu'on réforme de fond en comble les institutions judiciaires de la Grande-Bretagne, et qu'on rende la justice aussi accessible que les bureaux de Lloyd's ou de la Banque d'Angleterre. « Sans cela, dit-il, aucune loi ne sera efficace. » Avec sa verve ordinaire de style, il déclare que les antiques routines de procédure, les délais, les vacances, les frais énormes font fuir par les gens avisés les tribunaux, comme ils fuient la petite vérole, et que poursuivre les autres, c'est le plus souvent se persécuter soi-même.

Nous voici bien loin, ce me semble, de ces deux ou trois procès qui devaient suffire à guérir le mal. La brochure de M. Glover est précisément l'inverse de l'apologue de la montagne en travail, et on

ne lui reprochera pas d'accoucher d'une souris. Tout au contraire, il raille, il plaisante, il atténue le mal, il se moque de l'héroïsme de M. Plimsol et de la sensiblerie des cœurs tendres ; il s'accommode de tout, même de la noyade annuelle de 1500 marins ; — et finalement il réclame des lois, des réglementations sévères, des pénalités, des confiscations de propriétés, plus la réforme radicale des institutions judiciaires de l'Angleterre. C'est la souris qui veut accoucher d'une montagne.

J'ai attaché de l'importance au curieux écrit de M. Glover, ne sachant pas de justification plus éclatante de l'entreprise de M. Plimsol que cette réfutation violente. Il faut que le mal soit bien profond et bien patent, pour qu'un armateur, blessé au vif, partisan résolu de la liberté des constructions et des armements, soit amené à de telles conclusions. Je trouve, au surplus, la même démonstration à chacun des paragraphes du rapport de la Commission royale ; partout le mal est reconnu, indiqué, énergiquement décrit, et je reproduis la question posée dans la première partie de ce travail : Est-il vrai qu'il n'y ait aucun remède ?

Je réserve, pour l'examiner ultérieurement, la grosse difficulté, celle de la surveillance des constructions mêmes, celle des visites préalables et périodiques de l'état des armements, celle de l'ingérence de l'autorité dans la liberté des entreprises commerciales et dans « le génie inventif du constructeur. » J'admets qu'il puisse y avoir sur ce point des divergences d'opinions et de doctrines ; mais je vais traiter deux ou trois questions spéciales sur lesquelles je n'admets pas la même controverse, estimant que le législateur soucieux de la vie des hommes a l'impérieux devoir d'intervenir.

#### LES CHARGEMENTS SUR LE PONT.

Il n'y a rien de mieux démontré que le danger qui résulte des chargements sur le pont. La manœuvre, la vue, la circulation même des hommes, en sont gênées. En outre, je n'ai pas besoin d'entrer dans des détails techniques pour me faire comprendre des personnes les plus étrangères à la marine, en disant que le centre de gravité de l'ensemble est déplacé par ces entassements ; conséquemment, sous l'action des vents violents et des vagues furieuses, le navire, mal pondéré, s'incline sans se redresser. Il chavire et engloutit son équipage. Quand il s'agit des bois légers du nord de l'Europe, ce péril n'est pas considérable, et il peut être conjuré par un supplément de lestage qui rétablit le centre de gravité. C'est

l'usage des pays scandinaves, qui produisent à la fois le fer et le sapin. Un lot de fer, disposé à fond de cale, fait contre-poids à la surcharge de bois. D'ailleurs, vienne la tempête, il sera aisé de se débarrasser de la surcharge en jetant à la mer les planches déjà débitées qui encombrent le pont. Dans ces conditions, la pratique immémoriale de la Suède n'intéresse guère que les assureurs, sans compromettre gravement la vie des hommes. Mais il en est tout autrement des grandes pièces de bois de construction, d'un poids et d'un volume peu maniables, qu'expédient les ports de l'Amérique du Nord, sans que la surcharge puisse être compensée par un lest en fer. Ici, la stabilité manque complètement au navire, et le danger est très-notable.

Ce danger a été reconnu depuis longtemps, et bien avant l'agitation actuelle. Le commerce a cependant continué ses néfastes pratiques. La Commission royale rappelle qu'une enquête ouverte en 1839 avait établi dès lors à quelles terribles souffrances et à quels périls elles exposent les équipages. « La cause première de ces calamités fut unanimement attribuée à l'usage de porter de lourds chargements de bois sur le pont. » Une autre commission des naufrages, instituée en 1843 par la Chambre des communes, émettait l'opinion que « nul navire ne peut être réputé navigable, si son pont supérieur est encombré d'un chargement quelconque. » La législature du Canada vient de promulguer une loi pour proscrire ces chargements, au moins pendant l'hiver. La Commission royale résume les témoignages conformes recueillis par elle-même, et les aveux des armateurs. Et c'est en présence d'une telle unanimité d'informations qu'elle hésite, qu'elle s'abstient, qu'elle ajourne, se bornant à dire, pour toute conclusion : « Nous nous proposons de revenir *plus tard* sur ce sujet. »

Pourquoi cette timidité ? J'en vois trop clairement les motifs. Les armateurs anglais ont exprimé l'appréhension qu'une interdiction ne favorisât les navires étrangers dont les capitaines continueraient de charger sur le pont. Ainsi, c'est la question de concurrence de pavillon qui vient se mettre en travers de la question d'humanité. La fière Angleterre a si bien propagé les principes de la libre concurrence qu'elle n'est plus maîtresse chez elle, qu'elle ne se sent pas libre elle-même de protéger la vie de ses marins. Je note cette observation. Nous la retrouverons partout.

Je prends l'objection pour ce qu'elle vaut, je ne saurais croire qu'elle résistât longtemps à la ferme volonté d'en triompher. Si l'Angleterre se donnait le mérite de l'initiative d'une conférence entre les représentants des nations maritimes pour rechercher en commun les moyens de protéger la vie des marins, serait-il possible qu'aucune

nation refusât son concours ? On a eu déjà de ces conférences pour un code de signaux, pour concerter les règles destinées à prévenir les abordages, pour les mesures sanitaires, pour abolir la course, pour amener la convention de Genève. Le seul effort de faire un grand pas de plus dans cette voie d'humanité serait un honneur. A défaut d'autre résultat, j'aurais aimé que la Commission royale manifestât au moins hautement, pour excuser la nullité de ses conclusions, le vœu d'une telle conférence internationale. Elle n'en a rien fait. Elle a préféré endormir l'attention publique.

Je demande à introduire dans la discussion, et, s'il plaît à Dieu, dans les travaux de la future conférence, une idée neuve et qui me semble très-féconde, celle d'employer tout simplement, comme moyen de protection de la vie des marins, — la douane. Ne serait-ce pas ennoblir singulièrement la fiscalité que de la mettre au service de l'humanité ? La chose me paraît facile et d'une efficacité plus certaine que toutes les interdictions, les poursuites et les amendes. Que l'on frappe, par exemple, d'un droit de douane extraordinaire tout chargement de bois de l'Amérique dont une partie aura été empilée sur le pont, il n'y aura pas autre chose à faire que de calculer le taux du droit de manière à décourager la spéculation abusive. Le capitaine ne charge sur le pont, au péril de sa manœuvre et de sa vie, que pour augmenter le produit du fret. L'abus cessera de lui-même dès qu'on aura calculé que l'excédant de droit de douane enlèvera le profit de l'opération imprudente. J'ajoute que le capitaine n'y perdra rien ; le taux du fret, limité à la capacité de la cale, devra s'élever. L'armateur et le chargeur réaliseront aussi une économie sur l'assurance, les dangers de la navigation étant moindres. La difficulté peut être de déjouer la fraude qui consisterait à éluder le droit au moyen de dunettes allongées, de *spardecks* ou de ponts superposés. C'est une fraude trop apparente pour qu'il me paraisse malaisé de l'atteindre par des dispositions bien rédigées. Elle est déjà combattue avec succès par la nouvelle méthode de jaugeage.

Les hommes compétents qui rédigeront la loi douanière apprécieront quels autres chargements sur le pont présentent un danger sérieux et quelles immunités doivent être accordées. Il est clair que certaines marchandises inflammables, comme des acides ou des phosphores, doivent être chargés sur le pont, dans l'intérêt même de la sécurité de l'équipage. Il suffit que le pont n'en soit pas démesurément encombré. Il est clair aussi que nul n'imaginera de trouver mauvais que les bateaux à vapeur qui font de courtes traversées continuent de charger sur leur pont, disposé à cet effet, du bétail vivant qu'il est si facile de jeter à la mer au premier danger. On a beaucoup ri, de l'autre côté de la Manche, en voyant la Com-

mission royale mêler sérieusement à cette question des chargements sur le pont celle du transport du bétail entre l'Angleterre et l'Irlande.

#### LES CHARGEMENTS DE BLÉS EN VRAC<sup>1</sup>.

L'étonnement fut grand en Europe quand, à la fin de l'année 1859, après une récolte insuffisante comme celle dont nous souffrons aujourd'hui, on apprit que l'Amérique allait être un grenier d'approvisionnement, disputant le marché des céréales aux provinces méridionales de la Russie et de la Hongrie. On vit des flottes entières de navires de tous pavillons aller charger des grains dans les ports des États-Unis et du Canada. L'Amérique fut pour l'Angleterre et la France ce qu'était autrefois la Sicile pour les Romains affamés. Ce secours fut extrêmement précieux. Malheureusement, il coûta la vie à beaucoup de marins. Le nombre des navires chargés de grains qui disparurent avec leurs équipages en traversant l'Atlantique fut considérable.

L'étonnement fut plus grand encore lorsqu'on vit le commerce aller chercher des grains jusqu'au Chili, jusqu'en Californie. Assurément, c'était le produit qu'on était le moins en droit d'attendre de cet État improvisé de San-Francisco, créé en quelques années par les aventuriers de toutes les nations qu'agitait la fièvre de l'or. Comment cette société bigarrée, où les prolétaires chinois coudoient ceux de Montmartre et de Belleville, s'est si rapidement disciplinée, comment les chercheurs d'or se sont transformés en agriculteurs, c'est une des plus surprenantes merveilles de notre temps. Il faut que la nature ait singulièrement favorisé ce sol privilégié pour que, malgré la cherté de la main-d'œuvre, le froment, et un froment magnifique, s'y récolte à un prix qui permet l'expédition vers la vieille Europe. Encore est-il impossible de baser une spéculation, à de telles distances, sur nos besoins accidentels et les hauts prix qu'ils amènent. Avant le télégraphe et le grand chemin de fer américain, les ordres d'achat ne parvenaient pas en moins de deux ou trois mois. Le chargement et la traversée en exigent six ou sept. C'était une opération au terme de près d'une année, qui se réalisait quand une moisson nouvelle avait pu ramener chez nous l'abondance. Néanmoins, les expéditions de blés de San-Francisco ont suivi un cours

<sup>1</sup> On appelle chargement *en vrac* ou en grenier, ceux des marchandises entassées sans aucune enveloppe, sans aucune division en sacs, caisses ni colis quelconques.

régulier. Elles sont entrées dans les habitudes commerciales comme celles de la mer Noire, et emploient constamment un nombre notable des plus grands navires. Or, on a constaté qu'en dépit de la longueur de la traversée et des tempêtes du cap Horn, ces expéditions, à de très-rares exceptions près, ont eu toujours une issue heureuse. Je crois qu'on n'en cite qu'une seule qui ait été fatale à l'équipage. Les expéditions de New-York et du Canada, au contraire, quoique ne demandant qu'un mois à peine de traversée, ont été signalées par de très-fréquentes catastrophes. Comment expliquer cette apparente anomalie ?

L'explication, la voici, elle est incontestable et notoire. Les grains de San-Francisco sont toujours mis dans des sacs avant d'être chargés. Les grains de New-York et du Canada sont le plus souvent chargés en vrac. Il n'est pas besoin de chercher ailleurs. Les sacs juxtaposés, soigneusement arrimés, s'appuyant les uns sur les autres, gardent une cohésion qui résiste aux plus violentes secousses des vagues. Ils maintiennent imperturbable le centre de gravité de la masse flottante et partant la stabilité du navire. Le grain en vrac, introduit par les panneaux au moyen d'un entonnoir, a beau être étendu et pelleté par des ouvriers dans la cale, il s'y distribue inégalement avec des degrés divers de densité. Les panneaux refermés et le navire mis en mer, des tassements s'opèrent, le grain roule, le centre de gravité se déplace. Viennent les secousses de la tempête, le grain des couches supérieures du chargement s'accumule du côté où le navire s'incline pour ne plus se relever. Souvent aussi, quand une voie d'eau se déclare, le grain des couches inférieures engorge les pompes, qui ne peuvent plus fonctionner. L'eau gagne, le navire coule, et si une voile libératrice n'est pas rencontrée à temps, l'équipage est englouti.

Encore une fois, ces faits sont notoires, ils se répètent toujours semblables, ils sont d'une fréquence désolante, ils sont décrits avec précision par tous les marins qui ont survécu aux désastres. Le croirait-on ? la Commission royale n'en a pas dit un mot et semble les ignorer après six mois d'enquêtes ! A la vérité, M. Plimsol, trop préoccupé, sans doute, de ses charbons de Derby, n'en a pas parlé davantage. Pourtant, la plupart des quarante bateaux à vapeur disparus l'hiver dernier étaient chargés de grains en vrac, et il est avéré que les formes allongées des vapeurs leur rendent particulièrement funeste ce mode de chargement. A l'heure où j'écris, on désespère déjà de l'arrivée d'un certain nombre de vapeurs chargés de grains en vrac, car la détestable pratique a continué malgré tous les enseignements de l'expérience.

J'ai causé avec le représentant des armateurs de deux des vapeurs à



longues formes qui ont péri l'hiver dernier. L'équipage de l'un d'eux ayant été sauvé, l'armateur avait connu toutes les circonstances de la perte et n'avait aucun doute qu'elles ne fussent les mêmes pour l'autre. Il s'en faisait un moyen de défense, parce qu'on reprochait à ses navires de manquer de solidité de construction. « Nous savons parfaitement, » me disait-il, « la cause des deux désastres, elle ne prouve rien contre la solidité de la construction. *Le chargement de grains a remué*, s'est désarrimé et jeté de côté. — Comment ! m'écriai-je, vous savez la cause, et vous continuez de compromettre ainsi la vie de vos hommes ? — Que voulez-vous ? répliqua tranquillement mon interlocuteur, nous faisons du commerce, nous prenons le fret qu'on nous offre, nous n'avons pas la prétention de faire mieux que nos concurrents, et aussi longtemps qu'on trouvera des assureurs, on continuera. C'est une question de prime d'assurance. »

J'accuse ici un peu tout le monde, les armateurs, les chargeurs, les importateurs, les capitaines, les assureurs. Tous ont cependant leur excuse, et la même excuse : la concurrence, et, par surcroît, l'usage. Les armateurs disent, comme on vient de le voir, qu'il leur faut bien utiliser leurs navires, et qu'ils ne peuvent pas se montrer plus exigeants que leurs rivaux. Les chargeurs disent qu'on leur a commandé de charger du blé, qu'ils exécutent leurs ordres en se conformant à l'usage du lieu, qu'ils ne sont pas marins et n'entendent rien aux dangers de la navigation. Les importateurs, souvent négociants de l'intérieur, disent, à plus forte raison, qu'ils sont étrangers aux choses maritimes et ne s'occupent que de leur spéculation de blé. Les capitaines disent que leur profession est toujours périlleuse, qu'ils craindraient d'être taxés de pusillanimité, et peut-être remplacés dans leur commandement, s'ils refusaient ce qu'acceptent leurs confrères. Les assureurs, enfin, disent qu'ils n'ont pas mission de faire la police de la navigation, mais seulement d'en apprécier les risques ; ils demandent pourquoi ils auraient à se substituer aux gouvernements quand les gouvernements s'abstiennent. Ils objectent aussi la concurrence cosmopolite, et font observer que, pour être efficace, leur action exigerait le concert, à la fois nécessaire et impossible, de tous les assureurs de toutes les nations. Je reviendrai plus loin sur cette intéressante question des assurances, traitée fort étourdiment par M. Plimsol, et avec un peu plus de profondeur par la Commission royale d'Angleterre.

Nous sommes donc en présence d'un crime constaté de lèse-humanité, dont tous les coupables nous échappent en se renvoyant la faute les uns aux autres. Eh bien, je dis que les vrais coupables sont les gouvernements qui, pouvant si aisément empêcher ces choses,

ne les empêchent pas. Je dis que ce devrait être une affaire de police, et que les gouvernements ont dans leurs attributions la police. Du reste, point ne serait besoin d'un grand appareil de répression, de pénalités, de tribunaux ni de gendarmes. C'est encore tout simplement à la douane que je demande le remède, infaillible et facile. Qu'un droit de douane, calculé de façon à compenser, et au delà, la sordide économie des sacs, atteigne les chargements de blés en vrac, il n'en faudra pas davantage. Le commerce saura faire aussitôt son compte, et l'industrie de la fabrication des sacs prendra un rapide développement. On n'entendra plus parler de cargaisons désarrimées ni de pompes engorgées; le cours des assurances baissera, on n'aura plus à déplorer la fréquence des disparitions de navires et d'équipages. Ce n'est pas plus difficile que cela.

Je remarque avec satisfaction que, dans les ports de chargement de l'Amérique, il y a une amélioration, et que l'emploi des sacs est en progrès. Il est curieux d'en donner la raison, parfaitement étrangère aux considérations humanitaires. Les importateurs d'Europe achetaient le blé sur les poids constatés en Amérique. Ils se sont aperçus que les cargaisons en vrac laissaient, dans le rendement, un déficit considérable. Les grains soutirés par les pompes, restés dans le vaigrage ou au fond de la cale, enlevés par le vent dans les manutentions, causaient ce déficit, sans parler de la saleté des balayures et de la mouille des couches inférieures. Alors les plus avisés ont résolu de n'acheter que sur les poids du rendement à la livraison en Europe. Les chargeurs ont su aussitôt trouver des sacs, qui préviennent toutes ces déperditions. Ils n'ont pas même eu à en faire la dépense, les sacs appartiennent d'ordinaire au navire, qui peut les utiliser plusieurs fois. Le capitaine les revend s'il renonce à transporter des grains. On voit à quel point tout cela est simple et conforme aux plus manifestes intérêts d'un bon commerce. On voit si l'autorité lèserait ces intérêts en intervenant pour empêcher absolument un mode vicieux de chargement. Elle n'interviendrait pas trop tard. Le progrès, non encore généralisé, que je signale pour les ports de l'Amérique, n'a point gagné ceux de la mer Noire, où se perpétue la vieille et funeste routine, par tradition de ce qui se passait lorsqu'on n'avait à charger que des navires à voiles d'un médiocre tonnage.

Il y a bien un moyen de diminuer sensiblement le danger des chargements en vrac, c'est de diviser la cale en compartiments, par des bardis ou cloisons qui empêchent le grain de rouler. Il est clair que, pour que le moyen soit efficace, tout dépend de la bonne confection et de la solidité des cloisons. Comme elles sont souvent abandonnées à la discrétion des capitaines, lesquels sont plus ou moins

habiles, plus ou moins économes, plus ou moins prudents et ne disposent pas toujours de matériaux convenables, je ne saurais voir là une garantie suffisante. Les cloisons séparatives laissent d'ailleurs subsister le danger de l'engorgement des pompes. Dans les ports des États-Unis, il y a des règles établies pour l'installation des cloisons ; il y a des inspecteurs chargés de veiller à l'observation des règles. On va voir ce qu'il faut penser de toute cette réglementation. J'ai entre les mains le rapport d'un homme très-compétent, M. Mackie, agent des assureurs anglais à New-York, rapport rédigé en octobre dernier, et qui vient d'être publié à Londres. C'est un traité fort étendu, fort savant, trop savant peut-être, sur la matière. L'auteur décrit énergiquement les dangers du tassement et du déplacement des grains ; il les traduit en formules algébriques ; il les rend plus sensibles au vulgaire des lecteurs par des planches figuratives qui montrent avec une effrayante précision les déplacements du centre de gravité, même dans des cales cloisonnées. Arrivant à l'examen des procédés préservatifs qu'il voit fonctionner sous ses yeux, il s'exprime de la manière suivante : « Tout dépend de l'inspecteur ; il n'est pas guidé par les règles, il en est l'interprète... Celui qui a tracé ces règles paraît avoir *absolument ignoré* les périls à combattre, les forces à vaincre, et aussi la force des matériaux à employer... Le défaut criant de toutes ces règles est l'insuffisance de force des cloisons... Même telles qu'elles sont tracées, on ne songe, dans la pratique, qu'à les éluder... ; on ne fait que ce qui est le plus commode et le plus économique, etc., etc. »

Voilà l'opinion d'un homme qui assiste aux chargements ; voici celle d'un homme qui assiste aux déchargements. Un négociant fort intelligent m'écrivait ce qui suit, d'un des ports français où l'on récolte le plus de grains. Il ne s'aperçoit pas qu'il condamne le moyen, au moment où il le recommande. « Il existe un moyen *absolument efficace* pour assurer la stabilité d'un bâtiment chargé de grains, c'est de lui faire un double bardis divisant la cale dans sa longueur en trois compartiments. Mais il faut que ces bardis soient solidement confectionnés *avec des planches plus épaisses que celles dont on se sert ordinairement* et aient au moins cinq pieds de hauteur. J'ai vu bien des bardis à bord des navires à voiles ; *généralement ils sont insuffisants comme force et comme hauteur*. Quant aux bâtiments à vapeur, la plupart n'en mettent point ..... l'expérience prouve tous les jours qu'ils ont tort d'agir ainsi et qu'ils négligent les règles de la plus simple prudence.

« Je connaissais parfaitement le capitaine Decoster, commandant le vapeur *Persévérance*, qui vient de périr dans la Baltique avec une partie de son équipage. Il disait hautement qu'à bord des vapeurs, le

bardis est inutile, et cependant son navire s'est perdu, *parce que la cargaison est tombée sur le côté*, et son entêtement lui a coûté la vie. » Ainsi le moyen absolument efficace est généralement insuffisant, lors même que les capitaines ne s'entêtent pas à le dédaigner.

Je ne puis mieux clore les considérations que je présente sur le danger des chargements de blés en vrac qu'en citant ce nouveau désastre. Pendant que je tenais la plume pour décrire le danger, l'équipage d'un vapeur français périssait, *parce que la cargaison est tombée sur le côté*. Un autre vapeur, se dirigeant de la mer Noire vers un port de France, périssait par la même cause. Le mousse seul a été sauvé. On enregistrait la disparition avec tout son équipage d'un troisième vapeur, sous pavillon anglais, l'*Ismailia*, parti de New-York pour le Havre. Est-ce assez d'actualité ? Et puisqu'il est avéré que ces pauvres marins, par je ne sais quelle forfanterie de témérité, sont sourds à tous les avertissements, ne dois-je pas appeler à leur secours l'autorité tutélaire, en m'écriant : CAVEANT CONSULES ?

Il y a, j'ai hâte de le dire, quelques maisons d'élite, se consacrant spécialement à l'importation des grains, qui savent prendre les précautions nécessaires. Je citerai avec plaisir des négociants très-considérables et très-honorables d'Anvers, MM. David Verbist et C<sup>e</sup>. Ils possèdent une flottille de bateaux à vapeur dont le trafic, presque exclusif, est d'aller charger des grains ou des graines dans la mer Noire. Aussi leurs bâtiments sont pourvus d'aménagements particuliers en vue de cet emploi : ils ont une installation complète de cloisons mobiles très-solides, qui s'enlèvent et s'adaptent à volonté, au moyen de dispositions pratiquées dans la construction même. Quand le navire, se dirigeant vers la mer Noire, prend un chargement que ces cloisons gêneraient, le capitaine les démonte et les emporte, pour les rajuster lorsqu'il en sera besoin. Un succès éclatant a couronné ces sages précautions : les navires de MM. David Verbist et C<sup>e</sup>, sauf les périls inséparables de toute navigation, opèrent leurs traversées avec une régularité remarquable. C'est là le grand commerce, noblement et intelligemment fait, et respectueux de la vie des marins. Par malheur, c'est exceptionnel, et l'on comprend d'ailleurs que de telles installations, qui exigent des dépenses notables de premier établissement, ne sont pas à la portée de tous les armements. Comment les demander aux capitaines qui s'engagent accidentellement pour un transport de grains ? La dépense des sacs serait certainement moindre que celle d'un aménagement de cloisons suffisamment protecteur.

Ici, pourtant, une objection grave m'a été faite contre l'emploi des sacs pour les provenances de la mer Noire. Les blés, dit-on, descendent des lieux de production aux ports de chargement dans des

bateaux non pontés ou des wagons à ciel ouvert, exposés aux intempéries. Ils restent empilés sur des quais, encore exposés aux intempéries; ils ont contracté un principe d'humidité qui ne permet pas de les mettre en sacs sans un risque notable d'échauffement et d'avarie. Force est donc de les charger en vrac, ce qui diminue le danger de l'échauffement pendant la traversée.

Malgré la confiance que m'inspire la source de ces informations, j'ai peine à ne pas les croire exagérées. Ma raison se refuse à considérer comme un fait normal le chargement de blés mouillés ou humides. En tout cas, ce serait un usage tellement fâcheux, accusant des habitudes locales tellement vicieuses, qu'il faudrait applaudir aux mesures qui tendraient à les réformer. C'est toujours, je le répète encore, par son intérêt qu'il faut agir sur le commerce en général. Le commerce comprend ce langage de l'intérêt plus aisément que tout autre. Si, dans les pays de consommation, les gouvernements, dominés par la question d'humanité, à laquelle je joindrais volontiers la question d'alimentation, s'entendaient pour favoriser, au moyen d'une taxe de douane, l'importation des blés en sacs, je suis profondément convaincu que, de conséquence en conséquence, on arriverait vite, dans les pays de production, à réformer ces procédés barbares de transport sous la pluie; on aurait des bateaux pontés, des wagons fermés et des magasins couverts; on s'arrangerait pour charger à Odessa des blés secs, qu'on pourrait ensacher comme ceux des États-Unis; on verrait peut-être même bientôt les sacs remonter les rivières ou se fabriquer dans l'intérieur, au grand profit de tout le monde. Si je me trompe, si la nature des blés de Russie doit continuer de commander le chargement en vrac, il est clair qu'on n'a plus que la ressource des cloisons; mais il est clair aussi que l'autorité a le droit de veiller à ce que les cloisons soient une protection efficace, et non une formalité vaine.

Le correspondant français dont je parlais plus haut terminait sa lettre en écrivant : « Je pense qu'il dépend des assureurs de mettre un terme à ces nombreux désastres en imposant dans leurs contrats, aux capitaines qui prennent des chargements de grains, l'obligation de diviser leur cale avec deux bardis. » Cette proposition est bien irréfléchie. A quoi servira-t-il d'imposer l'obligation du cloisonnement si l'opération est mal faite, si elle est presque toujours défectueuse, si les assureurs sont dans l'impossibilité d'en surveiller la bonne exécution? En outre, la proposition, écho de préjugés trop répandus, me ramène à la question générale des assureurs, que j'ai promis de traiter après M. Plimsol et la Commission royale.

## LES ASSUREURS.

Il n'est guère d'industrie plus mal connue, dans ses principes, de ceux qui ne l'exercent pas, peut-être d'une bonne partie de ceux qui l'exercent, que celle des assurances. Si j'examine en elle-même la proposition de mon correspondant, il me semble tout d'abord que je pourrais dire plus justement : Il dépend des armateurs, il dépend des capitaines, il dépend des chargeurs, il dépend des importateurs de mettre un terme à ces nombreux désastres, etc. Les uns et les autres allèguent les nécessités de la concurrence. Est-ce que les assureurs n'ont pas la même excuse ? est-ce qu'ils sont tenus d'introduire seuls le sentiment dans leurs affaires, d'être plus soucieux de la vie des marins que les armateurs et les capitaines ?

Mais, dit-on, les assureurs, en protégeant la vie des marins, protégeront leurs propres intérêts. C'est ici que je saisis l'erreur et le préjugé. Les assureurs, pris en corps, n'ont aucun intérêt à diminuer à l'avance les risques de la navigation, puisque ces risques sont la matière de leur trafic. Ils ont seulement intérêt à les bien connaître, afin d'y proportionner leurs primes. Tout risque supprimé est un bienfait pour le commerce en général et pour l'humanité, mais est pour les assureurs un élément de trafic de moins ; tout risque nouveau qui se révèle est un élément de trafic de plus ; à toute diminution ou à toute augmentation du risque doit correspondre fatalement une réduction ou une hausse du taux de l'assurance. Telle est la vérité du principe. Si de progrès en progrès on arrivait à réaliser l'idéal, infiniment souhaitable, d'une navigation sans risques, on supprimerait au même instant l'industrie des assureurs maritimes.

On est bien loin de cet idéal pour la navigation. On en est bien près pour les transports par chemins de fer. Aussi les milliards de valeurs qui circulent sur les chemins de fer échappent au trafic des assureurs. Qui songe à faire assurer la marchandise qu'il attend du Havre, de Bordeaux ou de Marseille par le chemin de fer ? Il y a même des navigations dont les risques sont assez restreints pour ne plus donner un souci sérieux aux intéressés. La plupart des immenses échanges qui se font entre l'Angleterre et la France à travers le détroit ne sont pas assurés, à moins que la marchandise n'ait une destination plus lointaine, auquel cas la traversée du détroit est comprise *gratuitement* dans l'assurance, comme un acces-

soire sans importance. La perte totale du paquebot de Boulogne, par une collision ou un naufrage, est cependant toujours possible. On n'en a pas d'exemple, on ne s'en inquiète pas, on ne s'embarrasse pas d'aller déranger les assureurs pour si peu.

J'ai rendu hommage à la merveilleuse sécurité qu'a présentée la navigation des paquebots-poste du Lloyd autrichien et des Messageries nationales. Le lecteur ignorant de ces matières a pu croire que les assureurs réalisent de magnifiques bénéfices sur l'assurance de ces navires. Point du tout. Les paquebots ne sont point assurés. Les Compagnies propriétaires font l'économie de la prime.

Il surgit fréquemment des inventeurs au génie méconnu, trop souvent rêveurs, toujours besogneux, qui croient avoir trouvé des moyens de supprimer certains dangers de la navigation. Sous l'influence du préjugé que je signale, ils ne manquent jamais de venir frapper à la porte des assureurs maritimes, demandant des subsides pour continuer l'application de leurs procédés. Je sais un assureur expérimenté, particulièrement en butte à ces visites, qui ne manque jamais à son tour de les accueillir de la manière suivante. Arrêtant le visiteur dès les premiers mots, il lui dit : « Vous vous trompez d'adresse. Je vis des risques de la navigation, comme l'avocat vit de procès et le médecin de maladies. Veuillez être persuadé que je suis assez bon citoyen et assez humain pour souhaiter vivement la suppression de tous les dangers de la navigation ; mais comprenez que ce serait la suppression de mon industrie. Je ne puis vraiment pas subventionner des deniers de mes actionnaires les efforts qui tendent à ce but. Si vous aviez découvert un moyen de guérir radicalement la myopie, vous n'iriez pas demander des subsides aux fabricants de lunettes. Adressez-vous aux armateurs, aux capitaines, aux négociants, aux chambres de commerce, vous rencontrerez là partout un intérêt manifeste au succès de votre invention. Chez nous seuls vous ne rencontrerez pas cet intérêt. » — Le visiteur se retire déconcerté et n'a jamais rien trouvé à répliquer.

Il y a quelques années, un inventeur de cette espèce avait imaginé je ne sais quelle poudre qu'il suffisait de jeter sur le feu pour éteindre tous les commencements d'incendie. La chose s'appelait l'Extincteur et réussit à séduire quelques naïfs. Naturellement il commença par offrir sa poudre aux Compagnies d'assurances contre l'incendie. Le cadeau ou plutôt l'emptette leur eût été funeste, et elles auraient eu intérêt à étouffer, non l'incendie, mais le secret. Supposez le succès complet, les Compagnies d'assurances perdaient leur clientèle et n'avaient plus qu'à se liquider. Il est certainement plus agréable de n'avoir pas le feu chez soi que d'obtenir la réparation du dommage, et chacun eût fait volontiers l'économie de sa

prime d'assurance en se munissant d'un flacon de la poudre merveilleuse.

En ce moment, le conseil municipal de Paris est saisi d'une proposition d'un de ses membres qui repose sur une idée pareillement fausse. Il s'agirait de taxer les Compagnies d'assurances pour subvenir au service des pompes et à l'entretien des pompiers. Au premier abord, bon nombre de gens qui ne réfléchissent pas trouvent cela fort juste. Rien ne serait au contraire plus inique. Apparemment les propriétés *qui ne sont pas assurées* sont protégées par les pompiers autant et plus que les autres, et il serait singulièrement choquant de faire payer par les Compagnies la garantie des propriétaires qui ont refusé de recourir à elles. En outre, les Compagnies, par le jeu naturel de la concurrence, ont nécessairement pris en considération, pour fixer leurs tarifs, l'état d'organisation des secours. Les primes sont très-basses à Paris, précisément parce que les secours y sont prompts, habiles et dévoués. Ce serait un double emploi, un *bis in idem* que de faire payer aux assureurs l'organisation de ces secours, ce serait les obliger à augmenter leurs primes en se récupérant de la taxe sur leurs clients, ce serait rendre plus choquante encore l'immunité dont jouiraient les propriétés *non assurées*. — Le service des pompes est manifestement un service public à la charge du budget municipal. Il profite à tous ; indirectement, par la diminution de la prime, aux propriétaires qui recourent à l'assurance, directement à ceux qui s'en dispensent. Qu'on veuille bien comprendre une fois pour toutes que l'industrie de l'assureur n'est pas autre que d'apprécier les risques tels qu'ils sont, et d'y proportionner la prime.

Je reviens aux choses maritimes, et reprenant pour exemple la détestable pratique des chargements de blés en vrac, j'espère que je vais donner une rigueur mathématique à la démonstration de ma thèse. Je suppose établi par l'expérience que le chargement en vrac crée, en sus des dangers inévitables de la navigation, un risque supplémentaire de perte corps et biens évalué à deux pour cent. Deux pour cent, c'est énorme pour l'humanité ! Deux équipages de quarante hommes chacun, sinon davantage, qui auront péri par une cause connue et prévue d'avance, que l'on pouvait éviter, sur une flotte de cent navires, en apportant du blé à nos greniers appauvris, c'est un épouvantable sacrifice ! Deux pour cent, c'est fort peu de chose, si la marchandise est en hausse, pour la spéculation commerciale. Il est clair que l'assureur fera correctement son métier en augmentant sa prime de deux pour cent, moyennant quoi il attendra d'un cœur léger les catastrophes, avec la satisfaction d'une bonne conscience et du devoir professionnel accompli. En sa qualité



d'assureur, on n'a rien autre à exiger de lui. Passons à la contrepartie : le négociant assuré, le spéculateur en blé. Celui-ci fera son compte. Il calculera si l'achat ou la location des sacs lui représente, en dépense et en embarras, plus ou moins que l'augmentation de prime de deux pour cent. Dans le cas où ce sera moins, dirigé par son intérêt il commandera des sacs. Dans le cas où ce sera plus, il continuera de recevoir des chargements en vrac, toujours dirigé par son intérêt, en subissant l'augmentation de prime de deux pour cent. Il sera, lui aussi, dans son rôle et dans l'exercice normal de sa profession. C'est le commerce. Pas plus que l'assureur il ne se croira tenu de se troubler du sort des hommes.

Notez que j'ai supposé l'assureur éclairé par l'expérience, prudent, habile dans son métier. Il me faut ajouter qu'il y a nombre d'assureurs ignorants ou téméraires, plus hardis parieurs que d'autres. Il y en a de nouveaux venus qui n'ont pas su apprécier le danger. Il y en a qui, s'ennuyant de chômer, sont aisément amenés aux concessions. Il y a enfin tous les entraînements de la concurrence. Le négociant ardent à la poursuite du bon marché finira, en cherchant bien, par rencontrer quelque part l'assureur accommodant qui se contentera de moins de deux pour cent, ou même qui ne s'informerait pas du mode de chargement.

On voit à quoi se réduisent les garanties qu'on peut attendre des assureurs, pour la protection de la vie des marins.

M. Plimsol a cru traiter cette question. Il s'est évertué à décrire le fonctionnement des assurances autour des tables de Lloyd's et à montrer aux badauds de l'intérieur les *fac-simile* des souscriptions et des signatures. Il a conclu que les assureurs ne pouvaient rien pour diminuer les dangers de la navigation, parce qu'après un désastre suspect de fraude, de faute personnelle ou d'incurie, ils ne peuvent pas plaider utilement et sont toujours contraints de payer. C'est prendre la question par un côté bien étroit ; c'est faire, à rebours, comme M. John Glower, lequel voit le salut de la navigation dans deux ou trois procès. Je conçois à merveille que les assureurs qui auront garanti, sciemment, un chargement de blé en vrac, auront mauvaise grâce à soutenir que le désastre a eu lieu par la faute des chargeurs ou du capitaine, la cargaison s'étant désarrimée. Ils seront sages de payer sans plaider, et, s'ils imaginent de plaider, ils payeront encore, et justement, avec les frais de plus. — M. Plimsol a, décidément, la vue courte.

La Commission royale a voulu faire aussi son petit cours d'assurance, et je lui rends la justice qu'elle a du moins aperçu un des horizons de la question. « Dans un centre de grandes opérations commerciales, dit son rapport, l'assurance maritime est une nécessité.

Elle indemnise les négociants de pertes qui, sans elle, entraîneraient leur ruine ; mais elle a pour effet de les rendre indifférents aux dangers inséparables de la carrière maritime. » Il est trop vrai que c'est le côté fâcheux d'une institution nécessaire, et que l'indifférence engendre l'incurie. Malheureusement, ce n'est pas même dire assez. L'assurance ne désintéresse pas seulement le négociant, elle lui crée le plus souvent un intérêt au naufrage, à cause de l'exagération des valeurs assurées. De là les crimes de baraterie ou de naufrage prémédité. Ils sont, à la vérité, fort rares ; ils peuvent être découverts et sévèrement châtiés ; mais ce qui n'est pas rare, ce qui échappe presque toujours à la répression, c'est la négligence parcimonieuse ou téméraire qui produit les catastrophes. Il y a un certain nombre de sociétés d'armement qui possèdent assez de navires pour se dispenser de les faire assurer. La proportion des naufrages qui les atteignent est à peine la moitié de celle qui se remarque parmi les navires assurés. L'autre moitié n'a donc pas l'excuse de la force majeure, et est imputable aux incuries diverses nées du défaut d'intérêt à la conservation.

Comment remédier à ce désordre ? L'ancienne législation française s'efforçait de le prévenir, en ne permettant de faire assurer qu'une partie de la valeur des choses. Le commerce savait s'arranger pour éluder la loi. Le Code de 1807, qui nous régit, a supprimé cette restriction en autorisant l'assurance de la valeur entière, mais a encore déclaré nulle l'assurance du bénéfice espéré de la marchandise et celle du fret, qui est le bénéfice espéré du navire. Le commerce a pareillement éludé cette dernière disposition, soit en exagérant les valeurs, soit en recourant à des assurances dites d'honneur, non justiciables des tribunaux. Les chambres de commerce ont demandé, à plusieurs reprises, que l'assurance du bénéfice et du fret devint licite en France, comme elle l'est en Angleterre. Ce vœu a paru assez général et assez légitime pour que, en 1867, une Commission composée en majorité de magistrats et de hauts fonctionnaires, qui préparait la révision de nos lois maritimes, ait cru devoir proposer de l'accueillir. Le projet né de ses délibérations n'a pas encore été soumis à la législature. Mais une autre Commission, instituée par une décision de l'Assemblée nationale pour étudier et proposer les moyens de venir en aide à la marine marchande, achève en ce moment ses travaux. Elle a détaché cette pierre, entre plusieurs autres, de l'édifice élevé laborieusement par sa devancière. Elle demande aussi de ne limiter par aucune restriction la faculté d'assurer tous les développements de l'opération commerciale. Elle a vu là un besoin légitime à satisfaire.

Il est, en effet, assez difficile d'opposer de bonnes raisons, tirées

des généralités de l'ordre public, à un négociant qui vient dire : « Le simple remboursement du prix coûtant des choses ne m'indemnise pas. J'ai des commis, un loyer, une patente, des frais généraux, mon entretien, qui courent toujours. Si je ne puis pas faire assurer mon bénéfice, je risquerai d'être ruiné en deux ou trois remboursements. » Ou bien encore : « J'agis pour compte étranger, j'ai ordre de faire assurer l'opération avec son bénéfice. Si je ne le puis en France, je m'adresserai aux assureurs anglais, qui sont placés sous une législation plus libérale. »

J'ai eu l'honneur de siéger dans l'une et l'autre Commission. J'ai constaté une sorte de tendance irrésistible. Je n'ai pas essayé de lutter, faisant peu de cas des lois qu'on élude constamment, et n'hésitant pas à préférer la liberté légale à la fraude tolérée. Mais je ne me suis pas dissimulé que toute extension donnée à l'assurance est une provocation à l'incurie. Quand l'intérêt à la conservation est remplacé par l'intérêt à la perte, ce serait trop présumer des hommes que d'espérer qu'ils n'économiseront pas les précautions et la vigilance.

Il appartient sans doute aux assureurs de restreindre eux-mêmes dans certaines limites les dangereux abus de l'exagération des valeurs, et c'est une des principales préoccupations de l'assureur habile. Par malheur, les moyens de contrôle des valeurs lui échappent le plus souvent, et la rapidité fiévreuse des transactions d'assurance entre deux dépêches télégraphiques exclut la possibilité d'une vérification. D'ailleurs, ainsi que je le faisais observer plus haut, tous les assureurs ne sont pas habiles ni circonspects. L'autorité n'a pas à protéger contre leurs entraînements les assureurs maladroits ou téméraires, j'en demeure pleinement d'accord ; mais puisque leurs imprudences, encouragées par la loi, sanctionnées par les tribunaux, encouragent les imprudences des armateurs et des négociants, et se traduisent en périls de mort pour les marins ; puisque je reconnais, avec la Commission royale d'Angleterre, qu'on n'a pas le droit de compter sur les effets de la vigilance des assureurs ; puisque j'ai, de plus, établi que la mission même de l'assureur le plus habile est d'apprécier les risques de la navigation, et non de les diminuer, je maintiens que l'autorité a d'autant plus le devoir d'intervenir pour protéger la vie des navigateurs.

#### LES CHARGEMENTS DE PÉTROLE.

Il n'y a guère de danger plus effrayant, pour l'imagination, que celui des chargements de pétrole et d'essences minérales. On

s'épouvante à la pensée que, pour un maigre salaire, des hommes consentent à traverser l'Océan, séparés par un plancher de ces volcans flottants en perpétuelle menace d'éruption, hors de la possibilité d'aucun secours quelconque ; que ces hommes allument leurs pipes et leurs cuisines, voire même tiennent parfois en feu les fourneaux d'une machine à vapeur. C'est un des frappants exemples de la témérité naturelle et professionnelle des marins.

Pourtant les catastrophes sont, en fait, heureusement rares, beaucoup plus rares que celles auxquelles donnent lieu les chargements de blés en vrac. Demandez-le à l'expérience des assureurs habiles. Ils garantiront à bien meilleur marché un chargement de pétrole, venant de New-York ou de Philadelphie au Havre, qu'un chargement de blé en vrac.

Je suppose que rien n'étonnera davantage le lecteur étranger aux choses maritimes. *A priori*, si, ayant à prendre passage en Amérique pour la France, il n'avait le choix qu'entre deux navires, l'un chargeant du blé, l'autre du pétrole, je gage que, sans hésitation, il choisirait le premier. Il aurait tort. Pourquoi ? Je vais le dire, et ce sera encore un argument saisissant pour ma thèse.

Le chargement de pétrole est relativement léger. Il se compose de fûtailles ou de caisses soigneusement arrimées, qui ne se dérangent pas, qui ne roulent pas les unes sur les autres. Le navire n'est pas trop immergé : son centre de gravité ne se déplace pas, sa stabilité sur l'eau est maintenue. Les dangers de la navigation proprement dite sont donc notablement moindres. Reste le danger de l'incendie. Or, précisément parce que ce danger spécial est effrayant et bien connu, toutes les précautions sont prises pour le conjurer. Nulle part l'autorité n'est restée inerte, nulle part elle ne s'est désintéressée en abandonnant l'invasion du pétrole à toutes les témérités de la libre concurrence. Dans les ports d'embarquement, en Amérique, comme dans les ports de déchargement, en Europe, il y a partout des réglementations sévères. Le commerce du pétrole s'en déclare gêné, cela est vrai, mais la rareté relative des accidents démontre hautement ce que la sécurité générale y gagne en sauvegarde, et l'humanité en protection. On a vu là, de l'aveu commun, une question de police et d'ordre public devant laquelle doit fléchir la liberté commerciale. — Je soutiens qu'il y a, dans les périls de la navigation, beaucoup d'autres questions d'ordre public.

ALFRED DE COURCY.

---

# LA LECTURE DES POÈTES

A PROPOS DE DEUX PUBLICATIONS RÉCENTES<sup>1</sup>

---

Le hasard m'a fait assister dernièrement à une conversation qui m'a paru assez intéressante pour que la pensée me soit venue d'en noter les principaux points. Je me trouvais à Fontainebleau vers la fin de l'été, et j'ai souvent me promener dans l'avenue qui conduit au Mail de Henri IV. L'endroit est fort soleillé : c'est une sorte de Petite-Provence. Aussi cette avenue a-t-elle ses habitués, ses fidèles, qui constituent un petit monde à part. Les habitants de la ville se réunissent le jeudi et le dimanche auprès du grand étang qui borde le Jardin anglais, pour entendre la musique militaire. Franchart, la Roche-qui-pleure, le Mont-Chauvet, servent de but aux courses des touristes. Dans la vallée de la Solle, à Belle-Croix, au rocher Saint-Germain, les régiments de la garnison font de la stratégie en miniature et se livrent des combats qui n'ont rien de sanglant. Aux deux extrémités de la forêt, Marlotte et Barbizon, le Bas-Bréau et la Gorge-aux-Loups, sont la propriété des peintres : ils y règnent en dominateurs absolus. Quant aux promeneurs, peu nombreux du reste, qui ont pris en affection les chemins rapprochés du parterre et conduisant au rocher d'Avon, au Mail, au carrefour Gabrielle, au rocher Bouligny, ce sont, pour la plupart, des rêveurs établis à Fontainebleau, comme en un lieu tranquille par excellence, et médiocrement soucieux d'y nouer des relations, ou bien des Parisiens amenés là par le soin de leur santé, des employés accoutumés à être transplantés tous les six mois, des oiseaux de passage

<sup>1</sup> *La Littérature française. — Lectures choisies. — Poètes vivants en 1870*, par M. le lieutenant-colonel Staaff. Chez Didier. — *Anthologie des poètes français du quinzième au dix-neuvième siècle*. Chez Lemerre.

qui prennent la vie comme elle vient et les promenades comme elles sont.

Deux personnes se montraient aussi exactes, aussi régulières que moi dans leurs pérégrinations à l'entrée de la forêt. C'étaient un vieillard et un jeune homme. Nous rencontrant fréquemment, nous avions coutume de nous saluer; parfois même nous échangeions quelques paroles, et, sans aller jusqu'à la familiarité, nous avions fait connaissance d'une manière assez cordiale. Cependant je me mêlais peu à leurs entretiens, toujours très-animés; ils faisaient volontiers, comme on dit, bande à part.

Le vieillard était un ancien professeur qui, après trente ans d'enseignement et son éméritat bien gagné, s'était retiré à Fontainebleau, chez des parentes attentives à prendre de lui le plus grand soin. Une bibliothèque formée avec discernement, augmentée avec circonspection et sévérité, conservée avec amour au milieu des difficultés et des épreuves de la vie, lui tenait lieu de la richesse absente et le consolait de sa jeunesse envolée. Ai-je besoin de dire que, classique inébranlable, il entendait ce terme dans le meilleur sens? Les nouveautés littéraires ne le trouvaient point inaccessible ni systématiquement fermé; seulement, M. Munier (c'était son nom) les soumettait à un contrôle rigoureux. Il les passait au crible, les blutait, les vannait, et ne les admettait dans son cher sanctuaire qu'après leur avoir fait subir un stage assez rude et assez prolongé. On ne pouvait s'empêcher, après quelques entretiens, de reconnaître en lui un de ces maîtres dont le moraliste a si admirablement tracé l'idéal, un de ces pasteurs capables d'indiquer aux enfants les eaux pures, les herbes salutaires, et autorisé à dire, comme le berger virgilien :

Non insueta graves tentabunt pabula fœtas,  
Nec mala vicini pecoris contagia lædent.

« De la fermeté, du bon sens, de la vigilance, mêlés d'aménité et de sourires, font fleurir partout où l'on passe les semences des bonnes mœurs, de la piété, de la politesse et du bon goût. » Les paroles de Joubert s'appliquaient avec une parfaite justesse à M. Munier. On sentait qu'il avait qualité pour parler au nom du goût, dût-on le trouver un peu ombrageux sur ce chapitre, parce qu'il en avait été pendant de longues années l'interprète éclairé, l'incorruptible gardien; parce que, modeste et humble serviteur du beau, il en avait allumé la flamme dans de jeunes et innocents esprits.

Entre le vieux professeur et son jeune compagnon il n'y avait d'autre lien qu'un commun amour des lettres, mais on sentait que ce lien était très-fort. La génération à laquelle appartient Marcel Gi-

raud s'occupe plus volontiers de politique ou de science appliquée à l'industrie que de littérature. Emportés et comme roulés par ce flot de gens positifs, quelques rares lettrés s'efforcent d'échapper à l'isolement : ils se cherchent à travers la foule avec une inquiète ardeur, et lorsqu'ils ont le bonheur de se rencontrer, ils nouent ensemble une liaison d'autant plus étroite, d'autant plus affectueuse que l'indifférence autour d'eux est grande et que l'objet de leur culte semble ignoré de la multitude. Marcel Giraud, employé du télégraphe à la gare de Fontainebleau, n'avait avec ses camarades que les relations strictement exigées par le service. Il employait ses moments de liberté, soit à de longues promenades dans les parties reculées de la forêt, soit à d'immenses lectures, soit enfin (mais il ne l'avouait à personne) à la composition de poésies où l'élévation du sentiment compensait un peu de recherche et quelques affectations. Mais à quoi cela sert-il de faire des vers, si l'on n'a pas au moins un ami complaisant à qui les lire ? La distraction était mince pour Marcel, de se réciter à lui-même ses poèmes ou ses sonnets dans les solitudes de la Mare-aux-Évées ou des Érables. Il commençait à penser que si *les jardins parlent peu*, selon la judicieuse remarque de la Fontaine, les bois sont tout aussi muets. Sa joie fut donc très-vive lorsque, rencontrant M. Munier à la bibliothèque de la ville, il reconnut, après avoir échangé quelques paroles avec lui, que s'ils n'étaient pas tous les deux précisément de la même paroisse, ils avaient assurément la même religion.

Ne cétons rien. M. Munier, de son côté, fut très-aise de la rencontre. Il s'ennuyait de son inaction, et trouvait par moments que l'heure de la retraite avait sonné trop tôt pour lui. Il rêvait vaguement à des conférences, et je crois, s'il l'eût osé, si la chose eût été possible, qu'il fût retourné au collège faire la classe pour son plaisir. Qui a professé professera. Notre humaniste émérite s'institua de très-bon cœur, avec une entière satisfaction, le confident, le critique et le maître de Marcel. Il écoutait avec une patience inaltérable les vers du jeune homme, mais il ne lui ménageait ni les observations, ni quelquefois les vérités un peu dures. Souvent aussi la discussion roulait sur les idées, les doctrines de l'ancienne critique et de l'esthétique moderne. Marcel, cela va sans dire, était partisan de toutes les hardiesses, tandis que son interlocuteur prêchait, sans se décourager jamais, la prudence et la sobriété. Ces discussions s'élevaient fréquemment à propos des publications nouvelles. La famille de Marcel lui faisait une belle pension ; il employait son argent à de continuels achats de livres. Presque toutes les semaines, des paquets expédiés par son libraire lui arrivaient de Paris, et dès qu'il avait pris connaissance des ouvrages, il s'empressait de les communiquer à M. Munier,

à l'approbation duquel il tenait beaucoup. Leurs impressions immédiates concordaient rarement, et des deux parts on rompait bien des lances, avant de conclure une trêve et d'aboutir à une sorte de *mezzo termine*. C'est ainsi que je les surpris un matin dans tout le feu du dialogue et que j'entendis les arguments employés par les deux antagonistes amicaux. Il s'agissait d'un volume que, selon son habitude, Marcel avait prêté à M. Mupier, et dont le rigoureux aristarque paraissait médiocrement satisfait.

— Reprenez, disait-il avec une véhémence qui faisait légèrement sourire, car elle était en disproportion avec le sujet du débat, reprenez cette macédoine indigeste, et ne vous avisez jamais de m'en reparler. On intitule cela *Lectures choisies* ! Eh bien, c'est ce qui s'appelle n'être pas difficile sur les titres. L'enseigne, passez-moi le mot, n'est guère en rapport avec la marchandise. Où voyez-vous dans ce monceau de pièces de vers quelque chose qui ressemble à un ordre, à un triage, à un choix ? Nous n'avons pas ici, selon l'antique comparaison invariablement appliquée aux anthologies, le dessus du panier ; tout le panier y est, renversé sans dessus dessous, les fleurs tombées à terre pêle-mêle, les fruits laborieusement empilés s'écrasant les uns les autres. Et quels fruits, bonté divine ! quelle majorité de fruits verts, de fruits secs, de fruits acides, sans compter les fruits gâtés ! Il y en a de savoureux, m'objecterez-vous. La belle affaire ! Comment, dans un recueil où l'on a fourré, de gré ou de force, tous les poètes contemporains, les petits et les grands, les connus et les inconnus, les possibles et les impossibles, comment ne se rencontrerait-il pas des noms autorisés et des compositions remarquables ? Si pour me procurer quelques fleurs je fais faucher une prairie, si je réunis en un tas les herbes folles et les bleuets, aurai-je fait un bouquet ? Non, j'aurai fait une botte de verdure dans laquelle, avec de la patience et du soin, on finira peut-être par trouver des plantes au parfum pénétrant ou à la couleur éclatante. L'emploi de ce procédé sommaire ne me permettra certes pas de m'égalier aux habiles fleuristes qui connaissent l'art de disposer une guirlande ou de tresser une couronne. Vos *Lectures choisies* — j'en suis fâché pour l'auteur ou les auteurs, remplis d'excellentes intentions — sont une bourrée et non un bouquet. Il n'y a pas assez de sévérité dans ce livre. On a reçu de toutes mains ; on n'a voulu blesser personne ; on a tenu à se montrer bon ami, bon confrère, littéraire hospitalier et généreux ; nul n'est resté à la porte. Je crains même, Dieu me pardonne ! qu'on n'ait fait comme dans l'Évangile, et qu'on ne se soit mis en quête des infirmes ; qu'on n'ait fait une battue des obscurs et des délaissés, pour les forcer à



prendre leur part de ce festin de la publicité. La multitude des inconnus et l'abondance des notices me confirment dans cette idée. A chaque instant je suis tenté de m'écrier, avec le personnage des *Plaideurs*:

Si j'en connais pas un, je veux être étranglé!

Mais, crac! je lis la notice, et je vois que c'est moi qui suis dans mon tort. C'est moi qui suis un triple sot, un âne bête, de ne pas connaître l'incomparable X, le glorieux Y et la célèbre madame Z. Tous ces gens-là, si j'en crois les notices, sont parfaits, admirables, et, qui plus est, jouissent d'une réputation européenne. Il faut habiter Fontainebleau, ou vivre comme un cloporte, pour n'en rien savoir. Ce livre est, à proprement parler, le paradis des illustres inconnus. Enfin, pourriez-vous me dire ce que signifient, dans la dernière partie du volume, ces longues listes de noms appartenant à tous nos siècles littéraires, et formant la plus étrange cavalcade, le plus incroyable défilé qu'on ait jamais vu? C'est à se demander si cet ouvrage n'a pas été traité comme un enfant qu'on abandonne à son malheureux sort, qu'on laisse courir le monde à ses risques et périls, et si l'on ne s'en est pas remis du soin de tout arranger à la bonne volonté du metteur en pages.

Ici M. Munier fut obligé de s'interrompre pour reprendre haleine, et Marcel, sans lui laisser le temps de continuer, se hâta de répondre à ses reproches :

— Eh! quoi, mon cher maître, vous déplorez la trop grande quantité des poètes? C'est méconnaître une chance heureuse, une situation excellente et se plaindre, comme on dit, que la mariée soit trop belle. Croyez-m'en : abondance de poètes ne nuit pas. S'il y en avait disette, si l'on pouvait à grand'peine, en battant les buissons, réunir quelques élégies, quelques odes, quelques épigrammes, si les Anthologies étaient d'une maigreur humiliante et désespérante, il me semble entendre vos lamentations et vos sarcasmes. Vous accuseriez — et le prétexte serait spécieux — le prosaïsme du siècle, les préoccupations positives, l'oubli de la tradition, l'indigence de la veine, la stérilité de l'invention. Que sais-je! vous auriez là un de ces thèmes que vous excellez à développer. Mais pas du tout, il se trouve que dans notre pays, à notre époque, les poètes sont assez nombreux pour que des citations tirées de leurs ouvrages suffisent à remplir largement un recueil de lectures choisies, et là-dessus, vous vous plaignez, vous vous fâchez, vous regrettez qu'on n'ait pas procédé par élimination. Il faudrait cependant s'entendre.

Le studieux amateur qui, aidé d'hommes de conscience et de mé-

rite, dont vous souffrirez bien que je vous dise un mot tout à l'heure, a consacré ses soins aux *Lectures choisies*, s'est proposé, en effet, d'être hospitalier envers les poètes dans une mesure aussi étendue que possible. Il a pensé que la célébrité n'est pas un critérium suffisant ni un guide toujours sûr. On peut être inconnu et avoir du talent. On peut même être médiocre ou inégal et avoir pourtant dans son œuvre des parties qui soient dignes d'être mises en lumière. M. le colonel Staaff a été frappé, avec juste raison, de ce qu'il y a d'abondant, de touffu, dans la production poétique de la France contemporaine, et il s'est dit que dans cette vaste, dans cette immense floraison, bien des richesses étaient à recueillir, bien des modesties à contraindre, bien des oublis à réparer. L'exécution d'un pareil dessein est toujours délicate, j'en conviens, et l'on ne doit pas être surpris que des erreurs aient été commises, qu'il y ait eu non-seulement mélange, mais parfois de la confusion et de l'encombrement. Un livre, vous le savez, mon cher maître, surtout en ces sortes de recueils, est souvent une espèce de projet que l'on soumet au jugement du public. Selon que celui-ci a prononcé, on retranche, on ajoute, on remanie. C'est, soyez-en certain, ce qui aura lieu en cette circonstance. La sévérité de la galerie aura son contre-coup utile, salulaire sur les éditeurs et leur donnera le courage de se livrer à une révision attentive. Considérez le présent volume comme un concours où tout le monde assurément ne sera pas élu, mais où il était bon que presque tout le monde fût appelé, et votre mécontentement cessera.

Il n'en est pas moins vrai que la facilité première du colonel Staaff et de ses collaborateurs a été, en somme, un acte de justice et — si je ne craignais d'avoir l'air de pousser au paradoxe — j'ajouterais un acte de goût. Oui, je le maintiens, elle est une partie du goût, cette audace, qui va cherchant, ramassant, colligeant, sans s'inquiéter de la tradition, de la réputation acquise, de la voix publique, si fréquemment égarée ou mensongère. Sans doute, de sa course hasardeuse, elle ne rapporte pas que des chefs-d'œuvre, mais elle a chance d'en rapporter quelques-uns, et le fait arrive plus souvent que vous ne paraîsez le croire. Si vous aviez mis plus d'indulgence à feuilleter les *Lectures choisies*, vous auriez reconnu, avec l'esprit d'équité qui vous est habituel, quand la vivacité de votre premier mouvement est tombée, que des pièces, les unes fort jolies, d'autres réellement remarquables, sont signées de noms honorablement appréciés dans un rayon limité, mais qui ne prétendent pas à cette célébrité européenne sur laquelle vous plaisantez si agréablement. Je ne veux pas abuser des citations ; vous ne sauriez pourtant m'interdire d'en apporter à l'appui de mon apologie.

Laissez-moi vous lire cette aimable composition, de M. Achille Millien, *la Méridienne* :

Sous l'arbre que le vent frôle de son haleine,  
Où la pomme au soleil se revêt de carmin,  
Le jardinier assis, faisant la méridienne,  
Songeait, le regard fixe et le front dans la main.

Il rêvait d'yeux d'azur et de sa fiancée,  
Qu'il croyait, comme hier, voir, d'amour transporté,  
Lui parler tendrement, la paupière baissée...  
Et sa bêche inactive était à son côté.

Cependant le vent frais soufflait dans les champs d'orges,  
Courbant les épis d'or; et, sur les cerisiers,  
Les merles banquettaient avec les rouges-gorges,  
Et piquaient les fruits mûrs pendant aux espaliers.

C'était plaisir de voir disparaître les grappes  
Sous le bec acéré des oiseaux maraudeurs,  
Qui venaient par essaims prendre part aux agapes,  
Et dans les rameaux verts étouffaient leurs rumeurs.

De son doux ciel d'amour retombant sur la terre,  
Lorsque le jardinier rouvrit ses yeux ravis,  
Les arbres n'avaient plus ces beaux fruits que naguère  
Les feuilles enchâssaient comme autant de rubis.

Lui restait stupéfait et la mine interdite;  
Et, menaçant du poing les maraudeurs ailés :  
« — Attendez, criait-il, j'y cours, race maudite! »  
Mais tous avaient quitté les arbres dépouillés.

Tous s'étaient dans l'air pur élancés à la file,  
Sous l'ombre des halliers qui s'emplissaient de cris,  
Fuyant du jardinier la colère inutile,  
A leurs nids, du festin ils portaient les débris;

Et les merles moqueurs, sifflant, battant de l'aile,  
Et les bouvreuils criaient en chœur pour le railler :  
« — Merci, rêve souvent, rêve aux yeux de ta belle,  
Et laisse-nous, ami, tes arbres à pïler. »

Avouez-le, vous seriez le premier à regretter de n'avoir pas entendu cette charmante pièce, et pourtant, selon toute probabilité, vous ne seriez pas allé la chercher dans les deux ou trois recueils publiés par M. Achille Millien, recueils qui n'ont pas eu beaucoup de retentissement. Au contraire, maintenant — car je connais votre curiosité sympathique pour tout ce qui en littérature est marqué au cachet de la sincérité — vous êtes bien capable de vous mettre en quête des livres de M. Millien et de prendre plaisir à les lire. Ainsi

les *Lectures choisies*, qui ont excité à un si haut point votre mauvaise humeur, vous auront en définitive rendu un double service. D'abord, elles vous auront fait connaître nombre de pièces lestement, habilement tournées, que vous n'auriez pas découvertes à vous tout seul dans les volumes où elles se cachaient, ensuite vous y aurez pris l'idée, le désir de consulter ces volumes eux-mêmes et plus d'une fois vous vous en trouverez récompensé par d'agréables surprises. Ceci m'amène à toucher un mot des notices. Il y en a beaucoup, je le sais. La question est de savoir s'il y en a trop, et cette question-là, il me semble que je l'ai implicitement résolue tout à l'heure en parlant des remaniements que les *Lectures choisies* devront subir lors d'une nouvelle édition. Ce qui est vrai des pièces de vers l'est, à plus forte raison, des notices consacrées aux poètes. Mais ce point accordé, je vous prie de remarquer que ces notices, un peu complaisamment, un peu amicalement faites, n'en sont pas moins curieuses et même précieuses pour l'historien littéraire par la quantité de renseignements nouveaux et intéressants qu'elles contiennent. Les Musset de sous-préfecture et les Sapho de clocher ont trouvé moyen, en proportion considérable, de se faufiler dans une galerie qui aurait dû être réservée aux notoriétés sérieuses, et d'encombrer despotiquement le bas des pages. Il y a là un inconvénient réel, compensé toutefois par des indications très-précises, très-curieuses sur la vie littéraire en province. Nous ne voyons jamais que Paris et nos poètes parisiens. A Dieu ne plaise que j'en médise, ni que je sois à aucun degré partisan de ces antagonismes qu'on a fomentés, il y a quelques années. L'intensité supérieure du mouvement parisien n'empêche pas la province d'avoir sa culture propre, souvent très-fine, parfois très-originale, ses réveils d'inspiration, ses éclosions poétiques. De tout cela, nous sommes trop peu informés à Paris ; nous vivons trop dans nos cénacles ou sur le boulevard. Les *Lectures choisies* ouvrent une vue sur la poésie provinciale, dédaignée, oubliée, à peine connue : où est le mal ? On a pu s'exagérer certaines tendances, voir des mouvements généraux et des écoles où il n'y a que des élans spontanés et des individualités éparses. Thalès Bernard, qui, avec M. Auguste Robert, a surveillé la composition de ce recueil, aimait la poésie sous toutes ses formes, mais il avait une prédilection, peut-être excessive, pour la poésie populaire. Vous ne serez pas étonné, par conséquent, qu'il ait un peu vu ou un peu supposé chez les autres ce qui était sa préoccupation dominante, et qu'il ait particulièrement cherché, dans la poésie de province, le côté par lequel elle touche à l'art populaire, c'est-à-dire l'élément naïf, agreste, la légende, la tradition locale. Ce sont là de légers excès, des péchés

véniels que rachète une abondante moisson qui a plus de prix, plus d'éclat, plus de saveur que vous ne voulez l'avouer.

Je vous ai prévenu que j'entends bien ne pas jeter à l'eau, ne pas sacrifier les éditeurs des *Lectures choisies*. L'apologie toutefois ne sera que relative. Des gaucheries, des maladresses, ils en ont commis, je ne le conteste pas. A coup sûr, ces malheureuses listes de noms propres qui viennent on ne sait d'où, qui vous tombent, on ne sait pourquoi, sur la tête, sont une grosse erreur à réparer. Les éditeurs l'ont senti et s'en sont excusés de leur mieux. Ils ont expliqué que ce surcroît inattendu de renseignements est un supplément que le lecteur doit prendre la peine de répartir sur les trois ou quatre volumes qui forment l'ensemble des *Lectures choisies*. Mais le lecteur n'écoute point un tel avis, et il a raison. Quand il y a une peine à prendre, c'est l'éditeur que cela regarde. Tous ces détails intérieurs ne sont pas notre affaire. Il fallait combiner l'économie générale de l'œuvre de manière à ne pas être obligé d'imposer au dernier volume d'imprudentes surcharges. C'est à la prochaine réimpression de débayer le terrain, et, sous ce rapport du moins, de remettre tout en ordre. Après cette franche déclaration, vous ne m'accuserez pas, je l'espère, de faiblesse ni d'indulgence. Je suis donc très à mon aise pour vous dire que si MM. Thalès Bernard et Auguste Robert ne sont pas à certains points de vue des éditeurs irréprochables, ils ont cependant, pour réunir et publier un recueil de poésies, une qualité incontestable, c'est d'être des poètes et j'ajouterai tout de suite des poètes généreux, capables d'une confraternité intelligente, ouverts à tous les bons sentiments, à toutes les aspirations élevées. Les *Mélodies pastorales* de Thalès Bernard ne sont dépourvues ni d'onction ni de grâce. *La Parole et l'Épée* de M. Auguste Robert est un ouvrage recommandable, distingué, où des traits d'une réelle beauté ne sont pas rares et qui n'a point obtenu auprès du public le succès qu'il mérite. Deux poètes de talent, qui sont en même temps des hommes de cœur, pourront par moments avoir la manche trop large; ils pourront se montrer trop accueillants, mais soyez sûr que du recueil composé par eux s'exhalera un véritable parfum de poésie. Ils auront cueilli les moindres fleurettes et les singularités même ne les effrayeront pas. Pour moi, je leur sais gré de n'avoir point laissé perdre deux petites pièces de vers de prosateurs célèbres. Je suis loin de prétendre que ce soient des chefs-d'œuvre. Il est cependant assez piquant de voir comment Michelet et George Sand tournent le vers. Aussi, pour égayer ce plaidoyer *pro domo Staaff*, où je me suis embarqué, je veux vous régaler de ces deux échantillons. Voici d'abord *le Chant de l'oiseau* de Michelet :

Je suis le compagnon  
Du pauvre bûcheron.

Je le suis en automne,  
Au vent des premiers froids,  
Et c'est moi qui lui donne  
Le dernier chant des bois.

Il est triste, et je chante  
Sous mon deuil mêlé d'or.  
Dans la brume pesante  
Je vois l'azur encor.

Que ce chant te relève  
Et te garde l'espoir !  
Qu'il te berce d'un rêve,  
Et te ramène au soir !

Mais quand vient la gelée,  
Je frappe à ton carreau.  
I n'est plus de feuillée,  
Prends pitié de l'oiseau !

C'est ton ami d'automne  
Qui revient près de toi.  
Le Ciel, tout m'abandonne...  
Bûcheron, ouvre-moi !

Qu'en ce temps de disette,  
Le petit voyageur,  
Régale d'une miette,  
S'endorme à ta chaleur !

Je suis le compagnon  
Du pauvre bûcheron.

Madame Sand, rompant tout à fait avec les habitudes de sa prose, n'est nullement bucolique. Elle s'exerce à la satire et prend la critique pour objectif. Du reste, avec une ardeur de novice, elle choisit la forme la plus difficile et s'attaque sans hésiter au sonnet.

Quand vous aurez prouvé, messieurs du journalisme,  
Que Chatterton eut tort de mourir ignoré,  
Qu'au Théâtre-Français on l'a défiguré,  
Quand vous aurez crié sept fois à l'athéisme,

Sept fois au contre-sens et sept fois au sophisme,  
Vous n'aurez pas prouvé que je n'ai pas pleuré.  
Et si mes pleurs ont tort devant le pédantisme,  
Savez-vous, mouchérons, ce que je vous dirai ?

Je vous dirai : Sachez que les larmes humaines  
Ressemblent dans nos yeux aux flots de l'Océan,  
Qu'on n'en fait rien de bon en les analysant.

Et quand vous en aurez deux tonnes toutes pleines,  
En les laissant sécher, vous n'en aurez demain  
Qu'un méchant grain de sel dans le creux de la main.

*Mouchérons* est dur ; mais, depuis ce temps-là, on en a dit bien d'autres aux journalistes. Toujours est-il que ces bagatelles tombées de plumes fameuses ont leur genre d'intérêt particulier et qu'on n'a pas eu tort de les sauver de l'oubli. Un mérite bien supérieur, le vrai mérite de ces *Lectures choisies*, c'est d'avoir paré aux inconvénients que comporte l'extrême sévérité ou le cadre infiniment restreint d'un recueil rival. Vous me vanti- z l'autre jour l'*Anthologie* publiée chez Lemerre, et vous m'avez même engagé à la lire. Je ne veux pas porter la guerre sur votre terrain. Vous conviendrez pourtant qu'une *Anthologie* où l'on réserve une place à la poésie du dix-neuvième siècle est terriblement incomplète lorsqu'on n'y rencontre aucun des noms que je vais vous citer : madame Ackermann, Armand Barthet, le marquis de Belloy, madame Blanchecotte, madame Riom, Louis Bouilhet, Joseph Boulmier, Auguste de Châtillon, Alphonse Daudet, Félix Franck, Albert Glatigny, le comte de Gramont, Louis Ménard, Edgar Quinet, Armand Renaud, mademoiselle Louisa Siefert, Charles Coran, Armand Silvestre, Albert Mèrat, sans compter que, pour les siècles précédents, j'y cherche vainement Passerat, Voiture, Benserade, Segrais, Bertin, Parny, Andrieux. Vous voyez que je suis généreux et que je n'use pas de représailles, car en vérité, si le volume du colonel Staaff est bourré jusqu'à la pléthore, le recueil de Lemerre est étriqué jusqu'à la maigreur.

— Je vous dispense de générosité et n'ai que faire de votre indulgence, interrompit brusquement le vieux M. Munier. Personne mieux que moi ne connaît les défauts de l'*Anthologie*-Lemerre. Vous pourrez vous en convaincre en jetant les yeux sur ce calepin où j'ai noté mes remarques critiques et mes *desiderata*. Comme vous, j'ai constaté avec regret, du seizième au dix-huitième siècle, l'absence de plusieurs noms réellement importants, tandis que j'en trouve plusieurs assez peu dignes de figurer dans une galerie qui a la prétention d'être définitive. Bertin et Parny ont évidemment été condamnés sur leur mauvaise réputation, trop justifiée à certains égards, de poètes érotiques et impies, mais il faut savoir distinguer et ne pas prendre les hommes, les écrivains surtout, en bloc. Parny, dans ses poèmes où la licence, loin d'être l'écart, presque involontaire, d'un tempérament impérieux, est réfléchie et froidement préméditée,

s'est inspiré des parties inavouables et inavouées de l'œuvre de Voltaire; mais il a, comme Bertin, des chants élégiaques d'une extrême délicatesse, animés d'une flamme sincère, communicative et que le souffle de la passion vraie doit préserver de l'oubli. Le choix entre ces diverses pièces est sans doute difficile à faire, mais ce n'est pas là une excuse que puisse présenter un éditeur sérieux. Une Anthologie française où l'on se conforme à l'ordre chronologique est une histoire de la poésie nationale. On doit, autant que possible, y marquer les transitions, les points d'attache entre les époques, entre les maîtres et leurs devanciers moins célèbres. Millevoye n'est pas le seul précurseur qu'ait eu Lamartine. Les premières notes attendries ont été murmurées par Bertin et Parny, et c'est trop les punir de leurs erreurs que de ne pas tenir compte de leurs qualités. Je regrette l'absence de l'aimable Andrieux, surtout lorsque je vois accorder une place au faible et prosaïque Collin d'Harleville. Que viennent faire là Destouches et Malfilâtre, l'un avec sa rhétorique d'écolier, l'autre avec sa prétentieuse sécheresse? Passe encore pour Saint-Lambert et Roucher, quoique leur mine soit assez piteuse. Lebrun-Pindare, un de nos meilleurs lyriques, est parfaitement à sa place. Mais pourquoi citer de lui *Arion*, qui est une de ses moins bonnes pièces, lorsqu'on a sous la main des odes admirables? A propos de Lebrun, ne croyez-vous pas qu'il serait bon de demander aux éditeurs d'Anthologies pourquoi ils ne comprennent jamais dans leurs extraits une ode charmante, semi-badine, semi-sérieuse sur Homère et Ossian? C'est un modèle d'enjouement élevé. Le moindre inconvénient des Anthologies c'est que l'on y suit trop volontiers, avec une circonspection, respectable sans doute, mais excessive, les chemins battus. Je ne me plains pas que les mêmes noms y reparassent régulièrement, parce qu'il n'est donné à personne d'inventer à son gré des classiques; ce qui me fâche, c'est que les citations soient presque invariablement les mêmes. On n'explore pas suffisamment nos classiques lorsqu'on veut les faire figurer dans ces sortes de recueils. Il faudrait les sonder, les parcourir en tous sens.

Que diriez-vous de promeneurs qui, se trouvant admis pendant plusieurs semaines à visiter un parc magnifique et s'émerveillant, à juste titre, sur ses beautés, passeraient toujours par les mêmes allées, suivraient toujours les mêmes directions sans exprimer le désir de connaître les parties reculées du parc, de jouir de la fraîcheur des eaux, de pénétrer le mystère des ombrages? Vous penseriez que sous ce respect, sous cette quiétude d'admiration, se cache une certaine nonchalance, et peut-être n'auriez-vous pas tort de le penser. Nos éditeurs d'Anthologies ressemblent en général à ces promeneurs. La richesse variée, la complexité touffue d'un Cor-



neille, d'un la Fontaine semblent les intimider, les déconcerter, et ils ne se lancent jamais à la découverte. Ce qui est vrai des grands classiques ne l'est pas moins des auteurs de second et de troisième ordre. Ainsi de Marie-Joseph Chénier on cite constamment quelques beaux vers tirés du *Discours sur la calomnie* et l'on néglige sa plus belle page poétique : *la Promenade*.

Dans un recueil où l'espace est forcément restreint, où les moindres lignes sont comptées, je ne regarde pas comme très-nécessaire la présence de poètes d'un mérite contestable et qui sont plutôt des curiosités que des exemples, tels que Théophile de Viau et Saint-Amant. Dans tous les cas, si l'on voulait absolument les y mettre, on aurait pu choisir d'autres pièces que *l'Été de Rome* et *Apollon champion*, qui sont d'une médiocrité insoutenable. Les singularités non plus n'auraient pas dû trouver place en un si court volume, et si le colonel Staaff, qui n'est pas à quelques pages près, a pu se passer la fantaisie de citer des vers de George Sand et de Michelet, l'*Anthologie-Lemerre* n'avait pas besoin de nous rappeler que Chateaubriand, artiste accompli en prose, ne parvint jamais à manier le vers avec supériorité.

Les textes sont en général revus avec soin. Il s'est glissé cependant des négligences qu'il sera urgent de corriger. Dans la *Consolation à Du Perrier*, je lis cette strophe :

Tithon n'a plus les ans qui le firent cigale,  
Et Platon, aujourd'hui,  
Sans égard du passé, les mérites égale  
D'Archémore et de lui.

Vous vous étonnez de rencontrer là Platon qui n'y a que faire ; et, en effet, c'est de Pluton qu'il s'agit. Ce pauvre Malherbe n'a du reste pas de chance dans cette *Anthologie*. Quelle serait son indignation, à lui qui rimait avec tant de sévérité, s'il apercevait les deux vers suivants qu'on nous offre sous son nom :

Quand un roi fainéant, la vergogne des rois,  
Laissant à ses flatteurs le soin de ses provinces.

Où diable l'éditeur avait-il l'oreille ce jour-là ? Il aurait été le premier, avec un peu d'attention, à reconnaître que le poète a mis *prin-ces* et non pas *rois*. Il eût été facile également d'enlever deux fautes qui déparent le récit du chasseur, tiré des *Fâcheux* de Molière. Dans une *Anthologie*, la correction parfaite est le devoir strict de l'éditeur.

Les notices sont courtes. Ce n'est pas un défaut, mais pour que

ce soit un mérite, il importe que la rédaction soit d'une pureté irréprochable. Aucune erreur matérielle n'est permise, aucune expression vicieuse ne doit être tolérée. Pour parler en dix lignes de Régnier, de Molière, de Racine, il faut la précision savante, la quasi-infaillibilité d'un Boissonnade, d'un Nisard, ou la présomption d'un magister de village. De ce côté, il y a passablement à redire dans l'*Anthologie*-Lemerre. Clément Marot est de race normande; est-ce une raison pour le faire naître à Caen lorsqu'il est né à Cahors? On peut n'aimer pas Agrippa d'Aubigné, mais en se bornant à écrire qu'il fut « un des plus turbulents partisans du protestantisme, » on donne de lui une idée assez inexacte et très-incomplète. Le mot *réagir* appliqué à Malherbe est une faute de ton et jure étrangement avec la langue du dix-septième siècle. On n'imprime pas non plus, à propos de la Fontaine, que « Fouquet se l'attacha comme poète » ni qu'il « embrassa la cause de son protecteur disgracié. » Tout cela est au point de vue moral d'une impropriété absolue. Quant à la *Coupe enchantée*, on pouvait nous apprendre qu'elle est restée au répertoire, sans nous annoncer qu'elle y est *actuellement encore*, ce qui frise le pléonasme. Peut-être est-il un peu dédaigneux d'appeler le beau poème de *Jocelyn* une « sorte de roman élégiaque en vers » et de passer sous silence dans l'œuvre poétique de Sainte-Beuve, les *Pensées d'août*. Le poète aurait peut-être aussi bien fait de ne pas les écrire; mais puisqu'il les a composées, l'histoire littéraire n'a pas le droit de les supprimer. Dès qu'on jugeait convenable de mentionner qu'Alfred de Musset était fils d'un littérateur disciple de Rousseau, il n'y avait aucun inconvénient à compléter cette indication en rappelant que Musset-Pathay fut aussi l'historien du philosophe genevois. M. Leconte de Lisle est assez notre contemporain et sa bibliographie doit être assez familière, surtout à son éditeur, pour que l'on sache qu'il n'a pas publié les *Poèmes antiques* dans la *Revue des Deux Mondes*. C'est après ce premier volume que M. Leconte de Lisle a inséré plusieurs pièces de vers dans cette *Revue*. Je ne suis pas fanatique du talent de Pierre Dupont. La camaraderie politique a été pour beaucoup dans le succès obtenu par ce chansonnier. Cependant je me permets de trouver un peu sèche la notice suivante :

« Pierre Dupont, Lyonnais, devint populaire, vers 1848, par des *chansons* qu'il improvisait et qu'il mettait lui-même en musique. » Franchement, l'auteur des *Bœufs*, de *Ma vigne*, des *Louis d'or*, de la *Mère Jeanne* méritait mieux que cet étranglement de première classe. Ses refrains vivront plus que bien des sonnets guindés et des odes pompeusement tourmentées.

Vous ne me reprocherez pas, je le suppose, à mon tour, en paro-

diant le mot du bonhomme, d'être lynx envers mes adversaires et taupe envers mes amis. Je distingue nettement et relève sans faiblesse les défauts de l'*Anthologie*-Lemerre. Pourtant, tout bien considéré, je persiste dans mon sentiment et la préfère aux *Lectures choisies*. Encore, lorsque je parle de préférence, convient-il de ne rien laisser dans le vague. Ce qui me rend particulièrement sévère pour le recueil du colonel Staaff, c'est l'énumération — une inscription véritable — que je trouve sur la couverture. Souffrez que je vous lise tout au long ce morceau : *Ouvrage désigné comme prix aux concours généraux de 1868-1872. Distribué aux instituteurs de France, par Son Excellence M. le ministre de l'instruction publique; adopté et recommandé par la commission des bibliothèques, ainsi que pour les prix et les bibliothèques de quartier; honoré des souscriptions des ministres de l'instruction publique, de la guerre, de la marine, etc.; décerné en prix dans les lycées, collèges municipaux et écoles communales de la Seine, du Loiret, de l'Aube, de l'Aveyron, etc., etc.*

Ouf! soufflons un peu, mais ne désarmons pas. Voilà un livre qui, si j'en crois sa couverture, va dans beaucoup de mains où je ne suis pas précisément d'avis qu'il doive aller. Je ne m'oppose pas à ce que les volumes des *Lectures choisies* ayant trait aux époques classiques soient répandus dans les collèges de l'Aveyron et dans les lycées du Loiret, mais si j'avais qualité pour mettre le holà, je serais, à cet égard, l'adversaire déclaré de ce dernier volume; et savez-vous pourquoi? Parce que, dussé-je vous scandaliser, il renferme trop de poètes et pas assez de maîtres, trop d'échantillons et pas assez de modèles. On ne doit offrir à la jeunesse que des formes achevées. Le mélange n'est pas bon pour elle, parce que le discernement n'est pas son fait. Le beau doit être son milieu et son atmosphère. Hors du beau, point de salut pour elle, c'est-à-dire point d'éducation.

Laissons maintenant, s'il vous plaît, ces observations de détail, et ne craignons pas de nous élever. La critique des deux *Anthologies* ne s'applique pas seulement à leur valeur intime et absolue; elle est surtout déterminée et inspirée par le but éducateur que l'une et l'autre poursuivent. Pris en soi, le volume du colonel Staaff me semblera tolérable, et je comprendrai qu'à la longue on finisse par y flaner assez agréablement. Je souhaiterai au recueil de Lemerre plus d'abondance, plus d'ampleur. Mais ces appréciations se modifient dès que je me trouve en face d'ouvrages destinés à prendre place sur le pupitre de l'écolier. Le recueil circonspect et classique obtient alors mon adhésion sans réserve. Cela tient à l'idée que je me fais de la poésie et de la manière dont elle doit être lue aux différents âges de la vie humaine.

La poésie est ce qu'il y a de plus simple ou de plus raffiné, de plus achevé ou de plus élémentaire. Elle est l'expression familière de sentiments naïfs ou le vêtement splendide, la manifestation irréprochable d'une pensée parfaitement maîtresse d'elle-même. Dans l'un comme dans l'autre cas, elle est également la poésie; elle est digne d'intérêt et de faveur, et tel qui vient d'admirer une églogue de Virgile ou de Théocrite, ne rougit point (et il a raison) de goûter une complainte campagnarde ou un chant populaire. Plus on a d'expérience, plus on a l'esprit cultivé, plus aussi on trouve du piquant et de la saveur à ces oppositions, à ces contrastes. La jeunesse, qui n'a pas eu le temps de faire beaucoup de comparaisons, et qui n'est guère en état d'établir de semblables rapprochements, a besoin de posséder par devers elle une première base de marbre ou de granit. Le confus et le flottant lui sont funestes. La poésie des maîtres fournit tout de suite aux esprits vierges un terrain solide, où ils peuvent marcher sans crainte, s'orienter à leur aise, et, s'ils le veulent, séjourner longtemps.

Une autre considération, plus grave que le souci de la forme, et qui touche au fond, ne doit pas être négligée. Tous les sentiments, toutes les passions se rencontrent dans les classiques. Les faiblesses, les imperfections de la nature humaine y sont analysées et décrites au même titre et avec la même fidélité que ses vertus et ses grandeurs. Cette pleine sincérité de l'art n'est jamais tout à fait exempte de péril pour des âmes de vingt ans; mais la passion chez les maîtres, même en ses ardeurs et en ses emportements, est toujours présentée avec mesure, décence et noblesse. De plus, cette passion, envisagée seulement sous ses aspects généraux, dans sa vérité typique, n'a rien qui s'adresse avec une malignité particulière aux instincts corruptibles, aux penchants dangereux, aux mollesses ou aux perversités de notre nature. Il n'est guère probable que Néron ou Phèdre fasse des prosélytes. Chez les contemporains, au contraire, la passion revêt dans son expression une couleur d'actualité qui la rend pénétrante et contagieuse. Elle est une mode, et comme toutes les modes elle provoque à l'imitation. Vous savez aussi bien que moi combien de cerveaux ont tourné, combien de cœurs ont faussé Byron, Musset et Baudelaire, pour ne parler que de ceux-là. Est-ce à dire qu'il faille proscrire ces poètes, n'ouvrir jamais leurs œuvres, les traiter comme des pestiférés? Non, mais on peut se croire autorisé à les dérober aux regards de la jeunesse. Plus tard, l'homme mûr saura faire la part des affectations, des exagérations, et lorsqu'il découvrira des beautés, il en jouira sans scrupule, ayant été mis tout d'abord sur ses gardes, et préparé à dégager la vérité

psychologique des procédés du métier ou des roueries de l'artiste.

La lecture des poètes contemporains convient aux hommes faits. Ceux-ci forment un public tout indiqué pour les œuvres hardies, où l'on essaye de peindre les mœurs, les sentiments, les tendances des générations actuelles. Ils sont les meilleurs juges de l'exactitude des tableaux, de la vérité des interprétations, puisque la plupart du temps ils ont servi de types et posé comme modèles. Et quand je parle des hommes, je n'excepte pas les femmes. Sans doute, il est dans la poésie d'aujourd'hui des lectures dont elles feront bien de s'abstenir, des ouvrages qu'on devra les engager à ne pas feuilleter, — et là-dessus, on peut s'en fier à l'instinct divinatoire qu'elles possèdent. — Ces réserves exprimées, je ne vois aucun mal pour les femmes à se tenir au courant de la poésie contemporaine, et pour la poésie j'y vois un grand avantage. On dépend de son auditoire, et la galerie agit sur nous plus que nous n'en voulons convenir. Une école poétique qui se préoccupe du suffrage des femmes, qui cherche à leur plaire, sans tomber dans la fanfreluche ni le marivaudage, suivra une voie excellente, et sa production sera fort distinguée. Parmi les poètes de l'*Anthologie*-Lemerre, il y en a deux qui me paraissent avoir obéi à cette disposition morale, et qui en ont été récompensés par l'accent sympathique dans la forme, par l'admirable justesse du ton : ce sont André Lemoyne et André Theuriot. Ils n'auront pas beaucoup à faire pour devenir classiques, car ils observent naturellement cette loi de la dignité et de la pudeur, qui est la première devant laquelle doit s'incliner l'artiste véritable.

A la vieillesse il appartient de reprendre les maîtres pour ne les plus quitter. L'heure des orages, des troubles, des déchirements est passée. La plaine est derrière nous. On est parvenu sur les sommets ; on n'en saurait plus descendre. A quoi bon rentrer dans la mêlée des talents, des ambitions, dans la bataille des réputations à faire ou à défaire ? Pour prononcer en connaissance de cause, il faudrait être au courant de la mode du jour ; savoir d'où partent les impulsions qui agitent pendant quelques mois ou quelques années le monde moral et qui disparaîtront, s'évanouiront bientôt devant des impulsions nouvelles. De tels soins ne conviennent pas aux vieillards. Que la vie mène son bruit ordinaire, rien de plus juste, de plus naturel ; ils seraient fous ou coupables de vouloir l'empêcher. Mais, sans cesser d'être attentive, sans s'abandonner à l'indifférence, qui est le pire des péchés intellectuels, la vieillesse doit s'abstraire de la mobilité contemporaine. Sa tâche est de maintenir la tradition, dont elle est elle-même une partie, un anneau. Le commerce con-

tinu avec les maîtres lui est donc, — à un point de vue tout différent, — aussi nécessaire qu'à la jeunesse. Le visillard qui a bien usé de la vie, qui a consacré ses années viriles à la méditation et à l'étude est l'interprète né des textes immortels. Il est à sa manière un prêtre du beau. Mais, tout en admirant les grandes pages qu'il relit et qu'il commente, il se garde de l'idolâtrie et ne se figure point que le Panthéon des poètes de génie n'a plus à recevoir des hôtes nouveaux. Le culte des classiques rend optimiste et non pessimiste. La fécondité antique est un motif de croire à la fécondité future, nullement de la révoquer en doute.

Pour en finir avec les *Anthologies*, nous accommoderons le différend en réservant les *Lectures choisies*, très-émondées, pour les hommes faits, et l'*Anthologie*-Lemerre, plus étoffée, pour les jeunes gens. Mais je n'ai pas besoin de vous dire, — et vous l'avez sans doute deviné à plus d'un mot qui m'est échappé dans cet entretien, — que ni l'une ni l'autre de ces publications ne répondent à la manière dont je conçois une Anthologie. Un choix tel que je l'entends serait un renouvellement, j'ai presque dit un renouveau pour les classiques. Je ne sortirais pas de l'enceinte consacrée, mais il me semble que je serais assez heureux pour y ouvrir et y faire goûter des perspectives inattendues. La variété dans la sévérité serait mon but, pourrait me servir de devise, de mot d'ordre, et, malgré les difficultés de l'entreprise, j'y resterais obstinément fidèle.

Tout en discutant ainsi, les interlocuteurs s'étaient insensiblement éloignés du parc et s'étaient engagés sous les belles allées de pins qui s'étendent à droite du Mail de Henri IV. Séduits par les pentes tournantes et assez douces, étagées le long du petit mont Chauvet, nous avions gravi la colline sans presque nous en apercevoir. Nous nous trouvâmes en présence d'un de ces spectacles sévères et grandiosement calmes comme la forêt en offre si fréquemment à ses visiteurs assidus. Le jour était encore dans toute sa beauté; mais on sentait à je ne sais quoi de reposé, à une indéfinissable détente, que l'heure de l'éclatante, de la triomphante lumière était maintenant passée. Les feuillages demeuraient immobiles. Le silence n'était interrompu que par les cris assez rares de jeunes écureuils en gaieté, se poursuivant avec une agilité merveilleuse et sautant brusquement d'un arbre sur l'autre. La chaîne blanchâtre des rochers Bouligny, coupée çà et là par quelques oasis de mousse fraîche et de bruyères en fleurs, formait un premier plan qui s'harmonisait parfaitement avec la masse sombre du Mont-Merle et avec la verdure compacte des *Ventes à la reine*, dont les ondes feuillues et sonores l'entouraient, débordantes et luxuriantes comme les vagues

d'un océan végétal. A l'horizon, vers Bourron et Marlotte, le bleu du ciel paraissait plus clair, et le soleil, en se retirant colorait d'un reflet splendide la riche plaine de Nemours.

— Si les feuilles étaient moins opulemment vertes, s'écria soudainement Marcel Giraud, je dirais volontiers que voilà un magnifique effet d'automne. En vérité, cette forêt est perpétuellement automnale. Est-ce pour cela que vous l'admirez tant ! Je ne méconnaissais pas ce qu'il y a de beauté dans ces vastes lignes, dans ces gorges profondes et tourmentées, dans cette paix magique de l'air, mais, que voulez-vous ? cet ensemble n'est pas assez remuant, assez bruyant pour moi. Il me faut des impressions printanières, quelque chose de moins régulier, de moins solennel, de moins classique, mais aussi de plus jeune et qui chante allègrement à mes oreilles la chanson de la vie !

— Toujours la même erreur, reprit vivement M. Munier. Quel besoin avez-vous des excitations printanières ? Votre propre printemps ne fait-il pas assez de bruit dans votre cerveau ? ne jette-t-il pas assez de flammes, assez de fantasmagories devant votre vue trop facile à éblouir ? Laissez les jouissances réconfortantes et aussi la fine interprétation du printemps aux hommes déjà mûrs, à ceux qui ont vécu, souffert, lutté, qui ont besoin de cordiaux généreux et de puissants élixirs. Vous n'éprouverez que trop tôt la nécessité de recourir à ces inépuisables réserves tenues à notre disposition par la nature. En attendant, accoutumez votre œil à se plaire aux lignes correctes et pures, votre pensée à méditer sur ce qui est achevé, accompli. Familiarisez-vous avec l'éclat et la chaleur des journées d'été, avec la mélancolie instructive des soirées d'automne, comme avec les œuvres éternellement secourables et pacifiantes des maîtres. Le romantisme, même en ce qu'il a de bon, vous ne le goûterez réellement que si vous avez su comprendre et pratiquer le classique.

JULES LEVALLOIS.

---

# LA SOUVERAINETÉ DU NOMBRE

## ET LE GOUVERNEMENT LIBRE

---

### LA LOI ÉLECTORALE

#### III<sup>1</sup>

---

#### LE SUFFRAGE POLITIQUE CHEZ LES ÉTRANGERS.

Nous entendons l'objection : Pourquoi cette étude ? Aurions-nous donc, dans l'ordre politique, quelque chose à apprendre de l'étranger ? N'avons-nous pas nos immortelles conquêtes de 89, de 93, du 18 brumaire, de l'an VIII, de 1830, de 1848, des 10 et 2 décembre, du 4 septembre, de la Commune enfin ? La France n'est-elle pas à la tête du mouvement européen ? N'est-elle pas la grande initiatrice des libertés politiques ? ne les a-t-elle pas enseignées aux nations ? ne les a-t-elle pas portées depuis Cadix jusqu'à Moscou, avec les éclairs de ses baïonnettes et le feu de ses pensées ? — Ainsi parlent nos bonnes et nos mauvaises passions, le légitime orgueil national et l'ambition du pouvoir à tout prix. Ainsi parlent surtout l'ignorance et l'infatuation révolutionnaires.

Mais n'y a-t-il pas temps pour tout, et ne conviendrait-il pas de s'entendre enfin sur les prétendues conquêtes de la Révolution ? Le fait actuel le plus clair est l'état stationnaire de la France entre 1789 et 1870, en présence de l'accroissement des puissances rivales, et la conquête de l'Alsace et de la Lorraine par la Prusse. Au contraire, avant la période révolutionnaire, la France s'agrandissait d'une province sous chaque règne, même sous les plus mauvais ; sous

<sup>1</sup> Voir *le Correspondant* du 25 décembre 1873 et du 10 janvier 1874.



le règne de Louis XV, elle avait acquis la Corse et une partie de la Lorraine.

Nous savons la hauteur avec laquelle l'orgueil révolutionnaire repousse ces réclamations du bon sens et du patriotisme : il s'agit bien vraiment de grandeur nationale, de force matérielle ! La France n'est-elle pas le soldat du genre humain ? Les conquêtes de la Révolution ne sont-elles pas des conquêtes morales, faites dans l'intérêt de l'humanité tout entière ? Ne sont-elles pas la liberté de conscience, l'égalité devant la loi, la liberté politique ? A cette nouvelle forme d'idolâtrie, l'idolâtrie de l'humanité, ne pourrait-on pas se contenter de répondre avec Molière :

L'ami du genre humain n'est pas du tout mon fait.

Conquêtes morales, tant qu'on voudra : l'Alsace et la Lorraine me sont plus chères.

Mais, alors même qu'on suivrait l'orgueil révolutionnaire sur son terrain favori, l'intérêt non de la France, mais de l'humanité, ses prétentions ne seraient pas mieux fondées. Il est vrai que les nations civilisées ont beaucoup à apprendre les unes des autres ; mais, dans cet ordre d'enseignement mutuel, la réalité dément le vain étalage de mots à effet. Les nations préoccupées d'offrir leurs exemples à l'admiration du monde sont celles qui ont le plus à apprendre et le moins à enseigner. Les nations stables et limitées à leur vie propre, plus désireuses d'imiter ce qui est bien chez l'étranger que de lui offrir des modèles, sont celles qui ont le moins à apprendre et le plus à enseigner.

Dans l'ordre militaire, la France révolutionnaire et césarienne croyait n'avoir rien à conserver de son passé, rien à apprendre de la Prusse. Elle avait oublié et n'avait pas appris. Hélas ! quel cruel démenti elle a reçu des événements ! Qui veut se rendre assez fort pour prendre doit commencer par apprendre. Mais qu'y faire ? le tempérament révolutionnaire est si dérégulé, si mauvais ! il a les passions, surtout celle de l'ambition, si vives et si absorbantes ! il ramène si fortement les nations aux faiblesses de la femme et de l'enfant ! il concentre si bien toute leur existence sur un point du temps et de l'espace, par exemple sur l'invasion des Tuileries ou du palais Bourbon, dans telle ou telle journée, qu'il ne faut pas s'étonner s'il suspend leur croissance. Il est naturel qu'elles cessent de grandir en devenant révolutionnaires. Ce temps d'arrêt est un phénomène normal.

Quant à la liberté de conscience et à l'égalité devant la loi, elles existaient aux États-Unis, en 1778, lorsqu'une armée commandée

par des gentilshommes français passa l'Océan pour les défendre ; elles ont pris dans les lois étrangères la place qui leur appartient par le mouvement naturel des idées, sans aucun emploi de notre triste procédé révolutionnaire ; elles se sont développées partout, même en Italie avant son affranchissement, sous le gouvernement des prêtres, sous le règne des archiducs, sous les pieds du soldat étranger. Est-ce que la liberté politique ne fleurit pas, avec des suffrages plus ou moins limités, en Angleterre, en Hollande, en Italie, ces peuples si divers par la race et la langue, et à nos portes, chez une nation sœur, la Belgique ? N'est-ce pas la puissance antérieure de l'esprit français, puissance affaiblie depuis, mais grande encore, qui a produit les magnifiques aspirations de 1789 ? Ne sont-ce pas l'absurdité des moyens, la violence émeutière et le vote illimité, dernière conquête de cette violence, qui ont produit et dix fois reproduit nos avortements ?

Les anciens comptaient comme nous les suffrages, mais les *pesaient* plus encore qu'ils ne les comptaient. Au sein de la république romaine, tous les hommes libres votaient, mais par classes : ceux qui étaient plus pesaient plus dans la balance politique. L'effort ascendant des classes inférieures vers le pouvoir politique produisait les luttes du forum. Elles ont mis cinq siècles à conquérir, par des concessions successives, le vote des affranchis et l'égalité des classes. L'histoire de cette lutte est celle de la liberté romaine. L'avènement des masses au droit politique a produit l'ère des Césars. A peine aux mains de la passion et de l'ignorance populaire, le pouvoir a été confisqué par la haute ambition, dans un intérêt d'ordre et de stabilité. Notre première révolution a parcouru en quelques années, celle de 1848 en quelques heures, les phases qui ont rempli les cinq siècles de la république romaine.

Notre première Assemblée constituante avait adopté, la Prusse a reproduit des combinaisons qui impliquent une certaine pondération des votes. L'exemple des nations les plus prospères, les plus libres, les plus sages, condamne le vote illimité ; mais l'illusion révolutionnaire résiste à l'évidence, elle ne s'évanouit sous une forme que pour se reproduire sous une autre. On convient qu'en effet le suffrage universel peut avoir ses côtés alarmants, irrationnels ; mais, ajoute-t-on immédiatement, c'est une de ces concessions qu'on aurait dû ne pas faire, mais sur laquelle on ne peut pas revenir, un fait accompli, irrésistible, un fait éminemment français. Nous sommes ainsi constitués.

Oh ! qu'on ne se paye pas de ces mots superficiels sous leur profondeur apparente. Serions-nous donc une autre humanité que nos ancêtres et que les nations européennes mûries sous le même cli-

mat, placées dans les mêmes conditions économiques? Comment! une institution est irrationnelle, entachée de violence à son origine, on le reconnaît, et on n'en persiste pas moins à la déclarer éminemment française! Mais c'est nous mettre hors les lois de la raison; c'est tomber de l'adulation dans l'insulte; c'est nous abaisser trop bas après nous avoir élevés trop haut. Non, la France n'a pas perdu le bon sens. Elle a parcouru, il est vrai, en moins d'un siècle, tous les degrés de la grandeur et de la faiblesse politique et militaire; mais elle peut encore se retrouver elle-même, ressaisir dans les traditions trop méconnues de son glorieux passé, dans les exemples trop ignorés de ses trop puissants rivaux, les éléments d'ordre et de stabilité que la révolution lui a ravés.

Suivant un langage auquel M. Thiers a renoncé, mais qu'il parlait avec grandeur à l'époque de la discussion de la loi du 31 mai, la France subit la domination de « minorités factieuses qui, ne s'étant imposé le respect d'aucune loi, ont mis le soin le plus astucieux à enchaîner son avenir par de mauvaises lois<sup>1</sup>. » Que serait-il arrivé si, au lieu de se laisser dominer par ces minorités, elle leur avait imposé le respect d'elle-même et de son histoire, si, au lieu de vouloir réformer le monde, elle s'était bornée à sa croissance propre et à de sages emprunts aux lois étrangères? Oh! le cours des événements eût été tout autre! Non-seulement elle n'aurait pas perdu la Lorraine et l'Alsace, mais elle aurait acquis ses frontières naturelles, les limites de l'ancienne Gaule, bien plus facilement que la Prusse n'a conquis l'Allemagne. Elle ne serait pas aujourd'hui rivée à ce détestable système électoral qui inquiète et absorbe ses gouvernements, les paralyse et les exaspère, les réduit à l'impuissance et les pousse aux aventures, et la fait passer aux yeux du monde, quelquefois même à ses propres yeux, pour une nation ingouvernable et sur la pente de sa ruine.

Cessons donc de nous prendre pour une autre humanité que les peuples étrangers, et cherchons la réforme électorale dans le droit commun aux autres nations.

#### RUSSIE.

Nous n'avons pas d'exemple positif à demander à la Russie. Sans Constitution écrite, toute sa machine gouvernementale est entre les mains de l'empereur, ou plutôt d'un conseil des ministres et d'un

<sup>1</sup> *Moniteur officiel*. Session de 1850, p. 1804.

grand conseil nommés par lui et imprimant l'impulsion au colosse russe par une bureaucratie assez bien organisée. La Russie a toutefois quelque chose à nous apprendre : elle nous montre, chez la race qui a le plus de ressemblance avec la nôtre, chez la race slave, la volonté d'un seul beaucoup mieux réglée, beaucoup moins affranchie des freins nécessaires, que ne l'est en France la volonté de tous, et poursuivant avec succès, à travers les siècles, le triomphe des ambitions nationales, tandis qu'en France la volonté de tous n'a su que compromettre et mutiler l'œuvre antérieure à son règne, soit qu'elle exerçât elle-même son pouvoir, soit qu'elle l'abdiquât entre les mains des Napoléons. Autant ont été grands les résultats réalisés au profit de la race slave, avec des efforts relativement médiocres, par les armes et la diplomatie russes ; autant ont été malheureuses, après de bien autres tentatives et d'énormes pertes de sang infligées à la veine française, les armes et la diplomatie de nos gouvernements de suffrage universel. Voilà pour la grandeur nationale. Nous toucherons plus loin le point éminemment sensible et dangereux de cette énorme question : le respect dû à la dignité humaine.

La différence des conditions politiques, économiques, sociales, est telle, entre l'ancien et le nouveau monde, qu'il serait puéril de n'en pas tenir compte dans la comparaison des lois électorales : on s'en fera une idée par le seul fait de la densité de la population, qui est quinze fois moindre aux États-Unis qu'en France. Il y a en France 1 habitant pour 1 hectare 40 ; aux États-Unis, 1 habitant pour 21 hectares : différence qui se combine avec bien d'autres, mais qui suffit, à elle seule, pour donner au nouveau monde mille facilités de gouvernement dont l'ancien est dépourvu.

Commençons par l'Europe, et divisons-la en deux catégories : les nations qui ont admis le suffrage illimité et celles qui ont gardé le suffrage restreint. Oh ! la France mise à part, la première catégorie n'est pas considérable ! Elle ne comprend que deux nations formant à peine 1/16<sup>e</sup> de la population européenne, et ces deux nations sont les plus anarchiques de l'ancien monde : le lecteur a déjà nommé la Grèce et l'Espagne.

Il y a, dans le monde matériel comme dans le monde moral, dans la vie des nations comme dans celle des âmes, des affinités singulières. Par exemple, on trouve dans les mêmes gisements le cobalt et le nickel, métaux réfractaires et d'une extraction difficile ; dans les mêmes âmes, la présomption et la faiblesse, l'athéisme et l'immoralité ; chez les mêmes nations, la confiance illimitée dans la nature humaine et le désordre, le suffrage universel et l'anarchie.

## GRÈCE.

La constitution des Hellènes du 16 novembre 1844 pose en principe l'élection, par le suffrage direct, universel et au scrutin secret, non-seulement des députés<sup>1</sup>, mais des autorités communales<sup>2</sup>. Elle édicte également le maintien d'une garde nationale<sup>3</sup>. Les adulateurs de la force et du nombre, sous leurs formes les plus dangereuses, l'armement et le vote illimité, se trompent lorsqu'ils font dater l'avènement des masses au pouvoir politique, de notre bouleversement de 1848. La Grèce a pris cette triste initiative, dès l'année 1844, et s'en est trouvée fort mal comme la France.

Il y a plus, en Grèce comme en France, le suffrage universel est éclos, non du consentement libre de la nation et de la discussion courtoise, mais d'un déchirement révolutionnaire. Il a été inséré dans la Constitution de 1844, sous la dictée d'une insurrection victorieuse. Depuis cette époque, la Grèce a été incapable de se gouverner elle-même : elle est devenue la proie de l'intrigue et du brigandage.

## ESPAGNE.

Les pères de la doctrine démocratique du suffrage universel envisagé comme une religion et un droit antérieur et supérieur, non-seulement aux intérêts, mais aux constitutions, peuvent aussi invoquer l'exemple et l'autorité de l'Espagne; non certes de l'Espagne de Charles-Quint, ni même de la dernière Constitution espagnole, mais des faits actuels, de l'anarchique Espagne qui est sous nos yeux, particulièrement des *intransigeants* de l'Assemblée nommée après l'abdication du prince de Savoie. Les intransigeants se font gloire — leur nom l'indique — de repousser toute transaction, comme si la politique n'était pas une transaction perpétuelle. Étranges politiques, qui prennent pour mot d'ordre un non-sens politique! On sait leurs faits et gestes. Tandis que leur patrie était déchirée au nord par la guerre carliste, ils l'ont déchirée au midi par la guerre sociale, et ils ont fomenté la guerre cantonale sur toute

<sup>1</sup> Article 66.

<sup>2</sup> Article 105.

<sup>3</sup> Article 106.

l'étendue de son territoire. Eh bien, ces intransigeants sont le coup d'essai du suffrage universel espagnol ! Tel a été le glorieux résultat de l'avènement des masses au pouvoir politique dans la patrie du Cid. Est-ce un coup de maître ou un coup d'assommoir ? M. Castelar a demandé la dictature pour le motif très-simple, très-napoléonien, très-plébiscitaire, très-logique, « qu'une nation placée entre l'anarchie et la dictature doit, sous peine de mort, choisir la dictature. » L'Assemblée la lui a accordée. Elle a bien fait : le refus aurait pu produire la dissolution de l'antique nationalité espagnole.

La Constitution des Hellènes est, d'ailleurs, la seule au monde, avec notre Constitution anarchique de 1793, notre Constitution républicaine de 1848, et notre Constitution impériale de 1852, qui pose le suffrage illimité en principe théorique absolu. Ce dangereux phénomène ne s'est pas produit en Espagne. En avril 1836, la Chambre des *procuradores* discutait un projet de loi d'après lequel, pour être électeur, il fallait avoir 25 ans d'âge et appartenir aux plus imposés de la province, au nombre de 150 contribuables par député. L'étroitesse et la rigueur du cens étaient d'ailleurs étendues et tempérées par une large et intelligente introduction de capacités.

La Constitution du 25 mai 1845, remise en vigueur le 15 septembre 1856, et maintenue jusqu'à la proclamation de la république, se borne à édicter l'élection des députés au scrutin direct<sup>1</sup> ; mais elle se garde bien d'enchaîner la nation au suffrage universel à l'exemple des constitutions françaises : au contraire, elle met la capacité électorale, et notamment le cens, dans le domaine de la loi, et délègue aux *Cortès* « le soin de déterminer s'il y a lieu ou non de maintenir la condition du paiement de contributions ou de possession de rente<sup>2</sup>. » Cette dernière disposition fait partie de l'acte additionnel promulgué le 15 septembre 1856 : elle est évidemment, dans la pensée de ses auteurs, une négation du suffrage universel envisagé comme un droit absolu.

#### SUISSE.

La Suisse est, après la Grèce, le pays de l'Europe dont le suffrage est le plus étendu ; mais elle n'est pas un pays de suffrage universel. Non-seulement les enfants de la libre Helvétie ne l'ont pas adopté, mais leur Constitution fédérale en écarte très-fermement la théorie

<sup>1</sup> Article 102.

<sup>2</sup> Article 4 de l'acte additionnel.

par son article 63 ainsi conçu : « A droit de voter tout Suisse âgé de 20 ans révolus, et qui, du reste, n'est pas exclu du droit de *citoyen actif* par la législation du canton dans lequel il a son domicile. »

Cette Constitution est datée du 12 septembre 1848, six mois après la proclamation du suffrage universel en France, et au plus vif de l'effervescence causée par nos discussions constitutionnelles : le rapprochement des dates révèle la pensée de ses auteurs. Les descendants de Guillaume Tell, exercés depuis des siècles à la pratique des institutions libres, ont écarté, comme une dangereuse chimère, la théorie d'après laquelle toute créature humaine porte son droit de vote dans son titre d'homme ; ils ont mis la main sur leurs yeux pour ne pas voir le fait brutal de Février 1848, et, remontant le cours de notre histoire, ils ont puisé leurs inspirations dans les travaux de notre première Assemblée constituante. A son exemple, ils ont divisé les citoyens suisses en deux catégories : les *citoyens actifs*, qui ont à la fois le droit et l'exercice du droit, parce qu'ils ont la capacité, et les *citoyens passifs*, qui ont aussi le droit, mais pour lesquels l'exercice en est suspendu jusqu'au moment où ils auront acquis et fait constater légalement leur capacité.

Toutefois, l'anarchique canton de Genève nous a, comme la Grèce, devancés dans la pratique du suffrage universel. L'article 21 de la Constitution cantonale du 24 mai 1847, acceptée par un plébiscite après une guerre civile, confère l'exercice des droits politiques à tout citoyen âgé de 21 ans. Pétrie de contradictions, l'histoire du suffrage universel échappe à toute règle. On peut toutefois affirmer qu'il existe partout où l'insurrection a dominé l'autorité. Qui a vécu dans le canton de Genève sait qu'il n'a pas en lui les éléments nécessaires au maintien de l'ordre. Sans les milices du canton de Vaud, toujours appelées aux premiers rugissements de l'émeute et attendues avec une fiévreuse anxiété, il serait la proie de sa populace. Il y a, pour un peuple, une humiliation plus profonde que la conquête par ses propres soldats, c'est la conquête par sa populace.

#### PORTUGAL. — SUÈDE. — DANEMARK.

Signalons en passant le Portugal et la Suède, qui subordonnent l'exercice des droits politiques, le premier a un revenu liquide annuel de 100,000 *reis* (612 francs) ; la seconde, entre autres conditions, a l'usufruit d'un immeuble évalué pour l'assiette de l'impôt à la possession de 1,000 *rixdales* au minimum (environ 5,000

francs); et le Danemark, qui exige<sup>1</sup> l'âge de 30 ans, la jouissance d'une réputation intacte, la possession du droit d'indigénat, dispositions qui n'ont rien de commun avec notre suffrage universel; et arrivons à la Belgique, à la Hollande et à l'Italie, affranchies comme nous de tout droit seigneurial, de toute inégalité devant la loi, et très-rapprochées de nous par le climat, la race, les frontières et les mœurs politiques.

## BELGIQUE.

Eh bien, la Belgique, cette sœur cadette de la France, plus sage qu'elle et amicale dans toutes les fortunes, la Belgique subordonne l'exercice du droit politique à la condition de 25 ans d'âge et au paiement d'un cens « qui ne peut excéder 100 florins d'impôt direct, ni être au-dessous de 20 florins<sup>2</sup>. » Un décret du 12 mars 1848, rendu sept jours après ce qu'on a appelé *l'avènement* du suffrage universel en France, fait descendre ce cens à la limite inférieure de 20 florins (42,32) et maintient la condition d'âge.

Ce fut à cette date que le roi Léopold déconcerta les menées et les menaces révolutionnaires par la déclaration suivante : « J'ai accepté, dans un but philosophique et national, un pouvoir monarchique et constitutionnel, et je l'ai exercé dans ces conditions : si maintenant, il convient à la nation belge de se gouverner autrement, je suis prêt à résigner la couronne entre ses mains. » Un mouvement unanime d'opinion le maintint sur le trône. Si, au lieu de parler ce grave et habile langage de la raison, il avait envisagé son droit comme un droit antérieur et supérieur à tous les droits, et l'avait mis aux prises avec le droit national; s'il avait dit : « Mon droit est absolu parce qu'il vient de Dieu, je ne relève que de lui et de mon épée, je n'ai aucune concession à faire; » il est probable qu'il aurait été renversé, et, peut-être aurait-il mérité sa chute. Pourquoi? Parce qu'il aurait perverti, dans un intérêt terrestre, la notion la plus haute qui soit dans l'âme humaine, la *notion de l'absolu*.

L'absolu est dans la volonté divine, parce qu'elle est servie par la puissance et l'intelligence suprême; il n'est pas, ne doit pas être dans les volontés bornées de l'homme, — pas plus dans la volonté d'un seul que dans la volonté de tous. S'il y a une politique sacrée, l'absolu peut être dans cette politique. Mais, pour suivre la pensée philosophique du roi Léopold, la politique humaine est relative et

<sup>1</sup> Article 30 de la Constitution du 28 juillet 1866.

<sup>2</sup> Article 47 et 50 de la Constitution du 20 février 1831.



contingente comme les forces humaines. La révélation, par la bouche de saint Paul, fonde l'autorité sur la notion divine qu'elle en a gravée dans l'âme : « Toute puissance vient de Dieu, » mais elle n'a jamais mis l'absolu dans les volontés humaines.

#### HOLLANDE.

Mais poursuivons et constatons les mêmes faits à propos de cette riche, sage et sérieuse Hollande, qui fut, au seizième siècle, le défenseur de la plus grande de toutes les causes, celle de la liberté de conscience, aujourd'hui définitivement gagnée, mais alors menacée dans le monde entier par Philippe II. Eh bien, la Hollande apprécie tout autrement que nos docteurs du suffrage universel la liberté politique et la dignité humaine.

L'art. 75 de sa Constitution, promulguée en 1815, modifiée en 1840 et 1848, confère l'électorat à tout Néerlandais majeur, payant un cens qui, *eu égard aux circonstances locales*, est fixé par la loi électorale et qui ne pourra être au-dessous de 20 florins ni excéder 160 florins. Pourquoi nos hommes politiques, M. Thiers comme les autres, ne se sont-ils pas inspirés de cette disposition pendant l'agitation électorale qui a duré de 1838 à 1848 ? Il n'en fallait pas plus pour sauver la monarchie constitutionnelle. Au surplus, ils le voulaient, nous avons eu occasion de le dire : mais un accident subversif a renversé leurs projets de réforme avec le gouvernement lui-même. Pourquoi faut-il que la liberté et l'existence de la France soient à la merci de tels accidents ?

#### ITALIE.

La France a fait l'Italie et l'a faite à tout prix : au prix de ses plus anciennes traditions, de ses plus grands intérêts politiques et religieux. Tout unit l'Italie à la France, la reconnaissance, la race, l'effusion du sang français versé à grands flots pour la cause italienne ; sans doute elle va imiter notre suffrage universel ? Aucunement. Le statut sarde, promulgué le 4 mars 1848, et devenu depuis la Constitution du royaume d'Italie, décide<sup>1</sup> que la Chambre élective sera nommée conformément à la loi, mettant ainsi la capacité élec-

<sup>1</sup> Article 39.

torale dans le domaine des choses relatives, contingentes, variables avec les temps et les lieux ; et une loi du 20 novembre 1859, postérieure de quelques mois à la paix de Villafranca, — toutes ces dates ont leur éloquence, — subordonne l'électorat politique aux conditions suivantes : 25 ans, savoir lire et écrire, payer en contributions directes un cens de 40 livres. La condition de cens est d'ailleurs mitigée par une très-large introduction de capacités.

Cette loi est excellente. On y reconnaît l'habileté du roi Victor-Emmanuel et de ce M. de Cavour qui a si désastreusement dupé Napoléon III, et qui a inspiré à M. de Bismark la tentation d'en faire autant. Elle a très-efficacement contribué au succès avec lequel l'Italie poursuit, depuis quatorze ans, l'accomplissement d'une œuvre jugée à son début impossible par nos meilleures têtes politiques. Les ennemis de l'Italie ne pourraient lui souhaiter, pour la plus noire des ingratitude, de plus cruel châtiment qu'un gouvernement de suffrage universel. Mais les Italiens ne paraissent pas jusqu'à présent devoir donner cette satisfaction à leurs ennemis.

#### AUTRICHE.

Les membres de la Chambre des députés ont été nommés jusqu'à l'année 1871<sup>1</sup> par les diètes provinciales des royaumes de Bohême, Gallicie, Dalmatie et Lodomérie avec le grand-duché de Cracovie, de l'archiduché d'Autriche en deçà de l'Ems, etc.; et ces diètes étaient nommées elles-mêmes d'après des lois électorales indéfiniment variables. Actuellement l'élection est directe, mais les lois électorales continuent à être aussi multiples que les races et les provinces qui forment l'empire d'Autriche. L'Autriche, on le voit, est, dans l'ordre gouvernemental, aux antipodes de la France. Il est inutile de pénétrer dans ce dédale.

#### ALLEMAGNE DU NORD.

Malgré des contrastes essentiels, l'Allemagne du Nord offre à notre examen des analogies très-instructives : aux termes de la constitution fédérale du 24 juin 1867, le Reichstag, ou la diète, qu'il ne faut pas confondre avec le conseil fédéral, « émane d'élections universelles et directes qui, jusqu'à ce qu'il soit rendu une loi électorale

<sup>1</sup> Loi fondamentale du 21 novembre 1867, articles 6 et 7.

*et fédérale*, auront lieu conformément à la loi en vertu de laquelle a été élu le Reichstag de la Confédération du Nord. » En fait, cette première diète a été élue par un suffrage quasi universel. Mais ce fait ne prouve rien en faveur de la théorie dogmatique du suffrage universel. Car la constitution fédérale réserve cette question et subordonne l'exercice des droits politiques aux lois ultérieures.

D'ailleurs cette diète a été nommée sous l'impulsion d'une presse stipendiée par M. de Bismark, et ses discussions ne portent que sur les grands objets de l'ambition nationale : le suffrage universel ainsi mené et pratiqué n'offre aucune prise aux passions antisociales et n'intéresse aucune ambition personnelle à les faire naître. Il s'agissait de balayer les traditions, les intérêts, les attachements particularistes, au souffle d'une grande idée et d'une grande émotion patriotique. Le suffrage universel était un instrument bien approprié à cette œuvre, à la fois de destruction et d'entraînement. Hélas ! nous en avons trop ressenti la massive impulsion. Il y a deux éléments dans le suffrage universel, son désordre et sa puissance : nous n'avons pris que le désordre tel que l'émeute et ses doctrines nous l'ont inoculé. Les politiques prussiens n'ont pris que sa puissance et l'ont déchaînée sur nos divisions.

C'est donc à tort qu'on s'est prévalu d'un article transitoire et d'un expédient politique, pour affirmer l'admission du vote illimité par la politique allemande. Le simple examen de la constitution prussienne du 31 janvier 1850, modifiée depuis dans beaucoup de ses dispositions, mais pleinement maintenue dans celles qui sont relatives à la capacité électorale, dément cette assertion superficielle. Aux termes de l'art. 71, le suffrage est à deux degrés, et les électeurs du premier degré sont divisés en trois sections, dont chacune paye un tiers de l'impôt total, et nomme un nombre égal d'électeurs du second degré : combinaison qui confère des droits politiques égaux à des catégories très-inégales en nombre.

Ce mode de suffrage est défavorable aux catholiques, parce qu'ils sont, en moyenne, moins riches que les protestants. Il en résulte que, dans les pays où les deux cultes s'exercent simultanément, — il y en a beaucoup en Allemagne, — les protestants ont souvent la majorité dans les deux premières classes, et par suite disposent des élections, alors même qu'ils sont en minorité relativement à l'ensemble de la population. Les catholiques du parlement se préparent à réagir contre cet obstacle en proposant le suffrage direct et universel. Leur proposition sera rejetée, et ils n'auront, en définitive, qu'à se féliciter de ce rejet. Car les passions qu'engendre le vote illimité seraient plus funestes au catholicisme allemand que l'hostilité actuelle de Bismark.

Cette division en trois classes reproduit dans une certaine mesure le système de notre première Assemblée constituante, qui avait distribué les représentants suivant les trois proportions du territoire, de la population et de la contribution directe. Elle rappelle surtout les classes, curies et tribus romaines, égales en droit, inégales en nombre, qui se sont disputé le pouvoir pendant cinq siècles, jusqu'au moment où le triomphe du nombre a produit le césarisme.

C'est ainsi que notre heureuse rivale entend l'électorat politique, comme rouage régulier de gouvernement, dans ce mouvement quotidien d'affaires intérieures, qui soulève inévitablement ce que l'on appelait, au dix-huitième siècle, le problème de l'inégalité des conditions humaines, ce qui est aujourd'hui la douloureuse et redoutable question des riches et des pauvres.

C'est sur cette question que le suffrage universel pose inévitablement le débat politique. Sa pratique prolongée provoquerait, au sein de la race teutonne, des convoitises plus âpres et des explosions plus violentes qu'en France. L'écrivain le plus entraînant de l'Allemagne socialiste faisait dater l'avènement d'un quatrième ordre, de la proclamation du suffrage universel en France. Actuellement Karl Marx, le grand chef de l'Internationale<sup>1</sup>, déplore la chute de la Commune, comme un des plus grands malheurs qui aient frappé l'humanité, et il attend le chant du coq gaulois pour mettre en mouvement son armée internationale. Telles sont, depuis l'avènement des masses à la vie politique, les énormités que l'on propage en notre nom. Où sont et le charme et la puissance, et les séductions irrésistibles de l'ancienne, de la vraie propagande française ? Toutefois, si les socialistes allemands attendent notre vote illimité, ils attendront longtemps. Les hommes politiques qui nous ont fait une si rude guerre ne pratiquent pas chez eux les théories funestes de nos doctrinaires démocrates. Ils ne mettront pas le feu aux poudres. Ils ne proclameront pas le suffrage universel.

#### ANGLETERRE.

Que n'a-t-on pas dit de la liberté et des réformes anglaises ! Depuis 1838, date de notre première agitation électorale, que de fois ne les a-t-on pas opposées à nos gouvernements. Ah ! comme nous nous sentirions à l'aise, en présence d'un corps électoral français, composé d'après les mêmes principes que le corps électoral anglais !

<sup>1</sup> On affirme que M. Karl Marx a été secrétaire et agent de M. de Bismark.

Donnez-nous les lois traditionnelles de la vieille Angleterre, avec ses bills de réforme des 7 juin 1832 et 15 août 1867, et nous vous promettons de sauver la France, non-seulement de la sauver, mais de la relever avant dix ans, non-seulement de la relever, mais de lui donner le gouvernement libre.

Esquissons quelques traits de ces mœurs et de cette législation électorales. On sait où en étaient nos voisins, au début du dix-huitième siècle, entre 1705 et 1712, sous Horace Walpole : on n'ignore pas ces rouleaux de livres sterling qu'il glissait, doucement et secrètement, dans les mains douteuses et qui seraient, d'après les mauvaises langues, l'origine de la poignée de main parlementaire. — Honni soit qui mal y pense ! — A partir de ce ministre et de son expulsion comme concussionnaire et corrupteur, jusqu'à la grande époque des Sheridan, des Fox, des deux Pitt, l'histoire électorale de l'Angleterre ne brille pas par la pureté. Vers l'année 1780 surtout, la corruption électorale était énorme, avouée, patente. La vénalité des élus suivait la vénalité des électeurs. Les titres et les pensions étaient un moyen habituel de gouvernement et d'action sur les votes. Pourtant, une grande gloire et une grande puissance sont sorties de cette corruption presque séculaire. C'est l'ascendant de la tribune anglaise qui a coalisé l'Europe contre la Révolution française, sous sa forme démagogique et sous sa forme césarienne. C'est la tribune anglaise qui a vaincu Napoléon I<sup>er</sup>. Comment des germes si corrompus ont-ils pu produire de tels fruits, tandis que nos sublimes aspirations de 1789 avortaient douloureusement ?

Sans doute, la nature plus tempérée du caractère anglais, et diverses causes morales et religieuses sont pour beaucoup dans ce contraste, mais il y a une cause plus simple et plus immédiate : en Angleterre, le développement des institutions électorales a suivi son cours lent et régulier, sous la garde de traditions entourées de respect, même d'une tendre vénération, et sans autre impulsion que le mouvement naturel des idées. L'énergie française, au contraire, se dérègle et s'épuise par d'incessantes ruptures avec le passé de la France. Une nation qui méprise son passé, tel est, dès le début, le caractère de notre révolution. Notre législation électorale est balottée d'un extrême à l'autre par l'idéologie et le pouvoir absolu. Nous avons plus d'une fois étourdiment franchi en quelques instants, d'un bond progressif ou rétrograde, l'espace que la république romaine et la monarchie anglaise mettent des siècles à parcourir. Nos idéologues ont trop donné. Nos émeutes ont trop pris. Nos coups d'État ont trop repris. Nous avons passé à travers toutes les libertés, la liberté électorale comme les autres, sans jamais savoir nous arrêter à temps.

Les Anglais avaient les abus, nous avions la révolution, qui est à l'abus ce que l'incendie est à la fumée, ou, si l'on veut, l'abus élevé à sa plus nuisible puissance. Ils ont entretenu patiemment la flamme d'un foyer plus modeste mais mieux réglé que le nôtre. Cette flamme s'est purifiée et a jeté une lumière éclatante sur l'Orient et sur l'Occident, sur les États-Unis et sur les Indes, tandis que la France, repliée sur elle-même, consumait sa vie à faire et à relever des ruines.

Entre 1780 et la réforme de 1832, la tribune de l'Angleterre a éclairé le monde, malgré les innombrables abus de sa constitution électorale. Il s'en faut de beaucoup que cette réforme les ait tous supprimés. Les bourgs pourris mettaient un grand nombre d'élections entre les mains de quelques francs-bourgeois, *freeman*, placés eux-mêmes sous la dépendance de quelques grands seigneurs : docile au sentiment public, mais respectueuse pour les droits acquis, la réforme de 1832 atténua cette inégalité, ou, si l'on veut, ce scandale, par la réduction du privilège électoral des *freeman* à ceux qui le possédaient au 1<sup>er</sup> mars 1832. Elle abaisse à 10 livres sterling dans les villes la condition du revenu, pour ceux qui, au 31 juillet de l'année des élections, sont imposés depuis un an au moins à la taxe des pauvres à raison des biens possédés ; et elle édicte des dispositions analogues dans les comtés.

Ces dispositions longues, méticuleuses, empreintes à chaque ligne de réserve et de défiance, n'en eurent pas moins pour effet d'augmenter notablement le nombre des électeurs : aux élections de 1839, ce nombre fut de 780,342 pour l'Angleterre et le pays de Galles, de 77,928 pour l'Écosse, et de 98,006 pour l'Irlande, soit 956,276 électeurs pour 26 millions d'âmes, et environ 1 citoyen actif pour 7 individus mâles et majeurs. L'égalité proportionnelle n'était, d'ailleurs, aucunement observée : l'Irlande n'avait qu'un député pour 76,000 âmes, tandis que l'Écosse en avait un pour 38,000, l'Angleterre et le pays de Galles, un pour 28,000.

Les élections anglaises marchèrent ainsi et marchèrent bien jusqu'en 1851, époque à laquelle l'agitation électorale commença à renaître, mais à la manière britannique, dans les termes les plus pacifiques. L'année suivante, la difficulté était portée devant la Chambre des communes, et le premier ministre, lord John Russell, posait la question dans les termes suivants : « En présence du calme des esprits en Angleterre, tandis que, pendant quatre ans, l'Europe a été agitée par les révolutions, ne serait-il pas possible d'étendre le droit du suffrage qui, depuis des siècles, a assuré d'une manière égale les prérogatives de la couronne, l'autorité des deux Chambres du Parle-

ment, ainsi que les lois et les libertés du peuple<sup>1</sup> ? » D'après le premier ministre, « il eût été dangereux de vouloir que les comtés et les villes jouissent seuls de la représentation, en excluant les bourgs composés de peu d'électeurs ; on aurait, par là, risqué de détruire l'équilibre de la Constitution. » Cette timide réforme était faiblement soutenue par les radicaux anglais — Dieu donne à la France de tels radicaux ! — et faiblement attaquée par les tories, elle n'était pas adoptée lorsque le ministère Derby-Disraëli-Walpole remplaça celui de lord John Russell.

La discussion continua devant la Chambre des communes et porta notamment sur la tradition ancienne, — tradition monstrueuse aux yeux de nos infaillibilités démocratiques, — d'après laquelle les électeurs votent par une levée des mains (show of hands). M. Cobden réclamait le secret du vote. M. Walpole, de la famille de l'ancien Walpole, repoussa cette proposition dans un intérêt qui va bien étonner beaucoup de politiques français, dans l'intérêt de la dignité du caractère anglais. « En Angleterre, dit-il, il est de principe que quiconque a un mandat à remplir doit le faire sous l'influence et le contrôle de l'opinion publique... (Applaudissements.) Je ne vois pas pourquoi l'électeur serait moins responsable que ne l'est le représentant lui-même devant un tribunal plus élevé. L'innovation du secret serait fâcheuse pour le caractère du peuple anglais. La facilité du mystère ouvrirait la porte à la fraude et aux rancunes personnelles et politiques... » Tout le monde se rappelle la citation faite par sir Robert Pell exposant les effets du vote au scrutin secret sur la population de Rome : « Dans cette opération, l'électeur perd le sentiment de sa dignité, et la conscience du juste et de l'injuste lui échappe, lorsqu'il exerce son vote contrairement à ses engagements : *Tabellas proposcit, stylum accepit, caput demisit, neminem veretur, se contemnit.* »

L'amendement de M. Cobden fut rejeté et l'ensemble du projet ajourné. La patiente Angleterre attendit la réforme jusqu'au bill du 15 août 1867, qui est actuellement en vigueur. Le suffrage anglais, tel que ce bill l'a fait, diffère autant de notre suffrage universel, qu'une statue antique un peu vieillie, mais sculptée et vingt fois retouchée par la main grave du temps, ce grand maître de la politique, diffère de la brusque et violente ébauche improvisée par l'apprenti téméraire, qui défait et refait l'œuvre du maître, au gré d'un caprice éphémère, en dépit des règles partout acceptées, et sans respect pour sa grandeur historique.

<sup>1</sup> Chambre des communes, séance du 9 février 1852.

Le bill de 1867 étend les dispositions favorables de celui de 1832 : dans les villes, aux locataires ordinaires qui ont payé pendant un certain temps les taxes des pauvres en raison des lieux occupés ; et aux locataires en garni, pourvu que le logement fasse partie d'une maison qui, si elle n'était pas meublée, serait d'un revenu net de 40 livres ; — dans les comtés, aux fermiers, tenanciers, occupants qui satisfont à diverses conditions édictées dans un esprit non moins restrictif. Il a eu pour résultat de porter le nombre des électeurs de 1 million à environ 1 million 800 mille pour une population de 51 millions d'habitants, soit une proportion cinq fois moindre qu'en France. Lorsque fut voté notre plébiscite de 1870, nous avions 10,882,255 électeurs inscrits pour une population de 38,000,000 d'âmes. En définitive, le corps électoral anglais excède à peine le cinquième des citoyens mâles et majeurs ; des lois sévères surveillent sa composition et en ferment l'entrée aux masses flottantes et irresponsables, et ses membres sont dégagés de ces masses, par les combinaisons jugées, après de longs tâtonnements et des études approfondies, les mieux faites pour exclure tout élément de désordre. Tel est le corps électoral que la politique Angleterre juge compatible avec la pratique du gouvernement libre.

Il est actuellement question d'un nouveau bill, *reform act*, qui ferait pénétrer plus avant dans le monde agricole les réformes de 1832 et 1867 : voie peu dangereuse, dans laquelle, toutefois, les Anglais ne s'engagent qu'avec la plus extrême circonspection. Car, suivant un terme attribué à un de leurs premiers hommes d'État, et beaucoup répété de l'autre côté du détroit : la réforme de 1867 a été un *saut dans l'inconnu*. Qu'a dû penser notre grande rivale du décret du 5 mars 1848 par lequel nos *messieurs de l'Hôtel de ville*, — cette dénomination est empruntée au langage familier de la diplomatie, — ont porté sans transition notre corps électoral de 200,000 membres à 10,000,000 ?

Si maintenant on fait abstraction de quelques pays anarchiques, tels que l'Espagne, la Grèce, le canton de Genève et de notre vote illimité, à la fois si contraire au droit commun des nations civilisées et si impuissant à nous donner le gouvernement libre, on verra que le corps électoral anglais est le plus considérable de l'Europe, malgré tant de restrictions, et le plus largement ouvert à la marche ascendante de la fortune, de l'intelligence et de l'esprit public. Le pratique et prudent génie de la vieille Angleterre gradue la tâche municipale et politique suivant la capacité présumée, et confie à chacun le soin de faire ce qu'il sait. Aussi elle se gouverne bien et s'étend sur le monde. Sa fortune est colossale. Son système colonial



enserre plus de 200 millions d'âmes. En France, le suffrage universel aggrave les difficultés du gouvernement et abaisse la capacité politique : il charge tout le monde de tout et fait faire les choses les plus importantes par ceux qui les savent le moins. Aussi nous nous gouvernons mal. Nos affaires politiques et militaires sont mal faites. Malgré des supériorités réelles, l'impuissance des résultats contraste douloureusement avec la grandeur de nos efforts ; nous faisons beaucoup de bruit pour une pauvre besogne ; nous rétrogradons tandis que les autres avancent. Notre grandeur est sacrifiée à des engouements de principe, à des mots sonores mais vides.

#### AMÉRIQUE.

Passons maintenant en Amérique : quelques mots d'abord sur le Canada, les républiques espagnoles et l'empire du Brésil ; nous envisagerons ensuite la grande république des États-Unis.

Le Canada prospère sous un régime colonial adouci, mais sévère encore à quelques égards, et, dans son ensemble, calqué sur ces fortes et traditionnelles institutions de la Grande-Bretagne, qui, nous venons de le voir, n'ont rien de commun avec notre vote illimité. Signalons en passant la croissance de la population canadienne d'origine française : en 110 ans, depuis 1763, date du funeste traité de Paris qui céda le Canada à l'Angleterre, cette population s'est élevé de 65,000 à près de 1,100,000, croissance inouïe, cinq fois plus grande que celle dont s'enorgueillit la Prusse depuis 1815, et qui contraste étrangement avec la faiblesse relative des accroissements de notre population européenne depuis la période révolutionnaire, surtout depuis l'avènement des masses au pouvoir politique.

#### LES RÉPUBLIQUES ESPAGNOLES.

Que dire des républiques espagnoles ? Sauf des exceptions respectables et quelques tentatives méritoires pour introduire les restrictions nécessaires, elles possèdent la plénitude des institutions anarchiques, armement, vote, délibération universels sous les armes ; mais, semblables à ces matamores qui ne peuvent faire tout le mal dont ils se vantent, elles n'ont pu aller jusqu'au bout de ces

absurdes systèmes. Elles n'ont pu élever le vote illimité à la hauteur d'un rouage gouvernemental, fonctionnant avec une apparente régularité. Il leur a fallu s'arrêter au *pronunciamiento* militaire, qui est le résultat inévitable de la délibération sous les armes : le désordre dont elles offrent le spectacle au monde n'a d'égal que la confiance présomptueuse qu'elles se témoignent à elles-mêmes, et qu'elles témoignent à la nature humaine par des institutions déraisonnables. Une confiance qui provoque de telles fautes et reçoit de si cruels démentis honore-t-elle l'humanité? Évidemment, non : loin de l'honorer, elle la déprave.

#### EMPIRE DU BRÉSIL.

L'ordre, la prospérité, la croissance de l'empire du Brésil, contrastent avec l'anarchie et l'affaiblissement des républiques espagnoles. La constitution de cet empire reproduit celle de la mère patrie, le Portugal, quant aux conditions d'âge et de cens : elle exige l'âge de 25 ans et la jouissance d'un revenu de 100,000 reiss<sup>1</sup> (612 francs). Mais tandis que l'élection est directe en Portugal, elle est à deux degrés au Brésil<sup>2</sup> : rare exemple d'une loi plus restrictive dans l'immensité du nouveau monde que dans les conditions plus restreintes de la vieille Europe. Pour être électeur du second degré, il faut jouir d'un revenu de 200,000 reiss.

Cette constitution offre en outre quelques particularités remarquables : elle réunit les électeurs primaires en *assemblées de paroisse*<sup>3</sup>, conformément à une tradition pratiquée par la vieille France, et maintenue, dans l'ancien et le nouveau monde, chez les nations (ce sont les plus libres) qui n'ont pas, comme la France révolutionnaire, violemment rompu avec leur passé. De plus, elle commence par reconnaître, dans son article 90, le droit politique de tous les citoyens ; mais, dans les articles suivants, elle en retire l'exercice aux masses encore incapables. Ce procédé d'exclusion rappelle le système électoral de notre première Assemblée constituante, et la distinction qu'elle faisait entre les citoyens *actifs* et les citoyens *passifs*, distinction reproduite explicitement dans la constitution fédérale de la Suisse, et contenue implicitement dans presque toutes les autres constitutions.

<sup>1</sup> Articles 91, 92 et 93.

<sup>2</sup> Article 90.

<sup>3</sup> Article 93.

Le Brésil, qui a le bonheur d'avoir à sa tête un des souverains les plus éclairés de ce siècle, n'a pas de garde nationale ; il subordonne la capacité politique à des conditions plus sévères que la mère patrie, et, dans ces conditions, il se gouverne mieux qu'elle. Mais d'où naît le contraste extraordinaire qui existe entre la prospérité de cet empire et la ruine des républiques espagnoles ? De la race et de la religion ? Non ; car elles sont les mêmes : ces populations sont les unes et les autres de race espagnole ou portugaise, et de religion catholique. C'est donc à la différence des institutions que ce contraste doit être attribué. Telle est la conclusion nécessaire à laquelle aboutit tout esprit libre de préjugés rétrogrades, tout homme sachant se servir de sa raison. En définitive, le procédé révolutionnaire nous a plus fait reculer qu'avancer. Le préjugé révolutionnaire est plus rétrograde que le préjugé d'ancien régime.

#### ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Les docteurs du suffrage universel, et, à leur suite, une presse distraite et imprévoyante, se prévalent de l'exemple des États-Unis, sans avoir pris la peine de regarder ce qui s'y passe. Qu'ils lisent donc la constitution fédérale du 17 septembre de l'an du Seigneur 1787, suivant le langage toujours chrétien des fondateurs de la grande république, ils n'y trouveront aucune affirmation, ou, pour serrer de plus près leurs engouements théoriques, aucune *reconnaissance* du suffrage universel. Cette théorie absolue n'existe que dans trois Constitutions françaises, sur les huit à dix que nous possédons, et dans la Constitution de la Grèce. Mais nos orgueilleux doctrinaires statuent pour le monde entier. Ont-ils besoin de savoir comment il se gouverne ? Sont-ils même de ce monde ? Les pauvres diables qu'abusait Tartufe n'en étaient pas. Loin de grandir, les races gâtées par leurs adulations, faussées par leurs paradoxes, sont rejetées violemment sur elles-mêmes.

Les Anglo-Américains apprécient le droit politique comme les Scandinaves, les Slaves, les Germains, les Anglo-Saxons et les branches encore fécondes de la race latine : ils comprennent que le suffrage illimité

Heurte trop notre siècle et les communs usages ;  
Qu'il suppose aux mortels trop de perfection.  
Qu'il faut fléchir au temps sans obstination,...

Prendre tout doucement les hommes comme ils sont.  
Que c'est une folie à nulle autre seconde  
De vouloir se mêler de corriger le monde...

et surtout lorsqu'on s'est montré moins sage que lui.

Les Anglo-Américains estiment que la capacité électorale doit se régler sur les éléments variables de latitude, de temps, de lieu, de paix sociale, d'avancement intellectuel, moral, religieux, etc. En conséquence, la Constitution fédérale a évité de statuer sur cette capacité, et n'en parle que pour la subordonner à la souveraineté des États. Aux termes de cette Constitution, « les électeurs de chaque État devront avoir les qualifications exigées des électeurs de la branche la plus nombreuse de la législature de l'État <sup>1</sup>. » Rien de plus relatif, de moins doctrinal que les termes de cette rédaction, si bien appropriée à l'humaine faiblesse, et certainement calculée dans le but d'éloigner les théories et les solutions absolues.

Les fondateurs de la grande république étaient des hommes profondément religieux. Au respect le mieux senti pour la nature humaine ils unissaient cette tendre et profonde intelligence de ses infirmités qui date de l'avènement du Christ, et que l'avènement du suffrage universel a obscurcie.

Le vain orgueil de notre dogmatisme politique brille par son absence dans la Constitution fédérale. Pour ne prendre qu'un exemple, M. Gambetta a dit à la tribune du Corps législatif, à propos du plébiscite de 1870, que la république était la seule forme *adéquate* du suffrage universel; et cette formule passablement scolastique fait partie de notre évangile démocratique. Eh bien, elle est infirmée par la Constitution fédérale, qui admet tous les modes de suffrage <sup>2</sup>, et n'en garantit pas moins à chaque État une forme de gouvernement républicain <sup>3</sup>. Nous avons signalé dans la constitution fédérale suisse une combinaison identique, évidemment empruntée aux fondateurs de l'Union américaine.

En fait, en 1834, lorsque M. de Tocqueville publiait sa *Démocratie en Amérique*, sur les vingt-six États dont se composait alors l'Union, dix-neuf exigeaient des conditions de cens; sept seulement, Missouri, Alabama, Illinois, Louisiane, Kentucky, Indiana, Vermont, n'en exigeaient pas <sup>4</sup>. Mais, sauf Vermont, ces États étaient des États

<sup>1</sup> Constitution fédérale, section II, article 1<sup>er</sup>.

<sup>2</sup> Section II, article 1<sup>er</sup>.

<sup>3</sup> Section IV, article 4.

<sup>4</sup> Tocqueville, *de la Démocratie en Amérique*, t. I<sup>er</sup>, p. 309.

à esclaves, où la population noire, généralement plus nombreuse que la population blanche, ne votait pas.

D'ailleurs, le cens est loin d'être la seule présomption de capacité électorale. Dans certains États, à défaut d'inscription au rôle des contributions directes, il faut être chef de famille et maître de maison (*house keeper*). Dans le Vermont, il faut être d'une conduite tranquille et pacifique (*a quiet and peaceable behaviour*) ; dans le Connecticut, avoir une réputation de moralité bien établie (*a good moral character*). L'État de New-York, l'un des plus démocratiques de l'Union, soumet l'exercice des droits politiques à des conditions très-complexes : « Aura droit de voter tout citoyen, âgé de vingt et un ans, qui aura résidé dans l'État un an avant l'élection à laquelle il veut concourir, qui aura en outre résidé pendant les six derniers mois dans la ville ou le comté où doit être émis le vote, et qui, dans l'année précédant les élections, aura payé à l'État ou au comté une taxe foncière ou personnelle, ou qui, étant armé ou équipé, aura durant l'année rempli un service militaire dans la milice. » Les hommes de couleur peuvent voter, mais à condition de payer un cens plus élevé que les blancs<sup>1</sup>.

La Constitution de ce même État édicte la formation de milices bourgeoises, non équipées, non soldées par le trésor public, avec élection des officiers inférieurs par les miliciens, des officiers supérieurs par les officiers inférieurs. Mais tandis que notre loi organique de la garde nationale ordonnait, à titre de garantie constitutionnelle, l'élection directe de tous les officiers par les gardes nationaux<sup>2</sup>, la Constitution de l'État de New-York prévoit les dangers de l'élection même à deux degrés, et, en conséquence, elle statue que, « dans le cas où ce mode d'élection ne produirait pas l'amélioration de cette milice, la législature pourra l'abroger et lui en substituer une autre par une loi, pourvu que ce soit avec l'assentiment des deux tiers des membres présents dans chaque Chambre. »

Pour être plus restrictives que les nôtres, ces lois n'en sont pas moins des lois de liberté très-avancée. Mais les lois de la liberté ne sont qu'un anachronisme et un piège sans les mœurs de la liberté. Ces mœurs existent aux États-Unis. On en jugera par un seul trait, insignifiant au premier abord, mais grave à la réflexion, et méritoire de la part d'une race plus portée à l'ivrognerie que la nôtre : aux États-Unis, les cabarets, ce moteur universel du vote illimité, cette machine de guerre irrésistible entre les mains de la démocra-

<sup>1</sup> Constitution de l'État de New-York, art. 2.

<sup>2</sup> Loi du 22 mars 1831, faite en exécution de la charte de 1830, art. 50.

tie radicale ou césarienne, les cabarets sont fermés les dimanches, les jours de fête et les jours d'élection. Fermez vos cabarets, messieurs les démocrates, si vous tenez à voter raisonnablement. Qui ne sait pas contenir ses plus vulgaires passions ne doit pas prétendre à l'exercice des libertés et des droits illimités.

Ces diverses garanties sont sérieuses, et la fermeture du cabaret par l'ascendant des mœurs et de la raison publiques n'est pas la moins efficace. Cependant l'habile et sage république confie-t-elle son gouvernement à la ville de New-York, cette grande capitale de son luxe et de ses immenses affaires maritimes et commerciales? Non: elle l'établit fortement, sous la garde d'une police et d'une armée inaccessibles à l'embauchage, dans une ville de gouvernement, Washington, citée toute spéciale, soustraite aux agitations de la démocratie, conçue, exécutée, limitée dans sa croissance, conformément au but gouvernemental qui lui est assigné par la Constitution. Autres faits non moins significatifs : à New-York, le suffrage populaire, même restreint, a produit un conseil municipal et une administration concussionnaires, dont les dilapidations se chiffrent par centaines de millions, et les juges nommés par ce suffrage sont tels, que le barreau de New-York hésite à plaider devant eux. Ce barreau vient de déclarer, à l'unanimité moins une voix, que l'élection des juges par le suffrage populaire a fini par vicier la dignité et l'indépendance de la magistrature américaine et par introduire dans son sein les plus tristes habitudes de vénalité et de corruption. Que serait donc cette magistrature si elle émanait d'un suffrage complètement illimité comme le nôtre?

En l'an de grâce 1873, quatre-vingt-dix-sept ans après la déclaration d'indépendance, vingt-cinq ans après notre révolution de Février, la question du vote universel envisagé comme un droit absolu, inhérent à la dignité de chaque créature humaine, ne s'est pas encore présentée à l'esprit éminemment pratique de la grande république. Il est vrai qu'en décembre 1869, à l'ouverture de la session législative, le président a transmis au congrès la liste des États qui avaient ratifié le quinzième amendement à la Constitution, amendement trop présenté en France comme une acceptation du suffrage universel, par une presse distraite et complice inconsciente des maux qu'elle déplore. Il importe de rétablir les faits : cet amendement ne concerne que les affranchis ; il est la conséquence de la suppression de l'esclavage après la guerre de la sécession, et le complément des mesures prises pour la réhabilitation des noirs. Il a mis fin au grand débat sur l'esclavage. Voici la gradation des faits : En 1865, après la défaite des États à esclaves, les noirs sont affran-

chis ; en 1866, ils sont admis à la jouissance des droits civils ; en mars 1870, à la jouissance des droits politiques. Ce quinzième amendement, voté par vingt-neuf États <sup>1</sup>, leur confère le droit, mais ne statue pas sur la capacité, dont l'appréciation continue à appartenir à la souveraineté des États. Les noirs seront citoyens comme les blancs, mais citoyens *actifs* ou *passifs*, votant ou ne votant pas, selon qu'ils seront jugés avoir ou n'avoir pas la capacité.

Le nombre des affranchis était évalué à huit cent mille environ, dont sept cent mille appartenaient aux États du Sud. L'ensemble de ces faits honore l'humanité, mais le résultat de l'avènement des masses noires au droit politique a été profondément triste. Leurs passions et leurs ignorances, vivement exploitées par l'ambition électorale, ont fomenté dans les États du Sud, où elles sont plus nombreuses que les masses blanches, une guerre plus atroce que nos guerres sociales, la guerre de race et de couleur. Ces États ne doivent une sécurité précaire qu'à la dissolution de leurs milices et à l'occupation de leur territoire par l'armée du vainqueur. L'homme est partout le même : partout les mêmes causes exercent sur lui les mêmes effets ; partout le désordre moral, produit par le vote illimité, cherche son correctif dans la compression matérielle.

Toutefois ce danger ne nous inquiète pas outre mesure pour l'avenir de la grande république. Elle puisera les moyens de le surmonter dans l'immensité de son territoire, dans la transportation à *Liberia*, cette petite république noire qu'elle a sagement fondée sur la côte d'Afrique à l'intention des affranchis trop récalcitrants, et surtout dans cette puissante intelligence des réalités pratiques dont elle ne s'est jamais départie. Le vigoureux bon sens du *Yankee* ne se gênera pas pour reléguer tel nombre d'affranchis et d'incapables que les circonstances l'exigeront, dans l'inoffensive catégorie des citoyens passifs.

Qu'il y a loin de ces sages défiances à la confiance un peu naïve de l'idéologie française ! Pourtant cette confiance illimitée dans la nature humaine, que le vote illimité suppose, eût été moins téméraire aux États-Unis qu'en France. Car, chacun le sait, la pratique de la liberté y est plus facile. Mais pourquoi cette différence peu flatteuse pour notre amour-propre national ? C'est la mode aujourd-

<sup>1</sup> Toutefois, la Georgie, ancien État à esclaves, fut retranchée de ce nombre, comme ayant apporté à son vote des réserves qui l'annulaient. Le nombre des États dont la législature avait ratifié le quinzième amendement se trouva ainsi réduit à vingt-huit, chiffre, d'ailleurs, supérieur à la majorité des trois quarts, qui est exigée par l'article 5 pour les amendements à la Constitution.

d'hui de tout rapporter à la race ; il est possible, en effet, que les races saxonnes soient plus tempérées, mieux pourvues de cet esprit de mesure, de transaction et de justesse qu'exige la pratique du gouvernement libre. Dans cet ordre de gouvernement, comme dans l'usage des nouvelles armes de précision,

Un rien de plus, un rien de moins  
Détruit l'effet de tous nos soins.

Mais on a beaucoup exagéré les effets de la race. La qualité entêtait les francs marquis de Molière ; il est si commode de se prévaloir de l'éclat de sa race ! Leur vanité, du moins y trouvait son compte. Mais la race entête notre démocratie en dépit d'elle-même ; il nous convient apparemment de tout expliquer par la légèreté gauloise et la décrépitude des races latines !

« Que voulez-vous, nous sommes comme cela ; telle est notre race ! » Ainsi parle, dans la vie publique comme dans la vie privée, la frivolité toujours prompte à éviter la réflexion, parce qu'elle l'obligerait à changer ses mauvaises habitudes. Mais un tel langage n'explique et n'avance rien. Jeunesse et vieillesse des races ! paroles sonores, mais creuses ! Est-ce que toutes les races ne remontent pas à une origine commune ? Est-ce que les individus d'une même race ne naissent pas également jeunes à toutes les époques ? Est-ce que chaque génération nouvelle n'offre pas une race neuve aux expériences du législateur ? En définitive, nos soldats tirent très-juste quand on les exerce comme il faut ; nos ouvriers travaillent remarquablement bien, nos artistes approchent de la perfection autant et plus que ceux des races étrangères.

C'est à des causes matérielles et morales moins obscures que la race, plus efficaces et, en partie au moins, plus dépendantes de notre volonté, qu'il faut demander l'explication de nos avortements politiques et de notre inaptitude actuelle au gouvernement libre. Le territoire des États-Unis est seize fois plus étendu que le territoire français, et la religion tient dans les âmes américaines une bien autre place que dans les âmes françaises. La grande république a donc à son service, au ciel et sur la terre, un espace et une richesse de moyens incomparablement plus grands pour satisfaire les mille désirs que la culture intellectuelle, la liberté et la démocratie développent dans le cœur de l'homme, dans le cœur du pauvre comme dans celui du riche.

L'exercice du droit politique amène le pauvre à réfléchir sur son état et à sentir sa souffrance, excitation salutaire ou nuisible, sui-



vant les circonstances matérielles et l'état des âmes, qui pousse les uns vers les entreprises fécondes, les autres vers les convoitises brutales. « Heureuse démocratie américaine, s'écriait M. de Tocqueville dès l'année 1834, au sein de laquelle l'audace, l'esprit d'aventure, l'inquiétude de l'esprit, l'ambition, n'enfantent que l'ordre et la prospérité ! Le pionnier américain s'avance à travers les forêts vierges avec sa hache, ses journaux, ses livres sacrés, et la civilisation marche avec lui. »

Hélas ! depuis lors, le pionnier français est monté plus d'une fois à l'assaut de l'ordre social, la torche à la main, le blasphème à la bouche, la haine dans le cœur, le néant de la négation religieuse dans l'âme ! Il répétait, sans les comprendre, les grands mots d'affranchissement et de progrès ; la dissolution et la mort suivaient ses pas. Son énergie se portait, de la production de la richesse, vers le stérile problème de sa répartition ; il cessait de travailler et ne réussissait qu'à détruire ce qu'il prétendait partager. Ces différences capitales expliquent pourquoi le vote illimité serait moins dangereux aux États-Unis qu'en France, alors même que notre esprit public n'aurait pas été perverti par ce que M. Royer-Collard appelait déjà, il y a un demi-siècle, *la grande école d'immoralité ouverte par les événements*. Cependant la république des États-Unis a toujours refusé d'inscrire le principe absolu du suffrage universel dans la Constitution fédérale.

J. PAIXHANS.

---

# LA GUERRE DES ACHANTIS

---

La cession faite à l'Angleterre, par la Hollande, des points fortifiés que cette dernière puissance entretenait, depuis le dix-septième siècle, à la côte d'Or, est la cause principale et déterminante du conflit qui s'est élevé entre l'Angleterre et quelques-unes des tribus de la Guinée septentrionale auxquelles elle a imposé son protectorat. Les agents que ces deux puissances avaient là simultanément se gênaient réciproquement dans leurs relations avec les chefs indigènes, et depuis longtemps l'Angleterre visait à se charger seule de la direction des affaires européennes dans cette partie du continent africain, où son action est devenue très-grande depuis qu'elle a résolûment entrepris de faire cesser le commerce des esclaves.

En avril 1872, les Hollandais étaient prêts à évacuer et ils remettaient à des officiers anglais les forts d'El Mina, d'Axim, de Dixcove, de Chama et de Bautry. La substitution des pavillons se fit sans éveiller d'abord le mécontentement des indigènes; mais les Anglais n'ayant pas eu pour eux certains égards auxquels les Hollandais les avaient habitués, l'esprit de rébellion s'accrut. On prétend que le principal grief des nouveaux sujets anglais fut l'intolérance britannique à l'endroit du commerce des esclaves, qui trouvait encore à se faire, avant la cession, à El Mina et aux environs.

Entre le littoral et le pays des Achantis, qui ne commence qu'à vingt-cinq ou trente lieues de la côte, habitent des tribus d'importances diverses, dont la principale est celle d'Akim, qui peut lever 20,000 guerriers. Ces tribus occupent les plaines, et les Achantis les pentes des montagnes Kong. Ces derniers tendent constamment à en descendre et à se rapprocher de la côte. Comme ils sont très-guerriers, et beaucoup plus intelligents que les habitants des basses terres, ils auraient depuis longtemps subjugué ces derniers, sans l'intervention des Anglais, qui les ont pris sous leur protection,

et s'en sont fait des auxiliaires dévoués. De là, chez les Achantis, une haine très-vivace du nom anglais, haine qui se manifesta à diverses reprises par des actes d'hostilité, et qui amena, antérieurement au conflit d'aujourd'hui, en 1822 et 1863, deux guerres qui tournèrent l'une et l'autre à l'avantage des Anglais. Le mécontentement des tribus qui avoisinent les positions cédées par la Hollande parut aux Achantis une occasion favorable pour reprendre leur marche vers la côte. Leur mauvais vouloir se manifesta par la prétention d'obtenir des cadeaux des agents britanniques et par l'emprisonnement de missionnaires évangéliques. Aux réclamations énergiques du gouverneur d'El Mina, le roi Koffi-Calcalli répondit par la mise sur pied d'une armée d'invasion, qui franchit le Prah et qui ravagea le territoire d'Aguafoo, dont fait partie le district d'El Mina. Ne rencontrant sur leur route aucun obstacle sérieux, les Achantis s'enthousiasmèrent, et se montrèrent à El Mina même en mars 1873. Cette ville est la plus importante de la côte; elle ne compte pas moins de quinze mille habitants, et les Achantis parvinrent à s'y loger, enfermant les deux cents Anglais de la garnison dans la forteresse de Saint-George. Ces succès déterminèrent la révolte des Achantis, et lorsqu'on sut qu'il y avait à piller sur la côte, les forces des Achantis augmentèrent rapidement et en arrivèrent au chiffre de cinquante mille hommes, extraordinaire pour un peuple qui n'a guère plus d'un million d'habitants. Les Anglais, heureusement pour eux, avaient à El Mina et à Cape-Coast des forteresses très-solides, que pouvaient approvisionner les bâtiments de guerre du golfe de Guinée. Ils s'y maintinrent, quoique leurs forces ne consistassent qu'en deux compagnies du 2<sup>e</sup> *West-India*, régiment particulier, dont les officiers sont Anglais, mais dont les soldats sont nègres ou créoles, et résistent mieux que les blancs aux influences délétères du climat de ces parages. Outre ces compagnies, les Anglais avaient un corps de *policemen* indigènes, appelés houssahs, qui montrèrent une grande fidélité et une grande bravoure, mais aussi une inexpérience déplorable.

Cape-Coast devint le centre de tous les indigènes restés fidèles à l'Angleterre, et plus de trente mille d'entre eux vinrent s'y réfugier. Les vivres y manquaient; les maladies s'y développaient rapidement, à cause de la misère et d'une agglomération inusitée si bien qu'il ne fallut rien moins que l'énergie extraordinaire du colonel Harley, commandant militaire, pour ne pas quitter la place. Loin d'y penser, le colonel Harley avait envoyé des émissaires dans les tribus du protectorat restées soumises à l'Angleterre, et avait essayé de les opposer au flot envahissant des Achantis. Les 8 et 14 avril eurent lieu des combats, dont le premier fut favorable aux amis des blancs,

mais dont le second ne leur réussit pas et se termina par une débâcle qu'amena la défection des Fantis.

Les nouvelles de cette situation fâcheuse parvinrent à Londres au commencement de mai. Aussitôt on fit partir un détachement de deux cents hommes d'élite, sous les ordres du colonel Festing. C'était peu numériquement, mais c'était beaucoup comme valeur, si l'on pense au mauvais armement et au manque complet d'organisation des ennemis que l'Angleterre allait avoir à combattre.

Débarqué vers le 10 juin, le colonel Festing se proposa d'abord de débloquer El Mina. Il bombarda, le 13 juin, la partie de la ville qu'occupaient les Achantis et leur fit subir des pertes sérieuses, qui leur donnèrent à réfléchir et arrêtrèrent net leur mouvement. Les Anglais construisirent alors deux redoutes dans la direction du camp principal des Achantis, qui ne se trouvait plus qu'à 5 ou 6 lieues de Cape-Coast. En même temps, ils commencèrent, dans la direction de ce camp, une route qui devait permettre le passage à une artillerie légère. L'une des redoutes fut établie dans un village appelé *Napoléon* par des commerçants et des ingénieurs français qui s'y étaient établis vers 1858.

Les mois de juin et de juillet se passèrent à ces travaux, et rien n'était décidé en Angleterre quant à la ligne de conduite à adopter ; une bonne partie du public et des journaux souhaitait ardemment que le cas ne se compliquât pas, insinuant qu'au lieu de faire la guerre, il valait mieux traiter, attendu, disait-on, que les Achantis resteraient tranquilles pour peu qu'on leur ouvrit sur la côte un débouché aux produits de leur pays. Ces tentatives de conciliation auraient peut-être réussi, sans un incident qui détermina dans les opérations une phase toute nouvelle.

Le 14 août, le commodore Commerell, commandant la division navale du cap de Bonne-Espérance et de la côte occidentale d'Afrique, s'était engagé dans la rivière Prah pour en explorer le cours inférieur et pour sonder les dispositions des chefs de Chamah. Il était à bord d'une chaloupe à vapeur, remorquant quelques canots dont l'un fut perdu sur la barre. Il avait avec lui quelques officiers et une quarantaine de soldats et matelots. A environ 8 milles de l'embouchure, les embarcations furent assaillies par une fusillade qui s'ouvrit à bout portant à la faveur d'épaisses broussailles, derrière lesquelles se dissimulaient les noirs. Les Anglais ripostèrent ; mais, ne tirant qu'au jugé, ils ne purent déloger les gens de Chamah et durent virer de bord pour redescendre le fleuve à toute vapeur. Quatre Anglais furent tués et vingt blessés grièvement ; le commodore Commerell avait été lui-même très-gravement atteint. Dans le trouble qui résulta de ce lâche guet-apens, une des embarcations

chavira et l'un des matelots qui étaient à bord, entraîné par le courant, tomba entre les mains des nègres, qui lui coupèrent la tête et l'agitèrent au bout d'un bâton tant que les Anglais furent en vue.

En revenant à son bord, le commodore fit immédiatement bombarder Chamah ; mais, malgré ce châtiment, toutes les tribus voisines, enhardies par ce succès, se levèrent en masse pour se joindre aux Achantis. Deux frégates anglaises, le *Barracouta* et l'*Argus*, se mirent en campagne pour essayer d'enrayer le mouvement. Elles bombardèrent et incendièrent divers villages, notamment celui de Cakorady ; mais elles eurent à essuyer un nouvel échec : une compagnie de marins, provenant de l'*Argus*, qui avait été mise à terre pour détruire des pirogues, fut reçue par une fusillade des plus vives et se rembarqua ayant douze hommes et un officier blessés.

La nouvelle de ces événements produisit en Angleterre une impression profonde. Toutes les voix s'élevèrent pour demander le châtiment des noirs, et c'est alors que fut prise la décision de refouler les Achantis dans leur pays et d'aller au besoin jusqu'à leur capitale, la ville de Coomassie, qui a 40,000 habitants et est située à environ 160 kilomètres du rivage. L'intérieur du pays est peu connu. Cependant quelques voyageurs ont déjà visité Coomassie, notamment en 1817 et en 1847. C'est par eux et par les missionnaires dernièrement emprisonnés qu'on a pu connaître quelque peu les mœurs de ce peuple barbare. La *Revue politique* donne à ce sujet les quelques détails qui suivent :

« Les Ashantis ne sont pas absolument athées, mais leur religion est d'un ordre fort inférieur ; des démons nommés *Wodsi* y occupent le rang le plus élevé et sont l'objet de leurs principales croyances. Leurs idées relatives à l'âme humaine (*kla*) sont très-singulières. Le *kla* existe avant le corps et peut être transmis d'un corps à l'autre ; on le suppose distinct de l'individu, à qui il peut donner des avis et de qui il peut recevoir des offrandes. Il constitue une dualité mâle et femelle ; l'un est le principe du mal, l'autre du bien. Chez les Ashantis comme dans le Dahomey, les sacrifices humains immolent des quantités considérables de victimes. Les sacrifices se renouvellent toutes les trois semaines et sont nommés *Adaï*. Il y a en outre un grand sacrifice annuel qu'on appelle *Yam*, et qui a lieu au mois de septembre. C'est la population elle-même qui accomplit l'exécution. Après s'être enivrée de rhum, elle se livre à l'orgie de sang avec une férocité indescriptible. On immole en même temps des animaux domestiques, dont on prend plaisir à mélanger dans de grandes fosses le sang avec celui des hommes. »

« Il n'y a, dit aussi le *Daily Telegraph*, que les classes riches qui essayent de s'habiller. Le costume d'un chef consiste en plumes d'aigle

qui surmontent une sorte de casque formé de cornes de cerf dorées, en spirales, lequel est attaché sous le menton par une courroie que recouvrent des coquillages. Il porte un arc et un carquois de flèches empoisonnées, avec un bâton d'ivoire gravé en spirale. Sur sa poitrine sont suspendus plusieurs sacs de cuir ; à ses bras se balancent des queues de cheval ; des bottes de peau rouge montent jusqu'à la moitié de ses cuisses. Une ombrelle est le signe distinctif d'un *cabocce* ou grand noble, qui est mieux vêtu qu'un simple chef, et monte un cheval que généralement un ou deux hommes tiennent par la bride. Les soldats ordinaires sont presque nus ; ils portent plusieurs couteaux attachés à une sorte de collier, et s'ils ne sont pas assez riches pour avoir un fusil aussi lourd qu'une petite pièce d'artillerie, ils se contentent d'un arc et d'une lance.

« Les hommes ne s'occupent que de guerre, laissant aux femmes et aux esclaves tout autre soin. Les guerriers seuls se parent des produits du travail de leurs esclaves féminins. Il n'est pas rare de voir des chefs couverts de tant de colliers, de bracelets et d'anneaux d'or, qu'ils sont comme écrasés sous la charge ; il faut les porter et leur lever les bras pour qu'ils puissent faire un geste. »

L'ardeur guerrière des habitants n'est pas le plus grand obstacle que trouveront les Anglais dans leur marche sur Coomassie. Leur plus sérieux ennemi, c'est le climat. Toute la bande de terre qui s'étend entre la côte et le Boosum-Prah est mortelle pour les Européens. Ce dernier cours d'eau est une des branches du Prah, lequel, après avoir remonté vers le nord pendant une vingtaine de lieues, s'infléchit subitement à l'est et court alors, sous le nom donné ci-dessus, parallèlement à la côte, à une distance variant de 75 à 80 kilomètres. C'est ce cours d'eau qui limite au sud le territoire des Achantis, ou du moins c'est ce que prétendent les Anglais.

Entre le Boosum-Prah et la côte, la terre est basse, humide, couverte de forêts, de fourrés impénétrables hantés par les bêtes féroces, et de marécages infects, féconds en miasmes paludéens. La chaleur intense des jours et l'humidité des nuits causent des dyssenteries redoutables. Comme au Mexique, dans les terres chaudes, la fièvre jaune n'est pas rare. Ces territoires pestilentiels n'ont comme voies de communication que des sentiers fort étroits ; ni le cheval, ni le mulet, ni l'âne ne pouvant vivre dans cette zone, c'est à dos d'homme, ou plutôt de femme, que les transports doivent se faire.

Si peu nombreux que fût le corps expéditionnaire qui devait se rendre à Coomassie, il ne pouvait se contenter des sentiers existants et, dès que les premiers succès du colonel Festing eurent arrêté les progrès de l'invasion, les Anglais commencèrent à tracer une route allant de Cape-Coast vers Coomassie. On avait pensé d'abord à se

servir du Prah et du Volta comme moyens de communication, mais, à 40 kilomètres de son embouchure, le cours du Prah est intercepté par un rapide hérissé de rochers, et, quant au Volta, il est bien navigable pendant trente ou trente-cinq lieues, mais, dans toute cette partie, son cours ne se rapproche pas de Coomassie. Atteindre le Boosum-Prah le plus rapidement possible, c'est ce qu'il y a de plus important pour la santé des troupes. Au Boosum-Prah (ou simplement au Prah, comme on dit habituellement), on est à mi-route. En une journée de marche on peut atteindre les hauteurs d'Adansie, qui sont le dernier obstacle. De ces hauteurs à Coomassie, le pays est découvert, sain et fertile. On y rencontre des bêtes de somme et des troupeaux. C'est seulement de la fin de décembre à la mi-avril qu'une marche dans l'intérieur peut être tentée. En toute autre saison, ce serait se condamner à l'anéantissement. Tant qu'on est dans les terres chaudes, les difficultés ordinaires des opérations militaires s'aggravent d'une complication nouvelle : dès que le soir arrive, toute action doit cesser, car laisser les hommes exposés à l'humidité des nuits, ce serait amener presque à coup sûr d'affreuses épidémies de dysenterie.

Dès que le cabinet anglais eut pris la décision de pousser à fond les opérations militaires, il désigna comme gouverneur général civil et militaire sir Garnet Woolseley, colonel des plus distingués, doué d'une grande activité et ayant participé aux affaires de Crimée, de Chine, du Bengale, du Canada, et connaissant parfaitement la situation de l'Afrique occidentale. Sir Garnet n'emmena avec lui qu'un nombre insignifiant de soldats, mais une quarantaine d'officiers demandèrent à l'accompagner et obtinrent la faveur d'aller combattre pour leur pays sur les rivages empestés du golfe de Guinée. Le gouverneur général partit de Portsmouth le 11 septembre 1873. Le transport à bord duquel il s'était embarqué portait dans ses flancs une locomotive, quelques wagons et des rails très-légers, ne pesant guère que 12 kilogrammes par mètre. En même temps, l'arsenal de Woolwich s'occupait de réunir et de fabriquer un matériel spécial à la guerre de broussailles. Les canons étaient assez légers pour pouvoir être manœuvrés à bras ; c'était, dans toute l'acceptation du terme, ce que les militaires appellent l'*artillerie de montagne* ; quelques mitrailleuses et des fusées de guerre complétaient le matériel d'artillerie, pendant que se confectionnaient pour le fusil *Snider* des quantités considérables de cartouches à chevrotines, inventées pour mieux fouiller les fourrés où les Achantis se cachent pour tirer. Comme précaution, et avec une prudence qu'on ne saurait trop louer, on décida que les troupes européennes seraient seules armées du fusil se chargeant par la culasse, et que les noirs alliés

n'auraient que des armes se chargeant par la bouche. En même temps l'amirauté préparait des transports et transformait en bâtiments-hôpitaux de vastes vaisseaux, sur lesquels on devait expédier au fur et à mesure les blessés et les malades pour qui l'air de la mer est infiniment préférable et qu'il importait, avant tout, de soustraire aux miasmes des marécages. Ces transports-hôpitaux devaient servir aussi à évacuer sur Madère les blessés de la côte d'Or, dans le cas où le gouvernement portugais consentirait à laisser établir dans cette île, ce qu'il fit gracieusement, un hôpital provisoire destiné à recevoir ceux des malades pouvant supporter la traversée.

Une grande prévoyance fut montrée dans tout ce qui tient à l'hygiène, et le lecteur en jugera par l'extrait suivant de la *Revue militaire de l'étranger* (numéro du 1<sup>er</sup> décembre 1873) :

« L'habillement des troupes (officiers et soldats) consiste en un pantalon et une tunique de laine grise. La tunique, serrée à la taille par le ceinturon, est vague et ne s'ajuste ni à la poitrine ni au cou ; elle est pourvue extérieurement de trois poches larges et profondes, placées sur les hanches et sur le côté gauche de la poitrine ; le col est complètement mou.

« Tous les hommes sont pourvus de deux chemises de laine, de deux ceintures contre le choléra, d'une large ceinture serrée autour du corps par-dessus la tunique, d'un filtre de poche, d'un appareil préservant les voies respiratoires des influences si dangereuses du climat, et que l'on peut définir un filtre à air. Chaque homme porte soixante cartouches dans sa giberne. Il est également embarqué quarante cartouches par homme, un morceau d'étoffe imperméable et une couverture par homme, une tente-abri par deux hommes et une marmite de campagne par cinq hommes. »

Le service télégraphique ne fut pas non plus oublié, et le matériel nécessaire aux stations fut accompagné de 250 kilomètres de fil métallique très-maniable.

Sir Garnet arriva à Cape-Coast le 2 octobre. Le 4, il eut une conférence avec un grand nombre de chefs indigènes, et régla avec eux les conditions de leur concours contre les Achantis. Les officiers venus avec lui comme volontaires furent très-utiles pour l'organisation des corps indigènes et l'on put, presque aussitôt, reprendre l'offensive, car déjà la route s'avancait à 10 lieues dans l'intérieur. Malheureusement pour le corps expéditionnaire, le chemin de fer ne put être établi. On trouva des terrains si détrempés et si accidentés, qu'il eût fallu un grand nombre de terrassiers pour mener les travaux à bien. On en demandait six mille ou huit mille, et l'on en trouva six cents.

Les opérations actives commencèrent le 14 octobre. Le camp prin-



cipal des Achantis était à Mampon, à 6 lieues dans le nord de Cape-Coast et à 3 lieues sur la gauche de la route en construction, près d'un petit cours d'eau nommé le Sweet-River. Les postes fortifiés des Anglais étaient très-près de ce camp. La garnison d'El Mina avait même établi une redoute, dite de l'*Abbaye*, à 5 kilomètres seulement au sud de Mampon. Les autres fortifications anglaises étaient celles d'Abrakrampa et d'Assaybo, à mi-route à peu près, entre Cape-Coast et l'Abbaye, et celle de Dunquah sur la route même de Coomassie, à environ 35 kilomètres de la côte. Sur la même route, se trouvaient les redoutes d'Accroful et de Yancomassie. Ces divers postes empêchaient les Achantis de venir troubler les travaux de la route et de se répandre dans l'est.

Sir Garnet Woolseley ne voulut pas risquer du premier coup l'attaque du camp de Mampon, mais il apprit que les Achantis s'approvisionnaient en armes et en munitions par les petits ports d'Anquama et d'Ampeni, situés à l'ouest d'El Mina. Les habitants d'un village très-voisin du poste d'Abrakrampa recevaient les approvisionnements venant de la côte, et c'était chez eux que les Achantis venaient les chercher. Sir Garnet résolut d'essayer ses forces par l'attaque du village d'Essaman. Le 13, il annonça, pour tromper l'ennemi, l'intention de se rendre à l'embouchure du Volta, puis, le 14 au matin, il se mit en route pour Essaman avec un millier d'hommes, dont plus de la moitié étaient des noirs. Il fit donner à chaque homme une dose de quinine. Deux petits canons portés à bras par des canonniers de la flotte accompagnaient la colonne, qui fit une marche de 20 milles dans d'étroits sentiers où l'on ne pouvait, la plupart du temps, marcher qu'un à un. A Essaman, les Achantis accueillirent la colonne anglaise par une fusillade des plus vives, mais les canons des marins ripostèrent par des obus qui jetèrent la terreur parmi les défenseurs du village, que les Anglais prirent et détruisirent. Un magasin à poudre sauta pendant l'action; de grandes quantités d'armes tombèrent entre les mains des Anglais. En même temps, les bâtiments de guerre détruisaient les deux petits ports coupables d'avoir été par trop favorables à la cause des Achantis. Cette affaire coûta aux Européens trois officiers blessés, dont le colonel M'Neil et le capitaine de vaisseau Freemantle, et dans la troupe un tué et vingt-cinq blessés. Les pertes des Achantis furent considérables. La conduite, devant le feu, des contingents indigènes inspira au commandant en chef aussi peu de confiance que possible. Il fit part de ses craintes au cabinet anglais dans les dépêches annonçant ce premier succès, et, aussitôt, deux bataillons d'infanterie furent embarqués pour la côte d'Or. Ils quittèrent l'Angleterre le 10 novembre.

Le succès d'Essaman eut des résultats que personne n'avait prévus. Sir Garnet n'avait pas cru pouvoir attaquer le camp de Mampon, et le succès du coup de main d'Essaman effraya les Achantis à un point tel que, se voyant privés de munitions, par suite de la prise des ports qui leur servaient de base d'opérations, ils commencèrent, sans nouvelle attaque, à lever le camp de Mampon. Cette nouvelle inespérée arriva à Cape-Coast le 25 octobre, et aussitôt le gouverneur général donna les ordres nécessaires pour que la retraite des ennemis fût poussée et inquiétée de plusieurs côtés à la fois. Le colonel Festing sortit de Dunquah avec 600 indigènes de la tribu des Anamabos; le colonel Wood se mit en route d'El Mina vers le gros des forces ennemies, et sir Garnet partit lui-même de Cape-Coast avec 550 hommes, se dirigeant vers Abrakrampa, pour opérer sa jonction avec les deux autres colonnes. Le colonel Wood ne put mener sa troupe jusqu'au point indiqué. Les indigènes aquafoos refusèrent d'avancer, et il fallut rentrer en ville. Le colonel Festing eut un premier succès, mais il eut affaire à un groupe d'Achantis très-déterminés et eut 5 officiers grièvement blessés et 52 hommes tués ou blessés. Le terrain lui resta, mais ses indigènes ne voulurent plus s'exposer à un feu aussi chaud, et il lui fallut les ramener à Dunquah, non sans avoir été inquiété jusqu'à la rentrée dans le fort. Aussi peu secondé par les deux colonnes des ailes, sir Garnet revint à Cape-Coast, où il crut devoir adresser aux indigènes une proclamation leur annonçant la retraite des Achantis et leur représentant combien il y aurait d'avantage à se lever en masse pour les poursuivre. Cette proclamation eut peu d'effet, et la retraite des Achantis se modéra pour quelques jours.

Bien plus, le 3 novembre, le général achanti Amonquatia, qui avait juré la ruine des Anglais, se présenta devant la redoute du village d'Abrakrampa, où le major Russel dut se barricader. De Dunquah, le colonel Festing voulut venir à son secours, mais ses noirs ne voulurent pas avancer, malgré le bel exemple des officiers anglais, qui firent les plus héroïques efforts pour les animer. C'est dans cette circonstance que périt le lieutenant Eardley Wilmot, *un beau soldat, plein de promesses*, dit le commandant en chef dans son rapport au ministre de la guerre.

Le 5, les forces d'Amonquatia attaquèrent avec fureur le poste d'Abrakrampa, qui, heureusement, avait été renforcé par des Européens. La garnison dut rester pendant vingt-six heures sur pied, ripostant sans interruption, et elle était à bout de forces, lorsqu'arriva sir Garnet. Informé de la mauvaise conduite des forces du colonel Festing, il était parti en toute hâte de Cape-Coast avec 150 matelots ou soldats et 500 indigènes et débloqua le major Russel, en tuant

un grand nombre d'Achantis. Le camp qu'ils avaient dans les environs d'Abrakrampa fut levé en toute hâte. Les chemins se couvrirent de bagages abandonnés. Les trônes de plusieurs grands chefs tombèrent entre les mains des Anglais, qui purent délivrer bon nombre d'esclaves. « Ces créatures infortunées, dit le rapport, étaient attachées par les poignets à d'énormes madriers. D'autres avaient autour du cou des carcans de bois ou de fer fixés à des poutres. » Le camp fut surpris au milieu de cérémonies funèbres et de sacrifices humains offerts en l'honneur d'un chef important tué la veille.

Les affaires du 3 au 5 novembre déterminèrent sir Garnet Woolseley à insister une fois de plus sur la nécessité de ne compter pour rien le concours des indigènes, et, comme conséquence des demandes du commandant en chef, on fit partir d'Angleterre, dans les premiers jours de décembre, le 42<sup>e</sup> highlander et le 79<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne. L'embarquement eut lieu au milieu de scènes d'enthousiasme dont les journaux firent grand bruit.

La défaite d'Amonquatia entraîna vers le Prah ceux des Achantis qui hésitaient encore à retourner chez eux, et le mois de novembre fut employé à continuer la route dans la direction du Prah et à agir sur les chefs indigènes qui s'étaient laissé influencer par les premiers succès des Achantis et s'étaient rangés de leur côté. Toute soumission d'un chef devait entraîner avec elle l'envoi, aux travaux de la route, d'un contingent de travailleurs. Un officier de marine qui s'est acquis dans le pays une grande réputation d'énergie, le capitaine de vaisseau Glover, s'enfonça dans l'intérieur et noua des relations avec les tribus intermédiaires, notamment avec celle des Wassaw, pour préparer les voies dans la direction de Coomassie.

L'activité des premiers jours de novembre se traduisit par un redoublement des ravages de la maladie. On signalait, au 17, 70 officiers alités, 30 marins du *Druide* et 27 du *Barracouta* atteints par les fièvres et la dysenterie. Sir Garnet Woolseley fut lui-même atteint, et les médecins lui ordonnèrent de quitter Cape-Coast et de s'embarquer pour respirer un meilleur air et être en mesure de reprendre plus tôt un poste qu'il occupait avec tant de distinction et de patriotisme. Sa maladie ne fut pas sans faire relever un peu la tête au parti noir : on alla jusqu'à parler d'une alliance entre le Dahomey et le royaume des Achantis, complication qui est restée jusqu'à ce jour à l'état de bruit.

Vers le 8 décembre, arrivèrent les deux bataillons d'infanterie partis d'Angleterre le 10 du mois précédent, et cette amélioration dans la situation anglaise permit de pousser les Achantis de l'autre côté du Prah. Vers le 15, leur principal corps repassa le fleuve en

grand désordre laissant ses morts et ses blessés sur la rive gauche. Tout ce qu'on appelle avec plus ou moins de raison le *Protectorat* était dégagé. L'état sanitaire s'améliorait un peu, et le commandant en chef, complètement rétabli, avait pu reprendre de sa personne la conduite des affaires.

De poste en poste les Anglais arrivèrent eux-mêmes jusqu'au Prah, où ils établirent un pont. Au 5 janvier, les troupes parties d'Angleterre, au commencement de décembre, devaient débarquer et se mettre en route vers le 8. Sir Garnet Woolseley devait marcher sur Coomassie avec 500 hommes d'infanterie et un corps de marins. Le reste de ses troupes ne devait passer le Prah que si un soutien devenait nécessaire. Combien de temps durera cette marche, on ne saurait le dire au juste, mais on peut attendre, pour le commencement de février, des nouvelles décisives, et nous espérons que nos lecteurs apprendront sous peu que le pavillon anglais flotte sur Coomassie <sup>1</sup>.

Nous ne saurions laisser passer sans la suivre, une guerre comme celle des Achantis. Elle intéresse nos négociants et nos navires, qui sont plus nombreux dans le golfe de Guinée qu'on ne le pense généralement. Notre commerce pourrait périliter si les désordres de la côte d'Afrique continuaient; et déjà, en effet, il a souffert, puisqu'au Grand-Popo, les naturels ont incendié deux établissements français. De plus, aux intérêts des propriétés privées se joignent ceux des établissements coloniaux que nous avons fondés sur ce point de la côte africaine. Ces établissements sont assez peu connus pour que nous croyions devoir en rappeler en quelques lignes le passé et le présent.

Ce n'est pas exactement à la côte d'Or que la France a des possessions, mais deux de ses comptoirs sont placés juste à l'endroit où le nom de côte d'Or se change en celui de côte d'Ivoire. Ses comptoirs se nomment le Grand-Bassam et Assinie, le territoire du dernier confinant presque celui d'Ahanta, dont l'Angleterre revendique le protectorat. Il est avéré que nos compatriotes sont les premiers Européens qui se soient établis d'une manière stable à la côte occidentale d'Afrique. Dès 1365, les marins normands, et particulièrement ceux de Dieppe, qui avaient déjà fondé, plus au nord, le *Petit-Dieppe* et le *Petit-Paris*, poussèrent leurs explorations jusqu'à la côte d'Or et y construisirent, dix-sept ans plus tard, le fort de la Mine, qui devint la ville d'El Mina, centre de la rébellion actuelle contre les Anglais. Toutefois, cette prépondérance ne fut pas de longue durée, et

<sup>1</sup> Les dernières nouvelles annoncent une diversion inattendue. Les noirs de Natal se sont révoltés et une partie des troupes de Cape-Coast s'est embarquée pour le cap de Bonne-Espérance.

nos traitants en arrivèrent même à se replier sur leurs établissements du Sénégal, plus stables et mieux défendus.

Une tentative à Assinie, de 1700 à 1707, et la construction, sur la côte des Esclaves, dans le royaume de Dahomey, du fort de Whydah, dont l'occupation dura jusqu'en 1797, furent les seules preuves de vitalité que nous donnâmes dans ce pays des peaux noires depuis la période de décadence signalée plus haut, jusqu'à l'époque actuelle, où plusieurs expéditions ont été envoyées du Sénégal dans le but de ménager à nos commerçants des pied-à-terre protégés par notre pavillon.

La mission d'explorer les côtes du golfe de Guinée fut confiée au lieutenant de vaisseau Bouët-Willamez, qui commandait la goëlette *la Malouine*, et qui, dans le courant de 1838, descendit jusqu'au cap Lopez et examina avec attention les divers points du littoral. Ce fut sur cette côte malsaine que M. Bouët s'acquit cette réputation d'entrain, d'énergie et d'habileté qui devait l'élever si haut dans les grades de la marine et le faire siéger au Sénat. Son influence sur les roitelets de la côte était devenue énorme ; il les maniait à sa guise, si bien que ses équipages lui donnèrent en plaisantant le surnom de *King Bouët*, appellation familière, que l'amiral conserva pendant toute sa carrière et qui, des navires de guerre, passa dans les salons.

Les trois points que l'intelligent officier désigna comme les plus favorisés furent le Grand-Bassam, Assinie, qui n'en est qu'à 40 kilomètres, et le Gabon, qui se trouve à près de 400 lieues d'Assinie, sous la ligne, et précisément à l'autre extrémité du golfe de Guinée. On retrouva à Whydah, pendant l'exploration, les ruines de l'établissement abandonné en 1797. Il portait encore dans le pays le nom de *Fort-Français*, mais on ne jugea pas convenable de l'occuper de nouveau.

La détermination d'acquérir de petites possessions dans le golfe de Guinée suivit de très-près le voyage de *la Malouine* ; mais l'exécution en fut différée pendant quelques années, et ce ne fut qu'en 1842 que M. Bouët-Willamez, devenu capitaine de corvette et commandant de la division navale des côtes occidentales d'Afrique, traita définitivement avec les rois indigènes et se mit à la tête des expéditions qui partirent de Gorée en 1843 pour tenter à nouveau ce que les Dieppois avaient fait près de cinq cents ans plus tôt. La corvette *l'Indienne*, les bricks *l'Alouette*, *le Zèbre* et *l'Églantine*, les goëlettes *la Fine* et *la Malouine*, ainsi que plusieurs navires de commerce, chargés du matériel, allèrent prendre possession des terrains cédés et construire les fortins qui devaient abriter des petites garnisons capables de tenir les indigènes en respect et de donner aux traitants européens

un point d'appui sérieux. Partout l'installation des Français se fit sans coup férir, mais on eut beaucoup de difficulté à opérer le débarquement du matériel à cause des barres et des brisants qui, sur toute cette côte, rendent très-difficile l'entrée dans les rivières.

De nos deux établissements de la côte d'Ivoire, le Grand-Bassam est le plus favorisé au point de vue de la facilité des communications avec la mer. Sauf en juin, juillet, août et septembre, époque à laquelle la barre est, pour ainsi dire, complètement impraticable, les bâtiments de commerce d'un tonnage modéré, comme les grands bricks ou les petits trois-mâts, peuvent pénétrer dans le vaste bassin intérieur, où il y a de l'eau pour les plus grands navires et où le transport par eau des denrées peut s'effectuer commodément par le fleuve, qui remonte vers le nord et qui est navigable jusqu'à 60 kilomètres environ de l'embouchure. On peut encore se rendre au pays de Potou par la lagune du nord-ouest, et si l'on prend celle de l'ouest qui court parallèlement à la côte sur un espace de plus de 100 kilomètres, on trouve sur sa droite les pays d'Ébrié, d'Abedjean, de Dabou et de Noumouroumou passablement habités, et sur la gauche les villages des *Jack-Jacks*, ou courtiers indigènes. Juste au milieu de la lagune, et sur la rive nord, se trouve le poste français de Dabou, dépendance du Grand-Bassam, fondé il y a vingt ans environ sur un site des plus agréables. La lagune se prolonge par le lac du Guet-N'dar, dont les bords occidentaux ne sont pas parfaitement connus et qui pourraient bien communiquer par quelques arroyos avec la rivière Lahou et la mer.

Si de l'entrée de la rivière du Grand-Bassam nous suivons la côte, en allant vers l'est, pendant 40 kilomètres, nous trouvons une plage qui, quoique sablonneuse, atteint la hauteur des falaises rocheuses de nos côtes nord et est remarquable par les arbres qui la garnissent. Après avoir traversé le pays indépendant d'Aka et visité quelques villages de troque, nous arrivons à l'entrée de la rivière d'Assinie, et nous nous trouvons en face d'une barre si mauvaise que les voiliers ne sauraient la franchir. Des avisos de l'État construits *ad hoc*, et microscopiques, arrivent seuls à pénétrer dans le bassin intérieur, encore plus étendu que celui du Grand-Bassam, et formé des lacs Ahy et Eyhi et des rivières de Krinjabo et de Tanoé.

Le Gabon est plus favorisé que le Grand-Bassam et Assinie : c'est un bras de mer qui pénètre de 45 kilomètres dans l'intérieur des terres et qui s'épanouit en une belle rade capable de recevoir les plus grands navires et dont le seul défaut est d'avoir, à l'entrée, des roches à fleur d'eau au milieu desquelles il faut beaucoup d'habitude pour trouver la vraie route. Deux rivières, celles de Como et de Rhamboé, formées elles-mêmes de plusieurs cours

d'eau, dont les sources sont à 25 ou 50 lieues dans l'intérieur, se jettent dans l'estuaire et donnent accès dans les pays des Akalais, des Pahouins et des Faon. Notre souveraineté s'étend sur toutes les terres, îles et presqu'îles qui sont baignées par le Gabon ou ses affluents, mais, malgré cette définition pompeuse, les nègres qui dépendent de notre administration ne sont guère qu'au nombre de 5,000. Il est vrai qu'en juin 1862, nos possessions se sont accrues d'un territoire étendu situé près du cap Lopez, à une trentaine de lieues dans le sud du Gabon. Nous ne paraissions pas avoir tiré grand profit de cette acquisition nouvelle, dont le principal intérêt réside dans le fleuve Ogo-wai, ou rivière du cap Lopez, qui est l'une des voies fluviales les plus importantes de l'Afrique occidentale. L'Ogo-wai est la réunion des rivières Okando et N'Gouniay, dont on ne connaît pas les sources, mais qui sont assez puissantes pour former par leur mélange un cours d'eau qui n'a pas moins de 250 kilomètres de long et qui conserve, sur presque tout son parcours, une largeur de 2 kilomètres et demi. Avant de se jeter à la mer, l'Ogo-wai se divise en plusieurs branches, dont la principale porte le nom de Nazaré. C'est le haut de ce fleuve qu'étudie en ce moment l'intrépide M. de Compiègne<sup>1</sup>.

Nous n'avons jamais éprouvé, depuis notre installation sur ces côtes, de difficultés pareilles à celles que les Anglais ont eues et ont en ce moment avec les Achantis; cependant il a fallu, à différentes reprises, employer la force pour comprimer des révoltes qui avaient éclaté à l'instigation des Jack-Jacks, jaloux de voir les traitants européens remonter les rivières avec leurs barques, se répandre dans les lacs et s'aboucher directement avec les peuplades de l'intérieur. Des démonstrations armées, en 1849 et en 1852, ainsi qu'une petite expédition ne comprenant que 700 hommes et dirigée du Sénégal vers nos comptoirs, en septembre 1853, suffirent pour nous faire craindre des indigènes, qui paraissent avoir accepté notre voisinage sans aucune arrière-pensée.

Malgré les dispositions favorables, en apparence du moins, de la population noire, on peut se demander si nous persévérons encore longtemps dans les efforts tentés par la monarchie de Juillet et poursuivis par le second Empire pour restaurer nos anciens comptoirs du golfe de Guinée.

Quoique nous n'entretenions dans ces localités que des garnisons insignifiantes, les dépenses à faire sont encore assez considérables, non point absolument parlant, mais vu l'état obéré de nos finances.

<sup>1</sup> Voir, dans le numéro du 10 octobre 1873, les lettres de M. le marquis de Compiègne adressées au *Correspondant*.

Il ressort des discussions du dernier budget de la marine et des colonies, que le ministre, qui avait d'abord consenti à une économie de 1,212,000 francs, a dû diminuer cette somme de 317,000, la guerre des Achantis n'ayant pas permis l'évacuation des établissements du Gabon, qui avait, paraît-il, été décidée avant que l'attitude des indigènes de la côte d'Or eût laissé soupçonner la fomentation d'un vaste complot anti-européen. Or, autant il eût été facile de se retirer librement, autant il devenait difficile et même impossible d'avoir l'air de battre en retraite devant l'hostilité des noirs.

Si nous ne vivions à une époque de désastres sans pareils, il serait désolant de voir abandonner nos modestes comptoirs. Nous restions les seuls à arborer sur cette partie de la terre africaine un pavillon autre que celui de l'Angleterre, car, en 1851, le Danemark a cédé ses établissements à cette dernière puissance, et la Hollande a suivi cet exemple vingt ans plus tard en évacuant ses possessions et les remettant aux officiers anglais en échange d'une somme de 600,000 francs et de la reconnaissance, autrement importante, par le gouvernement anglais, des droits de la Hollande sur l'île de Sumatra. C'est grâce à cette clause qu'a pu se faire la guerre d'Astchin, qui va raffermir et développer la puissance hollandaise dans la Malaisie. Sans désirer, ce qui serait bien absurde (puisque nous profitons si peu de la Cochinchine et de l'Algérie), lutter avec la Grande-Bretagne comme influence coloniale, nous aurions pu, dans les temps ordinaires, continuer un essai qui nous a déjà coûté de l'argent et des hommes. Nous n'avons ni à Grand-Bassam, ni à Assinie, ni au Gabon, de voisins remuants et puissants : la peuplade la plus redoutable est celle des Pahouins, à l'est du Gabon, et les tribus qui la composent, quoiqu'elles soient braves et guerrières, ne sont point redoutables pour nous, puisqu'elles n'atteignent point 150,000 âmes. Elles proviennent des monts de Cristal et elles paraissent disposées à entrer en relations avec nous et à se rapprocher du littoral pour échanger directement leurs produits contre les nôtres.

Si petites que soient des possessions, il est toujours fâcheux de les abandonner, car on ne sait pas ce que produira l'avenir, et déjà nous avons acquis quelques petits résultats. A Grand-Bassam et à Assinie, l'agriculture est nulle ; mais il y en a des traces au Gabon, et nos bâtiments troqueurs échangent des étoffes, des spiritueux, des armes, de la poudre, des verroteries, des chapeaux et des habits tout faits contre de la poudre d'or, de l'huile de coco, de l'huile de palme, de l'ivoire, de la cire, des bois de sandal et d'ébène, du caoutchouc, etc. Au Gabon seulement, le commerce de ces objets monte annuellement à une somme d'environ deux millions et demi de francs.



Au point de vue moral et scientifique, d'intéressantes tentatives ont été faites à plusieurs reprises. Des missionnaires ont essayé de substituer, chez les noirs de ces contrées, le christianisme aux superstitions et au fétichisme qui constituent toute leur religion ; mais ils ont peu réussi au Grand-Bassam et à Assinie, dont les habitants sont médiocrement accessibles aux sentiments doux et ont des instincts très-bas. Au Gabon, où le climat est moins écrasant pour l'Européen et où les indigènes sont mieux doués, les mœurs se sont sensiblement améliorées à notre contact. On trouve des noirs qui parlent très-suffisamment le français, l'anglais et l'espagnol pour les besoins de leur commerce.

Les missionnaires du Gabon, soutenus par le gouvernement à titre de ministres du culte, ont seuls obtenu quelques résultats. Leur école est fréquentée par les enfants des villages voisins et l'on cite un petit hameau de 150 habitants, tous anciens esclaves, aujourd'hui affranchis et chrétiens, qui s'appelle *Libreville*, et dont les habitants ont une meilleure tenue que leurs pareils de Libéria, dont l'attitude est devenue insolente et ridicule.

Au point de vue scientifique, nos comptoirs ont été le point d'appui d'explorations pénibles, mais intéressantes, dont des cartes de cours d'eau inconnus et des observations astronomiques ont été les fruits. Nous sommes donc intéressés nous-mêmes au succès des Anglais, car leur échec aurait inévitablement des résultats fâcheux pour nous.

PAUL DE VILLENEUVE.

---

# EXPOSITION DE VIENNE

---

## LE TRAVAIL DU MONDE

---

L'Exposition, ouverte à Vienne depuis le 1<sup>er</sup> mai 1873, sous le titre de *WELT-AUSSTELLUNG*, qui, à proprement parler, et dans sa traduction littérale, veut dire *Exposition du monde*, est la cinquième exposition universelle à laquelle assistent les hommes de notre génération. C'est que les expositions semblent être un des besoins du jour. Celles que nous ont offertes les deux grandes villes de l'Ouest, Londres et Paris, bien que répétées à deux reprises par chacune d'elles, n'ont pas suffi aux autres peuples, qui, pourtant, y furent conviés. On dirait, au contraire, qu'elles n'ont eu d'autre résultat que d'exciter chez eux une émulation ardente. L'exemple de la France et de l'Angleterre est suivi aujourd'hui par l'Autriche : il le sera en 1875 par la Belgique ; en 1876 par l'Amérique. On assure que la Russie, à son tour, médite, à Pétersbourg ou à Moscou, une de ces fêtes artistiques et industrielles qui font époque dans l'histoire du travail. C'est cette histoire dont nous allons écrire rapidement un chapitre dans ce recueil hospitalier.

Les expositions ne sont pas un fait particulier à notre siècle. On les retrouve, au contraire, à diverses époques dans les annales des nations. Il a plu, en effet, à beaucoup d'entre elles d'affirmer leur puissance productive, dans les diverses branches de l'activité humaine, par des expositions publiques, qui présentaient avec les nôtres, au milieu de dissemblances dont il faut tenir compte, des analogies qu'il serait puérile de contester.

Pendant les jeux Olympiques, qui se renouvelaient chez les Grecs chaque cinquième année, et qui servaient de date chronologique

pour son histoire à ce peuples d'artistes, il y avait de véritables expositions publiques. Elles ne comprenaient pas seulement les produits de l'art et de l'industrie; les lettres elles-mêmes y étaient représentées, et les poètes tenaient à honneur d'y figurer et de venir y réciter leurs vers. Ce fut dans ces solennités que Pindare présenta à la Grèce la plupart des hymnes magnifiques qui lui valurent son glorieux titre de prince des poètes lyriques. On devine ce que devaient être, à une pareille époque, et au sein d'une civilisation qui représente aujourd'hui encore la plus magnifique floraison du génie humain, ces grands concours où toutes les productions du travail étaient soumises à l'appréciation d'un public qui, malgré le nombre, restait l'élite, et n'était jamais la foule, et dont l'appréciation semblait si flatteuse à ces grands hommes, que lui plaire était toujours pour eux la plus précieuse des récompenses. Ces expositions helléniques se continuèrent jusqu'à la fin de la guerre du Péloponèse, qui eut pour conséquence la ruine même d'Athènes. On peut dire qu'à ce moment la plus belle lumière du monde antique s'éteignit.

Il entra dans les desseins de Dieu de faire des Romains les maîtres du monde. Quand ils eurent asservi à peu près tout le genre humain alors connu, ses empereurs voulurent leur donner du pain et des fêtes : PANEM ET CIRCENSES ! comme on disait dans la langue du temps. C'était à quoi se bornait l'ambition de ces fiers conquérants, qui avaient écrasé la terre sous leur talon. Les Césars organisèrent des expositions dont quelques-unes furent vraiment magnifiques. On y vit figurer toutes les richesses de l'univers. Rien ne saurait nous rendre aujourd'hui la splendeur et la somptuosité de ces revues solennelles, où figuraient les objets les plus précieux, provenant de tous les points du globe.

« A l'une de ces expositions, nous dit Sénèque, je vis des ciselures d'or et d'argent, et des matières cent fois plus riches que ces riches métaux; je vis des tentures exquises, des costumes venus de plus loin que nos frontières, et même que celles de nos ennemis; je vis des légions de jeunes esclaves de l'un et l'autre sexe; en un mot, je passai la fastueuse revue de la fortune du peuple-roi ! »

Quoi qu'il en fût de ces magnifiques expositions grecques et romaines, qu'il s'agît, dans le Péloponèse libre, d'une lutte d'artistes, ou bien, dans la capitale asservie des Césars, d'un étalage de dépouilles, dans un cas aussi bien que dans l'autre, on ne se proposait que d'affirmer la richesse et la puissance d'un peuple. L'inspiration généreuse vers le progrès commun de toutes les races humaines, considérées comme membres de la même famille, comme filles du même père qui est Dieu, cette idée-là n'est pas une idée

antique : elle ne pouvait germer dans une tête païenne, et pour que la terre la conçût et la portât, elle avait besoin d'être arrosée par le sang du Christ.

Il eût été vraiment trop étrange que les expositions eussent survécu à cet écroulement de l'empire romain, qui devait emporter avec lui toute la civilisation du vieux monde. Tout disparut, on le sait, sous l'action de ce terrible fléau qui s'appela l'invasion, et qui, comme une marée montante, couvrit l'Europe sous des flots vivants de barbares.

Il fallut attendre la fin du moyen âge pour voir renaître les expositions. Elles avaient lieu à l'occasion de ces grandes réunions populaires connues sous le nom de foires, et qui se renouvelaient à des époques fixes dans les principales villes d'Europe, et surtout dans le Nord. Les distances étaient longues à parcourir, et les routes pleines de difficultés et de périls : mais l'ardeur de la vie était grande ; on était avide de cet échange de communications qui est un des besoins de l'homme. On ne voyait que le but ; et, malgré tant d'obstacles, on se réunissait des points les plus éloignés, chacun apportant les produits les plus remarquables de son pays. Cependant, il faut bien reconnaître que ces expositions, faites par des marchands, ne se proposaient d'autre but que la vente ; elles n'étaient, à vrai dire, que de grands bazars. Elles ne mettaient point en présence les produits similaires, de façon à permettre la comparaison et l'étude. Elles ne visaient même pas le but que nous nous efforçons d'atteindre aujourd'hui. C'est en France, c'est à Paris, en 1798, qu'eut lieu la première exposition moderne. Elle fut modeste, et ne réunit que cent dix exposants ; mais l'idée était jetée dans les esprits, et, comme elle était juste, elle devait faire son chemin. Elle l'a fait. En 1806, c'est-à-dire huit ans seulement après la première exposition, on organisait la seconde. En 1806, ce pays avait des préoccupations de plus d'une sorte, et il se faisait sur toutes ses frontières un bruit d'armes qui n'était pas favorable à ce que les anciens appelaient les *arts de la paix*. Cependant, cette seconde tentative, déjà plus heureuse que la première, réunit 4,532 exposants. La semence fructifiait. Elle était tombée dans un terrain fertile.

Pendant une période de près de quarante années, la France organisa un certain nombre d'expositions. Mais elles n'avaient jamais lieu qu'entre Français. Ce n'était point assez. Le grand concours international n'était pas encore institué. L'idée et l'honneur en reviennent à l'Angleterre. C'est aux Anglais, en effet, que nous devons es expositions universelles.

La première eut lieu à Londres en 1851. Le mari de la reine, le

prince Albert, devenu Anglais par l'adoption de sa nouvelle patrie, fut un de ses plus ardents promoteurs. Il avait compris tout ce que l'Angleterre pourrait retirer d'avantages d'une telle entreprise. L'Exposition internationale ne pouvait manquer de créer des débouchés pour ses produits, que la Grande-Bretagne ferait ainsi connaître au monde, tandis qu'avec son génie pratique et positif elle surprendrait le secret de la fabrication des autres peuples, et trouverait ainsi le moyen d'améliorer la sienne.

La première exposition internationale réunit 13,947 concurrents. Ils apportaient de tous les points du monde les produits les plus riches. On y ajoutait les œuvres les plus parfaites, que l'on allait voir réunies pour la première fois. Ce fut un grand succès, un succès légitime, incontestable et incontesté. Ce fut aussi un des beaux spectacles de ce temps-ci, qui nous a si souvent affligés depuis par ses excès, ses désordres et ses erreurs. On vit une grande nation montrant pacifiquement au monde un des buts que l'humanité doit se proposer incessamment d'atteindre, — le bien-être du plus grand nombre, obtenu par le travail, la persévérance et l'effort, se consacrant au service de l'art, de la science, de l'industrie et du commerce.

On sait que la France ne tarda point à suivre l'Angleterre dans la voie que celle-ci venait de lui ouvrir. La seconde exposition universelle eut lieu à Paris en 1855, avec un grand éclat, et elle vit figurer 23,954 exposants, c'est-à-dire environ 10,000 de plus que Londres. En 1867, la quatrième des expositions universelles voyait le nombre vraiment considérable de 50,226 concurrents prendre part à la plus grande manifestation industrielle qui eût encore eu lieu dans le monde. L'effort avait été considérable, le résultat fut immense; le retentissement atteignit jusqu'aux limites extrêmes du monde, et l'on peut dire que, pendant un moment, l'univers eut les yeux fixés sur nous.

La fortune, il est vrai, l'inconstante et cruelle fortune, nous fit payer plus tard ce qu'il y avait eu d'excessif dans ses faveurs. Mais, du jugement de tous, l'exposition avait été merveilleuse, l'organisation habile, les objets bien choisis, les inventions mises en lumière, les découvertes vulgarisées, tous les mérites récompensés. Il était certain qu'un grand pas avait été fait dans la voie du progrès; la civilisation générale avait marché.

Il parut même à quelques-uns qu'un tel succès devait nécessairement compromettre pour longtemps l'avenir des tentatives de la même nature. Le possible avait été fait. On ne pourrait plus faire que la même chose, ou faire moins bien. Était-ce vraiment la peine? Ne valait-il pas mieux convenir que pour un quart de siècle, peut-

être même davantage, l'idée-mère de ces colossales entreprises était théoriquement épuisée? Il en est de l'humanité comme de l'individu; après de grands efforts, il lui faut des intervalles de longs repos pour enfanter des œuvres nouvelles qui puissent dépasser en perfection celles qu'elle a livrées à l'admiration du monde.

Les hommes d'État qui dirigent en ce moment les destinées si longtemps incertaines de l'Autriche n'ont point partagé cette manière de voir. Ils ont cru, au contraire, que le grand mouvement créé par les expositions universelles de France et d'Angleterre ne devait point s'arrêter; ils ont pensé qu'il avait donné à l'activité humaine une impulsion qui ne devait plus s'arrêter, et qu'il fallait propager encore et développer avec plus de puissance. Ils ont estimé que s'il y avait quelque chose de meilleur qu'une exposition, c'était une série d'expositions successives; ils ont considéré sans doute ce laps de cinq années comme une suffisante période de repos. Ils ont vu là peut-être ce *grande mortalis ævi spatium*, dont Tacite parle quelque part, en le fixant à quinze ans, *quindecim annos*, et ils ont organisé l'Exposition de 1873.

Dans les cercles bien informés, comme disent les diplomates, on assure que l'idée première de cette exposition appartient à l'Empereur d'Autriche. Sa Majesté François-Joseph I<sup>er</sup> en aurait arrêté le projet à Paris même, pendant qu'il visitait chez nous l'Exposition de 1867. L'Empereur confia les premières études de la gigantesque entreprise à M. le docteur Schwarz, un Saxon, né d'une mère française, mais naturalisé en Autriche, et qui avait été son commissaire général aux Expositions universelles de Londres et de Paris, où il s'était montré un organisateur habile, et un homme d'initiative et de progrès, aussi remarquable par l'étendue que par la variété de ses connaissances.

Le docteur Schwarz, — il est aujourd'hui baron de Schwarz-Senborn, directeur général de l'Exposition universelle de Vienne, et conseiller intime de l'Empereur, son maître, — le docteur Schwarz, disons-nous, présenta un mémoire complet, détaillé, qui obtint l'assentiment du souverain. Un décret officiel l'approuva, en 1871, sous le ministère Hohenwart, et décida que l'Autriche organiserait à Vienne, en 1873, dans le parc du Prater, une exposition universelle, à laquelle toutes les puissances du monde seraient invitées à prendre part.

Le 18 septembre 1871, les travaux préparatoires furent commencées sous la direction du colonel Werner, et on creusa aussitôt les fondations, d'après les plans de deux architectes de la ville, MM. van der Null et Sickardsburg. La mort, qui se rit de nos projets, a interrompu leurs travaux, que d'autres ont achevés; ils n'ont pas vu le

couronnement de leur édifice. Activement poussés par des ingénieurs d'un réel mérite, assistés des spécialistes les plus habiles et les plus autorisés, les travaux ont été terminés au jour dit ; et, le 1<sup>er</sup> mai 1873, le *Welt-Ausstellung*, sous la direction de Son Excellence le baron de Schwarz-Senborn, ouvrait ses portes au public, avec cette exactitude qui est la politesse des princes et des entrepreneurs.

Le hasard, l'imprévu, la Fortune, comme disaient les anciens, heureux d'incarner dans la personnalité féminine d'une déesse tous ces événements, favorables ou ennemis, qui traversent nos desseins ou qui les secondent, la Fortune, disons-nous, parut d'abord singulièrement hostile à l'entreprise. Jamais œuvre n'avait vu plus de pronostics fâcheux décourager ses commencements et attrister son avenir. Ce fut d'abord la grande et terrible guerre de 1870-1871, qui, en bouleversant la moitié de l'Europe et en altérant les conditions de son équilibre, semblait devoir paralyser le travail et l'effort de la nation qui, d'habitude, apporte le contingent le plus précieux à ces fêtes de l'Art et de l'Industrie ; puis vinrent, dans l'Autriche même, des causes profondes de perturbation : le malaise qui naît toujours d'un état politique incertain dans l'avenir et mal défini dans le présent ; des crises financières, tout à la fois imprévues et multipliées. La grande entreprise de François-Joseph a pu cependant dominer et vaincre toutes ces influences mauvaises et parvenir à son plein épanouissement. Elle présente aujourd'hui de réels éléments d'intérêt, et elle est véritablement digne de l'attention et de la sympathie du monde.

Que l'on nous permette ici quelques chiffres. Les chiffres ont aussi parfois leur éloquence. Comme espace, comme terrain occupé par les objets exposés, l'Exposition de Vienne est *cinq fois plus considérable que celle de Paris*. La superficie exacte de la nôtre était de 441,750 mètres ; celle de Vienne atteint le total presque invraisemblable de 2,330,651 mètres. Bien des villes, qui ont pourtant fait du bruit dans le monde, se trouveraient à l'aise dans un moindre espace.

Vienne, qui n'est pas grand, n'eût pu loger dans son enceinte cette énorme agglomération de choses de toutes sortes. Aussi ne l'a-t-il pas même tenté. Le *Welt-Ausstellung* est allé se loger hors des murs. Il eût éclaté dans leur enceinte, tandis qu'il a trouvé au Prater un emplacement à souhait ; je ne crois point que nulle part on pût rencontrer une situation aussi heureuse, offrant plus d'avantages et présentant moins d'inconvénients. Le Prater, qui fait les délices des habitants de Vienne et de ses visiteurs, est certainement une des plus belles promenades du monde, et, pour mon compte, je n'en

connais point que je lui préfère. Il participe tout à la fois de nos Champs-Élysées par ses larges et longues avenues, et du bois de Boulogne par la grandeur et l'importance de ses plantations, l'étendue de ses promenades, la beauté de ses pelouses et le voisinage d'un grand fleuve. Mais le Prater a pour lui un caractère imposant et je ne sais quelle majesté qui frappe les visiteurs les plus légers et les plus superficiels, caractère que nous ne saurions, avec la meilleure volonté du monde, reconnaître au joli parc parisien. Le créateur du Prater, l'empereur Joseph II, l'a taillé en pleine nature luxuriante et sauvage, dans une île du Danube, aux portes mêmes de la ville, qui profite de tous les prétextes pour aller goûter le frais sous ses beaux ombrages.

Le *palais du Welt-Ausstellung* est placé à peu près à une lieue du centre même de la ville. Sa principale entrée s'ouvre sur la grande allée du Prater. Cette entrée n'est pas le moins du monde monumentale. Elle est élégante et gracieuse, mais c'est tout ce que l'on peut lui demander : elle n'a rien d'imposant ni de magnifique. Elle se compose d'une série d'arcades, de portes et de guichets, coupés à l'emporte-pièce, et exécutés à la scierie mécanique, à l'instar de ces constructions pittoresques et légères qui constituent aujourd'hui un genre de constructions fort à la mode et très-joli — le genre chalet — qui n'a rien de commun avec la grande architecture.

Quand on a obtenu, moyennant le versement préalable d'un florin (deux francs vingt-cinq) les jours réservés, et d'un demi-florin le reste du temps, le droit de franchir ces arcades qui séparent l'enceinte réservée de la promenade publique, on se trouve dans l'Exposition même. L'aspect général ne vous frappe pas tout d'abord. Il se produit ici un effet d'optique singulier, mais incontestable : le premier coup d'œil donne à l'esprit l'idée de l'étendue, mais non pas celle de la grandeur. Ceci est une faute contre l'art. Je l'attribue au peu d'importance des premiers plans. C'est qu'en effet, tout autour du visiteur qui vient de pénétrer dans l'enceinte, s'élèvent de petites constructions mesquines qui le désenchangent. Ces constructions abritent les divers services de l'Exposition, les bureaux du directeur, la poste, le télégraphe, qu'il faut bien loger quelque part, je n'en disconviens pas, mais qui n'ajoutent rien à la beauté pittoresque d'un plan, si l'on ne fait pas servir les constructions qu'on leur destine à la décoration d'un ensemble voulu. Quand on a franchi ces espèces d'avant-corps, on se trouve enfin en présence d'une section plus monumentale du *Welt-Ausstellung* : nous voulons parler de deux grands pavillons qui se font pendant à droite et à gauche dans le parc, et dont l'un est destiné à l'Empereur, et l'autre aux diverses commissions du jury international. Ici nous nous



trouvons dans de meilleures conditions architecturales, et l'effet produit est beaucoup plus satisfaisant. Autour de ces pavillons, on a disposé, avec infiniment de goût, les parterres d'un beau jardin à la française, où les fleurs se marient agréablement aux verdures, où les jets d'eau, qui ne se taisent ni jour ni nuit, égrenent leurs gerbes liquides, dont chaque grain est une étincelle de lumière diversement colorée sous les feux du soleil.

Bientôt enfin on se trouve en face du palais lui-même.

Ici l'impression est vraiment grande. Le palais se développe sur une étendue de plus d'un kilomètre, dominé au centre par une gigantesque coupole d'une hauteur de soixante-seize mètres, et dont les proportions ont été combinées de façon à produire un ensemble saisissant. Les architectes du palais ont bien compris que cette ligne d'un quart de lieue, si on l'eût développée droite dans toute son étendue, aurait offert la plus déplorable monotonie ; aussi l'ont-ils habilement coupée par sept corps de bâtiments de chaque côté de la coupole : quatorze en tout. Rien de mieux compris que cette disposition. Ces bâtiments se détachent nettement du corps principal, et s'avancent vers le spectateur. On a ménagé entre eux des cours à ciel ouvert, que l'on a distribuées aux diverses nations exposantes. Elles y trouvent un précieux supplément à l'espace trop restreint qu'elles occupent dans le palais même, et l'œil satisfait va de l'un à l'autre de ces pavillons, et trouve dans ces cours une distraction en même temps qu'un repos.

Quand on pénètre dans le palais par l'entrée principale, qui s'appelle naturellement la *porte Autrichienne*, on se trouve sur le seuil même de la grande rotonde centrale. L'aspect est beau ; il est imposant. Cette coupole, construite par un architecte anglais, fort en renom dans son pays, M. Russel, est soutenue à son pourtour par d'énormes colonnes qui donnent une idée rassurante de sa solidité, mais qui nuisent peut-être à son élégance. Sa hauteur sous dôme est de vingt-huit mètres ; elle en mesure cent trente de diamètre, et couvre une superficie intérieure de treize mille deux cent soixante-treize mètres. On avait voulu, dans le principe, faire de cette rotonde une sorte de tribune d'honneur que l'on eût réservée aux plus beaux produits de toutes les nations ; - mais il en a été de ce programme comme de beaucoup d'autres : on n'a pas cru devoir y rester absolument fidèle. L'Autriche s'est fait naturellement ce que le fabuliste appelle la part du lion, et après elle l'empire d'Allemagne a eu le plus gros morceau. Les autres nations n'ont guère obtenu que de petits coins.

Vingt-quatre peuples ont pris part au grand concours international de Vienne. Je les range ici d'après l'ordre d'importance que la

Commission impériale a cru devoir leur reconnaître, et qui se traduit à mes yeux par le plus ou moins de place qu'elle leur accorde dans le palais. Ce sont : l'Autriche, l'Allemagne, la France, l'Angleterre, la Russie, la Hongrie, l'Italie, la Turquie, la Belgique, les États-Unis d'Amérique, la Chine, le royaume de Siam, le Japon, la Suisse, l'Amérique du Sud, l'Égypte et l'Afrique centrale, la Hollande, la Grèce, la Suède et la Norvège, la Roumanie, l'Espagne, le Portugal, la Perse et l'Asie centrale, la Tunisie et le Maroc. Je n'ai point fait figurer le Danemark dans cette aride et sèche nomenclature, parce que le Danemark, cette victime de l'Autriche et de la Prusse, jadis coalisées contre lui, n'a pas été logé dans le palais. Il s'est présenté trop tard, sans doute, et quand déjà toutes les places étaient données. On n'a donc pu lui concéder qu'une petite annexe, où pourtant nous irons lui rendre visite : nous n'avons jamais oublié les vaincus.

Avant d'examiner le travail du monde exposé dans les splendides galeries du Prater, et qui fait l'objet particulier de ce rapide essai, indiquons d'un mot les places respectives occupées par les différents peuples.

A droite de la grande rotonde par laquelle nous avons pénétré dans ce palais, c'est l'Autriche que nous rencontrons tout d'abord. Elle occupe à elle seule plus de la moitié de la portion de la nef principale située à droite de la rotonde ; elle s'est également réservé douze des vingt-huit ailes qui s'en détachent sur les deux façades et vingt des cours intérieures ménagées entre la nef principale et les pavillons accessoires. Après elle vient la Hongrie, dont la constitution d'État aujourd'hui en vigueur respecte l'autonomie et, comme on dit ici, le *particularisme*, à l'Exposition, tout aussi bien que dans la vie politique. Nous trouvons à leur suite la Russie, à la fois incomplète et brillante ; la Grèce, qui tient fort peu de place à Vienne, la Turquie, autour de laquelle se groupent Tunis et le Maroc, l'Égypte et l'Afrique centrale ; la Perse et le centre de l'Asie, derrière lequel on a groupé, pour des raisons auxquelles j'imagine que la géographie a dû rester étrangère, ces provinces Danubiennes que l'on désigne en politique sous le nom générique de Roumanie. L'extrême Orient occupe l'extrémité de cette galerie.

L'extrême Orient comprend la Chine, le royaume de Siam et le Japon. Pleine d'éclat et d'harmonie, l'exposition du Japon fait la joie de nos yeux : elle est peut-être la plus irrésistible attraction de l'Exposition de Vienne. Elle partage avec la France l'honneur d'être celle que l'on veut voir la première, et à laquelle on retourne encore quand on a vu toutes les autres.

Si maintenant, revenant sur nos pas, nous traversons de nouveau la grande rotonde centrale pour refaire dans l'aile gauche la promenade que nous faisons tout à l'heure dans l'aile droite, nous nous trouverons tout d'abord en plein empire d'Allemagne. Séparé de l'Autriche par cette rotonde, l'empire d'Allemagne lui fait face. La Belgique vient à sa suite, et elle occupe et remplit dignement, sur le plan de l'Exposition, une plus grande place que sur la carte d'Europe. C'est moins, en effet, l'étendue de leur territoire, que leur industrie, leur travail et leur activité, qui donnent aux nations leur importance réelle et qui les met à un rang plus ou moins élevé dans la hiérarchie des peuples. La Hollande, jadis métropole de la Belgique, ne semble plus aujourd'hui qu'une enclave de son ancienne province. La Suède et la Norvège se logent modestement dans de petits endroits calmes et retirés, où elles vivent comme chez elles, sans faire de bruit. L'Italie leur succède, et si elle n'occupe qu'une place assez restreinte dans la nef principale, elle se prolonge dans deux ailes qui se font suite sur une vaste étendue, et qui lui permettent de donner à son exposition pittoresque et grandiose un beau développement en ligne droite.

Nous devons reconnaître que la France a été traitée à Vienne avec beaucoup de courtoisie. On lui a donné au moins un tiers de la nef centrale, trois des ailes adjacentes, et quatre cours intérieures. Hâtons-nous de dire que nos artistes industriels ont su mettre à profit l'espace qui leur était accordé : ils en ont tiré un parti admirable, au point de vue décoratif. Le premier coup d'œil, quand on entre dans la section française, est suivi d'un éblouissement. On est en face des produits de l'industrie, et l'on croirait entrer dans un musée. Jamais l'Industrie n'a été plus près de l'Art.

Une tapisserie légère, gracieusement relevée, sépare la France de la Grande-Bretagne, qui se distingue, ici comme partout, par un arrangement pratique intelligent — trop pratique peut-être. Une seule aile a suffi à l'Espagne et au Portugal, qui se la partagent sans mot dire. L'exposition de ces deux moitiés de la péninsule ibérique est, du reste, assez insignifiante. A la suite du Portugal et de l'Espagne, nous trouvons, à gauche la Confédération suisse, et, à droite, les États-Unis d'Amérique, qui affirment ici, plus audacieusement peut-être qu'ils ne l'avaient jamais fait, leur dédain pour toute idée supérieure d'élégance et de beauté, et leur culte absolu, exclusif pour la civilisation purement matérielle. Plus l'effort est grand pour arriver à de tels résultats, et plus paraît attristante la conséquence définitive. Le Brésil et quelques États de l'Amérique du Sud occupent l'extrémité de cette partie du palais, où les productions

d'une industrie encore en enfance, on le voit, hélas ! sous beaucoup de rapports, s'offrent à nous avec une naïveté qui n'est pas sans grâce.

Les Beaux-Arts, qui ne pouvaient être oubliés dans ce concours où l'on appelait le travail du monde, ont été complètement séparés de l'industrie. On leur a donné un palais pour eux, et ils y sont seuls admis. Ce palais est situé à l'extrémité orientale du long édifice que nous venons de parcourir ; placé dans son axe, élevé à la même hauteur, aussi large que lui, il semble n'en être que le prolongement, et il ajoute encore à l'importance du bâtiment principal. On pénètre dans la section des Beaux-Arts par un véritable arc de triomphe dont la ligne générale ne manque pas de grandeur, mais que l'architecte a eu le tort de surcharger de détails un peu lourds. Mais la lourdeur n'est-elle pas le caractère général de l'architecture allemande ?

Le palais des Beaux-Arts est une vaste construction carrée, qui renferme une cour intérieure autour de laquelle circule un beau portique ouvert : c'est le séjour des marbres, qui se trouvent ainsi en pleine lumière, et que l'on peut visiter successivement tout en faisant la plus agréable des promenades. Le portique fut longtemps le rendez-vous favori des visiteurs. Deux pavillons latéraux, situés l'un à droite, l'autre à gauche, abritent les sculptures qui n'ont pas trouvé à se loger sous le portique.

Un peu plus loin, et dans l'axe même de la porte triomphale, se trouve un magnifique vestibule, que la Commission internationale a décoré des plus belles toiles, empruntées à tous les peuples qui ont exposé des peintures à Vienne. De chaque côté de ce magnifique atrium, qu'envierait le palais d'un roi, s'ouvrent les belles et vastes salles destinées à la peinture. Si l'on tourne à droite, on trouvera tout d'abord les expositions de Belgique, de Hollande, de Suisse, d'Angleterre, de France, d'Espagne et de Portugal. Si, au contraire, on prend à gauche, on rencontrera l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, l'Amérique et la Grèce. Ce n'est point sans quelque étonnement peut-être que le visiteur verra si rapprochés Athènes et New-York, l'Acropole et la Maison-Blanche. Ainsi l'a voulu, sans doute, la Commission Impériale et Royale, dont les arrêts sont souverains en pareille matière.

## II

Telles sont les grandes lignes et les principales divisions des deux palais de l'Industrie et des Beaux-Arts. Il ne faut pas croire que toutes les merveilles exposées à Vienne soient contenues dans leur enceinte.

Le parc lui-même, avec sa superficie de près de 3 millions de mètres carrés, en est tout rempli. Ce parc a été divisé entre toutes les nations exposantes, auxquelles on a permis de construire toutes sortes d'annexes, de pavillons, de villas, de cottages, de chalets, d'isbas, de kiosques, de gaards, de serres, de chapelles, d'églises, de temples, de mosquées, de fermes et même de châteaux, qui diversifient singulièrement son aspect, et lui donnent un intérêt et un attrait tout particuliers. Vienne, ici, se sentait à l'aise : il a pu faire grand et tailler largement dans ce terrain si vaste. Chose rare, et qui a été accordée à bien peu, il s'est trouvé un gouvernement qui, une fois dans la vie, a pu donner à chacun ce qu'il demandait. Les nations industrielles et agricoles sont naturellement celles qui ont profité le plus de leurs avantages. Celles-ci ont installé leurs machines dans des conditions parfaites, qui permettent d'en suivre le fonctionnement de la manière la plus intelligente et la plus utile; celles-là ont pu exposer avec beaucoup d'abondance et de variété tous les produits de leur sol, tous les instruments nécessaires à leur grande ou à leur petite culture, de façon à mettre les gens compétents à même de juger en pleine connaissance de cause leurs procédés d'exploitation. Malheureusement, cette section du Welt-Ausstellung exige, pour être sainement appréciée, des connaissances spéciales : elle ne flatte point la curiosité, toujours un peu banale, de la foule, plus éprise de ce qui brille, et qui préfère l'éclat à la solidité, l'agréable à l'utile. Une des choses qui l'intéresse le plus dans ce parc, c'est un village japonais — mais un véritable village — avec ses maisons, ses cours, ses jardins, son ruisseau qui le traverse, et les naturels du pays, qui vivent là absolument comme chez eux, se servant de tous les ustensiles en usage dans leur pays, y mangeant les mêmes mets, assaisonnés de la même façon, agissant sous nos yeux absolument comme s'ils étaient seuls au monde, et supprimant le spectateur dans leur pensée, avec cette merveilleuse puissance d'abstraction qui n'appartient qu'aux races calmes et sereines du monde oriental, les plus indifférentes du monde à ce que l'on peut penser d'elles.

Avec ces constructions si diverses; avec ces jardins improvisés, dont on renouvelle chaque matin les fleurs, trop promptes à mourir; avec ces fontaines murmurantes, ces boulingrins incessamment arrosés, et toujours verts, ces grands arbres aux végétations superbes, qui versent à leurs pieds la fraîcheur et l'ombre, même dans les plus brûlantes journées d'un été torride; avec ces types de toutes les familles humaines et ces costumes de tous les pays; avec cette foule cosmopolite, allant sans cesse d'un objet à l'autre, échangeant ses observations dans toutes les

langues, souvent charmée, toujours surprise, jamais lassée; avec ces orchestres invisibles qui se renvoient des concerts d'un bosquet à l'autre, le parc du Prater présente à l'étranger un des plus curieux spectacles que l'Europe puisse lui offrir aujourd'hui. Il ne trouverait son équivalent dans aucune ville de l'univers à l'heure où nous écrivons.

### III

Après ce coup d'œil rapide jeté sur le parc et sur les palais du Prater, nous demandons la permission de préciser dans une revue, naturellement à vol d'oiseau, et qui ne nous permettra point de nous arrêter bien longtemps sur chaque chose, l'apport des diverses nations dans cette grande mise de fond que nous avons appelée *le travail du monde*. L'entreprise ne laissera point que de nous offrir quelque difficulté. L'Exposition de Vienne, en effet, n'est pas très-facile à voir : c'est là son plus grand défaut. Il lui a manqué au début cette organisation intelligente qui fit tout de suite la fortune de la nôtre, en 1867, et qui condamne nos rivaux à nous copier éternellement ou à faire moins bien que nous — pénible alternative, quel que soit le parti auquel on s'arrête. Chez nous, par suite d'une disposition à la fois simple et ingénieuse, trouvée, assure-t-on par un de nos confrères, M. Paul Dalloz, on pouvait, en suivant le rayon du cercle, parcourir successivement toutes les séries de productions d'un pays, tandis que si l'on voulait, au contraire, se renfermer dans une circonférence, on pouvait examiner successivement telle ou telle production similaire de toutes les nations.

Vienne n'a pas suivi ce système : ici, chaque nation s'isole et forme un tout complet, qui rend la comparaison bien difficile d'un peuple à l'autre.

On a souvent, en effet, un grand espace à parcourir et vingt ou trente zones à traverser, si l'on veut, par exemple, comparer les tissus de France et ceux du Japon, les cristaux de Bohême ou les verreries de Venise. Si un tel système a rendu presque impossibles les études comparatives, il a, au contraire, rendu plus aisé l'examen de chaque nation considérée en elle-même. Ce seul fait ne semble-t-il point nous tracer d'avance la marche que nous avons à suivre dans ce travail ? Ne devons-nous pas faire ce qu'ont fait eux-mêmes les organisateurs de l'Exposition : conduire d'abord nos lecteurs dans les diverses sections réservées à chaque pays, en nous réservant le droit de grouper dans une vue d'ensemble le résultat général de nos études particulières ?

L'Autriche s'est confortablement installée dans le vaste espace qu'elle a cru devoir s'accorder chez elle, et elle a mis dans ses arrangements intérieurs une coquetterie aimable dont il faut lui savoir gré. Quand on pénètre dans ses belles galeries, on aperçoit tout d'abord un joli ensemble de marbres, de biscuits, de terres cuites et de faïences, dont l'effet décoratif est très-heureux. La céramique autrichienne a reçu en ces derniers temps un développement considérable : elle s'exécute presque toute en Bohême, où l'on trouve une assez grande variété de terres plastiques, d'une qualité très-satisfaisante. Peut-être serait-il injuste de demander à des mains novices encore la précision si correcte de la fabrication anglaise, ou la distinction élégante que chacun se plaît à reconnaître chez les céramistes français ; mais il y a ici une recherche des formes et une étude de modelé dont il serait injuste de ne pas tenir compte à ces travailleurs de bonne volonté. La manufacture privilégiée de Dallwitz, munie de toutes sortes de diplômes impériaux et royaux, fabrique une porcelaine un peu bourgeoise sans doute au point de vue du décor, mais très-nette et très-propre, et d'une exécution excellente. Tout à côté de ces louables produits, nous trouvons une exposition peu nombreuse, composée d'objets dont les formes générales laissent bien quelque chose à désirer, dont le modelé pourrait être plus habile et le détail plus décoratif, mais dont la matière même est excellente, et ajoute un élément vraiment précieux à la richesse céramique de la Bohême. C'est une terre blanche comme l'argent, qui, sous l'action du travail, prend des reflets métalliques d'une vivacité éclatante. L'industriel qui dispose de ces matériaux vraiment dignes d'attention est un M. Tichler, qui n'en tire peut-être pas tout le parti possible. Il est bon d'être riche, mais il faut savoir user de sa richesse.

Une autre céramique, dont en Autriche on se montre assez fier, — et je le conçois pour mon compte, car elle est tout à la fois très-originale et très-belle — c'est celle que ses inventeurs, MM. Conrad et Hauptmann, appellent *sidérolithe*, nous indiquant, par ce mot composé, qu'elle participe tout à la fois et de la pierre et du fer. Placé à quelque distance, sur une console ou sur une étagère, mais hors de la portée de la main, le sidérolithe offre une imitation si fidèle des vieux bronzes, qu'il est vraiment difficile de ne s'y point tromper. Pour la reproduction des vases antiques, le sidérolithe nous apporte un élément dont l'importance ne saurait être contestée par personne. Mais il donnerait à l'art décoratif un appoint bien autrement capital, si les architectes s'en emparaient pour modeler certains ornements en relief, tels que cymaises, plinthes et corniches. Le ton puissant et soutenu du sidérolithe s'unirait très-harmonieusement

alors avec les boiseries de vieux chêne et les tentures de tapisseries de Flandre et d'Arras.

Une autre portion de l'Exposition autrichienne qui a le privilège d'attirer tout d'abord et de retenir longtemps le visiteur, c'est la belle galerie consacrée aux verres et aux cristaux de Bohême. Ici, l'effet produit a vraiment quelque chose de magique et d'enchanté. Les formes, généralement heureuses, se relèvent encore par des couleurs vives et gaies. Il suffit d'un coup d'œil pour deviner que ces belles verreries sont surtout destinées aux fêtes de la vie heureuse. C'est le vin des toasts joyeux, qu'il faut boire dans ces coupes éclatantes, d'un si merveilleux travail; ce sont les nuits de bal, dans les salles de gala, que doivent éclairer ces lustres qui descendent des voûtes sur vos têtes comme des cascades étincelantes de lumières. Leurs formes sont parfois bizarres, mais toujours grandioses; ils atteignent souvent des proportions gigantesques, et la taille savante de leurs cristaux, dans lesquels se jouent les feux des bougies, ajoute encore à leur splendeur sans pareille. Et que dire de ces flacons et de ces verres de toutes formes et de toutes couleurs? Les uns sont d'une blancheur transparente, les autres richement teintés, ou nuancés savamment, avec des oppositions de couleurs et des dégradations de tons combinées de façon à charmer le regard. Parfois, d'admirables spécimens, d'un art original et complexe, vous offrent des procédés de fabrication si étranges, que vous vous efforcez de les deviner, comme vous chercheriez la solution d'un problème.

L'Autriche, qui a voulu donner au monde une très-haute idée de sa fabrication de luxe, et qui a tenu à bien prouver à ses visiteurs qu'elle aussi était capable de faire des choses élégantes et fines, l'Autriche, disons-nous, a exposé un certain nombre de surtouts de table d'une grande magnificence, et dans lesquels se mêlent agréablement l'or et l'argent ciselés. On peut dire que la conception générale de ces décorations importantes est satisfaisante, l'idée ingénieuse, et le travail soigné. Le reproche le plus sérieux que l'on puisse adresser à ces œuvres, pour lesquelles on n'a épargné ni le travail ni la matière, c'est une certaine lourdeur et une apparence massive que plus d'une fois, du reste, nous retrouverons dans les produits similaires des ciseleurs anglais. La main française est plus légère, la main italienne est plus facile: il n'en faut pas moins reconnaître que les Autrichiens déploient une habileté réelle dans cette luxueuse fabrication.

L'Autriche a exposé un petit nombre de meubles dont je suis loin de vouloir dire de mal. Il en est, au contraire, parmi eux qui révèlent chez les dessinateurs des idées ingénieuses et un sentiment juste



des conditions décoratives qui doivent présider à l'arrangement d'une maison. Le reproche général que j'adresserai à cette section de l'industrie autrichienne, c'est d'avoir été faite pour un objet déterminé, c'est de viser la grande solennité de 1873, et non pas de nous présenter le mobilier national dans la vérité de son type. Que ceci ne nous empêche point de voir que les meubles exposés sont en général fort bien établis, d'une solidité absolue, et d'une apparence grandiose que je qualifierai volontiers d'architecturale. Cette grandeur quelque peu excessive de l'ensemble ne nuit point, du reste, à l'élégance du détail : nous avons remarqué dans certains meubles un emploi très-judicieux de bois de colorations diverses, se faisant valoir les uns par les autres de la façon la plus heureuse du monde. Parfois aussi c'est une légère incrustation d'ivoire, très-fine, très-délicate, fort habilement conduite, qui anime, en l'égayant, une composition bien entendue. Parmi les meubles de proportions exagérées auxquels je faisais allusion tout à l'heure, je citerai une bibliothèque qui a pour auteur M. Henri Rœhrs : on y trouve toute espèce de choses, niches, colonnes, statues et cariatides. C'est tout un monde. L'aspect général est imposant ; mais on se demande où l'on pourra loger une bibliothèque qui est elle-même grande comme une maison. Il n'est que trop certain que le fabricant a oublié les conditions normales de l'habitation moderne. Tous les industriels qui ont pris part à l'Exposition de Vienne n'ont pas commis la même faute que M. Henri Rœhrs. C'est ainsi que chez un certain M. Dübello, de Vienne, nous trouvons une série de meubles qui nous offrent un spécimen juste et vrai de la fabrication autrichienne. Ces meubles manquent peut-être un peu d'élégance, c'est là leur plus réel défaut ; mais ils sont puissamment établis, massifs, carrés, et généralement un peu bas. On les retrouve tirés à des milliers d'exemplaires dans les maisons riches. Les tentures exposées par les tapisseries en renom sont satisfaisantes, simples de plis et douces de tons. Le bleu semble y dominer, avec un cantonnement brun ou marron, très-calme, et auquel l'œil s'accoutumè aisément. Tout cela est joliment fait ; c'est du bon commerce et de l'industrie honnête, mais ce n'est point de l'art. Seul en Europe, le tapissier français a su s'élever jusqu'à ce degré supérieur où la décoration d'un appartement, à l'aide d'une étoffe tendue et disposée d'une certaine façon, peut lutter avec le tableau du peintre le plus harmonieux. Cet art-là nous est propre, et n'a pas encore franchi la frontière.

Les organisateurs autrichiens ont eu une idée dont, pour mon compte, je leur sais un gré extrême, et que j'aurais voulu retrouver chez les commissaires de toutes les nations, mais que je n'ai ren-

contrée chez aucun. Ils ont exposé la série à peu près complète de tous les objets qui servent à la vie du peuple : vêtements, modes, parures, outils de l'ouvrier, et jusqu'aux simples ustensiles de ménage. Toutes ces choses sont bien celles dont se servent l'homme du peuple, le paysan, l'ouvrier, le petit bourgeois. Retrouvée dans quelques milliers d'années d'ici, cette collection suffirait à donner à nos arrière-neveux l'idée la plus juste de l'état social de l'Autriche au dix-neuvième siècle. La plupart de ces objets nous ont paru fabriqués dans des conditions pratiques fort bien entendues : ils ne révèlent point sans doute cette incessante préoccupation du mieux et cette infatigable recherche du progrès, cette connaissance profonde de tous les besoins de la vie matérielle, qui s'accusent, par exemple, dans l'outil anglais; mais il n'y en a pas moins là un ensemble très-satisfaisant. L'outil autrichien est tout à la fois solide et léger, d'un emploi commode. Aurait-on le droit de leur demander davantage?

Une exposition universelle doit nécessairement faire une très-large place aux vêtements, si importants d'ailleurs dans l'existence de l'individu comme de la nation. Les tissus fabriqués pour hommes, dans les manufactures autrichiennes, sont naturellement divisés en deux classes bien distinctes : les uns, destinés à la classe la plus nombreuse, sont résistants et robustes, on sent qu'ils n'ont rien à craindre des plus rudes épreuves; — je pourrais citer tout une série de feutres imperméables, qui n'ont rien à envier aux plus beaux articles anglais de ce genre; les autres, destinés aux gens riches, sont des draps légers, très-fins et très-souples, dont la disposition est presque toujours élégante. Les étoffes pour femmes, satisfaisantes comme qualité, sont mises en œuvre par des mains que ne dirige point un goût suffisamment pur. La confection autrichienne, très-largement représentée à l'Exposition, laisse, en effet, beaucoup à désirer. On peut dire qu'elle est toujours trop chargée, et ornée à outrance. C'est là, malheureusement, le travers de l'étranger, qui ne sait jamais s'arrêter ni se contenir, et qui croit que faire une robe riche, c'est faire une robe belle. Il est du moins une chose dans l'exécution de laquelle les ouvriers autrichiens réussissent presque toujours : c'est le travail de la plume, dont ils font des garnitures et des ornements de toutes sortes, et qu'ils emploient avec une légèreté digne d'elle, et une grâce digne de celles à qui elle est offerte.

## IV

## LA HONGRIE.

La Hongrie, malgré son union avec l'Autriche, union qui tend à devenir de jour en jour plus étroite, que scelle et confirme la haute faveur dont jouit à la cour le chef reconnu du mouvement magyare, la fière Hongrie a voulu avoir son exposition particulière, complètement séparée de celle de l'Autriche, et abritée par ses couleurs nationales. Peut-être la chose n'était-elle point absolument nécessaire; en tout cas, le résultat n'a pas justifié entièrement la prétention. La Hongrie, à laquelle ne manquent certainement ni l'activité ni l'intelligence, n'a pas encore pris la place qu'un jour sans doute elle occupera parmi les nations de l'Europe industrielle. Ce qu'elle sait le mieux faire, à l'heure qu'il est, c'est parler, se battre et monter à cheval. Quant à ce qui est de l'ameublement et de la décoration de ses châteaux, de ses palais ou de ses maisons, je crois que, pour longtemps encore, sa brillante aristocratie sera contrainte de se reconnaître tributaire de l'étranger.

Ce n'est point que la Hongrie soit absolument dénuée de fabriques, mais ses ouvriers ne sont pas encore arrivés au niveau de beaucoup d'autres peuples, qui font mieux, et qui peuvent livrer leurs produits à des prix suffisamment rémunérateurs et pourtant moins élevés que les siens.

Le meuble hongrois a un cachet de lourdeur tout particulier. Il est massif et trapu, ne participant nullement au caractère de cette race élégante; les verreries ne peuvent supporter la comparaison avec celles de la Bohême, et l'on se demande véritablement pourquoi la Hongrie se donne la peine d'en fabriquer péniblement, au lieu de pratiquer le libre échange avec cette autre province du même empire. Quelques imitations des porcelaines de la Chine, du Japon ou de la Saxe prouvent peut-être plus de bonne volonté que de réel talent. Les poteries de terre, dont nous avons vu de bien nombreux échantillons, sont d'une main-d'œuvre grossière, et le plus beau travail d'art de toute cette exposition, c'est une pipe dont le fourneau horizontal mesure un demi-mètre de longueur, et porte six chevaux et deux hommes, se livrant aux exercices d'une voltige fantaisiste et effrénée. Quel est l'étudiant de onzième année vraiment digne de cette pipe monumentale?

Les tissus hongrois accusent aussi une certaine infériorité dans le travail; ses draps sont solides, mais sans cette moelleuse élasticité que l'on retrouve dans les produits de nos fabriques de Sedan ou d'Elbeuf : ils sont rudes et durs au toucher. Les vêtements modernes, ceux des femmes particulièrement, se distinguent par une recherche d'ornementation excessive; on leur donne de la broderie tant qu'elles en peuvent porter. Les chemises des hommes ont des plastrons historiés comme la plus fine dentelle. Trop voisins de l'Orient et des peuples primitifs auxquels on n'a pas appris à s'habiller, les Hongrois sont encore très-loin de cette simplicité effacée qui s'appelle la distinction, qui permet à un homme de traverser un salon sans être remarqué, et qui est le terme suprême de l'élégance et du comme il faut auquel puisse aspirer le *gentleman* des temps modernes.

L'exposition hongroise ne s'en recommande pas moins très-particulièrement à nous sous deux rapports :

Par une exhibition complète et vraiment merveilleuse des costumes nationaux de ce peuple de paladins et de palatins, qui fait de la magnificence extérieure une des conditions de sa vie;

Par une collection précieuse de photographies, représentant les plus beaux types de cette race superbe. Ils sont tous là, avec leurs nez fiers et droits, leurs fronts audacieusement coupés, leurs yeux pleins de soleil, et leurs profils de statues; les femmes y sont aussi, pleines de vie, de séve, rayonnantes dans leur beauté royale.

## V

### L'ÉGYPTE.

Ce qui frappe tout d'abord, dans l'exposition égyptienne, c'est la prédominance du caractère agricole. On se croirait encore à ces temps heureux où les historiens de Rome se plaisaient à nommer l'Égypte le grenier de l'Italie. Partout des grains et des épis; c'est à se croire sous la tente d'un comice de la Beauce ou de la Normandie, le jour d'un concours régional.

Tous les produits de cette terre féconde se trouvent étalés ici, et l'on peut juger de la merveilleuse variété et de la richesse infinie des États du khédive, qui est, comme on sait, l'homme le plus riche du monde.

Mais l'Orient, quoi qu'il fasse, ne néglige jamais complètement le côté pittoresque des choses : c'est là une de ses supériorités sur nous. Ainsi, au milieu de cette Exposition, si absolument utilitaire, la commission égyptienne a trouvé le moyen d'égayer nos yeux par le spectacle de ce que j'ai entendu appeler dédaigneusement (par un fabricant français, hélas !) la *friperie orientale*, et dont l'ensemble se présente à nous avec un si admirable accord et une telle richesse de tons que l'on ne peut le caractériser que d'un mot : l'harmonie dans l'éclat !

A côté de ces costumes mesquins de la réforme turque, n'est-ce pas un vrai régal d'artiste de voir ces robes, ces caftans, ces abayahs, où l'or, l'argent et les pierreries, se mêlent à la laine fine et à la soie aérienne ? Les mille détails du harnachement des chevaux, les selles de velours constellées de gemmes, les brides en maroquin rouge, au frontal historié de surates du Coran, estampillées à l'encre bleue, les larges étriers, sur lesquels le pied porte et se repose, tout cela, aperçu derrière les glaces d'une vitrine, vous attire, vous prend, vous retient et vous charme.

Il y a, du reste, une telle puissance de coloration dans cet heureux Orient, que les moindres choses, entre ses mains, prennent tout de suite un ton étrange, et une valeur singulière. Je n'en veux citer qu'un seul exemple. Le khédive, qui montrait, non sans orgueil, il y a quelques années, la magnificence de ses palais à ses hôtes européens, parmi lesquels il avait l'honneur de compter trois ou quatre souverains, a eu cette année la très-heureuse idée d'offrir, aux visiteurs de l'Exposition, la demeure authentique d'un Arabe du désert. Nous les connaissons, pour les avoir habités nous-mêmes, ces maisons de toile, fichées au sol par quatre piquets, qui abritent votre sommeil d'une nuit, et que, le matin, la caravane hâtée roule et emporte avec elle, sur le dos d'un chameau. Celle-ci est vraiment de la dernière catégorie. Le khédive n'a pas voulu farder sa marchandise. Elle est misérable, cette tente, vieille, fanée, brûlée par le soleil, faite de pièces et de morceaux, recousue à peine, et recouverte de peaux de crocodile et de caïman.... Eh bien, si j'étais peintre, je donnerais pour cette chose étrange, qui vaut peut-être vingt francs, si l'on tient à bien payer, les deux plus belles maisons de la rue de Rivoli ! Leurs architectes en prendront les moellons pour me lapider.

## VI

## TUNIS.

Des couleurs gaies, beaucoup d'éclat, parfois même une harmonie soutenue, tel est, comme couleur, le caractère de l'exposition tunisienne. Comme forme et comme dessin, c'est une bizarrerie qui surprend sans déplaire, parce que, là encore, on retrouve ce cachet pittoresque que l'Orient excelle à donner à toutes ses créations, et qui est, en quelque sorte, la marque de fabrique qu'il impose aux petites choses comme aux grandes.

Dans la régence de Tunis, comme dans les États du khédive égyptien, ou dans l'empire du commandeur des croyants, l'Exposition offre cette particularité d'être absolument officielle, faite exclusivement par ces hauts et puissants seigneurs, sans que leurs sujets y prennent la moindre part. Tout se passe entre le souverain et les trois ou quatre plus grands personnages de son empire. C'est l'absolutisme à sa plus haute puissance. Il ne faut donc pas trop s'étonner de voir, par exemple, toute une série de vêtements de femmes exposée par un général, le général Hussein-Pacha, qui a fait de larges emprunts à son harem, pour nous montrer comment s'habillent les belles captives de la régence. Quelques-unes s'habillent vraiment fort bien, et parmi nos femmes les plus élégantes, je n'en sais point qui ne consentissent à porter, au moins comme sortie de bal, ces fins tissus en laine légère ou en toile soyeuse, que traverse, comme une lame fine et brillante, une zébrure d'or ou d'argent.

On remarque beaucoup un petit intérieur tunisien à peu près complet, avec le mobilier qui le garnit, les étagères aux fleurs peintes de mille couleurs; les sièges, aussi gracieux qu'ils sont incommodes; les petites tables en bois de cèdre, incrustées de nacre formant marqueterie, mais témoignant, hélas! plus de bonne volonté que d'art véritable.

Une inscription en lettres majuscules, mais d'une orthographe quelque peu fantaisiste et que je copie textuellement :

TRAVAILLES

DE SON ALTESSE

LA PRINCESSE MAKELTUMA,

nous avertit de regarder avec toute l'attention à laquelle a droit,

de la part d'un républicain... provisoire, une tapisserie à la française, qui n'obtiendrait pas le premier prix dans nos pensionnats de jeunes filles, mais qui prouve du moins que les plus grandes dames de ces lointains pays tournent les yeux vers l'Occident, absolument comme nous autres nous les tournons vers l'Orient, — ce qui prouve que l'homme... et la femme sont naturellement amis du changement, et que souvent, hélas ! ce qu'on a le moins est aussi ce que l'on aime le plus !

Mais revenons à Tunis et demandons à Son Excellence le kasnadar, qui est, à peu de chose près, le grand vizir de l'endroit, la permission d'entr'ouvrir sa vitrine pour examiner les beaux harnachements de son cheval, son grand sabre, ses fusils cerclés d'argent, aux crosses incrustées de nacre, constellées de coraux, étincelantes de pierreries; ses selles en beau velours, où l'or se relève en bosse; les flacons finement ciselés, qui concentrent les subtiles essences des roses, et les terliks brodés de perles, dans lesquels sa belle favorite enfonce son petit pied nu. Tout cela est brillant, éclatant, magnifique; c'est l'Orient des grands et des riches. Ce n'est pas le seul Orient qu'il y ait au monde, et Son Altesse le bey de Tunis n'a pas voulu nous laisser croire qu'il vivait dans un *El Dorado*, où les enfants jouent aux quilles avec des boules de diamant grosses comme leurs têtes. Loin de là. A côté de l'exposition de Hussein-Pacha et de l'illustre kasnadar, il nous a donc montré la vie intime du premier venu de ses sujets. Ici, plus de luxe, hélas ! plus même de confortable; tout est primitif; pas la moindre trace de progrès. C'est ainsi que les choses durent être inventées dès les premiers jours du monde, et l'on n'y a rien changé depuis : ces misérables ustensiles sont simples, je dirais volontiers jusqu'à la grossièreté !

Ne nous apitoyons point, cependant, sur cette misère apparente, qui n'est pas le dénûment; car le sobre Oriental possède presque toujours autant qu'il désire, et il est riche de tous les besoins qu'il n'a pas.

Des matières premières très-nombreuses et le plus souvent d'une qualité supérieure attestent les ressources de la Régence et prouvent que, le jour où le travail y sera puissamment organisé, Tunis n'enverra rien aux nations qu'au premier abord on serait tenté de croire plus favorisées que lui... et qui le sont moins.

## VII

## LA GRÈCE.

Je crois que l'on pourrait caractériser en deux mots l'exposition de la Grèce.

Remarquable abondance des matières premières, et faiblesse ou insuffisance de la main-d'œuvre. Les céréales y sont belles et nombreuses, ainsi qu'il convient chez les favoris de Cérès, chez les fils de Cécrops et de Triptolème. On est frappé de la beauté de ces bois dont les échantillons sont, du reste, disposés avec beaucoup de goût et de méthode. Les uns sont originaires du pays ; les autres ont été naturalisés par une culture habile, et sont devenus grecs à leur tour.

Voué par inclination au culte de sa personne, et recherchant avidement tout ce qui peut rehausser sa beauté, le Grec expose avec une sorte de bonheur enfantin les riches costumes de ses palicares, aussi fiers aujourd'hui de leurs bottes que les Grecs d'Homère étaient fiers autrefois de leurs knémydes, chantées par Homère : les peuples ne changent pas ! A ces bottes, si précieuses qu'elles puissent être aux yeux de leurs propriétaires, je préfère, je l'avoue, ces gazes légères, qui semblent faites d'air tissé, et qui caressent plutôt qu'elles ne cachent le corps charmant des femmes. C'est ainsi, quand elles descendaient de l'Olympe, que devaient être vêtues les déesses, entrevues dans le rêve des poètes, et qui abandonnaient le ciel pour la terre.

Des céramiques un peu lourdes, des verreries légères, des sculptures sur bois assez nombreuses, mais très-peu dignes des descendants de Phidias et de Praxitèle, un assez grand nombre de reproductions de l'antique, et çà et là quelques marbres originaux, tel est l'apport de la Grèce, qu'il serait injuste d'ailleurs de juger trop sévèrement, puisque celle qui fut si longtemps l'intitutrice du monde antique est en même temps la dernière venue à l'école de la civilisation moderne.

LOUIS ÉNAULT.

La suite prochainement.

---



# MÉLANGES

---

## LES FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES

ET LE T. H. FRÈRE PHILIPPE

L'institut des Frères des Écoles chrétiennes, fondé par J.-B. de la Salle, à qui une statue doit être érigée prochainement dans la ville de Rouen, date de l'année 1679, en laquelle la première école fut ouverte à Reims. Depuis lors, les Frères, réunis en communauté sous la direction de leur fondateur, ouvrirent, à la sollicitation des municipalités, des écoles analogues dans différentes localités, et notamment à Paris.

Cependant l'institut, auquel ne manquèrent pas les persécutions qui sont en quelque sorte la consécration des grandes choses, ne fut définitivement fondé qu'en 1705, époque où il eut pour la première fois un siège fixe. En cette année, J.-B. de la Salle, à qui on avait demandé d'envoyer des Frères à Rouen pour y ouvrir une école, se décida à y transférer le noviciat, qui, en assurant le recrutement de l'institut, devait en assurer aussi la durée. Il acheta pour cet objet, dans le faubourg Saint-Sever, une maison dite de Saint-Yon, d'où les Frères ont porté et portent encore le nom de Frères de Saint-Yon, de même que celui de Frères des Écoles chrétiennes.

Mis ainsi en position de se renouveler, l'institut put répondre aux demandes qui lui étaient adressées de divers points de la France pour la création d'écoles dirigées par des Frères de l'ordre. Ces écoles se multiplièrent peu à peu et, à la mort de J.-B. de la Salle, en 1719, l'institut dirigeait déjà 27 écoles recevant 9,748 enfants.

Il prit encore plus de développement après les lettres patentes qu'il obtint du roi en 1724. Dans le cours du dix-huitième siècle, il se répandit dans toute la France, et, lors de la Révolution, il n'y avait pas une province qui ne comptât une ou plusieurs écoles dirigées par les Frères. Malheureu-

sement la tourmente révolutionnaire amena leur fermeture malgré les efforts que firent quelques villes pour les conserver.

Mais quand le calme fut revenu en France et qu'on put songer un peu à l'instruction du peuple, les Frères qui vivaient encore furent sollicités de rouvrir leurs écoles. Le gouvernement lui-même, en raison des services que leur institut rendait sous ce rapport, lui accorda une faible subvention de 5,000 fr., la seule du reste que l'instruction primaire ait jamais obtenue sous l'Empire.

L'institut se répandit dès lors dans toute la France, et ses écoles se multiplièrent graduellement sous le premier Empire et sous la Restauration. Mais c'est surtout à partir de la loi de 1833, et principalement après l'élection du frère Philippe en qualité de supérieur général de la communauté, que les écoles prirent le plus de développement.

Auparavant, il n'y en avait guère que dans les chefs-lieux de département et les principaux chefs-lieux d'arrondissement. La règle très-prudente de l'institut, qui ne permet pas aux Frères d'être moins de trois dans une localité, les empêchait de se répandre dans les villes d'une faible population, qui ne pouvaient pas alimenter des écoles de trois classes. Mais le goût de l'instruction se propageant, des écoles de Frères purent s'établir non-seulement dans des chefs-lieux de canton, mais même dans de simples communes rurales.

L'institut est arrivé ainsi à diriger en France un nombre considérable d'écoles, denatures diverses. Ces écoles s'élevaient, à la fin de 1872, au chiffre de 1,344 ; elles comprenaient, selon l'importance des localités, 3, 4, 5, 6 classes et même plus. L'instruction y était donnée par 7,864 Frères, et elles étaient fréquentées par 325,531 élèves.

Ces 325,531 élèves se répartissent de la manière suivante :

Élèves des classes de jour. . . . .	206,954
Orphelins dans 13 établissements spéciaux. . . .	2,447
Apprentis suivant des classes spéciales à midi et à cinq heures du soir. . . . .	6,206
Adultes suivant les classes du soir de huit heures à dix. . . . .	31,858
Militaires suivant les classes du soir de huit heures à dix. . . . .	4,779
Jeunes gens fréquentant les écoles dominicales ou classes du dimanche. . . . .	13,287
Total. . . . .	325,531

L'institut avait en outre dans les colonies françaises 41 écoles dirigées par 209 Frères et donnant l'instruction à 6,762 élèves.

Indépendamment de ces écoles établies en France ou dans les possessions françaises hors d'Europe, il dirigeait encore à l'étranger 289 écoles, où 1891 Frères instruisaient 66,685 élèves, dont 2,357 apprentis et adultes, et 2,378 orphelins.

C'est surtout depuis une trentaine d'années que la réputation de l'institut a fait rechercher ses écoles à l'étranger, où, par les services qu'elles y rendent, elles ont contribué à faire aimer le nom français.

Pour n'en citer qu'un exemple emprunté à des documents imprimés relatifs à l'Amérique, nous dirons que la première école fut établie au Canada en 1838, et qu'en 1861, il y en avait déjà 24 avec 8,367 élèves.

Une certaine communauté de mœurs et surtout de langue expliquerait en quelque sorte ce succès rapide, s'il ne fallait y voir aussi une autre cause dans la considération dont ces écoles jouissaient. En effet, dès 1845, les Frères furent appelés aux États-Unis, à Baltimore et à New-York, d'où ils se répandirent promptement dans les différents États de l'Union.

En 1861, d'après les documents cités, il y avait déjà en Amérique 78 écoles avec 2,450 élèves. En 1871, ces nombres étaient plus que doublés.

En résumé, l'institut des Frères des Écoles chrétiennes comptait en 1871 les nombres suivants d'écoles, de Frères et d'élèves.

	FRANCE.	COLONIES.	ÉTRANGER.	TOTAUX.
Écoles . . . . .	1,344	41	289	1,674
Maîtres . . . . .	7,864	209	1,891	9,964
Élèves . . . . .	325,531	6,762	66,685	598,978

Un développement aussi rapide et aussi étendu ne peut avoir pour cause que la conviction du mérite des écoles dirigées par les membres de la corporation. C'est qu'en effet, malgré le titre sous lequel l'ignorance se plait fréquemment à les désigner, l'institut a devancé en tout l'état général des écoles, non-seulement en France, mais encore dans la plupart des pays.

Ainsi, il a fourni le modèle des écoles normales primaires dans les noviciats destinés à former des maîtres pour ses écoles. Le premier fut établi à Reims, dès 1680, puis transféré à Paris et fixé définitivement à Saint-Yon en 1705. Ces noviciats ont dû se multiplier dans ce siècle afin de satisfaire aux besoins des écoles ; il en existe aujourd'hui dans les principales maisons de l'ordre.

J.-B. de la Salle avait en outre fondé à Paris, en 1698, un *séminaire de maîtres d'école pour la campagne*, qui était à l'époque un vrai type d'école normale pour les communes rurales. Il avait comme les autres son école annexe, où les futurs instituteurs allaient s'exercer à la direction d'une école. C'est encore le système adopté de nos jours pour nos écoles normales primaires.

Œuvre charitable fondée il y a aujourd'hui près de deux siècles, afin de faire participer aux bienfaits de l'instruction les déshérités de la fortune, en leur donnant l'instruction gratuitement, l'institut des écoles chrétiennes a toujours conservé ce caractère, car il n'a jamais reçu de rétribution des élèves.

On lui doit même la fondation et l'entretien de 24 orphelinats où

4,825 enfants non-seulement reçoivent l'instruction, mais encore apprennent un métier. Quelques-uns sont des établissements essentiellement agricoles.

Dès le dix-septième siècle, en créant, sous le nom du reste impropre de *pensionnats*, puisqu'on y reçoit également des externes, des établissements d'instruction d'un ordre plus élevé que les écoles ordinaires, il avait été au-devant d'un besoin auquel la société ne devait commencer à pourvoir que dans ces derniers temps. Fermés à la Révolution, comme tous les autres, ces pensionnats n'ont été rétablis que depuis quarante ans. Le premier fut, en effet, ouvert à Béziers en 1833; mais c'est sous la direction du frère Philippe qu'ils se sont surtout propagés. Ils sont en ce moment au nombre de 46 et sont fréquentés par 11,290 élèves.

Ces établissements répondent aux besoins de cette partie de la population pour qui l'enseignement primaire élémentaire ne saurait suffire, et qui n'a pourtant pas besoin de l'enseignement élevé, littéraire ou scientifique qu'on donne dans les lycées et les collèges, ni même de ce nouvel enseignement qu'on a aussi désigné d'un nom assez impropre, celui d'enseignement spécial.

C'est cet enseignement dont M. Guizot avait posé le germe dans la loi de 1833, en créant au-dessus de l'enseignement primaire élémentaire ce qu'il avait nommé enseignement *primaire supérieur*, et dont le but n'a malheureusement pas été assez compris en France. Ces établissements intermédiaires entre nos écoles primaires ordinaires et les *Real Schulen* de l'Allemagne ou nos collèges d'enseignement spécial, correspondent aux *Burger Schulen* de nos voisins. Quoi qu'il en soit, leur développement et le nombre des élèves qui les fréquentent prouvent assez combien leur utilité est appréciée par les familles.

L'institut n'a pas moins compris les besoins de la partie de la population qui est obligée de quitter les écoles de bonne heure pour apprendre un métier. C'est ainsi qu'il a ouvert le premier dans ses écoles, et aux heures où les classes ordinaires sont fermées, des classes spéciales d'apprentis, qui, l'année passée, étaient fréquentées par 6,391 élèves.

Le premier aussi il a ouvert, pour les ouvriers, des classes dominicales, ou du dimanche, qui sont de véritables classes d'adultes. Cette création remonte à l'année 1709, où il en fut ouverte une à Paris, rue de Vaugirard. Dès cette époque, les élèves les plus avancés y étudiaient les mathématiques et le dessin.

Il a complété cette institution des écoles dominicales en établissant dans ce siècle les réunions du dimanche à l'usage des jeunes gens qui, après avoir fréquenté les écoles, ont déjà embrassé une profession. Dans ces réunions, 13,287 élèves venaient, en 1872, se perfectionner dans ce qu'ils savaient, étendre leurs connaissances et recevoir des conseils et des directions de toute espèce.

Il faut mentionner enfin les *classes du soir*, ou *classes d'adultes* propre-

ment dites, qu'il a ouvertes dès le siècle dernier, et qu'il a multipliées en si grand nombre, lors de l'élan imprimé à l'instruction primaire par la loi de 1833. Tandis qu'au bout de peu d'années, presque toutes les classes d'adultes ouvertes par les autres instituteurs se fermaient successivement, désertées qu'elles étaient par les élèves, l'institut a vu les siennes continuer à être fréquentées. En effet, grâce à leur organisation, elles ont toujours été préférées par les ouvriers.

Aussi, lors de la grande campagne des classes d'adultes qui date de 1865, il n'a eu presque rien à faire pour suivre le mouvement ; il a simplement continué ce qu'il faisait, et aujourd'hui, lorsque le plus grand nombre des classes du soir ouvertes sous cette impulsion a graduellement disparu, l'institut a encore toutes les siennes ; il y donne l'instruction à 36,637 élèves, dont 4,779 militaires.

C'est par cet ensemble de créations successives que l'institut des Frères des Écoles chrétiennes, depuis sa fondation en 1679, et dans ces derniers temps surtout, sous la direction sage et éclairée du supérieur général qu'il vient de perdre, s'est efforcé de pourvoir aux besoins de l'enseignement parmi les classes laborieuses.

Il a ainsi répondu par les faits aux différents reproches dont il a été parfois l'objet de la part de personnes qui ne comprennent pas les nécessités d'une institution embrassant tant d'établissements divers, dirigés par un nombre de maîtres qui s'élèvent à peu près à dix mille.

Tous les esprits qui réfléchissent savent que, dans des conditions semblables, un institut ne peut adopter légèrement toutes les innovations, sous quelque apparence séduisante qu'elles se présentent. Il serait promptement désorganisé par les changements qu'elles entraîneraient. Il doit leur laisser le temps de prouver leur utilité par l'expérience.

C'est pour cela que, dans quelques cas, il a dû résister à un certain engouement, et refuser d'adopter dès l'abord telles ou telles méthodes ou tels enseignements nouveaux, qui n'avaient pas eu le temps de faire leurs preuves. Mais une fois que la pratique a eu prononcé, il n'a jamais repoussé un enseignement ou une méthode dont l'utilité était généralement démontrée. Bien loin d'être alors un obstacle au progrès, il l'a toujours secondé.

C'est, en effet, à l'institut que l'instruction primaire doit l'adoption et les perfectionnements successifs de l'enseignement simultané, qui a heureusement remplacé dans les écoles l'enseignement individuel, le seul presque qui y fût pratiqué autrefois. C'est d'après ce mode que fut organisée la première école, ouverte en 1679. J.-B. de la Salle en exposa lui-même les principes et en traça les règles dans son livre intitulé : *Conduite des écoles*, dont la rédaction remonte à l'année 1693, mais qui ne fut imprimé qu'en 1720, un an après sa mort. Sans cesse amélioré depuis, tout en retenant les prescriptions essentielles, ce livre est resté la règle fondamentale des écoles dirigées par les Frères.

Ce mode d'enseignement est devenu tellement caractéristique des écoles des Frères, qu'il y a vingt ans à peine, le nom d'enseignement simultané était, pour la plus grande partie du public, synonyme d'école des Frères, tandis que celui d'enseignement mutuel s'identifiait généralement avec l'enseignement laïque. Il a fallu que les écoles mutuelles se décidassent enfin à abandonner un mode dont l'insuffisance était démontrée depuis longtemps, pour faire cesser cette singulière confusion. On la retrouve pourtant encore à cette heure chez des personnes d'ailleurs éclairées.

Les Frères toutefois ne se sont jamais montrés exclusifs. Loin de là, ils n'ont pas craint de faire au mode mutuel, si défectueux sous tant de rapports, de fréquents emprunts. Ainsi, dans un grand nombre de leurs écoles, on emploie avec succès quelques-uns des procédés de ce mode pour les jeunes enfants et pour les parties les plus élémentaires et, en quelque sorte, mécaniques de l'instruction.

A ce sujet rectifions aussi une erreur assez accréditée. Les personnes qui ne connaissent les écoles des Frères que par ouï-dire, croient d'ordinaire qu'elles se distinguent par la rigidité et la sévérité de la discipline. Rien n'est plus inexact. Les inspecteurs que leurs fonctions ont appelés à visiter leurs écoles en même temps que les écoles laïques, savent que dans les premières la discipline a un caractère paternel, et qu'il y a dans les relations entre les élèves et les maîtres quelque chose d'affectueux qui est le signe d'une bonne éducation.

On se persuade aussi quelquefois que les pratiques religieuses prennent dans l'école un temps considérable au détriment des études. Nous ne nions pas qu'il n'y ait eu autrefois quelque exagération sous ce rapport ; mais cela a complètement cessé sous la direction actuelle si intelligente et si éclairée. C'est d'ailleurs ce que prouve l'examen des règlements concernant l'emploi du temps dans les écoles de l'institut. Les succès des élèves qui les fréquentent sont en outre une preuve que l'enseignement séculier n'y est point sacrifié à l'éducation religieuse.

Quant à cet enseignement, il faut le considérer en lui-même et par rapport aux maîtres qui le donnent.

Contrairement à une opinion fort répandue, qui confond les instituteurs congréganistes avec les Sœurs, les Frères n'exercent point, comme tant de personnes le croient encore, en vertu d'une simple lettre d'obédience. Depuis la loi de 1833, ils sont soumis aux mêmes obligations que les instituteurs laïques.

En conséquence, les Frères dirigeant des écoles sont tous, depuis 1833, pourvus d'un brevet de capacité; ceux qui dirigent les écoles primaires supérieures, dites pensionnats, possèdent ou l'ancien brevet supérieur, institué par la loi de 1833, ou le brevet, dit complet, qui l'a remplacé depuis 1850.

En ce qui concerne les sous-maîtres, on sait qu'ils ont toujours été dis-

pensés de l'obligation du brevet, dans les écoles laïques comme dans les écoles des Frères. Mais, dans ces dernières, dès qu'elles ont quelque importance, et notamment dans celles qui ont quatre ou cinq classes ou plus, il y a généralement au moins un sous-maître breveté. Dans les écoles primaires supérieures, c'est le cas pour la plupart des sous-maîtres ; quelques-uns même, outre le directeur, ont le brevet supérieur ou complet.

L'institut des Frères possède cependant un mécanisme qui lui permet d'utiliser des maîtres peu expérimentés. Il a, en effet, pour la direction des classes, la répartition des élèves, la distribution des leçons et l'emploi du temps, dans toutes les divisions et dans chacune des classes que comprend l'école selon son importance, des règlements très-détaillés, qui guident les maîtres encore novices d'une manière remarquable et les empêchent de s'égarer. Dans les classes supérieures, au contraire, les maîtres plus habiles et plus expérimentés jouissent d'une latitude dont on a de la peine à se faire une idée quand on n'a pas comparé entre elles différentes écoles.

Ces règlements, dont les premiers linéaments ont déjà près de deux siècles d'existence, n'ont pourtant rien d'immuable. Bien au contraire, ils sont, dans leur forme actuelle, l'œuvre du temps et le résultat de l'expérience. Les écoles des Frères sont, en effet, visitées constamment par les inspecteurs spéciaux de l'institut, dits Frères *visiteurs*. Ces inspecteurs, constamment en tournée, visitent plusieurs fois par an chaque école ; ils soumettent tous les élèves individuellement à des examens dont ne peuvent approcher, faute de temps, ceux que font subir dans les écoles les inspecteurs de l'État. Ils recueillent en même temps, avec leurs propres observations, les remarques et les critiques auxquelles peuvent donner lieu de la part des maîtres les règlements, les programmes et les livres.

Tous ces renseignements pris sur les lieux, dans les différentes parties de la France, permettent d'apporter aux règlements les modifications dont l'expérience a constaté l'utilité. Ils sont arrêtés dans des *chapitres* qui se tiennent périodiquement, et auxquels prennent part, non-seulement les *assistants* ou conseillers du supérieur général, mais encore les visiteurs et les supérieurs des principales maisons. C'est ainsi que les règlements vont sans cesse en se transformant. On a apporté, particulièrement dans les chapitres tenus dans les trente dernières années, sous le frère Philippe, toutes les modifications aux anciens statuts que nécessitaient les changements survenus dans la société et les besoins qui en découlent.

C'est également dans ces chapitres que sont réglées toutes les questions relatives à l'organisation des études, ainsi qu'à la rédaction et à l'amélioration des livres en usage dans l'institut, livres dont les dernières éditions ont presque toutes été publiées sous le nom et la responsabilité du supérieur général.

Sous le rapport des études à faire faire aux élèves dans les écoles, l'institut des Frères est soumis dans les siennes aux mêmes programmes que

les instituteurs laïques le sont dans les leurs. Les élèves y étudient les mêmes matières ; la manière de les enseigner diffère seule, le choix des méthodes étant, dans toutes les écoles, laïques ou congréganistes, laissé à la disposition des maîtres.

On ne saurait donc accuser les Frères de donner aux élèves de leurs écoles une instruction moins étendue que celle qu'on peut recevoir dans les écoles laïques. L'institut a au contraire montré le plus grand empressement à donner à son enseignement l'extension exigée successivement par les nouveaux programmes : dessin linéaire, géographie, histoire ; il a immédiatement introduit dans ses écoles les nouvelles branches d'instruction ajoutées par la loi.

En ce qui concerne le dessin, si utile à la plupart des élèves qui fréquentent ses écoles, il avait même dès longtemps devancé la loi. On a vu plus haut qu'il avait déjà commencé à l'enseigner dans quelques-unes en 1709. Il a même, depuis plus de trente ans, un traité de géométrie pratique et de dessin géométrique à l'usage des écoles de la communauté, que son mérite a fait adopter dans beaucoup d'écoles laïques, et qui a été imité par d'autres auteurs.

Non content d'enseigner le dessin linéaire dans les divisions supérieures de la plupart de ses écoles, beaucoup plus qu'on ne l'a fait jusqu'ici dans les écoles laïques, il a annexé à ses classes d'adultes, dans presque tous les chefs-lieux de département et dans les autres villes qui réunissaient un nombre suffisant d'élèves, de véritables cours de dessin, où une foule d'ouvriers ont pu apprendre le dessin pittoresque, et surtout celui d'ornement, si précieux dans la plupart de nos industries.

On peut affirmer sans crainte d'être démenti, qu'à l'exception de quelques grandes villes qui possèdent des écoles spéciales de dessin, presque tout ce que nos populations industrielles et ouvrières ont acquis jusqu'à ces derniers temps en fait de connaissance et de pratique du dessin, elles l'ont puisé dans les classes de dessin dirigées par les Frères. On a pu s'en convaincre dans les expositions des beaux-arts appliqués à l'industrie, ouvertes à Paris depuis 1860. Les produits de leurs écoles s'y sont toujours fait remarquer entre tous par leur valeur et par leur nombre. C'est un témoignage qui leur a été rendu dans tous les rapports, même dans ceux qui ont été publiés à l'étranger.

Pour répondre aux besoins croissants de l'industrie, l'institut des Frères a publié depuis quelques années une Méthode de dessin, composée par le frère Victoris, qui embrasse le dessin dans tous les genres avec ses applications aux principales industries. Ce n'est point simplement un recueil de modèles plus ou moins bien choisis comme tant d'autres, c'est une véritable méthode pour l'enseignement du dessin industriel, comprenant un ensemble de moyens matériels pour la démonstration. Justement appréciée par les personnes compétentes, elle est regardée comme l'une



des meilleures, sinon la meilleure dans son genre et la plus complète que nous possédions en France.

L'institut des Frères, sous l'impulsion de son supérieur général, a de même secondé le grand mouvement qui s'opère chez nous pour l'enseignement de la géographie. Outre des cartes murales, des atlas à bas prix et des cahiers d'exercices à l'usage des élèves, il a publié pour cette étude des cartes établies d'après un procédé nouveau, qui permettent d'esquisser rapidement des cartes à la craie. On lui doit encore, pour la démonstration, la première carte hypsométrique d'Europe sur une grande échelle qui ait été publiée en France, et dont un bon nombre d'exemplaires ont été acquis, en raison de son utilité, par les ministres de l'instruction publique, de la guerre et de la marine.

Il serait fastidieux de passer en revue tous les livres rédigés par l'institut à l'usage spécial de ses écoles. Ils embrassent toutes les branches de l'instruction primaire, et, dans chacune, ils sont variés de manière à être appropriés à tous les besoins de l'enseignement selon l'âge des élèves, le degré de leur instruction et la division de l'école à laquelle ils appartiennent. Ils sont pour la plupart au nombre des meilleurs, ainsi qu'on l'a déclaré récemment dans le sein du conseil municipal de la ville de Paris. Ce qui le prouve, c'est l'emploi qu'en font beaucoup d'écoles laïques de préférence à d'autres ouvrages.

Ces livres, tous remaniés à différentes reprises, parfois même entièrement refaits à nouveau, et complétés par d'autres, sous la direction du frère Philippe, ont été l'objet d'améliorations et de perfectionnements successifs, afin d'être constamment mis en rapport avec les progrès de l'enseignement. Les inspecteurs de l'instruction primaire qui sont en fonction depuis une trentaine d'années ont pu constater, en effet, avec quel soin l'institut a tenu ses livres au courant de tous les changements survenus dans l'instruction. Quelques-uns de ces changements, il faut le dire, se sont trouvés n'être pas heureux, et ils ont justifié l'axiome que le mieux est souvent l'ennemi du bien. Mais les Frères n'ont pas hésité à sacrifier ces livres pour les remplacer par d'autres ouvrages mieux appropriés au développement de l'intelligence chez les enfants.

Leur institut connaît, en effet, sans cesse, par les examens de ses visiteurs et par les rapports des directeurs d'école, les véritables résultats donnés par l'emploi de ses livres ; il en sait le fort et le faible, il est averti des défauts et des lacunes. Par ce moyen il a pu arriver à faire, pour les classes, des livres qui ne sont point éclos dans la solitude du cabinet, mais qui sont le produit de l'expérience commune de plusieurs milliers de maîtres.

C'est ainsi qu'il possède pour toutes les branches de l'enseignement primaire, lecture, écriture, religion, langue française, arithmétique, géométrie élémentaire, géographie, histoire, dessin, des ouvrages d'une valeur éprouvée. On doit surtout indiquer entre autres, indépendamment de ceux qui

ont été déjà cités, les livres relatifs à l'enseignement de la langue et de l'arithmétique, qui sont au nombre de ceux auxquels les instituteurs laïques ont le plus fréquemment recours, parce qu'ils assurent le mieux les progrès des élèves. L'arithmétique en particulier a été perfectionnée de manière à préparer les élèves dans les classes supérieures, pour tous les besoins des différentes professions industrielles, pour l'agriculture, le commerce, la banque. Aussi les élèves ainsi formés sont-ils recherchés partout.

L'institut des Frères a toutefois laissé à désirer longtemps sur un point : c'est l'enseignement de la lecture. Faute d'un bon livre élémentaire, les progrès des élèves étaient lents et, plus tard, ils n'avaient pour livres de lecture courante que des ouvrages de religion, bons sans doute au point de vue de l'éducation religieuse, mais insuffisants sous le rapport du développement intellectuel et des connaissances à acquérir.

Ces deux lacunes sont comblées aujourd'hui. L'institut possède depuis deux ans un *Premier livre de lecture*, pour lequel on a mis à profit tous les perfectionnements apportés jusqu'à ce jour à cet enseignement, et qui constitue une méthode de lecture digne d'être placée au rang des meilleures.

À l'égard de la *lecture courante*, il achève en ce moment l'impression d'un fort volume, dont 400 pages environ sont composées. Chacune des parties que comprend ce volume a été soumise en épreuves, selon l'habitude de l'institut, aux directeurs des principales maisons pour recevoir leurs observations, combler ainsi les lacunes du livre, en faire disparaître les erreurs et en corriger les parties défectueuses. L'institut obtiendra certainement par ce moyen un fort bon livre de lecture courante, propre à donner aux élèves des notions scientifiques de différentes espèces, et une foule de connaissances utiles.

Il emploie encore en ce moment le même moyen pour une refonte de l'Histoire de France mise précédemment entre les mains des élèves. Soumise au même procédé d'examen, cette Histoire, dont l'impression est également très-avancée, tiendra sa place honorablement dans la collection des livres d'enseignement à l'usage des Écoles chrétiennes.

On voit par ces détails avec quelle persévérance l'institut des Frères des Écoles chrétiennes, depuis trente-cinq ans qu'il était sous la direction du frère Philippe, s'est efforcé d'améliorer ses moyens d'enseignement, de manière à satisfaire aux exigences de la société moderne. Y est-il parvenu ? a-t-il réussi à mettre ses écoles au niveau de celles des instituteurs laïques ?

À cet égard, les faits se chargent de répondre. Ils montrent que ce n'est pas sans raison que les familles n'ont cessé d'entourer ses écoles de leur confiance. En effet, toutes les fois que le voisinage d'écoles des deux espèces leur a permis de manifester librement leurs sympathies, elles ont

toujours donné la préférence aux écoles des Frères. Cette préférence se révèle hautement dans la différence considérable qu'on remarque entre le nombre des élèves qui fréquentent ces écoles et celui des élèves des écoles laïques : la différence en faveur des écoles des Frères est presque toujours énorme, même dans les grandes villes où la population ouvrière domine et où l'esprit de parti fait le plus sentir son influence. C'est ce qu'on voit sur une grande échelle à Paris, à Lyon, à Marseille, à Toulouse, à Bordeaux, à Rouen, à Nantes, à Lille, à Besançon, etc. Mais cette préférence est-elle justifiée par une supériorité de mérite ?

A cet égard, encore laissons parler les faits. Nous ne dirons rien de l'éducation, c'est une question délicate et d'une appréciation difficile, surtout en raison de la différence du point de vue où l'on peut se placer. Tenons-nous-en donc à l'enseignement, dont il est beaucoup plus facile de constater les résultats. Cette constatation a d'ailleurs été faite depuis vingt-cinq ans dans un grand nombre de localités, et dans des circonstances telles, qu'elles donnent toute authenticité aux faits, car ils résultent de documents officiels.

En 1848, la ville de Paris a ouvert des concours pour l'obtention de bourses municipales à l'école Turgot et au collège Chaptal. Jusqu'à ces derniers temps, où l'équilibre a été notamment rompu en faveur des écoles laïques, il y avait assez exactement le même nombre d'écoles de chaque espèce. Or de 1848 à 1871, c'est-à-dire en 23 ans, 856 bourses ont été accordées. Sur ce nombre, les élèves des écoles laïques en ont obtenu 145, et les élèves des écoles des Frères 711, et presque toutes dans les premiers rangs.

On pourrait objecter que ce triomphe éclatant remporté par les écoles des Frères à Paris est dû peut-être au soin qu'aurait l'institut, dans un intérêt facile à supposer, de réserver pour Paris ses maîtres les plus capables. Cette explication n'est pas admissible.

En effet, des concours analogues ont été établis, à l'imitation de Paris, dans beaucoup d'autres localités ; or partout, dans les grandes villes comme dans les petites, les résultats ont été les mêmes, ainsi que le prouvent les procès-verbaux dressés par les autorités à la suite de chacun de ces concours. Nous citerons comme exemples et au hasard, Marseille, Nérac, Lille, Bordeaux, Joigny, Agen, etc.

De pareils faits témoignent hautement que les écoles des Frères ne sont pas restées au-dessous de leur tâche. Loin de mériter les reproches qu'on leur a souvent adressés, surtout dans ces derniers temps, elles n'ont droit au contraire qu'à des éloges.

Loin de nous la pensée de déprécier au profit des Frères les instituteurs laïques. Nous savons les difficultés contre lesquelles ceux-ci ont à lutter. Nous savons aussi qu'en dehors de tout mérite personnel et comparatif, les écoles des Frères doivent une grande partie de leurs succès à leur mécanisme, qui a été perfectionné avec tant de persévérance, au point d'utiliser

avec profit des sujets même médiocres, ainsi qu'à une organisation qui, avec moins de dépenses, répartit mieux les élèves selon leur force, en les groupant en divisions plus multipliées. C'est une conséquence de la sagesse des règlements qui exigent la présence de trois maîtres au moins dans une école, et de la modicité de la rétribution demandée pour chaque frère. Mais ce mécanisme et cette organisation constituent précisément un des grands mérites de l'institut des Frères des Écoles chrétiennes. Quelles que soient donc les causes auxquelles on puisse attribuer la supériorité des résultats de leurs enseignements, toujours est-il que cette supériorité existe. C'est un fait parfaitement établi maintenant ; il répond victorieusement à des accusations que l'ignorance et les préventions n'ont que trop reproduites, mais dont il importe de faire justice aujourd'hui.

On a vu par ce qui précède quelle a été la puissance des efforts faits par l'institut des Frères pour améliorer ses écoles, étendre et fortifier son enseignement, afin de le tenir au niveau des exigences croissantes de la société. Mais, si l'on considère que ces résultats ont été surtout obtenus depuis trente-cinq ans, sous l'habile direction de son supérieur général, le respectable frère Philippe, chez qui l'administration a toujours rencontré autant de bonne volonté que de zèle éclairé pour l'éducation de la jeunesse ; si l'on fait attention au développement que l'institut a pris sous son impulsion, aux efforts qu'il a fallu faire pour accroître et former un personnel qui constitue presque une armée de dix mille maîtres, procurant le bienfait de l'éducation à quatre cent mille individus ; si l'on se figure ce qu'il faut de prodigieuse activité, de puissance d'esprit et de dévouement pour diriger un nombre aussi considérable d'établissements et le pourvoir de livres et de méthodes dans tous les genres, pour surveiller en outre, encourager et exciter soi-même, dans des tournées personnelles qui embrassent parfois une moitié de l'année, et qui ajoutent les fatigues des voyages aux soucis de l'administration, on se persuadera sans peine que celui qui s'est maintenu trente-cinq ans à la hauteur d'une pareille tâche n'était point un homme d'un mérite ordinaire, qu'il en est peu qui aient rendu par eux-mêmes autant de services à l'instruction du peuple, et que Paris devait bien les grandes funérailles que nous avons vues à cet obscur enfant du peuple qui restera un de ses plus admirables bienfaiteurs.

★ ★ ★

#### VIE DE SAINTE CATHERINE DE RICCI DE FLORENCE

Par le R. P. HYACINTHE BAYONNE, de l'ordre des Frères Prêcheurs.

Le R. P. Hyacinthe Bayonne, en fouillant les belles annales de son ordre, y a découvert une figure remarquable, et trop peu remarquée de ce côté

des Alpes, qu'il s'est essayé à faire revivre et en quelque sorte à naturaliser chez nous. La *Vie de sainte Catherine de Ricci* est un livre sérieusement élaboré, sagement conduit, d'une beauté simple et vraie. Il ouvre un jour nouveau, à plusieurs égards, sur le seizième siècle, sur la société de Florence, sur la renaissance catholique qui suivit le concile de Trente, sur la fécondité des monastères, sur les lois et les phénomènes du monde surnaturel. Chaque page est pour notre foi une leçon et un repos.

Avant tout, la *Vie de sainte Catherine de Ricci* est un livre édifiant et digne des âmes les plus religieuses. L'auteur a retrouvé la plume d'Abelly et de nos anciens hagiographes; une plume jalouse de montrer Dieu dans les saints et de le faire aimer par les lecteurs. Nul étalage de philosophie historique, pas de hors-d'œuvre ambitieusement dérobé à l'histoire générale, pas de prétexte pour descendre dans l'arène des intérêts et des faits plus retentissants. C'est l'histoire d'une âme écrite au profit des âmes.

Modestie, piété, prière, bonté, mortification, obéissance, zèle; le tout d'abord discrètement voilé par le cloître, puis rayonnant sur la société contemporaine : voilà le tissu de cette vie. Que d'autres suppriment le merveilleux, sous prétexte qu'il égare les esprits enthousiastes sans convaincre les esprits forts, ou sacrifient l'abondance des pieux détails avec une parcimonie timide, et par respect humain : l'historien de sainte Catherine, lui, dit tout ce qu'il a vu. Appuyé sur les doctrines substantielles de la théologie mystique, il rend intelligible et visible une vie de Jésus-Christ dont l'histoire n'est pas écrite dans l'Évangile, mais très-réelle cependant et pleine de prodiges. c'est la vie de Jésus dans les âmes.

Autour de sainte Catherine est rangée une galerie de figures moins éclatantes, mais empreintes de ses reflets; ce sont les religieuses de son monastère. Venues, non pas en disgraciées de la fortune, ni en cadettes de bonne maison, mais en femmes d'élite qu'attire une grande réputation de vertu, elles ont imité leur mère, et celle-ci les a formées par voie d'enchantement. C'est un tableau plein de fraîcheur. Quelques portraits ont tant de grâce, qu'à l'exemple d'Angelico de Frisole, l'auteur semble les avoir peints à genoux. L'historien a des accents de piété filiale qui trahissent la parenté, et sans regarder à la signature, on devine le fils de saint Dominique parlant des filles de saint Dominique. Il admire quelquefois trop peut-être, et trop par le menu : mais il parle des siens, et qui ne l'excuserait?

Sans viser à la sentence, sans prétendre ciseler l'idée dans l'expression, l'auteur a des mots heureux. Je cite celui-ci : « Pour un corps religieux, la seule manière d'attirer les âmes d'élite, c'est d'être lui-même un corps d'élite. » — Et celui-ci : « Une société est comme la statue de l'Écriture; quand même ses membres seraient faits d'éléments grossiers, il faut que sa tête soit d'or. » — Et celui-ci encore : « Le sort des monastères est

comme celui des batailles : il y a des postes de sacrifice, où quelques soldats doivent s'immoler pour sauver toute une armée. »

Les habitants des monastères aimeront ce livre comme un vrai manuel de leur état. Les chrétiens qui vivent dans le siècle y contracteront, avec le dégoût du monde, le goût d'une vie supérieure au monde. Chacun sentira ce que disait la mère du grand-duc de Florence, après un entretien avec sainte Catherine : « Impossible d'assister sur la terre à un spectacle plus étonnant et plus saint. » Nous espérons même que plusieurs, après cette lecture, auront le sort de ces Florentins dissolus, que le courant de la curiosité générale emportait vers le monastère de Prato, et qui, après avoir vu la merveilleuse sainte, s'en retournaient convertis.

Les prêtres et les catholiques éminents béniront le R. P. Bayonne d'avoir fait revivre celle que saint Charles Borromée et saint Philippe de Néri admiraient, que les cardinaux et les papes contemporains consultaient. Ils observeront avec un sentiment de reconnaissance et d'espoir la conduite de Dieu faisant éclater la vie surnaturelle de Jésus dans les âmes, à l'heure même où le protestantisme lui portait de si funestes coups. Je dis *espoir*, car, si sainte Catherine, une faible femme, a été élevée par la grâce à la sollicitude des plus vastes intérêts ; si Dieu a voulu que sa prière, jetée dans la balance des destinées publiques, y pesât d'un poids souvent décisif ; si même il l'a introduite dans les négociations qui préparèrent la campagne de Lépante, quelle confiance ne devons-nous pas avoir ! Ainsi donc, c'est bien par les justes faibles que Dieu confond les forts !... Or, de ces justes faibles, il y en a encore, grâce à Dieu. Pourquoi donc désespérer ?...

Un épisode de ce livre saisira peut-être quelques lecteurs, c'est celui où l'auteur nous montre Jeanne d'Autriche, la grande-duchesse de Toscane, celle que les Florentins nommaient la *bonne grande-duchesse* ; l'épouse outragée et noyée dans les larmes, se dérochant souvent aux pompes trompeuses de la cour pour aller confier à sainte Catherine les révoltes de sa dignité foulée aux pieds ; pour lui faire bénir sa fille alors âgée de six ans, celle qui, sous le nom de Marie de Médicis, devait porter la couronne de France, devenir l'épouse de notre Henri IV et la mère de Louis XIII. Sainte Catherine sut relever le cœur de l'épouse par des conseils virils et réjouir la mère en prophétisant l'élévation de son enfant. Elle assista Jeanne d'Autriche à sa mort et lui fit goûter le plaisir de mourir sans peine, après lui avoir fait accepter la peine de vivre sans plaisir.

L'abbé SOURRIEU.

---

# REVUE CRITIQUE

---

I. Académie française : Réceptions de M. de Loménie et de M. Saint-René Taillandier. — II. *Souvenirs de ma jeunesse*, par le P. Gratry. 1 vol. — III. *Couronne poétique de la Lorraine*, par M. Guerrier de Dumast. 1 vol. — IV. *La Trustia et l'Antrusion sous les deux premières races*, par M. Deloche. 1 vol. — V. *L'Été de la Saint-Martin, Nicole*, par madame la comtesse de Mirabeau. 1 vol. — *Tante Agnès*, par la princesse Cantacuzène. 1 vol.

## I

La séance académique du 8 janvier a dignement inauguré l'année littéraire qui commence. Elle a été brillante, animée, radieuse, et les lettres en ont fait tout l'intérêt. Il y a longtemps que l'enceinte du palais Mazarin n'avait vu un succès si franc et si pur; la politique, qui, à une autre époque, s'y glissait sournoisement, n'y a été pour rien cette fois. A la vérité, rien ne l'y amenait ou n'y donnait prétexte. La séance avait pour objet la réception de M. de Loménie à la place laissée vacante par la mort de Mérimée, et c'est M. Sandeau qui donnait l'accolade au nouvel élu. Un conteur, un professeur, un romancier : il ne pouvait s'agir là que de littérature. Le conteur, il est vrai, avait bien touché à l'histoire, et le professeur y avait fait des pointes aux endroits les plus vifs dans ses leçons et ses écrits; mais ce n'était point par ce côté de leurs travaux que l'un et l'autre avaient fixé l'attention publique. Quant au romancier, il n'avait jamais mis le pied hors du domaine de la fiction. Les choses devaient donc se passer entre lettrés. L'auditoire d'élite qu'avait attiré la solennité s'y attendait : il n'a pas été déçu. Lettrés, MM. de Loménie et Sandeau l'ont été dans le sens le plus exquis, mais peut-être aussi, — et c'est un tort à nos yeux, — le plus restreint du mot, M. de Loménie d'abord. Dans l'appréciation qu'il a faite de son prédécesseur, et qu'il a prononcée, d'ailleurs, avec une aisance de gentilhomme, il a trop paru se rappeler que ce morceau d'éloquence obligatoire s'appelait autrefois un éloge. Il y a été plus

académique, à notre gré, que ne l'exigeaient les convenances. On aurait pu, croyons-nous, tout en restant parfaitement courtois, revendiquer d'une façon plus ferme et plus décidée les droits acquis, dans notre société, à l'idée chrétienne, contre les inspirations toutes païennes de l'auteur du *Théâtre de Clara Gazul*, du *Vase étrusque*, de *Colomba* et des *Lettres à une inconnue*. Certes, le talent qu'a montré Mérimée dans ses petites compositions a été prodigieux, et l'art qu'il y a déployé ne saurait assez être admiré. M. de Loménie n'a été que juste en signalant ce qu'il y a là de perfections artistiques, et ce qu'attestent de justesse, d'indépendance, de fermeté chez leur auteur ces chefs-d'œuvre écrits à une époque où le goût régnant n'était rien moins que la sobriété, la proportion, la mesure. Mais ce n'était point par l'idéale perfection de la forme seulement que ce ciseleur de camées retournait vers la Grèce, c'était par l'idée, très-différent en cela du poète qui avait dit :

Sur des pensers nouveaux, faisons des vers antiques.

Mérimée préludait à cette invasion d'une littérature sans moralité qui prévaut en France, et dont les œuvres n'ont pas l'excuse qu'avaient les siennes, — si c'en était une, — la supériorité de l'exécution.

Voilà ce que nous avons regretté de ne pas entendre dire par M. de Loménie, du moins aussi explicitement ; car, au fond, malgré les procédés gracieux de sa critique, on sentait chez lui une médiocre sympathie pour le caractère et le génie de son devancier. Il a montré qu'en réalité, et malgré les apparences, il n'y avait pas chez Mérimée la simplicité, l'unité, la sincérité, qui font la vraie grandeur de l'écrivain. En l'étudiant de près, on voit que Mérimée joue un rôle. C'est un acteur qui s'est composé un personnage, qu'il garde avec une rare force, mais non sans s'oublier de temps en temps. Dans le monde, comme dans ses livres, Mérimée est en scène, mais il y a parfois des distractions.

« Son premier abord pour un étranger, a dit M. de Loménie, était froid, presque glacial, et dans la crainte de donner prise sur lui, il se retranchait volontiers derrière une affectation d'indifférence mêlée d'ironie. Mais ce n'était là qu'un masque : quiconque parvenait à l'écartier, en inspirant à votre confrère de l'intérêt et de la confiance, trouvait en lui un homme excellent, loyal, fidèle à ses amis dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, sensible à leurs peines, incapable de les décrier par derrière, et ne supportant pas facilement qu'on les attaquât devant lui.

« Était-ce là, ajoute-t-il, une disposition originelle ? Je ne le crois pas ; car, parmi ceux qui l'ont connu de longue date, plusieurs affirment qu'il était né très-sensible et très-expansif. Il a, d'ailleurs, expliqué lui-même comment son caractère s'était modifié. Ses plus anciens amis s'accordent



à dire qu'il a peint son propre portrait moral dans celui de Saint-Clair, le héros du *Vase étrusque*. . . . .

« Si cette lutte entre l'homme factice et l'homme naturel que représente Saint-Clair est, en effet, peinte par M. Mérimée d'après lui-même, elle expliquerait bien des nuances qui se rencontraient et parfois se combattaient, soit dans le talent, soit dans le caractère de votre éminent confrère. Ce qui est certain, c'est qu'il y avait en lui un fond de tristesse très-visible sous ce voile d'indifférence ironique dont il aimait à s'envelopper, et cette tristesse n'a cessé de grandir avec l'âge et la maladie, de sorte qu'on est conduit à se demander si cet écrivain illustre, qui a eu tous les genres de succès, qui a connu toutes les jouissances que procurent une grande renommée littéraire et, à la fin de sa vie, une haute position sociale, ne doit pas être compté parmi ceux desquels on peut dire : *Il ne fut pas heureux*. »

M. de Loménie a donné de ce dualisme de Mérimée des preuves nombreuses, pour la plupart empruntées à des documents inédits, et qui ont jeté un grand agrément sur son discours, dont, grâce à ces révélations et à un débit naturel des mieux accentués, personne n'a remarqué la longueur, et qu'ont accompagné jusqu'à la fin de sympathiques et universels applaudissements.

Fort applaudie également, mais un peu, nous a-t-il semblé, comme une pièce à la première représentation, a été la réponse légèrement dosée en critique, bien que d'ailleurs pleine d'esprit et d'urbanité, de M. Jules Sandeau. Il s'agissait, pour l'auteur de *Mademoiselle de la Seiglière*, de louer, selon l'usage de l'Académie dans la solennité de ses réceptions, le nouveau confrère et l'ancien. M. Sandeau l'a fait, pour le premier, de la meilleure grâce du monde et de ce ton de bonne compagnie que le journalisme a presque banni du commerce des lettres, mais dont, grâce à Dieu, l'Académie garde encore la tradition. Qu'il n'y ait pas eu quelque épine sous les roses, comme on disait naguère dans le style de l'endroit, nous n'en voudrions pas répondre, mais la piqure a dû en être peu sensible et, en tout cas, bien vite adoucie, tant M. Jules Sandeau a fait galamment au nouveau venu les honneurs de la maison; il l'y a reçu comme quelqu'un qu'on y attendait ou qui, du moins, avait toutes sortes de droits à s'y présenter.

Ces titres, M. Sandeau s'est complu à les relever et à en faire ressortir la valeur, en remontant au plus lointain, à cette *Galerie des contemporains illustres* par laquelle M. de Loménie débuta dans la littérature, en la signant du nom de : « *Un homme de rien* ; » mais, a dit spirituellement M. Sandeau, en s'arrangeant pour n'être pas pris au mot. La place nous manque pour reproduire l'appréciation brillante que M. Sandeau a faite du curieux et piquant travail de M. de Loménie : *Beaumarchais et son temps* ; mais nous ne pouvons résister, on le comprendra, au désir de

citer tout entier son éloge de la grande étude sur les *Mirabeau*, dont le *Correspondant* a eu la primeur et dont il reprendra bientôt la suite :

« Il me faudrait, monsieur, plus d'espace qu'il ne m'en reste, a dit M. Sandeau, pour apprécier comme il le mérite un travail de cette importance. Votre Histoire des *Mirabeau* est encore aujourd'hui en cours de publication, et, bien qu'elle soit assez avancée pour qu'on puisse en embrasser l'ensemble, peut-être convient-il d'attendre qu'elle soit achevée avant d'oser porter sur elle un jugement définitif. Toutefois, de même qu'il est permis de pressentir les proportions d'un monument d'après ses premières assises, de même on peut dès à présent se faire une idée de l'ampleur magistrale qu'offrira cette histoire lorsqu'elle sera terminée. Grâce à vos révélations, à vos infatigables recherches, la race des *Mirabeau*, race intempestive, ainsi qu'ils s'appelaient eux-mêmes, n'aura plus rien de caché pour nous. Déjà vous nous avez montré le marquis Jean-Antoine, une de ces âmes qui ont le ressort et, pour ainsi dire, l'appétit de l'impossible, et à qui la nature a déféré le commandement; celui de ses fils qui fut l'*Ami des hommes*, et qui représente, selon les expressions d'*Alexis de Tocqueville*, l'invasion de la démocratie dans une tête féodale, invasion qui ne l'empêchait pas de gouverner sa famille à coups de lettres de cachet; l'autre, le bon bailli, l'honneur, la vertu même, et qui de sa race excessive n'a hérité que l'excès dans le bien. Nous pouvons maintenant les étudier dans le détail, ces grands et opiniâtres caractères, ces volontés de fer à la Montluc et à la d'Aubigné : nous avons pénétré avec vous dans leur sauvage intimité. Vous nous avez appris à connaître la mère de l'orateur. Nous vous devons là une assez triste connaissance; mais, vous le dites avec raison, *Mirabeau* reste incompréhensible pour qui n'est pas descendu dans l'existence de sa mère. Ce n'est pas seulement une famille que vous vous êtes proposé de peindre d'après des documents inédits; ce sont aussi les idées, les mœurs et les institutions du siècle où cette famille a vécu. Vous êtes l'homme aux documents, monsieur! On dirait qu'ils viennent d'eux-mêmes frapper à votre porte, comme si un secret instinct les avertissait qu'ils ne peuvent tomber en de meilleures mains. Par l'usage que vous en faites, vous vous rapprochez des esprits créateurs. Si vous ne donnez pas la vie à des personnages fictifs, vous la rendez à de grandes figures qu'il ne sied pas de laisser dans l'oubli. Le génie de l'investigation s'ajoute chez vous au culte de la vérité, et, toutes proportions gardées, vous appliquez à vos travaux la science de Cuvier, qui, lui aussi, avec quelques débris ramassés çà et là, retrouvait et reconstituait tout un monde. »

Où quelque dissentiment s'est accusé entre M. de Loménie et M. Sandeau, c'est dans l'appréciation du caractère et du tempérament moral de *Mérimée*. M. Sandeau reconnaît que, sur le chapitre du talent, M. de Loménie a rendu justice à son prédécesseur :

« Bien que vous n'ayez pas vécu dans la familiarité de M. Mérimée, a-t-il dit, vous l'avez cependant saisi sur le vif. Nous savions depuis longtemps déjà que vous excellez dans l'art du portrait ; celui que vous venez de nous présenter est d'une ressemblance fidèle, sauf quelques coups de crayon que je vous demanderai la permission de rectifier, tout en soumettant mes retouches à votre examen. »

Ces retouches, s'il fallait les admettre, porteraient sur trois points. Et d'abord le scepticisme de Mérimée, scepticisme que M. Sandeau lui reconnaît, mais dans l'ordre des choses religieuses seulement, et ce sur quoi il lui passe volontiers condamnation, semble-t-il. Du reste, il croyait à la vertu, et malgré le dédain que, par genre, il affectait pour les hommes, il les aimait et leur était fidèle.

« Vous avez cru, ajoute M. Sandeau, dans un second reproche à M. de Loménie, voir dans le choix des sujets qu'il aimait à traiter, un cas pathologique, un signe d'hypocondrie. Détrompez-vous, monsieur, et rassurez-vous. M. Mérimée a pu s'attrister en vieillissant : le soir a rarement les gaietés du matin ; il ne fut jamais atteint d'hypocondrie. Ceux qui n'ont pas craint d'avancer le contraire ne le connaissaient pas ou le connaissaient mal. Hypocondriaque, lui ! Une nature à la fois si fine et si robuste ! un caractère si fortement trempé ! une intelligence où le grand air et le soleil pénétraient par tant d'ouvertures ! Celui-là n'appartenait, j'en réponds, ni à l'école des ténébreux, ni à celle des mélancoliques. »

Mais le point sur lequel M. Sandeau s'est le plus vivement séparé du récipiendaire, c'est celui où, dépeignant la noire tristesse des dernières années de son prédécesseur, M. de Loménie avait dit, avec l'accent ému d'une conviction née manifestement de l'expérience, que les pures joies et les austères devoirs du mariage en eussent été le remède, et où il ose affirmer que Mérimée était fait pour sentir les unes et pratiquer les autres. M. Sandeau a protesté avec une animation qu'on eût pu prendre pour celle d'un avocat plaidant *pro domo sua*, que c'était se tromper sur le caractère d'un tel écrivain, que de lui prêter ces bourgeoises dispositions. « De même, a-t-il dit en haussant le ton de sa prose, qu'il existe des lions et des gazelles, des ramiers et des aigles, il est des esprits doux et tendres, il en est d'autres violents, rudes et fiers : chacun suit ses instincts, obéit à ses goûts, et choisit sa pâture selon ses appétits. » Puis, précisant plus nettement sa pensée, il s'est écrié, au risque de se mettre mal avec la plus belle partie de son auditoire : « Non, vous vous trompez ; M. Mérimée était né célibataire ! »

Nous avions donc tort, on le voit, de dire en commençant que l'intérêt de cette séance avait été tout littéraire. Il s'y est agi, au moins incidemment, de quelque chose de plus élevé. A la considérer sous le rapport des idées et des sentiments qui s'y sont produits au sujet des écrits de l'auteur de *Colomba* et de l'*Essai sur la guerre sociale*, elle prêterait

à beaucoup d'observations encore. Mais aller plus loin serait empiéter sur le terrain du *Courrier de la littérature et des arts*, où déjà peut-être faisons-nous une excursion indiscrete. D'ailleurs, la critique n'a pas dit son dernier mot, à l'Académie, sur Mérimée; et nous ne doutons pas qu'après les immortels, et même après M. de Pontmartin, qui devrait être un des immortels, M. Fournel ne trouve encore matière à en parler ici et, qui plus est, à être neuf, comme il l'est partout.

Au moment où nous livrons ces pages à l'impression, l'Académie française vint de recevoir M. Saint-René Taillandier, le successeur du P. Gratry. Grande était l'affluence, tant des admirateurs de l'illustre oratorien, parmi lesquels on remarquait son ami, le R. P. Adolphe Perraud, évêque nommé d'Autun, que des personnes qui lui avaient confié la direction de leur âme. Le discours du récipiendaire n'a rien laissé à désirer. Le savant, le philosophe, l'écrivain, le prêtre ont été jugés avec une remarquable élévation d'esprit. Pendant plus d'une heure, M. Saint-René Taillandier a intéressé, ému, passionné l'auditoire par le récit de cette vie sans événement, entièrement vouée à la recherche du vrai et à la propagande du bien. M. Nisard, qui recevait le nouvel académicien, n'a pas non plus refusé son admiration à cette pure et suave renommée; avec quelques réserves sur les doctrines, il a refait du P. Gratry un portrait sympathique, auquel ont applaudi tous ceux qui pouvaient en apprécier la vérité. Cette séance aussi comptera parmi les meilleures de l'Académie.

## II

On savait que le P. Gratry avait laissé en mourant plusieurs manuscrits; quelques-uns même étaient connus et avaient été, du vivant de l'auteur, communiqués à plusieurs personnes. Seraient-ils livrés au public? on l'espérait.

Cet espoir commence à se réaliser : un de ces manuscrits vient d'être mis au jour. On peut, sans connaître les autres, assurer que c'est le plus intéressant de tous. Il a pour titre : *Souvenirs de ma jeunesse*<sup>1</sup>. C'est l'histoire de l'auteur, ou plutôt comme il l'a dit, l'histoire de son âme, le récit des moyens par lesquels Dieu l'avait amené à lui..... *Amené*, disons-nous, et non ramené; car le pieux et savant prêtre que nous avons tous connu dans le P. Gratry, n'avait pas eu le malheur d'abandonner la religion : il avait eu celui de ne point la connaître et de la haïr. A la différence de saint Augustin, avec le livre duquel son livre a tant de rapports, ses écarts furent

<sup>1</sup> Première partie : *l'Enfance, le Collège, l'École polytechnique, Strasbourg, le Sacerdoce*. 1 vol. in-8. Douniol, éditeur.

tout d'intelligence et vinrent d'une raison pervertie avant d'être formée. « Mes parents, dit-il, excellents d'ailleurs, n'avaient aucune habitude religieuse, si ce n'est de religion naturelle. Mon père n'avait pas fait sa première communion ; c'est moi qui la lui ai fait faire, vingt ans après la mienne. » Ce père, comme tant d'autres, n'en était pas à de l'indifférence seulement pour le christianisme ; il lui était hostile et n'en supportait pas chez lui les signes. Cependant, par une contradiction singulière, et dont les exemples sont fréquents, il laissa son fils faire sa première communion, sans doute parce qu'il ne voyait là qu'une cérémonie consacrée par l'usage, une solennisation du passage de l'enfance à l'adolescence, quelque chose comme la prise de la robe prétexte à Rome.

Quoique l'enfant n'eût reçu qu'une instruction catholique bien sommaire, il fit cet acte religieux dans les meilleures et les plus admirables dispositions. Il était né religieux ; il avait prêté de tout temps l'oreille à « la voix intérieure avec laquelle Dieu parle à tous les enfants, » dit-il. Et Dieu, ajouta-t-il, « Dieu m'avait fait arriver à ce grand et saint jour, à douze ans, avec l'innocence baptismale la plus entière. Je n'avais jamais menti une seule fois (il est vrai que je n'ai pas non plus menti depuis). Et quant au vice terrible qui ruine l'humanité et brûle les germes dans l'âme, dans l'esprit et dans le corps, tout m'était entièrement inconnu, malgré divers dangers fort grands que j'avais courus, mais où Dieu m'avait parfaitement fermé les yeux pour voir sans voir. »

Il y a une effusion véritablement lyrique dans la peinture que fait le P. Gratry de l'ivresse qu'il éprouva dans cette première communication intime et corporelle avec Dieu, et des merveilleux effets qu'elle produisit en lui. Il en résulta dans tout son être un épanouissement, un développement extraordinaire, non-seulement du cœur, mais de l'intelligence. « Et d'abord, dit-il, rien ne peut exprimer le besoin d'aimer qui se développa alors dans mon cœur, besoin qui a subsisté, qui subsiste et qui subsistera. C'est surtout ma mère qui était devenue mon trésor, et que je ne me lassais pas d'aimer et d'admirer. Mais j'éprouvais en même temps pour d'autres une sorte d'amour céleste, que je ne saurais comparer qu'à l'amour de saint Joseph, mon patron, pour la sainte Vierge. Cet amour est très-inconnu... J'attribue aussi à ma première communion certains développements intellectuels qui eurent lieu en moi peu de temps après. Par exemple, je venais de commencer l'étude du latin. Je n'oublierai jamais qu'une nuit, en un instant, le sens du latin me fut donné. En réfléchissant à une phrase latine, je compris tout à coup l'esprit de cette langue. Je vois maintenant, me dis-je aussitôt, ce que c'est que le latin. » Certes, l'auteur de tant de beaux livres de philosophie ne croyait pas, quand il écrivait ces paroles, et il n'a jamais cru que la communion donnât, par elle-même, à l'homme les facultés qu'il n'a pas reçues de la nature ; mais il n'en soutient pas moins, avec raison, qu'elle a des effets intellectuels

immenses et incontestables; qu'« elle met en œuvre les facultés qu'on a, les bénit, les déploie, les greffe et les arrose, les échauffe, les éclaire, les vivifie d'un meilleur soleil. »

Lui-même en serait la preuve au besoin. Du jour où il fut entré aux écoles publiques, il y prit rang à la tête des plus brillants élèves. Ce fut, sans doute, grâce à l'impulsion première qu'il avait reçue, à la pureté des mœurs que ses instincts délicats et l'influence latente de sa première communion lui avaient conservée, car il n'y avait rien, dans les enseignements qu'il reçut et les exemples qu'il vit dans les collèges, de particulièrement propre à lui élever l'âme. Le tableau qu'il fait des établissements universitaires au temps de la Restauration concorde tristement avec celui que, dans ses *Lettres à un ami de collège*, M. de Montalembert nous a laissé de la maison où il avait été placé en arrivant à Paris. « Cloaques ! » voilà le nom, dont, à plusieurs reprises, l'homme qui en fut une des gloires principales les flétrit.

Néanmoins, le cœur du jeune Gratry s'était conservé et maintenu sain au contact de cette pourriture. Il n'en était pas malheureusement ainsi de son esprit. Sous l'influence de ses maîtres, son intelligence, en se développant, s'était pervertie à l'égal de celle de ses compagnons d'étude. « Comme presque tous les jeunes gens de cette époque, nous dit-il, nous maudissions la Charte et les Bourbons, nous admirions les Cabanis et les sociétés secrètes; l'Église n'était à nos yeux qu'une officine de mensonge, se liguant avec la tyrannie des princes pour abrutir les peuples. Nous étions fous... Or je n'étais, pauvre enfant, ni plus fou, ni plus sage, ni plus ni moins instruit en morale, en philosophie, en religion, en science sociale, en connaissance de l'homme et de l'histoire, que ne l'était ou ne l'est peut-être encore aujourd'hui la moitié des hommes lettrés de quarante ans. »

Il travaillait pourtant avec ardeur. Et cette passion du travail fut précisément ce qui le sauva, il le reconnaît lui-même; car « le travail ardent, remarque-t-il, est une prière de l'intelligence. D'ailleurs, Dieu, qui déjà récompensait par d'éclatants succès ses vertus naturelles, jetait en lui, à son insu, les semences d'une révolution intellectuelle. C'est lui qui nous le dit, et l'étude émue et toutefois déliée qu'il fait de l'action de la grâce en lui, donne un grand charme à son récit : « Bien des choses se passaient en moi, sans moi. L'impression de Dieu subsistait, d'autant plus profonde que je ne la voyais pas; je comprends aujourd'hui qu'il se passait en moi ce que dit l'Évangile : « Lorsque le germe a été semé, il se développe, soit que l'homme veille, soit qu'il dorme. » Je dormais et le germe croissait. »

L'incubation dura jusqu'à la dernière année d'études, et ce fut dans la pension même où maîtres et disciples l'avaient saturé d'incrédulité, que la foi revint au jeune Gratry. Nous ne voudrions pas gâter, en y touchant, le dramatique tableau qu'il nous a donné de la grande nuit de lutte

qu'il soutint contre lui-même, à la suite du coup d'œil que, dans l'exaltation de ses triomphes, il avait jeté sur les brillantes perspectives d'avenir qui s'ouvraient devant lui, et de ses entretiens nocturnes avec un maître d'études chrétien que la Providence avait jeté sur ses pas. Il faut lire ces pages voisines des plus belles et des plus saisissantes de saint Augustin. Ainsi que dans les *Confessions*, la prière, l'action de grâces s'y mêlent à la narration, et en font comme un poème. Quoique jeune, le maître avec qui l'étudiant discutait avait une grande expérience ou une merveilleuse divination de la voie à suivre pour le retour à Dieu. Les conseils qu'il donna furent efficaces, et la conversion du jeune Gratry coïncida avec la fin de ses études classiques. Il était catholique de conviction et de faits quand il entra avec éclat à l'École polytechnique. Là, il fut pris des formidables tentations de la seconde période des grandes déterminations, l'obscurité, les sécheresses, les désolations, les angoisses : il soutint ces divers assauts avec fermeté, et sa sortie de l'École ne fut pas moins honorable que l'avait été son entrée. Mais, décidé à se donner à Dieu tout entier, il renonça à ses droits aux services publics, et se tint libre pour l'heure où la volonté d'en haut se manifesterait clairement à lui. « Plein de joie de retrouver la solitude, l'Écriture sainte, la méditation libre, je m'enfermai, nous raconte-t-il, dans une petite chambre d'un hôtel garni, d'où je ne sortais que pour aller voir quelques amis, afin de les ramener à Dieu. J'attendais, d'ailleurs, et cherchais à quoi il plairait à Dieu de m'employer. J'attendis ainsi pendant six mois, priant beaucoup Dieu de m'éclairer. Je passai surtout la Semaine sainte dans ma chambre à prier dans une retraite sévère, ne mangeant que du riz cuit à l'eau, sans autre assaisonnement que du sel, sans pain, sans autre boisson que de l'eau. C'est pendant ce temps, ou très-peu après, que la Providence parut m'indiquer la voie. »

Il s'agissait de l'association formée, à Strasbourg, par M. l'abbé Beutain.

Cette première partie des Souvenirs du P. Gratry finit par le récit de son séjour dans cette communauté. Ses éditeurs en annoncent une seconde, qui paraîtra dans un volume de *Mélanges*, avec quelques autres écrits, où, dans les dernières années de sa vie, le P. Gratry avait entrepris de classer méthodiquement les résultats auxquels il était arrivé par trente années de méditations théologiques et philosophiques. Comme le disent ses éditeurs, « si incomplets que puissent être ces fragments, ils contribueront à continuer, après la mort du P. Gratry, l'apostolat auquel il avait voué sa vie tout entière pour conquérir les âmes à la connaissance de la vérité et à l'amour de Notre-Seigneur Jésus-Christ. » Ils contribueront aussi, ajouterons-nous, à faire connaître et aimer cet esprit charmant, ce contemplateur loyal et candide, hardi dans ses spéculations, mais toujours prêt, d'ailleurs, à abaisser sa raison devant la vérité, et qui, le jour

même où il apprit la décision dogmatique du dernier concile général, déclara, devant l'un des évêques de France les plus distingués, que, l'Église ayant parlé, l'abbé Gratry n'avait plus qu'à s'incliner.

### III

Il y a un homme à qui la Lorraine d'aujourd'hui doit, nous ne dirons pas certes son admirable patriotisme, mais la conscience de ce sentiment; un homme qui a révélé cette héroïque et fidèle province à elle-même, lui a montré ce qu'elle fut et ce qu'elle est, et, lui remettant mille fois sous les yeux son image dans le présent et le passé, lui a appris à se connaître, à s'estimer, à ressaisir sa personnalité dans l'évanouissement des individualités provinciales qu'amène la marche incessante de la centralisation, et à garder sa physionomie propre au moment où celle de toutes les autres s'effacent. Cet homme, qui rappelle à certains égards l'*Old mortality* de Walter Scott, le vieillard qui allait ravivant les inscriptions effacées par le temps sur la tombe de ses coreligionnaires, c'est M. Guerrier de Dumast, dont M. Villemain disait spirituellement que c'était, non pas un « Lorrain » — c'eût été trop peu dire — mais un « Lotharingien. » L'expression était à peine hyperbolique. Jamais l'idée lorraine n'eut de promoteur plus ardent, plus intrépide, plus infatigable que M. Guerrier de Dumast; tout lui fut, durant quarante ans, motif ou occasion d'évoquer les gloires, les malheurs, les nombreux souvenirs de sa province d'adoption, — M. de Dumast n'est pas né Lorrain, — d'en réchauffer la vie morale, et de travailler à y allumer un grand foyer intellectuel. Si Nancy est devenu un important centre de lumière, si la littérature, la science, l'art y fleurissent et, de là, rayonnent sur toute la contrée, l'honneur en revient, avant tout, à M. Guerrier de Dumast. Il a eu des auxiliaires intelligents, éloquents et dévoués, mais l'initiative de ce qui s'est fait là est venue surtout de lui, et ce qu'il n'a pas lui-même conçu, il l'a loyalement secondé. On ne compterait pas aisément ce qu'il a, pour arriver au but aujourd'hui atteint, tracé de projets, esquissé de plans, formulé de demandes, prononcé de discours et d'allocutions : histoire, biographie, légendes, dissertations, prose et vers, il a tout mis au service de son entreprise.

Aujourd'hui que l'œuvre est accomplie et que, malgré les malheurs de la patrie commune, cette œuvre se maintient, M. Guerrier de Dumast recueille avec une glorieuse et légitime satisfaction les écrits qui ont été ses armes de combat. Un premier volume vient de paraître en grand et beau format, sous le titre de : *Couronne poétique de la Lorraine*<sup>1</sup>. Ce volume comprend une collection de douze poèmes de forme et de dimen-

<sup>1</sup> Nancy et Paris. — Berger-Levrault, édit.



finir se compose de fictions. Le roman, dans ses variétés différentes et ses diverses dimensions, déborde, en effet, aujourd'hui. C'est un signe du temps, dirions-nous si nous voulions philosopher à ce sujet. Mais nous ne prétendons rien en induire pour le quart d'heure : nous ne constatons l'abondance de la production en ce genre que pour nous excuser, auprès des écrivains qui s'y distinguent, de l'oubli apparent où nous les laissons. Cet oubli, nous avons bonne intention de le réparer. Et, pour commencer, nous voulons dire un mot aujourd'hui de deux volumes dont la lecture nous a plus particulièrement frappé. L'un porte ce double titre : *Nicole. L'Été de la Saint-Martin*<sup>1</sup> ; l'autre est intitulé simplement : *Tante Agnès*<sup>2</sup>. Le premier a pour auteur une femme du monde qui écrit comme si elle s'était fait des lettres une carrière, et que nos lecteurs ont assez appréciée ici pour que nous n'ayons pas à la louer ; le second est signé d'un nom illustre dans l'histoire, mais qui figure pour la première fois, croyons-nous, en tête d'un livre. Tous deux ont pour caractère principal une grande distinction, et pour but une leçon morale. Seulement la leçon n'est pas dans tous les deux à la même adresse, et n'accuse pas le même genre d'observation. Les personnages, dans *Nicole* et dans *L'Été de la Saint-Martin*, sont empruntés au monde des salons, dont certains types ne sont point épargnés. La pensée de la première de ces Nouvelles est hardie, et la morale un peu rude. C'est tout ce que nous pouvons en dire ici, et on le comprendra quand nous aurons ajouté que, sous cette allégorie de l'été de la Saint-Martin, se cache la femme de quarante ans découverte par Balzac au fond de la société moderne. *Nicole* est l'histoire d'une maligne mais délicate punition infligée par une jeune femme à un poursuivant indiscret. Quant à *Tante Agnès*, on aurait pu l'appeler aussi du nom d'une [comédie célèbre : *Faute de s'entendre* ! C'est, en effet, l'histoire d'un malentendu cruel, qui amène le malheur de deux cœurs faits pour vivre unis comme ils avaient commencé à l'être. Quel frais et pur tableau que celui de la vie que mènent à la campagne, chez leur grand-mère, Agnès de Morangis et son cousin Frédéric de Villers, quand ce dernier vient passer ses vacances de l'École militaire et ses congés de régiment dans le château où il se fait le maître de dessin de sa cousine ! Cette bucolique à trois personnages est ravissante. Malheureusement, l'Amérique y jette deux figures inattendues, un père joueur et une fille née d'un second mariage qui a toutes les grâces et tous les défauts de la créole. Les artifices de l'Américaine trompent Frédéric et l'enlèvent à la pauvre Agnès, qui, le cœur brisé, comme *Fleurange*, de madame Craven, veut d'abord, comme elle, s'anéantir dans un cloître, mais qui, sui-

<sup>1</sup> *L'Été de la Saint-Martin, Nicole*, par madame la comtesse de Mirabeau. 1 vol. in-12. Librairie générale.

<sup>2</sup> *Tante Agnès*, par madame la princesse Cantacuzène. 1 vol. in-12. Didier.

vant une inspiration plus virile et non moins sainte, reste dans le monde pour élever les enfants devenus orphelins par la mort de Frédéric et de la créole. C'est une délicieuse et saine lecture que celle de cette Nouvelle, qu'illumine, au début, un chaud et gai soleil levant, et sur laquelle, à la fin, tombe encore, comme après un jour d'orage, un suave et doux rayon du soir.

P. DOUHAIRE.

---

*Le Correspondant* a encore aujourd'hui le plaisir de voir reproduire en volumes plusieurs des travaux qu'il a publiés dans ces derniers temps.

C'est d'abord, sous le titre un peu modifié de : *Un Nomade* (1 vol. in-12; Didier édit.), le roman de *Safar-Hadgi*. Un nouveau succès attend l'entraînant récit du prince J. Lubomirski, que voudront aussi relire d'un seul trait ceux qui n'ont pu suivre qu'à des intervalles de quinze jours ce dramatique épisode de la lutte engagée, sur les confins de l'Europe et de l'Asie, entre la civilisation slave et la barbarie musulmane.

A côté de *Safar-Hadgi*, voici, pour nos lecteurs, une autre connaissance un peu plus ancienne, mais qu'ils ne reverront pas avec moins d'intérêt. C'est le *Roman de la Suisse*, de M. Ernest Serret (1 vol. in-12, Dentu), cette peinture si vivante et si habilement encadrée de la société cosmopolite qui, de Constance à Genève et de Bâle à Sion, se fait exploiter chaque été par l'hospitalité helvétique.

Une autre reproduction de nos pages, plus considérable et plus importante, mais qui ne surprendra pas nos lecteurs, c'est celle des nombreux articles que, durant près de deux ans, M. H. Wallon, membre de l'Institut et député du Nord à l'Assemblée nationale, nous a donnés sur la Terreur et ses historiens (*la Terreur*, 2 vol. in-12; librairie Hachette): revue de tous les travaux publiés dans ces dernières années sur le règne sanglant de la Convention, travaux analysés, coordonnés, augmentés de recherches nouvelles, et qui présente le plus complet et le plus fidèle tableau de cette formidable tyrannie dont le retour est une menace toujours suspendue sur nos têtes.

P. D.

---

# QUINZAINES POLITIQUES

---

24 janvier 1874.

Assurément, la destinée ne nous a pas ménagé les surprises depuis trois ans. Que la fortune manquât aux hommes ou les hommes à la fortune, la France a vu dix fois, dans ce peu de temps, ses vœux déçus et ses espérances trompées. Les grandes nouvelles de batailles perdues, d'armées englouties, de trônes tombés, de séditions triomphantes, de révolutions accomplies, de provinces conquises et de traités signés, ont passé, soudaines et retentissantes, dans le cœur de notre nation, comme pour épuiser son étonnement; et, depuis toutes ces tragiques aventures, les événements dont la Chambre a été le théâtre n'ont peut-être pas moins excité sa crainte ou sa curiosité. Elle prêtait l'oreille à tous les bruits qui venaient de Versailles, échos d'un discours ou annonces d'un vote, avec l'anxiété d'un peuple qui sent que là parle, décide et agit la dernière force qui lui reste au milieu des ruines confuses de ses lois et de ses gouvernements. Mais, en vérité, de tous ces télégrammes, rapides presque à l'égal du fait, qui ont tant de fois couru de Versailles en France ou à l'étranger, peut-être n'y en eut-il jamais, depuis deux ans, qui fût plus inattendu que celui du 8 janvier. Contre toute prévision, dans le calme d'une sécurité confiante, au sein même de souhaits qui s'achevaient et de désirs à peine conçus, on apprenait que la minorité de l'Assemblée était devenue, par hasard, une majorité; que M. de Francieu s'était uni à M. Picard; qu'on avait ajourné la loi des maires à je ne sais quel délai indéfini, et que les ministres avaient donné leur démission! C'était bien là une surprise; la France en était émue; et toutefois elle ressentait plus de mécontentement et de stupeur que d'effroi: car on s'était promptement aperçu que ce n'était qu'une surprise.

Le maréchal de Mac-Mahon a discerné ce qu'il y avait de factice et

d'accidentel dans l'acte parlementaire de cette journée : il a eu raison de ne vouloir changer son conseil de ministres qu'après avoir consulté le sentiment de l'Assemblée tout entière. De son côté, l'Assemblée a mis fin, par une décision énergique et prompte, à cette crise que rien n'avait ni préparée ni nécessitée : la majorité a réparé, dans sa séance du 12 janvier, son mécompte, son tort et son malheur ; elle a retrouvé son accord et sa discipline ; elle s'est souvenue que l'union des conservateurs, c'est la principale ou plutôt l'unique garantie du régime qui gouverne : sur la proposition de M. de Kerdrel, elle a, par un vote spécial, témoigné sa confiance au ministère ; sur la proposition de M. Delsol, elle a remis la loi des maires à son ordre du jour. En vain M. Picard et M. Raoul Duval se sont-ils multipliés pour disputer au ministère les suffrages de la majorité. M. Picard, cet homme d'esprit déchu depuis qu'au 4 septembre, le poids des affaires sérieuses et le fardeau d'une grande responsabilité a touché ses épaules, M. Picard, qui portait jadis dans nos débats politiques la malice et la légèreté d'un page, n'a plus cette bonne humeur spirituelle qui narguait, au palais Bourbon, la déclamatoire gravité de M. Rouher ; il n'a pas cette force de l'éloquence qui, aux heures solennelles, renverse, sous ses accusations, un ministère ou un gouvernement : il n'a donc ébranlé, dans la majorité, la conviction de personne, et même, par surcroît d'infortune, il a été gourmandé le lendemain par M. Thiers et M. Gambetta : leurs moniteurs intimes, *le Bien public* et *la République française*, l'ont en effet appelé, l'un un maladroit, l'autre un indiscipliné ! M. Raoul Duval, un député de Normandie jusqu'à ce jour peu suspect de platonisme, qui rêve une république libre de tous partis et qui forme le songe honnête d'un conseil de ministres innocents de toute politique, M. Raoul Duval, malgré le charme d'une si pure naïveté, malgré l'agrément d'une simplicité si parfaite, malgré les apparences de « son désintéressement absolu », n'a pu persuader l'Assemblée qu'il fallût un nouveau ministère au maréchal de Mac Mahon, un ministère digne de la vertueuse imagination de M. Raoul Duval. M. de Broglie, dans deux discours dont l'autorité a aisément prévalu sur l'aimable zèle de M. Raoul Duval et sur les reproches de M. Picard, s'est assuré le concours de 366 votes contre 305. C'était la vraie majorité ; et grâce à elle, on n'aura pas pu dire que les deux républiques latines de France et d'Espagne avaient commencé l'année 1874 par des révolutions, l'une au matin du 3 janvier, l'autre au soir du 8 : la nôtre garde donc encore, par un privilège qu'elle doit aux conservateurs, l'avantage d'un peu de sagesse et de repos !

La majorité nous permettra pourtant, sinon de la morigéner en

censeurs, du moins de lui rappeler en amis des fautes qu'il importe qu'elle ne commette plus. Elle s'est fiée, le 8 janvier, avec une bonne foi trop facile et quelque peu paresseuse, à la fixité de ses décisions antérieures et à la conscience bénigne de ses adversaires : désormais elle saura le prix de l'exactitude et de sa présence. Elle a manqué aussi, ce jour-là, à son devoir d'union : plusieurs des siens ont un instant méconnu le suprême intérêt de cette solidarité, qui, devant l'ennemi et dans le péril, doit enchaîner l'une à l'autre toutes les forces des conservateurs ; ils ont oublié que le moindre abandon de leur fidélité ou de leur courage trahirait le dernier espoir de notre société, en faisant défection à sa dernière résistance contre le radicalisme ; ils n'ont pas prévu qu'ils livraient à la gauche, dans une heure de surprise, le gouvernement même avec le ministère, c'est-à-dire la force de demain avec le pouvoir d'hier, l'œuvre du 24 mai et du 20 novembre. Ajoutons-le. Dans le désordre parlementaire de cette journée, on a vu trop de sentiments personnels dominer, vis à vis de M. de Broglie, les obligations publiques. Il n'était ni juste ni sage de négliger ainsi le souvenir des services que M. de Broglie a rendus, depuis huit mois, au maréchal de Mac Mahon, au pays et à la majorité. Dans sa grave et concise éloquence, dans la sagace prudence de sa politique, dans la dignité et l'honnêteté de son caractère, dans le dévouement qu'il consacre à une tâche si laborieuse et si difficile, dans le courage avec lequel il soutient la cause des conservateurs contre les radicaux, dans la fière constance qu'il oppose à l'impopularité qu'on essaye d'ameuter contre lui, il y a des mérites éminents et des ressources précieuses qu'on n'a pas le droit de dédaigner si aisément ou dont on doit se fatiguer si vite ; et surtout nous ne sommes pas dans un temps de certitude et de prospérité qui nous laisse libres de mesurer à notre préférence des hommes les changements de la chose publique.

Que dire des torts scandaleux dont la gauche s'est rendue coupable, le 8 janvier ? La loyauté eût dû suffire à les lui défendre. Profiter de l'absence de ses contradicteurs, leur soustraire un débat et leur dérober un vote, s'affranchir de leur opposition, ce n'est là une œuvre parlementaire, ce n'est pas là un acte que puissent avouer des libéraux ; une telle fraude ne s'accorde ni avec la mission des députés d'un grand peuple, ni avec les devoirs d'une lutte honnête et publique, ni avec les égards que se doivent des combattants à qui une société tout entière confie ses principes et ses drapeaux. Cette insidieuse surprise n'est-elle qu'une espièglerie ? Soit. Mais elle est indigne d'une nation sérieuse et d'une Assemblée grave ; et d'ailleurs, on ne se fait pas de la paix publique un jeu si coûteux et si dérisoire. Est-ce, au contraire, une tentative bien cal-

culée, qu'aurait préparée l'industrie d'un parti ou d'un homme avide du pouvoir? Certes, ce serait s'emparer du gouvernement de la France par des moyens étrangement irréguliers ou mesquins. N'est-ce que l'effort d'un travail qui mêle et trouble tout, pour tout rendre impossible? Eh bien, à considérer les menaces qui assiègent nos frontières et les misères intérieures qui nous dévorent, un tel dessein serait un crime commis contre notre patrie. Quoi qu'il en soit, il faut plaindre la gauche d'inaugurer en ces circonstances l'usage du scrutin secret. Est-ce bien cette gauche aux rangs de laquelle s'étaient naguère des déclarations si fastueuses de courage démocratique? est-ce bien cette gauche pleine de tribuns aux voix sonores, qui vantent la dignité du mandat populaire, qui célèbrent leur franchise républicaine, et qui volontiers se disent libres dans l'Assemblée comme sur la place publique ou dans les clubs? La voilà donc ouvrant ce scrutin secret aux ténèbres duquel viennent se réfugier les peurs déshonorantes, les envies misérables et les intérêts honteux; elle forme dans sa république, ce royaume prétendu de toutes les vertus viriles, une majorité anonyme et lâche! Elle donne au pays ce grand exemple de dissimulation publique, et elle trouve, pour ce vote qui se cache dans l'ombre, la complicité du centre gauche! Nous ne lui aurions pas fait l'injure de la supposer capable de ces surprises et de ces perfidies : elle en devra compte à l'histoire des Assemblées françaises comme à l'honnêteté de nos contemporains.

Quoique la réparation ait été complète et qu'elle n'ait guère tardé, l'accident parlementaire du 8 janvier a eu de regrettables effets. Dans cet ébranlement subit, n'a-t-on pas senti plus instable qu'on ne croyait le gouvernement qui nous régit? Ne s'est-on pas alarmé de voir si facile et si soudaine une commotion si grave? On s'est demandé avec inquiétude ce que pouvaient devenir les destinées de la nation, ce que pouvaient durer les volontés de l'Assemblée, si une minorité s'arrogeait le droit de s'emparer subrepticement des scrutins, de surprendre les votes, de changer les travaux de l'Assemblée, et de régner ainsi sur une majorité absente? L'Assemblée a dû effacer, le 12, la loi qu'on lui avait faite le 8. Or, bien que raisonnable et légitime, cette variation de ses sentiments et de ses actes a étonné la foule, cette foule qui démêle mal les vraies raisons des choses : de là, les prétextes de certaines gens pour s'écrier qu'une telle inconstance discréditerait l'Assemblée. On a jugé la majorité moins nombreuse et moins unie qu'elle n'est ou qu'elle doit être ; quelques-uns ont à dessein exagéré ce jugement : la majorité, ont-ils dit, est inconsistante, elle est éphémère ! Et, un instant, le public a semblé le croire. Enfin, on a déploré l'inutilité d'un tel trouble,

l'émoi dont les esprits ont été agités, la confiance affaiblie, le temps perdu et le retard de toutes ces grandes affaires que le gouvernement et l'Assemblée ont à régler. Ces impressions, nous le savons bien, disparaissent vite en France de la mobile surface de nos âmes, elles disparaissent au souffle rapide du jour et de l'événement. Prenons-y garde toutefois, et faisons en sorte que le préjudice ne s'en renouvelle pas : le danger en est évident.

On a, dans ce débat inopportun, parlé du maréchal de Mac Mahon et du septennat, plus que la loi du 20 novembre n'en laissait le loisir et le besoin. Cette loi, où sont donc, dans la majorité, les rebelles qui la veulent violer et qui méritent les foudres de M. Raoul Duval, les flèches de M. Picard ? La majorité a loyalement approuvé M. de Broglie, quand, réclamant le droit de défendre le pouvoir du maréchal contre ceux qui oseraient « le méconnaître ou l'attaquer, » il a prononcé cette sentence : « Une loi qui serait dépourvue de sanction serait un non-sens dans les mots et l'anarchie dans les faits. » Qui ne le sait ? Les lois qui constituent la durée des gouvernements ne contiennent pas de réserves : ces réserves, c'est la part de Dieu et de la fortune, c'est la part des fautes humaines ; aucune histoire ne le dit plus expressément que la nôtre. Qui ne le sait encore ? Il n'y a point de gouvernement possible, même pour un jour, si son état provisoire peut changer d'heure en heure : c'est qu'en effet, dans cette mouvante incertitude, il n'y a ni vigueur décisive, d'un côté, ni docilité durable, de l'autre. M. Raoul Duval et M. Picard, à disputer de ces vérités, se donnaient une peine inutile : la majorité aime la France et respecte les lois : ce n'est pas elle qui a voulu, comme M. Laboulaye, que la prorogation fût révocable pendant une longue suite de délais, favorables à la seule ambition de M. Thiers ; ce n'est pas elle qui a prétendu, comme M. Grévy, que la loi du septennat était contraire aux droits de l'Assemblée et qu'au delà de l'instant où l'Assemblée se séparerait, cette loi ne garderait pas une seule minute la force du commandement : la majorité n'a donc pas à recevoir d'eux la moindre leçon de respect et de bonne foi. Au surplus, elle comprend facilement que, s'il peut convenir à un parti de vivre et de s'agiter sous un régime qui présente le pouvoir à toutes les espérances comme une proie toujours saisissable, c'est surtout au parti de ceux qui semaient hier dans les églises les violettes impériales et qui appelaient à Chislehurst l'obéissance de nos évêques ; c'est au parti de ceux qui, pour le règne de leur république, ont deux prétendants, l'un vieux et l'autre jeune, l'un jadis tout-puissant à Tours et l'autre à Versailles, tous deux prêts à prendre la place du maréchal de Mac Mahon ; et, n'en déplaise à M. Raoul Duval et à M. Picard, c'est à ces deux partis que la majorité oppose fermement,

avec la loi du 20 novembre, les garanties de ce septennat à l'abri duquel les conservateurs veulent préserver la paix sociale de la France et relever peu à peu sa fortune tombée.

Nous avons également, au lendemain du 8 janvier, entendu décrier à l'envi ce qu'on nommait dédaigneusement « le parlementarisme; » et nous n'avons pu nous empêcher de reconnaître que la France, cette nation de parleurs, est prompte à haïr les Assemblées, prompte à se lasser de la liberté de parler, prompte à se dévouer aux maîtres qui agissent violemment. Répondrons-nous à ces contempteurs du droit parlementaire qu'il n'y a plus de peuple digne de se gouverner qui puisse se passer d'une Assemblée, pour le représenter dans l'administration de ses intérêts? Leur prouverons-nous qu'il suffit d'expérience et de règlements pour contenir une Assemblée dans les limites de la raison et dans la région du bien public, tandis qu'il n'y a pas de règles pour réprimer l'arbitraire dans un gouvernement personnel, point de principes pour corriger les vices du despotisme? Leur dirons-nous que, pour l'honneur d'un peuple et sa sécurité, la lutte dans les Assemblées vaut bien l'intrigue dans les antichambres? Leur montrerons-nous qu'elle est plus instable encore que la volonté des Assemblées, cette volonté privée d'un homme qui gouverne dans le secret de ses désirs et avec ses caprices, ou cette volonté publique de la multitude qui commande dans le tumulte de la rue et du club? Leur demanderons-nous de comparer en toute justice les imperfections du gouvernement parlementaire à celles du gouvernement personnel? Leur rappellerons-nous, avec l'histoire de ce siècle même, qu'on n'a pas encore vu en Europe un Parlement qui ruinât un peuple, comme l'Empire dans ces folies sinistres et ces désastres inouïs où il a deux fois failli perdre la France? Non, ces preuves ne nous sont pas nécessaires. La vérité, c'est qu'aujourd'hui le gouvernement parlementaire n'existe pas réellement en France. La république, avec l'instabilité de cette présidence temporaire qui vient personifier à chaque avènement la doctrine triomphante ou l'ambition victorieuse d'un parti, comporte mal la responsabilité ministérielle; et, de fait, l'Assemblée n'est pas si libre, à l'heure actuelle, de changer le ministère sans ébranler le gouvernement tout entier. Mais, en fût-il autrement, qui soutiendra qu'un peuple sans constitution, un chef d'État sans pouvoirs déterminés et une Assemblée sans contre-poids soient dans les conditions du régime parlementaire? Pour l'organisation de ce régime, ne manque-t-il pas au maréchal de Mac Mahon le droit de dissolution, à l'Assemblée les tempéraments d'une seconde Chambre, et à la nation l'institution d'un gouvernement distinct et transmissible, dont on connaisse la forme, les attributions, les droits et les devoirs?



Parmi ceux qui ne cessent, pour les conduites de leur ambition ou les besoins de leur égoïsme, de répandre dans notre pays cette haine du régime parlementaire, il en est beaucoup qui ne semblent concevoir, dans la notion de gouvernement, qu'une idée de quiétude absolue : ils s'imaginent que la félicité d'un peuple, ce peut être la torpeur et le mutisme. Oh ! sans doute, on peut un instant croire heureux un peuple où ne s'élève aucun tumulte de voix, où les Assemblées ne font entendre aux pieds des Césars qu'un murmure bien réglé de douces louanges, et où le pouvoir règne sans être troublé du bruit d'aucun reproche. Les libertés bavardes n'y parlent pas ; et ce silence semble être celui de l'ordre. Mais un jour vient où un fracas horrible réveille cette nation silencieuse : c'est l'effroyable chute de sa gloire et de sa prospérité qui tombent aux plaines de Waterloo ou au gouffre de Sedan. Il faut ne pas oublier ces fins funestes des gouvernements dont la toute-puissance méprise le contrôle des assemblées. Nous savons bien qu'aux yeux de M. Rouher, l'Empire ne s'est anéanti que pour avoir cessé d'être autoritaire. Quoi ! toutes les causes du lamentable désastre où l'Empire a péri seraient contenues dans une seule faute, celle d'avoir inauguré quelques usages parlementaires en 1870 ! Dites-nous donc lesquelles de nos libertés parlementaires d'alors, libertés soumises d'ailleurs au bon vouloir d'une majorité docile à l'Empire, ont été les fléaux de la France dans cette terrible année ? Est-ce un parlement ou Napoléon III, qui décida la coûteuse aventure du Mexique, et qui laissa se former aux flancs de la France les puissances de l'Italie et de la Prusse ? Est-ce à cette obéissante majorité de sénateurs et de députés, dont l'empereur faisait le choix, qu'on doit la politique qui nous aliéna tour à tour la Russie et l'Angleterre, affaiblit l'Autriche, abandonna le Danemark, mécontenta l'Italie, effraya la Belgique, irrita les Etats-Unis, et nous isola en Europe ? Qui donc avait, dix-neuf ans, commandé à toutes nos forces et dépensé tous nos trésors, sans préparer une seule citadelle au choc d'une armée allemande ? Qui donc entreprit ces folles négociations de l'affaire Hohenzollern ? Est-ce un parlement qui machina cette guerre calamiteuse ? Quel fut le chef de nos troupes sur le Rhin ? Et quelle était cette volonté inerte, épuisée, impuissante, qui, dans l'intérêt de la dynastie, laissa conduire à Sedan les derniers soldats de la France ? Il faudrait répondre à ces questions, il faudrait abolir le souvenir du plébiscite tout césarien de 1870 même, pour démontrer qu'en sept mois, le régime parlementaire a pu ruiner toute la puissance et tarir toutes les vertus de l'Empire, au bout de son long règne.

Cette Assemblée, qu'on accuse de se complaire au bruit et aux tracas du « parlementarisme », vient de faire un acte énergique de

gouvernement dans sa loi des maires. Les révélations de M. Baragnon, de M. Henri Vinay et de M. Bigot, l'autorité pressante de M. de Broglie, les raisons vives et sensées de M. Clapier, ont contribué à cette décision ; le sentiment de nos dangers sociaux y a induit davantage encore l'opinion de la majorité. C'est une loi de salut public qu'elle a voulu édicter. Il avait bien fallu reconnaître, dans la réalité des choses, que les plus nobles vérités ont besoin, pour s'établir, du concours des temps et des hommes : on ne pouvait nier que, sous des efforts imprévus, la loi du 14 avril 1871 avait tourné, par d'insignes abus, au profit de la démagogie. L'Assemblée, quoi qu'en disent dans leur emphase M. Louis Blanc et M. Pascal Duprat, ne se sera pas déshonorée pour y avoir substitué, dans le péril, la loi temporaire du 20 janvier : elle sait bien que, pas plus que l'ordre, la liberté ne veut de sectaires, et que, si on renie l'expérience, la politique n'est plus qu'une sorte d'absolutisme implacable qui ruine les sociétés et tue les nations. Oui, la majorité a tenu compte des faits, en attendant pour ses doctrines des volontés plus éclairées et une heure plus propice : ce n'est pas à la gauche qu'il sied de se plaindre de nécessités que ses fautes ont créées ; ce n'est pas à elle qu'il appartient de célébrer dans ses regrets pompeux ces franchises municipales qu'elle a toutes violées dans sa dictature de 1870. Quand viendra l'heure d'organiser par une loi définitive et complète ces municipalités devenues comme les états indépendants du radicalisme, l'Assemblée entendra sans doute quelques-uns des vœux de M. de Chabrol, de M. Raudot et de M. Lucien Brun ; elle essaiera de mieux représenter dans les conseils de la commune tous les intérêts et tous les droits. Jusquelà, puisse la loi du 20 janvier suffire à restaurer les idées d'autorité et de respect, ces idées nécessaires, qui ont cessé de régner partout où les radicaux ont couvert de la loi du 14 avril 1871 la rébellion ou l'indignité de leurs maires !

Était-ce mauvais vouloir, calcul ou hasard ? la spéculation des partis, l'inquiétude du public et l'orgueil de l'étranger exagéraient-ils la peur ? Vers le même temps que la gravité de nos affaires intérieures préoccupait ainsi les esprits, des alarmes effrayantes venaient de l'extérieur troubler notre sécurité nationale. Des menaces semblaient gronder sur nos frontières désarmées ; les journaux d'outre-Rhin nous apportaient des sommations et même des insultes. Ces rumeurs, également douloureuses à notre honneur impuissant et à notre faiblesse résignée, servaient les haines émues autour du gouvernement ; elles altéraient aussi le crédit et la tranquillité du pays. Tour à tour, la circulaire de M. de Fourtou à nos évêques, la suspension de *l'Univers*, les déclarations du duc Decazes et le refus opposé par l'Assemblée à l'interpellation de M. du Temple, ont

averti la France des devoirs de prudence, de recueillement et de sagesse que lui prescrit le soin sacré de ces restes si chers et si fragiles qui forment aujourd'hui notre patrie. La mesure dont *l'Univers* était atteint avait, dans les circonstances où elle était prise, une gravité particulièrement affligeante. La liberté frappée en M. Louis Veullot nous inspire, pour plus d'une raison, de très-sincères regrets ; mais, dans cette situation de la France, nous ne nous sentons pas le droit de contester les motifs de cette décision, et ce n'est pas notre moindre tristesse que de ne pas pouvoir en blâmer le gouvernement. Qu'on nous dispense d'insister sur ces avertissements : il aura été pénible à tous les cœurs français d'avoir à les subir, comme à les donner ; il y a là encore, après trois années de souffrances haletantes, les humiliations de l'impérieuse victoire qui nous a opprimés et les leçons de la fortune qui nous accable. Eh bien, supportons-les virilement, en abaissant nos têtes sans abaisser nos âmes ; supportons-les, puisque Dieu nous offre à ce prix seulement, à ce prix de l'expiation et du travail, le salut de la France malheureuse. Qui de nous ne sait que de la guerre ou de la paix dépend et dépendra, pendant de longues années encore, la vie ou la mort de notre nation ? qui de nous ne devine cette politique jalouse d'attirer notre témérité vers les Alpes, et de franchir alors les Vosges ? et qui de nous, sachant et devinant tout cela, ne comprend à quelle noble discrétion, à quelle longanimité courageuse, à quelle modération vigilante l'honneur de la France nous contraint tous, par une grande obligation de discipline nationale ? Ces vertus, la dignité nous les commande comme la politique ; car c'est un affront odieux, quand une nation blessée et qui peut mourir tout à l'heure, une nation incapable de traîner au moindre combat ses membres sanglants et mutilés, se redresse, déclame, brave et retombe après un effort ridicule. La France, comme Roland expirant, le héros qu'elle avait si bien fait à son image, doit se coucher sur son épée, en attendant son vengeur, jusqu'au jour où, ses plaies étant fermées et sa force étant revenue, Dieu lui donnera de ressusciter dans la gloire parmi les nations.

Quel contraste des années ! L'autre jour, dans le Reichstag, on parlait de ce temps où M. de Bismark, préparant son entreprise de Sadowa, offrait indirectement à la France un vaste territoire sur les bords du Rhin : il la jugeait puissante alors, et lui demandait la complicité de sa force. Aujourd'hui, avec cette superbe que la fortune de M. de Bismark excuse sans doute aux yeux de l'Allemagne, il nie ce dessein plus que vraisemblable d'une époque où il était « plus prussien qu'allemand ; » il dément les dépêches du général Govone et les révélations de la Marmora. De quelque côté que soit la vérité, il n'en est pas moins sûr pour nous que ce fut dans ces négoc-

citations mystérieuses que Napoléon III, avec son obscure et muette volonté, compromet d'abord ces destinées de la France que, quatre ans plus tard, il allait lui-même perdre aux pieds de Metz : Napoléon III sut tout, laissa tout faire et ne fit rien ; et depuis que son ineptie a permis à M. de Bismark de commencer à Sadowa la ruine de la France, voici la troisième fois que s'assemble un Parlement allemand, sous les ordres de M. de Bismark. Dans ce Reichstag, le grand chancelier de l'Empire reste, comme en 1867 et en 1871, le maître absolu d'une majorité où il compte, dociles à sa parole, plus de 150 nationaux-libéraux. Toutefois deux faits graves ont dû attirer son attention, dans les élections de ce Reichstag. Le premier, c'est que le nombre des catholiques y aura presque doublé, derrière les Windthorst, les Mallinkrodt et les Reichensperger : avec eux proteste ainsi cette liberté des âmes que M. de Bismark veut réduire dans l'Église au profit de l'État, et devant Dieu au nom de l'Empereur. Le second de ces événements, c'est l'accroissement du socialisme en Allemagne : à Berlin, le socialiste Hasenclever a vaincu M. de Molke et tient tête à Schulze Delitzsch, le fondateur célèbre des banques populaires. A la faveur du scrutin secret et du suffrage direct, six de ces démagogues sont entrés au Reichstag ; partout leurs adeptes ont obtenu les votes de la foule, partout ils ont formé des minorités considérables. Déjà on les entend chanter « la lutte acharnée du *tien* et du *mien* ; » ils célèbrent « le triomphe du travail sur le capital ; » ils annoncent que « lorsque le travail sera devenu roi, la moralité, la richesse et la fraternité feront le bonheur de l'humanité tout entière. » Se lève-t-il aussi pour l'Allemagne, ce vent de rage et d'envie qui s'est déchaîné sur nos sociétés ? Nous l'ignorons ; mais nous savons que plus d'un journaliste allemand s'est demandé « si on n'a pas perdu le sens du patriotisme, dans ces grandes villes qui donnent leurs suffrages aux admirateurs de la Commune. » M. de Bismark se trouve donc, malgré la supériorité de la puissance qu'il garde, engagé dans des difficultés intérieures plus nombreuses et plus compliquées qu'il ne l'était naguère ; et peut-être est-ce une des raisons qui le rendent plus irritable à l'endroit de la France et plus dangereux à notre faiblesse.

En Espagne, le maréchal Serrano a fait, le 8 janvier, un grand manifeste dont M. Castelar a pu lui envier la magnificence castillane, mais dont l'enflure contient fort peu d'idées nettes. Serrano ne dévoile pas ses intentions ; il laisse seulement dire à M. Garcia Ruiz que « c'est exclusivement le parti de la république fédérale qu'on a eu en vue dans le coup d'État. » Il a fallu, à Saragosse et à Barcelone, abattre une insurrection des républicains fédéraux, et le sang y a coulé abondamment ; les prisons de Madrid sont pleines ; on a dû

remplacer dix-neuf gouverneurs qui résistaient. Toutes les libertés sont suspendues, et on n'élira de Cortès que quand « l'ordre sera rétabli. » Moriones et son armée se sont, il est vrai, rangés dans le parti des victorieux. Carthagène est prise; et la *Numancia*, passant à travers la flotte espagnole, est allée porter sur nos rivages d'Algérie, à Mers-el-Kébir, les bandits et les forçats qui s'échappaient de ces flammes et de ces débris au milieu desquels régnait avec eux la république de l'Internationale. Serrano dispose donc de forces nouvelles, soit pour contenir les intransigeants, soit pour combattre les carlistes. Réussira-t-il à comprimer longtemps la fureur des uns et à vaincre le fidèle courage des autres? Nous verrons. Serrano en est à ces commencements toujours faciles de la dictature, faciles en Espagne surtout. Aujourd'hui, les républicains, charmés de garder au moins dans la perte de leurs droits et de leur pouvoir ce nom de la république, qui console de tout la niaiserie de leur amour et de leur orgueil, les républicains se résignent en disant chacun comme M. Castelar, dans la nuit du 3 : « Avant d'être libéral et démocrate, je suis républicain, et je préfère la pire des républiques à la meilleure des monarchies; je préfère au plus débonnaire des rois une dictature dans la république. » Mais durera-t-elle, cette résignation? L'histoire de l'Espagne, et, à son défaut, celle de la France, nous autorise à en douter.

AUGUSTE BOUCHER.

---

Sous ce titre : *une Page de la vie de M. de Montalembert, le Correspondant* a reçu, il y a quinze jours, et devait publier dans le présent numéro, un récit véridique et le seul autorisé du fait que rappelle l'inscription de la Roche-en-Brenil, et qui a servi de prétexte à *l'Univers* pour élever les accusations les plus graves contre M. de Montalembert et plusieurs de ses amis. D'après le désir formel de son auteur et notre propre sentiment, nous ajournons l'insertion de cet article jusqu'au jour où *l'Univers* pourra reparaitre. Qu'il nous suffise de dire dès aujourd'hui, et tout au moins pour la mémoire de ceux qui ne sont plus là pour se défendre, que le fait a été étrangement défiguré, et que les détails dont on l'a entouré et les conséquences qu'on en a tirées sont de pure invention.

*Note de la Rédaction.*

*L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.*

# AUGUSTIN COCHIN

---

## I

SA FAMILLE. — SON ÉDUCATION. — SA JEUNESSE.

Ce qu'il y a pour nous de plus triste dans la vieillesse, ce n'est pas de vieillir, c'est de survivre; ce n'est pas de voir diminuer nos forces et croître nos infirmités, c'est de sentir la solitude grandir autour de notre pensée et l'indifférence autour de notre cœur; ce n'est pas de perdre les compagnons de la jeunesse et du plaisir, c'est de ne plus retrouver les témoins de notre vie sérieuse, et de devenir presque étrangers à de jeunes amis qui, n'ayant pas partagé nos épreuves, ne parviennent à se rendre fidèlement compte ni de nos efforts ni de notre but. Ainsi le passé nous échappe, l'avenir nous est interdit, et le présent est bien court pour qui touche à l'éternité.

Quoique M. Cochin ne fût pas de mon âge, il s'était fait de si bonne heure mon contemporain, par l'activité et par le dévouement dans les mêmes œuvres, que sa perte demeure pour moi une plaie toujours saignante, un vide que rien ne saurait combler. Ma seule consolation sera de dire avec sincérité, et, je le crois, avec l'impartialité qu'impose l'affection véritable, ce qu'il a été, ce qu'il aurait pu être.

Augustin Cochin appartenait à une de ces races d'ancienne bourgeoisie qui ont formé comme la charpente intérieure de la vieille société française. Le clergé avait une mission plus haute, la noblesse avait la gloire des armes, aucune classe ne surpassa le tiers-état en lumières et en fermes vertus. Dans cette bourgeoisie patiente et fière, laborieuse et indépendante, les traditions de famille, l'honneur du nom, se conservaient intacts comme dans les plus illustres maisons. Dans la bourgeoisie parisienne, nul mieux que les Cochin ne garda

ce caractère, à la fois élevé et modeste. Charles Cochin figurait en 1560 dans l'administration municipale de Paris; son fils et son petit-fils possédaient la seigneurie de Massy, près Palaiseau. Dans le commerce, dans les arts, au barreau, dans la magistrature, les diverses branches de la famille Cochin obtinrent, à force de travail et de talent, la fortune et la considération. L'estime publique, ce suffrage universel sans danger et sans mensonge<sup>1</sup>, s'était particulièrement attachée à Claude-Denys Cochin, et lorsqu'il mourut, à l'âge de quatre-vingt-huit ans, la lettre par laquelle on invitait à ses funérailles contenait les titres suivants : *Messire Claude-Denys Cochin, écuyer, doyen des anciens juges consuls, doyen des anciens échevins de Paris, doyen des grands messagers jurés de l'Université, doyen des quarante porteurs de la châsse de Sainte-Geneviève, doyen des commissaires des pauvres, doyen des marguilliers de la paroisse Saint-Benoît*, etc. Pour obtenir la plupart de ces dignités, il fallait être d'origine parisienne et de réputation sans tache; on comprend dès lors quels durent être les principes et les habitudes héréditaires au milieu desquels grandissaient les générations successives. C'était « cette justesse dans la vie, cette égalité dans les mœurs, cette mesure dans les passions, » que Bossuet appelle « les riches et véritables ornements de la créature raisonnable. »

Henry Cochin fut, durant la première moitié du dix-huitième siècle, l'une des plus pures et des plus illustres renommées du barreau de Paris. Son panégyrique fut tracé de la main d'un confrère, et l'approbation, nécessaire alors pour tout imprimé, fut conçue en des termes qui sortent du style usité en pareil cas :

*« J'ai lu, par ordre de Monseigneur le Chancelier, le Panégyrique de feu M. Cochin, ancien Avocat au Parlement. C'est honorer le Barreau, que de louer le plus grand Homme qu'il ait produit : son éloge est le triomphe de la vérité et le tribut de la reconnaissance. Le succès de l'Ouvrage prouvera combien il était digne de l'impression. A Paris, ce 31 juillet 1749. »*

« DE LAVERDY. »

Ce panégyrique, exclusivement académique, est trop sobre des détails familiers qui auraient plus de prix aujourd'hui que des formules de rhétorique. Cependant il contient plusieurs traits qui méritent d'être reproduits, non-seulement parce qu'ils peignent bien les qualités spéciales d'Henry Cochin comme orateur et comme juris-

<sup>1</sup> Expressions d'Augustin Cochin.

consulte, mais parce qu'ils donnent aussi une première esquisse du portrait d'Augustin Cochin lui-même.

« Il possédait supérieurement sa langue ; il la pliait à toutes ses idées ; il concevait vivement, et son langage se ressentait de la vivacité de son imagination ; mais il ne donna jamais dans les écarts de l'esprit : il en avait trop pour s'égarer. Il avait une heureuse abondance d'expressions. Sa langue suivait la rapidité de son esprit et ne trahissait jamais l'orateur. Il avait toutes les grâces de la prononciation, et le son flatteur de sa voix eût augmenté le prix de ses discours, s'ils n'eussent pas été hors de prix<sup>1</sup>. »

Le panégyriste constate ensuite que son héros fut le premier qui introduisit l'improvisation sincère dans les solennités de l'audience. « Si M. Cochin n'eût marché que sur les traces de ses prédécesseurs, il eût composé à loisir, dans le silence du cabinet, des discours qu'il eût été sûr de rendre avec énergie. Mais il osa franchir l'usage et secouer le joug d'une servitude qui, en énervant le plaidoyer, ralentit nécessairement l'action, fait languir l'auditoire, et peut décourager l'orateur même.

« Il se mit en garde contre les écueils de sa nouvelle méthode par une préparation exacte. Il traçait un plan, il écrivait un exorde, il analysait des faits, il distribuait des moyens, il dessinait ses preuves, il crayonnait ses idées, il n'en confiait que la substance au papier. Les plus courts extraits étaient souvent le germe d'une abondante plaidoirie<sup>2</sup>. »

Enfin le panégyriste constate qu'Henry Cochin était l'ami du progrès, sans être le complice d'aucune témérité, et que, tout en conservant le culte de l'ordre, il saluait avec plaisir ou hâtait même de sa propre main les tentatives de réforme qui répondaient à des aspirations modernes. Ce mot de moderne ne l'entraînait ni ne l'effrayait, car il savait bien que chaque siècle enfante à son tour une société moderne. « Il eut le courage d'attaquer une infinité de préjugés et d'axiomes équivoques ; il enhardit la jurisprudence et l'arma contre une multitude d'abus qu'on se hâta de réprimer, et s'il n'en fut pas le réformateur, il partagea du moins l'honneur de la réformation<sup>3</sup>. »

Si les mérites de l'esprit étaient héréditaires dans la famille Cochin, les dons de la vertu ne l'étaient pas moins. Jean-Denys Cochin, né en 1726, manifesta dès sa jeunesse un goût prononcé pour la re-

<sup>1</sup> *Panégyrique d'Henry Cochin*, p. 39.

<sup>2</sup> P. 41.

<sup>3</sup> P. 35.



traite. « *La vie du monde cache les épines sous les roses; la vie du cloître cache les roses sous les épines.* » Cette forte pensée, inscrite sur une cellule de la Grande-Chartreuse, était entrée si avant dans le cœur de ce jeune homme de seize ans, qu'il fallut toute l'autorité de son père, effrayé de sa mauvaise santé, pour le détourner de prendre l'habit monastique. Du moins voulut-il entrer dans les ordres sacrés, et ne rencontra plus d'opposition. A vingt-six ans, il reçut la prêtrise, et, peu de temps après, obtint à la Sorbonne le grade de docteur en théologie.

Augustin Cochin, qui étudiait pieusement la vie de ses ancêtres, non par une vaine recherche généalogique, mais pour y recueillir des leçons et des modèles, a écrit une courte notice sur Jean-Denys Cochin<sup>1</sup>. « Être prêtre catholique, dit-il, c'est offrir à Dieu la vie qu'on tient de lui, et la mettre, pour lui plaire, au service des hommes; les aimer comme Dieu les aime, et le faire aimer par eux; c'est partager les peines, dissiper les doutes, ranimer les espérances, purifier les âmes, être de bon conseil, être de bon exemple, assurer la paix au monde, en la rétablissant dans les consciences et dans les relations, faire monter les prières et descendre les bénédictions; c'est, en un mot, garder et transmettre au milieu des peuples les deux grandes choses qui les font vivre, la vérité et la vertu<sup>2</sup>. » L'abbé Cochin fut digne d'inspirer cette juste et belle définition du prêtre. Nommé vicaire à Saint-Étienne-du-Mont, il se livra avec tant d'ardeur aux travaux de l'apostolat, que sa santé en fut rapidement altérée. « Mais, dit Augustin Cochin, il songeait beaucoup plus à bien remplir sa vie qu'à la conserver. En 1756, il fut nommé curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas, et l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, ne triompha de ses hésitations qu'en lui imposant cette charge comme un devoir, au nom de Dieu et des pauvres. Il alla visiter tous ses paroissiens; il voulait seulement ainsi être connu, mais il obtint davantage : il fut aimé<sup>3</sup>. Les paroissiens, heureux de le voir souvent, voulurent aussi l'entendre. La chaire, où l'abbé Cochin montait sans cesse, fut rapidement entourée d'une affluence sympathique.

Avec les écoles, qu'il s'efforçait de multiplier, les pauvres eurent la première place dans la vigilance du pasteur. Il mit tous ses soins à en tenir un état régulier, et à s'assurer par lui-même de tous

<sup>1</sup> Cette notice est placée en tête d'une édition nouvelle des *Instructions familières sur le sacrifice de la Messe*.

<sup>2</sup> Notice sur M. l'abbé Cochin.

<sup>3</sup> Notice.

leurs besoins, de manière à apporter dans ses charités cet ordre sans lequel on fait peu avec beaucoup, et par lequel on fait beaucoup avec peu.

Quelquefois cependant on tenta de le surprendre ; mais Dieu bénit ceux qui sont trompés par bonté d'âme et punit ceux qui trompent ; on en trouve un exemple frappant dans la vie de l'abbé Cochin. Une nuit, on vint le réveiller pour réclamer son ministère. Quelques minutes après, il montait les cinq étages d'une pauvre maison, et frappait à la porte d'une mansarde ; deux ou trois hommes et autant de femmes y étaient réunis près d'un lit. Le bon curé entre, s'approche, prend la main du malade ; puis il se retourne et dit : « Mes enfants, il est trop tard ! Votre ami est mort ! » Aussitôt tous les assistants se jettent à ses genoux, et lui demandent pardon avec tremblement. « Pourquoi me demander pardon ? Que m'avez-vous fait de mal ? — Ah ! monsieur le curé, s'écrie une des femmes, nous sommes des misérables : nous avons menti ; cet homme n'était pas malade : c'est pour vous attirer et vous forcer par violence à nous donner de l'argent, que nous étions convenus de cette supercherie. Dieu l'a frappé : il est mort ! »

L'abbé Cochin avait développé par de profondes études sa rare facilité d'élocution, et il avait acquis un fonds général de connaissances qui lui permettait d'improviser sur tous les sujets. Étant encore au séminaire, il trouva un de ses amis fort embarrassé du panégyrique qu'on l'avait chargé de prononcer en l'honneur d'un saint ; aussitôt l'abbé Cochin lui indique à grands traits les divisions et les idées principales qui peuvent prendre place dans son sujet ; l'orateur suit le conseil, prononce le discours, et obtient un si grand succès, qu'il se croit obligé d'en révéler l'auteur<sup>1</sup>. Cette aumône, l'aumône de l'esprit, est peut-être celle dont les riches mêmes sont le plus avares : on verra ce genre de générosité revivre aussi dans le petit-neveu du curé de Saint-Jacques.

La parole s'inspire facilement des sujets dont s'inspire chaque jour le cœur, et l'abbé Cochin, qui brillait dans l'homélie, excellait dans les sermons de charité. Toutefois, il ne quêtait jamais les autres avant de se quêter lui-même. Un jour qu'il passait dans la rue, fort pressé de monter en chaire, car un sermon était pour lui le rendez-vous des âmes, et il ne voulait pas y arriver en retard, une vieille femme l'arrête en s'écriant : « Ah ! monsieur, accordez-moi encore un secours, je suis plus malheureuse que jamais ! — Je vous donnerais volontiers, dit le curé, mais je n'ai plus rien. — Monsieur le

<sup>1</sup> Notice.

curé, réplique la solliciteuse en s'attachant à ses pas, donnez-moi, je vous en prie ! Les boucles d'argent de vos souliers me feraient vivre plusieurs jours ! — Vous avez raison ! » Et aussitôt il se baisse, ôte ses boucles et les donne à la pauvre femme. « Mais, ajoute-t-il, on pourrait croire que vous les avez dérobées ; venez avec moi chez un marchand ; je les vendrai, et vous en aurez le prix. » Les boucles sont vendues, la somme est comptée ; puis il court de toutes ses forces pour regagner l'église. On le savait d'une scrupuleuse exactitude, et chacun s'inquiétait déjà ; le curé, hâletant, s'essuyant le front, commence par s'excuser, et raconte simplement ce qui l'a retenu. Lorsqu'en descendant de chaire il fit, selon sa coutume, la quête lui-même, chacun mit dans la bourse des boucles, des chaines, des bagues, et les pauvres, ce jour-là, furent assistés pour longtemps<sup>1</sup>.

Ce fut au commencement de l'année 1780 que l'abbé Cochin conçut le projet de fonder dans sa paroisse un hospice pour les malades et les vieillards. Il y consacra d'abord une somme de 37,000 livres dont il avait la disposition ; puis il recourut à la charité publique. La famille Cochin à elle seule contribua pour 47,000 livres. La première pierre de l'hospice fut solennellement posée, non par quelque grand personnage, mais par deux pauvres choisis parmi les plus méritants. Un jeune architecte, nommé Viel, traça et fit exécuter gratuitement tous les plans ; en moins de deux ans, un édifice sain et commode, une belle chapelle, étaient achevés, et de vénérables religieuses y introduisaient leurs hôtes. Quelques ouvriers restaient à payer ; l'abbé Cochin vendit une partie de ses meubles, et il allait vendre ses livres, lorsqu'un de ses paroissiens vint le trouver et lui remit la somme nécessaire, à la condition expresse qu'il ne se séparerait point de sa bibliothèque.

Épuisé de fatigue, il écrivit, vers la fin de 1782, au nouvel archevêque de Paris, Antoine de Juigné, pour lui demander un successeur ; l'archevêque le chargea de le choisir lui-même, faveur que son humilité refusa. Sentant que sa fin était proche, il distribua tout son linge aux pauvres, en disant : « Je ne saurais trop leur donner, car c'est la dernière fois que j'aurai ce bonheur. » Peu après, il reçut les derniers sacrements, et ne cessa de prier que quand il cessa de vivre. Il était âgé de cinquante-sept ans, et avait gouverné ou plutôt édifié sa paroisse durant vingt-six ans. L'hôpital reçut de lui le nom des apôtres saint Jacques et saint Philippe ; mais, en 1788, le conseil des hospices lui donna le nom d'hôpital Cochin, qu'il porte

<sup>1</sup> Notice.

encore. Tous les contemporains de l'abbé Cochin, dit son petit-neveu, lui avaient décerné les deux noms les plus beaux qui puissent honorer un chrétien : Homme de bien, homme de Dieu.

Le père d'Augustin Cochin naquit à Paris, le 14 juillet 1789, de Jacques-Denys Cochin et d'Angélique-Suzanne de Matigny de la Boissière, fille d'un maître des eaux et forêts. Jacques-Denys Cochin fut maire du douzième arrondissement de Paris sous la Restauration et signala son administration par plusieurs actes considérables. En 1818, il rétablit dans l'église de Saint-Étienne-du-Mont les pierres tumulaires de Pascal et de Racine qui en avaient été arrachées pendant la Révolution; en 1822, il fit consacrer de nouveau l'église de Sainte-Geneviève qui s'appelait encore le Panthéon. La Restauration le créa baron, mais ni lui ni son fils ne portèrent ce titre, répétant tous deux, avec un sentiment qui n'était peut-être pas uniquement celui de l'humilité : — Mieux vaut être l'un des plus anciens parmi les bourgeois que l'un des plus récents parmi les nobles. — Dès que le père d'Augustin Cochin fut parvenu à l'âge d'homme, il résolut d'être à la fois le digne fils de ses pères et le fils de ses œuvres. Un cabinet d'avocat à la Cour de cassation venant à vaquer en 1815, il l'acheta et lui donna promptement une grande valeur. Au succès se joignit bientôt le bonheur domestique; son mariage avec mademoiselle Augustine Benoist le fit entrer dans une famille qui, bien qu'originnaire de l'Anjou, donna, dans le seizième siècle, un membre éminent au clergé de Paris<sup>1</sup>. Son beau-père, le comte Benoist, fut directeur général et ministre d'État sous la Restauration; son beau-frère, le comte Benoist-d'Azy, est aujourd'hui vice-président de l'Assemblée nationale. En 1825, M. Cochin acceptait la mairie du douzième arrondissement de Paris, succédant à son père, qui se retirait volontairement, malgré d'unanimes regrets. Les fonctions municipales à Paris donnent peu de droits et imposent beaucoup de devoirs; l'initiative et l'ascendant personnels doivent ajouter à une autorité si honorable, mais si restreinte. M. Cochin comprit toute l'étendue de sa mission et s'y dévoua. Les écoles primaires lui durent une vigoureuse impulsion; en même temps s'élevait à ses frais une maison d'instruction que la reconnaissance publique désigne encore sous le nom de maison Cochin.

Il contribua puissamment à l'établissement du chemin de fer

<sup>1</sup> Voir une curieuse biographie intitulée : *le Pape des Halles, René Benoist, conseiller du Roy en ses conseils d'État et privé, confesseur de Marie Stuart et de Henry IV, curé de Saint-Eustache de Paris, évêque nommé de Troyes. 1521-1608.* Publiée par J. R. Denais, membre de la Société des sciences et arts d'Angers. — Chez Léon Techener, Paris.

d'Orléans dont la gare est dans ce même arrondissement, fut rapporteur de cette affaire si discutée alors au conseil municipal de Paris et devint administrateur de ce chemin de fer, l'un des premiers établis à Paris. A cette époque aussi on commençait à s'occuper des salles d'asile dont les modèles nous vinrent d'Angleterre. M. Cochin partit pour ce pays afin d'en bien étudier tous les éléments, et lorsqu'il fut parvenu à en doter le douzième arrondissement, il fit pendant un an, en personne, la classe aux petits enfants pour bien assurer le succès de cette précieuse importation. Puis, il publia un *Manuel des salles d'asile* qui sert encore aujourd'hui de guide et d'autorité.

Plus tard, il prêtait son ardent concours à MM. Debelleyme, de Caraman, de Choiseul, de Larochevoucauld-Doudeauville, Pasquier, Barbé-Marbois, Greffulhe, pour l'extinction de la mendicité. Dans un lumineux rapport, qu'il est toujours opportun de rappeler, M. Cochin définissait les différentes classes de mendiants, que l'on confond trop aisément avec les infirmes et les pauvres. Il établissait des moyens permanents de les classer, d'analyser en quelque sorte tous les éléments de leur condition, de manière à les diriger vers la prison, quand ils *peuvent et ne veulent pas* travailler, vers l'hospice ou vers le secours, quand ils *veulent et ne peuvent pas* travailler, vers l'atelier, quand ils *peuvent et veulent*, mais *ne trouvent pas*, vers leur domicile enfin quand ils l'abandonnent pour se livrer à la mendicité. Demander au gouvernement l'aide de son autorité, et, s'il le faut, de sa force, aux particuliers l'inépuisable concours de la charité ; modifier la législation, provoquer la bienfaisance, effrayer le vice, soutenir la vraie indigence : telles étaient les mesures, ou plutôt les armes avec lesquelles l'habile rapporteur proposait de détruire la mendicité. Ces mesures devaient, pour produire un effet général en France, être combinées avec les développements de l'instruction élémentaire, l'établissement de colonies agricoles, la réforme pénitentiaire, et l'extension des secours à domicile.

Une grande médaille lui fut décernée pour son dévouement lors de la première invasion du choléra à Paris. Réélu sans interruption jusqu'à sa mort au conseil général et municipal de Paris, M. Cochin rendait là sans relâche le genre de services qu'il préférait, les services inconnus. En 1835, malgré des refus réitérés, son arrondissement le nomma député, et ce mandat aussi ne lui fut retiré que par la mort ; on put toujours lui appliquer ces belles paroles prononcées par le comte Molé à l'Académie française : « C'est une source abondante d'inspiration que l'honnêteté du cœur, que le désintéressement de la vie... On ne sait pas tout ce qu'une âme scrupuleuse

peut apporter d'autorité et de lumière à un esprit supérieur. » Mais sa carrière politique ne fut pas de longue durée ; il fut enlevé à cinquante-deux ans, par une rapide et violente maladie, laissant avec douleur l'éducation de ses fils inachevée, ses œuvres interrompues, mais consolé par tant de bien déjà réalisé et par les fortifiantes espérances de la foi. Au cimetière Montparnasse, M. Benjamin Delessert au nom de la Chambre des députés, M. Battelles au nom des hospices, M. Chopin au nom des avocats, un jeune ouvrier au nom de ses camarades, prononcèrent l'éloge funèbre, et la foule y joignit l'hommage de ses larmes.

Pierre-Suzanne-Augustin Cochin naquit à Paris le 11 décembre 1823. L'enfant n'était pas encore arrivé à l'âge où l'on soupçonne l'infortune, quand il fut atteint par un irréparable malheur : il perdit sa mère. Cette femme charmante, dont les contemporains aimaient à vanter l'esprit et dont quelques lettres nous attestent encore la tendresse de cœur, succomba à la fleur de l'âge, victime de son dévouement ; elle veillait au chevet de ses enfants atteints du croup, et les avait déjà mis hors de danger, quand elle fut emportée elle-même par la maladie dont elle venait de les sauver.

Cette mort brisa l'âme de son mari ; il abandonna sa charge d'avocat, et chercha de plus en plus dans la charité et le dévouement la seule consolation qui puisse adoucir une douleur profonde. Tout ce qui lui rappelait cette chère mémoire devint l'objet d'un culte pieux ; il donna le nom de celle qu'il pleurait à celui de ses fils en qui elle revivait le mieux par les traits du visage et la douceur du caractère. L'enfant n'avait que trois ans quand on lui fit quitter le nom de Pierre pour prendre celui d'Augustin. A un âge où tout s'oublie, il garda vivant dans son cœur le souvenir de sa mère ; quelques années plus tard, jouant à la campagne dans un jardin, il s'arrêta tout à coup devant une rose et fondit en larmes. On lui demanda quelle était la cause de son chagrin : « Cette rose m'a rappelé ma mère, dit-il ; tout ce qui est beau me fait penser à elle. » Sa curiosité naissante n'eut pas d'autre objet : c'est de sa mère qu'il aimait à entretenir ceux qui l'entouraient, c'est sur elle qu'il se plaisait à les interroger. Homme fait et entouré de tendres affections, le souvenir de cette mère à peine entrevue revenait encore à sa pensée, et il sentait vivement le vide immense que cette mort prématurée avait laissé dans son cœur. Il écrivait en 1869 à un de ses amis<sup>1</sup> : « Je n'ai jamais eu dans ma vie qu'une envie sans mesure, c'est le bonheur d'avoir une mère. »

<sup>1</sup> M. Théobald de Soland, aujourd'hui conseiller à la cour d'appel d'Angers.

Les sentiments charitables furent de bonne heure familiers à cette belle âme. Il n'avait pas encore neuf ans quand il écrivait à son père : « Je voudrais vous demander la permission de porter à la Russe<sup>1</sup> un des berceaux qui sont dans le grenier, pour son petit enfant dont elle va accoucher incessamment. » Ce don de revêtir une pensée qui touche le cœur d'un tour ingénieux qui séduit l'esprit, ce don qu'il eut plus tard à un si haut degré apparait déjà dans quelques-unes de ses lettres enfantines. Il écrit à son père, au mois d'août 1832 : « Vous ferez de ma part à madame Agathe<sup>2</sup> douze remerciements des onze jolis objets qu'elle m'a envoyés. » Puis il disait à son père lui-même : « Vous me ferez bien plaisir en m'apportant Simon de Nantua et mon ballon que je désire beaucoup ; mais je vous désire encore plus qu'eux. »

Cependant son père était de plus en plus absorbé par les œuvres de charité qu'il créait ou développait. Ce fardeau si lourd s'était encore accru depuis que l'estime des Parisiens y avait joint le poids des affaires publiques. Il n'eut plus dès lors un seul moment de loisir et dut mettre ses deux enfants au collège ; la nécessité lui imposait cette mesure, et la raison la lui faisait regarder comme un devoir. L'éducation publique lui apparaissait comme le seul moyen de former l'esprit des enfants, d'assouplir leur caractère, de les plier à la discipline, et de les préparer, par les épreuves d'une société en raccourci, aux épreuves de la grande société où ils devaient vivre et agir. Cette opinion semble juste, mais elle ne l'est que pour les natures fortes et vigoureuses. Il y a bien des âmes que la dure contrainte du collège brise au lieu de les former, bien des cœurs qui se flétrissent dans cette sèche atmosphère, bien des caractères qui s'aigrissent sous le coup de douleurs prématurées. On comprend ce que dut souffrir un enfant aimable, tendre et délicat, quand, à l'âge de neuf ans, il se trouva enfermé au collège Rollin et se vit entouré d'indifférents au moment où il avait le plus besoin d'affection. Il ne s'y habitua jamais, et au premier abord la secousse fut si rude que sa santé en fut ébranlée. Il resta longtemps languissant et chétif ; mais son père, si affectueux pourtant dans ses sentiments, resta inflexible dans ses résolutions : il ne voulut point faire plier ses principes devant ce qui lui semblait un caprice enfantin. Augustin chercha alors des consolations dans le travail ; il eut des succès et fut un élève brillant ; quelques camarades le soutinrent de

<sup>1</sup> Une pauvre femme du Plessis-Chenet, commune de Seine-et-Oise, dans laquelle est situé le château de la Roche, ancienne propriété de ses parents.

<sup>2</sup> C'était son ancienne gouvernante.

leur amitié. Les visites fréquentes de son père étaient des joies longtemps attendues, doucement savourées, et qui laissaient des souvenirs fortifiants. La résignation entra peu à peu dans l'âme de l'enfant, mais les regrets restèrent bien vifs. On en jugera par la lettre suivante : « J'ai toujours des larmes aux yeux quand je pense à vous, ô mon bon papa, et le soir, dans mon lit, en pensant à la maison, il m'arrive bien souvent de pleurer. Alors je me confie à Dieu, je lui demande votre conservation, et cela me fait du bien. » Plus tard, quand un esprit plus développé lui permit d'apprécier plus sainement les motifs qui avaient dicté la résolution paternelle, il l'accepta par raison et par obéissance ; mais sa tristesse éclate encore au moment même où il croit l'avoir étouffée : « Comme je vous l'ai dit, trop souvent peut-être, je serai bien heureux le jour où je serai tout à fait de la maison. Je dis *trop souvent*, parce que vous auriez pu penser que mes demandes tendaient à être jaloux du sort de mon frère et à désirer le partager. Oui, je le désire, mais je ne le désire qu'après avoir complètement achevé mes études. Je sais bien que la résolution que vous avez prise après mûres réflexions n'aurait pas été ébranlée par mes petites exigences ; mais je ne voulais pas vous laisser croire que j'avais d'autres sentiments que vous et que je comprenais mon intérêt autrement que vous. »

Un homme sut alors raffermir le courage de l'enfant, en lui donnant les seules consolations efficaces, celles qui viennent du cœur et qu'inspire l'affection : c'était l'abbé Sénac. Ce prêtre zélé, qui vient de terminer récemment une longue et utile carrière, s'est acquis une grande réputation par ses travaux philosophiques ; mais il la méritait mieux encore peut-être par ses succès dans la direction de la jeunesse. Nul n'avait plus que lui le grand art d'échauffer les âmes, de les tourner vers le beau et le bien, et de les conduire par la raison à cette foi lumineuse qui élève l'esprit, fortifie le cœur et fait plier les genoux. Cet homme de bien s'attacha à Augustin Cochin avec une paternelle tendresse ; il lui fit aimer la foi catholique, lui en révéla peu à peu la profondeur et l'harmonie ; et, après avoir été le conseiller de l'enfant pendant le cours des études classiques, il resta l'ami de l'homme fait pendant toute sa vie. Ce fut lui qui le prépara à la première communion ; et ce grand acte, que l'Église, en mère vigilante, a placé au seuil de la jeunesse, laissa dans l'âme d'Augustin une impression ineffaçable. C'est de là que date ce souci de pureté morale et ce désir de perfection constante qui ne l'abandonnèrent jamais. Quelques jours avant de s'approcher de la sainte table, il écrivait à son père : « Vous et un élève que je n'aimais pas d'abord, qui vient de faire sa première



communion saintement, et avec qui je suis lié, m'avez fait sentir plus que jamais l'importance des choses religieuses, la sublimité de la religion. Je vais tâcher, à compter d'aujourd'hui, de comprimer mes défauts autant qu'il sera en moi. Je vais faire un petit cahier de ce que je crois faire de bien et de mal tous les jours. Je le ferai sincèrement, et peu à peu j'espère m'accoutumer à n'avoir que du bien sur la conscience. Je désire que cette résolution vous soit agréable, et vous prie de m'en dire votre avis dimanche. » A la veille de la cérémonie, il écrit encore à son père : « Ah ! si, quand « vous êtes au pied de l'autel, vous vous souvenez que vous avez « offensé votre frère, levez-vous et allez vous réconcilier avec lui. » C'est ainsi que nous parle l'Évangile. O mon bon papa, si je vous ai causé tant de soucis, tant d'ennuis, tant de fatigues, je vous en demande pardon ; si je n'ai pas fait tout ce que me commande le quatrième commandement, si je vous ai chagriné par mon impatience, mon exigence, pardonnez-le-moi et donnez-moi votre bénédiction, pour que Jésus-Christ trouve en moi une demeure digne de lui. Veuillez dire à Rosalie et à Barbier<sup>1</sup> que je leur demande pardon de tout le mal que je leur ai causé. Adieu, mon cher papa. Aujourd'hui commence une nouvelle vie pour moi ; une vie bonne va succéder à une vie pleine de péchés, et je ferai tout ce qui sera en moi pour contribuer à votre bonheur. »

Puis la vie de collège reprend son cours avec sa monotonie active. Les vacances sont des dates triomphantes ; les sorties, des joies vivement désirés ; les visites paternelles, des plaisirs toujours trop courts. Puis, çà et là, surviennent quelques incidents fâcheux : c'est un devoir manqué, quelquefois même un professeur revêché qui punit avec légèreté et repousse les excuses avec hauteur. Augustin est alors bien triste ; mais, quoique des larmes remplissent ses yeux, il sait déjà dessiner finement un tableau, et le rendre saisissant par l'invention d'un mot pittoresque : « Denys (c'était son frère aîné) a été parler pour moi à M. B., mais il n'a pas réussi ; M. B. lui a dit, avec son ton cadencé, dédaigneux et pressant, et en faisant de la main un signe *évacuatif* : Monsieur Cochin, ne m'importunez pas plus longtemps. »

Alors, comme aujourd'hui, la politique pénétrait dans les lycées ; on discutait les événements, on avait son avis sur la conduite du cabinet, et Augustin n'était pas le dernier ni le moins énergique à exprimer le sien : « J'espère que la double garnison de Paris et le ministère qui vient d'être formé mettront fin à ces bruits. Si tout

<sup>1</sup> Les domestiques de son père.

ce que nous savons est vrai, ces brigands se sont conduits comme de lâches assassins. Du reste, il ne manque pas de calomnies irréflechies qui attribuent ces émeutes à M. Thiers, même à la police. Pour moi, il me semble qu'aucun parti sérieux ne voudrait se déshonorer par l'assentiment à de tels actes, qui sont l'ouvrage d'anciens ou de futurs forçats. »

Plus Augustin grandissait en âge et en raison, plus il devenait l'ami et le confident de son père. Entre eux, tout devenait commun ; l'un parlait institutions de charité, expliquait la part qu'il y prenait, faisait comprendre ce qu'est la vie, et apprenait à l'envisager par ce côté du devoir qui paraît si sévère, et qui est pourtant le seul vrai ; l'autre racontait ses lectures, exposait avec confiance ses premières idées, cherchait à s'assurer de leur valeur, et s'abandonnait à la tendresse de son âme. Aussi une admiration croissante les unissait plus étroitement l'un à l'autre. D'un côté, le père écrivait à un de ses amis : « Augustin est né trop parfait, c'est le seul excès que je puisse lui reprocher. » De l'autre, le fils écrivait à son père : « J'ai toujours votre modèle présent devant les yeux, mon bon papa, et je vois chaque jour mon modèle s'orner de nouvelles actions exemplaires. » Et ailleurs : « Je vous remercie, mon bien bon papa, de m'apprendre à vivre avec tant de douceur ; vos bons et doux avis ont bien plus de poids que des corrections sévères. »

Cependant, le vif désir d'habiter la maison paternelle, qu'avait toujours eu Augustin, avait changé de forme avec le temps. Ce qui l'y ramenait maintenant, ce n'était plus ce vague regret, douce plainte d'une âme qui souffre, mais le ferme espoir d'être utile à son père. Il le voyait accablé d'occupations, en proie aux plus graves soucis, attristé par la solitude ; et l'excellent fils avait hâte d'alléger ses travaux en les partageant, d'adoucir ses chagrins en s'y associant, de charmer sa vieillesse en l'entourant de soins affectueux. Cette pensée redoublait son zèle, et surexcitait sa passion pour le travail. Il fit sa philosophie avec distinction, et la couronna, en 1841, par un brillant examen de baccalauréat.

Il était libre enfin ; il pouvait maintenant vivre auprès de ce père qu'il aimait avec une si vive tendresse. Mais à peine rentré dans la vieille maison de la rue Saint-Jacques, il ne trouva, au lieu du bonheur qu'il avait si longtemps rêvé, qu'une irréparable infortune. Ce père, auquel il voulait se dévouer, fut saisi brusquement par la maladie, et se trouva en peu d'heures dans un état désespéré. Sa douleur poignante n'enleva pas au jeune homme son énergie ; il montra dans ces terribles circonstances une activité et un jugement au-dessus de son âge. Il avertit ses parents, convoqua les médecins, entoura d'attention le malade ; et, lui parlant avec force

de Dieu, de l'âme, du salut, prépara à la mort celui qui aurait dû lui montrer le chemin de la vie. Quand il eut fermé les yeux de son père et conduit à la tombe ses restes mortels, il rentra sous le toit paternel, le corps brisé, l'âme déchirée. Il s'assit en sanglotant dans cette demeure désormais déserte, et s'abandonna, selon son propre témoignage, à la plus amère douleur qu'il ait jamais ressentie. Il n'avait alors que dix-sept ans.

Ces terribles épreuves qui écrasent les hommes médiocres, grandissent les nobles natures. Augustin Cochin puisa dans sa douleur plus d'attachement pour sa foi. Resté seul, il prit pour modèle celui qu'il pleurait, et se plut à l'honorer en l'imitant. Il refusa d'abord tous les avantages qui lui avaient été assurés par testament et voulut qu'entre lui et son frère le partage fût égal. Mais il y eut une part de la succession paternelle qu'il revendiqua tout entière, ce furent les œuvres charitables. Il les soutint de son zèle, de ses écrits, de sa précoce intelligence, et les maintint dans les traditions qui avaient fait leur prospérité. En même temps, il suivit assidûment les cours de l'École de droit. Quelques amis de collège et lui fondèrent une conférence de Saint-Vincent-de-Paul dans le faubourg Saint-Jacques. Il en fut élu le président ayant à peine dix-huit ans. Ces jeunes gens recevaient souvent la visite du vénérable curé de la paroisse, M. Martin de Noirlieu, qui aimait à leur répéter sa maxime favorite : — Le bruit ne fait pas de bien, et le bien ne fait pas de bruit. — Augustin ne l'oublia pas et en fit la règle de toute sa conduite. Le chagrin que d'autres éprouvent quand on découvre leurs fautes, il le ressentait quand ses bonnes actions venaient à être connues : il semblait qu'il en perdît le fruit en en recueillant l'honneur. Un peu plus tard, il établit dans ce même faubourg Saint-Jacques une société de secours mutuels pour les ouvriers. Nommé encore président, il remplit cette humble fonction jusqu'à la fin de sa vie, et, malgré les occupations les plus absorbantes, fut toujours fidèle aux réunions mensuelles des associés. Il y prenait souvent la parole : tantôt il exposait des idées qui n'intéressaient que l'œuvre, tantôt, s'élevant au-dessus des faits particuliers, il rendait claires et sensibles des questions d'ordre public, ou des principes d'économie sociale. Non content de cette direction générale, il appelait chez lui les ouvriers, s'entretenait cordialement avec eux de leurs besoins ou de leurs embarras, plaçait les fonds de ceux qui faisaient des économies, venait en aide à ceux qui étaient dans le dénûment, éclairait ceux qui étaient engagés dans quelque affaire compliquée, et consacrait tous ses dimanches à un patronage de jeunes apprentis qu'il avait fondé avec plusieurs chrétiens dévoués.

Il avait aussi organisé une conférence de droit avec quelques

amis. Il en était un des membres les plus actifs et un de ceux dont la parole était le plus écoutée ; c'est là qu'il forma quelques-unes de ses plus chères amitiés. Il a peint lui-même la générosité de sentiments, la passion de travail, la pureté morale qui animait ce groupe de jeunes gens, dans une lettre adressée à un de ses amis qui le louait en lui rappelant cet heureux temps : « A vos éloges, je ne réponds rien ; nous avons été, vous, moi, tous nos amis, trop unis par nos études, par nos plaisirs, par les conditions d'une vie toute semblable, pour que les éloges et les mérites ne soient pas collectifs. Si nous avons travaillé, c'est que nous nous y excitions les uns les autres ; si nous nous sommes honorablement conduits, c'est que nous nous servions les uns aux autres d'exemple ; si nous avons cru en Dieu et pratiqué notre foi, c'est que nous tenions davantage à l'estime les uns des autres qu'aux sourires du respect humain. J'ai été associé à cette vie, j'ai pris une part de ces bonnes influences, que mon isolement me rendait encore plus nécessaires qu'à aucun de vous ; ne nous donnons donc pas d'éloges, mais remercions Dieu qui nous a permis de traverser en commun, sans en garder trop de remords, des années dont notre amitié collective a fait la sécurité et le charme <sup>1</sup>. »

Augustin Cochin dissimule trop ici la part qui lui revient dans le bien commun ; elle fut considérable. Il exerça sur quelques-uns de ses camarades une véritable direction morale, répondant à leurs doutes, combattant leurs faiblesses, relevant leur courage et faisant passer dans les âmes le souffle généreux qui animait la sienne. Ses grands moyens de préservation morale étaient, avec la prière, le travail et la charité. Les vacances mêmes avaient pour lui un but utile : il les passait à étudier dans les pays étrangers la situation des ouvriers. Il cherchait partout des améliorations pour les classes laborieuses, et des enseignements pour ceux qui s'y intéressent. Un homme éminent le dirigeait dans ses investigations ; c'était M. Le Play, alors au début de sa carrière, mais déjà maître de sa méthode et pénétré des idées qu'un bel ouvrage a fait connaître. Sous son inspiration, Augustin Cochin parcourut l'Allemagne et les Vosges, et en rapporta trois monographies charmantes, qui ont été insérées plus tard dans *les Ouvriers européens et les ouvriers des deux mondes* <sup>2</sup>.

Au milieu de tant de travaux, il ne négligeait point le droit, et ses divers examens étaient pour lui autant de succès. Il obtint le grade de docteur avec des éloges unanimes, et se fit aussitôt inscrire comme

<sup>1</sup> Lettre à M. de Soland.

<sup>2</sup> Ces monographies sont intitulées : *le Chiffonnier de Paris, le Tisserand de la vallée du Rhin, et la Brodeuse des Vosges*.

stagiaire au barreau de Paris. Son titre d'avocat ne lui servit qu'une fois, mais dans des circonstances qui méritent d'être rappelées. Un pauvre clerc d'avoué, âgé de dix-sept ans, prélevait depuis longtemps un tribut secret sur les déjeûners de ses voisins ; enhardi par l'impunité, il étendit un jour ses opérations sur une somme qu'il était chargé de remettre. Cette faute fut découverte et fit découvrir toutes les autres. L'indignation du patron fut extrême, et les victimes réclamèrent un châtimement ; le pauvre clerc fut signalé au parquet et conduit en prison. L'émotion n'était pas encore calmée dans l'étude, quand on vit apparaître une pauvre femme entourée de quatre petits enfants ; elle avoua en sanglotant qu'elle était la mère du coupable et que c'était à son instigation qu'il avait accompli les larcins qui lui étaient reprochés ; ce secours mal acquis avait adouci l'affreuse misère de la famille, l'avait arrachée à une mort certaine ; et maintenant celui qui s'était dévoué pour tous allait être à jamais flétri par une condamnation honteuse.

La pitié fut aussi vive que l'avait été l'indignation ; on ne songea plus qu'à sauver celui qu'on accablait auparavant. Mais par quel moyen l'arracher au sort qui l'attendait ? Où trouver un avocat de talent, et avec quelles ressources le rétribuer ? Un licencié en droit, M. Nau de Beauregard, songea aussitôt à Augustin Cochin, qui était son parent : il vint lui demander son appui, toucha son cœur, intéressa sa charité, et enfin triompha de ses vives répugnances.

Le jour du jugement arrivé, la salle d'audience était comble ; mais, on l'imagine sans peine, ce n'était pas l'affaire du petit voleur qui avait excité la curiosité publique : un procès de presse était au rôle ; maître Crémieux devait parler ; on s'attendait à un scandale, et la foule s'entassait. L'affaire du clerc fut appelée la première ; mais l'interrogatoire eut lieu au milieu du bruit des conversations. Le coupable avoua sa faute, et le ministère public requit l'application rigoureuse de la loi. Tout à coup, les causeries sont interrompues, un silence plein d'attention s'établit ; une voix jeune, douce, mais déjà ferme, se fait entendre ; elle trouve des accents chaleureux pour un pauvre enfant ; elle remue par un récit touchant le cœur des juges et celui de la foule ; la raison se mêle au sentiment, la passion succède aux preuves, le tribunal est gagné, l'auditoire ému, et le coupable lui-même éclate en sanglots. Bientôt la foule accueille avec un murmure de soulagement et d'approbation une sentence d'acquiescement. Le président appelle alors l'avocat, et lui dit : « Maître Cochin, vous portez un nom illustre au barreau de Paris, et vous le portez dignement. Recevez toutes les félicitations du tribunal, qui s'est estimé heureux d'avoir à vous entendre. » Puis le ministère public ajoute : « Je m'associe volontiers à ces éloges : vous plaider

au début comme beaucoup de bons avocats ne le font pas au terme de leur carrière. » Le jeune orateur s'arracha aux félicitations qui l'accueillaient au sortir de l'audience, pour aller adoucir la misère de ceux qu'il venait de préserver du déshonneur : la bonté compléta ce qu'avait obtenu le talent.

Ainsi Augustin Cochin se livrait déjà tout entier au travail, à l'amitié, à la charité. Dès vingt ans, lorsque, d'ordinaire, on ne donne que des espérances, il pouvait déjà présenter des œuvres; il n'y eut point pour lui de transition entre l'enfant et l'homme mûr. En pleine possession de son indépendance, maître d'une fortune qui le plaçait au-dessus de l'aisance, il ne se laissa point enivrer; il demeura jeune sans étourderie et devint sérieux sans pédantisme, à l'âge où les qualités, comme les défauts, ne savent pas encore se défendre de l'exagération. Une abondante chevelure blonde, des yeux bleus vifs et doux, un sourire cordial, une physionomie et un esprit qui passaient sans effort de l'enjouement à la gravité, tout en lui était attrayant; tout le rendait séduisant pour le monde, et pouvait lui rendre le monde séducteur. Mais à mesure qu'il s'était approché du danger, il avait redoublé de fidélité à sa foi, comme le navigateur qui pressent la tempête fixe une main plus ferme sur le gouvernail et un regard plus vigilant sur la boussole. Augustin Cochin entra donc résolument, et pour n'en jamais sortir, dans les rangs de cette jeunesse d'élite qui poursuivait alors avec la plus pure ardeur le plus noble idéal : dans la vie politique, la liberté chrétienne, dans la vie privée, le bonheur chrétien.

A. DE FALLoux.

La suite prochainement.

---

# LES NAISSANCES ILLÉGITIMES

## EN EUROPE

---

Les questions que soulève l'étude de l'illégitimité dans les naissances sont aussi nombreuses que graves. Nous ne traiterons ici que les suivantes, pour lesquelles la statistique nous offre de précieux éléments de solution : 1° Quel a été, à diverses époques, le rapport des naissances naturelles à la fécondité générale des populations européennes ? 2° Comment s'expliquent les différences, souvent considérables, que présente ce rapport de pays à pays et souvent dans le même pays d'une époque à l'autre ? 3° La mortalité des enfants naturels n'est-elle pas plus élevée que celle des enfants légitimes ? 4° La prédominance habituelle du sexe masculin dans l'ensemble des naissances n'est-elle pas beaucoup plus caractérisée dans les naissances légitimes ? 5° Dans quelle proportion les enfants naturels sont-ils reconnus ou légitimés là où la législation autorise ces deux actes réparateurs ? 6° Existe-t-il des moyens de réduire le nombre des naissances illégitimes ?

### MOUVEMENT DES NAISSANCES NATURELLES.

En faisant connaître les résultats de nos recherches sur ce point, nous classerons les pays qui en ont été l'objet par ordre alphabétique de noms :

*Allemagne* (moins l'Autriche et la Prusse).

*Bade.* — Le rapport des naissances naturelles à 100 naissances

totales s'y est élevé de 15,4 de 1859 à 1861, à 16,1 de 1862 à 1863. La moyenne, pour la période 1833-1863 est de 15,4.

*Bavière.* — Sur 100 naissances totales, 20,92 étaient naturelles de 1836 à 1840; 20,57 de 1841 à 1845; 20,53 de 1846 à 1850; 20,86 de 1851 à 1855; 22,83 de 1856 à 1860; 22,6 de 1861 à 1865. Ici, l'accroissement n'est très-caractérisé que dans l'avant-dernière période.

*Hanovre* (ancien). — Le rapport est de 11,20 pour la période 1849-1858.

*Mecklembourg.* — Le rapport des naissances naturelles au total des naissances a suivi le mouvement ci-après : de 1808 à 1817, 8,33 pour 100; de 1818 à 1827, 11,11; de 1828 à 1837, 13,99; de 1838 à 1847, 20; de 1848 à 1857, 25; en 1858, 25,31, et en 1859, 25,84, ou plus du quart des naissances totales.

*Saxe royale.* — On a compté, de 1859 à 1861, 15,40 naissances naturelles sur 100 naissances totales. Les documents postérieurs indiquent un mouvement croissant très-caractérisé, mais qui paraît s'être arrêté (15,5 de 1861 à 1865).

*Wurtemberg.* — D'après une moyenne déduite des années 1830-1848, le rapport a été de 11,39. Il s'est élevé à 12,82 de 1849 à 1855 et à 16,22 de 1856 à 1864.

La moyenne, pour la partie de l'Allemagne représentée par les pays dont il vient d'être parlé, est de près de 18.

*Autriche.* — Le rapport déduit de la période 1853-1857 est, pour la monarchie entière, de 8,90. Mais il varie assez sensiblement d'après les nationalités. L'auteur de la *Statistique de l'Autriche* (1853), dont les éléments ont été puisés aux sources officielles, J. Hain, signale un accroissement des naissances naturelles dans toutes les parties de la monarchie pour lesquelles il a pu recueillir des renseignements. En 1864, d'après les derniers documents officiels, il a été de 14,7 pour 100.

*Belgique.* — Le rapport a été de 6,94 de 1841 à 1845; de 6,87 de 1846 à 1850; de 8,19 de 1851 à 1855; de 7,65 de 1856 à 1860, et de 7,28 de 1860 à 1864.

L'accroissement constaté de la deuxième à la troisième période est considérable; mais il n'a pas persisté.

*Espagne.* — Aux termes des documents officiels, le rapport a été de 5,50 en 1858; 5,57 en 1859; 5,62 en 1860; 5,50 en 1861 et 1862; 5,52 en 1863; 5,54 en 1864. Moyenne, 5,54.

*France.* — Le coefficient d'illégitimité a sensiblement varié en France : de 5,39 en 1800-1815; il s'élève à 7,05 de 1820 à 1830; à 7,36 de 1831 à 1835; à 7,42 de 1836 à 1840. Il descend ensuite à 7,15 de 1841 à 1845, pour remonter à 7,16 de 1846 à 1850; à



7,28 de 1852 à 1855 ; à 7,51 de 1856 à 1860 ; à 7,54 de 1861 à 1863, et redescendre à 7,45 de 1863 à 1865.

On constate donc en France deux mouvements d'accroissement très-caractérisés, séparés par une période de diminution.

*Italie.* — Le rapport y varie très-notablement de province à province. Dans les anciens États sardes, il a été de 2,13 de 1828 à 1857 ; en Lombardie, de 3,82 en 1850 : dans l'ancien duché de Parme, de 4,75 de 1852 à 1857 ; dans l'ancien duché de Modène, de 1,59 en 1857 ; dans la Toscane, de 6,11 en 1860 ; dans l'ancien royaume de Naples, de 4,89 en 1855 ; en Sicile, de 6,61 en 1858. La rareté des documents officiels ne permet pas de comparaison avec des années ou périodes soit antérieures, soit postérieures. En ce qui concerne le royaume d'Italie (moins la Vénétie), les documents officiels lui attribuent un coefficient de 1,12 pour 100 en 1863, et de 1,17 en 1864. Mais ces rapports se modifient très-sensiblement si, aux enfants naturels, déclarés tels à l'état civil, on réunit, comme il y a lieu de le faire, au moins pour la plus grande partie, la catégorie des naissances désignées dans ces documents sous le nom d'*Espoti* (enfants trouvés ou exposés). Dans ce cas, le rapport monte à 4,85 en 1863, et à 4,96 en 1865.

*Pays-Bas* (Hollande). — Le rapport a été, en moyenne, de 4,22, avec une tendance à l'accroissement assez marquée, de 1850 à 1859 ; de 1860 à 1864, il est tombé à 4,09. Il n'a été que de 3,91 en 1865.

*Portugal.* — On trouve, pour 1850, un rapport de 15,84, le plus élevé que nous ayons constaté après celui de la Bavière. Les documents nous manquent pour les années postérieures et antérieures.

*Prusse.* — Il a été de 8,36 de 1859 à 1861, et de 8,28 de 1861 à 1865.

*Royaume-Uni* (Angleterre). — Le rapport des naissances naturelles aux naissances totales ramenées à 100, semble être en voie de décroissance : 6,71 de 1841 à 1850 ; 6,59 de 1851 à 1855 ; 6,49 de 1856 à 1860, et 6,39 de 1860 à 1863. Il n'était plus que de 6,23 en 1865. Mais il ne faut pas perdre de vue que, dans ce pays, la déclaration de la naissance elle-même n'est pas obligatoire sous une sanction pénale comme sur le continent ; il est donc permis de se demander si les filles-mères s'y font scrupule de dissimuler le véritable état civil de leurs enfants, au moins toutes les fois qu'elles ne les laissent pas à la charge de la paroisse.

*Ecosse.* — Le rapport a suivi un mouvement ascendant presque continu : 8,5 en 1856 ; 8,5 en 1857 ; 9 en 1858 ; 9,1 en 1859 ; 9,2 en 1860 ; 9,3 en 1861 ; 9,5 en 1862 ; 10 en 1863, et 9,9 en 1865.

*Russie.* — Le rapport a été, en 1858, de 4,16 dans les possessions d'Europe ; de 4,74 en Sibérie ; de 0,44 seulement dans le Caucase.

On ne sait au juste, dans l'état actuel de la tenue de l'état civil en Russie, quelle peut être la valeur de ces renseignements.

*Scandinavie. — Danemark.* — On y a compté 10,98 naissances hors mariage sur 100, de 1835 à 1844 ; 11,48 de 1845 à 1849 et 10,83 de 1861 à 1865.

*Suède.* — Le rapport a été de 8,79 de 1856 à 1860, et de 9,2 de 1861 à 1865. Dans ce pays, l'accroissement est à peu près continu depuis le commencement du siècle.

*Norvège.* — Le coefficient est resté à peu près stationnaire : 8,05 de 1841 à 1845 ; 8,29 de 1846 à 1850 ; 8,35 de 1851 à 1855 ; 8,33 de 1856 à 1860 ; 7,86 de 1861 à 1865.

*Suisse.* — On ne connaît que pour un petit nombre de cantons le mouvement des naissances naturelles. — Dans le canton de Vaud, sur 100 naissances totales, 4,62 avaient eu lieu hors mariage de 1821 à 1830 ; 4,34 de 1831 à 1840 ; 4,72 de 1841 à 1850, et 5,34 de 1851 à 1860. — Dans le canton de Zurich, le même rapport a été : de 4,15 de 1841 à 1845 ; de 4,66 de 1846 à 1850 ; de 5,13 de 1851 à 1855 ; enfin de 5,29 de 1856 à 1858. On voit que l'accroissement est continu. — Dans l'Argovie, 9,01 naissances étaient naturelles sur 100 en 1859. — Dans la Thurgovie, le rapport a suivi la marche ci-après : 2,22 de 1807 à 1810 ; 1,94 de 1811 à 1814 ; 2,29 de 1815 à 1820 ; 3,42 de 1821 à 1825 ; 3,26 de 1826 à 1830 ; 3,55 de 1831 à 1835 ; 3,56 de 1836 à 1840 ; 3,80 de 1841 à 1845 ; 4,06 de 1846 à 1850 ; 4,73 de 1851 à 1855, et 5,42 de 1856 à 1859. — Dans le canton de Glaris, le rapport a été de 1,10 en 1841-1845 ; de 1,45 en 1846-1850 ; de 1,68 de 1851-1855 ; de 1,21 en 1856-1859. — Dans le demi-canton de Nidwalden, de 4,43 de 1856 à 1859. — Dans le canton de Genève, de 11,5 en 1862 ; de 11,6 en 1863 ; de 10,9 en 1864. — A des dates diverses mais récentes, de 5 dans le canton de Neuchâtel, de 8 à Schaffouse, de 7 à Berne et à Bâle, de 9,13 à Soleure.

Ces chiffres se rapportent à des cantons protestants. Les suivants sont les seuls que nous ayons pu nous procurer pour des cantons catholiques. En 1859, on a constaté à Lucerne, 15,15 naissances hors mariage sur 100 ; à Zoug, en 1858, 3,38 ; à Saint-Gall, 5,78 en 1859. Lucerne se fait remarquer par son coefficient exceptionnel, qui est égal à celui du Portugal.

Si l'on compare ceux des divers pays ci-dessus pour lesquels nous avons pu nous procurer des documents remontant à des périodes plus ou moins éloignées, on constate que le rapport qui nous occupe est stationnaire ou décroissant en Angleterre, en Norvège, en Hanovre, en Belgique, en France, en Hollande, en Espagne, en Prusse et en Danemark.

Il n'est croissant que dans les pays ci-après : Bade, Bavière, Mecklembourg, Saxe royale, Wurtemberg, Autriche, Italie, Écosse et Suède.

En rapprochant, au point de vue du coefficient d'illégitimité, les pays dont la liste précède, on trouve qu'ils se classent par ordre décroissant, ainsi qu'il suit :

PAYS.	RAPPORT P. 100.	PAYS.	RAPPORT P. 100.
Necklembourg. . . . .	25.8	Prusse. . . . .	8.3
Bavière. . . . .	22.6	Norvège. . . . .	7.9
Wurtemberg. . . . .	16.2	France. . . . .	7.4
Portugal. . . . .	15.8	Belgique. . . . .	7.3
Saxe royale. . . . .	15.5	Suisse. . . . .	6.8
Bade. . . . .	15.4	Angleterre. . . . .	6.2
Autriche. . . . .	14.7	Espagne. . . . .	5.5
Danemark. . . . .	10.8	Italie. . . . .	5.0
Écosse. . . . .	9.9	Russie (d'Europe). . . . .	4.2
Suède. . . . .	9.2	Hollande. . . . .	3.8

## II

### CAUSES DES DIFFÉRENCES DES COEFFICIENTS DE LÉGITIMITÉ.

Ce classement opéré, et en supposant exacts les renseignements qui lui ont servi de base, on est naturellement appelé à se demander quelles sont les influences sous lesquelles se produisent les grandes différences que nous venons de constater.

L'influence climaterique ou géographique existe-t-elle? La négative n'est pas douteuse, puisque le Portugal est presque en tête et l'Espagne à l'extrémité de la liste; puisque le Danemark est au huitième et la Russie au dix-neuvième rang.

La nationalité exerce-t-elle une action quelconque? Ici la négative ne saurait être aussi catégoriquement affirmée; on voit, en effet, l'Allemagne figurer aux premiers rangs, et elle est suivie, à une faible distance, par l'Autriche et la Prusse. Les trois pays scandinaves, Suède, Norvège et Danemark n'ont pas un coefficient sensiblement différent. Pour les populations suisses d'origine allemande, les rapports varient de 15,15 (Lucerne) à 1,21 (Glaris). Les pays

de race latine présentent également des écarts très-considérables : 15,84 (Portugal) et 5,5 (Espagne). On est frappé de la presque identité du rapport belge et français.

Nous mentionnerons toutefois un fait assez important dans le sens de l'influence au moins apparente de la race sur l'illégitimité. Le docteur Thompson a remarqué (*Illegitimacy in Scotland*, 1863) que le nord-ouest de l'Écosse, habité par la race celtique, ne donne que 5,8 naissances naturelles pour 100, tandis que le nord-est, habité par les Saxons et les Northmen, en fournit 15. Mais n'y aurait-il pas ici d'autres influences que celle de la race ?

La différence des cultes se fait-elle sentir dans celle des rapports d'illégitimité ? Nous ne le croyons pas. Si la Bavière, le duché de Bade, le Portugal, Lucerne et, à une certaine distance, l'Autriche, sont au nombre des pays qui ont le plus de naissances naturelles, la Belgique, la France, les cantons de Saint-Gall, de Nidwalden et de Zoug, l'Italie et l'Espagne appartiennent à la catégorie opposée. D'un autre côté, si Glaris, canton protestant, n'a que 1,21 naissances hors mariage, la Saxe royale en compte 15,5 ; le Wurtemberg, 16,2 ; le Danemark, 10,8, etc.

La prédominance de l'industrie agricole ou manufacturière a-t-elle un effet appréciable sur le mouvement de l'illégitimité ? Les documents qui précèdent sont plutôt négatifs qu'affirmatifs sur ce point. Si la Saxe, le pays le plus industriel de l'Allemagne, a un très-fort coefficient, le Portugal, contrée essentiellement agricole, est au même rang. En Suisse, Lucerne, canton agricole, est au même rang que la Saxe et le Portugal, tandis que Zurich, canton industriel, a près de deux tiers de moins d'enfants naturels. La Belgique et l'Angleterre, pays plus manufacturiers qu'agricoles, n'ont guère qu'un coefficient moyen.

Il y a donc lieu de penser que les causes de l'illégitimité sont surtout locales. Nous en indiquerons quelques-unes.

Les obstacles apportés au mariage constituent certainement la plus importante, la plus tristement efficace de toutes. Nous venons de voir que le Mecklembourg est l'État de l'Europe qui a le plus de naissances naturelles ; or, dans ce duché, encore soumis, comme on sait, au régime féodal, les paysans ne peuvent se marier sans le consentement de leurs seigneurs. Vainement l'autorité locale fait-elle administrer un châtimement corporel ignoble (la bastonnade) à la femme qui accouche hors mariage ; les lois de la nature sont plus fortes que tous les moyens d'intimidation.

Si la Bavière a un coefficient d'illégitimité si élevé, c'est que le mariage des indigents y a été longtemps subordonné au consente-

ment de l'autorité. On lit, à ce sujet, ce qui suit dans une feuille locale : « Sur les 528,345 naissances constatées de 1861 à 1864, 101,917, ou le cinquième, étaient illégitimes. C'est là une proportion qui n'est atteinte dans aucun autre pays de l'Europe. La cause en est dans les obstacles que l'autorité communale oppose systématiquement aux mariages, dans la crainte que les enfants ne tombent un jour à la charge de la commune. Ces obstacles, inspirés par un esprit de prévoyance étroite, ont pour effet d'altérer l'esprit de famille et le sentiment moral des populations. Le gouvernement semble s'en apercevoir, et on assure que la réforme de cet état de choses sera un des principaux objets d'un projet de loi en voie de préparation. »

L'observation qui précède est confirmée par ce fait que, dans le Palatinat, où le mariage a toujours été libre, le nombre des naissances naturelles est notablement moindre, bien que l'âge moyen des époux au moment du mariage soit plus élevé que dans le reste du royaume.

Mais la preuve sans réplique des tristes conséquences du droit laissé à l'autorité locale de condamner les indigents au célibat, se trouve dans le petit nombre de mariages en Bavière. Tandis qu'en France leur rapport à la population varie entre 1 pour 118 et 1 pour 122 habitants, il a longtemps été en Bavière de 1 sur 144, terme tout à fait exceptionnel, et qui ne se rencontre dans aucun autre État de l'Europe.

Un autre et puissant obstacle au mariage, non-seulement en Bavière, mais encore dans la plus grande partie (naguère dans la totalité) de l'Allemagne, résulte des nombreuses restrictions apportées à la liberté du travail, et des difficultés qu'y rencontre le changement de domicile quand il s'opère de la commune d'origine dans une autre commune.

Quelquefois les causes sont encore, si l'on peut ainsi dire, plus intimement locales. C'est ainsi qu'en Scandinavie, et particulièrement en Norvège, il est d'usage, dans les campagnes, que les jeunes gens ne se marient que lorsqu'ils peuvent prendre à loyer d'un fermier principal une métairie d'une certaine importance. Cet usage est tellement consacré par la tradition, que le pasteur refuserait positivement son ministère au jeune couple qui ne se trouverait pas dans cette condition. Or, le nombre des métairies disponibles étant toujours de beaucoup inférieur à la demande, il en résulte que les mariages sont rares et les unions illégitimes fréquentes.

M. Thompson, que nous avons déjà cité, recherchant les causes du grand nombre des naissances naturelles en Écosse, croit les trouver (en dehors de l'influence de race, mentionné plus haute) dans les

trois faits ci-après : 1° grande prédominance numérique des femmes dans ce pays ; 2° petit nombre des mariages ; 3° âge relativement avancé des époux au moment du mariage. Il est certain que l'Écosse est le pays de l'Europe qui, à population égale, compte le plus de femmes, et où le rapport des mariages aux habitants (malgré des facilités de toute nature et presque exceptionnelles) est un des moins élevés que l'on connaisse (0,69 mariage pour 100 habitants contre 0,80 à 0,81 en France).

En Russie, le petit nombre relatif des naissances naturelles est attribué à la précocité des mariages, précocité due aux faveurs que les seigneurs, sous le régime du servage, et dans un intérêt facile à comprendre, accordaient aux couples mariés.

En Angleterre, le même fait (en le supposant exact : nous avons fait nos réserves sur ce point) est expliqué par deux circonstances d'une extrême gravité : 1° le grand nombre des infanticides, découverts ou non ; 2° l'énorme développement de la prostitution dans les villes, et particulièrement à Londres. Disons, en passant, que, dans ce pays, les coefficients d'illégitimité de chaque comté sont tellement fixes et permanents, depuis l'époque à laquelle ils ont été recueillis pour la première fois, que le directeur général de l'état civil croit pouvoir l'attribuer, dans ses rapports annuels, à une influence de race. Nous avons vu que c'est l'opinion de M. Thompson pour l'Écosse.

En France, le chiffre relativement élevé des naissances hors mariage ne peut guère avoir que les trois causes principales suivantes : 1° les difficultés apportées au mariage par les nombreuses formalités qu'exige la loi civile ; 2° l'impunité assurée au séducteur par l'interdiction de la recherche de la paternité ; 3° l'âge relativement avancé auquel l'homme contracte mariage.

Si, dans certaines parties de l'Italie, le chiffre des naissances naturelles est, en réalité, ou paraît être exceptionnellement faible, peut-être faut-il en chercher la cause dans ce fait, que les enfants illégitimes étant impitoyablement enlevés à leurs mères (appartenant presque toutes aux classes ouvrières), pour être déposés et élevés dans les hospices d'enfants trouvés, cette cruelle mesure exerce un effet préventif d'une certaine efficacité. D'un autre côté, dans un pays où l'autorité religieuse a été longtemps armée du bras séculier, on peut croire que les séducteurs ont dû le plus souvent réparer leur faute par le mariage. Il faut, d'ailleurs, tenir compte du sentiment religieux et de ce fait que les grandes agglomérations sont rares en Italie.

Nous venons de mentionner les agglomérations urbaines. Étudions un instant leur influence sur le mouvement de l'illégitimité.

Cette influence est incontestable ; elle résulte des documents ci-après, au moins en ce qui concerne la France ; mais nous pouvons affirmer que le même fait se produit partout ailleurs <sup>1</sup>.

#### ENFANTS NATURELS POUR 100 NAISSANCES

	1861	1862	1863	1864
Seine (département de la).	26.53	26.08	26.38	25.76
Villes (autres que Paris).	12.00	11.18	11.47	11.42
Campagnes <sup>2</sup> . . . . .	4.32	4.38	4.39	4.42

Ainsi le coefficient d'illégitimité est en raison directe de la densité de la population. La différence que présentent, à ce point de vue, les trois catégories de localités, ne saurait s'expliquer par un écart analogue dans le nombre des mariages, puisque nous allons voir que ce nombre est en raison inverse de la densité.

#### HABITANTS POUR 1 MARIAGE.

Campagnes. . . . .	129
Villes. . . . .	122
Seine. . . . .	118

Il faut donc demander à d'autres circonstances l'explication du fait que nous signalons. Ces circonstances sont diverses ; énumérons les plus importantes.

Et d'abord, un grand nombre de filles-mères viennent accoucher dans les villes, dans les villes populeuses surtout, parce qu'elles peuvent y cacher plus facilement leur triste situation. Les rapports irréguliers entre les deux sexes sont naturellement plus fréquents là où ils échappent à la notoriété, et où les unions illégitimes sont favorisées à la fois par le secret et par une certaine tolérance de l'opinion. Les périls du travail en commun (soit entre hommes et femmes, et, ce qui est souvent plus dangereux, entre femmes et femmes) se rencontrent surtout dans les grandes villes, presque toujours centres d'industries importantes. Au sein des classes ouvrières qui habitent ces villes, les nécessités du travail, en séparant, pendant la journée, les parents des enfants, affaiblissent la surveillance des premiers sur les seconds. C'est dans

<sup>1</sup> Une exception, toutefois, doit être faite pour l'Écosse, où le coefficient d'illégitimité est plus considérable dans les campagnes que dans les villes. En 1866, le rapport a été de 9,9 pour les huit principales villes, et de 10,5 dans le reste du pays. Le même fait s'étant produit dans les années antérieures, peut être considéré comme permanent.

<sup>2</sup> Comprenant toutes les communes de moins de 2,000 habitants agglomérés.

les grandes villes que se trouvent le plus d'adultes non mariés des deux sexes. C'est là encore que la jeune fille est le point de mire des plus redoutables séductions, et que la misère livre à sa vertu les plus rudes assauts; enfin, qu'elle est le moins retenue par le sentiment de la famille, c'est-à-dire par le respect et l'affection pour les parents. C'est encore là que le mariage rencontre le plus de difficultés au sein des classes ouvrières, par suite des frais relativement élevés qu'il entraîne. N'oublions pas non plus que, dans les grandes villes des pays catholiques, où l'assistance publique est donnée aux nouveau-nés indigents, tous les enfants nés de parents inconnus, déposés aux hospices, y sont inscrits comme naturels, bien que plusieurs soient légitimes.

Il ne faudrait pas croire que la constatation d'un nombre de naissances naturelles plus grand dans les villes que dans les campagnes y indique d'une manière absolue des rapports plus irréguliers entre les deux sexes. Il est, en effet, reconnu que les campagnes voient naître *légitimes* beaucoup d'enfants conçus *illégitimes*, l'opinion y étant beaucoup plus sévère pour le séducteur; et, d'un autre côté, les inégalités de rang, de fortune, y étant sensiblement moindres qu'au sein des villes, où elles sont un des plus grands obstacles au mariage du séducteur et de la fille-mère. Enfin, bon nombre de filles enceintes quittent les campagnes pour venir accoucher dans les villes.

Mais, d'un autre côté, le développement rapide de la prostitution secrète et occulte (occulte surtout) dans les villes y agit préventivement sur le nombre des unions et des naissances naturelles, circonstance qui ne se produit pas dans les campagnes. De là, un autre élément d'inexactitude dans la comparaison des deux populations, au point de vue de la moralité des rapports sexuels<sup>1</sup>.

On constate avec regret, en France, que les campagnes ont un nombre croissant de naissances naturelles. Ainsi, le rapport s'est successivement élevé, pendant ces dernières années, de 4,32, en 1861, à 4,38, 4,39 et 4,42, en 1862-1865. Ce triste fait est peut-être la conséquence de l'émigration d'un assez grand nombre d'éta-

<sup>1</sup> Plaçons ici une observation, que nous croyons utile, sur la nécessité de rectifier la mesure habituelle du coefficient d'illégitimité entre deux pays. De ces deux pays, l'un peut avoir une capitale considérable et fournissant, par conséquent, un nombre exceptionnel d'enfants naturels; l'autre une capitale d'une bien moindre importance. Ceci posé, il est évident que, dans le premier, le rapport des naissances hors mariage aux naissances totales sera grossi indûment par celui de sa capitale. Pour citer un exemple: Si l'on élimine le département de la Seine, le coefficient de la France descend de 7,44 à 6,33 naissances naturelles pour 100 naissances totales. La diminution serait bien plus sensible encore en Autriche, dont la capitale compte autant d'enfants naturels que de légitimes.



blissements industriels des villes dans les communes rurales, ainsi que des agglomérations accidentelles, provoquées par la construction et l'exploitation des chemins de fer, agglomérations composées, en grande partie, d'individus d'une moralité douteuse.

Nous avons classé parmi les causes locales la moindre fréquence des mariages, et nous avons cité, à l'appui de cette thèse, la Bavière et le Mecklembourg. Quelques statisticiens ont cru pouvoir généraliser l'observation, et affirmer que, toutes choses égales d'ailleurs au point de vue de la composition des populations, en ce qui concerne particulièrement le nombre des adultes des deux sexes, les pays qui ont le plus de mariages ont aussi le moins de naissances naturelles. Pour la France, nous avons choisi les dix départements où le coefficient des mariages est le plus et le moins élevé, et nous avons trouvé les résultats ci-après, afférents à l'année 1860, qui peut être considérée comme une année moyenne.

DÉPARTEMENTS DU PLUS GRAND NOMBRE DE MARIAGES.	HABITANTS pour 1 mariage.	NAISSANCES NATURELLES pour 100 naissances.	DÉPARTEMENTS DU MOINS GRAND NOMBRE DE MARIAGES.	HABITANTS pour 1 mariage.	NAISSANCES NATURELLES pour 100 naissances.
Seine. . . . .	99	26.00	Hautes-Pyrénées	159	7.43
Charente. . . .	108	4.12	Moselle. . . . .	155	5.59
Gironde. . . . .	10	9.11	Pyrénées-Orientales. . . . .	149	8.17
Dordogne. . . .	110	4.85	Haute-Loire. . .	147	3.39
Haute-Vienne. .	110	6.14	Hautes-Alpes. .	147	2.16
Allier. . . . .	110	4.56	Cantal. . . . .	146	5.52
Rhône. . . . .	111	12.62	Lozère. . . . .	144	4.88
Haute-Marne. .	113	3.85	Landes. . . . .	142	8.06
Bouches-du-Rhône. . . . .	113	9.77	Corse. . . . .	142	5.40
Corrèze. . . . .	114	4.47	Vaucluse. . . .	141	4.52
Total et moyenne. .	109.7	8.55	Total et moyenne. .	147.2	5.51

D'après ce tableau, ce seraient les départements du maximum des mariages qui auraient le plus de naissances naturelles, et réciproquement. Mais il importe de remarquer que, parmi les départements de la première catégorie, figurent ceux qui, comme la Seine, le Rhône et les Bouches-du-Rhône, ont les plus fortes agglomérations urbaines et la population ouvrière la plus considérable; or c'est à cette population que, d'après les observations les plus dignes de foi, il faut rapporter la plus grande partie des naissances naturelles. A ce point de vue, les départements que nous avons comparés ne sont donc pas placés dans une situation identique.

Le docteur Engel, dans une savante introduction au mouvement de la population en Saxe, s'exprime ainsi (p. 32) : « En ce qui concerne l'état civil des habitants d'un pays, il est évident que là où le célibat augmente, les naissances naturelles, toutes choses égales d'ailleurs, doivent suivre un mouvement ascendant. Tel est le cas dans la Saxe royale. » Et, dans un tableau qui fait suite à cette observation, l'auteur montre que le nombre des célibataires, des veufs et des époux séparés est en voie d'accroissement, et qu'à cet accroissement correspond un rapport de plus en plus élevé des naissances naturelles aux naissances totales.

M. Giulio (*Introduction au mouvement de la population dans les États sardes*, 1839) établit qu'en Piémont le moindre nombre de naissances naturelles se trouve dans les provinces où le mariage est le plus fréquent. Voici le tableau par lequel il croit pouvoir démontrer cette concordance :

PROVINCES.	MARIAGES	NAISSANCES
	POUR 100 HABITANTS.	NATURELLES POUR 100 NAISSANCES.
Alessandria. . . . .	0.804	1.03
Novara. . . . .	0.802	1.27
Cuneo. . . . .	0.771	1.92
Nizza. . . . .	0.704	1.79
Aosta. . . . .	0.678	2.32
Savoia. . . . .	0.652	2.56

Le même auteur confirme sa démonstration par le tableau ci-après, qui indique que les provinces où l'on compte le plus de mariages précoces (mariages d'hommes au-dessous de vingt ans), ont le moins de naissances naturelles. Dans ce tableau, les provinces sont classées par ordre décroissant des mariages de moins de vingt ans.

PROVINCES	NAISSANCES NATURELLES	
	SUR 100 NAISSANCES.	SUR 100 HABITANTS.
Alessandria. . . . .	1.03	0.038
Novara. . . . .	1.27	0.048
Nizza. . . . .	1.79	0.058
Cuneo. . . . .	1.92	0.071
Genoa. . . . .	2.47	0.086
Savoia. . . . .	2.56	0.082

J. Hain, dans sa *Statistique de l'Autriche*, montre également que les provinces où le mariage est le plus retardé, ont un plus grand nombre de naissances naturelles que les autres. Ainsi, le coefficient d'illégitimité est tout à fait exceptionnel dans l'Autriche supérieure, dans le Salzbourg, dans la Styrie et la Carinthie, où l'état civil attribue l'âge le plus élevé aux époux. M. Hain ajoute à cette observation celle-ci, qui n'est pas moins curieuse, que l'illégitimité prédomine surtout parmi les premiers-nés. Elle est moins forte dans les puînés, parce qu'il y a lieu de supposer qu'un grand nombre de filles-mères ont été épousées plus tard par les séducteurs.

Un document officiel attribue aux difficultés qu'y rencontre le mariage, difficultés dues surtout aux nombreuses et coûteuses formalités prescrites par la législation, le grand nombre de naissances naturelles dans le grand-duché de Bade. « Impuissants à faire face aux dépenses résultant de ces formalités, bien des gens, dit l'auteur du document, surtout parmi les pauvres, vivent dans le concubinat. »

Quelques biologistes<sup>1</sup> ont également avancé que les pays où le rapport des femmes aux hommes est le plus élevé ont le plus de naissances naturelles. Cette opinion est partagée par l'auteur du document ci-dessus relatif aux causes de l'illégitimité dans le grand-duché de Bade. Les derniers recensements y ont constaté, en effet, la supériorité numérique des femmes, supériorité due à l'émigration, qui porte généralement sur les adultes mâles. C'est également celle du directeur de l'état civil (*Registrar general*) en Écosse, où la supériorité numérique des femmes, due également à l'émigration, a été constatée par les dénombrements de 1851 et 1861. Ainsi, là où l'équilibre entre les deux sexes est rompu par le fait de la prédominance des femmes, les difficultés du mariage qui en résultent pour elles, se manifesteraient par l'accroissement des unions illégitimes. Pour n'omettre aucune des opinions qui se sont produites sur les causes du progrès des naissances naturelles, nous citerons encore : 1° la faible part des femmes dans le travail national ; 2° l'accroissement de l'effectif des armées permanentes ; 3° l'indissolubilité du mariage dans les pays catholiques.

Il est certain que l'organisation du travail dans les sociétés modernes exclut les femmes du plus grand nombre des professions industrielles et libérales. Cette exclusion est due d'abord à de regrettables préjugés sur leur aptitude naturelle, puis à l'insuffisance de leur instruction générale et professionnelle, enfin à leur faiblesse physique. L'homme tend même à leur enlever, de nos jours,

<sup>1</sup> Voir Guillard, *Statistique humaine*, p. 261.

la portion du domaine de la production qui semblerait devoir leur appartenir exclusivement, comme, par exemple, l'industrie du vêtement à leur usage, et ce mouvement est particulièrement favorisé par l'invention des machines spéciales.

L'accroissement des armées permanentes, c'est-à-dire d'un nombre considérable d'hommes, voués, dans la force de l'âge, à l'oisiveté des garnisons, peut bien avoir l'effet qu'on leur attribue. En France, on a constaté que, à population civile égale, les villes qui entretiennent de nombreuses garnisons ont plus de naissances naturelles que celles qui n'en ont pas. Adolphe Frantz (*Statistique de l'Allemagne méridionale et de la Suisse*) a fait la même observation pour quelques Etats allemands.

Pour revenir à notre pays, on a cru remarquer, en se reportant à la période 1800-1815, que, lorsque la paix (paix toujours de courte durée) ramenait en France nos armées victorieuses, leur retour était signalé par une recrudescence de naissances naturelles. Voici les faits sur ce point. En 1802, nos troupes quittent le territoire étranger : le nombre de ces naissances s'élève de 42,708, cette même année, à 43,234, en 1803. — En 1810, nouvelle paix (plus prolongée que la première), elles montent de 52,167 à 56,533. — A la paix de 1814, le mouvement progressif est encore plus caractérisé : 55,134 et 60,086. — Enfin, en 1815, on passe de 60,086 à 62,553.

L'influence de l'indissolubilité du mariage sur les naissances naturelles ne nous paraît pas démontrée en fait, puisque, comme nous l'avons vu, plusieurs États catholiques, grands et petits, où le divorce n'existe pas, présentent le spectacle d'une assez faible fécondité naturelle, comparativement à des États protestants. Mais, en théorie, elle nous paraît admissible. Il est certain que les époux séparés, ou qui, sans l'être judiciairement, ont cessé tout rapport, par suite d'une incompatibilité d'humeur ou de toute autre raison, ne sont que trop souvent tentés de chercher dans une union illégitime le bonheur qu'ils ne trouvent plus au foyer conjugal.

Nous avons dit que le développement du paupérisme est une des causes générales les plus actives de l'extension de l'illégitimité. Il n'est pas douteux, en effet, que le plus grand nombre des naissances naturelles doit être attribué aux classes ouvrières. Les rapports publiés en France par les autorités locales sur l'origine des enfants (en grande majorité naturels) admis à l'assistance, après informations sur la situation des parents, sont tous affirmatifs sur ce point. Les recherches de Villermé sur les naissances naturelles dans les différents arrondissements ou quartiers de Paris, attribuent également aux moins aisés la plus forte illégitimité. Heuschling (*Mémoire sur le mouvement de la population à Bruxelles*) a mis en

évidence un fait analogue, en constatant ainsi qu'il suit le rapport, par profession, de la fécondité naturelle à la fécondité totale.

PROFESSIONS.	NAISSANCES LÉGITIMES. POUR 1 NAISSANCE NATURELLE.
Industrie et commerce. . . . .	3.68
Domestiques et journaliers. . . . .	1.79
Professions libérales. . . . .	41.90
Propriétaires. . . . .	7.14

On a attribué aux diverses législations sur le droit des filles-mères d'obtenir des secours des séducteurs, et sur celui des enfants naturels de rechercher leurs parents, une influence relative au nombre des naissances illégitimes que nous examinerons dans une autre partie de ce travail.

Les mêmes causes morales et économiques qui diminuent la fécondité générale ou légitime, agissent-elles sur la fécondité naturelle? Les observations dans ce sens sont rares et peu concluantes.

Dieterici (introduction aux *Tabellen* de 1849) a remarqué que, tandis que, par suite de la cherté de 1847 et de la diminution des mariages qui en avait été la conséquence, puis des troubles politiques de 1848, le rapport des naissances à la population est tombé, en Prusse, de 1 sur 25,47 habitants, moyenne de la période décennale antérieure, à 1 sur 28,29, le rapport des naissances naturelles au total des naissances est monté de 1 sur 13,64 à 1 sur 15,27. — Le même phénomène s'était déjà produit, en 1831, sous le coup de préoccupations politiques analogues. Ainsi, le coefficient d'illégitimité, de 1 sur 13,97, moyenne de la période décennale antérieure, s'était élevé à 1 sur 14,64.

En France, la constance du rapport entre les naissances légitimes et naturelles dans les années de cherté et d'abondance, semble indiquer que les deux fécondités s'élèvent ou s'abaissent dans la même mesure sous l'influence des mêmes circonstances; c'est ce qu'indiquent les deux tableaux ci-après :

I. ANNÉES D'ABONDANCE			II. ANNÉES DE CHERTÉ		
ANNÉES.	PRIX MOYEN DU BLÉ.	NAISSANCES NATURELLES pour 100 naissances totales.	ANNÉES.	PRIX MOYEN DU BLÉ.	NAISSANCES NATURELLES pour 100 naissances totales.
1841. . . .	18.54	7.28	1846. . . .	24.05	7.13
1842. . . .	19.55	7.14	1847. . . .	29.01	7.12
1843. . . .	19.46	7.10	1853. . . .	22.29	7.29
1844. . . .	19.75	7.23	1854. . . .	28.82	7.59
1845. . . .	19.75	6.99	1855. . . .	29.32	7.12
1848. . . .	16.05	7.11	1856. . . .	30.75	7.17
1849. . . .	15.37	7.13	1857. . . .	24.37	7.54
1850. . . .	14.32	7.50	1860. . . .	20.24	7.23
1851. . . .	14.48	7.18	1861. . . .	24.55	7.63
1852. . . .	17.23	7.24	1862. . . .	23.24	7.43
1858. . . .	16.75	7.70	Moyenne. . . . .		7.52
1859. . . .	16.74	7.90			
1863. . . .	19.78	7.55			
1864. . . .	17.58	7.54			
Moyenne. . . . .		7.51			

## III

## MORTALITÉ DES ENFANTS LÉGITIMES ET NATURELS

Nous avons constaté le fait de l'accroissement des naissances naturelles dans un certain nombre d'États, en Europe. Cet accroissement est d'autant plus regrettable, que la mortalité des enfants illégitimes est de beaucoup supérieure à celle des enfants légitimes.

Cette différence de vitalité se manifeste jusque dans le sein de la mère, comme l'indique le tableau ci-après (morts-nés légitimes et naturels pour 100 conceptions).

PAYS.	PÉRIODES.	MORTS-NÉS	
		LÉGITIMES.	NATURELS.
Autriche. . . . .	1846-1860	1.35	3.26
Bavière. . . . .	1856-1860	2.85	3.23
France. . . . .	1856-1860	4.01	7.36
Hanovre. . . . .	1854-1858	3.72	4.44
Pays-Bas. . . . .	1850-1859	4.90	8.59
Saxe royale. . . . .	1858-1861	4.18	5.41
Suède. . . . .	1856-1860	3.07	4.98
Norvège. . . . .	1841-1860	3.85	6.32

Ainsi les chances de mortalité avant, pendant et peu après l'accouchement, sont moindres pour les produits des conceptions légitimes que pour ceux des conceptions hors mariage. Les causes en sont faciles à trouver. La fille-mère, en supposant même qu'elle ne recoure pas aux abortifs pour faire disparaître le résultat de la séduction, ne néglige aucun effort pour le dissimuler le plus longtemps possible; de là, des manœuvres et notamment des pressions, qui font obstacle au libre développement du fœtus et peuvent même compromettre sa vie. Il faut tenir compte également de l'action délétère exercée sur la santé de l'enfant et de la mère par le chagrin de celle-ci (dans le cas, presque général, de l'abandon par le séducteur), par ses privations, par ses travaux excessifs, quelquefois par ses dérèglements et ses excès de toute nature. L'accouchement de la fille-mère est, en outre, souvent clandestin : de là de nouveaux périls pour elle et son enfant.

Il est assez remarquable que, tandis que le nombre des morts-nés pour les naissances légitimes varie assez sensiblement dans les villes et les campagnes, il n'en est pas de même pour les naissances naturelles. Voici, pour la France, les rapports de 1864 :

MORTS-NÉS POUR 100 CONCEPTIONS		
	LÉGITIMES.	NATURELS.
Seine . . . . .	6.36	8.43
Villes. . . . .	4.77	8.54
Campagnes. . . . .	3.76	6.42

Montrons maintenant que cette différence, dans les chances de mortalité entre les deux catégories d'enfants, se poursuit au delà des premiers jours de la naissance.

En Autriche, le relevé du mouvement de l'état civil de 1864 attribue les mortalités ci-après, pour 100 naissances totales, aux enfants légitimes et naturels de la naissance à 1 an.

ENFANTS	
LÉGITIMES.	NATURELS.
23.95	32.75

La différence n'est pas moins sensible, si nous calculons le rapport pour les nés vivants, c'est-à-dire pour l'ensemble des naissances moins les morts-nés :

ENFANTS	
LÉGITIMES.	NATURELS.
24.30	33.80

En Bavière (période 1857-1858 à 1861-1862), tandis qu'on a compté, à la naissance, 78,9 naissances légitimes, pour 21,1 naturelles, aux décès, on a trouvé 75,8 individus nés dans le mariage pour 24,2 nés hors mariage. En s'arrêtant aux décès de la première année, tandis que, sur 100 enfants nés en même temps, sans distinction d'état civil, 52,4 sont morts dans les douze mois qui ont suivi la naissance, ce rapport descend à 31,1 pour les enfants légitimes, et s'élève à 37,1 pour les naturels.

En France, sur 100 enfants légitimes nés en même temps, 17,08 sont décédés dans la première année de leur naissance, en 1857-1860, et 16,56 en 1861-1864 ; — pour le même nombre d'enfants naturels, on a constaté 33,18 décès dans la première période, et 32,12 dans la seconde.

Nous venons de voir qu'en Bavière la mortalité des individus sans filiation légitime est plus considérable à tous les âges que celle de l'ensemble de la population ; un fait analogue a été observé à Berlin pour les décès de 0 à 15 ans. En 1856, le rapport des enfants illégitimes décédés dans cette série d'âges au total des décédés des mêmes âges, a été de 17,82 pour 100, tandis qu'on n'en avait compté que 15,63 pour 100 naissances totales. La différence est encore plus saillante, si l'on rapporte les décès de 0 à 15 ans des deux catégories d'enfants à leurs naissances respectives ; on trouve alors les termes ci-après :

#### DÉCÈS POUR 100 NAISSANCES

TOTALES.	LÉGITIMES.	NATURELLES.
42.08	40.03	55.13

Comment expliquer cette mortalité extraordinaire ? Évidemment, d'une part, par les causes mêmes qui déterminent le coefficient mortuaire exceptionnel des enfants naturels pendant la gestation et à la naissance. Il est permis de croire, en effet, que l'enfant illégitime, lors même qu'il a échappé aux dangers de la vie intra-utérine, est doué, en naissant, par suite des circonstances que nous avons fait connaître, d'une moindre vitalité que l'enfant issu du mariage<sup>1</sup>. Il vient donc au jour avec des germes de maladies qui doivent abrégier sa vie, lors même qu'il rencontrerait, dans le cours de son exis-

<sup>1</sup> Depuis quelques années, les comptes rendus du recrutement font connaître les résultats de cette opération, d'abord pour l'ensemble des inscrits, puis séparément pour les élèves des hospices (enfants assistés, et en très-grande majorité enfants naturels). Or, tandis que la moyenne générale des exemptions pour infirmités et faiblesse de constitution est de 28,14 pour 100, elle s'élève, pour cette catégorie de recrues, à 35,53.



tence, les mêmes soins, les mêmes appuis, la même sympathie, en un mot la même situation morale ou matérielle que ce dernier. Mais avons-nous besoin de dire qu'il n'en est point ainsi? S'il est abandonné par ses parents, hors d'état de l'élever, il est recueilli par l'hospice ; or on connaît la mortalité exceptionnelle (par des raisons que nous n'avons point à développer ici) des pupilles de ces établissements. On sait, en outre, que, privé, à 12 ans, de l'assistance hospitalière, il devient à peu près libre à un âge critique, c'est-à-dire lorsqu'il va faire son entrée dans un monde où la sympathie sera l'exception, et l'indifférence, mieux encore une véritable hostilité, la règle. Sans doute, la tutelle de l'hospice lui reste ; mais cette tutelle est, dans le plus grand nombre des cas, illusoire, surtout avec les facilités de déplacement actuelles qui permettent à l'enfant de mettre, à volonté, entre l'établissement nourricier et lui, des distances considérables. Le pupille est loin, d'ailleurs, d'avoir été armé contre les épreuves de la vie par une forte éducation morale et religieuse, par une instruction solide et variée. Quelques vagues notions du catéchisme, la lecture et l'écriture dans des conditions souvent très-imparfaites, voilà les seuls moyens que l'hospice lui a donnés de se faire sa place au soleil, alors que le vice indélébile de sa filiation lui suscitera des obstacles de nature à décourager la plus énergique volonté. Aussi les privations, la misère, puis les mauvais exemples, les mauvaises relations, ne tarderont-elles pas à obscurcir sa raison, à paralyser ses meilleurs instincts, et à le faire dévier de la voie qui conduit, par le travail et l'honnêteté, à l'aisance, quelquefois à la fortune, toujours à l'estime publique.

La situation sera bien autrement critique, les difficultés seront bien autrement grandes, si le pupille de l'hospice est une fille. Oh ! alors le triste mais très-instructif livre de Parent-Duchâtelet nous apprendra comment elle finit presque toujours, lorsque la nature l'a douée de quelque beauté<sup>1</sup>.

L'enfant naturel est-il resté aux côtés de sa mère ? celle-ci, bravant les sévérités de l'opinion, a-t-elle voulu garder ce témoin vivant de sa chute ? Alors deux personnes sont frappées à la fois. Déjà à peu près impuissante à suffire, par son travail, à ses besoins personnels, la malheureuse jeune femme devra doubler ses veilles, ses fatigues, ses privations, pour satisfaire aux frais de l'éducation de celui qu'elle a conservé aux dépens de sa réputation. Les épreuves se multiplieront d'ailleurs sous ses pas : l'assistance publique lui

<sup>1</sup> *De la prostitution dans la ville de Paris.* D'après cet auteur, sur 1,183 filles nées à Paris, dont on a pu constater l'état civil, 237 ou 1 sur 3.99 (soit environ le quart) étaient nées hors mariage ; c'est à peu près le rapport des naissances naturelles aux légitimes dans cette capitale.

sera refusée, ou ne lui sera donnée que d'une main avare et avec les plus humiliantes observations sur son passé ; la crèche, plus tard l'asile, plus tard l'école publique et l'ouvroir ne s'ouvriront pour le bâtard, que si l'enfant légitime y laisse une place disponible. Le jeune paria a-t-il grandi, sa débile santé a-t-elle triomphé de l'inévitable misère, a-t-il conservé sa mère ; les nécessités du travail de celle-ci l'empêcheront de surveiller son enfant précisément dans cette période décisive de la vie où le caractère se forme, où le cœur et l'esprit s'ouvrent aux premières impressions durables, et où il serait urgent, dans l'intérêt de son avenir, qu'il n'en reçût que de salutaires. Alors viennent les influences délétères, les entraînements regrettables, les obsessions pleines de péril ; alors s'éteint par degré, sous le souffle des mauvaises passions, cette pure et douce lumière dont la tendresse maternelle avait éclairé sa voie, et qui avait si heureusement guidé son enfance. Les registres d'écrou de nos prisons et les annales de nos juridictions correctionnelles savent le dénouement.

#### IV

##### DU RAPPORT SEXUEL DANS LES NAISSANCES ILLÉGITIMES.

Cette partie de notre étude est moins grave, moins importante que les précédentes. Elle est peut-être plus du domaine de la curiosité que de celui de l'économie sociale et de la morale. Elle s'y rattache cependant dans une certaine mesure.

La statistique fournit, sur les naissances naturelles, un renseignement qui semble indiquer que le plus grand nombre est dû à de très-jeunes parents<sup>1</sup>, c'est la moindre prédominance numérique des garçons dans ces naissances comparées aux légitimes. Voici les faits :

<sup>1</sup> Des observations nombreuses, quoique non concluantes encore, semblent indiquer que, moins la différence d'âge est grande entre les époux, et plus ils sont jeunes, plus le sexe féminin est représenté dans les naissances issues de leur mariage.

PAYS.	PÉRIODES.	GARÇONS POUR 100 NAISSANCES	
		LÉGITIMES.	NATURELLES.
Autriche. . . . .	1853-1857	106.22	105.27
Bavière. . . . .	1856-1860	106.98	103.71
Belgique. . . . .	1841-1860	105.47	102.53
France. . . . .	1858-1860	105.16	105.79
Hanovre. . . . .	1854-1858	106.46	96.87
Italie. . . . .	1863-1864	106.09	102.10
Pays-Bas. . . . .	1850-1859	105.55	105.32
Saxe. . . . .	1858-1861	106.18	103.85
Suède. . . . .	1856-1860	104.96	102.12
Norvège. . . . .	1841-1860	105.21	103.44

Ainsi, les filles sont en plus grand nombre dans les naissances naturelles que dans les légitimes<sup>1</sup>, les filles, c'est-à-dire le sexe le plus faible, le plus exposé, le moins apte à se créer des moyens d'existence indépendants.

## V

### DE LA RECONNAISSANCE ET DE LA LÉGITIMATION DES ENFANTS NATURELS.

Les renseignements de la statistique sur la destinée des enfants naturels ne sont pas tous uniformément tristes et sombres. Il en est un qui nous apprend que, si le plus grand nombre est privé de toute

<sup>1</sup> Nous ne connaissons qu'une exception à cette observation générale. Elle se produit en Écosse, où, en moyenne, on compte 107,3 garçons pour 100 filles dans les naissances naturelles, et seulement 105,7 dans les naissances légitimes. Le directeur du service de l'état civil en Écosse, M. le docteur Stark, croit pouvoir expliquer, ainsi qu'il suit, ce phénomène, qu'il reconnaît être spécial à l'Écosse : « Pour nous, il est la preuve que l'illégitimité est tout autre chose et a d'autres causes ici que sur le continent. Là, elle provient surtout de la prostitution (?) et du grand nombre de femmes entretenues comme maîtresses. En Écosse, il faut l'attribuer surtout aux rapports irréguliers qui s'établissent entre les jeunes gens qui ne sont pas encore en position de se marier. » Si l'observation de M. le docteur Stark était fondée, elle tendrait à infirmer l'opinion qui attribue la faible prédominance des garçons dans les naissances naturelles, sur le continent, à la jeunesse des parents. Mais nous croyons qu'il se trompe et que la grande supériorité numérique du sexe masculin dans ces naissances, en Écosse, s'explique simplement par ce fait qu'elles sont plus nombreuses dans les campagnes, où le rapport sexuel (1 garçon pour 100 filles) est plus élevé, pour l'ensemble des naissances, que dans les villes. Ce rapport est, en effet, de 105,05 dans les huit principales villes, et de 106,16 dans le reste de la population, qui comprend encore un élément urbain considérable.

filiation, quelques-uns reçoivent, soit à leur naissance, soit dans le cours de leur existence, le nom de leur père ou de leur mère, quelquefois de tous les deux. D'autres, plus heureux, sont légitimés par le mariage subséquent de leur parents.

En France, les documents officiels ne permettent de déterminer le rapport des reconnaissances aux naissances naturelles, que pour ceux de ces actes à demi réparateurs accomplis dans l'année même de la venue au monde des enfants qui en bénéficient. Voici ce rapport pour quatre années relativement récentes :

ANNÉES	ENFANTS SUR 100 NAISSANCES NATURELLES	
	NON RECONNUS.	RECONNUS.
1861. . . . .	70.16	29.84
1862. . . . .	67.72	32.28
1863. . . . .	64.11	35.89
1864. . . . .	66.13	33.87

Par rapport aux années précédentes, le progrès des reconnaissances paraît être assez sensible ; mais il peut n'être qu'apparent, c'est-à-dire résulter uniquement d'une constatation, plus exacte que par le passé, de leur nombre réel. Des observations plus nombreuses permettront seules d'apprécier leur véritable mouvement.

Comme nous allons le voir, les rapports ci-dessus varient selon les lieux ou, plus exactement, selon les densités de population.

	NON RECONNUS POUR 100 ENFANTS			
	1861	1862	1863	1864
Seine. . . . .	73.61	73.89	73.81	74.12
Villes. . . . .	76.49	74.56	67.29	72.60
Campagnes. . . . .	61.35	56.68	55.82	55.56

Ainsi, près des trois quarts des enfants naturels nés à Paris sont ou paraissent être délaissés par leurs parents ; dans les villes, cette proportion est un peu moindre. Elle descend à 55 pour 100, ou à un peu plus de moitié, dans les communes rurales.

En Belgique, on constate le nombre annuel des reconnaissances avec la distinction de l'âge des enfants de chaque sexe qui en sont l'objet. Le document ci-après indique que, si les enfants naturels sont reconnus à tous les âges, ils le sont en immense majorité au moment de la naissance.

AGES.	ENFANTS RECONNUS DANS LES ANNÉES 1848 A 1850.	
	GARÇONS.	FILLES.
A la naissance. . . . .	2.455	2.273
Dans les 3 mois. . . . .	49	44
De 3 mois à 1 an. . . . .	55	50
De 1 an à 2 ans. . . . .	40	54
De 2 ans à 5 ans. . . . .	57	70
De 5 ans à 10 ans. . . . .	51	43
De 10 ans à 15 ans. . . . .	20	14
A 15 ans et au-dessus. . . . .	41	59
TOTAUX. . . . .	2.748	2.567

On remarquera, en outre, que les reconnaissances des garçons sont plus nombreuses que celles des filles dans une proportion supérieure au rapport des deux sexes, soit à la naissance, soit dans la population générale. Le même fait se produit en France. Cette prédilection des parents naturels pour leurs fils est confirmée par un document que nous trouvons dans un livre du docteur Mallet sur le mouvement de la population à Genève, dans les années 1814-1833. La moyenne annuelle des enfants abandonnés et légitimés par leurs parents, déduite de cette période, est la suivante :

ENFANTS ABANDONNÉS		ENFANTS LÉGITIMÉS	
GARÇONS.	FILLES.	GARÇONS.	FILLES.
—	—	—	—
54	65	61	56

Nous avons dit qu'un certain nombre d'enfants naturels sont légitimés par le mariage subséquent des parents. En 1864, la légitimation a été conférée en France, par 13,399 mariages (dont 2,336 dans le département de la Seine, 4,607 dans les villes, et 6,456 dans les campagnes), à 16,505 enfants, savoir : 3,319 dans la Seine, 5,700 dans les villes, et 7,486 dans les campagnes. Plusieurs des enfants ainsi légitimés pouvant être nés antérieurement, il n'est pas possible de les rapprocher des naissances illégitimes de 1864. Tout ce qu'on peut dire, c'est que les mariages légitimateurs sont beaucoup plus nombreux à Paris que dans les villes et surtout que dans les campagnes. Pour la France entière, on compte 1 mariage de cette nature sur 22 mariages annuels. Cette proportion est : pour la Seine, de 1 sur 8; pour les villes, de 1 sur 15, et dans les campa-

gnes, de 1 sur 32. A ces divers points de vue, on constate dans les années antérieures des résultats à peu près identiques.

En Bavière, sur 30,681 mariages (moyenne des années 1850-1856), 3,863, ou un peu moins de 1 sur 8, ont légitimé des enfants naturels. Il est vrai que ce pays est un de ceux qui voient naître le plus de ces enfants.

Nous ne connaissons pas, pour la Belgique, le nombre des mariages réparateurs; mais la statistique de ce pays fait connaître quels sont ceux des enfants naturels légitimés qui avaient été ou non reconnus. En voici le nombre pour 1864 :

	ENFANTS LÉGITIMÉS			
	DÉJÀ RECONNUS.		NON RECONNUS.	
	Garçons.	Filles.	Garçons.	Filles.
Au moment de la naissance.	19	21	18	17
Dans les 3 mois de la naissance. . . . .	143	138	109	109
De 3 mois à 1 an . . . . .	209	207	238	232
De 1 à 2 ans. . . . .	157	127	250	258
De 2 à 5 ans. . . . .	114	141	415	442
De 5 à 10 ans . . . . .	75	51	254	295
De 10 à 15 ans. . . . .	13	22	99	88
De 15 ans et plus. . . . .	5	7	37	42
TOTAUX. . . . .	715	714	1.420	1.483

On voit qu'environ la moitié des légitimés avaient déjà été reconnus. Le tableau qui précède indique, en outre, que c'est de trois mois à dix ans que le plus grand nombre des enfants est légitimé. Quand ils ont atteint un âge plus avancé, ou les parents sont morts, ou ils ont cessé toute relation, ou enfin ils ont perdu la trace de leurs enfants. Le fait de la non-reconnaissance, par les parents, d'un grand nombre d'enfants qu'ils ont l'intention de légitimer par mariage subséquent, a probablement sa cause dans la disposition de la loi belge et française, qui ne donne qu'une part de la succession paternelle ou maternelle à l'enfant naturel reconnu, tandis que les parents peuvent léguer ou donner, par libéralités entre vifs ou testamentaires, la totalité de leurs biens au non-reconnu, s'il n'existe pas d'héritier à réserve.

## VI

DES MESURES PROPRES À DIMINUER LE COEFFICIENT D'ILLÉGITIMITÉ, OU À EN ATTÉNUER LES CONSÉQUENCES.

1° Est-il possible de réduire le nombre des enfants naturels? Cette diminution peut-elle être obtenue autrement que par un progrès des mœurs, par une plus forte éducation morale et religieuse des jeunes générations? Est-il possible, notamment, de prévenir la séduction, en protégeant plus sûrement que par le passé la jeune fille pauvre contre les dangers que sa vertu peut courir, surtout dans les grands centres de population, et lorsque l'appui de la famille vient à lui manquer? Peut-on, notamment, faire peser sur le séducteur, c'est-à-dire sur le véritable coupable (la séduction du fait de la femme étant extrêmement rare), la menace ou d'une peine afflictive ou d'un sacrifice pécuniaire? Est-il vrai, par exemple, que la loi anglaise, qui, d'une part, accorde une indemnité à la jeune fille, en cas de violation d'une promesse de mariage, même sans séduction, et comme réparation du tort fait à sa réputation; — de l'autre, en cas de séduction, l'autorise à réclamer judiciairement des moyens d'existence du père de son enfant, — est-il vrai, disons-nous, que la loi anglaise puisse être considérée comme la cause première du petit nombre de naissances naturelles constatées en Angleterre? En d'autres termes, la recherche de la paternité peut-elle agir préventivement sur la séduction?

N'hésitons pas à le dire, notre conviction n'est pas complète sur ce point. En effet, si nous nous reportons au coefficient d'illégitimité de l'Allemagne, où cette recherche est autorisée, nous constatons ces deux faits : d'abord, que le nombre des naissances naturelles y est très-élevé, de l'autre, qu'il est en voie d'accroissement presque continu. Il est vrai que, si la loi allemande autorise la fille-mère à dénoncer son séducteur à la justice, elle n'oblige ce dernier à secourir son enfant que jusqu'à l'âge de quatorze ans, sauf le cas d'infirmités qui le mettraient dans l'impossibilité de se créer des moyens d'existence.

En France, où l'article 340 du Code civil interdit la recherche de la paternité, le rapport d'illégitimité peut être considéré comme stationnaire; et, dans tous les cas, il est notablement inférieur à celui de l'Allemagne catholique, ce qui semble indiquer que la législation sur la matière n'aurait pas un rapport étroit avec le fait qui

nous occupe, ou au moins que ce rapport ne se dégage pas clairement, l'illégitimité étant, en quelque sorte, la résultante d'un grand nombre de circonstances de l'ordre moral, social et économique.

En théorie, la jeune fille cédera-t-elle plus ou moins facilement à la séduction (acte éminemment spontané, procédant exclusivement de la passion, c'est-à-dire d'un sentiment aveugle et de pur instinct), parce qu'elle aura, ou non, la faculté de réclamer des secours du séducteur? En fait, connaîtra-t-elle toujours son droit sur ce point? La même question peut être posée pour le séducteur : chez lui, la voix du cœur ou des sens se taira-t-elle devant la crainte de la loi? Et d'ailleurs, doit-on lui supposer toujours l'arrière-pensée de délaisser, au premier symptôme de grossesse, la jeune fille qu'il aime? — Ce n'est pas tout : croit-on que la faculté de traduire le séducteur devant les tribunaux n'est pas accompagnée de difficultés qui font, dans les pays où elle existe, de l'exercice de cette faculté l'exception plutôt que la règle? Sans parler des frais d'un procès, la crainte de donner à sa faiblesse une publicité cruelle n'arrêtera-t-elle pas le plus souvent la fille-mère; et la crainte de flétrir la mémoire de sa mère n'arrêtera-t-elle pas également l'enfant?

Mais si le droit de rechercher la paternité ne nous paraît pas de nature à prévenir la séduction, il peut en atténuer sensiblement les conséquences douloureuses pour la mère et l'enfant, en obligeant le séducteur, conformément à la plus rigoureuse équité, à réparer, dans la mesure de sa fortune, le tort souvent immense qu'il leur fait à tous les deux, et le préjudice moral qu'il a causé, en outre, à toute une famille. Il est même à croire que souvent la crainte du scandale qui rejaillirait également sur lui d'un procès de cette nature le déterminerait soit à épouser sa victime, soit à reconnaître l'enfant, soit à leur assurer spontanément des moyens d'existence.

Les adversaires du droit de recherche ont argumenté de l'abus qui pourrait en être fait, du trouble que cet abus jetterait dans les familles. Mais quel est le droit dont il ne peut être abusé, et comment supposer que l'abus (qui serait, au surplus, fort rare, la spéculation consistant, pour la fille-mère, à désigner mensongèrement un homme riche comme père de son enfant supposant une perversité peu commune) ne trouverait pas, dans le droit d'examen des tribunaux, un correctif suffisant?

L'exemple de l'Angleterre est instructif sur ce point. En vertu d'une loi de la quatrième année du règne de George III, sur la déclaration d'une fille se disant enceinte, et désignant un individu comme le père de son enfant, cet individu pouvait être emprisonné en vertu d'un mandat du juge de paix, sur la demande du directeur de l'assistance publique locale ou d'un propriétaire notable, et il n'é-



tait mis en liberté qu'après avoir garanti, par une caution ou autrement, le remboursement des avances que la paroisse pouvait être appelée à faire pour secourir la mère et l'enfant, s'il refusait d'épouser la plaignante et de se charger de l'enfant. Cette législation a été appliquée jusqu'en 1834. Jusqu'à cette époque, la procédure était celle-ci : la mère sollicitait des secours des autorités paroissiales, qui la conduisaient devant le juge de paix, chargé de lui demander le nom du père. Par sa déclaration, faite sous la foi du serment, et que le juge n'avait pas le droit de contester, un acte de filiation était dressé, et le père putatif devait garantir la paroisse contre toute charge éventuelle provenant de l'obligation, légale pour elle, d'assister la mère et l'enfant. En apparence, c'était une action de la paroisse contre le père ; en fait, le bénéfice de l'action revenait à la mère, à laquelle le législateur évitait ainsi les frais d'un procès.

Sous Guillaume III, une loi autorisa le père à défendre contre l'action de la paroisse et à prouver la fausseté des allégations de la fille-mère. Plus tard (loi de 1844), la paroisse disparaît, et la fille-mère est seule en cause. Elle a ainsi l'action directe contre le séducteur. Cette action ne meurt pas avec elle : en cas de décès ou d'incapacité, elle passe aux parents et tuteurs, et, en dernier lieu, au directeur de l'assistance paroissiale, investi d'ailleurs du droit d'appuyer la demande. En cas de condamnation du père, les juges de paix (au nombre de deux au moins) confient l'enfant à la personne qu'ils désignent (et non, comme autrefois, aux autorités paroissiales), et ordonnent que le montant de la pension à payer (hebdomadairement) par le père sera versé entre les mains de ce tuteur. Cette loi, inspirée, dit-on, par un sentiment favorable aux filles-mères, paraît n'avoir pas eu le résultat que se proposait le législateur. Les demandes de secours ont sensiblement diminué, tandis que le nombre des infanticides s'est fortement accru.

Ainsi, la recherche de la paternité existe en Angleterre<sup>1</sup> ; seulement, la déclaration de la mère ne suffit plus pour emporter la décision du juge ; cette déclaration peut être repoussée par l'adversaire et appréciée par les tribunaux. Qu'en résulte-t-il ? C'est que la re-

<sup>1</sup> Mais, à un autre point de vue, la législation de ce pays est impitoyable pour le bâtard. Ainsi, il ne peut être ni reconnu, ni adopté, ni légitimé par le mariage subséquent de ses parents. Il n'a, ici-bas, d'autres droits que ceux qu'il peut se créer personnellement. La loi ne lui reconnaissant ni père, ni mère, il n'hérite de personne et n'a d'héritiers que ses enfants, s'il se marie. Légalement, il n'a d'autre nom que celui qu'il peut se faire. Cependant, il peut être légitimé par un acte du Parlement (*Cabinet Lawyer*, édit. de 1861).

En Écosse, l'enfant naturel peut être légitimé par le mariage subséquent de ses parents.

cherche n'a de chances de succès que lorsqu'elle est justifiée par des faits certains<sup>1</sup>.

Dans ces conditions, son introduction, ou, plus exactement, son rétablissement dans notre droit civil actuel (car nul n'ignore qu'elle a fait partie de notre droit jusqu'au Code civil) ne pourrait avoir que des avantages, non pas peut-être, nous le répétons, comme moyen de prévenir la séduction, mais comme une ressource pour les deux victimes de cette séduction, la mère et l'enfant, et, par conséquent, comme un moyen de réduire le nombre des avortements et des infanticides.

En Allemagne, les opinions sont très-divisées sur la valeur préventive du droit de recherche. Le docteur Grœtzer, après avoir constaté un moins grand nombre de naissances illégitimes dans les villes allemandes des bords du Rhin, encore régies par le droit français, et dans les villes de la Prusse orientale, croit pouvoir en conclure que le système de l'article 340 de notre code exerce une heureuse influence sur la moralité publique, en ce sens que la crainte d'un abandon, et d'un abandon sans compensation, est de nature à provoquer de salutaires réflexions chez la jeune fille menacée par son séducteur. (*Recherches sur la population de la ville de Breslau*, 1854, p. 19.)

Cette opinion est partagée par Dieterici (Introduction aux *Tabellen* de 1849). Il fait remarquer que, dans les provinces catholiques de la Prusse (provinces du Rhin, Westphalie, duché de Posen), où la recherche de la paternité est interdite, l'illégitimité est moins caractérisée que dans les provinces orientales.

Mais le docteur Grœtzer et Dieterici n'ont-ils pas le tort d'attribuer à une cause unique un fait déterminé par un ensemble de circonstances très-diverses?

M. de Hermann, directeur du bureau de statistique de Bavière, voit aussi dans la recherche de la paternité une sorte de prime d'encouragement à la séduction, la fille étant ainsi rassurée sur les conséquences possibles de sa faute.

Pour nous, nous pensons qu'il faut chercher ailleurs que dans la suppression de l'article 340 de notre code les moyens de réduire l'illégitimité.

Et tout d'abord, nous plaçons au nombre des plus efficaces une éducation fortement morale et religieuse.

<sup>1</sup> En France, les tribunaux tendent à réagir contre ce que l'article 340 a d'excessif en accordant des aliments à l'enfant lorsque la paternité résulte de témoignages écrits.

Nous voudrions en même temps que la législation facilitât le mariage, en réduisant les formalités, les délais, le nombre des pièces à produire, des justifications à faire, qui, dans presque tous les pays, en compliquent, en retardent l'accomplissement, et imposent aux classes ouvrières des dépenses souvent très-onéreuses. Quand on relit notamment les dispositions du Code civil sur la matière, il est impossible de n'être pas frappé des obstacles de toute nature que le législateur, avec les intentions d'ailleurs les plus respectables, a semés sous les pas des jeunes gens disposés à s'unir.

Certes, nous ne demandons pas l'adoption de la législation américaine, aux termes de laquelle le consentement des parties suffit pour valider le mariage, quand il est contracté devant un ministre de leur culte; mais on ne peut s'empêcher de rendre hommage à la simplicité de la loi anglaise, ne leur imposant d'autre condition que d'affirmer, sous la foi du serment, leur complète aptitude légale au mariage, et les punissant, en cas de fausse déclaration, de la peine du parjure, qu'accompagne la nullité des avantages réciproques stipulés dans les conventions matrimoniales.

Il serait à désirer, en outre, que le droit d'adopter leurs enfants naturels fût formellement reconnu par la loi aux parents. La formalité de l'adoption ne devrait être d'ailleurs ni aussi minutieuse ni aussi coûteuse qu'elle l'est aujourd'hui.

Enfin, l'âge auquel elle pourrait avoir lieu devrait être rapproché. Il est évident qu'en fixant à cinquante ans pour le père ou la mère, à vingt et un ans pour l'enfant, l'âge de l'adoption, on réduit considérablement pour ces derniers les chances d'une filiation régulière, et cela sans aucun profit pour les intéressés ou la société.

Il importerait aussi d'agir fortement sur l'opinion pour provoquer, partout où il n'existe pas, ce sentiment de forte réprobation qui, en Angleterre, atteint le séducteur et lui ferme les portes de toutes les familles honnêtes. En France, non-seulement la loi lui assure l'impunité (sauf la pénalité réservée au cas de rapt d'une mineure de moins de seize ans — et encore, combien de parents, combien de jeunes filles osent invoquer le bénéfice de cette disposition protectrice?), mais encore sa triste victoire rencontre partout une indulgence presque sympathique. Oh! si à cette coupable faiblesse succédait le mépris général pour l'auteur du lâche abandon de la fille-mère, on peut tenir pour certain que nos filles et nos sœurs seraient protégées avec une certaine efficacité contre les dangers de la séduction.

Maintenant, une pression d'une autre nature devrait être exercée sur l'opinion par les hommes investis d'une certaine autorité sur

elle, pression en faveur de l'enfant naturel, que, par une cruauté injustifiable, la loi et la société punissent à l'envi de la faiblesse de sa mère et de la faute de son père. Cet enfant, déjà si profondément atteint dans ses plus chers intérêts par l'irrégularité de son état civil, privé des saines joies, des fortifiantes influences de la famille légitime, presque toujours placé, en outre, dans une situation misérable, devrait être l'objet d'une pitié universelle. Il conviendrait de lui faciliter l'entrée des carrières où son intelligence, son activité, peuvent s'appliquer le plus fructueusement. Si la considération d'humanité ne suffisait pas, nous invoquerions l'intérêt général. Par suite de la répulsion dont ils sont injustement l'objet, des obstacles qu'elle crée au légitime développement, au libre exercice de leurs facultés, les enfants naturels sont un danger pour l'État. Tendez-leur la main, et, d'ennemis qu'ils sont, par voie de représailles, d'une société qui les repousse, ils en deviendront des membres utiles et dévoués.

Pourquoi, par exemple, ne pas organiser, en vue de cette mission de protection, de sollicitude, un vaste patronage, une sorte de tutelle publique, sous la haute présidence du chef même de l'État? N'existe-t-il pas en Angleterre une institution analogue? Le lord-chancelier n'est-il pas le tuteur officiel de tous les incapables<sup>1</sup>? Pourquoi le ministre de la justice en France ne remplirait-il pas, par délégation du chef de l'État, les mêmes fonctions? Pourquoi, dans chaque commune, l'enfant naturel n'aurait-il pas pour défenseur légal de ses intérêts, soit une des autorités locales, soit une ou plusieurs personnes charitables, tenant directement leur pieux mandat du ministre ou du préfet<sup>2</sup>?

Le devoir de la société ainsi rempli, le législateur aurait à faire le sien. Interprète de cette hostilité générale contre un enfant, contre l'enfant né hors mariage, que nous avons signalée, la loi lui accorde, en matière de succession, la moitié seulement des droits de l'enfant légitime. Elle lui interdit, en outre, de succéder par voie de représentation du père ou de la mère. Il résulte de la première de ces deux dispositions, qu'au décès des parents, une part du modeste patrimoine laborieusement, péniblement acquis, en vue d'assurer l'avenir de l'orphelin, est attribuée à tous les successibles jusqu'au

<sup>1</sup> He is the general guardian of all infants, idiots and lunatics, and has the general superintendence of all charitable uses in the Kingdom (Blackstone).

<sup>2</sup> Nous avons à peine besoin de dire qu'une tutelle de cette nature ne devrait jamais être imposée; elle ne serait accordée qu'à l'enfant abandonné, ou à celui dont la mère, impuissante à le nourrir, croirait devoir la réclamer. Il importe, en effet, avant tout, de respecter le secret des familles.

douzième degré inclusivement. L'enfant n'est-il pas reconnu, les parents peuvent lui léguer la totalité de leurs biens. Mais, d'une part, s'ils décèdent sans avoir testé, il n'a aucun droit à leur héritage, et de l'autre, s'ils ont vécu et testé, le fisc intervient pour prélever sur le legs, considéré comme fait à un étranger, le maximum du droit dont les libéralités testamentaires sont passibles. La loi n'en donne pas moins réellement une prime à la non-reconnaissance de l'enfant naturel, et lui fait ainsi courir un risque grave, le risque de l'exhérédation complète. Elle encourage en outre les libéralités détournées, les dons manuels, qui ont souvent de grands inconvénients.

La Convention, par un sentiment de réaction excessif, avait admis (loi du 12 brumaire an II) même l'enfant naturel non reconnu à l'égalité successorale, en l'autorisant à justifier de la possession d'état.

Cette loi dépassait certainement la mesure; mais ne pourrait-on rechercher les moyens d'améliorer la situation légale de l'illégitime vis-à-vis de la succession de ses parents?

On répond que l'institution du mariage en serait atteinte et affaiblie, que les unions illégitimes se multiplieraient. Mais le mariage n'est-il pas, ne sera-t-il pas éternellement défendu par les grands intérêts de toute nature auxquels il donne satisfaction, et par le profond et légitime respect dont l'entoure et l'entourera toujours la société?

LEGOTT.

---

# FONCTIONNAIRES ET BOYARDS

IV.

---

## XVIII

### LE MAGASIN DE PELLETERIES.

— Tjenar-Kous, disait, en langue bouriate, à son compagnon, un homme de stature élevée; le renard devient rare dans la forêt!

Ce compagnon avait les yeux petits et louches, le teint jaune, les pommettes saillantes et ornées d'un tatouage circulaire. C'était un naturel du pays, de race mongole.

— Depuis longtemps, depuis que nos solitudes ont été envahies par vous autres! répondit Tjenar-Kous.

— Oh! envahies! riposta l'autre en riant. On nous force de venir ici... Nous n'y sommes pas pour notre plaisir, crois-le bien.

— Personne n'a forcé les premiers conquérants de votre race à nous assujettir et à nous faire payer un tribut onéreux.

— Il vous est donc difficile de payer le tribut?

— Cela deviendra bientôt impossible. Vos marchands brûlent les forêts que Es<sup>2</sup> a créées pour subvenir à nos besoins... Le gibier s'enfuit Dieu sait où. Il traverse les *toundras*, et nous ne pouvons l'y suivre... Oh! oh! les temps sont durs!

— Nous resterions toute la nuit ici à nous lamenter, que nous n'apercevions pas la queue d'un renard ou d'une zibeline. Ami Tjenar-Kous, siffle tes chiens, tu me conduiras à la Gorge-du-Schaman,

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* du 25 décembre 1873, 10 et 25 janvier 1874.

<sup>2</sup> Dénomination par laquelle on désigne Dieu chez les Toungouses.

sur le lac... j'ai rendez-vous cette nuit avec les frères du Baikal.

— Bon! répondit l'autre.

Ceci se passait à six verstes du village de colons que nous venons d'abandonner, auprès de quelques sapins qui formaient un bouquet d'arbres au milieu d'une immense plaine couverte de neige. Ces sapins étaient comme les éclaireurs de la grande forêt qui noircissait à l'horizon. Les deux hommes avaient un vêtement en peau de renne chamoisée, d'une seule pièce, qui leur servait à la fois de redingote et de hauts-de-chausse. Ils étaient couchés sur la neige. A côté d'eux, dissimulé derrière le massif, était une sorte de traîneau, véhicule employé par les naturels de la Sibérie et appelé *narta*. On aurait cru, à l'aspect des dimensions microscopiques de ce traîneau, qu'il y avait à peine place pour deux hommes, et cependant les nartas recèlent dans leur caisse tout un magasin d'ustensiles indispensables au voyageur sibérien : farine, orge, poissons secs et autres provisions de bouche, haches, couteaux, appareils de chasse ; la peau de feutre qui le recouvre sert en même temps de tente pour le nomade, quand les nécessités de la chasse ou de la pêche l'obligent à s'arrêter quelques jours dans le même endroit.

Les deux compagnons ne se ressemblaient pas. L'homme à la stature élevée, aux cheveux crépus, aux traits réguliers et énergiques, était évidemment un Européen. Ce ne devait cependant pas être un colon exilé, car il portait en bandouillère une carabine double, et il est strictement interdit aux déportés de posséder des armes à feu. Cependant, comme, dans la Sibérie orientale, où les arbres, les fleurs et les minéraux présentent tant de diversité, il n'y a guère que deux espèces d'hommes qu'on puisse rencontrer dans la campagne voyageant isolément, — des colons ou des sauvages, — le chasseur avait en lui quelque chose de mystérieux. Ce ne pouvait être un riche marchand excentrique, sorti de la ville pour faire une partie de chasse avec un sauvage ; car son vêtement, déchiré, rapiécé et luisant, témoignait d'une fortune médiocre. Quant à son compagnon, c'était un chef tOUNGHOUSE. Son frac de peau de renne était richement orné de pièces de drap et de perles de verre, selon la mode des sauvages. Il portait un élégant bonnet de zibeline, et l'arc qui lui servait d'arme était orné de pièces d'or. C'était effectivement un prince tOUNGHOUSE, un des chasseurs de renards les plus renommés dans la région du lac Baikal. Il vivait en nomade, et l'été, quand les renards et les zibelines émigrent vers le nord, il traversait le Baikal, et l'on disait qu'il entretenait un commerce assidu avec les Khalkhas et les Bouriates de la Mantchourie chinoise. Tjenar-Kous possédait des troupeaux innombrables de rennes, plusieurs tentes ; il était craint et estimé même par les fonctionnaires russes, car il avait des accoin-

lances avec toutes les tribus tOUNGouses et bouriates du gouvernement d'Irkoutsk.

L'indigène modula un sifflement prolongé. A ce bruit, la neige craqua légèrement dans la direction de la forêt, et de cinq endroits à la fois, comme autant d'ombres, cinq énormes chiens sibériens se précipitèrent vers le chef sauvage. C'étaient des chiens d'une taille colossale; leur poil fauve et hérissé, leurs oreilles dressées, leurs museaux noirs et pointus, les faisaient ressembler à des loups.

Ils sautèrent autour de Tjenar-Kous en poussant des jappements étouffés et joyeux; puis, à un signe de leur maître, ils entrèrent dans le fourré, saisirent de leurs dents le traîneau, le tirèrent du massif, en dehors du bosquet de sapins, après s'être, comme des soldats, rangés en ligne autour du véhicule, semblant attendre des ordres.

— Braves bêtes! dit Tjenar-Kous. Comme c'est intelligent!... J'ai adopté ce mode de voyage des Samoïèdes du Nord, et tous les jours je m'en félicite. Rien n'est comparable à ces chiens, quand il s'agit de faire une course rapide. S'ils ne peuvent pas, comme nos rennes, traîner toute une famille, ils vont beaucoup plus vite. Puis ils sont obéissants, tandis que les rennes...

Le Russe interrompit le chasseur dans son panégyrique des chiens :

— Allons, au travail! La nuit avance, dit-il.

Les deux hommes tirèrent des cordes du traîneau et se mirent à atteler les chiens. Tout en faisant cette besogne, ils causaient.

— Il ne faut plus revenir ici, disait le Russe. La forêt est entièrement dépeuplée. Je transporterai demain mon territoire de chasse sur l'autre côté de l'Angara.

— Ce qui m'étonne, répondit Tjenar-Kous, c'est que, tout en étant de ceux qui ont été touchés par le doigt du tzar blanc, tu jouisses de tant de liberté. Voici trente ans que je parcours ce pays; j'ai vu bien des colons déportés, j'ai fréquenté beaucoup d'entre eux, et jusqu'ici je n'en ai pas rencontré un qui te ressemble. Tu n'es jamais à ta résidence; tu portes une bouche à feu; tu vas, tu viens, tu ordonnes! C'est étrange! Et toujours je me suis demandé la raison de cela.

— Je te l'ai cependant expliqué maintes fois. Je suis le chef de tous les exilés de ce district. Avant moi, il y en avait d'autres, mais tu ne les connaissais pas.

Le TOUNGouse hochait la tête :

— J'ai connu tous les colons qui ont passé ici depuis trente ans.

— C'est qu'ils étaient moins intelligents et moins actifs que je ne le suis, répondit le Russe. Tous les déportés du district se feraient



hacher en morceaux pour moi, car ils savent que je travaille ardemment à leur délivrance! Depuis trois jours, il y a un homme couché dans ma cabane; cet homme est sur mon lit, couvert de peaux, et si un surveillant entre, il gémit. On croit là-bas que je suis malade. Il n'y a pas de médecins en Sibérie; ce sont des condamnés qui remplissent cet office. Le docteur de mon canton est un chirurgien polonais exilé... Il est dans mon secret; tu comprends...

— Oui, pour une fois; mais...

— J'ai d'autres ruses dans mon sac. Le projet que j'ai conçu, je le poursuis nuit et jour. Tu connais mon plan, puisque tu as promis de m'aider.

— Un chef toungouse n'a que sa parole.

— Je le sais, Tjenar, et je me suis confié à toi parce que je te sais loyal. Vois-tu, ami, là-bas, dans nos pays, il y a des misérables; il se commet des trahisons et des infamies dont vous autres, hommes primitifs, vous n'avez aucune idée. Il faut que je retourne là-bas, car j'ai un crime à expier et un criminel à punir.

— Je te l'ai déjà dit, je t'y aiderai.

— As-tu parlé au chef khalkha? lui as-tu demandé libre passage pour nous? Lui as-tu dit que nous lui payerons un droit de quatre mille peaux de renards et dix mille zibelines? J'ai presque le double de cela dans mon magasin de la gorge.

— Je n'ai pas encore traversé la Mer sainte... Quand je t'aurai conduit à la gorge, j'irai chez les Khalkhas, et je te promets de réussir. Mais, à propos de pelleteries, sais-tu qu'il y a un magasin entier non loin d'ici?

— Je le connais; c'est le magasin d'un village de colons exilés... Ces pelleteries appartiennent à des frères malheureux; y toucher, même pour le bien de notre cause, serait un crime! J'espère un jour me mettre en relations avec quelques-uns de ces colons, et obtenir d'eux leur quote-part pour notre association. J'y ai envoyé d'ailleurs déjà des émissaires.

Tjenar-Kous ébaucha un sourire :

— Je ne vous comprends pas, dit-il, vous autres, avec vos scrupules. Le bien d'un ami pour nous aussi est chose sacrée; mais quand il s'agit d'un inconnu... D'ailleurs, nous nous laisserons devancer... Il y a des Toungouses d'un village voisin qui connaissent ces fourrures et veulent s'en emparer. Ils ont déjà pu voler quelques pelleteries, et ce soir même j'ai vu des traces de pieds humains dans la neige.

— En tout cas, je ne veux pas tremper dans cette affaire.

Le Toungouse haussa les épaules. Les chiens étaient attelés. Soudain le nomade fit un signe à son compagnon pour lui enjoindre de

faire silence, se précipita à terre et appliqua son oreille contre la neige.

— Une voiture de poste!... J'entends le son des clochettes!... Fuyons! dit-il en se relevant.

— De quel côté vient-elle? demanda le Russe.

— Du côté du lac.

— Oh! oh! il nous faudra alors la croiser; coûte que coûte, je veux être rendu cette nuit à la Gorge-du-Schaman!... Lance tes chiens à toute vitesse. Nous passerons comme des ombres; jamais les chevaux de poste ne pourront nous rejoindre.

Tjenar-Kous siffla, et les cinq chiens partirent comme un trait. Leurs pieds petits et agiles n'entamaient presque pas la neige durcie par la gelée de la nuit, et derrière eux, le traîneau volait en bonds inégaux et violents. La narta semblait un animal étrange et inconnu glissant sur la savane avec une vélocité extravagante, un de ces esprits, gnômes du pôle, révéérés par les Toungouses et les Bouriates. Les deux chasseurs, capuchon et bonnet rabattus sur leurs fronts, un masque de fourrure collé contre le visage, n'échangeaient pas une parole.

Le son des clochettes se rapprochait rapidement. Bientôt l'œil de lynx de Tjenar-Kous distingua à l'horizon un *vozok* attelé de quatre chevaux. Le *vozok* avançait lentement; à tout moment les chevaux enfonçaient jusqu'au ventre dans la neige et soufflaient péniblement à chaque pas qu'ils faisaient. Le Toungouse toucha du doigt son compagnon en lui désignant la voiture.

— En avant! dit le Russe. Ils sont égarés, nous passerons comme une flèche à côté d'eux; voudraient-ils nous poursuivre, ils ne le pourraient pas.

Tjenar-Kous fit claquer sa langue contre son palais; les chiens augmentèrent encore la vitesse de leur allure.

Les étoiles dans la nuit répandaient cette clarté douteuse qui donne aux objets une apparence vague et indécise. Il faisait relativement clair, et tout ce qui tranchait sur le blanc de la neige était visible à une certaine distance.

Quand la narta fut à cent pas de la voiture, elle fut aperçue par le postillon.

— Hé! hé! cria celui-ci, arrêtez, et indiquez-nous notre chemin!

Les chasseurs parurent n'avoir pas entendu l'appel du postillon. Ils continuèrent leur chemin.

Alors une des glaces de la voiture s'abaisse, et la tête de Tatiana apparut un instant. Les chasseurs n'étaient plus qu'à quelques pas.

— Pour l'amour de Dieu, mes amis, dit la comtesse, nous sommes égarés. Sauvez-nous!

Aux accents de cette voix, l'homme à la haute stature sembla frissonner, et dit à son compagnon :

— Ce n'est qu'une femme, arrête-toi un instant et indique-lui son chemin d'une de tes flèches. Je ne veux pas parler, car si je parle russe, on pourra me reconnaître ensuite.

Cependant derrière Tatiana apparut la tête de Palkine :

— Voulez-vous arrêter, coquins que vous êtes ! Je suis le chef des gendarmes, et je vous l'ordonne, cria le colonel.

La narta avait déjà dépassé la voiture, et le postillon disait au gendarme :

— Ce sont des naturels du pays, Votre Haute Noblesse : ils ne comprennent pas le russe.

Soudain la narta s'arrêta. Le Toungouse se dressa debout, banda son arc et tira une flèche par-dessus la tête des chevaux, dans la direction de la forêt ; puis il siffla les chiens, et le traîneau disparut bientôt dans l'immensité blanche de la steppe.

— Canailles ! grommela Palkine, ça vous tire des flèches !... Brigands !

— Que Votre Haute Noblesse daigne les excuser, dit le postillon ; c'est leur façon d'indiquer le chemin : une habitation doit se trouver du côté où il a tiré cette flèche.

— C'est bien ! Alors, fouette tes chevaux !

La voiture s'ébranla. Depuis une heure déjà, Tatiana et Palkine erraient au milieu de la steppe : depuis une heure, le postillon avait avoué au colonel qu'il ne reconnaissait plus son chemin. La comtesse était au désespoir, car elle désirait ardemment arriver à Irkoutsk. Elle céda cependant aux raisons du gendarme. Elle comprit qu'il valait mieux attendre le jour dans une habitation quelconque, que d'user ses forces et celles des chevaux dans un voyage de nuit inutile et dangereux. Tatiana s'était résignée à retarder de quelques heures son entrevue avec le gouverneur. Les chevaux pataugèrent encore dans la neige pendant une demi-heure, puis le postillon cria :

— Voici la forêt, je la reconnais.

La forêt était en effet visible à l'horizon, et Palkine constata, en regardant par la glace, la vérité du fait.

Le silence le plus absolu régnait entre Tatiana et son compagnon. La voiture suivait le chemin vaguement indiqué par la flèche du Toungouse. La comtesse interrogeait du regard la campagne, pour saisir un indice capable de lui faire découvrir une habitation ; Palkine avait collé contre la vitre de la portière son front brûlant, et semblait se livrer, de son côté, à la même observation. La voiture s'approchait de la forêt. Tout à coup le colonel se tourna vers Tatiana, et l'enveloppa d'un regard ardent.

— Madame, lui dit-il d'une voix rauque, vous ne savez probablement pas vous-même combien vous êtes adorable en toute chose!

Les yeux du gendarme brillaient comme des étincelles dans l'obscurité de la berline, et Tatiana eut peur instinctivement. Cependant elle voyageait depuis de si longs jours en compagnie de cet homme, qui l'avait constamment traitée avec le plus profond respect, qu'elle se rassura et essaya de plaisanter.

— Vous m'avez déjà dit cela tant de fois! répondit-elle. Je vous dispense de m'admirer, et je vous serai bien plus reconnaissante si vous parvenez à nous remettre dans notre chemin. Ce n'est guère le moment de me débiter des compliments, avouez-le!

— Des compliments! oh! non! C'est le sentiment profond, invincible, qui a envahi toute mon âme, et qui se fait jour enfin. Je l'exprime involontairement.

— Tâchez, en ce cas, d'user de votre volonté pour le refouler au plus profond de votre cœur, dit la comtesse avec quelque sévérité. L'admiration n'a pas de place entre vous et moi, et le sentiment d'amitié que je vous ai voué...

— Vous croyez cela! interrompit-il... Vous croyez qu'un homme, sous prétexte qu'il est gendarme, n'a pas dans son cœur une fibre qui tressaille à l'aspect d'une aussi belle créature que vous! vous croyez qu'il peut impunément vivre auprès de vous, et qu'aucun sentiment humain ne doit animer le représentant de l'autorité!... Ah! vous croyez cela?

La voiture était entrée sous la forêt : les branches dénudées des mélèzes et des bouleaux se dressaient des deux côtés de la route, comme une rangée de squelettes. Le traîneau criait en mordant la neige, plus dense sous le bois que dans la plaine. Tatiana regarda Palkine, dont les yeux lançaient des flammes et dont la figure était cramoisie et sinistre. Elle eut peur tout à fait, cette fois, et se recula vers le côté opposé de la voiture en disant :

— Mon Dieu! colonel, que vous arrive-t-il donc?

— Il m'arrive que je vous aime! s'écria-t-il. Oh! je sais que vous êtes une honnête femme et une sainte et chaste créature, que je nourris un amour sans espoir! Je sais que vous me repousseriez avec mépris, et pourtant...

— Que voulez-vous donc de moi, colonel? Vous êtes en démente! Postillon, arrêtez! cria Tatiana.

— Inutile! Le postillon, comme tout le monde ici, est à moi!... C'est à moi seul que cet homme obéira... Ne criez donc pas!... Il ne s'est égaré que parce que je le lui avais ordonné.

— Au secours! Mon Dieu! mais c'est affreux! Au secours! cria la comtesse.

— Je vous ai dit qu'il était inutile de crier ! D'ailleurs, voyez, je suis calme... écoutez-moi. Vous êtes en mon pouvoir, et je vous aime ! Dans quelques heures je vais vous perdre : une fois entrés dans la ville d'Irkoutsk, vous approcher m'est interdit. Ah ! si vous étiez morte, peut-être vous oublierais-je. Mais, vous voir et...

La voiture s'arrêta. Entre un bouquet blanchissant de saules et de mélèzes, un hangar apparaissait, lugubre, au milieu de branches dénudées. Le postillon descendit et ouvrit la portière. Tatiana, qui s'était blottie dans le fond de la voiture, poussa un soupir de soulagement et s'élança dehors.

— Nous sommes arrivés, disait le postillon ; je vais dételer. Vous trouverez à l'intérieur des fourrures qui vous permettront de passer chaudement la nuit.

— Postillon, dit Tatiana, conduisez-moi et ne me quittez pas !... Venez ; montrez-moi ce magasin, et surtout ne me quittez pas !

Palkine descendit lentement derrière la comtesse ; il souriait avec ironie. Tatiana s'appuya sur le postillon étonné, qui ouvrit la porte du magasin. Le gendarme les suivait.

Le vaste hangar était sombre. Aux quatre coins étaient amoncelées des peaux de rennes, d'ours, de loups, de renards, de zibelines. Tatiana se laissa tomber, haletante, sur un amas de pelleteries, en disant au postillon :

— Restez là, mon ami... Si vos chevaux s'égarèrent, je vous les payerai... je vous donnerai ce que vous voudrez... Ne m'abandonnez pas !

Palkine était, lui aussi, entré sous le hangar. Tatiana l'aperçut :

— Que venez-vous faire ici, monsieur ? sortez !... cet homme me défendra !

Mais Palkine dit au postillon :

— Va-t'en vite, et éloigne-toi avec tes chevaux à distance respectueuse... Si tu ne veux pas encourir toute ma colère, ne reviens plus, et que je ne te revoie pas avant le jour !

Le postillon s'enfuit.

Alors Palkine se croisa les bras et regarda ironiquement la comtesse.

— Postillon, criait celle-ci...

Mais elle s'arrêta tout à coup, pétrifiée d'étonnement. Les peaux de renards, de loups et d'ours commencèrent à onduler, et tout à coup, toutes les fourrures se dressèrent, et en même temps le hangar se trouva éclairé par une lueur subite. Le colonel, effrayé, se signa : les loups et les ours marchaient contre lui. Les fourrures tombèrent sur le sol ; des lanternes sourdes projetèrent alors sur les

murs du magasin leur clarté rayonnante et étoilée, et quarante colons entourèrent Palkine et Tatiana.

— Ma femme ! s'écria un des colons. Le colonel !... Comment êtes-vous ici ?

Le gendarme, qui ne manquait pas de courage, avait eu le temps de reconquérir son calme ; il dit à Tatiana à voix basse :

— Pour votre mari, pour vous-même, silence !...

Il y avait un tel accent de menace voilée dans la voix de Palkine, et Tatiana savait si bien que le sort de son mari dépendait complètement du gendarme, que, toujours dévouée, elle répondit par un signe de tête hautain, mais affirmatif.

— Wladimir, dit-elle, c'est Dieu qui vous envoie ! Nous nous sommes égarés !... Par quel hasard se fait-il... ?

— L'expédition dont je vous ai parlé ! Les Toungouses nous volent nos pelleteries. Le stanovoï nous a permis de venir les surprendre<sup>4</sup>.

— C'est le doigt de Dieu ! dit-elle en regardant sévèrement le colonel.

— Comment vous êtes-vous égarés ? dit alors un des colons. Vous vous rendiez à Irkoutsk, n'est-ce pas ?

— Oui.

— Vous n'aviez que la lisière de la forêt à suivre, puis vous arriviez au lit d'un affluent de l'Angara. La station de poste est à cinq verstes d'ici. Le postillon était sans doute ivre... ou malintentionné ; il est impossible de se tromper.

Tatiana était décidée à se taire. Elle dit :

— Mes amis, il faut que je continue mon voyage... Pouvez-vous nous indiquer le chemin jusqu'à la station ? Les chevaux ne sont pas trop fatigués, et ils pourront fournir cinq verstes encore... Colonel, vous voudrez bien permettre à mon mari et à un de ces messieurs de monter avec nous ?

— Mais... essaya de dire Palkine.

— Ah ! vous permettrez, n'est-ce pas ? dit-elle en le regardant fixement. Vous les ferez reconduire au village avec des traîneaux de poste. Vous prendrez cela sur vous, colonel ?

Palkine avait compris qu'il ne lui restait qu'à obéir. Il grinça les dents, mais répondit :

— Je suis à vos ordres, madame.

Alors elle pria un des colons d'aller à la recherche du postillon, et de lui enjoindre, au nom du colonel, de ne pas dételer les chevaux. Palkine était dompté ; il acquiesça d'un signe.

<sup>4</sup> Ces magasins sont d'ordinaire laissés à la surveillance de colons faisant spécialement ce service ; mais les Sibériens, apathiques de nature, et confiants dans la solitude, exercent fort négligemment cette surveillance.

Un quart d'heure après, Palkine, Tatiana, Wladimir et un colon étaient installés dans la voiture. Tatiana, qui, pendant l'attente, s'était efforcée de paraître toujours dans les mêmes relations amicales avec le gendarme, pour ne pas inquiéter son mari, mais que cette dissimulation avait fait horriblement souffrir, dit alors :

— La nature reprend ses droits... Je suis exténuée... Permettez-moi de dormir un peu.

Elle ferma les yeux et fit semblant de sommeiller. De son côté, Palkine prétextait la présence du colon pour ne pas adresser la parole au comte. Les cinq verstes furent parcourues en silence. A trois heures du matin on arriva à la station de poste; la grande route s'apercevait, large et bien tracée. Tout danger était écarté. Alors Tatiana embrassa son mari et prit congé de lui; puis les chevaux furent remplacés par d'autres, le postillon fut relevé par un camarade de la station, et la comtesse s'assit de nouveau à côté du gendarme.

Un brouillard blanchâtre emprisonnait les rayons du soleil levant, qui, derrière ce brouillard, produit de la liquéfaction de toutes les particules de vapeur contenues dans l'air et figées par le froid, semblait un météore livide et aqueux. Au-dessus de cette brume, le ciel parut, d'abord écarlate, puis doré; enfin il prit l'éclat de l'argent, et se remplit de millions de cristaux microscopiques flottant comme des rubis. Le lit de l'Angara gelé, la vallée, les forêts de sapins, et une grande partie des montagnes qu'on apercevait à l'horizon, étaient baignés dans le même brouillard blanc et immobile.

Au pied de ces montagnes est la ville d'Irkoutsk.

La voiture de Tatiana s'apprêtait à descendre dans le lit du fleuve, et l'œil des voyageurs pouvait déjà distinguer, derrière une petite colline boisée, plusieurs clochers et un dôme s'élevant au-dessus de pins et de mélèzes couverts de frimas. C'est le monastère de Saint-Irkoutsk, situé au bord du fleuve, à quelques verstes de la ville.

L'Angara fait une courbe au pied du monastère, pour aller, sans autres déviations, baigner les murs du chef-lieu de la Sibérie orientale. L'aspect d'Irkoutsk est imposant. Des murailles crénelées entourent la ville d'une enceinte régulière. Au-dessus des habitations s'élèvent une foule de dômes, de tours et de clochers. Tout cela était entouré de collines blanches de neige et recouvertes d'une forêt de sapins qui faisaient ressembler ces collines à de larges manteaux de magistrats.

Tatiana regardait le paysage, et le bonheur qu'elle éprouvait de toucher enfin au but de son voyage lui faisait presque oublier les périls et les peines qu'elle venait de traverser. Depuis la station de poste, Palkine n'avait pas desserré les dents; sa figure, toujours sombre, s'était rembrunie davantage; il s'était enveloppé dans sa pelisse,

avait tourné la tête du côté opposé à celui où se trouvait sa compagne, et il sembla, tout le temps du trajet, examiner les dessins bizarres que sa respiration congelée avait formés sur la vitre.

La voiture dépassa les murs du monastère, et Irkoutsk, disséminé sur plusieurs collines, apparut dans sa splendeur.

Palkine sembla prendre tout à coup son parti. Il dit à la comtesse :

— Pardonnez-moi, madame. Je ne savais ce que je faisais ; j'étais fou, j'étais coupable. Pardonnez-moi.

Tatiana tressaillit ; elle se retourna vivement, et le regard qu'elle lança au colonel était tellement méprisant, que celui-ci baissa la tête.

— Madame, continua-t-il d'une voix humble, je ne cherche pas à m'excuser ; je sais que je mérite votre mépris et votre colère ; mais je me repens, croyez-moi !... Est-ce le froid, l'eau-de-vie que j'ai bue chez le stanovoï qui m'aura monté à la tête ?... je suis devenu fou. Si je vous adresse en ce moment la parole, c'est pour vous dire que je désire réparer mes torts... Ne vous détournes pas, madame, et laissez-moi achever ! Je veux vous servir, et j'espère racheter par mon dévouement à venir le moment de honteuse folie auquel j'ai succombé. Dans l'administration, madame, nous formons une sorte de franc-maçonnerie. Le stanovoï m'a obéi, vous l'avez vu, et cependant il s'agissait de commettre un crime. Je fermerais, moi, les yeux sur une mauvaise action commise par un de mes chefs, ou même par un fonctionnaire élevé d'une autre administration. Soyez circonspecte avec le gouverneur ; il vous sacrifiera toujours à M. Schelm, son chef occulte au ministère. Je me suis chargé de votre pétition, que je vais transmettre directement au comte Orloff. Je commets là une grave infraction à la camaraderie des fonctionnaires ; j'attaque un des nôtres, et surtout un de ceux dont les attributions ressemblent le plus aux miennes. N'importe, je vous l'ai promis, je le ferai !... Pour vous prouver mon repentir, madame, je vous accompagnerai, si vous daignez me le permettre, chez le gouverneur. Là, j'appuierai votre demande. Mais croyez-moi, ne parlez au gouverneur ni de l'innocence de votre mari, ni du papier que j'ai entre les mains, surtout avant d'avoir obtenu ce que vous demandez et avant que la pétition ne soit partie. Vous habitez Irkoutsk, madame, et moi je serai dans la ville. Il ne me sera probablement pas permis de jamais, vous approcher, et je me courbe sous votre mépris ; mais en toute occasion vous pouvez compter sur moi... Transmettez-moi vos ordres, et je m'y conformerai... Peut-être mon dévouement et mon obéissance vous feront-ils un jour, sinon pardonner, du moins oublier mon crime.



Les intonations du colonel étaient humbles et persuasives. Tatiana sentait bien que le concours du gendarme serait indispensable à son mari. Elle avait été tellement atteinte cependant dans son orgueil, dans sa délicatesse de grande dame, qu'elle ne put se résoudre à répondre ainsi que le lui ordonnait la prudence.

— C'est bien, monsieur, dit-elle durement. Nous verrons. Je suis obligée d'accepter encore vos services, car je ne puis faire autrement. Mais, je vous prie, abstenez-vous, autant qu'il vous sera possible, de me parler. Vous m'avez trop cruellement offensée pour que je vous pardonne aussi aisément.

Il s'inclina :

— Madame, je me conformerai à votre volonté. Je ne vous adresserai la parole que quand vous daignerez m'interroger ou me donner vos ordres.

Cette humilité toucha Tatiana.

— Je ne puis m'empêcher de vous être reconnaissante pour tout ce que vous aviez fait pour moi jusque-là ; mais la confiance a disparu entre nous.

Il baisa la frange de sa fourrure :

— Merci, madame, dit-il, de me parler encore ainsi. Je ne mérite pas votre bonté ; mais vous verrez ! vous n'aurez pas d'esclave plus obéissant que moi ; ma vie se passera à vous servir et à me faire pardonner !

Le traîneau s'engouffrait sous la porte massive d'Irkoutsk.

— Un dernier conseil, madame, dit Palkine. Aussitôt après l'audience du gouverneur, ne perdez pas une heure, une minute, et retournez auprès de votre mari. D'ailleurs, j'assisterai à l'entrevue, et je vous ferai précéder par un gendarme ! Mais, croyez-moi, ne perdez pas une minute.

— Oh ! c'est mon intention.

Ils ne se parlèrent plus, et cinq minutes après, le traîneau s'arrêtait devant le palais Kousnetzoff, qui sert d'habitation aux gouverneurs de la Sibérie orientale.

De retour au village, Wladimir avait montré au stanovoi le mot par lequel Palkine expliquait son absence prolongée. Le fonctionnaire l'avait reçu poliment, mais avec froideur, et lui avait donné la permission de rester dans sa cabane. Là, l'exilé trouva le docteur Haas qui dormait sur un amas de peaux. Wladimir était excessivement fatigué ; il se jeta sur une couchette de bois qui lui servait de lit et s'endormit bientôt profondément.

Il était nuit quand il fut réveillé par un bruit extraordinaire. Il

ouvrit les yeux : sa chambre était pleine de cosaques, et la femme du stanovoï était à leur tête. Au pied du lit, le docteur, une hache à la main, tenait en respect les assaillants.

— Vous ne toucherez pas, moi vivant, un cheveu de sa tête! criait-il. Je réponds de lui!

— Saisissez-le, criait de son côté Caroline; vous lui donnerez cinq cents coups de lanière! Quant à celui-là, dit-elle en désignant Haas, vous pouvez le tuer; il est en rébellion ouverte contre l'autorité du tzar! Sus! sus!

Les cosaques allaient s'élancer, quand la porte s'ouvrit, et le stanovoï apparut pâle et haletant.

— Arrêtez! cria-t-il. Le colon Wladimir est libre de se rendre à Irkoutsk!

Les cosaques, habitués à obéir aux ordres de Caroline peut-être plus qu'à ceux du stanovoï, hésitèrent. Caroline avait perdu la tête:

— Non! non! hurlait-elle; cinq cents coups de lanière!

Mais le fonctionnaire la saisit par le bras :

— Ah ça! dit-il, êtes-vous folle? Un gendarme vient de m'apporter l'ordre de remettre le colon Lanine à sa femme, qui arrive à l'instant, munie d'une autorisation du gouverneur. Vous voulez donc ma perte et la vôtre?

Il s'inclina devant Wladimir et Haas :

— Excusez-moi, messieurs, dit-il; excusez surtout ma femme, qui est folle parfois.

— Oh! rugit Caroline. Vous aussi!

— Taisez-vous, pour Dieu! dit le stanovoï à l'oreille de sa femme. Plus tard, vous pourrez vous venger, je vous le promets! Pour le moment, silence!... Monsieur Wladimir, ajouta-t-il à voix haute, faites vos préparatifs. Le gouverneur vous permet de changer de résidence.

## XIX

### LE COURRIER DE SAINT-PÉTERSBOURG.

Deux mois s'étaient écoulés depuis le jour où Lanine avait, grâce à la présence d'esprit et au dévouement de la comtesse, échappé à la vengeance de la femme du stanovoï. Ces deux mois s'étaient écoulés sans aucun incident, et tous nos personnages avaient joui d'un calme relatif.

Tatiana avait loué une des plus belles maisons d'Irkoutsk, et elle s'y était installée avec le docteur Haas, Akoulina Ivanovna et Hélène.

La loi s'opposant absolument à ce que Wladimir habitât la ville, un village situé dans la banlieue d'Irkoutsk lui avait été assigné pour résidence obligatoire. Mais Wladimir passait toutes ses journées chez sa femme, car le gouverneur général, homme doux et humain, fermait les yeux sur cette infraction à la loi générale. Le gouverneur avait été saisi d'admiration pour le dévouement de Tatiana, et il devint le plus chaud protecteur de la noble femme.

Palkine habitait aussi la capitale, et Popoff lui servait de secrétaire. Le gendarme ne laissait aucune liberté à l'ex-employé du ministère de l'intérieur. Depuis l'heureuse journée où il lui avait été permis d'accompagner sa mère et sa fiancée, Popoff ne put jamais parvenir à les revoir ouvertement.

— Je veux bien, lui avait dit le colonel, t'épargner les souffrances de l'exil à Nertschink, et je veux bien t'attacher à ma personne, car tu es actif et intelligent; mais il m'est impossible de te laisser ta liberté d'action. La moindre imprudence pourrait te coûter cher, et moi-même je risque une réprimande, car j'outrepasse mes droits en te gardant ici.

Popoff s'était résigné, en attendant des temps meilleurs : il vivait dans l'intérieur de la maison du chef des gendarmes, sans jamais en sortir. Cependant il n'était pas excessivement malheureux, car Hélène venait le visiter de temps en temps. Palkine, qui se doutait de ces visites, laissait faire, probablement dans un but secret.

Le gendarme avait tenu parole au stanovoï. Sous un prétexte quelconque, le Capitaine ispravnik d'Irkoutsk avait été appelé à d'autres fonctions, et sa place fut donnée au stanovoï Padlesky. L'ancien chef de Lanine vint à Irkoutsk, et, par un hasard étrange, il loua la maison voisine de celle où s'était installée Tatiana.

Le drame auquel nous faisons assister nos lecteurs semblait donc fini.

Nous sommes à la fin de mars, et le froid est excessif. Un brouillard blanc enveloppe comme d'un suaire la ville d'Irkoutsk, et le thermomètre marque 45 degrés. Palkine est assis dans son cabinet, et il décachette force lettres que le courrier d'Europe, arrivé la veille, lui avait apportées. Popoff, debout devant lui, attend ses ordres.

— Le chef des gendarmes a reçu la lettre par laquelle je lui annonce mon installation, disait Palkine. Je lui ai envoyé un courrier spécial : il a fait diligence. Le gouverneur doit avoir, de son côté, reçu des lettres de Schelm, car le rapport du gouverneur de Cazan a eu le temps d'arriver à la connaissance du chef de la chancellerie. La lutte va commencer. Je te parie que je serai reçu ce soir au palais Kousnetzoff comme un chien dans un jeu de quilles ! Il sera impossible à Schelm de rien entreprendre contre moi avant quelque temps

d'ici; il n'est pas mon chef immédiat, et heureusement il est forcé de se contenter d'intriguer. Mais il ne faut plus perdre de temps. Je n'ai pas encore envoyé la pétition de Lanine, car je compte toujours sur toi. Voyons, Popoff, je te parle franchement : tu as des preuves contre Schelm? tu me l'as donné à entendre.

Popoff se défiait beaucoup moins du colonel, depuis qu'il vivait avec lui et qu'il en était bien traité. Cependant il ne voulut pas encore se livrer complètement.

— Si je possède quelque chose, répondit-il, je ne m'en servirai que pour sauver mon protecteur, pour me sauver moi-même, ou pour me venger. Or, colonel, si je me fie à vous, qui me garantissez que vous ne me tromperez pas encore cette fois? Deux puissants personnages comme vous et M. Schelm s'arrangeront toujours, et les petits seront sacrifiés...

— Mais, imbécile, dit Palkine, ne t'ai-je pas prouvé ma bonne volonté?

Popoff secoua la tête :

— Excusez-moi, dit-il, mais vous pouvez avoir vos idées là-dessus, et moi, si je livre les preuves que je possède...

— Tu en possèdes donc? tu avoues! s'écria Palkine.

Popoff se mordit les lèvres. Mais il s'était trop avancé pour reculer : il voulut atténuer la gravité de ses confidences :

— J'ignore, dit-il, si ce sont des preuves bien concluantes. Je me suis, il est vrai, gardé une arme contre mon ancien chef; mais, colonel, ajouta-t-il d'une voix ferme, je vous connais trop, tous autant que vous êtes, pour me fier à vous... Personnellement, je vous crois un très-brave homme — pardon, si je vous le dis avec cette franchise! — mais, collectivement, la gendarmerie a des obligations...

— Où veux-tu en venir?

— A ceci : je ne livrerai l'arme que je possède qu'au comte ou à la comtesse Lanine, à personne autre! Comme vous me défendez de les voir...

— Hé! que ne parlais-tu plus tôt?... Lanine est moins défiant que toi. Rien de plus juste. Je te permettrai de sortir un de ces jours... Donne rendez-vous à Lanine et remets-lui tes preuves. Seulement, tu lui diras que j'en ai besoin.

— Oh! certainement! Si le comte consent, vous aurez entre les mains, contre M. Schelm, une arme terrible, car je la garde...

— Tu l'as donc sur toi... ici? s'écria le gendarme.

Popoff comprit qu'il s'était fourvoyé une deuxième fois.

— Non, non, balbutia-t-il; seulement, je sais où elle est.

— Ah!... Peu importe!... Voyons. Il faut, je te l'ai dit, user de

précautions, car je ne suis pas en règle vis-à-vis des autorités à ton endroit; et si le gouverneur devient mon ennemi... Je te donnerai un jour quelques heures de liberté... Ta fiancée vient de temps en temps ici ?

— Colonel, je vous assure!

— Imbécile! dit Palkine avec un paternel sourire, ne mens pas! je sais tout!... Tu vois bien que je ne suis pas si méchant!

Popoff ne put s'empêcher de remercier le gendarme. Cet homme le traitait avec humanité et douceur, et tous les jours le secrétaire voyait ses préventions contre lui diminuer et se changer en un sentiment de reconnaissance.

— Lanine n'est jamais à sa résidence, qui se trouve dans un des villages de la banlieue d'Irkoutsk, Pokroff. C'est la dernière cabane du village. Tu pourras t'y rendre dimanche... c'est le jour où la surveillance se ralentit. Ta fiancée viendra bien te visiter d'ici à dimanche. Elle prévendra la comtesse, pour qu'elle dise à son mari de l'attendre à la tombée de la nuit. Il serait trop dangereux qu'on te voie entrer dans la maison de la comtesse; voilà pourquoi je t'indique la résidence de Lanine pour lieu de rendez-vous.

— Vous avez raison.

— Par exemple, comme je suppose que Schelm aura envoyé des instructions au gouverneur, il est nécessaire que ta fiancée cesse ses visites à l'avenir. Il faudra t'y résigner. Quand on veut atteindre un but, il faut savoir souffrir.

— Colonel, je me conformerai à vos ordres : Hélène ne reviendra plus.

— Tu crois cela? Tu ne connais pas les femmes : elles aiment à faire précisément ce qui leur est défendu... Causez bien ensemble la première fois qu'elle viendra, et dites-vous ensuite adieu pour quelque temps; car, je te l'ai dit, la lutte entre Schelm et moi va commencer, et je ne veux pas lui donner prise sur moi... Je prendrai mes dispositions pour que ta fiancée ne revienne plus ici... Maintenant que tout est convenu, travaillons!... Il faut écrire à tous les officiers du cercle de gendarmerie la circulaire que voici, et que l'on m'envoie de Saint-Petersbourg.

Popoff s'inclina et commença son travail, pendant que le gendarme continuait à lire sa correspondance.

Presque à la même heure, Wladimir longeait la rue où se trouvait la maison habitée par Tatiana. L'aspect du comte avait complètement changé : il portait le costume d'un riche propriétaire sibérien : fourrure d'ours, bonnet de zibeline. Il était visible que les

autorités lui laissaient sa liberté d'action, que personne ne songeait à le chicaner ni sur sa tenue, ni sur sa manière de vivre, et que l'exil en Sibérie avait cessé d'être pour lui une peine disciplinaire. Il allait droit devant lui, le nez au vent, les mains dans les poches.

Soudain, un élégant traîneau entra dans la rue, venant d'une voie latérale. Wladimir reconnut le gouverneur général de la Sibérie orientale, accompagné d'un de ses aides de camp. Wladimir avançait toujours; il fut bientôt à côté de la voiture, et, selon l'usage et la consigne, il salua le gouverneur en ôtant son bonnet. Le général lui fit de la main signe d'approcher, et ordonna au cocher d'arrêter. Wladimir obéit.

— Colon Lanine, dit le gouverneur d'un ton sévère, pourquoi êtes-vous en ville aujourd'hui?

Wladimir fut étonné de cette sévérité, à laquelle il n'était pas habitué.

— Mais, Excellence, répondit-il, je croyais...

— Vous ne devez pas abuser de l'indulgence que l'on vous témoigne ici... Votre résidence est à Pokroff; vous ne devez pas vous en absenter sans permission! Avez-vous votre permission?

— Excellence!...

— Cette fois, je n'insiste pas; mais à l'avenir, faites attention à vos actes! Vous êtes un homme dangereux!

— Je suis innocent!... essaya-t-il de dire.

Le gouverneur l'interrompit en fronçant le sourcil:

— Ah! ne recommencez pas!... J'ai reçu de Saint-Petersbourg des ordres qui vous concernent, et en haut lieu on parle de tout autre chose que de votre innocence... Je vous conseille d'être plus circonspect, si vous ne voulez pas me voir forcé d'user de sévérité envers vous.

Wladimir, stupéfait de se voir traité ainsi par le gouverneur, qui lui avait toujours témoigné de l'amitié, avait l'air tellement contristé, que le général en eut pitié:

— Mon cher ami, dit-il à l'aide de camp, soyez assez bon pour aller jusque chez le marchand Lapteff, lui dire qu'il vienne au palais: j'ai besoin de lui parler à propos de la fête que je veux donner à la fin de l'hiver. Il demeure dans la rue Bazarnoï, je crois. Je vous attends ici... Allez, et faites vite!

L'aide de camp comprit que le général désirait l'éloigner: il descendit du traîneau. Wladimir voulait continuer son chemin; mais le général lui fit signe de demeurer.

— J'ai été obligé de vous parler ainsi, mon cher comte, dit-il alors, car j'ai reçu des ordres très-sévères à votre endroit. Ce matin

m'est venue de Saint-Petersbourg une lettre écrite tout entière de la main de M. Schelm, chef de la chancellerie au ministère de l'intérieur. Cette lettre vous concerne. Il m'est enjoint de vous traiter avec la plus grande rigueur, et de sévir cruellement à la moindre infraction aux lois disciplinaires.

— M. Schelm! voulut dire Wladimir; mais c'est mon ennemi!... c'est celui...

— Chut! dit le gouverneur... Je ne dois même pas écouter ces choses-là. Ces mots prononcés par vous sont déjà un crime... Je ne sais si vous êtes innocent ou coupable, et cela ne me regarde pas. Je dois cependant avouer que votre manière d'être n'est pas celle d'un criminel bien endurci. J'ai du respect pour votre femme et de la sympathie pour vous, voilà pourquoi je vous préviens. A l'avenir, si vous venez en ville, fuyez-moi comme la peste; car si je vous y rencontre, je me verrai forcé de sévir. En second lieu, mettez-vous bien avec vos chefs immédiats, l'ispravnick et le stanovoï, car je ne pourrai plus vous protéger contre eux. Ceci entendu, excusez-moi auprès de la comtesse, que je ne pourrai plus voir à l'avenir, et soyez excessivement prudent... Adieu.

— Excellence, ne m'abandonnez pas! Je suis innocent.

— Je n'y puis rien. Je suis fonctionnaire, et obligé d'obéir aux ordres reçus. Il ne m'appartient pas de discuter votre culpabilité ou votre innocence. Si vous m'y obligez, je sévirai à contre-cœur, mais je sévirai. Tenez-vous-le pour dit.

L'aide de camp réapparaissait, sortant de la maison du marchand Lapteff. Le gouverneur fit à Wladimir un signe de congé, et le traîneau continua son chemin.

Le comte resta au milieu de la rue comme frappé de la foudre. Il s'était bercé, depuis deux mois, d'espérances qu'il voyait s'envoler comme de la fumée. L'indulgence du gouverneur, la politesse prévenante du chef des gendarmes — que Wladimir interprétait à son avantage, car Tatiana lui avait fait mystère de la scène de la forêt — tout cela lui paraissait être le signe infailible d'un retour aux jours meilleurs. Il croyait sa pétition partie, et il espérait à tout moment voir son innocence proclamée. Les paroles du gouverneur le replongèrent dans le désespoir. Il demeura quelques secondes immobile et pensif; puis, se frappant le front, il s'achemina résolument vers la maison occupée par sa femme.

Tatiana l'attendait pour déjeuner. Ce coup inattendu avait tellement bouleversé les traits de l'exilé, que Tatiana s'en aperçut aussitôt.

— Bon Dieu! Wladimir, demanda-t-elle, qu'avez-vous?

— Ce que j'ai, répondit Wladimir, dont l'aspect était farouche,

j'ai que c'est un enfer, que je ne veux plus courber la tête sous l'injustice, car il est inutile de compter sur l'équité des puissants de ce monde!

— Vous m'effrayez, Wladimir!

— C'est fini. L'ostracisme qui pèse sur moi est manifeste. Nous n'avions qu'un misérable ennemi, cet ispravnik que le démon avait mis sur mes traces; eh bien, Tatiana, maintenant, cet homme que nous méprisons, il nous faudra nous incliner devant lui. Le général a reçu des lettres de Saint-Petersbourg. La rancune de Schelm nous poursuit jusqu'ici. Le gouverneur doit s'incliner devant les ordres de plus fort que lui. Il m'a chargé de l'excuser auprès de vous, car il ne pourra plus vous recevoir! Quant à moi, je redeviens le colon Wladimir, soumis à toutes les rigueurs de l'exil disciplinaire et à toutes les tracasseries des employés subalternes!

— O mon Dieu!... Mais ce gendarme, cette pétition?

— Ce gendarme est un fonctionnaire comme les autres! Il a pu se croire un homme pendant un mois; maintenant il est redevenu l'automate dont les mouvements sont dirigés par un fil tenu à Saint-Petersbourg par une main invisible. Ou il n'a pas envoyé la pétition, ou bien il aura reçu une réponse qui le force à l'inaction, sinon à l'hostilité. C'est vraiment, quand on voit ces choses-là, à s'en insurger, non contre Sa Majesté, mais contre le système qui nous régit!

Tatiana était pensive.

— Le gouverneur, dit-elle, cet homme si sensible, si équitable, si bon, est devenu, lui aussi, votre ennemi?

— Il m'a conservé sa bienveillance, mais il est obligé d'exécuter des ordres supérieurs. Non, voyez-vous, Tatiana, je ne pourrai obtenir justice! je suis seul, et, bien qu'innocent, trop faible vis-à-vis de cette franc-maçonnerie de fonctionnaires! Assez comme cela! Espérant dans l'équité du gouvernement, je me suis jusqu'à présent refusé à toutes les ouvertures qui m'ont été faites pour prendre part à une conspiration des exilés dont le but est de se délivrer à force ouverte du joug qui pèse sur eux. Les autres conjurés sont plus ou moins coupables. Fort de mon entière innocence, j'attendais, calme, que la lumière se fît; j'ai attendu deux ans. Assez!

— Que voulez-vous faire? interrompit Tatiana, effrayée de l'exaltation de son mari.

— Il existe dans la région de la Sibérie orientale toute une vaste organisation d'exilés. Ils sont soumis à une administration régulière, et ils se choisissent un chef tout-puissant. Leur but est de s'affranchir de la domination russe, de se frayer par la force un chemin à travers la terre des Herbes et l'empire du Milieu, vers des pays li-



bres et civilisés, où la férule du tzar ne puisse plus les atteindre. L'hiver, quand le lac Baikal est pris par les glaces, quand, au milieu de cette immense nappe d'eau gelée, l'œil de l'autorité ne peut plus les surveiller, ils se réunissent dans une île déserte, et là, ils mûrissent tout un plan de révolte et d'affranchissement. Je connaissais l'existence de cette association depuis six mois, car depuis six mois on m'a proposé d'en faire partie. Je n'ai pas accepté, parce que, me sachant innocent, je ne voulais pas devenir coupable; et je ne vous en ai jamais parlé, car ce n'était pas mon secret. Aujourd'hui que tout espoir de réhabilitation est perdu pour moi, je me décide... On ne veut pas me rendre justice, je me la rendrai moi-même! Ah! je les connais bien, mes compatriotes en place! Ils vous disent: « Attendez, espérez! Par votre conduite, montrez au gouvernement votre repentir; on agira pour vous, et un jour... peut-être... » J'ai attendu deux ans!... On meurt comme cela à la peine, et ensuite on réhabilite votre mémoire. « Quel dommage, dit-on alors, qu'un homme pareil ait été si cruellement atteint! » Et on indemnise les parents éloignés pour la misère de l'homme mort d'un accès de désespoir! Non, Tatiana, je n'ai aucune disposition au martyre; et vous, belle et sainte, je ne veux pas vous rendre la vie...

— Mais, mon Wladimir, interrompit Tatiana, je suis heureuse ici. Cette intimité que vous rêviez jadis, ne l'avons-nous pas? Qu'importe que ce soit à Irkoutsk ou à Paris?... Nous vivons l'un par l'autre.

— Oui. Et au lieu des adulations du monde, on vous fait dire qu'on ne peut plus vous voir! Est-ce pour cela que vous avez uni votre sort au mien? Non, Tatiana, je suis décidé. Dans mon village, là-bas, dans la banlieue, des malheureux, atteints par la loi, rêvent tous de la délivrance. Ils sont tous initiés au complot. Demain, je leur dirai que je veux être des leurs; ils m'accepteront. Vous êtes riche, Tatiana, vous leur apporterez de l'argent dont ils ont besoin... Je vous dis cela, parce que je connais votre cœur, et que votre fortune, vous l'emploierez, je l'espère...

Elle l'interrompt tristement :

— Hélas! Wladimir, avec ce seul mot vous me fermez la bouche! J'avais des objections à faire; maintenant je n'en ai plus.

— Quelles objections? demanda-t-il.

— Oh! non, elles n'existent plus! Je ne veux pas qu'une seule seconde l'idée vous vienne de douter de moi!... Cela vous est arrivé une fois, et nous en sommes trop cruellement châtiés pour recommencer!... D'ailleurs, dit-elle, pensive, peut-être avez-vous raison. La justice du monde est telle, qu'on ne la rend ordinairement qu'à ceux qui n'en ont plus besoin. Agissez, je vous aiderai de toutes mes

forces. J'ai encore, vous le savez, près d'un million de roubles. Mon père possède, de son côté, le double de cette somme... Dépensez donc tout sans crainte!... Une fois de l'autre côté de la frontière, nous aurons de quoi vivre.

Elle l'attira vers elle et l'embrassa sur le front :

— Allez à la conquête de votre liberté, puisque vous ne pouvez l'obtenir par la voie légale. Je vous suivrai partout.

Il se mit à genoux :

— Je remercie Dieu tous les jours de m'avoir donné une femme comme vous ! C'est la consolation et c'est l'espérance. Je serais mort sans vous !... Mais, ajouta-t-il en se relevant, c'est justement pour cela que je ne veux pas que vous vous flétrissiez plus longtemps dans ces parages maudits ! Tatiana, vous ne me verrez probablement pas de deux jours : je vais de ce pas à ma résidence, et dès demain je commence à agir.

— Que Dieu vous garde et vous conduise ! dit-elle.

— Vous, pendant ces jours, qui vous défendra ? Je ne suis pas un protecteur bien puissant, sous ma veste de colon dégradé, ajouta-t-il avec un triste sourire, mais...

A ce moment on gratta à la porte :

— Madame, le déjeuner va être froid, dit la voix du docteur Haas.

## XX

### LE LAC BAÏKAL.

A soixante verstes environ d'Irkoutsk, s'étend le lac Baïkal, appelé par les Russes et par les indigènes Mer sainte, une des plus grandes accumulations d'eau douce qui existent sur la terre. Le lac Baïkal sépare le bassin de l'énisseï de celui de l'Amour. C'est la limite naturelle de l'empire chinois et de l'empire russe ; mais cette limite a été franchie depuis longtemps par le « flot du Nord, » dénomination donnée aux Russes par les Anglais ; les possessions du tzar s'étendent loin au delà.

L'Angara s'échappe en bouillonnant du lac, et la route qui mène d'Irkoutsk au Baïkal longe le fleuve. Là où l'onde de l'Angara se confond avec celle du lac, s'élève une masse de rochers autour desquels les eaux bouillonnent et grondent. Ces roches sont connues sous le nom de Schaman-Kamen. Au delà, on aperçoit la vaste nappe du Baïkal, qui s'étend à soixante lieues, jusqu'au pied de l'Amour-Daria, dont le sommet est couvert de neiges éternelles.

Le Schaman-Kamen est considéré comme sacré par les habitants du pays, et les Russes eux-mêmes, superstitieux à l'excès, le révèrent. Le Christ, disent-ils, a visité cette partie de l'Asie, et il a gravi le Kamen. Après avoir béni le pays septentrional, il s'est tourné vers le nord, et, levant le bras, il s'est écrié : « Là-bas, il n'y a rien ! » En effet, la Daourie transbalkienne est peut-être le pays le plus stérile de l'univers.

Le lac Baïkal a plusieurs îles. Olkhon en est la plus grande. A quelques verstes d'Olkhon se trouvent des rochers, grands comme des îlots, qui sont séparés par un détroit de la grande île. L'été, ils sont inaccessibles ; les vagues du lac les battent avec un bruit effroyable, et leurs côtes escarpées et rocheuses en rendent l'abord impossible même aux plus légères embarcations. Noirs et sinistres, ils semblent les repaires de quelques génies du lac, malfaisants et hostiles à la race humaine. L'hiver, l'aspect général du Baïkal change complètement. L'eau noirâtre et houleuse se transforme, à cette époque de l'année, en un champ de blocs blancs, verts et bleus, dont les silhouettes étincelantes, projetées sur l'azur sombre d'un ciel étoilé, font songer à des scènes inconnues où des spectres rangés en bataille s'apprêtent à quelque adoration ou à quelque lutte mystérieuse. Ces blocs sont là par milliers : les uns lourds comme vingt baleines, les autres effilés en lames de rasoir ou pointus comme des aiguilles, opaques ou transparents, couchés, debout, ou inclinés vers tous les points de l'horizon, pareils à des sépulcres d'un *campo santo* bouleversé, et qui aurait vomi ses cadavres.

L'hiver, la traversée du lac Baïkal peut se faire en traineau. La glace est tellement épaisse (3 à 4 mètres), qu'une armée entière, avec ses bagages et son artillerie, pourrait le traverser sans le moindre danger. Mais quand, pour la première fois, on se risque sur cette mer solidifiée, on frissonne involontairement en entendant sous ses pieds des bruits étranges, tantôt éclatants et métalliques comme le son de quelque instrument de musique, tantôt sourds et voilés comme des soupirs de géant. Puis, parfois, on sent la glace trembler sous une seule et immense oscillation, comme si les eaux, captives sous leur enveloppe durcie, se soulevaient au fond des abîmes pour rompre les voûtes qui pèsent sur elles. On croit sentir le choc de chaque flot, à mesure qu'il vient frapper la glace sous les pieds : il y a, semble-t-il, dans le monde liquide enfermé là-dessous, toute une tempête soulevée par un vent surnaturel, et les bruits cavernaux que vous entendez vous paraissent les plaintes des damnés aux portes de l'enfer.

Le plus grand des îlots qui précède Olkhon forme un rocher triangulaire qui s'avance un peu en aval des autres. Cet îlot n'a pas de

nom ; mais la caverne formée dans son intérieur est connue dans toute la région du Baikal sous la dénomination de la gorge du *Schaman* (gorge du Sorcier). Les blocs qui l'entourent se serrent autour de cet ilot, ainsi que des palissades autour d'un bastion. Ils sont presque tous blancs, et leur aspect devient plus uniforme ; ils ressemblent à de gigantesques champignons. Sur la paroi du roc et dans ses anfractuosités, des éclaboussures solidifiées, grandes parfois comme des cascades, ressortent en blanc sur le noir de la pierre, comme les ossements de quelque animal antédiluvien. C'est l'écume des vagues qui, projetée sur les rochers pendant la dernière tempête, a été saisie et gelée avant d'avoir eu le temps de retomber. Ces blocs, ces cascades, ces stalactites, semblent autant de sentinelles qui gardent la caverne de Schaman. Le dédale inextricable, la colonnade irrégulière qu'ils forment, et qui fait ressembler ce point du lac à un temple dédié à quelque culte inconnu, présentent un spectacle grandiose et terrifiant.

Il fait nuit : les blocs scintillent dans l'obscurité comme des diamants monstrueux, et éclairent de leurs facettes l'immensité gelée du Baikal. Le froid est terrible : *Trescoutchii moroz* (une gelée qui grince), disent les Sibériens. Un traîneau attelé de trois rennes s'approche rapidement de la caverne du Schaman. Les rennes semblent connaître leur route ; ils se frayent un chemin entre les glaçons, obliquant tantôt à droite, tantôt à gauche, et ne ralentissent jamais leur marche. Deux hommes, littéralement enveloppés dans leur fourrure, sont assis dans le traîneau. Ils ne se parlent pas : par le froid, et allant à toute vitesse, ce serait complètement impossible ; le vent glacé refoule les paroles dans la gorge. Le traîneau fut bientôt au milieu du premier rang des glaçons qui entouraient la caverne d'une ligne presque régulière. Derrière cette ligne, d'autres blocs de glace, et derrière ces blocs, d'autres rennes montrant leurs têtes ornées d'un bois mousseux et flexible. Il y avait des hommes dans la caverne de Schaman ; si sobres qu'ils soient, les rennes n'ont rien à brouter sur le lac Baikal pendant l'hiver, et la solitude est complète au-dessus de cette eau gelée, car nul animal, nul insecte ne saurait y trouver sa subsistance. Le traîneau s'arrêta devant l'entrée de la caverne, qu'on eût prise pour le péristyle de quelque palais maudit. Les deux hommes descendirent et entrèrent sous la voûte. Les rennes, abandonnés à eux-mêmes, se couchèrent sur la glace en soufflant.

Les voyageurs marchèrent quelques instants, et se trouvèrent bientôt dans la caverne. De tous les côtés de la voûte, des stalactites de glace pendaient, en formant des pics renversés, presque tous

d'égale grandeur et d'égale grosseur. Des torches éclairaient la crypte, et, en se projetant sur les glaçons, leur donnaient toutes les couleurs du prisme. Le rayonnement des stalactites, se croisant avec la flamme des torches, formait une illumination étrange et féerique. Vingt hommes étaient réunis là. C'étaient tous des colons. Ils portaient la casaque fourrée de peau de renne, et leurs capuchons étaient rabattus sur leur figure.

Il faisait chaud dans l'intérieur de la caverne, et les nouveaux venus enlevèrent les masques qui garantissaient leurs visages.

— Nous voici arrivés, dit alors un des voyageurs à son compagnon, qui n'était autre que le comte Lanine.

— Comment, répondit Wladimir, pas d'autres précautions ! Vous vous réunissez ainsi, sans sentinelles ! Vous m'admettez parmi vous sans questions, sans serment, et nul ici parmi vous ne sait même qui je suis !

— L'immensité du lac Baïkal, la superstition du peuple éloignent de nous tout danger. Nul Sibérien, sauf quelques sauvages, chasseurs de zibeline, n'oserait se risquer la nuit à la caverne de Schaman. Les autorités supérieures ne viendront pas, par un froid pareil, nous rechercher dans ces solitudes. D'ailleurs, nous avons des sentinelles : d'abord les rennes, qui, à l'approche d'un étranger, souffleront comme des phoques, puis deux de nos amis toungouses qui surveillent les alentours. Mais c'est excès de prudence : nous sommes en pleine sécurité. Vous n'êtes pas habitué à la vie du désert, et vous n'avez rien entendu, n'est-ce pas ?

— Non.

— Nous avons été cependant signalés... Je suis connu. Quand vous avez voulu être des nôtres, c'est vers moi qu'on vous a envoyé, parce que je suis le chef de tous les colons de la banlieue d'Irkoutsk... Je vous amène, donc je réponds de vous. Les frères du lac, d'ailleurs, ont déjà été avisés de mon arrivée avec un étranger.

— Mais, dit Wladimir, c'est toute une organisation, cela !... Comment avez-vous pu, sous l'œil des autorités, soumis aux lois disciplinaires, vous organiser ainsi ?

— Nous devons tout cela à un seul homme !... Jadis, nous nous plaignions, nous souffrions et nous désespérions : il est venu, et il a mis dans nos âmes le courage, dans nos cœurs l'espérance !

— Quel est cet homme ?

— Vous le connaîtrez tout à l'heure. Il n'est pas encore arrivé ; mais il viendra, car il est prévenu, et personne ne peut être admis parmi nous sans avoir été accepté par lui... Remarquez : il y a vingt

hommes ici, je connais tous ces hommes ; eh bien, avant l'arrivée du chef, aucun d'eux ne s'approchera de nous, personne ne nous parlera... C'est la règle.

Effectivement, les deux nouveaux venus étaient séparés du reste des assistants, qui, silencieux et masqués, étaient réunis en groupe dans le fond de la caverne.

— Cette obéissance est admirable, dit Wladimir. Ce doit être un homme supérieur, que votre chef !

— Depuis longtemps déjà, il est d'usage en Sibérie que chaque district de colons se choisisse un chef qui est reconnu tel par le gouvernement. Il est chargé de recevoir nos demandes, nos réclamations ; il est, en un mot, l'intermédiaire entre nous et l'autorité. Hélas ! ce titre est dérisoire ; nos réclamations et nos doléances ne sont jamais écoutées. Nous n'avons même pas le droit de nous plaindre, tandis que le chef, lui, peut du moins adresser légalement la parole à un représentant de l'autorité supérieure, ce qui nous est strictement défendu.

— Comment, vous ne pouvez pas vous plaindre à un inspecteur, à...

— On voit bien, comte, interrompit le colon avec amertume, que vous avez été toujours privilégié. Vous ne connaissez pas encore toute l'étendue de votre malheur ! Non, un déporté n'a pas le droit de se plaindre ; il ne peut adresser la parole à personne autre qu'à son chef immédiat ; il est hors la loi. Le chef des colons seul peut, sinon parler, du moins gémir. Ce gémissement est rarement entendu ; car s'il lui arrive d'élever la note et de formuler une plainte, cette hardiesse peut lui coûter cher.

— Mon Dieu ! mais c'est horrible !

— C'est comme cela. Le tzar est juste, ses ministres sont sévères. Les employés supérieurs sont durs, mais les inférieurs ! oh ! les inférieurs sont des monstres, des tyrans !

— Oh ! juste, le tzar !

— Oui. Je ne le dis pas par crainte : ici, personne ne peut m'entendre ; et d'ailleurs, il est plus dangereux, en Sibérie, de dire du mal d'un stanovoï que de Dieu et du tzar. L'empereur ignore notre sort : il croit se débarrasser de ceux qui le gênent, en les envoyant au loin ; mais il croit qu'ils y sont bien traités. Les autorités permettent l'usage de l'élection d'un chef qui maintient, même parmi les déportés, l'idée de la hiérarchie et de la souveraineté. Nous avions, au commencement de l'année passée, pour chef, le vieux comte T..., un des exilés de 1826. C'était un homme usé par la douleur, et que les souffrances avaient rendu pusillanime. Il n'osait éle-

ver la voix, car vingt années d'esclavage avaient débilité son âme. Le comte habitait un village de la banlieue d'Irkoutsk, et ma résidence était alors dans ce village. Nous avions pour stanovoï un ancien officier qui, quand il n'était pas ivre, était sous la dépendance de sa femme, une vieille mégère allemande. Cet homme est actuellement ispravnik d'Irkoutsk.

— Je le connais, dit Wladimir. Eh bien?

— En ce temps-là, arriva au village un nouvel exilé, un homme énergique et intelligent, déporté pour avoir osé conspirer contre le tzar! C'était le chef d'une immense conspiration qui avait donné à la Sibérie onze habitants de plus. Qu'est-ce que cette conspiration? nous l'ignorons, car jamais cet homme n'en parlait. Il était sombre et pensif. Bientôt nous pûmes apprécier tous son intelligence et son initiative; il se rendit utile à tout le monde, et tout le monde l'estima. Quelques semaines après son installation parmi nous, il arriva ceci. La femme du stanovoï prit en grippe un pauvre jeune homme de bonne famille, exilé ici pour avoir fait des vers contre un ministre. On ne le trouva pas un soir à sa résidence. Le lendemain, nous vîmes passer un cadavre!... Le stanovoï, ivre, poussé par sa femme, lui avait fait donner cinq cents coups de lanière! L'enfant ne put supporter cette torture : il mourut pendant le supplice. A quelques jours de là, le gouverneur passa par le village. Un prince était né dans la famille impériale; il y avait une amnistie partielle, et le gouverneur venait l'annoncer à ceux qu'elle atteignait. Le jeune poète était du nombre. L'indignation nous étouffait, et nous pressions tous le comte T... de faire sa réclamation. Le comte n'osait pas. Le gouverneur est un homme doux et humain, et cependant la loi est tellement inexorable, et nous savions si bien ce qui attendait celui qui oserait prendre la parole, que nous nous regardions tous, frémissant de douleur, mais sans oser bouger. Alors cet homme dont je vous parle, ce chef d'une conspiration inconnue, perça les rangs et s'avança vers le gouverneur. Le stanovoï disait justement que le jeune poète était mort. Notre camarade l'interrompit et parla. Nous l'écoutions bouche bée. Il était audacieux et persuasif; il attendrissait, effrayait et menaçait à la fois. Il prononça tout un discours. Le stanovoï était livide. Le gouverneur, étonné, écoutait sans interrompre. Cela dura un quart d'heure. « J'ai fini, dit alors cet homme. Si Sa Majesté nous juge dignes de la mort, nous n'avons qu'à courber la tête! Qu'elle nous fasse juger et exécuter! Mais ceci s'appelle un assassinat! Au nom de mes camarades, Excellence, je vous demande justice contre l'assassin! » C'était plus que de l'audace, c'était de la témérité. Le gouverneur avait froncé le sourcil; il ne ré-

pondit rien et rentra dans la maison du stanovoï... Le soir même, nous avons changé de chef : le stanovoï était mis en disponibilité... Mais nous avons aussi perdu un camarade : l'audacieux déporté avait été envoyé dans une autre résidence.

— Comment, en disponibilité?... il est encore...

— Oh ! interrompit le colon, ces gens-là retombent toujours sur leurs pattes ! Nous avons depuis changé de gouverneur. Le nouveau chef d'Irkoutsk ne connaissait pas les antécédents du misérable... Mais je reviens à mon histoire. Il faut bien que je vous explique notre organisation. Sur ces entrefaites, le comte T... mourut. Dans sa nouvelle résidence, l'audace, l'énergie, l'intelligence du nouveau déporté s'étaient bien vite dévoilées. On ne parlait que de lui parmi tous les colons. Il fut élu pour succéder au comte ; il y a de cela six mois. Alors un plan gigantesque, qu'il nourrissait depuis le jour de sa condamnation...

A ce moment, deux hommes apparurent à l'entrée de la caverne. L'un était Tjenar-Kous, l'autre, son compagnon européen.

Ce dernier, en entrant, rejeta son capuchon, et ses traits énergiques furent éclairés par la lumière d'une torche.

— Müller ! s'écria Wladimir.

Le chasseur tressaillit de tout son corps :

— Wladimir ! murmura-t-il.

Puis tout à coup il étendit la main, et, s'adressant aux exilés réunis dans la crypte :

— Vous tous, sortez d'ici ! laissez-moi seul avec cet homme ! ordonna-t-il.

Son geste était tellement imposant et sa voix si impérieuse, que les exilés, comme poussés par une force surnaturelle, obéirent sans prononcer une parole. La colère, le mépris, l'étonnement, confondus dans l'âme de Wladimir, l'avaient rendu inconscient. Il regardait Müller avec des yeux dilatés par la surprise ; mais il ne trouvait pas en lui de termes suffisants pour exprimer les sentiments tumultueux qui se pressaient dans son cœur.

Les deux anciens amis restèrent seuls dans cette caverne de glace, illuminée par la lueur des torches de goudron qui projetaient leur lumière sanglante sur les traits pâles de Lanine et sur ceux, plus pâles encore, de Müller.

Alors le Courlandais fléchit lentement le genou et courba la tête :

— Pardon ! oh ! pardon ! murmura-t-il.

Wladimir regarda cet homme incliné devant lui, et ne répondit rien.



— C'est-à-dire, continua Müller, je n'ose même pas te demander pardon, et tu ne peux pas me pardonner! Non, ce que je te prie de faire, ce que je te demande à genoux, c'est de m'écouter! Tu me tueras après, si tu veux.

Lanine secoua la tête; il répondit d'une voix basse, mais où perçait le plus sanglant mépris :

— Non, certes, Müller, je ne te tuerais pas. Parle, je t'écoute... Je suis curieux d'entendre ta défense.

— Oh! je ne me défendrai pas, répondit Müller, qui se releva. L'action que j'ai commise est telle, que je ne sais pas si mon âme trouvera des accents pour s'en excuser au tribunal de la suprême miséricorde.

— Que veux-tu de moi, alors?

— Te demander grâce pour eux! Écoute, je m'expliquerai plus tard! Voici ce qui s'est passé. J'avais faim et j'étais désespéré. Schelm m'offrit la tranquillité, le repos et l'abondance. Il voulait m'acheter. Il me donnait tout cela; moi, je te livrais en revanche. Je me révoltai, j'hésitai longtemps. Oh! tu ne sais pas combien de temps j'hésitai! J'étais en pleine conspiration, que je n'étais pas encore complètement décidé. Puis... connais-tu ce sentiment? Sais-tu ce que c'est que l'exaltation de la réussite? Les événements s'accumulent, s'accumulent; ils marchent, ils se dénouent. Vous en voyez la fin; c'est vous qui les conduisez; c'est vous qui êtes la clef de voûte. Le frisson vous saisit alors; vous marchez, vous marchez, et vous ne savez où vous allez : à l'infamie? à la misère? ou à l'apogée de la gloire?... vous l'ignorez; vous ne connaissez que le but, que le point blanc qui apparaît toujours à vos yeux dans l'horizon noir. Ce but, cette infamie ou cette sublimité, c'est votre œuvre, c'est votre enfant. Les mots perdent leur sens, le bien se confond avec le mal. Vous ne savez plus ce que vous faites; vous bâtissez, vous élevez, vous devenez architecte. C'est ainsi que deux mois durant j'ai été conspirateur convaincu. Je rêvais de ma conspiration; je l'ai organisée. Alors j'ai causé une vingtième fois avec Schelm, et j'ai vu qu'il me fallait redevenir son agent provocateur, car ma conspiration, connue de la police, était devenue impossible. Je le suis redevenu. Avec une volupté âpre que tu ne comprendras jamais, j'ai poursuivi mon œuvre de ténèbres; j'ai tout oublié dans la lutte : le monde, toi, Dieu, l'honneur! Je veux réussir, je réussirai! me disais-je. Chaque pièce apportée à mon échafaudage, et apportée par moi, remplissait mon cœur d'allégresse. J'arrivai!... Devines-tu le sentiment de l'homme qui se sent des facultés intellectuelles puissantes, et qui a toujours vécu soumis à des médiocrités? Je me voyais chef, dispensateur; j'é-

tais aveugle, fou, et j'allais toujours en avant, et je bâtissais bien, et j'étais fier, et j'étais rayonnant, et j'oubliais que je commettais un crime!

Wladimir frissonnait. Müller s'était exalté peu à peu ; sa voix vibrante, et se répercutant contre les voûtes de la caverne, éclatait comme une fanfare. La nature douce de Lanine frémissait d'horreur.

— Müller, disait Wladimir, tu m'effrayes ! Ce n'est plus du mépris, de la rancune, que j'éprouve contre toi... J'ai peur !

Un éclair de triomphe brilla dans l'œil du Courlandais ; mais cet éclair s'éteignit aussitôt.

— Eh bien, oui, je t'ai trahi ; oui, je suis un misérable ! Quand je tissais ma trame, sais-tu le sentiment qui m'animait ? sais-tu que, quand je songeais, en dinant avec toi, qu'un jour tu connaîtrais ma trahison, je ne tremblais pas ? sais-tu la réponse que je voulais faire, du haut de ma force brutale, à tes reproches à venir ? « Ah ! ah ! avais-je l'intention de te dire en me frottant les mains, avoue que j'ai bien mené l'intrigue ! »

— O Müller !

— Oui, mais après, dans ma solitude, là-bas et ici, quand je restai seul avec moi-même, le remords s'empara de moi. Alors, le bruit des flots de la Néva, qui gémissaient en battant les murs de la forteresse, me semblait ta voix... Ton cachot était auprès du mien, et le fleuve était du côté opposé ; n'importe, je croyais toujours entendre des gémissements venir de ta prison. Puis, en Sibérie, les mugissements du vent me semblaient une plainte sortie de ta gorge ; une femme qui passait dans la savane et qui descendait son chemin, je croyais que c'était ta femme ! Mon remords s'est incarné en toi. J'avais oublié le colonel, et l'enfant, et tous ceux que j'ai envoyés en Sibérie, pour ne songer qu'à toi, à toi, mon ami, mon protecteur dans l'infortune, que j'avais si indignement trahi ! Alors cette fièvre d'échafaudage s'est emparée de moi pour la troisième fois. Je réparerai ce que j'ai fait, me suis-je dit ; je le réhabiliterai !... Qu'es-tu, toi ? un innocent qui souffre ; tu n'es ni dangereux ni véritablement désespéré ; je suis, moi, un coupable qui se repent, un homme de bien qui a commis une infamie, et qui a été trompé par son mauvais génie !... Je veux me venger, je veux racheter mon crime. Je soulèverai des montagnes ! Cet acharnement, cette persistance que j'ai employés à te perdre, je les mets à ton service, Wladimir. J'ai conçu là-bas un plan gigantesque d'infamie ; j'ai été trompé par Schelm !... comprends-tu cela ? ajouta-t-il en grinçant les dents, trompé !

Wladimir était terrifié. Cet homme qui avait brisé son existence

lui apparaissait, non pas infâme et méprisable, comme sa pensée le lui avait tant de fois représenté, mais terrible, et presque grand dans son infamie. Il était étonné de la profondeur de ses vues, et il se prenait même à plaindre cette nature énergique qui n'avait pas trouvé un hasard favorable pour développer ses facultés. Ce fut d'une voix émue et avec un regard bienveillant, qu'il lui répondit :

— Vois-tu, Müller, j'ai songé souvent à toi dans mes veillées et au milieu de mes travaux, sur ma couchette ~~ou~~ dans la forêt. Un sentiment de vengeance grondait dans mon cœur. Puis, tu sais, je suis une nature douce et froide, et toutes ces luttes ne sont pas faites pour moi... Je me sentais, avant-hier encore, heureux ici : ~~ma~~ femme est venue me rejoindre...

— La comtesse est ici ! interrompit Müller. Oh ! mes remords ne m'avaient donc pas trompé !

— Oui, elle habite Irkoutsk... J'étais heureux, vivant tranquille auprès d'elle, oublié — du moins je le croyais — de mes persécuteurs ! Mon âme t'avait pardonné... à toi ! Je crois que Schelm lui-même était sorti de ma mémoire... Et puis, soudain, une lettre venue de Saint-Petersbourg m'a appris que, si j'oubliais ici, on ne m'oubliait pas là-bas ! Si la victime avait pardonné, le bourreau ne voulait pas pardonner le mal qu'il avait fait. Alors je me suis révolté... je suis venu... Je comprends que tu veuilles te venger de Schelm, car...

— Schelm ! dit Müller. Qu'est-ce que Schelm ? un ver que j'écraserai avec les autres ! Non, ce n'est pas contre Schelm que je vais lutter ! je veux renverser notre société entière, cette société qui protège les grands et qui persécute les petits ; qui est toujours du parti du plus fort ; qui force un homme comme moi à devenir espion ou chef de brigands ! Je me taillerai quelque part — sera-ce dans l'empire du Fils du Ciel ou dans celui du tzar, je l'ignore encore ? — tout un royaume ! L'espace ne manque pas ici. Puis, j'irai là-bas fort et riche, par conséquent puissant et respecté, et là-bas, je deviendrai un justicier !... Quand je serai parvenu, par une série de crimes, à être quelqu'un, je deviendrai bon... Mais, pour tout cela, Wladimir, il faut que ta figure douce ne me poursuive pas pendant mes nuits sans sommeil ! Il faut que tu m'aides à réparer la seule infamie inutile que j'ai commise dans ma vie... Il faut que tu me fasses grâce !

Il s'agenouilla une deuxième fois :

— Pardonne-moi, Wladimir ; tends-moi ta main, pour que je la baise, et ne me regarde pas avec tes yeux si doux, qu'ils en deviennent implacables !

— Oh! moi, Müller, je t'ai pardonné; et puisque je te rencontre là où je venais chercher un appui, et que tu me donnes cet appui, si tu ne me hais pas pour m'avoir trahi, moi, je ne te hais pas... Mon cœur n'a pas de fiel, tu le sais!

— Oui, mais j'ai été si coupable envers toi!... Tu sais, ces gens qui me reconnaissent pour leur chef, je leur ai dit que j'avais été traître et espion.

— Tu leur as dit...

— Tout!... Ne valait-il pas mieux avouer soi-même, et se draper dans son crime, que d'attendre d'être démasqué par quelqu'un de ceux que ma trahison a envoyés ici?... Je leur ai dit qu'un ami a été sacrifié par moi!... Tu ne le croiras pas : cette audace est une des causes principales de mon influence sur eux! Oh! je connais bien les hommes : c'est mauvais et c'est lâche! Ils respectent un assassin vivant, pour adorer un martyr après sa mort!... Wladimir, je mets devant toi mon cœur à nu. Me pardonnes-tu encore?

— Je te plains et j'ai peur de toi, Müller, mais aucune pensée de haine n'a place dans mon cœur... Tiens, voici ma main!

Le Courlandais se redressa alors, et cria d'une voix de tonnerre :

— Vous tous, entrez ici!

De sa taille gigantesque il dominait Lanine, sur l'épaule duquel il appuya sa main. Il semblait le protecteur de cet homme mince et pâle. Les colons envahirent la crypte.

— Cet homme, dit Müller, est celui que j'ai trahi!... Ma vie, mon sang, mon âme, lui appartiennent. Vous avez juré tous de m'obéir et de vous sacrifier pour moi! Devant Dieu et devant la liberté, moi je jure d'employer ma vie à son service! Mes frères, cet homme doit vous être dix fois, cent fois plus sacré que moi! Jurez de le défendre et de le protéger! Jurez de vous serrer tous autour de lui à son premier appel. Jurez, vous, les persécutés et les proscrits, de devenir les protecteurs de cet autre proscrit, qui cesse de l'être dès ce jour.

Wladimir, ému et attendri, s'appuya contre Müller, en lui souriant.

Quand un créancier loue son débiteur, ou quand la victime embrasse le bourreau, on se dit : « Cet homme est donc bien bon ou bien puissant, pour que ceux-là même à qui il a fait du mal l'adulent ou le ménagent! » Les colons connaissaient l'histoire de Müller : toute leur admiration fut pour le Courlandais; Wladimir ne récolta que de la compassion.

— Nous le jurons! crièrent-ils à l'unisson.

Müller alla alors à celui qui avait amené Lanine, et lui serra la main :

— Merci, frère Ivan, vous qui êtes un de mes aides les plus intelligents et les plus dévoués!... Vous avez facilité ma tâche. Dès aujourd'hui, les spectres ne me poursuivront plus, et je serai tout entier à mon œuvre!

Tout à coup, le Courlandais aperçut Tjenar-Kous, qui était au milieu des colons :

— Nous avons mêlé notre sang ensemble, dit-il au Tougouse... J'ai vis-à-vis de cet homme, continua-t-il en désignant Lanine, une dette de sang. Frère Tjenar, je te demande ta protection et celle de tes sujets pour le comte Wladimir Lanine.

Le Tougouse s'inclina et répondit :

— C'est ton droit, frère!... Tjenar-Kous payera ta dette de sang, s'il le faut!

— Merci, ami!... Maintenant, à l'œuvre, et travaillons à notre délivrance!

Les colons se réunirent en groupe, et la séance nocturne commença.

Prince JOSEPH LUBOMIRSKI.

La suite prochainement

---

# LES ORACLES SIBYLLINS<sup>1</sup>

---

Il y a trois catégories d'oracles sibyllins.

La première comprend les oracles qui ont eu cours dans les colonies grecques d'Asie Mineure, peut-être dès le dixième siècle avant notre ère. Ils furent une des sources de la poésie homérique et constituèrent la plus ancienne littérature grecque, au sortir des âges héroïques. L'incendie du Capitole, survenu l'an 671 de Rome, pendant la guerre Sociale, détruisit la collection d'oracles, venus de Cumès et de la Grande-Grèce aux temps des rois. Les vers sibyllins, qui sont passés en grand nombre dans l'*Illiade* et l'*Odyssee*, s'il faut en croire la tradition, sont les seuls débris parvenus jusqu'à nous de ces anciens oracles ; malheureusement, il nous est impossible de les distinguer de la masse des autres vers.

La seconde catégorie est formée d'oracles provenant de juifs hellénistes d'Alexandrie. Ils ont été composés dans le cours des deux siècles qui ont précédé notre ère, et durant les trois premiers quarts du siècle qui commence à la naissance de Jésus-Christ.

<sup>1</sup> *Oracula sibyllina*, par Ch. Alexandre. 2<sup>e</sup> édition. Paris, 1869. — *Excursus ad Orac. sibyl.*, par le même. — *Les Oracles sibyllins*, de J. H. Friedlieb. Leipzig, 1852. — Deux dissertations sur les Chants sibyllins, de Richard Volkmann. Stettin, 1854 et 1861. — *Origine, nature et valeur des Livres sibyllins*, par H. Ewald. Göttingue, 1858. — Les articles de M. Ed. Reuss, dans la *Revue de théologie* de Strasbourg, avril et mai 1861. — *De Sibyllis*, par Arth. Wolynski. Paris. — *Rapports des Romains avec les Juifs*, par M. A. Bonnetty. 2 vol. in-8°. Paris, 1867. Voir surtout le premier volume, page 430 et suiv. — *Les Dieux de l'ancienne Rome*, par Preller, trad. de Dietz. Paris, 1866. — *Histoire des colonies grecques*, par Raoul Rochette, 4 vol. in-8°. Paris, 1815. — *Histoire romaine* de Niebuhr, 7 vol. in-8°. Paris et Strasbourg, 1830 à 1840. — *Dictionnaire des apocryphes*, collection de M. l'abbé Migne. 2 vol. — Le texte du livre d'Énoch en langue éthiopienne, publié par M. Dilmann. Leipzig, 1851. — *Le Chant de la sibylle hébraïque*, texte grec et traduction française, par M. l'abbé Blanc. Paris, 1869. — Les deux fascicules parus du grand *Dictionnaire des Antiquités grecques et romaines*, par MM. Saglio et Daremberg, à l'article *Alphabetum*, signé par M. François Lenormant. — *Fouilles et découvertes*, par M. Beulé, 2 vol. in-8°. Paris, 1872.

Il ne sera question dans cette étude que de ces deux premières catégories d'oracles.

La troisième est formée par des oracles écrits par des chrétiens, depuis la moitié du premier siècle de notre ère jusqu'à la fin du troisième.

Les douze livres de la collection éditée par M. Ch. Alexandre, après de longues et savantes recherches, dont les résultats sont aujourd'hui universellement acceptés, réunissent tout ce qui nous reste des oracles appartenant soit à la sibylle hébraïque, soit à la sibylle chrétienne.

# I

Environ quatre cents ans avant l'ère chrétienne, il existait à Rome, dans un temple bâti par les Tarquins et dédié à Jupiter Capitolin, une chambre souterraine, où l'on gardait une collection d'anciennes prophéties. Deux personnages (duumvirs), formant collège, étaient préposés à leur conservation. Suivant la tradition, le collège des duumvirs remontait à la fondation du temple lui-même, commencé en 583, par Tarquin l'Ancien, achevé, soixante et onze ans plus tard, par Tarquin le Superbe, durant une guerre contre les Sabins.

Il y avait une antique légende sur l'origine des prophéties.

Un jour, une femme inconnue, qui n'était autre que la sibylle de Cumès ou la sibylle érythrénne, apporta au roi Tarquin l'Ancien neuf livres d'oracles dont elle demanda trois cents philippes d'or. Le roi n'avait pas le goût des livres ou ne soupçonnait guère la valeur du trésor qu'on lui offrait ; il trouva le prix exorbitant et tourna en ridicule cette femme, qu'il traita de folle. L'inconnue, sans s'émouvoir, sans daigner faire effort pour convaincre le prince, jeta au feu devant lui trois des livres, et demanda qu'on lui payât toujours le même prix pour les six qui restaient. Tarquin continuait à se moquer d'une pareille prétention, lorsque la sibylle ayant brûlé trois autres livres et n'ayant rien rabattu du prix qu'elle avait fixé d'abord, il s'étonna de cette persévérance et donna les trois cents philippes d'or. Il venait, à son insu, d'acquiescer des prophéties qui intéressaient la destinée du peuple romain. Il s'empressa de les déposer dans le temple de Jupiter<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> C'est Virgile qui attribue ce fait à la sibylle de Cumès. D'après le mythographe découvert par le cardinal Angelo Mai (*Clas. auctores*, III, p. 118), Varro, contrairement au texte cité par Lactance (*Divin. Instit.*, lib. I, cap. vi), l'attribuait, paraît-il, à la sibylle érythrénne.

Ce précieux dépôt s'accrut plus tard d'un volume qui fut trouvé dans des circonstances devenues également légendaires. Dans un trou profond du lit de l'Anio, un affluent du Tibre, on trouva une statue de femme tenant en main un volume de prophéties, que le sénat transporta à Rome et qu'il enferma dans la chambre souterraine du temple de Jupiter Capitolin, à côté des oracles sibyllins de Cumes ou d'Érythrée. La statue fut découverte dans la partie du fleuve qui traversait la ville de Tibur, l'une des plus antiques cités du Latium, et l'on rejoignit les deux légendes en supposant que la statue était celle d'une sibylle dont le culte s'établit à Tibur et rivalisa d'éclat avec celui des dieux<sup>1</sup>.

Quoi qu'il en soit du fond plus ou moins grand de vérité que renferment ces légendes, un fait incontestable et d'une certitude historique absolue se dégage de l'existence très-antique du collège des duumvirs, transformé par la suite en décemvirat, puis en quindécemvirat, c'est la conservation, remontant à plus de quatre siècles avant notre ère, de prophéties déjà réputées anciennes et attribuées à des sibylles.

La réalité et l'antiquité de tels oracles sont confirmées d'ailleurs par le témoignage exprès des auteurs grecs.

Héraclite, qui vivait vers la fin du sixième siècle avant Jésus-Christ, dit, au rapport de Plutarque<sup>2</sup> : « La sibylle, de sa bouche délirante, fait entendre pendant mille ans, avec le secours du Dieu<sup>3</sup>, des paroles sombres, sans grâce et sans parure. »

Aristophane, dans sa pièce de *la Paix*, composée vers l'an 420 avant Jésus-Christ, établit ce dialogue entre ses personnages :

« *Hiérocès*. En vertu de quel ordre avez-vous offert un sacrifice aux Dieux? — *Trygée*. En vertu des paroles d'Homère. — *Hiérocès*. Je ne me souviens pas de cela; car la sibylle n'a point dit cela<sup>4</sup>. » Et quand Hiérocès demande à avoir part aux restes du sacrifice, on lui répond : « Mange la sibylle<sup>5</sup>. »

Vers la même époque, Platon, dans le dialogue qui porte le nom de *Phèdre*, prêtait à Stésichore ces paroles :

« Non, ce discours n'est point vrai; non, l'ami froid ne doit pas obtenir la préférence sur l'amant, par cela seul que l'un est dans son bon sens et l'autre en délire. Rien de mieux, s'il était démontré

<sup>1</sup> Varron, liv. IV; *Antiq. rerum divin.*

<sup>2</sup> Cet Héraclite pourrait bien être le grammairien, auteur d'un traité des *Choses merveilleuses*, plus jeune que le philosophe stoicien. Mais les témoignages qui suivent nous reportent avec certitude au cinquième siècle.

<sup>3</sup> Διὰ τὸν θεόν.

<sup>4</sup> Οὐ μετίζω τούτων · οὐ γὰρ ταῦτ' εἶπε Σίβυλλα. (Vers 1095.)

<sup>5</sup> Τὴν Σίβυλλαν ἐσθίε.



que le délire fût un mal ; au contraire, les plus grands biens nous arrivent par un délire inspiré des dieux. C'est dans le délire, que la prophétesse de Delphes et les prêtresses de Dodone ont rendu aux citoyens et aux États de la Grèce mille importants services ; desang-froid, elles ont fait fort peu de bien, ou même elles n'en ont point fait du tout. Parler ici de *la Sibylle* et de tous les prophètes qui, remplis d'une inspiration céleste, ont dans beaucoup de rencontres éclairé les hommes sur l'avenir, ce serait passer beaucoup de temps à dire ce que personne n'ignore<sup>1</sup>. »

Ce passage est d'une importance capitale pour l'histoire des antiques prophéties qui nous occupent ; il constate, en effet, premièrement, que les principaux sanctuaires de la Grèce primitive avaient pour organes des oracles rendus, soit à Delphes, soit à Dodone, soit, selon toute vraisemblance, à Délos et ailleurs, des femmes dont le nom variait suivant le dieu au culte duquel elles appartenaient ; secondement, que les prédictions de ces prophétesses avaient coutume d'intervenir dans les grands événements politiques, et exerçaient ainsi sur la destinée des États une influence suprême ; troisièmement, que, dès le cinquième siècle, il existait, sous le nom de *la Sibylle*, des oracles renommés.

Que cache ce nom ? Un personnage unique ou bien une collection de personnages enveloppés de mythes et de légendes ? On remarquera que Platon parle ici de *la Sibylle* et non pas *des sibylles*. Ailleurs, dans le dialogue qui porte le nom de *Théagès*, Platon fait dire à Socrate : « Sais-tu quel nom on donne à Bacis, à Sibylle et à notre compatriote Amphilitus ? — *Théagès*. Quel autre nom que celui de prophètes ? » On pourrait voir dans ce passage un commentaire du précédent, et conclure que Platon parle ici et là d'une prophétesse ayant porté le nom de Sibylle, qu'il assimile à d'autres prophètes tels que Bacis et Amphilitus. Où et quand aurait vécu Sibylle ? Platon ne le dit pas.

Très-peu de temps après Platon, nous trouvons un témoignage d'une haute valeur sur le même sujet, celui d'Aristote, qui parle ainsi *des sibylles* : « ... Parce que cette chaleur est près du siège de l'esprit, plusieurs sont sujets à des maladies du foie, ou brûlent d'un instinct lymphatique ; de là viennent les Sibylles, les Bacides et tous ceux que l'on croit inspirés d'un souffle divin<sup>2</sup>. » Aristote, à son tour, commente son illustre maître. Et son commentaire nous paraît signifier ceci :

Les Sibylles, les Bacides, etc., sont des catégories de personnes pré-

<sup>1</sup> *Phèdre*, trad. Cousin, t. VI, p. 43.

<sup>2</sup> *Χρημαδici. Théagès*, trad. Cousin, t. V, p. 245.

<sup>3</sup> *Les Problèmes*, § 57.

tendant à l'inspiration divine. Le nom que ces personnes prennent est donc générique ; toutefois il peut venir du nom d'un personnage réel et très-ancien.

De ces témoignages, il ressort qu'au temps d'Aristophane, de Platon et d'Aristote, il y avait en Grèce des prophéties célèbres et diverses d'origine ; et que, parmi elles, les oracles sibyllins, attribués à une prophétesse de Delphes, nommée Sibylle, ou à des prophétesses ayant depuis porté ce nom, jouissaient alors d'une grande réputation.

D'autres témoignages ou indices, qu'il serait superflu d'énumérer ici, nous permettent de remonter beaucoup plus haut dans le cours des âges, sans perdre la trace certaine des prophéties sibyllines. Nous arrivons ainsi jusqu'au huitième siècle avant notre ère, et nous constatons, avec M. Alexandre<sup>1</sup>, qu'à cette époque « un certain oracle, appelé depuis érythréen, avait cours dans l'Asie Mineure, en Éolide et en Ionie, et était attribué à la Sibylle. Les Érythréens, alors célèbres dans cette contrée par leur commerce et par leurs richesses, profitant de la signification ambiguë d'un vers<sup>2</sup>, s'approprièrent tout l'oracle, et firent, bon gré mal gré, la Sibylle leur concitoyenne. C'est ainsi qu'elle fut appelée érythréenne, et fut connue sous ce nom en Asie, en Grèce et jusque dans l'Italie. » En effet, Aristote rapporte « qu'il existe à Cumès une demeure souterraine de la Sibylle, où elle rend des oracles ; et l'on dit que cette sibylle a conservé sa virginité dans un âge fort avancé. C'est la sibylle érythréenne, ajoute le philosophe ; quelques habitants de l'Italie la nomment cuméenne ; d'autres, mélacrène<sup>3</sup>. »

## II

Les prophéties érythréennes avaient acquis leur réputation dans le monde grec avant le huitième siècle. Elles pouvaient, on le devine aisément, surgir de toutes les villes d'Asie, d'Italie, de la Hellade, où il y avait des sanctuaires fréquentés et en renom. Les imitations relativement modernes de ces vieux chants qui sont parvenues jusqu'à nous, laissent entrevoir leur signification générale. Ils parlaient sans doute des grands événements historiques passés et futurs ; ils donnaient aux cités et aux peuples des conseils et des avertissements ;

<sup>1</sup> *Orac. sibyl.*, t. II, p. 89.

<sup>2</sup> Ce lambeau de vers (*Erythra est ma patrie*) nous a été conservé par Pausanias, l. X, c. XIII.

<sup>3</sup> *Des Choses merveilleuses.*

ils cherchaient surtout à inspirer le respect et la crainte des dieux; ils touchaient à la politique aussi bien qu'à la religion.

Les oracles durent prendre dans les colonies une importance particulière. Nous voyons, par le témoignage unanime des historiens, qu'il y eut toujours au début des émigrations helléniques un oracle pour guider et encourager les colons. Les émigrants prenaient au prytanée de la métropole le feu sacré qu'ils devaient transporter sur les rives étrangères. Mais cette pieuse cérémonie n'était que le complément des soins que l'on s'imposait pour rendre les Dieux propices à la cité naissante. Le premier et le plus important était de consulter l'oracle de Delphes ou de Dodone sur la destination qu'il convenait de donner à la colonie, ou, si le lieu de son établissement était désigné d'avance, sur la route qu'elle devait tenir et sur le chef aux mains duquel il fallait en confier la direction et la conduite<sup>1</sup>. C'était une formalité qui ne souffrait ni exception ni remise. Si quelquefois, et ce cas est infiniment rare, des chefs jugèrent à propos de s'en affranchir, l'opinion générale était qu'un pareil établissement, fondé sous de funestes auspices, entraînait infailliblement la ruine de tous ceux qui y avaient pris part. Hérodote accuse du mauvais succès d'une émigration le refus qu'avait fait le chef de consulter Apollon et de s'acquitter de toutes les obligations prescrites<sup>2</sup>. On marchait avec confiance sur les pas d'un chef auquel les dieux avaient annoncé des destins prospères. De là sans doute naquit la persuasion que les dieux eux-mêmes avaient daigné quelquefois prendre la conduite des expéditions qu'ils avaient conseillées<sup>3</sup>.

L'histoire atteste que le rôle des oracles fut immense dans la fondation des colonies<sup>4</sup>; on en tire cette conséquence très-fondée que l'autorité de ces prophéties dut grandir en même temps que la richesse et la puissance des cités grecques d'Asie, de l'Archipel, de l'Italie et de la Sicile. Tandis que la Grèce propre était en proie à des convulsions intestines ou écrasée par les oligarchies qui avaient succédé à la royauté des temps héroïques, les colonies, placées dans des conditions meilleures d'activité et d'indépendance, développèrent rapidement les germes de civilisation qu'elles avaient emportés de la mère-patrie : les institutions religieuses, et en particulier la foi aux oracles et le culte des divinités qui les rendaient, s'y produisirent avec plus d'énergie et d'éclat que dans la Hellade.

<sup>1</sup> Callimach, *Hymn. ad Apoll.* Pausanias, vii, 2, 5 Cicéron, *de Divinit.*; *Philipp.*, ii, 40.

<sup>2</sup> Οὗτε τῷ ἐν Δελφοῖς χρηστηρίῳ χρησάμενος, οὔτε ποιήσας οὐδὲν τῶν νομιζομένων. (Ibid. V, p. 42.)

<sup>3</sup> *Histoire des colonies grecques*, par R. Rochette, t. I<sup>er</sup>, p. 55 et suiv.

<sup>4</sup> Voir *Histoire grecque* de M. V. Duruy, p. 166 et suiv.

Les poèmes érythréens étaient évidemment rédigés en cette langue archaïque dont les chants d'Homère nous offrent de si parfaits modèles. Les plus anciens pourtant devaient être en dialecte éolien. Ils se transmirent d'abord oralement. Il semble probable que l'*Iliade* et l'*Odyssée* contiennent des passages entiers qui leur ont été empruntés<sup>1</sup>. Cette conjecture est confirmée par la forme et le style des imitations alexandrines des oracles érythréens.

L'histoire des oracles est donc intimement liée à celle de la Grèce primitive et puissante qui, du douzième au huitième siècle, déborde de toutes parts sur les rivages de la Méditerranée, couvre de cités florissantes les côtes d'Asie Mineure depuis l'Hellespont jusqu'à la Cilicie, remplit les îles, inonde la Sicile et l'Italie, et va porter sa gloire et ses lumières au fond des golfes les plus reculés des mers qui baignent la Gaule et l'Hespérie. L'oracle était l'étoile qui conduisait les flottilles des émigrants; il renfermait l'ordre des dieux; il avait le plus souvent suggéré cette audacieuse aventure. Les colons, arrivés au terme du voyage, bâtissaient une ville, élevaient un temple, et l'oracle devenait, en quelque sorte, la pierre angulaire du nouvel établissement. Dans les souvenirs et les traditions de la colonie, il était quelque chose comme l'étendard et le drapeau chez les peuples modernes : symbole national qui parlait du passé et de l'avenir, l'oracle protégeait la colonie et assurait ses destinées; il la guidait au péril et s'associait à ses triomphes.

L'époque la plus glorieuse pour la Hellade commence avec la seconde moitié du sixième siècle avant notre ère; c'est l'heure du déclin de la civilisation coloniale. Cette civilisation, très-remar-

<sup>1</sup> Nous verrons plus loin un sibylliste d'Alexandrie, imitant les prophéties érythréennes, accuser Homère de mensonge et de plagiat. C'était là, paraît-il, un vieux reproche, et presque traditionnel dans la littérature sibylline postérieure à l'âge des rhapsodes. En produisant ce reproche, le sibylliste juif donnait à ses vers une sorte de cachet d'authenticité. Nous n'hésitons pas à suivre en cela l'opinion de M. Alexandre, fondée sur le double témoignage de Diodore de Sicile et de Cornélius Bocchus, cité par Pline et par Solin. Diodore dit expressément que Homère a pris beaucoup de vers à la sibylle érythréenne ou de Delphes, pour en orner ses propres poèmes (Παρ' ἧς φασὶ καὶ τὸν ποιητὴν Ὅμηρον πολλὰ τῶν ἐκ τῶν σφεταρισμάτων κομῆσαι τὴν ἰδίαν ποιήσιν). Solin dit : « La sibylle de Delphes prophétisa avant la guerre de Troie, et Homère fit passer dans ses poèmes un grand nombre de vers sibyllins » (*Cujus versus plurimos Homerum operi suo inseruisse*). Si l'on peut révoquer en doute que les oracles érythréens aient été composés avant la guerre de Troie, on est autorisé à admettre que les plus anciens ont été composés moins d'un siècle après ce grand événement; qu'ils l'ont célébré à leur manière, c'est-à-dire en feignant de le prédire; qu'ils ont été une des sources, la principale peut-être, de la poésie homérique; qu'enfin ils ont constitué le premier de tous les monuments littéraires de la Grèce. (Voir Ch. Alexandre, édit. des *Orac. sibyll.* de 1859, p. 356.)

quable, n'est pas suffisamment connue et mérite d'attirer tous les efforts de la science moderne. Nous savons toutefois qu'elle eut son caractère propre; que ses arts, sa philosophie, sa religion se distinguent de ceux de la Grèce par un goût d'archaïsme, par une foi naïve, par des spéculations où le mysticisme et l'enthousiasme se mêlent aux conceptions d'un rationalisme réfléchi. Il y eut, dans cette première floraison d'une race belle et noble entre toutes, quelque chose de robuste, de chaud, de spontané qui ne se retrouve pas au même point dans le mouvement de la Hellade. La popularité des oracles exprime bien l'un des traits saillants de la civilisation coloniale : l'oracle n'est-il pas comme le trait d'union entre les dieux de l'Olympe et les fils des héros? N'est-il pas la poésie la mieux appropriée à ce peuple jeune et sincère, plein de sève et d'énergie?

Qu'on le remarque, les sanctuaires de la Hellade, qui avaient parlé avec tant de retentissement du douzième au huitième siècle, et avaient jeté à travers le monde, comme une poussière féconde, ces essaims de colons, étaient devenus presque muets au temps de Périclès, de Platon et de Phidias. Mais au temps de la plus grande prospérité de l'Éolide, de l'Ionie, de la Grande Grèce, les oracles furent en honneur et leur voix porta souvent aux barbares voisins la louange des dieux helléniques et la gloire de leurs adorateurs.

Apollon était le dieu prophète par excellence. C'est à Délos qu'il naquit, disent les poètes; c'est là que les hymnes homériques nous montrent l'un des plus anciens sanctuaires de la Grèce; c'est de là que partirent sans doute, à l'époque des grandes colonisations, vingt oracles fameux. On vient de retrouver dans l'île<sup>1</sup>, au sommet d'une montagne, le temple hypéthre d'Apollon Cynthien et la grotte aux prophéties, le *Manteion*, sorte de couloir gigantesque, taillé dans le roc par la nature; les vents s'y engouffrent avec des bruits étranges et formidables qui formaient à l'oracle un accompagnement solennel.

Il existait en Béotie une autre grotte célèbre, dont Plutarque<sup>2</sup> et Pausanias nous ont retracé les curieux mystères. La bouche de l'ancre était au fond d'une caverne. On y descendait la nuit, après de longues préparations et un examen rigoureux, à l'aide d'une échelle. A une certaine profondeur, il n'y avait plus qu'une étroite ouverture, par où l'on passait les pieds; alors on était entraîné

<sup>1</sup> Cette découverte est due aux indications de M. E. Burnouf, directeur de l'École française d'Athènes, et aux fouilles d'un des membres de l'École, M. Lebègue. (Voir, à ce sujet, les articles que nous avons publiés dans le *Journal officiel*.)

<sup>2</sup> Dans le *Génie de Socrate*.

avec une rapidité extrême jusqu'au fond du gouffre, au bord d'un abîme. Là, on entendait des sons effrayants, des mugissements confus et des voix qui, du milieu de ces bruits, répondaient aux questions; ou bien l'on voyait des apparitions étranges, des lueurs traversant les ténèbres, des images qui, elles aussi, étaient une réponse. On remontait, relancé la tête en bas, avec la même force et la même vitesse qu'en descendant. Les prêtres recommandaient de tenir dans chaque main des gâteaux de miel, qui avaient la vertu de garantir de la morsure des serpents dont l'autre était rempli; on voulait, en réalité, empêcher le consultant de reconnaître avec ses mains le ressort de toutes ces machines<sup>1</sup>.

A Dodone, au fond de l'Épire, au sein d'une forêt sacrée, trois prêtresses de Jupiter, pareilles aux druidesses celtiques, lisaient l'avenir dans le murmure des feuilles et le gémissement des branches, dans le bouillonnement d'une source qui jaillissait au pied du chêne prophétique, dans les bruits rendus par les vases d'airain suspendus autour du temple. On y consultait aussi les *sorts* tirés d'une urne au hasard. Nous sommes ici en présence de procédés divinatoires étrangers au culte national de la Grèce.

Mais à Delphes, nous allons retrouver le *Manteion* d'Apollon. Les réponses de l'oracle y étaient rendues par une femme, que l'on nommait *Pythie*, du surnom donné au Dieu à cause de sa victoire sur le serpent Python. La Pythie fut, dans l'origine, une jeune fille; plus tard, ce fut une femme âgée au moins de cinquante ans. Enfin, une seule pythie ne suffisant plus à l'immense affluence des pèlerins, on en établit trois. Ces malheureuses étaient traînées, languissantes, éperdues, vers une ouverture de la terre d'où s'échappaient certaines vapeurs. Là, assises sur un trépied où des prêtres les retenaient de force, elles recevaient l'exhalaison prophétique. On voyait leur visage pâlir, leurs membres s'agiter de mouvements convulsifs. D'abord, elles ne laissaient échapper que des plaintes et de longs gémissements; bientôt, les yeux étincelants, la bouche écumante, les cheveux hérissés, elles faisaient entendre, au milieu des hurlements de la douleur, des paroles entrecoupées, incohérentes, que l'on recueillait avec soin, et où l'on s'ingéniait à trouver un sens et une révélation de l'avenir.

Derrière cette mise en scène, il y avait quelque chose de grave : les prêtres, qui commentaient et interprétaient les paroles divines, étaient au courant de toutes les affaires des États, même des particuliers, grâce à l'immense concours des pèlerins; ils pouvaient donc par leurs réponses exercer une influence décisive sur les destinées

<sup>1</sup> *Histoire grecque* de M. Victor Duruy, p. 216 et suiv.

politiques des villes. On l'a déjà constaté souvent, dans les grands dangers de la Grèce, les oracles, malgré leur ambiguïté, furent toujours patriotiques et propres à relever les cœurs abattus.

Chaque sanctuaire illustre devenait, pour ainsi dire, une école où se formait avec le temps une sorte de littérature à la fois religieuse et politique. Le Dieu, suivant l'usage, prenait en chaque lieu un surnom spécial : à Delphes, on adorait Apollon Pythien ; à Délos, Apollon-Phœbus, le dieu du jour, qualifié de Cynthien ; en Éolide, à Cyme, selon toute vraisemblance, Apollon avait aussi son surnom ; et ses prophétesses, au lieu de se nommer pythies, s'appelaient sibylles. Ce mot est, en effet, éolien<sup>1</sup>. On conçoit donc que les divers oracles aient pu, à cause de leur provenance, s'appeler Pythiques, Cynthiens et Sibyllins. Les oracles sibyllins ont dû se confondre de bonne heure avec ceux de l'Ionie, auxquels Érythrée, comme nous l'avons vu, donna son nom.

Nous distinguons la poésie sibylline des oracles proprement dits. Les oracles étaient rendus pour des cas déterminés, dans des circonstances définies et s'adressaient soit aux particuliers, soit aux États ; c'étaient des réponses, d'ordinaire courtes et ambiguës, qui tenaient dans un, deux, trois ou quatre vers. Peut-être étaient-ils plus développés à l'origine, alors que la ferveur de la foi religieuse dispensait les prêtres d'envelopper leurs prédictions de nuages et de mystères. La poésie sibylline est autre chose : elle naît dans le secret du sanctuaire, d'une méditation soutenue, d'un enthousiasme en quelque sorte réfléchi, qui n'exclut ni la froide raison avec ses prévisions et ses calculs, ni les renseignements venus du dehors sur l'histoire et sur la politique des cités et des pays voisins ou lointains. Dans ces conditions, l'oracle s'allonge en petit poème, célèbre les grands événements du passé et de l'avenir, vante la gloire de tel ou tel Dieu, et perd le caractère individuel de l'oracle rendu en réponse. L'oracle-réponse fut le premier moule dans lequel le sacerdoce jeta ses inspirations et ses conseils ; le progrès des idées et des lumières fit surgir autour des sanctuaires en renom des écoles de poésie prophétique. C'est ainsi que l'histoire, à l'origine des sociétés helléniques, rapproche et confond dans un but commun, qui est l'enseignement des peuples, et sous une même autorité, qui est l'inspiration divine, le prêtre, le prophète et le poète. La poésie sibylline précéda la poésie épique ; Homère, à ce titre, est véritablement fils d'Apollon ; et les Rhapsodes tiennent autant du temple que de l'agora.

<sup>1</sup> Varron (*Antiquit. rerum divin.*, iv), cité par Lactance (*Divin. Inst.*, I, 6), dit que le mot sibylle est formé des deux mots *Σιός* (Θεός) et *βυλή* (βουλή) du dialecte éolien, et signifie *volonté divine*, comme *Θεοβουλία*. Varron a emprunté cette étymologie à un auteur ancien qu'il ne nomme pas.

## III

C'est une sibylle et non une pythie que nous trouvons à Cumes. Pourquoi? c'est que la ville de Cumes est fille de l'Éolide.

Les villes grecques de Chypre ne voulaient pas remonter moins haut que la guerre de Troie : prétention excessive, que beaucoup de colonies italiennes mettaient aussi en avant, sans plus de droit. Cumes seule pouvait se vanter de remonter au douzième<sup>1</sup> ou au onzième siècle. Suivant l'opinion la plus probable, elle fut fondée, en 1050, par des habitants de Chalcis en Eubée et de Cyme, la capitale de l'Éolide. Scymnus de Chio assure qu'elle fut fondée *d'abord* par des Chalcidiens, *ensuite* par des Éoliens<sup>2</sup>.

Cet auteur ajoute que les chefs de la colonie étaient convenus qu'elle appartiendrait à l'un des deux peuples, tandis que l'autre lui donnerait son nom. L'influence éolienne paraît avoir dominé à Cumes, si l'on en juge par ce fait important que l'alphabet qui y prévalut fut l'un des types principaux de celui que nous connaissons aujourd'hui sous le nom d'alphabet éolo-dorien.

Cumes fut la reine des colonies chalcidiennes de l'Italie, établies d'abord dans les îles Pythécuses, plus tard à Abella et à Nola. La plupart des villes chalcidiennes de cette contrée lui durent sans doute leur origine, son accroissement rapide ayant exigé bientôt qu'elle répandît hors de son sein la surabondance de ses habitants. Un de ses premiers établissements fut la ville, si célèbre depuis sous le nom de Néapolis, et qui portait alors celui de Palæopolis. La ville de Dicæarchia, appelée Puteoli (aujourd'hui Pouzzoles) par les Romains, fut aussi une des colonies de Cumes et lui servit dans l'origine de port et d'entrepôt de commerce<sup>3</sup>.

L'apogée de la puissance de Cumes se place du huitième au sixième siècle. Sans prétendre que sa domination se soit étendue au loin dans les terres, et qu'elle ait cherché à soumettre les dures peuplades italiotes qu'elle se contenta de refouler vers l'Apennin, nous admettons qu'elle joua durant cette période, en Italie, un rôle prépondérant, à cause de l'hégémonie qu'elle possédait sur les cités

<sup>1</sup> Raoul Rochette (*Hist. des colon. grecq.*, t. II, p. 100 et suiv.) place la fondation de Cumes au douzième siècle.

<sup>2</sup> Εὐμένης, πρότερον ἦν οἱ Χαλκιδεὺς ἀπὸ Κίμωνος  
Εἰς Ἄϊολοίαν...

<sup>3</sup> *Hist. des colon. grecq.*, t. III, p. 117 et suiv.



florissantes dont nous venons de parler, et qui la désignait, en cas de danger, comme le chef suprême de toutes les autres colonies grecques de l'Italie centrale.

Le danger ne vint pas des peuplades indigènes, cantonnées dans les montagnes et satisfaites de leur vie agricole et pastorale ; il vint des Étrusques, qui aspiraient comme les Grecs à la prépondérance maritime et commerciale. Les confédérations grecques résistèrent longtemps et avec avantage. Cette lutte ne nous est connue que par de vagues indications qui nous montrent des batailles acharnées se livrant entre Grecs et Étrusques sous les murs de Cumes et nous laissent entrevoir avec certitude le rôle important de l'antique cité éolienne. Les Étrusques eurent le dessus. Leur conquête ne tendait pas d'ailleurs à absorber les vaincus, mais à les englober dans l'une des trois confédérations qu'ils formèrent depuis l'Arno jusqu'à l'extrémité de la Campanie et qui comptaient environ quarante cités.

« Il n'est pas admissible que Rome, incapable alors de vaincre les Éques ou les Herniques, Rome, qui n'avait pu résister aux Sabins, ait pu lutter contre le courant supérieur d'une civilisation armée et d'une conquête bienfaisante. Rome fut englobée dans le mouvement étrusque. On lui laissa sa langue, sa nationalité, ses croyances ; elle fut gouvernée plutôt que dominée. Comme elle n'avait qu'une importance secondaire, les Étrusques s'en assurèrent au passage et allèrent plus loin. Aussi, ne peut-on entendre sans sourire le récit des annalistes romains qui nous montrent les rois étrusques devenus romains par l'adoption et conquérant toute l'Étrurie. Dans l'histoire romaine, l'expulsion des Étrusques de Rome coïncide avec la fin de la monarchie ; dans la réalité, il n'en est pas ainsi : l'influence et la suprématie politique de l'Étrurie ne cessent pas de si tôt<sup>1</sup> ; » on les retrouve encore persistantes à plus d'un siècle de distance. L'histoire romaine nous apprend du moins par analogie que les nombreuses villes d'origine grecque, Cumes en tête, vaincues par les Étrusques, conservèrent leur langue, leurs institutions, une grande partie de leur autonomie. Il'en résulta nécessairement une tendance persévérante, plus ou moins ouverte selon les circonstances, à se grouper entre elles. Il faut reconnaître que les liens relâchés du système fédéral des Étrusques, qui expliquent le peu de durée de leur suprématie, favorisaient cette tendance. Rome sut en profiter ; elle y trouva le premier instrument de son esprit de conquête ; ce fut le premier degré de sa grandeur.

Vers la fin de la monarchie, les princes étrusques, qui régnaient à Rome, étaient devenus les chefs d'une ligue de trente villes du

<sup>1</sup> *Fouilles et découvertes*, par M. Beulé, t. I<sup>er</sup>, p. 351.

Latium. Servius Tullius avait conclu un traité entre Rome et ces villes, en vertu duquel on éleva en commun un temple à Diane sur le mont Aventin, et dans ce temple on exposa et on conserva la table sur laquelle étaient inscrits le traité et les noms des peuples qu'il comprenait<sup>1</sup>. Rome venait de se substituer ainsi au rôle de sa métropole, à l'hégémonie d'Albe dans le Latium ; elle recueillait l'héritage de la cité-mère. Cette ligue était évidemment, au point de vue des Étrusques, un État dans l'État ; elle mettait en question la confédération supérieure. Mais, la politique toscane n'était ni inquiète ni jalouse, et ne prenait ombrage que des actes directement contraires aux statuts qu'elle avait imposés ; confiante dans ses ressources militaires immenses, dans la fortune passée de ses armes, elle attendait pour intervenir que la révolte fût un fait accompli.

Les Tarquins, entrés dans cette voie qui conduisait à relever la confédération latine au profit de Rome contre les Étrusques, étaient amenés naturellement à restaurer le vieux culte de Jupiter Latiaris, chef suprême de la ligue primitive, et dont la Diane adorée sur l'Aventin semble avoir été la parèdre. Denys d'Halicarnasse, qui rapporte que la première fête de la confédération nouvelle fut célébrée après une victoire de Tarquin l'Ancien sur les Étrusques, nous indique sûrement la signification vraie de la ligue : son but était d'affranchir le Latium de la suprématie étrusque<sup>2</sup>.

Quelles étaient ces villes confédérées sous l'hégémonie d'Albe, puis de Rome ? C'étaient, parmi les plus importantes, Tibur, Gabies, Tusculum, Préneste, Ardée, Aricie, toutes colonies grecques ; nous

<sup>1</sup> Niebuhr, *Hist. rom.*, t. II, p. 85.

<sup>2</sup> Les fêtes latines (voy. *les Dieux de l'ancienne Rome*, par M. Preller, p. 148) étaient des fêtes demi-politiques : on y renouvelait les traités, on y fortifiait l'alliance commune par un sacrifice solennel. Le nœud de la fête était, comme toujours, un sacrifice, une prière, accompagnés d'un festin. La victime était un jeune taureau à peine arraché à sa mère, et qui n'avait jamais courbé la tête sous le joug ; il devait être blanc. On élevait des taureaux pour ces sacrifices dans les belles prairies des environs de Faléries. C'était le roi de Rome, plus tard le dictateur, enfin l'un des consuls, qui immolait l'animal, dont la chair était répartie entre toutes les villes confédérées.

Le mont Albain était le centre du culte de Jupiter Latiaris. On voit encore aujourd'hui au sommet de la montagne, dans l'enceinte d'un couvent des Frères de la Passion, les ruines d'un vieux temple, d'où l'œil domine au loin les monts, les plines et la mer ; et, sur la pente, il s'est conservé des restes assez considérables de la voie sacrée par laquelle jadis les citoyens et les processions de Rome et du Latium montaient au sanctuaire. C'était là que l'on célébrait le triomphe des généraux romains auxquels on n'accordait pas le triomphe dans Rome même. Dans les solennités de ce genre, la couronne n'était pas de laurier, mais de myrte, comme dans les ovations. Preller voit dans ce fait une allusion au culte de Vénus, qui est, elle aussi, une vieille divinité de la ligue latine.

en donnerons plus loin la preuve. Ainsi, c'est en relevant et en organisant politiquement et militairement les restes de la puissance des villes grecques qui l'entourent, que Rome se fait un nom et une situation dans le Latium. Sans doute, aux cités d'origine hellénique appartenant à la confédération latine, il se joignait des cités, telles que Rome, d'origine différente ; nous ne soutenons pas que l'élément grec existât seul dans la confédération ; il y était largement représenté, voilà ce que nous pouvons affirmer.

Ce fut à force d'énergie patiente et modeste, après bien des défaites, après mille efforts en apparence stériles, que Rome parvint à triompher des premiers obstacles. Toutefois, dès le début, on voit poindre dans sa politique un principe qui tranche nettement avec la conduite des Étrusques : le génie absorbant et dominateur de la future reine du monde se trahit par des signes qu'on n'a pas assez remarqués. Il y avait dans la confédération dix villes plus puissantes que Rome ; elle ne dut peut-être qu'à sa faiblesse et aux rivalités de ces villes le choix qu'on fit d'elle pour être capitale : elle ne pouvait donc prétendre à absorber les villes liguées ; mais elle s'appliqua à resserrer les liens de la confédération, elle mit de l'emportement et une sorte de turbulence impérieuse à réclamer la stricte exécution des statuts. De là naquirent les luttes où nous la voyons engagée sous Tarquin le Superbe contre Gabies et contre Ardée.

Survient enfin la révolution qui chasse les Tarquins et met Rome en révolte ouverte contre l'Étrurie. Il se passe alors deux faits considérables qui permettent d'entrevoir l'ensemble d'une situation que les historiens romains ont, par orgueil national, laissée dans l'ombre.

Le premier fait est celui-ci : deux villes seules de la confédération étrusque, Véies et Tarquinies, se lèvent pour faire rentrer Rome dans le devoir et livrent la sanglante bataille d'Arsia, où la victoire demeure incertaine<sup>1</sup>. Nous avons là une preuve des divisions qui travaillaient alors l'Étrurie, affaiblissaient son action et avaient sans doute encouragé Rome à secouer le joug. Voici le second fait : la ligue latine n'assiste pas indifférente à cette tentative d'émancipation couronnée presque de succès ; suivant l'exemple de la capitale, Aricie se soulève. Un souffle d'indépendance agite alors les villes grecques de la contrée. Et si l'on pouvait douter qu'au fond il s'agit ici de l'antique rivalité des Étrusques et des Grecs, qui renaît sous une autre forme et avec de nouveaux éléments, voici qui achèvera

<sup>1</sup> Dans cette bataille, plus de 22,000 hommes avaient succombé, et l'avantage serait, suivant la tradition, resté aux Romains, parce qu'ils avaient perdu un soldat de moins que leurs ennemis.

de dissiper toute incertitude : Cumes intervient soudain ; poussée par sa haine séculaire contre les Étrusques, elle fait un suprême appel aux cités qu'elle avait jadis conduites à la lutte et parfois à la victoire ; elle rassemble une armée puissante et l'envoie au secours d'Aricie.

Cependant l'Étrurie s'était réveillée de sa torpeur ; la grandeur du danger avait fait taire, provisoirement du moins, les dissensions intérieures, et le chef militaire de la confédération, Porsenna, roi de Clusium, à la tête de tous les contingents envoyés par les villes restées fidèles, était venu mettre le siège devant Rome. Après une résistance héroïque, Rome succombe. Le conseil des anciens envoie à Porsenna le trône d'ivoire, le sceptre, la couronne, la robe de pourpre qui étaient les insignes de la royauté. Dans le traité qui fut alors conclu, il y avait cette clause expresse<sup>1</sup> que les Romains renonceraient à l'usage du fer, excepté pour cultiver la terre, et cette autre condition qu'ils abandonneraient leur territoire de la rive étrusque<sup>2</sup>. Un succès aussi complet permettait à Porsenna d'abandonner les Tarquins, sans trahir la cause de l'Étrurie<sup>3</sup>. D'ailleurs, tout n'était pas fini par la soumission de Rome. L'orage devenait menaçant du côté d'Aricie. Porsenna envoie contre les rebelles son fils Aruns. L'armée cuméenne survient et décide de la défaite des Étrusques ; Aruns est tué dans la mêlée. Le succès arrivait trop tard ; ce grand effort fut perdu pour longtemps : Rome venait de capituler et les fuyards de l'armée d'Aruns y trouvèrent un refuge assuré et des soins pour leurs blessures.

« Ce n'est qu'un siècle après l'expédition de Porsenna, dit M. Beulé<sup>4</sup>, que les Romains pourront commencer à relever la tête, à se mesurer avec une ville étrusque, une seule ville, Véies ; mais avec quels efforts, au prix de quelle persévérance, et cela, quand l'Étrurie est en pleine décadence, quand les confédérations du Nord et du Sud sont dissoutes ; quand la marine tyrrhénienne est singulièrement

<sup>1</sup> Plin., *Hist. natur.*, xxxiv, 39.

<sup>2</sup> Niebuhr (*Hist. rom.*, t. II, p. 155) fait remarquer qu'il est peu vraisemblable que ce territoire ait été rendu à Rome avec une grandeur d'âme romanesque ; il explique de la sorte la disparition d'un tiers des tribus primitives, disparition que les annales dissimulent, de peur de montrer dans toute leur étendue l'abaissement et la chute de Rome. Il reste très-probable, sinon démontré, que les dictateurs, élus à cinq ans d'intervalle, qui, après ces événements, héritèrent dans Rome de la puissance royale avec le titre étrusque de *lars* ou *larcus*, furent pendant plus d'un siècle des chefs politiques choisis, ou tout au moins agréés, par l'Étrurie.

<sup>3</sup> C'est à Cumes que se réfugient les Tarquins, abandonnés par leurs compatriotes ; l'accueil amical et la sécurité qu'ils y trouvent sont une preuve nouvelle et décisive du rôle que nous attribuons à la cité grecque.

<sup>4</sup> *Fossiles et découvertes*, t. I<sup>er</sup>, p. 356.

affaiblie ; quand le luxe, la corruption, les dissensions ont ôté à la confédération centrale son action et peut-être sa raison d'être. Alors Rome s'étend, grandit, fait des conquêtes ; elle profite des divisions des petits peuples, s'avance par les alliances autant que par les armes et devient l'héritière des Étrusques plutôt que leur ennemie. Elle est, un jour donné, la capitale de l'Étrurie ; elle représente glorieusement la civilisation étrusque, qui l'avait conquise et tenue en tutelle, jusqu'à ce qu'elle représente un peu plus tard la civilisation grecque. »

Nous souscrivons à ces judicieuses remarques avec cette réserve que Rome, nous l'avons montré, contenait déjà de nombreux éléments puisés dans la civilisation des colonies grecques. Les cités d'origine hellénique entraient pour une très-grande part dans la ligue latine ; Cumès, qui représente l'influence grecque en Italie, avait conservé des relations d'étroite amitié avec la confédération du Latium : elle secourt Aricie, elle est l'amie des rois de Rome, et leur donne asile après la victoire des Étrusques. Ces faits commentent la légende qui nous montre Cumès transmettant à Rome le dépôt sacré de ses vieux oracles, et achèvent de nous convaincre que, pendant les septième et sixième siècles, les rapports entre Rome et Cumès ont été constants, qu'ils ont donné lieu à des emprunts considérables au profit de la cité latine, qu'enfin, parmi les héritages qui ont commencé et préparé la puissance de Rome, le premier en date, et peut-être en importance, est l'héritage de Cumès.

Si ce sont là des inductions, on conviendra toutefois qu'elles reposent sur des faits précis, incontestables. Ces inductions viennent d'être confirmées de la manière la plus éclatante par la découverte récente de l'origine de l'alphabet latin. Cet alphabet, formé primitivement de vingt et une lettres, ne dérive pas de l'étrusque, comme les alphabets de l'Ombrie, du Picenum et des pays osques. M. Ottfried Müller<sup>1</sup> et M. Mommsen<sup>2</sup> ont constaté qu'il sortait du grec. M. Kirchhoff est allé plus loin en reconnaissant le premier<sup>3</sup> la variété particulière de l'écriture grecque éolo-dorienne usitée dans les colonies chalcidiennes du midi de l'Italie et de la Sicile, Cumès, Naples, Rhegium, Naxos, Messine, Himera, et en signalant dans cette écriture la source précise d'où l'alphabet latin est directement sorti. M. François Lenormant<sup>4</sup> a achevé la démonstration commencée par les sa-

<sup>1</sup> *Die Etrusker*, t. II, p. 312.

<sup>2</sup> *Unter ital. Dialekt.*, p. 26 et suiv.

<sup>3</sup> *Mémoires de l'Académie de Berlin* pour 1863, p. 228.

<sup>4</sup> Dans la seconde livraison du beau *Dict. des Ant. grecq. et rom.* de MM. Ch. Daremberg et Saglio, à l'article *Alphabetum*, p. 188-218, excellent résumé du grand

vants allemands, en rapprochant dans de curieux tableaux les alphabets du grec chalcidien et du latin, et en réunissant les divers types de lettres de l'écriture latine archaïque. Il est donc démontré que l'alphabet latin, à son origine, n'a été autre chose que cette variété de l'alphabet hellénique, adoptée sans aucune modification, sauf toutefois la suppression des signes des trois articulations aspirées : *th*, *ph*, *ch*. « Au reste, ajoute M. François Lenormant, si l'on consulte les vraisemblances historiques pour savoir de quelles localités l'alphabet grec a pu être transmis aux Latins des âges primitifs, de la période des rois, elles répondent : Ce dut être de Cumès ou des villes de la Sicile. L'action de l'influence grecque, venue de ces deux sources à Rome, dès le temps des rois<sup>1</sup>, se manifeste par beaucoup de preuves. La réforme de la constitution de la cité, que la tradition attribue à Servius Tullius, est une imitation des républiques grecques; le système des poids et mesures, tel qu'il se présente à nous dès les temps les plus anciens, système que l'on comprend également dans les institutions mises sous le nom de Servius Tullius, est en grande partie d'origine grecque, et dans ce qui y subsiste de vestiges d'un système indigène antérieur, nous trouvons des modifications qui ont pour but d'accorder exactement le système indigène avec celui des Hellènes; la plupart des mots qui s'y rapportent sont grecs. Il en est de même du système monétaire<sup>2</sup>. »

En même temps que Cumès donnait à Rome une écriture, des usages et des institutions, elle lui confiait le dépôt sacré de ses oracles, et complétait ainsi son éducation politique et religieuse. Ceci nous ramène à notre point de départ, c'est-à-dire à la légende romaine de la sibylle de Cumès; tout ce qui précède n'en est que le commentaire historique.

travail du même auteur sur la *Propagation de l'alphabet phénicien*, couronné par l'Académie des inscriptions.

<sup>1</sup> Nous croyons, quant à nous, qu'il faut distinguer dans l'histoire de Rome trois phases de l'influence grecque, différentes non-seulement par le temps où elles se sont produites, par la nature des éléments mis en œuvre, mais encore par les conséquences qui en résultèrent. La première phase remonte au septième siècle, c'est celle que nous étudions; Cumès y joua le principal rôle. La seconde commence lorsque Rome, devenue maîtresse du centre de l'Italie, marche à la conquête de l'Italie méridionale et de la Sicile, et se heurte aux armées de Pyrrhus et aux flottes de Carthage. La troisième, qui est la suite de la précédente, commence à la proclamation de l'indépendance de la Grèce, se prolonge jusqu'aux Césars, et, réveillant tous les germes antérieurs, fait dire au poète : « La Grèce vaincue a subjugué son vainqueur ! »

Græcia capta ferum victorem cepit et artes  
Intulit agresti Latio.

<sup>2</sup> *Dict. des Antiq. grecq. et rom.*, p. 216.

## IV

Nous allons maintenant examiner de près tout ce qui se rapporte aux livres sibyllins enfermés dans un caveau du temple de Jupiter Capitolin, à une époque qui ne saurait guère descendre plus bas que le commencement du sixième siècle avant notre ère.

Le temple avait été commencé, dit-on, avec les ressources provenant du butin conquis sur une ville des Volsques, Suessia Pometia, par l'armée latine. Comme les acropoles grecques, il était situé au sommet d'une colline escarpée : ses hautes murailles et ses puissantes colonnades semblaient se perdre dans les nues et défier les efforts de l'ennemi. Dès le temps de Tatius<sup>1</sup>, le Capitole avait été couvert d'autels et de chapelles dédiés à un grand nombre de divinités qu'on ne pouvait déposséder sans le consentement des auspices. Toutes se retirèrent devant la réunion des trois êtres suprêmes de la religion étrusque : Jupiter, Junon, Minerve. Il ne resta que Juventas et Terminus pour marquer que la jeunesse du peuple romain ne se flétrirait point et que ses frontières ne reculeraient pas, tant que le pontife, pour honorer les dieux, monterait au Capitole, accompagné de la vierge silencieuse. Le triple sanctuaire était placé sous un même toit, divisé par des murailles communes, entouré de colonnades. Au midi, le péristyle était triple ; il était double des autres côtés. L'édifice était en pépérin ; les colonnes n'étaient point revêtues de stuc ; le marbre ne devait point y briller. Les portes et le toit étaient probablement en bronze. Ce temple ne le cédait point en magnificence et en grandeur à celui de Paestum. Le témoignage des écrivains et la tradition locale s'accordent à le placer sur la colline la plus rapprochée du Palatin et de l'Aventin, à l'endroit où se trouve aujourd'hui le palais Cafarelli.

Le caractère et la disposition générale du monument rappelaient d'une manière frappante l'architecture et le style étrusques : les colonnes étaient d'ordre toscan ; les artistes qui élevèrent et ornèrent le temple avaient été appelés d'Étrurie ; la statue de Jupiter qui s'y trouvait était d'un artiste de Véies, qui aurait aussi donné aux Romains la plus ancienne image d'Hercule. Déjà l'influence grecque avait triomphé de l'ancienne rigueur italique, qui ne souffrait point, dit Niebuhr, d'images corporelles des dieux. Les oracles sibyllins de Cumès étaient déposés dans un caveau souterrain (*camera subterra-*

<sup>1</sup> Niebuhr, *Hist. rom.*, t. II, p. 257 et suiv.

nea) du temple, cachés aux regards profanes ; et le collège qui en avait la garde ne pouvait, sous peine de mort, rien révéler des mystères qu'ils contenaient. Ce monument résumait de la sorte, en un symbole complet et admirable, tout le passé de la jeune cité, nourrie à la fois de la civilisation grecque et de la civilisation étrusque, mêlant, dans les emprunts faits concurremment à l'une et à l'autre, les arts, les institutions, la religion des colonies éolo-chalcidiennes et de l'Étrurie, asseyant enfin le Jupiter toscan sur un trône dans les fondements duquel on avait pris soin d'enterrer, en quelque sorte, l'esprit et la tradition de l'antique Hellade, représentés par les oracles de Cumès.

Le mystère qui enveloppait les oracles devint impénétrable depuis le jour où un duumvir indiscret paya de sa vie la profanation qu'il avait commise. C'est ce mystère que nous allons pourtant essayer de pénétrer, non sans quelque espérance d'y réussir. Nous serons puissamment aidés dans notre tâche par les témoignages remontant au premier siècle avant notre ère, dont le docte Varron, Virgile, et d'autres écrivains, se firent l'écho. Ces témoignages proviennent sans doute<sup>1</sup> des récits des membres du collège préposé à la garde des oracles. Ces récits concernaient la conformation, l'aspect et le contenu des prophéties. Les gardiens se crurent astreints à moins de discrétion après l'incendie qui, au temps de Sylla, détruisit le temple et tout ce qui y était renfermé.

Varron rapporte<sup>2</sup> que les oracles étaient écrits sur des feuilles de palmier, partie en vers, partie en signes allégoriques ou hiéroglyphiques. Cette conformation suggère à Niebuhr<sup>3</sup> la conjecture suivante sur la manière de consulter les prophéties : on les abordait, comme font les Orientaux pour le Coran, et comme beaucoup de chrétiens qui, malgré les défenses les plus sévères, consultent la Bible en l'ouvrant. Il eût été, en effet, téméraire de rechercher, pour l'accommoder aux circonstances, un passage quelconque. La forme des feuilles de palmier destinées à l'écriture, et disposées en carrés longs, de grandeur égale, était fort propre à mêler et à tirer au sort, comme on le faisait pour les tablettes de Préneste<sup>4</sup>. Mais, dira-t-on,

<sup>1</sup> Niebuhr, *Hist. rom.*, t. II, p. 276 et suiv.

<sup>2</sup> *De ling. latin.* — Servius, *Ad Æneid.*, III, 144; VI, 74. — Niebuhr, *Hist. rom.*, t. II, p. 276, admet le fait comme certain. Ce pouvaient être des feuilles préparées de palmier de l'espèce la plus belle d'Afrique ; mais, en cas de besoin, on aura fait usage des palmiers nains qui abondent en Sicile. Virgile (III, 144 ; VI, 74) paraît faire allusion aux feuillets séparés qui contenaient les oracles de la sibylle de Cumès.

<sup>3</sup> *Histoire romaine*, loc. cit.

<sup>4</sup> Les oracles conservés dans le temple de Jupiter étant exclusivement à l'usage de l'État, ceux des particuliers qui voulaient recourir à la direction des puissances



les oracles n'étaient-ils pas répartis en plusieurs livres? Un livre ne suppose-t-il pas un plan et un agencement quelconque, tout au moins une collection d'écrits ayant un lien commun? Et comment concilier la division des oracles en livres avec la supposition qui admet que ces livres n'étaient que des paquets de feuilles indépendantes qu'on pouvait mêler sans détruire le sens? Cette difficulté disparaît, quand on réfléchit que les oracles étaient courts, et qu'une seule feuille pouvait suffire à contenir les plus longs.

Les livres de Cumes avaient donc l'aspect de paquets de feuilles de palmier. Chaque feuille renfermait un oracle, partie en vers, partie en signes allégoriques. Quant aux vers, nous avons lieu de penser, par la nature de ceux admis dans la collection restaurée, qu'ils étaient hexamètres. Relativement aux signes allégoriques, étaient-ce des caractères empruntés aux hiéroglyphes égyptiens, des dessins analogues à ceux dont plus tard les kabbalistes se servirent, et qu'ils avaient empruntés aux Chaldéens, ou bien des peintures à la fois naïves et mystérieuses dans lesquelles l'art grec, à son aurore, traduisait, sous le voile du symbolisme, ses croyances religieuses, les mythes dramatisés par ses héros et ses dieux? Ces diverses suppositions peuvent se faire, sans qu'on trouve des raisons solides de s'arrêter à aucune d'elles.

Quels sujets traitaient les oracles? Nous pensons, avec Niebuhr<sup>1</sup>, qu'ils ne contenaient pas seulement des prédictions d'événements futurs, mais aussi et surtout des préceptes pour gagner ou pour apaiser les dieux. L'ordre de faire venir Esculape d'Épidaure ne peut avoir été pris que dans un oracle qui parlait de peste, et qui, par conséquent, l'annonçait. Dans ce qui nous reste des Décades de Tite Live, nous voyons que le but de la consultation n'est jamais de connaître les événements futurs, comme cela se pratiquait pour les questions adressées à l'oracle de Delphes : on ne veut qu'apprendre quel culte les dieux demandaient quand leur courroux s'était manifesté par des calamités ou par des présages. Tous ceux de leurs commandements

supérieures, allaient à Préneste, au temple de *Fortuna* (Τύχη), et y consultaient les sorts. C'étaient de petits bâtons ou de petites planchettes de chêne, sur lesquels étaient gravés de vieux caractères. Un jeune garçon les mêlait et tirait, pour la consulter, l'une des planchettes (Cicer., *De Divinit.*, II, 41). Niebuhr (*Hist. rom.*, II, 285) rapproche les sorts de Préneste des baguettes runiques. On pourrait aussi les comparer au jeu de *tarot*, qui a été dans l'antiquité un instrument de divination chez les Orientaux, et duquel sont sorties nos *cartes*. Les cartes ont conservé la marque de leur origine; elles ne servent pas seulement à la distraction, mais aussi à tirer la bonne aventure. Niebuhr croit qu'il y avait en Italie, ailleurs qu'à Préneste, des sorts de ce genre, et que les Étrusques goûtaient fort cette sorte de divination. Il est certain qu'il y eut aussi des sorts célèbres à Céré.

<sup>1</sup> *Hist. rom.*, t. II, p. 280 et suiv.

dont on a conservé le souvenir sont dans cet esprit : ils prescrivent les honneurs à rendre aux divinités déjà reconnues, et désignent les divinités étrangères qu'il faut recevoir. Ce caractère rituel et religieux qui domine dans les oracles sibyllins est précisément ce qui a décidé les juifs alexandrins à les imiter. On comprend, sans qu'il soit nécessaire d'insister, quel intérêt il y avait pour le prosélytisme alexandrin à faire admettre parmi les oracles érythréens authentiques des morceaux recommandant le culte du Dieu Un, du Grand Roi adoré à Jérusalem.

Les oracles de Cumès étaient en langue grecque. Il est fait mention de deux interprètes qu'on appelle afin de vérifier la traduction des vers ; il s'agit évidemment des deux esclaves publics attachés au collège des duumvirs, d'après Denys d'Halicarnasse<sup>1</sup>. La langue grecque n'était pourtant pas inconnue aux Romains : nous venons de voir qu'ils ont eu des relations étroites et fréquentes avec les colonies grecques du Latium et de la Campanie, au septième et au sixième siècle, et que ces relations ont laissé des traces certaines et nombreuses dans les institutions, les mœurs, le système d'écriture, le système des poids et mesures. Au cinquième siècle, l'ambassadeur de Rome, quoiqu'il fit des fautes, parla grec aux Tarentins. Les ordres donnés par les oracles prescrivent constamment l'adoration des divinités grecques, et on ne peut mettre en doute que leur influence a été fort grande pour écarter de la religion romaine les éléments sabins et pour y atténuer les éléments étrusques. Sacrifier selon le rite grec était une expression synonyme de faire un sacrifice d'après l'ordre des oracles sibyllins, et tout gardien des livres était, en cette qualité, prêtre d'Apollon.

On a soutenu<sup>2</sup> que les oracles conservés dans le temple de Jupiter Capitolin venaient d'Ionie, quoique Cumès se vantât aussi, dans le voisinage, de ses oracles et de ses prophéties. Ce qui prouve, ajoute-t-on, cette origine, c'est l'ordre donné par eux de révéler la déesse du mont Ida<sup>3</sup> ; puis cette circonstance, que ce fut principalement à Érythrée qu'on entreprit de les restaurer. Cette opinion est conforme aux faits : nous voyons naître en Ionie et en Éolide les oracles sibyllins ; il n'est pas étonnant que Cumès, la première colonie, en date et en puissance, de l'Éolide, ait possédé la tradition vivante des oracles qui s'appelèrent depuis érythréens, et qu'elle ait même conservé et transmis à Rome quelques-uns des plus anciens qui aient eu cours en Asie Mineure. Mais il est aussi vraisemblable que Cumès,

<sup>1</sup> *Antiq. rom.*, iv, 62.

<sup>2</sup> Niebuhr, *Hist. rom.*, t. II, p. 280.

<sup>3</sup> Titc Live, xxix, 10.

devenue à son tour mère de colonies nombreuses et florissantes, et placée en Italie à la tête d'une amphyctionie puissante, eut, comme les villes d'Asie, ses oracles et sa sibylle, en un mot, sa littérature ou plutôt sa poésie prophétique.

Il y a pour les littératures religieuses trois époques : l'une de production, l'autre de consolidation, l'autre d'immobilisation. La première époque est marquée par un enthousiasme fiévreux et naïf; après elle, vient une époque plus calme, durant laquelle s'opère un travail qui a pour effet d'épurer et de compléter l'œuvre primitive. La troisième époque est signalée par deux tendances inverses : l'une veut conserver intact le dépôt traditionnel; l'autre, parfois victorieuse, prétend le modifier, pour le mettre en harmonie avec des besoins nouveaux et des idées nouvelles. De cette dernière tendance, laquelle avec le temps prédomine, il résulte un accroissement, qui exprime l'action lente et invincible du temps et des hommes sur toutes choses. Nous admettons, en conséquence, qu'à Cumes, comme à Érythrée, les prêtres furent amenés, par une pente fatale, à amplifier, à imiter les vieux oracles, et qu'ils en composèrent plusieurs, dans lesquels l'impression des événements contemporains se faisait sentir. Il est donc probable que dans la collection du Capitole il y avait non-seulement des oracles éoliens et ioniens, mais encore des oracles cuméens, et parmi ceux-ci des prédictions qui intéressaient spécialement Rome, et constituaient entre ses mains, comme l'a dit un poète<sup>1</sup>, les gages donnés par les destins à l'éternité de son empire :

. . . . . æterni fatalia pignora regni.

Il existait dans la chambre souterraine du Capitole une autre collection d'oracles sibyllins, venus de Tibur. À défaut d'autre indice, nous pourrions déjà voir là une preuve de l'origine grecque de Tibur, si l'histoire ne nous montrait une émigration argienne, conduite par Catillus, abordant aux rivages du Latium, fondant peu après les villes de Tibur et de Cora, puis entrant en lutte avec les Arcadiens d'Évandre<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Rutilius Numantianus, *Itiner.*, II.

<sup>2</sup> Denys d'Halicarnasse croit que Tibur existait dès le seizième siècle avant notre ère, et qu'elle fut fondée par les Sicules. Raoul Rochette (*Hist. des colon. grecq.*) rapporte sa fondation aux émigrations qui suivirent la guerre des Épigones. Sans remonter aussi haut, et sans vouloir fixer la date de cette fondation, nous dirons que Artémidore, cité par Étienne de Byzance et par Strabon, attribue à Tibur une origine grecque; Caton (*apud Solin. in Martian. Capella*) dit qu'elle était colonie arcadienne; Varron (*De ling. lat.*, IV, 5) et, après lui, Virgile (*Æneid.*, VII, 345) racontent que le meurtre d'un Argien, qui s'était introduit auprès d'Évandre,

On a fait remarquer que la statue de la sibylle tiburtine ayant été trouvée dans un gouffre de l'Anio, avec un livre dans la main, ce livre était sans doute composé de planchettes de bois ou de tablettes de métal. Varron se sert, d'ailleurs, pour désigner les oracles tiburtins, du mot *sortes*, qui semble les rapprocher des sorts de Préneste, gravés, comme nous l'avons vu, sur des plaques de chêne et des bâtonnets. Quoi qu'il en soit, il paraît certain que les prophéties tiburtines furent réunies à la collection des prophéties de Cumes, sous le nom commun d'oracles sibyllins. Ceux-ci, du reste, n'étaient pas les seuls à former l'ensemble des *Livres du Destin* (*libri fatales*), conservés au Capitole; il y avait encore les prédictions étrusques de la nymphe Bygoé, les prédictions indigènes de Marcus, et sans doute beaucoup d'autres que les historiens n'ont pas connues.

Les oracles sibyllins en circulation dans le public étaient désignés, soit par la nature des sujets traités, soit par les noms des peuples intéressés aux prédictions, soit par le lieu d'origine qu'on leur attribuait. C'est ainsi qu'au deuxième siècle avant notre ère, on était venu à compter dix groupes d'oracles, dont chacun était réputé l'œuvre d'un personnage très-ancien et réel, d'une sibylle. Cinquante ans avant la naissance de Jésus-Christ, Varron<sup>1</sup> enregistre en ces termes l'état de l'opinion sur les sibylles :

« La première est la sibylle persique, dont fait mention Nicanor, historien d'Alexandre le Grand. La seconde est la sibylle libyque, dont parle Euripide dans le prologue des *Lamies*. La troisième est la sibylle de Delphes, dont parle Chrysippe dans son livre de la Divination. La quatrième est la sibylle cimmérienne, en Italie, nommée par Nœvius dans ses livres sur la Guerre punique, et par Pison dans ses Annales. La cinquième est la sibylle d'Érythrée; Apollodore

sons les dehors de l'amitié et dans le traîtreux dessein d'assassiner son hôte, alluma entre les Arcadiens et les Tiburtins une guerre longue et fratricide, source d'une haine implacable. Cette haine était attestée par une pratique superstitieuse qui s'observait tous les ans à Rome. Au mois de mai (Plutarque, *Quest. Rom.*), on jetait dans le Tibre des statues de bois grossièrement façonnées, auxquelles on donnait le nom d'Argiens. Plutarque veut que ce soit là un souvenir de l'inimitié qui divisait les Argiens et les Arcadiens du Péloponèse; Raoul Rochette aime mieux chercher l'explication de cette coutume dans l'ingratitude des Argiens du Latium. Le nom du bois sacré (*argilet*), qui existait dans l'enceinte de Rome, et où fut mis à mort le traître Argien, n'est pas la seule trace qu'ait laissée en ce lieu la présence des colons argiens : Varron cite plusieurs autres dénominations locales analogues. L'épithète de *Superbum*, que Virgile donne à Tibur, prouve que plusieurs villes, parmi lesquelles on peut citer Cora, Aricie, Gabies, Préneste, Héretum, la regardaient anciennement comme leur métropole. C'est, du moins, l'opinion de Raoul Rochette. (*Hist. des colon. grecq.*, II, p. 245.)

<sup>1</sup> *Antiq. rerum divin.*, IV.

affirme qu'elle fut sa compatriote, qu'elle prédit aux Grecs, partant pour Ilion, que cette ville périrait, et que Homère écrirait des mensonges. La sixième est la sibylle de Samos ; Ératosthène a écrit qu'il avait trouvé d'elle un oracle dans les vieilles annales des Samiens. La septième est la sibylle de Cumes, qui se nomme Amalthée, et qu'on appelle aussi tantôt Démophile, tantôt Hérophile. C'est elle qui apporta les neuf livres à Tarquin l'Ancien... La huitième est la sibylle hellespontine, née au pays troyen, dans le bourg de Marpeso, près de la ville de Gergithium. Héraclide du Pont dit qu'elle fut contemporaine de Cyrus et de Solon. La neuvième est la sibylle phrygienne, qui prophétisa à Ancyre. La dixième est la sibylle de Tibur, nommée Albunéa, qui est vénérée comme une divinité sur les rives de l'Anio. »

Nous en avons dit assez sur l'histoire, l'origine et la nature des oracles sibyllins, en général, et de ceux du Capitole, en particulier. Il nous reste à ajouter que, vers le milieu du quatrième siècle, le collège des duumvirs fut transformé en décemvirat. Trois siècles plus tard, le collège devint quindécemvirat.

## V

L'an 671 de Rome, quatre-vingt-un ans avant notre ère, durant la Guerre sociale, le vieux temple de Jupiter, bâti par les Tarquins, fut incendié. Avec lui périrent les Livres du Destin. Six ans après, le temple était reconstruit plus magnifique, et le sénat ordonnait de rechercher partout les oracles sibyllins, afin de reconstituer, autant que cela était possible, le trésor prophétique perdu. Les oracles ne manquaient pas, et le nombre des livres sibyllins s'accrut, dit Varro<sup>1</sup>, « parce qu'on apporta à Rome les livres attribués à n'importe quelle sibylle, qui furent recueillis dans toutes les villes grecques et italiques, principalement à Érythrée. » Les députés envoyés à Érythrée, Gabinus, Octacilius et L. Valerius, rapportèrent de cette ville environ mille vers, transcrits par des particuliers, et qui furent déposés au Capitole<sup>2</sup>.

La collection nouvelle se composa d'oracles venus, soit de la ville d'Érythrée, soit des villes grecques d'Italie, soit d'autres villes ; on accepta même ceux de quelques hommes privés<sup>3</sup>. Parmi ces der-

<sup>1</sup> *Loc. cit.*

<sup>2</sup> Fenestella, cité par Lactance. (*Divin. Instit.*, 1, 6.)

<sup>3</sup> *Antiq. Rom.*, IV, 193.

niers, ajoute Denys d'Halicarnasse, qui suit ici le témoignage de Varron, il y en avait d'apocryphes, que l'on reconnaissait aux acrostiches<sup>1</sup>. Une lettre, adressée au sénat par Tibère, atteste que les prophéties avaient été recueillies à Samos, à Ilium, à Érythrée, en Afrique, en Sicile, dans les colonies grecques d'Italie<sup>2</sup>. Les livres fatidiques, après la recherche de l'an 75, continuèrent d'affluer à Rome, en si grande quantité que, cinquante ans après, on en comptait plus de deux mille. Il y en avait de grecs et de latins, les uns anonymes, les autres attribués à des auteurs invraisemblables. Auguste donna l'ordre de brûler tous ceux qui, après un premier triage, ne seraient pas reconnus pour être sibyllins<sup>3</sup>. Un second triage fut opéré sur ceux-ci; on ne conserva définitivement que ceux qui parurent le plus authentiques, ou qui intéressaient le peuple romain. On les mit dans deux coffres d'or placés sous le piédestal de la statue d'Apollon Palatin.

Cette épuration était jugée à peine suffisante : l'un des quin-décenvirs commis à la garde des nouveaux oracles ayant proposé au sénat, par l'entremise d'un tribun du peuple, d'admettre un livre sibyllin dans la collection restituée, Tibère blâma la proposition, la déclarant inconsidérée et privée des garanties nécessaires, c'est-à-dire de l'avis préalable du collège et de l'examen des maîtres. L'empereur rappela en même temps la défense, faite aux particuliers par Auguste, de posséder et de lire les prétendus livres prophétiques, que la recherche de l'an 75 avait mis en circulation à Rome.

Dans ce flot d'écrits fatidiques, qui submergea Rome et l'Italie, il y avait un élément nouveau, appelé à jouer bientôt un grand rôle dans le monde. Depuis plus d'un siècle, Alexandrie avait aussi sa sibylle, ignorée des Romains et des Grecs, car elle avait pris le masque et le nom de la sibylle d'Érythrée. Le prophétisme d'Israël faisait ainsi irruption au milieu des païens, à leur insu, et leur annonçait, en même temps quel'éroulement prochain de l'hellénisme et de l'idolâtrie, l'aurore d'une ère nouvelle de justice et de paix, le règne d'un libérateur qui ferait triompher sur la terre régénérée la concorde et la vérité.

Nous allons quitter Rome et nous transporter à Alexandrie, pour étudier les causes et la nature du mouvement qui produisit la onzième sibylle, la seule antérieure au christianisme, dont quelques chants sont parvenus jusqu'à nous.

<sup>1</sup> Ἐν αἷς εὐρίσκονται τινες ἱμπεποιημένοι τοῖς Σιβυλλαίοις· ἐλέγχονται δὲ ταῖς καλουμέναις ἀποστογαῖς. (*Antiq. Rom.*, IV, 193.)

<sup>2</sup> Tacite, *Annal.*, VI, 12.

<sup>3</sup> Suet. *Vit. Aug.*, 51.

## VI

Alexandre se montra favorable aux Juifs<sup>1</sup> : la ville fondée par le conquérant entre l'île de Pharos et le lac Maréotis, reçut une colonie juive qui s'accrut très-rapidement et constitua à côté de la population gréco-égyptienne un groupe énergique et compacte. Les Juifs servirent fidèlement les Ptolémées et obtinrent d'eux le monopole de la navigation du Nil, l'entreprise des blés et l'approvisionnement d'Alexandrie<sup>2</sup>. Ils furent mêlés au gouvernement et à l'administration du pays ; plusieurs y gagnèrent de hautes dignités, de grandes richesses, et l'éclat de leur fortune rejaillit sur la colonie entière. Ptolémée Philadelphie confia sa vie à deux juifs, Andréas et Aristée, qui commandaient ses gardes du corps. Sous Ptolémée Évergète, un jeune israélite renouvela l'étonnante aventure du fils de Jacob : envoyé à la cour d'Égypte par son oncle, le grand-prêtre Onias, il offre au roi pour la ferme des impôts un prix beaucoup plus élevé que celui qu'il en avait tiré jusque-là. Cette exploitation, qui lui fut accordée, valut au nouveau Joseph la faveur royale et d'immenses richesses. Son fils Hyrcan, qui lui succéda dans sa charge, étala dans les présents qu'il offrit selon l'usage, lors de la naissance d'un prince, une magnificence vraiment royale. C'est un juif alexandrin qui, selon toute probabilité, fit couvrir de lames d'or les portes du temple de Jérusalem ; c'est un juif alexandrin qui avança à Hérode Agrippa les sommes considérables nécessaires à entretenir sa vie somptueuse à Rome, et à refaire la monarchie d'Hérode le Grand.

On voit par là que la colonie juive des bords du Nil n'avait point perdu de vue la mère-patrie, et qu'elle servait avec ardeur les intérêts généraux du judaïsme en politique, en affaires, surtout en religion. Il y eut pourtant une sorte de schisme religieux entre Jérusalem et Alexandrie : un second temple fut bâti sur la terre d'Égypte. Mais on a exagéré l'importance du fait ; les véritables schismatiques ne furent jamais en nombre à Alexandrie. Les écrits les plus marquants de l'école philosophique et de l'école prophétique que nous pouvons lire, sont d'une orthodoxie rigoureuse ; les pèlerinages an-

<sup>1</sup> Josèphe, *Cont. Apion.*, II.

<sup>2</sup> Nous négligeons de citer les sources qui justifient ces assertions et les suivantes. Le lecteur trouvera les éclaircissements nécessaires dans notre ouvrage, intitulé : *Écrits historiques de Philon d'Alexandrie*, influences, luttes et persécutions des Juifs dans le monde romain, au premier siècle avant notre ère. (Librairie académique, 1 vol. in-8°.)

nuels à Jérusalem, l'envoi des prémices et des aumônes en Palestine ne se ralentirent jamais. Sans doute, il s'éleva plus d'une fois en Judée des plaintes contre l'hellénisme des Alexandrins; les purs et les dévots crièrent parfois à l'apostasie, et des rabbins allèrent jusqu'à proscrire les lettres grecques au même titre que l'idolâtrie. C'étaient là des exaspérations naturelles chez un peuple malheureux, poussé au fanatisme par la persécution et par le mépris du reste des hommes. Mais cette tendance étroite et dure n'absorbait pas toute la nation, même en Palestine. Un esprit de charité et de prosélytisme commençait à souffler sur Israël et annonçait de loin l'Évangile. Deux courants se disputaient la direction du judaïsme : celui qui prêchait la haine des Gentils et l'isolement des fils d'Abraham fut vaincu par celui au service duquel Alexandrie avait mis sa puissance et ses richesses, et qui appelait l'humanité entière à l'héritage des enfants du vrai Dieu.

Le trafic des Israélites s'étendit bientôt à toutes les provinces du littoral méditerranéen. Les Séleucides, en Asie, continuèrent d'abord à leur égard la politique amie d'Alexandre, et leur accordèrent dans leurs États, notamment à Antioche et à Séleucie, ce que les Grecs appelaient l'*isopoliteia*, c'est-à-dire le privilège d'être traités comme les indigènes. Plus tard, lorsque la Palestine eut passé des Lagides aux successeurs de Séleucus, les Juifs furent dans leur pays en butte à une persécution terrible; mais ils avaient eu le temps de s'étendre et de prospérer en Syrie, en Cilicie, en Ionie, en Galatie, en Cappadoce, en Troade et jusque dans le Pont. Toutes les grandes villes de ces provinces, Séleucie, Antioche, Damas, Éphèse, Tarse, Laodicée, Pergame, possédaient un quartier juif et des synagogues; car, presque partout, ils avaient obtenu, à force de patience et de souplesse, le libre exercice de leur culte.

Veut-on prendre une idée précise de la prospérité de leur trafic? Sous le consulat de Cicéron, un préteur ayant confisqué les prémices destinées au temple de Jérusalem par les colonies d'Apamée, de Laodicée, de Pergame et d'Adrumète, la confiscation s'éleva à plusieurs centaines de livres d'or<sup>1</sup>. Ces quatre villes n'étaient cependant pas de premier ordre, et rien ne donne lieu de supposer que les colonies juives y eussent pris un développement extraordinaire. Strabon, cité par Josèphe<sup>2</sup>, rapporte que les Juifs d'Asie Mineure avaient mis en sûreté dans l'île de Cos une somme de 800 talents (environ quatre millions et demi), destinée aux prémices, et que le roi Mithridate s'appropriä.

<sup>1</sup> Cicéron, *Pro Flacco*.

<sup>2</sup> *Antiq. Jud.*, xiv.



Les *Actes des Apôtres* nous montrent des colonies juives établies à Iconium, à Derbé, à Lystres, en Pamphylie, en Pisidie, dans les îles de Chypre et de Crète, en Macédoine, en Thessalie, à Béroë, à Athènes, à Corinthe. Dès l'année 139 avant notre ère, nous trouvons les Juifs à Rome : c'est eux, en effet, comme nous l'avons démontré<sup>1</sup>, qu'un édit du préteur Hispalus chasse de la ville pour cause de prosélytisme. Les guerres de Pompée eurent pour résultat d'amener en Italie un grand nombre de Juifs, prisonniers de guerre ; Cicéron avoue qu'il redoute le nombre, l'entente, la turbulence et le fanatisme de la colonie juive de Rome. Les banquiers juifs d'Alexandrie avaient à Dicœarchia, le port de Cumes, à Ostie, le port de Rome, des comptoirs analogues aux succursales de nos maisons financières d'aujourd'hui.

Les Juifs pénétrèrent dans la Cyrénaïque à la suite des armées victorieuses de Ptolémée Lagus. « Il y avait, dit Strabon, dans la ville de Cyrène des bourgeois, des laboureurs, des étrangers et des juifs, car ces derniers sont répandus dans toutes les villes, et il serait difficile de trouver en toute la terre un lieu qui ne les ait reçus<sup>2</sup>. » La Cyrénaïque, la Babylonie et l'Égypte furent certainement les contrées où les Israélites se fixèrent en plus grand nombre. Péluse, la clef de l'Égypte du côté de la Syrie, avait une colonie juive qui joua un rôle décisif dans les guerres des Romains avec les Lagides. Le pays d'Onias, région voisine du Delta, était rempli de juifs ; la ville de Memphis en comptait une multitude.

La colonie alexandrine était la plus puissante et comme la reine de toutes celles que nous venons de nommer ; sur cinq quartiers de l'immense cité, elle en occupait complètement deux<sup>3</sup> et se trouvait éparse dans les trois autres. Elle atteignait, selon toute vraisemblance, au chiffre de deux cent mille âmes, et formait une véritable république autonome, gouvernée par un magistrat suprême élu, l'habarque<sup>4</sup>, et par un conseil d'anciens, image du sanhédrin de Jérusalem.

<sup>1</sup> Dans un mémoire, lu devant l'Académie des inscriptions, et inséré dans les *Annales de philosophie chrétienne*, nous avons prouvé qu'il fallait rétablir dans le passage de Valère Maxime le mot *Judæos*, supprimé par un copiste, que l'attribution du culte de Jupiter-Subazius aux Juifs aura heurté ; ce mot existe, en effet, dans le texte de deux abrégiateurs anciens de Valère Maxime, retrouvés par le cardinal Angelo Mai, et insérés au tome III de ses *Veteres Scriptores*.

<sup>2</sup> Josèphe, *Antiq. Jud.*, xiv, 2 ; *Guer. Jud.*, I, 6.

<sup>3</sup> Probablement les quartiers situés au nord et à l'ouest du Sérapeum, débouchant sur le port d'Eunoste, lequel est entre l'Heptastade et l'île de Pharos, du côté opposé au grand port. Voyez la carte de l'*Antique Alexandrie* et de ses faubourgs, par Mahmoud-Bey, astronome du khédive, 1866.

<sup>4</sup> Ce terme, sur l'étymologie duquel on a tant discoursu, ne serait-il pas com-

Tout ce que nous avons dit des richesses, de l'influence et de l'ubiquité des Juifs alexandrins dans le monde gréco-romain, pendant les deux siècles avant notre ère, n'était que pour mieux faire comprendre l'importance du mouvement d'idées qu'ils provoquèrent. Le groupe judæo-alexandrin ne borna pas, en effet, son activité à la navigation, au trafic, à la banque; il fonda une école philosophique qui dura trois siècles et jeta un vif éclat, et qui, comme nous allons le voir, n'exprime qu'une partie du vaste et puissant prosélytisme des Hébreux hellénisés. Nous sommes là en présence d'un phénomène capital et nouveau dans l'histoire du judaïsme et qui mérite de fixer l'attention.

Jusqu'alors l'Israélite avait vécu, sinon isolé, du moins replié sur lui-même. Les Égyptiens, les Assyriens, les Grecs surtout, si expansifs et si véritablement humains, avaient été frappés de cette attitude répulsive qui constituait les Juifs dans le monde à l'état de secte fermée, sinon hostile, et autorisait contre eux l'accusation de misanthropie. C'est que le peuple élu n'avait d'abord envisagé d'autre fonction que celle de conserver la notion du vrai Dieu, perdue pour le reste du genre humain; et, dans son orgueil, il n'admettait pas qu'un autre peuple fût appelé à partager avec lui ce glorieux sacerdoce. Les secrets desseins de la Providence devaient modifier cet état de choses. La logique et la raison voulaient d'ailleurs qu'on s'aperçût un jour que la bonté et la justice du Très-Haut s'accommodaient mal de ces rigueurs implacables envers les Gentils; la gloire bien comprise du peuple élu n'était-elle pas intéressée d'ailleurs à ce que le sacerdoce et la royauté morale dont Dieu l'avait investi s'exerçassent sur un plus vaste théâtre? Lequel était le plus grand et le plus digne d'admiration, ou bien Israël confiné en Palestine, sacrifiant dans le mystère à Jérusalem, ensevelissant dans son cœur, et d'une manière jalouse, le dépôt de la vérité; ou bien Israël répandant de ses lèvres sur les hommes, comme des torrents de miel ou des rayons de flamme, la parole des prophètes et faisant de son sacerdoce séculaire un marchepied pour s'élever à la royauté universelle?

Hâtons-nous de le dire, ce beau rêve, qui devait être bientôt une réalité, ne naquit pas en un jour; il surgit comme par degrés des profondeurs de la pensée des prophètes; ses contours vagues se précisèrent peu à peu; il acquit insensiblement la consistance et le relief des choses extérieures. Ce rêve grandiose, à l'époque où nous sommes, n'avait pas visité tous les fils d'Abraham sans exception, mais ceux-là seuls que l'élévation de l'esprit et du cœur faisait planer

posé de deux termes, l'un hébreu, *alab* (chef, seigneur), l'autre grec, *archos*, traduisant exactement le précédent?

bien haut au-dessus du vulgaire, ou ceux qui, comme les Alexandrins, placés dans des circonstances favorables, grâce à un contact prolongé avec la civilisation grecque, perdirent cette âpreté, cette tendance à l'exclusion qui persista chez la plupart des juifs palestiniens.

La colonie juive d'Alexandrie fut animée d'un puissant esprit de propagande, esprit nouveau dans le judaïsme, bien qu'on doive en reconnaître les germes au sein de certains courants d'idées d'origine israélite. Cet esprit nouveau, Alexandrie le développa la première, en vertu de la loi que nous connaissons, qui veut que la civilisation des colonies devance dans sa marche celle de la mère patrie; mais elle n'en eut pas le monopole. Et la preuve, c'est que, deux siècles plus tard, au cœur même de la Palestine, l'esprit apostolique se faisait jour avec une force incomparable, et détachait de la Judée un petit groupe d'hommes qui allaient faire porter leurs fruits au travail séculaire et aux persévérants efforts d'Alexandrie.

La pensée qui inspira aux Alexandrins l'ardent désir et l'espoir invincible de renverser l'idolâtrie et de conquérir le monde au vrai Dieu, puisait surtout sa force dans l'espoir messianique. Chaque jour s'accroissait davantage chez le peuple juif l'attente d'un libérateur, d'un Messie, dont le règne réaliserait l'âge d'or; qui punirait les méchants, récompenserait les bons, et ressusciterait les morts vertueux pour les associer à sa gloire. Suivant les traditions nationales, le Messie étendrait son autorité sur tous les hommes; des luttes gigantesques seraient engagées contre lui par les rois idolâtres ligüés. Vaincus et repentants, les Gentils reconnaîtraient enfin le Très-Haut, détruiraient les idoles et iraient sacrifier à Jérusalem. Après cette conversion commencerait le règne messianique, le règne de la paix et de la justice, le règne de Dieu. Mais il devait être précédé de la manifestation du vrai Dieu à tous les hommes. C'était donc une nécessité et une joie de hâter cette heureuse manifestation, et d'exercer par tous les moyens une active propagande religieuse.

Cette propagande s'exerça durant deux cent cinquante ans avec une énergie, une prudence, une patience merveilleuses; elle sapait profondément le sol qui portait le monde gréco-romain. Pareil aux murs de Jéricho, ce sol, que des efforts prolongés paraissaient pouvoir ébranler à peine, s'écroula tout à coup, dans la stupefaction générale, à la voix des apôtres galiléens annonçant la mort et la résurrection du Fils de l'Homme, l'avènement du Messie. Alexandrie avait préparé cette ruine et cette rénovation; elle avait tracé à travers les nations le sillon dans lequel saint Paul jeta la parole du Christ, qui leva aussitôt et produisit cette moisson magnifique.

Tel est le fait immense, trop peu connu, qui constitue, pour l'his-

torien philosophe, les véritables origines du christianisme ; — nous parlons, bien entendu, des origines humaines, de la collaboration de l'humanité dans ce miracle de l'amour divin.

## VII

L'école philosophique des juifs alexandrins commence avec Aristobule et finit avec Philon. Elle embrasse un intervalle de deux siècles. Le premier de ces philosophes porte le titre de péripatéticien, le second, celui de platonicien. Mais on se tromperait en supposant, d'après cela, qu'ils n'ont été que des copistes ou des disciples des maîtres de la Grèce. Leur école fut éclectique, en ce sens qu'elle s'assimila ce qu'il y avait de meilleur dans les systèmes des diverses écoles. Mais elle resta par-dessus tout hébraïque et moisiaque : elle accepta la science grecque comme un instrument pour un large commentaire des Livres saints ; elle s'attacha à présenter aux Grecs, sous les formes attrayantes d'un langage emprunté à leurs grands écrivains, le monothéisme d'Israël ; elle dégagait ainsi du Décalogue et de la loi de Moïse un système complet de religion, de morale et de philosophie.

Les livres d'Aristobule et de Philon furent écrits surtout pour les Grecs. L'œuvre d'Aristobule est perdue. Eusèbe nous apprend qu'il avait entrepris de démontrer que toute la sagesse enfermée dans les livres et les traditions de la Grèce avait pour source unique les Écritures sacrées des Juifs. La thèse était sans doute difficile à établir victorieusement par les faits ; mais ne voit-on pas comme elle prêtait à un parallèle destiné à exalter la beauté des Livres saints, et à faire pénétrer dans l'esprit des Grecs des notions plus saines et plus justes de la Divinité et de la vertu ? La plupart des nombreux traités de Philon sont parvenus jusqu'à nous ; il y découvre aux Grecs les trésors de vérité et de sublime éloquence renfermés dans les Livres saints. Depuis plus d'un siècle et demi, ces Livres avaient été traduits en grec par les Alexandrins ; les négociants israélites, en même temps que les écrits d'Aristobule et de Philon et de plusieurs autres docteurs, avaient dû transporter avec eux des exemplaires de cette traduction sur tout le littoral méditerranéen, depuis Alexandrie, Tarse, Éphèse et Antioche, jusqu'à Athènes, Corinthe, Tarente et Rome.

La philosophie ne fut pas le seul moyen de propagande des Juifs alexandrins ; le prophétisme lui vint en aide et lui ajouta une grande puissance ; car il était de nature à faire une profonde impression,

non-seulement sur le populaire, amoureux de toutes les merveilles, enclin à toutes les frayeurs, mais encore sur les esprits cultivés imbus des opinions courantes sur la prescience que les Orientaux avaient de l'avenir.

Aux portes d'Alexandrie nous trouvons enfin une école religieuse, celle des thérapeutes, qui paraît avoir des liens étroits d'origine et de doctrine avec la secte palestinienne des esséniens<sup>4</sup>. Le don de prophétie passait pour être fréquent chez les cénobites d'Hébron; il ne fut point refusé aux solitaires du lac Maria, adonnés exclusivement à la contemplation, et pratiquant des austérités nombreuses, dans le but d'éclaircir la vue de l'âme en la dégageant des obscurités corporelles. M. Alexandre ne trouve aucune invraisemblance à admettre — et nous nous rangeons à ce sentiment — que les oracles messianiques d'Alexandrie sont sortis des couvents des thérapeutes. Ajoutons que, suivant le témoignage de Philon, ces couvents étaient disséminés, ainsi que les colonies juives, dans la Grèce, dans l'Asie et dans l'Afrique. On peut donc supposer que chaque établissement monastique est devenu un centre d'émission et un instrument de propagation de ces oracles dans le monde grec.

On voit *a priori* que le prophétisme des moines juifs transportés au sein du paganisme devait tendre à la conversion des idolâtres. Cette induction est vérifiée par la lecture des morceaux, que nous étudierons plus loin, dont l'origine judéo-alexandrine sera démontrée, dont la date de composition sera enfermée dans le laps de temps qui comprend les écrits d'Aristobule, la traduction des Septante, l'œuvre entière de Philon et le livre de la Sagesse.

Ce fut sans doute à la même époque que commencèrent à circuler divers livres, écrits en langue grecque, composés avec une grande habileté, paraissant pactiser avec l'idolâtrie pour mieux la détruire, propageant discrètement le monothéisme, cherchant enfin à créer des arguments au prosélytisme alexandrin et des titres à la prétention qu'avaient les Juifs de devenir les guides et les maîtres du genre humain. De ce nombre sont les *Orphiques* et peut-être aussi les poésies du Phocylide. Mais il y a là des questions encore obscures. Nous nous bornons à exprimer là-dessus une simple interrogation.

Tous ces faits réunis se commentent, et nous confirment dans l'opinion que le groupe judéo-alexandrin mit en œuvre pour la conquête morale du monde, non-seulement le prosélytisme philosophique, mais encore l'action plus énergique et plus populaire du prophétisme, et l'influence d'une littérature apocryphe.

<sup>4</sup> Voir notre article intitulé : *Le monachisme juif et le christianisme primitif* (Correspondant du 25 mai 1873).

Arrêtons-nous un instant à considérer de plus près ce mouvement.

Les philosophes judæo-alexandrins ont des allures graves ; ils discutent et veulent triompher des obstacles et des préjugés par la persuasion et le raisonnement. Ils font appel à la science et à la logique pour convaincre les Gentils de la supériorité de l'enseignement contenu dans les Livres saints. La nation juive conserve en eux le précieux dépôt de la vérité, de la tradition la plus antique et la plus vénérable. Cette nation, ennoblie par la faveur et le choix de Dieu, a péché contre le Très-Haut qui lui a envoyé de rudes châtimens ; captive à Babylone, puis persécutée en Palestine, elle a été forcée de se disperser à travers le monde, jusqu'au jour où, grâce à sa prédication, à l'exemple donné par ses vertus, le mensonge et l'idolâtrie seront bannis de la terre et le vrai Dieu universellement adoré. Malgré les épreuves imposées aux fils d'Abraham, ils n'en sont pas moins restés la race d'élection : malheur à qui les opprime, à qui les entrave dans le culte du vrai Dieu ! le châtimement céleste ne se fait jamais attendre.

Telle est exactement, en raccourci, la thèse historique de Philon. Le livre *contre Flaccus* nous la présente sous un aspect dramatique et saisissant. Le gouverneur d'Égypte, par haine, par faiblesse ou par calcul de popularité, avait laissé profaner les proseuques des Juifs d'Alexandrie ; il avait permis que leurs maisons fussent pillées, leurs magistrats publiquement outragés. Flaccus, suivant Philon, a été puni de tous ces crimes avec une rigueur et une ponctualité qui nous révèlent dans chacun des détails de l'expiation la volonté vengeresse de Dieu mesurant le supplice à la faute. N'est-ce pas là, s'écrie enfin l'historien, une preuve manifeste que Dieu s'intéresse au peuple juif et ne lui refuse pas son secours <sup>1</sup> ?

On comprend qu'après les humiliations de la captivité, les persécutions terribles exercées par les Séleucides, l'asservissement des Palestiniens et la dispersion du reste de la nation, en face des autres peuples restés puissants ou même indépendants, l'orgueil israélite était contraint d'en appeler à l'avenir. Un peuple aussi durement traité dans son propre pays ne pouvait donner quelque valeur à son rôle de *lumière des nations* qu'en annonçant une ère nouvelle qui mettrait les choses à leur place, et glorifierait le peuple saint. Un jour viendra où, reconnaissant et détestant ses fautes, purifié par la douleur et le repentir, le peuple saint rentrera en grâce auprès du Très-Haut.

« Ce jour-là, dit Philon <sup>2</sup>, les Juifs fussent-ils aux confins de la

<sup>1</sup> Voy. *Écrits hist. de Philon d'Alexandrie*, par Ferdinand Delaunay, p. 264.

<sup>2</sup> Περὶ ἀζωον.

terre, réduits en esclavage et prisonniers de guerre, comme au même signal, seront tous rendus à la liberté, car leurs maîtres seront frappés d'étonnement et d'admiration en voyant leur retour à la vertu, et rougiront de commander à des hommes meilleurs qu'eux. Une fois en possession de cette liberté inespérée, les Juifs dispersés en Grèce, chez les barbares, dans les îles et sur les continents, se lèveront comme un seul homme, et de toutes parts se dirigeront vers le même lieu qui leur aura été désigné. Ils marcheront guidés par un être supérieur à la nature humaine<sup>1</sup> visible pour ceux-là seuls qui doivent être sauvés... Arrivés au terme de leur voyage, voilà les habitations qui se relèvent de leurs ruines, les déserts qui se peuplent, la terre stérile qui se fertilise. La prospérité de leurs ancêtres ne sera rien en comparaison de la prospérité présente, découlant de la faveur divine comme d'une source intarissable et comblant la nation et les individus de biens immenses. Il se fera alors un changement soudain : Dieu tournera sa puissance contre les ennemis de ce peuple converti ; ces ennemis qui naguère se réjouissaient de nos maux, nous couvraient de railleries et d'insultes, espérant sans doute que leur bonheur serait durable et qu'ils le transmettraient à leurs fils et à leurs descendants ; ces ennemis pour qui nos douleurs étaient un motif de gaieté, et qui célébraient par des festins publics nos jours de tristesse et de deuil. Aussitôt qu'ils commenceront à recevoir le châtiment de leur cruauté, ils s'apercevront qu'ils ont péché non point envers des hommes obscurs et de basse extraction, mais envers des hommes de noble race ayant gardé de cette noblesse des restes suffisants pour faire briller de nouveau l'antique splendeur un instant éclipsée. »

Ce curieux passage, auquel personne n'a fait jusqu'ici attention, nous montre ce que l'École philosophique d'Alexandrie avait fait de la tradition messianique, sous quelle forme ingénieusement adoucie et prudemment modeste elle avait su présenter aux Grecs la révolution espérée par les fils d'Abraham. Les traits principaux de la tradition subsistent : les Gentils sont punis, les Israélites glorifiés, le vrai Dieu reconnu ; mais le point de départ de ce grand événement c'est le retour à la vertu du peuple élu. On remarquera l'allusion fugitive à la figure du Messie, être surhumain, *vision* qui sera partout à la fois et guidera les tribus dispersées vers la patrie ; on remarquera aussi la discrétion apportée à tracer le tableau de la prospérité des Juifs réintégrés dans la terre de Chanaan. En un mot, la philosophie hellénise les conceptions hébraïques, c'est-à-dire qu'elle leur enlève

<sup>1</sup> Ξαναγούμενοι πρὸς τινὲς θεοτέρας ἢ κατὰ φύσιν ἀνθρωπίνην ὄψεως, ἀπὸ τοῦ μὴ ἱέρους, μόνους δὲ τοῖς ἀνασωζομένοις ἐμφανούς.

ce qui pourrait les rendre inintelligibles ou odieuses aux Grecs.

Dans le commentaire des livres saints, des lois du Décalogue, l'École d'Alexandrie pratiquait un système d'origine palestinienne. L'allégorie faisait de la lettre de la Bible une chose d'une élasticité merveilleuse. Elle avait toutefois ses règles et sa tradition ; vingt passages de Philon l'attestent. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner si cette exégèse n'avait pas des racines dans les écoles rabbiniques de Palestine, dans les monastères esséniens, dans les solitudes des Thérapeutes ; si enfin l'école d'Alexandrie, au lieu d'être entièrement abandonnée à l'influence hellénique, comme on l'a supposé, n'était pas restée en communication intime et constante avec la Judée ; nous nous contenterons de dire que cet isolement paraît contredit par des faits nombreux et considérables.

Le commentaire des Livres saints par l'allégorie donnait aux Juifs alexandrins un procédé d'une admirable souplesse, à l'aide duquel ils rapprochaient et essayaient de concilier la science grecque et la science rabbinique. Philon mentionne à chaque page avec honneur Platon, Aristote, et les autres maîtres de la pensée chez les Grecs ; il cite et loue Homère, Euripide, Eschyle, tous les poètes illustres. Sur tout ce qui est secondaire ou indifférent, sur ce qui n'a pas été tranché expressément par un texte biblique ou par une interprétation autorisée, il adopte volontiers les données de la science grecque. Il parle de la vertu comme Zénon, de l'âme comme Socrate, du corps comme Aristote, du monde idéal comme Platon, des nombres et de leur puissance comme Pythagore ou Philolaüs. Mais tout cela n'est qu'une sorte d'ornementation, un moyen d'attirer et de retenir l'attention, de se faire accepter ; tout cela n'est qu'à la surface. Grattez ce vernis, fût-ce légèrement, vous retrouverez le Juif avec les idées de sa race, de son école, de son tempérament propre.

Le prophétisme alexandrin a d'autres allures. L'orgueil, la colère, la haine, le mépris lui fournissent tour à tour des armes. Il puise bien dans le fond qui alimente la philosophie, à la source qui alimente la littérature apocryphe ; mais n'ayant pas à garder les mêmes ménagements, voulant avant tout saisir l'imagination et frapper des coups hardis, il s'épanche en traits brûlants, en vives apostrophes, en menaces terribles. Pourtant, le sibylliste a son masque aussi, comme le philosophe exégète, comme le poète moraliste : c'est une forme littéraire spéciale. L'oracle érythréen lui sert d'instrument et comme de piédestal pour faire entendre au loin sa parole.

N'allons pas juger les sibyllistes avec nos idées modernes et ne voir en eux que des fabricateurs frauduleux de prophéties calculées, des charlatans cherchant des dupes. Sans doute, au sens strict du



mot, il y avait fraude dans le fait d'emprunter la forme des oracles érythréens pour en conquérir l'autorité. Mais cette fraude, aux yeux des Juifs qui la pratiquaient, n'était-elle pas aussi innocente et légitime que celle du médecin qui déguise sous un arôme l'amertume d'un remède bienfaisant?

Le sibylliste avait la foi : il n'était pas alors un fils d'Abraham qui ne s'attribuât quelque parcelle du don de prophétie départi à sa race. L'enthousiasme divin, le ferme espoir en la parole des anciens voyants, la fièvre croissante d'une attente séculaire, souvent déçue et jamais éteinte, l'indignation éloquente et le noble courroux suggérés par le spectacle irritant de l'idolâtrie et des vices immondes qui souillaient les nations, tels étaient les sentiments tumultueux et grandioses qui agitaient l'âme du sybilliste et illuminaient sa pensée. Alors, dans un langage nouveau, il adressait aux Gentils la parole des prophètes d'Israël ; il proclamait la majesté du Dieu unique, la sainteté de sa loi, l'approche de ses jugements ; il criait aux Grecs, comme autrefois Jonas aux Ninivites : « Faites pénitence, ouvrez les yeux : le bras du Seigneur se lève et va retomber sur vous ! »

Une conviction impérieuse dominait en lui ; il pensait ce qu'avant lui ses ancêtres avaient tant de fois répété : « Les temps sont proches ! » Sans cette conviction, imposée par les promesses divines, eût-il ressenti les ardeurs irrésistibles qui le poussaient à prophétiser ?

Conviction chimérique, disent les incrédules, et fondée sur des événements dans lesquels on était trop disposé à reconnaître les premiers tressaillements de la suprême révolution. Sans nous arrêter à discuter l'objection nous répondons : Qu'importe ! Cette conviction n'en existait pas moins ; elle n'en créait pas moins une force morale prodigieuse, telle, qu'elle permit au peuple le plus honni, le plus faible en apparence, de conquérir le monde, et cela, au moment même où il semblait, après l'écrasement formidable qui se termina par le sac de Jérusalem et la destruction du temple, que le nom de ce peuple fût à jamais rayé d'entre les nations.

FERDINAND DELAUNAY.

La suite prochainement.

---

# VOYAGE

## DANS L'AMÉRIQUE DU SUD

---

DE PANAMA A QUITO

---

L'isthme de Panama sépare, comme on sait, les deux continents américains. Cette séparation géographique sert à marquer celle qui existe, dans l'état politique et moral, entre l'Amérique du Nord, pays mi-partie des races latines et germaniques, et l'Amérique du Sud, fille de la monarchie espagnole par les coutumes, de la race espagnole et de la race mongole par le sang. Cet isthme étroit est le point de jonction de deux mondes, et, sur son territoire de quelques lieues, Aspinwal au rivage septentrional, Panama, sur la rive sud, semblent être la clef de deux ordres de choses morales et politiques distincts. Aspinwall a été bâti dans ces dernières années par les États-Unis pour les besoins de leur commerce. Il est fait de planches hâtivement assemblées, et dans cette petite ville improvisée circule une vie active. Panama, construite de grosses pierres et de vastes amas de briques, crénelée, démantelée, toute en ruines, est triste et morne comme un passé détruit. J'avais traversé avec une respectueuse émotion cette terre encore si fraîchement conquise — qu'est-ce que trois siècles dans l'histoire? — à la civilisation, à la religion, aux promesses de l'avenir. Ma mémoire était pleine du grand souvenir de Fernand Cortez, mettant le premier le pied sur cette terre, et du religieux récit que j'avais lu dans le vieux Lope de

Vega. « Il monta, suivi de ses hommes, dit-il, sur une éminence, et de là, dans une lumière sereine qui permettait à la vue de s'étendre le long de l'océan Pacifique, il découvrit de vastes terres, un continent tout entier. Ému devant ce grand spectacle, Cortez, se découvrant, mit un genou en terre et rendit gloire à Dieu qui faisait un tel présent au roi d'Espagne et donnait un nouveau peuple à son Christ. » Ce touchant tableau de la découverte de l'Amérique du Sud m'avait suivi dans notre traversée sur le doux océan Pacifique. Nous avions laissé derrière nous Carthagène de la Nouvelle-Grenade, la vieille forteresse du moyen âge, si hors d'usage aujourd'hui, qu'elle n'avait pu rendre à notre navire le salut du canon. Elle n'avait point de poudre (et nous l'avait fait dire) pour remplir ce modeste devoir d'étiquette maritime. Nous approchions de l'île de Puna, à l'embouchure de la rivière de Guayaquil, c'est-à-dire nous étions en vue du territoire de l'Équateur, but de notre voyage.

Tout est gigantesque dans ses proportions sur le territoire sud-américain ; tout est taillé, pour ainsi dire, à la mesure de l'humanité future. Cette terre est préparée pour les légions de l'avenir, et les maigres générations qui la peuplent aujourd'hui sont un faible troupeau dispersé dans le désert. L'embouchure de la rivière de Guayaquil (et ce fleuve n'est pas le plus puissant de l'Amérique du Sud) mesure près de 60 lieues. Sur son parcours, jusqu'à peu de distance de Guayaquil même, la rivière conserve une largeur de plusieurs lieues. A Guayaquil, elle a encore dans les temps ordinaires (car dans la saison des pluies ses débordements couvrent le pays tout entier) plus de 3 kilomètres de large, et l'œil se repose sur la rive opposée comme sur un mystérieux horizon. Elle est le produit du versant occidental des Cordillères, et la configuration du sol, qui, à partir de la base des colossales montagnes, a peu de pente vers la mer, lui donne un cours lent et doux qui ajoute à sa grâce et à sa majesté. Chaque jour, le flux et le reflux la fait remonter vers sa source, et son éternel va-et-vient, dans une sereine et splendide lumière, berce l'esprit contemplateur. Notre navire entra dans les eaux de ce fleuve amène en côtoyant l'île de Puna, nid de verdure qui semble un berceau de Moïse, et nous amena en quelques heures à Guayaquil, capitale commerciale de cet État de l'Équateur qui prend son nom du soleil. Nous jetâmes l'ancre devant le *Marccon*, quai où quelques nègres étaient occupés à faire sécher le café sous un ciel de feu, et où se jouaient quelques négrillons. Du reste, la ville semblait endormie ; on ne voyait pas un habitant, on n'entendait pas un bruit. C'étaient les heures torrides du jour, celles où les négociants, en bras de chemise, sont enfermés au fond de leurs comptoirs, où les femmes, à demi nues, sont couchées dans leurs

hamacs, et où les grands caïmans, étendus sur la berge, la gueule grande ouverte, attendent leur proie dans un bâillement éternel.

Comme j'avais des lettres de recommandation auprès de plusieurs personnes, bien des demeures m'étaient ouvertes. Je n'avais que l'embarras du choix. Les mœurs hospitalières règnent encore dans ces contrées, la vie y est facile, et on ne sent nul embarras à accepter une place sous le toit d'une famille inconnue ; cela, on le voit, la gêne si peu ! il y a tant de simplicité, tant de largeur, à cet égard, dans les idées ! Le coucher se compose d'un lit de sangle sans matelas (*catre*), avec un moustiquaire ; l'ameublement, d'un hamac, d'une *butaca* et d'une table. Il y a de cela dans toutes les chambres, et toutes les chambres sont ouvertes. Celle de la maîtresse du logis l'est comme les autres ; son cabinet de bain n'est pas plus inaccessible. Tout se fait à ciel ouvert et à porte ouverte dans ces demeures où tout le monde est, et personne n'est chez soi, et sur lesquelles semble planer, sans y être écrit, l'axiome philosophique des Romains : « Habite comme en passant. »

Je tirai au hasard une des lettres de recommandation dont j'étais muni, et résolu de la porter à son adresse. Notre navire était entouré de petites pirogues montées par des nègres, et chargées de fruits. Il semblait un grand oiseau des mers abritant sous ses ailes une couvée nombreuse. Chaque bâtiment qui aborde est assailli d'un essaim de marchands d'oranges, de cocos, de graines rouges enfilées en colliers et en bijoux, de petits paniers, d'écrans et d'éventails en feuilles de latanier, de tous les petits produits d'une industrie primitive et charmante qui viennent au devant de l'Européen. Je pris un guide sur une de ces pirogues et me fis conduire à la maison à laquelle j'étais recommandé. C'était une maison de commerce, car le commerce est l'aristocratie de Guayaquil. Il l'est à tous les titres, parce qu'il est la richesse, parce qu'il est l'intelligence, et surtout parce qu'il est exercé par la race blanche, la race aristocratique. Mon négociant était au fond d'un vaste magasin où il préparait un chargement de cacao. Le cacao de Guayaquil est un article d'exportation considérable. Son prix est peu élevé, et son introduction chez nous a contribué depuis quelques années à l'heureux abaissement de celui du chocolat, cette denrée alimentaire de premier ordre, dont l'usage, autrefois restreint aux classes riches, se généralise tous les jours. On ne s'explique pas comment le prix du chocolat ne peut tomber encore, pour les qualités inférieures, au-dessous de 2 francs le kilo, quand le cacao de Guayaquil se vend 12 à 20 francs le quintal, et le sucre raffiné 60. Le grand nombre d'intermédiaires que la force des choses et la coutume interposent entre le producteur et le consommateur rend seul compte de ce phéno-

mène. Le cacao de Guayaquil, vendu sur place 12 à 20 francs, et transporté en Europe dans des conditions favorables, donnerait un chocolat excellent. Dans le pays, grossièrement écrasé entre deux pierres, et mis, pour le moulage, dans de petites coffes en papier, il se couvre d'une couche épaisse de cette huile essentielle qui est le beurre de cacao; il dégage un parfum délicieux, et, sans avoir la puissante saveur du cacao de Caracas, il est peut-être plus agréable, précisément parce qu'il est plus doux. Apporté chez nous, après un séjour prolongé à fond de cale et dans les entrepôts, il a perdu son goût, son arôme, son huile; il est sec, plat, terreux, quand il n'a pas contracté quelque goût de moisi qui oblige le fabricant à calciner la noix pour le dissimuler. Nous mangeons beaucoup trop de cacaos avariés pour savoir ce que vaut cet aliment au point de vue du goût et de la santé. Si nous envoyions des noisettes à l'Amérique, et qu'elles restassent deux ans en route et à l'entrepôt, elles seraient à peu près dans le même état où nous arrive, à nous, la noix de cacao. Je sais qu'une denrée si encombrante ne peut passer par l'isthme de Panama, et que le tour du cap Horn est long à faire; mais je sais aussi que le système des transports à trop bon marché et des entassements à l'entrepôt, qui peut tourner au profit de l'agiotage commercial, tourne habituellement au détriment de la santé, du bien-être et même de la bourse du consommateur.

Mon négociant me reçut avec la même simplicité qu'il eût reçu une lettre de commerce. On voyait que cela lui arrivait tous les jours, ne le dérangeait en rien et ne faisait aucune impression sur son esprit. Dans les pays où l'établissement des auberges et des cabarets n'a point encore fermé l'ère des mœurs hospitalières, on reçoit l'étranger en vertu d'un prêt rendu, et sans se croire le moindre titre à sa reconnaissance. Il y a bien une petite hôtellerie à Guayaquil. Elle a été fondée par le chef de cuisine du marquis de Montholon, chargé d'affaires de France en ce pays il y a une vingtaine d'années. Mais y descendre est peu dans les usages, surtout dans les usages aristocratiques. Après m'avoir serré la main et m'avoir assuré que j'étais chez moi, mon hôte m'offrit de me présenter à la señora, que je trouvai étendue dans son hamac, pieds nus, vêtue d'un peignoir flottant, les cheveux dénoués, et qui, d'une voix traînante, et sans se remuer, me répéta les paroles sacramentelles de l'hospitalité castillane : « A votre disposition, *caballero*. Cette maison est la vôtre, et tout ce qu'elle contient vous appartient. » Pendant ce temps, mon négociant s'éclipsa, retourna à ses affaires, et me laissa avec sa jolie compagne.

Le nom de jolie est mérité indistinctement par toutes les femmes, à Guayaquil. Il n'y en a pas une qui n'ait une grâce languissante, un

pied mignon, de longs cheveux et des yeux de gazelle. Telle était encore mon hôtesse, qui, par une exception rare, avait conservé un air de jeunesse à quarante ans, et après vingt-deux grossesses. Cette fécondité biblique lui donnait une sorte de majesté naturelle qui touchait plus que la distinction acquise des femmes du monde. Il lui restait encore seize enfants vivants, dont plusieurs étaient des jeunes gens employés dans le commerce de leur père et voyageant au loin, trois étaient des jeunes filles en âge pour le mariage, et le dernier un petit baby que sa mère allaitait encore. La mère appela ses filles pour les présenter à l'étranger. « Dolorès ! » point de réponse. « Panchita ! Rosario ! » même silence. — Elle sourit et devina qu'elles avaient eu peur de leur négligé par trop exagéré et s'étaient enfuies, en s'entendant appeler, comme des sarcelles qui se cachent dans les roseaux.

Mais la soirée devait me dédommager, car les jeunes coquettes se parèrent pour l'étranger. Malheureusement elles se coiffèrent à l'euro-péenne ; c'était dommage. Les cheveux flottants ou nattés, tombant sur les épaules, sont la seule coiffure qui seye à leur beauté. Mon Dieu ! qu'elles sont belles, le soir, quand elles se promènent sur le *Marecon* : leurs cheveux noirs pendants presque jusqu'à terre et semés de roses, leurs pieds nus dans des souliers de satin blanc, leurs mains fines non gantées, un espèce de manteau de blonde fixé sur leurs épaules et traînant derrière elles ! Dans l'inégale lumière répandue sur le quai par les réverbères et projetée des fenêtres ouvertes, elles apparaissent et disparaissent comme des houris dans un rêve. Le soir est l'heure de la vie dans ces contrées, pour l'homme habitant des villes, comme pour l'animal habitant des forêts. C'est le soir que se font les visites, que l'esprit et le corps s'éveillent ; toutes les maisons, le soir, sont brillamment éclairées, et les sons du piano s'échappent de tous les balcons ouverts. Il y a peu de talents de musique sérieux à Guayaquil, comme dans toute l'Amérique du Sud. Le courage manque trop pour l'étude ; mais toutes les jeunes personnes jouent des quadrilles et des polkas ; toutes sont invitées à en jouer chez elles et chez leurs amies ; nulle ne se fait prier et il en résulte dans les rues, tous les soirs, un gai charivari qui rappelle le souvenir de la gaieté nocturne des Africains, dont un voyageur a dit : « Du coucher au lever du soleil, toute l'Afrique danse. » Ce mot est également vrai pour l'Amérique du Sud, du moins pour la partie comprise dans la région tropicale. Sur les bords de la rivière de Guayaquil s'improvisent toutes les nuits des bals et des concerts où les nègres piétinent, trépignent, se contorsionnent et se livrent à mille pantomimes au son des castagnettes et du tambourin. Dans la presque obscurité de ces réunions,

j'ai vu des négresses ruisselantes de sueur, les traits immobiles et douloureusement contractés par la fatigue, sauter sur elles-mêmes pendant des heures entières comme dans une frénésie. On peut dire que les deux rives du fleuve sont bordées d'un cordon de danseurs infatigables et d'un second cordon fait de chanteurs et de musiciens plus paisibles. On ne dort point la nuit dans les pays où l'on dort le jour. On s'assemble sous un bananier et l'on chante à la brise nocturne des espèces de plaintes au son de la guitare. Tous les chants des peuples primitifs tiennent de la plainte. On dirait l'écho de la grande douleur qui a frappé dans son berceau la race humaine. Les nègres ont apporté ces tristes accents de la terre d'Afrique ; ils les ont retrouvés sur le continent américain, et les Espagnols ont nommé toutes les chansons nationales des indigènes des *tristes*. Eux-mêmes, les conquérants, avaient chez eux des chants mélancoliques comme en ont tous les peuples qui habitent le littoral de la Méditerranée. Je me souviens des accents que j'ai entendus traverser l'île d'Ischia dans le golfe de Naples ; ils venaient de la Grèce, ils venaient aussi de la Mauritanie : c'étaient de sonores et longs soupirs !

A cinq heures du matin, je m'arrachai aux sévères délices de mon lit sans matelas et au bourdonnement irritant des moustiques qui assaillent avec fureur le nouveau débarqué, pour aller entendre la messe dans une église de bois et de planches, dont j'avais aperçu du bord le clocher carré, maigre et sans caractère. L'architecture ne peut régner dans des pays aussi sujets aux tremblements de terre. Il faut se contenter des assemblages élastiques et légers qui résistent par leur souplesse et leur légèreté même. La grosse charpente des bâtiments et les murs sont faits de bambous revêtus de planches pour le coup d'œil. Telle est l'élasticité de ces constructions, que, dans les violentes secousses de la terre, l'observateur placé sur un navire, au milieu de la rivière, voit la ville tout entière s'incliner, se relever, s'incliner encore, comme un champ de riz caressé par la brise. C'est un curieux et rare spectacle, que la ville de Guayaquil, seule peut-être, peut donner : d'abord à cause de la nature de ses constructions, ensuite par la violence des tremblements de terre qui s'y font sentir, et surtout parce que construite sur les bords d'un fleuve, l'observateur trouve sur l'eau, pour lui-même, un plan dont l'horizontalité n'est pas sujette à se perdre et qui lui permet d'apprécier l'inclinaison de ce qui l'entoure.

Le premier objet qui frappa ma vue, en approchant de l'église, fut deux gros moines qui, assis sur deux bornes, en face l'un de l'autre, fumaient leurs cigares. J'entrai dans l'église et la trouvai complètement déserte. Ce grand barraquement de planches et de

bois, sonore, sans une âme, avait aussi sa solennité ; on y craignait le bruit de ses propres pas. J'attendis longtemps un sacristain, un prêtre, un fidèle, qui pût me donner quelque renseignement sur les usages de cette église. Enfin je pénétrai dans la sacristie, et me crus d'abord au milieu d'une assemblée nombreuse : vingt ou trente personnes, hommes et femmes, vêtus exactement à la mode du pays, les premiers en culottes courtes et en *ponchos*, les secondes en robes de jaconas et en châle de crêpe de Chine jetés sur la tête et drapés autour du visage, occupaient la sacristie et paraissaient causer entre eux dans les attitudes les plus naturelles. Mon erreur, pourtant, ne fut point longue : c'étaient des statues de saints dans leur déshabillé ; des saints sous la remise, dont on n'avait pas besoin dans l'église ce jour-là et qu'on avait mis en petite toilette. Le réalisme de ces peuples enfants ne s'érige pas en théorie comme celui de nos modernes artistes, mais il leur est naturel parce qu'il est nécessairement l'enfance de l'art. L'imitation pure, l'imitation brutale, la plastique, est le premier pas qui conduit à l'art véritable, c'est-à-dire à la profonde et lumineuse interprétation des œuvres de Dieu. Le culte qu'ils rendent à leurs saints est un culte grossier, empreint de fétichisme et de puérilité. On peut affirmer sans crainte que, pour le peuple, un saint est là, comme pour les payens une statue de plâtre ou de bois ; le vêtir, le peindre, le parer, est lui rendre l'honneur qui lui est dû. Les femmes se font un point de dévotion de donner aux saintes leurs plus belles robes, leurs plus belles parures ; de couper même leurs chevelures pour les orner de faux cheveux. Elles habillent et déshabillent les saints, comme les enfants leurs poupées. On suit un peu pour eux la mode, mais de loin ; on a égard aux jours de l'année, non, comme dans le rituel catholique pour rappeler par la couleur convenue des ornements certaines idées religieuses, mais pour faire vivre les saints, comme les fidèles, de la vie du monde. Nous étions à un jour ouvrable et les statues étaient vêtues, comme je l'ai dit, de culottes en simple toile et de robes en étoffes de coton. Au milieu d'elles, un sacristain assis fit un mouvement qui m'aida à reconnaître, dans ce cénacle immobile, un être vivant. Quand dira-t-on la messe ? lui dis-je. — *Quando dara gana a los padres* (Quand l'envie en prendra aux Pères). — Les Pères ne disent donc point leur messe chaque jour ? — Non, mais seulement quand cela leur plait. — N'y a-t-il point une heure fixe sur laquelle les fidèles puissent compter ? — Non ; c'est quand vient une dévotion : on va les chercher au couvent.

Le chargé d'affaires d'Angleterre, auquel j'étais recommandé, m'accueillit avec l'hospitalité en usage dans le pays. Il fit plus que m'ouvrir sa maison, il m'ouvrit la source de ses longues et fines



observations. C'était un vieillard, à la fois bienveillant et sardonique, qui comptait trente ans de résidence dans l'Amérique du Sud; il me conta, sans malice aucune et comme simple étude de mœurs, l'histoire de mon hôtesse : elle était sœur d'un ancien président de la république et avait été mariée dans sa première jeunesse à un ennemi politique de ce président. La passion de l'élévation de sa famille l'avait conduite à la haine pour l'homme qui essayait d'y faire obstacle, et l'opinion publique (qui, d'ailleurs, ne lui était pas pour cela plus hostile) l'accusait de sa mort. Il m'apprit cent exemples d'assassinats politiques et de vengeances de famille qui me faisaient revivre, par la pensée, dans l'Italie du moyen âge. Il me montra dans la trahison le plus ordinaire moyen de parvenir aux grands emplois de la république. Le président alors au fauteuil, Robles, n'y était pas arrivé d'autre manière. Chef de voleurs et de contrebandiers, il avait, par je ne sais plus quelle *trattreuse* surprise, attiré son prédécesseur sur la rivière et s'était emparé de sa personne. Il n'était point méprisé pour ce fait, et lui-même se vantait quelquefois de ce trait d'audace. Réussir, quels qu'en soient les moyens ; voilà la morale de ces républiques comme de celles de l'ancienne Italie !

Le commerce de la nature n'est guère plus sûr dans ces beaux pays que celui des hommes. Tout y est périls, surprises, maladies, pièges cachés ; mais tout y est d'une séduction enivrante. L'Européen qui débarque sur cette terre croit voir la fortune venir à lui les bras ouverts pour lui verser ses trésors. Des bois de riches couleurs dont une scierie mécanique pourrait tirer un merveilleux parti, des terrains aurifères, des gisements d'émeraudes, des produits naturels abondants, caoutchoucs, quinquina et le reste ! Mais, aussitôt qu'il veut mettre la main à l'œuvre, les bras, l'intelligence, le courage, la probité, la conscience, tout lui manque dans ses coopérateurs ; la nature dresse devant lui de formidables obstacles : absence des voies de transport, inondations, fièvres paludéennes. Les gouvernements brochent sur le tout en se faisant les spoliateurs de l'industriel, les persécuteurs de l'étranger. Rien n'est possible en ce monde, dans l'ordre du travail, que par la solidité des engagements réciproques ; il faut pouvoir compter sur la fidélité de ses ouvriers et sur la protection des lois. Or, dans ces pays où les besoins factices n'existent pas encore, il est impossible d'astreindre un homme à plus de travail qu'il ne lui est nécessaire pour sa simple nourriture, et cette nourriture elle-même est si peu coûteuse, qu'on peut dire de l'homme qu'il échappe entièrement à la loi du travail. Le pauvre Raoussot-Boulbon, ce généreux rêveur, l'a éprouvé plus que les autres. Ne trouvant point de coopérateurs parmi les indigènes, il a cru pouvoir s'entourer d'Européens ; mais il avait oublié que les mêmes

causes produiraient les mêmes effets, et bientôt l'indiscipline et la fainéantise régnerent dans sa trop indépendante armée.

La terre n'a qu'une valeur infime dans ce pays d'une richesse incomparable; mais il est impossible d'en tirer un revenu. Je recevais un jour l'hospitalité dans une vaste propriété appartenant à l'ancien président Florès. L'intendant, qui m'en faisait les honneurs, se promenant avec moi à travers ce paradis terrestre où la vie animale et végétative coulait à flots, aperçut un homme dans un champ de cannes à sucre. « Viens ici! Pancho. Hé bien, quand me payeras-tu ton fermage? Tu me dois plusieurs années à quarante piastres l'an. — Señor, c'est trop cher: je ne puis payer. — Eh bien, combien veux-tu me donner? — Señor, je vous payerai trois piastres, je ne puis davantage et vous me donnerez quittance du tout. — Allons, apporte-moi demain tes trois piastres et finissons. — Vos fermiers sont heureux, lui dis-je. — Que voulez-vous que nous fassions? Si nous avons envers eux la moindre exigence, nos terres deviendraient désertes. Ils préféreraient évidemment aller semer ailleurs quelques grains de café, planter leurs bananes et transporter leur case légère, à payer une grosse dette. Si je m'étais montré sévère, demain mon homme eût été, lui sa famille et sa maison, établi dans la propriété voisine. Mieux vaut pen que rien; et, ne me payât-il point, mieux vaut des habitants dans une propriété que la solitude. » Si la richesse est l'absence de besoins, et si l'homme qui n'a point de besoins est, selon l'expression antique, « semblable aux dieux, » nulle part la famille humaine n'est plus riche et plus heureuse que dans cette portion de l'État de l'Équateur qui s'étend du rivage de la mer aux premières assises de la chaîne des Cordillères. La culture est si facile! le sol si rémunérateur! l'industrie elle-même si exempte des fatigues et des tortures que les industries de l'Europe infligent au corps de l'homme! Tranquillement assis, les jambes croisées sur le sol, l'habitant de Montecristi, vaste province qui produit un graminée dont la paille est d'une finesse incomparable, tisse lentement ces beaux chapeaux, improprement nommés de Panama et qui sont tous des produits de l'Équateur. Les négresses, dans la même attitude, roulent le tabac sur leur cuisse nue pour en faire des cigares, ou trillent les graines du caféier. Personne ne se hâte ou ne s'épuise au travail, toujours sûr de son lendemain, comme le sont les oiseaux du ciel. Des familles entières vivent sur la rivière du produit d'un commerce facile. Elles ont une petite case en bambous sur une *balza*, ou radeau, assez large pour y former un petit jardin, y nourrir des animaux domestiques et y faire jouer de nombreux enfants. Chaque jour le flux et le reflux se chargent de faire monter la *balza* vers Bodegas, lieu où la rivière cesse d'être navigable et de la rame-

ner à Guayaquil. Elle y apporte de l'eau potable, des fruits et des légumes, sans que l'homme ait le plus léger effort à faire pour conduire ou presser ce véhicule dirigé par la nature. Ces tranquilles processions de radeaux habités qui forment comme des villages flottant éternellement au fil de l'onde, endorment doucement la pensée. Elles glissent vers la mer et remontent, escortées de petites îles de verdure livrées comme elles au mouvement de l'eau et habitées par de grands oiseaux aquatiques. Dans ses débordements annuels, la rivière déracine des arbres chargés de lianes, ils s'enlacent et se couvrent bientôt de détritus végétaux qui donnent naissance à des plantes et à des herbes, les oiseaux géants de ces rivages y font leur nid et leur demeure, et rien n'est plus majestueux et plus doux que de voir toute cette vie calme et sereine couler avec le fleuve lui-même dans une radieuse lumière.

Le gouvernement de l'Équateur possède un petit vapeur de guerre qu'il met parfois sur la rivière à la disposition des étrangers que quelque circonstance recommande. Mais je préférerai monter à Bodegas dans une barque que conduisait un vieux Napolitain, égaré, je ne sais comment, sous le soleil du Nouveau Monde. Le jour, nous glissions au milieu des forêts qui baignent dans l'eau, dans un profond silence. Là où les arbres géants et les mangliers chargés d'huitres (on cueille les huitres sur les arbres) n'envahissaient pas tout le sol et où il y avait un peu de terre nue, la berge était couverte de caïmans endormis. Quatre à six mètres de longueur est leur taille ordinaire. Il y en a certainement de plus grands ; ces monstres pullulent dans ces parages et doivent y détruire des quantités fabuleuses de poisson. Pour subvenir aux besoins d'une semblable espèce, il faut la vie débordante des tropiques. J'en voyais parfois trente ou quarante rassemblés sur un point, leur grande gueule rose ouverte. Le seul moyen de les atteindre est de les viser au fond de la gueule et de faire pénétrer la balle par la gorge. Encore, je ne suis pas bien sûr qu'ils meurent ; mais du moins ils sentent le coup, parce qu'on les voit glisser de la berge et plonger dans la rivière. Pour une balle, quel que soit son calibre, qui ne les touche qu'à la surface du corps, ils ne daignent point se déranger ; à peine montrent-ils, en soulevant paresseusement une de leurs lourdes pattes, qu'ils se sont réveillés. Mon vieux Napolitain me multipliait les avis de ne point laisser passer ma main hors de la barque. Les caïmans, qui sont peu redoutables à terre, à cause de leur lenteur à se mouvoir et de leur presque impossibilité de se retourner, sont agiles dans l'eau, et quand ils ont saisi leur proie, aucune puissance humaine ne peut la leur arracher. Non-seulement leur force est prodigieuse et ils sont revêtus d'une cui-

rasse invulnérable, mais leurs formidables mâchoires se contractent et se ferment sous l'influence de la lutte et la douleur. Un caïman, dans le combat, ne peut lâcher prise. Lorsqu'il a saisi une main pendante sur le bord, il n'y aurait qu'un moyen de salut : la trancher d'un coup ; mais le temps manque, et le corps suit la main, comme dans un engrenage irrésistible. Un accident horrible venait d'arriver : un enfant de douze ans, qui se baignait les pieds dans un petit chenal ouvrant sur la rivière, n'avait point pris garde à la marée montante, qui rendait ce chenal navigable pour les caïmans. Saisi par la jambe, le malheureux enfant fut emporté à travers le fleuve et dévoré sur l'autre rive. On frémit en pensant à cette mort lente, atroce, pleine d'images fantastiques, comme le plus horrible cauchemar.

Au silence du jour succède, pendant la nuit, la vie bruyante si bien décrite par M. de Humboldt sous ce titre : *La vie nocturne des animaux dans les Cordillères*. On n'ose point essayer d'être peintre après un tel maître. Il faut relire ces pages admirables pour entendre siffler et rugir à ses oreilles ces mille habitants des forêts que la brise du soir tire de leur torpeur. Le cri strident et douloureux du singe domine toutes ces voix, au milieu desquelles il est probable qu'Orphée, aujourd'hui, perdrait sa musique. Le rugissement plus doux du tigre se détache aussi dans ce bruissement de toutes les créatures chantant l'hymne de la vie au Créateur. Nous amarrions notre barque au rivage et nous veillions en écoutant ce grand concert ; car dormir dans la brise du soir, au bord de la rivière, est s'exposer à des maladies certaines. Un jour que nous avions voulu continuer notre route dans la presque obscurité de la nuit, nous nous perdîmes dans un des affluents du grand fleuve. Nous voyions les deux forêts qui dessinent les rives se rapprocher peu à peu, puis bientôt se diviser en petits flots séparés par des cours d'eau relativement étroits. Nous étions égarés et dans une position dangereuse. Nos efforts pour revenir sur nos pas nous égarèrent davantage. Nous voulûmes jeter l'ancre ; mais nous filâmes inutilement les quinze mètres de notre câble ; le fond se dérobaient encore et d'ailleurs était vaseux. Nous prîmes le seul parti qu'il y eût à prendre : amarrer, quoique ces bords inconnus éveillent la crainte, et attendre le lever du jour. Mais bientôt nous vîmes sortir de derrière les arbres et glisser sur l'eau une lumière, puis deux, puis trois, puis une infinité, comme un ciel étoilé des *Mille et une Nuits*. C'était une procession aux flambeaux. Une file de pirogues chargées de fidèles portant des cierges, et de prêtres en surplis blancs, passa devant nous et dissipa, je ne sais pourquoi, toutes nos craintes. Une assemblée reli-

gieuse donne toujours à l'homme le sentiment d'un orce supérieure collective qui double son courage. La procession dévote portait un Christ noir et une Vierge noire, car elle était composée de nègres, et tout peuple fait ses dieux à son image. Je pensai à me mettre à la suite de ces chrétiens, mes semblables, à travers ces méandres dangereux ; mais je réfléchis qu'ils me mèneraient peut-être loin du but que je voulais atteindre, et je laissai s'évanouir dans le silence qui se faisait sur son passage, car les animaux se faisaient à la vue des lumières, cette vision poétique dont le souvenir restera pour moi ineffaçable.

Quand se leva brusquement le jour — il n'y a point d'aurore sous l'équateur — je vis que nous avions amarré à peu de distance d'une maison habitée. Un nègre avait dressé sa case en cet endroit. C'était une cage en bambous, perchée sur quatre gros arbres, dont il avait coupé les têtes au même niveau. On y montait par des entailles faites dans le tronc de ces arbres mêmes. Ces supports naturels sont les seuls fondements qui puissent résister un peu aux débordements des rivières. Percher sa demeure à quarante pieds au-dessus du sol est aussi le seul moyen d'échapper, dans la saison des pluies, à la crue des eaux. Ces nécessités font ressembler la demeure de l'homme à celle des oiseaux. L'oiseau choisit, ainsi, quelques branches rapprochées entre elles pour y fixer son nid. Mon nègre, avec l'aménité de sa race, m'offrit sa maison. J'y montai par les encoches des arbres, escalier peu commode, et trouvai sa famille formant sur une natte un groupe admirable de beauté plastique. Quand les yeux sont faits à la couleur des nègres, on leur découvre une certaine beauté de formes et souvent d'agréables visages. La compagne de mon hôte avait de larges hanches (des hanches « ineffables, » selon la bizarre expression de Victor Hugo), des bras ronds, un visage souriant et frais, sous sa peau brune. Six enfants, dont l'aîné avait cinq ans à peine, dormaient par terre, sur elle, autour d'elle, et faisaient tableau. Des régimes de bananes pendaient au toit ; des patates et du café étaient dans un coin ; il n'en fallait pas davantage, et la famille pouvait vivre accroupie dans une éternelle oisiveté.

L'aspect du pays commence à changer à Bodegas. Le sol prend une inclinaison plus grande ; la rivière cesse d'être navigable ; ses affluents arrivent des montagnes en torrents fougueux. Les marchandises débarquées des pirogues sont chargées à dos de mulet et d'âne pour l'intérieur du pays. Des bandes de ces courageux travailleurs qui toute leur vie montent et descendent les Cordillères, commencent à rappeler la loi du travail. On voit là pour la

première fois l'Indien indigène, l'ancien sujet des Incas, qui conduit ses bêtes de somme. Il se hâte de les charger et de retourner vers ses montagnes, car l'air de la plaine lui donne la mort.

Je pris un cheval de selle, un autre de main, un guide et quelques muletiers pour porter ma cantine et mon lit de voyage. Si l'on veut se coucher et manger tous les jours dans le trajet de Bodegas à Quito, il faut emporter le nécessaire. Dans les lieux habités, toutes les maisons sont hospitalièrement ouvertes au voyageur; mais sur beaucoup de points on trouve à peine un mur pour abri. La première étape, en quittant Bodegas, vous conduit déjà dans une région plus tempérée. Pourtant, on y trouve encore la canne à sucre; mais de ma vie je n'ai vu plus horrible attaque que celle des moustiques contre l'Européen en cet endroit. Les *mantas blancas* de Savanneta sont connus dans tout l'Équateur. Ce sont des moustiques tellement agiles, qu'il est impossible de les écarter, et qui n'avertissent point, comme leurs plus lourds confrères, la victime, de leur approche, par un petit sifflement. Ils sont, de plus, tellement ténus, qu'ils pénètrent à travers toutes les étoffes ordinaires; une seule leur fait obstacle: une percale empesée, gommée, glacée, comme un papier vernis. J'ai vu des voyageurs avoir le courage de s'enfermer dans un sac de ce genre, hermétiquement clos, par une chaleur de 35 degrés. Pour moi, malheureux, malgré mes moustiquaires de gaze, je me réveillai rouge, tuméfié, couvert de morsures des pieds à la tête et comme attaqué de la petite vérole. Je cherchai mes chevaux qui paissaient en liberté à des distances inquiétantes, grondai mes muletiers paresseux et me replongeai bientôt dans les nouveaux enchantements de la nature.

Jusqu'à l'altitude où la végétation perd de sa puissance, les routes sont tracées au milieu des bois. Le sol vierge et fertile est partout une forêt; partout il rappelle les paroles de la Genèse: « Et la terre se couvrit d'arbres et de grandes herbes. » La végétation des forêts vierges, à cause de sa puissance même, ne donne point des sujets très-vigoureux. Ces forêts ressemblent plutôt à de hautes futaies; les arbres sont si serrés, qu'ils s'effilent en s'élançant vers la lumière. On dit que les forêts des Gaulois, nos pères, recélaient des chênes gigantesques; il faut croire que la main de l'homme avait aidé la nature; des lianes relient entre eux ces troncs minces, ces têtes légères; une autre forêt de plantes tropicales à larges feuilles et de ravissantes fougères s'étale à leurs pieds. Il y a là des fleurs et des fruits pour tous les besoins de l'homme. Comment s'appelle cette fleur en forme de cornet qui est toujours remplie d'une eau pure et glacée? Avoir oublié son nom est une ingratitude de mon estomac autant que de ma mémoire, car lorsque je ne rencontrais

pas de torrent sur ma route, je cueillais une de ces blanches fleurs et y buvais comme à une coupe.

C'était la première heure du jour et les mille voix du concert nocturne s'étaient tues. Une seule s'élevait dans le silence du matin, — *Trabajar !* disait-elle ; *Trabajar !* (travailler ! travailler !) — *Para qué ? Para qué ?* (Pourquoi ? pourquoi ?) répondait distinctement une autre. Je levai les yeux ; car les voix partaient du sommet d'un grand arbre au-dessus de ma tête, et ne vis rien. — *Trabajar !* — *Para qué ?* — continuaient ces voix avec l'animation d'une querelle. C'est un sortilège, me dis-je. Mon guide sourit et me montra deux oiseaux, à la forme élégante du paon, à peu près de même plumage, mais de taille plus petite, perchés sur une branche. — C'est le *Peresozo*, me dit-il. Chaque matin au lever du soleil, il monte au plus haut de la forêt, d'où la femelle invite les êtres vivants au travail. — *Trabajar !* — crie-t-elle ; mais le mâle lui répond : Pourquoi ? — Cette querelle de ménage s'échauffe et arrive aux tons aigus de la colère ; image de ce qui se passe entre l'époux et l'épouse dans les ménages humains.

On traverse sept fois le torrent Lémon dans cette seconde journée de marche. Les chevaux du pays montrent dans ce péril leur merveilleux et brave instinct. Il faut les laisser aller à leur guise, car aucune adresse humaine ne pourrait les diriger. D'un pied inquiet, ils sondent le sol à chaque pas ; ils essayent si les pierres roulantes sont assez solides ; on les voit frissonner aux endroits difficiles et cependant ils avancent avec courage. Je soutenais le mien d'une main ferme, m'abandonnant à lui et les yeux fixés sur la rive, car si l'on regarde à ses pieds on est perdu. La tête ne résiste point au tourbillon de l'eau rapide et le cavalier le plus solide est précipité par le vertige. Après quatorze heures de marche, que ma vaillante bête avait seule soutenues, nous arrivâmes, par un sentier tout constellé de vers luisants qui formaient sur l'herbe par leur nombre des traînées phosphorescentes, à Jorjé, dernière étape de ces régions enchantées.

Jorjé, situé à une altitude déjà grande et pourtant encore riche de la végétation tropicale, est certainement, un des lieux les plus délicieux du monde. Quand l'Amérique du Sud sera peuplée, sur ce beau versant des Cordillères, s'élèvera quelque grande cité. Plus de fièvres, plus de chaleurs insupportables. Des Indiens habitent, avec des nègres, ce hameau dont le climat n'est point mortel pour eux. Aussi l'hospitalité y change de caractère. Le nègre est souriant, loquace ; il imite, avec une aptitude de singe, les manières de l'homme blanc et y joint une sincère bienveillance. L'Indien du Pacifique est sombre, taciturne, défiant ; il a peur de tout Européen,

lui cache ce qu'il a, ne répond point à ses questions, se soustrait à son service. On n'obtient rien de lui que par la menace ou la violence. La case où j'étendis mon lit était peuplée de poules qui perchait fort désagréablement au-dessus de ma tête. J'en demandai une à mon hôtesse ; elle fit semblant de ne point m'entendre ; je tuai la bête d'un coup de fusil ; elle se mit à pleurer ; mais quand je lui eus mis quatre réaux dans la main, elle se consola. Ces pauvres gens croient toujours avoir à faire à ces hommes blancs, leurs spoliateurs, leurs contempteurs, leurs oppresseurs éternels, et tout rapport avec eux leur semble (trop souvent à bon droit) un renouvellement de leurs malheurs. Mon domestique ajouta à mon menu un peu d'une viande qui séchait en guirlandes sur une haie voisine. Il faut avouer qu'elle était détestable. On découpe la chair d'un bœuf en minces lanières et on la suspend d'un arbre à l'autre, comme des lianes. Ces cordes de viande desséchées et durcies se coupent plus tard en petits morceaux et servent à faire, avec des piments et des pommes de terre, le *tchoupé* traditionnel du pays.

Après Jorjé, l'ascension devient rapide et le voyageur est, désormais, aux prises avec les monts géants. Camino Real est déjà mélancolique ; aux larges feuillages des plantes heureuses, baignant dans l'eau tiède des tropiques, succède une végétation plus maigre et plus difficile. Mais l'œil y est encore réjoui par le panorama splendide des contrées qu'on vient de traverser et qui s'étendent en une nappe de verdure, jusqu'au rivage de la mer. Une station plus loin, au village de San-Miguel, on est en pleine montagne, en pleine tristesse, en pleine population indienne. La région des lichens commence ; la vie animale et végétative tarit. Bientôt les difficultés du chemin deviennent épouvantables. La route est encore celle qu'ont tracée les Incas. Ce sont, en beaucoup d'endroits, des escaliers taillés dans le roc que les seuls chevaux du pays peuvent gravir. Ailleurs, ce sont des pentes roides et glissantes, qu'ils descendent, à la manière des mules, en se laissant couler sur leurs quatre pieds. Pendant six mois de l'année, ces chemins sont absolument impraticables. Ce sont des lits profonds de boue dans lesquels les chevaux entrent jusqu'au ventre et d'où ils ne peuvent sortir. M. de Montholon, qui avait fait ce voyage dans la saison des pluies, l'avait fait quatre fois à pied. Il avait quatre enfants avec lui et devait, en enfonçant jusqu'aux genoux, les porter dans ses bras, l'un après l'autre, comme les animaux transportent leurs petits. Bien des compagnies étrangères se sont offertes à créer une voie praticable de la mer à la capitale de l'Équateur. Le meilleur de tous ces plans était celui qui traversait la province d'Esmeraldas et diminuait la pente en allongeant le parcours. Mais si l'on réfléchit que tout ce vaste État, plus étendu



que la France, contient à peine deux millions d'habitants, dont les cinq sixièmes sont des Indiens stupides et misérables, que sa production ne peut être que proportionnée à sa population, excepté dans les régions basses où la nature fait l'œuvre de l'homme, on comprend que tous ces projets n'ont pu émaner que de spéculateurs, américains ou autres, désireux d'enrôler des actionnaires et d'escompter les bénéfices imaginaires de la future commandite. Il y a quelques endroits où il est possible de créer des tronçons de route ou de chemin de fer. On en a fait un depuis mon départ ; mais il est fort douloureux que, même dans ces proportions restreintes et dans ces emplacements choisis, ils rémunèrent jamais les entrepreneurs. Il faudrait que la culture du blé ou l'élevé des bestiaux prit là les développements qu'elle a acquis au Chili. Elles ne le pourront que lorsque la famille d'Adam, obéissant à la loi divine de la multiplication, se sera répandue sur ces larges plateaux que les Cordillères portent à leurs sommets. La force des rayons solaires, combinés avec un air tempéré, favorise la végétation des graminées. Le comte de Castelnau, dans son ouvrage, *l'Amérique du Sud*, a fait une description fort étendue et fort savante de la flore des Cordillères. Après MM. de Humbolt, Boussingault et autres observateurs du premier ordre, il a encore élargi, sur leurs brisées, la sphère de la botanique. Ses acquisitions ont, presque toutes, été faites dans la famille des graminées, dont la délicate élégance charme la vue, en attendant qu'ils tombent, pour un usage plus pratique, sous la main du metteur en œuvre des présents de Dieu.

En arrivant, le soir, dans le triste village de San Miguel, j'aperçus une lumière dans la petite église d'*adobès*, basse et voûtée. Les *adobès* sont de larges briques cuites au soleil et liées avec de l'eau. Elles ne forment point des constructions très-solides, quoique l'épaisseur des murs soit considérable, mais ce n'est point un mal, parce que plus les maisons se prêtent à la dislocation, moins grandes sont les ruines faites par les tremblements de terre. Ces huttes de terre brune sont fort tristes à l'œil. C'était l'heure de la prière ; j'entrai dans l'église et j'entendis le gros curé, debout dans un tonneau, un vrai tonneau venu d'Europe, car l'industrie est si attardée en ces lieux qu'un tonneau n'y est pas un objet d'art méprisable. énumérer, dans un examen de conscience, les péchés présumables de ses paroissiens. Il y en avait de gros, bien gros, et qui, chez nous, se passent sous silence dans une assemblée publique. Je n'oserais les redire ici ; mais il est certain que la loi de Moïse règne là plus que la loi du Christ. Il a été, depuis trois siècles, impossible de faire comprendre aux Indiens que les conditions primitivement nécessaires de la multiplication de l'espèce sont abrogées avec la

cessation de la nécessité et en vertu de la morale plus spirituelle du Christ et des besoins plus hauts de la civilisation. Comment le comprendraient-ils, eux qui n'ont guère vu de l'Évangile que le dur égoïsme de ses adeptes, les conquérants et leur race, eux qui ne connaissent rien des aspirations de l'homme et de sa perfectibilité ? Comme tous les peuples ignorants et fétichistes, ils ont aisément substitué des idoles à d'autres ; ils ont volontiers reçu le baptême (par armées, disent les historiens de la conquête), mais ils ne comprenaient rien dans leur étroit cerveau, et n'eussent pu, dans tous les cas, rien comprendre, à travers les cruautés des Espagnols, de l'esprit du christianisme. Ils sont donc innocents, au milieu de leurs mœurs repoussantes, de cette innocence qui vient, selon saint Paul, de l'ignorance de la loi.

Mon brave curé me donna, cela va sans dire, l'hospitalité de son presbytère, et le lendemain je repris ma route, vers des solitudes plus âpres par des escarpements encore plus terribles. Il fallait gravir le Chimborazo, le géant des glaciers, qui n'a qu'un seul rival au monde, l'Himalaya, et le passer, non comme l'a passé M. de Humbolt, avec une pointe vers le sommet jusqu'à plus de 16,000 pieds de hauteur, mais à 14,000 pieds, ce qui est déjà une assez belle altitude. Le vent qui tourbillonne autour des neiges éternelles et descend les flancs du géant, est si violent qu'il renverse souvent cheval et cavalier dans les précipices. Il est, de plus, si froid, si aigu, que la peau de l'homme blanc n'y résiste point. Partout où elle est mise en contact immédiat avec l'air, elle forme escarres, et pour avoir laissé mes poignets découverts, entre mon gant et ma manchette, je portai, pendant six mois, des bracelets de peau rouge profondément entamée.

Il était fort tard quand j'atteignis le *tambo* de Chiquipollo, étape forcée des voyageurs qui franchissent le Chimborazo. Un corps de troupes régulières ou insurgées, je ne sais, car leur conduite est toujours la même, en avait incendié le toit. Quelques pans de murs servaient d'abri dans ces régions glacées, aux pauvres Indiens et à moi-même. Un *tambo* est un vieux symbole de l'hospitalité des rois Lucas, dit la tradition orale du pays. Ils firent élever des maisons ouvertes à tous les voyageurs sur la route qu'ils avaient tracée. — Je crains, pour ma part, que leurs sujets posthumes ne les flattent un peu et que ces maisons ne représentent, pendant leur règne, ces palais impériaux dont un récent régime a jonché la France. Enfin, leur destination présente est incontestable ; ils sont les hôtelleries sans maîtres, habitées par quelques Indiens, destinés à servir les voyageurs. Ces pauvres gens, dont le dénûment absolu sur ces hauteurs glacées est pénible à voir, se chauffaient avec des

brassées de paille et m'apportèrent de la luzerne fraîche pour mes chevaux. Chose étrange, là où ne croît pas un arbre il y a pourtant un champ de luzerne ! la luzerne qui exige chez nous un terrain choisi s'accommode de tout en Amérique. Quant à la paille, j'ai mal nommé de ce nom une herbe sèche, dure et forte dont ces vastes solitudes sont couvertes. Les enfants de cette pauvre famille étaient nus ou presque nus par un froid de 14 degrés. Il n'y avait là ni lit, ni chaises, ni table, ni cheminée, ni rien de ce qu'une telle température nous semble rendre indispensable. Un peu d'herbe sèche pour se coucher avec quelques lambeaux de couverture, formait tout l'ameublement. Du reste, toutes les cases d'Indiens sont disposées sur ce modèle. Le nègre a son hamac, sa guitare, de beaux vêtements, quand il lui plaît de se vêtir ; le pauvre Indien n'a rien. Quelquefois un squelette de tête de bœuf avec ses cornes lui sert de siège, mais le plus souvent il n'a rien, absolument rien, qu'une marmite en terre qu'il pose sur quatre pierres au milieu de sa hutte enfumée pour y faire cuire des pommes de terre. Je ne crois pas que l'indigence puisse aller plus loin. Mais tel est l'abrutissement de ce pauvre indigène des Cordillères, que tout argent qui tombe dans ses mains lui sert à s'enivrer de *chicha*, boisson de maïs fermentée, aussi destructive de la santé que de l'intelligence. Si quelque chose peut combattre chez lui le penchant inné à l'ivrognerie, c'est le penchant encore plus fort à la superstition. Le clergé du pays en use pour son avantage ou pour le bien du peuple. Je ne me chargerai pas de juger l'établissement d'usages faits à la fois pour forcer l'Indien au travail et pour lui en arracher tout le fruit. On a trouvé moyen de lui persuader qu'un homme qui n'avait pas *passado una fiesta*, donné une fête religieuse, n'avait droit à aucune estime, et le pauvre diable s'obère pour toute sa vie, pour faire les frais d'une espèce de mascarade pieuse, dans laquelle s'allient les formes païennes aux souvenirs chrétiens. Une grande procession fait partie de la cérémonie. Les processionnistes sont déguisés de toutes les façons ; ils marchent en dansant au son des tambourins, cela va sans dire, et dans les postures les plus douloureuses par manière de pénitence. On se croirait aux Indes orientales, en plein culte de Brahma.

Une autre superstition, inculquée aux misérables Indiens, est celle de nourrir les morts. A certains jours, le cimetière se couvre de toutes les pauvres provisions qu'ils peuvent posséder. La règle est d'étendre un *poncho*, pièce d'étoffe carrée, percée au milieu d'un trou pour passer la tête, et de couvrir le poncho aussi parfaitement que possible de toutes sortes de comestibles. Il s'engage là, comme ailleurs, une lutte de vanité entre les Indiens ; c'est à qui étalera le

plus de pommes de terre, de fromages, d'oignons et quelquefois de lard. La journée finie, tout appartient au curé et les pauvres ouailles jeûnent pendant longtemps.

Mes Indiens de Chiquipollo étaient des solitaires et de la plus malheureuse espèce. Ils n'avaient rien et ma cantine n'arrivait pas. Mes muletiers s'attardaient dans le passage difficile du Chimborazo. Je me résignai bien volontiers à ne point me coucher pour passer la nuit à contempler les splendeurs que j'avais devant moi ; mais ne point souper après quatorze heures de marche était plus difficile ; enfin il le fallut et j'avais de quoi me consoler dans un spectacle comme il a été donné à bien peu d'hommes d'en voir.

Les Orientaux, si sensibles aux impressions de la nature extérieure, ont assigné les hauts sommets des montagnes pour le lieu choisi des extases de l'homme et des révélations de la divinité. Mais ceux dont la tradition se lie à la nôtre, les Syriens, les Chaldéens, n'ont jamais pu donner l'essor à la poésie de leur âme dans un lieu si favorable à ses élans que celui où je me trouvais, dans la nuit du 8 septembre de l'année 1861. Quelles grandeurs ! quel silence ! quelles visions sublimes ! Le pic du glacier géant sur sa tête, dans une atmosphère si limpide, que sa masse énorme, échappant aux lois de la perspective aérienne, semble vous écraser de son poids ! Un firmament radieux versant une blanche lumière qui suffirait pour lire comme à la lumière du jour ! Autour de vous des plaines silencieuses et sans vie, et dans le lointain les torrents de feu et les détonations profondes du Sangai ! Ce volcan terrible, en éruption incessante, que nul voyageur ne peut approcher et qui lance encore des blocs de lave à trente lieues à la ronde, a détruit sept fois la ville de Rio-Bamba. La dernière fois, un lac surgit à la place où la ville avait existé. Ses malheureux habitants, avec cette ténacité que l'homme met à mourir aux lieux où il est né, la rebâtirent un peu plus loin. Le mugissement du Sangai s'entend de Guayaquil, qui en est distant de plus de 60 lieues, et il arrive au Chimborazo comme la seule voix capable de monter à de telles hauteurs. Le géant enflammé semble parler à ce vieux roi des volcans maintenant éteint et couronné de blanc comme un vieillard.

Mais les grandes voix de la nature ne troublent point son silence et c'est dans le silence que l'homme emplît ici son âme de la majesté du Créateur ! Il perd le sentiment de la terre ; il sent avec Élie le vent enfler son manteau comme une voile et l'emporter dans le tourbillon divin ! Oui, pour la première fois, il se sent habitant d'un astre et citoyen du firmament !

J'aurais avec délices passé la nuit entière dans cette radieuse contemplation. J'en fus tiré par des gémissements douloureux. Je

n'étais pas seul, paraît-il, dans le *tambo*. Une pauvre femme de Lima m'y avait précédé, y était tombé malade et y mourait. Je ne pouvais lui donner aucun secours, n'ayant rien moi-même. J'essayai de la ranimer avec des pierres chauffées dans le feu de paille; mais elle était déjà livide et elle expira. Triste mort! dans le plus complet abandon et la plus profonde solitude qui fût jamais!

Nous partîmes pour descendre vers d'autres solitudes moins âpres et moins glacées, et nous arrivâmes enfin dans la région des douces vallées d'*Ambato* et de *Latacunga*. *Ambato* possède tous les fruits d'Europe; c'est un peu la Touraine de l'Équateur. *Latacunga* est une ville de lave, de pierre ponce et de cendres, qui s'étend au pied du *Cotopaxi*. Un jeune savant envoyé par M. de Boussingault, M. Cassola fils, de Naples, avait entrepris, lors de mon passage, d'y fonder un cours de sciences naturelles. Les lieux semblaient particulièrement favorables à de telles études. La nature est, sans doute, partout en voie de formation et de transformation, et l'œuvre génésiaque des trois jours a laissé ouverte une période indéterminée; mais nulle part on ne voit la nature ainsi à l'œuvre, on ne la prend aussi bien sur le fait, on ne peut l'étudier autant dans son mouvement et sur le vif. Le livre de la Géologie est tout grand ouvert aux yeux du passant dans ces crevasses profondes de trois ou quatre cents pieds, où le voyageur est forcé de descendre pour que le torrent lui trace son chemin. Il semble que ces fentes de la terre, que les Espagnols appellent des *quebradas*, des fentes, soient faites d'hier; et, en effet, elles sont d'origine très-récente. Des blocs de ponce, gros comme des maisons, sont semés dans la campagne à trente lieues du *Cotopaxi*, et l'on voit à leur état qu'ils ont été lancés par le cratère à une époque fort peu éloignée. Il est probable que si les fureurs du *Sangai* s'apaisaient un moment et s'il cessait de projeter à distance cette profusion de blocs énormes qui rend son approche impossible, nous verrions le *Cotopaxi* redoubler les siennes, et la pauvre ville de *Latacunga*, si cruellement secouée par les tremblements de terre, périr tout à fait, ensevelie comme *Pompéi* ou submergée comme *Rio-Bamba*. M. Cassola, patronné par le gouvernement de l'Équateur, qui avait lui-même sollicité sa venue, avait réussi à fonder, sinon une école — rien n'est plus difficile que d'obtenir, des enfants comme des hommes, un travail suivi dans ce pays — du moins un beau laboratoire et un cabinet d'histoire naturelle déjà bien monté. Mais il semble que toutes les entreprises humaines doivent périliter dans cet empire du soleil, où la nature règne sans partage, et où l'homme n'a pris encore l'empire ni sur la matière, ni sur ses passions. J'ai su, depuis mon départ, que le jeune savant, dégoûté, démoralisé, mal secondé, avait abandonné le Nouveau Monde, le laboratoire, le

cabinet d'histoire naturelle et l'enseignement public. Je l'ai revu dans sa patrie, qui s'appelle aussi la ville nouvelle, *Neapolis*, et qui pour nous est le vieux Naples, favorisé d'un plus doux soleil et des dieux.

A peu de distance de Latacunga s'étend la terre princière de San Juan, appartenant alors à don Modesto Larrea, fils du marquis de San José. L'hospitalité nous y avait été d'avance offerte, et je vis là une de ces propriétés telles que peuvent s'en tailler des conquérants dans des royaumes conquis. Du salon je voyais le Cotopaxi lancer dans les airs des jets de flammes qui, à calculer par la hauteur totale de la montagne, ne pouvaient pas avoir moins de six ou huit cents mètres, et jusqu'au pied de ce volcan, à plusieurs lieues, aussi loin que l'homme pouvait s'en approcher, s'étendaient les terres de M. Larrea. Des centaines d'Indiens les parcouraient à cheval et la lance à la main, pour rassembler les bestiaux et les empêcher de franchir, en trop grand nombre, les limites de la propriété. Ce jour-là on en avait amené trois ou quatre cents dans un parc, sous les fenêtres de l'*hacienda*. C'étaient des vaches à peu près domestiques, dont on retenait les veaux captifs pour mieux réussir à les ramener chaque jour. Les autres, qui vivent plus loin de l'habitation et se répandent jusque sur les flancs du Cotopaxi, en sachant éviter les coulées de lave et le sol brûlant, ne sont point réduites en servitude. On ne peut obtenir le lait de ces animaux, et généralement on ne les atteint que pour les tuer. C'était un fort joli spectacle que de voir, du haut de la terrasse, ces trois ou quatre cents vaches reconnaître leurs veaux dans le parc, et chaque petit veau savoir retrouver sa mère. Quelles touchantes caresses ! Comme elles les léchaient tendrement au retour d'une journée d'absence ! Et comme les pauvres petits avaient faim ! La mère et l'enfant se couchaient ensemble pour la nuit, à côté l'un de l'autre ! et, le lendemain matin, quand elles étaient chassées hors du parc où les petits étaient retenus, comme elles s'en allaient avec peine ! On les voyait tourner la tête en beuglant, s'arrêter dans leur marche, fixer un long regard sur leur enfant, qui passait son petit muse à travers les palissades, puis revenir sur leurs pas, pendant que la lance cruelle du gardien piquait une compagne, et lécher encore une dernière fois le petit muse mugissant.

Heureux les animaux qui ne connaissent point l'homme et jouissent de la liberté des créatures de Dieu ! La domestication est l'ennemie de leur bonheur. La civilisation n'est-elle pas aussi l'ennemie du nôtre ? Comme nous ils sont attirés par le faux appât du bien-être, d'un abri, d'une nourriture mieux assurée et ils ne trouvent que supplices et tortures, esclavage et maladies. Les milliers de vaches et de bœufs qui paissaient au pied du Cotopaxi ne voient l'homme

qu'une fois dans leur vie ; c'est pour mourir. Chaque année on fait dans les terres ce qu'on nomme le *rodeo*. C'est la moisson et la vendange de ces propriétés ; c'est la récolte du sang. Pendant plusieurs jours et plusieurs nuits les Indiens à cheval font au galop le tour des terres, rétrécissant toujours le cercle en tâchant d'y enfermer les animaux. Le dernier jour, on arrive enfin devant un vaste parc dont les nombreuses issues sont ouvertes. A mesure qu'il s'emplit, on ferme les palissades et l'armée tout entière est prisonnière. Une seule porte reste ouverte ; c'est la porte de la mort. Les pauvres captifs s'y précipitent. Le majordome à cheval à l'entrée, avec des indiens jeteurs de *lazo*, à cheval comme lui, reconnaît d'un coup d'œil au passage, l'animal que son âge condamne ; il fait un signe, le *lazo* s'enroule à ses cornes, à ses jambes, le taureau tombe, un couteau le frappe à la gorge et il se débat sur le sol dans ses liens et dans son agonie.

La viande est presque sans valeur dans l'intérieur de l'Équateur : deux ou trois sols la livre est un prix des villes, un prix de détail, de mise en vente et de main-d'œuvre. Si les Indiens savaient ou pouvaient la bien conserver, ils trouveraient le jour des *rodeos* un approvisionnement pour toute l'année ; mais ils manquent souvent de sel, qui est pour eux un objet de luxe ; ils manquent surtout d'industrie et ne tirent point parti de leurs ressources. Les cuirs sont le vrai produit du massacre. Ils se vendent pour l'Europe et les États-Unis à des prix toujours rémunérateurs. La belle épouse de don Modesto Larrea demandait quelquefois qu'un *rodeo* supplémentaire fût fait dans le courant de l'année pour satisfaire quelque coûteuse fantaisie, et trois ou quatre cents malheureux bœufs payaient de leur sang, ou pour mieux dire de leur peau, les belles perles qui pendaient à son cou et à ses oreilles.

Ce qui donne à ces propriétés une physionomie plus pittoresque et plus sauvage encore, c'est que tout le monde y vit à cheval. Le cheval est l'auxiliaire nécessaire de l'homme dans ces vastes espaces. Il s'élève, comme le bœuf, en pleine liberté, et comme lui, un beau jour il est victime du *lazo*. Les indigènes du continent sud-américain, depuis le Pacifique jusqu'à l'Uruguay, ces indigènes de différentes races que la vue du premier cheval frappa d'épouvante au temps de la conquête, sont tous devenus de prodigieux cavaliers. Ils montent à cru des chevaux sauvages et les domptent pour leurs maîtres. Leur procédé mérite d'être raconté.

Quand l'animal, les jambes enroulées dans le *lazo*, est tombé sur le sol, un Indien s'approche et lui met une tétière avec un mors d'un poids épouvantable. Un autre lui délie les jambes et aussitôt qu'il se relève un troisième s'élance sur son dos. Le cheval indigné bondit, se cabre, se précipite, s'arrête, se jette par terre, se roule,

pour arracher de son échine ce poids inconnu. Vains efforts ! l'Indien met pied à terre aussitôt qu'il se couche et de nouveau l'enfourche sitôt qu'il se relève ; il demeure attaché à son dos comme la tunique de Nessus. Le cheval affolé se précipite encore, dévore l'espace, puis brisé, la bouche en sang, il tombe ! il est vaincu ! Le lendemain on lui met un mors plus léger et l'opération recommence. Déjà il connaît son maître ; déjà ses emportements sont moins furieux. On continue plusieurs jours encore et l'Indien présente enfin à l'homme blanc un animal docile, mais entaché d'un défaut irréparable : la bouche est perdue par le mors employé le premier jour.

Les chevaux d'amble ont toujours du prix en Amérique. Ils sont précieux dans les montagnes et dans les longs voyages par la douceur de cette allure que nos pères, au temps où l'on voyageait à cheval, estimaient aussi. Une haquenée blanche était un tribut que les rois de Naples payaient au Saint-Siège et généralement un présent de chevaux d'amble était considéré comme un hommage et un don de prix. Dans l'Amérique du Sud, les gens riches payent ces chevaux 100 à 300 piastres, et ainsi montés, supportent, sans fatigue, des courses de vingt-cinq lieues par jour. Les trotteurs ordinaires sont abandonnés au peuple et n'ont aucune valeur. Dans la Bolivie, il existe, de plus, un préjugé contre les juments qui ne leur laisse que le prix de la peau. Une jument jeune et jolie se vendait, de mon temps, à Chuquisaca, deux ou trois piastres, et les mendiants demandaient l'aumône montés sur des juments. D'une façon ou d'une autre, pauvre ou riche, on vit beaucoup à cheval dans l'Amérique du Sud, et c'est le seul moyen de se rendre un peu maître de pareils espaces. La race, importée par les Espagnols, est cette race arabe si bien faite par son intelligence, son ardeur et son courage, pour être la compagne de l'homme, cette race à tête fine qui semble avoir la divination des périls et des besoins de ses maîtres.

J'avais de la peine à quitter cette belle terre de San Juan, qui me semblait, après les dures régions du Chimborazo, une vallée du paradis. On m'apportait de grandes potiches de la Chine remplies de lait, que je buvais avec délices, desséché comme je l'étais par l'âpre vent des montagnes. Un commerce actif se faisait jadis, sous pavillon espagnol, entre les Philippines et les colonies américaines. L'Espagne, fort jalouse de tirer de ses possessions tous les avantages, avait frappé les produits des autres nations de droits entièrement prohibitifs et se réservait, cela va sans dire, l'approvisionnement de ses marchés. Ses colonies d'Asie fournissaient de porcelaines et de faïences ses colonies d'Amérique, et les vases destinés aux usages les plus grossiers étaient du Japon et de Chine. Lorsqu'après l'émancipation les ports du Pacifique furent ouverts aux fabriques :



anglaises, une assiette de ces fabriques, de celles qui valent un penny en Angleterre, se vendait 12 francs. Ces produits semblaient merveilleux aux créoles espagnols, et ils foulaient aux pieds de beaux vases d'Orient dont on retrouve encore aujourd'hui, dans le fond des cuisines, quelques spécimens échappés au temps.

Sur notre route de San Juan à Machache, je me détournai pour visiter une petite et curieuse construction, appelée la maison de l'Incas. M. de Humbolt en a donné la description dans son *Cosmos*. Elle défie, depuis quatre cents ans, et probablement bien davantage, par son extraordinaire solidité, toutes les fureurs du Cotopaxi. Sa beauté est dans la merveilleuse jonction des pierres qui sont de l'espèce très-dure appelée pierres roulées ou cailloux de torrent, et auxquelles la patience des Indiens est parvenue, sans le secours du fer qu'ils ne connaissaient point, à donner une parfaite quadrature. Les ouvertures de cette demeure princière, faite de deux petites pièces, sont plus larges à la base qu'au sommet, et l'ensemble, tout à fait dans le goût égyptien, se prête au système de M. de Humbolt qui veut que les deux Amériques aient été peuplées par des émigrations de l'Asie, et fait ainsi rentrer la science dans la voie de la tradition.

Que deviennent, devant cette modeste réalité, les pompeuses descriptions de palais du spirituel auteur de l'*Esprit des lois*? Il est possible que cette case en pierres ait été jadis revêtue d'or. La valeur des métaux est toute conventionnelle, et, dans un pays qui ne possède que des mines d'or et d'argent, le fer est le seul métal précieux. Avant la liberté du commerce, donnée par la guerre de l'Indépendance, les Espagnols, dans l'Amérique du Sud, employaient encore l'argent, et quelquefois l'or, aux usages vulgaires. L'argent surtout, fort malléable, servait à tout : on en faisait les serrures et les gonds des portes. Ce n'était point très-solide ; mais, dans l'enfance de l'industrie, on est plus aisément orfèvre que forgeron. L'or était donc à peine un luxe chez le peuple soumis aux Incas. Ce qui est luxe, c'est la recherche du confort, et il n'en connaissait aucun. Cependant il conserve lui-même des légendes pompeuses sur son ancienne magnificence ; mais elles ne sont vraies que comparativement à sa présente misère. Un peuple si inférieur par l'intelligence a pu posséder des métaux, mais jamais des richesses.

Le trait qui distingue aujourd'hui l'Indien des Cordillères, c'est, avec le regret du passé, une mélancolie profonde. Faut-il l'attribuer seulement au douloureux asservissement qu'il a subi ? Je ne saurais le croire. La tristesse, qui marque au front toute créature humaine, met une empreinte plus visible sur celle qui est plus près de la nature. Les sauvages sont tristes ; les enfants des civilisations grossières sont tristes aussi. Puis, il y a un sceau de mélancolie particu-

lière sur toute la race asiatique. Nos Indiens du Pacifique, qui sont des Mongols, ont dû le porter toujours : leur front étroit et bas, ombragé de longs cheveux noirs qui retombent sur le visage, est courbé vers la terre ; leur œil noir, au regard oblique, ne s'élève jamais en haut ; leurs corps trapus semblent toujours chargés d'un fardeau invisible. Le silence leur est cher et ils ne parlent, même entre eux, que contraints par la nécessité. Ceux qui vivent dans les villes savent un peu l'espagnol ; les autres parlent la langue *quitchoua*, qui, si j'en juge par déduction, doit être peu favorable à l'expression des idées complexes. Ont-ils des idées, ces êtres à faces stupides ? Ils ont des instincts merveilleux comme l'animal, comme l'oiseau surtout. Je disais à un Indien, le premier venu, sur un sommet des Cordillères, à Chuquisaca, à la Paz, à Quito : — Porte cette lettre à son adresse dans tel port. Tu n'y as jamais été ? tu n'en as même jamais entendu prononcer le nom ? Tiens ! voilà la direction. — Je prenais ma boussole pour m'orienter moi-même et la lui montrais. — Va, et ne t'arrête qu'au bord de la mer. — Il parlait, à vol d'oiseau, ne suivant aucune route tracée ; il arrivait, et je suis sûr qu'il ne s'était pas plus écarté de la voie droite qu'une hirondelle dans ses migrations. Mais cette supériorité d'instinct n'est pas en faveur de l'intelligence chez l'homme. Elle sert, au contraire, à en marquer l'absence, en la suppléant ; et l'ancien sujet des Incas est silencieux parce qu'il est à la fois triste et stupide. Quand il change de séjour, ce qui est fort rare, avec sa famille, l'ordre du voyage est ainsi réglé : l'homme marche devant, les jambes nues, un poncho sur les épaules, ses cheveux noirs pendants, un bâton à la main ; la femme vêtue d'une chemise et d'une petite pièce d'étoffe de laine serrée autour de la taille, le suit en filant au fuseau ; les enfants marchent, un à un derrière elle et un chien noir, muet comme ses maîtres, termine la procession. Toute cette famille n'a pas un geste, pas un regard, pas un mot qui rompe la monotonie de la marche. Tous les fronts sont baissés vers la terre ; tous les corps ont un mouvement uniforme et régulier qui dure jusqu'au soir. Il y a dans cette morne attitude comme quelque chose de fatidique qui fait rêver aux premiers âges de l'homme et à la loi de sa dispersion.

Dans la Bolivie, les femmes indiennes, pour surcroît de tristesse, portent le deuil des rois incas. Le signe de ce deuil consiste en un tablier placé de côté de façon à ne couvrir qu'une hanche. Il faut que cette pauvre race ait subi, comme elle l'a fait, toutes les horreurs de la conquête ou que les hommes aient autant besoin d'autonomie comme groupes, que de liberté comme individus, pour que ce peuple donne tant de regrets à une domination qui était, après tout, celle de despotes usurpateurs. Les Incas, dit la tradition indienne, recueillie par les historiens espagnols, au début de la conquête, étaient

de puissants conquérants eux-mêmes, et il n'est pas probable qu'ils aient tellement anéanti les premiers habitants des Cordillères, que vainqueurs et vaincus n'aient été réunis sous leur joug. Ce joug était dur et tyrannique; le sang ne leur coûtait rien à répandre; et cependant l'anéantissement de leur famille est le sujet des légendes et des plaintes dont leur peuple nourrit sa tristesse. A Machache, dernière étape avant Quito, s'élève un grand volcan éteint, le Ruminai; c'est le mont sacré des Indiens. Ils racontent que dans les souterrains du Ruminai, Atahualpa, leur dernier Inca, avait rassemblé ses richesses; qu'il s'y était lui-même renfermé longtemps avec toutes ses femmes. Qu'un jour, après avoir égorgé ces dernières pour les soustraire aux Espagnols, il était sorti pour aller combattre, qu'il avait été fait prisonnier, et qu'à l'heure même où les vainqueurs lui tranchaient la tête, le sommet du Ruminai s'était détaché de la base et avait roulé dans la plaine. A l'appui de ce récit ils montrent un cône renversé qui gît au pied du mont décapité, et ils sont convaincus que ses flancs recèlent encore les trésors cachés d'Atahualpa.

Nous arrivions enfin au premier terme de notre voyage; nous approchions du vieux Quito, et, après dix jours de marche ou de navigation à travers les fleuves peuplés de caïmans, les torrents et les fondrières, les escaliers à pic dans le roc et les steppes balayés par des vents glacés, j'aperçus avec plaisir au delà d'une grande plaine verte semée de vaches rouges, les deux tours d'une église appartenant à un monde quelque peu civilisé. C'étaient les clochers de San Francisco, dont la première apparition a fait trace dans ma mémoire, comme celle du dôme de Saint-Pierre dans la campagne de Rome. L'analogie n'est pas grande pourtant entre le roi des monuments chrétiens et ce spécimen de mauvaise architecture; mais enfin, c'est le signe de la vie sociale. Un clocher! Que de promesses il fait au voyageur! C'est la fin du désert! c'est le retour presque dans la patrie, ou du moins au milieu d'une société religieuse, qui forme la patrie universelle! Quand j'approchai, vers le soir, et que, dans les dernières lueurs du jour, les sons de l'angélus arrivèrent par ondées, dans la plaine, il me sembla que mon voyage n'était qu'un rêve, que les grandeurs et les fureurs de la nature que je venais de traverser étaient fantastiques, que je n'avais jamais quitté la France, et que c'étaient les sons argentins des cloches d'Auvergne ou de Savoie qui parvenaient à mes oreilles. Grâce aux clochers de San Francisco, j'entrai dans la ville des Incas comme dans mon pays, et les quinze ou vingt lanternes qui éclairaient la plaza Major, me firent l'effet d'une illumination digne des premières capitales de l'Europe.

V. VILLANUS.

# LA SOUVERAINETÉ DU NOMBRE

## ET LE GOUVERNEMENT LIBRE

---

### LA LOI ÉLECTORALE

IV<sup>1</sup>

---

#### LES SOLUTIONS.

Étudier la politique en dehors de l'expérience, autant faire de la chimie sans laboratoire. Nous avons fait parler les faits, nous avons vu le suffrage universel en action. Essayé par l'inexpérience du pouvoir absolu, en 1789; aggravé, exploité, perverti, entre 1791 et 1798, par l'ambition démagogique; trompé et soumis par Napoléon I<sup>er</sup> (« Le peuple est femme, dit Machiavel, il faut le soumettre! »); abdiquant, par trois plébiscites, entre les mains du séducteur; supprimé, entre 1815 et 1848, avec le rétablissement de l'ordre constitutionnel et le cours renaissant de nos anciennes prospérités; proclamé par surprise en 1848; restreint par la loi du 31 mai 1850, aussitôt qu'un peu d'ordre commence à reparaître; de nouveau flatté et rétabli en 1851, par la ruse du césarisme, pour servir d'absolution à un coup d'État, mais immédiatement dompté, annulé, et abdiquant de nouveau entre les mains d'un nouveau séducteur; ne retrouvant sa liberté, à la faveur de nos désastres, que pour retomber dans sa fatale versatilité, et redevenu dès lors une cause d'effroi et de suspension du travail; tel a été chez nous le suffrage universel. Toujours agité entre les solutions extrêmes et contradictoires; poussé au socialisme par ses passions, ramené à la monarchie par ses intérêts, arrêté au césarisme par

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* du 25 décembre 1873 et des 10 et 25 janvier 1874.

l'effroi, jamais capable de fonder rien de durable ; tout est violence et surprise à son origine, versatilité, duperie, mise en tutelle, abdication dans son cours : tel est le véritable esprit de son histoire.

Nous avons également vu ce suffrage jugé par ses œuvres chez les peuples étrangers, et péremptoirement condamné par le sinistre contraste qui existe entre la stabilité et la grandeur de ceux qui l'ont écarté, l'instabilité et la chute de ceux qui le subissent. N'est-il pas temps enfin de profiter de cette expérience, de cesser de prendre nos écarts politiques pour la raison absolue ? Parce qu'à d'autres époques la puissance de l'esprit français a été irrésistible, nous nous persuadons aisément qu'il nous suffit de commettre des fautes pour qu'elles soient imitées par le monde entier. Pur anachronisme. Si cette illusion politique persiste, elle nous sera plus funeste que nos illusions militaires.

Le dogme du vote illimité est la solution radicale en matière d'élection. Nous avons vu, par le rapprochement des dates, après ses deux apparitions soudaines en 1793 et en 1848, que sa puissance de propagande au dehors est radicalement nulle, ou même négative. Il est systématiquement repoussé par la volonté réfléchie des nations maitresses d'elles-mêmes. Proclamé en France par trois Constitutions sur dix, la Constitution anarchique de 1793, la mauvaise Constitution républicaine de 1848, et la Constitution absolutiste de 1852, il n'est reconnu à l'étranger, sous sa forme absolue, que par l'anarchique royaume de Grèce et l'anarchique canton de Genève. La propagande française a perdu ses ailes depuis l'avènement des masses.

On ne bâtit que sur un fondement réel. L'épreuve et la contre-épreuve, plusieurs fois faites et refaites au dedans et au dehors, prouvent que le vote illimité n'est pas un fondement réel. Après l'avoir jugé par les faits, jugeons-le par le raisonnement, au triple point de vue de la dignité humaine, de l'intérêt gouvernemental et des solutions possibles.

# I

La dignité humaine est-elle intéressée à son maintien ? Question bien grave, car si on lui laisse continuer son œuvre, le suffrage universel enchaînera notre avenir à la pire des anarchies, l'anarchie légale, dont il peut être impossible de sortir ; s'il est supprimé, les factions ne manqueront pas de le relever au nom de la dignité humaine. Il l'a déjà été, le 2 décembre, par un conspirateur cou-

ronné. A quoi tendait le mot retentissant : « Sortons de la légalité pour rentrer dans le droit, » alors prononcé par le prince-président? ostensiblement, à une revendication du droit populaire; en réalité, à la condamnation d'une majorité monarchique qui lui fermait la route du trône impérial. Expédient inutile, car le nerf du coup d'État était dans l'imminence du péril social, non dans la prétendue indignation du peuple contre la loi du 31 mai : cette loi n'avait irrité que les factions; le peuple l'avait accueillie avec un calme qui prouve la supériorité morale des menés sur les meneurs.

D'ailleurs, ce mot était une contre-vérité. La formule vraie serait la suivante : « Sortons du vole illimité pour rentrer dans le droit commun des nations libres. » Pour qui envisage la marche progressive de l'humanité dans son ensemble à travers les siècles, c'est par suite de circonstances très-extraordinaires et d'un état mental très-exceptionnel, que ce dogme étrange a pris place dans nos institutions et dans nos intelligences, à titre de satisfaction donnée à la dignité humaine : de ce point de vue, il perd son prestige, et descend au rang de ces préjugés nouveaux que l'émeute inculque dans les têtes françaises à coups de fusil, et que les gouvernements en font sortir par la compression.

Mais pénétrons plus avant. D'après Montesquieu, « la force des lois, dans le gouvernement monarchique, le bras toujours levé du prince, dans le gouvernement despotique, règlent et contiennent tout. Mais dans un état populaire il faut un ressort de plus, qui est la vertu<sup>1</sup>. » Ah! si le suffrage universel agissait par lui-même sous l'empire de la vertu, conformément au principe de Montesquieu, il serait l'expression sublime de la conscience universelle.

Mais cette hypothèse n'est qu'un rêve. Qu'y a-t-il de commun entre la conscience et des actes nécessairement inconscients? Oui, la conscience est cette grande lumière qui s'allume dans chaque homme au point de contact entre son intelligence finie et l'intelligence infinie. Oui, la conscience est le siège de la dignité humaine; mais, en définitive, elle n'agit que sur des objets humainement connus. Or l'électorat politique implique la solution des questions sur les noms, et l'immense majorité des paysans et des ouvriers vit dans l'ignorance nécessaire de ces questions. Leur vote est donc inconscient, et dès lors indifférent au point de vue de la dignité humaine. En quoi cette dignité peut-elle être intéressée à agir sans savoir ce qu'elle fait? On la pervertit plus qu'on ne l'élève, en la plaçant sur un terrain qui lui est étranger.

Si maintenant nous examinons le détail, nous trouvons les me-

<sup>1</sup> *Esprit des lois*, livre III, chap. III.

neurs au lieu de la conscience. Nous voyons le suffrage universel toujours dupe et victime, n'échappant aux pouvoirs illimités des commissaires de la seconde république que pour tomber sous la *poigne* des préfets du second empire, et à cette *poigne*, que pour subir l'impulsion bien autrement avilissante des Montesquieu de carrefour et de cabaret. Telle est la réalité; et, en la rappelant, ce ne sont ni les dictateurs provisoires, ni les empereurs, ni M. Jules Favre, ni Napoléon III, ni leurs agents, que nous entendons condamner — ils ont subi plutôt que choisi leurs moyens — mais le vote illimité, qui, sous une vaine étiquette de droit, les obligeait à l'oppression de la liberté.

Les mots nouveaux correspondent à des faits nouveaux, et lorsqu'ils s'accréditent partout, on peut les prendre comme l'expression du bon sens universel. A-t-on réfléchi au sens de ce terme nouveau, *meneur*, tant appliqué à la politique française, dans les deux hémisphères, depuis l'avènement des masses? L'antiquité donnait aux rois le beau nom de *conducteurs* des peuples : on dit actuellement les *meneurs* du peuple français. Or on *conduit* l'homme et on *mène* la bête. Une institution qui se manifeste par des changements de cette sorte dans la langue usuelle est-elle bien flatteuse pour la dignité humaine? Suffrage universel, hasard universel, et parfois, hélas! ivresse universelle! Que gagne la dignité humaine à être ainsi menée par des ambitions subalternes, qui la réduisent à la mendicité en l'enivrant de sottises?

Saisissons la nature sur le fait. Le vote illimité impose aux commissionnaires, aux porteurs d'eau, aux cochers, aux chiffonniers, le devoir de traiter les questions politiques. La perte ou le salut de la France dépendent de ce qui se passe dans leur tête. Il faut le savoir à tout prix. La Fontaine a décrit l'état mental de la pauvreté et de la richesse dans sa fable inimitable *le Savetier et le Financier*; pourquoi ne décrivions-nous pas l'état mental de l'électeur pauvre dans l'apologue du *Chiffonnier et les Cochers*?

Un chiffonnier causait politique avec des cochers. Son attitude dénotait, non la misère abattue et souffreteuse, mais la pauvreté intelligente et robuste. Ce petit conseil populaire se tenait rue de Poitiers, sous la grande porte du Conseil d'État incendié. Le fardeau du chiffonnier était déposé sur les ruines.

**PREMIER COCHER.** — Ça ne va pas, sous la république! Le bourgeois a le gousset vide, il a peur et fait ses courses à pied. On ne travaille pas!

**LE CHIFFONNIER, avec force, et « assénant sur le cocher une prune éincelante, » pour reproduire un terme que Saint-Simon appliquait à d'autres potentats dans la cour de Louis XIV.** — Sous la république,

tu as le gouvernement, et tu travailles pour toi, au lieu de travailler pour les autres. (*Mouvement de surprise sur la figure des cochers.*)

DEUXIÈME COCHER. — J'ai le gouvernement!

LE CHIFFONNIER, *avec gravité*. — Tu as le gouvernement.

PREMIER COCHER. — Mais qu'est-ce que cela me fait, si je ne travaille ni pour les autres ni pour moi?

Le chiffonnier était plus intelligent que les cochers, et n'en déraisonnait que plus fort, phénomène qui n'est vraiment pas risible. Il tenait à garder le gouvernement, tandis que les cochers, se sentant incapables de l'exercer, étaient déjà prêts à l'abdiquer entre les mains de quelque nouveau César. Telle était la forme du débat politique, et surtout social, dans la bouche de ces hommes simples : forme supérieure dans l'ordre moral, subalterne dans l'ordre intellectuel.

Supérieure dans l'ordre moral ; car ils ne cherchaient pas à devenir les créatures des puissants. Ils aspiraient au travail et ne menaiaient pas le secours. Quel contraste avec la plèbe romaine, telle que la fit, vers la fin de la république, la perversion de la démocratie. Marius envoyait des sacs d'argent au Forum pour acheter les votes. La plèbe vivait publiquement du trafic de son droit politique. L'ouvrier moderne, au contraire, ne demande que du travail, et porte sa vie et sa dignité dans ses mains avec son métier, qui est souvent une profession, quelquefois un art. Est-ce au christianisme ou à la Révolution qu'il faut attribuer l'honneur de cet immense progrès? Au christianisme, car il est antérieur à la Révolution, et c'est seulement depuis elle, et dans les pays révolutionnaires, que la dénomination injurieuse de *prolétaire* commence à reparaitre avec les symptômes de la démagogie et du césarisme païen.

Mais combien cette politique populaire était faible dans l'ordre intellectuel, et misérablement bornée à l'intérêt mal entendu des interlocuteurs ! Ce chiffonnier qui voulait garder le gouvernement, il savait apparemment ce qu'il voulait en faire ; s'il ne le savait pas, il le sentait, et le sentait d'autant plus vivement qu'il le savait moins. Manquant des premiers éléments de la réflexion, il se passionnait, et sa passion était d'autant plus véhémence qu'elle était moins réfléchie. Il exprimait une passion issue de l'avènement des masses à la politique, et destinée à régler le vote de la majorité ouvrière dans les grandes villes et les pays manufacturiers. Il agitait comme il pouvait une question à propos de son droit politique. Cela est dans la nature des choses : il était logique à sa manière. Les peuples libres votent sur les questions en votant sur les noms.

En veut-on des exemples? Ils se présentent en foule. Pendant de longues années, en votant pour MM. Walpole, lord John Russell,



Disraéli, l'électeur anglais votait pour l'admission des juifs à la Chambre des communes, la réforme des bourgs-pourris, l'adjonction de 5 à 600,000 citoyens au corps électoral. Il votait la suppression des droits à l'entrée des céréales sur le nom de Robert Peel ; sur celui d'O'Connell, l'émancipation politique et religieuse de l'Irlande. L'électeur américain a voté, sur le nom de Lincoln, l'affranchissement des noirs, l'abaissement des planteurs sudistes, le maintien des droits protecteurs au profit de l'industrie naissante du Nord contre les importations de l'Europe. Les questions des sucres, du libre échange, de la réforme électorale, ont fortement passionné notre suffrage restreint, au temps de la monarchie constitutionnelle. Notre suffrage universel a cru voter la grandeur nationale et la revanche des traités de 1815 sur le nom de Napoléon III.

Quelle est donc la question qui passionnait notre chiffonnier ? Oh ! cette question, la seule qui l'intéresse, à laquelle il sacrifiera les résultats acquis du travail et de l'expérience, d'autant plus facilement qu'il les connaît moins, et sur laquelle il votera : cette question dépasse de cent coudées celles qui ont partagé l'Angleterre, l'Amérique et la France constitutionnelle ; c'est tout simplement le problème de la destinée humaine et de l'inégale répartition des biens de ce monde, problème supérieur à notre raison, problème insoluble. Les visées du chiffonnier sont d'autant plus hautes que ses facultés sont moins développées. Il se prépare à voter, sur des noms socialistes, le remplacement de l'organisation providentielle du travail, telle que la pratiquent tous les peuples civilisés, par une organisation chimérique, inconnue dans le passé et dans le présent, dans l'Ancien et dans le Nouveau Monde.

Dites-lui que cette organisation a été essayée en 1848 ; qu'elle n'a produit que les ateliers nationaux où l'on remuait la terre pour le plaisir de la remuer, et des transportations en masse opérées par ces mêmes républicains, qui venaient de faire le bouleversement de Février. Dites-lui que les mêmes idées ou plutôt les mêmes amorces, reproduites, en 1871, par les mêmes ambitions, n'ont abouti qu'à la Commune, à l'égorgement des Français entre eux après leur égorgement par les Prussiens, et au plus imminent danger de dissolution nationale qu'ait jamais couru sa patrie. Dites-lui que M. Louis Blanc, le premier promoteur de l'organisation du travail, y a renoncé depuis longtemps ; qu'après lui, tous les ambitieux que le socialisme a élevés, y ont renoncé comme lui, une fois pourvus, et ont pris l'attitude et le langage de l'ambition ordinaire.

Dites-lui que, chaque année, dans les solitudes du Nouveau Monde, la nature inflige la plus éclatante condamnation à ces prétendues organisations du travail, par la conduite de trois ou quatre

cent mille immigrants pauvres, qui n'ont jamais songé à les appliquer ; que même, le capital et la propriété, tels qu'ils se hâtent de les reproduire, sont plus exclusifs, plus intéressés, plus âpres dans le Nouveau que dans l'Ancien Monde, et surtout plus affranchis des charges dont nos aberrations politiques et sociales les ont grevés en France. Ajoutez, si vous voulez, qu'il suffit de proclamer le droit au travail et l'organisation du travail, pour faire cesser tout travail. Ces raisons péremptoires ne peuvent rien sur notre chiffonnier. Elles sont devant lui comme si elles n'étaient pas. Son état mental n'admet pas la persuasion.

D'où naît cet état mental ? Du mouvement imprimé aux passions par le vote illimité, mouvement qui peut devenir irrésistible. Empêchez donc le voyageur que la soif dévore sous un ciel brûlant, de s'égarer à la poursuite des eaux vives, qu'un vain mirage étale devant ses yeux éblouis par la fatigue et l'ardeur du soleil ! Empêchez donc le vain mirage de l'égalité des jouissances d'être l'attraction la plus puissante pour le prolétaire ! Empêchez donc l'ambition, que la soif du pouvoir et de la richesse dévore, d'employer ce mirage à la captation de suffrages, qui sont la source de tout pouvoir et de toute richesse ! Pour arrêter les passions humaines sur cette pente, il faudrait changer la nature humaine, ou supprimer la liberté de la presse à l'exemple de l'empire. Mais on ne peut pas changer la nature humaine, mais on veut respecter la liberté, il faut donc transformer le suffrage universel.

S'il reste ce qu'il est, le mouvement imprimé se continuera : l'homme pauvre des grandes villes, qui n'est pas aux prises avec la nature, c'est-à-dire avec l'organisation providentielle du travail, qui ne voit pas la richesse tomber du ciel avec la goutte de rosée et le rayon de soleil, s'habitue de plus en plus à voter, sous l'impulsion socialiste, sur le problème insoluble de l'inégalité des biens et de l'organisation factice du travail. L'ambition de son côté continuera à le pervertir par l'emploi des seuls moyens efficaces vis-à-vis de la pauvreté urbaine, à lui offrir les chimères pour prendre le réel, à risquer à tout propos l'existence de la société française et les 150 milliards qui forment son capital, pour gagner quelques millions et quelques ministères.

Au surplus, les socialistes connaissent ces faits mieux que personne. Ce sont leurs affaires. « Les affaires, c'est l'argent des autres, » a-t-on dit des affaires privées malhonnêtement conduites. Hélas ! combien cela est plus vrai des affaires publiques, sous le règne du suffrage universel ! « Comment ! écrivait M. Proudhon en 1850, dix millions de pauvres d'esprit qui ont juré par toutes les idoles, qui ont applaudi à tous les programmes, qui ont été dupes de toutes les

intrigues, ces dix millions rédigeant leurs cahiers et nommant *ad hoc* leurs mandataires, résoudre sans faillir le problème de la révolution ? O messieurs, vous ne le croyez pas. Ce que vous croyez, si on laisse aller les choses, c'est que vous serez tous nommés par une partie du peuple, comme capacités présumées, M. Ledru-Rollin, président de la république ; M. Émile Girardin, ministre des finances ; M. Considérant, ministre de l'agriculture et des travaux publics ; M. Rittinghausen (l'Allemand), ministre de la justice et de l'instruction publique ; après quoi le problème de la révolution se résoudra comme il pourra. Allons, soyons de bonne foi ; le suffrage universel, le mandat impératif, la responsabilité des représentants, le système capacitaire enfin, tout cela est enfantillage... Je ne risquerai pas un cheveu de ma tête pour le défendre. »

Est-ce assez de dédain pour l'ambition lettrée et sensuelle, affublée du masque socialiste, sur les tréteaux du suffrage universel, et provoquant les appétits grossiers de la multitude pour arriver à la satisfaction de ses appétits raffinés et sans scrupule ! Est-ce assez de mépris pour le peuple lui-même ! Mais aussi pourquoi a-t-on placé la dignité humaine dans un acte aussi énorme et aussi inconscient que le vote universel ? Cette institution inouïe produit des résultats inouïs. Elle travestit l'ambition en socialisme. Nous livrons volontiers ce travestissement aux foudres de M. Proudhon. Mais il est trop sévère pour le peuple. Le souverain populaire peut être absurde, l'âme populaire n'en est pas moins grande.

Il est facile de suivre les degrés par lesquels elle s'abaisse, de sa bonhomie et de son bon sens naturel, aux illusions socialistes et aux brutalités radicales. On a donné au peuple des droits qu'il ne demandait pas. On lui a imposé le devoir de faire ce qu'il ne sait pas, de voter sur des questions dont il ignore le premier mot. Il a commencé par se récuser en ne votant pas. On a insisté. Il a répondu à cette insistance en abdiquant entre les mains des Césars ou des démagogues. On a persisté malgré ses abdications. Alors, poussé à bout, il a perdu le calme et la générosité instinctive de ses sentiments. L'homme ne réfléchit que sur ce qu'il sait. Ne pouvant réfléchir et obligé d'agir, l'homme du peuple a fait ce qu'il a pu, il s'est passionné.

En fait de politique et d'économie politique, il ne voit qu'une chose : c'est qu'il pâtit et porte des fardeaux, tandis que d'autres jouissent et ne portent rien, il en a conclu *qu'il faut changer cela radicalement*. Telle est la politique essentiellement radicale du peuple dans les grandes villes. Elle résulte de ses conditions de vie. Que le peuple pratique la politique de l'intérêt : nous ne l'en blâmons pas.

L'intérêt est le mobile principal de toute politique. Mais le mal et le malheur, c'est que la politique du peuple ainsi consulté est nécessairement celle de l'intérêt mal entendu. Et quel est le coupable? Est-ce le peuple que l'on trompe? Évidemment non. Ce serait plutôt l'ambition qui le trompe. Mais c'est un vieux péché capital qu'elle a toujours commis, qui est dans sa nature, et dont elle ne se corrigera pas. Le vrai, le nouveau coupable, l'auteur du mal qui répand la terreur, c'est le vote illimité, qui intéresse les ambitieux à corrompre le peuple pour capter ses suffrages, et réduit la France, au dedans et au dehors, à *la politique de l'intérêt mal entendu*.

« Chose étrange, écrit M. Quinet<sup>1</sup>, le peuple français est le seul qui ait perdu, dans la liberté, la dignité qu'il avait dans l'esclavage. » Le fait n'est pas aussi étrange que M. Quinet le suppose : il s'explique par une raison simple. Appelée à la vie par des évêques, la France a grandi sous l'action de principes fortement théocratiques. Or c'est aux passions élevées de l'homme, à son cœur et à sa conscience que s'adresse la théocratie. Loin de nous la pensée de justifier l'exploitation du sacré dans un intérêt profane. Cette exploitation révolte toute âme noble. Toutefois, l'horreur qu'elle inspire ne doit pas fermer les yeux sur un mal encore plus grave. Il est dans la nature de l'ambition d'exploiter les passions humaines : mais tandis que l'ambition théocratique exploitait l'homme par le haut, l'ambition démocratique risque fort de l'exploiter par le bas. Notre démocratie de suffrage universel n'a que trop fait ses preuves dans cet ordre descendant. Elle est intéressée à déprimer l'homme par le développement des appétits, tandis que la théocratie était intéressée à le relever par le développement du sens divin.

La fausseté du suffrage universel envisagé comme moyen de représenter le sentiment populaire, et son action dépressive sur la dignité politique et religieuse de la nation française ne peuvent être contestées en présence des faits suivants : bien que nommées par les masses populaires, à une époque où la pratique du catholicisme était universelle en France, l'Assemblée constituante, la Législative et la Convention ont représenté des idées et des passions religieuses diamétralement opposées à celles de ces masses. La constitution civile du clergé, les lois et projets sur l'enseignement primaire, dont les rapporteurs furent Talleyrand pour la Constituante, Condorcet pour la Législative, Daunou pour la Convention, témoignent la plus extrême défiance pour le clergé catholique. Le choix même de ces rapporteurs n'est-il pas étrangement significatif? Talleyrand et Daunou étaient des prêtres plus ou moins défroqués, et le marquis

<sup>1</sup> *Histoire de la Révolution française*, tome I<sup>er</sup>, page 75.

de Condorcet termine son *Esquisse des progrès de l'esprit humain* par l'espérance de voir la mort vaincue et supprimée par la science, douloureuse parodie, qui remplace les solutions éternelles du christianisme par la perfectibilité indéfinie de l'humanité terrestre. « Vous n'aboutirez à rien si vous ne déchristianisez la révolution, » disait Mirabeau dans l'éclat de son génie ; et, quelques heures avant de mourir, il ajoutait : « Qu'on me couronne de fleurs, qu'on m'environne de parfums et de musique, afin que je puisse entrer paisiblement dans le sommeil éternel. »

Interpellé devant le tribunal révolutionnaire sur son nom et sa demeure, Danton répondait : « Je suis Danton, ma demeure sera demain le néant. » Le dernier discours de Robespierre, celui qu'il prononça à la fête de l'Être suprême, discours vulgaire d'ailleurs, commence par ces mots : « Qu'y a-t-il de commun entre ce qui est et ce qui fut ? Ne faut-il pas que vous fassiez précisément le contraire de ce qui a été fait avant vous ! » Dans la prison des Girondins, au couvent des Carmes, les murs sont couverts d'inscriptions, dont aucune n'est chrétienne. Leurs dernières invocations s'adressent à l'humanité. Ces faits sont très-graves. Une nation qui perd le sens divin est comme un arbre dont la cime est foudroyée. Elle pourra encore jeter de puissants rameaux. Elle ne grandira plus.

L'avènement des masses à la politique a été le signal du plus incroyable débordement d'adulation, d'idolâtrie et d'hypocrisie dont l'histoire fasse mention. Mais l'hypocrisie a changé d'objet. Ce n'est plus au ministre de Dieu, mais aux masses devenues la source du pouvoir, qu'elle s'adresse. D'après Danton, « la force de la raison et la force du peuple sont une même chose. » D'après Robespierre, « on ne peut pas plus flatter le peuple qu'on ne peut flatter la Divinité. » Un dévot qui dirait : « On ne peut pas plus flatter le clergé qu'on ne peut flatter la Divinité, » ne serait-il pas l'objet de la risée universelle, même parmi les dévots ?

Tartufe était dévot, il se fait démocrate.

Et l'historien Michelet, cet apôtre « de la sainteté révolutionnaire, » est le premier à en convenir. On en jugera par la cause à laquelle il attribue la condamnation à mort de l'auteur comique Fabre d'Églantine : « On a fait disparaître Fabre d'Églantine pour faire disparaître sa comédie, qui était, suivant toutes les vraisemblances, le drame du nouveau Tartufe. — Sujet bien supérieur à l'autre. Tartufe, dans Molière, est un pauvre diable, qui, par un jargon mystique, abusant du nom de Dieu, trompe un imbécile. Ici Tartufe même est Dieu (*sic*) ; l'idole, l'exploiteur de l'idole, sont même et unique chose.

Idole de déraison sous le drapeau de la raison ! Trompant les uns et les autres, et l'imbécile est le monde <sup>1</sup>. » Voilà qui est bien, et l'ambition du nouveau Tartufe n'est pas modeste.

Lorsqu'un mauvais dévot parlait au nom de Dieu, on pouvait être sûr qu'il allait mentir ou commettre une turpitude. Lorsqu'un mauvais démocrate parle au nom du peuple, on peut être sûr qu'il va le tromper et s'enrichir à ses dépens. Cet imbécile qui est le monde, d'après M. Michelet, et que le nouveau Tartufe exploite, nous inquiète fort pour le suffrage illimité. Car enfin, ce suffrage est le monde et même il est tout le monde. Son caractère propre est d'offrir à la tartuferie la plus vaste matière et la plus faible résistance. Honore-t-on la nature humaine en l'offrant en pâture à de si dégradantes exploitations ?

Imparfait ou déchu, l'homme est un grand mystère.

En politique comme en religion la plus noble démarche de la raison est de suspendre son jugement sur ce qu'elle ne comprend pas. Il y a donc une foi politique comme il y a une foi religieuse. Dans les relations ordinaires, la monnaie courante de ces grandes choses est cette qualité charmante qui s'appelle la modestie. Le suffrage illimité porte atteinte à la modestie et à la dignité du caractère français, en invitant à tout propos l'ignorance à des votes dérisoires sur des questions supérieures à sa portée. Il exagère ce défaut, déjà si grave, de la nature gauloise, qui consiste à parler de tout, à propos de tout, sans rien savoir, et à trancher toutes les questions sans les comprendre. On aurait dû élever peu à peu les hommes et faire descendre progressivement le vote. Le suffrage universel abaisse les hommes, complique les questions, et fait dépendre leur solution de ces hommes abaissés.

Il y a plus : dans le conflit actuel des idées et des passions politiques et religieuses, le suffrage universel intéresse l'ambition démocratique à combattre les plus hautes solutions de la foi chrétienne. En veut-on la preuve ? On la trouve dans ces relents discours que M. Gambetta a prononcés pendant sa campagne électorale de 1872. Dans ces discours, M. Gambetta n'a pas seulement parlé, après tant d'autres d'ailleurs, des nouvelles couches sociales, il a fait plus : il a, *inter pocula*, attaqué le grand mystère de la déchéance originelle, « sans lequel, d'après Pascal, l'homme est plus inconcevable que ce mystère n'est inconcevable à l'homme. » Or pourquoi cette attaque ? Il la motivait ostensiblement sur ce que « ce

<sup>1</sup> *Histoire de la Révolution*, par M. Michelet. tome VII, page 367.

dogme énerve, dans l'âme humaine, l'énergie du soldat et du citoyen. » Assertion énorme, qui pouvait être le prétexte de l'attaque, mais qui n'en était certainement pas la raison vraie.

M. Gambetta a trop d'esprit, il connaît trop les hommes, pour y croire. Quel plus noble moyen, en effet, de susciter l'effort, de relever l'homme, et de porter ses facultés au maximum de leur puissance, que de lui dire ? « Tu es un roi déchu, mais tu peux reconquérir ta grandeur première par le travail et la vertu. Les inégalités éphémères de ta destinée terrestre peuvent être le scandale des incrédules et des esprits faibles, mais elles ne sont rien, comparées à la durée indéfinie de tes destinées éternelles. » Loin d'être l'oppression de la personnalité humaine, une telle doctrine en est le triomphe. Ce n'est donc pas dans le prétendu affaissement allégué par M. Gambetta qu'il faut chercher la cause vraie de son attaque contre le dogme de la déchéance originelle. Cette cause est dans le désir de rallier les votes anticléricaux à sa future candidature, et de supprimer, avec ce dogme religieux, le principal contre-poids au dogme politique qui fait la force du parti radical.

Conclure de l'égalité religieuse des hommes devant Dieu à l'égalité absolue du vote et, dès lors, de l'action politique, c'est rétrograder, c'est confondre le fini avec l'infini, c'est ramener les hommes à l'enfance de la civilisation. L'absolu dans l'action suppose la puissance infinie. Nous avons la notion de l'absolu, le droit politique s'offre à notre intelligence sous la forme d'une conception absolue. Mais l'exercice de ce droit est invinciblement borné aux limites de notre intelligence.

En définitive, le dogme du suffrage universel, c'est-à-dire de l'égalité politique absolue, est, dans le gouvernement représentatif, ce qu'est l'asymptote en géométrie et la perfection dans l'ordre moral, — un but vers lequel l'homme ne cesse de tendre, et dont il se rapproche toujours, sans jamais l'atteindre, du moins sur cette terre. — C'est ainsi que l'envisagent tous les peuples qui ont réussi à fonder le règne de la liberté. Être relatif, contingent et mobile, c'est en vain que l'homme prétend revêtir ses gouvernements des formes de l'être absolu et éternel. L'égalité politique absolue écrase sa faiblesse loin de relever sa dignité.

## II

Le suffrage universel supporte mal le libre examen. C'est sans doute pour ce motif que la libre pensée, la pensée affranchie même

de l'autorité divine, en a fait un *credo politique*, transportant ainsi la foi dans un ordre de faits qui ne relèvent que de la raison. A ce degré d'aberration, l'intelligence politique d'une nation court des risques très-sérieux. Nous venons de voir, dans ce suffrage, la doctrine de la dignité humaine mal placée, nous allons voir en lui la *doctrine de l'intérêt politique mal entendu*.

Continuons à saisir la nature sur le fait. Au temps du suffrage restreint, un patriote soumettait à un homme d'État de premier ordre, parlementaire consommé, une circulaire électorale. L'homme d'État en prit rapidement connaissance et répondit : « Dans vos circulaires, vous parlez toujours à vos électeurs des intérêts généraux. C'est bien, mais parlez-leur aussi de leurs intérêts particuliers. » Cette courte réponse indique les deux mobiles essentiels de toute action électorale : les suffrages mérités par les services rendus, les suffrages captés d'une manière ou d'une autre par les bons et les mauvais moyens.

Le jugement à porter sur sa réponse dépend du sens qu'il attachait à ce mot : « leurs intérêts particuliers. » S'il s'agit des intérêts particuliers à la circonscription, par exemple, d'un classement de chemin, d'un crédit à inscrire sur le fonds commun de l'État au profit du département, d'une source de richesses à développer par l'ouverture d'une voie ferrée, ou même de la révocation de quelque fonctionnaire nuisible à la circonscription, la réponse est irréprochable, et tout à fait conforme aux principes du gouvernement représentatif.

Les faits d'une autre nature rentrent dans ce qu'on appelait, vers l'année 1846, *des abus d'influence*, dénomination digne et vague, qui a pu couvrir quelque chose de pire : la *corruption*. A quel point précis commence la corruption ? Elle commence avec le trafic du vote, lorsque l'électeur fait servir son droit politique à la satisfaction, non-seulement d'un intérêt exclusivement local, mais d'un intérêt individuel, lorsqu'il dit au candidat : « Je vous donne ma voix ; donnez-moi quelque chose en échange, une place, par exemple. » Le gros vice du suffrage restreint a été le trafic des places.

On a prétendu y porter remède, en donnant à tous le droit de voter, c'est-à-dire le droit d'être corrompus, et l'on a dit naïvement, après Rousseau : « Jamais on ne corrompt un peuple ! »

Alors même que le *Contrat social* contiendrait cette affirmation, elle serait démentie par l'histoire et par Montesquieu, qui nous montrent la corruption du principe démocratique plus dangereuse que celle des autres principes de gouvernement<sup>1</sup>, et cette corrup-

<sup>1</sup> Montesquieu, *Esprit des lois*, livre III.



tion d'autant plus prompte, que l'on tombe davantage dans l'esprit d'égalité extrême<sup>1</sup>. Mais voici le texte complet de Rousseau : « La volonté nationale est toujours droite, et tend toujours à l'utilité publique, mais il ne s'ensuit pas que les délibérations du peuple aient toujours la même rectitude. *On veut toujours son bien, mais on ne le voit pas toujours. Jamais on ne corrompt le peuple, mais souvent on le trompe*, et c'est alors seulement qu'il paraît vouloir le mal. » S'il s'agit d'un cas de conscience, il est clair que le peuple est d'autant moins responsable qu'il est plus inconscient. Mais les jugements politiques ne vont pas jusqu'à la conscience, ils s'arrêtent aux faits. Rousseau reconnaît que l'on trompe le peuple. Tout est dans cet aveu. Il en résulte qu'on le corrompt doublement : on le corrompt en le trompant par les flatteries, les craintes et les espérances ; on le corrompt en agissant sur les convoitises de ceux qui le mènent. Il est plus facile de corrompre vingt meneurs que quatre ou cinq mille électeurs.

Avec le suffrage restreint, les ministres étaient obsédés de sollicitations. Avec le suffrage universel, ils ont été débordés. On a comparé leurs portefeuilles avant et après l'avènement des masses. Les calculs ont été faits. L'aggravation est incontestable. La correspondance des députés conservateurs avec leurs mandataires, leurs démarches dans les ministères, les préoccupations électorales des préfets, la tension des ressorts administratifs vers le succès des candidatures gouvernementales, tous ces faits, ces abus d'influence, cette corruption, si l'on veut, se sont envenimés avec le suffrage universel. La préparation d'une candidature absorbait des années, suspendait les études et la haute vie intellectuelle. Loin de guérir et de supprimer la maladie et le trafic des places, ce suffrage les a aggravés.

Tels ont été les effets du vote illimité sur les majorités conservatrices, effets nuisibles, mais qui n'empêchent pas une nation de vivre et même de prospérer. C'est surtout dans le mouvement qu'il imprime à la haute ambition que se révèle le principe de ruine contenu dans le suffrage universel. Il ne faut pas médire sans discernement de l'ambition. Elle est le signe le plus apparent, quoique souvent trompeur, des grandes facultés. Elle peut être bien ou mal fondée, bien ou mal placée, saine ou malsaine : elle n'en est pas moins le grand moteur de la bonne ou de la mauvaise conduite politique, de la décadence ou de la prospérité des nations, suivant le dérèglement ou la rectitude des mobiles qui la font agir.

Envisageons-la donc sous ses deux aspects, dans l'opposition et au

<sup>1</sup> *Ibid.*, livre VIII, chap. III.

pouvoir. Nous prendrons encore l'exemple de M. Gambetta, non à cause de sa personne qui nous est indifférente, mais parce qu'il est déjà désigné aux suffrages des partis dangereux. Ce que nous jugeons en lui, ce n'est pas son individualité, mais le mouvement imprimé à une ambition humaine par le vote illimité.

Eh bien, que n'a-t-on pas dit *des nouvelles couches sociales* de M. Gambetta? Ce langage a effrayé les conservateurs. Le chef de l'État, M. Thiers, n'a pas dissimulé l'étonnement et la tristesse qu'il en ressentait. M. Gambetta, de son côté, n'était pas moins étonné de cet étonnement : il ne savait vraiment pas ce qu'on lui voulait, ni de quoi on l'accusait. Le régime représentatif ne met-il pas le pouvoir entre les mains des majorités librement élues? Que faisait-il? Il employait tout simplement les moyens de persuasion les plus efficaces sur le suffrage universel, les moyens les plus propres à rallier les suffrages. Ses couches sociales étaient des couches d'électeurs ralliés par le mirage de la propriété, et des couches de meneurs ralliés par le mirage de la fortune et de la puissance.

Et, en vérité, au point de vue de cette égalité extrême qui est contenue dans le faux dogme du suffrage universel, de cette égalité extrême, dans laquelle Montesquieu discerne la principale cause de corruption du principe démocratique, M. Gambetta n'avait pas tort. Il agitait le mirage, au risque de détruire la chose elle-même, parce que ce mirage était le moyen de succès. Avec un système électoral qui aurait placé la majorité, non dans les régions où la propriété n'existe qu'à l'état d'instinct facile à égarer, mais dans celles où elle est une réalité connue et expérimentée, l'ambition de M. Gambetta aurait pris un autre cours : au lieu de bâtir sur un mirage l'édifice d'une fortune politique éphémère, dangereuse pour son pays, funeste pour lui-même, il aurait fondé son ambition sur la base inébranlable des vrais principes de l'économie politique; il se serait attaché à la réalité, il aurait employé sa force à affermir et à étendre la propriété. Au lieu de travailler au soulèvement momentané et à l'affaissement définitif des couches sociales, il aurait travaillé à la production des couches du capital. Au lieu d'égarer les nobles instincts du peuple dans la voie funeste où les appétits s'irritent, tandis que les moyens de les satisfaire se réduisent, cercle vicieux où s'engloutissent la richesse et l'honneur des nations, il aurait pratiqué la seule politique salutaire, celle qui produit l'accroissement général des jouissances et l'apaisement des appétits.

Ceci n'est pas de la spéculation, mais de l'histoire, et une triste histoire. Ce fameux club des Jacobins, qui a pesé sur l'Assemblée législative et dominé la Convention, offre un frappant exemple de la rapide succession des couches sociales et surtout de leurs meneurs

au pouvoir; *marche descendante* que produit inévitablement l'application complète des principes ultra-démocratiques du vote, de l'armement et de la délibération universels. Le club des Jacobins est formé, à son début, d'une première couche parlementaire et noble, qui lutta contre Mirabeau et soutint la royauté. Cette couche avait pour organes Duport, les Lameth, Barnave. Une seconde couche, composée de bourgeois acquéreurs de biens nationaux, et mettant la main sur les places, ne tarda pas à remplacer la première. Cette seconde couche était conduite par les Brissot, les Laclos, etc., et bientôt par Robespierre, qui s'était fait place par la prison et la guillotine. Avec la dictature de Robespierre, ce personnel bourgeois, quelque peu rebelle à son austérité hypocrite, fut remplacé par une troisième couche d'hommes complètement illettrés, tels que le menuisier Duplay et sa famille, d'autant plus passionnés qu'ils étaient plus ignorants, et complètement menés par le dictateur.

Il n'y avait vraiment pas tant à se scandaliser des *nouvelles couches sociales* de M. Gambetta. Sous le règne d'une institution politique qui intéresse toutes les ambitions à employer ce moyen, et tant d'autres de même nature, mais plus nuisibles, il y avait une réelle modération de sa part à se borner à celui-là, et une grande habileté, de la part de M. Thiers, à le contenir dans ces limites. En 1793, Hébert écrivait des choses bien autrement fortes dans son fameux *Père Duchêne*; et ces choses seraient reproduites avec une aggravation décuplée sous le gouvernement de M. Gambetta, si, parvenu au pouvoir, il appliquait les principes qui ont fait sa force dans l'opposition. La morale de cette histoire, c'est que, si on laisse aller les choses, l'ambition fera de l'exercice de la souveraineté nationale une école de perversion populaire incurable.

Quels sont les moyens de lutter contre cette perversion? Il y en a deux, diamétralement opposés : la candidature officielle, qui a été irrésistible entre les mains du second empire tant qu'il a dominé la presse; et l'exercice des libertés locales, tenté par les monarchistes constitutionnels avec une force réelle, et néanmoins insuffisant en présence des aberrations nécessaires du vote illimité.

Nous avons décrit la candidature officielle, qui est pour ainsi dire la face pacifique du Césarisme.

Le Césarisme applique résolument l'armée à la défaite des factions, et non moins résolument la centralisation administrative au maniement du suffrage universel : deux procédés qui sont une corruption des principes vrais de gouvernement. L'objet réel de la puissance militaire est la lutte contre l'ennemi du dehors. L'objet réel de la centralisation administrative est l'expédition rapide et intelligente des affaires. Dans les pays libres, l'administration obéit à l'opinion et

ne la fait pas. Les chefs d'États administrent avec la centralisation, mais gouvernent avec l'esprit public. Le débat politique s'engage entre des partis de gouvernement plus ou moins divisés quant au choix des moyens, mais unis dans un même dévouement à l'ordre établi. L'opposition subversive est l'ennemie mortelle du gouvernement libre, par la raison toute simple qu'elle oblige le pouvoir à suspendre les libertés dans un intérêt de salut public. Les ministres se croiront toujours le droit de dire aux révolutionnaires : « Faites adhésion au gouvernement établi, ou tolérez la candidature officielle ; car elle vous donne, sinon la plénitude, du moins une certaine mesure de liberté. Avant d'être libre, il faut vivre. La liberté honore tout le monde, mais ne sauve personne. »

Quant à la pratique des libertés locales, on a dit avec justesse qu'elles étaient l'école primaire de la liberté politique. Peuvent-elles être l'école primaire du suffrage universel ? Heureuse la France si ces écoles primaires de la liberté étaient de force à lutter contre la grande école de perversion contenue dans le suffrage universel ! Mais est-il permis de l'espérer, lorsqu'on a vu les influences locales vaincues, pendant vingt ans, par la légende impériale, et, depuis deux ans, par les vains mirages du radicalisme ?

Rousseau reconnaît que le peuple peut se tromper. Condorcet, un autre démocrate, l'affirme hautement : « L'hypothèse de l'erreur, plus répandue que la vérité, n'est point absurde. Il y a un grand nombre de questions importantes, compliquées, ou soumises à l'empire des préjugés et des passions, sur lesquelles il est probable qu'un homme peu instruit prendra une opinion erronée. Il y a donc un grand nombre de questions sur lesquelles il arrivera que *plus on multipliera le nombre des votants, plus il y aura lieu de craindre d'obtenir à la pluralité une décision contraire à la vérité* ; en sorte qu'une constitution purement démocratique sera la plus mauvaise de toutes pour tous les objets pour lesquels le peuple ne connaîtra pas la vérité... Une démocratie pure peut être bonne pour un peuple très-instruit ; c'est-à-dire tel qu'il n'en a existé encore aucun, du moins parmi les grands peuples. Dans tous les autres cas, la forme démocratique ne doit embrasser que les objets sur lesquels les hommes non instruits peuvent prononcer en connaissance de cause, comme ceux qui intéressent leur sûreté personnelle, ceux où un intérêt direct et évident peut diriger leur jugement. »

Condorcet prévoit donc, non-seulement la possibilité, mais la probabilité de l'erreur politique au sein de la démocratie extrême, et cette probabilité croissante avec le nombre des votants. Voltaire allait bien autrement loin ; il ne se gênait pas pour écrire à d'Alembert : « La raison triomphera, au moins chez les honnêtes gens ; la

canaille n'est pas faite pour elle. » Comme les sceptiques sont durs pour la nature humaine ! Leurs prévisions, d'ailleurs, se réalisent sous nos yeux. Nous avons décrit les illusions du suffrage universel, toujours mené par des légendes et des mirages. La légende impériale a perdu son prestige, les moyens qui la soutenaient sont discrédités, elle va s'évanouir ; mais le mirage socialiste reste. Entre ce débris d'une chose tombée et ce germe de dissolution, la lutte est désormais inégale dans des conditions de liberté.

Quel est donc ce mirage ? C'est tout simplement le mirage de la propriété acquise en dehors des conditions providentielles du travail et de la famille, mirage qui n'est pas éphémère comme la légende, parce qu'il tient à l'infirmité de nos destinées terrestres ; mirage d'autant plus puissant sur le vote de l'ignorance et de la pauvreté, c'est-à-dire de la majorité numérique, que l'ambition est plus intéressée à l'exploiter et que le frein religieux est moins fort ; mirage qui emprunte une puissance particulière à la suppression de toute autre cause d'inégalité sociale. La propriété n'était qu'un demi-dieu dans la vieille France ; elle est un dieu dans la France actuelle, depuis la suppression du droit d'aînesse et des privilèges de caste.

Pour des yeux clairvoyants, les systèmes communistes ne sont que des formes de la jalousie, propagées par l'ambition pour séduire l'ignorance. Le communiste tue la propriété par dépit de ne pouvoir la posséder, comme l'amant dédaigné tue la femme qu'il aime pour ne pas la voir entre les bras d'un autre. On affirme, d'autre part, que les propriétaires et les paysans eux-mêmes limitent leur famille pour accroître leur fortune.

Que ne peut, par la bouche de l'ambition, le mirage de la propriété sur les votes de l'ignorance, parmi des populations qui portent l'amour de la propriété à ce degré d'exaltation déréglée et de prévoyance malsaine ! Que ne fera pas l'ambition pour faire luire et exploiter ce mirage !

Avant l'avènement des masses, la tête de l'homme du peuple était vide d'idées politiques et sociales. Il suspendait son jugement sur ce qu'il ne pouvait comprendre ; il avait confiance dans ceux qui lui pouvaient et lui voulaient du bien. Il était possible d'agir sur lui par l'exercice des libertés et des vertus locales. Son cœur rectifiait les erreurs de sa tête ; mais depuis cet avènement, comme il était plus facile et plus avantageux de faire entrer les idées fausses que les idées vraies, les mirages que les réalités, dans les têtes populaires, de pervertir le suffrage universel que de le rectifier, l'ambition l'a perverti. Cette triste besogne est, hélas ! trop avancée. Les idées fausses pénètrent de plus en plus dans des esprits préparés à les recevoir, et ont déjà produit de terribles effets. Il suffit de com-

parer les mouvements révolutionnaires de juillet 1830 et de février 1848, aux insurrections de Juin et à la Commune, pour comprendre combien la perversion du suffrage universel est à la fois plus facile, plus prompte et plus malfaisante que celle du suffrage restreint.

Qui rectifiera ces idées fausses lorsque les manœuvres de l'ambition les auront inculquées dans la majorité des têtes populaires? Le temps, l'excès du malheur et Dieu. — Une telle réponse peut satisfaire dans l'ordre éternel; mais, au point de vue terrestre, elle fait frémir le patriotisme, car à un certain degré de mal et de malheur la vie cesse. Les nations meurent comme les individus. Il faut que la France ait une puissance de vitalité hors ligne pour avoir résisté aux commotions de 1793, 1815, 1830, 1848, 1870 et 1871. Qu'arrivera-t-il si les crises s'aggravent tandis que ses forces diminuent? La mort de plus d'une nation illustre a paru entrer dans les conseils de la Providence, soit comme expiation des fautes commises, soit comme frein à la sottise et à la perversité humaines.

L'objet des institutions est d'opposer l'esprit du bien à l'esprit du mal, de développer les bons germes et d'étouffer les mauvais. Étrange institution que ce suffrage universel, qui met dans les intérêts du mal les puissances les plus énergiques de l'âme humaine! Étrange destinée de la France, seule, parmi les grandes nations, à l'adopter, bien qu'elle soit plus dangereuse pour elle que pour toute autre! Voici pourquoi : le gros vice du caractère français n'est pas l'indiscipline; à différentes époques, la nation française a accepté et pratiqué les disciplines les plus dures. Notre défaut capital consiste dans l'absence de mesure et de sens pratique. Le caractère français est extrême, porté aux engouements théoriques et facile à égarer sur le terrain de la spéculation. Or le suffrage universel est l'égalité politique poussée jusqu'aux plus extrêmes limites du possible : il aggrave nos faiblesses nationales, loin de les combattre. Il pousse à l'extrême notre versatilité, notre défaut de sens pratique, notre goût pour les solutions tranchées, notre propension aux haines de classe. Les haines de classe ont perdu les démocraties antiques. Si le mouvement imprimé se continue, elles perdront la démocratie française.

Telle est l'action du suffrage universel sur l'ambition aspirant au pouvoir, et le triste état auquel il réduit l'esprit public. Ses effets ne sont pas moins funestes sur la conduite de l'opposition arrivée au pouvoir et sur la marche du gouvernement.

On n'a pas oublié l'attitude équivoque du second empire, dans la question sociale; d'une main il comprimait le socialisme révolutionnaire, de l'autre il patronnait on ne sait quel socialisme officiel qui

n'a servi, en définitive, qu'à accréditer les futurs chefs de la démagogie. Le nom de M. Milliére, par exemple, apparaît pour la première fois dans les enquêtes sur la coopération que présidait M. Rouher. Quelle était la cause de cette action contradictoire, de ce mouvement à la fois d'excitation et de compression? Sans aucun doute, le suffrage universel : la crainte qu'il inspirait et la nécessité de lui plaire sous peine de mort.

Aux dernières élections de l'Empire, sous l'action d'une presse affranchie du pouvoir discrétionnaire de l'administration, le suffrage universel a nommé quelques monarchistes constitutionnels et quelques bourgeois républicains. Un fait révolutionnaire, le 4 Septembre, porte ces bourgeois au pouvoir; ils lèvent le drapeau de la république conservatrice. Que fait le suffrage universel? il nomme des radicaux. Justement inquiète, la majorité monarchique reprend le pouvoir, et l'exerce par des hommes pris dans son sein. Que fait ce suffrage? il revient aux républicains conservateurs se présentant sous le masque du radicalisme. Tel est l'esprit de contradiction et la nature essentiellement radicale du vote illimité : il contredit parce qu'il a beaucoup de passions et peu d'idées. — Dans toute relation humaine, l'interlocuteur passionné et sans idée emploie sa force à contredire. Il est radical parce qu'il souffre. L'homme qui souffre aspire au changement. Le radicalisme n'a pas de sens, ou il implique l'idée d'un changement total. De là ce masque radical placé sur des figures conservatrices pour plaire au suffrage universel.

L'ambitieux, dont la bourse est pleine d'or et la conscience vide de scrupule, se fait volontiers radical. Que de fortunes de plus de 100,000 francs de rente parmi nos faux radicaux actuels! Mais les *capitaux de sûreté*, qu'ils retirent au travail français pour les placer à l'étranger, sont en raison directe de leur évolution vers la gauche. Lorsque la sûreté de la vie est à gauche, suivant une remarque déjà faite par Robespierre en 1792, la sûreté des capitaux est à l'étranger.

On comprend combien le suffrage universel se portant ainsi, avec toute sa masse, de gauche à droite, et surtout de droite à gauche, déconcerte et écrase les combinaisons délicates du gouvernement parlementaire. Toutefois, tant que l'oscillation vers la gauche ne dépassera pas la nuance de M. Thiers, on aura la guerre civile parce que, peu de temps après leur arrivée au pouvoir, les faux radicaux seront obligés de jeter leur masque et de comprimer les espérances qu'ils ont commis la faute impardonnable de provoquer, sachant qu'ils ne pourraient les satisfaire; on n'aura pas la dissolution sociale, parce que cette école politique maintient l'organisation et l'esprit militaire. L'esprit militaire est à l'esprit démagogique ce que la réalité

est à la parodie. Il y a une inimitié mortelle entre ces deux esprits. L'un tue l'autre. Jusqu'à présent c'est l'esprit militaire qui tue la démagogie.

Mais où réside la puissance de cet esprit ? Dans la loi. Or, le premier acte d'une majorité socialiste serait d'édicter la dissolution de l'armée et la substitution de l'élément populaire à la force disciplinée. Mais l'hypothèse d'une majorité socialiste est-elle admissible ? Elle est non-seulement admissible mais vraisemblable ; car, parmi les variations du suffrage universel, on peut discerner des tendances fixes : sous la monarchie, il incline vers la république conservatrice ; sous la république conservatrice, vers la république radicale ; sous cette dernière, il inclinerait vers le socialisme. Il est dans sa nature de dissoudre le principe d'autorité dans la masse des volontés inconscientes. Il dissoudra l'armée. La démagogie tuera la discipline.

On gourmande avec raison l'indifférence et la faiblesse des conservateurs. Il n'en est pas moins vrai qu'une candidature conservatrice coûtait, à la fin du second empire, de 10,000 à 100,000 francs et des années de démarches insipides. Les conservateurs ne feront jamais beaucoup plus. Un jour ou l'autre, la lutte sera inégale entre les candidats qui promettent tout l'or du monde, et les candidats qui ne dépensent que leur temps et leur argent.

Que ceux qui considèrent la nomination d'une majorité socialiste comme une hypothèse chimérique, prennent la peine de lire le manifeste lancé par l'Internationale en juin 1871, au lendemain de la chute de la Commune.

« ..... La loi française vous donne, à vous travailleurs, la puissance politique.... Aux urnes ! Aux urnes !... L'incendie de Paris, nous en prenons la responsabilité. La vieille société doit périr. Elle périra. Un effort gigantesque l'a déjà ébranlée, un dernier effort doit la jeter à bas.

« Travailleurs,

« Pas de disputes intestines ! Pas de divisions ! Aux urnes ! Aux urnes ! Nous sommes le nombre et le droit, donc nous sommes la force. La réaction a pris nos armes, elle n'a pas pris nos bulletins de vote. En avant ! En avant ! Vive la république sociale ! Vive la Commune ! »

Si on doute de la dissolution de l'armée par une majorité socialiste, qu'on lise le manifeste que publiait, pendant l'invasion, la ligue du Midi, à laquelle assistaient 48 délégués des départements voisins, réunis, à Marseille, sous la présidence de M. Esquiros, l'un des principaux préfets du gouvernement de la défense nationale et



l'un des hommes les plus graves du parti radical. Ce manifeste avertit notre ennemi et nos alliés « que l'armée française n'existe plus, que les véritables forces militaires ne sont plus que les forces populaires, qu'il faut empêcher la hiérarchie militaire d'entraver l'action du peuple. »

Telles étaient, en face de la discipline allemande, de la stratégie de M. de Moltke et de la diplomatie de M. de Bismark, la discipline et la diplomatie de notre armement et de notre suffrage universels. Est-il besoin de dire que ces prétendus travailleurs ne travaillaient pas, que ces prétendus combattants ne combattaient pas, et que ces inepties, mortelles pour une nation, portaient, moins des convoitises populaires, que de la corruption élégante et lettrée du scepticisme bourgeois, spéculant sur les haines de classes et les provoquant pour les exploiter? Mais qu'importe, si le suffrage universel se laisse mener par ces masques, s'il intéresse ce scepticisme à cette spéculation, si, sous cette impulsion, il veut ce qui lui est mauvais et se refuse à ses propres progrès! Après le 4 septembre, le peuple des grandes villes ne voulait-il pas la continuation de la guerre, c'est-à-dire la continuation de son propre écrasement par un adversaire implacable et pour le moment irrésistible? N'imposait-il pas ce véritable suicide au gouvernement de ses prédilections?

Et quel serait, dans l'anéantissement de toute force régulière, sous la dictature de la populace, le dénouement de cet horrible drame de l'ignorance et de la passion populaires au pouvoir? Mon Dieu! un plébiscite socialiste, dont la forme reproduirait celle des plébiscites révolutionnaires et impériaux. Quelque Vermersch porté au gouvernement par quelque vague socialiste poserait au peuple la question suivante : « Le peuple souverain, voulant mettre un terme à l'exploitation du travailleur par le capitaliste, confère l'autorité à Vermersch, et lui délègue les pouvoirs nécessaires pour opérer la liquidation sociale et organiser le travail. » Un plébiscite a ratifié l'anarchie politique avec la Constitution de 1793 : pourquoi un plébiscite ne ratifierait-il pas l'anarchie sociale? Le suffrage universel a abilié six fois, sous des impulsions patriotiques, entre les mains des dictateurs militaires : pourquoi n'abdiquerait-il pas une septième fois, sous l'action de haines des classes, entre les mains d'un dictateur socialiste? Sous un régime de terreur et avec le vote public<sup>1</sup>, un tel plébiscite réunirait quelques millions de votes affirmatifs, et serait à peine combattu par quelques milliers de votes né-

<sup>1</sup> Public encore aux termes du bill de 1867, le scrutin anglais est secret pour les élections actuelles de la Chambre des communes, en vertu d'une décision récente, qui doit être appliquée, à titre d'essai, jusqu'en 1880.

gatifs. Ce plébiscite est dans l'ordre logique des effets produits par l'ambition électorale aux prises avec le vote illimité, et dans les probabilités de notre avenir, si on laisse aller les choses.

L'expérience ose à peine mesurer les ruines et les odieuses tueries qu'en résulteraient. Il est vrai que la première démarche de Vermersch serait, non pas d'opérer la liquidation sociale, mais de rassembler les débris de l'armée pour comprimer les passions qui l'auraient élevé au pouvoir. Mais il n'aurait pas même la triste ressource de se démentir comme les radicaux vrais ou faux : ces débris seraient sans force ou refuseraient de lui obéir. Une loi providentielle châtie la déraison par l'impuissance. Depuis le dernier hameau jusqu'à la capitale, la France serait livrée aux factions subalternes et ses frontières partout ouvertes à l'ennemi. On sait ce que lui ont coûté, dans les conditions du suffrage restreint, l'éducation et les fautes politiques d'hommes qui étaient les plus nobles représentants de l'intelligence française : voilà ce que lui coûterait l'éducation du vote illimité et de ses favoris. En définitive, la politique de suffrage universel est aussi impuissante vis-à-vis de la diplomatie européenne et des problèmes sociaux, que la levée en masse vis-à-vis de la stratégie de M. de Moltke. Ainsi finissent les nations !

### III

Faut-il permettre à la souveraineté du nombre de poursuivre ses funestes expériences sur la France, comme sur une vile créature, de continuer à la ruiner et à la faire amputer ? Évidemment non. Les lois électorales sont la source des volontés nationales, comme la conscience est le mobile des volontés individuelles. « Je pense, donc je suis, » a dit Descartes ; « *Je veux*, donc je suis, » a ajouté Maine de Biran avec une force supérieure : la France cessera d'être si on continue à chercher l'expression de sa volonté, non dans sa pensée, mais dans ses appétits. Il s'agit de soustraire la volonté nationale aux appétits de la foule pour la rendre à l'immuabilité de la conscience et du patriotisme français, de retrouver et de reconstituer les bases vraies de la souveraineté, trop longtemps sacrifiée à un seul de ses éléments, le nombre. Le vote illimité était une force aveugle, il s'agit d'en faire une intelligence.

Le meilleur suffrage serait celui qui, tout en respectant le nombre, admettrait l'exercice de toutes les libertés publiques, qui assurerait la majorité, non aux organisations chimériques et impossibles, mais à l'organisation providentielle et nécessaire des sociétés

humaines, qui intéresserait l'ambition, non au mal, mais au bien, qui exprimerait, non les passions changeantes de la multitude, mais les intérêts et les droits permanents de la nation.

Comme il est plus difficile de dégager une statue du bloc mal ébauché que du bloc brut, il est plus difficile de faire une bonne loi électorale après l'avènement des masses qu'avant cet avènement. Toutefois les combinaisons raisonnables ne manquent pas, le difficile est de les faire accepter.

Il y a dans la nature des choses, et l'esprit discerne cinq modes de suffrages : les modes de suffrages restreints ou universels, tels que nous les avons pratiqués, sans division par classes; les mêmes modes avec divisions en classes, soit par sections verticales, soit par étages horizontaux; enfin les *degrés de notabilité* qui ne supposent pas la division en classes et admettent l'universalité, mais la contrepèsent, en appréciant la valeur présumée de l'individu et en lui donnant une importance politique proportionnée à son importance sociale.

Nous avons décrit et jugé les deux premiers modes : quant au troisième et au quatrième, ils supposent une division par classes ou au moins par catégories. Nous savons combien ce mot de classe irrite notre démocratie. Il faut pourtant qu'elle obéisse à la raison, car, si puissante qu'elle soit, de trop funestes expériences ont dû lui apprendre qu'elle l'est incomparablement moins que les lois de la raison. Après avoir débauché tant de soldats, désorganisé tant d'institutions, perverti tant de principes, renversé tant de gouvernements, la démocratie française sera broyée, comme élément réfractaire au progrès, si elle persiste à secouer le joug de la raison. Or, d'après Montesquieu<sup>1</sup>, « dans l'état populaire, on divise le peuple en de certaines classes. C'est dans la manière de faire cette division que les grands législateurs se sont signalés, et c'est de là qu'ont toujours dépendu la durée de la démocratie et sa prospérité. »

Le système de la division par sections verticales attribue des représentants distincts à chaque branche de l'activité humaine. La propriété a les siens, l'industrie les siens, etc. Il pourrait se produire sous la forme suivante : propriété foncière, 200 représentants; agriculture, 180; commerce et industrie, 170; arts, lettres, sciences, 90; clergé et magistrature, 80; armée et marine, 50; somme 750. Un tel système serait conforme au principe de Montesquieu, et pourrait s'appuyer sur de nombreux exemples tirés, soit de l'antiquité, soit de la constitution suédoise actuelle, soit des droits

<sup>1</sup> *Esprit des lois*, livre II, chap. II.

de représentation spéciale qui appartiennent aux bourgs et aux universités de la vieille Angleterre.

Il peut même invoquer le catéchisme publié, le 29 octobre 1849, dans la *Voix du peuple*, par M. Proudhon, dont nous avons vu le suprême dédain pour le suffrage universel : « Élection par spécialité de fonction, de travail ou d'intérêt. Agriculteurs, industriels, commerçants, marins, savants, artistes, tous sont convoqués dans chacune des branches de leur spécialité, pour choisir parmi ceux qui les composent les plus propres à représenter les intérêts communs. » Toutefois, M. Louis Blanc n'a pas moins de dédain pour les idées de M. Proudhon, que M. Proudhon n'en a pour le suffrage universel. « Voilà donc, » s'écrie-t-il dans le *Nouveau Monde*, en janvier 1850, « l'idéal de M. Proudhon ! Ce que nous voulons, nous, c'est le suffrage universel compact. Ce qu'il veut, lui, c'est le suffrage universel morcelé. Ce que nous proposons, nous, c'est une représentation nationale issue de l'élection de tous les citoyens votant comme membres d'une vaste famille<sup>1</sup>. Lui, ce qu'il propose, c'est une représentation issue de l'élection des citoyens divisés en corporations, ayant chacune sa volonté propre et son but particulier. » Que les socialistes s'accordent s'ils peuvent. Quant à nous, nous avons dû énoncer ce mode de suffrage comme une face instructive du problème, mais ce n'est pas en lui que nous voyons la solution cherchée.

La division par étages horizontaux mérite plus d'examen. C'est ainsi que s'est gouvernée la république romaine pendant cinq siècles. Telles étaient ses curies et ses centuries, inégales en nombre, égales en droit. D'après les constatations de Montesquieu, c'est le triomphe de l'égalité extrême qui a fini par corrompre la démocratie romaine et par la livrer aux Césars, sanglante, souillée, indigne de vivre. Telle est actuellement la loi de la Prusse pour l'élection de la seconde chambre. Cette loi divise les électeurs, sans distinction de caste, en trois classes, dont chacune paye une part égale de l'impôt et nomme un nombre égal d'électeurs secondaires. Elle implique le vote à deux degrés ; car si le vote était direct, on aurait une représentation spéciale pour les classes riches et les classes pauvres, résultat qui est inadmissible. Elle produit, entre les électeurs primaires considérés individuellement, une inégalité qui est en raison de la division de la propriété : inégalité très-grande dans la vieille Prusse, où la constitution seigneuriale de la grande propriété subsiste, et où, dès lors, la première classe est très-peu nombreuse. Il

<sup>1</sup> On pourrait observer à M. Louis Blanc que, dans la famille, le fils n'est pas l'égal du père.

en résulte que l'électeur primaire peut se trouver de droit électeur secondaire dans la première classe, tandis que, dans la troisième, il faut un très-grand nombre d'électeurs primaires pour la nomination d'un électeur secondaire.

L'inégalité serait moins accentuée en France et les résultats du système meilleurs, à cause de l'extrême division de la propriété. Même il est probable que la deuxième et la troisième classe, composées en majorité de fermiers et de petits propriétaires cultivateurs, serait plus conservatrice que la première, composée surtout de capitalistes, d'industriels et de gros patentés. L'initiative des réformes serait donc relevée de la sphère décevante des illusions socialistes, à celle des hautes réalités : résultat excellent, car l'expérience est la première condition du progrès. C'est en forgeant qu'on devient forgeron ; c'est en manœuvrant dans la paix de grandes masses de troupes, suivant la pratique allemande, qu'on apprend à les manœuvrer dans la guerre ; c'est en maniant les organes vitaux d'une société, qu'on en apprend le maniement utile et fécond dans l'intérêt de tous et de chacun.

Ce système a de grands avantages, mais serait-il accepté ? On peut en douter, à cause de la division en classes que la presse démocratique, et, après elle, la masse populaire, ne manquerait pas de confondre avec la division en castes. On aurait beau dire que ces classes sont ouvertes, tandis que les castes sont fermées ; qu'il s'agit simplement d'appliquer au gouvernement le grand principe de la division du travail, principe éminemment fécond et nécessaire dans toutes les branches de l'activité humaine : une clameur universelle, hypocrite chez les meneurs, sincère chez les menés, en tout cas redoutable, s'élèverait contre la prétendue reconstitution des castes. Il est plus difficile de surmonter un préjugé qu'une raison. Il y a plus : la jalousie des classes plus nombreuses contre les moins nombreuses, de la petite contre la grande propriété, pourrait être un ferment de votes subversifs.

D'ailleurs ce système n'est pas complet : il contrepèse avec raison le nombre, par les droits acquis, par la propriété ; mais il ne fait aucune place à l'intelligence. Or les éléments de la souveraineté se ramènent, en définitive, à trois : le nombre, les droits, l'intelligence. Aux yeux de la raison pure, la constitution de la souveraineté nationale est incomplète, et mal équilibrée par cela seul qu'elle ne contient pas ces trois éléments, et ne les combine pas dans de justes proportions. Avant donc d'appliquer le système prussien à la France, il faudrait faire, dans chacune de ces trois classes, une part aussi large que possible à l'intelligence.

Mais ne pourrait-on pas satisfaire à la fois le nombre, les droits et

l'intelligence, sans recourir à la division par classe ? Oui, au moyen des *degrés de notabilité*. L'examen de ce système et des lacunes à combler dans la loi du 31 mai 1850 terminera notre travail. Avant de faire cet examen, passons rapidement en revue sept questions qui se présentent avec tous les systèmes possibles : 1° le vote obligatoire, 2° la suppression de l'indemnité payée au député, 3° la réversibilité et le cumul des voix, 4° l'attribution au chef de famille d'autant de voix qu'il a de femmes et d'enfants mineurs à son foyer domestique, 5° l'âge de la majorité politique, 6° le vote à deux degrés, 7° le scrutin de liste.

*Quant au vote obligatoire* : nous le repoussons pour bien des raisons. Avec le suffrage restreint le nombre des abstentions a varié de 18 à 25 p. 100. Avec le suffrage universel, il a été à peu près le même pour les plébiscites ; mais il s'est élevé jusqu'à 40 p. 100 aux élections générales, jusqu'à 75 aux élections partielles<sup>1</sup>. Les conservateurs en ont conclu que leurs échecs étaient un effet de leur négligence, et qu'on résoudrait le problème électoral par une amende imposée en cas d'abstention. On inflige une amende au juré négligent, pourquoi n'en infligerait-on pas une à l'électeur négligent ? Le devoir d'élire n'est-il pas aussi grand que celui de juger ? Mais cette proposition, deux fois faite à l'Assemblée législative, pendant la discussion de la loi du 31 mai 1850 et le 22 novembre 1851, a été deux fois rejetée : la raison principale et suffisante à elle seule, c'est qu'aucune justice, si expéditive qu'elle soit, n'est capable de statuer sur plusieurs millions d'amende.

Ajoutons ce qu'il y aurait d'irrévérencieux à mettre ainsi le souverain à l'amende, et d'illogique à lui retirer le droit naturel de suspendre son jugement lorsqu'il n'est pas éclairé, droit inhérent à la dignité humaine, droit antérieur et supérieur à celui de statuer sur ce qu'il ne sait pas, et de faire ce qu'il ne peut que mal faire.

Mais il y a plus : loin d'arrêter le mal, cette mesure l'aggraverait, voici pourquoi. Sans doute le bourgeois conservateur est négligent, mais c'est à peine si sa négligence produit une abstention sur dix. Les neuf dixièmes de ceux qui ne votent pas sont tout simplement des paysans, et surtout des ouvriers pauvres, dont le bon sens instinctif résiste à l'exercice mal réglé d'un droit mal conçu. Si on leur demandait pourquoi ils ne votent pas, ils ne sauraient pas le dire ; mais le sentiment de loyauté et de modestie qui les retient est

<sup>1</sup> Dans le cours de ce travail, nous donnons les chiffres d'abstention, tels que nous les trouvons dans les statistiques. Mais ces statistiques ne tiennent pas compte des déchets produits par les déplacements, la maladie et la mort. Il y a là une cause de forte réduction.

facile à discerner : « Si, pense chacun d'eux, je vote avec le bourgeois, je trahis les camarades; si je vote avec les camarades, je trahis le bon sens, donc je ne vote pas. » L'expérience des élections recommencées après annulation confirme cette vraisemblance; au second tour de scrutin, les conservateurs conservent le même nombre de voix, mais les radicaux obtiennent un appoint qui fait pencher la balance en leur faveur. D'où leur vient cet appoint? Des abstentions du premier tour. La gauche rit dans sa barbe et laisse faire, lorsque les conservateurs méditent des coups de la force du vote obligatoire.

En définitive, les conservateurs sont d'autant plus facilement vaincus, que le suffrage universel se porte aux urnes avec plus d'entrain et de liberté, et ils ne regagnent la majorité que par l'effet de la lassitude, du remords et du malheur. Étrange institution, d'autant plus dangereuse qu'on la prend plus au sérieux, ne retrouvant une sagesse éphémère que dans les désastres qu'elle inflige au pays, et mettant l'expérience au prix de la ruine!

*Quant à la suppression de l'indemnité* : la bonne politique suppose des loisirs, une indépendance, des lumières, bien rares en dehors des situations acquises et des traditions de famille. Pour bien gouverner, il faut voir de haut et de loin dans le temps et dans l'espace. On ne voit ainsi qu'à la condition de se grandir sur les épaules de quelqu'un. M. de Bismark considère l'absence d'indemnité comme un correctif du suffrage quasi-universel, qui est appliqué à la nomination du Reichstag allemand : appréciation justifiée par la place inattendue que l'illusion socialiste, cette nuisible conséquence du vote illimité, vient de prendre dans les élections de janvier dernier. Il serait donc à désirer que le mandat législatif pût être gratuit en France comme en Allemagne. Mais la démocratie n'est pas un gouvernement à bon marché. Nous ne le sentons que trop, au poids des charges que ses fautes nous ont imposées. Pourrait-on obtenir d'elle la renonciation à une indemnité qu'elle considère comme son droit? Nous ne le pensons pas.

*Quant au cumul et à la réversibilité des voix* : présentes, la première comme une garantie du droit des minorités, la seconde, comme un remède à la versatilité du vote universel; nous ne croyons pas à leur efficacité. Nous ne trouvons le cumul qu'en Angleterre, à l'état d'exception assez rare, et seulement depuis la réforme du 15 août 1867. Aux termes de cette réforme, « dans les bourgs et les comtés où il y a trois membres à élire, nul électeur ne peut voter pour plus de deux candidats. A Londres, nul ne peut voter pour plus de trois candidats. » Ce mécanisme suppose le scrutin de liste et permet la concentration des voix multiples qui appartiennent à chaque élec-

teur, sur moins de noms qu'il n'y a de députés à nommer. Exemple : il y a trois députés à nommer à Exeter, chaque électeur pourra n'en désigner qu'un seul à qui son vote vaudra trois voix. Ce système est en effet favorable aux minorités : mais il favoriserait aussi les engouements du suffrage universel, toujours prêt à se porter sur un petit nombre de favoris éphémères, et il nécessite le scrutin de liste si dangereux, nous dirons pourquoi, avec ce suffrage : étrange institution qui déconcerte les prévoyances les plus sages du législateur !

Quant à la réversibilité des voix, elle remédierait en effet à la versatilité du suffrage universel, si cette versatilité tenait à un partage égal d'opinions, également fermes de part et d'autre, entre des partis nettement limités, et, par suite, au déplacement de la majorité par le déplacement d'un faible appoint. Mais cette éventualité suppose une France constituée en un seul collège électoral, et nommant tous ses députés par un seul scrutin. Or les souffles de l'opinion ne sont pas identiques à l'est et à l'ouest, au nord et au midi. Il suffit que le territoire soit divisé en circonscriptions, pour que les déplacements produits dans un sens soient compensés par ceux qui se produisent dans un autre, et cette compensation s'opère d'autant mieux, que les circonscriptions sont plus nombreuses. C'est la versatilité de l'électeur qui produit la versatilité du suffrage : tel paysan, surtout tel ouvrier, votera alternativement pour l'absolutisme et l'anarchie, pour Napoléon et la république sociale. Les combinaisons les plus ingénieuses sont impuissantes contre les obstacles de cette nature.

On a proposé et savamment développé un système tout à la fois de réversibilité et de cumul, déjà ébauché par M. Émile de Girardin, pendant cette fébrile époque de 1850 où il émettait une idée par jour. Ce système donnerait à la France entière la nomination de tous ses députés, 500 par exemple, avec faculté pour chaque électeur d'en nommer à son choix, de 1 à 500 par sous-multiples de 500 : le vote de chaque électeur compterait pour 500, s'il n'en nommait qu'un, pour 100 s'il n'en nommait que 5, et ainsi de suite. Les 500 candidats qui réuniraient le plus de voix seraient députés. Ceux qui arriveraient ensuite pourraient reporter leurs voix sur les élus. Ces élus eux-mêmes peseraient, dans l'urne législative, de tout le poids des suffrages réunis sur leurs noms, chacun d'eux votant avec un bulletin à son nom, sur lequel serait inscrit le nombre des suffrages qu'il a obtenus. Ainsi, rien ne serait perdu dans l'expression des volontés, dont chaque tour de scrutin serait la représentation exacte et la résultante mathématique. Les inventeurs de ce système n'ont pas réfléchi qu'il ne peut aboutir qu'à aggraver le mal en le faisant ressortir, et, pour employer leur précision mathématique, qu'à porter les aberrations de la souveraineté du nombre, de la première puissance, à une puissance plus nuisible. Le problème à résoudre n'est pas de mettre en mou-



vement, sous prétexte de recueillir des volontés, toutes les impulsions et tous les appétits de la masse, mais d'en dégager la conscience nationale et de lui donner le pouvoir.

*Quant à l'attribution au père de famille d'une voix pour sa femme et d'une voix de plus à chaque nouvel enfant* : l'initiative de cette idée paraît également appartenir à M. Émile de Girardin. Elle a séduit des intelligences très-nobles, notamment celle de M. de Lamartine. Nous lisons dans son *Conseiller du peuple* en 1850 : « Un jour viendra, je n'en doute pas, où le père de famille aura autant de voix dans le suffrage qu'il y aura de vieillards, de femmes et d'enfants à son foyer ; car, dans une société mieux faite, ce n'est pas l'individu, c'est la famille qui est l'unité permanente. L'individu passe, la famille reste. Le principe de conservation est là. On le développera pour donner à la démocratie autant de stabilité qu'à la monarchie. »

Ce système suppose la transformation des registres de l'état civil en listes électorales. On rencontrerait là une difficulté matérielle très-sérieuse ; mais alors même qu'elle serait surmontée, le résultat ne serait-il pas contraire au but poursuivi ? Où est en effet le danger ? dans les haines de classe, provoquées et exploitées par l'ambition ? Et où se produit cette triste exploitation ? dans les grandes villes, par l'effet du contraste entre la pauvreté et la richesse. Or ce sont les ouvriers des grandes villes qui ont le plus d'enfants. Soit qu'agissant avec la sublime imprévoyance du pauvre, ils ne craignent pas d'avoir tous ceux que la Providence leur destine, soit pour tout autre motif, leurs familles sont plus nombreuses que les autres. Loin de dérouter les menées subversives de l'ambition, ce moyen risquerait de les aggraver là où elles sont le plus à craindre.

Faire du mariage un sacrement politique dans un intérêt d'ordre et de stabilité est sans doute une prévoyance grave. Mais nos radicaux qui sont capables de tout, excepté des choses honnêtes et raisonnables, déjoueraient cette prévoyance par un défi jeté à la religion. Les mairies seraient assiégées de mariages civils en dehors de tout sacrement, de reconnaissances et de légitimations d'enfants en dehors des réalités de la famille. Ces faits se sont produits aux États-Unis, en 1866, lorsque les Noirs affranchis ont été appelés à la jouissance des droits civils. En fait de corruption, notre radicalisme est bien autrement avancé que la naïveté nègre.

*Quant à l'âge de la majorité politique* : depuis la constitution de 1791 jusqu'au décret du 5 mars 1848, presque toutes nos constitutions l'avaient fixée à vingt-cinq ans, sauf celle de 1793 qui l'avait abaissée à vingt et un, et celle de 1814 qui l'avait différée jusqu'à trente ans. Tel est actuellement l'âge de la majorité politique en Danemark. Cet âge est de vingt-cinq ans pour la plupart des petits États allemands, le Portugal, le Brésil, la Belgique, l'Italie, etc. La

jeunesse est inexpérimentée et imprévoyante. Elle a les passions vives plutôt que grandes. Elle sacrifie les plus graves intérêts à des entraînements. Elle est femme. Les femmes ne votent pas. Pourquoi les jeunes gens voteraient-ils entre vingt et un et vingt-cinq ans ?

D'ailleurs n'appartiennent-ils pas à l'action plutôt qu'à la délibération, à l'obéissance militaire plutôt qu'à la politique. Il paraît donc assez sage de revenir à la majorité politique de la vieille France, la majorité de vingt-cinq ans. Toutefois, il y a une objection sérieuse : le but poursuivi est d'éliminer, non les électeurs, mais les passions antisociales. Or quels sont les jeunes gens qui éprouvent ces passions ? Ceux qui ne vivent pas dans leurs familles et qu'il est, dès lors, facile d'exclure par les conditions de domicile. Quels sont ceux, au contraire, qui ne les éprouvent pas ? Ceux qui vivent au comptoir, à l'usine, à la ferme, au foyer de leurs ascendants, de leurs patrons, de leurs frères aînés, à titre d'auxiliaires très-utiles, et qu'il est facile de maintenir au moyen de certificats délivrés par ceux-ci.

*Quant aux deux degrés*, rien de plus séduisant au premier abord : l'homme du peuple laborieux et honnête est, dit-on, en état de choisir, mais à la condition de connaître les personnes qu'il choisit. Son horizon est limité et il ne dépend pas de lui de l'étendre, mais, dans cet horizon, il peut choisir avec discernement. Laissez-le donc dans sa commune : qu'il y choisisse ceux dont il a pu apprécier la valeur, et qu'il leur dise : Allez voter pour moi au chef-lieu de canton ou d'arrondissement. Envisagés à ce point de vue, les deux degrés constituent la hiérarchie des positions sociales et des intelligences.

But excellent sans doute, mais il ne serait pas atteint. Cette prétendue hiérarchie ne serait qu'apparente. Dans la nature intime du suffrage universel vu tel qu'il est, il en existe une tout autre qui n'est rien moins que tutélaire et bienfaisante, *c'est celle des meneurs et des menés*. Tels sont les deux degrés, telle est la hiérarchie vraie du suffrage universel. Les passions antisociales naissent, aux limites indécises entre le prolétariat et la propriété, le travail manuel et le travail intellectuel, du désir de s'enrichir sans aucun travail ni manuel ni intellectuel. Le meneur éprouve ces passions et les provoque pour les exploiter. Les cabarets et les cafés sont, à la fois, son école, son atelier, sa paroisse et sa tribune. Il y vit étranger à la famille. Il n'est pas assez fort pour dire à la société : Ote-toi de là pour que je m'y mette, mais il dit au pauvre : Ote le riche de là pour que je te mette à sa place ; mais, en réalité, pour s'y mettre lui-même.

Le suffrage universel ne se laisse que trop mener. Les électeurs primaires nommeraient leurs meneurs électeurs du second degré. Les deux degrés feraient ainsi prévaloir les influences de cabaret sur celles de clocher, et constitueraient la hiérarchie non de l'ordre,

mais du désordre. Ne sont-ce pas les électeurs du second degré, réunis révolutionnairement à l'Hôtel de Ville dans la nuit du 12 au 13 juillet 1789, qui ont distribué des fusils au peuple et rédigé en quelques heures le plan d'armement des milices bourgeoises<sup>1</sup>. Ne sont-ce pas eux qui ont ainsi inauguré la délibération sous les armes, ce fatal génie de la France depuis la prise de la Bastille? L'Assemblée constituante, la Législative et la Convention qui ont si peu, et, à chaque épreuve nouvelle, de moins en moins représenté le génie alors fortement monarchique et religieux de la France, n'étaient-elles pas nommées par ce suffrage?

On peut juger ce que seraient les électeurs du second degré par la composition actuelle des conseils municipaux. Serait-il prudent de confier à ces conseils la nomination de la future Chambre? Non. Cependant la comparaison est toute à l'avantage des conseils municipaux, nommés pour un but spécial, et mis aux prises avec les réalités, tandis que les électeurs du second degré seraient élus et éliraient dans le vide des engouements théoriques. Les deux degrés aggraverait le mal. Il faut y renoncer.

*Quant au scrutin de liste, sa suppression est nécessaire.* Sur ce point, la solution la plus simple est la meilleure. Elle consiste à diviser le territoire en circonscriptions de 60,000 à 100,000 âmes, correspondant autant que possible à des groupements d'intérêt. Il faut une certaine stature morale et intellectuelle pour se faire voir d'un groupe de cette importance; mais dans l'état actuel des moyens de communication et de publicité, cet effort ne dépasse pas les facultés de l'homme d'affaires consciencieux, du propriétaire, de l'industriel, de l'agriculteur utiles, et sachant faire le bien de leur localité en même temps que le leur. L'homme du peuple, de son côté, peut voir à cette distance. Elle déconcerte les petites passions, elle oblige mandants et mandataires à se tenir debout, de toute leur hauteur, au-dessus des appétits subalternes, dans la sphère des attributs nobles de l'humanité; elle donne cours aux bonnes qualités du peuple, et corrige l'insuffisance de ses lumières par la rectitude de ses intentions.

Nous avons exposé les faits, les dangers, les moyens, et discerné ceux qui peuvent avoir quelque efficacité de ceux qui seraient plus nuisibles qu'utiles. Achéons cette trop longue étude en précisant les deux solutions entre lesquelles hésite l'expérience, la solution originale et neuve des degrés de notabilité, et la solution plus indiquée par le cours des événements, qui n'est autre que la loi du 31 mai perfectionnée.

<sup>1</sup> *Histoire de la Révolution française*, par M. Thiers, tome I<sup>er</sup>, pages 86 et 87.

Le gros danger du suffrage universel réside dans le mirage de la propriété exploitée par l'ambition. Partout où apparaît la souveraineté du nombre, l'ambition soumet la pauvreté à la tentation du Christ sur la montagne. Elle sort la politique de sa sphère naturelle, l'élève jusqu'au problème de la destinée humaine, montre à la majorité du peuple, qui sera toujours pauvre, toutes les richesses de la terre, et lui dit : « Vote pour moi, tu auras tout cela. »

Or, depuis Aristote jusqu'à nos jours, toutes les philosophies politiques rattachent la propriété à la souveraineté. En fait, depuis l'Océan Atlantique jusqu'à l'extrême Orient, c'est par la souveraineté du petit nombre que se sont formées toutes les grandes existences seigneuriales. Il n'est donc pas étonnant que le peuple souverain morde à cette tentation, qu'il veuille se servir de sa souveraineté pour arriver à la propriété, qu'il conclue de l'égalité du droit politique à l'égalité des jouissances. On n'ôtera pas plus cette tentation des têtes populaires, qu'on n'ôtera des têtes ambitieuses celle de l'exploiter. Mais tandis que les abus de la souveraineté concentrée dans le petit nombre ne produisent que des oppressions et des scandales, dignes sans doute de la plus sévère réprobation, mais conciliables avec l'existence et même la grandeur des nations, les abus de la souveraineté dissoute dans la masse aboutissent à la liquidation sociale. Lorsque tous veulent prendre, comme il est impossible de faire la part de chacun, il faut liquider.

C'est ainsi que le vote universel, dont le point de départ est le droit de l'individu poussé à l'excès, aboutit à l'excès contraire, à la collectivité, qui implique la négation du droit individuel. C'est ainsi que se produit l'antagonisme entre l'ordre social et la souveraineté absorbée dans le nombre.

A ce mirage de l'ignorance obstinée à voir la propriété où elle n'est pas, et à ne pas la voir où elle est, que faut-il opposer ? La réalité qui lui manque : la propriété elle-même et l'intelligence. Pourquoi ne constituerait-on pas la souveraineté sur les bases suivantes : 1° l'importance politique de chacun est en raison de son importance sociale et intellectuelle, constatée par des degrés de notabilité : chaque degré de notabilité donne une voix ; 2° pour disposer d'une voix, il suffit d'un domicile d'une année constaté par le paiement d'une contribution quelconque ; 3° chaque citoyen aura un degré de notabilité, et, par suite, une voix de plus, par contribution de 20 francs aux charges publiques, soit : de 20 francs à 40 francs, deux voix ; de 40 à 60, trois voix ; et ainsi de suite jusqu'à un maximum de cinquante voix, correspondant à un paiement de 1,000 fr. d'impôt<sup>1</sup> ; 4° des degrés de notabilité seront attachés aux preuves

<sup>1</sup> Le système de la représentation proportionnelle des intérêts a été largement développé dans le beau livre de M. Henri Laserre intitulé : *l'Organisation normale*

d'intelligence : les membres de l'Institut auront cinquante degrés, et, par suite, cinquante voix ; les professeurs de faculté, vingt-cinq, les docteurs, dix, les bacheliers, cinq, etc.

Les degrés afférents à la propriété seraient constatés par les notaires, les avoués et les maires, sur la présentation des quittances délivrées par les percepteurs ; les degrés afférents à l'intelligence, par l'Université et l'Institut. L'intelligence et la connaissance pratique des affaires seraient ainsi intéressées au maintien de l'ordre, et rempliraient ce rôle du censeur antique qui est essentiel à la démocratie. Les peines portées contre le faux en écriture publique garantiraient la sincérité.

Si on nous oppose une prétendue analogie entre ce système et le classement des fonctionnaires chinois d'après leurs diplômes, nous répondrons simplement qu'il s'agit de replacer la souveraineté sur ses bases vraies qui sont le nombre, les droits et l'intelligence. Si on nous oppose l'inégalité des suffrages, nous répondrons que la véritable égalité, celle de 89, l'égalité devant la loi, consiste dans une *protection* égale, et non dans une *action* politique égale. Les rois sont faits pour les peuples, non les peuples pour les rois. De même les électeurs sont faits pour les peuples, non les peuples pour les électeurs. Le droit consiste à avoir, non le gouvernement de tous, par tous, au détriment de tous, mais le gouvernement de tous, par les meilleurs, au profit de tous. On a beaucoup dit, pour justifier la souveraineté du nombre, qu'il n'y a que deux moyens de faire prévaloir la volonté nationale : se battre ou se compter. On oubliait le plus raisonnable, qui est de se peser. En fait, on ne s'est jamais tant battu que depuis l'avènement du nombre.

Une société gouvernée par des principes contradictoires tombe en dissolution. Ce système ferait cesser l'antagonisme entre la propriété et la souveraineté, en constituant la société politique à l'image de la société civile. Tout le monde sait que le mouvement de 1789 a réussi dans l'ordre civil, mais qu'il a avorté dans l'ordre politique. Pourquoi cet avortement ? parce que l'harmonie n'existait pas entre les deux sociétés. Pour la rétablir, il faut s'attacher à ce qui a réussi, non à ce qui a échoué. Le gouvernement libre consiste essentiellement dans le vote des impôts et des crédits, de la recette et de la dépense, par ceux qui les payent.

Pas de gouvernement libre possible, tant que l'ambition sera intéressée à pervertir l'esprit des masses. Ce système fait ce que la persuasion devrait, mais ne peut pas faire, sous l'empire de la souveraineté du nombre, parce que l'ambition a intérêt à l'empêcher. Il intéresse l'ambition au bien, et la replace sur ses voies légitimes ; il

*du suffrage universel*, livre que nous avons dû étudier avec attention, comme l'un des plus graves et des plus médités sur la matière, bien que ses autres conclusions nous paraissent ne devoir pas être adoptées.

rend des chances au règne de la raison, si méconnue depuis tant d'années; il respecte le nombre, satisfait les droits, plait à l'intelligence. Son résultat immédiat serait la hausse des valeurs et la reprise du travail. Pourquoi une hiérarchie si facilement acceptée dans la vie civile provoquerait-elle des répulsions insurmontables dans l'ordre politique?

Si on n'ose, ou si on ne peut, ou si on ne veut pas entrer dans cette voie, il faut se borner, conformément à l'esprit qui a dicté la loi du 31 mai, à désarmer le suffrage universel de sa puissance subversive, tout en lui laissant une force suffisante pour imposer à la propriété les réformes que l'intérêt légitime du travail exige; mais les combinaisons devraient être très-différentes. Voici pourquoi. Si le législateur de 1850 a placé toutes les garanties de cette loi dans un domicile de trois ans, constaté par une inscription au rôle des contributions, ce n'était pas parce qu'il avait jugé ce moyen le meilleur, mais parce que la Constitution de 1848 lui interdisait tous les autres. De plus, le résultat le plus important de cette loi, la radiation de 3,162,000 électeurs plus ou moins dangereux, n'a été obtenu que par une illégalité consistant dans le défaut d'inscription des électeurs indigents sur les rôles. La stricte observation de la loi financière aurait exigé la réinscription de ces indigents sur ces rôles, et par suite sur les listes électorales, dans toutes les communes qui n'ont pas d'octroi. Enfin, la condition de trois ans de domicile n'est-elle pas excessive, en présence d'un mouvement industriel qui déplace de plus en plus les existences les plus régulières?

Quelle que soit d'ailleurs la solution adoptée, il faut mettre un terme à l'usurpation de la souveraineté tout entière par un seul de ses éléments, le nombre. Cette réforme est commandée par l'intérêt du pauvre plus encore que par celui du riche. Car si les bouleversements menacent le superflu de l'un, ils suppriment le nécessaire de l'autre. La souveraineté du nombre n'est, après tout, que la doctrine de la dignité humaine mal placée et de l'intérêt matériel mal compris. Si elle est relevée par les factions, elle sera vaincue par la puissance supérieure de la raison et du patriotisme. Il s'agit de rentrer dans le droit commun à toutes les nations libres. Après avoir jeté tant d'éclat par les armes et par l'intelligence, la France serait-elle donc incapable d'un acte aussi raisonnable? L'esprit d'égalité extrême a perdu les démocraties antiques, il nous a coûté notre grandeur; ce n'est pas en le maintenant que nous la retrouverons. Si c'est une faute de confier le sort d'une nation à un homme, c'est un crime de le faire reposer sur la multitude.

J. PAIXHANS.

# M. DE BISMARCK

## ET LE GÉNÉRAL LA MARMORA

---

Les hommes d'État qui ont quitté la vie publique, les généraux qui ont dirigé une campagne, ne manquent presque jamais, surtout depuis quelques années, de publier les relations les plus détaillées sur leurs actes politiques ou militaires : s'ils arrivent rarement à se justifier de leurs fautes, ils réussissent du moins à faire parler d'eux, et à ressaisir, pendant quelques jours, par des révélations plus ou moins indiscretes, l'attention de leurs concitoyens qui commençaient à les oublier.

Parmi les récents ouvrages de ce genre, celui qui a été accueilli avec le plus d'intérêt, traduit avec le plus d'empressement dans toutes les langues, discuté avec le plus d'ardeur, est le livre que le général La Marmora, ancien ministre de Victor-Emmanuel, a publié, sous ce titre : *Un peu plus de lumière sur les événements politiques et militaires de l'année 1866*<sup>1</sup>. Ce volume avait déjà été signalé et analysé par la presse de toute l'Europe, quand M. de Bismark, compromis par quelques révélations de M. La Marmora et attaqué à ce sujet par plusieurs membres des Chambres allemandes, se plaignit amèrement de l'autorité que l'on attachait à une semblable publication, et qualifia de « mensonges effrontés » les assertions mêmes de l'auteur. Ce dernier devait répondre, et a, en effet, répondu au chancelier de l'empire allemand. De là, entre M. de Bismark et M. La Marmora, un débat qui n'est peut-être pas encore terminé, et qui excite à un trop haut degré l'attention publique pour qu'il ne soit pas opportun d'en rappeler ici les principaux incidents.

<sup>1</sup> Paris, chez Dumaine, éditeur, rue et passage Dauphine, 30.

## I

Un mot d'abord sur M. La Marmora, et sur son récent ouvrage.

A partir de 1849, et durant près de vingt années consécutives, M. La Marmora a occupé les plus hautes positions politiques en Italie. De 1849 à 1859, il fit partie des conseils de la Couronne, en Sardaigne, où il se trouva, pendant trois ans, à côté de M. d'Azeglio, et pendant sept ans à côté de M. de Cavour : il nous apprend lui-même qu'il vécut dans une telle intimité avec ces deux hommes d'État, qu'ils ne lui cachaient rien et le consultaient presque toujours. En 1860, il fut nommé ambassadeur près la cour de Berlin, et chargé d'aller féliciter le roi Guillaume de son avènement au trône ; — mission délicate, car la Prusse et son nouveau souverain, très-hostiles alors aux idées révolutionnaires et très-attachés aux principes des monarchies légitimes, désapprouvaient hautement les événements accomplis depuis 1859 en Italie. M. La Marmora sut remplir avec succès le rôle qui lui avait été confié et revint de Berlin fort enthousiasmé de l'organisation militaire et des institutions prussiennes. L'année suivante, le baron Ricasoli, président du conseil des ministres, en remplacement de M. de Cavour, le nomma préfet de la province de Naples, et commandant en chef de l'armée stationnée dans cet ancien royaume. Le général La Marmora resta à Naples pendant trois ans. Le 23 septembre 1864, il devint ministre des affaires étrangères et président du conseil des ministres, et il conserva ce poste élevé jusqu'au 17 juin 1866 ; à ce moment, la guerre contre l'Autriche venait d'éclater, et M. la Marmora fut choisi comme général en chef de l'armée italienne. Aujourd'hui, l'ancien président du conseil a renoncé presque absolument à la vie politique : il a conservé un siège au Parlement, mais il y vient rarement, paraît-il, et demeure à Florence, dans une solitude fière et triste, ne confiant qu'à quelques amis intimes ses impressions et ses pensées.

Le livre qu'il vient de publier contient le récit de ses négociations diplomatiques avec la Prusse, la France et l'Autriche, pendant les deux années qu'il passa au ministère. Comment l'Italie fut-elle amenée à se lier avec la Prusse, autrefois son adversaire ? Quels furent ses rapports avec la France, de 1864 à 1866 ? Pourquoi la restitution de la Lombardie à l'Italie ne fut-elle pas opérée par les moyens pacifiques ? telles sont les questions auxquelles M. La Marmora répond dans son récent écrit.



L'auteur — est-il besoin de le dire ? — ne se montre pas, sur tous les points, notamment vis-à-vis de la France et de l'Autriche, d'une impartialité absolue. Mais, malgré ce défaut, qui ne saurait nous surprendre, son livre mérite d'être étudié avec soin et a une importance exceptionnelle. M. La Marmora a acquis, dans sa longue carrière politique, une grande expérience des hommes et des choses ; les faits qu'il nous raconte, il les connaît à fond, puisqu'il était l'un des principaux acteurs du drame ; personne, en un mot, ne peut parler avec plus d'autorité que lui, des événements qui ont précédé et préparé la guerre de 1866.

On ne fera pas ici une analyse détaillée de son ouvrage : ceux qui le liront y trouveront, à chaque page, de nouvelles preuves de l'habileté inouïe, mais peu scrupuleuse, de M. de Bismark, signant avec l'Italie des traités dont il conteste ensuite le sens, reprochant à ce pays des procédés révolutionnaires dont il usera lui-même bientôt après, toujours disposé enfin, quand il a fait une promesse embarrassante, à se retrancher derrière la volonté du roi, pour négliger de l'accomplir. On y verra également à quel point, lors des négociations de 1866, Napoléon III subordonna les intérêts de la France à ceux de l'Italie. Nous comprenons le souvenir reconnaissant que le général La Marmora a conservé de Napoléon III ; la France, au contraire, jugera de plus en plus sévèrement, à mesure qu'elle la connaîtra mieux, la politique antipatriotique de son ancien empereur.

Ce qui doit surtout attirer l'attention, dans le livre de M. La Marmora, ce sont deux faits qu'il a mis en pleine lumière, et qui, à la suite des débats parlementaires mentionnés plus haut, et des dénégations irritées de M. de Bismark, ont eu, dans toute l'Europe, le plus grand retentissement. Racontons d'abord ces deux faits d'après le récit de l'auteur et d'après les dépêches officielles qu'il reproduit : on verra ensuite quelles ont été les réponses de M. de Bismark, et quelle paraît être la valeur de ces réponses.

## II

Le premier de ces deux faits est le projet attribué à M. de Bismark de céder une partie des provinces du Rhin à l'empereur Napoléon III, s'il ne pouvait obtenir qu'à ce prix sa neutralité, dans la guerre de la Prusse et de l'Italie contre l'Autriche. Jusqu'à présent, on soupçonnait bien que le prince-chancelier eût fait cette concession, si

Napoléon III eût montré plus de décision : mais on n'en avait aucune preuve formelle : le général La Marmora cite les déclarations que fit, à ce propos, M. de Bismark. Il n'est pas sans intérêt de dire dans quelles circonstances, et à qui ces déclarations ont été faites.

Au commencement de 1866, il était déjà question d'un traité d'alliance entre la Prusse et l'Italie contre l'Autriche. L'Italie était alors représentée à Berlin par M. de Barral, dont M. La Marmora vantait la sagacité, l'exactitude et la prudence. Ce diplomate semblait être l'intermédiaire naturel des négociations entre la Prusse et l'Italie. M. de Bismark fit néanmoins inviter M. La Marmora à envoyer à Berlin, dans le plus grand secret, un général de sa confiance, afin de s'entendre avec lui en cas de guerre contre l'Autriche. M. La Marmora choisit M. Govone, jeune général distingué, auquel il confia la mission, non-seulement de discuter les plans de campagne que pourrait lui soumettre M. de Bismark, mais de se concerter, au besoin, avec M. de Barral, pour conclure entre la Prusse et l'Italie un traité d'alliance offensive et défensive. Le général Govone resta plusieurs mois à Berlin ; il y eut avec M. de Bismark de nombreuses entrevues dont il envoyait aussitôt, par lettre ou dépêche, le récit à M. La Marmora. Tout permet de supposer que, grâce à ces fréquentes relations, il connaissait, autant du moins qu'on pouvait les pénétrer, les pensées intimes du chancelier allemand. A plusieurs reprises, M. de Bismark parla à M. Govone de la nécessité d'obtenir la neutralité de la France en cas d'une guerre contre l'Autriche, et des conditions auxquelles on pourrait acheter cette neutralité. Enfin, le 2 juin 1866, après signature du traité entre la Prusse et l'Italie, le comte de Bismark reçut le général italien en audience de congé. La conversation eut lieu dans le jardin du ministère d'État, entre neuf heures et dix heures du soir : elle est rapportée avec de longs détails dans la lettre que Govone expédia le 3 juin à M. La Marmora, et que ce dernier reproduit dans son ouvrage. Il était question alors d'un congrès dans lequel devaient se discuter les prétentions contradictoires de la Prusse, de l'Italie et de l'Autriche. Le prince de Bismark témoigna à M. Govone l'espoir que la France renoncerait à l'idée de ce congrès. « J'aurais aimé, dit-il, me rendre à Paris pour une raison : j'aurais désiré avoir un entretien avec l'empereur, et connaître le maximum des concessions qu'il demanderait en faveur de la France. » Le général Govone s'informa près de M. de Bismark s'il n'y avait pas de l'autre côté du Rhin quelque portion du territoire où un appel au peuple, pour l'annexion à la France, présenterait quelque chance de succès. Le comte de Bismark répondit : « Il n'y en a pas. Les agents français qui ont parcouru le pays pour en sonder les dis-

positions ont tous rapporté que, nulle part, un vote des populations, à moins d'être fictif, ne pourrait réussir. » Govone répliqua qu'on ne pouvait faire valoir la volonté populaire, il serait peut-être possible de mettre en avant un autre principe, par exemple, celui des frontières naturelles. Il se hâta d'ajouter qu'il n'entendait pas parler de toute la rive gauche ; mais peut-être quelque autre ligne géographique pourrait-elle la remplacer pour la France. « *Il y aurait la Moselle*, dit alors M. de Bismark. *Je suis, ajouta-t-il, moins Allemand que Prussien, et je ne verrais aucune difficulté à consentir à la cession à la France de tout le pays compris entre le Rhin et la Moselle : le Palatinat, l'Oldenbourg, une partie du territoire prussien, etc.* Mais le roi éprouverait de grands scrupules... De toutes façons, pour amener l'esprit du roi à un arrangement quelconque avec la France, il serait nécessaire de connaître le minimum des prétentions de cette puissance... » La conversation continua. Le lendemain matin, le général Govone écrivit, ainsi qu'on l'a dit, à M. La Marmora, pour lui rendre compte de son entretien de la veille, et lui rapporter expressément les paroles de M. de Bismark.

Telles sont les déclarations attribuées à M. de Bismark à propos de la cession d'une partie des provinces rhénanes à la France. Arrivons au second fait relevé contre le chancelier allemand dans l'ouvrage de M. La Marmora : nous voulons parler des tentatives faites pour soulever la Hongrie et les régiments hongrois incorporés dans l'armée autrichienne.

Dès que le bruit d'une guerre contre l'Autriche s'était répandu, les émigrés hongrois, anciens insurgés de 1849, convaincus, comme tous les exilés, que leurs compatriotes s'associaient à toutes leurs haines et leurs rancunes, virent dans la lutte qui se préparait une nouvelle occasion de soulever la Hongrie contre l'empereur François-Joseph. Ils écrivirent donc aux ministres d'Italie et de Prusse, en leur offrant d'organiser des légions hongroises qui, aidées et subventionnées par ces deux puissances, prépareraient la révolte de la Hongrie et la défection des régiments hongrois au service de l'Autriche. Les représentants de l'Italie à Berlin, M. de Barral et le général Govone, voyaient dans l'acceptation de ces offres un excellent moyen d'augmenter les embarras de l'Autriche. M. La Marmora nous affirme « qu'il était, pour son propre compte, opposé à ces moyens illicites de faire la guerre. » Était-ce bien là sa pensée intime ? Il est inutile de chercher à le savoir. Ce qui est certain, c'est que M. de Bismark fut moins scrupuleux, et se montra, dès le principe, disposé à user de ce procédé révolutionnaire. Voici, en effet, ce que le ministre de Prusse en Italie, M. d'Usedom, écrivait, le 12 juin 1864, à M. La Marmora :

« Par rapport à l'affaire hongroise,..... le comte de Bismark m'ordonne, en ce moment même, de communiquer à Votre Excellence que le gouvernement est prêt à fournir une moitié des fonds nécessaires à l'affaire hongroise et slave, si le gouvernement italien veut se charger de l'autre.

« On aurait besoin :

« 1<sup>o</sup> D'un million de francs pour le prime-abord et les préparatifs;

« 2<sup>o</sup> De deux millions pour le moment d'une entrée en campagne effective de la part des populations en question.

« Ce serait donc, pour chaque gouvernement respectif, un million et demi. »

M. de Bismark et M. d'Usedom étaient, comme on le voit, tout disposés à favoriser, par des subventions pécuniaires, l'insurrection de la Hongrie et la défection des soldats hongrois; mais ils sentaient que c'était un rôle peu digne de la Prusse, et n'auraient pas été fâchés de rejeter sur son alliée tout l'odieux de cette conduite. Aussi, *afin de se salir le moins possible les mains dans cette affaire*, selon l'expression de M. La Marmora, ils tâchaient de décider l'Italie à faire l'avance des fonds. Voici, en effet, comment se terminait la note de M. d'Usedom :

« Le comte de Bismark, dans le cas que la proposition fût acceptée de la part du gouvernement italien, pour venir en aide à une entreprise d'intérêt commun aux deux pays, ne sait pourtant pas comment faire parvenir, avec la célérité nécessaire, ces fonds à leur destination. Il serait fort obligé à Votre Excellence, si elle voulait faire faire l'avance de la moitié prussienne par le Trésor italien, et je suis autorisé, dans ce cas, de donner promesse officielle de remboursement par mon gouvernement.

« Comme il y a dans le quadrilatère tant de régiments croates, je crois qu'il importerait beaucoup qu'on pût faire éclater le plus tôt possible un mouvement de l'autre côté de l'Adriatique<sup>1</sup>. »

Dans une seconde note, en date du 17 juin 1866, M. d'Usedom revenait encore sur la même idée. La Prusse, à ce moment, prétendait imposer à l'Italie le plan de campagne qu'elle devrait suivre dans sa guerre contre l'Autriche. A propos de ce plan qui avait été préparé à Berlin, avec des réfugiés hongrois et croates, le ministre de Prusse en Italie s'exprimait ainsi :

« Le gouvernement prussien a fait étudier dernièrement avec soin la question hongroise : il a acquis la conviction que ce pays, soutenu également par l'Italie et par la Prusse, leur servira à son tour comme chaînon de ralliement et comme appui stratégique. Qu'on dirige, par exemple,

<sup>1</sup> Voy. l'ouvrage de M. La Marmora, page 328.

sur la côte orientale de l'Adriatique une forte expédition qui n'affaiblirait en rien l'armée principale, parce qu'on la prendrait pour la plupart dans les rangs des volontaires en la mettant sous les ordres du général Garibaldi.

« D'après tous les renseignements parvenus au gouvernement prussien, elle trouverait parmi les Slaves et les Hongrois une réception des plus cordiales : elle couvrirait le flanc de l'armée s'avancant sur Vienne et lui ouvrirait la coopération et toutes les ressources de ces vastes contrées. Par contre, les régiments hongrois et croates, dans l'armée autrichienne, refuseront bientôt de se battre contre les armées qui ont été reçues en amies par leurs propres pays.

« Du Nord et des confins de la Silésie prussienne, un corps volant, composé, autant que possible, d'éléments nationaux, pourrait pénétrer en Hongrie et y joindrait les troupes italiennes et les forces nationales qui n'auraient pas tardé à se former. L'Autriche perdrait à mesure que nous gagnerions, et les coups qui alors lui seraient portés, ne frapperaient plus ses extrémités, mais son cœur.

« C'est par toutes ces raisons que le gouvernement prussien attache une aussi haute valeur à l'affaire hongroise et à l'action combinée, sur ce terrain, avec l'Italie son alliée. Je propose au cabinet florentin de pourvoir, en commun, aux frais nécessaires pour préparer l'accueil des expéditions indiquées et leur assurer la coopération de ces pays<sup>4</sup>. »

Cette note de M. d'Usedom est déjà connue depuis 1868. En proposant ce romantique plan de campagne, le but de M. de Bismark était évident, comme le fait justement observer M. Klaczko dans ses remarquables articles sur *les Préliminaires de Sadowa* : « M. de Bismark se défiait du cabinet de Florence et d'une guerre de siège sur le Pô, qui n'eût point empêché les parties de s'entendre entre elles, tout en se livrant de temps en temps des combats pour ménager les apparences et avoir « l'honneur sauf. » Il tenait à compromettre les Italiens dans une guerre à fond, dussent-ils finir par ne revoir jamais le quadrilatère, après l'avoir « tourné. » Quoi qu'il en soit, avant de mettre de côté cette singulière note, copiée presque littéralement dans un article de M. Mazzini, le général La Marmora put remarquer combien était grand le changement survenu, depuis quelques années, dans la politique prussienne. En effet, en 1861, le cabinet de Berlin reprochait sévèrement à l'Italie d'avoir profité des révolutions de plusieurs petits États, pour constituer son unité nationale, et, en 1866, la Prusse qui, cette fois, y trouvait son compte, émettait la prétention de faire provoquer, par le cabinet italien, une révolution en Hongrie.

<sup>4</sup> Voy. l'ouvrage de M. La Marmora, page 360.

## III

La publication des divers documents que nous venons de citer a causé en Allemagne une émotion facile à comprendre. Les adversaires, chaque jour plus nombreux, de M. de Bismark, ne pouvaient manquer de se servir des arguments que leur fournissait, contre le prince-chancelier, le livre du général La Marmora. Ce fut dans les séances du parlement prussien des 15 et 16 janvier dernier, que deux députés du centre, MM. Mallinkrodt et de Schorlemer, firent allusion aux révélations contenues dans cet ouvrage. M. Mallinkrodt, entendant reprocher aux députés du centre de manquer de patriotisme, releva cette accusation et déclara que les « ultramontains » allemands étaient au moins aussi bons patriotes que le prince de Bismark. Passant de là à l'offensive, il ajouta : « Avez-vous assisté à l'entretien de M. de Bismark et du général Govone, dans lequel il s'est agi de la cession du territoire situé sur la rive gauche du Rhin ? Je n'y ai pas assisté non plus, mais j'ai trouvé une assertion à ce sujet, dans une source digne de foi. » La veille, M. de Schorlemer-Alst avait reproché à M. de Bismark de suivre une politique révolutionnaire, et avait fait, à ce propos, allusion à la formation d'une légion hongroise en 1866.

Ces deux accusations, notamment celle de M. Mallinkrodt, avaient causé une grande agitation dans l'assemblée, et ce dernier député était, depuis peu de temps, descendu de la tribune, quand M. de Bismark, apprenant ce qu'on disait de lui, entra subitement dans la salle et demanda la parole pour un fait personnel.

« J'apprends, dit-il, que dans la séance d'aujourd'hui, M. de Mallinkrodt a prétendu que, dans des négociations passées, j'aurais offert en perspective, au général italien Govone, la cession d'un district prussien sur la Moselle ou sur la Sarre... Je suis obligé de déclarer que c'est là une invention effrontée, mensongère, que naturellement M. le député n'a pas faite, mais qui est faite ailleurs... Le fait a été inventé dans une intention odieuse ; il n'y a pas une syllabe de vraie. Jamais à personne je n'ai assuré ou fait espérer aucune cession, ne fût-ce que d'un village ou d'un champ de trèfle. Tout ce qui a circulé, tout ce qu'on a prétendu sur ce sujet, n'est, du premier mot jusqu'au dernier, je le déclare encore une fois, qu'un mensonge effronté, calculé, qui a été forgé pour dénigrer ma personne. » A ces violentes dénégations, M. Mallinkrodt répondit que les documents sur lesquels il s'était appuyé

étaient des documents officiels et que les personnes qui rapportaient ces négociations étaient en position de connaître la vérité. Quant à l'accusation d'avoir menti, l'honorable député la renvoyait à son adresse véritable, c'est-à-dire au général La Marmora, qui serait sans doute en mesure de fournir les preuves de ses assertions. M. de Bismark répliqua que la publication de documents diplomatiques, faite par M. La Marmora, était illicite; mais, ajouta-t-il, « ce procédé n'est point frappé par un article du code pénal en Italie, à ce qu'on a répondu à ma demande confidentielle. » Ces dernières paroles montraient que le chancelier allemand s'était déjà préoccupé de la publication du livre de La Marmora, et que les révélations contenues dans cet ouvrage lui avaient causé, — malgré le mépris hautain qu'il affichait, — une blessure assez profonde.

Quant au projet de soulever la Hongrie, avec l'aide de réfugiés subventionnés par lui, M. de Bismark ne pouvait le nier d'une façon absolue, en présence des documents cités par La Marmora; il essaya du moins, dans sa réponse à M. de Schorlemer, d'expliquer ses manœuvres en les présentant comme un acte de légitime défense: « Le monde entier, dit-il, sait qu'il s'est formé, à Berlin, une légion hongroise de prisonniers de guerre. On nous fit déjà, au début de la guerre, des propositions dans ce but. Je les rejetai alors, quoi que ce fût une chose grave, pour un ministre, de refuser un concours quelconque admis par le droit de la guerre, dans une lutte avec un empire aussi puissant que l'Autriche..... Ce n'est qu'au moment — après la bataille de Sadowa, — où l'empereur Napoléon manda son intervention par dépêche télégraphique, que je me suis dit: Je n'ai plus le droit, en face de mon pays, de mépriser et de rejeter un moyen de défense et de guerre que me permettent les droits de la guerre..... C'est alors qu'en cas de légitime défense, j'ai, non pas organisé une légion hongroise, mais je l'ai fortement appuyée. Qu'y a-t-il de révolutionnaire en cela? » M. de Schorlemer n'eut pas de peine à lui répondre que les manœuvres pour soulever la Hongrie, déjà mentionnées dans les notes de M. d'Usedom en date des 13 et 17 juin 1866, étaient forcément, comme ces documents eux-mêmes, antérieures à la guerre. M. de Bismark ne répliqua pas; mais le *Moniteur* prussien se chargea, les jours suivants, de poursuivre la campagne contre le ministre italien. Dans des communiqués qui paraissaient émaner de source officielle, il prétendit que les notes de M. d'Usedom au gouvernement d'Italie avaient été mutilées par M. La Marmora, qui avait réussi, de la sorte, à en altérer complètement le sens et la portée.

Tel est, en résumé, le débat qui s'est élevé récemment, au parle-

ment prussien, à propos du livre : *Un peu plus de lumière sur les événements de 1866*. Ainsi qu'on le voit, le général La Marmora, accusé par M. de Bismark et ensuite par le journal officiel de l'empire allemand, d'avoir *menti*, ou plutôt d'avoir falsifié les documents diplomatiques qu'il reproduisait, était mis en demeure de répondre au prince-chancelier et de justifier ses assertions. Il ne pouvait invoquer le témoignage de M. Govone qui n'existait plus ; mais il pouvait produire les originaux des documents cités par lui : c'est ce qu'il vient de faire.

Obligé de maintenir à tout prix ses bons rapports avec l'Allemagne, le gouvernement italien n'a pas vu sans inquiétude ce grand débat s'élever entre son ancien ministre et le chancelier allemand. Ses alarmes se sont accrues quand toute la presse italienne a pris bruyamment le parti de M. La Marmora, et a déclaré avec le journal *l'Italie*, « qu'il était impossible qu'un homme tel que lui eût inventé ou simplement altéré un fait, une circonstance, une seule parole dans ce qu'il avait publié. » Pour conjurer les effets qu'un semblable différend pouvait avoir sur les relations des deux pays, le gouvernement d'Italie s'efforça de décider le général La Marmora à ne pas relever les attaques dirigées contre lui. Il n'y put réussir complètement, mais il obtint deux concessions : il fut convenu que : 1° le général répondrait, sans trop insister sur les points les plus graves ; 2° qu'il ne prolongerait pas l'incident, une fois sa lettre publiée. De ces deux concessions, la première peut faciliter singulièrement la seconde. Ce qui avait plus particulièrement blessé le prince de Bismark, ce n'était pas le reproche d'avoir voulu soulever les Hongrois, c'était l'accusation d'avoir offert les provinces rhénanes à la France. C'est sur ce point que le chancelier allemand, répondant à M. Mullinkrodt, avait été le plus vif et avait démenti de la manière la plus véhémement l'honorable député du centre. Aussi la lettre de La Marmora, que nous allons reproduire, lettre très-nette sur le fait de la légion hongroise, est-elle plus accommodante sur le point des offres faites à Napoléon III. L'ancien ministre italien admet que le général Govone « a pu se tromper en attribuant à certaines expressions de M. de Bismark un sens qu'elles n'avaient pas. » — Voici, au surplus, les principaux passages de cette lettre, adressée à *l'Opinione* (n° du 29 janvier) :

« Le prince de Bismark, dit-il, en se défendant du reproche d'avoir, un moment, pensé à la cession d'un morceau quelconque du territoire allemand, affirmait que cette accusation n'était que l'écho d'une infâme calomnie, ourdie à l'étranger, dans le but de dénigrer sa réputation. Si la chose se fût arrêtée là, ma réponse aurait été facile. Comme je n'avais



absolument rien affirmé, l'accusation de calomnie ne pouvait être dirigée contre moi.

« Mais quant au général Govone, auteur du document qui avait servi de texte aux attaques de M. Mallinkrodt, tous ceux qui ont connu ce général, prématurément enlevé à l'Italie, et également renommé pour sa valeur, sa capacité et son intégrité, savent que *s'il a pu se tromper, en attribuant à quelques expressions du ministre prussien un sens qu'elles n'avaient pas, il était certainement incapable d'altérer sciemment la vérité, ni d'inventer ou de répandre des calomnies, sur le compte de qui que ce soit.*

« Mais le Moniteur prussien porte maintenant la question sur un autre terrain. Il s'agit de la note du comte Usedom, datée du 12 juin 1866. Si les accusations qui sont portées étaient vraies, ce document serait, comme les autres que contient mon livre,... falsifié de fond en comble, et la preuve du faux s'inférerait de ce que j'aurais mutilé cette note, de façon à en changer entièrement le sens.

« Résolu à opposer à la provocation inouïe du grand chancelier et de la presse officieuse allemande le calme que je trouve dans la sécurité de ma conscience, je me bornerai à reproduire ici intégralement la lettre particulière que m'écrivait le ministre Usedom, en soulignant la partie que j'avais omise dans mon livre par égard pour la personne qui y est nommée. »

M. La Marmora reproduit ici la note du 12 juin 1866 que nous avons citée plus haut, en y ajoutant l'alinéa suivant qu'il avait supprimé dans son livre :

« Par rapport à l'affaire hongroise, le comte Czaky, que vous m'avez adressé dans le temps, et que j'avais à mon tour recommandé au comte de Bismark, s'est rendu dernièrement à Berlin, où il a trouvé un très-bon accueil. »

Le général La Marmora ajoute ensuite :

« Si j'eusse été le promoteur de l'insurrection hongroise, le comte de Bismark ne se serait pas plaint de moi au comte Barral, comme il résulte du passage du télégramme suivant, du 15 juin :

« D'un autre côté, je ne vous cacherais pas que j'aurais voulu voir accepter par le général La Marmora la combinaison qui, au moyen de quelques millions fournis en commun, nous aurait procuré une puissante insurrection en Hongrie. »

A quoi je répondais le même jour :

« Quant aux Hongrois, il paraît qu'on ignore à Berlin que la Hongrie est presque dégarnie de troupes, et que, par conséquent, elle pourrait bien se soulever si elle y était disposée. »

« Et si j'avais favorisé l'insurrection en Hongrie, on m'eût très-probablement épargné la note d'Usedom du 17 juin, ayant pour but de m'imposer

un plan de campagne dicté par les émigrés hongrois et fondé sur l'insurrection que j'ai toujours combattue, comme il est connu de tous.

« Comme ensuite, si je dois en croire le *communiqué* du Moniteur prussien, on serait arrivé jusqu'à demander à notre gouvernement si les documents que j'ai publiés se trouvent dans les archives du ministère, et à demander qu'en ce cas on procède à la confrontation du texte original et de ma contrefaçon supposée, je dois déclarer :

« 1<sup>o</sup> Que les documents en question n'étant pas des papiers d'État, mais des lettres ayant un caractère privé et confidentiel, ils ne peuvent se trouver au ministère des affaires étrangères ;

« 2<sup>o</sup> Que voulant, toutefois, rendre possible la confrontation à laquelle le Moniteur prussien semble faire appel, je dépose chez le notaire docteur Pierre Frattocchi, en son étude à Rome, rue Muratte, 20, où ils seront visibles pour ceux qui en feront la demande, les originaux des deux documents en question, c'est-à-dire :

« 1<sup>o</sup> La lettre particulière du comte d'Usedom, datée du 12 juin 1866 ;

« 2<sup>o</sup> Le rapport particulier du général Govone, du 3 juin 1866.

« Je fais ce dépôt pour répondre à une accusation publique, aussi grave qu'inattendue, non parce que j'ai besoin de me justifier devant mon pays, où tous, amis comme adversaires politiques, ont toujours rendu pleine justice à ma loyauté, ainsi que me la rendront, je l'espère, tous les étrangers qui connaissent ma vie politique. »

Le gouvernement italien a craint que la satisfaction donnée par La Marmora à M. de Bismark, à propos de la lettre de Govone, ne fût encore insuffisante, et il a saisi la première occasion qui lui a été offerte d'adresser au chancelier allemand de nouvelles paroles de conciliation. Un membre de la Chambre des communes ayant interpellé le ministère, il y a peu de jours, au sujet de la publication La Marmora, M. Visconti-Venosta, ministre des affaires étrangères, n'a pas contesté l'authenticité de ces documents, qui se trouve par là même plus fermement établie ; mais il a dit que l'acte du général La Marmora lui paraissait regrettable, parce qu'il était de nature à compromettre les relations amicales de la Prusse et de l'Italie, et il s'est excusé du mieux qu'il a pu auprès du chancelier de l'empire allemand, en déclinant absolument la responsabilité de cette publication. Il est même allé jusqu'à promettre que le gouvernement italien, déférant à la demande de M. de Bismark, s'occuperait de proposer, en temps opportun, des mesures législatives destinées à empêcher dorénavant des indiscretions semblables à celle qu'a commise le général La Marmora<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> M. Visconti-Venosta ne s'est pas borné à ces déclarations : il a ajouté que les indiscretions de La Marmora pouvaient nuire « à la solidarité des intérêts communs de ces deux pays vis-à-vis d'un parti qui s'agit partout en Europe, mais dont l'agitation a surtout pour cause et pour but son hostilité contre l'Italie. » On a compris qu'il s'agit du parti catholique. Le ministre des affaires étrangères a cru être habile en même temps qu'agréable à M. de Bismark en prenant à partie ce tiers

## IV

Grâce à la légère concession, faite par La Marmora, sur le point le plus grave du débat, grâce aux humbles excuses adressées par le gouvernement italien au chancelier allemand, il est à supposer que l'incident est aujourd'hui terminé, et que, malgré les vivacités qui continuent à être échangées, chaque jour, entre les journaux allemands et italiens, l'union qui existait entre les deux pays ne sera pas, quant à présent, détruite.

Toutefois, celui qui lit avec impartialité les divers documents qu'on vient de rappeler et de citer, a le droit de se demander si, malgré la lettre de La Marmora, les accusations soulevées contre le chancelier de l'empire allemand ne subsistent pas avec toute leur force. Nous ne parlerons plus de l'affaire hongroise ; les journaux allemands ont pu réussir à prouver que l'Italie avait mieux accueilli que ne le prétend La Marmora, l'idée de soulever les Hongrois contre l'Autriche. Mais ce qui est encore mieux établi, par les notes du comte d'Usedom, les dépêches de M. de Barral et la dernière lettre de La Marmora, c'est qu'avant même le commencement des hostilités M. de Bismark avait songé à acheter le concours des réfugiés hongrois pour révolutionner la Hongrie, pour pousser à la défection les régiments hongrois et croates incorporés dans l'armée de François-Joseph, et pour *frapper au cœur*, par ce moyen, la puissance autrichienne. Ce plan échoua, les Hongrois restèrent fidèles à l'Autriche ; mais les projets de M. de Bismark, à leur endroit, ne sauraient plus être mis en doute. Disons, à l'honneur de Napoléon III, que, pendant la guerre de 1859, contre l'Autriche, il refusa, malgré les propositions qu'on lui fit, d'user de ce procédé déshonorable et révolutionnaire <sup>1</sup>.

Quant au reproche, adressé à M. de Bismark, d'avoir songé à céder à la France tout ou partie des provinces rhénanes, subsistait-il encore, malgré la phrase conciliante, contenue dans la lettre de M. La Marmora ? Il est difficile d'en douter. Si le général Govone n'eût parlé qu'une seule fois, avec M. de Bismark, de la cession des provinces rhénanes, on pourrait admettre qu'il s'est trompé, « en adversaire, si détesté des gouvernements d'Allemagne et d'Italie. Nous lui répondons avec le *Journal des Débats*, peu suspect de partialité pour les « cléricaux », que le parti catholique n'était nullement en cause dans cette circonstance, et qu'en s'attaquant mal à propos à lui, M. Visconti Venosta a trahi l'embarras, déjà trop visible, de sa situation.

<sup>1</sup> Voyez la lettre publiée récemment dans plusieurs journaux, par M. Dréolle, qui suivit l'expédition d'Italie.

attribuant à quelques expressions du ministre prussien un sens qu'elles n'avaient pas. » Mais il n'en est pas ainsi; et, avant l'entretien du 2 juin 1866, le général Govone avait plusieurs fois déjà entendu M. de Bismark parler d'une cession territoriale, qu'il faudrait peut-être faire à la France. Le 7 mai 1866, le général Govone adressait au commandeur Nigra, ministre d'Italie en France, un mémoire sur la cession de la Vénétie, offerte par l'Autriche. Dans ce document, il rapportait une de ses conversations avec M. de Bismark, et s'exprimait en ces termes :

« M. de Bismark » toujours parlé de l'attitude de la France comme favorable à sa politique, quitte à se faire payer après sa bienveillance. M. de Bismark désire connaître les intentions et les désirs de l'empereur; il en a parlé à M. de Barral; ... *il a même donné lieu de croire qu'il serait disposé à lui abandonner les rives du Rhin* : ayant été informé par ses agents que l'empereur négociait avec l'Autriche, et que l'Autriche lui cédait, croit-il, la Vénétie, en l'engageant même à s'emparer de la rive gauche du Rhin, M. de Barral, à qui il en parlait, s'écria : « Mais l'Autriche ne se compromettrait pas ainsi avec l'Allemagne, en sacrifiant des pays qui appartiennent à la Confédération ! » M. de Bismark fit un geste qui paraissait vouloir dire : « *Moi aussi, je les céderais*<sup>1</sup>. »

Ainsi, à deux reprises différentes, le général Govone s'entretient, avec le chancelier prussien, du projet d'acheter la neutralité de la France par quelque cession de territoire. Dans ces deux circonstances, il traduit de la même façon la pensée de M. de Bismark. Est-il admissible que, deux fois de suite, il ait « attribué aux expressions du ministre prussien un sens qu'elles n'avaient pas ? »

Il y a plus, les assertions du général Govone, qu'on pourrait, à la rigueur, discuter, si elles étaient isolées, sont, au contraire, corroborées par le témoignage d'autres hommes politiques qui étaient, comme Govone, en position d'être bien informés. Voici, par exemple, ce qu'on lit dans une dépêche, envoyée par M. Nigra au général La Marmora, et datée du 31 mai 1866 : « *Bismark parait, en définitive, décidé à donner à la France le territoire compris entre la Moselle et le Rhin, en échange de sa coopération armée. Je le sais confidentiellement, MAIS D'UNE MANIÈRE CERTAINE*<sup>2</sup>. On pourrait citer, dans le même sens, plusieurs autres témoignages.

On est donc fondé, malgré les dénégations de M. de Bismark, à croire qu'au début de la lutte de 1866, le chancelier allemand se fût résolu à offrir une partie des provinces rhénanes à Napoléon III, s'il n'avait pu obtenir, par un autre moyen, la neutralité de la France.

Quoi qu'il en soit, nous n'insisterons pas plus longtemps sur ces

<sup>1</sup> Voy. l'ouvrage de M. La Marmora, page 262.

<sup>2</sup> Ouvrage de La Marmora, page 271.

incidents, qui ne sont plus pour nous qu'une page d'histoire. Nous n'avons voulu, dans cette courte étude, qu'exposer les principaux épisodes de la lutte qui s'est engagée entre M. de Bismark et M. La Marmora, nous allons dire entre l'Allemagne et l'Italie, à propos de la récente publication de l'ancien ministre italien. Nous serait-il permis, en terminant, d'insister sur ce qui est véritablement la morale de ce récit, sur les dangers des indiscretions diplomatiques, devenues à la mode aujourd'hui, et qui compromettent si facilement la sécurité et l'honneur d'un pays? Ces révélations, souvent piquantes, peuvent satisfaire, comme on l'a dit, la curiosité d'une nation, mais c'est au détriment de ses bons rapports avec l'étranger. Il est opportun de rappeler ici cette vérité, car elle est trop méconnue en France. Quelque temps avant l'apparition du livre de La Marmora, un homme politique français, improvisé diplomate par la révolution du 4 septembre, reproduisait dans un écrit signé de lui des dépêches confidentielles, dont la publication faillit entraîner, pour notre gouvernement, les plus graves embarras. À ces imprudents écrivains, il conviendrait de faire lire la circulaire dans laquelle feu M. le duc de Broglie, alors ministre des affaires étrangères, faisait ressortir avec tant de force les inconvénients des indiscretions diplomatiques. On pourrait remonter plus haut encore, et leur citer l'arrêté du 18 octobre 1798, par lequel le Directoire exécutif déclarait les agents extérieurs de la République « responsables de la publicité de tout article imprimé qui pourrait être rédigé d'après leur correspondance privée, sur des objets politiques. » Les motifs donnés à l'appui de cet arrêté méritent d'être connus : ils n'ont rien perdu de leur valeur. « La publicité qui pourrait résulter de ces communications, disent les auteurs de l'arrêté, mettrait à découvert le caractère personnel, les penchants et les vues des agents de la République : en jetant un jour faux et toujours dangereux sur les ordres dont ils sont chargés, elle pourrait préparer des entraves à leur exécution, et nuirait à la dignité de la représentation nationale, en éloignant d'elle cette sorte de considération qu'on n'accorde qu'à la prudence... D'ailleurs, la surveillance du gouvernement étant générale, ne laisse qu'à lui la faculté d'apprécier l'importance des faits isolés qui lui sont transmis, et pouvant seul apprécier les rapports qui lient ces faits à la grande chaîne des événements politiques, il peut seul juger des dangers et des avantages de leur publicité. »

Puisse cette leçon, donnée par les hommes de l'an VII, profiter à nos personnages publics modernes, surtout à ceux qui aiment à invoquer les traditions et les préceptes de la première république!

ANATOLE LANGLOIS.

# A UNE INCONNUE

---

A ce malheureux Mérimée  
Vous jouez un fort méchant tour,  
En nous donnant, tout imprimée,  
Sa correspondance d'amour.

Le voilà donc ce grand sceptique  
Qui couvrirait tout de ses mépris ;  
Il représente à la critique  
Le renard qu'une poule a pris !

Lui qui craignit tant d'être dupe,  
Il a le cœur presque enfantin ;  
Il soupire après une jupe,  
Avec des gestes de pantin.

Vieil écolier dont vos mérites  
Ont tout à fait charmé le goût,  
Il effeuille des marguerites  
En disant : « Un peu ! pas du tout ! »

Le propos n'est pas toujours tendre,  
Il est cynique mainte fois ;  
C'est lui-même, je crois l'entendre  
Quand il parlait de cette voix.

Il était là, dans ses visites,  
Lâchant le mot voltairien,  
Avec des formes composites  
De diplomate et de vaurien.

Il s'entourait d'un froid mystère,  
Se tenait droit comme un bâton,  
Athénien dont l'Angleterre  
Avait un peu guindé le ton.

Silencieux avec prudence,  
Disant les choses à demi;  
Tel est dans sa correspondance,  
Tel est, madame, votre ami.

Il mêle à ses airs de guitare  
Mille détails, au jour le jour,  
Sur l'empereur, sur son catarrhe,  
Sur les toilettes de la cour.

Il aime son maître, il adore  
Le huis-clos des joyeux festins,  
Et pour la femme d'Isidore  
Il fait des contes libertins.

Soumis à l'auguste caprice,  
Il faut bien de l'ennui profond  
Distraire cette impératrice  
Dont il se nomme le bouffon.

Ses goûts d'ailleurs sont difficiles,  
Il n'a pas les instincts flatteurs,  
Témoin ce surnom d'imbéciles  
Qu'il donne à deux cents sénateurs.

Voyez, il lance à leur adresse  
Toutes les flèches de son arc,  
N'ayant d'éloge et de tendresse  
Que pour le comte de Bismark.

C'est le censeur à toute épreuve ;  
Il juge tout avec aigreur,  
Sauf la vertu de Sainte-Beuve  
Et le bon sens de l'empereur.

Esprit blasé, lecteur morose,  
Qu'on ne lui parle pas de vers !  
Du haut de sa sublime prose  
Il les regarde de travers.

Quiconque cherche l'harmonie  
Lui semble pris de vertigo.  
Que dites-vous de l'ironie  
Pour Lamartine et pour Hugo ?

Il est surtout prompt à l'injure,  
Aux coups de griffe de chacal,  
Quand il s'agit, par aventure,  
De quelque pauvre clérical.

C'est toujours don Juan ; c'est l'athée,  
L'ennemi du Dieu tout-puissant ;  
La mort cependant s'est hâtée,  
Il ne blasphème qu'en toussant.

Il raille dans un style fade,  
Qui sent, fort mal accommodé,  
Le courtisan et le malade,  
La tisane et l'habit brodé.



Pauvre homme ! il est mélancolique ;  
Chaque heure aggrave son ennui :  
Dieu l'a frappé ; mais il s'applique  
A ne jamais parler de lui.

Il n'y songe pas, il dédaigne ;  
Certe, il est trop bon gentleman !  
On l'attend demain à Compiègne  
Pour lire son dernier roman.

Bref, on savait qu'il n'eut point d'âme  
Par tout ce qu'il avait écrit,  
Mais on ne savait pas, madame,  
Qu'il avait encor moins d'esprit ;

Et désormais ce radotage  
Nous démontre, à tout bout de champ,  
Qu'à toute époque il fut méchant,  
Et plus ou moins sot à tout âge !

UN INCONNU.

---

# MÉLANGES

---

## MES ÉBAUCHES

Poésies posthumes, par A. FRAUMONT ; recueillies et publiées par sa sœur.

Paris, librairie des Bibliophiles, 1873.

Dans ce pays-ci, on a tant vu et surtout on a tant oublié, que je ne sais si la génération actuelle saura ce que je veux lui dire quand je lui parlerai de *la Méduse*. Cet effroyable naufrage, ce radeau errant des jours entiers sur la mer, ces hommes se dévorant les uns les autres, la génération actuelle a-t-elle oui raconter, a-t-elle lu rien de tout cela ? A-t-elle vu le tableau de Géricault qui représente si énergiquement ces scènes d'horreur ? Elle a vu l'invasion prussienne de 1870 et l'insurrection parisienne de 1871 ; c'est bien assez en fait d'horreurs. Qu'il suffise de lui dire qu'un des naufragés de *la Méduse* était un jeune homme de dix-huit ans, qui était allé chercher fortune au Sénégal et qui, après avoir erré de longs jours dans les solitudes du Sahara, tantôt dépouillé par certaines tribus arabes, tantôt délivré par d'autres, revint à Paris plus pauvre d'argent et de santé qu'il n'en était parti. Au lieu d'être, sur les côtes d'Afrique, je ne dirai pas un nabab, mais un fonctionnaire quelque peu important de la colonie française, il devint humble commis du ministère des finances, modeste, laborieux, simple dans ses manières et dans son langage et ne laissant personne soupçonner en lui le rêveur et le poète. Et cependant, nous le voyons aujourd'hui, il était poète. Le germe de la poésie avait été jadis déposé au fond de cette âme, emprisonnée depuis dans le plus prosaïque de tous les bureaux ; ce germe avait dû se développer en face des épouvantables commotions de l'Océan, au milieu des périls et des grandeurs du désert. Son âme avait été remuée quand il avait vu, dans les sables du Sahara, au milieu de la solitude et du silence, des Arabes, des hommes qui ne sont pas chrétiens, mais qui, du moins, n'ont pas éteint en eux-mêmes cette « lumière qui éclaire tout homme venant au monde », au

lever et au coucher du soleil, se prosterner le front contre terre et invoquer Allah. Son âme avait été remuée encore lorsqu'approchant de la colonie française de Saint-Louis, le son lointain d'une cloche s'était fait entendre à ses oreilles : « Notre émotion, disait-il depuis, ne peut se rendre. C'était la civilisation, la patrie, la famille retrouvées ; les yeux se remplissaient de larmes, et l'âme s'élevait vers Dieu avec le son religieux pour le bénir et le remercier de nous les avoir rendues. »

Sans y penser, en parlant ainsi, il traduisait Dante :

Era già l'ora che volge il disio  
Ai naviganti e'ntenerisce il cuore  
Lo di ch' han detto ai dolci amici addio ;

E che il nuovo peregrin d'amore  
Punge, se ôde squilla di lontano  
Che paja il giorno pianger che si muore<sup>1</sup>.

En un mot, Alexandre Fermont resta ou devint poète. Poète à lui tout seul, dans le silence, cachant ses vers comme il eût caché une faiblesse, donnant ainsi une satisfaction aux besoins de son âme, que les colonnes du budget ne suffisaient pas à satisfaire ; suivant, avec plus d'émotion qu'on ne l'aurait cru, les vicissitudes de la vie publique, et traduisant ces émotions en poésie ; suivant aussi les vicissitudes de la vie littéraire et imprégnant successivement ses effusions poétiques du goût de chaque époque ; classique d'abord, puis se formant peu à peu au goût du siècle, arrondissant sa phrase poétique, fortifiant sa rime, agrandissant l'horizon de sa pensée, passant peu à peu de Voltaire à Lamartine ; satirique en ses jours, plaisant au besoin, souvent philosophe.

Dirai-je qu'il est arrivé à la perfection ? que c'est un nouveau Chatterton que nous révélons au monde ? que cette poésie cultivée dans l'ombre, a grandi dans le secret à l'égal des plus illustres ? Non, sans doute ; mais d'abord, à la différence des autres études, le premier mérite de la poésie est de faire le bonheur de celui qui la cultive. « Mon embarras dans le monde, ma joie dans la solitude ! »

*My shame in courts, my solitary joy !*

disait de la poésie le poète Goldsmith. Je suis sûr qu'il en était de même et bien plus encore pour Alexandre Fermont. Hors de chez lui, et surtout en face de son chef de division, il devait se sentir gêné d'être poète ; mais quand il rentrait sous son humble toit, quelle joie d'y retrouver, avec la digne sœur qui animait et encourageait sa vie, son autre sœur, la poésie !

<sup>1</sup> C'était l'heure qui tourne à d'autres désirs le cœur attendri des matelots, le jour où ils ont dit adieu à leurs doux amis ;

Et qui blesse d'amour le pèlerin nouveau-parti, si par hasard il entend une cloche qui semble pleurer le jour au moment où il se meurt.

Que ses vers aient leurs incorrections et leurs faiblesses, c'est possible ; mais n'est-ce pas déjà quelque chose que des vers si naïvement et si instinctivement enfantés par une muse qui n'avait point de confident, des vers faits avec un tel amour, et où l'âme s'écrivait avec d'autant plus de bonheur, qu'elle n'écrivait que pour elle-même ?

Et de plus, vous pouvez dès l'abord juger par quelques échantillons si cette poésie posthume ne vaut pas bien des poésies vivantes. Voici le satirique, justement satirique parce qu'il l'est sous l'influence d'un sentiment patriotique. Il écrit en 1848 comme pour 1874 :

L'homme, à qui Dieu parle à l'oreille  
Tourne en poison les dons du ciel,  
Et trop souvent, funeste abeille,  
Des fleurs même exprime du fiel.  
Voyez la morale biblique  
Et la doctrine évangélique  
Qu'applique le républicain...  
Liberté ? — Gare la lanterne !  
Égalité ? — Qu'on se prosterne !  
Fraternité ? — Signé CAIN !

Voici maintenant le poète mélancolique et chrétien :

Il est de jeunes fronts étoilés de mystère]  
Dont le charme attendrit et fait trembler l'amour ;  
Des vierges dont les yeux cherchent une autre sphère,  
Que Dieu ne présente à la terre  
Que pour lui sourire un seul jour ;  
Fleurs des cieux qui, tombant de leur tige divine,  
Parfument nos sentiers sans y prendre racine :  
Rêves du Créateur, trop beaux, trop purs, hélas !  
Pour se réaliser, tout entiers ici-bas...

Du suprême séjour timides exilées,  
À leurs propres regards elles marchent voilées,...  
Colombes hors du nid des sphères éternelles  
Qui cherchent et bientôt retrouveront leurs ailes,  
Pour remonter au but de leurs regards rêveurs.

Je n'en dis pas davantage, je voudrais citer bien d'autres morceaux ; en particulier, des vers sur la mort d'une jeune fille (la mort, et la mort de ceux qui sont jeunes, n'a que trop souvent inspiré la poésie) :

Un ange de moins sur la terre  
Un ange de plus dans les cieux.

C'est un chant toujours vrai, et qu'il faut, hélas ! répéter toujours. Mais la poésie en ce siècle n'a pas malheureusement le droit d'occuper longtemps les lecteurs. Les poètes et même les vrais poètes abondent ; et cependant comment faire lire la poésie à un siècle qui ne lit que les journaux ? Qu'on nous pardonne au moins d'avoir cueilli quelques-unes de ces fleurs crois-

sant aux pieds d'une tombe et qui nous sont offertes par la main d'une sœur ! Seule confidente et dépositaire des inspirations fraternelles, à nous qui ne connaissions que l'homme, elle a fait connaître le poète : qu'elle soit remerciée et bénie !

F. DE CHAMPAIGNY.

### ÉPIGRAPHIE GALLO-ROMAINE DE LA MOSELLE

Par CHARLES ROBERT, membre de l'Institut.

Première partie, 1 vol. in-4° avec planches photographiées et gravures sur bois dans le texte.

M. Robert n'entend pas l'épigraphie locale comme une simple énumération de textes à expliquer après les avoir minutieusement établis ; il a groupé des observations générales autour de chaque inscription, et rattachant aux faits particuliers qu'elle révèle des faits analogues, il a donné les éléments d'une véritable doctrine épigraphique pour le nord-est de la Gaule. Dans la première partie qu'il offre aujourd'hui, M. Robert avait à publier des monuments élevés aux dieux romains dont le culte avait été répandu par les légionnaires et des ex-voto consacrés aux divinités topiques de l'ancienne Gaule. L'auteur insiste principalement sur ces divisions, qui nous révèlent des mythes plus nouveaux et plus difficiles à pénétrer ; généralisant l'étude de ces mythes, il en a recherché le sens et les a suivis à travers les traditions qui les rattachent à des cultes plus anciens. Défiant à l'égard des données encore trop incertaines de la philologie celtique, M. Robert s'est surtout servi pour étudier les divinités belges, des monuments figurés peu connus ou mal interprétés jusqu'à cette heure ; c'est ainsi que, rapprochant avec soin les représentations plastiques répandues dans l'est de notre patrie des représentations plus anciennes exhumées en Italie et en Grèce, l'auteur a pu rattacher, par un enchaînement logique, le culte belge des synèdres Mercure et Rosmerta au culte pélasgique d'Hermès Chthonien fécondant la terre.

Signalons de plus dans cette monographie de curieux détails. Une inscription découverte à Metz, au seizième siècle, et presque aussitôt perdue, avait fait croire à l'existence de divinités nommées MAIRÆ. Depuis ce temps jusqu'à ce jour, ces prétendues *Mairæ* ont donné lieu à de nombreuses dissertations ; on les comparait aux *Moirai* des Grecs, on les rattachait d'autre part à la mythologie scandinave ; elles étaient, disait-on, les ancêtres des fées du moyen âge. Le monument original a été récemment retrouvé et l'excellente photogravure qui accompagne le livre de M. Robert montre que l'ancienne leçon MAIRABVS est purement imaginaire. L'auteur a donc fait justice des fausses *Mairæ* et a restitué dans sa pureté la légende

des leçons du beau monument messin aux *Mères* (*matræ*, *matres*) dont le culte était si répandu dans l'est de la Gaule et en Bretagne.

Nous recommandons également à l'attention du lecteur les articles consacrés par M. Robert à Mercure Visucius et à Sirona.

EDMONT LE BLANT.

#### DU MOT FRANC *CHRAMNAE* OU *HRAMNE*

Par M. H. D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — Paris, Vieweg, brochure in-8.

Le mot *Chramnae*, dont la prononciation reste la même sous sa double orthographe, se rencontre par deux fois au chapitre *De furtis porcorum* de la loi salique : le sujet, comme on voit, est aussi peu académique que le mot lui-même est peu cicéronien ; mais la science a le secret de toucher à tout sans se salir les doigts.

Pour vol commis dans la première ou la seconde *hramne*, l'amende est de 3 sous ; elle s'élève à 15 sous quand il s'agit de la troisième *hramne*, et à 45 sous quand c'est de la *sudis*, étable fermant à clef.

Cette simple association de la *hramne* à la *sudis* donnerait à penser déjà que l'une et l'autre avaient un sens comme une destination analogues.

Ducange, sur la foi de la glose d'Est, et M. Pardessus, sur la foi de Ducange, ont traduit le mot par *portée* : mais alors, comme le remarque très-justement M. d'Arbois de Jubainville, la peine serait d'autant plus forte que la bête serait plus jeune, ce qui implique contradiction. La glose d'Est, d'ailleurs, œuvre d'un anonyme italien datant seulement de 1490, ne saurait faire autorité en la matière. Au contraire, nous avons de ces articles une traduction en haut allemand remontant au neuvième siècle, c'est-à-dire, à peu près contemporaine de la révision de Charlemagne, et dans laquelle *Hramme* est rendu par *Stigu*, et *Sudis* par *Sulaga*, deux mots qui représentent deux sortes différentes d'étables à porcs.

Sans entrer avec M. d'Arbois dans les savants détails de philologie comparée par lesquels il achève de confirmer sa thèse, ajoutons que la *hramne* et la *sudis* franques ont laissé des traces authentiques d'elles-mêmes dans quelques-uns de nos dialectes provinciaux. On dit encore en Champagne un *ran*. Le même mot est employé en Lorraine, dans la région des Vosges. Au pays Saulnois, dans la partie orientale de la même province, on prononce un *éran*. Enfin, on a en Bourgogne la *soue*.

Le *ran*, ou *éran*, n'est qu'une forte charpente formant parapet à hauteur d'homme, sans dessus, avec panneau mobile horizontal ouvrant par le bas, et une porte pour le passage de la bête : le tout simplement abrité d'ordinaire sous un hangar en plein vent, non fermé. Nous sommes moins bien renseigné sur l'architecture de la *soue*.

Le travail de M. d'Arbois de Jubainville est extrait d'une revue très-savante, mais fort spéciale, qui paraît depuis six ans, et s'intitule : *Mémoires de la Société de linguistique de Paris*<sup>1</sup>.

J.-A. SCHMIT.

#### MORCEAUX CHOISIS DES PROSATEURS ET POÈTES FRANÇAIS

Par FRÉDÉRIC GODEFROY. — Cours préparatoire, premier âge. — Paris, Gaume et comp.

Ce nouveau volume, M. Frédéric Godefroy ne l'adresse qu'aux enfants du premier âge. Aussi n'est-ce point conformément à l'ordre chronologique, qui devait intéresser peu ses jeunes lecteurs, mais par genres, que M. Godefroy a distribué les morceaux qui composent ce recueil ; les seules indications qu'il donne sur chaque écrivain, cité par lui, sont celles de sa vie et de sa mort. On le comprend, les détails d'histoire littéraire ne sont guère de mise dans un ouvrage destiné à de tout jeunes enfants. En revanche, l'on trouvera dans ce livre des pages d'une morale irréprochable et souvent d'une rare beauté, lesquelles serviront à leurs lecteurs d'exercices de mémoire et d'exercices grammaticaux ; de plus, en excitant leur admiration naissante, elles pourront être pour eux la matière de ces premières compositions de style « qu'on ne saurait, dit M. Godefroy, faire commencer trop tôt aux enfants. » Certes, ce nouveau recueil de *Morceaux choisis* ne renferme rien qui dépasse la portée des intelligences novices encore auxquelles il est offert, mais on n'y rencontre non plus rien d'enfantin. Familier de ces grands écrivains qui ont su écrire si parfaitement pour le premier âge, M. Godefroy sait, comme eux, que si l'on peut et si l'on doit descendre jusqu'à l'enfance, cette gracieuse mais réelle faiblesse de l'humanité, c'est à la condition de lui tendre la main et de l'élever toujours. Cultiver en elle le sens du beau, aviver dans de jeunes âmes cet amour des lettres, qui n'est pas sans doute le tout de l'homme, mais qui peut donner aux existences les plus attristées un peu de vrai bonheur, enfin et surtout leur faire mieux connaître et mieux goûter le christianisme, tel est le but que M. Frédéric Godefroy a poursuivi, et nous aimons à penser qu'il l'atteindra.

A. LARGENT.  
Prêtre de l'Oratoire.

Les vers ne sont pas, grâce à Dieu, aussi dédaignés qu'on le dit. On en lit encore, témoin le dernier recueil de M. de Laprade, les *Poèmes civiques*, dont une seconde édition vient de paraître<sup>2</sup>. Il est vrai que les vers de

<sup>1</sup> Tome II, 3<sup>e</sup> fascicule.

<sup>2</sup> 1 vol. in-12, avec frises et fleurons dans le goût du dix-septième siècle. Didier et C<sup>ie</sup> éditeurs

l'auteur de *Pernette* et de *Psyché* ne sont pas les premiers venus, et que les *Poèmes civiques*, en particulier, répondent par plus de points encore que les autres poèmes de l'auteur, et par des points plus sensibles, aux dispositions présentes des esprits. Ce ne sont plus, en effet, les contemplations, les aspirations, les rêves de quelques âmes d'élite dont le poète se fait ici l'écho sympathique ; c'est l'indignation des honnêtes gens contre la politique, à la fois lâche et téméraire, d'où sont venus nos malheurs, qu'il laisse s'exhaler, ce sont nos malheurs eux-mêmes qu'il déplore et qu'il nous excite à venger. Platon, ici, fait place à Archiloque et à Alcée. La collègue généreuse du premier éclate dans *la Chasse aux vaincus*, dans *Ce gueux de Tacite*, dans *les Muses d'État*, cette âcre expectoration de dédains qui alluma contre l'auteur tant d'implacables ressentiments :

Archilocom proprio rabies armavit iambo.

*L'Hymne à l'épée, les Bons Allemands, Gretchen, A la terre de France*, rappellent la lyre du second :

Et te sonantem plenius aureo,  
Alcee, plectro dura navis,  
Dura fugæ mala, dura belli.

C'est là de la grande poésie, *Omnia magna sonans*, dirons-nous, en citant encore Horace, dont le nom, à cette place, n'est pas en mauvaise compagnie, ce semble.

Nous avons déjà annoncé qu'un ecclésiastique intelligent et laborieux, M. l'abbé Drapier, du clergé de Lyon, venait d'achever une Table analytique du *Correspondant*. Ce travail a aujourd'hui paru (Douniol, éd.), et nous en avons sous les yeux un des premiers exemplaires. Il est tel qu'on pouvait le désirer : méthodique, clair et complet. Il embrasse les quatre-vingt-treize volumes in-8° qu'a publiés le *Correspondant* depuis sa reconstitution en 1843, — l'auteur n'ayant pas cru devoir y faire entrer les travaux des deux premières séries de notre Recueil publiées antérieurement et dans d'autres formats ; car le *Correspondant*, comme ses vieux abonnés le savent, date de plus de trente ans, et remonte aux dernières années de la Restauration.

Le plan adopté pour cette Table nous semble bien conçu. M. Drapier y donne la première place à la théologie et aux études qui s'y rattachent directement. Viennent ensuite la législation et l'appréciation des questions politiques, les sciences philosophiques et morales, les sciences physiques, l'art, la littérature avec ses nombreuses divisions : poésie, critique, esthétique, histoire, etc. ; enfin, la bibliographie, aujourd'hui si universellement goûtée. Sur tous ces points, les indications sont complètes, précises et très-détaillées ; les petits articles y sont notés avec autant de soin que les grands. Une table alphabétique des auteurs termine ce consciencieux répertoire, complètement indispensable d'une collection qui, ne serait-ce que par sa date relativement ancienne, la nature des travaux qu'elle renferme, le nom des hommes qui les ont signés, a une importance qu'on ne saurait contester.

P. D.



# QUINZAINÉ POLITIQUE

---

9 février 1874.

Pendant ces quinze jours, ni les émotions vives ni les faits importants ne nous auront manqué, à nous qui sommes, assure l'étranger, le peuple le plus avide de spectacles et le plus amoureux de nouvelles qu'on connaisse. Les radicaux ont une grande part dans cette histoire. C'est le prince Napoléon, faux démocrate et faux prince à la fois, qui se laisse inviter à prendre le personnage et à poser sa candidature d'empereur rouge ; c'est le docteur Métivier, qui demande au conseil municipal de Paris un crédit de charité démagogique, en faveur et en honneur des déportés de la Commune ; c'est M. Lockroy qui, de la tribune de l'Assemblée, jette un cri de guerre sociale aux « classes spoliatrices ; » c'est M. Melvil-Bloncourt que, tout à coup, la justice militaire réclame à son banc de député, pour avoir aidé la Commune dans l'armement des bandes qu'elle soulevait contre la société ; ce soir, peut-être, ce sera M. Hérisson, un radical plus qu'indulgent naguère aux crimes de cette même Commune, qui sera nommé député de la Haute-Saône. D'autre part, le gouvernement applique la loi des maires ; il l'applique au milieu des clameurs de ses ennemis et au profit de ces mêmes conservateurs timides qui, par peur, lui refusent leur concours et récusent leur devoir, comme on vient de le voir à Versailles. L'Assemblée a renouvelé ses bureaux ; elle reste sous la ferme et sage présidence de M. Buffet. Après avoir voté, à la suite d'une seconde lecture et d'un éloquent discours de Mgr Dupanloup, cette loi du service religieux dans l'armée qu'une race chrétienne et vaillante comme la France devait envier à la législation d'une nation libérale comme l'Angleterre ou militaire comme l'Allemagne, l'Assemblée a commencé l'examen des nouveaux impôts que lui propose M. Magne ;

examen douloureux, pendant lequel il faut bien que la France se souvienne de ce mot de lord Chatham : « Les peuples florissants peuvent faire des économies, mais les peuples vaincus et menacés doivent augmenter leurs dépenses. » C'étaient là des sujets plus qu'ordinaires d'inquiétude ou d'attention ; et toutes ces questions néanmoins ont disparu un instant dans une préoccupation plus forte, celle du septennat.

Qu'est-ce que le septennat ? Ce n'est pas à nos regrets, à nos déceptions ou à nos vœux d'aujourd'hui, qu'il faut le demander. C'est notre conscience qu'il faut interroger telle qu'elle nous parlait, la veille de cette journée du 19 novembre où, alarmés de ne pas apercevoir devant nous un gouvernement qui fût maître du lendemain, attristés et gémissants d'avoir senti tant d'espérances s'écrouler sous nos efforts, inquiets du sort de la société et de la patrie, nous nous tournions vers le maréchal de Mac Mahon pour lui confier le soin de sauvegarder l'ordre et de représenter la France pendant sept ans. La nécessité dominait alors toutes les réserves, tous les effrois, toutes les ambitions, tous les dépit. Et si nous essayons de bonne foi de ressaisir nos pensées et de retrouver nos sentiments de ce temps-là, nous conviendrons que c'était avec une loyale sincérité, sans nous ménager pour l'avenir la ressource des arguties et le droit des disputes, que nous formions alors pour le maréchal de Mac Mahon cette magistrature de salut maintenant appelée le septennat. L'Assemblée applaudissait, quand M. de Broglie lui conseillait de « conserver le plus longtemps possible le bonheur d'avoir à la tête de la France un homme éprouvé, sûr et intègre » comme le maréchal de Mac Mahon ; elle applaudissait, quand il la priait « de placer ce chef au-dessus du mouvement des partis, en dehors du flux et du reflux des agitations populaires ; » elle applaudissait, quand il proposait de « maintenir sous un gouvernement plus durable et plus fort une trêve sérieusement respectée qui amène la conciliation par l'apaisement. » Non, le souvenir de ces mémorables journées ne trompe la conscience d'aucun des honnêtes gens qui ont voté la prorogation : le septennat, c'était à cette heure d'angoisse et c'est encore en ce moment une trêve de sept années, conclue sous l'empire de la nécessité inexorable, qui empêchait de rétablir la royauté ; une trêve à laquelle contraignait également l'impuissance de faire la république et de la proclamer ; une trêve proposée et signée par ceux-là d'abord qui auraient voulu restituer à la France les sûretés de la monarchie ; une trêve légale et solennelle pour tous les essais, tous les changements, tous les coups d'État et toutes les révolutions ; une trêve imposée à tous les partis, non plus dans l'accord tacite et variable d'un pacte oratoire comme à Bordeaux, mais sous le commande-

ment d'une loi formelle et précise ; une trêve acceptée pour un régime exceptionnel et une durée déterminée ; une trêve convenue pour le seul service de la paix sociale, et que les conservateurs doivent employer à réorganiser l'armée, à reconstituer la richesse nationale, à déblayer le sol des débris d'empire et de radicalisme qu'y a laissés la chute du 4 Septembre ; une trêve qu'a rendue sacrée l'infortune de la France.

On a commis une grave imprudence, secrètement agréable et fatalement utile à tous les ennemis de la majorité, en prétendant que la durée du septennat pouvait, au gré de l'Assemblée, s'écouler en sept mois, en sept jours, et même, selon son bon plaisir, s'abréger légalement en une heure, en une minute. Mais c'était aussi commettre une grave erreur ; et la loi, comme la loyauté, comme l'histoire du 20 novembre, avertissait bien haut de cette erreur. Dans son message du 17 novembre, le maréchal de Mac-Mahon avait dit, en demandant que l'Assemblée fixât immédiatement cette durée de sept années : « Renvoyer aux lois constitutionnelles soit le point de départ de la prorogation, soit les effets définitifs du vote de l'Assemblée, ce serait dire à l'avance que dans quelques jours on remettra en question ce qui sera décidé aujourd'hui... Subordonner la proposition qui est en discussion au vote des lois constitutionnelles, ne serait-ce pas rendre incertain le pouvoir que vous voulez créer, et diminuer son autorité ? » M. de Broglie, pendant le débat, déclarait que la durée du septennat devait être seule déterminée en ce moment, l'Assemblée gardant le droit de régler plus tard les attributions de cette présidence septennale. La loi du 20 novembre spécifiait cette durée comme un fait désormais constitutionnel ; elle ne réservait à l'examen des Trente et à la décision de l'Assemblée que la modification des fonctions ou du titre. Donc M. de Broglie, dans la circulaire où il a recommandé aux préfets d'interdire toute contestation qui mettrait en doute la durée du septennat, a été strictement fidèle à ses déclarations antérieures ; et le maréchal de Mac-Mahon n'a été lui-même que le gardien probe et scrupuleux de la loi, quand, dans le discours qu'il a prononcé au Tribunal de commerce, il a dit à M. Daguin : « Le 19 novembre, l'Assemblée nationale m'a remis le pouvoir pour sept ans. Mon premier devoir est de veiller à l'exécution de cette décision souveraine. Soyez donc sans inquiétude. Pendant sept ans je saurai faire respecter de tous l'ordre de choses légalement établi. »

La mémoire, hélas ! toujours vive et douloureuse, des nécessités qui ont commandé à la majorité son vote du 20 novembre, n'est pas seule, avec la sévère vérité de la loi, pour nous avertir de ne point nier au septennat son droit de durer et d'être respecté en durant : ce

qui serait vouloir l'anarchie dans les esprits et la préparer dans les faits, au profit d'on ne sait qui et d'on ne sait quoi. Le bon sens suffirait pour le défendre aux conservateurs. Ils savent bien que personne n'a jamais gouverné et ne gouvernera jamais une nation avec un pouvoir contestable et contesté légalement, périssable du matin au soir, légitimement offert à toutes les ambitions et désigné à toutes les audaces. Quelle force un tel gouvernement aurait-il pour la paix intérieure? Quel crédit aurait-il dans le monde? Quel peuple pourrait travailler et se reposer, sous un gouvernement qui serait contraint à permettre à tous les partis d'élever publiquement contre lui leurs plus hardies espérances et d'armer pour sa perte leurs haines à ciel ouvert? N'est-il pas vrai qu'une telle incertitude du lendemain paralyse tous les courages, effraye tous les desseins et retient toutes les entreprises? Sur le fond mouvant d'une telle instabilité, un pays ne peut être tranquille; et cela surtout quand, comme la France, il vient d'être remué par une révolution. Comment donc les conservateurs oseraient-ils encore demander au maréchal de Mac Mahon d'assurer la sécurité générale, s'ils autorisaient ainsi toutes les insolences et toutes les convoitises, les unes à lui disputer sa place dans l'État, les autres à la lui prendre? Le gouvernement de la France ne deviendrait-il pas, comme celui de l'Espagne, un gouvernement que l'étranger regarde changer, qu'il ne reconnait plus et qu'il cesse de considérer? Assurément, l'heure n'est pas venue d'abandonner à ces hasards le gouvernement du 24 mai et du 20 novembre : a-t-on déjà donné à la France la vigueur qu'il lui faudrait pour se débattre dans un tel conflit de ses factions, sans y périr tout entière? lui a-t-on donné des lois de préservation sociale, avant de venir dire au pouvoir qu'il est éphémère et qu'il n'est toléré qu'au jour le jour? Et ne s'aperçoit-on pas que, dans l'état précaire où nous sommes, sous un régime qui ne garantit point au maréchal de Mac Mahon cette souveraine immunité du prince constitutionnel investi du pouvoir pour sa vie et régnant au-dessus des ministres et des Assemblées dans une région inaccessible, ne s'aperçoit-on pas que mettre en question le septennat, c'est mettre en question la dignité même du maréchal, c'est lui rendre insupportable une autorité si passagère, c'est le dégoûter d'une puissance si fragile, c'est risquer de l'entraîner avec les ministres renversés pour l'avoir défendu, c'est le livrer aux coups de la première majorité qui se formerait à gauche par surprise?

On ferait injure à la majorité si on doutait que ces vérités de bon sens ne la décidassent à maintenir son union, celle du 20 novembre, en face des prompts et perfides interpellateurs qui se lèvent à l'extrême gauche pour la prétendue cause du septennat républicain,

en face de MM. Challemel-Lacour et Gambetta. Leur insidieuse intervention, on le comprend d'ailleurs, procède de motifs auxquels les conservateurs ne peuvent prêter la main, sans abandonner tous leurs intérêts immédiats ou lointains ; car, quelque dessein que les radicaux aient en vue, ruine du ministère, proclamation de la république ou dissolution de l'Assemblée, comment, selon le calcul erroné de MM. Challemel-Lacour et Gambetta, comment supposer que ceux mêmes des royalistes dont l'impatience chevaleresque est le plus capable de fougue et d'imprudence, s'associent à de tels ennemis et pour leur propre détriment ? En vérité, on sait bien, à l'extrême droite comme sur tous les bancs de la majorité, que défaire le ministère avec l'aide des radicaux, ce serait réaliser soi-même ses craintes. Admettons, en effet, qu'en dépit du blâme qui l'aurait atteint indirectement, le maréchal de Mac Mahon garde le pouvoir en se séparant de M. de Broglie : i n'en est pas moins sûr que l'ancienne majorité se serait désunie. Or, des combinaisons qui permettraient alors au maréchal de Mac Mahon de former auprès de lui une nouvelle majorité, la plus probable, n'est-ce pas celle d'un ministère principalement composé de membres du centre gauche ? Et, dans cette situation, ceux qui, par royalisme, auraient éloigné M. de Broglie, coupable d'avoir voulu qu'on respectât dans la durée du septennat la durée d'une trêve, ceux-là ne sentiraient-ils pas aussitôt tous leurs souhaits trahis par l'événement ? Le centre gauche n'exigerait-il pas de ses ministres une affirmation catégorique qui imposât à tous un respect bien autrement républicain du septennat ? Nous ne savons pas en quoi ce règne du centre gauche pourrait plaire et profiter aux conservateurs qui trouvent aujourd'hui trop de république dans le septennat du maréchal de Mac Mahon. Mais on prévoit aisément que, grâce à cet avènement du centre gauche, le septennat de M. Thiers, avec toutes les formules connues sous son principat, pourrait succéder à celui du maréchal ; et certes, il y aurait alors à l'extrême droite bien plus d'amers regrets qu'on n'y rencontre aujourd'hui de réel mécontentement. Nous ne faisons pas d'autres conjectures : on peut redouter pourtant des événements plus graves encore. Qui nous assure, par exemple, que, dans la soudaineté ou dans le désordre des complications alors possibles, la désunion des conservateurs, un accident parlementaire, un mouvement même de l'opinion publique n'aidassent la gauche à dissoudre l'Assemblée sous le prétexte d'en appeler à la nation ? Il ne faudra donc à la majorité qu'un peu de sagacité politique pour comprendre la nécessité de rester fidèle à elle-même en demeurant compacte, comme au 20 novembre, autour du maréchal de Mac Mahon, son chef loyal et dévoué pour sept ans ; et cette clairvoyance

du péril ne manquera pas plus à la majorité que le patriotisme qui, tant de fois déjà, l'a rendue si généreusement sensible et secourable à la détresse de la France.

« Pour qu'un gouvernement se fonde, il ne suffit pas que chaque jour il empêche la société de périr, disait en 1850 M. Guizot ; il faut qu'il délivre la société de la crainte quotidienne de périr, et qu'il lui ouvre les perspectives d'une vie longue et tranquille. » Ces mots éloquents reviennent d'eux-mêmes à notre mémoire, quand nous considérons l'œuvre d'organisation conservatrice que prépare en ce moment la commission des Trente, dans les vagues conditions où la placent pour ce travail les embarras du pays, l'incertitude politique du gouvernement, les contestations des partis et les empêchements de la fortune. En moins d'un siècle, voici la dix-septième loi électorale qu'on va donner à la France ; voici quatre-vingt quatre ans qu'à travers tous les essais et sous le régime de vingt constitutions différentes, on cherche une loi qui permette à la nation de former une représentation d'elle-même sincère, exacte, complète. Tantôt une classe, tantôt la multitude, tantôt l'État se sont exclusivement emparés des scrutins. Un jour, le nombre seul a prévalu ; une autre fois, les seuls intérêts. Les urnes ont reçu tour à tour quelques centaines de mille de bulletins, puis huit à dix millions. On a fait une révolution pour une loi électorale, et on s'est servi de cette loi pour légitimer un coup d'État. Les élections ont été successivement l'agitation d'une grande révolte ou l'acquiescement de la servitude satisfaite. Par-dessus tout, le droit universel de voter, en conférant à la foule le pouvoir de changer la politique des gouvernements, lui a donné la tentation et fourni le moyen de changer la société : le malheureux emploie son suffrage à conquérir le bien-être ; de là cet accroissement du radicalisme en proportion du nombre des électeurs. Ajoutons que le suffrage universel n'apparaît dans notre histoire que consacré par des souvenirs sinistres, à des époques néfastes : c'est, le 24 juillet 1793, avec la Convention ; c'est, le 5 mars 1848, avec la république d'alors ; c'est, en 1851, avec l'usurpation de Louis-Napoléon ; c'est, en 1871, après le 4 Septembre et l'invasion. A chaque fois, il faut une violence, une tyrannie, une rébellion pour investir le peuple de ce pouvoir illimité en lui disant : « Tout Français est citoyen politique. Tout citoyen est électeur. Tout électeur est souverain. » Et, chose remarquable pourtant, ce sont deux assemblées, composées par le suffrage universel au milieu de ces tourmentes, qui auront été le plus effrayées de la force révolutionnaire qu'il porte avec soi : l'Assemblée législative et l'Assemblée nationale, en 1850 et en 1874, auront essayé de contenir et de régler cette puissance ignorante, capricieuse, irri-

table, désordonnée ; et ce ne sera pas l'une des moindres anomalies de ce suffrage universel que d'avoir constitué deux fois, en 1848 et en 1871, des majorités monarchiques, sous un régime républicain.

Après tant de variations et de contradictions, la loi du suffrage universel va se modifier de nouveau. Nous n'en sommes plus au temps où on considérait le vote comme un droit inné du citoyen, un droit primordial et sacré. L'exemple des peuples étrangers, de ceux qui sont le plus jaloux de leurs franchises et de leur dignité, nous a appris que partout on demande aux électeurs des conditions de moralité et de capacité, des garanties politiques et sociales : témoin les pratiques de la Belgique et de l'Angleterre, des États-Unis et de la Suisse. Nous savons aussi maintenant que seuls, le canton de Genève et la Grèce, l'Espagne et la France, ont adopté le suffrage universel sans restrictions et dans toute sa licence : or, ce sont les plus tumultueuses, les plus inconstantes, les plus incapables et les plus malheureuses démocraties de l'Europe ; le suffrage universel facilite et favorise en elles l'anarchie qui les bouleverse ou les détruit ; et dans les États-Unis, l'État de New-York qui a le plus étendu dans le même sens le droit de suffrage, est aussi celui que remuent et que fatiguent le plus les ébranlements de la passion populaire. Notre expérience nous a suffisamment avertis aussi. Ce suffrage universel, qui n'a pu subsister sous l'Empire qu'à la condition d'être dans la main du gouvernement et qu'en n'étant compatible avec aucune liberté, il faisait dire à la gauche, en ce temps-là : « Le suffrage universel est un instrument de despotisme césarien. » Aujourd'hui, avec la violence des irrésistibles courants qui traversent les masses et les entraînent au scrutin ; avec la discipline de ces envies sociales qui, se sentant maîtresses du pouvoir d'élire et ainsi du pouvoir de gouverner, se servent du vote pour renouveler les lois du travail et de la propriété ; avec la certitude que le suffrage universel inaugurera bientôt le règne du radicalisme, la droite s'écrie : « Le suffrage universel, avec son organisation présente, a pour terme légal la République démocratique et sociale : c'est un moyen de destruction et de nivellement démagogique. » Et, sous ces impressions, on a cessé de regarder le suffrage universel comme une institution nécessaire. On ose le réformer, l'opinion publique ne s'en étonne pas, et la réforme se prépare.. Or, c'est une première amélioration que ce sentiment : il y a là un commencement de sagesse. La discussion est libre ! le suffrage universel n'est plus traité à l'égal d'un droit divin !

La commission des Trente n'entend pas pousser ces cris de fureur qu'au mois de mars et d'avril de l'an dernier, l'intégrité, « l'intégralité, » du suffrage universel excitait dans le parti de

M. Barodet; elle n'entend pas non plus les protestations intéressées des hypocrites démocrates, qui, selon les procédés du bonapartisme, veulent un appel au peuple. La commission, il est vrai, n'a pas l'intention de supprimer le suffrage universel : elle propose seulement de le tempérer par des règles qui le préservent de ses maux et de ses excès; elle le corrige, sans le détruire; elle ne le soumet à aucune condition que les peuples les plus fiers n'aient déjà acceptée pour que leurs élections soient une fonction utile, honnête et juste. La commission des Trente a eu raison de tenir ainsi compte de notre histoire contemporaine : en annulant le suffrage universel, en le restreignant tout à coup et au delà de toute mesure, elle eût fait une tentative impolitique et dangereuse. Nous la louons de cette prudence. Nous voyons avec satisfaction, toutefois, qu'elle a reconnu cette double vérité, que la loi du nombre seul est brutale, oppressive, tyrannique, et que les intérêts doivent être représentés comme le nombre dans les conseils de la nation. Tous les systèmes — et ils sont bien nombreux et très-divers, — tous les systèmes qui lui ont été proposés sont conçus conformément à l'une ou à l'autre de ces idées. A la première, à celle qui veut un correctif à la puissance du nombre, se rapportent le projet de mettre le contre-poids du suffrage universel dans une seconde Chambre, celui de prendre pour électeurs les conseillers municipaux, celui du vote à deux degrés, celui d'instituer des comités de direction régulière et légale, celui de fixer à l'âge de vingt-cinq ans la majorité de l'électeur, celui d'exiger un domicile de trois ans et l'inscription au rôle d'une des quatre contributions directes. A la seconde idée, à celle qui veut la représentation des intérêts, se rapportent le système du vote plural, celui des trois catégories d'électeurs établies par la loi prussienne, celui qui limite le choix des électeurs dans le groupe des plus hauts imposés et celui d'un collège électoral de département. C'est entre ces diverses propositions que s'est partagée l'attention des Trente.

Les difficiles et longs débats de la commission des Trente ne sont pas finis. Elle a pris toutefois d'importantes décisions. Elle a adopté ce texte de loi : « Tout Français jouissant de ses droits civils et politiques, âgé de vingt-cinq ans accomplis, est électeur dans la commune où il a satisfait à la loi sur le recrutement. — Seront inscrits d'office sur le registre électoral : 1° Tous les citoyens âgés de vingt-cinq ans qui, depuis deux ans, sont inscrits au rôle de la contribution personnelle ou au rôle des prestations en nature; 2° les fonctionnaires publics et les ministres des cultes, quelle que soit la durée de leur résidence. — Le domicile est constaté : 1° Par l'inscription de trois ans au rôle de la cote person-



nelle ou des prestations en nature; 2° par la présentation d'un bail enregistré ayant trois ans de date.» La commission a refusé de maintenir le scrutin de liste départementale; elle a rejeté le système du scrutin « uninominal » par arrondissement; elle a réservé l'examen du système des petites listes; elle n'a pas consenti à rendre gratuites les fonctions de député; elle n'admet point le vote obligatoire; elle semble décidée à ne pas autoriser les élections partielles, surtout pour une vacance isolée; elle n'a accepté ni le vote à deux degrés pur et simple, ni le vote plural des hommes mariés; elle a repoussé le système allemand qui divise le corps électoral en trois catégories de contribuables; elle a pris en considération le système de M. Chesnelong qui appelle à la fois au scrutin les plus hauts imposés et les électeurs du deuxième degré nommés par le suffrage universel; elle a montré la même faveur à l'ingénieux système suivant lequel M. de Lacombe crée un collège de département en y réunissant les capacités et les intérêts. Presque toutes ces résolutions méritent, dès ce moment, l'approbation des conservateurs; et, jointes aux consciencieuses et savantes délibérations des Trente, elles paraissent déjà avoir heureusement disposé l'esprit public à la réforme du suffrage universel.

Au nom du gouvernement, M. de Broglie a demandé qu'on n'accordât le droit de voter qu'à ceux-là seulement dont l'âge commence à mûrir la raison et qui ont satisfait à la loi militaire: cette date de la majorité civile, ce serait vingt-cinq ans. Il voudrait aussi que l'électorat n'appartînt qu'à ceux en qui la permanence du domicile atteste des habitudes d'ordre et à qui elle donne un intérêt social: cette durée du domicile, à son avis, devrait être de trois ans. Pour constater cette durée d'une manière claire et précise, par une preuve vraiment déterminante, il souhaiterait, comme formalité, l'inscription de l'électeur au rôle d'une des quatre contributions directes. Ce serait une garantie à la fois certaine et facile: chaque citoyen, en effet, figure d'office sur la liste des contribuables; il y trouve place, à la condition de payer une somme minime, qui est son tribut à l'État et à la société, et cette somme est trop faible pour l'assimiler à un cens. Aux yeux de M. de Broglie, rien de plus désirable que la représentation des intérêts dans l'électorat et l'élection; mais il lui semble difficile d'indiquer ces distinctions des intérêts; et sans vouloir qu'on maintienne l'égalité absolue des droits électoraux, il croit que la commission devra être circonspecte dans le classement des intérêts qu'elle autoriserait à une représentation spéciale. Le gouvernement supprimerait volontiers le scrutin de liste; il recommande d'examiner si on ne pourrait pas grouper les arrondissements de manière à faire nommer deux ou trois députés à la fois: on

prendrait garde, dans ce groupement, de briser l'unité de l'arrondissement, unité à la fois morale et matérielle; on n'imiterait pas l'empire dans le fractionnement et la disjonction des cantons; on n'aurait plus le scrutin de liste que pour une circonscription électorale. M. de Broglie aimerait à voir la représentation des intérêts établie dans le sénat : il préférerait des choix auxquels concourraient en partie le gouvernement, en partie les conseils généraux, les corps savants, etc. ; mais la condition majeure, c'est qu'en formant pour ces choix des catégories d'électeurs ou d'éligibles, on mette parmi les uns comme parmi les autres les garanties de l'esprit conservateur. Enfin M. de Broglie a émis le vœu que les lois qui régleront l'électorat municipal et l'électorat politique soient élaborées simultanément. Comme on le voit à ces divers traits, l'accord du gouvernement et de la commission des Trente se trouve presque fait à l'avance sur les points principaux.

La commission des Trente, à l'unanimité et avec raison, a déclaré vicieux et a rejeté le système du scrutin de liste par département, que soutiennent les radicaux. Il lui reste à choisir entre le scrutin individuel et le vote avec petites listes ; et c'est l'une des questions essentielles de cette loi électorale. « L'arrondissement, disent ceux qui préfèrent le scrutin individuel, l'arrondissement est une circonscription naturelle, déjà connue, tracée par notre histoire et notre administration ; elle est délimitée d'elle-même ; elle a ses mœurs et ses habitudes ; son chef-lieu est un centre où aboutissent des intérêts, des besoins, des services traditionnels. Pourquoi ne pas s'en servir ? pourquoi en dessiner une autre, artificiellement et arbitrairement ? L'élection qui se fait dans l'arrondissement représente par une plus juste part les influences permanentes de la société. Elle laisse plus libre et plus sincère la volonté de l'électeur, en rendant son choix plus personnel, plus spontané, plus prompt. Elle lui permet de choisir un représentant qu'il connaît bien. Elle rattache le député à l'électeur par un lien plus étroit, plus fort, plus intime et plus durable ; elle établit entre eux une communauté de sentiments et de souvenirs plus propres à identifier leurs opinions ; elle rend leurs communications plus particulières et plus faciles. Elle impose au mandataire des devoirs plus spéciaux envers le mandant ; elle constitue des obligations plus distinctes. Le scrutin individuel a cet avantage de contrarier les grandes manifestations des partis, quand ils essayent d'organiser des élections multiples ; il divise davantage les passions et les votes : un candidat universel ne saurait aisément lutter avec plus de quatre ou cinq concurrents à la fois, dans les arrondissements ; il y rencontre plus de compétitions ; ses dépenses et son activité suffisent difficilement à de si nombreux combats. Enfin,

ce vote peut seul empêcher que le scrutin des grandes villes absorbe ou neutralise celui des campagnes. »

Ces mêmes partisans du scrutin individuel objectent au système mixte ou des petites listes les raisons suivantes : « Il y aura toujours, disent-ils, quelque chose de factice dans la détermination des circonscriptions faites avec plusieurs arrondissements ; plus d'une fois, on n'aura pu associer ainsi que des intérêts opposés et des traditions contraires. Comment éviter l'inégalité dans ces groupes ? Pourquoi attribuer aux électeurs de tel groupe le droit d'élire deux députés, et à ceux d'un autre le droit d'en choisir trois ? Il peut arriver d'ailleurs que cette union forcée de plusieurs arrondissements en prive un de son représentant naturel, en donnant la prépondérance au plus influent et au plus populeux des deux ou trois qu'on aura groupés. Cette combinaison n'est qu'un compromis imaginé pour la circonstance : on ne pense pas assez à l'utilité permanente de la loi, au bien durable du pays ; on est trop exclusivement préoccupé de l'avantage immédiat, celui de fusionner les forces des conservateurs. Et encore, rien, dans un essai si hasardeux, rien n'assure nécessairement cet accord qu'on veut ménager : ne peut-on pas conclure de la dernière élection de l'Aude, par exemple, que la facilité de fournir deux places aux compétitions du parti conservateur ne le décide pas davantage à la concorde ou aux concessions réciproques ? Présenter aux électeurs les noms de plusieurs partis sur une même liste, c'est se refuser le moyen de présenter un programme et d'avoir franchement sa politique ; on s'expose à l'équivoque et à la confusion ; on induira les électeurs à représenter, non l'union et la force du parti conservateur, mais ses dissentiments et sa faiblesse. Au surplus, de telles coalitions forment des Assemblées à peine capables d'unanimité sur une question ou deux, des majorités qui se rompent aussitôt, des majorités impuissantes à gouverner avec des principes communs, toute de suite divisées par leurs vieilles rivalités et se ruinant dans le désordre de leurs efforts contradictoires. »

De leur côté, les partisans du système des petites listes répondent : « Le scrutin individuel favorise la candidature officielle plus qu'aucun autre, parce qu'il lui présente, pour y agir, l'espace étroit d'un arrondissement dont le préfet connaît et sert particulièrement tous les besoins. C'est sur cette surface restreinte que les ministres de l'Empire se sont rendus maîtres des électeurs. Il facilite aussi la brigue et la corruption électorale : il leur offre un nombre connu de promesses à faire et de convoitises à exploiter. Il substitue trop souvent l'intérêt local à l'intérêt politique : or, n'oublions pas que c'est l'État et non le département que le député doit d'abord et surtout représenter dans une Assemblée ; il n'y est pas appelé au

même titre et pour les mêmes fonctions que dans un conseil général ou un conseil municipal. Et qu'arrive-t-il, quand l'intérêt local commande dans l'arrondissement le choix du député ? Tous les candidats lui apportent à l'envi leur zèle et leur concours : ils lui sacrifient l'intérêt général, ils négligent les doctrines, l'esprit politique disparaît dans cette lutte de services secondaires, l'indépendance s'aliène. C'est une illusion de croire que les grandes influences de la famille, de la fortune et du caractère, prévalent davantage dans l'arrondissement : les mœurs démocratiques de ce temps, l'inconstance de nos multitudes et l'ingratitude populaire n'y laissent que bien rarement régner ces influences ; un étranger, on l'a vu plus d'une fois, vient et s'empare de la faveur publique ; un radical riche et puissant domine aussi aisément qu'un autre dans l'arrondissement ; et d'ailleurs, l'abus de ces influences locales est un mal aussi, un mal que rend plus sensible le peu d'étendue du territoire électoral. Il n'y a pas, quoi qu'on prétende, de vérité absolue à dire que le vote par arrondissement fournit les moyens de connaître sûrement les qualités et les convictions des candidats : plus d'une erreur et d'un mécompte prouvent le contraire. Ce vote n'a pas ou n'aura plus la vertu qu'on lui suppose d'écarter la fureur des passions politiques ; sous une forme ou sous une autre, il devient l'instrument des passions sociales, et d'autant plus que les hommes sont plus près et que la compétition est plus personnelle ou plus locale. Le scrutin individuel rend impossible l'entente des partis que séparent seulement des divisions de détail : il veut en politique des candidatures violemment hostiles l'une à l'autre, des candidatures nettement accentuées dans tel ou tel sens. Il a surtout un double inconvénient en empêchant l'accord des deux partis qu'il oblige de se heurter sur un seul nom : c'est celui d'empêcher tantôt la représentation de la majorité, tantôt celle de la minorité. Quand deux groupes formant ensemble la majorité sont à peu près égaux et que le scrutin individuel leur interdit de se concerter pour des choix communs, la minorité peut l'emporter à la faveur de leur division. Quand deux partis, formant la minorité, sont de force inégale, tous deux, se trouvant dans l'impossibilité de dresser une même liste, restent séparés et succombent sous la majorité ; c'est là le cas le plus fréquent, et tel sera surtout, dans l'état actuel de notre pays, le sort des conservateurs : ou ils ont besoin de plusieurs noms pour s'unir, ou ils ne sont que des minorités impuissantes que le radicalisme vaincra toujours dans leur isolement.

« Il n'est pas douteux, ajoutent les mêmes politiques, qu'en groupant deux arrondissements, on diminue la puissance de la candidature officielle : un préfet manie moins facilement, sur cette surface plus large, les volontés des électeurs ; il maîtrise moins aisément

l'opinion de deux arrondissements que celle d'un seul. Il est vrai qu'on laisse aux intérêts locaux une part moins grande ; mais on accorde davantage à l'esprit politique, à l'intérêt général. Il ne s'agit pas de faire, comme on dit, « des mariages forcés » d'arrondissements, dont les besoins et les traditions seraient contraires les uns aux autres ; et dans ce cas même, est-ce que l'équilibre ne vaudrait pas mieux qu'une domination exclusive ici ou là ? Si les intérêts locaux sont opposés, n'est-ce pas un sentiment plus élevé qui devra ou pourra prévaloir ? L'indépendance du vote ne serait-elle pas dès lors plus complète comme plus nécessaire ? Le système mixte, évidemment, n'empêche pas les députés d'avoir des rapports directs avec leurs électeurs. Il n'a rien de frauduleux comme le scrutin des grandes listes : deux ou trois candidats peuvent être à la fois connus et honorés dans une région ; et certes une notoriété qui s'étend à deux arrondissements n'a rien d'extraordinaire ni d'impossible. Est-ce sérieusement qu'on craint que la connaissance de deux ou trois noms surcharge l'esprit de l'électeur ? On ne crée pas d'inégalités, croyons-nous, en faisant voter les uns pour deux noms, les autres pour trois : il n'y a là qu'un droit proportionnel au nombre des électeurs. Il n'est pas vrai non plus que les petits collèges soient des places de sûreté pour les conservateurs : on ne trouve plus de bourgade où les radicaux ne triomphent des conservateurs désunis ; et nous savons, hélas ! combien sont permanentes les discordes des conservateurs. Remarquons encore qu'on n'évitera pas plus l'action des comités avec un nom qu'avec d'eux ; et, d'autre part, c'est une erreur d'affirmer qu'il est plus difficile de s'entendre pour plusieurs noms que pour un seul. Aujourd'hui, aucun de nos partis ne peut prétendre à régenter tous les autres : il est juste et rationnel de leur faire à chacun sa place selon son droit. Or, le choix de plusieurs noms procure cet avantage : il permet les concessions et les transactions ; il assure la part des minorités. Quant à l'arrangement de ces circonscriptions plus larges que l'arrondissement et plus petites que le département, on ne le laisserait pas à l'arbitraire, on n'aurait pas de combinaisons mobiles et variables ; on les déterminerait à l'aide d'une loi ; et on y pourrait réussir, sans morceler les arrondissements, en réunissant les territoires contigus ; enfin on réserverait aux grandes villes des divisions spéciales ; et dans ces conditions, le système des petites listes nous paraît concilier ce qu'il y a d'utile et de légitime dans les deux autres. »

Telles sont les raisons présentées des deux côtés. Elles ont assez de valeur, et, disons-le aussi, le suffrage universel est une puissance assez mystérieuse à ceux qui tentent d'en deviner les actes, pour que les plus fermes esprits aient pu hésiter entre ces deux systèmes. Ce qui importait d'abord aux conservateurs, c'était qu'on

écartât le scrutin de liste. Pour notre part, nous adopterions volontiers le système mixte, si on nous montrait le moyen de déterminer les circonscriptions nouvelles avec équité et régularité. Mais cette difficulté est grande; et l'opinion des conservateurs nous paraît généralement favorable au système du vote par arrondissement. Quelque parti que prenne la commission des Trente, nous n'avons plus qu'à souhaiter qu'elle active ses travaux : le temps passe et nos nécessités sont pressantes.

Pendant que la commission des Trente nous prépare cette loi électorale, on votait en Alsace-Lorraine, on votait avec le sentiment même qui animait à leurs batailles héroïques les soldats de Reichshoffen et de Gravelotte. Nous n'avons pas besoin de dire tout ce qu'ont pensé et voulu nos frères séparés d'Alsace-Lorraine, dans cette lutte où ils rassemblaient leurs bulletins contre leurs vainqueurs. Ne l'ont-ils pas dit eux-mêmes en un seul mot, le dernier mot des âmes qui ne se rendent pas et des nations résolues à se survivre ? Ils ont appelé « candidats de la protestation » les quinze députés qu'ils envoient au Reichsrath ; et ce mot de protestation a retenti dans le plus petit village d'Alsace-Lorraine : il a été le seul cri de cette élection ; Metz et Strasbourg l'ont prononcé devant la Prusse, la France et l'Europe ; et cette protestation, on le sait, c'est celle de la liberté nationale et de la liberté religieuse, unies dans la même douleur. Il ne nous serait pas permis, en ces circonstances, de louer avec toute la foi de nos cœurs cette fidélité de l'Alsace-Lorraine captive, ce grand souvenir et cet amour obstiné de la patrie vaincue et impuissante, ce recours du désespoir à soi-même et à Dieu. Mais nous prendrons le droit de remarquer qu'il y a, dans cette manifestation de l'Alsace-Lorraine, quelque chose qui instruit la France, en la touchant. Oui, c'est un exemple de patriotisme que l'Alsace-Lorraine donne à nos partis divisés : pendant l'armistice de 1871, elle choisissait, pour réclamer la guerre jusqu'à la mort, les plus énergiques partisans de M. Gambetta, et elle ne se demandait pas s'ils étaient démagogues ou non : aujourd'hui, pour protester contre la conquête, elle choisit les plus dévoués serviteurs de l'Église persécutée, deux évêques et cinq prêtres, et elle ne s'est pas demandé s'ils étaient ultramontains ou non : l'Alsace-Lorraine, au pied des Vosges françaises et aux bords du Rhin allemand, devant ses ruines et ses morts, n'est ni monarchique, républicaine ou socialiste, ni catholique, protestante ou juive : elle est l'Alsace-Lorraine ! Grande leçon pour ceux d'entre nous qui oublient que la France doit être en tout temps et pour tout le monde la France, c'est-à-dire la patrie.

On votait aussi en Angleterre. M. Gladstone, faisant par surprise une sorte de plébiscite ministériel et parlementaire, avait dissous

le Parlement, avant sa sixième et dernière session. Il avait, au mois de mars 1873, éprouvé la faiblesse de son ministère; et depuis cet échec où il avait un instant déposé le pouvoir, M. Gladstone avait vu les rangs des conservateurs grossir à chaque élection partielle. Il ne lui aura servi de rien d'avoir surpris la nation par un appel inattendu. En vain a-t-il étalé devant elle les chiffres des millions qu'il avait économisés pour le Trésor; en vain a-t-il promis d'abolir l'impôt sur le revenu et d'étendre dans les campagnes la franchise électorale; en vain a-t-il déployé toutes les merveilleuses ressources de son art oratoire : il est vaincu, les conservateurs ont la majorité; l'Angleterre, selon l'expression même de M. Gladstone, « a fait connaître à quelles mains doit être confiée l'administration générale. » Cette défaite que, plus d'une fois, nous avons prédite ici, a eu deux causes principales. L'une, c'est l'humiliation où M. Gladstone a réduit l'honneur et la puissance de l'Angleterre à l'étranger : elle ne lui a pardonné ni les négociations de l'*Alabama* ou de San Juan, ni les modifications du traité de Paris ou les agrandissements de la Russie dans l'Asie centrale, ni la guerre des Ashantees; cette politique de M. Gladstone avait non-seulement pratiqué l'égoïsme de l'école de Manchester, elle avait été imprévoyante et pusillanime. La seconde des raisons qui ramènent aux conservateurs la faveur des classes moyennes, même usant du scrutin secret pour la première fois dans des élections générales, c'est une certaine inquiétude, intelligente et sagace, qui les alarme pour l'ordre et pour la force de leurs institutions. L'Angleterre a pensé de l'administration de M. Gladstone ce qu'a dit M. Disraélien déclarant que cette administration « eût été plus utile à tous, si, en montrant un peu plus de vigueur dans la politique étrangère, elle en avait montré un peu moins dans la législation intérieure » : l'Angleterre croit nécessaire de se reposer un peu de tant de réformes; elle juge que M. Gladstone l'a conduite trop hardiment dans la voie de la démocratie; au surplus, le dangereux effet de tant de grèves, l'audace des radicaux anglais dans leur langage et leurs programmes, la vue des maux où se débattent l'Espagne et la France, ont rendu plus désirable encore à l'Angleterre cette paix du « conservatisme » que, selon sa volonté, lord Derby et M. Disraéli vont lui assurer, nous en avons l'espoir. La France ne pourra qu'applaudir à cette victoire des conservateurs anglais : M. Gladstone — elle s'en souvient douloureusement — a aidé la Prusse, en 1870, à l'isoler dans son infortune.

AUGUSTE BOUCHER.

L'un des Gérants : CHARLES DOUNIOL.

# LES ÉLECTIONS EN LORRAINE

---

## I

Les répulsions contre la domination allemande se sont affirmées dans l'ancien département de la Moselle, et notamment dans la ville chef-lieu, par un nombre considérable d'options pour la France, suivies de départs effectifs. Il était donc intéressant de savoir si, après trois ans écoulés, le sentiment public s'était modifié dans un sens favorable au nouveau régime. Les élections au conseil général, et tout récemment celles au Reichstag ou parlement de l'Empire, donnent pleine lumière à cet égard. Partout l'idée française, comprimée par la force, s'est redressée comme un ressort et s'est retrouvée telle que la conquête était venue la surprendre.

Au dehors, en voyant fonctionner les municipalités, les tribunaux de commerce, les assemblées de prud'hommes composées d'éléments français, on a pu croire à une détente dans l'énergie primitive des protestations. Mais ce n'était là qu'un trompe-l'œil, qu'un mot explicite. Les titulaires de ces diverses fonctions dans l'ordre administratif ou consulaire n'étaient et ne sont encore tenus qu'au serment professionnel, et l'on était fondé à croire qu'il en serait de même pour les membres des conseils généraux et d'arrondissements. Mais, notez ce point, entre l'élection opérée des assemblées départementales et leur convocation en séance, un décret impérial vint assujettir les élus au serment politique. Ce ne fut partout qu'un cri de protestation et aussi de colère contre cette exigence tardive et cette violence faite aux droits de la conscience; il arriva ce qu'il était facile de prévoir. La grande majorité des membres du conseil



général refusa le serment, et le bureau ne put se constituer. Il fallut donc procéder à de nouvelles opérations électorales. Quelques-uns des élus se retirèrent définitivement, mais beaucoup d'autres posèrent de nouveau ou laissèrent poser leur candidature et, derechef élus, persistèrent à ne pas jurer fidélité à l'empereur. Les quatre conseillers généraux représentant Metz-ville et Metz-campagne sont dans ce cas. Plusieurs autres qui, comme eux, ont deux et même trois fois affronté l'épreuve du scrutin, ont simplement donné leur démission dès le lendemain de leur élection. Enfin à la session du conseil général qui vient d'être close, il s'est trouvé dix-neuf conseillers, formant la majorité strictement légale, qui ont passé sous les fourches caudines du serment, et ce résultat encore demande une explication. Cette majorité est composée de notaires et de quelques officiers ministériels, tels que greffiers de justice de paix, lesquels avaient dû déjà prêter le serment politique pour continuer l'exercice de leur charge. Encore est-il à noter qu'un de ces honorables tabellions a distingué entre le serment prêté par lui comme forcé et contraint pour éviter la ruine, et le serment surrogatoire qu'on lui demandait comme conseiller. Il s'est refusé à cette formalité en double expédition. Du reste, dans beaucoup de cantons, dès qu'un prétendant à panonceaux se présente maintenant aux suffrages, il est à peu près certain de n'avoir pas de compétiteurs. Le pays, en effet, a intérêt à n'avoir que des Français dans les conseils électifs et, de guerre lasse, on se résigne sagement à accepter un candidat qui a sagement consenti à franchir le pas du serment. C'est ainsi que l'assemblée départementale s'est peu à peu presque exclusivement recrutée dans une classe spéciale, et que notre conseil général n'est guère autre chose qu'une chambre de notaires...

Même répugnance à lever la main, même travail d'élimination dans les conseils d'arrondissement. On y chercherait en vain une capacité connue, une notoriété, une personnalité qui compte. Les petites ambitions locales et sans compétence les peuplent à peu près exclusivement.

On sent, du reste, qu'il est temps de mettre un terme à ces élections trop multipliées, qui fatiguent le suffrage universel et lui font prendre en dégoût l'exercice de son droit. Une première et même, pour faire la mesure bonne, une seconde protestation, par la voie du refus de serment, étaient nécessaires pour donner satisfaction à l'opinion publique. Mais persévérer dans ce système de vote à jet continu, si l'on nous permet cette locution hasardée mais caractéristique, c'est risquer de faire le jeu des Allemands, qui, comme toute minorité, sont actifs, remuants et ont, par surcroît, l'appui de l'autorité qui ne nuit nulle part. Dans les derniers scrutins de

Metz, comme de la campagne, pour les conseils généraux, tel collège de six mille électeurs inscrits n'a fourni que deux ou trois cents votants. La saine politique consiste à s'arrêter à temps dans une voie bonne au début mais devenue périlleuse, et à ne pas exagérer même les succès qu'on obtient.

Il suffit, il est vrai, d'un effort un peu sérieux de propagande pour réveiller le patriotisme assoupi et en obtenir tout ce qu'on lui demande. Une élection qui remonte à un mois à peine en fournit une preuve curieuse. Par suite d'un second refus de serment, le siège d'un conseiller général pour le canton de Metz-campagne était vacant. Un candidat, ancien fonctionnaire français, homme très-connu et même très-considéré à Metz, se met sur les rangs. Le jeudi avant l'élection, qui devait avoir lieu le dimanche, on apprend que ce candidat est disposé à prêter foi et hommage à l'Empire. Quelques têtes s'échauffent. A tout prix il faut écarter le jureur ! Bref, on propose la contre-candidature à un autre concitoyen bien posé, membre du conseil municipal de Metz. Mais il est arrivé que l'ancien fonctionnaire a rendu des services au pays, qu'il a notamment contribué à faire obtenir et payer de nombreuses indemnités de guerre, genre de bons offices très-prisé aux champs et même ailleurs. Il a donc des titres sérieux à la gratitude, et ses capacités, sa connaissance des affaires ne font pas plus de doute que l'influence dont il jouit. Enfin et surtout, du jeudi soir au dimanche matin, on n'a que deux jours pleins pour agir, et le théâtre de la lutte électorale s'étend sur trente villages et sur un périmètre de plusieurs lieues. Les difficultés étaient immenses, elles paraissaient invincibles. Les promoteurs de la candidature rivale ne s'en mettent pas moins en campagne ; ils ne peuvent visiter qu'un nombre restreint de communes, et c'est à peine s'ils peuvent faire parvenir des bulletins imprimés dans les autres. Mais l'élan est donné ; le levain d'opposition monte, monte... le dimanche l'élection est disputée et le seul résultat possible est obtenu... il y a ballottage ! Huit jours après, le candidat indépendant l'emportait de cinq cents voix sur son compétiteur. Il y a, croyons-nous, peu d'exemples d'une candidature à ce point improvisée et finalement triomphante. C'est à ce signe qu'on reconnaît les courants irrésistibles de l'opinion !

## II

Tel était le terrain électoral sur lequel allaient se produire les candidatures au parlement de l'Empire. Deux difficultés principales,

rables élus ne nous démentiront pas, à coup sûr, quand nous affirmerons qu'ils ont dû, en partie, leur grand et légitime succès, non pas seulement à leurs professions de foi conçues dans une tonique essentiellement catholique, mais encore au concours empressé et nécessaire du clergé, et notamment des prêtres distingués qui, un instant, avaient cédé à de nombreuses sollicitations, et s'étaient mis sur les rangs. Ce que nous disons n'enlève rien, absolument rien aux mérites, aux droites intentions, aux titres sérieux des candidats dont le nom est sorti victorieusement de l'urne. Mais ces considérations devaient être émises pour donner la portée exacte de la votation, pour lui maintenir son caractère essentiellement catholique et français.

Une autre observation trouve ici sa place. On sait qu'en Alsace un tiers-parti s'est formé sous le nom d'opinion autonomiste. Ses adhérents acceptent le fait accompli de l'annexion, mais demandent pour les deux provinces conquises un gouvernement séparé, une représentation spéciale, des franchises particulières. On a vu les feuilles purement allemandes et ayant même un caractère officieux, se prononcer, faute de mieux, pour les candidats de ce parti, dont les représentants les plus autorisés sont MM. Bergmann et Schneegans ; M. Bergmann qui s'est retiré de la lice, désespérant avec raison du succès, M. Schneegans qui, à Strasbourg, a subi un échec, mais a pu réunir autour de son nom et de l'idée qu'il représente près de trois mille suffrages.

En Lorraine, rien de pareil. Nous ne savons si l'on y compte des autonomistes, mais ce qui est bien certain, c'est que le drapeau de l'autonomie n'a été arboré sur aucun scrutin. Ces compromis de conscience avec le principe de la conquête, ces moyens termes ne sont pas de mise dans nos contrées, dont la pensée est ferme sans être bruyamment démonstrative, dont l'intelligence sage suit le droit chemin sans jeter un regard de côté sur les sentiers de traverse et les faux-fuyants. Le dévouement à l'idée héréditaire est tout d'une pièce. Si le système autonomiste essayait de s'y produire, il risquerait trop d'y être appelé de son véritable nom.

### III

Le parti conservateur, avons-nous dit, n'avait pas d'organisation à Metz. Mais l'opinion démocratique, toujours mieux outillée sous toutes les latitudes, avait son comité électoral qui, dès le commencement de janvier, fut convoqué chez M. Godchaux, banquier israé-

lite. Dans cette première réunion, sur la proposition de M. Godchaux lui-même, le nom de Mgr Dupont des Loges, évêque de Metz, fut mis en avant pour la candidature messine et acclamé à l'unanimité. Le fait peut paraître étrange, il n'en est pas moins avéré. L'assistance ne saluait pas seulement dans le prélat le prêtre vénéré, mais la fermeté du caractère, l'équité proverbiale, la droiture de la conscience, la charité inépuisable, toutes les qualités éminentes qui, parmi nous, ont couronné sa vieillesse d'estime et de respectueuse affection. On a pu dire de lui, dans ces colonnes mêmes, qu'il était l'homme le plus populaire de son diocèse, et le choix que nous signalons en est le témoignage certain. Il n'en est pas moins vrai qu'entre les étrangetés dont notre temps est prodigue, le fait d'un évêque proclamé candidat par un comité démocratique, sur la proposition d'un israélite, vaut la peine d'être cité.

Ce fut, en quelque sorte, le cri spontané de la conscience, et comme l'irrésistible impulsion d'un sentiment vrai et honorable. Pour nous, ce bel hommage rendu à de hautes vertus est un titre d'honneur pour des hommes dont les opinions sont bien éloignées des nôtres, et une invitation à moins d'absolutisme dans nos jugements et nos répulsions. Quelques traits d'union comme celui-là feraient faire plus de chemin à une tolérance mutuelle que toutes les déclamations et toutes les controverses.

Ajoutons un détail qui, sans rien ôter au mérite de cette initiative, lui donne encore un cachet plus piquant. Quelques démocrates de Berlin, de la nuance des nationaux-libéraux, soutiens, comme on le sait, de la politique du prince de Bismark, s'étaient mis en rapport avec les patriotes messins ; ils leur avaient recommandé sur toutes choses de barrer le passage à toute candidature cléricale, et c'est pour répondre à ces objurgations de serviteurs dévoués, que nos démocrates ont voulu conférer à notre évêque le mandat législatif... en quoi ils ont fait preuve d'une condescendance médiocre pour les visées du libéralisme germanique ! Pourquoi faut-il que leurs congénères de Paris et d'ailleurs donnent tous les jours des exemples diamétralement contraires ?

Quoi qu'il en soit, cette candidature éclatant dans des conditions si inattendues, devait plus tard rencontrer des contradictions dans le milieu même où elle avait pris naissance ; elle était une inspiration d'enthousiasme et de premier mouvement, et comme telle soumise aux vicissitudes. Des représentations, apparemment, furent formulées, des reproches furent adressés aux membres du comité. Ne faisaient-ils pas un scandale dans l'Église démocratique, en fournissant des recrues à la phalange cléricale ? Le parti est représenté à Metz par un journal qui se publie maintenant à Nancy, mais qui

de fer s'est présenté pour voter sans carte électorale ; il fut naturellement éconduit, mais il insista, il se plaignit avec véhémence. — Il faut absolument que je vole, dit-il naïvement, ou je serais renvoyé !

La circulaire du comte Henckel était, du reste, rédigée habilement. « Je suis catholique comme vous, disait-il aux électeurs, vos intérêts sont les miens, etc., etc. » Il exécuta sur différents points une tournée électorale et il se pourrait bien qu'il eût séduit quelques âmes candides, car il ne manque pas d'une certaine bonne grâce, sa personne est loin d'être déplaisante et son abord revêt une cordialité toute enduite de miel et de sucre.

Dans les premiers jours de l'occupation, il fut chargé ici comme préfet d'une mission qui faillit faire disparaître la presse locale. L'incident nous fut rapporté alors tout chaud et dans tous ses détails. M. de Chaudordy, secrétaire général du ministère des affaires étrangères de la défense nationale, venait de lancer une circulaire où les excès des Allemands étaient stigmatisés avec une grande énergie. Cet acte d'accusation en règle contre l'armée victorieuse émut fort la chancellerie de Berlin, qui y répondit dans l'officieuse *Correspondance générale*. Cette réplique, œuvre de colère et de peu de bonne foi, fut répandue à profusion en Europe. Un beau jour, les trois représentants des journaux de Metz furent mandés à la préfecture et on leur remit la foudroyante réponse de M. de Bismark pour être insérée dans leurs feuilles. Ils répondirent que cette insertion aurait lieu, mais à une condition, c'est que la circulaire de M. de Chaudordy serait publiée au préalable, la défense ne pouvant se produire, en bonne justice, qu'après l'attaque. Mais il ne s'agissait pas de justice, il s'agissait d'obéissance. Le préfet, avec une souveraine douceur de formes, mais avec l'insistance du parti pris, transforma l'invitation en ordre péremptoire. Il y eut alors une consultation des trois journaux sur la question de savoir s'il n'était pas plus digne de disparaître que de courber la tête sous ces fourches caudines. Mais dans une réunion à laquelle prirent part quelques citoyens dont l'opinion comptait, il fut décidé que le maintien d'organes français dans la ville conquise était un intérêt de premier ordre auquel il fallait faire des sacrifices, et force resta à l'ordre préfectoral. Mais le préfet lui-même obéissait aux injonctions de Berlin et il n'était coupable que de sa docilité à faire exécuter un déni de justice.

Qu'on nous permette encore de rapporter, sur ces tristes temps, un souvenir qui ne laisse pas d'avoir une certaine valeur historique. Dès les premiers jours de janvier 1871, le préfet Henckel, parlant à l'un de nos concitoyens de l'expédition de Bourbaki dans les régions de l'Est, lui disait avec un sourire méprisant : « Dans quinze jours, rappelez-vous bien ceci, Bourbaki sera interné en Suisse avec

ses cent mille hommes. Nous l'y laisserons entrer, car nous avons assez de prisonniers et nous ne savons plus qu'en faire. La marche de Manteuffel est calculée jour par jour, étape par étape, et il arrivera à temps pour arrêter Bourbaki et l'enfermer dans une impasse. » Voilà ce qu'annonçait un fonctionnaire prussien, plusieurs jours avant le choc des deux armées à Villersexel. Les plans du gouvernement de la défense étaient donc percés à jour et l'ennemi au courant de ses projets dès avant leur mise à exécution !

Mais revenons aux luttes moins meurtrières du scrutin. Malgré la savante organisation des Allemands, ils ne purent réunir à Metz que 1256 voix en faveur de leur candidat, et ce chiffre représente exactement la force électorale, non pas de toute l'immigration allemande, mais de la partie protestante de cette immigration. Nous avons lieu de penser, en effet, et nous pouvons même affirmer que l'élément catholique, peu nombreux d'ailleurs, a voté pour l'évêque... Symptôme bien caractéristique de l'exaspération excitée en Allemagne par la persécution religieuse.

Enfin, dans toute la circonscription, le comte Henckel n'a pu réunir que 2346 suffrages.

## V

Arrivons aux trois autres circonscriptions pour fixer le caractère de leurs candidatures. A Thionville, il s'était formé un comité dont les attaches catholiques étaient très-accentuées. Il avait choisi pour son candidat M. l'abbé Fleck, curé de Saint-Martin, de Metz, homme instruit et d'une énergie bien connue. Ce choix avait été généralement approuvé et eût réuni la grande majorité des suffrages. Mais certaines considérations sur lesquelles nous reviendrons changèrent ces dispositions premières. M. Charles Abel, docteur en droit, résidant à Metz, mais originaire de Thionville, posa sa candidature en concurrence avec celle de l'abbé Fleck, qui, avec une louable abnégation, ne tarda pas à se désister. M. Abel est peu aimé et très-redouté des Allemands à cause de sa science du passé local et du vieux droit lorrain. Plusieurs fois, même, comme membre de l'édilité messine, il put battre en brèche, sur le terrain légal, l'omnipotence des vainqueurs dans des litiges qu'il serait trop long de raconter. Le comité catholique de Thionville, après quelques hésitations, se rallia à sa candidature. Mais sa profession de foi, publiée quelques jours après, parut insuffisante, une lacune importante y était signalée. On y cherchait en vain, à côté de la revendication de nationalité, une dé-

claration favorable aux intérêts catholiques. Sa candidature était menacée d'abandon, et de nombreuses démarches furent faites auprès de lui pour qu'il réparât un oubli si préjudiciable à ses chances électorales. Mais le jeudi, c'est-à-dire trois jours avant l'élection, il fit publier dans les journaux une lettre qui donnait complète satisfaction aux plaintes formulées. M. Abel disait :

« Quelques personnes se plaignent de ne pas voir figurer dans mon appel aux électeurs rien qui les éclaire sur mes principes religieux... Ceux qui me connaissent savent que je n'ai jamais éprouvé aucune répugnance à affirmer hautement ma foi catholique... » Et plus loin : « Pour dissiper tous les doutes, je n'hésite pas à déclarer que les intérêts de la foi catholique trouveront toujours en moi un énergique et chaleureux défenseur... »

En même temps, et dans la dernière semaine, une autre pierre d'achoppement se dressait contre la candidature de M. Abel. Un ancien notaire de Boulay, M. Lesecq de Crépy, mécontent de l'initiative qu'avait prise Thionville et se plaignant que la ville qu'il habite n'ait pas été consultée pour le choix d'un candidat dans la circonscription dont elle fait partie intégrante, se posa en compétiteur de M. Abel. Il oubliait que le temps avait manqué pour un concert complet entre les deux villes et que, s'il avait eu la velléité de se porter, il pouvait le faire en temps utile et quand des pourparlers étaient encore possibles. Quoiqu'il en soit, cette compétition tardive, sans empêcher le succès final de M. Abel, avait le grave inconvénient de rompre le faisceau des forces conservatrices et d'introduire un dissolvant dans les dispositions générales à l'entente et à la concorde. Heureusement, la feuille allemande de Thionville, en haine du candidat cléricale, s'avisait de recommander les prétentions de M. Lesecq de Crépy. Celui-ci bondit sous le trait et fit annoncer son désistement. Il adressa même par ministère d'huissier, pour la payer de sa peine, à la *Gazette de Thionville*, une lettre où il repoussait de son plus grand air le concours inattendu et écrasant qu'elle lui offrait. Mais l'intervention maladroite de la feuille allemande avait obtenu ce résultat piquant de refaire l'unité dans la candidature cléricale.

Sarreguemines avait aussi un comité très-habilement organisé et réunissant toutes les notabilités de la ville. Il avait offert la candidature au maire, M. Jaunaz, qui, l'ayant acceptée d'abord, la déclina bientôt; puis à M. le baron de Schmidt, de Sarralbe, homme éminent par le caractère, jouissant d'une considération méritée, très-attaché aux intérêts catholiques et légitimistes; mais toutes les instances restèrent malheureusement vaines. Il fut inébranlable dans son refus. Enfin, les comités de Sarreguemines et de Metz désignèrent d'un commun accord pour leur candidat M. Pougnet, de

Landroff, un industriel très-jeune encore, ayant passé par l'École polytechnique. La profession de foi de l'honorable M. Pougnet fut aussi satisfaisante que possible sous le rapport religieux, aussi bien qu'au point de vue patriotique. Nous y relevons ces deux phrases qui la classent : « Je serai toujours prêt à lutter pour nos libertés religieuses et politiques ; animé des mêmes sentiments de patriotisme et de foi politique que vous, mes chers concitoyens, je marcherai, fort de vos suffrages, dans la voie du devoir que je me suis tracée. »

Deux jours après, une nouvelle candidature était annoncée. C'était celle de M. l'abbé Hoffmann, curé-archiprêtre de Rohrbach, homme très-instruit, pieux prêtre, très-versé dans la langue allemande. Les instances auxquelles il avait cédé émanaient de plusieurs de ses collègues dans le sacerdoce et de personnes influentes dans cette Lorraine allemande, si ardente pour la foi des aïeux, si respectueuse pour ses pasteurs. Mais M. Pougnet avait pris rang, et à la nouvelle de la candidature de M. l'abbé Holtmann, le comité de Metz prit feu. Il y eut des pourparlers. Le comité fit remarquer que la candidature maintenue dans son sein de Mgr du Pont des Loges donnait satisfaction au sentiment catholique et au droit électoral des ecclésiastiques ; que trop de candidats ayant le caractère sacerdotal risquait, sinon de fausser, au moins de compromettre le sens général de la votation. Ces observations avaient un fond de vérité incontestable. On avait pu les invoquer et les faire prévaloir en ce qui concernait M. l'abbé Fleck, elles conservaient toute leur force à l'égard de M. l'abbé Holtmann. Les esprits sages pensaient, d'ailleurs, que la revendication catholique avait plus de portée, peut-être, émanant d'un laïque que d'un prêtre. Car, en pareil cas, ne peut-on pas dire d'un ecclésiastique qu'il prêche *pro domo sua*?... Enfin, c'était une concession raisonnable qui était demandée par le comité messin, et il y fut fait droit ; non-seulement M. l'abbé Holtmann s'inclina généreusement devant les considérations qui lui furent exposées, mais encore, dans un document rendu public, il invita ses partisans à reporter leurs suffrages sur M. Pougnet. C'est ainsi que là encore le génie bienfaisant de la concorde remporta une victoire signalée.

Reste la circonscription mi-partie française, mi-partie allemande (par le langage, bien entendu) de Château-Salins-Sarrebouurg. Les courts détails dans lesquels nous allons entrer achèvent de donner à l'ensemble des scrutins de la Lorraine leur véritable cachet. Là, deux candidats français étaient en présence : M. Germain, riche industriel, personnage très-recommandable et jouissant de l'estime publique, et M. Pâté, agronome de renom, très-français de cœur, homme de la protestation s'il en fut. Dans sa profession de foi,



M. Germain revendiquait « les droits et les libertés civiles et religieuses de l'Alsace-Lorraine. » Mais si, dans un discours prononcé devant une réunion d'électeurs et publié dans les journaux, M. Pâté avait eu des accents empreints d'une véritable éloquence et énergiquement, témérairement français, il était resté absolument muet sur la question religieuse. Or, M. Pâté a obtenu 3,779 suffrages, et M. Germain a été élu par 13,008 voix. Est-ce assez significatif ?

Un autre candidat de nom et de langue germanique a pu réunir seulement 2,600 suffrages.

Ainsi, comme nous le disions en commençant ce petit chapitre d'histoire, c'est bien le catholicisme et la nationalité, Dieu et la France, indissolublement unis, qui ont été acclamés le 1<sup>er</sup> février dans les scrutins de la Lorraine.

## VI

Pour assurer le succès des quatre candidatures, il fallait, avant tout, obtenir la conformité des vues et l'unité d'action. Ce but était atteint. Le retrait de la dernière des candidatures rivales, à Thionville, avait, quatre jours avant l'élection, entièrement déblayé le terrain, et nulle appréhension sérieuse ne pouvait surgir sur le résultat final, lorsque deux incidents inattendus, dont on s'exagéra tout d'abord la portée, semblèrent remettre en question les chances, si favorables cependant, de la candidature de notre évêque. Le jeudi 29, un employé de la présidence (préfecture) se présenta chez le typographe qui avait imprimé les bulletins de Mgr du Pont des Loges et demanda à voir l'un de ces bulletins. On le lui présenta, et le dialogue suivant s'établit : « Ces bulletins ne sont pas conformes à la légalité, dit l'employé ; la loi électorale allemande défend d'imprimer plusieurs noms propres sur un bulletin de vote, et j'y vois le vôtre. — C'est possible, mais la loi française sur l'imprimerie, encore en vigueur en Lorraine, exige que le nom de l'imprimeur figure sur tous les imprimés qui sortent de ses presses. D'ailleurs, ici, le nom seul du candidat est en vedette, le mien est au bas, précédé de la mention : Typographie de X... Or, il est clair que mon imprimerie ne peut passer pour un nom de candidat, pas plus que les mots de parlement de l'empire qui forment en-tête. — La loi ne distingue pas ; elle ne veut qu'un nom et j'en vois plusieurs sur votre bulletin. Au surplus, vous pouvez prétendre d'ignorance, et le prix de vos bulletins illégaux vous sera payé. Mais imprimez-en d'autres et supprimez les premiers. — Cela n'est plus en mon pouvoir. Les premiers

ont été livrés à la poste il y a deux jours, et ils doivent être arrivés à leur adresse... »

L'employé, visiblement contrarié, se retira ainsi ; une fois de plus les deux législations étaient en présence. La loi française et la loi allemande figurent assez exactement, pour nous, les deux branches d'un étaiu : nous sommes pris au milieu.

Quel était le but de cette démarche accomplie sans mandat officiel, sans ordre écrit ? Est-il excessif de supposer que ceux qui en ont eu l'idée espéraient retarder l'envoi des bulletins et en rendre tout au moins difficile la distribution dans un certain nombre de communes éloignées ? car le temps matériel eût manqué pour faire de nouveaux tirages et en opérer l'envoi.

Le jour même, l'imprimeur se rendit à la présidence et put aborder le premier magistrat du département. Le comte d'Arnim, cousin de l'ambassadeur de Prusse à Paris, est un homme de haute mine dans sa roideur germanique ; c'est un très-grand seigneur d'assez difficile accès. Notre industriel lui dit en substance qu'il ne pouvait pas commettre une contravention à la loi française pour être en règle avec la loi allemande, mais qu'il y avait un moyen de tout concilier ; c'était de le mettre à couvert de toute poursuite en l'autorisant par écrit à s'affranchir des exigences de la loi française... Il va sans dire que le magistrat refusa de donner cette autorisation, et fit bien.

Ainsi, dans cette conjoncture délicate, l'imprimeur s'exposait aux foudres présidentielles en signant les bulletins, et à une saisie de l'autorité judiciaire en ne les signant pas...

L'événement ne laissa pas que d'inspirer des inquiétudes, car si les bulletins étaient saisis dans les communes rurales, ou n'étaient pas distribués, il fallait renoncer, non à une réussite telle qu'elle, mais au résultat éclatant que tout le monde espérait...

On était encore à Metz sous le coup de ces appréhensions quand on apprit, le vendredi, que le président, usant d'un droit incontestable, avait écrit aux maires une circulaire qui leur faisait défense de distribuer eux-mêmes, ou de faire distribuer par les gardes champêtres, les bulletins électoraux. Or les bulletins au nom de l'évêque avaient été adressés aux maires, presque tous Français, et non aux curés pour ne pas les compromettre... Et quel allait être le sort de ces petits carrés de papier si utiles à la manifestation de la pensée publique ?

Heureusement ces mesures eurent plus d'apparence menaçante que de réalité fâcheuse. Nulle part il n'y eut de saisie de bulletins, et ceux qui portaient le nom de l'imprimeur ne furent annulés que dans un petit nombre de bureaux, notamment dans la seconde de

douze sections électorales de Metz. En somme, il y eut là un excès de zèle administratif, peut-être un scrupule de légalité se traduisant en une tracasserie sans grande portée pratique, plutôt qu'une atteinte formelle aux franchises électorales. Il n'y eut vraiment de pression exercée que dans certaines communes ou centres industriels tels qu'Ars-sur-Moselle, et il serait injuste, peut-être, d'en rendre l'administration responsable. L'action libre du comité allemand sur ses nationaux et l'influence des maîtres sur leurs subordonnés suffiraient à l'expliquer. Enfin, il faut convenir que les réunions électorales ont pu avoir lieu, que les professions de foi, même les plus hardies et exprimant les protestations les plus accentuées, purent être publiées dans les journaux et ailleurs. La plus véhémement de toutes, celle de M. Hœtteli, de Mulhouse, avait d'abord été mise à l'index par l'autorité locale, mais le président supérieur leva l'interdiction de circulation. Après avoir signalé certains obstacles suscités à la dernière heure, voilà ce que nous devons ajouter pour rester équitable.

Du reste, les amis de l'évêque avaient partout fait diligence. Là où manquèrent les bulletins imprimés, des feuilles manuscrites y suppléèrent. Malgré tout, les deux injonctions présidentielles, assez timides, d'ailleurs, dans leur façon de se produire, arrivèrent trop tard dans bien des lieux, furent assez mollement obéies ou ne le furent pas du tout ailleurs, et enlevèrent à peine quinze cents voix au candidat.

Bien d'autres manœuvres, encore, mais dont les autorités allemandes sont fort innocentes, apportèrent des entraves à l'expression du vœu public. Des bruits persistants représentaient monseigneur comme refusant la candidature; d'après d'autres rumeurs, les voix qui se porteraient sur lui seraient perdues, parce que les opérations électorales seraient annulées si elles aboutissaient à l'élection d'un évêque. Enfin, les intransigeants de la secte anticléricale, quoique peu nombreux, faisaient rage ou agissaient en sourdine, suivant les tempéraments, contre une candidature catholique et trouvaient un point d'appui dans l'attitude embarrassée, dans la neutralité hostile, si l'on nous permet cet accouplement de mots, de la feuille démocratique.

Mais ces oppositions subalternes ne pouvaient rien contre le souffle puissant qui entraînait les cœurs. Le triomphe de notre vénéré prélat et de la sainte cause qu'il représente avec tant d'autorité était le vœu de toutes les consciences avant d'éclater au dépouillement des urnes. Dans toutes les communes suburbaines, son nom obtint ou l'immense majorité ou l'unanimité des suffrages. Ce fut un vote par acclamation.

A Metz seulement, Mgr Dupont des Loges obtint plus de 3,000 suffrages, en tout 13,054 dans la circonscription. Sur les trois autres candidats lorrains, deux réunirent des chiffres plus élevés encore; ce qui s'explique par le nombre supérieur des électeurs inscrits à Thionville et à Sarreguemines, par l'absence de toute compétition dans ces deux circonscriptions et, enfin, par les passions anti-cléricales d'une minorité au chef-lieu...

A Thionville-Boulay, M. Charles Abel, élu, obtint 16,266 suffrages sur 26,774 électeurs inscrits; à Sarreguemines-Forbach, M. Pougnat, élu, 18,546 sur 25,500 inscrits; à Sarrebourg-Château-Salins, M. Germain, élu, 13,008, et M. Pâté, autre candidat dit de la protestation, 3,779 sur 25,434 inscrits. En résumé, sur un ensemble de 102,046 électeurs inscrits en Lorraine, 72,594 prirent part au vote et donnèrent 67,648 voix à tous les candidats français et catholiques.

Tels sont les chiffres officiels et l'historique succinct mais fidèle de la votation au Reichstag en Lorraine. Nous terminerons par une réflexion qui, en présence de ces résultats, s'impose d'elle-même. Après la conquête, l'Allemagne refusa d'en faire ratifier le principe par voie plébiscitaire; trois ans se sont écoulés et elle a permis cette consultation sous la forme d'élections générales où les diverses opinions ont pu se produire avec une dose de liberté à laquelle nous sommes les premiers à rendre hommage. On connaît la réponse.

★ ★ ★

# AUGUSTIN COCHIN<sup>1</sup>

---

## II

PREMIER OUVRAGE DE M. COCHIN.

SON ENTRÉE DANS LA COMMISSION DE 1850 POUR LA LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT.  
SON MARIAGE. — EXTRAITS DE CORRESPONDANCE.

Quand on pose dès la jeunesse, comme le fit M. Cochin, les assises de sa vie tout entière, on ne s'assure pas seulement un fécond emploi du temps, on s'épargne aussi des regrets ou des remords. Par un singulier phénomène de l'ordre moral, les jours les moins remplis ne sont pas, à la fin d'une carrière, ceux qui paraissent les moins lourds, et parmi les choses qui pèsent sur une conscience à l'heure du suprême examen, le vide est encore une de celles qui pèsent le plus. M. Cochin se tint toujours en règle de ce côté, et ne connut pas plus l'oisiveté que le désordre. Ses jeunes compagnons rivalisaient avec lui d'ardeur, et presque tous ont marqué leur place dans la société par des services. C'étaient, entre autres, MM. de Dampierre, Dlaire, de Chambrun, de Muizon, de Gauville, Perrot de Chézelles, Larcher, de Soland, Bellanger, Nau de Beauregard, Pinard, ministre sous l'empire, de Saint-Pierre, Adnet, qui ont occupé ou occupent encore un rang distingué dans l'armée, dans l'administration, dans la magistrature, dans l'industrie, dans les Chambres, dans les ordres religieux. M. Ernest Picard faisait aussi partie de ce groupe et s'y montrait surtout laborieux; s'il fut plus tard en dissidence avec les opinions de ses anciens camarades, du moins conserva-t-il toujours avec eux les relations d'une franche cordialité.

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* du 10 février 1874.

Les conseils du comte Benoist-d'Azy, oncle de M. Cochin, eurent une influence décisive sur sa carrière. Il l'engageait souvent à suivre l'exemple des jeunes Anglais qui se destinent à la vie politique : devenir un véritable jurisconsulte, savoir bien une chose, puis un peu de toutes les autres, voyager, connaître le monde et la politique de son temps, voir les hommes au dedans et au dehors de son pays, approfondir l'histoire des gouvernements parlementaires, en un mot se créer un capital intellectuel ; tel était le programme tracé et exactement suivi. Son oncle le présenta en même temps au vicomte de Melun et M. de Melun à son tour le conduisit chez la sœur Rosalie<sup>1</sup>. Le baron Larrey, allié de la famille Cochin, et l'abbé Debeauvais, curé de Saint-Jacques-du-Haut-Pas après M. Martin de Noirliu, se joignirent à ces influences affectueuses.

Les exigences de ses études multiples et surtout son dévouement aux œuvres de charité détournèrent peu à peu M. Cochin du barreau et finirent par l'en éloigner tout à fait. Il se mit en état de bien parler l'anglais et l'allemand. En même temps les arts n'étaient pas négligés ; il était vraiment connaisseur en peinture et en musique ; jamais il ne laissa passer inaperçues une toile ou une partition des grands maîtres et il traduisait très-éloquemment les vives émotions qu'il en ressentait ; les admirables concerts du Conservatoire le comptaient, avec M. Berryer, M. de Montalembert, M. Vitet, parmi leurs auditeurs les plus assidus et les plus passionnés.

Il avait vingt-quatre ans lorsque l'Académie des sciences morales et politiques mit au concours : *l'Examen critique du système d'instruction et d'éducation de Pestalozzi, considéré principalement dans ses rapports avec le bien-être et la moralité des classes pauvres*.

Les rapports fréquents d'Augustin Cochin avec les ouvriers avaient de bonne heure fixé son attention sur l'instruction élémentaire. Il en étudia le côté pratique dans l'école fondée par son père : la question posée à l'Institut lui offrit l'occasion d'en approfondir la théorie. M. Cochin trouvait dans ce beau sujet tout ce qui pouvait attirer son âme : un homme de cœur à faire connaître, un grand problème à résoudre, et beaucoup de bien à développer. Il lui consacra son premier livre, en le dédiant à son père. « Ses yeux ne l'auront point lu, dit-il, sa parole ne le recommandera pas, mais je le place avec respect, comme toute ma vie, sous la tutelle et sous l'inspiration de son souvenir. » L'Académie décerna à l'ouvrage un mention honorable<sup>2</sup>, et les événements se chargèrent d'en montrer l'a-

<sup>1</sup> L'admirable vie de la sœur Rosalie a été révélée au public par M. de Melun.

<sup>2</sup> Les deux prix furent donnés à deux hommes spéciaux : le premier, de 3,000 fr., à M. Rapet, alors sous-inspecteur de l'instruction publique dans le département de

sans le foyer. » Elle seule enseigne souverainement le devoir. « La première, dit M. Cochin, elle enseigne la fin précise de la vie, donne à nos actes leur valeur véritable, à nos sentiments sociaux leur équitable relation, appelle toutes les vertus des devoirs pour les faire pratiquer, et tous les devoirs des vertus pour les faire aimer. En résumé, la religion chrétienne, et elle seule, nous montre d'une part notre but, la perfection, de l'autre, notre nature imparfaite, le moyen et le secours nécessaires pour conduire notre nature à son but. Ce secours, nous ne le trouvons parfaitement que dans la religion catholique, à la fois doctrine et institution ; seule elle possède l'unité dans ses symboles et l'autorité dans ses commandements ; seule elle dispense une discipline morale de l'âme, qui soutient l'homme, le dirige, le relève, le fortifie à tous les âges et dans toutes les grandes épreuves de la vie. « Merveilleuse série d'enseignements et d'actes si parfaitement proportionnés à toutes les infinies diversités de nos cœurs ! Celui-là seul peut l'avoir instituée qui connaît nos cœurs dans leurs replis les plus intimes, et celui-là seul les connaît ainsi qui les a formés. »

La religion semble n'avoir qu'une mission : assurer aux âmes le bonheur de l'autre vie ; cependant elle est la seule force qui puisse affermir la prospérité des sociétés d'ici-bas. Quelle est, en effet, leur destinée ? « C'est, dit M. Cochin, le bien et le perfectionnement de chaque individu. » Plus les hommes sont parfaits, plus ils sont capables de liberté. Les libertés, leur développement, leur progrès, tel est donc le but providentiel ; et le seul moyen de l'atteindre, c'est l'amélioration morale des individus. Qui produira ce double résultat ? C'est le christianisme, par la conciliation de l'ordre et de la liberté. Il produit l'ordre, en soumettant les gouvernants et les gouvernés à la même loi morale, qui inspire aux uns le respect du peuple, aux autres le respect du pouvoir. Il produit la liberté, « car il demande, dit M. Cochin, que nos droits ne soient limités que par ceux d'autrui ; une liberté partielle n'est autre chose qu'un privilège. En réclamant la liberté générale, il réclame moins la liberté de chaque homme que la règle de chaque liberté. » Puis il ajoute : « La liberté augmente bien plus la somme des devoirs que celle des droits, chacun étant tenu au même respect et aux mêmes sacrifices envers les droits de tous. »

La liberté suppose l'égalité. « L'égalité ne consiste pas en ce que chacun obtienne la même place, elle exige seulement que chacun obtienne la place qui lui appartient, qu'il puisse aspirer à toutes les places. Elle doit être corrigée par la charité ; celle-ci maintient dans ce qu'elle a d'inévitable l'inégalité des conditions ; en même temps, elle la répare et la rend supportable pour ceux qui en pour-

raient souffrir. » Oh ! que cela est peu compris de notre temps ! Plus on est libre, plus on se croit affranchi du respect et du dévouement. La société la plus libre, on ne doit pas l'oublier, est celle qui a le plus besoin de l'esprit de sacrifice. Ordre, liberté, égalité, charité, voilà les grandes et fortes bases sur lesquelles doivent reposer les sociétés modernes. La religion, qui les unit, est loin de paralyser, comme on l'en accuse, la production de la richesse. « Si quelqu'un, dit Franklin, vient vous dire qu'il est d'autres moyens pour faire fortune que le travail et l'économie, chassez-le, c'est un empoisonneur. » Le christianisme prescrit le travail et le sanctifie ; il prépare à l'économie, en imposant la tempérance qui la produit. Il fait plus, il va jusqu'à rendre la douleur acceptable et la souffrance utile.

Ainsi, tout se lie et se fortifie dans ce vaste système dont la religion est le fondement et forme l'harmonie. Elle est le lien de la famille, la règle des individus, la force des sociétés. Elle enseigne à aimer Dieu et l'homme, que la philosophie apprend seulement à connaître.

Ces idées sont la base des œuvres de M. Cochin et la règle de sa conduite. Fruit d'un puissant effort de la pensée, elles gardent encore, dans ce premier ouvrage, le caractère abstrait qui atteste une conception récente. Au contact de l'expérience, elles deviendront plus accessibles et plus pratiques ; au souffle de sentiments nouveaux, elles prendront une forme plus vivante et plus animée : mais partout et toujours elles seront la lumière de celui qui les exprime ici pour la première fois.

Cette belle étude sur Pestalozzi et la fidélité de M. Cochin aux traditions de sa famille l'appelaient naturellement aux fonctions municipales dans Paris ; il fut nommé adjoint au maire du dixième arrondissement, où il avait alors fixé son domicile. Son ardente et intelligente préoccupation des intérêts populaires ne l'avait pas seule désigné ; son courage modeste et calme durant les journées de juin 1848 l'avaient également signalé.

On a souvent dit et on répète encore que la majorité de l'Assemblée constituante en 1848 a sciemment, volontairement provoqué la guerre civile au mois de juin pour en finir avec la république, et que la dissolution des ateliers nationaux, obtenue par son insistance, détermina perfidement l'insurrection. La vérité, oubliée à peu près par tout le monde aujourd'hui, sur ce terrible épisode de nos discordes civiles, mérite d'être rétablie en peu de mots.

Les ateliers nationaux n'ont pas été dissous par un vote de l'Assemblée constituante, ni avant ni après l'insurrection. La dissolution a été décrétée et exécutée dictatorialement le 3 juillet, par le général



Cavaignac et par un ministère composé de républicains de la veille, comme on disait alors<sup>1</sup>. L'Assemblée, qui voulait accompagner la dissolution d'un certain nombre de mesures populaires, fut surprise et sommée de se prononcer par l'insurrection elle-même. Je ne lus mon rapport à la tribune qu'après l'insurrection commencée, et parce qu'elle était commencée. Tous les torts de l'offensive étaient donc du côté des insurgés, tous les droits de la défensive du côté de l'Assemblée, et les vrais citoyens ne pouvaient s'y méprendre. Malgré la réserve de M. Cochin, quand il s'agit de lui-même, on verra, dans la lettre suivante adressée à M. Benoist-d'Azy, comment il avait compris son devoir : « Pour moi, je n'ai été exposé que pendant peu d'heures, au faubourg Saint-Antoine, et grâce à Dieu, je n'ai pas été blessé par la seule décharge qui ait atteint ma compagnie. Hippolyte Larrey est sain et sauf. Parmi vos amis, je n'ai pu voir que M. Le Play et M. Guynemer, tous deux bien portants ; parmi les miens, un pauvre camarade de collège de vingt-deux ans, fils unique, a été tué ; M. Adolphe Baudon<sup>2</sup> a eu la jambe cassée, quelques autres sont atteints moins grièvement.

« Les questions restent debout, après que les barricades sont tombées, et l'ordre matériel ne rassure pas sur le désordre moral, social et politique. Attendons tout du maître souverain de l'ordre et de la justice immuables, et *ne nous désolons pas comme ceux qui n'ont pas d'espérances*, puisque nous sommes chrétiens ; mais les larmes et le sang troublent les yeux, le cœur est déchiré, l'âme incertaine. Que je voudrais être auprès de vous, pour recevoir vos bons conseils, m'appuyer sur votre force, m'éclairer de votre sagesse, me consoler par votre foi, et trouver dans votre amitié et dans les douceurs de la famille les seules rémissions que Dieu laisse à tant d'horreurs, le bonheur d'aimer et d'honorer encore quelques amis sur la terre !

« Vous aurez appris que notre pauvre archevêque a été tué d'une balle tirée d'une fenêtre, au moment où il embrassait un insurgé. Sa fin a été vraiment héroïque ; elle déshonore les assassins, glorifie la foi, et peut-être nous sert de propitiation auprès de Dieu. Il faut la pleurer, mais en être fiers. »

La réaction provoquée par les journées de Juin renversa bientôt, malgré son incontestable loyauté, le général Cavaignac. Le prince Louis Bonaparte fut élu président de la République, le 10 décembre 1848. Je reçus le portefeuille de l'instruction publique et des cultes, dans un ministère présidé par M. Odilon Barrot et dans le

<sup>1</sup> MM. Bethmont, Bastide, Carnot, Sénart, Goudchaud, Recurt et Tourret.

<sup>2</sup> Président général des Conférences de Saint-Vincent-de-Paul.

quel entrèrent successivement MM. Buffet, Passy, de Tracy, de Lanjuinais, Dufaure, de Tocqueville. Ma condition expresse, en acceptant un poste pour lequel j'étais si peu préparé, fut la présentation d'une loi sur la liberté d'enseignement.

Quoique l'opinion publique eût été éclairée sur cette grave question par M. de Montalembert et ses compagnons d'armes, par M. l'abbé Dupanloup et la presque unanimité de l'épiscopat, la transformation de cette longue controverse en un acte législatif présentait beaucoup de difficultés. Un grand nombre de conservateurs se refusaient encore à porter la main sur le monopole de l'Université. Je devais donc m'assurer le concours des chefs de l'ancien parti libéral, tels que MM. Thiers et Cousin, et de quelques universitaires éminents, tels que MM. Saint-Marc-Girardin et Dubois. J'y appelais en même temps M. de Montalembert et l'abbé Dupanloup, dont les anciens adversaires honoraient et applaudissaient alors la vaillante initiative. Une de mes joies fut d'appeler M. Cochin dans cette commission, et l'un de mes meilleurs souvenirs est celui de son rapide succès. « Quel est ce tout jeune collaborateur que vous nous avez donné là, me dirent tous les anciens à la première séance, en apercevant M. Cochin, d'un aspect si juvénile, modestement assis à l'extrémité d'une longue table en fer à cheval. — Vous le saurez bientôt, » leur répondis-je avec assurance, et quelques jours après, lorsque M. Cochin eut présenté quelques idées très-élevées avec un accent ferme, quoique ému, on fut ravi par ce mélange de timidité naturelle et de précoce autorité. — C'est une découverte ! c'est une découverte ! — vinrent me dire à l'envi les principaux membres de la commission, qui, à partir de ce jour, devinrent les amis de leur jeune collègue. M. de Montalembert et M. Dupanloup lui étaient déjà tout acquis par la communauté d'ardeur religieuse ; mais M. Thiers, M. Cousin, M. Saint-Marc-Girardin ne furent ni moins vifs ni moins fidèles. Bientôt nous appelions M. Cochin un Thiers catholique, et M. Thiers, qui le savait, ne s'en montrait nullement blessé. Cette lucidité d'exposition, cette variété de connaissances, ce goût d'investigation universelle, cette aptitude à passer des questions industrielles, administratives et financières aux considérations les plus élevées et à tout ce que M. Thiers aimait à désigner sous le nom de contemplation des vérités éternelles, tout cela présentait à l'homme d'État un attrait sympathique. De jour en jour il se complut davantage avec cet interlocuteur prompt à la réplique, qui savait allier la franchise à la déférence et prenait souvent l'initiative sur les questions religieuses avec une conviction si pénétrante, que les controverses se prolongèrent plus d'une fois, dans le salon de la place Saint-Georges, jusqu'à une heure avancée de la nuit. M. Cousin, d'une éloquence plus haute, mais

moins variée que celle de M. Thiers, avait également conçu pour M. Cochin l'estime la plus affectueuse. Quand M. Cousin fut frappé d'une mort trop soudaine, M. Cochin acquitta sa dette de reconnaissance en rendant hommage aux sentiments chrétiens dont il avait si souvent entendu l'expression spontanée dans la bouche du philosophe<sup>1</sup>. L'œuvre de la commission réussit ; elle est connue aujourd'hui sous le nom de loi du 15 mars 1850, pour ceux qui veulent en dire du bien, et sous le nom de loi Falloux pour ceux qui veulent en dire du mal.

M. Cochin eut une notable part à cette œuvre, et son assiduité avait en outre le mérite d'un véritable sacrifice. Chaque jour, à l'issue des séances de la Commission, qui durèrent environ trois mois, on le voyait, avec une grosse liasse de documents sous le bras, quitter hâtivement le ministère de l'instruction publique. Il allait achever sa journée chez son oncle, le comte Benoist-d'Azy, et près de sa cousine, mademoiselle Adeline Benoist, qui allait porter son nom et partager le poids des travaux et des épreuves de sa vie.

M. et madame Cochin allèrent passer les premiers mois de leur mariage dans le château d'Azy. Là, comme dans les familles patriarcales, les générations successives grandissent et demeurent unies sous une autorité respectée. La chapelle est le premier lieu qui les rassemble chaque jour ; dès le matin, aïeuls, enfants, petits-enfants, alliés, se pressent autour de l'autel, et souvent s'approchent ensemble de la sainte table. La journée, commencée par la prière, se continue dans le travail. La variété des occupations féconde l'activité de l'esprit, élève les entretiens et fait sortir de tout, même des excursions, un profit durable. La soirée se partage entre la musique classique, la lecture, et le dessin.

Cette vie, à la fois calme et occupée, charmait M. Cochin. Mais, il n'y sacrifia jamais les devoirs austères qu'il avait acceptés à Paris ; dès le mois de septembre 1849, il revenait à son poste, et aussitôt il se mettait à la disposition du président général des conférences de Saint-Vincent-de-Paul, M. Baudon, qui, à la suite de la blessure reçue aux journées de Juin, était resté plusieurs mois entre la vie et la mort. Après avoir exposé dans sa lettre les soins qu'il devait faire passer avant tous les autres, sans omettre les visites de noces, il ajoutait : « Ce que je n'abandonnerai jamais, croyez-le bien, c'est Saint-Vincent-de-Paul, Saint-Jacques, les ouvriers. J'arrive avec de belles résolutions que je vous exprime pour vous donner le droit de me les rappeler. Ce que j'ai de plus précieux sur cette terre, c'est

<sup>1</sup> Voir, dans le *Correspondant* du 25 février 1867, l'article nécrologique de M. Cochin sur M. Cousin.

d'être catholique, et lorsque je me demande à qui je le dois, je n'hésite pas à reconnaître que c'est, en très-grande partie, à Saint-Vincent-de-Paul. Votre société a été le lieu d'asile de ma jeunesse. J'y ai trouvé des exemples, des amis, des bénédictions, je ne l'oublierai jamais. Dieu seul sait à quel point tels ou tels d'entre vous, vous-même, par un mot, par un exemple, par un témoignage d'affection, avez souvent influé sur mes pensées, sur ma conduite, et sur la direction de ma vie, trop tôt abandonnée à ma propre et unique responsabilité. Tout cela, vous le savez bien, je ne vous le répète que pour m'imposer des obligations que je serais ingrat de décliner, et vous donner la liberté de faire appel moins encore à mon dévouement qu'à ma reconnaissance. »

Sur l'organisation des sociétés de secours mutuels, il écrivait à M. de Soland :

« Vous avez jugé avec beaucoup de sagacité les conditions d'une bonne Société de secours mutuels, et prévu tout ce que l'expérience vous aurait appris. Il y a deux manières de fonder une semblable société : ou bien on ne prend que des ouvriers du même âge, de la même santé, de la même condition d'aisance, en un mot soumis aux mêmes chances ; on impose des droits d'entrée, des amendes, des limites dans le secours alloué. Une telle société peut bien marcher matériellement, mais adieu la fraternité chrétienne, arrière les vieux, les pauvres, les souffrants ; on se choisit, on se trie comme les conscrits au conseil de révision : ce n'est pas là votre but. Ou bien on accepte tout le monde, excepté les maladies chroniques et les âmes vicieuses ; alors il faut élever la cotisation, par exemple, à un franc par mois, parce que le nombre de ceux qui ont droit aux secours de première classe croît rapidement, comme vous le pressentez. Il est nécessaire d'avoir des membres actifs souscripteurs qui donnent sans recevoir, en grand nombre, et élever leur souscription au-dessus de celle des ouvriers :

« 1° Pour que les ouvriers, même non malades, soient souvent visités à domicile ; 2° pour que la somme des souscriptions soit une assurance contre toutes les erreurs de calcul ; 3° pour que, les secours de maladie étant l'emploi exclusif de l'argent des ouvriers, il y ait des fonds applicables, sans qu'ils le trouvent mauvais, aux impressions, frais de séances ; 4° pour que l'intervention généreuse des membres souscripteurs leur confère un droit naturel de se charger de l'administration entière de l'œuvre, et d'éviter ainsi les fraudes, les dissolutions hâtives, les discussions ; 5° pour qu'il y ait des orateurs pour les séances ; 6° pour que les riches se rapprochent des pauvres.

« Ayez surtout un bon trésorier, libre, dévoué, exact. Faites contrôler pour la forme ses comptes par les chefs de bancs ; ne craignez

pas de les consulter souvent, surtout sur les mesures de discipline. Payez votre médecin, pour être sûr de ses services réguliers, et pour l'attacher à l'œuvre.

« Avez-vous encore d'autres questions à me poser? Je suis tout à votre disposition. »

Quand on lui demandait un conseil pour la vie privée, il n'était ni moins prompt ni moins consciencieux dans sa réponse, et à un ami qui le consultait sur le choix d'une carrière, il répondait :

« Quand nous faisons notre droit, nous avons des rêves, les pensées les plus généreuses, l'esprit en feu, l'ardeur la plus impatiente; jugeant et gouvernant le monde par des conversations, nous nous figurions le juger et le gouverner en effet, et lorsque, entre la barrière de l'Étoile et la place de la Concorde, nous avions parlé philosophie, politique, droit et religion, nous nous figurions être des philosophes, des politiques, des jurisconsultes et des théologiens; la société devait nous accepter comme tels et nous ouvrir les bras au lendemain de notre dernière thèse; elle ne l'a pas fait; nous nous trompions; nous aurions dû commencer une carrière ou une étude pas à pas, au lieu de penser l'escalader et commencer par en haut. Il eût mieux valu prendre la carrière de nos pères, embrasser une étude spéciale, que de vouloir avoir de suite quarante ans sans passer par vingt-cinq ans; nous avons tous en effet quarante ans, mais nous y resterons vingt ans, jusqu'à ce que tout le monde s'en aperçoive. Notre rôle est maintenant de nous remettre dans un chemin battu, et de le suivre; nous y ferons plus de bien: si la Providence veut nous grandir soudainement, elle nous prendra où nous serons. Jusqu'à ce qu'elle nous mette à la tête des armées, tâchons d'être de bons et obscurs soldats dans ses troupes; soyons les hommes d'une étude, ou les hommes d'une œuvre, ou les hommes d'une carrière, ou les hommes d'un pays, mais habituons-nous à appliquer des pensées très-hautes, très-larges et très-générales à des occupations très-étroites, très-petites et très-obscurées. »

M. Cochin qui avait servi avec tant de zèle la cause de l'enseignement ne crut pas sa mission terminée par le vote de la loi de 1850. Les idées qui lui étaient chères avaient triomphé, mais il s'agissait de les faire entrer dans les faits, il fallait initier la France à la pratique de la nouvelle liberté. Cette tâche, moins brillante que la première, n'exigeait pas des qualités moins rares. Un comité fut formé sous la présidence de M. Molé, et M. Cochin en fut un des membres les plus utiles. La grâce naturelle de son esprit maintenait entre ses collègues cette harmonie qui fait la force des associations, et la puissante activité de son travail suppléait tantôt à la négligence des uns, tantôt à l'éloignement des autres. Il écrivait à M. Ducros de Sixt :

« A la suite de la loi nouvelle sur l'enseignement, tous ceux qui ont combattu ou fait des vœux pour la liberté, ont un grave devoir à remplir. Dans une certaine mesure, qui plus tard pourra être plus ample, si on s'en montre digne, la liberté ne manque plus aux hommes religieux; il s'agit de savoir s'ils manqueront à la liberté. S'ils ont ce malheur, la cause ne sera pas perdue, parce que Dieu, après un quart de siècle, aura mis une autre génération à la place de celle-ci et la rendra peut-être plus résolue au bien; mais il y aura honte pour les catholiques, mal profond pour notre pays. Vous savez, vous sentez, vous craignez tout cela. Or l'œuvre est très-difficile; enseigner est compliqué, fonder n'est pas facile, administrer est laborieux, préparer des maîtres, écrire des livres, améliorer des méthodes, est long et malaisé; tout n'est pas à faire, assurément, mais ce qui reste à faire est considérable. Plusieurs des hommes qui se sont dévoués à cette grande question ont pensé qu'il fallait d'abord, pour le succès et la nature de l'action à exercer, fonder un comité d'enseignement libre, composé d'une manière assez conciliante pour prouver qu'on ne voulait plus lutter, mais édifier, et assez ferme pour rassurer les catholiques; un comité qui vint dire au gouvernement : — Je prends au sérieux la liberté; vous l'abandonnez à la bonne volonté des particuliers et vous n'y comptez pas : je viens servir de point d'appui à cette bonne volonté, et j'y compte; — et dire aux familles : — J'attends vos sacrifices, vos désirs, vos demandes; vous attendez mes efforts, mon influence, mon exemple : ils ne vous manqueront pas; — aux maîtres : — Je suis là pour vous servir, vous défendre, et empêcher que la loi ne soit tournée contre vous. — Vous verrez au nom des évêques, du président<sup>1</sup>, que le comité se présente avec un caractère à la fois digne et conciliateur. Pour ma petite part, j'ai pensé que peut-être on ne ferait rien avec lui, mais que certainement on ne ferait rien sans lui, et j'y ai donné la somme de temps et de dévouement qu'on m'a demandée.

« Sans plus de détails, vous verrez qu'il y a là une grande et belle œuvre à entreprendre, mais aussi une chance à courir, celle d'un travail sans succès qui sera du moins un devoir rempli. Voulez-vous, dans une certaine mesure, partager cette tâche? »

La vie de famille, en imposant des devoirs précis et rigoureux, détache d'ordinaire des œuvres générales, ou ne permet plus d'y consacrer qu'un temps limité et des ressources restreintes. M. Cochin sut échapper aux préoccupations d'une prudence qui n'est pas toujours exempte d'égoïsme. Chaque bienfait de la Providence, la naissance de chacun de ses enfants, faisaient déborder son cœur de

<sup>1</sup> M. le comte Molé.

reconnaissance, et provoquaient une fondation nouvelle ; on eût dit qu'il avait à cœur de mériter par d'incessants services le bonheur si complet qu'il trouvait enfin à son foyer. Autrefois, quand il était seul, attristé par le passé et inquiet de l'avenir, il cherchait dans le travail une force, dans la charité une consolation. Maintenant, c'était la satisfaction, c'était la gratitude qui inspiraient sa bienfaisance, et une tendre affection soutenait ses efforts en les partageant. Tout lui semblait facile, tout lui devenait attrayant, et il prodiguait généreusement sa vie, ne ménageant ni son temps, ni sa peine, ni sa fortune.

Cette dévorante ardeur pour le bien use rapidement. M. Cochin en fut un admirable et douloureux exemple.

En 1858, il pliait déjà sous le poids de fatigues excessives : il dut aller demander aux eaux de Luchon des forces pour lui-même et de la santé pour un de ses fils souffrant. Ce voyage, en l'isolant de ceux qu'il aimait, nous a valu des lettres qui forment un ensemble précieux. Rien ne fait pénétrer dans le secret d'une âme comme l'intimité d'une correspondance familière. Dans le monde, chacun se compose, même involontairement, un personnage : les meilleurs, par délicatesse, les pires, par convenance, s'enferment, d'un accord tacite, dans le cercle des idées moyennes. Si libre que soit le langage, si confiant que soit l'esprit, il y a des replis de l'âme que livre rarement la conversation. Mais le secret s'échappe dans les lettres intimes : la vivacité de l'affection pousse à mettre en commun tous les sentiments, et le cœur ne se croit tout à fait sincère que lorsqu'il se montre à nu. C'est alors seulement que l'homme se révèle. Cette lumière des lettres intimes, si funeste aux hommes qui ont eu une action ou un talent supérieur à leur caractère, montre, au contraire, dans tout leur éclat ceux qui ont mis au service d'un rôle modeste une âme vraiment grande. Aussi la correspondance de M. Cochin nous le montre dans sa vraie supériorité ; son libre esprit conserve là sa vive allure ; sa pensée s'y déploie avec toute sa richesse.

Il commence, en abordant les grands sites du Midi, par associer madame Cochin aux premiers spectacles qui le frappent.

« ..... Après Saint-Gaudens, on voit peu à peu se dresser les montagnes ; elles grandissent, s'entre-croisent, étendent les unes sur les autres leurs vastes ombres, et confondent au loin, dans un seul plan, des arbres verts et des roches roussâtres, des lignes tortueuses et d'harmonieuses courbes, des rampes habitées et d'inaccessibles sommets, entre lesquels, dans un lointain vaporeux, plusieurs étages indécis de cimes plus reculées composent une série de plans presque innombrables, et ajoutent l'étendue à la grandeur. Voilà qui est

toujours splendide et beau ! L'instinct de l'homme est d'aimer tout ce qui s'élève, colonne ou palais, peupliers ou chênes, encens ou flamme ; tout ce qui tend en haut semble un emblème de nos invisibles destinées et comme un marche-pied pour monter à Dieu. Après le grand, ce qui me plaît le plus, c'est le mystérieux et l'indécis. Au-delà des vapeurs qui baignent nos paysages un peu mélancoliques du Nord, l'œil de la pensée plonge, et croit découvrir ce qu'il ne distingue pas ; les crudités lumineuses du Midi me crèvent les yeux, et, à force d'être inondées de clartés, elles aveuglent. Je ne connais presque pas le Midi, je préfère, jusqu'ici, de beaucoup le Nord. Mon goût est comme mon sang, un peu blond. »

Mais il y a une beauté qui remue plus l'âme de M. Cochin que celle des grands paysages, c'est la beauté morale. On devine ses émotions, quand il la découvre dans son fils. « ..... Parlons d'abord de Denys. Je le dis bien bas, mais je respecte mon fils. Si vous aviez vu ce cher petit sur son impériale, entre le conducteur, le postillon et un gendarme, faire à chaque croix du chemin un large signe de croix, avec cette tranquillité à la fois hardie et timide que vous savez ; faire de même avant son repas, en pleine table d'hôte ! Ce matin, il s'est réveillé en disant : « Ma pauvre maman, où est-elle ? »

Aucune observation n'échappait à la vigilance de M. Cochin, qui s'efforçait de remplacer celle que l'enfant invoquait sans cesse.

« Denys, de quoi as-tu envie ? — De maman ! » Tel était hier son réveil. Il connaît ici tout le monde et toutes choses par leur nom, a envie de tout et se contente de rien. Le soir, à cinq heures, je mettais mon bambin sur mon cheval au grand trot : il craint tout ce qu'il ignore et affronte tout ce qu'il connaît ; c'est le contraire de bien des enfants de son âge.

« ... Je laisse Denys se livrer à son imagination et à son orthographe pour vous écrire à l'occasion de son jour de naissance. C'est y mettre de l'humilité, car mon garçon a fait des progrès physiques dont je suis heureux ; mais évidemment le talent et la bonne éducation se ressentent de l'absence de la mère, et, en voyant sa composition peu brillante, vous aurez le droit de vous dire : Il est temps qu'il rentre sous mon gouvernement. »

Si loin que l'on soit de Paris, les œuvres de Dieu n'empêchent pas de songer à celles des hommes. Tous les incidents de la vie littéraire ou politique ont leur écho même dans les montagnes.

« 18 août, Luchon.

« J'aurais été ainsi que vous amusé de M. Viennet, qui a beaucoup d'esprit, servi par une figure comique ; c'est lui qui disait : — Il n'y a en ce monde qu'heur et malheur ? X... et moi nous en



sommes la preuve : ses ridicules l'ont mené à tout, les miens m'ont toujours nui. — Mais que vous avez raison de détester ces façons si générales de tout déprécier ! Comme on prend vite le dépit pour l'expérience ! Comme on accuse la cuisine de ce qu'on manque d'appétit ! Cette disposition, à part les blessures personnelles de l'orgueil, tient ordinairement à trois idées fausses : une fausse idée de la perfection humaine : le christianisme nous apprend à prendre notre parti sur l'imperfection originelle ; une fausse idée du travail, de la peine, du sang, que Dieu veut au fond de toute action : vite on est fatigué, on crie que rien ne réussit, sans avoir rien tenté ; enfin une faible foi dans l'avenir au delà de ce monde : on prétend assister à toute la pièce, et mener soi-même le dénouement, au lieu de paraître et de disparaître au beau milieu. Soignons de plus en plus en nous le reflet des croyances sur les vertus ; croyant à la faule originelle, n'attendons pas de l'homme la perfection, et applaudissons quand il y tend, s'en approche, y atteint ; croyant à la rédemption par la souffrance, ne pensons pas avoir jamais assez fait ; croyant à la vie future, acceptons d'être peu importants ou peu bien placés ici-bas ; enfin croyant à la justice, à la providence de Dieu et à son gouvernement sur cette terre, acceptons, en tâchant d'y mêler le souffle chrétien, ce vent d'égalité qui renverse les girouettes très-élevées, mais ne menace pas les chênes, courbe tous les hommes au travail, et, s'il est assez bien mené pour ne diminuer personne, grandira justement les petits. Assez, assez de politique ! Je me laisse aller avec vous, et à 300 lieues de distance je cause tout haut, ou plutôt tout bas, car vous seule partagez mon optimisme et mon habitude de tirer du christianisme autre chose que des larmes. »

Luchon, mardi.

« Le voyage de Cherbourg m'occupe beaucoup<sup>1</sup>. Je n'en veux pas certes à l'empereur d'avoir accompli un acte de religion, je n'en veux pas au clergé et aux populations d'aimer le pouvoir, et c'est une tardive leçon pour les gouvernements passés qui n'ont pas su se faire aimer par un peuple qui aime si volontiers. Mais ce qui me

<sup>1</sup> L'empereur et l'impératrice étaient allés à Cherbourg pour recevoir la reine d'Angleterre, puis s'étaient rendus par mer de Cherbourg à Brest ; de là, ils avaient parcouru la Bretagne : de Quimper à Lorient, de Lorient à Sainte-Anne d'Auray, pour la fête du 15 août, d'Auray à Vannes, de Vannes à Saint-Brieuc, à Saint-Malo et à Rennes. Là, l'empereur avait annoncé lui-même qu'il érigeait l'évêché de Rennes en archevêché, puis avait regagné Paris par Laval, le Mans et Chartres. Quiconque voudrait contrôler la justesse des observations de M. Cochin et apprécier l'attitude de quelques feuilles religieuses à cette époque, peut relire tous les numéros de *l'Univers* pendant ce voyage politique, du 8 au 24 août.

confond, c'est l'hyperbole de l'éloge, la courtoisie de l'alphabet lui-même, consacrant ses majuscules à LEURS AUGUSTES EXISTENCES, le clergé parlant de SAINT LOUIS, et *l'Univers*, enchérissant sur le tout, s'écriant que l'Empereur est *le fondé de pouvoir universel de la nation*, que la France est prête à lui donner *plus encore*. Que toutes ces exagérations acceptées, répandues, louées, nous préparent d'antipathies ! Quand aurons-nous un langage digne ? Sachons donc être de la minorité et vivre dans l'avenir. »

On ne peut voir les hommes sans les juger, ni les juger sans éprouver le désir de les peindre. Le pêle-mêle d'une ville d'eaux favorise la variété des portraits :

Luchon, mercredi.

« ... Revenus à cinq heures, nous avons pu le soir aller voir madame de X... toujours la même, admirablement bonne, digne et aimable, avec ce petit babil qui touche à tout et ne se pose sur rien ; mais j'aime mieux cela que la glu prétentieuse et distillée de telles autres conversations. Son esprit se refuse à comprendre trois choses : c'est comment ses fonds ne rapportent pas toujours 10 p. 100, pourquoi on ne tombe pas en extase devant l'Empereur, et comment le comte de Chambord ne se jette pas à son cou ; tout marcherait si bien, et on serait si heureux !

« Hier, invitation à dîner inévitable chez madame de Z..., avec le peintre \*\*\*. Ce grand peintre aime tant les compliments qu'on se lasse de le louer : rien ne me courbature comme de tenir l'encensoir : je ne suis pas fait à ce métier. »

Le même homme qui vient de percer d'un trait rapide les ridicules qu'il rencontre, se complait, au contraire, dans la peinture d'une âme belle et simple. Il prolonge alors sa description pour prolonger son plaisir.

Luchon, 2 septembre.

« ... Nous avons visité le curé de Montauban (petit village), un saint et un artiste, dans sa maison modeste, illuminée par la plus belle vue. Ce vieillard à cheveux blancs est là depuis trente-quatre ans ; il bâtit sa seconde église, et il les fait non pas chétives, mais ornées de marbres et de peintures. Il construit aussi dans l'âme de ses paroissiens : tous font leurs Pâques, et, à l'heure de la messe, quand la cloche sonne l'élévation, nous avons vu les hommes dans les champs interrompre leur travail et découvrir leur tête pour prier. Il a semé de fleurs le cimetière, orné sans la gêner une cas-

cade, tout embelli, tout sanctifié autour de lui. Si vous l'aviez vu courir sur les pierres d'un torrent, pour repêcher le papillonier de Denys, prendre ce petit dans ses bras, lui offrir une fleur pour sa naissance ! Comme la vertu aime l'innocence ! J'ai été fort touché de ce paysage, du vieillard, de la paroisse, de la promenade. »

Une famille de fermiers qui sait allier à la pureté morale des anciens âges l'intelligence pratique des temps nouveaux le ravit aussi : « Voilà encore un ménage heureux, animé, cordial. Qu'on soit aigle, colombe ou linotte, l'important c'est d'avoir des ailes et de s'en servir pour tirer ses pattes de la boue terrestre, respirer dans l'air pur et s'approcher du ciel. »

Luchon, 23.

« Nous nous sommes perdus ; nous avons gravi, je ne sais comment, à travers champs, rocs, épines, et nous sommes arrivés à un petit village entouré de champs cultivés et couronné d'une église blanche et propre entourée de son paisible cimetière. Une pauvre femme, en gasconnant, nous a expliqué que son village était heureux, qu'il avait le soleil du Midi, des sources fraîches, et dans ses champs, « le froment le plus *respectable* de l'Europe ; nous avons un « maire, un adjoint, un conseil municipal, comme à Paris. » J'aime ce sentiment d'indépendance et de contentement, si haut et si loin ; j'aime encore plus y trouver N.-S. présent, adoré, consolateur. O philosophie ! iras-tu semer dans ce nid perdu tes doctrines ? Dieu y a mis une goutte d'eau et un grain de blé, N.-S. une goutte de sang et sa doctrine : en voilà assez pour rendre une mendicante supérieure à une abonnée de l'Opéra, et plus heureuse à moins de frais.

« ... À la faveur d'une éclaircie, nous sommes redescendus au sein d'un nuage, puis le brouillard s'est déchiré, les vallées sont réapparues plus fraîches ; le tableau semblait reverni, les petites nuées transparentes sortaient de terre comme la fumée de la cuisine des taupes et des marmottes, les gros nuages noirs surplombaient notre tête, et entre deux vapeurs qui rendaient invisibles le ciel et la terre, nous avons fourni un galop fantastique, entremêlé d'éclats de rire, de cris d'admiration, de claquements de fouet et de chants joyeux, jusqu'au moment où le poste des douaniers nous a prévenus que nous rentrions de la région des nuées dans le domaine de la prose, de la terre ferme et des sentiers plats. Quelques allures plus reposées nous avaient permis, à votre frère Paul et à moi, de bonnes conversations à cœur ouvert, des élans d'affection vers vous tous, et de faciles aspirations vers Dieu, qu'on sent si près, dans ces grands

spectacles, qu'il semble qu'on va le rencontrer au détour du chemin, ou le reconnaître quand un rayon, perçant un nuage, laisse la vue plonger dans le bleu du ciel. »

Assurément, les Pyrénées sont pour tout le monde un spectacle magnifique, mais les impressions des voyageurs varient avec leur caractère, et on ne jouit sur les hauteurs que des sentiments qu'on y a portés.

Dans cette correspondance, une pensée se mêle à toutes les autres et les domine toutes, la pensée de Dieu. Elle donne aux spectacles de la nature leur vivante grandeur, imprime à l'affection une attentive tendresse, exige de la société la beauté morale, revêt les humbles de dignité, assigne à la politique le bien comme but, à l'homme le devoir comme règle : partout et toujours elle grandit l'âme, et en l'empêchant de dédaigner la terre, elle l'élève vers les cieux. On sent aussi son influence sur le caractère de M. Cochin. La sérénité lui était habituelle, parce qu'il se sentait sous la main divine ; son optimisme était invincible, parce qu'il voyait partout l'action providentielle ; sa passion pour le bien était infatigable, parce qu'il pensait non à l'homme, souvent misérable, mais à Dieu, toujours juste. Son amour pour les humbles et les déshérités était sans bornes, parce qu'il considérait en eux l'œuvre du Créateur et trouvait dans leur faiblesse une leçon pour lui-même ; la pénétration de son esprit n'était rien à sa bienveillance. Il eût été un redoutable railleur, s'il n'eût été un admirable chrétien ; mais les travers d'autrui lui rappelaient ses propres défauts, et son humilité maîtrisait sa verve spirituelle. Les succès et les revers, la joie et la tristesse, le monde et la nature, tout le ramenait vers Dieu, tout lui rendait sensible sa présence. En même temps, personne n'eut moins que lui l'affectation de la vertu, personne n'aima plus à faire le bien et n'aima moins à le prêcher. Il gardait au fond de l'âme la pensée habituelle qui l'animait : les effets seuls en montraient la puissance.

A. DE FALLLOUX.

---

# FONCTIONNAIRES ET BOYARDS

V<sup>1</sup>

---

## XXI

LES DESSEINS DE PALKINE.

Le crépuscule du matin s'efforçait de percer de sa lueur timide les ombres de la nuit. Les contours blancs du paysage, qui formaient des angles dans l'obscurité, commençaient à s'amollir et à se confondre avec la brume matinale.

L'Angara, durci, semblait une route postale tracée par Dieu parallèlement à celle qu'a faite la main des hommes. Dans le lit du fleuve, suivant cette voie naturelle, et se dissimulant derrière les rochers qui se dressent des deux côtés de la rive, entre le monastère de Saint-Irkout et la ville, la narta de Tjenar-Kous glissait dans la direction du chef-lieu de la Sibérie orientale. Tout dormait encore alentour; seule, la narta, pareille à un démon fuyant le jour, faisait diversion à cet engourdissement et à ce silence.

Le Toungouse avait prêté son traîneau à son ami; les deux voyageurs qui occupaient la narta étaient Müller et Wladimir.

Les murailles d'Irkoutsk grisonnaient au loin, et Müller, sur lequel le froid ne semblait avoir aucune influence, s'adressa à son ami, comme s'il suivait le fil d'une conversation interrompue.

— Oui, ton arrivée est un bonheur pour nous! Nous avons une organisation, des alliances dans toutes les tribus voisines; une seule chose nous manquait : des armes, ou de l'argent pour nous en pro-

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* des 25 décembre 1873, 10 et 25 janvier, 10 février 1874.

curer... Tu nous apportes cela!... Oh! mon plan recevra son exécution dans très-peu de jours... Avec les relations que ta femme possède dans Irkoutsk, il ne nous sera pas difficile d'acheter des armes. Il est permis aux marchands d'en vendre aux Khalkhas et aux Tatars soumis à la juridiction chinoise. Tjenar-Kous traitera en leur nom... C'est aujourd'hui que je me sens fort! Tu ne te doutes pas de ce que cent hommes résolus et bien armés peuvent faire dans ces solitudes sans fin, où la plus grande armée que le tzar puisse réunir peut à peine dépasser mille hommes. Je serai le roi du désert, en attendant que...

— Cent, dis-tu? Vous êtes vingt à peine!

— Tu n'as vu qu'une fraction de l'association. Nous avons des ventes dans chaque canton du district. Nous sommes plus de cent aujourd'hui; demain nous serons cinq cents!... Te souviens-tu des romans américains que nous lisions en Crimée?... Je serai le roi des *outlaws* de la Sibérie... Je défie le tzar...

Wladimir l'interrompt:

— Écoute, Müller, dit-il, je te promets tout mon concours pour t'aider à sortir de la Sibérie. Moi et ma femme, nous t'accompagnerons et nous passerons la frontière ensemble... Puisqu'on ne veut pas me rendre justice, je veux reconquérir ma liberté, mais je ne veux être ni traître ni rebelle! Tu ne t'attaqueras pas à la Russie, ni à notre souverain bien-aimé, le tzar; car, du jour où tu le ferais, je t'abandonnerais. Passe en Chine, force les obstacles qui se dresseront sur ta route, et nous dirons un adieu éternel à la patrie, que nous aimerons de loin et que nous pleurerons ensemble. Mais pas de révolte, mon ami, pas d'attentat contre la grandeur de notre pays!... Me le promets-tu?

Müller ne répondit rien. A ce moment, la narta passait auprès d'un monticule, espèce de tumulus recouvert de neige, et qui s'avavançait en cap dans l'Angara. Le Courlandais désigna du doigt ce monticule à son compagnon:

— Vois-tu cet antique sépulcre mongol? C'est le lieu où il faut que tu viennes, si tu as besoin de moi pour te protéger ou pour te défendre. Toutes les nuits, un Tougouse de la tribu de Tjenar veille là. Ce Tougouse sait toujours où me trouver. La montagne est creuse, et les Russes l'ignorent. Tjenar-Kous, fils des anciens maîtres du sol, m'a appris ce secret le jour où nous avons échangé notre sang. Tu n'as qu'à te placer du côté oriental du tumulus et prononcer par trois fois le nom de Tjenar: un de ses sujets, qui veille chaque nuit, sortira et viendra te répondre.

— Si près de la ville! ne put s'empêcher de dire Wladimir avec étonnement.

— Le désert a bien d'autres mystères inconnus aux conquérants!

Là est ma force. Depuis deux ans que j'habite ici, je l'ai étudié, et aujourd'hui je connais la contrée comme si j'étais Toungouse... Souviens-toi : si tu as besoin de moi, viens, et vingt-quatre heures après, je serai à tes ordres ! Quoi que tu veuilles, quoi que tu m'ordonnes, je t'obéirai ! Le traître Müller est ton esclave, Wladimir !... Souviens-toi !

— Merci. Je te crois, Müller ; je crois à ton repentir, et je te pardonne.

Les murailles de la ville n'étaient plus qu'à quelques pas. Müller arrêta les chiens :

— Mon domaine finit là, dit-il. Adieu, Wladimir !... Descends ; tu n'as que quelques pas à faire pour te trouver en ville.

Le comte serra la main de son ancien ami et descendit du traîneau.

— Quand tu auras besoin de moi, Wladimir, dit Müller, appelle-moi... Souviens-toi du tumulus.

— Avant tout, répondit le comte, je m'occuperai de l'achat des armes. Le correspondant des Khalkhas est le marchand Lapteff, qui vend de tout, m'as-tu dit.

— Oui, mais sois prudent ! Un colon ne doit pas acheter des armes.

— Ne crains rien. Ma femme a un ami, un vieux médecin qui l'a accompagnée à Irkoutsk. Celui-là n'excitera pas la défiance.

— C'est bon. Agis vite ! J'ai hâte de me sentir libre.

— Adieu !

Wladimir s'éloigna et Müller fit faire volte-face aux chiens. Au moment où le Courlandais allait reprendre le chemin du désert, le comte se retourna une dernière fois :

— Toi aussi, Müller, souviens-toi ! Rien contre la Russie ni contre le tzar !

Müller sembla n'avoir pas entendu, et la narta disparut bientôt derrière le tumulus du chef mongol. Wladimir rentra en ville. Il y avait deux jours que Lanine était absent, et Tatiana l'attendait avec impatience. Le comte, de retour auprès d'elle, lui raconta tout : il lui dit ses espérances, sa rencontre avec Müller, le pardon qu'il lui avait accordé, et ses engagements envers lui. Wladimir appréhendait sa désapprobation ; aussi fut-il enchanté d'entendre Tatiana approuver tous ses projets.

— Un homme comme Müller est complet en toutes choses, dit-elle. Trahi par les autorités, il ne saurait plus être espion. Son crime même me prouve sa sincérité. Ne soyez ni criminel ni traître à votre patrie, Wladimir, mais travaillez à votre délivrance !

Le docteur Haas fut mandé. La réponse de cet homme fut simple et digne :

— Je me suis dévoué à vous, madame, et je ne suis pas Russe. Ce que vous approuvez, je l'approuve; ce que vous m'ordonnerez, je le ferai. Je suis vieux; vous êtes mon dernier dévouement... je m'y complais... Ne prenez donc pas la peine de me demander mon avis, ordonnez!

Il fut convenu que Haas irait toucher de l'argent à la banque d'Irkoutsk, où Tatiana avait déposé ses fonds, et qu'ensuite il accompagnerait Wladimir jusqu'à sa résidence, où le comte sentait qu'il était prudent de faire une apparition après une aussi longue absence, dangereuse surtout depuis l'avertissement du gouverneur. Le lendemain, le docteur prendrait rendez-vous avec le marchand Lapteff, pour mener à bonne fin l'opération de l'achat de cinq cents fusils destinés officiellement à un chef khalka en révolte contre un mandarin de Maïmatchin.

Ces dispositions prises, Haas et Wladimir laissèrent Tatiana seule, et s'engagèrent dans la principale rue d'Irkoutsk, où était située la banque.

Il était dix heures du matin.

Presque à la même heure où Lanine revenait à Irkoutsk de son excursion sur le lac Baïkal, Popoff entra dans le cabinet du gendarme avec Hélène, qui était venue le voir ce jour-là. Palkine était absent, mandé par le gouverneur; il s'y était rendu, après avoir ordonné à son secrétaire de continuer le travail de la veille.

Popoff, qui désirait causer assez longuement avec sa fiancée, qu'il voyait pour la dernière fois, et qui, en même temps, voulait achever sa besogne, avait fait entrer Hélène dans le cabinet du colonel, et il triait des papiers tout en conversant. Palkine, en sortant, lui avait dit qu'il ne rentrerait pas avant deux heures; Popoff croyait donc avoir devant lui suffisamment de temps pour expliquer son rôle à Hélène. Hélène et Nicolas causaient depuis une heure, et Popoff avait déjà prié sa fiancée de prévenir le comte Lanine du rendez-vous de dimanche. Il lui avait raconté sa conversation avec le gendarme, et il lui avait dit que la preuve qu'il possédait contre Schelm pouvait devenir convaincante entre les mains d'un personnage puissant et intéressé à la perte du chef de la chancellerie.

— Autant alors le reçu ne prouvait rien, autant aujourd'hui il est devenu une arme terrible. Effectivement, deux ans se sont écoulés depuis... Le reçu écrit de la main de Schelm, et la signature contrefaite par moi, prouvent de la façon la plus claire ma connivence avec



le chef de la chancellerie. Or il ne m'a jamais poursuivi... Les circonstances de mon arrestation sont là, qui témoignent contre lui. Il m'a fait arrêter comme un homme dangereux, comme détenteur de papiers secrets du ministère, mais non comme voleur et faussaire.

— Comment, Nicolas, vous qui avez été fouillé plus de vingt fois, êtes-vous parvenu à dissimuler un papier de cette importance?

Un éclair de triomphe brilla dans l'œil de Popoff.

— Ah! voilà!... Depuis ma fuite du ministère, et même quand je fus accepté par le comte Lanine, je ne dormais plus. M'attaquer à Schelm, moi employé inférieur du ministre, me paraissait tellement téméraire, que j'avais peur de mon audace. Ce papier que j'avais, je le cachais sur moi, mais je tremblais à tout bruit. Une nuit, pendant que j'étais en Crimée, je me réveillai tout en sueur, rêvant qu'on me prenait ce papier, et qu'après me l'avoir pris on me jetait dans la Néva; je me levai de mon lit pour dissiper ce cauchemar... Le lendemain, j'avais une rage de dents affreuse... Alors une idée me vint. J'allai à Sébastopol; il y avait là un dentiste anglais... Je me fis arracher deux molaires, celle qui me faisait mal et une autre qui était saine... Je fis faire en ville une microscopique boîte creuse, en ivoire, à laquelle je fis donner la forme et la grandeur des dents molaires qui venaient de m'être enlevées. Les feuillets du livre de copies sont, vous le savez, d'un papier extrêmement mince; celui-ci put donc être plié de façon à être introduit facilement dans le creux de la boîte, après avoir été préalablement enveloppé dans une vessie légère. Puis je retournai chez le dentiste et, lui montrant la petite boîte, je le priai d'y adapter des pinces, afin de pouvoir, en cas de besoin, la fixer dans ma bouche. Le dentiste me prit pour un original; mais deux cents roubles que je lui donnai le décidèrent. Depuis ce temps, je porte toujours cette boîte sur moi, et quand je crois être en danger, je la glisse dans ma bouche. Dieu m'a protégé jusque aujourd'hui. Je n'ai jamais été pris en défaut; j'avais cette boîte dans ma bouche le jour où je fus arrêté. Depuis, on ne m'a jamais fouillé comme ce jour-là, et il n'y avait pas de raison pour qu'on le fit. Je vous confie cela, Hélène, à vous qui m'aimez, à vous qui vous êtes exilée pour moi, car l'heure de la lutte va sonner, et je ne sais ce qui arrivera. Aussi souvenez-vous que je vous confie mon sort et celui d'une famille entière, de la famille de mes bienfaiteurs!

— C'est ingénieux et héroïque! dit Hélène. O Popoff, vous étiez né pour d'autres destinées!

— Mon intelligence a été cause de ma misère, hélas! Je calcule, je combine, et puis arrive un événement, un hasard, qui me précipite dans l'ornière! Que voulez-vous, c'est notre destinée, à nous autres petits! Oh! ma cachette défiait l'œil de l'agent le plus perspicace!

L'heure est venue d'en tirer parti. Ce papier servira-t-il à me sauver, à me venger, ou à me précipiter encore dans l'abîme? je l'ignore.

Tout en parlant, il regardait machinalement par la fenêtre, et vit le traîneau de Palkine qui s'arrêtait devant la maison. Le colonel, accompagné de l'ispravnik, en descendait.

— Ah ! mon Dieu, voici le colonel ! Si tôt ! Qu'est-ce que cela veut dire ? Hélène, sortez, ... et n'oubliez pas de prévenir la comtesse ! Dimanche, à la tombée de la nuit, je serai à la résidence de son mari. Elle peut assister à l'entrevue. Fuyez, Hélène ; le colonel ne sera pas content de vous voir dans son cabinet.

— Ah ! bah ! dit Hélène ; il est trop tard ! Tenez, je vais me mettre là ! ...

Elle montrait une toile qui cachait quelque chose dans un coin.

— Vous êtes folle ! dit Popoff : ce sont les dossiers de la gendarmerie ! S'il vous voit...

Elle éclata de rire :

— Bah ! bah ! il n'ira pas fureter dans ces vieilles paperasses !

— Non, Hélène, je ne veux pas... Je vous en prie...

Elle voulut sortir alors ; il était effectivement trop tard : la voix du gendarme résonnait dans la pièce voisine. Avec un geste ironique, Hélène courut vers la toile et s'en enveloppa, montant sur les dossiers.

— D'ailleurs, murmura-t-elle à l'oreille de Popoff, s'il me découvre même, que voulez-vous qu'il me fasse ?

Elle se blottit dans son coin, en se disant à elle-même : « Puisqu'il est notre ami, il ne me fera rien... même si... » Popoff se courba sur son bureau.

La porte s'ouvrit, et le colonel, toujours accompagné de l'ispravnik, entra dans le cabinet.

— Popoff, dit-il, montez dans mon traîneau et allez à la prison ! Vous vous ferez remettre la liste de tous les prisonniers, et vous me l'apporterez ! Ce sera l'affaire d'une heure... Cela vous fera prendre l'air, ajouta-t-il en souriant.

Popoff s'inclina. Inquiet de la présence d'Hélène, il voulut essayer de décliner cet ordre, qui lui aurait été agréable en tout temps, mais qui lui déplaisait fort dans les circonstances présentes.

— Colonel, dit-il, je n'ai encore pu, malheureusement, achever la besogne...

— N'importe, interrompit Palkine, allez, allez !

Force fut à Nicolas d'obéir. Il sortit. Quand Palkine se crut seul avec l'ispravnik, il éclata de rire :

— Cet imbécile de Popoff s'imagine, dit-il à sa créature, que c'est par philanthropie que je suis aussi faible avec lui. Écoutez, Paldesky, à vous, je vous parlerai un autre langage, car vous êtes un

fonctionnaire intelligent, et vous comprenez qu'on ne fait son chemin que quand on est appuyé de plus fort que soi. Mon appui ne vous manquera pas dans l'avenir, pas plus qu'il ne vous a manqué jusque aujourd'hui; mais il faut le mériter! Jusqu'ici, je n'ai guère réclamé vos services! Le jour est venu; êtes-vous prêt?

— Je suis prêt!... Je sais que vous pouvez beaucoup pour moi, et que vous êtes mon seul protecteur. Ordonnez!

— Il faut que ce comte Lanine soit en prison avant dimanche!... Vous avez donc deux jours pour agir.

L'ispravnik fit la grimace:

— Mon colonel, répondit-il, je ne demande pas mieux; car je l'aime comme le choléra ou le typhus, ce damné freluquet; mais il est protégé par le gouverneur, et...

— Hé non! imbécile, répondit Palkine. Ce qui a été n'est plus!... Hier encore, le gouverneur le défendait; aujourd'hui il sera obligé, sinon de le persécuter, du moins de ne plus prendre son parti.

— Comment?

— Oui, aujourd'hui encore, le général m'a reproché de couvrir de mon égide ce conspirateur dangereux! C'est un de ses griefs. Ha! ha! ha! Je te réponds que personne ne le protégera à l'avenir. Tu peux d'ailleurs t'excuser en rejetant tout sur moi. Le gouverneur m'a reproché ma soi-disant faiblesse pour Lanine; eh bien, je vais lui prouver le contraire. Vois-tu, mon ami, un fonctionnaire ne doit aimer ni protéger personne, excepté ceux qu'à Saint-Petersbourg on lui ordonne de protéger. Donc, je compte sur toi pour jeter Lanine en prison.

— Il faudrait encore trouver un prétexte, répondit l'ispravnik.

— Avec cela qu'il est difficile à trouver! Il n'est jamais à sa résidence; tu n'as qu'à te transporter à l'improviste chez lui. Tu restes dans la légalité... Je prends tout sur moi, d'ailleurs, je te le répète...

Les yeux de Padlesky brillèrent de joie:

— Alors c'est fait. J'y vais de ce pas.

— Oui. Puis, quand il sera en prison, tu feras cerner sa maison, et tu n'y laisseras plus entrer personne. Dimanche, tu tiendras quelques hommes à ma disposition.

— Bon!

— Je compte sur toi! Mes autres mesures sont prises... Adieu maintenant, et reviens demain me rendre compte de tes démarches!

L'ispravnik sortit, et le colonel des gendarmes se promena seul dans son cabinet, roulant dans sa tête les projets les plus ténébreux.

Comme les hommes fortement préoccupés, il se parlait de temps en temps à lui-même :

— Non, c'est dangereux, disait-il. Schelm est un adversaire redoutable... Je savais bien que le gouverneur me recevrait mal... Sous sa politesse habituelle perçait un sentiment de méfiance... Que faire?... Il faut cependant lutter!... Je ne me laisserai pas écraser!... Oui, mais Schelm est là, et moi je suis ici. Cette preuve, oh! cette preuve! dit-il en grinçant les dents. Dussé-je tuer Popoff, je l'aurai... Schelm ne me fera plus de mal du jour où il me craindra. Je le tiendrai, et nous avancerons ensemble; car je ne le hais pas, au fond, cet homme! je ne veux pas qu'il me nuise, voilà tout... Je lui livrerai son Lanine. Est-ce que je tiens à sa réhabilitation, moi?... Il était une arme entre mes mains; si je m'en procure une autre, je ne la vendrai plus, cette fois, et je n'en userai même pas!

Il ricana :

— Schelm m'aidera de toutes ses forces quand il aura peur de moi, et qu'il connaîtra mes intentions pacifiques à son égard! Il sait bien qu'au fond je suis plutôt de son côté que de celui de ces gens-là! Je lui livrerai le mari, il me livrera la femme... Ce sera bien joué!

Palkine sortait, nous l'avons dit, de chez le gouverneur, et il était en grand uniforme. Tout en réfléchissant et en se parlant à lui-même, il marchait avec précipitation. Son sabre se détacha et lui frappa la jambe. Cette légère douleur lui rappela qu'il fallait se dévêtir. Il se dirigea vers sa chambre à coucher. Quand le colonel eut fermé la porte du cabinet, la toile qui cachait les dossiers de la gendarmerie ondula, et la tête pâle d'Hélène apparut timidement. La jeune fille s'assura qu'elle était seule dans le cabinet, alla à la porte et l'entr'ouvrit. Le cabinet donnait sur une pièce qui servait de salon; il n'y avait personne dans cette pièce. Alors Hélène ouvrit la porte et se mit à courir comme une folle; la fille de l'épicier connaissait la maison du gendarme pour y être venue plusieurs fois.

Elle monta un escalier qui conduisait à la chambre de Popoff, au dernier étage. Haletante, livide et consternée, elle ouvrit la porte.

La chambre de Popoff était vide.

## XXII

## LE TOUNGOUSE.

Il ne s'était pas écoulé dix minutes depuis le départ de Haas et de Wladimir, que Hélène accourait essoufflée auprès de Tatiana, et qu'elle lui racontait tout ce qu'elle venait d'entendre.

— Comment je suis sortie de cet antre, je ne le sais pas moi-même, dit-elle. Lorsque j'ai entendu leur conversation et les confidences que cet horrible gendarme se faisait à lui-même, j'ai couru à la chambre de Nicolas. J'ai attendu une heure : il ne revenait pas. Cependant le temps pressait ; il fallait que je vous visse ; j'étais supportée dans la maison de ce damné par les soldats. « Il travaille, pensais-je, et je pourrai lui parler, en le faisant demander. » Je sortis, et en entrant dans l'antichambre, je m'approchai d'un gendarme pour lui présenter ma requête. « Ah ! c'est toi, coureuse ! cria cet homme. Hors d'ici, et qu'on ne t'y revoie jamais ! Nous venons de recevoir un galop grâce à toi !... Ton ami vient de rentrer ; il est enfermé avec le colonel, et il a eu la bêtise de lui dire qu'il t'avait vue ce matin... Voici comment tu nous payes nos complaisances ! » Il me parla longtemps de ce ton, et finalement, malgré mes prières et mes supplications, il me mit à la porte.... Madame la comtesse, pour l'amour de Dieu, sauvez le comte, sauvez Nicolas !

Tatiana fut profondément attristée, mais peu étonnée de la découverte d'Hélène. Depuis la scène de la forêt, elle n'avait jamais rendu sa confiance à Palkine, malgré toutes les protestations de dévouement dont le gendarme s'évertuait à la combler. Sa froide audace envers elle, la facilité avec laquelle il avait reconquis son calme, son regard faux et cruel, tout cela lui était revenu à l'esprit, et tout cela avait encore doublé sa répulsion. Cependant, se croyant forcée de ménager le colonel, qu'elle supposait être l'antagoniste le plus acharné de Schelm, elle lui témoignait une politesse réservée, et elle n'avait pas raconté à son mari l'attentat dont elle avait été l'objet.

Elle se leva donc froidement et dit à Hélène :

— Je vais de ce pas chez le gouverneur. C'est un homme intègre, et il nous aidera. Quant à toi, sors, va en ville, tu y rencontreras mon mari et le docteur. Raconte-leur tout, et dis-leur de revenir ici de suite. Le docteur a secouru tant de monde autour de lui, qu'il est universellement connu à Irkoutsk. Tu le trouveras facilement... Tu

n'as qu'à demander à un de nos voisins quel chemin ils ont pris en sortant d'ici, et tu suivras facilement leur trace.

Hélène était pâle et échevelée; elle tremblait de surprise et de peur.

— Mon Dieu! quelle horreur! s'écria-t-elle.

— Ne te lamente pas, agis! dit Tatiana; leur salut dépend de nous, maintenant. Tu es venue ici pour consoler; une tâche plus sainte t'est réservée: aie la force de la remplir!

Et la noble femme, majestueuse et pâle, donnant à Hélène sa main à baiser, sortit pour aller chez le gouverneur.

Hélène, toujours affolée, la suivit presque aussitôt.

Comme la plupart des grandes villes russes, Irkoutsk possède une rue où des constructions monumentales, rangées avec symétrie, présentent un aspect imposant. Plus loin, de sales carrefours sont formés par des maisons en bois; toutefois il y a très-peu de chefs-lieux de gouvernement qui ne se piquent d'avoir une rue et une place aussi belles que toute rue ou toute place d'une préfecture française.

La grande rue d'Irkoutsk formait angle avec celle où demeurait Tatiana, et qui était comme la continuation de cette magnifique voie, mais seulement dans son commencement. Sept hôtels, dont celui de Tatiana était le dernier, s'élevaient, des deux côtés de la rue, à plusieurs étages. Ces hôtels étaient en pierre, et d'une architecture assez prétentieuse. L'habitation de la comtesse coupait brusquement cette symétrie. Plus loin, ce n'était que des cabanes en bois, noires, mal bâties, et la rue aboutissait à une élévation où il n'y avait plus de construction du tout. Cependant la ville ne finissait pas là, et derrière le monticule, d'autres rues, d'autres cabanes et d'autres hôtels formaient un dédale jusqu'aux bords de l'Angara.

La maison voisine de celle de Tatiana, malgré son extérieur misérable, était assez confortable au fond. Elle était en bois, à un étage, entourée d'une sorte de jardin. L'ispravnik d'Irkoutsk l'habitait; mais Tatiana, dont la hauteur se serait refusée à une question, l'ignorait. A la vérité ses gens le savaient, mais ils ignoraient complètement l'hostilité du fonctionnaire envers leur maîtresse.

Hélène s'orienta en sortant de l'hôtel. La comtesse lui avait ordonné d'aller à la recherche du comte et du docteur, mais elle ne lui avait donné aucune autre indication. Irkoutsk est une petite ville, et tout le monde s'y connaît; il n'y avait rien d'extraordinaire à cet oubli de Tatiana. Le comte et le docteur pouvaient être allés chez le gouverneur, ou à des emplettes aux boutiques: alors ils avaient tourné à droite. Ils pouvaient être allés à la résidence de Wladimir, chez d'autres exilés qui demeuraient du côté des docks: alors il fallait tourner à gauche. Une fois cette première indication obtenue,

Hélène était sûre de retrouver leur trace ; mais la première indication était indispensable.

Hélène était une jeune fille rieuse et babillarde, connue dans le quartier pour une joyeuse commère ; elle ne songea même pas que sa pâleur et son air affairé, si en contraste avec ses allures ordinaires, pouvaient éveiller la curiosité. Elle jeta un regard autour d'elle. Sur la porte du jardin de la maison de l'ispravnik, elle vit une femme qui examinait la rue avec une indifférente curiosité. Elle alla à elle :

— Mon Dieu, madame, lui dit-elle, excusez-moi ; mais, en qualité de voisine, vous devez connaître le comte Lanine et le docteur Haas ?

— Je les connais parfaitement, répondit la dame en toisant Hélène de la tête aux pieds.

La jeune fille, dans son anxiété, ne s'apercevait de rien. Elle continua :

— Ne les auriez-vous pas vus passer ?

La femme l'examina encore. L'air affairé, anxieux d'Hélène ne lui échappa pas.

— Moi ? non, lui répondit-elle ; je sors seulement. Mais mon mari a fumé sa pipe sur la porte pendant une bonne heure. Il vient de rentrer pour se réchauffer... Il vous renseignera... Entrez, mon enfant !

Sans défiance, Hélène la suivit. Quand les deux femmes furent dans une chambre de la maison de l'ispravnik, la complaisante voisine demanda à Hélène :

— Pourquoi avez-vous besoin de ce renseignement ?

Hélène, stupéfaite de cette interrogation, recula vers la porte.

— Mais, madame, bégaya-t-elle, je...

— Je suis la femme de l'ispravnik, et votre attitude m'inspire des soupçons !... Répondez ! Pourquoi voulez-vous connaître le chemin qu'ont pris ces messieurs ?

Effrayée, Hélène se rapprocha de la porte ; mais Caroline la devança et se plaça sur le seuil :

— On ne passe pas ! dit-elle en riant. Vous voudrez bien, ma belle enfant, attendre ici le retour de mon mari, qui est absent à cette heure pour affaire concernant votre maître, ajouta-t-elle avec un rire cruel.

— Madame, c'est odieux, ce que vous faites là ! s'écria Hélène, qui voulut se précipiter vers la porte. Il faut absolument...

— Ha ! ha ! ha ! C'est donc grave ! riposta Caroline. Tant mieux ! J'ai eu du nez, paraît-il... Attendez là, mon enfant, et ne vous ennuyez pas trop.

Caroline, en riant toujours, ferma la porte à clef, et laissa Hélène prisonnière dans la maison de l'ispravnik.

Cependant la comtesse était allée chez le gouverneur, et avait demandé une audience. Le gouverneur lui fit répondre que c'était impossible pour le jour même. Tatiana voulut insister; ce fut inutile; le général lui fit exprimer ses regrets, mais il persista dans son refus. Alors elle alla chez d'autres fonctionnaires supérieurs, qui lui avaient jadis témoigné de l'amitié. Elle ne fut reçue nulle part. A moitié folle d'anxiété, la comtesse, après deux heures de courses inutiles, rentra chez elle. Akoulina Ivanovna lui apprit que le docteur Haas l'attendait depuis un quart d'heure dans le salon. Tatiana, sans remarquer la pâleur de la vieille dame, sans lui faire aucune question, courut au salon :

— Votre mari est arrêté ! lui dit Haas dès qu'il l'aperçut. Les persécutions recommencent. Après avoir touché l'argent à la banque, je suis allé reconduire le comte jusqu'à sa résidence... Nous y avons trouvé l'ispravnik installé... Il n'y avait pas à protester : votre mari avait été pris en flagrant délit d'absence. Cependant j'ai voulu le défendre. C'était inutile : cet homme agissait avec un parti pris. Heureusement encore, j'avais l'argent sur moi ; sans cela, le cas du comte eût été plus grave.

La lutte faisait sur Tatiana un effet diamétralement opposé à celui qu'elle produit chez les autres femmes : au lieu de l'abattre, elle l'exaltait.

— Ah ! ils le veulent, dit-elle. Ils croient m'effrayer !... Nous n'avons plus rien à attendre de la justice régulière. Eh bien, je m'adresserai aux rebelles ! Une seule chance me reste !... Docteur, procurez-moi des habits d'homme ! J'irai cette nuit au tumulus du chef mongol !... Mon mari est prisonnier, il ne peut demander protection à Müller ; c'est moi qui la demanderai en son nom !

— Vous ! y songez-vous ? Seule... dans la nuit... Vous risquez !...

— Assez, docteur !... j'ai dit.

— Mais je puis le faire, moi !... Pourquoi cette imprudence inutile ?

— Ce Müller ne vous connaît pas. Qu'êtes-vous pour lui ? rien !... Moi, je suis pour lui un remords vivant ; il m'obéira !... N'insistez pas, docteur !

— Il faut toujours vous obéir !... Mais, madame, vous n'irez pas seule... Ceci, par exemple, pour rien au monde je n'y consentirai, ajouta Haas avec fermeté. Je vous accompagnerai.

Elle lui tendit la main et dit simplement :

— Venez !



L'absence de toute animation rend les nuits septentrionales plus majestueuses encore que celles des pays tempérés. Quand l'obscurité recouvre de son ombre les plaines de la Sibérie, on s'entend respirer, on entend battre son cœur, et on s'entend marcher; la neige durcie craque sous vos pieds avec mille bruits discordants qui arrivent aux oreilles en notes stridentes; le moindre son se répercute en échos prolongés et lointains, et tout bruit prend les proportions d'un effondrement général.

Le mamelon du chef mongol sembla tressaillir tout entier, et la neige qui le recouvrait crépita comme l'eau qui bout, quand, à dix heures de la nuit, Tatiana prononça d'une voix haute et ferme, par trois fois, le nom du chef toungouse :

— Tjenar! Tjenar! Tjenar!

Ce nom se répercuta dans les gorges et les vallées, et il rebondit ensuite sur la glace de l'Angara comme l'eût fait un projectile; puis le silence se fit.

Tatiana était vêtue d'un costume complet de colon. Auprès d'elle était le docteur Haas. Le médecin et la comtesse, qui n'étaient nullement soumis aux lois disciplinaires, n'avaient éprouvé aucune difficulté pour sortir de la ville. Après avoir prononcé la formule, Tatiana dit à Haas :

— Nos ennemis agissent, tout me le prouve : la disparition d'Hélène, l'arrestation de mon mari. Un danger terrible — lequel? je ne sais, — mais prompt et imminent plane sur nous! Notre unique espoir est dans cet homme qui est la cause de tous nos malheurs!

— C'est, précisément, ce qui me fait espérer. Ce n'est pas un hasard fortuit, c'est le doigt de la Providence... Müller s'est repenti, et Dieu veut lui donner les moyens de racheter son crime ici-bas, pour ne pas avoir à le racheter là-haut!

— Pas de mysticisme avec moi, docteur! répondit-elle. Je crois avec ferveur, mais je n'espère pas en l'intervention de Dieu dans nos misérables affaires.

La neige craqua à quelques pas d'eux, et, pareil à un spectre noir se détachant dans la blancheur de la nuit du Nord, un Toungouse apparut au pied du monticule. Il s'inclina et attendit.

— Mon ami, lui dit Tatiana en russe, j'ai besoin de la protection de Müller. Je suis la comtesse Lanine.

L'indigène la regarda avec de grands yeux étonnés, et s'inclina sans répondre.

— Tu sais où il est, n'est-ce pas? Il faut que je le voie, que je lui parle de suite! continua-t-elle.

Mais le jeune sauvage, de plus en plus étonné, fit de la main signe qu'il ne comprenait pas.

— Tu ne comprends pas? demanda-t-elle.

Même signe.

— Oh! dit Tatiana, il ne sait pas le russe!... Mais Dieu me donnera la persuasion nécessaire pour me faire entendre!

Alors elle commença à parler, à faire des signes. Elle parla longtemps. Le Toungouse suivit des yeux ses mouvements et pencha l'oreille; puis il écarta les mains, pour montrer par ce geste qu'il ne comprenait absolument rien. Tatiana était désespérée : un obstacle fragile lui fermait la seule chance de salut qui restât encore à son mari; mais cet obstacle, par sa fragilité même, était insurmontable. Elle se jeta à genoux dans la neige :

— Mon Dieu, s'écria-t-elle, inspirez-moi! C'est vraiment horrible de ne pouvoir rien, et d'être ainsi arrêtée!

Haas s'était approché du Toungouse; il lui toucha l'épaule :

— Tjenar! dit-il.

Le sauvage fit de la tête un signe affirmatif. Le docteur répéta le nom de Tjenar. Le Toungouse fit un deuxième geste qui signifiait clairement qu'il comprenait.

— Madame la comtesse, dit Haas, nous nous entendons parfaitement avec ce brave garçon; nous allons réussir probablement. Calmez-vous!

Alors le docteur s'assit sur la neige et se laissa glisser quelques pas. Le Toungouse montra ses dents blanches en riant d'un rire franc, et disparut derrière le tumulus.

— Je me suis fait comprendre, madame, dit le docteur. Il va me mener auprès de son chef. Si celui-là ne parle pas le russe, il connaît du moins Müller!

— Vous êtes ma providence, docteur!... Rentrez à la ville! J'irai avec cet homme.

— Ah! cela, non, madame, s'écria Haas; et ici, je revendique mes droits de protecteur. Vous n'irez pas!

— Docteur...!

— Vous n'irez pas!... Je réponds de vous devant le comte!... J'ai pu vous accompagner jusqu'ici; mais vous laisser voyager avec ce sauvage, jamais! C'est déjà assez que je me résigne à vous voir rentrer seule, pendant la nuit, à Irkoutsk.

— Mais, docteur...!

— Souvenez-vous de la forêt! dit Haas en la regardant presque avec sévérité. Croyez-moi, votre mari vous blâmerait d'avoir risqué un pareil voyage, même pour le sauver!... Vous êtes femme; souvenez-vous des devoirs de la femme!

Tatiana comprit; elle tendit la main au docteur :

— Vous avez raison, dit-elle. Allez! Si les supplications ou les

menaces ne suffisent pas, payez, s'il le faut, mais réussissez!... Je remets entre vos mains le sort de mon mari. Quant à moi, je ne resterai pas inactive : je veillerai sur lui de mon côté! Vous n'avez que quarante-huit heures, docteur, employez-les bien!

Un traîneau attelé de deux rennes contournait le tumulus. Le Toungouse qui le conduisait s'arrêta devant le docteur.

Haas s'inclina sur la main de Tatiana et se plaça à côté de l'indigène :

— Tjenar, dit-il.

Le Toungouse fit un signe affirmatif de la tête et siffla. Les rennes descendirent rapidement le talus et s'engagèrent dans le lit du fleuve.

Longtemps Tatiana resta à la même place, regardant le traîneau qui disparut derrière le cap. Puis, elle s'agenouilla sur la neige, adressa à Dieu une courte mais fervente prière, où les noms de Haas et de son mari étaient confondus; et, après avoir tracé sur sa poitrine un dernier signe de croix, elle se releva et retourna lentement à Irkoutsk.

## XXIII

### LE SUPPLICE.

Dans l'intérieur de la cabane de Wladimir le crépuscule était devenu la nuit. Depuis une demi-heure déjà, Nicolas Popoff, fidèle au rendez-vous donné, attendait le comte, assis sur un escabeau, et sans remarquer l'obscurité envahissante. Il avait été, du premier abord, légèrement étonné de l'absence de Lanine, car il avait prié Hélène de ne pas oublier de lui faire sentir toute la nécessité de l'exactitude. Popoff n'avait pu obtenir que deux heures de liberté, et il savait combien sa démarche était dangereuse pour lui et compromettante pour le colonel. Les suggestions qu'inspire l'attente augmentaient encore l'impatience qui commençait à le gagner.

— Ces femmes n'ont aucune suite dans les idées, pensait-il... Je suis sûr qu'Hélène se sera mal acquittée de la commission... On doit faire ses affaires soi-même... Mais il fait déjà nuit!

Nicolas se leva, alla au poêle, chercha sous le fourneau, et découvrit une brassée d'éclats de bois, nommés *loutchina*, et qui servent de chandelles aux colons. Il prit deux de ces éclats, les alluma à une allumette qu'il tira de sa poche, et les plaça aux parois du mur, dans

deux autres morceaux de bois fichés dans les poutres, et qui formaient pince. De cette façon, il se procura un éclairage qui emplît la cabane de fumée et l'illumina d'une lueur rougeâtre et tremblotante. C'est l'unique mode d'éclairage connu dans les villages sibériens.

Ceci fait, Nicolas se rassit sur son escabeau, en se disant à lui-même :

— Comment n'est-il pas ici ? Pourquoi ne vient-il pas ? Voilà près d'une heure déjà que je l'attends ! Il ne peut avoir d'empêchement, car Hélène m'en aurait prévenu. Elle est étourdie, mais intelligente... Qu'est-ce que cela veut dire ?

Il attendit encore une demi-heure, et comme personne ne venait, il songea qu'il devait être de retour, que son absence pouvait inspirer des soupçons, que tout cela pouvait devenir dangereux. Il se leva.

— Allons, dit-il, c'est partie remise ! Il y aura eu quelque malentendu !

Il s'achemina vers la porte, et l'ouvrit ; soudain il recula en poussant un cri de stupeur et d'effroi.

Le colonel Palkine était sur le seuil ; dans la rue, à la lueur du crépuscule mourant, il vit deux autres hommes à quelques pas de la maison.

— Vous, colonel ! dit-il.

Palkine avança et, le repoussant de la main dans l'intérieur de la cabane :

— Oui, moi ! En quoi cela t'étonne-t-il ?

— Où est le comte ? Que venez-vous faire ici ?

— Oh ! oh ! tu m'interroges !... Bah ! je te répondrai. Je viens chercher les preuves dont j'ai besoin ! Donne-les-moi. Le comte ne viendra pas.

— Comment ? Pourquoi ?

— Ah ! tu m'ennuies avec tes questions ! Ces preuves, vite ! ou sinon !...

— Mais c'est de la trahison !

— Appelle-le comme tu veux ! Je n'ai pas le loisir de discuter ! Ces papiers dont tu m'as parlé, il me les faut ! donne-les-moi !

Popoff comprit qu'il était pris au piège et que Palkine était son ennemi. D'un bond désespéré il se rua sur le gendarme et le saisit à la gorge en criant :

— Toi, au moins, tu payeras pour les autres !

Mais le colonel était d'une force herculéenne ; il se dégagera facilement de l'étreinte désespérée de Nicolas, et lui saisit les deux mains avec tant de force, que les articulations craquèrent, et que

Popoff, anéanti, tomba à ses pieds en poussant un gémissement étouffé.

— De la résistance, misérable ! dit Palkine. Holà ! vous autres, ici !

Popoff appela au secours, espérant amener les colons du village ; mais la résidence de Lanine était une habitation isolée, sur la lisière d'un bois. Ses cris ne furent pas entendus. Deux gendarmes entrèrent dans la cabane, et se saisirent de lui.

— Fouillez-le de la tête aux pieds ; ce que vous trouverez, remettez-le-moi ! Tes papiers y passeront cette fois, ricana Palkine.

Mais Nicolas était redevenu calme, et en face de ce danger certain et terrible, toute son énergie lui était revenue. Il eut un sourire ironique. Les gendarmes commencèrent à le fouiller.

Quand il fut complètement déshabillé, et que l'on eut cherché partout, dans ses poches, dans ses bottes et même dans ses cheveux, on ne trouva qu'un sac à tabac et un petit couteau. Palkine rugissait de colère.

— Ah ! cria-t-il, tu crois l'être encore moqué de moi ? Attends ! Tout n'est pas fini ! Tu as des papiers qu'il me faut ! Et dussé-je te tuer, je les aurai ! Où as-tu caché ces papiers ?

Sans répondre, Nicolas haussa les épaules. Cette bravade exaspéra le gendarme.

— Des lanières, cria-t-il ; qu'on apporte ici des lanières et qu'on attache le rebelle sur ce banc.

Nicolas pâlit affreusement. La lanière appelée *nagaïka* est une courroie de cuir, avec deux nœuds à bouts dédoublés, comme la langue d'un serpent. Cent coups mettent les os à nu ; nul homme ne peut supporter cinq cents coups de cet horrible instrument de torture.

On attachait l'ex-employé du ministère de l'intérieur sur un banc, et on attendait le retour de l'homme qui était allé chercher une *nagaïka* chez le *stanovoï* du village.

— Écoute ! dit Palkine à Popoff, il en est temps encore ; résigne-toi !... livre-moi ton secret !

Popoff répondit :

— Tue-moi, bourreau ! tu ne sauras rien !... Va, j'attends ton supplice !.... Traître ! lâche et espion ! Je me couperai la langue plutôt !

Le colonel sourit cruellement et s'assit sur l'escabeau. On apporta la lanière.

— Commencez et espacez les coups, pour qu'il ait le temps de répondre.

La lanière siffla, et en s'appliquant sur la chair nue et palpitante

de l'employé, elle y laissa une large trace bleue. Popoff poussa un rugissement, et saisit avec ses dents le bois sur lequel il était attaché, qu'il mordit tiévreusement, et ne lâcha plus.

Au vingtième coup, le sang jaillissait, et les nœuds de la lanière enlevaient des lambeaux de chair. La douleur devint tellement atroce en ce moment, que Nicolas desserra les dents, qui laissèrent dans le bois une empreinte profonde; il se mit à pousser des cris épouvantables. Pendant les apprêts du supplice, Palkine avait allumé un cigare à une loutchina.

— Ah ! ah ! dit-il. Tu ouvres enfin la bouche... Tu répondras peut-être !

D'un signe il ordonna de suspendre le supplice. Le bourreau esuya avec ses doigts les nœuds de la lanière, où quelques morceaux de chair avaient adhéré. De ces morceaux il fit une boulette, qu'il jeta négligemment sur le plancher. Popoff râlait.

— Où est le papier que tu possèdes ? dit le gendarme.

Nicolas tourna son visage vers Palkine, et ses yeux injectés de larmes et de sang fixèrent son bourreau avec une résolution inébranlable.

— Tu ne sauras rien ! répondit-il. Maudit sois-tu !

— Nous verrons cela ! Continuez !

La lanière siffla derechef... La douleur, interrompue pendant une seconde, fut plus sensible au premier coup. Tout le corps du malheureux employé tressaillit et il poussa un rugissement. Palkine rit aux éclats. La lanière siffla une deuxième fois, mais comme tout homme ne possède qu'une dose limitée de force, et que, la limite franchie, il commence à devenir insensible, à chaque coup de lanière, les tressaillements du corps de Nicolas devenaient moins violents, et ses cris moins plaintifs. Il souffrait horriblement, mais il n'avait plus la force de se plaindre; il gémissait à peine en haletant. Palkine crut que le bourreau était fatigué.

— Plus fort !... lui ordonna-t-il, si tu ne veux pas que je te fasse attacher à sa place !

Le gendarme frappa à tour de bras. L'os de l'omoplate était à nu, et la lanière s'y abattit avec un bruit mat. Ce fut une douleur atroce. Nicolas jeta un cri tellement horrible, que le bourreau lui-même frissonna.

— Répondras-tu ? vociféra Palkine.

— Non ! murmura Nicolas. Non, jamais !

— Frappez ! frappez ! hurla Palkine. Plus bas ! qu'il sente la douleur !... Sur les jambes ! sur les pieds !

La lanière enveloppa les jambes du patient, encore intactes. A ce moment, la porte s'ouvrit, et le docteur Haas apparut sur le seuil : il avança lentement et s'approcha de Palkine.

— Que vient faire cet homme ici? cria le colonel, et comment les agents de l'ispravnik l'ont-ils laissé passer?... Ah! c'est le médecin!

Le supplice continuait. La lanière sifflait toujours par intervalles réguliers; mais Nicolas ne râlait plus... il était évanoui! Haas avançait toujours; il alla au banc et mit la main sur la tête de Popoff.

— Cessez cette torture! dit-il d'une voix imposante. Cet homme expire!...

— Frappez!... Plus fort! ordonna Palkine, exaspéré. Tout à l'heure, je causerai avec cet homme. Frappez!

Le gendarme leva le bras; mais Haas, prompt comme l'éclair, saisit la courroie, l'arracha de ses mains et la jeta au loin.

— Assez! vous ai-je dit! cria-t-il. Cet homme va mourir!...

Palkine courut à Haas, sur l'épaule duquel il mit ses deux mains. Le bourreau-gendarme, fatigué et surtout dégoûté du supplice qu'il avait été forcé d'infliger, regardait avec étonnement ce vieillard qui bravait son chef, et ne songeait pas à reprendre sa lanière.

Haas ne baissa pas les yeux.

— Savez-vous que c'est de la rébellion, docteur, et que vous payerez cela cher!... Comment êtes-vous venu ici? Répondez!

Haas se dégagea.

— Laissez-moi d'abord secourir cet homme qui va mourir...

— Mourir!... dit Palkine; et emporter son secret dans la tombe! n'est-ce pas?... Eh bien, vieil apôtre! vieil imbécile! cria-t-il, savez-vous ce qui vous attend vous-même?

Haas le regarda froidement, et répondit avec le calme le plus parfait :

— Nul ne connaît sa destinée. Mais laissez-moi, je vous le répète, secourir cet homme.

La tranquillité du vieux médecin porta la rage du gendarme à son comble.

— Cet homme, vous et le comte, vous êtes une clique de rebelles!... Celui-là est mort, dites-vous?... Vous devez connaître alors le secret que je lui demandais, et vous me le direz... Détachez cette charogne, ordonna-t-il à ses acolytes, et attachez ce vieux fou à sa place... La petite fête va recommencer. Ha! ha! ha! ricana-t-il avec un rire satanique; je finirai bien par avoir ce que je veux!...

Haas le toisa avec dédain.

— Insensé! dit-il, qui menace quand il devrait implorer!... Écoutez...

— Ah çà! interrompit Palkine, tu radotes!... Holà! saisissez cet homme! Toi, tu dois être fatigué, dit-il au gendarme qui avait fustigé Nicolas; tu ne pourras plus frapper aussi fort. A ton tour! continua-t-il en s'adressant à son camarade.

Le deuxième gendarme allait, peut-être à contre-cœur, obéir ; mais Haas se redressa soudain :

— Je n'aime pas les représailles... Vous le voulez ! soit. Que votre volonté soit faite !... A moi !... cria-t-il d'une voix de tonnerre.

Les deux vitres des fenêtres de la cabane de Wladimir volèrent en éclats, et les gendarmes virent deux canons de carabines braqués sur eux. Au même moment, la porte s'ouvrit toute grande, et trente colons envahirent la cabane en brandissant d'énormes gourdins et des coutelas. Palkine se troubla un moment ; mais, nous l'avons dit, il était brave :

— Ah ! ah ! c'est donc vrai ! des rebelles ! Nous sommes trois ; c'est suffisant contre cette tourbe sans armes. Allons, enfants ! Les autorités du village viendront d'ailleurs à notre secours !

Les gendarmes voulaient obéir ; deux coups de feu retentirent : les gendarmes, atteints mortellement, roulèrent sur le sol. Les colons entourèrent Palkine, qui resta seul auprès de Popoff évanoui. Haas, comme si la lutte ne l'intéressait plus, auscultait et frictionnait le corps du supplicié.

— Il faut prendre vivant le colonel ! cria alors de la fenêtre une voix retentissante. Que dix d'entre vous se fassent tuer, s'il le faut ; mais prenez-le vivant !

— Nous allons voir cela ! Vous ne me tenez pas encore ! riposta le gendarme.

Il se précipita en avant, après avoir déchargé deux fois son pistolet et abattu deux déportés. Alors commença une lutte surhumaine. Palkine était seul au milieu des rangs serrés des colons qui tâchaient de le saisir. Mais le gigantesque gendarme avait tiré son sabre, et quoique plusieurs fois atteint par quelques coups de bâton, il se défendait vaillamment. Il avançait vers la porte, blessant ou tuant tous ceux qui s'opposaient à son passage, et il appelait au secours en gagnant toujours du terrain, malgré la grappe humaine qui s'était attachée à lui. Le sang coulait à flots.

Les rangs des colons s'éclaircissaient, et le découragement s'emparait d'eux. Huit des leurs gisaient tués ou blessés. Palkine n'était plus qu'à quelques pas de la porte ; soudain il trébucha et tomba. Un assaillant invisible l'avait saisi par derrière à bras le corps et précipité sur le sol. Le gendarme poussa un rugissement de désespoir.

— Ah ! je te tiens, bête venimeuse ! cria Müller.

Le chef des exilés avait remarqué de son poste auprès de la fenêtre le découragement des siens ; il avait sauté dans la cabane, et après avoir suivi tous les mouvements de Palkine, il avait choisi un moment propice pour le saisir par derrière. En une seconde, et malgré les coups désespérés qu'il lançait dans le vide avec son sabre, le gen-



darme fut désarmé et garrotté. Alors Müller alla à la fenêtre, l'ouvrit tout grande, et dit, en ôtant son bonnet de fourrure :

— Madame la comtesse, vous pouvez entrer : tout est fini !

## XXIV

### LA FAUSSE DENT.

Un désordre effroyable régnait dans la cabane de Wladimir. Les cadavres des deux gendarmes étaient couchés au pied du banc sur lequel avait été attaché Popoff. Le docteur Haas, après avoir tiré de sa poche sa trousse de chirurgien, avait choisi un couteau, et, sans faire attention à ce qui se passait autour de lui, coupait les liens du malheureux secrétaire, dont le corps n'était plus qu'une plaie.

Les murs de la cabane étaient maculés de taches et d'éclaboussures d'une nuance indéfinissable. C'étaient les fragments de la chair du supplicié, qui avaient été projetés sur la muraille par les nœuds de la lanière. Quatre colons gisaient sur le sol, la tête fracassée; quatre autres étaient étendus auprès de la porte, et laissaient échapper leur sang par de larges blessures. Attaché au poteau qui sert invariablement de support au plafond de toute habitation sibérienne, debout et frémissant de colère, était le colonel Palkine. Le gendarme proférait d'épouvantables menaces et soufflait de toute la force de ses poumons, en se tordant sous ses liens comme un serpent.

Müller, les cheveux rejetés en arrière, les bras croisés, se tenait en face de lui. Autour du colonel et du Courlandais, les colons survivants avaient formé un groupe. Ils poussaient des cris de vengeance.

Les éclats de bois allumés par Popoff achevaient de brûler et lançaient des gerbes de clarté rougeâtre, qui se faisait jour à travers une spirale de fumée. Le bois se tordait en se carbonisant de plus en plus. Tantôt la cabane s'éclairait d'une lueur sanglante, et alors les ombres et les profils prenaient des proportions fantastiques; tantôt elle retombait dans l'obscurité la plus opaque. Deux colons apportèrent des lanternes sourdes, dont les rayons furent dirigés vers le poteau auquel était attaché Palkine.

Tatiana et Hélène suivaient ces colons.

— Wladimir ! mon mari ! demanda la comtesse avec anxiété.

— Tranquillisez-vous, madame la comtesse, répondit Müller, qui s'inclina comme s'il était dans un salon de Saint-Pétersbourg ; nous sommes vainqueurs, et Wladimir n'est et n'a jamais été ici.

— Et mon pauvre Nicolas ? demanda Hélène.

Müller courba la tête. Hélène regarda dans la cabane, où elle compta sept cadavres. La jeune fille bondit en avant et se pencha vers chacun de ces corps, dont elle retirait les capuchons d'un geste brusque. A mesure qu'elle les reconnaissait, elle avançait dans ses investigations. Le silence était profond et solennel, interrompu seulement de temps en temps par les imprécations de Palkine. Les colons regardaient avec compassion cette malheureuse jeune fille, qui avait suivi son fiancé en Sibérie, et qui à présent cherchait son cadavre.

Hélène fut bientôt à côté de Haas. Le docteur leva la main au ciel et lui désigna le corps inanimé de Popoff. Hélène se jeta à genoux.

Pour expliquer la subite intervention de Müller, il nous faut revenir de quelques pas en arrière. Le Toungouse avait amené Haas auprès de Tjenar-Kous, qui comprenait quelques mots de russe et qui savait le nom de Müller. Le soir même, Haas vit le Courlandais, qui convoqua de suite quelques-uns de ses camarades, en assurant que le village qui servait de résidence à Wladimir fournirait le reste du contingent. Le docteur, on s'en souvient, avait sur lui l'argent de Tatiana; il était devenu suspect et il ne pouvait plus servir d'intermédiaire. Il donna cinquante mille roubles à Tjenar-Kous, qui s'engagea à fournir aux colons des armes dans l'espace d'une semaine. Mais le temps pressait, et Müller décida qu'on attaquerait avec des gourdins. Le Courlandais possédait un fusil, le chef Ivan, qui avait amené Wladimir sur le lac Baikal, en avait un autre; Müller supposa, non sans raison, que les gendarmes ne pourraient être nombreux.

Pendant que Palkine interrogeait Popoff, Müller, avec ses amis, avaient pénétré dans le village, où le Courlandais comptait de nombreux adhérents à son complot. On s'était porté à la maison du stanovoi. Deux cosaques, le stanovoi et l'ispravnick d'Irkoutsk, surpris sans armes, furent faits prisonniers. Dans une chambre de la maison du stanovoi, les colons trouvèrent Tatiana et Hélène enfermées. La femme de l'ispravnick avait gardé la dernière jusqu'au retour de son mari; le fonctionnaire avait interrogé la jeune fille. Hélène avait répondu qu'elle exécutait une commission de la comtesse. Tatiana n'était pas exilée, et il fallait compter avec elle; force fut au stanovoi, après lui avoir fait subir un long interrogatoire dont la fiancée de Nicolas se tira avec habileté, de la relâcher en grommelant. Tatiana et Hélène avaient essayé de pénétrer jusqu'à la cabane de Wladimir, pour prémunir Popoff contre la trahison du gendarme; mais elles furent surprises et ramenées par l'ispravnick qui faisait le guet. Les colons, conduits par Müller et par Haas, après avoir

laissé les fonctionnaires prisonniers sous la garde de quelques-uns d'entre eux, s'acheminèrent vers la résidence de Wladimir. Le village entier était du complot. Les gendarmes ne purent donc pas être prévenus, et, surpris par cette agression tellement imprévue qu'elle leur en paraissait impossible, ils furent facilement vaincus.

Palkine continuait, nous l'avons dit, ses cris désespérés ; les injures et les menaces dont il accablait les colons impatientèrent Müller.

— Silence ! lui dit-il durement. Est-ce que nous criions ainsi quand nous sommes sous votre griffe?... Les tyrans sont toujours pusillanimes ! Taisez-vous ! vous êtes un lâche !

Il nous faut rendre ici cette justice à tout Russe portant uniforme : quelque servile qu'il soit en toute occasion, et en raison même de cette servilité, il a horreur de la lâcheté physique, précisément parce qu'il pousse la lâcheté morale jusqu'à ses dernières limites. L'homme qui n'oserait répondre un mot aux plus brutales invectives d'un supérieur, ne bronchera pas sous le coup des plus épouvantables tortures.

L'accusation de lâcheté que lui jetait Müller à la face, impressionna profondément le gendarme. Il cessa ses vociférations.

— Je ne veux pas que même un ramassis de brigands tels que vous êtes, puisse me soupçonner de lâcheté, dit-il. D'ailleurs, si mes cris n'ont pas été entendus, ils ne le seront plus... Assassinez-moi donc, rebelles !... Je n'éprouve pour vous que dédain et mépris !

Hélène était prosternée auprès du corps de Nicolas. Elle paraissait réciter des prières, mais ses sourcils contractés et ses traits assombris semblaient menacer plutôt qu'implorer.

Le docteur Haas, après avoir une dernière fois ausculté Nicolas et examiné à la hâte les colons qui n'avaient que des blessures assez légères, s'approcha de la comtesse.

— Madame, dit-il, vous n'avez plus rien à faire ici. Votre mari n'est pas menacé, et Popoff ne peut être sauvé... La justice des hommes va suivre son cours... Ces scènes ne sont pas faites pour vous. Moi aussi, j'y répugne ; je n'aime pas les châtiments, ma mission étant de secourir. Venez, madame...

— Mais, docteur, répondit Tatiana, ce n'est pas encore...

— Votre cœur serait-il altéré de vengeance ? interrompit Haas avec reproche.

— Grand Dieu ! non ! Mais que va-t-il donc se passer ici ?

Müller se chargea de répondre :

— Un acte de justice, madame. La mort de ce colon demande vengeance !

Tatiana comprit.

— Vous ferez grâce, n'est-ce pas ? s'écria-t-elle ; assez de sang a été répandu !

Müller haussa les épaules et se détourna :

— Le docteur vous donne là un excellent conseil, madame ; votre place n'est plus ici, dit-il.

— Monsieur, au nom de mon mari, grâce !

Il s'éloigna :

— C'est inutile, madame. Une dernière fois, sortez, je vous en supplie ! Si vous voulez rester, cependant, je ne m'y oppose pas.... Mais ne me demandez plus sa grâce ; je ne vous répondrais même pas.

Haas prit le bras de Tatiana :

— Venez, madame, dit-il. Ce spectacle vous épouvanterait, et nous n'y pouvons rien. Ils sont trop avancés pour reculer. N'oubliez pas qu'ils sont sous le coup de la loi, et que la mort de cet homme est indispensable à leur sécurité... Croyez-moi, n'insistez plus, et venez.

Elle le suivit, en murmurant :

— Oh ! mon Dieu ! mon Dieu ! pardonnez-leur ! pardonnez-lui ! pardonnez-moi ! car je suis la cause de la mort de ces hommes !

Haas passait déjà le seuil et entraînait Tatiana, quand Hélène se dressa tout à coup et appela le docteur :

— Comment, vous l'abandonnez ! cria-t-elle d'une voix éclatante. Docteur, restez ; il le faut !

Haas secoua la tête :

— Je n'ai plus rien à faire ici !... Je ne puis ni secourir ni sauver personne !

— Nicolas est mort, alors ?

Haas ne répondit rien ; il entraînait la comtesse, qui s'arrêta pour dire à sa suivante :

— Venez, Hélène, nous retournerons ensemble en ville... Courbez-vous sous la volonté de Dieu !

Le docteur, qui voyait l'impatience des colons, gens brutaux pour la plupart, que cette scène ennuyait, entraîna Tatiana, en disant :

— Oui, oui ; elle viendra nous rejoindre.

Mais Hélène s'était redressée, et, au moment où la porte de la cabane de Wladimir se fermait sur Haas et la comtesse, elle dit :

— Il est mort !... assassiné par ses chefs, par ceux qui le méprisaient parce qu'il les servait ! Cet homme que vous punirez, dit-elle en désignant Palkine, car vous le punirez, n'est-ce pas ?...

Les colons ne répondirent que par un grognement menaçant et affirmatif.

— Ce sera le commencement des représailles, mais ce ne sera pas

suffisant... Il a été précipité dans l'abîme par d'autres, tout aussi puissants et tout aussi cruels que celui-là. Il est mort!... Ah! mais vous croyez qu'il ne se vengera pas! Écoutez, vous, monsieur, dit-elle en regardant Müller; vous qui paraissiez être le chef de ces hommes! On l'a torturé pour lui arracher son secret; ce secret, je le possède; ce secret, je vous le livrerai!... Que m'importe le comte Lanine maintenant!... Je veux me venger et le venger!...

Elle s'assit sur le banc, prit la tête inanimée de Popoff, qu'elle posa sur ses genoux :

— Tu as cherché inutilement ce papier, dit-elle à Palkine qui regardait cette scène avec ironie; et cependant ce papier est sur lui!

Palkine tressaillit et sa face se contracta :

— Tu mens! dit-il.

— Tu vas voir!... Oh! cet homme que vous avez tué a été un homme supérieur!... Oui, ne riez pas! cria-t-elle avec une subite explosion de fureur, en voyant Palkine sourire avec mépris. Il vous le prouvera, tout mort qu'il est!... Il a préparé sa vengeance de longue main! Savez-vous comment il a fait? Il a une dent fausse, grande comme deux dents ordinaires. Ce papier est caché là!... Monsieur, venez le prendre, dit-elle à Müller, en relevant la tête de Popoff.

Palkine poussa un rugissement de rage; Müller crut qu'Hélène était devenue folle.

— Écoutez, mon enfant, dit-il avec douceur, allez rejoindre la comtesse... Cette scène vous trouble.

Elle l'interrompit avec colère; elle se leva à demi, tenant toujours entre ses mains la tête de Popoff :

— Nous autres femmes russes, nous sommes encore sauvages. Hier, je riais et j'étais gaie... aujourd'hui, je ne saurais pleurer; je saurai me venger! Vous me croyez folle!... Je vous jure que c'est vrai, ce que je vous dis... Il est mort, n'est-ce pas? Aurez-vous assez de courage pour lui ouvrir la bouche, pendant que je tiendrai sa tête?... Ah! vous dites-vous, elle ne l'aime pas, si elle profane son cadavre!... Vous vous trompez; je remplis sa volonté. Je suis venue ici, car il me l'avait ordonné... il était ma vie et mon espoir... Tout est fini pour moi... J'étais gaie, et j'aimais ma gaieté... Je fais à mon bonheur et à ma gaieté des funérailles terribles!

Les colons regardaient avec stupéfaction cette femme échevelée, jadis joviale et commune, et cette figure au nez retroussé qu'une exaltation fanatique revêtait d'une teinte de sauvagerie surnaturelle. Müller s'approcha d'Hélène.

— Voyons, mon enfant... voulut-il dire.

— Vous avez donc peur? vous ne voulez pas vous venger? vous

ne voulez pas être fort?... Vous ne voyez donc pas que si je réclame votre assistance, c'est que mon bras est trop faible pour faire ce que je vous demande?... Voyons, j'essayerai cependant, dit-elle soudain; puisque vous êtes tous plus faibles qu'une femme, je vous donnerai l'exemple.

D'un geste brusque, elle arracha le poignard que Müller portait à sa ceinture, mit la tête de Nicolas sur le banc, s'agenouilla, l'embrassa sur le front, et lui ouvrit les lèvres en y introduisant la lame du poignard.

Cette femme éclairée par les feux mourants des éclats de bois, agenouillée auprès du cadavre de celui qu'elle avait aimé et essayant de lui écarter les dents à l'aide d'un poignard, faisait frissonner tous les assistants, sans en excepter Müller.

Le poignard grinça sur les dents de Popoff; mais elles restèrent serrées les unes contre les autres. Hélène s'épuisa en efforts infructueux. Elle se releva alors, tendit le poignard à Müller, et lui dit, d'une voix que les larmes, la fatigue, la colère, rendaient pareille au rugissement d'une bête fauve :

— Mais vous voyez bien que je ne peux pas!

Müller était fait pour la lutte. Tout ce qui était extraordinaire l'impressionnait profondément. La persistance d'Hélène le persuada. Il prit le poignard et alla au cadavre.

— C'est bien! dit-il; j'essayerai.

Il voulut disjoindre les dents : c'était impossible. Alors, impatienté, voulant en finir avec cette scène atroce, il asséna du manche de son poignard un coup formidable dans la mâchoire du supplicié. Les dents de devant volèrent en éclats. Le cadavre tressaillit tout à coup, et Popoff poussa un cri d'inexprimable douleur. Cette nouvelle souffrance éprouvée dans une partie saine de son individu, avait réveillé le peu de vie qui restait encore en lui.

Müller, surpris, laissa tomber son poignard. Nicolas ouvrit les yeux. Il vit Hélène à genoux, Palkine garrotté, les colons réunis autour du banc. Il comprit tout, et un éclair de joie revint dans ses yeux éteints. D'un effort prodigieux, il approcha de sa bouche un de ses bras sanglants, ôta la fausse dent et la tendit à celui qui était le plus rapproché de lui, en murmurant :

— Schelm!... Lanine!...

Et il expira.

Il fallut disjoindre les doigts de Popoff, qui s'étaient crispés dans la main de Müller. La fausse dent tomba sur le sol.

Hélène n'avait pas frissonné. Elle cria à Müller :

— Il était plus courageux que vous tous! Il faut que je vous donne l'exemple de la fermeté, moi, qui suis atteinte plus que vous, et qui

ne suis qu'une femme!... Ramassez cette dent et brisez-la avec votre poignard!

Le Courlandais ne put s'empêcher de murmurer :

— O peuple russe! que tu es grand et fort dans ton énergie sauvage! et combien nous autres, à demi civilisés, sommes peu de chose auprès de toi!

— Oui, je suis sauvage! cria Hélène; j'aime et je hais comme un sauvage.

Müller avait posé la dent sur une table; il la brisa de son poignard. Un petit paquet s'en échappa. Müller déchira l'enveloppe légère qui l'entourait, et trouva le papier.

— Un reçu de Schelm!... de la main de Schelm... 30 octobre... conspiration LA... fonds secrets... Oh! oh! je ne sais pas bien ce que c'est; mais l'arme doit être bonne.

Palkine ne put retenir un juron formidable de désappointement et de rage trompée.

— Imbécile que j'étais! cria-t-il.

— Ah! ah! dit Müller, tu chantes!... C'est donc une bonne affaire?...

— Je vais vous apprendre tout, dit Hélène; je sais tout... et j'aurai assez de force encore pour vous le raconter... Après, ce sera fini...

D'une voix saccadée, haletante, entrecoupée, elle fit en quelques mots, à Müller, le récit du pacte entre l'employé et le chef de la chancellerie.

— Ma mission est finie! dit-elle alors... Jugez, châtiez et vengez-le; moi je vais prier pour lui!

Elle s'agenouilla auprès du cadavre de son fiancé.

— Oui, dit Müller, elle a raison; nous tenons la vengeance et la réhabilitation... Maintenant, dit-il en se tournant vers Palkine, à ton tour! Tu as cru, peut-être, que nous t'avions oublié?

La figure du gendarme était tellement décomposée, que le Courlandais crut qu'il avait peur.

— Ah! ah! dit-il, ta bravoure s'est envolée.

Palkine haussa dédaigneusement les épaules.

— Je ne me pardonnerai jamais d'avoir été dupé par cet homme... Avoir eu la possibilité de réussir dans mes projets et l'avoir laissée échapper!... Je me méprise et j'avoue que je mérite mon malheur!... Allez, tuez-moi!... Jamais vous ne vous vengerez autant que s'est vengé cet homme!... N'avoir pas deviné cela!...

Müller s'adressa aux colons :

— Nous avons rompu notre ban! Dès aujourd'hui nous sommes des brigands hors la loi, traqués comme des ours et des loups.

Demain nous aurons des armes; mais aujourd'hui déjà nous devons inspirer la terreur. Cet homme est un de nos persécuteurs les plus redoutables et les plus puissants. Je n'ai pas besoin de l'accuser : vous savez ce dont il est capable... A quelle peine le condamnez-vous? quel est le châtiment qu'il mérite?

— La mort! répondirent les colons d'une seule voix.

Müller ricana :

— Vraiment, la mort! dit-il; vous n'êtes pas inventifs! De l'autre côté de la mer, là-bas, en Amérique, il existe une loi qui s'appelle la loi de Lynch : œil pour œil, dent pour dent, sang pour sang! Cet homme a fait périr un des nôtres sous les coups de la nagaïka... Je le condamne au même supplice.

A ces mots Palkine blêmit, et se tordit avec fureur.

— Quoi! cria-t-il. Vous oseriez! Un colonel de gend...

Müller rit aux éclats.

— Si nous oserons!... Tu vas voir.

Pendant les colons s'entre-regardèrent avec hésitation. Pour exécuter la sentence, il fallait un bourreau de bonne volonté. Müller comprit ce qui se passait dans leur cœur.

— Oh! dit-il, le bourreau se trouvera! Qu'un de vous m'amène ici l'ispravnick d'Irkoutsk.

Les colons répondirent par un cri unanime d'adhésion, et deux d'entre eux sortirent de la cabane.

— Écoute! toi que je ne connais pas, dit alors Palkine. Ne fais pas cela!... Flageller un officier supérieur! le déshonorer après la mort!... Que t'ai-je fait?... Tue-moi!...

Müller l'interrompit :

— Tu ne me connais pas! Tu me demandes ce que tu m'as fait? Tu m'as arrêté avec l'As de cœur. C'est toi qui m'as envoyé ici.

— C'était mon devoir.

— Ton devoir t'ordonnait-il aussi de torturer cet homme qui avait été mon ami?... Ensuite, tu ne sais pas combien tes supplications me réjouissent l'âme, car, quoique d'une voix impérieuse, tu me supplies à cette heure... Vous tous, gendarmes, policiers, agents, je vous hais!... Implore-moi et je te refuserai encore; je te refuserai toujours!... En te torturant je torture Schelm! un de tes amis, celui-là!

Palkine, alors, voyant l'inutilité de ses prières, lui rendit mépris pour mépris.

— Fais ce que tu voudras, brigand; tu verras comment meurt un colonel de gendarmes!... Tu n'entendras plus ma voix, et je ne crierai certes pas comme ton ami.

— Nous verrons cela, répondit Müller.



La porte s'ouvrit, et l'ispravnick d'Irkoutsk, pâle et tremblant, entra dans la cabane, traîné par quatre colons. En apercevant les cadavres des gendarmes et de Nicolas, il se précipita à genoux en criant :

— Grâce! grâce!

Müller s'approcha de lui et le poussa du pied.

— Allons, cria-t-il, lève-toi! Grâce te sera faite, si tu consens à exécuter ce que j'attends de toi.

— Tout! tout! Je ferai ce que vous voudrez.

Müller lui désigna du geste le colonel.

— J'ai condamné cet homme au supplice des lanières, dit-il; mais aucun de nous ne veut s'abaisser à remplir l'office du bourreau. Toi, tu es policier, c'est ton métier! Tu vas administrer à cet homme cinq cents coups de nagaïka. Ta grâce est à ce prix.

L'ispravnick se dressa d'un bond.

— Donnez, cria-t-il, donnez; ça m'connait! Vous allez voir!

Il prit la lanière qu'un des colons lui tendit et s'avança vers Palkine en la faisant siffler. Tout à coup il s'arrêta court et recula; il venait de reconnaître le chef des gendarmes.

— C'est lui que vous voulez que je frappe? dit-il... Non! non!... Jamais!

Palkine enveloppa les colons d'un regard de triomphe.

— Vous le voyez, rebelles!... Non; un fonctionnaire russe a plus de courage que vous, misérables!... Résignez-vous donc, si vous voulez me torturer, à frapper vous-mêmes.

Müller sourit.

— C'est bien, dit-il à l'ispravnick; tu vas mourir. Camarades, cet homme qui vient de nous implorer à genoux est un de nos plus cruels tyrans! Il a été cause de la mort de plusieurs d'entre nous! Tu ne me reconnais donc pas, infâme?... Vous êtes des soldats, maintenant! sans déroger, un soldat fait partie d'un peloton d'exécution. Nous n'avons que deux fusils; ils suffiront! L'ispravnick d'Irkoutsk est condamné par le chef des exilés à la peine de mort! Que deux hommes s'avancent...

Deux colons sortirent des rangs et se placèrent à côté de Müller. C'étaient des déportés qui se souvenaient de la domination tyrannique de l'ex-stanovoï.

— Quant au bourreau, nous en trouverons un autre. Nous n'avons pas que ce fonctionnaire timoré pour prisonnier. Qu'on m'amène un cosaque!

L'hésitation de l'ispravnick n'était que le résultat de la peur qu'éprouve tout fonctionnaire russe à l'aspect de son supérieur hié-

rarchique. Quand il se vit en face d'un danger plus immédiat et plus réel, tous ses scrupules s'évanouirent.

— Arrêtez ! cria-t-il, je consens.

— Arrache-lui son uniforme alors ! ordonna Müller. Allons, va !

— Padlesky ! cria Palkine, vous trahissez Sa Majesté. Padlesky, revenez à vous ! Arrière, Judas !

L'ispravnick ne voyait que la mort, devant laquelle il tremblait. Comme un loup acculé par les chiens, il se précipita vers le gendarme ; d'un tour de main il lui arracha ses épaulettes et son uniforme.

— Padlesky ! disait Palkine, vous ne savez pas ce que vous faites ; c'est un crime irrémissible que vous commettez !

Padlesky, fou de peur, lui arracha sa chemise, et les épaules du colonel furent mises à nu. Les colons, formés en cercle, et laissant un large vide autour de Palkine et de l'ispravnick, regardaient cette scène avec curiosité.

— Padlesky ! disait Palkine, revenez à vous !

— Va ! ordonna Müller.

La lanterne siffla, et Palkine poussa un cri épouvantable.

— Tu ne connaissais pas encore cette douleur, toi qui l'as fait tant de fois éprouver aux autres ? Va, ispravnick, et plus fort, si tu veux avoir la vie sauve !

Suant de peur et de fièvre, l'ispravnick cinglait les épaules du gendarme de coups redoublés. Palkine oublia son courage et sa fermeté. Cette douleur intolérable, atroce, qu'il n'avait jamais ressentie, brisa son énergie ; au vingtième coup, il cria :

— Grâce ! tuez-moi !

Müller éclata de rire.

— Je te le disais bien : tu faibliras ! ... Plus fort, ispravnick, plus fort !

Mais il ne devait pas être donné au Courlandais de jouir pleinement du supplice de son ennemi. Un des colons postés en sentinelle, au dehors de la cabane, entra en criant :

— Une troupe de soldats s'avance dans notre direction ; elle entre dans le village. Nous aurons laissé fuir quelque cosaque...

— Alerte ! cria Müller, fuyons !

Il tira son poignard et le lança dans la direction du gendarme ; mais la cabane était mal éclairée, et la lame s'enfonça dans le poteau sans effleurer Palkine. Müller sauta par la fenêtre. Les autres déportés se dispersèrent à sa suite. Un des derniers restants se souvint d'Hélène, qui, toujours agenouillée, priait auprès du corps de Nicolas :

— Venez, mademoiselle, on nous attaque, dit-il.

Mais Hélène ne bougea pas. Le colon disparut. L'ispravnick, al ruti par la terreur, n'avait rien entendu. Il continuait à cingler les épaules

de Palkine de coups de lanières... Le silence qui se fit après la disparition des colons l'avertit que quelque chose d'extraordinaire se passait... Il regarda autour de lui ; il se vit seul avec Palkine, et Hélène priant toujours. Au dehors on entendait déjà les pas pesants des soldats qui approchaient de la cabane. Alors Padlesky comprit tout ; un secours inespéré sauvait le gendarme. Il jeta loin de lui la lanière, et tomba à genoux devant Palkine, en criant :

— Pardonnez-moi..., j'ai été forcé ! Mais le regard implacable que lui jeta le gendarme lui fit changer brusquement d'allure.

— Ah ! ah ! ricana-t-il, c'est comme cela ! Eh bien, tu ne me dénonceras pas, au moins !

Il arracha le poignard de Müller qui s'était enfoncé dans le bois du poteau, et le brandit contre Palkine en disant :

— Ta mort n'étonnera personne !

Mais tout à coup il se sentit saisir par derrière. Un officier de cosaques le tenait à bras le corps. Derrière l'officier, un peloton avait envahi la cabane.

— Arrêtez ce traître ! cria Palkine, qui rassembla toutes ses forces. Arrêtez aussi cette femme !

Vaincu par la rage et la douleur, le colonel des gendarmes s'évanouit. Quand il reprit connaissance, il était détaché et étendu sur le sol. L'ispravnick et Hélène, garrottés, étaient environnés de cosaques. Palkine les enveloppait tous d'un regard féroce.

## XXV

### LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL.

Tatiana et Haas étaient rentrés à Irkoutsk. La comtesse se reprochait de n'avoir pas attendu le dénouement de cette horrible scène, d'avoir abandonné Hélène, et de n'avoir pas suffisamment insisté pour obtenir la grâce du gendarme. Aussi, le lendemain matin, quand elle vit Haas, ne put-elle s'empêcher de lui faire quelques affectueux reproches :

— Vous m'êtes trop dévoué, cher docteur, lui dit-elle. Hier, en voulant m'épargner la vue d'une scène de meurtre, vous m'avez fait manquer à un devoir de chrétienne. J'ai abandonné le secrétaire de mon mari, qui a été torturé pour nous, et cette pauvre Hélène. La figure de ce colonel me poursuit. Qui sait, j'aurais peut-être pu obtenir sa grâce !

— Non, madame, répondit Haas. Ma mission ressemble à la vôtre :

je ne punis pas, je sauve ; et cependant j'ai compris la nécessité de m'abstenir dans cette circonstance. Ces gens que nous avons appelés à notre secours, sont hors la loi : il est indispensable qu'il ne reste pas un témoin vivant qui puisse les dénoncer aux autorités. L'exécution de Palkine était indispensable. Quant à Popoff, il était mort, et rien ne pouvait le rappeler à la vie. Hélène n'a rien à craindre au milieu des colons, et sa présence a cet avantage qu'elle nous apprendra ce qui s'est passé... Croyez-moi, madame la comtesse, j'ai agi au mieux de vos intérêts.

— Oh ! des miens, je le sais. Mais vous êtes trop exclusif... vous ne songez jamais aux autres !

— Je me suis dévoué à vous seule. Souvenez-vous de la tâche que vous avez entreprise. Auriez-vous avancé les affaires de votre mari, si, par exemple, vous aviez été surprise cette nuit avec des colons en rupture de ban ? L'humanité stérile qui nuit aux intérêts de ceux que l'on aime cesse d'être une vertu ; c'est à peine un sentiment banal.

Elle lui tendit la main :

— Vous avez toujours raison, docteur !

Comme Haas n'avait pas eu, au milieu des émotions de la nuit, le temps de lui rendre compte de son voyage, il s'en acquitta alors. Il lui dit que Tjenar-Kous l'avait conduit auprès de Müller. Le Courlandais, dès qu'il avait su qu'il s'agissait de Wladimir — car Haas et la comtesse croyaient à un piège tendu au comte dans sa résidence — n'avait pas hésité une minute. Il avait convoqué le ban et l'arrière-ban de ceux des colons initiés qui se trouvaient dans l'endroit où il avait été rencontré par le docteur, en regrettant toutefois de ne pas avoir suffisamment d'armes à feu. Alors le docteur lui avait remis de l'argent pour en acheter, et Müller avait confié cet argent à Tjenar-Kous, en disant : « Cela ne servira pas pour cette fois, mais ce sera bon pour plus tard ; car, dès aujourd'hui, je lève le masque. » Puis le Courlandais était parti immédiatement, et il était arrivé, comme nous l'avons vu, juste à temps.

— Si j'avais su que Wladimir n'était pas attaqué directement, je n'aurais pas fait tout cela, dit Tatiana pensive. Mon action m'effraye à présent. Je n'ai que de la miséricorde dans le cœur, et voyez ce que je fais !... La figure sanglante de ces gendarmes me poursuivra toute ma vie !... Puis, Müller que j'ai poussé à la révolte !... J'ai assumé, docteur, une bien grave responsabilité !... N'avoir pas pu sauver Popoff !... Mon Dieu ! que résultera-t-il de tout cela ?... Hélène qui n'est pas encore de retour !... Pourquoi tarde-t-elle ?

— C'est vrai, dit Haas, c'est étrange !

Akoulina Ivanovna entra alors dans le salon, et prévint Tatiana qu'un aide de camp du gouverneur général était en bas, et qu'il avait

ordre de conduire immédiatement la comtesse Lanine au palais Kousnetzoff.

— Mon Dieu ! s'écria Tatiana. J'ai peur ! Saurait-on déjà... ?

Haas essaya de la rassurer :

— Impossible ! Lors même que l'on se douterait de quelque chose, on ne peut rien vous faire avant l'ouverture d'une enquête ; vous n'êtes pas exilée... Rendez-vous chez le gouverneur ; seulement soyez prudente, ne vous livrez pas !

Quand Tatiana pénétra dans le salon où le gouverneur général l'attendait, elle avait composé tout un plan de défense, car elle croyait que le chef du pays avait déjà connaissance de ce qui s'était passé pendant la nuit. Elle pensait se trouver en présence d'un homme irrité et sévère ; aussi fut-elle agréablement surprise de la courtoisie avec laquelle le général se leva à son entrée, s'avança jusqu'à elle et lui présenta un fauteuil.

— Excusez-moi, madame, lui dit-il, de vous avoir dérangée, au lieu d'aller moi-même vous présenter mes devoirs ; mais le temps presse, car ce que j'ai à vous annoncer ne souffre aucun retard.

Malgré sa forme courtoise, ce début était empreint d'une certaine solennité qui fit renaitre toutes les angoisses de Tatiana. Elle s'inclina sans répondre. Le gouverneur continua :

— Il est indispensable pour votre sécurité que vous quittiez immédiatement Irkoutsk.

Tatiana tressaillit :

— Comment, général !... dit-elle.

Le gouverneur lui fit de la main un geste amical qui était une prière de ne plus l'interrompre.

— Je vous porte beaucoup d'intérêt, madame, et je voudrais pouvoir vous servir... Écoutez-moi donc, je vous en supplie, et considérez-moi comme votre meilleur ami. J'ai reçu cette nuit deux courriers, l'un de Saint-Petersbourg, du chef des gendarmes, qui est mon ami personnel, l'autre d'Omsk. Le comte Orloff me mande qu'il lui pleut des dénonciations contre moi. On prévient Sa Majesté que je suis au mieux avec les détenus politiques, que je les protège, etc. Votre nom et celui de votre mari ont été prononcés. Le comte me conseille — et ce conseil est une injonction — d'envoyer votre mari au loin, et de vous séparer d'avec lui. Il m'écrit qu'un personnage investi d'un pouvoir sans limites va être envoyé pour inspecter mon gouvernement... La lettre d'Omsk m'annonce la présence dans cette ville de ce personnage — que nous appelons *réviseur* — et qui a été retardé par une indisposition. Ce réviseur lui-même m'adresse une lettre sèche et froide qui, à elle seule, dénote le genre de mission qui l'amène. Dans cette lettre, il me parle de vous, en m'enjoignant

expressément de ne pas vous perdre de vue jusqu'à son arrivée, qui aura lieu, dit-il, dans le plus bref délai.

— Mais, général, dit Tatiana tremblante, je vous jure que mon mari est faussement accusé de cette trame odieuse...

Le gouverneur l'interrompt :

— Je commence à vous croire, dit-il avec bonté. Je connais le cœur de l'empereur. Il ne s'acharne jamais après ceux qu'il s'est cru forcé de châtier. Cet acharnement de cruauté que l'on déploie contre le comte me fait douter de sa culpabilité...

— O général !

— Oui... mais à l'heure qu'il est, je ne puis rien. Dès le moment de l'arrivée du personnage annoncé, je cesse d'avoir aucune autorité, et cet homme peut être ici après-demain, demain, ce soir... Croyez-moi, madame, continua le gouverneur d'un ton pénétré, quittez Irkoutsk !... Ce n'est pas encore un ordre — le gouverneur appuya sur ces mots — c'est un conseil que je vous donne.... Partez aujourd'hui, si vous le pouvez !

— Abandonner mon mari, monsieur ! répondit-elle. N'y comptez pas !

Le gouverneur secoua la tête avec tristesse :

— Vous y serez bien obligée, lui dit-il... Votre mari s'est trouvé avant-hier sous le coup de la loi : il a été absent de sa résidence. La peine disciplinaire le condamne à trois mois de prison. Vous ne le verrez pas de ce temps. Après?... je ne pourrai plus rien... Je vous l'ai dit : on veut vous séparer.

— Je serai du moins à ses côtés... dans la même ville !

— Hé non ! On peut l'envoyer à mille lieues de vous, et vous ne pourrez même pas correspondre avec lui... Écoutez-moi. L'envoi de cet inspecteur me blesse. J'irai moi-même à Saint-Petersbourg dans très-peu de temps, pour m'expliquer de vive voix avec l'empereur. Je vous donne ma parole d'honneur que je prendrai sincèrement en main la cause de votre mari !

Elle s'inclina rayonnante :

— Général, que de reconnaissance !... Si vous...

Il l'interrompt :

— Oui. Mais pour cela il faut m'aider... Quand vous êtes arrivée ici, vous aviez un permis de circulation par ordre impérial. Ce permis avait de la marge : il ne vous forçait pas d'élire domicile en Sibérie.

Le gouverneur alla à une table et prit un papier plié en quatre, qu'il avait préalablement apprêté :

— Selon la loi, en arrivant à Irkoutsk, vous l'avez déposé entre mes mains... Le voici, madame, je vous le rends. J'ai pris sur moi d'y écrire : « Bon pour retour à Saint-Petersbourg. »

Tatiana fit un geste de refus :

— Je ne quitterai pas Irkoutsk, dit-elle avec fermeté.

Le gouverneur, plus ému qu'il ne voulait le paraître, ne put réprimer un geste de contrariété. Mais, probablement, il avait un parti pris, car il continua, en forçant sa voix à devenir sévère :

— C'est de l'entêtement, cela, dit-il. Puisque je vous dis que mon successeur pourra vous traiter en exilée et vous enfermer dans une forteresse située à mille lieues de celle où sera votre mari, et que je ne pourrai pas empêcher cela !... Soyez raisonnable, pour l'amour de Dieu !... Vous faites du tort à votre mari, vous le perdez !... A Saint-Petersbourg, vous pourrez faire agir des influences... !

Tatiana sourit doucement, et, tendant la main au gouverneur :

— Non. Je vous remercie, général, de votre intérêt, et je vous en serai éternellement reconnaissante. Cela ne m'étonne pas, d'ailleurs ; j'ai pu apprécier la noblesse de vos sentiments... Vous qui êtes une nature d'élite, comprenez-moi bien : je ne suis qu'une femme, pas même une héroïne — je vous assure, la vue du sang me fait mal — mais je serai toujours inébranlable dans l'accomplissement d'un devoir.

Il était profondément ému, et il se détourna pour essuyer une larme qui perlait à ses cils ; mais quand il regarda Tatiana, il avait su revêtir son visage d'un masque de sévérité inexorable :

— Madame, dit-il, il m'est pénible de me voir forcé à vous parler comme je vais le faire.

Il la regarda en face :

— Savez-vous, dit-il, que je pourrais — et en le motivant — vous faire sortir d'Irkoutsk ce soir même, et vous faire escorter jusqu'à Saint-Petersbourg par des gendarmes ? En agissant ainsi, savez-vous que je serais encore clément ?

Elle frissonna, car elle crut saisir une allusion à la scène de la nuit. Le gouverneur continua :

— Mon successeur, ou celui qui aura une autorité supérieure à la mienne, serait moins indulgent, je vous assure... Prenez donc ce papier. Je vous sauve, croyez-moi.

Elle balbutia, subjuguée et reconnaissante :

— Permettez-moi de réfléchir, au moins.

— Réfléchissez !... Je vous le répète, ce n'est pas encore un ordre, c'est un conseil que je vous donne. Pour moi et pour vous, je voudrais que vous vous rendiez volontairement à Saint-Petersbourg ; mais, si vous m'y obligez, excusez-moi, je vous y forcerai.

Il se pencha à son oreille et lui dit tout bas :

— Je vous sauverai malgré vous, s'il le faut !

Puis, la laissant stupéfaite, il alla à la porte, et s'inclinant une dernière fois devant elle :

— J'espère, madame, dit-il, que nous ne nous reverrons plus à Irkoutsk.

Quand le docteur Haas, qui attendait Tatiana dans la salle d'audience, eut connu les termes de sa conversation avec le gouverneur, il se rangea complètement à son avis. Dans le trajet du palais Kousnetzoff à l'hôtel de la comtesse, il employa tous ses efforts pour la persuader d'obéir aux injonctions bienveillantes du chef du pays. Il lui dit que le gouverneur devait connaître l'attaque de la cabane de Wladimir; que ce fait seul, si on allait aux sources, pourrait non-seulement compromettre la comtesse, mais encore empirer la situation du comte. L'arrivée d'un personnage investi de pouvoirs illimités était une menace. Quant à lui, dit-il, il resterait à Irkoutsk, il protégerait le comte, il veillerait sur lui. Mais tout échoua contre la volonté inébranlable de la comtesse, qui, une fois sortie du palais, avait pris la résolution de ne pas obéir. En montant l'escalier de son hôtel, Tatiana termina brusquement la conversation :

— Non. Que pouvez-vous, seul, soupçonné, étranger?... Je ne pourrai pas grand'chose non plus, me répondrez-vous; mais, du moins, il saura que je suis là!

— On ne le laissera communiquer avec personne. Il ne le saura même pas.

Elle se redressa :

— Je le saurai, moi, dit-elle, et cela suffit.

Puis elle courba la tête et fondit en larmes :

— C'est qu'ils peuvent m'envoyer à Saint-Pétersbourg avec des gendarmes, dit-elle; et, dans ce cas, qui restera ici, qui veillera sur lui?

Elle entra dans l'antichambre, Akoulina Ivanovna l'y attendait :

— Madame la comtesse, dit-elle, il y a dans le salon un homme qui insiste pour vous parler. Je ne sais où je l'ai vu, mais je le connais... Peut-être me donnera-t-il des nouvelles de mon fils!

Tatiana ne put s'empêcher de tressaillir, car ni elle ni Haas n'avaient encore osé annoncer à la pauvre femme la mort de Popoff. Il fallait le faire cependant.

— J'y vais, ma bonne, dit-elle... Et puis, ajouta-t-elle, venez me rejoindre, j'ai à vous parler!

— Vous savez donc quelque chose, madame la comtesse?

Elle entra au salon en disant :

— Priez Dieu, ma bonne!

Akoulina Ivanovna tomba sans mouvement sur les dalles de l'antichambre; Haas alla à son secours.



Dans le salon, un homme se leva à l'aspect de Tatiana et rejeta le capuchon qui dissimulait ses traits.

— Je viens payer ma dette, madame, dit-il.

— Monsieur Müller! dit Tatiana. Quelle imprudence!

— Personne ne me reconnaitra ici. D'ailleurs on veille sur moi... Imprudente ou non, ma démarche était indispensable... J'ai été la cause du malheur de votre mari; je vous apporte sa délivrance. Madame, il faut que vous partiez immédiatement pour Saint-Petersbourg!

Cette coïncidence étrange entre les paroles de Müller et celles du gouverneur commença à impressionner la comtesse.

— Comment, dit-elle, vous aussi, monsieur!

— Je ne sais qui vous a donné le conseil de quitter la Sibérie, madame, mais celui-là avait raison, et je me range complètement à son avis. Votre mission n'est plus ici : elle est à Saint-Petersbourg. Rester plus longtemps serait inutile et dangereux.

Sans permettre à Tatiana de lui répondre, Müller raconta en termes brefs la scène de la nuit, la découverte du reçu de Schelm, le supplice de Palkine.

— Nous sommes maintenant en pleine révolte contre l'autorité, et, excusez-moi, mais votre complicité peut être facilement prouvée. Palkine peut ne pas être mort; j'ai lancé mon poignard à tout hasard, et la cabane était obscure. En tout cas, l'ispravnik vous a vue. D'un moment à l'autre, on peut vous appeler chez le gouverneur, ou même vous arrêter. Vous ne pouvez plus espérer revoir votre mari. Si je vous donne le conseil de partir pour Saint-Petersbourg, c'est que je vous apporte enfin les preuves de l'innocence de Wladimir.

Tatiana se leva toute droite :

— Vous dites? demanda-t-elle, sans pouvoir en croire ses oreilles.

— J'ai juré de racheter mon crime, et il m'a été donné de pouvoir tenir mon serment. Je voulais délivrer Wladimir en employant la force; je préfère, puisque j'en ai le pouvoir, lui faire rendre justice! Je suis venu, bravant tous les dangers, dépitant toutes les poursuites, pour vous dire : Madame, celui qui a perdu votre mari vous apporte son salut. Pour vous apporter le papier que je possède, je serais venu au palais Kousnetzoff, j'aurais apporté ma tête sur la grande place d'Irkoutsk!

— Oh! monsieur, dit Tatiana avec effusion... Je ne vous ai pas encore remercié, car vous êtes un homme tellement extraordinaire, que les plus grandes comme les plus terribles actions vous paraissent naturelles. Mais, croyez-moi, toute colère contre vous s'est effacée de mon cœur, pour faire place à un sentiment de profonde reconnaissance.

— Vous ne m'en devez pas ! Si vous êtes prompte à oublier les injures, je n'oublie pas mes crimes, moi !

Müller tira de son portefeuille le reçu de Schelm, et le tendit à Tatiana :

— Ce reçu, madame, c'est la preuve de l'innocence de votre mari. Vous pouvez exiger une enquête, en produisant cela au chef des gendarmes, à l'empereur, s'il le faut !... Remarquez les décrets du hasard, je voulais presque dire de la Providence : à cette heure, ce chiffon de papier servira immanquablement à démasquer Schelm. La mort même de Popoff tué par Palkine nous est utile. Sa complicité est flagrante !... Puis, le 30 octobre 1849... cette date. Il vous sera facile de prouver que la conspiration n'existait pas alors. On fouillera la Sibérie, madame, et les onze conspirateurs témoigneront de cette vérité. Le complot n'a eu son commencement que trois mois après. Wladimir est déporté pour avoir avoué être l'As de cœur. Or le nom même de l'As de cœur n'avait pas encore été prononcé le 30 octobre 1849. Puis, madame, je vous apporte cet écrit signé de moi. J'y jure sur l'Évangile — je n'y crois plus, il est vrai, observa-t-il d'un air sombre, mais cela ne fait rien : ceux qui liront ce papier y croient, et c'est assez — je jure sur l'Évangile que j'ai été employé par Schelm en qualité d'agent provocateur, et que si j'ai réussi à faire des coupables, j'ai été obligé d'employer un subterfuge indigne pour parvenir à impliquer dans l'affaire un innocent, dont la culpabilité quand même était exigée par M. Schelm !... Prenez ces deux papiers, madame, et quittez Irkoutsk cette nuit.

Tatiana avait écouté Müller, et, à mesure qu'il parlait, son visage se transformait.

— Vous avez raison, monsieur, dit-elle. Je pars cette nuit ! Je n'ai plus le droit d'être imprudente, car je porte avec moi le sort de mon mari ! Merci, monsieur, d'être venu aujourd'hui, car sans vous je ne serais pas partie, et demain peut-être eût-il été trop tard !

— Agissez !... Demandez, insistez, obtenez une enquête ; et si vous avez besoin de mon témoignage, fussé-je à l'autre bout du monde, fallût-il pour cela apporter ma tête, je viendrai à votre appel !... Ne craignez pas de recourir, s'il le faut, à ce dernier moyen !... Dans quelques mois, mon témoignage aura du poids. Depuis hier nous avons des armes, et je vous jure, madame, que bientôt mon nom deviendra célèbre, et ira frapper les oreilles du tzar lui-même.

— Vous m'effrayez, monsieur ! Que projetez-vous donc ?

— Vous m'avez donné des armes, madame, je saurai m'en servir. Mais, je vous le répète, s'il vous faut mon témoignage, qu'une fausse générosité ne vous arrête pas : je veux racheter mon crime.

Elle le regarda et lui tendit la main.

— C'est bien, monsieur. Si le sacrifice de votre vie est nécessaire au salut de Wladimir, je vous demanderai ce sacrifice.

Il se mit à genoux et baisa sa main :

— Vous savez rendre les criminels fiers d'eux-mêmes ! Soyez bénie, madame !... Adieu ! partez en paix ! je veillerai sur votre mari.

Tatiana, dont le grand cœur n'oubliait jamais le plus infime des êtres qui s'étaient attachés à elle, demanda alors à Müller :

— Qu'avez-vous fait d'Hélène ?

— J'ignore ce qu'elle est devenue... J'ai dû l'abandonner au moment de l'attaque.

— Oh ! monsieur ! dit Tatiana révoltée.

— Madame, je répéterai vos paroles : je n'avais pas le droit d'être imprudent, je portais sur moi le salut de Wladimir.

Elle se tut ; puis elle appela le docteur Haas, en priant Müller de ne pas s'éloigner encore.

— Docteur, dit-elle, je suivrai votre conseil et je quitterai Irkoutsk cette nuit. Voulez-vous m'accompagner, ou voulez-vous attendre ici mon retour ?

Il sourit.

— Quand vous déshabituez-vous, madame la comtesse, de me demander mon avis ? Je ferai ce que vous jugerez nécessaire... Vous suis-je plus utile ici ou là ?... Jugez et ordonnez.

Ce dévouement simple, modeste, obscur, s'annihilant ainsi volontairement, était si beau, qu'il en était invraisemblable. Les larmes montèrent aux yeux de Tatiana :

— Qu'il y ait dans ce monde des natures comme la vôtre, docteur, cela seul suffirait pour réconcilier avec la race humaine. Malheureusement, les hommes comme vous sont rares... C'est bien, je disposerai de vous, docteur, et je vous demanderai : Où croyez-vous m'être plus utile, ici ou là ?

— Je crois que je pourrais peu ici. M. Müller suffira pour veiller sur le comte. Il sera obligé de combattre peut-être, et il est fait pour la lutte, tandis que moi je suis bon à peine pour vous servir avec dévouement. Permettez-moi, madame, de vous accompagner.

— J'allais vous le demander.

Müller alors s'approcha de Haas :

— Vous connaissez mon existence, monsieur, dit-il... Madame vient de me tendre la main : voulez-vous faire de même ?

Haas hésita une seconde, et Müller s'aperçut de cette hésitation, qui le fit pâlir. Mais le docteur était indulgent comme tous les gens véritablement bons :

— Voici ma main, monsieur, dit-il.

Mais Müller était déjà sur le seuil :

— Adieu ! murmura-t-il d'une voix sombre.

Le soir même, Tatiana, accompagnée par Haas, quitta Irkoutsk. Akoulina Ivanovna resta pour garder la maison.

— Je mourrai en Sibérie, dit-elle ; je ne veux pas quitter la terre où reposera mon fils ! Qu'irais-je faire à Saint-Pétersbourg ? Votre père, madame, s'est chargé de mon second fils, qui n'est encore qu'un enfant. Je n'ai pas vu à Irkoutsk mon pauvre Nicolas, mais je parlais de lui tous les jours avec Hélène. Comme j'étais persuadée qu'il aimait mieux voir une jeune fiancée qu'une vieille mère, je me suis sacrifiée pour ne pas augmenter ses souffrances. Jamais je n'ai essayé de le voir... Je ne le verrai plus ; mais du moins je serai près de l'endroit où on l'enterrera !

Il fut impossible de lui faire changer d'avis.

Le surlendemain, à la tombée de la nuit, au moment où la voiture de Tatiana s'arrêtait devant la barrière de Krasnoïarsk, le sclagbaum l'ouvrait pour laisser passer une autre voiture, escortée par un peloton de cosaques, et qui se dirigeait vers Irkoutsk. Le *réviseur* sortait de la ville. Ni Tatiana ni Haas ne purent voir sa figure. D'ailleurs il pleuvait et l'air était devenu plus chaud : le dégel allait commencer.

Prince JOSEPH LUBOMIRSKI.

La suite prochainement.

---

# DE L'ÉTAT MILITAIRE

## DE LA FRANCE

---

La France se trouve plus que jamais dans la nécessité de donner à son état militaire tout le développement que lui permettent ses ressources et son génie. Il importe qu'elle en soit bien convaincue et qu'elle sache que, de ses efforts pour atteindre ce but, dépendent en grande partie son indépendance, sa sécurité et son rang dans le monde, car si, par malheur, une fois encore, elle s'en laissait détourner par les manœuvres de la démagogie, ou par des illusions présomptueuses semblables à celles qui lui ont été si fatales, il faudrait vraiment douter de l'avenir de sa nationalité.

Ceci n'est nullement une exagération. L'Europe, en effet, est bien loin d'être rentrée dans une ère de paix solide. Les combinaisons qui avaient été adoptées à la fin des grandes guerres de la Révolution et de l'Empire, pour assurer son repos, ont atteint leur terme. Depuis longtemps battues en brèche, ce qui en restait a été détruit de fond en comble par les dernières victoires de la Prusse. Un jour ou l'autre, il faudra bien les remplacer par un nouveau système d'équilibre; et, jusqu'à ce que ce problème encore si plein d'inconnu ait pu recevoir une solution, on peut dire que tous ces rêves humanitaires d'harmonie et de solidarité entre les peuples, que la vapeur et l'électricité se flattent de réaliser, ne sont qu'une pure et dangereuse chimère.

La meilleure preuve du peu de consistance que présente l'état actuel des choses nous est d'ailleurs fournie par les gouvernements eux-mêmes. Tous, à l'envi, multiplient leurs moyens d'attaque et de défense, au prix de sacrifices qu'ils seraient incapables de soutenir à la longue. Ils s'attendent donc, évidemment, à voir, dans un

avenir plus ou moins prochain, leurs intérêts vilains engagés dans de nouveaux conflits, et ils veulent éviter que cette éventualité puisse les prendre au dépourvu.

La France ne saurait se dispenser d'imiter une aussi sage prévoyance. Elle doit même avoir d'autant plus à cœur de se mettre promptement en mesure de peser de tout son poids dans la balance des événements, qu'elle ne peut plus se dissimuler l'avance énorme qu'a su prendre sur elle la rivale impitoyable et rapace qui persiste à faire de l'abaissement et de la haine du nom français un des principaux ressorts de sa politique<sup>1</sup>. Elle ne doit pas non plus oublier qu'elle ne sortira de l'isolement où l'ont jetée ses malheurs et ses fautes qu'à la condition de faire revenir les autres nations sur l'opinion qu'elles se sont faites de ses forces relatives et de la stabilité de son gouvernement.

Mais, si nous nous trouvons ainsi obligés, par la force des circonstances, à donner une si grande place, dans nos préoccupations, à la question militaire, gardons-nous de nous en effrayer ou de nous en plaindre. Sans doute, la réorganisation de notre armée nous imposera de très-lourdes charges; mais, en compensation, nous allons voir qu'elle pourra nous ouvrir une des voies les plus sûres pour arriver à la reconstitution de nos forces sociales.

Déjà nous avons un témoignage des services qu'elle est susceptible de nous rendre, au point de vue de la politique intérieure.

C'est toujours, en effet, une bonne fortune pour un gouvernement né des circonstances, et qui doit leur emprunter sa force, que de pouvoir s'attacher à des questions d'un intérêt si général et si pressant, qu'elles dominent les passions des partis et attirent à elles toutes les volontés. Elles deviennent alors, entre ses mains, comme un levier puissant dont il peut se servir pour exercer son autorité avec vigueur.

Or, au lendemain de nos désastres, deux questions présentaient au

<sup>1</sup> Voici les paroles que le prince de Bismark prononçait le 6 février, au nom de l'empereur d'Allemagne, en ouvrant le Reichstag, et que nous pouvons nous approprier : « Le plus important des projets sur lesquels vous aurez, messieurs, à prendre des décisions est celui qui concerne la loi militaire générale qui a déjà été présentée au parlement précédent sous une forme un peu différente. Le projet n'est pas seulement destiné à remplir une promesse contenue dans la constitution et un devoir imposé par l'augmentation de l'armée allemande. Le premier devoir de chaque État qui est de protéger l'indépendance de son territoire et le développement pacifique de la force intellectuelle et économique qui lui est inhérente, exige encore plus sérieusement que la puissance et la capacité militaires de l'Allemagne soient réglées d'une manière fixe. »

Ajoutons comme corollaire de ces paroles sa demande d'une augmentation de 14 millions de thalers sur le budget de la guerre.

plus haut degré ce double caractère. La question financière, à laquelle se rattachait celle de la libération du territoire, et la question militaire. Le pays ne pouvait pas ne pas comprendre que, dans le moment, de leur prompt solution dépendait son salut. Aussi n'a-t-il pas marchandé son concours au gouvernement qu'il a senti capable de mener une pareille tâche à bonne fin. De là la grande faveur dont a joui, pendant longtemps, dans l'opinion publique, l'administration de M. Thiers.

Alors ces deux questions ont été l'objet de mesures qui les ont, en quelque sorte, rétablies sur leurs bases, et qui leur ont permis de répondre aux besoins les plus urgents. Mais elles sont loin d'avoir été définitivement résolues ; elles n'ont même rien perdu de leur actualité, et aujourd'hui encore elles peuvent être, pour tout pouvoir né ou à naître, un but et un moyen propres à lui concilier les vœux de l'opinion.

Mais, en s'appliquant à stimuler et à régler à leur aide le mouvement des forces actives du pays, un gouvernement sage et prévoyant ne manquera pas de tenir compte de la grande différence qui existe entre les caractères de l'une et de l'autre, et par conséquent dans les résultats qu'il pourra en obtenir au point de vue des intérêts généraux et permanents qui lui sont confiés.

Ainsi la question financière qui embrasse tout le système économique vise plus spécialement au développement de la prospérité matérielle du pays. Or, comme le pays attache infiniment de prix à cette prospérité, plus même que n'oserait le souhaiter un patriotisme vraiment éclairé, et plus jaloux de son honneur et de ses mœurs que de sa richesse, il est toujours à craindre qu'un gouvernement en quête de popularité ne se laisse entraîner à aller la chercher trop exclusivement de ce côté, au risque de s'exposer à sacrifier l'avenir au présent. En effet, nous savons, par expérience, qu'un essor exagéré et sans contrepoids suffisant, donné dans l'administration d'un État au développement de la richesse, est presque toujours accompagné d'une certaine perturbation dans les mœurs nationales ; il se produit alors au sein de la société des besoins de changement dont s'emparent les ambitieux et les démagogues, pour les faire éclater en révolutions. Ce sont là des vérités qui n'ont été que trop mises en évidence par l'histoire de nos derniers règnes.

La question militaire, elle, s'adresse à des sentiments et à des intérêts d'un tout autre ordre ; et non-seulement elle ne présente pas les mêmes dangers pour les mœurs nationales, mais elle peut en devenir le véritable préservatif.

Il est vrai que, dans les temps ordinaires, le pays, toujours imprévoyant, se montrera surtout sensible aux charges qu'elle fera peser

sur lui et désireux d'en être allégé ; mais, dans des temps critiques comme ceux que nous traversons, il semblè impossible qu'il ne finisse pas par comprendre qu'elle est indissolublement liée aux conditions mêmes de son existence. Comment pourrait-il, d'ailleurs, en douter quand les conséquences des terribles épreuves qu'il vient de subir sont encore tellement présentes qu'à chaque instant elles viennent lui rappeler que, sans une armée formidable, son indépendance et son honneur sont à la merci de l'étranger, et que les biens qui lui sont le plus chers ne sont qu'un appât de plus offert à l'invasion et à la conquête de son territoire, ou un aliment à ses discordes civiles. Du moment où il sera bien pénétré de cette conviction, il ne pourra que se prêter volontiers, ou du moins sans résistance, aux sacrifices qui lui seront demandés pour atteindre un but auquel son salut se trouve attaché, et c'est alors que son gouvernement pourra tirer un parti d'autant plus avantageux de cette disposition, que la question militaire, par la multiplicité et l'étendue des intérêts qu'elle embrasse aujourd'hui, pénètre dans toutes les questions politiques, au point même parfois de les dominer.

En voici un exemple bien remarquable qui se présente en ce moment :

Nous discutons, sans parvenir à nous mettre d'accord, sur la forme de gouvernement qui nous conviendrait le mieux, et nous n'avons pas seulement songé à nous demander si toutes étaient également compatibles avec des institutions militaires répondant à nos besoins et, particulièrement, avec une armée permanente nombreuse et ne laissant rien à désirer sous le rapport de l'instruction, de la discipline et de l'esprit militaire. Il est cependant de toute évidence qu'une fois admis que de telles institutions sont pour nous une question vitale, toute forme de gouvernement qui leur serait positivement contraire devrait être écartée sans hésitation, et qu'il faudrait, autant que possible, se rattacher à celle qui leur serait le plus favorable. Or, si l'on veut se placer à ce point de vue, on est tout d'abord frappé de ce fait que parmi les puissances chez lesquelles nous pourrions rencontrer, un jour, ou des alliés ou des ennemis, il n'en est pas une seule qui ne soit une monarchie dont les princes mettent à profit l'autorité et le prestige de leur haute position pour encourager dans les armées les sentiments et les progrès qui en développent la puissance.

D'un autre côté, on ne pourrait citer dans l'histoire moderne un seul exemple de république démocratique entretenant une véritable armée permanente. La république des États-Unis, n'ayant pas de voisins à craindre, a le bonheur de pouvoir s'en passer, et quelques milliers d'hommes disséminés sur des frontières immenses lui suffi-



sent pour les garantir contre les incursions des Indiens. Quant aux phases républicaines que la France a eu à traverser, elles ont été dominées par des circonstances si exceptionnelles, si violentes et encore si imprégnées de monarchie, que l'on ne saurait en tirer aucune conclusion applicable à une situation régulière et normale.

Une autre observation non moins générale, c'est que partout et toujours la tendance des idées républicaines, dans le mouvement moderne, s'est montrée hostile aux armées permanentes, tandis que les monarchies, au contraire, se sont constamment appliquées à les soutenir et à les perfectionner.

Ces remarques jettent déjà sur la question une lumière qui pourrait, à la rigueur, être jugée suffisante, mais qui se trouve encore confirmée par la réflexion et par l'analyse.

Il est, en effet, dans l'ordre des choses, et comme la conséquence nécessaire de leurs attributions respectives, que le pouvoir exécutif et l'armée soient parfaitement identifiés. C'est ce qui a lieu dans toutes les monarchies bien réglées, pour ainsi dire, naturellement et sans effort. Mais dans une république démocratique, qui tend à faire de l'élection populaire la source de tous les pouvoirs, le pouvoir exécutif, ainsi que toutes les fonctions qui en dépendent, est nécessairement instable. Il devient alors bien difficile d'empêcher que cette instabilité ne fasse sentir ses effets jusque dans le sein de l'armée, et qu'elle n'en mette bientôt en péril l'unité, la discipline et l'esprit militaire.

Les partisans des doctrines républicaines ne manqueront pas, sans doute, de se récrier contre une pareille observation et de soutenir que, sous le régime républicain, l'armée sera avant tout l'armée de la loi, et que jamais elle ne se séparera du pouvoir légal, à moins cependant que celui-ci n'ait l'audace de vouloir en faire un instrument d'oppression. Mais ces belles théories sont malheureusement bien peu justifiées par les exemples tirés de notre propre histoire. Comment, d'ailleurs, une armée nombreuse, et qui par sa composition n'est, à vrai dire, qu'une concentration des forces et des sentiments du pays, pourrait-elle rester complètement étrangère aux agitations politiques dont l'élection du pouvoir exécutif sera toujours l'occasion ? Elle aura inévitablement ses préférences, car il ne saurait lui être indifférent que ce soit, par exemple, Thiers, Gambetta ou Mac-Mahon qui devienne le chef du gouvernement et qui dispose de son sort. Et ce qui pourrait arriver de plus fâcheux encore serait que le candidat du soldat fût opposé à celui de l'officier, ou bien que l'élection n'amenât un beau jour le triomphe d'un parti qui verrait dans la désorganisation de l'armée un moyen de servir ses passions et ses intérêts.

Voilà, ce me semble, plus de raisons qu'il n'en faut pour faire naître la crainte que l'esprit de discussion et d'intrigue ne tarde pas à pénétrer dans les rangs d'une armée républicaine, et qu'il ne s'élève bientôt entre ses chefs de ces compétitions ardentes auxquelles le tempérament des hommes de guerre ne les porte que trop, et qui deviennent la plaie mortelle des États lorsqu'elles ont une fois envahi le terrain politique. Sans remonter jusqu'à l'antiquité, n'est-ce pas, en effet, l'ingérence prépondérante de l'élément militaire dans l'élection du pouvoir exécutif qui a été la principale cause de la perte de la Pologne? Et, de nos jours, n'avons-nous pas vu l'Espagne marcher rapidement vers sa ruine, lorsque ses princes, ayant perdu les qualités viriles qui leur auraient permis de maintenir l'unité dans l'armée en en restant les chefs, ont souffert que les factions militaires pussent devenir les arbitres du gouvernement?

Ainsi donc, toutes les présomptions, pour ne pas dire toutes les certitudes, sont bien que sous le régime républicain l'armée serait menacée non-seulement de perdre les qualités qui pourraient la rendre redoutable à l'étranger, mais qu'elle ne manquerait pas de devenir à l'intérieur une cause de trouble et de ruine.

Maintenant, je conviens que toutes ces considérations resteraient sans valeur, s'il était vrai, comme on l'entend souvent répéter, et parfois par des autorités très-hautes, que les rois s'en vont et que l'Europe est entraînée vers la forme républicaine par des courants irrésistibles. Dans ce cas, il n'y aurait plus qu'à s'incliner devant la force des choses, et, comme le sage, à vouloir ce qu'on ne saurait empêcher. Mais une telle opinion est bien loin de paraître suffisamment justifiée, lorsqu'on la met en présence des faits. Sans doute, l'Europe se trouve de nos jours sous l'empire d'éléments nouveaux et d'une grande puissance qui tendent à modifier profondément son organisation politique et sociale, et l'on ne saurait méconnaître que déjà beaucoup des idées et des sentiments qui contribuaient autrefois à mettre la monarchie au-dessus de toute discussion sont considérablement affaiblis; mais peut-on conclure de là que l'institution elle-même soit en si grand péril? C'est ce que je conteste. La conclusion que l'on peut raisonnablement en tirer, et qui est la vraie à mes yeux, c'est que les monarchies modernes passent rapidement de l'âge de foi à l'âge de raison, et qu'elles doivent laisser s'introduire dans les conditions de leur existence et de leurs pouvoirs des modifications qui leur permettent de répondre à des idées nouvelles et à des besoins nouveaux. Sans doute il arrive que les dynasties qui, par un attachement trop absolu, à leur passé traditionnel ou par toute autre cause d'impuissance, ne se montrent pas capables de donner une satisfaction suffisante aux exigences des temps,

soient emportées par l'orage ; mais nous voyons que jusqu'ici c'est en vain que le régime républicain a tenté de recueillir et de conserver leur héritage. En France, comme en Angleterre, la monarchie abattue a toujours fini par se reconstituer sur de nouvelles bases.

Pour juger de la vitalité d'une institution, il faut d'ailleurs se demander avant tout si elle est ou non nécessaire. Or, pour répondre à cette question sans regarder trop loin dans l'avenir, ce qui serait s'exposer au sort de l'astrologue de la Fable qui se laisse tomber dans un puits en contemplant les astres, il suffit de se représenter ce que deviendrait l'Europe de nos jours, si, l'institution monarchique venant tout d'un coup à disparaître, elle se trouvait livrée sans ce contrepoids à la fièvre des idées modernes et à toutes les passions qu'elles soulèvent. Oui, on peut l'affirmer sans hésitation, l'institution monarchique est nécessaire aux nations qui, pendant des siècles, ont vécu et grandi sous ses lois ; peut-être même plus nécessaire que jamais au moment où, travaillées par des besoins nouveaux et des aspirations ardentes, elles risquent de se laisser entraîner à des écarts mortels si elles ne se trouvent contenues et dirigées par une force traditionnelle capable de rattacher leur avenir à leur passé et d'assurer à leur développement historique cette continuité dont la loi s'impose à tout ce qui a vie en ce monde.

La question militaire, à laquelle je reviens, va d'ailleurs nous en apporter une preuve certaine :

Je pense avoir assez clairement démontré plus haut la solidarité qui existe entre les institutions monarchiques et les grandes armées permanentes. Donc, tant que les grandes armées permanentes seront reconnues nécessaires, il faudra bien admettre que les institutions monarchiques ne le sont pas moins. Or les grandes armées ne peuvent disparaître que d'un commun accord et toutes à la fois. Tant qu'il en reste une seule, il n'y a pas un grand État qui puisse renoncer à la sienne. Peut-être l'Europe en arrivera-t-elle là un jour. On peut presque l'espérer quand on considère à quel point ses proportions territoriales se trouvent déjà réduites par la suppression des distances. Ajournons jusqu'à cette époque la discussion du problème de la république universelle ; mais, en attendant, ne nous écartons pas du terrain de la réalité. Eh bien, sur ce terrain, et même sans tenir compte de ce nouvel empire d'Allemagne dont le système politique semble aujourd'hui reposer sur le militarisme, nous rencontrons un État de premier ordre, la Russie, qui, bien que membre de la famille européenne, s'en détache cependant par les conditions toutes spéciales de sa vie nationale, qui lui font en quelque sorte une loi du régime de la conquête. Ce fait suffirait à lui seul pour résoudre la

question qui nous occupe. Il est évident, en effet, qu'en présence de la Russie armée, ni l'Autriche, ni l'Allemagne ne peuvent songer à déposer leurs armes, et que la France ne pourra pas davantage déposer les siennes tant que l'Allemagne ne sera pas en mesure d'imiter son exemple.

Ainsi voilà décidément l'Europe vouée au régime des armées permanentes, et, par conséquent, suivant mon raisonnement, au régime monarchique.

Maintenant ceci admis et l'importance prépondérante des institutions militaires bien constatée, je voudrais examiner si nos institutions actuelles répondent suffisamment à leurs fins, et si, dans le cas où elles se trouveraient entachées de quelque vice organique, il n'y aurait pas des réformes au moyen desquelles il serait possible d'y remédier.

D'abord je me demande quelle peut être la cause de ce constant amoindrissement que l'on remarque dans le prestige dont la profession des armes avait toujours été honorée dans notre pays.

Sous ce rapport, personne ne contestera que nous ne soyons bien loin du temps où un prince de Ligne, touchant au terme de l'existence la plus brillante, ne faisait qu'exprimer un sentiment très-répandu dans l'élite de la jeunesse contemporaine, en citant comme un des trois plus beaux jours de sa vie, celui où, pour la première fois, il avait revêtu son uniforme. De nos jours l'uniforme a singulièrement perdu de ce charme entraînant qu'il exerçait alors, non-seulement sur les jeunes gens en position de l'ambitionner, mais sur toutes les classes de la société, et il faut reconnaître que l'officier qui a le droit de le porter, le plus souvent montrera plus d'empressement à s'en débarrasser qu'à s'en parer.

Un pareil fait est un symptôme, et à ce titre, on ne saurait l'envisager avec indifférence dans un pays qui, par nécessité de situation, doit rester essentiellement militaire, et, par conséquent, maintenir en grand honneur la profession des armes. Il convient donc d'en rechercher les causes et en se livrant à cet examen on pourra constater sans peine que dans le nombre il en est de très-graves qui ressortent directement du mouvement qui caractérise notre époque.

Ainsi les progrès incessants d'une démocratie envieuse, qui, non contente d'avoir conquis l'égalité civile dont tous les avantages lui sont depuis longtemps assurés, s'acharne à vouloir réaliser une égalité sociale irréalisable; l'instabilité dans les situations acquises des familles, produite par nos lois sur les successions, par nos révolutions périodiques et par la rapidité avec laquelle tourne de nos jours la roue de la fortune, sont autant de conditions qui tendent à faire disparaître, avec toutes sortes de traditions précieuses, les prestiges

sociaux les plus légitimes, on pourrait même dire les plus nécessaires et à lancer les esprits à la poursuite exclusive du bien-être et de la richesse. Elles amènent ainsi un affaiblissement continu dans tous les ressorts moraux de la vie nationale, dont l'armée doit nécessairement ressentir les effets, car l'esprit militaire qui en est l'âme se vivifie surtout au souffle de l'honneur, du patriotisme, de la considération publique, de tous les sentiments en un mot, qui élèvent et fortifient les mœurs.

A ces remarques, il faut encore ajouter que les guerres modernes ont pris un caractère nouveau et qu'elles sont devenues moins propres que celles d'autrefois à flatter les imaginations et à faire éclore les vocations militaires. Elles aussi obéissent à l'influence de l'esprit du siècle, qui, en toutes choses, cherche à développer la quantité aux dépens des qualités d'un ordre supérieur, et à vulgariser tous les arts pour les mettre à la portée de la foule en les attirant dans le domaine de la science et de l'industrie.

L'art de la guerre, comme tant d'autres, est déjà tout à fait engagé dans cette voie. La science et l'industrie s'en sont emparé, et après l'avoir rendu plus mécanique, elles le retiennent dans leur entière dépendance. Désormais les armées ne peuvent plus se dispenser de s'adresser à elles pour tous leurs services : l'armement, les transports, les communications télégraphiques, les approvisionnements, etc., etc. Elles en obtiennent sans doute un outillage merveilleux qui augmente singulièrement leur puissance, mais dont le bon emploi exige l'application des procédés ordinaires de la grande industrie : la division du travail et la spécialité.

Il en résulte que les opérations militaires se feront presque toujours sur une beaucoup plus grande échelle, et qu'elles mettront en jeu toutes sortes de forces compliquées et distinctes, lesquelles pour agir de concert dans un but déterminé, devront fonctionner avec une exactitude et une précision parfaites, car si une seule venait à tomber en défaut, il pourrait facilement se produire dans l'ensemble une confusion inextricable et désastreuse. L'action individuelle devra donc forcément devenir plus savante, plus concentrée, plus contenue, par conséquent moins susceptible de cette liberté d'initiative et d'inspiration qui ajoute tant à la poésie du métier. Même sur les champs de bataille, où, depuis les derniers progrès des armes à feu, les combats ne s'engagent plus qu'à des distances où l'œil peut à peine atteindre, le Français rencontre bien plus rarement l'occasion de déployer cette brillante valeur qui lui est naturelle, et qui lui a toujours promis et si souvent donné le succès et la gloire.

Toutes ces circonstances dont je viens de donner l'aperçu ont déjà

pénétré, dans une mesure assez sensible, nos idées et nos mœurs, et l'on pourrait craindre qu'à la longue elles ne finissent par les rendre tout à fait antipathiques à la profession des armes, c'est-à-dire par nous jeter dans une décadence irremédiable. Il est donc grand temps de les prendre en très-sérieuse considération, et d'aviser aux moyens de réagir contre elles, pour en conjurer les dangereux effets. Ces moyens nous devons surtout les demander à de fortes et sages institutions militaires ; car il y a dans nos aptitudes nationales, dans les qualités innées de notre race, et même dans quelques-unes des conditions de notre état social actuel, une infinité de ressources qu'elles peuvent encore faire tourner à cette fin. Seulement, il faut le vouloir, le vouloir absolument, comme on doit vouloir la chose nécessaire, comme en Prusse on a voulu.

Notre malheur est de n'avoir pas su nous y décider plus tôt. Mais à qui la faute ? Plus ou moins à tout le monde.

Jusqu'au jour de la grande épreuve, la France a vécu sous l'empire de ses illusions. Elle avait une foi inébranlable dans la supériorité décisive de son armée. Cependant elle ne voulait pas la guerre, car elle était rassasiée de gloire et elle aimait la paix qui lui apportait une prospérité sans bornes. Aussi quand son gouvernement plus éclairé et moins confiant, croyait devoir lui demander un nouvel effort pour relever son état militaire et le maintenir à la hauteur des événements, elle entrait en défiance, soupçonnait des calculs plus dynastiques que nationaux et se mettait sur la défensive. Alors tous les partis hostiles et tous les intérêts inquiétés s'unissaient pour exciter et envenimer cette disposition, et bientôt se formait une résistance avec laquelle le gouvernement finissait par transiger plutôt que de s'exposer à compromettre sa popularité. C'est encore par ce même besoin de popularité que trop souvent dans les questions militaires organiques il n'a pas même essayé de lutter contre les prétentions de plus en plus envahissantes de l'esprit égalitaire. Ainsi, l'aveuglement de l'opinion, les passions politiques et la faiblesse du pouvoir ont également concouru à produire ce manque d'initiative que depuis si longtemps déjà laisse glisser notre armée sur une pente qui l'entraîne peu à peu loin des sources où elle peut puiser les éléments de sa force et de son prestige.

A ce sujet je me rappelle une conversation que j'avais en 1849 sous les murs de Rome avec le digne général de Rostolan. Comme je lui demandais son avis sur la différence qui pouvait exister entre l'armée qu'il se trouvait commander alors et celles où il avait servi dans sa jeunesse. « Le soldat, m'a-t-il dit, en résumé, est incontestablement supérieur, physiquement et moralement, à ce qu'il était jadis. Mais pour l'officier c'est tout le contraire. Autrefois il était

passionné pour son métier dont il était très-fier et il ne rêvait que guerres et aventures; aujourd'hui, il supporte péniblement un métier qu'il n'aime pas et ses conversations les plus habituelles roulent sur l'annuaire et sur les avantages de telle ou telle garnison au point de vue du bon marché et du bien vivre. »

Cette remarque attristante ne serait certes pas moins fondée actuellement, et il n'y a pas de raison pour qu'il cesse d'en être ainsi, aussi longtemps que pour la grande majorité de ceux qui la portent l'épaulette sera plutôt un gagne-pain qu'une satisfaction offerte aux aspirations viriles qui peuvent attirer les natures vigoureuses vers une carrière noble entre toutes et par les services qu'elle rend à la patrie et par les grandes qualités qu'elle exige de ceux qui ont l'ambition de s'y distinguer.

Et qu'on le remarque bien, le mal ne peut manquer de devenir d'autant plus sensible, que la qualité du soldat sera plus en progrès. Il est essentiel, en effet, que l'autorité de l'officier dans le commandement se fonde principalement sur le sentiment que le soldat doit avoir de sa supériorité morale et que sous ce rapport la distance marquée dans la hiérarchie par l'épaulette, soit pleinement justifiée. Or si, d'une part, le niveau du soldat s'élève par la marche progressive de la civilisation et, que de l'autre, le niveau de l'officier s'abaisse par le fait des institutions militaires, il est clair que sous l'influence de cette double cause la distance hiérarchique établie en principe diminuant de plus en plus, il devra arriver un moment où elle ne sera plus suffisante pour répondre aux exigences du commandement, de la discipline et de l'esprit militaire. Alors il faudra bien aviser aux moyens de relever la position relative de l'officier, et celui qui se présentera tout d'abord sera d'exiger de tout candidat à l'épaulette, qu'il fournisse des garanties positives qu'il remplit les conditions sur lesquelles peut se fonder la supériorité requise. Or cette garantie, comme de nos jours et en temps de paix l'éducation seule peut la procurer, c'est à l'éducation qu'il faudra la demander.

Tel est aujourd'hui, il faut oser le reconnaître, le véritable état de la question dans l'armée française. Nous voyons, en effet, que la loi sur l'avancement actuellement en vigueur a fini par donner comme résultat moyen sur cinq officiers, quatre provenant de la classe des sous-officiers et un seulement sortant des écoles; c'est-à-dire que sur cinq officiers il n'y en a plus qu'un dont on puisse supposer avec quelque certitude, qu'il a reçu une forte et saine éducation première et qu'il appartient à une famille assez aisée pour qu'elle ait pu la lui procurer.

Ce résultat est vraiment déplorable et accuse dans la manière dont peut s'obtenir le grade d'officier, un vice radical qui doit dispa-

raître, car si l'on veut que l'armée recouvre son ancien prestige, il est indispensable que le corps des officiers soit composé de manière à présenter dans son ensemble une réunion d'hommes que l'on sache instruits et bien élevés, et, par conséquent, dotés de ces qualités acquises qui assurent l'autorité dans le commandement, rendent facile la vie en commun et disposent ceux qui les possèdent au culte de l'honneur, du devoir et du respect. Pour faire des officiers, prenez des gentlemen, recommandait toujours le grand Washington, et Napoléon, quand il avait le choix, ne manquait pas non plus de leur donner la préférence.

Ces considérations mettent en lumière le point sur lequel doit porter la réforme, et nous amènent à chercher la solution du problème suivant : *attirer* et *retenir* dans les rangs de l'armée des jeunes gens appartenant à des familles assez aisées pour avoir pu leur procurer une éducation libérale et en nombre suffisant pour renverser la proportion que je signalais tout à l'heure, de sorte qu'à l'avenir, il n'y ait plus un officier, mais quatre sur cinq, dont on puisse dire avec toute probabilité qu'ils sont des hommes instruits et bien élevés.

Or, pour résoudre le premier terme de ce problème « attirer, » il n'y a évidemment qu'un moyen : « *des écoles* », et c'est sur cette question capitale que je tiendrais particulièrement à attirer l'attention des hommes compétents. Sauf, bien entendu, meilleur avis, voici quelles seraient les idées que je prendrai la liberté de leur soumettre comme pouvant servir de base au plan qu'il s'agirait d'adopter.

Les écoles actuelles, Saint-Cyr et l'École polytechnique n'étant plus en mesure de répondre aux besoins nouveaux seraient refondues.

L'admission par voie de concours, qui, outre son peu de sûreté, a l'inconvénient de rebuter un grand nombre de sujets d'ailleurs capables de faire des officiers excellents, ne serait pas maintenue.

L'élève serait admis dans les écoles nouvelles entre quatorze et quinze ans, sur la demande de ses parents et à la seule condition de prouver qu'il possède des notions suffisantes pour lui permettre de suivre les cours inscrits sur le programme des études. Peut-être cependant pourrait-on exiger qu'il parlât couramment une langue étrangère. Si cette condition devait engager les familles riches qui destineraient leurs enfants à la carrière militaire, à les envoyer pendant un an ou deux suivre leurs études à l'étranger, elle ferait naître un usage dont on pourrait attendre de très-heureuses conséquences.

La première année constituerait pour l'élève une sorte de noviciat et celui dont les notes ne constateraient point que ses aptitudes in-



tellectuelles, physiques et morales, lui permettent de devenir un officier complet, serait rigoureusement exclu.

Le nombre des écoles à établir serait déterminé, et par la mesure des besoins à satisfaire, et par le nombre des élèves que chacune d'elles pourrait recevoir sans dépasser la limite reconnue la plus convenable pour la bonne exécution de son programme.

Le prix de la pension devrait être calculé de manière à ce que chaque école pût subvenir à ses dépenses avec ses ressources.

Le terme actuel de deux ans fixé pour la durée des cours, oblige à forcer la mesure des études spéciales, au préjudice de la culture d'ensemble sans laquelle toute éducation reste inachevée. Il serait prolongé dans une proportion suffisante pour permettre de ne rien laisser à désirer sous ce rapport, et porté de deux ans à quatre ou cinq.

Les études professionnelles seraient nécessairement poussées à fond, quoique sans exagération, et on s'attacherait particulièrement à rendre familière à l'élève l'application des connaissances théoriques qu'il aurait acquises.

Quant aux études non professionnelles, elles auraient principalement pour but de former le jugement et le goût de l'élève, de développer ses aptitudes naturelles, de le rendre en un mot, et suivant l'expression de Montaigne, plutôt instruisable qu'instruit. On reproche généralement à notre enseignement pédagogique de ne pas suffisamment intéresser l'esprit des jeunes gens à leurs travaux, de sorte que la plupart d'entre eux, n'ayant connu de leurs études que le côté pénible, n'y reviennent plus jamais, une fois qu'elles sont terminées et qu'ils ont passé leurs examens. Il faudrait sérieusement s'efforcer d'éviter cet écueil, et l'on y parviendrait sans doute par le bon choix des méthodes d'enseignement et par des programmes judicieusement combinés.

Une grande importance serait donnée aux exercices physiques, car on sait le grand parti que l'on peut en tirer dans l'éducation. Les élèves se trouveraient d'ailleurs précisément dans l'âge où, sous le rapport moral, aussi bien que sous le rapport physique, on ne doit pas craindre de fatiguer leur corps, si l'on veut qu'il devienne le bon serviteur de l'âme. Ne fût-ce qu'à ce point de vue, il serait à désirer que les écoles fussent établies à la campagne, de manière à pouvoir disposer de vastes espaces, et autant que possible dans le voisinage d'un cours d'eau ou de la mer. Dans ces conditions, l'élève pourrait jouir dans ses jeux et dans ses exercices d'une liberté suffisante pour lui permettre de les varier et d'y déployer son initiative.

Chaque école pourrait avoir une existence propre et jusqu'à un certain point indépendante; c'est-à-dire que le conseil, sous la direc-

tion duquel elle se trouverait placée, serait maître d'introduire dans son administration, ses méthodes et ses règlements, toutes les améliorations qu'il jugerait convenables. De cette manière, il s'établirait entre elles une émulation salubre, et elles ne seraient pas exposées à tomber sous l'influence routinière des bureaux, qui est une des plaies de notre administration.

Sur des bases qui ne s'éloigneraient pas trop de celles dont je viens de donner la rapide esquisse, je tiens pour incontestable que l'on pourrait fonder des écoles où nos familles les plus honorables seraient heureuses d'envoyer leurs enfants, sûres qu'ils y recevraient une forte éducation, capable d'en faire en même temps d'excellents militaires et d'excellents citoyens.

Le premier terme du problème, « attirer, » serait donc résolu. Reste le second, « retenir, » dont nous allons nous occuper.

Déjà nous avons vu qu'une des causes qui contribuent le plus à éloigner du service les officiers ayant d'autres moyens d'existence, c'est d'être obligés de vivre dans un contact de tous les instants avec des camarades dont les idées, les sentiments et les habitudes ne sont pas en harmonie avec les leurs. Étant donné un caractère aussi éminemment sociable que le nôtre, il n'y a pas de doute que c'est là une circonstance d'un grand poids. Mais le recrutement des cadres par les écoles ne tarderait pas à l'atténuer d'abord et à la faire disparaître ensuite. Il suffirait, en effet, d'un très-petit nombre de promotions pour changer, dans les grades inférieurs, les conditions du milieu social. Le jeune officier, en arrivant au corps, y trouverait alors des camarades ayant reçu la même éducation que lui, ayant contracté les mêmes habitudes, et, sur les choses essentielles, ayant la même manière de voir et de sentir. Il pourrait, par conséquent, entretenir avec eux un commerce attachant.

De plus, son uniforme étant devenu le gage d'une éducation soignée ne pourrait que faire naître, en sa faveur, des préventions qui lui assureraient dans la société un accueil sur lequel il ne pourrait pas souvent compter aujourd'hui.

Pour compléter ces premiers avantages on pourrait peut-être encore apporter, sans inconvénients pour le service, quelques adoucissements aux exigences actuelles de la vie en garnison. Par ces exigences, l'officier est astreint à une foule de devoirs minutieux et ingrats, qui lassent son corps sans l'exercer et coupent sa journée, de manière à ne laisser à sa disposition que des parcelles de temps trop courtes pour qu'il soit tenté d'en chercher l'utile emploi. Il se laisse alors entraîner peu à peu à ces habitudes de désœuvrement et de plaisirs faciles et vulgaires, qui ne tardent pas par l'écoeurer. Il pourrait peut-être être déchargé d'une partie de ces devoirs, qui serait

reportée sur les sous-officiers, et il faudrait alors que les chefs de corps prissent à tâche de stimuler son activité en profitant de toutes les ressources que les circonstances pourraient leur fournir, et d'éviter ainsi qu'ils ne se laissent engourdir par la monotonie de la vie régimentaire.

Mais ce qui serait important, par-dessus tout, serait de parvenir à l'attacher à son métier par l'intérêt qu'il y prendrait.

A ce sujet, que l'on veuille bien me permettre une courte digression.

Nous entendons souvent exprimer le regret qu'en France, les hommes vraiment supérieurs, les hommes-chefs, deviennent de plus en plus rares. Le fait n'est que trop réel, mais c'est à tort, suivant moi, qu'on voudrait l'attribuer trop exclusivement à l'influence niveleuse de nos mœurs démocratiques. Nos gouvernements, pour leur part, y ont à coup sûr largement contribué, en s'efforçant, comme ils l'ont presque toujours fait, de concentrer avec exagération dans leurs mains les pouvoirs politiques, administratifs et sociaux de l'État. Ils ont, par là, singulièrement affaibli dans le mouvement de la vie nationale ce grand ressort de l'initiative individuelle et de la responsabilité si nécessaire pour développer les facultés humaines et former les caractères. Ce ressort, aujourd'hui, ne se retrouve plus, pour ainsi dire, nulle part au degré désirable ; pas même dans la famille où le père voit sa responsabilité naturelle sensiblement amoindrie par un régime qui se charge de partager ses biens entre ses enfants après sa mort, et qui, sinon en droit, du moins en fait, les lui enlève de son vivant par l'internat des colléges pour les élever à sa manière, et sans qu'il ait rien à y voir.

Les conséquences d'un pareil état de choses sont infaillibles. D'une part, le pouvoir se trouve avoir assumé, vis-à-vis du pays, une responsabilité excessive dont il ne pourra manquer d'être accablé à mesure que les espérances illusoires dont il aura pu momentanément être le point de mire, viendront se changer en déceptions. De l'autre, ses serviteurs à tous les degrés n'agissant que sous son inspiration directe et par des voies qui leur sont étroitement tracées, perdent toute initiative et toute responsabilité dans l'œuvre à laquelle ils sont appelés à coopérer, et finissent par ne plus s'attacher qu'à la faveur du maître et aux avantages purement personnels qu'ils peuvent en retirer.

Si nos législateurs voulaient bien profiter de l'autorité souveraine dont ils jouissent en ce moment, pour trouver un remède à ce vice de notre organisation politique, ils parviendraient peut-être à atteindre une des causes les plus actives de nos révolutions. Ce remède consisterait dans certaines libertés, celles-là vraiment nécessaires,

qui dégageraient la responsabilité de l'État dans une assez grande mesure, en lui enlevant nombre d'attributions qui ne sont vraiment pas de sa compétence : comme, par exemple, une foule de nominations à des emplois secondaires, et en donnant aux fonctionnaires à tous les degrés, toutes les fois que cela est possible, une liberté d'action suffisante pour qu'ils aient une responsabilité effective et par conséquent un intérêt direct dans la tâche qui leur serait confiée. A ces conditions, le pouvoir serait moins exposé, l'État mieux servi, les hommes surgiraient, et l'on verrait s'affaiblir cette détestable tendance des administrations bureaucratiques et anonymes, à subordonner les intérêts publics aux questions de personnes.

Revenons maintenant à l'armée, pour lui faire l'application des principes que je viens de poser, et voyons si elle ne nous fournirait pas un moyen d'attacher l'officier à sa profession, en augmentant l'intérêt qu'elle peut avoir pour lui, et en même temps de développer ses qualités militaires.

Prenons le grade de capitaine, par exemple.

La compagnie formant, dans la composition de l'armée, une unité complète, et dans une certaine limite indépendante, son commandement est évidemment susceptible de recevoir une importance effective. Il faudrait, pour cela, que le capitaine en devint le véritable chef, et que ses attributions fussent assez étendues pour qu'il pût être rendu justement responsable, vis-à-vis de ses supérieurs, de tout ce qui concerne l'instruction, la discipline et l'entretien de ses hommes. Sa situation aurait alors quelque analogie avec celle de l'officier de marine commandant un bâtiment. La compagnie deviendrait pour ainsi dire sa chose ; tous ses efforts tendraient à lui faire atteindre son plus haut degré de perfection ; elle serait ainsi, pour lui, une excellente école de commandement et d'administration, en même temps qu'elle lui permettrait de donner la juste mesure de ses mérites.

Une fois qu'il aurait acquis cette importance, le grade de capitaine deviendrait enviable à juste titre, et attacherait à la carrière non-seulement ceux qui en auraient acquis la possession, mais aussi les jeunes officiers qui y prétendraient, avec la presque certitude de l'obtenir dans un petit nombre d'années.

Voilà pour les grades inférieurs. Pour les grades supérieurs, on pourrait sans doute arriver à des résultats analogues de la même manière, c'est-à-dire en s'appliquant à y introduire, autant que possible, la pratique du principe de la responsabilité. Je suis très-persuadé que l'on pourrait le faire dans une assez grande mesure, sans compromettre en quoi que ce soit l'unité si nécessaire dans le com-

mandement des armées. Si l'on pouvait conserver des doutes à cet égard, il me semble qu'ils seraient levés par l'exemple de ce qui se passe dans la marine. Chaque commandant de navire y jouit assurément, dans le cercle des règlements, d'une autorité et d'une liberté d'action plus étendue qu'elles ne pourront jamais être accordées aux divers grades de l'armée de terre, et cependant on n'a jamais remarqué que ce fût là une cause de faiblesse dans l'exercice du commandement supérieur.

Outre les avantages que je viens de signaler comme découlant de l'application aux armées du principe de l'initiative individuelle et de la responsabilité, il y en a d'autres encore qui ne sont pas moins dignes de considération : comme celui de mettre en relief les qualités et les aptitudes de l'officier, de sorte que les avancements pourraient se faire avec une beaucoup plus grande sûreté.

On sait que rien n'est plus difficile, et en même temps plus délicat, surtout quand il s'agit d'une armée nombreuse, que de faire une loi sur l'avancement en tous points satisfaisante; c'est-à-dire une loi qui, en répondant au *desideratum* si bien exprimé par le dicton anglais : « *The right man in the right place*, » ne blesse sensiblement aucune des susceptibilités, toujours si vives chez ceux qui portent l'épaulette. Jusqu'ici, pour atteindre ce but et réserver à l'État le droit de récompenser et d'utiliser le mérite exceptionnel, sans enlever à l'officier une garantie suffisante que ses droits acquis seront respectés, on a fait dans l'avancement une part au choix et une part à l'ancienneté, la part au choix étant plus forte pour les grades supérieurs qui exigent nécessairement des qualités plus rares.

On pourrait très-bien maintenir les proportions établies entre ces deux modes d'avancement, mais il y aurait peut-être lieu de modifier les conditions actuelles de l'avancement au choix, en vue de faciliter aux hommes d'élite l'accès des sommets de leur carrière, de manière à ce qu'ils puissent y parvenir pendant qu'ils sont encore dans toute la force de l'âge. Ce serait là un résultat extrêmement désirable, non-seulement en ce qu'il apporterait un stimulant nouveau aux ambitions servies par une vraie vocation et de grandes facultés, mais parce que la jeunesse est incontestablement une des meilleures conditions de l'homme de guerre. Le moyen de l'atteindre nous est indiqué par l'exemple de la Prusse. Dans ce pays, il n'y a eu, en principe, d'autre mode d'avancement que l'ancienneté, et il a pénétré à un tel point dans les mœurs de l'armée que l'on ne pourrait s'y permettre la moindre infraction sans exciter les murmures les plus vifs. Mais, lorsqu'il prit à tâche de renforcer son système militaire, le prince comprit la nécessité d'échapper aux inconvénients d'une règle aussi absolue, et, dans ce but, il imagina de

mettre à profit le service de l'état-major, pour compléter rapidement l'éducation militaire des officiers doués d'aptitudes spéciales, et par des épreuves concluantes leur faire acquérir, dans un délai assez court, un titre incontesté à un grade supérieur. De cette manière, il obtint un double résultat : celui de former un corps d'état-major de premier ordre, et de faciliter aux officiers d'élite un avancement rapide. Je ne vois pas ce qui pourrait empêcher d'introduire dans l'armée française une institution analogue. Il me semble qu'elle y serait, au contraire, très-bien accueillie si elle reposait sur des règles habilement combinées en vue de cette fin : avancement exceptionnel accordé au mérite exceptionnel, constaté par des épreuves certaines. Les grades obtenus par cette voie auraient, sans doute, en dépit de l'âge, une autorité morale que personne ne songerait à leur contester.

Ainsi, en résumé, les réformes au moyen desquelles on se proposerait de greffer l'armée actuelle, afin de lui faire porter ses meilleurs fruits, pourraient consister en ceci :

« En temps de paix, nécessité de passer par les écoles ; ou, pour les sous-officiers, de subir des épreuves équivalentes, pour arriver au grade d'officier ;

« Les écoles garderaient les élèves pendant le temps nécessaire pour pouvoir compléter leur instruction professionnelle, par une forte éducation libérale ;

« Dans l'armée, les attributions du commandement seraient réparties entre les différents grades, de manière à laisser à chacun la plus grande part possible d'initiative et de responsabilité ;

« Certaines règles seraient établies pour faciliter un avancement rapide aux officiers qui auraient pu faire constater leurs aptitudes supérieures. »

En indiquant ces innovations, je dois faire remarquer qu'il n'en est pas une qui n'ait été expérimentée dans les armées étrangères, et pas une à laquelle on puisse opposer cet argument si commode pour la routine ignorante ; cela peut être bon pour d'autres pays, mais ne saurait convenir à la France. Dans toutes les armées que l'on peut citer comme exemple, l'officier sorti de la classe des sous-officiers est la très-grande exception, et les données sur lesquelles je propose de fonder nos écoles militaires, sont à peu près les mêmes que celles qui ont présidé à la formation de l'école de West-Point, aux États-Unis. Or on sait que cette école a formé un corps d'officiers du plus grand mérite, et qui se font remarquer, au milieu de leurs concitoyens, par leur parfaite honorabilité, la vigueur de leur caractère et le respect de leur profession. Il suffit de citer les noms de Lee, Beauregard, Johnston, Stonwall-Jackson, Long-Street,

Stuart, dans le Sud ; Grant, Mac-Lellan, Sherman, Sheridan, Meade, Mac-Dowell, etc., dans le Nord ; pour que l'on se sente porté à prendre pour modèle une institution qui a produit de tels hommes, et proportionnellement en si grand nombre.

On sait d'ailleurs, par ce que nous avons dit plus haut, qu'en nous efforçant de faire atteindre à notre armée son plus haut degré de perfection, nous ne nous sommes pas placés uniquement au point de vue militaire, mais que nous prétendons aussi qu'elle apporte à la cause sociale sa plus forte garantie.

Comment elle pourra remplir cette grande mission, il est maintenant facile de le comprendre.

Par les proportions que les circonstances nous obligent à lui donner, elle va nécessairement tenir une très-grande place dans le jeu de notre système politique et social. Sous le régime du service obligatoire, toute la jeunesse sera appelée à passer par ses rangs et y contractera des habitudes, des idées et des sentiments dont elle conservera l'empreinte dans la vie civile.

Par sa composition nouvelle, et par le nombre, le corps des officiers formera dans l'État une classe importante et très-considérée. Parmi les familles éminentes du pays, il y en aura peu qui n'y soient représentées par un ou plusieurs de leurs membres. Son influence pourra ainsi s'étendre sur toute la surface du territoire, et, lorsque par des motifs de convenance personnelle, l'officier encore jeune quittera le service actif, ce sera presque toujours pour entrer dans l'armée territoriale, où soit comme propriétaire rural, soit comme industriel, soit dans toute autre position, son grade établira entre lui et les hommes qui se trouveraient placés sous ses ordres en cas de guerre, de fréquentes occasions de rapprochement et de patronage.

On conçoit tout le parti qu'il sera possible de tirer, au point de vue social et politique, de toutes ces circonstances réunies : avec la forte éducation que nous nous proposons de lui donner et la richesse des éléments qui la constituent, l'armée nouvelle ne peut manquer de devenir pour le pays tout entier, pour les classes populaires comme pour les classes dirigeantes, la grande école du patriotisme, de l'honneur et des mœurs viriles, et dans les orages qui peuvent encore nous menacer, le véritable palladium de notre nationalité.

Pour bien se rendre compte de la portée des services qu'elle peut être appelée à nous rendre, sous ce dernier rapport, il suffit de jeter un coup d'œil sur le mal déjà produit par toutes les causes de dissolution qui se répandent de plus en plus dans notre société. Ainsi, par exemple, ne voyons-nous pas que le cosmopolitisme tend à l'envahir par tous les côtés à la fois, par le bas comme par le haut de

•

l'échelle. La France l'attire, par sa position géographique, par son climat, sa richesse et la variété de ses produits, les aptitudes de sa population. Il semble même qu'avant peu Paris soit destiné à devenir sa capitale, presque autant que celle de la France. Vouloir s'opposer à de pareils courants, serait vouloir s'opposer à la marche de la civilisation elle-même. On ne peut y songer, mais tout en profitant de ce qu'ils peuvent avoir de favorable au développement de la richesse et à l'élévation du niveau intellectuel de la nation, il faut aussi se préoccuper de ce qu'ils ont de pernicieux pour les mœurs et s'appliquer à créer un foyer où ces mœurs puissent venir se retremper et puiser la force de résistance qui leur devient si nécessaire.

C'est l'armée, si nous le voulons bien, qui deviendra ce foyer vivifiant. Travaillons sans trêve ni repos et de tout notre cœur, à l'en rendre capable et sans nous laisser arrêter par ces faux rapprochements historiques et ces analogies illusoire qui pourraient nous faire craindre de la rendre trop puissante. Qu'on en soit bien persuadé, quand nous serons parvenus à rendre au pouvoir exécutif sa stabilité, avec le régime du service obligatoire et les bases que nous avons indiquées, il n'y a aucun danger qu'elle devienne prétorienne ou qu'elle se divise pour se mettre aux ordres des factions qui voudraient se disputer le pouvoir. Nous verrons, au contraire, qu'elle sera toujours essentiellement nationale, c'est-à-dire le cœur en même temps que le bras de la nation.

Quant aux réformes que j'ai indiquées, comme pouvant conduire à des résultats si patriotiques, j'avoue que je ne vois pas les obstacles insurmontables qu'elles pourraient rencontrer dans la pratique, si ce n'est peut-être ce malheureux esprit de routine qui fait qu'en France les innovations les plus opportunes ne peuvent guère se produire que par la voie autoritaire. On dira, il est vrai, qu'en enlevant aux sous-officiers les grandes chances qu'ils ont aujourd'hui de devenir officiers, on blessera le sentiment égalitaire des classes populaires, et que l'on ne retrouvera plus de sujets capables en nombre suffisant pour former cette partie si importante de nos cadres. Je ne crois pas que l'on puisse se laisser arrêter un seul instant par la première de ces objections. D'abord il n'est nullement question de fermer aux sous-officiers la porte de l'avancement, mais seulement de la rendre assez étroite pour qu'il n'y ait que ceux qui en sont vraiment dignes qui puissent y passer. Pour tous les emplois dont il dispose, civils ou militaires, l'État n'a jamais pu se dispenser d'établir certaines règles, au moyen desquelles il cherche à s'assurer qu'ils seront convenablement remplis. Tout ce qu'on peut lui demander au nom du principe d'égalité, c'est que ces règles soient les mêmes



pour tous. Il n'y a que la démagogie qui puisse vouloir aller au delà, et prétendre, par exemple, que l'éducation ne pouvant être acquise sans des frais qui ne sont pas à la portée de tout le monde, l'exiger pour l'admission au grade d'officier, c'est accorder un privilège à la fortune. Cela est insensé. Il est bien clair, au contraire, que si l'État par de justes exigences pouvait, comme on peut l'espérer, attacher au service militaire cette foule de jeunes gens qui, nés dans l'aisance, ne savent pas toujours résister aux tentations qui les jettent dans le désœuvrement, il imposerait par le fait un nouveau tribut à la fortune, au grand avantage du pays tout entier, et de l'armée qu'il aurait fortifiée par l'introduction d'éléments excellents.

Quant à la seconde objection, relative à la constitution des cadres, elle est plus sérieuse et demanderait à être étudiée avec soin. Toutefois je crois m'être assuré que, soit dans les différentes branches de l'administration, soit auprès des entreprises de chemin de fer, l'État pourrait trouver un nombre d'emplois suffisant et pécuniairement assez rétribués pour assurer l'avenir des sous-officiers et leur ouvrir une perspective capable de les retenir un certain nombre d'années au service. Les plus méritants pourraient d'ailleurs prétendre au grade d'officier dans l'armée territoriale, ce qui serait encore pour eux un nouvel encouragement.

Me voici arrivé au terme de la tâche que je m'étais tracée. L'esprit sans cesse ramené par les douleurs du passé et les craintes de l'avenir, à la recherche des voies qui pourraient nous conduire à de meilleures destinées, j'ai cru reconnaître, comme je le disais en commençant, qu'il en était peu de plus sûre que celle qui nous était ouverte par la nécessité où nous nous trouvons de réorganiser notre armée, et de lui donner de très-grandes proportions. Les idées que je me suis faites à ce sujet, après de longues réflexions, mériteraient sans doute plus de développement que je n'ai pu leur en donner dans un cadre aussi restreint; mais j'espère les avoir suffisamment justifiées pour qu'elles soient jugées dignes de quelque attention. C'est le but que je me suis proposé par ce travail et je serais heureux de l'avoir atteint.

BARON MERCIER DE LOSTENDE.

---

# LES ŒUVRES ET LES HOMMES

COURRIER DU THÉÂTRE, DE LA LITTÉRATURE ET DES ARTS

---

Les réceptions académiques : M. de Loménie et Prosper Mérimée. Le P. Gratry. Les élections du 29 janvier. — L'enterrement civil de François-Victor Hugo, et *la maison sans enfants*. Égards témoignés par M. Louis Blanc à l'Être suprême. Le frère Philippe. Un triomphe de deuil. Le portrait et la croix du frère Philippe. Francis Garnier et David Livingstone. Strauss et Michelet. Un souvenir du cours de morale et d'histoire au Collège de France en 1851. La religion de Michelet et son tombeau. — Le procès Raspail. Invasion du pharmacien dans la politique contemporaine. Naundorff et les pseudo-Louis XVII. L'affaire Ostanick der Markariantz. Les chevaliers d'industrie à Paris. — Le théâtre. Une récolte dramatique qui se sent du carême : *Jean de Thommeray*, *la Petite Marquise*, etc. *Le Messie* de Haëndel.

## I

Bien qu'elle soit une très-honnête personne, l'Académie française a beaucoup fait parler d'elle dans ces deux derniers mois. Le 8 janvier, elle recevait M. de Loménie ; le 22, M. Saint-René Taillandier, et le 29, elle a remplacé MM. Pierre Lebrun, Vitet et Saint-Marc Girardin.

De la séance du 8 janvier je n'ai presque rien à dire. Nos lecteurs savent déjà l'intérêt qu'elle a présenté. Beaucoup sont allés entendre, tous ont du moins parcouru les discours des deux orateurs chargés ce jour-là de donner aux gourmets des réceptions académiques le régal dont ils sont si friands. M. Jules Sandeau a dignement souhaité la bienvenue à son nouveau confrère, en termes où la courtoisie ne nuisait en rien à la vérité des appréciations. Il a trouvé des mots aussi fins que justes pour caractériser les deux principales œuvres que M. de Loménie ait menées à terme jusqu'à présent : cette

*Galerie des contemporains illustres*, véritable modèle de la biographie critique, honnête et piquante à la fois, spirituelle sans méchanceté, sérieuse sans lourdeur et sans pédantisme, bien informée sans indiscretion, toujours claire et jamais superficielle, joignant la maturité de l'esprit à l'agrément du style, originale à force d'équité, de justesse et de compréhension, qui fit en quelques mois la renommée d'un *homme de rien*, et qui, aujourd'hui encore, après trente-cinq ans, tout incomplètes que soient forcément ces notices, écrites sur des hommes alors en pleine possession de la vie, et dont la plupart ont disparu de la scène du monde, reste aussi recherchée qu'à l'époque où M. Teste gardait les sceaux, où l'amiral Duperré était ministre de la marine et M. Cunin-Gridaine du commerce, sous la présidence du maréchal Soult; — puis ce livre si plein, si curieux, si débordant de révélations sur la littérature, les mœurs et la société de la fin du dix-huitième siècle, qui a pour titre : *Beaumarchais et son temps* : trésor de documents inédits, fouillés avec une patience et une sagacité extraordinaires, mis en œuvre avec l'habileté d'un artiste qui sait ranimer la poussière sur laquelle il souffle, et semble créer les figures qu'il exhume.

En croyant n'écrire qu'une biographie, M. de Loménie a écrit une histoire. Dans sa carrière agitée, fiévreuse, infatigable, pleine de mouvement, d'éclat et de tapage, Beaumarchais a touché à tout; il a soulevé toutes les questions et côtoyé tous les mondes : pendant trente années, il ne s'est pas fait un bruit, pas tenté une aventure, dont il n'ait pris ou réclamé sa part. Il avait le besoin et le génie de l'intrigue; son nom attirait le scandale comme la lumière attire les papillons. Homme d'esprit et homme d'affaires, menant de front sa fortune et sa gloire, expert à les doubler l'une par l'autre, il faisait ses succès avec autant de soin que ses œuvres. Son existence n'est qu'une longue série de comédies et de drames plus amusants que *le Barbier de Séville*, où ce Figaro français, hâbleur, industriel, spirituel, effronté, semillant, frondeur, alerte et généreux, abondant en ressources et prompt à la riposte comme son héros, brûle les planches et soutient à lui seul toute la pièce; souvent conspué, honni, accablé de pommes cuites, mais jamais ennuyeux. En le suivant dans les péripéties variées de cette hasardeuse carrière, son biographe a dû toucher lui-même à tous les éléments qui constituent le caractère, l'esprit, la vie domestique, politique et sociale de la dernière moitié du siècle : il a abordé tour à tour, et quelquefois en même temps, la cour, la ville, la petite bourgeoisie, la robe et l'épée, le clergé, la magistrature et le parlement, la diplomatie, les journaux, les pamphlets et le théâtre, et sur chaque point il a largement projeté une lumière nouvelle. C'est cet intérêt général qui relève l'in-

térêt particulier du livre et qui en justifie les proportions. On pardonne à l'auteur la passion dont il s'est pris pour un sujet si riche, et qu'il réussit à nous faire partager. On lui sait gré de ses efforts pour tenir la balance exacte entre les égards dus à la famille honorable qui lui avait ouvert cette mine inépuisable et les droits de la vérité; et si parfois elle penche un peu du côté de la bienveillance; si, malgré des efforts sincères pour demeurer toujours impartial, le rapporteur ne sait pas toujours se défendre de tourner à l'avocat, cette faiblesse est si naturelle, si légitime, si inévitable, elle se garde tellement de tout excès, qu'on n'a point le courage de la lui reprocher.

Beaumarchais fut peut-être, en grande partie par sa faute, l'homme le plus calomnié de son époque. Sans parvenir à lui rendre « cette fleur d'estime que ne remplacent ni la renommée, ni la popularité, ni la gloire, » M. de Loménie a réussi à atténuer, à détruire même bien des préventions contre son client, à lui concilier çà et là les sympathies de la postérité, non-seulement parce que Beaumarchais, à l'inverse de beaucoup d'autres, valait mieux au fond qu'à la surface et gagne à être étudié de près, dans l'intimité de son caractère et de sa vie privée, que nous cachait le turbulent étalage de sa vie publique; mais aussi parce que son historien fait rejaillir sur lui quelque chose de la considération qui s'attache à sa personne et à son talent.

La considération, c'est le couronnement qui manquera toujours à la gloire de Prosper Mérimée. La publication des *Lettres à une inconnue* n'est point de nature à l'appeler sur sa mémoire et à en décorer son tombeau. L'honneur qu'elles peuvent faire à son esprit n'équivaut pas au tort qu'elles font à son caractère, et la correspondante voilée grâce à laquelle notre littérature épistolaire vient de s'enrichir de deux volumes qui ne seront jamais donnés en prix aux jeunes filles, ni même aux collégiens, bien qu'ils aient été écrits à une dame, aurait dû prendre pour devise de son recueil le vers de la Fontaine : *Mieux vaudrait un sage ennemi !*

Mérimée, relativement à beaucoup de ses contemporains, est un modèle de sobriété littéraire poussée jusqu'à l'ascétisme. Il a néanmoins abordé les genres les plus divers : il a fait du pastiche, par une de ces supercheries littéraires qui s'accordaient si bien avec son tempérament froidement mystificateur, de l'archéologie pure, de la philologie, de l'histoire, de la critique, des scènes dramatiques, enfin des nouvelles et des romans, sans parler de ses lettres. Mais on pourrait oublier tout le reste pour cet unique volume qui renferme *Colomba* et les neuf ou dix nouvelles, de six pages à vingt-cinq, dont se compose *la Mosaïque* : petits chefs-d'œuvre si prestes-

ment enlevés d'un vigoureux coup de pince, entre lesquels brillent comme des perles, dont ils ont l'éclat et la dureté, *Mateo Falcone*, *le Vase étrusque* et *l'Enlèvement de la redoute*. Mérimée est là tout entier, avec son talent bref, fort, expéditif et en quelque sorte mathématique, la verte allure d'un style souple et nerveux, qui va droit au but et qui arrive à l'effet sans passer par la phrase; son dessin âpre, haché, saisissant, rehaussé çà et là de tons à la fois sobres, violents et crus. Sa plume produit la sensation aiguë et froide qu'on éprouve au contact de l'acier. S'il dessine plus qu'il ne peint, il grave encore plus qu'il ne dessine, et l'instrument qu'il manie avec tant de désinvolture et de dextérité est un burin affilé à la façon d'un stylet, qui accuse les lignes et les saillies d'un trait sommaire, mais indélébile, et marque les contours comme d'une raie de sang. Ne demandez aux œuvres de Mérimée ni gradations délicates, ni modelé, ni nuances, ni savantes alternatives de l'ombre et de la lumière. Le jour tombe d'aplomb sur ces figures, qui ressemblent à des *écorchés*, et aucun détail, si répugnant qu'il soit, n'est épargné au regard, dans ce musée des horreurs, où il entasse patiemment tout ce qui peut irriter les nerfs des personnes sensibles, et fait collection de monstruosité avec le sang-froid d'un archiviste, les raffinements d'un virtuose, et la cruauté goguenarde d'un boucher dilettante qui s'applique tranquillement à donner la chair de poule aux dames.

Ces façons de sceptique impassible et railleur, mêlé de retre et de lansquenet, sont chez lui affaire de pose et de tempérament à la fois. Il affecte la sécheresse comme d'autres l'enthousiasme; il pousse l'horreur de la *sensiblerie* jusqu'au mépris du sentiment, et pareil à Louis XIV qui ne permettait point qu'on ouvrît le rideau de son lit avant qu'il se fût coiffé de sa perruque à triple marteau, il ne se montre jamais sans avoir revêtu ce masque d'ironie glaciale qui avait fini par se substituer à sa figure naturelle. Il se garde de toute émotion, non pas seulement comme d'une faiblesse, mais comme d'un ridicule; il ricane à froid, pour montrer qu'il n'est dupe de rien. Mais l'éternelle ironie de Mérimée devient monotone; elle laisse deviner le charlatan de scepticisme. Cette gaieté amère et flegmatique va tout droit au cynisme, sans même s'arrêter là où la décence touche au goût et où l'on ne peut blesser l'une sans choquer l'autre en même temps. Dans ses *Lettres*, le vieux professeur de démoralisation, rempli de son sujet jusqu'à en rabâcher, froisse maintes fois les instincts les plus délicats de l'esprit en croyant s'attaquer seulement aux *préjugés* de l'âme. Par haine des banalités de la tradition, ce raffiné tombe dans tous les lieux communs de l'incrédulité.

Le talent de Mérimée est une statue, ou plutôt une statuette à la tête d'or et aux pieds d'argile. C'est son infériorité morale qui fait son infériorité littéraire. Conteur admirable, sachant condenser la plus grande somme de drame dans le plus petit espace possible, donner aux moindres objets un ferme relief, s'appropriier les thèmes les plus rebattus en leur imprimant le cachet de son style, et faire illusion au lecteur par l'habile choix des détails et la netteté rigide du dessin, — mais stérile d'invention, court d'haleine et ne sortant jamais d'une sphère très-étroite et très-basse ! Observateur lucide et prompt, sagace, narquois, impitoyable, mais ne dépassant point l'épiderme, ne voyant que les angles et les profils, et aussi dépourvu de toute profondeur psychologique que de toute intention morale ! Écrivain alerte, spirituel, saisissant, qu'on pourrait dire accompli, s'il ne lui manquait justement la seule chose sans laquelle il n'y a ni un génie, ni un homme complet, c'est-à-dire une âme qui puisse éveiller la nôtre, et s'il n'avait eu le misérable orgueil d'ériger cette infirmité en système et de s'en parer avec ostentation ! Rien n'est tristement instructif comme de voir, dans les *Lettres à une inconnue*, ce sceptique égoïste trahissant à chaque page, sous sa gaieté de surface, sous l'éclat de sa verve maligne et le choc brillant de ses épigrammes, un fond de souffrance, d'amertume et de misanthropie qui le ronge, et chaque jour plus hypocondre, plus morose, plus pessimiste, plus las de tous et de tout, s'acheminer vers la mort sans qu'une seule de ses pensées s'élève au-dessus de la tombe et qu'aucune lueur d'en haut vienne éclairer l'âme assombrie de ce vieillard, obstinément fermée à toute espérance.

Quinze jours plus tard, le public habituel des réceptions académiques se retrouvait sous la coupole du palais Mazarin, mais cette fois mélangé d'éléments qui en modifiaient la physionomie et qui annonçaient une séance d'un intérêt moins exclusivement littéraire. M. Saint-René Taillandier était reçu par M. Nisard, en remplacement du P. Gratry.

Il n'était point facile de faire revivre une figure aussi complexe, à la fois douce et forte, où les dons les plus divers et même les facultés en apparence les plus contradictoires, le contemplatif et le combattant, le rêveur et le dialecticien, le mathématicien et le poète, le philosophe et le religieux, se fondaient en un ensemble d'une frappante originalité : nature exquise, pleine de tendresse, de chaleur et d'enthousiasme, ouverte à toutes les illusions généreuses, en qui la vieillesse, les plus dures épreuves et les plus cruels mécomptes, la souffrance, la maladie, les études arides et prolongées ne purent tarir la source qu'on vit jaillir jusqu'à la fin, toujours fraîche et abondante. La vie du P. Gratry ne fut qu'une

longue jeunesse, consacrée tout entière, avec un désintéressement absolu, avec la chevaleresque et généreuse ardeur du premier jour, à la recherche, à la propagation et à la défense du vrai. Il a pu se tromper quelquefois, il n'a jamais sciemment trompé personne, jamais hésité à reconnaître son erreur quand elle lui était démontrée. C'était la candeur et la loyauté même. Il avait l'horreur et le dégoût du mensonge, comme de toutes les bassesses morales. Même au temps de la grande crise dont il nous a retracé le tableau dans ses *Souvenirs de jeunesse*, il éprouvait le noble tourment de la vérité, tout prêt à aller vers elle, dès qu'il la verrait avec évidence, et à s'y dévouer, n'en étant détourné par aucune passion vile qui eût faussé son intelligence ou corrompu son cœur. Cet apostolat philosophique fut toute sa vie. Il poussait l'amour des hommes jusqu'à la candeur, jusqu'à l'aveuglement, jusqu'à l'*hallucination*; la croyance indomptable à la force de la justice et du droit jusqu'à l'utopie et jusqu'à la chimère. Très-capable d'indignation contre les sophistes qui corrompaient les âmes en pervertissant les esprits, il était incapable de haine, fût-ce contre ceux qui le haïssaient, et il regardait avec stupeur, comme un phénomène incompréhensible, mais digne de pitié, l'acharnement des malheureux qui, pour le combattre, se croyaient tenus à lui jeter à la face les plus sanglants et les plus honteux outrages.

Pauvre P. Gratry! si doux, si bon, si inoffensif, si détaché, dans l'imprudente et téméraire ardeur de son dernier combat, de toute considération d'intérêt ou d'orgueil! L'accablement de son erreur, la diminution de son autorité morale et philosophique, le sentiment de son impuissance future, et aussi l'odieuse violence des attaques sans pudeur et sans pitié dirigées contre lui l'ont tué plus sûrement que la maladie dont il souffrait depuis de longues années. Mais, après cette éclipse d'un moment, son nom a repris un nouvel éclat et sa renommée a grandi, comme celle d'un homme de bonne volonté et de bonne foi, dont l'âme fut pour le moins aussi haute que l'intelligence et qui n'a jamais volontairement failli à la vérité ni au devoir. Elle grandira encore : j'en atteste les œuvres posthumes, publiées par les soins pieux de ses disciples, — ces *Souvenirs de ma jeunesse*, la plus belle autobiographie morale qu'on ait écrite depuis saint Augustin; ces *Méditations inédites*, grand oratorio, si je puis ainsi dire, composé, dans sa première partie, de treize morceaux d'une inspiration douce et profonde, dont quelques-uns, comme *la Famille*, comme *la Mort*, comme *le Jour et la Nuit* surtout, sont d'admirables symphonies religieuses sur lesquelles on rêve la musique de Schubert ou celle de Gounod. J'en atteste aussi les applaudissements unanimes qui ont, associé l'autre jour un au-

ditore d'élite à l'éloquent hommage déposé par M. Saint-René Taillandier sur la tombe de « ce poète, ce savant, ce philosophe, ce prêtre catholique, ce vrai ministre de l'Évangile au dix-neuvième siècle, ce père qui a enfanté tant d'amis à la vie supérieure, ce maître qui a préparé tant d'ouvriers et armé tant de bras pour la moisson. »

Le mois prochain nous réserve une séance d'un intérêt plus vif, sinon plus élevé, et pour laquelle la grande salle de l'Institut, fût-elle vaste comme le Champ de Mars, ne suffirait point à contenir l'affluence des curieux. On assure que M. Émile Ollivier juge le moment venu d'aller s'asseoir au fauteuil où l'appela jadis un vote unanime. Ce n'est point sans doute à l'Académie qu'il appartient de le contredire. Depuis près de quatre ans, M. Ollivier a eu tout le temps nécessaire pour écrire, d'un cœur tranquille, loin des agitations de la politique comme des troubles de la guerre, son éloge de Lamartine. Ce virtuose de la tribune, qui eût pu dire, en tombant, comme l'empereur antique : *Qualis artifex pereo !* a poli et repoli à loisir, dans la patrie de Paruta, ses harmonieuses périodes sur le chœur d'Elvire ; mais peut-être eût-il bien fait d'attendre quelques années encore avant de venir célébrer les charmes de la poésie en un pays où il était président du conseil le 15 juillet 1870, et où la dernière parole qu'on ait retenue de lui et qui retentit encore à nos oreilles est celle-ci : « La responsabilité de cette guerre, nous l'avons prise, nous la prenons ! »

Puis viendront successivement les trois élus du 29 janvier. La grande bataille qui s'est livrée ce jour-là a été chaude, mais elle s'est terminée avant le coucher du soleil, et c'est un résultat qu'on n'osait espérer. Le sol était jonché de cadavres, et le nombre des victimes témoignait suffisamment que, malgré les alarmants présages qu'on avait voulu tirer de l'élection de M. de Viel-Castel, vainqueur sans combat dans une lutte sans concurrents ; malgré les épigrammes des uns et les hypocrites doléances des autres, la matière académique n'est pas près de manquer encore. On connaît les noms des vainqueurs. M. Alexandre Dumas n'a eu qu'à se montrer, comme César, pour emporter la palme : *Veni, vidi, vici*. Depuis *Monsieur Alphonse*, son triomphe était prévu ; il a été complet, et le nom du spirituel écrivain est sorti de l'urne à la première épreuve. M. Caro et M. Mézières ont été moins heureux : il leur a fallu à tous deux des efforts redoublés pour atteindre ce fauteuil, objet de tant de convoitises, que leur disputaient avec acharnement des rivaux pleins d'ardeur et puissamment soutenus, comme MM. Boissier, Taine, Weiss et Charles Blanc. L'Université, on le voit, était en force à l'affaire du 29 janvier, et quelle que fût l'issue du combat,



elle ne pouvait manquer d'avoir une large part dans le triomphe. M. Caro et M. Alfred Mézières sont deux professeurs de Sorbonne dont le premier, déjà membre de l'Académie des sciences morales et politiques, s'est fait une renommée rapide de philosophe, de moraliste et d'écrivain. Les érudits connaissent les très-estimables et très-consciencieux travaux du second sur les littératures étrangères, notamment sur Dante et Pétrarque, sur Goethe, Shakespeare, ses prédécesseurs et ses contemporains. Dans les *Lettres à une inconnue*, cette mauvaise langue de Mérimée prétend que les livres de M. Mézières ne sont que « du Taine réchauffé, ou plutôt refroidi. » Je le veux bien, mais, à coup sûr, il y a entre lui et l'auteur des *Philosophes français du dix-neuvième siècle* une autre différence plus à son avantage et qui explique mieux sa victoire sur ce redoutable rival (car M. Taine se portait à la fois au fauteuil de Saint-Marc Girardin et au fauteuil de Vitet) : c'est que, comme M. Caro, comme M. Du-mas aussi, quoique d'une autre façon, M. Mézières n'a jamais vu dans l'histoire un simple problème de mécanique psychologique. Le scrutin du 29 janvier a fait triompher le spiritualisme sur toute la ligne, et la nomination surtout de M. Caro contre M. Taine semble revêtir toute la valeur d'une déclaration de principes et pourrait passer pour une revanche de l'élection Littré.

Un incident qui serait facilement devenu solennel pour peu que l'Académie s'y fût prêtée, a contribué à l'intérêt de cette séance. M. Victor Hugo, qui privait l'Institut de sa présence depuis le 2 décembre 1851, et que les huissiers eux-mêmes ne connaissaient plus ou ne connaissaient pas encore, en a franchi de nouveau la porte ce jour-là, afin de voter pour l'auteur d'*Antony* et de *Henri III*, son vieux compagnon des grandes luttes romantiques, dans la personne de son fils. Voulant se montrer bon prince, il a même poussé la condescendance jusqu'à prendre part aux scrutins suivants, et M. Ch. Blanc lui a fourni l'occasion de donner une fois de plus sa voix à la république. Même annoncée par la fanfare des bons écuyers du *Rappel*, la présence du maître a passé presque inaperçue parmi ses confrères, et la plupart ont regardé curieusement, sans le reconnaître, dit-on, ce vieillard en costume démocratique, qui revenait un moment s'asseoir parmi eux comme l'ombre d'un compagnon disparu. Après quoi, recouvrant du chapeau mou, désormais légendaire comme le képi du siège, son auréole méconnue, Victor Hugo est rentré dans sa maison solitaire pour achever cette épopée de *Quatre-vingt treize* qui se lève sur le monde au moment où j'écris ces lignes.

## II

Seigneur ! s'écriait le poète en 1830, au temps de sa jeunesse, de son bonheur et de ses plus pures inspirations,

Seigneur ! préservez-moi, préservez ceux que j'aime,  
Frères, parents, amis, et mes ennemis même,  
Dans le mal triomphants,  
De jamais voir, Seigneur ! l'été sans fleurs vermeilles,  
La cage sans oiseaux, la ruche sans abeilles,  
La maison sans enfants !

Ainsi chantait M. Victor Hugo, dans la double ivresse de la gloire la plus éclatante et de la plus complète félicité domestique, à côté de la jeune femme qu'il aimait, entre les berceaux de sa fille et de ses deux fils

Offrant de toutes parts leur jeune âme à la vie  
Et leur bouche aux baisers !

Hélas ! le foyer, déjà dispersé par l'exil, vient d'être éteint par la mort, et le poète la connaît maintenant cette *maison sans enfants* qu'il demandait à Dieu de lui épargner. Sa fille, « doux ange aux candides pensées, » est partie la première, dans une catastrophe immortalisée par les plus beaux vers du poète. Le *témoin de sa vie* l'a quitté ensuite. Puis ses deux fils s'en sont allés tour à tour : après Charles, qui fit *la Bohême dorée* et *le Cochon de saint Antoine*, imitant son père comme le ciron peut imiter l'éléphant, François-Victor qui traduisit Shakespeare, ce qui était encore une manière de rendre hommage au génie paternel. Ainsi l'ombre et le silence descendent de plus en plus sur la tête blanchie d'Olympio. Il a beau lutter : la nuit gagne, la solitude l'envahit, tout s'efface et disparaît. Plus sa gloire sollicite le bruit, plus autour de lui le vide se creuse et s'élargit chaque jour. A chaque appel retentissant qu'il jette, la voix grave de la mort répond : « Poète, tout est vanité. Lève tes yeux et ton cœur en haut ! » Avec quel accent de lassitude désespérée il doit répéter aujourd'hui ce cri qui jaillissait déjà de son âme, il y a vingt-cinq ans :

O Seigneur ! ouvrez-moi les portes de la nuit,  
Afin que je m'en aille et que je disparaisse !

Qui l'eût dit, que l'auteur de la *Prière pour tous* ferait un jour enterrer civilement le dernier de ses fils ! Ce père, ce poète, cet écri-

vain de génie, dans l'accablement de sa douleur, a jugé qu'il devait cette concession à la foule des citoyens démocrates et libres-penseurs dont il est devenu l'esclave, et pour prix de leur faveur, pour gage de sa soumission, il leur a donné le cercueil sans prière de son enfant. Le triste personnel des pompes funèbres de l'athéisme, accouru avec un empressement joyeux à la curée de ce deuil illustre, a poussé le scandale jusqu'à profiter de la circonstance pour faire une ovation à M. Gambetta et à M. Louis Blanc. Peu s'en est fallu qu'on n'applaudît M. Victor Hugo lui-même, et le châtement eût été complet !

Dans le discours qu'il a prononcé sur la tombe, et où son éloquence sépulcrale s'était ménagé un succès plus facile qu'à la Chambre, M. Louis Blanc a daigné dire à Dieu, pour le rassurer, un petit mot aimable, ou tout au moins poli. Il a placé l'Être suprême sous la protection de Barbès, pour ceux à qui la recommandation de Robespierre n'aurait pas suffi. Cette protection puissante n'a pas manqué son effet : grâce à elle, Dieu, pour cette fois, a passé sans trop d'encombre ; et M. Louis Blanc, qui est un homme de manières courtoises et de langage onctueux, lui a épargné l'humiliation d'être sifflé. On assure que M. Victor Hugo avait exigé lui-même que l'orateur témoignât quelques égards à l'immortalité de l'âme. Il a cru se mettre ainsi en repos avec sa conscience, et, sans partager cette faiblesse, les frères et amis la lui ont d'autant plus aisément passée qu'elle ne tire point à conséquence ; car, ils le savent bien, le dieu qui ne demande ni religion, ni églises, ni prêtres, ni prières, et qui se contente des enterrements civils, est un dieu de tolérance qui ne peut jamais devenir bien dangereux.

Quelques jours après, les obsèques du frère Philippe nous consolèrent des funérailles de François Hugo. En voyant l'immense cortège, composé de toutes les classes sociales, qui se pressait derrière l'humble corbillard, ces hommes illustres, ces grands personnages, ces hauts fonctionnaires, membres de l'Académie française et de l'Assemblée nationale, ministres, généraux, ambassadeurs, évêques et cardinaux, venus pour rendre hommage à ce fils de paysan, resté toute sa vie l'instituteur du peuple, et marchant coude à coude avec des ouvriers et les enfants des écoles, dans cet interminable défilé dont les derniers rangs quittaient à peine l'église Saint-Sulpice quand le char funèbre atteignait déjà le pont Saint-Michel, on se rappelait le mot de M. Villemain sur l'enterrement de la sœur Rosalie : « C'était un triomphe de deuil ! »

Matthieu Bransiet, né le 1<sup>er</sup> novembre 1792, dans un infime hameau du département de la Loire, d'une famille de cultivateurs, avait toujours gardé, dans sa démarche, ses manières et sa physionomie, la marque de son origine populaire. Il était venu au monde quelques

mois après la dissolution de l'institut qu'il devait porter un jour à un si haut degré de prospérité; il entra dans cet institut, comme novice, en 1809, l'année même où Napoléon I<sup>er</sup>, par un décret célèbre, achevait de le relever de ses ruines en lui accordant l'existence civile et la dispense du service militaire. Il en était le supérieur général depuis le mois de novembre 1838, et les lecteurs du *Correspondant* savent déjà combien cette longue direction a été féconde.

C'était un homme d'une fermeté douce, d'un bon sens exquis, d'un tact parfait et d'une grande finesse, qui sut toujours se tenir à l'écart des partis, se garer de toute polémique irritante et rester sur son terrain : « La douceur, a-t-il écrit quelque part, est la forme extérieure de la charité et de la bonté. » Et ailleurs : « La fermeté n'est, au fond, que la force et la constance employées pour s'opposer au mal. » Sa vie entière fut l'application de ces deux maximes. C'est à elles qu'il doit d'avoir su toujours, sans les heurter de front, tourner adroitement les obstacles qu'il rencontrait sur sa route.

La modestie du frère Philippe égalait son mérite. Lorsqu'il eut été élu supérieur général, on eut grand'peine à le décider, suivant un usage converti en règle, à laisser faire son portrait. D'abord, sans répondre, il chercha à gagner du temps; puis il allégua, en souriant, que les délais réglementaires étaient passés et qu'il y avait prescription. Il fallut revenir longtemps à la charge et user de ruse. Horace Vernet consentit à s'en charger. Il le commença de mémoire, et l'acheva lorsqu'il eut pu enfin obtenir de son modèle, devenu son ami, les quelques séances dont il avait besoin. Ce portrait du frère Philippe assis sur son banc, un livre ouvert sur ses genoux, adossé au mur nu et lésardé de sa cellule, qui montre pour tout ornement une statuette de la Vierge surmontée d'un crucifix avec une branche de buis bénit en travers, eut les honneurs du Salon de 1844, et contribua plus que bien des volumes à populariser les *Ignorantins* et leur supérieur. On l'a revu à l'Exposition universelle de 1855, et il fait aujourd'hui l'ornement du parloir de la maison-mère. Ce n'est point absolument un chef-d'œuvre : la finesse et la profondeur y manquent; l'étude du modèle et la recherche de l'effet y sont un peu superficielles; il est permis de trouver une certaine affectation dans cette simplicité qui s'étale — ce banc de bois, cette fente de la muraille, ces besicles jetées sur la table, ces gros souliers aux cordons dénoués. Mais c'est du moins, une œuvre vivante et vraie, où les disciples du très-honoré Frère aiment à le retrouver dans toute la fidélité de sa physionomie, de son geste, de son attitude, avec ses bonnes mains villageoises et sa tête à demi penchée sur l'épaule droite. Peut-être l'importance accordée par l'artiste à ces menus détails n'est-elle qu'un moyen de fixer l'attention et le souvenir du vulgaire. Horace Vernet

resta toujours l'ami du frère Philippe : il lui donna même quelques leçons ; il en donna surtout au frère Athanase et à plusieurs autres, qui sont devenus des peintres distingués. Il se plaisait à visiter leurs écoles à l'improvisite, et plus d'une fois les élèves virent avec surprise entrer dans leurs classes un personnage aux longues moustaches, aux allures militaires, portant une rosette à la boutonnière, qui donnait une poignée de main au maître, les interrogeait d'une voix brusque, et s'en allait après avoir croqué quelque tête en deux ou trois coups de crayon.

Deux fois déjà, sous le gouvernement de juillet et sous l'empire, le frère Philippe avait inflexiblement refusé la croix. Il ne l'accepta en 1871 que parce qu'on lui fit comprendre qu'il n'avait pas le droit de repousser un honneur rendu à l'institut tout entier dans sa personne. Et qui l'avait mieux mérité, en effet ? Personne n'ignore et n'a osé contester les titres éternels que se sont alors acquis les Frères à la gratitude du pays. En prodiguant à nos soldats leur pain, leurs soins et leurs veilles, en allant sous le feu de l'ennemi ramasser les morts et les mourants, ils ont arraché des témoignages de respect et d'étonnement à des journaux comme *l'Opinion nationale*, à des écrivains aussi peu suspects que le correspondant anglais et protestant du *Times*, qui saluait en eux la troupe d'élite, la vieille garde des infirmiers, enfin aux Prussiens eux-mêmes :

— Nous n'avons rien vu d'aussi beau jusqu'ici, disait un officier prussien en regardant avec admiration les infatigables et pieux fossoyeurs de Champigny.

— Excepté les Sœurs grises ! répondait un autre.

Partout les blessés se trouvaient en famille, suivant leur expression, dans les maisons de ces Frères qui avaient souvent instruit leur enfance, et ils se sentaient déjà à moitié guéris par la cordialité qui les accueillait. Dès le début de la guerre, le frère Philippe avait donné le signal et l'exemple à tous les établissements de France, et les archives de la maison-mère gardent comme autant de titres d'honneur, des milliers de lettres de remerciement écrites avec effusion par des généraux ou de simples soldats. Ce serait un lieu commun que de rappeler la conduite des brancardiers pendant le siège de Paris. Le frère Philippe dirigeait en personne sur les champs de bataille cette pacifique milice de héros. Mais la croix qu'il avait si bien conquise, il ne la porta jamais ; on ne la retrouva même pas pour en orner son cercueil.

L'Académie française voulut s'associer aussi, par un hommage solennel, à l'admiration excitée par la conduite des Frères. Elle créa en leur honneur un prix extraordinaire de dix mille francs, et l'on n'a pas oublié en quels termes éloquents M. le duc de Noailles, dans

son rapport, justifia cette récompense. Ce jour-là, le frère Philippe, assis dans l'hémicycle de l'Institut, fut le héros de la fête académique, et tous les regards lui reportaient l'honneur des applaudissements. Depuis le siège, il ne pouvait plus paraître dans une cérémonie publique ou dans une commission sans voir les plus hauts personnages faire violence à sa modestie, et le chercher dans l'ombre où il s'effaçait, pour le replacer au rang qui lui était dû.

Quelques jours après la mort du frère Néthelme, frappé au Bourget, un autre Frère recevait un éclat d'obus en allant relever nos soldats blessés. Il chancelle, on accourt :

— Ce n'est rien, dit-il. Occupez-vous des plus pressés.

Et comme un *reporter* indiscret lui demandait son nom :

— Pourquoi? fit-il. Je remplis ici un devoir dont je n'attends la récompense que de Dieu.

Dans cette simple parole, l'humble Frère résumait toute la vie de l'Institut, et celle de son supérieur général en particulier. Celui-ci est allé recevoir la seule récompense digne de lui ; mais il a obtenu, par surcroît, les éloges des hommes, qu'il ne cherchait pas. Les discours, les anecdotes plus ou moins authentiques, les articles de journaux, les oraisons funèbres, dans tous les genres et sur tous les styles, ont célébré sa mémoire et popularisé son nom. La mort du frère Philippe a fait autant de bruit que celle d'un souverain. L'éclat qu'il avait toujours fui est venu illuminer sa tombe — heureux et consolant symptôme, qui ajoute un service de plus à tous ceux que nous lui devons déjà, puisqu'il a permis de constater, comme le dit l'archevêque de Paris dans la circulaire qui couronne tous les hommages rendus à sa mémoire, que, « à notre époque de décadence morale et de tristes abaissements, le sens religieux, l'estime de la vertu simple, la reconnaissance des services rendus sans éclat, ne sont point effacés dans le cœur des habitants de notre grande cité. »

Nous avons perdu encore M. Auguste Trognon, ancien professeur en Sorbonne, ancien précepteur du prince de Joinville, ancien secrétaire et lecteur de la reine Marie-Amélie, dont il a raconté la *Vie* dans un volume d'un intérêt touchant ; auteur d'une *Histoire de France* qui obtint le grand prix Gobert, objet jadis des plaisanteries de la presse charivarique, qui trouvait spirituel de faire la petite guerre contre le gouvernement de juillet en jouant sur le nom d'un de ses plus dévoués serviteurs ; M. Victor Baltard, architecte de la ville de Paris sous le khalifat de M. Haussmann, le plus habile parmi ses exécuteurs des hautes œuvres, caractère estimable, esprit élevé, homme de talent, de science et de goût, auquel il n'a manqué que de savoir à propos sacrifier aux Grâces, et dont les Halles centrales, ce Louvre du Paris nouveau, ce monument typique de l'ar-

chitecture appropriée aux besoins et aux goûts modernes, perpétueront la mémoire mieux que l'hôtel du Timbre et l'église Saint-Augustin; M. Francis Garnier, lieutenant de marine, célèbre par ses excursions dans l'Indo-Chine, à travers le royaume d'Annam, le Cambodge, le Laos, la Birmanie, la Chine méridionale; poursuivies avec autant de courage que d'habileté, et d'un si haut intérêt national, commercial et scientifique à la fois, tué au Tonkin, dans le cours d'une mission, à l'âge de trente-quatre ans.

La mort de Francis Garnier s'est vue un peu reléguée dans l'ombre par celle du grand voyageur anglais David Livingstone, véritable martyr de la passion des découvertes, dévoré enfin par cette terrible terre d'Afrique à laquelle il a consacré toute sa vie. Il y a près de dix ans que Livingstone avait quitté l'Europe pour la troisième fois. Dans une exploration précédente il avait perdu sa femme, dont le tombeau s'élève sur les bords du Zambèze; il ne devait lâcher prise lui-même qu'en mourant. Depuis son dernier voyage, le bruit de sa mort avait déjà couru deux fois. On sait comment un correspondant du *New-York Herald*, M. Henry Stanley, envoyé à sa recherche par son rédacteur en chef, vint à bout de cette aventureuse entreprise, poussée avec une décision tout américaine, et le découvrit en 1871 à Oujiji. Aussi a-t-on d'abord voulu douter encore de la douloureuse nouvelle. Quelques journalistes sceptiques, agacés par la répétition fréquente de cette oraison funèbre, ont même essayé sur ce prétendu canard, passé à l'état périodique, des plaisanteries qui commencent, sans doute, à leur paraître d'une gaieté fort lugubre. « A lui seul, disaient-ils, cet homme usurpe toutes les trompettes de la renommée, tantôt par sa vie; tantôt par sa mort, puis par sa résurrection. Nous sommes fatigués de lui dresser des cenotaphes et de venir verser des larmes sur ce cercueil qui se trouve toujours vide. Il semble vraiment que Livingstone soit le seul voyageur du monde, et pour cet étranger, en vrais Français que nous sommes, nous en venons presque à oublier nos compatriotes, comme Francis Garnier! »

Non; Livingstone ne doit pas nous faire oublier ses émules, mais il est juste pourtant de lui garder un rang d'honneur pour son courage indomptable, la persistance de ses recherches et l'importance de ses découvertes, comme pour l'impulsion qu'il a donnée en ouvrant la voie aux grands voyageurs contemporains. Il le mérite également par l'originalité de sa physionomie, la dignité et l'élévation de son caractère. Lisez les récits de ses deux premiers voyages, spécialement les *Explorations dans l'intérieur de l'Afrique australe*: ce n'est certainement pas l'œuvre d'un grand écrivain; Livingstone ignore l'art d'orner, mais aussi de déguiser la vérité: « Il est bien plus

facile, dit-il, avec la naïveté d'un voyageur qui revient de découvrir le lac Ngami et de passer quinze ans dans le pays des Makalolo et ses alentours, de faire un voyage que d'en écrire les détails. Je crois que j'aimerais mieux de nouveau traverser le continent africain que de publier un second volume... La peine que m'a donnée celui-ci a rendu mille fois plus grand le respect que j'ai toujours eu pour les écrivains des deux sexes. » A défaut d'ornements, le récit s'impose par l'intérêt du fond et la sincérité du narrateur. La bonne foi y respire, et chacun des détails que nous donne l'auteur sur sa famille, son enfance, son éducation, l'amour et le respect avec lesquels il parle de ses parents, ses sentiments religieux, le mélange de foi et d'ardeur scientifique que porte dans sa dernière excursion ce voyageur intrépide, qui est en même temps un médecin et un missionnaire, tout en nous le faisant aimer, impriment un cachet d'authenticité à toutes les pages de son livre.

Écoutez-le raconter comment il poursuivait ses études, tout en travaillant à une filature où il avait été envoyé, dès l'âge de dix ans, en qualité de rattacheur, et où il restait de six heures du matin à huit heures du soir, sans autre interruption que le temps nécessaire pour le déjeuner et le dîner. Il achète un rudiment sur le gain de sa première semaine, se rend, au sortir de la manufacture, à une école du soir, puis, rentré à la maison, travaille avec son dictionnaire jusqu'à minuit. Ni à table, ni au lit, ni au travail, il ne quitte son livre : « Je continuais mes études pendant les heures que je passais à la filature, plaçant mon volume sur le métier, de manière à saisir les phrases les unes après les autres, tout en marchant pour faire ma besogne. J'étudiais ainsi constamment, sans être troublé par le bruit des machines : c'est à cette habitude que je dois la faculté de m'abstraire complètement du bruit que l'on fait à côté de moi, et de pouvoir lire et écrire tout à mon aise au milieu d'enfants qui jouent, comme dans une réunion de sauvages qui dansent ou qui hurlent... A dix-neuf ans, j'eus un métier à conduire ; c'était une profession extrêmement pénible, mais j'étais payé en conséquence, ce qui me mit à même de passer l'hiver à Glasgow, de m'y suffire, d'y poursuivre mes études médicales, d'y apprendre le grec et d'assister aux cours de théologie. »

C'est ainsi que se trempent les natures vigoureuses. Qui n'a songé, en lisant ces détails, à ceux que nous donnait récemment, avec une naïveté semblable, sur ses propres études, le docteur Schliemann, qui avait débuté par être garçon épicier et vendre des harengs saurs avant de découvrir le trésor du roi Priam !

« Mon éternelle gratitude et mon respect lui sont acquis, dit-il en parlant de son père, pour m'avoir donné depuis mon enfance l'exemple constant de cette piété ferme, dont Burns a tracé l'idéal



dans le *Samedi soir au cottage*. Mon père mourut au mois de février 1856, comptant avec sérénité sur cette miséricorde dont nous pouvons tous espérer les effets par les mérites de la mort de Notre Seigneur Jésus-Christ. A cette époque, je descendais le Zambèse, ne me promettant pas de plus grand plaisir que de m'asseoir au coin du feu de notre maisonnette et de lui raconter mes voyages. Il n'est plus ; mais je révère sa mémoire. »

C'est par des traits pareils, d'une tendresse austère et simple, semés à travers l'aridité de ses descriptions comme des sources d'eau fraîche dans le désert, que Livingstone va à l'âme de ses lecteurs et se les attache. On cherchait un voyageur, et l'on est charmé de trouver un homme.

Stanley écrivait dans sa relation en termes un peu emphatiques : « L'héroïsme du Spartiate et l'inflexibilité du Romain se joignent chez lui à la persévérance de l'Anglo-Saxon. Ne pas abandonner son œuvre, bien qu'il soupire ardemment après la vue de ceux qu'il aime, ne pas renoncer à ses obligations tant qu'elles ne seront pas remplies, ne pas revenir tant qu'il n'aura pas écrit le mot FIN, telle est sa résolution, quel que soit le sacrifice qu'elle exige. » La dysenterie s'est chargée d'écrire ce mot au bas des voyages de l'intrépide docteur. Sa mort vient d'ajourner de nouveau la solution du grand problème des sources du Nil, si souvent entrevue, jamais atteinte. Pour jusques à quand ? Combien ce sphynx dévorera-t-il de nouvelles victimes avant de se laisser deviner, et l'Œdipe qui doit le vaincre n'est-il pas né encore ?

Nous avons appris en même temps la mort de deux écrivains qui comptaient, à des titres différents et avec une diversité de génie plus grande encore que celle de leurs travaux et de leurs études, parmi les coryphées de la libre pensée : David Strauss et Michelet.

Strauss, élève de Baur, de Hegel et de Schleiermacher, le représentant le plus fameux des doctrines de l'école de Tubingue arrivées à leur dernier développement, présentait cette particularité étrange, dont l'Allemagne seule peut-être est capable d'offrir des exemples aussi complets, mais dont la contagion commence à gagner en France, d'être un théologien et un pasteur dont le système aboutissait à la négation de la théologie et à la ruine absolue de la foi. La *Vie critique de Jésus*, qui, en 1835, fit sortir tout à coup son nom de l'obscurité, avait introduit une révolution profonde dans la façon rationaliste d'envisager l'histoire du Christ. Au lieu de se borner, comme ses prédécesseurs, à expliquer les faits surnaturels des Évangiles par l'exagération ou la fausse interprétation d'événements naturels, il les considérait comme des symboles, comme les produits de l'évolution d'une idée. Cette *Vie de Jésus*

aboutissait directement à prouver, sans l'établir toutefois en conclusion formelle, que Jésus n'avait pas *vécu*, que la figure du Messie était un mythe, son histoire une légende et une allégorie. Tous les vingt-cinq ans, la science incrédule change ses batteries et ses points d'attaque, et chaque fois elle se flatte d'avoir trouvé l'endroit vulnérable, jusqu'à ce qu'elle confesse son illusion en imaginant une tactique nouvelle, également décisive et destinée pourtant au même abandon que les précédentes. L'appareil critique et philosophique de la *Vie de Jésus*, l'apparente profondeur de son argumentation, le caractère grave et dogmatique de son style, tout jusqu'à l'ennui que distillent ces lourdes et pédantesques pages, d'où la couleur comme la passion est absente, devaient faire impression sur beaucoup d'esprits. On cria victoire; on s'attela avec un enthousiasme de commande à cette catapulte qui allait réduire la mythologie chrétienne en poussière, et ceux qui criaient le plus fort n'en avaient pas lu une ligne et eussent été incapables d'en comprendre une seule page. M. Littré se hâta de traduire un livre qui, par sa pesanteur et son obscurité, méritait si bien cet honneur. Cette traduction fut une douche d'eau froide jetée sur l'enthousiasme. Vous en trouverez les exemplaires au rabais chez les bouquinistes. Dès qu'on put lire l'ouvrage, personne n'y songea plus. On sait en quels termes Lacordaire en a parlé du haut de la chaire Notre-Dame, et parmi ses auditeurs il ne s'en est pas trouvé un seul pour le démentir.

Aussi, lorsque M. Renan songea à publier de son côté une *Vie de Jésus*, il n'eut garde de rester sur le terrain de Strauss et de le suivre dans le domaine glacial de ses abstractions. Tout l'effort de M. Renan consista à reprendre les positions dédaigneusement abandonnées par Strauss et à revenir aux vieilles explications naturalistes, en les enguirlandant d'idylles et de paysages. Si léger qu'il fût au double point de vue philosophique et scientifique, le livre de ce brillant héritier qui le continuait en le répudiant ne laissa pas d'agir sur l'esprit de Strauss. Il se sentait oublié, il était jaloux. Sous cette influence, il reprit la plume et écrivit une *Nouvelle Vie de Jésus à l'usage du peuple allemand*. Il avait, d'ailleurs, modifié déjà plusieurs fois son premier ouvrage, allant et revenant sur ses pas, faisant des concessions, les retirant ensuite, comme s'il eût pris à tâche de démontrer lui-même le peu de solidité du terrain qu'il avait choisi et de mettre ses lecteurs en garde contre un système dont il était si peu convaincu.

Strauss a publié encore beaucoup d'autres ouvrages d'exégèse, de polémique et d'histoire, que nous jugeons inutile d'énumérer. Il est l'auteur de la *Vie de Jésus*, et il n'est pas autre chose. Il avait épousé une actrice, dont il a dû se séparer quelques années plus tard. Ce

n'est ni le seul contraste, ni l'unique mésaventure de sa vie. En politique, cet audacieux esprit était le plus rétrograde des conservateurs; il gardait toutes ses hardiesses contre Dieu, et la chose n'est pas plus rare en France qu'en Allemagne. Quand il fut nommé professeur de dogmatique et d'histoire de l'Église à la Faculté de théologie de Zurich, en 1839, il dut se retirer, avant même d'être monté dans sa chaire, devant une protestation qui réunit plus de 30,000 signatures; et quand, en 1848, il alla siéger à la diète wurtembergeoise, les manifestations de ses électeurs le forcèrent à donner sa démission presque aussitôt après ses premiers votes. Pendant la guerre entre la Prusse et la France, il soutint la continuation de la lutte, et se prononça contre nous avec énergie dans des *Lettres à M. Renan* que publia la *Gazette d'Augsbourg*. Ces détails biographiques suffisent pour faire connaître l'homme.

Michelet a peut-être offert l'exemple le plus lamentable de la décadence d'un grand esprit dans un siècle si fécond en avortements. L'homme qui avait débuté en 1833, après quelques ouvrages élémentaires, par les premiers volumes de l'*Histoire de France*, où la recherche de nos origines, l'étude des nationalités diverses qui devaient constituer notre race et des contrées où elles allaient se développer, puis le tableau du mouvement artistique, social et religieux du moyen âge, lui ont inspiré tant de pages lumineuses, pénétrantes, enthousiastes, d'une intelligence et d'une impartialité également admirables, d'une puissance de synthèse vraiment magistrale, en était arrivé dès 1843, moins de dix ans après, à écrire le triste pamphlet des *Jésuites*, bientôt suivi d'un autre, plus fiévreux et plus malsain encore; et il devait finir par ces volumes de divagations souvent extravagantes, véritables enfantillages séniles où la science et le rêve, le mysticisme et l'érotisme, l'histoire et le roman, le réalisme et la fantaisie, se mêlent dans un indescriptible amalgame: *la Femme, l'Amour, la Sorcière, la Montagne*, suites dégénérées, mais logiques, de *l'Oiseau* et de *l'Insecte*. Il couronnait en 1867, par son volume sur *Louis XV et Louis XVI*, — où l'historien n'est plus qu'une sorte de visionnaire enfiévré, de maniaque en proie à une foule d'idées fixes, ramassant la chronique des antichambres, des ruelles et des alcôves, pour l'habiller en phrases épileptiques, — le grand ouvrage dont il avait jeté alors les larges et magnifiques fondements, et qu'il traînait depuis trente-quatre ans, d'étape en étape ou d'arisse en arisse, comme le boulet d'un forçat.

De quelle façon expliquer une telle chute? C'est qu'en M. Michelet la solidité de l'esprit n'égalait point la chaleur de l'imagination, et le caractère ne s'élevait pas à la hauteur du talent. L'imagination! c'était sa faculté maîtresse, et jamais elle ne mérita mieux que dans

cette intelligence si brillante et si mal équilibrée son nom de *folle du logis*. A force de la laisser vagabonder au hasard, il finit par n'en être plus maître. A force d'entendre exalter la sagacité perçante de son coup d'œil, sa pénétration prophétique, le don qu'il avait de revivre dans les siècles passés et de les faire revivre sous nos yeux, il finit par prendre au sérieux ce rôle de vaticinateur et par se poser en sibylle sur le trépied. Le voyant devint un visionnaire, le prophète se changea en illuminé; il ne porta plus de jugements, il rendit des oracles; il n'étudia plus, il devina. On lui disait qu'il avait créé l'histoire, il en conclut qu'il pouvait l'inventer. Le Michelet de la seconde manière est un monomane, toujours sous le poids d'une extase ou d'une obsession, et d'une voix haletante, avec un geste nerveux, jetant à la foule des énigmes obscures et inarticulées; un halluciné, dont l'imagination malade, peuplée de chimères et de fantômes, traversée de lueurs étranges, pareilles à des feux follets, qui luisent sans éclairer, ne se possède plus, et chez qui l'inspiration d'autrefois dégénère chaque jour au dehors en *tic* grimaçant, au dedans en maladie mentale.

Il avait suffi de quelques années pour que l'infatuation de soi, ce mal de tant d'esprits contemporains qui auraient pu être grands s'ils avaient su être plus humbles, la faiblesse du caractère, les entraînements de la popularité, l'eussent poussé sans retour dans cette voie, où nous l'avons vu s'obstiner jusqu'au bout avec une passion de plus en plus aveugle. Les critiques comme les applaudissements ne faisaient que l'y enfoncer davantage. Il n'est pas douteux surtout que l'ivresse des ovations bruyantes renouvelées chaque semaine par la jeunesse des écoles, à son cours du Collège de France, n'ait exercé sur cette organisation à la fois si ardente et si faible l'effet le plus désastreux. Lorsque M. Quinet, appelé de Lyon à Paris, fut venu le rejoindre, il s'établit entre les deux professeurs une lutte et une collaboration d'influence. Chacun s'appliqua à dépasser l'autre; tous deux s'entraînaient et s'exaltaient à l'écho de leurs propres paroles. Il n'y avait plus rien dans ces cours de la science loyale et désintéressée qui éclaire les esprits, de la dignité qui les domine, du sang-froid qui les dirige. M. Michelet s'était fait le courtisan de la jeunesse dont il se croyait le maître; il en flattait avec un emportement servile les instincts les plus redoutables et les plus faciles à exploiter. Les salles pacifiques du Collège de France offraient le tumulte et les bouillonnements d'une arène. L'éloquence enflammée qui tombait de cette chaire métamorphosée en tribune, mettait le feu aux poudres et produisait dans un auditoire surexcité jusqu'à la frénésie, des explosions dont le contre-coup rejaillissait sur lui-même.

Je me rappellerai toujours l'impression que produisit sur moi le

seul cours de M. Michelet auquel il m'ait été donné d'assister. C'était en 1851. J'arrivais à Paris, tout jeune, assez ignorant des hommes et des choses, dévoré d'une curiosité ardente et affamé d'admiration. A mon premier jeudi, un ami de table d'hôte, étudiant de deuxième année, déjà bronzé au feu du quartier latin, qui s'était pris d'affection pour le naïf provincial, comme Sbrigani pour M. de Pourceaugnac, en voyant la grâce avec laquelle il mangeait son pain, m'entraîna au Collège de France. La grande salle débordait jusque dans les couloirs d'une foule immense et agitée. Grâce à la protection de mon ami, je parvins laborieusement à pénétrer dans la fournaise et à me hisser sur le coin d'un banc, au milieu de grappes humaines suspendues aux portes, adossées aux murs et accrochées aux fenêtres. On y respirait une atmosphère de feu, et je me sentis un commencement de vertige à voir ces centaines de barbes brunes et de têtes chevelues sur lesquelles courait un frémissement électrique, et d'où s'élevaient tout à coup de grandes rumeurs, avec des tempêtes d'applaudissements et des rafales de bravos.

Tout au fond, dans la chaire, un petit homme à cheveux blancs — Michelet avait blanchi avant d'atteindre sa trentième année — au front large, aux yeux gris, au geste anguleux et saccadé, avec une voix d'un timbre étrange, dont les vibrations, parfois contenues, éclataient tout à coup comme celles d'un gong chinois, en secouant les nerfs des auditeurs, jetait, dans un style apocalyptique, une harangue décousue et désordonnée, où se heurtaient confusément les images les plus disparates, les idées les plus imprévues et les déclamations les plus emportées. La phrase était brève et pressée comme la respiration d'un fiévreux. Il parlait, je m'en souviens, de la Closerie des lilas, de la statue du maréchal Ney et de la Restauration, de la démocratie, des jésuites, des étudiants, de la femme, de la puissance d'amour qui est en elle, de ce qu'elle peut pour transformer, agrandir et purifier l'homme, du concours qu'elle apportera au progrès des grandes idées émancipatrices, — tout cela à propos de *morale et d'histoire*, car tel était le titre, d'ailleurs très-vague et très-commode, sous lequel s'abritait son cours. Devant sa chaire, dans l'enceinte réservée, une trentaine de femmes fortes, appartenant à ce sexe intermédiaire auquel nous devons madame André Léo et mademoiselle Clémence Royer, buvaient avidement ses paroles (il y avait de la femme en M. Michelet, et beaucoup), et l'une d'elles, je la vois encore, tournée à demi vers l'auditoire, soulignait de gestes énergiquement approbatifs chaque affirmation de l'orateur, se témoignant prête, par des signes de tête répétés, à travailler pour sa part à l'émancipation du genre humain !

Je sortis de là malade, énérvé, rompu, comme si j'eusse reçu en

pleine poitrine une décharge de fluide électrique. Et quinze jours plus tard, sur le rapport de M. Barthélemy Saint-Hilaire, directeur du Collège de France, le cours de M. Michelet était fermé. Il ne se rouvrit plus.

Comme on l'a justement remarqué, par un phénomène dont M. Victor Hugo nous offre un autre exemple non moins mémorable, c'est dans sa jeunesse que M. Michelet a montré le bon sens, la mesure, la simplicité, la raison, qui sont les qualités de l'âge mûr; c'est dans sa maturité qu'il s'est livré à tous les emportements du faux goût, à toute la fougue déclamatoire de la jeunesse. Plus il avançait en âge, plus cette juvénile exubérance se marquait en son style. Ce renversement des lois ordinaires est moins inexplicable et moins illogique qu'il ne peut le sembler au premier abord. La sève natale n'a jamais tari dans le brillant historien, pas plus que chez le poète éclatant, mais elle s'est corrompue. C'est à la perversion de l'esprit que tiennent ces défauts qui nous choquent. C'est parce qu'ils ont déserté le vrai, qu'ils n'ont plus su atteindre le beau; et ainsi se trouve démontré une fois de plus, en dépit de la critique matérialiste dont ces théories ingénues font sourire le scepticisme, l'étroit lien qui rattache la morale au goût et fait de la vérité l'une des conditions de l'art.

Michelet n'était point un athée. En attaquant l'Église, il prétendait rendre hommage à Dieu. Quel Dieu? J'ai souvent essayé de le comprendre, et recherché de bonne foi dans ses livres cette religion insaisissable dont il parle avec exaltation, mais qui se dérobe à toute formule précise. — Lisez les ouvrages de la dernière période de sa vie, cette longue série de traités lyriques, si je puis ainsi dire, mêlés de pages charmantes et de divagations inouïes : *l'Oiseau*, *l'Insecte*, *la Femme*, etc. A travers leurs peintures, parfois exquises de sensibilité, de couleur et d'imagination, mais que gâte toujours, même aux meilleurs endroits, une sorte de rêverie hystérique et de monomanie aphrodisiaque, circule un panthéisme vague, confus et contradictoire, qui échappe à toute définition. Cet extatique de la démocratie, ce libre penseur mystique, s'y échappe sans cesse en dithyrambes religieux à la Nature. Dans les derniers volumes de *l'Histoire de France* et dans cette *Histoire de la Révolution*, où, faisant du plus sanglant chapitre de nos annales une légende de l'âge d'or, il ne se contente pas de justifier et de réhabiliter, comme tant d'autres, mais se répand en effusions de tendresse et d'amour, vous trouverez à chaque instant les élans d'une âme enthousiaste vers un Dieu nuageux et flottant, qui s'appelle tantôt la Pensée, tantôt la Patrie, tantôt le Peuple ou l'Humanité. On raconte qu'un jour, comme on parlait devant lui de la mort de Sainte-Beuve, enterré sans Dieu :

— Dites sans l'Église, reprit vivement Michelet, mais non sans Dieu! N'y avait-il pas des violettes sur son cercueil?

Ce mot est caractéristique, et il se pourrait qu'en dernière analyse, la religion de cet artiste se réduisit à l'adoration des violettes. Vous connaissez la lettre du poétique notaire chargé de transmettre au *Rappel* les derniers oracles du maître. Il nous apprend que le corps embaumé repose dans un sanctuaire entouré de fleurs, où l'air et la lumière peuvent se jouer sans obstacle. Ainsi les Indiens ensevelissent leurs morts dans les branches des arbres. Puérile et lugubre mise en scène, rêve d'un malade, dernier roman d'une imagination délirante! Comme Mirabeau, Michelet, en mourant, a demandé de la lumière : il a témoigné le désir de rester le plus longtemps possible aux splendeurs du soleil d'Hyères, avant de descendre dans la nuit froide du tombeau. Jadis, en écrivant *l'Oiseau*, il demandait des ailes. Des ailes, ô poète! nous en avons, qui nous portent plus haut et plus loin que l'oiseau, et de la lumière, le tombeau du chrétien en est éclairé jusqu'en ses profondeurs! Si Michelet eût cru fermement aux destinées immortelles de l'âme, cette foi eût illuminé et réchauffé les ténèbres qu'il craignait, de lueurs plus éclatantes que celles dont le soleil du Midi va entourer son cercueil.

### III

Au lendemain du jour où Michelet était frappé par la mort, un autre fétiche de la Révolution, retiré comme lui de la vie active, a été frappé par la justice. Le patriarche Raspail, l'une des plus vénérables *vieilles barbes* de la démocratie, insurgé de profession, même en médecine, resté aussi jeune et aussi fougueux que M. Michelet sous les glaces de l'Âge, rivalisait encore avec lui par l'amour du peuple et la haine des jésuites. On le croyait enterré dans son confortable ermitage d'Arcueil-Cachan; mais, jusqu'au dernier soupir, cet incorrigible burgrave mêlera la politique à la science, la Révolution à l'hygiène, le panégyrique de la Terreur ou de la Commune à l'apologie du camphre, et la haine furieuse des jésuites à celle des chemins de fer!

Il y aurait un chapitre d'histoire pittoresque à écrire sur l'invasion de la pharmacie dans la politique de notre temps, et sur les affinités secrètes qui ont pu pousser tant d'apothicaires devenus des personnages historiques — les Miot, les Naquet, les Bordoné, les Lamouroux — à se faire débitants de drogues démagogiques et d'orviétan social.

L'an dernier, suivant son usage, Raspail a publié un *Almanach*, et il l'a enrichi d'éphémérides où on lit, entre autres choses quelquefois moins gaies, que ce sont les jésuites qui ont assassiné Marat par l'intermédiaire de Charlotte Corday, organisé la capitulation de Paris en 1814, trahi à Waterloo, enfin arrêté sous la Commune l'archevêque Darboy, « comme excommunié par le pape. » Ces infâmes jésuites ont poussé la ruse, pour dépister les soupçons, jusqu'à se faire fusiller avec Mgr Darboy; mais ce stratagème n'a pu tromper le regard perçant de Raspail. Le rôle qu'il attribue aux insectes parasites dans les maladies du corps humain, il le donne aux jésuites dans les maladies du corps social. La justice s'est fâchée de ces innocents radotages : elle a traduit le citoyen Raspail devant la Cour d'assises, et là, malgré un discours plus désopilant encore, et d'une bouffonnerie d'autant plus irrésistible qu'elle était inconsciente; malgré la candeur et la bonhomie profondes avec lesquelles il a exposé au jury comment il proclama seul la république en 1848, et, pendant son exil en Belgique, ne consentit à donner du sire à Léopold qu'à la condition, stipulée par un traité formel, que celui-ci l'appellerait citoyen, il s'est vu condamner à deux ans de prison, sans parler de l'amende. C'est dur. Pour Dieu! qu'on lui permette au moins de les faire dans une maison de santé : le pauvre homme en a besoin.

Tandis que ce revenant de la démocratie comparaisait en Cour d'assises, le fantôme de Louis XVII, sous les traits des héritiers Naundorff, et par l'organe de maître Jules Favre, venait revendiquer devant les chambres réunies de la Cour d'appel ses droits au trône de France. Il y a tout près de vingt-trois ans qu'il a perdu son procès en première instance : on voit qu'il a pris le temps de la réflexion, et qu'on avait tout lieu de le croire résigné.

L'horloger prussien Naundorff, mort en 1845, mais qui a laissé après lui une veuve et six enfants encore en vie, est un des innombrables pseudo-Louis XVII suscités par la mort mystérieuse du Dauphin au Temple; et assurément l'un des moins sérieux, s'il est possible d'établir des catégories parmi d'aussi ridicules impostures. Ses rivaux à la couronne de saint Louis méprisaient cet étranger, qu'ils accusaient d'être un juif et un faux-monnayeur; mais il leur rendait ce mépris à usure, en soutenant qu'ils n'étaient que de misérables faquins mis en avant par la police pour discréditer sa cause. On n'a pas manqué de faire remarquer, avec cette cruauté impitoyable que donnent les haines politiques, tout ce qu'il y a d'étrange à voir M. Jules Favre plaider pour une rectification d'état civil. Sans nous arrêter à ce point de vue, ajoutons qu'on serait en droit de trouver plus étrange encore ce plaidoyer d'un chef du parti républicain en faveur



d'un prétendant, s'il ne fallait voir simplement en lui l'avocat que n'a jamais effrayé une méchante cause, surtout lorsqu'elle est retentissante et qu'elle peut servir les intérêts de son parti, en même temps que sa renommée. Trois ou quatre journaux parisiens — républicains ou bonapartistes — se sont jetés avec empressement sur cette proie, s'efforçant de stimuler l'indifférence publique, affectant de prendre au sérieux la prétention des héritiers Naundorff, reproduisant leurs factums et les débats du procès avec une risible sollicitude dont leurs opinions bien connues dénoncent la nature, et qui suffirait à juger leurs clients. Je ne puis m'empêcher de soupçonner un motif analogue au beau zèle de M. Jules Favre, et je veux croire, pour l'honneur de ses principes politiques, sinon de ses convictions d'avocat, que le plaisir de plaider contre M. le comte de Chambord a pu seul lui faire accepter la douleur de soutenir les droits d'un prince méconnu.

Puisque les hasards de cette causerie m'ont conduit sur le terrain judiciaire, j'en voudrais profiter pour dire quelques mots d'un autre procès qui rentre plus directement encore dans le domaine de la chronique. Ces deux mois ont été féconds en affaires de tout genre, dont les unes, comme le procès de M. Loyau de Lacy contre *le Gaulois* et *le Figaro*, jettent un jour curieux sur les coulisses du monde littéraire; les autres, comme le procès en séparation de corps intenté par madame la princesse de Beauvremont à son mari, sur les mœurs d'une certaine partie de la haute société contemporaine. Quel est, par exemple, le roman de Balzac où l'on trouve un type accompli de chevalier d'industrie, avec son cortège empressé de dupes, et d'excellentes scènes de haute comédie parisienne, comme dans l'affaire Ostanick der Markariantz, qui gardera certainement une place d'honneur dans la galerie des Petites Causes célèbres? Markariantz, nos lecteurs le savent, est un jeune Arménien, fils d'un simple relieur, sans aucunes ressources personnelles, élevé en France par la charité de Nubar-Pacha, et qui, à peine sorti de l'école de Grignon, est parvenu à se faire passer, non-seulement auprès des fournisseurs, mais dans le monde de la finance, de la diplomatie et du journalisme, pour un prince des *Mille et une nuits*, promis aux plus hautes destinées politiques. Et au fait, que lui fallait-il encore pour arriver à ses fins, et conquérir définitivement la fortune et la grandeur? Peut-être une quinzaine de jours seulement. Il serait aujourd'hui Markariantz-Pacha tout comme un autre, et millionnaire par-dessus le marché. Que de Markariantz parvenus au sommet par la même route, après être partis de plus bas encore! On s'explique que ce jeune homme ait été tenté par d'illustres exemples, et je conçois sa colère contre le bijoutier indélicat qui a manqué tout à coup de patience au moment où il

allait jouir du fruit de ses travaux, et a fait brusquement échouer en prison sa barque, arrivée presque au port.

Ce bijoutier, d'ailleurs, manquait à toutes les traditions professionnelles. Les bijoutiers parisiens sont la providence des escrocs de haut style, et leur commerce devrait être rangé parmi les professions insalubres, car il les prédestine à devenir la proie de tout aventurier bien mis à, qui il plaît de les venir voir dans une calèche qu'il n'a pas payé. Qu'un honnête bourgeois, demeurant porte à porte avec eux depuis vingt ans, ne s'avise pas de vouloir leur acheter des boutons de manche à crédit; mais ils jetteront les rivières et les ceintures de diamants aux pieds du premier coquin à physiologie exotique, qui se parera d'un titre ramassé dans la chancellerie d'un pays fabuleux. — Vous n'avez pas d'argent. Eh! monseigneur, qui vous en demande? Nous serons trop flattés d'attendre. — Pour eux c'est une vocation de se faire voler. Ils vont au-devant des Markariantz, ils se mettent à leur disposition, au besoin ils embrassent leurs genoux. En se laissant exploiter par les princes arméniens, les majors de table d'hôte, les généraux brésiliens, les amiraux suisses, les enfants prodiges et les pécheresses au luxe effronté, sans parler des simples et vulgaires filous, on dirait qu'ils acquittent une dime inscrite dans leur cahier des charges. Ils étaient au moins une demi-douzaine dans l'affaire Markariantz, et chacun d'eux en moyenne, avait *vendu* à l'accusé pour 150,000 francs de bijoux.

Mais ce n'est pas seulement aux bijoutiers que la leçon s'adresse, et le journalisme parisien fera bien d'en prendre également sa part. Puissent ceux de nos confrères qui ont eu le désagrément de voir paraître leurs noms en semblable compagnie, — et ce ne sont point les premiers venus, — en profiter du moins pour apprendre à ne pas prodiguer aussi vite leurs poignées de main et leurs offres de service, à ne pas accepter si facilement à dîner chez des amphitryons de rencontre et à ne plus emprunter d'argent aux princes arméniens de passage au Grand-Hôtel! C'est tout ce qu'il sied de dire sur ce sujet délicat.

Paris est la terre promise des chevaliers d'industrie. Ils y poussent comme des fleurs sur l'asphalte et comme des champignons entre les pavés des boulevards. Les princes de pacotille, les grands hommes d'occasion, les millionnaires qui ont leurs châteaux en Espagne et leurs terres en Bohême, grouillent par milliers sur ce théâtre où tant d'oripeaux cachent tant de guenilles. En ramenant ses filets du boulevard Montmartre jusqu'à la cascade du bois de Boulogne, la police pourrait aisément ramasser chaque soir une bonne douzaine de Markariantz, roumains, grecs, valaques, péruviens, de l'Inde ou des Batignolles, habitués du café Anglais, de l'Opéra et même des

soirées officielles, qui jettent l'argent par les fenêtres; mènent l'existence à grandes guides, et auxquels personne ne connaît cinq francs de revenus en rentes ou en terres; qui achètent pour 200,000 écus de pierres fines, prêtent aux journalistes complaisants, donnent à souper aux hommes d'État, payent mille francs un verre de vin de Champagne dans une vente de charité à madame Thiers ou à la marquise, mais qui ne trouvent pas un sou dès qu'il s'agit de payer leurs dettes. On ne sait d'où ils sortent. Quelquefois ils disparaissent tout à coup comme ils sont venus, et l'on n'en entend plus parler. Ou bien, ils ont des éclipses et des intermittences, après lesquelles on les revoit plus rayonnants et plus fastueux. D'autres improvisent en un clin d'œil des fortunes colossales, qui crévent comme des bulles de savon, et du haut de leur rêve écroulé retombent tout à coup dans le suicide ou dans la folie. Ceux-ci sont des ambitieux, qui poussent le talent de l'intrigue jusqu'au génie; ceux-là des virtuoses qui travaillent par amour de l'art, et combinent toutes les pièces de leur échafaudage comme un architecte qui veut bâtir un chef-d'œuvre. Il en est beaucoup qui s'efforcent de se maintenir en équilibre entre le prix Montyon et le Code pénal, et se flattent de n'être rien de plus que de très-adroits honnêtes gens. Le passant hésite, à les voir, entre l'admiration et le mépris, et le gendarme perplexe les salue chapeau bas, en éprouvant une vague envie de leur mettre la main au collet. On se demande s'ils finiront par aller au bagne ou par entrer à la Chambre : les chances sont égales et les paris restent ouverts jusqu'au dénouement. Nous en connaissons qui, comme le Frontin de Le Sage, se mettent en tête, après avoir réussi, de faire souche d'honnêtes gens. On en citerait qui sont devenus ministres. Deux ou trois même sont montés plus haut. Comment des imaginations ardentes et peu scrupuleuses n'en seraient-elles pas éblouies?

Les produits indigènes ne manquent pas dans cette grande armée d'aventuriers, mais les cinq parties du monde nous expédient ce qu'elles ont de mieux en ce genre. Paris est le déversoir du globe; c'est la lice où viennent se mesurer les plus vaillants chevaliers d'industrie de l'univers entier. Ils nous arrivent surtout des pays où se lève le soleil. Nous exportons beaucoup de nos Markariantz en Orient : Alexandrie, Constantinople et le Caire en sont peuplés; en revanche, l'Orient nous expédie les siens. Nous en avons vu des échantillons accomplis, et je sens frétiller au bout de ma plume le portrait de ce jeune Grec du Bas-Empire (ou s'il n'est grec, il devait l'être), venu en France pour y tirer parti de ses petits talents; souple, insinuant, rusé, habile à retomber sur ses jambes, cheminant à travers les obstacles avec la grâce fêlée d'un arlequin onctueux, qui désarme ses adversaires par une pantalonnade, ayant en lui l'étoffe d'un

Mascarille et celle d'un Rufin, capable de tout, même d'être honnête homme s'il y trouve son profit, et de devenir homme d'État, si les circonstances s'y prêtent, sachant s'effacer à point pour reparaitre à propos, invulnérable au ridicule, dont il triomphe par la déconsidération, érigeant en religion le culte du soleil levant et la palinodie en théorie politique. Vous le connaissez, nous le connaissons tous. A force d'être décrié, il est aujourd'hui quelqu'un; peut-être demain sera-t-il quelque chose.

## IV

Balzac a écrit *Mercadet* : c'est un de ses chefs-d'œuvre. Qui en écrira le pendant, en prenant pour sujet Markariantz ou ses émules? Dans ce type du *faiseur* cosmopolite, que Paris attire comme un butin, il y aurait de quoi tenter la verve d'un Balzac du théâtre, si l'étude des caractères ne tendait chaque jour, sur notre scène amoindrie, à s'effacer devant les développements de l'intrigue et de la mise en scène.

Rarement la littérature dramatique nous avait fourni une aussi maigre récolte que celle dont il faudra nous contenter cette fois. Nos théâtres ont devancé le carême en servant au public une longue série de plats maigres et en faisant jeûner la critique. L'œuvre triomphante de ces deux mois, c'est un mélodrame de l'ancienne roche, et le succès que la Porte-Saint-Martin avait cherché vainement dans la reprise de *Marie Tudor* et d'*Henri III*, elle l'a trouvé tout à coup, éclatant et incontesté, dans les *Deux Orphelines* de M. Dennery.

A la Comédie française, la collaboration de MM. Émile Augier et Jules Sandeau, qui avait produit jadis une des œuvres les plus spirituelles et les mieux étudiées du répertoire contemporain : le *Gendre de M. Poirier*, n'a cette fois enfanté, au prix de laborieux efforts, qu'une pièce d'une conception faible, incohérente et décousue. Sous sa première forme, *Jean de Thommeray* était une nouvelle remarquable; sur la scène, ce n'est plus qu'un ouvrage médiocre, non-seulement parce que les auteurs en ont changé les proportions élégantes en voulant tirer une statue de cette fine statuette, mais encore parce que, dans ce passage du livre au théâtre, pour l'approprier à sa destination nouvelle, ils l'ont morcelée, découpée en tableaux, en effaçant les transitions nécessaires de l'un à l'autre, et en ne nous montrant que les résultats sans nous montrer les causes.

Jean de Thommeray est un jeune gentilhomme breton qui a descendu peu à peu tous les cercles de l'enfer parisien, et qui, parti de

sa province natale avec la candeur et les illusions de la vingtième année, a fini par perdre, dans la fréquentation du monde de la Bourse et de la galanterie, tout sentiment de fierté, de délicatesse et d'honneur. La guerre éclate; les Prussiens marchent sur Paris. Jean, qui a appris à railler le patriotisme comme tout le reste, va fuir pour se mettre en sûreté, malgré l'exemple de ses compagnons de plaisir, qui ont secoué leur torpeur malsaine devant le danger de la France. Mais, tout à coup, résonne au loin les sons du binou; et tous les souvenirs d'enfance et de famille, si longtemps étouffés, s'éveillent dans son âme. Il voit déboucher un bataillon de mobiles bretons : en tête marchent son père et ses deux frères. La honte et le remords le saisissent. Il s'élance parmi ses compatriotes. Le bataillon s'arrête; le comte de Thommeray fait l'appel : « Commandant, vous avez oublié l'un de vos hommes, lui dit un mobile en sortant des rangs. — Qui êtes-vous ? demande le vieillard d'un ton sévère. — Un homme qui a mal vécu. — Que voulez-vous ? — Bien mourir. — Êtes-vous riche ou pauvre ? — Hier encore, je possédais une richesse mal acquise, je m'en suis dépouillé volontairement. Il ne me reste que mon fusil et mon bissac. — C'est bon ! » — Et, d'un geste, il le fit entrer dans les rangs. Il y eut un long silence. Le commandant était venu se placer devant le front du bataillon. — Jean de Thommeray ! cria-t-il. Une voix mâle répondit : Présent ! »

On comptait beaucoup sur ce dénouement, rendu plus saisissant encore par l'habileté de la mise en scène et le talent du décorateur. Néanmoins l'impression produite n'a point suffi au succès et n'a pas égalé l'attente générale. Elle tient à la nuit qui règne sur la scène, à la vue du quai morne et désert, à cet aspect lugubre de Paris au moment du siège... J'éprouve, pour ma part, une sensation pénible à voir transformer nos malheurs en instrument dramatique et en coup de théâtre. Mais, en outre, le mouvement généreux de Jean de Thommeray nous laisse assez froids, parce que, en nous montrant cette nature mobile et sans consistance, MM. Augier et Sandeau nous ont mis en garde contre ses évolutions nouvelles et leur ont enlevé toute valeur. Après les trois actes qui, faisant dévier la pièce et transformant en sujet principal un simple épisode, nous ont étalé sans retenue les désordres du jeune Breton, nous sommes si loin de l'effet cherché, mais non préparé par les auteurs, qu'ils ont beaucoup de peine à nous y ramener. Le dénouement, trop longtemps attendu, produit l'impression d'un placage ajouté après coup pour donner une conclusion morale à une comédie qui ne l'est guère. Ces trois lignes finales ne suffisent vraiment pas à contre-balancer les trois actes précédents. Vous trouverez dans *Jean de Thommeray* parfois de la chaleur et souvent de la verve de détail, des mots ingénieux et

mordants, quelques scènes très-habilement traitées; vous n'y trouverez pas une pièce solide et logique, venue d'un jet et dont toutes les parties se tiennent.

L'éducation musicale des Parisiens, nous avons déjà eu l'occasion de le dire, a fait de réels progrès depuis quelques années. Tout en gardant peut-être leurs préférences à Offenbach, ils sont devenus capables d'entendre et d'apprécier Haëndel. Il y a quinze à vingt ans, l'exécution d'une œuvre telle que le *Messie* eût été impossible autrement qu'en petit comité, et aujourd'hui six auditions successives dans l'immense salle du Cirque, remplie jusqu'aux bords, ont pu à peine en épuiser le succès.

Le *Messie* est moins une œuvre puissamment conçue dans son ensemble, et née d'une inspiration unique, qu'une série de morceaux rattachés l'un à l'autre par un lien quelquefois très-frêle. A défaut de variété dans l'unité, ce bel oratorio présente à chaque page les caractères propres à l'heureux et fécond génie de Haëndel : l'élévation et en même temps la netteté mélodique, le naturel dans la solennité, la richesse des idées jointe à la simplicité des moyens. Son style arrive à la grandeur sans effort apparent. L'admiration qu'excite cet ouvrage redouble encore quand on sait qu'il fut composé tout entier, en vingt-quatre jours, par un vieillard presque sexagénaire. Dans la première partie, le chœur : *Ah ! parmi nous l'enfant est né*, dont s'est inspiré l'auteur du *Prophète*, et la *Symphonie pastorale*, d'une fraîcheur si incomparable et d'une si délicieuse naïveté, suffiraient à charmer l'auditoire. Dans la seconde, se succèdent coup sur coup des airs et des chœurs d'un accent profond, vigoureux, ample et simple à la fois. L'intérêt progresse de morceau en morceau. Toute la fin est un chant de triomphe à l'essor puissant et large, qui monte et qui plane.

Lorsque Haëndel fit exécuter son œuvre à Londres, ses nombreux ennemis s'étaient ligués, dit-on, pour le siffler outrageusement. Dès l'ouverture, quelques-uns se sentirent déjà faiblir; puis, à mesure que se déroulaient les récitatifs, les airs et les chœurs, ceux-ci empreints d'une joie grave et douce, d'une sérénité lumineuse et profonde; ceux-là d'une coupe si exquise et si ravissante; d'autres encore d'une tristesse immense et déchirante, mais toujours religieuse dans son expression, la haine et l'envie s'effaçaient dans leurs âmes, pour y laisser pénétrer à leur place une admiration sincère. Enfin, quand éclata la fanfare de l'*Alleluia*, l'assemblée se leva frémissante, écouta debout cet hymne triomphal, aux accents pressés et radieux, si je puis ainsi dire, et consacra la victoire d'Haëndel par des *hourrahs* exaltés.

Aujourd'hui encore, l'Angleterre célèbre comme une solennité nationale, à laquelle prennent part toutes les classes de la société, l'exécution d'un oratorio de l'illustre compositeur allemand adopté par elle. Les grandes villes, non-seulement Londres, mais Birmingham, Manchester, Liverpool, et vingt autres, ont leurs sociétés musicales, spécialement vouées au culte du génie de Haëndel, et qui, en certains jours, se réunissent et se fondent en une sorte d'orphéon colossal, pour faire entendre le *Messie*, *Judas-Machabée* ou *Samson*. Nous n'en sommes pas là en France; néanmoins, M. Ch. Lamoureux, dont la vaillante initiative nous prépare encore la *Passion*, de Bach, a dû répéter six fois une audition qui devait d'abord être unique; et à chaque fois une foule de six mille personnes a goûté dans ses moindres nuances l'oratorio de Haëndel, et l'a applaudi avec des transports qui semblaient aussi vrais que ceux des spectateurs d'*Orphée aux enfers*.

Ainsi se trouve confirmée par une nouvelle épreuve la remarque dont le théâtre nous a déjà fourni l'occasion, sur le retour du goût public vers l'art élevé. Cette tendance existe : je ne prétends pas qu'elle soit bien profonde, mais elle est incontestable; elle ne demande qu'à s'affermir et à s'étendre. Que les maîtres de la scène et du livre y songent bien : le moment est favorable pour joindre à la gloire d'un bel ouvrage l'honneur d'une bonne œuvre.

VICTOR FOURNEL.

---

# LOUIS VITET

UN VRAI SPIRITUALISTE

---

Souvent ce qu'il y a dans la vie d'un homme de plus important et de plus digne de mémoire n'a toute sa beauté qu'à l'état de pieux et d'intime souvenir, et ce bien si précieux pour quelques-uns ne peut, sans s'altérer, devenir le bien de tous.

Vitet.

Il y a de cela huit mois, quand M. Vitet mourut, pendant quelques jours ce fut dans la presse un concert presque unanime de sympathie et d'éloges : les adversaires politiques eux-mêmes s'inclinèrent avec déférence devant ce mort universellement respecté et regretté. Puis, les événements de chaque jour se déroulant dans leur inquiétante mobilité, un silence presque complet se fit autour de celui qui avait été l'objet de tant de regrets sincères, et dont la place restera si longtemps vide soit dans la république des arts, soit dans les rangs du parti conservateur.

Est-ce que, par hasard, nous mériterions le reproche que Tacite, dans la *Vie d'Agricola*, adresse au public de son temps, qu'il accuse d'être insensible au mérite de ceux qui l'ont honoré et servi, *incuriosa suorum actus* ? Est-ce que nous n'aurions plus souci des hommes éminents qui ont été les maîtres ou les modèles de notre époque, soit dans les lettres, soit dans la politique ? Est-ce que la France aurait le malheur de devenir, oublieuse, ingrate, indifférente ? Non, Dieu merci ; nous n'en sommes pas là, et j'espère que nous n'y viendrons jamais. Mais la vie nous emporte : nous sommes comme ces familles nécessaires où les devoirs impérieux de chaque jour, où le labeur imposé à chaque moment de la journée ne permet pas à ses membres, même au plus fort des deuils les plus douloureux, de se livrer aux douceurs d'un chagrin prolongé : il faut accom-



plir la tâche quotidienne, gagner le pain du jour, de la semaine, du mois. C'est l'histoire de notre pauvre pays aux prises avec les luttes et les nécessités d'une situation qui se modifie chaque jour, à chaque instant, mais n'en devient ni plus sereine, ni, hélas ! plus assurée de ce *long avenir* qui dépasse le lendemain ou le surlendemain. Nous n'avons pas le temps de pleurer nos morts ; il faut continuer notre besogne, et la continuer d'autant plus vaillamment, que nos chefs de file nous quittent, que les Vitet, que les Saint-Marc-Girardin et tant d'autres ne sont plus là pour nous aider à l'accomplir : les capitaines meurent au champ d'honneur ; les bons soldats n'en doivent pas moins continuer la bataille. Faisons comme s'ils étaient là ; regrettons-les en achevant leur tâche ; peut-être pourrions-nous enfin arriver au grand but. Faisons notre devoir ; Dieu et le bon esprit de la France feront le reste ; il faut bien l'espérer.

A nous qui profitons des labeurs de ceux qui combattent pour nous et sont encore sur la brèche, à nous d'honorer ceux qui ont succombé avant que la bataille fût finie et la victoire remportée. Voilà pourquoi, tandis que les hommes politiques continuent l'œuvre à laquelle travaillaient nos chers morts, nous autres lettrés nous osons aborder ces délicats et complexes sujets qui sembleraient plutôt appartenir aux vétérans de la presse politique.

Aussi saurons-nous sagement nous restreindre : nous voulons étudier surtout le grand esprit qui, chez M. Vitet, s'ajoutait à l'éclat politique du courageux citoyen. Pour nous résumer d'un mot, c'est le spiritualiste en matière littéraire, en esthétique, voire même en politique que nous allons considérer avec quelques détails, profitant de l'occasion qui s'offre à nous pour rectifier un certain nombre d'erreurs accréditées par les biographes de l'éminent écrivain, et notamment par M. Vapereau. On tâchera de s'écarter le moins possible de ce sujet si vaste déjà et si intéressant en soi ; on tâchera surtout de ne se laisser aller à aucune exagération, pas même à celle qu'excuserait peut-être l'affection. Toute note fautive en pareil cas, je le sais mieux que personne, blesserait l'oreille délicate et juste, le goût exquis et sûr, l'âme sincèrement modeste du maître aimé à qui sont consacrées ces pages.

Un mot maintenant sur le sous-titre de ce travail. Pourquoi ai-je eu l'idée de mettre pour en-tête aux lignes qu'on va lire : *Un vrai spiritualiste* ? pourquoi ai-je vu dans ces deux mots le résumé de mon sujet ? C'est que le spiritualisme fut le point de départ de M. Vitet : c'est de là que son esprit rayonna dans les diverses directions de l'art, des lettres et de la politique ; c'est là enfin qu'il retrouva toujours son point d'appui, ce roc solide indispensable aux intelligences profondes. Lui-même nous en fait presque la confidence lorsqu'il dit,

à propos de son ami le comte Duchâtel, l'impression que produisit sur eux cette noble doctrine professée par Th. Jouffroy : je le cite textuellement.

« Quand je vois aujourd'hui notre jeunesse étudier avec le même ennui, avec la même indifférence et des systèmes plus ou moins chimériques, et ce spiritualisme qui fut la passion de nos vingt ans, quand je vois nos aspirants bacheliers tenir la balance égale entre des subtilités scolastiques et d'éternelles vérités qui auront toujours pour elles-mêmes, en dépit d'éclipses temporaires, la saine conscience du genre humain, je ne puis m'empêcher d'estimer à un certain prix la faveur d'être entré à la vie à d'autres conditions, et de me rappeler avec délices la flamme presque amoureuse que ces nouveautés philosophiques avaient allumée en nous. »

Il avait tout d'abord, ainsi que son ami, senti que les idées générales de cette haute doctrine, c'est la liberté même dans le domaine de la pensée, c'est la pensée prise au sérieux et dans toute sa portée : sans cette métaphysique si décriée, on n'arrive au fond de rien, on n'a la raison de rien.

Il y a plusieurs manières d'être spiritualiste. Bien des gens le sont en paroles, sans que cela les engage à rien ; on est spiritualiste, parce que c'est une opinion bien portée et à l'usage des gens comme il faut ; alors on est spiritualiste sur l'étiquette, mais au fond on est sceptique. Ainsi, en politique, on trouve qu'un régime de liberté avec ses responsabilités de toutes sortes en haut, au milieu et en bas, ne vaut pas un bon despotisme avec une gendarmerie solide et nombreuse, avec des troupes sur lesquelles le chef de l'État pourrait compter quoi qu'il fasse. On estime qu'il y a du bon en Chine et même dans l'empire d'Allemagne, où tant de lettrés, eux aussi, se piquent de spiritualisme. M. Vitet, je me le rappelle, disait qu'on n'est pas digne de gouverner les hommes quand on n'est familier qu'avec les parties inférieures de leur nature ; on manque, selon lui, de la première des données quand on ne croit pas à la puissance des idées ; il n'y a de politique vraiment conservatrice que celle qui compte avec l'âme et avec la conscience. On se dit spiritualiste, et, en architecture, on sacrifie le beau au confortable ou au convenu ; en sculpture, on préfère, au beau sévère et sérieux, le joli, le voluptueux ; en peinture, on trouve que Poussin et Lesueur ne sont plus à la mode ; on n'ose pas dire que Ingres est fade, mais on court aux coloristes voyants et on ne dédaigne pas le Courbet.

Le respect humain ne permet pas qu'on aille jusqu'à médire de Mozart ; mais on aime tout autant la musique de Verdi, cette musique capiteuse et dont les morceaux ne tiennent pas ensemble, selon la judicieuse remarque de la Pasta ; on n'a pas d'éloignement pour le

charivari germano-révolutionnaire de Richard Wagner. M. Vitet croyait à Mozart, parce qu'il y a de l'âme dans sa musique, et que les beaux sons n'y figurent que pour représenter de belles idées, de beaux sentiments. Tous les beaux-arts, disait-il, sont des œuvres de l'intelligence et doivent produire des effets semblables à la cause qui les a produits, c'est-à-dire des sentiments et des idées. Les beaux sons, les belles lignes, les belles couleurs sont toujours l'image d'une beauté supérieure, qui est en nous et au-dessus de nous. S'il n'y a que du corps dans une œuvre d'art, c'est que c'est un ouvrier et non un artiste qui en est l'auteur. La pierre elle-même, le marbre, le verre doivent parler, dire ce qui leur reste de la pensée que l'homme leur a communiquée. L'architecture doit peindre les hommes, par cela seul qu'elle est le premier décor des peuples civilisés; un édifice doit annoncer aux yeux celui qui l'habite.

Ce spiritualisme profond n'est pas à l'usage de tous : beaucoup ne peuvent y atteindre et le simulent. A ceux qui y arrivent naturellement, il donne des habitudes d'élévation, le dégoût sincère de ce qui est médiocre, vulgaire et contraire à cette dignité simple, qui est l'apport primitif du vrai spiritualiste.

Toutes ces habitudes, tous ces devoirs furent plus faciles à M. Vitet qu'à tout autre; il semble qu'ils aient été des instincts chez lui, je pourrais dire des instincts héréditaires. En effet, né à Lyon le 18 septembre 1802, M. Vitet est un des représentants les plus originaux et les plus vrais de ce spiritualisme lyonnais qui, chez les plus hardis, va jusqu'au mysticisme, avec les Ballanche, par exemple; avec les forts, il reste sur terre; il brille en politique dans les Camille Jordan et les Vitet; dans l'érudition, les Ampère et les Ozanam; dans la haute science, le grand Ampère, en sont de très-originaux représentants. Ce spiritualisme lyonnais a son cachet à lui, si je puis ainsi parler; il a le coup d'aile qui l'emporte et le maintient dans les hautes sphères, mais il a le coup d'œil qui ramène aux choses de la vie, et lui permet d'en voir les proportions d'une façon d'autant plus perçante qu'il voit de plus haut. Ce spiritualisme lyonnais si curieux est un des plus complets, un des plus féconds parmi les diverses formes de cette grande idée chez nous. Ce fut celui de M. Vitet.

Ce qu'un naturel heureux avait ébauché en lui, ce besoin du vrai le plus relevé en tout, une très-intelligente éducation le développa avec le plus grand soin. M. Vitet fut élevé par son père; il resta avec lui jusqu'à quinze ou seize ans. C'est alors seulement qu'il suivit les cours du collège Bourbon, où il entra au moment de faire ses humanités, en troisième. Rien ne l'impatientait; je me le rappelle, comme quand ses biographes disaient qu'il était élève de l'École normale, ajoutant bien vite qu'il avait été professeur; il ne manquait plus que

de dire dans quel lycée il avait professé. Tout cela est autant d'erreurs; et ce qui choquait surtout M. Vitet, c'est qu'on attribuât à d'autres qu'à son père la solide, la brillante et très-complète instruction dont tout le monde fut frappé dès les débuts de ce jeune homme sérieux et si distingué de toutes les façons. Sa piété filiale trouvait mauvais qu'on diminuât, même au profit de cette grande Ecole normale en son âge d'or, de cette école où il comptait tant d'amis, les Jouffroy, les Cousin, les Augustin Thierry, les Dubois, les Desclozeaux, les Dunoyer et tant d'autres, il ne voulait pas, dis-je, que, même pour la plus grande gloire de cette école, on diminuât le mérite que son très-bon et très-intelligent père avait eu à faire de lui un jeune homme capable d'être au premier rang dans cette pléiade qui illustra l'Université et la Restauration de 1820 à 1830.

M. Vitet le père était un homme distingué et modeste qui, sous l'Empire, n'avait voulu aucune fonction, et s'était consacré tout entier à l'éducation de ses deux enfants : de Louis Vitet, dont nous parlons, et de sa fille, personne accomplie, qui est devenue madame Aubry-Vitet, l'une des femmes les plus aimables de la meilleure société parisienne. Qu'on me pardonne ce petit détail; il est à remarquer que les enfants élevés avec des sœurs ont naturellement je ne sais quoi de plus doux et de plus délicat que ceux qui sont seuls, ou bien n'ont que des frères. Dès les premières années, ce charme de la grâce se fait sentir et apprivoise la sauvagerie naturelle à tout futur représentant du sexe fort. C'est dans ce doux entourage, sous les auspices d'une mère digne d'élever de tels enfants, que grandit Louis Vitet; il ne perdit sa mère qu'en 1860. On peut se demander si c'est d'elle ou de son grand-père qu'il tenait cette passion et cette aptitude pour la musique qui aurait peut-être fait de lui un Halévy s'il ne s'était pas consacré à d'autres études. Mais, puisque je parle de son grand-père, qu'on me permette d'insister un peu. Il y eut entre l'un et l'autre tant de ressemblances, que quelques détails rétrospectifs sont indispensables.

Ce grand-père de M. Vitet s'appelait lui aussi Louis Vitet.

C'était un des plus grands médecins de la fin du dix-huitième siècle, cette époque si féconde en grands médecins. Sa réputation, commencée à Lyon, s'était achevée à Paris. Il était fils et petit-fils de médecins fort appréciés dans le Lyonnais. Au reste, tous les ancêtres de M. Vitet étaient médecins de temps immémorial, à Lyon ou dans les environs. On en comptait onze de père en fils, dans cette famille, jusqu'à ce grand-père qui nous occupe. Le père seul de notre Vitet interrompit cette série médicale. Le premier en date descendait lui-même de l'Écossais Edward Vitet, chirurgien du prince de Galles en 1356, qui était resté en France après la bataille de Poitiers, et

s'était fixé à Lyon, d'où sa famille avait rayonné dans les localités voisines. Si l'on appliquait à la rigueur la méthode de Sainte-Beuve et de M. Taine, on retrouverait dans la physionomie du Vitet qui nous occupe des traces de cette provenance anglo-normande; il y avait en lui le calme passionné, le sérieux intelligent de regard et de tenue qui caractérisent les hommes éminents de l'Écosse. Sera-ce un paradoxe de dire, qu'au moral surtout, il était bien le successeur de onze observateurs habitués à tenir compte des faits exacts plus que de toute autre chose. Notre Vitet, dans un ordre d'idées non moins délicat, était un vrai disciple de Bacon, détestant l'hypothèse, les fausses analogies, en un mot ces idoles de la caverne, *idola specus*, si contraires à toutes vérités. De là ce grand nombre de vues justes, ingénieuses et neuves qu'il répandit en esthétique et en archéologie, et qui sont devenues du domaine public. On ne sait plus aujourd'hui leur provenance; qu'on relise tel ou tel écrit déjà ancien de M. Vitet, on y retrouvera non-seulement indiqué, mais souvent pressenti par une sorte, je ne dirai pas d'intuition, mais d'induction heureuse, tel fait, tel ordre de faits que devaient confirmer plus tard les découvertes de l'archéologie la plus scrupuleusement renseignée. En veut-on un exemple, auquel M. Vitet, malgré sa modestie, tenait beaucoup; qu'on lise ce qu'il écrit de l'architecture dite *gothique* ou *romane*, dans le premier morceau du second volume des *Études sur les beaux-arts*. Sur cette soi-disant architecture lombarde, il s'est dit presque autant de sottises que sur l'architecture cyclopéenne. M. Vitet, guidé par un instinct sûr et juste, encouragé, j'imagine, dans cette intuition par le plus éclairé et le plus compétent des connaisseurs, par son éminent ami M. Ch. Lenormand, M. Vitet fut le premier qui osa dire que l'architecture lombarde n'avait guère été, même en Italie, jusqu'à l'exarchat de Ravenne, c'est-à-dire jusqu'au rapprochement avec l'Orient, qu'un produit, le plus souvent informe et lourd, de l'art romain et de l'art oriental mal compris et mal combinés. Beaucoup de gens qui se payent de mots et de phrases faites purement ne voient dans cette assertion si nette qu'un paradoxe; mais quelques années plus tard l'événement donnait raison au sagace et clairvoyant adversaire de ces mots creux et vides qui, en esthétique, sont des bévues et en politique des malheurs. M. Melchior de Vogüé, dans sa *Description des Églises de la Palestine dans les premiers siècles du christianisme*, prouvait, de la façon la plus irréfutable, que M. Vitet avait deviné juste, et que cette fois la théorie avait eu raison de prendre les devants sur l'expérience.

C'est aussi dans ce premier essai, qui est une des plus anciennes grandes études de l'auteur sur l'architecture, que perçoit déjà cette idée, l'une de ses découvertes archéologiques, que notre douzième

siècle, le siècle des grandes cathédrales, le siècle de la grande architecture religieuse, non-seulement ne l'avait pas empruntée à l'Orient, mais encore l'y avait transportée lors des croisades, lors de la fondation de l'empire latin de Jérusalem par le comte Baudouin. M. Vitet, pendant trente ans, a combattu pour cette idée si vraie, si acceptée aujourd'hui, et qui, sous la Restauration, ne semblait qu'un paradoxe un peu romantique. Idée nationale, idée française, dont le public, aussi bien que les archéologues, doit être reconnaissant à son ardent et si convaincu promoteur. Elle ajoute à la beauté de cette histoire du monde dont Dieu a voulu que nos pères, pendant quatorze siècles de monarchie chrétienne, accomplissent les plus glorieux épisodes.

Mais comme personne plus que M. Vitet ne savait tenir compte de toutes les nuances de la vérité, il ajoutait, pour la compléter, que, si nos croisés portèrent en Orient une architecture complètement française, l'Orient pouvait à son tour, dans cette architecture, revendiquer une certaine part due à l'influence indirecte, latente, intermittente, très-difficile à définir et à déterminer, qu'il avait exercée sur nous soit par l'intermédiaire de Rome, soit par celui des Juifs ou des Arabes, et qui se trahissait surtout dans la partie décorative, dans l'ornement de notre architecture romane.

Mais plus tard nous aurons à revenir sur tout cela. En ce moment je ne veux constater qu'une chose, c'est que M. Vitet, comme les psychologues de l'école écossaise, comme Jouffroy son maître, comme les vrais expérimentateurs, croyait beaucoup aux faits en esthétique aussi bien que dans l'art. Les faits sans doute n'étaient pas tout pour lui; il était trop spiritualiste pour cela; mais ils lui étaient un point de départ ou d'appui; il savait bien qu'on n'en tire tout le parti qu'on doit qu'en s'élevant au-dessus d'eux et en les jugeant de haut; mais enfin il comptait avec eux, et tous les spiritualistes n'en sont pas là. C'est par ce côté que, selon moi, il était bien à sa façon le digne petit-fils de ces onze médecins qui, pendant six siècles successifs, avaient entretenu dans la famille Vitet l'habitude de l'expérience et le goût du fait exact et précis. Mais revenons à son grand-père, dont cette digression nous a un peu écartés.

Le plus connu de ces onze ancêtres de notre contemporain fut sans contredit son grand-père, Louis Vitet, né à Lyon en 1736, et mort presque subitement, comme son petit-fils, à Paris, en 1809, au moment où il allait publier une topographie de sa chère ville de Lyon.

Encore une fois, que le lecteur nous pardonne de lui dire quelques mots de la vie de cet honorable et intéressant aïeul; cela nous aidera à mieux comprendre le petit-fils. Entre l'un et l'autre nous trouve-

rons certaines analogies bien étranges et d'un rapprochement bien piquant.

M. Louis Vitet le grand-père, tout jeune, au sortir de ses études, avait été pris d'une très-fervente vocation religieuse; il avait pensé sérieusement à se faire chartreux. Ce ne fut pas sans peine que son père avait eu raison de cette idée; mais l'École de médecine de Montpellier et la passion de la musique, éveillée chez le jeune étudiant par une représentation du *Devin du village*, vinrent en aide à la sagesse du père de famille. Le jeune docteur, une fois tous ses examens brillamment passés, vint à Paris pour étudier plus à fond la médecine et peut-être aussi pour entendre de la musique meilleure qu'à Lyon, et au besoin en composer. Tous ceux qui ont connu M. Vitet savent que cette passion de son grand-père se retrouvait chez lui unie à une science qu'il avait apprise, pouvons-nous dire, en la devinant. M. Vitet était non-seulement un exécutant de première force, mais il improvisait sur le piano et sur le violon des morceaux qui, si on les eût conservés, lui auraient donné une place honorable parmi les maîtres de l'art de son temps.

Voilà une première ressemblance avec son aïeul... nous en aurons bien d'autres à signaler. Revenons au médecin qui, après de très-conscientieuses études à Paris, retourna dans sa ville natale, y remplit une chaire avec grand éclat; il avait obtenu à force d'instances, dit la *Biographie universelle*, que l'administration municipale créât à Lyon un laboratoire de chimie, une chaire d'histoire naturelle et un amphithéâtre. Bientôt la réputation du jeune médecin fut grande à Lyon et même au loin. Quelques actes de courage scientifique et civil, de nombreux et considérables travaux relatifs soit à la médecine vétérinaire, soit à la pharmacopée lyonnaise, un journal de médecine publié par lui avec grand succès, une clientèle nombreuse, quelques belles cures, un libéralisme sage et profond, lui firent une immense popularité. Il se trouvait désigné, dès les premiers jours de la Révolution, aux suffrages de ses concitoyens. Il fut en peu de temps d'abord administrateur de district, ensuite maire de Lyon, et enfin, en 1792, député à la Convention nationale. On affecta, il y a quelque temps, dans certains journaux, de répéter sur tous les tons que M. Vitet, notre contemporain, était le petit-fils d'un conventionnel. S'il y avait de la justice à attendre de l'esprit de parti, on aurait plutôt dit, et cette fois on aurait dit la pure vérité, qu'il était le petit-fils d'un girondin. En effet, le député de Lyon siégea toujours avec la Gironde, et il ne se sépara d'elle que dans une circonstance, mais elle était mémorable. Dans le procès du roi-martyr, au lieu de voter la mort comme ses amis politiques, il vota l'appel au peuple et la détention

provisoire. Naturellement, quelques mois après ce vote, sa tête était menacée; il dut s'enfuir bien vite à Lyon, y assister au siège de sa patrie, et enfin se réfugier en Suisse après la victoire de la Convention. La France ne se rouvrit pour lui, ainsi que la Convention, qu'après le 9 thermidor. Toutes les violences de tous les partis trouvèrent en lui un ennemi éloquent et courageux au conseil des Cinq cents, où il rendit d'utiles services à son art lors de la réorganisation des écoles de médecine, à laquelle il prit part comme rapporteur lucide et compétent. Lors du 18 brumaire, il était vice-président du conseil des Cinq cents; il fut l'un de ceux qui (je cite encore la *Biographie universelle*, parce que c'est un narrateur impassible et véridique), entre tous, montrèrent le plus d'énergie dans leur opposition; il offrit sa poitrine à la baïonnette des grenadiers envoyés par Bonaparte pour faire évacuer la salle des séances.

Je disais tout à l'heure qu'il y avait lieu de faire de bien intéressants rapprochements entre le courageux grand-père et son digne petit-fils. N'est-il pas curieux que notre Vitet, lui aussi, le 2 décembre, ait été vice-président de la Chambre, lors du coup d'État; qu'il ait présidé la réunion, ou plutôt la protestation qui eut lieu à la mairie du dixième arrondissement? Voilà, en tous cas, de singulières coïncidences dans l'histoire d'une même famille. Si le grand-père et le petit-fils ont écrit le journal de leur vie, les souvenirs du premier et ceux du prisonnier de Mazas (car M. Vitet fut emmené à Mazas avec l'élite de ses collègues) seraient bien curieux à comparer. L'ex-girondin n'avait plus rien à faire après le 18 brumaire; il rentra donc dans la vie privée, ou plutôt il revint à une profession qu'il aimait, et qui lui avait rapporté fortune et considération. Il fut un des grands médecins de Paris entre 1800 et 1809. Son temps se partageait entre une clientèle nombreuse, des mémoires médicaux fort intéressants, la vie de famille et la musique, qui n'avaient pas eu pour lui les désenchantements de la vie politique. Il put surveiller la première éducation de ce petit-fils, dont la vie et le caractère devaient avoir tant d'analogie avec sa destinée et son caractère. Il a laissé deux ouvrages, qui furent très-populaires à leur heure : le premier, c'est la *Médecine du peuple*; le second, c'est la *Médecine expectante*. « Les médecins, dit M. Pariset, y reconnaissent une grande variété d'observations, de la simplicité dans les vues, des remarques originales, en un mot, l'empreinte d'un esprit indépendant et expérimenté. »

Est-ce au médecin ou bien à l'esthéticien que s'applique ce jugement? En tout, on le voit, se vérifie cette sève du sang que je signalais en commençant cette digression, dont je demande pardon au lecteur, en avouant très-sincèrement que si le souvenir que M. Vitet



conserva à son grand-père fut très-persistant, là se borna toute l'influence qu'il put avoir sur lui, puisque M. Vitet n'avait que six ans quand il le perdit, et qu'il n'avait pu alors recevoir de lui que les soins qu'on donne à la première enfance. C'est donc par les traits de sa vie qu'il lui ressemble surtout, et aussi par ceux de la physionomie. Ceux qui ont connu M. Vitet étaient frappés du contraste qu'il y avait entre cette âme si bonne, si douce, et cette physionomie sévère et simple comme un buste antique. Le même contraste se retrouvait, m'assure-t-on, chez le grand-père.

C'est aussi de ce dernier qui, je le répète, fut un des grands médecins de son temps, que son fils et sa famille tinrent cette existence largement indépendante, qui n'est pas sans avoir une certaine importance sur la carrière et d'un homme de lettres, et surtout d'un homme politique. L'indépendance n'est pas toute la vertu, mais c'est le commencement de toute dignité et de tout respect de soi-même. Le débutant littéraire, qui peut le prendre de haut avec le rédacteur d'un journal ou avec un éditeur, et qui ne dépend pas d'eux, marche avec plus d'assurance, car il a choisi son jour et son heure, ou plutôt il a pris le jour et l'heure où il se sentait prêt, et où l'inspiration avait achevé son œuvre. D'ailleurs, cet habile médecin avait déjà trouvé un patrimoine très-respectable, qui s'était accru de jour en jour, d'année en année, grâce à la vie patriarcale, simple, sans vanité, de tous ces honnêtes et dignes médecins qui savaient économiser ce qu'ils devaient à un travail sérieux. On voit que M. Vitet, qui allait faire un si généreux usage de cette fortune, devait, en somme, à son éminent grand-père quelque chose qui avait bien aussi son prix.

Qu'on se garde de croire que la nature seule a fait les frais de la supériorité des hommes de cette vaillante génération de 1830, qui, aujourd'hui encore, est l'honneur et la force de notre pauvre pays. Il faut avouer que les jeunes gens de ce temps, par leurs habitudes studieuses, par la direction ordinaire de leurs pensées, venaient singulièrement en aide aux dons généreux que le Ciel leur avait départis. Ainsi, c'est presque au sortir du collège que M. Vitet écrivait son premier livre des *Barricades*, en dépouillant, la plume à la main, tous les Mémoires du seizième siècle, en interrogeant tous les monuments du temps, pamphlets, dessins, tableaux, gravures, etc. C'était aussi le moment où Aug. Thierry, plongé dans la poussière des bibliothèques, retrouvait l'Angleterre vraie, celle des Saxons d'abord, et aussi celle des Normands. M. Vitet menait de front avec bien d'autres études la lente préparation de ces scènes historiques, car dans le même temps il suivait les cours de l'École de droit; il assistait, en membre fort assidu et

fort actif, aux conférences que Th. Jouffroy tenait dans sa petite chambre de la rue Saint-Honoré; des vingt et un auditeurs qui s'y réunissaient (la loi, qu'on respectait, n'en autorisait pas plus), M. Vitet était sans doute, avec son ami M. le comte Duchâtel, l'un des plus attentifs, car plus tard Jouffroy me montra avec un légitime orgueil d'excellentes analyses de ces entretiens qui étaient dues à la plume lumineuse de ces deux jeunes gens. Mais ce n'est pas tout, M. Vitet, entre temps, trouvait encore le moyen d'aller quelquefois à l'étude de l'avoué chez qui son père l'avait mis, et il paraît qu'il y travaillait utilement. Où aurait-il pris cette connaissance si complète et si précise des affaires contentieuses et juridiques qui, au Conseil d'État et dans les commissions de la Chambre, en faisait un collaborateur si écouté et si autorisé? Enfin, c'est au milieu de ces travaux si divers qu'il écrivait pour *le Globe* ces premiers Essais (j'emploie ici ce mot au sens anglais), ces premiers Essais, dont les principaux deviendront les deux volumes d'*Études sur les beaux-arts* dont je parlerai tout à l'heure, et qui lui ouvrirent, en 1845, à deux battants les portes de l'Académie française. Ajouterai-je que dans le même temps ce jeune homme si occupé trouvait encore le loisir d'aller dans le monde le plus choisi, où l'on goûtait singulièrement sa conversation élégante, fine, toujours substantielle, jamais déclamatoire ni avocassière, toujours mesurée, même lorsqu'il parlait de ce qui enthousiasmait le plus vivement sa belle imagination éprise d'art, je veux dire lorsqu'il parlait de madame Malibran, dont il fut un des admirateurs à outrance. Sans qu'elle l'ait jamais su peut-être, en son honneur il improvisa sur son piano d'étudiant des mélodies qui, retrouvées aujourd'hui, seraient peut-être un digne pendant aux belles strophes d'Alfred de Musset en l'honneur de la glorieuse artiste. Le sentiment qui animait le jeune compositeur, c'était l'amour du grand art et de la grande musique encore plus que la sympathie pour l'incomparable prima donna.

On est à se demander, en voyant une jeunesse si active et dépensée d'une façon si multiple, si les journées avant 1830 étaient plus longues que celles d'aujourd'hui. En tous cas, sans vouloir faire les jeunes gens d'alors meilleurs qu'il ne convient à toute jeunesse française et vraiment digne de ce nom, je crois que les heures de paresse, de frivolité, de plaisirs médiocres, y étaient moins nombreuses qu'aujourd'hui; je crois que les distractions mêmes y étaient d'un ordre plus élevé, et qu'elles étaient fécondes pour l'âme. Ainsi M. Vitet se délassait, se reposait des études positives et graves que lui avait imposées la volonté de son père et peut-être sa propre sagesse, en composant ses *Barricades*, qu'il ne se

presse pas de publier, qu'il retient longtemps sous clef, puisque, composées vers 1820, elles ne parurent qu'en 1826.

Évidemment, dans cette vaste tétralogie, qui pourrait, à la rigueur, commencer aux *États d'Orléans*, se continuer par les *Barricades*, se poursuivre par les *États de Blois*, et se dénouer par la *Mort de Henri III*, M. Vitet a voulu réaliser une idée, selon moi, vraiment originale, et encore plus patriotique que littéraire. L'Angleterre apprenait l'histoire en lisant Walter Scott. Il semble que le jeune écrivain se soit dit que, au caractère français, plus vif, plus en dehors que celui des Anglais, il fallait présenter l'histoire par ses angles les plus aigus, en éliminant tout ce qui ralentit, tout ce qui arrête, en mettant en relief tout ce qui, dans les hommes et dans les choses, peut frapper, saisir, attacher les imaginations vives et primesautières d'un pays comme le nôtre. Oui, il a trois fois raison, le président Hénaut, cité dans l'avant-propos des *Barricades*, le grand défaut de l'histoire, c'est de n'être qu'un récit; c'est pour cela que, malgré tant de livres bien faits, l'histoire nous ennuie dès le collège, c'est pour cela qu'aucun historien ne nous apprendra jamais l'histoire de Henri VI aussi bien que Shakespeare. L'histoire ne sait faire qu'une chose; elle n'a qu'une note, elle raconte, elle raconte encore, elle raconte toujours; et souvent elle le fait confusément, parce qu'elle ne séjourne pas assez sur les événements, parce qu'un fait chasse l'autre, et qu'un personnage fuit presque aussitôt qu'il a été aperçu. La tragédie, il est vrai, a bien aussi ses inconvénients; elle ne peint qu'une action principale, comme la peinture, elle n'a qu'un moment. Ainsi l'histoire peint froidement, par rapport à la tragédie, une suite longue et exacte d'événements; et la tragédie, vide de faits, si on la compare à l'histoire, nous peint fortement, mais avec quelque monotonie, le seul événement qu'elle a entrepris de représenter. » Le président finit en se demandant si, de l'union de l'histoire et de la tragédie, il ne pourrait pas résulter quelque chose d'utile et d'agréable. Et il fit son *François II*. C'est peut-être aussi utile que l'abrégé chronologique; mais hélas! c'est bien moins agréable. J'ai sous les yeux l'exemplaire que l'auteur envoya à madame de Pompadour; je crains que la belle marquise n'ait dit ce soir-là que M. de Voltaire avait raison, que les soupers du spirituel magistrat valaient mieux que ses essais dramatiques.

Les belles dames de 1826 ne pouvaient pas dire la même chose de l'œuvre du jeune débutant. Sans doute, il y avait beaucoup de science historique dans l'introduction; mais il y avait aussi sur les costumes des élégants et des merveilleuses de 1588, un chapitre de nature à intéresser toutes les dames et tous les tailleurs pour dames de 1826, s'il y en avait déjà. Le jeune auteur nous parle avec com-

plaisance de la toilette de madame de Montpensier, et a soin de noter qu'elle porte ses robes extrêmement longues, afin qu'on ne voie pas qu'elle a une jambe plus courte que l'autre. Il y avait, dis-je, beaucoup de science dans l'introduction, beaucoup de modestie dans l'avant-propos, et beaucoup de vérité, c'est-à-dire d'agrément, de naturel dans ces pages d'histoire ressuscitées et dramatisées. Il y avait suffisamment de drame dans ces faits parfaitement dégagés et mis en lumière ; il n'y en avait pas plus qu'il n'en fallait, et on ne pouvait accuser l'auteur d'avoir fait concurrence à Victor Hugo ou même à Alexandre Dumas, en commettant à leur instar quelque drame historique. Dès lors, M. Vitet était déjà en possession de ce tact littéraire si exquis qu'il en était presque infaillible. C'est bien de l'histoire qu'il avait voulu faire, et c'est bien de l'histoire qu'il avait fait en ranimant dans de feintes conversations quelques caractères échappés à un complet oubli. Sans doute, disait-il excellemment dans l'avant-propos de *la Mort de Henri III*, « l'histoire recèle une poésie interne qu'elle ne doit qu'à elle-même ; mais prétendre que, pour être poète dramatique, il faille se renfermer religieusement dans l'histoire, c'est méconnaître absolument l'art que de faire de l'érudition sa condition première. L'art ne doit pas être le copiste mais l'émule de la nature. Il faut sans doute qu'il prenne la réalité pour guide, car s'il la perd de vue, il s'égare bientôt dans les chimères ; mais en revanche, s'il la reproduit trait pour trait, il n'en donne qu'une image glacée ; sa mission est de la refaire, de la recréer pour ainsi dire, de telle sorte qu'elle plaise et qu'elle émeuve plus vivement. »

Je n'oserais pas affirmer qu'il n'y eût pas un peu plus de poésie que M. Vitet ne le croyait dans ses trois volumes d'histoire dialoguée.

Le mal ne serait pas grand après tout. Jamais un rayon de pure lumière n'a rien gâté. En somme, le but du jeune oiseur était bien atteint : c'était la note historique qui dominait, ainsi qu'il l'avait voulu. Reste à savoir ce que pensèrent de cette tentative les grands historiens d'alors, les Guizot, les Thierry, M. Michelet qui allait débiter avec un éclat qui, certes, ne faisait pas prévoir les œuvres de ses dernières années. Qu'en pensèrent-ils ? M. Vitet seul pourrait nous le dire. Mais je serais fort surpris que leur impression eût différé de celle du public éclairé, qui fit si bon accueil à cette tentative. Le public dont je parle s'était tout simplement laissé aller à son plaisir. Les grands esprits purent se dire que, dans nos démocraties immenses autant qu'ignorantes, il fallait verser à grands flots, sur le passé comme sur le présent, des notions justes, claires, modérées ; que de grands écrits dogmatiques ne sont pas à la portée des masses, lesquelles n'entendent rien aux idées ; que l'histoire ainsi mise en

drame perdrait moins sous cette forme que sous celle du roman ; et qu'après tout les Athéniens du siècle de Périclès, ainsi que les Anglais du temps d'Élisabeth avaient appris l'histoire de leur pays avec les Sophocle et les Shakespeare ; tout ce qui répand la vraie vérité et la vraie lumière est bon à encourager ; si le peuple lisait de pareilles études au lieu des romans où Alexandre Dumas père défigure si étrangement l'histoire, serait-ce donc un si mauvais résultat ? Enfin qui sait si après un certain nombre d'essais pareils à celui des scènes de la Ligue, il ne se trouvera pas quelque grand poète, quelque Shakespeare qui, préparé, instruit par ses devanciers, nous donnera enfin ce drame historique, ce drame national à la recherche duquel nous sommes depuis si longtemps, qu'il est bon d'avoir cherché de bonne foi, parce qu'on ne le trouvera peut-être que quand on ne le cherchera plus, et qu'un homme de génie s'avisera tout simplement de demander ses inspirations à la vérité historique, et non plus au monde fictif des Romains ou de l'imagination.

Parmi les articles consacrés à la troisième partie de cette trilogie, à la mort de Henri III, il y en a un, fort sympathique et fort approbateur, qui parut dans *le Globe*, le 6 juin 1829 ; l'auteur était M. Ch. de Rémusat, qui appréciait très à fond cette œuvre qu'il avait caractère d'ailleurs pour bien juger, ayant, dès 1824, fait ce drame d'*Abélard*, qui arriva à cette popularité de salons aristocratiques dont le jeune comte était loin de faire fi. M. de Rémusat était déjà, ainsi que le définissait plus tard Royer Collard, le premier des amateurs en tout, même en dramaturgie historique, en attendant qu'il le fût en démocratie avancée. Aujourd'hui encore, cet article a de l'intérêt, et l'auteur y est critiqué par un juge compétent et digne de lui.

A la rigueur, les hommes politiques devaient être plus frappés que les novateurs littéraires des qualités que M. Vitet avaient déployées dans ces trois volumes ; cette intelligence des hommes plus rare que celle des livres, cette impartialité entre les divers acteurs de ce drame multiple, tout cela dénotait autre chose qu'une rare aptitude aux choses de l'érudition et de la littérature. Il y avait déjà là cette modération, cette mesure, cette indépendance d'un homme supérieur aux partis, même à celui qu'il approuve. Aussi ne serais-je pas étonné que l'amitié dont M. Guizot honore M. Vitet, cette amitié qui survit à l'éminent défunt, datât de ce temps-là. Il y avait dans les débuts de M. Vitet précisément les qualités les plus faites pour lui valoir ce précieux suffrage : il y avait la force qui se modère, l'intelligence qui sait choisir et préférer, en un mot, quelques-unes des plus hautes vertus intellectuelles de M. Guizot.

J'ai parlé tout à l'heure des nombreux articles de M. Vitet dans *le Globe* de 1824, dont il fut un des rédacteurs assidus et efficaces.

C'est le seul journal politique, en dehors des grandes revues, où il ait jamais écrit. On a tant parlé de ce recueil, il est si généralement convenu que ç'a été un des grands leviers révolutionnaires dirigés contre la Restauration, qu'on surprendrait fort le public en lui disant que c'était tout simplement la revue des whigs, dans un temps où il y avait place dans l'État pour les whigs aussi bien que pour les tories, et où l'opposition pouvait, comme en Angleterre, s'intituler l'opposition du roi. A qui fera-t-on croire que M. Dubois, le fondateur du *Globe*, que nous avons tous connu, fût un révolutionnaire bien dangereux. C'était simplement un conservateur vraiment libéral, mais ne réclamant guère que ces libertés dont ne peuvent pas se passer les gens d'esprit, qu'ils prennent sans qu'on s'en inquiète beaucoup, et sans que la Restauration les inquiétât beaucoup, quoi qu'ils aient dit plus tard, pour se rendre intéressants ou s'excuser d'avoir trop applaudi à la révolution de 1830. Oserai-je exprimer toute ma pensée : la Restauration a été plus vraiment libérale que ne l'ont été les trois républiques, celle qu'on appelle la grande, celle de 1848, que j'appellerais volontiers la moyenne, et celle de 1870, pour laquelle je supprimerai toute épithète, laissant au goût de chacun le soin de lui appliquer celle qu'il croit qu'elle mérite. C'est parce que la Restauration fut un régime de liberté intelligente, qu'un recueil comme le *Globe* fut possible, qu'un homme comme M. Dubois en fut le fondateur et l'inspirateur, et qu'il groupa autour de lui des esprits comme MM. Duchâtel, Vitet, Ampère, Jouffroy, Descloseaux, Duvergier, Magnin, Sainte-Beuve et tous ces autres amis d'une liberté vraie, d'une liberté qui sait se modérer, qui respecte ses adversaires pour obtenir à son tour leur respect. Si la Restauration a été le parlementarisme anglais adapté au tempérament de la France, on peut dire que le *Globe* a été l'organe du parti whig au moment où ce parti était une des bases sur lesquelles reposait la constitution. Est-ce que Goethe l'olympien aurait eu tant de sympathie pour un recueil révolutionnaire ? Les *Débats*, à la même époque, quand Chateaubriand y déposait ses rancunes furibondes, ses colères, ses appétits de pouvoir, son fiel d'orgueil aigri, les *Débats* étaient bien autrement redoutables que le *Globe*. Mais, me dira-t-on de divers côtés, et le célèbre article de Jouffroy, intitulé : *Comment les dogmes finissent*, qu'en faites-vous ? est-ce que cela ne vous paraît pas suffisamment révolutionnaire ? Précisément cet article a été une exception ; le ton ordinaire du *Globe* était loin d'être celui que le jeune publiciste avait cru devoir prendre ce jour-là. Ajouterai-je qu'aujourd'hui ce morceau nous paraîtrait modéré et plein de réserve dans son allure magistrale et doctrinaire. Nous ne nous plaindrions pas du tout si les adversaires de nos idées consentaient à ne pas employer des formes de

discussion plus violentes que celles de Jouffroy et de ses éminents collaborateurs.

M. Vitet était avec son ami, le jeune comte Duchâtel, un des écrivains qui contribuèrent le plus à la popularité du *Globe* parmi les esprits d'élite. D'abord, il savait tout, ce jeune mondain qu'on voyait assidu aux Italiens les jours où chantait la diva Malibran, dans les salons les plus respectés de Paris, chez madame la duchesse de Broglie par exemple, et qui trouvait le temps d'assister aux cours de M. Guizot, de faire les recherches nécessaires pour ses histoires-drames. Une très-petite partie seulement des travaux de M. Vitet dans le *Globe* et dans la *Revue française*, est aujourd'hui connue du public; c'est celle qui a reparu en 1847, dans les deux volumes d'*Études sur les beaux-arts*, publiés dans la collection Charpentier. Malgré leur mérite, ce ne sont peut-être pas les plus saillants. En 1847, M. Vitet, vice-président du Conseil d'État, n'avait guère le temps de s'occuper de ses propres affaires; et je crains un peu que, pour le choix des morceaux, M. Vitet ne s'en soit rapporté à la sagacité d'un éditeur qui a consulté son goût à lui plus encore peut-être que celui de M. Vitet.

D'ailleurs, le choix de ces morceaux est varié, piquant; plusieurs ont une importance capitale. Ainsi l'*Étude sur Eustache Lesueur* dans le premier volume; dans le second l'*Essai sur Notre-Dame de Noyon* méritaient de faire époque dans l'histoire de l'art en France. Les plus graves problèmes y sont posés et résolus avec une sûreté véritablement magistrale. La description de l'église Notre-Dame de Noyon est le thème à propos duquel l'éminent critique développe les idées les plus neuves et les plus exactes sur l'histoire de l'architecture religieuse en Europe, et notamment en France. Les monuments écrits faisant défaut, M. Vitet se demande comment on pourra déterminer le style d'une œuvre architecturale; et avec une sagacité qu'eussent admirée les archéologues les plus compétents, il établit qu'en architecture le style est un argument irréfutable. Chemin faisant, il répond à ceux qui croient qu'il est impossible de classer chronologiquement les monuments du moyen âge, il définit ce que c'est qu'une époque de transition, montre que l'église Notre-Dame de Noyon est précisément un échantillon de cette architecture nouvelle qui voulait rester fidèle à elle-même tout en s'inspirant des traditions de cet art romain qui, dans les basiliques, s'était déployé avec tant d'éclat, et de cet art gréco-oriental qui, dès avant les croisades, commençait à séduire l'imagination des artistes et celle des peuples. C'est l'histoire d'un art qui finit et celle d'un art qui commence; le plein-cintre a fait son temps; l'ogive lui succède. Ce chapitre sur la révolution architecturale, dont le douzième siècle est témoin cent ans environ

avant le grand épanouissement littéraire et artistique dont sera témoin le règne de saint Louis, tout cela est de la très-grande et de la meilleure histoire. Jamais d'un fait particulier on ne s'est élevé d'une façon plus naturelle et plus aisée aux idées générales de l'ordre le plus élevé et plus intéressant. On a imprimé dans la collection des *Documents pour servir à l'histoire de France* bien des morceaux qui ont cent fois moins de valeur que celui-là, pour les annales de notre pays. J'espère qu'on en exige la connaissance des élèves de l'École des beaux-arts : c'est un morceau classique.

C'est là que M. Vitet fit preuve de cette sorte de prescience singulière, et qui est un don que le ciel n'accorde que rarement, même aux plus doctes archéologues ; ce ne fut que longtemps après, que la preuve de toutes ces assertions, si précises, si mathématiques, fut administrée à ceux que ces matières intéressaient. On l'eut quand M. Melchior de Vogüé publia ses beaux travaux sur les églises de la terre sainte, et sur l'architecture civile et religieuse du premier au septième siècle dans la Syrie centrale. Alors on y vit avec surprise que M. Vitet avait parfaitement compris qu'en Orient les choses s'étaient passées de la même façon dans l'architecture que dans la philosophie. De même qu'après le spiritualisme socratique et platonicien, si simple et encore si réel, si j'ose ainsi parler, l'esprit grec s'était élancé dans les hauteurs d'un idéalisme plus que mystique, l'art grec aussi en Orient avait laissé la réalité, s'était égaré dans les hauteurs vertigineuses où le regard se perd, et dont quelques églises de France nous offrent le modèle le plus complet. Il fallut que l'Orient, par son contact avec les croisés, se retrempât dans le sentiment de la vérité et de la réalité architectonique.

Dès ces premiers volumes des *Essais*, on voit combien M. Vitet avait pris au sérieux les fonctions d'inspecteur général des monuments nationaux dont il avait été investi par la haute confiance de M. Guizot, ce juge si compétent en fait d'hommes et qui comprenait si bien les vrais besoins intellectuels de notre dix-neuvième siècle, qu'on peut affirmer hardiment que depuis lui nul ministre de l'instruction publique n'a rendu de si grands services et au pays et à son département.

Au fait, l'architecture était pour M. Vitet le premier, le plus grand des beaux-arts : il l'aimait, je crois, encore plus que la musique, et ce n'est pas peu dire. En architecture, il faut que tout soit clair, précis, manifeste et beau ; le caprice, la phraséologie, tout ce que détestait son esprit amoureux de lumière est impossible en architecture, au moins dans la belle architecture. A cette époque, il avait formé le projet de publier un traité sur les révolutions de l'architecture et des arts depuis le christianisme jusqu'à nos jours ; il l'an-



nonçait de la façon la plus formelle dans la préface de son *Histoire de Dieppe*.

Le morceau sur Notre-Dame de Noyon fait suite à un rapport adressé au ministre de l'intérieur, sur les monuments historiques du Nord-Ouest de la France. En lisant ces pages si instructives, si élégantes, si libérales et si pleines de conseils judicieux, vraiment pratiques, on ne peut dire qu'une chose : Heureux le ministre qui a de tels hommes pour lui dire la vérité ! Heureuses les époques assez civilisées, assez paisibles pour que des fonctions comme celles que remplissait si bien M. Vitet, ne soient pas confiées au premier venu, mais à un homme d'une compétence si merveilleuse ! Car tout ce qui est du domaine des arts, le jeune rapporteur s'en occupe : monuments publics, cela va sans dire, musées, bibliothèques, écoles de dessin, de musique, etc., rien ne lui échappe ; sur tout il a les idées les plus justes, les plus neuves, je dirais presque les plus révolutionnaires, s'il ne s'agissait pas d'un homme si ennemi de toute violence, aussi bien dans le domaine des idées que dans celui de la politique. Ce mot de décentralisation, qui fait tant de bruit aujourd'hui et si peu d'œuvre, n'est pas prononcé une seule fois dans ce rapport ; il eût paru un peu barbare à l'élégant rapporteur, qui savait trouver, dans la langue de tous, le moyen d'exprimer avec élégance et distinction les idées les plus personnelles et les plus neuves ; le mot, dis-je, de décentralisation n'y est pas, mais la chose y est recommandée à chaque ligne : musées, bibliothèques, écoles de dessin et de chant, catalogues de manuscrits, il veut que tout cela relève des villes, soit entretenu à leurs frais, surveillé par elles ; en un mot, les deux révolutions qui, depuis 1830, ont renouvelé tant de choses, ont fait beaucoup moins pour la décentralisation que l'ami de M. Guizot et que le délégué de M. le comte Duchâtel. Au reste, il n'y a que les gouvernements honorables qui aient le bonheur d'avoir de pareils fonctionnaires. Sous la Restauration, on en trouvait à la tête de tous les grands services, moins brillants peut-être que M. Vitet, mais comme lui d'une capacité et d'une indépendance à toute épreuve. Par malheur, les révolutions sont comme les harpies, elles souillent tout. Aussi des fonctionnaires qu'on n'ose pas mettre à la retraite, on leur donne de l'avancement, on leur confie de grands postes s'ils sont les protégés de tel ou tel *leader* dont le ministre pense qu'il pourra avoir besoin à un moment donné.

Ce rapport sur les monuments du Nord-Ouest de la France a pourtant un peu vieilli : M. Vitet, dans la réimpression des deux volumes d'*Études sur les beaux-arts*, y aurait certainement fait des changements. Tout ce qu'il dit du musée de Lille, par exemple, aurait été complètement changé. Il y a quelques années, en 1867, si mes sou-

venirs sont exacts, j'eus l'honneur d'accompagner M. Vitet, visitant avec une de ses amies, personne accomplie de tous points et qui, en matière d'arts, est une des plus éclairées de France, nous visitâmes, dis-je, cet établissement qu'il n'avait pas vu depuis 1838 : il avouait que tout y avait bien changé depuis la direction si habile et si intelligente de M. Reynaert, le nouveau conservateur. C'était merveille d'entendre ce juge si éminent apprécier la *Médée* de Delacroix, les œuvres de l'école italienne, trop rares, hélas ! dans cette admirable collection. J'entends encore, à l'heure qu'il est, je vois encore M. Vitet en contemplation devant une charmante tête d'éphèbe, en cire, que l'on attribue à Raphaël. La grâce de l'autre sexe semble s'y mêler à la beauté sérieuse de l'adolescence : M. Vitet nous l'expliquait par la *Jeune captive* d'André Chénier, dont le sexe ne nous est révélé que par le titre de la pièce ; il nous commentait ce beau morceau par ces merveilleuses vierges de la tragédie grecque qui réunissent les attributs les plus beaux du jeune homme et de la jeune fille ; et Antigone, au moment où elle dit adieu à la vie, et tous ces types charmants lui revenaient à la mémoire, et nous aidaient à comprendre la merveilleuse beauté de cette jeune tête qui est bien le plus merveilleux morceau de la collection Wicart. Qui eût prévu alors que M. Vitet n'aurait pas le temps d'écrire cette histoire de l'art italien, de son influence sur notre pays, dont il était en ce moment l'historien familier, si éloquent et si ému ?

C'est en l'entendant ce jour-là apprécier avec tant d'amour ce délicat chef-d'œuvre de la céroplastique italienne à son plus beau moment, que je me rendis compte de l'impression qu'avait ressentie le public en lisant son *Étude sur Eustache Lesueur*. C'est en 1845 qu'avait paru ce morceau magistral. Je n'oublierai jamais l'effet qu'il produisit sur les jeunes lecteurs, au nombre desquels j'étais alors. Je ne crains pas de dire qu'il ramena beaucoup d'entre nous à l'intelligence et au sentiment du beau simple en matière d'art. Ce que Rachel nous révélait au Théâtre-Français sur nos tragiques, ce que M. Nisard nous apprenait sur nos grands écrivains, M. Vitet nous le redisait sur nos grands peintres. Car une question particulière devenait vite entre ses mains une source féconde d'idées générales vraies, d'une vérité claire comme le jour. De même que Notre-Dame de Noyon lui avait donné l'occasion d'exposer les vues les plus neuves sur l'architecture en Europe, depuis la chute de l'empire romain jusqu'au douzième siècle, de même Eustache Lesueur nous valait un chapitre d'histoire de la peinture, depuis François I<sup>er</sup> jusqu'à Louis XIII, comme personne ne pouvait l'écrire. Mais il y avait plus, il y avait mieux que cela dans cette monographie de Lesueur ; il y avait l'âme de Lesueur, il y avait aussi celle de l'éminent critique.

On a beau être le plus lumineux des esprits, le plus docte des hommes, il y a certains mérites qu'on ne découvre pas chez les autres si on ne les porte en soi. Fontenelle n'était pas du tout de mauvaise foi quand il ne comprenait rien au pathétique de Racine. Dirai-je que M. Vitet était tout à fait dans sa nature quand il mettait en si parfaite lumière la tendresse sérieuse et douce du peintre de saint Bruno? Ah! s'il n'y avait eu qu'une critique supérieure dans ce morceau, nos vingt ans n'en auraient pas été si remués quand nous le lisions à la dérobee à l'École normale! Cette étude sur Eustache Lesueur et la monographie sur M. le comte Duchâtel sont es deux morceaux qui nous font le mieux connaître le cœur de cet homme, si calme en apparence parce qu'il ne s'abandonnait qu'aux sentiments les plus sérieux, les plus graves, les plus dignes d'une âme éprise de l'idéal et des vertus qui y mènent.

J'ai dit que les deux morceaux sur Eustache Lesueur et sur Notre-Dame de Noyon étaient les plus importants de ceux qu'on lisait dans ces deux premiers volumes. Il y en a d'autres encore bien intéressants aussi, l'*Essai sur l'architecture du moyen âge en Angleterre*, où le jeune critique se montre conservateur si progressiste, qu'on me passe le mot, qu'il préfère les révolutions anglaises à celles de France; parce qu'au moins, au delà de la Manche, on respecte les monuments; parce que ni la Réforme, ni la Révolution de 1648, ni celle de 1688 n'y produisent des iconoclastes comme les gens de 93 et 94! Et encore il ne devinait pas les pétroleurs de 1871! Après avoir lu les morceaux *Sur la musique théâtrale*, en France, sur l'harmonie pratique et sur l'harmonie scientifique, on devine le futur critique de MM. Fétis, de Coussemaker et de Th. Nisard, les historiens si savants de cette scolastique musicale qui commence presque après l'institution du chant grégorien pour ne finir qu'au dix-septième siècle. Ces deux volumes ont, pour le lecteur et l'ami des arts, un intérêt tout spécial; ils sont pleins de commencements, si je puis ainsi parler: M. Vitet développera plus tard, expliquera, éclaircira tout ce qu'il ne fait qu'indiquer, qu'esquisser. En les lisant, on se dit: Cet écrivain-là devrait bien nous donner l'histoire de l'architecture, ou celle de la peinture, ou celle de la musique, ou même celle de la littérature; car il y a, à propos des premiers essais de notre littérature nationale, quelques pages excellentes que M. Vitet saura rendre meilleures encore en nous parlant du grand poème historique intitulé: *la Chanson de Roland*!

C'est un peu à cause de toutes ces vues neuves, esquissées, indiquées dans ces deux premiers volumes, que j'ai insisté; il est bon de remettre aujourd'hui en lumière ce libéralisme élevé qui veut le progrès sans violence et sans révolution dans les arts et ailleurs; ce

courage, cette indépendance d'esprit qui y circule d'un bout à l'autre, et qui est aussi hostile à la routine et au procédé qu'elle est intelligente de l'inspiration et respectueuse pour tout ce qui vient de l'âme et pour tout ce qui s'y adresse; ce sens exquis de ce qui mérite de vivre dans la tradition, soit en peinture, soit en architecture, soit en musique, parce que ce n'est pas une question de métier, mais que derrière il y a un principe, une idée, un sentiment; car c'est de l'ensemble de tous ces mérites que résulte ce que j'appellerai volontiers le spiritualisme esthétique de M. Vitet. A chaque instant, il rappelle les artistes à l'originalité, c'est-à-dire à ce qu'il y a de plus vrai, de plus intime en eux; il ne veut pas qu'ils imitent, il leur montre qu'on n'imité que ce qui ne vaut pas la peine d'être imité. « Pour imiter Lesueur, dit-il, la première condition serait d'avoir son âme, et cela ne se dérobe pas. »

Je parlais tout à l'heure de cette indépendance d'esprit qui vivait d'un bout à l'autre le rapport de M. Vitet sur les monuments du Nord-Ouest de la France, et qui lui faisait deviner et recommander aux administrants et aux administrés la décentralisation avant que le mot fût inventé ! C'est ce même esprit, j'imagine, qui lui inspira un livre que peu de personnes ont lu et sur lequel je ne crains pas de retenir quelque temps l'attention des lecteurs, c'est l'*Histoire de Dieppe*. Elle date de 1833, et est presque contemporaine du rapport au ministre. Ce volume était la première livraison d'une *Histoire des anciennes villes de France*. Le libraire, qui ne sut pas mener à bonne fin cette grande idée, avait cependant deviné que le moyen d'attirer le public, c'était de confier les premiers volumes de cette publication à des plumes autorisées et compétentes, et voilà comment il s'était adressé au jeune inspecteur général des monuments historiques de France.

Ce livre n'était donc et ne devait être que le premier chapitre d'un ouvrage véritablement national, de l'histoire des anciennes villes de France, surtout de celles qui sont encore riches en monuments des siècles passés. M. Vitet avait plus que personne caractère pour inaugurer une pareille publication. Il avait trop d'idées, l'esprit trop vaste et trop compréhensif pour se résigner à n'être qu'un archéologue pur et simple; et, d'autre part, il avait trop de science, de conscience et aussi trop de goût pour donner jamais dans les admirations de clocher. Il serait bien désirable que chacune de nos grandes villes eût pour historien des hommes élevés à l'école de M. Vitet : leur souhaiter son talent, ce serait trop demander; mais souhaitons-les scrupuleux comme lui, et comme lui aimant en tout la lumière et la mesure qui est peut-être une des conditions d'y arriver. Si, dis-je,

l'histoire de nos villes et de nos provinces était confiée à des mains plus délicates, sans doute ces histoires deviendraient l'objet d'une étude sérieuse dans les milieux qui y sont intéressés : nos ouvriers les liraient et les trouveraient, j'espère, plus véridiques, plus intéressantes que les publications de l'Internationale. La grande patrie y gagnerait au moins autant que la petite. Ils ne penseraient plus à devenir citoyens de la république universelle ; ils seraient fiers d'être Flamands, Bretons, Picards, et ils voudraient rester les hommes de leur pays, de leur ville, de leur village. Le travail de M. Vitet est un modèle en son genre : c'est comme cela que doivent être écrits les livres destinés à devenir populaires. L'histoire y déguiserait ce qu'il y aurait de trop abstrait et d'aride dans la chronologie : « L'histoire, disait M. Vitet, comme un habile sculpteur, redonne aux monuments la vie, la jeunesse, en ravivant les souvenirs qui les décorent ; elle révèle leur signification perdue, les rend chers et précieux à ceux dont ils attestent l'illustration et provoque les vengeances du mépris public contre les vandales qui méditeraient leur ruine. »

M. Vitet, dès 1830, est un de ceux qui ont réveillé chez nous le respect de l'art national et des monuments historiques. M. le comte de Montalembert, feu M. le vicomte Victor Hugo, ne devaient que longtemps après, à la Chambre des pairs, plaider la même cause avec l'éclat qu'on sait. Dans son livre, M. Vitet ne perd pas un instant de vue son sujet, l'histoire archéologique et monumentale de Dieppe ; mais à côté des pierres, il voit les hommes ; les portraits, les tableaux, les biographies succèdent aux descriptions, ou plutôt y répandent la vie.

Enfin de vrais chapitres d'histoire consacrés aux expéditions des navigateurs dieppois, à leur commerce maritime, à leurs établissements coloniaux, à Ango, nous rappellent que si l'auteur a été l'ami et le disciple de Jouffroy le philosophe, il ne l'était pas moins d'Aug. Thierry, le grand rénovateur, avec M. Guizot, des sciences historiques au dix-neuvième siècle.

Voici comment l'auteur arrive à cette histoire si curieuse des navigateurs dieppois :

« L'histoire d'une ville maritime est double en quelque sorte. Ce n'est pas tout d'avoir parlé du sol sur lequel elle est assise, d'avoir étudié ses monuments, et décrit les combats dont ses murs furent le théâtre ; elle a un autre territoire, ses monuments flottants, *ses murs de bois*. C'est là maintenant, c'est sur le vaste Océan qu'il nous faut suivre les Dieppois, si nous voulons compléter leur histoire. Une différence plus étonnante encore entre leur sort d'aujourd'hui et leur fortune passée va se présenter à nous ; car au lieu de cha-

loupes et de pêcheurs de harengs, nous trouverons dans ce port de Dieppe une forêt de navires voyageurs obéissant aux inspirations et à l'audace des plus précoces navigateurs. »

Quand donc réimprimera-t-on cet excellent livre si plein de faits et d'idées ? Car le trait caractéristique de M. Vitet, c'est d'allier l'esprit philosophique au sentiment le plus complet, le plus présent de la réalité historique. Il y a en lui un Lessing, moins l'obscurité, et un Michelet que la mesure et la justesse n'abandonneront jamais.

M. Vitet n'est pas un écrivain passionné ; je crois même qu'en haine de la rhétorique, il irait jusqu'à dédaigner la passion. C'est certainement, avec madame de Staël, l'esprit qui a le mieux compris et le mieux fait comprendre le plus grand nombre d'idées sur l'art, à l'élite du public, entre 1830 et 1870, époque où il est rentré dans la vie politique. Je conçois en le relisant aujourd'hui la tendre admiration de Jouffroy pour cette intelligence droite, complète et lumineuse. Chaque fois que le grave et doux philosophe parlait de ses débuts, et il le faisait volontiers en causant avec les élèves de l'École normale, il essayait le mélancolique récit de sa conversion aux idées philosophiques, devant ses jeunes admirateurs ; je me rappelle, dis-je, avec quel bonheur il nous entretenait de ce cours sur le *beau*, professé dans sa petite chambre d'étudiant, et de l'orgueilleuse satisfaction qu'il éprouvait à relire les résumés si lucides qu'en donnaient le jeune comte Duchâtel et son ami M. Vitet. « *Ils me comprenaient si bien !* » disait-il. J'entends encore, à trente-quatre ans de distance, retentir la voix lente, sonore et timbrée de Jouffroy, quand il laissait tomber ces paroles qui nous semblent des oracles, venant de si haut.

L'étude sur Eustache Lesueur est de 1840.

Six ans plus tard, l'auteur entra à l'Académie, prononçait son discours de réception le 26 mars 1846, était reçu par M. le comte Molé. Pour être véridique, je dois dire, malgré mon respect profond pour M. Molé, que son discours ne gagne pas à être lu à côté de celui du récipiendaire. Il est écourté, incomplet, froidement poli. On y sent encore, bien que M. Molé, en gentilhomme courtois, ait fait mille efforts pour les dissimuler, les traces de cette coalition si bien racontée par M. Guizot dans ses Mémoires. Quelques personnes de bonne volonté y virent un pas vers l'apaisement des rancunes politiques. Si telle fut l'intention de M. Molé, il ne la réalisa qu'à moitié, car son discours n'est qu'un de ces morceaux purement académiques, qui auraient pu être écrits par tout autre que par le comte Molé, sauf le passage où il montre l'affection d'esprit et de cœur qui unissait Poussin, Philippe de Champagne et Lesueur. Sainte-Beuve, qui était au mieux avec le président du 15 avril, s'évertue

pour y ramasser quelques traits saillants; par contre il est tout à fait à son aise, et l'éloge coule de source quand il parle du discours de M. Vitet, l'un des écrivains, dit-il, qui ont le plus contribué comme critique à l'organisation et au développement des idées nouvelles, dans la sphère des arts; — plus loin, ajoute-t-il, le récipiendaire s'est montré un juge supérieur jusqu'au sein du panégyrique; il montre ensuite M. Vitet se rattachant à Jouffroy et appliquant aux beaux-arts les principes de cette psychologie qui venait enfin, on le croyait, d'être rendue à ses hautes sources. Si Sainte-Beuve eût mis : « méthode historique et expérimentale, » il eût parlé plus exactement. Mais il est tout à fait dans le vrai quand il dit, que ce qui a de bonne heure distingué M. Vitet, c'a été le talent de généraliser et de peindre les idées critiques; il y met, dans l'expression, du feu, de la lumière et une verve d'élégante abondance.

Sainte-Beuve qui est si souvent revenu sur ces idées et qui craignait si peu de se déjuger, a toujours eu pour M. Vitet un respect, j'allais dire une vénération on ne peut plus sincère. Quelques mois avant sa mort, j'étais allé le voir, je ne sais comment l'entretien tourna sur M. Vitet. « Oh! Vitet, dit-il, je l'ai toujours pris fort au sérieux; à l'Académie, adversaires politiques ou non, nous comptions tous avec ses idées et avec ses paroles! » Un pareil mot tombant d'une telle bouche en dit bien long! Au reste c'était bien l'impression qui restait chez tous ceux qui s'approchaient de M. Vitet. Le mot de Sainte-Beuve rejoint bien celui de Jouffroy que je citais plus haut. Sainte-Beuve d'ailleurs dans son Étude sur Ampère l'a développé de verve en parlant de la jeune pléiade du *Globe*. Les hommes d'État ne jugeaient pas M. Vitet en d'autres termes que Sainte-Beuve, à qui il inspirait respect et sympathie. M. A. Marchand, l'éminent président de la section du contentieux au Conseil d'État, était entré dans ce grand corps le même jour que M. Vitet, dont il avait été aussi, je crois, le condisciple au lycée Bonaparte. Ils avaient été longtemps fort liés, comme deux esprits bien faits pour s'entendre. Plus tard, lors de la révolution de Février, M. Vitet quitta le Conseil d'État; après le 2 Décembre, la politique le séparait de ceux qui y étaient restés ou rentrés. Mais M. Marchand ne tarissait pas en éloges sur M. Vitet; « on l'écoutait toujours avec plaisir et profit sur toutes les questions, » disait-il. Ce qui le frappait surtout, c'était la portée et la netteté de cet esprit lucide et bien fait.

Je ne sais si dans le nouveau Conseil d'État, il y a encore quelques uns des anciens collègues de M. Vitet, mais ceux qui ont connu M. Marchand, lequel, pendant près de trente ans, a été une des lumières de cette grande compagnie, reconnaîtront la parfaite authenticité du propos que je cite. À la Chambre, aussi bien qu'au Conseil

d'État, M. Vitet déploya la plus intelligente modération, même, ou plutôt surtout quand il s'agit de défendre les principes dont il était le plus sûr et le plus pénétré. Il y a deux sortes de modération : elle est parfois négative, parfois positive. Dans une période d'excès, de parti, de violence, la modération est une vertu qui ne peut être pratiquée que par une âme forte. M. Vitet n'y manqua jamais et la pratiqua sous ces deux formes ; il fut modéré avec ses adversaires et modéra plus d'une fois ses amis.

La révolution de 1848 brisa la carrière politique et administrative de M. Vitet, qui était à la fois député de Bolbec depuis 1834, et vice-président de la section des finances au Conseil d'État depuis 1846. Cette révolution qui n'était pas plus nécessaire que celle qui l'avait précédée, affecta douloureusement M. Vitet. Le sort de la France remis en question, l'inaction forcée d'amis dont les services étaient nécessaires au pays, tout cela le contrista jusqu'au fond du cœur. Il voyait tout ce qu'on perdait ; l'avenir de tout ce qu'il aimait, de la patrie, de la liberté, des beaux-arts, lui paraissait chargé de tempête. Pourtant il ne recula pas devant l'orage. En 1848 il se présenta une première fois devant les électeurs de Bolbec pour l'Assemblée constituante. Le premier usage que ceux-ci firent du suffrage universel, fut ce qu'on devait attendre d'une pareille institution, on préféra je ne sais qui à M. Vitet.

Aux débuts de la république de 1848, un de ses fondateurs, alors ministre des finances, avec cet art de mentir audacieusement sur les hommes et sur les faits que le parti révolutionnaire pratique si religieusement, avait, sans cérémonie, adjugé à ce gouvernement sorti de l'émeute, parmi tous ses autres titres à *l'amour de la France et au respect du monde* (je cite textuellement), celui d'avoir sauvé la France de la banqueroute préparée par l'imprudente gestion des financiers de 1830. La calomnie est une arme dont il faut se servir avec quelque précaution. M. Goudchaux n'en avait pris aucune : la réponse de M. Vitet fut écrasante de logique, de lucidité, de modération. Cette brochure intitulée : *la Vérité sur les finances du gouvernement de Juillet*, n'est qu'une nouvelle démonstration du vieil axiome du baron Louis : « Tant vaut la politique, tant valent les finances. » M. Vitet qui avait assisté aux plus grandes conceptions financières du régime de Juillet, soit comme conseiller d'État, soit comme secrétaire général du ministre des finances, soit surtout comme ami de M. le comte Duchâtel, avait beau jeu pour montrer, preuves en main, que les finances avaient été précisément la partie brillante et réussie du gouvernement tombé.

C'est en effet là qu'on avait le moins senti le contre-coup de la regrettable lutte entre les meneurs des divers partis ; c'est là, par



contre, que durant ces répit<sup>s</sup> réparateurs des ministères Casimir Périer, de Broglie, Molé, Duchâtel, le pays avait assisté au développement de ce grand crédit, de ces sérieuses entreprises que la Restauration avait préparées, qu'elle avait vues éclore, et que les gouvernements révolutionnaires qui se sont succédé depuis 1848 ont pu entraver, mais n'ont pu tuer quoiqu'ils aient fait tout ce qu'il fallait pour cela. Et il concluait cette irréfutable réplique par ces paroles, hélas! toujours trop vraies, au lendemain de chaque victoire du parti soi-disant libéral : « Certes, dans ce grand naufrage, mes premiers, mes plus profonds regrets sont pour la liberté, cette liberté que nous possédions vivante et réelle, après tant d'années d'efforts, et à laquelle désormais nous sommes réduits à rêver comme à un fantôme impossible; mais, je dois le dire, ce m'est aussi une vraie douleur que d'avoir assisté à la chute de nos finances, d'avoir vu tant de progrès si brusquement interrompus... Ah! s'il n'y avait que les embarras financiers qui renversassent les gouvernements, la monarchie serait encore debout; si des finances embarrassées suffisaient pour les détruire, la république courrait des périls dont M. Goudchaux et ses amis ne supposent pas sans doute qu'elle soit menacée. »

Je tenais à rappeler cette apologie qui faisait complète justice des calomnies d'un certain parti. M. Vitet, sauf en cette circonstance, s'effaça jusqu'aux nouvelles élections où il se présenta et fut élu à Bolbec, en 1849.

Ces courts loisirs que la révolution de 1848 avait faits à M. Vitet, ne furent pas perdus pour le travail; il revint à l'archéologie dans le *Journal des Savants* et aux travaux de sa jeunesse par de nouvelles scènes historiques. On peut dire qu'il entra dans une seconde jeunesse littéraire. Il l'inaugura par les *États de Blois*, lesquels sont pour ainsi dire l'entrée en matière des *Barricades*, de la *Mort du duc de Guise* et de la *Mort de Henri III*. Mais une vue profonde animait cette œuvre. C'est en apparence une série de scènes historiques à la façon du *François II* du président Hénault, qui avait voulu joindre l'exemple à la théorie. Cette théorie, on se le rappelle, je l'ai exposée dans le précédent article en parlant des *Barricades*. La théorie valait mieux que l'application qu'en avait faite l'ingénieux président, qui avait tout simplement commis une tragédie en prose. Quelle tragédie et quelle prose encore! M. Vitet avait trop de goût pour s'y prendre si maladroitement; son œuvre est cent fois plus agréable et plus vivante que celle du président; la gracieuse image de Marie Stuart, qui traverse comme une souriante apparition ce monde de passions violentes et grossières, donne à ce tableau une valeur poétique qui n'ôte rien à la vérité de l'histoire. L'auteur y a coordonné

ses dialogues bien plus que dans ses premiers essais historico-dramatiques. Il a voulu se rapprocher des conditions de la scène. Ce ne sont plus des groupes de scènes, mais des actes ; ces actes forment un tout qu'on pourrait à la rigueur appeler un drame, si la représentation en était matériellement possible, dit M. Vitet.

Ce n'est pas la représentation matérielle qui est difficile, dirai-je à l'éminent maître. Avec quelques coupures, ce ne serait pas plus long qu'un mélodrame du boulevard qui commence à six heures et qui finit à deux heures du matin.

Ce qui nuit surtout à cette œuvre shakespearienne c'est notre respect pour la routine. Nous ne permettrons jamais que le drame soit de l'histoire, ni que l'histoire devienne un drame. Nous sommes étroits, exclusifs ; il nous faut des genres bien tranchés en tout. L'histoire nous épouvante au théâtre comme la vérité en politique ; il faut qu'on l'embellisse, c'est-à-dire qu'on la refasse, qu'on la falsifie. Nous ferons du réalisme, mais nous n'arriverons pas pour cela à la vérité historique. Le public chez nous n'a pas assez de goût ; il lui faut à tout prix des grands hommes et leurs repoussoirs, de grands incidents, de grandes tirades. Si Shakespeare ressuscitait et nous racontait notre histoire comme il a raconté celle d'Angleterre aux contemporains d'Élisabeth, nous lui préférierions, même rue de Richelieu, les drames d'Alexandre Dumas père. D'ailleurs, M. Vitet lui-même n'idéalisait-il pas un peu, lui aussi, sa Marie Stuart ? On aime que ce soit un homme supérieur comme lui qui ait rêvé pour notre scène nationale, ce rajeunissement de bon aloi. Il faut mettre cela à côté des services de toute espèce que cette génération de 1830 a rendus à l'intelligence nationale.

Il est certain que si l'on est un doctrinaire parce qu'on croit aux idées, aux principes, M. Vitet a été un doctrinaire. Mais lui et ses amis, ces doctinaires de la politique et de l'art, ont donné de l'étendue à l'esprit français ; à leur école nous avons pris le goût des idées, le besoin des libertés dont ne peuvent se passer les honnêtes gens ; nous leur devons aussi le respect pour toutes les opinions dont l'humanité n'a pas à rougir.

J'ai dit plus haut qu'en 1849 les électeurs de Bolbec rendirent à la vie politique leur éminent député. M. Vitet fut un des hommes marquants de l'Assemblée législative, qui ne tarda pas à le nommer l'un de ses vice-présidents. Est-il besoin de dire que le parti conservateur eut en lui un de ses chefs les plus utiles, les plus clairvoyants. On sait que M. Vitet, le 2 décembre, faisait partie de la réunion qui eut lieu à la mairie du X<sup>e</sup> arrondissement. Elle le choisit pour son vice-président. Il fut mis à Mazas, et pendant quelque temps ses amis purent craindre qu'il fût exilé. Heureusement il n'en

fut rien et M. Vitet resta à Paris au milieu d'une famille dont il était l'âme, et dans ce cercle d'illustres et aimables intimités où il trouvait autant d'agrément qu'il en répandait autour de lui. Nommerai-je ces amis préférés dont plusieurs l'ont, hélas ! précédé dans la tombe ? C'était le duc de Broglie et sa belle famille ; c'étaient M. d'Haubersaert, le P. Gratry et le P. Petetot, M. le comte de Viel-Castel ; c'étaient M. Descloseaux, MM. Ampère, de Barante. Pourtant, parmi ces amis si chers et qui tenaient tant de place dans sa vie, il en était que M. Vitet aimait d'une affection plus complète encore, plus exclusive, si j'osais dire. Était-ce l'effet du temps qui avait ajouté un charme de plus à ces indissolubles attachements ? était-ce la conformité des idées et des sentiments sur les questions les plus importantes de la vie ? Toujours est-il que M. le comte Duchâtel, que M. Guizot, parmi les hommes, que madame la comtesse Duchâtel, cette âme si naturellement au niveau de toutes les grandeurs morales et intellectuelles, que madame veuve Lenormand, la digne fille, j'allais dire la digne continuatrice, par ses qualités les plus sérieuses et les plus aimables, de sa mère adoptive, madame Récamier, et qui porte si bien l'honorable nom de son éminent mari, étaient les sociétés habituelles de M. et de madame Vitet. Voilà des amitiés auxquelles le temps avait donné ou laissé leur saveur primitive.

On avait traversé côte à côte les circonstances les plus diverses de la vie politique et sociale dans une époque révolutionnaire et, comme dit le proverbe arabe, on avait mangé de nombreux boisseaux de sel ensemble. C'est dans ces réunions, en tout petit comité, le plus souvent près du fauteuil du comte Duchâtel, ou bien dans ce salon de M. Vitet dont madame Vitet faisait les honneurs avec une grâce exquise, tantôt seule, quand sa santé le lui permettait, ou bien, quand elle était souffrante, priant son aimable belle-sœur, madame Aubry-Vitet, de la remplacer ; c'est là, dis-je, bien plus qu'à l'Institut, bien plus que dans les salons, que M. Vitet était lui-même. Dans le monde proprement dit, il écoutait plus volontiers qu'il ne parlait. Sa distinction grave et sérieuse effarouchait les indiscrets, qui sont si nombreux partout, et surtout à Paris. On n'a connu l'âme de M. Vitet que quand on l'a vu un peu dans son intimité. Là, ce qu'il disait avait la netteté, la précision chaleureuse qu'on admire dans ses écrits ; mais il y avait quelque chose de plus, il y avait ce je ne sais quoi qui faisait qu'on aimait encore plus qu'on ne respectait cet homme grave, bon et simple.

En 1858, un grand malheur vint le frapper : la femme, distinguée à tous égards, qui, depuis 1832, l'avait aidé à traverser une vie à laquelle n'avaient pas manqué les épreuves, quoique, en

somme, ce qui y dominait, c'était encore ce que l'on nomme le bonheur, madame Vitet lui fut enlevée. Son mari sentit très-douloureusement cette perte; jamais il ne s'en consola. Madame Vitet, en raison de tous les dons rares et précieux qui ornaient son âme et sa personne, avait toujours eu une grande influence sur son mari. Bien que M. Vitet, par l'éducation chrétienne qu'il avait reçue dans sa famille, eût de tout temps plus que du respect pour les vérités de la religion, il est permis de croire que c'est à son éminente compagne qu'il dut cette piété délicate, pleine d'exquises tendresses, si je puis ainsi parler, et qui touchait le cœur de tous, même celui des indifférents et des sceptiques qu'un heureux hasard en rendait témoins; car personne n'eut la piété plus modeste, plus cachée, que celui dont nous parlons.

Il est certain que c'est à partir de la mort de madame Vitet que se fit dans l'âme de son mari un complet, un définitif retour vers les idées chrétiennes et catholiques. Ce renouveau de l'âme croyante ne cessa de s'accuser jusqu'à la fin de ses jours. Non pas qu'il ait, en cette circonstance, fait simplement un coup de cœur, comme d'autres font un coup de tête; mais cette perte, dont M. Vitet ne se consola jamais, fut l'occasion qui devait réveiller chez lui cette foule de sentiments et de principes qui, jusque-là, semblaient étouffés sous les mille distractions d'une vie fort affairée, et qui, en réalité, ne faisaient que sommeiller au bruit incessant et monotone des choses humaines et de leurs uniformes péripéties, en politique surtout. C'est un malheur qui rendit ce chrétien à lui-même et à ses primitifs essors. Dieu et sa paternelle bonté sont plus ingénieux à nous sauver que l'homme à s'égarer. Du reste, M. Vitet n'avait jamais été bien loin de Dieu. C'était une de ces âmes que Tertullien trouvait naturellement chrétiennes. Sainte-Beuve, que je nommais tout à l'heure, et qui n'acceptait les conversions qu'à bon escient, me parlait avec une respectueuse gravité de la foi de M. Vitet, une de celles, me disait-il, dont il avait été le plus touché: car tout y était profond et vrai, ajoutait-il. M. Vitet, à bien des points de vue, préoccupait singulièrement Sainte-Beuve; et c'est à la suite de ces quelques mots qu'il me démentit de la façon la plus catégorique ce dîner impie du vendredi saint qui avait fait tant de bruit dans le temps.

La vie de famille, dont M. Vitet ne connut jamais que les douceurs; les soins à donner à l'éducation d'un neveu qu'il aimait comme un fils, et qui, par de brillantes et solides qualités, se montrait digne d'une pareille direction; les devoirs de l'amitié, mais surtout le travail, ne purent qu'avec peine, et cela seulement après quelques années, distraire M. Vitet de la tristesse que la mort de madame Vitet avait laissée dans son cœur.

Depuis 1850, M. Vitet avait repris ses chères études ; il continuait d'écrire dans les grandes Revues. Les lecteurs du *Correspondant* ont lu de lui plus d'une page lumineuse et profonde ; mais c'est surtout au *Journal des Savants*, dont il était un des rédacteurs associés, qu'il consacra les loisirs que lui faisait le régime impérial. C'est dans les Revues que se produisaient les confidences ou les ressentiments de l'homme politique, c'est dans le grave *Journal des Savants* que paraissaient ces grandes études d'archéologie, auxquelles revenait avec bonheur l'illustre *esthéticien*, s'il est permis de faire ce barbarisme pour désigner la spécialité archéologique de M. Vitet. Le *Journal des Savants*, en général, donnait la place d'honneur aux travaux de son élégant rédacteur. C'est là que parurent successivement les *Études sur la renaissance des arts à la cour de France, au seizième siècle*, sur l'architecture byzantine, l'histoire de l'harmonie au moyen âge, sur les anciennes notations musicales, et six articles sur les *Mémoires* pour servir à l'histoire de l'Académie royale de peinture et de sculpture depuis 1648 jusqu'en 1664. La *Rome souterraine chrétienne*, de M. le comte de Rossi ; les *Églises de la Terre sainte*, du comte Melchior de Vogüé ; les *Mosaïques chrétiennes des basiliques et des églises de Rome* ; le *Manuel des œuvres en bronze et d'orfèvrerie au moyen âge*, de Didron aîné ; *Athènes au quinzième, au seizième et au dix-septième siècle*, par M. le comte de Laborde, sont jugés là avec cette critique sûre et pleine d'atticisme, qui porte la lumière aux endroits où l'auteur a laissé l'ombre, qui met en relief tous ses mérites, qui lui ferait croire, s'il était besoin, qu'il a encore plus d'esprit qu'il ne pense ; tous ces morceaux, dis-je, sont d'une facture magistrale, ayant cette bonne grâce de la vérité bien dite, qui est la meilleure éloquence en fait d'archéologie.

Quiconque n'a pas lu les travaux de M. Vitet, dans le *Journal des Savants*, ne le connaît qu'à moitié. Il ne sait pas jusqu'à quel point l'archéologie peut devenir attrayante sous une pareille plume. Quel malheur que M. Vitet se soit dispersé dans ce vaste domaine des beaux-arts ! Quelle histoire de la sculpture, ou de la peinture, ou de la musique, il pouvait nous laisser, s'il ne s'était pas éparpillé comme il l'a fait ! C'est plaisir de le voir refaisant les travaux confus ou trop scolastiques de tel ou tel érudit par trop spécialiste ; il les refait avec urbanité, en homme épris de la vérité seule et des intérêts de la science dont il s'occupe. Dans le *Journal des Savants*, c'est à peine si quelques mots émus viennent nous rappeler que l'écrivain est un des chefs du parti libéral dans notre pays. Ainsi, en parlant des antiquités d'Orange de M. Caristie, il rappelle qu'on dut appliquer le principe de l'expropriation pour cause d'utilité publique à toutes les mesures qui déshonoraient l'emplacement.

ment du théâtre d'Orange, et il ajoute : « Cet inappréciable service, rendu à la science dès avant 1848, on le devait d'abord à la sollicitude d'une administration qui comprenait le prix de tels trésors, et qui avait eu le bon esprit d'en commettre la garde, et pour ainsi dire la gestion, à une réunion d'hommes compétents, à une commission régulièrement consultée et, ce qui est assurément plus rare, écoutée avec la confiance la plus constante et la plus absolue. »

Il faut voir comme, dans ses articles du *Journal des Savants*, M. Vitet excite, encourage les érudits de province, comme il provoque les recherches de chacun et de tous sur des points bien déterminés ; car il est l'ennemi à outrance des généralités oratoires et creuses ; il aime, il provoque les monographies ; elles seules, selon lui, sont instructives : qu'à Paris, qu'à l'Institut, on généralise quelquefois, c'est bon, mais pour cela il faut des faits. Comme il exhorte les sociétés savantes à voler de leurs propres ailes ! car il était décentralisateur au possible. C'est même la moralité qui ressort des articles sur l'histoire de l'Académie royale de peinture entre 1648 et 1664. Il dit, aux artistes : « Organisez-vous comme vous pourrez, comme vous voudrez, mais, au nom de l'art, ne vous embrigadez pas à la remorque d'un surintendant quelconque, fût-ce un Colbert, fût-ce un Marigny. »

Espérons que M. Aubry-Vitet, aussi bien dans l'intérêt de la renommée posthume de son oncle que dans celui des lecteurs d'élite, publiera bientôt ces articles du *Journal des Savants*, dont quelques-uns, seuls, ont été réimprimés, entre autres l'étude relative à la réunion de la Lorraine à la France, à propos du livre de M. d'Haussonville, sur ce sujet, hélas ! trop intéressant pour notre pays, qui n'a plus aujourd'hui que la moindre partie de cet ancien acquêt territorial.

J'ai dit que c'était surtout dans les Revues que M. Vitet s'occupait, ou des publicistes de l'Académie, ou des matières qui étaient d'un intérêt très-contemporain. Il ne faudrait pas prendre cette assertion trop à la lettre. C'est dans une Revue, qu'il parle du *Pindare* de M. Villemain, et qu'il publie la belle étude sur le poème de *Roland*, édité par Génin. Nous avons bien des critiques éloquentes, mais jamais pages de critique n'ont été aussi pathétiques, aussi émouvantes que celles de M. Vitet sur le vieux trouvère et sur l'œuvre où est célébrée cette *douce France*, qui sort à peine du berceau.

Les morceaux sur le nouveau Louvre, sur cette maladroite et un peu ridicule acquisition du musée Campana, ne sont pas écrits de la même encre que les articles du *Journal des Savants* ; c'est bien le

même art de peindre les idées, mais la critique y est sévère et parfois passionnée. Après tout, c'est le goût public du dix-neuvième siècle, en matière d'art, qu'on va dépraver, soit en gâtant l'œuvre de Perrault, soit en lui donnant le goût de ces colifichets de la décadence romaine, qu'on veut faire passer pour des œuvres artistiques. Ces pages appartiennent presque à la vie militante de l'auteur. La polémique y tient au moins autant de place que les intérêts de l'art. Ce sont, en quelque sorte, des considérations sur l'esthétique sous le régime impérial.

Autre est l'intérêt qui s'attache aux *Essais sur la révolution d'Angleterre et la restauration des Stuarts*, de M. Guizot, à la *Convention*, de M. de Barante, et aux souvenirs que Villemain consacre à M. de Narbonne. C'est là qu'éclate le mieux ce que je pourrais appeler la foi politique de M. Vitet, ce sens conservateur, qui ne sépare pas la liberté du véritable ordre, de celui qui doit durer : car tout régime qui diminue la responsabilité des administrés contient en soi des ferments révolutionnaires. Voilà pourquoi il est aussi sévère à la Convention qu'au premier Empire ; voilà pourquoi il a pour le tempérament politique des Anglais des tendresses qui n'ont cessé sans doute que quand il a reconnu, après 1870, qu'à ce régime, si l'Angleterre avait gagné beaucoup en fait d'intérêts, elle n'y avait gagné ni la grandeur morale et politique, ni cet esprit chevaleresque, sans lequel on n'est pas une de ces nations dont Dieu se sert pour accomplir ses vues sur l'humanité.

C'est aussi dans une Revue que parut la grande et complète monographie, consacrée à M. le comte Duchâtel, laquelle est, selon moi, le chef-d'œuvre de M. Vitet ; car c'est là, et dans l'*Étude sur Eustache Lesueur*, qu'il a mis le plus de lui-même. Dans ce sujet, il avait à parler de ce qui avait, avec sa famille, tenu le plus de place dans sa vie et dans son cœur ; il avait à parler du plus cher de ses amis, de ce régime libéral auquel il a cru jusqu'à son dernier soupir, de toutes ces grandes questions d'économie politique et sociale dont il s'était si souvent entretenu avec le comte Duchâtel, depuis les premiers jours de leur jeunesse jusqu'à la mort de son illustre ami. Aussi règne-t-il d'un bout à l'autre de ce morceau une verve de cœur, une émotion contenue, à laquelle on ne résiste pas.

Cette noble étude sur le comte Duchâtel fait le plus grand honneur à celui qui l'a inspirée et à celui qui l'a écrite. Elle installe un grand citoyen de plus dans la galerie trop peu peuplée de nos vrais hommes d'État. Elle donne un pendant, un parallèle à sir Robert Peel, à ces grands *leaders* du Parlement anglais ; seulement, notre Robert Peel a en plus que celui des Anglais cette élégance

native et aristocratique, et un attrait essentiellement français, que M. Vitet excelle à mettre en lumière. On sent à l'abondance et à la précision des détails, que c'est la simple vérité qui circule dans ses pages; aussi on peut dire que nous avons un portrait authentique du comte Duchâtel, et que celui-là vivra plus longtemps encore que l'œuvre si remarquable pourtant qu'en a donnée Hippolyte Flaudrin. Je ne ferai qu'une chicane à M. Vitet sur cette vie de M. le comte Duchâtel. Il a énuméré tous ses bonheurs, il nous a montré en lui le spiritualiste dès le début de la carrière et le chrétien à la fin; il a montré l'homme d'État, l'homme du monde, le mari d'une incomparable personne, le chef aimé d'une belle famille; il n'a oublié parmi tous ces bonheurs que celui d'avoir inspiré et mérité une amitié comme celle de M. Vitet.

Cette monographie, écrite d'un cœur si chaud, et que sillonnent des beautés morales et politiques du premier ordre, n'a qu'un tort, c'est d'être un peu une exception dans notre littérature politique. De pareils écrits ne sont pas rares en Angleterre. M. Guizot, avec sa *Vie de Robert Peel*, son *Étude sur le duc de Broglie*, celle qu'il va sans doute consacrer à M. Vitet, va, je l'espère, inaugurer la popularité d'un genre nouveau qui est si digne de l'intérêt sérieux, et qui contribuerait si bien à former les jeunes générations à la politique, à celle au moins qui repose sur de grandes convictions morales, pour aboutir à l'esprit conservateur, à l'ordre qui est la vérité en politique, comme il l'est presque déjà dans l'art. Combien il est à regretter que M. Vitet n'ait pas écrit la vie de Casimir Périer; il avait plus que personne caractère pour être le Plutarque d'un de ces grands citoyens qui ont protégé la liberté contre ses amis dangereux aussi bien que contre des ennemis de plus en plus agressifs.

L'*Étude sur le comte Duchâtel* paraissait dans la première moitié de l'année 1870. La seconde, hélas! devait appartenir à d'autres préoccupations qu'à celle des souvenirs affectueux. Et M. Vitet, en quittant le terrain de la politique rétrospective, devait se retrouver aux prises avec des catastrophes sans pareilles dans l'histoire; mais son patriotisme et son courage civique ne seront pas au-dessous des tragiques circonstances qui vont se dérouler.

Aujourd'hui, en 1874, c'est au milieu du calme de la paix et d'une sécurité qui pourrait être plus complète encore, mais qui est réelle cependant, que nous relisons ces sept lettres sur le siège de Paris, et il nous semble que c'est de l'histoire remontant à des jours vécus par nos pères. Notre frivolité croirait volontiers qu'elles datent des premiers moments de la première république. Quelle race oublieuse et légère sommes-nous donc? Ces lettres sont pourtant l'histoire d'hier; celui qui les écrivait sous la dictée de son cœur était



enfermé dans Paris ; il avait faim, il avait froid, comme les deux cent mille internés de la grande cité. C'était presque un septuagénaire, et il ranimait les jeunes, il encourageait de la voix, du geste et de l'exemple les valides et ceux dans la vigueur de l'âge. Pour moi, je me rappelle avec quelle attente nous ouvriions ces lettres, qui nous arrivaient en province par ballon, imprimées sur papier pelure, en caractères microscopiques. C'était presque toujours le soir que nous les recevions dans le Nord. Est-il besoin de dire que nous les dévorions ? Puis, nous en faisons part aux nôtres, à nos amis : ceux-ci prenaient copie des passages les plus reconfortants, pour les communiquer aux journaux qui avaient échappé à la gangrène révolutionnaire. On espérait que ces lignes vaillantes et chaudes rendraient un peu d'espoir aux lecteurs ; et ils avaient grand besoin d'espérer, car, en même temps que ces paroles d'encouragement, la grande voix du canon nous arrivait soit de Bapaume, soit de Saint-Quentin, soit de Villers-Bretonneux, ou bien le *Times*, et tel autre journal international, plus ami de la république que de la France, nous apportait la nouvelle de quelqu'un de ces désastres qui se succédaient comme les éclairs dans l'orage. L'événement a déjoué toutes les prévisions de M. Vitet ; il a donné un cruel démenti à toutes ses espérances. L'écrivain poussait à la lutte désespérée que, selon lui, la victoire devait couronner, et la victoire n'est pas venue ; il espérait qu'on n'oserait pas entamer la France, et la France a perdu deux de ses provinces. Et pourtant, il est beau que ces lettres aient été écrites ! Cela est beau pour notre pays ; cela est beau pour M. Vitet. Il a fait son devoir ; l'histoire et le pays sauront gré à ce grand cœur de s'être si noblement trompé, sa colère contre l'auteur de tant de maux l'eût-elle un instant emporté au delà de sa mesure habituelle. M. Vitet regardait en haut, et il avait raison ; mais en bas grouillait l'incapacité des hommes du 4 septembre, les pires passions de la démagogie qui se préparait pour la Commune. M. Vitet espérait que l'amour de la patrie aurait régénéré toutes les âmes. Noble erreur qui me rend plus respectable encore la mémoire du patriotique écrivain. Le spiritualisme, la foi à Dieu, au devoir et à l'honneur, coulent à pleins bords dans ces belles pages.

Mais quels éclairs de sagacité, quelle connaissance des hommes, y éclataient d'un bout à l'autre ! L'ensemble de ces lettres est une erreur généreuse ; mais que cette erreur est instructive ! Chaque ligne y est une vérité historique ou morale, une curieuse révélation sur les hommes ou sur la situation. Ainsi, dès la seconde lettre, écrite à la date du 15 novembre, il avertit le gouvernement qu'il faut absolument que ses agents de province renoncent à *ces façons proconsulaires*, à ces parodies jacobines, que le gouvernement de Tours a partout to-

lérées, parfois même encouragées. Parlant de l'échauffourée du 31 octobre, dans laquelle il voit un malencontreux échantillon de la prévoyance un peu trop confiante de ceux qui nous gouvernent, il ajoute finement : « *Espérons que ce sera le dernier, tout en nous préparant à revoir même fête aussi longtemps qu'on prétendra punir ces incorrigibles révolutionnaires en leur parlant chapeau bas.* »

En plein siège, on dirait qu'il entrevoit la Commune. Écoutez-le dans sa seconde lettre : « N'est-il pas évident que cette minorité, à demi factieuse, à demi entraînée, n'en poursuit pas moins son dessein ? En ce moment, par exemple — les clubs s'en cachent-ils ? — elle se prépare à profiter de la passion la plus aveugle et la plus douloureuse, du levier le plus apte à remuer les masses populaires : elle spéculé sur la terreur de la faim, pour en faire jaillir tous les excès égalitaires qu'elle peut engendrer. »

Est-ce qu'il ne devinait pas aussi la teutomanie qui était dans l'air, et qui allait dicter tant de rêveries et d'utopies en matière pédagogique, littéraire et universitaire. Il l'entrevoyait dans un avenir très-rapproché, lorsqu'il disait : « Corrigeons nos défauts, mais gardons les faveurs que nous tenons du ciel, et qui sont notre raison d'être. Restons nous-mêmes ; car, en vérité, croyez-moi, plus je vois ces barbares mécaniques, plus je demande à Dieu que jamais nous ne leur ressemblions. »

Voilà des pressentiments qui rachètent bien la généreuse illusion du patriote qui se demandait : « Que peut la force contre le droit, si le droit a du cœur, et s'il s'obstine à se défendre? La force fût-elle cent fois plus savante et plus barbare, si la justice n'est pas de son côté, ne craignez rien, son succès sera fragile. Courage et patience, le droit l'emportera, si mal organisé, si mal servi qu'on le suppose! »

Que les sceptiques sourient, s'ils en ont le courage, en lisant cette protestation généreuse. C'est surtout en face du malheur, qu'il faut que ces grandes paroles soient dites et entendues. Il ne faut jamais encourager la lâcheté humaine à la désespérance et à l'oubli du devoir. Tant pis pour nous, si M. Vitet n'a pas été un prophète de vérité en écrivant ces paroles : « Le siège a sauvé notre honneur ; il nous a restitué la conscience de nous-mêmes ; mais nous lui devons plus encore : il a déposé dans les cœurs d'admirables semences, des germes réparateurs, dont il dépend de nous, par un peu de culture, de faire sortir des biens inespérés et le remède à de grands maux. L'avenir de notre société, surtout depuis la plaie du luxe asiatique dont nous sommes éternellement énervés, semblait s'assombrir d'heure en heure ; une sorte d'hostilité secrète, haineuse et incurable, pétrie de mutuels préjugés, menaçait d'éclater entre les points extrêmes de notre vieil édifice. Malheur à nous, si le siège n'a pas ouvert bien des yeux et

bien des cœurs à la vérité et à une plus juste appréciation de ceux qu'on regardait comme des ennemis, et qui étaient, en réalité, des amis inconnus ou méconnus. »

C'est aux républicains à voir si M. Vitet n'était pas le plus loyal des adversaires, quand il leur disait « que la république qu'il leur fallait soutenir, la seule qui puisse prévaloir, la seule que la France voudra sanctionner, ce n'est pas celle qui s'est toujours montrée étroite, jalouse, exclusive, sorte de monopole et patrimoine de quelques-uns, c'en est une autre, ouverte à tous, généreuse, impartiale, protectrice de tous les droits et de tous les mérites, c'est-à-dire, je l'avoue et j'aime à le reconnaître, un genre de gouvernement qui sera pour la France absolument nouveau. Point de copie du passé : jeunesse, vie nouvelle, intelligence, travail, moralité, voilà le besoin du présent, la garantie de l'avenir, la condition du salut. »

Tels sont les derniers mots de l'éloquent publiciste. De la part d'un adversaire — car M. Vitet, précisément parce qu'il était très-libéral, n'était guère républicain, et s'il l'a été alors, ç'a été bien malgré lui — de la part d'un tel adversaire, dis-je, un tel langage n'est-il pas véritablement méritoire, et peut-on imaginer rien de plus sensé et aussi de plus patriotique ? Malheureusement, ces conseils ne parvinrent pas à leur adresse : ceux pour qui ils étaient faits n'ont pas l'habitude d'entendre ces voix d'abnégation et de sincère dévouement à la chose publique. Ces sept lettres sont comme sept Provinciales contemporaines dirigées contre les faux libéraux. Elles ont été écrites pendant le combat, sous le canon de l'ennemi, au milieu des cris de la populace. Faut-il s'étonner qu'il se soit glissé contre le régime tombé, et qui, malheureusement, avait trop de part à tous ces désastres, une phrase vraiment fâcheuse, et dont l'esprit de parti a fait grand bruit ? En présence de pareilles catastrophes, qui peut toujours répondre de sa modération ? Dès qu'une plume devient une arme de combat, elle doit malheureusement s'emporter, s'égarer, et aller plus loin qu'il ne faudrait.

A mes yeux, M. Vitet, lui aussi, est une des victimes du siège. A partir de ce moment, sa santé, naturellement délicate, commença à décliner. Il aurait eu besoin de se reposer ; mais la vie politique le reprit et le tua. Il ne se faisait point d'illusion sur son état ; mais le devoir était là, et sa voix seule était entendue. Les négociations pour la paix, l'organisation de la nouvelle Chambre, une vice-présidence des plus laborieuses, d'importants rapports à rédiger, entre autres, celui sur cette constitution Rivet dont il prévoyait si bien et l'inanité et la fin prochaine, ou bien encore l'immense étude sur le budget, dont il fut rapporteur à deux reprises, tout cela achevait de bri-

ser cet organisme endolori et souffrant depuis les privations du siège. Il n'avait pas d'illusions; ce qui le prouverait, c'est son empressement à accomplir plus activement que jamais tous ses devoirs, non-seulement de chrétien, mais aussi de chef de famille. On a prétendu qu'après avoir assisté au contrat de mariage d'un jeune parent qui lui était cher, il aurait dit : « Dieu peut m'appeler maintenant. » Je n'ai pas entendu ce mot; il doit être vrai : il est dans le caractère de celui à qui on le prête. Sa dernière année de vice-présidence eut pour lui plus d'une tristesse. Sans doute, ce fut pour lui une satisfaction réelle et profonde de faire acquérir à la France cette fresque de la Magliana, qui est bien positivement l'œuvre de Raphaël, on le reconnaît maintenant que le fait est accompli, et que l'opposition n'a plus d'intérêt à le nier et à en faire un thème plus ou moins oratoire à développer devant une galerie de badauds qui n'entendent pas plus les questions d'art que celles de la politique. Pour un ami de la grande peinture, c'était un triomphe bien digne de celui qui avait consacré à Eustache Lesueur des pages que la postérité ne séparera plus de l'œuvre qui les a inspirées. Non, M. Vitet ne s'est pas trompé en faisant acheter cette fresque, ni M. Thiers non plus; tous deux ont agi en véritables connaisseurs. Mais si M. Vitet était quelquefois d'accord avec le président de la république en matière d'art et de raphaélisme, il ne l'était pas aussi souvent en économie politique, ni surtout en politique. Il avait été l'ami de M. Thiers pendant près d'un demi-siècle; s'il l'avait désapprouvé plus d'une fois, plus d'une fois aussi il l'avait admiré et applaudi de tout son cœur. Il lui en coûta beaucoup de ne pouvoir suivre le chef du nouveau gouvernement dans la voie pleine d'abîmes où il engageait la France; son cœur fut déchiré : c'était une illusion chère qui lui manquait. Mais il était l'homme du devoir; il resta le sérieux conservateur qu'il avait été toute sa vie, sous Louis-Philippe et sous la seconde république. Il assista à la journée du 24 mai; il eut part, sinon à la victoire, au moins à la bataille :

Mais, hélas ! cette joie mélancolique du triomphe de son parti, il ne lui fut pas donné de la goûter bien longtemps. Quelques jours à peine s'étaient écoulés, et M. Vitet, pris d'un mal subit, mourait dans le sein de la religion et dans les bras de sa famille et de ses amis désespérés. Sa mort fut un deuil universel pour tout ce qui compte en France dans la politique, dans les lettres et dans les arts. Ses funérailles ne furent pas simplement celles d'un lettré ou d'un personnage politique; ce fut le « tout Paris » conservateur qui le mena au champ de repos.

Le rôle de M. Vitet, si nous l'eussions conservé plus longtemps et que nous l'eussions encore aujourd'hui, n'est douteux pour aucun

de ses amis : il ne leur aurait fait défaut dans aucune circonstance ; monarchiste et libéral, il aurait toujours voté avec ceux qui aiment mieux faire les affaires du pays que celles de leur parti ou les leurs. La trêve de Bordeaux, renouvelée pour sept ans par la prorogation des pouvoirs du maréchal, surait eu son adhésion à titre d'expédient, qui laisse aux partis le temps de s'assagir, à la France celui de respirer et de croire que le jour présent peut compter, sinon sur *le long avenir*, au moins sur un lendemain tranquille.

J'en ai fini avec la vie politique et littéraire de M. Vitet. Ses œuvres diront mieux que moi au public restreint des connaisseurs pour qui il travaillait, ce qu'ils doivent penser de cet homme éminent. Espérons qu'elles reparaitront sous peu, plus complètes, enrichies de ces documents biographiques dont un parent seul a le privilège de disposer. Espérons qu'en manière de commentaire vivant, on y joindra un certain nombre de ces lettres simplement familières qu'il a dû écrire pendant son voyage d'Italie, ou même pendant sa carrière politique, soit à son aimable sœur, madame Aubry-Vitet, soit à la famille du comte Duchâtel, soit à ses amis, M. et madame Lenormand, qui lui étaient comme un complément de famille. Cette publication nous vaudrait un ou deux volumes de plus de cet écrivain, trop discret pour notre plaisir. On y respirerait à pleins poumons cette simplicité élevée, cette sensibilité sérieuse pour les arts et la vérité, qui ont été la note caractéristique de cet écrivain, si efficace par sa réserve puissante, si neuf, avec son intelligence complète de toute idée vraie, de toute œuvre d'art digne de ce nom. Il y aurait dans ces lettres, j'en suis sûr, plus de variété que dans les lettres de Mérimée à une inconnue, et la vérité y serait d'un ordre plus élevé. M. Vitet et Mérimée étaient fort liés ; il n'y avait pourtant pas d'âmes plus dissemblables. Chacun d'eux avait des mérites éminents, mais chacun d'eux habitait, pour ainsi dire, une sphère opposée. Mérimée méprisait beaucoup l'humanité et ne l'aimait guère ; il la trouvait bête et méchante. M. Vitet, qui avait trop d'esprit pour avoir plus d'illusions qu'il ne faut sur son compte, la croyait capable de progrès et d'amélioration. L'un était sceptique, l'autre était chrétien. Mérimée avait pris la sensation pour mesure du vrai dans les beaux-arts, M. Vitet l'idée. En architecture, l'un adorait les belles lignes (ai-je besoin de dire que c'était M. Vitet ?) ; l'autre se préoccupait plus de certains effets d'ornementation. Mais les *Lettres à une Inconnue* nous ont montré Mérimée sous un jour souvent bien terne. M. Vitet, au contraire, parce qu'il était spiritualiste, qu'il avait un cœur plus tendre, et croyait à ce qui transfigure l'âme et non à ce qui la défigure, ne perdra rien de cet éclat doucement lumineux qui entoure depuis longtemps son nom.

Si la correspondance choisie de M. Vitet paraissait, on pourrait y apprécier mieux encore l'homme de bien, l'homme de cœur et de vertu qui, malgré les traverses inévitables dans toute carrière humaine, vérifia ce mot, qui termine le discours qu'il prononça en recevant le P. Gratry à l'Académie, *c'est qu'en somme, grâce à la vertu, les hommes qui le veulent bien peuvent avoir déjà sur la terre un avant-goût de l'éternel bonheur*. Il fut donné à M. Vitet de l'éprouver. Jamais personne de ceux qui l'avaient aimé ne l'aima moins; chaque jour, au contraire, il pénétrait plus profondément dans les cœurs qui étaient dignes du sien.

Maintenant, quelques mots encore pour résumer cette étude sur ce maître aimé que je ne pouvais pas juger froidement, car pour lui notre affection, depuis longtemps, le dispute à notre respect. Mais le lecteur nous pardonnera, j'espère; il sait bien quelle perte le pays et l'art ont faite en perdant M. Vitet. On n'en voudra pas à quelqu'un qui l'a bien connu de sentir ce malheur dans toute son intensité.

En somme, M. Vitet est, sans contredit, l'un des plus complets, des plus éminents représentants de cette génération d'hommes véritablement distingués qui fleurit au souffle fécondant des principes libéraux si loyalement pratiqués par la Restauration. Par l'esprit comme par le caractère, il honore également notre époque. Il a eu les aptitudes les plus diverses et les plus élevées; dans tous les arts dignes de ce nom il a répandu des idées qui aujourd'hui sont entrées dans la circulation et se trouvent dans toute intelligence un peu éclairée : seulement, on n'en sait plus l'auteur.

Un de ses collègues à l'Académie, M. Legouvé, il y a déjà quelque temps, exprimait sur son confrère des vues où, selon nous, à beaucoup de vérité se mêle une erreur. M. Legouvé a bien raison quand il dit que ce qui forme son originalité, c'est que, musicien, dessinateur, archéologue, savant appréciateur de la sculpture et de l'architecture, il juge les œuvres de l'esprit à la clarté des autres arts. Une symphonie l'aide à interpréter un poème, Phidias lui explique Pindare; le Chérubin de Beaumarchais, embelli par Mozart, lui donne le mot du talent d'Alfred de Musset; un art lui devient un moyen de comprendre un autre art; il procède, pour ainsi dire, par méthode de transposition. « L'ordonnance, ajoute M. Legouvé, que je cite un peu de mémoire, c'est-à-dire pas trop textuellement, l'ordonnance est la qualité maîtresse de M. Vitet, comme elle l'est aussi de Haydn : chez lui, tout est calme et animé; une fois la première phrase musicale lancée, le mouvement continue sans s'arrêter; les idées sortent l'une de l'autre, comme les flots d'une source; tout se déroule chez lui comme un *adagio*, et si l'on osait lui emprunter son procédé, on le nommerait un *critique symphoniste*. »

Dans cette appréciation si brillante, tout est juste, excepté le mot de la fin. M. Vitet est plus et mieux qu'un critique; il y a en lui autre chose que de l'analyse : ce qui domine en lui, c'est la synthèse. C'est pour cela qu'il était le théoricien des beaux-arts; il les juge du haut de leur principe le plus élevé et de celui qui leur est commun à tous; et ce principe générateur et fécond, c'est le spiritualisme, c'est-à-dire l'ensemble des idées les plus saines de l'âme humaine, de celles qui mènent le plus directement aux pures et nobles sphères de l'idéal. M. Vitet a été spiritualiste en musique, en architecture, en peinture, en littérature et en politique. Le sentiment si profond qu'il avait de Mozart, de l'art grec, de Raphaël, de Lesueur, de Poussin, la préférence qu'il donne au dessin sur la couleur, dont il est loin pourtant de faire fi (il était trop fin connaisseur pour cela!); cette intuition si perspicace de la vérité en histoire aux époques les plus troublées et les plus troublantes, tout cela est le fait d'un spiritualiste qui marche à la lumière d'un grand principe et d'une puissante idée.

Le spiritualisme est l'unité de cette œuvre multiple, dispersée en apparence, et qui laissera à plus d'un le regret que son auteur n'ait pas été l'homme d'un seul art ou l'historien d'une seule de ces idées qu'il savait si bien peindre. Mais M. Vitet a fait mieux que de laisser un livre : il a rappelé tous les artistes de son temps, depuis Rossini jusqu'à M. Delacroix, aux tendances les plus vraies du grand art.

Le public sentait bien l'unité latente, mais réelle, de cette carrière vouée aux plus indispensables croyances de l'humanité; aussi M. Vitet inspirait-il à ses contemporains, qui n'ont pas été prodiges de vénération, ce respect profond qu'il a été donné à si peu d'écrivains de nos jours de faire naître. Dans un genre plus aimable, et avec le jansénisme en moins, on pourrait dire qu'il a été le Royer-Collard des beaux-arts : il leur a demandé ce qui était en lui, les hautes pensées et l'inspiration sérieuse. Lui aussi, il a été une influence.

Est-ce à dire qu'il ait été populaire? Jamais ce qui est vraiment profond, ce qui est élevé, n'est très-populaire de notre temps. Les démocrates modernes admirent plus ceux qui courent vite que ceux qui planent haut; puis, le dirai-je? M. Vitet a toujours paru faire peu cas de la popularité. Comme M. le comte Duchâtel, comme le duc de Broglie, il s'est comporté quelque peu en grand seigneur du monde littéraire; il le regardait de haut, ne prenant nulle part à ses entre-mangeries ni à ses entre-gratteries. Les journalistes sont habitués à voir les écrivains faire les premiers pas vers eux; M. Vitet, par une modestie qui pouvait ressembler à une indifférence un peu hautaine, lorsqu'on n'en savait pas le principe délicat, M. Vitet subissait les éloges plus qu'il ne les recherchait. C'est ainsi qu'on

travaille pour la grande postérité ; mais de son vivant on n'est pas l'homme de la multitude : il est vrai qu'on a pour soi l'élite, le petit groupe des connaisseurs et des délicats. C'est ce qui lui est arrivé. Aussi croyons-nous que son nom est appelé à un avenir qui sera refusé à certains contemporains dont la renommée a été plus retentissante. La philosophie de chacun des beaux-arts aura à compter avec ses idées, et notre temps, jugé plus tard d'après ce noble échantillon, sera bonne figure devant les connaisseurs à venir : on le croira plus spiritualiste qu'il ne l'a été en réalité. Nos descendants ne se décideront pas à avoir une opinion médiocre d'une société qui aura eu des citoyens et des penseurs aussi distingués que M. Vitet. Puisse donc son exemple encourager nos artistes, ceux qui les inspirent et ceux qui les jugent, à rentrer dans les grands sentiers du spiritualisme. C'était le vœu de M. Vitet. Ce sera la meilleure manière de continuer son œuvre, ou plutôt de la reprendre.

Seulement, celui qui écrit ces lignes se demande avec tristesse si l'heure présente est aussi propice que le début du siècle à l'éclosion de ces esprits lumineux, vastes et sympathiques à toute vérité. L'orage souffle de tous côtés, les éclairs se succèdent et la nuit s'étend partout. Qui nous rendra l'aube et ses bienfaisantes clartés ? Dieu, et le retour à ces croyances qui sont la vie et l'âme des nations aussi bien que des individus, à ces croyances dont M. Vitet a été en toute circonstance, dans ses actes comme dans ses écrits, dans sa vie privée comme dans sa vie publique, l'interprète efficace et pénétrant, parce que, plus que personne, il leur avait livré sa limpide intelligence et son vaillant cœur.

F. COLINCAMP.

---



# POÉSIE

---

## LOIN DU FOYER

Enfin, voici la maison pleine !  
Elle était sombre, il y fait jour ;  
On y gazouille à perdre haleine...  
Les chers oiseaux sont de retour.

Voici l'heure tant ajournée !  
J'ai là tous ceux que j'y rêvais,  
Vous tous, près de ma cheminée,  
Enfants!... Et c'est moi qui m'en vais !

Quand la couvée est réunie,  
Moi, qui d'eux tous ai tant besoin,  
Je pars... quelle amère ironie !  
Je pars seul et m'en vais bien loin.

Ma chambre était froide, était nue,  
J'y vivais morne et désolé...  
Et, quand la joie est revenue,  
Pourquoi donc me suis-je envolé ?

On me disait : « Voici la neige  
Et les longues nuits sans sommeil,  
Le froid, l'épais brouillard, que sais-je ?  
Ton corps a besoin du soleil.

Va-t'en vers la terre odorante,  
La terre où fleurit l'oranger,  
Où passa ta jeunesse errante,  
Où tu n'es pas un étranger.

Bien souvent tu menas ton rêve  
A travers champs, sur ces hauteurs  
Où chacun de nos pas soulève  
Un flot d'ineffables senteurs.

Tu sais qu'on y respire un baume  
Et que son soleil tout-puissant  
Refait, atome par atome,  
Les trésors de l'âme et du sang.

Tu la connais cette nature,  
Si riche d'ardentes couleurs,  
Où le vers fleurit sans culture,  
Entre les vignes et les fleurs.

C'est là qu'à ta pensive aurore  
La Muse, à travers les buissons,  
A d'une voix libre et sonore  
Dicté ses premières chansons.

Là, sous les pins et les yeuses,  
Tu sais qu'il est plus d'un manoir  
Dont les grandes portes joyeuses  
S'ouvriront pour te recevoir ;

Que les amitiés empressées,  
Les propos charmants, les beaux vers  
Effaceront de tes pensées  
La noire empreinte des hivers.

Le soleil fut ton premier maître ;  
C'est à lui de te rajeunir...  
Va-t'en là bas, va-t'en renaitre  
A la chaleur du souvenir !

Reviens sur la terre enchantée  
Où tu cueillis les pommes d'or ;  
Tu peux, vieux lutteur, comme Antée  
T'y relever poète encor. »

Ainsi parlait un docteur sage ;  
J'ai voulu suivre ce conseil,  
Avec les oiseaux de passage  
J'ai fui du côté du soleil.

Je souffrais de l'âpre froidure ;  
Les grands cygnes étaient partis,  
Et, pour courir même aventure,  
Je vous ai quittés, chers petits !

Mais en vain la blonde Provence  
Aux chansons me veut convier,  
Sur ses coteaux ornés d'avance  
Et du myrte et de l'olivier ;

En vain du sol où je voyage  
Un écho jaillit sous mes pas...  
La Muse qui chante à mon âge  
Est muette où vous n'êtes pas.

Les clartés, les parfums que j'aime,  
Les voix du monde aérien,  
Les torrents, le chêne lui-même  
A mon cœur ne disent plus rien.

J'ai cessé de voir et d'entendre  
Dans l'âme du vaste univers;  
Une voix plus humble et plus tendre  
Me dictera mes derniers vers.

Enfants ! c'est la Muse modeste  
Qui tient vos cœurs purs et joyeux :  
Le seul poème qui me reste  
Je le lis, tout bas, dans vos yeux.

Quel espoir m'entraîne et m'agite  
Loin de nos retraits familiers ?  
Où trouverai-je un plus doux gîte  
Et des cœurs plus hospitaliers ?

Aux prix des souffrances de l'âme,  
De l'exil, presque des remords,  
Faut-il payer l'amer dictame  
Qui soulage à peine mon corps ?

Hélas ! s'il me faut pour revivre  
Un air plus tiède, un ciel plus doux,  
Ne puis-je, à côté de mon livre,  
Trouver mon soleil près de vous ?

Enveloppé de votre haleine,  
Serré dans vos bras grands ouverts,  
Comme le bédier dans sa laine,  
Je braverai les noirs hivers.

Mais puisqu'un autre arrêt l'emporte,  
Que c'est votre avis, ce matin,  
Que la science est la plus forte  
Et m'ordonne un soleil lointain...

De la Provence coutumière  
Je reprends le tiède sentier,  
Dans ses parfums, dans sa lumière,  
Je me plongerai tout entier.

Mon corps, mon cœur, ma poésie,  
Rajeunis sous ces cieux brillants,  
De ces bains de chaude ambroisie  
Sortiront joyeux et vaillants.

Oui, la vigueur me fait envie!  
Mon grand combat n'est pas livré ;  
Je veux m'attacher à la vie,  
Car c'est pour vous que je vivrai.

C'est à moi, dans notre nuit sombre,  
De vous diriger par la main,  
Loin de l'ornière et du grand nombre  
De vous montrer le bon chemin ;

De vous enseigner par l'exemple  
Sans nuls pensers ambitieux,  
A dresser dans votre âme un temple  
Au sévère honneur des aïeux.

Lorsqu'en la tourmente où nous sommes,  
Vous saurez combattre et souffrir,  
Chers enfants ! vous serez des hommes...  
Et j'aurai le droit de mourir.

## AMBITION

Des vœux plus inquiets que tous mes jeunes rêves  
Depuis que je vieillis m'ont agité sans trêves ;  
Mon cœur exempt d'orgueil, libre des passions,  
S'étonne, par moment, de ses ambitions.  
Je me fais, en dehors de la route commune,  
Des chimères de gloire et de haute fortune ;  
J'entasse des travaux, et j'en médite encor,  
Et je me surprends, même, à remuer de l'or !  
Je bâtis, — moi logé comme les hirondelles, —  
Des châteaux sur le roc, presque des citadelles ;  
De sévères portraits tapissent le dedans,  
Et l'honneur des aïeux y parle aux descendants.  
On y suspend aux murs de vaillantes épées ;  
Les regards sont joyeux, les mains sont occupées.  
On a réparé là le temps que j'ai perdu ;  
J'y compte des lauriers dont aucun ne m'est dû.

J'aime les habitants de ce donjon de marbre,  
Car ils sortent de moi, comme les fleurs de l'arbre ;  
Autant que par le bras ils valent par l'esprit ;  
Leur plume a fait pâlir mon plus brillant écrit,  
Et, d'un coup, trouvé l'art et l'illustre matière,  
Que j'ai cherchés en vain durant ma vie entière.

Là fleurit le bonheur à côté du devoir :  
Tous les trésors qu'on rêve et qu'on ne peut avoir,

Tous ceux que j'ai perdus et tous ceux que j'envie,  
Tout ce qui m'a manqué dans cette rude vie,  
L'espoir, enfin, s'ouvrant sur un vaste horizon,  
Tout ce qui grandit l'âme emplit cette maison.  
Lorsqu'après un combat le soldat s'y désarme,  
La tendresse l'accueille, un sourire le charme ;  
L'élégance y rayonne et la simplicité,  
Et la grâce qui rend plus douce la bonté.

Quand j'imagine ainsi, dans mes trop longues veilles,  
Ces hôtes, ce manoir et toutes ces merveilles,  
Amis, ne croyez pas qu'oubliant la raison,  
Je rêve d'habiter cette chère maison !  
J'ai vécu, je sais mieux quelle est ma destinée :  
J'avais ma tâche, enfants, et je l'ai terminée.  
Je ne prétends pas vivre en ce manoir si beau,  
Je l'aperçois, de loin, par delà mon tombeau.

Vous savez bien pour qui j'ai ces vastes pensées,  
Et ces ambitions autrefois repoussées ;  
Vous savez si, cherchant ou le pouvoir ou l'or,  
Autre part qu'en vos cœurs j'ai placé mon trésor !  
Mais, pour mes bien-aimés, je suis insatiable.  
Qu'importent mes vieux jours que la souffrance accable,  
Si, comblé par le ciel dans mes vœux les plus doux,  
Tout ce que je n'eus pas je vous le donne à vous !  
Si, travaillant d'accord avec la Providence,  
Je laisse aux chers petits la joie et l'abondance !  
Si je les ai faits tels, si fiers, si généreux,  
Que l'honneur de mon nom s'agrandisse par eux !  
S'ils gardent mieux que moi, tout en suivant ma trace,  
Ces solides vertus qui fondent une race !

Si, de plusieurs degrés rehaussant leur maison,  
Ils se font de leurs mains un solide blason !

Jadis j'avais rêvé d'ennobrir mes ancêtres,  
Je me réglais sur eux, je les prenais pour maîtres...  
Il me serait, au prix des efforts que je fis,  
Bien doux d'être à mon tour ennobli par mes fils.  
Je sais que peu de nous s'inscrivent dans l'histoire :  
Mais on acquiert l'honneur à défaut de la gloire ;  
On se voit estimé des esprits exigeants ;  
Si l'on n'a pas la foule on a les braves gens.  
Fallût-il renoncer à ce lustre modeste,  
Le bonheur est possible et la vertu vous reste ;  
Et, sous son toit obscur, l'honnête homme a, du moins,  
Les âmes de ses morts et son Dieu pour témoins !  
J'applaudirai d'en haut vos victoires secrètes...  
Mais je reprends mon rêve et je vous vois poètes,  
Soldats, penseurs, guidant les cités d'un bras fort,  
Et, de plus, satisfaits de vous comme du sort,  
Purs, joyeux, animés d'une secrète flamme,  
Capables de goûter les voluptés de l'âme,  
Atteignant de votre art le suprême degré,  
Et touchant les hauteurs où j'ai tant aspiré.

Voilà de quels espoirs s'aiguise mon courage ;  
Voilà pourquoi je lutte et m'excite à l'ouvrage ;  
Voilà quels rêves d'or, dans mes nuits sans sommeil,  
Me font sans un murmure attendre le soleil.  
Enfants ! mon cher secours en mes peines amères,  
Je vous bénis encor pour toutes ces chimères :  
Mon souci paternel m'est doux et bienfaisant,  
Car il aide mon cœur à fuir loin du présent.



Ainsi, grâce à vous tous, et grâce à ma tendresse,  
Je puis porter encor mes maux et la vieillesse ;  
Et, par vos douces mains tiré de ma langueur,  
Retrouver quelquefois mon esprit et mon cœur.  
Peut-être, aidé par vous, j'achèverai ce livre ;  
Vous êtes ma raison d'espérer et de vivre.

Viens donc la douleur ! je saurai la braver,  
Ayant gardé par vous la force de rêver ;  
Voyant, à l'horizon, au bout de mes souffrances,  
Mûrir en gerbes d'or mes belles espérances.  
Qu'importe le passé, mon travail imparfait,  
Si vous faites, demain, ce que je n'ai pas fait !  
J'accepte également, et d'une âme ravie,  
Le combat de la mort ou celui de la vie ;  
J'aurai bien accompli mon devoir et ma loi,  
Si vous êtes meilleurs et plus heureux que moi.

VICTOR DE LAPRADE.

# MÉLANGES

---

## • LE BUSTE DE M. DE MONTALEMBERT

Rien de ce qui touche à la mémoire de M. de Montalembert ne saurait demeurer étranger au *Correspondant*. Aussi n'avons-nous pas à craindre d'être accusé d'aucune de ces petites trahisons de la vie privée dont la presse a si déplorablement inoculé le goût au public, en rappelant ici l'hommage intime et nouveau qui vient d'être rendu au grand orateur catholique. Lui-même nous pardonnerait d'oser en parler, pour l'honneur qui en revient à la cause qu'il a servie et pour la consolation qu'ont dû y puiser les cœurs qu'il a le plus aimés ici-bas.

Comme les journaux l'ont déjà raconté, une réunion, qui n'avait rien de mondain, quoique le plus grand monde y eût envoyé son élite, avait lieu, il y a peu de jours, dans les salons de madame la comtesse de Montalembert, née de Mérode. Il s'agissait de remettre à la noble veuve et à ses enfants un buste en marbre de M. de Montalembert offert par de fidèles amis de sa vie et de sa renommée. C'était l'accomplissement d'une pieuse pensée venue à M. Cochin peu de jours après la mort de celui dont il pleura si éloquemment la perte, et qui ne devait se réaliser qu'après la mort de M. Cochin lui-même ! Le premier, il avait imaginé et mis en train, par correspondance, une souscription discrète et sans publicité, en France d'abord et autour de lui, à l'étranger ensuite et dans les pays dont l'illustre défunt s'était le plus souvent occupé. Il se disait, avec son bon sens aiguisé de tant d'esprit, que lorsqu'une telle éloquence s'est prodiguée pendant quarante ans pour la religion et la liberté, ces deux clientes qui ne connaissent pas de frontières ont dû lui recruter partout des admirateurs et des obligés. L'événement ne tarda pas à justifier l'initiative prise par M. Cochin.

De l'Angleterre catholique et de l'Irlande lui répondirent : le duc de

Norfolk, le comte de Granville, le comte de Granard, le comte de Dunraven, lady Herbert de Lee, lord Howard de Glossop, lord O'Hagan, lord Emly de Tervoe (William Monsell), l'hon. M. W. E. Gladstone, M. Augustin Craven, esq. De la Pologne et de l'Autriche vinrent s'inscrire : le prince Czartoryski, le prince Alexandre Czartoryski, le comte Dzialynski, le prince Georges Lubomirski, M. Maurice Mann, le comte Ladislas Plater, le comte Paul Popiel, le comte Stanislas Tarnowski, M. Ladislas Zamoyski, M. Wilold Zamoyski, le comte G. Apponyi, le comte E. Karoli, la princesse de Wittgenstein.

Nous ne serions ni exact ni juste si nous n'ajoutions pas que M. Léon Cornudet, ancien président de section au Conseil d'État et l'ami le plus ancien de celui qu'il s'agissait d'honorer, a pris en mains, et mené à bonne fin, depuis la mort de M. Cochin, cette laborieuse quoique bien modeste souscription.

Sur l'indication de M. Vitet, le buste avait été demandé à M. Chapu, jeune sculpteur à qui nous devons déjà ce pur chef-d'œuvre qu'on appelle *la Jeanne d'Arc en prière*. Tous ceux qui ont visité le Salon de l'an passé ont pu le voir et l'admirer. La tête est naturellement quoique fièrement posée, le front largement modelé, les yeux légèrement couverts par les paupières, le nez plus délié peut-être qu'il ne l'était, la bouche avec ses deux sillons à droite et à gauche où se cache le dédain, avec sa lèvre puissante, cette lèvre d'orateur que nous avons connue aussi à Berryer, qui semble prête à laisser échapper la parole; l'ovale du visage enfin un peu gras, un peu britannique, et qui ne trahit que mieux la race maternelle. Sur la face antérieure du socle est gravé le blason des Montalembert, avec leur devise chevaleresque : *N'espoir ne, peur!* et, à côté, celle qu'affectionnait tant notre valeureux ami et dont il a fait jusqu'à son dernier jour la règle de ses actions : *Pour l'âme et l'honneur!* Puis un texte des Macchabées, dont M. de Falloux a si bien montré la glorieuse concordance avec toute la vie de celui que Pie IX a appelé : *Bonus miles Ecclesiæ*. Puis, en guise de dédicace, ces simples mots :

« Les amis du comte de Montalembert à sa veuve et à ses enfants, en témoignage du culte fidèle qu'ils gardent à sa mémoire. »

Sur les deux faces latérales du socle on lit les noms des souscripteurs; d'un côté les souscripteurs français, de l'autre les souscripteurs étrangers. Et c'est tout.

Tel est ce buste. Il a valu à l'artiste les justes éloges d'un public qui, plus heureux que lui, avait connu le modèle. C'est dans le cabinet de travail de M. de Montalembert qu'on l'avait exposé, dans ce grand cabinet de la rue du Bac, tapissé de livres du parquet jusqu'au plafond, et qui est resté dans la mémoire de tous les visiteurs du vaillant malade. Rien n'y

semble changé, rien n'en a disparu ; pas même, au coin de la cheminée, cette chaise longue qu'il appelait *son grabat* et où nous l'avons vu pendant quatre ans, si vivant, si éloquent, si chrétiennement résigné à la mort prochaine. Que de regards se sont mouillés de larmes, que de mains se sont serrées avec émotion en se retrouvant à ce cher et dernier rendez-vous où l'on ne s'était pas rencontré depuis le 13 mars 1870 !

A cette simple et muette manifestation, il fallait une voix assez autorisée pour lui donner son vrai sens, assez sûre d'elle-même pour ne pas excéder, de si peu que ce fût, la note du cœur, la note de la famille et du lieu où l'on se trouvait. M. de Falloux, qui était en ce moment à Paris, avait bien voulu se charger de cette tâche si délicate. A personne mieux qu'à ce frère d'armes ne revenait le difficile honneur de parler de M. de Montalembert devant celle qui porte si dignement son deuil ; à personne mieux qu'à l'homme d'État qui eut à organiser au nom de la loi le territoire conquis au nom de la liberté, il n'appartenait de rappeler les combats livrés et les victoires remportées. On va voir, sans en être surpris, avec quel tact, avec quel art à la fois exquis et ferme, M. de Falloux a su faire tenir en quelques lignes toute la vie, toute l'œuvre et toute l'âme M. de Montalembert.

Rappelé subitement en Anjou par une dépêche dont la menace ne s'est heureusement pas réalisée, M. de Falloux avait chargé son ami, M. de Rességuier, de le remplacer. Voici donc les paroles adressées par M. le comte de Rességuier, à madame de Montalembert, au nom de M. de Falloux et de tous les souscripteurs :

« Madame,

« Nous venons offrir à votre inconsolable douleur, qui est aussi la nôtre, une consolation dont nous jouirons également avec vous. Le souvenir de M. de Montalembert ne peut s'effacer de la mémoire d'aucun de ceux qui l'ont connu ; mais nous avons été jaloux de transmettre la fidèle image de ses traits à l'avenir, qui lui gardera certainement la même admiration et peut-être plus de reconnaissance encore que ses contemporains.

« Cette pensée fut conçue par un ami digne d'être placé à côté de lui, après la mort comme dans la vie, Augustin Cochin, et nous avons confié ce marbre à un artiste éminemment capable de donner à son œuvre tout ce que le marbre peut nous rendre.

« Deux pensées sont inscrites sur le socle, l'une qui rend hommage à la vaillance, l'autre à la précocité de ses intrépides combats :

Constituit prælia multa,  
Fortis viribus a juventute sua.

« Oui, c'est bien dès la jeunesse qu'il a déployé les merveilleuses qualités qui ont illustré son âge mur, cette ardeur catholique, cette intelligence de

son temps, cette pureté de cœur qui brillent d'un si rare éclat dans les lettres, encore trop peu connues, adressées à un camarade de collège; oui, c'est bien dès la jeunesse qu'il a montré cette docilité aux enseignements du Saint-Siège qui lui imposa au début de sa carrière un douloureux sacrifice, docilité qui demeura dans son âme et sur ses lèvres jusqu'à son dernier soupir; oui, sa vie religieuse et politique présente bien cette suite de combats qui ont signalé ses aïeux dans la carrière militaire. Sa vie même tout entière ne fut qu'une infatigable lutte, la lutte pour la foi; c'est son triomphe qu'il cherchait à la tribune, dans les lettres, dans l'archéologie, dans la moindre page sortie de sa plume, dans son œuvre capitale, cette magistrale histoire des institutions monastiques, ces admirables tableaux de la vocation religieuse, de cette vocation à laquelle il n'a pas consacré seulement le plus persévérant de ses labeurs, mais à laquelle il a donné aussi l'une de ses filles bien-aimées. Dieu sait seul ce que lui coûta cette dernière immolation, car nul ne portait à un plus haut degré que l'historien de sainte Élisabeth toutes les vertus et toutes les tendresses du foyer domestique.

« Enfin nous avons fait graver, entre les deux inscriptions, le nom des souscripteurs, parce que cette liste est elle-même un hommage exceptionnel; comme l'éloquence enflammée de M. de Montalembert fut consacrée à ce qu'il y a de plus universel au monde, la religion, universelles aussi furent l'admiration et l'affection qui lui étaient vouées.

« Toute l'Europe chrétienne se rencontre ici; les partis qui divisent malheureusement la France s'y confondent dans un intime accord. L'Angleterre et l'Irlande, la Pologne et l'Italie, l'Allemagne et la Hongrie, ont apporté le tribut de leurs esprits et de leurs âmes d'élite.

« Continuez donc, madame, à garder dans le deuil qui, nous le savons, ne vous quitte jamais, une juste fierté que ne peuvent atteindre ni le découragement ni l'amertume; daignez en même temps nous accorder une grâce personnelle: permettez-nous d'espérer que vous ferez toujours aux amis de M. de Montalembert l'honneur de les tenir pour les vôtres. »

LÉOPOLD DE GAILLARD.

#### HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE ALLEMANDE

Par M. HEINRICH, doyen de la Faculté des lettres de Lyon. — 5<sup>e</sup> volume.  
Paris, librairie Franck.

Ce volume, qui termine le savant et sobre travail de M. Heinrich, sera lu avec plus d'intérêt encore que les précédents, car c'est l'Allemagne contemporaine qu'il nous montre dans ce qu'elle a eu, pendant quarante

ans, de véritablement fascinant pour nous, sa merveilleuse fécondité intellectuelle. Oui, vis-à-vis d'elle, nous avons été sous le charme et nous nous sommes faits petits, la jugeant un colosse, sans réfléchir que nous ne la voyions qu'à travers l'appareil au moins suspect de ses interprètes. Ne courons-nous pas risque, aujourd'hui, sous le coup amer des déceptions qu'elle nous a fait subir à d'autres égards, de tomber dans un autre excès et de déprécier l'Allemagne littéraire autant que nous la vantions hier? Le ridicule serait d'autant plus grand, que la base de ce jugement serait aussi peu solide que l'autre. Connaissions-nous mieux la littérature allemande qu'il y a quatre ans! L'ignorance de la langue d'outre-Rhin sera longtemps encore, pour nous, un obstacle à la complète et saine appréciation de ses produits. La traduction (ne se bornât-elle pas, comme elle l'a fait jusqu'ici, à des œuvres de choix) n'en saurait donner qu'une idée approximative. Le mieux donc, quand on ne possède pas la langue de l'Allemagne, est de s'en référer, sur sa littérature, à l'estime qu'en font les critiques compétents, nous voulons dire ceux qui ne mettent pas la connaissance qu'ils ont de l'idiome germanique au service de théories ou d'intérêts étrangers aux lettres. M. Heinrich est incontestablement de ceux-ci. Sa compétence, elle est reconnue. Quant à l'indépendance toute littéraire que lui commandait le titre même de son travail, il a su la garder sans jamais en sortir, et ce n'est pas un petit mérite, si l'on considère que ce dernier volume a été écrit depuis 1870. Les lettres allemandes ne pâtissent pas, chez lui, des torts et des injustices des Allemands envers nous.

M. Heinrich achève ici l'histoire du grand siècle littéraire sur lequel placent Schiller et Goethe avec le même sentiment d'admiration qu'il l'avait commencé dans le volume précédent, composé avant la guerre fatale qui a rendu l'équité si difficile entre les deux nations. « J'appartiens, dit-il courageusement, à un petit groupe de travailleurs qui rêvaient d'abaisser, dans le monde scientifique et littéraire, les barrières qui séparaient encore l'Allemagne de la France, et d'unir les forces des deux nations pour la conquête pacifique de la vérité. J'ai visité plusieurs fois l'Allemagne; j'y compte des hôtes et des amis : j'ai admiré les laborieuses habitudes, l'immense et consciencieuse érudition de ses savants et de ses professeurs; j'ai vu de près ses universités pleines d'activité et de sève, véritables et vivantes écoles qui surpassent évidemment, aux yeux de tout observateur impartial, l'imparfaite organisation de notre enseignement supérieur. J'avais pensé, et je ne suis pas le seul, qu'une sorte d'échange fécond pourrait s'établir entre l'Allemagne et la France; que les chercheurs infatigables qui amassent au-delà du Rhin tant de matériaux et souvent tant de trésors, pourraient nous emprunter les qualités lucides de notre esprit français, et que nous pourrions, en conservant ce talent d'exposition et ce respect de la forme qui comptent parmi les supériorités incontestables de

notre race, gagner, au contact des Allemands, une science plus complète et plus profonde. »

Ces dispositions généreuses, M. Heinrich les garde sans souci de celles des Allemands et sans répondre par un dénigrement systématique à l'insolent dédain que l'ivresse d'une victoire inattendue inspire à un trop grand nombre d'entre eux. Point de malveillance ni d'injustice sous sa plume. « Évitions ces excès, dit-il : sachons envisager avec calme nos adversaires, rendre justice à ce qu'ils valent sans cesser de voir leurs défauts et sans désespérer de notre propre avenir. »

Ce qu'il conseille, il le pratique. Quoique l'amointrissement, pour ne pas dire la décadence des lettres germaniques, soit aujourd'hui évident et que des signes alarmants s'y révèlent, M. Heinrich ne se hâte pas d'arriver à notre époque pour chercher, dans le tableau de son affaiblissement, une mauvaise jouissance : une grande moitié de ce volume est encore consacrée à Schiller, à Goethe et à leur école. Ce n'est pas ici le lieu d'examiner s'il ne s'abuse pas un peu sur la valeur absolue de ces deux hommes et ne tombe pas, envers le second notamment, dans l'idolâtrie des germanophiles de profession ; toujours est-il que, vis-à-vis de la vigoureuse maturité du poète de *Wallenstein*, la vieillesse laborieusement stérile de l'auteur du premier *Faust* offre un triste contraste. M. Heinrich ne l'a pas assez vu ; la gloire de Goethe ne gagne pas à cette exhibition *in extremis*. Elle aurait pu du moins, à notre avis, servir à un jugement d'ensemble plus sévère.

Une fois qu'il en a fini avec Goethe, dont la renommée l'opprime, dirait-on, M. Heinrich redevient plus libre, et les chapitres qu'il consacre à la seconde génération de ses contemporains, outre qu'ils font passer sous les yeux toute une galerie de figures piquantes, sont de la plus saine et de la plus ferme critique.

Plus délicate de beaucoup était la dernière partie de la tâche que s'était donnée l'auteur de conduire jusqu'à nos jours, et dans les circonstances où nous sommes, l'histoire de la littérature allemande. Rester juste envers des ennemis sans équité pour la plupart exigeait un certain effort moral. Cet effort n'a rien coûté à M. Heinrich ; il dit, avec le même ton calme et modéré, le bien et le mal de la littérature actuelle de l'Allemagne. La genèse — grâce pour ce mot qu'excuse le sujet — la genèse en est curieuse ; l'auteur nous montre la littérature contemporaine d'outre-Rhin naissant simultanément du mouvement des esprits et des influences de la politique. Par suite elle porte en son sein des principes dangereux, si même ce ne sont pas des principes de mort. On peut dire de presque toutes ses branches ce que M. Heinrich dit de la poésie philosophique : « Elle n'a pas de chances sérieuses d'un grand avenir. Les systèmes philosophiques qui ont passionné, il y a trente ans, la jeunesse des écoles et le monde lettré, ont singulièrement perdu de leur

popularité. On ne pourrait plus même, aujourd'hui, énumérer les diverses fractions de l'école d'Hégel; ce n'est plus une division, c'est un émiettement... Le travail de la pensée tourne partout à l'individualisme. » Ajoutons, comme signe plus grave encore, que ce travail des esprits s'éloigne de plus en plus, et dans toutes les branches, de l'inspiration chrétienne. Il n'y a pas là la garantie d'un grand avenir. D'ailleurs, remarque M. Heinrich, « l'Allemagne, unifiée au point de vue de la politique, est plus divisée que jamais au point de vue intellectuel et religieux. » Telle n'était pas la France quand elle faisait ses grandes conquêtes sous Louis XIV, fait observer l'auteur. Que ceux donc qu'ont pu alarmer les faciles victoires de 1870 ne s'inquiètent point trop pour l'avenir : la littérature de l'Allemagne est de nature à rassurer contre sa politique.

P. DOUMAIRE.

## CHANTS DU DROIT ET DE L'ÉPÉE

DÉDIÉS A L'ALSACE-LORRAINE

Par GUSTAVE DUCHOS (DE SIXT). — 1 vol. in-32, Haton, éditeur.

Ce petit volume de vers paraît bien à son heure. Il fait écho à la voix courageuse de nos compatriotes au parlement de Berlin. C'est la protestation qu'ils font entendre et les vœux dont ils étouffent l'expression. Comme eux, le poète affirme le droit des hommes à se choisir leur patrie, droit jadis proclamé là-bas et aujourd'hui violé :

À leur tour, nos anciens vaincus,  
Ces amis purs de la justice,  
Vainqueurs, ne la connaissent plus.

Qu'est-ce, en effet, que la faculté d'opter qui fut accordée pour un jour à nos deux provinces écrasées? — dérision amère — le droit à l'exil. M. Duchos a peint, en traits déchirants, cette nuit du *Dernier jour de l'option*, où ceux qui voulaient rester Français durent rompre les liens les plus tendres et les plus sacrés, et le firent si noblement.

As-tu jamais été plus lugubre et plus sombre,  
O nuit? as-tu jamais, sur ce globe attristé,  
Vu la force implacable écraser dans ton ombre,  
Sous un plus grand forfait, la pâle humanité?  
Rien ne semble troubler la paix de ton silence;  
Mais quel cri déchirant et quel sanglot immense,  
Soudain, de ces foyers où personne ne dort,  
Sortirait, si chacun, plein d'un morne courage,  
Ne retenait ses cris et ses larmes de rage  
Derrière ces murs noirs, muets comme la mort!  
Dans les réduits secrets de toutes ces chaumières,



Dans ces grandes cités d'où ne monte aucun bruit,  
 Un peuple tout entier voit ses heures dernières  
 Tomber l'une après l'autre en ton abîme, ô nuit !  
 Demain sera le jour fixé pour le supplice.  
 On surveille son cœur de peur qu'il ne faiblisse :  
 Au grand jour il faudra marcher calme et serein ;  
 Au vainqueur il faudra refuser cette joie  
 De voir agoniser dans l'angoisse sa proie.

La douleur de ceux qui partent et la résignation de ceux qui restent s'expriment en deux chœurs graves comme ceux de la tragédie antique, que le poète couronne par cet épilogue où sont en germe toutes les pièces qui suivent dans le recueil :

Quand à ce jour le soir eut succédé, la plaine  
 Du bruit de tant de pas cessa de retentir.  
 On n'aperçut plus rien de cette foule humaine :  
 Dans cette nuit d'exil où va-t-elle dormir ?  
 Tout, sur la terre, était silence et solitude ;  
 Et, dans son sein tranquille, une autre multitude,  
 Les morts de nos combats, au fond des bois épais,  
 Dans les vallons obscurs, près des cités guerrières,  
 Reposaient tout sanglants. Y dormaient-ils en paix ?  
 Ces morts, heureux d'avoir pu fermer leurs paupières  
 Avant qu'au cœur de tous on eût pris ce lambeau,  
 Ne sentent-ils donc pas, à ce poids qui leur pèse,  
 Qu'ils ne sont plus couchés dans la terre française,  
 Que leur tombe héroïque a perdu son drapeau ?  
 Aucun bruit, du vainqueur n'effarouche l'oreille ;  
 Il ne voit rien. Qu'importe ? Il n'entend rien... J'entends !  
 Les vivants et les morts, je sais qui les réveille :  
 Dans l'ombre je te vois, ô Dieu juste, et j'attends !

Esprit, repréailles, voilà, en effet, les mots qui, jusqu'à la fin, inspirent M. Ducros. En cela, il imite les Allemands, nous le savons, et notamment la fameuse *Chanson de l'épée* de Kœrner. C'est de bonne guerre peut-être, comme de leur emprunter leur tactique, ainsi que vont le faire, dit-on, nos troupes. Nous sera-t-il permis, toutefois, de dire que nous préférierions que poètes et soldats n'allassent pas chercher leurs modèles au delà du Rhin.

P. D.

#### JOURNAL D'UN DIPLOMATE EN ITALIE

Notes intimes pour servir à l'histoire du second empire, par HENRI D'ORVILLE.

Voilà un livre qui, écrit par un diplomate, ne peut manquer d'attirer la curiosité. Il a, en effet, un titre qui semble gros de révélations. *Notes intimes pour servir à l'histoire du second empire* ; ce sont des mots bien engageants, et, comme l'auteur a été mêlé aux négociations qu'il ra-

conte, que sa position lui a permis de les suivre dans tous leurs détails, le lecteur espérera sans doute y retrouver, en même temps que le secret de la politique si obscure des Tuileries vis-à-vis du Saint-Siège, la mise au jour des pourparlers jusque-là ignorés qui ont précédé la signature de la convention de septembre 1864.

Peut-être la curiosité historique sera-t-elle un peu déçue en ouvrant cet ouvrage, car c'est surtout le chroniqueur de salon que nous trouvons en M. d'Ideville. L'artiste s'y rencontre aussi, et, à ce titre, il écrit quelques jolies pages sur les monuments de la ville éternelle et sur la campagne romaine dont il aime tant le caractère austère et grandiose, non sans penser quelquefois, le cœur serré, à la gaieté des paysages parisiens et à la vue du pont des Arts, son « ruisseau de la rue du Bac, » à lui ; — l'artiste véritable d'ailleurs, qui est saisi de terreur et d'admiration religieuse devant le *Moïse*, « la représentation humaine la plus sublime et la plus terrifiante à la fois ; » à qui le spectacle d'un coucher de soleil à Castalgandolfo inspire une poétique mélancolie, et qui s'extasie avec enthousiasme devant le panorama de la Chartreuse de San Martino, où la vue embrasse le Vésuve, les îles et les collines de Sorrente, de Castellamare, Capri, Ischia et Baia, avec ce ciel et cette mer toujours bleus..... Mais arrêtons-nous sur ce chemin quelque peu dangereux. Trop de grands écrivains ont passé par l'Italie pour qu'ils n'y aient pas laissé des souvenirs contre lesquels il est téméraire de chercher à lutter.

Il ne faudrait pourtant pas croire que le diplomate fût absent dans ces pages. Il s'y montre, et même avec un vrai talent d'observation. M. d'Ideville, en effet, nous fournit quelques curieux détails sur les relations de la cour de Rome avec la France. Nous y saisissons sur le vif cette politique vacillante de l'empereur qui poursuit un jour un but dont il se détourne le lendemain, fait succéder à un ministre opposé au Saint-Siège un ministre qui lui est attaché, remplace en même temps un ambassadeur dévoué au Saint-Père par un diplomate qui lui est peu sympathique, entretient une armée d'occupation pour s'opposer à toute invasion et signe une convention qui va peut-être livrer le pape désarmé aux coups de ses ennemis. Oui, cette politique indécise, contradictoire et flottante, nous la connaissons, c'est bien celle que toujours nous verrons à l'œuvre.

Mais le vrai terrain de M. d'Ideville, celui sur lequel il marche à l'aise, d'un pas hardi, dégagé, c'est la peinture du monde au milieu duquel il a passé quelques années si belles. Sa touche est délicate, spirituelle et jamais trop accentuée; il sait sous-entendre à propos et c'est dans ce qu'il ne dit pas qu'il met souvent le plus d'esprit. Chaque personnage est peint d'un trait et vivant devant nous, avec ses qualités et surtout ses

défauts, dirait-on. Nous voyons défiler toute la société romaine, diplomates, prélats, artistes, souverains, voyageurs de toute sorte, aussi bien celui qui a un passé que celui qui cherche un avenir ; et ce n'est pas un des côtés les moins intéressants du livre que les appréciations de l'auteur sur bon nombre d'hommes alors obscurs, et qui, depuis, ont trouvé cet avenir si désiré. Toutefois, quelque amusantes que soient ces esquisses, nous ne pouvons nous empêcher de trouver au moins étrange ce procédé qui consiste à livrer sans pitié les travers de personnes que leur hospitalité a seule fait connaître et à se railler publiquement de diplomates dont la plupart encore vivants sont toujours mêlés aux affaires. Nous lisons à la première page : *Notes intimes pour servir à l'histoire du second empire*, et nous nous demandons si cette histoire sera bien éclairée, quand l'auteur aura raconté que tel ou tel personnage est plus ou moins amateur de bonne chère, que tel autre a un caractère plus ou moins agréable. Y a-t-il là, en réalité, autre chose que le désir, si facile à satisfaire, d'être spirituel aux dépens d'autrui.

Au milieu de ce flot d'indiscrétions dont nous ne voulons pas, en les citant, nous rendre complice, il y a à relever quelques traits curieux sur les hommes d'État du second empire et sur l'étonnement de Rome qui, après avoir entendu leurs conversations et lu leurs brochures, se demande avec stupéfaction entre quelles mains se trouvent remises les destinées de la France. Hélas ! ce n'étaient pas seulement leurs brochures qui les accusaient. Quel curieux épisode, entre autres, que l'apparition dans la Ville éternelle de ces deux jeunes princes, si enivrés de joie, que la politique impériale envoyait fonder un empire lointain ? Autant et plus même que l'empereur Maximilien, l'impératrice Charlotte paraissait heureuse de sa nouvelle dignité. Son visage rayonnait, et quand madame d'Ideville lui fut présentée et lui parla des charmes de son futur empire : « Vous avez raison, répondit-elle, le Mexique est le plus beau pays du monde, et dans peu de temps, je l'espère, nous aurons une cour aimable, une cour animée, comme dans vos grandes villes d'Europe. Vous y serez très-bien venue. » Ah ! quelles réflexions ces paroles si confiantes dans l'avenir inspireraient à un Bossuet ! quelles belles pages il trouverait sur la fragilité des projets de l'homme ; avec quelle force il répéterait le *vanitas vanitatum* de l'Ecclésiaste, et montrerait qu'il n'y a de solide en nous que notre misère ! M. d'Ideville ne s'élève pas si haut, et il ajoute simplement cette phrase si cherchée dans son prosaïsme : « Tout bien considéré, comme j'aime mieux être secrétaire d'ambassade à Rome que majesté au Mexique ! »

Mais au-dessus de tous ces personnages alors réunis, maintenant dispersés çà et là, parmi lesquels les uns ont trouvé la gloire qui semblait les attendre, les autres l'éternité dont ils paraissaient si éloignés, et dont

quelques-uns ont si tristement menti à leurs promesses, s'élève ici le grand et vénérable Pie IX, que le malheur rend chaque jour plus vénérable et plus grand, et dont M. d'Ideville a assez bien saisi le caractère, mélange de fermeté invincible, de douceur souriante, et d'esprit fin et sagace.

URBAIN GUÉRIN.

---

*L'Almanach du clergé pour 1874* vient de paraître, comme les années précédentes, sous ce titre : *la France ecclésiastique* (un très-fort volume in-18. Prix, 4 fr. *franco*. E. Plon et C<sup>ie</sup>, éditeurs, 10, rue Garancière, à Paris). Il comprend quatre parties, dont les deux premières renferment le tableau de la cour de Rome, avec la statistique du clergé catholique et l'organisation du ministère des cultes en France.

Dans la troisième partie sont les actes officiels concernant le culte catholique (Décret portant réception du bref, en date du 12 octobre 1872, relatif à la constitution canonique du chapitre de Saint-Denis. — Loi qui déclare d'utilité publique la construction d'une église à Paris, sur la colline de Montmartre), le budget des dépenses, etc.

La quatrième partie, qui renferme près de huit cents pages, est consacrée aux notices nécrologiques des deux archevêques et des quatre évêques français morts en 1873, auxquelles il faut ajouter celles de cinq vicaires apostoliques, qu'on lira avec un pieux intérêt. Ce travail a été encore confié cette année à un ecclésiastique connu du clergé par de solides travaux, M. Léon Maret, missionnaire apostolique, curé du Vésinet, diocèse de Versailles, qui a écrit ces notices d'après des renseignements exacts et avec un soin scrupuleux.

---

Une regrettable faute d'impression s'est glissée dans notre numéro du 10 février. Le nom du poète dont nous avons annoncé l'œuvre posthume a été défiguré. C'est Alexandre Ferment que s'appelait ce naufragé de *la Méduse*, devenu, à son retour, commis des finances, et chez qui le poète, caché sous le commis, ne s'est révélé qu'après sa mort. Nous devons cette rectification à la mémoire du poète et à la piété de sa sœur.

---

# QUINZAINES POLITIQUES

---

24 février 1874.

S'il nous était permis d'omettre ces mille questions qu'avec l'aide empressée du journalisme, l'incertitude de nos affaires et la mobilité de notre esprit accumulent dans l'opinion publique, en quinze jours ; si nous pouvions, au milieu de tant de partis et de disputes, considérer avec sérénité cet ensemble de choses et d'hommes qui s'agitent sur la surface variable de notre pays, nous dirions : « Malgré le bruit, il y a un peu d'apaisement au fond de cette agitation ; nous venons d'échapper à de graves périls : félicitons-nous. » Il est sûr, en effet, qu'autour du gouvernement la majorité se groupe plus unie, plus ferme et plus prévoyante qu'on n'aurait pu le craindre naguère, à voir les trop évidentes nécessités du septennat méconvenues d'un certain nombre de conservateurs. D'autre part, les menaces qui avaient un moment grondé à nos frontières de l'Est se sont tues ; et c'est une bonne fortune qu'avec la sagesse de la nation, notre politique puisse, de ce côté, compter sur un peu de calme et de repos. Mais comment constater cette amélioration, passagère peut-être et vague assurément pour les regards que troublent nos émotions quotidiennes, comment la constater, sans paraître enclin à l'optimisme ? Et ne semblerons-nous pas nous fermer trop complaisamment les yeux et les oreilles, à une heure où les vice-empereurs du dernier régime étalent avec une pompe tapageuse le faste de leur importance prétendue, où les Césars déclassés mettent en révolte leur ambition mendicante et affamée, où les insurgés de 1849 remon- tent sur les tréteaux de la démagogie pour y déclamer en l'honneur du suffrage universel ?

Eh bien, nous l'avouons : la puissance vaniteuse de M. Rouher, le personnage méprisé du prince Napoléon et le jacobinisme vieilli de M. Ledru-Rollin ne nous paraissent mériter de nous ni des alarmes

si vives ni un désespoir si prompt. L'élection de M. Sens dans le Pas-de-Calais n'est pas une victoire si triomphale qu'on doive considérer déjà la France comme reconquise par le bonapartisme. On oublie trop que, pour redevenir nécessaire, le bonapartisme, ce double despotisme de l'ordre et de la démocratie, aurait besoin de bien d'autres fautes que de celles des conservateurs ou de l'Assemblée, et qu'il lui faudrait, pour abuser de la terreur publique, de plus graves calamités que celles dont nous souffrons. La lettre où M. Rouher définit le septennat « un pouvoir temporaire, dont la force est limitée, presque éphémère, et dont des événements imprévus et divers peuvent abrégier la durée, » a pu d'abord, par une mensongère démonstration de confiance et de hardiesse, surprendre quelques imaginations : en réalité, M. Rouher a été malhabile ; il s'est montré irrespectueux vis-à-vis du maréchal de Mac Mahon, dont il a méprisé la magistrature, comme si son septennat n'était qu'un libre jouet pour les audacieux ou qu'un facile enjeu pour les cupides ; il s'est montré factieux vis-à-vis de l'Assemblée, dont il a nié l'autorité en déclarant les plébiscites de l'Europe supérieurs à ses lois et survivant à ses décrets : or, cette arrogance insubordonnée, à laquelle M. Rouher a cru sans doute la vertu d'une affirmation qui convenient au bon sens des conservateurs : ce manifeste de M. Rouher ne lui a pas gagné un partisan ; et peut-être pourrait-on, dans l'Assemblée, en faire usage à son grand détriment, pour embarrasser sa témérité et pour amoindrir sa suffisance. La lettre du prince Napoléon était moins encore capable d'effets sérieux : elle n'aura servi qu'à témoigner des discordes qui divisent le parti bonapartiste. M. le duc de Padoue, l'ordonnateur de la manifestation qu'on prépare à Chislehurst pour la date du 16 mars, a-t-il mieux réussi à séduire le cœur populaire, en déployant ses programmes de reconnaissance et d'espoir ? Nous ne pensons pas ; et M. le duc de Broglie a pu se contenter d'une courtoisie et juste modération, dans la circulaire où, distinguant les libres hommages du respect privé et l'ostentation d'une foi politique qui s'élève contre un gouvernement, il a rappelé les décisions souveraines de l'Assemblée et prescrit aux préfets une surveillance attentive de ce petit tumulte impérial. Cette modération suffisait. Et pourquoi ? C'est que déjà les lettres de M. Rouher et du prince Napoléon avaient d'elles-mêmes assez éveillé l'indignation ou le dédain de la nation, tout à coup avertie que les fantômes de Sedan osaient reparaitre. En remettant dans la mémoire publique cet arrêt de déchéance que M. Thiers et l'Assemblée, devant la France saignante, prononçaient contre l'Empire coupable du crime national

de 1870; en annonçant que le maréchal de Mac Mahon ne laisserait point impunie dans son insoumission, même charlatanesque, la faction de M. Rouher, M. le duc de Broglie a bien discrédité l'effronterie qui faisait croire le septennat sous la dépendance du bonapartisme; et ainsi il a sans trop de peine affaibli quelques-uns des ressorts et diminué quelques-unes des ressources dont M. Rouher se servait.

Les bonapartistes deviennent turbulents comme l'étaient naguère les radicaux. Mais que M. Rouher y prenne garde : il donne à ses espérances un essor trop prompt, trop violent et trop bruyant. Nous ne contestons pas qu'il ait quelque raison de relever son ambition, il y a deux ans abattue sous les ruines de notre patrie. Il a pu calculer ces deux chances pour sa fortune, celle de la monarchie manquant à la France et celle de la république livrée à la démagogie. Mais M. Rouher se trompe sur la réalité des sentiments qui pourraient favoriser son avidité politique. Ses amis parlent trop des bienfaits « du radicalisme impérial; » ils spéculent trop sur la part de démocratie qu'ils mêlent à la tyrannie de leur gouvernement; ils ont la maladresse de célébrer encore leur gloire militaire; ils oublient que leur César est encore à l'école, et qu'une régence de M. Rouher lui-même remplacerait mal cette autorité souverainement saisie par chacun des deux Napoléon dans la violence d'un coup d'État; ils ne comprennent pas enfin que la plus grande des malédictions qu'il leur faudrait chasser de l'âme de la nation, ce n'est pas sa haine politique, mais la colère de son patriotisme outragé, c'est-à-dire le souvenir de la France trois fois envahie et deux fois mutilée, par la faute de l'Empire. M. Rouher est-il si sûr d'assoupir, dans l'âme de nos multitudes urbaines ou même rurales, cette irritation de l'honneur français? Croit-il pouvoir convaincre la France que le soin de sa sécurité nationale, elle peut, après cette effrayante expérience et ces leçons terribles de notre histoire, le confier à l'Empire en le remettant aux mains débiles de Napoléon IV? Connait-il déjà le moyen de nous rendre supportable cette dureté du despotisme, plus nécessaire et plus rigoureux encore qu'autrefois, qu'il lui faudrait exercer sur nos libertés et nos souvenirs? Pense-t-il que l'Alsace-Lorraine pût encore reconnaître la France sous le drapeau de l'Empire? Nous ne savons. Mais nous doutons que M. Rouher ait en son pouvoir tous ces prestiges, tous ces enchantements et ces maléfices. Pour nous, nous estimons que le bonapartisme n'a qu'une force pour maîtriser jamais la volonté de la France et substituer l'Empire à la République : cette force, ce serait l'assurance imprimée au cœur de la nation que la monarchie est fatalement impossible ou pour toujours irréalisable.

Tout dépendrait d'une telle assurance, dans ces « événements imprévus » que la sagacité de M. Rouher se plaît à entrevoir. L'instabilité de la République, « ce provisoire permanent, » peut servir de prétexte ou même fournir une occasion au bonapartisme. Là réside le péril ; et c'est une des plus graves raisons pour que, dans les difficultés de l'heure présente, nous ayons tous la sagesse, nous autres conservateurs, de serrer nos rangs autour du maréchal de Mac Mahon : le septennat, disons-le-nous avec une virile sincérité, c'est la seule enceinte où nous puissions nous retrancher pour défendre la France du radicalisme et du bonapartisme, de la licence effrénée qui ruinerait notre patrie et du despotisme incapable qui l'a fait démembrer.

Cette heure critique, désirée par M. Rouher, il ne dépendrait pas de M. Ledru-Rollin que l'effroi de la France n'en offrit le bénéfice à l'Empire. M. Ledru-Rollin sort des ténèbres de sa vieillesse, de son égoïsme et de sa sinistre réputation, pour accepter les votes des démagogues au royaume de M. Naquet, dans le pays rouge de Vaucluse. Le tribun de 1848, l'insurgé de 1849, l'arbitraire dispensateur du suffrage universel, le fugitif honteux du Conservatoire des Arts-et-Métiers, vient ravir à M. Gambetta le commandement de l'extrême gauche, animer les radicaux de ses fureurs, et, s'il le peut avec sa déclamation si longtemps déshabituée des grands cris, exciter dans l'Assemblée toutes les violences qui rendent une république épouvantable aux honnêtes gens : on peut l'affirmer, quelques patelines déclarations qu'il ose faire pour rassurer les intérêts qu'il a toujours terrifiés, quelque soin qu'il mette à s'enfariner de candeur et d'honnêteté bourgeoise ; on a le droit de le prédire, quand on recueille dans l'histoire d'il y a vingt-six ans tous les souvenirs de cette vie inutile, de cette éloquence funeste, de cette âme enflée d'elle-même et de cette perversité révolutionnaire qui signale encore à la peur du pays ce nom de Ledru-Rollin. Voilà le fantôme que M. Naquet, le magicien qui l'a évoqué des régions infernales de la république, voudrait voir assis près de M. Grévy et de M. Thiers, pour prêcher à la France l'amour vertueux de la république ! On serait heureux de croire qu'il n'y a pas, sous le ciel d'Avignon, d'Orange et de Carpentras, assez de démocrates insensés et de républicains déraisonnables pour élire un homme auprès de qui les Marcou, les Turigny et les Lockroy paraissent ou des sages ou des innocents. Il y a, dans ces choix successifs de la démocratie radicale, une singulière progression du mal, que nos alarmes avaient plus d'une fois annoncée. Si M. Casimir Périer, M. Dufaure, M. Léon Say et les politiques de leur parti refusent de constater enfin, sur leurs pas et sur les nôtres, ce dan-



ger de jour en jour plus visible et plus menaçant; si, dans cet entraînement de plus en plus rapide des masses qu'ils supposent conduites seulement par le charme et le goût de la république, ils ne finissent pas par démêler la violence terrible de l'appétit social; si, pour les instruire, il leur faut des expériences tardives, et qu'ils attendent, pour s'éclairer, qu'après un Ledru-Rollin, un Félix Pyat et un pire encore viennent nous pousser tous ensemble et nous amener aux bords de l'abîme; si le centre gauche ne rompt pas nettement les attaches, même les plus légères et les moins apparentes, qui l'unissent à l'extrême gauche, dans l'Assemblée ou dans le pays; s'il ne joint pas ses forces aux nôtres, comme il le peut sur le terrain nouveau où le maréchal de Mac Mahon nous offre l'abri commun du septennat : oh ! nous aurons raison de redouter, avec de bien sombres pressentiments, l'audace destructive de M. Ledru-Rollin et, derrière lui, l'ambition brutale de l'Empire; la France peut alors descendre, de plus en plus effrayée, meurtrie et souillée, dans les voies ici sanglantes et là boueuses de la démagogie. Mais si le centre gauche s'aperçoit que, devant le péril, les honorables M. Biliotti et M. de Beauchamp représentent, pour lui comme pour nous, l'ordre, la paix civile et la société; s'il se range avec eux derrière l'institution du septennat et qu'il laisse s'opérer dans ses esprits ce qui s'opéra le 24 mai dans les événements, nous nous plaindrons moins qu'il se lève des Barodet et qu'il reparaisse des Ledru-Rollin.

Voici un an que l'Espagne fait, dans le sang et dans les flammes, l'essai de sa république. Après tant de changements, d'alarmes et de souffrances, que pense-t-elle du passé et du présent ? Que sont devenus ses songes ? Croit-elle vraiment, comme M. Castelar, que « la pire des républiques est préférable à la meilleure des monarchies ? » Est-elle prête encore à s'écrier comme lui, dans la nuit du 2 janvier : « Je mets la République au-dessus de la liberté, au-dessus de la démocratie, au-dessus de tout ? » Ou bien, lasse, effrayée, repentante, laisserait-elle comme Roque Barcia, du milieu des ruines fumantes et infectes de cette Carthagène où il avait régné, laisserait-elle échapper de son cœur ce triste aveu : « Ici, nous avons parlé beaucoup de république, de fédération, de cantonalisme, d'humanité, d'histoire, de la terre et du ciel ; dans le fait, nous avons exercé la plus odieuse tyrannie... Tout ceci prouve que les démocraties mal organisées et mal définies sont plus détestables que la royauté traditionnelle. Celle-ci est capable de créer quelque chose ; celles-là ne servent qu'à dissoudre. Si cette dissolution est ce qu'on appelle cantonalisme, je regrette d'avoir été cantonaliste. Si c'est là la république, je renie le titre de républicain. Si c'est là l'humanité-

risme, je ne veux plus être humanitaire. » A peine l'Espagne a-t-elle aujourd'hui la force de se consulter : elle est dans cet état d'inertie où la peur et le désespoir mettent les peuples fatigués de leurs désordres, incertains de leurs destinées, prêts à se confier à une tyrannie. Toute parée qu'elle soit de son nom de république, elle n'a plus ni Cortès ni libertés, elle subit l'empire d'une dictature militaire, comme elle subissait hier celui d'une dictature civile; et quel est l'homme qui l'exhorte officiellement à se contenter de ce régime arbitraire et rigoureux? un républicain d'ancienne date, M. Garcia Ruiz, son ministre de l'intérieur. Le maréchal Serrano, dit-on, voudrait que l'Espagne donnât à ses pouvoirs la solennelle consécration d'un plébiscite; et comme l'Espagne incline en ce moment vers la force qui lui promet le repos, comme les plébiscites contraignent la volonté des nations en ne leur offrant que le choix de ce qui existe ou du néant, il serait possible que Serrano obtint le consulat qu'il désire. Toutefois Serrano attend, pour provoquer cette faveur de l'Espagne, que la fortune lui sourie par delà l'Èbre, dans la bataille que Moriones va livrer à don Carlos pour reprendre Portugalète et débloquer Bilbao. Or l'entreprise est difficile; les carlistes forment maintenant une véritable armée; s'ils étaient victorieux, on ne saurait dire dans quelles difficultés Serrano aurait à se débattre à Madrid. Il a trompé les espérances des alphonsistes; il mécontente les radicaux; les républicains ont réuni contre lui toutes leurs haines : son autorité est donc bien précaire, elle dépend d'un événement.

L'Angleterre a élu son Parlement : les conservateurs ont une majorité de cinquante voix; M. Disraeli et lord Derby succèdent à M. Gladstone et à lord Granville dans ce ministère où, tour à tour, whigs et tories viennent quatre ou cinq ans occuper la présidence de leur république royale, sous la suprématie et avec l'arbitrage du prince. Il y a dans l'accomplissement de ces divers faits d'utiles enseignements pour l'Angleterre et pour l'Europe. Chose remarquable, en effet ! les mœurs de la nation ont réglé l'usage de ses libertés mieux que ses lois n'en semblaient capables : ni le scrutin secret ni l'accroissement des votes n'ont rendu téméraire sa sagesse politique; l'Angleterre n'a usé de ses nouveaux droits qu'au profit de ses traditions. Les ouvriers, loin de laisser capter leurs suffrages par les séducteurs populaires, se sont rangés du côté des conservateurs, et ils ont attesté ainsi qu'ils croyaient trouver là plus de garanties pour l'ordre, le travail et la prospérité du pays; ils ont craint d'ébranler, avec les Odger, les Miall et les Chamberlain, cette vieille monarchie anglaise qui est le plus tempéré des gouvernements de ce monde; les utopies sociales n'ont pas égaré leur imagination; ils n'ont choisi dans leur propre classe que deux hommes, M. Mac-

donald et M. Burt : encore sont-ce deux hommes d'un esprit supérieur et d'un caractère modéré, qui, après avoir fait dans les mines l'apprentissage de la vie, ont été s'instruire dans les universités. Ni l'un ni l'autre, assurément, ne ressemblent aux Albert de notre république de 1848. De même, les populations des grandes cités, celles de Londres, Manchester, Liverpool, Dublin, ont été favorables aux conservateurs : bon exemple, que, sans aucun doute, nous proposerions en vain à nos villes de Paris, Lyon et Marseille. Des causes complexes, profondes, multiples, ont contribué à cette victoire des conservateurs anglais. La principale, c'est une certaine crainte de l'essai et de l'innovation, un certain besoin de mesure et de repos. L'Angleterre s'est sentie trop agitée par les rapides et nombreuses réformes dont M. Gladstone la pressait et la fatiguait : par prudence, elle a voulu une halte, un peu d'attente et de recueillement. Il lui a semblé que M. Gladstone, s'il améliorerait réellement les finances du pays, laissait s'altérer ses principes : elle s'alarmait de le voir si timide avec les fénians, si indulgent aux socialistes, si complaisant avec les radicaux ; et plus d'un votant s'est répété, pour raffermir en sa conscience les vérités négligées par M. Gladstone, ce cri d'un loyal électeur quidisait au *Times* : « Je suis partisan du progrès politique, religieux et social, dans les limites de la Constitution. Je veux la monarchie, la Chambre haute, l'Église établie, l'éducation religieuse. » Plus d'un même, parmi les libéraux, a secondé cette réaction bienfaisante, pour empêcher qu'avec M. Gladstone l'Angleterre ne dérivât aux impétueux courants de la démocratie. L'Angleterre va donc goûter cette paix, cette sécurité du conservatisme qui lui est devenue nécessaire. On peut présumer qu'en même temps elle pratiquera à l'extérieur une politique plus active, plus indépendante, plus jalouse de son honneur national : l'opinion publique le demande à M. Disraeli et à lord Derby ; ils sauront mieux que M. Gladstone servir les intérêts de l'Angleterre dans les affaires du continent ; ils estimeront davantage l'amitié de la France : nous en avons l'espoir, mais nous l'avons sans illusions ; car tels sont, évidemment, la faiblesse de la France et l'état de l'Europe, que l'Angleterre ne pourra réparer qu'avec une lente circonspection les fautes commises par M. Gladstone en 1870.

Le voyage de François-Joseph à Saint-Petersbourg est pour tous les hommes d'État de l'Europe un grave sujet d'entretien. C'est, ce semble, l'alliance de l'Autriche et de la Russie qui se noue, par les soins mêmes du comte Andrassy et aux applaudissements de la Hongrie. Sans prétendre connaître toutes les vérités que la diplomatie des deux souverains nous dissimule, du moins peut-on dire que cette alliance apaise les ressentiments dont leur politique restait comme

armée de part et d'autre, depuis la guerre de Crimée et la dernière révolte de la Pologne : elle efface le souvenir de cette ingratitude, expiée d'ailleurs à Sadowa, par laquelle l'Autriche avait étonné la Russie et le monde ; la réconciliation est faite : François-Joseph en a déposé le gage sur la tombe de l'empereur Nicolas, en y portant une couronne de lauriers en hommage à cette ombre hautaine et irritée. Qu'y a-t-il de plus dans la pensée de ces deux grandes puissances, après cette visite courtoise et amicale ? Quels desseins se seront cachés dans la splendeur de toutes ces fêtes ? Nous laisserons volontiers aux nouvellistes les traités secrets qu'ils ont déjà transcrits ; nous ne croyons guère, nous, qu'il se forme à Saint-Petersbourg de lointains et vastes projets. L'accord de l'Autriche et de la Russie nous paraît plutôt résulter de précautions nécessaires, s'opérer pour des avantages immédiats, et se contracter dans des vues modestes. Toutes deux, avec leur armement incomplet et insuffisant, avec l'urgence de leurs travaux intérieurs et l'occupation de leurs réformes commencées, ont de la paix un besoin d'autant plus impérieux qu'elles sentent à leurs frontières une ambition hardie et des menaces toutes prêtes : or leur alliance assurera forcément cette paix que la France, elles en sont convaincues, ne peut plus ni violer ni garantir. Leur entente leur permet d'ajourner tout différend et toute guerre en Orient : en s'y imposant une trêve dans leur antagonisme, elles se procureront de ce côté tous les bénéfices d'une tranquillité réciproque. L'Autriche se ménage ainsi la certitude de ne plus voir partir de Moscou cette propagande du panslavisme qui l'inquiète en Bohême et dans ses États du Sud ; la Russie cesse de voir les espérances de la pauvre Pologne s'encourager aux confins de la Gallicie. L'Autriche se soustrait sans violence à la suprématie de l'Allemagne ; la Russie se trouve plus libre dans ses rapports d'amitié avec la Prusse. Telles sont vraisemblablement les sûretés que le prince Gortschakoff et le comte Andrassy se donnent l'un à l'autre, en unissant l'Autriche et la Russie dans les liens de l'alliance où leur intérêt présent les engage.

Quelle part M. de Bismark a-t-il prise à cet événement ? Quels sont les secrets mouvements de sa politique dans les nouvelles relations de l'Autriche et de la Russie ? A entendre les uns, il aurait préparé leur accord et dirigerait les sentiments des deux cours selon de mystérieux calculs : par exemple, il reformerait une Sainte-Alliance de l'Allemagne, de la Russie et de l'Autriche, pour préserver la paix au Nord, l'ordre en Europe et les conquêtes de la Prusse à nos frontières. Selon d'autres, M. de Bismark aurait bien été l'initiateur de ces relations, maintenant intimes, d'Alexandre et de François-Joseph ;

mais leur union se serait achevée tout autrement qu'à son gré : la prépondérance de l'Allemagne leur semblant trop pesante, ils ne se seraient rapprochés que pour s'en affranchir ; et déjà certaines gens annoncent que l'Autriche et la Russie se liguent, non-seulement pour contenir l'Allemagne dans ses bornes actuelles, mais pour réduire la Prusse à ses anciennes limites. Nous trouvons dans ces récits plus d'imagination que la réalité n'en comporte. La Sainte-Alliance dont on parle ne saurait régner qu'autant que durerait elle-même la tranquillité de l'Europe : la diversité des desseins et des besoins en détacherait bientôt l'une ou l'autre des trois puissances. M. de Bismark peut, à bon droit, sourire de la guerre que les diplomates de nos petits journaux disent presque commencée contre lui à Vienne et à Saint-Petersbourg : il n'a pas à redouter l'offensive, il le sait. On peut seulement reconnaître que l'amitié de François-Joseph et d'Alexandre trahit sur certains points ses volontés et ses prévisions : peut-être leur alliance est-elle plus particulière qu'il ne l'eût désiré et les dérobe-t-elle plus vite qu'il ne le conjecturait à la dépendance où il pensait les tenir séparément. Quoi qu'il en soit, Sainte-Alliance des trois États ou ligue défensive de l'Autriche et de la Russie, c'est, en définitive, pour l'Europe et pour la France la certitude d'une trêve de quelques années, et cette trêve se conclut d'autant plus avantageusement pour notre impuissante et chère patrie, que l'empereur Alexandre, dans un de ses toasts, convie l'Angleterre à cette œuvre de paix européenne. Certes, dans le jeu des alliances qui s'essayent là-bas, il y a pour la France un spectacle auquel sa faiblesse ne saurait rester indifférente. Le problème de notre avenir est plus diplomatique peut-être que militaire : le jour où la force sera rentrée dans ce corps blessé et dans cette âme malade de la France, où sera notre assistance parmi les nations ? Pourra-t-il se faire que de ces deux grands peuples, dont la Prusse a frappé l'un à Sadowa et dont son épée regarde maintenant l'autre, le premier nous donne son secours et que l'autre nous favorise de sa neutralité ? ou est-ce le contraire qui sera possible ? Telle est la première et la plus vraie de toutes les questions qui concernent notre destinée nationale : question bien oiseuse aujourd'hui, et difficile, oui plus que difficile, en n'importe quel temps. Nos hommes d'État n'ont maintenant ni à la poser, ni à l'examiner, ni à la traiter ; et ce n'est qu'avec la pure abnégation de l'idéalisme que la France peut maintenant l'avoir sous la perspective de son esprit. Donc sa curiosité seule, en considération de ce problème, s'intéresse aux mystérieuses négociations de Saint-Petersbourg. Silencieuse, patiente, résignée, active au travail et ferme contre le désespoir, qu'il lui suffise à pareille heure de ne pas s'effrayer ; et,

dans notre opinion, elle n'a aucun effroi à concevoir à la vue de ce qui se passe ou au bruit de ce qui se dit en ce moment dans les conseils de la Russie et de l'Autriche.

La Prusse est restée, pour ainsi dire, sous les armes, depuis sa victoire de 1870. Or M. de Moltke l'invite encore à augmenter ses troupes. Il veut qu'en temps de paix l'Allemagne ait sous ses drapeaux 401,659 soldats, répartis en 18 corps; et l'on sait qu'avec l'organisation prussienne, plus ménagère des non-valeurs que la nôtre, avec le commandement rapide et les pouvoirs militaires de l'Empereur, ce chiffre est réellement supérieur à celui de 428,000 hommes que la loi de 1872 a fixé pour notre armée. Ah ! que de leçons pour nous dans le discours de M. de Moltke au Reichstag, discours d'un général aussi fameux jusqu'à ce jour par son mutisme que par son génie ! Il dit à ceux de nos rêveurs qui songent à on ne sait quelle chimérique fraternité des peuples : « Un tribunal de droit international, s'il en existait un, manquerait toujours de la force nécessaire pour assurer l'exécution de ses arrêts : ses décisions seraient, en fin de compte, subordonnées à la décision souveraine des batailles. » Il dit à ceux de nos démocrates qui prétendent faire des épargnes sur l'argent que réclame le soin sacré de l'existence nationale : « Les économies réalisées sur le budget de la guerre durant une longue série d'années de paix sont perdues en une seule année de guerre. Je rappellerai à ce propos ce qu'à la suite d'une malheureuse campagne, la période de 1808 à 1812 a coûté à notre pays. » Il dit à ceux de nous dont l'égoïsme, sous le faux nom de liberté, dispute à l'État leur travail et leurs sacrifices : « J'estime que chaque citoyen, même le plus humble, doit fournir sa part contributive à l'État, ne fût-ce que pour qu'il n'oublie pas qu'il y a un État qui veille sur lui, et qu'en retour il a le devoir de le défendre : car l'expérience démontre qu'en général l'homme ne sait point apprécier les plus grands bienfaits, même lorsqu'il les reçoit à titre gratuit. » A ceux de nos radicaux qui croient une milice capable de résister à une invasion, M. de Moltke apprend, avec Washington, avec nos historiens mêmes, que le patriotisme ne remplace pas la discipline et que, dans les masses, le nombre ne tient pas lieu de l'instruction militaire. M. de Moltke rectifie encore une de nos erreurs, en complétant ainsi une notion bien insuffisante qui s'est accréditée chez nous depuis Sadowa : « La science seule n'élève pas l'homme jusqu'au point où il est prêt à donner sa vie pour une idée, pour l'accomplissement de son devoir, pour l'honneur de sa patrie : il faut pour cela toute l'éducation de l'homme. Nous devons nos victoires, non pas aux maîtres d'école, mais à la classe qui, faisant l'éducation de notre nation, cultive chez elle, depuis soixante

ans, la vigueur du corps et la fraîcheur de l'esprit, et enseigne à l'Allemagne l'ordre et la ponctualité, la fidélité et l'obéissance, l'amour du pays et le courage viril. » Ces vérités, nous pourrions presque remercier M. de Moltke de les avoir énoncées, tant il nous serait utile de les bien entendre et d'en faire la règle de notre conduite.

M. de Moltke, par un artifice oratoire qui importait à sa cause, a sans doute amplifié en énumérant les efforts récents et les ressources militaires de la France. Mais nous ne croyons pas, comme le croira plus d'un Allemand, qu'il ait exagéré en énumérant les soupçons ou les haines dont la Prusse victorieuse et toute-puissante est entourée, dans ce cercle de ses frontières où la touchent trois grandes nations et quatre petits peuples. Oui, c'est vrai : la France d'où arrive, dit M. de Moltke, « un cri sauvage de revanche ; » la Belgique où « il y a de la sympathie pour la France et peu pour l'Allemagne ; » la Hollande qui reconstruit sa ligne d'inondation ; le Danemark qui fortifie ses côtes ; l'Angleterre dont l'imagination voit une flotte de conquérants partir de Prusse pour aborder à ses rivages ; la Russie jalouse de garder ses provinces de la Baltique ; l'Autriche qui se souvient de Sadowa, et dont la Prusse attire à elle la population allemande, sont autour de l'Allemagne comme les sentinelles de l'inquiétude européenne ; et M. de Moltke a raison de s'écrier : « Nous sommes partout plus respectés, mais nulle part nous ne sommes plus aimés. De tous côtés nous rencontrons la méfiance. » Ce sentiment de l'Europe, c'est bien le péril de la Prusse ; et c'est le danger où succomba la gloire de la France sous les règnes de Louis XIV et de Napoléon, à des époques où, la civilisation étant moins égale, la rivalité des peuples moins vive et la constitution des nationalités moins distincte, l'idée d'une suprématie pouvait moins révolter la fierté de l'Europe ou moins troubler sa sécurité. M. de Moltke est prévoyant : « Nous ne savons pas d'avance, dit-il, si nous aurons à faire front de deux côtés ; » et, l'œil tourné vers la France, il adresse ces paroles d'avertissement à son pays : « Ce que nous avons conquis par les armes en six mois, nous devrons le protéger par les armes durant un demi-siècle, afin qu'on ne nous l'arrache pas de nouveau. » Nous aimons cette prévoyance de M. de Moltke et nous voudrions que, par l'exemple et sous l'aiguillon de la nécessité, elle fût désormais la principale vertu de la France. M. de Moltke souhaite que l'Allemagne, devenue « une nation puissante, » reste « une nation pacifique. » Il espère qu'elle pourra, « pendant de longues années, non-seulement conserver la paix, mais aussi l'imposer ; » et c'est pour lui assurer cette dictature de la paix qu'il lui demande d'être toujours prête pour la guerre. Voilà un raisonnement que nous approuvons d'un cœur sincère. Voilà un vœu qui nous sied

comme à M. de Moltke. La paix ! puisse M. de Bismark aider M. de Moltke à la maintenir ! La France en sent trop le besoin pour n'en pas vouloir garder et prolonger le bienfait avec une patriotique vigilance.

Ce discours de M. de Moltke, c'est une suite d'avis judicieux auxquels la France a le droit de soumettre l'attention de ses députés et de ses généraux. Mais il n'a pas été le seul qui ait retenti de Berlin à nos oreilles et dans nos âmes, la semaine dernière. Le lendemain du jour où le vainqueur de Sedan parlait ainsi à cette tribune du Reichstag, un des vaincus y paraissait, le dernier de ces vaincus rassemblés au Reichstag, le dernier de ceux dont M. de Moltke a ensanglanté de ses victoires et partagé la patrie. Après la force donnant ses conseils, c'était le droit avec la sainteté, de son orgueil et de ses plaintes ; c'était par la voix de M. Teutsch, l'Alsace-Lorraine disant à l'Allemagne : « Plaise au Reichstag décider que la population d'Alsace-Lorraine, qui, sans avoir été préalablement consultée, a été, par le traité de Francfort, incorporée dans l'empire allemand, soit appelée à se prononcer sur cette annexion. » Ce plaidoyer de nos cités captives et de nos provinces perdues devient une page de notre histoire, il faut la relire souvent. Soit que M. Teutsch se demande si une race civilisée a pu en contraindre une autre à vendre par un traité un million et demi de ses enfants ; soit qu'il récuse cette loi de la conquête s'exerçant, non point sur une tribu ignorante et sauvage, mais « sur un des peuples les meilleurs de l'Europe ; » soit qu'il conteste la légalité d'un contrat signé par une nation épuisée, courbée sous la violence et presque expirante ; soit qu'au nom des jurisconsultes de l'Allemagne elle-même, il réclame, pour légitimer la cession de l'Alsace-Lorraine, la ratification d'un vote ; ou qu'il s'écrie : « Notre cœur se sent irrésistiblement attiré vers notre patrie française, » et qu'il invoque le souvenir de « deux siècles de vie et de pensée en commun » ; qu'il repousse le nom de frères que l'Allemagne impose aux Alsaciens-Lorrains ; qu'il déclare injustifiables les usages de la guerre ; qu'il juge suffisant à la défense de l'Allemagne de démanteler les forteresses d'Alsace-Lorraine ; qu'il prouve que l'Allemagne a commis une grande faute, en refusant l'admiration que sa générosité lui eût méritée dans le monde entier, en excitant la défiance de l'Europe et en ouvrant une ère de luites et de représailles ; qu'il pousse enfin ce grand cri de pitié : « Rendez-nous justice, messieurs ; nous oublierons alors trois années de souffrances, pour ne plus songer qu'à votre noblesse de la dernière heure : » ce langage remue en nous bien des douleurs ; ces gémissements conviennent au deuil de l'Alsace-Lorraine ; cette protestation instruit l'Europe et se retrouvera peut-être un jour dans une de ses délibérations diplo-



matiques; et parmi les rires et les murmures du Reichstag, ces paroles que repousse la terre s'élèvent au ciel et se répandent dans la conscience humaine : le dire aux malheureux, quand on ne peut dire que cela, ce n'est pas une si vaine consolation que le croient sans doute l'audace triomphante et la brutalité assouvie. Après ce noble discours de M. Teutsch, nous ne mentionnons pas les déclarations ou incompréhensibles ou incomprises de Mgr Ræss : sans doute il en expliquera le sens ; dès ce moment, nous nous plaisons à croire qu'il a seulement voulu distinguer dans le traité de Francfort sa légalité et sa légitimité. M. de Bismark n'a pas daigné répondre à M. Teutsch. Seules, les nationalités opprimées, amenées dans ce Parlement comme l'Alsace-Lorraine par la dure main de la victoire, se sont levées autour d'elle, à l'appel de sa cause : l'une est là revendiquant sa terre natale depuis huit ans, une autre depuis dix, une autre depuis plus d'un siècle, toutes invincibles dans la tenace énergie de leur patriotisme. L'Alsace-Lorraine y siègera-t-elle longtemps ? Y demeurera-t-elle toujours, toujours plaintive et fière, toujours trahie par sa secrète espérance ? Il serait téméraire de vouloir prédire ceci ou préciser cela ; et nous n'en aurons pas la hardiesse. Au surplus, pour le faire, il faudrait non-seulement interroger Dieu, qui change les traités et qui règle les événements ; il faudrait pouvoir, d'un regard assuré, mesurer le travail de la France, ce travail par lequel les peuples, en se régénérant, aident à la Providence et forcent tôt ou tard la fortune.

AUGUSTE BOUCHER.

*L'un des Gérants :* CHARLES DOUNIOL.

# L'EXTRÊME DROITE

## ET LES ROYALISTES

### SOUS LA RESTAURATION

---

#### II

#### L'EXTRÊME DROITE ET M. DE SERRE

---

« S'il n'y avait de royalistes que ceux qui pensent comme vous, le nombre en serait trop restreint. »

(Réponse de M. de Villèle à M. de la Bourdonnaye.)

L'esprit de parti n'a rien à voir dans l'histoire. C'est la rabaisser que de lui demander avant tout des arguments pour nos discussions de politique quotidienne. Mais, d'autre part, à l'heure où nous sommes, il faudrait avoir le cœur bien libre, l'esprit bien dégagé de toutes les angoisses qui nous pressent, pour étudier et raconter le passé sans aucune préoccupation du présent. Tout en faisant de l'histoire vraie, sincère, digne, est-il donc interdit de chercher ce qui, par analogie avec la crise actuelle, peut nous servir d'expérience directe et immédiate, de montrer, dans des périls semblables à ceux qui nous menacent, les bons exemples à suivre, et surtout, ce qu'on trouve le plus souvent, les fautes à éviter? On ne fait pas ainsi de l'histoire un instrument de parti, on en fait un enseignement de politique. C'est ce qui a été déjà tenté ici même dans quelques études sur la Révolution<sup>1</sup>. C'est ce qu'il ne serait peut-être pas sans intérêt de continuer en s'attachant à une autre époque, moins violemment dramatique, mais non moins féconde en leçons : à la Restauration.

<sup>1</sup> *La question de République ou de Monarchie du 9 thermidor au 18 brumaire, et Paris capitale pendant la Révolution française* (Correspondant des 10 novembre 1872, 25 avril et 10 mai 1873).

La Restauration est l'âge héroïque du régime parlementaire en France. Les luttes de tribune et de presse ont alors un éclat, une vivacité et une franchise de couleur qui ne devaient plus se retrouver. M. de Tocqueville, dans une lettre écrite en 1842 à M. Royer-Collard, le félicitait d'avoir pu jouer son rôle sur un si grand théâtre, et il faisait, non sans envie, ni sans une sorte de découragement mélancolique, un retour sur ce qu'était devenue la vie publique pour les hommes de la génération suivante<sup>1</sup>. — Hélas ! qu'aurait-il pu dire s'il était venu encore plus tard ? — De 1815 à 1830, les partis se jettent dans le combat avec une énergie de jeunesse, et même un emportement, qui mettent en saillie leurs qualités et leurs défauts. Aussi nul temps n'est-il plus favorable pour étudier et juger chacun d'eux. Combien il y aurait à dire, par exemple, sur cette gauche bonapartiste et prètrophobe, qui se prétend libérale quand elle n'est que révolutionnaire, qui parle de droit à la tribune, et conspire dans les casernes et les sociétés secrètes ! Violente et hypocrite, ne joue-t-elle pas aux dépens de la France et de la liberté, dans le seul dessein de jeter bas les Bourbons, ce qu'après coup, un de ses journaux proclamera n'avoir été qu'une « comédie de quinze ans ? » Quant aux libéraux sincères, est-il une plus décisive épreuve pour voir où les conduisent les oppositions trop défiantes, les exigences trop absolues, la méconnaissance des transactions et des ménagements qui sont la condition de toute politique, surtout aux époques de transformation, et les alliances sans scrupule avec les partis révolutionnaires ? Les plus illustres d'entre ces libéraux n'ont-ils pas d'ailleurs confessé loyalement leurs fautes et proclamé leur repentir ? Ce n'est pas cependant, pour cette fois, de la gauche qu'on aurait dessein de s'occuper. Le parti conservateur aimerait sans doute mieux qu'on lui montrât le spectacle toujours un peu consolant et flatteur pour son amour-propre des fautes commises par ses adversaires. Mais il est plus profitable et plus viril de lui signaler celles qu'il a commises lui-même, ou qui, du moins, ont été commises en son nom et sous son drapeau. Il faut toujours faire son propre examen de conscience avant de faire celui d'autrui. Seulement il convient que la portée de cette étude ne soit pas faussée. Si l'on ne parle pas de la gauche, ce n'est pas qu'on l'absolve : si l'on ne parle que des partis de droite, ce n'est pas qu'on attribue tout le mal à leurs seules fautes. Voudrait-on même comparer les mérites, peser les responsabilités respectives de tous les partis, c'est la gauche qui devrait, sans aucun doute, être jugée le plus sévère-

<sup>1</sup> Lettre à Royer Collard, octobre 1842 (*Nouvelle correspondance inédite*, p. 205).

<sup>2</sup> Voir notamment les extraits des *Notes biographiques inédites*, du duc de Broglie, cités par M. Guizot (*Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1871).

ment et porter la part la plus lourde; c'est elle la plus coupable dans l'échec de la Restauration; et cet échec n'a-t-il pas été un grand malheur et un grand crime; n'a-t-il pas empêché la liberté d'être fondée en France comme elle l'est en Angleterre; ne nous a-t-il pas condamnés à vivre désormais, et peut-être, hélas! à mourir, d'expédients césariens et révolutionnaires? Cette réserve faite — et elle était nécessaire pour prévenir tout malentendu — il sera permis de faire porter principalement cette étude sur la conduite des hommes de droite.

La droite est un grand parti qui a pu, comme tous les autres, commettre des fautes, mais qui a sa place nécessaire, son action dans le jeu régulier des institutions libres. Elle représente des principes essentiels et des intérêts permanents. C'est une conception trop étroite de voir uniquement en elle le champion chevaleresque de l'hérédité monarchique et de la légitimité. La droite est plus encore; elle représente des forces sociales qui ne sont pas la nation entière, mais dont aucune nation ne peut se passer. En elle se trouvent les traditions de respect et d'autorité, le calme dans les positions acquises, d'où naît le désintéressement politique, l'idée de famille étendue au delà des générations vivantes, si puissante pour inspirer à chacun le soin délicat de sa bonne renommée. C'est en elle que résident au plus haut degré la puissance et la vertu nécessaires pour résister aux vices naturels de tout État démocratique. Elle est, en un mot, le corps principal du parti conservateur. Elle devrait même n'avoir pas d'autre rôle, si on avait enfin mis hors de contestation les bases constitutionnelles qui ne sauraient être, dans un état normal, le sujet ordinaire des débats politiques. L'idéal serait que ces jacobites ne fussent plus que des tories.

Mais à côté, au delà de la droite, — et trop souvent dans la droite, la compromettant et l'entraînant, — est un parti qui dit avoir les mêmes principes, et les exagère, qui montre un grand zèle pour les mêmes causes, et ne fait, en général, que leur nuire ou même les perdre. Le nom de ce parti a varié suivant les temps. Sa prétention, d'ailleurs, a toujours été de se confondre avec la droite, d'être lui-même la vraie et l'unique droite. En 1815, on disait les « ultras, » plus tard les « pointus, » la « défection » ou la « contre-opposition. » Pour plus de facilité disons l'extrême droite, bien que ce nom semble plutôt appartenir à notre vocabulaire actuel qu'à celui du commencement du siècle.

Si l'on voulait rechercher la généalogie de l'extrême droite, il faudrait remonter jusqu'aux débuts de la Révolution. On l'a vue alors à l'œuvre : elle contribue, avant 1792, à perdre la monarchie, en empêche le rétablissement après le 9 thermidor, contrarie, souvent

combat ouvertement les patriotiques efforts des grands royalistes, de Mounier, de Malouet, de Mallet du Pan, et même de Cazalès. Ouvrez au hasard les écrits de Mallet, de 1789 à 1800, vous y trouverez gravés d'une main vigoureuse et souvent irritée les traits de ce parti qu'il a rencontré sur son chemin, chaque fois qu'il a tenté de défendre ou de relever la cause royale. Il les connaît ces hommes, qui « ne se forment aucune idée de ce qu'est devenue la France; » qui « tournent dans le même cercle de visions, d'opiniâtreté contre l'évidence, de contre-sens, de divisions et d'égoïsme; » qui repoussent « toute conduite compatible avec les personnes, avec les préjugés et les intérêts du temps, avec la force impérieuse des circonstances; » qui « n'ayant pu défendre ce qui a été détruit, perdent leurs forces à vouloir ramasser chaque particule des débris, et préfèrent rester dans la rue, si l'on n'est pas exactement logé comme on l'était avant le tremblement de terre; » qui « se félicitent de l'accroissement des désordres comme d'un acheminement à la plus rapide contre-révolution. » Il faut entendre de quel accent Mallet flétrit « ces coupables écrivains qui fomentent la discorde, fécondent toutes les semences de schisme entre les amis sincères du roi et de la monarchie; » cette « école misérable de l'intolérance de parti, indigne de rien défendre de louable, parce qu'elle ne sait rien sacrifier; repoussant, outrageant, menaçant de ses vengeances ceux qui viennent à elle sans adopter toutes ses idées; anathématisant tous ceux qui ne se rencontrent pas sur sa ligne géométrique d'opinions; » en un mot, ces hommes dont « on ne put jamais obtenir la moindre politique, mais que le besoin de la haine semble tourmenter. » Pour suivi de leurs injures, il s'écrie que « ces bonnets rouges déguisés ont, à l'exemple des jacobins, leurs formules, leur régime de terreur, et jusqu'à leur père Duchêne. » Il s'impatiente et voudrait faire finir « ce déluge de sottises, » faire taire « ces impertinents pamphlétaires. » Il est tenté parfois de rire de ces extravagances; mais il s'arrête et a bientôt au contraire envie de « pleurer » en songeant que « l'on parle et agit au nom du roi. »

Telle était l'extrême droite d'alors peinte par un homme de droite, par le plus fidèle et le moins suspect des royalistes. Cette extrême droite s'est-elle continuée sous la Restauration? Parmi les anciens émigrés, qu'on trouve autour du trône relevé en 1814, il en est beaucoup que le temps a mûris, que les événements ont éclairés, et qui ont imité de près ou de loin la sage transformation de Louis XVIII, faisant en 1814 la Déclaration de Saint-Ouen après avoir écrit en 1795 celle de Vérone. Mais n'en est-il pas d'autres qui semblent n'avoir rien appris, rien oublié, et qui, demeurés sous le coup de cette sanglante vision de 1793, d'ailleurs à peine vieille de quel-

ques années, voient toujours dans le nouvel état social le spoliateur de leurs biens, le meurtrier de leurs parents et de leur roi, le persécuteur de leur Dieu. Ces ultras de la Restauration n'ont peut-être pas identiquement les mêmes théories, le même programme politique que les adversaires de Mallet du Pan. On a beau se boucher les yeux et les oreilles, on ne peut échapper entièrement à l'action du temps et des événements ; mais ce sont à peu près mêmes tendances, mêmes passions, mêmes procédés, même tempérament. Dans ce siècle mobile et bouleversé, c'est par là, plus encore que par les doctrines, que les partis sont fidèles à eux-mêmes.

Si les idées d'extrême droite n'avaient été qu'un mal passager, produit par la crise de la Révolution et de l'émigration, un moment ranimé par la Restauration, mais disparaissant avec elle, ou si ces idées n'avaient survécu qu'à l'état de culte historique, désintéressé du présent, et considérant les faits accomplis avec une résignation mélancolique, il n'y aurait pas grand intérêt à en réveiller le souvenir. Ce serait une œuvre inutile et pouvant même devenir, par certains côtés, malsaine, que de s'étendre sans nécessité sur l'aveuglement, les fautes et les extravagances d'hommes honnêtes et désintéressés, qui trouvent parfois, dans le malheur des événements, leur excuse sinon leur justification. Mais sommes-nous aujourd'hui à l'abri de tout danger de ce genre ? N'y a-t-il pas tels écrivains qui se montrent chaque jour les successeurs et les émules des hommes dont Mallet du Pan a tracé le portrait ? N'a-t-on pu les entendre, dans ces derniers temps, proposer solennellement aux députés royalistes l'exemple des ultras de la Restauration, comme si là était la vraie tradition de la droite ? La question est donc soulevée. Sans doute, dans notre Assemblée nationale, ces excitations n'ont généralement pas été écoutées. Avec une clairvoyance, un patriotisme et une abnégation qu'on ne saurait trop hautement reconnaître ni trop louer, la droite parlementaire a su, beaucoup mieux que la presse royaliste, résister à ce qu'on pourrait appeler la tentation d'extrême droite. C'est pour justifier et encourager cette sage résistance, qu'il a paru utile de considérer d'un peu plus près quelle l'a été, sous la Restauration, la conduite des ultras qu'on prétend nous offrir aujourd'hui comme modèles.

L'étude, afin d'être profitable, doit être faite de telle sorte que personne n'en puisse contester l'impartialité. Il ne suffirait donc pas de surprendre l'extrême droite dans quelque moment de crise, dans l'enivrement d'une victoire ou dans l'ahurissement du péril. Il faut la suivre dans les années relativement paisibles et régulières, quand elle devait être en pleine possession de son sang-froid, de son expérience et de sa clairvoyance. On veut en outre lui deman-

der compte de ce qu'elle a fait, non pas contre telle ou telle thèse libérale, mais contre la monarchie, non pas contre des adversaires ou des amis froids des Bourbons, mais contre leurs plus illustres défenseurs. Il est trois noms qui, à des titres divers, doivent être gravés au premier rang dans le livre d'or du parti royaliste : Serre, Villèle, Martignac. Ces ministres, se succédant l'un à l'autre, M. de Serre de 1818 à 1821, M. de Villèle de 1821 à 1828, M. de Martignac de 1828 à 1829, remplissent toute l'histoire de la Restauration, entre les tâtonnements du début et l'agonie de la fin. Différents par leurs qualités, par leur caractère et par leurs procédés politiques, ils ont, en réalité, travaillé à la même œuvre ; ils ont cherché à fonder la monarchie avec les Bourbons et la Charte. Dévoués de tradition et d'intérêt, de cœur et de raison à cette cause, en quelque sorte nés et morts royalistes, il n'ont pas connu d'autre drapeau. Aujourd'hui que, des hauteurs de l'histoire, on peut mieux juger les hommes et les choses que sur le plain-pied de la politique contemporaine, il n'est pas de conservateur éclairé qui ne regrette l'échec de l'œuvre entreprise successivement par ces trois ministres, comme un malheur irréparable pour la monarchie, la liberté et la France. Tous les royalistes revendiquent pour leur parti l'honneur d'avoir fourni, et en quelque sorte improvisé à une époque d'inexpérience générale, de tels hommes d'État ; tous sentent que lui enlever cet honneur, ce serait le déconstruire.

Quelle a donc été la conduite de l'extrême droite en face de ces trois grands royalistes ?

Destinée singulièrement émouvante dans sa brièveté que celle de M. de Serre ! Ancien soldat de l'armée de Condé, il est jeté subitement, à quarante ans, par la Restauration dans la vie politique ; porté aussitôt au premier rang par l'incomparable puissance de sa parole et par l'élévation de ses vues, président de la Chambre en 1817, ministre principal dans deux cabinets de 1818 à 1821, exilé ensuite au loin sous prétexte d'ambassade, il languit épuisé, meurtri, découragé, et meurt, en 1824, à Castellamare, sans que la France, oublieuse et ingrate, paraisse se souvenir de lui. Royaliste de race et de conviction, il est devenu, aussitôt entré dans la vie publique, un grand et sincère libéral ; sachant d'abord, de 1815 à 1819, braver les colères et les anathèmes de ses anciens compagnons d'émigration, sachant ensuite, en 1820, dès que la royauté lui paraît menacée,

sacrifier pour la défendre jusqu'à sa popularité, jusqu'à ses plus illustres amitiés, jusqu'à l'apparence de cette unité, qui est la dignité de la vie politique. M. de Serre est peut-être l'homme de la Restauration sur lequel on possède le moins de documents intimes. Mort trop tôt pour avoir été connu par notre génération, il n'a laissé ni Mémoires, où il se soit raconté lui-même, ni disciple qui ait entrepris de faire revivre la figure de son maître. Ce qu'il a pu léguer de papiers, et de correspondances, est encore le secret de sa famille. Une sèche reproduction de ses discours, voilà le seul monument qui ait été élevé à sa mémoire. Néanmoins, dans la brillante pléiade des hommes d'État et des orateurs de cette époque, aucun n'apparaît plus vivant, aucun n'éveille, après un demi-siècle, une sympathie plus émue, et l'on pourrait dire une admiration plus tendre. Il semble qu'on le voie, grand, noble d'allure, ayant dans tout son être je ne sais quoi qui attache et qui fait une impression douce et profonde ; « entre nous il y a de l'ineffaçable, » ne pouvait s'empêcher de lui écrire avec un retour affectueux Royer-Collard, après leur rupture. Au repos, il se montre parfois pensif et rêveur, avec une gravité réfléchie, mélancolique, bientôt un peu malade. Dans la lutte il semble que rien ne doive arrêter son large et puissant essor ; c'est, comme on l'a dit, un de ces oiseaux de grand vol, qui ne s'élèvent jamais plus haut que dans la tempête. Vaillant et redoutable à la tribune, il frappe sur ses adversaires de tous bords des coups terribles par la soudaineté impétueuse de son éloquence, quelquefois emporté et passionné, jamais aigri ni haineux. Il combat, d'ailleurs, la poitrine découverte, s'expose et se dépense sans mesure ; ignorant les ménagements égoïstes des habiles, les émotions feintes des rhéteurs, il se jette et se livre dans la mêlée avec toutes ses forces, mais aussi avec toute la sensibilité de son âme. Les succès brillants ne lui manquent pas, mais il souffre de la lutte, et souffre jusqu'à en mourir. Ce qu'il y a de profond, de toujours pur, de souvent douloureux dans les sentiments qui s'agitent en lui, donne même à sa voix un accent inaccoutumé dans les débats politiques, quelque chose de vibrant et de sincèrement ému, qui fait encore tressaillir aujourd'hui, quand, à travers les pages muettes d'un livre ou d'un vieux journal, on peut en ressaisir quelque lointain écho.

M. de Serre, député, président ou ministre, apparaît comme la personnification la plus éclatante de ce qu'on a appelé dans la langue parlementaire la « politique du centre. » Qu'était-ce que cette politique ?

Le plus grave problème imposé à la Restauration n'était pas ce problème, pourtant si ardu, et qui n'est pas encore résolu, de la



conciliation entre la liberté et l'autorité, entre la démocratie et la stabilité sociale. On était alors sous le coup d'un péril plus immédiat. A la suite de 1789 et de 1793, il y avait comme deux Frances : la France bourgeoise et populaire de la Révolution, restée sur le sol ; la France aristocratique de la royauté, émigrée de cœur ou en réalité. Entre ces deux Frances un abîme était creusé non-seulement par la dissidence des principes, mais aussi par des souvenirs de guerre civile et de guerre étrangère. La Révolution n'avait pas été, d'ailleurs, une simple crise politique ; pendant la longue absence de la royauté, elle avait tout bouleversé, tout transformé : institutions religieuses, sociales, militaires et administratives, lois, mœurs, traditions, jusqu'aux idées courantes, aux sentiments, aux préjugés, aux habitudes de la vie. La propriété elle-même avait changé de mains ; les biens confisqués des émigrés étaient passés à de nouveaux et nombreux acquéreurs.

En 1814, voici que le roi remonte tout à coup sur son trône. A qui le doit-il ? Qui l'a ramené ? Est-ce que le parti royaliste s'était refait peu à peu, jusqu'à pouvoir prendre sa revanche de vire force ? ou bien est-ce que ce parti, habile et résigné, s'était habitué à se faire sa place dans la nouvelle société et avait fini par y retrouver pacifiquement son influence ? Non. C'est que dans l'effondrement du pays il était apparu à tous, avec ces lumières subites qui illuminent parfois les peuples aux heures de grand péril, que le retour de la vieille dynastie pouvait seul protéger la France contre les menaces du dedans et surtout contre celles du dehors. Mais, ni les personnages, tous plus ou moins compromis dans la Révolution, qui sont, avec M. de Talleyrand, les instruments de la Restauration royale, ni l'opinion générale qui rend celle-ci possible et nécessaire, ne veulent pour cela faire capituler la France nouvelle entre les mains de la France émigrée. Est-ce ainsi que vont l'entendre tous les royalistes ? On ne pouvait pas l'espérer. Vaincus et proscrits avec la royauté, comment n'aurait-il pas paru naturel et juste à beaucoup d'entre eux de triompher et de régner avec elle, et de chercher dans la Restauration une œuvre de réparation et de restitution à tous les degrés ?

Que fera la monarchie ? Si elle satisfait ces royalistes, elle soulève la France presque tout entière contre une poignée d'anciens émigrés. Peut-on, d'autre part, demander au roi de continuer les proscriptions révolutionnaires et de traiter en ennemis ceux qui lui ont tout sacrifié ? C'est donc une de ces situations dans lesquelles les solutions absolues sont impossibles ou périlleuses, pour lesquelles il faut une politique à la Henri IV, une politique de pacification et de transaction. Telle est celle que M. de Serre et ses amis du centre

cherchent à appliquer avec plus ou moins de bonheur et de clairvoyance, mais avec une loyauté inattaquable, avec un sens vrai du péril à éviter et du but à atteindre. On définissait ainsi cette politique dans une langue un peu barbare : « Royaliser la nation et nationaliser le royalisme. » Louis XVIII exprimait en meilleurs termes la même idée et il écrivait le 29 janvier 1818 à son frère : « Le système que j'ai adopté et que mes ministres suivent avec persévérance, est fondé sur cette maxime qu'il ne faut pas être le roi de deux peuples, et tous les efforts de mon gouvernement tendent à faire que ces deux peuples, qui n'existent que trop, finissent par en former un seul. »

Cette politique du centre était une politique royaliste. Qui donc aurait contesté les sentiments monarchiques de M. de Serre, l'ancien soldat de l'armée de Condé ? M. Decazes et M. Pasquier, par leur passé ou par leur caractère, éveillaient peut-être quelques méfiances ; M. Royer-Collard ou M. Camille Jordan, malgré les gages périlleux donnés par eux après le 18 fructidor au roi vaincu et proscrit, pouvaient effaroucher quelques timides, l'un par son autorité un peu âpre et ses exigences trop absolues, l'autre par la vivacité confiante de son libéralisme ; mais ne voyait-on pas à côté d'eux des hommes comme M. Lainé ou le duc de Richelieu ? La courageuse résistance de M. Lainé avait été, au 20 mars, la suprême protestation du droit monarchique ; esprit fier et cœur tendre, incapable d'une intrigue ou d'une déloyauté, son éloquence était faite pour ainsi dire d'émotion royaliste ; il ne s'élevait jamais si haut que quand, arraché par quelque provocation de la gauche à son indolence, parfois trop longtemps silencieuse, il venait, avec des larmes dans la voix, évoquer les malheurs de la famille royale et faire vibrer dans l'âme profondément remuée de ses auditeurs, les cordes de la compassion respectueuse, du dévouement attendri et de l'indignation vengeresse. Le duc de Richelieu était l'idéal du gentilhomme ; émigré de vieille roche, sorti en 1789, rentré seulement en 1814, il n'avait aucune des passions de l'émigration ; grand seigneur, il était indépendant des coteries de caste et détestait les courtisans ; il acceptait les institutions et la société nouvelle par droiture et par bon sens, non par goût ni par intérêt, et se séparait des ultras parce qu'il était impatienté et dégoûté de leurs procédés plutôt qu'il n'éprouvait d'éloignement pour la plupart de leurs doctrines ; jouissant auprès de toutes les vieilles cours de l'Europe d'une considération qui servait de caution à la France vaincue, désintéressé et modeste, à la fois timide et courageux, simple et grand, n'ayant pas l'ambition, ayant même l'aversion d'un pouvoir où sa délicatesse était presque toujours froissée et où sa loyauté avait

trop souvent sujet de s'étonner et de s'alarmer, il ne consentait à se mêler à la vie publique qu'à contre-cœur et par dévouement au roi et au pays; non pas la plus brillante, mais peut-être la plus pure et la plus noble figure de l'aristocratie royaliste; admirablement choisi pour gouverner la France nouvelle au nom de la France ancienne, et pour les réconcilier toutes deux.

## II

La politique du centre, toute fondée sur la pacification et la transaction, devait rencontrer l'opposition de l'extrême droite. Mais quelle était l'importance, l'étendue de cette opposition? La droite s'y associait-elle? Pour répondre à cette question il faut d'abord se bien rendre compte de ce qu'était l'extrême droite. Ce serait une erreur de la concevoir comme un parti compacte, homogène, avec une organisation précise et toujours subsistante, avec des frontières fixes et faciles à déterminer entre elle et la droite. On n'y pouvait guère distinguer qu'un élément permanent : c'était une sorte d'état-major, un groupe de meneurs peu nombreux : ils n'étaient qu'une « poignée » suivant l'expression de M. de Villèle. Bien que poussant tous à la politique extrême, ces meneurs étaient loin d'être inspirés par des sentiments identiques. — Les uns étaient des hommes honnêtes mais aveugles, dont le défaut principal était d'ignorer absolument leur temps, attachés à l'ancien régime par une sorte de point d'honneur de fidélité chevaleresque; leurs idées devenaient parfois une sorte de mysticisme doucement obstiné et naïvement téméraire dont M. de Polignac sera plus tard l'effrayante personnification; visionnaires tranquilles, se croyant prédestinés par Dieu pour sauver le roi et conduisant celui-ci à l'abîme avec une confiance souriante. — Les autres étaient les violents, ceux qui, jetés par les circonstances dans les rangs du parti contre-révolutionnaire, avaient ce qu'on pourrait appeler le tempérament révolutionnaire, le goût de l'opposition injurieuse et implacable, l'âpreté d'ambition envieuse, la passion de la discorde, le besoin du soupçon et de la haine, la joie de l'excommunication, l'orgueil d'un renom d'exagération et de terreur; si bien que, sans vouloir établir de parité entre les deux opinions, ces hommes semblaient poussés dans l'extrême droite comme d'autres le sont dans l'extrême gauche. Le type de ces « enragés » ainsi que les appelait M. de Villèle, serait, sous la Restauration, M. de la Bourdonnaye. — Parmi les meneurs de l'extrême droite il y avait enfin un autre élément : ceux-ci, des mauvaises traditions de l'ancien

régime, de plusieurs années passées dans les agences secrètes, dans les manœuvres et les conspirations royalistes, avaient conservé une indifférence sans scrupule sur les moyens et les hommes qu'ils associaient on ne sait comment avec l'absolu de leurs principes, une liberté d'allures qui leur permettait d'avoir, sans devenir suspects à leurs amis, des relations et presque des familiarités avec les camps opposés; portés d'ailleurs à s'aboucher plus volontiers avec un conspirateur de la gauche qu'avec un doctrinaire du centre, avec un révolutionnaire qu'avec un libéral, en 1815 ils s'entendaient avec Fouché, à la veille de combattre le duc de Richelieu, comme sous le Directoire ils avaient traité avec Barras, tout en répudiant Mallet Du Pan. C'était chez eux une sorte de mélange des mœurs de l'homme d'aventure, des habitudes du courtisan, et des prétentions de l'homme politique. Audacieux, mais disposés à prendre l'agitation pour l'action, ils avaient un besoin d'importance qu'ils pressentaient pouvoir satisfaire plus aisément dans les intrigues d'un régime de cour que dans les luttes ouvertes d'un gouvernement libre. De tous temps le comte d'Artois avait eu la faiblesse de leur donner trop légèrement sa confiance et de leur prêter ainsi son autorité sur la portion ardente des royalistes. M. de Vitrolles était alors le plus en vue de ces personnages.

Combien de soldats ce petit état-major bariolé de l'extrême droite groupait-il derrière lui? Dans quelle mesure les mystiques parvenaient-ils à exalter les hommes de droite, les violents à les passionner, les intrigants à les exploiter? Cela dépendait des circonstances, du plus ou moins d'électricité dont était chargée l'atmosphère politique, de la disposition d'esprit, des sentiments, on pourrait presque ajouter de l'état nerveux des royalistes. Il était des moments où l'extrême-droite était réduite au groupe peu nombreux des Polignac, des La Bourdonnaye et des Vitrolles; il en était d'autres où ceux-ci parvenaient à détacher une fraction de la droite suffisante pour constituer un parti distinct, une opposition redoutable ou tout au moins embarrassante; il en était d'autres enfin où la droite troublée paraissait presque tout entière entraînée par les ultras, confondue avec elle. On verrait donc difficilement dans l'extrême droite un parti distinct et permanent; c'est plutôt comme un état de trouble d'esprit et d'exaltation de sentiment qui, suivant les conjonctures, gagne plus ou moins avant dans les rangs de la droite.

Par une fatale coïncidence, au moment où M. de Serre et ses amis entreprenaient leur œuvre de pacification et de transaction, et où il leur aurait été si précieux, si nécessaire d'obtenir le concours de leurs alliés naturels de la droite modérée, celle-ci était dans

une de ces crises qui la rendaient particulièrement accessible aux influences et aux excitations des hommes d'extrême droite. C'était le résultat des Cent-Jours, l'une des aventures les plus néfastes et les plus criminelles que l'ambition d'un homme ait jamais imposées à une nation. Les Cent-Jours, non-seulement avaient substitué aux dispositions presque bienveillantes de l'Europe en 1814, les convoitises exigeantes, l'hostilité méfiante et irritée de la coalition de 1815, et, comme conséquence, la rançon de deux milliards, la mutilation des frontières, les musées vidés, la honte et le fardeau de l'occupation étrangère. Mais les Cent-Jours avaient eu sur la politique intérieure des conséquences peut-être plus irréparables encore. Ils avaient altéré dans l'esprit d'une grande partie des royalistes, le caractère transactionnel et pacificateur du rétablissement de la monarchie.

C'était vraiment l'esprit de la Charte qui avait tout inspiré lors de la première Restauration, en 1814. L'extrême droite alors n'avait pas donné le ton; elle n'avait dominé ni au ministère, ni dans les Chambres, ni dans la presse. Si le gouvernement avait commis des fautes, et surtout des maladroites de forme plus encore que de fond, il n'avait rien fait qui ne pût être réparé et qu'il n'eût montré l'intention de réparer. La conciliation entre les deux France était en bonne voie quand avait éclaté le coup de foudre du 20 mars.

En 1815, lors de la seconde Restauration, la situation était tout autre. Les royalistes, au lieu de voir dans les Cent-Jours une surprise où l'audace d'un homme, l'éclat d'un souvenir et le prestige d'un drapeau avaient tout fait, voulurent y chercher un vaste et mystérieux complot, dont la royauté avait été la victime, et dont les trames continuaient à l'envelopper. Châtier les auteurs et les complices de ce guet-apens, en prévenir le retour, et pour cela éviter désormais toute faiblesse et toute concession, tel était le vœu, la volonté de presque tous les royalistes. On conçoit que cet état d'esprit donnât beau jeu aux meneurs d'extrême droite. Ceux-ci étaient en harmonie avec les colères et les craintes générales lorsqu'ils parlaient haut, s'écriaient que l'heure des ménagements était passée, réclamaient la réaction implacable contre les hommes et les œuvres de la Révolution, lorsqu'ils poursuivaient, en un mot, la reconstruction de la société d'après « les principes religieux et monarchiques, » formule sous laquelle on comprenait, avec quelques idées justes, beaucoup d'idées fausses, ou tout au moins impraticables et inopportunes. La Restauration n'était plus présentée par eux comme une transaction; c'était une victoire, presque une vengeance, tout au moins un châtiment.

Ces sentiments, trop répandus alors chez les royalistes, avaient fait

explosion avec une force inattendue dans les élections de 1815. Ils avaient donné dans la Chambre nouvelle, sinon la majorité, du moins une prépondérance bruyante à l'extrême droite. C'est alors qu'on commença à parler des « ultras, » et cette qualification était appliquée aux députés de la droite presque tout entière. Ceux-ci, en effet, troublés par le souvenir des Cent-Jours, exaltés ou assourdis par le fracas des violents, les suivaient, ou, tout au moins, les laissaient dire. Et puis, combien en était-il parmi ces hommes politiques, si brusquement improvisés, qui ne se connaissaient pas encore eux-mêmes ! M. de Villèle, qui sera bientôt le chef de la droite modérée, n'avait-il pas débuté, en 1814, par publier une brochure contre la Charte ?

Les éléments qui constituaient les ultras de la Chambre de 1815 étaient d'ailleurs autrement jeunes et vigoureux que ceux dont avaient pu jusqu'ici se servir les meneurs d'extrême droite. Ce n'étaient plus quelques vieux restes de la haute émigration, familiers du comte d'Artois, personnages impopulaires, souvent usés, sans influence dans le pays. Au lieu du royalisme de cour, c'était le royalisme de province, qui avait bien plus de sève, d'honneur, de sincérité, mais aussi de force violente et presque brutale. Chez ces nouveaux venus, rien de fané ni de fatigué. Leur dévouement à la monarchie avait quelque chose de rude et de hautain ; par royalisme, ils poussaient l'opposition au roi jusqu'à l'irrévérence ; pour être surpris de ce phénomène, il faudrait n'avoir vu dans l'ancien régime que la servilité frivole des mœurs de cour, et n'avoir pas su y discerner, en dehors de Versailles, cet esprit, non de liberté, mais d'indépendance fière et chagrine, à la fois austère et un peu jalouse, qui animait dans plus d'une province la petite noblesse d'épée et de robe. Ayant trouvé dans la prépondérance des Chambres et la responsabilité ministérielle l'unique moyen d'imposer à la modération prudente de Louis XVIII leurs idées, leurs passions et leurs hommes, les ultras de 1815 étaient devenus les plus exigeants et les plus impérieux des parlementaires ; ce n'est pas l'un des faits les moins remarquables de l'histoire, que de voir ces hommes d'ancien régime contribuer, plus que tous autres, à adapter d'emblée à la vieille monarchie le mécanisme de la liberté moderne. On dirait presque d'une sorte de démocratie révolutionnaire au service de la contre-révolution. Mais, s'ils se jetaient dans cette entreprise avec toute l'ardeur d'une conviction vraie, toute la fierté de leur caractère, toute l'énergie de leur virginité politique, ils y apportaient aussi l'inexpérience téméraire d'hommes qui ignoraient absolument leur temps, l'excès de passions longtemps comprimées et vaincues, qui croyaient être arrivés à l'heure de la revanche et de la domina-

tion, et cet esprit d'indiscipline emportée et imprévoyante qui avait été, depuis les champs de bataille de Crécy et d'Azincourt jusqu'à la Constituante, le défaut constant de la noblesse française. « Ce sont des fous ! » disait Louis XVIII à M. de Vitrolles. Aussi bien, l'histoire de cette assemblée n'est que trop connue ; la « Chambre introuvable » a laissé un souvenir que les ennemis de la Restauration n'ont eu garde de ne pas mettre en lumière. Ceux-ci ont même singulièrement chargé les couleurs. Parler, par exemple, de « Terreur blanche » et en faire la contre-partie de la vraie Terreur, c'est une de ces audacieuses falsifications de la vérité historique, comme en essaye parfois l'esprit de parti, avec la complicité de l'ignorance et de la badauderie publiques. Ce qui s'est dit et fait à la Chambre de 1815 compromettait plus le parti royaliste qu'il ne menaçait réellement la nation. On injurait plus la société nouvelle qu'on ne la mettait sérieusement en question. Il y avait plus de fanfaronnades et de furie oratoire que de lois mauvaises. Mais ce n'était pas moins un grand péril que l'état d'alarme et de colère où l'on jetait ainsi l'opinion, surtout quand on songe à ce qui avait été éveillé à l'autre extrémité de rancunes et de passions chez les vaincus de Waterloo et chez les pseudo-libéraux de la Chambre des Cent-Jours. La Restauration apparaissait au pays inquiet et irrité comme la revanche de l'extrême droite. Et M. de Richelieu pouvait écrire justement : « Je crois que nous aurons moins de peine à sauver le roi de ses ennemis que de ses amis. »

C'était, on le voit, le contraire même de la politique du centre. Un soir, le 17 décembre 1815, le duc de Richelieu, alors président du conseil, avait invité plusieurs membres de l'extrême droite, pour tenter de vaincre leurs résistances à la loi d'amnistie. Ne pouvant venir à bout de leur implacable obstination : « En vérité, » s'écria-t-il. « je ne vous comprends pas avec vos passions, vos haines, vos ressentiments, qui ne peuvent amener que de nouveaux malheurs. Je passe tous les jours devant l'hôtel qui a appartenu à mes pères, j'ai vu les terres immenses de ma famille dans les mains de nouveaux propriétaires, je vois dans les musées les tableaux qui leur ont appartenu : cela est triste, mais cela ne m'exaspère ni ne me rend implacable. Vraiment, vous me semblez quelquefois fous, vous qui êtes restés en France <sup>1</sup>. » Par la force des choses, la scission devenait donc chaque jour plus complète entre le centre et la droite. C'était à regret que les esprits les plus élevés du centre se voyaient engagés dans cette guerre. « Il m'est pénible, écrivait M. de Serre, de lutter contre

<sup>1</sup> C'est M. de Villèle lui-même, qui, témoin de cette conversation, en a conservé le compte rendu dans ses papiers.

ceux vers lesquels me rattache toute ma vie passée. Il m'est plus pénible encore d'être prôné par des hommes dont je déteste la conduite et les principes. » Ce n'est pas cependant qu'il hésitât. « Je n'ai jamais compté, ajoutait-il, que la route du devoir serait semée de fleurs, mais j'y suis. Priez seulement Dieu qu'il me donne la force de m'y tenir. » M. de Richelieu disait en parlant des ultras : « Après tout, ils sont royalistes, il faut gouverner pour eux, et malgré eux si c'est nécessaire. » — « Il faut les sauver malgré eux, » répétait-il un autre jour. — « Il est bien dur, » écrivait-il encore, « que nous soyons obligés de frapper des hommes qui sont à la vérité nos ennemis, mais qui ont été pendant vingt-cinq ans les défenseurs du trône et de la monarchie. Ce n'est pas sans doute notre faute, et nous ne pouvons pas faire autrement; mais la chose est tellement affligeante que je suis souvent prêt à désertir et aller me cacher au fond de quelque désert. »

Quand le duc de Richelieu exprimait ces regrets, dont l'accent est si profond et si sincèrement ému, il était inspiré sans doute par le sentiment qui l'attachait aux hommes de la droite; il faisait en outre acte de clairvoyance politique. Oui, il avait raison de croire que son programme de pacification et de conciliation pouvait seul sauver la France et la royauté. Mais il n'avait pas moins raison de regarder toujours du côté de la droite, de soupirer après son concours et d'être prêt à faire pour l'obtenir plus d'avances et de sacrifices que n'y était disposé, par exemple, son collègue M. Decazes. Il avait raison de voir avec une sorte d'effroi et de découragement anticipé, le centre entreprendre l'application nécessaire de ce programme, en ayant contre lui, — non-seulement l'extrême droite, ce qui était à prévoir, — mais aussi la droite qui aurait dû être son alliée naturelle, et qui, au contraire, par le malheur des circonstances et surtout par la faute des Cent jours, se trouvait, dès la première heure, entraînée par les ultras, mêlée, presque identifiée à eux. Comment, dans de telles conditions, la politique du centre ne sera-t-elle pas entravée, stérilisée et, qui pis est, faussée? Comment triompher des préjugés, calmer les alarmes de la France nouvelle, convaincre celle-ci des intentions conciliatrices de la Royauté, quand un démenti bruyant, passionné, provoquant, est donné par ceux qui s'attribuent le pouvoir et semblent avoir, en effet, le plus qualité pour parler au nom du Roi ou tout au moins du parti royaliste? Comment surtout, malgré les meilleures intentions, faire efficacement œuvre de consolidation monarchique et de résistance anti-révolutionnaire, quand les forces conservatrices et royalistes sont ainsi divisées les unes contre les autres dans le Parlement et dans le pays, quand la nécessité de trouver un point d'appui contre une droite



hostile, quand l'entraînement fatal de la lutte, va pousser le gouvernement à pencher à gauche? On ne saurait trop insister sur ce qu'a eu de néfaste, et hélas! d'irréparable pour toute l'œuvre de la Restauration, ce déplorable point de départ, après lequel la droite modérée, s'est trouvée dès son entrée dans la vie publique, séparée des royalistes libéraux du centre, et entraînée à la suite de l'extrême-droite, — si bien que M. de Villèle nous apparaît au début comme l'allié de M. de La Bourdonnaye au lieu d'être celui de M. de Serre.

### III

Les élections qui avaient suivi, à la fin de 1816, la dissolution de la Chambre introuvable, avaient assuré la majorité au gouvernement des hommes de centre, et constitué décidément l'extrême droite et la droite en minorité d'opposition; minorité redoutable, du reste, nullement découragée, excitée au contraire, et irritée par l'ordonnance de dissolution qui lui avait paru un acte d'hostilité dirigée contre elle par le ministère et la couronne. La conduite de M. Decazes, quelque peu différente de celle de M. de Richelieu ou de M. Lainé, n'était pas de nature à adoucir cette impression.

Tout d'abord, on ne saurait, au point de vue de l'art parlementaire, si l'on peut ainsi parler, trop admirer la vigueur de cette opposition. La surprise de l'Ordonnance, l'échec électoral qui en est la suite ne découragent pas la droite. Elle a partout une organisation de parti très-complète. Elle sait user de la presse, ce qui est rare chez des conservateurs; elle a des journaux; elle en fonde de nouveaux. Le plus illustre et le plus éclatant de tous, *Le Conservateur*, créé en 1818, compte parmi ses rédacteurs des écrivains comme M. de Chateaubriand, l'abbé de Lamennais, M. de Bonald, des hommes d'État comme M. de Villèle et M. Corbière, des grands seigneurs comme MM. de Montmorency, de Polignac, de Fitz-James, des princes de l'Église comme le cardinal de la Luzerne.

Pour diriger l'opposition dans la Chambre, les députés de la droite prennent l'habitude de se réunir chez l'un d'eux, M. Piet. Avec ce scepticisme dédaigneux et affecté, forme bizarre d'un orgueil blasé et chagrin, M. de Chateaubriand qui craignait toujours de paraître avoir pris quelqu'un au sérieux, surtout ses amis et son parti, a pu parler de cette réunion dans les Mémoires d'Outre-tombe avec une sorte de mépris. « Nous allions assez souvent, rue Thérèse, » écrit-il, « passer la soirée en délibération chez M. Piet. Nous arrivions extrêmement froids, et nous nous asseyions en rond autour d'une

lampe qui filait. Dans ce brouillard législatif, nous parlions de la loi présentée, de la motion à faire, du camarade à porter au secrétariat..... Nous débitions les plus mauvaises nouvelles..... Rentré chez moi, le long de la nuit, dans mon demi-sommeil, j'apercevais les diverses attitudes des têtes chauves, les diverses expressions des figures de ces Solons peu soignés et mal accompagnés de leur corps. » Vainement, M. de Châteaubriand a-t-il cherché rétrospectivement à jeter le ridicule sur le salon de M. Piet. Cette réunion, qui a eu une durée, une consistance, une autorité qu'aucune réunion de ce genre n'a pu acquérir dans les autres partis, était un instrument puissant et donnait à l'opposition de droite l'unité et la discipline, conditions nécessaires de toute action parlementaire efficace.

Dans le pays, outre ses journaux, la droite a tout un réseau de comités. Le parti est organisé, en quelque sorte enrégimenté, comme ne l'ont pas toujours été les autres partis conservateurs plus modérés, mais ayant une foi moins ardente et un symbole moins précis. La droite avait même, aux débuts de la Restauration, un organisme caché. On retrouvait dans le Midi et dans l'Ouest surtout un certain nombre de sociétés secrètes, vieux restes des anciennes conspirations, ayant leurs affidés, leurs mots d'ordre, leur police et souvent leurs armes : Société des Francs régénérés, de l'Anneau, des Bandouliers, Association royale du Midi, Association brctonne, Vrais amis du roi, Chevaliers du Tropique. M. Agier, qui devait être l'un des orateurs de l'extrême droite à la Chambre, disait dans un discours prononcé à la Société des Francs régénérés : « La Société des Francs régénérés n'est pas un club, puisque ses séances sont secrètes; ce n'est pas une secte d'illuminés, puisque son but est connu; mais elle doit prendre des illuminés cette discrétion absolue qui est l'âme des petites comme des grandes affaires... Ce qui a commencé la Révolution peut servir à la terminer; c'est avec le feu qu'on guérit les blessures faites avec le feu. »

Sans approuver les sociétés secrètes, on ne peut que louer la droite de savoir s'organiser. Mais peut-on louer également le tour violent, implacable, souvent peu scrupuleux que prend cette opposition. Sans doute, ce sont là des entraînements auxquels d'autres partis n'ont pas mieux résisté. Mais, ce qu'on est accoutumé à voir, sans grande surprise, ailleurs, cause plus de scandale quand on le rencontre chez les hommes de la droite. Ce scandale même est un hommage rendu à ce dernier parti, une marque de sollicitude pour l'honneur des causes qu'il représente. On est froissé, par exemple, de voir, suivant les besoins de l'opposition, ce mélange contradictoire de thèses ultra-libérales et ultra-réactionnaires. S'agit-il de combattre, en 1818, la grande et belle loi du recrutement qui fait l'honneur du

maréchal Gouvion Saint-Cyr? La droite reproche à cette loi d'être révolutionnaire, surtout parce que dans le titre de l'avancement, on n'a pas restauré le favoritisme royal et le privilège de la noblesse. Est-on, au contraire, en face des lois sur la presse, si largement et si hardiment libérales, présentées par M. de Serre, en 1819? Il se trouve des écrivains de l'extrême-droite pour imprimer dans le *Drapeau blanc*, que cette législation « étouffera la voix de l'opprimé, réduira au silence les défenseurs des libertés légitimes, rendra muets le bon sens et la raison. » *Le Conservateur* va jusqu'à dire que « les lois nouvelles sont dérisoires, perfides, pleines de pièges, et que, si elles passaient, la liberté de la presse ressemblerait à la liberté de discussion dont on jouissait dans les Chambres de Bonaparte. » Il en est dans les petites choses comme dans les grandes. Triste spectacle à considérer de loin, quand l'apaisement des passions permet de mesurer ce que produit d'aveuglement et souvent de mauvaise foi ce parti pris d'opposition! Quelques-uns, même, pour renverser le ministère, ne répugnaient pas à faire appel aux vainqueurs de Waterloo. On sait quel retentissement a eu la découverte des notes secrètes envoyées aux puissances étrangères par M. de Vitrolles.

Si les royalistes honnêtes devaient souffrir quand parfois quelques-uns de leurs alliés de l'extrême droite sacrifiaient la loyauté à la tactique de parti, les esprits sensés ne devaient-ils pas être déconcertés en voyant à la tribune et surtout dans les journaux et les brochures, la sincérité poussée jusqu'à l'extravagance et à la témérité. Des écrivains ou des orateurs, se donnant pour les interprètes du royalisme, annonçaient hautement la revanche qu'ils comptaient prendre contre la société nouvelle. Ils ne reculaient devant aucune question, si brûlante qu'elle fût : attaques contre les acquéreurs des biens nationaux, contre l'armée, contre le culte établi par le Concordat qu'on qualifiait de culte pseudonyme, prétention hautement manifestée de rétablir les privilèges aristocratiques, aspiration plus ou moins voilée au coup d'État par ordonnance, toutes ces provocations semblaient n'avoir d'autre dessein que de fournir un prétexte, d'ailleurs avidement cherché, à ceux qui s'efforçaient d'ameuter l'opinion contre la Restauration. *Le Drapeau blanc* soutenait couramment que « s'il y avait de mauvais coups d'État, il y en avait de bons, celui par exemple du roi Gustave III, changeant la constitution de la Suède, et celui de Louis XIII se débarrassant du maréchal d'Ancre. » La constitution suédoise, c'était la Charte; le maréchal d'Ancre, c'était M. Decazes. Les meneurs de l'extrême droite voulaient-ils donc et surtout espéraient-ils sérieusement renverser cette Charte? Non. Ils sentaient même au fond qu'elle était la condition vitale de la monarchie et sa meilleure défense. Ne l'avait-on pas vu à l'heure du péril, quand

Napoléon débarqué de l'île d'Elbe s'avancait à grandes journées vers Paris? Le comte d'Artois, autour duquel se concentraient toutes les agitations de l'extrême droite, n'avait-il pas jugé utile alors de faire en pleine séance royale profession de fidélité à cette « Charte constitutionnelle qui assurait le bonheur des Français? » Mais une fois hors de danger, on se soulageait en boudant ou en raillant la constitution octroyée par le roi. On s'amusait à chercher des habiletés de langage pour la maltraiter sans tomber sous le coup d'une répression pénale. Une politique qui eût abouti au renversement de la Charte se fût comprise; mais une politique la menaçant sans l'atteindre, c'était insensé. Pour quelques passions ainsi flattées à droite, on soulevait dans le pays de formidables préventions qui devaient peser non-seulement sur la droite mais sur la monarchie. Le duc de Richelieu demeurait stupéfait de ces extravagances. « Pour prouver leur dévouement au roi, ils parviennent, disait-il, à débourbonniser même les villes les plus royalistes de France. » En effet, à chaque élection partielle — la Chambre se renouvelait alors par fraction tous les ans — la droite, devenue de plus en plus impopulaire, voyait ses rangs s'éclaircir.

Mais voici le mal le plus grave : ce sont les premiers symptômes de cette tendance fatale qui pousse toute opposition d'extrême droite à se coaliser avec l'opposition de gauche pour faire échec aux modérés du centre. Dès 1817, des journalistes prêchaient ouvertement cette alliance, qui était mise en pratique dans quelques votes, au grand scandale de l'honnête duc de Richelieu. Aux élections partielles de cette époque, on entendait quelques ultras faire des vœux pour les candidats « libéraux ». « Il est bon, disaient-ils, que le ministère ait des jacobins. » En 1819, des députés de l'extrême droite s'unissaient à la gauche pour marchander la dotation proposée en faveur du duc de Richelieu, quittant pauvre le pouvoir après avoir obtenu la délivrance anticipée du territoire; si bien que le duc, froissé à juste titre d'un tel débat, faisait don de la rente qui lui était offerte aux hospices de Bordeaux.

C'est surtout aux élections partielles de 1819 que certains meneurs osèrent afficher hautement leur dessein de coalition. *La Quotidienne* soutenait qu'il valait mieux des élections jacobines que des élections ministérielles, c'est-à-dire des ennemis mortels de la Restauration que des royalistes modérés de la nuance de M. de Serre. *Le Drapeau blanc* s'écriait, pour étouffer certains scrupules, que tous les moyens étaient bons pour renverser le ministère. Les journaux de la gauche n'avaient garde de ne pas souscrire au pacte qui leur était proposé et dont ils devaient être seuls à profiter; ils déclaraient

à leur tour aimer mieux des ultras que des ministériels. Au lendemain du scrutin, l'extrême droite pouvait compter avec satisfaction les 10 ou 12 voix qu'elle avait fait perdre aux modérés du centre. Mais, en faisant un retour sur elle-même, elle devait constater que sur 18 députés de la droite soumis à réélection, il n'en était rentré que 5. La gauche, au lieu de ses 10 membres sortants en avait fait élire 35. Le marché que certains ultras avaient voulu conclure avec la gauche n'était donc pas seulement pour la droite un acte malhonnête, c'était une duperie et une sottise.

Dans quelle mesure les électeurs royalistes avaient-ils suivi le mot d'ordre des journaux de l'extrême droite? C'est ce qu'il serait peut-être difficile de préciser. Il est permis de croire que l'honnêteté naturelle du parti avait, sur plus d'un point, été rebelle aux excitations de quelques meneurs. Toutefois, la nomination dans l'Isère du conventionnel Grégoire, fait le plus saillant de ces élections de 1819, montre jusqu'où certains ultras savaient au besoin pousser la coalition. Le premier tour n'avait pas donné de résultat; Grégoire avait eu 460 voix, le candidat ministériel 350, le candidat de droite 220. Au second tour, le nombre total des votants fut le même; Grégoire eut 548 voix, le candidat ministériel 362, le candidat de la droite 110. Ainsi près de 100 électeurs d'extrême droite s'étaient reportés sur Grégoire, aimant mieux élire un « prêtre régicide » que ne pas faire échec à un royaliste de la nuance de M. de Serre. « Ce sera, disaient-ils hautement, la goutte d'eau qui fera déborder le vase, et maintenant on peut tenir le ministère pour perdu. » En effet, les journaux du parti faisaient aussitôt entendre un long et violent cri de scandale et d'indignation; ils n'attribuaient cette élection qu'à la politique ministérielle. « N'accusons pas l'abbé Grégoire, disait *le Conservateur*, accusons le ministère. » Puis, il esquivait le reproche qui pouvait être adressé aux électeurs d'extrême droite par un redoublement de violence contre les ministres : « C'est la faute des royalistes! s'écriait-il ironiquement. On connaît ce langage : Ne sait-on pas que depuis 1793, les royalistes ont tout fait? Ils ont brûlé leurs châteaux, ils se sont guillotiné eux-mêmes pour calomnier le peuple... Courage! Accusez les victimes, c'est la vieille tactique des tyrans... Nous savons que ceux qui parlent aujourd'hui des royalistes, comme on en parlait à la Convention, n'ont pas commis les excès de nos anciens révolutionnaires. Non, sans doute. Il y a des hommes qui sont restés purs aux yeux de la justice humaine, parce qu'ils ont été trop lâches pour exécuter les forfaits dont ils nourrissaient le désir; mais la justice divine les verra d'un autre œil, et le crime du cœur de ces hommes, pesé dans la balance éternelle, s'augmentera de tout

le poids de leur infâme innocence. » Pendant ce temps, Louis XVIII écrivait à un de ses ministres : « C'est une consolation pour moi de penser qu'un jour l'histoire, qui, à la longue ne flatte personne, dira à qui nous sommes redevables d'un pareil choix. »

## IV

Est-ce à dire que cette opposition sans mesure et trop souvent sans scrupule, ait toujours convenu à la droite entière? Il était naturel que M. de la Bourdonnaye s'y complût. Avait-il au fond des vues bien arrêtées? Quoi qu'il en fût, il aimait le bruit. Rien ne lui était plus agréable que cette renommée d'homme terrible, d'orateur implacable, de théoricien absolu, dont il jouissait dans les salons du faubourg Saint-Germain et dans les châteaux de la Vendée. Ses violences n'étaient pas improvisées sous le coup d'une irritation subite dont sa parole ne pouvait se rendre maître; il y avait bien plus de préméditation; tous ses discours étaient écrits. L'apreté de son caractère le poussait naturellement à ce rôle d'adversaire forcené. « Le comte de la Bourdonnaye, jadis mon ami, dit M. de Chateaubriand dans ses Mémoires, est bien le plus mauvais coucheur qui fut oncques; il vous lâche des ruades siôt que vous approchez de lui; il attaque les orateurs à la Chambre comme ses voisins à la campagne; il chicane sur une parole comme il fait un procès sur un fossé. Le matin même du jour où je fus nommé ministre des affaires étrangères, il vint me déclarer qu'il rompait avec moi : j'étais ministre. Je ris et je laissai aller ma mégère masculine, qui, riant elle-même, avait l'air d'une chauve-souris contrariée. »

Mais si cette opposition était dans les goûts de M. de la Bourdonnaye, qu'en pensaient les esprits plus modérés et plus politiques? Ceux-ci, sous le coup des Cent-Jours, dans le premier moment de trouble et aussi d'inexpérience, avaient pu se laisser entraîner à la remorque des violents et des bruyants. Mais, plus ces hommes, en s'éloignant de cette époque, reprenaient possession d'eux-mêmes, et connaissance de ce qui les entourait, plus tendait à se faire une séparation, ou tout au moins une distinction entre eux et les ultras, entre la droite et l'extrême droite. Un homme surtout devait y contribuer.

Quand les élus de 1815 étaient arrivés à Paris, personne n'avait dû faire attention, sur les bancs de la droite, à un gentilhomme de Toulouse, d'un nom obscur, d'apparence assez terne et chétive, petit, mince, aux traits aigus, à l'accent nasillard, modeste et simple

dans sa manière d'être, dont l'allure, un peu gauche et provinciale, n'avait ni l'élégance du seigneur de cour, ni l'aisance du Parisien; en un mot n'offrant rien de ce qui attire d'abord la vue. Si, cependant, on l'eût considéré plus attentivement, on eût été frappé de la vivacité curieuse et un peu méfiante, de la lucidité pénétrante de son regard. A peine était-on réuni depuis quelques semaines, qu'on remarquait dans les délibérations intérieures du parti, dans les commissions de la Chambre, son assiduité laborieuse, la perspicacité de son coup d'œil, la finesse et la justesse de son bon sens, son jugement sain, son instinct sûr de la tactique parlementaire, son savoir-faire, son sang-froid, le soin avec lequel il étudiait toutes les affaires que les paresseux négligeaient et sur lesquelles les beaux esprits parlaient sans les connaître; non qu'il eût un grand fonds d'instruction au moment où, à quarante-deux ans, il se trouvait jeté dans la vie publique; sans culture et presque sans goût littéraires, il ne savait que les affaires, encore ne les apprenait-il qu'au fur et à mesure par la pratique, allant rarement au delà; mais il apportait dans cette étude une souplesse merveilleuse aidée par une application soutenue. A la tribune, ce n'était pas un orateur; il n'avait ni la voix ni le geste; il semblait plutôt fuir tout ce qui est pour les autres matière à éloquence : passions à remuer, principes à développer de haut; la grâce et l'élégance n'étaient pas non plus son fait; et cependant on ne pouvait entendre, sans en ressentir l'action et l'ascendant, cette parole aisée, nette, lumineuse, habile, pénétrante et insistante; il n'entraînait pas, il persuadait; il n'éblouissait jamais, il éclairait toujours. Aussi, peu de semaines ne s'étaient pas écoulées que, même au milieu des violences bruyantes de la « Chambre introuvable, » ce petit gentilhomme, naguère ignoré, était devenu l'un des personnages les plus importants de la droite. Son nom désormais était connu partout : c'était M. de Villèle.

M. de Villèle avait l'ambition des esprits supérieurs. Il voulait faire des royalistes un parti compacte, homogène et discipliné, dont il serait le chef. Il avait, pour cette œuvre délicate, des aptitudes rares qui étaient en lui naturelles, comme le don de l'organisation et du commandement militaires chez les grands généraux. Mais il n'était pas homme de faste ni de bruit. Il ne cherchait pas à exercer son ascendant avec fracas. Habile à ne pas froisser ses rivaux, il cherchait à s'insinuer peu à peu comme l'homme nécessaire, plutôt qu'à s'imposer de haute lutte comme l'homme supérieur. « Ce n'est pas de briller, mais de gouverner qu'il se soucie, » disait plus tard de lui M. Bertin, en causant avec M. Guizot; « il serait ministre des finances dans la cave de son hôtel aussi volontiers que dans les salons du premier étage. »

Dans quel sens M. de Villèle va-t-il user de l'ascendant qu'il a conquis dès le premier jour, et qu'il a su ensuite développer et affermir? Par son origine, son passé, ses habitudes d'esprit et de vie, il se rattachait à l'ancien régime. Il n'avait pas assez d'élan d'imagination ni d'indépendance de pensée pour avoir jamais eu de velléités libérales, tant qu'il n'était pas entré dans la vie publique et que les idées nouvelles ne lui étaient pas encore apparues par leur côté de nécessité pratique. Son premier acte politique, on l'a dit, avait été, en 1814, une brochure où il reprochait à la Charte annoncée, et non encore promulguée, d'être une machine d'importation anglaise, « qui coûterait plus à établir que notre ancienne organisation ne coûterait à réparer. » En 1815, il s'était trouvé mêlé aux ultras. Mais il y avait chez lui une modération naturelle qui lui faisait répugner à tous les excès, un discernement du possible et un besoin du succès honnête; il s'écartait par une sorte d'instinct des impasses ou des chemins conduisant aux abîmes; ne se laissant d'ailleurs troubler ni par la haine, ni par les affections exclusives, il ne voyait que la réussite des affaires dont il était chargé. On conçoit que la politique des la Bourdonnaye, l'opposition forcée et téméraire où les ultras entraînaient la droite convinssent peu à une telle nature. Il était naturel qu'il s'en éloignât de plus en plus, à mesure que son esprit sagace se rendait mieux compte des nécessités et des périls du moment. Ne devait-il pas d'ailleurs ressentir chaque jour plus de goût pour le nouvel état social, pour le gouvernement constitutionnel, non par une sorte de méditation doctrinale dont il ne se souciait guère, mais par l'expérience pratique de la force qu'il y puisait pour lui-même et pour son parti. Avant 89, ce petit gentilhomme de province aurait-il pu même faire parvenir son nom à Versailles? Avec le régime parlementaire, qu'il avait repoussé d'abord comme une « importation anglaise, » avec la liberté et l'égalité, qu'il avait été naguère habitué à considérer comme des innovations quelque peu révolutionnaires, il était au contraire à la veille de devenir très-honnêtement le premier personnage de son parti, et l'un des premiers de son pays. « Ainsi, a dit très-justement M. le duc de Broglie, s'était opérée dans l'esprit de M. de Villèle une sorte de réconciliation tacite, sinon avec le principe abstrait, au moins avec les résultats pratiques de la société moderne. Ce ne fut point une adhésion éclatante comme celle dont M. de Serre avait fait retentir la tribune, ce fut au contraire un rapprochement à petit bruit et à petit pas dont il ne convint jamais tout haut, dont il ne se rendit peut-être jamais bien compte, mais dont il recueillit promptement les fruits, et dont il essaya de faire discrètement partager les avantages à la royauté et à ses amis. »

S'étant modéré et éclairé ainsi peu à peu lui-même, par un tra-



vail intérieur qui faisait le plus grand honneur à sa perspicacité et à sa droiture, M. de Villèle devait en effet chercher à modérer et à éclairer les royalistes qui l'entouraient. Chez plusieurs d'entre eux, d'ailleurs, une transformation analogue s'opérait d'elle-même. La noble prétention de M. de Villèle était de faire de la droite, non plus seulement une coterie de cour, ni une faction contre-révolutionnaire, mais un grand parti politique, plus encore, un parti de gouvernement, c'est-à-dire un parti ayant autre chose que des passions ou des haines, des aspirations ou des regrets, ayant un programme applicable.

Seulement, il se heurtait à de grands obstacles : c'étaient la prépondérance que les événements avaient permis à l'extrême droite de prendre, la façon dont les ultras avaient compromis la droite à leur suite, et l'état d'hostilité qui en était résulté entre celle-ci et le centre. Les passions étaient enflammées, les ressentiments excités, les habitudes de combat en quelque sorte déjà prises. C'était donc en pleine bataille, dans l'animation et l'amertume d'une lutte engagée, que M. de Villèle devait faire entendre à son armée des paroles de raison et de modération. La difficulté était grande; il la sentait. Au lendemain même de l'Ordonnance de 1816, quand la droite se trouvait définitivement constituée en minorité opposante, il écrivait dans une lettre intime : « De notre côté il y a de l'exaspération et il faudrait de la modération. Serons-nous assez forts? Serons-nous assez sages? » Il voyait que les ardents, tout en subissant sa supériorité, le tenaient en suspicion. Dans une lettre écrite le 1<sup>er</sup> novembre 1816 à madame de Villèle, il rapportait ainsi la manière dont les royalistes parlaient de lui : « C'est, disaient ces royalistes, le chef que nous mettons à notre tête, mais nous ne sommes pas sans inquiétude sur la facilité de son caractère : on l'a trompé l'an passé sur la loi d'élections. Nous nous donnons tous à lui; mais nous le lâchons à l'instant s'il ne marche pas d'un pas droit et ferme dans notre voie. »

M. de Villèle n'était pas homme à brusquer son parti pour lui imposer ses idées. Il cherchait à le diriger; s'il n'y parvenait pas, il tâchait au moins de le contenir; si cela même n'était pas possible, il cédait, mais sans se décourager; ayant la persévérance, à défaut d'énergie, il espérait regagner plus tard le temps perdu. Avant tout, il ne voulait pas se séparer de ses amis, quelque responsabilité qui en résultât pour lui. Il y avait là une fidélité honorable qui pourrait même être le dernier mot de la vertu politique dans un temps régulier. Mais était-ce suffisant dans cette terrible crise pour sauver les royalistes et la royauté? N'aurait-il pas fallu une nature plus héroïque, qui n'eût pas redouté au besoin la lutte contre son propre parti, une volonté plus puissante, plus impérieuse même à force de conviction, de confiance en soi et de courage? Quand M. de Villèle

sera devenu ministre, il lui en coûtera bien cher de ne pas savoir résister et commander à ses amis. Pour le moment, chef d'une minorité opposante, il était déjà à chaque instant contrarié par des exagérations qu'il désapprouvait, mais qu'il ne pouvait ni prévenir ni réprimer. Tantôt c'était une tactique habile qui se trouvait subitement compromise et déconcertée par l'incartade de quelque orateur de l'extrême-droite; tantôt, en décembre 1817, en juin 1819, c'étaient des ouvertures de rapprochement qui lui étaient faites par le gouvernement du centre : il était pour sa part disposé à s'y prêter; il comprenait que dans l'union de tous les royalistes modérés était le salut; mais il se sentait retenu par les irréconciliables de son parti.

Toutefois, M. de Villèle serait peut-être venu à bout de faire écouter ses conseils de sagesse s'il n'avait eu à agir que sur des députés. Ceux-ci savent que le dernier mot de la politique n'est pas de satisfaire les passions de quelques amis; que ce qu'il importe au contraire, c'est de se placer sur le terrain le meilleur pour triompher des adversaires qu'ils ont en face d'eux, pour dominer les événements au milieu desquels ils vivent, pour se faire écouter et accepter de la Chambre et du pays devant lequel il faudra toujours finir par comparaître. Ils ont l'impression constante et salutaire de la responsabilité. Ils connaissent, pour en subir immédiatement les conséquences souvent désastreuses, l'inconvénient des fausses démarches, le péril des actes téméraires. Ils sont facilement amenés à comprendre les difficultés pratiques, à se plier aux exigences des hommes et des événements, à accepter la direction de ceux qui ont fait leurs preuves d'habileté et de tact politique. C'est pourquoi M. de Villèle, dans la Chambre, bien que n'ayant aucune chance de convertir M. de la Bourdonnaye et ses amis, était en bonne voie de constituer autour de lui, et en dehors du petit groupe des extravagants, une droite modérée.

Mais, il y avait dans le parti royaliste autre chose que les députés : il y avait les journaux.

## V

C'est la tendance naturelle de la presse, surtout dans les opinions extrêmes, de faire toujours enchère de violence avec la fraction ardente du parti auquel elle appartient. Tout l'y pousse : l'entraînement de la polémique, la facilité plus grande de faire du bruit avec des thèses absolues et des attaques à outrance qu'avec du bon sens et de la modération. Le journaliste n'est pas arrêté par la responsabilité de l'action. S'il se croit responsable, ce n'est que vis-à-vis

de sa clientèle, et, dans celle-ci, c'est naturellement la partie la plus emportée qui fait le plus sentir sa pression et ses excitations. Flatter les passions d'une coterie devient donc sa préoccupation première. D'ailleurs, au moment même où il fait ainsi acte de faiblesse intéressée, il acquiert auprès des badauds, par ces témérités fanfaronnes et provocantes, qui ne font le plus souvent courir de danger qu'à sa cause, une sorte de renom de courage.

La presse de droite a souffert de ce mal presque autant que la presse de gauche. Elle en souffrait déjà sous la Révolution, et, surtout après le 9 thermidor, à cette époque où les journaux ont exercé une influence exceptionnelle<sup>1</sup>. Elle en souffre aussi sous la Restauration. Pendant que M. de Villèle cherchait et parvenait dans une certaine mesure à modérer la droite parlementaire, tous les journaux royalistes au contraire, poussaient à l'opposition sans merci, telle que la voulait l'extrême droite; ils le faisaient sur un ton qu'on aurait cru ne devoir rencontrer que dans les feuilles révolutionnaires; c'étaient *le Conservateur*, *la Gazette de France*, *la Quotidienne*, aux allures un peu vieillottes, que la caricature représentait généralement sous les traits d'une antique marquise, et *le Drapeau blanc*, plus jeune, mais plus violent encore, plus audacieusement réactionnaire. L'exemple de cette polémique à outrance, qu'il y aura tant de fois lieu de signaler dans la presse royaliste, était d'ailleurs donné de haut. Ce serait sans doute faire à l'extrême droite un honneur qu'elle ne mérite pas, que de lui abandonner M. de Chateaubriand. Il y avait chez ce dernier des idées hardiment libérales qui creusaient un abîme entre lui et les ultras. C'est lui qui, le premier, dès 1816, à une époque où M. Royer-Collard lui-même tâtonnait encore, a posé, dans *la Monarchie selon la Charte*, les vrais principes du gouvernement représentatif. Mais si M. de Chateaubriand ne s'est jamais confondu avec l'extrême droite, il a été souvent son allié dans l'opposition. S'il n'était pas avec elle en communion de doctrines, il a plus d'une fois partagé ses passions. Soit dans ses brochures, soit dans les colonnes du *Journal des Débats* ou du *Conservateur*, il a contribué beaucoup à inaugurer, ou du moins à développer et acclimater cette façon de soutenir les doctrines royalistes dans une langue révolutionnaire, de mettre une sorte de violence populaire au service des opinions de bonne compagnie. Seulement l'incomparable pamphlétaire relevait ce qu'il y avait d'excessif dans ses invectives, ses sarcasmes et ses injures, par ce je ne sais quoi qui est la marque du génie. Il était parfois grossier, jamais vulgaire. Ses plagiaires ne prenaient que sa violence.

<sup>1</sup> Voir l'article sur *La question de République ou de Monarchie du 9 thermidor au 18 brumaire* (Correspondant du 25 avril 1875).

On s'imaginerait volontiers que ces journaux étaient toujours rédigés par des fanatiques qu'emportait l'ardeur de leurs convictions politiques et religieuses. On trouverait même là une sorte d'excuse et de consolation. Mais s'il en était parfois ainsi, il y avait de piquantes et même d'étranges exceptions. A la tête de la vénérable *Quotidienne*, elle-même, ne voit-on pas M. Michaud, royaliste fidèle sans doute, désintéressé, ayant prouvé son courage aux heures du péril, pouvant se vanter d'avoir été condamné à mort par le Directoire et qualifié de « mauvais sujet » par Napoléon ; mais bien certainement le rédacteur en chef qui ressemble le moins à son journal ? A considérer cet Athénien aimable, narquois, léger, d'une conversation parfois un peu risquée, bien que toujours de bonne compagnie, dégagé des préjugés étroits, goûtant fort les libres rapports avec les hommes d'esprit de toute opinion, croyant, et cependant racontant lui-même qu'arrêté sous la Révolution et pensant être à la veille de mourir, il avait lu comme livre de suprême consolation les *Essais* de Montaigne, — on était tenté de se demander ce qu'il faisait dans un tel parti et à la tête d'un tel journal. Sa sincérité et son honnêteté sont hors de cause. Mais, n'était-il pas poussé dans l'opposition extrême, moins par l'absolu de ses opinions que par la pente d'un esprit malicieux et épigrammatique ; journaliste habile, écrivant peu et brièvement, mais visant juste ; parfois cruel, sans jamais être en colère ; faisant une guerre implacable en souriant, souriant de ses amis parfois autant que de ses adversaires. M. Laurentie personnifiait mieux la *Quotidienne*. Mais ne retrouvait-on pas à côté de lui, dans le même journal, M. Fiévée, dont la profondeur de conviction paraissait plus douteuse, esprit mobile et piquant, audacieux et agressif par impertinence plus que par emportement ; et enfin, en sous-ordre, quelques écrivains plus jeunes ; parmi ceux-ci, plusieurs, comme M. Malitourne, M. Capéfigue, M. Véron, qui devait être un jour l'auteur sensualiste des *Mémoires d'un bourgeois de Paris*, étaient peut-être moins les habitués des églises que des théâtres. Certains abonnés de province étaient cependant convaincus que tous les rédacteurs dont ils lisaient dévotement les articles étaient des abbés. Cette confiante méprise, paraît-il, amusait beaucoup M. Michaud.

Il serait plus curieux encore de pénétrer dans les bureaux du *Drapeau blanc*, le pur entre les purs, le plus enflammé et le plus intolérant des défenseurs du trône et de l'autel, celui qui menait hardiment et bruyamment la campagne de l'extrême droite. A côté de quelques hommes sérieusement et sincèrement exagérés comme MM. de Lamennais et O'Mahony, qui, d'ailleurs, ne collaboraient que par occasion, on y trouvait de beaux esprits frivoles et sceptiques tels que M. Charles Nodier. Mais celui qui faisait tout, écri-

vait tout, avec une énergie et une verve d'ailleurs fort remarquables, celui qui était à lui seul *le Drapeau blanc*, c'était M. Martainville, l'auteur bouffon et peu austère de *Grivoisiana* et du *Pied de mouton*, le boute-en-train de la *Société des déjeuners des garçons de bonne humeur*, nullement méchant, mais homme de plaisirs sans choix, vivant d'expédients et d'aventures, criblé de dettes, sorte de devancier des héros de la « vie de Bohême. » On se demande dans quel état d'esprit il était, quand, à la pieuse et compatissante édification des honnêtes royalistes qui dévoraient son journal, il terminait ainsi un article où il se plaignait des procédés de M. de Villèle à son égard : « Oh ! mon Dieu ! quand les chrétiens, pour supporter de cruelles épreuves, ont besoin de chercher des forces ailleurs que sur la terre, ils pensent à tout ce qu'a souffert le Sauveur du monde. »

Tels étaient quelques-uns des journalistes qui tenaient M. de Villèle en échec quand celui-ci voulait ramener les royalistes à une politique plus sensée et plus modérée. Le chef de la droite écrivait, tout découragé, dans une de ses lettres : « On trouve ici que *le Drapeau blanc* fait plus de mal que de bien. On a fait ce qu'on a pu pour l'engager à aller dans un sens plus modéré. Il a refusé net. » La raison de M. Martainville était bien simple. Un jour que M. de Villèle lui reprochait sa violence : « Il faut bien croire que j'ai raison, disait-il, car plus mes articles sont violents, plus *le Drapeau blanc* gagne d'abonnés. »

## VI

En face de cette opposition, que devenait le gouvernement du centre, que faisaient M. de Serre et ses amis ? Ils inspiraient assez de confiance à l'Europe pour obtenir, au bout de quinze mois, la libération anticipée de l'occupation étrangère ; ils supprimaient peu à peu toutes les lois d'exception portées après 1815, et, au bout de quatre ans, le pays était remis en pleine possession de ses libertés constitutionnelles ; enfin ils faisaient voler quelques-unes de ces rares et grandes lois qui survivent aux circonstances, comme la loi de recrutement et les lois de la presse. Toutefois il était évident que leur œuvre était faussée et en partie stérilisée par la scission produite entre ce qui aurait dû constituer la droite modérée et les monarchistes du centre. Il leur fallait faire du royalisme sans les royalistes, comme, à d'autres époques, on a pu tenter de faire de la république sans les républicains : épreuves souvent honnêtes, par-

fois nécessaires, mais qui réussissent rarement. Entre les deux oppositions de gauche et de droite, l'assiette du gouvernement n'était pas assez large.

Sa force parlementaire était tout entière dans l'éloquence de M. de Serre, le premier orateur de ce temps. Il faut le voir dans tout l'éclat de cette session de 1819, étonnant par la soudaineté de son improvisation, autant que par sa faculté de méditation ; sachant tantôt traiter avec ampleur les thèses de la philosophie sociale et politique, tantôt jeter en pleine bataille de ces paroles de feu qui foudroient un adversaire, ou enflamment une assemblée. Exposé aux attaques de toutes parts, il semble parfois presque seul ; mais il fait face à droite, à gauche, porte d'un côté, puis de l'autre des coups terribles. Spectacle étrange que celui de cet homme gouvernant par des victoires de tribune ! On dirait quelque légende de ces chevaliers héroïques qui, à grands coups d'épée, tenaient tête à des armées entières. Mais une telle lutte pouvait-elle durer indéfiniment ? Celui d'ailleurs qui la soutenait à lui seul, s'y épuisait. Le secret de son action sur la Chambre était précisément que l'homme tout entier se livrait en même temps que l'orateur. Ces émotions qui bouillonnaient dans l'âme ardente de M. de Serre, et qui lui arrachaient ces cris puissants, irrésistibles, n'étaient pas des jeux de mise en scène, ou des feintes d'histriion. Chaque soir, il sortait de la Chambre plus douloureusement meurtri, plus profondément atteint aux sources mêmes de la vie ; et ses amis, écoutant le bruit de sa poitrine haletante, pouvaient mesurer avec effroi sur son front pâli, sur ses tempes où suintaient des gouttes de sueur, le progrès du mal intérieur qui le dévorait. Avant la fin de 1819, les médecins déclaraient ne pas répondre de sa vie, s'il n'allait passer l'hiver sous un climat plus doux.

On ne pouvait guère espérer que dans l'entraînement de sa lutte contre l'attaque souvent excessive des ultras, le gouvernement du centre ne portât pas des coups trop forts, et ne penchât jamais du côté opposé. Il ne comprenait peut-être pas toujours assez le péril qu'il y avait à irriter la droite, à la rejeter ainsi plus encore dans l'extrême droite, et l'avantage qu'il y aurait eu au contraire à la rallier. Privé de l'appui que, en temps régulier, il aurait dû trouver de ce côté, inquiet de se voir une base trop resserrée, il était parfois tenté pour l'élargir, de s'étendre un peu à gauche. D'ailleurs, dans les luttes de ce genre, quand les passions sont soulevées, les partis modérés et intermédiaires arrivent bien difficilement à fixer l'opinion sur eux ; aussi le ministère s'apercevait-il trop souvent qu'en se défendant contre la droite il avait travaillé non pour lui-même, mais pour la gauche.

On sait quel usage devait faire la gauche des forces qu'elle se trouvait ainsi acquérir. Dans l'échec de la politique du centre, elle est plus coupable encore que l'extrême droite. M. de Serre, M. de Richelieu, M. Decazes n'avaient-ils pas été au-devant des libéraux une branche d'olivier à la main, leur offrant la liberté, ne leur demandant que d'accepter loyalement la monarchie, apportant même, pour gage de leur sincérité, leur rupture avec la droite ? Comment a-t-il été répondu à cette avance confiante ? La conduite de la gauche est maintenant connue, et, grâce à Dieu, jugée. Il est peu de choses aussi laides dans l'histoire des partis. Au parlement, sans souci de fonder sincèrement la liberté, la gauche ne cherchait qu'à soulever les questions irritantes et stériles qui pouvaient entretenir les préjugés, aigrir les animosités, enflammer les colères contre les Bourbons. Toutes les franchises qu'on remettait entre ses mains, elle s'en servait aussitôt pour faire son œuvre de destruction. Au dehors, elle préparait de compte à demi avec les bonapartistes, des conspirations de caserne. Son idéal était une insurrection militaire « libérale » à la façon de l'Espagne : elle flattait et excitait le soldat ; elle s'attachait partout aux généraux mécontents pour en faire des députés et des chefs de parti ; tentant ainsi au nom d'une liberté menteuse, la perversion du devoir militaire, crime analogue à celui que devait perpétrer, au nom de l'ordre, l'auteur du 2 Décembre.

C'est une situation singulière que celle de M. de Serre et de ses amis. Ils veulent sincèrement, ardemment la monarchie et la liberté, et ils sont accusés par la droite de sacrifier la monarchie à la liberté, par la gauche de sacrifier la liberté à la monarchie. Sous le coup de cette double attaque, le ministère est chaque jour plus ébranlé. Spectacle décourageant et trop fréquent, hélas ! dans notre temps et dans notre pays, de l'impuissance des modérés contre les passions des partis extrêmes ! Pour reprendre des forces, il faut évidemment que le centre trouve des alliés d'un côté ou de l'autre. Au début, sous l'impression du souvenir laissé par la Chambre introuvable, alors qu'il était frappé presque exclusivement du péril de contre-révolution, il a pu être tenté de chercher ce point d'appui à gauche. Telle était la tendance de M. Decazes qui sentait qu'à droite on ne lui pardonnerait jamais l'Ordonnance de 1816. Mais, à mesure qu'apparaît plus menaçant le péril d'une révolution, à mesure que se montrent les sentiments vrais des hommes de la gauche, les royalistes du centre comprennent que là ne peuvent être leurs alliés. Il faut voir comme M. de Serre, si hardi, si confiant cependant dans sa bonne foi libérale, retire, indigné, la main qu'il avait tendue, quand il aperçoit le défaut de sincérité de la gauche et ses arrière-pensées sournaises ou violentes de renversement ; il

faut entendre par quel éclat d'éloquence vengeresse il rompt alors avec elle ! M. Lainé, l'un des premiers s'était arrêté, inquiet, troublé, et avait tenté de revenir sur ses pas ; M. Molé, ensuite. Quant au duc de Richelieu, qui dès la fin de 1818, avait quitté le ministère, il écrivait d'Aix-la-Chapelle à ses amis demeurés au pouvoir après sa retraite : « J'aime encore mieux l'exaltation royaliste que le jacobinisme ; au nom du ciel examinez cette situation ; cherchez-y un remède. »

Enfin dans les derniers mois de 1819, après le scandale de l'élection de Grégoire, un moment vient où le danger de gauche apparaît si évident que tout le monde, au centre, y compris M. Decazes, sent la nécessité de tenter un rapprochement avec la droite modérée. M. de Serre imagine, lui-même, un grand plan de gouvernement : il s'agit de faire un ensemble de lois à la fois très-libérales et très-conservatrices, donnant ainsi des garanties aux esprits sincères du centre gauche pour les détacher de la gauche antidynastique, et à la droite pour la séparer des ultras. Des ouvertures sont faites par le ministère à M. de Villèle et à ses amis. Va-t-on donc réparer le mal dont on souffre depuis le mauvais point de départ de 1815 ? La droite cessera-t-elle de subir l'entraînement de l'extrême droite pour former, avec le centre, avec les amis de M. de Serre, de M. Lainé et du duc de Richelieu, l'union si naturelle, si désirable, si nécessaire, de tous les royalistes modérés ?

## VII

En face des ouvertures que le ministère lui fait à la fin de 1819, les sentiments du véritable représentant de la droite modérée, M. de Villèle, sont assez curieux à observer. Aussi bien on peut en suivre l'expression dans ses lettres et dans ses papiers intimes<sup>1</sup>. Au fond, M. de Villèle comprenait très-bien que l'intérêt de la monarchie et du pays obligeait ses amis à accepter ces ouvertures. Mais il en était presque attristé ; car il prévoyait quelles difficultés il allait rencontrer dans son propre parti, qui avait pris l'habitude et les passions de l'opposition. Il sentait que sa modération l'exposerait à toutes sortes de soupçons. Rien que pour entrer en communication avec les ministres, il prenait mille précautions comme s'il était enveloppé d'une surveillance défiante. Il ne se trompait pas en effet. « Dans la réunion chez Chabillant, écrivait-il dans une de ses let-

<sup>1</sup> M. Nettement a eu communication de ces papiers, et les extraits qu'il en donne ne sont pas le moindre intérêt de son *Histoire de la Restauration*.



tres, la Bourdonnaye a cherché indirectement à inspirer des inquiétudes à nos amis sur mon voyage prématuré à Paris et sur ma visite à Corbière. Nous sommes assez nets pour avoir pu nous dispenser de répondre. » C'est à la Chambre que M. de Villèle avait le plus d'influence. Sans doute il ne pouvait rien faire entendre au petit groupe de l'extrême droite. « La Bourdonnaye, écrivait-il le 18 décembre 1819, ne me parle plus, ni moi à lui. » Mais sur les députés de la droite, il avait quelque autorité : « Fiévée et la Bourdonnaye, écrivait-il encore à la même date, voudraient bien lever un étendard à part à l'extrême droite, mais personne ne les suit, ce qui les désole. » Malheureusement, il n'en était pas de même de la presse et des salons, dont l'influence s'exerçait plus encore sur la conduite du parti depuis que les députés de la droite, par une série d'élections malheureuses, étaient réduits à une très-petite minorité. C'est ce que M. de Villèle appelait « l'action extérieure à la Chambre. » Tous les journaux royalistes, obéissant à cette tendance fatale qui a déjà été signalée, poussaient à l'opposition à outrance, ne semblant avoir qu'un dessein : exalter et flatter les passions de leur parti. Dans les salons, sortes de clubs élégants de l'extrême droite, M. de Villèle était réduit à subir de véritables assauts : « Le 18 décembre, dîné chez Lapanouze avec Lauriston, lit-on sur son carnet ; Donnadiou, ayant attaqué toute modération, prêchant la division et traitant notre conduite de folle, m'a forcé de le combattre vivement. Mes nerfs étaient tellement surexcités que j'ai passé une nuit blanche. » Ce Donnadiou, qui était alors l'oracle de certains hôtels du faubourg et qui forçait ainsi le *leader* de la droite à se justifier devant ses attaques violentes, était un général à la taille gigantesque, à la voix de stentor, et n'ayant guère d'ailleurs que ce mérite ; révolutionnaire au début de sa carrière, il s'était vanté, lors de la fondation de l'empire, d'être le Brutus du nouveau César ; bientôt cependant pardonnant à César, et obtenant de lui son pardon, il était nommé général et baron, mais encourait ensuite de nouvelles disgrâces, par sa turbulence indisciplinée, par les désordres de sa vie militaire et privée ; à la Restauration, il se montrait royaliste exalté ; seulement, s'étant compromis, pour faire du zèle et du bruit, dans une répression excessive de la conspiration de Grenoble, en 1816, il ne pardonnait pas au gouvernement de l'avoir révoqué, et surtout d'avoir dévoilé sa conduite : « du reste, ajoute M. de Villèle, ayant si peu de sagesse et de conduite, qu'il était toujours obéré, et qu'il fatiguait ses connaissances d'emprunts, les princes de demandes, obtenant tantôt de l'un, tantôt de l'autre. »

Une circonstance se présenta bientôt où la droite fut mise en demeure de choisir entre la politique de M. de Villèle et la politique de

ceux qu'il appelait dans ses lettres les « insensés, » les « enragés, » la « faction des pointus » ou des « pressés. » Le ministère demandait à la Chambre la faculté de percevoir les douzièmes provisoires en attendant le vote du budget. La gauche se montrait disposée à refuser, précisément pour punir le gouvernement de s'appuyer sur la droite. L'occasion était donc excellente, disaient les ultras, toujours prêts aux coalitions. « Il faut, s'écriait sans ambages *la Quotidienne*, que la gauche et la droite s'entendent afin de manifester leur indignation commune contre M. Decazes. » Tous les journaux royalistes parlaient de même. Mais M. de Villèle était là, résistant à une conduite qu'il déclarait « absurde, honteuse, funeste, » et il écrivait à Toulouse :

... Outre les difficultés générales, il faut encore lutter contre la mauvaise direction qu'on cherche à donner à notre parti. C'est plus fort que jamais. Avant-hier, à la réunion des pairs, il m'a fallu faire tête à presque tous. C'est un métier insupportable. Ils voulaient nous faire refuser les six douzièmes, au risque de perdre nos alliés de la nuance qui marche avec Lainé, de nous diviser nous-mêmes et nous faire voter avec les jacobins. Cela m'a paru si absurde, que je n'ai pas pu me taire, quoique Corbière fût de moitié avec eux. J'étais tellement agité, que je n'ai pu fermer l'œil que bien avant dans la nuit. (Lettre du 21 décembre 1819.)

... Nous avons eu une reprise de cette action folle et extérieure à la Chambre, que Corbière appelle la « *faction des pressés*. » Il y a là des hommes moins occupés des intérêts publics que des leurs. Ils ont cru l'occasion bonne pour renverser Decazes en réunissant nos 45 fidèles aux 115 voix de la gauche. J'ai repoussé cette idée comme honteuse et funeste. Par malheur, ils ont réussi auprès de cet excellent Corbière, qu'ils ont complètement retourné pendant sept ou huit jours. Jugez de mon chagrin et de la triste situation des royalistes. Enfin, hier au soir, tout s'est arrangé. Il n'y a que la Bourdonnaye qui restera dans cette mauvaise voie. Tous les autres, même Corbière, sont revenus à mon avis. (Lettre du 23 décembre.)

M. de Villèle avait donc fini par l'emporter. « L'action extérieure, » pour cette fois, n'était pas parvenue à se substituer à l'autorité du chef parlementaire, et lors de la discussion, M. de la Bourdonnaye seul attaqua le ministère avec son âpreté et son emportement habituels. Mais, on le voit, ce n'avait pas été sans peine. Ce pauvre M. de Villèle en avait passé plus d'une « nuit blanche. » Au dehors on ne pardonnait pas aux députés de la droite leur modération. *La Quotidienne* remerciait M. de la Bourdonnaye. « C'en est fait, » disait *le Drapeau blanc*, « le côté droit sera toujours dupe, et donnera toujours aux jongleurs ministériels un nouveau sujet de rire à ses

dépens. » Pendant ce temps, M. de Villèle écrivait dans ses lettres ou sur son carnet :

Je suis allé à la réunion chez Piet. J'ai pu m'apercevoir du mauvais effet produit par les criailleries des fous et des intrigants de salon contre notre vote des douzièmes. L'erreur de Corbière nous fait beaucoup de mal et me cause un grand chagrin. — Vous ne pouvez vous faire une idée des propos que tiennent nos enragés. Je ne suis pas bon à jeter aux chiens. Ce n'est pas tout : Jules de Polignac, Mathieu de Montmorency, madame la duchesse d'Angoulême elle-même sont vendus à Decazes. J'ai fini par dire l'autre jour à deux de ces fous : « Il faut conclure de tout ceci que, pour faire du royalisme à votre guise, il faut en faire contre les royalistes des deux Chambres, les gens du château, les membres de la famille royale et le roi. Il n'y a plus que vous et quelques journalistes qui entendiez quelque chose à la politique ! »

Puis M. de Villèle ajoutait avec une nuance de découragement : « Les ressources se gaspillent, la force se perd. » Il tenait bon cependant avec son petit bataillon parlementaire : « Il y a plus de sagesse qu'ils ne le croient dans nos députés, » écrivait-il. Mais il sentait la violence croître chaque jour autour de lui. Les salons étaient montés à un diapason de plus en plus haut. « La passion tue le raisonnement, » disait-il encore ; et, dans une autre lettre du 6 février 1820 :

J'espère que les salons n'entraîneront presque personne chez nous. Mais cela me donne une peine infinie. Il est dur d'avoir à lutter même avec les siens. Hier j'étais sorti de chez moi avant huit heures du matin et je n'y suis rentré qu'à une heure après minuit. Toute la journée s'est passée en conférences.

Aussi reprenait-il presque désespéré : « Je me brûle le sang depuis cinq ans, je sens en moi une irritation nerveuse, une fatigue intellectuelle qui annonce le besoin du repos. »

C'était aussi contre les journaux qu'il lui fallait combattre. Membre du conseil de rédaction du *Conservateur*, il est un jour convoqué pour entendre la lecture d'un projet d'article-manifeste de M. de Chateaubriand, violente attaque contre M. Decazes, concluant à ce que les lois proposées par ce ministre soient rejetées, quelles qu'elles soient. M. de Villèle proteste avec fermeté, disant que les députés ne suivront pas un tel conseil. A la suite d'explications aigres-douces, il se retire et envoie sa démission de membre du comité de direction. Mais il est aussitôt avisé que cette démission est refusée et que M. de Chateaubriand a modifié son article. M. de Villèle revient alors au comité et, le nouveau manifeste déclarant que, si le ministère

apporte de bonnes lois, il faudra les appuyer, il cesse de s'opposer à sa publication. Toutefois le genre d'attaques qu'il est obligé de laisser passer dans ce même article, montre assez quel est l'état d'esprit des royalistes. La politique du ministère y était qualifiée « d'escroquerie » par laquelle « on espérait tantôt dérober un homme, tantôt filouter une majorité. » A ce régime, « la France mourrait de mépris comme on meurt de gangrène, » et l'article se terminait par cette terrible invective :

C'est du gouvernement même que descend la corruption; c'est le ministère du prince légitime qui exige, pour ainsi dire, qu'on ait trahi son roi, qu'on ait fait preuve d'impiété, qu'on ait soutenu toutes les illégitimités, pour obtenir la faveur... Le ministre qui, par un jeu cruel de la fortune, dispose aujourd'hui de nos destinées, au lieu de comprendre sa situation et la nôtre, au lieu de revenir sur ses pas, s'enfonce de plus en plus dans le précipice; il continuera d'intriguer jusque dans l'abîme, et cet abîme se refermera sur lui.

M. de Villèle savait d'ailleurs qu'il n'avait pas seulement à lutter contre des passions aveugles et sincères. Il avait discerné par derrière une intrigue de M. de Talleyrand et de M. de Vitrolles qui, avec l'appui de M. Fiévée, rédacteur de *la Quotidienne*, cherchaient à soustraire la droite à la direction de son chef parlementaire. Il écrivait à ce propos :

Nous sentons depuis longtemps l'action de cette intrigue sur notre royalisme, et c'est elle qui s'est attachée à me nuire. Il s'agit d'arriver à un ministère Talleyrand qui, n'ayant aucune influence dans la Chambre, serait dans la nécessité de faire un coup d'État, au risque des suites. On casserait la Chambre; on suspendrait, par ordonnance, la liberté individuelle et la liberté de la presse, sauf à faire approuver ces mesures par la Chambre future, ou à ne pas en convoquer, si l'on croyait pouvoir s'en passer.

Telle était la situation, et on pouvait se demander qui l'emporterait de M. de Villèle avec les députés de la droite, ou des « enragés » de la presse et des salons, quand, dans la nuit du 13 au 14 février 1820, une rumeur sinistre se répandit dans Paris : le duc de Berry venait de tomber, au sortir de l'Opéra, sous le poignard de Louvel.

## VIII

A cette nouvelle, un cri de douleur s'échappe de toutes les poitrines royalistes; mais, par l'effet d'un instinct de passion ou d'un mot d'ordre donné par les habiles, il se transforme aussitôt en un cri de colère contre le ministre sur lequel se concentraient toutes les défiances et toutes les haines de la droite, M. Decazes. Les démarches de la famille royale auprès du roi, les supplications irritées de la veuve en deuil et en larmes, les menaces proférées contre la personne du ministre par les gardes du corps, s'ajoutent aux malédictions des journaux. M. Clauzel de Coussergues, dès le lendemain, monte à la tribune pour accuser M. Decazes d'être complice du meurtre. Ce n'est plus de la colère, c'est de la rage. Pendant que *le Journal des Débats* insulte celui qu'il appelle un « Bonaparte d'antichambre, » *le Conservateur* écrit : « La main qui a porté le coup n'est pas la plus coupable. » *La Gazette de France* déclare « qu'il est impossible de laisser à la tête du gouvernement les ministres dont la complicité, non matérielle, mais morale, avec l'infâme Louvel, est évidente. » Enfin M. Martainville, qui tient à honneur d'être toujours le plus violent, après avoir injurié celui qu'il appelle le « Séjan libournais, » s'écrie dans *le Drapeau blanc* : « Oui, monsieur Decazes, c'est vous qui avez tué le duc de Berry. Pleurez des larmes de sang; obtenez que le ciel vous pardonne; la patrie ne vous pardonnera pas. » Sur l'avis des comités royalistes, de toutes parts, en province, on envoie aux Tuileries des adresses inspirées par la même passion. Les journaux de gauche, étourdis de ce bruit, ne savent que reprocher aux « énergumènes de droite leurs larmes fastueuses, leur joie féroce éclatant au milieu de leurs pleurs. » M. de Villèle et les sages se sentent débordés; ils se bornent à demeurer à l'écart d'excès qu'ils déplorent. La poussée est si forte, que le roi, tout froissé qu'il est de cette violence, injurieuse à sa dignité, tout attaché qu'il demeure à son ministre favori, est contraint de céder. M. Decazes est enfin à terre. C'est dans toute la presse de droite une exclamation de triomphe haineuse. Dans *le Drapeau blanc*, M. Charles Nodier conseille à M. Decazes « de ramasser le poignard de Louvel et de s'en percer le sein. » Le même journal ajoute : « M. Decazes avait à choisir entre l'échafaud et la fuite; il a choisi la fuite. Son agonie a été ignoble et lâche. » Enfin M. de Chateaubriand, dans *le Conservateur*, après quelques mots sur le « misérable ministère » qui s'en allait, écrit cette

phrase cruelle et célèbre : « Les pieds lui ont glissé dans le sang, il est tombé. »

Louis XVIII ne voulait pas remplacer M. Decazes par un ministère de pure droite qui d'ailleurs n'aurait eu dans la Chambre qu'une infime minorité. Le nouveau cabinet est encore composé d'hommes du centre, mais de ceux qui se rapprochent le plus de la droite, et qui doivent inspirer à celle-ci le plus de confiance. Le duc de Richelieu a consenti à accepter la présidence du conseil ; M. de Serre, de plus en plus effrayé du danger révolutionnaire, et convaincu qu'il faut tenter l'union avec la droite, demeure le membre le plus important du ministère. « Nous entreprenons une tâche difficile, et dont, sans doute, vous trouvez le succès improbable », écrit-il à M. de Barante : « nous voulons gouverner raisonnablement, en nous appuyant sur la droite. » Est-ce donc cette fois enfin que va s'accomplir l'alliance si nécessaire, et jusqu'ici vainement tentée, de tous les royalistes raisonnables contre les perfidies de gauche et, au besoin, contre les extravagances des ultras ? Il était bien temps. Le crime de Louvel était fait pour donner à la menace révolutionnaire quelque chose de plus saisissant. La gauche, plus violente que jamais, entraînait décidément dans la voie des conspirations. Partout il y avait le sentiment que la monarchie était en péril, et qu'un grand effort était nécessaire pour la sauver. La vue du danger, l'expérience de cinq années de vie publique, rendront-elles la droite plus conciliante et plus juste vis-à-vis des royalistes du centre, plus ferme et plus indépendante vis-à-vis des ultras ? On a donné satisfaction à sa défiance ancienne, et en partie justifiable, contre M. Decazes ; va-t-elle accepter la main que lui tendent deux anciens émigrés, M. de Richelieu et M. de Serre, et leur accorder l'appui qu'ils lui demandent ?

C'est seulement sur la promesse de ce concours que le duc de Richelieu a consenti à reprendre le pouvoir. Monsieur lui a donné sa parole ; M. de Villèle s'est engagé, de concert avec M. Corbière, à employer tous ses efforts pour faire des hommes de la droite « les ministériels du nouveau ministère, » et il écrivait, avec son grand et honnête bon sens : « Les royalistes sans le roi se perdent, le roi sans les royalistes se perd. Il faut que l'expérience des deux dernières années nous serve à quelque chose. » D'autre part, le duc de Richelieu annonçait que « son intention était de faire tous ses efforts pour rallier franchement les royalistes au roi, et le roi aux royalistes, qui se perdaient par leurs divisions. »

M. de Villèle s'emploie aussitôt avec la plus grande loyauté à tenir sa parole. Par son influence, la droite parlementaire consent à soutenir le ministère. M. de la Bourdonnaye et cinq ou six exaltés seulement s'obstinent dans une opposition irréconciliable et votent avec

la gauche. Quant aux journaux, toujours plus rebelles que les députés aux conseils de modération, ils ne semblent pas, au début, disposés à désarmer. « Il n'y a rien de changé, il n'y a qu'un Bourbon de moins ! » dit, avec un sinistre dédain, *le Conservateur*, au lendemain de la constitution du nouveau cabinet. Cependant M. de Villèle use de tous les moyens pour contenir cette presse compromettante. Il parvient à obtenir du *Drapeau blanc* un manifeste embarrassé dans lequel celui-ci promet tant bien que mal de ne point entraver par une opposition prématurée la marche du nouveau ministère. Mais cette concession est faite de mauvaise grâce, et quelques jours plus tard, on lit dans le même journal :

Les royalistes qui habitent la capitale connaissent et apprécient les considérations puissantes, irrésistibles, qui nous ont fait tout à coup quitter l'attitude animée du combat pour la contenance calme, le repos et l'attention... La bataille est sans doute loin d'être gagnée; mais que faire quand des hommes honorables, l'olivier à la main et le sourire sur les lèvres, viennent, au nom de la royauté menacée, demander qu'on ne précipite rien, et donner leur parole d'honneur que tout ira bien.

Aussi, au bout de peu de semaines, il ne suffit plus au *Drapeau blanc* de traiter les libéraux de « félons infâmes ; » on le voit peu à peu reprendre l'opposition contre le ministère, et M. Martainville finit même par lancer une brochure, intitulée : *la Bombe royaliste*, où l'on trouve cette violente déclaration de guerre contre le ministère et ses alliés de droite modérée :

Royalistes, on vous trompe encore, on a toujours voulu vous tromper... La confiance, ce noble défaut des cœurs droits et généreux, causerait encore votre perte et vous livrerait à un ennemi qui, après avoir endormi votre vigilance, rirait de votre crédulité. Cet ennemi, c'est le ministère. Oui, le ministère vous trompe sciemment et avec préméditation.

La brochure se terminait par une recommandation aux royalistes de rester neutres dans les élections entre le ministère et les libéraux. Quant à *la Quotidienne*, elle refuse à M. de Villèle même une trêve momentanée : elle continue son opposition contre un ministère qui lui semble être une « pâle contrefaçon » de l'ancien, et elle déclare que les députés de la droite qui s'associeront à la gauche pour rejeter la nouvelle loi électorale rendront service à la monarchie. Du reste, qu'un extravagant comme le général Donnadieu insulte le duc de Richelieu, il est assuré d'être appuyé par presque toute la presse royaliste.

En dépit de ces excitations, et des effets fâcheux qu'elles ont sur l'opinion, M. de Villèle demeure le maître de sa petite armée parlementaire, et il parvient à maintenir dans la Chambre, durant la session de 1820, l'union de la droite et du ministère. Aux élections partielles de la fin de cette année, ces nouveaux alliés combattent et triomphent ensemble contre la gauche. Bientôt M. de Villèle et M. Corbière entrent dans le cabinet; on le leur avait demandé plusieurs fois, et ils avaient refusé jusqu'ici, par crainte d'alarmer les esprits soupçonneux de leur parti; M. de Chateaubriand est envoyé en ambassade à Berlin. En apparence au moins, l'union est donc complète.

M. de Villèle et la droite modérée seraient d'ailleurs bien injustes s'ils ne donnaient pas leur concours au ministère, qui suit avec loyauté sa nouvelle ligne politique, qui lutte avec courage contre les violentes attaques de la gauche et d'une partie de ses anciens alliés. M. de Serre, non encore guéri, s'est hâté de quitter Nice aux premiers rayons du printemps. Vainement les médecins ont-ils voulu le retenir : mourir pour mourir, il préfère tomber à son poste de combat. Quand, peu de jours après son retour, il se lève pour la première fois de son banc, encore pâle et faible, et gravit péniblement les degrés de la tribune au milieu d'une Chambre attentive et émue, c'est pour foudroyer la gauche dans la personne d'un de ses chefs. M. de Lafayette vient en quelque sorte de déployer le drapeau tricolore comme un signe d'insurrection; il savoure encore les acclamations de son parti, que déjà M. de Serre, en peu de mots, l'a précipité de son char de triomphe. M. de Lafayette avait parlé de la Révolution; son puissant adversaire le suit sur ce terrain et l'accable sous ces écrasantes paroles :

Ces temps n'ont-ils pas aussi laissé à l'honorable membre de douloureuses expériences et d'utiles souvenirs? Il a dû éprouver plusieurs fois, il a dû sentir, la mort dans l'âme et la rougeur sur le front, qu'après avoir ébranlé les masses populaires, non-seulement on ne peut pas toujours les arrêter quand elles courent au crime, mais qu'on est souvent forcé de les suivre, quelquefois de les conduire.

C'est sur ce ton, avec ce talent et ce courage, que M. de Serre se débat pendant le reste de cette session. « Il faisait tête à tout et à tous, » dit un de ceux qui lui faisaient alors opposition, le duc de Broglie, « avec un degré d'intrépidité, de sang-froid, d'énergie et de présence d'esprit, d'à-propos qui n'a jamais été égalé peut-être, et certainement jamais surpassé dans aucune Assemblée, rendant coup pour coup, raison pour raison, sarcasme pour sarcasme, invective pour



invective. La lutte était homérique. » Parfois, ses forces le trahissaient, et il éprouvait à la tribune des défaillances soudaines : il fallait lui faire apporter un fauteuil ; mais il se ranimait aussitôt, et, debout, reprenait la lutte. En face de cette gauche qui fomentait les passions insurrectionnelles à la tribune et qui conspirait hors de la Chambre, M. de Serre croyait à un danger révolutionnaire menaçant. C'est ce danger qu'il voulait combattre, fût-ce au prix de sa vie. C'est pour cela qu'il présentait des lois restrictives qui pouvaient paraître en contradiction avec les lois libérales qu'il défendait naguère. Accusé de contradiction, d'astuce et d'hostilité contre les intérêts nouveaux et les libertés modernes, il répondait avec une honnête fierté, mais non sans une nuance de mélancolie :

Je puis assurer que, depuis que je suis admis dans les conseils du gouvernement, les partis les plus nets, les plus francs, les plus décidés ont toujours eu la préférence. Si le succès n'a pas toujours couronné nos efforts, c'est que le gouvernement n'a pas toujours rencontré la franchise qu'il apportait lui-même. Quels que soient ceux qui se portent les défenseurs des intérêts nouveaux, nous pourrions leur dire : Quoi que vous ayez fait pour les intérêts nouveaux, vous n'avez pas fait plus que nous... Je crois que le ministère dont je faisais alors partie a fait tout ce qu'il était humainement possible de faire pour fonder les libertés publiques. On sait de quel succès il a été payé !

Le courage que déployait M. de Serre, les attaques, les injures qu'il subissait dans cette lutte contre la gauche, n'étaient pas encore le gage le plus décisif qu'il donnât à la droite de sa sincérité ; ce n'était pas le sacrifice le plus douloureux qu'il lui fallût faire à son dévouement royaliste. Plusieurs de ses illustres amis, MM. Royer-Collard, Camille Jordan, de Broglie, Guizot, ne l'avaient pas suivi dans son évolution vers la droite. Cette scission donnait à sa conduite une apparence de désertion. Pour une âme comme la sienne, nulle épreuve n'était plus cruelle. Il rompit avec ses amis, non sans déchirement, mais sans hésitation. C'était plus que des liens politiques dont il lui fallait se dégager. M. Royer-Collard, qui n'était pourtant pas l'homme des effusions sentimentales, trouvait, pour parler de cette affection qui se brisait, des accents inaccoutumés dans sa bouche. « Nous nous connaissons intimement, » écrivait-il à M. de Serre, au moment où leurs relations allaient complètement cesser, « nous nous sommes montré nos âmes... Je vous aime avec tendresse, et plus d'une fois les larmes me sont venues aux yeux en songeant à vous. J'y pensais sans cesse en écrivant mon discours d'hier et je regrettais le temps où je vous l'aurais montré et où vous l'auriez approuvé. » Trois ans plus tard, à la nouvelle de la

mort de M. de Serre, M. Royer-Collard écrivait : « Depuis que nous sommes séparés, il n'a pas cessé de me manquer; il me manquera toujours. » Plus d'une fois, M. de Serre rencontra face à face ses anciens amis à la tribune. Un jour, dans la discussion de la loi électorale, il parut adresser tout son discours à M. Royer-Collard et à M. Camille Jordan. « Il y avait dans ce discours, rapporte le duc de Broglie, une amertume d'amitié que la Chambre ne comprenait pas, mais qui était entendue par ceux qui les connaissaient; et pendant ce temps, M. Royer-Collard l'écoutait, le suivait avec sollicitude et bienveillance. Telle est la force des esprits élevés et des caractères sincères, qu'il semblait que toute la question fût entre ces trois hommes; tout le reste de la Chambre était effacé; les violences de la gauche, celles de la droite, tout était oublié : ces trois hommes seuls débattaient entre eux les plus hautes questions, l'aristocratie et l'égalité, l'empire des souvenirs et celui des institutions nouvelles. On oubliait tout en présence de cette lutte, à laquelle la maladie des adversaires donnait un caractère touchant. « Je pleure sur vous, dit M. Camille Jordan à M. de Serre. — Et moi sur vous! » lui répondit le garde des sceaux. »

## IX

Grâce à l'appui loyal fourni par le ministère, grâce à la nouvelle loi électorale que celui-ci avait fait voter, grâce aussi à la réaction provoquée par les fautes et les violences de la gauche, les élections partielles de la fin de 1820 ont été pour la droite l'occasion d'un succès auquel elle n'était plus depuis longtemps habituée. Quand la Chambre se réunit pour la session de 1820-1821, il est facile de voir que les forces respectives des partis sont notablement modifiées, et par suite aussi leurs dispositions. Sans doute M. de Villèle est toujours loyalement fidèle à l'alliance qu'il a contractée, et la droite modérée ne paraît pas vouloir se séparer de son chef. Mais les meneurs d'extrême droite cherchent à profiter des élections pour prendre leur revanche de l'isolement et de l'impuissance auxquels ils ont été condamnés dans la dernière session. Loin de trouver dans le succès des raisons de persévérer dans une politique de modération et d'union si profitable aux royalistes, ils y voient le signe que l'heure du triomphe est venue pour leurs idées exclusives et leurs violentes passions. Ils cherchent à persuader à la droite qu'elle est de force à rompre avec ses alliés du centre qui viennent d'aider à sa

victoire électorale ; ils veulent en finir avec le ministère, avec sa politique d'union et de conciliation, et déployer de nouveau le drapeau de 1815. L'extrême droite, d'ailleurs, s'est renforcée à la Chambre. A côté de M. de la Bourdonnaye viennent se ranger le général Donnadiou, qui crie partout, avec sa grosse voix, qu' « il aura la peau du duc de Richelieu ! » M. Dudon, encore un destitué de 1817, qui veut se venger ; M. Delalot, orateur de talent, mais caractère emporté ; M. de Castelbajac ; M. de Vaublanc, l'ancien préfet impérial, toujours enflé de confiance en sa pompeuse personne, et qui veut fonder chez lui une réunion de députés en opposition avec celle de M. Piet, où règne M. de Villèle ; au fond, derrière le rideau, M. de Vitrolles, agité, remuant, ambitieux ; et enfin, dans la pénombre, l'étrange figure de M. de Talleyrand, intrigant à la fois avec l'extrême droite et avec la gauche.

Les attaques de ces ultras contre les ministres sont d'une violence sans mesure. Ils mettent tous leurs soins à réveiller les vieilles méfiances, à ressusciter les anciennes causes de division, à rappeler les souvenirs irritants qui peuvent troubler l'union des royalistes de la droite et du centre. L'honnête bon sens de M. de Villèle s'en indignait, et il opposait ainsi à cette œuvre perfide et mal-faisante le programme de sa politique de concorde et de modération :

De funestes divisions avaient partagé les royalistes ; les plus déplorable conséquences en ont été la suite, et chacun, comme cela est inévitable, puisqu'il y a eu division, reste convaincu que si tous avaient suivi la même voie que lui, tous auraient bien fait, et que ceux qui ont suivi l'autre voie ont été dans l'erreur. Il ne faut ni grands efforts de logique, ni longues recherches historiques pour découvrir les faits les plus propres à ranimer ces déplorable divisions. Tout ce qui a été dit de part et d'autre, tout ce qui a été fait pendant que nous étions divisés doit être banni de nos discussions actuelles sous peine de voir détruire cette union des royalistes dont dépend incontestablement le salut du pays.

L'extrême droite n'écoutait pas ce noble langage. Elle se prétendait seule fidèle au vrai programme royaliste délaissé par la droite modérée. « Monsieur, sachez qu'il y a encore des royalistes au côté droit, » répondait insolemment M. de la Bourdonnaye à M. de Villèle, qui cherchait vainement, dans une commission, à faire accepter une transaction nécessaire. Ces violents ne craignaient même pas d'attaquer ouvertement à la tribune le chef de la droite. Le général Donnadiou se disait scandalisé par le langage des hommes dont « il s'était fait gloire jusqu'à ce jour de partager les principes, » et il se

déclarait « déconcerté par ces transitions subites, ces alliances improvisées, ces fusions du bien dans le mal. » M. de la Bourdonnaye accusait les deux nouveaux ministres d'avoir abandonné leurs amis pour arriver au pouvoir; si bien que, malgré son calme habituel, M. de Villèle, dans une explosion de bon sens irrité, lui jetait cette riposte, qui peut être adressée aux émules passés et futurs de l'orateur d'extrême droite : « S'il n'y avait de royalistes que ceux qui pensent comme vous, le nombre en serait trop restreint. »

La majorité de la droite, fidèle à son chef, accueillait mal les violences des ultras. La gauche, au contraire, sentait combien cette œuvre dissolvante servait ses intérêts. Quand la droite murmurait en voyant le général Donnadieu ou quelque autre de ce genre commencer une de ses diatribes, et qu'elle cherchait à l'arrêter, c'était la gauche qui lui criait : « Parlez! parlez! » et qui l'excitait par ses applaudissements. Bien loin de s'effaroucher de cet appui, l'extrême droite y entrevoyait le moyen par lequel elle pourrait suppléer à sa faiblesse numérique et arriver à ses fins, malgré l'hostilité ou l'abstention attristée de la plus grande partie des députés royalistes.

Il est, en effet, évident dès ce moment que les ultras cherchaient une coalition avec la gauche. Des politesses étaient échangées à la tribune entre les deux partis extrêmes. M. Delalot ayant fait dans un de ses discours des avances à la gauche, M. de Girardin, l'un des orateurs de ce parti, lui répondait aussitôt : « Si jamais la cloison qui nous sépare, et qui fort heureusement est devenue moins épaisse, venait à disparaître entièrement, vous verriez aussitôt s'évanouir toutes les défiances. » Plusieurs fois, pendant la session, l'extrême droite tâcha, par cette coalition, de faire échec sur tel ou tel point au ministère; mais la manœuvre n'était pas encore assez bien combinée; elle échoua. Ce n'était d'ailleurs que partie remise.

L'extrême droite ne pouvait choisir mieux son moment pour contracter alliance avec la gauche. Celle-ci était au période le plus aigu de son opposition contre l'existence même de la monarchie. C'était l'époque des conspirations. De la tribune, les orateurs de ce parti ne cherchaient qu'à lancer au dehors de véritables appels à l'insurrection. Jamais les discussions n'avaient davantage respiré la guerre civile. L'émeute parisienne, fidèle au vieux rôle qu'elle a toujours su jouer au service des partis révolutionnaires en minorité dans le parlement, venait gronder jusqu'aux abords du palais Bourbon. Telle était la faction à laquelle tendaient la main ces « purs » d'extrême droite qui ne trouvaient pas que M. de Richelieu et M. de Serre fussent d'assez bons royalistes.

Si, d'ailleurs, les orateurs d'extrême droite se sentaient médiocrement accueillis par les royalistes de la Chambre, ils pouvaient se con-

soler dans les salons du parti. Rien ne saurait donner l'idée de la surexcitation qui y régnait. Il n'y était question que de la trahison dont la droite était victime de la part du ministère ; et, dans cette accusation de trahison, on ne se gênait pas pour englober M. de Villèle et ses amis. C'était comme une température absolument différente de celle où vivait la droite dans l'assemblée. Ce qui eût fait scandale à la tribune était, dans certains salons, le fonds ordinaire des conversations. Le général Donnadieu en était tout déconcerté. Il ne comprenait pas pourquoi la droite murmurait, indignée, quand il essayait de répéter, dans un débat législatif, ce qu'il avait entendu applaudir la veille au soir dans quelqu'un de ces salons. Quant aux journaux, conformément à leurs habitudes, ils étaient toujours en avant des plus violents. Ils exaltaient les royalistes d'extrême droite, qu'ils appelaient « les indépendants, » et ils qualifiaient dédaigneusement les autres de « circonspects. » Ce n'était dans leurs colonnes que déclamations furieuses contre le « misérable système de fusion, d'amalgame, d'union et d'oubli » auquel ils attribuaient tous les maux depuis 1814. *Le Défenseur*, journal de M. de Bonald, disait, en faisant allusion aux ministres, parmi lesquels était M. de Villèle :

Peut-être était-il bon d'avertir ces hommes que leurs jongleries ministérielles n'attrapent personne, que leurs comédies législatives sont reléguées, dans l'opinion, au rang des plus ignobles parades dont on ait encore amusé les loisirs de la populace, et que l'air noble et sérieux avec lequel il les jouent ne les rend que plus comiques.

C'était une triste situation pour les hommes du centre qui, oubliant, devant le danger de la monarchie, leur ancienne animosité, contenant leurs aspirations libérales, sacrifiant leur popularité, et, ce qui était plus, leurs amitiés, avaient loyalement tenté de « gouverner raisonnablement en s'appuyant sur la droite. » Ces déboires ébranlaient de plus en plus la santé de M. de Serre. Il demeurait cependant toujours à son poste pour répondre aux attaques violentes de la gauche. Vainement le général Foy s'oubliait-il à dire que « la situation de M. de Serre était tellement descendue qu'elle ne comptait plus devant aucune opinion, » vainement M. de Lameth lui criait-il : « Votre mépris est pour nous un titre d'honneur, » il ne fléchissait pas un instant sous ces outrages. C'étaient les beaux jours du ministère que ceux où son grand orateur prenait la gauche furieuse corps à corps et la terrassait. Mais, vis-à-vis des opposants de droite, il semblait plus embarrassé ; ses réponses étaient molles ; il se bornait à rappeler la nécessité de l'union entre royalistes, et les assaillants, voyant dans cette modération un signe de

faiblesse, revenaient plus agressifs et plus insolents. Il est pénible de voir ce grand serviteur de la monarchie placé par quelque ultra sur la sellette d'accusé, et réduit à rappeler tout ce qu'il a fait pour la cause royale. On voudrait l'entendre remettre à leur place ces accusateurs indignes de lui, par quelqu'une de ces offensives terribles dont son éloquence avait le secret. Mais sa réserve était volontaire. Il tenait à ce que rien de son fait ne portât atteinte à l'accord déjà chancelant de la droite et du centre. A peine la conduite de ces hommes tournant contre le ministère les forces qu'ils avaient acquises, grâce à son appui, arrachait-elle de temps à autre aux orateurs du cabinet quelques reproches plaintifs. Encore n'était-ce pas M. de Serre, c'était M. Pasquier qui répondait un jour à une attaque de M. de Castelbajac contre l'alliance de la droite avec le cabinet :

Je crois qu'il doit m'être permis de dire à l'orateur auquel je réponds qu'il eût été plus digne de lui de mettre, dès l'année dernière, les royalistes en garde contre les dangers qu'ils allaient courir, alors qu'ils se livraient avec tant d'imprudence à une si dangereuse alliance. Il y aurait eu peut-être, à ce moment, quelque mérite à les avertir de repousser cette perfide main qu'on leur tendait si traitreusement. Mais ce n'est pas quand le débat a été rendu, quand les conséquences en sont acquises, quand les fruits en ont été recueillis, qu'il peut être noble, généreux, loyal, de venir tenir le langage que la Chambre a entendu.

M. de Serre se rendait bien compte d'ailleurs qu'il ne devait pas espérer un appui durable de la part de la droite modérée elle-même, à la fois excitée, intimidée, ébranlée par les violences de l'extrême droite. M. de Villèle s'épuisait en démarches pour contenir et calmer ses amis. On trouve dans ses notes intimes la trace de ses efforts :

Nos amis sont les mieux intentionnés du monde, mais tout sentiment, sans la moindre prudence. Sans Corbière et moi, ils se seraient perdus mille fois et auraient à jamais déconsidéré leur bonne cause. Ils nous reviennent à force de représentations, parce qu'ils sont pleins de droiture et de confiance en nous. Mais nous avons là une dure mission.

D'ailleurs M. de Villèle, tout en cherchant à modérer son parti, ne voulait pas s'en séparer, même quand il ne partageait pas ses passions. Ses amis devenant chaque jour plus soupçonneux, plus agités, il se faisait dans le cabinet l'interprète de leurs exigences. Souvent on devait lui céder. Brouillé définitivement avec la gauche, le

ministère était à la merci de la droite. D'ailleurs M. de Richelieu et M. de Serre étaient résolus à faire tout ce qui serait possible pour maintenir l'union. Il est vrai qu'ils rencontraient chez leurs autres collègues du centre des résistances avec lesquelles il leur fallait aussi compter. Les exigences de droite, de plus en plus impérieuses, prenaient parfois une forme étrange. Un jour, en plein conseil, M. Corbière proposa brusquement de changer huit à dix préfets. Et comme on lui demandait quels griefs il avait contre eux : « Aucun, » répondit-il, « je ne les connais même pas. Mais nous avons parmi les nôtres des gens qui souffrent et il est temps de faire quelque chose pour les royalistes. » Cette fois, M. de Richelieu fut indigné et la proposition ne fut pas accueillie. La situation devenait donc chaque jour plus tendue. MM. de Villèle et Corbière déclarèrent enfin être obligés de se retirer si l'on ne donnait pas des « garanties à la droite. » L'une de ces garanties était qu'on remit le ministère de l'intérieur à M. de Villèle. « J'ai honte de l'avouer, disait celui-ci, c'est que si je n'ai pas de places à donner, le roi n'aura que M. de Villèle et ce n'est pas son compte. » Après de laborieuses négociations on ne put s'entendre. Les deux ministres de la droite donnèrent leur démission, le 23 juillet 1821, et se retirèrent l'un à Toulouse, l'autre à Rennes. Ils n'étaient pas personnellement hostiles au ministère et à sa politique et n'entendaient pas lui faire d'opposition, mais l'état d'excitation croissante de leur parti ne leur permettait plus de le représenter dans un cabinet où la droite n'aurait pas dominé exclusivement.

## X

Il est évident pour tous que l'heure de la crise suprême approche. Quand en novembre 1821, M. de Villèle arrive à Paris pour la nouvelle session, il trouve la droite dans un singulier état de trouble et d'excitation. A la réunion Piet, les exagérés paraissent l'emporter et il y est question d'écarter de la présidence de l'Assemblée M. Ravez devenu lui-même suspect. Il est vrai que les hommes d'extrême droite, par une tactique habile, tout en combattant la politique de la droite, restaient confondus dans ses rangs et assistaient à ses réunions pour l'entraîner ou la diviser. C'est ce que M. de Villèle explique dans une de ses lettres :

Les Pointus nous gênent horriblement dans nos manœuvres. Ils ne sont qu'une poignée, comme l'an passé, mais les plus actifs, les plus

osés, les plus remuants, et ils ont l'habileté de ne pas vouloir se séparer des autres. Loin de dissoudre ou d'abandonner la réunion Piet, ils y sont toujours, et presque seuls, parce que leurs violences en ont éloigné les gens tranquilles. Ils ont échoué dans leur manœuvre contre Ravez; maintenant, ils veulent tout faire rejeter, le bien comme le mal.

« Ils ne sont qu'une poignée, » dit M. de Villèle; cela est bien vrai; on a pu le signaler dès le premier jour; mais « une poignée » qui par son activité et sa passion, par la faiblesse des autres, par le malheur des événements, arrive trop souvent à intimider et à entraîner une partie des royalistes. Aussi M. de Villèle constate avec tristesse l'ébranlement de la droite modérée et ses dispositions chagrines. « C'est, dit-il, comme les enfants qui boudent leur nourrice. » Il s'attend à une « coupure entre la droite et le centre droit dans les questions de confiance ou de bienveillance. » Il en gémit, mais il se sent impuissant à l'empêcher. Il désirerait un ministère mi-partie centre droit, mi-partie droite. M. de Serre, contraire en ce point à l'avis de plusieurs de ses collègues, n'y répugnerait pas; mais les ardents de droite veulent le pouvoir à eux seuls, et ils entendent qu'on fasse maison nette.

Ce n'est pas d'ailleurs sur M. de Villèle que les meneurs de l'extrême droite comptent pour accomplir leur dessein; c'est sur la gauche. A peine s'agit-il, la Chambre réunie, de nommer la commission de l'adresse, qu'ils cherchent à nouer la coalition. Ils n'ont pas de feinte pudeur. Ils vont trouver les chefs de la gauche et du centre gauche, et leur proposent hardiment l'alliance. La gauche qui, en ce moment, conspire, voit dans un succès de la droite extrême une excitation de plus pour l'opinion : elle accepte. Le centre gauche hésite davantage; mais l'irritation qu'il a éprouvée en voyant le ministère s'appuyer sur la droite, l'emporte sur ses scrupules; il accepte aussi. Peu importe dès lors le terrain de la bataille. On ne se donne même pas la peine de chercher un grief en apparence commun aux deux oppositions. On s'entend pour introduire dans l'adresse une phrase équivoque sur la politique étrangère; cette phrase, interprétée dans un sens par l'extrême droite, dans un autre par la gauche, et pouvant ainsi être votée par toutes deux, semble insinuer que « la paix a été achetée par des sacrifices incompatibles avec l'honneur de la nation et la dignité de la couronne. » Quel tact politique que celui qui fait soulever une question de ce genre pour les besoins d'une manœuvre de parti ! C'est bien un ministère présidé par le duc de Richelieu qui mérite de tomber sous l'accusation d'avoir laissé compromettre l'honneur national ! La discussion n'est pas de nature à diminuer le scandale. Le général Foy appuie la phrase de l'adresse en reprochant



au gouvernement de n'avoir pas soutenu les révolutions de Naples et du Piémont. M. de la Bourdonnaye l'appuie de son côté en blâmant le ministère d'avoir trop faiblement défendu les droits des souverains attaqués par les révolutions. Il est facile aux ministres de dénoncer cette contradiction. Mais le débat n'est pas assez favorable aux coalisés pour qu'ils aient envie de le prolonger. On se hâte de passer au vote. La phrase est adoptée à 78 voix de majorité. Une centaine de membres seulement se lèvent pour le ministère. La coalition, la plus éhontée peut-être que connaisse notre histoire parlementaire, a triomphé.

Le chiffre même des voix indiquait qu'une partie de la droite s'était laissé entraîner par l'extrême droite. M. de Villèle pourtant jugeait sévèrement dans ses lettres cette adresse qu'il appelait une « maladresse ; » il ne tarissait pas sur les « sottises des Pointus, » sur la « monstrueuse coalition ; » il montrait « les sages dans le chagrin et les fous dans des accès de rage ; » il déplorait la ruine de cette « union du ministère et des royalistes à laquelle il avait tout sacrifié. » Il est vrai que malgré un sentiment si vif de l'immoralité et du péril de cette coalition, M. de Villèle ni aucun de ses amis n'avaient osé la combattre à la tribune. Ils auraient craint de se heurter trop de front aux passions de leur parti. Ce silence avait été, pour MM. de Richelieu, de Serre et Lainé, une cruelle déception.

Le ministère était frappé à mort. Il se débat encore quelques jours. On essaye si l'on pourra par quelque combinaison *in extremis* redonner quelque vie à l'union de la droite et du centre. Mais l'extrême droite implacable ne laisse pas au cabinet vaincu un moment de répit. Ce n'est plus de l'attaque, c'est de l'outrage. M. Delalot traite à la tribune un des ministres, M. Pasquier « d'intrigant subalterne » et « d'agent de la police impériale. » Le général Donnadieu qualifie le duc de Richelieu « d'homme funeste, ministre imposé par l'étranger pour frapper de sa stérile nature notre malheureux pays. » M. Delalot vient proposer à M. de Villèle de se mettre à la tête de la nouvelle opposition. — « Mais, dit celui-ci, pour être conséquent, il faudrait former un ministère mi-partie de droite, mi-partie de gauche. — Pourquoi pas, » réplique aussitôt M. Delalot. Le chef de la droite assiste désolé, mais inactif, à cet emportement. Les royalistes, écrit-il, « font de la violence et de la révolution, » et il ajoute :

Le système de violence gagne de plus en plus dans la Chambre, et l'on ne peut prévoir où il s'arrêtera.... Tout cela finira par un éclat entre les hommes honorables de la droite, et ceux qui conduisent aujourd'hui. Mais le grand nombre se laisse enivrer et entraîner par le succès. L'intrigue est tendue et fait agir tous les ressorts... Il devient de jour en jour plus difficile de faire goûter les conseils de la sagesse...

Soyez tranquille pour l'honneur; il ne sera jamais compromis, les noms de ceux qui partagent mon opinion doivent vous rassurer, c'est tout ce que nous avons de plus honorable : Corbière, Kergorlay, Bèthisy, Cornet d'Incourt, Josse de Beauvoir, Bonald, Piet, Pardessus, Cardonnel, Benoist, etc., etc.

Le duc de Richelieu ne tenait pas au pouvoir, mais il se souvenait de n'avoir accepté de rentrer au ministère en 1820, que sur l'engagement pris par la droite de l'appuyer, et il était indigné de ce qui lui semblait être un manque de parole. Aussi, avant de se retirer, veut-il faire une dernière démarche auprès de Monsieur. Il lui exprime sa conviction que le prince peut, s'il le veut, mettre fin aux intrigues de la droite. Monsieur, embarrassé, refuse d'en convenir; il s'est, dit-il, imposé la règle de ne plus se mêler de rien. M. de Richelieu, s'animant peu à peu, réplique qu'il parle trop sérieusement pour accepter une telle réponse, et, rappelant au prince la promesse si formelle qu'il lui a faite lors de la chute de M. Decazes, de le soutenir et de le faire soutenir par ses amis, promesse qui seule l'a déterminé à rentrer au pouvoir : « C'est, dit-il, de cette parole de prince donnée à un gentilhomme, que je réclame l'accomplissement. » — Monsieur, ainsi pressé, s'écrie d'un air dégagé : — « Ah! mon cher duc, vous avez pris aussi les syllabes par trop au pied de la lettre. Et puis les circonstances étaient alors si difficiles! » M. de Richelieu, stupéfait et indigné, le regarde fixement, lui tourne le dos, et, sans prononcer un seul mot, sort en poussant violemment la porte. Puis, courant chez M. Pasquier, il se laisse tomber dans un fauteuil en s'écriant avec un accent de douleur : — « Il manque à sa parole, à sa parole de gentilhomme! »

L'agonie du ministère avait assez duré. Le 12 décembre 1821, le duc de Richelieu et ses collègues remettaient leur démission aux mains du roi; le 15 décembre, *le Moniteur* annonçait la constitution du ministère Villèle.

L'extrême droite est arrivée à ses fins. Elle n'a pas lieu de s'enorgueillir des moyens par elle employés. Peut-elle au moins être satisfaite du résultat obtenu? Si les moyens n'ont pas été honnêtes, peut-elle prétendre, pour son excuse, que le résultat a été favorable à la monarchie, en amenant la constitution d'un ministère de pure droite, assez solide pour durer six longues années? Il serait bizarre

<sup>1</sup> Cette scène a été rapportée par M. Pasquier dans ses *Mémoires inédits*. C'est là que l'ont prise MM. de Barante, Duvergier de Hauranne, et de Viel-Castel.

que l'extrême droite invoquât à sa décharge l'avènement de ce ministère. Si c'est chose si heureuse, pourquoi se prépare-t-elle à attaquer M. de Villèle au pouvoir avec autant de violence et d'acharnement, avec aussi peu de scrupule qu'elle vient d'en montrer dans sa campagne contre M. de Serre? Quant aux esprits prévoyants et réfléchis du parti royaliste, ont-ils sujet de se réjouir? — Et d'abord, n'était-ce donc rien que l'atteinte portée à l'honneur d'un parti respectable par les scandales de cette lutte? N'était-ce rien que ce goût de l'attaque à outrance, du dénigrement pessimiste, de l'invective sans vergogne, cet envirement des audaces de tribune et des violences de presse, ce dédain du possible et du pratique, cet amour des thèses absolues et du paradoxe provoquant, cette tendance aux illusions téméraires, ce besoin d'excommunication et d'épuration, cette hardiesse à contracter des alliances suspectes et à susciter des guerres intestines, qui étaient pour une fraction de ce parti les fruits de six années d'opposition? Croit-on que ces habitudes mauvaises, en quelque sorte révolutionnaires, vont disparaître par enchantement, maintenant que des hommes de droite sont ministres, et faire place à l'esprit de modération, de justice et de gouvernement?

Et puis, dans la manière même dont M. de Villèle arrive au pouvoir, ne voit-on pas la cause du mal dont son ministère souffrira pendant six ans, dont il finira par mourir, dont la monarchie, elle aussi, mourra quelques années plus tard! Aussitôt que les événements lui avaient donné quelque expérience et rendu son sang-froid, M. de Villèle, avec son bon sens honnête et clairvoyant, s'était donné, ou du moins avait accepté comme programme l'union des royalistes de la droite et du centre droit. Il s'était rencontré avec M. de Serre dont le point de départ était différent, et, comme lui, il avait compris que, dans cette union seule, était le salut de la monarchie. C'est ce programme qui venait d'être déchiré par l'extrême droite. Tel était le plus clair résultat de cette campagne. M. de Villèle, tout ministre qu'il fût devenu, n'était pas moins vaincu que M. de Serre. La rupture était faite entre les deux groupes royalistes. Le centre droit, froissé, découragé, dégoûté, était rejeté loin du pouvoir. A la droite de sauver à elle seule la monarchie. Était-elle donc de force? Elle avait deux dangers à combattre : l'attaque révolutionnaire qui est le mal général de ce siècle, l'hostilité ou tout au moins la prévention d'une partie de la nation contre la monarchie traditionnelle qui était le mal particulier de la Restauration. Contre le premier danger, l'accord de tous les conservateurs était nécessaire; c'est une vérité dont l'expérience nous a coûté assez

cher; toutes les fois que cet accord n'a pu être obtenu, la Révolution a été tôt ou tard victorieuse. Contre le second danger, il fallait l'union de tous les royalistes, il fallait montrer autour de la vieille dynastie, à côté de ceux dont les intérêts, les traditions et les sentiments se confondaient avec les siens, les hommes qui pouvaient le mieux dissiper les méfiances de la société nouvelle; établir une sorte de solidarité entre la cause royale et un parti qui, pour certains esprits soupçonneux, était une classe, presque une caste, c'était exciter une partie de l'opinion à se soulever contre la monarchie et amener l'autre à s'en détacher.

Ce n'était pas la seule raison qui dût faire regretter l'isolement de la droite au pouvoir. A lire ce que M. de Villèle écrivait alors dans ses lettres, il semble avoir déjà le pressentiment du péril que court tout gouvernement trop dépendant des passions de son propre parti. Seule l'alliance avec le centre droit, en élargissant la base du ministère, aurait permis à celui-ci de se passer du concours souvent compromettant ou trop chèrement acheté des ultras; seule, elle lui aurait donné la force et imposé l'obligation salutaire de résister aux entraînements de la droite elle-même, entraînements dangereux en tous temps, particulièrement au surlendemain d'une émigration, et au lendemain d'une longue opposition. M. de Villèle, gouvernant, de concert avec M. de Richelieu, M. de Serre et M. Lainé, aurait pu faire tout ce qu'il a fait de bon, et n'aurait-il pas évité toutes les fautes qu'il a commises, malgré lui, sous la pression de la droite, et sous la menace de l'extrême droite? Peut-être alors la monarchie aurait-elle été sauvée et la liberté fondée en France!

Au moment donc où se termine, avec l'année 1821, cette première phase de la Restauration, ce n'est pas seulement de la moralité de sa conduite passée, c'est aussi des périls de l'avenir que l'on peut demander compte à l'extrême droite. Mais laissons ces vainqueurs à la joie imprévoyante de leur victoire. La suite des événements viendra bien assez tôt les éclairer et les punir, hélas! aux dépens de la France. Et avant de rechercher, pour compléter cette étude, ce que les ultras feront des deux autres ministres royalistes, de M. de Villèle d'abord, de M. de Martignac ensuite, jetons un dernier regard sur les vaincus, et, entre tous, sur celui qui nous est apparu, dès le premier jour, comme la plus éclatante personification de la politique du centre.

Encore tout brisé par ses efforts, tout meurtri de ses blessures, M. de Serre est nommé par le nouveau ministère ambassadeur à Naples. Est-ce un repos pour sa santé menacée? Est-ce un exil dé-

guisé qui lui est imposé par des successeurs jaloux et inquiets? Il est difficile de croire que le second motif n'y soit pas pour quelque chose quand on voit le gouvernement, aux premières élections partielles, s'empresse de faire nommer dans le collège du Haut-Rhin un autre député à la place de l'ancien garde des sceaux. Vers la même époque, lors de la mort prématurée du duc de Richelieu, le 17 mai 1822, n'est-ce pas la même méfiance rancuneuse ou craintive, qui empêche le grand aumônier d'officier à ses obsèques et oblige le cardinal de Beausset à mutiler la notice qu'il avait écrite sur ce grand citoyen pour la Chambre des pairs? M. de Serre quitte la France triste et découragé. Deux longues années se passent. En 1824, les élections générales lui paraissent enfin une occasion de rentrer dans la politique active. Cette âme ardente souffrait cruellement de la retraite. « L'activité longtemps exercée, » écrit-il alors à un de ses amis, « devient un besoin, et, constamment appliquée au bien de son pays, elle devient un sentiment énergique. Dans cette disposition une inaction forcée devient un état de résignation, bientôt un état de souffrance, si le cœur saigne de plus d'une plaie. » Son intention n'est pas, du reste, de faire de l'opposition à M. de Villèle : « Que désiré-je donc, » ajoute-t-il, dans la même lettre, « aller passer trois mois à la Chambre, m'y entendre avec le gouvernement sur ce qu'il peut y avoir de grand et d'utile à faire... Personne ne sait mieux que vous que la force des choses nous a conduits au système actuel, qu'on ne peut faire de bien que dans ce système. » Mais la droite prétend être seule dans la Chambre pour être seule au pouvoir. Elle craint jusqu'à l'ombre de ce centre droit dont le concours seul cependant pourrait la sauver de ses adversaires et d'elle-même. Le ministère, qui vient de nommer M. Lainé pair pour l'enlever à la tribune de la Chambre des députés, fait combattre énergiquement la candidature de M. de Serre. Les royalistes votent contre lui. Il échoue à quelques voix de minorité. « Je vois encore, » a écrit quarante ans plus tard quelqu'un qui était alors par hasard à Naples auprès de M. de Serre, « je vois encore l'expression de sa figure, et j'entends l'accent de sa voix quand il m'annonça la nouvelle imprévue de son échec. » Ce fut le dernier coup. Quelques mois plus tard, le 21 juillet 1824, M. de Serre s'éteignait à Castellamarre, ne trouvant de consolation et d'espoir que dans la religion. Un jour, raconte M. Sainte Beuve, le grand capitaine Spinola demandait à lord Herbert de quoi était mort sir Francis Vere, officier distingué de l'armée anglaise : « De ce qu'il n'avait plus rien à faire, » répondit lord Herbert. — Cela suffit pour tuer un général, » ajouta Spinola. Cela suffisait aussi pour tuer cet autre combattant des luttes oratoi-

•

res, surtout quand il s'y ajoutait l'amertume produite par l'ingratitude des hommes et par la déception des événements. La mort de M. de Serre passa presque inaperçue à Paris. Les journaux royalistes ne surent pas même se distraire un moment de leurs querelles pour saluer ce tombeau. *La Quotidienne* annonça sèchement le décès au milieu des faits divers, sans un mot de tristesse. *La Gazette de France* ajouta trois ou quatre lignes de regret banal. Seul, dans toute la presse royaliste, un homme dont l'esprit large et élevé était au-dessus des étroitesse et des injustices de parti, le baron d'Eckstein, rendit dignement hommage dans *le Drapeau blanc* à la mémoire de l'illustre mort.

C'est avec peine que l'on quitte cette grande figure. Il semble qu'il y ait dans la destinée de M. de Serre quelque chose qui nous touche d'une façon plus directe et plus intime que ne le font d'ordinaire les événements de l'histoire : cette existence si éclatante et si douloureuse, si agitée dans sa brièveté, ces efforts poussés dans des directions diverses avec des alliés différents, mais au service d'une cause toujours la même, ces tâtonnements courageux et sincères, ces heures de brillant espoir suivies trop tôt de déceptions cruelles, cette sorte d'écrasement entre les violences opposées, mais concertées des partis extrêmes, puis, après si peu de temps, cet oubli et cette mort découragée sur un rivage lointain, n'est-ce pas l'image et comme le symbole du sort réservé, dans ce siècle troublé, aux opinions modérées qui, en dehors de tout esprit de parti, font le rêve généreux de s'interposer entre les violents et tâchent d'apporter à ce pays un peu de paix, de liberté et de stabilité ?

PAUL THUREAU-DANGIN.

La suite prochainement.

---

# AUGUSTIN COCHIN<sup>1</sup>

---

## III

INDÉPENDANCE POLITIQUE DE M. COCHIN. — SON ENTRÉE AU CORRESPONDANT.  
EXPOSITION DE 1855. — MAISON DES PETITES-SŒURS DES PAUVRES.  
PROCÈS DU COMTE DE MONTALEMBERT.

On connaît maintenant M. Cochin comme homme privé et comme chrétien ; à ces deux points de vue, on le trouvera invariablement le même jusqu'à son dernier soupir. Le moment est venu de l'envisager dans sa vie politique, ou plutôt dans sa vie publique, car homme de parti, dans le sens étroit et exclusif du mot, il ne le fut jamais. M. Cochin avait trop de patriotisme pour demeurer dans l'indifférence ou se réfugier dans une impassible neutralité. De très-bonne heure, au contraire, il suivit avec un intérêt passionné la direction des affaires de son pays ; mais il voulait juger en honnête homme, sans s'associer aux rancunes des uns, sans s'inféoder aux illusions des autres, et surtout sans s'interdire le droit, pour lui le premier de tous, le droit de faire le bien et de poursuivre le progrès moral à travers toutes les vicissitudes de son temps, et, s'il le fallait, en dépit de tous les gouvernements. Ses affections de famille l'eussent naturellement attaché au parti légitimiste ; mais quand il eut atteint l'âge de l'action, le gouvernement issu de la révolution de 1830 était en pleine lutte contre les entraînements révolutionnaires, et M. Cochin avait peine à comprendre la véhémence indignée des reproches contre un pouvoir, qui s'efforçait alors d'effacer le vice de son origine. Il n'était pas pour cela orléaniste, jamais il n'eut aucune relation intime ou suivie avec aucun des princes de

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* des 10 et 25 février 1874.

la maison d'Orléans. A vingt-cinq ans, il se trouva en présence de la république : c'était l'âge et l'occasion d'être républicain; cependant il n'éprouva pour la révolution de 1848 ni empressement ni confiance; après la promulgation de la Constitution républicaine, il écrivait à M. de Soland : « S'il fallait perdre la vie tous les quatre ans, on aurait beau la reprendre et ne mourir tout à fait qu'à cent ans, on ne pourrait ni élever un enfant, ni faire une entreprise, ni exploiter une ferme, ni apprendre une science, ce serait pis que mourir : et cette mort est notre vie sociale. On le voit de plus en plus clairement, grâce à Dieu ! et, pour moi, je suis très-revenu du goût des gouvernements qui ressemblent à une fièvre intermittente avant la découverte du quinquina. » Il voulut voir et il vit : il vit les idées religieuses, un instant caressées, traitées bientôt en suspectes, et peu après en ennemies; il vit les idées libérales compromises par cette victoire soudaine de la république sur la monarchie constitutionnelle; il vit les plus anciens champions des prérogatives parlementaires invoquer le despotisme comme la seule sauvegarde contre l'anarchie. M. Cochin ne s'associa point à cette réaction; jamais il ne renia aucune liberté légitime, jamais il n'abandonna aucune des opinions généreuses qui avaient fait battre son cœur. Il était assez indépendant, assez désintéressé, pour garder le rôle d'observateur, et il le garda.

Lorsque le coup d'État du 2 décembre 1851 vint disperser violemment l'Assemblée législative, les députés qui protestaient contre cette violence se réunirent à la mairie du dixième arrondissement, rue de Grenelle-Saint-Germain. Cette mairie était précisément celle où M. Cochin était adjoint. Il y remplaça le maire absent et, avec une courageuse fermeté, fit les honneurs de ce dernier asile. M. Benoist-d'Azy et M. Vitet, vice-présidents de l'Assemblée, partagèrent avec M. Berryer et le général Oudinot l'honneur de rappeler aux soldats le respect dû au seul pouvoir légal. Ce fut en vain; la force triompha, et peu de temps après, on le sait, la dictature s'appela l'Empire.

Le nouveau gouvernement ferma les yeux sur la participation de M. Cochin à la résistance de l'Assemblée. L'Empire ne voulait point alors ou ne voulait pas encore rompre avec les hommes qui pouvaient lui prêter une valeur morale. Il laissa donc M. Cochin dans ses paisibles fonctions d'adjoint et dans l'activité de ses œuvres charitables; il lui témoigna même plus de faveur que celui-ci n'en recherchait, et au mois d'octobre 1853 il le nomma maire du dixième arrondissement.

Jusqu'à ce moment, M. Cochin était entouré de l'affection de tous, et cette âme bienveillante n'avait rencontré que de la bien-



veillance. Les premiers coups qui devaient troubler la sérénité de sa vie l'atteignirent dans la partie la plus sensible de son cœur. Ardent pour la défense des idées religieuses, il se trouva non-seulement aux prises avec les ennemis de sa foi, mais il rencontra dans son propre camp des adversaires imprévus et acharnés. L'union des catholiques durant les dernières années du règne de Louis-Philippe, et durant la première période républicaine, avait été féconde et sans nuages; elle s'était manifestée par la présence, pour ainsi dire, simultanée, du P. de Ravignan et du P. Lacordaire dans la chaire de Notre-Dame, par l'intime concert de M. de Montalembert et de l'épiscopat français, secondé par toute la presse religieuse, avec l'approbation plusieurs fois exprimée de Grégoire XVI et la sanction plus explicite encore de Pie IX, au début de son pontificat. Cette union avait pour base l'orthodoxie, que personne ne pouvait songer à mettre en question, et le respect des libertés publiques. Dans ces conditions, le mouvement religieux avait pris de jour en jour un développement plus étendu, et s'il n'obtenait pas partout la complète adhésion des consciences, il n'éveillait, du moins, que sympathies dans l'opinion publique. Trois faits principaux en résultèrent : la popularité du clergé en 1848, le rétablissement du Saint-Siège par les armes de la République française, le retour des ordres religieux dans le droit commun et dans l'enseignement public. Ces progrès, et l'on pourrait dire ces conquêtes, auraient dû cimenter l'accord parmi ceux qui en avaient recueilli le bénéfice; c'est le contraire qui arriva. La promulgation de la liberté d'enseignement fut la première occasion d'un dissentiment déclaré. « Tout ou rien » devint le mot d'ordre de quelques journaux religieux. La loi de 1850 sombra un instant par le vote d'une infime minorité catholique, et sans rougir de leur ingratitude, quelques esprits aventureux dénoncèrent comme criminelles et pernicieuses toutes les libertés auxquelles on avait dû la victoire.

Cependant cette victoire même était incessamment compromise par des agressions de plus en plus ardentes. C'était au moment où les ennemis du christianisme s'efforçaient de ressaisir par le despotisme ce qu'ils avaient perdu par la liberté, que l'on prétendait nous arracher les armes déjà éprouvées au service de l'Église. Cette situation réclamait une attention sérieuse. M. de Montalembert et ses amis n'hésitèrent point à soutenir ce nouveau combat. Ils jetèrent les yeux sur un recueil déjà en possession de l'estime publique, le *Correspondant*, sauvé du naufrage, à travers nos diverses révolutions, par quelques hommes généreux, MM. de Vogüé, de Saint-Seine, de Brosses, et de Kergorlay. Ils formèrent un conseil

de rédaction que présida M. de Montalembert, et dans lequel entrèrent, avec M. Lenormant, déjà rédacteur en chef, le prince de Broglie, M. Cochin et moi <sup>1</sup>.

La tâche du *Correspondant* était multiple : elle consistait à continuer la lutte contre la philosophie et la science matérialistes, à prémunir les catholiques contre la politique de l'Empire, qui menaçait déjà le Saint-Siège ; enfin à maintenir la polémique chrétienne en dehors de thèses et d'exagérations dangereuses.

A la presse anti-religieuse, le *Correspondant* disait : Croire que le christianisme ne fait que des chrétiens, c'est se tromper étrangement ; il fait en même temps, et par surcroît, des citoyens ; il fait ce tempérament national, cette sorte de trésor public dans lequel se puisent à pleines mains l'autorité sans les vertiges du despotisme, l'indépendance sans révolte, la docilité sans bassesse. Détruire ou diminuer le sentiment religieux d'un peuple, c'est appauvrir son sang et tarir en lui les vraies sources de la vie. En dehors du christianisme, apprendre aux hommes à obéir et surtout à commander, se targuer de progrès, de développement intellectuel, d'amélioration morale, c'est poursuivre une chimère et se préparer de cruelles déceptions. Christianisme et liberté sont les deux pôles du monde moral et politique : on ne l'oublie jamais sans jeter les peuples dans la perturbation, et les individus dans la turpitude. Ne nous alléguez pas l'intérêt de la démocratie ; vos ombrages à cet égard ne sauraient être fondés. Au milieu des divisions contemporaines, un seul fait reste incontestable, c'est l'avènement de la démocratie. Tout nous y a conduits, les fautes des rois aussi bien que l'impatience des peuples. Nul état social n'exige plus impérieusement l'infiltration profonde du christianisme dans les masses : plus on s'affranchit du côté de la terre, plus il faut se lier du côté du ciel. Quand l'ordre moral baisse dans le for intérieur, la tyrannie s'élève dans les codes ; quand l'ordre moral ne règne pas en maître dans une société démocratique, l'anarchie est toujours aux portes, et le despotisme derrière l'anarchie.

Au gouvernement impérial, le *Correspondant* disait : Votre politique, à l'égard du Saint-Siège et des catholiques, n'est pas seulement injuste, elle est aveugle. Vous tomberez vous-même dans le piège que vous croyez nous tendre, et vous y périrez. L'indépendance de la papauté, c'est-à-dire l'inviolabilité du dogme, est aussi nécessaire au monde politique qu'au monde religieux. Ils connaissaient bien ce

<sup>1</sup> Voir, sur les différentes phases du *Correspondant*, fondé sous la Restauration, de très-intéressantes pages dans les *Souvenirs de ma jeunesse*, par le comte de Carné, de l'Académie française.

richesse de son érudition, la variété de ses immenses lectures, la vigueur de son éloquence. Le danger l'attirait et il s'y portait avec toute l'énergie de sa passion, ne voyant que l'ennemi, ne cherchant que lui, et souvent, dans l'ardeur de la lutte, se découvrant lui-même pour mieux l'atteindre. M. Lenormant, professeur au collège de France, savant réservé, exact, scrupuleux, habitué à vivre dans l'antiquité et sachant y puiser des arguments nouveaux, portait dans les mêmes débats une raison plus froide, mais une volonté non moins persévérante. Vieilli dans la magistrature, et toujours soucieux du droit et de la règle, M. Foisset instruisait gravement les questions et atteignait l'élévation de la pensée par la noblesse du sentiment moral et la vivacité de l'honneur. Jeune encore, mais déjà à la hauteur d'un grand nom et d'un grand rôle, l'historien de l'Église au quatrième siècle, le prince Albert de Broglie, se signalait par la puissance du raisonnement et la pénétration de l'esprit : il excellait à revêtir des charmes d'un langage fin et élégant les sévères déductions de sa ferme et pressante dialectique. D'autres devaient à la pratique des affaires, au maniement des hommes, ce sens calme et net qui met à l'abri des enthousiasmes aveugles, aussi bien que des dénigrements stériles. La loyauté du caractère leur donnait le droit de tout dire, et la modération de leur langage faisait tout accepter. M. Cochin, toujours le plus jeune dans les œuvres les plus graves, sut se faire une large place parmi des hommes de cette valeur, et rendit à l'entreprise commune des services éminents. Son esprit, ami par nature et par principe de la conciliation, lui faisait rapidement saisir le point précis où pouvaient se rejoindre les opinions en apparence les plus contraires, mais bientôt ce fut à l'affection de tous qu'il dut son principal ascendant. Prompt à concevoir, habile à exécuter, il mettait toujours généreusement au service d'autrui sa plume et ses idées, ne songeant jamais aux satisfactions de son amour-propre, dès que l'intérêt commun réclamait son dévouement.

Par cela même que le *Correspondant* devait être, dans la pensée de ses fondateurs, un instrument de propagation pour les idées religieuses, son domaine n'était point étroitement circonscrit. Le christianisme embrasse, en effet, toutes les sphères de l'activité humaine, parce qu'il agit sur toutes les conceptions de l'esprit humain ; aussi rencontre-t-il partout des témoins qui déposent en faveur de son influence. Ce point de vue préoccupait surtout M. Cochin, et sans cesse il adressait des appels chaleureux à tous ceux qui avaient une pensée élevée à exprimer. La lutte ne l'effrayait point, et il prouva à l'occasion combien sa plume pouvait être redoutable : mais la polémique, même lorsqu'elle était nécessaire, lui paraissait plus

propre à faire germer des passions que des vertus. C'est dans une région plus sereine qu'il aimait à maintenir sa pensée et à ramener les âmes. Au moment de la réorganisation du *Correspondant* il écrivait à M. de Saland, dont le nom reparait souvent ici parce que leur amitié mit toujours en commun le même dévouement aux bonnes œuvres : « Donnez-nous ou procurez-nous des travaux, quel qu'en soit le genre, car nous avons autre chose à faire que de la polémique ou de la politique, deux choses que Notre-Seigneur n'a ni faites ni prêchées. Que de terrains sur lesquels nous pouvons faire avancer et triompher la vérité chrétienne, arts, sciences, histoire ! Puis priez Dieu que nous ne l'offensions pas et que nous méritions de parler de lui. La notice sur Ozanam vous aura ravi <sup>1</sup> ; vous souvient-il de nos vingt ans ? Quel frais, sonore et sublime écho de ce que nous sentions et espérons alors ! Que dis-je, nous le sentons et l'espérons toujours ! »

Ozanam méritait bien de rester un des plus chers souvenirs de M. Cochin. Il lui apparut toujours comme le type du chrétien au dix-neuvième siècle : ardent à chercher par la science la démonstration de la vérité religieuse, prompt à en montrer la vertu toujours féconde dans les œuvres de la charité, à la hauteur des plus fières intelligences, par la noblesse de son caractère, à la portée des plus humbles par la tendresse de son âme, l'auteur des *Études sur Dante* et les *Germaines*, et le fondateur de la société de Saint-Vincent-de-Paul excitaient au même degré l'admiration de M. Cochin ; une telle vie lui semblait digne d'envie. Il remercia vivement le P. Lacordaire de l'hommage rendu à son ami, mais ne put s'empêcher de faire un douloureux retour sur le passé.

1<sup>er</sup> décembre 1855.

« En lisant votre notice sur Ozanam, il m'a semblé le voir revivre, et avec lui ces belles années de lutte, mais de courage, d'obstacles, mais d'ardeur, de dignité, de noble attitude, toutes remplies de la mémoire de notre ami. A combien d'âmes ce langage fera du bien, et qu'il est bienfaisant, dans un moment où l'Église, qui avait des avocats, n'a plus que des procureurs généraux, parlant par réquisitoires, affectant trop souvent un ton grondeur, rébarbatif et glacé qui effarouche tant de pauvres gens !

« Je vous remercie aussi, mon Père, d'avoir permis que votre œuvre honorât et encourageât le recueil que nous tâchons de relever. J'attends peu de succès, peu de justice même ; ce sera beaucoup,

<sup>1</sup> Notice sur Ozanam, par le P. Lacordaire, *Correspondant* du 25 novembre 1855.

cependant, d'avoir prouvé que tous les chrétiens ne tombent pas du même côté. Nous ne méritons, d'ailleurs, d'être bénis par Dieu que si nous consacrons à le servir des efforts unis et persévérants, des travaux irréprochables, dégagés de toute inutile humeur, mais posant et faisant triompher la vérité chrétienne par l'empire de sa seule majesté. Vous nous avez donné l'exemple ; ajoutez-y souvent vos conseils, vos directions, et aussi le secours de vos prières. Pour la part minime que je prends à cette tentative, je tiens ardemment à cette assistance, et je vous la demande avec instance. »

M. Cochin, on le voit, ne se faisait pas illusion sur les dangers qui menaçaient *le Correspondant*, et s'il voulait lutter sans faiblesse, il ne s'y préparait pas sans anxiété. D'ordinaire, l'enthousiasme s'accommode mal de la vue nette des périls, et le zèle se nourrit volontiers d'illusions. Aussi la plupart des hommes montrent dans le début des entreprises une ardeur qui n'est égalée que par la promptitude du découragement : tout leur manque dès que le succès leur échappe. M. Cochin se préoccupait seulement du bien ; ce n'était pas la vivacité de ses espérances qui excitait la vivacité de son zèle, mais le sentiment du devoir. Il prévoyait toutes les difficultés, et en craignant tous les désastres, il agissait comme s'il eût été sûr de la victoire. Il semblait même qu'il se relevât à ses propres yeux en agissant en dehors de toute considération et de toute espérance humaines. « Nous voilà engagés dans l'œuvre, écrivait-il à madame Cochin ; j'y apporte peu d'entraînement, peu d'espoir, mais je sens mieux ainsi que j'obéis à un pur devoir dont le prix, certes, ne sera pas en ce monde. Priez pour que nous ne fassions pas le mal en croyant faire le bien. »

Un rapide succès vint le surprendre sans l'exalter ; il écrivait alors à M. Ducros de Sixt : « Vous jugez très-bien notre situation : les exagérations furibondes des attaques contre nous ont été trop loin pour ne pas nuire surtout à leurs auteurs. Mais comme elles nuisent aussi à la religion, ce qu'il faut avant tout éviter, nous avons ajourné l'article de M. de Broglie, travail approfondi que nous ne voulions pas voir exposé à passer seulement pour une représsaille. Au reste, dans une situation si délicate, tenant un langage fort en avant de l'état d'esprit de beaucoup de nos amis, nous devons nous attendre à vivre quelque temps sur les suppositions d'autrui, et elles seront toutes malveillantes : gallicans, politiques, boudeurs, ambitieux, etc., on ne nous ménagera pas les épithètes ; il s'y joindra des calomnies. Mais comme notre conscience nous approuve, j'espère que Dieu nous bénira ; puis, peu à peu, la polémique cessera, et la revue aura à grandir son rôle littéraire et scientifique.

C'est à quoi nous devons tendre avant tout. M. de Maistre disait : « Le meilleur moyen de réfuter un mauvais livre, c'est d'en faire un bon sur le même sujet. »

M. Cochin s'engagea donc dans la lutte, ne gardant qu'une crainte, la seule qu'un chrétien sincère ne puisse désavouer, celle de dépasser la mesure et de blesser les âmes qu'il voulait éclairer. Durant un séjour en Anjou, il écrivait à madame Cochin :

« Hélas ! dans cette atmosphère de tranquilles émotions, je viens pourtant pour parler de guerre, de luttes, de misères, de contradictions. Notre situation n'a jamais été plus difficile ; elle ressemble à ce pays que je vois par ma fenêtre, où quelques hommes ont tenu tête à des régiments : ces verdure si riantes ont été aussi noircies de poudre et tachées de sang. Sans comparer nos petites batailles d'écritoire à ces mémorables luttes, je demande à Dieu que nous ayons aussi de notre côté la raison et sa grâce, et que nous n'autorisions pas les excès par d'autres excès. »

Plus la lutte devint vive, plus M. Cochin s'affermait dans l'idée qu'il s'était faite de l'apologétique chrétienne. Elle devait garder, selon lui, ce caractère de charité qu'elle tient de l'Évangile, cette science large et ferme qu'elle a reçue des Pères de l'Église. Il saluait avec bonheur ces qualités dans le début d'un jeune talent, mais en maintenant toujours la ferveur du prêtre au-dessus des succès de l'orateur. Il écrivait à l'abbé Perreye :

« Vous avez prêché parfaitement : excellentes idées, style élégant et clair, gestes naturels et expressifs, ton modeste. Le banc-d'œuvre entier a tenu les yeux ouverts, chose rare ! et le vieux M. de Vatimesnil, qui s'y connaît, m'a dit : « Voici un talent complet. » Croissez encore en piété, car le grand effet de votre parole, c'est qu'elle laisse transparaître votre foi : on sent que vous méditez ce que vous débitez, et que vous avez parlé devant Dieu avant de parler devant votre auditoire. »

Dans une autre lettre, il écrivait encore à l'abbé Perreye :

« On fait à la religion le plus grand tort, en la revêtant d'une apparence intolérante et dédaigneuse ; il lui sied de parler en chaque époque le langage le plus élevé de cette époque, et d'être aussi savante que les savants, aussi éloquente que les lettrés, en même temps qu'elle les domine tous par ses rayons d'en haut. Il me semble que, quand nous étions jeunes tous deux, on nous a fait aimer le christianisme, en le présentant à nos respects comme un épanouissement pour l'âme, et non comme une cellule pénitentiaire. Puissions-nous,

dans notre humble recueil, continuer les nobles traditions de cette école du P. Lacordaire et de tant d'autres maîtres. Aidez-nous, et priez Dieu pour que nous ne soyons pas indignes de marcher dans cette voie. »

Ce n'est pas seulement au point de vue religieux que *le Correspondant* devait être attaqué ; la politique vint encore aggraver sa situation. Le gouvernement impérial, toujours ombrageux à l'égard des anciens partis, ne pouvait manquer de s'apercevoir que quelques-uns de leurs représentants avaient trouvé un refuge dans le nouveau recueil ; il craignit de voir relever quelques débris de cette tribune renversée par un coup de force. Il dirigea donc contre *le Correspondant* les armes d'une constitution créée par lui, et fort prévoyante. Le recueil ne changea point d'attitude ; il continua à défendre les mêmes idées, s'efforçant de concilier autant que possible la franchise avec la prudence. M. Cochin se constituait souvent, comme il le dit lui-même, chef du service de la sécurité. « Vous ne vous doutez pas, écrit-il à l'abbé Perreyve, en lui expliquant quelques modifications introduites dans un article, vous ne vous doutez pas là-bas, et face à face avec l'Océan, des précautions qu'il nous faut prendre ici pour que le petit souffle de liberté qui nous reste ne s'éteigne pas. » Lui-même fut, comme maire, l'objet de certaines insinuations et même d'attaques qu'il repoussa avec fierté. « M. le préfet, écrit-il à son beau-père, ne m'a pas laissé ignorer que M. Billault avait contre moi des répugnances, à cause de mes croyances et de mes amitiés. Comme je ne suis pas prêt à renoncer, pour lui plaire, ni aux unes ni aux autres, ni aux répugnances qu'à son tour il m'inspire, je ne ferai rien pour le détromper. »

M. Cochin ne se dissimulait donc pas qu'il aurait bientôt à choisir entre les fonctions qui lui permettraient de faire le bien et les idées qui lui inspiraient la volonté de l'accomplir. Dans une pareille alternative, son parti n'était pas douteux, et sa démission était préparée à l'avance. Il profita des derniers moments de pouvoir qui lui étaient laissés pour rendre son administration encore plus active et plus bienfaisante. Il ne considérait pas les habitants de son quartier comme de simples administrés, mais il leur donnait une véritable place dans son cœur. A l'issue de la guerre de Crimée, il écrivait à un membre du Parlement anglais, M. Monsell : « Venez du moins cet hiver à Paris. Puisse-nous alors remercier Dieu du succès de nos armes, alliées pour une noble cause, et de la disparition du triste fléau qui se joint à la guerre pour multiplier les morts et désoler les vivants. Jusqu'ici, j'ai été bien éprouvé dans ma famille municipale, mais aucun de mes parents n'a été atteint. »

Les Expositions universelles avaient commencé par l'Angleterre, et la France ne voulut point lui en laisser l'honneur exclusif. Un édifice spécial fut élevé à Paris dans les Champs-Élysées, et l'industrie du monde entier y fut conviée. M. Cochin, on n'en doute pas, s'associa très-vivement à ce nouveau mode de comparaison, d'émulation, et par conséquent de progrès. Sa part personnelle dans cette entreprise fut une heureuse et considérable innovation.

A sa demande, un jury spécial fut institué pour constater à quel degré de bonne fabrication sont arrivés les objets à bon marché, et pour que ces objets eux-mêmes fussent exposés et réunis dans une section spéciale.

« L'état misérable et malsain des logements de la plupart des ouvriers et des paysans, disait-il<sup>1</sup>, est une des causes premières de la misère, de la maladie, de l'abandon de la famille, des vices, des crimes; cela n'est pas contestable.

« Les ouvriers et les paysans, comme les membres de toutes les autres classes de la société, se divisent de plus en plus en deux groupes : ceux qui vivent dans la famille, s'y plaisent, y font tout, cuisine, blanchissage, vêtements, parce qu'ils y trouvent tout, regardent le linge et le vêtement comme une réserve qu'on doit accroître, le costume national, s'ils l'ont conservé, comme de précieux insignes qu'on ne doit pas négliger; et ceux, au contraire, qui vivent en dehors de la famille, se laissent entraîner à prendre au cabaret des jouissances en commun, considèrent leurs meubles et leurs vêtements comme leur seul capital disponible, s'en passent ou les engagent, les vendent même au premier caprice. De quel côté est la moralité, la santé, le bonheur? Qu'on le demande aux enfants et aux femmes de ces ouvriers!

« Si l'on descend jusqu'aux pauvres, que sera-ce! Il est des pays (ce n'est pas la France) où le pauvre n'a pas *son* habit et *son* logement, mais porte après dix degrés de décadence l'habit, la robe, le chapeau, que dix degrés d'opulence ont rejeté, et change chaque nuit de toit. Il en est d'autres, bien plus nombreux, où, pour des milliers de familles, un lit complet, ou même la chandelle et le savon sont des objets rares, où, faute d'éclairage, on ne lit jamais, on ne se réunit jamais, où l'on ne se chauffe, lorsqu'on ne possède ou lorsqu'on ne prend aucun droit sur les bois du voisinage, que de loin en loin, ou par charité.

« En dehors de ces tristes excès de misère, les populations, même les plus privilégiées, restent des siècles sans connaître ou sans ac-

<sup>1</sup> Rapport de M. Cochin au jury de la 31<sup>e</sup> classe.



cepter l'usage de moyens ingénieux, peu coûteux, tenant peu de place, qui seraient si bien appropriés à leur vie domestique.

« ..... Le luxe même dont, nous le reconnaissons, les excès sont arrivés au point d'affliger la morale, le luxe qui semble l'apanage exclusif du petit nombre, sert à tous quand il atteint à un degré raisonnable et à la véritable perfection ; on ne peut hausser le sommet sans élargir la base, et les chefs-d'œuvre, dans l'industrie comme dans les lettres, élèvent le niveau général ; sans cela, ils ne sont que de magnifiques et souvent de dangereuses inutilités. A quoi bon rendre la lumière plus vive, si ce n'est pour faire porter plus loin ses rayons ?

« Il faut donc détruire ce préjugé qui consiste à considérer l'industrie comme le profit que tirent quelques hommes de la peine de tous les autres, et éviter aussi de séparer ce qu'elle fait pour les riches de ce qu'elle fait pour ceux qui ne le sont pas. »

M. Cochin appelait cette exposition des objets à bon marché : la Galerie d'économie domestique, et il ajoutait, dans le rapport qui lui donna gain de cause :

« Cette exposition spéciale, même incomplète, est-elle *utile* ?

« L'intérêt qu'elle a provoqué et l'avis des hommes les plus éclairés nous permettent de l'affirmer. Oui, elle est utile, avant tout, aux ouvriers, à leurs femmes, aux petits ménages, qui trouvent réuni ce qui était comme perdu dans l'immensité de l'Exposition, découvrent des objets usuels, apprennent des prix, comparent des procédés, et sortent avec mille moyens d'augmenter à peu de frais leur bien-être domestique. Elle est utile aux patrons, qui pourront faire valoir autour d'eux ces idées et ces exemples ; aux administrateurs des villes et aux membres des sociétés de bienfaisance, souvent fort embarrassés pour distribuer des dons convenables, faire des achats, ou répandre des conseils pratiques d'ordre, de propreté, de salubrité ; enfin aux fabricants des diverses nations, qu'un parallèle, même incomplet, peut exciter à imiter des procédés usités dans d'autres pays. »

« ..... Désormais, aucune exposition universelle ne doit avoir lieu sans qu'un large espace soit réservé à l'exhibition spéciale des objets utiles au bien-être physique ou au développement intellectuel des classes les plus nombreuses de la société ; l'examen entrera dans les travaux du jury, le prix et l'indication des dépôts seront publiés. On ne pourra plus dire que ces magnifiques et louables efforts encouragent seulement le luxe, et sont destinés à réunir tous les moyens inventés par l'homme pour travailler de moins en moins et jouir de plus en plus. »

Le catalogue de ces objets et le nom des exposants forma un livret qui ne compte pas moins de 103 pages<sup>1</sup>. M. Cochin fut nommé président de l'un des jurys spéciaux. Il passait des journées entières sous les voûtes de verre du Palais de l'Industrie, dans une saison brûlante, et livré à un travail écrasant. Il compromit sa santé dans ce grand effort, mais il eut la joie de voir réussir son œuvre. Il reçut, à la fin de l'Exposition, la croix de la Légion d'honneur. Dans cette période d'ardente activité, il écrivait à madame Cochin :

« Petit à petit, notre affaire de l'Exposition marchera, modeste, mais assez utile. Elle me fait bien voir ce temple du travail et, tout ignorant que je suis, je m'associe à l'orgueil de la science humaine. La galerie des machines est merveilleuse. Avez-vous lu la belle expression de M. Dumas : « Les machines, ces esclaves qui rendent à l'homme sa liberté, qu'on peut torturer sans scrupule, et qu'on entend gémir sans remords ? »

Nous trouvons encore quelques indications sur cette entreprise dans une lettre à M. du Boys, ancien magistrat :

« Notre Exposition est sortie de l'ombre; avec des peines infinies, nous l'avons rendue présentable et nous lui avons conservé son caractère primitif de bonne œuvre. Il ne manque pas de gens pour vouloir en tirer, les uns des arguments, les autres une réclame, d'autres enfin les bases d'une spéculation. Il ne serait pas impossible aussi qu'il en sortît une institution permanente. En tout cas, un mémoire que vous recevrez bientôt, maintient ferme notre initiative et notre place, et si nous n'allons pas plus loin, ce sera pourtant quelque chose d'avoir forcé, au nom de la charité, les portes de l'industrie. »

En même temps qu'il assumait tant et de si laborieuses fatigues, il prodiguait aux étrangers, attirés alors en foule à Paris, tous les soins de l'hospitalité : « J'ai nourri de mon mieux mes Hollandais, écrivait-il à madame Cochin, je les ai promenés : ce sont vraiment de belles âmes, et le bon Dieu saura leurs noms que le monde désespère de prononcer. Il nous arrive des gens de tous les pays; tout cela me tombe sur les épaules : pasteurs de Genève, conseillers de Vienne, délégués de Belgique; ma sonnette redevient comme la queue du diable dans les temps de misère. »

Vers la même époque, M. Cochin entreprit une de ses œuvres les plus méritoires par le nombre des difficultés à vaincre.

Les Petites-Sœurs des pauvres étaient parvenues à fonder, rue du

<sup>1</sup> Imprimerie de J. Claye, rue Saint-Benoît, 7, Paris. 1855.

Regard, un asile pour leurs vieillards, dans une maison qui leur avait été louée par l'administration des hospices de Paris ; mais bientôt l'ardeur de constructions qui signalait l'administration du baron Hausmann pénétra jusque dans le Conseil des hospices, et il crut opportun d'élever, sur les terrains de la rue du Regard, des bâtiments d'un plus grand rapport. Les Petites-Sœurs des pauvres n'avaient point de bail ; elles reçurent congé, avec le délai d'un an pour transporter ailleurs les 180 vieillards dont elles avaient pris la charge. M. Cochin, averti comme maire et surtout comme ami, se hâta d'intervenir près du Conseil des hospices pour obtenir soit un bail, soit un délai plus long. On lui répondit que l'intérêt général devait l'emporter sur un intérêt particulier, et que l'Assistance publique ne pouvait négliger de tirer parti de ses propriétés.

M. Cochin était battu par ses propres armes ; il le sentit et se mit aussitôt en quête d'un autre logement ; mais personne ne voulait partager sa maison avec des hôtes si onéreux, et les bâtiments assez vastes pour loger tant de monde s'élevaient à des loyers dont le moindre atteignait 30,000 francs par an. Le découragement commençait à poindre, lorsque la sœur supérieure vint trouver M. Cochin, pour lui faire le récit suivant : « Un monsieur, dont j'ignore le nom, mais que je vois souvent assister à la messe dans la chapelle, vient de me dire : — Ma bonne mère, vous faites chercher une maison pour y abriter vos vieillards ; je me suis employé de mon côté à cette recherche, mais nous n'y réussirons pas. Il faut acheter un terrain et y bâtir vous-même un asile. — Le conseil est excellent ; mais pour acheter et pour bâtir il faut de l'argent, et nous n'en avons pas. — Le bon Dieu y pourvoira, répliqua l'inconnu ; occupons-nous d'abord du terrain. J'en ai trouvé un très-vaste et très-bien situé, avenue de Breteuil, au prix de 15 francs le mètre. C'est une occasion qui ne se retrouvera plus ; dans un an, peut-être dans un mois, ce terrain vaudra 40 ou 50 francs. Traitez donc immédiatement, et pour l'acquiescement des frais qui seront promptement exigibles, je mets 30,000 francs à votre disposition. »

« Je demandai la permission de consulter mes supérieurs, en ajoutant : « Veuillez me donner votre adresse ; dès que la réponse sera entre mes mains, j'aurai hâte de vous l'apporter. — Mon adresse vous est inutile. Dans trois ou quatre jours, je reviendrai entendre la messe dans votre chapelle, nous causerons en sortant, comme aujourd'hui, et si la réponse est un consentement, le soir même nous ferons dresser le contrat. »

Les supérieurs acceptèrent. M. Cochin fut invoqué, se mit à la tête d'une souscription, commença par souscrire lui-même, selon son habitude, obtint que les compagnies de la garde nationale du quar-

tier de l'avenue de Breteuil se chargeassent de l'entretien d'un certain nombre de vieillards désignés par l'état-major, obtint du bureau de bienfaisance une somme de 25,000 francs, mit aussitôt les ouvriers à l'œuvre, surveilla les travaux, inaugura la maison, et prononça un discours qui émut profondément un nombreux et brillant auditoire.

Le premier et généreux promoteur de cette œuvre avait été obligé de livrer son nom pour l'accomplissement et la garantie de plusieurs formalités ; mais il l'avait fait à la condition que ce nom ne serait pas révélé de son vivant. La mort a récemment affranchi la reconnaissance des Sœurs, et elles aiment à répéter aujourd'hui avec vénération le nom de M. Chartier, dont le testament contenait encore un legs de 12,000 francs.

On a publié jadis un triste roman intitulé : *les Mystères de Paris* ; on pourrait écrire une belle histoire de Paris intitulée : *les Mystères de la charité*.

Le discours de M. Cochin avait été soigneusement transcrit sur le registre de la maison de l'avenue de Breteuil, et il donnait tant de prix à ce volume, que les Petites-Sœurs le confièrent, pendant la Commune, à une maison particulière qu'elles croyaient un lieu plus sûr que l'asile d'une communauté religieuse. Cette maison fut dévorée par les incendies du 24 mai, et le discours a péri, victime des soins mêmes pris pour le conserver.

Les œuvres qui doivent ainsi continuer à travers les âges leur action bienfaisante étaient celles qui attireraient surtout M. Cochin. Mais si la charité collective lui paraissait plus sûre, ce ne fut jamais aux dépens de la charité individuelle. Les pauvres avaient chez lui un jour de réception, le vendredi, et, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à sa mort, il ne manqua jamais, durant ses séjours de Paris, à ce rendez-vous, qui était sacré pour lui. Sa patience était infatigable, et on le vit quelquefois tellement ému des misères morales et physiques dont il venait de recevoir la confiance, qu'il en demeurerait souffrant tout le reste du jour. Rien ne pouvait le consoler, disait-il dans son intimité, des souffrances des pauvres ou des fautes des hommes. Quelquefois cependant il rencontrait des récompenses auxquelles il était également sensible. Un jour, il reçut la visite d'un homme qui se présenta chez lui au rendez-vous commun du vendredi en lui disant : « Je suis rédacteur de tel journal, et c'est moi qui attaque tous les jours votre candidature à Paris. Mais il m'arrive une épreuve épouvantable que je ne puis confier qu'à vous, car je suis sûr que vous m'accorderez le secret et la pitié, et que vous m'aideriez. » Il l'aida en effet, ne parla de ce fait qu'à madame Cochin, et sans lui nommer personne. Le secret, du reste, était son inviolable

habitude chaque fois qu'il pouvait agir seul. Madame Cochin elle-même ignorait ses bonnes œuvres quand elle n'y était pas associée. Si l'on en découvrait une malgré lui, il disait : « Ah ! voilà qui est perdu pour le ciel ! » On lui répondit un jour : « Ce n'est pas votre faute, donc ce n'est pas perdu. » Il reprit : « Si, voilà une récompense, et ce que j'ai fait est trop peu pour en mériter deux. »

Cette préoccupation ne le quittait pour ainsi dire jamais. Dans une lettre à madame Cochin, il interrompt brusquement le cours de certaines appréciations littéraires, pour l'entretenir de ses chers pauvres :

« Que je quitterais volontiers tout le reste pour partager avec vous ces nobles jouissances de l'esprit ; mais agir est encore plus grand. Je trotte donc dans mon petit chemin, et que de misères j'y rencontre ! Je viens de recevoir des femmes, des aveugles, des enfants, qui n'ont pas un sou pour le terme, et au lieu de songer, comme moi, aux raffinements du goût, ont l'ambition d'un grabat et d'un morceau de pain ! Voilà le terme d'octobre : ils ne lisent pas la revue, mais un sale papier, avec une griffe d'huissier, qui leur commande de déguerpir ! Quel compte nous rendrons là-haut, quand on nous donnera, à notre tour, congé d'une vie si heureuse, si favorisée ! Eux alors, les pauvres, auront les palais ; puissions-nous espérer d'y avoir une mansarde ! »

Malgré tant de travaux, M. Cochin continuait d'apporter au *Correspondant* une coopération assidue. La situation de ce recueil, déjà si difficile, avait été aggravée par la loi de sûreté générale. Le gouvernement, armé d'une nouvelle force, passa des menaces aux rigueurs, et sévit contre le *Correspondant*. Ses premiers coups atteignirent celui qui en était l'âme et le chef, M. de Montalembert. Un article sur l'Inde anglaise fut incriminé comme perturbateur, parce qu'il contenait un éloge de la vie parlementaire ; comme mensonger, parce qu'il insinuait que la France ne jouissait pas de toutes les libertés publiques. L'administration qui siégeait sur les bords de la Seine, se sentant blessée par des considérations qui portaient sur celle des bords du Gange, déféra aux tribunaux l'outrage qui lui était fait. M. Cochin, dans une lettre au prince Albert de Broglie, raconte la lutte qui s'engagea devant la Chambre de police correctionnelle.

« Déjà vous savez le résultat de notre procès ; vous savez même les détails de l'audience. Nul ne peut (et je ne tenterai pas de le faire) vous donner une idée suffisante de la physionomie de cette audience, où un étranger pouvait aisément prendre les accusés et leurs amis pour les accusateurs. Monsieur votre père, M. Odilon Barrot et M. Villemain défendaient par leur présence notre ami, que Berryer et Du-

faure ont merveilleusement défendu par leur langage contre un président habile, mais partial, et un procureur impérial d'une extrême faiblesse : Berryer, avec toute la splendeur de sa parole vibrante et de son âme passionnée ; Dufaure, avec la véhémence toute-puissante d'une logique nerveuse et lumineuse qui tombait sur le réquisitoire comme la faux d'un moissonneur sur les épis. De tout ce talent, il ne reste pas plus qu'il ne reste de la représentation de l'opéra d'hier pour ceux qui ne l'ont pas entendue. Aucune publicité, aucun écho, rien que le froid énoncé, en langage juridique, d'une sentence évidemment convenue d'avance, disproportionnée avec le délit. Mais qui connaît le délit ? qui a entendu la défense ? On lit la sentence, on se demande : « Pourquoi ? » et comme la question reste sans réponse, on passe. A peine deux cents personnes devinent qu'il y a là le premier combat de la presse contre le pouvoir absolu, une lutte que l'histoire jugera grande, mais dont le présent ne se soucie pas, une peine cruelle contre un homme qui ne l'a pas méritée. »

La condamnation à six mois de prison et 5,000 francs d'amende, qui frappa l'illustre accusé, le plaçait, en vertu de la loi de sûreté générale, sous la menace d'une déportation arbitraire. Quelque assoupie que fût alors l'opinion publique, une telle sentence tombant sur un tel homme causa une vive émotion. Le gouvernement en comprit la portée et eut recours à un mode de réparation fort imprévu : il annonça, dans *le Journal officiel* du 2 décembre, que M. de Montalembert était relevé de sa peine. Cette grâce, à cette date, prenait un caractère que ne pouvait accepter un homme de cœur. Les jurisconsultes, et M. Cochin ce jour-là fut du nombre, firent remarquer qu'un jugement ne pouvait devenir définitif qu'après l'épuisement de tous les degrés de juridiction, et qu'une annulation anticipée était absolument illégale. Cette porte lui étant ouverte, M. de Montalembert se hâta d'en profiter ; il interjeta appel de la grâce plus encore que du jugement. Les nouveaux juges se montrèrent relativement modérés : la peine de la prison fut réduite de six mois à trois mois ; c'était soustraire le condamné à la loi de sûreté générale. M. de Montalembert se présenta aussitôt au greffe de la prison. On lui répondit qu'on n'avait pas d'ordre pour le recevoir, et, sur son insistance, le guichet fut brusquement fermé. L'ordre ne fut jamais donné, et l'opinion publique obtint une de ces victoires muettes qu'elle remporterait plus souvent sous les gouvernements absolus, si elle savait se montrer plus ferme.

Ce sentiment fut toujours celui de M. Cochin. Aussi, loin de céder au découragement, il écrivait :

« Ne nous laissons pas, au moment où la difficulté redouble. Il

nous reste tant de questions religieuses, morales, littéraires, où le divorce entre la raison et la foi est si grand; si dangereux! Notre rôle est encore immense; les services à rendre, la position à tenir, les prescriptions à interrompre, les protestations à tenter, sont toujours les mêmes. Nous avons assez prouvé, assez payé notre indépendance pour n'avoir plus à la démontrer. Mais nous sommes mortels! Mais nous sommes malades! On ne fait rien en ce monde qu'en attendant et qu'en bravant la mort. Qu'elle vienne d'ailleurs, non pas de nous; se décourager, c'est se tuer. »

La sagesse de ces conseils fut bientôt démontrée. Quand le gouvernement impérial eut bouleversé l'Italie, encouragé la Révolution en feignant de la combattre, préparé l'unité allemande par l'unité italienne, porté atteinte à ce patrimoine de saint Pierre qui avait été solennellement garanti, les catholiques durent faire entendre le cri de la conscience. *Le Correspondant*, qui avait signalé le danger dès le congrès de Paris, ne faillit pas à son devoir dans ces douloureuses circonstances. Il consacra quatre articles dans le même numéro à la défense du saint-siège. Ceux de MM. Cochin et de Broglie eurent les honneurs d'un avertissement. M. Billault, ministre de l'intérieur, donna dans un style embarrassé les motifs de cette double mesure. Il la prenait « en considérant, disait-il, que dans l'appréciation qu'ils contiennent des événements qui ont précédé et suivi la guerre d'Italie, ces articles calomnient la politique de la France, et que leur évidente hostilité a pour but d'exciter des passions que réprouve le sentiment national. »

L'avertissement donné à M. Cochin ne faisait aucune allusion à ses fonctions publiques, il eût donc pu se croire autorisé à les conserver; mais sa conscience était aussi fière que délicate. On sait ce qu'étaient pour lui les fonctions municipales, et combien les traditions paternelles les lui rendaient chères: toutefois il y renonça pour affirmer hautement et librement ses convictions religieuses.

L'avertissement qui l'avait frappé en même temps que le prince Albert de Broglie rendit plus étroite encore l'amitié qui les unissait déjà. « Pour moi, lui écrivait-il, puisque M. le ministre a lié ensemble nos deux mains, j'espère bien que rien au monde ne les déliera, et que cette campagne faite ensemble consolidera et augmentera encore notre mutuelle amitié. Je remercie donc M. le ministre de ce profit comme de l'occasion publique qu'il m'a offerte de faire passer mon opinion dans ma conduite. » Ces deux grands cœurs, en effet, demeurèrent toujours unis dans la lutte, et la mort seule les a séparés à l'heure où l'action commune leur eût été plus que jamais une consolation et une force.

A. DE FALLoux.

# FONCTIONNAIRES ET BOYARDS

VI<sup>1</sup>

---

XXVI

L'INSPECTEUR.

Trois jours après le départ de Tatiana, le colonel Palkine se fit annoncer chez le gouverneur général d'Irkoutsk. Palkine était arrivé au palais Kousnetzoff en voiture, dont il descendit péniblement. Il était pâle et courbé; ses traits rudes et anguleux s'étaient encore accentués davantage; ses yeux farouches, cernés par un large cercle bleu, brillaient d'un feu maladif. Il avait passé au lit quatre jours, en proie à une fièvre terrible, conséquence de la douleur des coups de lanière et de la rage profonde qui s'était emparée de lui, et qui grondait dans son cœur à tout souvenir de l'outrage reçu. Chancelant et courbé, il monta le large escalier du palais du Gouvernement, et pria l'aide de camp de service à la salle d'audience d'avertir le gouverneur que le chef des gendarmes désirait le voir immédiatement pour affaire de la plus haute gravité.

Le gouverneur général, prévenu par l'aide de camp, entra aussitôt dans la salle.

— Excellence, dit Palkine dès qu'il se vit seul avec lui, j'ai été victime d'un attentat incroyable. Le comte et la comtesse Lanine, affiliés à une bande de révoltés, m'ont attiré dans un odieux guet-apens. Un déporté que j'avais eu la sottise, je l'avoue, de prendre pour se-

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* des 25 décembre 1873, 10 et 25 janvier, 10 et 25 février 1874.



crétaire, sa fiancée, et même un fonctionnaire de l'État, ont été leurs complices. L'affaire prend toutes les proportions d'une révolte contre l'autorité du tzar... Je viens demander à Votre Excellence son concours pour châtier les coupables. Voici ce qui s'est passé.

Le gouverneur avait laissé dire le colonel, qui parlait d'une voix haletante et chargée de menaces. Au moment où il voulait commencer la narration de son aventure, le général l'arrêta et lui dit froidement :

— Je sais tout, monsieur le colonel, et les coupables, j'espère, seront punis. Il y a cependant de votre faute dans tout ceci ; une enquête, d'ailleurs, éclaircira les faits. Le supplice de Popoff est un acte de cruauté inouïe que je suis loin d'approuver. Quant à la complicité du comte Lanine, je crois que vous faites erreur.

— Comment, Excellence, interrompit Palkine, livide de colère, vous prenez le parti de ce rebelle !

Le gouverneur se redressa et prit son air le plus imposant :

— Je ne prends le parti de personne. Si j'étais encore le maître, je chercherais où est la justice, et je punirais les coupables, quels qu'ils soient. Mais, depuis cette nuit, je ne suis plus rien... Un inspecteur envoyé de Saint-Petersbourg, investi de pouvoirs souverains, est arrivé. Il travaille dans mon cabinet. Veuillez donc vous adresser à lui. Il est seul à cette heure...

Le gouverneur, d'un geste hautain, désigna au colonel une porte de la salle, et, sans lui permettre d'ajouter un mot, se dirigea vers la porte opposée.

— Paladin imbécile ! gronda Palkine. Nous verrons si je ne parviens pas à te faire sauter, culotte de peau !... Ah ! l'inspecteur est arrivé ! Eh bien, nous verrons ce qu'il dira, celui-là !

Palkine, gémissant de douleur, car chaque mouvement lui causait des souffrances intolérables, alla à la porte du cabinet et l'ouvrit. Un homme assis dans un fauteuil lisait avec attention un dossier numéroté. Au bruit que fit le gendarme en ouvrant la porte, cet homme leva la tête.

— Schelm ! s'écria Palkine, qui recula jusqu'au mur.

L'ex-chef de la chancellerie se leva :

— Le baron de Schelmenberg, s'il vous plaît ! cria-t-il. Sénateur, réviseur, et qui a fait à votre intention le voyage fatigant de la Sibérie orientale !... Ah ! vous voulez lutter avec moi, colonel Palkine ! eh bien, il vous en coûtera cher !... Je suis votre chef, car ma mission porte : « Pouvoir sans limites sur toutes les branches de l'administration, y compris la gendarmerie ! » Je puis vous destituer, vous envoyer aux mines, et j'userai de mon droit, je vous assure.

Palkine, d'abord étonné et effrayé à l'aspect inattendu de Schelm,

se remit promptement. C'était un homme brave et profondément rusé. Nous l'avons vu à l'œuvre. Il fit quelques pas, et, surmontant sa douleur, pour en imposer à son adversaire, il se jeta sans façon sur une chaise qui se trouvait à côté du bureau de Schelm :

— Non, dit-il froidement, vous n'en userez pas !

Nous connaissons l'irascibilité de Schelm. Ce sang-froid le mit en fureur.

— Qui m'en empêchera ? dites. Vous, peut-être ? vous n'êtes plus rien : je vous destitue !... Rendez-vous aux arrêts ! cria-t-il. Debout ! De quel droit vous asseyez-vous en ma présence ?

— Doucement, cher monsieur Schelm ! dit Palkine avec ironie. Vous pouvez me destituer, si votre colère contre moi va jusqu'au sacrifice ; vous pouvez me perdre, mais je ne tomberai pas seul !

— Qu'est-ce à dire, colonel ? On m'a recommandé, il est vrai, de ménager la gendarmerie, mais votre insolence passe les bornes !... Un mot de plus, et j'appelle !

— Vous voulez donc que je produise un certain reçu de cent mille roubles... ?

A peine ces mots furent-ils sortis des lèvres de Palkine, que Schelm avait bondi jusqu'à lui et lui secouait le bras avec rage.

— Tu possèdes ce reçu, démon ?

— Hé ! aurais-je commencé la guerre sans cela ? répondit le gendarme.

Palkine se servait de ce qu'il avait entendu la nuit de l'attaque. Persuadé qu'il ne pouvait tenir Schelm que par la frayeur, il mentait audacieusement. Cette hardiesse lui réussit au delà de son espérance... Schelm tomba anéanti sur son fauteuil.

— Avec toute votre habileté, monsieur Schelm, ou Schelmenberg, comme vous voudrez, continua Palkine, qui ne put s'empêcher de profiter de son avantage, vous êtes un imbécile ! Pourquoi m'avoir déclaré la guerre, quand je ne demandais qu'à marcher de concert avec vous ?

— Pourquoi alors, traître, ne m'as-tu pas rendu ce reçu avec les autres ?

— Oh ! voyons... me demandez-vous cela sérieusement ? Tout en marchant de concert avec Votre Excellence, j'ai autant de confiance en vous que vous pouvez en avoir en moi ! Je voulais me garder une arme, et avouez que j'ai bien fait !... Allons, monsieur l'inspecteur, remettez-vous, et écoutez-moi... Vous m'avez mal reçu, et c'est juste au moment où je venais vous donner les moyens d'en finir enfin avec les Lanine...

Schelm dressa l'oreille et devint attentif :

— Vous dites?... Mais vous mentez encore... vous êtes leur protecteur!

Palkine haussa les épaules :

— J'étais forcé de les avoir sous la main, c'étaient des instruments contre vous. Si nous cessons d'être adversaires, pourquoi diable voulez-vous que je les protège? Vous avez voulu vous venger du comte, et je ne sais pas au juste l'offense qu'il vous a faite; mais je vous jure qu'elle n'est rien en comparaison de celle que lui et les siens m'ont infligée!

Palkine dit cela avec une expression de férocity telle, que Schelm fut tout à coup persuadé. Il devint subitement expansif; il alla même jusqu'à tendre la main au gendarme, que celui-ci serra avec effusion... Il avait vaincu.

— Savez-vous, Palkine, dit Schelm, qu'il faut que ces gens-là disparaissent? Je ne les hais cependant plus, et je me prends parfois à regretter ce que j'ai fait, non par remords, oh! non, mais parce que ces Lanine, avec leurs protections et leur influence, me font maintenant peur. Je suis sénateur, puissant, et je me suis marié, l'an passé, avec la fille d'un banquier allemand qui m'a apporté une grosse dot. J'ai un avenir magnifique... N'étaient ces Lanine, je serais calme. Je crains toujours que cette affaire ne revienne sur l'eau... J'ai sollicité le poste d'inspecteur pour en finir avec eux. Il faut que lui et sa femme disparaissent à jamais. Je les poursuivrai sans relâche, et je les ferai périr. C'est indispensable à ma tranquillité. Je ne dors pas... Si vous voulez sérieusement m'aider à les anéantir, je vous promets de devenir votre allié.

Palkine enveloppa Schelm d'un regard tellement ironique, que l'inspecteur baissa les yeux.

— Vous songez déjà comment me faire disparaître à mon tour, après vous être servi de moi! Cela m'est égal... Tant que je suis gardé, vous n'entreprendrez rien contre moi, et m'offririez-vous un million, je ne me dessaisirais pas de mon arme! Ne finassez donc pas, et pour une fois de notre vie, soyons francs entre nous. Haissons-nous et soyons alliés. Nous ne pouvons faire différemment... résignez-vous-y donc, comme je m'y résigne... Je serai votre allié fidèle, et cependant, croyez-vous que votre fortune me fasse plaisir? croyez-vous que je ne serais pas enchanté de vous voir à tous les diables? dites!

L'accent de Schelm était presque franc quand il répondit :

— Ma foi! essayons. Que me disiez-vous de Lanine?

— La semaine passée, j'ai su, par mes espions, que mon secrétaire, un certain Popoff, que vous connaissez...

Schelm devint attentif :

— Il est donc ici, à Irkoutsk? demanda-t-il.

— Oh! celui-là n'est plus à craindre : il est mort!

— Mort! en êtes-vous bien sûr? s'écria Schelm.

— Croyez-vous qu'on puisse vivre quand on a reçu cinq cents coups de lanière? J'en ai cinquante, tout au plus, dans le dos, et je puis me mouvoir à peine..

— Vous avez reçu des coups de lanière, vous!

Palkine se tordit, à ce souvenir, sur sa chaise, et sa voix prit des accents rauques et sauvages, quand il répondit :

— Oui. Vous allez voir. Depuis longtemps j'étais sur la trace d'un immense complot qui couve dans ce pays. Je soupçonnais Lanine et Popoff d'y être affiliés. J'ai fait suivre mon secrétaire, et, un jour, il a été surpris à la résidence de Lanine. Dès ce jour, je ne le perdais plus de vue, et une nuit je fis cerner la cabane de ce Wladimir, où je trouvai Popoff. La révolte grondait déjà ; des bandes de brigands désolaient le pays... Popoff me paraissait un des chefs de cette révolte ; je voulais le faire parler à coups de lanière.

— Eh bien?

— Il n'a rien avoué, le misérable! Mais, au moment où il expirait, une bande armée a envahi la cabane. Un de ceux qui avaient été arrêtés à la suite de la conspiration de l'As de cœur était à la tête de cette bande.

On aurait pu croire que Schelm allait s'évanouir à ces mots... Il devint blanc et demanda d'une voix si tremblante, qu'elle en était inintelligible :

— Quel était cet homme?

— Je l'ignore. Vous savez que je ne les ai vus que pour les arrêter. Excepté celle de Lanine, les figures des autres se sont confondues dans ma mémoire... Je ne les ai plus revus depuis, car ils étaient au secret dans la forteresse, et je n'avais pas mission de les interroger.

Schelm insista :

— Vous ne pouvez pas me dépeindre sa figure?

— Si vous me laissiez achever mon histoire, vous verriez que je n'avais pas le temps de faire des croquis. D'ailleurs, sous leurs capuchons, ils se ressemblaient tous, et la cabane n'était pas illuminée aux feux de Bengale ! Écoutez-moi donc sans m'interrompre avec vos questions oiseuses, continua le gendarme avec dureté. Je vous jure que ce que je vais vous raconter ne m'est pas agréable à dire.

Schelm, devant la pensée duquel passa la figure menaçante de Müller, se dit que la mission qu'il avait brigüée pouvait ne pas être aussi facile qu'il l'avait cru à Saint-Petersbourg. Il se tut, sans même relever le ton peu parlementaire de Palkine.

— La bande des révoltés avait été amenée, continua le colonel, par la comtesse Lanine et par un certain docteur Haas qu'elle traîne à sa suite.

Schelm bondit :

— La comtesse ? fit-il, tremblant de joie.

— Oui, je l'ai vue, et d'autres avec moi !

— Ah ! voici enfin une bonne nouvelle !

Il courut à la porte et appela l'aide de camp de service :

— Priez le gouverneur de se rendre ici immédiatement, ordonna-t-il.

Et il revint en se frottant les mains et en disant à Palkine :

— Continuez ! continuez !

— Cette bande avait des armes à feu. Les deux gendarmes qui m'assistaient furent massacrés. Moi-même, après avoir tué plusieurs de ces brigands, je fus attaché à un poteau et condamné au supplice des lanières.

La méchanceté de Schelm fut plus forte cette fois que sa duplicité. Il ne put déguiser sa joie à cette confidence, et il partit d'un immense éclat de rire. Palkine se mordit les lèvres jusqu'au sang pour ne pas éclater, et le regard qu'il jeta à Schelm était rempli de fiel et de haine.

— Riez ! riez ! grommela-t-il.

— Voyons, dit Schelm, haïssons-nous, mais soyons alliés !... ce sont vos propres paroles.

— Au fait !... L'ispravnik d'Irkoutsk était leur complice.

— Oh ! oh ! dit Schelm ; mais le gouverneur est inexcusable de souffrir des fonctionnaires pareils !

— Je vous parlerai tout à l'heure du gouverneur... L'ispravnik se chargea de l'office de bourreau.

Schelm eut peur :

— Vous inventez, Palkine ?

— Vous vous convaincrez vous-même... Je reçus cinquante coups de lanière, entouré de déportés, et fustigé par la main de l'ispravnik. Madame Lanine et Haas, quand ils virent que tout avait réussi suivant leur désir, disparurent prudemment ; une femme de chambre de la comtesse, fiancée à ce Popoff, resta à pleurnicher auprès du cadavre de mon secrétaire... Un secours inespéré me sauva la vie !... Les déportés, en s'emparant de la maison du stanovoï du village et des cosaques surveillants qui s'y trouvaient, en avaient laissé échapper un. Un peloton appelé par lui accourut à mon secours. Les déportés s'enfuirent, mais l'ispravnik et la fiancée de Popoff restèrent entre mes mains... Le stanovoï et les autres cosaques témoigneront de la complicité de Lanine et...

L'aide de camp du gouverneur entra dans le cabinet.

— Le gouverneur est occupé, balbutia-t-il ; il m'a chargé de dire à Votre Excellence qu'il viendra aussitôt qu'il en aura le loisir.

Schelm pensa étrangler de colère.

— Vous savez qui je suis ? demanda-t-il à l'aide de camp qui tremblait.

— Oui, Excellence.

— Vous savez que tout le monde doit m'obéir ici ?

— Oui, Excellence.

— Le gouverneur aura à répondre de sa façon d'agir. Quant à vous, êtes-vous prêt à exécuter mes ordres ?

— J'obéirai à Votre Excellence.

— Rendez-vous de suite chez la comtesse Lanine. Arrêtez tout le monde : les maîtres, les valets, les visiteurs que vous y trouverez... Tout le monde, entendez-vous ? Allez vite !

— Mais, Excellence...

Schelm trépigna.

— Vous n'êtes pas encore parti ?... Vous voulez donc que je fasse passer ici tout le monde en jugement ?

L'aide de camp s'enfuit.

— Ah ! ah ! le ministre avait raison ; c'est un nid de rebelles que ce pays-ci ! Le gouverneur général est le premier coupable. Ah ! mais, on ne me connaît pas encore... Je les briserai tous !... Me répondre ainsi !... Palkine, qu'est-ce que ce gouverneur ?

— C'est une sorte de paladin !... J'ai déjà envoyé à Saint-Petersbourg plus de vingt dénonciations contre lui. Il protège les détenus politiques ; il est d'une indulgence idiote et préjudiciable aux intérêts de Sa Majesté. Parce qu'il a gagné quelques batailles contre des sauvages, il se croit tout permis. Je craignais qu'il ne fût invulnérable, car l'empereur l'aime ; mais votre mission prouve que mes dénonciations ont porté.

— Oui et non. Le ministre de l'intérieur m'a recommandé la plus rigoureuse sévérité envers tout le monde, grands et petits. Il a insisté sur ces mots, qui étaient à son adresse ; mais, en revanche, le chef des gendarmes m'a ordonné d'user des plus grands égards envers le gouverneur général d'Irkoutsk, qui est un des hommes les plus loyaux de l'empire... Je venais avec l'intention de le ménager s'il ne contrecarrait pas mes projets ; mais je vois...

Schelm s'interrompt et se leva. Sur le seuil était le général gouverneur de la Sibérie orientale. Il avait probablement entendu la dernière phrase de l'inspecteur, car il demanda avec ironie, en entrant, et en s'asseyant dans un fauteuil :

— Que voyez-vous, monsieur Schelm ?

Le général était en uniforme ; sa figure imposante et martiale était faite pour intimider des gens comme Schelm, qui ne sont braves que quand ils sont sûrs du succès. L'inspecteur salua et se rassit un peu décontenancé. La hiérarchie militaire ordonnait à Palkine de se lever à l'aspect d'un général ; le gouverneur lui fit signe de ne pas se déranger.

— Vos blessures, dit-il ironiquement, ne sont pas encore cicatrisées... demeurez, colonel, demeurez.

Il semblait être le chef des deux compères, qui s'entre-regardèrent avec confusion ; mais Schelm se souvint tout à coup de l'autorité immense dont il était revêtu, et ce souvenir lui donna de l'aplomb.

— Je vois, général, répondit-il avec aigreur, que l'administration de la Sibérie orientale laisse beaucoup à désirer.

Le gouverneur se mordit les lèvres, son œil lança un éclair, et sa moustache se hérissa ; ce ne fut qu'un instant, il se contint et répondit :

— Qui vous fait supposer cela, monsieur le réviseur ? Voudriez-vous me faire l'honneur de me l'apprendre ?

L'apparente résignation du général fit croire à Schelm qu'il était intimidé par sa mission.

— Des attaques nocturnes, des attentats contre les représentants de l'autorité, dit-il sévèrement, sont des faits qui ne doivent pas se reproduire sous une sage administration... Comment, général, une bande de déportés essaye d'assassiner le chef des gendarmes ; un ispravnik, fonctionnaire nommé par vous, est complice de cette bande ?

Le général répondit à Schelm avec le plus grand calme et avec la plus parfaite courtoisie.

— Les faits dont vous me parlez, monsieur, ne me sont pas inconnus ; seulement je ne les envisage pas ainsi. La révolte a été provoquée par un abus d'autorité du colonel...

Palkine interrompit le général en criant :

— Général, ces paroles...

Le gouverneur ne le laissa pas achever.

— Seriez-vous, vous aussi, nommé réviseur, pour vous permettre d'interrompre votre chef ? demanda-t-il. Vous vous défendrez quand j'aurai parlé.

Palkine, grinçant les dents, se tut. Le général continua :

— Si votre présence, monsieur, ne m'avait pas enlevé toute mon autorité, j'aurais déjà fait ouvrir une enquête ; mais j'ai appris les faits que vous me signalez, simultanément avec l'annonce de votre arrivée, et je me suis abstenu, vous réservant cette affaire.

Schelm, de plus en plus persuadé de la soumission du général, se rengorgea, et dit d'une voix sèche :

— Continuez.

Le général ne put s'empêcher de sourire avec ironie ; il continua cependant :

— Quant à l'ispravnik accusé de trahison, et que le colonel détient prisonnier dans sa maison, le fait peut être vrai, il est même probable ; mais je ferai remarquer à M. Palkine que je n'ai nommé ce fonctionnaire, à moi parfaitement inconnu, qu'à sa pressante recommandation. La responsabilité de ses actes lui incombe par conséquent.

— C'est bien, monsieur, dit Schelm ; nous jugerons...

— C'est ce que je me suis dit, continua le gouverneur... et voici pourquoi je ne me suis pas occupé de cette affaire.

Schelm triomphait ; le gouverneur semblait accepter sans murmure son autorité ; il lui dit alors d'une voix plus aigre :

— J'ai à vous faire d'autres reproches, d'ailleurs, monsieur le gouverneur. La façon dont vous m'avez fait prévenir par votre aide de camp que vous n'aviez pas le loisir...

Le général interrompit avec le plus charmant sourire :

— Ah ! oui, dit-il, vous m'avez brusquement interpellé à mon entrée, ou plutôt j'avais entendu des mots qui me concernaient, et qui m'ont fait oublier de m'en excuser auprès de vous !... J'étais occupé à donner des ordres pour mon départ, et cette occupation...

— Pour votre départ ? demanda Schelm. Je ne comprends pas...

— C'est cependant fort simple... Je laisse le gouvernement de la Sibérie orientale au gouverneur civil d'Irkoutsk, et je pars cette nuit pour Saint-Petersbourg.

Schelm se leva :

— Vous partez ! Ce n'est point sérieux, n'est-ce pas ?

— Très-sérieux.

L'inspecteur, trompé par le ton calme et posé du gouverneur, crut faire acte d'autorité en lui disant avec sécheresse :

— Je vous le défends absolument ! Vous devez...

Le général cette fois pouffa de rire.

— Le voyage vous aurait-il troublé l'esprit, monsieur Schelm, dit-il avec le même sourire avenant. Vous me défendez !... je dois !... Ah ! ça, croyez-vous avoir à me défendre quelque chose ou à me dicter mes devoirs ?... Qui donc croyez-vous être ?

Schelm ne se rendit pas encore compte de la résistance du général ; il était habitué à la peur effroyable de ses subordonnés ou à l'insolence de ses supérieurs. Cette modération le déroutait complètement. Il cria :



— Je suis l'inspecteur chargé par Sa Majesté...

— D'inspecter la Sibérie orientale, dit le général, et personne ne vous en empêche ; mais croyez-vous être de taille à contrôler les faits et gestes du général comte M... ? Sérieusement, voyons ?...

A ces mots, Palkine fronça le sourcil, car il comprit combien le général était dangereux dans sa résistance polie. Schelm commença à se sentir lui-même fort mal à son aise.

— Vous me déclarez donc la guerre ? dit-il.

— Allons donc ! vous n'êtes pas une puissance ? J'ai l'habitude de faire la guerre aux puissances...

— Monsieur, cette insubordination...

— C'est qu'il se croit, en effet, mon chef !... Mais, monsieur l'inspecteur, comprenez donc que votre immixtion dans mes affaires me blesse, et que je vais me plaindre à Sa Majesté de ce qu'on vous a envoyé ici, probablement à son insu !... Dans ma carrière, j'ai servi sous les ordres des souverains, des grands-ducs, des généraux blanchis dans les campagnes, jamais sous ceux des espions !...

Tout cela était dit avec calme et froidement. Le général semblait causer avec un indifférent de choses futiles. Schelm n'était pas un imbécile, il comprit qu'il ne gagnerait rien. D'ailleurs le mot « espion, » qui était une injure, lui imposa. Il se souvint de la façon dont il était jadis traité par ses chefs, et autant la modération apparente du général l'avait désorienté, autant cette épithète le fit rentrer dans les limites de ses attributions.

— C'est bien, général, lui dit-il avec une certaine déférence. Nous aurons à en référer en haut lieu ; mais j'espère que vous ne continuerez pas à faire obstacle à ma mission.

— En ai-je eu seulement la pensée, monsieur ? répondit le gouverneur. Je sais où commencent mes devoirs. Vous êtes nommé inspecteur de la Sibérie orientale. Inspectez, monsieur, inspectez !... Je n'ai pas le droit de me mêler de vos affaires. Je ne suis plus gouverneur général... jusqu'à nouvel ordre... voilà tout.

— Ces Lanine que vous protégez...

— Apprenez, monsieur, que je ne protège personne ; il est vrai que je ne persécute pas non plus...

Schelm l'interrompit avec malveillance, et, en lançant à Palkine un coup d'œil en dessous, que le gendarme comprit parfaitement, il demanda :

— Pas même les ennemis de Sa Majesté ?

Avec une intention évidente, le colonel tira de sa poche un calepin et un crayon. Le gouverneur sourit avec mépris et répondit :

— Pas même les ennemis de Sa Majesté. Je leur fais subir leur peine, mais je ne les persécute pas... Le comte Lanine a été sur-

pris en flagrant délit d'absence de son lieu d'exil; je l'ai condamné à trois mois de prison. Les peines infligées par moi auront leur cours, même pendant mon absence... j'ai laissé mes dispositions à cet égard, et comme mes subordonnés m'estiment, je crois que mes ordres seront exécutés. Vous ne pourrez donc ni augmenter ni diminuer la peine de Lanine avant trois mois. Après, si je ne suis pas de retour, vous ferez ce que vous voudrez.

Palkine, après avoir fait à Schelm un signe d'intelligence, remit dans sa poche son calepin, où il avait écrit quelques mots. L'inspecteur continua :

— J'ai fait arrêter la comtesse Lanine...

Le gouverneur prit un air stupéfait :

— Arrêter la comtesse Lanine ? où cela ?

— Mais chez elle ; dans sa maison, à Irkoutsk !

— Oh ! monsieur l'inspecteur, répondit le gouverneur avec une commisération comique, pourquoi ne pas m'avoir parlé de cette intention à votre arrivée ? Je vous aurais épargné une démarche inutile : voici trois jours que la comtesse est partie pour Saint-Petersbourg.

— Partie !... Qui lui en a donné la permission ?

— Moi ! me basant sur un permis impérial.

Malgré sa puissance sur lui-même, Palkine, qui jusque-là n'avait pas prononcé une parole, sauta sur sa chaise :

— Vous avez fait cela ? rugit-il.

Le gouverneur le toisa avec mépris.

— Vous parlez, je crois ? dit-il ; vous vous oubliez ; vous n'avez le droit que d'écrire !

— Et j'écirai, général. C'est trop fort ! vociféra Palkine. J'écirai, n'en doutez pas.

— Oh ! je n'en doute pas.

Schelm était tremblant de rage.

— Je vais faire courir après elle ! C'est de la rébellion, cela, monsieur, surtout après ce que je vous ai écrit !... Palkine, envoyez vos gendarmes, qu'on l'arrête !

— Elle a trois jours d'avance, et elle voyage avec un permis impérial. Je doute que vous réussissiez. Épargnez-vous cette dépense... Il n'y a heureusement pas de télégraphes en Sibérie.

— Heureusement ? demanda Palkine en tirant son calepin.

— Heureusement, répondit le gouverneur. Remettez donc votre calepin dans votre poche, monsieur le gendarme. Mettez donc votre moi-même tout ce que je viens de dire. Me, je vous signerai

— Oh ! rugit Palkine, vous...

Schelm l'interrompit.

— Envoyez, Palkine ; courez, c'est indispensable !

— Je vous dis que c'est inutile, dit M... D'ailleurs, j'ai fait retenir pour moi tous les chevaux de poste... et si quelqu'un peut la rejoindre, ce sera moi... et alors je l'accompagnerai...

— Et vous empêcherez qu'on l'arrête ?

— Précisément.

— Nous verrons, hurla Schelm, comment on appréciera votre conduite à Saint-Petersbourg !

— Vous verrez. En attendant, adieu. Je n'ai plus rien à vous dire. Mon successeur se rendra à vos ordres.

Le gouverneur, sans les honorer d'un salut, sortit du cabinet ; Palkine et Schelm restèrent seuls. Ils se regardèrent interdits.

— C'est l'ennemi le plus dangereux que nous ayons, dit Palkine. Toutes mes dénonciations échoueront contre l'affection que lui porte l'empereur. Il faut agir, Schelm, perdre Lanine, empêcher la comtesse d'arriver à Saint-Petersbourg, ou, sans cela, nous sommes perdus, nous autres !

— C'est vous, Palkine, dit Schelm avec aigreur, qui nous valez tout cela !

— Pourquoi m'avoir déclaré la guerre ? Voyez-vous, Schelm, c'est votre faute !... Les honnêtes gens doivent se soutenir, comme nous, de notre côté, nous le devons faire entre nous !...

Il prit un air rêveur et pénétré.

— Voyez-vous, Schelm, il faut aimer toujours quelque chose dans ce bas monde. Aimons-nous et soutenons-nous. Rien n'est encore perdu. Le général n'a pas de preuves de l'innocence de ce Lanine. S'il entreprend d'obtenir sa grâce, il échouera... Il faut agir, provoquer une affaire, y engloutir Lanine, le perdre tout à fait avant trois mois. Que risquons-nous ? Je ne livrerai jamais, tant que nous serons alliés, la preuve que j'ai contre vous !... Sans cette preuve, que pourra-t-on vous faire ? Dans le plus mauvais cas, on pourra à peine vous accuser d'erreur. Voyons, Schelm, du courage, et agissons !

Schelm secoua la tête.

— Je ne sais pourquoi ; j'ai peur...

Le colonel ricana.

— Hé ! c'est votre métier !... Laissez-moi faire ; mais, vous, n'oubliez pas que, pendant trois mois, et quoi qu'il advienne, vous êtes tout-puissant ici.

Schelm se redressa.

— C'est vrai, cela.

— C'est vrai, cela. Un employé entra.

Il sonna avec violence. Des civils et militaires, ordonna-t-il.

— Convoquez les autorités, dit-il, dirigea péniblement vers la porte.

Palkine alors se leva, et se...

— A la vie ! à la mort ! n'est ce pas, Palkine, dit Schelm. Je l'avoue, j'ai eu tort.

— A la vie ! à la mort ! Schelm, je vous livre le mari, jvous me livrerez la femme.

— Ah ! bah ! dit Schelm.

Mais Palkine était déjà sorti, et l'employé rentrait, disant à Schelm :

— Depuis une heure, les autorités d'Irkoutsk attendent le bon plaisir de Votre Excellence.

## XXVII

### LE RÈGNE DE M. SCHELM.

Palkine revint chez lui, enchanté de sa journée. Il avait réussi à tromper Schelm et à s'en faire un allié. Le gendarme ne redoutait que l'antagonisme de l'ex-chef de la chancellerie. En effet, il s'était toujours tenu dans les règles de la plus stricte légalité, et les quelques peccadilles qu'il avait sur la conscience étaient oubliées depuis longtemps. Le meurtre de Popoff ne constituait même pas, selon les lois de la gendarmerie, un fait assez grave pour motiver une disgrâce complète. Si le gendarme avait outrepassé ses pouvoirs, c'était par excès de zèle, et pour découvrir un complot. Il ne craignait donc rien de ce côté.

Le principal objet des préoccupations de Palkine était Schelm, actuellement son chef immédiat, et de la bonne volonté duquel il dépendait complètement. Une fois la mission de Schelm terminée, et elle devait l'être avant six mois, peu importait au gendarme que l'on découvrit les agissements du chef de la chancellerie. Il en était complètement désintéressé.

Il croyait donc avoir pleinement réussi, car Schelm paraissait persuadé de la possession, par Palkine, des papiers accusateurs. Soudain, le colonel tressaillit : il avait oublié Hélène. Dans sa colère et dans sa rancune, il avait dit à Schelm qu'elle était en son pouvoir, et il n'avait pas songé qu'Hélène avait le moyen de le trahir. Une rencontre entre elle et l'inspecteur pouvait devenir dangereuse. L'ispravnik lui importait peu, car il ne savait rien ; il avait été amené après la mort de Popoff. Mais Hélène devenait un témoin incommode. Il était indispensable de la faire disparaître. Palkine avait eu un instant l'idée d'aller dans la cave de sa maison, où elle était enfermée, et de l'étrangler. Mais en étendant le bras pour simuler le geste de la strangulation qu'il projetait, il ressentit une telle las-

situde et une telle douleur, qu'il soupira. Le gendarme avait vu Hélène à l'œuvre ; il se dit que la robuste jeune fille lui résisterait avec chance de succès. Son attentat découvert, il était perdu. Un coup de pistolet présentait le même inconvénient, il pouvait être entendu ; et quand Schelm voudrait voir la prisonnière pour l'interroger, il lui serait impossible d'expliquer sa mort d'une façon plausible. Le gendarme savait ne pouvoir se confier à aucun de ses soldats, qui tous le détestaient à l'unisson. Il songea longuement, et arriva à la persuasion que la seule solution possible, pour empêcher une rencontre entre Schelm et Hélène, était l'évasion de la jeune fille. Ceci devenait possible, car Palkine avait gardé les clefs des caves où il avait fait enfermer l'ispravnik et Hélène, et il pouvait les visiter, en choisissant bien son moment, sans être aperçu de personne. Une évasion est toujours facile à expliquer ; et d'ailleurs Palkine se moquait de ce que pouvait dire Schelm, tant que l'inspecteur croirait se trouver sous sa dépendance, et tout ce qu'il avait à lui reprocher n'atteignait pas les proportions d'un assassinat. Cependant, la pensée de délivrer quelqu'un qui l'avait bravé et qui avait été une des causes de son supplice, lui répugnait. Il lutta longtemps ; mais plus il songeait, plus il arrivait à la conviction que c'était indispensable.

— Bah ! se dit-il, je la retrouverai plus tard, et alors je lui payerai ma dette, et je la payerai au quintuple.

Le soir, il permit aux gendarmes de service, qu'il étonna grandement, d'aller se promener, et il se rendit à la cave où était enfermée la fiancée de Popoff. Il trouva la jeune fille ramassée sur elle-même, pelotonnée dans un coin de sa prison, comme une bête fauve dans sa cage.

Quand elle vit entrer celui qui avait tué son fiancé, un éclair de haine brilla dans ses yeux, et ses traits contractés devinrent terribles, en raison de leur expression joviale. Elle se peletonna encore davantage, comme pour pouvoir s'élancer, et darda sur le colonel un regard implacable.

— Ma pauvre enfant, dit Palkine, qui parvint à composer sa voix, il ne faut pas nous juger sur les apparences. Notre devoir nous oblige parfois à des rigueurs que notre cœur, car nous en avons un, déplore ensuite. Je regrette amèrement la mort de ce pauvre Popoff !... je regrette de m'être laissé entraîner à un acte de colère irréfléchie ! Je veux réparer ce crime... Mon enfant, vous êtes libre.

Elle le regarda et sourit avec ironie. Palkine se faisait violence, et les paroles qu'il prononçait sortaient de sa bouche avec une difficulté évidente. Hélène secoua la tête. Alors il arriva que cet homme, qui vit cette incrédulité, voulut la faire cesser, et prouver sa bonne volonté autrement que par des paroles qu'il sentait parfaitement inu-

tiles. Il alla à la porte, l'ouvrit toute grande, et, se plaçant du côté opposé, il étendit la main, en disant :

— Allez avec Dieu, et pardonnez-moi !

En une seconde elle comprit qu'elle pouvait se sauver. Pourquoi et comment ; elle ne le savait pas ; et elle se dit qu'on lui tendait un piège. Mais la solitude dans cette cave noire et fétide lui était devenue insupportable. Elle pensa ensuite qu'elle lutterait mieux à ciel ouvert ; et, sans mot dire, elle s'élança et était déjà dans la rue, quand Palkine ressentit tout à coup un regret subit de son action.

— Je mérite au moins un remerciement, cria-t-il.

Un éclat de rire strident, lugubre et discordant, lui répondit. Hélène disparaissait au coin de la rue. Palkine demeura immobile, comme quelqu'un qui voit une affaire combinée et assurée lui échapper subitement, puis il redescendit dans la cave, en disant :

— Bah ! après tout..., elle ira rejoindre les brigands, elle n'est plus dangereuse. Nous les défions derrière les murailles d'Irkoutsk.

Pour mettre sa responsabilité à couvert, le colonel fractura la serrure de la cave, laissa la porte ouverte, rentra chez lui et se mit au lit.

L'évasion d'Hélène fut connue le lendemain. Les gendarmes, de retour à l'heure de la nuit, constatèrent l'effraction... Schelm fut mécontent. Palkine s'arrachait les cheveux ; mais comme, malgré toutes les recherches, Hélène fut introuvable, on oublia bientôt l'incident.

La colère de Palkine sembla, en raison de la perte d'un de ses prisonniers, se reporter tout entière sur l'ispravnick. Le jugement fut activé, et Padlesky, quinze jours après son arrestation, fut traduit devant un tribunal. L'ispravnik n'avait aucune chance de salut. A la vérité, il pouvait alléguer que le gendarme lui avait ordonné de poursuivre Lanine, son protégé ; il pouvait dire ce qu'il savait des menées du colonel, et il le fit. Mais tout cela ne prouvait rien que le zèle du gendarme, et la culpabilité de Padlesky n'en fut que plus évidente aux yeux du tribunal, qui n'en déduisit que la certitude d'une animosité déclarée de subordonné à chef. Malgré les dénégations, les pleurs, les supplications du fonctionnaire, il fut condamné à être dégradé, et à être passé par quatre mille coups de verges, supplice qui équivalait à la mort.

Quand la décision du tribunal fut annoncée au fonctionnaire, qu'on avait transféré dans la prison de la ville, il tomba évanoui, et ne reprit connaissance que pour devenir complètement idiot. Caroline, peut-être par respect humain, peut-être espérant encore quelque chose de cet homme qu'elle avait dominé pendant si longtemps, demanda à le voir. Sa demande lui fut accordée. La conversation

entre les deux époux fut contrainte et froide. L'ispravnick ne savait que demander grâce. Il supplia sa femme d'intercéder pour lui auprès du gendarme, auprès même de la comtesse Lanine, dont il ignorait le départ.

— Ce n'est pas pour conserver un mari comme vous, ivrogne et brutal, lui dit l'irascible Allemande, que je ferais ces démarches, mais pour conserver ma situation, qui sera brisée par votre supplice. Je ne laisserai rien échapper pour vous sauver... Mais avouez que vous avez été bien imbécile de ne pas avoir su vous conserver une arme contre ce colonel de malheur!

— Hélas!...

— Taisez-vous! répondit-elle brutalement. Si je ne réussis pas, vous ne me reverrez plus!...

Elle sortit sans l'embrasser, sans lui dire adieu. A peine dehors, elle entreprit d'obtenir sa grâce. Elle échoua partout. Partout on lui répondit que la complicité d'un fonctionnaire avec les rebelles était un crime irrémissible. Palkine ne la reçut que pour se moquer d'elle.

— Vous qui n'aimez pas le métier de servante, vous y serez forcée aujourd'hui, lui dit-il. La sentence entraîne la confiscation des biens.

Caroline n'obtint rien. Convaincue de l'inutilité de ses tentatives, elle les cessa, en vouant une haine mortelle à Lanine, aux déportés, et surtout à Palkine et à Tatiana.

Le gouverneur général était parti, comme il l'avait annoncé, et Schelm était devenu l'autocrate de la Sibérie orientale.

Nous avons vu que son premier acte d'autorité avait été l'ordre d'arrêter la comtesse Lanine. L'aide de camp, comme tout le monde à Irkoutsk, connaissait le départ de Tatiana. Il en avait tout de suite référé au gouverneur général en lui faisant part de son embarras. L'aide de camp était profondément impressionné par l'attitude de Schelm.

Le général, qui n'aimait pas les poltrons, le toisa dédaigneusement.

— Eh bien? lui demanda-t-il.

— Comment faire? Son Excellence est exaspérée et je n'ai pas osé...

— Exécutez ses ordres. Arrêtez ceux que vous trouverez chez la comtesse.

Il lui tourna le dos en haussant les épaules. En conséquence, deux domestiques qui étaient restés pour garder l'hôtel de Tatiana, ainsi qu'Akoulina Ivanovna, furent arrêtés et incarcérés dans une des prisons de la ville.

Le règne de Schelm commença. Toutes les autorités d'Irkoutsk,

qui adoraient le gouverneur général, voyaient Schelm d'un mauvais œil, mais comme sa mission était précise, tout le monde était obligé de le respecter. Le gouverneur d'Irkoutsk, vieux général, brave à la guerre, mais timide dans la vie privée, lui obéissait passivement. Cependant les affaires marchaient mal. Presque simultanément avec l'arrivée de l'inspecteur, on avait constaté dans le pays l'apparition d'une bande de brigands qui était peu à peu devenue l'épouvantail général. C'était une troupe organisée et armée de fusils. Le chef de la bande, sorte de Protée, devenu légendaire en un mois, que l'on prétendait avoir vu à vingt endroits à la fois, se qualifiait lui-même de Roi des galériens (*Tzar katorguikoff*). Tout le pays tremblait à son nom : il était impitoyable pour les fonctionnaires, surtout pour ceux qui avaient la réputation d'être cruels ou despotes. La bande avait attaqué plusieurs villages, et tué quelques stanovoïs, avec des raffinements de cruauté, prétendait-on, inouïs. La contrée était terrorisée, car la bande avait osé s'attaquer à une petite ville où, après avoir égorgé vingt cosaques qui formaient garnison, elle avait pillé la caisse de l'État. On ne pouvait plus voyager sans escorte. Deux courriers, porteurs des dépêches du gouverneur, avaient été arrêtés, puis les dépêches, ouvertes et lues, avaient été renvoyées à Irkoutsk. Les courriers racontaient sur le nombre et la férocity des brigands des histoires qui avaient le privilège de faire trembler dans leurs lits toutes les commères de la ville. On prétendait qu'il y avait des TOUNGouses parmi eux, et que la bande était forte de deux ou trois cents hommes. Schelm se désespérait, car, vu la saison — on était en avril — il était impossible de poursuivre les brigands. Le dégel avait interrompu les communications.

Un des premiers actes de l'administration de Schelm avait été un redoublement de mesures vexatoires envers les déportés. Le pays murmurait, et bientôt on commença à constater de nombreuses disparitions parmi les colons. Puis le bruit courut que la fameuse bande était devenue presque une armée. Des colons l'avaient rencontrée à trente verstes d'Irkoutsk, et comme il était de notoriété publique que les brigands ne s'attaquaient jamais aux déportés, ils avaient pu en approcher. Ils en avaient compté mille au moins. Ce chiffre, imposant pour la Sibérie, et surtout la proximité des opérations de la bande, impressionnèrent profondément Schelm. Il en fut effrayé ; et comme il était lâche, il commença par faire insinuer aux colons qu'il soupçonnait être en relations avec les brigands, que si ceux-ci voulaient franchir la frontière, et désoler la Mantchourie, le passage, dans cette saison, était libre. Beaucoup de bandes de brigands, Russes, Bouriates, Kirghiz, Mantchoux, circulaient dans le Gobi et dans la terre des Herbes, où la représen-



sion est plus difficile que dans un district organisé militairement.

Ces insinuations échouèrent. La bande ne voulait pas abandonner le district d'Irkoutsk, et ses exploits se rapprochaient de plus en plus de la ville. Des moines prétendirent même avoir vu le chef des brigands, homme d'une stature colossale et habillé de rouge, passer un jour, escorté par cent cavaliers, au bas du monastère de Saint-Irkout. Les moines disaient avoir parfaitement vu ses traits, qui étaient ceux d'un homme jeune encore. Les cavaliers avaient passé comme un ouragan ; l'un d'eux, pour s'amuser, avait tiré dans une fenêtre du monastère. Mais il avait été réprimandé par le chef, qui cria d'une voix tellement éclatante, que le frère portier l'entendit parfaitement :

— Gardez vos balles pour les esclaves du tzar !... Les esclaves de Dieu n'en sont pas dignes !... Méprisez-les, mais ne faites de mal qu'à ceux qui vous en font !

Tout en tremblant, rusant et tergiversant, Schelm continuait à tyranniser les malheureux colons qui se trouvaient sous sa dépendance, et le mécontentement général augmentait de plus en plus. L'inspecteur était dans un état de surexcitation perpétuelle et rageuse, car celui dont il avait juré la perte, Wladimir, échappait à son autorité. Le directeur de la prison où l'on avait enfermé Lanine était un homme intègre, placé à ce poste par le gouverneur, dont il était personnellement connu et estimé. La loi russe exige, et non sans raison, de celui qui remplace, pendant son congé, un haut fonctionnaire, l'observation stricte, à moins de cas de force majeure, de ses dispositions. Le général comte M... n'avait pas donné sa démission de gouverneur, il s'était fait considérer comme parti en congé régulier. Quelques heures avant son départ, il avait fait mander chez lui le directeur de la principale prison de la ville, et lui avait recommandé de ne pas permettre qu'on levât ou augmentât aucune des punitions infligées par lui.

Selon l'évidence, le gouverneur, qui commençait à avoir des doutes sur la culpabilité du comte, voulait empêcher qu'on le persécutât en son absence. Le directeur avait promis, et comme la loi était pour lui, il était décidé à tenir sa promesse. Le général le congédia en lui recommandant spécialement Lanine. Schelm essaya d'abord de persuader au directeur que Wladimir était un scélérat endurci ; que sa cohabitation avec d'autres détenus était dangereuse, qu'il fallait le transférer dans une maison cellulaire. Quand il vit qu'il ne persuadait personne, il changea ses batteries. Il joua l'indulgence et insinua au directeur que trois mois de détention avec des voleurs et des assassins lui paraissaient une peine bien forte pour une infraction purement disciplinaire. En agissant ainsi, l'inspecteur avait ses rai-

sons. Il croyait tenir bien plus sous sa griffe Wladimir libre, que les lois draconiennes qui régissent la Sibérie lui permettaient facilement de surprendre en faute, que Wladimir enfermé et incapable d'aucune infraction punissable autrement que par les règlements en usage. Mais le directeur, prévenu par le général, opposa à toutes les insinuations de Schelm la résistance de l'inertie. Il se retranchait derrière la loi.

Il restait bien à Schelm la ressource de le révoquer, mais pour cela il fallait trouver quelque malversation, car le directeur, nous l'avons dit, avait été nommé par le gouverneur général. Or la même loi qui protégeait Wladimir protégeait aussi le directeur. Quant à le prendre en défaut, il n'y fallait pas songer; toute la ville s'accordait à admirer la rigidité et la droiture de ce fonctionnaire.

Schelm se vit donc obligé de recourir à son moyen ordinaire. Il remplit la prison de ses espions. Une des plus grandes douleurs de Wladimir était de vivre avec des repris de justice; car, à l'exception de deux autres colons emprisonnés pour la même faute que Wladimir, il n'y avait dans le dépôt commun que des voleurs et des assassins.

Les espions de Schelm avaient une double mission. Indisposer les autres détenus contre le comte, et faire faire à celui-ci des confidences compromettantes, des plaintes ou des accusations. Les espions ne réussirent que trop bien dans la première partie de leur mission. Wladimir se tenait extrêmement éloigné de ses compagnons de captivité, et il ne prenait pas la peine de leur déguiser le dégoût qu'ils lui inspiraient. Il ne causait qu'avec les deux déportés, avec lesquels il eut bientôt les meilleures relations; quant aux autres, il ne leur adressait jamais la parole. Les insinuations des espions portèrent parfaitement, et bientôt tous les détenus de droit commun qui se trouvaient dans la prison devinrent les ennemis irréconciliables de Wladimir. Mais cela ne suffisait pas à l'inspecteur; il voulait une raison, un prétexte qui lui permit de sévir contre celui qu'il persécutait à outrance. Il dépêcha un agent qui, se donnant pour un colon déporté, gagna facilement la confiance de Lanine. Il devint bientôt le quatrième du groupe dont Wladimir était le noyau, mais il n'apprit rien. Comme s'il se fût douté de la poursuite dont il était l'objet, le comte était invariablement muet sur le chapitre des confidences.

Deux mois s'écoulèrent ainsi. Schelm devenait inquiet; encore un mois et il pouvait s'attendre d'un moment à l'autre à voir la fin de son autorité sans limites. Il s'était fait du gouverneur général un ennemi, et il tremblait parfois à ce souvenir, car il savait que le comte M... n'était pas un adversaire à dédaigner. A mesure que les

jours se succédaient, l'impatience de Schelm augmentait, et enfin il se décida à agir coûte que coûte.

Cependant Schelm ne s'aveuglait pas sur sa situation, et il savait qu'il devait user de circonspection. Toute injustice pouvait retomber sur lui; il fallait mettre la loi de son côté; il fallait rendre Wladimir coupable et le punir ensuite; mais il était impossible et inutile de lui infliger un châtiment arbitraire. Après mûre réflexion, l'inspecteur se décida à agir quand même, à provoquer une scission entre les détenus, à intervenir au dernier moment et à inculper Lanine. Il sentait bien la fragilité de son échafaudage, mais comme il n'avait pas le choix, il fixait déjà dans son esprit le jour de sa visite à la prison.

Il était dans ces dispositions, quand, un jour que Palkine était chez lui, le directeur de la poste entra et lui tendit une lettre de Saint-Petersbourg à l'adresse du comte Wladimir Lanine. Les règlements disciplinaires qui régissent la Sibérie veulent que toute lettre adressée à un colon déporté soit décachetée et lue par le maître de police ou le chef des gendarmes, les deux autorités surveillantes. Le jour même de son installation, Schelm avait ordonné de lui remettre à lui-même celles adressées à Wladimir. Depuis deux mois, aucune missive n'était venue pour le comte. Palkine ignorait cette circonstance; aussi fut-il étonné et tressaillit-il en entendant l'inspecteur s'écrier avec joie :

— Enfin!... une lettre de Saint-Petersbourg pour le comte Wladimir Lanine! Enfin!...

Palkine ne partagea pas l'enthousiasme de l'inspecteur, qui élevait en l'air l'enveloppe en riant. Il était même excessivement inquiet. Il avait été très-malade des suites des coups reçus dans la cabane de Lanine, et il n'avait pu suivre les faits et gestes de ses ennemis pendant plusieurs jours. Il ignorait donc ce qu'était devenu le reçu accusateur qu'il avait prétendu avoir en sa possession. Tatiana pouvait l'avoir emporté à Saint-Petersbourg; et la lettre, qui provenait évidemment de la comtesse, pouvait en faire mention. Si Schelm la décachetait, il apprenait le mensonge du gendarme, et alors, il n'y avait pas à en douter, il serait impitoyable. Palkine songeait à tout cela, et il n'était rien moins que rassuré, car l'inspecteur continuait à jouer avec l'enveloppe.

— Que voulez-vous en faire? demanda-t-il avec une anxiété visible.

— Ah! ah! répondit Schelm... vous croyez peut-être que je vais la décacheter et la lire? Pas si bête! La lettre est de sa femme, et elle ne peut contenir que des fadaises... Je ne veux pas lui inspirer des soupçons, s'il s'aperçoit de la violation du cachet... Je sais bien que

c'est mon droit ; mais on se relâche si souvent d'une surveillance qui, par sa notoriété même, est devenue inutile, que les colons reçoivent presque tous leurs lettres intactes. D'ailleurs, il ne peut la lire que devant tout le monde, et je puis toujours la ravoïr. Non, non... Cette lettre me donne une occasion que j'ai cherchée depuis longtemps. Je ne serai pas assez fou pour la laisser échapper.

Palkine respira ; momentanément, le danger était écarté. L'inspecteur pressa un timbre et ordonna à l'employé de service de faire venir l'agent qu'il avait envoyé à la prison.

— Cette fois, je le tiens ;... vous allez voir... Ce qu'elle peut lui écrire ne m'intéresse que médiocrement. D'ailleurs, je le sais comme si j'avais lu la lettre : des doléances, des consolations, des récriminations à mon sujet... puis elle lui donne des espérances... Je vous dis, quand il l'aura lue, je l'aurai quand je voudrai... Je vais ce soir même faire une visite à la prison... vous allez voir.

Le danger renaissait si Schelm prenait tôt ou tard connaissance de la lettre. Palkine se fit ce raisonnement en une seconde, et, pour la deuxième fois, il arriva à la conviction qu'il lui fallait, pour sa propre conservation, servir ceux-là même qu'il voulait perdre. Il n'avait qu'une ressource : avertir Wladimir des intentions de l'inspecteur, et lui donner le conseil de détruire la lettre. Comme Schelm, Palkine avait ses espions dans la prison.

Le gendarme attendit le retour du messenger. Ce n'est qu'après avoir vu Schelm remettre la lettre à son agent et lui dire de la porter à Lanine, et après l'avoir entendu ordonner à l'employé d'annoncer au directeur sa visite prochaine, que Palkine se rendit à son tour à la prison de la ville. Là, il fit appeler son agent.

C'était l'heure de la promenade, et Wladimir se trouvait avec les autres détenus dans la cour intérieure de la prison, lorsqu'il se sentit glisser un papier dans la main. Il leva les yeux, et vit l'espion de Schelm, qu'il croyait être un déporté comme lui, un doigt sur la bouche, lui faire un signe d'intelligence. Légèrement étonné, mais sans défiance, Wladimir s'écarta un peu de ses co-détenus, s'assit sur une pierre, mit la main sur ses yeux pour cacher ce qu'il faisait, et pensa se trahir en poussant un cri d'inexprimable joie, car il venait de reconnaître l'écriture de Tatiana.

## XXVIII

### LA LETTRE DE TATIANA.

« Je vous envoie cette lettre, mon pauvre martyr, écrivait la comtesse, sans savoir si elle vous parviendra. Voici six semaines que

j'ai quitté Irkoutsk ! J'espère que le terme de votre captivité est venu, et que vous recevrez cette lettre ; sinon vous la trouverez à l'hôtel en sortant de prison, et ce sera une consolation à vos souffrances.

« Je vous connais trop pour douter de vous ; et j'espère que, de votre côté, vous ne doutez pas de moi. Mon départ, j'en ai la conviction, ne vous a pas troublé. Je suppose que vous savez que je suis à Saint-Petersbourg ; car un homme qui unit la puissance à la loyauté a dû vous en prévenir, n'est-ce pas ? »

Wladimir interrompit sa lecture :

— Comme elle devine les nobles sentiments ! pensa-t-il avec attendrissement. Elle a raison ; le gouverneur m'a fait connaître son départ.

Il continua :

« Grâce au cher docteur qui a secondé mon impatience de tous ses moyens, j'ai pu faire le trajet d'Irkoutsk à Saint-Petersbourg en un mois. A mesure que j'approchais de la grande ville où votre destinée et la mienne allaient se dénouer, je voyais mes angoisses augmenter ; puis, à l'aspect de la capitale, elles cessèrent tout à coup ; je me suis dit que là était votre salut. Hélas ! ma première impression a été une douleur ! Mon pauvre père était mort, et on l'avait enterré cinq jours avant mon arrivée. La solitude, les angoisses, le sentiment de son impuissance, l'avaient tué !

« Je vous avoue que je vous oubliai pendant deux jours pour le pleurer amèrement. Sa dernière pensée avait été pour moi, et son dernier soupir s'exhala avec mon nom : une des causes de sa mort avait été mon abandon.

« Quelle étrange destinée est la mienne ! Je suis, dit-on partout, d'une beauté radieuse et surhumaine... Mon aspect enchante, ma grâce transporte, mon esprit fait des amoureux de tous ceux qui m'approchent... C'est possible, et je l'ai éprouvé... A quoi cela m'a-t-il servi ? Non-seulement à me rendre malheureuse, mais encore à causer l'infortune de tous ceux qui m'ont aimée. Je vous distingue, et vous êtes heureux. Cela ne pouvait être autrement, m'avez-vous dit : soit... Qu'arriva-t-il ? Mon orgueil, mon caractère impérieux, le désir de briller, l'amour que je vous inspirais, l'obéissance passive que j'exigeais de vous, ont été la première cause de vos malheurs. Je me repens... j'abandonne tout, je vous suis... Et je tue mon père ! J'ai toujours eu le sentiment du devoir, car je veux non-seulement être respectée, mais encore me respecter moi-même, et chaque fois que j'accomplis ce devoir, je suis malheureuse et j'éprouve des remords... Si j'étais superstitieuse, je croirais que je suis une de ces merveilleuses walkyries qui ont le mauvais œil. Elles sont belles, et on les aime. Hélas ! elles aiment aussi, les malheureuses ! mais le

don fatal et surnaturel que leur a donné un mauvais génie fait qu'elles causent le malheur de ceux qu'elles aiment.

« Mon père me laisse une fortune immense, quatre millions de roubles. Que voulait-il que j'en fisse? Cet argent m'est inutile, si je ne réussis pas à vous sauver. Mais je réussirai!... pourvu que j'arrive à temps, car la deuxième mauvaise nouvelle que j'ai apprise ici a été la nomination de notre persécuteur au poste d'inspecteur de la Sibérie orientale. Ce Schelm a laissé ici de nombreux amis, qui semblent avoir hérité de sa haine contre nous. A leur tête est le comte Perofsky. Pauvre père! sa mort vous a rendu un dernier et immense service. Le ministre voulait m'exiler de Saint-Petersbourg, sous prétexte que, femme d'un déporté politique, et par conséquent proscrire moi-même, je n'avais pas le droit d'habiter la capitale. Heureusement, l'empereur, toujours juste et bon, l'en a empêché : « Il est tout simple qu'elle vienne recueillir le dernier soupir de son père, avait dit Sa Majesté. C'est une noble femme! Qu'on la laisse tranquille! »

« Le comte Orloff, de qui j'ai pu obtenir une audience, m'a répété ces paroles du souverain. Hélas! la faveur impériale se borne là! Je priai le chef des gendarmes de me faire obtenir une audience de Sa Majesté, ne fût-ce que de quelques minutes, car, tout en appréciant la loyauté du comte, je ne voulais pas lui confier toutes mes espérances. Il me répondit que c'était impossible. Alors je suppliai, je priai, je me mis à ses genoux. Ma voix devait avoir des accents émus et persuasifs, car il fut impressionné. « Faites apostiller votre demande d'audience par l'oncle de votre mari, le général comte Lamine, et je la transmettrai, » me dit-il. Je courus chez votre oncle; il ne voulut pas me recevoir, et quand je revins chez le chef des gendarmes, je trouvai sa porte inexorablement close. Oh! les hommes! que c'est petit et que c'est lâche!

« Je ne me décourage cependant pas, mon pauvre Wladimir. Je ferai tout ce que je croirai utile, et nulle malveillance, nulle humiliation ne me rebutera. Je frapperai à toutes les portes. J'espère en une démarche que je veux tenter demain, et je ne vous envoie pas encore cette lettre, car je désire vous donner une bonne nouvelle... Soyez patient, humble et discipliné, Wladimir, et souvenez-vous que votre femme pense à vous jour et nuit.

« Je verrai l'empereur, dussé-je pour cela l'attendre au passage sur le Quai-Anglais, sa promenade favorite. C'est une bien faible ressource, maintenant surtout. Le ciel politique se couvre de nuages; Sa Majesté est très-préoccupée, dit-on, et elle a interrompu ses promenades quotidiennes, qu'elle n'entreprend plus qu'à de très-rare intervalles.

« N'importe! espérez, Wladimir! Ne vous découragez pas, et par-dessus tout, ne donnez pas prise à vos ennemis!... »

Wladimir s'arrêta soudain : il venait de se sentir touché à l'épaule. Il cacha vivement sa lettre dans sa poche et se retourna. Derrière lui était un de ces hommes que Lanine avait toujours tenus à distance, les suspectant, et non sans fondement, d'espionnage.

— Prenez garde, lui dit cet homme à voix basse, on veut vous perdre! Détruisez la lettre! L'inspecteur va faire sa visite... Vous êtes entouré d'espions...

Wladimir haussa les épaules.

— Dont vous êtes un des premiers, n'est-ce pas? répondit-il avec mépris. Passez votre chemin.

Mais l'espion insista :

— Je vous assure, dit-il... quelqu'un qui veut vous sauver vous avertit par mon organe.

Deux détenus suivaient tous les mouvements de Wladimir; le voyant en conversation avec un prisonnier, ils s'approchèrent sans affectation. L'espion dut s'éloigner, et il le fit non sans murmurer encore à l'oreille de Wladimir :

— Le colonel Palkine...

Le gendarme avait donné ses instructions à son agent. Il lui avait dit que son nom impressionnerait Wladimir. En effet, Lanine ne savait rien, dans sa prison, des derniers événements; il croyait toujours le colonel bien intentionné. Malheureusement, l'espion, qui ne connaissait pas les secrets de Palkine, n'avait pas prêté une attention suffisante à ses paroles, et avait négligé jusqu'au dernier moment de se servir de son nom.

Wladimir voulut interroger son interlocuteur : c'était trop tard, l'espion venait d'être appelé par un des geôliers de la prison.

Instinctivement, Wladimir regarda autour de lui. Comme il ne vit rien d'insolite, il se rassura un peu, et continua sa lecture.

« Vraiment, écrivait Tatiana, c'est à se croire maudite, et à se révolter à la fin! j'ai encore échoué! Il y a, voyez-vous, Wladimir, des moments où l'on doute de soi-même. J'ai été toujours d'avis que la mission d'une femme est toute de miséricorde. Elle doit aimer, aimer, toujours aimer, et si une tâche providentielle lui incombe, elle doit la remplir par la persuasion, par la persistance, par la douceur, jamais par la force. Les amazones m'ont toujours paru une anomalie. Le sang me fait peur, et je regrette amèrement celui qui a été versé à cause de moi. D'ailleurs je ne sais pas si je saurais tirer un coup de pistolet... Avec tout cela, je ne suis pas pusillanime, je vous assure. Je souffrirais avec courage, mais je tremble à l'idée de faire souffrir les autres. Eh bien, malgré cela, il me vient parfois

des idées de révolte et de colère contre ceux qui s'acharnent après vous... J'ai été souvent dédaigneuse, je n'ai jamais été méchante. Le dédain est un péché peut-être, je m'en repens, mais je l'avoue. La méchanceté est une petitesse, je ne l'ai jamais admise, et je suis honteuse de vous avouer que je suis devenue méchante depuis quelques jours.

« Mais aussi, connaissez-vous une douleur plus grande que d'avoir la possibilité de changer la face des choses en prononçant un seul mot, et de ne pouvoir se faire entendre, parce qu'un bruit malveillant étouffe votre voix. On m'a dit qu'il ne fallait pas pleurer pour être écoutée; je ne pleurerai pas; les larmes, comme la colère, ne sont pas dans mon caractère : je veux persuader. Mais on m'empêche de parler!... c'est horrible!

« La démarche sur laquelle j'avais fondé mon espérance était une visite à Marguerite. C'est une noble femme, et vous l'avez mal jugée, Wladimir. Elle se met complètement à ma disposition. Elle m'a avoué cependant que les circonstances sont changées depuis 1850. Avec l'avènement de Napoléon III, les relations entre la Russie et la France ont subi des modifications peu favorables. La situation était tendue, et l'on prévoyait dans les cercles diplomatiques une rupture prochaine et inévitable entre les deux puissances. Madame Dugarey n'était plus reçue à la cour avec familiarité; l'impératrice ne la voyait que dans les réceptions officielles, et depuis quelques mois elle l'y traitait avec froideur. « N'importe, me dit-elle, j'essayerai; mais je crains de ne pas réussir. » Je lui avais demandé de me faire obtenir une audience de l'impératrice. Nous allâmes cinq fois au Palais d'hiver, mais nous ne pûmes être reçues. Le sixième jour, Marguerite m'apprit en pleurant qu'on lui avait intimé l'ordre, à l'ambassade de France, d'avoir à cesser ses démarches.

« Une ressource suprême me reste, aller au Quai-Anglais, attendre l'empereur à son passage, me jeter à ses pieds et lui remettre ma pétition. Voici cinq jours que je stationne pendant des heures entières, les yeux fixés sur le palais... mais la porte ne s'ouvre pas!

« Je ne vous envoie pas encore ma lettre, Wladimir, car l'heure approche pour moi d'aller au Quai-Anglais. Je voudrais tant vous donner une consolation à vos souffrances. Peut-être réussirai-je aujourd'hui... il fait si beau!

« TATIANA. »

« P.-S. Ah! Dieu est bon!... Je rentrais morne et désespérée, car je n'avais pas encore pu voir l'empereur. On me remet cette carte: « Le général comte M..., gouverneur général de la Sibérie orientale. » Espérez, Wladimir, et surtout soyez prudent!... Veillez sur vous là-bas. Ici, je veille sur vous!

« T... »



Wladimir pliait déjà la lettre pour la remettre dans la poche de sa tunique, avec l'intention de la relire le soir plus à son aise, quand il se sentit saisir brutalement par le bras. Il poussa un cri d'angoisse et se retourna vivement : derrière lui étaient deux geôliers. L'un d'eux lui saisit fortement la main où il tenait la lettre. En face, étaient Schelm et le directeur de la prison.

Wladimir connaissait l'arrivée de Schelm à Irkoutsk ; mais il ne l'avait pas encore vu. L'aspect inattendu de son persécuteur, à ce moment surtout, lui fit perdre toute sa présence d'esprit ; il chancela et blêmit.

Schelm avait profité de la malveillance des autres dé'enus pour leur faire signe de ne pas interrompre Wladimir dans sa lecture. Il avait donc pu approcher sans être aperçu par Lanine, et le surprendre en flagrant délit.

— Veuillez me remettre votre lettre, dit Schelm à Wladimir avec une courtoisie ironique.

Un des plus grands défauts de Wladimir était l'absence complète de sang-froid. Comme toutes les natures slaves, il était facilement impressionnable ; un bonheur comme un malheur inattendu le prenait toujours au dépourvu. Il ne calcula pas que Tatiana, avec son tact de femme, avait écrit sa lettre dans la prévision qu'elle serait lue, et que, par conséquent, elle ne contenait rien de compromettant. Le nom surtout du gouverneur général lui parut un danger pour ce fonctionnaire. D'un mouvement brusque, il prit la lettre de sa main gauche et la porta à sa bouche. Schelm fit un signe : le deuxième geôlier saisit le papier ; mais Wladimir avait eu le temps de déchirer avec ses dents tout le bas de la lettre, où se trouvait le post-scriptum, et de l'avaler. La lettre lacérée fut remise à Schelm, puis les geôliers lâchèrent Lanine.

— Vous avez assisté, monsieur, dit Schelm au directeur, à cet acte de rébellion.

— Oui, répondit le directeur, et quand le colon Wladimir aura purgé sa peine, Votre Excellence voudra bien m'indiquer celle qu'elle voudra bien lui infliger.

— Nous verrons cela, répondit Schelm.

Wladimir tremblait comme la feuille, de colère et de rage, pendant que Schelm lisait la lettre de Tatiana. Heureusement, il se souvint des recommandations de prudence de la comtesse, et il se contenta. Peu à peu il reconquit tout à fait son calme. Schelm lisait toujours :

— Je ne comprends pas, dit-il quand il eut fini, votre acte d'indiscipline, surtout après lecture de cette lettre. Vous aviez l'air de vouloir insinuer que cette missive, parfaitement insignifiante, était

dangereuse et compromettante. Ce qui manque est facilement devinable avec ce qui existe. Je ne vous aurais pas châtié, si votre désobéissance ne m'y obligeait.

Wladimir respira : Schelm ne se doutait pas du post-scriptum. En cela encore il s'illusionnait, car l'inspecteur savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les intentions du gouverneur général, et ce post-scriptum ne lui aurait rien appris que ce qu'il savait déjà.

— Je regrette, continua Schelm, que vous n'ayez pas obéi de suite. En tout cas, vous n'êtes pas le plus répréhensible. Je ne peux, en toute justice, vous punir pour avoir lu une lettre de votre femme ; c'est trop naturel. Le véritable coupable est celui qui vous l'a remise. Veuillez me le nommer.

Quoique excessivement étonné du ton bienveillant de l'inspecteur, Wladimir ne se laissa pas démonter, bien que, sous sa forme courtoise, cette question le révoltât.

— Ce n'est pas sérieusement que vous me demandez cela ? répondit-il.

— Vous avez des façons de parler qui sentent son ancien comte, riposta Schelm avec ironie. C'est très-sérieusement que je vous le demande.

— Vous comprenez que je ne vous le dirai pas !

— Vous ne voulez pas ?

— Certainement non !

Schelm opina de la tête :

— Bien ! dit-il.

Il se tourna vers les détenus, qui étaient rangés en ligne dans la cour :

— Lequel de vous a remis cette lettre au colon Wladimir ? leur demanda-t-il.

Les détenus ne pouvaient répondre, et pour cause. L'espion, qui avait ses instructions, se garda bien de s'avancer. Alors Schelm s'adressa aux geôliers, qui étaient alignés auprès du mur :

— C'est peut-être un de vous ? leur demanda-t-il.

— Non, Votre Excellence, répondirent les geôliers d'une seule voix.

— De mieux en mieux, dit Schelm. Monsieur le directeur, quand les prisonniers auront fini leur détention, vous la leur ferez recommencer à tous, à l'exception du colon Wladimir, qui n'est pas coupable. En outre, vous ferez donner au dixième cent coups de verges. Quant aux geôliers, vous les priveriez de leurs appointements du mois et de leur ration d'eau-de-vie.

Les prisonniers et les geôliers, qui n'osaient montrer leur mécontentement à Schelm, dirigèrent leurs regards sur Wladimir, et ces

regards étaient menaçants. Schelm y avait compté, et il se frotta les mains ; mais Lanine, révolté de cette injustice, s'avança alors :

— Je supplie Votre Excellence de me comprendre dans la mesure générale, dit-il.

— Ah ! ah ! répondit Schelm, vous craignez le mécontentement de vos camarades et de vos gardiens. Eh bien, ce sera la punition de votre désobéissance, car je ne vous en infligerai pas d'autre. Vous êtes trop protégé.

— Que Votre Excellence me châtie, je l'en supplie !

— Vous me parlez, je crois, interrompit alors Schelm d'un ton méprisant, sans que je vous aie interrogé.

Le directeur de la prison remarqua un commencement d'exaltation dans l'œil de l'exilé, et il essaya de lui faire signe de se modérer. Mais Lanine, impressionné par le regard des détenus et des geôliers, continua :

— Je prie Votre Excellence de me comprendre dans le châtimement général, car je suis coupable, moi aussi. Les règlements de la prison me prescrivaient de déposer la lettre entre les mains du directeur, et...

— Silence ! interrompit Schelm... J'ai dit.

— Excusez-moi si j'insiste...

— Ah ! mais, cria soudain Schelm ; assez nous occuper d'une lettre écrite par une aventurière à un colon déporté!..

Wladimir, à ces mots, devint d'une pâleur livide, et ses yeux lancèrent des flammes. Sans remarquer les signes du directeur, il avança vers Schelm, et lui dit d'une voix saccadée :

— C'est de ma femme que vous avez parlé?... Répétez ce que vous avez dit ! Voyons ! dit-il en avançant toujours. Répétez...

L'aspect du colon était menaçant, et le directeur toucha le bras de Schelm pour lui faire remarquer son exaltation. Mais l'inspecteur haussa les épaules, pour montrer qu'il méprisait trop Lanine pour le craindre et répondit :

— Vous vous croyez donc invulnérable?... Il est vrai que votre femme s'est fait accompagner par le colonel des gendarmes dans son voyage à Irkoutsk. Maintenant c'est le gouverneur général qui s'est chargé de la ramener à Saint-Petersbourg !... C'est commode d'avoir une jolie femme, pas trop scrupuleuse...

D'un mouvement dédaigneux et méprisant, il jeta par terre la lettre de Tatiana et la poussa du pied. Le papier roulait encore, que Wladimir s'était précipité sur Schelm et l'avait saisi au collet en criant :

— Ah ! tu me perdras peut-être, mais auparavant, ta figure connaîtra ma main, misérable !

Et aussitôt un soufflet retentit. Le directeur et les geôliers se précipitèrent et saisirent Wladimir. Schelm était livide, et pourtant, chose étrange, un sourire de satisfaction se jouait sur ses lèvres. Pendant qu'il se retirait, on avait garrotté Wladimir.

— Ton affaire est bonne à présent ! lui dit le geôlier.

Le directeur de la prison avait suivi l'inspecteur jusqu'à sa voiture.

— Votre prison est bien tenue ! vraiment ! lui dit Schelm sous forme d'adieu... Je vous révoque.

Le soir même, un des fonctionnaires les plus craints et les plus hais d'Irkoutsk, fut nommé directeur de la principale prison de la ville, en remplacement de l'ami du comte M..., destitué.

Il n'y avait rien à dire. Schelm était dans son droit, qu'il avait d'ailleurs, payé assez cher.

## XXIX

### SA MAJESTÉ.

Nous prions le lecteur de nous permettre maintenant de le transporter avec nous par la pensée, et rien que pendant un chapitre, à la cour de l'empereur Nicolas.

La chambre de service du palais d'Hiver est une grande pièce haute de plafond, aux proportions monumentales, mais fort modestement meublée. Des sofas recouverts de drap rouge, à pieds blancs, dorés, sont symétriquement rangés le long des murs, qui forment ellipse. Un bureau entre deux fenêtres, un fauteuil derrière le bureau, et quelques chaises, voilà tout.

Une porte, peinte en blanc et n'ayant pour toute ornementation qu'un mince filet d'or qui encadre le bois, fait face au bureau. C'est la porte du cabinet impérial.

Nous croyons inutile de donner ici la description de cette pièce, où Nicolas est mort, et qui depuis, est devenue légendaire, non-seulement en Russie, mais en Europe. Tout le monde l'a vue reproduite par la photographie. Rien que le contraste de sa simplicité avec l'aménagement somptueux des autres appartements du palais témoignait des goûts du souverain.

Le 27 avril 1852 était un de ces jours où Nicolas accordait des audiences à ceux qui en avaient demandé dans le courant des dernières deux semaines. Ces audiences étaient une des règles de sa vie dont l'empereur ne se départait jamais.

Assis dans le fauteuil derrière le bureau, l'aide de camp général de service était occupé à inscrire les noms des arrivants et à vérifier les lettres d'admission.

Dans la chambre, la foule des solliciteurs était confondue avec les commensaux ordinaires du palais, le chambellan, les gentilshommes de la chambre, et le colonel aide de camp de service.

Tous ceux qui étaient réunis là avaient l'air impressionnés. Une mince cloison les séparait à peine de l'autocrate qu'ils allaient être appelés à voir, et, à cette pensée, le cœur de plus d'un solliciteur battait avec violence.

Il était midi. La porte opposée à celle du cabinet impérial s'ouvrit à deux battants, les sentinelles de la compagnie d'Or présentèrent les armes, et un aide de camp général de l'empereur, suivi par une dame voilée et vêtue de noir, pénétra dans la chambre de service. Un des privilèges des aides de camp de l'empereur consiste en ce qu'ils ont le droit de voir le souverain sans demande préalable d'audience.

A la vue d'un égal, l'aide de camp de service se leva de son fauteuil et fit quelques pas à sa rencontre. Il exécuta cependant ce mouvement avec une certaine hésitation : il ne se souvenait pas des traits du nouveau venu, et cependant les généraux aides de camp, très-peu nombreux du temps de Nicolas, se connaissaient tous et intimement entre eux.

— Le général comte Lanine ne me reconnaît pas ? demanda alors le nouveau venu.

— Excusez-moi, mais...

— Cinq ans de séjour en Sibérie changent donc bien, même ceux qui y commandent ! Je suis le comte M...

Lanine lui tendit vivement la main :

— Oh ! pardon, cher comte. Il est vrai qu'à la cour nous oublions vite ceux que nous ne voyons plus. Pardon ! je vais vous annoncer à Sa Majesté.

Le gouverneur général de la Sibérie orientale l'arrêta du geste :

— Attendez, mon cher général... J'userai de mon droit plus tard, maintenant je réclame de votre obligeance une faveur.

Il regarda la femme, qui, à l'aspect de l'aide de camp de service, avait rabattu son voile sur sa figure.

— Cette dame m'accompagne, dit-il à Lanine ; je désire obtenir pour elle une audience immédiate de Sa Majesté.

— A-t-elle apporté sa lettre ?

— Non ! elle n'en a pas... mais...

— Oh ! en ce cas, impossible... Sa Majesté est très-sévère à cet égard.

Le comte M... voulut insister.

— Si vous saviez qui est cette dame, dit-il, vous vous départiriez peut-être...

Il fut interrompu par un mouvement respectueux de la foule. Le cabinet impérial venait de s'ouvrir, et Nicolas apparut sur le seuil. Quand l'empereur voulait faire honneur à quelqu'un, il avait l'habitude de le reconduire jusqu'à la porte de son cabinet, et de lui serrer la main en présence de tout le monde. Un diplomate d'une petite cour de l'Allemagne du Nord, achevait ses salutations et prenait congé du souverain.

C'était le moment d'annoncer celui dont le tour d'audience était venu. Les prérogatives des aides de camp généraux donnaient au gouverneur le pas sur tout le monde, et Lanine s'avança pour l'annoncer, mais déjà, Nicolas, avec son coup d'œil d'aigle, avait distingué dans la foule les aiguillettes du comte M... Il regarda de son côté.

Une des qualités de Nicolas était une mémoire vraiment prodigieuse. Il n'oubliait jamais la figure de quelqu'un qu'il avait vue une seule fois. M... avait été dans les temps un de ses intimes. L'empereur le reconnut aussitôt ; il fit vivement quelques pas vers lui.

— Ah ! M... ! dit-il, sois le bienvenu !

Le gouverneur général s'inclina profondément.

— Quel bon vent t'amène ? continua l'empereur. Sais-tu que nous avons reçu bien des dénonciations contre toi ?

— Sire, je le sais ! mais...

— On nous avertit que tu es d'une indulgence excessive, surtout pour les déportés politiques ! que tu ne les persécutes pas ! Serait-ce vrai ?

Le général répondit avec calme :

— Cela est vrai, sire .... Je crois que Votre Majesté châtie, mais ne persécute pas, et comme en Sibérie je représente l'empereur...

Nicolas lui tendit la main.

— Voici ma main pour cela, mon brave général. Tu m'as compris, et je te remercie .... Nous sommes content de te voir, et nous serons plus content encore de t'accorder telle faveur, tel service que tu réclameraas de nous.

Profondément ému, M... s'inclina sur la main de Nicolas.

— Il est vrai, sire ! J'ai à vous demander deux grâces ?

— Parle.

— D'abord la mienne !

— La tienne ? demanda l'empereur étonné.

— Oui, sire. On m'a envoyé là-bas un inspecteur général...

— Un inspecteur ! à toi ?

— Oui ! Votre Majesté l'ignorait donc ?

— Parfaitement. Oh ! oh !... tu es venu t'expliquer directement avec moi ! Tu as bien fait, et je te remercie encore. Tu as compté sur l'affection de ton souverain ! Merci. Mais nous serons plus à l'aise pour causer de nos affaires dans mon cabinet. Viens !

Dans la vie de tous les jours, et s'il n'était pas irrité, Nicolas était d'une courtoisie extrême... Il se tourna vers la foule des solliciteurs :

— Excusez-moi, messieurs, dit-il ; vous surtout, mesdames..., il m'arrive un ami que je n'ai pas vu de cinq ans... Je prolonge d'une heure mon audience de ce jour ! dit-il à Lanine. M..., viens !

Mais le général se défendit respectueusement.

— Sire, dit-il, je ne vous ai encore demandé que l'une des grâces que je sollicite de Votre Majesté. J'ai quelque chose à vous demander encore.

— Qu'est-ce ?

— Sire, dit M..., c'est une affaire très-grave, et qui doit passer avant les miennes. J'ai cru pouvoir donner à Votre Majesté l'occasion de réparer une injustice, et j'ai saisi cette occasion avec empressement.

Il prit par la main la dame voilée, qui tremblait visiblement, et l'amena auprès de l'empereur.

— Que Votre Majesté daigne écouter la femme de Wladimir Lanine.

L'empereur fronça le sourcil. Le général comte Lanine, étonné et mécontent, ne put s'empêcher de s'écrier :

— Ma nièce !

— Oui, votre nièce, répondit M... Vous voyez que je suis plus brave que vous... vis-à-vis de Sa Majesté, bien entendu.

Nicolas aimait l'indépendance de caractère chez ceux du dévouement desquels il était assuré ; il répondit :

— C'est bien !... Que madame fasse sa demande d'audience, elle lui sera accordée.

Mais le gouverneur général était décidé à vaincre tous les obstacles et à procurer à Tatiana une entrevue immédiate avec l'empereur.

— Sire ! insista-t-il, elle a des ennemis puissants, qui l'empêcheront peut-être de voir Votre Majesté, surtout après mon départ, qui, malheureusement, est pressé. Je lui cède mon tour d'audience. Laissez Votre Majesté la recevoir aujourd'hui.

— Oh ! oh ! répondit Nicolas avec une nuance d'impatience, tu abuses un peu du plaisir que nous avons à te revoir. N'importe ! Il ne sera pas dit que nous t'aurons refusé quelque chose aujourd'hui. Entrez, madame.

Nicolas s'effaça, et d'un geste il désigna à Tatiana la porte de son cabinet. Quand elle s'était entendue nommer, la comtesse avait relevé son voile. Sa magnifique beauté, qui impressionnait tout le monde, n'avait pas été, nous le supposons, sans quelque influence sur la décision impériale. Tout en se dirigeant vers le cabinet, Tatiana lança à M... un coup d'œil suppliant; le gouverneur comprit.

— Sire, dit-il, cette pauvre femme craint d'être intimidée en votre auguste présence... Elle désire que j'assiste à cette entrevue, et que je lui donne du courage, moi qui suis plus habitué à l'aspect de votre grandeur... Daigne Votre Majesté permettre...

Le front de l'empereur s'était éclairci.

— Ah! dit-il souriant, quand tu protèges, tu protèges bien!... Est-ce vrai, cela, madame? demanda-t-il. Désirez-vous qu'il assiste à notre entrevue?

— Oui! oh! oui, Sire! répondit la comtesse.

— Viens, alors, puisque nous sommes forcé de t'obéir, rebelle!

La porte du cabinet se referma sur eux, et dans la chambre de service on se mit à causer de la faveur éclatante du gouverneur général de la Sibérie orientale. Lanine était indécis et hésitant. La protection dont le comte couvrait sa nièce le stupéfiait et l'inquiétait à la fois. Il avait donc été injuste et cruel! Il attendait avec anxiété le résultat de l'audience.

Tout à coup un formidable coup de sonnette retentit dans le cabinet de Nicolas. Lanine se précipita, et dans sa précipitation il oublia de refermer la porte. Tous les assistants purent alors entendre Nicolas crier :

— Le chef des gendarmes! le ministre de l'intérieur! Qu'on les mande à l'instant même!... Toi, Lanine, reste ici.

L'aide de camp général n'eut pas besoin de sortir du cabinet, car le colonel aide de camp se leva vivement et courut exécuter l'ordre impérial.

— Mon pauvre Lanine, dit alors l'empereur, je crois que nous sommes, toi et moi, de grands coupables!... Nous avons suspecté ton neveu; eh bien, il se peut qu'il soit innocent.

— Innocent?... Wladimir!...

— Nous l'ignorons encore; mais la confiance de cette noble femme pénètre dans notre cœur... Madame, dit-il à Tatiana, revenez nous voir dans trois jours, à la même heure... Et si les renseignements que nous ferons prendre concordent avec vos allégations, justice vous sera rendue. Nous vous en donnons notre parole impériale.

Tatiana s'inclina respectueusement, car ces mots étaient un congé. M... voulut l'imiter, mais Nicolas l'arrêta du geste.

— Nous n'avons pas encore parlé de tes affaires et nous ne t'avons



pas remercié suffisamment pour l'intérêt que tu portes à notre gloire... Reste, nous avons beaucoup à causer.

Quand, trois jours après, Tatiana revint au palais d'hiver, elle était profondément anxieuse, car elle ne savait rien de ce qui l'y attendait. Elle n'avait vu personne pendant ces trois jours. L'abstention du comte Lanine ne l'étonnait que médiocrement, car le général ne l'avait pas habituée à ses prévenances; mais elle était effrayée et étonnée de n'avoir pas vu non plus le gouverneur général de la Sibérie orientale.

La chambre de service ne présentait plus le même aspect. Ce n'était pas jour d'audience, et l'immense pièce était vide. Un général aide de camp qu'elle ne connaissait pas et deux ou trois fonctionnaires du palais s'y trouvaient seuls.

Tatiana s'approcha du général de service et se nomma. L'aide de camp se leva avec vivacité, courut à la porte du cabinet impérial, qu'il ouvrit en disant :

— Sire, c'est madame la comtesse Lanine.

Alors Tatiana, pâle de saisissement, vit l'empereur, accompagné de l'oncle de son mari, du gouverneur général, du chef des gendarmes et du ministre de l'intérieur, se diriger vers elle. Elle voulut courir, s'élancer au devant du souverain, mais elle sentit que cela lui serait impossible. L'émotion clouait ses pieds au sol. Nicolas s'avança jusqu'au coin du mur contre lequel elle s'était rangée, et, s'inclinant devant elle en un salut si bas qu'il en était respectueux, il lui dit d'une voix grave et profonde :

— L'empereur de Russie vous demande pardon, madame la comtesse...

Elle était si troublée, qu'elle s'appuya contre le mur.

— O Sire, Votre Majesté fait donc grâce? balbutia-t-elle.

— Grâces! répondit l'empereur... Non pas..., je fais justice!...

Elle s'agenouilla, saisit la main que l'empereur lui tendait, et la pressa contre ses lèvres sans pouvoir prononcer un mot.

— Nous avons fait prendre des informations, et Orloff, qui a pas son pareil quand il s'agit de réparer une injustice, nous a puissamment secondé. Tout ce que vous nous avez dit est vrai. On a retrouvé la maison où avait été arrêté votre mari, et nous avons acquis la conviction que le nom de l'As de cœur n'y a été prononcé qu'en 1850, pendant que vous étiez en Crimée. Quelques-uns de ceux qui ont été compromis dans cette affaire assez légèrement pour ne pas être envoyés en Sibérie, ont témoigné n'avoir jamais entendu parler de votre mari. Puis, ce reçu est bien de la main de Schelm.

On a retrouvé à la police l'ordre de faire arrêter l'employé Popoff pour vol de 40,000 roubles. Mon ministre de l'intérieur se souvient parfaitement de l'arrestation de cet individu, sous une autre inculpation. Votre mari a été toujours considéré comme un de nos plus fidèles sujets. Mon Dieu ! reprit Nicolas après un instant de silence, tout cela était aussi évident alors qu'aujourd'hui, et la précipitation avec laquelle on a conduit cette affaire est inexcusable... Monsieur le ministre, poursuivit l'empereur en regardant sévèrement le comte Perofsky, vous avez été bien mal informé !

Le comte Perofsky courba la tête.

— Il est vrai, Sire ! murmura-t-il.

— Quant à ce Schelm, sa culpabilité nous paraît évidente, mais seulement nous n'en connaissons pas le degré. Était-ce excès de zèle, ce qui est déjà criminel, ou bien est-ce un crime plus grand encore ? nous jugerons et nous sévrons.

— Votre Majesté aura raison, dit le comte Orloff. Si c'est pour servir une coupable ambition que cet homme a induit Votre Majesté en erreur, il mérite un châtiment exemplaire.

— Nous saurons le lui infliger. Mais aujourd'hui une tâche plus agréable se présente à nous. Madame, continua l'empereur, savez-vous pourquoi l'innocence de votre mari est admise par nous, sans preuves plus concluantes ?... On s'acharne contre lui, on le persécute, et cela d'après nos ordres, nous dit le comte M... Nous vous donnons notre parole, continua-t-il en lançant au ministre un coup d'œil sévère, que jamais le nom de votre mari n'est sorti de nos lèvres, et que jamais nous n'y avons songé que pour le plaindre. L'empereur de Russie ne se venge pas !...

Tatiana joignit les mains.

— O sire, nous avons toujours confiance en l'équité de notre souverain ; et c'est de cette confiance que je vivais. Votre justice...

— Voici notre justice, interrompit Nicolas : le comte Wladimir Lanine...

Tatiana s'agenouilla. Ce titre, dans la bouche de Nicolas, équivalait à un décret de grâce.

— Le comte Wladimir Lanine, continua l'empereur, est réintégré dans ses titres, grades et dignités. Nous vous prions, madame, de lui transmettre notre désir de le voir entrer à notre service, où notre bienveillance ne lui manquera pas, et où nous nous efforçons de lui faire oublier notre injustice involontaire.

Il la releva avec bonté.

— Nous le nommons notre chambellan. Quant à vous, madame, l'impératrice, qui vous estime, nous a témoigné le désir de vous attacher à sa personne. Voulez-vous me permettre de vous of-

frir auprès d'elle une place de dame d'honneur... Vous acceptez, n'est-ce pas ?

Tatiana répondit avec une nuance d'embarras :

— Avec joie et reconnaissance, Sire !... Mais je désire commencer mon service...

Nicolas l'interrompit :

— Oh ! nous savons, nous connaissons trop votre cœur pour en avoir douté : vous désirez retourner en Sibérie ?...

— Il est vrai, Sire !... Mon mari est encore proscrit, et avant que la décision impériale n'arrive...

— Nous avons supposé que tel serait votre désir, et nous sommes heureux de ne pas nous être trompé... Nous vous avons, à cet effet, trouvé deux compagnons de voyage. Lanine, M..., avancez à l'ordre !

Les deux généraux s'avancèrent.

— M..., dit Nicolas, tu ne nous en voudras pas si nous te nommons, de notre propre main cette fois, un inspecteur général.

— Votre Majesté est maîtresse, et...

— Ce ne sera pas pour inspecter la Sibérie orientale, ce sera pour inspecter les faits et gestes du général comte M..., dit Nicolas, en souriant avec malice.

— Sire, Votre Majesté a lu une dénonciation à mon sujet...

— Comme tu vois... Le comte Orloff m'en a montré hier (ont un paquet arrivé récemment... Nous avons bien ri... Ah ! on ne t'aime pas, là-bas. En revanche, tu as ici deux bons amis, dit-il en se désignant lui-même, et en désignant le chef des gendarmes.

— Oh ! je le sais, Sire !

Les deux généraux se serrèrent la main.

— Il faudra ouvrir une enquête sur les agissements de ce Schelm... ; mais comme cet homme est ton ennemi, je n'ai aucune confiance en ta sévérité ; et je désire, s'il est réellement coupable, faire un exemple. Je te charge donc, toi, Lanine, de diriger l'enquête. Vous accompagnerez tous les deux la comtesse, et je te charge de la ramener vite, et de la ramener accompagnée de son mari. Je te donne plein pouvoir sur ce Schelm... Tu jugeras. S'il n'est coupable que d'un zèle mal compris, et par cela même criminel, tu le destitueras et tu lui assigneras un lieu d'exil en Sibérie ; s'il est coupable de prévarication, tu nous l'enverras ici... Je me charge de le punir ! La punition sera terrible alors, et je trouve inutile de faire assister les habitants de la Sibérie au châtimement exemplaire que je ferai subir à un de leurs anciens chefs. Les principes avant tout... Madame, êtes-vous contente de vos deux compagnons ?

Taliana leva sur le souverain ses beaux yeux, où l'on pouvait lire un attendrissement réel.

— Sire ! dit-elle, mon mari et moi, nous avons été, je vous le jure, vos fidèles sujets ; aujourd'hui, notre fidélité se transforme en admiration. Notre devoir nous ordonnait de vous être dévoués autrefois ; désormais nous vous aimerons avec le cœur.

Il lui tendit la main :

— Et vous aurez raison, après m'avoir pardonné, de m'aimer un peu ! J'en ai besoin.

La majestueuse figure de Nicolas se couvrit d'un nuage passager. Ces nuages étaient fréquents : les préoccupations politiques, symptômes avant-coureurs du coup qui l'enleva, empoisonnaient déjà l'existence de ce monarque, qu'on eût dit un souverain du moyen âge transporté en plein dix-neuvième siècle.

— Oui ! aimez-moi, répéta-t-il... Lanine, dit-il soudain, j'ai présenté mes excuses à la comtesse ; c'est à ton tour de lui présenter les tiennes ! car, toi aussi, tu es coupable envers elle. Tu sais bien, n'est-ce pas, que si tu m'avais parlé en faveur de ton neveu, je t'aurais écouté ?

Le général comte Lanine n'était pas un courtisan sans cœur, mais la faveur dont il jouissait auprès de Nicolas et l'affection véritable qu'il portait à son souverain, avaient fait faire à sa conscience le raisonnement suivant : La fidélité à l'empereur est pour tout Russe l'expression absolue du devoir ; c'est un crime que de penser autrement. Chez lui cette opinion était sincère ; ce n'était pas courtoisie, c'était conviction. Il adorait le souverain qui l'avait comblé de faveurs, et ne comprenait pas que les autres pensassent autrement. Ce fut le général Lanine qui dit, quand il apprit la déclaration de guerre de Napoléon III : « Comment ! il ose ?... » et qui le dit parce qu'il en était persuadé.

Ce sentiment avait été cause que l'arrestation de son neveu, en compagnie de gens qui conspiraient contre Sa Majesté, le transporta d'indignation : trop facilement peut-être il avait cru aux apparences.

— Sire ! dit-il, je me repens !... Mais que Votre Majesté daigne n'y voir qu'un sentiment profond de dévouement pour elle.

— Je sais, mon cher Lanine, je sais !... Et voilà pourquoi je ne peux pas t'en vouloir, quoique je le devrais !... Mais toi et le comte Perofsky vous devez vous incliner devant cette noble femme.

— De tout cœur, sire ! dit Lanine. Ma nièce, me pardonnez-vous ? Le ministre s'avança aussi.

— Monsieur le ministre, et vous, mon oncle, vous remplissiez

votre devoir envers Sa Majesté, et je n'ai rien à vous pardonner! dit Tatiana. Mais, si vous croyez m'être redevable d'un dédommagement, mon oncle, je vous supplie de m'aider maintenant, et de précipiter notre départ.

Lanine la regarda avec une véritable émotion.

— Je suis fier, madame, de vous compter au nombre de mes parentes!... Mon dévouement absolu vous est acquis. Je partirai ce soir même, s'il plait à Sa Majesté.

— Non, Lanine! dit Nicolas... c'est impossible, et j'en demande pardon à madame; mais j'ai des instructions à te donner, j'ai encore à causer avec M... Nous ferons cependant, par égard pour madame, notre possible pour te rendre ta liberté aussitôt que nous le pourrons.

A ce moment, une inspiration du ciel vint à Tatiana; elle ploya le genou et dit à l'empereur :

— Votre Majesté vient de faire justice; mais sa bienveillance pour moi m'enhardit à lui demander une faveur.

— Parlez, madame, dit Nicolas.

— Sire, aujourd'hui mon mari est innocent; demain, ses persécuteurs pourront le rendre coupable, non envers la personne auguste de Votre Majesté, à cela ils ne parviendront jamais, mais envers quelque loi à lui inconnue ou envers quelque représentant de l'autorité... Sire, je...

Nicolas l'interrompt :

— Je vous comprends... Votre dévouement ingénieux vous inspire des pensées qui ne nous viendraient pas, nous l'avouons.

Il la releva avec bonté, courut à sa table de travail, et tendit à Tatiana un papier sur lequel il avait rapidement écrit quelques mots.

— Lisez, madame! dit-il, est-ce cela que vous désirez de nous?

Tatiana lut :

« Tout ce que le comte Wladimir Lanine a fait est bien fait. Nous entendons qu'aucune loi de l'empire ne puisse l'atteindre, car tel est notre bon plaisir. »

— Oh! Sire! Sire! murmura Tatiana en larmes, que vous êtes donc bon.

— Nous abusons aujourd'hui du pouvoir absolu que Dieu nous a donné sur nos peuples, dit Nicolas; mais nous croyons de notre devoir de commettre cet abus.

Nicolas se retourna soudain, étonné et quelque peu hésitant... Il venait de se sentir toucher les deux épaules à la fois. C'était une familiarité à laquelle, le lecteur le suppose bien, il n'était pas ha-

bitué. Le comte M... et le comte Orloff lui embrassaient l'épaule en pleurant. Alors Nicolas, ému au delà de toute expression par ce mouvement spontané de deux personnes qu'il estimait particulièrement, les étreignit tous les deux, et tout à coup dit à Tatiana.

— Rendez-moi ce papier, madame, j'ai à y ajouter quelque chose.

Il revint à la table de travail et écrivit encore.

— Puisque l'un de ceux qui ont été arrêtés pour cette conspiration de l'As de cœur est innocent, il nous vient des doutes sur la culpabilité des autres ! Nous ne désirons pas approfondir ces doutes, et nous faisons grâce à tout le monde ! dit-il en tendant le papier à Tatiana.

Au bas il était écrit de la main impériale :

« Nous faisons grâce pleine et entière à tous ceux qui ont été envoyés en Sibérie comme complices du comte Wladimir Lanine. »

— C'est vous, madame, continua l'empereur, qui serez l'ange de la miséricorde.

Tatiana sanglottait en embrassant la main de Nicolas, qui, lui-même, était profondément impressionné.

— Allons ! dit-il gaiement, nous pouvons dire comme notre prédécesseur de Rome : Nous n'avons pas perdu notre journée !

Prince JOSEPH LUBOMIRSKI.

La suite prochainement.

---

# DESCARTES

## ET LA PHILOSOPHIE MODERNE

---

« Je suis bien aise de prier nos neveux  
de ne croire jamais que les choses qu'on  
leur dira viennent de moi, lorsque je ne  
les aurai pas moi-même divulguées. »  
(*Discours de la Méthode*, VI<sup>e</sup> partie, p. 55.)

L'étude que nous avons faite sur l'état actuel de l'enseignement spiritualiste, en même temps qu'elle nous a valu de sympathiques encouragements, a suscité quelques objections, dont la plus grave et de beaucoup la plus générale consiste à nous reprocher d'avoir, en exposant la contradiction qui mine et détruit le spiritualisme moderne, méconnu et répudié les enseignements de Descartes<sup>1</sup>.

« Cette philosophie que vous attaquez, nous dit-on, c'est celle de Descartes, l'honneur de la France, de Descartes, qui a ouvert des voies nouvelles à l'esprit humain et suscité parmi nous le plus beau mouvement intellectuel qu'ait vu le monde moderne. Cette liberté de la raison que vous combattez et qui nous est si justement chère, c'est à Descartes que nous la devons ; c'est lui qui, le premier, l'a re-

<sup>1</sup> Quelques personnes, dignes de tout respect, nous ont reproché de n'avoir fait aucune réserve au sujet de ceux d'entre les catholiques qui avaient protesté contre l'absolue condamnation de la raison à l'impuissance, et revendiqué ses droits à la vérité. Certes, c'est là un fait que nous n'avons pas oublié ; mais, ainsi que nous l'avons dit, si les philosophes n'avaient réclamé que le droit de la raison à la vérité, personne n'eût songé à le leur contester, le véritable objet du débat, c'était le droit à l'erreur qu'ils prétendaient en faire dériver. Or, sur cette question du droit à l'erreur, les catholiques dont on nous parle ont absolument gardé le silence, en d'autres termes, ils sont demeurés neutres ; on comprendra dès lors que, faisant brièvement l'histoire d'une querelle, nous n'ayons parlé que des belligérants.

vendiquée, c'est lui qui a accompli ce grand ouvrage de séculariser définitivement la raison et de la rendre indépendante de toute autorité. Avez-vous oublié quelle est la première règle de la Méthode : « *Ne recevoir jamais aucune chose pour vraie que je ne la connusse évidemment être telle.* » Cela est-il clair ? — Certes, mais ce qui l'est beaucoup moins, ce que nous renonçons absolument à comprendre, c'est que du droit de ne recevoir que l'évidence, on fasse dériver celui de la rejeter. Si quelqu'un me dit, par exemple : « L'aimant n'attire que le fer, » en devrai-je conclure que l'aimant n'attire pas le fer ? C'est ainsi cependant qu'on raisonne au sujet de Descartes, mais c'est tout autrement que lui-même a raisonné.

Descartes a affranchi la raison de l'arbitraire, de l'autorité, mais non pas de l'évidence, ce qui eût été la détruire en lui ôtant toute règle. Il a bien dit qu'il ne faut pas croire une vérité par cela seul qu'Aristote l'enseigne, mais il n'en a pas conclu qu'on fût libre de la nier si Aristote la démontre.

Ce que nous reprochons aux philosophes actuels, ce n'est donc pas (qu'on le comprenne bien) de glorifier la raison, c'est de la calomnier<sup>1</sup>; ce n'est pas d'établir ses droits, c'est de les méconnaître; nous ne contestons à la raison d'autre liberté que celle de la contradiction, c'est-à-dire du suicide. Nous n'appelons sur elle d'autres rigueurs que celles de la logique, et dans cette revendication que nous avons faite des droits de l'évidence et du bon sens, nous allons montrer qu'à n'en pas douter nous sommes avec Descartes et non pas contre lui; qu'il est notre auxiliaire, non pas notre adversaire.

C'est commettre à la fois une grande erreur et une grande injustice que d'attribuer à Descartes cette philosophie à deux faces, ambiguë et confuse de notre temps, qui, bien loin qu'elle relève de lui, se fonde sur le principe directement opposé à celui du cartésianisme.

De ces deux propositions se condamnant, se détruisant l'une l'autre, sur lesquelles nous avons vu que s'appuie la philosophie moderne : « *La raison n'admet que l'évidence,* » donc « *la raison a droit de rejeter l'évidence,* » Descartes n'a affirmé que la première, d'où résulte qu'il n'est point tombé dans la radicale contradiction qu'on reproche si justement aux dogmatistes actuels. Des deux buts tout opposés que ceux-ci ont prétendu atteindre, Descartes n'en a poursuivi qu'un seul. Comme eux, il a entrepris de démontrer, par les lumières de la raison, l'évidence des grandes vérités mo-

<sup>1</sup> Ses aberrations sont nombreuses et inévitables. (M. Cousin, Introduction de l'*Histoire de la philosophie*.) Elle est mobile, flottante, ouverte à l'erreur par tous les côtés. (E. Saisset, *Philosophie et religion*, page 15.)



rales, mais il n'a pas, comme eux, prétendu fonder la religion naturelle à l'usage des esprits cultivés, et parce qu'il n'a ni contredit ni combattu le christianisme<sup>1</sup>, rien, dès lors, ne l'a forcé de se contredire lui-même et de revendiquer, pour la raison, le droit de résister à l'évidence, en d'autres termes, d'affirmer avec les sceptiques que la raison est individuelle.

## I

## DESCARTES ET ROUSSEAU.

C'est Rousseau, avons-nous dit, qui est le docteur et le précurseur des philosophes modernes. Rousseau, en effet, avait, comme eux, entrepris de réfuter les athées et les matérialistes de son siècle, en même temps que de rejeter la religion révélée et d'y substituer la religion naturelle. On comprend qu'une même situation a nécessairement engendré les mêmes sophismes.

« Je ne l'admets ni ne la rejette, dit Rousseau en parlant de la Révélation ; d'autres hommes ont pu décider. Je raisonne *pour moi* et non *pour eux*; leur jugement peut être meilleur que le mien; il n'y a pas de ma faute si ce n'est pas le mien<sup>2</sup>. »

Voici, en ces quelques mots, l'individualité de la raison avec tout son cortège : l'évidence personnelle, la certitude relative, le scepticisme enfin, introduits dans le spiritualisme où ils ont régné depuis lors.

La philosophie actuelle nous renvoie chaque jour le fidèle écho de ces paroles du maître : « Pour chacun, nous dit-elle, la raison c'est sa propre raison; de quel droit lui imposerait-on de se soumettre à la raison d'autrui plutôt qu'à la sienne propre, à la raison de celui-ci plutôt qu'à celle de celui-là<sup>3</sup>. »

M. Janet, comme on voit, suppose, avec Rousseau, qu'il y a autant de raisons que d'individus et que ces raisons diffèrent naturellement entre elles. L'un et l'autre paraissent oublier que l'unité de la raison est le principe fondamental, la condition *sine qua non* de tout dogmatisme et de toute certitude; mais où trouve-t-on rien

<sup>1</sup> « C'est avec raison que le P. Perrone, du Collège romain, a écrit que Descartes ne rompt pas le lien entre la raison et la foi. » (M. l'abbé Blampignon, *le Correspondant*, 1872.)

<sup>2</sup> Rousseau, *Profession de foi du Vicaire savoyard* (*Émile*, t. III, p. 178).

<sup>3</sup> M. P. Janet, *la Liberté de penser* (*Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> septembre 1866, p. 41). Et, du même auteur, *les Problèmes du dix-neuvième siècle*, p. 14.

de semblable chez Descartes, qui au contraire affirme en propres termes que « tout ce dont on dispute est douteux<sup>1</sup>. »

Autant cette idée, si opposée au bon sens et à la logique, d'appuyer le dogmatisme sur l'individualité de la raison, était antipathique au génie droit et simple de Descartes, autant elle était familière et comme naturelle à Rousseau, né et élevé dans le protestantisme, dont elle est l'erreur fondamentale.

En même temps qu'avec cette haute et pénétrante éloquence qui porte la conviction dans les âmes, Rousseau nous montre la lumineuse évidence des grandes vérités morales, lui-même prend soin de nous ôter toute confiance en ses démonstrations et de les dépouiller à nos yeux de toute certitude. « Mes opinions les plus vraies sont peut-être autant de mensonges, nous dit-il, je puis être dans l'erreur : c'est la vérité *pour moi*<sup>2</sup>. »

Et, ainsi, M. Cousin : « La vérité qui ne nous paraît pas évidente n'a pas droit à notre adhésion, nous dit-il, car, brillât-elle à tous les yeux en caractères éclatants, si nous ne la percevons pas distinctement, elle n'est pas la vérité *pour nous*<sup>3</sup>. »

Rousseau admet que ce qui est évident *pour lui* peut ne l'être pas pour tous, et M. Cousin, que ce qui est évident pour tous peut ne pas l'être *pour lui*; c'est, comme on voit, l'application inverse de ce même principe : l'évidence personnelle. L'avantage est cependant du côté de Rousseau qui, s'il réclame le droit de rejeter l'évidence, ne revendique pas du moins en même temps celui de l'imposer. Mais ce droit, qu'il concède et qu'il reconnaît à chaque intelligence, de nier tout ce que lui-même affirme et démontre, entraîne forcément après soi le droit, pour ses adversaires, d'affirmer tout ce qu'il nie, de rétablir tout ce qu'il combat, et voici, par là, le sensualisme, l'athéisme, etc., placés sur la même ligne, investis de la même probabilité, des mêmes droits à notre croyance que les précieuses vérités dont Rousseau a démontré l'évidence. C'est proprement là le droit à l'erreur, mêlé, confondu, affirmé avec les principes cartésiens dont il est cependant l'absolue négation. Toute la philosophie moderne revendique ce principe, elle est imbue de cette même erreur, entachée de cette contradiction; mais quand donc Descartes a-t-il parlé de cette vérité qui, évidente *pour lui*, peut ne pas l'être pour autrui? Quand donc a-t-il réclamé, pour la raison, le droit de rejeter l'évidence? Avant de le faire sceptique, écoutez-le donc : « Je jugeai, dit-il, que je pou-

<sup>1</sup> *Discours de la Méthode*, I<sup>re</sup> partie, p. 6.

<sup>2</sup> *Émile*, t. III, p. 128; édition d'Amsterdam.

<sup>3</sup> *Histoire générale de la philosophie*, p. 584.

vais prendre pour règle générale que les choses que nous concevons très-clairement et très-distinctement sont toutes vraies<sup>1</sup>. » Et ailleurs : « Je sais que je ne puis me tromper dans les jugements dont je connais clairement les raisons. J'ose proposer mes démonstrations comme très-évidentes et très-certaines<sup>2</sup>. » Le langage que tient Descartes est, comme on voit, l'absolu contraire de celui de Rousseau et de ses modernes disciples. « Mes opinions les plus vraies sont peut-être autant de mensonges, etc., » et il est certes bien étrange que du premier on ait imaginé de faire dériver le second.

Cette contradiction dans les principes devait naturellement se reproduire dans les jugements et dans les doctrines, aussi c'est chez Rousseau que se rencontrent d'abord tous les paradoxes si chers aux philosophes contemporains. C'est lui qui, le premier, a écrit que toutes les religions sont fausses, et que toutes sont néanmoins bonnes, utiles et salutaires. « Ce n'est pas ainsi qu'on invente, » dit-il en parlant de l'Évangile, qu'il tient cependant pour rempli de fables. « La vie et la mort de Jésus sont d'un Dieu, » écrit-il encore, en même temps que, taxant tous les miracles de mensonge, il tient nécessairement Jésus pour un imposteur.

Si la vérité et l'erreur ont même droit à notre adhésion, comment n'auraient-elles pas en effet même titre à notre respect et à notre sympathie ? La louange exaltée de ce qu'on accuse cependant de fausseté, est la conséquence naturelle du droit à l'erreur, et c'est à partir de Rousseau que, sans cesse parmi nous, la vérité, comme son auteur, a été trahie par un baiser.

On sait quels fruits amers ont portés ces tristes doctrines. Tandis que, par une étrange aberration, Rousseau avait loué la vérité à titre d'erreur, ses disciples et ses successeurs ont, à leur tour, loué, glorifié, passionnément défendu l'erreur à titre de vérité ; et lorsque la sagesse et l'équité de l'Église sont venues déjouer cette tactique, plutôt que d'abjurer le culte de leur idole, ils l'ont célébrée sous son propre nom. « Ce n'est pas, dit M. Saisset, pour Cénésidème un médiocre honneur d'avoir ouvert la voie à David Hume et à Kant, quoique cette voie ne soit pas celle de la vérité<sup>3</sup>. » Nous estimons quant à nous que ce n'est pas pour M. Saisset une médiocre honte d'avoir écrit de telles paroles. Nous haïssons, nous flétrissons cette lâche méthode, cette corruptrice indifférence par laquelle un écrivain prodigue la louange à ceux qui ont soutenu et propagé les erreurs

<sup>1</sup> *Discours de la Méthode*, IV<sup>e</sup> partie, p. 25 ; édition Garnier.

<sup>2</sup> Cinquième Méditation, p. 125.

<sup>3</sup> *Du Scepticisme*, page 135.

opposées aux vérités que lui-même enseigne et défend. L'existence de Dieu est-elle si peu de chose, qu'en étant nous-mêmes convaincus, nous puissions cependant louer ceux qui en ont ébranlé, obscurci la croyance dans les âmes. Créatures et serviteurs d'un maître adoré, nous sied-il d'aller rechercher à travers la poussière des âges, pour les glorifier le nom et les écrits de ceux qui l'ont méconnu ? Ou vous ne croyez pas à ce Dieu que vous enseignez, ou vous êtes les plus inconséquents des hommes.

Il n'y avait plus de possible qu'une seule chose, un seul pas restait à faire : proclamer la supériorité de l'erreur ; ce pas a été franchi, et c'est une plume chargée d'enseigner la vérité à la jeunesse qui a écrit ces mots : « *Nous aimons mieux l'erreur librement cherchée que la vérité servilement adoptée*<sup>1</sup>. » La nécessité<sup>2</sup>, le droit<sup>3</sup>, l'utilité<sup>4</sup>, l'honneur, la beauté, et enfin la supériorité de l'erreur, tel a été depuis cinquante ans le thème perpétuel de ceux qui parmi nous se sont donné la mission d'établir, d'enseigner et de défendre la vérité. On chercherait vainement, ce semble, un plus sûr moyen d'énervier les âmes et d'amoindrir les intelligences ; nous sommes sans doute dispensés de démontrer qu'on ne saurait, sans un bien violent usage du droit à l'erreur, faire remonter à Descartes l'origine d'une semblable méthode<sup>5</sup>.

<sup>1</sup> M. P. Janet, *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> septembre 1866, et aussi *les Problèmes du dix-neuvième siècle*.

<sup>2</sup> L'erreur est la loi de notre nature, nous y sommes condamnés, et dans toutes nos idées il y a toujours une large part à faire à l'erreur. (V. Cousin, *Étude sur Pascal*, page 28.)

<sup>3</sup> On s'étonnera de nous entendre soutenir le droit à l'erreur. (M. P. Janet, *Revue des Deux Mondes* du 1<sup>er</sup> septembre 1866, page 39.)

<sup>4</sup> Ce n'est que par des erreurs successives que se font le progrès des lumières et le perfectionnement des esprits. (P. Janet, *Revue des Deux Mondes* du 1<sup>er</sup> septembre 1866, page 39.)

<sup>5</sup> M. de Cormenin écrivait, en 1838, dans un livre que tout le monde a lu, ces prophétiques paroles : « Depuis vingt ans votre fatale école de l'éclectisme gouverne la jeunesse dont elle abuse les généreux instincts, dont elle embrouille la vive intelligence. Regardez autour de vous, cette école n'a engendré que des esprits faux, des cœurs sans foi, sans flamme, que les grands sentiments n'ont pu mais dilatés, que tue le spleen du doute, des cœurs éteints et mourants. Sont-ce ces élèves, frappés d'une précoce et lente consommation qui pourraient suffire aux besoins viriles de la liberté ? Sont-ce ces courages flétris qui pourraient servir de modèles à notre indépendance et même d'instruments à un despotisme glorieux ? » (*Le Livre des orateurs*, t. II, p. 514.)

## II

## DESCARTES ET LAMENNAIS.

Avec la pénétration du génie, Lamennais, lorsqu'il entreprit la défense du christianisme, comprit bien vite que la confusion de la vérité avec l'erreur, l'individualité de la raison, sa liberté devant l'évidence, que les sophismes de Rousseau, en un mot, étaient bien autrement dangereux pour les âmes, bien plus propres à séduire et à entraîner les esprits que le matérialisme et l'athéisme avoués auxquels ils avaient succédé. Il se fit donc l'antagoniste ardent du philosophe de Genève ; mais, chose bien étrange, cette individualité de la raison, cette liberté de l'erreur au nom de laquelle on s'arrogeait le droit de rejeter le christianisme, bien loin de la combattre, il l'exagéra, il renchérit sur Rousseau, il s'appuya de Bayle, il invoqua Montaigne ; plus haut qu'eux tous il proclama la division nécessaire et infinie de nos jugements, leur mobilité perpétuelle et leur faiblesse incurable ; il montra enfin le scepticisme comme le résultat inévitable de toute étude et de tout examen, ne se proposant rien moins que ce violent paradoxe d'établir la vérité sur les ruines de la raison.

Mais, dans cette course effrénée vers les abîmes, il rencontrait devant lui un adversaire tout autrement redoutable que Rousseau sophiste, contradictoire et à demi complice ; il lui fallait triompher de Descartes, le ferme champion de l'évidence et du dogmatisme, le puissant défenseur de la raison et de la certitude.

Lamennais, pour établir que la raison générale est le seul signe assuré de la vérité, était naturellement tenu de ne voir en dehors d'elle que des sceptiques ; de là il accusa Descartes d'avoir proclamé l'individualité de la raison, et lui contesta dès lors le droit de toute affirmation certaine, la possession de toute vérité absolue.

« Pour toute règle de certitude, écrit-il, la philosophie de Descartes dit à l'homme : « Tout ce que tu crois fortement être vrai est « vrai. » J'affirmerai donc, si je suis conséquent, la vérité de mon jugement, un autre affirmera la vérité du jugement contraire, et l'on aura autant de vérités que de têtes ; c'est-à-dire que tout sera vrai et tout sera faux<sup>1</sup>. »

Qui ne comprend qu'ici le sophisme de Lamennais consiste à

<sup>1</sup> *Défense de l'Essai sur l'indifférence*, t. IV, p. 239.

prendre pour accordé précisément ce qui fait la question. Il ne prouve pas contre Descartes l'individualité de la raison, il la suppose; il tient arbitrairement qu'elle existe et qu'elle est démontrée. « Il y aura autant de vérités que de têtes, » dit-il, en d'autres termes, il y a autant de raisons que d'individus.

Or, voilà précisément ce que Descartes n'admet point. Tandis que Lamennais suppose que toute discussion, tout examen devra infailliblement aboutir à la division, Descartes tient au contraire que la raison est une, qu'il n'y a qu'une même évidence pour toutes les têtes, et que tout examen devra naturellement se résoudre dans l'unité; son langage est absolument opposé à celui que lui prête Lamennais. « Toutes les fois, dit-il, que deux hommes sont d'un avis contraire sur la même chose, à coup sûr l'un ou l'autre se trompe; bien plus, aucun ne semble posséder la vérité, car si les raisons de l'un étaient certaines et évidentes, il pourrait les exposer à l'autre, de telle manière qu'il finirait par le convaincre également<sup>1</sup>. »

Tout homme, de même qu'il ne peut voir qu'avec ses yeux, ne peut manifestement juger qu'avec sa raison. Quand Descartes affirme et démontre une vérité, il le fait donc nécessairement en son nom propre, mais il l'affirme absolument, il tient qu'elle est évidente et certaine non-seulement pour lui, mais en soi et pour toutes les intelligences.

Le sceptique, au contraire, affirme, nous l'avons vu, que telle proposition est vraie ou fausse *pour lui*, mais qu'elle peut ne pas l'être pour autrui; il ne fait donc qu'énoncer une hypothèse, émettre une opinion. Ainsi s'expriment constamment avec Rousseau, MM. Cousin, Saissset, Simon, Caro, Janet, etc., mais nous venons de le voir, c'est là un principe que Descartes combat formellement, bien loin de le revendiquer. Il tient nettement que, la raison étant la même chez tous, les raisons individuelles et la raison générale ne diffèrent point; en quoi il se montre bien autrement logique et rationnel que Lamennais, qui imagine que toutes ces raisons aveugles, impuissantes, divergentes, concourent à former une raison infaillible et universelle, certainement discernée par chaque individu.

Après avoir accusé Descartes d'individualisme, Lamennais le convainc sans peine d'être sceptique; mais tous ses arguments et tous ses reproches tombent d'eux-mêmes devant ce fait incontestable qu'ils s'adressent à un système, qui non-seulement n'est pas celui de Descartes, mais qui en est l'absolu contraire. Lamennais triom-

<sup>1</sup> Règles pour la direction de l'esprit, règle II, page 302.

phe, non pas de Descartes mais du fantôme que lui-même a évoqué. Il est bon de remarquer en passant qu'avec une sorte d'involontaire équité, c'est par un fou que l'auteur de *l'Essai sur l'indifférence* a fait soutenir cette thèse du scepticisme de Descartes<sup>1</sup>.

Or, prenez-y garde, messieurs, ce Descartes falsifié par Rousseau, travesti, calomnié, retourné en un mot par Lamennais, vous l'avez accepté de confiance et le prenant pour tel que le représente son plus acharné détracteur, vous en avez fait le chef, le législateur de votre école et de votre dogmatisme, faut-il s'étonner de voir crouler l'une et l'autre ? Ce Descartes de fantaisie, récusant l'évidence au nom de la raison, proclamant autant de vérités que de têtes, invoquant la division comme le résultat inévitable de l'examen, voilà le Descartes que vous avez adopté ! Sont-ce là, oui ou non, les principes que vous revendiquez sous son nom ? Mais songez-y bien, quand Lamennais parlait ainsi de Descartes, c'est qu'il voulait, ruinant la raison dans son plus puissant défenseur, la désarmer, l'anéantir, la forcer de se rendre à merci, et ne lui laisser d'autre refuge que l'autorité, d'autre ressource que d'abdiquer devant le consentement universel. Tout ce que Lamennais reprochait si injustement à Descartes, c'est très-justement qu'on vous le reproche aujourd'hui, puisque vous invoquez cette individualité de la raison si faussement attribuée à Descartes. « Si un athée, écrit Lamennais, vient vous dire : L'existence de Dieu est pour vous évidente, démontrée, croyez-y ; cela est *vrai pour vous*, mais ma raison me démontre le contraire et vous ne sauriez m'obliger à prendre votre raison pour guide de la mienne, que lui répondrez-vous ? » C'est là de quoi vous ne vous embarrassez guère ; inhabiles, impuissants à résoudre ces objections, vous avez imaginé d'en faire vos titres de gloire ; cette division des esprits qu'on vous oppose comme la condamnation sans appel de tout dogmatisme, vous la réclamez comme un privilège, vous l'arborez comme un drapeau, vous l'étalez comme un trophée ; voilà cinquante ans que vous applaudissez le sonnet d'Oronte.

Eh quoi ! ce ferme et lumineux génie se serait à ce point trompé d'édifier son dogmatisme sur le fondement même du scepticisme ? Descartes, si ardemment sincère dans sa recherche du vrai, n'aurait point deviné, n'aurait point aperçu cette objection de Lamennais qui crève tous les yeux ! Tant d'années d'austères et laborieuses méditations ne l'auraient conduit qu'à une si radicale, à une si flagrante contradiction !

<sup>1</sup> *Défense de l'Essai*, t. IV, p. 143. Dialogue entre un fou et un cartésien.

<sup>2</sup> *Défense de l'Essai*, t. IV, p. 263.

Et tous ces grands esprits si chrétiens, du dix-septième siècle, qui tenaient à honneur de se dire ses disciples, auraient adopté une philosophie qui sape par la base toute vérité et toute certitude ? « Le clergé du dix-septième siècle, nous dit M. Saisset, avait une philosophie, celle de Descartes. » Et quelle meilleure preuve que la philosophie de Descartes diffère essentiellement de la vôtre ? Est-ce que le clergé catholique eût jamais pu admettre le droit à l'erreur, la légitimité de l'athéisme et la liberté devant l'évidence ? Est-ce que Bossuet qui, au dire de l'abbé Le Dieu, tenait le *Discours de la méthode* pour le plus bel ouvrage du dix-septième siècle, eût pu admettre un seul instant cette individualité de la raison qu'il avait toute sa vie combattue dans ses discussions avec Claude, Jurieu et tous les protestants.

Et Fénelon, cartésien, comme vous-mêmes le dites, dans toutes ses œuvres philosophiques, est-il sur ce point assez explicite ? « La raison, dit-il, est la même chez tous : deux hommes qui ne se sont jamais vus, parlent aux deux extrémités de la terre sur un certain nombre de vérités comme s'ils étaient de concert. On sait infailliblement par avance dans un hémisphère ce qu'on répondra dans l'autre sur ces vérités. C'est cette unité de la raison qui fait qu'un sauvage du Canada pense beaucoup de choses comme les philosophes grecs les ont pensées ; c'est elle qui fait que les géomètres chinois ont trouvé à peu près les mêmes vérités que les Européens ; c'est elle qui fait que les hommes tout dépravés qu'ils sont n'ont point encore osé donner le nom de vertu au vice<sup>1</sup>. »

Est-ce ainsi que vous l'entendez, messieurs, et n'est-il pas clair que si Fénelon est cartésien, vous ne l'êtes point ?

Luther, Rousseau, Lamennais, tous ceux qui, insoucieux de la contradiction, ont prétendu dogmatiser sur le principe des sceptiques, voilà vos aïeux et vos maîtres ; mais si vous avez résolu de ruiner la raison et de nier l'évidence, il vous faut renoncer à prendre Descartes pour complice.

Alors que Descartes avait dit : « On ne peut rien imposer à la Raison si elle n'en voit l'évidence, » vous dites : « On ne peut imposer l'évidence à la Raison, si elle ne la voit pas. » Vous réclamez le droit de rejeter ce qui est démontré et Descartes ce qui ne l'est pas : ce que Descartes a opposé à l'autorité vous l'opposez à l'évidence, d'où vous détruisez l'évidence comme il a détruit l'autorité. Ce qui fait illusion à vous et aux autres, c'est que vous employez les mêmes termes que lui et les mêmes arguments, mais partant du principe opposé, vous les dirigez naturellement en sens inverse ; vous les employez à combattre ce qu'il a affirmé, à détruire ce qu'il

<sup>1</sup> Fénelon, *Lettres sur la Religion*.



a édifié ; vous vous dites ses continuateurs et vous êtes ses contradicteurs. Descartes, en un mot, est unitaire, dogmatiste, catholique, tandis que vous êtes individualistes, sceptiques, protestants.

Permettez que par un exemple nous montrions nettement entre Descartes et vous quelle est la différence.

Trois amis se promènent, fumant et devisant en haut d'une vaste prairie qui descend doucement jusqu'à un ruisseau bordé de vieux saules dont le mobile et léger feuillage tamise les rayons du soleil couchant. « Tiens ! fait soudain l'un des promeneurs, voici une vache qui a rompu sa clôture et s'en vient boire au ruisseau.

— Une vache, non pas, c'est bel et bien un cheval, lui répond son interlocuteur.

— Vous n'y voyez donc goutte, dit le troisième ami, c'est l'âne de ce grand moulin qu'on distingue dans le lointain.

On discute, on s'échauffe, on parie. Un berger passe, conduisant son troupeau.

— Hé ! l'ami, n'est-ce pas que c'est une vache — un cheval — un âne ? qu'on aperçoit là-bas ? s'écrient en chœur les trois jeunes gens. Nous avons parié, dites-nous qui a raison ?

— Ça, c'est pour sûr une vache, mes bons messieurs, vous pouvez être certains du fait ; quand j'étais par ici, il y a de ça plus de trente ans, on en voyait déjà tous les soirs qui venaient s'abreuver là, et pour sûr ça n'a pas changé ; c'est bien une vache, allez, et ceux qui ont dit que non peuvent payer le pari.

— Non pas, non pas, font les jeunes gens ; vous pouvez vous tromper, berger ; avant de payer, nous voulons être tout à fait sûrs ; point de paresse, allons-y voir nous-mêmes.

Et les voilà arpentant la prairie. Le berger les attend qui veut savoir la fin ; bientôt il les voit remonter plus lentement.

— Eh bien, l'ami, vous aviez raison ; vos yeux, tout vieux qu'ils sont, ont été meilleurs que les miens ; c'était une vache, en effet, dit l'un des parieurs, l'oreille basse, tout en tirant sa bourse.

Voilà, messieurs, Descartes en présence de l'autorité et de la vérité, avec son doute qui ignore et son libre examen qui recherche, discerne, constate l'évidence, puis conclut à l'unité et à la certitude.

Quel ne serait pas l'étonnement du berger, qui n'a jamais étudié la philosophie, si, chacun des amis remontant dans sa persuasion première, les deux vaincus se refusaient à payer le pari, en alléguant que leur raison est libre et déclarant avec M. Cousin, que l'animal, « fût-il une vache pour tout l'univers, n'en est cependant pas une pour lui, et que c'est sa grandeur, son droit et son devoir de ne se soumettre qu'à la vérité reconnue et sentie<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> *Histoire générale de la philosophie*, p. 384.

— Eh quoi ! reprend M. Janet, me voilà contraint d'avouer que c'est une vache ! vous me conviez à examiner, à la condition que je sois de votre avis ! Autant valait me dire tout de suite d'être de votre avis sans examiner ; c'était plus simple<sup>1</sup>.

— Il paraît, en effet, démontré que c'est une vache, dit M. Simon, mais nul n'est pour cela tenu d'en convenir, « car rien n'est plus légitime que la résistance devant une vérité d'évidence et de démonstration<sup>2</sup>. »

— Eh ! mon Dieu ! conclut M. Saisset, c'est véritablement une vache « pour ceux qui ont le besoin et le devoir d'y croire ; mais pour les âmes fortement trempées, pour les esprits qui ne veulent point être dupes, ils doivent se gouverner par la seule raison<sup>3</sup>. »

Voilà, messieurs, votre libre examen avec son indépendance de conclusion ; voilà les résultats auxquels il conduit les esprits. Le dogmatisme individuel n'est pas, comme vous l'imaginez, une conception de Descartes ; l'honneur d'une création si originale vous revient tout entier ; il serait d'autant plus injuste de vous le contester, que non-seulement vous l'avez inventé, mais ce qui semblait plus difficile, vous l'avez persuadé.

Triomphiez, messieurs, vous avez réussi, vos efforts ont été couronnés d'un plein succès ; tous les esprits sont, grâce à vous, aujourd'hui convaincus qu'en philosophie tout est vrai et tout est faux ; que l'affirmation des contraires y est légitime parce qu'elle y est inévitable ; que la démonstration n'y démontre pas, que l'évidence y demeure invisible ; que rien n'y est certain, absolu, ni définitif ; que la vérité d'aujourd'hui n'y est pas celle de demain ; que la vérité de celui-ci n'y est pas celle de celui-là ; vous réclamez énergiquement pour la philosophie le droit d'être aveugle et impuissante, d'enseigner l'erreur et de méconnaître l'évidence, et vous ne rencontrez ni obstacles, ni contradicteurs ; mais lorsque sur ce sol mouvant vous prétendez édifier quelque chose de stable et de certain, lorsque, sur ce fond de marécage, vous prétendez construire en pierres de taille, ah ! si alors le bon sens révolté proteste et refuse de vous suivre, si l'on taxe votre philosophie de « pur enfantillage<sup>4</sup>, » si, comme vous vous en plaignez, le monde enfin se moque de vous, ce ne sont là, convenez-en, que de légitimes représailles, car dogmatiser sur de pareilles prémisses, c'est véritablement se moquer du monde.

<sup>1</sup> *De la Liberté de penser* (*Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> sept. 1866, p. 43).

<sup>2</sup> *Revue des Deux Mondes*, 15 août 1864, p. 959.

<sup>3</sup> M. Saisset, *du Scepticisme*.

<sup>4</sup> M. Renouvier, *Essais de critique générale*.

## III

## DESCARTES ET LES SPIRITUALISTES ACTUELS.

« Le contraste que vous accusez, nous dit-on, est aussi frappant qu'il est affligeant ; mais il existe bien moins entre la philosophie de Descartes et la nôtre qu'entre les vérités que nous transmettent les sens et les vérités de l'ordre moral. L'expérience nous montre le témoignage toujours unanime quant aux premières, toujours divisé quant aux secondes. S'il était vrai que Descartes eût prétendu convaincre tous les esprits par ses démonstrations, Descartes alors se serait trompé ; car visiblement cette unité n'existe pas. Si Descartes n'avait maintenu le caractère, le droit individuel de la raison, comment donc aurait-il expliqué cette division des esprits qu'il est impossible de nier ? »

La réponse est bien simple : Descartes ne l'a pas expliquée, parce qu'il ne l'a pas connue. Cette différence dont vous parlez, Descartes ne l'a point faite : il a traité de même sorte toutes les vérités, et, loin de revendiquer la division, il a cru y mettre un terme.

D'autre part, si la vérité philosophique est individuelle, mobile, insaisissable, telle enfin que vous la représentez, il faut alors convenir qu'elle est purement subjective, et donner gain de cause aux sceptiques ; car l'évidence a partout même caractère : elle est absolue ou elle n'est pas : elle est indestructible ou elle est détruite. Le contraste que nous avons signalé existe donc bien réellement entre la philosophie de Descartes et la vôtre. Vous et lui êtes aux deux pôles ; il a traité de la vérité philosophique comme s'il était impossible de la méconnaître ; vous en traitez comme s'il était impossible de la connaître.

Il importe souverainement de remarquer qu'au temps de Descartes, l'aspect du monde intellectuel était absolument différent de ce qu'il est aujourd'hui.

Tandis que les esprits y étaient extrêmement divisés au sujet des sciences encore dans leur enfance, quelque graves et nombreuses qu'y fussent les divisions philosophiques, l'adhésion aux grandes vérités morales qui font l'objet de la philosophie y était cependant si générale, grâce à l'empire du christianisme sur les âmes, que ces vérités pouvaient, à bon droit, passer pour universelles. C'était donc surtout au nom des erreurs où était si souvent et si manifestement tombée la science et de la division qui existait sur un grand nom-

bre de ses principes, qu'on accusait la raison d'impuissance en toutes choses, et partant en matière de vérités philosophiques.

Le scepticisme du seizième et du dix-septième siècle, semblable à celui de l'antiquité, mettait en suspicion toutes les données de la raison, quelles qu'elles fussent. « Que savions-nous si le monde n'était pas une vaine fantasmagorie, si nous étions supérieurs aux bêtes? etc. » Montaigne ne contestait pas moins la certitude de la géométrie, de la physique et de l'histoire, que celle de la philosophie.

Descartes, en combattant les sceptiques de son temps, n'avait donc pas à distinguer entre deux ordres de vérités qu'on attaquait également; ni l'état des esprits, ni la nature des objections qu'on lui opposait, n'appelaient cette distinction : il a traité de l'évidence et du fondement de la certitude, il n'a pas traité de son universalité, ne doutant pas qu'elle ne l'obtienne.

Descartes a cru, comme tous les philosophes l'avaient cru jusqu'à nous, comme le croyaient encore Kant, Cousin, Jouffroy, même après le dix-huitième siècle, qu'avant lui « on s'y était mal pris; que la bonne méthode avait manqué<sup>1</sup>; » qu'en démontrant la vérité, il allait détruire l'erreur et triompher à jamais du scepticisme. On ne saurait sur ce point être plus explicite : « Après que les raisons, dit-il, par lesquelles je prouve qu'il y a un Dieu, et que l'âme diffère d'avec le corps, auront été portées à ce point d'évidence et de certitude où je pense qu'on peut les conduire, *je ne doute pas que toutes les erreurs touchant ces questions ne soient bientôt effacées de l'esprit des hommes, et il n'y aura plus personne qui ose douter de l'existence de Dieu et de la distinction de l'âme avec le corps* »<sup>2</sup>.

Cela est-il ou non décisif, messieurs, et sommes-nous assez loin de l'évidence personnelle et du droit à l'erreur?

Il est donc vrai que Descartes, ainsi que l'a dit M. Cousin, a assimilé la philosophie à la science, en ce sens du moins qu'il ne les a pas distinguées; mais il importe singulièrement de remarquer qu'il a conclu de cette similitude à l'unité de la philosophie et non pas à sa division, comme a fait M. Cousin, et toute son école après lui. « La philosophie ne doit pas oublier qu'elle est une science, nous dit M. Janet : elle ne parle pas au nom d'une vérité absolue une fois trouvée; elle cherche, elle tâtonne, elle propose, elle n'impose rien<sup>3</sup>. » Ne sont-ce pas là précisément tous les caractères opposés à ceux de la science, et est-il besoin de dire que Descartes n'a rien revendiqué de semblable pour la philosophie?

<sup>1</sup> M. Jouffroy.

<sup>2</sup> *Épître à MM. les doyens de la Faculté de théologie*, p. 64; édition Garnier.

<sup>3</sup> *La Crise philosophique*, p. 178.

Ce que Descartes n'a pas vu, comme l'expérience nous l'a montré depuis, c'est que la division philosophique est permanente, invincible, éternelle, et que la tâche de la philosophie consiste à l'expliquer, non pas à la détruire. La résistance des uns à l'évidence connue et acceptée des autres est un fait qui ne s'est produit dans tout son jour que depuis le dix-huitième siècle; le grand essor qu'ont pris les sciences de notre temps, et les résultats merveilleux, et partout acceptés, auxquels elles sont parvenues, ont mis aujourd'hui hors de doute et de toute contestation l'unité et la puissance de la raison en matière scientifique, de telle sorte que le scepticisme, qui au dix-septième siècle opposait à la certitude métaphysique la division et la mobilité des sciences, la combat aujourd'hui au nom de leur unité et de leur fixité.

La division des esprits, en un mot, d'un fait général et qu'on objectait à toute connaissance humaine, est devenue un fait propre, particulier à la philosophie, d'où résulte que celle-ci est obligée d'en rendre compte, sous peine de n'être pas sérieuse : elle demeure jusque-là irrationnelle, inscientifique<sup>1</sup>, étrangère aux conditions intellectuelles de la connaissance.

Or ce fait, à la fois si nouveau et si grave : la philosophie contrainte de renoncer à ce but de l'unité des esprits qu'elle avait implicitement poursuivi depuis sa naissance, de reconnaître qu'il existe entre elle et les sciences une différence fondamentale, qu'il y a enfin pour l'esprit humain deux ordres de connaissances profondément distincts, dont les conditions et les effets sont également dissimilaires ; cette révolution, la plus importante peut-être qui se soit jamais produite dans l'histoire de la philosophie, vous n'en tenez point de compte, vous n'y prenez pas garde ! Si vous en parlez, c'est incidemment, c'est en passant, comme on ferait d'un insignifiant détail !

Vous allez comme devant, répétant les arguments de Descartes : « La raison ne reçoit que l'évidence, elle rejette l'autorité. » Il s'agit bien de cela, vraiment ! L'excès dans la soumission c'est bien là le danger qui nous menace et l'ennemi contre lequel il importe de nous prémunir ! Ne comprenez-vous donc pas qu'à de nouvelles attaques il faut opposer de nouvelles défenses ? Vous faites comme des gens qui auraient continué de creuser des fossés et de construire des pont-levis, sans s'inquiéter de la poudre à canon.

Parce que la division des esprits est manifestement une question née de notre temps, c'est une égale erreur de reprocher à Descar-

<sup>1</sup> « Le divorce paraît aussi complet que possible entre le spiritualisme et la science par quelque côté qu'on y regarde, par les principes, par les méthodes, par les habitudes d'esprit. » (M. Vacherot, *Revue des Deux Mondes*, 15 mai 1868.)

tes, comme font les critiques, de ne l'avoir pas résolue et de vouloir, comme vous faites, la résoudre avec les arguments de Descartes.

L'erreur, parce qu'elle échoue toujours, est contrainte de changer sans cesse. Si l'homme n'avait à combattre pour la vérité, il en méconnaîtrait le prix ; mais parce qu'il lui faut la conquérir chaque jour, il ne s'endort point dans sa possession. Cette perpétuelle mobilité de l'erreur sert donc la vérité qui s'enrichit et se renouvelle, s'éclaire et se rajeunit dans la lutte constante qu'il lui faut soutenir ; c'est ainsi qu'à chaque époque échoit une tâche différente dans la défense de la vérité. Descartes a triomphé des erreurs de son temps, il a fait sa tâche, faisons la nôtre ; imitons-le précisément en ne le répétant pas.

Ce que Descartes a combattu a péri sans retour ; il a définitivement triomphé de l'école d'Aristote et de tout arbitraire. L'erreur ne consiste plus aujourd'hui, comme vous l'imaginez, à tenir pour évident ce qui ne l'est pas, mais tout au contraire à ne pas tenir pour évident ce qui l'est : on vous attaque à Montrouge, et vous vous défendez à Monceaux.

Notre temps, en un mot, nie qu'il y ait des vérités philosophiques évidentes et absolues, parce qu'il n'y en a pas d'universellement acceptées : voilà notre mal ; voilà l'objection dont il nous faut triompher, le problème qu'il nous faut résoudre. Eh bien, lorsqu'on vous demande à quoi tient cette situation particulière à la philosophie, vous répondez que c'est « à la nature particulière de la vérité philosophique<sup>1</sup>, » absolument de même que l'opium endort, à cause de sa vertu dormitive. M. Saisset, de son côté, nous apprend que l'empire croissant du scepticisme sur les esprits tient aux progrès du positivisme et du criticisme<sup>2</sup>, en d'autres termes du scepticisme lui-même. Quant à M. Janet, rencontrant cette objection de la division des esprits chez M. Littré, dont il combat la philosophie, il avoue que c'est là un fait très-grave, très-fâcheux, puis il exprime le regret que « M. Littré n'en ait pu donner de bonnes raisons, car il eût ainsi rendu grand service au dogmatisme<sup>3</sup>, » tout comme un avocat qui compterait sur la partie adverse pour établir les droits de son client. Après quoi M. Janet continue bonnement de réfuter M. Littré, sans paraître soupçonner que le système qu'il combat repose tout entier sur ce fait grave et fâcheux dont il convie son adversaire à donner de bonnes raisons, confessant ainsi qu'il n'en saurait donner lui-même.

<sup>1</sup> *Du Scepticisme.*

<sup>2</sup> *Revue des Deux Mondes*, 15 mars 1865, p. 160.

<sup>3</sup> *La Philosophie de M. Littré*, p. 129.

C'est avec ce sans-gêne, messieurs, que vous disposez de la question la plus considérable de notre temps, d'un problème qui a si vivement préoccupé tant de grandes intelligences, et sans la solution duquel tout dogmatisme est désormais impossible. L'œuvre de Lamennais, est-il besoin de le dire, n'a été qu'un vigoureux effort pour triompher de la division des esprits. Comprenant qu'elle est l'arme par excellence de l'incrédulité, il voulut l'écraser, l'anéantir. Il a échoué, sans doute, comme a fait après lui M. Jouffroy dans la même tentative; mais si l'un et l'autre se sont trompés en croyant avoir résolu le problème, avec quelle énergie, avec quelle autorité n'ont-ils pas tous deux démontré la nécessité de le résoudre! Concilier la division des esprits avec l'évidence de la vérité, c'était là votre tâche, et au lieu de l'embrasser vous l'avez éludée<sup>1</sup>. Vous prétendez réfuter les sceptiques et vous laissez de côté l'unique raisonnement qu'ils vous opposent<sup>2</sup>. Ne vous plaçant jamais en face de vos adversaires, vous pourfendez des fantômes et vous frappez dans le vide. Que voulez-vous, c'est là une manœuvre qui fait toujours rire.

« Le vrai, c'est pour moi ce que je crois vrai, » disent MM. Renan, Scherer et tous les critiques. « Ce qui me paraît vrai est la vérité pour moi, » dites-vous à votre tour. Que pouvez-vous donc leur opposer de sérieux, alors que votre principe fondamental est semblable au leur; ne voyez-vous pas que c'est la querelle de la pelle contre le fourgon? Vous leur reprochez de n'avoir qu'une certitude relative<sup>3</sup>; où donc est votre certitude absolue? — Point de critérium; où est le vôtre? — « Un Dieu que chacun se fait à sa ta lle; » et quel autre Dieu avez-vous? — « Qui est le Dieu des grands esprits : »

<sup>1</sup> « Jamais on n'a poussé plus loin qu'en notre temps l'art d'éluder ou d'obscurcir les questions. » (E. Vacherot, *de la Religion*, p. 194.)

<sup>2</sup> « En attendant que l'unité se fasse dans les esprits, l'établissement d'un critérium de la certitude est impossible. La certitude est un état de l'âme et non une conclusion de l'esprit; il n'y a pas de certitude, il n'y a que des gens certains. » (Renouvier, *Essais de critique générale*, t. II.)

<sup>3</sup> « La marque la plus générale par où je reconnais l'esprit nouveau, c'est cette opinion partout répandue que la vérité a un caractère essentiellement relatif. » (M. Caro, *l'Idée de Dieu*, p. 10.)

« A quoi bon ces fatigues et ces sacrifices, si nous ne travaillons pour le certain, pour l'absolu? L'absolu seul, le certain en toutes choses, vaut qu'on s'immole. » (M. Caro; *L'Idée de Dieu*, p. 90.)

« N'est-il pas bien étrange d'écrire ces lignes, quand on ne possède point soi-même de certitude et partant de vérité absolue? Personne, que nous sachions, n'a jamais contesté la supériorité de l'absolu sur le relatif, ce que l'on conteste, c'est son existence. Démontrer qu'on possède la certitude absolue, c'est la seule réfutation sérieuse de la certitude relative; le reste n'est, comme on l'a dit, que « pur » enfantillage. »

est-ce que ce n'a pas été la constante manie des spiritualistes modernes de se dire et de se croire l'élite des esprits? Si c'est avec cette polémique-là, messieurs, que vous espérez guérir les sceptiques, il faut assurément que ce soit selon le principe des homœopathes : *Similia similibus*.

Par un procédé tout élémentaire, vous vous bornez à leur transmettre toutes les objections que vous a sans cesse opposées le dogmatisme chrétien et que vous n'avez pu résoudre, espérant sans doute qu'ils seront plus heureux. Quoi donc? vous faites tout un livre sur *l'Idée de Dieu*, et vous n'avez point de théodicée, point de démonstration de Dieu! On dirait d'une gageure. Par cela même que Descartes a ignoré l'objection de la division, il n'y a pas pourvu; ses preuves en sont atteintes et infirmées. « Elles sont *insuffisantes*, dit avec raison M. Jules Simon, parce qu'elles reposent toutes sur l'impossibilité où nous sommes de nous faire l'idée de Dieu sans Dieu, impuissance que nient les sceptiques et les athées<sup>1</sup>. » Dégager ou remplacer les preuves de Descartes, c'est là le travail nécessaire qui vous incombe et auquel vous vous dérobez; après quoi vous réfutez des négations avec une définition<sup>2</sup>, puis vous partez en guerre pour démontrer aux sceptiques qu'ils sont sceptiques, et aux matérialistes qu'ils sont matérialistes (ce qu'ils savent bien apparemment), au lieu de leur prouver qu'ils ne doivent être ni l'un ni l'autre<sup>3</sup>.

C'est le néant de cette polémique, sans objet, sans résultats possibles, c'est, il faut bien le dire, ce manque de sincérité et de courage en présence des difficultés<sup>4</sup>, qui fait qu'ainsi que vous le déplorez, votre philosophie est traitée de dogmatisme officiel<sup>5</sup>, qu'elle est abandonnée, dédaignée, moquée.

<sup>1</sup> M. Jules Simon, *La Religion naturelle*.

<sup>2</sup> La théodicée, nous le savons, est l'écueil de la philosophie. » (M. Cousin, *du Vrai, du Beau, du Bien*, page 450.)

<sup>3</sup> « Osons donc, osons donner la définition spiritualiste de Dieu. » (M. Caro, *l'Idée de Dieu*, p. 381.)

<sup>4</sup> Un hasard a fait, il y a quelques jours, tomber entre nos mains un ouvrage de M. Paschal Grousset, destiné à diriger l'éducation des jeunes adeptes de la démocratie sociale : « Comme M. Caro, y est-il dit, rapporte avec assez d'exactitude les théories et les arguments de ses adversaires, et qu'il fait preuve ensuite d'une extrême faiblesse et d'une manifeste impuissance à les réfuter, on fera bien de mettre ses ouvrages entre les mains des jeunes gens pour les édifier sur les questions qu'il traite. » Voici qui donne la juste mesure des bienfaits de cet enseignement.

<sup>5</sup> « Il faut vivre dans le moment actuel du dix-neuvième siècle pour se faire une idée de l'indécision des esprits et de la mollesse des caractères en toutes choses, mais particulièrement dans les questions religieuses et métaphysiques. » (E. Vacherot, *la Religion*, p. 194.)

<sup>6</sup> « Votre philosophie, nous dit-on, n'est qu'un dogmatisme officiel. » (M. Caro, *l'Idée de Dieu*, p. 374.) Il faut bien avouer qu'en l'état actuel des choses, rien n'est plus vrai.



Descartes est incomplet quant à notre temps ; Lamennais, si puissant dans la critique de l'individualisme, s'est montré impuissant à en triompher : qui est-ce qui a jamais songé à se moquer d'eux ?

Mais que leur méthode diffère de la vôtre ! qu'on est frappé, en les lisant, de cette sincérité qui recherche les objections avec le même soin que vous mettez à les éluder ; qui les pressent et les devine, tandis que vous fermez les yeux pour ne pas les voir ! Parce qu'ils respectent ainsi leur lecteur, ils en sont à leur tour respectés. Ils partent d'un point pour arriver à un autre ; ils s'efforcent d'établir telle ou telle vérité, de façon à ne laisser place à aucune résistance légitime. Tandis que dans leurs écrits tout converge vers un même centre, concourt à un même but, que tout s'y tient, s'y relie, s'y répond, on n'aperçoit dans vos travaux ni but, ni début, ni causes, ni effets : vous parcourez toutes les idées sans en affirmer une seule ; vous décrivez tous les systèmes sans en démontrer aucun ; vous analysez les erreurs au lieu de les redresser ; vous énumérez les dommages, vous constatez les avaries, vous ne les réparez point ; vous racontez tantôt M. Littré, tantôt M. Renan, vous ne réfutez ni l'un ni l'autre. Quel contraste entre votre polémique vaine, vague, vide, qui ne saisit rien et qu'on ne peut pas saisir, et cette unité de dessein, cette continuité d'efforts, ce culte ardent et exclusif du vrai qui distingue ces nobles esprits ! Leurs livres ressemblent à des temples et les vôtres à des bazars.

Ne nous dites donc plus : « Ce que vous appelez le rationalisme, c'est tout simplement la philosophie de Descartes, de Malebranche et de Leibniz<sup>1</sup>. » Non ; car une question a surgi, que n'ont point connue vos illustres devanciers, et que vous n'avez pu résoudre qu'en contredisant tout ce qu'ils enseignent et que vous enseignez avec eux : en un mot, votre philosophie est contradictoire, et la leur ne l'est point ; ils ont résolu les objections de leur temps, vous demeurez impuissants devant celles du vôtre ; ils ont satisfait, raffermi, relevé les esprits ; vous les laissez inquiets, mécontents et découragés ; ils ont enfin fait régner leurs principes, vous ne faites triompher que ceux de vos adversaires !

H. DE COSSOLES.

<sup>1</sup> M. Saisset, *Philosophie du clergé, Essais de Philosophie et de Religion*, p. 21.

# M. MICHELET

## ET SA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

---

M. Michelet vient de s'éteindre à Hyères; le 9 février, il succombait, emporté en quelques jours par une maladie de cœur, dont les premières atteintes remontaient, nous dit-on, aux émotions de la funèbre année 1870. Il est presque inutile d'ajouter que ses funérailles ont été « purement civiles, » pour parler le jargon en faveur auprès de la démocratie contemporaine. A défaut des prières et des bénédictions de l'Eglise, quatre couronnes ont été déposées sur son cercueil : trois par les rédacteurs de *la République française*, du *Progress du Var*, de *l'Égalité* de Marseille; une quatrième par un M. Allègre, maire de Toulon, qui a prétendu honorer par cet hommage « l'écrivain qui a été l'expression la plus complète de notre génie national. » Fort heureusement pour elle, la France a trouvé dans le cours des âges et possède encore d'autres représentants de son véritable esprit. Le pauvre vieillard qui vient de mourir sous le beau ciel de la Provence se survivait d'ailleurs à lui-même; il était un illustre exemple de cette sorte de loi fatale, subie par tant d'esprits éminents de notre siècle qui, après d'éclatants débuts, n'ont su que descendre. Il a sans doute conservé jusqu'à la fin une fébrile activité d'esprit, mais elle n'a servi qu'à donner aux générations qui avaient salué en lui l'un des maîtres de la grande école historique du dix-neuvième siècle le lamentable spectacle d'une décadence continue. On peut dire que le jugement de la postérité a commencé depuis longtemps pour lui; car, pour emprunter à ses propres ouvrages une de ces phrases qu'il croyait jeter à la face du christianisme vaincu et expirant, « si le greffier date la mort du jour où les pompes funèbres mettront le corps dans la terre, l'historien date la mort du

jour où le vieillard a perdu l'activité productive<sup>1</sup>. » Or pour nous, la date, hélas ! déjà bien ancienne, de la mort de M. Michelet, c'est le jour fatal où la haine du christianisme, dominant dans son âme, lui a fait perdre sans retour le bon sens. L'historien est mort ce jour-là. Il n'a subsisté qu'une sorte de romancier dont l'imagination capricieuse, désordonnée, malade, a mérité et vérifié plus que toute autre la fameuse épithète de *folle du logis*.

Les admirateurs systématiques de la seconde manière de M. Michelet vont se récrier contre un tel jugement. La presse démocratique a retenti, après sa mort, d'un concert d'éloges auxquels ont fait écho un certain nombre de journaux étrangers. La presse allemande, ordinairement si impitoyable pour ce qu'elle appelle nos fantaisies historiques, si dédaigneuse pour tous ceux de nos écrivains qui ont exalté notre orgueil national, et propagé parmi nous cette chimère du premier peuple du monde, chimère si durement expiée par nos derniers désastres, a été prise tout à coup, pour M. Michelet, d'une singulière admiration rétrospective, qu'il serait curieux de rapprocher d'autres jugements plus anciens. La dernière fantaisie du mourant, cet ordre de laisser son corps le plus longtemps possible au contact de la lumière « avant de le descendre dans la terre froide et obscure, » a été comparée récemment, par la *Gazette d'Augsbourg*<sup>2</sup>, aux dernières paroles de Goethe expirant : *Lumière, plus de lumière (Licht, mehr Licht)*. On ne s'est pas moins extasié sur le calme avec lequel le malade a vu approcher ses derniers moments ; on a voulu nous montrer un stoïcien, un sage antique, envisageant la mort d'un œil ferme et écartant avec un profond dédain ces pratiques superstitieuses par lesquelles les religions positives font en quelque sorte le siège du lit des mourants. Enfin, on a rappelé avec emphase ce privilège d'éternelle jeunesse, ce don perpétuel de séduire les intelligences, cette richesse inépuisable d'imagination qui, en dépit des cheveux blancs de M. Michelet, lui laissaient la vivacité d'impressions, la naïveté de sentiments, l'audace même d'expression des écrivains les plus téméraires, emportés par le feu des premières inspirations. Il semble que la presse allemande et que la presse italienne n'aient d'autre but que de commenter la parole de M. Allègre, et qu'elles se réconcilient un instant avec notre « génie national » dont elles ont tant médité, pour déplorer sincèrement la perte de son plus illustre représentant.

Cette tendresse exceptionnelle s'explique par la guerre que M. Mi-

<sup>1</sup> *Renaissance*, Introduction, p. vi.

<sup>2</sup> Voir le *Supplément* de la *Gazette d'Augsbourg* à la date du 27 février.

chelet avait déclarée à l'Église et à la royauté. C'est la tombe d'un allié que la démocratie française couvre de fleurs ; et si les savants allemands réfutent durement Michelet dans leurs livres, ou passent ses travaux sous silence comme indignes d'une discussion sérieuse, le journalisme d'outre-Rhin, qui a reçu le mot d'ordre d'être en tout favorable au parti démocratique, prodigue son encens en dépit des attaques de Michelet contre l'Allemagne.

C'est qu'en effet M. Michelet, depuis longtemps déjà, n'était plus un homme de science, mais un homme de parti. C'est au moment où l'Institut lui ouvrait ses portes, en 1838, en l'élisant à l'Académie des sciences morales et politiques, au moment où on lui confiait la chaire d'histoire et de morale au Collège de France, que s'opérait, dans son esprit et sa conduite, cette funeste transformation. Un de mes maîtres, élève lui-même de M. Michelet, l'un de ses auditeurs dans ces conférences qui ont laissé de si impérissables souvenirs à l'École normale, m'a plusieurs fois parlé de cette métamorphose. Il professait alors dans un lycée de province, et ne manquait point, chaque vacance, de venir visiter son ancien maître. Vers 1804, il lui sembla, en entrant dans le salon de M. Michelet, pénétrer dans un monde inconnu. Au lieu des travailleurs sérieux qui entouraient jadis le maître, il trouva toute une pléiade de journalistes, toute une cour d'admirateurs, enivrant leur hôte de leurs éloges, justifiant toutes ses violences, applaudissant à toutes ses excéntricités. Naturellement les rapports devinrent de plus en plus rares et finirent par s'interrompre complètement. L'ancien élève de M. Michelet demeurait fidèle à la science, tandis que son maître ne vivait plus que pour la polémique, et prenait pour de la gloire le bruit que faisait autour de lui je ne sais quelle bohème politique et littéraire.

La longue vie de M. Michelet est donc comme coupée en deux par une abjuration, par un reniement complet de tout ce qui avait excité l'enthousiasme de sa jeunesse. Nul n'a brûlé plus résolument ce qu'il avait adoré jadis. Sans doute, l'éducation religieuse avait manqué à son enfance, comme à celle de presque tous les hommes nés dans l'atmosphère néfaste de la Révolution, au temps où le culte était interrompu, où ses ministres étaient proscrits. Il a raconté lui-même, dans son livre du *Peuple*, comment il est venu au monde, sous la première république, dans le chœur d'une église « occupée, mais non profanée, » par le modeste atelier d'imprimerie que dirigeait son père<sup>1</sup>. Mais, à défaut de ces premiers souvenirs pieux, qui laissent ordinairement dans nos âmes une trace indélébile, nulle intelligence

<sup>1</sup> M. Michelet est né à Paris le 21 août 1798.

ne s'ouvrit plus naïvement que celle du jeune Michelet à cette poésie des mystères et des dogmes chrétiens, telle que *le Génie du Christianisme* de Chateaubriand venait de la révéler à son siècle étonné. Aussi le jeune professeur prit-il comme naturellement sa place parmi cette phalange de savants qui, dépouillant les vieux préjugés du dix-huitième siècle, rompaient avec la tradition de Voltaire, et tournaient vers le moyen âge un regard sympathique et curieux.

De toutes les gloires littéraires de la Restauration, la plus durable peut-être sera cette grande école historique qu'elle a vue naître. Les premiers essais de cette école ont été des œuvres dignes de servir de modèles. Elle a incontestablement bien mérité de la science : a-t-elle aussi bien mérité de la religion ? Nous n'hésitons pas à l'affirmer. Nous n'oublions pas sans doute mainte erreur de détail, maint passage où l'incrédulité peut aller chercher des armes ; il est si difficile de rompre d'un seul coup avec une tradition invétérée de calomnies et d'injustices. Mais la civilisation chrétienne justifiée devant un siècle sceptique, l'Église représentée comme la protectrice de la race romaine vaincue, comme la fidèle dépositaire du savoir antique, comme la tutrice vigilante des conquérants barbares, dont elle adoucit les mœurs, éclaire les intelligences, élève les cœurs, jusqu'à tirer de ces hordes à demi sauvages toute une légion de saints et de héros ; enfin l'influence ecclésiastique, dont le dix-huitième siècle n'avait fait qu'un résultat de l'ignorance ou un chef-d'œuvre de l'hypocrisie, apparaissant tout à coup comme un immense bienfait et comme la condition même de la civilisation moderne : certes, ce sont là des titres immortels à la reconnaissance de toute âme catholique.

Sans doute, ce grand mouvement historique a été loin de tenir tout ce qu'il avait promis ; un grand nombre des adeptes de l'école n'ont pu dépasser cette froide impartialité qui admire le christianisme sans se soumettre à ses dogmes, et lui rend justice dans le passé, sans admettre et son influence dans le présent et son action sur l'avenir. Que de distance entre les apologistes convaincus de la vérité religieuse, qui ont mis au service de leur foi une érudition féconde, entre le grand historien de *Sainte Élisabeth de Hongrie et des Moines d'Occident*, et les corrects et froids auteurs d'investigations excellentes, mais où rien ne parle au cœur, et où l'on peut à peine soupçonner si l'écrivain est sceptique ou croyant ! Que de nuances entre les affirmations chrétiennes d'un Frédéric Ozanam, racontant les immenses bienfaits de l'Église portant la civilisation chez les Barbares, et ces pages de M. Guizot, si favorables au catholicisme, et pourtant si pleines de restrictions contre une Église qu'il ne considère pas comme la dépositaire de la vérité religieuse ! Faut-il rap-

peler Augustin Thierry, martyr de la science dont il avait été l'un des plus illustres maîtres, enlevé au moment où il allait couronner par une adhésion solennelle son retour à la vérité catholique, que de profondes études lui avaient révélée, et, à côté de lui, citer M. Henri Martin, qui fait honneur aux vieilles traditions celtiques de presque tout le spiritualisme du moyen âge français, fermant ainsi volontairement les yeux à la lumière chrétienne? Mais, parmi tous ces penseurs, Michelet a un rang à part. Il n'a jamais connu l'indifférence; il a passé de la sympathie à la haine, de la haine à la fureur. Tout l'intérêt d'une étude sur l'ensemble de ses ouvrages est dans cette étrange opposition de l'homme ancien et de l'homme nouveau; de l'homme ancien, plein de sève et de vie, et de l'homme plus récent, qui ne sut que dénigrer, insulter et maudire.

## I

Pour nous rappeler l'homme ancien, nous n'avons tous qu'à évoquer quelques-uns des plus chers souvenirs de nos premières études; car M. Michelet est, avant tout, l'écrivain aimé des jeunes gens; c'est parmi eux surtout qu'il a été et qu'il restera populaire. Cette manière de peindre qui accorde tout à l'imagination, ce style vif, rapide, coupé, semé d'antithèses brillantes, de rapprochements ingénieux et parfois subtils, ravit les jeunes intelligences, et leur fait aimer l'histoire, en lui donnant l'intérêt d'un roman. Un peu plus tard, on fait ses réserves; on s'aperçoit qu'un simple fait, un seul mot, le plus mince détail d'architecture ou la vue d'un portrait, suffisent à l'auteur pour précipiter ses conclusions, et on se défie de ses jugements, qui semblent, en dépit de la chronologie, être toujours dictés par les passions du moment. Mais quel éloge dans cette critique! quelle prodigieuse et admirable faculté, que celle d'être le contemporain de tous les siècles dont on écrit l'histoire! C'est là le secret du prestige que M. Michelet exerce sur son lecteur. On veut s'arrêter, contester, blâmer, relire, rappeler ses souvenirs pour les opposer à l'auteur: vain projet! on est entraîné, on le suit, on a, comme lui, hâte d'arriver au dénouement de ces drames qui se succèdent dans ses livres, et dont il dispose les scènes avec un art si merveilleux; on y assiste, on en attend la péripétie avec l'anxiété de ceux qui en furent témoins; ce n'est plus un livre moderne, c'est une chronique du temps. Car ces hommes d'autrefois, qui figurent dans ces vivantes pages, croyez-vous que ce soient d'immobiles cadavres retirés de la poussière des

siècles, ou d'incertaines esquisses crayonnées d'après de vieilles images? Pensez-vous que ces longs documents, que ces origines studieusement compulsées par le laborieux écrivain, vont encombrer son œuvre de ces minutieuses recherches, de ces discussions savantes, qui appesantissent le récit, surchargent la mémoire, et anéantissent du même coup toute philosophie et toute poésie dans l'histoire? Loin de là! l'érudition, pour M. Michelet, n'est qu'un procédé magique d'évoquer les ombres, de ressusciter les temps. Ses héros, il les connaît, il a vécu dans leur intimité, il a reçu leurs confidences, il a partagé leurs fatigues et leurs triomphes. Ses ennemis, car il en a beaucoup, semés sur le parcours des âges (et il faut dire à sa louange que *jadis* c'étaient les ennemis des plus saintes causes), ses ennemis l'ont outragé; il a senti leur main s'appesantir sur lui, tout son être en a frémi, et nul de leurs plus violents adversaires n'a surpassé la haine vigoureuse qu'il leur porte. Ainsi revivent dans ses livres, actuelles, brûlantes et passionnées, toutes les grandes luttes du passé. Le lecteur, comme jadis le citoyen d'Athènes, ne peut rester neutre; il faut, bon gré malgré, qu'à la suite de l'auteur il prenne rang dans un parti. C'en est fait, nous sommes enrôlés, et alors, si quelque événement, si petit qu'il soit, intéresse notre cause, s'il doit faire éclater la justice de nos prétentions et confondre notre adversaire, avec quelle ardeur nous suivons l'historien dans ses délicates et minutieuses investigations! On se préoccupe de ce détail, comme dans les luttes judiciaires ou politiques on s'attache aux moindres incidents d'un procès qui émeut l'opinion de tout un peuple. Ainsi, qu'il peigne à grands traits l'ensemble, ou qu'il exhume un faible débris pour le mettre en lumière, qu'il disserte ou qu'il combatte, qu'il raconte ou qu'il juge, M. Michelet est toujours sûr de toucher, et, lors même qu'on désapprouve, on est saisi et l'on admire.

Aussi maint personnage, grâce au pinceau d'un tel maître, restera aussi vivant que s'il se dressait à nos yeux charmés sur une toile immortelle, dessiné de la main ferme de Van Dyck, ou animé par l'éclatante couleur de Murillo. Il suffit d'indiquer quelques-uns des plus célèbres passages de l'Histoire de France : la vigueur barbare, si énergiquement retracée dans la lutte de Frédégonde et de Brunehaut, la sainteté du moyen âge, apparaissant naïve et presque enfantine dans le roi Robert, et toute resplendissante en la personne de saint Louis. Mais je préfère le portrait du roi Robert, placé, pour servir de contraste, après le récit des horribles calamités et des indicibles terreurs qui précédèrent l'an 1000. Cette date fatale est arrivée, on respire, on se rassure : « Il semble que la colère divine soit désarmée par cet homme simple, en qui s'était comme in-

carnée la paix de Dieu. » De toutes parts les basiliques s'élèvent, les cathédrales portent jusqu'au ciel le magnifique témoignage de la reconnaissance de la terre ; on dirait, avec le chroniqueur Raoul Glaber, que le monde a dépouillé sa vieillesse pour revêtir la robe blanche des églises. Il est en effet jeune et fort, ce monde qui se tenait assis, frappé de crainte, dans l'ombre des ténèbres et de la mort. Il se lève, il commence les grandes luttes du moyen âge, en Orient les croisades, en Allemagne et en Italie la querelle du sacerdoce et de l'Empire, en France la sanglante rivalité des Capétiens et des Plantagenets ; « noble monde féodal, qu'on ne peut traverser, dit M. Michelet, même après la Grèce et Rome, sans lui jeter un regard de regret<sup>1</sup>. » Oui, et surtout quand il revit sous sa plume. Hâtons-nous d'enregistrer l'éloge ; car l'apologiste du moyen âge en sera bientôt le détracteur ; il croit encore que de cet âge de fer, mêlé de grands crimes et d'héroïques vertus, va sortir la civilisation moderne ; bientôt il affirmera que le moyen âge est un long arrêt dans l'histoire de l'esprit humain, qu'il n'a rien élevé, si ce n'est des barrières au progrès social, et qu'il se dresse devant nous avec son cortège d'odieux souvenirs, semblable à ces fantômes du Pêché et de la Mort créés par la bizarre et puissante imagination de Milton, hideux et repoussants, fils du Mal, pères du Néant et du Vide.

Rien encore de tout cela dans la primitive histoire de France. Sans doute, avec les boutades de l'artiste, M. Michelet, qui s'arrête longuement devant un personnage, en néglige capricieusement un autre, cependant beaucoup plus digne de l'attention. Charlemagne est manqué, et plusieurs autres encore. Ce n'est pas dans M. Michelet qu'il faut aller chercher la véritable expression de cette grande figure de l'empereur d'Occident. De même saint François d'Assise et le gracieux cortège des traditions et des légendes franciscaines, qui auraient dû séduire cet esprit si amoureux de l'étrange et du merveilleux, ont été dédaigneusement relégués parmi les folies du treizième siècle. Mais, en échange de quelques imparfaites esquisses, que de tableaux achevés ! soit que frappé d'une secrète terreur on contemple la France prise elle-même de vertige pendant la folie du roi Charles VI, soit qu'on assiste à la naissance de la politique moderne dans la lutte si admirablement racontée de Louis XI et de Charles le Téméraire. Est-il enfin nécessaire de rappeler les pages consacrées à la mission et au procès de Jeanne d'Arc ? réparation éloquente de l'outrage de Voltaire à cette mémoire si pure ; pages vraiment inspirées, malgré bien des lacunes ; pages vraiment dignes d'être l'une des gloires de notre littérature, comme le poème

<sup>1</sup> *Histoire de France*, t. II, p. 157.



de la *Pucelle* est l'une de ses plus grandes hontes ! On s'émeut à cette lecture ; de même qu'on rêve de voir les lieux éloquemment décrits par quelque aventureux voyageur, on voudrait s'élancer à la suite de l'auteur dans ces vieux âges où il a trouvé le secret de vivre ; on lui adresserait volontiers ces paroles qu'il dit à la colossale hirondelle, à la *frégate*, dans son singulier petit livre de *L'Oiseau* : « Que ne me prends-tu sur ton aile, roi de l'air, sans peur, sans fatigue, maître de l'espace, dont le vol si rapide supprime le temps<sup>1</sup>. »

Tel est l'homme qu'a connu et aimé notre première jeunesse. Si maintenant, laissant les volumes longtemps feuilletés de *L'Histoire de France*, nous sommes attirés par son nom vers ses ouvrages plus récents, nous avons peine à le reconnaître. C'est toujours le même style bref, coupé, incisif ; mais tous les défauts de cette forme romantique sont exagérés. L'imagination, au lieu de se calmer avec l'âge, va s'exaltant jusqu'au délire, bâtissant tout un système sur le frêle échafaudage d'un mot ou d'un texte ; cette âme expansive et aimante ne semble plus s'ouvrir qu'à la haine, et cette vibrante parole, qui conviait jadis le monde à une réconciliation universelle, n'a plus que des syllabes armées en guerre, qui vont, comme autant de soldats, combattre le christianisme partout où elles le rencontrent. On ne peut s'empêcher de se dire avec un profond désenchantement : Est-ce bien lui ?

Je n'oublierai jamais l'étrange impression que j'éprouvai la première fois que j'assistai au cours de M. Michelet. C'était dans l'hiver de 1849. Récemment admis à l'École normale, arrivant de ma province, je vivais sur les souvenirs de mes anciennes lectures. Je voulais entendre l'historien que j'avais cru entrevoir derrière ses livres ; car on ne peut lire un auteur avec intérêt sans entreprendre de se figurer l'homme. Ce fut donc avec un vif plaisir que j'appris que le cours avait lieu le jeudi, précisément à notre heure de sortie ; je m'y rendis, m'attendant sans doute à beaucoup d'excentricités, car je savais que les défauts de sa primitive manière prédominaient déjà dans son enseignement comme dans son style, mais je croyais toujours aller à un cours d'histoire.

Quelle fut ma surprise lorsqu'en présence d'un bruyant auditoire, composé en grande majorité de la partie la moins honorable des étudiants du quartier latin, j'entendis M. Michelet poser, discuter, résoudre pêle-mêle toutes les questions sociales qu'on agitait alors dans le monde politique, tous les problèmes de philosophie de l'histoire qu'il avait soulevés dans ses divers ouvrages ! Il voulait, nous dit-il, au commencement de l'une des séances, verser le baume,

<sup>1</sup> *L'Oiseau*, p. 50.

l'huile et le vin sur les blessures de notre France. Dans ce but, il faisait de ses cours une série d'expériences, examinant tour à tour, avec son auditoire, les différentes classes de la société, les divers éléments de la famille et de l'État, afin de connaître quel était encore le degré de moralité et de vertu de nos contemporains. Singulier moyen d'expérimenter, surtout avec de tels sujets d'observation ! Les questions se succédaient, bizarrement accouplées sans lien logique ; au moins ma faible intelligence ne l'a pas saisi ; les solutions arrivaient, empreintes des passions et des antipathies du maître, rêves d'un professeur égaré, qui égare après lui ceux qui l'écoutent. L'assistance admirait quand même, ne fût-ce que pour trouver dans l'applaudissement l'une des innombrables variétés du tapage ! En échange, elle s'entendait appeler « l'espoir de la patrie, l'arbitre futur des destinées de la civilisation. » Dans ces ténèbres on retrouvait parfois quelque éclair, ce vif sentiment de la réalité historique, ces aperçus ingénieux et délicats qui nous ont valu tant de belles pages ; puis revenaient les allusions passionnées, les conceptions étranges, inintelligibles. Quelques-uns se plaignirent de n'y rien apprendre : l'objection fut faite, et M. Michelet y répondit : il convint qu'on n'apprenait rien à son cours, et qu'on ne devait rien y apprendre. « Au contraire, nous dit-il, c'est moi qui viens ici m'instruire, et il en doit être de même dans tous les ordres de choses : l'enfant enseigne sa mère alors qu'elle croit l'élever ; le disciple enseigne le maître ; ici, messieurs, vous enseignez, vous professez, moi j'apprends. » — Et cet auditoire, pris ainsi pour juge infaillible, laissait passer inaperçues toutes les plus généreuses idées de ces incohérentes leçons. Un jour, je ne sais plus à quel propos, M. Michelet lui fit la morale, certes non sans besoin. Il paraît que, par un singulier hasard, quelques-uns des bals publics les plus fréquentés de Paris sont établis près d'un sol où furent ensevelies des victimes de nos luttes politiques, ou même sur le lieu de leur sépulture. Faisant alors appel à cette religion de la patrie, la seule qu'il supposât dans les âmes de ses auditeurs, et la seule qu'il admit encore lui-même, il reprocha à ces jeunes gens, qui disent aimer la liberté, d'aller danser sur les cadavres de ceux qui moururent pour elle ; il rappela les Girondins, le maréchal Ney, il fut éloquent ; il ne fut pas applaudi. Mais à l'identité du christianisme et du bouddhisme, « qui se ressemblent tant que c'est la même chose, » quelle explosion de rires et de bravos ! Combien il était triste de voir une vive et grande intelligence s'asservir à un pareil auditoire !

J'en ai rougi moi-même, et me suis plaint à moi,  
De voir là Ptolomée, et n'y voir point de roi.

A ces saturnales de la science s'entremêlaient quelquefois des scènes bouffonnes, plus dignes des colonnes du *Charivari* que des salles du Collège de France. Je veux en raconter une seule, pour faire mesurer en quelque sorte l'abaissement du professeur amoureux de la plus triste popularité. Un jour, en attendant l'entrée de M. Michelet, un groupe d'étudiants débraillés vociférait une chanson obscène, qui avait pour refrain un mot ignoble hurlé en chœur. C'est sur ce mot, que le récit de la bataille de Waterloo dans *les Misérables* de Victor Hugo a rendu célèbre, que la porte s'ouvre et que M. Michelet apparaît. Il n'avait entendu de loin que le vacarme, et s'imaginait qu'on chantait *la Marseillaise*. Le silence se fait, il commence. « Messieurs, dit-il, au milieu de ces chants patriotiques.... » Un immense éclat de fou rire couvre aussitôt sa voix; il s'aperçoit qu'il est victime de quelque méprise sans pouvoir se rendre compte de cette explosion universelle d'hilarité. Il y eut vraiment un moment non moins pénible pour lui que réjouissant pour l'auditoire. Il changea d'exorde, mais le public, mis en gaieté par cet incident, fut encore plus tumultueux et plus inconvenant que de coutume. Je me lassai vite de ce cours, et n'assistai point aux dernières scènes qui en motivèrent la suppression. M. Michelet était entré dans une voie nouvelle. D'où datait cette attitude hostile à l'égard du christianisme ?

De tous les hommes distingués qui, il y a quarante ans, considéraient respectueusement le christianisme comme la plus admirable des formes religieuses, sinon comme la seule vraie, aucun ne parut plus près d'une conversion que M. Michelet. Tant d'hommages rendus au dogme par l'écrivain semblaient promettre une adhésion plus complète. Nulle âme ne déplorait plus vivement ces incertitudes et ces doutes, qui sont la maladie de notre siècle, qui énervent les caractères, et « font vaciller la pauvre petite lumière de la liberté morale. » — « Elle brûle, s'écriait-il, veuve et solitaire ; chaque jour, chaque heure, elle scintille plus faiblement. Si faiblement scintille-t-elle, que, dans certains moments, je crois, comme celui qui se perdit aux catacombes, sentir déjà les ténèbres et la froide nuit... Peut-elle manquer?... Elle éteinte, grand Dieu ! préservez-nous de vivre ici-bas ! » N'est-ce pas là un sentiment qui, comme le disait Frédéric Ozanam, ressemble à l'esprit de retour. « Le doute, ajoutait encore ce maître si regretté, est pour M. Michelet une robe de Nessus, où il ne cherche pas à se draper en héros, mais qu'il voudrait secouer, et qui lui fait jeter des cris douloureux. Nous les

<sup>1</sup> *Histoire de France*, t. II, p. 602.

avons entendus, et ils nous ont rempli d'une respectueuse pitié<sup>1</sup>. »

Ceci était écrit en 1837, et M. Michelet avait alors droit à ces témoignages de sympathie. Quelle âme catholique ne se fût émue de le voir convier le monde incrédule à la vénération du christianisme ? « Hommes grossiers, disait-il aux sceptiques, les amenant devant nos vieilles cathédrales, hommes grossiers, qui croyez que ces pierres ne sont que des pierres, qui n'y sentez pas circuler la sève et la vie, chrétiens ou non, révérez, baissez le signe qu'elles portent. Ce signe de la passion, c'est celui du triomphe de l'âme ; il y a ici quelque chose de grand, d'éternel, quel que soit le sort de telle ou telle religion ; l'avenir du christianisme n'y fait rien<sup>2</sup>. » Mais ici, quel funeste pressentiment ! Le christianisme peut donc s'évanouir et disparaître de la scène du monde. M. Michelet applaudira-t-il à sa chute ? loin de là, cette âme alors religieuse, tourmentée par le besoin de croire, sent trop bien que, le christianisme aboli, il se fait dans le monde un vide immense qu'aucune puissance humaine ne saurait combler. Et il le confesse éloquemment :

« J'ai baisé de bon cœur la croix de bois qui s'élève au milieu du Colysée, vaincu par elle. De quelles étreintes la jeune foi chrétienne dut-elle la serrer, lorsqu'elle apparut dans cette enceinte, entre les lions et les léopards ! Aujourd'hui encore, quel que soit l'avenir, cette croix, chaque jour plus solitaire, n'est-elle pas pourtant l'unique asile de l'âme religieuse ? L'autel a perdu ses honneurs, l'humanité s'en éloigne peu à peu ; mais, je vous en prie, oh ! dites-le-moi, si vous le savez, s'est-il élevé un autre autel<sup>3</sup> ? »

Terrible et obscure situation qu'il faut éclaircir à tout prix. Quoi ! le vieil autel est désert, et le feu du sacrifice ne s'allume pas sur un autel nouveau ; la vieille religion, mère de la civilisation moderne, se sépare de sa fille ingrate et s'achemine vers le tombeau ; elle absente, qui nourrira nos âmes du pain de vie ? Sondons ses plaies, sachons ce qui lui reste de forces ; sachons combien de temps encore durera son agonie ; sachons enfin si nous devons espérer sa résurrection, et nous rassembler autour d'elle, fils soumis qu'une voix d'en haut assure de la guérison de leur mère. Voilà la question qu'on pose à M. Michelet, celle qu'il se pose à lui-même. Ce terrible problème le

<sup>1</sup> *Mélanges*, art. sur les *Origines du Droit* de M. Michelet, t. VIII des *Œuvres complètes*, p. 356.

<sup>2</sup> *Histoire de France*, t. II, p. 638.

<sup>3</sup> *Introduction à l'Histoire universelle*, p. 34. Cette page, écrite par un penseur incrédule, est bonne à méditer au moment même où, sous prétexte de fouilles archéologiques, le gouvernement piémontais profane l'enceinte du Colysée, fait enlever ce fameux *chemin de la Croix*, objet de la piété séculaire des fidèles, et disperse aux quatre vents ce sol de l'arène, imprégné du sang de tant de martyrs.

poursuit sans cesse; incertain de sa solution, il abandonne ses ouvrages commencés, et nous en avertit avec une loyale franchise :

« Pourquoi donc ajourner encore ceci? Pourquoi commencer tant de choses, et s'arrêter toujours en chemin? Si l'on tient à le savoir, je le dirai volontiers.

« A moitié de l'histoire romaine, j'ai rencontré le christianisme naissant. A moitié de l'histoire de France, je l'ai rencontré, vieillissant et affaîssé; ici, je le retrouve encore. Quelque part que j'aille, il est devant moi, il barre ma route et m'empêche de passer.

« Toucher au christianisme! Ceux-là seuls n'hésiteraient point qui ne le connaissent pas!... Pour moi, je me rappelle les nuits où je veillais une mère malade; elle souffrait d'être immobile, elle demandait qu'on l'aidât à changer de place, et voulait se retourner. Les mains filiales hésitaient; comment remuer ses membres endoloris<sup>1</sup>?... »

Belle et touchante image! Eh bien, cette mère aimée, l'Église<sup>2</sup>, n'est plus aujourd'hui, pour M. Michelet, que la plus odieuse des marâtres; ses membres endoloris, il les proclame aujourd'hui roidis par la mort, et décomposés par une incurable dissolution; loin de respecter ses froides dépouilles, il n'aspire qu'à en jeter au vent la poussière, semblable à ce barbare, évoqué par l'imagination d'Horace, qui, debout sur les ruines de Rome, dissipe insolemment les cendres de Romulus.

Barbarus, heu ! cineres insistet... ossa Quirini  
(Nefas videre!) dissipabit insolens<sup>3</sup>.

Il y a trente ans que l'odieux pamphlet *le Prêtre, la Femme et la Famille*, ainsi que certains passages du livre du *Peuple*, ont révélé cette haine profonde de M. Michelet pour le christianisme. Bien que dans ces deux ouvrages, écrits au milieu des entraînements de la polémique, les attaques fussent surtout dirigées contre

<sup>1</sup> *Mémoires de Luther*, préface, p. xiv. Ces Mémoires devaient être précédés d'un volume d'introduction, esquissant toute l'histoire de la religion chrétienne. Les deux volumes portent même les numéros 2 et 3, dans l'édition que j'ai sous les yeux; ce premier volume n'a jamais paru, M. Michelet nous dit ici pourquoi. (Août 1835).

<sup>2</sup> L'Église comme mère. — Voir le beau passage sur les fêtes populaires du moyen âge, *Histoire de France*, t. II, p. 632 et suiv. « Le peuple et l'Église, c'était même chose, comme l'enfant et la mère. Tous deux étaient encore sans défiance; la mère voulait à elle seule suffire à son enfant. Elle l'acceptait tout entière, sans réserve... » Et le reste, pages pleines de cœur et de vie.

<sup>3</sup> *Epodon liber*, xvi.

les ministres du culte, le dogme lui-même n'y était pas épargné. Dans le premier, surtout, le christianisme tout entier comparaisait à la barre d'une critique renouvelée du dix-huitième siècle, et un spirituel et prudent écrivain, alarmé, au nom de la philosophie, des violences de M. Michelet, put, sans injustice, dénoncer à l'opinion publique une *Renaissance du Voltairianisme*<sup>1</sup>. Mais c'est dans l'introduction de *la Révolution française* que cette haine s'est élevée jusqu'à la hauteur d'un système historique. Cette franche préface a l'intérêt d'un manifeste dogmatique. M. Michelet se déclare nettement, résolument, l'ennemi du christianisme; il se place sur un terrain nouveau pour lui faire la guerre; il y trace sa voie, il s'avance d'un pas rapide, et les plus dures assertions de ses derniers livres apparaissent déjà à l'horizon de sa pensée. En général, dans notre siècle, le christianisme avait paru un immense progrès à ceux qui ne le considéraient pas comme le dernier terme du vrai et du bien. Nous avons vu que M. Michelet lui-même expliquait ainsi l'histoire; à dater de la publication de son *Histoire de la Révolution*, il ne va plus regarder le christianisme que comme un obstacle aux développements de l'humanité.

Il est d'abord une prétention bien singulière à laquelle il faut se résigner. La voici : les adversaires de la doctrine catholique la connaissent mieux que les fidèles eux-mêmes; eux seuls entendent le fond du dogme, et les interprètes consacrés que l'Église avoue et révère n'y ont rien compris. Cela est dur, mais il faut en prendre son parti. Arrière donc! faux docteurs, saint Thomas d'Aquin et saint Bonaventure; arrière Bossuet et Fénelon, derniers Pères de l'Église et derniers savants, qui, à force d'esprit, avez essayé, au dix-septième siècle, de réparer l'édifice lézardé et déjà croulant de vos dogmes! A quoi bon tant de peine pour ce qui va finir? Vous croyez défendre la foi, et vous êtes hérétiques au premier chef! C'est là votre condamnation; vous placez le fondement de la religion dans la Trinité, l'Incarnation, la Rédemption, perpétuées par le sacrifice de l'autel, et vous ne voyez pas que tout repose sur la question de la Justice et de la Grâce, et que, sur ce point, Calvin et les jansénistes sont les seuls, les vrais orthodoxes. M. Michelet va vous le démontrer, et cette démonstration deviendra, pour lui, le principe générateur de toute une philosophie de l'histoire.

Saint Augustin, dans l'un de ses plus admirables ouvrages, a raconté la lutte éternelle de la cité du bien contre la cité du mal.

<sup>1</sup> C'est le titre du fort curieux article de M. Saisset, inséré dans la *Revue des Deux Mondes*, 1<sup>er</sup> février 1845. L'auteur, bien entendu, s'y plaçait à un point de vue purement rationaliste. Aussi cette attaque d'un philosophe fut très-sensible à M. Michelet, qui y répondit par une lettre fort indignée.

S'il m'est permis, pour mieux faire comprendre un blasphème, de le rapprocher de la plus sublime des doctrines, je dirai que M. Michelet distingue aussi, dans l'histoire du monde, deux cités rivales : celle du mal, personnifiée par la Grâce, l'Arbitraire, le Christianisme; celle du bien, qui a pour fondement la Justice et qui s'incarne dans la Révolution. Ainsi le christianisme, qui se croit né pour guérir le mal introduit dans le monde, en devient, au contraire, la source principale, parce que tout son dogme dérive de l'injustice, parce qu'une société formée à son image a l'arbitraire pour règle, et aboutit fatalement à l'inégalité des conditions, à la tyrannie d'une caste, à la servitude du plus grand nombre. Et le simple fait de l'égalité des hommes devant la loi, proclamé par la Révolution française, en minant le christianisme dans la plus légitime de ses conséquences, le ruinera aussi nécessairement dans son principe et dans son dogme. Cette assertion, audacieusement absurde, repose sur une double argumentation théologique et politique.

En effet, le christianisme n'est que la réparation du péché originel par la rédemption. Or le crime vient d'un seul, et infecte tout le genre humain; le salut vient d'un seul, et ne sert qu'à un petit nombre; le crime est injustement transmis, le salut arbitrairement appliqué.

« Adam a perdu, le Christ a sauvé... Pourquoi? Parce qu'il a voulu sauver. Nul autre motif. Nulle vertu, nulle œuvre de l'homme ne peut mériter ce prodigieux sacrifice d'un Dieu qui s'immole. Il s'immole, mais pour rien; c'est là le miracle d'amour; il ne demande à l'homme nulle œuvre, nul mérite antérieur...

« Que demande-t-il, en retour de ce sacrifice immense? Une seule chose, qu'on y croie, qu'on se croie, en effet, sauvé par le sang de Jésus-Christ. La foi est la condition du salut, non les œuvres de justice. Nulle justice hors de la foi; qui ne croit pas est injuste; la justice, sans la foi, sert-elle à quelque chose? A rien....

« Saint Paul avait établi que l'homme ne peut rien par ses œuvres de justice, qu'il ne peut que par la foi. Saint Augustin démontre son impuissance en la foi même. Dieu seul la donne, il la donne gratuitement, sans rien exiger, ni foi, ni justice. Ce don gratuit, cette grâce, est la seule cause du salut, Dieu fait grâce à qui il veut. Saint Augustin a dit : « Je crois, parce que c'est absurde; » il pouvait dire, en ce système : Je crois, parce que c'est injuste<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> *Révolution française*, Introduction, t. I, p. xxxiv.

Il n'est pas besoin de réfuter longuement une telle doctrine. Si la grâce de la Rédemption sauvait nécessairement tous les hommes, on verrait disparaître du monde le plus beau privilège de notre nature : la liberté. Le sang versé sur le Golgotha est un trésor infini de miséricorde qui suffit pour racheter tous les péchés de la terre, mais il dépend de chacun de nous qu'il nous soit appliqué. Sans doute, Dieu, qui connaît d'avance ses élus, leur réserve, de toute éternité, les grâces qui les rendront dignes du ciel ; mais cet amour anticipé, qui est la prédestination, ne résulte pas d'un décret arbitraire et d'une injustice divine. Hors du cours des temps et des âges, dominant tous les siècles du haut de son éternité, Dieu voit dans l'avenir ses créatures libres et intelligentes user bien ou mal de ses dons ; il prépare la récompense à ceux qu'il sait devoir sortir vainqueurs de l'épreuve ; mais il leur laisse la peine et les périls du combat ; ils pouvaient fuir, ils ont combattu vaillamment, il est donc juste qu'il les couronne. Ceux qui succombent avaient, comme les élus, reçu des armes et la force de triompher ; car l'Église enseigne que Dieu ne retire de ce monde aucune âme sans lui avoir envoyé la somme de grâces nécessaire à son salut. La prescience divine, qui détermine la prédestination, n'est donc autre chose que le pouvoir de connaître par avance le bon ou le mauvais usage que nous ferons de notre liberté, pouvoir inhérent à la nature divine, puisqu'elle est affranchie des lois du temps et de l'espace. La prédestination, sans doute, est un mystère qui dépasse notre raison, et nous ne prétendons pas l'expliquer : mais elle n'est pas contraire à la justice, puisque les récompenses ou les peines, prévues de toute éternité, viennent couronner ou châtier des actes librement accomplis dans le temps. Aussi saint Paul, énumérant les grâces que Dieu fait à ses élus, ne place pas au début le don gratuit d'une justice fatalement imposée, mais la simple connaissance qu'a le Seigneur de leurs futurs mérites. « *Ceux que Dieu a connus par sa prescience*, dit le grand apôtre, il les a aussi prédestinés pour être conformes à l'image de son fils, afin qu'il fût lui-même le premier-né entre plusieurs frères. Et ceux qu'il a prédestinés, il les a appelés, et ceux qu'il a appelés, il les a justifiés, et ceux qu'il a justifiés, il les a glorifiés<sup>1</sup>. » Tel est le sort dont notre liberté décide ; la foi qui justifie est la récompense de la justice. L'arbitraire disparaît donc des décrets de la Providence, et l'ar-

<sup>1</sup> Nam quos præscivit. et prædestinavit conformes fieri imaginis Filii sui, ut sit ipse primogenitus in multis fratribus. Quos autem prædestinavit, hos et vocavit, et quos vocavit, hos et justificavit ; quos autem justificavit, illos et glorificavit. (*Ep. beat. Paul. ad Romanos*, c. viii, 29, 30).



gument théologique de M. Michelet s'évanouit. Voici maintenant sa théorie politique.

Les idées se traduisent par des faits; aussi, dans le moyen âge, la société politique a nécessairement reproduit l'image de la société religieuse. Au sommet les élus, nobles et prêtres, investis par la grâce, par le droit divin, du privilège de dominer; en bas le peuple, taillable et corvéable à merci, prédestiné à obéir. Et qu'il se résigne, ce pauvre peuple, à cette damnation temporelle du servage; il est déshérité sur la terre, comme est déshérité dans le royaume de Dieu l'homme que le Seigneur n'a pas inscrit par choix et par avance au livre de vie, pauvre créature vouée fatalement à la réprobation éternelle. Pour lui, il n'y a point de droit; ses maîtres, imitant le maître suprême, terminent leurs ordonnances par la célèbre formule : « Tel est notre bon plaisir. » S'il veut arracher, par la force, ce qu'on refuse à ses prières, la révolte est flétrie; et, en même temps que la hache d'armes du baron, tombera sur sa tête l'anathème du prêtre. Dans l'ordre civil comme dans l'ordre religieux, la chute d'un seul entraîne celle de toute la race; les fils du serf sont serfs à tout jamais; et cela durera jusqu'à ce que disparaisse violemment cette fausse solidarité : « car l'injuste transmission du bien, perpétuée dans la noblesse, et l'injuste transmission du mal par le péché originel, ou la flétrissure civile des descendants du coupable, la Révolution les efface <sup>1</sup>. »

Mais que de siècles écoulés entre la prédominance de cette doctrine atale et la résurrection du droit! Sous l'empire du christianisme et de la législation qu'il inspire, les peuples se sont débattus dans une longue agonie, et cette histoire du moyen âge, que M. Michelet nous montrait naguère si grande et si poétique, lui apparaît maintenant triste et lugubre comme les annales d'un cachot. « Que la justice ait porté mille ans sur le cœur cette montagne du dogme, qu'elle ait, dans cet écrasement, compté les heures, les jours, les années, les longues années, c'est là, pour celui qui sait, une source d'éternelles larmes. Celui qui, par l'histoire, partagera ce long supplice, n'en reviendra jamais bien. Quoi qu'il arrive, il sera triste; le soleil, la joie du monde, ne lui donnera plus de joie; il a trop longtemps vécu dans le deuil et les ténèbres <sup>2</sup>. »

Quelle existence, en effet, que celle du serf! Asservi par le prêtre, torturé par le seigneur, il se tourne du côté de l'empereur, en

<sup>1</sup> *Révolution française*, Introduction, p. xiii.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. xlii.

France du côté du roi ; il adore ce pouvoir protecteur ; il en fait un Dieu de justice, « espérant que ce Dieu visible lui garderait la lumière d'équité qu'on avait obscurcie dans l'autre. » Aussi bien, le roi l'appelle à lui ; le roi se dit le père de son peuple opprimé. Vain espoir ! les pasteurs des peuples égorgent le troupeau. On parle de deux puissances paternelles : « mais la paternité ecclésiastique est caractérisée par l'inquisition, la paternité monarchique par le livre Rouge et la Bastille. » Toutes deux, fidèles auxiliaires, se prêtent un mutuel appui pour partager ensuite les dépouilles. Malheur à qui doute, à qui proteste, à qui résiste ; le roi frappera le corps, le prêtre damnera l'âme. « L'Église surtout, tremblante pour son pouvoir expirant, multipliera les victimes, prête, s'il le faut pour se maintenir, à supprimer le monde d'un signe<sup>1</sup>. »

Le serf se courbera donc sur le sillon ; à l'horizon s'élèvent deux tours : le donjon du château, le clocher de l'église ; de chacune des deux tours, l'airain sonore lui apporte sa condamnation. L'église sonne *toujours* ; toujours la servitude, l'abaissement ; le donjon sonne *jamais*, jamais d'égalité, jamais de droit. Mais une autre voix console le serf dans son cœur, et lui dit : *un jour*. En ce jour luira la justice avec la révolution<sup>2</sup>. La révolution est donc une protestation contre le christianisme et contre les lois anciennes qui en dérivent ; en vain on tentera de concilier les deux principes, et pour que la liberté réclamée par les nations modernes règne sans partage sur le monde, il faut que le christianisme effacé de la terre cède la place à sa vieille rivale, la justice.

## II

M. Michelet est de ceux dont la réfutation exigerait des volumes six fois plus longs que ceux où il a accumulé tant d'idées fausses. Il faudrait souvent toute une page de discussion pour rectifier une ligne dont chaque mot est une erreur. Plus il avance dans sa carrière, moins il justifie ses assertions, moins il cite ses autorités. A quoi bon ces minutieuses indications de textes quand on écrit un roman ou lorsqu'on formule un système ? On ne peut donc suivre pas à pas l'historien, pour relever minutieusement ses inexactitudes, ou rétablir le vrai sens des textes altérés ? On ne discute pas avec la passion, on ne raisonne pas avec un homme en délire : il s'agit moins de rétablir

<sup>1</sup> *Révolution française*, Introduction, p. xlvj.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. xlv.

l'histoire que de venger le bon sens; la meilleure méthode est d'exposer les systèmes de M. Michelet et de les réfuter d'après lui-même. C'est le procès de la vieille femme grecque qui en appelle du roi Philippe ivre qui la condamne au même roi Philippe qui l'absoudra quand il aura recouvré sa raison. Ici malheureusement il s'agit d'un roi Philippe qui mourra dans son ivresse, mais dont les premiers arrêts étaient marqués au cachet du bon sens.

Il y a deux manières d'écrire l'histoire. On peut, par l'examen impartial d'une longue suite de faits, découvrir leurs causes et leur enchaînement, expliquer ainsi tout un siècle, et juger sainement s'il fut pour l'humanité une ère de progrès ou de décadence. Cette critique élevée, pure et sévère ne s'inspire jamais des passions ou des haines actuelles de l'historien, elle ne reconstruit pas arbitrairement le passé pour venir excuser ou justifier le présent. On peut aussi, et de nos jours tous les partis en ont donné l'exemple, placer dans les siècles qui ne sont plus ses ennemis d'aujourd'hui. Grâce à cet artifice, on les range parmi les morts qui ne peuvent se défendre, et on a beau jeu pour les accabler. L'histoire devient alors comme un arsenal, indifféremment ouvert à tous les partis, où, dans une guerre civile, tous les combattants vont chercher des armes. On peut faire preuve de valeur dans le combat, mais que gagne la vérité à toutes ces luttes? Irréconciliables ennemies, l'histoire et la polémique s'excluent mutuellement. L'histoire veut tout rapporter, tout connaître, tout juger; la polémique ne sait discerner que ce qui est favorable à sa cause; elle fait penser au charmant petit tableau de Meissonnier : *l'Homme choisissant une épée*. Tel apparaît l'historien polémiste en présence des faits; il prend l'un, néglige l'autre; il prend, si je puis le dire, celui qui a la pointe la plus acérée; nous avons ainsi un pamphlet, et l'histoire s'évanouit.

Or, lorsqu'on veut faire le procès à une grande doctrine, il y a un procédé bien ancien, mais toujours nouveau pour les esprits simples et crédules, de même qu'éternellement employé par les adversaires peu scrupuleux sur le choix des moyens. Il consiste à la personnifier dans quelques représentants indignes d'elle, à ajouter encore à ce qui pèse sur leur mémoire toutes les imputations odieuses qu'a pu ajouter la calomnie, et, confondant alors les hommes et la doctrine, à la condamner irrévocablement à cause de ceux qui la défendirent. Remarquons seulement que l'arme peut être indifféremment retournée contre tous les partis. Le dix-huitième siècle l'employa contre l'Église; on pourrait aujourd'hui la diriger contre les philosophes de l'Encyclopédie. Ni les grands siècles, ni les écoles illustres, ni les hommes les plus fameux ne sont à l'abri de pareilles attaques. Nul n'a si héroïquement défendu les plus saintes causes, la religion, la

patrie ou la liberté, que l'histoire anecdotique de sa vie ne révèle quelque faiblesse. M. Michelet, ennemi du christianisme et de la royauté, s'en va glanant dans les mémoires du temps et les dépêches des ambassadeurs tout ce qu'il trouve de scandaleux récits sur les papes ou les rois qu'il met en scène. C'est beaucoup de peine pour un faible résultat, ou, pour emprunter le titre d'une pièce de Shakespeare, *beaucoup de bruit pour rien*. Qu'aura prouvé M. Michelet ? Qu'il y a eu des prêtres coupables et des prélats indignes ? il y a dix-huit cents ans que l'Église elle-même le répète par la bouche de ses docteurs et de ses plus grands saints. Que les rois, pasteurs des peuples, songeaient trop souvent à leurs intérêts et à leurs plaisirs, et dévoreraient ou laissaient dévorer le troupeau ? c'est une vérité, hélas ! bien vieille, et rien de tout cela n'empêche que depuis dix-huit cents ans l'action bienfaisante du christianisme ne renouvelle la face du monde, et que la royauté ne soit la forme nécessaire du gouvernement chez un grand nombre de peuples.

M. Michelet a publié sept volumes de déclamations souvent bien fausses et parfois éloquentes en faveur de la Révolution française. Qu'aurait-il dit si quelque écrivain, appliquant à cette période de notre histoire la méthode que lui-même a suivie dans ses derniers livres, dépouillant les héros de la Convention de leur faux prestige, condamnait à jamais la liberté parce que son nom fut alors invoqué par des criminels ! Polémique mesquine, misérable guerre d'allusions, de rapprochements forcés, d'insinuations contradictoires ! Hé ! laissons en paix Alexandre VII admettons qu'il est jugé, condamné sans appel, et la gloire de la papauté n'en restera pas moins intacte. Tout est dit sur lui dans cette seule parole du comte de Maistre : « *Le bullaire de ce monstre est irréprochable.* » Il n'est pas de légion qui n'ait vu parfois tomber celui qui portait son drapeau, et qui n'ait ramassé dans le sang et dans la fange la glorieuse enseigne qui la conduisait à la victoire. Les scandales privés n'ont rien de commun ni avec les doctrines ni avec les institutions. Elles seules sont en cause quand on veut les condamner ou les détruire, c'est elles seules qu'il faut combattre. Les réformateurs profitèrent habilement des scandales de l'Église pour aider à la renverser ; dans cette longue série de pamphlets qu'il a intercalés, sous prétexte de continuer son *Histoire de France*, entre les volumes qu'il avait consacrés au moyen âge et son *Histoire de la Révolution*, M. Michelet a épousé la cause des protestants, et s'est associé à toutes leurs déclamations contre la grande prostituée, assise sur sept collines ; comment jugeait-il, il y a quarante ans, ce grand duel du catholicisme et de la Réforme ?

« Nous ne montrerons pas, après tant d'autres, disait-il, les plaies

d'une Église où nous sommes nés et qui nous est chère. Pauvre vieille mère du monde moderne, reniée, battue par son fils, certes ce n'est pas nous qui voudrions la blesser encore. Nous aurons occasion de dire ailleurs combien la doctrine catholique nous semble, sinon plus logique, au moins *plus judicieuse, plus féconde et plus complète* que celle d'aucune des sectes qui se sont élevées contre elle. Sa faiblesse, sa grandeur aussi, c'est de n'avoir rien exclu qui fût de l'homme, d'avoir voulu satisfaire à la fois les principes contradictoires de l'esprit humain... L'universel, en quelque sens qu'on prenne le mot, est faible contre le spécial. L'hérésie est un *choix*, une *spécialité*. Spécialité d'opinion, spécialité de pays. Wiclef, Jean Huss, étaient d'ardents patriotes ; le saxon Luther fut l'Arminius de la moderne Allemagne. Universelle dans le temps, dans l'espace, dans la doctrine, l'Église avait contre chacune l'infériorité d'une moyenne commune. Il lui fallait lutter pour l'unité du monde contre les forces diverses du monde. Comme grand nombre, elle contenait, elle traitait le mauvais bagage des tièdes et des timides. Comme gouvernement, elle rencontrait toutes les tentations mondaines... Ayant subi, embrassé l'humanité tout entière, elle en avait aussi les misères, les contradictions. Les petites sociétés hérétiques, ferventes par le péril et la liberté, isolées, et partant plus pures, plus à l'abri des tentations, méconnaissaient l'Église cosmopolite, et se comparaient avec orgueil. Le pieux et profond mystique du Rhin et des Pays-Bas, l'agreste et simple Vaudois, pur comme l'herbe des Alpes, avaient beau jeu pour accuser d'adultère et de prostitution celle qui avait tout reçu, tout adopté. Chaque ruisseau pourrait dire à l'Océan sans doute : Moi, je viens de ma montagne, je ne connais d'eaux que les miennes ; toi, tu reçois les souillures du monde. — Oui, mais je suis l'Océan<sup>1</sup>. »

C'est l'Église noblement excusée en présence de l'incrédulité moderne par un philosophe qui admire le christianisme sans le bien comprendre. Une seule phrase nous servira à marquer le profond changement des idées de M. Michelet. Je l'extraits d'une note de son livre sur la *Réforme*.

« Le peuple (il s'agit des Mexicains), sous les missionnaires, retomba partout à l'ignorance, dans une espèce d'enfance et d'imbécillité que n'ont nullement les Américains restés indépendants, et, comme on dit, sauvages, en dehors de l'abrutissement des missions<sup>2</sup>. »

Telle est sous l'une des formes les plus insensées qu'elle ait revêtue,

<sup>1</sup> *Mémoires de Luther*, préface, p. xii.

<sup>2</sup> *Réforme*, p. 463.

la pensée dominante de M. Michelet. Il ne lui suffit plus que le christianisme ne soit pas la vérité, il affirme en le comparant, non-seulement au paganisme, mais au plus grossier fétichisme, qu'il est une profonde décadence. J'ignore si M. Michelet préfère à la civilisation européenne l'état social des Peaux-Rouges du Texas, chez lesquels les missionnaires font pénétrer nos arts en même temps que nos croyances qui vont les *abrutir*. Mais il est évident que pour lui le christianisme est aussi funeste à l'intelligence qu'au progrès et à la liberté, et il résume hardiment l'enseignement catholique dans le mot de Pascal : « Abêtissez-vous. »

Beaucoup n'ont vu dans la Renaissance qu'un retour au culte des arts, qu'une admiration un moment exagérée de cette admirable forme antique, de cet harmonieux langage de la Grèce et de Rome, qui, étudié avec passion, vint donner à nos rudes idiomes une grâce et une force qui leur étaient inconnues. M. Michelet prend le mot Renaissance dans une acception plus rigoureuse et plus littérale. C'était bien la société antique qui renaissait tout entière avec ses croyances comme avec ses chefs-d'œuvre pour effacer la civilisation chrétienne. Mieux dirigée, la Renaissance eût réussi ; les auteurs antiques fussent devenus l'Évangile des temps modernes ; introduit par Virgile, replacé sur son trône par Homère, Jupiter eût effacé la pâle figure du Christ. M. Michelet se rapproche de l'auteur du *Ver rongeur* ; tous deux signalent le même péril ; seulement ce que l'un redoute, l'autre le désire ; les esprits faux ont leur domaine propre, où il leur est facile de se rencontrer, de même que les bons esprits se rencontrent dans le vrai.

Pourquoi donc l'esprit humain n'a-t-il pas découvert sa véritable voie ? Pourquoi la Renaissance impuissante n'a-t-elle été qu'un long avortement ? C'est que, semblable à un malade désespéré, l'esprit humain, abêti par le christianisme durant les onze siècles du moyen âge, était tombé si bas, qu'il n'était plus capable de supporter le remède ; atteint d'une incurable faiblesse, il n'a pu sortir de l'ornière où il se traînait depuis si longtemps ; l'Europe est restée chrétienne, la Réforme elle-même n'a été qu'une impuissante tentative de retour au vrai christianisme, et il n'a été donné qu'au petit nombre de s'affranchir complètement des entraves du vieux dogme.

Le seizième siècle est un héros, dit Michelet, car il se fraya sa voie, malgré l'impuissance et la débilité dont le christianisme avait frappé l'esprit humain ; il fonda les premières assises de la civilisation, fort de sa foi dans l'avenir, et sans aucun point d'appui, sur le vide immense qui l'entourait, sur la ruine de toutes les institutions du moyen âge.

Que restait-il, en effet? Le christianisme? M. Michelet le regarde comme mort à partir du douzième siècle. Et la preuve qu'il donne, c'est qu'à partir du douzième siècle se ferment les *Acta Sanctorum* de Mabillon; la légende est finie, avec elle meurt le dogme. On objecte avec étonnement que ce siècle est celui de saint Bernard et des croisades; on se rappelle ces volumineuses collections qui nous retracent la vie de ces innombrables saints qui illustrèrent les grands ordres fondés au treizième siècle : on allègue les Bollandistes. Oh! répond M. Michelet, ces nouveaux saints ne sont pas les vrais fils du christianisme. « Leur violent mysticisme fit peur à Jésus; il recula devant saint François, cette bacchante de l'amour de Dieu. » Mais pourquoi abrégé? Citons la phrase de M. Michelet, dont l'allure tourmentée exprime bien l'effort tenté pour rendre une idée fausse : « Ces véhémentes figures contrastent, à faire frémir, avec les vieilles figures bénédictines. Dans cette fréquence des gestes, dans cette fureur de paroles, dans la vultuosité du visage bouleversé, celles-ci, en regardant le ciel, ont quelque chose de ce qu'elles maudissent, de l'enfer et de l'hérésie<sup>1</sup>. »

Phrase sonore et bien creuse! En dépit de l'étrange barbarisme de la *vultuosité* du visage, que de peine pour cacher le vide de la pensée! Quoi! le christianisme périt au douzième siècle, et tout ce que la suite des temps a enfanté de docteurs et d'apôtres ne doit compter pour rien! L'Église était morte au treizième, au dix-septième siècle, au temps de saint Thomas, au temps de Bossuet. Mais, répond M. Michelet, ils avaient dévié de la véritable doctrine. Reconnaissez donc alors au christianisme la puissance de se transformer, de s'accommoder au besoin des temps, de vivre, en un mot, de la vie des siècles qu'il doit traverser, et, dans ce cas, votre seconde proposition contredit la première. Et puis quelle audace d'affirmation! Les douces et mélancoliques figures, la poésie naïve et légendaire, ont disparu du christianisme depuis le douzième siècle. Si M. Michelet se fût donné la peine d'ouvrir les annales de l'ordre des franciscains, celles de la plupart des ordres de femmes; s'il eût seulement feuilleté le recueil des *Fioretti*, il aurait retrouvé là des figures qui ne le cèdent en rien aux vieilles figures bénédictines pour la grâce, pour la douce et sereine majesté. Mais cette consciencieuse étude aurait ruiné son système. M. Michelet parle, dans l'Introduction de son volume, intitulé : *Renaissance*, des philosophes scolastiques qui avaient des yeux pour ne point voir. Cette même école ne serait pas difficile à retrouver en histoire.

<sup>1</sup> *Renaissance*, Introduction, p. VII.

L'Église ruinée et dans son enseignement dogmatique et dans sa fécondité, que reste-il? Le culte? l'art? Autre erreur, autre chimère. Le gothique, pour M. Michelet, n'est que le triomphe de l'absurde; une architecture prétentieuse, qui cache sa faiblesse réelle sous le pompeux appareil des étais et des arcs-boutants qui soutiennent l'édifice toujours chancelant. « Tout ce bâtiment, vu de près, communique au spectateur un sentiment de fatigue; on est tenté, le voyant chercher tant d'appuis, d'y porter la main pour le soutenir... Vous diriez un faible insecte, montrant, traînant après lui un cortège de membres grêles, qui, blessés, le feront choir '... » Et, à côté du temple, voyez ces légions de maçons, réparateurs héréditaires de cette existence fragile, tandis que non loin de là peut-être vit quelque monument romain, invincible aux hivers, n'ayant pas plus besoin de l'homme que les Alpes ou les Pyrénées.

M. Michelet a écrit de trop belles pages sur l'art gothique, pour qu'il soit nécessaire de réfuter ici longuement cette aberration de sa décadence. Ce n'est pas moi non plus qui nierai l'imposante majesté des monuments romains, qui bravent les temps et nous font comprendre encore par leur imposante structure la grandeur du peuple-roi. Chaque civilisation a enfanté une architecture qui a merveilleusement exprimé la pensée des peuples, pour qui elle élevait ses monuments. Tout, dans la Grèce, amoureuse de la beauté de la forme, respire la perfection, l'harmonie. Les monuments romains, sans offrir à l'œil du spectateur des lignes aussi pures, le frappent par leur caractère de grandeur et de force, comme tout à l'heure la Grèce se révélait par sa beauté. Le moyen âge, aussi, aime la beauté, mais non pas cette beauté finie, qui s'exprime par la délicatesse des lignes et des contours, mais cette beauté infinie, idéale, d'un Dieu fait homme pour l'amour de l'humanité. La prière, en s'élevant vers lui, souleva les voûtes de la basilique romaine, elle rompit les pleins-cintres et les métamorphosa en ogives; elle porta à des hauteurs prodigieuses le faite du temple, et, obligée de s'arrêter dans ce suprême effort, elle attesta encore, par ces flèches légères qu'elle mena se perdre si loin dans les airs, que le ciel était le but où elle aspirait, et que cette architecture, toute dirigée en haut, exprimait à sa manière l'élan des âmes qui montaient vers Dieu. Dans cet effort pour atteindre la beauté infinie, se trahit toujours quelque imperfection; oui, il faut sans cesse réparer et soutenir les monuments gothiques, de même que, dans cet itinéraire de l'âme vers Dieu, qu'ils ont exprimé admirablement par leur struc-

<sup>1</sup> *Renaissance*, Introduction, p. LXXVII.



ture, il faut sans cesse renouveler et réparer ses forces. Mais si l'on juge de la beauté de l'art par l'élévation des idées qu'il exprime, l'architecture gothique restera la plus parfaite expression de la pensée religieuse, et, à ce titre, surpassera toujours l'architecture grecque et romaine.

Maintenant l'on ne peut que sourire lorsque M. Michelet cherche dans l'architecture gothique quelques preuves de ses singulières théories religieuses. De ce que M. Didron a remarqué qu'il se rencontre rarement au portail de nos cathédrales quelque image de Dieu le Père, en résulte-t-il que le dogme de la Trinité ait été peu connu et mal défini au moyen âge, que le Père ait été relégué sans honneurs, comme une divinité juive dont on se défait. Le concile de Nicée et les querelles de l'arianisme avaient fourni aux Pères de l'Église une ample matière, et s'il était un dogme admirablement défini, c'était bien celui de la Trinité, que M. Michelet nous représente cependant indécis et flottant encore au temps d'Abailard. De ce que l'office latin n'était plus, au moyen âge, compris par le commun des fidèles, en résulte-t-il que le peuple comprit moins des cérémonies dont les prédications populaires étaient le perpétuel commentaire et la permanente explication? On se figure trop facilement l'Église du quinzième et du seizième siècle complètement séparée du peuple, ou ne communiquant avec lui que pour percevoir la dîme et les droits seigneuriaux; des mœurs dissolues de quelques évêques grands seigneurs, on a conclu à la dépravation de tout le clergé. Je prendrai pour exemple le pays où le mal était certainement le plus grand, l'Italie, et je chargerai un témoin non suspect, un intelligent et inexorable politique, Machiavel, de répondre à M. Michelet. Dans un passage de ses Discours sur Tite Live, Machiavel se demande comment peut durer l'Église en Italie, malgré tant de scandales, et il en donne la raison. « C'est que l'Italie est couverte de deux ardentes milices, les Frères prêcheurs et les Frères mineurs, qui vont partout consoler le peuple, lui prêchant l'amour de Dieu, la résignation quand il est opprimé, le respect des princes de l'Église, en qui réside, malgré leurs vices, un caractère sacré. Leur zèle suffit à guérir toutes les blessures, et à défendre la foi qu'on croyait chancelante. » Nous retrouvons donc, même dans cette Italie tant accusée, une Église vivant avec le peuple et pour lui, unie intimement à toutes ses douleurs, et nous refusons de croire à ce divorce que M. Michelet exagère à dessein, afin de montrer que le christianisme avait cessé d'exister au seizième siècle.

Les institutions et la science chrétiennes ne trouveront pas davantage grâce devant ses yeux. D'éminents historiens ont montré

les admirables progrès de l'administration royale en France, substituant, aux justices seigneuriales ou à la turbulente liberté des communes, une autorité régulière, protectrice des faibles, conservatrice des droits. Cette ville de bourgeoisie, soumise au pouvoir du roi, M. Michelet la considère avec dégoût; le lieutenant du bailli et du sénéchal « sont les coqs de ce fumier, ceux qui marchent la tête haute et qui tiennent le haut du pavé dans les bomeuses petites rues<sup>1</sup>. » Le reste ne se peut citer. La scholastique, « cette mâle école où se sont formés nos pères, » comme l'a dit un juge non suspect, Victor Cousin, n'a eu d'autre résultat que de paralyser l'intelligence et de créer un peuple innombrable de sots. Ces sots se divisent en deux classes : les philosophes placés par le catholicisme dans un petit cercle légal où, sans avancer, ils tournent éternellement, ne se servant de la raison que pour combattre la raison; car l'Église avait trouvé pour eux « la vaccine de cette dangereuse maladie qui s'appelle le bon sens; » et les mystiques, auxquels on permettait d'être fous, mais jusqu'à un certain point et avec méthode, « animaux ailés qui donnaient l'étonnant spectacle de volatiles étendant par moments leurs petites ailes liées, bridées, les yeux bandés, sautant au ciel jusqu'à un pied de terre, et retombant sur le nez, prenant incessamment l'essor pour rasseoir leur vol d'oisons dans la basse-cour orthodoxe et dans le fumier natal<sup>2</sup>. »

Il suffit de transcrire ces basses injures sans les réfuter. Si la subtilité des disputes scholastiques peut faire parfois sourire les modernes, les siècles qui virent fleurir saint Bernard, saint Anselme, saint Thomas, saint Bonaventure, Roger Bacon, n'ont pas besoin d'être défendus contre une aussi grossière invective, et de nos jours, même en dehors du christianisme, on sait rendre justice à cette méthode qui éveilla le génie philosophique de notre grand Bossuet. Mais c'est ici le lieu de s'expliquer sur cette absence de dignité et dans la discussion et dans le récit qui est le plus triste des symptômes d'abaissement qu'on rencontre dans les dernières œuvres de M. Michelet. Il croit toucher au but; il a effacé d'un trait de plume toute la civilisation chrétienne, insulté du moins ce qu'il n'a pas la joie de renverser, que veut-il mettre à la place du christianisme pour combler le vide immense qui se fait dans le monde? L'antiquité, sans doute que ramènera la Renaissance, avec son amour des arts, ses vertus civiques, ses grands hommes, sa religion même. Je conçois qu'on aime l'antiquité dans ses poètes, ses historiens, ses orateurs, qu'on aime

<sup>1</sup> Renaissance, Introduction, p. xxvii.

<sup>2</sup> Ibid., p. xxxv.

par les préceptes et l'exemple de saint Basile, on aille y chercher ces nobles et grandes maximes, encore aujourd'hui conformes à notre foi, et qui sont la préface humaine de l'Évangile. Mais le culte, avec ses mystères obscènes, ses fêtes immorales, sera-t-il aussi l'objet de nos regrets? M. Michelet n'hésite pas; il nomme franchement ce qu'il y a de plus innommable dans le paganisme; il en oppose le culte « à ce Dieu timide et imberbe du christianisme, » à cette religion stérile, « pâle et blême religieuse devant qui on ose à peine parler de maternité<sup>1</sup>. » Et dans son histoire, sait-il, en parlant des vices du seizième siècle, garder cette dignité austère qui est imposée à tout écrivain? Maint chapitre de ses livres semble être une imitation de Tallemant des Réaux. Sans doute l'histoire, quand elle ne s'adresse pas à la jeunesse, doit peindre un siècle tel qu'il est; elle a droit de montrer tout le mal pour le flétrir tout entier; mais je ne sais quelle indignation contenue doit animer son langage, et rapeler sans cesse, en présence de la peinture du vice, la pure image de la vertu. Si la débauche, aussi vieille que la corruption de la nature humaine, a reçu au seizième siècle un nouveau et terrible châtiment, si cette peine nouvelle est allée frapper toutes les classes de la société et punir jusque sur les trônes la dépravation des grands, l'historien peut le dire; mais il ne doit pas faire avec une crudité demi-licencieuse la clinique des misères de l'espèce humaine, ni parler du châtiment avec ce demi-sourire qu'on trouve par exemple dans la biographie d'Ulrich de Hütten. M. Michelet aurait pu respecter mieux son lecteur, et tout d'abord, ses propres cheveux blancs. Je n'en citerai plus qu'un exemple : c'est un éloge adressé à Luther lorsqu'il supprime le sacrement de pénitence :

« Il abandonne la confession, la chose qui fait la force du prêtre et sa très-intime joie, la chose pour laquelle tout jeune homme se fera prêtre (savoir le secret de la femme)<sup>2</sup>. » Certes, c'est une étrange et bien ridicule explication des vocations ecclésiastiques. Et que de choses semblables trouvera le lecteur en parcourant la peinture anecdotique de la cour des Valois et de celle des Bourbons!

Les admirateurs de M. Michelet lui ont fait un mérite d'être « un enfant de Paris, dans la plus pure acception du mot. » Il est triste qu'on soit obligé d'accepter cette qualification en la poussant à ses dernières limites. Il y a, en effet, des *gamineries*, dans maint passage des derniers livres de M. Michelet. Au lieu de la voix grave d'un historien, nous entendons trop souvent le

<sup>1</sup> *Renaissance*, Introduction, p. XLVIII.

<sup>2</sup> *Réforme*, p. 122.

rire strident, la voix en fausset et l'accent gouailleux du gamin de Paris.

Que ressort-il enfin de toute cette polémique contre le christianisme et les vieilles institutions de la France? Où aboutit cette nouvelle philosophie de l'histoire de M. Michelet? La Renaissance avorte, selon lui, grâce à la faiblesse de l'esprit humain, abâtardi par la scholastique. La Réforme, il la loue sans doute, comme ennemie du catholicisme, mais prendra-t-il parti pour elle? Évidemment non. Car si l'on suppose un instant que Luther triomphant ramène le monde à l'Évangile primitif et à la doctrine de saint Paul, il n'en demeurera pas moins courbé sous le joug de l'Arbitraire et de la Grâce; les mêmes principes engendreront fatalement les mêmes conséquences, et tout sera à recommencer dans quelques siècles. Si M. Michelet absout la Réforme, c'est parce qu'elle s'est trompée, c'est parce qu'elle a renversé l'édifice religieux qu'elle voulait restaurer, parce qu'elle a aplani les voies à la philosophie *du grand siècle, c'est-à-dire le dix-huitième*. Les guerres de religion se terminent par un compromis entre les deux puissances, entre les deux Eglises; le catholicisme reste debout, bien plus, il reste dominant; la France sera le champion du catholicisme au dix-septième siècle; il faut attendre jusqu'à la Révolution française pour voir luire le soleil de la justice, et encore combien vite sera-t-il éclipsé? Il faudra en revenir au mot de Saint-Just, mot que M. Michelet cite et admire : « Le monde est vide depuis les Romains, » et croire que depuis l'antiquité nous nous acheminons à une perpétuelle décadence. Ainsi, ce long plaidoyer en faveur du progrès aboutirait simplement à nier tout progrès sur la terre; quelques âmes d'élite, clair-semées dans la suite des siècles, Rabelais, Érasme, Voltaire, J.-J. Rousseau, quelques-uns des hommes de la Révolution, et pour notre âge, sans doute, M. Michelet lui-même, renouent la chaîne des temps, et restent dépositaires d'une doctrine méconnue par la plus grande partie de l'humanité. Hors de là, nous ne rencontrons dans l'histoire de notre pays que les promoteurs de la servitude. Les premiers volumes de M. Michelet semblent nous promettre une longue suite de héros; les derniers ne nous donnent plus, si on veut l'en croire, qu'une série monotone de grands criminels.

Et cependant quel grand spectacle aurait pu offrir notre histoire moderne, exposée par un tel maître! Comme les gloires de notre dix-septième siècle auraient pu revivre sous sa plume, s'il avait abordé jadis ce sujet, au temps où son esprit sympathique, son âme libre de préjugés semblaient ne demander qu'à s'ouvrir à la vérité! Dans ces volumes intitulés *Renaissance* et *Réforme*, qu'il a choisis pour faire

cette singulière profession de foi antichrétienne, il pouvait, au lieu des diatribes qu'il entasse à chaque page, créer une œuvre vraiment nouvelle, à laquelle il eût attaché son nom. Il avait, en effet, au moment de cette publication, un immense avantage sur tous ses prédécesseurs. Il se servait le premier, dans un travail d'ensemble sur notre histoire, des nombreux documents diplomatiques qui, récemment publiés, jettent un jour nouveau sur toute cette partie de nos annales. Il en a relativement tiré fort peu de chose : au lieu de donner un travail original, il suit ordinairement pas à pas Sismondi, souvent inexact et incomplet dans les derniers volumes de son histoire, mais dont les assertions haineuses et passionnées à l'endroit de l'Église l'ont séduit. Sans le citer, car il ne cite presque jamais ses autorités, il a conservé presque partout le même ordre et reproduit les mêmes erreurs. Le seizième siècle était pourtant l'un des sujets les plus dignes d'exercer la plume d'un grand écrivain. Que de questions ne soulève pas son histoire ! La Renaissance et son influence sur la société moderne, le trésor des connaissances amassées par l'antiquité venant s'ajouter à la sagesse chrétienne du moyen âge pour constituer notre civilisation ; la Réforme, préparée de longue main en Allemagne par les luttes du Sacerdoce et de l'Empire, qui, en isolant le clergé de son chef naturel, l'avaient laissé tomber peu à peu dans le désordre et l'abaissement ; préparée aussi, dans le nord de l'Europe, par ces conversions trop hâtives, imposées aux peuples de la Baltique par le glaive des Chevaliers Teutons. Au contraire, la Réforme est impopulaire en France, où la Ligue fut en grande partie un mouvement national, qui commença dans cette ardente Picardie, berceau des premières communes. Si les guerres religieuses sont fécondes en sanglants et odieux épisodes, elles mettent le sentiment national à une suprême et dernière épreuve. Catholiques et protestants invoquent le secours de l'étranger ; mais bientôt la nation se réveille, et avec le parti politique qui porte Henri IV au trône, elle reprend en Europe le rang qu'elle avait perdu pendant ses longues luttes intestines. Au dehors, l'affaiblissement ou la chute des républiques italiennes, la rivalité de la France et de la maison d'Autriche, la découverte d'un monde inconnu, enfin l'Europe sauvée des Turcs qui voient s'arrêter leurs conquêtes, quelle ample matière pour l'historien qui aurait su ne pas défigurer un tel sujet ! Et tout cela n'aboutit qu'à un odieux et scandaleux pamphlet !

Faut-il s'appesantir sur les volumes qui prétendent retracer l'histoire de la monarchie absolue ! Corruption et despotisme, tel est le triste résumé que fait M. Michelet de cette brillante période de notre histoire ! Montrera-t-il du moins les vices trop réels de cette terri-

ble concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul? Apercevons-nous Richelieu et Louis XIV préparant, par l'extension sans limite de leur autorité, la terrible réaction de la Révolution française? Ces graves questions ne sont pas traitées d'une manière sérieuse. Tout se réduit à une interminable série d'anecdotes, et de quelles anecdotes! M. Michelet a écrit, dans ses fantaisies de naturaliste, les fort jolis petits romans de zoologie qu'il a intitulés *l'Oiseau*, *l'Insecte*, *la Montagne*, *la Mer*. Hélas! c'est le livre de *l'Insecte* qui seul peut nous servir à caractériser la méthode de l'historien de notre dix-septième et de notre dix-huitième siècle. La Providence a fait d'un certain nombre d'insectes comme les fossoyeurs naturels de tout ce qui souille la surface de notre globe. M. Michelet leur ressemble. Tout ce qui est en décomposition l'attire; il jouit de toutes les laideurs morales, se complait à tous les scandales, discute les probabilités, accumule les hypothèses, et incline naturellement du côté où la morale est le plus outrageusement violée; il achève de salir ceux dont la réputation était entachée, et éclabousse du moins à distance ceux qu'il ne peut couvrir de boue. Quelques lignes suffiront à la gloire d'un Racine ou d'un Bossuet, mais vingt pages seront consacrées au procès de la Brinvilliers. Les portraits jouent de plus en plus un rôle immense dans les appréciations de l'historien. Madame de Maintenon, peinte à quarante-sept ans, est « le portrait de l'Équivoque. » De temps en temps M. Michelet veut peindre lui-même, et voici le tableau sommaire qu'il fait du dix-septième siècle.

« Le monde de la Grâce, du fantasque arbitraire, qui a destitué la Loi, qui trône et qui triomphe aux dorures, aux peintures, aux glaces de la grande galerie, et leurs cent mille lumières, a pour base obscure les prisons d'État. Celles-ci, trop lumineuses encore, ont au-dessous un enfer plus profond, le noir *in pace* de l'Église<sup>1</sup>. »

Ailleurs, M. Michelet affirme, avec le plus imperturbable sang-froid, que de tout notre passé monarchique, il ne reste « qu'un nom et deux chansons. » Le nom est celui d'Henri IV. Les deux chansons sont *la Belle Gabrielle* et *Malbrough s'en va-t-en guerre*.

Tout disparaît successivement des livres de M. Michelet : avec le sang-froid de l'historien s'est enfuie l'impartialité; avec le respect de son lecteur disparaît le talent de l'écrivain. Sa langue, de tout temps entachée de romantisme, mais émaillée jadis de tant d'inspirations brillantes et de tant de mots heureux, devient un jargon bizarre, où les images se heurtent, où les expressions s'entrechoquent, où les

<sup>1</sup> *Louis XIV et la révocation de l'édit de Nantes*, p. 253.

idées s'accumulent sans transition, où la grammaire n'est plus même respectée. Les faits ne sont souvent rappelés que par allusion et d'une manière incidente; il faut être très-familier avec les moindres détails de l'histoire, pour deviner ces énigmes que la prose de M. Michelet multiplie, et on n'y réussit pas toujours. La monomanie érotique qui a troublé pendant les vingt dernières années de la vie de M. Michelet le cerveau du vieillard, le fait parsemer son style d'images risquées telles, qu'on les trouverait difficilement sous la plume d'un jeune homme au moment du plus impétueux débordement des passions. *L'Amour, la Femme, la Sorcière, la Bible de l'humanité*, ces produits malsains d'une imagination en délire, abondent en peintures étranges, en allusions équivoques, singulièrement mêlées aux tirades d'une morale prétentieuse et aux rêveries d'un mysticisme de mauvais aloi.

On pouvait espérer du moins que nos désastres inspireraient quelques belles pages à l'homme qui a fait profession de tant aimer la France. Je me souviens d'avoir, dans cette attente, acheté avec empressement à Vienne son petit livre intitulé : *la France devant l'Europe*. Le lendemain, cet ouvrage me servait de compagnon pendant que je regagnais Munich, au bruit des conversations animées dans lesquelles les Allemands commentaient l'insurrection du 18 mars et la proclamation de la Commune. Ce fut pour moi une déception de plus. De grandes phrases sonores et peu de raisons; une apologie des hommes du 4 septembre et un panégyrique de M. Gambetta, voilà tout ce qu'ont su inspirer à M. Michelet les lamentables événements dont il était témoin. Il s'extasiait sur la *douceur* de la révolution, affirmait hautement qu'un seul homme, le commandant Arnaud, fusillé à Lyon, avait été victime des colères du peuple. Et on lisait son livre en Allemagne, au bruit des premières fusillades de la Commune, au lendemain de l'assassinat des généraux Lecomte et Clément Thomas. Quant au volume sur le Directoire, auquel il a donné pour second titre : *Origine des Bonaparte*, à moins de vouloir servir la cause du bonapartisme par le dégoût qu'inspirent de basses injures, il n'y a qu'à reléguer ce dernier factum parmi les élucubrations des écrivains en délire. Un tel volume n'a plus rien de commun avec l'histoire.

Quant on vient de parcourir rapidement une fois de plus les dernières œuvres de M. Michelet, on se sent pris comme d'une sensation de vertige. Ces déclamations passionnées, ces affirmations audacieuses, ces détours subits d'un adversaire qui se dérobe, et lance une nouvelle calomnie avant qu'on ait eu le temps de réfuter la première, tout ce bruit de paroles fatigue l'intelligence, tandis que toutes

ces insinuations haineuses provoquent le dégoût. Puis, malgré soi, on se reporte à d'autres souvenirs, à tant de pages éloquentes, à tant d'élans généreux : on maudissait tout à l'heure, on se sent tout d'un coup prêt à absoudre. On veut chercher au moins une circonstance atténuante; on ouvre de nouveau un de ces derniers volumes, et on est comme accablé par tout ce qu'on y découvre d'injustices et d'erreurs. Cette longue vie de M. Michelet aboutit donc à un immense avortement. Qu'a-t-il fait dans cette carrière de soixante-seize ans dont cinquante-cinq ont été remplis par les travaux du professeur et de l'écrivain ? A-t-il écrit, comme il le prétendait, l'histoire définitive de son pays ? Hélas ! il n'en restera que quelques belles pages. Le reste est un fatras inintelligible ou un pamphlet monstrueux. A-t-il servi efficacement la cause de cette Révolution qu'il admire ? Je la plains, si elle n'a pas de meilleurs avocats. A-t-il régénéré la France, dont il se croyait naïvement le sauveur ? Plus de la moitié de ses livres ne sont bons qu'à pervertir la jeunesse. A-t-il enfin renversé, écrasé ce christianisme qu'il haïssait encore plus que celui qui a écrit le fameux « Écrasons l'infâme ? » Le christianisme survit à ses attaques, et les détracteurs du christianisme perdent seuls quelque chose à l'outrager. Où ai-je lu que des Barbares, mécontents de leur dieu, lançaient de la poussière contre le soleil ? Ils triomphaient sans doute, croyant avoir élevé bien haut leur insulte ; il n'avaient pas altéré la pureté de l'air, ils s'étaient simplement aveuglés et salis.

G.-A. HEINRICH.



# LES ÉLECTIONS ANGLAISES

DE 1874

---

Nous avons cherché dans cette Revue, lors des élections anglaises de 1868, à déterminer exactement le caractère et les résultats de la lutte engagée, ainsi qu'à en pressentir les principales conséquences. Nous avons signalé alors le triomphe éclatant remporté par les libéraux et le témoignage plus éclatant encore de confiance personnelle qui en ressortait pour M. Gladstone; mais nous avons montré, en même temps, que la victoire était plus apparente que réelle. En analysant avec soin les votes, nous trouvions, en effet, que, dans l'Angleterre proprement dite, qui est, après tout, la tête, le cœur et le grand foyer de la vie générale de l'empire britannique, les forces respectives tendaient à se balancer. Aussi, la puissante majorité acquise à M. Gladstone provenait-elle d'abord de l'appoint de l'Écosse (53 sièges contre 7), où une grande prépondérance est acquise en permanence aux traditions libérales; puis d'un excédant d'une trentaine de voix de la même école dans la députation irlandaise. En regardant de plus près encore, nous avons remarqué et rappelé qu'en Angleterre, les petits bourgs récemment investis de la « franchise » électorale, avaient fourni, dans une proportion considérable (212 sièges contre 94), des partisans à M. Gladstone. Dans les comtés, au contraire, où le nombre des votants est infiniment plus grand et où, grâce à la fréquence et à la rapidité des communications, la vie politique est presque aussi animée que dans les villes secondaires, une immense majorité de suffrages (131 sièges contre 56) restait fidèle à la cause conservatrice. Plusieurs des grands centres manufacturiers ne présentaient point un autre aspect

et n'offraient pas d'autres résultats. Le parti qui triomphait ainsi à Liverpool, dans le Lancashire tout entier, dans le comté de Middlesex comme sur d'autres points où d'immenses agrégations de la population industrielle étaient concentrées, avait incontestablement de profondes racines dans les couches populaires. Toutefois, ce qui nous frappait plus encore que ces victoires électorales remportées par l'un et l'autre parti, c'était le caractère universel et obstiné de la lutte et les imposantes minorités qui constataient presque partout l'effort et l'organisation des conservateurs. Que ne serait-ce donc pas quand, remis de la confusion qu'avait produite l'extension récente du suffrage, suivie plus tard de l'introduction du scrutin secret (*ballot*), le parti de la vieille Angleterre aurait eu le loisir de mettre partout en jeu ses ressources et de faire un appel mûrement délibéré à toutes les sympathies, à toutes les habitudes, à tous les intérêts qu'il représente.

Cependant, la victoire de ses adversaires était tellement éclatante, que M. Disraeli, aussitôt le résultat général connu, n'attendit point la réunion du Parlement pour porter à la reine la démission collective du gouvernement dont il était le chef. Appelé ainsi, du consentement unanime, au pouvoir, M. Gladstone se proposa comme objectif principal la situation de l'Irlande et appliqua sur-le-champ toutes les ressources de son activité et de sa puissante initiative à cette difficulté héréditaire de l'Angleterre. Mais elle était plus grande encore pour lui que pour d'autres. Quelque temps auparavant, le soulèvement fomenté de longue main par les « *femians* », dont le nom couvrait le parti séparatiste et révolutionnaire, avait contraint le gouvernement anglais d'avoir recours à des mesures exceptionnelles. Il avait notamment suspendu l'*Habeas corpus Act*, cette garantie traditionnelle et, dans l'origine, si nécessaire, de la liberté individuelle des Anglais. Quand on considère, en effet, l'histoire passée du Royaume-Uni, on y trouve des abus de l'autorité royale plus fréquents et plus effroyables de beaucoup que ceux dont notre propre histoire présente tant d'exemples ; et les annales de la Tour de Londres surpasseraient assurément de beaucoup, en lugubre et dramatique intérêt, tout ce qu'auraient pu fournir les traditions de la Bastille. Mais, plus sages et plus pratiques que nous, les Anglais n'ont point attendu que la fureur populaire vint détruire l'édifice qui représentait à ses yeux l'exagération d'un pouvoir arbitraire. Ils ont soigneusement conservé leur monument historique, mais ils ont décrété une loi fondamentale qui en fermait à jamais l'entrée aux victimes du bon plaisir royal. Il y a déjà deux siècles, chacun le sait, que le célèbre statut *Habeas corpus eum delicto* oblige le pouvoir exécutif à traduire, dans le rayon de sa juridiction naturelle, et devant

les premières assises qui suivront le délit, tout inculpé, quelle que soit la nature des faits qui lui sont imputés. On conçoit le prix qu'ont attaché nos voisins à cette sauvegarde contre toute détention arbitraire; mais s'il est des moments où l'intérêt suprême de la sécurité publique impose à ceux qui en sont responsables la nécessité, selon la belle expression de M. Pitt, de voiler momentanément la statue de la liberté, jamais ce devoir ne fut plus impérieusement prescrit que par la situation de l'Irlande à la suite du mouvement de 1867. D'une part, les populations tant urbaines que rurales avaient été surexcitées dans tout le midi de l'île par les plus coupables prédications: d'autre part, une foule d'émissaires plus ou moins aguerris dans la guerre américaine, et libres maintenant de chercher ailleurs leur sphère d'activité, parcouraient ouvertement le pays pour y enseigner les principes et la pratique de la sédition armée. Le gouvernement conservateur, momentanément au pouvoir, n'avait point exagéré les mesures que ses prédécesseurs avaient dû prendre, mesures auxquelles M. Gladstone devait être bientôt contraint lui-même de recourir sous une autre forme, et la suspension de l'*Habeas corpus Act* avait, comme par un effet magique, débarrassé le pays de tout l'élément perturbateur arrivé des États-Unis. Malheureusement, chef alors de l'opposition et cherchant comme tel à combiner dans un seul faisceau toutes les forces politiques hostiles à M. Disraeli, M. Gladstone s'était laissé entraîner à une série de discours que ses adversaires ne cesseront jamais d'exploiter contre lui. La suspension de l'*Habeas corpus Act*, de toutes les mesures la plus efficace et la plus conforme aux prescriptions de l'humanité, fut violemment dénoncée par lui. Se faisant, dans l'entraînement du moment et avec une exagération regrettable, l'organe des mécontentements irlandais, il avait représenté, dans son langage pittoresque, cette terre infortunée comme couverte par un immense « *upas-tree* » (l'arbre à upas-tiété), dont on raconte que les émanations pestilentielles rendent toute vie animale impossible dans ses environs. Les trois principaux rameaux de cet arbre funeste étaient la question de l'Église établie, la question des relations du propriétaire avec le fermier (*land question*) et la question de l'éducation nationale. Le prodigieux talent de l'orateur et sa grande réputation, acquise surtout dans les conseils de la couronne, avaient donné à ces attaques un immense retentissement. Le parti perturbateur, toujours nombreux et infatigable en Irlande, avait poussé des cris de joie en voyant ses doctrines développées avec tant d'autorité, et, s'armant de quelques paroles irréfléchies, avait justifié hautement sa propre conduite jusque dans le soulèvement avorté. La nation anglaise, de son côté, qui n'a qu'un désir aujourd'hui,

celui de voir l'Irlande aussi prospère et aussi satisfaite qu'elle l'est elle-même, avait été saisie d'un immense remords. Comment établir une concorde permanente ? comment faire disparaître jusqu'au dernier vestige de ces griefs effroyables qui expliquaient et justifiaient presque la sédition armée ? quels pouvoirs suffisants attribuer à celui qui avait signalé le mal avec tant d'éloquence et qui s'annonçait comme pouvant appliquer le remède ? Mais cette confiance un peu extatique qui avait porté si triomphalement M. Gladstone au pouvoir, et plus encore les récents discours qui la lui avaient valu, n'étaient point, aux yeux des observateurs sagaces et réfléchis, une des moindres difficultés qui attendaient le nouveau premier ministre. Quoi qu'il en soit, comme nous l'avons dit, M. Gladstone les affronta sans sourciller. Il donna à entendre que trois sessions successives seraient consacrées avant tout à élaguer les trois principales branches de « l'arbre à upas » telles que nous venons de les signaler, et il commença par la question de l'Église établie.

Nous n'avons garde d'entrer ici dans l'examen détaillé des trois grands problèmes politiques dont M. Gladstone entreprenait ainsi la solution, de la réalité des griefs invoqués ou de l'efficacité du remède appliqué dans chaque cas. Toutefois, en parlant de l'Église officielle d'Irlande, telle qu'elle existait encore en 1868, il serait impossible de ne point reconnaître qu'elle présentait alors un très-grand abus et un très-grand scandale, bien que scandale et abus eussent été quelque peu exagérés par l'esprit de parti.

Il est curieux d'observer l'influence si diverse qu'exerça dans chacun des trois royaumes le mouvement de la Réforme. Du premier coup, l'Écosse s'y associa avec ardeur et avec une constance à toute épreuve. Son action en Angleterre fut lente, réfléchie, soumise durant plus d'un siècle aux plus singuliers revirements, si bien que la nation protestante par excellence aujourd'hui a été contrainte par mille circonstances diverses, bien plus qu'elle n'y a été entraînée, à accepter définitivement les nouveautés religieuses. En Irlande, au contraire, si elles se sont répandues parmi les classes élevées et aisées, portées par leurs sympathies et par leurs relations à vivre de la même vie que l'Angleterre, les classes populaires, malgré une persécution de trois siècles, se sont refusées avec persistance à les adopter. L'histoire présente peu de spectacles plus dignes d'admiration que la ténacité inébranlable avec laquelle ces populations sont restées fidèles, à travers les plus cruelles épreuves, à leur foi héréditaire.

Aussi, bien que ses titres fussent légalement valables, l'Église réformée d'Irlande possédant seule, pour la charge d'âmes d'une faible minorité, les redevances et les biens ecclésiastiques tout entiers du pays, présentait-elle, comme nous l'avons dit, un spectacle scan-

daleux. Les principaux hommes d'État de l'Angleterre l'avaient senti, et peut-être plus profondément que M. Pitt. Nous avons rappelé, dans cette Revue même, que c'est à sa volonté arrêtée d'affranchir les catholiques et de doter leur clergé qu'il avait sacrifié un pouvoir si grandement exercé pendant dix-sept ans. M. Canning, sir R. Peel, non moins que les chefs du parti whig, étaient animés du même sentiment et, peu avant l'avènement de M. Gladstone, lord John Russell avait, dans une célèbre brochure, signalé la solution que réclamaient à la fois l'intérêt politique et la justice. Si ses conseils avaient été écoutés, toutes les redevances, tous les biens ecclésiastiques en Irlande auraient été mis sous séquestre, au nom de la raison d'État, et une commission royale, d'une composition irréprochable, en aurait fait la répartition entre les catholiques, les anglicans et les presbytériens au prorata de leur importance numérique. Pour faire prévaloir cet équitable système, M. Gladstone aurait rencontré, nous en convenons sans peine, dans le sein de son parti, deux formidables éléments de résistance : le préjugé des protestants extrêmes qui se refusaient à doter une religion qu'ils considéraient comme funeste et erronée; la répugnance du parti catholique à recevoir aucun subside voté par le Parlement. Toutefois, un ministre éloquent qui, dans un pays comme l'Angleterre, cherche loyalement à donner satisfaction aux réclamations de la justice, de la raison et de l'intérêt national, est plus puissant souvent qu'il ne le pense lui-même. Si M. Gladstone s'était servi de sa grande autorité personnelle et politique pour faire triompher la solution de lord John Russell, quelle aurait été la situation présumable des trois croyances rivales? L'Église établie, qui, dans tous les cas, aurait cessé de porter ce titre, aurait élevé de vives protestations, mais elle serait rentrée dans une position régulière et désormais inattaquable. Les protestants libres auraient vu la dotation qu'ils recevaient déjà sous le titre de « *Regium donum* » considérablement accrue. Enfin la portion la plus considérable d'un revenu évalué à plus de quinze millions de francs, aurait été mise à la disposition des catholiques. Les évêques et leurs représentants dans le Parlement avaient, il est vrai, proclamé hautement leur intention de ne s'en point prévaloir, mais était-ce là, au fond, leur opinion unanime? Était-ce l'opinion du clergé inférieur, obligé, pour vivre, de tendre sans cesse la main à des populations quelquefois très-misérables? Était-ce surtout l'opinion des fidèles eux-mêmes, prêts à faire de grands sacrifices pour subvenir à l'existence convenable de leur clergé, mais assurément fort heureux d'en être honorablement dispensés? Dans tous les cas, l'offre et la tentative méritaient bien d'être faites.

S'il est un point sur lequel tous ceux qui ont étudié la situation

de l'Irlande sont d'accord, c'est la conviction que le repos public n'y sera jamais complètement assuré, que l'influence morale de l'Angleterre n'y sera jamais complètement établie, tant que le clergé catholique ne sera point placé, comme il l'est déjà au Canada et ailleurs, dans une position indépendante des exigences et des fluctuations de l'opinion populaire. C'était là la préoccupation permanente de M. Pitt et de ses plus illustres successeurs. M. Gladstone a complètement fermé les yeux sur cette vérité primordiale. Il a fait disparaître, il est vrai, comme telle « l'Église établie, » mais quelle est maintenant la situation des croyances et des opinions rivales ? Les anglicans, qui, de la part de l'Angleterre du moins, méritaient un autre traitement, complètement dépouillés et soumis au régime volontaire qu'ils ont toujours abhorré ; les protestants libres privés de leur « *Regium donum* ; » les catholiques perdant la dotation du collège de Maynooth et toute perspective de rentrer jamais dans leur part des biens ecclésiastiques séquestrés ; le propriétaire protestant obligé de payer toujours la dîme et de pourvoir, de plus, à l'entretien de son clergé ; le propriétaire catholique soumis toujours à la même double obligation ; les fidèles catholiques subissant toujours les mêmes charges qui pèsent sur eux pour l'entretien de leurs églises et de leur clergé ; ce même clergé plus dépendant que jamais de la faveur des populations où l'esprit révolutionnaire fait d'affligeants progrès ; l'Angleterre enfin forcée de renoncer à une de ses plus légitimes espérances, celle d'un clergé catholique faisant, dans la mesure convenable, cause commune avec elle, comme à Malte, au Canada et dans tant d'autres possessions anglaises : voilà ce qui s'offre à nos yeux.

Jamais nous n'oublierons en quels termes saisissants M. Disraeli nous exprima, dans un entretien confidentiel, au moment où passait la mesure ministérielle, les profonds regrets qu'elle lui causait. Quoi qu'il en soit, le Parlement n'écouta que M. Gladstone, et la fable de *l'Huître et les Plaideurs* fut encore une fois mise complètement en action. Mais, dira-t-on, qu'est devenue l'huître, car M. Gladstone ne saurait être accusé de l'avoir « avalée » lui-même ? Il importe de constater que, si sa mesure a été, en principe, très-radical, elle a scrupuleusement ménagé, leur vie durant, les intérêts de tous les ayants droit, soit en desservant, soit en capitalisant fort libéralement leurs revenus. S'étant décidé à dépouiller complètement l'Église anglicane, M. Gladstone était condamné à ne point agir différemment à l'égard des autres croyances. Et que deviendraient alors les ressources considérables qui s'accumuleraient progressivement entre les mains de la commission royale chargée de cette grande liquidation ? Pour échapper à ce véritable embarras des richesses, la pre-

mière pensée du nouveau gouvernement fut d'attribuer le fonds aux aliénés. Mais, sur la plaisante observation de lord John Russell qu'il faudrait, pour l'utiliser, que des provinces entières perdissent la raison, et sur la vive insistance du parti conservateur, il fut décidé finalement, conformément à l'équité évidente, que, dans une soixantaine d'années, la dîme, alors sans application, serait retour aux propriétaires ; les survivants jouiront donc de cette immunité. Mais on conçoit qu'un système qui n'offre à chacun des partis que la satisfaction provenant des doléances de ses rivaux ait excité plus de ressentiments que de reconnaissance. L'Angleterre ne s'est résignée à le sanctionner qu'en se berçant de l'illusion qu'il pourrait très-efficacement contribuer au contentement général de l'Irlande, et c'est à cette épreuve qu'elle a remis le jugement définitif qu'elle en porterait.

Le seconde « branche de l'arbre à upas, » la « *Land question* » n'offrait point des complications moins graves que la première. Destinée surtout par la nature à être un pays de pâturages, l'Irlande, lors de la grande guerre de la révolution française, était devenue peu à peu un pays de labourage. La prime exagérée qu'offrait alors la production des céréales et l'immense rendement des pommes de terre décidèrent le fermier à multiplier à l'infini ces deux cultures ; mais comme les capitaux manquaient toujours, la terre tomba de plus en plus dans les mains des petits cultivateurs ne connaissant guère d'autre instrument d'exploitation que leur bêche. La paix et la baisse rapide qui en résulta dans le prix des céréales portèrent le premier coup à ce système auquel l'adoption du libre échange et la maladie des pommes de terre devaient donner le coup de grâce. Il fallut absolument, en face d'une famine et d'une banqueroute agricole générales changer radicalement tout le système de culture, et les cultivateurs étaient hors d'état d'en adopter aucun autre. Force fut donc aux propriétaires, non moins dans l'intérêt public que dans leur intérêt particulier, d'avoir recours au système, tant décrié depuis, des « *clearances*, » c'est-à-dire d'enlever le sol à ceux qui n'étaient plus en état de le faire valoir, pour les remplacer autant que possible par des fermiers sérieux. Le résultat final de cette immense et inévitable révolution a été de substituer l'état actuel de bien-être général à une situation de misère et de dégradation permanente. Cependant les victimes n'en furent pas moins innombrables, dignes de toute compassion, et elles trouvèrent de chaleureux défenseurs dans le clergé catholique qui contemplait de plus près leurs souffrances. De là l'origine de la *Land question*, ou du droit plus ou moins absolu du propriétaire sur son propre patrimoine territorial. M. Gladstone a rendu incontestablement un grand service à l'Irlande par l'établissement des tribunaux d'arbitrage devant lesquels pour-

raient être portés tous les dissentiments entre le seigneur (*land lord*) et le tenancier (*tenant*) qui aboutissaient trop souvent aux crimes les plus affreux. Épousant chaleureusement la cause du « tenant, » il a modifié profondément en sa faveur la législation antérieure. Il a stipulé pour lui un droit de propriété très-effectif dans les constructions qu'il élèverait et dans les améliorations qu'il introduirait sur la terre du propriétaire. Il a fait statuer qu'il ne pourrait être évincé sans une indemnité qui, d'après une échelle descendante et graduée, pourrait, dans le cas du petit cultivateur, s'élever jusqu'à sept années de son fermage. Malheureusement, toujours moins prudent dans son langage qui est à lui, que dans ses actes qui sont sévèrement contrôlés par ses partisans comme par ses adversaires parlementaires, il crut devoir, pour faire prévaloir des mesures aussi accentuées, donner encore une fois un peu trop raison aux déclamations du parti révolutionnaire, qui ne vise à rien moins, dans l'Irlande méridionale, qu'à une véritable loi agraire. Aussi le « *Land act*, » monument principal de l'initiative du dernier gouvernement, est-il battu en brèche très-vivement par deux ennemis opposés. Les propriétaires lui reprochent d'avoir porté une grave atteinte à leurs droits. Sous l'influence d'une presse incendiaire, les fermiers, ou plutôt leurs champions improvisés, soutiennent que la simple occupation étant reconnue désormais comme un titre de propriété, leur position à l'égard de leurs propriétaires ne saurait tarder à être modifiée par une loi nouvelle dans un sens bien plus favorable encore à leurs intérêts. Plus convaincue, ou, pour parler correctement, plus ébranlée par les arguments ministériels dans cette question que dans celle de l'Église établie, l'Angleterre réserva encore une fois son jugement jusqu'à ce que les effets pratiques pussent se faire sentir, mais son attente ne fut pas de longue durée. A peine cette importante mesure de conciliation avait-elle été votée, que la députation irlandaise libérale se réunit à Londres, sous la présidence de M. Maguire, membre pour la cité de Cork, et, cédant à la clameur de l'« *Home Rule*, » déclara que, n'ayant décidément rien à espérer des dispositions du parlement britannique, elle consacrerait tous ses efforts au rétablissement d'une législature séparée. C'est ainsi qu'une première et formidable atteinte fut portée à la politique sincèrement généreuse et libérale, dans ses intentions, que M. Gladstone inaugurerait en Irlande; mais un coup plus funeste lui était encore réservé.

- La troisième « branche de l'arbre à upas, » la question de l'enseignement, présentait des griefs infiniment plus imaginaires que les deux autres. L'Irlande possède un système d'instruction publique, tant élémentaire que secondaire, qui ne saurait être trop préconisé. Régulé, dans l'origine, d'après le principe mixte qui le rendait acces-



sible aux enfants de toutes les croyances, soigneusement élaboré, dans tous ses détails, par une commission digne de la confiance universelle, où siégeaient, sous la présidence du duc de Leinster, le pair le plus libéral et le plus éclairé de l'Irlande, l'archevêque catholique et l'archevêque protestant de Dublin, le D<sup>r</sup> Murray et le D<sup>r</sup> Whateley, il répond à tous les besoins et ménage tous les sentiments légitimes du pays. L'éducation y est essentiellement chrétienne et, sans compter le dimanche, l'école reste, le samedi, absolument fermée aux études ordinaires, afin que l'instruction purement spirituelle puisse être donnée aux élèves par les ministres de chaque culte. Quant aux études supérieures, sans parler de Trinity College, qui tient, dans l'estime publique, à peu près le même rang que les meilleurs collèges d'Oxford et de Cambridge, sir R. Peel avait fondé, d'après le système mixte, et doté richement trois nouveaux collèges à Cork, à Galway et à Belfast. Il est vrai que Trinity College avait eu, à l'origine, un caractère et des règlements purement protestants. Toutefois, depuis un demi-siècle toutes les croyances y étaient accueillies sans la moindre distinction et, si les hautes et lucratives fonctions y avaient été trop longtemps réservées aux seuls anglicans, le conseil d'administration avait, en dernier lieu, manifesté le plus grand empressement à en ouvrir l'accès à la concurrence universelle. Cependant les représentants des deux croyances hostiles semblaient s'être donné le mot pour repousser et pour flétrir, sous le titre de « *Godless* » (étranger à Dieu) le seul système d'éducation publique qui pût convenir à une nation travaillée aussi profondément par les dissidences religieuses. Le clergé catholique, ou du moins ses organes les plus accrédités, réclamaient une dotation et les prérogatives universitaires pour un collège exclusivement catholique que les fidèles avaient fondé à Dublin. Une tentative que M. Disraeli avait faite, lors de son dernier ministère, pour les satisfaire, ayant échoué devant les prétentions des uns et les objections des autres, M. Gladstone ne pouvait songer à la reprendre. Il combina, dès lors, avec un soin extrême, un système tout nouveau d'éducation supérieure. Le collège mixte de Galway devait être sacrifié. Trinity devait perdre, avec une large portion de sa riche dotation, le caractère universitaire. La collation des grades devait être transférée à un corps nouveau qui, sous le titre d'Université de Dublin, devait aussi ouvrir un certain nombre de cours, parmi lesquels, pour satisfaire à toutes les susceptibilités, l'histoire ne devait point figurer. Qui présiderait maintenant à la direction de la nouvelle université? Le conseil universitaire serait composé de deux délégués envoyés par chacun des collèges affiliés; mais plusieurs établissements inconnus jusqu'alors et soumis à l'influence exclusive

du clergé catholique, étant agrégés au même titre que Trinity lui-même, il était évident qu'une grande prépondérance ne tarderait point à être acquise dans le corps dirigeant aux adversaires du protestantisme. On concevait qu'un système pareil eût été accueilli avec une grande froideur dans les rangs du parti protestant en Angleterre et qu'il ait fallu tout l'ascendant du gouvernement, accompagné de la promesse de modifications importantes durant la discussion, pour le faire accepter par ses adhérents. Nul pourtant n'avait prévu l'importante et fatale défection qui devait tout anéantir au moment du premier vote. Assuré, à n'en pouvoir douter, de l'appui de la députation libérale de l'Irlande, dont les dispositions, comme celles des prélats catholiques, avaient été soigneusement pressenties durant l'élaboration du projet, M. Gladstone fut plus étonné que personne en apprenant que la mesure serait combattue par tous les catholiques. En effet, leur vote hostile se joignit à celui du parti conservateur, et le gouvernement se vit, sur la question capitale de la session, en face d'une minorité assez notable. M. Gladstone porta sur-le-champ sa démission à la reine, et ne se résigna à la reprendre que sur le refus absolu de M. Disraeli d'accepter le pouvoir en présence d'une chambre où la majorité était encore si loin de lui être acquise.

Revenu à son poste, le grand chef libéral ne devait point retrouver son prestige et son autorité. Sa politique irlandaise, qui avait absorbé ses principaux efforts, tout en froissant le sentiment intime de l'Angleterre, tout en blessant profondément ses meilleurs appuis en Irlande, ne lui avait évidemment rallié que dans une mesure fort restreinte les éternels adversaires du repos général et de la domination britannique. D'autres causes encore avaient exercé une action fâcheuse et délétère sur l'union et la confiance de son parti. Plus préoccupé de l'intérieur que du dehors, M. Gladstone n'avait peut-être pas tenu suffisamment compte du sentiment que toute grande puissance doit conserver sur le maintien de son influence traditionnelle dans le monde. Sera-t-il donné à aucun gouvernement de rendre aujourd'hui à l'Angleterre la domination qu'elle a exercée dans les grands jours de lord Chatham, de M. Pitt et de lord Castlereagh? Souci grave pour elle comme pour bien d'autres! Il y a quelques années, quand de récentes catastrophes ne pouvaient même point être imaginées, nous écrivions tristement dans cette Revue même : « Nos pères disaient la France et l'Angleterre; — nos fils diront-ils l'Allemagne et l'Amérique? » Nous étions loin de penser alors que nos appréhensions dussent recevoir une si rapide et si funeste confirmation! Quant à l'Angleterre, les temps ne sont plus où, au plus fort d'une lutte comme celle qu'elle

livrait à l'empereur Napoléon, elle pouvait encore engager une guerre avec les États-Unis et occuper victorieusement Washington. Plus puissants peut-être aujourd'hui que leur mère, les enfants révoltés surveillent d'un œil jaloux chacun de ses mouvements, prêts à tout paralyser si l'occasion et la tentation se présentent. Que pourrait d'ailleurs dans la vieille Europe une armée de volontaires contre ces immenses camps retranchés dans lesquels chaque nation est pour longtemps condamnée à barder de fer tous ses enfants. Aussi, le principe d'un arbitrage supérieur accepté par les gouvernements pour prévenir tout retour aux luttes à main armée, a-t-il trouvé quelque faveur auprès de nos voisins, en dehors même de l'école de Manchester. Cependant, les premières expériences ne lui ont point été favorables ni dans l'affaire de San-Juan ni dans l'affaire de l'*Alabama*; et quand « l'Oncle Sam, » avec son sourire narquois, a crédité publiquement son budget d'un reliquat considérable de l'indemnité, après avoir fait droit à toutes les réclamations américaines qui en avaient été le prétexte, une réaction assez naturelle se manifesta chez ceux qui avaient trop payé. Les zélés du passé secouèrent tristement la tête en rappelant les temps où, ne connaissant d'autre arbitre que son épée, l'Angleterre descendait fièrement dans l'arène sous la devise de ses rois-chevaliers : « Dieu et mon droit. » L'attitude absolument passive que crut devoir conserver M. Gladstone, vers la fin de notre lutte avec l'Allemagne, et l'abandon de la stipulation principale arrachée à la Russie par la guerre de Crimée, n'étaient guère de nature non plus à exalter l'amour-propre national, et, en dépit de toute l'habileté de lord Granville, le ministère porta la peine de circonstances adverses que nul peut-être n'aurait mieux réussi que lui à conjurer. Nous ne parlerons point de mesures et de changements conformes à la logique et à la moralité, mûrement délibérés dans le Parlement, comme la nouvelle organisation de l'armée et la restriction dans la vente des liqueurs, mais qui ont suscité, paraît-il, de si nombreux et de si puissants mécontentements. A l'exemple de leur chef, les membres nouvellement appelés par lui au pouvoir cherchaient à l'envi à se signaler par quelque brillante innovation. « Surtout, pas de zèle ! disait le sagace M. de Talleyrand aux apprentis diplomates. J'avais un frotteur zélé, et il a cassé mes plus belles porcelaines. » Parmi les plus libéraux des collègues de M. Gladstone, le zèle était partout, dans les actes comme dans les paroles, zèle consciencieux, patriotique, mais souvent bien inconsideré. A les entendre, à les voir à l'œuvre, on eût dit que l'admirable organisation politique de l'Angleterre n'était qu'un vaste champ d'abus à réformer. Tous les intérêts, toutes les croyances prirent plus ou moins l'alarme ; et quand l'Angleterre entendit

son premier ministre s'avancer jusqu'à dire, en public, qu'il regarderait une fois, deux fois, trois fois, avant de porter atteinte à la Chambre des lords, un frisson d'épouvante sur les conséquences du quatrième et du cinquième regard parcourut le pays tout entier.

Telles sont, au dire de ses détracteurs, les causes de l'étrange désertion de l'opinion publique qui, durant la session dernière, a paralysé toute la puissance de M. Gladstone, quand il disposait encore d'une majorité de soixante-dix voix, en apparence parfaitement unie et soumise. Nous croyons toutefois que les causes véritables étaient ailleurs. Depuis la triomphante entrée au pouvoir du parti libéral anglais, d'immenses événements s'étaient accomplis en Europe. Plus stupéfaite qu'aucune autre nation, l'Angleterre avait vu une colossale puissance, récemment encore consacrée par le suffrage universel, garantie certaine, assurait-on, d'une autorité légitime et durable, réduite en poussière dès la première mésaventure de ses armes. Elle avait vu les fureurs tant vantées de la révolution aux prises avec la patiente organisation des monarchies militaires. Elle avait vu une démocratie en délire se faire un jeu d'incendier la capitale de la civilisation moderne, sous les yeux de l'ennemi triomphant. Elle avait pu mesurer, dans toute sa profondeur, l'abaissement où étaient tombées à la fois les deux grandes rivales qui s'étaient partagé naguère la domination de l'Europe, la France et l'Espagne. Un pareil sort lui était-il réservé? Était-ce bien là le dernier mot de la logique et du rationalisme politiques, substituant leurs propres déductions à celles de l'expérience traditionnelle? Était-ce là la condition finale des peuples qui ont désappris à respecter? Les mêmes fatales influences qui avaient accumulé tant de ruines ailleurs tendaient-elles, en effet, à exercer leur empire des deux côtés de la Manche? Le pouvoir de M. Gladstone n'étant fondé que sur l'union du parti libéral, à quel prix cette union pouvait-elle être maintenue? Dans le régime constitutionnel, et c'est là son principal écueil, un appoint indispensable, quelque faible, quelque décrié qu'il puisse être, devient trop souvent l'autorité dominante. Serait-il donné à une poignée de « *home rulers* » irlandais et de radicaux anglais d'exercer, par les voies parfaitement constitutionnelles, une influence prépondérante dans son sein, de tenter leurs expériences ou d'assouvir leurs ressentiments sur l'empire britannique et les 234 millions de sujets de la reine Victoria qu'accusent les derniers recensements? La question était grave, le péril imminent, et un seul remède apparaissait.

A défaut d'autres avertissements, le triomphe des conservateurs dans la plupart des élections partielles qui avaient lieu, manifestait à M. Gladstone les dispositions nouvelles de l'opinion. Aussi, comme la législature avait encore deux années entières à fournir, semblait-

il avoir ajourné toute pensée d'un appel prématuré au pays. La session achevée, il modifia son ministère, prit lui-même la direction personnelle des finances qu'il avait si longtemps exercée avec un éclat et un succès incomparables, et, le moment venu de s'adresser sur la réunion du Parlement, il le convoqua avec les formalités et dans les délais habituels. Quelle ne fut point la surprise de tous, partisans comme adversaires, quand, le 25 janvier, ils apprirent que la Chambre des communes était dissoute et que le pays était inopinément précipité dans le tumulte d'une élection générale immédiate.

En arrêtant un instant nos regards sur ce grand conflit, nous ne cédon point à un sentiment de vaine curiosité. Chaque peuple a ses attributs distinctifs, ses qualités spéciales. « Vous êtes la première nation de la terre, me disait un jour un étranger illustre qui respectait d'autant plus la France qu'il l'avait longtemps combattue, lord Raglan; vous êtes la première nation de la terre en toutes choses, excepté la politique; » et, en bonne conscience, nous pouvons accepter la restriction tout autant que l'hommage. Parmi les merveilles que nous pouvons montrer au monde, nous ne saurions citer les monuments de notre sagacité en matière d'institutions fondamentales. Après une existence historique de tant de siècles, nous en sommes, sous ce rapport, aujourd'hui, à peu près au même point qu'une tribu de Peaux-Rouges. Ces institutions ont pourtant leur raison d'être et méritent d'être étudiées chez les Anglais, ne serait-ce qu'au point de vue de l'art, au moins autant que la peinture chez les Italiens et la musique chez les Allemands. Ne craignons donc point parfois de contempler de près cette spécialité de nos voisins d'outre-Manche, de nous rendre compte de leur vie et de leurs mœurs politiques, d'après le salutaire principe que les meilleurs modèles font les meilleures études.

Nous avons vu que M. Gladstone, maître absolu encore de la situation, avait profité de ses avantages pour choisir, à son entière convenance, l'heure de la grande lutte. Libre aussi d'en désigner le terrain, il mit en grand relief la question financière, celle entre toutes où son gouvernement et sa renommée étaient le plus à l'abri de toute critique hostile. Un fond de justice est imposé dans les pays libres à l'esprit de parti, même dans ses plus grands écarts, et la réputation de M. Gladstone, comme financier, est depuis longtemps placée au-dessus de toute atteinte. Les nombreux budgets qu'il a personnellement élaborés et dressés sont tous des chefs-d'œuvre. Les fructueux impôts dont il a doté le fisc, les immenses dégrèvements que lui doivent les contribuables, et surtout les classes souffrantes, constitueraient, à eux seuls, la fortune d'un florissant État. Quiconque l'a entendu — et cette bonne fortune nous a été une

fois accordée — développant durant trois heures un de ses exposés financiers, sans un instant de défaillance, soit pour lui-même, soit pour son auditoire, se sera convaincu que la connaissance de la matière et le talent d'exposition ne sauraient être portés plus loin. Les finances sont pour lui ce qu'était la terre pour Antée : en y touchant, à chaque chute, à chaque échec, il y puise des forces nouvelles, et c'est sur ce terrain qu'il a porté, non sans raison, le dernier défi électoral à ses adversaires. Dans son manifeste à ses commettants de Greenwich, qui accompagnait l'ordonnance de dissolution, après un habile et éloquent résumé de sa politique générale, il présente le tableau d'une administration financière de cinq années qui n'a point été souvent égalée. Les télégraphes achetés par l'État au prix de 9 millions st. (225 millions de francs) ; plus de 20 millions st. (500 millions de francs) de la dette permanente remboursés également sur les revenus ; 12 millions st. (300 millions de francs) de dégrèvements d'impôt et, toutes les charges ordinaires et extraordinaires acquittées, un excédant apparent de 5 millions st. (125 millions de francs) sur l'exercice courant. Le premier ministre annonce, en conséquence, la suppression de l'impôt sur le revenu (*income tax*) comme don, sinon de joyeux avènement, du moins de joyeuse réintégration au pouvoir. Ceux qui ont stigmatisé comme une manœuvre électorale le sacrifice important ainsi proposé pour la fortune publique de l'Angleterre ont été injustes pour M. Gladstone. Dans sa position de chef de parti, il était tenu sans doute de descendre dans l'arène électorale avec tous les légitimes avantages dont il pouvait se prévaloir ; mais, chez lui, l'abolition de l'*income tax* n'était point une pensée nouvelle ou de pure commande. Nous nous souvenons parfaitement qu'il y a plus de trente ans, M. Gladstone lui-même nous dit qu'il ne considérerait la situation financière de l'Angleterre comme entièrement satisfaisante que lorsque l'équilibre serait établi, en dehors de la taxe sur le revenu, alors récemment réimposée par sir R. Peel. Provenant d'un autre que de lui, la proposition aurait pu soulever de graves inquiétudes, et le peu de faveur avec laquelle elle a été accueillie prouve sans doute, encore une fois, la sagesse du public anglais. Nous devons présumer, toutefois, que dans le projet complet dont M. Gladstone gardait le secret pour la discussion parlementaire, un dommage aussi sérieux n'était point porté aux ressources permanentes de la Grande-Bretagne sans un équivalent aussi acceptable pour leur intérêt transcendant que pour celui des contribuables eux-mêmes. Quoi qu'il en soit, dans une courte adresse à ses commettants du comté de Buckingham, M. Disraeli accepta sans sourciller le défi qui lui était si inopinément porté, et la grande lutte commença sur-le-champ avec une ardeur et un ensemble remarquables.

Dès les premiers résultats, la merveilleuse organisation du parti conservateur frappa tous les observateurs. Pris absolument au dépourvu, profondément atteint, pensait-on, par deux mesures récentes, l'extension du suffrage et l'introduction du vote secret (*ballot*), il manifesta partout sa puissance par des luttes désespérées ou par des victoires surprenantes. Verrons-nous jamais, en France, notre propre parti conservateur, composé des mêmes éléments, ayant des intérêts et des principes analogues à défendre, imiter cette sage discipline, cette prévoyance incessante de la lutte, même quand elle paraît le plus éloignée, cette combinaison patiente et journalière de tous ses moyens d'influence et d'action ? C'est en vain que l'on nous objectera la diversité des mœurs. Ne voyons-nous pas en France, chez le parti révolutionnaire, une même activité permanente, un même souci constant, une organisation non moins formidable ni moins efficace ? Ou ce double exemple nous profitera un jour, ou nos institutions parlementaires sont destinées à de nouvelles et bien cruelles épreuves, peut-être à des naufrages nouveaux.

Quel que soit le mérite respectif des hommes publics qui se disputent aujourd'hui la confiance de l'Angleterre, il est généralement reconnu que nul d'entre eux ne possède, plus que M. Disraeli, le secret d'entraîner et de charmer profondément un assemblage populaire, tout en parlant à la raison et à la conscience de la nation entière. Comme il occupe principalement la scène aujourd'hui, et comme il doit incontestablement son triomphe récent, pour une part très-grande, à l'influence de sa parole publique, nous ne craignons point de citer, comme échantillons de sa verve intarissable, quelques extraits de ses discours à ses commettants au plus fort du conflit électoral. Voyons, par exemple, son entrée en matière, le 31 janvier, dans la halle aux blés d'Aylesbury, aussitôt que les tumultueux applaudissements qui saluèrent sa présence lui permirent d'être entendu.

« Monsieur le Président et Messieurs, dit-il, vous savez que le Parlement vient d'être dissous. Quant au motif de cette dissolution, je suis hors d'état de vous l'apprendre, et je crois que les ministres de Sa Majesté l'ignorent autant que moi. (*Rires bruyants.*) Chacun d'eux donne quelque raison singulière ; mais aucune de celles-ci ne concorde avec les autres, et aucune ne présente un éclaircissement satisfaisant. Le premier ministre nous en offre une, il est vrai, si j'ai réussi à démêler sa pensée dans un document d'une longueur remarquable. (*Rires prolongés.*) Il paraît croire que le Parlement a été dissous parce que son gouvernement n'est soutenu, dans la Chambre des communes, que par une majorité de 66 voix. (*Éclats de rire.*) Messieurs, je me permettrai de dire, pour moi-même comme pour ceux qui me sont associés dans la vie publique, que si nous possé-

dions une majorité de 66 voix dans la Chambre des communes, nous nous efforcerions de conduire les affaires d'une façon honorable, je l'espère, pour nous-mêmes et avantageuse pour le service de l'État. (*Applaudissements.*) Il est vraiment fort difficile de concevoir pourquoi l'Angleterre est appelée ainsi à s'acquitter d'un devoir transcendant d'une façon absolument insolite. (*Applaudissements.*) En tant que je crois y comprendre quelque chose, nous avons affaire, il me semble, à un cas d'hygiène qui n'est point inconnu aux médecins quand ils sont appelés auprès d'un malade qui se plaint de mille sensations douloureuses, tout en présentant l'aspect de la plus robuste santé. (*Rires.*) « Comment va l'appétit ? dit le médecin ? — Excellent ! répond le malade. (*Rires prolongés.*) — Le sommeil ? — Je dors on ne peut mieux. — Avez-vous quelque chagrin, quelque souci caché ? Où en sont, par exemple, vos affaires ? — J'ai des sommes considérables chez mon banquier. (*Explosion d'hilarité.*) — Alors ce doit être le système nerveux. » Tel me paraît aussi l'état du gouvernement. Son système nerveux est profondément affecté. » (*Rires bruyants et prolongés.*)

C'est sur ce ton que, pendant deux heures, M. Disraeli réussit à enchainer et à réjouir son auditoire rustique, tout en portant les coups les plus sensibles à ses adversaires et en revendiquant avec éclat les principes distinctifs du parti qu'il conduisait si gaiement à la victoire. Sa difficulté principale était l'*income tax*. En promettant la suppression de cet impôt à la fois si fécond et si onéreux, sans révéler en aucune façon les équivalents nécessaires qu'il comptait y substituer, M. Gladstone mettait évidemment ses adversaires dans un grand embarras. S'ils faisaient espérer l'abolition de la taxe, comment comptaient-ils la remplacer ? S'ils se prononçaient pour le maintien, ils laissaient aux partisans du gouvernement le monopole d'une séduction populaire peut-être irrésistible. Encore une fois M. Disraeli les tire d'affaire par un trait piquant et destiné à une grande fortune. Après avoir rappelé qu'aucun gouvernement ne maintiendrait des impôts superflus, toute la question dépendant de la situation effective du Trésor, qu'il ne pouvait connaître qu'imparfaitement, comme de la nature des charges correspondantes que le pays serait appelé sans doute à supporter :

« Je me souviens, dit-il, que jadis mon ami bien-aimé, le feu lord Derby, reçut d'un négociant un échantillon de vin de Xérès, qui devait, s'il en faisait usage, le préserver dorénavant de la goutte. Après avoir consciencieusement dégusté le vin, lord Derby secoua la tête et dit : « Décidément, j'aime mieux la goutte. » (*Explosion de rires.*) Prenez bien garde qu'il n'en soit de même pour les impôts que le gouvernement tient en réserve. Quand vous les connaîtrez, peut-être préférerez-vous l'*income tax*. » (*Applaudissements.*)



Profitant ensuite habilement de la réticence même de M. Gladstone, il saisit profondément, en quelques mots, l'imagination populaire des perspectives effrayantes que présenteraient une foule de taxes qui pourraient être substituées à l'impôt sur les revenus. Il est évident cependant, d'après la teneur de cette première harangue, que M. Disraeli réservait son principal effort. En butte, comme il l'était, à la critique des candidats libéraux sur la plupart des *hustings* du Royaume-Uni, sachant que trois adversaires très-redoutables, M. Gladstone, M. Lowe et M. Bright, s'apprétaient à descendre dans la lice contre lui, il prit ses mesures pour que la dernière réplique lui restât, en ajournant sa tournée dans une partie notable du comté de Buckingham, qui lui a tant de fois confié son mandat. Pour quiconque chercherait à se rendre compte du genre d'éloquence qui trouve aujourd'hui le plus de faveur chez nos voisins, les discours électoraux des trois grands chefs libéraux que nous venons de nommer mériteraient une attention particulière. Les détracteurs de M. Gladstone, et ils sont nombreux en ce moment, trouvent qu'il a un peu trop oublié sa qualité de premier ministre et un peu trop accentué son hommage au génie populaire des institutions britanniques en parlant, auprès de Greenwich, devant un assemblage public d'environ 7,000 personnes, du haut d'une charrette, d'autant mieux que le temps était pluvieux. Son allocution toutefois, sans échapper au reproche de diffusion adressé, non sans quelque fondement, à la plupart de ses discours, porte, comme toujours, ce caractère « exhaustif, » comme disent ses compatriotes, qui semble épuiser d'un coup la discussion entière des matières qu'il traite. Plus concis, plus dogmatique, M. Bright fait, devant ses électeurs de Birmingham, un tableau très-fidèle et un panégyrique très-légitime de la législation libérale des dernières années. Cependant, s'il expose très-victorieusement le néant des alarmes et des sinistres prévisions dont chaque progrès a été, à son heure, le sujet ou le prétexte chez les tories exagérés, il ne fait point équitablement la part des deux grandes écoles dans les réformes qui ont signalé l'histoire contemporaine de l'Angleterre. L'émancipation des catholiques, l'abolition des « *Corn Laws*, » la dernière modification du suffrage électoral, sont l'œuvre des chefs conservateurs; et si tels d'entre eux, comme M. Perceval ou lord Liverpool se sont montrés les adversaires trop obstinés de toute innovation, cette censure ne saurait pas plus être adressée dans le passé à M. Pitt, à M. Canning, à sir Robert Peel, qu'aujourd'hui même à M. Disraeli et à lord Derby. Représentant de l'Université de Londres, M. Lowe avait l'avantage de se trouver en face d'un public d'élite, et son allocution s'en ressent. Nous tenons d'un des assistants, qu'il est difficile de charmer davantage son auditoire pendant près de deux heures; et son esprit mordant, incisif, épigrammatique, a pu se

donner une libre carrière, surtout contre M. Disraeli, grâce aux privilèges de la lutte électorale et aux tendances plus ou moins libérales de la jeunesse qui se pressait autour de lui.

La grande lutte approchait de son terme. Son infaillible résultat devenait évident, quand M. Disraeli se présenta de nouveau à ses électeurs, réunis cette fois dans la petite ville de Newport-Pagnell. Afin de comprendre la portée et le succès de ses premières observations, il est essentiel de rappeler deux circonstances. Naturellement le moins jovial des hommes, M. Gladstone avait cru devoir égayer son auditoire, quelque peu mélangé, à Greenwich, en citant quatre vers d'une chanson populaire sur les commettants du comté de Buckingham. Une revue venait aussi de publier une fort belle traduction d'un passage difficile d'Homère, qui était bien de la plume même du premier ministre ; mais le travail ne datait point, comme quelques admirateurs l'avaient dit, du moment présent, mais des courts loisirs qu'avait laissés à cet esprit transcendant sa retraite précédente du pouvoir.

« En sollicitant pour la dixième fois votre mandat, dit M. Disraeli, peut-être devrais-je m'excuser si je m'adresse à vous en prose. (*Explosion d'hilarité.*) Les électeurs du comté de Buckingham savent qu'un grand honneur leur a été conféré ces derniers jours par un homme fort illustre, qui a rendu hommage, en vers, à la bonne et joyeuse chère que l'on trouve auprès de vous. « Quel profit il y a, « me suis-je écrit quand j'ai lu cette composition, quel profit il y a « à consacrer ses journées et ses nuits à l'étude d'Homère ! » (*Rires bruyants et prolongés.*) Quel que soit le mérite même de la plaisanterie, l'illustre poète en question daigne si rarement s'adonner à la joie, qu'il mérite tous nos encouragements quand il s'y laisse momentanément entraîner. » (*Rires et applaudissements.*)

Le caractère, en apparence un peu trop personnel, que prend la lutte politique chez nos voisins, soit dans le Parlement même, soit, bien plus encore, sur les « hustings, » a été souvent remarqué chez nous, mais n'a pas toujours été très-fidèlement apprécié. Dans les hostilités de cette nature, les armes courtoises sont absolument de rigueur en Angleterre : à d'autres conditions, elles ne seraient pas un instant tolérées, et elles tourneraient au seul et très-grave détriment de celui qui les aurait dénaturées. Souvent, il est vrai, la sténographie est incorrecte, la traduction bien plus encore, et le génie de telle langue attribue aux mêmes expressions familières ou proverbiales une valeur et une portée essentiellement différente de celles qu'elles comportent dans un autre idiome. Nous pourrions multiplier à l'infini les exemples. Si, par exemple, nous écrivions que nous avons été étonné, un étranger traduirait-il fidèlement en disant

que la foudre est tombée à nos pieds? Dans l'entraînement d'une improvisation devant un comité électoral, un candidat pourrait dire chez nous que M. Thiers et M. Gambetta « s'entendent comme larrons en foire, » sans impliquer la plus légère atteinte à la probité de l'un ou de l'autre personnage. De même, nous avons vu dernièrement, dans la plupart de nos journaux, des observations sur la violence de langage à laquelle M. Disraeli et M. Gladstone s'étaient laissé mutuellement entraîner, sur les voies de fait auxquelles ils auraient infailliblement eu recours s'ils s'étaient rencontrés, quand ces imputations n'étaient fondées que sur une connaissance imparfaite de la valeur réelle, dans l'idiome original, des expressions ou des allusions employées. Parce que les « pick-pockets » commencent souvent par jeter du tabac à la figure de leurs victimes, sur les champs de course ou ailleurs, M. Disraeli a pu dire de son illustre rival qu'il cherchait, avec l'abolition de l'*income tax*, à jeter, comme eux, de la poudre aux yeux du public anglais, sans traiter le premier ministre d'escroc, comme une portion de notre presse a cru devoir le signaler, au préjudice des mœurs parlementaires. Bien loin de là, le *Times* ayant reproché à M. Disraeli d'avoir dépassé, par une seule expression, les limites de la discussion permise, même dans l'ardeur du conflit électoral, le chef futur du pouvoir n'a rien eu de plus pressé que de repousser absolument le reproche dans les termes suivants, évidemment assortis d'ailleurs, comme l'ensemble de son discours, aux habitudes d'esprit de son auditoire populaire :

« Si je vous ai trop longtemps retenus, messieurs (Non, non ! *et applaudissements*), j'espère du moins qu'en discutant à fond ces questions, je ne me suis point servi d'une seule parole qui ne saurait, en toute convenance, être échangée entre les hommes publics de notre pays. (*Applaudissements.*) J'ai été péniblement affecté, il y a deux jours, en apprenant que j'étais accusé d'avoir parlé de M. Gladstone en termes insolites. J'ai été ainsi pris à partie par un journal très-éminent qui se dit le journal en chef de l'Europe. (*On rit.*) Après avoir cité fort inexactement (sans intention, j'en demeure convaincu) un mot dont je me serais servi, lequel mot ne se retrouve dans aucun autre compte rendu que le sien, il m'a adressé une homélie sur l'intempérance de mon langage. (*Rires et applaudissements.*) Il a semblé croire qu'en rappelant quelques paroles de M. Gladstone, j'aurais dit qu'elles avaient imprimé une tache sur sa véracité et sur sa conscience. Or le mot que j'ai employé n'était pas *stain* (tache), mais *strain* (effort violent). (*Applaudissements.*) J'avais à repousser, de la part de M. Gladstone, une interprétation fort erronée de ma pensée et de mes paroles; mais en rétablissant, comme j'ai dû le

faire, l'exacte vérité, d'une façon péremptoire, j'ai eu soin de n'employer que des expressions parfaitement usitées, et que je pourrais répéter à M. Gladstone lui-même, soit dans le Parlement, soit en particulier. (*Applaudissements.*) Messieurs, vous le savez, nous devons nous trouver, M. Gladstone et moi, par les nécessités mêmes de notre situation, exposés à de fréquentes collisions; mais elles n'ont jamais été incompatibles avec des relations d'entière bienséance; et je puis le dire en toute conscience, si jamais nos critiques mutuelles ont été formulées dans des termes qui ne fussent point d'une courtoisie absolue, les torts n'ont point été de mon côté. » (*Vifs applaudissements.*)

Nous avons rappelé que M. Lowe, esprit singulièrement caustique, agressif, et, paraît-il, peu sympathique à une portion du public, n'avait pas beaucoup ménagé M. Disraeli devant ses commettants de l'Université de Londres. Nous verrons par ce qui suit qu'il a trouvé, comme on le dit, à qui parler.

« J'ai vu ce matin, continue M. Disraeli, qu'un homme distingué a exprimé ses vues sur la question soumise en ce moment au pays, et sa version est toute différente de celle de M. Gladstone. Selon M. Lowe, le pays est profondément agité en ce moment, afin que le pouvoir soit attribué à M. Disraeli. (*Rires.*) En vérité, j'apprécie bien plus modestement ma propre position. Je crois le pays très-animé en ce moment, parce qu'il voit l'occasion d'affirmer des principes qu'il a fort à cœur. Je ne pense pas qu'il témoignerait tant d'ardeur uniquement pour faire de moi son premier ministre; mais il est fort possible qu'il montre l'émotion que vous remarquez dans le but de se défaire de M. Lowe. (*Rires et applaudissements prolongés.*) Personne n'a été aussi funeste que M. Lowe à l'administration de M. Gladstone. (*Applaudissements.*) Je me rappelle d'avoir eu, il y a quelques années, une conversation fort intéressante avec l'homme peut-être le plus éminent du temps présent, le prince de Bismark. Il était alors au moment d'entrer dans cette carrière extraordinaire qui a depuis étonné et enchaîné l'Europe, et il me parla de l'avenir avec la plus grande franchise : « Ce que je désire faire avant tout, me dit-il, c'est « de débarrasser mon pays des professeurs. Je veux sauver la Prusse « des professeurs. » (*On rit.*) Messieurs, M. Lowe est un professeur. (*On rit.*) Il n'a aucune sympathie avec le passé; il n'a aucun respect pour la tradition. Il n'a confiance qu'en une seule chose : sa seule et propre infaillibilité. (*Applaudissements.*) Du premier moment où il est entré dans la vie publique, et je ne crains point de l'affirmer, il en sera de même jusqu'au dernier, il a offensé la nation anglaise, qui ne saurait éprouver de sympathie pour un homme qui se vante de ne point avoir de cœur. (*Applaudissements.*) Envers moi il est

particulièrement ingrat, car sans moi il ne serait point dans le Parlement. (*Rires et applaudissements.*) Sans moi, l'Université de Londres n'aurait point un représentant. Chacun y était opposé. Mes collègues n'y avaient pas grand goût. Le parti conservateur en était peu d'avis. Ce qui est plus singulier, tout le parti libéral s'apprêtait à y faire opposition. Cependant, avec la grandeur d'âme que vous me connaissez (*on rit*), je me suis dit : « Si je ne donne point un membre à l'Université de Londres, jamais M. Lowe ne pourra pénétrer dans le Parlement. » (*Rires et applaudissements.*) Alors il lui était impossible, comme il lui serait sans doute impossible en ce moment de se montrer sur un « hustings » quelconque du Royaume-Uni, si ce n'est au péril de ses jours. (*Explosion de rires.*) Je me suis donc dit qu'il y aurait grand dommage qu'un homme d'un talent pareil fût perdu pour la vie publique ; et comme je m'efforce de reconnaître et de faire prévaloir le talent partout et dans quelque parti que je le rencontre (*Rires*), j'ai fait ce qui dépendait de moi, dans le cas actuel, pour le mettre en relief. Mais, messieurs, dans ce monde, il ne faut jamais perdre entièrement de vue son propre intérêt. (*Rires.*) Aussi, je vous en ferai volontiers la confidence, je me suis dit, en ouvrant à M. Lowe l'accès du Parlement : « Aucun gouvernement dont fera partie M. Lowe ne saurait subsister longtemps, quand même il serait appuyé par une écrasante majorité. » (*Rires prolongés.*) Vous voyez que je ne me suis point absolument trompé.... Messieurs, j'en ai fini avec M. Lowe. » (*Applaudissements.*)

Constatons, en passant, qu'avec un bon goût qui lui fait honneur, M. Disraeli s'abstient de toute allusion épigrammatique à M. Bright, auquel l'état de sa santé a interdit de prendre aucune part très-sérieuse aux affaires durant ces dernières années. Voyons son conflit direct avec M. Gladstone.

« J'en ai fini, dit-il, avec M. Lowe. J'apprends qu'il s'est abandonné, hier, à une série d'invectives contre moi, mais j'ai tout lieu de croire qu'elles ont été plus vives qu'elles n'ont été heureuses. J'ai à vous parler d'un personnage d'un ordre tout différent, du premier ministre de notre pays, de M. Gladstone, homme d'un génie immense, transcendant, d'une prodigieuse érudition et qui, en ce moment, témoigne une anxiété fort naturelle quant à la solution d'un grand problème, — à savoir, les éléments sur lesquels reposent, en notre pays, la confiance et la sympathie publiques. Je remarque que M. Gladstone fait des appels, des appels plaintifs, je ne crains pas de le dire, en faveur de l'union du parti libéral. Messieurs, il est évident pour tous que si le parti libéral doit continuer à exister, comme tel, l'union lui est indispensable, mais comment obtenir cette union. Les diverses sections dont il se com-

pose sont séparées, séparées profondément, par les questions les plus graves qui puissent intéresser le gouvernement de la race humaine. Il est divisé sur la grande question de l'éducation nationale. Il est divisé sur les principes les plus essentiels de la distribution, parmi nous, du pouvoir constitutionnel. J'entends chaque jour proclamer, en son nom, les théories les plus extrêmes, les plus contradictoires, dont les conséquences et la portée n'ont nullement été considérées, mais qui sont promulguées par lui dans son désespoir de voir le pouvoir politique échapper de ses mains. Messieurs, je crois le parti libéral, comme parti organisé, arrivé à son agonie, et, notez-le bien, sans aucun effort excessif de notre part, car aucun parti n'a jamais eu une liberté d'action plus illimitée. Eh bien, permettez-moi de vous le demander, est-il possible de croire que des divergences aussi inconciliables puissent être effacées par une modification quelconque d'un *income tax* de six sous? (*Vifs applaudissements.*) Non messieurs, le grand conflit qui se livre en ce moment dans le Royaume-Uni tout entier a d'autres causes et une autre portée. Quant à moi personnellement, je suis prêt pour l'une et pour l'autre fortune, mais lorsqu'on nous reproche de ne point avoir de politique, souffrez que je vous rappelle qui nous sommes. Nous avons, nous aussi, quelque chose à défendre, quelque chose à revendiquer. Vous avez des institutions nationales dont la valeur n'a jamais été plus appréciée que dans ce moment où la vieille et historique Europe est en proie à tant de conflits et à tant de périls. La monarchie anglaise est en lutte, aujourd'hui même, à quelques attaques, mais les avantages d'un gouvernement monarchique ont-ils jamais été placés dans un plus éclatant relief? L'indépendance de votre Sénat national, composé de ceux qui, parmi nous, ont les plus puissants intérêts dans le pays, est, j'en ai la conviction, particulièrement chère aux cœurs de vos compatriotes. (*Applaudissements.*) Votre Église nationale n'a jamais été plus en mesure d'exercer sa bienfaisante influence, si la sagesse ne cesse point de présider à ses conseils et si elle demeure fidèle aux principes de son origine. (*Vifs applaudissements.*) Quand ces tutélaires institutions sont attaquées par un bizarre assemblage dont les uns répudient la royauté elle-même, — dont d'autres se rient du Sénat qui a tant de fois défendu, chez nous, la cause du bon et sage gouvernement comme des droits populaires, — dont d'autres voudraient détruire et dépouiller votre Église; quand votre liberté individuelle est menacée par d'incessantes innovations législatives, j'estime que nous avons à défendre une cause et à faire prévaloir une politique que l'Angleterre ne désavouera pas et que les électeurs du comté de Buckingham ne désertent jamais. » (*Applaudissements frénétiques et longtemps répétés.*)

Tel fut, en effet, le cri de guerre qui a conduit le parti conservateur à son prodigieux triomphe. Sa victoire dépassa toutes les prévisions. Il gagna 98 sièges sur ses adversaires contre 38 que lui enlevèrent les libéraux, et le déplacement de 60 votes qui en est résulté change, estime-t-on, en une majorité de 50 voix assurées à M. Disraéli celle de 66 voix sur lesquelles pouvait compter encore M. Gladstone. Les chiffres seuls ne donneraient, cependant, malgré leur importance, qu'une idée imparfaite du résultat véritable. Les florissants comtés d'Angleterre se prononcent pour la vieille cause dans la proportion de 154 sièges contre 33, les bourgs eux-mêmes dans une proportion de 142 contre 160, attribuant ainsi aux conservateurs une majorité nette de plus de 100 voix dans l'Angleterre même. Sans parler de Londres et du comté de Middlesex, où sept sièges sont enlevés aux libéraux, Manchester, Belfast, Brighton, Dublin, Glasgow, Newcastle, le comté d'Édimbourg témoignent du caractère universel et profondément populaire du triomphe. Quant à l'Irlande, la défaite ou la retraite de nombreux partisans du ministère devant des « *Home Rulers*, » entre autres M. Chichester Fortescue, qui s'est si honorablement signalé dans l'élaboration et la défense des principales mesures, n'est point un des moins étranges symptômes de l'instabilité de la race celtique en regard de la ténacité éclairée de ses dominateurs. En dehors de tout esprit de parti, le public anglais se réjouit bien naturellement en pensant que ses ministres sont, pour quelque temps du moins, affranchis de toute dépendance et de tous ménagements à l'égard de l'appoint révolutionnaire Irlandais. « Le gouvernement de l'Angleterre en Irlande n'a pas toujours été très-bon, » nous dit M. Guizot, il y a bien des années, « mais que serait le gouvernement de l'Angleterre par l'Irlande ! » On conçoit avec quel soulagement la Grande-Bretagne proprement dite voit s'évanouir la perspective d'une épreuve pareille.

Telles sont les conséquences de cette mémorable lutte qui prouve évidemment encore une fois qu'en Angleterre il y a quelqu'un qui a l'instinct politique plus sagace et plus élevé que personne, c'est tout le monde. Le patriotisme, chez ce peuple sérieux et réfléchi, n'est pas, comme ailleurs, on ne saurait trop le répéter, un sentiment purement géographique. Les Anglais aiment non-seulement le sol du pays natal, mais tous les monuments du passé qui le couvrent, toutes les traditions qui s'y rattachent, comme nous chérissons la demeure de nos pères, les bois qu'ils ont plantés, les jardins où notre enfance s'est écoulée, la vieille tour dont la cloche a frémi de joie sur notre berceau. Avec quel serrement de cœur ne voyons-nous pas disparaître chacun des vieux arbres qui ont ombragé nos premières lectures ; de quel œil jaloux nous surveillons les changements indispensables que le temps et la main des hom-

mes tendent à introduire dans ces lieux vénérés. C'est pour n'avoir pas compris toute l'intensité de ce sentiment, surexcité encore, en dernier lieu, par le spectacle des catastrophes du dehors, c'est pour l'avoir contredit dans ses paroles plus encore que dans ses actes, que l'éminent chef du dernier gouvernement a momentanément perdu la confiance de ses compatriotes. Il a l'âme trop élevée et trop fortement trempée, il a une trop longue expérience de l'inconstance des peuples et de l'ingratitude des hommes, pour se laisser abattre par cette infortune momentanée. En France, disait si justement M. de Montalembert, la popularité est passagère et l'impopularité durable : en Angleterre, l'une et l'autre sont également éphémères. Aux prises avec les difficultés du pouvoir, les successeurs de M. Gladstone auront, à leur tour, leurs épreuves à subir, leurs censeurs à affronter, et dans peu d'années, sans doute, le grand serviteur de la couronne et de la cause constitutionnelle qui vient de déposer le pouvoir, sera de nouveau appelé par le vœu public à l'exercer. Nous ne pouvons, en attendant, oublier que M. Disraeli représente un mouvement d'opinion aussi salubre pour la France et pour l'Europe que pour son propre pays, que jamais une parole n'a été prononcée par lui qui ne respirât la sympathie pour la France, soit dans nos revers, soit dans nos jours plus prospères, et tous nos vœux l'accompagnent avec la mesure convenable de notre ingérence dans des affaires qui ne sont point les nôtres.

En cherchant comme nous venons de le faire, à porter l'intérêt de nos lecteurs sur cette phase curieuse d'une vie politique qui nous est étrangère, nous avons la conscience de nous être exposé à deux objections intimes. Le mouvement essentiellement populaire, nous dira-t-on, qui vient de se produire en Angleterre a pour objet de défendre des institutions existantes et dont la valeur est appréciée avec ardeur. Quel sentiment analogue pourrait se produire chez nous où tout a été réduit en poussière et où nous avons à poser jusqu'aux premiers fondements d'un édifice constitutionnel quelconque? Qu'il nous soit permis de le rappeler, l'Angleterre a vu, comme nous, son roi décapité, ses princes et sa noblesse exilés, son trône brisé, ces églises dévastées. Elle a vu, sous le vain symbole de la République, un chef militaire pénétrer dans le sanctuaire des lois et s'écrier : « Enlevez ces jouets, » en montrant dédaigneusement du doigt les emblèmes, — plus vénérés que jamais aujourd'hui même, — de l'autorité parlementaire. A la domination de Cromwell, qui, du moins, n'avait attiré sur sa patrie aucune catastrophe, quand le « petit grain de sable » vint déjouer tant de vastes projets, succède une période de prostration politique qui n'a point été inconnue ailleurs. De vagues et impuissantes aspirations rem-



plissent le pays ; les dépositaires d'une autorité éphémère et méconnue, Richard Cromwell, Lambert, sont aussi incapables de l'exercer que la nation elle-même de l'accepter ou de s'y soustraire. Quelques années encore et la dissolution sociale sera complète. Cependant, dans le profond mystère d'une seule et puissante volonté, tout a été compris, tout a été prévu, tout a été réglé. Un seul a pressenti depuis longtemps ce que chacun pensait sans oser le dire, ce que chacun souhaitait sans avoir le pouvoir de l'accomplir. Un des plus grands bienfaiteurs politiques, le plus grand, peut-être, que l'Angleterre a connu, apparaît sur la scène et, sous l'égide de Monk, la monarchie héréditaire avec tous ses bienfaits est restituée à la nation au milieu de transports d'allégresse. Joies bien légitimes et bien prophétiques, inaugurant dignement les deux siècles de prospérité et de grandeur qui datent de cette journée à jamais mémorable. Qu'eussent été, en effet, sans elle, l'histoire et la condition future de l'empire britannique ?

Peut-être estimera-t-on encore que, si l'Angleterre a eu, en effet, quelques phases historiques analogues aux nôtres, des révolutions tellement plus profondes que les siennes nous ont bouleversés, des divergences si essentielles se manifestent entre le génie et le caractère des deux peuples, qu'il est puéril de chercher auprès de l'un des exemples qui puissent profiter à l'autre. Nous répondrons, en terminant, à cette seconde objection par un simple rapprochement historique. Il y a un siècle environ, on murmurait vaguement à la cour de France qu'il y avait, à peu de distance de nos côtes, un étrange pays où l'autorité du roi, singulièrement respectée d'ailleurs, était contrôlée et contenue dans ses écarts par deux autres pouvoirs qui tenaient leur mandat, à des titres divers, de la nation elle-même. L'allocation attribuée au prince était soigneusement séparée des ressources mêmes de l'État, dont toutes les dépenses et toutes les recettes, minutieusement examinées et consenties par le Parlement, étaient fidèlement portées, chaque année, à la connaissance du pays. De là, un curieux système avait pris naissance qui, sous le nom de crédit public, donnait à des chiffons de papier la même valeur qu'au numéraire et mettait à la disposition du gouvernement, dans ses guerres les plus formidables, des ressources, fictives de leur nature, mais aussi efficaces que tous les trésors de Crésus ; contraste assez remarquable avec la situation de banqueroute permanente, et généralement de banqueroute frauduleuse, qui constituait alors l'état financier des autres nations européennes. Tous les sujets de la couronne étaient également admis à tous les emplois et aucun d'eux ne jouissait de la moindre immunité devant les lois. Celles-ci, votées après des discussions prolon-

gées et publiques, consenties par les trois pouvoirs, étaient à l'abri de toute violation, de toute modification arbitraire. Nul sujet ne pouvait être détenu sans la sentence d'un tribunal indépendant, rendue d'accord avec une réunion de citoyens convoqués à cet effet. Les noms bizarres de « stocks, » de « jury, » de « budget, » de « liste civile » et bien d'autres encore étaient prononcés en ricanant à l'appui de ces assertions qui trouvèrent tant d'incrédules que quelques hardis explorateurs se décidèrent à en constater l'exactitude sur les lieux mêmes. Ils revinrent pleinement édifiés et fondèrent une école peu nombreuse, il est vrai, mais persuadée que ce qui convenait si bien à une des grandes familles humaines pourrait trouver son application chez d'autres. « Qu'avez-vous été faire en Angleterre, dit Louis XV à un de ces « anglomanes » récemment revenu de son voyage. — Sire, j'ai été apprendre à penser! — A panser des chevaux? » répliqua aigrement le roi. Le noble touriste avait bien fait, si ses goûts l'y portaient, d'examiner les écuries anglaises, mais il avait rencontré en dehors d'elles des sujets plus dignes de ses méditations. Aussi quand, à bout de voies, et ne pouvant plus porter la seule responsabilité d'un régime en pleine dissolution, l'infortuné Louis XVI se décida enfin à faire appel aux conseils de la nation, les anglomanes introduisirent-ils les réformes les plus salutaires et les plus durables. Ce n'est pas pour avoir trop écouté leur école mais pour avoir cherché ses inspirations ailleurs que la France de nos pères a subi tant de mécomptes et de malheurs. Qu'une cruelle expérience nous donne la circonspection qui leur a fait défaut. Dans le domaine de la politique, non moins que dans celui de la science, les inventions dont une sage pratique a constaté l'excellence sont les seules que les peuples voisins doivent tendre à s'approprier, et elles ne sauraient rester longtemps le patrimoine exclusif de leurs auteurs. N'hésitons donc pas plus que par le passé, et en dépit des critiques comme des défaillances, à emprunter à l'Angleterre, en échange de tout ce qu'elle nous doit elle-même, ce qu'elle a produit dans l'ordre constitutionnel de plus digne d'émulation, et si nous ne sommes point arrivés encore à des mœurs politiques aussi exemplaires que les siennes, ne cessons pas du moins d'y aspirer.

C<sup>te</sup> DE JARNAC.

# UN MARQUIS

PETIT POÈME VENDÉEN

---

Sous des quinquets fumeux aux lueurs indécises,  
Le tribunal d'Angers ce soir tient ses assises :  
Oh ! que de fronts tendus vers l'appel de leurs noms !  
— Domestiques, bourgeois, *brigands* pris à la guerre,  
Et dans un coin, vêtu d'une bure vulgaire,  
Un grand vieillard, plus grand que tous ses compagnons.

Malgré l'habit grossier le haut rang se devine :  
Sa tête vous saisit, sa tête noble et fine.  
Par la longue existence il a les traits pâlis.  
C'est le dernier la Haye... O l'intrépide race !  
Jeanne d'Arc les a vus, se pressant sur sa trace,  
*Bouter les Anglais hors du royaume des lis.*

Aux pieds de François même ils tombaient à Pavie ;  
Sur tous nos champs d'honneur ils ont joué leur vie ;  
Tous nos drapeaux sont teints de leur sang généreux  
— « Il n'est pas un soldat plus brave en notre armée ! »  
Ainsi dans Berg-op-Zoom, sur la brèche enflammée,  
Un héros, Lowendahl, vantait leur dernier preux.

Pour son Dieu, pour son Roi, quand l'Anjou se soulève  
C'est ce preux qui du mur décroche son vieux glaive

Que pèsent à son bras ses quatre-vingt-huit ans !  
Demandez à Ronsin, demandez à Santerre,  
Si l'Âge avait glacé sa vertu militaire;  
S'il savait, à Coron, mener au feu les Blancs !

Triste, il songe comment finit sa destinée ;  
Le ciel selon son vœu ne l'a point terminée :  
Soldat, il demandait à périr en soldat...  
— Mais son nom retentit au milieu du silence,  
Puis un juge, d'un air où perce l'insolence :  
— « Blanchis-toi, *ci-devant*, de ton noir attentat. »

— « *La mort !* mettez : *La mort !* sur votre infâme liste,  
« Bourreaux !... Ne suis-je pas chrétien, moi ? royaliste ?  
« Gentilhomme ?... Il suffit ; sinon, j'ajouterais :  
« Juges ! si plus que vous quelque chose en ce monde  
« Mérite mon mépris et ma haine profonde,  
« Ah ! c'est la vie, — alors que je vous la devrais ! »

Il se rend au supplice, et telle est sa prestance,  
Qu'autour de l'échafaud la hideuse assistance  
De ses cris ce matin ne déchire pas l'air...  
— Ce front, ce beau front blanc d'antique patriarche,  
Radieux, vers le ciel monte de marche en marche :  
L'assaut de Berg-op-Zoom le vit seul aussi fier.

ÉMILE GRIMAUD

---

# REVUE CRITIQUE

---

- I. *Les premières civilisations*, par Fr. Lenormant. 2 vol. — II. *L'Année géographique*, par M. Vivien de Saint-Martin. 1 vol. — III. *Correspondance de Lamartine*. 3 vol. — IV. *Œuvres choisies de Ronsard*. 1 vol. — *Poésies de Malherbe*. 1 vol. — V. *Horace*, trad. en vers par M. le comte Siméon. 2 vol. — VI. *Le Pègre de Réville et l'Oratoire de Jésus*, par M. l'abbé Houssaye. 1 vol.

Le domaine de l'histoire s'agrandit avec rapidité, depuis un demi-siècle, du côté de l'Orient. On pousse, dans cette direction, des reconnaissances aussi hardies et aussi heureuses que celles qu'avec une ardeur égale nos navigateurs dirigent vers les obscures régions du pôle Nord. Chaque jour, on pénètre plus loin dans « cette nuit des temps » où, selon l'expression consacrée, se perd l'origine de tous les peuples primitifs. La lumière se fait autour de ces grands débris d'empires submergés qui ne se montraient à nous, jusqu'ici, dans les historiens grecs et latins, que comme les monstres antédiluviens que recèlent les couches sédimentaires du globe, rares, mutilés et défigurés pour la plupart. Au lieu de fouiller les livres qui parlent de ces empires, on a fouillé le sol sur lequel ils avaient vécu et étaient tombés; des exhumations analogues à celles de la géologie ont eu des résultats du même genre, et plus sûrs encore; un monde qu'on croyait perdu a ressuscité, et a pris la parole pour nous raconter lui-même son passé. Les cendres muettes de Thèbes, de Babylone et de Ninive se sont ranimées et ont recouvré la voix. Tous ces tombeaux, ces obélisques, ces sphinx, ces grands bœufs couronnés, ces pavés couverts de signes mystérieux, et condamnés depuis des milliers d'années au silence, nous parlent aujourd'hui, et nous disent qui les a faits, et pourquoi. On dirait des êtres sortis d'un long enchantement, à qui la baguette d'une fée a rendu l'usage de la langue. Cette fée, c'est l'étude.

On peut donc dire, comme les géologues, en appliquant le terme à un autre ordre de faits, qu'il y a aujourd'hui une « période préhistorique »

dûment constatées, et avec laquelle la vieille histoire doit désormais compter. Il n'est plus possible, même dans l'enseignement élémentaire, de s'en tenir, à l'endroit des vieux empires de l'Orient, aux notions incomplètes, décousues et souvent erronées, que nous en donnent les Grecs, et aux renseignements, autrement exacts d'ailleurs, que nous fournissent incidemment les Livres saints. L'histoire des Assyriens, des Babyloniens, des Égyptiens, des Mèdes, des Perses, est à refaire aujourd'hui. Quoique moins nombreux encore qu'ils ne le deviendront, il faut l'espérer, les matériaux que nous devons aux explorations des cinquante dernières années suffisent pour restituer dans leurs parties essentielles et remettre sur pied ces colosses, qui ne sont pas seulement curieux à contempler en eux-mêmes, mais dont le rôle est nécessaire à connaître pour la complète intelligence des événements célèbres auxquels leurs noms se trouvent mêlés. La jeunesse ne saurait plus rester étrangère aux découvertes faites dans ces régions du passé où confinent, en s'y égarant parfois, les belles histoires dont elle meuble son esprit.

Ainsi l'avait pensé, il y a déjà dix ans, un savant laborieux et modeste que nous comptons avec honneur parmi les rédacteurs de ce recueil. M. Robiou, dans le but d'arracher, sur ce point, nos écoles à l'enseignement routinier qu'elles gardent religieusement depuis le temps de Rollin, avait rédigé un précis de l'histoire ancienne des peuples de l'Orient<sup>1</sup>, où sont coordonnés et présentés, avec l'habileté d'un maître expérimenté, les résultats auxquels, à cette époque déjà, était arrivée l'étude des antiquités orientales. Malgré les progrès faits depuis dans ce champ largement exploité, le livre de M. Robiou a, comme travail élémentaire, conservé sa valeur, et peut utilement servir au moins à l'enseignement privé de l'histoire ancienne.

Avec plus d'éclat, de hardiesse, et dans un but un peu différent, un autre de nos collaborateurs, M. François Lenormant, a repris, il y a deux à trois ans, la même idée. Ce n'est plus la jeunesse des écoles seulement qu'il a voulu faire participer à la connaissance nouvelle que, dans les hautes régions du savoir, on a aujourd'hui du vieux monde; c'est, pour nous servir de son expression, le grand public qu'il a entendu y initier, et dont il a cherché à rectifier, à cet égard, les préjugés classiques. On sait vaguement, dans le monde, que l'archéologie, la philologie, l'érudition ont fait sortir des peuples entiers de leur tombe; mais les lectures prodigieuses qu'il faudrait faire, les masses de livres qu'il faudrait remuer pour se rendre bien compte de ces découvertes et en dégager les résultats, épouvante à bon droit. Oui, dit-on, nous savons que cette histoire primitive de

<sup>1</sup> *Histoire ancienne des peuples de l'Orient*, jusqu'au début des guerres médiques, mise au niveau des plus récentes découvertes, à l'usage des établissements d'instruction secondaire, par Félix Robiou, ancien élève de l'École normale. 1 vol. in-12 avec questionnaire et atlas. — Douniol, édit.

l'Orient, point de départ de toutes les autres, a été complètement renouvelée depuis un demi-siècle; mais où trouver réuni et clairement exposé l'ensemble des faits acquis? C'est pour répondre à ce désir, maintes fois exprimé, que M. Lenormant a écrit, sous le titre de *Manuel de l'histoire ancienne de l'Orient*<sup>1</sup>, un livre plein d'intérêt, dont il a été parlé ici lors de son apparition, et que le soin avec lequel l'auteur l'a tenu au courant des découvertes nous fait un devoir de rappeler. M. Lenormant y a fait, pour la science historique, avec la supériorité que donne une compétence véritable, ce que font chaque jour, pour les sciences naturelles, ces vulgarisateurs ingénieux qui, sous mille formes diverses, en popularisent les notions et les progrès.

Sans être didactique ni élémentaire dans le sens rigoureux du mot, ce livre, de pure exposition, a une forme qui en écarte les discussions critiques. Ceux des lecteurs de M. Lenormant qui auraient à lui demander de plus longs détails ou des explications plus étendues, trouveront sur quelques points de son travail des développements neufs et curieux dans un nouvel ouvrage qui vient de paraître sous ce titre : *les Premières civilisations*<sup>2</sup>. C'est un recueil d'études complémentaires du *Manuel d'histoire ancienne*, dont quelques-unes ont été publiées ici-même, et que l'auteur a naturellement classées dans l'ordre de son premier ouvrage. La plupart ont pour occasion ou pour motif des faits scientifiques nouveaux ou de nouveaux essais d'interprétation de faits connus. Telle est l'étude sur l'*homme fossile*, écrite à l'occasion d'un excellent traité de paléontologie humaine, où les conclusions anti-bibliques prématurément tirées d'une science qui n'en est qu'à son début sont péremptoirement réfutées, et où M. Lenormant déclare que « la loi du progrès continu, qui ressort si lumineuse des recherches de la paléontologie humaine et de l'archéologie préhistorique, n'a rien de contraire aux croyances chrétiennes; » ajoutant même qu'à ses yeux il n'est pas de doctrine historique qui s'harmonise mieux avec elles, et que les contester, c'est méconnaître la beauté du plan divin d'après lequel se sont déroulées les annales de l'humanité. Tel est encore le savant morceau qui suit, sur l'*invention des métaux*, et où se trouvent réduites à leur juste valeur scientifique les inductions que l'on prétend tirer de la présence des instruments en pierre trouvés en divers lieux.

L'exhibition, à l'Exposition universelle de Paris, d'un certain nombre de monuments de l'antiquité égyptienne a fourni la matière de trois articles qui s'ajouteront, avec profit pour les lecteurs, aux chapitres sur l'Égypte dans le *Manuel d'histoire ancienne*, mais qui, tout riches qu'ils sont en renseignements, ne convaincront pas, nous en avons peur, que l'Égypte soit, comme le dit M. Lenormant, le pays que l'on « connaît le mieux au-

<sup>1</sup> 3 vol. in-12. A. Lévy, édit., rue de Seine, 29.

<sup>2</sup> 2 vol. in-8. Maisonneuve et C<sup>e</sup>, édit.

jourd'hui dans tous les détails de sa vie et de son organisation, même aux époques les plus reculées, — mieux que l'Athènes de Périclès, la Rome d'Auguste, ou même la Florence du quinzième siècle. »

La plupart des études du second volume : *Le déluge et l'épopée babylonienne* — *Un véda chaldéen*, — *Un patriote babylonien*, etc., ont paru ici dans le courant de l'année dernière, et n'ont pas plus besoin d'être rappelées que louées.

## II

Tous les ans, M. Vivien de Saint-Martin publie, sous le titre d'*Année géographique*, une revue des derniers progrès faits dans la reconnaissance de la planète que nous habitons et où, bien qu'elle ne soit pas des plus grosses et qu'on l'ait explorée dans ces derniers temps avec ardeur, il reste encore beaucoup à découvrir et à rectifier. Le volume pour 1873 vient de paraître<sup>1</sup>. On le trouvera peut-être un peu moins riche que quelques-uns des précédents en renseignements nouveaux ; il n'a pas été ouvert, dans l'année qui vient de finir, d'horizons bien larges sur les régions inconnues ; le centre de l'Afrique, notamment, est toujours un mystère, et la mort, aujourd'hui malheureusement bien constatée, de Livingstone, nous enlève une grande partie de l'espoir assez prochain, semblait-il, que nous avions d'y pénétrer. Cependant de grands efforts sont encore dirigés de ce côté. L'expédition de sir Samuel Baker a ouvert une voie vers le grand bassin de l'Albert-Nyanza : l'exploration de cette région ne saurait être bien éloignée, dit M. Vivien de Saint-Martin, et il n'est pas impossible qu'elle soit réservée à M. Baker lui-même. Deux missions sont, d'ailleurs, on le sait, parties d'Angleterre pour aller, non plus à la recherche, mais à la rencontre de Livingstone, et il n'est pas impossible qu'en dehors du but spécial et actuellement déçu qu'elles se proposaient, elles n'en atteignent un autre de quelque importance. Il y a, de plus, l'expédition allemande du docteur Bastian, en route pour l'exploration de l'Afrique équatoriale, et dont les dernières nouvelles confirmeraient, paraît-il, l'existence, sous la ligne, d'une nation de nains dont notre compatriote Du Chaillu avait déjà eu connaissance.

La France elle-même, toute épuisée, toute mutilée qu'elle soit, est représentée dans cette espèce d'assaut contre le cœur de l'Afrique ; un courageux explorateur dont le *Correspondant* a déjà eu quelques communications, M. le marquis de Compiègne, est parti depuis plus d'un an, comme nous l'avons dit, avec l'intention de pénétrer, par le fleuve Ogovaï, dans

<sup>1</sup> *L'Année géographique*, revue annuelle des voyages de terre et de mer. 1 vol. in-12 avec carte. Hachette.



le massif encore inexploré de l'Afrique tropicale du Sud, et ce que l'on sait du voyage de M. de Compiègne et de son compagnon, M. Marche, donne de grandes espérances.

M. Vivien de Saint-Martin nous montre, sur plusieurs autres points du continent africain, les investigateurs à l'œuvre. Et, cependant, ce n'est pas, cette année, sur cette partie du monde qu'il appelle plus spécialement l'attention. C'est en Asie, selon lui, que la géographie est aujourd'hui en voie de faire des progrès, grâce surtout aux conquêtes et aux opérations des Russes dans le Turkestan, en Chine et au Japon. Il se fait là des choses pleines d'avenir, que l'on connaît peu ou point, sur lesquelles M. Vivien de Saint-Martin a bien fait, cette fois, d'appeler en premier lieu l'attention. Les Russes étudient l'Orient comme on fait d'un domaine qu'on a le projet d'acquérir. On verra, non sans quelque étonnement, dans l'*Année géographique* de 1873, l'indication et l'analyse des nombreux et significatifs ouvrages qu'ils ont publiés sur Khiva, sur le Turkestan, la Mongolie, les confins de la Chine et les mers du Japon. Mais, en tous ces lieux, ils ont des concurrents plus actifs encore, non moins bien avisés qu'eux, et dont les publications ne sont pas moins nombreuses : ce sont les Anglais, qui les observent avec une attention soucieuse. Nous-mêmes, sous ce rapport, nous tenons là un certain rang : les travaux de nos ingénieurs et de nos officiers de marine ne font pas mauvaise figure, dans le catalogue qu'en donne M. de Saint-Martin, à côté de ceux des Anglais et des Russes.

Ces catalogues, généralement bien renseignés, donnent, pour les hommes d'étude, un grand prix aux volumes de l'*Année géographique*. On y trouve, en effet, chaque année, l'indication, plus ou moins développée, selon l'importance du sujet, de tout ce qui a paru, en France et à l'étranger, soit à part, soit dans les recueils périodiques, sur la géographie et les sciences qui s'y rattachent. Nous venons de signaler ce qui fait le principal intérêt du volume de 1873. Il ne serait pas juste d'omettre, dans cette indication, un chapitre particulièrement curieux sur la région arctique, riche de renseignements bibliographiques et qu'accompagne une nouvelle et excellente carte du pôle Nord. Comme nous le disions en commençant, l'*Année géographique* de 1873 n'est donc point inférieure aux précédentes.

### III

Grâce à l'incident académique dont tout Paris s'entretient depuis huit jours, et dont nous n'avons pas à nous occuper à cet endroit, puisque la littérature n'y est pour rien, le nom de Lamartine est revenu à la surface du grand courant qui emporte si rapidement chez nous toute chose. Le troisième

volume de sa *Correspondance*, qui vient d'être publié<sup>1</sup>, paraît donc on ne saurait plus à propos. Il est particulièrement curieux. Nous y trouvons Lamartine délivré du double poids sous lequel on le voit se débattre et gémir dans ses lettres : l'obscurité et la gêne. Il est passé, bien passé, au moins pour de longues années — hélas ! il devait revenir dans la vieillesse ! — ce temps où deux louis reçus d'une vieille tante ravissaient le futur poète et le faisaient s'écrier : « *Domine salvam fac* ma tante ! » et où il écrivait à son ami de Virieu : « Tout mon avoir se réduit à quatre francs dix sous, et douze francs de dettes, et j'ai peu d'espérance pour le jour de l'an ; » où il brûlait de quitter Milly, si tendrement chanté depuis, s'y ennuyait à mourir et rêvait de voyages, pouvant à peine, tant ses « douces finances étaient petites, » se permettre une excursion sur les bords de la Saône, à Oullins, à la grotte de Rousseau. Aujourd'hui il a publié les *Méditations poétiques*, pour lesquelles la sœur de son ami, mademoiselle Fanny de Virieu, lui a dessiné une vignette : « un rocher sauvage et pittoresque dominant un lac, une plaine, l'espace, quelques arbres superbes sur le rocher, et la lune se levant par-dessus, en éclairant tout d'un beau jour ; debout sur le rocher, une figure de femme représentant la méditation ou l'enthousiasme, » ainsi qu'il l'annonce lui-même à ses amis. On est en 1820 ; les *Méditations* ont un succès inouï et des éditions nombreuses en moins d'un an, et Lamartine est à Turin, d'où il conte à M. de Veydel toutes ses étonnantes fortunes : « J'ai imprimé un petit volume qui a eu un succès étonnant ; on en est à la quatrième édition en trois mois. Cela m'a fait placer à Naples, où je vais. Mais en route, et après bien des traverses, comme tu peux le présumer, je me suis marié à cette jeune Anglaise que tu sais. Il y a trois semaines de cela, et je suis, sous tous les rapports, plus heureux que je ne pouvais même le désirer : il y a vertu, attrait, esprit, bonté, amour et fortune. Elle est fille unique, et je l'emmène avec sa mère à Naples, où nous allons prendre une maison de campagne à Portici et vivre le plus paisiblement possible. »

Ce volume nous conduit, dans la biographie [du poète, jusqu'à 1826 et nous fait repasser ses plus belles années. De Naples, il est revenu en France, a fait un voyage en Angleterre, et a été envoyé à Florence, où il est secrétaire de légation. Il a publié le *Dernier chant de Childe-Harold*, qui lui a valu un duel avec le général Pépé, dont il a reçu un coup d'épée dans le bras. Il se console de cette petite mésaventure par l'intérêt qu'il excite, par la satisfaction qu'il éprouve d'apprendre que ses admirateurs, et surtout ses admiratrices, ont tremblé pour ses jours, par l'heureux embarras que lui cause « l'Europe, qui passe chez lui » pendant ses fonctions intérimaires de chargé d'affaires de France. Sauf qu'il n'a pas de fils, ce dont sa femme et lui se désolent, il est heureux, car il est — et il en a la conscience —

<sup>1</sup> 4 vol. in-8°. Librairie Hachette

dans la maturité de son talent. Les *Harmonies poétiques* sont à peu près achevées; il les envoie en manuscrit à ses amis de France qui, semble-t-il, en paraissent ravis, et on parle de les publier. Bref, il est heureux, répétons-le, autant qu'on peut l'être ici-bas. Toutefois, des signes dangereux apparaissent dans le lointain de son horizon : la poésie ne lui suffit plus, il prend goût à la vie du dehors : « Je ne fais plus d'*harmonies*, écrit-il au comte de Virieu, parce que je me couche à une heure du matin régulièrement... J'attends demain les Barols pour quinze jours chez moi; je veux les combler. Je vois toujours le même monde que de ton temps. » Puis la politique l'a mordu; la carrière de député, — de ministre, qui sait? — le tente. Dans une de ses dernières lettres de l'année 1826, il écrit au comte de Marcellus : « J'ai plus de politique que de poésie dans la tête, quoi que vous en puissiez penser, et un jour nous nous retrouverons de tribune à tribune. » Ce jour se fit attendre, au gré du poète, mais il n'arriva que trop tôt, au sentiment de ses amis d'alors, qui sera aussi, croyons-nous, celui de la postérité.

## IV

L'habile et savant éditeur d'André Chénier, M. Becq de Fouquières, vient de remettre sous les yeux du public les pièces d'un débat littéraire qui fit grand bruit il y a une quarantaine d'années et retentit jusque dans les couches les moins lettrées de la population parisienne. Il se jouait, vers 1830, nous ne savons plus sur quel théâtre du boulevard du Crime, une féerie où des diables délibéraient sur le supplice à infliger à l'âme d'un scélérat triplement digne d'être précipité dans l'enfer. Il s'agissait de trouver un supplice « bien conditionné, » disaient ces exécuteurs des hautes œuvres divines. Le doyen opinait pour la grande chaudière traditionnelle — « Va donc, avec ta chaudière, vieux classique! » lui criaient les jeunes. Et les galeries d'applaudir. *Classiques! Romantiques!* telles étaient les épithètes qu'on se jetait à la face en ce temps-là. L'heureux temps! Les deux partis avaient leurs chefs dans le passé, chefs que le gros de l'armée connaissait peu, de part et d'autre, mais dont le nom n'en avait que plus d'autorité. Malherbe était le *Montjoye-Saint-Denis* des premiers, et Ronsard le *Coucy-à-la-Merveille* des seconds. On ne les lisait peut-être pas beaucoup, mais on les avait sous la main. Pour Ronsard, dont les œuvres n'avaient pas été réimprimées depuis deux cents ans, et qui étaient fort rares d'ailleurs, on en était réduit au choix qu'en avait publié M. Sainte-Beuve, au début même de sa carrière littéraire (1828). Les ressources, pour Malherbe, étaient plus abondantes, grâce aux réimpressions qui n'avaient cessé de se faire de ce roi des poètes français, le seul monarque dont l'autorité était restée jusque-là incontestée. Ces éditions laissaient

plus ou moins à désirer dès lors, et aujourd'hui ne répondraient plus aux exigences nouvelles d'une partie des lecteurs et — disons-le — à l'ignorance de l'autre. A ces derniers, il faut, pour bien lire ces deux poètes dont la langue a vieilli, des commentaires interprétatifs, voire, au moins pour le premier, un vocabulaire courant. Ceux de la première catégorie, les gourmets, réclament des reproductions fidèles de textes avec collations et variantes, — des éditions critiques, en un mot.

Or ce sont des éditions de ce genre et répondant à la fois aux deux classes de lecteurs dont nous parlons ici, que celles que M. Becq de Fouquières a récemment données de Ronsard et de Malherbe<sup>1</sup>. Elles n'offrent, toutes les deux, que les œuvres d'élite des deux poètes. Le choix fait dans Ronsard est à peu près la reproduction de celui que Sainte-Beuve avait ajouté à son *Tableau de la poésie française au seizième siècle* qui fut, comme on le sait, le manifeste de l'école romantique; mais, outre que le texte en a été singulièrement amélioré, le nouvel éditeur l'a revêtu de tout ce qu'il y avait de plus propre à le faire entendre et goûter. Ronsard avait, comme tous les écrivains de son temps, une orthographe assez fantaisiste et très-peu régulière. M. Becq de Fouquières l'a respectée, mais en y introduisant quelque uniformité. Ce qui exigeait davantage du nouvel éditeur, c'était la langue du poète qui n'a pas autant parlé grec et latin en français que l'a dit Boileau, mais qui, ainsi que le remarque fort justement M. Becq de Fouquières, « s'ingéniait à faire revivre les vieux vocables français que les dialectes populaires maintenaient et maintiennent encore en honneur. » Beaucoup de ses termes et de ses locutions n'en sont pas, pour cela, plus intelligibles aujourd'hui. L'éditeur a suppléé à ce qui manque, pour nous, sous ce rapport, à la langue du chef de la *Pléiade*, par des notes nombreuses, mais sobres et ingénieusement combinées pour se développer et se compléter l'une par l'autre; placées au bas de la page, elles donnent tout de suite l'interprétation du terme ou de la locution obscure, et rendent, par là, la lecture plus agréable et plus expéditive que n'aurait fait un vocabulaire. Un travail plus neuf et non moins important, c'est un Index consacré à la versification de Ronsard, et qui a pour objet de donner une idée des rythmes que l'intrépide innovateur a inventés ou importés dans notre langue. Nous regrettons que M. Becq de Fouquières n'ait pas donné plus de développements à cette partie de son commentaire: il présume trop de la majorité des lecteurs en supposant qu'ils remarqueront d'eux-mêmes tout ce que, sous ce rapport, il y a de richesse poétique dans les œuvres de Ronsard.

L'édition des poésies de Malherbe est conçue dans le même système.

<sup>1</sup> *Œuvres choisies de Ronsard*, avec notes et index. 1 vol. in-12. Charpentier, édit.  
— *Poésies de Malherbe*, accompagnées du commentaire d'André Chénier. 1 vol. in-12. Charpentier, édit.

La langue de Malherbe a déjà beaucoup vieilli, et M. Becq de Fouquières a dû souvent, comme pour Ronsard, ajouter, au bas des pages, des notes explicatives : elles sont courtes aussi et toujours très-claires. Quant au commentaire littéraire, il y avait celui d'André Chénier que nous a fait connaître, il y a vingt-cinq ans, M. de Latour. M. Becq de Fouquières s'en est emparé, ne se flattant pas de faire mieux. Il s'est borné aussi à placer en tête du volume, à titre de notice historique sur l'auteur, la simple et honnête vie de Malherbe par Racan, son élève, que le vieux maître voulait bien appeler son rival. Des extraits de la correspondance de Malherbe relatifs à ses pièces et quelques jugements des contemporains complètent heureusement ces renseignements historiques qui, tout brefs qu'ils sont, suffisent pour placer ce « restaurateur de la poésie française » sous le jour où il faut le voir pour le bien comprendre.

## V

Parler d'Horace après Malherbe et Ronsard n'a rien que de naturel; c'est remonter des élèves au maître. Et le souvenir de ce maître, il est peu de vers de ses disciples qui ne l'éveillent. Le voici du reste lui-même, le chantre de Leuconoé, l'ami de Virgile, le courtisan de Mécènes, l'habile conciliateur d'Épicure et de Socrate, l'arbitre du bon goût et le fléau des mauvais poètes, le voici s'essayant, pour la centième fois, à rimer dans notre langue et s'y montrant sensiblement en progrès. La traduction en vers que M. le comte Siméon nous donne aujourd'hui de ce poète<sup>1</sup> est en effet très-supérieure aux précédentes. Comme celles de Daru, de Duchemin, de Ragon, elle est complète et comprend toutes les œuvres du poète romain, odes, épîtres, satires, sans compter les pièces et portions de pièces qui ne figurent pas dans les éditions *ad usum scholarum*.

Ce n'était pas une médiocre hardiesse que de s'attaquer ainsi à l'œuvre entière d'un poète si diversement et si richement doué. De nos jours, Wailly, Wanderbourg, Halévy se sont montrés plus prudents et n'ont abordé le monument que sous l'une de ses faces, qu'après s'être tâtés, selon le conseil du poète lui-même :

Sumite materiam vestris, qui scribitis, æquam  
Viribus...

Mais tant de précautions n'est pas un signe bien certain de puissance, même dans l'ordre des choses auxquelles on se borne. Qui sait si bien ce à quoi il n'est pas propre est-il bien apte à ce dont il se croit capable? Pour

<sup>1</sup> *Horace*, traduction en vers français, par M. le comte Siméon. 2 vol. in-12. Paris, Jouaust, librairie des Bibliophiles.

n'avoir traduit, l'un que des odes, l'autre que des satires ou des épitres, se sont-ils mieux tirés de leur tâche que ceux qui n'ont reculé devant rien? Nous en doutons. M. le comte Siméon est du nombre de ces audacieux pour qui la Fortune a des faveurs, comme disaient les anciens. Sa traduction complète des Œuvres d'Horace est généralement heureuse; il n'est pas un des genres qu'a illustrés le poète latin où il n'ait réussi dans une large mesure, même dans les odes où notre langue et notre versification ont si peu de ressources pour lutter avec la versification et la langue des Latins. Il nous semble, en effet, que la douceur mélancolique du sentiment et la grâce des images de l'Ode à Dellius :

*Equam memento rebus in arduis  
Servare mentem...*

sont heureusement rendues par ces strophes :

Souviens-toi de garder toujours une âme égale,  
Qui sache supporter les revers sans fléchir,  
Le succès sans montrer de faiblesse morale.  
Car, Dellius, il faut mourir.

Mourir, soit que les maux aient seuls rempli ta vie,  
Soit que, toujours en fête et dans un doux repos,  
Tu boives à l'écart et sur l'herbe fleurie,  
Le falerne de tes caveaux.

Tu sais ce lieu charmant où l'ombre hospitalière  
Du pâle peuplier et du pin orgueilleux  
Ménage un doux abri près de l'eau vive et claire  
Qui fuit en ruisseau sinueux.

Ami, fais-y porter et la rose éphémère  
Et les parfums choisis et l'amphore de vin,  
Pendant que le permet ta fortune prospère  
Ton âge et ton heureux destin.

Cette maison, ces parcs artistement tracés,  
Séjour délicieux que le blond Tibre arrose,  
Il faudra les quitter pour qu'un autre dispose  
De tous ces trésors entassés.

Que tu sois sans asile et d'une race infime,  
Que tu sois riche et fils de l'antique Inachus,  
Il n'importe, l'Enfer réclame sa victime,  
Qu'attend l'impitoyable Orcus.

Tous nous sommes poussés vers la rive infernale,  
Dans l'urne est agité le nom de tout mortel :  
Ce nom sort tôt ou tard, et la barque fatale  
Nous mène à l'exil éternel.

Quelques épithètes oiseuses, faiblesse *morale*, par exemple, quelques mots dont le sens n'est pas précisément, chez nous, celui qu'il avait à

Rome, détonnent çà et là, comme ici *enfer et infernale*; mais, en somme, la copie est heureuse.

Elle l'est davantage dans les épîtres et les satires, et cela ne doit pas surprendre. Outre que nous nous rapprochons plus des Romains par les idées que par les sentiments, notre langue et notre versification emboîtent de plus près le pas avec le *sermo pedestris* d'Horace. Le lecteur s'en convaincrait, pensons-nous, si nous pouvions citer; mais, ici, quelques vers seraient insuffisants et la place nous est faite courte. Donnons pourtant, comme échantillon, quelques vers du *Fâcheux* : *Ibam forte via Sacra* :

Sur la *via Sacra* j'allais droit devant moi.  
 Rêvant, c'est ma coutume, à je ne sais trop quoi,  
 Lorsqu'un quidam m'arrête au milieu de la rue.  
 A peine si je sais son nom; il me salue,  
 Me prend la main : « Ami, comment vas-tu? — Fort bien,  
 Comme tu vois. Bonjour... Tu ne désires rien?  
 Dis-je, car il restait. — Mais tu dois me connaître;  
 J'aime fort les savants et me pique de l'être.  
 — Je t'en estime plus, » lui dis-je. En même temps  
 Je tâche d'échapper à tous ses compliments;  
 Tantôt j'arrête un peu, tantôt je le dépasse;  
 Je dis à mon valet quelque chose à voix basse.  
 La sueur m'inondait. « Que je te trouve heureux,  
 Pensais-je, ô Bolanus, de pouvoir, quand tu veux,  
 Chasser les importuns! etc.

M. Siméon n'a pas voulu s'autoriser de son titre de traducteur d'Horace pour nous en refaire, après tant d'autres, une appréciation qui n'eût guère pu être qu'une redite. Quelques observations seulement sur les rapports entre le temps où écrivait Horace et celui où nous vivons précèdent la traduction, que suivent quelques échantillons d'une traduction sous la forme de sonnets, comme celle qu'avait faite Pétrarque. Sans égaler celui du chantre de Laure, ce jeu littéraire n'a point mal réussi à M. Siméon. Son mérite n'est guère, toutefois, que dans le souvenir qu'il évoque.

Après avoir fait la part de l'écrivain, il convient de faire, dans ces deux volumes, celle du typographe, car cette nouvelle traduction d'Horace est imprimée avec un luxe rare et du goût le plus distingué : papier vergé de nuance mais sans teinte artificielle, caractères elzéviens, ornements dans le genre Pompéi, gravés sur cuivre et tirés avant l'impression — un petit chef-d'œuvre, en un mot, qui, nonobstant quelques imperfections qu'apercevra seul l'œil de lynx d'un amateur ou d'un metteur en pages de la vieille école, fait le plus grand honneur aux presses de M. Jouaust et à la Société des Bibliophiles.

## VI

Nos lecteurs connaissent le savant travail de M. l'abbé Houssaye sur le cardinal de Bérulle et ses fondations, dont le premier volume a été ici, il y a deux ans (numéro du 10 mars 1873), l'objet d'une étude proportionnée à son importance.

Ce premier volume, où l'auteur racontait l'établissement des carmélites en France, fut en butte à des attaques déloyales auxquelles M. Houssaye répondit par une réplique (*les Carmélites de France et le cardinal de Bérulle*. In-8. Plon, édit.) devant laquelle ses contradicteurs se sont tus.

Un second volume a récemment paru<sup>1</sup>, plus intéressant encore que le premier, car il montre le cardinal de Bérulle sur un plus large théâtre. Le pieux instituteur des carmélites françaises ne nous apparaît plus seulement entouré de saintes filles qui viennent se vouer entre ses mains à la vie pénitente; nous le voyons dans le sanctuaire, au milieu des prêtres et des prélats les plus éminents, discuter les moyens de sauver la religion, qui se corrompt et s'éteint, et à la cour, parmi les ambitions et les intrigues qu'il déplore, s'efforçant de réconcilier les princes divisés, d'empêcher les guerres civiles de renaître, et d'arrêter les dissentiments que des esprits jaloux ou prévenus sèment dans les couvents qu'il a fondés. Le sujet de ce volume est proprement l'établissement de l'Oratoire, établissement laborieux en lui-même par les obstacles directs qu'il rencontre dans le gallicanisme farouche de la Sorbonne et des parlements, et par les entraves qu'y mettent les susceptibilités d'un zèle étroit et les présomptions d'un dévouement religieux où manque parfois la sobriété. Si, sous ce rapport, la piété souffre un peu à repasser cette page de l'histoire de l'Eglise en France au dix-septième siècle, elle y trouve, sous un autre, matière à se glorifier et à se réjouir; car, à tout prendre, le bien y domine de beaucoup le mal. N'est-ce pas, en effet, de cette crise de 1611 à 1625 qu'est sorti, religieusement et politiquement parlant, le grand siècle? Nous reviendrons sur ce volume, dont nous ne pouvons aujourd'hui que signaler l'apparition.

P. DOUHAIRE.

<sup>1</sup> *Le Père de Bérulle et l'Oratoire de Jésus*. — Plon, éditeur.



# MÉLANGES

---

## L'ÂGE DE PIERRE ET LA CLASSIFICATION PRÉHISTORIQUE

D'APRÈS LES SOURCES ÉGYPTIENNES

M. Arcelin : *L'industrie primitive en Égypte et en Syrie*, 1870. — M. Lepsius : *Zeitschrift für ägyptische Sprache und Alterthumskunde*, juil.-sept. 1870. — M. Chabas : *Études sur l'antiquité historique, d'après les sources égyptiennes*. 1 vol. in-8, 1872. — *L'âge de pierre et la classification préhistorique, d'après les sources égyptiennes; réponses à MM. Chabas et Lepsius*, par M. Arcelin, in-8, 1873, chez Reinwald.

En 1868, M. Arcelin conçut la pensée d'inaugurer en Égypte des recherches préhistoriques d'après la méthode suivie en Europe par les nombreux disciples de M. Lyell. Il lui semblait, comme il l'a dit, que « l'existence bien constatée d'un âge de pierre, sous les puissantes assises de cinquante ou soixante siècles de civilisation pharaonique, aurait une importance ethnographique capitale. » Avec le concours de M. le comte de Murard, il consacra l'hiver de 1868-69 à l'exploration de la vallée du Nil. Ils n'espéraient pas « réunir un grand nombre de documents dans une exploration rapide sur de longues distances. » Leur but était surtout « d'étudier géologiquement la disposition des terrains de formation moderne dans la vallée du Nil, et de délimiter par cette voie le cercle possible des investigations à entreprendre ultérieurement <sup>1</sup>. » Mais, en se livrant à ces études préparatoires, ils firent une abondante récolte de silex taillés, notamment à Giseh, Saqqarah, El-Kab, Abou-Mangar, Thèbes, Biban-el-Molouk, etc. A leur retour en France, M. Arcelin exposa, dans plusieurs mémoires, les résultats de leur exploration.

MM. Hamy et Lenormant recueillirent, comme M. Arcelin, un bon nom-

<sup>1</sup> Réponse à MM. Lepsius et Chabas, p. 7.

bre de silex qui semblaient taillés d'après des types réputés quaternaires. M. l'abbé Richard annonça, peu de temps après, la découverte d'objets analogues à Thèbes et aux environs du Caire.

Si l'on eût constaté seulement que l'Égypte renfermait en abondance des silex taillés, analogues à ceux que l'on rencontre dans les stations préhistoriques d'Europe, on n'eût excité sans doute aucune réclamation. Mais les conjectures mêlées parfois à l'exposition des faits ont éveillé la critique, qui ne s'est pas contenue toujours dans les limites de la certitude, ni même de la vraisemblance.

Plusieurs égyptologues ont craint, non sans motifs, que leurs disciples ne fussent détournés des études historiques par l'attrait séducteur des conjectures préhistoriques. M. Lepsius a voulu peut-être conjurer le péril, en opposant à ces conjectures les négations les plus radicales. A l'en croire, MM. Arcelin, Hamy et Lenormant se sont mépris d'une manière complète, en recueillant comme des produits industriels des éclats de silex qui proviennent de causes naturelles. « Quand, dit-il, on se repose silencieusement dans le désert, le matin ou le soir, on entend autour de soi un crépitement qui ne peut provenir que de l'éclatement des galets siliceux ; dans le nord de l'Europe comme en Égypte, il y a des champs de silex éclatés ainsi naturellement ; les légendes leur ont attribué une origine merveilleuse ; maintenant on veut y voir des ateliers préhistoriques ; mais il a fallu l'influence d'idées préconçues pour y voir des produits industriels, et les rapporter à l'âge de pierre qu'on a imaginé.

A ces négations absolues, M. Arcelin répond ainsi : « Que le soleil fasse éclater les silex, je l'ai constaté par moi-même ; mais que ces éclats puissent être confondus avec ceux qui résultent de l'action de l'homme, c'est ce que je nie formellement. Le doute ne peut exister que pour des éclats imparfaits ou mal réussis... J'en appelle à tous ceux qui se sont exercés à la taille du silex... Les agents naturels ne produisent que des éclats irréguliers, sans plans symétriques, sans traces de retaille... En Europe, nous avons, comme sur les bords du Nil, des champs de silex éclatés naturellement par l'effet du soleil ou de la gelée. Il n'est venu à personne, que je sache, l'idée de les signaler comme des ateliers préhistoriques... Même des éclats faits de main d'homme sans but déterminé ne présentent pas les formes des éclats intentionnels. J'ai souvent examiné le long de nos routes des tas de silex cassés par des cantonniers... Or, jamais je n'y ai rencontré rien qui ressemblât à nos couteaux de forme prismatique... Les lames régulières, accusant une succession d'actes coordonnés et appropriés à un but déterminé, ne sont pas et ne peuvent pas être l'œuvre du hasard... La plupart des hommes spéciaux se sont prononcés contre M. Lepsius. On ne peut plus nier aujourd'hui (1873) que les ateliers de silex signalés en Égypte ne soient réellement dus à l'industrie humaine. M. Ma-

riette-Bey, qui mieux que personne a pu étudier cette question sur place, s'est prononcé dans ce sens<sup>1</sup>. »

Sur ce premier point, M. Arcelin me paraît avoir gagné sa cause. Mais les ateliers de silex qu'il avait signalés et les instruments de pierre qu'il avait recueillis çà et là dans la vallée du Nil, étaient-ils préhistoriques?

Sur cette question : « On lui a attribué, dit-il (p. 12), un langage affirmatif qui n'a jamais été dans sa pensée ; » il a seulement voulu dire qu'une partie des silex taillés découverts en Égypte *pouvait* être préhistorique ; et il soutient qu'on n'a pas le droit « de les attribuer *tous sans exception* à la période historique. » Fort bien ! Mais, si leur âge est inconnu et ne peut pas être déterminé, ils ne peuvent pas servir à prouver l'hypothèse d'un âge de la pierre antérieur à toute l'histoire égyptienne ; ils doivent rester en dehors de toute classification chronologique.

C'est ce que M. Chabas me paraît avoir démontré péremptoirement, en reprenant et développant, avec des documents nouveaux, une partie des thèses abordées, mais faiblement traitées par M. Lepsius.

« Beaucoup plus absolu que M. Lepsius, dit M. Arcelin, M. Chabas se prononce de la façon la plus affirmative contre la classification préhistorique. Pour lui, il n'y a ni âge de bronze, ni âge de pierre, ni temps préhistoriques, pas plus en Europe qu'en Égypte<sup>2</sup>. » M. Chabas reconnaît-il dans ce langage une traduction fidèle de sa pensée ? J'en doute beaucoup. Le ton de sa critique est très-absolu ; mais ses négations me paraissent au fond moins absolues. Quoi qu'il en soit, il a raison de contester toutes les théories conjecturales sur les phases primitives du développement industriel ; c'est à bon droit qu'il repousse la classification chronologique des objets attribués sans preuve à des temps préhistoriques sur lesquels nous ne savons rien. Comme il le dit<sup>3</sup>, « l'âge de la pierre, ses subdivisions, et les autres âges réputés préhistoriques, sont des conceptions théoriques reposant sur des découvertes nombreuses, mais trop souvent contradictoires pour qu'on puisse, quant à présent, y trouver les éléments d'un classement *chronologique* indiscutable. »

Dans un mémoire lu à l'Académie des inscriptions, le 4 novembre 1870, M. Mariette avait montré que les Égyptiens semblent avoir employé toujours concurremment la pierre et les métaux, pour la fabrication des instruments et des armes dont ils avaient besoin. Son mémoire donna lieu à un échange d'observations, et le résultat fut consigné en ces termes dans le *Compte rendu* (t. VI, p. 307) : « Les expressions d'*âge de pierre* et de *temps préhistoriques*, dont on a beaucoup abusé, ne peuvent être mainte-

<sup>1</sup> Voyez la *Réponse* de M. Arcelin à M. Lepsius, p. 15-21.

<sup>2</sup> *Réponse* à M. Lepsius et Chabas, p. 22.

<sup>3</sup> *Études sur l'antiquité historique*, p. 438.

nues sans des distinctions et des restrictions considérables, dont le travail de M. Mariette fait sentir plus que jamais la nécessité. »

Le sens de ces expressions varie en effet d'un auteur à un autre. Beaucoup d'écrivains paraissent même se faire illusion et font illusion à leurs lecteurs, en employant ces mots vagues d'une manière ondoyante et diverse, qui entretient et propage la confusion mobile de leurs idées.

Plusieurs des distinctions et des réserves nécessaires ont été faites par M. Arcelin. Il remarque, par exemple, « que cette expression : *temps préhistoriques*, n'a qu'un sens relatif. Ce qui est préhistorique pour certains peuples correspond au plus complet développement de la civilisation pour les autres. »

M. Arcelin reconnaît que « nos collections égyptiennes, grecques ou romaines, sont remplies d'objets d'un travail grossier, qui rappellent les temps barbares... Un classement ne peut se faire par la seule étude des objets considérés en eux-mêmes... Les outils en silex abondent en Égypte ; mais l'étude critique en est très-difficile. L'Égypte, en effet, étant absolument privée de métaux, tandis que le silex s'y présente sous toutes les formes, il est bien certain qu'à toutes les époques, comme encore maintenant, on dut plus ou moins s'y servir de la pierre pour suppléer à la rareté du métal. M. Mariette a vu, à Abydos, un Arabe se faire raser la tête avec un éclat de silex... La confusion des industries s'est produite partout » (p. 32, 50, 51).

En présence de ces faits, M. Arcelin déclare que « la classification préhistorique est entièrement basée sur des faits géologiques » (p. 33). D'autre part, il avoue loyalement que « rien ne date, d'une façon indiscutable, les gisements de silex trouvés par lui dans la vallée du Nil » (p. 14). Il reconnaît que « les évaluations chronologiques fournies par l'épaisseur des dépôts d'alluvion ou de sédiment des fleuves n'ont aucune valeur absolue, et renferment des causes d'erreur dont il est impossible de déterminer l'étendue » (p. 36). Il admet que les terrains étudiés par lui de la manière la plus soigneuse, « nos stations de Solutrè, Charbonnières, Chassey et les berges de la Saône sont impropres à établir la classification préhistorique et ne peuvent servir à aucune démonstration pour ou contre cette classification » (p. 38). Ses dernières pages renferment encore des aveux comme ceux-ci : « L'Asie est trop mal connue pour qu'il soit possible de rien affirmer en ce qui la concerne. On trouve bien à Beth-Saour, près de Bethléem, l'équivalent de notre *âge de la pierre polie*. Mais à quelle date reporter ces gisements ? L'analogie ne suffit pas... En Égypte, la question de l'âge de pierre n'est guère plus avancée. Les outils en silex y abondent ; mais l'étude critique en est très-difficile... Il nous manque encore pour la classification un élément essentiel, la preuve géologique » (p. 50, 52).

Si je ne me trompe, M. Arcelin deviendra encore plus circonspect, à mesure qu'il réfléchira plus profondément sur les conditions de la certitude, en matière d'archéologie préhistorique. Le progrès de ses études lui fera voir toujours plus clairement que les observations géologiques faites en Europe n'ont aucunement prouvé « la succession des périodes industrielles dans un ordre constant et régulier. » Cette *succession dans un ordre constant et régulier* est une conséquence illusoire de l'hypothèse d'un progrès universel et continu ; or un des faits constatés en Égypte par M. Mariette réfute suffisamment ces théories imaginaires : les instruments de pierre abondent surtout dans les tombeaux de l'époque grecque et romaine, et les plus anciens sont les mieux travaillés.

Les recherches de M. Mariette qui ont mis ce fait en lumière ont été provoquées par la découverte de M. Arcelin ; et les débats dont elle a été le point de départ ont déterminé les études approfondies résumées dans l'ouvrage de M. Chabas sur *l'antiquité historique*. Ce sont là des services qu'on ne doit pas oublier, quel que soit l'âge des objets découverts. Notre savant collaborateur a eu, certes, le droit de le remarquer ; et il l'a fait avec une modestie courtoise qui l'honore, à mes yeux, plus encore que sa découverte.

En présentant à l'Académie des inscriptions le volume de M. Chabas, M. de Longpérier résumait ainsi les principales thèses développées par le savant égyptologue de Châlon-sur-Saône : « M. Chabas a voulu se rendre compte de l'antiquité relative des stations dites de l'*âge de pierre*, et il est arrivé à conclure qu'une partie considérable de ces stations n'est pas antérieure au dixième siècle avant notre ère. Il croit même que certaines stations, qui renferment à la fois le bronze et le silex, descendent jusqu'à l'époque romaine. Pendant les siècles qui ont précédé notre ère, l'Europe, dit-il, présentait des états de civilisation très-variés, comme, de nos jours, on voit en Australie des contrées sauvages à peu de distance de villes où règnent tous les raffinements de l'industrie. L'émigration des espèces animales disparues de nos pays n'est pas nécessairement un fait très-ancien. M. Chabas est sur ce point en communauté de vues avec M. Charles Gérard, qui, dans un récent ouvrage sur *la Faune historique des mammifères sauvages de l'Alsace*, a donné de précieuses indications sur l'époque à laquelle existaient encore dans la Gaule orientale plusieurs des animaux réputés anté-historiques<sup>1</sup>. »

Les conjectures de M. Chabas touchant l'âge des stations préhistoriques sont-elles bien fondées ? Je ne prétends pas le savoir. Il n'y a, je crois, aucun moyen d'arriver à la certitude en pareille matière : ni l'archéologie

<sup>1</sup> *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions*, 3<sup>e</sup> série, t. I<sup>er</sup>, p. 354 (1872) ; Rapport de M. de Longpérier sur le livre de M. Chabas, intitulé : *Études sur l'antiquité historique d'après les sources égyptiennes et les monuments réputés préhistoriques*.

préhistorique, ni la paléontologie, ni la géologie, n'ont des chronomètres constants. En combinant leurs ressources, elles peuvent tout au plus répandre une lumière douteuse sur quelques dates locales et relatives. La chronologie des temps *historiques* les plus anciens est pleine d'incertitudes ; la chronologie des temps *préhistoriques* est impossible.

La comparaison entre l'état de l'Europe ancienne et l'état présent de l'Australie me paraît juste et lumineuse. Mais ni les tribus sauvages ou barbares, ni même les populations industrielles de l'Europe préhistorique, ne nous ont laissé les moyens de connaître leur histoire.

Aucun paléontologiste n'a pu déterminer non plus l'époque où disparurent de nos régions les espèces éteintes ou émigrées depuis un temps immémorial. Les théories imaginaires sur la succession et la durée des *âges du grand ours, du mammoth et du renne* ne méritent pas plus de confiance que les conjectures sur la durée de la succession des *âges préhistoriques de la pierre, du bronze et du fer*. La science positive et rationnelle n'autorise en aucune façon ces chronologies fabuleuses ; on les couvre de son nom, mais ses lois les condamnent.

H. DE VALROGER,  
Prêtre de l'Oratoire.

---

# QUINZAINÉ POLITIQUE

---

9 mars 1874.

Le suffrage universel, dans l'invisible déploiement de sa force et l'insaisissable diversité de ses desseins, est une puissance étrangement mystérieuse, dont les actes, au regard des plus sagaces eux-mêmes, sont non moins obscurs que les volontés. Combien en connaît-on de ces clairvoyants qui, au lendemain mieux qu'à la veille d'une élection, puissent démêler dans une telle masse d'intérêts, de passions, de caprices et d'ignorances, les raisons réelles et intimes qui décident le choix de la foule ? On en dispute, il est vrai, autour du nom qu'elle a proclamé ; on forme des conjectures pour deviner les secrets de sa préférence ; on veut tirer de cette incertitude des enseignements précis et sûrs ; on prétend, parmi tant de causes variables, parmi tant d'apparences changeantes ou de prétextes illusoires, découvrir la loi qui présidait à l'événement ; on abuse des chiffres, on leur donne une valeur nouvelle ; on indique les moyens infaillibles qu'il était bon d'employer ou qu'il convient de réserver pour l'avenir : ce n'est, dans le jugement des partis, que commentaires ingénieux, complaisantes erreurs, regrets inutiles, vaines consolations ou reproches violents. Et que sait-on, au juste, au milieu de tous ces doutes et de ces contradictions ? que sait-on en toute certitude de la double élection du 1<sup>er</sup> mars, si ce n'est que le suffrage universel y a deux fois trompé la prévision du public et manqué deux fois au vœu des conservateurs ?

Nous ne prétendons pas que le suffrage universel soit une puissance si inconstante et si brusque, si pleine de hasard et d'inconnu, qu'elle déconcerte fatalement tout effort tenté pour la maîtriser, toute étude entreprise pour la connaître. Dieu nous garde de ce découra-

gement et de ce scepticisme ! Mais qu'on nous permette aussi de n'avoir ni la confiance téméraire ni la foi absolue des politiques assez hardis, le 2 mars, pour se croire en possession, soit du mot qui pourrait définir exactement cette élection, soit du signe unique qui nous eût attiré la victoire. A les entendre, tout le pouvoir des candidatures était dans les devises de la monarchie ou de l'empire, de la république ou du septennat : il suffisait à M. de Biliotti, dit l'un, de se montrer plus royaliste ; M. de Beauchamp, dit l'autre, aurait dû publiquement confesser son bonapartisme ; ils n'ont pas annoncé d'une voix assez haute, s'écrie celui-ci, que c'est au septennat seul qu'ils eussent consacré leurs services ; ils ont eu le tort, assure celui-là, de ne pas accepter, par tolérance et provisoirement, la république du centre gauche. Même variété d'avis dans les rangs des victorieux. Tel juge M. Ledru-Rollin élu pour être dans l'Assemblée le protecteur suprême du suffrage universel ; tel pense que M. Ledru-Rollin y vient représenter la république radicale avec tous ses souvenirs et tous ses rêves. Ici on ne voit dans M. Lepetit qu'un client de M. Thiers, un client enrichi par lui de ses deux titres de républicain et de député ; là on regarde M. Lepetit comme un serviteur zélé de la république conservatrice, que la vertu de ses opinions désignait nécessairement au choix de ses électeurs. De ces jugements, lequel est le plus vrai ? peut-on les séparer, et dans quelle mesure faudrait-il les tempérer l'un par l'autre ?

Pour nous, il nous semble que toutes ces raisons, émises de part et d'autre dans la première émotion du triomphe ou de la défaite, ont quelque chose de systématique et d'exclusif : le suffrage universel, avec la multiplicité de ses votes, le mélange de ses volontés, l'aveuglement de ses instincts et l'abus de ses facilités populaires, n'autorise guère à dire que M. de Biliotti et M. de Beauchamp, M. Ledru-Rollin et M. Lepetit, aient dû leur infortune ou leur succès à telle ou telle cause unique et distincte : c'est seulement dans les grands périls de la nation, c'est seulement dans le mouvement d'une élection générale, qu'un sentiment impérieux ou qu'une idée simple domine l'esprit public et gouverne le suffrage universel. Pour ne parler que de nos candidats, c'est-à-dire des vaincus, combien, outre les désavantages d'une élection partielle, outre les préjugés qu'on armait perfidement contre eux, combien ne leur nuisaient pas ces deux fléaux qui menacent de destruction notre patrie et notre société : la discorde des conservateurs, le manque d'une politique et d'un gouvernement ! Dans la Vienne, M. de Beauchamp a succombé parce qu'autour de sa candidature les conservateurs n'ont pas voulu s'unir : il ne lui eût fallu, pour avoir la majorité, que le concours de quelques milliers



d'entre eux. Dans Vaucluse, comme l'alarme était plus vive, et comme les conservateurs y groupaient mieux qu'autrefois leurs influences en y associant plus généreusement leurs courages, M. de Biliotti a presque obtenu la victoire qu'il avait méritée. M. Ledru-Rollin et M. Lepetit avaient derrière leurs personnes et leurs noms l'idéal d'un gouvernement, quel qu'il fût. Mais où est-elle, cette perspective d'un État fixe et fort que M. de Biliotti et M. de Beauchamp aient pu, en ces circonstances, montrer à l'horizon de l'avenir? Où était-elle, derrière eux, cette image séductrice d'un gouvernement heureux et durable, image que l'éternel besoin et l'infini désir de l'espérance humaine rendent douce aux regards des peuples prospères eux-mêmes, et qu'ils rendent nécessaire aux yeux inquiets des peuples troublés et incertains de leurs destinées? À défaut de la monarchie, M. de Biliotti et M. de Beauchamp n'avaient, hélas! à faire voir pour la sûreté du lendemain, ils n'avaient à indiquer à des cœurs avides de sécurité que le septennat, mot nouveau et chose vague, auxquels la foule n'a encore habitué ni ses lèvres ni ses yeux; et comment supposer que ce septennat, établi sans être organisé, assuré du temps sans l'être de ses pouvoirs, tour à tour concédé et contesté par les conservateurs eux-mêmes, puisse paraître à la foule une force digne de ce nom et capable de l'attirer à elle, une puissance sous laquelle elle doive se ranger, une autorité qu'elle doive appuyer pour affermir elle-même la stabilité de la chose publique?

Ce n'est pas à dire que, malgré ce double empêchement, avec cette double faiblesse, nous n'ayons mieux soutenu la lutte. D'abord, si peu précis qu'il soit encore, le mot de septennat forme un programme moins vide de sens, moins équivoque et plus clair que celui de nos candidats en 1872 : le langage des conservateurs, après le 20 novembre, est plus net qu'après le 24 mai; il est plus libre aussi, et déjà on l'écoute davantage dans cette région du suffrage universel où on veut entendre des voix retentissantes, des discours francs, des noms significatifs. D'autre part, on a pu constater que la majorité de nos adversaires décroît sensiblement; nous ne sommes plus au temps où ils étalaient orgueilleusement sous nos yeux une supériorité de vingt à trente mille votes : les nombres s'égalent de plus en plus; peu s'en est fallu que M. de Biliotti et M. de Beauchamp n'eussent l'avantage. La renommée de M. Ledru-Rollin s'est amoindrie dans le combat; la pompe de sa victoire s'est réduite à si peu de chose, que, dans la mesquine modestie d'un tel triomphe, le voilà qui se déconsidère encore! On peut désormais l'affirmer : le jour où les conservateurs, s'unissant sous la loi pressante et légitime de l'impérieuse nécessité, auront défini et constitué le septennat, le jour

où ils auront réglé cette indécise question et où, délivrés du doute politique qui énerve leur force, ils auront à faire face aux seules hostilités du radicalisme, ce jour-là, ils pourront vaincre dans plus d'une cité rouge comme Avignon. Mais qu'ils en soient bien persuadés : pour livrer ces batailles il ne faut pas seulement dans ses rangs l'accord et la discipline, il faut, pour entraîner l'incertaine et vague multitude, porter avec soi la vérité d'un gouvernement ; et, dans l'insuffisance où la fortune nous a mis, c'est à eux de donner au septennat ce caractère de vérité sans lequel il ne serait qu'une ombre incapable de commander le respect, une ombre faible et passagère qui nous voilerait à peine l'anarchie et qui serait toujours prête à se dissiper.

« Quand le peuple est en mouvement, on ne comprend pas par où le calme peut y rentrer, » disait la Bruyère, il y a deux siècles. Il faut avouer qu'une doctrine comme celle de M. Ledru-Rollin est une de ces folles séditions de l'esprit public, dont le bon sens des sages s'étonne si fort qu'ils ne savent plus si un tel délire peut s'apaiser ni quand un tel égarement peut finir. Car, qui donc avez-vous élu, ô démocrates de Vaucluse ? Un jacobin qui, en 1848, traçait autour de lui le cercle d'une république tellement étroite et sombre que la France n'y put tenir. Un despote qui s'investit « de pouvoirs illimités, » et qui, déléguant la tyrannie à des agents, « révolutionnaires aussi, » les envoyait choisir en province une assemblée « animée de l'esprit révolutionnaire. » Un maître, si peu respectueux de la nation, qu'il asservissait à ses ordres toutes les libertés, même celles des communes, dont il changeait à son gré les municipalités et les conseils. Un sectaire qui, sur tous ses actes, étendait l'excuse « du salut public. » Un insurgé qui, le 13 juin 1849, donnait rendez-vous au peuple sur les barricades et s'enfuyait par une fenêtre. Un utopiste qui, le 8 avril 1848, déployait devant la pauvre multitude l'avorissant et meurtrière tromperie de ce socialisme que sa déclamation appelait « la reconstruction démocratique de l'industrie et du travail. » Un conspirateur qui, caché dans une lointaine et tranquille retraite, conseillait des assassins politiques. Un ingrat qui, à peine abrité sous le toit de l'hospitalité anglaise, annonçait au monde la décadence de l'Angleterre. Un tribun vieilli, à qui toute l'alchimie de M. Naquet ne rendra pas plus le don d'entendre ou l'art de parler qu'elle ne le réveillera de l'égoïsme où son audace s'est assourpie. Un homme, enfin, qui n'a passé dans notre histoire que pour laisser l'épouvante de la république...

M. Ledru-Rollin n'a pas daigné prononcer un seul mot pour démentir dans son personnage d'aujourd'hui la mémoire de ce qu'il

fut durant les années terribles de 1848 et de 1849 : il s'est présenté et on l'a élu tel que nous le faisait sa sinistre réputation. Son élection est, assurément, un événement grave. Grave, dans le spectacle qui nous a été donné : on a vu M. Naquet intimider M. Gambetta ; on a vu les modérés bientôt forcés de jeter leur république dans le courant populaire et s'abandonnant à ce même torrent où M. Barodet les entraînait, il y a un an. Grave, par la hardiesse des radicaux : rien dans le passé ne les embarrasse plus ; leur politique cesse de ménager la peur du pays ; il leur faut des noms et des présages de plus en plus éclatants dans la flamme qui les entoure. Grave, par les menaces qui accompagnent cette victoire : sommes-nous à la veille de luites plus redoutables ? vont-ils s'animer, à la voix de M. Ledru-Rollin, ces républicains dont les radicaux stimulaient la mollesse ? vont-ils sortir du repos où ils temporaient, ceux que M. Naquet a désignés à l'aiguillon de M. Ledru-Rollin, ceux dont « les énergies, dit-il, semblent s'affaïssir » et dont « les courages semblent tiédir ? » Et puisque les électeurs, après un Turigny et un Marcou, choisissent un Ledru-Rollin, leur bonne volonté, ainsi secondée par la fortune et s'accroissant avec ses faveurs, consentira-t-elle vraiment à laisser les Razoua et les Félix Pyat sans mandat et sans honneurs ? C'est enfin un grave événement, parce qu'il est l'indice de la force dont les radicaux disposent, en face plutôt qu'à côté des républicains dont M. Thiers et M. Grévy sont ou paraissent les modérateurs : que le centre gauche et la gauche les assistent ou non, les radicaux gagnent les victoires qu'ils veulent, avec M. Barodet, M. Ranc. et M. Ledru-Rollin ; c'est avec leur secours que l'emporte M. Lepetit, ce « plébiscitaire » que *l'Ordre* gratifie d'un souvenir bienveillant, ce républicain que, sans malice aucune, *le Bien public* nous peint « très-sincère dans sa conversion ; » mais ni M. Lejeune, ni M. Javal, ni M. de Rémusat, ni M. Couteau ne sont agréés du suffrage universel, quand les radicaux les repoussent : l'expérience est faite. Voilà tout ce qu'annonce ou révèle l'élection de M. Ledru-Rollin. Devant ces audacieuses tentatives du radicalisme, que le centre gauche s'éclaire, que les conservateurs s'unissent, que l'Assemblée se hâte dans l'œuvre de ses lois constitutionnelles, et que le gouvernement s'organise. L'aveugle confiance des uns, la discorde des autres, les délais et les débats de tout le monde n'ont-ils pas trop duré ?

Dans le tumulte de ces deux élections, on a entendu la voix de M. Thiers recommandant aux suffrages de la Vienne M. Lepetit et la république. M. Thiers s'est plu surtout à redire, en cette occasion, que « la monarchie est impossible. » Soit. Mais, ne l'oublions pas, avant que cette impossibilité fût dans les faits, M. Thiers, de tout

son pouvoir, en avait mis l'idée dans les esprits, et quand l'histoire discernera dans cette grande fatalité de la France les fautes des hommes et les obstacles des choses, elle imputera sans doute à M. Thiers une forte part de la responsabilité générale. Car, elle le rappellera : M. Thiers n'a manqué au pacte de Bordeaux que pour décrier la monarchie. Par une série de surprises savamment graduées, il a peu à peu habitué la France à le croire républicain et à croire nécessaire la république : l'un après l'autre, ses discours et ses messages le persuadaient à la nation. Dans le pays, M. Thiers, vingt-quatre fois élu par les monarchistes, déroba à la monarchie la moitié de ses fidélités et de ses espérances : il amenait à lui, il attachait à sa présidence, il familiarisait à sa république la masse flottante des conservateurs hésitants. Dans l'Assemblée, il formait avec des monarchistes un parti de républicains, celui du centre gauche ; il favorisait la gauche de ses amitiés, il aliénait à la droite sa popularité du 8 février. Il répandait dans l'opinion publique des maximes fausses chacune et toutes composées au profit de son dessein politique et personnel. Un jour, comme si la vie expirante de la France permettait le risque d'un essai et que cet essai pût être légèrement tenté, il préconisait « l'essai loyal » de la république, assortissant ainsi deux termes que l'expérience, la raison et l'honneur défendent d'associer pour la règle d'un État. Un autre jour, c'était la chimère agréable de « la république sans républicains. » Puis il imaginait d'allier ces deux mots, l'un corrigeant l'autre : « la république conservatrice. » Puis il proposait « d'organiser la république sans la constituer, sans la proclamer. » Avec ces vaines formules, bientôt devenues les axiomes de la nation, avec les mille pratiques de sa vaste habileté, avec ses grands services et sa grande éloquence, il créait ainsi ce type d'une république faite pour sa personne, que la bonne foi populaire appelait « la république de M. Thiers, » république dont *le Temps* disait encore il y a quelques jours : « C'est cette république seule qui attire, qui rallie, qui gagne les populations les plus rebelles. » La monarchie, il la répudiait. Il avait assez de force et de prestige pour la rendre acceptable, autant au moins que cette république en faveur de laquelle il tentait d'adoucir les ressentiments de la France, de calmer ses craintes et d'écarter ses scrupules. Il avait, entre les princes et les citoyens, une place où la patrie le considérait avec tendresse, l'Europe avec admiration, dans une grandeur alors sans égale. Il pouvait, avec son art merveilleux, dénouer les difficultés et régler les conditions de la monarchie. Il pouvait être le pacificateur et l'arbitre de ses partis. Il pouvait réconcilier la France d'hier et celle d'aujourd'hui dans l'or-

dre et la liberté, dans les souvenirs de leur gloire, dans leur travail et leur espérance. Il pouvait nous épargner des années d'incertitude, de recherches, d'efforts, de malaise et de périls. Il pouvait, sous cette voûte profonde de la royauté, abriter la France pour longtemps, la France meurtrie et chancelante que le radicalisme peut tuer et l'Empire déshonorer. Il le pouvait à Bordeaux, il le pouvait après le règne de l'atroce Commune. Il ne l'a pas voulu : il a mieux aimé un consulat à soixante-quinze ans ; et pour un tel présent, il a négligé l'avenir de la France !

Il resterait à M. Thiers la tâche de prouver que cette république qu'il embellit à plaisir du charme de ses souhaits, cette république qu'il a couronnée de tant d'illusions aimables et de songes dorés, elle est elle-même vraiment possible. A cet égard, M. Thiers s'est contenté de son principat pour toute démonstration. Mais il sait mieux que nous que ce n'est pas là une épreuve sérieuse et suffisante. M. Thiers n'a encore convaincu la France ni que les variations continues de la présidence républicaine forment pour un gouvernement une base ferme et stable, ni que, dans notre pays, la république ne paraisse pas au plus grand nombre la libre carrière de toutes les ambitions sociales. Est-ce M. Barodet ou M. Gambetta, M. Naquet ou M. Ledru-Rollin, qui aideront efficacement M. Thiers à cette œuvre de persuasion ? Nous en doutons. Et tant que parmi les spectres de la démagogie surgiront ou reviendront les Barodet et les Ledru-Rollin, on pourra se demander si la république est plus réalisable que la monarchie. M. Thiers, ce semble, a, pour assurer la paix publique, un meilleur moyen que des affirmations comme celles de ses nouvelles épîtres politiques. Qu'il cesse de fournir indirectement des maximes et des avis aux radicaux, qu'il renonce à rendre des oracles dont eux seuls profitent ; qu'il retire sa personnalité du débat ; qu'il se résigne à l'abnégation ; qu'il ne souffre pas qu'on courtise encore en lui un des prétendants de la république ; qu'il ne permette plus qu'on entraîne sa vieillesse hors des régions sereines qu'il lui conviendrait d'habiter, au-dessus de nos partis et de nos luttes ; qu'il n'intervienne plus que pour nous pacifier tous ensemble ; qu'il ne prête plus son éloquence qu'à des conseils suprêmes, dans les jours où il pourra parler à la France entière, doucement et utilement, de ces nobles hauteurs de l'âge, de la gloire et de la sagesse qui sont voisines de Dieu ; et s'il veut encore servir cette cause de l'ordre qu'il s'est jadis illustré à défendre, qu'il incline le centre gauche vers la majorité, qu'il enseigne le respect dû au maréchal de Mac Mahon et qu'il laisse ses amis fortifier avec nous le septennat, ce dernier asile où nous puissions aujourd'hui protéger

la France contre les convoitises des radicaux et des césariens.

L'Assemblée achève sa longue et laborieuse recherche des impôts nouveaux. Certes, ce n'est pas l'imagination qui manque à nos financiers pour remplir le trésor : on taxerait les chapeaux de haute forme, les photographies, les pianos ; on taxerait je ne sais quoi et je ne sais qui. Mais en finances comme en politique, il est plus aisé de faire des calculs ingénieux et rapides que sérieux et justes. Beaucoup de ces projets ne servent qu'à perdre la peine et le temps de l'Assemblée. Celui de M. Pouyer-Quertier, qui voulait soumettre les raffineries à l'exercice, a failli toutefois avoir un pire effet. La majorité était partagée : la gauche crut l'occasion favorable pour frapper de son vote trois ministres à la fois, M. Magne, M. Deseilligny et M. Decazes ; et ce dessein fâcheux eût réussi, si la majorité ne s'en fût aperçue. La gauche se plait à tout dénaturer de sa passion politique : en voilà une preuve de plus. Dans une autre séance, ce n'est plus la gravité d'un cas fortuit et d'un incident malencontreux qui aura rendu l'opinion publique un instant attentive à ces débats de chiffres : c'est l'éloquence de M. Bocher, écouté de l'Assemblée entière avec le respect d'une véritable admiration, et cela au sujet d'un impôt sur la circulation des vins et d'un autre sur les alcools qu'il la pria d'écarter. M. Pouyer-Quertier parle de millions avec une gaillardise, une vivacité et comme une fougue joviale qui mettent dans les esprits l'entrain et la bonne humeur ; il y a dans les discours de M. Bocher une dialectique puissante, une ample et lucide exposition des preuves, une élégante simplicité et une persuasion secrète qui en font un des meilleurs orateurs de l'Assemblée. Ces travaux financiers n'ont été interrompus que deux fois. L'Assemblée a autorisé la justice à poursuivre M. Melvil-Bloncourt, qui, des bancs de l'extrême gauche, s'est enfui comme M. Ranc, pour rejoindre ces héros de la Commune dont il a été le complice. L'Assemblée a entendu aussi une déclamatoire interpellation de M. Christophle, qui daignait s'effrayer du cri de Pavia ! poussé par un rédacteur du *Figaro* pour exhorter l'honnête et loyal maréchal de Mac Mahon aux vertus des Louis Napoléon et des Serrano, à la violence soldatesque d'un coup d'État. Dans une spirituelle réponse, M. de Broglie a dissipé sans peine cette feinte terreur de M. Christophle ; il l'a félicité à bon droit d'être devenu un gardien si jaloux de la dignité de l'Assemblée. La majorité de 75 voix qui s'est rangée, en cette circonstance, du côté du gouvernement, a affirmé le ministère. Espérons que M. de Broglie la retrouvera, pour le profit de la France, à l'heure où les Trente, satisfaisant enfin à l'impatience publique, apporteront à l'Assemblée les projets de lois constitutionnelles que, dans nos nécessités présentes, le pays a trop longtemps attendus.

C'est un débat politique aussi que la controverse dont l'Académie a été troublée, la semaine dernière. M. Ollivier, qui porte si légèrement le fardeau des grands souvenirs dont la France est encore accablée, est venu réclamer de l'Académie l'honneur d'être reçu d'elle publiquement. Oui, après trois ans d'un silence dans lequel il a pu entendre au loin le bruit des batailles où succombait la gloire de la France et les gémissements qu'elle a poussés jusqu'au ciel, il est venu réclamer l'honneur de présenter à notre douleur et à notre indignation nationale, quoi? les orgueilleuses excuses de sa vanité et la louange de celui qui mena nos armées à Metz et à Sedan. L'Académie avait le droit de connaître, de juger et d'ajourner ce discours de M. Ollivier; elle avait le droit de lui dire qu'au temps où nous sommes, elle est tenue d'observer avec ses traditions les convenances dues au deuil et à la souffrance de la patrie; elle aurait eu le droit même d'inviter M. Ollivier à ne parler, comme une pudeur délicate et fière eût pu l'en avertir, que de Lamartine, de sa vie et de ses œuvres. M. Ollivier ne s'est pas contenté de son sujet : il nous a offert son apologie, en montrant « la destinée à la fois éclatante et précaire des hommes d'État qui se dévouent à la justice, et qui sont dans certaines crises « comme des sauveurs ; » il invoque à son profit le souvenir de Strafford; il cite Richelieu en sa faveur; il se demande « qui n'a pas échoué depuis 89, et qui n'a pas été précipité de son espérance ; » il reproche aux peuples la colère de leurs ressentiments. M. Ollivier a voulu faire aussi l'éloge de Napoléon III; il l'a fait, par un tour forcé et un subtil artifice de langage; il l'a fait avec cette injustice d'un panégyrique que ne tempère aucun blâme, d'un panégyrique où il célébrait « le plus sérieux et le plus fort des hommes d'État » de ce siècle dans un homme qui a commencé par usurper le gouvernement de son pays, et qui a fini en jetant la France, sanglante et pleine de honte, à l'abîme des nations vaincues. M. Ollivier l'avait sans doute oublié : il y a quinze jours, l'Alsace-Lorraine paraissait dans le Reichstag; et l'avant-veille de la séance où M. Ollivier devait prononcer cet éloge avec toute la pompe de son éloquence, deux prêtres de l'Alsace-Lorraine, à la tribune du Parlement allemand, racontaient les douleurs de la captivité au milieu des rires des vainqueurs. Fallait-il donc leur envoyer de France et du sein même de l'Académie, pour être le souvenir consolant de l'ancienne patrie, les compliments que M. Ollivier adresse à l'ombre de Napoléon III devant ces ombres autrement plaintives de cent mille soldats morts entre Gravelotte et le Mans, devant les ombres de ces deux provinces disparues au ciel de notre pays?

Qu'il y ait eu un calcul politique dans ce discours de M. Ollivier,

la lecture la moins attentive l'indique. Il blâme, sauf l'Empire, tous les gouvernements et tous les régimes, « l'aristocratie fanatique de privilèges, la démocratie fanatique d'anarchie, » « la violence du roi » Charles X, les ordonnances, « l'Assemblée usurpatrice » et « le faux parlement » de 1830, la république de 1848, le « terroriste même modéré » et le « pessimiste même parlementaire. » Puis, comme s'il aidait quelqu'un à restaurer l'Empire, il en glorifie les pratiques et les maximes. Il veut bien que dans la monarchie on « détruise l'hérédité », mais qu'on « n'élude pas l'élection. » Il professe impérialement la doctrine du plébiscite : « Le gouvernement, dit-il, peut être, suivant l'à-propos des circonstances, république ou monarchie, pourvu qu'il ait la passion du bien-être matériel et moral des masses, et que, soit république, soit monarchie, il naisse de la volonté souveraine et libre de la nation. Le poids du nombre peut seul écraser les partis. » Selon lui, le lecteur de l'histoire des Girondins, « trouve, à la fin du récit, que Brumaire se fait bien attendre. » Il ne s'étonne pas qu'en 1851, « placé entre une épée et une anarchie, le suffrage universel ait préféré une épée » ; il donne pour excuse au coup d'État d'alors « la provocation d'une assemblée. » Il appelle l'empire de Napoléon I<sup>er</sup> une « dictature nationale » ; il proteste que Napoléon III a « fondé et mis en pratique les institutions les plus libres qu'on ait connues. » En vérité, M. Ollivier n'aurait pu mieux préparer, le 5 mars et à l'Académie, les esprits de ceux dont M. le duc de Padoue conduira, le 16 mars, les personnes et les hommages à la cérémonie de Chislehurst. L'Académie ne pouvait sanctionner de son approbation ce langage de M. Ollivier. Qu'elle ait eu le tort, en 1870, d'élire en lui l'homme politique : nous en convenons. Mais son tort eût été plus grave encore, en 1874, de recevoir, avec le libre et solennel apparat de l'éloge et de la justification qu'il apportait, le ministre qui fit « d'un cœur léger » cette guerre criminelle dont il semble à peine avoir conscience. Non, l'Académie ne pouvait, devant tant de ruines et de cercueils, oublier et absoudre la responsabilité de M. Ollivier. Entre ces dates de 1870 et de 1874, où se joue la frivole mémoire de M. Ollivier, il y a eu la malédiction de la France mutilée. Que M. Ollivier le sache mieux désormais !

A notre frontière des Pyrénées, on attend une grande nouvelle. Serrano est en face de don Carlos : une grande bataille va délivrer Bilbao, ou bien ouvrir aux carlistes le chemin de Madrid, à travers les restes dispersés de l'armée républicaine, au milieu d'une Espagne désordonnée et désarmée. Serrano régnait à Madrid, augmentant ses honneurs et ses honoraires : l'oreille tendue à qui flattait le plus son ambition, il écoutait M. Martos et M. Sagasta se dispu-



tant pour la république et la monarchie son adhésion et son épée; à l'envi ses ministres le nommaient président du pouvoir exécutif; à l'envi ils lui allouaient un traitement de 500,000 francs. C'est dans cette nonchalante sécurité que Serrano a appris qu'après trois jours de combat, Moriones avait été défait sur les hauteurs de Sommorostro. Un butin considérable de canons et de fusils, de nombreuses villes, la confiance et la force, voilà ce que les carlistes ont gagné à cette victoire. Les cloches de la Navarre sonneront-elles encore une fois pour leur triomphe? Peut-être, s'il est vrai, comme on le raconte, que le général Élio garde les lignes de Sommorostro derrière d'infranchissables défenses, et que les troupes de Serrano soient découragées par leur défaite. Le sort des deux partis n'est plus égal. Vaincus, les carlistes peuvent recommencer dans les montagnes les infatigables résistances de leurs guerillas. Vaincus, les républicains emportent avec eux la fortune de Serrano; la révolution remue tout de Madrid à Valence et à Barcelone; et dans le trouble de ces événements, don Carlos peut saisir la couronne d'Espagne.

En Allemagne, M. de Bismark continue, plus ardent que jamais, la guerre qu'il fait aux catholiques. Ses rigueurs se multiplient; l'évêque de Trèves, à son tour, va être emprisonné comme Mgr Ledochowski. M. de Bismark trouve même insuffisants les menaces et les coups qu'il prodigue : il veut présenter au Reichstag, dit-on, une loi qui permette à tous les gouvernements de l'Empire d'interner ou d'exiler les ecclésiastiques rebelles aux ordonnances de M. Falk. L'empereur d'Allemagne se mêle lui-même à la lutte : il écrit à lord Russell, le convocateur du meeting de Saint-James-Hall, pour le remercier de ses félicitations et de ses encouragements. L'Empereur se remémore la querelle du Sacerdoce et de l'Empire; il se plaint des reproches catholiques comme d'une injustice; il prétend défendre contre l'Église « les bienfaits de la Réforme, la liberté de la conscience, l'autorité de la loi. » Il s'anime lui-même au combat. « J'accepte, dit-il, la bataille qui m'est ainsi imposée dans l'exercice de mes devoirs de roi. » De leur côté, les douze évêques catholiques de la Prusse et l'archevêque de Cologne adressent aux fidèles un appel qui les exhorte à la patience. Ils attestent ainsi leurs droits à la vérité : « On veut mettre l'Église dans la dépendance du pouvoir civil, selon la nature des circonstances et des opinions qui dominent dans le conseil des ministres et dans la majorité des assemblées parlementaires, assemblées uniquement dirigées par des intérêts de parti. Comment des évêques pourraient-ils coopérer à l'exécution de pareilles lois? Comment a-t-on pu penser que leur devoir et leur conscience ne leur commandaient pas de s'opposer à une pareille législation? » Et ils

ajoutent, avec l'héroïque et sainte obstination des âmes que n'épouvante aucun martyre : « Nous ne pouvons rien faire, rien approuver, rien accepter en silence de ce qui est opposé à notre conscience et à notre foi. » Avons-nous besoin de dire que dans le monde entier, non-seulement tous les vrais chrétiens, mais tous les vrais libéraux comprennent et approuvent ces déclarations ?

La France prête une non moins douloureuse attention à ces discours du Reichstag, qu'avec un cœur toujours français les députés d'Alsace-Lorraine y prononcent en allemand. Le 3 mars, deux d'entre eux demandaient que l'Alsace-Lorraine fût délivrée de la dictature militaire qui pèse sur elle. Entendez ces cris de l'abbé Guerber et de l'abbé Winterer : « La liberté d'association et la liberté individuelle sont opprimées... Aucune liberté pour la presse. On a interdit en Alsace-Lorraine les journaux catholiques qui paraissent en Allemagne... La dictature peut dire non-seulement : « L'État, c'est moi ! » mais aussi : « L'École, c'est moi ! » On a forcé des enfants catholiques à fréquenter des écoles protestantes, et on a donné à des écoles catholiques des maîtres protestants... On a surexcité le pays en persécutant la langue française... Qu'a-t-on gagné à tout cela ? Absolument rien. Les sympathies de l'Alsace-Lorraine pour la France sont plus fortes qu'il y a trois ans. La dictature a voulu germaniser le pays avec une main de fer ; mais par les élections nous avons protesté. » Le commissaire du gouvernement, M. Herzog, a répondu avec une brève franchise : « Tant que les Alsaciens-Lorrains ne seront pas animés d'un esprit de conciliation plus visible, on aura tort de changer quoi que ce soit à l'état de choses actuel. » M. de Bismark a répondu, lui, en raillant les vaincus et les captifs avec une insolence et une brutalité qui excèdent les droits de la victoire. Nous recueillons, pour notre histoire, ces mots de son discours : « Ces messieurs d'Alsace se plaignent de ce que, pendant ces trois années, nous ne les ayons pas rendus heureux ; nous désirerions bien qu'ils le fussent ; nous le leur souhaitons, mais ce n'était pas proprement l'objet de l'annexion... Nous avons voulu construire un rempart contre les irruptions... La population ci-devant française ne le cède aucunement aux Gaulois comme passion guerrière et comme haine vraiment cordiale contre la race allemande. » Nous recueillons ces mots de M. de Bismark, et nous ne faisons rien de plus : un sentiment de discrétion patriotique et d'intérêt national nous l'interdit. Constatons toutefois que la dictature de l'Alsace-Lorraine n'a été maintenue par le Reichstag qu'à la majorité de 58 voix. Il sert donc à quelque chose que l'Alsace-Lorraine soit venue plaider sa cause dans le Reichstag, devant l'Allemagne et surtout

devant l'Europe. Mgr l'évêque de Strasbourg, dont la lettre justificative n'a pu satisfaire en Alsace-Lorraine ni les catholiques ni les patriotes, s'est tû en cette circonstance. Peut-être devait-il à son honneur de ne pas rester silencieux, après avoir subi les remerciements dont M. de Bismark l'a gratifié en disant : « M. l'évêque ne voulait pas mettre en question la validité de la paix de Francfort ; je lui en suis très-reconnaissant. » Quoi qu'il en soit, que la protestation de Mgr Raess manque ou non à la souffrance et à la fidélité de l'Alsace-Lorraine, la plainte de l'Alsace-Lorraine n'est plus aujourd'hui le sourd gémissement d'hier, un sanglot contenu et comme étouffé entre les Vosges et les rives du Rhin : elle a retenti à Berlin même, et tout l'univers la connaît maintenant. Il était bon au malheur de l'Alsace-Lorraine que cette plainte se répandît ainsi parmi tous les hommes, en attendant qu'il plaise à Dieu, lui qui ne rit pas comme M. de Bismark des cris de douleur poussés par les peuples malheureux, de l'accueillir avec des promesses et des consolations.

AUGUSTE BOUCHER.

*L'un des Gérants :* CHARLES DOUNIOL.

# LETTRE SUR LES PROPHÉTIES

PUBLIÉES DANS CES DERNIERS TEMPS

ADRESSÉE

PAR M<sup>GR</sup> L'ÉVÊQUE D'ORLÉANS

AU CLERGÉ DE SON DIOCÈSE.

---

Je voudrais, Messieurs, vous entretenir quelques moments sur un sujet qui ne manque pas d'importance, à l'heure qu'il est surtout, et vous rappeler en peu de mots, moins pour vous-mêmes assurément, que pour ceux qui peuvent avoir à réclamer sur ce point votre direction, les sages règles que l'Église nous a tracées en ces matières, et qui paraissent trop oubliées aujourd'hui : je veux parler de ces prophéties et de ces prodiges que des publications incessantes, et la plupart nullement autorisées, mettent en circulation quotidienne parmi les fidèles. Je voudrais, non pas certes me prononcer sur telles ou telles prophéties, sur tels ou tels prodiges en particulier, mais d'une manière générale, vous exposer simplement quelques réflexions de nature à éclairer la piété, et à prémunir contre les abus et les excès où peut tomber ici, dans un sens ou dans un autre, une religion mal entendue.

Je me bornerai, Messieurs, à vous rappeler brièvement les conseils des Saintes Écritures, les avertissements de la raison chrétienne, l'expérience et la doctrine des saints, les déclarations récentes du souverain Pontife, et enfin les ordonnances formelles des Conciles et des Papes.

Tel est l'objet de cette lettre : simple rappel à l'esprit de l'Église, à la prudence, à la mesure, à la circonspection, si nécessaires en des matières si délicates.

## I

De toutes parts en effet, aujourd'hui, Messieurs, il n'est bruit que de miracles et de prophéties, et à notre génération aussi on pourrait dire ce que Notre-Seigneur disait autrefois à la sienne : « Cette génération cherche un signe, *Generatio ista signum querit*<sup>1</sup>. »

Ce phénomène n'a rien qui doive nous surprendre. Les époques troublées, comme la nôtre, en sont ordinairement témoins et causes. Combien, en effet, parmi nos tristesses, n'aurions-nous pas besoin de ce *signum in bonum*<sup>2</sup>, dont parle le psalmiste ! Lorsque de grandes commotions politiques et sociales ont ébranlé les esprits, quand des calamités inaccoutumées se sont abattues sur un peuple, quand des révolutions profondes ont secoué une nation jusque dans ses fondements, les imaginations émues entrent en travail ; elles cherchent à percer l'obscurité des événements, à entrevoir le mystérieux inconnu que recèle l'avenir, à découvrir enfin quel sera le salut et le sauveur qu'on attend. Alors on quitte le réel, où l'on ne voit rien qui rassure, pour l'imaginaire, où l'on peut tout voir, surtout ce qu'on espère ; les prophètes surgissent, et les thaumaturges aussi ; les visions, les oracles, les prodiges se multiplient ; aux illuminés de bonne foi se mêlent les fourbes. Cependant les âmes avides de lumière se précipitent là où elles croient en trouver ; on prête une oreille curieuse à ces récits merveilleux et à ces voix qui se disent venues d'en haut ; les crédules, et quelquefois les incrédules eux-mêmes, par suite de ce profond besoin de pénétrer l'inconnu, qui est inné dans l'âme humaine, sont entraînés, et toute une génération se repaît de chimères, et tantôt, saisie de craintes vaines, tremble devant les calamités annoncées, comme aux approches de l'an mil, tantôt s'exalte, ou s'endort, suivant le vertige qui la domine, dans des espérances que rien de sérieux ne justifie.

Est-ce à dire toutefois, Messieurs, que le surnaturel est impossible, que le temps des miracles et des prophéties soit passé, et que le monde ne verra plus de ces témoignages frappants de la puissance et de la bonté divines ? Et quand, sous le coup de grands malheurs, et sous un souffle de grâce, un mouvement religieux se produit dans un siècle et dans un pays, quand les âmes se tournent vers Dieu, regardent en haut plus que de coutume, et font monter vers le ciel, plus anxieuses et plus ferventes, les supplications et

<sup>1</sup> S. Marc., viii, 12.

<sup>2</sup> Psalm. lxxxv, 17.

les pénitences, est-ce que Dieu ne doit pas être incliné à leur répondre par de plus éclatantes faveurs ?

On se pose ces questions, Messieurs, et devant cette multitude de manifestations surnaturelles, qu'il paraît aussi difficile de rejeter que d'admettre sans discernement, les âmes sincères, qui ne veulent être ni rebelles ni trompées, se sentent troublées et inquiètes, et elles demandent une direction. L'Église ne la refuse pas, et je viens l'offrir, pour ma part, à vous, Messieurs, et aux fidèles de mon diocèse.

Je n'ai d'ailleurs pas d'autre pensée que de vous conseiller ici et de vous inspirer la prudence. Cette grande vertu, si souvent méconnue et dédaignée, bien qu'elle soit la première des vertus cardinales, fondée d'ailleurs sur le bon sens chrétien comme sur les prescriptions formelles de l'Église, peut seule indiquer et tenir une voie sûre entre les deux excès possibles : car je dois vous le dire tout d'abord, il y a ici deux excès à craindre, un excès d'incrédulité et un excès de crédulité.

Entrons au fond de la question.

Le surnaturel existe, Messieurs; c'est là le fondement même de notre foi : le Christianisme est un fait surnaturel et divin; c'est la grande révélation de Dieu aux hommes, et les hommes, hélas ! vous le savez, en avaient un profond besoin. « Dieu, dit saint Paul dans sa belle épître aux Hébreux, a parlé aux hommes, à nos pères, bien des fois, et de bien des manières, jadis par ses prophètes, et, en dernier lieu, à nous-mêmes, par son Fils : *Multifariam, multisque modis loquens olim Deus patribus nostris in prophetis, novissime locutus est nobis in filio*<sup>1</sup>. » Et afin que cette révélation divine échappât aux interprétations variables et erronées de l'esprit privé, et subsistât inaltérable, dans l'humanité, Dieu a institué une autorité suprême, infaillible, chargée d'en fixer souverainement le sens, la sainte Église, dont il a dit : *Qui vous écoute, m'écoute, Qui vos audit, me audit*<sup>2</sup>, à qui il a confié la haute mission d'enseigner le monde : *Allez et enseignez toutes les nations, Euntes, docete omnes gentes*<sup>3</sup>, à laquelle il a donné des docteurs, afin, dit l'apôtre, que nous ne soyons pas emportés comme des enfants à tout vent de doctrine : *Dedit doctores... ut non circumferamur sicut parvuli omni vento doctrinæ*<sup>4</sup>; l'Église enfin, Messieurs, qu'il a fondée sur la pierre immortelle, contre laquelle les portes de l'enfer ne prévaudront jamais : « Tu es Pierre, et sur cette Pierre je bâtirai mon Église : *Tu es Petrus,*

<sup>1</sup> Ad Hebr., I, 1.

<sup>2</sup> S. Matt., x, 16.

<sup>3</sup> S. Matt., xxviii, 19.

<sup>4</sup> Ad Ephes., iv, 14.

*et super hanc Petram ædificabo Ecclesiam meam; et portæ inferi non prævalebunt adversus eam*<sup>1</sup>. »

Non-seulement le Christianisme est un grand fait surnaturel; mais de plus, son établissement dans le monde est lui-même un grand fait miraculeux. Mais, est-ce fini, Messieurs, et l'ère des faits miraculeux et surnaturels est-elle close à jamais? Ce serait un étrange excès d'incrédulité que de le prétendre. Non, le bras de Dieu n'est pas raccourci, ni le don des miracles supprimé, ni l'esprit de prophétie éteint dans l'Eglise; et les histoires des saints, les plus authentiques, les plus certaines, offrent, sous ce rapport, les traits les plus incontestables, comme les plus adorables, de la puissance et de la bonté de Dieu. Voilà ce que la raison chrétienne et les annales de l'Eglise, Messieurs, proclament hautement, et ce qu'il ne faut pas que les esprits superbes et dédaigneux oublient : ces dons extraordinaires des premiers siècles, dont parle saint Paul, *alii operatio virtutum, alii prophetia, alii gratia sanitatum*<sup>2</sup>, ne doivent jamais cesser dans l'Eglise; les temps peuvent en être plus ou moins dignes; mais la source elle-même n'en est point tarie. Et voilà pourquoi saint Paul a dit : *Prophetias nolite spernere*<sup>3</sup>.

Écoutez sur ces choses, Messieurs, l'éloquente parole de Fénelon : « A Dieu ne plaise, disait-il, dans son admirable panégyrique de sainte Thérèse, que j'autorise une vaine crédulité pour de creuses visions! mais à Dieu ne plaise que j'hésite dans la foi quand Dieu veut se faire sentir! Celui qui répandait d'en haut, comme par torrents, les dons miraculeux sur les premiers fidèles, n'a-t-il pas promis de répandre son esprit sur toute chair?... Quoique les derniers temps ne soient pas aussi dignes que les premiers de ces célestes communications, faudra-t-il les croire impossibles? La source en est-elle tarie? Le ciel est-il fermé pour nous? N'est-ce pas même l'indignité de ces derniers temps qui rend ces grâces plus nécessaires, pour rallumer la foi et la charité presque éteintes? N'est-ce pas après ces siècles d'obscurcissement, où il n'y a eu aucune vision manifeste, que Dieu, pour ne se laisser jamais sans témoignage, doit ramener enfin les merveilles des anciens jours? »

Et puis s'irritant contre le vain respect humain, contre ceux qui par faiblesse n'osent pas même parler de surnaturel devant l'incrédulité, Fénelon s'écriait : « Hé! où en est-on, si on n'ose plus, dans l'assemblée des enfants de Dieu, publier les dons de leur Père? Pourquoi ce rire dédaigneux, hommes de peu de foi, quand on vous raconte ce que la main de Dieu a fait? Malheur à cette sagesse char-

<sup>1</sup> S. Matt., xvi, 18.

<sup>2</sup> I Corint., xii, 9, 10

<sup>3</sup> Ad Thess., v, 20.

nelle qui nous empêche de goûter ce qui est de l'Esprit-Saint ! »

Et enfin, montrant que cette prétendue force d'esprit n'est au fond que faiblesse, il ajoutait ces énergiques et profondes paroles : « Mais que dis-je ? Notre raison est aussi faible que notre foi même. N'y a-t-il donc qu'à refuser de croire, pour s'ériger en esprit fort ? N'est-on pas aussi faible et aussi aveugle en ne pouvant croire ce qui est, qu'en supposant ce qui n'est pas ? Le seul mot de miracle et de révélation vous choque, ô faibles esprits, qui ne savez pas encore combien Dieu est grand, et combien il aime à se communiquer aux simples avec simplicité !... »

Voilà, Messieurs, avec quelle force Fénelon répondait aux incrédulités de parti pris. Il faut bien remarquer toutefois qu'il parlait ici des révélations d'une Sainte sur lesquelles l'Église avait prononcé ; et que, s'il proclamait résolument les merveilles que Dieu opère dans ses saints, il ne prétendait pas autoriser par là ceux qui, à la légère, « supposent ce qui n'est pas ; » et prennent pour l'inspiration d'une foi véritable « une vaine crédulité pour de creuses visions. »

C'est ici le second des deux excès qu'il faut éviter. C'est, qu'en effet, Messieurs, tout ce qui se prétend surnaturel ne l'est pas. Comme il y a de vraies prophéties et de vrais prodiges, il y en a de faux ; et il ne faut pas que la foi se soit à elle-même un piège. Voilà pourquoi, dans les saintes Lettres, tant de solennels avertissements nous sont donnés contre les illusions et les séductions, si faciles en cette matière. Laissez-moi replacer ici, Messieurs, quelques-uns de ces textes divins sous vos yeux.

Déjà, du temps où fleurissait l'esprit prophétique, Jérémie dénonçait les prophètes menteurs qui venaient, sans mission, annoncer des prospérités trompeuses, de la part de Dieu, quand Dieu ne les avaient pas envoyés, et qui disaient : La paix ! la paix ! quand il n'y avait pas de paix : *Dicentes pax, pax, et non erat pax*<sup>1</sup>. Et Isaïe, de son côté, signalait les prises secrètes et profondes que trouve l'esprit de mensonge dans ces tendances de l'âme humaine, et surtout de l'âme populaire, à se repaître des illusions qui la flattent : *Loquimini nobis placentia*, dites-nous des choses qui nous plaisent, et voyez pour nous, même des erreurs et des chimères : *Videte nobis errores*<sup>2</sup>.

Ainsi donc, il y a, Messieurs, trouvant d'étonnantes correspondances dans les instincts divers et les plus secrets de notre nature, ce que saint Jean appelait l'Esprit de vérité et l'esprit d'erreur, *Spiritum veritatis et spiritum erroris*<sup>3</sup>. Aussi Notre Seigneur nous en a-t-il avertis lui-même : « Il surgira de faux prophètes, *surgent pseudoprophetæ*,

<sup>1</sup> Jerem., xvi, 14.

<sup>2</sup> Isai., xxx, 10.

<sup>3</sup> S. Joan., epist. I, iv, 6.



et ils feront des signes à tromper, s'il était possible, même les élus; *et dabunt signa et prodigia, ita ut in errorem inducantur, si fieri potest, etiam electi*<sup>1</sup>. » Mais, ajoutait Notre-Seigneur, « quand même ils vous flatteraient pour vous tromper, et vous diraient : Le Christ est là, dans ce désert, dans ce champ, dans cette maison ; ne le croyez pas : *Nolite credere*<sup>2</sup>. »

Et c'est parce qu'ici la bonne foi se trouve exposée non-seulement aux illusions, mais encore aux tromperies et aux artifices, c'est pour cela que le même apôtre qui avait dit : *Prophetias nolite spernere*, ajoutait : « *Omnia autem probate*, éprouvez tout; *quod bonum est, tenete*<sup>3</sup>; mais ce qui est bon, cela seulement, recevez-le. » Et saint Jean, dans le même esprit, posait cette grande règle de la prudence chrétienne : « *Nolite credere omni spiritui; sed probate spiritus, si ex Deo sint*<sup>4</sup>; n'ajoutez pas foi à tout esprit, mais éprouvez-les, et cherchez si les esprits sont de Dieu. »

C'est ici, Messieurs, dirai-je, dans l'ordre des choses surnaturelles, le sens commun. Avant tout, pour ajouter foi à une prophétie ou à un miracle, il faut que cette prophétie soit réelle et authentique, et ce miracle constaté. S'ils ne le sont pas, vous allez à l'aventure, vous courez au devant de l'illusion et de l'erreur. *Probate spiritus, si ex Deo sint*. Car s'ils ne sont pas de Dieu, de qui sont-ils? Et pour être pieuses en apparence, des chimères en sont-elles moins des chimères? Et la religion ne peut-elle pas avoir à souffrir, surtout dans un temps comme le nôtre, de ces excès de crédulité, qui appellent les réactions, excessives à leur tour, de l'incrédulité et du scepticisme?

Ainsi donc, si, en matière de choses surnaturelles, tout rejeter en principe serait insensé et impie, tout admettre en fait serait superstitieux et téméraire.

Il y a des personnes, faibles ou mal instruites, qui prennent pour un signe de zèle et de piété cette tendance à une foi téméraire. Eh bien, Messieurs, un grand saint, qui, assurément, n'était pas un homme de peu de foi, mais qui savait combien les illusions ici sont faciles, fréquentes et dangereuses, saint François de Sales, leur dira « combien ces choses extraordinaires sont dignes de soupçon. » Il en cite quelque part, dans ses lettres, un exemple étonnant, à propos d'une religieuse de la Visitation qui prétendait avoir elle-même des révélations : et, sans aller jusqu'à mettre en doute la bonne foi de la religieuse, mais ne voyant en tout cela rien qui fût sérieux et di-

<sup>1</sup> S. Matt., xxiv, 24.

<sup>2</sup> S. Matt., xxiv, 23.

<sup>3</sup> Ad Thess., v, 21.

<sup>4</sup> S. Joan., epist. I, iv, 1.

gne de Dieu, ce sage évêque écrivait nettement à la supérieure : « Quant à ses visions, révélations et prédictions, elles me sont infiniment suspectes, comme inutiles, vaines et indignes de considération ; car d'un côté elles sont si fréquentes que la seule fréquence et multitude les rend dignes de soupçon ; d'autre part elles portent des manifestations de certaines choses que Dieu déclare fort rarement, et qui ne servent tout à fait à rien. »

Et comme à ces préjugés légitimes quelques personnes répondaient qu'on ne voit pas toujours de suite, mais qu'on découvre souvent plus tard la raison de ces révélations, qui d'abord paraissent déraisonnables, le Saint répliquait : « Or, de dire qu'à l'avenir on connaîtra pourquoi ces révélations se font, c'est un prétexte que celui qui les fait prend pour éviter le blâme des inutilités de telles choses. » Et enfin saint François de Sales conclut que, sans maltraiter cette pauvre fille, « il lui faut témoigner un parfait mépris de ses révélations et visions, tout ainsi que si elle racontait des songes ou des rêveries d'une fièvre chaude, sans s'amuser à les réfuter ni combattre ; ains au contraire, quand elle en veut parler, il faut lui donner le change, c'est-à-dire changer de propos, et lui parler des solides vertus et perfections de la vie religieuse, et particulièrement de la simplicité de la foi, par laquelle les saints ont marché, sans visions ni révélations particulières quelconques, se contentant de croire fermement en la révélation de l'Écriture Sainte, et de la doctrine apostolique et ecclésiastique<sup>1</sup>. »

Saint François de Sales écrivait encore :

« Et quant au bon père qui semble approuver ces révélations, il ne faut pas le rejeter ni disputer contre lui, ains seulement témoigner que, pour éprouver tout ce trafic de révélations, il semble bon de les mépriser et n'en tenir compte.

« ... Et en somme, il faut témoigner un mépris absolu de toutes ses révélations. »

On voit ici, Messieurs, l'admirable charité et douceur, et aussi l'admirable bon sens de l'aimable Saint : il veut qu'on applique le jugement de la raison, même aux choses qui ont une apparence surnaturelle, et qu'on s'arrête, là comme ailleurs, dès qu'on rencontre l'absurde.

Et, en effet, Messieurs, rien n'est plus fréquent que de rencontrer ici le faux et même l'absurde : c'est ce qu'enseignent unanimement les plus grands théologiens. Je ne vous en citerai que deux, mais d'une autorité considérable, Gerson et Benoît XIV. Le premier, au-

<sup>1</sup> Œuvres complètes de saint François de Sales. Paris, 1831. Lettres, t. IV; Lettre 679<sup>e</sup>, p. 129, 130.

quel beaucoup ont cru et croient encore que nous devons ce livre que Fontenelle appelait *le plus beau qui soit sorti de la main des hommes, puisque l'Évangile n'en vient pas, l'Imitation*, Gerson a fait un traité exprès sur les vraies et fausses révélations, et sur la manière de les distinguer, *De Distinctione verarum revelationum à falsis*; et certes, la plupart du temps, rien n'est plus délicat et plus épineux. Or savez-vous un des signes auxquels Gerson, et Benoît XIV qui le cite, reconnaissent les fausses révélations? C'est « si ce sont des révélations de choses inutiles et curieuses; si dans ces révélations se rencontrent des choses qui, sans excéder la puissance divine, ne sont cependant pas conformes à la sagesse de Dieu et à ses autres attributs<sup>1</sup>. » C'est ainsi que Benoît XIV résume, en se l'appropriant, la doctrine de Gerson, et voici comment Gerson lui-même s'exprimait<sup>2</sup> : « De telles choses doivent être rejetées de suite comme des rêves indignes d'une révélation divine; et, en effet, dans les œuvres de Dieu n'éclate pas seulement la puissance, mais aussi la bonté et cette sagesse qu'il a répandue sur tous ses ouvrages. « Vous avez tout fait, dit le psaume, dans la sagesse. »

Voilà, Messieurs, un langage de théologien. Il est bien évident d'abord que ce critérium est indispensable, mais il est loin de suffire; car on ne sait pas, ou plutôt on sait trop, ce que certaines dispositions physiques et morales, et les ébranlements de l'imagination, par exemple, peuvent produire d'illusions : « Il peut arriver facilement aux personnes à vive imagination, dit Benoît XIV, qu'elles croient voir ce qui n'existe pas, et s'imaginent qu'il leur apparaît des choses qui réellement n'apparaissent pas, et que cependant elles soutiennent avoir été vues par elles et leur avoir été divinement montrées<sup>3</sup>. » Et dans un autre endroit : « L'imagination peut être la cause de beaucoup d'effets et de beaucoup de modifications et de perturbations, soit dans notre propre corps, soit dans un corps étranger<sup>4</sup>. » Il enseigne enfin que : « par l'imagination, souvent on voit ce qu'on

<sup>1</sup> *Si inutilia et curiosa revelentur, si in revelatione aliquid reveletur quod, licet divinam potentiam non excedat, non est tamen conforme sapientiæ Dei, et aliis ejus attributis. (De servorum Dei beatificatione, et de beatorum canonizatione, lib. III, cap. ultim., n° 6.)*

<sup>2</sup> *Talia velut delira et divina revelatione indigna statim abjicienda sunt; neque enim relucet tantummodo in divinis operibus potentia, sed bonitas et sapientia quam Deus effudit super omnia opera ejus. Omnia, inquit psalmus, in sapientia fecisti. (Ibid., lib. III, cap. ultim., n° 6.)*

<sup>3</sup> *Facile contingere potest, ut pulent se videre quæ non sunt, et ut eis aliqua videantur apparere quæ non apparent: quæ tamen a se visa et cœlitus demonstrata prædicare consueverunt. (Ibid., lib. III, cap. I., n° 1.)*

<sup>4</sup> *Phantasia potest esse causa multorum effectuum et multarum tum modulationum tum perturbationum, in corpore tam alieno quam proprio. (Ibid., lib. III, cap. I., n° 9.)*

ne voit pas, on entend ce qu'on n'entend pas, on sent ce qu'on ne sent pas.<sup>1</sup> »

A ces illusions, si extraordinaires quelquefois, il faut joindre les ruses du démon, qui « se transforme, dit Benoît XIV après saint Paul, en ange de lumière, » *transfiguratur enim se dæmon in angelum lucis*<sup>2</sup>, et aussi les fourberies des hommes, dont on ne saurait jamais assez se défier.

Nous pourrions citer ici, Messieurs, à l'appui de ces observations, des décrets sans nombre du Saint-Office, dévoilant des fourberies, et punissant des imposteurs qui avaient réussi étonnamment à se faire accepter.

Ainsi, en 1857, le Saint-Office condamne à des peines sévères une certaine Catherine Finelli qui, par d'habiles inventions, se faisait passer pour sainte, « se vantant de révélations, prophéties, extases, visions, apparitions de Notre Seigneur Jésus-Christ et de la Sainte Vierge, et autres dons surnaturels et grâces particulières de Dieu, dans lesquelles il n'y avait que tromperies, jaclances, faussetés et trahisons. »

Sous le pontificat de Pie VII, condamnation d'une autre fille, nommée Jeanne Marella, laquelle faisait apparaître frauduleusement des crucifix qui versaient du sang, et une image de Notre-Dame des Sept Douleurs qui versait des larmes; laquelle montrait aussi des stigmates qu'elle portait aux pieds et aux mains, etc.

Sous Benoît XIV, en 1747, une religieuse professe du monastère de Sainte-Claire de Chieri est condamnée également pour ses fraudes pieuses, et ses directeurs sont sévèrement admonestés : *Directores præfatæ monialis acriter moneantur*.

Le cardinal Albitius, qui écrivait vers le milieu du dix-septième siècle, énumère, dans son grand ouvrage de *Inconstantia in fide*, plus de vingt condamnations portées de son temps pour les mêmes causes.

Vous voyez donc, Messieurs, combien les précautions en pareille matière sont légitimes, et combien se trompent les personnes sincères et naïves, lesquelles s'imaginent que ce n'est pas suivre l'inspiration de la vraie piété que d'être prudemment sur ses gardes, d'examiner de près, et de consulter ici le jugement d'une raison saine, mais prétendent qu'il est bien plus conforme à la vraie religion d'incliner tout d'abord à croire sans examen et sans preuves.

Dieu, Messieurs, qui nous a fait raisonnables et libres, ne peut pas nous commander de nous conduire comme si nous n'avions ni raison ni liberté. Si le surnaturel est toujours possible, si la source,

<sup>1</sup> *Per imaginationem sæpe videri quæ non videntur, audiri quæ non audiuntur, sentire quæ non sentiuntur. (Ibid., lib. III, cap. I, n° 9.)*

<sup>2</sup> *Ibid., lib. III, cap. I, n° 9.*

comme disait si bien Fénelon, n'en est point tarie, si Dieu répand quand il lui plait son esprit sur ses serviteurs et sur ses servantes, il n'en est pas moins vrai, comme disait autrefois saint Ambroise, que Dieu ne nous gouverne pas habituellement par des révélations et des miracles. Or, on rencontre aujourd'hui une foule de personnes qui, dans les jours mauvais que nous traversons, semblent ne compter que là-dessus. « Dieu, me disait-on il y a quelques jours avec assurance, « Dieu fera un miracle; Dieu frappera un grand coup. » Et comme je demandais : « Comment le savez-vous ? — Vous le verrez, me fut-il répondu ; je n'en ai pas de preuves, mais j'en suis sûr. » Assurément, Messieurs, ce n'est pas là le langage de la piété véritable ni d'une foi éclairée.

En règle générale, les événements humains se déroulent selon l'ordre providentiel, mais naturel, des choses humaines ; les causes ont leurs effets, et les effets leurs causes. Dieu, sans doute, a le dernier mot et la direction souveraine ; mais il n'est pas besoin pour cela qu'il intervienne toujours par le miracle. L'homme agit, et ses actes ont leurs conséquences, voilà l'ordre accoutumé des choses. Mais parce que Dieu dirige en maître suprême les événements humains, oublier dans nos actes la raison et la prudence, laisser tout à l'abandon, nous conduire témérairement et follement, et charger ensuite la Providence de réparer nos témérités et nos folies ; nous flatter en un mot que nos fautes n'entraîneront pas leurs naturels résultats, et que l'avenir ne nous demandera pas compte de nos erreurs, c'est là, pour parler comme le concile de Trente, tomber dans cette fausse imitation de la piété qui s'appelle la superstition, *falsa pietatis imitatrix superstitio*.

En un mot, c'est tenter Dieu, Messieurs, et lui manquer de respect au premier chef ; ce n'est plus là ni de la foi ni de la piété, c'est de l'illuminisme ; et cette tentation, de la confiance présomptueuse et téméraire, fait si facilement illusion à notre pauvre nature, que Notre-Seigneur, pour nous mettre ici en garde contre elle, a voulu nous apprendre lui-même à la mépriser et à la convaincre : « Jette-toi du haut du temple en bas, lui dit le tentateur ; dis que ces pierres deviennent du pain : *Mitte te deorsum ; dic. ut lapides isti panes fiant*. » Mais à ces suggestions de l'ange des ténèbres le Sauveur a répondu ce mot, simple et profond : « Arrière, Satan, il est écrit : *Vous ne tenterez pas le Seigneur votre Dieu : Vade retro, Satana ; scriptum est enim : Non tentabis Dominum Deum tuum*<sup>1</sup>. »

Certes, si quelqu'un avait pu être autorisé à compter sur un miracle, c'était Notre-Seigneur, et il ne l'a pas voulu ; afin de nous ap-

<sup>1</sup> S. Matt., iv.

prendre que nous tentons Dieu, lorsque, voyant nos affaires compromises ou perdues, au lieu d'agir et de nous aider nous-mêmes, comme nous le demandent les saints livres, *viriliter age*<sup>1</sup>, et de mériter par là le secours d'en haut, nous ne savons plus qu'attendre et prédire témérairement des miracles que rien ne nous autorise à espérer.

Non, quiconque, dans les choses humaines, refuse de raisonner et d'agir en homme raisonnable éclairé par la foi, manque à un devoir impérieux, n'est pas digne que Dieu vienne miraculeusement à son aide.

Et pourquoi aussi ces regards curieux et indiscrets vers l'avenir? Il y a là, Messieurs, un inconnu que la sagesse de Dieu, sauf les exceptions dont Dieu est le maître, ne veut pas livrer à l'impatiente agitation des hommes. « Quoi! s'écriait autrefois Bossuet, le fils de l'homme aura dit que la science des temps est l'un des secrets que son père a réservés en sa puissance<sup>2</sup>, et nous voudrions percer ce secret impénétrable, et fonder nos espérances sur un mystère si caché! » Non, Messieurs, ne cherchons pas à trouver curieusement dans des révélations extraordinaires la règle de notre conduite; n'attendons pas de là les lumières et les directions de notre vie. La Providence n'en agit pas de la sorte avec les hommes; elle ménage autrement leur liberté et leur responsabilité. Si nous pouvions lever le voile qui dérobe, et dérobera toujours, si ce n'est à de rares privilèges, l'avenir, on dirait, avec les fatalistes: C'est écrit! et on ne comprendrait plus le devoir de l'action courageuse et chrétienne.

Et qu'on ne réponde pas: Moi, je fais fi du sens humain, fi des vues humaines; et j'ai pour guide unique la foi, le sens chrétien. — Non, ce n'est pas ici le sens chrétien qui vous guide; car il vous dirait: *Probate spiritus*, et vous ne les éprouvez pas! La foi vous dit: *Non tentabis Dominum Deum tuum*; et faites-vous autre chose que le tenter par vos présomptions et vos assurances téméraires? Encore une fois, même pour être chrétien, on ne cesse pas d'être homme, et on n'est pas dispensé d'agir en homme; le chrétien doit être seulement un homme plus raisonnable, plus réfléchi, plus sensé, plus ferme dans la foi et dans la vertu. L'ordre surnaturel ne détruit pas l'ordre naturel, il le perfectionne. On n'a pas le droit de demander à la Providence des interventions miraculeuses incessantes et des communications singulières: on n'a pas le droit d'en supposer: non; et, quelles que puissent être les attentions divines pour nos besoins, ou nos desirs, ou nos vertus, nous ne sommes autorisés ni pour notre conduite

<sup>1</sup> Psalm.

<sup>2</sup> Non est vestrum nosse tempora vel momenta quæ Pater posuit in sua potestate. (Act., I, 7.)

<sup>3</sup> Sermon pour le premier dimanche de l'Avent.

particulière, ni pour le gouvernement général des affaires, à compter sur des faveurs exceptionnelles, et il ne nous est pas permis d'en imaginer témérairement, ni pour nous, ni pour d'autres, soit en détournant à des applications fantaisistes les oracles des livres saints, soit en nous livrant à l'aveugle aux promesses des faux prophètes ou aux illusions des illuminés. En un mot : « *Nequis vos seducat ullo modo*<sup>1</sup>, dit saint Paul : ne vous laissez séduire d'aucune manière. » Plus que jamais, c'est le temps de nous rappeler ce grand et sage avertissement de l'apôtre.

Le Saint-Père d'ailleurs, Messieurs, ne nous le laisse pas oublier. Certes, nul plus que lui n'aura recommandé aux chrétiens la confiance et la prière, et nul aussi plus que lui n'en aura donné au monde, au milieu des plus cruelles épreuves, un plus beau et plus touchant exemple. Mais quant à ces voies extraordinaires, contraires, selon le mot de saint François de Sales, à la simplicité de la foi, quant à ces prophètes douteux et suspects, qui s'en vont répétant : « le Seigneur a parlé, le Seigneur a parlé, » quand le Seigneur n'a pas parlé, écoutez ce que des journaux religieux de France et de Belgique nous rapportent que le Saint-Père en disait, dans une allocution du 9 avril 1872 : « Je n'accorde pas beaucoup de crédit aux prophéties, disait le Saint-Père, parce que celles-là surtout qui ont été produites récemment ne méritent pas l'honneur d'être lues. » Et quelques mois plus tard, dans une autre allocution du 5 juillet de la même année : « Il circule un grand nombre de prophéties, disait-il ; mais je crois qu'elles sont le fruit de l'imagination. La vraie prophétie consiste à se résigner à la volonté de Dieu, et à faire le plus de bien possible. »

Qu'est-ce en effet, Messieurs, que la plupart de ces volumes de prophéties<sup>2</sup> que la spéculation des libraires colporte de tous côtés, et cette multitude de prophètes qui surgissent tout à coup, et ces oracles prétendus que chacun interprète témérairement à sa façon ; dont on ne sait souvent ni l'origine, ni l'authenticité, ni le sens ; formules vagues, obscures, ridicules, se produisant à l'état de bizarres et incompréhensibles énigmes, se prêtant à tous les commentaires, où l'on peut voir tout ce que l'on veut ; et quelquefois si précis et si détaillés cependant, qu'on vous y montre toute l'histoire d'un siècle, les noms propres, les dates, les faits ; qu'on les accommode à l'avenir, et au plus prochain avenir, comme au passé, sauf à changer soudain l'explication, si les événements viennent mettre à néant les prédictions qu'on n'avait pas craint d'en tirer, se faisant soi-même à son tour et révélateur et prophète ? D'où viennent-ils, ces étranges voyants ? Qui les envoie ? Et depuis quand Dieu veut-il qu'on règle sa

— <sup>1</sup> II Thess., II, 3.

<sup>2</sup> J'en ai, à l'heure où j'écris, plus de vingt volumes sous les yeux, de tout format, de tout pays, mais surtout de Belgique et de France.

conduite sur de tels oracles? Quoi! il a plu à Dieu, dites-vous, de dérouler à vos regards toute la série des événements que porte en son sein, depuis des siècles ou des années, l'obscur avenir! et quel signe, quelle preuve avons-nous que ces soi-disant révélations viennent de lui, et que ces nouveaux livres sibyllins doivent être consultés et par nous obéis? Aucune. Certes, on voit une raison suffisante et de tout point digne de Dieu dans la série de ces grands oracles bibliques, réalisés si merveilleusement par l'Évangile et dans l'histoire du peuple de Dieu. Mais comment s'expliquer ces révélations apocryphes, endormies si longtemps dans la poussière et dans l'oubli, et tout à coup produites au grand jour, au moment où la curiosité publique surexcitée les appelle, et où, pour démêler quelque chose, il faudrait évidemment à l'interprète une révélation nouvelle? Car tous les moyens d'interprétation et de critique font ici défaut; on est absolument sans critérium sérieux d'aucun genre, dans une voie d'aventures, exposés à toutes les tromperies de l'illusion, à toutes les fantaisies de la chimère; incapables, par conséquent, de régler par là une conduite quelconque, autorisés dès lors à la suspicion la plus légitime, et en droit de regarder comme non avenu tout cela. Sont-ce là des voies dignes de Dieu? Et, dès qu'il en est ainsi, la marque, le cachet des œuvres divines est-il là?

## II

Comment donc, Messieurs, en fait et dans la pratique, se comporter vis-à-vis de cette multitude de prophéties et de miracles, sans tomber dans un illuminisme aveugle ou dans un scepticisme déraisonnable et impie?

Il y aurait un moyen bien simple. L'Église n'a pas laissé ici les fidèles sans guide; l'Église nous a tracé pour ces sortes de choses des règles de conduite: ce serait donc de s'en tenir tout simplement aux règles et aux décisions de l'Église, et surtout, messieurs, là où dans la rigueur du droit ces décisions ne s'appliqueraient pas, à prendre pour loi l'esprit qui les a inspirées.

Ces décisions, quelles sont-elles?

Vous avez entendu Fénelon, saint François de Sales, Benoît XIV, Gerson, le pape Pie IX lui-même; écoutez maintenant les conciles:

Voici d'abord ce que, à propos de révélations et de prophéties, prescrit le concile général de Latran de 1516, dans sa onzième session, présidée par le Pape lui-même: c'était au commencement du seizième siècle, à la veille des ébranlements qui allaient se produire; les esprits étaient, comme de nos jours, en travail:



« Pour ce qui est du temps où doivent arriver les malheurs futurs, « la venue de l'antechrist et le jour du jugement » — car c'était alors comme aujourd'hui ; il y avait des prophètes qui annonçaient aussi la fin prochaine du monde, — « que personne, dit le Concile, « ne se permette de les annoncer et de les préciser, car la Vérité » « dit que ce n'est pas à nous de connaître les temps ni les moments » « que le Père tient en réserve dans sa puissance. *Tous ceux qui, jus-* » « *qu'ici, ont osé faire de telles prédictions, se sont trouvés menteurs, et* » « *il est constaté qu'ils n'ont pas peu nui par là à l'autorité de ceux* » « *qui se contentent de prêcher sans prédire.* A l'avenir donc, nous » « DÉFENDONS A TOUS ET A CHACUN d'annoncer dans leurs discours pu- » « blics les choses de l'avenir en expliquant à leur fantaisie les » « saintes Lettres; de ne point se poser comme en ayant été instruits » « par l'Esprit-Saint, ou par une révélation divine, et de ne pas mettre » « en avant d'autres et vaines divinations ou choses de cette na- » « ture<sup>1</sup>. »

La défense est positive. Mais voyez, Messieurs, avec quelle sagesse le concile sait concilier ces prohibitions nécessaires avec les possibilités de l'ordre surnaturel ! En effet, les Pères de Latran ajoutent : « Si cependant le Seigneur faisait à quelqu'un des révélations sur » « quelques-uns des événements qui doivent arriver dans l'Eglise, » « comme il s'agit alors d'une chose de grande importance, attendu » « qu'il ne faut pas ajouter foi à tout esprit, mais, ainsi que le dit » « l'Apôtre, éprouver les esprits pour voir s'ils sont de Dieu, nous » « voulons que, en loi ordinaire, il soit entendu que ces prétendues » « inspirations, *avant d'être publiées, ou prêchées au peuple, sont* » « *dès maintenant réservées à l'examen du siège apostolique.* »

« Que si quelqu'un osait aller à l'encontre de ces prescriptions, » « nous voulons que, outre les peines portées en pareil cas par le » « droit, il encoure aussi une sentence d'excommunication dont il » « ne puisse, excepté à l'article de la mort, être absous que par le » « Pontife romain<sup>2</sup>. »

<sup>1</sup> Tempus quoque præfixum futurorum malorum, vel Antichristi adventum, aut certum diem iudicii prædicere, vel asserere, nequaquam præsumant, cum veritas dicat : Non est nostrum nosse tempora vel momenta quæ Pater posuit in sua potestate; ipsosque qui hactenus similia asserere ausi sunt, mentitos; ac eorum causa reliquorum etiam recte prædicantium auctoritati non modicum detractum fuisse constet; inhibentes omnibus et singulis, ne de cætero in sermonibus suis publicis alia quæque futura in litteris sacris constanter prædicere, nec illa a Spiritu Sancto vel divina revelatione se habuisse affirmare, et alienas inanesque divinationes asseverando, aut alio quocumque modo tractando assument.

<sup>2</sup> Cæterum si quibusdam eorum Dominus futura quædam in Dei Ecclesia inspiratione quapiam revelaverit... quoniam res magni momenti est, eo quod non de facile credendum est omni spiritui, sed sint probandi spiritus teste apostolo, et

Ce décret, Messieurs, est marqué au coin de la science théologique la plus sûre et de la haute sagesse apostolique. Tout y est sauvegardé comme il doit l'être ; le péril des fausses révélations est dénoncé et prévenu ; la possibilité des révélations véritables est réservée ; mais comme ici le discernement est difficile et qu'il s'agit, d'ailleurs, disent les Pères, d'une grande chose, d'une exception aux lois providentielles ordinaires, le concile en réserve sagement l'appréciation à un tribunal exceptionnel et souverain. Et par la rigueur des peines qu'il édicte, il fait connaître assez l'importance qu'il attache à contenir ici les intempérances ou les illusions de l'esprit privé, dans l'intérêt des âmes et de la foi elle-même.

Le concile de Latran ne parle, dit-on, que des prédicateurs ; soit, bien qu'on puisse dire qu'à propos des prédicateurs, il a porté une défense générale et absolue : *antequam publicentur, aut populo prædicentur*. Mais les considérants qu'il expose ne concernent-ils que les prédicateurs ? Et d'ailleurs, la presse n'est-elle pas devenue aujourd'hui une tribune aussi retentissante que la chaire elle-même ? Il est vrai encore, le concile ne parle que de prophéties ; mais, évidemment, les raisons de ses prescriptions s'appliquent aux miracles comme aux prophéties. Le concile de Trente, du reste, a complété ici le concile de Latran en statuant expressément sur cet objet, dans le même sens et d'après les mêmes principes ; voici ses paroles :

« Le saint Concile décrète qu'il ne faut admettre aucuns nouveaux miracles... s'ils n'ont été reconnus et approuvés par l'évêque ; et l'évêque, dès qu'il sera question d'un fait de ce genre, réunissant en conseil des théologiens et d'autres hommes pieux, fera ce qu'il jugera convenable à la vérité et à la piété<sup>1</sup>. »

C'est, disons-nous, la même doctrine et le même esprit dans les deux conciles, le même soin de prévenir le double excès auquel on est exposé ici, et de sauvegarder les droits, non pas seulement de la piété, mais de la vérité ; la même attention, dès lors, à soustraire

ex Deo proveniente; volumus ut lege ordinaria tales assertæ inspirationes, antequam publicentur, aut populo prædicentur, ex nunc apostolicæ sedis examini reservatæ intelligantur.

Si qui autem contra præmissorum aliquot committere quidquam ausi fuerint, ultra poenas contra tales a jure statutas, Excommunicationis etiam sententiam a qua non nisi a Romano Pontifice, præterquam in mortis articulo constituti, absolvi possint, incurrere volumus.

<sup>1</sup> Statuit sancta Synodus... nulla etiam admittenda esse nova miracula... nisi eodem recognoscante et approbante Episcopo; qui simul atque de iis aliquid compertum habuerit, adhibitis in consilium Theologis et aliis piis viris, ea faciat quæ veritati et pietati consentanea judicaverit. (*Ex Concilio Tridentino, sess. 25; De reliquiis et invocatione Sanctorum.*)

ces délicates matières aux appréciations incompetentes de l'ignorance et de la passion, crédule ou incrédule, pour les réserver au jugement éclairé et autorisé des guides naturels de la conscience chrétienne.

S'inspirant du concile de Trente, Messieurs, un autre concile, particulier, il est vrai, mais examiné et approuvé par le Saint-Siège, le concile de Paris de 1849, s'est expliqué ici en des termes qui ne laissent prise à aucune subtilité d'interprétation. Le concile de Trente, en face du protestantisme, sentait l'impérieuse nécessité de mettre une barrière à de pieux mais dangereux excès. Mais, de nos jours, on peut le dire, en face d'une incrédulité plus générale et armée d'une critique plus ombrageuse, la question des miracles contemporains est devenue encore plus délicate; c'est pour quoi le concile de Paris a été si formel et si explicite :

« Puisque, d'après l'apôtre, il ne faut pas croire à tout esprit, nous avertissons que personne ne doit se constituer téméraire-  
« ment le propagateur de prophéties, de visions et de miracles,  
« relatifs soit à la politique, soit à l'état futur de l'Eglise, soit à  
« d'autres choses semblables, et circulant sans avoir été recon-  
« nus et approuvés par l'Ordinaire. Que les curés et les confes-  
« seurs, prudemment, détournent les fidèles de les accueillir, et  
« qu'ils leur rappellent, à l'occasion, les règles tracées par l'Eglise  
« en ces matières; que surtout ils les avertissent que ce n'est pas  
« d'après des révélations particulières, mais d'après les lois ordi-  
« naires de la sagesse chrétienne, qu'il faut gouverner sa con-  
« duite<sup>1</sup>. »

Vous le voyez, Messieurs, la PROPAGATION TÉMÉRAIRE des révélations et des miracles, et la TROP FACILE CRÉDULITÉ, voilà des abus manifestes, que le concile a voulu prévenir : c'est à ce goût malsain de l'extraordinaire, si contraire à la simplicité de la foi, et qui rapetisse et énerve la piété en la détournant de ses grands devoirs et de ses grands horizons, c'est à cette tendance malade que le concile de Paris opposait si opportunément « *les lois ordinaires de la prudence chrétienne*, » si oubliées aujourd'hui.

D'autres documents, où ne se montre pas moins l'esprit de l'Eglise,

<sup>1</sup> Cum, ex Apostolo, non sit omni spiritui credendum, monemus ne quis se PROPAGATOREM TEMERE CONSTITUAT PROPHETIARUM, VISIONUM, MIRACULORUM, sive ad rem politicam, sive ad futurum Ecclesiæ statum, sive ad alia ejusmodi spectantium, quæ absque recognitione, et probatione Ordinarii circumferuntur. Parochi, et Confessarii pro sua prudentia, Christi fideles ab iis facilius suscipiendis deterreant. Item, data occasione, regulas ea de re ab Ecclesia præscriptas edoceant, præsertimque moneant, non ex privatis revelationibus, sed ex communibus sapientiæ christianæ legibus, fidelium agendi rationem esse moderandam. (Concilium Parisiense, cap. III.)

cet esprit de sagesse, de mesure et de circonspection, ce sont, Messieurs, les célèbres décrets d'Urbain VIII, relatifs au culte permis ou défendu à l'égard des serviteurs de Dieu non encore canonisés ni béatifiés, et à la publication prématurée et incompétente de leurs miracles ou révélations. Pour remédier, selon le devoir de sa charge pastorale, aux abus *quotidiens*, ce sont les expressions d'Urbain VIII lui-même, où se laissait entraîner une dévotion intempérante, il défendit, dans son célèbre décret du 13 mars 1625, sous les peines les plus sévères, d'imprimer les livres où ces faits surnaturels seraient racontés, comme tels, sans avoir été reconnus et approuvés par l'Ordinaire<sup>1</sup>. Et il traça, de la façon la plus expresse, toute la procédure à suivre par l'Ordinaire en pareil cas. Et de plus, neuf ans après, en 1634, Urbain VIII confirma par un nouveau bref ce décret, y ajoutant des dispositions plus sévères encore.

Voilà, Messieurs, les actes d'après lesquels il faut juger l'Église, et l'esprit de l'Église; et non pas sur la témérité de ceux qui, par mercantilisme ou vaine crédulité, oublient ses prescriptions et abusent de sa tolérance.

Toutefois, en proscrivant les abus, Urbain VIII n'avait pas voulu défendre d'écrire la vie des serviteurs de Dieu non encore canonisés, ni béatifiés, et de raconter, avec mesure et gravité, les révélations et les miracles qui pourraient leur être attribués; il déclara donc que l'Ordinaire pourrait permettre de tels récits; mais à deux conditions : 1° L'historien devra éviter d'employer le mot *saint* ou *bienheureux* d'une manière *absolue*; et 2°, afin que les lecteurs ne s'y trompent pas, il devra faire la *déclaration expresse* que ces miracles et ces révélations n'ont pas encore été reconnus par l'Église romaine<sup>2</sup>. Voilà tout. Mais de là, à la publication illimitée et immesurée de toute espèce de prophéties et de révélations, il y a un abîme; et prétendre qu'Urbain VIII lui-même a voulu ruiner l'autorité de ses deux décrets et ouvrir toute grande la porte à toutes les publications possibles, à ces « inqualifiables mystifications, » ainsi que s'exprimait Monseigneur l'évêque de Verdun, dans sa lettre aux évêques de France, le 6 février 1849, à cette « thaumaturgie de l'ignorance, » à ces « oracles de contrebande, » comme dit un pieux et docte bol-

<sup>1</sup> Sollicite animadvertens abusos qui irreperunt, et quotidie non cessant irrepere... volens pro debito pastoralis officii hujus modi abusibus occurrere... IMPRIMI DE CÆTERO INHIBUIT LIBROS, eorumdem hominum, miracula, revelationes, seu quæcumque beneficia tanquam eorum intercessionem a Deo obtenta, continentes, SINE RECOGNITIONE ATQUE APPROBATIONE ORDINARII.

<sup>2</sup> Non admittantur elogia Sancti vel Beati ABSOLUTE... CUM PROTESTATIONE, in principio quod in iis nulla sit auctoritas ab Ecclesia Romana, sed fides tantum sit *penes auctorem*. (Albitius, de *Inconstantia in fide*, cap. XL.)

landiste<sup>1</sup> belge, à toutes les inénarrables sottises, en un mot, dont nous sommes inondés, ce serait là une théorie et une pratique aussi contraires à la vraie religion qu'au bon sens.

Nous sommes en effet aujourd'hui, Messieurs, en plein dans les abus que l'Eglise a condamnés; il y a des esprits qui ne rêvent plus, dirait-on, que miracles et prophéties<sup>2</sup>, et dès qu'on en signale quelque part, de suite, sans attendre l'examen ni le jugement des supérieurs ecclésiastiques, usurpant en cela comme en tant d'autres choses sur l'autorité compétente, la presse les jette aux quatre vents du ciel; on applique intrépidement à l'époque présente les oracles de l'Ancien Testament et les mystérieuses révélations de l'Apocalypse; on exhume toutes les vieilles prophéties, on en imagine de nouvelles; on publie des volumes de 300 pages, *précisant*, c'est le titre, *la solution de la crise actuelle, le règne de l'Antechrist et la fin du monde*. D'autres volumes paraissent avec les titres que voici :

<sup>1</sup> Dans le savant recueil publié à Bruxelles par des Pères de la Compagnie de Jésus.

<sup>2</sup> J'avais dit que je n'entrerais dans aucun détail; je ne manquerai pas à cette résolution en mettant sous les yeux, à titre d'exemple, simplement, les mystères que voici; je les extrais d'un gros volume de 300 pages, qui a paru, sans visa d'aucune sorte :

« Nous lisions naguère dans *le Rosier de Marie* (c'est un journal ainsi nommé), sous la rubrique : « Révélations importantes, » un passage qui a sa place naturelle ici. Il confirme nos calculs et nos prophéties sur l'Antechrist. L'auteur de ces articles habite Genève; il les signe : « Un Français qui aime la France. » C'est un homme qui est *en rapport avec les sommités du monde politique* : il est doué d'un esprit grave, élevé, judicieux et foncièrement religieux. — Voici ce passage :

« Plusieurs commentateurs de la sainte Ecriture regardent la fin du monde comme prochaine. Un homme éclairé a dit avoir lu une révélation, à l'époque des massacres de Syrie, en 1860, dans laquelle il était annoncé que ces événements avaient lieu pour fêter la naissance de l'Antechrist... Un autre homme sérieux m'a dit avoir parlé à un personnage connaissant une dame française qui aurait vu l'Antechrist. Or, lorsqu'elle le vit, celui-ci fut subitement pris d'une forte colique. Sa mère lui demanda avec inquiétude ce qu'il avait, il répondit : « Je ne sais pas; mais quand j'ai vu cette dame là-bas, je me suis senti mal au ventre. C'était probablement le signe qui devait le faire connaître à cette femme, laquelle a déclaré que c'est un bel enfant de dix à onze ans.

« Cette personne n'est pas précisément une femme comme une autre. Elle a reçu diverses missions à remplir auprès de plusieurs souverains et même du Pape. Quand elle arrive dans un pays dont elle ne connaît pas la langue, elle entend ce qu'on lui dit et elle se fait comprendre; toujours elle remplit sa mission sans difficulté. Lorsqu'elle est introduite, elle ne sait pas ce qu'elle doit dire. Quand elle est en présence des personnes, les choses lui viennent; elle a conscience alors de ce qu'elle dit, mais une fois sa mission remplie, elle ne sait plus rien.

« Autre indice de la fin des temps :

« Un enfant de treize ans, il y a quelques mois, etc., etc. » On s'arrête de dégoût.

Voilà de quoi on repaît les âmes pieuses !

*Recueil de Prophéties anciennes et modernes concernant le passé, le présent et l'avenir, et annonçant particulièrement les destinées de la France, de l'Europe, et de l'Orient.*

*Portraits prophétiques d'après Nostradamus, ou Napoléon III, Pie IX, Henri V, d'après l'histoire prédite et jugée par Nostradamus, l'Apocalypse interprétée par Nostradamus et les lettres du grand prophète<sup>1</sup>.*

Le rédacteur d'une feuille périodique religieuse n'avait-il pas eu l'idée, il y a quelques années, de donner en feuilleton à ses lecteurs l'histoire de l'Antechrist, sous prétexte qu'un journal, pour vivre, devait être un peu « excentrique? » Et, sans un avertissement charitable et sévère, ce feuilleton, disait-il, aurait duré dix ans. Un autre ne racontait-il pas, sur la foi de je ne sais quelle extatique, ce qui se passe en purgatoire, et jusqu'aux jours de relâche et de fête que Dieu donne quelquefois, disait-il, aux pauvres âmes qui expient là? Mais c'est qu'en effet, Messieurs, plus certaines publications sont, le mot est juste, excentriques, et plus elles attirent certains esprits malades; les imaginations troublées, inquiètes de l'avenir, se précipitent sur cette pâture; la spéculation en profite; aux vitrines des librairies et imageries religieuses on voit étalées ces pauvretés, le plus souvent avec des titres à effet, quelquefois de grand événements prédits à date fixe, par exemple :

Au 17 février 1874

LE GRAND AVÈNEMENT!!

PRÉCÉDÉ DU GRAND PRODIGE!!!

Les journaux les annoncent à grand fracas de réclame; par exemple, encore : « UN LIVRE EXTRAORDINAIRE, » etc.; c'est un livre qui applique au temps présent Daniel et l'Apocalypse, nonobstant l'avertissement du concile de Latran; on va jusqu'à mettre le surnaturel en almanach! j'ai sous les yeux, anonyme, et, bien entendu, sans *imprimatur* aucun,

<sup>1</sup> Il faut voir avec quelle assurance on parle de ce « GRAND PROPHÈTE, que Dieu (la « voie, la vérité et la vie) nous a gardé pour éclairer nos pas, dévoiler le vrai des « grands principes sociaux, et arracher la France à la mort » (p. 9).

<sup>2</sup> J'ai sous les yeux une brochure publiée sans *imprimatur* aucun, avec ce titre : *Apparitions prophétiques d'une âme du purgatoire*, etc.

Pourtant le Concile de Trente a dit (Sess. XXV<sup>e</sup>) : « Que les évêques ne permettent pas (mais qui leur demande aujourd'hui permission ?) qu'on divulgue, sur le sujet du purgatoire, des choses incertaines; qu'ils défendent comme un sujet de scandale pour les fidèles tout ce qui tient d'une certaine curiosité ou superstition : *Incerta, et quæ specie falsi laborant, vulgari et tractari non permittant. Ea vero quæ ad curiositatem quamdam aut superstitionem spectant, TANQUAM SCANDALA ET FIDELIUM OFFENDICULA, prohibeant.*

*l'Almanach du surnaturel*. Une piété mal éclairée, une curiosité malsaine s'abat sur ces publications, et les enlève, en nombre véritablement stupéfiant<sup>1</sup>; on les discute dans les familles, et les croyants parfois ne supportent guère qu'on ne partage pas sur ce point leur foi aveugle, leur confiance illimitée, et accusent d'incrédulité et d'hérésie, sans savoir même la valeur de ces mots, ceux qui osent discuter; et naturellement les impies en prennent prétexte pour envelopper dans leur mépris et leurs railleries tout ce qui est surnaturel et religion. Mais l'Église, ses règles, ses prescriptions, son esprit, ces zèles chrétiens songent-ils un seul instant à s'en préoccuper? Pas le moins du monde. Où est donc ici le respect, la docilité, la prudence chrétienne, la vraie piété?

Il faut voir en particulier, Messieurs, dans la plupart de ces élucubrations, ce qu'on fait de la sainte Écriture; jamais cette témérité d'interprétation et d'accommodation, contre laquelle le concile de Trente s'élevait si fort, n'a été poussée si loin. On appelle cela « un surcroît de direction » pour les âmes chrétiennes : dans ce chaos confus d'éclairs sombres, il m'est impossible, quant à moi, de démêler une lumière qui puisse fournir une direction sérieuse quelconque à la vie.

Et on se prétend parfaitement libre en tout cela, grâce à la déclaration exigée par Urbain VIII! Eh quoi! pourvu qu'à la tête ou à la queue d'un livre, on déclare, chose facile, sauf à démentir cette déclaration à toutes les pages, qu'on n'entend pas devancer le jugement de l'Église, on dira qu'Urbain VIII a permis de publier tout ce qu'on voudra! C'est trop méconnaître, Messieurs, l'esprit qui a dicté les deux grands décrets de ce pape; c'est oublier l'objet précis de ces décrets, et les étendre à des cas auxquels ils ne s'appliquent en aucune sorte; c'est oublier l'esprit et les prescriptions des précédents conciles; c'est oublier enfin les enseignements les plus élémentaires de la théologie et de la morale chrétienne.

En effet, les théologiens et les canonistes les moins sévères le reconnaissent, il y a péché, péché grave, très-grave, contre la piété et la charité, c'est-à-dire contre Dieu et les âmes, à propager de fausses révélations et de faux miracles; péché que nulle pieuse intention ne peut excuser : *Peccatum maximum, contra pietatem et charitatem, quod nulla pia intentione potest excusari*; ainsi parle Albitius, avec Cajetan, Sanchez, Melchior Cano, Baldellius, et tant d'autres<sup>2</sup>. Et voici comme s'explique à cet égard le savant Jésuite qui rédige en Belgique la *Collection de Précis historiques* : « Jouer le rôle de faux prophète

<sup>1</sup> Un libraire de Paris nous a affirmé que le *Grand avènement* s'est vendu à 50,000 exemplaires. Mais la vente a naturellement cessé le lendemain du 17 février.

<sup>2</sup> De *Inconstantia in fide*, cap. XL, n° 193.

est un des crimes les plus épouvantables qui se puissent imaginer. C'est s'arroger un attribut divin; ce qui est un horrible blasphème. C'est tromper la bonne foi des meilleures âmes dans des choses très-importantes; ce qui est un mensonge des plus pernicioeux. C'est jeter le discrédit sur les prophéties les plus divines; ce qui est préparer l'affaiblissement et même la perte de la foi pour des cœurs peu fermes... Inutile d'ajouter que ceux qui propagent les fausses prophéties, par transcription, ou par la presse, ou par le commerce, participent au péché des faux prophètes. Il n'y a pas de théologien tant soit peu instruit qui ne convienne de ces principes<sup>1</sup>. »

Direz-vous que vous êtes de bonne foi? Eh quoi! la témérité, la présomption, la cupidité, l'appât du gain, ajoutons, puisqu'il le faut bien, la passion politique, tout cela constitue-t-il la bonne foi? Vous ne prenez aucune des précautions qu'il faut prendre en pareille matière pour éviter de tomber dans l'erreur<sup>2</sup>, et d'y faire tomber les autres, et là où les plus doctes hésiteraient, ou plutôt n'hésiteraient pas, tant quelquefois la sottise est manifeste, vous prononcez, vous, et jetez en pâture, à la crédulité et à l'incrédulité, les miracles les moins prouvés, les prophéties les plus absurdes, et vous invoqueriez la bonne foi! Non, c'est une intolérable illusion de conscience.

Et qu'on n'allègue pas non plus ici la tolérance de l'Église. L'Église, Messieurs, est la mère des âmes, et se conduit envers elles maternellement. Elle sait que le sentiment religieux, comme tout grand sentiment, ne se contient pas toujours exactement dans les limites rigoureuses de la froide loi, et quelquefois s'échappe, et déborde; voilà pourquoi elle ferme volontiers les yeux si, à côté des grands courants de la piété catholique, il vient à se former aussi ce que j'appellerai des dérivations innocentes; mais il y a une mesure dans la tolérance, et si c'est pour ainsi dire, comme aujourd'hui, une rupture des digues, et des dérivations désordonnées, oh! alors, c'est un devoir pour nous d'élever la voix, d'avertir, et c'est, pour ma part, ce que je fais en ce moment. La liberté de la presse, qui existe chez nous, ne permet pas aux évêques d'atteindre, comme le bien des âmes le demanderait, la spéculation misérable qui exploite ici, sous couleur de religion, la crédulité et la piété. Mais c'est notre devoir, Messieurs, de dénoncer hautement ces

<sup>1</sup> Livraison du 15 octobre 1870, p. 480.

<sup>2</sup> « Malheureusement, dit encore la savante revue déjà citée, c'est là souvent le moindre souci des lecteurs de prophéties. Ce qui les pousse, c'est une vaine curiosité; ce qui les aiguillonne, c'est le désir d'échapper à cette loi divine : *Sufficit dei malitia sua*; ce qui finit par les aveugler ou par déranger leur têtes, c'est leur confiance en eux-mêmes. Ils décident ce qui est authentique et ce qui ne l'est pas, ce qui est surnaturel et ce qui ne l'est pas, quel est le sens des oracles de Dieu vrais ou forgés, sans jamais s'enquérir de ce que pense sur des choses si graves l'autorité ecclésiastique »



abus, et de dégager l'Église de toute solidarité avec de pareilles exploitations ; c'est le vôtre de guider les fidèles dans le sens de ces précautions et de ces défenses.

L'exploitation va même plus loin, et passe des prophéties et des miracles à certaines dévotions et à certains petits livres de piété, qui pullulent aussi sans approbation d'aucune sorte. C'est comme une certaine imagerie religieuse qui s'est affranchie également de tout contrôle, et qui atteint quelquefois, on peut le dire, les dernières limites du ridicule et de la fadeur. En vérité, qu'est donc devenu, dans l'esprit des fidèles, le mot de saint Paul : *Possit Episcopus regere Ecclesiam Dei!* Tout spéculateur, tout illuminé, tout rêveur, tout esprit faible et borné, peut donc jeter en pâture à la piété des fidèles n'importe quel aliment ! Non. Un éditeur chrétien qui se respecte ne devrait jamais éditer, en matière de religion, même un simple livre de piété, que l'autorité ecclésiastique n'aurait pas laissé passer. Au dix-septième siècle, siècle de théologie, au siècle des Pétau, des Thomassin, des Bossuet, des Bourdaloue, on ne s'affranchissait pas de ces règles, mais aujourd'hui elles ne comptent plus<sup>1</sup>.

Ce n'est pas, et il ne faut point que le public religieux s'y trompe, ce n'est pas que l'autorité ecclésiastique recommande tout livre qu'elle permet d'imprimer. Un *imprimatur* ne veut point dire surtout qu'un livre n'est pas médiocre ; mais au moins y a-t-il là, dans cette condition préalable, une garantie contre les ignorances et les graves erreurs. De même, pour ne rien exagérer, et garder envers les âmes tous les ménagements nécessaires, pour n'exercer sur personne une tyrannie qui viendrait plus de l'ignorance que de la science, il faut bien savoir qu'un jugement de l'autorité épiscopale sur les faits surnaturels dont il lui appartient de connaître, ne ressemble pas à une décision dogmatique ; et que, par conséquent, si ce jugement mérite toujours le respect, il n'impose pas à la conscience une adhésion absolue. Mais la piété des fidèles est d'autant plus rassurée que le jugement rendu a été plus solennel, et que l'autorité ecclésiastique, comme cela est arrivé dans notre siècle même, a été jusqu'à permettre d'élever, en mémoire de ces faits, des édifices sacrés, et autorisé des dévotions publiques, de grands pèlerinages, et le plus nombreux concours des peuples.

Il n'y a de sécurité, Messieurs, qu'à ne pas s'éloigner de ces principes. Redisons-le donc hautement : l'Église a réservé à l'autorité ecclésiastique de connaître des faits surnaturels ; donc, quand cette autorité a prononcé, il y aurait, pour de simples fidèles, témé-

<sup>1</sup> Et cependant l'esprit de l'Église apparaît clairement ici dans le célèbre décret du concile de Latran, sous Léon X, *De impressione librorum* ; et dans celui du concile de Trente sur le même sujet, session IV<sup>e</sup>.

rité à s'inscrire en faux et à combattre les dévotions et les pratiques ainsi autorisées; mais aussi, il y a abus à propager des prophéties sans autorité; abus à les exposer à la crédulité et à l'incrédulité publique; abus et péril à se nourrir de ces lectures, où rien ne guide, où le champ s'ouvre, sans limites, aux imaginations et aux chimères<sup>1</sup>.

On fait souvent cette question : « Croyez-vous aux prophéties et aux miracles? » — Oui et non, peut-on répondre, cela dépend. En général, oui sans doute nous y croyons, et nous ne sommes pas de ceux qui se piquent, comme disait Fénelon, de rejeter, sans examen, comme fables, toutes les merveilles que Dieu opère. Mais si on précise et si on dit : Croyez-vous à telle révélation, à telle apparition, à telle guérison? c'est ici, Messieurs, qu'il est nécessaire de ne point oublier les règles de la prudence chrétienne, ni les avertissements des saintes Lettres, ni la doctrine des théologiens et des saints, ni enfin les décrets des Conciles et les raisons de ces décrets. L'autorité compétente a-t-elle parlé? Si elle a parlé, inclinons-nous, avec tout le respect que l'on doit à la gravité et à la maturité des jugements ecclésiastiques, lors même qu'ils ne sont pas revêtus d'une autorité infaillible; si elle n'a pas parlé, ne soyons pas de ceux qui rejettent tout de parti pris, et veulent imposer à tout le monde leur incrédulité; ni de ceux qui admettent tout à la légère, et veulent imposer également leur crédulité; gardons-nous bien, en discutant un fait particulier, de rejeter le principe même du surna-

<sup>1</sup> C'est ce que Mgr l'archevêque de Cologne rappelait en son mandement de Carême, dans des termes que je suis heureux de pouvoir mettre sous les yeux :

« De nos jours, comme à toutes les époques où des événements grandioses remuent profondément les âmes, on entend beaucoup parler de prophéties et de prédictions qui annoncent toutes sortes de signes et de miracles dont Dieu se servira pour arrêter soudain les desseins de nos ennemis, et pour préparer à son Église un éclatant triomphe. Mais ces prétendues prophéties, mes très-chers frères, ne sont pas dans l'Évangile. N'y ajoutez aucune foi; n'y mettez pas vos espérances. Sans doute, de nos jours encore, l'esprit de Dieu, qui seul a inspiré les prophètes de tous les temps, souffle où il veut. Mais où sont les preuves certaines que cet Esprit de Dieu a parlé par ces prétendus prophètes? Le Tout-Puissant, qui est patient et plein de longanimité, parce qu'il est éternel, et qui, en même temps, est infiniment sage et bon, prépare ordinairement la ruine du mal par le développement naturel des conséquences du mal lui-même, mais rarement il se révèle par une intervention extraordinaire et exceptionnelle dans le cours des choses humaines. Ce sont les angoisses actuelles de l'Église, les efforts et les hostilités de ses ennemis, et tous les grands événements de notre temps qui serviront, finalement, à l'accomplissement de ses desseins.

« C'est là ce que nous devons attendre et espérer fermement des infaillibles promesses de la parole divine et de la divine miséricorde. C'est ce que nous apprennent les enseignements de notre foi, et c'est là le sens profond de ce vieux proverbe allemand, si souvent vérifié et si consolant : « Plus la nécessité est extrême, et plus le secours de Dieu est proche. »

turel, mais ne fermons pas non plus les yeux à l'évidence des témoignages ; prudents jusqu'à l'examen le plus attentif, la matière l'exige, l'Écriture le recommande, mais non pas sceptiques ; sincères, mais non pas illuminés : voilà la mesure ; et n'oublions pas que, le plus souvent, le plus sûr, en ces matières, est de ne point précipiter son jugement, de ne point trancher, affirmer absolument, en un mot de ne point devancer, dans un sens ni dans un autre, le jugement de ceux qui ont ici qualité et mission pour examiner et prononcer ; mais d'attendre, dans la simplicité de la foi et de la sagesse chrétienne, une décision qui trace une règle sage, quoique non pas toujours avec une absolue certitude.

Il faut conclure :

Chacun ici, Messieurs, doit se défier de ses tendances. L'incrédulité ne veut voir Dieu nulle part ; l'illuminisme veut le voir partout : il y est, en effet ; mais non pas toujours par la prophétie et le miracle ; autrement le surnaturel absorberait le naturel, et l'extraordinaire deviendrait l'habituelle loi. Ah ! sans doute, Dieu prend soin lui-même de se rappeler par des interventions assez visibles aux siècles qui l'oublient. Tandis que les coups de sa droite étonnent et troublent les impies eux-mêmes, les croyants se tournent vers lui, dans les calamités publiques et privées, avec une espérance pleine d'angoisses. Messieurs, ne décourageons pas l'espérance, ne décourageons pas la prière. En ces temps de vicissitudes étranges, où l'âme du chrétien, pressée entre le souvenir de tant de malheurs et la menace de tant de périls, éprouve le besoin de se rattacher d'autant plus fortement au ciel, que la terre se dérobe sous les pas, et que les appuis humains, sur lesquels nous devons compter, nous manquent, à Dieu ne plaise que nous attristions la piété ! Non, mais ne permettons pas cependant qu'elle s'égare, par ce goût de l'extraordinaire et du prodigieux, jusqu'à l'illusion et l'extravagance, jusqu'à la présomption ou l'inertie. Tenter Dieu, c'est, aujourd'hui, dirait-on, l'attrait périlleux de certaines âmes ; et il est plus d'une manière de le tenter. Il y en a qui, au lieu de lutter virilement, se croisent les bras et disent : Dieu est là ! Dieu fera un miracle ! et croient avoir tout dit. Messieurs, on ne répare rien, on ne sauve rien par de telles confiances. Il y en a qui, plus téméraires encore, multiplient tranquillement les fautes, les défis à l'impossible, et se jettent, pour ainsi dire, du haut du temple, comme si Dieu avait promis d'envoyer ses anges pour les recueillir dans leur chute. Messieurs, on se brise par de pareilles témérités. Il y en a, enfin, qui sont entrés, semble-t-il, dans les conseils de Dieu, qui connaissent ses desseins sur l'Église et sur la France, et, appliquant à des épreuves particulières des promesses générales, annoncent tour à tour la victoire ou

la ruine; et, quelquefois, la victoire ou la ruine par tel homme, par tel moyen, pour tel jour et telle heure! Messieurs, Dieu fera ce qu'il voudra, ce que nous mériterons qu'il fasse, et peut-être même, dans sa miséricorde, ce que nous n'aurons pas mérité; mais son secret est à lui, et ce n'est pas à nous à lui prescrire ce qu'il doit faire. Il n'arrivera que ce que Dieu permettra, sans aucun doute; mais que permettra-t-il? Tremblons qu'il ne veuille encore nous châtier pour nos témérités, notre égoïsme et nos molleses, et tâchons de mériter qu'il nous sauve, en travaillant de toutes nos forces, et par tous les moyens de prudence humaine et de sagesse chrétienne qui dépendent de nous, à nous sauver nous-mêmes.

C'est en ce sens qu'il faut entendre et répéter la belle parole du Saint-Père : « La vraie prophétie est de se résigner à la volonté de Dieu et de faire le plus de bien possible. » Prions, espérons, mais surtout agissons; car, d'ordinaire, la coopération de l'homme doit s'ajouter à l'opération de Dieu, et tout instrument de la Providence doit répondre à sa mission; sinon, Dieu le rejette : nul ne lui est nécessaire. L'histoire des individus comme celle des peuples est pleine de ces exemples. S'il n'en était pas de la sorte, le dogme chrétien de la Providence ressemblerait trop au *fatum* des païens, et l'homme n'aurait plus qu'à attendre, les bras croisés, les arrêts du destin. Restons donc, Messieurs, dans la forte simplicité de la foi évangélique; évitons les défaillances, les présomptions et les chimères; soyons chrétiens et soyons hommes : aimons l'Eglise, cette mère de nos âmes, et montrons-nous reconnaissants des lumières qu'elle nous donne; reconnaissons, et en même temps dociles; et si nous l'aimons, ne nous contentons pas de compatir, par nos gémissements et nos larmes, aux maux profonds qu'en ce moment elle endure, sachons lui offrir un viril concours, et au besoin, de généreux sacrifices; servons, d'un effort non moins résolu et non moins efficace, notre chère patrie; comprenons ce qu'elle exige de nous pour se relever, se refaire, se guérir. En un mot, soyons une génération énergique et dévouée, intelligente et capable, croyante et agissante, qui comprenne les besoins et la marche des agitations humaines, et ne s'en montre pas plus effrayée qu'il ne convient à ceux qui doivent puiser dans les lumières de la foi quelque chose de la sagesse et de la patience de Dieu; et qui, sans recourir à de vains et suspects oracles, peuvent trouver dans l'histoire de leurs pères et dans les souvenirs du passé les secrets de la Providence et les espérances de l'avenir.

Veuillez agréer, Messieurs, la nouvelle assurance de mon affectueux dévouement.

† FÉLIX, évêque d'Orléans.

Orléans, le 25 mars 1874.

# AUGUSTIN COCHIN<sup>1</sup>

---

## IV

PENSÉES. — BROCHURE SUR LE PAUPÉRISME.

DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE. — RÉCEPTION DU P. LACORDAIRE A L'ACADÉMIE.  
DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL.

« Tout homme, dit Montaigne, est affamé de se cognoistre. » Le christianisme encourage ce noble besoin de notre nature, il l'excite, il en fait un devoir. Par ses dogmes, il jette les plus vives clartés sur ce fond mystérieux de notre être où se trouvent aux prises tant de grandeurs et tant de misères ; par ses préceptes, il nous oblige à examiner, dans le secret de notre cœur, les motifs de nos actions. En vain nous en imposons aux autres, en vain nous nous donnons le change à nous-même ; il faut un jour ou l'autre dissiper tous les nuages que nous avons amassés, et nous juger sous le regard de Dieu sans vaines excuses, sans complaisante illusion. La constante préoccupation du christianisme est de nous ramener au dedans de nous-mêmes : éclairer cette étude intime est le but de son enseignement ; nous remettre en face de notre conscience, l'objet de ses pratiques. Mais se connaître soi-même, n'est-ce pas aussi le meilleur moyen de connaître les autres ? Il y a dans le cœur humain un fond invariable ; toutes les lumières que nous recueillons sur nous-mêmes, nous les appliquons aussitôt et sans hésiter à nos semblables. Quel observateur redoutable que l'homme qui a su se pénétrer lui-même !

La manière dont le christianisme envisage le monde est aussi tout intérieure. Peu lui importent le rang, l'âge ou la condition des

<sup>1</sup> Voir le *Correspondant* des 10 et 25 février, 10 mars 1874.

hommes : une seule chose les distingue à ses yeux, c'est la valeur morale. Les actes sont loin d'en être le témoignage infallible, les paroles en sont rarement la fidèle expression. C'est dans le secret de la pensée qu'il faut aller chercher les sources de la vertu, parce qu'elle repose tout entière dans les intentions. Nous ne pouvons ni juger sûrement les hommes ni apprécier sainement leur conduite, sans avoir démêlé le jeu compliqué de leurs motifs, sans nous représenter ce drame intérieur que tant d'âmes ont intérêt à cacher. M. Cochin était trop chrétien pour ne pas se sentir naturellement moraliste, son esprit d'ailleurs y était instinctivement porté. Les traits fins, les aperçus pénétrants sur le cœur humain abondaient dans ses lettres et mêlaient je ne sais quoi de grave et de mûr à la grâce animée de sa conversation. Avec l'âge, qui étend le cercle des idées, avec la lutte, qui stimule la pensée, ce goût naturel devint une habitude, et il se mit à recueillir, sous la forme de notes rapides, les observations que lui suggérait la vue des hommes et des événements.

Cependant, on doit l'avouer, l'action favorise peu une étude aussi délicate. Presque tous nos moralistes ont mené une vie obscure ou n'ont fait que dans la retraite ces grandes découvertes sur l'homme que la beauté de la forme a fixées et que l'immortel intérêt du sujet rend à jamais nouvelles. Les bruits, les préoccupations du dehors, détournent la vue du dedans ou ne l'y laissent plus tomber que languissante et troublée. Mais la nature de M. Cochin ne lui permettait pas de vivre longtemps hors de lui-même, et son attrait pour la vie intérieure était encore aidé par la faiblesse de sa santé.

C'est aussi un grand maître que la souffrance. Elle fait pénétrer des secrets, elle révèle des mystères qu'on oublie ou méconnaît l'insouciance ardeur de la santé. La maladie nous ramène, nous concentre en nous-mêmes. Quelles lumières l'étude des âmes tire de la souffrance ! Il semble qu'une voile tombe et que le monde nous apparaisse sous un nouvel aspect.

Ainsi aucune des grandes sources de la science morale n'a manqué à M. Cochin : le christianisme, la société, la souffrance, se sont réunis pour lui fournir leurs enseignements. Les pensées qu'inspire la religion sont, on le prévoit, les plus nombreuses. Quelques-unes contiennent déjà en germe ce livre des *Espérances chrétiennes* qui occupa ses dernières années et ne fut interrompu que par la mort :

---

« User de la raison contre le christianisme, c'est oublier que le christianisme a rendu la lumière à la raison. »

« La religion peut souffrir, non mourir. Si les hommes ne la ren-

contrent plus sur les hauteurs de la métaphysique ou du mysticisme, elle les attend dans les défilés et les aridités de la vie pratique. »

« La religion est au-dessus des gouvernements aussi bien que des révolutions : celles-ci ne sont pas plus capables de la détruire que ceux-là de la sauver. »

« En politique comme en religion, on arrive souvent au *credo* par le *confiteor*. »

« La philosophie chrétienne consiste à montrer que dans tous les problèmes la nature ne suffit pas sans Dieu. »

« Poussez à bout toutes les questions de l'ordre naturel, elles aboutissent toutes au surnaturel. »

« Toutes les connaissances sont des voyages qui, par des sentiers divers, déposent l'homme au seuil de l'Évangile. »

« La France catholique, c'est l'Église latine traduite en langue vivante. »

« N'être mécontent de rien que de soi. »

« L'homme fait l'ordre sans le savoir ou sans le vouloir; la vertu consiste à le voir et à le vouloir. »

« Rendre chacun libre, pour qu'il ait sa responsabilité, chrétien, pour qu'il la sente. »

« On est plus chagrin d'être gêné dans ses habitudes que de l'être dans ses sentiments. »

« Ce qui se fait hors du christianisme prouve ce que nous serions sans lui. »

« Les raisons d'espérer sont les raisons d'agir. »

« L'homme est si petit, qu'il n'est nulle part indispensable; si grand, que chacun a quelque chose à faire. »

« Le pessimisme porte les uns à s'abandonner, les autres à s'amuser; il ne porte personne à combattre le mal qui est la cause du pessimisme. »

« Il en est des vertus comme des fleurs : les unes ont un parfum, d'autres de froides couleurs; une tige gracieuse soutient les unes, celles-là sont raides. Il y a des gens qui ne se contentent pas de blanchir leur âme, ils l'empèsent. »

« Quand j'étais petit, je voulais bâtir des murs en trouvant des pierres qui s'engrenassent juste les unes dans les autres, et je les retournais dans tous les sens; mais toujours il y avait quelque fente, quelque lacune, et ma peine était perdue. Il en est de même des arrangements dont on veut composer la vie : bon gré, mal gré, il y a des trous qu'il faut combler avec ce bon ciment qui est l'esprit chrétien. »

« Il faut mettre notre bonheur bien haut, au-dessus des choses

qui se heurtent et s'enfuient, éclat, fortune, réputation, vie mondaine, pour mieux goûter les vérités de Dieu, les plaisirs de l'esprit, les satisfactions du cœur, et la paix d'un foyer bien intime. »

« Les démolitions sont tristes, mais non les ruines, quand le temps les a revêtues de majesté et que leur malheur est achevé. »

« Ce n'est pas seulement la vie qui est un voyage, c'est aussi la pensée, incapable de trouver un point et de s'y tenir. »

« La richesse acquise est plus égoïste que la richesse transmise : ce que l'on a reçu, on sait qu'on le doit ; ce que l'on a créé, on ne veut le céder à personne. »

« La douleur est comme la herse qui égalise la terre labourée et semée, pour que le germe lève mieux. »

« Crions contre les abus ; soyons comme le sonneur qui monte à son clocher, et qui, au milieu de l'indifférence du hameau, fait parler le bronze, et lui fait répéter chaque jour : « La justice a visité la terre. »

« De plus en plus, je m'aperçois que la liberté, c'est la justice ; l'égalité, c'est la justice ; et souvent la charité, c'est la justice. »

« Les idées sont au rendez-vous bien avant les faits ; la monarchie ne sera plus que la république, moins la mobilité du chef. »

« Il ne faut pas espérer éviter les fautes, elles sont inévitables ; le meilleur régime n'est que celui sous lequel elles ne sont pas irréparables. »

« L'ancien régime et la Révolution sont quittes : ni l'un ni l'autre n'a créé la liberté. »

« Si la terre est une prison, la question est toujours de réformer le prisonnier. »

« Les questions que l'on est convenu d'appeler *questions sociales* rencontrent dans le public trois genres d'esprits : les mécontents, les satisfaits et les indifférents. Les premiers sont plus ardents, les seconds plus puissants, les troisièmes plus nombreux. Il y a place, heureusement, en dehors de ces dispositions trop communes, pour des esprits pratiques. »

« Le goût de la statistique est, après tout, une préoccupation du juste autant que de l'utile ; on cherche à faire le compte et la part de chacun. »

« Presque tout le monde est d'accord en paroles : l'opposition et le pouvoir, les croyants et les libres penseurs tiennent le même langage. Reste à discerner le fond des choses et les menteurs. »

« Parti catholique, déplorable mot : catholiques de tous les partis. »

M. Cochin relève avec indignation dans ses notes cette pensée de



Voltaire, extraite des lettres qui ont été récemment publiées : « Le peuple est toujours sot et barbare ; ces gens sont des bœufs : il leur faut du foin, le joug et l'aiguillon. » C'est dans un autre esprit, que le chrétien parle de ceux que dédaigne le philosophe, et, plus que personne, M. Cochin était convaincu qu'on n'améliore qu'en aimant.

« Qui se sert des hommes s'en charge et en répond. »

« Il faut former des groupes-d'ouvriers, ce qui est la clef de l'industrie, séparer ces groupes, ce qui est la clef de la politique. La solution, c'est que, l'industrie étant chrétienne, l'ouvrier soit heureux. La sécurité est dans la charité. »

« Plus je vais, et plus je bénis Dieu de ne m'avoir fait ni aigle ni limaçon, ni roi ni gueux, mais, en toutes choses, de cette situation moyenne où l'on est plus homme, voyant d'assez près le haut pour n'en être pas envieux, le bas, pour lui tendre de bon cœur la main. »

« Tout homme est héritier et tout homme est ancêtre. »

« Il n'y a pas de danger que tous les progrès accomplis fassent de la terre une cité permanente ou une vallée de joie ; mais il est légitime que l'homme les accomplisse pour se racheter ou s'améliorer, double essence de sa nature. »

« Ce qui m'empêche de douter du triomphe de l'égalité politique, c'est l'égalité croissante des âmes. A toutes les classes s'adressent et plaisent les mêmes livres, les mêmes pièces, les mêmes discours. On ne peut ni écrire ni parler pour quelques-uns, et la langue publique est de plus en plus démocratique. De là, en partie, l'insuccès de ceux qui cherchent un style particulier pour le peuple et les bons livres. Ces livres sont plus nombreux qu'on ne croit. Faits exprès, ils échouent. Quand on parle aux enfants un langage trop enfantin, on les exaspère. »

« Le propriétaire à la tête de la commune, le directeur à la tête de l'usine, se figurent qu'on leur doit une population toute préparée, bien choisie, moralisée, soumise. Erreur ! c'est à eux de la faire telle. »

---

Ces pensées, on le voit, ne s'arrêtent pas à la considération désintéressée de la vie : ce ne sont pas seulement des remarques sur ce qui est, ce sont aussi des appels à ce qui devrait être. M. Cochin aimait les théories, et excellait à les développer ; mais jamais il ne se serait enfermé dans cet examen indifférent qui est si cher à certains écrivains. Il n'était pas de ces hommes, trop peu rares aujourd'hui, pour qui penser et discuter sont un calcul ou un jeu, et qui se pré-

occupent peu de la valeur des idées, pourvu qu'elles surexcitent l'attention et séduisent la foule.

Cette profanation de l'intelligence irritait M. Cochin; il y voyait un danger permanent pour la société. Pour lui, s'il abordait volontiers les hauteurs spéculatives où le vertige est si dangereux, il ne s'y oubliait pas longtemps. C'est à l'application qu'il appelait les systèmes; c'est à cette pierre de touche qu'il aimait à les éprouver. C'est surtout de lui qu'on peut dire, en modifiant une de ses pensées : « Nos raisons d'aimer sont aussi nos raisons d'agir. »

Au sortir de ces entretiens avec lui-même, il s'appliquait avec plus d'énergie, non à l'étude de l'homme en général, mais à l'étude spéciale de l'homme qui souffre.

L'indigence, et toutes les misères qui en découlent, étaient un fardeau qui pesait constamment sur son cœur et formait incessamment l'objet de ses méditations. Il recueillait avec soin tous les livres qui abordaient ce problème du paupérisme, si redoutable pour le chrétien et pour l'homme politique. Pas un ouvrage, pas un document important ne parut sur ce sujet sans qu'il le commentât, soit dans les *Annales de la charité*, publication qui justifiait si bien son titre, soit dans le *Correspondant*. Il a semé ainsi beaucoup d'idées justes, beaucoup d'observations nouvelles, dont la pratique a fait son profit. Un de ses travaux les plus remarquables est celui qu'il a consacré à l'état numérique de la population indigente à Paris<sup>1</sup>. Quoi de plus ingrat en apparence, quoi de plus stérile, au premier abord, qu'une telle statistique! M. Cochin s'en empare, lui donne de la vie, et ces froides colonnes de chiffres prennent aussitôt une portée et un sens inattendus. Le nombre des pauvres à Paris est dans une proportion à peu près invariable avec le nombre des habitants. Chaque arrondissement a son genre de malheureux, et les professions semblent y avoir des domiciles spéciaux. Les pauvres sont rarement d'origine parisienne; la misère frappe surtout les étrangers qui viennent chercher dans la grande ville un gain supérieur, et n'y trouvent que le chômage ou la maladie. La grande industrie, à côté d'incontestables bienfaits, provoque ces malheurs, et, installée dans Paris même, y crée un perpétuel danger. La solution du problème serait donc de favoriser son éloignement, pour éloigner en même temps ceux que le besoin prépare à toutes les audaces, en les condamnant à toutes les privations.

M. Cochin appliquait volontiers à ce problème la méthode de M. Le Play. C'est sur le vif, c'est par une investigation personnelle et minutieuse, qu'il étudiait toutes les formes du mal, pour avoir

<sup>1</sup> *Annales de la charité*, 12<sup>e</sup> livraison.

plus de chances de découvrir le remède. Il arriva souvent à constater que la misère n'était pas seulement le résultat de l'inconduite, mais qu'elle provenait aussi des travers de l'esprit, quelquefois même des plus singuliers raffinements de l'amour-propre. Lorsqu'il préparait sa monographie du chiffonnier, il se rendit un jour à l'extrémité de la barrière d'Italie, et trouva dans un taudis infect un homme noir, déguenillé, mais qui, sous des traits flétris, gardait encore un air de jeunesse.

— Mon ami, lui dit M. Cochin après quelques mots de sympathie affectueuse, quel motif vous a fait embrasser cette profession?

— C'est l'orgueil.

— Il a eu là un singulier résultat; voulez-vous me l'expliquer?

— J'étais typographe. Trop pauvre pour me bien vêtir, j'étais la risée de mes camarades; je n'ai pu le supporter, et pour ne pas être blessé dans ma fierté, je me suis fait chiffonnier. Mes nouveaux confrères ne peuvent rien me reprocher, et je vis misérable, mais heureux, sous mes haillons. — On sent quel genre de compassion M. Cochin emporta de cet entretien, et combien son ardeur en redoubla pour ne jamais séparer le soin de l'âme des soins du corps.

Les mêmes préoccupations accompagnèrent M. Cochin dans sa visite à l'Exposition universelle de Londres. Les splendeurs du Palais de cristal le charmèrent; cependant il ne s'en contenta pas, et voulut voir au delà. De ses recherches à travers les livres, les rapports et les mansardes, naquit une sérieuse étude sur le paupérisme en Angleterre. Nulle part la misère n'a provoqué autant de travaux et autant de fondations que dans la Grande-Bretagne. Les pauvres y sont l'objet d'un vaste ensemble de lois; ils ont un budget considérable, des maisons de travail et de retraite dotées d'immenses revenus, de nombreuses institutions de prévoyance, et pourtant c'est dans le plus riche pays du monde qu'on découvre avec effroi la plus épouvantable misère. D'où provient un si douloureux contraste? Les causes en sont multiples; mais il en est une qui, selon M. Cochin, explique et domine toutes les autres. En Angleterre, la générosité est inépuisable, mais l'esprit de charité n'est pas à la même hauteur. Donner de l'argent est beaucoup, donner de l'affection est plus encore, et c'est ce que le protestantisme n'inspire pas assez. En Angleterre, on craint le pauvre, on ne le secourt pas, on ne le moralise pas avec la véritable sollicitude et le sympathique dévouement de l'affection. L'esprit de charité dans sa plénitude, le catholicisme seul le possède et le transmet<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Ceux qui savent à quelles difficultés de travail me condamne depuis longtemps ma santé se rendent aisément compte que je n'aurais pu, sans un puissant secours, étudier les éléments si divers et si nombreux de la vie intellectuelle de M. Cochin.

Un autre mal, un fléau plus triste encore que la misère, car il dégrade la victime et déshonore l'humanité, l'esclavage, éveilla de bonne heure aussi le zèle de M. Cochin. Son livre sur cette immense question est assurément son œuvre capitale, son cœur et son talent sont là tout entiers. Le don de l'investigation patiente et de l'exposition chaleureuse, la sagacité des prévisions, la hauteur des vues, donnent à ce bel ouvrage une importance durable. Un résumé rapide, mais fidèle, en fera aisément comprendre l'ordonnance et la portée.

La philosophie depuis cent années, la théologie de tout temps, avaient fait entendre de vigoureuses protestations contre l'esclavage ; mais la raison a peu de prise sur ceux que le lucre aveugle, la religion n'a plus d'influence sur ceux que le vice corrompt. A ceux qui ne voient, qui ne comprennent, qui ne suivent que l'intérêt, c'est le langage de l'intérêt qu'il faut faire entendre. Aussi M. Cochin entreprend de démontrer que l'esclavage, loin d'être une source de richesses, est une cause de ruine ; loin d'être nécessaire à la culture, il en multiplie les difficultés ; il diminue la population et restreint le commerce, il tue les noirs et corrompt les blancs, et, pernicieux aux deux races, il fait peser sur toutes les deux un joug également funeste. « En commençant à écrire, dit-il dans son introduction, j'étais ému du sort des opprimés, du sort de cette pauvre race qui a fait la fortune de ceux qui perpétuent sa misère ; en finissant, je me prends à plaindre les oppresseurs, je les conjure d'avoir pitié d'eux-mêmes et de mettre un terme au mal qu'ils se font. »

C'est à cette démonstration si neuve et si originale que s'attache d'abord l'auteur : il la met en lumière avec une abondance de faits, une richesse de documents, une rigueur de calculs, qui ne laissent aucune ressource aux partisans les plus intrépides de l'esclavage. Il instruit une véritable enquête et la poursuit sur les colonies du monde entier. Là où l'esclavage a succombé, il établit un parallèle entre la situation avant l'abolition et après l'abolition, et cherche à dégager les enseignements qui ressortent de cette comparaison ; là où l'esclavage est encore en vigueur, il en montre les résultats et fait juger l'arbre d'après ses fruits.

Il commence cette étude par les colonies françaises. Quoique peu étendues, elles offrent au penseur un vif intérêt, parce qu'elles ont traversé tous les régimes, et subi toutes les épreuves. M. Cochin a

Ce secours, je l'ai trouvé en effet dans M. Émile Jullien, agrégé de l'Université. Lui-même a vécu plusieurs années dans l'intérieur de M. Cochin, et par conséquent il l'avait aimé. Je lui dois, en outre d'une collaboration assidue, des renseignements précieux, des pensées ingénieuses, et je demande à tous les amis de M. Cochin d'unir leur reconnaissance à la mienne.

recherché et analysé la masse de documents qui s'y rapportent : statistiques commerciales, ordonnances des gouverneurs, lettres des missionnaires, écrits des planteurs, rapports adressés aux Chambres, il met tout à contribution et tire de toutes ces sources un ensemble de faits et de preuves vraiment irrésistible.

Ce n'est ni la religion, comme on l'a dit, ni l'ancienne monarchie, comme on le croit encore, qui ont introduit l'esclavage dans nos colonies. Il est l'œuvre des planteurs : ce sont eux qui l'ont voulu, établi, développé, et qui l'ont fait ensuite accepter à la métropole. Plus tard, la fameuse maxime : *Pas de marine sans colonies, pas de colonies sans esclavage*, fut regardée comme un axiome indiscutable, et les rois encouragèrent par des primes la traite, cet autre mal qui est une conséquence inévitable du premier. D'ailleurs, le pacte colonial mettait les établissements français à l'abri de la concurrence étrangère, et leur assurait le marché de la mère-patrie. La prime accordée à la traite fut supprimée par l'Assemblée législative; l'abolition de l'esclavage fut votée à l'unanimité par la Convention. Mais les décrets de l'Assemblée avaient été devancés par la Révolution; la guerre avait déjà éclaté à Saint-Domingue entre les blancs; l'émancipation, loin de l'attiser, l'aurait éteinte, sans les imprudences des commissaires de la République et les embarras de la guerre étrangère. Le Consulat, puis l'Empire, rétablissent la traite et l'esclavage; les colonies sont prises et reprises par les Anglais; la Restauration leur rend l'ordre, la sécurité, et abolit la traite. Le gouvernement de Juillet prépare l'affranchissement des noirs; l'opinion publique, dirigée par des hommes comme MM. Passy, de Broglie, de Montalembert, le pousse dans cette voie; mais par sa lenteur et son indécision, il se laisse ravir la gloire d'une si belle mesure, et c'est la République de 1848 qui la proclame.

On ne peut pas imaginer une loi rendue dans un temps plus défavorable et dans des conditions mieux faites pour justifier les craintes de ceux qui la combattaient. Elle est précédée de la Révolution, rédigée par une commission ignorante et fanatique, aggravée par une mauvaise récolte. Aucune précaution n'est prise, aucune indemnité n'est accordée aux maîtres; c'est au milieu du désordre et par un coup de surprise que l'émancipation est brusquement introduite. Cependant elle n'enfante aucun trouble : les noirs restent calmes, les blancs deviennent actifs, et il faut les excitations de la presse et les passions du scrutin pour provoquer à la Guadeloupe une révolte aussitôt réprimée.

Maintenant, constatons, vingt-six ans après l'émancipation, la situation des colonies. Les prédictions sinistres, les perspectives de ruine, sont loin d'avoir été réalisées; la production est remontée au

niveau le plus élevé de l'ancien régime ; la culture est sortie de sa grossière routine ; le nombre des machines va croissant et les procédés sont sans cesse perfectionnés ; les attentats contre les personnes sont devenus plus rares ; les garnisons ont été diminuées de moitié. Le nombre des mariages a considérablement augmenté. C'est que, suivant l'expression de M. Cochin, « le même jour, à la même heure, les colonies ont vu naître deux choses saintes, la liberté et la famille. » Le clergé, longtemps corrompu par le contact de l'esclavage et entravé par les maîtres, a repris sa vivifiante prédication. La création de trois évêchés accroît son influence, raffermi la discipline et élève son action. Les noirs écoutent sa parole, et leur cœur est aussi avide d'instruction que de croyances. Ainsi cette transformation a produit peu de mal et beaucoup de bien : le mal est un reste de l'ancienne organisation, le bien est le fruit de la nouvelle ; une fois de plus, il est démontré qu'il y a une solidarité étroite entre les lois morales et les vrais principes de l'intérêt. Ce qui est moralement mauvais ne peut être matériellement utile.

L'histoire des colonies anglaises n'est pas moins instructive. Soumises avant l'abolition aux mêmes épreuves et affligées des mêmes maux que les colonies françaises, elles sont aussi entrées depuis cette mesure dans une ère de régénération. Quelques hommes, animés de l'esprit de l'Évangile, protestèrent, à la fin du dix-huitième siècle, contre la traite ; leur voix, d'abord isolée, devint peu à peu celle du parlement tout entier, et ce honteux commerce fut aboli en 1807. On pensait que l'esclavage, tari dans sa source, disparaîtrait de lui-même ; mais c'est une triste loi d'ici-bas qu'aucun mal ne meurt s'il n'est vigoureusement et directement combattu. L'esprit religieux reprit de nouveau son œuvre, car c'est lui, comme l'a si bien dit le duc de Broglie<sup>1</sup>, qui a porté le poids du jour et de la chaleur, et c'est à lui que revient avant tout l'honneur du succès. C'est la religion qui a véritablement affranchi les noirs dans les colonies anglaises. En 1823, lord Bathurst prend des mesures pour préparer les nègres à la dignité d'hommes libres, en les élevant à l'instruction, à la religion, à la famille. Lord Stanley (1833) propose le décret d'abolition, accorde une large indemnité aux colons et soumet les affranchis à un apprentissage qui doit durer jusqu'en 1840. Mais les colonies courent au devant de la mesure qui effraye la métropole et proclament spontanément l'émancipation en 1838. Aussitôt les noirs se mettent à l'œuvre, ils construisent des maisons, fondent des villages, élèvent des écoles et des églises ; la petite culture grandit, la production augmente. Les colonies qui mettent le

<sup>1</sup> Père du duc de Broglie actuel. — Tome I, p. 454.

plus d'empressement à accepter le nouvel ordre de choses sont aussi celles qui recouvrent le plus tôt leur prospérité commerciale. Le peuple anglais gagne à cette réforme, son trésor s'enrichit, la civilisation en profite, comme de tous les vrais progrès.

Après un aperçu rapide sur les colonies moins importantes du Danemark et de la Suède, M. Cochin étudie une nouvelle face de la question aux États-Unis. Au moment où il écrivait, l'Union ressentait les premières secousses du terrible ébranlement qui faillit la briser. L'esclavage, cause du désordre, y était en continuel développement. La traite pratiquée en secret et de nombreux haras humains venaient sans cesse combler les vides faits par la misère, la maladie ou la mort. M. Cochin, suivant son habitude, fait l'histoire du fléau : il le montre menacé d'abord par les fondateurs de l'indépendance, puis toléré par nécessité, mais ne laissant aucune trace dans la constitution. Peu à peu, il grandit, il ose s'affirmer, il demande sa place au grand jour, il a ses représentants dans les chambres, il accroît sa puissance, ici par les annexions perfides, là par les votes à main armée. Les États à esclaves se font fixer leurs limites, reconnaître le droit de poursuivre les fugitifs chez leurs voisins ; ils punissent de mort ceux qui veulent détruire cette institution, de l'exil ceux qui écrivent contre elle ; ils en font le pivot de leur politique, le but de leurs votes, la base de leurs constitutions ; ils tentent même de l'ériger en dogme religieux. Et quand les suffrages portent à la présidence des États-Unis un homme, Abraham Lincoln, qui est l'ennemi déclaré de l'esclavage, mais qui promet cependant au Sud les plus solennelles garanties, ils préfèrent déchirer le drapeau de l'Union plutôt que de laisser compromettre, même en apparence, leur bétail humain. A ce spectacle, le cœur de M. Cochin s'émeut, sa conscience proteste, et laissant un moment les faits, les chiffres et les tableaux comparatifs, il s'écrie :

« Oh ! qu'auraient dit les immortels auteurs de l'indépendance américaine, qu'aurait dit Washington, si, voyant en esprit avec une inexprimable admiration les prodigieuses destinées de la nation qu'il venait de fonder, devenue en moins de cent ans l'une des maîtresses du monde, il avait en même temps aperçu tristement à son front une souillure que le temps ne ferait qu'élargir. On comprend l'esclavage dans les sociétés païennes, on l'explique encore dans les petites sociétés coloniales, dont la place en ce monde est si étroite et si exceptionnelle. Mais qu'une nation illustre, chrétienne, généreuse, éclairée, qui possède des orateurs, des poètes, des historiens, contienne, tolère, justifie, autorise des hommes qui achètent des hommes, des pères qui vendent leurs enfants, des magistrats qui chassent aux esclaves, des femmes qui ne servent qu'à

reproduire des enfants qui seront vendus, des mœurs qu'aurait flétries, des lois qu'aurait réprouvées l'antiquité païenne, ah ! je ne crois pas qu'on rencontre dans l'histoire un démenti plus douloureux infligé à la sagesse humaine et un mécompte plus dur imposé à de généreuses espérances. Moins d'un siècle après une révolution qui ne fut si féconde que parce qu'elle fut si honnête, on en est venu à trembler que cette grande œuvre n'échoue et qu'une si jeune et si vigoureuse société ne soit prête à sortir de la civilisation ! »

Sans méconnaître les forces du Sud, sans dissimuler les fautes du Nord, M. Cochin croyait, malgré tout, au succès des États anti-esclavagistes ; il espérait que la victoire finale appartiendrait à la justice et à la liberté, et qu'avant la fin du siècle une grande iniquité aurait disparu de la surface de la terre.

Les événements ont justifié toutes ces prévisions : la politique a bientôt confondu sa cause avec celle de la morale. Le Nord n'avait pris les armes que pour rétablir l'Union ; il a dû, en combattant le Sud, détruire ce qui en faisait la force, l'esclavage ; mais ce n'est qu'au prix de beaucoup de sang, de nombreuses ruines et d'efforts multipliés, qu'un mal aussi ancien a pu être arraché d'un sol où il avait jeté de profondes racines.

M. Cochin, en reprenant sa longue exploration, trouve tout à coup en sa route un pays qui semble infliger un démenti formel à ses théories et à ses calculs. Il y a une île qui garde l'esclavage, qui, malgré les conventions, continue secrètement la traite, et cette île a une prospérité croissante, sa population augmente, son commerce s'étend, elle vient étonner l'Europe du spectacle de son luxe et de ses grandes fortunes : c'est Cuba. Plusieurs causes ont produit cette prospérité, qui semble d'abord si anormale : les unes sont constantes, c'est la beauté incomparable du climat, la richesse du sol, une position particulière entre l'Amérique du Nord et celle du Sud, à l'entrée du golfe du Mexique ; d'autres sont accidentelles, ce sont les commotions éprouvées par l'Europe et les crises traversées par les colonies voisines. Cuba a profité de tout ; elle a grandi à la fois par son propre travail et par les malheurs de ses voisins. Mais pénétrez sous cette surface brillante, allez au fond des choses, vous trouverez ici encore l'œuvre ordinaire de l'esclavage. Les révoltes périodiques ensanglantent la colonie, le gouvernement s'est fait absolu pour dominer à la fois les maîtres et leur bétail humain ; la corruption des mœurs est arrivée à un état inexprimable ; la ruine de la pudeur a entraîné celle de la famille ; la magistrature, avide et tracassière, ne rend pas d'arrêts, ou, si elle en rend, les pèse plus au poids de l'argent que de la justice ; le clergé est avili, souillé, méprisé ; une haine ardente sépare les blancs des mulâtres ; la pro-



priété est obérée, la dépopulation de la race noire est rapide, et elle serait plus frappante, si des gouverneurs corrompus ne favorisaient la traite, qu'ils sont chargés de réprimer. Telle était la situation de Cuba en 1861. Depuis cette date, les événements se sont chargés eux-mêmes d'ajouter de plus noires couleurs au tableau tracé par M. Cochin. Aujourd'hui, une guerre sans fin désole l'île; les blancs luttent contre les blancs; des exécutions sanglantes n'ont fait qu'envenimer les haines; des vœux ardents appellent l'intervention des États-Unis; les propriétaires intelligents qui ont voulu renoncer à l'esclavage et recourir au travail libre ont été poursuivis, traités en ennemis ou envoyés en exil; les fortunes qui paraissaient les plus solides se sont soudain écroulées, les combats se multiplient, les ruines s'accumulent, et il n'est pas certain que Cuba reste à l'Espagne, déchirée elle-même par les révolutions et les guerres civiles.

Porto-Rico, soumis à la domination du même pays, mais qui, avec une situation moins belle, a aussi moins d'esclaves, s'est attaché à développer le travail libre, et jouit d'une prospérité croissante, au sein d'une paix qui n'a jamais été troublée.

Le Portugal, voisin de l'Espagne, a eu comme elle un magnifique empire colonial; mais le mal de l'esclavage a aussi attaqué ce grand arbre, et il végète aujourd'hui misérablement. Les mesures tardives qui ont été prises pour lui rendre quelque vigueur et ranimer une sève épuisée, seront-elles efficaces? Les événements le montreront; mais là aussi le même crime a produit les mêmes résultats: il a brisé les instruments de toute civilisation; la religion, le travail, le capital.

Le Brésil, ancienne colonie du Portugal, a trop fidèlement imité la métropole. Il s'est décidé bien tard à abolir la traite, et en 1861, au moment où écrivait M. Cochin, il avait encore conservé l'esclavage. L'auteur étudie avec bienveillance le gouvernement d'un empire qui avait de grands titres à son affection, puisqu'il est catholique et constitutionnel; mais il met d'autant plus d'empressement à dissiper les préjugés qui s'opposent à l'émancipation et à réfuter les arguments qu'on lui oppose. Il termine ses considérations économiques, morales et religieuses, en signalant les efforts tentés par quelques hommes de cœur: « Ce mouvement généreux grandira, dit M. Cochin, formons-en l'espoir. Que le Brésil laisse les folles craintes et les misérables arguments à de chétives colonies; mais une monarchie de huit millions d'habitants intelligents, unis, vigoureux, doit concevoir et accomplir les desseins que l'humanité commande. »

Ce vœu a été entendu, l'émancipation a été décrétée en 1870, et

M. Cochin peut légitimement revendiquer sa part dans ce grand acte. Son livre avait fait une vive sensation en Amérique ; les chefs du mouvement abolitionniste s'étaient mis en relation avec l'auteur ; lui-même avait adressé de respectueuses mais pressantes instances au gouvernement brésilien. L'empereur, qui ne les avait pas oubliées quand il vint en Europe, s'entreint longuement avec M. Cochin. Celui-ci n'approuvait pas entièrement la nouvelle loi ; il la trouvait bien lente, bien compliquée ; elle ne satisfaisait pas entièrement ses larges aspirations ; mais malgré des défauts, elle marquait un progrès trop réel pour qu'il ne fût pas signalé. M. Cochin lui consacra un article inséré dans la *Revue des Deux Mondes*, et c'est peut-être le dernier écrit qui soit sorti de sa main ; quelques jours après, il était saisi par la terrible maladie qui devait prématurément briser une vie si belle et si bien remplie. Aujourd'hui la loi d'émancipation commence à porter ses fruits ; le développement de la production grandit avec le développement du travail libre ; le gouvernement, surpris des prodigieux résultats obtenus, cherche à les accélérer en consacrant 6 millions par an à la libération des derniers esclaves.

Les colonies hollandaises sont également passées en revue. Dans la Malaisie, la liberté, à Surinam et dans les Antilles, l'esclavage, présentent le même contraste et les mêmes leçons.

« Ainsi, s'écrie M. Cochin, suivez, suivez l'esclavage sous toutes les latitudes, dans tous les régimes, quelles que soient les institutions, les nations, les cultes : partout, même origine, même progrès, même loi, même conséquence ! Il est en tout lieu, il fut à toute époque un obstacle au peuplement régulier de la terre, à la propagation de l'Évangile, à l'élévation modeste des races inférieures, à la civilisation des races supérieures. Le moraliste l'appelle un crime, l'historien et l'économiste un fléau ! »

Mais ce tableau ne serait pas complet s'il présentait seulement l'action de l'esclavage dans les colonies. Quels ravages ne produit-il pas dans cette Afrique, berceau de la race opprimée ! Là, la chasse à l'homme est incessante ; la guerre n'a pas d'autre but, le commerce n'a presque pas d'autre objet ; les caravanes transportent la marchandise humaine à travers le désert ; des navires viennent secrètement enlever ce qui a résisté aux fatigues de la marche et aux cruautés des trafiquants. Où faut-il donc chercher le remède ? Le dernier mot de la question est celui qui aurait dû être le premier : il faut civiliser l'Afrique. Les savants, les commerçants, les missionnaires concourent à cette œuvre : les uns découvrent le pays, les autres exploitent les richesses naturelles, les derniers y apportent la foi. La France, maîtresse de l'Algérie, du Sénégal, du Gabon, de Bourbon et des îles voisines de Madagascar, doit avoir la principale

part dans l'œuvre qui va transformer l'Afrique : espérons qu'elle ne faillira pas à cette belle mission.

Arrivé à ce point culminant de son œuvre, M. Cochin s'arrête pour mesurer les coups qui ont été portés au mal et salue avec transport le jour où il disparaîtra à jamais. Qui a préparé cette joie à la terre? C'est le christianisme. Avant lui, les politiques regardent l'esclavage comme nécessaire, les philosophes, comme juste, les économistes, comme utile; seuls parmi les peuples anciens, les Hébreux ne font que le tolérer, en lui imposant des limites et en l'entourant de précautions. Mais le jour où le Christ rendit aux humbles leur dignité, ouvrit à tous les mêmes espérances, inspira au genre humain la charité, et proclama l'égalité de tous les hommes sous la main d'un Dieu créateur, ce jour-là l'esclavage fut atteint dans son effet, qui est le mépris du travail, condamné dans sa cause, qui est la force, dans son principe qui est l'inégalité. Quoi qu'en disent certains sophistes contemporains, l'arrêt était formel, et si l'application n'en fut pas immédiate, c'est que l'Église n'aima jamais les révolutions violentes et que, appelée à régir les âmes, elle laisse à d'autres le soin de gouverner les États. Elle ne cessa jamais aussi d'être animée de l'esprit du maître : elle vit des âmes à sauver là où les païens ne voyaient que des brutes à fouetter. C'est aux esclaves qu'elle s'adressa d'abord. C'est par eux qu'elle commença cette étonnante transformation de la société romaine qui se termina par la ruine du paganisme. L'esclavage s'affaiblit peu à peu sous l'empire des nouvelles doctrines; il se transforma, au sixième siècle, en *colonat rural*, et disparut du monde chrétien vers le onzième. Mais il existait chez les Barbares, il revient avec eux; il est de nouveau attaqué, il est de nouveau défait par l'Église, et meurt enfin au treizième siècle. Les mahométans l'introduisent encore en Espagne et en Portugal; il fait des progrès, il gagne le nouveau monde : l'Église s'arme de nouveau pour le combattre. Malgré les faiblesses de quelques hommes indignes du caractère dont ils étaient revêtus, elle a toujours protesté par la voix de ses chefs, et Pie II, Paul III, Urbain VIII, Benoît XIV, ont tour à tour condamné l'esclavage. Un ordre a été fondé pour la rédemption des chrétiens, et les philosophes se sont inspirés de l'esprit du christianisme quand ils ont combattu au nom de la raison ce qu'il flétrissait au nom de la foi. Ainsi, c'est le christianisme qu'on trouve toujours à la tête de cette nouvelle croisade. M. Cochin résume son action dans une belle page :

« Le christianisme explique au philosophe la cause du mal, il inspire à l'écrivain le désir de le combattre, il fournit à l'homme d'État les moyens de le détruire sans danger. On n'a pas aboli l'esclavage avant lui, on ne l'a aboli pas en dehors de lui, on ne l'abolira

pas sans lui. Avant la suppression de l'esclavage, il réhabilita le travail, il affirme l'égalité, il prescrit la charité et la justice ; il adoucit le maître, il élève l'esclave, il attendrit la loi. Après l'abolition de l'esclavage, il corrige l'esclave de la paresse et de l'envie ; il fonde pour lui l'Église, il fonde l'école, il fonde l'hospice, et s'il n'établit ni la prison ni le tribunal, il visite le prisonnier et il inspire le juge. L'espérance entrevoit déjà l'aurore du jour où la servitude aura complètement disparu du sein des nations chrétiennes. En ce jour, il y aura grande fête au ciel et sur la terre. »

Quelle est la part qui reviendra à M. Cochin dans ce grand résultat ? Il est difficile de l'apprécier justement, quand on est si près du moment où ce livre a paru, et si loin des contrées où il devait agir. Mais quelques faits marquent l'immense succès qu'il obtint. En France, il renouvela la discussion sur l'esclavage, la plaça sur un terrain solide, et excita cette vigilance de l'opinion toujours efficace chez un peuple dont les livres sont beaucoup lus ; il inspira à l'évêque d'Orléans une lettre éloquente qui condamnait, au nom de la religion, ce qui avait été condamné au nom de l'économie. Aux États-Unis, il fut immédiatement traduit, commenté, discuté, et le comité de New-York exprima ses remerciements à l'auteur dans une magnifique adresse. Au Brésil, il contribua directement, nous l'avons vu, à la loi d'émancipation. En Espagne, il excita d'abord plus de cris que de réformes, mais les colonies en gardèrent le souvenir et en méditèrent les enseignements ; Cuba félicita l'ennemi de l'esclavage par la voix de ses représentants les plus intelligents.

La joie du devoir accompli était la seule récompense qu'eût recherchée M. Cochin ; mais aux témoignages de sa conscience vinrent bientôt se joindre ceux de l'estime publique. Le livre de l'abolition fut couronné par l'Académie française, et bientôt l'auteur fut appelé à siéger à l'Institut dans la classe des sciences morales et politiques. M. Cochin profita de son nouveau titre pour servir avec plus d'autorité la cause qu'il défendait. Passant de l'étude à la pratique, il voulut combattre par des actes le mal qu'il avait combattu par des arguments.

Secrétaire du comité anti-esclavagiste, formé à Paris sous la présidence de M. Laboulaye, il se mit en relations avec les comités étrangers, entretenit avec eux une incessante correspondance, provoquant les études, encourageant les travaux, signalant les découvertes. Des délégués de toutes ces sociétés se réunirent périodiquement à Paris pour mettre en commun leurs idées et leurs renseignements ; ils voulurent avoir des conférences publiques pour réveiller l'opinion, trop disposée à s'endormir quand elle croit avoir rendu un jugement définitif. Le gouvernement impérial donna d'abord l'autorisation nécessaire, puis la retira, et ne cessa d'en-

traver l'œuvre que lorsqu'il eut perdu l'espérance de la détruire. L'action des sociétés fut plus lente ; elle continua néanmoins à être efficace : des adresses aux souverains des pays esclavagistes furent rédigées, et la plupart sont l'œuvre de M. Cochin ; les journaux de ces États reçurent sans cesse des communications, et des hommes éminents furent provoqués à la parole et à l'action : partout enfin s'organisa une vaste croisade qui mettait au service de la civilisation moderne la foi et l'ardeur du moyen âge.

M. Cochin ne se contentait pas de provoquer des lois contre l'esclavage, il savait encore faire veiller à leur exécution. Lorsque l'Espagne, longtemps sourde à toutes les exhortations, se décida enfin à prendre quelques mesures législatives, il écrivait à M. Cooper, un des membres les plus actifs de la société anti-esclavagiste de Londres : « Il importe que l'Angleterre ait à Cuba un consul bien décidé à surveiller l'exécution de la loi nouvelle, et à prévenir votre gouvernement de toutes les infractions. Je vais écrire à ce sujet à mon ami, M. Monsell, au Colonial Office, et vous ne manquerez pas d'y veiller. » Ailleurs il s'agit de l'Orient, ici des Antilles ; il n'est pas de contrée qui échappe à cette attentive sollicitude. Aujourd'hui la cause attaquée par M. Cochin est partout vaincue ; si elle trouve des adhérents, elle n'a plus de défenseurs.

Le succès du livre de M. Cochin, à son apparition, fut confirmé par un événement littéraire. L'un des premiers promoteurs de l'abolition de l'esclavage, l'éminent historien des lois et des mœurs de l'Amérique, M. de Tocqueville, venait de mourir avant les années de la vieillesse. L'Académie chercha, avec un juste sentiment de respect, à quel talent, à quel caractère pourrait être confié l'éloge d'une telle mémoire ; sur l'initiative de M. Cousin, elle décerna cette palme au P. Lacordaire, et par une heureuse coïncidence, c'était à M. Guizot que devait appartenir la réplique. Malgré les orages qui s'abattaient sur le nouveau monde, malgré le premier retentissement d'une horrible guerre civile, l'illustre dominicain, revêtu du même habit que Las Cases, glorifia, sous les voûtes de l'Institut, la constitution américaine. Une si grande cause, défendue par un pareil homme et dans un tel lieu, c'était un spectacle fait pour émouvoir un ami de la religion et de la liberté. M. Cochin, qui en avait été témoin, eut la généreuse pensée de m'y associer.

« Cher ami, je veux vous écrire de suite après la séance, tant je vous plains de n'y avoir pas assisté. Il manquait une autre personne que vous, madame Swetchine ; que vous auriez joui tous deux !

« La salle était comble, et moitié des attendants était évincée à midi cinq minutes. Les petites tribunes ont vu paraître l'impératrice, la princesse Mathilde, la princesse Clotilde, et au-dessus de la statue de Bossuet le prince Napoléon ; à deux heures, l'Institut,

au plus grand complet, comme il ne l'a jamais été; tout ce monde, avide du noble et rare plaisir d'entendre deux grands esprits. A deux heures (je n'oublierai jamais ce moment) l'illustre dominicain, dans sa robe blanche, le front pâle et l'œil en feu, venait s'asseoir en pleine Académie : l'intelligence, la science, la gloire, ouvraient leurs rangs ; le dix-neuvième siècle acclamait ce froc déchiré par le dix-huitième, et les fils de Voltaire se serraient pour faire place au fils de saint Dominique, pendant que le public applaudissait, les uns disant tout bas : — Que c'est singulier ! — les autres : — Que c'est juste ! — mais tous : — Quel heureux progrès ! — Vous lirez les discours. Le P. Lacordaire croit, et le moment est mal choisi, que tous les Américains sont des Washington ; M. Guizot croit que M. de Tocqueville n'a été séparé de lui que par l'ignorance. Mais ce sont des taches imperceptibles ; l'ensemble est grand, généreux, chrétien, libéral, tolérant, élevé, majestueux ; beau langage, belles pensées, beaux gestes, belle attitude, tout ce que la créature humaine a de plus parfait, de plus divin, réuni dans le premier des moines reçu par le premier des protestants, à propos du premier des libéraux : spectacle à la fois piquant et grandiose. Mais, encore une fois, ce que l'on a entendu est bien beau ; pour moi, ce qu'on a vu l'est plus encore : les discours sont deux grands joies, la séance est une date. Les journaux auront beau balbutier, grogner, critiquer ou taire, l'entrée d'un moine dans la capitale de l'esprit humain, forteresse du haut de laquelle on a précipité ses pareils, est une victoire, une de celles que la conscience avoue et qu'elle aime. »

Ces paroles de concorde et d'apaisement semblent presque un anachronisme aujourd'hui. D'autres aspirations tendent à remplacer et presque à renier celles-là dans les sphères de la polémique quotidienne. L'expérience prononcera plus tard sur la valeur des unes et des autres. Quant au P. Lacordaire, la couronne qu'on venait de lui décerner allait être presque aussitôt déposée sur un cercueil. Quelques mois après, M. Cochin parlait encore du P. Lacordaire, mais c'était pour adresser un dernier adieu à l'illustre orateur, au saint religieux, emporté dans tout l'éclat de sa gloire, au moment où l'Église avait plus que jamais besoin de son éloquence et de sa popularité.

Le P. Lacordaire n'avait pas encore disparu, et déjà la cause qu'il avait servie était frappée sous une de ses formes les plus nobles et les plus sacrées, la liberté de la charité. La Société de Saint-Vincent-de-Paul, comme toutes les institutions simples et opportunes, avait rapidement grandi. Ceux qui l'avaient fondée avaient pu, avant de fermer les yeux, la voir répandue dans le monde chrétien presque tout entier. Le conseil général de Paris était à la tête de l'œuvre ; il gardait sur les conférences particulières l'autorité qu'elles voulaient

bien lui déférer, et s'en servait pour diriger la charité et en multiplier les bienfaits. M. Cochin, qui avait été si jeune président de la conférence de Saint-Jacques, fut appelé de bonne heure aussi dans une assemblée où le premier des titres était le dévouement. Il y déployait son talent d'organisation et la sage hardiesse de ses vues, quand la société fut avertie d'un imminent péril. Elle avait traversé tous les régimes sans exciter leurs ombrages et sans rechercher leurs faveurs, mais elle se vit alors opiniâtrement dénoncée comme l'instrument d'une politique ennemie de l'Empire. M. de Persigny était alors ministre de l'intérieur, et ses sentiments personnels n'étaient point hostiles aux idées religieuses; de cordiales relations existaient entre lui et moi depuis 1835, et plusieurs fois j'avais été témoin de ses efforts pour se rapprocher sincèrement et sérieusement du christianisme. M. Cochin me pria de faire un appel direct à ces souvenirs, et l'importance de cette démarche me fit passer par-dessus les objections politiques.

M. de Persigny, accoutumé à nos dissidences, me répondit avec son habituelle sincérité; il tira de son bureau quelques lettres d'hommes défenseurs nés des intérêts religieux qui se plaignaient de ce que deux ou trois conférences du Midi avaient fait entrer dans les loteries charitables un buste et quelques portraits de M. le comte de Chambord. Les journaux religieux, qui affectent aujourd'hui d'associer la cause chrétienne et la cause légitimiste dans son expression la plus absolue, avaient sous l'Empire une tout autre allure, et les hommes sur qui s'exerçait leur influence se plaisaient à décliner toute solidarité avec le parti légitimiste. Je ne m'étonnai donc point des documents parvenus au ministère de l'intérieur, et je m'en armai au contraire pour démontrer que des faits si peu nombreux et de si minime importance étaient la meilleure preuve de la parfaite innocence non-seulement de la Société de Saint-Vincent-de-Paul tout entière, mais des conférences mêmes, auxquelles on n'avait à reprocher que des incidents si puérilement inoffensifs. J'ajoutai que l'empressement même de quelques hommes religieux à les signaler au ministre devait achever de compléter sa sécurité. Je lui représentai ensuite que tout était réuni, dans l'ordre politique comme dans l'ordre chrétien, pour lui rendre cette institution sacrée. C'était une œuvre philanthropique et c'était une œuvre laïque; dans un siècle où l'habit religieux inspire encore de puériles inquiétudes, ne devait-on pas honorer, ou du moins respecter ces hommes du monde, magistrats, militaires, fonctionnaires de tout rang, de toute opinion, qui se réunissaient, sans autre lien qu'un règlement imprimé et public, sans autre but que la bienfaisance, en face des misères incessamment multipliées et croissantes. J'insistai sur ce que la Société de Saint-Vincent-de-Paul était une

œuvre essentiellement appropriée à la société moderne; c'était la pensée chrétienne sous une forme absolument neuve, absolument née des besoins du temps actuel, car sous l'ancien régime l'ouvrier, enfermé mais protégé dans sa corporation, y trouvait les secours que la liberté du travail l'oblige aujourd'hui de chercher à ses risques et périls. Déclarer la guerre à une telle institution, c'était la déclarer à la charité chrétienne elle-même.

M. de Persigny finit par se laisser ébranler; il me témoigna le désir de voir M. Cochin, et lui donna l'assurance, sincère alors, que toute mesure de rigueur était abandonnée. Malheureusement, les journaux démagogiques n'étaient pas aussi faciles à désarmer; ils poursuivirent avec acharnement leur campagne, qui trouvait des appuis dans les sphères élevées du gouvernement. Après une assez longue résistance, M. de Persigny céda, et la Société de Saint-Vincent-de-Paul fut sacrifiée.

M. Cochin, vivement ému de cette mesure, ne craignit pas de laisser parler son indignation dans *le Correspondant*. « Ne verra-t-on jamais en France, disait-il, dix personnes se réunir au nom de Dieu, sans croire qu'elles conspirent? Va-t-on continuer dans cette voie? Veut-on menacer toutes les autres associations religieuses, et cela par mesure administrative, sans enquête, sans avis, sans débat contradictoire, sans jugement régulier, sans défense? Si ces sociétés font du bien, laissez-les vivre libres; si elles font du mal, prouvez-le. On va nous dire que nous sommes des hommes de parti, parce que nous tenons ce langage; des hommes de parti se réjouiraient d'une faute que nous ne savons que déplorer. »

M. Cochin ne s'en tint pas aux paroles, il voulait des actes et des actes énergiques. C'est aux tribunaux qu'il voulait déférer la mesure ministérielle. Il soutint cette opinion dans le conseil général des conférences, et fit tous ses efforts pour la faire prévaloir. Mais on n'était plus au temps où deux jeunes gens, M. de Montalembert et l'abbé Lacordaire, ouvraient hardiment une école libre dans une mansarde du quartier latin. L'absence de vie publique avait affaibli les caractères; la terreur qu'inspirait alors le pouvoir discrétionnaire du gouvernement fut plus éloquente que l'argumentation de ses victimes. On préféra le bénéfice d'une demi-tolérance à l'appel au droit. M. Cochin respecta l'opinion de la majorité de ses collègues, mais il la subit à contre-cœur. « J'étais, écrit-il à M. du Boys, ancien magistrat, de la minorité qui souhaitait la résistance du conseil général, même devant la justice, et le maintien des conférences. L'avis contraire a prévalu; le conseil s'est dissous, et les conférences, comme des brebis sans pasteur, se sont plus ou moins débandées. Mes collègues, plus doux que moi, mais certes plus dévoués que personne, ont fait les plus actives démarches pour obtenir du gouver-



nement justice ou au moins attention. Ils ne désespèrent pas d'obtenir un conseil général plus ou moins semblable au précédent, moins les hommes dangereux, comme Lemer cier<sup>1</sup> et moi. »

M. Cochin chercha alors à empêcher l'arrêté ministériel de porter tous ses fruits : il s'efforça de sauver l'existence des conférences, s'il ne pouvait maintenir leur union ; mais si M. Cochin avait lutté contre ses collègues, il ne voulut point se faire valoir à leurs dépens. Il écrivait à M. de Soland :

« Obligé de courir à la Roche-Guyon, pour la sépulture du pauvre Georges de la Rochefoucauld<sup>2</sup>, enlevé en huit jours, à trente-deux ans, je n'ai pas pu vous répondre de suite, et j'ai vu qu'il n'était plus temps de vous envoyer un avis sur vos conférences, en lisant dans les journaux qu'elles s'étaient dissoutes. Ce n'était pas mon avis. Selon moi, le conseil général aurait dû résister, et les conférences se maintenir. Or, le premier n'a pas résisté et les autres se débloquent. C'est juste tomber dans le piège qu'on nous tend. Que veut le gouvernement ? Que la société soit affaiblie ? elle l'est. Que les plus vifs s'en aillent ? ils s'en vont. Que la tête soit coupée ? nous nous décapitons nous-mêmes. Le programme est rempli. Maintenant, cher ami, je vous dis mon avis ; mais comme il n'a pas prévalu, je ne vous le donne que pour vous. J'ai été peiné de voir dans *l'Union de l'Ouest* un récit où on me faisait jouer un rôle de bravoure qui contrastait avec le ton de mes collègues. Or, si nous avons différé d'opinion, mes amis ont tout autant de courage et cent fois plus de vertu que moi. C'est bien assez d'être frappés, sans qu'on nous divise. Je suis bien aise que mes quelques lignes sur le P. Lacordaire vous aient plu. Quelle perte ! Notre-Dame et Saint-Vincent-de-Paul, ce n'est rien moins que notre jeunesse qui coule et s'en va. »

Mais, sans s'abandonner plus longtemps aux retours douloureux sur soi-même, il se hâtait d'ajouter :

« Ne prenez pas trop votre temps en dégoût ; les hommes nous choquent à raison de l'idéal qui élève nos âmes ; mais nous n'avons pas le droit d'attendre d'eux cet idéal, et l'histoire ne le montre jamais réalisé. Nous sommes terriblement humiliés comme catholiques, et surtout comme Français ; mais quand on n'est pas prêt à tout sacrifier à la conscience, on n'est pas pleinement un honnête homme. Nous avons pour nous cette satisfaction, cela suffit au présent ; on ne peut vivre longtemps ni sans religion, ni sans liberté, cela suffit à l'avenir. »

A. DE FALLoux.

<sup>1</sup> Le comte Anatole Lemer cier, alors député au Corps législatif.

<sup>2</sup> Georges de la Rochefoucauld, le plus jeune des fils du duc de la Rochefoucauld, avait fondé à la Roche-Guyon une maison de convalescence pour les jeunes gens sortant des hôpitaux de Paris.

# FONCTIONNAIRES ET BOYARDS

VII<sup>1</sup>

---

XXX

SKVOZ-STROI.

Le printemps, qui n'existe presque pas dans ces contrées, s'était écoulé rapidement, après avoir changé, dans l'espace de quelques jours, l'aspect général de la campagne. La chaleur, en Sibérie, succède au froid sans aucune transition ; hier les arbres dénudés, noirs et hideux, tranchaient sur le blanc du paysage qui paraissait éternel dans son uniformité ; aujourd'hui les couleurs les plus variées se confondent dans la campagne en une nuance vert jaune. Quelques nuits chaudes et un peu de pluie suffisent pour faire subir à la nature sa métamorphose.

Nous sommes à la fin de mai, et nous sommes en été. La chaleur est accablante. L'Angara roule ses flots limpides entre un rang de collines couvertes d'arbres et entre un pré émaillé de fleurs. Le tumulus du chef toungouse s'est transformé aussi ; l'extumescence ressemble à un melon gigantesque, vert et jaune. La neige a disparu complètement sur la gauche de l'Angara, et au milieu d'un pré verdoyant, à cinq cents pas à peine des murailles d'Irkoutsk, deux compagnies de soldats d'un régiment de la ligne sont formés en deux rangs. Les soldats n'ont point d'armes ; les hommes de chaque rang se font face, séparés par un espace de plus d'un mètre.

<sup>1</sup> Voir *le Correspondant* des 25 décembre 1873, 10 et 25 janvier, 10 et 25 février, 10 mars 1874.

Les murailles d'Irkoutsk regorgent de curieux. Les soldats sont sombres et taciturnes. Il est évident que leur service de ce jour ne leur agréé pas.

A quelques toises des deux compagnies, un groupe de cosaques environne deux hommes garrottés, les mains liées derrière le dos, la tête découverte sous les rayons de ce soleil ardent. Ce sont l'ispravnick d'Irkoutsk et Wladimir Lanine. Tous les deux sont pâles, mais la pâleur de l'ispravnick est de la lividité, et il tremble de tous ses membres, tandis que le comte paraît calme et résigné.

Le tribunal chargé de juger le colon Wladimir l'avait condamné, à l'unanimité, pour offense et voies de faits envers le représentant direct de l'empereur, au supplice des verges. L'ispravnick avait été, depuis longtemps, condamné au même supplice, et s'il avait attendu dans sa prison l'exécution de l'arrêt, c'est que Schelm l'avait impérieusement exigé le jour même de sa visite à la prison. L'inspecteur avait voulu donner à cette double exécution l'aspect solennel d'une exécution publique. Il avait même exprimé le désir d'y assister en personne. On attendait son arrivée pour commencer les supplices.

Cette épouvantable torture consiste en ceci : on attache le condamné entre deux fusils, les coudes appuyés contre la convexité de la baïonnette. Deux soldats, poussant ces fusils par la crosse, le forcent d'avancer dans l'espace ménagé entre les rangs des soldats. Chaque homme de la compagnie d'exécution est armé d'une baguette, cueillie dans la forêt voisine; à mesure que le condamné passe devant lui, l'homme est obligé de lui cingler les épaules nues d'un coup de cette baguette. A chaque pas, le condamné reçoit ainsi deux coups. Des sous-officiers, chargés spécialement de ce soin, suivent, derrière les rangs, la marche du supplicié et s'assurent que les soldats frappent à tour de bras. Le moindre signe de pitié donné par ces bourreaux involontaires est puni très-sévèrement. Bon gré, mal gré, les soldats sont obligés de frapper de toute leur force. Ceci s'appelle être passé par les rangs (*skvoz-stroi*)<sup>1</sup>.

En Sibérie, deux compagnies à peine peuvent être employées à la fois à cette exécution, qui nécessite d'ordinaire tout un bataillon, car l'on condamne rarement à moins de 2,000 coups; aussi a-t-on trouvé un remède à cette insuffisance d'exécuteurs. Une compagnie russe est de 150 hommes, par conséquent deux compagnies donnent 300 soldats; quand on est condamné à recevoir 3,000 coups de baguettes, on fait le voyage aller et retour dix fois. L'effet est le même. Il n'arrive presque jamais que le supplicié sorte vivant de cette tor-

<sup>1</sup> Ce supplice n'existe plus en Russie; il a été aboli par Alexandre II.

ture. Dix-neuf fois sur vingt, les derniers coups réglementaires tombent sur un cadavre.

L'ispravnick et Wladimir avaient été condamnés chacun à 4,000 coups de baguettes. Ils étaient donc condamnés à mort.

Était-ce négligence, était-ce cruauté, Schelm n'arrivait pas; cependant l'exécution avait été fixée pour neuf heures, et il en était plus de dix. C'était une horrible prolongation d'anxiété, aussi l'ispravnick était-il déjà presque mort, et Wladimir lui-même devenait de plus en plus livide.

Comme dans tous les pays, la foule murmurait; on lui avait promis un spectacle et on faisait attendre sa curiosité. Quelques impatients avaient franchi les portes de la ville, et s'étaient rangés au bas des fossés. Une femme hideuse, échevelée, couverte de haillons, avait grimpé le talus du fossé et s'était adossée au pont-levis. C'était Caroline, qui, chassée de sa maison séquestrée, en était réduite à errer par la ville. Son argent, qu'elle avait déposé à la banque d'Irkoutsk, au nom de son mari, avait été saisi. Elle venait assister au supplice de celui qu'elle avait épousé, car, par un sentiment inexplicable de méchanceté, elle le comprenait dans la haine qu'elle avait vouée à tous ses autres ennemis.

Un murmure de satisfaction, parti de l'intérieur de la ville, apprit à ceux qui étaient en dehors que l'inspecteur approchait enfin. La herse du pont-levis fut relevée, dix cosaques débouchèrent de la porte; une calèche attelée de quatre chevaux les suivait. Dans la calèche étaient Schelm et le gouverneur d'Irkoutsk. À côté de la voiture caracolait Palkine. Dix autres cosaques formaient l'arrière-garde. Quand Palkine passa à côté de Caroline, l'Allemande lui lança un regard haineux et le menaça du poing. La loi russe (en usage alors en Sibérie) veut que la famille du condamné, le jour de l'exécution, ne soit pas responsable des démonstrations que le désespoir lui suggère envers l'autorité. Schelm vit le mouvement de la femme de l'ispravnik et sourit avec complaisance, car ce mouvement s'adressait à Palkine. Le gendarme haussa les épaules.

— Tu sais bien qu'il n'est pas coupable d'autre chose que de t'avoir servi dans tes projets d'infamie! cria Caroline.

— C'est bon à savoir, pensa Schelm. Nous éclaircirons cela.

Palkine riait avec dédain. L'escorte passa et se rangea autour de la voiture de Schelm, au bord de l'Angara, à quelques pas des compagnies d'exécution. Alors, du groupe qui entourait les condamnés se détachèrent un prêtre et un médecin. Le premier se posta à quelque distance des soldats exécuteurs, le deuxième à côté du premier soldat des rangs.

Schelm fit un signe. Deux hommes attachèrent l'ispravnik à deux

fusils et le poussèrent hors du groupe de cosaques. Padlesky ne marchait plus; la peur l'avait rendu incapable de faire le moindre mouvement. Il était poussé par les canons des fusils qui l'obligeaient à avancer machinalement. Par un raffinement de cruauté, Schelm avait voulu que Wladimir assistât au supplice de l'ispravnik.

Le sinistre cortège fut bientôt à côté du prêtre. Le règlement veut que le condamné se confesse à ce moment à l'ecclésiastique, et qu'il en reçoive l'absolution; mais Padlesky ne pouvait plus prononcer un mot. Les soldats l'arrêtèrent devant le prêtre; il se renversa en arrière et laissa retomber sa tête sur ses épaules. Le pope n'en put rien tirer que des gémissements et des larmes. Il fit un signe de croix sur sa tête et étendit la main. Le condamné fut remis en mouvement.

Le médecin lui tendit une fiole remplie d'une liqueur fortifiante. Mais l'ispravnik était trop anéanti pour s'apercevoir de ce mouvement. Alors le médecin approcha la fiole de ses lèvres, et, lui ouvrant la bouche avec une cuiller, lui introduisit quelques gouttes dans le gosier. Le condamné tressaillit, se redressa d'aplomb sur ses jambes, et regarda autour de lui. Il était à l'entrée du chemin qu'il devait parcourir, et les deux premiers soldats s'apprétaient à faire siffler leurs baguettes.

— Grâce! cria-t-il d'une voix déchirante, grâce!... Colonel, vous savez bien...

Il n'était plus temps : il s'interrompit pour pousser un cri d'angoisse. Deux baguettes cinglaient ses épaules.

Nous ne nous appesantirons pas sur cette scène d'horreur; nous en avons déjà décrit une. Le supplice des verges est pareil à celui des lanières, avec cette seule différence qu'il dure plus longtemps. Au milieu du silence profond que gardaient les assistants, interrompu à peine par les hennissements plaintifs des chevaux cosaques, on entendait le cliquetis des deux fusils, le pas pesant des soldats, le sifflement des baguettes et les cris du patient. Ces cris furent de plus en plus faibles; au huitième tour ils cessèrent tout à fait. Les quinze cents derniers coups ne frappèrent qu'un cadavre.

L'exécution terminée, on jeta le corps de l'ispravnik sur le gazon, à quelques pas des soldats, et l'inspecteur fit un deuxième signe... C'était le tour de Wladimir.

Pour mieux voir, Schelm se souleva un peu sur les coussins de sa voiture.

Wladimir s'avança. Les soldats n'avaient pas besoin de le pousser par derrière; il marchait d'un pas lent, mais résolu. Il fut bientôt auprès du prêtre :

— Mon père, lui dit-il en s'inclinant, bénissez-moi ! Je meurs martyr !

Mais l'ecclésiastique n'eut pas le temps de lui répondre, car une rumeur subite lui fit involontairement tourner la tête. Il regarda. De derrière le tumulus du chef mongol, une troupe de cavaliers s'avancait au galop vers la voiture de Schelm ; un homme vêtu de rouge était à leur tête.

— Le Roi des galériens ! s'écria le prêtre, qui était un moine du monastère de Saint-Irkout.

En même temps, une bande de cinq cents hommes armés de fusils sortit d'un bois qui recouvrait la colline à laquelle était adossée la plaine, et s'avança en bon ordre, et au pas gymnastique, vers les deux compagnies d'exécution.

Les soldats, à l'exception de l'escorte des cosaques, étaient sans armes. Ils regardaient, immobiles, approcher la troupe armée, et ils ne savaient qu'entreprendre. Cette agression, sous les murs mêmes de la capitale, était tellement audacieuse, qu'elle les déroutait absolument. Les curieux s'enfuyaient éperdus dans toutes les directions. Schelm, terrifié, avait ordonné au cocher de rentrer en ville ; mais la troupe commandée par l'homme rouge lui coupait la retraite. Il s'affaissa, inanimé, dans sa voiture.

Seul, Palkine n'avait pas perdu la tête. Dès qu'il avait vu les deux troupes apparaître, les soldats tourner la tête avec étonnement, et les cosaques se former en bataille, il avait ordonné à un cavalier de se rendre ventre à terre en ville, et de demander au commandant de la garnison d'envoyer des renforts. Puis, il avait réfléchi que, dans sa précipitation, il avait fait une sottise : il eût mieux valu pour lui faire cette commission lui-même. Il enfonça ses éperons dans le ventre de son cheval, et voulut piquer des deux pour rentrer en ville derrière les cosaques. Il était trop tard, et il s'aperçut que la troupe du Roi des galériens arriverait infailliblement avant lui sous les murs d'Irkoutsk. Le colonel s'apprêta bravement à combattre ; il regarda autour de lui.

Les cosaques avaient entouré la voiture de Schelm, et, leurs piques en avant, ils attendaient l'ennemi. Les soldats des compagnies d'exécution étaient tristes et courbaient la tête. Il était évident que, comprenant l'inutilité de la lutte, ils ne se défendraient pas. Ils semblaient, avec leurs houssines vacillantes dans leurs mains, une troupe de moutons qu'on mène à l'abattoir.

Le prêtre et le médecin avaient abandonné Wladimir et s'étaient placés au centre des cosaques de l'escorte. Le gouverneur d'Irkoutsk, debout dans la voiture, donnait des ordres au nom de Schelm, anéanti. A quelques pas de la compagnie d'exécution, les deux soldats et Wladimir formaient groupe. Les soldats, effrayés de la dispa-

rition de leurs chefs, ne sachant qu'entreprendre, avaient lâché les fusils, qui tombèrent à terre. Wladimir, attaché par les coudes aux canons, fit quelques pas, entraînant derrière lui les deux fusils; il ne se rendait pas au juste compte de ce qui lui arrivait : il ne savait s'il devait fuir ou attendre.

La troupe à pied avançait en bon ordre du côté du bois; celle commandée par l'homme rouge venait du côté opposé, en longeant presque les murailles de la ville, complètement dégarnies de curieux.

Schelm, affolé par la terreur, tirait par son uniforme le gouverneur d'Irkoutsk, en balbutiant :

— C'est inconcevable!... ce n'est pas possible!... Nous sommes perdus!... Général... général, qu'allons-nous devenir?

Tout à coup il s'affaissa sur les coussins en fermant les yeux : il avait entendu le cliquetis du fer. La troupe de l'homme rouge était aux prises avec les cosaques qui défendaient sa voiture. Le gouverneur d'Irkoutsk tira son sabre.

Dans la plaine, la phalange des déportés avait entouré les soldats. Nous l'avons dit, les hommes requis pour l'exécution étaient sans armes. Ils faisaient ces sortes de corvées toujours avec un déplaisir extrême. D'ailleurs le nombre des assaillants était double du leur; se défendre aurait été folie. Ils n'essayèrent même pas de s'opposer à la délivrance de Wladimir. Ivan, qui commandait la troupe à pied, débarrassa Lanine de ses fusils; puis il ordonna aux déportés de se former en rangs, et il partagea sa troupe en deux. Il donna à l'une l'ordre de fuir avec Wladimir dans la direction de la forêt, et, avec l'autre, il s'avança pour renforcer l'action des cavaliers.

La véritable lutte était de ce côté. Autour de la calèche de Schelm, les cosaques se défendaient vaillamment, quoiqu'ils fussent un contre cinq. Palkine, à lui seul, avait formé autour de lui un large abatis de colons. Il interrogeait toujours de l'œil la plaine et la ville.

En voyant la troupe des déportés entraîner Wladimir et disparaître dans le bois, il poussa un rugissement de colère et fit tourner son sabre avec plus de vitesse.

A ce moment, sur la place où luttait Palkine, il y eut un désordre subit. Un colon à pied s'était précipité dans le groupe des combattants et il avait enfoncé son poignard dans le poitrail du cheval du gendarme. Palkine tomba à terre. Les cavaliers qui l'entouraient se dispersèrent aussitôt pour aller rejoindre ceux qui luttaient contre les cosaques de la voiture. Sur la place laissée vide, on put voir quelques instants deux corps luttant dans l'herbe, enlacés tous les deux et se tordant sur le gazon. Puis ils restèrent immobiles à côté du cheval du gendarme, qui hennissait douloureusement.

Des vingt cosaques de l'escorte, il en restait à peine cinq qui lut-

taient encore. La troupe d'Ivan vint les assaillir. Les cinq survivants perdirent la tête. Deux tombèrent mortellement blessés; les trois autres réussirent à s'enfuir du côté de la ville. Les cavaliers déportés ne les poursuivirent pas. La voiture de Schelm fut entourée de colons. Le gouverneur d'Irkoutsk s'apprêta à vendre chèrement sa vie. Schelm avait perdu connaissance. Alors la porte d'Irkoutsk s'ouvrit avec fracas, et un escadron de cosaques fit résonner sous les pieds de ses chevaux le bois du pont-levis. Derrière l'escadron apparurent les fusils d'un bataillon d'infanterie. Le secours arrivait, et Schelm se redressa, un instant ranimé par l'espérance.

Tout à coup il se sentit saisir par le bras et renverser en arrière. Devant lui était la figure du chef des déportés. Schelm poussa un cri d'agonie. Le gouverneur d'Irkoutsk se défendait, de l'autre côté de la voiture, contre deux cavaliers qui essayaient, non de le tuer, mais de le désarmer.

— Me reconnais-tu ? dit à Schelm le chef des exilés. Je t'avais bien dit que je me vengerais. Je ne veux cependant pas te tuer, Schelm... Il existe une preuve de ta scélératesse : un reçu de 100,000 roubles. Il est à Saint-Petersbourg... Je vais te faire perdre la situation, la fortune, et après... seulement après... je te tuerai.

— Müller ! bégayait Schelm. Je suis perdu !

— Pas encore, mais bientôt. Aujourd'hui je vais te laisser seulement un souvenir de moi... Chaque fois que tu me rencontreras, tu en auras un pareil.

Il saisit une lanière qui était pendue à sa selle, et cingla à tour de bras la figure de Schelm. Le sang jaillit et l'inspecteur poussa un hurlement de douleur.

— Allons, enfants, cria alors Müller, fuyons ; il n'est que temps.

Le renfort qui venait au secours de Schelm avait franchi le pont-levis ; l'escadron avançait rapidement.

Quand les cosaques d'Irkoutsk eurent rejoint la voiture de Schelm, ils trouvèrent l'inspecteur évanoui et le gouverneur pleurant de rage et de honte, car il avait été désarmé, malgré des efforts prodigieux de valeur.

Les déportés fuyaient dans toutes les directions. Les cavaliers avaient disparu dans le bois. Il était impossible de courir après eux ; d'ailleurs Schelm, en reprenant connaissance, le défendit absolument : il avait trop peur d'une nouvelle surprise. Entouré de toute sa force armée, il revint au palais Kousnetzoff, et ne fut tranquilisé que quand il se vit couché dans le lit du gouverneur général.

Les soldats de la compagnie d'exécution furent chargés de relever les cadavres. Quinze cosaques et vingt-deux déportés avaient payé de leur vie le salut de Lanine. A quelques pas du théâtre principal de la



lutte on retrouva deux corps, celui du colonel de gendarmes et celui d'un déporté. Les deux corps se tenaient enlacés ; le déporté, dans une dernière et convulsive étreinte, avait mordu le gendarme à la figure, et la main de Palkine s'était crispée sur la gorge de son adversaire. Le colon était mort ; mais Palkine, quoique littéralement couvert de blessures, respirait encore. Son visage était affreusement défiguré ; il avait à la joue une morsure béante, et sa figure offrait d'innombrables entailles faites par un instrument tranchant, qui n'était ni un sabre ni un poignard : on retrouva, en voulant emporter le colonel, d'énormes ciseaux de tailleur plantés dans son cou. Curieux de connaître l'ennemi qui se servait d'une arme pareille, les soldats levèrent le capuchon de l'adversaire de Palkine. Une forêt de cheveux blonds s'en échappa. C'était une femme. Elle avait laissé son poignard dans le poitrail du cheval, et elle s'était servie de ses ciseaux contre le cavalier. Hélène s'était vengée, mais en payant sa vengeance de la vie, car Palkine l'avait étranglée.

Quand on apprit à Schelm que le gendarme respirait encore, et que l'on espérait le sauver, l'inspecteur fronça le sourcil :

— Qu'on le transporte à la prison de la ville ! ordonna-t-il. Le colonel Palkine aura à rendre compte de ses actes.

Schelm, tout effrayé qu'il avait été, avait entendu Müller lui parler du reçu. Palkine avait donc menti : ce papier ne se trouvait pas entre ses mains.

— Qu'on me retrouve, coûte que coûte, la femme de cet ispravnick passé ce matin par les verges ! ordonna-t-il ensuite.

Le même soir, Schelm rassembla le conseil des autorités de la ville. Il fut décidé qu'on enverrait une expédition pour détruire la bande de brigands qui désolait le pays. Tous les employés frissonnèrent quand Schelm, rendu plus hideux encore par la raie bleue et sanguinolente qui lui coupait la figure, leur promit de les faire assister aux épouvantables supplices qu'il se réservait d'infliger aux rebelles.

Le lendemain, on amena à Schelm la femme de l'ispravnick, qu'on avait trouvée errante dans les rues d'Irkoutsk. Schelm s'enferma avec Caroline, et quand il la congédia, il lui promit de songer à elle. Effectivement, on apprit bientôt que Caroline avait obtenu de tenir pour l'État une station de poste sur la route de Krasnoïarsk<sup>1</sup>.

Suivant l'ordre de l'inspecteur, Palkine avait été transporté à l'hôpital de la prison. Il était considéré comme criminel d'État.

<sup>1</sup> Les stations de Sibérie sont tenues par des employés nommés *smotritel*s. Mais vu la rareté des villes et des lieux de ravitaillement, il y a de plus, dans chaque station de poste, des espèces de restaurants, tenus par des gens commissionnés de l'État, qui fournissent le nécessaire aux voyageurs.

## XXXI

## L'ATTAQUE.

Depuis six jours déjà, Wladimir se trouvait au milieu des colons révoltés. Il n'avait cependant vu Müller qu'une seule fois, et le Roi des galériens, préoccupé d'une idée fixe, n'avait pas pu ou n'avait pas voulu répondre à ses questions. Malgré le danger évident qu'il y avait pour eux de rester auprès d'Irkoutsk, les colons ne s'éloignaient pas.

Wladimir, surtout, qui, par le fait de l'intervention des révoltés en sa faveur, était devenu un rebelle, éprouvait le désir de quitter la Russie. Tous les déportés à qui il faisait part de ce désir lui répondaient que cela ne dépendait pas d'eux, et que le chef était le seul qui pût leur faire changer d'itinéraire. Avec une impatience anxieuse, Lanine attendait le moment de s'expliquer avec Müller; mais celui-ci, toujours aux avant-postes, toujours en tournée, était invisible.

Après s'être dispersés, lors de l'attaque des compagnies d'exécution, les colons s'étaient reformés à quelques kilomètres de là. Ne se voyant pas poursuivis, ils s'étaient ralliés bientôt, et, trois jours après la délivrance de Wladimir, ils se trouvaient dans un bois situé sur une colline formant presqu'île, entre l'Angara et un de ses affluents, à trente-cinq kilomètres d'Irkoutsk.

Wladimir, Ivan, et quelques-uns des principaux révoltés étaient réunis sur la cime même de l'éminence, d'où l'on découvrait toute la campagne. A la lisière du bois, passait la grande route postale; la station de poste était visible, au bord même de l'Angara. L'affluent, à son embouchure presque aussi large que le fleuve, fermait la route du côté opposé. Un bac en bois, dirigé par un homme qui tirait la corde, servait de moyen de transport aux voyageurs. Ce bac était la seule communication entre les rives des deux fleuves.

Les principaux révoltés, réunis sur l'éminence, attendaient Müller, et ils l'attendaient avec impatience, car tous étaient de l'avis de Wladimir; la prolongation de séjour dans la contrée, surtout à ce moment où les routes étaient redevenues praticables, leur paraissait extrêmement dangereuse.

— Ah! voici le chef! dit Ivan, le colon qui avait amené Wladimir au Baikal.

Effectivement, Müller montait le talus. Il était vêtu comme les autres colons; il avait abandonné la défroque rouge qu'il n'avait

adoptée que pour en imposer aux populations (la couleur rouge est la couleur favorite des Russes). Il fut bientôt au milieu des révoltés.

— Müller, cria Wladimir, qui ne put maîtriser son impatience. Quand nous feras-tu quitter les environs d'Irkoutsk !

— Cela ne dépend pas de moi ! répondit le Courlandais. Il nous faut attendre des frères à qui j'ai donné rendez-vous. Ils doivent être ici ce soir. Tjenar-Kous nous fournira des canots pour traverser l'Angara. Regarde autour de toi, Wladimir. Pour te sauver, nous avons été obligés d'entrer dans la presqu'île. En sortir est impossible sans l'aide des Toungouses. Nous sommes cinq cents : le bac ne peut pas nous transporter tous sur l'autre rive ; le pourrait-il même, comme de l'autre côté de l'affluent nous serions toujours dans le district d'Irkoutsk, il nous faudrait traverser le bras de l'Angara pour être hors de danger. Il est indispensable, par conséquent, d'attendre l'arrivée de Tjenar, qui viendra, car il est homme de parole, étant un sauvage. Patiente, Wladimir ; patientez, vous aussi, mes amis. Ce soir nous serons hors de danger.

— Et si on nous attaque avant ce soir ? hasarda Ivan.

— Nous nous défendrons ! répondit Müller vivement. Mais rien ne présume une attaque. Nos sentinelles ne nous ont pas avertis... Regardez !... continua Müller, qui étendit la main. Vous découvrez d'ici la campagne à cinq lieues. Voyez comme elle est calme... Non ! non ! Schelm est lâche et inerte, et notre bonne étoile a voulu qu'il ait éloigné d'ici le comte M.... Mes amis, dit alors Müller, écarter-vous un peu, et laissez-moi seul avec le comte Lanine, j'ai à causer avec lui.

Les déportés obéirent, et Lanine et Müller restèrent seuls sur l'émence. Le Courlandais, alors, se jeta sur le gazon, au pied d'un chêne gigantesque, et, d'un signe, invita son compagnon à l'imiter.

— M'as-tu pardonné ! Wladimir ? lui demanda-t-il.

— Tu n'en doutes pas, Müller ! Je ne puis, à présent, que t'être reconnaissant. Tu m'as sauvé. Qu'importe le mal qu'on a fait à quelqu'un, si le dernier souvenir est bon ! Mais dis-moi, Müller, que comptes-tu faire maintenant !

— Ce que les circonstances me dicteront. Pour le moment, je désire passer l'Angara et mettre le fleuve entre toi et Schelm... Moi, je le brave, mais je veux te sauver ! Regarde cette station de poste. Je l'interroge du regard à tous les instants. Tjenar-Kous doit venir aujourd'hui avec cent canots pour nous transporter sur l'autre rive. Une fois là, nous sommes sauvés.

— Nous irons en Chine ! n'est-ce pas ? Car ce que tu m'as appris, l'histoire de ce reçu, ne signifie plus rien maintenant. Hier, j'étais innocent. Aujourd'hui, Schelm est parvenu à me rendre rebelle !

Quand Tatiana réussirait, je resterai toujours proscrit. Il faut passer de l'autre côté de la frontière, et il me faut dire un adieu éternel à ma patrie!

— Hélas! c'est mon avis... Mais, avant cela, il faut nous venger. Je ne quitterai pas la Russie avant d'avoir fait trembler tous mes ennemis : Schelm, les Russes, le tzar.

— Müller, notre pays n'est pas...

— Ah! interrompit Müller. Tu ne vas pas recommencer les tirades! Qu'est-ce qu'un pays? La réunion d'un million d'hommes ou de quelques milliers de familles. Regarde cette société, et les lois qui la régissent... Vois ceux que tu as connus, et juge! Popoff, homme intelligent, énergique, est mort après un supplice atroce. Il n'a pas réussi, parce qu'il était faible et pauvre, parce que personne n'avait besoin de lui, et que personne n'a voulu le protéger. On exigeait du dévouement de cet homme supérieur, parce qu'on lui donnait un morceau de pain dur. Est-ce juste? Toi, tu es bon et doux : on a profité de ta bonté pour te précipiter dans l'abîme. Quand tu étais riche, tu t'étais fait aimer... on t'a écrasé. Si tu t'étais fait craindre, si tu avais été méchant, cela ne te fût pas arrivé. Moi, enfin!... le jour où on a vu que j'avais des sentiments humains, on m'a jugé indigne de confiance. Qu'est-ce qui triomphe? Schelm, Palkine! Eh bien, ce pays, cette société qui a persécuté Popoff, qui nous persécute, toi et moi, pour protéger Schelm et Palkine, n'est pas mon pays, n'est pas ma société. Je rends ce qu'on me donne. On use de moi tant que je puis être utile, pour me rejeter ensuite et s'acharner après moi. Elle n'admet que des devoirs et pas de droits. Eh bien, je me révolte contre ses exigences. Je vivrai à ses dépens tant que je le pourrai!

Wladimir avait écouté Müller sans l'interrompre. Il secoua la tête :

— Est-ce une raison de devenir criminel, si les autres le sont? demanda-t-il.

— Oh! le principe de rendre le bien pour le mal! Eh bien, non! il faut être trop chrétien pour cela. La morale chrétienne est celle d'un Dieu. Je suis homme! je me venge. Le mot crime est relatif. Chez le puissant, c'est de l'habileté; chez le petit, c'est de l'ignominie. Allons donc! D'ailleurs, je suis devenu puissant, et j'usurai de ma force. Les crimes que je commettrai s'appelleront des exploits!

— Müller! je t'en supplie...

— Tais-toi! Je te sauverai et te ferai passer la frontière! Ensuite nous ne nous reverrons plus. Je n'ai pu te faire rendre justice. Je te sauve par la force. Sais-tu que parfois je m'étonne de me voir

encore ce sentiment qui m'oblige à te servir. Après tout ! j'ai agi avec toi comme tout autre aurait fait à ma place. Ce n'est pas mon cœur qui se révolte contre ce que j'ai fait, c'est mon esprit qui regrette d'avoir été lâche inutilement. Si Schelm m'avait tenu parole, je ne sais même pas si j'aurais eu des remords ! Nous suivons chacun notre voie. Tu continues à être dupe ; je serai un fripon si tu veux, mais un fripon tel, qu'on tremblera à mon aspect ! Tu entendras parler de moi. Tu n'as pas d'arme, n'est-ce pas ?

— Non ! mais nous avons le temps de nous en occuper. Je n'en aurai besoin que de l'autre côté de la frontière.

— Qui sait ? nous pouvons être attaqués.

— Par qui ?

— Par la garnison d'Irkoutsk.

— Oh ! contre ceux-là je n'ai pas besoin d'armes, je ne me battraï pas contre les soldats du tzar !

Müller éclata de rire.

— Tu te laisseras saisir et passer par les verges, peut-être ?

— Je fuirai aussi loin que je pourrai ; mais je ne deviendrai jamais rebelle !

— A ton aise, paladin ! Cependant, comme la réflexion peut venir, je te ferai toujours donner une carabine, car je ne sais encore quand nous passerons la frontière. De l'autre côté de l'Angara, nous aurons une ville à attaquer. J'ai un stanovoï à châtier. Je veux laisser derrière moi un nom qui fasse trembler les fonctionnaires ; car je n'en ai pas fini encore avec le district d'Irkoutsk. Je reviendrai !

— Tu veux attaquer...

— Chacun de nous a une vengeance particulière à exercer, et tous, nous l'aidons dans cette vengeance. Je veux rester encore en Russie. J'ai mille soldats. En Sibérie, je suis aussi fort que le tzar.

Wladimir se leva.

— Müller, je te l'ai déjà dit, je ne te suivrai pas dans cette voie.

Le Courlandais, d'un geste amical, mais énergique, le força à se rasseoir.

— Écoute ! dit-il, et ne nous disputons pas. J'ai été coupable envers toi, et je supporterai tes objections, que je ne souffrirais pas d'un autre. Nous serons poursuivis et traqués. Pour traverser la Chine, nous devons être en nombre et avoir de l'argent. Il faut que j'attende en Russie ceux qui se joindront à moi, et il faut que je prenne une ville pour y trouver de l'argent. Ceci est pour te persuader...

— Tu ne me persuaderas jamais. La félonie n'a pas d'excuses...

Puisque la destinée m'y force, et que je ne veux pas périr d'un supplice infamant, infligé par un ennemi infâme, je te suivrai. Mais si je ne peux pas déverser dans ton âme les sentiments qui emplissent la mienne, du moins, je ne serai pas ton complice. Je te suivrai, mais sans armes. Je n'attaquerai pas mes frères!

— A ton aise! répéta Müller. Nous verrons si tu pourras persévérer dans ta résolution. Mais qu'est-ce? on dirait un homme qui accourt.

— C'est vrai. On te cherche! j'entends crier : « Le chef!... le chef! »

Müller se leva et avança de quelques pas. Un colon accourait en criant :

— Les soldats approchent! On va nous attaquer dans une heure.

— Tu vois! dit Müller avec calme; il nous faudra nous défendre!

Il jeta un regard autour de lui. Du côté d'Irkoutsk, l'horizon était fermé par une ligne qui grandissait toujours. La presque île était calme et silencieuse. Les colons, disséminés dans le bois, étaient invisibles. A ce moment, Müller sentit qu'on touchait sa tunique. De derrière l'arbre au pied duquel il avait été assis avec Wladimir, apparut la figure osseuse d'un TOUNGHOUSE.

— Tjenar sera dans une heure sur le fleuve avec les canots des hommes de sa nation! dit le sauvage.

— Ah! bien, alors! cria Müller. Enfants! ordonna-t-il aux colons qui accouraient en foule, à nos fusils, et défendons-nous. Ce soir, nous traverserons le fleuve et nous serons à l'abri des poursuites. Remerciez le chef, frère; nous l'attendons, dit-il au TOUNGHOUSE.

Le sauvage disparut, comme il était venu, sans faire de bruit et sans laisser de traces.

— Que cent hommes se massent à la lisière du bois et qu'ils en défendent l'entrée, ordonna Müller. Frère Ivan, transmets cet ordre. Que le reste de la troupe se groupe autour de moi! Que des sentinelles interrogent de l'œil l'Angara, et quand les canots toungouses apparaîtront, qu'ils m'en préviennent. Va! Ah! oui, ordonna-t-il. Fais apporter un fusil pour le frère Lanine.

Wladimir refusa du geste :

— Je te l'ai dit, c'est inutile! Je ne veux ni attaquer ni me défendre. Je consens à fuir, voilà tout!

Müller haussa les épaules :

— Fais ce que je te dis! ordonna-t-il.

Ivan était parti. Müller interrogea l'horizon. La ligne noire devenait plus visible, et elle coupait la presque île ainsi qu'une hypo-

ténue monumentale. Du côté où l'Angara fait un coude, à une distance de deux verstes, le chef des exilés aperçut des points noirs, approchant, eux aussi, avec rapidité. C'étaient les canots tOUNGouses. Müller, satisfait, ne regarda plus derrière lui. En ce moment, vingt cosaques, escortant une voiture de poste, traversaient l'affluent du fleuve en bac.

Si du haut de l'éminence les déportés pouvaient découvrir toute la campagne et les environs, il n'en était pas de même de ceux qui se trouvaient sur la grande route. Le bois interceptait la vue. Du côté de la plaine, les troupes russes étaient encore à une assez grande distance pour être invisibles.

Ne se figurant pas que cette plaine calme et silencieuse pût offrir dans une seconde l'aspect d'un champ de bataille, les cosaques, après avoir traversé l'affluent de l'Angara, se dirigèrent vers la station de poste.

Pendant la fusillade avait commencé ; les premiers bataillons de l'armée impériale s'étaient dispersés en tirailleurs et avançaient vers la forêt. Les déportés, dissimulés derrière les arbres, ouvrirent un feu meurtrier. Au premier coup de fusil, l'escorte des cosaques s'arrêta. Rien n'était encore visible, excepté le bac vide, rejoignant la rive opposée de l'affluent. Après quelques instants d'hésitation, la voiture se remit en route dans la direction de la station. Les cosaques se formèrent en ligne au dehors, et les voyageurs, trois hommes et une femme, pénétrèrent dans l'intérieur de la cabane.

La fusillade continuait. Müller, avec Wladimir et les principaux révoltés autour de lui, interrogeait de l'œil l'horizon, et son regard allait de la lisière du bois à l'Angara. Du côté du bois, les Russes avaient l'avantage ; quelques tirailleurs, en refoulant devant eux les déportés, y avaient déjà pénétré ; mais en revanche, sur le fleuve, les canots tOUNGouses se distinguaient de plus en plus. Ils tournaient le coude, et arrivaient à force de rames vers la station de poste, lieu du rendez-vous.

— Ivan ! ordonna Müller, faites réunir tous nos frères autour de nous. Que cent hommes seulement restent, et qu'il arrêtent la colonne russe aussi longtemps qu'ils le pourront... Qu'on mette nos chevaux en liberté et qu'on les dirige vers la lisière... Ils mettront toujours un peu de désordre parmi les assaillants... nous n'en aurons plus besoin ; ils ne pourraient que nous gêner dans la traversée de l'Angara. Quant à nous, nous descendrons la montagne au pas de course dans la direction de la station. Les TOUNGouses nous attendent pour nous transporter. Il est temps. Résister davantage serait folie ! Ivan, transmettez mes ordres et revenez auprès de moi. Nous n'attendons que vous pour descendre la montagne.

Ivan disparut. Müller dit alors à Wladimir, en lui désignant un fusil qui gisait sur le gazon :

— Prends ce fusil, Wladimir, tu peux en avoir besoin.

Wladimir secoua la tête.

— Je n'en ferai rien. Je me tiendrai à côté de toi, mais je ne tirerai pas contre les soldats du tzar.

— Je te défendrai autant que mes forces me le permettront ; mais, dans une bataille, souviens-toi, Wladimir, chacun pour soi !

— C'est tout naturel, et c'est ainsi que je l'entends.

Ivan était de retour. De tous les côtés du bois des déportés accouraient se grouper autour de Müller.

— Que l'on s'échelonne ! ordonna le Courlandais. Que cent hommes me suivent ; les autres resteront ici pour arrêter l'ennemi, à mesure que ceux qui sont sur la lisière se replieront. Tout le monde doit concourir au salut général. Les cent qui descendront avec moi, et moi, nous traverserons l'Angara les derniers, et nous lutterons dans la station. En avant !

Les cent colons, Müller en tête, descendirent le monticule au pas de course. La fusillade était devenue plus régulière. Russes et colons combattaient sur l'éminence boisée.

Comme une avalanche, la troupe de Müller s'abattit, un quart d'heure après, en face de la station de poste. Les barques toungouses occupaient le fleuve ; mais Müller poussa un cri inexprimable de rage, en voyant les cosaques de l'escorte rangés en bataille sur la route. Les bords de l'Angara sont très-escarpés ; la station de poste est sur un roc adossé au fleuve, et il y a, derrière la maison, place à peine suffisante pour que deux hommes puissent marcher de front. La grande route, en face de la station, se croisait avec un sentier qui aboutissait au seul point abordable de l'Angara, auprès duquel étaient les barques toungouses. Ce sentier traversait la station et les cosaques en barraient l'entrée.

— Ah ! cria Müller, on veut nous couper. Eh bien, nous vendrons chèrement notre vie !... Enfants, sus aux cosaques ! Il s'agit de vaincre ou de mourir.

Le désespoir donna des forces extraordinaires aux colons. D'ailleurs ils étaient plus de cent, et l'escorte était composée d'à peine vingt hommes. Ils se précipitèrent contre les cosaques, qui s'apprétaient à se défendre.

Un pêle-mêle général s'ensuivit. Les cosaques luttèrent quelque temps ; mais d'autres colons, chassés du bois par les troupes régulières qui gagnaient du terrain, affluèrent vers la station. La vue



des barques et des Toungouses décupla leurs forces. Les cosaques furent massacrés, tous, après une longue résistance, et le chemin vers la station et le fleuve se trouva ouvert.

La fusillade approchait, et des fuyards sortaient par bandes du bois. Müller se plaça avec ses fidèles sous le mur de la station :

— Que ceux qui arrivent traversent la station et s'embarquent ! Nous protégerons leur embarquement... Pas de désordre ! ordonna-t-il. Nous occuperons la station, et les fuyards passeront devant nous... Wladimir, tu t'embarqueras avec les premiers... Adieu !... Peut-être ne nous reverrons-nous jamais !

Mais Lanine le repoussa :

— Me crois-tu donc lâche ? Je te l'ai dit, je n'attaquerai pas ; mais je resterai auprès de toi.

— C'est de la folie...

— Assez, Müller ! Je t'ai pardonné les outrages, ne m'insulte pas maintenant.

Le Courlandais répondit, plus ému qu'il ne voulait le paraître :

— Nous n'avons pas de temps à perdre en combats de générosité. Fais comme tu voudras.

Il entra dans la cabane, suivi de quelques colons, de Wladimir et d'Ivan.

Toute station de poste consiste en deux chambres séparées par un couloir large de deux mètres. A gauche se trouve généralement la chambre occupée par le *smotritel* (l'homme qui tient la poste au nom de l'État) ; à droite est la pièce réservée aux voyageurs.

Müller ouvrit la porte et entra dans le couloir qui servait de prolongement au sentier et qui le rejoignait de nouveau, lorsqu'il descendait de l'autre côté de la cabane, vers la rive de l'Angara.

— Dix hommes se tiendront chez le *smotritel*, ordonna Müller, tandis que nous surveillerons, de la chambre des voyageurs, ceux qui traverseront la maison pour s'embarquer. Tjenar-Kous ! appela-t-il d'une voix retentissante, en ouvrant la porte qui donnait sur le fleuve.

— Je suis là ! répondit d'en bas la voix du Toungouse... Arrivez vite, car on entend déjà le sifflement des balles ennemies !

— Bien !... Mes amis, dit le Courlandais, passez.

Les colons, qui s'étaient groupés à la porte de la cabane, se précipitèrent en foule dans le couloir ; ils disparaissaient à mesure dans le sentier et s'embarquaient sur les canots de Tjenar-Kous.

— Celui qui voudra passer avant son rang sera puni de mort ! dit Müller à ceux qui occupaient la chambre du *smotritel*. Tirez sur ceux-là, nous les surveillerons de l'autre côté.

Il voulut alors pousser la porte et entrer dans le compartiment des voyageurs, mais il sentit de la résistance. Il poussa plus fort. La résistance était sérieuse; la porte était barricadée.

— Oh! oh! dit-il, il y a encore des ennemis là!... N'importe, nous n'avons pas le temps. Si vous ne bougez pas, cria-t-il par la porte, on ne vous fera pas de mal; mais ne remuez point, sinon vous êtes morts. Ivan, tiens ton fusil prêt. Au moindre mouvement venant de ce côté, feu sur cette porte!

Pendant ce temps, les colons traversaient la station; à mesure qu'ils arrivaient au bord du fleuve, des canots les recueillaient. L'Angara était sillonné de barques qui transportaient à l'autre rive les révolutionnaires. Les balles russes sifflaient dans toutes les directions. Quelques bandes de déportés sortaient encore du bois; mais l'éminence était occupée par les troupes russes, qui s'apprêtaient à poursuivre les restes de la bande du Roi des galériens. Deux cents colons s'étaient embarqués déjà et abordaient à l'autre rive de l'Angara, quand l'espace entre le bois et la station devint tout à coup silencieux et désert.

Toute l'armée de Müller était réunie autour de la cabane, et les Russes allaient à leur tour déboucher du bois.

Müller, Ivan et Wladimir, appuyés contre le mur du couloir, laissaient défiler les fuyards devant eux, en tenant leurs yeux fixés sur la porte de la chambre des voyageurs.

On commençait à se presser à l'entrée de la station. Quelques colons contournaient la maison et essayaient de descendre les escarpements du roc, espérant ainsi arriver plus vite aux barques.

Des soldats de la garnison d'Irkoutsk apparaissaient sur la lisière de la forêt.

## XXXII

### L'INCENDIE.

Depuis le commencement de la lutte, depuis même l'arrivée de la voiture escortée par les cosaques, une femme était sortie de la maison, en jetant un coup d'œil curieux sur les fenêtres, qui, vu la chaleur, étaient grandes ouvertes. C'était la femme de l'ispravnik supplicié. Quand les colons eurent envahi la station, le *smotritel*, effrayé, s'enfuit dans la campagne; mais Caroline se dissimula derrière une anfractuosité du roc. Quand elle se fut assurée que les déportés étaient trop occupés de leurs affaires pour faire attention à elle, elle sortit en rampant, et se trouva bientôt dans le passage

étroit qui aboutissait au sentier du bord de l'eau, et qui longeait la maison, du côté du fleuve, sous les fenêtres de l'appartement des voyageurs. Du passage, son regard plongeait dans l'intérieur. Les colons qui s'enfuyaient, en descendant l'escarpement de l'Angara, l'aperçurent; mais, préoccupés de leur salut, et ne songeant qu'à s'embarquer, ils ne l'avaient ni interrogée ni arrêtée. Bien au contraire, supposant que c'était la femme du *smotritel*, ils tâchaient d'éviter ses regards.

Caroline, après avoir fouillé avidement de l'œil la chambre des voyageurs, poussa un éclat de rire sardonique, et courut vers le hangar où se trouvait la paille destinée aux chevaux. Elle y retourna plusieurs fois, et chaque fois elle apportait une forte brassée de paille qu'elle entassait sur le passage étroit entre l'escarpement de l'Angara et la station.

Cette femme, portant de la paille au milieu de cet effarement général, fut remarquée par quelques-uns des fuyards, mais ils n'avaient ni le temps ni la volonté de chercher quel pouvait être son but. Tout en entassant de la paille, elle riait d'un rire mystérieux, en grommelant entre ses dents :

— C'est elle,... la maudite!... je l'ai reconnue... Elle vient le sauver... Ah ! ah ! la vieille mégère se vengera...

Tout à coup la paille flamba. Caroline excita la flamme. Une fumée noire et nauséabonde s'éleva et enveloppa la station. Le toit de la maison commença à craquer. Des cris d'alarme retentirent dans la pièce réservée aux voyageurs. La fumée, poussée par le vent qui venait du fleuve, y entraînait en tourbillons opaques.

— Il faut ouvrir cette porte et nous défendre ! cria une voix... Cette mort par l'asphyxie est épouvantable.

— Je vais débarricader !

— Non ; c'est moi...

— Pardon, dit la première voix, je suis le plus inutile de tous pour le salut de madame ! C'est moi qui vais ouvrir la porte. N'oubliez pas que celui qui bouge est mort.

— Non... Attendez !

Caroline s'était dressée sur la pointe des pieds et regardait. En voyant la fumée s'engouffrer par la fenêtre, elle riait d'un rire lugubre ; mais la fumée avait formé un voile qui l'empêchait de distinguer les voyageurs. Un craquement se fit dans la chambre, et Müller cria :

— Attention, on bouge !

Il dirigea son fusil vers la porte, en arrêtant du geste la file des colons. Les battants s'ouvrirent avec fracas ; Müller vit un homme

qu'il ne reconnut pas, car une bouffée de fumée noire le frappa au visage; il lâcha la détente.

— Je suis mort ! cria-t-on.

Müller, Wladimir et Ivan se précipitèrent dans la chambre des voyageurs, en enjambant un corps étendu qui obstruait le chemin.

Le courant d'air avait dispersé la fumée. Une flamme jaune s'élevait, avec un crépitement sinistre, entre la chambre et le fleuve. Trois ombres étaient adossées dans un coin de la pièce.

Müller les ajusta de son fusil :

— Pas un geste ! ordonna-t-il.

La porte brisée était tombée à terre. Dans le couloir, les colons continuaient leur défilé. Les retardataires, effrayés, sautaient par-dessus les rochers. La colonne russe, venant du bois, avançait vers la maisonnette. Quelques déportés découvrirent l'étroit sentier où la paille flambait encore. Ils virent une femme qui attisait l'incendie.

Les colons voulurent sauter par-dessus la flamme. Croyant qu'ils venaient pour éteindre le feu, Caroline voulut s'y opposer. Deux colons la saisirent et la jetèrent dans le brasier, puis ils sautèrent par-dessus les rochers. Caroline poussa un cri étouffé.

Le courant d'air dissipa peu à peu la fumée, et la chambre fut éclairée par les rayons du soleil et par le feu livide de la paille qui achevait de brûler. Wladimir, dans les trois ombres, reconnut sa femme, son oncle, et le général comte M..., que Müller et Ivan tenaient en joue. D'un mouvement irrésistible, il arracha à Müller son fusil, et repoussa Ivan.

— La comtesse ! balbutia Müller.

Le comte Lanine s'avança alors.

— Mon neveu ! dit-il. Rebelle ; au moment...

Wladimir l'interrompit.

— Regardez-moi, mon oncle, dit-il. Je suis sans armes. Je n'attaque pas ; je fuis.

Lanine lui désigna le corps inanimé qu'il venait d'enjamber.

— Vous avez commis un assassinat ! vous avez tué le docteur Haas !...

— Mon Dieu ! ce n'est pas moi.

— C'est moi ! cria Müller... Je suis un rebelle, et je m'en vante !

Les colons fuyaient par le couloir, et descendaient les rochers. Les commandements des officiers russes se faisaient entendre au dehors. Müller jeta un regard par la fenêtre ouverte. Le feu, mal allumé par Caroline, impuissant à embraser la maison, se mourait.

Les képis des soldats russes apparaissaient au haut des rochers.

— Place ! cria Müller, en tirant son poignard. Viens, Wladimir. Mais Lanine le repoussa.

— Je me rends prisonnier au comte de M..., dit-il.

Derrière Wladimir se dressa Tatiana.

— Rendez-vous aussi, monsieur Müller !... Je vous rappelle votre promesse. J'ai besoin de votre témoignage pour le salut de mon mari !...

Müller recula. Tout à coup il jeta au loin son poignard, et dit :

— C'est bien... Je reste, puisque vous l'exigez. Fuis, Ivan. Vous ne voulez pas la mort de celui-là, n'est-ce pas, madame ; elle ne vous est utile à rien ?

— Je ne veux la mort de personne, monsieur.

Elle étendit la main. Ivan, comme s'il eût attendu ce geste, sauta par la fenêtre ouverte. Une détonation générale retentit. Les balles ricochèrent sur le fleuve, et l'on entendit le bruit d'un corps tombant dans l'eau. Alors, du tas de paille brûlée, qui crépitait en lançant des gerbes bleuâtres, une ombre se dressa. Caroline, noire de fumée, se souleva à demi, poussant des cris de détresse. En s'aidant de ses mains, qui étreignaient la paille ardente, elle essaya de sortir du brasier. Une balle donna à ce moment contre la paroi du mur de la chambre des voyageurs ; elle ricocha, et frappa Caroline, qui se renversa en arrière avec un soupir.

Tatiana s'était dirigée vers le coin où était tombé le corps de Haas ; Müller, désarmé, mais que personne ne songeait à gêner dans ses mouvements, la suivit d'abord, puis la précéda, et souleva la tête du médecin. Une seconde balle passa en sifflant entre Müller et la comtesse. Quelques légers nuages de fumée voltigeaient encore au-dessus de la tête des fuyards. Les projectiles sifflaient dans toutes les directions. Quelques soldats russes occupaient les cimes des rocs dominant l'Angara. Les colons, qui n'avaient pas réussi à s'embarquer s'étaient massés au pied de l'escarpement, et s'aplatissaient contre les rocs pour se garantir des balles.

— Monsieur, dit le général comte Lanine à son neveu. Vous ne vous êtes pas encore suffisamment excusé de votre présence parmi les rebelles.

— Mon oncle, je fuyais mes persécuteurs. On a voulu me faire passer par les verges et...

— Vous faire passer par les verges ?

— Oui.

— Oh ! alors, je comprends !...

— Général, cria soudain Tatiana qui, aidée de Müller, s'efforçait de retirer le corps de Haas, faites cesser le massacre !

Le couloir se dégageait peu à peu. Les colons avaient traversé le passage étroit qui contourrait la maison ; ceux qui n'avaient pas eu le temps de s'embarquer, s'étaient groupés au bord du fleuve, s'at-

tendant à être attaqués et résolus à leur vendre chèrement leur vie. Ils n'avaient plus la ressource des canots, car, à l'aspect des troupes russes, Tjenar-Kous leur avait donné l'ordre de se diriger rapidement vers la rive opposée.

Les Russes n'osaient pas se risquer plus avant, crainte d'une embuscade.

— Général, dit au comte M... Tatiana suppliante, faites cesser le massacre.

Un soldat avança avec précaution et jeta un coup d'œil dans le couloir. Le voyant vide, il fit un signe de son fusil. La chambre fut envahie par une dizaine de cosaques, qui furent presque immédiatement suivis par un colonel et par plusieurs officiers.

— Le gouverneur général ! s'écria le colonel, à la vue du comte M...

Les soldats se mirent au port d'armes : les officiers s'inclinèrent.

— Faites cesser le feu ! ordonna le comte M...

Le gouverneur était estimé par tous ceux qui servaient sous ses ordres. Les soldats n'aiment pas à être requis pour des exécutions contre les déportés. La vue du général fut pour eux une joie, l'ordre donné fut accueilli par un hourrah d'allégresse. Le colonel sortit en courant, et cria d'une voix forte :

— Cessez le feu !...

Quelques détonations isolées retentirent encore, et le feu s'éteignit. Étonnés de ce silence subit, les Toungouses s'arrêtèrent au milieu du fleuve, et quelques colons, voyant ce mouvement d'arrêt, se jetèrent à la nage. D'autres se rendirent prisonniers.

Dans la chambre, les officiers et les soldats qui l'envahissaient de plus en plus, entouraient les deux généraux, et, oublieux de toute étiquette, les interrogeaient. Wladimir se tenait entre le comte M... et le comte Lanine, au milieu du groupe des officiers. Tatiana, aidée de Müller, avait réussi à déplacer le corps de Haas. Le Courlandais s'assit contre le mur et posa la tête du docteur sur ses genoux.

— Messieurs, dit Tatiana aux officiers. N'y aurait-il pas un médecin parmi vous ?

Un jeune lieutenant se détacha du groupe et courut vers la porte pour appeler le chirurgien qui accompagnait le bataillon expéditionnaire.

Pour faire sortir la fumée qui remplissait encore la chambre, un des officiers ouvrit la fenêtre qui donnait sur l'émence. Une voiture, escortée par dix cosaques, descendait rapidement la colline, et se dirigeait vers la station. Le lieutenant rentra :

— L'inspecteur arrive... Madame, le médecin me suit.

Madame, dit le médecin de sa voix glaciale, après avoir exa-

miné Haas, cet homme a reçu une balle dans la région du cœur. Selon toutes les probabilités, il va mourir sans reprendre connaissance !

— Je commets toujours des crimes inutiles ! murmura Müller.

Tatiana avait les larmes aux yeux. Wladimir, à l'annonce de l'approche de Schelm, s'était serré contre le gouverneur général. Les officiers faisaient cercle autour des deux généraux. Les soldats et les officiers formaient la haie dans le couloir.

Par la fenêtre ouverte, on entendit alors Schelm crier :

— Pourquoi a-t-on cessé le feu ? Les rebelles fuient ! tirez sur eux ! que pas un n'échappe !...

Il descendit de voiture en répétant : « Feu ! »

Quelques soldats obéirent... Les TOUNGouses reprirent vivement leurs rames. Mais les soldats tiraient volontairement trop haut... Les balles traversèrent le fleuve sans faire aucun mal aux colons.

— Qui a pu ordonner de faire cesser le feu ! cria Schelm en entrant... Le colonel est très-répréhensible !... Il n'y a pas de grâce pour les ennemis du tzar !

Soudain son regard tomba sur Wladimir.

— Ah ! ah ! dit-il joyusement... Vous avez fait une bonne prise !... Te voilà donc, rebelle ! Tu mérites un châtiment exemplaire !... Mais nous n'avons pas le temps ! Qu'on le mène dehors et qu'on le fusille !

C'est alors seulement que de derrière le groupe des officiers, où il s'était dissimulé à dessein, le gouverneur général de la Sibérie orientale s'avança vers Schelm :

— Je crois que vous donnez des ordres en ma présence ! lui dit-il avec ironie.

Schelm recula, livide de frayeur et d'étonnement :

— Le comte M... ! balbutia-t-il.

Au dehors, les soldats ne voyant pas venir de contre-ordre, continuaient leur feu. M... dit à un des officiers :

— J'avais ordonné de faire cesser le feu !... Voulez-vous réitérer mon ordre ?...

Schelm cependant s'était un peu rassuré. Au milieu des officiers il n'avait pas encore distingué le général Lanine... Quant à Tatiana et à Müller, occupés toujours auprès de Haas, et derrière un groupe d'officiers qui les masquait, ils étaient invisibles. Schelm ne les remarqua pas.

— C'est moi, dit-il à M... en se redressant, qui leur ai ordonné de tirer sur les rebelles !

M... le toisa avec mépris.

— Qui êtes-vous pour donner des ordres à des soldats russes? demanda-t-il.

— Vous savez bien que je suis inspecteur général.

— Vraiment!... vous croyez cela!...

— Général, ma mission...

Le général comte Lanine écarta alors les officiers au milieu desquels il se trouvait et se plaça en face de Schelm.

— Et moi, me reconnaissez-vous? Croyez-vous que je sois venu en Sibérie pour recevoir vos ordres?

— Lanine! s'écria Schelm. L'aide de camp de l'empereur! Trahison!

Cette pièce encombrée de soldats, ces cadavres gisants, les bruits de rames et de coups de fusil, n'étaient pas une scène qui prédisposât à rire, et cependant le mot « trahison » était tellement risible dans la bouche de Schelm, que Lanine éclata, et que M... et quelques officiers en firent autant.

Puis il y eut une seconde de silence, au milieu duquel une voix étouffée prononça ces mots :

— Je pardonne à celui qui m'a tué! Pardonnez aussi! Dieu vous a aidé!... Remerciez Dieu!

Puis un dernier soupir... Haas avait cessé de vivre. Müller alors reposa la tête du mort sur le plancher, et s'avança vers Schelm.

— Me suis-je bien vengé? Schelm, lui dit-il en lui posant la main sur l'épaule!... Ne te l'avais-je pas dit à la forteresse?

Schelm, les yeux démesurément dilatés par la frayeur, tremblait de tout son corps.

— A genoux maintenant, ordonna le Courlandais, et demande humblement pardon à ceux que tu as offensés!

D'une pression énergique, il força Schelm à s'agenouiller. Mais le général comte Lanine, qui avait toujours présent à l'esprit les ordres de l'empereur, et qui se souvenait que Nicolas ne voulait pas, par principe, faire assister les subordonnés à l'humiliation d'un haut personnage, s'interposa.

— Vous oubliez, dit-il, que ce n'est pas à vous de jouer le rôle de justicier. Vous êtes rebelle et prisonnier.

Se voyant défendu, Schelm crut un instant qu'il n'était pas compromis.

Le général Lanine continua :

— Il ne vous appartient pas de porter la main sur un représentant de l'empereur. Restez à votre place!

Les officiers, tout en détestant Schelm, murmuraient sourdement; il leur était pénible de voir leur ancien chef traité ainsi par un brigand. Schelm comprit tout cela : il se dit qu'il n'était pas in-



culpé, que Wladimir n'était peut-être pas sauvé; qu'il pouvait encore le perdre; qu'en tout cas, Müller était prisonnier... Il se redressa.

— Ah ! dit-il, tu oublies un peu, Müller, que tu as été espion et brigand ! Tu es prisonnier !... Général, je ne sais quels sont vos pouvoirs ; mais cet homme, qu'on appelle ici le Roi des galériens...

— Cet homme a grâce pleine et entière, dit soudain Tatiana, qui sortit de son sein le papier signé par Nicolas. C'est l'ordre de Sa Majesté. Tous ceux qui ont été envoyés en Sibérie pour complicité avec le comte Wladimir Lanine sont graciés. Mon oncle, vous ne me démentirez pas !

— Non, certes ! telle est la volonté impériale... Mais...

— Pas de mais !... Général, dit-elle à M..., venez à mon aide.

— L'empereur a fait grâce, dit M..., que grâce soit faite.

— Pourtant, hasarda Schelm, la rébellion, la résistance à force armée contre l'autorité du tzar, le massacre d'aujourd'hui...

— Mon mari a été à la tête de cette révolte, dit Tatiana, et l'empereur a écrit : « Aucune loi de l'empire ne peut atteindre le comte Wladimir Lanine. » N'est-ce pas, Wladimir, que c'est vous qui étiez le chef de ces hommes ?

Lanine, qui ne comprit pas sa femme, mais qui, depuis quelque temps lui obéissait aveuglément, répondit :

— Oui, c'est moi.

Cependant Müller avait lâché Schelm et s'était imperceptiblement rapproché de la fenêtre ouverte. Tout à coup, d'un bond prodigieux il sauta sur le rebord de la croisée, et cria aux assistants stupéfaits :

— Non, ce n'est pas lui, c'est moi !... je n'accepte pas votre grâce !... Ennemi du tzar, je resterai son ennemi !... Je ne veux rien de vous, et je ne suis pas encore votre prisonnier !... Si la justice du tzar ne t'atteint pas, Schelm, tu n'échapperas pas à la mienne !

Il sauta sur le roc, et de là dans le fleuve.

— Tirez sur lui ! cria Schelm pendant toute mesure. Vous l'avez entendu, le rebelle !

Mais la voix de Schelm n'était plus obéie. L'étonnement général sauva le Courlandais. Personne ne songea à le poursuivre.

— Monsieur Schelm, dit alors le général comte Lanine, Sa Majesté m'a nommé inspecteur général à votre place. Vous aurez à me rendre compte de votre gestion. Que les troupes se retirent.

— Il faut cependant poursuivre cet homme, hasarda Schelm.

— Monsieur Schelm, dit M..., veuillez me laisser remplir mes fonctions de gouverneur général. Ne vous occupez plus des affaires de la Sibérie orientale.

Puis se retournant vers les officiers :

— Y a-t-il des prisonniers ? demanda-t-il.

— Pas un seul, répondit le colonel. Les soldats ont...

— Bien, bien, interrompit gaiement M... Tant mieux, nous n'aurons pas à punir... Messieurs, dit-il, nous rentrons à Irkoutsk... Monsieur Schelm voudra bien nous accompagner. Nous aurons à causer avec lui.

— Mais, général...

— Ah ! dit Lanine à voix basse, ne me forcez pas à rendre publique votre arrestation ; car, par ordre de Sa Majesté, je vous arrête, monsieur Schelm : vous êtes accusé de faux et de prévarication.

### XXXIII

#### LE GÉNÉRAL COMTE LANINE.

Il se produisit alors chez Tatiana une chose étrange ; son caractère subit une métamorphose soudaine. Son mari était libre ; elle savait qu'il n'avait plus rien à craindre, protégé qu'il était par le décret impérial, et par la présence du comte M... et du général Lanine. Alors Tatiana, qui avait dépensé tant d'énergie virile, qui avait fait trois fois le voyage d'Irkoutsk à Pétersbourg, se sentit lasse et fatiguée. Elle fut heureuse, en rentrant à Irkoutsk, de se retrouver chez elle, calme, et sans préoccupations d'avenir. Puis, se rappelant tous les événements des deux dernières années, elle se sentit effrayée de la lutte qu'elle avait soutenue. Les figures de Popoff, de l'ispravnik, de Haas et d'Hélène passèrent devant son esprit, et elle frissonna. « Ils sont tous morts pour moi, et par moi ! » Alors un sentiment de mansuétude extrême, de bienveillance générale, emplit son âme. « Assez ! » pensa-t-elle. Et, satisfaite d'avoir atteint son but, elle ne songea plus qu'à épargner à ceux auxquels elle s'était attaquée les tourments des représailles. Elle redevint femme, avec ses craintes et ses faiblesses : le moindre bruit arrivant de la chambre voisine la faisait tressaillir. Elle se sentait heureuse, elle comprenait qu'elle s'était fait elle-même ce bonheur, et elle ne voulait plus de nuage venant obscurcir le ciel bleu de sa destinée.

Le lendemain de son retour à Irkoutsk, Wladimir, réintégré dans ses droits de citoyen, était venu habiter l'hôtel. Akoulina Ivanovna, que Schelm avait tenue en prison, sans savoir qu'elle était la mère de Popoff, mais parce qu'on l'avait arrêtée dans la maison de Tatiana, avait été rendue à la liberté.

La pauvre femme était sombre.

— Mon pauvre Nicolas est mort, répétait-elle à Tatiana. Ils me l'ont tué ! Que m'importent la liberté et la vie ?

— Souvenez-vous que vous avez un autre fils ! répondait Tatiana, qui avait vu André et s'en était occupée pendant son séjour à Saint-Petersbourg.

Akoulina Ivanovna avait presque oublié l'existence de cet enfant, dont elle était séparée depuis si longtemps. Elle sourit doucement, et, réconfortée par les paroles de la comtesse, comprit qu'un devoir et un bonheur la rattachaient encore à cette terre.

Tatiana s'occupa activement des apprêts de son départ pour Saint-Petersbourg, et Akoulina Ivanovna l'aida dans ses préparatifs avec une sorte de fièvre. Les paroles de la comtesse lui avaient donné une envie soudaine de revenir auprès de son second fils.

Tous les jours la comtesse allait au palais Kousnetzoff, dont Wladimir était, lui aussi, devenu un visiteur assidu.

Le général Lanine, pour obéir aux intentions de l'empereur, n'avait pas fait incarcérer Schelm. L'ex-inspecteur était prisonnier au palais du Gouvernement, et Lanine prenait des informations avant de statuer sur son sort. Dans la ville rien n'avait transpiré. On se doutait bien que la gestion de Schelm avait été trouvée insuffisante à Saint-Petersbourg, et on n'était nullement étonné de sa destitution ; mais comme les faits dont il était accusé étaient inconnus à tout le monde, personne ne s'intéressait plus à l'ex-chef de la chancellerie. Le général comte M... et Lanine avaient recommandé à Wladimir et à Tatiana le silence, en leur expliquant que l'empereur ne voulait pas déconsidérer devant leurs administrés les hauts fonctionnaires, même les plus coupables. Comme Tatiana voulait qu'on usât de clémence envers Schelm, Wladimir, qui avait fini par admettre sans discussion tous les sentiments de sa femme, intercédait auprès des généraux en faveur de son ancien persécuteur ; mais Lanine et le comte M... n'étaient pas de cet avis. L'attitude de l'inspecteur lors de l'attaque de la station les avait exaspérés, et ils étaient résolus à être excessivement sévères.

Quant à Palkine, on l'avait oublié à dessein dans sa prison. Le général avait disparu de la scène, et Tatiana elle-même fut d'avis que la meilleure façon d'agir envers lui était de ne pas s'en souvenir. Ceci fut fait. Palkine, presque complètement guéri de ses blessures, fut oublié dans la prison de la ville.

Cependant Schelm passait des nuits sans sommeil dans la chambre du palais Kousnetzoff où il avait été relégué par ordre du général Lanine. Trois jours s'étaient écoulés depuis la bataille, et Schelm n'avait pas encore été appelé devant ses juges. Il vivait dans une

anxiété perpétuelle et affreuse. Jugeant tout le monde d'après lui, il passait ses journées à penser aux supplices que ses ennemis, au pouvoir desquels il sentait bien qu'il se trouvait, lui infligeraient. Dans ces trois jours, Schelm avait vieilli de dix ans.

Tout le monde était dans l'attente ; quand, le quatrième jour de leur retour à Irkoutsk, Wladimir entra chez Tatiana. Il venait du palais Kousnetzoff, où il avait causé avec M... et Lanine.

— Ma chère amie, dit-il, j'ai beaucoup insisté auprès de mon oncle, pour qu'il envoie Schelm se faire pendre ailleurs ; mais il est inflexible. « L'empereur m'a ordonné de sévir... j'ai pris toutes mes informations : pour sûr, c'est un grand criminel, m'a-t-il répondu. Il doit être puni. »

— Est-ce que vous tenez beaucoup à son châtimement ?

— Moi ? pas du tout !... Je suis libre et heureux, je l'ai oublié... Que le diable l'emporte !

— C'est que, voyez-vous, Wladimir, quand je songe combien d'hommes nous avons sacrifiés à votre salut, je suis effrayée. Un malheur de plus, dont vous seriez cause, me semblerait un crime... J'aurais des remords... Il faut absolument que l'on pardonne à Schelm !

— Mais cela ne dépend pas de moi.

— Laissez-moi faire ! J'irai ce soir au palais Kousnetzoff... Votre oncle m'a promis de faire toutes mes volontés. Je sauverai Schelm.

Tatiana se fit en effet conduire à la résidence du gouverneur général, avec l'intention formelle d'obtenir la grâce de son persécuteur. Cependant Lanine et le comte M..., après avoir longuement étudié l'affaire de Schelm, étaient arrivés à la conviction que l'inspecteur était coupable non-seulement d'abus de pouvoir, mais encore de menées ténébreuses. Les deux généraux, arrivés à cette conviction, avaient décidé dans leur esprit d'infliger à Schelm un châtimement exemplaire. Les pleins pouvoirs accordés à Lanine par l'empereur, lui donnaient une autorité sans limites. Cependant, pour rester dans les règles de l'équité absolue, le comte M... insista pour que Schelm fût appelé, afin qu'il se disculpât si c'était possible.

Depuis le jour de la bataille, depuis la transmission de ses pouvoirs entre les mains de Lanine, Schelm n'avait pas vu les généraux. Relégué dans une chambre du palais, il attendait, solitaire et anxieux, l'issue de son affaire. Quand il fut introduit en présence de Lanine et de M..., l'ex-chef de la chancellerie avait composé son visage. Les ménagements que l'on prenait vis-à-vis de lui, la liberté relative dont il avait joui, la connaissance qu'il avait du caractère du souverain, lui avaient rendu un peu de son assurance. D'ailleurs il ne savait pas au juste ce que l'on connaissait de ses intrigues et

ce dont il était accusé; il espérait ne pas être jugé ni condamné immédiatement; s'il parvenait à gagner du temps, il avait des chances non-seulement d'être sauvé, mais encore de pouvoir nouer une intrigue préjudiciable à ses ennemis. Schelm entra donc dans le salon du gouvernement, où naguère encore il régnait en maître, de l'air d'un visiteur plutôt que d'un accusé.

— Que désirez-vous de moi, messieurs? demanda-t-il presque avec arrogance.

— Vous aurez à répondre à nos questions, sans vous permettre d'élever la voix, répondit Lanine révolté de cette outrecuidance.

L'interrogatoire commença. Quand Schelm entendit Lanine lui parler de l'arrestation de Popoff, de la note retrouvée à la police, quand il sut que le ministre de l'intérieur l'abandonnait et le chargeait, quand enfin il eut vu son reçu que l'empereur avait confié au général Lanine et que celui-ci lui mit sous les yeux, il comprit qu'il était perdu. Alors il devint aussi humble et aussi plat qu'il avait été arrogant au début. Il joignit les mains en s'inclinant de façon que ce salut ressemblait à une genuflection.

— Je suis coupable, Excellence; soyez clément!...

— Clément! répéta Lanine. Pour oser implorer la clémence de la justice, il faudrait alléguer des circonstances atténuantes. Qu'avez-vous à alléguer, vous?

— Mon zèle à servir l'empereur!... Excellence, poursuivit-il en s'adressant particulièrement à Lanine, qu'est-ce que nous sommes tous, vous, moi, le général? des serviteurs de Sa Majesté. Or j'ai voulu la servir de plus près, être un des fonctionnaires qui approchent le souverain. J'avais de l'ambition, elle m'a conduit à des actes coupables. Je l'avoue! Mais, Excellence, j'ai été nommé chef de la chancellerie pour les affaires politiques; je devais veiller au salut de l'empereur! Les gendarmes m'ôtaient le pain de la bouche. On était mécontent de moi: je ne savais rien, je ne découvrais rien. Le ministre me l'a dit plusieurs fois; vous-même, vous me l'avez reproché un jour au nom de l'empereur! J'eus peur pour ma place, car cette place c'était mon pain... Les gendarmes, pour être en faveur auprès de Sa Majesté, ont inventé un complot; ils ont trompé l'empereur; le comte Orloff, vous, tout le monde. Je l'ai vu, j'ai vu pleuvoir sur eux des distinctions, des faveurs... La bienveillance impériale est un appât bien séduisant, avouez-le!

Lanine ne répondit rien; mais M. O. riposta durement:

— On la mérite par des actions d'éclat. En voulant l'obtenir par des infamies, on surprend la religion de Sa Majesté, et alors on n'est qu'un criminel indigne de grâce!

— Excellence, continua Schelm en s'adressant toujours à Lanine,

j'avais su qu'il y avait des hommes dans Pétersbourg qui se réunissaient pour déclamer contre le gouvernement paternel de Sa Majesté. Qu'ai-je fait?... J'ai, il est vrai, pour montrer mon zèle, employé un agent chargé par moi de développer leurs instincts pervers ; mais, Excellence, là où il n'y a rien, on ne peut rien. Ils avaient donc des intentions criminelles, s'ils ont mordu à l'hameçon. Je suis coupable, mais j'étais dans mes attributions : on peut ne pas me récompenser ; suis-je digne de châtimement ?

Lanine se taisait. M... s'écria :

— Oui, cent mille fois oui !

— Cette conspiration a existé, cependant... Ces hommes, voyant une issue ouverte à leurs mauvais instincts, s'y sont précipités avec fureur. J'ai pu désigner à Sa Majesté des ennemis cachés, qui se dévoilèrent ainsi. J'étais toujours dans mes attributions... Tous ceux que j'avais fait arrêter étaient des conspirateurs.

— Tous ! ce n'est pas vrai ! dit soudain Lanine qui fronça le sourcil mon neveu...

Schelm l'interrompt respectueusement.

— C'est vrai ! Mais, Excellence, comprenez la faiblesse de cœur d'un homme qui n'est pas bon, il l'avoue ; mais s'il eût été bon, eût-il accepté une place comme celle que j'occupais ? Vous veniez de m'annoncer que j'étais tombé dans la disgrâce de Sa Majesté, je vous haïssais pour cela... Puis, votre neveu m'avait insulté. J'étais furieux contre tous ceux qui portaient votre nom : celui du comte fut prononcé, je fus enchanté de le trouver mêlé dans l'affaire. Si je suis coupable de précipitation malveillante... punissez-moi pour cela !... L'idée de me distinguer auprès de Sa Majesté m'aveuglait. Je tenais mon complot et j'étais, je l'avoue, heureux d'y voir compromis quelqu'un qui m'avait fait du mal. N'est-ce pas un sentiment humain ?

— Vous vous défendez d'une façon révoltante, monsieur Schelm, dit M... avec mépris, et si tout à l'heure j'étais disposé à de l'indulgence envers vous, j'ai changé d'avis en vous entendant parler.

Mais le silence que Lanine continuait de garder enhardit Schelm.

— Une fois le comte Wladimir inculpé dans l'affaire, je ne pouvais plus avouer son innocence sans danger pour moi, continua-t-il.

— Pourquoi mentez-vous ? interrompit M... ; vous l'avez poursuivi avec acharnement.

— Hé ! pouvais-je agir autrement ? La découverte de cette conspiration avait eu pour résultat ma nomination au Sénat ; peu à peu j'obtins à peu près tout ce que j'avais ambitionné. Sa Majesté avait daigné me témoigner sa satisfaction. Je me mariai, je devins riche, heureux, puissant. J'avais toute ma vie fait mon devoir. Un seul point noir était dans mon horizon : votre neveu, Excellence, que

j'avais fait condamner par erreur. Avouer cette erreur était impossible, car c'eût été avouer un crime, et Sa Majesté ne plaisante point en pareil cas. Une seule ressource me restait : faire disparaître le comte Wladimir.

— Vous n'avez rien de plus à ajouter à votre défense ? interrompit brusquement le comte M...

— Non ! Je répète seulement ceci : je suis coupable, mais coupable d'avoir voulu mériter les bonnes grâces de Sa Majesté. Si je m'appelais comte Lanine, je l'aurais pu faire honnêtement... m'appelant tout simplement Schelm, j'ai été forcé...

— Assez ! interrompit M..., vous pouvez vous retirer.

Schelm s'inclina jusqu'à terre et sortit du cabinet.

— Vous allez faire votre rapport, n'est-ce pas ? et conclure à la peine la plus rigoureuse contre cet infâme gredin, Lanine ?

— Heu ! heu ! répondit Lanine, il n'est pas si coupable que cela... mais je ferai ce que vous voudrez... Ces sortes de gens me dégouttent. D'ailleurs, il n'y aurait qu'à répéter les termes de sa défense à Sa Majesté, et son affaire serait bonne. Je crois que l'empereur serait cruel dans cette circonstance. Quant à moi... n'étant pas l'empereur, je l'excuse presque...

— Comment, Lanine !

— L'attachement au souverain...

— Mais il n'est pas sincère.

— Au surplus, je vous le répète, je me rangerai à votre avis..., je n'ai pas d'opinion arrêtée à cet égard.

A ce moment on annonça aux deux généraux que la comtesse Lanine demandait à être introduite. Le comte M..., en raison même du bien qu'il lui avait fait, lui avait voué une amitié sans bornes.

— Faites entrer ! dit-il.

— Je viens, mes compagnons de voyage, vous demander la grâce de Schelm ! dit Tatiana en tendant la main aux deux généraux.

— Sa grâce !... Jamais, dit M...

— Moi, je ferai ce que vous voudrez, ma nièce ! répondit Lanine.

— Oh ! « jamais !... » Vous n'êtes guère galant, général, dit Tatiana en riant ; j'ai déjà un allié dans mon oncle.

— Mais enfin, que diable ! en quoi ce coquin peut-il vous intéresser ?

— Je suis heureuse, heureuse comme je ne l'ai jamais été !... Je pleure seulement ceux dont j'ai causé la mort... Je ne veux plus faire de mal à personne... même à mes ennemis !

Schelm avait frappé juste en faisant parade de son dévouement à l'empereur. Lanine penchait pour l'indulgence. Il s'unit à Tatiana pour intercéder en faveur de l'inspecteur auprès de M... Le général

ne put résister longtemps aux supplications, et il commença par promettre de ne pas s'opposer à ce qu'on infligeât à Schelm, pour tout châtiment, un exil à Bérézoff, sur les confins septentrionaux de la Sibérie. Mais cela ne suffisait pas à Tatiana. Son âme miséricordieuse ne voulait plus faire le moindre tort à personne. Elle insista. M... fut long à se laisser persuader. Il jura, tempêta, mais finit par céder à Tatiana, qu'il adorait. Il fut convenu que Schelm serait simplement destitué, et renvoyé librement à Saint-Pétersbourg, pour y être rendu à la vie privée.

— Vous êtes bon ! mon cher général, dit Tatiana à M..., quand il eut acquiescé de mauvaise humeur à cet arrangement ; laissez-moi vous embrasser !

Elle lui sauta au cou.

— Et moi, ma nièce, je ne mérite donc rien, en qualité d'allié ? dit Lanine.

Elle le menaça du doigt :

— Vous ! vous n'êtes que l'allié du dernier moment. N'importe ! Il ne sera pas dit que je mécontenterai personne aujourd'hui.

Elle l'embrassa aussi. Ensuite, rayonnant de joie, elle revint à son hôtel, où elle ne s'occupa plus que de son départ.

Tatiana et Wladimir, après tant de vicissitudes, étaient rentrés dans l'existence régulière et sereine qui leur était assurée par leur situation et leur fortune, et ils ne songeaient plus qu'à jouir de cette existence.

Le surlendemain, ils quittaient Irkoutsk pour retourner à Saint-Pétersbourg. Akoulina Ivanowna les accompagnait.

## XXXIV

### LE CHÂTIMENT.

La nuit sibérienne claire et silencieuse s'étendait sur la forêt. La lune éclairait mollement la campagne, et les grands arbres projetaient des ombres sur la route sablonneuse. Une brise légère, en faisant trembler les feuilles des mélèzes et des bouleaux, déplaçait ces ombres, et leur donnait un mouvement régulier et mystérieux. Les insectes bruissaient dans l'herbe, et, de temps en temps, sous les branches d'un noisetier sauvage, un ver luisant projetait sa clarté sur une feuille qui devenait blanche à ce moment. Mille bruits mystérieux, qui troublaient le silence et le calme du bois, témoignaient de la présence de nombreux habitants ; mais la route, chemin de



l'homme, était déserte. Seule, une clochette de poste vibrait au loin, annonçant le fait rare de l'arrivée d'une voiture.

La station de poste, théâtre de la dernière bataille, se trouve, nous l'avons dit, à trente-cinq kilomètres d'Irkoutsk, à la lisière du bois. La maison était silencieuse; mais la fenêtre du smotritel était éclairée, et des chants résonnaient. Sur le seuil, un postillon fumait sa pipe, en regardant paresseusement filer les étoiles et en aspirant, avec la fumée, la brise de l'Angara. Il entendit le son des clochettes de poste :

— Hé! cria-t-il, des voyageurs!

Il rentra dans la maisonnette. Alors, du fourré qui se trouve en face de la station trois ombres se dressèrent, et, en contournant la maisonnette, descendirent l'escarpement du fleuve. Puis tout rentra dans le silence.

La voiture approchait. Bientôt on entendit le claquement du fouet du postillon, et une perekladnaïa<sup>1</sup> s'arrêta devant la station. Deux ou trois postillons l'entourèrent aussitôt.

— Des chevaux! cria un voyageur qui descendit précipitamment; je suis pressé!

Un des postillons détela les chevaux, et les autres en amenèrent de frais; derrière ceux-là, un homme traînait une voiture destinée à remplacer celle qui retournait à la station précédente; et tous les postillons se mirent en devoir, qui d'atteler les chevaux, qui de transporter les bagages du passant d'une voiture à l'autre, qui de graisser les roues. Pendant ce temps, le nouvel arrivé était entré chez le smotritel, auquel il était tenu de remettre sa feuille de route.

— Vous n'entendez plus parler de brigands dans la contrée, n'est-ce pas? demanda le voyageur.

— Non! tout est devenu calme... depuis la dernière bataille... ils ont repassé le fleuve... On voyage sans danger depuis tantôt un mois.

— Il y a loin d'ici au bac?

— Trois verstes.

— Cette forêt est dangereuse, m'a-t-on dit. De l'autre côté de l'affluent, la route traverse des terrains cultivés...

— C'est vrai... Mais, je vous le répète, les brigands ont fui de l'autre côté du Baïkal; il n'y a aucun danger.

Puis le smotritel ouvrit son livre, déplia la feuille de route, et épelant à mesure qu'il transcrivait :

— « Onufre Onésimitch Schelm, conseiller d'État, sénateur; voyage

<sup>1</sup> Charrette à roues dont on se sert pour voyager dans toute la Russie, et que l'on change à chaque relais.

pour affaires personnelles... Perekladnaïa, trois chevaux. » Voilà ! dit-il. Ce sera pour dans une demi-heure. Voulez-vous prendre le thé ?

— Non, non ! je suis pressé !

Le smotritel se leva pour donner ses ordres, en disant à Schelm :

— La chambre réservée aux voyageurs est à droite ; elle a été endommagée lors de la dernière attaque de brigands, mais nous l'avons fait réparer.

Il sortit, en désignant la porte à Schelm :

— Voici ! dit-il ; entrez là. Je vous préviendrai quand le postillon sera prêt.

Schelm pénétra dans la chambre des voyageurs ; cette même chambre où, un mois auparavant, il avait vu crouler sa puissance. Les murs gardaient encore les traces de la lutte, et, par les fenêtres ouvertes, l'inspecteur put voir les restes du brasier allumé par Caroline transformés, par une pluie tombée récemment, en un tas de boue au-dessus duquel voletaient quelques lucioles. A l'aspect de cette chambre, tous les souvenirs de sa grandeur et de sa décadence assaillirent le cerveau de Schelm. Il s'assit dans le large fauteuil en cuir placé devant la fenêtre, et regarda l'Angara, qui roulait ses flots avec un murmure doux et régulier.

— Ah ! ils me laissent la liberté et la richesse ! ils me rendent à la vie privée !... les insensés ! songeait Schelm. Un homme comme moi ne se retire jamais, surtout s'il est vaincu ! Ils entendront encore parler de moi... Ce général Lanine a outre-passé ses pouvoirs... Il a fait grâce à des brigands révoltés contre l'autorité du tsar... à un homme qui a osé blasphémer publiquement le nom de Sa Majesté ! J'ai là un point de départ pour mon retour futur aux affaires... A Saint-Petersbourg, j'ai des amis et de l'argent. Non ! je ne suis pas encore vaincu ! Ils s'étonnent que je fasse du mal ; et c'est eux-mêmes qui m'y obligent ! Je ne voulais plus intriguer ; aujourd'hui, il faut que je reconquière ma situation perdue... Les imbéciles ! en protégeant cet homme qui aurait été ma dernière victime, ils me forceront maintenant de leur nuire à tous... Ah ! général M..., général Lanine..., le serpent n'est pas écrasé... vous entendrez son sifflement !... A la vie privée ! moi !... Ils veulent donc que je me promène sur la Perspective, et que je passe mes soirées à jouer aux dominos... moi, Schelm ! ah ! ah !... Que j'arrive seulement à Saint-Petersbourg, et ils verront... Mais ces cochers sont bien longs à atteler... J'ai hâte de me voir en dehors du district d'Irkoutsk !

Le bouton de la porte tourna. Quelqu'un allait entrer dans la chambre des voyageurs.

— Ah ! pensa Schelm, voilà le smotritel.

Il se leva du fauteuil, et boutonna son paletot. Un homme, habillé en postillon, entra effectivement dans la pièce et s'avança vers Schelm. L'ex-inspecteur crut qu'il venait pour lui annoncer que les chevaux étaient prêts. Aussi fut-il légèrement étonné de son maintien, car l'homme s'approchait de lui à pas comptés. La lune éclairait le fauteuil, mais laissait la porte dans l'ombre. Schelm ne put voir les traits du postillon.

— Les chevaux sont prêts, n'est-ce pas ? demanda-t-il.

Alors l'homme lui posa la main sur l'épaule.

— Crois-tu donc, Schelm, dit-il, que je t'ai pardonné..., et que mon cœur est, comme celui du tzar, plein de clémence ?

Schelm, devenu muet de terreur, reconnut Müller. Il voulut appeler au secours. Il n'en eut pas le temps. Par la fenêtre ouverte, deux hommes sautèrent dans la pièce, et en un tour de main eurent bâillonné et garrotté l'infortuné fonctionnaire. Müller, les bras croisés, souriait avec ironie. Au dehors, les postillons, en attelant les chevaux, échangeaient des lazis.

Müller fit un signe. Les deux hommes enlevèrent Schelm, et le passèrent par la fenêtre, où deux autres le reçurent, sur l'emplacement où, jadis, Caroline avait allumé son brasier. Puis Müller et les deux premiers colons sautèrent à leur tour par la fenêtre ; et les hommes, portant leur fardeau, suivis du Roi des galériens, descendirent rapidement le sentier qui mène à l'Angara. Tout ceci se passa en l'espace d'une minute à peine.

Au bas de l'escarpement, il y avait un cheval sellé et harnaché... Les colons attachèrent Schelm, toujours bâillonné, à la selle. Müller, silencieux, suivait du regard l'opération.

Quand tout fut fini, il sauta sur le cheval.

— Adieu ! mes amis, dit-il.

Les colons se dissimulèrent derrière les rochers, et disparurent. Müller enfonça les éperons dans le ventre du cheval, qui, hennissant de douleur, sauta dans le fleuve et se mit à nager.

La lune éclairait l'eau tranquille. Les deux rives étaient calmes ; seul, le cheval de Müller, en fendant l'onde de son poitrail, produisait un clapotement sinistre.

Schelm, livide sous son bâillon, la face tournée vers le ciel, le dos vers le fleuve, vit le regard de Müller se plonger dans le sien. Il ferma les yeux.

— Vois-tu, Schelm, dit Müller à voix basse, je crois que depuis le collège nous ne nous sommes jamais rencontrés aussi intimement... Nous sommes seuls et face à face... Quel sort crois-tu que je te réserve. Ah ! c'est que j'ai à me plaindre de toi, mon cher camarade... Tu as fait du mal à beaucoup de monde, mais c'étaient

des êtres bons ou mous!... Ils t'ont pardonné, ou ont dédaigné de se venger. Quand j'ai su qu'on te renvoyait presque absous, quand ces heureux, là-bas, jouissant de leur bonheur, n'ont plus voulu de la vengeance, je me suis dit : Cela ne me convient pas, c'est moi qui serai le justicier.

Schelm se tordit sous ses liens, et fit un effort prodigieux pour rompre le bâillon.

— Pas encore, tout à l'heure. Oh! ne crains rien, je te laisserai crier; il faut que mon oreille se réjouisse de tes cris. Attends!... Écoute-moi, et ne crains rien; l'eau te mouille, mais tu ne noyeras pas. Mon cheval nage bien!... Je vais causer avec toi, comme nous causions, tu te souviens, sur les bancs de l'école... Schelm, mon seul ami, mon camarade, mon condisciple, qu'as-tu fait de moi? J'étais pauvre! misérable! c'est vrai...; j'étais gai et calme. Un jour, je t'ai rencontré, je t'ai demandé de me prêter de l'argent, tu m'as proposé de m'acheter... Oh! tu me répondras qu'un homme de bien ne se serait pas vendu. Aussi je te dis que je ne suis pas un homme de bien..., et je te le prouverai tout à l'heure. Tu verras la différence qu'il y a entre moi et les autres, qui, eux, sont des hommes de bien.

L'haleine chaude du Courlandais brûlait la figure de Schelm, qui recula la tête. Müller se baissa, le força de relever la tête et de le regarder.

— Regarde-moi en face, que je voie ta figure. Schelm, je t'aime presque à ce moment!... Tu vas me procurer une jouissance, comme celle que tu éprouvais quand, après m'avoir payé, tu sortais de mon cachot pour interroger Wladimir. Ha! ha! chacun son tour!

Schelm ferma les yeux; il sembla s'évanouir.

— Ah! non, dit Müller. Il faut que tu m'écoutes! pas de faiblesse de femme! Attends! attends! je vais te ranimer.

De son poignard il lui piqua le front; Schelm poussa un gémissement étouffé.

— Tu m'écoutes, n'est-ce pas? Comme je ne crains plus que tu divulgues ce que je vais te dire, je puis me confesser à toi!... Müller se confessant à Schelm, les popes doivent rire!... Sais-tu que, ici, jouissant d'un pouvoir souverain sur mille hommes, et ayant devant moi un avenir formidable, je regrette ma misère, et les rues de Saint-Petersbourg, et les jours où je déjeunais bien, quand on m'avait prêté un rouble. J'étais naïf, et j'espérais dans un événement fortuit! Aujourd'hui, tout événement fortuit est une menace, et je n'espère qu'en moi-même! Or, je me sens faible; quand on n'espère qu'en soi, on doute toujours! Tu as fait de moi un traître, un espion, un brigand! quand je te demandais de...

Müller fut interrompu par un bruit soudain. Des postillons, armés de torches, parcouraient la rive, en criant :

— Où est le voyageur ?

Tout à coup, une des torches projeta son rayon sur le milieu du fleuve, et éclaira l'endroit où étaient Müller et Schelm.

— Les brigands ! les brigands ! crièrent les postillons.

Les torches s'éteignirent, et dans la station les cris devinrent plus menaçants. Müller alors coupa de son poignard le bâillon de Schelm, en lui disant :

— Je veux entendre maintenant ta voix ! Crie ! Schelm, crie !

Le misérable, débarrassé de son bâillon, souffla péniblement et se raidit. Ce mouvement le fit plonger dans l'eau ; mais, se relevant d'un mouvement subit, il se cramponna, de ses deux mains garrottées, à la selle, en criant :

— Au secours ! on m'assassine !

— On vient à ton secours. Je vais te lâcher ! Mais, hélas ! il n'y a pas de barque à la station, et l'Angara a deux verstes de largeur. Nous sommes à mi-fleuve !... Crie donc ! Schelm, crie !

— Müller, pardonne-moi !

— Ha ! ha ! ha ! tu me prends pour Wladimir Lanine. Tu es fou ! Pourquoi te pardonnerais-je ?

Schelm, ballotté par les vagues et par les mouvements du cheval, luttait contre l'eau qui l'aveuglait et lui entraît dans la bouche. Il arriva cependant un moment où il put se soutenir presque à la hauteur du cou du cheval.

— Müller, dit-il haletant..., je suis riche ! Tu ambitionnes la fortune. J'ai un million de roubles à moi. Je te les donnerai. Tu pourras aller en France. Lâche-moi.

Le Courlandais se pencha vers lui.

— Tu me proposes ? demanda-t-il.

— Toute ma fortune !

— Vraiment ! et comment pourras-tu tenir ta promesse ?

— J'ai dans ma valise une forte somme... Mais que fais-tu donc ?

— Ne fais pas attention, je coupe tes liens. Je commence à te lâcher, et je t'écoute.

Müller avait coupé les courroies qui attachaient les pieds de Schelm à la selle de son cheval. L'ex-inspecteur avait été garrotté de façon que ses deux pieds, réunis par une corde, étaient reliés par un nœud aux courroies de la selle. Schelm alors enfonce dans l'eau jusqu'à la ceinture, et sentit en même temps une douleur atroce aux poignets, qui étaient encore liés à la selle, et qui soutenaient ainsi tout son corps.

— Je vais me noyer ! au secours ! Pitié, Müller... Je me noie !

— Pas encore ! attends ! Tu disais donc ?

— Toute ma fortune !

— Tu veux me tromper..., sans cela !

— Je te jure ! Müller, par grâce !

— Assez ! cria soudain Müller, j'ai assez entendu ta voix. Aucun plaisir n'est éternel dans ce monde.

La rive droite de l'Angara apparaissait vague dans la nuit. Müller se baissa, et trancha le dernier lien qui retenait encore Schelm à la selle. Le misérable tomba dans l'eau.

Le Roi des galériens éperonna son cheval, qui nagea vigoureusement ; Schelm avait disparu ; une seconde après, il revint sur l'eau, à quelques brasses du cheval du Courlandais.

— Müller, criait-il, je te prie..., je me repens... Un million...

— Regarde, répondit Müller, qui détourna la tête, on vient à ton secours !... Mais on ne te sauvera pas, le courant de l'Angara est rapide.

Schelm avait les pieds et les mains garrottés, et il ne pouvait nager. Il disparut de nouveau. Les postillons de la station mettaient des barques à l'eau, et des feux passaient et repassaient sur les rochers. Müller, tout en stimulant son cheval, regardait souvent en arrière, avec l'espoir de revoir Schelm une troisième fois. En effet, au moment où le cheval posait le pied sur le sable de la berge, la tête de Schelm apparut encore ruisselante, livide. Un soupir étouffé s'exhala de ses lèvres crispées, mais l'eau le refoula dans sa gorge.

— Adieu ! Schelm, cria Müller. Songe à moi en enfer !

Sur la berge, l'implacable agent de Schelm trouva un cheval frais. Ivan, qui n'avait pas été atteint par les balles des soldats de la garnison d'Irkoutsk, l'attendait, accompagné de deux autres colons.

Le fleuve était sillonné de barques. Les postillons de la station se dirigeaient rapidement vers la rive opposée. Le corps de Schelm ne flottait plus.

— Nous n'avons plus rien à faire ici, dit Müller à ses compagnons. Partons !

Silencieux et pensif, escorté d'Ivan et des deux colons, Müller piqua des deux, et disparut dans l'obscurité, se dirigeant vers la frontière chinoise.

---

#### ÉPILOGUE.

Deux jeunes gens causaient dans la large embrasure d'une fenêtre de la Salle de conversation de Baden-Baden. C'était en 1860. Toute la fashion cosmopolite se donnait en ce temps-là rendez-vous dans ce coin

de l'Allemagne, alors à la mode. Un violoniste fameux avait ce jour-là organisé un concert, qui venait de s'achever au bruit des applaudissements. La foule des spectateurs s'écoulait, les uns vers la salle de jeu, les autres vers la terrasse. Les jeunes gens parlaient avec animation, sans paraître faire la moindre attention à ceux qui les entouraient. Les deux interlocuteurs étaient l'un, un officier français, l'autre, un colonel de la garde russe. Ils s'étaient rencontrés et liés d'amitié à Sébastopol, pendant un armistice de tranchée. Depuis la guerre, ils se revoyaient pour la première fois; ils étaient heureux de se retrouver, et ils se le disaient.

A ce moment, un homme, jeune encore, passa auprès d'eux, ayant à son bras une femme d'une beauté splendide. Il s'arrêta en face des causeurs, et dit à sa compagne :

— Je vais risquer quelques louis au trente-et-quarante, si vous voulez bien me le permettre, Tatiana ?

— Faites ! répondit-elle ; d'autant plus que j'attends Marguerite, avec laquelle nous devons convenir de l'emploi de notre journée de demain.

Elle quitta son bras et s'éloigna. Wladimir alors jeta un regard distrait autour de lui, et ce regard tomba sur l'officier russe, qui salua avec politesse. Le Français suivait des yeux Tatiana.

— Quelle belle personne ! dit-il à son compagnon.

— Oui ; c'est une de mes plus charmantes compatriotes.

— Vous l'appellez ?

— La comtesse Lanine.

L'officier français tressaillit.

— Lanine ! Ne serait-ce pas la femme du comte Wladimir Lanine ?

— Précisément.

— C'est heureux ! Je cherche le comte depuis quatre ans... Voulez-vous me présenter à lui ?

— Volontiers... Il était là tout à l'heure... Ah ! le voilà qui se dirige vers la salle de jeu... Venez !

Les deux officiers furent bientôt auprès de Wladimir. La présentation eut lieu.

— Monsieur le comte, dit l'officier français, je porte sur moi une lettre pour vous depuis plus de trois ans. Cette lettre m'a été remise dans des circonstances assez extraordinaires, pour que j'aie éprouvé, en dehors de l'envie de faire votre connaissance, une curiosité que vous comprendrez tout à l'heure, je l'espère. C'était à Shang-Hai ; les Taï-ping assiégeaient la ville. J'étais à ce moment envoyé en Chine, par mon gouvernement, en mission spéciale. Le siège n'était pas très-rigoureux, et à tout moment il y avait des suspensions d'armes entre les assiégés et les assiégeants. Pendant ces suspensions d'armes, nous, les Européens, qui étions respectés, depuis la

prise de Pékin, par l'un et l'autre parti, nous pouvions assouvir notre curiosité en nous promenant en dehors des remparts, à condition toutefois de porter notre uniforme. Un jour que je profitais d'un de ces armistices pour examiner de près le camp des Taï-ping, je vis approcher de moi trois hommes, porteurs d'un drapeau blanc. Ils me faisaient signe de les attendre. Comme leur attitude n'avait rien d'hostile, je m'arrêtai. Alors je vis trois Européens, habillés comme le sont les Chinois; leur chevelure blonde et leur type me les firent reconnaître pour des compatriotes à vous, monsieur le comte. Celui qui paraissait être le chef de ces hommes me frappa surtout par sa haute taille, sa figure énergique et ses yeux étincelants...

— Müller! ne put s'empêcher de s'écrier Wladimir. Oh! monsieur, achevez, et donnez-moi cette lettre!... Je vous remercie beaucoup. C'est un de mes anciens amis... auquel je songe souvent...

— J'ignore son nom, car voici ce qui s'est passé : « Vous êtes Français, monsieur? me demanda-t-il. — Oui, je le suis, répondis-je. — Vous êtes militaire, et vous allez probablement retourner bientôt en Europe? — C'est mon intention et mon espoir. — La paix est devenue générale, et vous allez rencontrer probablement quelque part un de mes amis, un Russe, qui voyage certainement, et qui certainement ira en France... C'est le comte Wladimir Lanine. Si vous vous trouvez dans la même ville, surtout s'il est accompagné de sa femme, il ne vous sera pas difficile de le rencontrer, car elle est une femme remarquablement belle, et lui est riche et puissant. J'ai voulu vous parler, pour vous prier de vous charger d'une lettre pour lui. — Mais, monsieur, lui dis-je (malgré son accoutrement chinois, je ne pus m'empêcher de le traiter en égal), je crains de ne pas rencontrer le comte, et... — Vous le rencontrerez, me répondit-il, j'en suis sûr... Voici cette lettre. » Il me la tendit. Je la pris machinalement, et voulus encore lui demander des explications. Il m'avait tourné le dos et rentrait au camp des Taï-ping... Voici cette lettre, monsieur le comte : je la porte sur moi depuis quatre ans.

Wladimir s'empara vivement du papier :

— Merci, monsieur; excusez-moi si je vous quitte sans vous remercier davantage et surtout sans satisfaire immédiatement votre curiosité légitime... j'ai hâte de lire ce que m'écrit Müller. Mais j'espère que vous me ferez l'honneur de dîner demain chez la comtesse Lanine, et que vous me permettrez alors de vous raconter l'histoire de cet homme extraordinaire.

— J'accepte avec plaisir, monsieur le comte.

— Vous viendrez aussi, n'est-ce pas, mon cher? dit Wladimir à l'officier russe.

— Certainement! mon général.



Wladimir avait changé de carrière. Il avait pris du service dans l'armée, s'était distingué, et était devenu général.

— Maintenant, dit-il, messieurs, excusez-moi, et à demain!

Wladimir s'accouda contre le volet vert d'une fenêtre, et lut, à la lueur du gaz, la lettre suivante :

« Je suis devenu un grand chef ; je traite de puissance à puissance avec le Fils du Ciel et avec son compétiteur Tai-ping Waig... Drôle de nom ! n'est-ce pas ? Eh bien, ces gens-là sont forts, puissants, et vivent de la même vie que nous. Je suis quelqu'un ici... Mon nom (j'en ai changé) est connu depuis le Gobi jusqu'à l'embouchure du Peï-ho. J'ai tenu dans ma main plusieurs fois les destinées d'un des plus grands empires du monde. L'empereur de la Chine me craint, Tien-tè me redoute ; les Kirghiz et les Mantchoux m'estiment ; mes compagnons m'adorent ; le tzar entend souvent parler de moi, car lorsque je vais de son côté, j'entre aussi chez lui. Tu pourrais croire que j'ai réalisé mon rêve d'ambition ? Eh bien, Wladimir, je t'écris cette lettre pour te dire que je regrette amèrement l'Europe, ma misère, les jours où je me promenais, triste, dans les rues de Saint-Petersbourg, avant de frapper à ta porte hospitalière, et les nuits où je rêvais une autre destinée et où je formais des plans. Je suis riche et considéré ; mais je m'ennuie, et je suis atteint de nostalgie... Cependant je n'ose pas retourner !... ici, on me baise la main... je ne sais si on voudra me la tendre en Europe... Je suis un assassin, un brigand et un espion là-bas... ici, je suis un grand chef et un homme rusé. Tout dépend de la signification que l'on donne aux mots. La conscience est relative : ici, on assassine pour se venger, et on n'éprouve pas de remords ; bien au contraire...

« Je suis triste et le désespoir me prend, quand je songe à l'Europe, que j'appelle de tous mes vœux. Si jamais j'y retourne, car je crois que je ne pourrai pas m'en empêcher, si jamais j'y retourne, et si nous nous rencontrons, dis-moi, Wladimir, me tendras-tu la main ?

« Je baise le bas de la robe de ta femme.

« MULLER. »

— Pauvre garçon ! dit Wladimir en pliant la lettre. Certainement, que je lui tendrai non la main, mais les deux mains !

Il resta quelques instants recueilli et pensif ; puis il fouilla dans sa poche, en tira une liasse de billets de banque, et, s'approchant de la table de jeu :

— Maximum sur la rouge ! dit-il en jetant les billets sur le tapis.

Prince JOSEPH LUBOMIRSKI.

## QUATRE-VINGT-TREIZE<sup>1</sup>

---

Le moment est-il arrivé d'écrire le roman de la Terreur et de la Vendée ? Il y a quatre ans, nous aurions hésité peut-être ; aujourd'hui nous répondons hardiment : Non.

Les événements ont leur lointain comme les années, et parfois on est forcé de reconnaître que ces deux lointains, au lieu de se compléter, se contredisent. Bornons-nous à un exemple. Entre la bataille de Culloden et la publication de *Waverley*, il s'est écoulé un temps moins long qu'entre le meurtre de Louis XVI et l'apparition du dernier livre de M. Victor Hugo. Et pourtant, en lisant le roman de Walter Scott, on comprend dès l'abord qu'il est venu à son heure — ni trop tôt ni trop tard. — Il suffit, au contraire, de parcourir les premiers chapitres de *Quatre-vingt-treize* pour deviner que l'auteur va rouvrir des plaies, irriter des blessures, envenimer des questions pendantes, renouveler de vieilles querelles entre les républicains et les royalistes, enfreindre également les conditions du roman et celles de l'histoire, et donner à maintes pages de son récit les apparences d'un pamphlet révolutionnaire, d'un programme socialiste ou d'une flatterie radicale. Pourquoi cette différence ? Est-ce seulement parce que Walter Scott a eu autant de bon sens que de génie, et parce que M. Hugo, à force de manquer de l'un, a fini par perdre l'autre ? Sans doute ; mais aussi parce que tout, dans l'état actuel de l'Angleterre et de l'Écosse, éloignait les perspectives, et que tout, dans notre histoire la plus récente et dans nos périls les plus imminents, nous rapproche de la date sinistre inscrite par M. Hugo en

<sup>1</sup> Michel Lévy, éditeur.

tête de ses trois volumes. Au lendemain d'une guerre néfaste, marquée, dès l'origine, d'un caractère essentiellement révolutionnaire et compliquée, au dedans, de saturnales démagogiques, moins de trois ans après l'abominable épisode de la Commune dont les chefs s'inspiraient de la tradition terroriste, à l'heure critique où l'on voit sortir de l'ombre et reparaitre sur la scène ceux qui se sont proclamés les fils et les héritiers directs des *grands hommes* de quatre-vingt-treize, l'ouvrage de M. Hugo n'est et ne peut être qu'une gigantesque allusion.

Maintenant, si on nous accorde que l'écrivain le plus sage, le moins compromis par ses antécédents, le moins docile aux servitudes de la popularité, aurait dû y regarder à deux fois avant de prendre cette horrible époque pour sujet d'un livre, que dire de cet incorrigible volontaire de toutes les aberrations, calculateur halluciné, visionnaire malfaisant, désormais emprisonné dans un rôle si absolu, qu'il ne pourrait être raisonnable et vrai sans avoir l'air de se rétracter? Assurément, s'il existe dans notre littérature un *illustre* à qui cet impossible sujet fût interdit, c'est M. Victor Hugo, et cela, non-seulement au nom de la vérité politique et historique, mais dans l'intérêt du peu de génie et de gloire qui lui reste. Au temps de cette fastueuse réclame qu'il appelait son exil, on a justement remarqué que la mer était pour lui une dangereuse compagne; qu'elle achevait de lui faire perdre le sens de la proportion et de la mesure; que l'immensité de ses horizons, la profondeur de ses abîmes, la violence de ses colères, la hauteur de ses falaises, le fouillis de ses madrépores, les formes fantastiques de ses monstres, ses perpétuelles communications avec l'infini, ne s'accordaient que trop bien avec le penchant de ce poète plus grand que nature. Eh bien, ce que l'on a dit de la mer, nous le dirions volontiers de la Révolution française, parvenue à son point culminant, à la crise suprême que résumant ces trois noms : Danton, Robespierre, Marat. Le crime, le malheur, la détresse publique, l'agitation populaire, l'audace des scélérats, l'atrocité des bourreaux, le courage des victimes, la guerre étrangère, la guerre civile, l'incroyable spectacle de ces deux Frances, l'une héroïque, l'autre infernale, tout cet ensemble forme un idéal de grandeur tragique qui donne le frisson et le vertige, et qui devait, quinze ou vingt ans plus tard, créer la poésie de notre siècle. Quoi de plus perfide que ce contact pour un cerveau puissant et malade, sur lequel l'océan démagogique devait produire le même effet que le formidable voisin des îles de Jersey et de Guernesey? Que de tentations irrésistibles! Outre le plaisir de fraterniser avec ces prétendus Titans et de s'en donner à cœur-joie dans le domaine de l'*énorme*, de l'*insondable*, de l'*incommensurable*, M. Hugo trouvait là

une occasion de satisfaire son éternelle et fastidieuse passion pour l'antithèse; non plus sur des êtres imaginaires, tels que la Sachette et Fantine, tels que le galérien des *Misérables* ou le saltimbanque de *l'Homme qui rit*, non plus sur des personnages à demi perdus dans les brumes du passé, tels que Lucrèce Borgia et Triboulet, Marie Tudor et Marion Delorme, mais sur des héros dont les noms sont sans cesse rajeunis par nos fautes ou par nos angoisses, et dont les ombres menaçantes semblent errer au milieu de leurs exécrables disciples ou de leurs grotesques plagiaires.

— Voilà bien, me dira-t-on, le parti pris d'un détracteur systématique! Avant de condamner *a priori* le nouvel ouvrage de M. Hugo, il faudrait savoir si, plaçant face à face la Révolution et la Vendée, l'auteur du vers célèbre :

Mon père vieux soldat, ma mère Vendéenne,

a trop ouvertement sacrifié aux soldats de Hoche et de Kléber les compagnons de Charette et de Cathelineau. Si, au contraire, il a fait de son livre un hommage à toutes les formes de l'héroïsme, s'il s'est tour à tour incliné devant les patriotes qui mouraient pour leur pays et devant les paysans qui se battaient pour leur Dieu, leurs prêtres et leur roi, que deviennent vos chicanes? Ses prédilections républicaines n'auront rien qui puisse vous déplaire, puisqu'elles donneront encore plus de prix et d'éclat aux témoignages de son admiration pour les ennemis de la République.

Soit! acceptons le débat sur ce terrain; admettons un moment l'hypothèse monstrueuse d'après laquelle on pourrait insulter toutes les grandeurs du passé, amnistier le régicide, absoudre la Terreur, représenter comme passibles de la peine du talion les suppliciés de 93, partager le différend entre la féodalité et la guillotine, glorifier au nom de l'humanité tous les excès de la barbarie, transformer en représailles populaires des crimes où le vrai peuple ne fut pour rien, — œuvres de bandits ameutés par des scélérats, — et désarmer d'avance ses contradicteurs en couvrant de quelques fleurs de rhétorique les gars de Saint-Florent et de Beaupréau. Restons en Vendée, puisque M. Hugo y enferme, malgré l'ampleur de son titre, les neuf cents pages de son récit. Il tient, nous dit-on, la balance; voyons si les plateaux sont pareils, et s'il n'y a pas de faux poids.

La Révolution, ou, si l'on veut, la Convention, nous est offerte sous les traits de trois personnages réels — trop réels — Danton, Robespierre et Marat, — et de trois personnages fictifs : le sergent Radoub, le ci-devant vicomte de Gauvain, et le prêtre défroqué Cimourdain.

Mais avant d'arriver aux individus, il sied de dire un mot de l'être collectif que M. Hugo caractérise en ces termes :

« Nous approchons de la grande CIME.

« Voici la Convention.

« Le regard devient fixe en présence de ce SOMMET.

« Jamais rien de plus haut n'est apparu sur l'HORIZON DES HOMMES.

« Il y a l'Himalaya, et il y a la Convention. »

Ici, fort heureusement, le ridicule de la forme corrige l'odieux de ce défi lancé à l'histoire, à l'humanité et à la conscience publique. M. Hugo, d'ailleurs, ne s'est pas aperçu que tout ce qui suit ces lignes, faites pour être mises en musique par Offenbach, leur inflige le plus flagrant démenti. Cette cime, ce sommet, cet Himalaya parlementaire, est un composé de tous les vices ou de tous les sentiments bas qui peuvent dégrader l'espèce humaine : l'orgueil, l'ambition, la lâcheté, l'envie, la haine, la dépravation de l'intelligence et des sens. Ce prodige d'indépendance, de patriotisme et de courage vit, délibère, vote, tremble, bégaye sous la pression de la Commune, qui se laisse influencer et effrayer à son tour par les hyperboliques violences de l'Évêché (?). La Plaine est pusillanime, le Marais est infect. Chacun de ces purs a sur la conscience un forfait ou une honte. Dans chacune de ces belles âmes, une poche de fiel, amassée sous l'ancien régime, a crevé en 89. C'est par peur que la plupart de ces juges ont voté la mort du roi, et les plus poltrons sont ceux qui ont donné à leur vote la forme la plus incisive et la plus brève, etc., etc. Mais qu'est-il besoin de mettre l'auteur de *Quatre-vingt-treize* en contradiction avec lui-même ? Étouffez, si vous le pouvez, l'invincible horreur qu'inspirent ces législateurs baignés dans le sang. Évitez de vous demander comment aurait pu être grande une Assemblée où régnaient des monstres à face humaine, les Couthon, les Carrier, les Saint-Just, les Collot-d'Herbois, les Robespierre, les Marat, les Barrère, les Lebon, les Fouché, et bien d'autres ; sans compter ceux auxquels on accorde, je ne sais pourquoi, le bénéfice des circonstances atténuantes. Abandonnez à la justice divine ceux qui furent dévorés par le Saturne révolutionnaire, parce qu'ils auraient été s'ils n'étaient pas morts ; il restera toujours contre la dérisoire grandeur de ces misérables deux arguments sans réplique : la façon dont ils ont parlé les uns des autres<sup>1</sup> chaque fois qu'une émotion violente a montré le fond de leur pensée, et que, de collègues, ils se sont faits accusateurs ; et surtout la manière dont finirent les survivants — j'allais dire les échappés — de ce repaire de tigres, de chacals

<sup>1</sup> Voir les *Mémoires d'outre-tombe* ; voir aussi l'excellent livre de M. J. Courlet : *les Révolutionnaires*.

et de hyènes. Ces fiers tribuns devinrent — qui l'ignore? — les plus souples et les plus serviles des courtisans; un signe du maître courbait ces têtes qui en avaient fait tant tomber. Il n'y eut pas assez de broderies pour ces carmagnoles, pas assez de bas de soie pour ces sans-culottes, pas assez de panaches pour ces bonnets rouges, pas assez de titres pour ces égalitaires, pas assez de pensions pour ces stoïques, pas assez de raffinements pour ces spartiates, pas assez de génuflexions pour ces athées. On les cherche à la tribune ou sur l'échafaud, et on les trouve sous la botte de l'Empereur. Ils se consolent d'avoir égorgé en se félicitant d'avoir vécu; ils jouissent de la vie pour oublier qu'ils ont abusé de la mort. Un d'eux — détail curieux! — prolonge tellement sa vieillesse, qu'il a le temps de profiter du coup d'État du 2 décembre, et d'être sénateur du second Empire<sup>1</sup>.

Que dire du chapitre intitulé *Minos, Éaque et Rhadamante*, où l'auteur a groupé Danton, Robespierre et Marat, en attendant Cimourdain? Lisez ce chapitre, puis relisez la grande scène du quatrième acte de *Charlotte Corday*. Jadis, au temps des *Burgraves* et de leur chute majestueuse, M. Hugo et ses amis se moquaient de l'honnête Ponsard et de l'école du bon sens. « Il vaut mieux, disait Olympio, que les jeunes gens écrivent des pièces pareilles, que s'ils fréquentaient l'estaminet. » Le Hugo de 1874 et de 1793 vient de venger à ses dépens le poète de *Charlotte Corday*. Il l'a gâté en l'imitant. Ponsard, tout à fait impersonnel dans son procédé cornélien, avait su faire dire, en vers simples et bien frappés, par chacun des triumvirs, ce qu'ils pouvaient avoir dit. Abordant la même situation, M. Hugo, habitué de longue date à absorber son personnage dans son génie, fait parler Danton, Robespierre et Marat exactement comme il parlerait lui-même. S'il était possible de sourire en présence de ces féroces ou hideuses figures, on sourirait en lisant les lignes suivantes (c'est Marat qui parle).

« — Robespierre, je ne suis l'écho de rien, je suis le cri de tout... Ah! vous êtes jeunes, vous! Quel âge as-tu, Danton? trente-quatre ans. Quel âge as-tu, Robespierre? trente-trois ans. Eh bien! moi, j'ai toujours vécu; je suis la vieille souffrance humaine; j'ai six mille ans... »

Tout le dialogue, ou plutôt tout le livre, est écrit de ce style. Ces trois lignes, où M. Hugo, par humilité ou par orgueil, a fait de Marat son sosie, prouvent surabondamment qu'il tient dans une certaine estime ce monomane effroyable, objet d'horreur et de dégoût, qui relève de la pathologie encore plus que de l'étude morale. A ses yeux,

<sup>1</sup> Thibaudeau.

Marat est plus logique que Robespierre, lequel est plus logique que Danton. Tous trois sont des aigles, des tonnerres (*sic*) ; ils personnifient ce que le souffle révolutionnaire a créé de plus grandiose et de plus puissant. Mais patience ! Avec M. Hugo, il y a presque toujours une ressource ; c'est de tourner la page et de voir comment il s'y prend pour soutenir ses paradoxes et pratiquer ses maximes. Ces trois hommes forts, oubliant que l'union fait la force, se baissent autant que peuvent se haïr trois types de la perversité humaine. Leur discussion dégénère en querelle, et les voilà renouvelant, dans le plus tragique des cadres, la scène de Vadius et de Trissotin. Les mufles se crispent, les rictus s'ouvrent ; les dents se montrent, — dogues enragés au venin de vipères ! — ils se provoquent, ils se mordent, ils se déchirent, et, dans tout cela, la France et la République deviennent ce qu'elles peuvent.

« — Robespierre a son portrait sur tous les murs de sa chambre. — Et vous, Marat, vous avez le vôtre dans tous les égouts. — Vous vous êtes caché, Robespierre ! — Et vous Marat, vous vous êtes montré. — Vous avez refusé de couvrir d'un voile la tête de Louis XVI. — J'ai fait mieux que lui voiler la tête ; je la lui ai coupée. — Danton, mêlez-vous de rendre vos comptes. Que sont devenus les trente-trois mille écus, argent sonnante ?... Et les vols de Lacroix, votre *alter ego* ? Et l'argent prêté à la Montansier ? » — Arrêtons-nous, le cœur se soulève à cet échange de récriminations et d'invectives. Hypocrisie, couardise, concussion, friponnerie, trahison, débauche, pactes clandestins avec l'étranger ou avec la cour, toutes les variétés de l'insulte se croisent et s'entre-choquent ; chaque mot ressemble à un précurseur de guillotine. Danton, Robespierre et Marat sont enfin dans le vrai. Ils ont trouvé un moyen pour que nous soyons de leur avis, en se démontrant les uns aux autres qu'ils cumulent tous les vices avec tous les crimes, et que, sous le masque du patriote, se dissimule la grimace du traître, du bourreau, du voleur ou du charlatan. — M. Hugo a beau ajouter : « Ainsi parlaient ces trois hommes formidables, » — le lecteur, renseigné par eux sur eux-mêmes, réplique tout bas : « Ainsi parlaient ces trois affreux drôles. »

Pourtant, si parfaite que soit la logique de Marat, nous rencontrons, dans *Quatre-vingt-treize*, un logicien supérieur. M. Hugo lui donne un maître, Cimourdain. Cimourdain, une des créations du poète, est à Marat ce que Marat est à Danton. Il a été prêtre, et, avant de jeter sa soutane aux orties, il a initié à toutes les exigences de l'humanité souffrante, à tous les bienfaits de la révolution prochaine, un jeune gentilhomme, le vicomte de Gauvain. Gauvain, tout court, grâce à cette éducation préventive, est devenu un officier républicain, heureux de fouler aux pieds tout ce que ses traditions de fa-

mille et les plus simples sentiments d'honneur lui ordonnent de respecter et de servir ; enchanté de se battre contre ses parents et ses amis, ne croyant plus ni à Dieu, ni au diable ; ce qui ne l'empêche pas d'être un *ange*. Ceux qui ont lu *les Misérables*, et les lecteurs beaucoup plus rares qui n'ont pas oublié ce gros roman, n'ont qu'à se souvenir d'Enjolras. Gauvain est l'Enjolras des *bleus*, comme Enjolras était le Gauvain des faiseurs de barricades ; M. Hugo n'a pas échappé aux infirmités de l'âge ; ainsi que la plupart des vieillards, il est sujet à se répéter ; il suffirait, à la rigueur, de connaître un de ses ouvrages pour retrouver, dans ses œuvres ultérieures, les mêmes situations, les mêmes figures, les mêmes formules, le même style. Ce n'est plus de l'art, c'est du procédé ; et nulle part ce procédé, qui n'a plus rien à nous apprendre, ne s'est moins déguisé que dans son nouveau livre.

Quoi qu'il en soit, Gauvain, le gentilhomme renégat, fait le plus grand honneur à son précepteur Cimourdain, le prêtre apostat. Nous verrons tout à l'heure sur quels points de détail ils diffèrent. Ils s'unissent du moins dans la tendre prédilection de M. Hugo qui a confié à Gauvain le soin délicat de définir, quatre-vingts ans d'avance, la République de ses rêves, mais sans abandonner l'inflexible Cimourdain. Nous parlions de logique ; c'est fatalité qu'il faudrait dire ; Cimourdain représente la fatalité révolutionnaire, ne pouvant et ne voulant s'arrêter que lorsqu'elle a tout détruit. S'il était possible de prendre au sérieux la politique de M. Victor Hugo, c'est ici que nous pourrions aisément faire voir avec quelle étourderie sénile il ne cesse de prêter des armes à ses adversaires. Acceptant tout de la Révolution, même 93 — surtout 93, — républicain d'autant plus fervent qu'il y apporte tout le zèle d'un converti et toute l'ardeur d'un candidat, il se résume dans le personnage de Cimourdain, et il le charge de représenter l'épouvantable *crescendo* révolutionnaire, la *loi* (c'est son mot) d'après laquelle un radical trouve toujours un plus radical qui le dévore ; Mirabeau *sente remuer* Robespierre ; Robespierre, Marat ; Marat, Hébert ; Hébert, Babeuf ; ainsi de suite ; comme nous dirions aujourd'hui : Thiers *sente remuer* Jules Favre ; Jules Favre, Gambetta ; Gambetta, Ledru-Rollin ; Ledru-Rollin, Vermesch et Félix Pyat ; Félix Pyat et Vermesch, les pensionnaires des maisons centrales et du bagne de Toulon. Existe-t-il, en conscience, un argument plus écrasant contre le principe révolutionnaire ? Ce n'est pas tout ; cette *fatalité* de la révolution, réalisée en Cimourdain, nous rappelle la fatalité du moyen âge, dont M. Hugo avait fait l'inspiration et l'épigraphe de sa *Nôtre-Dame de Paris*. Or, si nous avons bonne mémoire, la fatalité de 1480 — Ἀναρχή — devenait, sous la plume de M. Hugo, l'antagoniste du



dogme catholique, de la foi, de l'idée religieuse qu'éveillent le nom et l'image de notre sublime cathédrale. Eh bien, pourquoi la fatalité de 1793 ne serait-elle pas l'antagoniste de la Révolution, de la République, des dogmes de la liberté et de l'égalité, qui ne peuvent vivre du moment que l'homme obéit à une loi brutale et y sent se briser sa volonté, sa conscience, son libre arbitre, toutes les facultés de l'être moral? N'insistons pas; après tout, la vraie fatalité est que M. Hugo déraisonne, et que, par le cliquetis de ses antithèses, l'éblouissement de ses métaphores, ses aphorismes d'oracle, ses allures de hiérophante et d'apôtre, il conserve son prestige auprès d'un certain nombre de compères et d'une multitude d'imbéciles.

Après Cimourdain, après Gauvain, l'absolu de la révolution et l'absolu de l'humanité, — l'humanité de M. Hugo, — nous avons le sergent Radoub. Bien que l'auteur lui témoigne une affection toute particulière, il n'a pas fait en son honneur de grands frais d'invention et d'originalité. Nous l'avons rencontré souvent, adouci et corrigé par les convenances théâtrales, dans les vaudevilles et les mélodrames de l'époque lointaine où notre vanité et notre ingratitude aimaient à faire de notre gloire militaire une épigramme contre les douceurs de la paix. Radoub est le soldat républicain, le *volontaire de 1792*, tel que nous le transmettait jadis la légende, étouffée aujourd'hui sous nos ruines. M. Hugo pourtant a su le façonner à sa guise et l'enjoliver de quelques traits caractéristiques. Il a fouillé dans son répertoire plus volumineux que varié; il en a tiré Gavroche; il l'a affublé d'un uniforme en haillons et nous l'a montré

Pieds nus, sans pain, sourd aux lâches alarmes,

vrai gamin de Paris, monté en grade; intrépide, gouaillieur, sans foi ni loi, *blaguant* la mort et le bon Dieu, impie avec délices, adoptant trois orphelins et prêt à piller ou à profaner vingt églises, partageant son pain avec une mendicante et disant gaiement à un paysan vendéen mortellement blessé : « C'est tout à l'heure que tu vas savoir que ton curé ne te disait que des bêtises. » En un mot, rien de plus charmant que Radoub. Qu'il échappe aux guerres du Consulat et de l'Empire, et ce pur républicain du *Bonnet-rouge*, — ci-devant *Croix-rouge*, — sera, en 1815, un bonapartiste accompli.

C'est à l'aide de ces acteurs et de quelques figurants secondaires, que M. Hugo affirme, non-seulement ses convictions républicaines, — quel sceptique endurci pourrait en douter? — mais sa résolution bien arrêtée de choisir 93 pour son objectif et de ne pas faire la moindre concession à de récentes et douloureuses expériences. Ici redevenons sérieux; le sujet en vaut la peine plus que l'écrivain.

Il a fallu un sang-froid bien imperturbable, et même quelque chose de pire, pour écrire ces trois volumes sans se préoccuper un seul moment de ce qui aurait dû, depuis quatre ans, dissiper toutes les illusions, changer tout les points de vue, réduire à néant tous les sophismes, confondre les apologistes, légitimer les anathèmes, nous apprendre, à nos dépens, à juger les doctrines par leurs conséquences, les hommes par leurs œuvres, les ancêtres par les petits-fils, 1793 par 1871. Sans doute M. Hugo, qui, déjà du temps de ses premiers drames, préluait à son rôle hiératique ou olympien, se considère comme tellement supérieur aux événements, qu'il n'a pas plus à s'en inquiéter que s'il s'appelait Homère, Dante ou Shakspeare, ou peut-être Jéhovah. Les désastres de la guerre, les humiliations de nos armes, le patriotisme des néo-républicains se manifestant par des prises d'armes contre les couvents ; les injustices, les dilapidations et les crimes des hommes du 4 septembre, les massacres et les incendies des Robespierre, des Marat et des Babeuf de la Commune, le laissent aussi intact et aussi indifférent que les discordes de Lacédémone et d'Athènes, les conquêtes d'Alexandre, la conjuration de Catilina, l'épisode des Gracques ou les troubles des républiques italiennes. Ces menus détails se perdent dans sa gloire et son omnipotence comme des grains de sable dans un rayon de soleil. L'aigle dans son vol, le mont Blanc sur ces cimes, ne dominant pas de plus haut le nuage qui passe, l'éclair qui brille, la foudre qui gronde. Cette explication est encore la plus honorable que l'on puisse donner de l'immobilisme de ce génie humanitaire au milieu de nos vicissitudes et de nos douleurs. Car lui attribuer une arrière-pensée de flatterie pour les forcenés et les bandits qui nous ont fait tant de mal et qui nous menacent encore, ce serait à la fois la plus cruelle des injures et la plus absurde des invraisemblances.

Mais, nous, pauvres esprits habitués à remonter des effets aux causes, nous ne pouvons nous empêcher d'opposer à M. Hugo un dilemme qui s'applique à tout l'ensemble de son œuvre. De deux choses l'une, disons-nous : ou ces hommes que vous nous présentez comme grands étaient petits, ces héros de patriotisme et de vertu étaient des ambitieux et des scélérats, ces troupes républicaines, improvisées par le souffle de 92 et de 93, ne ressemblaient guère au type idéal qu'avaient peu à peu composé les imaginations contemporaines secondées par l'esprit de parti ; et alors rien de plus coupable et de plus funeste que de persister, malgré l'évidence, en dépit de nouveaux renseignements historiques<sup>1</sup>, dans ce mensonge qui a contribué pour sa grosse part à nos fautes et à nos désas-

<sup>1</sup> Voir notamment *les Volontaires de 1792*, de M. Camille Rousset.

tres ; ou bien nous avons tort de chicaner la tradition révolutionnaire, telle que l'ont maintenue les Michelet, les Quinet, les Louis Blanc, les Victor Hugo, les Béranger ; il n'y a rien à rabattre de ces apothéoses décernées à des tribuns incorruptibles, à des législateurs infailibles, à des soldats invincibles ; et alors, qu'est-ce à dire ? ces illustres, ces sages, ces martyrs du devoir, ces vainqueurs de l'Europe et de la Vendée étaient, en réalité, des fils, des disciples de la société qui venait de s'engloutir ; on ne peut admettre que trois années — les trois années qui vont de 89 à 92 — aient suffi à la naissance, à l'éducation, à la métamorphose d'une génération tout entière. C'est à l'ombre de la Royauté, c'est dans la France monarchique, c'est à travers les rouages d'une organisation séculaire, que ce groupe admirable de citoyens, de politiques et de guerriers avait fait ses provisions d'héroïsme, de génie et de vertus. La scène change ; un demi-siècle s'écoule, et, pendant ce demi-siècle, la Révolution s'enracine dans le sol, dans les institutions, dans les mœurs ; elle cesse d'être une idée pour devenir une puissance. De faux semblants de monarchie ou de dictature peuvent abuser un moment les spectateurs intéressés ou frivoles, mais n'arrêtent pas l'intéressant progrès de l'éducation révolutionnaire qui nous pénètre par tous les pores, que nous respirons avec l'air et que favorisent les connivences ou les faiblesses de la littérature, du théâtre, du public, de l'art, du journalisme, du code, de cette société même, toujours menacée et toujours aveugle. Surviennent les occasions de montrer tout ce que cette situation nouvelle ajoute de force, de raison, d'intelligence et de grandeur à nos premières conquêtes. A deux reprises, la Révolution reprend son étiquette, ses formules, ses créatures, ses moyens d'action, et s'appelle République ; sans doute elle va nous faire assister à des prodiges, mettre en ligne des géants, régénérer la France, décréter la victoire, dompter tout ce qui reste du vieux monde... Hélas ! les souvenirs de 1848, les plaies béantes de 1870, sont là pour attester le progrès en sens inverse. Aux Titans ont succédé des pygmées ; aux Ajax, des Thersites ; aux figures michel-angesques, des caricatures de Daumier ; aux gigantesques aventuriers de la législation, de la politique et de la guerre, de petits maraudeurs de préfectures, d'émargements, de fournitures, de caves et de fonds secrets. Tous les genres d'audace ont été remplacés par toutes les nuances d'ineptie, les aigles par des perroquets, les monstres par des avortons, les enthousiastes par des ivrognes, les utopistes par des fripons, les tigres par des singes, les armées nationales et victorieuses par de pauvres paysans sans courage contre l'invasion, de pauvres conscrits qui n'ont su que se faire battre, de grotesques fanfarons qui font de l'héroïsme à distance, ou enfin —

leçon mémorable ! contraste plus frappant que tout le reste ! — par les enfants de ces Vendéens, de ces *brigands*, de ces *blancs*, que traquaient les républicains de 93 et qui sont morts pour sauver l'honneur des républicains de 1870. Oui, pour nous consoler dans notre malheur et nous relever de notre honte, la Providence a permis que les Charette, les Cathelineau, les Bouillé, reparussent sous le feu des Prussiens en la personne de leurs petits-fils et que le drapeau de la France demeurât sans tache entre leurs mains pendant que les petits-fils des *héros* de la Convention achevaient de tout perdre à force de préférer leur République à leur honneur et à leur pays !

Voilà ce qu'ont fait de nous quatre-vingts ans de révolution démocratique. Voilà dans quelle proportion nous ont amoindris, énervés, démoralisés ou envenimés ces enseignements révolutionnaires qui n'avaient plus à se blottir dans la coulisse, et qui, à certains moments, s'emparaient de la scène tout entière. Les épreuves décisives par où a passé l'idée républicaine et les spectacles qu'elle nous a infligés, sont comparables à ces parodies trop bien faites qui mettent en relief tous les défauts de la pièce. En vérité, j'ignore si cette hypothèse n'est pas plus accablante que l'autre pour les doctrines de M. Hugo, pour ses fictions, pour ses idoles et pour lui-même. Prouver que les grandeurs révolutionnaires de 93 étaient faites de perversités, de lâchetés, d'atrocités et de petitesse, la belle affaire ! Mais indiquer ce travail de décomposition et de décroissance qui nous mène de 93 à 1874 et du sujet au livre, c'est plus concluant. Il y a, pour la Révolution telle que l'entend et voudrait la présider M. Hugo, quelque chose de plus humiliant et de plus triste que d'avoir passé de Necker à Mirabeau et de Mirabeau à Robespierre ; c'est d'être allée de Robespierre à M. Naquet.

Ceci nous amène à la conclusion de l'auteur, c'est-à-dire à la page la plus insensée et la plus impardonnable d'un ouvrage où l'on ne trouve pas vingt lignes qui puissent reposer le cœur et l'esprit. La série des événements, que M. Hugo a inventés avec une parcimonie singulière et auxquels suffiront quelques mots d'analyse, aboutit à la situation finale. Cimourdain et Gauvain sont face à face, dans la prison du ci-devant vicomte, qui n'a plus que six heures à vivre. Cimourdain, son précepteur, son *père spirituel* (oh ! pardon !) va faire guillotiner ce *fils de son intelligence*, l'objet de son unique tendresse, ce *petit seigneur* dont il a fait presque un *grand homme*. Voilà les deux absolus en présence, discutant paisiblement l'avenir de l'humanité. La donnée est absurde et atroce, mais le dialogue pourrait être intéressant. L'approche de la mort vaillamment acceptée, la rigidité du devoir stoïquement accompli, les péripéties de la lutte,

l'émotion du dénoûment, ce bourreau et cette victime unis par la plus étroite amitié, quel merveilleux prélude à un échange de pensées grandes et fortes, originales et fécondes ; échange d'autant plus facile, qu'il n'est pas défendu à l'écrivain de profiter des quatre-vingts ans qui le séparent de cette date et de se faire, à son choix, l'historien de l'avenir ou le prophète du passé. Voici comment M. Hugo, le penseur, le pontife initié aux secrets des dieux, dieu lui-même, se met à la hauteur de cette scène pathétique, de cette majesté funèbre. — Je suis forcé de me contenter d'un fragment.

Cimourdain a exposé son programme, qui est, avec quelques suppléments, le dernier mot de 93 et de la Terreur. Gauvain développe le sien, qui sera celui de la société nouvelle, éclairée et endoctrinée par M. Victor Hugo :

« — Vous voulez le service militaire obligatoire. Moi, je ne veux pas le service militaire ; je veux la paix. Vous voulez les misérables secourus ; moi, je veux la misère supprimée. Vous voulez l'impôt proportionnel. Je ne veux point d'impôt du tout... supprimez les parasitismes ; le PARASITISME DU PRÊTRE, le parasitisme du juge, le parasitisme du soldat... Utilisez la nature, cette immense auxiliaire dédaignée. Faites travailler pour vous tous les souffles du vent, toutes les chutes d'eau, tous les effluves magnétiques. Le globe a un réseau veineux souterrain ; il y a dans ce réseau une circulation prodigieuse d'eau, d'huile, de feu ; piquez la veine du globe, et faites jaillir cette eau pour vos fontaines, cette huile pour vos lampes (et vos incendies), ce feu pour vos foyers. Réfléchissez au mouvement des vagues, au flux et reflux, au va-et-vient des marées. Comme la terre est bête ! ne pas employer l'océan !... »

Arrêtons-nous ; car M. Hugo ne s'arrêterait pas, et sa locomotive nous mènerait trop loin. Certes, si Gauvain revenait au monde, il reconnaîtrait que son poète ne l'a pas mal soufflé ; que l'activité et l'industrie humaines ont tiré un assez bon parti de ce vent, de cette eau, de ce feu, de ce gaz, de cette vapeur, de cette bouille, de ce charbon, de cette veine, de cette huile, où M. Jourdain ne manquerait pas de trouver *trop de brouillamini et de tintamarre*. « — Sans doute, se dirait l'ex-vicomte, puisque l'homme moderne a si bien réalisé mon rêve, puisqu'il a si habilement dompté et utilisé les éléments, la misère n'existe plus... » Hélas ! lui répondrait la statistique, malgré toutes ces belles découvertes, le nombre des misérables s'est accru, et les révolutions sont pour beaucoup dans cette augmentation effrayante ; la misère a pris un caractère plus implacable que sous l'ancien régime, parce que les classes laborieuses et pauvres sont désormais sans lien, sans point d'appui, sans recours auprès des classes supérieures qu'on leur enseigne à haïr, sans re-

sage auprès de cette Providence divine qu'on leur apprend à blasphémer. La terre a livré ses secrets ; mais ces secrets, tout matériels, n'ont rien de commun avec l'ordre moral qui régularise, avec la religion qui console, avec l'autorité qui protège, avec la résignation qui tempère et adoucit les souffrances. La guerre est plus épouvantable que jamais, parce que ces découvertes, que vous avez invoquées au nom de l'humanité, se sont retournées contre elle et ont ajouté à mille raisons de se détester mille moyens de se détruire. Chaque progrès révolutionnaire commence par une illusion pour finir par un mécompte, et chaque mécompte se solde par un redoublement de détresse. Au milieu de tous ces naufrages, de toutes ces ruines, c'est encore cette vieille charité chrétienne, méprisée et dénoncée par nos superbes utopistes comme une atteinte à la dignité humaine et un radotage d'ancien régime, qui garde le privilège de bénir ceux qui la maudissent et de guérir quelques-unes des plaies que vos disciples enveniment. Pendant que vous prêchez la révolte et les représailles, elle oppose à la fièvre des colères et des haines l'infatigable douceur de ses bienfaits ; elle continue, entre le péril d'hier et la menace de demain, son œuvre patiente ; elle emploie au profit des pauvres le *parasitisme* du prêtre, pour leur éviter le désagrément d'avoir affaire au *parasitisme* du juge. Elle monte silencieusement dans les mansardes que vous peuplez de funestes chimères ; elle distribue le morceau de pain plus nourrissant que vos phrases ; elle rachète le matelas sur lequel vos malheureuses dupes poursuivent leur rêve de partage et de revanche.

On voudrait rester calme, hausser les épaules, prendre ces sinistres sornettes par le côté ridicule, et assurément la prise ne serait pas difficile de ce côté-là. Mais, en vérité, comment ne pas bondir d'indignation devant cet incroyable mélange d'audace, d'astuce et de folie ? En temps ordinaire, dans la France intacte, après des années de sécurité et de paix, ces solutions proposées au problème social pourraient passer pour des visions de poète, des rabâchages de vieillard, des récidives de maniaque. On pourrait les traiter comme les affiches d'un Bertron ou d'un Gagne qui aurait eu jadis du génie ; comme nous traitions, dans notre jeunesse, la doctrine de Saint-Simon, d'Enfantin et de Fourier. Mais, encore une fois, nous sommes en 1874 ; toutes nos blessures saignent ; c'est le cœur oppressé par des souvenirs indélébiles, par des angoisses sans cesse renaissantes, que nous lisons cette page dictée par l'auteur à son héros ; c'est à travers des décombres qu'il faut marcher pour arriver aux vitrines où s'étalent ces volumes, traduits, nous dit-on, dans toutes les langues<sup>1</sup>, et recommandés d'avance à la curiosité et au succès.

<sup>1</sup> Hélas ! l'Allemagne a tous les bonheurs ; *Quatre-vingt-treize* ne sera pas traduit en allemand.

Chaque jour rend l'attaque plus meurtrière et la défense plus incertaine. La société, malade, ébahie, découragée, battue en brèche, ne sait plus si elle aura le temps et la force de résister à cette masse d'ennemis qui veulent faire de la présente année ou de l'année prochaine le pendant et le complément de 1793. Voilà le moment que choisit M. Hugo pour réveiller des dates, retracer des événements, glorifier des scélérats, faire parler des personnages, émettre des doctrines, accumuler des nuages qui suffiraient à troubler un ciel serein, et qui, au milieu de la tempête, décuplent les difficultés du sauvetage. Dans le chapitre que nous venons de citer, dans une foule d'autres passages que nous pourrions reproduire, il n'y a pas un mot qui ne soit démenti par nos malheurs et aggravé par nos dangers. Si l'on nous accorde qu'il existe, dans le domaine purement intellectuel et métaphysique, des *camées* placés en dehors de la justice humaine, moins infamants, mais d'une portée plus générale que le vol ou l'assassinat, si M. Guizot a pu qualifier le malheureux Lamennais de malfaiteur de l'intelligence, c'est à nos lecteurs que nous laissons le soin de donner à *Quatre-vingt-treize* son vrai titre et de préciser notre pensée.

Voyons maintenant par quelles chevaleresques sympathies, par quelle prodigalité d'hommages aux héros de la Vendée, M. Hugo a réparé ses torts et rétabli l'équilibre. Commençons par un aveu sincère : il a poussé l'impartialité et la générosité jusqu'à reconnaître que les Vendéens — gentilshommes ou manants — étaient braves et intrépides. Mais à quel prix ? Le marquis de Lantenac, personnage d'invention — et c'est encore un des inconvénients du *trop près* — Lantenac, dont la trace est invisible dans l'histoire réelle de ces guerres, a reçu de ses princes et de M. Hugo le brevet de chef suprême. La Rochejacquelein, Charette, Stofflet, Cathelineau, d'Andigné, Lescure, Bonchamp, d'Elbée, sont rayés d'un trait de plume. Lantenac a seul tous les pouvoirs ; il arrive d'Angleterre avec l'espoir peu patriotique de compliquer les périls de la Convention et des troupes républicaines par le débarquement d'une armée anglaise. Il est du reste à la hauteur de sa mission ; sa bravoure, son énergie, ses grandes qualités militaires, sa situation princière, son dédain de tout ce qui n'est pas le but à atteindre et l'obstacle à briser, le rendent capable de rappeler sous le drapeau blanc la victoire chancelante et de mener à bonne fin son aventureuse entreprise. Mais il est plus cruel, à lui seul, que tous les dictateurs et tous les proconsuls de la Terreur ; et, même en acceptant ce caractère tout d'une pièce, nous dirions que M. Hugo l'a gâté par un mot : *Sceptique au fond*. Sceptique au fond, c'est-à-dire n'ayant pas même, comme Cimourdain ou Marat, l'excuse d'une conviction profonde ; lecteur assidu de *Candide* et laissant entrevoir sous sa crinière léonine un bout d'o-

reille voltairienne. Dès lors, rien n'atténue l'horreur de dialogues tels que celui-ci :

— Vous avez brûlé la ferme? — Oui. — Avez-vous brûlé le hameau? — Non. — Brûlez-le. — Que faut-il faire des blessés? — Achevez-les. — Que faut-il faire des prisonniers? — Fusillez-les! (fusillez-moi tous ces gens-là!) — Il y en a environ quatre-vingts. — Fusillez tout! — Il y a deux femmes. — Aussi. — Il y a trois enfants. — Emmenez-les; on verra ce qu'on en fera.

Et on en fait des otages; et la main de M. Hugo n'a pas tremblé en écrivant ce mot-là!

Le comte du Boisberthelot et le chevalier de la Vieuville ne paraissent que dans le prologue. Ils ont le temps de médire des princes, des généraux vendéens, des prêtres, de tout ce qu'ils doivent respecter, pour que leur conduite ait un sens. Leur mot d'ordre : « être féroce, impitoyable, » contraste avec la légèreté de leurs propos et avec leur profession de foi :

— Croyez-vous en Dieu, chevalier?

— Oui... non... quelquefois.

Voilà donc tous les attributs de la Vendée aristocratique : bravoure, insouciance, mépris, atrocité, scepticisme. La Vendée populaire sera-t-elle mieux traitée par M. Victor Hugo? Il est permis d'en douter, si l'on en juge par le début. Un bataillon républicain déniche dans le bois de la Saudraie une femme, une mère, hébétée, ahurie, allaitant son dernier enfant, pendant que les deux autres pleurent et crient la faim sur ses genoux. On l'interroge : attention ! les réponses sont significatives.

« — Mon père était infirme, à cause qu'il avait reçu des coups de bâton que le seigneur, son seigneur, notre seigneur, lui avait fait donner; ce qui était une bonté, parce que mon père avait pris un lapin, pour le fait de quoi on était jugé à mort... Mon grand-père était huguenot; monsieur le curé l'a fait envoyer aux galères... Le père de mon mari était un faux-saunier. Le roi l'a fait pendre.

— Et ton mari, qu'est-ce qu'il fait?

— Ces jours-ci, il se battait.

— Pour qui?

— Dame, pour le roi, pour son seigneur et pour monsieur le curé. »

Si la pensée de M. Hugo a un double fond, voilà une des clefs. La stupidité et l'ignorance conspirant avec l'oppression contre la lumière; un peuple de dupes et de *brutes* (*sic*) assez aveugle pour repousser le bienfait de la délivrance en l'honneur et au profit de ceux qui le rançonnent, le bâtonnent, le jettent au bagne et à la potence, c'est à quoi se réduit, selon M. Hugo et son école, un des plus ma-



gnifiques mouvements qui aient honoré l'humanité dans une de ces phases terribles où de grandes vertus sont nécessaires pour racheter de grands crimes. Ce que les croisades avaient été pour la noblesse chevaleresque et guerrière de l'époque féodale, la Vendée le fut pour le peuple catholique, à cette heure transitoire où le vieux monde allait faire place à la société nouvelle; une croisade populaire — j'allais dire démocratique — à domicile, se proposant de défendre et de venger l'autel de Dieu et le tombeau du Sauveur, profanés par des infidèles d'un nouveau genre. Même en avortant comme ses nobles aïeules, cette croisade reste féconde; elle se grave dans l'histoire comme une protestation immortelle contre les persécuteurs et les bourreaux; elle fait luire dans les ténèbres révolutionnaires quelque chose de pareil à ces lampes que les premiers chrétiens allumaient dans les catacombes. Elle empêche la prescription de ces mouvements généreux, de ces prodiges d'abnégation, de foi et de dévouement dont la Révolution a tari la source, et que notre illustre Montalembert définissait : « l'effort de l'homme vers un je ne sais quoi plus grand que lui. » Elle laisse dans les âmes des germes ou des rejetons de ces vertus que supprime le régime égalitaire, qui reparaîtront par intervalles, et que nous retrouvons à leur place, pendant l'invasion allemande, non loin des clochers de ses paroisses et des croix de bois noir de ses martyrs. Comme pour mieux en fixer le caractère, nobles et plébéiens, grands et petits<sup>1</sup>, s'y entremêlent et s'y confondent si bien, qu'on ne sait plus les distinguer, qu'il devient impossible, à distance, de se rappeler à qui reviennent les titres et les particules, et que le trait distinctif de cette guerre, entreprise au nom des grandeurs et des hiérarchies du passé, a été de créer une égalité héroïque et une communauté de blason entre le marquis et le colporteur, entre le baron et le garde-chasse.

Pourquoi cet élan unanime? pour des raisons absolument contraires aux fictions et aux antithèses de M. Victor Hugo. Seigneurs et vassaux, nobles et paysans, habitants des châteaux, des presbytères et des chaumières se sont retrouvés côte à côte, aux jours d'épreuve, animés du même esprit, combattant pour la même cause, parce qu'ils vivaient, de longue date, dans cette cordiale intimité qui n'exclut pas le respect, et que connaissent encore, malgré la différence des temps, nos populations de l'Ouest et du Midi de la France. Trop pauvres, trop fiers, trop ancrés dans leurs vieilles mœurs et leurs antiques croyances pour rester à la cour, les gentils hommes bretons et vendéens ne quittaient presque pas leurs terres, et, loin d'y exercer sur leurs inférieurs des cruautés de mélodrame, ils leur fai-

<sup>1</sup> Voir le joli roman de Marin de Livonnière, *Petits et Grands*.

saient goûter les douceurs de cette égalité devant Dieu, enseignée par l'Évangile bien mieux que par le code ; car la vanité et l'envie éludent sans cesse l'égalité que l'homme a mise dans la loi, et celle que Dieu a mise dans nos cœurs se rattache aux plus consolantes espérances et aux plus austères leçons de la vie. Mais, on le comprend, cette explication si naturelle et si vraie ne pouvait convenir à M. Hugo. Apôtre de la lumière, de celle qu'allume la Révolution et dont elle fait des incendies, il s'obstine à ne voir dans ce magnanime épisode de la Vendée qu'une œuvre d'ignorance, de barbarie et de ténèbres, la stupide inconséquence de corvéables réduits à l'état de brutes et se faisant tuer pour leurs oppresseurs, comme le chien lèche la main du maître qui vient de le rouer de coups. Étrange contraste ! juste châtiment de l'orgueil élevé ou abaissé jusqu'à l'adoration de soi-même ! Pendant les jeunes et belles années où M. Hugo n'était encore révolutionnaire qu'en littérature, il répudiait comme indignes de son audace et de son génie les plus pures traditions du goût, les modèles les plus parfaits, les classiques les plus autorisés. Aujourd'hui, ce n'est pas Aristote, ce n'est pas Racine, ce n'est pas Boileau, dont il accepte les exemples et le joug ; il s'inspire des Dupuis et des Dulaure, il se fait le plagiaire des écrivains de bas étage qui publient, pour les habitués de clubs ou de cabarets, *les Chroniques de la Bastille*, *les Oubliettes du moyen âge* ou *les Mystères de l'Inquisition* !

Cette déchéance volontaire n'est nulle part plus visible que dans le chapitre intitulé : *les Forêts*, qui commence par ces mots : « La Vendée, c'est la révolte-prêtre ; cette révolte a eu pour auxiliaire la forêt ; LES TÉNÉBRES S'ENTRAIDENT. »

Quel beau cadre pour un romancier qui est en même temps un grand poète, et comme il est facile de se figurer un Walter Scott français, moins mesuré, moins correct, si l'on veut, que l'auteur des *Puritains*, en présence de ces vastes forêts armoricaines où tout parle à l'imagination, où la sombre grandeur du paysage ajoute encore à l'émotion du récit, où la légende prête à l'histoire ses aspects fantastiques ! Les apparitions y servent de cortège aux personnages ; les frissons de l'ombre et du feuillage préparent le lecteur aux événements tragiques ; le sang des héros semble couler de l'écorce des chênes ; les souvenirs de vingt siècles se groupent autour des naïfs défenseurs des poésies du passé ; sur un signe de Notre-Dame d'Auray, le farouche Teutatès s'évanouit dans la brume ; le fantôme de Mélusine se croise avec le spectre de Velleda. C'est quelque chose de comparable à un orchestre mystérieux, tel que Meyerbeer l'avait rêvé pour son *Pardon de Ploërmel*, qui accompagne, enveloppe, interprète, agrandit les scènes pathétiques du drame. Voici tout ce que

M. Hugo a tiré de cette source vive où un vieux critique n'a pas le droit de puiser :

La Révolution est une clarté ; cette clarté ne pouvait être acceptée par cet aveugle : — « En face de ces événements incomparables, qu'on place ce sauvage grave et singulier, vivant de lait et de châtaignes, distinguant chaque hameau du voisinage au son de la cloche, *ne se servant de l'eau que pour boire*, respectant son maître dans son bourreau (il y tient !), parlant une langue morte, ce qui est faire habiter une tombe à sa pensée ; vénérant sa charrue d'abord, sa grand'mère ensuite, croyant à la Sainte Vierge et à la Dame blanche, laboureur dans la plaine, pêcheur sur la côte, braconnier dans le hallier, aimant ses rois, ses seigneurs, ses prêtres, ses poux... » — En voilà assez n'est-ce pas ? Il ne resterait plus qu'à donner le mot de Cambrone pour consigne aux soldats du marquis de Lantenac.

Je ne sais si je me trompe ; mais il me semble que c'est là le côté le plus triste et le plus odieux de l'idée et du livre de M. Victor Hugo. J'admets pour un moment, bien court, que, dans le siècle de Bonaparte et de lord Byron, un génie démesuré, plein de lui-même, réfractaire à toute hygiène morale, se laisse prendre d'une sorte de vertige devant la fausse grandeur des hommes de la Révolution. La montagne est à pic, le gouffre est au bas, le contemplateur perd la tête ; c'est plausible ; mais appliquer le procédé contraire à tout ce que le désintéressement et la foi, l'abnégation et le courage ont produit de plus noble et de plus pur, rapetisser ce qui est grand, enlaidir ce qui est beau, il y a là, en dehors de tout esprit de parti, un crime de lèse-majesté poétique. Le penseur qui glorifie Robespierre, s'égare ; le rêveur qui salit Cathelineau, se dégrade. Or, en littérature comme en toute choses, mieux vaut s'égarer que se dégrader.

Il est temps d'arriver enfin à l'analyse ; elle sera aussi courte que tardive ; car, on l'a déjà remarqué, ces trois volumes, réduits à leur plus juste expression, auraient à peine de quoi défrayer une nouvelle de cent pages.

Il n'y a pas de roman dans *Quatre-vingt-treize*, et nous sommes loin d'en blâmer M. Hugo. Il a pensé qu'une idylle aurait trop à souffrir de ce redoutable voisinage et qu'un nid de colombes disparaîtrait dans les serres de ces vautours et de ces aigles. Pourtant sa chère antithèse n'y perd rien. Il la formule dans les trois petits enfants dont nous avons déjà parlé, et que leur mère, Michelle Fléchar, affolée de douleur et d'effroi, poursuivie par les *bleus* qui ont brûlé sa maison, orpheline et veuve dans la même journée, a cachés avec elle dans un fourré du bois de la Saudraie. Le bataillon parisien du

Bonnet rouge, sergent Radoub, trouve la mère et les enfants, adopte les uns, permet à l'autre de s'adjoindre à la vivandière. Survient une des scènes de carnage et d'incendie, ordonnées par le marquis de Lantenac. La vivandière est tuée, Michelle grièvement blessée et laissée pour morte ; les petits emmenés comme otages et enfermés à la Tourgue, propriété des Gauvain, lugubre édifice que l'auteur surnomme une Bastille de province, et où, à grand renfort d'énumérations descriptives et de détails techniques, il accumule tout ce qui peut faire d'une tour le symbole des abus, des violences et des férociétés de l'ancien régime. Battu et refoulé par son neveu Gauvain, Lantenac s'est réfugié dans cette tour ou cette Tourgue, et, quoique les assaillants soient plus de quatre mille, quoique sa troupe écrasée par la supériorité du nombre soit réduite à dix-neuf énergumènes, héros doublés de démons, tous sont décidés à se faire tuer jusqu'au dernier plutôt que de se rendre. Michelle Fléchard miraculeusement sauvée et errant à pied à la recherche de ses enfants, la Tourgue assiégée par Gauvain et défendue par Lantenac, voilà tout le récit, abstraction faite de digressions interminables.

Il faut sacrifier les deux vraisemblances, matérielle et morale, pour prendre quelque intérêt à cet épisode final que le luxe topographique et architectural déployé par l'auteur ne rend pas beaucoup plus clair. La Tourgue est machinée comme un théâtre de mélodrame ou de féerie. Après une série d'assauts traduits d'Homère par Anne Radcliffe, Lantenac, pressé dans ses derniers retranchements, découvre dans le mur une pierre qui tourne et ouvre sur un passage secret. Il se sauve ; mais, en regardant en arrière, il aperçoit un incendie allumé par l'*Imānus*, le plus téroce de ses soldats. La Tourgue est en flammes ; peu importe à Lantenac que les quatre mille *bleus* et les dix-neuf *blancs* soient brûlés vifs ; mais les enfants ! René-Jean, Gros-Alain et Georgette ! *In demone Deus*, c'est M. Hugo qui le dit. Le démon se divinise ; l'impitoyable marquis se sent ému de pitié. Il retourne sur ses pas, rentre par le passage secret, se précipite au milieu des flammes avec une agilité que les sapeurs pompiers et les gymnastes envieraient à ses quatre-vingts ans, rapporte les marmots et se constitue prisonnier. Il est bien entendu que ce beau trait ne désarme pas Cimourdain. Justement, la guillotine vient d'arriver ; Lantenac sera exécuté le lendemain. Mais Gauvain ne veut pas être en reste de générosité ; il ne faut pas que l'absolu de l'humanité se laisse battre par l'absolu de l'ancien régime. Pendant la nuit, le neveu se substitue à l'oncle qui accepte très-cavalièrement ce sacrifice. Qu'on juge de la stupeur et du désespoir de Cimourdain ! Le décret de la Convention ne lui permet pas de transiger avec son *devoir*. Son cher Gauvain est guillotiné par ses ordres ;

seulement, à l'instant même où tombe *cette tête charmante et fière, Cimourdain se traverse le cœur d'une balle.*

Le roman contemporain nous a soumis à de telles exigences, il nous a si souvent lancés aux dernières limites de l'in vraisemblable et de l'impossible, que, si M. Hugo savait s'astreindre à être quelquefois naturel et simple, s'il observait les lois les plus élémentaires de l'art de conter, ces diverses scènes et ce dénouement pourraient nous émouvoir. On sait par cœur les vers délicieux que lui inspiraient les enfants. Il était permis d'espérer qu'il retrouverait quelques-uns de ces accents auprès de cette mère en deuil, auprès de ces pauvres petits, fleurs rustiques écloses sur une même tige et emportées par le même tourbillon. Mais comment y aurait-il place pour une émotion vraie au milieu de ce déluge de mots, de cette exubérance de phrases? Le procédé — un boulevardier dirait la *rengraine* — de M. Victor Hugo reparait sous des formes si invariables et si agréables, il en a tellement usé et abusé, qu'il serait facile de noter d'avance ses pages à effet, comme des morceaux de musique. On demandait un soir à madame Dorval, au moment où elle allait jouer un drame populaire, si elle était contente de son rôle : — « Je ne sais pas, répondit-elle; j'ai un enfant, on me le prend, je le cherche, je le retrouve, voilà tout. » — C'était tout en effet, et, à l'aide de quelques gestes, de quelques syllabes entrecoupées, elle fit frémir et pleurer toute la salle. M. Hugo aurait bien fait de méditer cette réponse de l'admirable interprète de Marion Delorme et de la Tisbé. Il a malheureusement adopté la méthode contraire. Il se refuse à comprendre que l'intensité des sentiments, la violence des situations ne se prêtent pas aux longs discours, et que, si ces discours cachent sous un faux air de simplicité, de réalité ou même de trivialité une affectation extraordinaire, si l'on devine le calcul, l'arrangement, le *cherché*, dans ce qui ne devrait être que le cri de la passion prise sur le fait, la vibration d'une catastrophe dans une âme, nous avons envie de rire de ce laborieux effort pour nous arracher des larmes. Lantenac se voit près d'être égorgé par un *maîchet* dont il a fait fusiller le frère : discours. Michelle Flécharde, — *une brute!* — perd ses enfants : discours. Elle les retrouve : *harangue*. Ils vont être dévorés par l'incendie de la Tourgue : quatre pages dont voici le *beuquet* : « Je ne veux pas qu'ils meurent! au secours! au secours! oh! s'ils devaient mourir comme cela, je tuerais eux!... » Le plus farouche des Vendéens, l'Imânu, — un *fauve!* — signifie son *ultimatum* aux quatre mille soldats de Gauvain : dix pages!

Ici se révèle une autre manie de M. Victor Hugo. A la proximité il ajoute ce que l'on pourrait appeler la spécialité ou le spécialisme. Il

est probable que pendant son séjour à Guernesey et ses longues promenades au bord de la mer, il a énormément causé avec les contre-maitres, les calfats, les pilotes, les timoniers, les charpentiers, les gardes-côte et autres notabilités maritimes. Ils lui ont beaucoup appris, et il a voulu, ainsi que l'attestaient déjà *les Travailleurs de la mer* et *l'Homme qui rit*, nous faire profiter de ses connaissances. On devine l'effet que doit produire le mélange continu des exagérations d'idées, des paroxysmes de mots, habituels à M. Hugo, avec des détails de Manuel Roret. Il y a trente-six ans, à propos de la préface de *Ruy-Blas*, Gustave Planche signalait cette prétention ridicule de tout savoir et de donner l'érudition la plus exacte pour auxiliaire à la poésie la plus sublime. Il s'égayait aux dépens du bois de *calambour* et de *Yalmojarifango*. L'auteur de *Quatre-vingt-treize* a fait bien des progrès depuis lors. Ne voulant pas répéter ce qui a été si bien dit par mon éminent et excellent confrère M. Saint-René Taillandier, je procéderai par assimilation. Figurez-vous un pauvre paysan des Ardennes, surpris en octobre 1870 par des uhlands qui veulent brûler sa maison, emmener sa femme et ses vaches et prendre ses enfants pour otages : « Oh ! pitié ! leur dirait-il, on ne détruit pas ainsi un pauvre homme qui n'a fait de mal à personne... Je ne sais pas, moi ! La guerre, est-ce que cela me regarde ? Je ne connais que ma charrue qui a été fabriquée à Mézières, d'après un nouveau système, par Bouthancourt, place de l'Horloge... Même que son nom est gravé sur le soc... Nous sommes, nous, de malheureux innocents, bien étrangers à la politique... Que m'importait à moi, la question de savoir si le prince de Hohenzollern, qui est l'agnat du roi de Prusse, serait appelé au trône d'Espagne où il est si difficile de fonder un gouvernement ? Oh ! grâce, grâce, monsieur le cavalier, au nom de votre chère Gretchen ! Comment saurais-je qui a tort, de Napoléon III, auteur du coup d'État du 2 décembre 1854, ou du roi Guillaume, arrière-neveu du grand Frédéric, qui fut l'ami de Voltaire... moi qui ne sais pas lire ? Oh ! laissez-moi ma vache ! son lait me sert à faire du beurre que je porte à la ville, à M. le préfet, dont la femme est nièce du président du tribunal... même qu'elle m'a recommandé à son oncle pour un procès que j'avais... Vous regardez ma veste ; elle est faite avec de la serge que j'ai achetée... vous trouverez le magasin, rue des Marchands, chez Tourteron... Et ma femme ! ma pauvre femme ! je l'ai épousée en 1857, l'année où toutes nos vignes ont gelé parce que nous avons manqué à la procession du 19 mars... Quant à mes enfants, à mes chers petits, Gros-Pierre qui sert la messe de M. le curé, Simon qui grimpe aux arbres pour dénicher les grives, André qui connaît déjà tous les ânes de la commune, et Mariette qui est la filleule de M. le maire, vous ne les

emmènerez pas... oh ! non, ou je tuerai le bon Dieu... ou je mettrai le feu à l'église, qui a été bâtie, en 1264, par un architecte nommé Domery... ou je vous dirai comme le Guillaume Tell de M. de Jouy, copié par le Macduff de William Shakspeare : « Ah ! tu n'as pas d'enfants ! »

Je prie les lecteurs de me pardonner ce médiocre essai de pastiche. On a droit à quelques licences, quand on vient de subir ces trois volumes qui font l'effet, tantôt d'un cauchemar, tantôt d'une ga-gueure, tantôt d'un accès de fièvre chaude, tantôt de la chute d'un immense talent terrassé par un mauvais génie. Rien de juste, rien de vrai, rien de sincère. Cette lecture nous inflige un malaise comparable à celui d'un mélomane qui serait forcé d'entendre un violon de Stradivarius ou d'Amati jouer faux pendant toute une soirée. Lorsque cette note, toujours la même et toujours au-dessus du ton, est inoffensive, elle est folle. Quoi de plus inacceptable que cette pièce de canon du prologue, qui se détache de la caronade, que deux robustes matelots pourraient rajuster en dix minutes, et qui opère plus de désastres que le débordement d'un fleuve ou l'écroulement d'une ville ? Et quoi de plus puéril que de profiter de l'occasion pour étaler tout un *bric-à-brac* d'érudition nautique ? « Le chef de pièce avait négligé de serrer l'écrou de la chaîne d'amarrage, ce qui donnait du jeu à la semelle et au châssis, désaccordait les deux plateaux et avait fini par disloquer la brague. Le combleau s'était cassé, etc., etc., etc. (huit pages). Cet écrou, cet amarrage, cette semelle, cette brague et ce combleau, ne vous rappellent-ils pas M. de Pourceaugnac se défendant de savoir ce qu'un gentilhomme doit ignorer, et ajoutant : « Quand il y aurait information, ajournement, décret et jugement obtenu par surprise, défaut et contumace, j'ai la voie du conflit de juridiction pour temporiser et venir aux moyens de nullité qui seront dans les procédures ? »

Peut-on croire, avec quelques juges bienveillants, que M. Hugo, en jetant au milieu de ces scènes de destruction et de carnage, Michelle Flécharde et ses trois enfants, a eu la bonne idée de nous montrer tout ce que souffre le pauvre peuple, victime des révolutions et des guerres civiles ? Il nous est impossible de lui faire cette concession. Ce qu'il a voulu, ce qui lui est commun d'ailleurs avec la plupart des écrivains révolutionnaires, c'est, pour la millième fois, se mettre en frais de gentillesses sentimentales et de mièvreries enfantines, tout en acceptant comme nécessaires et même bien-faisantes les plus horribles violences de la République et de la Terreur. Ces messieurs, depuis les rêveries de Jean-Jacques jusqu'aux fantaisies de M. Michelet, ne procèdent pas autrement. On se pâme devant un berceau, on se fait petit pour voir de plus près ces fleurs

animées, on échange le saxophone contre le flageolet; on imite — fort maladroitement — les jolis cris et les mots inarticulés de l'enfant à son réveil; et l'on ne trouve pas une parole d'indignation contre les *bourreaux barbouilleurs de lois*; on élève des serins, on tombe en extase à la vue d'un bouvreuil ou d'une pervenche, on enjolive avec toutes sortes de gracieuses mignardises le poème du *bébé*, de l'oiseau, de la plante et de l'insecte; et on professe ouvertement des doctrines qui, lorsqu'elles triomphent, font couler des torrents de sang et des flots de pétrole. Déplorable école, qui n'est bonne qu'à falsifier la sensibilité, à énerver la conscience, et dont les disciples passent aisément de l'idylle à la barricade!

L'impression définitive que l'on garde de cette lecture, c'est une tristesse profonde. Où en sommes-nous arrivés, pour qu'un vieillard saturé de gloire, affamé de popularité, publie un pareil ouvrage et pense, en le publiant, répondre à l'idée de son temps, au pressentiment de catastrophes prochaines? Hélas! nous n'oserions affirmer qu'il se trompe. On nous dit bien que le livre fait peu de bruit, que le public est blasé, et l'on nous fait remarquer, comme un bon point, cette bizarre inconséquence de l'orgueil chez M. Hugo, qui veut remplir jusqu'au bout sa mission d'apôtre, mais qui veut aussi tirer de ses œuvres le meilleur parti possible. Il est certain que son récit, qui gagnerait à être abrégé des deux tiers, pourrait, même sans en retrancher une syllabe, tenir dans un volume à bon marché. M. Hugo n'y a pas songé; tant mieux! Il n'en est pas moins impossible de croire que sa voix ne trouvera pas d'échos dans la foule des curieux et des sceptiques, dans les ateliers et dans les écoles, dans les rangs de cette génération nouvelle dont l'éducation politique et historique n'explique que trop les inquiétudes du présent et les menaces de l'avenir. Non, *Quatre-vingt-treize* n'est pas et ne peut pas être un symptôme individuel et isolé: *Nomen illi legio*; nous y voyons plutôt l'expression suprême d'une arrière-pensée ambitieuse qui se traduirait autrement si elle n'était sûre de rencontrer partout des suffrages et des appuis. Quel sera notre recours contre ces périls, notre rempart contre ces attaques, notre antidote contre ces poisons? Quels ravages n'ont-ils pas faits, pour qu'un orateur politique, député et académicien, qui ferait mieux de se recueillir, de méditer en silence les fautes de sa vie publique et privée, ait eu récemment, dans un procès odieux et risible, l'audace de nous donner à entendre, au moyen d'une de ces insinuations venimeuses dont il a le secret, que le roi Louis XVIII, en 1814, fit empoisonner Joséphine de Beauharnais et dirigea, en 1820, le poignard de Louvel<sup>1</sup>?... Un

<sup>1</sup> Joséphine fait, en 1814, des ouvertures sur le Dauphin à l'empereur Alexandre et au roi de Prusse qui étaient allés la voir. Elle meurt vingt-quatre heures après



pays où de semblables choses peuvent être dites et où celui qui les a dites peut siéger le lendemain à l'Assemblée nationale et à l'Institut, est bien malade. M. Jules Favre a fait son temps, nous l'espérons ; mais M. Victor Hugo, si nous en jugeons par son attitude, par son livre, par tous les vers qu'il a publiés depuis 1871, — *l'Année terrible, l'Offrande, la Libération du territoire*, etc. — se complait à l'idée qu'il n'a pas dit son dernier mot. Que de fois, pendant son long duel de poète contre empereur, a-t-il dû se figurer que, si l'empereur tombait, César ne pourrait avoir d'autre successeur qu'Olympio ? Il a manqué deux fois l'héritage ; mais que sait-on ? D'illustres exemples nous prouvent que la vieillesse n'est pas la retraite. A l'issue du septennat, M. Hugo n'aura encore que soixante-dix-huit ans. C'est le bel âge pour jouer le rôle patriotique d'agitateur et fonder la vraie République... Pourtant, que Dieu détourne ce présage sinistre, et retarde indéfiniment la seconde édition de *Quatre-vingt-treize* ! Avec ou sans italiques, c'est assez déjà, c'est beaucoup trop de la première.

ARMAND DE PONTMARTIN.

cette conversation. Cette mort a été attribuée à un bouquet vénéneux (vénéneux vous-même !) que lui avait envoyé LE COMTE DE PROVENCE.

• Le duc de Berry, devant lequel l'existence du Dauphin avait été examinée, et qui avait dit à Louis XVIII : « Mon oncle, la justice avant tout ! » tombait, quelque temps après, frappé par un assassin. • (Mouvement dans le public.)

# L'EXTRÊME DROITE

## ET LES ROYALISTES

### SOUS LA RESTAURATION<sup>1</sup>

---

#### II

#### L'EXTRÊME DROITE ET M. DE VILLÈLE

---

Quand M. de Villèle arriva au pouvoir avec ses amis, le 15 décembre 1821, bien peu croyaient à la longue durée du nouveau cabinet. « Vous n'en avez pas pour trois mois, » lui disait M. de Serre, et M. de Villèle lui-même écrivait le 20 décembre à madame de Villèle : « Laissez votre logement à Toulouse comme si nous devions y retourner dans six mois. » C'est dans six années et non dans six mois qu'il y retournera. En effet, au bout de peu de temps, grâce à son habileté aidée par les événements, le ministère, loin de s'affaiblir, se consolidait et grandissait. Il suffit de considérer quelle est, deux ans plus tard, en 1824, sa situation et celle de la droite. Jamais le parti royaliste n'a connu une si haute fortune. Il est maître sans contestation du gouvernement, qu'il a conquis par la liberté parlementaire et qu'il exerce en respectant cette liberté. Les conspirations sont vaincues et à tout jamais découragées. La prospérité matérielle est grande partout, l'état florissant des finances fait honneur au ministre qui les a gérées, et la rente 5 p. 100 qui, en 1815, était à 46 francs, est montée à 102 francs. Enfin l'heureux succès de la guerre d'Espagne, en ramenant la victoire à nos armes, en témoignant d'une initiative politique et d'une puissance militaire que l'étranger ne nous suppo-

<sup>1</sup> Voir la première partie de cette étude : *L'Extrême droite et M. de Serre*, dans le *Correspondant* du 10 mars.

sait plus depuis 1815, a rendu à la France en Europe, huit ans après Waterloo, quelque chose de son ascendant perdu. « Jusque-là, — disait M. de la Ferronnays, notre ambassadeur en Russie, — on nous tenait dans une sorte de tutelle et on n'aimait pas à nous en voir sortir. » L'effet a été d'autant plus considérable que beaucoup doutaient de la fidélité de l'armée. Celle-ci en combattant loyalement, en triomphant non sans honneur à l'ombre du drapeau blanc et sous le commandement d'un fils de France, a démenti les prédictions inquiètes des uns, déjoué les espérances ou même les efforts criminels des autres. Ce succès a eu son contre-coup dans la politique intérieure. Il en est résulté pour la droite un prestige de puissance et de bonheur auquel le public résiste peu en France.

La gauche a d'ailleurs tout fait pour aider au mouvement qui ramenait l'opinion à la droite. Elle s'est enfoncée chaque jour plus avant dans son opposition de parti-pris révolutionnaire. Absorbée par ses criminelles conspirations, elle a négligé l'action électorale et parlementaire, ou tout au moins n'y a cherché qu'un moyen d'entretenir dans le pays une agitation favorable à ses desseins insurrectionnels; de là ces scènes de violence et de provocations à la tribune, cette retraite en masse après l'expulsion de Manuel en 1823. Pendant ce temps, les complots ont éclaté et échoué les uns après les autres. Lors de la guerre d'Espagne on a eu l'impudeur de pousser ouvertement l'armée à faire défection. « Brav' soldats, d'mittour ! » chantait Béranger. Nos troupes ont rencontré devant elles, mêlés aux rangs de l'ennemi, de nouveaux émigrés, venus cette fois, comme Armand Carrel, du parti révolutionnaire, et qui n'avaient certes pas l'excuse de ceux de 1792. Par toutes ces fautes, la gauche a troublé les intérêts, froissé la conscience publique, et l'avortement misérable de ses manœuvres a manifesté clairement sa complète impuissance. Aussi la nation s'est-elle éloignée d'elle chaque jour davantage.

Les élections générales de 1824 permettent de mesurer tout ce qu'a gagné la droite et perdu la gauche. Le succès des royalistes y est immense. Avant ces élections l'opposition de gauche, bien que déjà réduite, comprenait encore 110 membres : 91 restent sur le champ de bataille électoral. Le discrédit de ce parti est tel que Manuel ne trouve personne, sauf M. Thiers, dans *le Constitutionnel*, pour appuyer sa candidature, et il n'est pas élu; on sait pourtant quel bruit s'était fait autour de son nom quand, l'année précédente, il avait été expulsé de la Chambre; Manuel, avec sa parole froidement audacieuse, avec sa passion amère, sans scrupule, violente, bien que toujours maîtresse d'elle-même, était comme l'incarnation de la haine révolutionnaire contre les Bourbons. Lorsque la

nouvelle Assemblée se réunit, les 410 membres de la droite débordent de leurs bancs devenus trop étroits, tandis que dans les rangs opposés on compte à peine 19 députés. Le système du renouvellement partiel étant abandonné, cette Chambre, plus « introuvable » encore que celle de 1815, a sept ans de durée devant elle. Quelques mois plus tard, Charles X succède à Louis XVIII avec autant de facilité que dans la plus incontestée des monarchies. On peut, sans une heure d'inquiétude, faire retentir le cri, si oublié, de la vieille France : « Le roi est mort ! vive le roi ! » C'est même pour l'ancien comte d'Artois, l'occasion d'un retour de popularité, bien passager, il est vrai.

Par une rare coïncidence, à cette prépondérance politique du royalisme, se joint une sorte de prépondérance littéraire. La pensée et l'imagination, qui sont pourtant, par la pente naturelle de leur indépendance, volontiers de l'opposition, se plaisent alors à rendre foi et hommage à la monarchie restaurée. Autour de celle-ci est réuni comme un cycle brillant d'écrivains. Les noms parlent assez d'eux-mêmes. M. de Chateaubriand est dans tout l'éclat de sa gloire. On vient de publier, après la mort de M. de Maistre, les *Soirées de Saint-Petersbourg*. L'abbé de Lamennais fait paraître les derniers volumes de l'*Essai sur l'indifférence*. M. de Bonald continue à exposer la philosophie sociale de l'école monarchique. Puis, à côté de ces esprits arrivés à leur pleine maturité, et comme pour montrer que le sentiment royaliste n'a pas épuisé sa fécondité, de jeunes poètes, tout animés de ce sentiment, entrent du premier pas dans la gloire en faisant entendre à cette génération des accents jusque-là inconnus. C'est alors que Lamartine, jeune et beau, lit d'une voix mélodieuse dans quelques salons du faubourg Saint-Germain, devant un public d'élite ravi et ému, ses incomparables *Méditations*, les premiers nés de son génie. C'est alors aussi que Victor Hugo, fils d'une « mère vendéenne, » chante dans ses *Odes* les Jeunes filles de Verdun, Louis XVII, les Martyrs de Quiberon, la Mort du duc de Berry, la Naissance du duc de Bordeaux et le Sacre de Charles X. Le roi, généreux et délicat protecteur de ceux qui servent ainsi librement la muse monarchique, nomme le premier secrétaire d'ambassade à Naples, et accorde une pension au second. Chez tous ces écrivains, poètes ou prosateurs, il y a ce qu'on pourrait appeler l'inspiration royaliste<sup>1</sup>. C'est un phénomène remarquable dont on chercherait vainement la répétition sous les autres gouvernements. L'existence de ceux-ci a été en quelque

<sup>1</sup> Lamartine écrivait le 7 avril 1825 : « Je vais vendre aussi un petit fragment intitulé le *Chant du sacre ou la veille des armes*. C'est mon poème de Fontenoy. Mais je ne le fais ni pour gloire ni pour argent, par pure conscience royaliste. » (*Correspondance de Lamartine*, t. III, p. 332.)

sorte sequestrée dans la politique, presque sans relation avec le monde littéraire. Qui songerait, en effet, à tenir compte de cette chose artificielle et nulle qui a été, hélas ! sous ces divers régimes, la poésie ou la littérature officielles ? La Restauration, qui était autre chose qu'une combinaison constitutionnelle plus ou moins ingénieuse, a, au contraire, pénétré dans ces régions où sont les sources de l'inspiration ; elle est entrée ainsi en communication avec l'âme de la France. Et, en effet, dans ce retour inattendu d'une antique royauté, dans ces longs souvenirs mêlés à de jeunes espérances, dans ce passé rempli à la fois de gloire et de deuil, dans ce présent que console une paix longtemps désirée et que vivifie une liberté nouvelle, n'y a-t-il pas une source d'impressions profondes qui éveillent les intelligences et remuent les imaginations. Mais hâtons-nous de saluer ce merveilleux épanouissement littéraire à l'heure rapide de la grande fortune de la droite. Si nous laissons passer quelques années, que serait devenu ce brillant cortège du génie royaliste ? Encore si la fatigue ou la mort y avaient seules fait des vides ; mais combien d'absents faudrait-il aller chercher dans d'autres camps, et parfois dans quels camps !

Les royalistes de droite sont donc, en 1824, à leur apogée. Débarassés de leurs adversaires de gauche, de leurs rivaux du centre, ils sont, en quelque sorte, seuls en face d'eux-mêmes. Il semble qu'une fée, voulant leur accorder une grande faveur, mais aussi leur imposer une épreuve solennelle, leur ait donné une heure de toute-puissance pour juger ce qu'ils sauraient en faire ; tous les dangers du dehors paraissent écartés ou du moins suspendus ; seuls subsistent ceux que les royalistes rencontrent dans leurs propres rangs.

## II

M. de Villèle est disposé à user avec sagesse et prudence de la prépondérance acquise à son parti. On a déjà vu comment, de 1815 à 1821, à mesure qu'il avait mieux connu les hommes et les événements, un travail intérieur et silencieux de modération s'était accompli en lui. Le maniement des affaires publiques n'était pas fait pour arrêter ce travail. En M. de Villèle, l'homme d'ancien régime a disparu ou tout au moins a fait silence. Il comprend, ainsi que l'avaient fait les royalistes du centre, que la Restauration ne doit, à aucun prix, apparaître comme une revanche contre la société nouvelle ; qu'elle doit être une œuvre de transaction et de pacification. Le

but qu'alors il poursuit n'est-ce pas au fond à peu près le même qu'avait poursuivi M. de Serre? Seulement les préoccupations et les moyens sont différents comme les caractères des deux hommes. « Conciliation des principes, tel avait été, dit quelque part le duc de Broglie, l'espoir de M. de Serre, cruellement déçu par les événements. Accommodement des intérêts, telle fut la voie par laquelle M. de Villèle se flatta d'être plus heureux. » Le chef de la droite se sentait propre à cette œuvre. « Quant à moi, » écrivait-il dans une de ses lettres, quelques mois avant d'arriver au pouvoir, « il ne me coûte rien d'être impartial; je ne vois que la réussite des affaires dont je suis chargé, et n'y mets pas la moindre passion contre les individus. Je suis né pour la fin des révolutions. »

Tel est, en effet, le caractère de la politique de M. de Villèle, toutes les fois du moins qu'elle est bien elle-même et qu'elle n'est pas faussée par des pressions extérieures. Son œuvre principale n'est-ce pas cette loi accordant une indemnité d'un milliard aux émigrés, l'une de ces mesures qui suffisent à faire l'honneur d'un gouvernement, le plus grand titre du ministre royaliste à la reconnaissance du pays, la plus heureuse expression de cette politique qui cherchait la pacification des esprits par la conciliation des intérêts? La confiscation révolutionnaire avait laissé derrière elle un malaise dont souffrait profondément la fortune publique et en quelque sorte l'âme de la nation. C'était, chez les émigrés, le sentiment d'une injustice non réparée; chez les acquéreurs de leurs biens, l'alarme défiant d'une propriété contestée, mésestimée, d'une conscience inquiète. Il y avait là entre voisins, entre familles, entre propriétaires anciens et nouveaux, ce germe de guerre sociale que laissent dans les générations successives les spoliations territoriales, germe d'autant plus indestructible qu'il pousse ses racines dans le sol lui-même. « Au bout de vingt-cinq années, a dit Burke, la plupart des hommes passent indifférents sur la tombe de leur père assassiné; mais après un siècle, les générations dépossédées éprouvent encore des sentiments de haine et de rage en passant auprès du champ dont leur famille est dépouillée. » Par l'indemnité, M. de Villèle désintéressait en partie les émigrés; mais il obtenait d'eux une sorte de décharge de tout compte à demander à la révolution et aux détenteurs des biens confisqués. Il pacifiait et libérait le sol. Dût-on payer cher ce résultat, il ne fallait pas hésiter. Or il se trouvait que cette dépense assurait à la nation et au trésor un bénéfice qu'aucune recette ne lui eût jamais rapporté. Avec la sécurité, la propriété reprenait sa valeur; comme on l'a dit ingénieusement, c'était « la purge de l'hypothèque morale qui grevait les biens nationaux. » Aussitôt la richesse publique, délivrée de cette entrave, prenait un développement dont, au bout de peu d'an-

nées, il était facile de calculer les prodigieux résultats. — Que ne pouvait pas, pour mener à bien l'œuvre de la Restauration, un ministre capable de discerner ainsi le lien qui unit les sentiments et les intérêts, et de satisfaire les uns par les autres avec cette clairvoyance économique et un tact politique aussi sûr!

M. de Villèle est d'ailleurs secondé par la plus grande partie de la droite. Celle-ci a pris l'habitude de se laisser guider par lui; avec lui elle est devenue sage et clairvoyante. Peut-on donc espérer que les vainqueurs de 1824 vont bien user de leur prépondérance — on dirait presque de leur toute-puissance — qu'ils vont raffermir définitivement la vieille monarchie en se chargeant eux-mêmes de dissiper les préventions, de rassurer les intérêts de la société nouvelle? Quelle grande et belle œuvre! Quel honneur pour la droite si cette réconciliation est accomplie spontanément par elle-même et non par l'arbitrage de quelque intermédiaire plus ou moins étranger à ses rangs! Quelle garantie pour la sécurité, pour la liberté, pour l'avenir de la France!

Mais si la droite a été débarrassée de la gauche, elle a toujours à ses flancs l'extrême droite; et c'est la conduite de ce dernier parti qu'il convient d'examiner, pour ne pas s'écarter de l'objet de cette étude. On sait quel avait été son rôle pendant les premières années de la Restauration. Au point de vue même des intérêts de la monarchie, l'extrême droite avait commis une mauvaise action et une maladresse en s'acharnant contre M. de Serre et en s'unissant à la gauche pour le renverser. Peut-être cependant aurait-elle été admise, pour cette première phase de sa carrière politique, à faire valoir quelques circonstances atténuantes : « M. de Serre, aurait-on pu dire, si bon royaliste qu'il fût, appartenait au centre, non à la droite; il avait lutté contre celle-ci de 1815 à 1819. Il avait été trop longtemps l'ami et le collègue de M. Decazes, pour n'être pas demeuré un peu suspect. Que des préventions et des ressentiments aient persisté dans certains esprits, même après que l'ancien orateur du centre s'est, avec M. de Richelieu, rapproché de M. de Villèle, c'est fâcheux, mal fondé, mais est-ce surprenant? D'ailleurs, si M. de Serre voulait sincèrement s'unir à la droite, s'appuyer sur elle, lui faire une place dans le gouvernement, il n'entendait pas lui remettre le pouvoir tout entier. On ne doit pas enfin oublier comment les royalistes d'extrême droite, encore sous le coup des émotions, des colères, des craintes excitées par les Cent-Jours, avaient été jetés brusquement, sans préparation aucune, en pleine vie publique; comment ces événements, dont ils n'étaient pas absolument responsables, avaient imprimé dès le début à leur politique une direction mauvaise; comment les entraînements et les froissements mêmes de la lutte les y avaient ensuite poussés plus avant. Ne sont-ce pas là autant d'excuses

qui ne permettent pas de condamner trop sévèrement les premières fautes des ultras? » — Ces excuses sont en partie fondées : sans doute on pourrait discuter la valeur de quelques-unes si l'on voulait agir en accusateur ; mais c'est un rôle qu'après tant d'erreurs commises par tous, aucun parti peut-être n'a le droit de s'attribuer. Sans s'attarder donc à gémir sur la chute pourtant si malheureuse de M. de Serre, il convient de considérer l'extrême droite dans cette nouvelle phase, en face de M. de Villèle.

Si elle vient cette fois à recommencer les mêmes fautes, lui sera-t-il permis d'invoquer les mêmes excuses? Elle ne saurait plus alléguer les emportements de sa première jeunesse politique ; elle doit avoir acquis quelque expérience ; six années, c'est beaucoup en ce siècle ; il est peu de partis qui aient eu un temps aussi long pour faire leur éducation. Les griefs et les préventions qu'elle avait contre M. de Serre, elle ne peut les conserver contre M. de Villèle. Celui-ci est de la droite, de la droite pure ; il lui a toujours appartenu ; il a poussé la fidélité jusqu'à ne pas vouloir s'en séparer même quand elle ne suivait pas ses conseils ; opposant avec elle, c'est avec elle, c'est comme son représentant qu'il est arrivé au pouvoir ; c'est dans ses rangs seuls qu'ont été pris tous les membres du nouveau cabinet ; c'est pour elle qu'il gouverne ; c'est elle qui recueille après peu d'années les profits de la nouvelle politique ministérielle.

M. de Villèle va cependant rencontrer dans l'extrême droite les plus grands obstacles à son œuvre. Bien loin d'avoir suivi le chef de la droite dans son travail intérieur de modération, les ultras n'ont vu dans le pouvoir acquis et surtout dans les succès inespérés de 1824 qu'une cause d'exaltation et d'enivrement. Ils croient le moment enfin venu d'accomplir pleinement la refonte sociale qui est à leurs yeux le programme religieux et politique du parti. « Voilà donc, » s'écrie *la Quotidienne* au lendemain des élections générales, « la France déblayée, le gouvernement représentatif purgé d'une opposition contre nature... L'œuvre des royalistes n'est pas finie, elle commence. »

Il serait plus vrai de dire qu'elle « recommence, » car les amis de *la Quotidienne* vont reprendre contre M. de Villèle la même campagne qu'ils avaient dirigée contre M. de Serre. Toutefois, l'opposition n'est plus le seul moyen d'action employé par l'extrême droite ; ce n'est même peut-être pas le plus dangereux. Parmi les ultras, — ou du moins parmi ceux qui, sans être enrôlés d'une façon permanente dans leurs rangs, se laissent alors entraîner par eux, — plusieurs demeurent avec M. de Villèle, mais en lui faisant payer cher leur concours. Pendant que les autres entravent l'œuvre du ministère de droite par leurs attaques ouvertes, ces amis compro-



mettants la faussent par leurs exigences. Pour étudier complètement le rôle de l'extrême droite, il convient donc, avant de raconter la guerre qu'elle a faite à M. de Villèle, de montrer d'abord la pression qu'elle a exercée sur lui.

### III

Les royalistes de droite ne sont pas seulement un parti d'intérêts; ils sont un parti de doctrines. De là chez eux un goût honorable, une recherche sincère des réformes organiques. On peut leur reprocher d'être parfois rétrogrades, jamais d'être routiniers; de poursuivre des chimères, jamais de se plaire aux expédients. C'est même une des qualités qui les distinguent des partis du centre souvent plus disposés à se contenter des habiletés superficielles et des accommodements temporaires. A ce point de vue, M. de Villèle était un peu homme de centre, et peut-être est-ce pour ce motif qu'il n'a pas eu parfois plus d'action et de prestige sur une portion des royalistes. Par un contraste singulier, M. de Serre aurait eu davantage le tempérament des hommes de droite.

Cette disposition d'esprit des royalistes devait influencer sur la manière dont ils entendraient le problème de la Restauration. Pour adapter la vieille monarchie à l'édifice nouveau sorti de la Révolution, il n'était pas dans leur nature de se contenter d'aménagements plus ou moins ingénieux, de replâtrages plus ou moins superficiels. Il leur fallait reconstruire à nouveau l'édifice, ou tout au moins en reprendre le gros œuvre sur plus d'un point. La prétention n'était pas sans courage : elle révélait une conception élevée et profonde du problème social. Elle aurait eu de bons résultats si elle avait été contenue dans certaines limites. Ce n'est pas aujourd'hui qu'on pourrait méconnaître combien de réformes organiques devaient être apportées à l'œuvre révolutionnaire si l'on voulait fonder avec elle quelque chose de stable. Mais la politique ne se fait pas seulement avec des principes et des idées absolues : elle se fait avec des hommes et des faits; de là l'importance qu'il convient d'attacher aux questions de mesure et de procédés. Il fallait sous la Restauration se rendre compte des susceptibilités ombrageuses qu'éveillait dans la France nouvelle tout ce qui semblait une menace dirigée contre les « glorieuses conquêtes » ou les « immortels principes. » Heurter de front ces susceptibilités, c'était rendre impossible les réformes les plus inoffensives, celles qui, avec de la prudence et des ménagements, auraient été le plus facilement acceptées. Voilà ce dont les

ultras ne paraissent pas s'être fait la moindre idée. Bien au contraire, ils mettent en quelque sorte leur gloriole à menacer la société moderne de plus de bouleversements qu'ils n'ont la puissance, et même au fond la volonté d'en opérer. Sur leur programme, à côté de quelques changements utiles et possibles, ils prennent plaisir à en entasser plusieurs qui sont inopportuns et impraticables, quelques-uns même extravagants ou coupables. Au lieu de se présenter comme des hommes de réforme, qui regardent en avant, et cherchent à compléter et à redresser l'œuvre commencée en 1789, ils se donnent volontairement l'apparence d'hommes du passé qui veulent effacer les vingt-cinq dernières années pour revenir à l'ancien régime, c'est-à-dire à ce que le pays a le plus en horreur. C'est ainsi que par leur propre faute ils rendent à la fois impuissant et périlleux, cet esprit de réforme et de tradition dans lequel aurait pu être le salut du pays.

On ne saurait s'imaginer tout ce qui traversait le cerveau de ces donneurs de conseils. Des écrits étaient publiés où l'on semblait attendre du ministère et presque annoncer en son nom des mesures qui passaient, quelle que fût leur valeur intrinsèque, pour un retour à l'ancien régime : remplacement des quatre-vingt-six préfectures par les trente-trois généralités du temps passé, reconstitution de l'ancienne magistrature, restitution au clergé des actes de l'état civil, rétablissement des privilèges de la noblesse dans les grades militaires, suppression d'une bonne partie du Code civil, notamment de celle qui régit la propriété, les successions et le mariage, remise de l'administration locale à l'aristocratie. Parfois même on y joignait, comme pour rendre la provocation plus irritante encore, quelque étrange théorie sur les droits de la couronne. Tel publiciste, loué par les journaux du parti, développait cette thèse qu'« un prince est un propriétaire indépendant qui administre ses propres affaires. » Tel autre soutenait que « le pouvoir absolu est de droit naturel, que tout engagement contre ce droit est nul, et que, par conséquent, le prince n'est pas obligé de tenir son serment. »

C'est surtout dans l'ordre religieux que les imprudences et les provocations étaient dangereuses. On ne saurait s'imaginer quelle était, sous ce rapport, la susceptibilité malade d'une partie de l'opinion. Elle était d'ailleurs entretenue par les meneurs et les écrivains de la gauche. Si la maladresse et la témérité de quelques catholiques sont faites parfois pour attrister et pour agacer, quelle répugnance bien autrement vive, quel dégoût indigné n'inspire pas ce faux libéralisme dont l'unique programme était la négation même de la première des libertés, la liberté religieuse! Rien de plus inepte, mais en même temps de plus perfide et de plus odieux, que la façon dont le *Constitutionnel*, par exemple, exploitait certaines exagéra-

tions, et spéculait au profit de ses haines sur la bêtise crédulement passionnée de ses lecteurs. *Le Siècle* lui-même, aux beaux jours de l'Empire, pâlirait auprès de ce modèle. C'est *le Constitutionnel* qui racontait sérieusement que les jésuites faisaient l'exercice à feu dans les caves de leur établissement de Montrouge pour s'apprendre à tirer sur le peuple. Une autre fois on répandait le bruit que Charles X était affilié au tiers ordre des jésuites, qu'il disait la messe et que les jésuites — toujours les jésuites — allaient s'établir au château de Versailles. Il est sans doute humiliant pour l'amour-propre du peuple le plus spirituel de l'univers que de telles absurdités aient alors trouvé créance. Mais il convenait de tenir compte de ce trouble intellectuel et moral, de ne rien faire qui pût l'aggraver, de tout ménager pour qu'il pût se guérir.

Certaines réformes étaient sans doute désirables pour faire disparaître la dépendance ecclésiastique, la « servitude gallicane » qui était la tradition de l'ancien régime, et l'athéisme social qui était le vice principal de la Révolution. Mais, en ces matières plus encore que dans les autres, il importait de ne pas dépasser le but : il était même prudent, nécessaire, dans l'intérêt sacré des âmes, de ne pas prétendre l'atteindre du premier coup : l'état général des esprits ne le permettait pas. Méconnaissant ces nécessités et ces périls, les ultras se plaisaient à irriter les préventions ; ils fournissaient des prétextes à ceux qui exploitaient les passions ainsi soulevées. Non-seulement ils réclamaient l'indépendance de l'Eglise, mais ils demandaient sa prépondérance politique. Non-seulement ils voulaient rendre à la société ce caractère chrétien qui est le fond même de la civilisation, mais ils prétendaient établir une sorte de solidarité entre le trône et l'autel, entre le programme de la droite et le symbole catholique, entre le parti royaliste et le clergé. Ce n'est pas le lieu de discuter cette solidarité au point de vue des principes. Il suffit de constater historiquement qu'elle était un malheur, puisqu'elle a été, sans aucun doute, funeste aux deux causes qu'on prétendait servir en les associant, parfois même en les confondant.

*Le Drapeau blanc*, dont les rédacteurs étaient pourtant de médiocres dévots, croyait faire œuvre de politique habile en demandant l'établissement d'une « monarchie religieuse fondée sur une étroite alliance de la politique et de la religion, et sur la spiritualisation de la société. » Quand ces idées étaient exprimées par quelque membre du clergé, elles portaient d'une conviction plus sérieuse et plus respectable, mais, étant donné l'état de l'opinion, elles étaient plus périlleuses encore. Pendant que la plus grande partie des évêques, tout entiers à leur ministère apostolique, s'occupaient, avec les moyens alors à leur disposition, de réparer le mal fait aux âmes dans

la tourmente révolutionnaire, quelques-uns croyaient que, pour tenter efficacement cette grande conversion, il fallait d'abord faire rendre à la religion la prééminence qu'ils avaient été habitués à lui voir avant 1789. Ils remettaient au ministère des notes où ils indiquaient ce qu'ils espéraient de lui. L'une d'elles, trouvée dans les archives de M. de Villèle et émanée de l'archevêque d'Amasie, administrateur du diocèse de Lyon, proposait pour les affaires ecclésiastiques une administration évidemment incompatible avec le régime représentatif, avec la responsabilité ministérielle et dont la seule annonce eût suffi pour soulever de nouvelles et terribles colères contre le clergé et contre le ministère<sup>1</sup>. Ce n'était pas toujours sous la forme discrète de notes intimes que ces évêques exprimaient leurs désirs. Dans l'exaltation produite par l'issue de la guerre d'Espagne, le cardinal-archevêque de Toulouse publiait une lettre pastorale où il exposait longuement les mesures qu'on devait prendre pour restituer au clergé non-seulement sa liberté, mais sa prépondérance sociale et politique. Il le faisait avec une telle imprudence, une telle méconnaissance de ce qui était possible ou non, que le gouvernement, embarrassé des polémiques violentes soulevées par cette lettre, la déferait comme d'abus au conseil d'État. Triste remède ! Le roi faisait d'ailleurs écrire au cardinal que malgré cet acte de sévérité, il lui conservait les mêmes sentiments de haute estime et de bienveillance. La réponse du prélat laissait voir, avec une sorte de naïveté honnête et sincère, comment aux yeux d'une partie du clergé, non résigné encore à la situation qu'il pouvait se faire dans la société nouvelle, ce retour aux anciens privilèges ecclésiastiques, apparaissait comme la conséquence naturelle et attendue des succès du parti royaliste<sup>2</sup>. C'était vers la même époque que l'archevêque de Rouen avait cru pouvoir rappeler par mandement une vieille prescription obligeant à dénoncer et à afficher les noms de ceux qui n'avaient pas fait la communion pascale. L'évêque de Troyes, de son côté, s'écriait en chaire que « l'heure des tempo-

<sup>1</sup> Voici quelques fragments de cette note. « L'intérêt de l'Église demande que le roi, par une ordonnance, déclare : 1° que le temporel du clergé sera désormais sous la direction d'un ministre pris dans les rangs du clergé ; 2° que ce ministre travaillera directement avec le roi ; 3° qu'il ne fera point partie du conseil ; 4° qu'il sera responsable vis-à-vis d'une commission ecclésiastique de dix membres pris dans le premier et le second clergé en nombre égal, etc. »

<sup>2</sup> L'archevêque disait, en effet, dans sa lettre : « Le cœur royal de Votre Majesté a approuvé la pureté de mes intentions. Ce qui m'inspira l'idée de faire cette lettre pastorale, ce furent les succès glorieux de vos armées en Espagne, l'enthousiasme que produisit à Rome ce triomphe de la religion. Je me laissai aller à croire que c'était le moment favorable de déposer aux pieds de Votre Majesté les vœux de son clergé, ceux de toute la France. »

risations était passée ; » il attaquait en plein sermon la loi sur la presse, déclarant qu'elle « devait disparaître du Code qu'elle souillait ; » puis il ajoutait : « Le monarque qui, le premier, a gravé sur son casque et sur son armure : Dieu et mon épée, nous a donné le vrai secret de la politique et tout l'art de porter le sceptre. »

M. de Villèle, plus que tout autre, déplorait ces imprudences et ces exagérations. Ce que l'on connaît de ses papiers intimes ne peut laisser sur ce point le moindre doute. Il s'inquiétait peu de la valeur théorique des thèses d'extrême droite. Il en est plusieurs d'ailleurs contre lesquelles il n'aurait pas eu d'objection à faire. Mais son bon sens clairvoyant distinguait les inconvénients, les périls, les impossibilités pratiques. En matière religieuse, il aimait à répéter « qu'il ne fallait pas mettre la cérémonie avant l'idée, » c'est-à-dire exagérer les démonstrations de foi et de piété et introduire plus de dévotion dans les lois qu'il n'y en avait dans les mœurs et dans les cœurs. On lit sur son carnet, à la date du 29 novembre 1824 : « Conseil tenu pour les lois religieuses fort réclamées par le roi, le clergé et les fidèles, et, en même temps, bien délicates à produire dans un temps si difficile sous ce rapport. » Un autre jour, à propos d'une de ces demandes des évêques dont il était journellement assailli, il écrivait :

J'ai vu le cardinal Latil. Il est fort exigeant pour le clergé et prétend qu'on lui confie la tenue des registres de l'état civil, question bien propre à aggraver la situation déjà si mauvaise. De telles prétentions contribuent au mal plus que ne le croit ce prélat. Un défaut du clergé, dans les circonstances actuelles, est de ne voir que la partie religieuse de la population, et les membres de son propre corps, et de juger de la généralité de la génération actuelle par une exception<sup>1</sup>.

M. de Villèle ne voyait pas moins clair dans les questions d'ordre civil. Il a longtemps résisté aux instances de ceux qui, comme M. de Polignac, le poussaient à présenter une loi sur le droit d'aînesse. Il écrivait à ce propos, le 31 octobre 1824, à ce même M. de Polignac une lettre remarquable : il ne contestait pas de front la thèse du droit d'aînesse, mais il montrait que, dans l'état des mœurs, toute loi sur ce sujet serait impuissante ; puis, exposant d'une façon plus générale la politique de modération patiente et prudente dont il ne se serait jamais départi s'il avait été libre, il ajoutait :

Je ne veux pas dire qu'il ne faille rien faire. Mais, avec une société si

<sup>1</sup> Nous rappelons que les papiers de M. de Villèle avaient été communiqués à M. Nettement, et que celui-ci en a donné de nombreux extraits dans son *Histoire de la Restauration*.

malade, il faut beaucoup de temps et de ménagement pour ne pas perdre en un jour le travail et le fruit de plusieurs années. Savoir où il convient d'aller, ne jamais s'en écarter, faire un pas vers le but toutes les fois qu'on le peut, ne se mettre en aucune occasion dans le cas de reculer, voilà, mon cher ami, ce que Dieu m'a donné, ce que je crois une des nécessités du temps où je suis venu aux affaires, et une des causes pour lesquelles j'ai été porté au poste que j'occupe. Quand ce temps sera passé, l'intérêt du service du roi et le bien du pays exigeront d'autres allures. On trouvera des hommes de cette circonstance, et je serai trop heureux de leur passer le fardeau et de leur livrer le terrain déblayé des obstacles que la patience et la persévérance pouvaient seules écarter.

Aussi M. de Villèle résistait-il autant qu'il le pouvait aux exigences des ultras. Mais la pression était souvent fort gênante, car elle venait d'une partie de ses amis. A l'origine de son ministère, il avait pu tenir bon. Les imaginations étaient d'ailleurs détournées vers la guerre d'Espagne. Mais après 1824, la droite se crut plus forte, et le ministère, par le changement de règne, par la retraite successive de M. de Montmorency, du duc de Bellune, et surtout de M. de Chateaubriand, par les défections chaque jour croissantes de la contre-opposition, était plus faible et plus embarrassé pour refuser des satisfactions impérieusement demandées. De temps à autre, il était contraint à faire quelques concessions. Les plus considérables sont ces trois projets de lois qui ont eu un si grand retentissement, et dont la présentation a marqué successivement en 1825, en 1826, en 1827, comme les degrés de la chute du gouvernement de droite : loi sur le sacrilège, loi sur le droit d'attnesse, loi de « justice et d'amour » contre la presse. Ces lois étaient au moins singulièrement maladroites et téméraires. Elles avaient d'ailleurs un tort impardonnable — quand on remue des matières aussi dangereuses — celui d'être absolument impuissantes ou même inexécutables ; la fameuse loi sur le sacrilège, qui a été en vigueur de 1825 à 1830, n'a pu être appliquée une seule fois. Que M. de Villèle ait désapprouvé ces mesures, qu'il les ait proposées malgré lui, c'est maintenant avéré. Si l'on veut trouver la politique personnelle de cet homme d'État, c'est dans les lois habiles et fécondes de la conversion des rentes ou de l'indemnité accordée aux émigrés, qu'il faut la chercher. Seulement, croyant impossible de résister plus longtemps aux exigences des ultras, le ministre de droite bornait son ambition à atténuer ce qu'elles avaient d'excessif, à espacer autant que possible les satisfactions qu'il leur donnait, à ne faire que ce qu'il estimait indispensable pour empêcher une rupture. Et certes, quand on se rappelle l'énormité des demandes, on comprend qu'il pût, par comparaison, regarder ses concessions comme inoffensives.

Quiconque d'ailleurs examine aujourd'hui à distance, et avec un peu de sang-froid, ces lois trop fameuses, doit bien reconnaître, en les blâmant, qu'elles ne contenaient pas tout ce que la polémique du temps avait intérêt à y montrer. M. de Villèle s'empressait de racheter ses faiblesses par quelques bonnes mesures, vraiment en harmonie avec les conditions de la société nouvelle; c'étaient de préférence des réformes économiques et financières; les préoccupations de son esprit se dirigeaient volontiers de ce côté. Vains efforts! l'opinion ne lui tenait pas compte du mal qu'il empêchait, ni du bien qu'il faisait; elle voyait uniquement le mal qu'il laissait faire. On ne saurait s'imaginer, si on ne le saisit en quelque sorte sur le vif, dans les témoignages contemporains, tout ce que ces malheureuses lois ont éveillé d'alarmes et de colère, non-seulement dans les partis hostiles, mais dans la nation entière, dans la magistrature, dans les écoles et jusque dans l'Académie. M. de Villèle, attristé et découragé, écrivait sur son carnet que « ces discussions avaient produit un bien mauvais effet. » Les concessions aux ultras ont été la grande faute du ministère de droite; ainsi il a soulevé le formidable mouvement d'opinion sous lequel il a succombé, et qui a contribué à faire tomber la monarchie elle-même.

C'était d'ailleurs la tactique de la gauche de souligner, d'exagérer, d'envenimer les satisfactions que le ministère se croyait obligé de donner à la portion ardente de ses partisans: elle présentait comme le programme de la droite toutes les extravagances, parfois isolées, dont ce parti était moins le complice que la victime. Elle affectait de croire M. de Villèle encore plus à la merci de l'extrême droite qu'il ne l'était, et Benjamin Constant disait ironiquement à la tribune :

On assure qu'un homme d'État, porté au pouvoir par un parti fort impérieux dans ses exigences, fut interrogé par un de ses amis, qui lui demanda comment il comptait combattre ce parti insatiable. L'homme d'État répondit : « En lui cédant toujours. » La recette me paraît hasardeuse, même pour l'homme d'État. Mais, fût-elle bonne pour qui veut gouverner au jour le jour, elle est désastreuse pour la nation ainsi gouvernée.

L'histoire ne peut accepter pour un jugement équitable cette critique amère adressée par un adversaire politique. Toutefois, chacun sent bien que là est le côté faible de M. de Villèle. Les premiers symptômes du mal s'étaient déjà révélés du temps de M. de Serre, quand le chef de la droite était dans l'opposition. Au pouvoir, ce mal est devenu plus grave et plus funeste. L'idéal eût été un ministre voyant aussi juste, mais sachant mieux imposer à ses amis sa manière de

voir. M. de Villèle avait sans doute beaucoup des aptitudes supérieures de l'homme de gouvernement : le tact, la clairvoyance, le sang-froid, l'art de grouper, de discipliner et de faire manœuvrer les partis, l'aptitude aux affaires, le don de la lucidité persuasive. « C'est une grande lumière et qui brille à peu de frais, » disait de lui le chef du cabinet anglais, M. Canning. Mais, si éminentes que fussent ces qualités, ne faut-il pas plus encore pour être classé au rang de ces hommes rares que l'histoire salue du nom de grands ministres ? Ne faut-il pas cette puissance d'initiative, ce courage du commandement qui ont marqué les Robert Peel ou les Casimir Périer ? Ne faut-il pas savoir, dans un moment de crise, résister à son parti et se faire suivre par lui, l'empêcher de commettre les fautes qui le perdraient, et lui imposer les réformes et les évolutions qui doivent le sauver ?

Ce n'est pas seulement aux partis, c'est également au prince que les grands ministres doivent parfois opposer leur volonté. Les ultras, dans plus d'une question, pouvaient compter sur les sympathies ou, du moins, sur la facilité de caractère du nouveau roi. Sur tout en matière religieuse, Charles X, par scrupule de conscience, était disposé à céder aux exigences dont le gouvernement était assailli. M. de Villèle, naturellement, ne se sentait pas de goût à brusquer son roi plus que ses amis. Il écrivait, dans ses *Notes politiques*, en parlant de lui-même :

Tout cela était d'une faiblesse destructive de tout gouvernement et désespérante pour celui qui en supportait toute la responsabilité avec tout le poids des affaires. Mais il n'était pas et il ne prétendait pas être le cardinal de Richelieu. Il n'en avait ni le caractère, ni l'ambition, ni les facultés supérieures. Il ne les enviait même pas. Quand il eût été tout autre sous ce rapport, comprimer et annuler son roi, opprimer le neveu de son roi, la fille de Louis XVI, la veuve du duc de Berry, exiler hors de France le nouveau Gaston d'Orléans et sa nombreuse famille, faire tomber les têtes des pygmées de cour, plus dangereux peut-être avec leur influence sur le roi et sa famille et leurs menées fâcheuses à la Cour des pairs que les Montmorency et les Cinq-Mars, était un rôle qu'il n'aurait jamais ambitionné ni accepté. Au lieu de cela, il faisait donner sa démission à son fils, et l'envoyait, avec sa femme et ses filles, préparer son logis de Morville.

Ce dernier moyen de résistance était insuffisant, d'autant plus que, soit dévouement au roi, soit attachement au pouvoir, M. de Villèle ne savait même pas menacer sérieusement de sa retraite. Il demeurait quand même au ministère, y suivant une politique qui, par beaucoup de points, n'était pas la sienne. On souffre de le voir ainsi s'affaiblir chaque jour davantage. Dans les derniers temps,



ce n'était plus lui qui gouvernait. Il déployait, du reste, un rare courage, un peu passif, il est vrai, en acceptant hautement, si lourde et si périlleuse qu'elle fût, la responsabilité des actes qu'au fond il avait désapprouvés. Jamais il ne consentit à découvrir ses amis ou le roi, pour rejeter sur eux les fautes qu'ils lui faisaient commettre. Peu de ministres ont porté aussi loin le point d'honneur de la fidélité à leur parti.

Si M. de Villèle était sans défense suffisante contre la pression de ses amis d'extrême droite, ce n'était pas tant par faiblesse de caractère que par faiblesse de situation. Ici apparaît ce qui a été signalé dès le début comme le grand malheur de la Restauration, la séparation du centre droit et de la droite. Cette séparation avait fait échouer M. de Serre; comme on l'avait prévu, elle faisait échouer M. de Villèle. Celui-ci, avec son ministère de pure droite, n'avait aucun contre-poids, aucun point d'appui, pour résister aux exigences des ultras. Il avait désiré se rapprocher du centre, quand M. de Serre était au pouvoir; peut-être serait-il revenu volontiers à cette idée, maintenant que l'expérience du gouvernement lui avait fait sentir plus vivement encore les inconvénients de la scission; mais il se savait surveillé, sous ce rapport, avec une inquiétude soupçonneuse. N'est-ce point par obligation de dissiper ces défiances qu'il nommait pair M. Lainé, et faisait échouer la candidature de M. de Serre, écartant ainsi lui-même de la Chambre les deux hommes qui auraient pu travailler le plus efficacement à lui donner le concours et le contrôle salutaire du centre droit? Il répugnerait trop, en effet, d'attribuer cette sorte de disgrâce à une jalousie mesquine de M. de Villèle. Quoi qu'il en soit, plus la droite dominait seule, plus elle était à la merci de l'extrême droite, plus aussi les fautes qui étaient la suite de cette dépendance préparaient aux royalistes un échec complet et irréparable. Jamais, en dépit des sages intentions, de l'habileté profonde, et des mesures souvent excellentes de M. de Villèle, n'était apparu aussi clairement ce qu'il en coûtait à cette droite de se montrer exclusive, et quel triste marché elle faisait, en refusant la main secourable des modérés du centre droit pour retomber sous la main compromettante et fatale des exagérés d'extrême droite.

#### IV

Parmi les ultras, il en était qui ne se contentaient pas de compromettre M. de Villèle. Il leur fallait l'attaquer et chercher à le

jeter violemment à bas, comme ils avaient fait de M. de Serre. C'est surtout à partir de 1824 que cette contre-opposition d'extrême droite s'est montrée redoutable ; mais le germe en était apparu dès le lendemain de la constitution du ministère, en 1821. On n'avait pas osé, sans doute, engager tout de suite la guerre ouverte, mais déjà l'humeur chagrine et les dispositions hostiles étaient faciles à discerner. Chez plusieurs, c'était exaltation sincère ; chez quelques autres, les moins nombreux, mais non les moins actifs, il s'y joignait malheureusement des motifs d'un autre ordre. Le ministère de droite ne contenait aucun des ultras qui avaient noué la coalition contre M. de Richelieu et M. de Serre. Ces ultras voyaient dans cette exclusion, châtement de leur conduite sans scrupule, une injustice et une ingratitude. Leur ambition était impatiente et irritée. Les renseignements trouvés dans les papiers de M. de Villèle ne sont pas à l'avantage de quelques-uns de ces personnages, particulièrement de M. de la Bourdonnaye. Celui-ci avait fait proposer au ministère, par M. de Chateaubriand, une sorte de marché comminatoire. Voici la lettre de M. de Chateaubriand, telle qu'elle a été publiée par un écrivain royaliste, M. Nettement :

La Bourdonnaye est venu chez moi ce soir. Il veut définitivement savoir si l'on est ami ou ennemi. Il persiste à demander : 1° la pairie sur la tête de son fils ; 2° il abandonne l'idée de l'ambassade de Vienne, et se contente d'être ministre aux Pays-Bas. A ces conditions, il promet d'être loyalement en paix avec le ministère, et de le servir si besoin est. Mais il veut une explication immédiate, car il veut prendre parti dans la discussion de la loi sur les journaux. Si l'on est ennemi, il parlera contre la loi des journaux, qu'il n'aime pas. Si l'on est ami, il gardera le silence et attendra patiemment l'avenir. Je vous rends ses propres paroles, mon avis est que vous ne sauriez trop faire pour l'amener à vous.

M. de Villèle refusa : il ne voulait pas que les ambitieux fussent tentés de lui déclarer la guerre, pour lui faire ensuite acheter la paix. Tel n'était pas le sentiment de M. de Chateaubriand, qui connaissait ces ultras, et qui croyait habile et nécessaire de les satisfaire. Il en parlait souvent à M. de Villèle ; il lui écrivait, par exemple, le 2 avril 1822 :

Je pars à l'instant. N'oubliez pas Bertin, Castelbajac, Vitrolles, Donnadiou, Canuel. Il est nécessaire d'en finir avec eux.... Pensez aussi à moi et à mon congrès.

Et le 30 avril :

Croyez-moi ; placez nos cinq ou six royalistes, Devaux, Castelbajac, Donnadiou, Canuel, La Borie, Agier, Delalot. Faites rendre le ministère

d'État à Vitrolles, arrangez La Bourdonnaye, si vous pouvez, et l'avenir est à vous.... Je n'ai rien demandé, mais je pense que, pour le service du roi, il ne faudrait pas que je fusse le seul ambassadeur sans cordon. Mes deux prédécesseurs avaient le cordon bleu.

M. de Villèle persistait à ne pas suivre ces conseils. Il appelait, il est vrai, M. de Castelbajac à un poste élevé, mais il refusait des places aux autres, notamment à M. Delalot. Aussi M. de Chateaubriand écrivait à madame Récamier : « On mécontente Delalot, et Delalot est une puissance à la Chambre. » Puis, le 30 novembre, il revenait encore à la charge dans sa correspondance avec M. de Villèle : « Les lettres que je reçois, écrivait-il, m'inquiètent un peu. Jetez de l'eau sur le feu. Placez nos amis : tout finira. » Ces questions personnelles devaient être jusqu'à la fin étrangement mêlées à la contre-opposition de quelques-uns de ces « purs » d'extrême droite qui, du haut de la tribune, se donnaient pour devise : « loyauté, conscience. » A plusieurs reprises, et même à la dernière heure, en août 1827, au moment où la lutte était la plus violente et la plus implacable, des marchés étaient proposés à M. de Villèle, — ce sont toujours ses papiers qui en font foi ; — on lui offrait le concours de tels personnages et de tels journaux d'extrême droite, s'il donnait un portefeuille à celui-ci ou une pension à celui-là.

C'est un an environ après la constitution du ministère de droite, pendant les préliminaires de la guerre d'Espagne, que la contre-opposition d'extrême droite commence à entrer ouvertement en ligne, mais elle est encore peu nombreuse. Autour de M. de La Bourdonnaye, on distingue MM. Delalot, de Bouville, de Vaublanc, Donnadieu. Ils reprochent à M. de Villèle de ne pas prendre assez ouvertement parti pour l'absolutisme espagnol. Quant à eux, ils s'empressent d'établir une solidarité entre cet absolutisme et le droit monarchique. A les entendre il faut exalter tout ce que font Ferdinand et ses partisans extravagants ou féroces pour être fidèle au principe « légitimiste. » C'est sans doute le moyen qu'ils ont trouvé de dissiper ce qu'il y avait encore de prévention contre ce principe dans une partie de l'opinion française ! Un journaliste s'écrie qu'il ne suffit pas de réprover « telle ou telle constitution : » on doit « réprover le principe constitutionnel ; » il faut « que le roi d'Espagne soit libre et maître. » Cette opposition ne s'arrête même pas devant la guerre commencée ; et, sans éprouver aucun scrupule de patriotisme, elle continue à attaquer le ministère qui porte le drapeau de la France dans une lutte, au premier abord, pleine de difficultés et de périls.

Cette opposition d'extrême droite n'est sans doute à la Chambre

qu'une minorité infime, et elle ne peut gêner d'une façon sérieuse la droite demeurée fidèle à son chef : mais on peut remarquer qu'elle est déjà soutenue par une portion notable des journaux royalistes. Ceux-ci, suivant leur style habituel, accusent M. de Villèle « d'équivoque, d'intrigue, » presque de trahison ; ils flétrissent ce qu'ils appellent la « lâcheté des politiques. » Monsieur, lui-même se plaint du « détestable esprit » des journaux. *La Quotidienne*, qui n'ose pas encore rompre avec M. de Villèle, ce qu'elle fera avant peu, se garde bien, néanmoins, de critiquer en quoi que ce soit les attaques de l'extrême droite ; et, après les débats les plus violents, elle ne trouve qu'à s'attendrir sur ce beau spectacle « d'une opposition de gens de bien animés des mêmes sentiments que la majorité, et différant avec elle sur les moyens, non sur le but ; » puis elle ajoute : « Dans l'espèce de lutte qui s'élevait entre les royalistes et les ministres, il ne pouvait y avoir pour les uns et pour les autres qu'une occasion d'acquérir une estime nouvelle, en rivalisant de modération, d'indépendance et de loyauté. »

Mais, c'est en 1824, après la brouille de M. de Villèle et de M. de Chateaubriand, que la contre-opposition d'extrême droite atteint tout son développement. On sait comment le brillant ministre des affaires étrangères fut brusquement destitué. Quand on se hasarde à blesser un tel homme, on peut être assuré que la postérité sera mise, jusque dans les moindres détails, dans la confidence de ce ressentiment. M. de Villèle avait des griefs sérieux contre son collègue qui contrecarrait sous main sa politique et aspirait à le remplacer à la tête du gouvernement. On eût été surpris d'ailleurs, que deux hommes aussi différents, aussi opposés se fussent entendus. M. de Chateaubriand n'avait pas assez de dédain pour ce qu'il y avait d'un peu terre à terre chez M. de Villèle : « C'était, disait-il, un grand aideur d'affaires ; marin circonspect, il ne mettait jamais en mer pendant la tempête, et s'il entraît avec dextérité dans un port connu, il n'aurait jamais découvert le nouveau monde. » — « M. de Villèle, disait-il encore, voulait retenir cette nation sur le sol, l'attacher en bas... Nous voulions, nous, occuper les Français à la gloire, essayer de les mener à la réalité par des songes. C'est ce qu'ils aiment. » Il y avait une part de vérité dans ces critiques, mais si M. de Villèle à son tour avait écrit ses impressions comme M. de Chateaubriand, il aurait dit le peu de cas qu'il faisait de cette politique, à son avis, plus littéraire que pratique, de ce penchant à rechercher le bruit, l'éclat et l'émotion plus que l'action efficace et soutenue du pouvoir, de cette témérité d'enfant perdu jointe aux ambitions de chef de parti, de cette imagination grandiose par les

aspirations, mesquine par les préoccupations de vanité, de cet égoïsme implacable, à demi voilé sous une parure de générosité chevaleresque, parfois étrangement associé à une sorte d'insouciance blasée et orgueilleuse. Quant à ce que les vues de M. de Chateaubriand avaient souvent de vraiment supérieur; notamment dans la politique étrangère, M. de Villèle n'était pas disposé par sa nature à le comprendre et à le goûter; il en était plutôt effrayé. N'aurait-il pas dû confesser en outre, que si son collègue l'inquiétait par ses défauts, il l'offusquait aussi quelque peu par l'éclat dont il était entouré? Parmi tant de qualités sérieuses et honnêtes, qui méritent à M. de Villèle l'estime et l'admiration, il en est une qui semble parfois lui manquer, c'est la grandeur : grandeur de l'âme et grandeur de l'intelligence.

Quoi qu'il en soit des motifs de la rupture, c'était une faute d'écarter M. de Chateaubriand. Il était, a dit le duc de Broglie, « l'ornement principal de la cause royale et comme un des rayons les plus lumineux de son auréole. » Privé de lui, le ministère semblait terne et n'avait plus ce qui est nécessaire en France pour dominer les intelligences en captivant les imaginations. C'était surtout une imprudence de le blesser. On aurait dû prévoir ce que serait le ressentiment d'un tel homme. M. de Chateaubriand n'a plus, en effet, qu'une pensée : se venger. « J'ai été ami sincère, écrit-il, je resterai ennemi irréconciliable. Je suis malheureusement né; les blessures qu'on me fait ne se ferment jamais. » Son unique dessein est de renverser M. de Villèle. A lui seul il est une force. Ce qui était défaut chez le ministre, devient une arme terrible aux mains de l'opposant. Journaliste incomparable, il établit son quartier général au *Journal des Débats* qui devient subitement, de partisan enthousiaste et salarié du ministère, son adversaire le plus acharné. Il entraîne en outre, dans sa défection, une fraction des royalistes d'année en année plus nombreuse; et ce n'est pas la moins brillante, presque toute la jeune noblesse de la Chambre des pairs est bientôt sous ses ordres. Les nouveaux adversaires du cabinet se trouvent les alliés du petit groupe d'assaillants déjà en position de combat à l'extrême droite. Ceux-ci accueillent avec joie de telles recrues; ils sentent qu'ils acquièrent par là un éclat nouveau pour eux. La contre-opposition est comme rajeunie; ses passions sont rallumées plus ardentes encore. Sans doute, M. de Chateaubriand ne partage pas la plupart des préjugés et des illusions réactionnaires de M. de la Bourdonnaye et de ses amis : mais, il leur est lié par la communauté de haine. C'est assez pour livrer bataille à côté d'eux, sous le même drapeau, sans cependant se mêler complètement à leurs

rangs. Il joint aux idées ultra-royalistes qui le rattachent à l'extrême droite, des idées ultra-libérales par lesquelles il tente de se rallier la gauche.

Les succès ne devaient pas manquer à M. de Chateaubriand dans cette orageuse carrière ; il les savourait avec une âpre jouissance, et après bien des années, il les racontait dans ses *Mémoires*, comme s'il éprouvait encore, rien qu'à ce souvenir, un frémissement d'orgueil satisfait et de vengeance triomphante.

## V

Les ultras, réactionnaires avec M. de la Bourdonnaye, libéraux avec M. de Chateaubriand, n'étaient pas les seuls éléments de l'opposition d'extrême droite. Il en était un autre dont l'histoire ne peut méconnaître le caractère spécial ni l'importance ; on doit même d'autant moins le négliger qu'il n'a pas disparu avec la Restauration, mais s'est, au contraire, développé après elle. Un nom éclatant le personnifiait alors ; celui de Lamennais. L'abbé de Lamennais devenu tout d'un coup célèbre en 1818 par la publication du premier volume de *l'Essai sur l'indifférence*, recherché par les chefs du parti royaliste, avait fait d'abord campagne avec eux, dans *le Conservateur*, puis dans *le Drapeau blanc* et *le Défenseur*, sans se distinguer, si ce n'est par la nature et l'éclat de son talent, des autres écrivains d'extrême droite. M. de Villèle, devenu ministre, Lamennais demeure dans l'opposition, mais il y apporte des préoccupations particulières qui ne sont celles ni de M. de la Bourdonnaye, ni de M. de Chateaubriand. Il ne ménage même ni l'un ni l'autre, traitant le premier d'esprit étroit, raillant la vanité rancunière du second et se refusant à le prendre au sérieux. Il a son journal à lui, *le Mémorial catholique*, fondé en 1824 et rédigé par de jeunes prêtres dévoués à ses idées philosophiques et à ses thèses sociales, MM. Gerbet, Rhorbacher, de Salinis, auxquels se joignent quelques laïques comme M. O'Mahony. Cette publicité ne lui suffit pas d'ailleurs, et, de temps à autre, il fait paraître quelque ouvrage de polémique dont le retentissement était considérable<sup>1</sup>.

C'est au gallicanisme qu'en veut surtout Lamennais : c'est contre

<sup>1</sup> Voyez notamment les deux écrits, parus en 1823 : *Du projet de loi sur les congrégations religieuses de femmes*, et *Du projet de loi sur le sacrilège* ; et l'ouvrage, publié en 1825 et 1826, sous ce titre : *De la Religion, considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil*.

ce vieux reste de l'ancien régime ecclésiastique qu'il fait campagne. Sa puissante et brillante logique a facilement raison sur ce point. Mais, d'un bond, il se perd dans les excès contraires d'un ultramontanisme inconnu même à Rome. Il veut l'Église non-seulement indépendante, mais dominante. Il reprend la théocratie de M. de Maistre ; il essaye de faire une théorie sociale et politique de ce qui n'avait été que le rêve d'un grand esprit parfois chimérique. Il prétend faire revivre un moyen âge singulièrement idéalisé, qui lui apparaît comme l'œuvre directe et parfaite de l'Église, la seule manifestation sociale du dogme catholique. Il veut, dit-il, mettre en pratique les doctrines de la bulle de Boniface VIII et fonder partout des royautés chrétiennes subordonnées au principat du souverain pontife. Dans ce système le pape aurait mission et pouvoir de protéger les nations contre la guerre, l'anarchie et la tyrannie, jugeant les actes et proclamant la vérité en matière politique comme en matière religieuse ; c'est le seul moyen d'empêcher la dissolution complète des partis, des peuples et des gouvernements, en leur fournissant une règle universelle pour diriger leur conduite et leurs opinions. Comme la société, depuis le moyen âge, n'a fait que s'éloigner de cet idéal, Lamennais lui jette l'anathème et la déclare en contradiction avec le catholicisme. La législation française est à ses yeux « un mélange hideux d'impiété et d'anarchie. » La France au lieu d'être une « monarchie chrétienne, » est une « république démocratique dont le principe est l'athéisme. » Il faut au plus vite supprimer la protection accordée aux cultes dissidents, rendre au clergé son rang et son autorité de premier ordre politique de l'État, lui restituer entre autres choses le droit exclusif de constater les actes de l'état civil, lui donner, non pas la liberté, mais le monopole de l'enseignement, en un mot, subordonner en tout la société civile à l'Église, le gouvernement au pape : la théocratie seule peut nous sauver de la démocratie.

Ce que Lamennais hait et méprise le plus, c'est le régime représentatif qui prétend chercher ailleurs que dans la suprématie temporelle des papes, la conciliation entre la liberté des peuples et l'autorité des gouvernements. Dans sa vie, Lamennais a traversé tous les partis, depuis le royalisme théocratique jusqu'à la démocratie radicale, tous, sauf un seul, le parti parlementaire. Lui et ses disciples n'ont pas assez d'outrages et de sarcasmes pour le « gouvernement dit représentatif, triste assemblage de toutes les corruptions possibles » pour cette « invention » de la « division des pouvoirs » qui « dégrade les véritables souverains. » — « Je ne saurais m'empêcher de penser, écrit Lamennais, que Dieu a permis l'invention du représentatif dans un siècle d'orgueil, afin d'humilier

les hommes en leur montrant jusqu'où peut aller la bêtise humaine. » D'ailleurs, il écrase ce régime sous une injure qui, dans son esprit, dépasse toutes les autres, il le compare au gallicanisme.

Sur plus d'un point, Lamennais pouvait faire campagne avec l'extrême droite, s'attacher aux mêmes griefs, aboutir aux mêmes conclusions. Mais, on le voit, il a son système à lui, et un observateur superficiel pourrait seul le confondre avec les ultras. Sans doute comme eux, il s'attendrit et s'exalte en parlant du roi, il veut débarrasser la couronne de toute entrave constitutionnelle, il proclame que la monarchie est la forme nécessaire d'un gouvernement chrétien ; mais, écoutez bien : ce n'est pas le même accent que celui des royalistes de race et de cœur. Rien chez lui de semblable à ces sentiments si profonds et si tendres, même au milieu de leurs égarements qui faisaient battre le cœur et trembler la voix des vieux émigrés. Si Lamennais veut tant de bien aux rois, c'est parce que ceux-ci doivent être les instruments de sa révolution politico-religieuse. On verra comment il les traitera le jour où il saura ne plus pouvoir compter sur eux pour cette œuvre. Tout est subordonné chez lui à l'arrière-pensée théocratique. On ne peut donc le qualifier lui ni ses amis d'ultra-royalistes. Ils étaient traités par les libéraux d' « ultramontains, » et s'appelaient eux-mêmes « catholiques ; » ils avaient la prétention au milieu des partis divers qu'ils méprisaient tous presque également, d'être « catholiques avant tout. » Voici, du reste, ce qu'écrivait à ce sujet l'un des disciples les plus ardents de Lamennais ; M. O'Mahony, répondant à M. Laurentie qui lui demandait en 1828 de collaborer à *la Quotidienne*, commençait par exprimer son dédain pour les questions de la politique courante :

Que ferez-vous, Monsieur, de collaborateurs assez indifférents pour n'avoir pas encore mesuré toute la largeur et toute la longueur de l'*ordre constitutionnel*, ni calculé toute la hauteur et toute la profondeur de l'*ordre légal*, et qui même ne saisissent pas encore nettement le sens de ces deux superbes expressions ?

Puis il ajoutait :

Il y a longtemps que les impies m'appellent un fanatique, les ministériels un frondeur, les constitutionnels un ultra, et les courtisans un factieux. Embarrassé du choix entre tant de titres, j'en ai adopté un autre que peu de gens m'envieront et que personne au monde ne m'arrachera, c'est celui de catholique romain.

Le ministère Villèle, tout désireux qu'il fût de satisfaire les catholiques, ne pouvait ni ne voulait se faire l'instrument des desseins de Lamennais. Aussi, celui-ci l'attaque-t-il avec une extrême vio-



lence. Il publie que « le gouvernement est hypocrite dans son langage, athée dans ses actes ; » il n'épargne pas davantage la majorité royaliste « dont le trône et l'autel viennent quelquefois orner les pieuses harangues, mais dont les votes contredisent les paroles. » — « Disons-le sans crainte, ajoute-t-il, si dans cette contradiction malheureusement trop commune entre les discours et la conduite, on est de bonne foi, il y a démençance ; si on ne l'est pas, il y a crime. » Il montre dans M. Lainé et M. Corbière « les continuateurs de Henri VIII » et dans M. Frayssinous « un évêque schismatique usurpateur des droits de Léon XII<sup>1</sup>. »

<sup>1</sup> Pour connaître, d'ailleurs, l'esprit de Lamennais, et ses sentiments à l'égard du gouvernement, il ne faut pas s'en tenir seulement à ce qu'il publiait alors, il faut lire sa correspondance, éditée par M. Blaise et par M. Forgues. Lamennais est plus violent encore dans l'intimité que dans les pamphlets. La modération « le dégoûte, » il la qualifie de tiédeur, et « il vomit les tièdes, » suivant cette parole de l'Écriture, qu'il aime à rappeler. Le gouvernement est une « horde de sauvages armés des débris de la civilisation. » M. de Villèle, avec sa loi d'indemnité, « c'est le serpent montrant à Ève la pomme fatale. » — « Le ministère est en horreur à tout ce qu'il ne paye pas. » — « Sa politique est devenue forcément révolutionnaire. » — « Le mépris et la haine que le ministère inspire sont au comble. » — Voici le jugement qu'il porte sur la Chambre élue en 1824, la plus royaliste et la plus religieuse de la Restauration : « Je n'aurais jamais pensé que la nature humaine pût descendre si bas. J'ai beau chercher dans ma mémoire, je ne trouve rien à comparer, même de loin, au spectacle que nous offre la Chambre des députés. Cela est certainement nouveau sous le soleil. Jamais on n'avait vu une dégradation si burlesque et une corruption si bête. » Puis il conclut : « Les trois pouvoirs de l'État, comme on les appelle, semblent être une émanation directe de la Force, de Sainte-Pélagie et de Charenton. »

Il n'épargne pas les noms les plus respectés du parti religieux et royaliste. Il trouve que la « spiritualité de M. de Bonald a étrangement baissé. » Quant à ceux qui défendent les idées gallicanes, c'est contre eux surtout que sa rage n'a pas de bornes. Il dit de M. de Frayssinous : « Il est difficile qu'un homme soit plus bas dans l'opinion. Toute œuvre pieuse lui fait ombrage. » Il accuse ce prélat de pousser au schisme. C'est toujours en faisant allusion au même évêque qu'il écrit : « On vous a montré quelque chose de froid que vous avez pris pour de la modération, et c'était de la haine figée. Si vous saviez tout ce que cet homme fait dans les provinces, quelle activité pour le mal, quel zèle pour la persécution, les bras vous en tomberaient des mains, comme disait élégamment en chaire l'archevêque de Paris... Quand on aura tiré parti de cet homme, on crachera dessus, et son épitaphe sera faite. » Il ne traite pas mieux l'abbé Clausel de Montals, le futur évêque de Chartres, et son frère, M. Clausel de Coussergues, l'un des députés les plus ardents de l'extrême droite, mais gallican : « L'abbé, avec sa frénésie, me parait le Marat du gallicanisme ; mais j'ai bien peur que le député n'en soit le Robespierre, au besoin. » Il n'est pas jusqu'aux jésuites qu'il n'accuse de s'être « séparés du parti ultramontain. »

Enfin, c'est la société entière qu'il maudit. Il n'a pas assez d'invectives contre cette « caricature de société, à laquelle chaque jour ajoute quelque trait hideux ou comique. — C'est le chariot de Thepiss, avec cette différence que les acteurs aspirent au moment où, au lieu de lie, ils pourront se barbouiller de sang. — Le

Vainement le ministère, bravant les plus violentes attaques et la plus périlleuse impopularité, fait-il des concessions aux catholiques, et présente-t-il les lois sur les communautés religieuses et sur le sacrilège, jamais il ne peut satisfaire Lamennais. Celui-ci, tout entier à sa chimère théocratique, s'inquiète peu des difficultés au milieu desquelles ces lois sont présentées et discutées. Il flétrit comme autant de lâchetés et de trahisons les précautions de langage que le ministère est obligé d'employer pour s'assurer une majorité. « Qui donc, s'écrie-t-il dans une de ses brochures, a chargé M. Frayssinous de capituler avec les rois de la terre au nom de l'épouse de Jésus-Christ? » A l'entendre, ceux qui ont proposé ces lois « feignent un grand zèle pour la religion, » afin de « consacrer le principe de l'athéisme politique. » Les évêques qui approuvent ces projets « ont à demi abjuré le christianisme, » et il espère bien « que la loi funeste du sacrilège sera repoussée avec toute l'indignation, avec toute l'horreur qu'elle doit inspirer à quiconque croit en Dieu. » La situation du ministère était étrange : il était traité de jésuite par les libéraux, d'apostat par les ultra-catholiques, « dénoncé » par M. de Montlosier, excommunié par Lamennais. Il ne savait que devenir et que faire. Embarrassé et impuissant, il cherchait, soit avec le concours des évêques, soit, ce qui était plus fâcheux encore, par l'entremise d'un tribunal correctionnel, à ressusciter une sorte de gallicanisme officiel ; maladresse qui ne faisait rien gagner du côté des libéraux, et qui donnait prise aux terribles attaques du logicien ultramontain. D'autres fois, on se servait vainement de l'intervention du nonce pour recommander à Lamennais de ne pas soulever de polémiques aussi périlleuses. « Cela m'a paru plaisant, » disait à ce propos l'intraitable écrivain ; et il se hâtait de publier l'écrit compromettant qu'on voulait arrêter. Les rédacteurs du *Mémorial catholique* se réjouissaient d'ailleurs de voir, à chaque publication nouvelle de leur maître, « rugir les impies et frissonner les lâches, surnommés modérés. » Ils ne semblaient pas s'apercevoir que ces extravagantes provocations étaient reproduites avec empressement par tous les journaux de gauche, et qu'elles fournissaient à ceux-ci des armes non-seulement contre le ministère, mais contre la monarchie, contre la religion elle-même.

Il ne servait de rien au gouvernement d'être couvert par l'adhésion des évêques, Lamennais s'inquiétait peu de les attaquer. Il était

corps social n'est plus qu'un cadavre qu'il faut laisser pourrir. — Le monde entier m'est devenu comme une perpétuelle apparition de l'enfer. — Pauvre société idiote qui s'en va à la Morgue, en passant par la Salpêtrière. — La société est devenue un mauvais lieu et un coupe-gorge. — Nous allons nous enfonçant à tâtons dans la fange. — C'est la guerre des punaises et des araignées. »

toujours en guerre avec quelque prélat. Ce n'était pas seulement M. Frayssinous, c'était M. de Quélen qu'à plusieurs reprises, il prenait publiquement à partie<sup>1</sup>. « Cet homme, rapportait-il dans une de ses lettres, est atteint d'une maladie extraordinaire : il se lève la nuit en jetant des cris, fait appeler son médecin, son confesseur ; et le mal, disent les uns, n'est que dans son imagination, d'autres disent dans sa conscience. » Un autre jour, il parlait du « parti anticatholique qui se groupait autour du cardinal de Latil, » ou des « ridicules mandements » des évêques. « L'action de l'épiscopat, écrivait-il encore, est un grand contre-sens... Presque tout l'épiscopat regarde et ne voit pas... Il prépare de toutes ses forces une apostasie générale. » Plus tard, dans les derniers temps de la Restauration, il traitera publiquement avec le dédain le plus injurieux les évêques de Cambrai, de Strasbourg ou de Saint-Brieuc ; il imprimera, au sujet de ce dernier : « Tout le monde sait que les soins dont aurait besoin la tête de ce vieillard ne sont nullement du ressort de la théologie. » Ce mépris de l'épiscopat, qui est demeuré l'un des traits de cette école, semble un des caractères du système théocratique de Lamennais. Celui-ci veut agir par le bas clergé et le pape ; ce théocrate, qui n'est au fond qu'un révolutionnaire, rêve de transporter dans l'Église une sorte de césarisme démocratique.

Du reste, si Lamennais invoque toujours le nom du souverain pontife, il n'y est nullement autorisé. Il compromet le chef de l'Église, mais ne lui obéit pas. Il décide ce que le pape n'a pas décidé, condamne ce qu'il n'a pas condamné, exige ce qu'il n'a pas demandé. N'est-ce même pas assez curieux de voir combien ses lettres sont remplies de plaintes amères sur l'inertie et le silence de Rome, qu'il voudrait voir agir et parler sous son impulsion ? C'est, ose-t-il écrire, « le siège de la peur et de la faiblesse au point même de m'étonner. »

Les meneurs de l'extrême droite accueillaient avec joie le concours de Lamennais, comme ils avaient accueilli celui de Chateaubriand. L'écrivain théocrate flattait leurs passions et servait leurs rancunes ; ils ne voyaient pas plus loin. A peine disait-on de Lamennais dans quelques salons : « Il a raison, mais c'est trop fort. » Les liens paraissent si étroits entre lui et les ultras, que bientôt, en 1828, la

<sup>1</sup> Ses amis les plus dévoués étaient scandalisés de cet oubli des convenances hiérarchiques. Mademoiselle de la Lucinière lui écrivait à propos d'une de ses polémiques contre Mgr de Quélen : « Oh ! si vous répondez, nous vous conjurons à genoux de le faire avec modération et le ton qui convient aux caractères de l'accusateur et de l'accusé. Si l'on remarquait de l'aigreur ou des sarcasmes, on ne manquerait pas de dire qu'ainsi écrivait Luther. N'allez-vous point rire de moi, mon digne ami ? Cependant, pensez que si la sagesse sort de la bouche des enfants, une pauvre vieille fille pourrait parfois avoir raison. »

*Quotidienne* ayant besoin de fortifier sa rédaction, n'hésitera pas à demander le concours des écrivains du *Mémorial catholique*. Il fallait avoir la vue aussi courte que l'avaient les hommes de l'extrême droite, pour s'abuser ainsi sur le royalisme de Lamennais. Celui-ci soutenait la monarchie parce qu'il comptait sur elle pour établir son système théocratique. Du jour où elle parait se refuser à cette œuvre, il devient froid et menaçant. Si la royauté veut se perdre, dit-il, l'Église gémera, mais elle s'éloignera. Cette disposition d'esprit, déjà visible en 1826, se manifeste plus clairement à mesure que les événements se développent. Bientôt Lamennais déclare ne plus compter sur les rois. « Leur alliance, dit-il, ne peut que nuire au clergé et à la religion. » Royalisme et gallicanisme sont devenus pour lui tout un. C'est par les peuples qu'il veut arriver à la suprématie pontificale<sup>1</sup>. Il est devenu révolutionnaire tout en restant théocrate. Aussi n'assiste-t-il plus aux vicissitudes de la royauté qu'en spectateur désintéressé, avec une sorte de dédain amer. Il voit, presque avec plaisir, en 1827, que « l'idée de renverser un gouvernement qui déplaît paraît être aussi simple aujourd'hui que de renvoyer un domestique dont on est mécontent. » — « Jamais, ajoute-t-il, on ne vit pour le roi d'amour plus tranquille. Peu importe aux rois, me dira-t-on, mais aussi peu importe aux peuples, et quand on en est là, on se sépare aisément. Or qui gagné ou perd le plus à cette séparation ? Les treize dernières années nous apprennent bien des choses là-dessus. » Il prédit la chute des Bourbons, qui « auront, dit-il, la destinée des Stuarts. » Il écrit en 1828, qu'« avant deux ans tout sera terminé. » — « Le pauvre homme rêve, dit-il de Charles X, gare le réveil !... On ne manquera pas, d'ici à peu de temps, de lui faire voir bien du pays. » Et plus tard, lors des dernières crises, il écrit : « On nous place entre la république et l'arbitraire de cour. A tout prendre, j'aime mieux la première, parce que j'aime mieux la fièvre que la mort. »

Du reste, il est dans l'attente, on pourrait presque dire dans l'espoir, d'un immense bouleversement, décrété par lui nécessaire pour que son remède puisse être appliqué au monde. Le bien ne pourra sortir que de l'excès du mal. Ne lit-on pas à chaque page dans ses lettres :

Rien ne saurait changer, si tout ne change. Les gouvernements ressemblent à un homme qui a perdu son équilibre et qui ne peut le reprendre s'il ne tombe auparavant. — Inutile de se défendre, ce serait presque un crime... — Il faut que tout ce qui a puissance aujourd'hui

<sup>1</sup> Voir la correspondance de Lamennais, de 1827 à 1830, et son ouvrage *Sur les Progrès de la Révolution et de la guerre contre l'Église*, publié en 1829.

s'accorde à traîner vers l'abîme. Que ce qui doit aller à la mort, aille à la mort!... Nous pouvons le dire, puisqu'un prophète le disait il y a plus de trois mille ans.

Le pressentiment de cette révolution terrible obsède Lamennais. Il s'enivre de ces prédictions, qu'il déclame en style biblique ou apocalyptique. Il s'est fait toute une rhétorique de malédictions et de prophéties lugubres qui trouvera des imitateurs. Impatient d'entendre sonner l'heure des bouleversements, il donne tête baissée dans l'avenir, pour échapper au présent. Il répète sans cesse le mot du Christ à Judas : *Quod facis fac citius*. Il éprouve même parfois une sorte de jouissance en voyant approcher le moment où disparaîtra une société qui lui est odieuse, un gouvernement qui n'a pas voulu s'abandonner à lui. « Ce sera assez drôle à voir s'en aller, écrit-il; imaginez la Charte roulée en cornet, et dans ce cornet, comme dans un ballon, tel ou tel enlevé dans les airs. Ils veulent être Dieu. À la bonne heure! Eh bien, on leur dira : *Gloria in excelsis*. »

Voilà ce qu'au bout de peu d'années est devenu le royalisme de Lamennais. Ne peut-on pas même prévoir le jour prochain où il brisera avec le pape comme il a brisé avec la monarchie, et où il sortira de l'Église, laissant, hélas! dans la presse religieuse une tradition détestable, un virus malfaisant, dont la France et le catholicisme souffrent encore?

## VI

Lamennais nous a écartés quelque peu de l'extrême droite proprement dite et de son rôle politique. Il est temps d'y revenir. Le passé, sans doute, fait pressentir ce qu'on va trouver, et ce n'est pas sans répugnance qu'on se remet en face de ce spectacle d'une monotonie instructive mais pénible. Il serait plus agréable à l'historien, plus flatteur pour l'amour-propre des conservateurs, de considérer la sagesse de M. de Villèle et de ses amis de la droite modérée, dans la partie de leur œuvre où ils étaient vraiment eux-mêmes, dans la loi d'indemnité aux émigrés, dans la gestion si habile et si honnête de nos finances, dans le développement du crédit public et de la prospérité économique de la nation. Que ne pourrait-on pas dire aussi à l'éloge de leur politique étrangère, qui a passé trop souvent inaperçue au milieu des débats bruyants de la politique intérieure? Ne sentirions-nous pas aujourd'hui, mieux qu'alors, l'inappréciable bienfait d'un gouvernement qui, quelques

années après Waterloo et les traités de 1815, avait relevé si haut la considération et l'influence de la France en Europe? Nul ministre n'avait, à aucune époque, traité les affaires extérieures avec plus de dignité et de largeur, de fermeté et de prudence, de souplesse et d'esprit de suite. Tel il se montrait en reconnaissant l'indépendance de Saint-Domingue, ou en défendant notre influence contre celle de l'Angleterre dans les affaires d'Espagne et de Portugal. N'a-t-il pas entrepris et conduit avec adresse et courage cette généreuse campagne, à la fois diplomatique et militaire, qui devait aboutir à la victoire de Navarin et à l'indépendance de la Grèce chrétienne et qui, du même coup, faisait rentrer la France dans le concert européen et effaçait les dernières traces de la coalition de 1815? Le ministre de la guerre d'alors, M. de Clermont-Tonnerre, ne commençait-il pas à préparer cette expédition à Alger que la Restauration, avant sa chute, saura glorieusement mener à fin? La reconnaissance qui est due aux ministres doit d'ailleurs s'étendre à ces ambassadeurs qui représentaient presque partout si dignement la France par la noblesse de leur caractère et de leur nom, MM. de la Ferronnays, de Caraman, de Moustier, de Rayneval, de Talaru, de Saint-Priest; auxquels il faut joindre M. de Polignac, car l'ambassadeur n'a pas mérité les mêmes critiques que le ministre. On éprouverait, dans les tristesses de l'heure présente, une émotion particulière à saluer ce relèvement si rapide de notre honneur et de notre influence sous les auspices de la vieille monarchie; et c'est aujourd'hui surtout qu'on serait à même de comprendre le prix du service qu'elle nous a rendu alors. Mais, quel que soit l'attrait à la fois douloureux et consolant qui nous appelle de ce côté, il convient de résister à cette tentation. Il a été jugé utile, précisément pour notre enseignement dans les périls de la crise actuelle, d'examiner la conduite de l'extrême droite en face des royalistes de la Restauration. C'est la tâche qu'il faut poursuivre jusqu'au bout, sans s'en laisser distraire, si ingrate qu'elle puisse devenir.

On a vu quelle était la composition, et, en quelque sorte, la formation successive de la contre-opposition d'extrême droite. Quant à ses procédés, ils étaient ceux qui avaient déjà été signalés du temps de M. de Serre. Elle attaquait un gouvernement sorti des rangs de la droite, comme aurait pu le faire le plus mortel ennemi des royalistes et l'adversaire le plus acharné de leurs doctrines. MM. de la Bourdonnaye, Delalot, Agier rivalisaient, à la tribune, d'emportement et d'amertume contre M. de Villèle, auquel ils reprochaient sa modération. Il était, disaient-ils, « sans passion pour le bien, sans horreur pour les traitres, calme par indifférence, et modéré

par faiblesse. » Ils refusaient le budget, et tel jour, parlaient sérieusement de mettre le ministère en accusation. Aussi, M. de Villèle, au sortir d'un de ces débats, écrivait-il sur son carnet : « La contre-opposition est pire que l'opposition ; » et il ajoutait : « Heureusement, la dernière séance vient de clore cette violente et absurde série de déclamations, sans autre but que le renversement du ministère. » S'il faut en croire des révélations faites par M. de Villèle lui-même, à la violence se joignaient parfois des manœuvres d'une loyauté douteuse. L'affaire des marchés passés avec M. Ouvrard pendant la guerre d'Espagne, était une de celles qu'on exploitait le plus contre M. de Villèle. La conduite du ministre avait été cependant irréprochable, et il aurait écrasé facilement ses adversaires par la seule lecture des pièces qu'il avait entre ses mains : seulement, il aurait ainsi découvert l'administration du duc d'Angoulême dont la conduite, d'ailleurs, avait été, dans cette circonstance, comme toujours, fort honorable. Si acharnées, si périlleuses que fussent les attaques, il ne voulut jamais se défendre à ce prix. Les pièces ne furent pas lues et n'ont été connues que longtemps après. A ce procédé délicat et généreux, il est curieux d'opposer celui de M. de la Bourdonnaye. M. de Villèle rapporte ainsi les détails d'une entrevue que lui avait demandée M. Mauguin, avocat de M. Ouvrard :

Cet avocat se plaignit d'abord de la rigueur dont on usait dans la liquidation. Comme je lui répondis, en le reconduisant vers la porte, que cela ne devait regarder que le ministre de la guerre : « Tenez, me dit M. Mauguin, ce n'est pas pour M. Ouvrard, c'est pour vous que je suis venu. Hier, j'étais avec mon client ; M. de La Bourdonnaye entre et lui dit : « Mais malheureux que vous êtes, pourquoi ne chargez-vous pas M. de Villèle ? Vous seriez sûr, alors, de trouver mille défenseurs. — Et comment, puisqu'il n'est pour rien dans mon affaire ? — Qu'importe ! » reprend M. de La Bourdonnaye. — C'est ce : qu'importe, que j'ai, depuis, dans mon oreille, ajouta M. Mauguin, et il s'en alla. »

M. de Villèle paraît avoir considéré comme vraisemblable le rapport de M. Mauguin. Il dit, en effet, y avoir trouvé l'explication de renseignements venus d'autre source. On lui avait annoncé « que M. Ouvrard entrait dans la ligue de M. de la Bourdonnaye et qu'il mettait à prix ce qu'il appelait sa discrétion. »

La presse était, suivant sa coutume, plus violente encore que la tribune. Les seuls journaux royalistes soutenant le ministère étaient ceux que des intermédiaires plus empressés et plus compromettants qu'utiles payaient avec des fonds puisés à la liste civile. M. de Villèle, qui était loin d'approuver les opérations de cette « caisse d'a-

mortissement des journaux, » rapporte que trois ou quatre millions avaient été ainsi dépensés. *Le Drapeau blanc*, à lui seul, coûtait 9,000 francs par mois. *La Quotidienne*, qui avait résisté à toutes les séductions pécuniaires, *la Foudre*, *l'Aristarque*, s'unissaient au *Journal des Débats* inspiré, souvent rédigé, par M. de Chateaubriand, et au *Mémorial catholique* de Lamennais, pour mener grand train l'opposition contre M. de Villèle. Chacun avait son accent particulier. On connaît l'arrogance amère et les malédictions désespérées de Lamennais ; les invectives éclatantes, les sanglantes ironies de M. de Chateaubriand. *La Quotidienne* était plus terne et plus lourde avec son dogmatisme suranné : sa manie était de parler chaque jour des « doctrines » et des « principes. » Elle se complaisait à opposer sans cesse sa politique, qu'elle appelait la « politique des principes, » à la « politique des faits » ou des « intérêts, » qu'elle disait être celle du gouvernement. Il eût été peut-être indiscret de demander sur quels « principes » les trois groupes de la contre-opposition pouvaient s'entendre ; mais ils s'accordaient pour faire émulation d'acharnement et de violence contre le ministère. C'était là l'important même pour les hommes à « principes » de *la Quotidienne*. Celle-ci, pour ne pas rester en arrière, mettait M. de Villèle au-dessous de Robespierre ou de Bonaparte. « Ce ministère, disait-elle, est plus dangereux que tous les gouvernements qui l'ont précédé. La Convention vous ôtait vos têtes, mais non vos principes. Sous Bonaparte, il y avait de la gloire. Il n'y a, aujourd'hui, que du cynisme et de la corruption<sup>1</sup>. » Les salons, comme

<sup>1</sup> Nous ne voulons pas abuser des citations ; aucune monotonie n'est plus fatigante que celle de la violence. Toutefois, il n'est peut-être pas sans intérêt de recueillir quelques spécimens de la polémique d'extrême droite à cette époque. Il fallait voir comme on raillait la « médiocrité et le petit savoir-faire de M. de Villèle. » On l'accusait, en propres termes, « d'ineptie » et de « perversité. » Les « hôtels ministériels » étaient « des bazars déshonorés par la mise à l'encan des consciences. » On dénonçait « ce ministère violent, stérile, incapable, subversif, qui marchait comme un homme ivre au milieu d'un peuple intelligent et sage, et qui semblait s'être donné la tâche de troubler tous les intérêts, d'irriter toutes les consciences, de traiter en ennemis la gloire, le génie, la liberté, la vertu. » On écrivait que « la démente de Charles VI semblait être passée dans les conseils de son successeur. » Un ancien rédacteur du *Drapeau blanc* déclarait « qu'entre M. Decazes et M. de Villèle il y avait tout juste la différence qui existe entre un infidèle et un apostat ; » et un autre disait, en parlant de la droite ministérielle : « La France est déshonorée par un parti qui ne rougit pas de sa félonie. » Telle loi proposée par le gouvernement était qualifiée « d'œuvre inepte, ignoble, sans probité politique, » ou bien on la présentait comme « le complot le plus hardi et le plus patent qui eût jamais été formé contre la civilisation de tout un peuple ; les dispositions qui semblaient idiotes étaient au fond diaboliques. » A voir le ton de cette polémique, chacun de ces journaux semble prêt à s'associer à cette déclaration que M. de Montlosier, dans le même temps, adressait à M. de Villèle, en terminant une de



du temps de M. de Serre, étaient le plus souvent avec l'extrême droite. On y exaltait les royalistes d'une « opinion forte ; » on y maltraitait ceux d'une « opinion faible. » Dans une brochure où il sommait les députés de renverser le ministère, M. de Conny ajoutait : « Ne redoutez pas que la Chambre se montre servile. Les femmes, aimables interprètes, surtout en France, de tous les sentiments de délicatesse et de convenance, *feraient justice, dans les salons*, de tout ce qui porterait quelque ressemblance avec la servilité. »

La tribune, la presse, les salons, n'étaient pas les seuls moyens d'action de l'opposition d'extrême droite. M. de Villèle avait aussi à se défendre contre certaines hostilités dans le palais même du roi. Déjà, à la fin du règne de Louis XVIII, le ministre commençait à se plaindre « des intrigues de cour, intolérables, disait-il, pour ceux qui ont le poids des affaires. » Mais c'est surtout avec Charles X que le mal devient grave. Les amis personnels de l'ancien comte d'Artois, au premier rang desquels était M. de Polignac, appartenaient presque tous, plus ou moins, à la contre-opposition. Le nouveau roi avait confiance en M. de Villèle ; il voulait le garder et le soutenir loyalement ; mais, par bonté de cœur, par désir de plaire, par habitude contractée depuis longtemps des communications secrètes, des affaires traitées derrière la scène, il continuait à voir et à consulter des personnages qui faisaient la guerre la plus vive au cabinet. Louis XVIII soutenait mieux ses ministres, quand il prenait dans son carrosse les titulaires des grandes charges de cour et leur faisait faire, souvent par un temps affreux, d'interminables promenades pour les empêcher d'aller voter à la Chambre des pairs contre M. Decazes. M. de Villèle se plaignait, en 1825, que « les familiers les plus intimes du roi travaillaient incessamment à perdre les ministres dans son esprit, et à semer entre eux la division. » Charles X communiquait à ces familiers les plans arrêtés en conseil. Il donnait audience à M. de la Bourdonnaye, et celui-ci faisait insérer dans les journaux étrangers une note portant qu'il avait présenté au roi un tableau fidèle des griefs de l'opposition royaliste contre le ministère, et que le roi l'avait écouté avec bienveillance. Après avoir quitté le pouvoir, M. de Villèle sut même, par M. de Chabrol, « qu'il existait un petit escalier dérobé

ses brochures : « Je vous le déclare dans toute la sincérité de mon âme, au moment où il me faudrait prononcer sur votre accusation, je ne pourrais faire autrement que de vous condamner à mort. » On n'attaquait pas, du reste, seulement le ministère. Tout royaliste qui ne se livrait pas aux violents était aussitôt excommunié. M. Ravez lui-même, le président de la Chambre, était accusé de « marcher de faiblesse en faiblesse. »

aux Tuileries, conduisant du rez-de-chaussée au cabinet du roi, par lequel, sans que personne autre qu'un seul confident, pût s'en douter, on conduisait à Charles X ceux qu'il voulait voir en secret. » Le ministre déplorait, dans son journal, les manœuvres de ces « intrigants » et leurs « déclamations contre le ministère. » Il se plaignait que le roi « permit à sa cour, à ceux qu'il affectionnait le plus, de faire écho à ces déclamations. » Il aimait mieux, disait-il, les sessions les plus occupées et les plus difficiles, parce que là, du moins, il voyait ses ennemis en face.

M. de Villèle n'était cependant pas ménagé pendant les sessions. Ses actes les plus irréprochables, ses meilleures lois étaient systématiquement combattues par l'extrême droite. Sa politique étrangère, cependant si digne et si heureuse, était odieusement dénaturée et attaquée. C'est à propos d'un conflit avec M. Canning, où le ministre français avait fait preuve de son sang-froid et de sa sagesse ordinaires, que le journal de M. de la Bourdonnaye osait écrire : « M. de Villèle devrait mourir de honte ; jamais ministre ne fut plus profondément, plus officiellement humilié. Grâce à lui, la France est dans la situation la plus grave où elle ait jamais été. Que ce soit de la part du ministère ineptie ou connivence, imbécillité ou trahison, il faut qu'il se retire. » Le ministère proposait-il la loi de conversion des rentes, dont les avantages devaient être reconnus plus tard par tous les économistes, l'extrême droite s'unissait à l'extrême gauche pour la repousser. Et comme pour bien montrer que c'était uniquement parti pris d'opposition, on faisait dire au ministre qu'on voterait la loi s'il donnait un portefeuille à M. de Polignac ou à tel ultra. C'est M. de Villèle lui-même qui le raconte<sup>1</sup>.

Une autre année, il s'agissait du milliard d'indemnité accordé aux émigrés, loi bienfaisante entre toutes, dont les conséquences heu-

<sup>1</sup> Après coup, M. de Chateaubriand a essayé de justifier sa conduite, en élevant l'opposition systématique à la hauteur d'une théorie. « L'opposition systématique, a-t-il dit, est la seule propre au gouvernement représentatif. L'opposition qu'on appelle de conscience est impuissante. Elle consiste à flotter entre les partis, à ronger son frein, à voter même selon l'occurrence pour le ministère, à se faire magnanime en enrageant, opposition d'imbécillité mutine chez les soldats, de capitulation ambitieuse parmi les chefs... Les hommes ne représentant que des principes, l'opposition systématique ne voulait emporter que les principes lorsqu'elle livrait l'assaut aux hommes. » — En admettant même qu'il y ait une part de vérité dans la thèse de M. de Chateaubriand, il serait facile de lui répondre que lui et les royalistes de l'extrême droite, combattant systématiquement un ministère de droite, n'étaient pas dans la situation d'un parti de gauche ou de droite qui cherche à renverser le parti adverse pour le remplacer au pouvoir. Il aurait dû savoir aussi que l'édifice de la monarchie constitutionnelle n'était pas encore assez solide pour supporter le jeu à si haute pression de la machine parlementaire.

reuses ont été déjà indiquées<sup>1</sup>, et dont l'excellence est d'ailleurs aujourd'hui confessée par les écrivains sérieux de tous les partis. La gauche, avec sa mauvaise foi ou sa courte vue habituelle, ne devait pas manquer cette occasion de réveiller les souvenirs irritants de l'émigration et de montrer dans cette loi une sorte de menace et d'outrage de l'ancien régime contre la société nouvelle, de l'armée de Condé contre les vainqueurs de Valmy et de Marengo. M. de Villèle s'y attendait sans doute. Mais il devait lui paraître particulièrement dur que la gauche trouvât en cette circonstance ses plus utiles alliés dans les rangs des royalistes. L'extrême droite reprochait à cette loi son caractère transactionnel. Au lieu d'une loi de pacification et de conciliation, il lui fallait une loi de guerre et de vengeance. Elle partait de cette idée que tout ce qui avait été fait par les assemblées révolutionnaires était nul. Elle refusait dédaigneusement un don et exigeait la « restitution » intégrale des propriétés « volées. » M. de la Bourdonnaye ne se déclarait satisfait que si « toutes les classes de la société étaient remises dans l'état où elles étaient avant la Révolution. » — « Ah ! nous y voilà, » s'écriait aussitôt M. Benjamin Constant, ravi de cet aveu ; « c'est l'ancien régime que l'on prétend rétablir ! » Ces violences insensées faisaient tellement les affaires de la gauche, que celle-ci soutenait les orateurs de l'extrême droite contre les murmures de la droite, et volait l'impression de leurs discours. Puis, aussitôt elle s'emparait de ces précieuses violences comme d'un prétexte et d'une justification pour les siennes propres, de ces provocations pour y répondre par d'autres provocations ; et le général Foy s'écriait de sa voix vibrante et passionnée :

Cette loi, qui eût pu être une loi d'union et de paix, cette loi est devenue une déclaration de guerre ! Oui Messieurs, vous avez fait de votre loi une déclaration de guerre, vous en avez fait un instrument de haine et de vengeance !... Les propriétaires des biens nationaux sont presque tous les fils de ceux qui les ont achetés. Qu'ils se souviennent que, dans cette discussion, leurs pères ont été appelés *voleurs* et scélérats... Si on essayait de leur arracher par la force les biens qu'ils possèdent légalement, qu'ils se souviennent qu'ils ont pour eux le roi et la Charte et qu'ils sont vingt contre un.

M. de Villèle était obligé de se débattre entre ces violences opposées, mais qui semblaient concertées pour enlever à la loi son caractère bienfaisant. Il le fit avec mesure et résolution. Il y fut aidé, d'ailleurs, par cette droite moins bruyante que l'extrême droite, et

<sup>1</sup> Voir plus haut, p. 1211.

dont le dévouement sensé était en ces circonstances la force du ministère. MM. de Castelbajac, Syriéys de Marinhac, Alexis de Noailles prirent successivement la parole pour soutenir le projet. Mais celui qui, dans cette circonstance, représenta avec le plus d'éclat la majorité, fut le rapporteur, M. de Martignac. Rien n'était plus propre que sa douce parole à mettre un peu de baume sur les blessures que des deux parts on s'était plu à aviver et à envenimer. Il suffit, pour connaître les sentiments modérés et généreux de la droite ministérielle, de voir par quelles déclarations M. de Martignac soulevait ses applaudissements enthousiastes ; voici comment il s'exprimait un jour que la Chambre venait d'être profondément troublée par les provocations échangées entre les deux partis extrêmes :

Dans ces temps de confusion où la patrie était divisée, puisque le roi et le pays étaient séparés, les uns ont combattu pour cette terre où nous vivons tous aujourd'hui, réunis sous l'autorité légitime ; les autres ont combattu pour ce drapeau autour duquel toutes les illustrations guerrières sont désormais rangées. Il n'y a là que des souvenirs de concorde, et de grandes et heureuses leçons pour l'avenir.

On ne pouvait tenir la balance d'une main plus souple et plus habile ; mais, dans de tels débuts, l'avantage est nécessairement à ceux qui osent tout dire, parce qu'ils ne craignent pas de tout perdre. A certains moments, le ministère put être sérieusement inquiet du sort de la loi. Il parvint à grand'peine à la faire voter contre la gauche et l'extrême droite. Si M. de Villèle avait toujours confiance dans la pacification que cette mesure produirait à la longue, il devait bien reconnaître que tout autre avait été l'effet immédiat de la discussion. Les violences de l'extrême droite, qu'il qualifiait de scandaleuses, s'ajoutant à celles de la gauche, avaient creusé plus profond, entre les deux France, l'abîme que la loi devait aider à combler, et, grâce aux ultras, le milliard des émigrés était devenu l'un des griefs les plus exploités de la société nouvelle contre la Restauration.

Voilà donc ce que l'esprit de parti faisait des bonnes lois de M. de Villèle. En face des lois mauvaises, de celles que le ministre présentait malgré lui, sur le droit d'aînesse ou sur le sacrilège, pour satisfaire les passions mêmes de l'extrême droite, celle-ci ne désarmait pas. Prétendant que ce n'était pas assez, elle trouvait moyen de faire campagne avec la gauche qui se plaignait que c'était trop. Puis, quand le projet avait échoué en tout ou en partie devant l'explosion de l'opinion libérale, elle soutenait que cet échec des bons principes était imputable au ministère qui « imprimait à tous ses ouvrages le sceau de sa débilité, » et elle proclamait audacieusement que si

la loi avait été présentée plus absolue, plus provocante encore, elle eût réussi.

La gauche ne pouvait que se réjouir de la conduite de l'extrême droite. L'un des opposants de cette époque l'a confessé plus tard : « Nous prenions un malin plaisir, a-t-il dit, à voir le ministère déchiré à belles dents par les siens, sa majorité se démembrer peu à peu et grossir à ses dépens le petit parti que nous nommions la Défection, et qui, dans l'occasion, se rapprochait de nous en rechignant. » La division de ses vainqueurs n'était pas le seul profit que retirait la gauche. Elle recueillait pieusement et se hâtait de répandre toutes les extravagances et toutes les provocations dont étaient trop souvent remplis les discours et les journaux d'extrême droite ; et on pouvait être assuré qu'elle les présentait toujours comme la seule expression orthodoxe de la doctrine et de la politique royalistes. Elle regagnait ainsi dans l'opinion, par les fautes des ultras, le terrain qu'elle avait perdu par ses propres fautes. De plus, les excès de langage de la contre-opposition avaient en quelque sorte autorisé et encouragé ceux des députés de la gauche qui, au premier moment, auraient pu être intimidés par leur petit nombre, en face d'une Assemblée presque unanimement composée de royalistes. Surtout dans les premières sessions qui ont suivi les élections de 1824, c'est le plus souvent l'extrême droite qui a donné à la gauche le signal de l'attaque, et comme le diapason de la violence. Aussi la *Gazette de France* disait-elle, dès 1825, à M. de la Bourdonnaye et à ses amis : « Le libéralisme se mourait, vous l'avez ranimé ; son audace commençait à s'humilier devant la puissance législative, vous lui avez donné l'exemple d'une audace plus grande. »

L'extrême droite ne se contentait pas de servir indirectement, et d'une façon en quelque sorte inconsciente, les desseins des ennemis de la Restauration. Cédant une fois de plus à la tendance fatale, tant de fois signalée, elle poursuivait une alliance plus précise avec la gauche. Il était écrit que toutes ses campagnes devaient aboutir à une coalition. Et, cependant, parcourez toutes les questions alors soulevées, questions étrangères : la Sainte-Alliance, les événements d'Espagne, d'Italie, de Portugal, de Saint-Domingue ; questions intérieures : droits respectifs de la société religieuse et de la société civile, de la France ancienne et de la nouvelle, de l'aristocratie et de la démocratie, de la couronne et de la nation, organisation de l'État, de la province, de la famille, de l'état civil, de l'instruction publique, — il n'en était pas une sur laquelle les deux oppositions eussent même opinion. Le plus grand reproche que chacune d'elles pût adresser au ministère était d'incliner vers les doctrines de l'autre. Seule, la haine contre M. de Villèle les unissait. Mais cela suffisait

pour qu'à l'extrême droite, on cherchât à nouer la coalition. Dès 1824, un écrivain de ce parti invitait les libéraux à former avec lui « une opposition homogène, imposante et compacte contre ceux qui appelaient les uns factieux, les autres exaltés. » *La Gazette de France*, devenue ministérielle, dénonçait, en affectant de ne pas y croire, cette « alliance sacrilège, adultère, entre l'armée révolutionnaire et une division royaliste, » alliance qui « ferait dormir sous la même tente Scipion et Gracchus, Caton et Saturninus. » C'était surtout M. de Chateaubriand et, sous son inspiration, le *Journal des Débats*, qui s'employaient à prêcher cette coalition. Dès 1825, ce journal se vantait des résultats obtenus. « Les hommes, disait-il, qui combattaient jadis sous divers étendards se sont réunis dans de communs sentiments et ils y resteront pour le salut commun. » Une année plus tard, il déclarait « qu'il n'y avait plus ni parti royaliste ni parti libéral, » mais un parti nouveau « qui les absorbait tous deux. » La gauche se prêtait volontiers à cette manœuvre. « Peu m'importe, s'écriait Benjamin Constant, que les ministres crient aux alliances monstrueuses ! » Aussi les coups, bien que partis de camps fort opposés, étaient dirigés tous contre le même ennemi. « Nous autres, » disait en souriant à ses alliés de gauche M. Michaud, le rédacteur de *la Quotidienne*, « nous tirons par les fenêtres de la sacristie. » Enfin, en 1827, il semble qu'on soit parvenu à conclure définitivement l'alliance. On évite désormais, autant que possible, les questions qui divisent les partis coalisés. Dans la discussion de la loi de la presse, orateurs et journaux de ces deux partis suivent la même tactique, obéissent aux mêmes mots d'ordre, parlent le même langage. Ils sont si unis, qu'ils semblent presque confondus.

Telle était cette opposition, qui se montrait, comme sous M. de Serre, vraiment révolutionnaire par ses procédés. *La Gazette de France* pouvait dire : « Les royalistes exclusifs font plus de mal à la France que les patriotes exclusifs. » Et, parlant des deux armées alliées d'extrême droite et de gauche, elle ajoutait : « Leur cynisme est égal ; ce n'est point la révolution et la contre-révolution, mais la révolution sous une double forme, enflammée d'une double rage, armée d'un double stylet. »

## VII

Il était facile de voir que M. de Villèle fléchissait. Il fléchissait sous les attaques acharnées que l'extrême droite dirigeait contre lui, et aussi sous le poids des fautes qu'elle lui avait fait commettre. De-

puis 1824, aucune session ne s'était terminée sans le laisser chaque fois plus affaibli. Ses amis fatigués, troublés, inquiets, comptaient les défections qui éclaircissaient leurs rangs. Ses ennemis apportaient dans leurs dernières attaques cette audace confiante, cet entrain furieux que donne aux soldats, après une longue bataille, le pressentiment de la victoire prochaine. C'était, du reste, comme un soulèvement général de l'opinion. L'opposition était partout, non-seulement dans les Chambres et dans la presse, mais à la cour, dans les salons, les écoles, les ateliers, la garde nationale, et jusque dans le monde judiciaire ou académique. L'impopularité du chef du cabinet était telle, qu'on n'en a peut-être jamais revu de pareille. A la vue des manifestations qui se produisaient de toutes parts, le roi lui-même qui, au moins par raison, était attaché à son ministre, disait avec humeur, en rentrant dans son cabinet : « Toujours Villèle ! toujours contre Villèle ! »

N'y avait-il pas là cependant place pour une de ces résistances suprêmes par lesquelles un homme, attaqué de toutes parts, parfois résigné avec dédain aux injustices du présent, mais comptant avec fierté sur le jugement de l'avenir, défend contre l'ingratitude et la mauvaise foi l'honneur de sa politique et de son nom ? Lutte palpitante, où la défaite elle-même peut avoir de la grandeur et de l'éclat, et qui prend alors pour la nation captivée et émue l'intérêt du drame le plus poignant. Mais M. de Villèle n'était pas fait pour jouer un tel rôle. Ce qui convenait à ses goûts, à ses aptitudes, c'était de se reconnaître et de se diriger avec tact et clairvoyance au milieu des affaires les plus compliquées, dans les dossiers les plus chargés. A la Chambre, il n'était parfaitement heureux et tranquille que si la discussion s'en tenait aux questions d'intérêt économique et financier. Le débat s'élevait-il — ou, selon lui, s'égarait-il — dans les sphères orageuses, réveillait-on les souvenirs irritants, débattait-on ces principes qui étaient comme les drapeaux opposés des deux armées ennemies ; M. de Villèle était inquiet, mal à l'aise. Son bon sens prudent ne comprenait pas qu'on pût se plaire à ces explorations périlleuses, et ses efforts tendaient à ramener tout le monde au terre à terre modeste et sûr des affaires quotidiennes. Était-il pris directement à partie, injurié, calomnié, raillé, menacé ? on ne le voyait pas, comme aurait fait M. de Serre, se lever brusquement, pâle, la lèvre frémissante de douleur et d'indignation, souffrant cruellement de la blessure reçue, mais trouvant dans sa souffrance même l'inspiration d'une éloquence vengeresse, se jetant au plus ardent de la bataille, la tête haute et la poitrine découverte, imprudent peut-être, mais héroïque. Non, M. de Villèle se dirigeait tranquillement vers la tribune, moins irrité des attaques qu'ennuyé

des affaires retardées ou compromises ; il ne s'engageait jamais dans les discussions personnelles, soit pour attaquer les autres, soit même pour se défendre, si cruel et si injuste qu'on eût été envers lui. A peine relevait-il de loin en loin ce qu'il y avait de mal fondé dans les injures ou d'inexact dans les calomnies, comme il aurait rectifié des fautes de raisonnement ou des erreurs de chiffres au cours d'une discussion économique. Parfois, mais rarement, on remarquait dans ses répliques un léger accent d'agacement et d'impatience, avec un peu de ce dédain attristé qu'un homme de bien, sûr de lui, ressent pour d'indignes outrages ; mais jamais d'emportement ni presque de chaleur. S'il parvenait à refroidir l'Assemblée, il était aussi satisfait que le sont d'autres orateurs quand ils l'ont enflammée. Aussi a-t-on comparé familièrement l'effet de sa parole à celui que produit un seau d'eau jeté au milieu d'un combat de dogues.

Il y avait sans doute dans cette réserve et cette froideur à la fois naturelle et voulue quelque chose de sensé et d'honnête qui devait inspirer plus de confiance que les belles paroles des histrions de tribune ou les chimères des rêveurs de cabinet. Cependant était-ce assez pour conserver de l'ascendant sur un public français ? N'y avait-il pas là quelque chose d'un peu terne, médiocre et rabaissé, qu'on était surtout étonné et froissé de rencontrer à la tête de ce parti royaliste qui ne pêche pas d'ordinaire par défaut d'élégance, d'éclat et de sensibilité chevaleresque. Ceux qui n'ont parlé qu'à l'imagination de la France ont pu l'entraîner dans beaucoup de sottises ; mais si l'on prétend lui faire faire acte de sagesse, il faut, au moins en apparence, donner quelque satisfaction à cette imagination. Avec une telle nation, qui veut être trop pratique cesse de l'être. C'était le tort et la faiblesse de M. de Villèle ; c'était aussi, dans une certaine mesure, la cause de sa croissante impopularité. A la veille même de sa chute, ne semblait-il pas que chacun fût mécontent de ne pas le voir se défendre avec plus d'éclat et d'une façon plus émouvante pour le public. Son agonie manquait de poésie, et les spectateurs froidement cruels, assis sur les gradins de l'amphithéâtre politique, lui en voulaient de ne pas mourir avec plus de grâce.

Si M. de Villèle n'avait pas l'impression aussi vive que M. de Serre, et, surtout, s'il n'avait pas comme lui la souffrance éloquente, il ne faudrait pas croire cependant à une sorte d'insensibilité. C'est dans ses lettres à madame de Villèle, dans les notes de son journal personnel, qu'on retrouve la trace de ses déboires, de ses chagrins : douleur discrète, presque froide jusque dans l'intimité, mais toujours honnête et digne, et parfois plus pénétrante dans sa sécheresse que les explosions de certaines natures en dehors. Dès le mois d'août



1826, dans une lettre à madame de Villèle, il se demandait si l'on pourrait jamais « faire passer » quelque loi « avec les méfiances et le besoin de faire obstacle qu'ont tant de gens, les uns pour nuire, les autres par jalousie, ou pour se faire valoir. » Puis il ajoutait :

Plus j'y pense, plus je vois de près les conditions de notre existence, plus je suis étonné qu'au lieu de ne pas aller mieux, nos affaires n'aillent pas plus mal. Chaque jour me fournit sur la nature du terrain des révélations qui me prouvent que j'ai bien fait de ne pas produire les vues de réforme et d'amélioration dont je m'étais occupé pour la fin de la session. On est si loin de rien de semblable, qu'il est nécessaire d'user en ce genre de beaucoup de circonspection jusqu'au jour où je croirai pouvoir, en conscience, mettre fin moi-même au pénible rôle qu'il faut, jusque-là, se borner à remplir de son mieux, mais sans espoir de réussite

L'année suivante, l'accent est plus triste encore et plus désespéré :

Les propos sont exécrables... On use de tous les moyens pour exalter les mauvaises passions... Nul n'est content de sa position. Tous s'agitent pour en changer... Personne n'éprouve de vexation : n'importe ! demain on détrônerait le roi et l'on me poignarderait comme l'auteur de tous les maux imaginaires dont les esprits sont assiégés, grâce aux manœuvres des écrivains et des ambitieux. — ... Figurez-vous que j'en suis à me réveiller en sursaut au milieu de la nuit poursuivi par ces funestes idées. — Je suis accablé. M. de Peyronnet qui a perdu son fils, M. Corbière qui va perdre le sien, les deux membres les plus capables du cabinet, me laissent, par suite de ce deuil subit ou prévu, tout le poids des affaires. Il y a, dans les choses privées, comme, dans les choses publiques, des moments où tout tourne mal.

Puis, sur son carnet, il écrivait à la même époque : « Ma mère est malade, sa tête va s'affaiblissant ; ma femme est à Caunterès, cela n'égaye pas ma situation. » La famille occupait en effet, dans les préoccupations de M. de Villèle, une place qu'elle n'a pas toujours chez les hommes de vie publique, et c'est de ce côté qu'il cherche des consolations aux amertumes et aux déboires ministériels. Quand il voit approcher le moment de sa retraite, il écrit à son fils :

C'est en ta mère et vous, mes chers enfants, en toi surtout, mon cher fils, que j'ai mis mon bonheur. L'injustice et la folie des hommes ne me touchent guère, et si j'ai besoin de quelque dédommagement, non pour la position que je quitte, — je l'ai toujours considérée comme un fardeau, — mais pour les peines et les inquiétudes infinies que j'endure depuis six ans au service du public, le repos de la vie privée et le bonheur dont je vais jouir près de vous me suffiront.

Du reste s'il ne se laisse aller ni à la colère ni aux récriminations, il se relève sous le poids même de l'impopularité qui l'accable pour penser, non sans un sentiment d'honnête fierté, mêlée d'un peu de dédain pour ses adversaires, à ce qu'il a fait pour la France. Il constate que la « situation financière est assez prospère pour qu'il puisse s'honorer de l'administration qui lui a été confiée pendant six ans. » A l'étranger, il montre toutes les affaires en bonne voie, « le tout selon le plus grand intérêt du pays. » Aussi ajoute-t-il simplement, mais avec un juste orgueil : « La France est bien plus prospère qu'elle ne l'a jamais été. Après de tels résultats, on peut quitter l'administration sans regrets et surtout sans remords. »

Si M. de Villèle ne se faisait pas d'illusion sur le déclin de sa fortune politique, il semblait toutefois ne vouloir abandonner son poste qu'à la dernière extrémité. Était-ce point d'honneur de fidélité au roi et pressentiment du danger de la monarchie ? Était-ce cet attachement au pouvoir qui étonne parfois chez des âmes pourtant exemptes d'ambitions coupables, et qui survit en elles aux plus cruels déboires ? Peut-être étaient-ce les deux motifs. Le chef de la droite opposait donc au flot chaque jour grossissant des attaques d'extrême droite et de gauche une résistance inerte et passive, mais obstinée. Enfin, dans les derniers mois de 1827, il parut évident que le ministère ne pouvait plus gouverner avec la Chambre élue en 1824. L'extrême droite avait si bien divisé, disloqué, dissous cette majorité royaliste, la plus nombreuse qui ait jamais existé dans aucune assemblée, — on pourrait presque dire cette unanimité royaliste, — qu'un ministère de pure droite n'y trouvait plus un groupe d'adhérents assez compacte et assez nombreux pour le soutenir. M. de Villèle, néanmoins, avant de se décider à la retraite, crut devoir user du droit qu'avait la couronne de dissoudre la Chambre et de faire appel aux électeurs. La lutte était transportée du parlement dans le pays.

On voit, alors, dans cette crise suprême, le digne pendant de l'alliance des ultras et de la gauche, qui avait donné, six ans auparavant, le coup de grâce à M. de Serre. La coalition électorale de 1827 couronne cette seconde phase de l'opposition d'extrême droite, comme la coalition parlementaire de 1821 avait couronné la première. Il se forme une *Société des amis de la liberté de la presse*, composée indifféremment de membres de la gauche et de l'extrême droite, qui fait publier et distribuer gratuitement un nombre considérable de brochures écrites par des publicistes des deux opinions. Le *Journal des Débats* répète « qu'il n'y a plus de royalistes ni de libéraux, » mais qu'il faut avant tout « faire justice du ministère le plus corrompu et

le plus corrupteur qui ait jamais existé. » *La Quotidienne* est plus embarrassée, plus honteuse, et au fond plus inquiète, mais elle croit justifier ses amis contre le reproche d'« alliance monstrueuse, » en rappelant la « fusion momentanée des deux oppositions » d'où, dit-elle, était né le ministère actuel. D'ailleurs, elle estime que ce qu'il importe avant tout, c'est d'infliger à M. de Villèle une « leçon complète. » Vainement *le Moniteur* flétrit « ces coalitions illégitimes, ces pactes honteux entre des opinions contraires, que des passions désordonnées ne cessent pas de conseiller. » Des hommes notables des deux opinions arrêtent ensemble et font publier dans les journaux de gauche et d'extrême droite une liste de candidats où, sous la dénomination commune de « candidats constitutionnels, » ils recommandent pêle-mêle aux électeurs les ultras les plus réactionnaires et les adversaires les plus acharnés de la monarchie. Sur cette liste étaient inscrits côte à côte M. de la Bourdonnaye et M. de Lafayette, M. Delalot et M. Benjamin Constant, M. Agier et M. Dupont (de l'Eure), M. de Lezardière et M. Voyer d'Argenson.

Une coalition dans le parlement est déjà une manœuvre immorale et dangereuse; toutefois on peut espérer en limiter la portée et en mesurer les conséquences. Mais une coalition dans le pays, — alors que des élections générales mettent tout en question et engagent pour l'avenir les principes politiques et l'existence même de la monarchie, alors qu'on est en face de tout ce qu'il y a d'imprévu et d'inconnu dans les résultats d'un scrutin, — est-il, de la part de l'extrême droite, un acte plus coupable et plus téméraire? Elle parvient sans doute ainsi à faire nommer, avec l'appui de la gauche, quelques-uns de ses chefs, et surtout, ce qui lui tient le plus au cœur, elle met le ministère en minorité; est-ce elle cependant qui profite de la coalition? Sur quatre cents députés élus, environ cent trente sont anciens membres de la réunion Piet, et partisans de M. de Villèle; on peut y ajouter cinquante membres appartenant à ce fond commun de fonctionnaires qui appuient tous les gouvernements. Quant à l'extrême droite, elle ne compte, avec tous ses groupes réunis, que soixante ou soixante-dix voix. Quel est donc le vrai vainqueur? Qui a recueilli le profit du marché? C'est l'opposition « libérale »; elle compte dans ses nuances diverses, depuis la gauche extrême jusqu'au centre gauche, environ cent quatre-vingts voix. On est loin des dix-neuf opposants de 1824.

Mais enfin M. de Villèle est à terre. *Le Moniteur* du 5 janvier 1828 a enregistré sa démission.

Et maintenant l'extrême droite peut considérer les résultats de sa nouvelle campagne. Elle n'a qu'à comparer ce qu'étaient les partis de gauche et de droite au moment où cette campagne a été entreprise, à ce qu'ils sont au lendemain des élections de 1827.

On n'a pas oublié à quel état misérable était réduite la gauche, après la guerre d'Espagne. Délaisée par une opinion qu'elle avait alarmée et dégoûtée, elle était à peu près complètement exclue du parlement. C'est l'extrême droite qui lui a rendu le courage et l'audace de l'attaque en lui donnant l'exemple, en ouvrant la première la brèche, et en se faisant tête de colonne dans l'assaut livré au gouvernement de droite. C'est elle qui, par les fautes qu'elle a imposées au ministère, et par les provocations insensées de sa polémique, a ramené à la gauche l'esprit public inquiet et irrité de voir se dresser le fantôme de l'ancien régime. C'est elle qui, dans son empressement passionné à trouver quand même des alliés contre un ministère haï, s'est unie à cette gauche, l'a prise en quelque sorte par la main pour l'aider à se relever de ses défaites, a combattu avec elle, et en réalité pour elle, dans le parlement. C'est elle qui dans la crise décisive l'a soutenue et cautionnée devant les électeurs. La guerre sans doute a été vigoureusement menée ; mais si le ministère, à chaque coup plus ébranlé, a perdu du terrain, c'est toujours la gauche qui l'a gagné. Si bien que M. de Villèle a pu dire un jour à la tribune : « Les royalistes opposants ressemblent à un corps d'armée qui s'emparerait d'une position qu'il lui serait impossible de garder et dans laquelle d'autres viendraient le relever. Ils se battent au profit des libéraux qui occupent et conservent les positions qu'ils ont enlevées. » Enfin, trois années après la guerre d'Espagne, non-seulement la gauche prend sa revanche des élections de 1824, et revient occuper dans le parlement, plus nombreuse et plus confiante qu'en ses meilleurs jours, les places dont elle avait été chassée ; mais elle se sent plus forte encore dans le pays que dans la Chambre. C'est dans ses voiles que souffle le vent de l'opinion. Et n'est-ce pas un vent de tempête !

Que l'extrême droite tourne ensuite ses regards du côté opposé ; qu'elle considère ce qu'elle a fait du parti royaliste. Les brillants souvenirs de 1824 ne doivent pas être effacés de sa mémoire. Elle voit sans doute encore, au lendemain des élections de cette année mémorable, ses quatre cents députés, trop à l'étroit sur les bancs de la droite, en face des sièges vides de la gauche. Elle n'a pas oublié cette heure incomparable de prestige et de popularité, et les rêves de longue puissance et de féconde grandeur qui traversaient alors toutes les imaginations royalistes. De tout cela, que

reste-t-il ? La droite est démembrée, et de ses tronçons épars, affaiblis, s'entrechoquant l'un l'autre, aucun n'est en état de prendre le gouvernement. Le spectacle de ses guerres intestines, les procédés auxquels se sont abaissés les dissidents ont gravement porté atteinte à cette considération, à cette dignité morale qui était une de ses principales forces dans l'opinion. Les fautes et les témérités d'une fraction trop nombreuse, et surtout trop bruyante de ses partisans, ont inquiété et éloigné d'elle l'opinion. Elle n'a su montrer ni l'union qui pouvait inspirer confiance dans sa force, ni la modération qui devait rassurer sur sa clairvoyance. Par une fortune rare, un homme s'était trouvé dans ses rangs qui avait l'esprit de gouvernement. C'était sans contredit, de tout le parti, le plus capable, peut-être le seul capable d'exercer le pouvoir en un temps aussi difficile. Ses adversaires eux-mêmes le reconnaissaient. M. Casimir Périer, bien qu'alors de la gauche, déclarait que M. de Villèle « était le seul homme d'État qui eût paru depuis 1814 ; » et sollicité en 1828, au nom du roi, d'entrer dans une combinaison ministérielle, il exigeait que ce même M. de Villèle en fît partie<sup>1</sup>. Eh bien, c'étaient des royalistes qui s'étaient acharnés contre ce ministre, qui avaient faussé sa politique et qui ensuite n'avaient eu de cesse qu'ils ne l'eussent renversé, discrédité, en quelque sorte écrasé pour toujours sous le poids d'une formidable impopularité. Avaient-ils donc quelqu'un pour le remplacer ? Pouvait-on même penser à prendre un ministre dans leurs rangs après cette épreuve ? Ils étaient bien aveugles, s'ils ne voyaient pas qu'en dépit d'eux, M. de Villèle jouait au pouvoir la partie de la droite et que, la partie perdue, le rôle de cette droite, comme majorité de gouvernement, était fini pour longtemps. C'est ce que comprenaient les esprits clairvoyants, et l'un des collègues les plus justement considérés de M. de Villèle, M. de Clermont-Tonnerre, adressait au roi,

<sup>1</sup> M. de Villèle raconte lui-même sur son carnet l'anecdote suivante, à la date du 24 mars 1825 : « J'ai reçu aujourd'hui une singulière visite de M. de Chauvelin (député de la gauche), venu afin de me demander pour sa commune une autorisation de défrichement. « Je n'ai ni le droit ni l'espoir de l'obtenir, a-t-il ajouté. « C'est par acquit de conscience que je fais cette demande. — Et en quoi vous ai-je « jamais donné le droit de douter de ma justice ? lui ai-je répondu. » Puis je lui ai promis de faire examiner avec soin sa demande. Alors il s'est levé, et m'a dit, en prenant congé : « Comment un homme d'esprit peut-il être d'un parti si bête ? » Sans lui répondre, je l'ai reconduit vers la porte. Au moment de sortir, M. de Chauvelin a repris sa phrase : « D'un parti qui n'a qu'un homme d'esprit et qui « veut le renverser. » A ces mots, j'ouvris la porte à M. de Chauvelin, qui sortit, mais ce fut pour la rouvrir aussitôt et me jeter cette parole pour adieu : « D'un « parti si bête qu'il veut le renverser et qui y réussira, je l'espère. »

en le quittant, ces paroles que les événements devaient bientôt confirmer : « Je supplie Votre Majesté de ne pas oublier que notre ministère était le ministère le plus royaliste qui pût être accepté par le pays. »

Encore si le parti royaliste seul avait été atteint dans cette désastreuse épreuve : mais le mal avait porté plus haut. On ne le verra que trop par la suite de cette étude. Le gouvernement représentatif était-il donc si anciennement et si solidement enraciné en France qu'il pût supporter sans péril cette secousse des oppositions à outrance, ce scandale des manœuvres et des coalitions sans scrupule, cet abus de la tribune et de la presse? Notre jeune liberté ne sortait-elle pas de là faussée et corrompue chez plusieurs, compromise et suspecte aux yeux des autres? Et la monarchie, elle aussi, était-elle si incontestée, que le parti royaliste pût sans qu'il en retombât quelque chose sur elle, s'affaiblir et se démolir de ses propres mains, rebuter l'opinion par le scandale de ses déchirements, l'effrayer et la soulever par la folie de ses provocations? Au moment où M. de Villèle, après sa chute, prit congé de la famille royale, le Dauphin lui dit après lui avoir témoigné ses regrets : « Vous étiez devenu trop impopulaire. » — A ces mots, M. de Villèle ne put se contenir et il répondit en se retirant : « Monseigneur, Dieu veuille que ce soit moi ! »

PAUL THUREAU-DANGIN.

La fin prochainement.

---

# LA SCIENCE DES PRÉSAGES

ET LA DIVINATION

CHEZ LES CHALDÉENS

---

## I

Nous quittons aujourd'hui le monde primitif des Accads pour entrer dans des temps moins reculés, qu'éclaire la pleine lumière de l'histoire. Les institutions, les croyances et les idées que nous allons étudier sont celles de la civilisation chaldéo-babylonienne définitivement constituée, telle qu'elle se présente à nos regards depuis l'époque de Sargon I<sup>er</sup>, roi d'Aganê, jusqu'à la conquête d'Alexandre, pendant une période d'au moins seize siècles, avec ses grandes écoles sacerdotales, étendant leur influence et leur autorité sur l'Assyrie comme sur la Babylonie et la Chaldée. La religion est hiérarchisée d'après un puissant système philosophique ; il y a un corps de doctrine fixe et traditionnel, un canon des livres sacrés qui servent de base à l'enseignement dans les temples ; la vieille magie d'Accad a reçu droit de bourgeoisie dans l'ensemble des sciences sacerdotales, mais elle y est reléguée dans un rang très-inférieur, et constitue l'apanage spécial de certaines classes de docteurs de second ordre. Ce sont d'autres idées, d'autres superstitions qui tiennent désormais la première place dans les spéculations du sacerdoce et des écoles, qui pénètrent la religion elle-même de leur esprit. L'astrologie est devenue la grande affaire des Chaldéens, comme elle sera leur titre de gloire auprès des autres nations de l'antiquité. Et quand nous nous seryons ici de l'expression de Chaldéens, ce n'est plus dans un sens ethnique. Nous donnons à ce mot la signification qu'il avait prise pour les Grecs et que nous lui voyons déjà dans quelques livres

de la Bible; nous l'entendons comme la désignation de la caste sacerdotale, devenue commune à Babylone et à la Chaldée depuis la grande réforme du vingtième siècle, caste entre les mains de laquelle s'était concentrée toute science et qui fut aussi l'institutrice des Assyriens à la civilisation.

« Les Chaldéens, dit le grand philosophe juif Philon, paraissent avoir perfectionné l'art astronomique et généthliaque avant tous les autres peuples. En rattachant les choses terrestres aux choses d'en haut, et le ciel au monde inférieur, ils ont montré dans cette sympathie mutuelle des parties de l'univers, séparées quant aux lieux mais non pas en elles-mêmes, l'harmonie qui les unit par une sorte d'accord musical. Ils ont conjecturé que le monde qui tombe sous les sens est dieu, ou en soi, ou tout au moins par l'âme universelle qui le vivifie; et, en consacrant cette âme sous le nom de *destinée* ou de *nécessité*<sup>1</sup>, ils ont flétri la vie humaine d'un véritable athéisme; car ils ont donné à croire que les phénomènes n'ont pas d'autre cause que ce qui est visible, et que c'est du soleil, de la lune et du cours des étoiles que dépendent le bien et le mal de chacun. » Il serait difficile de mieux caractériser l'esprit de la doctrine chaldéenne, d'en faire mieux ressortir le côté séduisant et en même temps le vice fondamental. Cependant il ne faut pas prendre à la lettre l'athéisme dont parle Philon et le matérialisme absolu et grossier qui en serait la conséquence, non plus que le langage, différent seulement en apparence, de Diodore de Sicile, quand il parle ainsi : « Les Chaldéens disent que par sa nature le monde est éternel, qu'il n'a point eu de commencement et n'aura jamais de fin. Quant à l'ordre et à la beauté qui règnent dans l'univers, ils les attribuent à une *Providence divine*, et ils prétendent que pendant l'âge actuel les phénomènes, quels qu'ils soient, qui se passent aux cieux, s'accomplissent, non pas au hasard ni spontanément, mais en vertu d'une décision des dieux, fixée d'avance et fermement arrêtée. » La Providence dont il s'agit ici n'est autre que l'intelligence ordonnatrice, non créatrice, du monde, se conciliant d'une part avec son éternité, d'autre part, avec la marche régulière, invariable des astres, soumise à une volonté ou plutôt à une loi suprême. Cette loi, cette volonté sont, au fond, la même chose que la *destinée* ou la *nécessité* de Philon le juif, la *loi* et l'*harmonie* personnifiée du Sanchoniathon de Philon de Byblos, c'est-à-dire la Thouro-Khousareth de la théologie phénicienne, symbole de l'ordre immuable et de l'admirable harmonie qui se révèlent dans l'univers<sup>2</sup>. L'expression d'athéisme n'est pas

<sup>1</sup> Mettez sous ces mots l'expression originale assyrienne *mamit*, ou son équivalent accadien *namneru*.

<sup>2</sup> Voy. Guigniaut, *Religions de l'antiquité*, t. II, 3<sup>e</sup> part., p. 906.



exacte, en ce que les Chaldéens admettaient une essence divine, une âme universelle du monde, premier principe de tous les dieux secondaires, qui étaient comme autant d'hypostases de ce Dieu suprême et unique ; mais ils faisaient émaner de la matière éternelle leur être divin, qu'ils n'en séparaient jamais nettement, et qui n'était par conséquent, pour eux, ni purement spirituel ni véritablement l'Être en soi. Et surtout leur Dieu n'était pas libre ; organisateur du monde, Providence qui le dirige, il était lui-même enchaîné dans les liens de la Loi éternelle et immuable, de la nécessité conformément à laquelle, en se manifestant dans une des hypostases émanées de lui-même, il avait fait œuvre de démiurge. C'est l'écueil de tous les panthéismes, et les Chaldéens y avaient complètement versé.

La préoccupation astrologique naquit très-naturellement et de bonne heure chez les Chaldéo-Babyloniens, de la nature même de la religion qui leur était commune avec les autres peuples konachites et sémitiques. Grands contemplateurs du ciel, frappés des merveilles de l'harmonie sidérale et du rôle actif du soleil dans les phénomènes de la végétation, ils avaient fini par tout rapporter dans la nature aux astres et au plus éclatant d'entre eux. Il leur était arrivé ce que Dieu voulait éviter aux Hébreux quand il leur défendait de trop regarder les étoiles : ils les adoraient, non plus seulement comme la manifestation la plus éclatante de la puissance divine, mais comme la divinité même. L'adoration, née d'une contemplation admirative, conduisit à son tour à une observation régulière, nécessaire pour constater les époques fixes et les retours des fêtes du culte des dieux sidéraux. Dans cette observation, poursuivie avec l'idée préconçue de l'action générale des astres sur les phénomènes de la nature et sur les destinées de l'homme, on crut saisir quelques-unes des lois de cette action, quelques-uns des liens qui rattachaient aux mouvements célestes les faits terrestres. On nota les coïncidences qui se produisaient entre les positions ou les apparences des astres et les événements, et l'on crut trouver dans ces coïncidences la clef des prévisions de l'avenir. Dès lors l'astrologie était fondée. La régularité constante du cours des astres et leur influence sur les changements des saisons avaient inspiré la notion de la loi éternelle et immuable, qui unit tous les phénomènes et tous les événements, en établissant entre eux une solidarité indissoluble et en faisant dépendre les choses terrestres des choses célestes. Ceci admis comme un principe fondamental et certain, les coïncidences une fois observées entre l'état du ciel et les événements furent regardées comme devant se reproduire avec une régularité nécessaire. L'astrologie se fixa, et, se confondant avec une masse considérable de vérités astronomiques qu'avait fait découvrir une étude attentive et prolongée du

ciel, et qui se vérifiait chaque jour par la suite des observations, elle prétendit, elle aussi, à une régularité scientifique. Elle crut saisir le secret de la destinée humaine et des accidents de l'histoire, comme des phénomènes de la nature sur la terre, dans le mouvement propre, si compliqué et pourtant si régulier des planètes, dans les circonstances variées de leur position, soit entre elles, soit par rapport au soleil et à la lune. Régulateurs de l'univers, et par suite des événements, les astres en furent aussi les interprètes. Rien n'était indifférent dans leur position et même dans leur aspect; si leurs positions déterminaient les événements, leurs apparences en étaient des présages sûrs. C'est ainsi qu'on donna place dans le système à toutes les coïncidences qu'on avait cru remarquer dans les observations entre certains événements et la simple apparence du soleil, de la lune, des planètes et des étoiles fixes; et cela d'autant plus que, ces changements d'apparence tenant en général à l'état de l'atmosphère, on en tirait, à côté de présages politiques ou historiques reposant sur de pures illusions, des pronostics du temps, quelques-uns très-simples, très-exacts et d'une vérification quotidienne<sup>1</sup>. On prétendit codifier les augures de ce genre comme ceux résultant de la marche et des positions des astres, et on en dressa des tables, à côté de celles des mouvements réguliers des planètes et de leurs influences. Et cette préoccupation envahissant tout, dominant tout, exerça une action réflexe et immense sur la religion même d'où elle avait d'abord découlé. Comme l'a très-bien dit M. Guigniaut, « par l'astrologie, par cette sympathie merveilleuse que les Chaldéens crurent reconnaître entre les phénomènes célestes et les événements de la terre, leur religion fut de plus en plus subordonnée à l'astronomie, qui ne faisait qu'un avec elle, aux conceptions et aux constructions communes à la vraie et à la fausse science. » En même temps, toute la vie des Chaldéo-Babyloniens, et des Assyriens qui leur avaient emprunté ces idées, tous leurs actes publics et privés dépendirent des augures tirés des astres, comme n'en dépendit jamais la vie d'aucun autre peuple. C'était un esclavage superstitieux de tous les instants, dont les textes indigènes commencent à nous donner une certaine idée.

Des hommes fermement convaincus qu'une loi immuable réglait les destinées et que cette loi dépendait de phénomènes réguliers, accessibles à l'observation, persuadés ainsi qu'ils pouvaient, par une science soumise à des règles fixes, lever un coin du voile qui cachait la succession des événements terrestres et pénétrer les secrets de

<sup>1</sup> « Quand la lune dans son aspect est obscurcie de nuages épais, il y aura des inondations. » — « Quand la lune boit dans le ciel, il pleuvra. » W. A. I. III, 58, 7.

l'avenir, devaient nécessairement en faire leur principale étude. Leur pensée constante était de scruter les signes dont l'apparition présageait l'approche des événements, amenés par les influences célestes, et, réglant leurs moindres actions sur ces signes, d'en trouver toujours de nouveaux, pour faire chaque chose au moment le plus propice et essayer d'éviter les malheurs imminents. Mais s'ils voyaient dans les mouvements du ciel à la fois la cause déterminante et la révélation des événements, ils ne cherchaient pas seulement dans les espaces de la voûte céleste les signes et les présages indicateurs dont ils pensaient avoir déjà quelques-uns dans la simple apparence des astres; ils en trouvaient encore autour d'eux, sur la terre elle-même.

Tous les peuples primitifs — pour nous restreindre à ceux-ci et ne pas chercher jusque bien près de nous la continuation du même fait — tous les peuples primitifs, par une disposition naturelle à l'esprit humain, ont attaché une attention inquiète aux prodiges, aux faits extraordinaires qui se produisaient dans la nature et paraissaient sortir de son ordre habituel; ils ont attribué un caractère funeste à ces singularités inattendues; ils ont été portés à y voir des avertissements et des marques du courroux de la puissance mystérieuse qui gouverne le monde, et dont l'homme à lui seul ne conçoit qu'imparfaitement l'essence et les attributs. De là partout une science plus ou moins développée des présages et de la divination, dont certains individus se prétendent les dépositaires. Chez les Chaldéens, les mêmes idées sur lesquelles l'astrologie s'était fondée, donnèrent à ce genre d'illusions une plus grande importance et surtout un développement plus régulier, plus systématique, prétendant plus au titre de science que nulle part ailleurs. La croyance, d'un côté, à cette nécessité qui conduit tout et soumet tout à son pouvoir, l'homme comme les autres êtres et l'univers entier, nécessité dont les régulateurs sont les astres, enchaînés eux-mêmes par la loi éternelle; d'un autre côté, à la solidarité de tous les phénomènes et de tous les événements, conduisait nécessairement à croire que rien n'est isolé dans la nature, que rien n'y arrive fortuitement, comme rien n'y est libre. Ceci donné, il y a un rapport constant et intime entre tous les faits, des ordres les plus divers, qui se produisent dans le monde. Tout ce qui arrive d'étrange, toute dérogation à la régularité des phénomènes normaux, ou simplement tout changement saillant et appréciable dans l'apparence et dans la condition des êtres et des objets, est le résultat d'une influence céleste dont l'effet n'est pas limité à l'objet dans lequel on observe le prodige, mais doit s'étendre partout et avoir une action sur les destinées des hommes, sur les événements privés et publics. Tout cela est signe et présage; et il n'y

a pas de petits présages. Même dans les êtres les plus infimes et les objets les plus obscurs, si on sait bien les observer, ils donnent des avertissements qui peuvent avoir la plus haute signification ; car tout est égal devant la loi, la nécessité qui gouverne les infiniment petits comme l'immense univers, et le plus minime incident n'arrive qu'en vertu de vicissitudes générales, qui embrassent tout le monde dans leur ensemble. Ceci admis, il ne restait plus qu'à observer, comme on l'avait fait pour les phénomènes célestes, les coïncidences entre les événements historiques ou les fortunes humaines et les faits de tout genre qui, dans la nature terrestre, pouvaient être pris comme des signes ou des présages, puis à codifier, comme on l'avait également fait pour les mouvements et les apparences célestes, ces observations et ces coïncidences, afin de les transformer en règles pour la prévision de l'avenir. C'est ce qui eut lieu en effet. Et, de cette façon, les Chaldéens se formèrent, à côté de leur fameuse astrologie, une science des présages et de la divination, non moins compliquée, non moins développée, non moins orgueilleuse dans ses prétentions et non moins entichée de sa soi-disant rigueur scientifique.

C'est cette branche de leurs sciences mystérieuses et sacrées dont je voudrais aujourd'hui tracer un tableau, de ce qu'on en sait du moins par les textes qui sont entre nos mains, réservant pour un autre travail l'étude de leur astrologie, qui demande des recherches plus étendues et ne saurait être exposée en un seul article. L'histoire de l'astrologie chaldéenne n'est pas, en effet, seulement celle d'une superstition bizarre ; c'est un des chapitres capitaux de l'histoire des connaissances humaines, car à cette astrologie se lie d'une manière indissoluble la première astronomie savante qui ait existé dans le monde, une astronomie dont les plus grands entre les Grecs, les Hipparque et les Eudoxe, ont été les disciples, et dont, en beaucoup de choses essentielles, nous sommes encore les héritiers.

## II

A côté de l'observation des présages et des prodiges terrestres, constituée en véritable science, les Chaldéens avaient conservé, comme un vestige de leurs usages primitifs, le procédé le plus simple et le plus rudimentaire de divination, celui par lequel cet art a commencé et qu'on retrouve aux origines de presque tous les peu-

ples<sup>1</sup>, l'emploi des sorts. Mais ce n'était pas au moyen des dés qu'ils consultaient le sort, comme les Grecs dans les *thryies* de Delphes, à l'oracle d'Athéné Sciras, près d'Athènes, ou à celui d'Hercule à Bura, et les Italiotes à l'oracle de Géryon, à Padoue.

Le procédé particulier des Chaldéens est indiqué par un curieux passage d'Ézéchiel<sup>2</sup>, où le prophète représente Nabuchodorossor partant pour une expédition et hésitant encore sur le point où il fera porter sa première attaque. « Le roi de Babylone s'est arrêté sur le carrefour, à la tête des deux routes ; pour consulter le sort de la divination, il a mêlé les flèches, il a interrogé les idoles. » Saint Jérôme, commentant ce passage, dit : « Il s'arrêtera sur le carrefour et consultera l'oracle suivant le rite de sa nation, plaçant des flèches dans un carquois, et les mêlant après les avoir inscrites et marquées des noms de ses différents adversaires, afin de voir laquelle sortira, et, par suite, quelle ville il doit d'abord attaquer. » L'usage de cette bélomancie avait passé chez les Arabes, et il était particulièrement florissant à la Mecque jusqu'à l'époque de Mahomet. Les écrivains musulmans ont conservé des détails très-précis sur la manière dont opéraient dans cette occasion leurs ancêtres païens. Les flèches, sans pointes ni penne et portant chacune écrit un mot significatif, étaient au nombre de sept, conservées dans la Kaabah sous la garde d'un ministre spécial. On les mêlait dans un sac au pied de la statue de Hobal, le dieu principal du sanctuaire, et on en faisait le tirage après avoir adressé au dieu cette prière : « O divinité ! le désir de savoir telle ou telle chose nous amène devant toi. Fais-nous connaître la vérité<sup>3</sup>. »

Les textes cunéiformes jusqu'à présent connus n'ont encore rien offert qui confirmât le passage d'Ézéchiel, et parlât de cette divination chaldéenne par le moyen des flèches. Mais les monuments figurés comblent ici la lacune des documents écrits. Les cylindres babyloniens et assyriens nous montrent à plusieurs reprises les flèches du sort, presque toujours au nombre de huit et figurées tout à fait de la manière dont les auteurs musulmans les décrivent dans le rite de la Kaabah païenne ; nous montrent, dis-je, ces flèches tenues à la main de Mardouk<sup>4</sup> et d'Istar<sup>5</sup>, les divinités des planètes Jupiter et Vénus, c'est-à-dire des deux corps sidéraux que les astrologues arabes ap-

<sup>1</sup> Voy. H. Wiskemann, *De variis oraculorum generibus apud Græcos*, p. 19. Maury, *Histoire des religions de la Grèce*, t. II, p. 441.

<sup>2</sup> *xxi*, 26.

<sup>3</sup> Voy. Caussin de Perceval, *Histoire des Arabes avant l'islamisme*, t. I<sup>er</sup>, p. 265.

<sup>4</sup> Lajard, *Culte de Mithra*, pl. XXXII, n° 2 ; LIV A, n° 5.

<sup>5</sup> Lajard, *Culte de Mithra*, pl. XXXVII, n° 1.

pellent encore *grande et petite fortune*. L'idole de Hobal à la Mecque, presque aussi célèbre et aussi vénérée que la Pierre noire, jusqu'à l'établissement de l'islamisme, portait également dans la main les sept flèches mantiques<sup>1</sup>.

Les flèches sans pointes ni pennes dont les Chaldéens, et à leur imitation les Arabes, se servaient comme de sorts, sont identiques aux baguettes de tamarisque que les Mages de la Médie employaient pour le même objet, au rapport de Dinon. La divination dont nous parlons formait une partie si essentielle de l'office sacré de ces derniers, que le faisceau des baguettes au moyen desquelles ils consultaient le destin, appelé *bareçma* (le *barsom* des Parsis d'aujourd'hui), était un de leurs insignes caractéristiques ; ils l'introduisirent même dans le mazdéisme proprement dit, quand ils furent parvenus à s'y confondre, malgré la répulsion de l'esprit primitif de la doctrine de Zoroastre pour les pratiques divinatoires ; et, chez les Guèbres qui restent maintenant fidèles à la religion de leurs pères, le *barsom* continue à être un des éléments essentiels du costume des ministres du culte, comme au temps des Sassanides et comme déjà probablement à la fin de l'empire des Achéménides. La divination par les baguettes ne provient certainement pas du vieux fonds mazdéen. Dans le magisme médique elle était donc un héritage de la population touranienne, qui avait précédé les Iraniens et avait fini par leur faire adopter tant de choses de sa religion. Et, en effet, on nous atteste que c'était là un usage commun à toutes les tribus des Scythes de l'Asie, c'est-à-dire des Touraniens demeurés encore nomades. De même, en Chaldée, de nombreux indices tendent à faire croire que ce devait être originairement le mode de divination des Accads, d'autant plus que ceux-ci employaient comme moyen magique un jet des sorts qui devait avoir dans sa forme de très-grands rapports<sup>2</sup>. Remarquons cependant qu'un procédé de tirage des sorts aussi simple, aussi facile et aussi rudimentaire ne saurait être considéré comme caractéristique d'une race déterminée. Hérodote le signale chez les Scythes d'Europe, qui n'avaient rien à voir, comme origine, avec les Scythes d'Asie ou Saces, et qui étaient certainement de sang aryen ; Tacite l'a retrouvé chez les Germains.

On consultait les sorts des flèches sur une question déterminée, ou pour choisir entre deux ou trois partis qui se présentaient également à la décision. C'est ce que montre très-bien le passage d'Ézéchiel. Ce n'est pas la divination par les flèches qui a promis la victoire à

<sup>1</sup> Voy. Pococke, *Specimen historię Arabum*, p. 8.

<sup>2</sup> Il en est particulièrement question dans la tablette K, 142, du Musée britannique.

Nabuchodorossor ; ce n'est pas sur la foi de cet augure qu'il a mis son armée en mouvement et qu'il a déterminé le moment propice du départ. Pour cela il a certainement fait comme tant de rois d'Assyrie, qui le racontent dans leurs annales officielles ; il a consulté, par le moyen de leurs interprètes autorisés, les astres et les présages. Ce qu'il demande seulement aux flèches fatidiques, c'est de fixer son choix pour la première attaque et de déterminer la ville sur laquelle il doit faire d'abord tomber ses coups. L'emploi de la bélomancie avait donc un caractère spécial, ses oracles une signification restreinte. C'était un genre de divination secondaire, qui n'avait ni l'importance, ni la valeur réellement révélatrice des destinées futures qu'on attribuait à l'observation des présages naturels, interprétés d'après les règles de la science augurale.

### III

Celle-ci marchait presque de pair avec l'astrologie. Diodore de Sicile<sup>1</sup>, dans le célèbre passage où il donne les détails les plus précis et les plus exacts sur les études des docteurs chaldéens, ainsi que sur leur doctrine et leur système astrologique, ajoute : « Ils sont versés dans l'art de prédire l'avenir par le vol des oiseaux ; ils expliquent les songes et les prodiges. Expérimentés dans l'inspection des entrailles des victimes, ils passent pour saisir exactement la vérité. »

Un seul fait suffira pour montrer quel développement avait pris cette branche des études sacerdotales. Nous possédons<sup>2</sup> le catalogue original d'une des sections de la bibliothèque palatine de Ninive, où chaque ouvrage est désigné par sa première ligne, « suivant l'usage que les Juifs ont conservé, quand ils appellent la Genèse *Bereschith* d'après son premier mot. On y voit figurer quatorze traités sur les présages terrestres, favorables ou défavorables, à côté de onze traités sur les augures célestes ou l'astrologie<sup>3</sup>. C'était donc toute une littérature qui existait sur la matière et qui en enseignait les règles.

Jusqu'à présent on ne possède les fragments que d'un des ouvra-

<sup>1</sup> II, 29.

<sup>2</sup> W. A. I. iii, 52, 3.

<sup>3</sup> Parmi ces derniers, le troisième traitait des mouvements et des apparences de Vénus ; le quatrième, des planètes ; le cinquième, des phases de la lune ; le sixième, des apparences de la lune ; le septième, de ses apparences du 1<sup>er</sup> au 5 du mois ; enfin, le huitième, « des astres qui ont derrière eux une queue, » c'est-à-dire des comètes.

ges consacrés à la science des présages terrestres, mais c'est celui qui paraît avoir été le livre fondamental et sacré par excellence. D'après les numéros de pagination qui subsistent sur quelques-uns des débris, on voit qu'il comprenait plus de cent tablettes, toutes remplies d'énumérations de prodiges et d'augures, disposées méthodiquement et accompagnées de leur interprétation. Un très-petit nombre de morceaux en ont été jusqu'à présent publiés et sont ainsi livrés à l'étude des savants; mais le Musée britannique en possède une plus grande quantité encore inédits. J'ai pu en examiner quelques-uns à Londres, et M. Smith, entre les mains de qui ils ont tous passé, donne des détails intéressants sur leur contenu<sup>1</sup>. D'après le savant employé du Musée britannique, le nom de l'ancien Sargon y revient fréquemment et d'une manière significative. On sait que ce roi, le plus grand peut-être de l'ancien empire de Chaldée, avait été un promoteur actif des études sacerdotales et comme le patron de la réforme, analogue à celle du brahmanisme dans l'Inde, qui systématisa définitivement la religion chaldéo-babylonienne. C'est lui qui fit compiler dans un grand ouvrage méthodique, composé de soixantedix tablettes, dont nous avons de nombreux fragments, appartenant à trois révisions différentes, tous les résultats de la science astrologique jusqu'à son époque; et cet ouvrage, qui paraît avoir été terminé seulement sous le règne de Naram-Sin, son fils, demeura toujours le bréviaire des astrologues chaldéens, malgré les conquêtes postérieures dans les connaissances effectives en astronomie, par exemple la découverte de la théorie des éclipses de lune et de leur calcul, laquelle n'était certainement pas consommée à l'époque de la rédaction du livre dont nous parlons<sup>2</sup>. On possède en effet une série de petites tablettes qui contiennent chacune la réponse d'un astrologue officiel, qui l'a signée, à une question déterminée sur tel ou tel phénomène, telle ou telle apparence céleste<sup>3</sup>; ce sont toujours des extraits du grand ouvrage qui mérite de porter dans l'histoire de l'astronomie le nom de *Tables de Sargon*, comme on dit les *Tables alphonsines*; et on les retrouve à leur place dans les pages conservées de ce livre.

L'ouvrage encore plus étendu sur les présages terrestres est le pendant naturel du grand ouvrage d'astrologie. C'est un livre manifestement de la même époque, car il offre avec celui-ci les plus étroites analogies comme plan, comme mode de rédaction, comme état de la langue et comme orthographe. Il est aussi caractérisé par

<sup>1</sup> *North-British Review*, janvier 1870, p. 311.

<sup>2</sup> On essaye d'y prédire les éclipses de lune d'après l'apparence de cet astre. W. A. I. III, 51, VI.

<sup>3</sup> W. A. I. III, 51, 1-IX; 54, 1, 5, 6 et 8-10; 58; 59, 1-14.



la singulière multiplication des expressions idéographiques et allophones<sup>1</sup>, qui s'y appliquent presque à tous les substantifs, de telle façon qu'il n'y a guère que les verbes qui soient écrits phonétiquement en assyrien. Enfin dans les deux ouvrages la géographie est la même, et l'un ne connaît pas plus que l'autre l'existence ethnique et politique de l'Assyrie. En s'ajoutant à ces indices, la mention fréquente du roi Sargon I<sup>er</sup>, signalée par M. Smith, prend une très-grande valeur. Elle donne lieu de penser que le livre sur les présages terrestres, qui résume les travaux d'une longue pratique antérieure de l'art augural, a été rédigé en même temps que le livre d'astrologie, par les ordres du même prince, de ce roi d'Aganê qui, 2000 ans environ avant notre ère, réunit sous son sceptre la Babylonie et la Chaldée, jusqu'alors divisées. En tout cas, nous trouvons là deux branches bien distinctes de la science des prévisions de l'avenir chez les Chaldéens, ayant leurs traités fondamentaux séparés, et assez développées pour que chacune dût réclamer des docteurs particuliers. Et il est important de noter que la division que nous constatons dans les livres astrologiques et divinatoires de la Chaldée, correspond dans les données du livre biblique de Daniel à deux classes spéciales de la caste des Chaldéens, les *chassim* et les *gazzim*, les astrologues et les devins, de même que nous avons constaté déjà, dans un travail antérieur, que trois autres classes y répondaient aux trois divisions des livres magiques.

Dans les fragments publiés ou encore inédits de divination que nous rapportons à Sargon I<sup>er</sup>, les présages sont empruntés aux objets terrestres les plus divers et à tous les ordres de prodiges. On en demande aux arbres<sup>2</sup>, aux mœurs et aux allures de différents animaux<sup>3</sup>. D'autres sont empruntés aux sources et aux fleuves, d'après l'aspect, l'abondance ou la rapidité de leurs eaux. On attache aussi un sens prophétique à l'éclat plus ou moins grand de certaines gemmes, ce qui explique, je crois, définitivement la nature de l'oracle hébreu des Ourim et Thummin du pectoral du grand-prêtre. Nous n'avons qu'un fragment fort court et très-mutilé (les prédictions y manquent) sur les augures tirés de l'inspection des entrailles des victimes<sup>4</sup>, et rien sur ceux que fournissait le vol des oiseaux, deux

<sup>1</sup> On désigne ainsi des mots originairement phonétiques en accadien, que l'on introduit dans les textes assyriens, à titre d'expressions idéographiques complexes, sans plus tenir compte de leur prononciation primitive, et en les lisant par le mot assyrien correspondant. Le même fait se produit chez les Japonais, qui, dans certains textes, introduisent des mots chinois, en les lisant tout différemment, par le mot japonais correspondant.

<sup>2</sup> Voy. entre autres W. A. I. III, 65, 2, recto.

<sup>3</sup> Par exemple, sur la tablette inédite du Musée britannique, K. 217.

<sup>4</sup> Tablette K. 117 du Musée britannique, inédite.

choses où l'habileté des Chaldéens nous a été attestée par Diodore de Sicile. Cette lacune est d'autant plus regrettable, qu'il eût été très-instructif pour l'histoire et la filiation des superstitions augurales de comparer les idées et les pratiques des devins de Babylone sur ces deux points avec ce que les écrivains classiques nous apprennent de l'emploi des mêmes présages par les aruspices et les devins d'autres peuples de l'antiquité, et de leur manière de les interpréter. Je noterai seulement que, parmi les quatorze traités sur les présages terrestres énumérés dans le fragment de catalogue de la bibliothèque de Ninive, dont j'ai parlé plus haut, il y en a un, le quatrième, qui avait pour objet les pronostics fournis par « les oiseaux du ciel. »

En revanche, les renseignements sont fort étendus sur les pronostics que les Chaldéens prétendaient tirer des naissances monstrueuses chez l'homme ou chez les animaux. Les deux principaux fragments jusqu'ici publiés du grand ouvrage traitent de cette matière. A M. Oppert revient l'honneur d'avoir traduit le premier<sup>1</sup> la longue énumération des prédictions appliquées à soixante-deux cas différents de monstruosité chez les enfants qui viennent au monde<sup>2</sup>. Les philologues compétents peuvent seuls apprécier à sa juste valeur le véritable tour de force de science de déchiffrement et de linguistique que réclamait la première interprétation de textes d'une nature si difficile et si obscure, où les complications d'une orthographe particulière étaient une difficulté de plus. Après ce travail de M. Oppert, la voie une fois ouverte, il devient relativement aisé de corriger quelques légères taches dans sa version et de traduire à nouveau d'autres textes analogues. Il y a, du reste, encore bien des points de détail dans ce document dont le sens peut prêter matière à discussion. Mais pour donner au lecteur une idée des présages et de leur explication, il me sera facile d'en extraire un certain nombre d'exemples dont la traduction est certaine.

Si une femme met au monde un enfant :

qui a les oreilles d'un lion, il y aura un roi puissant dans le pays;

à qui l'oreille droite manque, les jours du seigneur<sup>3</sup> (atteindront) à la vieillesse;

à qui les deux oreilles sont défaut, il y aura deuil dans le pays, et le pays sera amoindri;

qui a l'oreille droite petite, la maison de l'homme<sup>4</sup> sera ruinée;

. . . . .

<sup>1</sup> *Journal asiatique*, 6<sup>e</sup> série, t. XVIII, p. 449 et suiv.

<sup>2</sup> W. A. I. III, 65, 1.

<sup>3</sup> Il s'agit évidemment du roi.

<sup>4</sup> L'homme chez qui l'enfant monstrueux est né.

qui a l'oreille droite monstrueuse, il naîtra un androgyne dans la maison de l'homme.

Cette dernière naissance est donc le présage d'une autre, que l'aruspicine de tous les peuples antiques a regardée comme pronostiquant les plus grands malheurs, ainsi que nous l'apprend Cicéron<sup>1</sup>. Aussi voyons-nous, dans Tite Live et dans d'autres écrivains classiques, que toutes les fois qu'il naissait un androgyne, on le précipitait dans la mer, pour détourner les catastrophes annoncées par ce prodige.

Si une femme met au monde un enfant :  
qui a deux oreilles à droite et n'en a pas à gauche, les dieux amèneront un règne stable, le pays sera florissant, et ce sera une terre de repos ;

qui a un bec d'oiseau, le pays sera paisible ;  
qui n'a pas de bouche, la maîtresse de la maison mourra ;

qui n'a pas de narines, le pays sera en deuil, et la maison de l'homme sera ruinée ;

qui n'a pas de mâchoires, les jours du seigneur (atteindront) à la veillesse, mais la maison (où naît l'enfant) sera ruinée ;

qui n'a pas de langue, la maison de l'homme sera ruinée ;

qui n'a pas de nez, le pays sera en deuil, et le maître de la maison mourra ;

qui n'a pas de nez ni de marques de sa virilité, les armes du roi seront fortes ; la paix sera dans le pays ; les hommes du roi seront à l'abri des mauvaises influences, et la *lilit*<sup>2</sup> n'aura pas de prise sur eux ;  
dont la lèvre supérieure chevauche sur la lèvre inférieure, bon augure pour les troupes ;

qui n'a pas de lèvres, il y aura deuil dans le pays, et la maison de l'homme sera ruinée ;

qui n'a pas de main droite, le pays sera bouleversé par un tremblement de terre ;

qui n'a pas de doigts à la main droite, le seigneur sera humilié par ses ennemis ;

qui a six doigts au pied gauche, calamité pour les troupes.

<sup>1</sup> *De divinat.*, 1.

<sup>2</sup> J'ai expliqué dans mes articles sur la magie ce qu'était ce démon femelle.

Suivent d'autres présages tirés de monstruosités dont l'énumération serait fort bien à sa place dans un traité de tératologie, mais beaucoup moins ici. Je reprends donc mes extraits un peu plus loin.

Si une femme met au monde un enfant :

à qui manque le pied droit, la maison sera ruinée, et il y aura abondance dans celle du voisin ;

qui n'a pas de pieds, les canaux d'irrigation seront interceptés et la maison ruinée ;

qui a les mains et les pieds comme des nageoires de poisson, le seigneur sera malheureux, et il y aura famine dans son pays ;

qui a trois pieds, deux à leur place normale, et le troisième entre deux, il y aura grande prospérité dans le pays.

La naissance d'un enfant avec des cheveux blancs assure une longue vieillesse au roi ; d'autres prédictions, les unes favorables, les autres mauvaises, sont tirées d'indications encore impossibles à traduire avec certitude, et qui demanderaient, pour être expliquées, les connaissances d'un spécialiste sur l'état dans lequel se présente la tête du nouveau-né. Nous y noterons seulement, comme d'une lecture certaine :

Si une femme met au monde un enfant :

qui a sur la tête une coiffe, le bon augure entrera à son aspect dans la maison ;

qui a sur la tête des excroissances de chair pendante, il y aura des inimitiés dans le pays ;

qui a sur la tête des cornes formées, les jours du seigneur seront diminués sur la durée de sa vieillesse ;

qui a des dents déjà poussées, les jours du seigneur (arriveront) à la vieillesse, le pays se montrera puissant sur les pays étrangers, (mais) la maison (où est né l'enfant) sera ruinée ;

qui a la barbe sortie, il y aura des pluies abondantes ;

qui a une bouche de vieillard baveuse, il y aura une grande prospérité dans le pays, le dieu Bin donnera une moisson magnifique, et l'abondance sera dans le pays.

On voit que les pronostics tirés des naissances humaines extraordinaires et monstrueuses avaient, pour les aruspices de la Chaldée,

tantôt une signification d'un intérêt général, tantôt un caractère de présages plus particuliers, restreints à la maison et à la famille où le prodige s'était manifesté. On distinguait des naissances monstrueuses chez les simples mortels, sans doute pour leur donner une bien plus haute signification, celles qui se produisaient dans les accouchements des reines. Il y a un fragment relatif à cette catégorie de prodiges<sup>1</sup>, mais l'énumération de quelques cas subsiste seule, et toutes les pronostications y manquent.

Mais on n'attribuait pas ce caractère prophétique exclusivement aux particularités exceptionnelles des naissances d'enfants et aux monstres qui peuvent se produire dans l'espèce humaine. On observait avec un soin égal les faits de l'ordre de la tératologie dans les naissances d'animaux, et on en tirait des augures. Les livres sur les prodiges terrestres les prévoyaient et en donnaient l'explication à l'avance. Ainsi, dans une autre tablette, nous trouvons dix-sept cas monstrueux de naissances de chevaux, avec leur interprétation. Sauf un seul, tous ces augures intéressent l'État en général. On regardait donc les annonces d'avenir fournies par les cas de monstruosité chez les chevaux, comme plus importantes encore que celles qui résultaient des phénomènes analogues chez les hommes, du moins chez les simples particuliers. C'est ce dont on s'assurera par quelques extraits :

Si une jument met bas un petit :  
 qui n'a qu'un œil, l'ennemi dévastera le pays d'Accad ;  
 qui a la crinière d'un lion, le seigneur du pays dévastera ses ennemis ;  
 qui a les ongles d'un chien, le pays sera amoindri ;  
 qui a les ongles d'un lion, le pays sera agrandi ;  
 qui a la tête d'un chien, la vie de la femme sera mauvaise et le pays amoindri ;  
 qui a la tête d'un lion, le seigneur sera puissant ;  
 . . . . .  
 dont la tête n'a pas de poils, son maître sera puissant ;  
 qui n'a pas d'yeux, le dieu Bel renouvellera une période de temps ;  
 qui n'a pas de pieds, le roi multipliera ses soldats, et fera un massacre ;  
 qui n'a pas d'oreilles, pour trois ans les dieux du pays seront faibles ;  
 dont la queue n'a pas de poils, le souverain pontife mourra<sup>2</sup>.

Une autre tablette de la même collection<sup>3</sup>, encore inédite, mais dont j'ai la photographie sous les yeux, emprunte ses pronostics aux chiens. Il est d'abord question des conséquences de l'entrée de

<sup>1</sup> Tablette K. 117 du Musée britannique, inédite.

<sup>2</sup> W. A. I. m, 65, 2, verso.

<sup>3</sup> Musée britannique, K. 217. — Elle a été signalée déjà par M. Oppert.

chiens de telle ou telle couleur dans le palais, aux portes duquel les sentinelles devaient faire bonne garde pour les empêcher de pénétrer. En effet, tous les présages attachés à l'entrée de chiens dans la demeure du roi sont mauvais, et ils deviennent encore plus funestes si l'animal se laisse aller à des incongruités à l'intérieur du palais. Ainsi les plus grands malheurs surviendront « si un chien entre dans le palais et pisse contre le trône. » Les Babyloniens et les Assyriens eussent évidemment pris au sérieux la scène des *Plaideurs*.

D'autres présages sont tirés de l'entrée de chiens dans les temples :

Si un chien blanc entre dans le temple, la durée du temple sera stable ;  
 si un chien noir entre dans le temple, la durée du temple ne sera pas stable ;  
 si un chien gris entre dans le temple, le temple souffrira dans ses possessions ;  
 si un chien jaune entre dans le temple, le temple souffrira dans ses possessions ;  
 si un chien rouge entre dans le temple, les dieux du temple abandonneront le pays.

La tablette enregistrerait ensuite les présages des naissances anormales ou monstrueuses de chiens. Mais il ne reste plus que le premier cas prévu :

Si les chiennes ne mettent bas qu'un seul petit, la ville sera ruinée.

De tous les prodiges de cette espèce, ceux qu'on tenait pour les plus saillants et les plus significatifs étaient, du reste, les cas tératologiques où l'on croyait voir la femelle d'un animal mettre au monde un être d'une autre espèce :

Si une brebis enfante un lion, les armes seront actives, le roi n'aura pas d'égale<sup>1</sup>.

Si une jument donne naissance à un lion, le roi sera puissant ;  
 si une jument met au monde un chien, ... il y aura famine<sup>2</sup>.

Plus d'un lecteur se demandera sans doute s'il n'a pas affaire aux rêveries d'un peuple de fous ou d'imbéciles, et pensera que les sages chaldéens, si fameux dans l'antiquité, méritaient bien peu de passer pour sages, quand ils tiraient leurs prédictions de pareils événements, et croyaient gravement que la naissance d'un enfant sans doigts formés ou d'un cheval borgne, ou bien encore un chien... annonçait la chute d'un empire. Cette superstition des prodiges, attribuant un caractère prophétique à tous les faits anormaux ou

<sup>1</sup> W. A. I. III, 65, 1, verso, l. 28.

<sup>2</sup> W. A. I. III, 65, 2, verso, l. 58 et 59.

sculement singuliers de la nature, est en effet une des plus bizarres aberrations de l'esprit humain. Mais elle s'est produite presque partout, et c'est aussi une des aberrations qui ont duré le plus longtemps et que la science a eu le plus de peine à déraciner. Chez les Chaldéens et les Babyloniens, elle avait été systématisée, ramenée à des règles d'interprétation que l'on croyait précises et scientifiques; surtout la tendance éminemment spéculative du sacerdoce de ce peuple s'était emparée de cette superstition populaire et puérile, pour la relier à une haute doctrine philosophique sur les lois éternelles du monde et la solidarité intime de tous les phénomènes naturels, d'une part, de l'homme, et de la nature, de l'autre. C'est par là que chez eux se relevait cette croyance, qui nous semble justement si absurde et si méprisable.

Les Chaldéens, du reste, n'ont pas été le seul peuple de l'antiquité dans la vie de qui la préoccupation des prodiges et de leur valeur fatidique ait eu un rôle capital. Les Romains n'étaient pas moins superstitieux qu'eux sous ce rapport. Chaque fois qu'un *portentum* apparaissait, les augures et les pontifes en étaient avertis, et quand il était jugé par eux d'un présage funeste, on procédait à une cérémonie publique de lustration. Tite Live enregistre sérieusement, d'après les anciennes annales, tous les prodiges, même les plus ridicules, en les plaçant à leur date dans son histoire. Ce sont tantôt des faits merveilleux, comme les statues qui clignent des yeux, hochent la tête ou se couvrent d'une sueur de sang, tantôt des faits naturels qu'on ne savait comment expliquer, et qui paraissaient en dehors du cours normal des choses, tels que les pluies de pierres, qu'elles vinssent d'éruptions volcaniques, comme celles du mont Albain, ou qu'elles fussent produites par la chute d'aérolithes, les taches sanglantes apparaissant sur le sol, les eaux devenues blanches et semblables à du lait, les naissances de monstres chez l'homme et chez les animaux; tantôt enfin seulement des incidents singuliers, du genre de ceux où nous venons de voir les Chaldéens chercher des présages quand un chien entre dans un temple ou dans un palais, par exemple un bœuf qui est monté au troisième étage d'une maison, et de là s'est précipité. Un écrivain des derniers temps du paganisme, Julius Obsequens, tira de Tite Live un recueil spécial de prodiges, en accompagnant chacun de la mention de l'événement qu'il avait été censé annoncer. Nous en extrayons toutes les naissances monstrueuses indiquées pour une seule période de vingt-cinq ans, afin de montrer la place qu'elles y tiennent.

M. Marcellus, P. Sulpicius, consuls (587 de Rome).

A Teanum Sidicinum, il naquit un enfant avec quatre mains et autant

de pieds. Mais une lustration ayant eu lieu à Rome, il y eut paix à l'intérieur et à l'extérieur.

T. Gracchus, M. Juventius, consuls (590).

A Terracine, il naquit trois jumeaux d'un seul enfantement ;... à Privernum, une fille privée d'une main... A Cæré, vint au monde un porc avec des pieds et des mains d'homme. La même année, naquirent des enfants à quatre pieds et à quatre mains.

P. Scipio Nasica, Cn. Martius, consuls (591).

A Frusinone, un bœuf parla. A Reate, naquit un mulet à trois pieds. Cn. Octavius, légat en Syrie, fut assassiné dans le gymnase par Lysias, tuteur du jeune Antiochus.

P. Africanus et Lælius, consuls (606).

A Amiterne, naquit un enfant avec trois pieds et une seule main... Pendant le siège de Carthage, Hasdrubal exerça les cruautés les plus barbares sur les prisonniers romains. Bientôt après, Scipion Émilien détruisit Carthage.

Appius Claudius, P. Metellus, consuls (610).

A Amiterne, il naquit un enfant à trois pieds... Les Salasses ayant infligé un désastre aux Romains, les *decemviri sacrorum* déclarèrent avoir trouvé dans les Livres sibyllins que, toutes les fois que l'on devait porter la guerre chez les Gaulois, il fallait commencer par offrir un sacrifice sur leur territoire.

L. Metellus, Q. Fabius Maximus, consuls (611).

A cause de la famine et de la peste, les décemvirs firent faire une supplication. A Luni, naquit un androgyne, qui, par le commandement des aruspices, fut jeté à la mer. La peste fut telle à Luni, que les bras manquèrent pour enterrer les cadavres qui gisaient partout sans sépulture. En Macédoine, l'armée romaine fut défaite. L'issue des combats livrés à Viriate demeura douteuse.

Comme je l'ai dit, c'étaient les augures proprement romains, plutôt que les aruspices étrusques, qui étaient chargés officiellement de constater et d'interpréter les prodiges<sup>1</sup>. Ils le faisaient évidemment d'après des règles fixes, constituant une tradition, soit écrite, soit orale. Mais nous ne pouvons douter que cette tradition eût son origine chez les Étrusques et comptât dans les parties de la science augurale dont les jeunes patriciens n'étaient complètement instruits qu'après avoir été les étudier en Étrurie ; car des textes formels nous apprennent que les expiations qui avaient lieu en pareil cas, afin de détourner le funeste effet des présages, s'accomplissaient conformément à la discipline étrusque<sup>2</sup>.

On a déjà relevé chez les Étrusques bien des indices d'une influence asiatique directe et profonde, de nature à justifier le récit d'Héro-

<sup>1</sup> Cic., *De leg.*, II, 9.

<sup>2</sup> Val. Max., I, 1, 1.



dote, faisant venir de Lydie une partie au moins de cette nation. La conformité que nous constatons aujourd'hui entre l'aruspicine étrusque et la science des devins chaldéens, en ce qui est de l'importance et du sens attaché à certains prodiges, spécialement à la naissance des monstres, est assez grande pour qu'on y voie l'indice d'une transmission, plutôt que le rapport fortuit de deux inventions indépendantes. Il y a là du moins un fait qui ne devra pas être négligé parmi les éléments du difficile problème des origines étrusques.

En tous cas, il est probable, ainsi que je l'ai déjà dit, qu'avant de codifier en un système d'interprétation fixe leur science des prodiges, les Chaldéens commencèrent pendant un assez long temps à recueillir les observations de ce genre, avec les coïncidences que le hasard faisait naître entre les faits prodigieux et les événements. C'est par là aussi qu'ils débutèrent dans la carrière de l'astrologie, qui n'établit ses prétendues règles qu'après une suite prolongée d'observations. Avant d'avoir des livres tels que celui dont on a retrouvé les fragments à Ninive, ils durent posséder des recueils du genre de celui de Julius Obsequens ; et il est dans la vraisemblance qu'ils en gardèrent jusqu'à la fin, de même que pour l'astrologie, à côté des ouvrages théoriques comme celui qu'avait fait compiler Sargon I<sup>er</sup>, où toutes les apparences célestes et toutes les positions des astres prévues par le calcul, rangées en chapitres méthodiques, avaient leur explication donnée à l'avance, on avait formé — car un certain nombre de fragments en sont parvenus jusqu'à nous — des recueils disposés sur un plan chronologique, où tous les événements marquants de tel et tel règne étaient enregistrés, année par année, avec la mention détaillée des augures du ciel et des astres qui les avaient accompagnés. Pour l'explication des prodiges comme pour l'étude des pronostics célestes, ce furent certainement les tables chronologiques d'observations qui fournirent les éléments fondamentaux des tables théoriques de prévisions, que l'on consultait au fur et à mesure qu'un phénomène se produisait. Mais n'a-t-on pas, dans le travail de formation de ces tables théoriques, essayé de combler les lacunes des observations, en imaginant des cas qui n'avaient point été réellement constatés et en leur assignant une explication d'après l'analogie, ou d'après certaines idées préconçues qui nous échappent ? Pour répondre à cette question, il serait à désirer que quelqu'un des naturalistes qui ont fait de la tératologie une étude spéciale, voulût bien soumettre à un examen attentif les monstruosité énumérées dans ce qui subsiste des tables chaldéennes de prodiges, afin de décider si tous ces cas ont pu être observés, et si ceux qui paraissent le plus invraisemblables, comme la naissance d'un animal

d'autre espèce que la mère, peuvent devoir leur origine à des faits vrais, mais défigurés par une imagination crédule et superstitieuse.

Les légendes mythologiques, acceptées comme réelles, ont dû fournir aussi certains prodiges à ces tables, particulièrement à celle qui se rapporte aux accouchements extraordinaires des reines. Le cas d'« une princesse enfantant un serpent »<sup>1</sup> semble y provenir de récits de cette espèce.

#### IV

Diodore de Sicile dit que les Chaldéens expliquaient les songes comme les prodiges dans un sens prophétique. Cette interprétation des rêves nocturnes était chez eux soumise à des lois régulières, et faisait partie de la science des présages terrestres. Les pronostics des songes étaient compris parmi ceux dont traitait l'ouvrage antique auquel nous venons de faire des emprunts, d'après la copie qu'Assourbanipal en avait déposée dans sa bibliothèque de Ninive. Plusieurs des tablettes de cet ouvrage offraient de longues énumérations de songes plus ou moins bizarres, avec l'indication des événements que ces visions annonçaient. Un seul fragment de ce genre a été jusqu'à présent publié<sup>2</sup>. J'en extrais quelques hypothèses :

Si un homme en songe :  
 se voit un corps de chien...  
 se voit un corps d'ours avec les pieds d'un autre animal<sup>3</sup>...  
 . . . . .  
 se voit un corps de chien avec les pieds d'un autre animal<sup>4</sup>...  
 . . . . .  
 voit un homme pisser sur lui...

La tablette suppose aussi qu'on s'est vu en butte au même accident de la part d'une femme, d'un chien ou d'un ours. J'en demande pardon au lecteur, mais l'imagination des devins de la Chaldée n'était pas toujours digne de l'hôtel de Rambouillet. Souvenons-nous, d'ailleurs, de la narration de Xénophon sur le songe où Astyage vit sa fille Mandane inonder l'Asie, présage des conquêtes futures de Cyrus.

<sup>1</sup> Musée britannique, tablette K. 117, inédite.

<sup>2</sup> W. A. I. III, 56, 2.

<sup>3</sup> Le nom de cet autre animal est malheureusement détruit.

<sup>4</sup> Même observation.

Une fracture de la tablette a malheureusement fait disparaître les prédictions qui s'appliquaient à chacun des rêves que je viens de citer. Mais tous étaient évidemment du plus mauvais augure, car leur énumération est suivie d'une prière au Soleil, le grand dissipateur des songes funestes, pour lui demander de détourner les présages d'aussi sinistres visions. On pourrait faire ici des comparaisons curieuses avec les superstitions de peuples bien différents et bien éloignés. Ainsi, dans la partie de la France où j'écris ces pages, les paysans croient voir, dans les nuits qui s'étendent de Noël à l'Épiphanie, passer dans les airs la chasse du roi Hérode, et si, par hasard, un des chiens de la meute s'approche de vous dans la même intention que le chien des rêves de notre tablette cunéiforme, c'est un signe infaillible que vous mourrez dans l'année.

A Babylone, au rapport d'Iamblique<sup>1</sup>, les femmes allaient dormir dans le temple d'Aphrodite, c'est-à-dire de Zarpanit, pour avoir des rêves qu'on enregistrerait ensuite et dont les devins tiraient des prédictions sur leur avenir. C'est le rite de l'incubation, qui était pratiqué dans beaucoup de sanctuaires de la Grèce et de l'Égypte<sup>2</sup>.

En Assyrie, et probablement aussi en Chaldée — car dans toutes ces choses les Assyriens n'étaient que des disciples et des imitateurs des Chaldéens — il y avait, résulte-t-il du témoignage de certains textes, des voyants (*sabru*) qui avaient le privilège spécial d'être favorisés par les dieux de songes prophétiques. Sans doute, comme les voyants et les devins d'une infinité d'autres peuples, même les plus sauvages, ils les provoquaient à l'aide de moyens artificiels, breuvages narcotiques ou fumigations enivrantes<sup>3</sup>.

Les Assyriens croyaient si fermement au caractère fatidique des visions du rêve, et les tenaient si bien pour des avertissements des dieux, qu'ils leur donnaient place dans l'histoire, à côté des événements qu'on regardait comme annoncés par elles. A ce point de vue, rien n'est plus curieux que les annales du règne d'Assourbanipal, gravées à plusieurs exemplaires sur les prismes de terre cuite que ce prince avait déposés dans les fondations du palais qu'il se construisait à Ninive. Nous y trouvons un récit de songe qui, pour être dans une inscription historique officielle, ne m'en paraît pas moins aussi grandiose et aussi littérairement beau que celui d'aucune épopée ou d'aucune tragédie classique.

Les annales viennent de raconter avec la sécheresse d'un protocole, comment Te-Oumman, roi d'Élam, ayant demandé à Assour-

<sup>1</sup> *Babylon.*, ap. Phot. *Biblioth.*, xciv, p. 75, ed. Bekker.

<sup>2</sup> Voy. Maury, *Histoire des religions de la Grèce*, t. II, p. 452-460; *la Magie et l'Astrologie*, p. 231-241.

<sup>3</sup> Voy. Maury, *la Magie et l'Astrologie*, p. 423-429.

banipal l'extradition de princes de sa famille qui s'étaient réfugiés en Assyrie, et qu'il soupçonnait de conspirer contre lui, et le monarque ninivite ayant refusé de les livrer, Te-Oumman déclara la guerre à ce dernier, sans s'effrayer du présage d'une grande éclipse de soleil.

Au mois d'ab, le mois du lever héliaque de la constellation de l'Arc (le Sagittaire), dans la fête de la reine vénérée, la fille de Bel, j'étais à Arbèles, la ville favorite de son cœur, pour la grande cérémonie de son culte. Alors (eut lieu) l'invasion des hommes d'Élam, qui marchaient contre la volonté des dieux, et ils répétaient ce propos :

« Te-Oumman est aussi puissant qu'Istar. »

Il répéta la teneur de ses paroles : « Je ne m'arrêterai pas jusqu'à ce que je sois venu à livrer bataille avec lui. »

Sur cette menace prononcée par Te-Oumman, je m'adressai à la sublime Istar; j'entrai en sa présence, je me prosternai devant elle, et je suppliai sa divinité de venir et de me sauver, en ces termes :

« Dame d'Arbèles, je suis Assourbanipal, roi d'Assyrie, qu'ont créé tes mains [et celles] du père qui t'a engendrée, pour restaurer les temples de l'Assyrie, et compléter la magnificence des saintes cités d'Accad. J'ai rétabli tes sanctuaires, et je marche dans ton adoration. Et lui, Te-Oumman, roi d'Élam, sans avoir jamais honoré les dieux [marche] contre moi. »

« O toi, souveraine des souveraines, terreur des batailles, dame des combats, reine des dieux, qui, dans la présence d'Assur, le père qui t'a créée, as toujours parlé en ma faveur, pour me rendre propice le cœur d'Assur, et me concilier grandement Mardouk! Voici que Te-Oumman, roi d'Élam, qui a [péché] contre Assur, [le roi des dieux,] le père qui t'as créée, et a [méprisé] la divinité de Mardouk, ton frère-sublime, tandis que moi, Assourbanipal, je [m'étudiais] à réjouir le cœur d'Assur et de [Mardouk], a rassemblé ses soldats, préparé ses batailles, et mis ses armes en mouvement pour attaquer l'Assyrie. O toi, l'archère des dieux, pesant de tout ton poids au milieu de la bataille, abats-le et écrase-le!... »

Istar écouta ma prière. « Ne crains pas, » répondit-elle, et elle répandit la joie dans mon cœur. « Conformément à la prière que tu as faite en élevant tes mains, tes yeux contempleront le jugement. Je te gratifie de ma miséricorde. »

Dans la nuit même après que je l'eus invoquée, un voyant dormait, et il eut un songe prophétique. Au milieu de la nuit, Istar lui apparut, et il me le rapporta en ces termes :

« Istar, qui habite Arbèles, est entrée devant moi. A droite et à gauche, elle était entourée d'une auréole flamboyante; elle portait un arc dans sa main, et elle était montée sur son char, comme pour livrer bataille. Tu te tenais en sa présence. Elle compatissait à toi, comme une mère à son enfant. Elle te souriait, elle, Istar, la plus élevée entre les dieux, et elle établit pour toi ses décrets en ces termes :

« Va en avant, pour faire du butin, l'espace est ouvert devant toi, je marcherai, moi aussi. »

« Tu lui dis : « Souveraine des souveraines, en quelque lieu que tu ailles, puissé-je y aller avec toi ! »

« Elle te répondit : « Je te protégerai. Demeure dans le lieu consacré à Nêbo ; mange (en paix) ta nourriture, bois le vin, fais jouer ta musique et glorifie ma divinité, jusqu'à ce que je vienne, et que cette prophétie soit accomplie. Je réaliserai le désir de ton cœur. Ta face ne pâlera pas, tes pieds ne trébucheront pas, tu ne terniras pas ton honneur au milieu de la bataille. »

« Dans la grâce de sa bienveillance, elle te protège, et elle est en fureur contre tous ceux qui ne se soumettent pas à toi. Devant elle se répand un feu terrible pour vaincre tes ennemis [et les précipiter] les uns sur les autres. Elle se tourne contre Te-Oumman, roi d'Élam, qui est odieux à sa face. »

Au mois d'ouloul, à la fête du suprême Assur, dans le mois de Sin, illuminateur du ciel et de la terre, je me confiai à la puissance du brillant Sin et à l'annonce d'Istar, ma souveraine, qui ne change jamais ; je rassemblai mes hommes de guerre, les vaillants qui se rangent en bataille au commandement d'Assur, de Sin et d'Istar. Je pris ma route contre Te-Oumman, roi d'Élam, et je dirigeai la marche <sup>1</sup>.

La vision qui encouragea le prince au début de cette guerre méritait bien d'être relatée dans ses annales, car la victoire qui suivit fut une des plus éclatantes que jamais roi d'Assyrie ait remportée en bataille rangée. L'armée des Élamites, acculée à une forêt sur les bords de l'Oulaï (l'Eulæus des géographes classiques), fut taillée en pièces, Te-Oumman lui-même fait prisonnier et décapité sur le champ de bataille.

Les annales d'Assurbanipal contiennent encore un autre récit de vision nocturne. C'est le songe de Gygès, roi de Lydie, qui décida ce prince à se déclarer le vassal du monarque assyrien. J'en traduirai la rédaction la plus complète <sup>2</sup>.

Gygès (*Gugu*), roi de Lydie, une province située sur le bord de la mer, un lieu lointain, dont les rois mes prédécesseurs et mes pères n'avaient pas entendu prononcer le nom, reçut dans un songe du dieu Assur, le dieu qui m'a créé, la révélation de ma glorieuse royauté, en ces termes :

« Prends le joug d'Assurbanipal, roi d'Assyrie, chéri d'Assur, le roi des dieux, le seigneur de l'univers ; rends hommage à sa royauté, et soumets-toi à sa domination. En te déclarant son serviteur et en lui offrant un tribut, fais parvenir jusqu'à lui tes paroles. »

Le jour même, après avoir vu ce songe, il envoya son ambassadeur en ma présence pour implorer mon amitié. Il lui fit conduire à Ninive, la ville de ma seigneurie, avec de nombreux et remarquables présents, des

W. A. I. III, 32, l. 16-83. — Smith, *History of Assurbanipal*, p. 119-157.

Le texte dans Smith, *History of Assurbanipal*, p. 73-75.

Cimmériens (*Gimirraï*), dévastateurs de son pays, que ses mains avaient pris vivants dans les combats, et baiser mes pieds.

La vision de Gygès et l'ambassade qui en fut la conséquence sont relatées dans plusieurs autres documents officiels et contemporains sur l'histoire du règne d'Assourbanipal<sup>1</sup>. Un de ces documents dit formellement que l'envoyé lydien était chargé de raconter le songe au roi d'Assyrie, et que c'est ainsi qu'il fut connu<sup>2</sup>; un autre décrit l'embarras où l'on fut à la cour de Ninive quand il s'agit de comprendre l'ambassadeur, car on n'y avait pas d'interprète pour la langue lydienne<sup>3</sup>.

Tous les peuples ont cru aux rêves et y ont cherché une signification prophétique. Mais il est curieux de noter que le premier auquel on fasse l'honneur d'une mention monumentale appartienne précisément à la Mésopotamie, à la sphère d'influence directe de la civilisation chaldéo-babylonienne. C'est le songe du prince de Bakhten qui, d'après le récit de la stèle hiéroglyphique de Ramsès XII, conservée à la Bibliothèque nationale de Paris, ne se décide à renvoyer à Thèbes l'arche du dieu Khons, qu'il détient depuis plusieurs années, qu'après avoir vu pendant son sommeil le dieu s'envoler vers l'Égypte sous la forme d'un épervier d'or.

Il y a plus; pendant toute la période historique qui embrasse le septième et le huitième siècle avant Jésus-Christ, la superstition des songes, aussi vieille que l'humanité, prend tout à coup un développement jusqu'alors inoui, et qui ne se renouvelle plus après. Dans toute l'Asie antérieure et en Égypte, elle exerce sur les événements politiques une influence qui paraîtrait incroyable, si elle n'était pas attestée par des documents contemporains, par des inscriptions officielles, et non par des légendes de date postérieure. C'est un songe — nous venons de le voir — qui encourage Assourbanipal dans sa guerre contre Te-Oumman et lui promet la victoire. C'est un songe qui détermine Gygès à rendre hommage au roi d'Assyrie. L'Éthiopien Sabacon, après un règne prospère, se décide à évacuer l'Égypte à la suite d'un songe qui lui rappelle l'oracle que l'Ammon de Napata avait rendu au moment de son avènement au trône<sup>4</sup>. Le roi tanite Sêti est engagé à tenir résolument tête à Sennachérib par une vision nocturne, où Phtah de Memphis lui apparaît et lui annonce la destruction miraculeuse de l'armée assyrienne; il élève une statue

<sup>1</sup> W. A. I. III, 30, l. 89-97. — Smith, p. 71.

<sup>2</sup> W. A. I. III, 19, l. 5-23. — Smith, p. 64-66.

<sup>3</sup> Smith, p. 77.

<sup>4</sup> Hérodote, II, 139; Diodore de Sicile, I, 65.

commémorative de ce prodige<sup>1</sup>. Le prince éthiopien Ta-nout-Amen, qui fut après Taharqa l'antagoniste d'Assourbanipal, raconte dans une grande stèle qui, découverte au Gebel-Barkal, est aujourd'hui conservée au musée de Boulaq<sup>2</sup>, comment c'est un rêve qui lui prédit sa puissance prochaine et le décida à aller chercher la couronne à Napata, puis à entreprendre la conquête de l'Égypte.

L'année de son élévation en qualité de roi très-gracieux, le roi vit en songe, pendant la nuit, deux serpents, l'un à sa gauche, l'autre à sa droite<sup>3</sup>. A son réveil, il ne les trouva plus. Il dit : « Qu'on m'explique cela sur-le-champ. » Or on lui répondit par ces paroles : « Tu possèdes le pays du Midi, sou mets les pays du Nord ; que les diadèmes des deux régions brillent sur ta tête, afin que tu aies tout le pays dans sa longueur et dans sa largeur... avec toi. »

Cette année-là même, Sa Majesté, s'étant levée sur le trône d'Horus, se manifesta dans le lieu où elle se trouvait, comme se manifeste Horus dans le bas pays... Sa Majesté dit : « C'est la vérité que ce songe... » Le roi alla à Napata, sans que personne s'opposât à sa marche. Il entra dans le temple d'Ammon de Napata, qui réside sur la montagne sainte, et son cœur fut rempli de joie après qu'il eut vu son père Ammon-Ra, seigneur des trônes des deux mondes, qui réside sur la montagne sainte, et qu'on lui eût apporté les fleurs *ankh* de ce dieu. Voici que le roi, ayant exalté Ammon de Napata, lui fit de grandes offrandes, et lui présenta trente-sept bœufs, quarante vases de liqueurs *hak* et de liqueur *asch*, et cent plumes d'autruche.

Le roi, étant parti pour les pays du Nord, adora plus que tous les autres dieux le dieu dont le nom est caché. Le roi, s'étant approché d'Éléphantine, traversa le Nil pour se rendre à Éléphantine. Arrivé au temple de Noum, seigneur de Kebht, il se tint dans la posture de l'adoration devant ce dieu, fit de grandes oblations, offrit du pain et du *hak* aux dieux de la cataracte, et fit des offrandes au Nil dans sa chute.

Le roi, étant parti pour Kheftinebs de Thébaidé, la ville d'Ammon, arriva jusque dans la ville de Thèbes. Comme il entra dans le temple d'Ammon-Ra, le seigneur du trône des deux mondes, le prophète<sup>4</sup> Sentour vint au-devant de lui avec les quatre prêtres de service du temple d'Ammon-Ra, seigneur du trône des deux mondes. Ils lui apportaient les fleurs *ankh* du dieu dont le nom est caché. Sa Majesté, son cœur fut dans l'allégresse après qu'elle eut vu ce temple. Après avoir exalté Ammon-Ra, seigneur du trône des deux mondes, elle institua de grandes panégyries dans tout le pays. Comme le roi partait pour le pays du Nord, l'Est et l'Ouest se réjouissaient d'une grande joie. Ils disaient : « Va en paix ; que

<sup>1</sup> Hérodote, II, 141.

<sup>2</sup> Mariette ; *Revue archéologique*, nouv. sér., t. XII, p. 169 ; *Catalogue du musée de Boulaq*, n° 918 ; Maspéro, *Revue archéologique*, nouv. sér., t. XVII, p. 329-339.

<sup>3</sup> Le serpent uræus était l'emblème de la royauté.

<sup>4</sup> Titre sacerdotal égyptien.

ton essence soit en paix ; que ton essence vivifie les deux mondes. Va, pour relever les temples qui tombent en ruines, pour rétablir les éperviers divins et leurs emblèmes, pour faire des offrandes divines aux dieux et aux déesses et des offrandes funéraires aux mânes, pour purifier chaque homme en sa demeure, pour accomplir toutes les cérémonies en l'honneur du cycle divin. » Les sentiments hostiles qui remplissaient leurs cœurs firent place à des sentiments de joie <sup>1</sup>.

A la même époque, Isaïe <sup>2</sup>, parlant au nom de Jéhovah, disait :

J'exciterai l'Égyptien contre l'Égyptien ; l'homme combattra contre son frère, l'ami contre son ami, ville contre ville, royaume contre royaume.

L'esprit de l'Égypte s'évanouira de son sein, j'anéantirai son conseil ; elle s'adressera aux idoles, aux devins, aux interprètes de songes et aux magiciens.

Et le même prophète <sup>3</sup> reprochait aux Juifs, comme un acte d'idolâtrie, l'habitude d'aller dormir auprès des tombeaux pour y chercher des songes prophétiques.

Il y a là comme une sorte d'épidémie mentale, propre à cette période de l'histoire, et qui sévit des rives de l'Euphrate à celles du Nil ou à l'extrémité occidentale de l'Asie Mineure. Ce développement extraordinaire de la superstition de la croyance aux songes, et de son influence sur la conduite des princes et des peuples, pendant environ deux siècles, est un véritable phénomène, auquel on n'a pas assez fait attention jusqu'ici, mais auquel il faut bien chercher une cause. Or les deux siècles où il se produit sont précisément ceux des grandes conquêtes assyriennes, ceux où, grâce à ces conquêtes, la civilisation, les idées, les arts et la religion de l'Assyrie rayonnent sur toute l'Asie antérieure avec un ascendant irrésistible et font même pénétrer leur influence jusqu'en Égypte. Il est difficile de ne pas lier les deux ordres de faits, de ne pas établir entre eux un rapport de cause à effet, et de ne pas croire, par conséquent, que si les songes jouent un si grand rôle dans l'histoire depuis le commencement du huitième siècle jusqu'à la fin du septième, c'est un résultat de la diffusion et de la prépondérance partout assurée aux doctrines de la divination chaldéenne, dont les Assyriens étaient les disciples.

FRANÇOIS LENORMANT.

<sup>1</sup> J'emprunte l'excellente traduction de M. Maspéro. Cette longue citation mettra le lecteur à même de comparer la rédaction des documents égyptiens et des documents assyriens. Au point de vue littéraire, je trouve une vraie supériorité dans ceux de l'Assyrie.

<sup>2</sup> XIX, 3 et 4.

<sup>3</sup> LXV, 4.



UN

# PROJET DE CONSTITUTION

## DE DEUX CHAMBRES LÉGISLATIVES

---

La constitution de deux Chambres législatives est un problème complexe, dont on ne peut obtenir la solution que par l'étude des éléments divers dont il se compose. Il touche directement à la théorie de la souveraineté et, par ce côté, se rattache à la philosophie politique; il naît des faits actuels, et la manière dont il sera résolu doit exercer sur l'avenir du pays une influence décisive. De là deux sujets d'observations : au point de vue doctrinal, la division du pouvoir législatif en deux Chambres est-elle nécessaire? au point de vue pratique, dans quelles conditions l'une et l'autre de ces deux Chambres doit-elle être, et peut-elle être constituée?

Deux théories divisent l'histoire politique des peuples, ainsi que les partis qui se partagent les sociétés : il en est qui soutiennent avec Bossuet, avec Rousseau, que la souveraineté, propriété collective de tous les citoyens, peut être aliénée par la majorité d'entre eux pour un temps déterminé ou pour une période indéfinie, soit en faveur d'une assemblée, soit en faveur d'un homme ou d'une famille. Cette doctrine a été celle de l'ancienne monarchie française, de la Convention, de l'Empire. Il en est d'autres qui considèrent, avec Locke, avec tous les hommes d'État whigs de l'Angleterre, la souveraineté comme une faculté inaliénable, intransmissible, résidant dans chaque citoyen, en sorte que les institutions politiques des peuples ne doivent être que des procédés au moyen desquels cette souveraineté peut se produire et s'exercer.

Elle se produit d'une manière constante par la liberté de la presse; avec intermittence, par le droit de pétition et le droit de suffrage. Elle exerce son action au moyen de la responsabilité ministérielle,

créant, comme rouage principal de gouvernement, un cabinet homogène et responsable.

Les faits décident de la valeur des théories. L'application de la doctrine de l'aliénabilité de la souveraineté a donné à l'Europe le despotisme, à la France le gouvernement absolu, suivi d'une série d'essais révolutionnaires. L'application de la doctrine de l'inaliénabilité de la souveraineté a fait de l'Angleterre la première puissance du monde; de la Belgique la nation la plus libre, la plus prospère. Il faut donc tenir compte, alors qu'il s'agit d'organiser le gouvernement du pays, de ces deux théories différentes, qui ont donné des résultats si opposés.

Le suffrage universel peut s'accommoder à la théorie de l'aliénabilité comme à celle de l'inaliénabilité de la souveraineté; mais avec cette différence que, dans la première hypothèse, il n'est considéré que comme un instrument de gouvernement, transmettant la souveraineté qui réside en lui à un homme, à une famille, à une assemblée; se dépouillant, par une abdication volontaire, pour donner à cet homme, à cette famille, à cette assemblée, l'investiture d'un pouvoir sans contrôle, à l'exercice duquel la nation doit, pour un temps plus ou moins long, rester étrangère. Dans la seconde hypothèse, au contraire, le suffrage universel doit être puissant et agir par une action régulière et continue sur le gouvernement du pays.

Chez une nation qui a adopté le suffrage universel comme principe de son droit public, la première combinaison gouvernementale qui se présente à l'esprit est celle d'une assemblée unique, émanant du suffrage universel et confiant le pouvoir à des ministres responsables et révocables. Mais d'une part, l'histoire en dépose, une assemblée ainsi constituée usurpera la souveraineté et préludera, par cette usurpation, à la violation de tous les droits. « Partout, dit avec raison le projet de loi présenté par MM. Thiers et Dufaure, partout on a senti le danger d'un pouvoir unique et sans contre-poids: il dégénère en despotisme; » d'autre part, à cette assemblée, quelle que soit sa puissance, il faudra un homme pour exécuter ses décisions. Cet homme représentera le système, la pensée politique qui prévaudra dans le moment, et substituant sa volonté à celle de la représentation nationale, après que la volonté de la représentation nationale se sera substituée à celle de la nation, il se rendra maître et maître omnipotent. Sans doute son autorité pourra être éphémère; sans doute l'assemblée souveraine pourra précipiter du pouvoir celui qu'elle y aura élevé; mais il résultera alors de cette organisation politique une succession de gouvernements personnels, puisant dans l'omnipotence d'une assemblée unique les éléments de leur despotisme.

Dans l'hypothèse où l'on s'est placé, l'autorité exclusive de la Chambre élue par le suffrage universel naîtra moins encore de l'unité du pouvoir législatif que du caractère propre du suffrage universel. Le suffrage universel est absolu de sa nature, et, livré à lui-même, ne peut donner que des résultats absolus. Il est la manifestation de la volonté de tous, et la dépose entre les mains de quelques-uns ou d'un seul. Cette volonté ne connaît à son origine, comme dans son expression, ni frein ni contre-poids. C'est une unité redoutable qui embrasse tout, contient tout et ne laisse rien à côté d'elle. Bien plus, que l'on suppose le pouvoir législatif divisé en deux Chambres : si l'absence de toute condition restrictive de l'électorat et de l'éligibilité dans l'élection d'une de ces deux Chambres en fait l'émanation spontanée de la souveraineté du peuple, cette Chambre ne sera plus un des rouages du gouvernement, mais bien le gouvernement tout entier. Toutes les institutions constitutionnelles qui l'entoureront, quelles que soient ces institutions, disparaîtront devant elle ; au nom de la souveraineté du peuple, qu'elle seule représentera dans sa plénitude, elle s'emparera de la toute-puissance après avoir usurpé la souveraineté. Un établissement politique ainsi construit, conduit inévitablement au gouvernement d'une assemblée unique et sans contre-poids. Mais il n'entre pas dans les données providentielles que l'excès puisse durer longtemps. Il arrivera bientôt un jour où la nation ainsi gouvernée se rendra compte qu'elle ne peut soumettre son existence même aux oscillations sans cesse renaissantes d'une volonté dont rien ne saurait arrêter les écarts ; elle s'apercevra que toutes les fonctions sociales sont troublées par l'instabilité et l'incertitude dans lesquelles la tiennent des élections à courte échéance, remettant sans cesse tout en question, et bientôt la force irrésistible des intérêts la portera vers une autre organisation politique.

La constitution du 14 janvier 1852 offre, il est vrai, l'exemple d'une Chambre élue par le suffrage universel, et n'aspirant pas au rôle prédominant, si ce n'est exclusif, qui vient d'être signalé. Mais l'Empire avait pris contre cette Chambre des dispositions qui, en fin de compte, l'annulaient. D'après cette constitution en effet, le souverain, élu par le suffrage universel, dépositaire de la souveraineté qu'il devait transmettre héréditairement à ses descendants, avait réuni sur son nom un plus grand nombre de suffrages que chacun des membres du Corps législatif ; il était théoriquement, comme en fait, le représentant unique du pays. Seul en possession des attributions du pouvoir exécutif, il était encore la partie principale du pouvoir législatif. C'étaient des fonctionnaires nommés par lui qui préparaient et qui sanctionnaient définitivement les lois. Le corps électif qui les votait, sous la réserve de l'examen du Sénat, était com-

posé de membres recommandés aux électeurs par le chef de l'État, circonstance qui eût suffi pour les mettre dans une situation dépendante et subordonnée, alors même qu'ils n'y eussent pas été constitutionnellement placés par la prédominance du Sénat et même du conseil d'État sur le Corps législatif, dépouillé du droit d'initiative comme du droit d'amendement.

Il y avait évidemment excès dans cette combinaison constitutionnelle en faveur du prince ; mais il n'en faut pas moins reconnaître que le suffrage universel présente, par sa puissance même, des périls qu'il est nécessaire de conjurer ; que s'il est un des éléments qui composent la société, il n'en est pas l'élément unique, et qu'il convient de lui imposer des conditions de nature à le fondre dans l'ensemble des autres droits et des autres intérêts sociaux. Ces conditions sont de tous les temps et de tous les lieux. Croire que la république, parce qu'elle est la république, peut se passer de l'application des principes sur lesquels reposent les constitutions de tous les peuples libres, c'est une présomption naïve et fatale. Imaginer qu'une nation, parce qu'il s'agit de la nation française, peut se passer d'observer les règles qui ont assuré à d'autres peuples l'ordre, la liberté, la prospérité qui en découlent, c'est une présomption absolument injustifiable ; la nature humaine ne change pas plus avec les formes de gouvernement que les déductions de la logique ne sont subordonnées à la variété des races humaines. La division du pouvoir législatif en deux Chambres est une de ces nécessités qui s'imposent à tout gouvernement régulier : « Tous les pays libres de l'Europe, » dit le projet de loi présenté par MM. Thiers et Dufaure, « ont deux Chambres ; la Convention nationale, éclairée par une terrible expérience, introduisit la première en France cette dualité nécessaire ; et tandis que la sagesse britannique couvre le monde de colonies admirablement libres, où cette double garantie est soigneusement observée, chacune des trente-six républiques de l'Amérique du Nord présente cette même division de la législature qui, au sommet de l'édifice fédéral, se reproduit par cette institution admirée de tous les publicistes : le Sénat des États-Unis ! »

« Dans tout État libre, » ajoute le même projet, « dans toute république, dans toute démocratie, le grand danger est l'entraînement et à la suite de l'entraînement la précipitation. On s'y décide souvent plus par passion que par conseil ; aussi l'art de tous les fondateurs d'un régime populaire a-t-il été d'y introduire la maturité dans les délibérations, d'opposer au mouvement de l'opinion publique le contrôle permanent de l'expérience. » La nécessité de deux chambres admise, il faut admettre aussi que pour être deux, elles doivent être d'origine diverse. L'accord des deux sections du corps

législatif n'a en effet d'utilité que si chacune d'elles représentant des droits et des intérêts différents, cet accord constate que la loi adoptée par les deux Chambres donne satisfaction aux droits et aux intérêts différents que chacune d'elles représente et dont l'ensemble constitue la société. Principe de l'autorité de la loi, cet accord entre tous les droits et tous les intérêts sociaux ne saurait se produire si les deux Chambres, étant issues d'une même origine, représentaient, par conséquent, les mêmes intérêts, les mêmes droits, à l'exclusion de certains autres. — Une cloison mise au milieu de la salle des délibérations d'une même assemblée ne résoudrait donc pas le problème des deux Chambres. Dans cette hypothèse, sous un fractionnement apparent, cette même assemblée conserverait son unité d'origine, d'esprit, d'opinion. Ce serait une même Chambre en deux sections et les inconvénients du gouvernement d'une assemblée unique se reproduiraient dans le gouvernement du pays avec cette circonstance de plus, que l'organisation constitutionnelle paraîtrait assurer, sans l'assurer réellement, la maturité des délibérations et la représentation des divers éléments constitutifs de l'état social.

Mais il ne suffit pas que chacune des deux Chambres ait une origine différente, il faut encore que toutes deux soient égales en autorité comme en pouvoir. S'il en était autrement, l'équilibre que la constitution doit établir entre les différents droits, les différents intérêts sociaux, entre les deux sections du pouvoir législatif qui les représentent, étant rompu, l'autorité de la loi serait compromise en même temps que s'établirait sur les ruines de toutes les autres institutions constitutionnelles l'omnipotence de la Chambre prédominante.

Les procédés qui peuvent procurer à la fois aux deux sections du pouvoir législatif une origine différente et une autorité égale sont peu nombreux : en Angleterre, par exemple, des faits anciens et respectés, en Amérique l'organisation fédérative du pays ont fourni les éléments divers de pouvoirs équipollents. C'est à des combinaisons constitutionnelles étrangères aux traditions comme aux mœurs nationales, que d'autres peuples les ont demandés. La France, par ses efforts séculaires, par l'esprit particulier de la race qui vit entre les Alpes et l'Océan, est devenue une nation unitaire ; une révolution sans précédent dans les annales de l'humanité, l'a brusquement séparée de son passé ; elle se trouve donc dans la même situation que ces derniers peuples. Son histoire contemporaine n'offre-t-elle pas, en effet, plusieurs exemples de révolutions accomplies en présence d'une haute Chambre constituée sur le principe de l'hérédité ou formée par la nomination directe du pouvoir. Dans l'un et l'autre cas, la Chambre haute appelée par la constitution à protéger le pays

contre des révolutions subites et violentes a fait défaut ; l'autorité lui a manqué. Cette autorité, dans un pays où toutes les situations traditionnelles ont disparu, ne peut, en effet, venir que de l'élection : d'où il faut conclure que c'est de l'élection qu'en France doit procéder l'une et l'autre des deux fractions du pouvoir législatif. La Chambre des pairs et la Chambre des députés de la Restauration et du gouvernement de Juillet, le Sénat et le Corps législatif du second empire avaient une origine différente mais une autorité inégale ; d'autres combinaisons constitutionnelles mettent en présence deux Chambres dont l'origine est la même sans parvenir à les faire égales en autorité. Tous les systèmes qui consistent à faire nommer les deux Chambres par le suffrage universel rentrent dans cette catégorie ; de deux choses l'une, en effet, ou le suffrage universel nommera les membres des deux Chambres dans des conditions identiques, et alors les deux fractions du pouvoir législatif, semblables l'une à l'autre, animées d'un même esprit, représentant, à l'exclusion de tous autres, les mêmes droits et les mêmes intérêts, constitueront un gouvernement absolument semblable à celui d'une assemblée unique ; ou le suffrage universel, dans sa liberté absolue et spontanée, élira les représentants, tandis qu'il nommera les sénateurs en respectant les conditions que la loi aura imposées à ses choix ; dans ce cas l'élection, il est vrai, donnera des produits différents, mais alors la Chambre des représentants, émanation absolument libre du suffrage universel, aura une autorité tellement supérieure à celle du Sénat, que celui-ci sera impuissant à jouer son rôle constitutionnel. Le même résultat se produira toutes les fois qu'une des deux fractions du pouvoir législatif sortira du suffrage universel, absolument libre dans ses choix, tandis que l'autre fraction de ce même pouvoir devra son élection à une autre combinaison ; il en serait ainsi, par exemple, si l'une des Chambres était élue par le suffrage universel et direct, tandis que l'autre procéderait du suffrage à deux degrés. Qui pourrait soutenir, en effet, que la volonté contrainte dans sa manifestation indirecte pût être égale à la volonté précise directement exprimée. Il en serait ainsi dans le cas où, la première Chambre étant élue par le suffrage universel, la seconde serait nommée soit par un suffrage restreint, soit par le chef du pouvoir exécutif.

Des considérations d'un autre ordre ont amené un groupe d'hommes considérables à produire un système électoral qu'il faut exposer : si tous les droits, tous les intérêts sociaux, disent-ils, viennent se fondre dans le suffrage universel, certains d'entre eux y sont plutôt absorbés que contenus, en sorte qu'ils n'obtiennent pas

dans la représentation nationale une place corrélative à leur importance. De ce nombre sont, par exemple, les grands intérêts moraux de la société. Il suffit d'avoir réfléchi, ne fût-ce qu'un instant, sur l'histoire des races humaines, pour reconnaître que leur valeur dépend des croyances qu'elles professent. Plus la théorie qui se formule dans sa religion est spiritualiste, plus une nation a de puissance intrinsèque et plus la durée de cette puissance est assurée. L'Europe est un point à peine perceptible sur la surface du globe, mais la valeur morale de ceux qui l'habitent, conséquence de la religion dans laquelle ils sont nourris, a fait du monde le tributaire de l'Europe et de ses colonies. Or, quel sentiment le suffrage universel peut-il avoir de ces observations qui, par leur élévation même, lui échappent et ne sont le partage que d'un petit nombre ? N'est-ce pas, au contraire, un trait propre de la démocratie française que la profession de ces doctrines matérialistes dont le dernier mot a toujours été, à toutes les époques historiques, le signal de la ruine pour les races qui les ont adoptées, et la démocratie ne trouve-t-elle pas dans le suffrage universel, tel qu'il est constitué, l'organe exclusif de ses sentiments et de ses passions ? A un autre point de vue, l'égalité du droit de suffrage est aussi fausse que chimérique, et, sans tenir compte des différences qui peuvent se produire et qui se produisent entre les intelligences, n'est-il pas vrai que le droit de suffrage n'a de raison d'être que l'intérêt qu'a chaque citoyen dans la direction du gouvernement de son pays. Mais cet intérêt qui existe pour tous, est-il le même pour chacun ? Ne se présente-t-il pas, au contraire, chez chacun, dans une qualité ou dans une quantité différente et, dès lors, est-il juste, est-il légitime, que la valeur du vote de chacun soit égale ?

Ces considérations ont fait naître deux théories concernant le droit de suffrage : la première, consistant dans le vote plural ; la seconde, dans l'adjonction à des électeurs élus d'un nombre égal d'électeurs de droit. Le vote plural est l'attribution de deux ou de plusieurs suffrages au même électeur, en raison des intérêts multiples que la loi suppose qu'il représente, par suite de sa situation sociale, de sa famille, de sa fortune. C'est évidemment un procédé qui permet d'arriver à faire que le corps électoral ainsi constitué tienne compte d'intérêts auxquels le suffrage universel ne donne pas une garantie suffisante. Mais indépendamment des difficultés d'exécution qu'il présente, il méconnaît, tel qu'il s'est produit, une des lois les plus chères au sentiment public, à savoir : l'égalité des électeurs composant un même collège. Le vote plural n'est acceptable qu'à la condition que le fractionnement du corps électoral permette aux citoyens

auxquels la loi confère plusieurs suffrages, de former, quand ils exercent leur double droit, un collège spécial dans lequel se retrouvera l'égalité de ces mêmes électeurs entre eux.

L'adjonction en nombre égal d'électeurs de droit à des électeurs antérieurement élus suppose l'adoption du suffrage à deux degrés. L'application de ce système produit, entre les électeurs d'un même collège, une inégalité autre que celle qui vient d'être signalée, mais qu'il est aussi difficile d'admettre. En effet, cette inégalité ne réside plus dans le nombre différent des suffrages, mais dans l'origine même du droit. Chez tous les peuples libres, la prestation d'un cens déterminé est la condition de l'électorat, parce que, chez ces peuples, l'électorat étant considéré comme une fonction, la Constitution exige, pour conférer cette fonction à un citoyen, une preuve de capacité, d'indépendance, et cette preuve, elle la trouve dans la possession d'une certaine fortune. Théorie que l'on peut rejeter, mais dont on ne saurait nier le mérite, tant au point de vue spéculatif qu'au point de vue des résultats pratiques qu'elle a donnés. Qu'en France, en présence du suffrage universel tel qu'il existe, on déroge à cette doctrine admise par toutes les nations, que l'on cherche une combinaison qui, en respectant le suffrage universel, fasse la part du nombre en même temps que celle des intérêts et des droits, rien de mieux ; mais adjoindre à des électeurs de droit, c'est-à-dire à des électeurs puisant leur droit de suffrage soit dans leur situation sociale, soit dans leur situation de fortune, à des électeurs élus par le suffrage universel, pour n'en former qu'un seul collège, c'est méconnaître la puissance comme la susceptibilité du vote populaire, c'est mettre en contact des éléments contraires qui deviendront bientôt hostiles et dont l'hostilité, survivant à la période électorale, serait la cause des plus grands périls. Ici encore, le fractionnement du corps électoral en deux collèges composés d'électeurs ayant des droits égaux comme une même origine, peut seul procurer la solution du problème.

Dans un pays qui a rompu avec toutes les traditions de son passé, où trouver un contre-poids au suffrage universel ? — contre-poids nécessaire, on vient de le démontrer, à l'établissement d'un gouvernement régulier et stable. Le seul élément social qui puisse faire équilibre au suffrage universel, c'est la propriété foncière. Le suffrage universel, c'est la nation ; le territoire national, c'est la patrie ; et l'on peut dire, qu'en général, aucun lien n'attache aussi puissamment un citoyen à la patrie que la propriété d'une fraction du territoire national. Tandis que, dans l'état actuel des relations industrielles et financières, le travail, le capital peuvent émigrer et émigrent d'une extrémité du monde à l'autre, sans autre



règle que ce vieil adage latin : *Ubi bene ibi patria*, tandis que ces déplacements peuvent faire de l'ouvrier, du capitaliste, un être en quelque sorte cosmopolite; la terre fixe invinciblement son possesseur sur le sol national. Il ne peut emporter la patrie à la semelle de ses souliers.

Considération de premier ordre et qui, dans la plupart des constitutions durables, a fait dépendre le droit de suffrage de la possession de la terre; considération dont la valeur augmente alors qu'il s'agit d'un pays entouré de voisins puissants et ambitieux, d'un pays où le fractionnement salutaire de la propriété a mis la terre entre les mains d'un grand nombre de citoyens. Non-seulement la propriété acquise inspire le respect de la propriété d'autrui et porte avec elle la notion du droit auquel le suffrage universel est enclin à substituer sa volonté, mais encore une loi providentielle a fait que les conditions du travail agricole, le plus nécessaire de tous, se rattachent aux grands intérêts moraux de la société. L'homme qui travaille la terre ne la travaille pas à lui seul. Il a beau la labourer, la façonner, l'enrichir, la semer, il n'est pas maître du résultat qu'il poursuit; il lui faut faire la part d'une volonté dont il ne dispose pas et qui seule, à son gré, envoie aux récoltes le rayon de soleil, la goutte d'eau, dont elles ne peuvent se passer sans périr. Les doctrines matérialistes, destructives de tout état social, trouvent dans l'observation de cette intervention supérieure sans cesse renouvelée leur constante réfutation, tandis que le travail industriel, reposant sur des moyens purement humains, sur des combinaisons qui dépendent absolument de l'homme, exalte hors de proportion son orgueil et le dispose à croire à sa toute-puissance. Les entreprises industrielles et commerciales se réalisent à courte échéance. Le temps est, au contraire, un des éléments avec lequel toute entreprise agricole doit compter. La terre ne rend les avances qui lui sont faites qu'à la suite d'une longue rotation de récoltes successives; aussi, la stabilité des gouvernements, l'ordre dans l'État, la crainte des révolutions qui viendraient déranger ses calculs sont-ils les sentiments ordinaires de celui qui cultive le sol, sentiments que ses intérêts lui inspirent et qui sont autant de résistances aux entraînements impétueux, souvent irréfléchis, auxquels le suffrage universel est sujet.

A tous les points de vue, le suffrage universel rencontre donc, dans la propriété, dans la culture du sol, son contrepoids; il le trouve encore dans l'expérience, dans le savoir des citoyens chez lesquels de longues années de travail sont un gage de capacité et de lumières. Il convient donc de leur faire une part, soit au point de vue de l'éligibilité, soit au point de vue de l'électorat.

Les constitutions qui se sont formées par la succession séculaire de faits historiques ont naturellement pour fondements les mœurs et les traditions nationales des peuples auxquels elles s'appliquent. Mais rien ne peut donner à une organisation constitutionnelle, éclosée en un jour, la consécration du temps. Aussi l'objectif principal de tout pouvoir constituant doit-il être de faire pénétrer dans les mœurs publiques l'application des principes sur lesquels repose son œuvre, afin d'en assurer la durée. Il faut, en conséquence, qu'il donne une origine commune aux différentes institutions qu'il crée et qui doivent procurer à tous les degrés de la vie nationale la satisfaction des besoins généraux de la société ; il convient que les mêmes procédés soient appliqués à l'organisation des pouvoirs publics dans le gouvernement de la commune, de la province et de l'État, car c'est en les voyant fonctionner de près et constamment que le citoyen en comprend l'utilité, qu'il les apprécie et s'y attache. Une Assemblée constituante, enfin, qui veut donner à un pays des institutions durables, doit se réserver à elle-même une place, et une place dominante dans ces mêmes institutions ; c'est un axiome de droit public qu'il n'y a que les longues Assemblées qui fondent les gouvernements.

Mais une dernière observation est nécessaire : la plupart des systèmes concernant la création de deux Assemblées législatives, livrent le pays au parti démocratique et ne laissent rien au parti conservateur. Leur adoption amènerait, dans un avenir très-rapproché, le triomphe légal des radicaux et mettrait ainsi en péril l'ordre social et la patrie. Si la démocratie a des intérêts auxquels il est juste de donner satisfaction, le parti conservateur a des droits qui ne peuvent être méconnus sans que la société même soit en danger. Ce n'est pas la lutte à outrance entre ces intérêts et ces droits qui relèvera le pays, mais bien les concessions réciproques que les uns et les autres doivent se faire. Le parti démocratique veut que tout citoyen soit électeur et que tout citoyen soit éligible ; le parti conservateur exige de l'électeur et de l'éligible des conditions de capacité garanties par la durée du domicile et par la possession d'un certain avoir. La loi sur la constitution de deux Chambres législatives ne doit donc pas seulement établir entre elles l'équilibre indispensable au fonctionnement de tout gouvernement régulier, elle doit encore tenir compte des droits et des intérêts de ces deux partis et forcer le courant démocratique et le courant conservateur à couler dans le même lit. Le salut est à ce prix.

C'est dans cette pensée qu'est conçu le système suivant :

Une première Chambre, le Sénat, serait composée d'autant de

membres qu'il y a d'arrondissements administratifs (452). Ces membres, nommés au scrutin individuel par le suffrage universel tel qu'il aura été constitué, seraient choisis parmi des catégories d'éligibles dont la loi constaterait à l'avance la capacité, en sorte qu'ils tinssent d'abord de la constitution le droit de siéger dans une Chambre législative et ensuite du suffrage universel et direct le mandat d'y voter des lois. Ils seraient élus au scrutin uninominal et par arrondissement. Seraient électeurs à la première Chambre tous les citoyens portés sur la liste électorale de chacune des communes de l'arrondissement.

Seraient éligibles à la même Chambre :

1° Tous les citoyens âgés de trente ans, portés depuis cinq ans sur la liste des électeurs du département et payant pour des biens non grevés d'hypothèques conventionnelles une contribution foncière telle, qu'ils soient compris au nombre des plus imposés du département, dans la proportion d'un quart pour cent des électeurs inscrits.

2° Les membres de l'Institut ;

Les membres de la cour de cassation ;

Les conseillers d'État ;

Les conseillers à la cour des comptes ;

Les membres du conseil supérieur de la guerre ;

Les membres du conseil de l'amirauté ;

Les membres du conseil supérieur de l'instruction publique ;

Les membres du conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ;

Les membres du conseil supérieur des mines et des ponts et chaussées ;

Les ministres, les sous-secrétaires d'État, les secrétaires généraux, les directeurs généraux des différents ministères ;

Sans autres conditions d'éligibilité que d'être revêtus des titres ou fonctions énumérés ci-dessus ou d'avoir exercé lesdites fonctions pendant une année.

La durée de la législature du Sénat serait de neuf années, il se renouvellerait par tiers ; ses membres ne recevraient aucune indemnité.

Une seconde Chambre, dite Chambre des députés, serait composée de 283 membres, répartis entre les départements d'après leur population. Ces membres seraient élus par département au scrutin de liste, sans autre condition d'éligibilité que d'être portés sur la liste électorale d'une des communes du territoire continental de la France.

Seraient électeurs à la Chambre des députés des départements .

1° Tous les citoyens âgés de trente ans, portés depuis cinq ans sur la liste électorale d'une des communes du département, et payant pour des biens non grevés d'hypothèques conventionnelles, une contribution foncière telle qu'ils figurent dans le premier tiers des plus imposés de la commune. Le tiers de la contribution du domaine exploité par un fermier à prix d'argent ou à portion de fruits, lui sera compté pour déterminer le cens électoral qu'il paye, sans diminution des droits du propriétaire du domaine.

2° Les fonctionnaires publics nommés par le président de la république.

3° Les officiers de terre et de mer en retraite;

Les docteurs et licenciés de l'une ou de plusieurs des facultés de droit, des sciences et des lettres, les docteurs en médecine;

Les présidents des tribunaux de commerce, des chambres d'agriculture et des comices agricoles ;

Les notaires, avoués et huissiers. Les banquiers, agents de change, négociants et marchands payant une patente de l'une des deux premières classes ;

Les employés des administrations publiques jouissant d'un traitement de 1,000 francs au moins ;

Après cinq années de domicile dans le département pour les personnes comprises dans le dernier paragraphe ;

Serait éligible à la Chambre des députés tout citoyen français âgé de vingt-cinq ans, et porté comme électeur sur la liste électorale d'une des communes du territoire continental de la France ;

La durée de la législature de la Chambre des députés serait de cinq ans, elle se renouvellerait intégralement, ses membres recevraient une indemnité ;

A l'effet de constituer ses droits, tant pour l'éligibilité au Sénat que pour l'électorat à la Chambre des députés, tout électeur pourra faire porter à son compte, sur la liste électorale de la commune de son domicile, la totalité de la contribution foncière qu'il paye sur le territoire continental de la France ;

Nul ne pourra être candidat dans plus de trois circonscriptions électorales, et chaque candidat sera tenu de déclarer à la préfecture du département le ou les collèges dans lequel ou dans lesquels il pose sa candidature ;

Les suffrages qui seraient donnés à un citoyen non candidat seront réputés inconstitutionnels et ne pourront être comptés .

La théorie du suffrage universel veut que tous les citoyens soient électeurs et que tous les citoyens soient éligibles. C'est même ainsi

qu'elle se formule ; or le système qui vient d'être exposé en offre l'application. En effet, en supposant qu'il fût admis, tous les citoyens seraient électeurs à la première Chambre et éligibles à la seconde. Ce serait là la part faite au parti démocratique. La représentation de tous les intérêts sociaux trouverait naturellement sa place dans cette combinaison constitutionnelle : les grands intérêts moraux de la société, dans l'éligibilité conférée à la propriété foncière, aux membres de tous les corps constitués, qui représentent dans leur plus haute expression la science, la justice, l'armée, la marine, l'enseignement, l'administration, l'agriculture, l'industrie, le commerce, dans l'électorat attribué à ceux qui cultivent le sol, à ceux qui, par des études antérieures, par une carrière honorablement remplie ont acquis des titres à la confiance du pays. A ce point de vue particulier, le projet de loi repose tout entier sur cette double antithèse : contrôler dans un cas la capacité de l'éligible en restreignant le choix de l'électeur, et dans l'autre cas contrôler la capacité de l'électeur en le laissant absolument libre de son choix. Il donne satisfaction à la pensée de ceux qui, constatant chez chaque citoyen la diversité des intérêts qui s'incarnent en lui, ont réclamé pour chacun un nombre de votes proportionnel à ces intérêts eux-mêmes. En effet, partie intégrante du suffrage universel, les électeurs de la Chambre des députés votent aussi pour les sénateurs. Votant pour l'une et l'autre Assemblée, ils votent donc deux fois ; mais l'égalité entre les électeurs qui composent le même collège, soigneusement ménagée, écarte les périls que l'application du vote plural, d'après d'autres combinaisons, feraient inévitablement naître.

Ce n'est pas tout : les électeurs au Sénat, les éligibles à la Chambre des députés émanant du suffrage universel, on ne saurait leur demander que de remplir les conditions que la loi exige du suffrage universel lui-même, tant au point de vue de l'âge de la majorité politique, qu'au point de vue du temps requis pour acquérir le domicile politique ; mais il n'en est pas de même des éligibles au Sénat ni des électeurs à la Chambre des députés. C'est d'eux que la loi réclame des garanties, il est donc juste qu'elle recherche en eux une maturité plus grande en fixant à trente ans l'âge auquel ils pourront exercer leurs droits, une connaissance plus complète des intérêts du pays en subordonnant pour eux à une durée de résidence plus longue, cinq ans par exemple, l'acquisition du domicile politique. Ces règles d'éligibilité et d'électorat, particulières à chacune des deux Chambres, deviennent une première condition de la différence qui doit exister entre elles. Ce n'est pas la seule : des deux fractions du pouvoir législatif, l'une est nommée par le suffrage universel, au scrutin uninominal, tandis que l'autre est élue par un col-

lège d'électeurs extraits du suffrage universel et au scrutin de liste. La première doit être choisie dans des catégories d'éligibles auxquels des conditions de domicile sont en général imposées, tandis que tous les citoyens français, quel que soit leur domicile, sont éligibles à la seconde. Les membres de la première ne reçoivent aucune indemnité, tandis que les membres de la seconde en reçoivent une. La qualité des électeurs, les conditions et les procédés des élections, le mode de leur renouvellement, sont différents, et cependant, par une heureuse combinaison, les deux Chambres ont entre elles des liens communs. Chacune de ces deux Chambres, en effet, se rattache au suffrage universel : l'une, le Sénat, par l'électorat ; l'autre, la Chambre des députés, par l'éligibilité ; en même temps que chacune des deux Chambres se rattache au système de la représentation des intérêts, le Sénat par l'éligibilité, la Chambre des députés par l'électorat ; mais il ne suffit pas de déterminer les points de dissemblance et les liens communs qui, dans cette combinaison, distinguent ou relient entre elles les deux fractions du corps législatif. Il faut démontrer qu'elles sont égales en autorité et en pouvoir, sans cesser d'être différentes. En effet, les membres du Sénat sont élus par le suffrage universel, ceux de la Chambre des députés par le suffrage restreint, et cependant le nombre des électeurs des seconds est plus grand que celui des premiers, parce que tous les électeurs d'un seul arrondissement ne sont pas aussi nombreux que le tiers des électeurs d'un département tout entier, fait qui rétablit l'équilibre entre les deux Chambres.

Aucune d'elles ne peut se considérer comme l'émanation absolument spontanée de la souveraineté populaire et prétendre à une supériorité dominante. Les membres du Sénat sont, il est vrai, élus par le suffrage universel, mais en vertu de dispositions constitutionnelles exigeant d'eux, au préalable, des garanties, telles que l'âge, la durée du domicile, l'acquittement d'une certaine taxe : conditions mêmes de leur éligibilité qui altèrent, dans ce qu'il a d'absolu, le principe de leur origine ; et cette circonstance, jointe à la liberté du choix des électeurs pour la composition de la seconde Chambre, assure à cette dernière un pouvoir, une autorité égale. Cette combinaison présente encore cet avantage, que ni l'une ni l'autre des deux Assemblées ne saurait viser à l'omnipotence : ni l'une ni l'autre, en effet, ne peut s'affirmer comme la représentation unique et incontestée de la nation. Les conditions d'éligibilité au Sénat, qui émanent de la Constitution, sont le principe même de son existence, en sorte qu'il ne pourrait porter la main sur la constitution, sans porter la main sur son titre même. Quant à la Chambre des députés, nommée par un suffrage restreint, son ori-

gine lui interdit toute prétention à s'emparer seule du pouvoir. Dans ce système, enfin, au sein de ces institutions équilibrées, se meut, sans rencontrer d'obstacles, la souveraineté nationale, dont chaque citoyen possède sa part comme une faculté inaliénable et imprescriptible. C'est dans ces conditions seulement qu'elle peut exercer son action permanente et continue, déplaçant le gouvernement à son gré, changeant les ministres dépositaires passagers de sa confiance, à l'abri d'un établissement constitutionnel qui, en facilitant la réforme des abus, conjure et écarte les révolutions violentes. Action véritablement souveraine, car aucun pouvoir ne la domine, et qui réalise l'application de la doctrine de l'inaliénabilité de la souveraineté, principe de tous les gouvernements libres.

Les conditions politiques dans lesquelles se trouve la société française rendent plus pressants encore les périls que le suffrage universel, livré à lui-même, peut et doit faire naître. Des habitudes qui ont pénétré la masse de la nation ont fait de la forme plébiscitaire le dernier vœu, le dernier mot du suffrage universel. A chaque élection, si l'on n'y remédie, le vote populaire, s'inspirant des traditions du passé, incarnant la patrie ou la forme gouvernementale dans un homme, se portera, dans la plupart des collèges électoraux, sur cet homme pour en faire un maître, et ce sera au nom de la force brutale du nombre, dont elle fera elle-même son seul titre, que ce maître, s'emparant de la souveraineté, s'imposera à l'Assemblée élue par le suffrage universel. Or, dans la combinaison constitutionnelle qui vient d'être indiquée, les conditions d'éligibilité que doivent remplir les candidats au Sénat ne permettent pas à des candidatures multiples de se produire pour la première Chambre. La qualité des électeurs de la seconde, relativement peu nombreux, séparés du suffrage universel par les conditions qui établissent leur double droit de vote, écarte jusqu'à la possibilité d'un plébiscite émanant des collèges qu'ils composent.

L'égalité des deux Chambres est la raison de l'identité de leurs attributions. L'une et l'autre doivent concourir également à la confection des lois. Cette règle ne souffre qu'une exception, mais cette exception résulte des faits et de l'origine des deux Assemblées. Il n'est personne, en effet, qui ne reconnaisse que la dissolution d'une des deux Chambres, en cas de conflit entre elles, ne soit une mesure nécessaire née de leur dualité même. Il est donc légitime de la prévoir, d'en régler, d'en déterminer à l'avance les conditions et les formes. Il paraît même admis que l'initiative doit en appartenir au président de la République et l'exercice à la Chambre haute. Mais encore faut-il, pour exercer cette prérogative, que la Chambre haute, que le Sénat, ait une autorité suffisante : si le Sénat est élu

par le suffrage universel et qu'il se trouve en face d'une Chambre nommée par le suffrage restreint, pas de difficultés ; mais si l'on change les termes de la proposition ou si on les renverse, qu'arrivera-t-il ? Que l'on suppose, par exemple, le Sénat et la Chambre des députés élus l'un et l'autre par le suffrage universel, mais avec cette différence que les députés pourront l'être sans conditions d'éligibilité, tandis que les sénateurs devront être choisis dans des catégories fixées à l'avance par la loi, de deux choses l'une : ou le Sénat, né d'un même mouvement d'opinion, animé du même esprit que la seconde Chambre, se refusera à donner au président son concours, et alors le droit de dissolution ne sera qu'une chimère ; ou bien, d'accord avec le chef de l'État, le Sénat prendra parti contre la Chambre des députés. Mais cette dernière, émanant du suffrage universel, dans la plénitude de l'exercice du droit électoral, se résignera-t-elle à obéir aux injonctions d'un magistrat à la nomination duquel elle aura concouru, d'une autre Assemblée dont les membres, choisis parmi des catégories de privilégiés, ne pourront se prétendre, comme ses propres membres à elle, les délégués directs de la nation, investis, par ses suffrages libres et spontanés, de la souveraineté du peuple ? Cela est peu probable ; et si la Chambre des députés venait à résister, l'exercice du droit de dissolution ne serait plus que le prélude des révolutions. Que dire si l'on imagine un Sénat nommé par le chef du pouvoir exécutif et placé en face d'une assemblée élue par le suffrage universel ? N'est-ce pas supposer qu'en cas de dissolution de cette dernière Chambre constitutionnellement prononcée par les pouvoirs compétents, ces pouvoirs trouveront toujours à leur disposition la force pour exécuter leurs ordres ? Ou n'est-ce pas attribuer à cette assemblée une abnégation surhumaine, un respect de la légalité bien extraordinaire dans un corps que son origine poussera à se rendre omnipotent, s'il obtempérait aux injonctions de pouvoirs logiquement inférieurs à lui ? Dans le premier cas, c'est la prévision constitutionnelle d'une succession de coups d'État légaux ; dans le second, c'est la révolution renversant la constitution du pays : et si l'on oppose à une Chambre élue par le suffrage universel, votant dans la plénitude de sa liberté, un Sénat nommé soit par un collège spécial, soit par le chef du pouvoir exécutif, ou bien même choisi par le suffrage universel dans des catégories d'éligibles, l'une ou l'autre de ces deux conséquences est fatale. On a indiqué précédemment l'intérêt que présente la similitude des institutions destinées à procurer le gouvernement de la commune, du département, de l'État. Il est utile, en effet, que les mêmes électeurs, les mêmes procédés d'élection se rencontrent à tous les degrés de la vie administrative ou politique. C'est dans la commune



que le citoyen se forme à l'exercice de ses droits et qu'il s'y attache en raison des intérêts prochains qui se débattent sur ce théâtre circonscrit. Il est donc bon de l'initier, dans la commune même, par le fonctionnement régulier des institutions municipales, à la connaissance de la constitution politique et administrative de la patrie. Le système constitutionnel qui vient d'être développé se prête à des applications multiples qui conviennent tout à la fois au gouvernement de la commune et du département, et à celui de l'État. En effet, que l'on suppose chaque commune divisée en sections égales en nombre aux deux tiers des conseillers municipaux que chacune d'elles doit avoir, d'après sa population; dans chaque section, le suffrage universel élira d'abord par scrutin uninominal un membre du conseil pris parmi les électeurs les plus imposés à la contribution foncière, ces éligibles étant trois fois plus nombreux que les conseillers à élire; puis les électeurs plus imposés à la contribution foncière formant le tiers de tous les électeurs portés sur la liste du suffrage universel, nommeront à leur tour, au scrutin de liste, un tiers des membres du conseil qu'ils pourront choisir parmi tous les électeurs de la commune, et ainsi le système adopté pour l'élection des deux Chambres législatives se retrouvera dans l'élection du conseil municipal, avec cet avantage, qu'il assurera d'une manière satisfaisante la représentation de tous les groupes dont l'ensemble forme l'unité communale. Il en sera de même du département. Dans chaque canton, le suffrage universel élira, au scrutin uninominal, un membre du conseil général. Seront éligibles au conseil général, par le suffrage universel, les plus imposés à la contribution foncière de l'arrondissement, dans la proportion d'un quart pour cent des électeurs inscrits. Les plus imposés de l'arrondissement tout entier, en nombre égal au tiers des électeurs portés sur les listes du suffrage universel, nommeront, au scrutin de liste, un nombre de conseillers généraux égal au tiers des conseillers généraux élus par le suffrage universel, sans autre condition d'éligibilité pour le candidat que d'être inscrit sur la liste générale des électeurs dans une des communes de l'arrondissement. Et ainsi le même système se trouvera appliqué au département.

La seule objection qui ait été faite dans ces deux dernières applications au système qui a été indiqué, est celle-ci : Les membres des mêmes corps électifs auraient, dans cette hypothèse, une origine différente, et il serait à craindre qu'en raison de cette origine ils ne se divisassent en fractions hostiles, que les élus du suffrage universel étant plus nombreux opprimassent l'autre fraction. Mais ici encore il convient d'observer que les membres élus par les électeurs plus imposés auront pour eux l'autorité d'un plus grand nombre de suf-

frages. Parce que tous les électeurs d'un canton sont moins nombreux que le tiers des électeurs d'un arrondissement entier, parce que tous les électeurs d'une section de commune sont moins nombreux que le tiers des électeurs d'une commune tout entière; circonstance qui, rétablissant l'égalité entre les membres d'un même conseil, quelle que soit leur origine, fait disparaître l'objection.

Du reste, quelles que soient les dispositions constitutionnelles adoptées par l'Assemblée nationale, elles ne lui survivront pas, si l'Assemblée ne se réserve dans les institutions nouvelles du pays une autorité supérieure, en introduisant une partie de ses membres dans un des corps qu'elle est appelée à créer. En effet, une Assemblée élue par le suffrage universel dans la plénitude de sa liberté, c'est-à-dire sans conditions d'éligibilité pour les élus, sans conditions d'électorat pour les électeurs, pourra-t-elle respecter une œuvre qui lui sera étrangère et dont l'effet sera nécessairement d'enchaîner sa volonté? Sortant de la même origine que l'Assemblée nationale actuelle, elle cherchera, sans les rencontrer, les motifs qui feraient d'elle un pouvoir subordonné, tandis que sa devancière était omnipotente. Ne sera-t-elle pas comme sa devancière l'émanation spontanée de la souveraineté du peuple, avec cette différence que, sortant à peine du baptême électoral, elle trouvera dans son élection récente une raison de se considérer comme représentant mieux le sentiment public qu'une assemblée qui, après avoir fait son temps, aura disparu? Le courant électoral qui, en renouvelant intégralement la représentation nationale, l'aura porté au pouvoir l'entraînera même après l'élection. Rien sans doute ne peut faire prévoir quelle sera la mesure de sa force; mais tout indique d'une part l'excès de sa puissance et d'autre part l'insuffisance des résistances qui lui seront opposées. Un pouvoir personnel n'émanant pas de la nation, une assemblée que son origine condamnera à un rôle de second ordre, s'uniront en vain contre la Chambre qui seule sortira du suffrage universel. C'est là ce qu'il est facile de prévoir, et l'histoire, d'accord avec la logique, n'apporte-t-elle pas ici le témoignage de l'expérience? La Constituante de 1789 a livré son œuvre à la Législative, et celle-ci, malgré la présence d'une monarchie séculaire qui n'existe plus aujourd'hui, ne l'a-t-elle pas renversée, cette œuvre, en convoquant la Convention? La Convention, au contraire, en réservant à ses membres une place et une place prédominante dans les institutions dont l'ensemble forme la constitution de l'an III, avait conjuré ce danger, et, sans les événements extraordinaires qui signalèrent le commencement du siècle, sans la personnalité absorbante du général Bonaparte, il est difficile d'affirmer que son œuvre n'eût pas duré.

La combinaison constitutionnelle qui vient d'être exposée offre d'elle-même les éléments de cette transition dont la nécessité ne saurait être contestée. L'Assemblée actuelle élue par le suffrage universel se rattache, par son origine, au Sénat tel qu'il serait constitué si le système produit était adopté. Sans altérer le titre actuel de l'Assemblée nationale, soit par une élection nouvelle, soit par une investiture conférée aux sénateurs par le président de la République, elle peut réduire le nombre de ses membres à celui des arrondissements administratifs, en déterminant d'après des règles fixées à l'avance, quel doit être le représentant de chacun des collèges d'arrondissement. L'élimination d'une partie des membres de l'Assemblée actuelle par elle-même soulève une question de principe et une question de procédé. Nul ne conteste à l'Assemblée le droit de se dissoudre et de se dissoudre en totalité; or, dans ce droit absolu, est nécessairement compris le droit comparativement restreint de réduire le nombre de ses membres.

Les membres de l'Assemblée sont, il est vrai, les représentants de toute la France, mais il n'en est pas moins vrai que chacun d'eux représente plus particulièrement la circonscription qu'il habite, où il est connu. Le nombre des suffrages que chacun des membres de l'Assemblée a obtenu dans le département qu'il représente est une indication qu'il convient de respecter. Du rapprochement de ces deux observations naît un des nombreux procédés d'élimination que l'Assemblée pourrait adopter.

Chaque représentant domicilié dans un arrondissement deviendrait, dans le Sénat, le représentant spécial de cet arrondissement; dans le cas où plusieurs membres de l'Assemblée actuelle seraient domiciliés dans le même arrondissement, le nombre des suffrages obtenu par chacun d'eux dans le département déterminerait le député qui devrait rester en possession de son siège. Les arrondissements dans lesquels aucun député ne réside seraient attribués aux membres non domiciliés dans le département, et à celui d'entre eux qui y aurait obtenu le plus de suffrages. Si des démissions se produisaient, les remplacements, pour la première fois et par exception, se feraient au sein de la députation d'un même département. En cas de vacance il y serait pourvu d'après les règles fixées plus haut.

Le Sénat constitué, il serait procédé à l'élection de la Chambre des députés, et ainsi le pays serait mis immédiatement, sans secousse et sans péril, en possession d'un gouvernement régulier. La durée en serait garantie par les sept années de pouvoir concédées au président de la République, par le renouvellement partiel et triennal du Sénat.

Les élections à la Chambre des députés viendraient en même

temps l'inaugurer et donner à l'opinion publique une satisfaction réelle, tout en écartant les dangers que présentera dans une autre hypothèse une élection dont dépendra l'existence même de la société française et de la nation.

Quels que soient les avantages que présente le système qui vient d'être exposé, on lui fait deux objections. On prétend d'abord que dans la constitution de chacune des deux Chambres législatives, en considérant tantôt les conditions de l'éligibilité, tantôt celles de l'électorat, ce système opère un mélange singulier entre les intérêts et les droits les plus divers, en sorte que chacun d'eux cesse d'avoir une représentation propre. On objecte enfin que les conditions d'éligibilité pour le Sénat n'offrent pas une garantie suffisante, une sécurité complète ; car il se trouvera toujours, dit-on, et dans chaque collège, un citoyen remplissant les conditions légales pour être candidat au Sénat, et qui, pour satisfaire son ambition, s'alliera à la démocratie.

Il faut répondre.

Il semble, en premier lieu, qu'en présence d'un élément social dont la puissance est aussi formidable que celle du suffrage universel, c'est un point capital d'empêcher cet élément de tout absorber et de tout contenir en lui seul. Que ce résultat soit atteint par la fusion des différents intérêts sociaux au sein des mêmes institutions politiques, ne faut-il pas s'en applaudir, plutôt que de s'attacher à spécialiser la représentation des divers droits, des différents intérêts de la société dans des corps séparés, bientôt hostiles, et destinés à disparaître devant celui que le suffrage universel, dans la plénitude de sa liberté, aura tiré de son sein ?

Quant aux garanties d'éligibilité pour le Sénat, elles paraissent aussi complètes qu'elles peuvent l'être. Les sénateurs doivent être élus par arrondissement, « circonscription électorale, dit le projet présenté par MM. Thiers et Dufaure, favorable aux influences permanentes de la société, procédé électoral qui leur fait une juste part dans la représentation qu'elle rend plus complète et plus vraie. Il sert le suffrage universel, en l'éclairant davantage sur ses choix. » Pour être éligible au Sénat, d'après les règles énoncées plus haut, il faut être âgé de trente ans, avoir cinq années de domicile dans le département, y être électeur, compter au nombre des plus imposés du département extraits de la liste électorale dans la proportion d'un quart pour cent du nombre des électeurs qui composent le suffrage universel, ou être revêtu d'un de ces titres, exercer ou avoir exercé une de ces charges qui sont par elles-mêmes un gage de capacité et d'honneur plus que suffisant. Les sénateurs, enfin, ne reçoivent aucun traitement. En résumé, mode d'élection, âge, domi-

cile, situation acquise, gratuité, toutes les garanties sont réunies dans ce système, soit en ce qui concerne les conditions de l'élection au Sénat, soit en ce qui concerne les conditions des fonctions de sénateur. La raison n'en conçoit pas d'autres, et il faut désespérer d'un pays, si elles sont jugées insuffisantes. Il convient d'ajouter que toutes les combinaisons constitutionnelles qui se sont produites sont loin d'en présenter d'aussi complètes.

Beaucoup condamneront sans doute le système qui vient d'être analysé, parce qu'ils penseront qu'il mutilé le suffrage universel. Il faut s'expliquer sur ce point par un dernier mot. Le suffrage universel est une institution propre à la France ; en France seulement il est considéré comme un droit. Mais, quoi qu'il en soit, le suffrage universel lui-même, quelque opinion qu'on en puisse avoir, ne saurait échapper aux lois qui régissent les évolutions politiques des nations. Ou l'histoire est un vain enseignement, ou il faut reconnaître que les modifications apportées dans l'état social d'un peuple par des révolutions soudaines deviennent elles-mêmes la cause de troubles continus, jusqu'au jour où des tempéraments entre l'ordre de choses ancien et l'ordre de choses nouveau ont mis d'accord les mœurs publiques et les principes violemment introduits dans l'établissement politique. Jusque-là, ces principes ne peuvent prétendre qu'à une application précaire et contestée, et il en a été ainsi, au seizième siècle, de la liberté religieuse ; il en est ainsi aujourd'hui du suffrage universel. Proclamé en 1791, la Convention, le Directoire, l'Empire, en ont fait tour à tour un instrument de despotisme. Supprimé en 1814, restauré en 1848, ses contradictions sous la seconde république n'ont été égalées que par sa servilité sous le second empire. Capable seulement d'apprécier des événements extraordinaires et de produire, sous une pression plus violente que réfléchie, d'irrésistibles courants, à aucune époque de notre histoire contemporaine il ne s'est produit avec la force mesurée, avec l'indépendance sûre d'elle-même qui sont le trait caractéristique de toute institution régulière. Faut-il aujourd'hui, alors, on peut le dire avec vérité, alors qu'il n'y a plus une faute à commettre, lui confier, et confier à lui seul, l'avenir du pays ? Car la question est là tout entière. Les gens sensés estimeront sans doute qu'il faut dire à ses partisans : « Le suffrage universel n'a pas suffisamment fait ses preuves : prenez patience ; son éducation est encore à faire ; » dire à ses adversaires : « Le suffrage universel existe : vous ne pouvez le supprimer ; conservez-le, mais dirigez-le. » Et si cela est vrai, ne convient-il pas de lui faire sa part, mais rien que sa part, dans les institutions constitutionnelles, sans livrer à lui seul les destinées de la France ?

LÉON VINGTAIN.

UNE PAGE DE LA VIE .

## DE M. DE MONTALEMBERT<sup>1</sup>

---

Parmi les souvenirs qui se rattachent à l'illustre comte de Montalembert, un de ceux qui charmeront le plus les cœurs fidèles à cette grande mémoire, c'est le château de la Roche-en-Breny, sa résidence favorite, surtout dans les dernières et douloureuses années de sa vie. Vieux manoir, encore debout, avec ses larges fossés à l'entour, pleins d'eau, et aux angles, quelques-unes des tourelles d'autrefois ; et puis, ombrageant les avenues, quelques arbres séculaires ; plus loin, des ombrages encore, des pelouses, des pâturages, qui se prolongent jusqu'à ces collines gracieusement ondulées que le comte de Montalembert a couronnées de bois de pins, et au pied desquelles dorment çà et là, sur un sol granitique, de petits lacs tranquilles ; tel est l'aspect de ce château, non point perdu, mais comme retiré au fond de la Bourgogne ; éloigné des importuns, accessible aux amis ; demeure admirablement choisie pour un homme tel qu'était M. de Montalembert ; aristocratique par nature ; du passé, par l'érudition et par la foi ; de son siècle et de l'avenir, par les idées et les aspirations généreuses ; homme de labeur et d'étude. Qui a pu entrer dans ce cabinet de la Roche-en-Breny, et là, en présence de cette bibliothèque si riche et si bien ordonnée, de ces collections si soignées, de tous ces instruments et de tous ces indices du travail d'esprit, ne s'est pas senti pénétré de respect, comme dans un

<sup>1</sup> *Le Correspondant* avait annoncé dans son numéro du 25 janvier le récit véridique et seul autorisé d'un fait que le journal *l'Univers* a défiguré, et qui lui a servi de prétexte pour élever les plus graves accusations contre M. de Montalembert et plusieurs de ses amis. Il a paru à l'auteur de la rectification, et à nous, que la suspension de ce journal nous ôtait alors le droit de lui répondre. Et aujourd'hui qu'il a reparu, nous croirions trahir nos devoirs, si nous négligions de rétablir la vérité.

(Note de la rédaction.)

sanctuaire? C'est là que cet homme, en qui il y avait, comme on l'a dit, du moine et du chevalier, a écrit en grande partie *les Moines d'Occident*, là qu'il a préparé tant d'éloquents discours de tribune, là que, retiré de la vie publique, il se livrait à ses études chères et jamais délaissées. Les vastes salles sont ornées de tapisseries où se voient des figures bibliques; aux plafonds lambrissés se détachent, en lettres rouges, des inscriptions chevaleresques; par exemple : *Pour l'âme et l'honneur; ou bien, ou rien; ou encore ces fières paroles des seigneurs bourguignons, indomptables à l'injustice : Cela ne s'est pas fait, cela ne se peut faire, cela ne se fera pas. On se sent là comme transporté tout à coup dans une atmosphère d'honneur, de vaillance et de foi.*

C'est dans cette résidence, « dont l'amitié, la piété, la science et le talent, savaient si bien le chemin, » a dit ici-même madame Craven, que M. de Montalembert se plaisait à recevoir, avec une noble et chrétienne hospitalité, quelques amis choisis, et que, de temps en temps, Mgr Dupanloup, en particulier, venait d'Orléans le visiter. Il y vint notamment au mois d'octobre de l'année 1862 : nous avions l'honneur de l'y accompagner. Quand sa présence à la Roche-en-Breny fut connue, quelques amis communs de M. de Montalembert et de lui se hâtèrent d'y accourir. D'Azy était venu M. Cochin; de Dijon, M. Foisset. M. de Falloux, qui revenait des eaux, voulut bien se détourner de sa route, sur les pressantes instances de M. de Montalembert, pour se réunir à ce petit groupe d'anciens et fidèles amis. Je ne ferai pas difficulté d'avouer que je regardais avec grand respect ces hommes, tous dévoués à l'Église : M. de Montalembert, grande âme, grand cœur, type, pour moi, du champion de l'Église en ce siècle; et puis cet homme de bien, s'il en fut jamais, M. Cochin, que de si universels regrets accompagnaient naguère dans sa tombe prématurée; M. Foisset, magistrat intègre, chrétien antique, ami et futur historien du P. Lacordaire, vieil athlète de toutes nos causes catholiques; M. de Falloux enfin, le ministre à qui nous devons — bien ingrats ceux qui l'oublieraient, ses ennemis ne l'oublient pas — la loi sur la liberté de l'enseignement secondaire et l'expédition romaine, le politique perspicace qui, avant la guerre d'Italie, en dévoila avec une si ferme pénétration toutes les conséquences révolutionnaires. Les circonstances étaient on ne peut plus critiques pour l'Église; c'était, on s'en souvient, à l'époque des plus grands périls du pape, et des plus grands efforts des évêques et des catholiques de France pour le défendre. Mais que pouvaient tous nos efforts? La France alors avait un maître, et ce maître l'entraînait dans la politique fatale qui devait amener ses malheurs et les nôtres.

Les hommes que je voyais là avaient tous, de la parole ou de la

plume, combattu pour le Saint-Père. Il y avait deux mois à peine que l'évêque d'Orléans était revenu de Rome, où j'avais vu les zouaves pontificaux acclamer en lui le panégyriste des héros de Castelfidardo, et les Romains faire des ovations à cet éloquent champion du pape. M. de Montalembert avait écrit, l'année précédente, ses deux immortelles lettres à M. de Cavour; et je l'avais vu, en 1860, dans ce même château de la Roche-en-Breny, lutter contre d'atroces souffrances pour achever ce mémorable article qui finissait par ces mots restés célèbres : « Qui donc voudrait être le Pilate de la papauté ? » Le gouvernement impérial déféra cet article aux tribunaux. M. Cochin, de son côté, avait été frappé d'un avertissement, et n'avait pas hésité, malgré les unanimes instances de ses collègues, à résigner ces fonctions municipales, qui lui étaient chères comme traditions de famille, et surtout parce qu'elles lui permettaient de faire à Paris tant de bien. Ses candidatures politiques devaient plus tard, comme celles de M. de Falloux, à cause de ce dévouement connu pour le Saint-Père, succomber sous la coalition honteuse et puissante des révolutionnaires et des césariens. Je ne parle pas des ridicules vexations vainement essayées contre l'évêque d'Orléans, par un ministre qui voulait rendre les fonctionnaires, et les magistrats eux-mêmes, comme il ne craignait pas de l'écrire à l'un d'eux, « solidaires des déplaisirs du prince ; » parole de bas-empire, qui mérite de rester historique. Bref, le pouvoir personnel qui nous gouvernait, et sur lequel certains catholiques, ils me pardonneront de le leur rappeler, furent longtemps à se désillusionner, avait amené l'État romain à deux doigts de sa perte, et poursuivait cauteleusement et perfidement son œuvre; et les illustres catholiques, réunis en ce moment-là chez M. de Montalembert, tous frappés ou combattus par le pouvoir qui perdait alors le pape, n'avaient qu'une préoccupation : demeurer inébranlablement fidèles à la cause sacrée qui avait été la leur toujours, et la défendre avec les seules armes que le peu qui nous restait des libertés publiques leur laissait entre les mains. Telles étaient leurs pensées, tels leurs entretiens : jamais je n'ai vu chez des hommes du monde, je pourrais même dire chez des prêtres, une sollicitude plus passionnée pour toutes les choses qui intéressaient la religion ; et, je le dis simplement comme je l'ai éprouvé, en écoutant ces hommes durant les quelques jours que j'ai passés là, je sentais se réchauffer encore en moi, jeune prêtre, ce même amour pour l'Église dont je demande à Dieu de faire brûler à jamais dans mon âme la flamme inextinguible. Aurais-je pu soupçonner que ce qui s'est passé le dernier jour deviendrait plus tard contre eux une arme de guerre ? Qu'est-ce donc qui s'est passé ce jour-là ? Le voici.

Je souffre à le raconter au public, les plus délicates convenances



commandant de ne pas lever le voile qui devait, pour quiconque connaît le respect, couvrir, du moins tant qu'un seul d'entre eux vivrait, ces choses sacrées de leur âme et de leur conscience. Mais le sanctuaire domestique où elles ont eu lieu a été violé; des catholiques, les traînant odieusement devant les catholiques, les ont à plaisir raillées, calomniées. Parmi tant d'iniquités de la polémique contemporaine, je le dois avouer, c'est là une des choses qui ont le plus blessé mon âme; témoin, et seul témoin, de ce qui s'est passé là, il y a douze ans, entre ces six chrétiens, dans un étroit oratoire, sous l'œil de Dieu, le devoir est pour moi, non plus de le taire, mais de le dire. C'est désormais, a-t-on écrit, *une page de l'histoire de l'Église* : je n'y contredis point; mais, plus cette page est belle, plus il importe qu'elle ne soit pas défigurée. On se flatte de l'avoir fait passer à l'état légendaire. Voici, au lieu de la légende, la vérité.

Je le déclare tout d'abord : je n'ai jamais rien vu de plus simple et de plus édifiant. Je relis mes notes de voyage à cette date; elles débutent par ces mots : « Je bénis Dieu de m'avoir rendu témoin, dans ma jeunesse sacerdotale, de ce que je viens de voir ce matin. »

Avant donc de se séparer, M. de Montalembert et ses hôtes eurent une pensée bien digne d'eux; ils voulurent profiter de la présence de l'évêque, leur ami, pour consacrer en quelque sorte leur amitié par le gage le plus auguste que puissent se donner des chrétiens : ils convinrent de communier tous ensemble à sa dernière messe, de sa main. Au moment de la communion, l'évêque se retourna vers eux pour leur adresser quelques paroles; ils s'y attendaient si peu que M. Cochin, je m'en souviens, s'était déjà avancé jusqu'à la marche de l'autel, et il entendit, ainsi agenouillé, la très-courte exhortation de l'évêque d'Orléans. Celui-ci parla quelques minutes seulement, à mi-voix, comme il convenait dans cet oratoire où ces quelques personnes tenaient à peine. Je retrouve l'analyse de ses paroles dans mes notes. Il prit texte de ce verset de saint Jean : *le Verbe s'est fait chair, et il a habité parmi nous*; après quelques mots sur la présence réelle de Notre-Seigneur; là, sur cet autel, il dit l'honneur et le bonheur, pour des chrétiens, d'avoir été les champions de la sainte Église sur la terre; puis il ajouta que cet honneur obligeait, et qu'il fallait le soutenir par les vertus chrétiennes, par une vie irréprochable et sainte.

Voilà ce qui s'est passé, et ce qui s'est dit, le 13 octobre 1862, dans cet oratoire de la Roche-en-Breny que l'on nomme une chapelle, pour grandir à la fois le monument et la manifestation que l'on prétend en faire sortir; voilà ce qu'on a pris à tâche de dénoncer devant l'Église. On a appelé ironiquement cette communion

« les mystères de la Roche-en-Breny, » et l'évêque qui a donné cette communion « le président de ces mystères. » On a dit que ce jour-là s'était formée « une coalition, » était née « une secte; » que ces hommes étaient des sectaires; que cette chapelle avait été « le berceau de cette secte, » et cette communion de quelques amis chrétiens la date officielle de sa naissance. Et ces hommes on les assimile aux plus grands ennemis de l'Église et du pape; et pour bien démontrer qu'il s'est tramé-là, dans « ces mystères, » un complot ténébreux, on appelle les quelques paroles prononcées alors par un évêque : une *pièce*, un *discours*, le manifeste de la secte. « Le *discours* prononcé dans cette occasion, a-t-on dit, n'a pas été *divulgué*. » Je le crois bien, il s'agit là de ce qu'il y a de plus intime au monde, une communion privée. On poursuit : « Il paraît *assez* qu'on le jugeait digne de mémoire. » Et sur quoi, s'il vous plaît, cela *paraît-il assez*? On ajoute aussi : « *Maintenant*, selon l'apparence, il est probablement voué à l'oubli. » Qu'est-ce que cette insinuation, et qui donc a renseigné de la sorte celui qui a pu écrire ces choses? La vérité est qu'il n'y a eu là ni secte, ni sectaires; il n'y a eu là ni *pièce*, ni *discours*, ni *manifeste*, ni rien de prémédité; il y a eu là un évêque adressant à quelques amis chrétiens agenouillés, en présence de leur commun Dieu et maître, avant de porter ce Dieu sur leurs lèvres et dans leurs cœurs, les paroles les plus simples et les plus sacerdotales. On n'oserait pas, dit-on, divulguer aujourd'hui ces paroles. Eh bien, les voilà, je trahis le secret respectueux qui les couvrirait encore si une polémique indiscreète n'eût pénétré, pour les envelopper de soupçons odieux, là où toutes les délicatesses chrétiennes auraient dû lui interdire d'entrer. Il y a eu là un acte de foi et d'amitié chrétienne, admirable, pas autre chose. Ah! voit-on souvent dans notre siècle un tel spectacle! Pour moi, j'en ai été touché jusqu'au fond de l'âme, et je le déclare, je ne me consolerais pas, si j'avais eu dans ma vie le malheur de jeter ainsi le sarcasme devant l'Église à une chose de l'âme, digne pour un chrétien de tous les respects. Et comment ne pas songer ici à ce mot de Bossuet : « On forme sa conscience au gré de ses passions? » Ah! la vie privée, dit-on, doit être murée! Mais l'âme, mais la conscience, mais un sanctuaire domestique, mais une communion! aller les chercher jusque-là, au pied de l'autel, et, si je puis le dire, l'Eucharistie encore sur leurs lèvres! eux, ces catholiques éprouvés, ces fidèles enfants et soldats de l'Église, et au moment même où ils promettent à Dieu de combattre pour elle à jamais!

Ah! mais il y a dans l'oratoire une inscription!

Il y en a beaucoup, je le disais tout à l'heure, et de bien fières, dans ce vieux château de la Roche-en-Breny. Et quand on est là, et

qu'on les regarde, au plafond des vieilles salles, on se croirait volontiers en présence des preux d'autrefois; on dirait que leur âme vous parle. L'acte du 13 octobre 1862 en amena une nouvelle. M. Foisset, grand collectionneur, grand amateur d'épigraphie, fidèle, comme tous les nobles cœurs, au culte des souvenirs, voulut en effet, quelques mois plus tard, rappeler, dans une inscription, comme il savait les faire, et destinée uniquement au secret de cet oratoire, cette matinée qui avait cimenté saintement, entre six hommes dévoués à l'Église, une amitié déjà vieille, chose rare en ce monde, et laissé dans son cœur, comme dans celui de ses amis, de si douces et si pures émotions. Il fit donc cette inscription, à l'insu même de la plupart de ceux qui y étaient nommés, et ceux-là ne l'ont connue que par l'*Univers*. En voici le texte et la traduction fidèle :

*In hoc sacello, Felix Aurelianensis episcopus panem verbi tribuit et panem vitæ christianæ, amicorum pusillo gregi, qui, pro Ecclesia libera in libera patria commilitare jamdudum soliti, annos vitæ reliquos itidem Deo et libertati devovendi pactum instaurare.*

*Die octob. XII A. D. M DCCC LXII.*

*Aderant Alfredus comes DE FALLoux, Theophilus FOISSET, Augustinus COCHIN, Carolus comes DE MONTALEMBERT, absens quidem corpore præsens autem spiritu, Albertus princeps DE BROGLIE.*

Dans ce modeste sanctuaire, Félix, évêque d'Orléans, a donné le pain de la parole et le pain de la vie chrétienne à une petite réunion d'amis, lesquels, compagnons d'armes depuis longtemps déjà dans les combats pour la liberté de l'Église et la liberté de la patrie (mot à mot : pour l'Église libre dans la patrie libre), ont renouvelé leur commune résolution de consacrer le reste de leurs années à Dieu et à la liberté. — 13 octobre 1862.

*Étaient présents : Alfred comte de Falloux, Théophile Foisset, Augustin Cochin, Charles comte de Montalembert; était absent de corps mais présent d'esprit, Albert prince de Broglie.*

Eh bien, c'est là-dessus, sur cette inscription consacrant ce souvenir, qu'est venue s'abattre, au mépris, je le dirai, de toutes les pudeurs de l'âme, une polémique haineuse. Un violateur inconnu de l'hospitalité de la Roche-en-Breny s'empare de l'inscription commémorative, la défigure en la copiant, et la livre à l'adversaire le plus notoire, parmi les catholiques, de M. de Montalembert, M. Veillot. Cet écrivain la couvre d'abord de sarcasmes et de lazzi, et puis

il la traduit devant les catholiques comme « le titre de fondation d'une secte, » secte odieuse qu'un journal, cité avec complaisance par *l'Univers*, appelait « une coterie misérable, qui, uniquement guidée par l'égoïsme et l'ambition, sacrifie tout, le catholicisme comme le libéralisme, » à ces vils sentiments; il soutient que, dans la pensée de M. de Montalembert, cette inscription signifie « la séparation de l'Église et de l'État; » qu'il y faut voir « la canonisation de la maxime de Cavour; » et il part de là pour déclarer que M. de Montalembert et ses amis appartenaient « au parti très-actif de l'Église libre dans l'État libre, SELON CAVOUR. »

SELON CAVOUR! Toutes les idées que l'on se forme d'une polémique honnête et chrétienne ne sont-elles pas ici renversées?

Est-ce qu'on ne sait pas quels cris indignés poussa M. de Montalembert lorsque M. de Cavour, par une tactique d'insigne mauvaise foi, osa lui emprunter cette formule pour justifier, en Italie, des attentats que nul n'a réprouvés et flétris avec plus d'énergie que M. de Montalembert lui-même? Dans ses deux admirables lettres à M. de Cavour, n'a-t-il pas écrit : « Je me dois de protester que, *sur aucun point*, je ne suis avec vous<sup>1</sup>. » Ainsi M. de Montalembert proteste que *SUR AUCUN POINT* il n'est avec M. de Cavour. Il le dit, et il le prouve. Il dévoile et confond, avec une souveraine éloquence, les crimes de cet Italien contre la liberté de l'Église; il répète contre cet hypocrite de libéralisme et de christianisme les condamnations portées par le Saint-Père : « A une civilisation qui a pour système prémédité d'affaiblir et peut-être d'anéantir l'Église, comment veut-on que la papauté, mère et nourrice de toute vraie civilisation, tende la main, et fasse alliance avec elle? » Et loin d'interpréter sa formule dans le sens de la séparation de l'Église et de l'État, encore moins de la subordination de l'Église à l'État, M. de Montalembert défend le principe des concordats; il écrit textuellement ceci : « Jamais aucun concordat, loyalement exécuté, n'a paru une entrave aux catholiques... Le régime des concordats est parfaitement compatible avec la liberté comme avec la justice<sup>2</sup>. » Il écrit tout cela en 1860, bien avant l'inscription de 1862; l'écrivain qui le dénonce le sait très-bien, et il dit aux catholiques que cette inscription doit s'interpréter « selon Cavour; » que M. de Montalembert et ses amis ont appartenu « au parti de l'Église libre dans l'État libre selon Cavour ! »

Certes, il y avait une perfide et machiavélique habileté à M. de Cavour, en même temps qu'une sanglante ironie contre son puis-

<sup>1</sup> Première lettre à M. de Cavour.

<sup>2</sup> Seconde lettre à M. de Cavour. — 4<sup>e</sup> édition.

<sup>3</sup> Ibid.

sant adversaire, M. de Montalembert, à se couvrir, devant un parlement complice, de cette grande autorité catholique. Mais qu'un journal catholique paraisse adopter de bonne foi ces dires et cette tactique du grand ennemi du pape, et interprète selon Cavour l'inscription de la Roche-en-Breny, dans quel but une imputation si contraire à la vérité notoire? Nous appelons cela, nous, un coup félon.

L'iniquité est ici d'autant plus flagrante, qu'on ne tient aucun compte de la modification considérable apportée dans l'inscription à la formule dont avait abusé M. de Cavour. L'inscription, en effet, ne porte pas *l'Église libre dans l'État libre*, mais *l'Église libre dans la patrie libre*; c'est-à-dire dans un pays, dans une nation libre. La différence est grande : l'État peut être libre, et même oppresseur, et la patrie, en même temps que l'Église, opprimée. Témoin la Suisse.

Et qu'on ne dise pas que nous inventons aujourd'hui cette distinction après coup. Cette distinction, M. de Montalembert lui-même l'a publiquement professée maintes fois, et, le 12 mars 1862, c'est-à-dire plusieurs mois avant l'inscription, et huit ans avant sa mort, M. de Montalembert, s'occupant de la direction du *Correspondant*, écrivait à M. Cochin : « Reprendre contre la Guéronnière notre formule : l'Église libre dans une NATION LIBRE, et non pas dans l'ÉTAT LIBRE, l'État n'étant déjà que *tror* libre ! » Et il a fait d'ailleurs cette déclaration formelle, qu'on ne devrait jamais perdre de vue dans une discussion sérieuse et loyale du sens qu'il attachait à sa formule : « Quant au fond, sachons bien qu'il ne s'agit ni d'un dogme, ni d'un symbole, ni d'une règle de conscience, mais d'un mot destiné à résumer une situation, ce qu'on appelle en droit : *modus vivendi*<sup>1</sup>. »

Je sais bien que *tout est dans tout*, il ne s'agit que de l'y mettre. Mais au vrai, qu'y a-t-il dans la formule, entendue comme M. de Montalembert l'entendait? La liberté de l'Église, et la liberté de la patrie. Pas autre chose. Mais l'Église libre, et la patrie libre, sont-ce donc là deux idées incompatibles avec la religion et le patriotisme? L'Église libre : mais l'Église a-t-elle rien de plus cher ici-bas que sa liberté? La patrie libre : eh! mon Dieu! quand des catholiques voyaient le pouvoir personnel étouffer l'âme de la France, et consommer, malgré nos efforts, la ruine du Saint-Père, étaient-ils donc si coupables de souhaiter la liberté de leur patrie en même temps que celle de l'Église?

Nous répondra-t-on que, dans l'inscription, il y a *in*, dans, et non pas *et*, et que le monstre d'hérésie est tout entier dans cet *in*? Mais que veut-on dire? De bonne foi, peut-on supposer, et cela no-

<sup>1</sup> Note explicative de la formule.

notant les explications péremptoires de M. de Montalembert à cet endroit, que des catholiques tels que MM. de Montalembert, de Falloux, Foisset, Cochin, Albert de Broglie, mettent l'Église dans l'État, comme une chose de l'État subordonnée à l'État? Toute leur vie proteste contre cette accusation, car personne plus qu'eux n'a contribué, depuis trente ans, à l'affranchissement partiel, sinon total, de l'Église. En outre, la formule ne se tiendrait même pas sur ses pieds et la seconde partie détruirait la première; car, trop manifestement, une Église subordonnée à l'État ne serait plus une Église libre. Est-ce cette querelle de mots que l'on veut faire à ces catholiques, et de ce non-sens qu'on prétend les accuser?

On dit encore : « Une coalition fut formée ce jour-là; son but défini; » on ajoute : « L'inscription fut gravée sur le marbre; on sait la suite. » Pauvre M. Foisset, quelle stupeur et quelle douleur, s'il avait pu lire de tels commentaires de son inscription ! Quant à moi, j'ai beau chercher : entre l'inscription et « la suite, » il m'est impossible d'apercevoir un lien quelconque, logique ou théologique.

*La suite*, c'est l'unité italienne et la guerre; c'est Sedan faisant écho à Chambéry. Mais l'unité italienne et la guerre sont-elles sorties de l'oratoire de la Roche-en-Breny? Et qui donc a plus combattu l'unité italienne que les hommes dont les noms sont inscrits là? Qui donc, dès 1860, écrivait, dans une lettre à M. de la Guéronnière, ces paroles : « L'unité italienne, mère très-prochaine et très-menaçante de l'unité allemande? » On ose dire, toujours à propos de la même inscription : « L'heure où M. le duc Albert de Broglie gouverne la France sera dans l'histoire celle de la plus rude angoisse de la papauté. » Napoléon III et Cialdini doivent une grande reconnaissance à celui qui a pu écrire ces lignes!

Veut-on, en dehors des inductions de la passion, avoir le commentaire vrai de cette inscription? Il est dans une autre inscription que M. Veuillot, s'il va jamais visiter, en expiation, l'oratoire de la Roche-en-Breny, pourra lire, à côté de celle dont il se montre si fort scandalisé. Cette inscription est un autographe de Pie IX. Pie IX appelle M. de Montalembert un bon soldat de Jésus-Christ : *Bonus miles Christi!* et il le remercie de ces combats dont parle l'inscription, qu'il a combattus si longtemps avec ses amis, *commilitare jamdudum soliti*, et Pie IX lui dit de continuer ces luttes. C'est précisément ce que lui et ses amis promettaient à Dieu dans cette communion, point de départ de toutes ces attaques.

C'est contre M. Cochin surtout, « le superbicule Augustinus, » comme on écrivait, entre autres aménités, que cette communion fut, pour la première fois, tournée en arme meurtrière. M. Cochin, aux élections complémentaires qui devaient avoir lieu en 1871, son-

geait à poser dans quelque département catholique sa candidature. C'était là une calamité qu'il fallait conjurer à tout prix : de là l'exhumation de la Roche-en-Breny dès l'année 1871. J'en écrivis à cette époque même à M. Cochin ; il me répondit une lettre bien digne de son cœur et de sa foi, où il me disait :

« ... Oui, il est bien dur d'être ainsi traité et défiguré dans ses actes les plus intimes et les plus religieux ; mais combien je souffre surtout des obstacles qu'une telle polémique, devenue l'oracle du clergé français, accumule entre l'Évangile et les âmes ! C'est à pleurer ! Mais nous sommes *au delà des larmes*, comme dit Shakespeare. Il faut prendre Dieu pour appui, et agir toujours et malgré tout.

« A. COCHIN. »

16 mars 1871.

Cochin est mort, Foisset est mort, Montalembert est mort ; ils sont trois qui survivent encore : mais les morts n'auront pas eu à regretter cette journée-là devant Dieu, et les survivants n'ont pas à la renier devant l'Église.

Voilà la vérité vraie sur cette page de la vie de M. de Montalembert.

J'ai dû rendre à des catholiques illustres et dévoués, qu'on poursuivait avec acharnement, pour des raisons politiques ou impolitiques, ce témoignage, et je l'ai fait sans amertume, on me rendra cette justice, mais non sans tristesse. J'ignore quelles injures exquises cela me vaudra demain.

Quoi qu'il en soit, désormais, pour tout homme sincère, il ne saurait plus être question de la *légende* et du *scandale* de la Roche-en-Breny.

L'abbé F. LAGRANGE,  
Vicaire général d'Orléans.

---

# A JEANNE D'ARC

---

## I

JEANNE ! en vain le sculpteur a rêvé ta statue.  
Il faut que la concorde et l'amour de la loi,  
Relevant, à ses yeux, notre France abattue,  
La lui montrent debout, chaste et pareille à toi.

Il faut que ta grande âme ait passé dans la foule,  
Traversant notre chair pour entrer dans l'airain.  
L'art ne peut trouver seul la matière et le moule  
Qui te feront revivre en ton éclat serein.

C'est à nous de pétrir un métal qui résiste,  
Nos cœurs, nos sens rétifs et notre volonté.  
Ton peuple est à la fois le modèle et l'artiste  
Par qui tu renaîtras, s'il est ressuscité.

Donc à l'œuvre ! Apportant le meilleur de soi-même,  
Au sacré monument que chacun prenne part :  
Que la mère y travaille avec les fils qu'elle aime ;  
Que l'enfant s'y consacre à côté du vieillard.

Vous, d'abord, essayez !... Votre force est immense,  
Femmes ! Tout vient de vous, ou bassesse, ou grandeur :  
Surveillez dans vos flancs cette âme qui commence ;  
Faites de vos maisons un temple à la pudeur.



Ce fils que vous portez, c'est le salut peut-être !  
 Avant qu'il soit nourri d'un orgueilleux savoir,  
 Qu'il rêve les honneurs, qu'il s'applique à paraître,  
 Courbez-le, tout enfant, sous le joug du devoir.

Qu'il gagne sur son cœur sa première victoire.  
 Dressé, dès le berceau, pour ce combat obscur,  
 Qu'il place le devoir au-dessus de la gloire,  
 Et que, pour rester fort, il se conserve pur.

Qu'il aspire l'amour de la France éternelle  
 Avec l'air, la lumière et le lait bien-aimé ;  
 Et que l'heur de souffrir et de mourir pour elle,  
 Femmes, soit, de par vous, son rêve accoutumé.

Vierges, qui de la mère achèverez l'ouvrage,  
 Qui régnerez un jour sur ces mâles esprits,  
 C'est à vous d'éveiller, d'enflammer leur courage  
 Pour d'illustres combats dont vous serez le prix.

Travaillez, de vos mains, à leur faire une armure  
 Impénétrable à l'or, à tout vil suborneur.  
 Ayant votre fierté pour suprême parure,  
 Pour suprême richesse exigez d'eux l'honneur.

Ne leur imposez pas d'oisive idolâtrie ;  
 Ne les admirez point filant à vos genoux ;  
 Sœurs de Jeanne, et, comme elle, anges de la patrie,  
 Permettez-leur d'aimer la France plus que vous !

Nous tous, race incrédule à toute grande chose,  
 Revenons au respect, revenons au saint lieu ;  
 Qu'en nous le citoyen ressuscite, et qu'il ose  
 Proférer ces deux mots : « Ma patrie et mon Dieu ! »

Vous nos chefs, en ces jours d'orgueil et de colère,  
 Terribles aux méchants, partout multipliés,  
 Chargez de fortes lois le tigre populaire,  
 Marchez à lui sans crainte... il léchera vos pieds.

Mais que vos nobles mœurs bravent la calomnie;  
 Dans vos cœurs transparents que chacun puisse voir;  
 La vertu vous mettra plus haut que le génie;  
 Même aux yeux de la foule elle est le grand pouvoir.

Poètes, parlez-nous de la France elle-même.  
 Plus de fades héros et de refrains moqueurs!  
 Jeanne attend sa statue, elle attend son poème;  
 Chantez-la d'une voix qui relève les cœurs.

## II

Fille de Jacques d'Arc, d'Isabelle Romée,  
 Je cherche un nom fameux de martyr ou de roi,  
 Une gloire innocente, et digne d'être aimée,  
 Qui ne pâlissent point, ô Jeanne! devant toi.

A toi, pauvre bergère à sa laine occupée,  
 Les anges te parlaient aux champs de Domrémy;  
 L'Esprit de Dieu changeait ta quenouille en épée,  
 Et ton simple guidon faisait fuir l'ennemi.

L'œuvre de tant de rois et de héros, la France,  
 Ce royaume du Christ sanglant et triomphant,  
 Il s'écroulait!... Tu vins : on reprit espérance,  
 Et tout fut relevé par toi, par une enfant!

Oui, tu devais mourir!... Ta mort sera féconde;  
De ton sang virginal le salut doit sortir.  
Puisqu'un Dieu s'immola pour notre indigne monde,  
La France valait bien qu'un ange fût martyr.

Une ardente auréole illumine ta tête,  
L'éclat des plus grands noms perd à s'en approcher.  
Aux esprits attirés vers la beauté parfaite,  
La croix seule apparaît plus haut que ton bâcher.

Non, tu ne souffris pas en vain pour notre France!  
Ton doux Seigneur et toi la viendrez secourir.  
Nous attendons, ô Jeanne! une autre délivrance :  
La race d'où tu sors n'est pas près de périr.

Oui, dans notre vieux sang — après l'heure mauvaise —  
Ta grande âme subsiste et peut se ranimer,  
Tant que sur notre terre une femme française  
Aura des fils encor et saura te nommer.

Va, ton jour nous luira! Ta France bien-aimée,  
Forte du vieil honneur et de l'esprit nouveau,  
Renaitra de ta cendre, à tous les vents semée,  
Et que n'enferme pas la pierre d'un tombeau.

Tu la verras encor, paisible et souveraine,  
Recevoir, devant toi, le sacre du Seigneur...  
Nous te rendrons ta terre, ô ma bonne Lorraine,  
Car tu fus à la peine et seras à l'honneur!

Oui, nous reconstruirons ta beauté tout entière,  
Dans son pur idéal que nous cherchons encor :  
L'art ne nous manquera pas plus que la matière,  
Et nous pourrons choisir ou du bronze, ou de l'or.

Nous aurons reconquis notre sol et notre âme.  
Maitres de nos destins, libres de nos travers,  
Nous saurons au grand jour, avec ton oriflamme,  
T'élever dans ta gloire aux yeux de l'univers.

Tu verras à tes pieds passer la foule immense,  
Avec des cris joyeux, des armes, des rameaux...  
Tous sont venus, saisis d'une sainte démence,  
Célébrer ta grande œuvre et la fin de nos maux !

Les roses, les genêts de la lande fleurie,  
L'olivier phocéén et l'arbre aux pommes d'or,  
Pour saluer en toi l'âme de la patrie,  
Font cortège dans l'air aux chênes de l'Arvor.

Les arts ressuscités ornent tes sanctuaires ;  
Car chez ton peuple, alors, en plein rayonnement,  
Tes poètes sont nés avec tes statuaires,  
Pour que la lyre aussi te dresse un monument.

Mais l'œuvre où tu vivras, mais la plus longue fête  
Dont l'avenir promet le miracle à tes yeux,  
C'est le règne du droit, c'est la France refaite,  
Et fière de ses fils comme de leurs aïeux.

Oui, Dieu nous la rendra plus heureuse et plus belle,  
Telle que je la rêve et comme tu l'aimais ;  
De par le saint bûcher où tu mourus pour elle.  
La France doit revivre et durer à jamais.

VICTOR DE LAPRADE.

---

# MÉLANGES

---

## LES GRANDS JURISCONSULTES

Par M. Rodière, professeur à la Faculté de droit de Toulouse.  
1 vol. in-8°, Paris, Durand et Pedone-Lauriel.

Voici un livre qui, malgré son titre, est encore moins juridique que chrétien, et dont la lecture captive le cœur encore plus qu'elle ne charme l'esprit. M. Rodière s'est proposé, ainsi qu'il le dit dans son Introduction, d'offrir à la jeunesse des Écoles de droit « des types de grandeur et de dignité, afin que leur âme se forme, presque à leur insu, sur ces beaux modèles; » et il lui a paru utile de prendre ces modèles « dans une classe d'hommes qui, par la nature de ses travaux, se rapproche le plus des idées saintes, » c'est-à-dire dans la classe « des jurisconsultes, qu'Ulpien, grand jurisconsulte lui-même, appelait les prêtres du droit, *sacerdotes juris*. » — « Le droit, en effet, continue l'auteur, n'est pas autre chose que la justice en action, et la justice en action est bien voisine de la sainteté, ou plutôt elle en est le premier échelon, la justice n'étant que la charité dans une mesure exacte et limitée, tandis que la sainteté est la charité sans mesure. »

M. Rodière nous présente donc ici une galerie composée des jurisconsultes les plus connus, parmi ceux qui ont coopéré au système de lois sur lequel vit le monde européen moderne. Cette galerie commence à Servius Tullius, troisième roi de Rome, et se termine par M. Troplong, conseiller du dernier empereur des Français, embrassant ainsi une série de vingt-cinq siècles. Les jurisconsultes dont s'occupe l'auteur n'ont pas tous une renommée égale, comme on le voit au moins pour le premier, et l'on doit regretter qu'il ne se soit pas attaché de préférence aux grandes figures qui planent sur la science du droit. Du reste ce sont, ainsi que l'auteur le répète souvent, non pas des portraits, mais des « esquisses, » on devrait même dire, parfois, des silhouettes. Mais, esquisses ou silhouettes, ce qui fait le mérite de son œuvre, — et il est réel — c'est que chaque figure de

jurisconsulte sert de point d'appui à la revendication des grands principes de la justice philosophique, idéale, en un mot, chrétienne. On peut le dire avec vérité, le livre a bien plus pour but de plaider la cause du droit lui-même que de nous faire connaître ses champions.

Faut-il, après ces éloges mérités, s'arrêter à quelques critiques de détail? dire, par exemple, que M. Rodière nous semble un peu trop confiant dans la tradition antique sur les origines romaines? signaler une contradiction entre la page 273, où il préconise l'ancien usage des savants de n'écrire qu'en latin, et la page 325, où, au contraire, il condamne cet usage, et fait l'apologie de la langue française comme langue scientifique? relever (ce serait descendre dans les minuties) une équivoque sur le mot *droit*, employé (pages 40-41) dans le même raisonnement; à la fois comme synonyme d'équité philosophique, et comme synonyme de revendication rigoureuse d'une prérogative légale, etc. Assurément non; j'aimerais mieux, si la place m'était moins étroitement mesurée, signaler tout ce que l'ouvrage contient de passages aussi remarquables par la justesse et la profondeur des idées que par l'élévation des sentiments. Qu'il me soit, du moins, permis de mentionner les pages où est tracée la mission du jurisconsulte (page 41), lequel doit avoir, « comme parle l'Écriture, faim et soif de la justice, » c'est-à-dire qui doit toujours se demander « si les lois positives qu'il a étudiées correspondent bien à leur fin dernière, » et qui, « pour s'en assurer, » doit « remonter au principe générateur de toutes les lois humaines, » principe qui est que « si Dieu a fait la terre et tout ce qu'elle contient ou produit, pour l'homme, il n'a donné à aucun homme le droit d'en opprimer un autre, parce qu'il aime tous les êtres humains d'une dilection infinie. Il ne veut donc pas que le bonheur d'un homme fasse jamais obstacle à celui d'un autre, mais, au contraire, que le bonheur de chacun augmente le bonheur de tous. Quand la Providence établit des inégalités entre les hommes, ce n'est donc pas pour que ceux qu'elle place au-dessus des autres composent leur bonheur des fatigues et des larmes de leurs subordonnés; c'est plutôt pour qu'ils allègent leurs fatigues et cherchent à sécher leurs larmes. Il élève les grands très-haut pour qu'ils aident les petits et les protègent, comme il soulève les montagnes pour qu'elles versent incessamment aux vallées les eaux qui les fertilisent. »

Voilà le souffle qui partout circule dans le livre de M. Rodière, voilà le sentiment supérieur qui le pénètre. Il m'est impossible, cependant, de ne pas faire ici quelques réserves, et de ne pas accuser nettement mes dissidences avec l'auteur sur la question de la liberté de la presse, notamment, et celle de la liberté de réunion. Mais, en revanche, j'aime à proclamer mon entier assentiment à ses réclamations pour l'extension des droits de la femme dans les sociétés modernes. N'est-ce pas avec la plus profonde vérité que M. Rodière a pu dire, à ce sujet :

« Pourquoi, quand les femmes sont parfaitement capables de gouverner des États, sont-elles incapables de concourir au choix d'un maire de village? Ce choix nécessite-t-il la connaissance des logarithmes? Demande-t-il autre chose qu'un peu de tact pour distinguer un honnête homme d'un intrigant; et le tact, est-ce une chose dont les femmes soient dépourvues? Faut-il, d'ailleurs, que ce tact soit bien fin pour distinguer un honnête homme d'un ambitieux! La grande honnêteté de la vie est comme la sainteté consommée : les hypocrites ne peuvent jamais arriver à la contre-faire. Nous sommes donc convaincu qu'à l'égard des femmes la législation des peuples chrétiens, pour obéir à son principe, doit faire des progrès immenses. Si trop de femmes s'occupent aujourd'hui de bagatelles, c'est la faute des hommes, qui ne savent pas les former. Il ne s'agit pour les rendre plus sérieuses que de leur donner une éducation plus mâle, que leur corps délicat comporte parfaitement, la finesse de la peau n'impliquant pas du tout la débilité de l'âme. »

Détachons encore pour terminer une page éloquente, qui recommande mieux l'ouvrage de M. Rodière que ne pourraient le faire tous nos éloges :

« Nous exprimons donc une dernière fois ce qui est pour nous une conviction profonde et la pensée dominante de notre livre. Le christianisme n'est point entré assez avant ni dans les lois françaises, ni, d'après le peu que nous ne connaissons, dans les lois d'aucun autre peuple chrétien. On cherche aujourd'hui, partout, de vastes systèmes d'irrigation, qui permettent de féconder, en tout pays, les terres les plus arides, et nous applaudissons grandement à tous les efforts tentés dans ce but. Mais le volume des eaux qu'on peut dériver est souvent bien au-dessous de ce que demandent les terres altérées. Le christianisme, au contraire, est un fleuve qui prend sa source dans les cieux, et qui ne court pas risque de s'épuiser. Ce sont des eaux saintes, aussi abondantes que salutaires, que les juristes, comme les ministres de la religion, doivent s'appliquer à faire pénétrer dans toutes les lois, pour arriver par là à épurer toutes les âmes et à sustenter tous les corps. Les juristes qui s'attacheront invariablement à ce but, et en feront le sujet de tous leurs travaux, sont sûrs d'être dans la bonne voie et de travailler utilement pour leurs semblables. Sans les connaître, nous aimons à les entrevoir dans la longue série des âges, et à saluer en eux, avec respect, les grands jurisconsultes de l'avenir. »

FAUVEL.

## LA DIVINITÉ DU CHRIST DANS L'HISTOIRE DES ORIGINES CHRÉTIENNES

Ou Réfutation des systèmes de l'incrédulité moderne par le simple exposé des faits, par l'abbé Le Barr, curé de Vaubadon. — Paris, Douniol.

Je ne vois jamais sans émotion et sans respect un curé, voué aux laborieux devoirs du ministère dans une campagne, apporter son concours au grand œuvre de l'apologétique chrétienne et catholique. Que de fatigues, quels patients et pénibles efforts a d'ordinaire exigés un tel concours ! Ceux-là le diront qui ont lu la *Vie de M. Gorini*, par M. l'abbé Martin. Mon émotion grandit, quand c'est la divinité du Sauveur, objet capital de notre foi et de notre amour, comme elle l'est des attaques de l'incrédulité contemporaine, que viennent défendre ces prêtres studieux et zélés qui n'entendent pas borner leur apostolat aux limites étroites d'une paroisse, et qui veulent confesser le Christ devant les blasphémateurs et les sceptiques de l'heure présente. C'est donc une œuvre méritoire qu'a accomplie et c'est un courageux exemple qu'a donné M. l'abbé Le Bret, en publiant le livre que j'annonce. Les deux volumes dont se compose son ouvrage résument et présentent dans un style d'où la vie n'est point absente les preuves si diverses, si décisives quand on les considère isolément, plus décisives encore quand on les embrasse dans leur ensemble, qui établissent la divinité de Jésus-Christ. Les écritures des deux Testaments ; les prophéties qui ont annoncé toutes les circonstances de la venue du Messie, et dessiné par avance tous les traits de son auguste et douce figure ; les événements qui précédèrent, accompagnèrent ou suivirent immédiatement l'Incarnation ; la personne du Christ contemplée sous ses nombreux aspects, dans ses rapports avec les hommes si divers qui reçurent ou qui repoussèrent les leçons du divin précepteur ; enfin, ses miracles, ses enseignements et ses conquêtes, tel est le cadre immense que M. l'abbé Le Bret s'était tracé, et qu'il a voulu remplir. La critique pourrait sans doute relever, dans un si vaste travail, des inexactitudes, des inadvertences ; ainsi, pour n'en signaler que quelques-unes, l'auteur ne paraît pas distinguer suffisamment la notion du miracle de la notion du surnaturel, quoique ces deux notions ne s'impliquent pas nécessairement l'une l'autre ; il dit qu'en Jésus-Christ « la nature humaine perd sa personnalité, pour se fondre dans la personnalité du Verbe, » bien qu'il sache que l'humanité du Sauveur n'a pas perdu une personnalité propre qu'elle n'a jamais possédée. M. Le Bret a abordé de nombreuses et délicates questions de critique et d'histoire ; rien d'étonnant si quelques lecteurs n'acceptent pas toutes les solutions qu'il adopte. Enfin, il se trompe parfois sur le caractère doctrinal des auteurs qu'il a consultés ; c'est ainsi qu'il a



rangé parmi les protestants, Jahn, catholique assez téméraire, je l'avoue, et M. Delitzsch, qui est un fils d'Israël. Ces réserves laissent à l'éloge une large et légitime part. La preuve tirée des prophéties est une de celles que M. Le Bret a su mettre le mieux en lumière. Une telle preuve est décisive. « Ne se fait pas qui veut un passé conforme aux destinées que lui apporte la suite de ses jours, et surtout un passé prophétique, » disait, ici-même, il y a dix ans, le regrettable Henri Perreyve; aussi le rationalisme a-t-il tout essayé pour éluder la force démonstrative de l'argument fourni par l'accomplissement des prophéties. Pour expliquer tant de faits humainement inexplicables, — ces faits qui nous montrent les siècles exécutant avec docilité les ordres qu'on avait osé leur intimer, — le rationalisme n'a-t-il pas imaginé « une espèce de *sens prophétique*, qui rend par moments le Sémite merveilleusement apte à bien voir les grandes lignes de l'avenir? » Assurément, ce *sens prophétique* nous apprend pourquoi les prophètes d'Israël ont prédit à coup sûr un avenir lointain, tout comme la *virtus dormitiva* de l'opium nous apprend pourquoi l'opium fait dormir; les critiques de nos jours et les médecins des comédies de Molière sont de la même force. M. l'abbé Le Bret, à l'aide d'ingénieuses comparaisons et de réflexions solides, a fait ressortir la nature et la valeur probante des prophéties. « Dieu, dit-il, a combiné les oracles de ses prophètes, de manière à en faire un système de forces. Ce qui importe, c'est moins chacune de ces forces que leur résultante. Aucun des nombres qui entrent dans une somme ne peut égaler cette dernière. De même, l'ensemble des prophéties forme un tout se développant dans une parfaite unité d'action. Elles portent l'empreinte de l'intervention céleste... Quel autre que Dieu aurait pu prédire, tant de siècles d'avance, non-seulement la marche générale des événements, mais des détails historiques sans importance et sans liaison avec l'événement principal, des dates, des noms propres, des circonstances toutes fortuites, des faits sans cause humainement appréciable? Or Dieu a révélé et accompli ces faits. »

M. l'abbé Le Bret ne pouvait demeurer froid devant la figure du Sauveur; catholique et prêtre, il a ressenti dès longtemps, à l'aspect de cette divine physionomie, le charme, l'émotion et le respect qui s'imposent souvent à la critique elle-même, et qui lui ont inspiré tant d'accents étranges, où se mêlent et se combattent le doute hautain, la négation discrète et un enthousiasme voisin de l'adoration. C'est que le caractère même de Jésus-Christ est à lui seul, et abstraction faite de tous les autres chefs d'arguments, une preuve éclatante de sa divinité. Si, pour parler comme Tholuck, « le Christ n'est point semblable au soleil des régions tropicales, qui se lève sans aurore et se couche sans crépuscule; s'il est précédé par les prophètes et suivi par les miracles, » j'ose dire cependant que vu seul, sans cette escorte triomphale, entendu dans la pénétrante

simplicité, dans l'aisée et sublime élévation de son langage, il nous donne la certitude que nous voyons et que nous entendons Dieu même... *patuit Deus*. Cette certitude, le livre de M. l'abbé Le Bret ne peut que l'affermir encore dans les âmes.

A. LARGENT,  
Prêtre de l'Oratoire.

---

### L'EXAMEN SUPÉRIEUR

Choix de 769 questions recueillies et résolues par madame NICOLE, institutrice diplômée de l'Académie de Paris. — Douniol, édit.

A l'heure qu'il est, les examens universitaires ont commencé partout, et, dans quelques semaines, la France comptera quelques bacheliers et *bachelières* de plus. Mais que de concurrents et de concurrentes vont rester sur le carreau, moins peut-être pour n'avoir pas été assez préparés, que pour ne l'avoir pas été bien. Le succès, en effet, dans ces sortes d'épreuves, dépend moins encore de ce qu'on répond que de la façon dont la réponse est faite. On sait cela dans les fabriques de bacheliers où l'on a des *colleurs* d'office chargés d'exercer les aspirants à cette manœuvre de la réponse en trois temps. Pareille chose se fait aussi, dit-on, dans les établissements spéciaux de jeunes personnes. Mais on peut appliquer la méthode à la préparation privée, et, dans ce cas, le petit manuel de madame Nicole pourra être d'une grande ressource. C'est un recueil de questions relevées aux examens de l'Hôtel de Ville et suivies chacune de réponses claires et substantielles résumant en quelques lignes la matière de chaque branche d'enseignement.

---

# QUINZAINES POLITIQUES

---

24 mars 1874.

On ne peut se défendre d'un sentiment de douleur et de pitié patriotique, à voir l'Assemblée sonder partout la misère de la France, et comme épuiser l'imagination des financiers, pour trouver des impôts dans un tel dénûment et créer des ressources dans l'impossible. Elle n'avait plus qu'un seul recours, l'impôt du sel ; c'était sa dernière nécessité : elle a cru devoir s'y dérober. Cette longue et pénible recherche n'est donc pas finie : sans savoir où tourner son désespoir, l'Assemblée est en présence d'un déficit de 20 millions. Et le lendemain du jour où elle s'oblige ainsi à recommencer ses combinaisons pour fournir cette somme au Trésor, elle entend nos amiraux lui demander dix millions avec les instances d'une prière touchante : l'un après l'autre lui montrent leurs vaisseaux dégarnis, les arsenaux de la marine vidés, ses chantiers inactifs, ses flottes diminuées, nos côtes mal protégées et nos mers mal défendues ; ils lui rappellent les traditions, les gloires et les services de nos marins ; ils lui indiquent les besoins et les périls de l'avenir ; et l'Assemblée est contrainte de rester sourde à cette éloquence, toute vraie et toute pathétique qu'elle est. Tant la pénurie de la France est devenue grande dans ses maux de 1870 ! Elle aura dû et pu, depuis trois ans, payer des milliards à l'étranger ; elle manque aujourd'hui d'argent pour le propre soin de son honneur et de sa sûreté ! C'est l'enseignement qui ressort des débats où, depuis un mois, l'Assemblée s'ingénie à découvrir et à fixer pour notre budget les chiffres nécessaires. Et quand, dans cette série de difficultés et d'embarras, dans cet enchaînement de fautes et de calamités, on va, l'âme attristée, remontant de cause en cause, on arrive à cet événement lamentable et criminel dont l'Empire porte la responsabilité devant nos souffrances et la justice de l'histoire, à la déclaration de la guerre maudite qui nous a ruinés.

L'Empire ! Voici pourtant qu'il ose sortir du silence et des ténèbres où l'épouvante de nos désastres l'avait fait disparaître. Le prince impérial, dans cette journée du 16 mars où vient de se manifester surtout l'insuffisance de sa jeunesse, n'a pas craint d'étaler théâtralement à Chislehurst le faste de son ambition avec l'oubli de nos malheurs. Il n'était pas facile, assurément, de présenter à la France un prétendant dont le nom, dans les derniers souvenirs de la patrie, n'évoque d'autre pensée que celle d'une invasion où elle a failli périr; un prétendant que suit cette ombre errante de Metz à Sedan et à Wilhemshöhe, à laquelle elle redemande sa gloire, ses légions et ses provinces perdues. Mais M. Rouher a-t-il souci de la pudeur et de la colère nationales ? Ce n'est pas lui qui croira jamais que la France, si appauvrie et si humiliée qu'elle soit, mérite encore un sort meilleur que d'être offerte en hommage au despotisme d'un César de dix-huit ans. M. Rouher ne se contente pas de présenter au prince impérial, comme une charge digne de ses tremblantes épaules, le lourd fardeau du gouvernement personnel ; et le prince impérial ne se contente pas, lui non plus, de vouloir ressaisir cette épée de la France tombée des mains de Napoléon I<sup>er</sup> et de Napoléon III en même temps que tombaient leurs trônes : le seul mot qu'ils trouvent, sinon dans leurs cœurs français, du moins dans leurs âmes impériales, pour parler de ces défaites terribles où gisent cent mille de nos soldats, c'est un mot de glorification : ils célèbrent dans la capitulation de Napoléon III « une journée d'héroïsme. » Peut s'en faut, en vérité, qu'ils ne réveillent les fanfares endormies de la France et qu'ils ne fassent sonner les clairons de Sedan pour chanter « la grande mémoire » de Napoléon III !

Oh ! ce discours, prononcé dans l'exil près de la tombe d'un monarque découronné et d'un père malheureux ; ce discours prononcé devant des serviteurs ou des courtisans fidèles par le quatrième de ces fils de rois français, à qui Dieu, dans notre siècle, n'aura pas permis de régner aux palais où ils sont nés ; ce discours prononcé loin des Tuileries incendiées et abattues où tant d'espérances s'étaient assemblées autour de son berceau ; ce discours du prince impérial, il aurait pu émouvoir la sensibilité de la France, si dans ses dix-huit ans il avait seulement et modestement salué son infortune, si sa voix n'avait été pleine que des gémissements d'une race malheureuse et proscrite, s'il avait déploré devant Dieu la fatalité attachée à son grand et triste nom, s'il avait surtout parlé pour plaindre sa patrie. Nous nous serions alors inclinés avec un mélancolique respect devant ce descendant de deux souverains foudroyés sur les hauteurs de notre histoire ; nous nous serions tû, avec une secrète compassion, devant cet enfant pleurant sur son pays et sur lui-

même. Ces princes aimant la France et bannis, ces victimes de nos luttes meurtrières, ces témoins de nos révolutions que la France envoie à l'étranger et disperse à travers le monde, ces exilés soupirant et isolés, dont elle avait acclamé les pères dans ses fêtes nationales, leur destin remue bien naturellement en nous les regrets du citoyen, du chrétien et de l'homme. Mais quoi ! ce premier discours du prince impérial n'est qu'un long cri d'orgueil. Pas un mot sur nos blessures ; pas un mot pour ces morts qui, sous la terre de Gravelotte et de Reichshoffen, se demandent encore ce que l'empire a fait de l'Alsace et de la Lorraine. Il semble que pour Napoléon IV la France ne soit qu'un peuple qui manque d'un maître ; et il se propose à son obéissance, sans même essayer de caresser d'abord en elle la douleur de la nation souffrante. Il ne songe pas qu'il a dans son cortège les plus sombres calamités et les pires hontes de notre siècle : il vient simplement se présenter à la France comme un candidat politique qui ne veut parler à ses électeurs que des questions du jour. Et cet adolescent à qui on pardonnerait tout au plus les divers genres de fatuité familière à son âge, cet imberbe écolier de Woolwich qui sait si peu de chose encore, revendique avec une superbe assurance le pouvoir de gouverner la France, un peuple ombrageux, capricieux, aigri même par ses maux, divisé et incertain ! Il se targue de « sa foi en soi-même ; » et cette présomption, voilà sa vertu et son secret ! Et, pour nous annoncer que ses dix-huit ans entreprendront sans peine de toucher à nos fragiles destinées, il a sur les lèvres, dans sa hardiesse ingénue, ce mot fatal aux siens : « Je suis prêt ! » C'est là, assurément, une témérité d'enfant et un mépris de nos droits, qui rendent la France justement sévère pour le jeune prétendant de Chislehurst.

« Soyez prêt pour les desseins de la Providence, » lui a dit M. le duc de Padoue, et le prince impérial a répondu, avec l'ignorante confiance du maréchal Leboeuf, avec la mensongère audace de M. Rouher : « Je suis prêt. » Sans doute le prince impérial ne connaît pas plus la vérité en 1874 que la France ne la connaissait en 1870. L'exil a des mirages qui trompent, hélas ! les princes par l'image qu'ils leur présentent de la patrie absente : la vue réelle du pays étonne presque toujours leur regard ou déçoit leur attente. Nous craignons fort que le prince impérial ne se laisse trop volontiers duper par l'erreur complaisante des amis que la nostalgie des honneurs ou la faim des emplois groupait l'autre jour autour de lui. Ils lui assurent que « la France est démocratique, mais veut l'ordre et l'autorité. » Ils ne lui avouent pas qu'entre les Napoléon et la France, ce n'est plus affaire de politique et de démocratie, mais de patriotisme et de dignité nationale. Ils ne lui disent pas que la légende

de l'Empire, celle qui paraît de certains rayons de gloire, en 1848, l'insignifiance de son père, s'est dissipée dans la fumée des batailles de 1870. Ils ne lui disent pas que tout majeur qu'il se prétende, avec quelque aplomb qu'il se hausse sur le trône où M. Rouher l'invite à s'asseoir, la France trouve son adolescence inégale au poids de nos nécessités. Et sait-il à quelle aventure il est « prêt ? » On l'appelle à être « le peuple fait prince, » à recevoir « la délégation complète des foules, » à devenir un pour tous, à résumer « toutes les volontés dans une volonté unique, » à s'investir « du pouvoir personnel » : en un mot, on le convie à pratiquer « le radicalisme impérial, » comme dit *l'Ordre*, « l'autoritarisme impérial, » comme dit *le Gaulois*. Eh bien, sait-il qu'à supposer la France capable de subir ce gouvernement, il n'est pas si facile à un jeune homme de le lui imposer ? Sait-il que ce régime parlementaire, qui lui est interdit, est seul capable, à notre époque, de garantir la royauté en écartant du prince les responsabilités accablantes et dangereuses ? Sait-il enfin que, pour régner, il faudrait à Napoléon IV plus de despotisme et plus de gloire qu'il n'en fallut à Napoléon III ? Or le pupille de M. Rouher est-il si sûr de garder contre nous cette force du despotisme et de trouver sur nos frontières cet éclat de la gloire ? Et combien de temps pourrait-il lutter contre nos souvenirs et nos désirs, contre le patriotisme et le libéralisme de la France ?

Dieu nous garde de vouloir dogmatiser, à la façon du prince impérial, en opposant une démonstration quelconque à sa doctrine du plébiscite ! « Le plébiscite, lui fait dire M. Rouher, c'est le salut ! c'est le droit aussi ! » Que les sept plébiscites de l'Empire aient sauvé la France, démembrée, par la faute des Napoléon, à Waterloo et à Sedan, elle que quinze siècles de monarchie n'avaient cessé d'accroître : voilà une preuve qui manque, assurément, à l'histoire contemporaine. Quant au droit, il n'a été, dans les plébiscites de Bonaparte et de Louis Napoléon, que le droit de la force et du nombre. La force l'accompagne ou plutôt elle le précède, dans les journées du 18 brumaire et du 2 décembre : le coup d'État qui viole la liberté de la nation, qui tue, emprisonne ou exile, le plébiscite le ratifie. On demande, le glaive au poing, que le chœur des multitudes timides, asservies, tremblantes, captivées par la fortune et toujours admiratrices du succès, légitime le triomphe et célèbre le victorieux ; et ce chœur obéit, lâche par peur ou indulgent par intérêt comme dans le drame antique. Et puis, que le prince impérial interroge M. Rouher : cet habile homme lui enseignera en souriant l'art de capter ou de forcer la réponse, à l'aide de la question, dans un plébiscite ; il lui enseignera les petits moyens, les grandes tromperies, qui servent à conquérir les multitudes, à manier le suffrage universel, à ranger le

nombre derrière soi. M. Rouher connaît si bien la discipline du populaire ! il est si apte à bien faire, dans l'opération d'un plébiscite, le commerce des volontés ! Certes, ce n'est pas dans le secret d'une confiance qu'il parlerait à Chislehurst du droit plébiscitaire comme d'une chose sérieuse ! Au surplus, le prince impérial veut concilier dans son ambition des titres et des prétentions étrangement contraires entre eux. Quel publiciste nous expliquerait, en effet, comment le principe de l'hérédité peut s'accorder avec celui du plébiscite ? Qu'est-ce qu'une dynastie plébiscitaire ? Si le fils de Napoléon III a hérité de lui l'Empire, en son nom et de par son droit de César, pourquoi soumettre son droit au vote de la nation ? S'il n'est pas l'héritier de l'Empire et s'il n'est qu'éligible, comme tout citoyen de vingt et un ans, pourquoi l'appeler Napoléon IV et quelle vertu royale a-t-il plus que Pierre ou Jean ? Le prince impérial peut ne pas être embarrassé de cette difficulté. Soit. Il serait sage au moins qu'il ne parlât pas avec emphase du droit plébiscitaire. Et sans doute, quand, ses études finies, il saura méditer et juger, il vantera moins aussi la sécurité d'un règne fondé sur un plébiscite : car, qu'est-ce qu'une sécurité qui dépend d'une puissance aussi variable et aussi mobile, d'une puissance aussi libre de défaire ce qu'elle a fait ?

La cérémonie de Chislehurst n'a rien appris de nouveau à la France. La pompe a été bruyante, il est vrai ; et, parmi ces tumultueux hommages d'anciens fonctionnaires, il n'a guère manqué, pour compléter l'apparat, qu'une seule fidélité, celle de l'homme qui joue dans la famille le rôle nécessaire de César rouge, celle de ce prince qui, dans l'invasion, n'a pas même vu de loin le casque d'un Prussien. Que reste-t-il de cette solennité ? Peu de chose ou rien. La France est moins sensible qu'autrefois à ces coups de théâtre : elle connaît les comédiens, et elle se souvient d'être tombée sous leurs pieds sur ces planches où ils reparaissent. D'ailleurs, si le temps doit jamais venir où elle aurait à tourner de ce côté un regard de désespoir et de supplication, ce temps, grâce à Dieu, n'est pas prochain : il reste encore à notre courage, à notre patience et à notre sagacité des moyens de détourner de notre histoire la honte d'un pareil jour. Le gouvernement ne s'est point troublé du bruit de Chislehurst : il a eu raison. La France n'a lu dans le discours du prince impérial aucun programme dont la séduction puisse l'attirer vers l'Empire ; aujourd'hui comme hier, elle sait combien serait dérisoire le secours qu'elle recevrait d'un empereur de dix-huit ans, si omnipotent et si absolu qu'il dût être ; aujourd'hui comme hier, il y a dans notre pays, au milieu de ses douleurs et de ses ressentiments, une innombrable majorité de cœurs aussi français, pour protester contre l'Empire, que le sont ceux de ses victimes à Metz et à Strasbourg. L'Empire a con-

tre lui tous ses adversaires d'avant 1870; mais il a, de plus, tous ceux que l'invasion a soulevés contre lui, et dont la haine est acharnée : ni M. Rouher ni le prince impérial ne les désarmeront; et même tous deux peuvent en être assurés, il suffirait de peu de mots partis de certaines âmes et de certaines bouches pour que la France se levât demain, comme l'Assemblée à Bordeaux, afin de proclamer encore une fois la déchéance de l'Empire. Que M. Rouher ne se fie pas à nos discordes : un grand homme d'État a dit qu'il faut « préférer la république à l'anarchie; » de même les libéraux et les conservateurs diront à M. Rouher, si l'occasion et la nécessité le veulent jamais, qu'en dépit de préférences plus hautes, en dépit de vœux plus élevés, ils sauront bien préférer la république à l'Empire. Pour ces raisons et d'autres encore, nous avons moins d'alarmes qu'il ne plairait à M. Rouher de nous en causer.

M. Rouher a-t-il été vraiment habile de remettre si vite le prince impérial sur la scène que son père a laissée couverte de notre sang? Nous ne le croyons pas. Voici le parti bonapartiste en pleine lumière, attirant l'attention, se jetant dans la réalité, se heurtant à nos résistances, provoquant les inimitiés, signalé par ses erreurs, mieux surveillé et plus détesté. Et déjà les conservateurs lui reprochent une faute odieuse : c'est la guerre que M. Rouher fait dans la Gironde au candidat des conservateurs, au candidat « mac-mahonien. » Quand M. le général Bertrand, tout certain qu'il est de la défaveur publique et de son insuccès, met ses prétentions à la traverse d'une candidature honorable comme celle du vice-amiral Larrieu; quand les bonapartistes divisent ainsi les suffrages des conservateurs, en face d'un adversaire qui réclame la dissolution de l'Assemblée, on a le droit de se demander si M. Rouher et le prince impérial, conspirant avec les radicaux pour l'anarchie, se sont enfin résolus à les seconder dans leur œuvre de destruction; et c'est là un acte de perverse hostilité qui désabuserait les conservateurs des promesses de Chislehurst, s'il en était encore qui pussent se laisser abuser par ces grands mots de salut et de sécurité dont M. Rouher a rempli la harangue du prince impérial.

Le lendemain du festival politique de Chislehurst, nous avons entendu dire, du côté du centre gauche, que l'avantage du bonapartisme « c'est de présenter au pays, au milieu des incertitudes actuelles, une forme de gouvernement précise, connue, ayant son nom, son programme, son drapeau; » et les républicains qui tenaient ce langage imputaient aux monarchistes la responsabilité de ces incertitudes. Ces reproches sont bien dans la logique des partis. Mais est-elle donc si juste et si adroite, cette récrimination? Admettons et, si l'on veut, reconnaissons l'impossibilité présente de



faire la monarchie ; supposons que les monarchistes, détournés de leurs espérances et de leurs desseins par cette impossibilité, consentent à retirer du débat l'idée de la monarchie ; supposons qu'il n'y ait plus devant l'esprit de la France que deux formes de gouvernements possibles, la république et l'empire : que s'ensuivra-t-il ? La république aura-t-elle sur l'empire la supériorité de cette certitude qu'on reproche aux monarchistes de troubler aujourd'hui ? Nullement. Dans l'histoire du nom qu'elle porte et dans la réalité du régime qu'elle doit pratiquer, la république — soit prévention, soit expérience — n'offre à notre nation que l'image d'un gouvernement instable, aléatoire, établi pour de courtes échéances, provisoire dans sa permanence même, facile à changer, plein de compétitions, favorable aux guerres civiles, et, avec la mobilité de ses institutions, moins propre qu'aucun autre au plus inconstant des peuples. Voilà le désavantage et le détriment de la république, comparée même à l'empire : il ne dépend pas de la monarchie, en disparaissant, d'atténuer ce détriment et de supprimer ce désavantage. L'absence de la monarchie sert l'empire bien autrement qu'elle n'est utile à la république ; et ce sera la grande erreur de M. Thiers d'avoir méconnu cette vérité. Qu'on ne dise pas non plus : « L'empire n'aurait jamais osé se produire en face de M. Thiers et de la république, telle qu'il était en train de la fonder. » On sait bien que l'empire l'a très-hardiment osé. M. Thiers était dans toute la gloire de son principat, quand M. Rouher pénétra dans l'Assemblée avec M. Levert et M. Bofinton ; et M. Thiers, pas plus que le maréchal, n'eût, ce semble, empêché le prince impérial de fêter au milieu de ses préfets son anniversaire et sa majorité, et d'offrir à la France, pour la sauver, le bienfait de son adolescence. Il serait bon que le centre gauche prit garde davantage à la république : c'est elle — il peut le craindre, — c'est elle qui fournirait au jeune César, avec l'occasion d'une investiture électorale, le moyen de se faire introniser ; c'est elle qui lui permettrait, selon l'exemple paternel, d'attirer à soi la souveraineté populaire et de devenir de président empereur, en usant de l'élection présidentielle comme d'un appel au peuple indirect. Et cette crainte est, de toutes les raisons politiques qui avisent le centre gauche de s'unir à la majorité, le plus puissant motif qui le puisse engager à soutenir le septennat.

Le septennat a été, une fois encore, un objet de doute et de dispute dans l'Assemblée. Entre ceux qui veulent que le septennat soit la république définitive ou seulement la république définie, et ceux qui veulent que le septennat soit la monarchie au bout de sept ans ou la monarchie au cours même de ces sept années, le gouvernement est très-embarrassé, avouons-le, pour démontrer que

le septennat, c'est le septennat. Toutes ces questions ont été agitées dans la séance du 18 mars, séance où l'interpellation de M. Gambetta et de M. Lepère, annoncée avec tant d'alarmes, a fait si peu de fracas, malgré la violence que M. Challemel-Lacour pensait mettre dans son éloquence de rhéteur et de jacobin. M. le duc de Broglie, avec la force de l'orateur et la dextérité de l'homme d'État, a confirmé l'Assemblée dans sa résolution du 20 novembre : il a déclaré incontestable la durée du septennat; il a déclaré « incommutable » pendant sept ans la magistrature que l'Assemblée a confiée au maréchal de Mac Mahon; il a récusé, comme l'exigeait son devoir de ministre parlementaire, le soin de déterminer lui-même, sans le consentement de l'Assemblée et avant ses débats constitutionnels, les attributions du septennat et la transmission de ses pouvoirs. Ces déclarations, M. Cazenove de Pradines, qui d'ailleurs a émis le même vote que M. de Broglie et la majorité, ne les a pas affaiblies par ses réserves personnelles, à la fois si loyales et si inutiles; et, de son côté, le maréchal de Mac Mahon les a fortifiées par sa lettre du lendemain. En fait, la doctrine (qu'on nous accorde ce mot) n'a pas changé : le septennat, cette demi-monarchie et cette demi-république d'aujourd'hui, reste tel que l'a établi la loi du 20 novembre; son existence de sept ans est garantie; ses conditions particulières demeurent incertaines et libres, jusqu'au moment où l'Assemblée l'organisera. On n'a donc gagné à cette discussion ni un principe ni une sûreté de plus. Mais la majorité s'est affermie dans une union plus étroite; le centre gauche a senti quelque confusion à se trouver mêlé à l'extrême gauche dans cette défaite; l'autorité du gouvernement s'est accrue; il y a dans l'Assemblée et dans le pays une menace de moins : ce sont des bénéfices dont les conservateurs ne peuvent que se féliciter.

Avec les lois constitutionnelles nous retrouverons, dans quelques mois, ces inquiétudes et ces ambitions, ces refus et ces entraînements des partis. Faudra-t-il alors organiser le septennat, de manière à créer, sous ce nom, l'état le plus exactement semblable qu'il sera possible à une monarchie parlementaire? Oui, si nous sommes encore, à l'heure de cette organisation, dans la division et dans l'impuissance de l'heure présente. Peut-on organiser le septennat en spécifiant des cas où sa durée se suspendrait d'elle-même et où sa présidence ferait bénévolement place à la monarchie? Non, car ces réserves n'appartiennent pas à la loi : il y a dans l'avenir une part que la politique ne peut préciser à l'avance; on n'édicte pas l'inconnu; on n'autorise pas constitutionnellement des changements d'État; la volonté des hommes dans ses rapports futurs et ignorés avec la fortune et la conscience, ne s'annonce pas du haut

d'une tribune et ne s'enregistre pas au *Journal officiel*. Enfin, peut-il être vraiment utile à qui que ce soit, parmi les gens de bon sens qui sont pour la France des hommes de bonne volonté, peut-il être utile d'ébranler sur nos têtes ce fragile édifice du septennat qui couvre l'ordre et la paix dans notre patrie? Non, mille fois non. Songeons-y, en effet. Les conservateurs ne voulant pas de la république et les républicains ne voulant pas de la monarchie, ni les uns ni les autres, dans ce discord obstiné, ne fonderont présentement le gouvernement qu'ils souhaitent; et si les républicains et les conservateurs ensemble empêchent le septennat de se constituer en ces circonstances, que restera-t-il au choix de la France irritée ou fatiguée? Ou le radicalisme avec l'anarchie, ou l'empire avec le despotisme; l'empire, dans toute occurrence. Que cette prévision nous avertisse tous de « laisser du temps au temps » et de ne pas sacrifier à d'obscures espérances ou à des impatiences fébriles ces biens imparfaits du jour qui nous préservent au moins de grands maux. En rappelant volontiers aux autres que le septennat est entre la république et la monarchie une trêve des partis, n'oublions pas qu'une trêve veut la neutralité des armes; ne violons pas ce repos en élevant chaque matin contre le septennat un drapeau ou un cri de guerre; et pensons bien, pensons davantage, au milieu de ces querelles funestes, au budget et à l'armée de la France, les premières de ses nécessités vitales.

C'est le propre de ces graves débats que de ramener à nous toute notre attention; il nous semble si aisément, dans nos luttes et nos angoisses, qu'aucun événement extérieur n'a le prix de ceux dont la France s'émue! Pourtant, l'Espagne est dans une attente solennelle : don Carlos et le maréchal Serrano sont en face, sur ces hauteurs de Somorostro où les carlistes ont déjà remporté une victoire, de jour en jour suivie d'avantages nouveaux : peut-être leur grande bataille se livre-t-elle en ce moment. L'Angleterre a fêté, avec l'enthousiasme de sa foi monarchique, le retour du duc d'Édimbourg et l'arrivée de sa jeune épouse. Son aventureuse guerre des Ashantees est finie; malheureusement, un acte de cruauté, comme la méthode anglaise les veut pour frapper les Orientaux de stupeur et d'effroi, a déshonoré ce triomphe : l'incendie de Coomassie a révolté en Europe le sentiment de l'humanité et la dignité de la civilisation. La reine a ouvert le Parlement : la prospérité de l'Angleterre, son repos, et la paix qu'elle entretient avec toutes les grandes nations lui laissent peu de chose à dire. Heureux pays où le discours du souverain est si calme, si simple, si banal même! Heureuse l'Angleterre, qui, appuyée aux séculaires assises de sa monarchie, supporte sans en être agitée les remuements d'une

élection générale et la chute d'un ministère! L'Allemagne n'a pas cette quiétude : ce n'est pas seulement le turbulent génie de M. de Bismark qui la tient en éveil ; elle a en son sein le trouble de l'oppression et de la persécution ; elle est crainte, et à son tour elle aura à craindre tôt ou tard ; elle commence à sentir de plus en plus haletantes autour d'elle ces vigilantes défiances dont elle est cernée, comme M. de Moltke le lui montrait naguère. Le voyage amical de François-Joseph à Saint-Petersbourg atteste au moins que l'Autriche et la Russie comprennent la nécessité d'une alliance qui les protège contre la trop puissante Allemagne. La dernière polémique des journaux russes et allemands, les défis surtout de la *Voix* et de la *Gazette de Spener*, ont permis de constater qu'il y a de part et d'autre une jalousie ou une haine facile à exciter ; et les confidences de M. de Bismark au romancier hongrois Maurus Jokai ne sont guère faites pour apaiser en Russie et en Autriche les appréhensions que M. de Moltke y signalait. A l'intérieur, les difficultés se multiplient aussi : M. de Bismark s'en irrite, et sa santé en souffre, cette santé que la médecine, on le sait, règle moins que la politique, et dont les variations sont un des jeux mêmes de sa diplomatie. Le Reichstag refuse obstinément à M. de Moltke le total de l'effectif qu'il réclame pour l'armée allemande en temps de paix. D'autre part, la résistance des catholiques reste indomptable. M. de Bismark a beau obtenir du Reichstag le pouvoir d'ôter leur nationalité aux ecclésiastiques condamnés par les lois de M. de Falk : ces âmes qu'il prétend soumettre, il ne les fléchira pas, quelque rigueur que lui commande jamais cette logique impitoyable des persécuteurs qui les force à des coups toujours plus violents et néanmoins toujours plus vains.

La Turquie a réglé heureusement le différend religieux des Arméniens. Comme on s'en souvient, les catholiques arméniens avaient formé deux groupes : les uns, rebelles au Saint-Père, suivaient le patriarche indépendant qu'il avait excommunié, Mgr Kupélian ; les autres s'étaient séparés du prélat infidèle. Or, Mgr Kupélian étant reconnu par le sultan, les dissidents seuls avaient une constitution officielle ; seuls, ils jouissaient des droits que la loi confère aux communautés régulièrement organisées. Le gouvernement turc a mis fin à ce désordre et à cette injustice. Il a admis aux mêmes usages légaux que toutes les autres religions de l'empire le culte des catholiques arméniens qui avaient rejeté l'autorité de Mgr Kupélian ; un « vèkil, » agréé par le sultan, sera chargé de représenter près du gouvernement les intérêts civils de leur communauté. Le sultan, dans cette querelle, n'a pas voulu rendre d'arrêt théologique, porter un jugement religieux et décider de la vraie foi : il place équitable-

ment les deux partis sous la protection du droit commun ; il a cru licite aux catholiques de respecter les décrets de l'Église ; il a laissé aux dissidents l'indépendance qu'ils avaient cru devoir revendiquer : en un mot, il a sauvé des deux côtés la liberté de la conscience. C'est un acte de tolérance et d'équité qui fait honneur à la Turquie ; c'est un bel exemple qu'elle donne à l'Allemagne. Le Saint-Père s'en est montré satisfait, nous le savons ; et la France pourra s'en féliciter elle-même, puisque c'est aux offices zélés de son habile et savant ambassadeur, M. Melchior de Vogüé, qu'est dû surtout le règlement de cette délicate affaire.

Plût à Dieu que la Russie fût aussi libérale que la Turquie à toutes les consciences ! En 1839, l'empereur Nicolas asservit à l'Église russe un million et demi de Grecs-Unis, malgré la juste et sainte protestation de Grégoire XVI : seuls, les 260,000 fidèles du diocèse de Chelm furent épargnés par cette violence. Or, sous le prétexte de « purifier » le rit, un ukase vient de leur ordonner de rayer le nom du pape au canon de la messe, pour le remplacer par celui de l'empereur ! C'était les contraindre au schisme. Les Grecs-Unis ont refusé, et les voici aujourd'hui résistant jusqu'au sang. Depuis deux mois, des gendarmes président dans cette contrée à l'adoration du Seigneur : ils font la police de l'office divin, ils amènent devant l'autel les timides, ils chargent de chaînes ceux qui ne veulent pas s'y laisser traîner. Seize prêtres, dont les noms sont connus, expient déjà en Sibérie le crime de leur fidélité religieuse : iniquité que *le Nord* ne se donne la peine de nier qu'en appelant dédaigneusement le récit de cette persécution « une peinture de fantaisie. » Ce récit n'est que trop vrai, hélas ! et l'indignation qu'il excite n'est que trop légitime. La Russie commet un cruel et ridicule attentat contre la première de toutes les libertés, celle de la prière : nous le signalons avec douleur, comme une injustice de plus parmi toutes celles qui sont aujourd'hui en Europe la souffrance des âmes ou des nations.

AUGUSTE BOUCHER.

*L'un des Gérants :* CHARLES DOUNIOL.

## BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

*La Main de velours*, par mademoiselle GABRIELLE D'ÉTHAMPES. — 1 vol. in-12. Périsse, édit.

*Bretons et Vendéens*, par la même. — 1 vol. in-12. Bibliothèque Saint-Germain.

Les livres déjà nombreux de mademoiselle d'Éthampes tiennent un bon rang parmi les fictions morales, qu'à tort ou à raison il est aujourd'hui d'usage de mettre entre les mains des jeunes personnes. Ces livres se distinguent par un grand sens pratique et l'absence de cette fadeur de dialogue qui en gâte tant d'autres. Comme le titre de cette nouvelle histoire le fait pressentir, c'est la puissance de la douceur chez une jeune fille que l'auteur a voulu peindre dans *la Main de velours*. Jeanne de Kérevel est en effet l'un des beaux types de cette vertu, et les conditions où mademoiselle d'Éthampes place ce personnage, sans avoir rien de romanesque, sont très-propres à en faire ressortir l'héroïsme. Rien de plus impatientant, de plus agaçant que le milieu où Jeanne se trouve jetée par le malheur. La peinture de la famille de son oncle où, pauvre et orpheline, elle est obligée de vivre, est d'une vérité saisissante. N'était un peu de longueur et un dénouement un peu trop prévu, ce petit roman serait un des meilleurs du genre.

Quant au second ouvrage, *Bretons et Vendéens*, qui n'est ni un roman ni une histoire, mais une galerie de portraits historiques tracés avec amour, mais sans exagération toutefois — les modèles n'en avaient pas besoin pour paraître grands, — nous déclarons le préférer, et conseillons à l'auteur d'en offrir souvent de pareils à ses jeunes lectrices.

*Livre de prières à l'usage des hommes*, par M. RICHE, prêtre de Saint-Sulpice. — 1 vol. in-32. Poussielgue frères, édit.

Les exigences de la vie d'aujourd'hui font que bien des catholiques, même zélés,

ne peuvent assister aux offices chantés de l'Église. A ceux-là, c'est-à-dire à tous ceux auxquels manque la libre disposition de leur temps, — et combien ne sont-ils pas nombreux! — les livres de prières appelés *Paroissiens* ne sauraient convenir, d'autant qu'ils sont en général d'un volume assez fort. Pour les remplacer, M. l'abbé Riche a imaginé, en faveur de la classe des hommes occupés, le manuel bien conçu et typographiquement bien exécuté que nous annonçons ici. Il contient en 250 pages, pas plus, non-seulement les prières qui se rapportent aux devoirs essentiels de la religion, mais celles des fêtes principales et des cérémonies religieuses qui consacrent les grands événements de la vie, le mariage et la mort. Malgré l'exiguité du format, M. Riche a trouvé le moyen de joindre à ces prières des instructions et des notices qui en exposent l'esprit ou en expliquent l'origine, et de nourrir ainsi toujours la piété par l'enseignement.

*L'Année scientifique et industrielle*, par M. LOUIS FIGUERA. — 17<sup>e</sup> année. 1 vol. in-12. Hachette.

Ce volume est un résumé plus condensé peut-être encore que les précédents. Dire tout ce qu'il contient, l'indiquer même n'est pas possible. Tout le mouvement scientifique de l'année 1873 y est enregistré, d'abord, dans sa partie pure, sous cinq chefs différents : Astronomie, Physique, Chimie, Météorologie, Histoire naturelle; puis, dans ses applications pratiques à la mécanique, à la médecine, aux arts industriels, etc. L'auteur, fort compétent, comme on sait, et bon juge en ces matières quand il veut, ne s'est piqué ici, il devra en convenir, ni de beaucoup de méthode ni de beaucoup de critique; il a catalogué sans grande sévérité dans ses classifications, et recueilli les faits sans presque jamais les discuter. Les hypothèses, les rêves, les projets en l'air, les

chimères sont par lui recueillis avec le même soin et la même considération que les découvertes les mieux constatées et les plus utiles. Nous le signalons sans lui en faire un reproche. Pour être ainsi exécuté, ce tableau n'en est que plus vrai; il ne représente que mieux la marche haletante et même un peu délirante de la science animée d'un merveilleux zèle, il est vrai, mais aussi, il faut l'avouer, un peu grisée — pour ne pas dire infatuée — de ses succès.

*Profession de foi politique, courte et claire d'un croyant catholique.* — Paris, Ch. Douniol.

Des notions exactes et des idées profondes, perdues dans un fatras de mots abstraits; des arguments contradictoires; une conclusion qui ne laisse rien de net et de précis dans l'esprit du lecteur; du désordre et de l'obscurité dans le style: telle est la valeur de cet écrit.

*La propagande démocratique en 1871-1875, par le vicomte DE LUÇAY et le comte HENRI DE BEAUFORT.* — Librairie de la Société bibliographique, 75, rue du Bac.

Cette brochure est un compte rendu très-complet et fort intéressant des œuvres de propagande de l'école démocratique et sociale, durant ces trois dernières années. On nous y présente une nomenclature et une courte appréciation des livres publiés par la Bibliothèque démocratique, la Bibliothèque populaire, la librairie Francklin, la Bibliothèque républicaine, la Société d'instruction républicaine et la librairie démocratique. On nous donne une idée des moyens puissants et des soins actifs que les adversaires du parti conservateur mettent au service de leur cause: c'est nous inviter à déployer le même zèle dans la défense de la société et de la religion.

*Du droit de voter et de la valeur du vote, par le marquis DE BIENCOURT.* — Paris, Dentu.

M. de Biencourt raconte comment, le

6 mars 1848, les membres du gouvernement provisoire décrétèrent, *motu proprio*, le suffrage universel. Il considère le droit de suffrage en soi, et il examine les divers systèmes de vote usités aujourd'hui. La réforme essentielle, à ses yeux, ce serait d'admettre le principe de la plus-value du vote, plus-value dont le chiffre serait proportionnel à la situation ou à la fonction du citoyen. Il recommande la création d'une seconde Chambre et détermine le genre de suffrage auquel on devrait recourir pour la former.

L'appendice contient les lois, les circulaires et les décrets de la république de 1848 et de celle du 4 septembre qui se rapportent à l'électorat. L'auteur y joint une liste des principaux écrits qu'on peut consulter sur cette matière.

Ce petit livre mérite le bon accueil de tous les hommes politiques.

*L'Apostolat des classes dirigeantes au dix-neuvième siècle, par le R. P. DE VARAX.* — Paris, Ch. Douniol.

« Un chrétien n'a pas le droit de se désintéresser du salut de ses frères et de la société, » voilà la maxime de ce livre, le commencement des excellents conseils qu'il renferme. Après avoir peint le désordre religieux et le péril social de ce temps, le R. P. de Varax raconte ce que l'Église a fait pour conjurer ce danger, et il supplie tous les catholiques de s'associer à elle contre le mal. Il démontre qu'en dehors du catholicisme les forces sociales sont impuissantes aujourd'hui. Il marque le devoir et le rôle des classes dirigeantes. Il précise ce qu'elles doivent faire pour l'ordre, pour « aimer, soutenir, éclairer, apaiser le peuple; » il les invite à répandre le bien au foyer de l'ouvrier, dans l'atelier, dans les réunions publiques, par la presse, par le bon exemple. Il les exhorte à organiser leurs efforts; et il esquisse le plan d'un institut religieux qui favoriserait et seconderait cet apostolat. C'est une suite d'avis bienfaisants et intelligents qu'on ne peut trop recommander à l'attention publique.

Pour les articles non signés : LEROUX.

